



NEUVIÈME ANNÉE

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

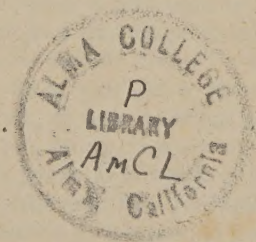
DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON

ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

TOME NEUVIÈME

(Janvier à Décembre 1887)



PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

VICTOR PALMÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL

76, RUE DES SAINTS-PÈRES, 66

BRUXELLES

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE

12, RUE DES PAROISSIENS, 12

GENÈVE

HENRI TREMBLEY

4, RUE CORRATERIE, 4

MDCCCLXXXVII

41201

PRÉDICATION

POUR LE 2^e DIMANCHE APRÈS L'ÉPIPHANIE :
LE SAUVEUR JÉSUS

Salvos nos fecit per Jesum
Christum Salvatorem nos-
trum, ut justificati gratia
ipsius, hæredes simus secun-
dum spem vitæ æternæ.

(Epist. ad Titum, III.)

Huit jours après sa naissance, Notre-Seigneur voulut se soumettre à la douloureuse et humiliante cérémonie de la circoncision; et c'est alors qu'il reçut, en versant les premières gouttes de son sang pour notre salut, le nom de Jésus, c'est-à-dire le nom de *Sauveur*. « C'est par son sang, dit Bossuet, qu'il doit être notre Sauveur : il faut qu'il lui en coûte du sang pour en recevoir le nom : ce peu de sang qu'il répand oblige à Dieu tout le reste, et c'est le commencement de la rédemption. Je vois, ô Jésus, toutes vos veines rompues, toutes vos chairs déchirées, votre tête et votre côté percés; votre sang voudrait couler tout entier à gros bouillons : vous le retenez, et le réservez pour la croix. Recevez donc le nom de Jésus; vous en êtes digne, et vous commencez à l'acheter par votre sang. Recevez ce nom auquel tout genou fléchit au ciel, sur la terre et dans les enfers : l'Agneau qui répand son sang est digne de recevoir toute adoration, tout culte, toute louange, toute action de grâces : et j'ai entendu toute créature et dans le ciel et sur la terre qui criait d'une grande voix : Salut à notre Dieu ! » Le nom de Jésus en effet est un nom infiniment digne d'être loué et célébré. C'est un nom auguste qui est sorti du cœur de Dieu et qui a été révélé au monde par un ange; c'est un nom de grandeur qui désigne la plus sublime majesté qui soit au ciel et sur la terre; c'est un nom de bonté qui rappelle les bienfaits de la miséricorde la plus généreuse et la plus désintéressée; c'est le nom le plus exact dans sa signification qui fut jamais. Jésus, est vraiment Jésus pour nous, c'est-à-dire Sauveur. Sauveur en nous délivrant de nos péchés, Sauveur en nous aidant puissamment à ne plus en commettre, Sauveur en nous conduisant à la vie heureuse et parfaite du paradis. Étudions cette signification du nom de Jésus; convainçons-nous le plus parfaitement possible que le Verbe incarné est vraiment notre Sauveur, afin de nous attacher plus étroitement à lui d'esprit et de cœur; apprenons à profiter du salut que Notre-Seigneur nous a procuré.

I

I. N.-S. J.-C. est notre Sauveur d'abord parce qu'il nous a délivrés du mal qui est le péché.

En péchant, l'homme a offensé Dieu, et il doit à sa majesté des réparations d'honneur et des satisfactions égales à l'injure qu'il lui a faite. Or, cette injure est infinie, puisqu'il est vrai, comme l'enseigne excellemment S. Thomas, que la grandeur d'une injure se mesure à la grandeur de la per-

sonne offensée, et que plus la personne qui reçoit l'offense est élevée en dignité, plus l'offense est elle-même considérable. Il s'ensuit donc que l'injure faite à Dieu, qui est une majesté infinie, est une injure infinie; elle demande une réparation infinie; et quand le pécheur n'aurait commis qu'un seul péché, il est redevable à Dieu d'une satisfaction infinie. Mais où prendra-t-il de quoi payer sa dette? Quand il aurait sacrifié tout son être et l'être de toutes les créatures, depuis le premier ange jusqu'au dernier grain de poussière, que serait-ce que tout cela sinon un misérable néant, infiniment au-dessous de la souveraine excellence de Dieu.

Ce n'est pas tout, à raison de sa faute infinie le pécheur mérite, en rigueur de justice, un châtiment infini, non pas en violence et en profondeur parce que son âme en serait incapable, mais en longueur et en durée. C'est-à-dire qu'il sera condamné à souffrir la mort, mais une mort éternelle qui le fera toujours mourir, et toujours mourir actuellement, sans cesser jamais de l'égorger et de le tuer pendant toute l'éternité.

Quel état effroyable! N'est-il pas capable de faire pâlir les étoiles du ciel et de réduire les rochers en poussière? On tremble à la pensée de la mort corporelle, mais ce n'est qu'un songe de la nuit qui s'évanouit. Voici la terrible mort qui ne se contente pas de tuer le corps, mais qui perce l'âme d'un poignard qui sans cesse la déchire. Ah! mort éternelle, que ta cruauté est longue et persistante, s'écrie le damné! Il y a longtemps déjà que tu me tues sans pitié! Ne cesseras-tu jamais? Retire donc ta main homicide, au moins pour quelques instants. — Non, je te tue par la sentence du Dieu vivant, il veut que je te tue sans relâche. — Mais achève donc de me tuer et de me détruire tout à fait, prends ma vie tout entière. — Non, je te tuerai toujours et tu ne seras jamais immolé; tu mourras toujours actuellement, et tu ne seras jamais mort! O justice de Dieu! Est-ce donc là cette mort ou l'homme doit être condamné pour un seul péché mortel qui est un crime de lèse-majesté divine? — C'est elle-même, le pécheur ne la sent pas à présent, il ne saurait la concevoir, et il ne la craint pas, parce que ne la sentant pas encore, il pense que ce n'est qu'un songe. Mais, hélas! il la verra, il la sentira toute l'éternité, et cette mort sera multipliée en rigueur et en tourment en proportion du nombre des crimes qu'on aura commis!

Or, autant l'homme était radicalement impuissant à réparer l'honneur de Dieu violé par le péché, autant il était incapable de satisfaire à la justice divine. Mais le Verbe incarné est venu à notre secours; Jésus nous a sauvés en payant nos dettes incommensurables. Le Fils de Dieu s'est fait homme afin de pouvoir s'humilier devant Dieu pour nous et souffrir pour nous. Humiliations d'un prix infini, souffrances d'une valeur infinie, car elles sont celles d'une personne divine. Par l'union de la nature divine et de la nature humaine en une seule personne, il se trouve qu'en Jésus-Christ il y a à la fois le Maître et le serviteur, le Créateur et

la créature, le suppliant et le Dieu qui supplie. Il peut donc se soumettre à Dieu pour réparer l'injure et expier la faute, parce qu'il est inférieur; et il peut le faire en toute rigueur de justice parce qu'il est égal.

Dès son entrée dans le monde il remplit cette fonction de Sauveur, car la première action qu'il fit, comme l'écrivit l'apôtre S. Paul aux Hébreux, fut de présenter un sacrifice volontaire de tout lui-même à Dieu son Père pour la rédemption des pécheurs, et cette action fut si agréable à l'adorable Trinité qu'elle suffisait à elle seule pour payer toutes nos dettes. Jésus ayant l'usage parfait de sa raison et de sa liberté, dès le premier instant de sa conception au sein de l'auguste Marie, en fit comme le premier autel de son sacrifice, où il immola le corps, l'âme et la vie qu'il recevait, se dévouant par une volonté très efficace, comme une victime à la mort, en réparation de la gloire de Dieu son Père et en satisfaction pour tous les péchés des hommes. Puis continuant ce même acte et cette intention dans tous les instants de sa vie, et imprimant à toutes ses œuvres ce même caractère, il continua toujours son infinie satisfaction et fit de toute son existence un sacrifice perpétuel, qu'il acheva sur la croix et qu'il consumma avec sa vie lorsqu'il expira en disant : « Tout est consommé, *consummatum est!* » C'est alors qu'il mit le dernier comble à ses divines satisfactions, en laissant mourir son humanité toute lacérée de plaies et de coups. C'est alors que selon la parole du Roi-prophète, Dieu déchira le sac de la mortalité du Rédempteur, *conscidisti saccum meum!* « Ne vous choquez pas de cette expression, s'écrie S. Augustin. Là était le prix de notre rachat, de notre salut. Ce sac a été déchiré, mis en pièces dans sa Passion, et toutes ces précieuses richesses dont il était plein se sont répandues sur vous, car il n'a rien réservé pour lui. Il nous a donné tous ses biens, en prenant sur lui tous nos maux. O miséricorde infinie! ô bonté qui ne saurait garder de mesures dans ses divines profusions! Quel cœur, en y songeant, ne serait brisé des plus vifs sentiments de l'amour et de la reconnaissance?

II. Non seulement Jésus est notre Sauveur en nous délivrant du mal; il l'est encore en nous procurant le bien suprême, le bien de la grâce comme préparation de notre bonheur, et le bien de la gloire comme consommation de notre béatitude, il nous a délivrés de la mort et nous a ressuscités à la vie surnaturelle; *propter nimiam charitatem suam qua dilexit nos, cum essemus mortui peccatis, convivificavit nos in Christo, cujus gratia estis salvati* (Eph., II, 4, 5).

Non content de satisfaire pour nous, le Sauveur a mérité pour nous, et cela par toutes les actions de sa vie. En effet, en Jésus-Christ, le mérite et la satisfaction ne sont point deux choses différentes, ce n'est que la même valeur infinie de ses œuvres très saintes, qui tantôt est appelée mérite et tantôt satisfaction. Quand cette valeur est présentée à

Dieu pour nous acquérir les biens surnaturels et surtout les biens éternels, on l'appelle mérite; et quand cette même valeur sert à nous délivrer du péché et à nous garantir des punitions éternelles dont nous étions dignes à cause de nos iniquités, on l'appelle satisfaction. L'un regarde le ciel pour nous l'acheter, et l'autre l'enfer pour nous en délivrer. Le mérite nous met en possession des biens, la satisfaction nous délivre de l'oppression des maux. Mais l'un et l'autre, le mérite et la satisfaction, sont inséparables dans les actions de Jésus-Christ : partout où il mérite, il satisfait; partout où il satisfait, il mérite; et toujours avec une excellence infinie.

S. Augustin expliquant le psaume quatre-vingt-treizième, fait dire à Dieu ces paroles : « *Venale quid habeo*, j'ai quelque chose à vendre. *Quid, Domine?* — Quoi donc, Seigneur? — *Regnum cælorum*, le royaume des cieux. — *Quo emitur?* Que faut-il donner pour l'avoir? — Il faut un prix infini, parce qu'il donne la possession d'un bien infini, et qu'il la donne pour une durée infinie, c'est-à-dire pour l'éternité. » Mais où trouverons-nous ce prix infini? Est-ce chez l'homme? Mais il n'a en propre que deux néants, le néant de l'être qu'il ne tient pas de lui-même, et le néant du péché? Est-ce chez l'ange? Mais tout son mérite ne dépasse point les limites du fini, et la créature si parfaite qu'elle soit, ne peut rien produire que d'une valeur restreinte, limitée, incapable de payer les biens éternels. Le Verbe incréé nous a pris en pitié; il a voulu nous fournir le prix de notre salut, le prix du bonheur ineffable, du paradis. Ne pouvant mériter comme Verbe, il a incliné les cieux, il s'est anéanti jusqu'à prendre la forme de l'esclave, il a pris la nature humaine. Comme homme il s'est fait inférieur à son Père, il a pu lui obéir, il a pu se rendre digne de son approbation et recevoir de lui une récompense; il a pu mériter infiniment pour son humanité sainte, il a pu mériter pour les hommes ses frères, la grâce de la filiation divine, la grâce de la sanctification, la grâce de l'éternelle glorification.

Dès le premier instant de sa conception, à raison de l'union hypostatique, le Sauveur Jésus mérite donc avec surabondance toutes les grâces nécessaires au salut de tous les élus. Car dès ce moment ce n'était pas seulement la plus sainte âme qui fût jamais qui louait, bénissait, adorait, priait la sainte Trinité, c'était l'âme d'un Dieu infiniment grand, infiniment puissant, infiniment sage, infiniment aimant. La nature humaine était unie en Jésus-Christ à la nature divine dans l'unité de personne, elle était enracinée jusque dans la divinité et tous les attributs divins pour en tirer une vie, une vigueur et une excellence infinie. C'était donc assez en justice du premier acte du Verbe incarné pour sauver le monde, mais ce n'était pas assez pour son amour. Et c'est pour cela que par ses pensées, par ses sentiments, par ses prières, par ses humiliations, par ses souffrances pen-

dant plus de trente-trois années et finalement par son immolation sanglante sur la croix, il entasse des infinités sur des infinités de mérites, capables de permettre à une infinité d'hommes d'acheter le royaume des cieux, *copiosa apud eum redemptio* ! Ciel ! si je voyais la main puissante de Dieu tirer sans cesse de nouveaux mondes du sein du néant, et les entasser sans relâche les uns sur les autres pendant trente-trois ans, quelle ne serait pas mon admiration, mon étonnement, ma stupeur ! Voici un bien autre prodige : Je vois Jésus-Christ, mon Sauveur, produire sans cesse mérites infinis sur mérites infinis, les accumuler les uns sur les autres, durant tout le cours de sa vie, sans le moindre arrêt depuis le premier instant jusqu'au dernier. Quand je songe qu'un seul de ces mérites vaut mieux que tous les mondes matériels que Dieu aurait pu tirer du néant pendant tout un siècle ; quand je me dis qu'un seul de ces mérites est capable de convertir, de sanctifier, de diviniser, d'introduire dans le paradis tous les hommes qui existent, je suis confondu, je suis accablé, je suis opprimé par l'excès de la bonté du Sauveur Jésus, je comprends qu'il est venu véritablement pour sauver tout le genre humain, je comprends qu'il nous a aimés d'un amour excessif, comme parle l'Apôtre, *propter nimiam charitatem suam qua dilexit nos* ; je comprends qu'il est dans toute la force du terme le Dieu Sauveur, *vocabis nomen ejus Jesum ipse enim salvum faciet populum suum a peccatis eorum* ; je me sens pressé d'acclamer son nom et de convier toutes les créatures à le célébrer, à le chanter, à l'exalter, *juvenes et virgines, senes cum junioribus laudent nomen Domini quia exaltatum est nomen ejus solius* !

II

Il y a des choses que Dieu fait seul sans notre concours, comme le grand ouvrage de notre création ; il y a des choses que nous faisons seuls, comme le péché : ce monstre est l'ouvrage de notre seule mauvaise volonté ; mais il y a des choses que Dieu ne fait pas sans notre concours, et que nous ne saurions faire sans le concours de Dieu, ce sont les œuvres de notre salut. « Celui qui vous a créés sans vous, dit S. Augustin, ne vous sauvera pas sans vous, *qui te creavit sine te non te salvabit sine te*. »

Le Sauveur Jésus nous a acquis des trésors d'expiations et de mérites, comme nous venons de le dire, mais c'est à nous de nous les appliquer ; il faut que nous coopérons à l'œuvre de notre salut ! « Ne le sais-tu pas, dit Notre-Seigneur à chacun de nous, bien que ma volonté soit de sauver tout le monde, je ne sauve néanmoins que ceux dont la volonté coopère à mes efforts. Vous ne pouvez rien faire sans moi, mais je ne puis rien faire sans vous ; j'ai des trésors inépuisables de mérites et de satisfaction plus que suffisants pour payer vos dettes, et pour satisfaire pour tous les hommes que la puissance divine pourrait faire

sortir du néant ; je vous les tiens ouverts, je vous les présente à tous ; jamais pourtant je n'ai acquitté personne que ceux qui ont voulu y porter la main, pour payer eux-mêmes avec moi de mes propres biens.... Tout ce que j'ai fait ne vous servira de rien si vous ne vous l'appropriiez. J'ai porté la croix ; il faut que vous la portiez ; j'ai jeûné, j'ai pleuré, j'ai fait pénitence, il faut que vous vous mortifiez ; j'ai été pauvre, méprisé, persécuté, il faut endurer patiemment les mêmes épreuves ; j'ai fait mon unique affaire sur la terre de travailler à votre salut, méprisant tout le reste comme des futilités, et m'appliquant jour et nuit avec toute la ferveur de ma charité à cet unique nécessaire, il faut que vous agissiez ainsi. Que sert à un prêtre d'avoir devant lui un grand trésor mis à sa disposition, s'il se contente de le regarder, au lieu d'y puiser à pleine main ? »

Or, nous coopérons à l'œuvre de notre salut de différentes manières. Notre-Seigneur, pour mettre le comble à ses bontés, a voulu nous fournir des moyens faciles de participer à sa surabondante rédemption. Nous pouvons puiser facilement, abondamment, fréquemment à la mer immense et intarissable de ses mérites. Nous coopérons à notre salut par la prière : Notre-Seigneur a tout promis à la prière ; par la prière nous obtenons les grâces de conversion, de sanctification, de consolation, de force, de lumière, de perfectionnement, de persévérance, de glorification ; demandons, Dieu désire accorder à nos prières tous les bienfaits, et surtout lui-même, *et nihil magis vult dare quam se* (S. Aug.). — Nous coopérons à notre salut par la réception des sacrements, surtout du sacrement d'Eucharistie. Les sacrements, en effet, sont comme autant de canaux qui font couler dans les âmes les fleuves de la grâce : *Fluminis impetus lætificat civitatem Dei*. — Nous coopérons à notre salut par le saint Sacrifice qui nous enrichit de toute bénédiction céleste et qui est vraiment la fontaine sacrée de cette eau de la grâce qui rejaillit jusqu'à la vie éternelle, *fons aquæ salientis in vitam æternam*. — Nous coopérons à notre salut par les épreuves endurées avec résignation. La souffrance est le creuset où s'épure l'or de la plus parfaite charité. La souffrance est, comme le dit l'auteur de *l'Imitation*, ce qui nous rend le plus semblable à N.-S. Jésus-Christ et aux saints. — Nous coopérons à notre salut par nos bonnes œuvres, quelles qu'elles soient ; pourvu qu'elles soient faites par une âme en état de grâce, elles nous méritent, par la surabondante rédemption de N.-S. Jésus-Christ, une augmentation de la gloire céleste, dont un seul degré vaut mieux que mille mondes ; les bonnes œuvres, c'est-à-dire les œuvres de piété, et aussi les vulgaires actions qui s'enchassent dans la journée du chrétien, pourvu qu'elles soient faites selon Dieu et pour Dieu !

Unissons donc nos efforts aux efforts du Sauveur Jésus pour notre salut. Ayons courage et confiance : nous n'avons qu'à le vouloir, et la grâce est à nous, et la gloire éternelle sera notre

partage. Le nom de Jésus nous rappelle cette pensée aussi fondamentale que consolante. Respectons donc, bénissons, invoquons le nom sur-adorable de Jésus! « O Jésus! remplissez notre cœur du baume sacré de votre nom divin, afin que la suavité de son odeur se dilate en tous nos sens et se répande sur toutes nos actions. Mais, pour rendre ce cœur capable de recevoir une si douce liqueur, circoncévrez-le, et retranchez-en tout ce qui peut être désagréable à vos saints yeux. O nom glorieux, que la bouche du Père céleste a nommé éternellement, soyez à jamais gravé en notre âme, afin que comme vous êtes Sauveur, elle soit éternellement sauvée. O Vierge sainte, qui la première de la nature humaine, avez prononcé ce nom de salut, inspirez-nous la façon de le prononcer ainsi qu'il est convenable; afin que tout respire en nous le *Salut* que vos entrailles nous ont porté! » (S. François-de-Sales.)



CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE PÉNITENCERIE

Sur l'Onanisme.

La décision que nous publions porte sur une question des plus graves et des plus délicates, intéressant à la fois la religion et la société. Puissent les instructions, pleines de sagesse, de la Sacrée Pénitencerie, recevoir l'application convenable! Un grand mal sera, sinon déraciné, du moins plus efficacement combattu.

Beatissime Pater,

Episcopus N. N., ad pedes Sanctitatis Vestrae reverenter se sistens, Beatitudini Vestrae dubia quædam elucidanda proponit, quæ animarum Pastoribus et Confessariis jam diu gravem mentis et conscientiae anxietatem afferunt.

Uti Sanctitati Vestrae compertum est, nefandum Onanis crimen in pluribus Galliae regionibus latius in dies diffunditur, atque altiores agit radices; adeo ut nulla fere Provincia ab hac peste immunis remaneat, ipsique scientia socialis cultores de exitioso hoc morbo publice conquerantur. Ubique ferme rarescere cernuntur familiae, non quidem ex conjugiorum infrequentia, sed ex eorum voluntaria infœcunditate. Eo res jam devenit, ut, cum antea multi conjuges nimiam tantum vellent evitare prolem, nunc plurimi omnem vel fere omnem liberorum susceptionem scelesto consilio excludere audeant. — Hinc etiam, magna saltem ex parte, provenit lugenda illa imminutio ministrorum Ecclesiae qua diœceses magis magisque laborant.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

Movet quidem animarum Pastores deploranda calamitas, quæ in ipsam societatem ex pravo hoc matrimonii usu derivatur; movet tamen acrius, et simul ingenti tristitia afficit eos gravissima offensa Deo illata, et præsentissimum animarum periculum. Atque hæc eorum mæstitia inde etiam augetur, quod non una sit omnium Confessarium, in hac curanda plaga, agendi ratio; nec optata uniformitas sperari possit ex illis, quæ hactenus prodierunt, S. Sedis Responsis et Declarationibus.

Nodus difficultatis versatur circa necessitatem *interrogandi* et *monendi* pœnitentes. — Omnes quidem Confessarii et Theologiæ moralis scriptores maximam hujus peccati gravitatem agnoscunt; omnes similiter fatentur summam Confessario adhibendam esse in interrogando prudentiam ac modestiam, et satius esse ut deficiat confessionis integritas materialis, quam ut pœnitenti ex indiscreta interrogatione scandalum obveniat, vel decus sacri ministerii offendatur. — Discrepant vero Confessarii in hoc capite: an necessaria sit, necne, interrogatio ipsa, licet castis modestisque verbis expressa?

Alii enim Confessarii persuasum sibi habent, inter tot fideles qui detestandæ Onanis praxi indulgent, aliquos saltem reperiri qui in bona fide versantur. — Ne igitur raros hosce pœnitentes ex bona fide deturbent, consultius esse putant, *neminem* de hoc peccato *interrogare*, nisi forte ipse se penitens accusare incipiat, et interrogatio confessionem tantummodo faciliorem reddat. — Idem Confessarii arbitrantur, *moneri non debere* pœnitentem de gravitate hujus peccati, eo quod forte rem non ita gravem esse existimet. Atque in ista opinione, hac etiam ratione confirmantur, quod plerique conjuges, de onanismi malitia aperte moniti, sacramenta deserturi prævideantur, atque adeo majus damnationis periculum incurrant.

Alii Confessarii existimant, Ministris divinæ legis, quibus ex officio incumbit propria Fideles munera docere, *licitum non esse silentium*, cum vident ipsius naturæ præcepta generaliter violari. Tunc enim (ut verbis utamur Benedicti XIV, in sua *Bulla Apostolica Constitutio*) « pœnitens aut crimina ignorat, quæ tamen nosse debet; aut in iis versatur circumstantiis, quæ, Confessario dissimulante, peccatorem in pravo opere obfirmit, non sine aliorum scandalo; cum quis arbitretur, ea sibi licere quæ ab iis qui Ecclesiæ Sacramenta frequentant impune exerceri animadvertit ». — Hinc præfati Confessarii censent, toties *discretam interrogationem* esse faciendam de onanismo, quoties fundata *suspicio adest*, pœnitentem huic crimini esse addictum; censent bonum commune postulare ut pœnitens, qui probabiliter tantum in bona fide versatur, apertis, sed discretis, moneatur verbis; censent demum tunc solum ab interrogando et monendo esse abstinendum (nisi contrarium postulet bonum commune), cum ex præsentibus rei circumstantiis moraliter

certum esse videtur, pœnitentem in bona fide verari, et monitionem fore infructuosam.

Ex Responsis a S. Sede hactenus datis, variæ quidem suppeditantur regulæ, quibus plura jam dubia hac hanc materiam pertinentia, dilucida sunt.

Sic ex Responso S. Pœnitentiariæ diei 14 decembris 1876, dato ad Rectorem Parochiæ in diœcesi Andegavensi, constat, *non esse licitum* favere pœnitentium errori, qui a multis bona fides dicitur, nec talem bonam fidem creare.

Constat etiam, non satisfacere muneri suo eos Confessarios, qui, « quando pœnitens solummodo accusat onanismum, altum silentium servant, et, finita confessione peccatorum, illum verbis generalibus ad contritionem excitant, illique asserenti se detestari omne peccatum lethale, sanctam absolutionem impertiuntur ».

Constat præterea, *omni reprehensione carere* eos Confessarios, qui (intra limites a Rituali romano et probatis auctoribus præstitutos se continentes, quoad interrogationes de usu matrimonii conjugibus aliquando faciendas) « non omittunt quemcumque pœnitentem, sive ex interrogatione prudenter facta, confessum de onanismo reprehendere, non secus ac de aliis gravibus peccatis, quantum ejus bonum exigere videtur; nec illum absolvunt, nisi sufficientibus signis monstre se dolere de præterito et habere propositum non amplius onanistice agendi ».

Verum, cum ex superioribus S. Sedis Apostolicæ responsis, non omnia de hac materia dubia solvantur, atque interea diversimodo a diversis Confessariis cum onanistis agatur, non sine gravi animarum detrimento ac magno Pastorum mœrore; hinc præfatus orator Sanctitatem Vestram, verba vitæ æternæ habentem, reverenter et fiducialiter adit, enixe supplicans ut Vestra Beatitudo ad sequentia dubia benignum dare responsum dignetur, videlicet :

I. Quando adest fundata suspicio, pœnitentem qui de ONANISMO omnino silet, huic crimini esse addictum, non Confessario *liceat* a prudenti et discreta INTERROGATIONE abstinere, eo quod prævideat plures a bona fide exturbandos, multosque Sacramenta deserturos esse? — Annon potius *teneatur* Confessarius prudenter ac discrete interrogare?

II. An Confessarius qui, sive ex spontanea confessione, sive ex prudenti interrogatione, cognoscit pœnitentem esse onanistam, *teneatur* illum de hujus peccati gravitate, æque ac de aliorum peccatorum mortalium, MONERE, cumque (uti ait Rituale romanum) paterna charitate reprehendere, eique absolutionem tunc solum impertiri, cum sufficientibus signis constet, eundem dolere de præterito, et habere propositum non amplius onanistice agendi?

Sacra Pœnitentiaria, attento vitium infandum de quo in casu late invaluisse, ad proposita dubia respondendum consuit, prout respondet :

Ad I. Regulariter *negative* ad primam partem; *affirmative* ad secundam.

Ad II. *Affirmative*, juxta doctrinas probatorum auctorum.

Datum Romæ, in S. Pœnitentiaria, die 10 martii 1886.

CARD. MONACO, PœNIT. M.

HIP. CAN. PALOMBI, S. P. Secret.



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je suis curé de N. J'ai pour patron de pays et d'église saint Julien, martyr et évêque de Brioude. J'ai été fort embarrassé en 1886 pour organiser l'octave de ce patron, et j'ai fait plus d'une faute. Voudriez-vous avoir l'obligeance de m'organiser mon Ordo pour 1887. — Dans notre diocèse saint Julien est remis au 6 septembre sous le grade double.

R. — Voici comment nous organiserions votre octave, en supposant que vous n'avez pas de fête particulière dans votre diocèse :

27. ... Vêpres de saint Julien, mémoire du dimanche (5^e d'août, antienne *Observa*); rien de saint Joseph de Casalance, ni de saint Hermès.

Quant à saint Augustin, Docteur de l'Eglise, il doit être permuté au 1^{er} septembre comme en son jour propre.

28. Dimanche 13^e après la Pentecôte et 5^e d'août, *rouge*, saint Julien, martyr, patron (double de 1^{re} classe avec octave). Leçons du premier nocturne au Commun d'un martyr pontife; du second nocturne, propre; si vous n'en avez pas, les prendre au Commun; du troisième nocturne, également au Commun. 9^e leçon, homélie du dimanche; préf. du dim., dernier évangile du dim. — Vêpres du patron, mém. de la Décollation et du dimanche; rien de sainte Sabine. Voilà pour votre office personnelle.

A la messe paroissiale, aucun changement; mais pour les vêpres *paroissiales*, vous pouvez chanter les vêpres du patron sans mémoire.

29. *Lundi. — Rouge.* La Décollation de saint Jean-Baptiste, *double-majeur*; neuvième leçon de sainte Sabine; mémoire du patron et de sainte Sabine à Laudes et à la messe, *Credo*, préface commune. — Vêpres de la Décollation, mémoire de sainte Rose, du patron, et des saints martyrs Félix, etc.

30. *Mardi. — Blanc.* Sainte Rose de Lima, vierge, double; neuvième leçon des saints martyrs; mémoire du patron et des saints martyrs à Laudes et à la messe, *Credo*, préface commune. — Vêpres de sainte Rose jusqu'au Capitule; ensuite de S. Raymond Nonnat, conf. (changement du 3^e vers dans l'hymne), mémoire de sainte Rose et du patron.

31. *Mercredi. — Blanc.* Saint Raymond Nonnat, conf., *double*; mémoire du patron à Laudes et à la messe, *Credo*, préface commune. — Vêpres de S. Raymond jusqu'au Capitule; ensuite de S. Au-

gustin, conf. et doct. (antienne *O Doctor*), mém. de S. Raymond, de S. Gilles, conf. (verset *Os justi meditabitur sapientiam...*); et des douze Frères martyrs.

Septembre.

1. *Jeudi*. — *Blanc*. Saint Augustin, évêque et conf. *double* (transféré du 28 août); 9^e leçon de saint Gilles; mém. du patron, de S. Gilles (*Amavit eum...*) et des douze Frères à Laudes et à la messe, *Credo*, préf. commune. — Vêpres de saint Augustin (antienne de *Magnificat O Doctor*); mém. de saint Etienne, conf., et du patron.

2. *Vendredi*. — *Blanc*. Saint Etienne, conf. *semidouble*; mém. du patron à Laudes et à la messe, 3^e oraison *A cunctis*, *Credo*, préf. commune. — Vêpres de saint Etienne jusqu'au Capitule, ensuite du patron, mém. de S. Etienne.

3. *Samedi*. — *Rouge*. De l'octave du patron, au Commun. A la messe, *Credo*, préf. commune. — Vêpres du jour octave (du patron) aux premières vêpres, mém. du dimanche 1^{er} de septembre, antienne *Cum audisset*).

4. *Dimanche*, 1^{er} de septembre. — *Rouge*. L'octave du patron, *double*. — Leçons du premier nocturne de l'Ecriture courante; neuvième leçon et mém. du dimanche à Laudes et à la messe, préface de la sainte Trinité. — Vêpres de l'octave, mémoire du dimanche et de saint Laurent Justien.

Vous n'avez pas à vous préoccuper de la solennité externe de votre patron, parce qu'il tombe le dimanche.

Puisque dans votre diocèse saint Julien est remis au 6 septembre, vous ne pouvez plus le célébrer ce jour-là puisque vous en avez fait l'office au 28 août. Voici comment vous devez dire l'office et la messe au 6 septembre :

Le 5, vêpres de saint Laurent avec suffrages. Mais si vous voulez dire l'Office votif des Saints Apôtres le mardi, alors les vêpres seront des SS. Apôtres depuis le Capitule, avec mémoire de S. Laurent, et les suffrages (même de SS. Pierre et Paul).

Le 6, *vert*, de la férie; suffrages à Laudes. Messe du dimanche précèdent sans *Gloria* et sans *Credo*, 2^e oraison *Fidelium* pour tous les défunts, 3^e *A cunctis*.

Ou bien, *rouge*, Office des SS. Apôtres *semi-double*; suff. à Laudes. — A la messe, 2^e oraison *A cunctis*, 3^e *ad libitum*, *Gloria*, préface des Apôtres.

Q. — Aux messes solennelles, le célébrant doit-il attendre que les chœurs aient répondu avant de continuer; d'abord à la fin du *Pater*, le célébrant est-il obligé d'attendre que le chœur ait fini de chanter *Sed libera nos a malo*; et ensuite à *Benedicamus Domino*, avant que le chœur ait fini de chanter *Deo gratias*? L'Ami du clergé a répondu que la rubrique ne tranchait pas la question, et que les auteurs étaient en désaccord, et il en a conclu qu'on ne pouvait pas obliger le célébrant à attendre que le chœur ait chanté, pourvu que la réponse fût donnée par les ministres sacrés ou les servants.

Mais un maître des cérémonies que j'ai consulté me

dit qu'il n'est aucunement de cet avis et que le célébrant est obligé dans ces deux cas d'attendre que le chœur ait fini de chanter. Il s'appuie sur deux raisons : 1^o que c'est le sens évident de la rubrique; 2^o que tous les auteurs sont d'accord, à l'exception d'un seul.

Qu'en pense l'Ami du clergé?

R. — L'Ami du Clergé répète ce qu'il a dit, à savoir que la rubrique ne tranche la question dans aucun des deux cas, que les liturgistes ne sont pas d'accord et que cette question est sérieusement controversée. Il en conclut qu'en bonne théologie on ne peut pas imposer au célébrant l'obligation d'attendre.

Examinons les deux cas, 1^o celui du *Pater*, 2^o celui du *Benedicamus Domino*.

1^o Au *Pater*, la rubrique oblige-t-elle le prêtre à attendre que le chœur ait chanté *Sed libera nos a malo*. Non. D'abord elle n'en dit pas un mot dans les *Rubriques générales du Missel*. Quant aux rubriques placées dans l'ordinaire de la messe, la seule chose qui soit évidente, c'est que l'on doit chanter ce répons, et qu'après le *Pater* le prêtre doit dire à voix basse : *Amen*. Mais il n'est pas dit qu'il ne peut le prononcer qu'après le chant exécuté par le chœur. Si les ministres ont répondu à voix ordinaire ce que le chœur chante, le célébrant n'est évidemment pas obligé d'attendre que le chœur ait fini de chanter; il répond *Amen* aussitôt que les ministres ont terminé le répons *Sed libera nos a malo*, et il continue la messe.

On ne peut tirer de cette rubrique aucune autre conclusion rigoureuse.

Et voilà pourquoi les liturgistes ne sont pas d'accord. Le savant maître des cérémonies que vous avez consulté vous a répondu qu'il n'y a qu'un seul auteur qui conteste sa solution. C'est une erreur. Certes, il y a bien peu de liturgistes qui aient touché cette question. Néanmoins Castaldi (c'est évidemment de celui-là que veut parler le vénérable maître des cérémonies) n'est pas le seul qui autorise le prêtre à continuer la messe avant que le chœur ait fini de chanter. Ainsi Falise dit que le diacre répond *Sed libera nos*, ou bien laisse répondre le chœur. Voici ses paroles :

« Il répond (Cast.), ou laisse répondre le chœur (By, Cav., a P.). »

Falise laisse donc au célébrant la liberté de continuer ou d'attendre. Il ne croit donc pas que le prêtre soit obligé d'attendre.

En outre Bauldry et Cavaliéri, qui, du reste, partagent le sentiment de M. le maître des cérémonies, conviennent que les rubricistes sont partagés sur ce point, ce qui prouve que la question était controversée de leur temps.

Le R. P. Le Vavasseur pense que le sentiment de Bauldry est beaucoup plus conforme aux vrais principes, mais il ne le donne pas comme certain; de plus il reconnaît que les rubricistes sont partagés, et qu'en beaucoup d'églises le diacre répond *Sed libera nos a malo*; et lui-même ne donne pas de solution.

Citons maintenant un auteur considérable et tout récent, qui va plus loin que nous. C'est Mon-

seigneur Martinucci. Il ne discute pas, il n'exprime aucun doute. Le diacre, dit-il, répond *Sed libera nos a malo*; le célébrant ajoute *Amen* et poursuit la messe sans attendre la réponse du chœur.

« Celebrans absoluto *Pater noster* recipiet patenam, ac diaconus osculabitur manum ejus dum recipiet. Idem diaconus respondebit *Sed libera nos a malo*, Celebrans adjiciet *Amen*, et missam persequens... » (Manuale sacrarum Cœremoniarum, livre 2, ch. iv, n° 199.)

Nous insistons sur ce témoignage. Il est de la plus haute valeur. Mgr Martinucci était Préfet des Cérémonies Pontificales. Son ouvrage a reçu une approbation de Pie IX lui-même, et a été imprimé à Rome. Il a déjà eu deux éditions, l'une de 1872, l'autre de 1879; or toutes deux portent le texte cité plus haut; ce qui prouve que tel est l'enseignement permanent à Rome.

Donc il n'est pas permis d'obliger un célébrant à attendre la réponse du chœur avant de continuer la messe, lorsque le diacre a répondu *Sed libera nos a malo*.

Examinons maintenant l'*Ite Missa est* et le *Benedicamus Domino*.

2^o Au *Benedicamus Domino*. La rubrique oblige-t-elle le célébrant à attendre que le chœur ait répondu au *Benedicamus Domino* ou à l'*Ite missa est* avant de continuer la messe? Vous le prétendez. Or sur quoi vous appuyez-vous? Nous défions que l'on nous montre un seul mot de la rubrique qui présente ce sens, ou même qui l'insinue, ou même qui s'y rapporte en aucune façon. Examinons plutôt le texte :

« Dicto *Ite missa est* vel *Benedicamus Domino*, celebrans ante medium altaris stans junctis manibus super eo, et capite inclinato, dicit secreto : *Placeat tibi...* » (Ritus celebrandi missam, titre 12, n. 1.)

Ainsi, tout aussitôt que le *Benedicamus Domino* ou l'*Ite missa est* est chanté par le diacre, le célébrant dit le *Placeat*. Il n'attend donc pas que le chœur ait chanté la réponse. La rubrique est d'une clarté parfaite. Nous concevons encore que l'on puisse discuter sur ces mots *Sed libera nos du Pater*; mais ici la discussion n'a pas le moindre fondement.

Est-il besoin de dire que Mgr Martinucci est entièrement de notre avis, et ne suppose en aucune façon que le célébrant attende la réponse du chœur pour dire la prière *Placeat tibi* :

« Diaconus... cantabit *Ite missa est*. Quo facto, celebrans conversus ad altare dicit orationem *Placeat tibi...* Si in missa canendum sit *Benedicamus Domino*, celebrans convertetur ad altare statim ac cecinerit *Dominus vobiscum*, ex eoque loco dicit *Benedicamus Domino*, expectans donec cantetur a diacono ut recitet orationem *Placeat tibi*, etc. » (T. II, livre II, chap. IV, n. 217.)

Sur ce point il ne peut pas y avoir une ombre de doute : le prêtre doit dire le *Placeat* aussitôt que l'*Ite missa est* ou le *Benedicamus Domino* est chanté.

Tout enseignement et toute pratique contraires doivent être réformés.

Q. — 1^o Voulez-vous avoir la bonté de m'indiquer un bon traité sur les Anges?

2^o Est-il vrai qu'un mariage célébré à Spandau d'après le rite protestant est valide aux yeux de l'Eglise catholique, et qu'un Concordat passé entre Rome et Berlin reconnaît la validité de ces sortes de mariages?

3^o Un enfant n'est venu que rarement au catéchisme et aux offices. Convaincu que les parents ont de mauvaise volonté et que l'enfant n'offre aucune garantie de persévérance, je refuse de lui faire sa première communion, et il m'échappe pour toujours peut-être. Approuvez-vous ma conduite?

4^o Dans un service solennel où il y a grande affluence, approuvez-vous le curé qui fait la cérémonie de l'offrande pendant le *Dies iræ*, pour abréger?

5^o Peut-on dire que l'Eglise ayant baptisé les Barbares au lieu de leur reprocher leurs rapines, il faille aujourd'hui nous tourner vers la démocratie à qui appartient l'avenir?

R. — Ad I. Le traité de *Angelis* dans le volume de théologie dogmatique *Praelationes theologicæ dogmaticæ* etc. à Francisco Perriot volume : *de Creaturis*. Apud Lingonas 1876 (V. Palmé, Paris.)

Ad II. Les mariages contractés sans la présence du curé catholique et des témoins exigés par le Concile de Trente sont valides partout où le Concile de Trente n'a pas été publié.

De plus en vertu d'une déclaration de Benoît XIV pour la Belgique et la Hollande, étendue plus tard à d'autres pays, les mariages d'hérétiques entre eux et les mariages mixtes sont valides dans ces contrées sans avoir été célébrés devant le curé catholique et les témoins.

Spandau, ville du Brandebourg, fait partie d'un territoire de la première espèce, par conséquent un mariage contracté autrement que dans la forme du Concile de Trente, est valide sans qu'il soit besoin d'un Concordat.

Ad III. Permettez-nous de vous dire que non. Vous ne vous appuyez, pour refuser la première communion, que sur la mauvaise volonté des parents et sur le défaut de garantie de persévérance de la part de l'enfant. Or 1^o la mauvaise volonté des parents ne doit pas nuire à l'enfant s'il est d'ailleurs, ou si, par les efforts de votre zèle, il peut être suffisamment instruit et disposé. Et 2^o ce que l'on doit considérer chez l'enfant, c'est la bonne et suffisante disposition du présent, non la persévérance à venir, de laquelle pourtant il faut se préoccuper dans ce sens qu'il faut travailler à la procurer par toutes les industries du zèle.

Dût-on ne pas réussir longtemps pour la persévérance, ce n'en serait pas moins un devoir de préparer à la première communion. C'est chose si importante pour l'avenir et pour l'article de la mort, qu'une bonne première communion!

Mais, si l'enfant est mal disposé et qu'on ne puisse en obtenir l'essentiel, il est clair qu'il ne faut pas l'admettre.

Ad IV. C'est en vertu de la coutume que se fait l'offrande. Il n'est aucun texte liturgique qui en

fixe le moment et le mode. Mais il faut suivre la coutume.

Ad V. L'Eglise a baptisé les Barbares, parceque sur sa prédication, les Barbares l'ont demandé. Et l'Eglise n'a jamais, ni avant, ni après le baptême connivé à leurs rapines.

Si la démocratie, aussi barbare chez nous que l'étaient les Barbares des invasions, consent un jour à demander le baptême, l'Eglise le lui donnera. C'est-à-dire que l'Eglise l'accueillera comme sa fille et lui fera part des bénédictions dont elle a les mains pleines. Mais, avant comme après ce baptême, l'Eglise ne saurait en rien conniver aux destructions et aux impiétés commises par la démocratie.

On nous dit de toutes parts que l'avenir appartient à la démocratie. Qu'en est-il de cette prédiction? Nous laissons à quelque vrai prophète le soin de nous éclairer. Pour nous, à la vue des ruines qu'elle accumule, de celles, plus lamentables encore, qu'elle prépare, nous ne pouvons que redouter l'accomplissement de cette annonce. — Mais un gouvernement tel que serait la démocratie parfaite, si elle s'établissait, sans Dieu, sans loi supérieure, sans morale, sans ordre, sans suite, sans lumières, sans politique assurée, sans veille et sans lendemain, étant, au dire des théologiens, une impossibilité, nous attendons la fin de la démocratie.

Q. — D'après nos statuts qui sanctionnent la loi générale par une peine, il est défendu sous peine de suspension *ipso facto* de confesser les femmes même à la sacristie *extra casum infirmitatis bene notæ*. Or quel qu'un demande s'il a bien ou mal agi dans les cas suivants, et si les motifs sur lesquels il a appuyé sa conduite ont été suffisants pour l'empêcher d'encourir la suspension :

1° Un jour où il y avait foule au saint tribunal, une personne d'un certain rang dans la localité se présente à lui à la sacristie à la suite d'infirmités bien connues.

Il ne croit pas pouvoir la confesser et il lui dit qu'il n'a le pouvoir que d'entendre les infirmes à la sacristie. Cette dame répond qu'elle entend *haut*. Cette réponse paraît suspecte au confesseur; mais il est pressé, et d'un autre côté devant la force, il croit prudent de ne pas trop presser les questions. Il se dit il y a un principe qui veut que l'on s'en rapporte au pénitent : *Crede penitenti*. Se formant la conscience sur ce principe, il confesse. Après il a des remords, et il se demande s'il n'a point encouru la suspension.

A-t-il bien agi?

Ne peut-il point être censuré au moins par la précipitation et l'irréflexion?

Autre affaire : Une personne âgée, passant 80 ans ou d'ailleurs sur le point de les atteindre, ne peut venir habituellement à l'église. Le confesseur se croit autorisé à la confesser à domicile, et là dessus il n'a aucun doute. Un jour notre brave femme vient à l'église, et se présente à la sacristie. Le confesseur se dit : je la confesserai chez elle; la vieillesse est une infirmité. C'est une infirmité bien connue. Il y a dans nos statuts : *hunc casum infirmitatis bene notæ*. La loi qui restreint nos pouvoirs est odieuse, il faut la restreindre; la loi qui les étend est favorable. Or *favores suas ampliandi*, se basant sur le principe il confesse et il absout.

A-t-il agi imprudemment?

Dumoins ne peut-il point être censuré par la bonne foi?

Enfin une autre personne se présente à la sacristie

toujours à la suite d'autres personnes infirmes, mais dans une autre circonstance que les précédentes. Cette personne est déjà d'un certain âge.

« Comment venez-vous à la sacristie lui dit le confesseur! — C'est vous qui me l'avez dit répond-t-elle. » La raison qu'elle allègue, c'est qu'elle parle trop haut au confessionnal et qu'elle est entendue.

Le confesseur ne se rappelle pas trop ce qu'il a dit.

Il a une idée confuse cependant que la personne cause *haut* au confessionnal. Il suppose qu'il y a une infirmité, peut-être même un peu d'infirmité du côté de l'ouïe, et pour ce motif il ne croit pas devoir renvoyer quoiqu'il hésite. Enfin il se décide en présumant une infirmité.

Il ne se rappelle pas trop après coup, comment il a bien formé sa conscience. Il n'eût voulu pour rien au monde violer la loi, et il n'aurait pas agi s'il n'eût cru avoir un motif suffisant.

En cas qu'il eût agi un peu légèrement, ne peut-on point dire qu'il est douteux d'ailleurs qu'il ait péché gravement, et que par conséquent il n'a pas encouru la suspension qui d'après nos statuts n'est encourue que par une faute certainement mortelle.

Peut-il être tranquille en se reposant sur ce principe?

N'y a-t-il point dans toutes ces circonstances une question de bonne foi qui excuse sinon de toute faute, d'ailleurs de faute mortelle?

Dans toutes les circonstances, comme je vous l'ai dit, on n'eût pas agi si on eût cru violer formellement la loi. On a pu s'appuyer sur un faux principe pour l'éluder, mais on ne l'a pas méprisée.

R. — Nous avons inséré tous les détails fournis par notre correspondant, malgré la longueur de sa lettre. Notre réponse sera assez courte.

1° Tous les auteurs enseignent que, pour encourir une suspension *ipso facto*, quand elle est sans restriction, il faut un péché mortel.

2° Ils enseignent aussi que la bonne foi excuse de la censure. « A censura incurranda excusat in foro conscientiae persuasio propriæ innocentiae, » dit Santi ¹.

Or, ici, il y a eu bonne foi puisque l'on affirme que le prêtre en question n'aurait jamais agi comme il l'a fait, s'il n'avait pas jugé ses raisons suffisantes.

La bonne foi s'appuyait-elle sur des raisons sérieuses? Oui, dans le premier et le troisième cas, parce qu'il y avait le secret de la confession à sauvegarder. Le second cas serait peut-être discutable *ante factum*; mais *post factum*, nous ne croirions pas devoir inquiéter celui qui aurait pensé pouvoir agir ainsi, à cause de sa bonne foi.

Q. — 1° Dans un n° de cette année (avril ou juin) l'*Ami du clergé* dit que la pierre sacrée pour être valablement consacrée doit être scellée avec une pierre et non avec un sceau en cire ou en ciment; qu'il ne faut pas que le tombeau des reliques soit foré horizontalement, mais pris dans la surface plane pour que ledit tombeau puisse recevoir ce sceau par la pierre. Il y a quelques années, l'évêché m'envoya une pierre dont le tombeau était creusé horizontalement dans l'épaisseur de la pierre consacrée, puis fermé avec un peu de cire rouge sans empreinte. A la lecture de votre décision, je voulus savoir si sous ce morceau de cire rouge était

¹ *Prælectiones juris canonici*, lib. v, tit. xxxix, n. 9.

la pierre scellée; je trouvais seulement du ciment. Maintenant je me demande si l'enlèvement momentané du morceau de cire rouge constitue l'exécration de la pierre, ne pourrais-je pas penser que non, par la raison que si un cercueil avait deux enveloppes, l'enlèvement de la première ne serait pas censé la violation du cercueil: le vrai cercueil étant celui qui renferme sensiblement les restes du défunt. Et combien, je le crains, devront être embarrassés avec leurs pierres sacrées dépourvues d'être scellées quant au tombeau avec une petite pierre.

2^e Vous dites, n^o du 18 mars 1886, qu'un fidèle voulant gagner plusieurs fois le jubilé, s'il a obtenu la première fois commutation des œuvres prescrites, cette commutation n'est valable que pour une fois, et que pour le second ou 3^e ou 4^e jubilé qu'il voudrait gagner, il doit remplir les conditions ordinaires, vu que le confesseur a épuisé ses pouvoirs: la *Semaine religieuse* d'Autun le dit comme vous; une circulaire de mon diocèse dit le contraire: que pour une raison légitime, les œuvres prescrites pour gagner le jubilé peuvent être commuées par le confesseur autant de fois que les fidèles désirent gagner de nouveau le jubilé, et cette décision est donnée, dit la circulaire, en vertu d'un rescrit de Rome de janvier 1886. Ce serait bien dur si un malade se trouvait empêché de gagner de nouveau le jubilé: le confesseur suivant l'article d'Autun, ne pouvant lui commuer les œuvres pour les jubilé subséquents.

R. — Ad I. Les décisions de la S. Congrégation des Rites ne laissent aucun doute au sujet de la manière dont les sépultures des pierres d'autel doivent être fermées et scellées. Pour les pierres antérieurement consacrées et fermées au ciment, il est nécessaire que chacun recoure à son Ordinaire. Celui-ci recourra au Souverain Pontife, s'il en est besoin, pour régulariser ces pierres d'autel.

Le simple enlèvement de la cire étendue sur la fermeture du sépulcre n'exécrait pas la pierre d'autel.

Ad II. Non seulement nous n'avons pas dit ce que pense notre correspondant; mais nous avons dit formellement le contraire (v. *Ami du Clergé* 18 mars p. 127. 1^o.)

Q. — Le Père Maurel déclare que pour gagner les indulgences du chapelet, il faut le faire glisser entre les doigts. Quelque décision récente autoriserait-elle le gain des indulgences, le chapelet étant passé au bras, et le fidèle plus libre pour les travaux manuels?

R. — Nous ne connaissons aucune décision récente qui autorise la manière de réciter le chapelet décrite dans la demande. Le Saint-Siège s'est déjà montré fort condescendant en autorisant tous les membres d'une assemblée à gagner les indulgences alors qu'une seule personne tenait en main le chapelet, mais à cette condition: « *Addita tamen expressa conditione, quod fideles omnes, ceteris curis semotis, se componant pro oratione facienda una cum persona quæ tenet coronam, ut rosarii indulgentias lucrari queant* »¹.

On exige aussi que la personne « *rosarium manu teneat, eoque in recitatione de more utatur*. »

Q. — il ressort de la décision romaine insérée à la page 483 du dernier numéro de l'*Ami* qu'un confesseur peut — sans pouvoir spécial — donner aux tertiaires la bénédiction avec indulgence plénière, autrefois appelée absolution générale, je n'y vois pas clairement qu'il en soit de même pour la Bénédiction papale, je vous prie de m'éclairer sur ce point.

R. — Il n'est pas question de la Bénédiction papale comme devant être accordée en particulier, après l'absolution sacramentelle, pour cette raison que le Souverain Pontife n'autorise pas à la donner en particulier. On lit, en effet, à l'article VIII du cérémonial cité dans la réponse de la S. Congrégation: « Et puisque suivant la formule une telle bénédiction s'adresse au peuple, elle ne doit pas être donnée en particulier aux Tertiaires séparés, mais à leur Congrégation réunie par celui qui la préside; l'on entend que la faculté de donner cette bénédiction est confiée à ce président. » Et en note: « Tous les supérieurs franciscains, les visiteurs et supérieurs du Tiers-Ordre, et tous les prêtres délégués par les supérieurs peuvent donner cette bénédiction papale de même que la simple bénédiction avec indulgence plénière. »

Q. — 1^o Dans les mariages mixtes est-il défendu de dire la messe en présence et à l'intention des époux?

Si jusqu'à présent un prêtre s'est permis de dire la sainte messe pour ces mariages, peut-il, sans pécher, tenir la même ligne de conduite dans l'avenir?

2^o Est-il « expressément » défendu de faire la publication des bans pour les mariages mixtes?

R. — Ad I. Benoît XIV enseigne qu'il n'est pas permis de dire, dans les mariages mixtes, la messe en présence des époux:

« Putant aliqui, et fidenter docent, hujusmodi matrimonia a sacerdote benedicenda esse... Sed rectius judicat Pontius, admonens hujusmodi matrimoniis sacerdotalem benedictionem impendendam non esse, neque missa in presentia hæretici celebrari debere, nec matrimonium ipsum intra ecclesiæ ambitum contrahi, quoniam nihil horum ad illius validitatem intervenire necesse est »¹.

Benoît XIV apporte en preuve ce qui se passa lors du mariage d'Henriette de France avec Charles I^{er} roi d'Angleterre. Le roi s'était fait représenter par un mandataire catholique. Néanmoins le consentement fut donné sur le parvis de Notre-Dame, en présence du cardinal grand aumônier, qui s'abstint de donner la bénédiction d'usage. La jeune reine fut ensuite conduite jusqu'à l'entrée du chœur par le mandataire, qui se retira à l'évêché pendant la célébration de la messe. Bien qu'il fût catholique, comme il représentait un prince hérétique, ou ne lui permit pas d'assister à la messe.

La discipline de l'Eglise est aujourd'hui la même par rapport à la célébration de la messe, bien que l'on se montre moins sévère pour la bénédiction du mariage. « In Germania, dit Mon-

¹ *Decreta auth. S. C. Indulgent.* 22 janvier 1858, *Ordinis Prædicatorum*. Edit. Pustet, n^o 384.

¹ De synodo, l. vi, cap. v, n. 5.

sieur Bonal, praxis fere communis videtur invaluisse, ut quotiescumque conditiones Ecclesiæ, præsertim de prole catholice educanda suscipiuntur, benedictio quoque sponsis concedatur, et in iis pari modo procedatur ac in catholicorum matrimoniis, exclusa semper missæ celebratione ¹. »

Il n'est cependant pas interdit de dire la messe pour les époux, en l'absence de l'époux hérétique.

Nous laissons volontairement de côté la question pratique, qui relève plutôt de l'autorité diocésaine.

Ad II. A la même question posée en 1884, (p. 222.) nous avons répondu que l'existence d'une loi générale interdisant la publication des bans dans les mariages mixtes n'était pas établi, et que l'Eglise semblait autoriser cette publication. Nous nous appuyions sur une réponse du Préfet de la Propagande approuvant expressément une disposition du sixième concile de Baltimore, en 1847, qui prescrivait la publication des bans, même pour les mariages mixtes : « Nulla ratio satis firma videtur obesse, quominus proclamationes, etiam quando agitur de matrimoniis mixtis, fiant; quæ tamen matrimonia nullo adhibito religioso cultu celebrari oportet. »

Mais cette approbation a été rapportée dans la suite. Le secrétaire de la Propagande déclara qu'elle avait été insérée dans la lettre par une erreur de copiste. On lit dans le Rituel de Baltimore imprimé en 1860 : « Quod ex occasione decreti tertii Concilii provincialis Baltimorensis VI a S. Congregatione de Propaganda Fide rescriptum fuisse legitur, nempe ut fiant proclamationes, etiam quando agitur de matrimoniis mixtis, id in epistolam, amanuensis incuria, mendose irrepsisse declaravit ejusdem S. Congregationis secretarius. »

Nous ne connaissons pas cette déclaration quand nous avons rédigé la première réponse. La proclamation des bans est donc défendue, comme l'enseignent un grand nombre d'auteurs, et l'on ne peut invoquer qu'une simple tolérance de l'Eglise pour légitimer la pratique contraire.

Q. — 1° Les brefs conférant le pouvoir d'indulgencier les objets ou d'accorder une indulgence plénière à la fin des missions, etc., doivent-ils être visés par l'Ordinaire de chacun des diocèses où l'on a occasion de s'en servir; ou bien suffit-il qu'ils soient visés par l'Ordinaire du diocèse où l'on réside ?

2° Plusieurs évêques de France ont obtenu l'autorisation d'accorder le pouvoir d'indulgencier, aux prêtres de leur diocèse qui leur en font la demande. Les prêtres qui ont obtenu ce pouvoir de leur évêque peuvent-ils en user valablement en dehors de leur diocèse ? Pour le faire licitement soit en public, soit en particulier, est-il nécessaire d'avoir l'autorisation de l'Ordinaire du lieu ?

R. — Ad I. Nous ferons remarquer que le *visa* de l'Ordinaire n'est pas requis pour l'usage légi-

time de toutes les faveurs obtenues du Saint-Siège.

On lit, en effet, dans les *Decreta authentica S. Cong. Indulgentiarum* :

« Utrum qui obtinet diversas facultates ab Apostolica Sede, scilicet altaris privilegiati personalis, erigendi stationes viæ Crucis, benedicendi cruces, numismata etc., debeat exhibere dictas facultates Ordinario, etiamsi nullam mento facta sit in concessionem Rescriptis ?

« RESP. Affirmative, quoad viæ Crucis erectionem; negative relative ad alias facultates, nisi aliter disponatur in obtentis concessionibus » ¹.

Il n'y a donc obligation d'obtenir le *visa* de l'évêché que pour l'érection du Chemin de la Croix, ou quand les brefs l'exigent d'une manière formelle.

Nous avons un exemple de cette restriction dans les rescrits délivrés par le supérieur des chanoines réguliers de saint Sauveur de Latran, pour autoriser à attacher aux chapelets les indulgences de sainte Brigitte. On lit, en effet, dans le bref de Pie IX, qui les autorise à déléguer leurs pouvoirs : « Ita tamen ut præbyteri sæculares a memorato abbate generali subdelegati dictam pariter facultatem usque ad tercentas coronas tantum, et extra urbem, deque consensu Ordinarii, servatis servandis » ². Mais on ne le rencontre pas dans les rescrits concernant les mêmes indulgences délivrées par la S. Congrégation des Indulgences.

Messieurs les Directeurs généraux de l'Association de Saint François-de-Sales ont cru devoir faire imprimer au bas des feuilles énumérant les pouvoirs accordés par le Souverain Pontife aux prêtres qui s'occupent de l'Œuvre, la remarque suivante :

« Consensum Ordinarii sui prius obtinendum quam valide iis facultatibus utatur, sedulo advertat unusquisque sacerdos. »

Cette clause nous étonne, parce qu'elle est opposée au décret du 5 février 1841 : le rescrit apostolique que nous avons sous les yeux ne fait aucune mention du *visa* de l'Ordinaire.

Mais étant donné qu'il faille le *visa* de l'Ordinaire pour l'usage de certaines facultés, à quel évêque doit-on s'adresser ?

Pour l'érection du Chemin de la Croix, il faut nécessairement s'adresser à l'évêque du diocèse dans lequel on l'érige. Le décret du 28 août 1752 réclame en effet l'autorisation : *Ordinarius, necnon parochorum et aliorum superiorum... in quorum jurisdictione Viam Crucis erigi continerit* » ³.

C'est ainsi qu'on l'entend généralement, comme on peut le voir par la demande suivante, pré-

¹ Decreta auth. S. C. Cong. Indulg. *Valentinem*. 5 februarii 184, ad 2^m, n. 286. Éd. Pustet.

² 5 avril 1864. *Analecta*, VII. Col. 629.

³ *Decreta authentica S. C. Ind.* 28 août 1752, n. 194. Edit. Pustet.

¹ *Institutiones theologicæ*, t. IV, p. 578.

sentée par des missionnaires de Belgique, en 1855 : « Dubitatur utrum exigendum sit in unaquaque diocesi exemplar authenticum prædictæ facultatis a S. Sede concessæ, quod ab Episcopo de scripto cognoscatur, an vero sufficiat testimonium præpositi generalis mentionem faciens Rescripti »¹.

Pour les autres facultés qui exigent le *visa* de l'Ordinaire, on admet généralement dans la pratique qu'il suffit que chaque prêtre doit s'adresser à l'évêque de son domicile. Nous ne connaissons aucune décision qui condamne cette manière d'agir.

2^o Les évêques n'agissent, dans ce cas, que comme délégués du Souverain Pontife : c'est pourquoi les pouvoirs qu'ils accordent sont de même nature que ceux accordés par le Pape. Aussi doit-on les regarder comme absolus par rapport aux lieux et à la durée, s'ils ne renferment quelque clause restrictive.

Quant au *visa* de l'Ordinaire, nous ferons la même réponse qu'au n^o 1.



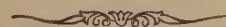
Nous recevons d'un Prélat d'Italie la note suivante concernant un point de jurisprudence plus épiscopale encore que civile ; elle nous apprend que les règles de chancellerie épiscopale sont plus strictes en Italie qu'en France. Il s'agit des extraits de baptême délivrés pour aller dans un autre diocèse..

Note pour l'Ami du clergé, p. 583, col. A.

Q. 3. Ces documents doivent-ils être contresignés par les évêques lorsqu'ils doivent aller dans un diocèse étranger?

L'usage constant dans toute l'Italie est que toute pièce sortant du diocèse soit munie du *visa* de la Curie épiscopale dont elle relève. L'autorité diocésaine ayant seule juridiction dans le for externe (en donnant au mot juridiction son acception la plus large) c'est à elle qu'il appartient de revêtir du caractère légal d'authenticité des documents qui en sont par eux-mêmes dépourvus, j'ajoute que grâce à cette mesure les faux sont bien plus difficiles à commettre et peuvent se découvrir plus aisément.

Il suit de ceci que la phrase « ce n'est pas nécessaire » n'est point vraie dans toute sa rigueur puisque de pareils certificats ne seraient pas acceptés en Italie sans être revêtus du *visa* de l'Ordinaire du lieu.



COURRIER DE L'UTILE

LES ORGUES ÉLECTRIQUES

Avec les anciennes orgues, l'exécutant avait à accomplir un véritable travail de force. Chaque touche, en effet, correspondait, par une série de leviers, à une soupape qu'il fallait abaisser malgré la résistance de l'air comprimé par le soufflet. Le fonctionnement des registres était encore plus

pénible ; il fallait, à chaque instant, quitter le clavier pour tirer un registre ou en fermer un autre. Dans certaines églises, on avait dû préposer un employé spécial à la manœuvre des registres. On conçoit donc qu'on ait depuis longtemps cherché le moyen d'alléger le travail de l'organiste, ce qui devait, par surcroît, lui permettre de jouer certains morceaux que la *dureté* de l'instrument rendait absolument inabordable. On est parvenu à ce résultat en utilisant cette force à la fois si docile et si capricieuse, si incompréhensible et si connue, l'électricité. Depuis quelques années déjà, l'électricité fait sa partie dans quelques-unes de nos grandes orgues de France, à Paris et à Lyon par exemple.

Mais quel est son rôle dans ces gigantesques et merveilleux instruments ?

Je disais à l'instant que l'électricité est une force très capricieuse ; les télégraphistes en savent quelque chose. On n'est sûr d'elle que si on lui demande peu ; les courants énergiques, les électro-aimants vigoureux sont sujets à des défaillances, et ils coûtent cher, très cher. Il était donc évident qu'on ne s'était pas contenté de transformer les soupapes sonores en simples armatures qu'un solide électro-aimant faisait basculer à l'appel de l'organiste. C'était trop simple pour être pratique. Je ne me figurais pas facilement une grosse batterie faisant mouvoir à la fois dix ou douze soupapes aussi sûrement qu'une seule ; il y aurait certainement des accrocs ; des notes importantes — et elles le sont toutes pour une oreille exercée — resteraient en souffrance. L'orgue de Notre-Dame ne serait plus que l'image colossale des chétifs instruments qui soufflent sous les portes cochères des ritournelles boiteuses.

J'étois donc curieux de voir le mécanisme d'un orgue électrique. L'obligeance de M. Merklin, le facteur bien connu, m'a permis de voir fonctionner un de ces instruments dans les grands ateliers de la rue Delambre. Voici le principe de ces appareils.

Un mot d'abord du mécanisme général des orgues. Il se compose : 1^o d'une *soufflerie* qui envoie de l'air comprimé dans une longue boîte, que nous appellerons, si vous voulez, la boîte à air ; 2^o d'un clavier comportant un nombre plus ou moins grand de touches blanches et noires ; 3^o de tuyaux sonores.

La boîte à air est percée d'autant d'ouvertures distinctes qu'il y a de touches au clavier ; chacune de ces ouvertures est fermée par une soupape, et chaque soupape communique avec une touche ; en abaissant une touche, on ouvre la soupape correspondante, et l'air comprimé de la boîte à air s'échappe par un tuyau. Ce tuyau, assez gros, se subdivise en autant de tuyaux secondaires qu'il y a de *registres* dans l'orgue. On appelle registres les divers instruments qui entrent dans la composition de l'orchestre.

Quelques grandes orgues ont jusqu'à 80 et 100 registres ; chaque registre a son nom : il y a la

¹ Ibid., 12 mars 1855. *Ditionis Belgicæ*, n. 365

flûte, le gambe, le prestant, le bourdon, le cor anglais, la voix céleste, etc. L'organiste ouvre ou ferme tous ces registres à volonté. De sorte que s'il en ouvre dix, par exemple, et qu'il frappe sur un *sol* du clavier, dix tuyaux sonores distincts donnent le *sol* à l'unisson, comme le feraient dix musiciens jouant de dix instruments différents.

L'ouverture des soupapes, l'ouverture et la fermeture des registres se font par l'intermédiaire de l'électricité; le système est identique pour les deux dispositifs. Prenons, par exemple, les registres. Pour ouvrir ou fermer un registre, il suffit de tirer ou pousser une coulisse; nous l'avons dit, la manipulation des registres est fatigante pour l'organiste. Voici comment l'électricité le remplace.

Représentez-vous, dans la boîte à air comprimé, un soufflet relié à la coulisse d'un registre par une barre rigide, de sorte que le soufflet en s'élevant ou en s'abaissant, ferme ou ouvre le registre. Supposons le registre fermé; le soufflet est soulevé et maintenu dans cette position par un ressort; une ouverture permet à l'air comprimé de pénétrer dans l'intérieur du soufflet, qui se trouve ainsi comme noyé dans l'air de la boîte.

S'agit-il d'ouvrir le registre, l'organiste n'a qu'à tirer un bouton, sans le moindre effort; un courant électrique est lancé et agit sur un minuscule électro-aimant. Celui-ci ferme l'ouverture qui mettait l'intérieur du soufflet en communication avec l'air comprimé et en découvre une autre qui fait communiquer le soufflet avec l'atmosphère. Dès lors, il n'y a plus d'équilibre; le soufflet s'abaisse sous l'effort de l'air comprimé et le registre est tiré. L'organiste n'a-t-il plus besoin du registre, il referme le bouton, le courant électrique est interrompu; l'électro-aimant ferme la communication du soufflet avec l'atmosphère et rétablit celle avec l'air comprimé; le soufflet sollicité par son ressort, se relève et ferme le registre. Ainsi l'électricité n'est qu'un intermédiaire servant à utiliser la différence de pression entre l'atmosphère et la boîte à air.

Le mécanisme qui relie les touches aux soupapes est fondé sur le même principe. La seule différence est que les soufflets des soupapes sont tout petits, comparés à ceux des registres. Chaque touche du clavier a son fil électrique distinct, et chaque soupape a son soufflet. En abaissant la touche on envoie le courant, et un petit électro-aimant agit comme nous venons de l'expliquer sur le petit soufflet qui ouvre la soupape correspondante à la touche.

L'orgue électrique offre d'immenses avantages sur l'ancien système.

D'abord, il ne fatigue pas l'exécutant. Le jeu, si dur autrefois, est devenu plus facile et plus doux qu'avec le piano le plus parfait. L'organiste peut se permettre les gammes les plus échevelées sans effort; l'électricité veille à ce que pas une note ne soit omise. Les registres s'ouvrent ou se ferment

avec une facilité prodigieuse. Au moyen de quelques boutons placés sous la main de l'exécutant, celui-ci peut même, sans abandonner le clavier, ouvrir, d'un seul coup de pouce, plusieurs registres à la fois.

Mais le grand, le précieux avantage de l'électricité, le voici. Un grand nombre d'églises possèdent deux orgues, le grand orgue et celui du chœur. Quelquefois, assez souvent même, en raison de la disposition architecturale de l'édifice, les orgues doivent être partagées en plusieurs segments. Ainsi, par exemple, à St-Nizier de Lyon, le grand orgue, m'a-t-on dit, présente trois appareils complètement séparés. A Monaco, l'orgue du chœur est partagé en deux groupes de registres qui se font face. Il a fallu percer, sous le pavé du chœur, un petit tunnel pour les leviers qui mettent le clavier en relation avec le demi-orgue où n'est pas assis l'exécutant. En moins de cinq ans, ce mécanisme souterrain, rongé par l'humidité, a été mis hors de service et il faut aujourd'hui le remplacer. Avec l'électricité, rien de pareil à redouter. Et de plus et surtout, un seul organiste suffit pour le grand orgue et pour celui du chœur. Un bouton met le clavier en communication avec l'un ou avec l'autre instrument. Il peut jouer à distance; et pourvu que les offices n'aient pas lieu à la même heure, l'organiste de Montrouge peut fort bien, sans se déranger, jouer sur le clavier de Saint-Pierre la messe de Saint-Ambroise ou de l'église d'Aubervilliers.

(Univers du 4 janvier.)

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 5 januarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Les avantages *tout particuliers*, accordés aux membres du Clergé, par la **maison GALAND**, (fabrique d'armes), 13, rue d'Hauteville, à Paris, nous portent à engager nos lecteurs à s'adresser à cette maison, très justement réputée, pour toutes les acquisitions qu'eux et leurs amis pourraient avoir à faire, en armes de chasse et autres.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICATION

POUR LE 3^e DIMANCHE DE L'ÉPIPHANIE : LE
MINISTRE DU SACREMENT DE L'ORDRE

Reliqui te Cretæ, ut constituas
per civitates præsbyteros, sicut
et ego disposui tibi.

(Tit., I, 5.)

Nous avons expliqué dans nos dernières instructions dominicales la nature, les effets, les cérémonies du sacrement de l'Ordre; l'objet de notre entretien d'aujourd'hui sera le ministre même de ce sacrement. Nous allons parler de l'évêque qui tient le premier rang dans la hiérarchie sacrée, et qui occupe une si grande place dans l'Eglise de Dieu. Y a-t-il de droit divin des évêques, c'est-à-dire des ministres sacrés supérieurs aux prêtres? Qu'est-ce qu'un évêque? Quelles sont les cérémonies de la consécration épiscopale? Nous allons répondre à ces trois questions.

I

Dans tous les offices humains, dit S. Thomas, l'ordre veut qu'il y ait un chef; dans l'office sacerdotal, il doit donc y avoir un prince des prêtres; ce prince, c'est l'évêque. C'est J.-C. lui-même qui a créé ce prince qui possède la plénitude du pouvoir sacerdotal. En effet, il a institué l'évêque dans la personne des apôtres, et il a institué les prêtres dans la personne des soixante-douze disciples. « De même, dit le vénérable Bède, que tout le monde reconnaît que les douze apôtres représentaient d'avance tout le corps des évêques qui devaient être créés dans la suite, ainsi nous ne devons pas ignorer que les soixante-douze disciples représentaient les prêtres ou le sacerdoce d'un degré inférieur. » Ces paroles du célèbre écrivain ecclésiastique sont le résumé de la croyance constante de l'Eglise; et quand, au seizième siècle, les novateurs osèrent porter atteinte à la hiérarchie sacrée en niant la supériorité de droit divin des évêques sur les prêtres, le Concile de Trente les condamna formellement et les frappa d'un solennel anathème. En effet, « le saint Concile déclare qu'outre les autres degrés ecclésiastiques, les évêques qui ont succédé aux apôtres appartiennent principalement à cet ordre hiérarchique; qu'ils ont été établis, comme dit l'Apôtre, par le Saint-Esprit, pour gouverner l'Eglise de Dieu; qu'ils sont supérieurs aux prêtres; qu'ils confèrent le sacrement de Confirmation, ordonnent les ministres de l'Eglise, et qu'ils peuvent faire plusieurs autres fonctions que ceux qui sont d'un ordre inférieur n'ont aucun pouvoir d'exercer. Si quelqu'un dit, ajoute le même Concile, qu'il n'y a pas dans l'Eglise catholique de hiérarchie divinement instituée, composée d'évêques, de prêtres et de ministres inférieurs, — que les évêques ne sont pas supérieurs aux prêtres, ou n'ont pas le pouvoir de conférer la Confirmation et les Ordres,

ou que celui qu'ils ont leur est commun avec le prêtre, qu'il soit anathème! » (Trid., sess. xxii.)

II

Mais qu'est-ce qu'un évêque? Un évêque, comme le mot l'indique, est un homme qui officiellement, au nom de Dieu, est chargé de *veiller* aux intérêts de Dieu et des âmes dans tout le monde catholique, mais particulièrement dans le diocèse confié à ses soins.

Un évêque, c'est un *pontife*, c'est-à-dire un pont au moyen duquel les fidèles franchissent le fleuve qui sépare le temps de l'éternité.

Un évêque, c'est un homme qui possède la *perfection* du sacerdoce, la plénitude des pouvoirs d'ordre et de juridiction. On entend par pouvoirs d'ordre tous ceux qui constituent le sacerdoce et qui sont communiqués par le moyen de l'ordination et de la consécration : comme célébrer le saint-sacrifice, administrer les sacrements, prêcher la parole de Dieu. Les évêques possèdent dans sa plénitude ce divin pouvoir. Ils peuvent prêcher l'Evangile de plein droit, ils ont qualité pour décider les choses qui concernent la foi et les mœurs, interpréter les Écritures, et juger la doctrine. C'est à eux qu'il a été dit : « Allez, enseignez! » Comme les prêtres, et plus solennellement que les prêtres, ils célèbrent l'auguste sacrifice. Et parce que toutes les ordinations subalternes subsistent éminemment dans l'évêque qui les confèrent, aux jours solennels, l'évêque s'avancant vers l'autel, s'y présente couvert de tous les vêtements sacrés, superposés l'un à l'autre : le vêtement de lin de la cléricature et des ordres moindres, la tunique et la dalmatique des ministres inférieurs de l'autel, puis tous les ornements du prêtre, couronnés de la mitre pontificale. Voilà pourquoi encore les lévites et les prêtres, de tous les degrés de l'ordre et de la juridiction, lui doivent cortège et assistance. En sa personne, c'est le sacerdoce dans toutes ses parties, c'est le sacrement de l'Ordre tout entier, qui se meut, qui agit, qui vaque à la fonction suprême de la sacrificature¹. Comme les prêtres les évêques administrent les sacrements, mais plus complètement qu'eux. Le sacré septénaire est tout entier de leur domaine. Eux seuls, à l'exclusion des prêtres, ont le pouvoir ordinaire de conférer la Confirmation : eux seuls ont le pouvoir d'administrer le sacrement de l'Ordre. — Comme les prêtres et mieux que les prêtres, ils ont mission de prier pour le peuple. C'est à eux qu'il appartient de fixer l'ordre de la liturgie. — Comme les prêtres et plus que les prêtres, ils bénissent. C'est à eux que sont réservées les bénédictions les plus solennelles, comme celles des temples, des autels et des vases sacrés. La même supériorité se remarque en ce qui concerne les pouvoirs de *juridiction*. Par ces derniers il faut entendre ceux sur lesquels repose le gouver-

¹ Cardinal Pie. Homélie du 17^e anniversaire de son sacre (25 novembre 1866.)

nement des fidèles, comme établir des prêtres en tels ou tels lieux, faire des lois obligatoires, accorder des dispenses. Ces pouvoirs, les évêques les reçoivent du Pape, qui seul peut leur donner l'institution canonique. En vertu de ces pouvoirs, ils sont constitués princes de leur diocèse, avec puissance pour gouverner leur église et connaître de toutes les causes spirituelles qui regardent leurs diocésains. Ils sont dans leur diocèse la source de la juridiction qu'ils communiquent aux prêtres selon leur gré et dans la mesure qu'ils veulent.

Qu'est-ce qu'un évêque, c'est un docteur, c'est pontife, c'est un gouverneur, c'est un juge, mais surtout c'est un père. En vertu de son ordination il devient l'époux de l'Eglise et père dans l'ordre spirituel. « L'ordre des prêtres, dit S. Épiphane, donne des enfants à l'Eglise par le sacrement de la régénération, mais il n'appartient qu'aux évêques d'engendrer les pères de ces enfants. » (Adv. hæres. 75). C'est là en quelque sorte le point culminant de leur sublime grandeur. Oui, ce sont eux qui créent les prêtres et qui transmettent aux prêtres choisis par le Souverain pontife la dignité, la puissance et la fécondité épiscopale. Sans l'épiscopat, la vie chrétienne ne tarderait pas à s'éteindre dans un pays. Sans l'évêque, bientôt il n'y aurait plus ni prêtres, ni culte, ni sacrifice, ni autel, ni absolution, ni préparation pour les mourants qui vont être transportés au tribunal de l'Éternel; il n'y aurait bientôt plus que des ruines qui elles-mêmes ne tarderaient pas à disparaître : *Etiam periere ruinae!*

Qu'est-ce qu'un évêque? C'est dans l'Eglise la plus belle représentation des trois personnes de la Sainte Trinité. Il représente le Père, la dignité du Père, la puissance du Père. Il est un principe de vie, comme le Père est créateur en principe de vie. Il donne le Verbe à l'Eglise, c'est-à-dire la parole de foi, comme le Père engendre le Verbe qui est sa parole. Il est dans l'Eglise la source unique du sacerdoce, comme le Père est la source unique du sacerdoce de son Fils, et, en son Fils, de tout le sacerdoce qui est dans l'Eglise. — Il représente le Fils, mais en la plénitude de sa gloire, de sa puissance et de son autorité; non uniquement le Fils sacrificateur sur la croix, mais le Fils dans l'éclat de sa résurrection et de son ascension. — Il représente le Saint-Esprit. Le propre du Saint-Esprit dans la Trinité, est d'opérer l'union du Père et du Fils, et, dans l'ordre de la grâce, de réaliser l'union de la créature à Dieu; ainsi l'évêque est véritablement dans son Eglise l'union universelle et indivisible des âmes; il est le centre des fidèles, il les réunit dans l'unité : ce qui a fait dire à S. Cyprien que « l'évêque est dans l'Eglise et que l'Eglise est dans l'évêque ». « Toute la grâce de l'Eglise, dit à son tour Bossuet, toute l'efficacité du Saint-Esprit est dans l'unité : en l'unité est le trésor, en l'unité est la vie; hors de l'unité est la mort certaine. Le mystère de l'unité ecclésiastique est dans la personne, dans le caractère, dans la dignité des évêques. En effet, chré-

tiens, ne voyez-vous pas qu'il y a plusieurs prêtres, plusieurs ministres, plusieurs prédicateurs, plusieurs docteurs; mais il n'y a qu'un seul évêque dans un diocèse et dans une Eglise. Et nous apprenons de l'histoire ecclésiastique que, lorsque les factieux entreprenaient de diviser l'épiscopat, une voix commune de toute l'Eglise et de tout le peuple fidèle s'élevait contre cet attentat sacrilège par ces paroles remarquables : « Un Dieu! Un Christ! Un évêque! » *Unus Deus! Unus Christus! Unus episcopus!* »¹. Elle est donc vraie la parole de S. Ambroise s'écriant : « En ce monde, il n'y a rien de si grand que les évêques : *Nihil in hoc sæculo sublimius episcopis!* »

III

Au reste, rien qu'à considérer les cérémonies de la consécration épiscopale on éprouve le besoin de répéter le cri d'admiration du grand docteur de Milan : « Il n'y a rien de si grand qu'un évêque! » Les rites sacrés de cette auguste ordination nous font sentir plus qu'aucun discours la sainteté, la perfection, les offices de la dignité épiscopale.

C'est par une consécration plus solennelle que celle du prêtre que l'évêque entre dans ses honneurs et ses pouvoirs. Trois princes de l'Eglise, trois générateurs de la grâce l'attendent et reçoivent ses serments d'obéissance, de fidélité et de dévouement. Et d'abord il prête serment à peu près en ces termes : « Je promets obéissance au bienheureux Pierre, apôtre, à la sainte Eglise romaine, à notre Seigneur le Pape actuellement régnant et à ses successeurs légitimes. Je les aiderai, contre les entreprises de qui que ce soit, à conserver et à défendre la papauté de Rome et le patrimoine de saint Pierre. J'aurai soin de conserver, de défendre, d'étendre et de propager les droits, les honneurs et l'autorité de la sainte Eglise romaine, de Notre Saint Père le Pape et de ses successeurs. J'observerai de tout mon pouvoir et je ferai observer par les autres les règles des saints Pères, les décrets, les ordonnances ou dispositions, les réserves et les mandements apostoliques... » Après les serments les promesses les plus solennelles. L'évêque élu promet de cultiver la science sacrée; de conserver la tradition; de garder les lois de l'Eglise; d'instruire les fidèles et de les édifier par la pratique de toutes les vertus et particulièrement de la chasteté, de la sobriété, du zèle de la religion, de la patience et de l'humilité; d'être affable et compatissant, pour l'amour du Seigneur, à l'égard des pauvres, des pèlerins et de tous les indigents. Après les promesses la profession de foi explicite et formelle aux principales vérités de notre foi. Alors le consécrateur rappelle à l'élu du Seigneur que les fonctions de l'évêque sont de juger, d'interpréter, d'ordonner, d'offrir le saint sacrifice, de baptiser et de confirmer; et il donne le signal de la prière la plus fervente. Tout le monde tombe à genoux; l'ordinand est pros-

¹ Giraud. *Prêtre et Hostie*.

terné la face contre terre; tout le ciel, par la récitation des litanies, est convoqué à l'effusion du don de Dieu.

La préparation est terminée, le moment solennel est arrivé. La grâce va être conférée, les pouvoirs les plus sublimes vont être déclarés. Le consécrateur et les deux assistants imposent les mains à l'élu en lui disant : « Recevez le Saint-Esprit ; » c'est à ce moment surtout que la grâce de l'épiscopat est communiquée. L'évêque est Docteur, il doit annoncer la parole de Dieu, et c'est pour cela qu'on lui met sur les épaules, puis entre les mains, le livre des saints Evangiles. L'évêque est l'apôtre de la douceur, de la charité, l'homme chargé de bénir et c'est pour cela qu'on oint sa tête et ses mains de l'huile sainte. L'évêque est un chef ayant mission de régir, de gouverner et au besoin de punir, et c'est pour cela qu'on lui remet entre les mains la crosse, le sceptre du commandement. L'évêque est époux de l'Eglise et spécialement du diocèse dont la garde lui est confiée, et c'est pour cela qu'on lui donne un anneau, symbole de la foi jurée, en lui disant : « Recevez cet anneau comme une marque de fidélité inviolable avec laquelle vous devez garder l'épouse de Dieu qui est la sainte Eglise. » L'évêque est un guerrier qui doit vaillamment combattre les combats de la foi, *sicut bonus miles Christi Jesu*; et on lui remet la mitre qui est placée sur sa tête comme un casque de protection et de salut pour le rendre formidable aux adversaires de la vérité, et comme une image du double rayon dont brillait la tête de Moïse. La mitre orne le visage; elle arme la tête; ses deux pointes représentent les deux puissances de l'Ancien et du Nouveau Testament unies et fondues dans une même loi. L'évêque enfin est le chevalier du Christ, devant manier le glaive de la parole, et porter le bouclier de la pureté et de la justice; et c'est pour cela qu'on lui remet les gants de grâce et de bénédiction.

Après cela il n'y a plus qu'à louer et à remercier le Sauveur, *Te Deum laudamus* : Le Christa un hérault de plus, l'Eglise un nouveau protecteur, les âmes un nouveau sanctificateur. Hommage et affection et longue vie aux chefs du peuple chrétien, *Ad multos annos!*

Frères bien-aimés, tout en vous invitant au respect et à l'affection pour nos évêques, les plus augustes représentants sur la terre après le pape du Sauveur Jésus, je veux vous adresser en terminant une parole d'exhortation tirée du sujet même que nous venons d'exposer. Nous venons de parler des évêques, c'est-à-dire des pères des chrétiens, des surveillants, des inspecteurs de la sainte Eglise. Vous aussi soyez « évêques, » c'est-à-dire soyez vigilants! Soyez vigilants sur vous-mêmes pour ne point céder aux entraînements de la mauvaise nature, aux fausses maximes du monde, aux mauvaises suggestions du tentateur. Parents, soyez vigilants sur vos enfants pour qu'ils ne fréquentent pas les mauvaises compagnies, et pour qu'ils remplissent exactement

leurs devoirs. Par vos paroles, par vos exemples donnez à tous ceux qui sont autour de vous la « confirmation. » Affermissez votre prochain, et surtout ceux qui sont commis à votre garde, dans le bien et dans la pratique de toutes les vertus chrétiennes. Par tous les moyens possibles, *ordonnez* des chrétiens, en les formant au bien, en les marquant du caractère de la vaillance, de la générosité et du dévouement à tout ce qui est pur, honnête, noble et grand! C'est ainsi que vous glorifierez le Christ devant les hommes, et un jour il vous glorifiera devant son Père.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Le décret suivant nous a été communiqué par M. La-grange, chanoine titulaire de la cathédrale de Namur. Nous remercions profondément ce savant et bienveillant correspondant.

Ce décret est très important, parce qu'il tranche une question débattue jusqu'à présent entre les liturgistes.

Les liturgistes s'accordaient ordinairement lorsqu'il s'agissait de la concurrence d'un de ces offices de la Passion avec un autre office du même grade double-majeur, par exemple avec saint Benoît. Ils donnaient les vêpres entières aux offices de la Passion, et seulement mémoire à l'autre fête.

Mais lorsqu'il s'agissait de l'occurrence, ils étaient en désaccord. Selon les uns, les offices de la Passion l'emportaient sur les fêtes doubles-majeures, mêmes primaires, et ces fêtes devaient être transférées.

Selon d'autres, les offices de la Passion cédaient aux fêtes doubles-majeures primaires, par la raison que dans l'occurrence les fêtes primaires l'emportent sur les fêtes secondaires; or, les offices de la Passion sont secondaires; donc il doivent céder.

Selon d'autres, la solution n'était pas certaine, parce que les décrets relatifs à cette difficile question étaient difficiles à concilier.

Le nouveau décret confirme le premier sentiment et mettra sans doute fin à toutes les controverses.

SACRÉE CONGRÉGATION DES RITES

Décret donnant la préférence aux mystères et instruments de la Passion sur les doubles-majeurs, soit dans l'occurrence, soit dans la concurrence.

NAMURGEN

Rmus Dnus EDUARDUS-JOSEPHUS BELIN, hodiernus Episcopus Namurcensis a Sacra Rituum Congregatione sequentium dubiorum declarationem humiliter postulavit, videlicet :

Quum Sacra Rituum Congregatio die 1 septembris 1866 decreverit : « *In concurrentia, Festum Lanceæ et Clavorum aut alterius cujuscumque Instrumenti Passionis Domini nostri Jesu Christi præcedere debet Festum Cathedræ Antiochenæ, illi scilicet festo integras Vesperas tribuendo.* » Quæritur :

1. Utrum hæc resolutio vim obtineat tantum pro dicto Cathedræ Sancti Petri festo, vel applicari etiam debeat omni festo principali ejusdem ritus, ex. gr. Sancti Benedicti abbatis, Beati Caroli Boni, etc.

2. Utrum in occursu Festi Cathedræ Sancti Petri aut Festorum ejusdem ritus, cum dictis Officiis Passionis D. N. J.-C., hæc locum primis cedere debeant?

Sacra porro eadem Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii, auditaque alterius et Apostolicarum Cæremoniarum Magistris sententia, hisce dubiis sic rescribere rata est :

Officia Dominicæ Passionis tam in concurrentia, quam in occurrentia cum quovis festo principali sive primario ejusdem ritus præcedentiam obtinere.

Atque ita declaravit ac servari mandavit die 11 augusti 1886.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Quand on fait l'exercice du Chemin de la Croix en public, le prêtre qui préside à cet exercice doit-il prendre une étole ? Et laquelle ?

R. — Aucune règle liturgique n'exige que le prêtre qui préside l'exercice du Chemin de Croix, soit revêtu d'une étole ; mais aucune ne défend de s'en servir. Aussi voit-on sur ce point les pratiques les plus diverses.

Si l'on veut s'en servir, quelle couleur doit-on prendre ? Rien non plus n'est déterminé dans les rubriques. De là encore de nombreuses divergences dans la pratique ; mais assez communément on revêt l'étole violette.

Q. — Le Maître-autel de l'église que nous voulons bâtir sera dédié à S. N... Serait-il permis de dédier encore un autre autel à ce saint dans la même église, pour satisfaire la dévotion des habitants et des pèlerins ? Y a-t-il des décrets qui s'y opposent ?

R. — Nous n'avons jamais vu de décrets qui s'y opposent ; mais c'est peut-être parce que la question n'a jamais été proposée à la Sacrée Congrégation des rites. Cette idée ne nous paraît pas heureuse, et elle est contraire à la pratique universelle, aussi bien qu'aux traditions les plus anciennes.

Q. — Dans un pays, station d'hiver pour des poitrinaires, un prêtre est fréquemment appelé à donner la petite communion ou le viatique à des catholiques malades qui vivent dans des hôtels ou dans quelque famille protestante. Il porte la petite espèce en cachette avec autorisation de l'Ordinaire ; mais ne connaissant pas toujours l'urgence du cas, voulant économiser son temps le plus possible et n'ayant pas toujours un servant *tout de suite* à sa disposition, il va seul, *in nigris*, et sans cierges allumés ouvrir le tabernacle pour prendre la petite espèce. Il la porte dans une custode sous la soutane à la maison du malade. Là seulement il prend d'une boîte, qu'il porte sous le bras, surplis, étole, et tous les autres objets nécessaires pour l'administration ; il récite lui-même le *Confiteor* ; après la communion il fait dans un verre d'eau l'ablution des doigts, les essuie au moyen d'un purificateur. Pour l'ablution de la custode (en forme de médaillon), il se contente d'y passer d'abord une partie humectée

du même purificateur, puis une partie sèche. Quand les malades ont de la répugnance à boire l'eau dans laquelle le prêtre a fait l'ablution des doigts, ou quand leur état ne leur permet pas d'en prendre autant, il la prend lui-même.

Quant à l'Extrême-onction, il l'administre aussi tout seul.

Ce prêtre est-il répréhensible ? Et en quoi ?

R. — Il est impossible de répondre d'une manière absolue à ces diverses questions. Ce que nous pouvons dire, c'est que l'on doit observer, autant qu'on le peut, les rites fixés par l'Eglise. Or, il est certaines prescriptions que vous pouvez ordinairement accomplir et que vous n'observez pas, d'après les renseignements que vous nous donnez.

Ainsi, par exemple, vous nous dites que vous récitez vous-même le *Confiteor* avant de donner le viatique. Or, la rubrique demande que ce soit le malade, ou une autre personne en son nom :

« Postea facta de more Confessione generali, sive ab infirmo, sive ejus nomine ab alio, sacerdos dicit *Misereatur* » (Rituel romain : Ordo administrandi sacram communionem).

Vous ajoutez que vous prenez vous-même l'eau de l'ablution quand le malade ne peut pas la prendre. Nous n'osons pas condamner absolument cette méthode, parce qu'elle est indiquée par le Rituel pour la communion donnée dans l'église en dehors de la messe. Mais nous ferons remarquer qu'aucun liturgiste ne la propose lorsqu'il s'agit de la sainte communion donnée en viatique. Ils enseignent qu'on la donne au malade ; ou bien (s'il y a des raisons de ne pas la lui donner) qu'on la jette au feu, ou enfin qu'on la rapporte à l'église.

Vous dites encore que n'ayant pas toujours *tout de suite* un servant à votre disposition, vous partez seul, de cette façon, les prêtres seraient presque toujours obligés d'administrer le saint viatique sans servant, car il en est bien peu qui en aient *tout de suite* à leur disposition. Sauf le cas d'urgence, le prêtre doit attendre le servant pendant quelque temps, et quelquefois il doit faire quelque démarche pour en trouver un. La rubrique qui exige un et même plusieurs servants est plus stricte que vous ne semblez le croire.

Q. — Je prie l'Ami du Clergé, qui nous rend de si grands services, de répondre aux questions suivantes :

1^o Peut-on faire la procession du Saint-Sacrement le dimanche de la solennité de la Fête-Dieu à la suite des Vêpres, au lieu de la faire à la messe, comme semble l'indiquer la rubrique ?

Dans ce diocèse, c'est la majorité des paroisses qui font cette procession à la suite des Vêpres. Que pensez-vous de cette manière de faire ?

2^o Dans ma paroisse se trouve un couvent composé d'une cinquantaine de Frères qui y font leur scolasticat. Cette maison possède son aumônier, et une chapelle où se font tous les offices. Dernièrement un Frère est mort et le directeur de la maison aurait désiré que je fisse les cérémonies funèbres dans la chapelle ; moi j'ai voulu qu'elles se fassent dans l'église paroissiale ; j'avais le droit, mais ai-je bien fait ?

R. — Ad I. D'après les livres liturgiques, cette procession devrait avoir lieu après la messe. La coutume de la faire après les vêpres est-elle légitime, et peut-on la conserver? C'est là une question très pratique et très délicate qu'il ne nous appartient pas de trancher.

Ad II. Nous ne voyons pas que vous ayez mal fait d'user de votre droit.

Q. — 1° Un curé, autorisé comme confesseur extraordinaire, peut-il entendre et absoudre des religieuses hors des Quatre-temps?

2° Le curé d'une paroisse où il y a des religieuses peut-il confesser des sœurs d'une paroisse voisine qui auraient besoin de s'adresser à lui, à quelle époque que ce soit, ou qui se trouveraient de passage dans cette localité?

3° Un confesseur quelconque peut-il absoudre une religieuse qui se trouverait dans un besoin urgent ou qui se trouverait en voyage?

4° Un confesseur autorisé pour des religieuses peut-il décharger des manquements contre la pauvreté?

R. — Ad I. Le confesseur extraordinaire peut être député en dehors des Quatre-Temps, c'est-à-dire en dehors des temps fixés pour l'accomplissement de son ministère, à l'effet d'entendre un certain nombre de fois les religieuses qui ne voudraient pas se confesser au confesseur ordinaire.

Ad II et III. Si l'on s'en tenait aux dispositions générales du droit, les religieuses qui ne sont pas soumises à la clôture et vont au dehors, pourraient s'adresser à tout prêtre approuvé pour les confessions. Mais en bien des diocèses, des règlements particuliers restreignent cette liberté. Pour juger de ce qui est permis en chaque diocèse, ou même pour chaque communauté, il faut s'en rapporter aux règlements particuliers en vigueur.

Pour la religieuse en voyage, il est impossible qu'on lui interdise de s'adresser au confesseur qu'elle rencontre sur sa route, lors même qu'il ne serait pas désigné pour sa communauté. Une pareille interdiction irait directement contre la fin de toutes les prescriptions sur cette matière en la privant d'un secours qui peut lui être nécessaire. Si une défense pareille existait, en quelque règle de communauté, il nous semble que la raison de nécessité ou de sérieuse utilité suffirait pour lever la défense.

Quant au confesseur lui-même, comme généralement les défenses dont il est question plus haut, ne concernent que la licéité et non la validité des confessions, nous lui ferions un devoir d'entendre les sœurs en voyage qui s'adresseraient à lui. Il devrait supposer, même sans faire aucune question à ce sujet, que la sœur qui lui demande de l'entendre en confession, a quelque raison de le faire.

Ad IV. Nous ne comprenons pas exactement le sens de la question. Pour être sûr de la résoudre au sens que désire notre correspondant, nous allons l'envisager sous divers aspects.

Dans les manquements contre la pauvreté, il y a le péché. Le confesseur peut en absoudre vali-

dement; mais il doit exiger les satisfactions nécessaires.

Il y a ensuite les obligations qui résultent de la possession de la chose qu'on s'est indûment appropriée ou dont on a indûment disposée. La religieuse doit se dessaisir de ce qu'elle retient, ou faire rentrer à la communauté ce dont elle a illicitement et invalidement disposé. Sur ce point, le confesseur est sans aucun pouvoir. Il ne peut ni éteindre les droits de la communauté, ni accorder dispense.

Il y a enfin les réparations ordonnées par la règle pour la faute extérieure contre les vœux ou contre la règle elle-même. Sur ce point, le confesseur est également sans pouvoirs. Les supérieurs seuls, dans les limites de la règle, peuvent dispenser d'un point de règle.

En traitant la question du vinage pour le vin de messe, nous avons dit que *tout mélange* d'une substance étrangère rend le vin illicite pour le saint Sacrifice.

Un de nos abonnés nous demande s'il faut prendre cette assertion dans le sens que le mélange en quantité insignifiante ne vicierait pas le vin pour la messe, en vertu du principe: *Parum pro nihilo reputatur*; — ou bien en ce sens absolu et rigoureux que le moindre mélange rendrait la matière illicite, comme la plus minime quantité de liquide ou de nourriture rompt le jeûne eucharistique.

Par exemple, l'eau qui demeure adhérente aux parois d'un baril ou d'une bouteille qu'on vient de nettoyer, rendrait-elle le vin illicite pour le saint Sacrifice?

Nous répondons que non. On peut appliquer en cette matière le *parum pro nihilo reputatur*. C'est ainsi, en effet, que s'entendent les choses quand rien n'oblige à les entendre dans leur rigueur physique. Les lois qui régissent le jeûne eucharistique sont très strictes. Rien de semblable pour le vin de la messe. *

S'il en était aussi rigoureusement de la matière du saint Sacrifice, on ne pourrait que très difficilement se procurer la matière licite. On ne devrait pas se servir de vin dont les raisins auraient été vendangés sous la pluie, ou même à la rosée du matin. On devrait s'assurer si les fûts, si les cuves étaient bien secs, etc... : toutes choses qu'il serait ridicule d'affirmer.

Mais tout mélange moralement appréciable rendrait le vin plus ou moins illicite, selon la quantité.

Q. — 1° Si le juge ecclésiastique, après avoir reconnu juridiquement que Titius peut et doit épouser Bertha, *ratione sponsalium*, etc., le menace d'une peine grave à moins qu'il accomplisse son obligation, on ne peut alléguer *impedimentum metus*, si Titius se décide à se marier; — car, *metus, etsi gravis, fuit juste incussus*.

Il en sera de même, si le juge civil, prenant pour base juridique la sentence du juge compétent, la sanctionne, en menaçant Titius de lui infliger des peines

qui ne sont point blâmées par l'autorité ecclésiastique.

Mais si le juge civil prononce lui-même *jure proprio* une sentence identique à celle que l'Evêque ou son délégué aurait portée, et la sanctionne par les mêmes menaces, peut-on dire que *hujusmodi minæ, etsi materialiter justæ, sunt tamen formaliter injustæ*; et que l'empêchement dirimant existe?

Et si le juge, sanctionnait sa propre sentence, en laissant à Titius l'alternative du mariage ou de la prison? (nous supposons que le décret *Tametsi* n'est pas promulgué.)

(Nota. Ce cas n'est pas chimérique, en certains pays du Nouveau-Monde.)

2° Autrefois quand l'abstinence quadragésimale était très-rigoureuse, l'Eglise laissait aux personnes, exemptées du jeûne et de l'abstinence à cause de leur faible santé, la liberté de manger ce qui leur convenait, même chair et poisson au même repas.

Le S. Siège a bien voulu adoucir les rigueurs de la pénitence en faveur de ceux qui se portent bien, en leur permettant à certains jours de manger de la viande, pourvu qu'ils renoncent au poisson dans le même repas. L'Eglise, en relâchant sa discipline en faveur des robustes, a-t-elle voulu imposer des privations à ceux que leurs infirmités avaient jusqu'alors mis en dehors de ses lois pénitentielles, de sorte que, pour obtenir l'uniformité, elle décharge les forts et charge les infirmes, en obligeant ceux-ci à ne plus manger chair et poisson dans le même repas?

R. — Ad I. La sentence que porterait un juge civil dans une cause purement ecclésiastique, serait de nul effet. L'incompétence du juge, emporte la nullité de son jugement. Si donc un juge civil, prononçait *jure proprio*, et sans le consentement au moins tacite du juge ecclésiastique, dans une cause matrimoniale; s'il condamnait, par exemple, sous peine d'incarcération, Titius à remplir l'engagement par lui contracté, *ratione sponsalium*, d'épouser Bertha, et la sentence et la peine infligées seraient entachées de nullité et d'injustice. Et cela, quand même cette sentence aurait pu être rendue, et cette peine infligée par le juge ecclésiastique.

En effet, pour qu'une peine soit juste, il ne suffit pas qu'elle soit méritée; il faut encore qu'elle soit appliquée par quelqu'un qui a droit de punir. Un particulier serait injuste, si de son autorité il infligeait aux malfaiteurs le châtement qu'ils méritent: de même un juge qui frapperait d'une sentence pénale quelqu'un qui ne relève pas de sa juridiction.

Il semble donc, que si le juge civil menaçait Titius de la prison, pour le contraindre au mariage avec Bertha, il y aurait menace injuste: et si la peine était appliquée, elle serait injuste: et cette menace, cette peine, pourrait donner lieu à cette crainte qui est dite, *injuste incussus* et de laquelle résulte l'empêchement dirimant de la crainte, quand elle est imprimée directement pour contraindre au mariage.

Il n'est pas douteux toutefois, que cette difficulté, si elle se présentait, devrait être portée devant l'autorité compétente en cette matière.

Ad II. L'Eglise, en interdisant le mélange de chair et de poisson dans le même repas, à ceux qui profitent de la dispense de l'abstinence en cer-

tains jours de jeûne, a-t-elle déchargé les personnes valides des rigueurs antiques de la pénitence, et surchargé les faibles? Ce serait, d'abord il faut l'avouer, peu conforme à son esprit. Ensuite, il n'est pas certain, il est douteux, que les personnes faibles qui ne sont pas tenues au jeûne, à cause de leur âge ou de leur travail, et qui profitent de la permission de faire gras, soient tenues à observer la loi, *de non permiscendis epulis*. Sur une réponse de la Sacrée Pénitencerie, en date du 13 février 1834, qui portait: *consultat* (quisque) *probatos auctores*, les auteurs se partagent en deux sentiments opposés. De plus ce mélange de la chair et du poisson est certainement permis aux personnes dispensées de l'abstinence, les vendredis et samedis où il n'y a pas de jeûne d'obligation. Cela résulte d'une décision de la Sacrée Pénitencerie, donnée le 15 février 1834. Enfin la petite privation imposée par Benoît XIV, ne peut être regardée comme une charge. Et il va de soi, que si elle était trop onéreuse aux infirmes, aux malades, elle ne serait nullement obligatoire. C'est une légère mortification, qui peut être regardée comme une sorte de compensation à la loi générale de l'abstinence dont l'Eglise croit devoir dispenser ses enfants pour des motifs toujours dignes de sa haute sagesse.

VERTUS DES AGNUS DEI

On nomme *Agnus Dei* de petits médaillons de cire blanche, faits par les moines Cisterciens de Sainte-Croix de Jérusalem avec la cire du cierge pascal de la chapelle Sixtine et des autres églises de Rome. Ces médaillons, de forme ovale, offrent, d'un côté, l'effigie de l'Agneau pascal, avec la légende: *ECCE AGNUS DEI QVI TOLLIT PECCATA MVNDI*, les armes et le nom du Pape qui les a bénis et consacrés avec le saint Chrême, et de l'autre côté la représentation de la Sainte Vierge ou d'un Saint. La bénédiction des *Agnus* a lieu la première année du pontificat, puis successivement tous les sept ans, ou encore quand le Pape le juge à propos pour les besoins des fidèles.

L'Eglise compte les *Agnus* parmi les Sacramentaux. Il importe donc de les tenir avec respect et vénération. On peut les toucher, les porter sur soi, surtout en voyage, ou les avoir exposés dans sa maison qu'ils protègent, ainsi que les personnes qui l'habitent. La moindre parcelle a la même vertu qu'un *Agnus* entier.

L'Eglise a attribué aux *Agnus* une double vertu qui correspond à nos besoins spirituels et corporels. Voici, d'après les Papes Urbain V, Paul II, Jules III, Sixte V et Benoît XIV, les propriétés reconnues aux *Agnus* pour ceux qui en font usage dévotement et y ont confiance.

Les *Agnus* confèrent ou augmentent la grâce en nous, favorisent la piété, dissipent la tiédeur, mettent à l'abri du vice et disposent à la vertu.

Ils effacent les péchés véniels et purifient de la

tache laissée par le péché, après qu'il a été remis par le sacrement de pénitence.

Ils mettent en fuite les démons, délivrent de leurs tentations et préservent de la ruine éternelle.

Ils gardent de la mort subite et imprévue.

Ils empêchent la frayeur qu'inspirent les fantômes, et calment les terreurs qu'occasionnent les mauvais esprits.

Ils munissent de la protection divine contre l'adversité, font éviter le péril et le malheur, donnent la prospérité.

Ils protègent dans les combats et procurent la victoire.

Ils délivrent du poison et des embûches que tend l'homme ennemi.

Ils sont d'excellents préservatifs contre les maladies, et aussi un remède efficace.

Ils combattent l'épilepsie.

Ils empêchent les ravages de la peste, de l'épidémie et de la corruption de l'air.

Ils apaisent les vents, dissipent les ouragans, calment les tourbillons et éloignent les tempêtes.

Ils sauvent du naufrage,

Ils écartent l'orage et font échapper aux dangers de la foudre.

Ils chassent les nuées qui portent la grêle.

Ils éteignent l'incendie et en arrêtent les ravages.

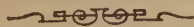
Ils sont efficaces contre les pluies torrentielles, les débordements des fleuves et les inondations.

Enfin, les *Agnus* conservent la mère et l'enfant pendant tout le temps de la grossesse, et les tirent du danger au moment de la délivrance, dont ils calment et abrègent les douleurs.

X. BARBIER DE MONTAULT,

Prélat de la maison de Sa Sainteté.

Cette notice se vend à Poitiers à l'imprimerie Guillois, rue de la Préfecture: 1 franc le cent; 3 francs les 500 exemplaires.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Comme abonné à votre docte journal, je viens vous prier de répondre le plus tôt possible à la question suivante :

En quoi l'ordonnance du 12 janvier 1825 a-t-elle modifié ou complété le décret du 30 décembre 1809 ?

R. — Pour répondre à cette question, il suffit de comparer le texte du décret avec celui de l'ordonnance. C'est ce qui a été fait par Mgr de Frayssinous, alors ministre secrétaire d'Etat, chargé des affaires ecclésiastiques, dans la circulaire qu'il adressa à l'épiscopat pour expliquer et commenter l'ordonnance du 12 janvier 1825. Voici, en substance, ce qui est dit dans cette circulaire :

« Des conseils de fabrique avaient négligé de se renouveler; l'article 1^{er} de l'ordonnance donne les moyens de remédier à cette négligence.

« L'article 2 remet au dimanche de *Quasimodo* la séance du conseil dans laquelle les élections devront être faites, afin de mieux fixer l'attention par une date remarquable, et prévenir que le conseil de fabrique puisse, par inadvertance, laisser passer l'époque après laquelle le droit d'élection ne lui appartiendrait plus, ainsi que le prescrit l'art. 4.

« L'article 5 qui a pour objet de déterminer les formes à suivre pour la révocation d'un conseil de fabrique, lorsqu'elle sera jugée nécessaire, remplit une lacune qui existait dans le décret du 30 décembre 1809. Au nombre des causes de révocation se trouve le défaut de reddition des comptes et de présentation de budget, ce qui donne à Messieurs les Evêques le pouvoir de surveiller plus spécialement encore cette partie importante d'administration.

« Il convenait de prescrire des avertissements mutuels à l'égard de l'autorisation d'assembler extraordinairement les conseils : l'article 6 est relatif à cet objet.

« Il paraissait également indispensable de modifier le droit ancien en ce qui concerne la nomination des sacristains, chantres et sonneurs dans les communes rurales, afin de soustraire le curé à une dépendance qui tendait à diminuer la considération dont il doit jouir. L'article 7 donne plein pouvoir à cet égard.

« Enfin, l'article 8 veut que les autres dispositions du règlement général des fabriques du 30 décembre 1809, continuent à être exécutées jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé. »

Nous avons déjà fait connaître les dérogations nouvelles introduites par la loi municipale du 5 avril 1884.

Q. — Notre évêque nous écrivait dans le mois de janvier dernier, ce qui suit :

« Je suis informé que le Directeur général de l'enregistrement a constaté, après enquête, que différentes offrandes en nature faites par les fidèles étaient vendues aux enchères publiques dans un certain nombre de paroisses du diocèse.

« Or, ajoute le document officiel, ces ventes publiques ne se font pas conformément aux dispositions de la loi du 22 pluviôse an VII.

« Si ces ventes sont faites au profit de la commune ou de la fabrique, il doit y être procédé par le maire ou par le président du conseil de fabrique, et un procès-verbal doit être rédigé sur timbre et enregistré, etc., etc. »

Je demande à l'*Ami du Clergé* d'avoir la complaisance de me dire, si cette exigence pourrait être appliquée à ce que nous appelons *vente des places de bancs*. Ces places sont mises aux enchères à la porte de l'église en présence du bureau des marguilliers et louées pour un certain bail au plus offrant. Pouvoûs-nous continuer, sans prendre plus de précaution que par le passé, c'est-à-dire sans remplir les formalités ci-dessus indiquées, ou tout autre qu'on pourrait nous imposer ?

R. — Régulièrement, ces adjudications publiques aux enchères des bancs sont soumises aux formalités dont le Directeur général de l'enregistrement réclame l'accomplissement. Dans ce cas,

voici comment on procède. Le conseil de fabrique fait une délibération portant le mode et les conditions de la location ou bail des places. Une copie de cette délibération, certifiée par le président du bureau, est affichée à la porte de la sacristie. L'adjudication est en outre annoncée par une affiche qui demeure placardée à la porte de l'église pendant un mois et par publications faites au prône de la messe paroissiale pendant trois dimanches consécutifs. Le jour venu, les enchères sont ouvertes, et les adjudications faites successivement sont immédiatement inscrites sur un tableau. De tout quoi il est dressé procès-verbal sur *papier timbré*, lequel doit être *enregistré dans le délai de 20 jours*.

Voilà ce que la loi exige. Faut-il l'exécuter sous quelque peine pécuniaire ou autre ? Nous ne pensons pas. On ne s'expose qu'à un résultat : celui d'être forcé à payer les droits d'enregistrement à la requête du receveur ou du directeur, en cas de dénonciation. Notre avis en cette matière, comme en tout autre, est d'observer les lois, même lorsqu'elles n'ont pas pour elles un droit évident pour éviter les tracasseries, et d'attendre des jours meilleurs pour en réclamer la suppression.

Q. — Le 19 décembre 1881, le conseil municipal de ma commune prit la délibération suivante :

« ... Considérant 2° que le jardin affecté à la maison d'école est distraité d'une dépendance du presbytère ;

« Le desservant, autorisé par son évêque, le conseil est d'avis, en compensation des terrains cédés, d'affecter la ferme du terrain dit La Croix du Breil, au desservant. La ferme se montant à 12 francs sera payée par la commune à partir du 1^{er} janvier 1881... »

D'après cette délibération, l'instituteur est entré en jouissance du jardin et en jouit encore, mais on ne m'a payé à moi que deux annuités de ferme (24 fr.).

Le conseil a toujours réclamé sur son budget le paiement annuel des 12 fr. sur la colonne des dépenses facultatives. On croit qu'un jardin n'est pas rigoureusement dû à un instituteur. Mais M. le préfet a toujours annulé cette dépense sauf deux fois.

L'évêché consulté m'engagea à écrire poliment à M. le Préfet. Je l'ai fait ; mais M. le Préfet n'a seulement pas daigné me répondre.

Sur ce, Monseigneur me dit de rentrer en possession du jardin cédé.

Mais comment m'y prendre ? Le maire et son conseil me donnent raison en portant toujours la somme sur le budget ; mais ils ne veulent rien faire de plus : *ils ne voudraient faire de la peine à personne*.

Il est bon de vous faire remarquer que je jouis en dehors du jardin en question d'un assez joli enclos acheté jadis par la commune pour le presbytère. Je ne voudrais pas que, sous prétexte de couper court aux difficultés présentes, on me privât de tout mon enclos. Le temps actuel, vous le savez, n'est pas clérical.

Je tiendrais beaucoup à être fixé sur ce point le plus tôt possible, d'autant plus qu'il y a déjà trois mois que l'évêché m'a écrit de me remettre en jouissance du terrain cédé. Mais je ne sais comment m'y prendre et je crains de susciter de nouvelles difficultés. A trop ser-
rer l'anguille, on la perd quelquefois.

R. — Nous voyons que notre correspondant est comme son maire et son conseil municipal ; *il ne veut faire de la peine à personne*. Dans ce cas là, il n'a qu'à se taire et à laisser les choses suivre

leur cours. Ce système a du bon ; il permet de dormir tranquille. Mais alors à quoi bon s'informer du droit. L'avis de l'évêché était fort sage ; il fallait immédiatement rentrer en possession du terrain concédé conditionnellement, et que, du reste, le curé n'avait pas le droit de céder sans l'accomplissement des formalités légales, pas plus que la municipalité n'avait le droit de prendre sans les mêmes formalités.

Quant au préfet, il est dans son droit de refuser l'approbation de cette dépense, puisqu'aux termes de la récente loi municipale (art. 68) les délibérations concernant le budget, les aliénations, les échanges, etc., ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'autorité supérieure.

Dans le cas présent, ce refus d'autorisation démontre que le préfet désapprouve l'arrangement survenu entre le curé et la municipalité : ce qui met cette dernière parfaitement à l'aise pour remplacer les choses dans le *statu quo antè*.

Si le maire et le conseil municipal sont réellement bien disposés, ils doivent tout simplement laisser le curé rentrer en jouissance du terrain concédé, s'ils s'y refusent ou s'y opposent, que le curé invoque la loi et agisse vis-à-vis de l'instituteur ou de la commune comme à l'égard du premier venu parmi les citoyens. Il ne doit pas redouter qu'on lui retire l'enclos. Ceci ne dépend plus de la municipalité, puisque cet enclos a été régulièrement affecté au presbytère. Il faudrait, pour le lui enlever, les mêmes formalités exactement, qui étaient nécessaires pour lui enlever le morceau de jardin, objet du présent litige.

Q. — Sur l'ordre de l'autorité diocésaine, j'ai desservi une succursale vacante pendant cinq mois environ, c'est-à-dire, dit la messe les dimanches et fêtes et un jour dans la semaine, administré les sacrements, etc., et j'ai parcouru chaque fois, à pied, aller et retour, une distance de 12 kilomètres dans un chemin affreux, impraticable. Et voilà que le maire de cette commune se refuse aujourd'hui à me payer une indemnité communale ; il ne veut pas même me délivrer le certificat pour obtenir de la préfecture une indemnité qu'elle accorde généralement à tous ceux qui ont double service, lorsque la commune ne fournit aucune indemnité pécuniaire, et cela, parce qu'il n'aurait pas commandé lui-même le service et que j'aurais manqué, dans l'espace de cinq mois, trois ou quatre fois de faire le service par suite du mauvais temps.

Comment s'y prendre pour être payé ?

R. — Les communes où a lieu le binage s'honorent en ajoutant une indemnité à celle que l'Etat alloue au prêtre binant ; mais aucune loi ne les oblige à allouer une indemnité pécuniaire. Par conséquent sous ce rapport, le maire dont il s'agit est parfaitement dans son droit de refuser toute indemnité non votée par le conseil municipal.

Il est également dans son droit en refusant un certificat de service. Cela ne le regarde point. Voici quelle est la législation sous ce rapport : Le binage consiste à dire deux messes le même jour, l'une dans la paroisse à laquelle appartient le curé, desservant ou vicaire autorisé à biner et

l'autre dans la paroisse vacante. (*Circul. du 12 avril 1823.*) Une autre circulaire du 1^{er} février 1843 signée par le ministre des cultes, M. Martin (du Nord), déclare qu'il n'est pas nécessaire pour avoir droit au traitement de célébrer la messe des dimanches et fêtes; qu'il suffit de la célébrer un jour quelconque de la semaine.

Une indemnité de 200 fr. par an est accordée par l'Etat pour ce double service, au prorata des fonctions du binage, et seulement lorsqu'il a lieu au moins une fois par semaine dans une succursale vacante, c'est-à-dire pendant le temps où aucun titulaire n'en reçoit le traitement. (*Ordonnance royale du 6 novembre 1814.*)

L'indemnité est payée sur l'attestation du curé où desservant du canton, chargé par l'évêque de s'assurer que le double service a réellement eu lieu. Cette attestation, transmise par l'évêque au préfet, est annexée au mandat de paiement comme pièce justificative.

Notre correspondant s'est donc trompé en s'adressant au maire. Celui-ci n'est appelé à délivrer des mandats que lorsqu'une indemnité quelconque a été votée soit obligatoirement soit facultativement par le conseil municipal. Dans ce cas, il ne peut refuser de mandater la susdite somme; en cas de refus, le préfet informé le force, ou porte un arrêt préfectoral qui tient lieu de mandat.

Q. — Un de mes paroissiens, religieux profès, veut assurer aux curés successifs de ma paroisse une rente de 300 fr. qu'il possède en titres au porteur.

Avec un gouvernement qui n'offre aucune garantie de respect pour les dons testamentaires, il ne veut aucunement placer le capital en rentes sur l'Etat. Les iniquités, les tracasseries, etc., qui se commettent tous les jours au sujet des menses épiscopales et des dons faits aux fabriques ne donnent que trop lieu de craindre que le capital placé sur l'Etat ne soit tôt ou tard confisqué.

Le donateur est prêt à passer à sa sœur une procuration comme il la faudra. Mais dans ces sortes d'affaires, je suis fort incompetent. Voilà pourquoi je viens vous prier de vouloir me tracer la règle à suivre. Par l'*Ami du clergé* dont je suis le fidèle abonné depuis son existence, j'ai évité bien des ennuis, mais le cas présent ne s'est pas encore trouvé sans doute; car je ne vois rien qui puisse me guider. Quelle devrait être la teneur de la procuration?

R. — Tous les systèmes de garantie offrent des dangers, ainsi que nous avons eu occasion de le dire à propos de dons et de legs; et il est triste de penser, comme le reconnaît notre correspondant lui-même, que l'Etat qui devrait être la loyauté, l'honnêteté personnifiée, est celui qui inspire le moins de confiance.

Nous avouons notre embarras pour donner un conseil en l'espèce; et cet embarras est partagé par les plus grands jurisconsultes. Nous en avons interrogé beaucoup et souvent. Les uns pensent que la donation devrait être faite à une personne étrangère aux collectivités, diocèses, paroisses, communes, Etat, etc., à la charge par cette personne ou par ses héritiers d'immobiliser d'une manière quelconque, en bien fonds ou en rentes

sur l'Etat nominatives, un capital de... pouvant produire une rente de..., et de servir directement cette rente aux curés successifs de telle paroisse, sans faire intervenir en aucune manière l'Etat.

Cette manière de voir n'est pas, selon nous, réalisable. Car si un héritier quelconque manque à son devoir, comment le curé lésé pourra-t-il revendiquer son droit si ce droit n'est pas connu et certain. Et s'il est connu et certain, les titulaires de la cure (une impersonnalité) ne peuvent en bénéficier sans autorisation, c'est-à-dire sans la main-mise de l'Etat sur l'héritage.

D'autres penchent pour la donation pure et simple à une personne ou famille de confiance, secrètement chargée de verser les 300 fr. annuels au curé *pro tempore*. Mais ici le danger est visible. Qu'un mécréant de fils succède à un honnête père, et la donation n'arrive pas à son but.

D'autres enfin, et nous sommes du nombre, pensent que, tout bien pesé, et en l'absence de tout moyen infailliblement sûr, il vaut encore mieux faire les choses en se conformant aux lois actuelles, mais en enveloppant la donation d'un réseau de précautions telles que, si la volonté du donateur venait à être méconnue d'une façon quelconque et à une époque quelconque, la donation deviendrait caduque et reviendrait intacte soit aux héritiers naturels, soit à une autre œuvre existante. Au lieu de donner de l'argent, on pourrait encore donner un immeuble : ce qui offrirait une garantie de plus, en cas de cataclysme.

C'est dans ce sens que la procuration doit être faite. Nous ne voyons pas pourquoi le donateur recourrait à un intermédiaire, si, comme nous le supposons, il est en règle avec ses supérieurs religieux. D'une manière ou de l'autre, ce n'est pas en qualité de religieux qu'il doit agir, mais en qualité de simple citoyen, en son propre et privé nom.

Que notre correspondant veuille bien consulter quelque notaire expérimenté, quelque magistrat consciencieux, — on en rencontre encore, — et il recueillera des avis non moins sages que désintéressés.

Q. — Ma paroisse a fait construire un nouveau cimetière. Depuis quelques années on n'enterre plus dans l'ancien. Comme celui-ci est adossé à l'église et plus haut que le pavé de l'église, on voudrait transporter la terre dans le nouveau.

Je voudrais savoir combien de temps il faut depuis la dernière inhumation pour pouvoir faire cette translation.

Le décret du 23 prairial, an XII, dit que dans ces anciens cimetières, on ne pourra faire aucune fouille ou fondation pour construction de bâtiments « jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. » Je voudrais savoir :

1° Qui fait cette ordonnance?

2° Après combien de temps on peut l'obtenir?

3° Quelles formalités il faut remplir pour l'obtenir?

J'ai entendu dire qu'une loi du 6-15 mai je ne sais plus bien de quelle année, 1791 ou 92, ou 93, qu'on trouverait dans la collection de Dalloz, pourrait éclairer ces divers points. Mais je n'ai pas cette collection.

R. — Ad 1^m. Comme une ordonnance de ce

genre dérogerait à un décret (celui du 23 prairial an XII), elle ne peut être rendue que par une autorité au moins égale à celle qui a rendu le décret. Il faudrait donc l'intervention du chef de l'Etat.

Ad 2^m et 3^m. Ce temps a été réglé par un avis du Conseil d'Etat du 13 nivôse an XIII (3 janvier 1805). Il comporte une période de dix ans. Pendant les cinq premières années, les anciens cimetières doivent rester fermés et laissés tels qu'ils étaient au jour où on les a abandonnés. Après ces cinq ans, et pendant une autre période de cinq ans, on peut les semer, les planter, les aliéner, même les vendre, mais avec défense d'y pratiquer des fouilles ou des fondations pour bâtiments.

Après dix ans, on peut traiter ces terrains comme n'importe quel autre terrain. D'où nous concluons que, pendant la deuxième période de cinq ans, on pourrait obtenir du chef de l'Etat un décret autorisant à opérer un déblaiement autour de l'église. Seulement il faudrait appuyer sa demande sur des motifs sérieux.

La loi dont parle notre correspondant est du 6-15 mai 1791, et non pas de 92 ou 93. Mais cette loi a été modifiée sur beaucoup de points par le décret postérieur du 23 prairial an XII (12 juin 1804) et par l'avis du conseil précité. Cette loi portait entre autres choses que « les cimetières abandonnés ne pourraient être mis dans le commerce qu'après dix années, à compter depuis les dernières inhumations. »

Comme on a pu le voir, cette disposition a été modifiée, puisqu'on peut « vendre » les anciens cimetières après la première période de cinq ans, à la condition de n'y pratiquer ni fouilles ni fondations pendant la seconde période.

Un motif puissant pour obtenir le déblaiement autour de l'église, serait qu'on pût prouver que les dernières inhumations remontent à plus de dix ans, ou que les familles des défunts n'y font aucune opposition.

Q. — I. J'ai fait le binage de la paroisse X. pendant 3 ans, et je compte beaucoup de services religieux non payés. Or, depuis l'arrivée de leur nouveau curé, mes débiteurs se croient libérés envers moi. Ceci m'amène à vous demander :

1^o Si les services religieux ressemblent à certaines dettes, qui, après un certain laps de temps, six mois ou un an, ne peuvent plus être réclamées devant les tribunaux ?

2^o Quel est celui qui doit percevoir le casuel des services religieux ? Le casuel des fabriques, d'après notre tarif diocésain, doit être perçu par le trésorier. En est-il de même du casuel des employés d'église ? Dans notre diocèse, ce sont les curés qui se chargent de tout, principalement dans les petites paroisses. De là l'odieux qui retombe sur le curé, quand, poussé par de cupides employés, il est obligé de réclamer.

3^o Pour obliger ces gens-là à payer leurs services, faut-il que la signature du trésorier soit apposée sur la note qu'on doit remettre à un huissier ? Dans le cas où le trésorier peu bienveillant et ne dépendant plus de moi, refuserait de prêter son concours, que faire ?

4^o Le curé peut-il ne réclamer que sa part seule, laissant au trésorier le soin de réclamer pour la fabrique et les bas officiers du chœur ?

5^o Dans le cas où le curé peut réclamer sa part seule, par voie de justice, mais dans un temps plus ou moins éloigné, comment doit-il s'y prendre pour prouver aux fastidieux et bas officiers qu'il n'a pas reçu leur part ?

II. M. le curé de B., nouvellement arrivé (à peine 3 mois) n'ayant fait aucune plantation d'arbres ni même de légumes dans le jardin, trouve que le noyer planté dans la cour du presbytère, occasionne de l'humidité : ce qui n'est pas prouvé, vu sa place et l'orientation du presbytère. De plus, il trouve que cet arbre cause du tapage nocturne par la chute de ses fruits sur la toiture d'un hangar. Que fait-il alors ? Il vend le noyer à un étranger, et immédiatement le fait ébrancher de telle sorte qu'il ne reste plus que le tronc.

Le maire dudit lieu ayant eu connaissance du fait, va trouver le curé et lui défend d'aller plus loin parce que cet arbre ne lui appartient pas, et que la commune entend le vendre quand on vendra les autres arbres du marais ; car, dit-il, le presbytère de B. est une propriété communale, et ce noyer n'était pas mort, bien au contraire.

La question d'un noyer mort et arraché par un curé, a été traitée dans l'*Ami du clergé*, année 1883, p. 80-81. Or, je demande :

1^o Si le curé de B. pouvait de sa propre autorité, faire abattre et vendre un noyer plein de vie, magnifique, qui depuis 20 ou 30 ans n'a pas éveillé dans le cœur des curés successifs une pareille aversion.

2^o Si le maire a le droit de vendre cet arbre au profit de la commune, et d'obliger le curé à tenir ouverte la porte du presbytère pour que le bucheron puisse entrer et abattre cet arbre ébranché ?

3^o Si, en cas de refus de la part du curé pour l'entrée, le maire peut, au nom de la commune, réclamer des dommages-intérêts à cause du massacre de ce bel arbre qui aurait pu faire la joie des curés successeurs ?

Quels sont, dans le cas présent, les droits respectifs du curé et du maire ?

R. — Ad 1^m. 1^o. Oui, les dettes contractées par les fidèles pour services religieux sont prescriptibles comme toutes les autres dettes. Elles sont, en outre, assimilées aux dettes d'hôtellerie, de médecins. Elles se prescrivent par 6 mois, parce que, disent les commentateurs, quand les créanciers ne réclament pas leur dû dans les 6 mois, ils sont censés en faire abandon.

Cela ne veut point dire que ces dettes ne peuvent pas être réclamées en justice ; on peut toujours les réclamer. Mais les débiteurs peuvent réclamer le bénéfice de la prescription, — l'argument de la canaille, dit un vieux proverbe, — et les juges apprécient s'il y a lieu de l'appliquer.

2^o C'est le trésorier qui est chargé de procurer la rentrée de toutes les sommes dues à la fabrique soit comme faisant partie de son revenu annuel soit à tout autre titre (*Décret du 30 décembre 1809, art. 25*). Le trésorier est tenu de faire tous les actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus (*ibid. art. 78*).

Les procès sont soutenus au nom de la fabrique et les diligences faites à la requête du trésorier, qui donne connaissance de ses procédures au bureau (*art. 79*).

Le trésorier est chargé d'empêcher les arrérages de s'accumuler, d'interrompre les prescriptions, d'arrêter les servitudes, etc...

Il n'y a pas de distinction entre ce qui est dû à la caisse de la fabrique, ou au curé, ou aux em-

ployés ; tout cela ne forme qu'une dette vis-à-vis de la fabrique, qui est elle-même responsable vis-à-vis de ses employés, auxquels elle garantit un casuel tarifié. L'un d'eux, pas plus le curé que les chantres, bedeaux, sonneurs, etc., n'aurait qualité pour réclamer à une famille qui ne leur a rien commandé personnellement. La fabrique est responsable à l'égard de ses subordonnés, et la famille l'est vis-à-vis de la fabrique.

3^o Puisque la charge du trésorier est d'opérer les recettes et les dépenses, c'est à lui, *ex dictis*, de poursuivre les récalcitrants, s'il y a lieu. Il ne peut se dérober à cette corvée sans forfaire à son devoir. Un refus déraisonnable de poursuivre serait un motif suffisant de révocation.

4^o Non, d'après ce que nous avons dit. Mais en supposant que cela fût possible, ce serait odieux. Un capitaine, dans le naufrage, ne quitte le bord que le dernier.

5^o Précisément, cette obligation de rendre compte à des subalternes rendrait par elle-même le fait avilissant.

D'une manière générale, nous n'admettons pas les revendications en justice pour ce qui est dû à l'occasion de services religieux. Celui qui ne paie pas une dette pareille, c'est évidemment parce qu'il ne le peut pas. S'il était notoire qu'on refuse pour des motifs d'impiété ou de cupidité, comme cela arrive quelquefois, surtout depuis quelque temps, il faut poursuivre énergiquement. Mais, même dans ce cas, nous engageons vivement les curés à renoncer à leurs droits personnels, afin de ne figurer en rien dans la poursuite, et à faire en sorte qu'on le sache bien.

Ad II^m. Nous soupçonnons que cette deuxième question n'est pas inspirée par la plus pure charité. Ces noix qui, en tombant de l'arbre, réveillent en sursaut un paisible dormeur, sentent l'épigramme d'une lieue. Quoiqu'il en soit, nous répondrons au point de droit qu'elles soulèvent.

1^o La question soulevée par nous pages 80-81 de 1883 était autre. Il s'agissait d'un noyer, arbre fruitier mort. Le curé avait le droit de l'enlever, de le brûler ou de le vendre à son profit, à la condition de le remplacer. Le tribunal de première instance le condamna parce qu'il n'avait pas remplacé le noyer, et non point parce qu'il l'avait coupé. Mais la cour d'appel cassa le jugement, parce qu'il fut établi que, si le curé n'avait pas remplacé le noyer par un autre noyer et au même endroit, — ce qui n'est pas exigé par aucune loi, — il avait planté beaucoup d'autres arbres fruitiers en meilleure situation ; il y avait ample compensation. Ce dernier jugement était d'une rectitude absolue.

Ici, il ne s'agit pas d'un noyer mort, mais bien d'un noyer plein de vigueur et de vie, et considéré, bien que fruitier, comme arbre à haute futaie. Le droit d'abattre des arbres épars dans les dépendances du presbytère et d'en percevoir le prix, appartient exclusivement à la commune propriétaire du sol. Donc le curé ne pouvait, de sa propre

autorité, faire ce qu'il a fait. Nous ajouterons : 2^o que le maire lui-même ne pouvait non plus le faire. Car l'abattage d'un grand arbre étant considéré comme une distraction d'une partie du presbytère, cet abattage doit être autorisé dans les formes prescrites par l'ordonnance du 3 mars 1825 (*M. Campion*, p. 600, n^o 21). C'est en raison de ces formalités non observées, qu'un bûcheron n'aurait pas le droit de pénétrer dans le presbytère sans commettre une violation de domicile, ainsi qu'on peut le voir dans le jugement cité par nous, aux mêmes volume et pages, année 1883.

Mais ici, cette situation n'existe pas. Le maire ne vient pas s'emparer d'un arbre et l'arracher de force, de sa propre autorité. Il est en face d'un délit qu'il a le droit de constater, de réparer et de poursuivre. Tout ce qui peut arriver de moins défavorable au curé imprudent, c'est de laisser enlever l'arbre et d'obtenir un silence absolu sur l'ensemble des faits. 3^o Oui, le maire pourrait demander en justice raison au curé du massacre qu'il a commis et exiger une réparation pécuniaire pour la commune. La loi est dure, tyrannique, injuste si vous voulez, en ce sens que le pouvoir civil s'arroge tous les droits sur les propriétés ecclésiastiques ; mais c'est la loi !

COURRIER DE L'UTILE

TACHES D'HUILE SUR LES VÊTEMENTS, LES PARQUETS, LES MOSAÏQUES

Q. — Je profite de l'occasion du renouvellement de mon abonnement pour prier M. le Rédacteur du *Courrier de l'utile* de nous donner dans un de ses prochains articles le moyen d'enlever les taches d'huile sur les carreaux de mosaïque d'un sanctuaire.

R. — Le meilleur moyen est l'emploi de l'argile.

L'huile montre beaucoup de tendance à s'introduire dans l'argile, voilà pourquoi elle est efficace pour faire disparaître les taches d'huile répandues sur du papier, des vêtements et même sur du bois, sur des pierres. A cet effet, on recouvre ces taches avec l'argile réduite en pâte ferme avec de l'eau ou de l'esprit-de-vin. Pendant la dessiccation, l'argile absorbe l'huile, de sorte qu'il n'en reste pas la moindre trace. On peut même enlever avec de l'argile sèche, mais souvent renouvelée, des taches d'huile sur des objets qui, tels que le papier (livres, gravures, lithographies), ne doivent pas être mouillés. Seulement, la tache ne doit pas être ancienne, car l'huile altérée n'est plus absorbée par l'argile.

MOYEN DE NETTOYER ET RAFFRAICHIR LES TAPIS

Q. — J'ai trouvé dans la sacristie de ma nouvelle paroisse une certaine quantité de tapis qui, quoique couverts de taches et très fanés, n'en sont pas moins encore très solides et résistants. Ne pourriez-vous pas

me donner une recette pour les nettoyer et les rafraîchir, ce qui me permettrait d'en faire encore bon usage.

R. — Il faut commencer par faire battre soigneusement les tapis dans une cour pavée ou un pré, par un temps sec, de façon à ce qu'ils soient nettoyés à fond et qu'on puisse enlever toute la poussière et toutes les taches graisseuses, au moyen de potasse, d'eau seconde, etc.

Pour un nettoyage de vieux tapis, on peut employer les moyens énergiques. Du moment que le tapis est propre, il n'y a pas à s'inquiéter de la couleur plus ou moins effacée.

Vous l'étendez ainsi nettoyé et séché dans un appartement où personne n'entre de quelques jours. Ensuite, prenant un échantillon de la couleur du fond, vous faites préparer chez le marchand de couleurs une teinte correspondante, comme celle qu'on emploie pour la peinture à l'huile ou les décors; le marchand de couleurs décidera, sur la vue de l'échantillon, de la teinte convenable.

Vous commencez, au moyen d'un pinceau-brosse, à peindre le fond, insistant sur les endroits passés qui existent dans tout tapis. Quand vous avez obtenu une couleur uniforme, vous laissez sécher, et ensuite vous procédez de la même manière pour les dessins principaux, dont vous rajeunissez et relevez les couleurs, de la même façon, en les peignant.

Les tapis cloués peuvent aussi être rafraîchis sur place dans les endroits passés.

Ce procédé est employé par les teinturiers apprêteurs pour raviver les couleurs des vieux tapis. Ainsi rajeunis, ces tapis fournissent encore une longue carrière, d'autant plus qu'il est loisible de faire opérer, tous les ans, de petits badigeonnages partiels, là où besoin est.

MOYEN DE NETTOYER ET BLANCHIR L'IVOIRE

Q. — Je connais un encadreur-brocateur qui achète des Christs d'ivoire, neufs, pour 50 francs, et, après les avoir jaunés à la fumée, les revend 1800 francs à des soi-disant connaisseurs, voire même à des grands vicaires.

Pour mon compte personnel, je tiens que la couleur blanche, d'un blanc laiteux, est la couleur naturelle et par conséquent la vraie belle couleur de l'ivoire; et je vous demande si vous connaissez le moyen, non de jaunir l'ivoire, mais de lui conserver ou de lui rendre sa couleur naturelle?

R. — On fait dissoudre dans une quantité d'eau suffisante autant d'alun qu'il en faut pour que l'eau soit blanchâtre; on lui fait prendre un bouillon; on y jette les pièces d'ivoire et on les y laisse tremper pendant une heure environ, en frottant de temps en temps avec de petites brosses. Quand les pièces sont devenues blanches, on les met sécher lentement, enveloppées d'un linge ou de sciure de bois, pour éviter qu'elles ne se fendillent.

On peut aussi frotter la pièce avec du savon noir qu'on étend bien également. On l'approche ensuite du feu pour chauffer toute la surface au

même degré; et lorsque le savon aura un peu bouillonné, on essuiera l'ivoire; la rousseur sera emportée. Si la pièce n'était pas enduite de savon partout, ni chauffée également, elle deviendrait jaspée.

Je n'ai personnellement essayé cette recette que sur des manches de couteaux, mais elle m'a parfaitement réussi.

RECETTE POUR NETTOYER LE VELOURS DES COLS, CALOTTES, ETC.

Q. — On m'avait dit que le col de ma douillette et ma calotte dureraient plus longtemps et plus propres si je les prenais en velours. De fait, je constate qu'ils durent en effet plus longtemps, mais non plus propres; et ma domestique n'ose entreprendre de les nettoyer, prétendant que les essais qu'elle a faits dans un cas identique n'ont rien nettoyé et ont au contraire tout perdu. Je voudrais pourtant bien avoir le moyen de ne pas acheter du neuf et de ne point passer par le teinturier-dégraisseur.

R. — Il faut d'abord découdre cols et calottes, puis laver le velours au savon blanc et à l'eau douce, avec une brosse.

Deux personnes font la chose plus commodément, parce que l'étoffe est mieux tendue. On doit se garder de frotter comme on fait du linge. On change d'eau autant qu'il est nécessaire, jusqu'à ce que le velours soit purifié de l'eau de savon et de toutes les taches.

On doit ensuite repasser.

A cet effet, on pose l'envers du velours sur un fer modérément chaud, tourné la poignée en bas et présentant la plate-forme à la partie supérieure et on l'y laisse un instant. Repasser, comme une étoffe ordinaire, en appliquant le fer sur l'endroit, produirait sur le velours les effets les plus désastreux.

Après le nettoyage, faites recoudre comme avant.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 12 januarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Les avantages *tout particuliers*, accordés aux membres du Clergé, par la **maison GALAND**, (fabrique d'armes), 13, rue d'Hauteville, à Paris, nous portent à engager nos lecteurs à s'adresser à cette maison, très justement réputée, pour toutes les acquisitions qu'eux et leurs amis pourraient avoir à faire, en armes de chasse et autres.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE HALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE LA PURIFICATION : LES MODÈLES
DES TROIS ÂGES DE LA VIE

Tuus sum ego, salvum me fac.
(Ps., cxviii, 94.)

Les jours étant accomplis pour la cérémonie de la Purification, Marie et Joseph portèrent l'enfant Jésus à Jérusalem, afin de le présenter au Seigneur. Or, il y avait à Jérusalem un vieillard appelé Siméon, homme juste et craignant Dieu, qui attendait la consolation d'Israël, et le Saint-Esprit était en lui. Il vint au temple par l'inspiration de l'Esprit-Saint, lorsque le Père et la Mère de Jésus l'y apportaient, et il le prit dans ses bras, et il bénit Dieu en disant : « C'est maintenant, Seigneur, que suivant votre parole, vous laisserez votre serviteur aller en paix. » Anne la prophétesse étant survenue à la même heure, louait aussi le Seigneur et parlait de cet enfant à tous ceux qui attendaient la rédemption d'Israël. — Dans cette touchante scène évangélique, nous avons toutes les gloires de la religion réunies : l'ancienne loi qui finit et la nouvelle qui commence, le dernier des prophètes et l'agneau de la nouvelle alliance, la sainte veuve et la Vierge immaculée. Aujourd'hui se complète le cycle des hommages qui ont acclamé le Messie naissant : après les anges, les bergers, les magés, les enfants, les femmes mariées, c'est un vieillard, c'est une pieuse veuve qui glorifient le Verbe incarné ; en sorte que, dès son entrée dans le monde, il aura reçu les adorateurs de tout âge, de tout sexe, de toute condition. Méditons avec amour les détails délicieux de ce mystère de la vie du Sauveur ; avec beaucoup d'autres leçons, nous y apprendrons la nécessité et la manière de se donner à Dieu à tous les âges de la vie.

I

Il faut se donner à Dieu dès l'âge le plus tendre, d'abord parce que Dieu aime les prémices, et ensuite parce que l'homme prend dans l'enfance la forme de sa vie. « Le jeune homme, dit l'Écriture, gardera jusque dans la vieillesse la voie qu'il aura suivie dans sa jeunesse. »

Il y avait chez les Juifs une loi qui prescrivait aux mères de consacrer au Seigneur leurs enfants premiers nés, pour deux raisons. L'une générale : « Consacrez-moi tous les premiers-nés ; car tout est à moi ; » et dans la personne des aînés, tout le reste des familles m'est donné en propre. La seconde était particulière aux Israélites. Dieu avait exterminé en une nuit tous les premiers-nés des Égyptiens. Épargnant ceux des Juifs, il voulut que dorénavant tous leurs premiers-nés lui demeuraient consacrés par une loi inviolable, afin que leurs parents ne pussent s'en réserver la disposition, ni aucun droit sur eux, qu'ils ne les eussent auparavant rachetés de Dieu par le prix qui était prescrit.

Pour accomplir cette loi, les parents de Jésus le portent au temple à Jérusalem, afin de l'offrir au Seigneur. C'est alors que se réalisa l'antique prophétie : « O fille de Sion, tressaillez d'allégresse : voici que votre Roi vient à vous, votre Roi juste et sauveur. Encore un instant et le Désiré des nations va paraître, et le temple de Zorobabel, honoré de sa présence, l'emportera en gloire sur celui de Salomon. O Israël, il va venir dans son temple le Dominateur que vous cherchez, l'Ange du Testament après lequel votre cœur soupire. » Accompagnée de son virginal époux, Marie entre dans le saint temple, portant dans ses bras, comme sur un trône sublime, le Roi du monde, le Saint des saints, celui en qui sont accomplies toutes les figures de l'ancienne loi ; et prosternée au pied de de l'autel, dans les sentiments de l'humilité la plus profonde et de la dévotion la plus ardente, elle présente à Dieu celui qui doit être l'offrande perpétuelle de la loi nouvelle. « Recevez, ô Père saint, s'écrie-t-elle, votre fils et mon fils ; je vous l'offre selon le précepte de votre loi, parce qu'il est le premier-né de sa mère. En lui et par lui, recevez tous les hommages qui vous sont dus ; qu'il soit mon action de grâces et celle de toute créature. En considération de ses mérites infinis, prenez pitié des hommes et traitez les pécheurs selon votre grande miséricorde. Recevez la mère et le fils dans un même holocauste. O Dieu, principe et fin, Seigneur universel, honneur toujours et soumission à votre saint et souverain domaine ! » (S. Bon.). O sublime oblation, que vous fûtes agréable à l'auguste Trinité ! O don le plus pur, le plus digne, le plus salutaire, le plus ineffable, le plus divin qui se puisse imaginer ! Jamais le ciel n'en reçut de semblable.

En même temps que sa sainte Mère l'offrait à Dieu, l'enfant Jésus s'offrait lui-même avec une efficacité plus merveilleuse encore. « Me voici, dit-il à son Père, pour faire votre volonté ! » Il s'offre avec une souveraine révérence, avec une plénitude complète, sans réserve et pour tous, pour les justes, pour les pécheurs, pour les ingrats, pour ses ennemis. Il adore la souveraine majesté dont nul esprit humain ne peut comprendre les grandeurs, et cela par ses anéantisements inexprimables ; il remercie Dieu pour tous les biens de la nature et de la grâce départis aux humains ; il implore pitié et miséricorde pour tous les pécheurs ; il sollicite les grâces dont tous les hommes auront besoin. Il accepte toutes les humiliations, toutes les épreuves, tous les châtements. Il offre sa tête pour être couronnée d'épines, ses mains et ses pieds pour être déchirés par les clous, son corps pour être couvert de plaies, son cœur pour être percé par la lance, son âme pour être saturée d'opprobres ! Et cela, encore une fois, pour tous, et pour chacun de nous !

Voilà comme Jésus se donne dès son entrée dans le monde. Voilà comme les enfants doivent se consacrer à Dieu dès leur plus tendre jeunesse.

Marie offre à Dieu son fils : que les mères offrent

leurs enfants au Seigneur ! Qu'elles n'aient rien tant à cœur que leur innocence, que la parole de Blanche de Castille soit la leur : « Mon fils, vous savez combien je vous aime, cependant j'aimerais mieux vous voir mort à mes pieds plutôt que souillé d'un péché mortel ! »

Après avoir offert l'enfant Jésus au Seigneur, Marie le rachète au prix de cinq sicles. Le Rédempteur portait en lui-même la figure des esclaves et des pécheurs. Sa sainte mère ne pouvait le conserver en sa puissance qu'en le rachetant : il lui fut soumis, il lui obéit, il la servit durant trente ans. Marie rachète Jésus, mais Jésus reste la victime de notre salut. « Viendra un jour, dit S. Bernard, où ce ne sera plus dans le temple qu'il sera offert, ni dans les bras de Siméon, mais hors de la ville et entre les bras de la croix ; viendra un jour où non-seulement il ne sera pas racheté, mais où il rachètera les hommes par l'effusion de son propre sang. Ce sera là son sacrifice du soir ; celui-ci n'est que le sacrifice du matin ». « Rachez-le, pieuse mère, s'écrit Bossuet, en s'adressant à Marie, mais vous ne le garderez pas longtemps ; vous le verrez revendu pour trente deniers, et livré au supplice de la croix. Divin premier-né, soit que vous soyez racheté pour être à moi dans votre enfance, soit que vous soyez vendu pour être encore plus à moi à la fin de votre vie, je veux me racheter pour vous de ce siècle mauvais, je veux me vendre pour vous et me livrer aux emplois de la charité. » (XVIII^e sem. 1^{re} élév.)

II

Après avoir fixé nos regards sur le Sauveur Jésus dans le mystère de la Purification, et avoir appris de lui comment nous devons nous consacrer au Seigneur dès l'enfance, considérons la Vierge Marie pour savoir d'elle comment nous devons donner à Dieu notre âge mûr.

Dans l'ancienne loi, toutes les femmes devenues mères étaient regardées comme impures ; elles étaient en quelque sorte excommuniées par leur propre fécondité, tant la naissance des hommes était malheureuse et sujette à une malédiction inévitable ! Pendant tout le temps que durait cette impureté légale, c'est-à-dire pendant quarante jours, si elles avaient mis au monde un fils, et quatre-vingts si elles avaient enfanté une fille, il leur était défendu de sortir de leur maison, d'entrer dans le temple et de toucher aux choses saintes. Le temps de cette espèce de disgrâce expiré, elles devaient se présenter à la porte du temple, pour être relevées de leur flétrissure et réintégrées de leurs droits. Dans cette cérémonie, elles donnaient un agneau d'un an, que le prêtre offrait en holocauste pour reconnaître le souverain domaine de Dieu sur toutes créatures, et une colombe qui servait à l'expiation du péché. Les pauvres, qui ne pouvaient donner un agneau, le remplaçaient par une seconde colombe, qui fournissait la matière de l'holocauste. A la place des colombes, on pouvait aussi offrir deux tourterelles. Cette loi, si

humiliante pour les femmes juives, avait pour but de leur rappeler qu'elles n'avaient pu devenir mères sans cesser d'être vierges, que leurs enfants avaient été conçus dans le péché ; et aussi elle perpétuait, de génération en génération, le dogme de la chute originelle.

Cette loi n'était point pour Marie. Elle était la mère du Saint des saints ; elle avait enfanté sans cesser d'être Vierge ; elle était le pur rayon de la splendeur éternelle, plus belle que la lune, plus éclatante que le soleil, elle était l'arche incorruptible du Dieu vivant ; et cependant elle obéit à cette loi ; elle s'humilie ; confondue avec les femmes ordinaires dans le parvis extérieur, elle se soumet aux prescriptions purificatrices ; elle fait l'offrande des pauvres. O humilité incomparable, que vous confondez puissamment l'orgueil des humains, qui arrivés à l'âge mûr, sont si vivement tentés de s'élever, de se grandir, de se révolter, et succombent si souvent pour leur malheur à cette tentation ! O obéissance héroïque, que vous condamnez notre esprit d'insubordination, qui invente des prétextes pour se soustraire aux ordonnances les plus légitimes ! Chrétiens, où est votre soumission à Dieu, à l'Eglise, et à tous ceux qui représentent Dieu auprès de vous ? Que faites-vous des commandements du Seigneur ? Comment observez-vous le précepte de la prière, de la sanctification des saints jours, du respect de l'innocence, de la fortune, de l'honneur de votre prochain ? Ames pieuses, quel est votre zèle pour mettre en pratique les conseils évangéliques, l'oraison, l'examen, la visite, le chapelet, la lecture pieuse, et surtout l'assistance quotidienne au saint sacrifice ? Les conseils sont le mur et l'avant-mur des préceptes !

Cependant Marie pénètre dans le saint temple. Qu'y trouve-t-elle ? Une ineffable consolation, qui la jette dans la plus sublime admiration pour les miséricordieux desseins de la Providence ; mais aussi la plus héroïque résignation aux sacrifices que Dieu demande d'elle. En même temps que Siméon célèbre les gloires de son Fils, il lui déclare qu'un glaive de douleur transpercera son âme. « Par miséricorde, dit S. Liguori, Dieu nous cache les maux à venir ; il veut par pitié ne pas nous faire voir les croix qui nous attendent, afin que nous n'ayons à les porter qu'une fois. Mais il n'en agit pas ainsi avec Marie : il a voulu que pour mériter le titre de *Reine des martyrs*, elle eût la connaissance anticipée des douleurs qu'elle devait éprouver. » A partir de ce jour elle souffre la mort à chaque instant, parce que à chaque instant elle rappelle à sa pensée les souffrances et la mort de Jésus. Mais en même temps que Dieu verse dans son âme une connaissance plus claire de son martyre, il y répand une surabondance extraordinaire de force et d'amour qui lui fait accepter, que dis-je ? aimer son calice d'amertume.

Vous qui avez franchi les limites de la jeunesse, en avançant sur le chemin la vie, vous rencontrez des joies bien courtes, hélas ! et bien rares, vous

rencontrez surtout des épreuves ! Savez-vous où vous trouverez la modération pour ne pas vous laisser fasciner par la prospérité, et le courage pour ne pas succomber aux coups de l'adversité ? avant tout et surtout dans le saint temple, aux pieds de Notre-Seigneur Jésus-Christ présent dans son tabernacle !...

III

Ce qui nous importe surtout c'est la persévérance finale, c'est de terminer notre existence dans la pratique de la vertu, dans la possession de la grâce sanctifiante. A mesure qu'il prend de l'âge, l'homme doit redoubler de fidélité, afin d'avoir le bonheur d'être à Dieu à ses derniers moments.

Dans la scène si touchante et si instructive du mystère de ce jour, nous avons, sous ce rapport, des exemples à admirer et à imiter, deux saints vieillards modèles des vieillards : la prophétesse Anne, qui jusque dans un âge très avancé, passait presque sa vie tout entière dans le temple et mérita d'y trouver le Messie, et surtout le vieillard Siméon. O comme ce saint homme comprend la nécessité d'offrir à Dieu le temps de la vieillesse aussi bien que le temps de la jeunesse et de l'âge mûr ! Quelles belles dispositions il manifeste ! Quels nobles sentiments il fait éclater ! Il est tout en Dieu et à Dieu ! Il fait admirablement, héroïquement le sacrifice de sa vie, que tout homme est appelé à faire. « C'est maintenant, dit-il, ô Seigneur, que vous laissez aller en paix votre serviteur. » Ah ! ne vous étonnez point de sa belle résignation. Il est fortifié par un auguste viatique, par Notre-Seigneur Jésus-Christ ! Admirez, chrétiens, comme il se prépare à ce divin viatique, comme il le reçoit, comme il en profite !

Il se prépare par la sainteté, par la pratique de tous les préceptes du Seigneur, *homo iste justus*. Sa justice n'était pas une justice ordinaire, mais pleine de délicatesse, fuyant jusqu'à l'ombre du péché, et s'efforçant de correspondre en tout à la grâce de Dieu, et *timoratus*. Oh ! comme il désirait le *Désiré* des nations ; comme son cœur soupirait après sa venue, comme il l'appelait de tous ses vœux par la plus ardente dévotion, *expectans consolationem Israel* ! Aussi son cœur était-il le temple du Saint-Esprit qui l'éclairait, qui l'enflammait, qui le remplissait de foi, de confiance et de charité, qui le divinisait, et *Spiritus Sanctus erat in eo* ! Voici sa dernière préparation : sous l'inspiration du Saint-Esprit, il vient au temple. C'est dans la maison de Dieu qu'on reçoit les plus précieuses faveurs de Dieu, quand on s'y rend dans des vues pures, saintes, religieuses. Le Messie y est apporté ; Siméon, éclairé du ciel, le reconnaît. Avec quelle piété, avec quelles ardeurs d'amour, il s'approche de lui et le regarde ! Ce n'est pas assez, il le reçoit dans ses bras, il le presse contre son cœur, *inter brachia sua amplexans, et ad sinum pectusque suum ardentissimè et suavissimè applicans* (Corn. à Lap.). Quelle extase, quel ravissement, quel paradis

dans son âme ! « J'ai trouvé celui que chérit mon cœur, s'écrie-t-il avec l'Épouse des cantiques, je ne veux point m'en séparer : *Inveni quem diligit anima mea ; tenui eum, nec dimittam* ! L'Évangéliste n'a qu'un mot pour exprimer son action de grâces, mais ce mot dit tout : « *Et benedixit eum* ». Et il bénit le Messie ! « La bénédiction que nous donnons à Dieu, dit encore Bossuet, qui a si bien parlé de ce mystère, vient de celle qu'il nous donne. Dieu nous bénit en nous prodiguant ses biens ; nous le bénissons, lorsque, reconnaissant que tous les biens que nous avons viennent de sa bonté et que nous ne pouvons rien lui donner, nous louons avec complaisance ses perfections infinies, dont nous faisons le sujet de notre joie. L'heureux vieillard, dans un cantique qui durera autant que les siècles et plus, chante les grandeurs du Sauveur, gloire de son peuple et salut de toutes les nations ; il ne veut plus rien voir, après avoir vu Jésus-Christ, il ne désire plus qu'aller au sein d'Abraham y attendre l'espérance du monde et annoncer comme prochaine aux enfants de Dieu la consolation d'Israël !

Ah ! puissions-nous profiter de si belles leçons ! Puissions-nous nous être donnés absolument à Dieu dès notre enfance, comme Jésus enfant ; pendant notre âge mûr, comme l'auguste Marie ! Puissions-nous être à lui à la fin de notre vie, comme Anne la prophétesse et le vieillard Siméon ! Puissions-nous être gratifiés du don de la persévérance finale ! Puissions-nous, avec les dispositions parfaites du saint vieillard, recevoir en viatique N.-S. Jésus-Christ dans le sacrement de son amour ! Puissions-nous, comme lui, mourir dans la sainteté, l'allégresse et la paix ! C'est là « l'unique nécessaire » que nous devons tous désirer, c'est la divine aurore du bonheur éternel !



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation du Concile

La cause dont nous donnons l'exposé ci-dessous fournit des indications précieuses au point de vue du droit en ce qui concerne le mariage de ceux que la langue ecclésiastique appelle *vagi*. Nous n'osons dire *vagabonds*, à cause du sens défavorable que revêt l'expression française.

Sont *vagi* ceux qui ont quitté leur paroisse précédente sans s'être fixés encore dans une autre ; ceux qui, ayant en vue une demeure, ne s'y sont point encore fixés et habitent provisoirement un autre domicile ; ceux qui, arrivés dans une ville pour y demeurer n'ont point encore déterminé en quel quartier. Le curé de la paroisse sur laquelle se trouve seulement l'un d'eux, peut valablement les marier.

CRACOVIE. SEU VARSAVIEN.

MATRIMONII

Diebus 27 Martii et 26 Junii 1886.

Sess. 24 cap. 1 de Refor. matr.

COMPENDIUM FACTI. Casimirus et Josepha ma-

trimonium contraxerunt Cracoviæ die 3 octobris 1876 coram parcho ecclesiæ Omnium Sanctorum; hujusmodi matrimonium nunc censent esse clandestinum.

Vir natus est Varsaviæ, ubi quoque medicinæ studia absolvit : dein, incipiente anno 1874, Lovicium venit, officio medici perfuncturus in hospitali S. Thaddæi. Et ibi Josepham vidit, quam brevi amavit, cui tandem fidem despondit. Sed antequam id fieret, ipse, Junio mense 1876, ex hospitali Lovicii discesserat, ac munus medici districtualis in oppido Nowo-Minsk susceperat, ubi stabile domicilium fixit.

Mulier autem, pariter Varsaviæ circa annum 1835 nata dicitur, sed nescitur qua de causa, non nisi post decennium sacro baptismo abluta reperitur in ecclesia cathedrali Sandomiriæ, quando scilicet ejus parentes, penates suos Sandomiriam tranferentes, illuc venerunt.

Post aliud circiter decennium, Josepha major ætatis jam effecta, cum mundum relinquere stauisset, paternam domum deseruit ac Varsaviam rediit, ut institutum Sororum a Charitate ingrederetur. Voti compos effecta, ac inter sorores coopata anno 1857, per integrum ferme vicennium religiosam vitam honesto more duxit; non uno tamen manens in loco. Etenim Varsaviæ primum in instituto S. Casimiri fuit, dein aliquod annos Biala transegit, subende Lovicium venit, quo et cognovit medicum Krasuski.

Martio mense 1867, postquam duos circiter annos in hospitali Lovicii mancisset, aliquid forsitan in mente gestans ex iis quæ cum medico Krasuski egerat, Varsaviam repetiit, ac in instituto S. Casimiri aliquot hebdomadas adhuc mansit, usque dum obtenta a gubernio facultate extra Imperium proficiscendi ad sex menses, cum beneplacito suæ superiorissæ, Lutetiam Parisiorum venit, ibique in domo generali Sororum a Charitate, die 3 Julii 1876, religiosam vestem exuit.

Libera sui sic effecta, cito Parisiis in patriam reverti studuit; sed non apud parentes Sandomiriæ, non Lovicii ubi prius manserat, non Varsaviæ, ubi nata et plures annos versata erat, non denique in oppido Nowo Minsk, novo sponsi sui domicilio; sed Cracoviæ stetit, et habitavit una simul cum sorore sua Julia in domo a quadam muliere Balbina conductâ in platea Szewka. In hoc habitaculo degit a fine Junii aut ab initio Julii anni 1876 ad finem augusti ejusdem anni. Inde se ad plateam Grodzka contulit in domum possessoris, cujus nomen Delarko, ibique degit usque ad tempus initii matrimonii, scilicet ad diem 3 Octobris ejusdem anni. Affirmavit autem eadem mulier : « Cracoviam veni tantummodo ad nubendum viro meo. »

Celebratio autem matrimonii sic evenit : postquam Josepha in plateam Grodzka habitationem elegit, parochum illius districtus, ecclesiæ Omnium Sanctorum, adiit. Jam antea ipsummet ad effectum matrimonii rogaverat, sed ab eo fuerat repulsa, quia extra ejus parocciam tunc habitabat.

Hac vice vero eam benigne excepit. Et cum ipse sponsus Casimirus Cracoviam venisset, afferens testimonium proclamatorum bannorum et fidem status liberi parochi loci Nowo-Minsk, in qua dicebatur licere viro contrahere matrimonium ubi sibi libuerit; curatus ecclesiæ Omnium Sanctorum ex parte viri nihil aliud requisivit. Item quum vir secum attulisset, eidemque curato exhibuisset delegationem Episcopi Sandomiriensis, cum dispensatione a duobus bannis Sandomiriæ proclamandis ad effectum matrimonii pro Josepha, jam quoque ex hac parte parochus Omnium Sanctorum nihil excipere habuit, et matrimonium die 3 Octobris benedixit, signans in libris parochialibus se idem benedixisse « ex delegatione Illmi Rmi Ordinariatus Sandomiriensis. »

Celebratis itaque nuptiis, sponsi venerunt Nowo-Minsk, ibique, ubi Casimirus medicus agebat, per tres annos et ultra convixerunt, prolemque susceperunt. Sed ob indolis utriusque diversitatem discordiæ cito natæ sunt, quæ tandem anno 1880 acriter ardentes separationem, ab invicem induxerunt. Tum vero vir, nonnullorum suasionem coram tribunali seu consistorio Varsaviensi stetit, petens suum matrimonium cum Josepha contractum ex capite clandestinitatis infirmari. Acto regulariter processu, Tribunal matrimonium pro valido et indissolubili decrevit... ex eo nempe quod Josepha sub id tempus, nullum aliud domicilium, adeoque nullum alium parochum habuerit, sive ideo quod fuerit persona vaga.

Ab hac sententia cum appellavisset actor ad tribunal apostolicum delegatum Lublinense, hoc censuit priorem sententiam revocare, et matrimonium nullum edicere. A qua sententia appellavit vinculi defensor apud S. C. C.

DUBIUM

An sit confirmanda prima vel secunda sententia in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii, re cognita sub die 26 Junii 1886 censuit respondere : *Affirmative ad primam partem; seu confirmandam esse primam sententiam.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Permettez-moi de recourir à vos lumières pour la solution de quelques questions liturgiques.

Doit-on baiser la pierre sacrée dans les autels portatifs ? La réponse a été négative dans l'*Ami du clergé*, n° 35, page 414 de l'année 1886. Je m'étais toujours conformé à cet enseignement. Mais on m'a opposé plusieurs auteurs, Collet, Caron, qui disent formellement que l'on doit baiser la pierre sacrée, Le Vasseur qui donne à entendre la même chose en mettant en note, page 302, tome 1 : « Il ne faut pas oublier que l'autel consiste dans la pierre consacrée. » Si on l'entend ainsi pour placer le calice et la sainte hostie pourquoi faudrait-il distinguer quand il s'agit de baiser l'autel. Vient ensuite le texte... *quorum reliquie hic sunt*. On a ap-

porté encore les raisons mystiques, que l'autel représente Jésus-Christ. Or l'autel est la pierre sacrée et non le meuble ou les planches qui la supportent. Ces raisons m'ont paru assez fortes, et je demande une solution qui confirme l'opinion de l'*Ami du clergé*.

La raison, m'a-t-on dit, de l'impossibilité n'est pas valable puisqu'elle vient du défaut de construction de ces pierres sacrées. Quels sont les auteurs ou les autorités qui appuieraient l'opinion contraire.

2° Comme vous avez vu dans la copie du décret que je vous ai envoyée au commencement de cette année, nous pouvons dire la messe votive de l'Immaculée-Conception et de la Nativité. Il y a quelques difficultés en disant cette dernière messe. 1° N'y aurait-il pas quelque chose à changer dans les oraisons? 2° Comment dire le trait pendant le carême et l'alleluia au temps pascal, puisqu'ils ne s'y trouvent pas. Je sais que par décret général on ne dit pas la messe votive de la Nativité de la sainte Vierge, mais comme vous l'avez vu, nous y sommes autorisés par décret particulier dérogeant au décret général, à cause de l'auguste lieu de la naissance de Marie.

Je serai très heureux d'avoir ces deux solutions, que vous pourrez insérer dans l'*Ami du clergé*.

Ad I. — Vous avez bien fait de vous conformer à la décision de l'*Ami du Clergé*, et vous avez eu tort de vous laisser ébranler par les raisons de vos confrères, parce que ces raisons ne sont pas solides, comme nous espérons vous le montrer,

Nous avions dit que ce n'est pas la *pierre sacrée* que le célébrant est obligé de baiser, mais l'*autel*. Nous en donnions pour preuve que la rubrique du Missel dit de baiser l'*autel* : *osculatur altare*, et non la pierre d'autel. Nous confirmons notre preuve en ajoutant que les mots *osculatur altare* se trouvent au moins neuf fois dans la rubrique du Missel.

Vous nous objectez deux auteurs, le R. P. Collet, prêtre de la mission, et M. l'abbé Caron.

Nous vous répondons : deux auteurs en faveur d'une opinion, quand plus de trente auteurs ont traité la question dans un sens opposé, c'est bien peu, d'autant plus que ces deux auteurs sont français et qu'ils écrivaient à des époques où la liturgie romaine n'était presque pas étudiée en France. En outre ces deux excellents prêtres ne méritent pas toute confiance en cette matière.

D'abord M. Collet, lazariste, d'ailleurs fort érudite, est très connu comme rigoriste, probabiliste; il interprète ordinairement les lois dans un sens trop sévère, imposant ainsi des obligations que la loi n'exige pas.

Quant au très digne M. Caron, il s'est trop modelé sur le R. P. Collet, adoptant trop facilement ses décisions, et ne paraissant pas avoir étudié les meilleurs liturgistes.

Ces deux autorités ne suffisent pas pour nous ébranler.

Vous cherchez à mettre de votre côté le R. P. Le Vavas seur. Mais vous avez tort. Il ne dit nulle part que l'on doit baiser la pierre d'autel. Le passage que vous citez de lui est incomplet et fausse sa pensée. Voici le passage entier :

« Il (le prêtre) étend ensuite, avec les deux mains, le corporal au milieu de l'autel, en le faisant avancer sur le bord, de sorte cependant

« qu'en se retournant vers le peuple, il n'y ait « aucun danger de le déranger avec la chasuble « et le manipule, et que, si l'autel n'est pas fixe, « le corporal soit sur la pierre consacrée. »

Puis le savant rubriciste ajoute en note :

« Il ne faut pas oublier que l'autel consiste dans « la pierre consacrée. »

Que conclure de ce passage? C'est que lorsqu'on célèbre la sainte messe sur un autel qui n'est pas fixe, c'est-à-dire sur une *pierre d'autel*, on doit mettre le corporal, l'hostie et le calice sur la *pierre d'autel*. Voilà la conclusion rigoureuse; rien de plus. Pour vous, vous en concluez qu'on doit faire le baiser sur cette pierre d'autel, conclusion qui n'est en aucune façon dans les prémices.

Cette conclusion n'est pas davantage dans la pensée de l'auteur, car s'il croyait que le prêtre est obligé de baiser la *pierre d'autel*, il avait une belle occasion de le dire, et il devait même le dire : c'est lorsqu'il s'agit de la rubrique qui ordonne pour la première fois de baiser l'autel, c'est-à-dire au moment où le prêtre, après avoir dit les *Introïbo*, monte à l'autel. Si le R. P. Le Vavas seur croit que le prêtre doit baiser la *pierre d'autel*, il va le dire. Or il ne le dit pas du tout. Écoutons plutôt :

« En disant *Aufer a nobis*, le prêtre monte au « milieu de l'autel, marchant assez lentement « pour ne pas y arriver avant d'avoir terminé « cette oraison. En y arrivant, il pose les mains « jointes sur le bord de l'autel, s'incline médiocrement, et récite à voix basse *Oramus te*. A ces « mots *quorum reliquiae hic sunt*, il pose les « mains sur l'autel, de chaque côté, et le baise au « milieu. »

Où voyez-vous donc une prescription de baiser la pierre d'autel?

Vous nous répondez : Par là même que le savant liturgiste parle d'autel en général, il entend la pierre consacrée, puisqu'il l'a dit dans une note.

Le savant directeur du Séminaire colonial n'a pas besoin que nous le défendions, mais nous ne pouvons nous empêcher de dire que dans le passage cité plus haut, il s'agissait exclusivement du placement de l'hostie et du calice sur l'autel portatif, mais nullement du baiser de paix.

Vous reprenez, et vous dites : pourquoi établir une distinction entre autel et autel? Pourquoi obligez-vous à placer l'hostie et le calice sur la *pierre sacrée*, et n'obligez-vous pas à faire le baiser sur cette pierre?

La raison en est très simple; c'est que la rubrique oblige dans un cas et n'oblige pas dans l'autre. Elle oblige de placer l'hostie et le calice sur la *pierre d'autel*; et elle n'oblige pas de baiser cette *pierre*, mais seulement l'autel.

Vous insistez, et vous dites : mais l'*autel*, peut-il donc être différent de la *pierre sacrée*, appelée encore *pierre d'autel*? Parfaitement; et c'est parce que vous ne reconnaissez pas cette distinction que vous faussez le sens de la rubrique.

Le mot *autel*, *altare*, n'est pas toujours synonyme de *pierre consacrée*, comme vous paraissez le croire. Il peut avoir bien des sens. Ainsi l'autel majeur et l'autel mineur, l'autel fixe et l'autel portable, sont des autels, et cependant ils présentent des sens bien différents. Bien plus, ce mot peut avoir un sens encore beaucoup plus étendu : il embrasse quelquefois, non seulement la pierre d'autel, non seulement tout le massif de l'autel, mais encore les marches qui y conduisent, et les gradins qui sont en arrière. Et ces divers sens se justifient par les rubriques, par les décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, et par l'enseignement commun des liturgistes sérieux.

Mais lorsqu'il s'agit seulement de l'autel portable, les décrets et les auteurs le désignent sous les noms de *ara*, *ara lapidea*, *altare portatile*.

Ainsi, dans les *Rubricæ generales Missalis*, la rubrique porte :

« *Altare*, in quo sacrosanctum Missæ sacrificium celebrandum est, debet esse lapideum, et ab Episcopo sive ab Abbate facultatem a Sede Apostolica habente consecratum; vel saltem *ara lapidea*, similiter ab Episcopo, vel Abbate, ut supra consecrata, in eo inserta, quæ tam ampla sit ut hostiam et majorem partem calicis capiat » (Tit. X).

Voilà bien la distinction entre l'*Altare* et l'*ara lapidea*. Or que doit-on baiser? *Altare*. Ce mot est répété au moins neuf fois dans le *Ritus servandus in celebratione missæ*; or jamais on ne rencontre les mots *ara lapidea* ou *altare portatile*. Et cependant on devrait le trouver si vraiment il fallait baiser la pierre d'autel, car on dit au moins aussi souvent la sainte messe sur une pierre d'autel que sur un autel fixe. Eh bien, il n'y est jamais, ce qui prouve que la liturgie n'exige pas que l'on baise la pierre d'autel.

Examinons encore une objection. Vous dites : les mots *quorum reliquæ hic sunt*, démontrent clairement qu'il faut baiser la *pierre d'autel*, car les reliques ne sont pas dans le massif.

Nous répondons : ces mots ne signifient pas que les reliques sont dans l'endroit même. Et en effet, où doit-on mettre les reliques dans un autel fixe? Le Pontifical indique quatre endroits où l'on peut les placer, à savoir : ou bien 1^o dans la table de l'autel fixe, à la partie supérieure; 2^o ou bien au-dessous de cette table, en haut du *stipe*, ou bien 3^o dans le *stipe*, mais en arrière, ou bien 4^o dans ce *stipe*, mais au milieu. Or si le baiser doit se faire dans l'endroit même où sont les reliques, nous demandons comment on pourra observer la rubrique si les reliques sont placées au milieu du *stipe*, et surtout si elles sont en arrière? Cela serait absolument impossible. Donc le mot *hic* doit être pris dans un sens plus général, et ne signifie pas que l'on doit baiser l'endroit même où sont les reliques.

On nous fait encore une objection tirée de raisons mystiques. Il serait facile d'y répondre. Mais il ne s'agit pas ici de question mystique : il s'agit

d'une loi positive. Laissons donc de côté cette difficulté.

On nous demande enfin quels sont les auteurs qui soutiennent notre sentiment. Nous pouvons répondre : tous les auteurs ou à peu près tous; car nous regardons comme favorisant notre enseignement tous ceux qui se contentent de dire comme la rubrique : *le prêtre baise l'autel*, parce qu'ils n'auraient pas manqué d'ajouter *ou la pierre d'autel*, s'ils avaient cru qu'on fût obligé de la baiser. Par là même qu'ils se contentent de dire : *le prêtre baise l'autel*, et qu'ils ne parlent pas de la pierre d'autel, c'est qu'ils ne croient pas qu'on doive la baiser.

En résumé, le prêtre qui célèbre la messe sur un autel portable, n'est pas obligé de baiser la pierre d'autel; il suffit qu'il baise le massif de l'autel, en avant de la pierre d'autel. Il est fâcheux que des auteurs imposent une obligation qui n'existe pas, et qui ne peut que multiplier les difficultés et les péchés.

Ad II. Lorsqu'on dit une messe votive d'une fête de la Sainte-Vierge, et que l'on manque du Graduel, du Trait ou de l'Alleluia propre au temps où l'on dit cette messe, on y supplée en recourant à une des cinq messes votives de la très-sainte Vierge qui se trouvent à la fin du Missel.

Q. — 1^o La prière des Quarante-Heures peut-elle avoir lieu une fois l'an dans une seule église du diocèse, ou est-il nécessaire de l'établir dans tout le diocèse, parce que, suivant l'instruction Clémentine, elle doit se faire alternativement dans les différentes églises, de manière que le Saint Sacrement ne cesse pas d'être exposé pendant toute l'année.

2^o Un curé peut-il l'établir de lui-même dans sa paroisse?

R. — Ad I. Oui, les prières des Quarante Heures peuvent avoir lieu une fois l'an dans une église d'un diocèse, quand même les autres églises n'auraient pas cet avantage, car nulle part le Saint-Siège n'exige cette condition. Sans doute il est très bon que cette précieuse institution se célèbre alternativement dans toutes les églises d'un diocèse comme on le pratique dans la Ville-Éternelle, mais cela n'est pas requis.

Ad II. Mais un curé peut-il l'établir de lui-même, ou bien, au contraire, a-t-il besoin de l'autorisation épiscopale pour que les Quarante-Heures puissent légitimement s'établir et que les fidèles puissent recueillir les grâces précieuses attachées à cette œuvre salutaire? Il est certain qu'un curé, ou même la première dignité de l'église cathédrale, ne peuvent établir les Quarante-Heures et exposer le Très-Saint Sacrement sans la permission de l'évêque; ce point a été décidé par la Sacrée Congrégation des rites en 1644 pour le diocèse de Grosseto :

« Quæsitum fuit : An parochus, et prima dignitas ecclesiæ Cathedralis possit indicere orationem Quadraginta Horarum, et exponere SS. Eucharistiæ Sacramentum absque licentia Episcopi ?

« Et S. C. répondit : « Non posse ». Die 4 junii 1644 (n. 1510.)

Q. — 1^o Dans l'appendice du rituel, la bénédiction de l'habit clérical est classée parmi les bénédictions réservées. Or, dans le propre diocésain de notre rituel, il y a la même bénédiction parmi les non réservées. Jusqu'ici nous bénissions nos soutanes sans aucun scrupule et sans aucune délégation. Que faire maintenant ?

2^o Il y a aussi dans ce rituel une bénédiction de Rosaire propre aux Frères-Prêcheurs. Un prêtre ordinaire peut-il s'en servir ? Si non, où prendre la bénédiction des chapelets : c'est pratiqué tous les jours. Jusqu'ici je m'étais servi d'une bénédiction que j'avais trouvée dans le diurnal de Tournay et qui ne différait que par quelques mots de celle des Frères-Prêcheurs. Que faire maintenant ?

3^o Peut-on employer toutes les bénédictions non réservées qui sont en grand nombre dans le supplément de ce rituel, quand même elles auraient été approuvées pour son diocèse en particulier, ou pour un ordre religieux ?

4^o Que penser d'un curé qui fait chanter l'Épître par un enfant de chœur pendant que lui-même la lit à l'autel ?

P. S. Un prêtre venant d'Angleterre soutient que tout prêtre peut, quand il le veut, sans autorisation, donner la bénédiction avec le Saint-Ciboire. Je soutenais le contraire. Avais-je raison ?

R. — Ad I. Puisque cette bénédiction est réservée à l'évêque, ou aux prêtres qui ont cette faculté, vous ne pouvez plus la faire sans un Indult spécial. Le Saint-Siège a le pouvoir suprême en matière de réserve.

Ad II. Un simple prêtre ne peut, sans les pouvoirs nécessaires, faire les bénédictions et employer les formules propres à certains ordres religieux.

Ad III. Ces bénédictions sont classées sous des rubriques indiquant clairement qu'elles ne peuvent être employées que par ceux qui en ont le pouvoir.

Ad IV. Le curé qui fait chanter l'Épître par un enfant de chœur ou un autre laïc n'observe ni la rubrique du Missel, ni les décrets de la Sacrée Congrégation des rites en date du 30 mars 1697, n. 3, 4, 6, ad I, et de 1875, n. 5604. Mais cet usage est tellement répandu que l'on ne peut guère espérer sa destruction s'il ne survient une ordonnance générale de la part de l'autorité diocésaine.

Ad V. On le peut, avec une raison suffisante.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je me permets de vous adresser quelques questions au sujet du port du costume des chanoines de Carthage. Un de mes bons amis est tenté de verser les 30,000 francs pour avoir 1,500 francs de rente annuelle et pour être chanoine titulaire de Carthage. Il donnerait toute sa fortune ; mais, il me semble que les privilèges pourraient être plus grands. Qu'en pensez-vous ?

R. — Nous ignorons absolument ce que Son Eminence le cardinal Lavigerie a demandé à la Cour romaine et ce qu'il en a obtenu. L'indult

pontifical est la pièce à consulter, la seule qui fasse loi ; car nous supposons qu'aucun Ordinaire du monde entier n'aurait le courage de s'insurger contre la volonté du Souverain-Pontife dûment connue. Si pareil scandale était donné, il n'en faudrait tenir aucun compte ; il faudrait même le dénoncer à qui de droit, comme la négation flagrante de la hiérarchie de l'Eglise.

Tout ce que nous pouvons faire pour le moment, c'est de reproduire ici une note qui nous est adressée par l'un des titulaires non résidents du chapitre de Carthage.

« Costume des chanoines titulaires de Carthage. »

1^o Les chanoines titulaires de Carthage portent le titre de Monseigneur ;

2^o Ils ont les honneurs de la prélature ;

3^o Ils sont, par le fait même de leur nomination, prélats de la chapelle de Sa Sainteté, avec le droit de prendre les habits prélatiques des chapelains d'honneur, soit en costume de ville partout où ils demeurent ; soit en costume de chœur dans la cathédrale de Carthage ou dans les autres églises où les Ordinaires leur en donneront la permission conformément aux règles du droit. »

De là arrivent les questions suivantes que l'on pose :

1^o Qu'entend-on par les honneurs de la prélature ?

2^o A-t-on le droit de préséance en dehors du diocèse de Carthage ?

3^o Quel est exactement le costume de ville des chapelains d'honneur de la chapelle de Sa Sainteté ? (En donnant le costume de ville des chapelains du pape, on aura le costume de ville des chanoines titulaires de Carthage.)

4^o Quel est le costume de chœur ?

5^o L'évêque ou mieux l'Ordinaire ne peut donc empêcher le port du costume de ville, selon la teneur du rescrit ; car il est dit : « les chanoines titulaires ont le droit de prendre les habits prélatiques des chapelains d'honneur, soit en costume de ville partout où ils demeurent, soit, etc. »

6^o Que penser de l'Ordinaire qui refuserait le port du costume de chœur ?

Ici finit la note, qui semble attendre de nous des explications. Nous ne sommes pas en mesure de les donner autrement que d'une manière générale.

Ainsi, ad 1^{re} et 2^{me}, on entend par « les honneurs de la prélature » le droit au titre de monseigneur, au port des insignes de sa prélature, et à la préséance, sur tous ceux auxquels leur titre n'assure pas un rang égal ou supérieur. Si le rang est égal, c'est le plus ancien dans la promotion qui l'emporte ; si le rang est supérieur, qu'il y ait ou non prélature, nos dits chanoines passent après. Ceci, d'après nous, ne saurait avoir lieu que dans le diocèse de Carthage quant à la préséance. Car, nous ne pensons, jusqu'à preuve du contraire, que le pape ait voulu donner aux chanoines de Carthage une prééminence sur les chanoines des

autres diocèses. Nous en trouvons la preuve dans le numéro 3 de l'article *costume* où il est dit qu'ils ont besoin de l'autorisation de l'Ordinaire pour prendre le costume de chœur à l'étranger.

Ad 3^m. Le costume de *ville* des chapelains d'honneur de Sa Sainteté, à Rome, c'est le costume noir de tous les ecclésiastiques en général, sauf le *collare* ou col qui est violet. Mais, un de ces prélats nous a affirmé que *extra urbem* ce costume peut être violet : et il consiste dans les bas violets, soutane violette, et *mantellone* violet. Ce dernier vêtement est une espèce de douillette à col droit, sans parements et sans manches ; à la place des manches, il porte sur chaque épaule une étroite bande de la même étoffe descendant jusqu'à terre. Le chapeau est noir sans cordelière.

Ad 4^m. Le costume de chœur, c'est le dernier costume que nous venons de décrire avec la *cotta*, très courte et très plissée ; barrette noire. Nous serions bien étonné, si les chanoines de Carthage, en supposant qu'il y en ait de résidants, se contentaient d'une *cotte*, à moins qu'ils n'aient obtenu le camail violet à la place du *mantellone* pour le chœur.

Ad 5^m et 6^m. Non, les Ordinaires ne peuvent interdire le costume de ville, contrairement à la teneur des Lettres apostoliques. On connaît notre opinion sur ce point et nous la proclamerons tant que nous pourrons nous servir de notre langue et de notre plume. Une rébellion pareille contre la conduite du Pape ne pourrait s'expliquer en aucune façon. Aucun prélat français, même les protonotaires apostoliques, qui forment la première prélature après l'épiscopat, n'est soustrait à la juridiction des Ordinaires. Mais, cette juridiction ne s'étend et ne peut s'étendre à ce qui émane directement de l'autorité du Pape. Celle-ci serait en contradiction avec elle-même, si elle entendait les choses autrement. Les Ordinaires peuvent atteindre le prêtre dans le prélat, mais non pas la prélature. Qu'on suppose un prélat curé, à ce dernier titre, il est absolument soumis à son Ordinaire comme tous les autres curés. Mais qu'un Ordinaire intime à ce curé défense d'user de ses privilèges prélatiques, il frappe la prélature, et, indirectement l'autorité du Pape qui l'a établie ; non seulement il n'en a pas le droit, mais en le faisant il insulte, qu'il le veuille ou non, le vicaire de Jésus-Christ.

Est-ce à dire que, si ce curé-prélat commettait une faute grave qui appelle une répression rigoureuse et immédiate, l'Ordinaire ne pourrait pas le frapper même dans sa prélature ? Si ! il pourrait le frapper, même dans sa prélature ; non pas à titre d'Ordinaire, titre partagé par les vicaires généraux, mais à titre personnel de « délégué apostolique, » et, dans ce cas, doit recourir immédiatement au Pape, dont il a pris momentanément l'autorité.

On nous dit que des évêques, auraient fait « défense aux prélats qui ne sont pas évêques

d'user de leur costume particulier, même en chaire, sans une autorisation spéciale de leur part ». Il n'est guère soutenable qu'un évêque porte ainsi une défense générale qui impliquerait la négation de l'autorité du Souverain-Pontife. Ce serait dire à tout son diocèse, presque en propres termes : « Le pape, par un bref en due forme, a accordé ou peut vouloir accorder des privilèges à certain de mes prêtres ; je ne l'entends pas ainsi. »

Il doit y avoir erreur dans l'interprétation. Mais enfin, en admettant l'hypothèse, il y aurait violation de la hiérarchie sacrée. Un évêque ne pourrait dépouiller certains de ses prêtres d'une dignité prélatrice par mesure générale. Mais, il lui reste un moyen : celui de frapper directement les personnages visés, en ayant soin d'avoir des raisons canoniques, pour les atteindre, parce que ces raisons peuvent être contestées et portées devant un juge compétent.

Un autre correspondant nous écrit :

« J'ai lu un de vos articles du 18 février 1886, au sujet des privilèges des chanoines honoraires de Lorette qu'ils pouvaient porter hors de ce diocèse leurs insignes, (cordons, glands violets au chapeau, bas et collets violets,) sans que les évêques puissent y mettre de l'opposition.

« Je vous demande si les chapelains honoraires de N.-D. de Lorette ont ce même pouvoir, d'abord ; ensuite, si pour leurs privilèges particuliers, à savoir : le port du camail violet et la croix pectorale dans le chœur et de la croix décorative plus petite, qu'ils ont le droit de mettre en dehors du chœur et de Lorette, croix semblable à celle des décorés d'un ordre étranger, les évêques n'ont pas le pouvoir d'y mettre opposition dans leurs diocèses respectifs, bien qu'ils aient autorisé à recevoir ce titre de chapelain honoraire un sujet qui n'a pas été démerité.

« Je crois que les évêques ne peuvent pas toucher aux privilèges qui ont été accordés par les Souverains-Pontifes, et qu'ayant accordé l'autorisation à un prêtre de recevoir ce titre de chapelain, ils ne peuvent pas s'opposer à ce que ce même prêtre, toujours édifiant, mette des insignes tant au chœur qu'en dehors pour la petite croix.

« Je crois pourtant que le port, en dehors du chœur, pour la petite croix, doit être autorisé par l'Etat, comme celui du port d'une décoration étrangère. *Quid in choro ? Quid extra et in quacumque diœcesi ?* »

Nous ne répondrons qu'un mot à cette note assez semblable à la précédente. En ce qui concerne le port d'insignes quelconques en public, l'article 43 (des Organiques) les interdit aux prêtres, comme il les interdit aux évêques, sauf la croix pectorale et les bas violets. Il est tombé en désuétude pour ce qui est du vêtement. Il persiste, au contraire, pour ce qui est des croix et médailles en vertu des lois de la chancellerie. Il

faudrait, à la rigueur, une autorisation qu'on obtient ordinairement moyennant finances.

Mais, en ce qui concerne les divers costumes religieux, au point de vue canonique, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit autrefois sur les chanoines de Lorette, d'Aquin, d'Anagni et, aujourd'hui, de Carthage; il faut s'en tenir au texte des Lettres apostoliques : celles-ci font loi pour les évêques comme pour les fidèles. Si vous trouvez des obscurités dans les pièces qui vous confèrent le canonat de Carthage ou celui de Lorette, ou tout autre, adressez-vous à vos autorités respectives, aux évêques dont vous êtes les chanoines et les chapelains. S. Em. le cardinal Lavigerie doit savoir, mieux que personne, la portée et le sens de son Indult pontifical. L'évêque et le chapitre de Lorette sont également en situation de répondre à toutes les difficultés de leurs clients.

Enfin, en dehors du texte des Lettres apostoliques et de leur interprétation par les premières autorités compétentes, il faut s'en référer aux règles du droit commun pour déterminer les points obscurs ou passés sous silence.

VARIÉTÉS

Notions sur les cloches.

(Leur origine; leur composition; leur forme et leur fabrication; précautions à prendre quand on en commande, quand on les reçoit, quand on les sonne; leur bûrage, leur sondage, beffroi.)

Dans le n° 49 de l'année dernière (9 décembre 1886), en réponse à cette question d'un de nos correspondants, « quelles sont les précautions à prendre pour l'acquisition et la pose d'une cloche, » nous annoncions notre intention de donner, sous le titre de *Variétés*, un petit travail sur cette matière et d'y résumer tout ce qui a été dit par les auteurs les plus compétents. Voici ce travail qui sera, nous l'espérons, d'une grande utilité; il reproduit en partie une étude déjà ancienne de l'abbé Dieulin dans son *Guide des curés*; mais cette ancienneté ne retranche rien à la science et à la sagesse des renseignements donnés.

Le mot *cloche* vient de *cloca*, vieux mot gaulois, et leur invention est très ancienne. Les Grecs en employaient pour annoncer la tenue des marchés et autres usages profanes, mais non pour le culte. Saint Paulin, évêque de Nola en Campanie, passe généralement pour le premier qui les ait fait servir à appeler les fidèles aux offices, vers l'an 400. Alcuin, sous Charlemagne, parle de plusieurs baptêmes de cloches. Le doge de Venise envoya à l'empereur Michel, en 865 les premières cloches qui eussent paru à Constantinople; elles étaient destinées pour sainte Sophie.

Parmi les objets employés au culte, il en est peu qui jouent un plus grand rôle et dont l'importance

soit mieux sentie dans les campagnes. De fait, un beau carillon contribue grandement à la splendeur du culte, donne de l'éclat à la solennité des fêtes, réjouit le cœur, exalte le sentiment religieux et prépare les populations chrétiennes à la célébration des mystères de la foi. Une belle sonnerie semble dans tout le monde chrétien le complément naturel d'une église. Tout le monde connaît les deux vers qui résument à merveille les multiples fonctions de la cloche :

Laudo Deum verum, plebem voco, congreco clerum,
Defunctos ploro, pestem fugo, festa decoro.

Aussi le clergé, les curés, les fabriques et les communes ont-ils généralement mis beaucoup de zèle à réparer les pertes faites à cet égard pendant la Révolution. Les curés de bien des pauvres paroisses ont fait à cet égard de véritables prodiges. Malheureusement la fonte des cloches et tout ce qui s'y rattache est peu familier au clergé; le nombre des ouvriers qui ont adopté cette spécialité est même trop petit pour que l'on soit à l'aise pour prendre des renseignements convenables; aussi les paroisses sont fort éloignées d'avoir été servies à proportion de leurs sacrifices. Nous allons tâcher de les aider à obtenir dans la suite l'équivalent de ce qu'elles déboursent.

Deux métaux sont nécessaires à la confection des cloches, le cuivre et l'étain : le cuivre dans la proportion de 75 à 78 centièmes, l'étain dans la proportion de 22 à 25; plus de cuivre rend le son sourd, plus d'étain rend la cloche cassante.

La proportion entre la valeur vénale de ces deux métaux est variable, mais chacun s'écarte peu de deux francs le kilogramme. Pour connaître le cours du moment, il faut s'adresser à des marchands de fer en gros, qui tiennent ordinairement aussi des approvisionnements de cuivre et d'étain. Le cuivre le plus rouge à la cassure est en général le plus pur de tout alliage; le plus fin vient de Russie; il est préférable à celui d'Angleterre qui est fort commun dans le commerce. L'étain le plus employé est celui de Cornouailles et de Devonshire, en Angleterre. Il doit être dur est presque aussi blanc que l'argent, peu sonore, quand il est frappé, mais criard quand on le ploie. L'étain qui est gris ou tendre est allié de plomb; celui qui est sonore est allié de zinc ou de régule d'antimoine. Or le zinc et le plomb sont nuisibles dans les cloches, ils n'entrent point dans la composition des instruments sonores, et dans tous les cas ils ont une valeur commerciale extrêmement inférieure à celle de l'étain (à peu près le quart).

C'est le cuivre de première qualité qui doit être employé à la fonte des cloches, et c'est l'étain de seconde, mais parfaitement pur, comme nous l'avons dit. Il faut stipuler avec soin, en traitant, la qualité du cuivre et la pureté de l'étain : on peut exiger la remise d'échantillon. Après leur examen par un homme de l'art, soit un chimiste, si l'on en connaît d'assez habile et assez complaisant,

soit un ouvrier en métaux, n'ayant aucune relation d'intérêts ni de société avec le fondeur de cloches, on annexerait ces échantillons au traité en les mettant sous le cachet commun du fondeur et d'un membre de la fabrique. On stipule, bien entendu, que rien ne sera mis dans le fourneau qu'après que des experts choisis par la fabrique auront reconnu la conformité des matières avec les échantillons, tant par l'inspection que par les factures, etc¹. Le même traité réserve à la fabrique le droit de faire analyser des portions de métal détachées de la cloche pour vérifier la pureté et les proportions du métal; que s'il y a du plomb ou du zinc, la fabrique opérera sur le prix un rabais égal à tout le poids de ces métaux introduits dans la cloche. Le son de la cloche et son accord avec les autres, si elle n'est pas seule, doivent être soumis à l'appréciation de musiciens experts, nommés dans le traité. Enfin le fondeur doit s'engager à poser la cloche et fournir sans augmentation de prix les accessoires, c'est-à-dire le mouton, le battant, les cordes.

Disons maintenant un mot de l'art du fondeur de cloche. La cloche ne doit point avoir une épaisseur énorme. La pince, c'est-à-dire l'endroit où doit frapper le battant, est la partie la plus épaisse, afin de résister au choc de ce dernier : le cerveau doit ensuite avoir une épaisseur suffisante pour porter le poids de la cloche entière; et la partie intermédiaire se fait plus légère, parce qu'elle a moins de fatigue. C'est l'épaisseur de la pince, appelée corps, qui se prend pour unité; le cerveau doit en avoir les $6\frac{1}{15}$ ^e, et la partie intermédiaire les $5\frac{1}{15}$ ^e, les anseaux 2 tiers d'équarissage, et 2 quarts de hauteur. La hauteur de la cloche, jusqu'à la naissance des anseaux, est de 12, et le grand diamètre de la cloche 15. S'il y a plusieurs cloches devant sonner à la distance d'une note pleine, comme *ut*, *ré*, *mi*; la seconde aurait pour diamètre les $9\frac{1}{10}$ ^e du diamètre de la première; et la troisième les $9\frac{1}{10}$ ^e du diamètre de la seconde; toutes les autres parties à proportion. Dans cet état de choses, la petite cloche pèse moitié de la grosse, et la moyenne moitié des deux réunies.

Lorsqu'on prépare le moule, on doit réserver des ouvertures ou événements pour l'écoulement des gaz, autrement il y aurait dans la cloche des soufflures, des bulles d'air qui en diminueraient la solidité. Il est nécessaire que le moule ait une épaisseur proportionnée à la masse de métal qu'il doit supporter. Pour augmenter sa résistance, on l'entoure de terre ou de sable battu; mais il faut éviter d'employer pour cet usage des terres imprégnées d'humidité, elles pourraient ramollir le moule et lui ôter sa force de cohésion. J'ai vu une fonte manquer de cette manière, et le métal fuir complètement à travers les fissures du moule.

J'ai dit qu'il fallait vérifier le métal lorsqu'on

l'apporte pour l'enfourner, cela ne suffit pas; il est encore à peu près nécessaire de faire garder le fourneau par les experts, pour s'assurer qu'on n'introduit pas plus tard des métaux de rebut. En effet, d'ordinaire on ne met point au four le métal aussitôt qu'on allume le feu; si le combustible n'est pas trop cher, on préfère échauffer d'avance un peu le four, le métal fond ensuite plus rapidement et avec moins de perte. On y place d'abord le cuivre avec un peu de bronze, puis, quand il est fondu, on y jette les morceaux de cloche à refondre, qui fondent immédiatement; et enfin on y jette l'étain le dernier, parce qu'il s'oxyde et se volatilise avec plus de facilité et que dès lors il éprouverait une grande diminution s'il était soumis longtemps à l'action du four. Cette masse de métal doit être d'au moins 10 pour cent supérieur au poids que l'on compte donner aux cloches à fondre, parce qu'il y a ordinairement un déchet de 4 pour cent, ou de 3 si tout est de première qualité, et qu'il peut survenir au four des fissures insensibles qui donnent lieu à des pertes. J'ai vu une cloche de deux mille kilogrammes manquée quelque part de cette manière; le métal fit défaut, elle se trouva sans anseaux : il fallut la refondre.

Lorsque le cuivre et l'étain sont parfaitement fondus, on les brasse fortement pour opérer l'alliage des deux métaux, et les combiner parfaitement. La coulée doit avoir lieu quand le métal est bien bouillant : le tact d'un bon fondeur consiste à bien saisir ce moment; s'il coule la cloche trop tôt, le métal manque de densité et de cohésion, la cloche ne peut produire un son clair et moelleux, elle peut même manquer de solidité. S'il ne coule pas assez promptement, le déchet est plus considérable, car tous les métaux autres que l'or et l'argent sont sujet à perdre beaucoup par l'oxidation et la volatilisation.

C'est seulement le surlendemain de la fonte qu'on doit déterrer les cloches d'un gros calibre pour les faire refroidir graduellement. Lorsqu'elles sont froides et qu'on veut faire analyser leur composition, il ne faut pas prendre les bavures du bord inférieur, elles contiennent presque toujours un excès d'étain. Si l'on veut employer la voie de l'analyse chimique pour connaître l'identité de composition de deux cloches, c'est-à-dire si l'étain et le cuivre sont respectivement dans les mêmes proportions, il faut prendre sur toutes deux des limailles à la même hauteur, parce qu'ordinairement, dans une grande cloche, la proportion est fort éloignée d'être la même à la partie inférieure et à la partie supérieure; les anseaux contiennent toujours un excès de cuivre, et le bord inférieur de la cloche un excès d'étain. Cela tient à ce que les molécules de cuivre se cristallisent avant le refroidissement de l'étain, celui-ci vient remplir tous les pores de la partie inférieure d'une manière plus complète. Si l'on veut seulement s'assurer qu'il n'y a point de plomb ou de zinc, peu importe où l'on prendra l'échantillon; cependant il est toujours préférable de le prendre au bord

¹ L'étain de première qualité, qui vient des Indes sous le nom d'étain de Banco serait trop cher. Il sert à l'étamage des épingles, etc.

inférieur. Après que la cloche a été sculptée, on la pèse en présence, s'il se peut, de connaisseurs. Comme on peut toujours avoir quelque défiance des balances, on peut employer la méthode des doubles pesées; ainsi après avoir fait équilibre exact à la cloche avec des objets quelconque, on l'ôte de la balance et on la remplace sur le même plateau par des poids de l'exactitude desquels on soit sûr, ainsi on est certain de son poids réel.

La cloche fondue, pesée, son alliage vérifié, ou admis sans vérification, il s'agit d'en juger le son; c'est l'affaire des musiciens. C'est surtout une chose importante quand plusieurs cloches doivent composer une sonnerie. Car alors, les cloches doivent être d'accord. Il arrive assez rarement que cet accord soit obtenu avec une rigueur mathématique, et il résulte de là que presque toujours les experts, s'ils ne sont point des gens fermes et complètement indépendants, donnent raison au fondeur.

Il faut donc choisir des personnes qui, par leur position et leur caractère, offrent des garanties suffisantes. On peut ensuite insérer au traité un point de comparaison pour fixer rigoureusement la tolérance dont le fondeur jouira, ce qu'il ne pourra excéder.

Pour sonner les cloches, on adapte une pièce de bois appelée mouton aux anseaux, à l'aide de brides, d'écrous et de vis en fer de première qualité, c'est-à-dire fabriqués au charbon de bois. Ces ferrements rendus posés, valent 1 fr. 40 à 1 fr. 50 le kilogramme. A la partie inférieure du mouton on encastre une barre de fer plus longue que lui d'environ 1 décimètre à chaque bout. C'est ce qu'on appelle l'aiguille de la cloche destinée à la porter et reposant elle-même sur deux coussinets dont sont armées les pièces de bois destinées à les recevoir.

Des boulons à vis et deux viroles ou frettes retiennent l'aiguille au mouton. Il faut que les marguilliers et le sonneur s'assurent que les viroles sont ajustées bien exactement et que l'aiguille ne vacille pas, car, si elle venait à se détacher ou se rompre, il en résulterait presque toujours des accidents graves par la chute de la cloche; pour les prévenir, il faut resserrer l'aiguille et la virole avec de petits coins de fer.

Le mouton doit toujours être de cœur de chêne, ayant trois ans de coupe, parfaitement sec et net de nœuds et bois blanc. Il y a deux modes différents de disposer l'aiguille et ses coussinets: ils peuvent être cylindriques, c'est l'ordinaire pour les petites cloches; ou ils peuvent être à grain d'orge, ce qui est bien préférable pour les grosses, qui de cette manière sont infiniment plus faciles à mettre en branle. La caisse des coussinets à grain d'orge présente le chiffre 3 renversé, ou, ce qui est la même chose, la lettre grecque ω ; et les tourillons de l'aiguille ont une concavité dans le milieu, de sorte qu'ils sont placés sur le coussinet comme sur un pivot, en descendant alternativement dans la concavité droite et la concavité gau-

che du coussinet. De cette façon le frottement est presque insensible, surtout si l'on a eu soin de bien tremper les coussinets, de les graisser et de les couvrir exactement de manière à ce qu'il n'y tombe ni poussière, ni ordure quelconque. Lorsque la cloche est posée, on y adapte le battant; il doit être aussi en fer, extrêmement doux et bien homogène, afin de s'user préférablement à la cloche et de ne la point casser. Le poids du battant est généralement égal à 5 pour cent des 500 premiers kilogrammes, 4 1/2 des 500 suivants, et ensuite en diminuant graduellement de cinq cents en cinq cents suivant la première progression, et, *vice versa*, on augmente proportionnellement le battant pour les petites cloches. Les ferrements du mouton sont ensemble à peu près du même poids et du même prix.

(Suite et fin au prochain numéro.)

COURRIER DE L'UTILE

En l'informant que le petit délai qu'il a réclamé lui sera bien volontiers accordé, je remercie l'aimable correspondant qui, « en témoignage de bonne volonté et d'amitié », me fait tenir la note qui suit. Elle contient, me dit-il, « le résultat de longues et sérieuses observations. » Il est certain qu'elle est très scientifiquement quoique très simplement raisonnée et ses conseils sont d'une utilité quotidienne et indiscutable.

SOINS A PRENDRE CONTRE L'HUMIDITÉ

Commençons, s'il vous plaît, par une petite répétition de physique.

1^o Plus l'air est chaud, plus il dissout de vapeur d'eau.

2^o Plus celle-ci approche de la saturation, plus l'air est malsain.

3^o Quand il y a saturation, l'excès de vapeur devient brouillard.

4^o L'état hygrométrique de l'air ne dépend pas seulement de la quantité de vapeur qu'il contient, mais aussi de sa température: ainsi, la même atmosphère sera très-sèche à 25 degrés et très-humide à 10 degrés.

5^o La couche d'air en contact avec un corps froid en prend immédiatement la température. Si, par le fait, cet air devient saturé de vapeur, l'excès de celle-ci se dépose à la surface du corps froid. C'est ce qui fait dire au vulgaire qu'un mur, une carafe *suent*.

Cela posé :

1^o N'aérez jamais par le brouillard ni par la grande pluie les appartements non chauffés. Au contraire, il sera toujours bon de leur donner beaucoup d'air par un temps serein.

Les salles habituellement fréquentées doivent être copieusement aérées par tous les temps, dans chaque intervalle compris entre deux réunions; cela d'autant plus exactement que le volume en est moindre par rapport au nombre de ceux qui les fréquentent: car les exhalations cutanées et

la respiration, outre qu'elles vicient l'air, y répandent beaucoup de vapeur d'eau.

Les chambres à coucher doivent être aérées tous les jours où l'on y a habité, *plus ou moins*, selon le temps ; mais à quel moment de préférence ?

— Dès le matin, par les gelées sèches et par les temps pluvieux. Dans le premier cas, le soleil n'a pas eu le temps de pomper les vapeurs ; dans le second, l'air, plus froid, en contient moins.

— Les jours de brouillard, dès que celui-ci est tombé, si cela a lieu ; sinon, au moment où la vue s'étend le plus loin. Cette dernière observation est du reste bonne par tous les temps.

— Dans l'après-midi, aux beaux jours du printemps et de l'automne. Mais, fermez les fenêtres dès que la température baisse et que l'atmosphère perd sa limpidité : votre chambre se refroidirait et deviendrait malsaine.

— De bon matin, pendant les grandes chaleurs : puis vous fermez portes, fenêtres et volets, et votre appartement demeure relativement frais.

2^o Quand vous chauffez un appartement, vous éloignez du point de saturation l'air qu'il renferme. Mais alors celui-ci, absorbant la vapeur de l'air extérieur, en contient bientôt beaucoup plus que lui à volume égal. Cette vapeur, à son tour, tend à se déposer sur les meubles et sur les murs encore froids. Laissez refroidir la pièce : il y régnera une atmosphère plus humide que celle du dehors. Donc, ou ne chauffez pas vos chambres, ou les chauffez tout de bon. Cela soit dit en particulier des dortoirs. Toutefois, par les temps si humides que l'air y est saturé de vapeur, il n'y a évidemment rien à perdre à faire du feu, si peu que ce soit. Item au dégel, pour réchauffer les murs.

3^o Rien n'est plus malsain qu'une chambre incomplètement chauffée par la communication avec une pièce voisine : l'humidité de celle-ci va s'emmaganiser dans celle-là. Disons-le, *a fortiori*, d'une maison où on laisse se répandre les vapeurs d'une buanderie, par exemple.

4^o Pour ce qui est des pianos et autres instruments ou meubles délicats :

Le mieux, est, à coup sûr, d'entretenir habituellement du feu dans les pièces où ils se trouvent. Sinon, il serait préférable de n'en point faire du tout ; car, un piano est lent à s'échauffer ; pendant ce temps l'humidité s'y accumule, et ensuite, il faut un temps égal pour qu'elle se dissolve de nouveau dans l'air ambiant.

Mais, cette règle est souvent impossible à observer, en cas de réunion, par exemple : outre que les convenances s'y opposeraient, la respiration de plusieurs personnes aurait bientôt rendu l'air humide. Faites alors, trois heures à l'avance, un feu vif et continu qui, échauffant promptement la pièce, ne laisse pas à l'humidité le temps de s'établir dans l'instrument. Aussitôt la réunion terminée, aérez abondamment s'il fait un temps sec, quoique froid. Dès que l'air est renouvelé,

fermez vos fenêtres. S'il fait mauvais temps, continuez le feu jusqu'à un moment propice. Sinon, résignez-vous à avoir un piano pour longtemps peut-être défectueux.

5^o Quand le dégel se déclare, tenez soigneusement closes toutes les ouvertures des églises, corridors et appartements non chauffés, de façon à empêcher, autant que possible, l'invasion de l'air humide, qui ferait « suer » les murs. Ceux-ci se réchaufferont peu à peu par l'extérieur. Au premier bon coup de soleil, ou à la première gelée, ouvrez au large portes et fenêtres.

6^o N'arrosez, surtout ne lavez jamais le pavé, bien moins encore le plancher d'une église en hiver. En quelque temps que vous le fassiez, maintenez une ventilation active jusqu'à ce que le sol soit aussi sec que l'état de l'atmosphère le permet. Même pendant la saison la plus chaude, et dans les églises les moins fraîches, la prudence permet rarement de se départir de cette règle. On peut la modifier de la manière suivante dans les appartements pourvus d'un bon appareil de chauffage, si l'on veut les sécher plus rapidement : Faites un bon feu durant une heure environ ; renouvelez l'air pendant cinq minutes et recommencez trois ou quatre fois ce manège : votre plancher est sec.

CONSEIL INTÉRESSANT

Un de nos collègues, qui vient de faire une visite à la Grande-Chartreuse, termine le récit de son excursion par ce petit conseil pratique :

Ne jamais acheter de chartreuse en litre, si l'on veut être certain de son authenticité.

Le fond du verre étant très épais, on le perce à la vrille, on vide la chartreuse pour la remplacer par de la liqueur contrefaite, puis on bouche le petit trou à la lampe d'émailleur. Le tour est d'autant mieux joué, que l'étiquette reste authentique.

Avec la bouteille d'un demi-litre, cette petite plaisanterie est impossible, la forme du verre ne permettant pas un commerce aussi industriel.

Le renseignement vient du Frère Onésime. Il doit donc être bon.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 19 januarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Les avantages *tout particuliers*, accordés aux membres du Clergé, par la maison **GALAND**, (fabrique d'armes), 13, rue d'Hauteville, à Paris, nous portent à engager nos lecteurs à s'adresser à cette maison, très justement réputée, pour toutes les acquisitions qu'eux et leurs amis pourraient avoir à faire, en armes de chasse et autres.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA SEPTUAGÉSIME : LE SOUVERAIN PRÊTRE

Juravit Dominus et non pœnit-
tebit eum; Tu es sacerdos se-
cundum ordinem Melchisedech.
(Ps., cix.)

Il y a un générateur plus auguste du sacerdoce que l'évêque; il y a un chef plus sublime de la hiérarchie que le premier des évêques, je veux dire Notre Saint-Père le Pape : ce générateur, ce chef, c'est Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui est à la fois l'instituteur du sacerdoce et le premier des prêtres, — le seul prêtre véritable duquel tous les autres tiennent leur pouvoir : *Christus est fons totius sacerdotii* (S. Thom., III, q, xxii, a. 4). Avant d'aller plus avant dans l'explication du vénérable sacrement de l'Ordre, fixons nos regards sur Jésus souverain prêtre. La méditation de ce sujet grandira notre amour pour notre divin Sauveur et notre estime pour le sacerdoce chrétien.

I

Notre-Seigneur Jésus-Christ est prêtre : c'est une vérité de foi inscrite dans la sainte Écriture et proclamée par les conciles, et notamment par le concile de Trente (Sess. xxii, c. I.). C'est le Saint-Esprit lui-même qui l'a consacré Pontife, et l'huile sacro-sainte de son sacerdoce c'est l'union hypostatique. « Le Seigneur l'a juré, s'écrit le psalmiste en faisant parler Dieu le Père, et le Seigneur n'en aura point de regret : Vous êtes prêtre pour l'éternité selon l'Ordre de Melchisédech. » L'Apôtre S. Paul, dans sa magnifique épître aux Hébreux, relève dans d'immortelles paroles les gloires et les caractères du sacerdoce de son divin Maître. Il est prêtre choisi parmi les hommes par Dieu lui-même, pour être le glorificateur officiel de la Trinité et le Sauveur des humains, principalement par son immolation sanglante du Calvaire. Il est prêtre non point suivant l'ordre d'Aaron, dont le ministère ne devait être que temporaire, mais suivant l'ordre de Melchisédech, parce que, comme le Christ, Melchisédech est à la fois roi et pontife, roi de paix et de justice, sans ancêtres et sans successeur dans le sacerdoce.

Jésus porte une infinité de titres magnifiques. Ils sont figurés par cette multitude de diadèmes que S. Jean vit sur la tête du Verbe incarné, dans une vision de l'Apocalypse. Mais parmi ces titres, le plus glorieux, le plus expressif, le plus complet est celui de prêtre. Jésus est *roi*, il gouverne les âmes et a pouvoir pour régir les peuples. Jésus est *législateur* et, en cette qualité, il instruit, il dirige, il commande. Mais qui ne le voit ? Il n'y a dans ces deux qualités aucune relation à Dieu le Père; elles n'impliquent aucun devoir de religion envers sa majesté, sa sainteté, sa miséricorde, ses droits, sa gloire, ni aucun ministère de salut pour nous. C'est en son titre de *prêtre* que Notre-Seigneur a donné à son Père toute la gloire qui lui

est due et procuré à nos âmes toute la rédemption dont nous avons besoin. Même, il n'est roi et législateur que parce qu'il est prêtre. « Il est vainqueur et il est victime, dit S. Augustin, mais il est vainqueur parce qu'il est victime. » *Victor et victima, et ideo victor quia victima*. (Confess.^e lib, x., c. XLIII.)

Que dis-je ? Toutes les autres appellations de Notre-Seigneur dérivent de celle de prêtre, ou s'y trouvent contenues.

Jésus est notre *médiateur* et notre *avocat*, mais ces deux qualités sont renfermées dans celle de prêtre. C'est parce qu'il est prêtre qu'il est entre Dieu et nous, et qu'il intercède et plaide sans cesse pour nous. Les plaies qu'il montre à son Père dans le ciel, afin de le toucher en notre faveur, sont les marques authentiques et ineffaçables de sa fonction de prêtre qu'il a exercée sur lui-même en s'immolant pour nous.

Il est *réconciliateur*, *rédempteur*, *sauveur*; mais c'est dans son office de prêtre et son état d'hostie, où son sacerdoce le fixe, qu'il nous a réconciliés avec son Père, rachetés de l'empire de Satan et sauvés de la mort éternelle.

Il veut bien être notre *père*, notre *frère*, notre *ami*, notre *pasteur*, *l'aliment* de nos âmes, notre *époux* immortel. Or, c'est encore en qualité de prêtre qu'il porte tous ces titres, et qu'il fait les œuvres de charité qu'ils supposent. Il est notre père : c'est dans l'exercice de son sacerdoce qu'il s'est montré père, en nous engendrant à la vie par sa mort. Il est notre frère « ayant pris part à notre chair et à notre sang », non seulement pour être « le premier entre un grand nombre de frères », mais pour faire de cette chair et de ce sang la matière de son sacrifice et « se montrer, dans cette ressemblance avec ses frères, un pontife miséricordieux et fidèle ». Il est notre ami, puisqu'il nous a manifesté, en s'immolant, « la plus grande preuve de dilection, qui est de donner sa vie pour ses amis ». Il est notre pasteur, livrant dans son sacrifice, « sa vie pour ses brebis ». Il est l'aliment de nos âmes et notre époux, puisque telle est la fin de son sacerdoce qu'il se constitue, au Très-Saint Sacrement, notre hostie, afin de se donner à nous en nourriture et de contracter ainsi avec nous la plus intime et la plus durable alliance.

Il y a plus, Jésus sera un jour notre juge; et cette fonction est encore une conséquence de son sacerdoce. Il jugera les justes, en les consommant dans son amour, ce qui veut dire qu'il les consacrera comme lui victimes à la gloire éternelle de son Père; car c'est là la consommation de l'amour éternel. Il jugera les pécheurs, en portant contre eux la sentence irrévocable, sentence qui les consacrera aussi victimes, mais victimes de son éternelle justice¹.

Donc, gloire, honneur, amour à Jésus notre

¹ Le P. Giraud, *Prêtre et Hostie*, ouvrage plein de piété et de doctrine.

juge, notre époux, notre aliment, notre pasteur, notre ami, notre frère, notre père, notre sauveur, notre médiateur, notre législateur et notre roi ! Mais surtout, gloire, honneur, amour à Jésus notre Pontife incomparable ! *Habentes pontificem magnum !* (Heb. iv, 14). O Sauveur, ô Prêtre, faites-nous participants des bienfaits de votre sacerdoce ; mais pour que nous en profitions mieux, apprenez-nous les augustes caractères de ce divin sacerdoce qui est le vôtre !

II

I. Le prêtre, dit S. Paul, doit remplir un double office : il faut qu'il glorifie Dieu, il faut qu'il purifie et qu'il sanctifie les hommes, *constituitur in iis quæ sunt ad Deum, ut offerat dona et sacrificia pro peccatis* (Heb., v, 1). Notre-Seigneur a accompli avec une perfection achevée cette mission du prêtre : aussi le premier caractère de son sacerdoce c'est une admirable plénitude. Il a exercé sa fonction de prêtre par ses prières si sublimes qu'il a continuées tout le temps de sa vie jusqu'à son dernier soupir. Dévoré du zèle de Dieu et des âmes, brûlant de se sacrifier par la pénitence, il a fait connaître son Père par ses prédications et par ses exemples ; il s'est humilié et il a souffert pour nous. Sans cesse il adorait la majesté infinie, sans cesse il la louait, sans cesse il implorait ses miséricordes en notre faveur. *Constituitur in iis quæ sunt ad Deum, ut offerat dona et sacrificia pro peccatis* ! Dès son entrée dans le monde il dit à son Père : Vous n'avez plus voulu l'hostie et l'oblation de la loi ; à cause de cela, vous m'avez donné et formé un corps. Les holocaustes et les sacrifices pour le péché ne vous ont pas été agréables, alors j'ai dit : Voici que je viens, ô Dieu, pour faire votre volonté. Et ces sentiments ont été ceux de toute son existence mortelle. Faire la volonté de Dieu pour l'honorer, faire la volonté de Dieu pour expier, *in iis quæ sunt ad Deum ut offerat pro peccatis* !

Il n'y a rien de plus grand dans l'univers que Jésus-Christ, dit Bossuet ; il n'y a rien de plus grand dans Jésus-Christ que son sacrifice ; il n'y a rien de plus grand dans son sacrifice que son dernier soupir, et que le moment précieux qui sépara son âme très adorable de son corps. (Réflexions sur l'agonie de J.-C.). Aussi bien est-ce sur l'autel de la croix que Jésus-Christ, en s'immolant à la gloire de son Père et pour le salut du monde, a exercé pleinement et principalement son office de prêtre. Au moment de son incarnation, au temple de Jérusalem dans le jour de la Purification, il avait fait l'oblation de la victime ; pendant toute sa vie il avait fait la préparation de la victime par la prière, par la pénitence, par les abaissements inouïs ; mais c'est sur le Calvaire que se fait l'immolation, après qu'il s'est assouvi d'humiliation et de souffrance, *saginari voluptate patientiæ volebat* (Tertul.). C'est alors surtout qu'il a honoré Dieu autant qu'il le mérite, en s'abaissant pour reconnaître ses grandeurs jusqu'au

néant de la mort, après avoir subi les incroyables opprobres de la Passion. C'est alors surtout qu'il a expié pour tous les péchés du monde en satisfaisant par son trépas à la justice divine, et avec quelle efficacité !

II. Le second caractère du sacerdoce de Jésus-Christ est en effet une infinie efficacité. Par toute sa vie et surtout par son immolation sanglante du Calvaire, il a réalisé, avec une perfection infinie, ce que tous les sacrifices précédents n'avaient que figuré. « Il y avait, dit saint Thomas, dans la loi ancienne trois ordres de sacrifices : sacrifice pour le péché, hostie pacifique, et holocauste. » Or Jésus a été tout cela : sacrifice pour le péché, puisqu'il est écrit « qu'il a été livré à cause de nos fautes ; » hostie pacifique, dont la fin était d'obtenir le salut de ceux en faveur de qui elle était offerte, puisque c'est de Jésus-Christ que nous recevons la grâce qui nous sauve, suivant ces paroles de l'Apôtre : « Il a été fait pour ceux qui se soumettent à lui, la cause du salut éternel ; » enfin holocauste, qui avait pour fin l'union parfaite avec Dieu, laquelle union se fera surtout dans la gloire, puisque c'est par Jésus-Christ que nous avons obtenu la perfection de la gloire, selon ce que dit saint Paul : « Nous avons confiance d'avoir par son sang entrée au tabernacle saint, c'est-à-dire dans la gloire céleste. » Du reste, remarquons-le bien, tous les sacrifices lévitiques n'avaient par eux-mêmes, pour honorer Dieu et sanctifier les hommes, aucune efficacité ; toute leur vertu leur venait du sacrifice du Sauveur. Sacrifice infini en valeur puisqu'il eut un Dieu pour prêtre, un Dieu pour victime ! Sacrifice qui a glorifié, exalté, adoré, remercié la sainte Trinité à l'égal de ses grandeurs et cela à jamais, au nom de toute créature ! Sacrifice qui a expié tous les crimes de l'univers, qui a réparé tous les péchés du monde, et qui a mérité toutes les grâces qui doivent consommer le salut des élus, *una oblatione consummavit in sempiternum sanctificatos*. Oh ! qu'il est grand, le prêtre de la loi nouvelle, *intuemini quantum sit hic* ! Oh ! que ses perfections sublimes surpassent toutes les forces de notre discours, *de quo nobis grandis sermo, et interpretabilis ad dicendum* ! Il est saint, il est immaculé, il est séparé de la troupe des pécheurs, il est plus élevé que les cieux, *sanctus, innocens, impollutus, segregatus a peccatoribus, et excelsior caelis factus* ! Il est la source du salut pour tous ses disciples, *omnibus obtemperantibus sibi causa salutis æternæ* ! Maintenant il est à la droite de son Père dans les splendeurs des cieux, et il continue à sauver ceux qui ont recours à lui, car il est prêtre pour l'éternité ; c'est là le troisième caractère de son sacerdoce, *sempiternum habet sacerdotium* !

III. En effet, tant que durera l'Eglise militante, elle n'aura qu'un prêtre véritable : Notre-Seigneur Jésus-Christ. Les autres prêtres qu'il a établis ne sont que ses représentants, chargés d'appliquer aux âmes les fruits inépuisables de la Rédemption

du Calvaire, par la prédication, par l'administration des sacrements, et surtout par le saint sacrifice de la Messe. Ils ne sont rien par eux-mêmes, ils ne sont quelque chose que par Jésus-Christ. C'est Jésus-Christ qui prêche par ses prêtres; c'est Jésus-Christ qui consacre par ses prêtres; c'est Jésus-Christ qui baptise; qui absout par ses prêtres. *Petrus baptizat, hic est qui baptizat; Paulus baptizat, hic est qui baptizat; Judas baptizat, hic est qui baptizat.* (S. Aug.) De plus, du haut du ciel, il ne cesse d'intercéder pour nous auprès de son Père, l'honorant, le bénissant, l'apaisant en notre lieu et place par la voix toute-puissante de ses plaies qu'il a gardées en son corps glorifié, *semper vivens ad interpellandum pro nobis.*

Et quand les portes du ciel auront été ouvertes à tous les élus, quand le règne de l'éternité aura définitivement commencé pour tous les prédestinés, Notre-Seigneur Jésus-Christ continuera son office de Pontife, pour les siècles des siècles, *tu es sacerdos in æternum, sempiternum habet sacerdotium!* Éternellement il rendra grâces pour les bienfaits accordés aux anges et aux hommes; éternellement il adorera la divine majesté au nom de toute créature; éternellement son sacrifice persévérera dans sa consommation et son achèvement qui est pour les élus la possession du paradis!

Tel est notre grand Pontife. C'est par lui, en lui, et avec lui que toute gloire et tout honneur sont rendus à la très sainte Trinité. C'est par lui, en lui et avec lui que nous sommes délivrés du péché et sauvés de la mort éternelle. A lui notre foi, notre confiance et notre amour! Par lui repos et sécurité sur notre avenir! Avec lui, sous la direction de ses représentants, sanctification de nos âmes, pour arriver au bonheur éternel!

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation de l'Index.

Un décret de la Sacrée Congrégation de l'Index, en date du 14 décembre 1886, condamne et proscrit les ouvrages suivants :

L'Eglise et l'Etat dans la seconde moitié du III^e siècle (249-284), par B. Aubé, Paris, 1884. Decr. 25 junii 1886.

Le Syllabus sans parti pris, par l'abbé L.-A. Bosseboeuf, du diocèse de Tours. Paris, 1885, 1 vol. in-12, p. xiii-365.

L'Encyclique IMMORTALE DEI, le Syllabus et la Société moderne, par l'abbé L.-A. Bosseboeuf, du diocèse de Tours. Tours, 1886. 1 vol. in-12, pag. lvi-365.

Le Diable. — La Personne du Diable. — Le personnel du Diable, par Jules Baissac. Paris, Maurice Dreyfous, éditeur.

Jesus Christus und die Essener, Nach den Visionem der Augustiner Nonne Annas Catharina Emmerich von Carl Buddeus. Méran, 1886.

— Latine : *Jesus Christus et Esseni, juxta visio-*

nes Annæ Catharinæ Emmerich, monialis ordinis S. Augustini, auctore Carolo Buddeus. Merani, 1886. *Opus prædamnatum ex II Regula Ind. Trid.*

Memoria lida perante o conselho superior de instrucção publica na cessão annual ordinaria de 1885, pelo vogal do mesmo conselho Dr Damazio Jacinto Fragoso. Lente de vespera, da faculdade de theologia na Universidade de Coimbra, antigo professor proprietario no lycen nacional d'Evora, socio effectivo do instituto, ex governador do Bispado de Aveiro, examinador prosynodal, etc. Coimbra, imprensa da Universidade, 1885. Decr. S. Off. feria IV die 1 septembris 1886.

Giacomo Barzellotti. *David Lazzaretti di Arcidosso detto il Santo, i suoi seguaci e la sua legenda.* Bologna, Nicola Zanichelli. 1885. Dec. S. Off. feria IV die 1 septembris 1886.

Opus : la Vita di G. C. — Esame critico sulle parabole, e sui miracoli, per David Strauss, confutata e completata nel N. e V. Testamento, del P. Carlo Maria Curci : « quod falso attribuitur P. Carolo Maria Curci, » stampata in Roma, 1886, tipografia edictrice via del Nazareno, 14. Decr. S. Off. feria V die 9 decembris 1886.

Auctor (G. B. Savarese) *opusculi cujus titulus : la Scomunica di un idea — Risposta al Card. Vicario di Roma, prohib.* Decr. S. Off. feria IV die 26 decembris 1884, laudabiliter se subjecit et illud reprobavit.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Saint Remy est patron de ma paroisse : 1° S'il tombe un dimanche, quelles oraisons dois-je dire à la grand-messe chantée avec exposition; et dans quel ordre?

2° S'il tombe pendant la semaine, je dois faire, le premier dimanche d'octobre, solennité de S. Remy, la messe est chantée avec exposition. Quelles oraisons dois-je chanter, et dans quel ordre?

3° La solennité du saint Rosaire sera remise au 2° dimanche; c'est la fête de la Maternité de la Ste Vierge; il y a aussi, comme cette année, une fête double empêchée, S. Louis Bertrand. Quelles oraisons doit-on dire et dans quel ordre doit-on les chanter : 1° s'il y a exposition du Saint Sacrement, et 2° s'il n'y a pas exposition?

4° Sainte Brigitte, qui est fixée au 8 octobre, empêchée par le *Dies octava*, était fixée au 12 octobre, qui était le premier jour libre; mais, depuis 1884, au nouveau propre du diocèse, S. Gislain, double, est fixé au 6 octobre, et S. Denys second, est fixé au 12. Sainte Brigitte doit-elle lui céder la place pour être transférée au premier jour libre qui est le 16?

5° Le 7 octobre 1885, l'Ordo imposait l'office votif de S. Joseph; devais-je faire de l'octave et, dans ce cas, fallait-il faire commémoration de l'office votif?

6° Ordinairement, quand on fait un enterrement à plusieurs prêtres, les parents demandent des messes basses pendant les Matines.

I. L'enfant de chœur peut-il agiter la sonnette pendant ces messes?

II. Si la coutume, ou l'abus est de le faire, les chœurs et les officiants doivent-ils se mettre à genoux pendant l'élévation et interrompre le chant?

On dit des messes aux trois autels, en même temps ; mais il peut se faire que les élévations se succèdent : doit-on interrompre trois fois le chant ?

7° Je vous serais bien reconnaissant si vous vouliez faire l'octave de S. Remy, qui est patron d'un grand nombre de paroisses.

R. — Ad I. Lorsque votre fête patronale saint Remy tombe un dimanche, et que le Très-Saint Sacrement est exposé, vous devez, à la messe solennelle ou chantée, faire d'abord la commémoration du dimanche, et ensuite celle du Très-Saint Sacrement.

Ad II. Lorsque cette fête patronale tombe dans la semaine et qu'elle est remise au dimanche suivant, on agit comme nous venons de le dire dans la réponse précédente.

Si cette solennité coïncidait avec une fête double majeure, par exemple avec les saints Anges gardiens ou saint François d'Assise, on devrait aussi faire cette commémoration, et on la placerait avant celle du dimanche ; celle du Saint-Sacrement serait encore la dernière.

Ad III. Lorsque le saint Rosaire est empêché le premier dimanche d'octobre, il ne se transfère pas au second dimanche d'octobre, à moins d'un Indult. De droit commun, il doit se transférer au premier jour libre après le premier dimanche d'octobre, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des rites le 3 mars 1761, n. 4380, ad I.

Par conséquent, dans le second dimanche d'octobre, vous devez célébrer la fête de la Maternité.

Mais quelles mémoires devez-vous faire, si le Très-Saint-Sacrement est exposé ? D'abord celle de saint Louis Bertrand, qui est simplifiée, puis celle du dimanche, enfin celle du Très-Saint-Sacrement.

Ad IV. Vous devez maintenir au 12 octobre la fête de sainte Brigitte, qui est du grade double et qui d'ailleurs possède, et placer au 16 saint Denys, qui n'est que semi-double.

Ad V. Non, vous ne pouviez pas faire l'office votif de saint Joseph le 7, parce que ce jour était pour vous un jour *infra octavam*. Or la Sacrée Congrégation des rites a décidé, par un décret du 13 août 1883, que les offices votifs ne peuvent se réciter pendant les octaves.

Ad VI. On ne doit pas sonner aux messes basses qui se célèbrent pendant un office public. En effet, la Sacrée Congrégation des rites l'a décidé pour les messes basses dites pendant l'office public de la Collégiale de Sienne :

« Non esse genuflectendum, ne sacra, quibus assistant (canonici), per actum privatum interrumpantur; sed ad evitandum scandalum, quod in populo et assistantibus causari posset ob non genuflexionem, esse omittendam pulsationem campanulæ in Elevatione SSmi in dictis missis privatis. Hac die 5 martii 1667. »

Or, cette raison vaut pour tous les offices publics.

La coutume contraire est évidemment mauvaise et doit être éliminée.

Ad VII. Nous organiserons plus tard cette oc-

tave, parce qu'aujourd'hui nous sommes trop en retard envers bon nombre de nos vénérés confrères qui attendent nos solutions.

Q. — 1° Peut-on enterrer avec les cérémonies de l'Eglise un suicidé ? Dans quel cas peut-on le faire ?

Le certificat d'un médecin constatant qu'il y avait aliénation mentale suffit-il pour permettre l'enterrement avec les cérémonies de l'Eglise ?

Ne peut-on pas dire que la plupart des certificats de cette sorte sont des certificats de complaisance ? et alors que faire ?

Que dire de cette opinion que ceux qui se suicident sont privés au moins en partie de leur raison au moment de leur suicide ? Si cette opinion était admise comme vraie, tous les enterrements (avec les cérémonies de l'Eglise) des suicidés seraient permis.

2° J'admets parfaitement la réponse que vous donnez à la question qui demande le texte d'un décret qui interdirait l'usage de renfermer l'hostie de l'ostensoir entre deux lames de cristal. Cependant votre réponse ne me paraît pas complète, car par un principe réflexe, il est certain qu'il n'est pas permis de renfermer l'hostie de l'ostensoir entre deux lames de cristal de la même façon dont cela se pratique en France. En effet, tout objet touchant immédiatement la sainte hostie doit être béni, et le cristal n'est pas susceptible de recevoir une bénédiction. Bien entendu qu'il n'y aurait aucun inconvénient à renfermer l'hostie entre deux lames de cristal retenues par un cercle d'or ou d'argent doré sur lequel reposerait l'hostie, et pourvu que les deux lames de cristal fussent tellement concaves qu'il n'y ait pas crainte que l'hostie vienne à les toucher.

Il serait à désirer que les orfèvres fissent des lunules conformes aux règles.

Ad I. Non, à moins qu'il ne soit établi que le suicidé était privé de sa raison.

Le certificat du médecin, s'il est sérieusement et consciencieusement donné, peut être une preuve suffisante. Mais il y a lieu de le contrôler. S'il est clair que ce soit un pur certificat de complaisance, c'est une preuve nulle qui ne saurait mettre en sûreté la conscience du curé. Ce certificat d'ailleurs ne ferait pas prendre le change à l'opinion.

Il est malheureusement faux que tous les suicidés soient momentanément privés de leur raison, quoiqu'ils fassent une chose très irraisonnable.

Ad II. Nous avons répondu complètement à la question qui nous avait été adressée.

Une lunule confectionnée dans les conditions que vous indiquez, ne serait pas atteinte par le décret que nous avons cité.

Q. — Samedi 4 décembre, nous devions dire la messe de S. Pierre Chrysologue, docteur. Mais Ste Barbe étant une fête de confrérie pour les femmes, j'ai chanté la messe avec mémoire de saint Pierre. Nous avons le droit dans notre diocèse, Ce que j'ignore, c'est si je devais dire le *Credo* à cause de la fête du saint docteur. Devais-je aussi dire le *Gloria* ? Ce n'était pas précisément une messe votive, puisque la fête de sainte Barbe tombe aussi le 4 décembre.

2° Une personne tertiaire de l'ordre de S. François d'Assise me demande, pour gagner l'indulgence, de prononcer cette absolution : « Auctoritate a Summis Pontificibus mihi concessa, plenariam omnium peccatorum tuorum indulgentiam tibi impertior, in Nomine Patris, etc. »

Que pensez-vous de cette absolution ?

Est-il nécessaire que je la prononce pour que la personne gagne l'indulgence? D'ailleurs elle est obligée de m'apporter chaque fois, son livre, attendu que je ne sais pas cette formule. Je puis la transcrire, c'est vrai, mais je ne la posséderai pas toujours lorsque la personne se présentera. Votre avis s'il vous plaît?

R. — Ad I. Vous ne pouviez pas dire le *Credo*, bien qu'il soit attaché à la fête de S. Pierre Chrysologue. La raison en est que vous ne célébrez pas la messe de ce saint, mais celle de sainte Barbe.

Lors même que votre messe de confrérie eût été chantée, néanmoins elle ne devait pas avoir de *Credo*, parce que le chant n'empêche pas une messe votive de rester messe votive privée. Or on ne dit pas le *Credo* aux messes votives privées. Du reste ce cas a été décidé en 1690, sur la demande de l'archevêque de Palerme. La S. Congrégation des rites répondit :

« Negative, nisi sit pro re gravi, vel pro publica Ecclesiæ causa, juxta rubricas Missalis romani. » (S. R. C. 2 septembre 1690, n. 3232, ad 1.)

Quant au *Gloria*, vous devez le dire : non pas à raison de la messe votive, puisque la messe votive privée n'a pas de *Gloria*, mais à raison de la festivité qui tombe ce jour-là, *in gratiam festivitatis currentis...* (S. R. C. 13 juin 1671, n. 2543, ad 2, en réponse au clergé de la ville de Clascala.)

Les solutions que nous venons de donner sont de droit commun. Mais dans la plupart des diocèses, elles sont réglées en vertu d'Indults particuliers qu'il importe de connaître.

Ad II. La formule est exigée. Mais il est facile de la retenir de mémoire ou de s'en procurer une copie, soit manuscrite, soit imprimée.

Q. — Je viens vous prier de vouloir bien donner, avec votre clarté et votre sûreté de doctrine ordinaires, les solutions aux questions suivantes, que je crois intéresser un grand nombre de prêtres :

1° Les Indulgences accordées par l'Ordinaire cessent-elles par la mort de celui qui les a accordées?

2° Dans quels cas doit-on réunir plusieurs oraisons sous une seule et unique conclusion?

3° Un prêtre peut-il se faire précéder de la croix de procession quand il se rend, avec les autres membres du clergé, de la sacristie à l'autel pour la messe solennelle? Beaucoup le font.

4° Peut-on chanter des morceaux en langue vulgaire devant le St Sacrement exposé, pourvu que ce soit en dehors de l'office? Je l'ai vu faire à Rome.

5° La permission de chanter des morceaux en langue vulgaire pendant les messes basses est-elle générale, de sorte qu'on puisse le faire sans scrupule, quand il le semble bon?

6° Suffit-il de l'approbation de l'évêque pour établir des communautés : 1° d'hommes; 2° de femmes? — Les vœux de religion émis dans des communautés approuvées seulement par l'évêque sont-ils valides? Y a-t-il des réponses des Congrégations romaines ou des Souverains-Pontifes qui prouvent leur validité ou leur invalidité?

7° Les assistants aux vêpres solennelles peuvent-ils prendre la tunique et la dalmatique au lieu de la chape? S'ils le font, ne doivent-ils pas se contenter des rochets ou des surplis sous la tunique, ou peuvent-ils prendre une aube malgré la réponse de la S. R. C. in Matheran.

ainsi conçue : « Non alba sed tantum superpellicum adhibendum in processionibus quando induuntur planetæ, dalmaticæ et tunicellæ ! »

Remarque. Depuis quelque temps, l'usage de remplacer les chapes par les tuniques tend à se propager ; on s'appuie sur une réponse de la S. R. C., publiée par le P. Mack, dans son *Trésor du prêtre*. Ne l'ayant pas ici, je ne peux vous en donner copie.

8° Un prêtre peut-il prendre l'étole pour les vêpres, parce qu'elles sont suivies du salut, sous prétexte qu'il ne lui est pas facile de déposer la chape pour prendre l'étole et revêtir de nouveau la chape?

Permettez-moi de vous dire en toute simplicité que votre *Ami du Clergé* rend un immense service par ses solutions sûres et souvent accompagnées d'avis pleins de sagesse et de modération. Je fais les vœux les plus sincères pour sa diffusion.

R. — Ad I. En règle générale, les Indulgences ne cessent pas par la mort de celui qui les a concédées, à moins que celui qui les a concédées ne l'ait fait avec cette clause *Ad beneplacitum nostrum*, ou en des termes analogues.

Ad II. Cette question a déjà été traitée dans l'*Ami du Clergé* en 1882, p. 517-518. Comme elle est étendue, nous nous contentons d'y renvoyer.

Ad III. Cette pratique n'est pas conforme aux règles de la liturgie romaine.

Ad IV. Il serait plus conforme à l'esprit de la sainte Église de ne pas exécuter des chants en langue vulgaire en présence du Très-Saint Sacrement exposé. La S. Congrégation des rites a même porté des décisions en ce sens. On comprend les buts élevés de la sainte Église : assurer la dignité du culte public, en même temps que la pureté de la doctrine, buts qu'il est quelquefois difficile d'atteindre par les chants en langue vulgaire.

Cependant le Saint-Siège ne condamne pas absolument ces chants. En 1864, la S. Congrégation des rites a répondu à Mgr Pinol, évêque de Nicaragua, qu'on pouvait les tolérer dans les églises où existe la coutume de les chanter :

« Attenta consuetudine tolerari posse » (S. R. C. 27 septembre 1864, n. 5336, ad 7.)

Mais, direz-vous, nous supposons que ces chants seraient exécutés en dehors des Offices.

Soit. Notre réponse est la même, car l'évêque de Nicaragua avait posé les deux cas, pendant les Offices et en dehors : « ... esto divina officia celebrentur, necne. »

Vous dites que vous l'avez vu faire à Rome. Nous vous croyons facilement. Mais nous devons faire observer que les dangers qui existent ailleurs ne se retrouvent pas à Rome parce que l'autorité est là pour surveiller la majesté du culte et l'orthodoxie des paroles. Il est possible aussi que les églises où on le pratique en ont obtenu l'autorisation du Saint-Père ou du cardinal-vicaire.

Ad V. Les principes que nous avons rappelés tout à l'heure semblent aussi avoir leur application, quoique moins rigoureuse, dans les messes basses. Néanmoins nous ne connaissons pas de décrets qui prohibent les chants en langue vulgaire dans les messes basses ; et l'on peut invoquer en leur faveur la coutume universelle. Mais

il importe d'éviter les inconvénients que nous signalions plus haut.

Ad VI. L'approbation de l'Ordinaire permet à des communautés naissantes de se fonder; mais leur approbation définitive est une affaire que le Saint-Siège seul peut terminer. Le Saint-Siège demande que l'Institut ait déjà commencé avec l'autorisation épiscopale, et que les constitutions lui en soient soumises. Ensuite il donne son approbation, la seule définitive. Elle a comme deux degrés : on loue l'Institut et on l'approuve; puis on en approuve la règle. Ces deux approbations peuvent être données en même temps; elles peuvent être séparées et attachées à certaines conditions à remplir au préalable par l'Institut. En attendant, les vœux sont valides; mais comme vœux simples et non solennels, à supposer même qu'il s'agit de la fondation d'un Ordre à vœux solennels.

Ad VII. Nous ne voyons pas bien ce que vous entendez par ces assistants aux vêpres solennelles. S'agit-il de prêtres, ou bien d'un diacre ou d'un sous-diacre? Quoi qu'il en soit, nous ne voyons pas pourquoi ces officiants revêtiraient la tunique et la dalmatique au lieu de la chape. Nous n'avons jamais vu cela, ni dans les rubriques, ni dans les décrets, ni dans le R. P. Mach. Si l'on a des textes authentiques qui soient en opposition avec notre réponse, qu'on veuille bien nous les communiquer.

Ad VIII. Cette raison ne nous paraît pas suffisante pour violer la rubrique. Il faudrait une difficulté, nous ne dirons pas grave, mais assez sérieuse pour dispenser de cette obligation.

Q. — 1° Un confrère me prie de vous demander ce que vous pensez de la rédaction suivante dans un Ordo diocésain :

Le 13 mai, Sancti Marci dup. 2 clas. in Vesp. a cap. de seq. com. prec. 4. Sancti Philippi et Jacobi, dup. 2 clas.

Il pense qu'il y a une faute, et je le crois bien moi aussi.

Cependant la Sacrée Congrégation a dit : *Standum est Calendario* (22 mai 1835.)

2° Que doit faire le célébrant qui, au commencement de la messe, trouve une petite hostie sur l'autel? Il ne sait pas si elle est consacrée? Peut-il la laisser sur le corporal pour la prendre après le précieux sang, ou doit-il l'enfermer dans le tabernacle et la consommer après la communion?

Ad I. L'Ami du Clergé ne pense pas comme vous. Il trouve la rédaction de votre Ordo très correcte, soit en ce qui regarde le partage des vêpres, soit en ce qui concerne la mémoire de saint Boniface.

Et d'abord les vêpres doivent être de S. Marc jusqu'au Capitule, ensuite des SS. apôtres Philippe et Jacques, avec mémoire de S. Marc. La raison en est que les évangélistes sont assimilés aux apôtres.

De même l'Ordo a bien fait de ne pas donner de commémoration à S. Boniface, qui tombe le 14, parce que les fêtes simples n'ont pas de commé-

moraison aux premières vêpres quand elles coïncident avec une fête de seconde classe.

Ad II. Puisque le célébrant aperçoit cette hostie sur l'autel avant de dire la messe, il convient qu'il la place sur le corporal, et qu'il la consomme après avoir pris le précieux Sang, avant la purification.

Q. — Léon XIII prescrit de nouvelles prières à réciter après la messe. Là-dessus : 1° Y a-t-il, dans un diocèse, *défense*, ou *imperfection*, *inconvenance* de les réciter avant que l'Ordinaire l'ait commandé? — 2° Gagne-t-on les Indulgences transférées aux *nouvelles*, en continuant dans ces conditions à réciter les *anciennes*?

2° Y a-t-il péché — et quel péché — à faire sciemment usage : 1° d'un ostensor où l'hostie touche aux verres? — 2° d'un ostensor dont le verre est fendu de haut en bas?

R. — Ad I. La promulgation épiscopale n'est aucunement nécessaire pour qu'une mesure édictée par le Souverain Pontife soit exécutoire pour ceux qu'elle regarde. Toutefois, surtout en ce qui concerne le culte public, il est utile à l'édification que les changements n'aient lieu qu'avec ensemble et sur l'invitation ou l'ordre de l'évêque, quand le Souverain Pontife n'a point manifesté sa volonté que la mesure soit mise sur-le-champ à exécution.

Pour les prières après la messe, le Souverain Pontife s'est contenté d'envoyer aux Ordinaires le texte des nouvelles prières sans indiquer autrement sa volonté de les substituer aux précédentes. On pouvait donc et on devait, au moins *ad melius esse*, attendre les ordres de l'évêque, pour opérer la substitution.

Mais nous ne verrions pas grande raison de blâmer le prêtre qui, sans causer aucun scandale, aurait prévenu en cela les instructions de son évêque. Et, si l'évêque ne jugeait pas à propos de donner des ordres, nul doute que tout prêtre ne pût légitimement réciter la formule prescrite par le Souverain Pontife.

Quoiqu'on ait pu, pendant un certain temps, réciter légitimement l'ancienne formule après la publication de la seconde, il est un délai au-delà duquel la récitation de l'ancienne formule ne serait plus régulière et, par conséquent, ne suffirait plus au gain des Indulgences. C'est dans la nature même des choses. Mais, en dehors d'une décision positive du Saint-Siège, il est impossible de déterminer jusqu'où peut s'étendre ce délai.

Ad II. Il y a péché en l'un et l'autre cas si l'on n'est excusé par une raison suffisante; mais le premier cas est plus grave que le second, parce qu'il est défendu que la sainte hostie soit en contact avec le verre, tandis que la fêlure d'un verre n'est pas l'objet d'une semblable prohibition, quoique ce soit une inconvenance. Mais le cas serait plus grave si les deux défauts étaient réunis. La fêlure pourrait créer le danger que des parcelles s'engageassent entre les deux morceaux.

Ce dernier cas nous paraîtrait avoir beaucoup de gravité. Mais nous manquons de données sûres

pour dire dans quelles limites il y aurait certainement péché mortel.

Q. — 1^o L'Évêque peut-il réglementer d'une manière fixe l'âge d'admission des enfants à la première communion ?

— Si oui, le curé pèche-t-il en admettant un enfant exceptionnellement instruit et sage, auquel il manque un mois, au jour de la première communion solennelle : c'est-à-dire que les statuts fixent l'âge à 11 ans dans l'année et mon enfant est né le 30 janvier ?

2^o L'Évêque peut-il, par un règlement, obliger ses curés à soumettre ses enfants de première communion à passer un examen devant une commission composée de curés qui devront juger de la capacité de ces enfants ?

— Si oui, le curé est-il obligé en conscience de suivre la décision de la commission ?

R. — Ad I. Nous emprunterons notre réponse à la sacrée Congrégation du Concile. Le concile de Rouen, en 1850, avait rédigé le statut suivant :

« Nemo ad sacram Eucharistiam prima vice suscipiendam admittatur » quin duodecim saltem « annum attigerit. » Mais la S. Congrégation du Concile le modifia, en faisant cette correction qui a été transcrite sur les registres officiels : « Verum cum nulla canonica lege sancitum est ne communio ministretur pueris ante duodecimum ætatis annum, hinc satius visum est EE. PP. debere ita reformari primam periodum ad formam tam Ritualis Romani quam Catechismi Romani : Nemo ad sanctam eucharistiam prima vice admittatur, qui nondum hujus sacramenti cognitionem et gustum habeat, judicio præsertim parochi ac sacerdotis cui peccata confitetur. »

Il s'ensuit qu'un statut qui déterminerait d'une manière absolue l'âge des enfants à admettre à la première communion, serait contraire au Rituel romain et au Catéchisme romain et par conséquent serait nul de plein droit. Aussi pour les lieux où ces statuts ont été portés autrefois et n'ont pas été rapportés, on les interprète assez largement. On les regarde plutôt comme édictés en faveur des curés, auxquels ils fournissent un moyen de se soustraire aux importunités de certains parents.

Ad II. La note de la S. Congrégation du Concile que nous venons de citer, réserve au curé le rôle principal, mais non exclusif, dans le jugement de la capacité des enfants à admettre à la première communion : « *Judicio præsertim parochi.* » Il admet d'une manière expresse le concours du confesseur et laisse entendre que d'autres personnes encore peuvent donner leur avis dans cette grave affaire. Le Catéchisme du concile de Trente indique encore le père de l'enfant. Par conséquent l'admission des enfants à la première communion, c'est-à-dire le jugement sur leur capacité n'est pas une des prérogatives réservées de la charge paroissiale, bien que ce soit un des devoirs personnels du curé, comme l'indique Benoît XIV, dans la Bulle *Etsi minime*, du 7 février 1742 : « Monendus est tamen parochus, ne alienæ operæ nimium tribuat, sed videat ipse quo loco res sint, cum pueri sacra-

mentum Eucharistiæ sibi administrari exposcant. »

L'évêque peut donc, par une loi, réserver à une commission, dans laquelle le curé aura la place principale, le soin de décider quels sont les enfants dignes de la première communion. Comme cette loi n'enlève au curé aucune des prérogatives de sa charge, que d'ailleurs elle n'est point contraire au droit commun, et qu'elle est apte à procurer le bien des âmes, on n'a aucune raison de refuser à l'évêque le droit de la porter. Ce droit, le pape Benoît XIV l'a consacré dans la constitution *Etsi minime*, dont le but est d'exciter le zèle des évêques par rapport à l'instruction des fidèles. Après avoir décrit dans le plus grand détail les moyens à employer pour procurer des aides aux curés et pour déterminer les fidèles à s'instruire, Benoît XIV conseille aux évêques de nommer des prêtres chargés du rôle de visiteurs dans la ville épiscopale et dans les campagnes, sur le rapport desquels il décernera les peines et les récompenses : « Plurimum quoque ad christiani populi institutionem conferre poterit, si visitatores eligantur, quorum alii civitatem, alii diocesim lustrantes, omnia sedulo inquirant, ut certior factus Episcopus, pro meritis ejusque pastoris, aut præmia decernat, aut poenas ¹. » C'est bien une enquête que conseille Benoît XIV ; mais le moyen le plus sûr de faire l'enquête sur la manière dont le curé instruit ses fidèles, c'est un examen à faire subir à certains d'entre eux. Cet examen fait par ordre de l'évêque est donc licite.

Y a-t-il obligation en conscience de suivre la décision de la commission ? Les statuts diocésains ont dû, en créant cette commission, imposer l'obligation de suivre ses décisions. Autrement, pourquoi une commission ? Cette obligation s'impose en conscience, puisque les statuts obligent en conscience. Mais y a-t-il matière à faute grave ? Nous ne savons. Toutefois, il nous semble qu'il y aurait présomption, à moins de circonstances exceptionnelles, à préférer son avis personnel à celui de la commission.

Il peut cependant se présenter un cas où, le jugement de la commission étant évidemment erroné, le curé ne soit pas tenu de le suivre. Supposons un enfant suffisamment instruit et ayant d'ailleurs les autres qualités requises pour la première communion. Un excès de timidité l'empêche de répondre aux questions qui lui sont posées. Etant donné que la commission ne l'admette pas à la première communion, le curé pourra passer outre ; mais nous lui conseillerions, même dans le cas d'une erreur manifeste, d'exposer l'affaire à l'autorité diocésaine et de prendre son avis.



¹ Const. *Etsi minime*, § 16.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Quelle est l'importance et quels sont les avantages de l'inventaire du mobilier et de son récolement annuel ?

R. — Cette question a été posée dans le numéro précédent de l'*Ami du Clergé*, et, par mégarde, nous avons oublié d'y répondre. Nous réparons aujourd'hui cet oubli involontaire.

Si l'importance d'une chose se mesure aux soins qu'a mis le législateur à la prescrire, à la réglementer, à la recommander avec insistance, celle de l'inventaire du mobilier des églises peut être placée au premier rang. L'ancien droit considérait l'inventaire et son récolement annuel comme l'une des obligations les plus essentielles des fabriques. (*Règlement du 15 décembre 1783, art. 38.*)

Le décret du 30 décembre 1809 n'a guère fait que reproduire, en la précisant, cette obligation. « Il sera fait, y est-il dit, art. 55, incessamment et sans frais, deux inventaires : l'un des ornements, linges, vases sacrés, argenterie, ustensiles, et, en général, de tout le mobilier des églises ; l'autre, des titres, papiers et renseignements avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent. Un double de l'inventaire du mobilier sera remis au curé ou desservant.

« Il sera fait tous les ans, un récolement des dits inventaires, afin d'y porter les additions, réformes ou autres changements ; ces inventaires et récolements seront signés par le curé ou desservant et par le président du bureau. »

Les termes mêmes de ces prescriptions ne laissent le moindre doute sur l'importance que l'autorité y attache.

Le but de ces inventaires est manifeste ; il s'agit de protéger tant d'objets précieux, ou comme valeur, ou comme sainteté, contre les dilapidations qui pourraient en être faites. Il arrive tous les jours que des objets mobiliers appartenant aux églises disparaissent sans que rien témoigne de leur aliénation, ordinairement faute de surveillance de la part des curés et des marguilliers ; quelquefois aussi par suite d'infidélité de la part des employés ou serviteurs de l'église.

On peut apprécier combien sont nombreux les abus, les dilapidations, nous dirons même les profanations qui se commettent à cet égard, en examinant la quantité effroyable d'objets antiques et curieux qui se trouvent, non seulement à Paris, mais encore dans presque toutes nos villes, chez les marchands de ces sortes d'objets, et qui, presque tous, proviennent d'églises où ils ont été achetés à vil prix. Nous devons constater que les louables efforts faits par le ministère des cultes et par les administrations diocésaines et préfectorales, pour mettre un terme à ces actes de vandalisme, n'ont encore produit que bien peu de résultats. Mais, nous nous hâtons d'ajouter que

la faute en est au défaut de responsabilité bien déterminée. Si cette responsabilité était plus réelle, ou si elle avait une sanction légale sérieuse, les abus finiraient par disparaître complètement.

L'importance des inventaires, au point de vue de la sauvegarde du mobilier des églises, est évidente. Elle ne l'est pas moins au point de vue de la sécurité et de la dignité morale des employés de l'église et surtout de leur chef, le curé de la paroisse. A un moment donné, l'autorité devenant plus sévère, peut exiger l'exécution rigoureuse des lois. Et alors que dira ou que fera le curé s'il ne peut représenter les objets confiés à sa garde ; car, d'après le décret précité, il doit signer l'inventaire, et de plus, il détient les clefs de l'église, ce qui établit doublement sa responsabilité. Cette responsabilité a été amoindrie dans ces derniers temps par la loi municipale qui confie au maire de la commune une clef de l'église quand il faut nécessairement passer par l'église pour aller au clocher. Mais tout en l'amoindrisant dans une certaine mesure, elle ne la détruit pas.

L'importance de l'inventaire en indique les avantages, tant pour le curé que pour l'église et ses serviteurs. Il y en a un spécial que les curés apprécieront plus que personne : c'est celui d'être mis, chaque année, à même de voir les objets qui ont besoin d'être remplacés ou restaurés ; ils ont là une occasion toute naturelle de demander à qui de droit les ressources nécessaires pour tenir continuellement leur église dans un état de décence, d'ordre et de propreté.

Q. — 1° Un père de famille a fait, sur mon avis, un testament olographe, au lieu d'un testament notarié.

Il avait deux filles majeures dont l'une, A., mariée, ayant un enfant de 5 ans ; l'autre, M., non mariée.

Il donne le tiers de sa fortune à M... sans faire mention de sa part à l'héritage. Le notaire chez qui a été déposé le testament, prétend que M. n'aura que le tiers que lui donne le testament ; ou bien elle doit renoncer au testament, et alors elle aura droit à la moitié de l'héritage de son père.

Le père est mort depuis un mois. Sa fille A. est morte quinze jours après. Que doit faire M. ? Le partage doit-il se faire par le Tribunal ?

2° Mon père, instituteur, a mis de l'argent à la caisse d'épargne. L'un de mes frères majeur ne veut rien faire pour retirer cette somme. Pouvons-nous l'obliger ou agir sans lui ? Puis-je me porter fort pour lui dans le cas où plus tard il voudrait cet argent ?

A partir du jour du décès de mon pauvre père, l'ordonnance nous donne le délai de 30 ans. Mais cette somme ne nous rapporte plus rien ; et nous, trois autres frères majeurs, nous désirerions pouvoir retirer cette somme. Que faire ? A qui dois-je m'adresser ?

R. — Ad Im. Le notaire a raison. D'après l'article 843 : « Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre vifs, directement ou indirectement ; il ne peut retenir les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient

été faits *expressément par préciput et hors part ou avec dispense du rapport.* »

Le texte est formel. Le défunt n'ayant pas mentionné dans son testament que le tiers donné à M. était en dehors du partage, comme quotité dont il entendait disposer en vertu de la loi en sa faveur, tout en lui laissant part au reste, ce legs doit être rapporté à la masse. Le notaire se trompe quand il dit que M. n'aura que le tiers. Nullement, elle aura forcément la moitié; car le legs est sans valeur, n'ayant pas été fait selon que la loi l'exigeait. Si M. renonçait à l'héritage, et non au legs, elle aurait le tiers. Mais par le seul fait qu'elle ne renonce pas à l'héritage, elle perd son legs, mais elle a droit à la moitié de tout, n'ayant à partager qu'avec une sœur.

Pour le surplus, notre correspondant fera bien de s'adresser à un notaire honorable, qui dirigera beaucoup mieux que nous ne saurions le faire l'héritière M. à laquelle il s'intéresse. En ce qui concerne l'héritage dont il s'agit, nous ne voyons pas pourquoi on recourrait au Tribunal, puisque A., sœur de M., était vivante quand la succession s'est ouverte. A moins de contestation entre les deux sœurs, l'intervention de la justice est inutile. Si elle a à intervenir, ce n'est pas pour la succession du père, mais pour la succession de la jeune mère qui laisse un enfant mineur. Mais ceci ne regarde plus M.

Ad II^m. Non, vous ne pouvez pas agir sans le frère cohéritier des sommes déposées à la caisse d'épargne. Mais vous pouvez et devez forcer judiciairement le récalcitrant. Adressez-vous donc tout simplement à un huissier. Les tribunaux auront facilement raison de cette mutinerie assez incompréhensible.

VARIÉTÉS

Notions sur les cloches.

(Suite et fin.)

Le battant est attaché dans la main de la cloche avec des courroies boulonnées. Il faut les visiter de temps en temps avec une lumière pour s'assurer qu'elles sont, ainsi que les boulons et écrous, en bon état, et que le battant ne peut pas s'échapper, accident qui arrive encore de loin en loin, et qui peut être des plus funestes. Du reste, la courroie doit jouer avec la plus grande facilité dans le plan dans lequel se meut la cloche, mais ne point tourner ni se prêter à des mouvements obliques ou de rotation. Il faut veiller à ce qu'elle ne s'allonge point et ne permette pas ainsi au battant de frapper trop bas, ce qui casserait la cloche. Lorsque la cloche a battu un certain temps et qu'elle a pris son assiette sur les marnages, il faut vérifier si le bord inférieur de la cloche est parfaitement horizontal dans tous les sens et si le battant laissé à lui-même tombe bien à égale distance des deux points opposés de la circonférence. Une ré-

gle et un niveau d'eau, et, à défaut de celui-ci, un niveau ordinaire permettent de faire aisément cette double vérification que l'on doit effectuer avec beaucoup de soin, car une cloche qui n'est pas en parfait aplomb, est plus difficile à sonner et plus facile à casser, parce que le battant ne frappe point également des deux côtés. S'il y a un défaut, il le faut chercher et retoucher la monture jusqu'à ce que la cloche soit bien en équilibre.

Il est deux modes différents de sonner les cloches : on peut le faire avec des cordes en se plaçant dessous, ou avec des planches de chêne fixées en dessous du mouton par des étriers de fer; alors le sonneur se place sur le marnage qui porte la cloche, il se tient par les mains à une corde ou à une pièce de bois posée verticalement, et avec le pied il presse sur la planche et lui imprime un mouvement de bascule qui se communique à la cloche. En général ce mode est moins fatigant, il laisse mieux la cloche osciller librement, parce que le sonneur voit la cloche marcher sous ses yeux; enfin il aperçoit plus immédiatement les principales réparations dont elle peut avoir besoin. En général, il faut recommander aux sonneurs de ne point accélérer le mouvement des cloches, de ne point les mettre en mouvement, ni les arrêter trop brusquement, c'est le moyen d'éviter qu'elles ne se fêlent. Il ne faut point non plus carillonner avec des marteaux, le même danger est imminent. Si la cloche était frappée simultanément du battant et du marteau, elle se fendrait. Lorsqu'il y a plusieurs cloches, ordinairement le carillonneur attache une corde à chaque battant, puis il réunit les cordes dans ses mains ou à ses pieds, et de cette façon tinte alternativement chacune, comme on pince les cordes d'un instrument pour jouer un air. Il faut prendre garde que de cette manière on ne tire les battants dans une direction différente de celle dans laquelle ils se meuvent lorsqu'on sonne en volée; car alors au lieu de frapper droit lors de la sonnerie en volée, le battant tournerait dans la cloche, l'userait et produirait un son désagréable. Cet inconvénient peut être facilement évité avec quelques poulies ou rouleaux placés dans le clocher, de manière à ne faire marcher les battants que dans leur plan d'action. Lorsque, par la fonte, les cloches ne se trouvent pas d'accord, soit entre elles, soit avec celles que possède déjà la fabrique, et que le défaut d'accord est peu de chose, on peut, à l'aide du burinage, arriver à un accord aussi parfait que celui qu'on donne aux cordes d'un instrument de musique. Le burinage consiste à enlever intérieurement un peu de métal à la cloche trop haute comparativement aux autres. Pour y parvenir, on renverse la cloche et on l'enfonce à moitié dans la terre, de manière à ce que le bord qui se trouve alors tourné vers le ciel, soit parfaitement horizontal, et à ce qu'elle-même soit fixée bien solidement; on place ensuite dans le fond un morceau de bois garni d'une crapaudière qui puisse recevoir le tourillon d'un arbre dont le tourillon supé-

rieur est reçu par une pièce de charpente solide. Alors à cet arbre on adapte un manège et un levier coudé garni d'un burin qui, mis en mouvement avec le manège, tourne l'intérieur de la cloche. Cet appareil à tourner diffère des tours ordinaires sous deux rapports : d'abord en ce qu'ici la pièce à tourner demeure immobile, et ensuite en ce que le burin ou grain d'orge avec lequel on tourne trace ici des cercles horizontaux sur cette même pièce, tandis qu'ils sont verticaux lorsqu'on travaille avec un tour ordinaire; mais les résultats sont les mêmes que quand on tourne pour finir l'intérieur d'une tabatière. De temps en temps on suspend le travail pour essayer le son de la cloche. Nous avons dit que pour buriner une cloche il fallait qu'elle ne s'éloignât pas trop de l'accord; on comprend, en effet, que cette opération ôte à la cloche une partie de sa force, et pourrait compromettre sa solidité, si l'épaisseur devenait tout à fait disproportionnée aux autres dimensions. Il va sans dire que les frais de cette opération doivent être supportés par le fondeur, et que la fabrique ne doit payer la cloche que d'après le poids qui lui reste après le burinage. Mais il faut avoir soin que ce soit lui qui appelle lui-même l'ouvrier burineur, et que la réception de la cloche soit ajournée jusqu'après la réussite : on évite ainsi toute difficulté.

Lorsqu'une paroisse a une cloche fendue et n'a pas les ressources suffisantes pour la refondre, on peut encore s'en servir sans craindre d'accident, mais le son est sourd et discordant. Si l'on veut s'en servir ainsi quelque temps, il est indispensable de ne la tinter qu'en la frappant du côté opposé à la fente. Si l'on veut la conserver plus longtemps, il faut démonter le mouton et faire faire à la cloche un quart de tour sur elle-même, afin que le battant ne frappe jamais sur la fente. Il faut un ouvrier adroit pour faire resservir le mouton et les ferrements sans les endommager sérieusement dans ce remontage.

J'ai bien entendu parler d'une opération beaucoup plus avantageuse, qui consisterait à ressouder la cloche fêlée, mais je n'ai jamais vu pratiquer cette opération, ni rencontré personne qui l'eût vu faire, ou sût personnellement les résultats obtenus par qui que ce soit. Il est certain qu'on ressoude les timbres de pendule dont le métal est à peu près identique à celui des cloches, et, quand on le fait immédiatement après la cassure, on parvient souvent à rendre au timbre le son qu'il avait primitivement; le timbre, au contraire, continuera à mal sonner si la cassure avait déjà commencé à s'oxyder avant le soudage. Ainsi, déjà pour une cloche, il faudrait ne point tarder si l'on voulait essayer le soudage. Voici les difficultés spéciales de l'opération et de ses conséquences. Pour qu'un soudage puisse rendre le son, il faut qu'il y ait incorporation complète de la soudure avec la cloche; il faut, de plus que l'incorporation soit accompagnée d'une sorte de cristallisation des molécules. On connaît la différence du

son des cloches qui sont fondues avec celui des corps sonores d'un métal analogue qui sont fabriqués au marteau, ou d'une autre manière. Il faut donc chauffer très vivement la partie fendue de la cloche avant d'y appliquer la soudure; mais c'est déjà une opération difficile de produire ainsi sans un appareil construit exprès une très haute chaleur, une partie importante d'un corps aussi volumineux qu'une cloche, que d'ailleurs son poids et sa forme rendent très peu maniable. Il n'est même pas sans possibilité que sur un point quelconque elle entre en fusion avant d'être bonne à souder. La seconde difficulté est que la soudure pénètre bien partout, s'incorpore parfaitement et n'entraîne avec elle aucune paille. Voici maintenant la troisième : suivant un usage auquel il y a peu d'exception, on soude avec un métal ou avec un alliage plus fusible que la pièce à souder; mais alors se présente pour l'avenir un danger sérieux : si, par exemple, pour souder la cloche on emploie l'argent ou un alliage d'argent, la soudure se trouvera moins résistante que le surplus de la cloche, et alors l'action du battant ne rouvrira-t-elle pas bientôt la fente? Dans les timbres de pendule ce danger n'existe point, parce que le marteau frappe par dehors et ne tend point à produire un écartement des diverses parties de la cloche.

Il ne serait pas impossible que le galvanisme donnât un moyen pour réussir l'opération à froid, c'est-à-dire à fort bon marché.

Nous devons encore signaler aux fabriques et aux curés un usage des fondeurs pour les induire en dépense.

Lorsqu'une fabrique a besoin d'une cloche, soit en remplacement d'une cloche cassée, soit en augmentation, les fondeurs ne manquent jamais d'insister pour une refonte totale; ils décrient les autres cloches, ils prétendent ne pouvoir répondre de l'accord des cloches avec celles à fondre, etc. Le fond de toute cette harangue est le désir de gagner de l'argent. Les bons ouvriers connaissent parfaitement les proportions du retrait des terres à mouler qu'ils emploient; ils savent par conséquent comment s'y prendre pour assortir une cloche à des cloches existantes, et il leur arrive aussi souvent de réussir complètement que quand ils opèrent une fonte simultanée de plusieurs cloches. Ils réussiraient aussi souvent s'ils y mettaient autant d'importance. Une fabrique fera toujours bien de résister à ces propositions de refonte : dût-elle payer cinq ou dix centimes plus cher par kilogramme pour sa cloche neuve, elle y aurait encore un grand bénéfice.

Il nous reste à parler du beffroi ou des assemblages de charpente destinés à porter les cloches. C'est une construction qui se fait rarement; la plupart des charpentiers n'en ont fait qu'une ou deux fois dans leur vie, par conséquent ils ont peu d'expérience à cet égard; plusieurs ne s'en rendent pas bien compte. Nous avons suivi tous les détails de construction d'un beffroi à quatre cloches pe-

sant ensemble cinq à six mille kilogrammes; nous avons vu longtemps manœuvrer l'ancien, nous avons vu ses défauts, les essais de réparations, et pour le nouveau, construit par un charpentier mécanicien, sous la direction d'un architecte expérimenté, les tâtonnements inévitables pour obtenir un bon résultat. Nous croyons pouvoir être utiles en indiquant ce qui nous paraît les principales règles de cette construction, que des connaissances antérieures en statique et en dynamique nous permettaient d'apprécier.

Une toute petite cloche pourrait être portée par deux poutres engagées toutes deux dans les murs, comme celles qui portent les planches; mais dès qu'on voit en volée une cloche d'une centaine de kilogrammes seulement, on reconnaît qu'elle s'équilibre alternativement vers chacun des deux murs, et entraîne dans cette direction les poutres qui la portent; on reconnaît tout de suite qu'une cloche un peu lourde communiquerait bien vite son mouvement d'oscillation aux murs et les détruirait. Pour la conservation des murs, il a donc fallu aviser aux moyens d'empêcher que le mouvement des cloches ne se communiquât aux clochers. Dans ce but, on assemble à tenons et à mortaises plusieurs pièces de chêne bien sec et d'une force proportionnée au poids des cloches : savoir, d'abord une grande semelle ayant seulement en longueur quelques décimètres de moins que la largeur du clocher, puis un chapeau plus court d'environ deux décimètres, et réunis tant par deux montants presque verticaux sur les bouts, que par une ou deux croix de saint André et un ou plusieurs poinçons dans l'intervalle; l'extrémité de tous ces montants étant embrevée dans la semelle et le chapeau, leurs tenons ombottés dans des mortaises exactes et bien chevillées, on comprend qu'une paire d'assemblages ainsi construits, et qu'on appelle ferme, pourra supporter le balancement d'une cloche d'un poids proportionné à sa force, sans perdre de sa solidité, parce que la réunion de pièces placées dans quatre directions différentes neutralisera tous les mouvements. Mais aussi la cloche dans son mouvement de va-et-vient, entraînerait le tout alternativement contre les deux murs de la tour, et l'extrémité des assemblages ferait l'effet de bélier contre eux ou contre celui vers lequel le plancher serait plus glissant. Or, si pour empêcher cet effet, on fixait les semelles invariablement sur le plancher, ou sur les poutres qui le portent, le mouvement se communiquerait à ces poutres, qui agiraient à peu de chose près sur les murs comme si la cloche même y était suspendue, ainsi que nous l'avions supposé d'abord, et les murs seraient encore ébranlés et détruits. On a remédié depuis plusieurs siècles à ces inconvénients en posant, entre les planchers et les semelles des fermes, des dés de bois qui, sans faire corps avec le plancher, y ont cependant leurs pieds arrêtés solidement; de même leur tête sans faire corps avec la semelle qu'elle porte, y est arrêtée dans tous les sens. Les assemblages ou

fermes, au lieu d'être incorporés au plancher et aux poutres qui le portent, n'y sont donc réunis que par une articulation qui leur permet le mouvement de va-et-vient dans de certaines limites, de manière à n'atteindre jamais les murs et à être toujours ramenés à leur place par leur propre poids. Pour que ce résultat soit parfaitement atteint, il faut que la surface supérieure de chacun des dés soit bien parallèle avec sa face inférieure, qu'ils soient exactement ajustés en place pour porter également, et que tous leurs angles dièdres soient bien des angles droits. Il faut aussi que les chapeaux des assemblages soient de niveau entre eux, et bien horizontaux. Quant à la manière d'arrêter le pied et la tête des dés, on peut le faire soit avec des étriers en fer sur les extrémités des semelles et des ferrements entaillés dans les dés et les semelles; soit avec des planches ou lattes de chêne clouées longitudinalement sur le plancher et sous les semelles entre les dés, de façon à produire l'effet d'un embrèvement artificiel.

Dans le beffroi dont nous parlons, quatre assemblages ont été placés, un sur chacun des quatre faces intérieures de la tour, puis un cinquième et un sixième parallèles entre eux et avec deux des faces parallèles. Ils ont tous leurs semelles et leurs chapeaux entaillés et boulonnés les uns sur ceux des autres, en sorte que les six ne forment qu'une seule masse. Ils sont portés sur des dés, les uns de 60 centimètres, les autres de 25; les assemblages ont environ 3 mètres de hauteur, mesurés depuis le plancher. Cet étage de la tour se trouve ainsi divisé par les deux fermes intérieures, en trois cellules rectangulaires; dans celle du milieu on a placé la grosse cloche, portant sur les deux assemblages du milieu. Dans une des autres est la seconde cloche; et les deux plus petites sont dans la cellule opposée. La grosse cloche a été placée dans le milieu, parce qu'il est habituel de sonner à la fois les trois autres, tandis que celle-ci se repose, et alors on ne risque point de fatiguer le beffroi, comme on le fatiguerait si le milieu et une des extrémités étaient mises en mouvement, tandis que le poids de la grosse cloche paralyserait l'extrémité opposée. Ce qu'il y a de certain, c'est que les cloches peuvent être mises en branle aussi longtemps qu'on veut, sans causer un ébranlement notable aux parties inférieures de la tour et que les assemblages ne semblent pas non plus se fatiguer du balancement qu'ils subissent, depuis déjà longtemps.

Nous pensons que la lecture de ces observations pourra être de quelque utilité pour la construction ou la réparation des beffrois; lorsqu'on en commandera à des charpentiers, on fera bien de les leur faire lire.



COURRIER DE L'UTILE

Q. — Les planchers cirés sont-ils réellement plus froids que les planchers bruts ?

R. — Non au fond : on n'en pourrait donner aucune raison que je sache. Oui, quant à l'impression de froid qu'ils produisent. Voici pourquoi. Les planchers cirés étant plus « lisses », ont un bien plus grand nombre de points de contact moléculaire avec les pieds ou les chaussures : la conductibilité calorifique s'y exerce plus activement, et comme ils sont plus froids que les pieds, ceux-ci leur cèdent une plus grande somme de chaleur dans un temps donné : on a plus froid aux pieds. L'impression serait toute contraire s'il arrivait que la température des pieds fût inférieure à celle du parquet.

Donc, toutes choses égales d'ailleurs, les planchers les plus grossiers sont les plus chauds pour les pieds.

Donc, si vous êtes sujet au froid de pieds, ne cirez pas vos planchers, ou qu'une bonne âme vous les recouvre d'un tapis.

NOTA. Le sapin, plus poreux que le chêne, est moins bon conducteur de la chaleur, et, par suite, la conserve mieux dans une chambre : nouveau désavantage des parquets cirés, qui sont généralement en chêne.

Q. — Pourquoi les corridors pavés sont-ils en général si malsains et, en particulier, ravivent-ils presque instantanément les douleurs rhumatismales des membres inférieurs ?

R. — Remarquez que la pierre mouillée sèche très-vite : c'est qu'elle n'absorbe pas l'humidité. Celle-ci, dans les corridors en question, reste donc accumulée dans la partie basse et « froide » de l'atmosphère, qu'elle sature.

MOYENS DE RECONNAÎTRE LES PIERRES GÉLIVES

On sait que l'on donne le nom de pierres gélives à celles qui ne résistent pas à la gelée. Ce sont des pierres poreuses, qui se chargent d'humidité et qui éclatent quand le liquide emprisonné dans les pores vient à se congeler en augmentant de volume.

La *Semaine des Constructeurs*, indique plusieurs procédés pour reconnaître les pierres gélives.

Il faut observer, d'ailleurs, que l'on attribue quelquefois à la gélivité des dégradations qui ont une cause toute différente. Certaines pierres, maintenues à l'humidité, se désagrègent à la surface, simplement parce que l'eau, en cheminant à travers les pores de la pierre, dissout certains sels que contient celle-ci et les amène à la surface ; là, l'eau s'évapore et dépose ces sels à l'état cristallin. Cette cristallisation est souvent accompagnée d'une augmentation de volume du sel déposé dans les pores, d'où éclatement de la pierre.

Pour reconnaître les pierres véritablement gé-

lives, on a imaginé divers procédés dont la plupart sont basés sur ce fait que le sulfate de soude (sel de Glauber) augmente de volume, comme la glace, en passant de l'état liquide à l'état solide.

D'après M. Brard, on doit opérer de la manière suivante :

On taille un cube de la pierre à essayer, de 0^m05 de côté, à arrêtes vives, et l'on fait bouillir pendant une demi-heure dans de l'eau saturée à froid de sel de Glauber. On retire la pierre du bain et on la place dans une soucoupe au fond de laquelle on laisse un peu d'eau chargée de ce sel. Au bout de huit ou dix jours, si la pierre est gélive, une partie des arêtes se sera désagrégée et aura formé un dépôt au fond de la soucoupe.

Cette note me semble pouvoir être utile aux curés bâtisseurs d'églises et de presbytères.

POUR NETTOYER LES BURETTES A HUILE

Verser, tout chaud, au moment où il vient de servir, du marc de café encore humide dans les burettes. On secoue le vase dans tous les sens, en y promenant bien le marc de café, qui entraîne tous les corps gras qui altèrent la transparence du verre, et celui-ci reprend aussitôt sa netteté. On rince à grande eau, et on laisse égoutter.

DENTIFRICE

Nul ne devrait avoir plus de soin de ses dents que le prêtre, non, certainement, par coquetterie, mais parce que du bon état des dents dépend le bon état de l'estomac, et surtout parce que les dents jouent un rôle important dans la parole.

Voici un dentifrice excellent, bon marché, et que chacun peut préparer :

Faire macérer dans un litre d'alcool à 22 degrés, 30 grammes d'anis et 12 grammes de girofle ; après avoir filtré, ajouter 4 grammes d'essence de menthe et 10 grammes de teinture d'ambre.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 26 januarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Les avantages *tout particuliers*, accordés aux membres du Clergé, par la **maison GALAND**, (fabrique d'armes), 13, rue d'Hauteville, à Paris, nous portent à engager nos lecteurs à s'adresser à cette maison, très justement réputée, pour toutes les acquisitions qu'eux et leurs amis pourraient avoir à faire, en armes de chasse et autres.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE DIMANCHE DE LA SEXAGÉSIME : L'ÂME
DU SACERDOCE

Zelus domus tuæ comedit
me et opprobria exprobrant-
ium tibi ceciderunt super me.
(Ps., LXVIII, 10.)

Un protestant d'Angleterre, admirant le zèle intrépide de nos religieuses sur les champs de bataille de Crimée, alors que sans craindre les violences de la mitraille, les miasmes des maladies pestilentielles, elles relevaient les soldats blessés et les soignaient dans les hôpitaux, sans souci du danger ni de la contagion, résolu de doter sa religion d'une institution qui fait la gloire du catholicisme. Il veut établir des sœurs protestantes. Il va à Paris, à la maison Mère des Sœurs de la Charité. Il interroge, il étudie les constitutions, il retourne en son pays, il fait appel aux femmes zélées de son pays, il les réunit en congrégation. Ces nouvelles religieuses suivent quelque temps la règle des Filles de S. Vincent-de-Paul, elles partent en Orient, mais à peine débarquées, en face des horreurs de la guerre et des désastres du choléra, elles se dispersent, elles fuient. Leur fondateur étonné revient à Paris, il raconte son insuccès, il exprime son étonnement. « Ne vous étonnez pas, lui répondit spirituellement le supérieur général, vous aviez la machine, vous manquiez de vapeur; vous aviez le corps de la religion, vous étiez privé de l'âme qui est la grâce de Dieu communiquée par l'Eucharistie et les sacrements ! » — Aujourd'hui on se demande comment il se fait que le prêtre calomnié, persécuté, contrarié de mille manières, poursuivi vaillamment et efficacement son œuvre. On s'étonne, on ne comprend point. La raison de cet étonnement vient de ce qu'on méconnaît l'âme du sacerdoce; on ne voit que l'extérieur, on ne discerne pas le principe intime qui le soutient et le fait agir. C'est de cette âme que nous allons nous entretenir. Quelle est-elle ? C'est l'esprit de dévouement, qui fait dire à tout prêtre cette parole du Roi-prophète : « Le zèle pour votre maison m'a dévoré, *zelus domus tuæ comedit me* : » ou cette autre de Notre-Seigneur : « Je suis venu apporter le feu sur la terre, et quel est mon désir sinon qu'il s'embrace de plus en plus. » Je me persuade que cette instruction vous fera mieux connaître ce qu'est le prêtre, et vous remplira à son égard de la plus respectueuse reconnaissance.

I

Qu'est-ce que le dévouement ? C'est la chose du monde la plus nécessaire et la moins commune, la plus vantée et la plus ignorée, la plus souvent sur les lèvres et la plus rare dans les cœurs et dans les actions. Par dévouement, dit un philosophe moderne¹, on désigne la disposition morale

qui nous porte à subordonner les intérêts de notre être à des intérêts de choses ou de personnes placés en dehors de nous. L'acte qui résulte de cette disposition prend aussi le nom de dévouement : ainsi ce mot exprime à la fois une cause et un effet. Le dévouement, emportant toujours avec lui l'idée d'un sacrifice, a pour principe, selon la nature de son objet, l'enthousiasme ou l'affection. Quand la religion en est le mobile, il fait les martyrs ; si c'est l'amour de la gloire qui l'inspire, il fait des héros ; s'il est fondé sur le sentiment du devoir, il fait les hommes vertueux et les grands citoyens. La consécration morale du dévouement, c'est sa conformité avec le devoir.

Ainsi dans tout dévouement on peut retrouver trois éléments indispensables qui font le plus d'honneur à l'âme humaine : l'oubli de soi, le don de soi, l'esprit de sacrifice. Plus le désintéressement est grand, plus le don de soi est absolu, plus le sacrifice est pénible, plus noble est le dévouement. A ce titre, le dévouement qui se rapporte à Dieu, qui sacrifie ses passions pour servir plus pleinement et plus efficacement la cause de Dieu, est celui qui atteint les dernières sommités du sublime et du mérite.

La religion, dans son début, c'est le dévouement : « Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de toute votre âme, de tout votre cœur et de toutes vos forces ! » La religion, dans son couronnement, c'est le dévouement : « Soyez parfaits comme votre Père céleste est parfait ! » Ainsi, d'une extrémité à l'autre de la chaîne religieuse se trouve le dévouement ; dans toutes les carrières, dans toutes les situations, je rencontre le dévouement. L'histoire de la religion, c'est l'histoire de tous les dévouements¹.

Le dévouement dans l'enfance : c'est Samuel tout donné au Seigneur qui l'appelle : « Parlez, mon Dieu, votre serviteur vous écoute ! » Ce sont trois enfants qui se jettent avec joie dans la fournaise ardente plutôt que de transgresser la loi divine. Ce sont les sept Machabées qui livrent leurs corps aux plus affreuses tortures, afin de ne point violer les prescriptions du Seigneur.

Le dévouement dans le sexe le plus délicat et le plus faible : c'est Esther, c'est Judith qui s'exposent toutes deux volontairement à la mort pour sauver Israël.

Le dévouement dans le jeune homme : c'est le brave David qui venait à lui avec ces nobles paroles : « Voici le Seigneur, vive mon roi ! En quelque lieu que vous soyez, ô mon maître, ô mon roi, là sera votre serviteur. A la mort, à la vie je serai avec vous ! »

Le dévouement des vieillards : c'est Éléazar qui aime mieux sacrifier sa vie que de laisser aux jeunes gens un exemple qui ternirait sa mémoire.

Le dévouement se trouve à chaque page de l'histoire ecclésiastique : chez tous ces martyrs,

¹ P. Lavigne. *Enseignement catholique*. (Riche recueil de prédication, chez Palmé.)

chez tous ces confesseurs, ces vierges, ces fidèles, qui, au prix de leur repos, de leurs intérêts matériels, de l'existence elle-même, ont affirmé leur amour pour Notre-Seigneur.

II

Le dévouement ! je le retrouve surtout dans la tribu sacerdotale. Il est l'esprit essentiel du prêtre catholique. Le prêtre est par état un homme de dévouement.

De qui est-il le ministre ? De Jésus-Christ, le type surhumain, le type divin du dévouement. *Ignem veni mittere in terram, et quid volo nisi ut accendatur.* C'est de Jésus-Christ que le prophète a dit cette parole : *Zelus domus tuæ comedit me !* Jésus-Christ est l'incarnation du zèle pour la gloire de Dieu et le salut des âmes. « L'amour dont son divin Cœur a brûlé a été un amour plein de tendresse qui l'a fait courir avec ardeur après une brebis égarée ; un amour de père qui lui a fait recevoir son pauvre prodigue avec un épanouissement de joie qui ne peut se décrire ; un amour infatigable qui lui a fait oublier la lassitude, la faim, la soif et tous ses besoins pour instruire et sauver une pécheresse de Samarie ; un amour généreux qui lui a arraché des larmes sur le sort de l'ingrate Jérusalem dont un regard prophétique lui découvrait déjà l'épouvantable ruine ; enfin un amour inépuisable, et qui, voulant se produire par quelque chose de frappant, le faisait soupirer après le baptême de sang dont tout son corps devait être baptisé sur la croix. » (La Luzerne). Voilà le zèle de Jésus-Christ, voilà le zèle du prêtre, car, dit S. Augustin, le prêtre est un autre Christ, *sacerdos alter Christus !*

Le prêtre est un homme de dévouement, parce qu'il est l'homme de la cause de Dieu. *Tu autem, homo Dei !* parce qu'il est l'homme de la cause des âmes, *pro hominibus constituitur !* Il ne peut remplir les devoirs de sa vocation sans s'oublier, sans se donner, sans se sacrifier ! Qu'est-ce que cette paroisse qui lui est confiée ? C'est, hélas ! le plus souvent, une terre ingrate, une terre maudite, toute couverte d'épines et de ronces. Il faut y tracer de profonds et pénibles sillons et les féconder par bien des larmes et des sueurs. Qu'est-ce que cette paroisse ? Une vigne à laquelle rien ne manque que des fruits. Plant choisi, culture assidue, pluies favorables, soins continuels : il attend en vain ; elle ne produit que des fruits sauvages. Qu'est-ce que cette paroisse ? Une cité spirituelle qu'il faut bâtir dans des temps bien difficiles, tellement environnée d'ennemis qui ne cherchent qu'à la démolir, qu'il faut construire d'une main et combattre de l'autre, *una manu sua faciebat opus, et altera tenebat gladium.* Qu'est-ce que cette paroisse ? Une place forte où une partie de l'armée du Seigneur est dans un état de siège continu. L'assaut est incessant. Placé sur ses remparts, le prêtre ne doit cesser ni ses cris pour encourager, ni ses combats pour défendre les assiégés, *super muros tuos, Jerusalem, cons-*

titui custodes ; tota die et tota nocte in æternum non tacebunt. Qu'est-ce que cette paroisse ? Un navire, mais un navire chargé de précieuses et bien riches marchandises, les âmes des fidèles achetées à grand prix. Mais quelle traversée orageuse ! quelle tempête ! quelles montagnes de flots amoncelés ! quels vents impétueux et contraires ! quel danger de naufrage et pour le pilote et pour tous ceux qu'il a à bord ! *Navicula in medio mari jactabatur fluctibus !* Oh ! quel ministère, grand Dieu ! quelle rude carrière ! Que de renoncements, que d'efforts, que de sollicitudes elle exige !

Le prêtre est un homme de dévouement : il a reçu en son ordination le caractère de victime. A l'image du Sauveur dont il est le représentant, dont il tient la place auprès des âmes, il est constitué, par le pontife qui l'ordonne, sauveur du genre humain. A force de labeurs et de sacrifices, il doit appliquer les fruits de la rédemption du Sauveur principal, Notre-Seigneur Jésus-Christ. Comme S. Paul, précisément parce qu'il est prêtre, il a à répéter et à réaliser cette parole : J'accomplis en ma chair, par mon immolation de tous les jours, ce qui manque aux souffrances du Christ, *adimpleo quæ desunt passionibus Christi in carne mea. Quotidie morior !*

Le prêtre est l'homme du dévouement : mais voyez-donc sa vocation, voyez-donc sa vie tout entière ! Un prêtre est un homme qui, avant tout, brûle des flammes de la charité fraternelle, *qui caritatem erga alterum non habet, prædicationis officium suscipere nullatenus debet.* Il ne s'appartient plus à lui-même, il ne vit que pour les autres, *non estis vestri.* Ce qu'il souhaite ce ne sont point les richesses de ceux qui lui sont confiés, mais leur satisfaction, mais leur salut, *non vestra sed vos.* Il ne désire que les âmes, il abandonne le reste aux ambitions vulgaires, *da mihi animas, cætera tolle tibi !* Il n'a qu'une vraie joie : la sanctification de ses frères ; il n'a qu'une douleur : leur égarement et leur perte éternelle, *vidi prævaricantes et tabescebam !* Il se dévoue à tous, constamment et en tout. Il se renonce à lui-même du renoncement le plus absolu. Il a dit adieu aux honneurs, aux plaisirs, aux richesses d'ici-bas afin de prendre Dieu pour son unique partage : *Dominus pars hæreditatis meæ et calicis mei !* S'il prie, c'est pour ses frères, s'il travaille, c'est pour ses frères, s'il se sanctifie, c'est pour ses frères, s'il souffre c'est pour ses frères : *Pro eis sanctifico meipsum.* Il est éminemment l'ouvrier de la gloire de Dieu, comme parle Tertullien, *Operarius gloriæ Dei.* Son pain quotidien, c'est l'avancement du règne de Dieu par la sanctification du prochain, *Gloria Dei, o anima sacerdotalis, panis tuus est !* (Pierre de Celles.) Il ne s'appartient en rien, il se sacrifie absolument, complètement, admirable victime du dévouement ! Il sacrifie sa volonté par une obéissance qui l'entraîne aux volontés de son chef hiérarchique, de son évêque qui lui dit : Venez

et il vient, allez et il va, faites ceci et il le fait ! *Promitto!* Il sacrifie son esprit qui devra s'enrichir, par un travail incessant, des trésors de la science de Dieu, *Attende lectioni.* Il sacrifie ses lèvres qui, sept fois le jour, au nom du peuple chrétien, devront faire monter vers Dieu la louange et la supplication. Il sacrifie son cœur : il brise les liens de la chair et du sang ; comme Melchisédech, quand il s'agit des intérêts surnaturels, il est sans père, sans mère, sans généalogie ; sa famille, ce sont ceux que le Pontife a confiés à ses soins. Il sacrifie sa bouche qui doit se fermer aux discours profanes, pour annoncer les volontés du Seigneur. Il sacrifie les légitimes aspirations qu'il pourrait avoir à raison de ses études et de sa science, pour rester pauvre comme son divin Maître, *factus est pauper cum esset dives.* Il sacrifie les plaisirs des relations sociales, vivant dans la retraite, afin de mieux être à tous, ne se voyant guère qu'avec ses confrères, et à de longues intervalles, pour se retremper avec eux dans la générosité, dans l'amour de Dieu et des âmes. Il sacrifie son corps, en l'immolant par le célibat à la virginité perpétuelle : le célibat, admirable institution de l'Eglise, qui, tout en faisant mourir le prêtre aux joies du foyer domestique, en le déracinant, pour ainsi dire, de la terre, le pare des gloires les plus pures et les plus célestes, l'affranchit des soins les plus absorbants, donne à son cœur une entière liberté pour se dévouer, impose aux peuples une confiance absolue pour venir demander en toute assurance, dans les circonstances même délicates, conseil, soutien ou réhabilitation, et le rend plus digne de consacrer, de toucher et de distribuer l'Agneau sans tache. Il sacrifie jusqu'à son extérieur pour prendre le vêtement de la pénitence, qui lui rappelle qu'il est mort au monde pour vivifier les autres par la grâce. Il se sacrifie aux petits enfants pour les instruire, aux vieillards pour les disposer au jugement redoutable du Seigneur, aux justes pour les maintenir dans le bien, aux pécheurs pour les ramener à Celui qui est né et est mort pour les sauver !

III

Voilà le sacerdoce : c'est le dévouement par état, c'est le dévouement en action, c'est le dévouement poussé jusqu'à l'héroïsme, toutes les fois que la gloire de Dieu ou le salut des âmes le demande. S'agit-il de confesser le nom du Christ en face des persécuteurs qui voudraient porter atteinté au dogme ou à la morale, en menaçant la fidélité des derniers supplices, le sacerdoce a ses martyrs qui aiment mieux mourir que de forfaire à l'honneur de la conscience : *Potius mori quam fedari.* S'agit-il de faire face aux maladies pestilentielles qui déciment les populations, le sacerdoce a ses Charles Borromée qui se dévouent sans peur aucune au bien des corps et des âmes. S'agit-il d'éclairer les peuples quand les nuages de l'erreur s'amoncellent à l'horizon, le sacerdoce

a ses docteurs qui se consomment en veilles laborieuses pour combattre vaillamment les combats de la vérité. S'agit-il de porter l'évangile aux peuples assis dans les ombres de la mort, le sacerdoce a ses apôtres, ses Paul, ses François-Xavier, qui aspirent à se fatiguer, à souffrir, à mourir pour le Sauveur, et qui, se séparant de tout ce qui tient le plus au cœur ici-bas, la famille et la patrie, vont dans des pays étrangers annoncer la bonne nouvelle, la signant volontiers de leur sang généreux. L'héroïsme, mais je le retrouve dans chaque presbytère chez ce prêtre qui, pour les âmes, se dévoue à une vie humble, solitaire, laborieuse. Oui, le véritable héros c'est cet homme qu'un génie, hélas ! dévoyé par l'orgueil, décrit en ces termes ¹ : « Un prêtre est, par devoir, l'ami, la providence vivante de tous les malheureux.... Sa vie entière n'est qu'un long et héroïque dévouement au bonheur de ses semblables. Qui de vous consentirait à échanger comme lui, les joies domestiques, toutes les jouissances, tous les biens que les hommes recherchent si avidement, contre des travaux obscurs, des devoirs pénibles, des fonctions dont l'exercice brise le cœur et rebute les sens, pour ne recueillir souvent d'autres fruits de tant de sacrifices, que le dédain, l'ingratitude et l'insulte. Vous êtes encore plongé dans un profond sommeil, et déjà l'homme de charité, devant l'aurore, a recommencé le cours de ses bienfaisantes œuvres. Il soulage le pauvre, il visite le malade, il essuie les pleurs de l'infortuné, ou fait couler ceux du repentir, il instruit l'ignorant, il fortifie le faible, il affermit dans la vertu des âmes troublées par les orages des passions. Après une journée toute remplie de pareils bienfaits, le soir arrive, mais non pas le repos. Un chrétien touche à ses derniers moments, il va mourir, et peut-être d'une maladie contagieuse. N'importe ! le bon pasteur ne laissera pas sa brebis, sans adoucir ses angoisses, sans l'environner des consolations de l'espérance et de la foi, sans prier à ses côtés le Dieu qui mourut pour elle, et qui lui donne, à cet instant même, dans le sacrement d'amour, un gage d'immortalité ! »

Un célèbre prélat du xvi^e siècle, Mgr Sébastien Zamet, disait qu'il ne pouvait voir un prêtre de campagne sans se sentir poussé à se mettre à genoux devant lui, comme devant la personnification du dévouement. Chrétiens, estimez, admirez, aimez le sacerdoce ! Rendez-lui en confiance et en respect ce qu'il vous donne en charité !



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. Congrégation des Indulgences.

Louanges indulgenciées aux saints noms de Jésus et de Marie.

Romanus presbyter Petrus Bugarini ad pedes Sanctitatis Vestrae humillime provolutus, eosdem-

¹ Lamennais. *Essai sur l'indifférence.*

que exosculans, supplex petit ut concedere dignetur ex Ecclesiæ thesauro aliquam indulgentiam omnibus fidelibus laudes insequentibus recitantibus in laudem Christi Jesu et Mariæ Virginis, ut convicia et probra quibus iidem blasphemii impetuntur, aliquo modo reparentur.

LAUDES CHRISTI JESU

Laudetur Jesus Dei Filius, — Verus Deus, verus Homo, — Vitæ auctor, — Sapientia æterna, — Bonitas infinita, — Deus pacis, — Pastor bonus, — Pater benevolentissimus, — Salvator noster, — Spes nostra, — Amor noster, — Vita nostra, — Nostrum principium, — et Finis noster.

(*Quibus singulis respondetur* : Laus æterna Jesu.)

LAUS MARIÆ VIRGINIS

Laudetur Maria æterni Patris Filia, — Verbi Incarnati Mater, — Sponsa divini Spiritus, — Mundo redimendo coadjutrix, — Regina immaculata, — Gratia plena, — Refugium peccatorum, — Mater clementissima, — Miserorum solatrix, — Afflictorum salus, — Stella rebus in arctis propitia, — Tutus viatorum portus, — Solatium nostrum in vita, — Spes nostra in morte.

(*Quibus singulis respondetur* : — Laudetur Maria semper.

Traduction française :

LOUANGES A JESUS-CHRIST

Que Jésus fils de Dieu soit loué ! — Vrai Dieu et vrai homme, — Auteur de la vie, — Sagesse éternelle, — Bonté infinie, — Dieu de paix, — Bon Pasteur, — Père plein de bonté, — Notre Sauveur, — Notre espoir, — Notre amour, — Notre vie, — Notre principe, — Notre fin.

On répondra à chaque louange ; Que Jésus soit toujours loué !

LOUANGES A LA TRÈS-SAINTÉ VIERGE

Soit louée Marie, fille du Père éternel, — Mère du Verbe fait homme, — Epouse du Saint-Esprit, — Corédemptrice du monde, — Reine immaculée, — Pleine de grâce, — Refuge des pécheurs, — Mère très clémentine, — Consolatrice des malheureux, — Salut des affligés, — Étoile propice dans les malheurs, — Port sûr des voyageurs, — Notre secours dans la vie, — Notre espoir dans la mort.

On répondra à chaque louange : Que Marie soit toujours louée !

SSmus D. N. Leo Papa XIII in audientia habita die 18 julii 1885 ab infrascripto secretario S. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ, omnibus utriusque sexus Christifidelibus, qui utramque suprascriptam laudem, corde saltem contrito ac devotè recitaverint, indulgentiam centum dierum, semel in die lucranda, benigne concessit. Præsenti in perpetuum valituro, absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex secretaria ejusdem Sac. Congregationis, die 18 julii 1885.

J. B. Card. FRANZELIN, *Præfectus*.

FRANCISCUS DELLA VOLPE, *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Dans notre diocèse, l'évêque ordonne le dernier dimanche de l'année ecclésiastique une grande-messe votive de SS. *Trinitate pro gratiarum actione, ritu primæ classis* ; — lorsque l'adoration perpétuelle coïncide avec cette solennité, quelle messe faut-il chanter. — L'indult pour la messe *Cibavit* est restreint au double-majeur, et défend de chanter cette messe aux fêtes de 1^{re} et de 2^e classe. *Quid in casu* ?

2^o Petrus parochus suspensionem incurrit frequentando tabernas, et in hoc statu publice docuit catechismum et prædicavit. An aliquam irregularitatem contrahit. Et ratio detur responsi ?

3^o Cette année, dimanche 2 octobre, quelles vêpres fallait-il chanter, ou réciter, S. François d'Assise étant *Festum primum* sur celle du S. Rosaire ?

R. — Ad I. La messe doit être de la très-sainte Trinité, avec mémoire du dimanche, et du très-saint Sacrement.

Mais dans quel ordre doit-on placer ces deux mémoires ? Selon les uns, l'oraison du très-saint Sacrement doit s'unir sous une seule conclusion à l'oraison même de la messe solennelle de la très-sainte Trinité, puis on dit la commémoration du dimanche sous une autre conclusion. Selon d'autres, l'oraison du très-saint Sacrement ne doit pas s'unir à l'oraison de la messe sous une même conclusion, lorsqu'il y a des commémorations en ce jour ; on doit la placer après les commémorations. Or, c'est le cas présent, puisqu'il y a la commémoration du dimanche. Comme ce cas n'est pas décidé, on peut suivre l'une ou l'autre opinion, en attendant une solution certaine.

Ad II. Non incurrit quia hæc munia exerceri possunt, ex licentia episcopi, ab iis qui non sunt in sacris constituti, nec incurrit irregularitas ob violationem censuræ nisi per exercitium ordinis sacri aut actus ordinibus sacris proprii.

Ad III. Lorsqu'une fête de la Très-Sainte Vierge concourt avec une fête de saint du même grade, elle a toujours la préférence ; on lui donne les vêpres entières, ainsi qu'il résulte des rubriques générales du Bréviaire (Tit. XI, n^o 2), et d'un décret de la S. Congrégation des rites, en date du 30 juillet 1689, n. 3196, ad 2.

Q. — 1^o Quand le célébrant donne la communion en chasuble avant ou après une messe où il donne la bénédiction, doit-il donner encore la bénédiction après la communion ? — Doit-il la donner quand il est revêtu des ornements noirs ? — Doit-il la donner revêtu de l'étole du jour, immédiatement avant ou après une messe qu'entendent les communiantes ?

2^o Dans notre diocèse de Saint C., il s'est conservé un usage que l'autorité épiscopale n'a approuvé ni condamné.

Cet usage consiste à ne faire, le jour de la Chandeleur, aucune bénédiction de cierges et à renvoyer cette bénédiction solennelle au dimanche suivant.

Le diocèse de Besançon, qui nous a communiqué cet usage, l'a supprimé.

Doit-on bénir, le jour de la Purification, les cierges (n'y aurait-il que ceux du curé et de l'enfant de chœur).

Doit-on, le dimanche suivant, pour satisfaire la dévotion des fidèles, prendre la formule *extra diem purificationis*.

Je profite de cette occasion pour vous remercier des services que vous rendez au clergé, et de la rédaction intéressante de vos articles.

R. — Ad I. Si le prêtre donne la communion avant la messe, et qu'il soit sûr que tous les communicants resteront à l'église jusqu'à la fin de la messe, Cavalieri enseigne qu'on ne donnerait pas la bénédiction. Mais la plupart des auteurs ne font pas cette distinction-là; et puis, d'ailleurs, comment être sûr que tous les communicants resteront jusqu'à la fin de la messe qui va se célébrer. Nous conseillons donc de la donner dans tous les cas.

Si le prêtre donne la sainte communion après la messe, tous les auteurs s'accordent à dire qu'on doit donner la bénédiction.

Doit-il la donner quand il est revêtu des ornements noirs? Non; ce point a été tranché en 1868 par un décret général. Nous extrayons de ce long décret le passage relatif à la question présente :

« ... Posse item in paramentis nigris, ministrari communionem immediate post missam defunctorum; data autem rationabili causa, immediate quoque ante eandem missam; in utroque tamen casu omittendam esse benedictionem. » (27 juin 1868, n. 5404). Ce décret général a été approuvé et confirmé par Pie IX le 23 juillet de la même année.

Le prêtre doit-il donner la sainte communion, revêtu de l'étole du jour, immédiatement avant ou après une messe qu'entendent les communicants? Cette question suppose sans doute que celui qui distribue la sainte communion ne dit pas la sainte messe en ce moment. Dans ce cas nous pensons qu'il doit revêtir une étole de la couleur de l'Office du jour, conformément aux décrets du 12 juillet 1866, n. 4777, ad 13, et 11 août 1877, n. 5706.

Ad II. La bénédiction des cierges doit se faire dans toutes les églises au jour prescrit par les rubriques. Ce point a été tranché le 31 mars 1640, n. 1208, par la S. Congrégation des rites.

Voici les paroles importantes de ce décret :

« Non solum licere, sed etiam fieri debere prædictas distributiones (candelarum, cinerum et palmarum) in unaquaque ecclesia diebus tantummodo præscriptis in Cæremoniali Episcoporum. » Or, cette bénédiction est fixée au 2 février dans le Cérémonial des Évêques, aussi bien d'ailleurs qu'au Missel romain.

L'usage de renvoyer cette bénédiction au dimanche suivant nous semble mauvais. La sainte Église tient tellement à ce que cette bénédiction et la procession se fassent le 2 février, qu'elle défend de les transférer lors même que la fête de la Purification serait elle-même transférée.

Q. — Peut-on gagner par le même acte plusieurs indulgences quand les unes sont personnelles, les autres réelles. Exemple : les cordigères de saint François gagnent une indulgence plénière personnelle chaque fois qu'ils récitent la couronne des 7 allégresses de Marie sans qu'il soit nécessaire de toucher un chapelet

en la récitant. Peuvent-ils, en même temps, gagner les indulgences du chapelet des Croisiers si, en récitant la dite couronne, ils tiennent à la main ce chapelet précieux à chaque grain duquel est attachée une indulgence de 500 jours.

R. — Nous répondons négativement. L'Eglise veut que l'on garde une certaine réserve pour la concession et le gain des Indulgences, « ne per « indiscretas et superfluas indulgentias et claves « Ecclesiæ contemnuntur et poenitentiae satisfactio « enervetur ¹. » Aussi a-t-elle refusé d'autoriser le gain de plusieurs indulgences par le même acte, si cet acte peut être renouvelé. Il n'y a d'exception que pour la confession et la communion : « Utrum, si eidem pio operi, quod a fidelibus iterari non potest, variis titulis indulgentiæ adnexæ sunt, possint omnes lucriferi? — RESP. Affirmative, dummodo opera injuncta vere iterari nequeant, vel non soleant, sicuti confessio, nisi sit aliunde necessaria ². »

La réserve est formelle et ne distingue pas entre les indulgences réelles et les indulgences personnelles. Et de fait, examinons le cas. Que faut-il pour gagner les Indulgences de la couronne des 7 allégresses de Marie? Réciter cette couronne sans tenir un chapelet. Et pour les indulgences du chapelet des P. Croisiers? Réciter les prières en tenant le chapelet. Il y a donc pour les deux indulgences une œuvre commune : la récitation des prières. Et comme rien n'empêche de réitérer la récitation des prières, il faut en conclure qu'une seule récitation ne peut suffire pour gagner plusieurs indulgences différentes. Tel est du moins notre avis.

Q. — Dans les prières après la messe, la forme latine des *Ave Maria* est-elle absolument requise pour gagner les indulgences? Il semble que le Souverain Pontife a eu en vue la prière et non la forme de la prière. Du reste dans les conditions énumérées qui regardent la récitation de ces prières, il n'est nullement parlé, à ma connaissance, de la forme latine des *Ave Maria*. Donc, n'est-on pas libre de les réciter en français?

Est-il vrai que la récitation des litanies de la sainte Vierge dans le mois d'octobre doit être faite en latin pour gagner les indulgences du mois du saint Rosaire?

R. — C'était autrefois une règle de la S. Congrégation des Indulgences de ne permettre la récitation des prières indulgenciées que dans la langue dans laquelle elles avaient été indulgenciées. Nous en avons la preuve dans la demande présentée au Saint-Siège, en 1852, par les éditeurs de la *Raccolta*, afin que « omnes et singulæ orationes in « ipsa pariter decima tertia, ac in aliis ut supra « continendæ, quocumque idiomate, dummodo « versiones sint fideles, pro indulgentiarum acquisitione recitari possint ³. »

Les éditeurs en présentant cette demande et le Saint-Siège en l'acceptant pensaient donc qu'il

¹ Cap. 14, de *Pœnitent.*

² *Decreta auth. S. C. Indul.* GENEVEN. 12 jan. 1878, ad 3, n. 434, Edit. Pustet.

³ *Decr. auth. S. Cong. Indul. Urbis et orbis*, 30 sept. 1852, n. 361. Edition Pustet.

fallait une autorisation spéciale pour pouvoir gagner, avec une traduction, les prières indulgentiées. Le décret du 29 décembre a abrogé cette règle, pensons-nous. Le voici dans son intégrité :

« Cum pro nonnullis precibus latino vel italico sermone confectis concessæ fuerint indulgentiæ, addita facultate easdem preces recitandi quocumque idiomate, dummodo versio sit fidelis, et aliquando adjectum, et approbata ab *Ordinario loci*, vel a *respectivis Ordinariis*, singillatim autem pro orationibus in Collectione Romana, edit. XIII, contentis indulgentias acquiri eas recitando in quodcumque idioma translatas, dummodo versiones sint fideles; in audientia habita die 29 decembris 1864, ab infrascripto Cardinale Præfecto, SSmus D. N. Pius Papa IX benigne declaravit *indulgentias adnexas precibus valere quocumque idiomate, dummodo versiones sint fideles*. Licet autem pro lucranda indulgentia requiratur versionis fidelitas, nihilominus ut constet de fidelitate versionis, sufficit declaratio Sacræ Congregationis Indulgentiarum per Eminentissimum Præfectum, vel unius ex Ordinariis loci, ubi vulgaris est lingua in quam vertitur oratio, cujus recitationi primitus indulgentia concessa fuit ¹. »

D'après ce décret, nous croyons que toute prière indulgentiée peut être récitée n'importe en quelle langue, pourvu que la version soit exacte.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

QUESTIONS SCOLAIRES

En donnant le texte de la misérable loi du 30 octobre dernier sur l'instruction primaire, nous étions mus par la pensée que ce document soulèverait des montagnes de difficultés et que nous serions assaillis de demandes, de conseils et d'explications. Nos prévisions n'ont pas tardé à se réaliser. Nous ne suffirions pas à la besogne. Heureusement que dans la société générale d'Education, le comité dit du Contentieux veille, et les hommes qui le composent appliquent leur activité et leur intelligence à répondre aux besoins de tous. Dans l'impossibilité de reproduire *in extenso* les circonstances de fait qui donnent lieu à ces difficultés, le Bulletin de la société ne prend, dans les avis du comité, que les solutions d'intérêt général. Nous le suivons pas à pas dans ce travail dont chaque jour nous révèle la nécessité.

Q. — Des titres de capacité obligatoire pour les directeurs et directrices des écoles primaires supérieures privées, pour leurs adjoints et pour les adjoints chargés des classes privées d'enseignement primaire supérieur. (*Rapporteur* : M. Merveilleux du Vignaux.)

R. — L'article 36 de la loi du 30 octobre 1886 impose aux directeurs et directrices des écoles

privées *prenant le titre d'écoles primaires supérieures*, l'obligation d'être munis des *brevets* exigés des directeurs et directrices des écoles primaires supérieures publiques.

Malgré le rapport qui peut s'établir au premier coup d'œil entre ce texte et celui de l'article 28 de la même loi, il semble permis de croire que l'assimilation invoquée entre les directeurs et directrices des écoles publiques supérieures et ceux des écoles privées qui prétendraient au même titre, n'a trait qu'aux brevets proprement dits, et non point au *certificat d'aptitude au professorat des écoles normales*. Ce certificat, en effet, paraît spécialement institué en vue de fonctions auxquelles les membres de l'enseignement privé ne peuvent prétendre; et il n'a été certainement, à l'origine, destiné qu'aux membres de l'enseignement officiel, puisqu'il n'avait été créé que par décret. Il change, à la vérité, de caractère, et se trouve, en quelque sorte, érigé au rang des brevets proprement dits, depuis que la loi du 30 octobre en consacre l'existence et y attache certains droits. Mais, sa nature initiale n'en doit pas moins être invoquée pour soustraire à une exigence qui nous paraît inacceptable des directeurs et directrices des établissements privés. Le pluriel employé, quant aux brevets par l'art. 36, s'explique, on peut le soutenir, par la réunion, dans la même phrase, du nom des directeurs et de celui de directrices auxquels ces brevets sont imposés.

Quoi qu'il en soit sur ce premier point, l'article ne soumet à ses exigences que les directeurs et directrices des écoles privées prenant le titre d'école primaire supérieure. Aucun lien, même implicite, n'est établi entre la disposition qu'il renferme et celle de l'article 24, aux termes duquel les instituteurs adjoints, dans les écoles primaires supérieures publiques, doivent, pour enseigner, être munis du brevet supérieur, et pour obtenir le titre de professeur justifier de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales. Dans le silence de la loi, la présomption de liberté l'emporte. Les maîtres-adjoints des écoles primaires supérieures privées n'ont, par conséquent, besoin d'être munis que du brevet élémentaire.

Mais résulte-t-il de là que, dans une école élémentaire privée dont le directeur ne possède pas le brevet supérieur, l'obtention de ce brevet soit inutile pour l'instituteur chargé d'une classe d'enseignement primaire supérieur annexée à l'établissement? Nous n'oserions le garantir, au cas du moins où il s'agit d'une classe publiquement annoncée par une addition expresse au titre même de l'école. La liberté des programmes n'a pas été enlevée aux écoles élémentaires privées. Toute espèce d'instruction peut donc être donnée aux élèves, et une classe d'enseignement supérieur peut y exister, en fait, dans des conditions quelconques, pourvu que tout se passe à l'intérieur de l'école, et que chacun des maîtres y soit pourvu du brevet élémentaire. Mais, si le directeur veut

¹ Ibid, 29 decemb. 1864, n. 415.

décerner à cette école le titre d'*Ecole primaire avec classe d'enseignement supérieur primaire annexée*, la situation nous paraît n'être plus la même. L'article 1^{er} de la loi reconnaît, en effet, aux classes d'enseignement primaire supérieur dans ces conditions un caractère propre, qui distingue leur existence de celle de l'école élémentaire, et qui fait d'elles, en réalité, une sorte de réduction de l'école primaire supérieure. Le maître de la classe devient ici, en même temps, une sorte de directeur; et l'argument aurait bien plus de force encore, si plusieurs classes d'enseignement primaire supérieur se trouvaient (ainsi que la loi semble le permettre) simultanément annexées à l'école élémentaire...

A la suite de ce rapport résumé, le *Bulletin* ajoute : « A la vérité, nous croyons savoir que le règlement dont le conseil supérieur de l'Instruction publique vient de terminer la discussion pour obéir à la loi du 30 octobre, prétend rendre obligatoire le *certificat d'aptitude au professorat des écoles normales*, pour les directeurs et directrices des écoles privées d'enseignement primaire supérieur comprenant trois années d'études. »

Mais, le Comité se réserve d'examiner la légalité de ce décret, dont il ne connaît pas encore le texte, et il se garde bien de conseiller aux instituteurs libres d'en devancer l'application.

Quant au *casier judiciaire* dont la production est imposée par l'article 63, il peut être encore utile de reproduire l'avis suivant :

—

Q. — Peut-on demander par simple lettre, sur papier libre, le bulletin du casier judiciaire exigé par l'art. 63 de la loi du 30 octobre 1886 ?

R. — La question posée ne soulève aucun doute. C'est bien sur papier libre que doit être demandé le bulletin n. 2 du casier judiciaire à produire conformément à l'article 63 de la loi du 30 octobre 1886.

La lettre de demande doit être adressée au procureur de la République (ou encore au greffier du tribunal) de l'arrondissement où est né le réclamant, et doit expressément mentionner l'usage auquel est destiné le bulletin demandé. Il sera bon, en outre, de viser, pour éviter toute difficulté, ledit article 63.

Nous ajouterons que la lettre en question n'aura même pas à être affranchie si elle se trouve être envoyée au procureur de la République de l'arrondissement où elle sera mise à la poste, attendu que ce fonctionnaire a la franchise pour la réception des lettres de tout particulier qui lui écrit dans les limites de son arrondissement.

L'affranchissement de la lettre de demande ne sera donc obligatoire que si elle est adressée en dehors de l'arrondissement où l'on réside.

Afin d'établir son identité, l'intéressé fera bien de demander au maire ou au commissaire de police le visa de sa signature.

L'article 63 oblige enfin les instituteurs privés à adresser leurs *diplômes* à l'inspecteur d'académie.

On nous annonce que certains inspecteurs primaires prétendent qu'il ne suffit pas de produire des copies ou même des duplicata certifiés de ces diplômes. En tout cas, il n'est pas douteux que les intéressés sont fondés à réclamer un récépissé des titres dont ils se dessaisissent.

Nous ne saurions trop répéter que les prescriptions de l'article 63 ne peuvent apporter aucun trouble aux situations légalement acquises antérieurement à la nouvelle loi. Cette observation est d'autant plus utile qu'un certain nombre d'institutrices, à la suite de l'invitation que l'administration leur a adressée de faire connaître la date de leur nomination et si elles sont pourvues du brevet de capacité, nous ont demandé, malgré ce qui a été expressément dit dans le *Commentaire*, si la nouvelle loi laissait subsister les équivalences établies par l'article 4 de la loi du 16 juin 1881. Les réponses suivantes rassureront les personnes qui pourraient partager leurs inquiétudes.

Q. — Peut-on, sous le régime de la loi du 30 octobre 1886, invoquer les équivalences admises par l'article 4 de la loi du 16 juin 1881 ? L'article 62 de cette loi n'a-t-il pas limité au 1^{er} janvier 1888 le bénéfice de ces équivalences ? (M. Louchet, rapporteur.)

R. — Nous n'hésitons pas à penser que la loi du 30 octobre 1886, par aucune disposition, n'a porté atteinte au droit des personnes qui peuvent invoquer les équivalences établies par l'article 4 de la loi du 16 juin 1881, ce qu'elle n'aurait pu faire d'ailleurs sans produire un effet rétroactif. Loin de faire rien de semblable, l'article 62, en prescrivant qu'à partir du 1^{er} janvier 1888 le brevet de capacité sera nécessaire même pour la direction des écoles maternelles et en abolissant pour l'avenir le certificat d'aptitude à la direction des salles d'asile, maintient cependant dans la possession de leurs droits les personnes munies de ce titre lors de la promulgation de la loi de 1886.

Il convient, en outre, de remarquer en quels termes l'article 4 de cette dernière loi vise la loi du 16 juin 1881. « Nul, dit-il, ne peut être directeur ou adjoint chargé de classe dans une école primaire publique ou privée... s'il ne remplit les *conditions de capacité* fixées par la loi du 16 juin 1881. » Le législateur ne parle ici ni de brevets, ni de diplômes, mais seulement de conditions de capacité qui sont aussi bien définies dans l'article 4 de la loi de 1881 que dans les deux premiers articles de cette loi, exclusivement relatifs, ceux-là, aux *titres de capacité*.

Il n'est donc pas admissible que la loi de 1886, après avoir ainsi reconnu et confirmé l'ensemble des dispositions de la loi de 1881, les ait implicitement et partiellement abrogées par une « disposition transitoire » qui ne regarde que l'avenir et n'a sur les droits acquis dans le passé aucun effet rétroactif.

Les demandes qui ont inquiété le consultant s'expliquent sans doute par l'article 64 de la loi nouvelle. Aux termes de cet article, les seuls ins-

tituteurs publics admis à prendre part à l'élection des conseils départementaux sont ceux qui sont munis du brevet de capacité. Ce privilège est donc refusé aux instituteurs ou institutrices qui n'exercent qu'en vertu des équivalences de la loi de 1881; le questionnaire adressé par l'administration avait probablement pour objet de dresser les listes électorales; mais, sauf en ce point, les instituteurs ou institutrices dont nous venons de parler jouissent des mêmes droits que s'ils étaient brevetés.

Cependant cette réponse n'est complètement vraie en pratique qu'à l'égard des instituteurs ou institutrices libres. Quant à ceux qui appartiennent à l'enseignement public, l'administration, étant investie d'un pouvoir discrétionnaire pour la nomination à ces fonctions, est libre de ne les conférer qu'à des personnes munies du brevet, et si un tel usage de son pouvoir peut paraître peu conforme à l'équité, on ne saurait dire néanmoins qu'il constitue une violation de la loi.

Q. — Une institutrice adjointe, qui n'exerçait aucune fonction d'enseignement soit au 1^{er} janvier 1881, soit à l'époque de la promulgation de la loi du 16 juin 1881, peut-elle invoquer le bénéfice des équivalences établies par l'article 4 de cette loi? (Rapp. M. Crouzas-Crétet.)

R. — L'article 4 de la loi du 16 juin 1881 dispose que l'obligation du brevet ne s'applique pas :

« 1^o Aux directeurs d'écoles publiques ou libres qui, au 1^{er} janvier 1881, exerçaient les fonctions de directeurs en vertu des équivalences établies par la loi du 15 mars 1850;

« 2^o Aux directrices d'écoles et de salles d'asile publiques ou libres qui, au 1^{er} janvier 1881, compaient 35 ans d'âge et cinq ans au moins de services en qualité de directrices;

« 3^o Aux adjoints ou adjointes d'écoles publiques; ainsi qu'aux sous-directrices de salles d'asile publiques ou libres qui, au 1^{er} janvier 1881, compaient 35 ans d'âge et cinq ans au moins de services comme adjoints ou adjointes chargés d'une classe ou comme sous-directrices d'une salle d'asile, sans toutefois que cette exemption leur permette d'obtenir ultérieurement la direction d'une école ou d'une salle d'asile en dehors des conditions prescrites par les articles 1^{er} et 2 de la présente loi. »

Il résulte du paragraphe 3 de cet article que, en ce qui concerne les adjoints et adjointes, pour être exempté du brevet, il suffit d'avoir eu 35 ans d'âge et d'avoir exercé pendant cinq ans les fonctions d'enseignement dans une école ou dans une salle d'asile avant le 1^{er} janvier 1881. Il n'est pas nécessaire d'avoir été en fonctions à cette date; autrement la loi n'eût pas employé les expressions : les adjoints ou adjointes qui, au 1^{er} janvier 1881, compaient 35 ans d'âge et cinq ans au moins de service, etc. Elle eût dit, comme pour les directeurs d'écoles compris sous le paragraphe 1^{er} du même article, ceux qui, au 1^{er} janvier 1881, *exerçaient les fonctions d'adjointes...* etc. » De la différence de rédaction des deux paragraphes ré-

sulte certainement une différence de situation pour les personnes qui y sont désignées.

Par conséquent, la religieuse dont nous parle notre correspondant, qui avait 35 ans d'âge et cinq ans de services dans l'enseignement antérieurement au 1^{er} janvier 1881, mais qui avait cessé ses fonctions pour être employée dans un hôpital ou un ouvroir, bénéficie des dispositions du paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 16 juin 1881. Elle pourra donc être employée comme adjointe soit dans une école primaire, soit dans une salle d'asile, sans être astreinte à produire de diplôme.

Ajoutons enfin, sur cette question des titres de capacité, que « les diplômes spéciaux pour les enseignements accessoires, dessin, chant, gymnastique, travaux manuels, langues vivantes, etc., annoncés par l'article 21 de la loi du 30 octobre 1886, ne sauraient en aucun cas, être rendus obligatoires pour les écoles privées. La loi n'en parle qu'au point de vue des écoles publiques. (M. Herbelot, rapporteur.) Les questions les plus nombreuses auxquelles le Comité du contentieux a eu à répondre, sont celles relatives à la *laïcisation des écoles congréganistes publiques et à l'action en révocation des dons et legs faits aux communes en faveur de ces écoles*. Voici une consultation qui rappelle des points importants.

Q. — Une commune dont l'école est laïcisée, est-elle nécessairement obligée de déférer à la demande en revendication des dons et legs qu'elle a reçus pour cette école?

L'arrêté du 1^{er} décembre 1886 doit-il être considéré comme donnant ouverture à la prescription des deux ans établis par l'article 19 de la loi du 30 octobre?

Est-il nécessaire d'attendre la laïcisation d'une école bénéficiaire de dons ou de legs, ou la publication au *Journal officiel* de l'arrêté de laïcisation, pour introduire l'action révocatoire?

R. — En cas de laïcisation d'une école communale congréganiste, la restitution aux bienfaiteurs ou à leurs héritiers des biens donnés, obtenue de la commune soit judiciairement, soit amiablement, est le seul moyen qui puisse assurer l'exécution des intentions du donateur et l'affectation desdits biens à l'enseignement congréganiste.

Nous disons que les biens donnés peuvent être *restitués volontairement* par la commune; en effet, la commune reconnaissant elle-même que la condition désormais inexécutable pour elle, d'entretenir une école congréganiste, a été la seule cause de la libéralité dont elle a été l'objet, il est inadmissible qu'elle soit obligée de soutenir un procès qu'elle sait être mauvais, et de repousser une revendication dont elle ne conteste pas la justice. Tels paraissent être les sentiments de la municipalité à l'occasion de laquelle nous sommes consultés. Il y aurait lieu seulement d'examiner, et c'est là un point sur lequel nous n'avons pas à nous prononcer en ce moment, en quelle forme et suivant quel acte cette restitution pourrait et devrait être opérée par la commune.

En ce qui touche le point de départ de l'action

en révocation ou résolution, dans le cas où il se-
rait nécessaire de procéder judiciairement, l'arrêté
ministériel du 1^{er} décembre 1886, qui a déterminé
les départements dans lesquels il ne doit plus être
fait de nominations d'instituteurs publics congré-
ganistes, ne doit pas être confondu avec l'arrêté
de laïcisation spécial à chaque école dont parle
l'article 19 de la loi du 30 octobre, et qui seul fait
courir le délai de la prescription biennale. Ce
point ne peut faire aucune difficulté ; l'adminis-
tration elle-même semble l'entendre ainsi, car,
depuis la publication de l'arrêté ministériel pré-
cité, elle a fait insérer au *Journal officiel* cinq
arrêtés de laïcisation relatifs à huit écoles parti-
culières, lesquels eussent été inutiles si l'arrêté
ministériel du 1^{er} décembre eût été suffisant pour
remplir la condition imposée par l'article 19 de la
loi du 30 octobre.

En résumé, l'action en révocation peut être in-
tentée dans le délai de deux années à compter de
l'insertion de l'arrêté de laïcisation au *Journal
officiel*, lors même que cet arrêté ne serait pas
immédiatement exécuté. Elle est certainement ou-
verte à partir de la même époque ou du moment
de la laïcisation effectuée par la substitution d'un
instituteur laïque à un instituteur congréganiste,
quelle que soit la cause de cette substitution. Notre
Comité va même plus loin ; il est d'avis que l'ac-
tion en résolution ou révocation *peut être dès à
présent intentée, même avant tout arrêté de
laïcisation* et à raison des dispositions des art. 17
et 18 de la loi du 30 octobre 1886. Nous ne pou-
vons pas ici donner incidemment les motifs sur
lesquels est fondée cette opinion que nous nous
bornons à énoncer. Nous sommes d'ailleurs tou-
jours à la disposition de ceux de nos correspon-
dants, qui croiraient avoir intérêt à commencer
l'instance judiciaire avant que l'école publique ne
fût laïcisée en ajoutant que, dans ce cas, il serait
utile, pour permettre au Comité d'émettre un avis,
de lui communiquer le texte même de l'acte de
donation et des actes administratifs qui l'ont
suivi.

Après de longues et intéressantes délibérations,
le Comité, sur le rapport de M. Delahay, a con-
firmé l'avis émis ci-dessus au sujet de l'introduc-
tion immédiate de l'action révocatoire sans atten-
dre la laïcisation des écoles, objets de dons ou de
legs. Mais, comme en cette matière, tout dépend
essentiellement des termes des donations et des
testaments et qu'il importe de les examiner avec
soin avant d'agir, il recommande instamment aux
intéressés de s'entourer de conseils autorisés, et il
se met, en ce qui le concerne, entièrement à leur
disposition.

D'autre part, le Comité a été consulté sur la
question de savoir si, au cas où les instituteurs
congréganistes, après avoir été dépossédés de
l'école publique, ouvriraient, une école privée dans
la commune, celle-ci ne pourrait affecter à la nou-
velle école les dons et legs, qu'elle avait reçus
pour l'ancienne, et continuer ainsi à exécuter les

volontés des bienfaiteurs. En droit, le comité n'a
vu aucun obstacle à cette combinaison en faveur
de laquelle on peut invoquer des documents de
jurisprudence dont les plus récents sont l'arrêt de
la Cour d'Orléans du 27 novembre 1884, et celui
de la Cour de cassation du 8 juillet 1885, dans
l'affaire de la commune d'Ouzoué-le-Marché,
dont nous avons déjà parlé dans l'*Ami du clergé*.
Mais en fait, et à raison des fluctuations qui peu-
vent toujours se produire dans les administrations
municipales, le Comité craint qu'une telle situa-
tion ne comporte, un jour ou l'autre, les plus
graves difficultés, et comme, en l'acceptant, on
risque de s'exposer à la forclusion de l'article 19,
de la loi du 30 octobre, il juge préférable que les
bienfaiteurs ou leurs ayant cause, agissent dans
la plénitude de leurs droits. (M. Crousaz-Crétet,
rapporteur.)

Dans un certain nombre de communes, les ins-
tituteurs congréganistes sont eux-mêmes proprié-
taires de l'immeuble où est installée l'école publi-
que et le louent, pour cet usage, à la commune ;
le Comité ne voit pas qu'ils compromettent leur
droit de reprendre ledit immeuble et de demander
la résiliation du bail, après la laïcisation, en con-
tinuant à toucher le prix de la location. (M. David,
rapporteur.)

Mais, quant aux droits des instituteurs congré-
ganistes de demander eux-mêmes la révocation
des dons et legs faits en faveur des écoles com-
munes dont ils étaient antérieurement chargés,
le Comité estime, en présence des décisions ré-
centes de la jurisprudence, qu'il ne peut être admis
a priori et qu'il dépend essentiellement des con-
ditions dans lesquelles les dits instituteurs ont
été admis à bénéficier des dites libéralités par les
ordonnances ou décrets de l'autorité supérieure
qui en ont autorisé l'acceptation. C'est donc uni-
quement après un examen attentif des circons-
tances spéciales à chaque espèce qu'il pourrait
donner un avis utile sur ce point.

Enfin, on a demandé au Comité si la *nomina-
tion d'un adjoint ou d'une adjointe laïque, dans
une école publique congréganiste, équivaut à la
laïcisation de cette école*. Au point de vue admi-
nistratif, l'école reste congréganiste, tant que le
titulaire ou la titulaire appartiennent à une con-
grégation religieuse. Mais, au point de vue de
l'exécution des conditions d'une donation ou d'un
legs établi en vue de la fondation et de l'entretien
d'une école congréganiste, il est incontestable que
la nomination d'un adjoint laïque apporte, en
thèse générale, un trouble profond dans l'œuvre
qu'ont voulu faire les bienfaiteurs, et qu'elle est
une violation flagrante des conditions qu'ils ont
mises à leurs libéralités. A ce titre, le Comité
estime qu'une telle nomination suffirait pour
motiver l'action révocatoire.

Il est un dernier ordre de questions sur lequel
le Comité a eu à se prononcer et qui se rattache à
la *situation des écoles publiques de filles dans
les communes de 400 habitants et au-dessous*.

Aux termes de l'article 15, la loi du 30 octobre, les dépenses nécessitées par ces écoles cessent d'être obligatoires pour les communes, et par suite pour les départements et pour l'Etat, en cas d'insuffisance des ressources communales. Dans cette situation, on a demandé au Comité, d'une part, au moyen de quelles ressources les communes qui voudraient conserver ces écoles pourraient pourvoir à leur entretien, d'autre part, si, au cas où elles supprimeraient, comme elles en ont le droit, les dites écoles, les communes pourraient en louer les bâtiments à des institutrices privées se proposant d'y installer des écoles mixtes.

Voici la réponse qui a été faite à la première question :

Q. — Un conseil municipal peut-il créer des ressources nouvelles à l'effet de pourvoir à l'entretien d'une école publique dont les dépenses cessent d'être obligatoires pour la commune ? (M. Chauffard, rapporteur.)

R. — Il résulte des renseignements fournis par l'honorable correspondant que la commune de G... a une école publique de filles dirigée par une institutrice congréganiste, pour l'entretien de laquelle elle recevait une subvention de l'Etat.

Le préfet a informé le maire que cette subvention ne serait pas maintenue à l'avenir.

La question posée est de savoir dans quelles conditions le conseil municipal peut, pour l'entretien de l'école qui retombe à sa charge créer des ressources nouvelles.

Les ressources qu'il se propose d'affecter à cet usage seraient, paraît-il, des libéralités privées, une taxe affouagère et des centimes additionnels. Les libéralités privées, si elles sont faites sous la forme de dons manuels, pourront être acceptées par une simple délibération du conseil municipal pourvu qu'elles ne soient grevées d'aucune charge ni condition. Rien ne fait obstacle à ce qu'elles soient employées à l'entretien de l'école des filles.

Si ces libéralités étaient grevées d'une charge ou d'une condition, elles devraient être transformées en donations publiques constatées par actes notariés, soumises, par conséquent, à l'autorisation. (*Décision ministérielle. Intérieur 18 octobre 1862.*)

Il est à remarquer que la délibération du Conseil municipal constatant l'acceptation de dons manuels peut donner ouverture au droit de mutations. (*Cassation, 1^{er} février 1882. Hospice d'Arras.*)

La taxe affouagère peut être votée par le conseil municipal. Toutefois, l'article 68 paragraphe 7 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation et les attributions des conseils municipaux, réservant à l'approbation de l'autorité supérieure les tarifs de tous les droits de cette nature à percevoir au profit de la commune, la délibération fixant le taux des cotisations doit être approuvée par le préfet.

Quant aux centimes additionnels, ils peuvent

être votés par le conseil municipal dans des conditions différentes, suivant qu'on les considérera comme centimes ordinaires, pour insuffisance de revenus, ou comme centimes extraordinaires.

L'entretien d'une école, même non obligatoire, étant de sa nature une dépense annuelle et permanente, il semble que cette dépense doit rentrer parmi celles du budget ordinaire.

S'il en est ainsi, les centimes destinés à pourvoir sont des centimes additionnels ordinaires pour insuffisance de revient. Les centimes de cette nature ne peuvent être établis qu'avec l'autorisation du préfet s'il s'agit de dépenses facultatives. (Loi du 5 avril 1884, art. 133.)

Si l'on devait considérer l'entretien de l'école comme une dépense accidentelle et extraordinaire, les centimes votés seraient des centimes extraordinaires. Ces centimes pourraient, en ce cas, être votés sans approbation par le conseil municipal, dans la limite du maximum fixé par le conseil général, pourvu qu'ils n'excèdent pas 5 centimes pendant 5 ans (*loi de 1884, art. 141*). Mais il paraît difficile de soutenir que la dépense d'une école soit une dépense extraordinaire.

Quant à la seconde question, le Comité ne pouvait qu'y donner une réponse affirmative.

Enfin sur la question de savoir si l'on peut publier le compte-rendu des séances des Conseils départementaux, le Comité a répondu que cette publication ne paraît pas entrer dans l'esprit de la loi qui a décidé (art. 60) que ces séances ne seront pas publiques; mais qu'en fait aucune disposition prohibitive n'existe à cet égard et que les pénalités édictées par la loi sur la presse ne sauraient être étendues à cette publication, tout étant de droit strict en matière pénale. (*M. Quérenet, rapporteur.*)



COURRIER DE L'UTILE

LA MYOPIE

Au début de la discussion sur le budget de l'enseignement primaire, dans la séance du 27 janvier dernier, Mgr Freppel appelait l'attention de nos députés, et du ministre de l'instruction publique, et du pays tout entier, sur l'un des mauvais effets, sinon le plus déplorable, du moins très grave, du nouveau régime et des nouveaux programmes scolaires; mauvais effets déjà signalés du reste par le conseil municipal de Paris et par l'Académie de médecine, deux corps où « il n'y a pas précisément ce que l'on pourrait appeler, dans le sens propre et rigoureux du mot, des Pères de l'Eglise.

« Ma thèse », dit l'éminent évêque, « la thèse du conseil municipal de Paris et de l'Académie de médecine, est celle-ci : Vous faites de l'enseignement à outrance, vous vous livrez dans les écoles primaires à un surmenage intellectuel qui est

fatal à la santé et au développement physique des populations. »

Et plus loin :

En condamnant les enfants à une immobilité trop prolongée, de deux à six ans, dans les écoles maternelles, et de sept à treize ans dans les écoles primaires ; en les obligeant à vivre tout ce temps-là dans une atmosphère nécessairement viciée, malgré toutes les précautions que vous pouvez prendre ; en leur imposant, par une surcharge de matières qui n'en finissent pas, une tension d'esprit au-dessus de leurs forces, savez-vous ce que vous faites ? Vous surexcitez chez eux le système nerveux aux dépens du reste de l'organisme. (Très-bien ! très bien !)

Plusieurs membres : C'est très vrai !

Mgr Freppel. — Vous amenez ainsi, par voie de conséquence, — je suis bien obligé d'entrer dans ces détails...

M. le rapporteur. — C'est très utile à entendre !

Mgr Freppel.... la langueur et l'inertie des fonctions digestives, les troubles de la vue et en particulier la myopie, les déviations et les déformations de la taille, la méningite si cruelle aux enfants, l'anémie si commune de nos jours, et la phthisie qui en est la suite trop fréquente ; vous nous préparez, en un mot, des populations étioilées, rachitiques, sans force et sans vitalité ! (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le comte de Lanjuinais. — Cela est encore plus vrai pour l'instruction secondaire !

Mgr Freppel. — Messieurs, j'ai prononcé le mot de myopie ; vous n'ignorez pas que la myopie est devenue un véritable fléau dans la jeunesse française ; il n'y aura bientôt plus de jeunes gens qui ne portent des lunettes !

Voici ce que je lis à l'article *Myopie*, dans le Dictionnaire de pédagogie, sous la signature autorisée de M. le docteur Pécaut :

« Une enquête, qui a porté spécialement sur les écoles primaires de la ville de Paris, a donné pour résultat une moyenne de un myope sur six enfants, ce qui est évidemment une proportion fort alarmante. »

Un myope sur six enfants ! Voilà qui donnera de fameux tireurs pour l'armée de l'avenir ! (Rires.)

Allez donc après cela voter 50,000 fr. pour encourager des sociétés de tir ! (Nouveaux rires.)

« La même enquête a démontré qu'un tel état de choses n'est point imputable à quelque disposition constitutionnelle de la population, mais bien à l'organisation même du travail scolaire ; car cette proportion est celle que l'on observe dans le cours supérieur, alors que le cours élémentaire ne compte pas un myope sur 100. »

Ainsi, dans les cours élémentaires, 1 sur 100, et dans les cours supérieurs, 1 sur 6.

« Il semble donc hors de doute que les cinq années d'étude aboutissent à déterminer la myopie, et cela dans cette proportion redoutable de 17 ou 18 p. 100. »

J'arrête ici la citation pour rester dans le cadre de mon Courrier et donner quelques notions et explications sommaires sur la vue et spécialement sur la *myopie*.

La myopie, c'est la vision nette à de petites distances seulement ; le presbyte, cette même vision, à de grandes distances seulement. Entre ces deux extrêmes, se classent tous les intermédiaires depuis la myopie la plus complète, qui est presque la cécité, jusqu'à la presbytie la plus grande. La vue normale est comprise entre ces deux limites, et pour se qualifier ainsi, elle doit être très nette à la distance de trente centimètres environ. Cette distance est appelée la *distance de la vision distincte*. Cela ne veut pas dire que l'on ne voit pas

les objets plus éloignés ou plus rapprochés qu'à cette distance, mais qu'à cette distance on distingue très nettement les détails des objets usuels ; qu'on peut, par exemple, lire les caractères d'imprimerie de grosseur normale.

Cela posé, avons-nous quelque pouvoir de modifier notre œil, et les modifications répétées souvent peuvent-elles persister ?

On comprend comment des os faibles ou mous peuvent se courber à la longue par suite d'une position vicieuse et se conserver ensuite, lorsque leur solidification est complète, dans une forme anormale ; mais on ne voit pas aussi facilement comment le sens de la vue peut s'altérer. Ceci demande quelques mots d'explication en ce qui regarde la structure de l'œil.

De l'extérieur vers l'intérieur de l'orbite ou des organes accessoires et protecteurs aux organes indispensables, on trouve en premier lieu les paupières, qui protègent les yeux contre l'action des lumières trop vives. Au-dessous, une membrane blanchâtre appelée *sclérotique*, est percée d'une sorte de fenêtre dont la couleur est variable et que l'on appelle la *cornée transparente*.

C'est la coloration de cette cornée qui fait la coloration des yeux. Au centre de la cornée, apparaît une tache noire qui est une ouverture, la *pupille*, percée dans une membrane verticale, l'*iris*. En arrière, est le *cristallin*, lentille convergente tout à fait semblable à celle des lentilles de verre des opticiens, mais dont la courbure peut varier. Enfin, vient une sorte d'écran, la *rétilne*, qu'impressionnent les images, et qui, communiquant avec les *nerfs optiques*, donne au cerveau la sensation lumineuse.

Voilà quels sont les organes essentiels et dont une lésion déterminera des troubles dans le sens de la vue. Il en est de même des muscles extérieurs susceptibles de faire mouvoir le globe oculaire dans son orbite.

Comment fonctionnent ces organes ?

L'ouverture pupillaire peut varier de diamètre, peut *s'accommoder*, augmentant ou diminuant sa grandeur selon que l'objet est éloigné ou rapproché, que la lumière est trop faible ou trop forte. Il en est de même du cristallin, dont la courbure se modifie suivant le rapprochement ou l'éloignement de l'objet. Et ces variations de la pupille et du cristallin sont nécessaires pour que les images des objets vus viennent se former sur l'écran rétinien.

Ceci dit, on comprendra facilement comment la myopie, ou la possibilité de ne voir qu'à de courtes distances, pourra s'acquérir et persister. En effet, les organes qui, d'une façon générale, sont très plastiques au début de la vie, pourront, dans ce cas particulier, s'accoutumer à ne voir que des objets rapprochés. La courbure que prendra alors le cristallin deviendra, à la longue, permanente. Les muscles extérieurs eux-mêmes seront invariablement fixés.

La position verticale — étant trop fatigante pour

l'enfant qui, assis sur son banc est trop éloigné de son pupitre — le fera se pencher. Il donnera ainsi des points d'appui nombreux à son corps et sa fatigue générale sera diminuée d'autant. Mais en revanche, la distance d'adaptation des organes de la vue sera modifié : il s'habituerà à regarder de très près.

D'un autre côté, la salle d'étude, soit le jour, par des fenêtres insuffisantes, soit le soir, par économie, pourra n'être pas suffisamment éclairée ; de là encore la nécessité de trop rapprocher les yeux du papier, le danger d'habituer les yeux à voir en myopes.

« Il y a moins de myopes en France qu'ailleurs, parce qu'on y donne moins de devoirs à faire à domicile ; il n'y a donc pas lieu de s'alarmer » : cette interruption, que M. Javal a faite au discours de Mgr Freppel, est-elle fondée ? Non, et nous pouvons voir chacun chez nous cette aggravation ajoutée aux six heures réglementaires de classe :

« Le zèle, je devrais dire l'imprudence des inspecteurs primaires, ne connaît plus de bornes. Ils poursuivent de leurs exigences le malheureux enfant jusque dans sa famille par ce qu'ils appellent les devoirs à la maison ; et alors, à peine sorti de la classe, le voilà obligé de recommencer, de se remettre à lire, à écrire, à calculer, la tête et la poitrine penchées sur une table, ce que les hygiénistes appellent avec raison des attitudes vicieuses, à la lumière tremblante d'une détestable bougie, quand ce n'est pas une chandelle plus détestable encore, au lieu de courir et de prendre ces ébats, d'avoir devant soi la verdure, l'espace, le grand air.

En tous cas, le travail de veilles, le travail à la lumière des lampes est imposé aux écoliers élevés dans les collèges, et il est absolument nécessaire aux jeunes gens qui se préparent aux examens, aux grandes écoles, comme il sera plus tard à peu près indispensable au prêtre, au médecin, à l'avocat, au littérateur.

Dans ces professions comme dans toutes celles qui exigent des veilles, l'éclairage joue un grand rôle. Trop faible, il force le cristallin à accentuer sa courbure et développe la myopie. Trop fort, il brûle les organes de la vision et les affaiblit d'une autre manière non moins préjudiciable.

L'effet des insuffisances et des excès de lumière, des habitudes de se pencher trop et trop longtemps sur ses livres et ses papiers, est tel, qu'en Allemagne, dans les écoles de divers ordres, on a pu constater, sur dix mille enfants pris au hasard, que :

- 1 4 0/0 de myopes proviennent des écoles de village,
- 6 7 0/0 des écoles primaires urbaines,
- 7 7 0/0 des écoles secondaires de filles,
- 10 3 0/0 des écoles moyennes,
- 19 7 0/0 des écoles supérieures au realschulen,
- 26 2 0/0 des gymnases.

Ces chiffres montrent, mieux que de longues dissertations, que la myopie est plutôt une habitude acquise qu'une affection congénitale, puisque le nombre des myopes augmente avec les programmes d'instruction, beaucoup trop étendus pendant ces dernières années.

M. Berthelot, ministre de l'instruction publique, ne pouvant s'inscrire contre le discours de Monseigneur Freppel, lui a répondu ;

On a déjà commencé à délester les programmes et à diminuer le nombre des heures de classe. Il est reconnu que la cervelle humaine ne peut par contenir plus aujourd'hui que dans l'antiquité. Les programmes ont été trop surchargés, mais ils le sont moins chez nous qu'en Allemagne, ils le sont plus qu'en Angleterre.

L'administration s'efforcera de réduire les programmes et de diminuer les heures de classe dans toute la mesure possible.

Nos programmes sont plus chargés que ceux de l'Angleterre et moins que ceux de l'Allemagne ; cela est vrai. Voici du reste une statistique comparative intéressante et qui explique pourquoi la myopie scolaire est, comme nous venons de le voir, plus grande en Allemagne :

	Heurs de travail.	Heurs de gymnast. ou récréation.
En Angleterre. . .	16.500	4.500.
En France. . . .	19.000	1.300
En Allemagne. . .	20.000	560

J'exprimerai, en terminant, non les conclusions d'hygiène pratique que chacun peut facilement tirer de ce qui précède, mais le souhait que Monsieur Berthelot tienne sa promesse de réduire des programmes et de changer un régime scolaire qui, de l'aveu d'un journal républicain et universitaire peu suspect (le *Journal des Débats*), « déplorable pour la santé des élèves ne valent pas mieux pour l'enseignement. » « *Le niveau d'instruction* », dit le même journal, « des élèves sortant des lycées, baisse d'année en année. Les professeurs des facultés, chargés, comme on sait, de corriger les devoirs des candidats à la licence, et de faire ainsi l'office de professeurs de rhétorique, sinon de seconde et de troisième, sont stupéfaits de l'ignorance des jeunes gens confiés à leurs soins. » Ce qui s'explique, du reste, car qui trop embrasse mal étreint, et un cerveau surmené est un cerveau hébété.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 2 februarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Les avantages *tout particuliers*, accordés aux membres du Clergé, par la **maison GALAND**, (fabrique d'armes), 13, rue d'Hauteville, à Paris, nous portent à engager nos lecteurs à s'adresser à cette maison, très justement réputée, pour toutes les acquisitions qu'eux et leurs amis pourraient avoir à faire, en armes de chasse et autres.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE DIMANCHE DE LA QUINQUAGÈSIME : LA
PÉNITENCE CORPORELLE

Castigo corpus meum et in
servitutum redigo.
(I. Cor. ix, 27.)

Il y avait dans une ville du midi de la France, une dame pieuse et riche ¹. Elle vivait modestement au milieu d'un mobilier simple ; elle allait toujours à pied et se contentait de la nourriture la plus frugale. Les pauvres avaient ses revenus ; ses domestiques, son sourire à peu près continu ; les malades et les affligés, presque tout son temps ; Dieu avait tout son cœur. Un jour, son directeur la trouva triste et préoccupée. — « Qu'avez-vous ? lui dit-il. — Je cherche, répondit-elle, avec un sourire contraint, je cherche à faire un vrai sacrifice au bon Dieu. — Mais il semble que ce que vous faites... — Est beau, n'est-ce pas ? fit-elle d'un air dédaigneux ; mais vous ne voyez donc pas que tout cela est une jouissance pour moi ? Je n'aime pas le luxe ; la charité me plaît ; les plaisirs m'ennuient. En faisant ce que je fais, il n'y a pas de sacrifice. Or, aime-t-on quand on ne donne pas quelque chose qui coûte. — Vous êtes bien difficile, mon enfant, murmura tout bas le prêtre. » Quelques jours après elle revint radieuse. « J'ai trouvé, mon père, j'ai trouvé ! et, cette fois, je puis faire un vrai sacrifice. J'aime le sommeil. Eh bien ! affaire finie : je me lèverai tous les jours à cinq heures en toutes saisons. Il n'y avait que cela qui me coûtait. Comment donc n'y avais-je pas songé ? » Voilà un langage bien différent de celui du monde ! Voilà un esprit diamétralement opposé à celui du siècle ! Aujourd'hui on ne pense qu'au plaisir, on ne parle que du plaisir, on ne recherche que le plaisir. On a horreur de tout ce qui gêne, on fait du corps une idole, on est esclave des jouissances des sens, on pratique à outrance la doctrine de « la réhabilitation de la chair ». Et cependant, bon gré mal gré, tant que nous sommes sur la terre, il faut se mortifier, il faut faire pénitence. Doctrine fâcheuse, doctrine désagréable, doctrine d'un autre âge, dit-on ; mais en vérité doctrine nécessaire, doctrine salutaire, doctrine qui doit nous arracher à l'enfer et nous mener au ciel. Aussi bien, l'Eglise, gardienne de la vérité, malgré les réclamations de l'impie voluptueuse, ne cesse de nous la rappeler ; et particulièrement à la veille du Carême, elle en renouvelle la prédication. Pour entrer dans son esprit, nous nous entretiendrons en ce discours de la pénitence corporelle, nous en redirons le *devoir* et la *pratique*.

I

Tout chrétien, dit S. Paul, dans les desseins de Dieu, doit ressembler au Sauveur Jésus. Or, qu'a

fait de son corps Notre-Seigneur, pendant toute sa vie ? Il en a fait une victime de pénitence ! Il l'a constamment martyrisé, constamment crucifié, *tota vita Christi crux fuit et martyrium*. Bethléem, la terre d'Egypte, Nazareth, la Galilée et la Judée pendant la vie publique, ne sont-elles pas autant de Calvaire. Il a eu froid, il a eu faim, il a eu soif, il a été fatigué, il s'est soumis à de longues insomnies, il a pleuré de douleur, il a été déchiré par les verges, il a eu les mains et les pieds percés par des clous cruels, enfin il est mort sur le bois ignominieux. Je le demande, un vrai disciple du Christ peut-il flatter son corps par d'incessantes délicatesses ?

Mais il y a plus. Non seulement Notre-Seigneur nous a donné l'exemple de la pénitence corporelle, il nous l'a prescrite par les commandements les plus formels et les plus réitérés. « Faites pénitence ! » Voilà une parole de l'Evangile dont j'aurais peine à vous citer l'endroit, tant elle est fréquemment répétée par Notre Sauveur dans les saintes Lettres. « Le royaume des cieux souffre violence, il n'y a que ceux qui se font violence qui le prennent d'assaut. (Math. v, 12.) Si quelqu'un veut venir après moi qu'il se renonce lui-même, qu'il porte sa croix tous les jours et qu'il me suive ». (Math. xvi, 24.) — Si le grain de froment ne tombe en terre et ne meurt, il ne peut porter de fruit ; s'il y tombe et y meurt, il en porte beaucoup ». Et les Apôtres, échos fidèles de la parole du Sauveur, reviennent fréquemment sur cette importante vérité. « Si vous vivez selon la chair, écrivait S. Paul aux Romains (Rom., viii, 13), vous mourrez ; mais si vous mortifiez par l'esprit les désirs de la chair, vous vivrez ». « Je châtie mon corps et je le réduis en servitude, disait de lui-même le grand apôtre, de peur qu'après avoir prêché aux autres, je ne sois réprouvé ». (I Cor., ix, 27.) « Nous portons toujours sur nous la mortification de Jésus afin que sa vie paraisse en nous ». (II Cor., iv, 10.) « Montrons-nous de dignes serviteurs de Dieu par la patience, par les souffrances, par le travail, par les veilles, les jeûnes, par la chasteté ». « Ceux qui sont à Jésus-Christ crucifient leur chair avec ses vices et ses convoitises ». « Vivre sobrement », « être sobre », ces mots reviennent sans cesse dans les épîtres de S. Paul et de S. Pierre. Or, la sobriété chrétienne, qu'est-ce sinon la mortification corporelle ?

Pour préciser le précepte de Notre-Seigneur, l'Eglise, éclairée et guidée par le Saint-Esprit, a déterminé en quoi et comment et dans quelles proportions nous devons faire pénitence. Elle a prescrit l'abstinence d'aliments gras pour chaque semaine, et le jeûne pour chaque saison par les Quatre-Temps, pour chaque année par la salutaire institution du Carême.

Oh ! qu'il avait raison, ce grand philosophe chrétien de notre époque ¹ quand il disait : « Il n'y a pas de dogme dans l'Eglise catholique, il n'y

¹ Trait cité par le Bulletin de S. François de Sales, n° 2, 1887.

¹ J. de Maistre, *du Pape*, livre 3, c. 8.

a pas même d'usage général appartenant à la haute discipline, qui n'ait ses racines dans les dernières profondeurs de la nature humaine ». Les pénitences ecclésiastiques, l'humiliation de la chair par l'abstinence des viandes et par le jeûne répondent aux premières nécessités de la vie religieuse et de la dignité humaine. Elles servent d'abord à la bonne santé, à la vigueur. Quoique ce soit un moindre résultat, il n'est point à dédaigner, et l'Eglise, mère charitable, ne se désintéresse pas de notre bien-être matériel. « Les plaisirs de la bonne chair, dit S. Léon, sont contraires à la santé du corps, à moins que la tempérance ne mette un frein au plaisir et n'enlève à la volupté ce qui serait un poids pour le corps. » (Serm. XVIII.) « Ne calomniez pas, dit S. Grégoire de Nysse, en prétendant que le Carême est une cause de maladie : c'est au contraire un principe de santé... L'abstinence, continue ce Père avec une science d'observation qui n'a rien à envier à celle du physiologiste, l'abstinence n'est pas moins utile au corps qu'à l'âme : elle délivre les veines de la surabondance d'humeurs ; la tête est calme et n'est point obscurcie par les vapeurs qui montent ; l'estomac recouvre sa liberté ; les yeux ont le regard limpide et n'éprouvent aucune de ces fatigues qui proviennent de la plénitude ; la respiration est réglée et sans agitation, la parole est claire et nette, l'âme sereine, le sommeil agréable et léger ; en un mot, l'abstinence est un principe commun d'harmonie pour l'âme et pour le corps, et une raison de tranquillité dans l'existence ». (Orat. in princ. jej.) — Les mortifications corporelles sont nécessaires pour l'expiation des péchés commis : le corps a sa part dans l'offense, il faut qu'il ait sa part dans la pénitence. — Elles sont nécessaires pour prévenir les péchés dans l'avenir, en éteignant les feux coupables du foyer ardent de la concupiscence, en domptant les passions qui se nourrissent des voluptés du corps et des délicatesses excessives qu'on lui prodigue. — Elles sont nécessaires pour réparer les crimes de la terre, pour offrir à Dieu une compensation aux offenses nombreuses dont les pécheurs se rendent coupables envers le ciel, attirant sur eux, sur leur famille, sur la nation et sur l'Eglise, les foudres vengeresses de la colère du Très-Haut. — Elles sont nécessaires pour conserver à l'homme sa dignité et l'empêcher de se ravalier au rang des êtres sans raison. — Demandez à l'homme pénitent la raison de ses austérités ? Il vous répondra avec une fierté sublime : « Je poursuis la conquête de ma véritable grandeur. » Qu'est-ce que l'homme en vous comme en moi ? Est-ce cette enveloppe de chair qui frappe les regards ? Non, sans doute, et mille fois non. L'homme ? c'est ce qui ne se voit pas en nous, et non point ce qui se voit ; c'est l'hôte mystérieux qui se cache au fond de ce sanctuaire matériel ; ce n'est pas le corps, c'est l'âme. L'esprit et la pensée, voilà vraiment ce qui me constitue ; et jamais je ne suis mieux à la hauteur de ma nature que lorsque la pensée domine plei-

nement sur les instincts et que l'esprit règne en vainqueur sur les sens. Quand j'en suis là, quand l'âme est reine et la matière esclave, alors, suivant le beau mot de l'Ecriture, je ne suis que légèrement inférieur aux anges, tandis qu'au contraire, si cette hiérarchie est renversée, si c'est le corps qui prend le sceptre et l'âme qui porte les fers, j'abdique la majesté de mon essence, et suivant l'énergie d'une autre parole des saintes Lettres, je m'abaisse au niveau des bêtes de somme. Pour échapper à cette honte, je châtie mon corps comme l'Apôtre, je le réduis impitoyablement en servitude. Plus il est assujéti, plus je me sens libre ; à mesure qu'il s'abaisse, je vois mon âme qui s'élève ! »¹ — Les pénitences corporelles sont l'aliment nécessaire des plus nobles vertus, moyen excellent et toujours recherché par les grandes âmes pour témoigner à Dieu notre amour, une condition indispensable pour nous faire à nous-mêmes et à nos frères l'application des mérites du Sauveur crucifié pour notre salut. « L'idée catholique proclamée, définie par le saint Concile de Trente, et de tout temps adoptée dans l'Eglise, dit un pieux prélat de notre époque², c'est que la satisfaction de Jésus-Christ toute suffisante, toute surabondante qu'elle soit pour tous, et qu'elle le serait pour des milliers de mondes, ne nous est applicable cependant et ne nous est appliquée que par les moyens qui nous l'ont obtenue ; la greffe améliore et semble transformer l'arbre sauvage ; mais c'est par incision qu'on se procure la greffe, c'est par incision qu'il faut la recevoir. Ainsi des mérites de Jésus-Christ. Ils ne servent qu'en nous vouant et en nous consacrant au même genre de vie que le sien. La sève divine ne circulera qu'à cette condition, voilà pour tout l'ensemble de la vie : elle doit avoir le même aspect que celle de Jésus-Christ pour que sa rédemption nous profite ». « Tant il est vrai, comme dit Bossuet, que la loi la plus propre de l'Evangile est de porter sa croix. La croix est la vraie épreuve de la foi, le vrai fondement de l'espérance, le parfait épurement de la charité, en un mot le chemin du ciel »³.

Donc la pénitence corporelle est pour nous un impérieux devoir. Mais comment la pratiquerons-nous ? Nous allons l'expliquer brièvement.

II

Il y a d'abord les mortifications volontaires, qui dépendent de notre libre choix, et dont les saints ont été si avides. Elles apportent à l'âme une grande force et un grand contentement : ayons le courage d'en faire quelques-unes, par exemple : abrégé quelque peu le sommeil ; retrancher quelques instants de délassement ; faire le sacrifice de satisfactions permises dans le repos ou la conversation et nous recevrons en retour d'ineffables bénédictions. Il y a les mortifications inhérentes à

¹ Mgr Plantier, évêque de Nîmes.

² Mgr de Langalerie.

³ Discours sur l'Histoire universelle, chap. VI, 2^e partie.

notre position ou envoyées par la Providence : l'assujettissement, la maladie, quelques pertes d'argent, un travail pénible ou prolongé. Accueillons-les avec résignation, patience et générosité. Elles sont d'autant plus méritoires qu'elles renferment moins du nôtre. Il y a les mortifications commandées par l'Eglise particulièrement pour le Carême, dans lequel nous allons entrer.

Le carême, à moins d'en être dispensés pour des raisons bien légitimes, observons-le scrupuleusement. Les pénitences du Carême ont une vertu particulière à raison de la grâce que Dieu y a attachée dès le commencement de son institution, et aussi à cause des prières continuelles de l'Eglise qui, dans ce saint temps, ne cesse de demander à Dieu « qu'il daigne donner à notre abstinence la vertu d'affaiblir nos passions, et de nous fortifier nous-mêmes contre les ennemis de notre salut. » Saint Jean Chrysostôme, dans sa quatrième homélie sur la Genèse, dit que, dans la ville de Constantinople, les fidèles, par une sainte émulation, semblaient disputer à qui jeûnerait le plus austèrement. Les uns ne mangeaient que de deux en deux jours; les autres se contentaient chaque jour d'une légère portion de pain, et passaient ainsi la sainte Quarantaine. S. Augustin, dans un traité qu'il fait des mœurs de l'Eglise, témoigne que de son temps on voyait non seulement des hommes, mais encore des femmes, des jeunes filles même, qui demeuraient souvent trois jours entiers, quelquefois plus longtemps, sans rien prendre pour soulager leur faim et même leur soif. Il y a plus, l'historien Nicéphore¹ raconte que Justinien, la famine sévissant à Constantinople, fit, d'accord avec l'autorité ecclésiastique, publier dispense générale de l'abstinence pour le carême, et fit ouvrir les boucheries. Mais pas un chrétien ne profita de cette permission; et tout le peuple courut assiéger le palais pour la faire révoquer et réclamer l'observance des anciennes lois.

Chrétiens, imitez la fidélité de vos frères de la primitive Eglise, d'autant qu'aujourd'hui il ne reste presque plus rien au Carême de ses anciennes rigueurs. Autrefois on n'y faisait qu'un seul repas et seulement après le coucher du soleil, environ six heures après-midi; en second lieu, l'usage du vin et de la chair quelle qu'elle fût était interdit; les seuls mets permis, c'étaient des herbes, des légumes dont l'eau ou un peu d'huile faisaient tout l'assaisonnement. En mère compatissante, à cause de nos faiblesses, l'Eglise a adouci sa discipline. Que sa condescendance ne provoque point la lâcheté et la désobéissance, et ne tourne point au détriment de nos âmes!

Je finis par ces paroles remarquables du saint abbé Palémon. Un de ses disciples lui ayant servi le jour de Pâques quelques herbes assaisonnées avec de l'huile : Quoi! lui dit-il en fondant en larmes, *Dominus meus Jesus crucifixus est et ego nunc oleum comedam!* Quoi, mon fils, Jésus

notre maître a été crucifié, et je pourrais me résoudre à manger de l'huile! Rappelez-vous, mes Frères, cette parole; et elle vous donnera un saint mépris pour les mets prohibés qui pourraient vous tenter. Le jeûne de quarante jours, l'abstinence du Carême sont comme un souvenir continuel de la passion et de la mort du Sauveur; opposez donc, je vous en conjure, ce généreux sentiment à tout ce que les exemples du monde ou les suggestions du démon pourraient vous inspirer pour vous pousser à la désobéissance, *Dominus meus Jesus crucifixus est et ego nunc oleum comedam!* Eh quoi! le péché que fit Adam, en mangeant du fruit défendu, a donné la mort au Rédempteur, et je renouvellerais son trépas en usant des viandes proscrites par l'Eglise! Mon Seigneur et Maître est mort pour moi et je n'aurais pas le courage de me priver de quelques douceurs! Toute l'Eglise est en deuil avec ses enfants fidèles et je ferais bonne chère! Il n'y aurait aucune différence entre moi et un infidèle! Jésus-Christ a permis qu'on déchirât sa chair innocente pour réprimer les révoltes de la mienne, et je ne cesserais pas de flatter ma chair coupable et de donner des aliments au feu de la concupiscence qui me consume, tandis que pour l'éteindre, mon Sauveur a versé tout son sang! *Dominus meus Jesus crucifixus est et ego nunc oleum comedam!* Non, non, j'obéirai, je me mortifierai, je ferai pénitence, afin de ressusciter vraiment avec le Sauveur, et d'avoir part, avec ses élus, au festin éternel!

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. Cong. des Evêques et Réguliers.

Le 12 juin 1880, la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers, donnait aux évêques d'Italie une instruction réglant la procédure à suivre dans les procès criminels des clercs, lorsqu'on ne pouvait y employer les formes solennelles de droit. Cette procédure a été depuis étendue aux autres pays qui se trouvent dans des conditions semblables. Nous en avons donné le texte dans notre 3^e année, en l'accompagnant de quelques notes.

La S. C. des Evêques et Réguliers vient de compléter son œuvre en réglant les formes à suivre dans les appels qui lui sont adressés. Nous donnons le texte de cette nouvelle disposition :

DISPOSITIO PROVISORIA PRO ACTIS APPELLATIONIS IN CAUSIS CRIMINALIBUS

Sacra hæc Congregatio Episcoporum et Regularium pro certo habens quod modi procedendi œconomice, ordinati per Instructionem, diei 11 junii 1880 pro curiis ecclesiasticis in causis criminalibus, quæ Clericos respiciunt, observari quoque debeant in actis appellationis, quæ interponitur a sententiis ipsarum Curiarum, opportuna censuit publicatio sequentis dispositionis.

I

Defensor rei vel reorum, eligendus inter Advocatos a sacris Congregationibus approbatos, præ-

¹ Histoire ecclés., livre xvii.

vio deposito de more, prudenter notitiam sumit de restrictu et processu coram Judice relatore.

II

Quatenus vero, ratione Causæ, expedire censeat Emus Dominus Cardinalis præfectus, jubetur, Defensorem servare secretum cum jurisjurandi vinculo.

III

Exhibitis defensionibus in scriptis, eadem, quatenus Eminentissimus Dominus Cardinalis Præfectus æque opportunum censeat, communicari queunt Procuratori Fiscali Curiae a qua, ut ille, si necesse esse crediderit, in scriptis respondeat.

IV

De responso Procuratoris fiscalis, Defensor, debita cautela, cognitionem sumere potest coram Judice relatore, ut replicare ultimo valeat, pariter in scriptis.

V

Omnino autem excluditur Defensoris et Procuratoris Fisci præsentia in comitiis Cardinalium, quando causa resolvenda proponitur.

VI

Excepta dispositione præcedentium articulorum, in sua plena vi, quoad omnes partes, ea omnia permanent quæ S. Congregatio constituit per Decretum die 18 Decembris 1825, per Litteras circulares diei 1 Augusti 1851, et per ordinationem diei 6 Junii 1847.

Ex Aud. SSmi diei 26 Martii 1886.

SSmus Dnus Noster LEO div. prov. PP. XIII audita relatione præsentis Dispositionis ab infrascripto Sacrae Congregationis Episcoporum et Regularium Secretario, eam in omnibus approbare et confirmare dignatus est.

Romæ die et anno quibus supra.

J. CARD. FERRIERI, *Præf.*

Fr. ANT. M. ARCHIEP. PALMYREN, *Secret.*



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1° Un de mes confrères soutient que la rubrique défend d'avoir un prêtre assistant au salut, pour exposer le Saint Sacrement, quand il y a diacre et sous-diacre. Je soutiens le contraire. *Quid juris?*

2° Que pensez-vous des quatre petits chandeliers placés dans certaines églises entre les six grands et derrière eux? Ne peut-on pas les maintenir, sans manquer à la rubrique?

3° La rubrique des Vêpres pontificales, d'après laquelle l'autel n'est découvert qu'avant *Magnificat* par les acolythes, doit-elle s'appliquer aux Vêpres solennelles chantées par un simple prêtre?

Levasseur et Bourbon l'affirment, tandis que Falise et de Herdt n'en parlent pas, suivant en cela le Cérémonial des Evêques, qui se tait sur ce point. Du reste, la pratique unanime de notre diocèse est de découvrir l'autel au commencement des Vêpres. *Quid juris?*

4° Le dimanche où l'on solennise une fête renvoyée de première classe, si on ne chante qu'une messe, on

doit faire mémoire d'un double majeur, d'un jour octave, d'un double de deuxième classe occurrent.

Doit-on aussi, depuis les nouvelles rubriques, faire mémoire d'une fête double mineure occurrente?

5° Et quand, entre la commémoration du dimanche, il y a aussi à faire mémoire de l'Office occurrent, doit-on chanter ces deux mémoires sous la même conclusion que l'oraison de la solennité renvoyée?

R. — Ad I. Nous ne connaissons ni rubrique ni décret qui défendent d'avoir, outre le diacre et le sous-diacre, un prêtre assistant pour les saluts solennels du Très-Saint Sacrement. Mais ordinairement c'est le diacre qui fait les fonctions du prêtre assistant.

Ad II. Gavantus ne condamne pas la pratique qui consisterait à mettre ainsi quatre cierges derrière les six grands cierges. Voici ce qu'il dit :

« Ait rubrica, *saltem duo*, quia in solemnioribus missis regulariter sex in recta linea debent adhiberi; quod conjicitur ex trina hinc inde altaris incensatione, prout (ait rubrica, p. 2, tit. 4, n. 4) distribuuntur candelabra; quatuor etiam in minus solemnibus adhiberi solent pro dignitate missarum, sed et plura quam sex poni possunt, ex tit. 4, p. 2, numer. 5. » (De præparatione altaris, pars. 1, tit. xx, litt. X.)

Mais ce sentiment est peu suivi dans la pratique et dans l'enseignement; et la raison sur laquelle il s'appuie ne paraît pas bien péremptoire.

Ad III. Nous n'oserions pas faire aux acolythes une obligation de plier la couverture de l'autel avant le *Magnificat* dans les petites églises, parce que le Cérémonial des évêques, qui fait cette prescription, n'est pas obligatoire pour elles. Ajoutons en outre qu'en bon nombre de diocèses le grand autel reste découvert pendant tout le temps des vêpres, soit en vertu d'une coutume ancienne, soit en vertu d'ordonnances épiscopales ou synodales. Dans ces divers cas, il n'y a pas lieu d'observer la pratique fixée par le Cérémonial des Evêques.

Ad IV. Ce cas n'a jamais été décidé. Mais comme les solennités des fêtes transférées au dimanche sont célébrées avec la pompe des fêtes de première classe, on ne doit pas faire mémoire d'une fête double mineure occurrente. La raison en est que les nouvelles rubriques défendent de faire cette mémoire aux fêtes de première classe.

Ad V. On ne dit jamais trois oraisons sous une seule conclusion. Par conséquent l'oraison de la messe doit être sous sa propre conclusion, et les deux autres commémorations sous une autre conclusion.

Q. — Peut-on maintenir l'usage de donner place dans le chœur aux personnes qui se marient?

R. — Les questions d'usage sont toujours délicates, et l'on sait avec quelle prudence le St-Siège procède en ces sortes de matières. Aussi ne les touchons-nous qu'avec précaution, surtout lorsqu'il s'agit de la célébration du mariage; car le saint concile de Trente désire ardemment que les provinces gardent leurs coutumes et cérémonies si elles sont louables :

« Si quæ provinciæ aliis, ultra prædictas, laudabilibus consuetudinibus et cœremoniis hac in re utuntur, eos omnino retineri Sancta Synodus vehementer optat. » (S. Cong, Trident Sess. xxiv, de Reformat. Matrim.).

Et le Rituel romain reproduit littéralement ce passage du saint Concile.

On peut donc conserver les coutumes et cérémonies louables; bien plus, on le doit, si l'on veut répondre aux désirs ardents du saint concile de Trente.

Mais quelles sont les coutumes et cérémonies louables? L'usage de donner place dans le chœur aux personnes qui se marient est-il de ce nombre. Voici ce que nous pensons.

S'agit-il du moment où les époux reçoivent le sacrement de mariage, c'est-à-dire, du moment où ils donnent leur consentement? Votre usage est très bon. C'est même la pratique suivie à Rome. Les époux viennent auprès de l'autel, ils s'agenouillent sur la marche la plus élevée, ou même plus près encore de l'autel, sur le pallier lui-même. L'époux est à droite, l'épouse à gauche. Les témoins s'approchent aussi de l'autel auprès des époux, mais ils sont debout.

Les époux restent dans la même situation pendant la jonction des mains, ainsi que pendant la bénédiction et tradition de l'anneau,

Ensuite, ils se lèvent et descendent auprès de la balustrade pour assister au saint sacrifice.

Après le *Pater*, ils reviennent encore auprès de l'autel, et s'y tiennent à genoux pendant que le prêtre récite les deux admirables prières qui concernent plus particulièrement l'épouse. Puis ils retournent auprès de la balustrade. C'est là qu'ils reçoivent la sainte communion.

Au *Benedicamus Domino*, ou à l'*Ite missa est*, ils montent une troisième fois auprès de l'autel pour la prière *Deus Abraham*, la courte allocution du prêtre, et l'aspersion d'eau bénite. Après quoi, ils retournent encore à la balustrade.

Vous voyez que les époux peuvent entrer au sanctuaire pour recevoir le sacrement de mariage, et les deux bénédictions. En dehors de ces cérémonies, ils quittent le chœur et restent dans l'église, conformément au principe qui réserve le chœur au clergé.

Mais en matière d'usage, surtout en des cérémonies et en des jours de mariage, il faut une prudence extrême. C'est en pareille circonstance surtout, qu'il importe de consulter les hommes sages et principalement l'autorité diocésaine.

Q. — Si le chef du diocèse ne répond pas à une demande de dispense de parenté spirituelle lorsqu'il est tenu de la faire, et que le jour fixé pour le mariage soit arrivé, le curé de la paroisse où se trouvent les deux époux peut-il procéder, malgré cela, au mariage, et ne peut-il pas présumer que la demande lui est accordée? Ou bien n'aurait-il pas le droit de dispenser lui-même?

R. — Les théologiens n'examinent pas précisément le cas qui nous est proposé, mais un autre

cas analogue : celui des empêchements connus à la dernière heure. Toutefois la solution qu'ils donnent pourra nous servir, parce qu'elle s'applique *a fortiori* à notre cas. Il s'agit d'un empêchement public de sa nature, pour lequel une demande de dispense a été présentée et n'a pas reçu de réponse.

A notre avis, le curé ne peut pas procéder au mariage : il lui reste en effet le moyen d'obtenir de l'autorité diocésaine la réponse voulue. Ce n'est pas au dernier moment qu'il doit attendre pour se mettre en règle et se procurer les dispenses requises. Si la veille du jour fixé pour le mariage la dispense ne lui est pas parvenue, il a suffisamment de temps encore pour la procurer, dût-il envoyer pour cela un exprès à la ville épiscopale ou au bureau le plus rapproché du télégraphe. Supposé que cela fût impossible, ce qui arrivera rarement, il ne pourra pas assister au mariage sans avoir la dispense, et devra demander aux futurs de retarder le mariage jusqu'à ce que la dispense ait été accordée. Tel est l'enseignement des canonistes et la pensée du St-Siège.

Le cardinal Gousset suppose le cas suivant. Le curé ne découvre l'empêchement qu'après le mariage civil, les fiancés étant déjà à l'église, ou sur le point de s'y rendre avec leurs parents, et vu l'esprit du fiancé, il est à craindre avec fondement qu'il ne veuille s'en tenir au mariage purement civil, et qu'il ne rende malheureuse la fiancée. Il n'oserait, ajoute-t-il, blâmer le curé qui, tout considéré, croirait pouvoir agir comme s'il avait obtenu une dispense que ni l'évêque, ni le Souverain-Pontife ne pourraient refuser, « car il est certainement des circonstances où les lois les plus strictes cessent d'être obligatoires »¹.

Voici comment cette doctrine est jugée par deux hommes qui ont étudié la question à fond d'après les décisions du Saint-Siège :

« Le docte cardinal eût été plus sévère, dit M. Brillaud, s'il avait eu connaissance de la récente décision de la Sacrée Pénitencerie que voici :

« Utrum episcopi possint valide dispensare ab impedimentis matrimonii jure ecclesiastico dirimentibus cum suis subditis civili tantum fœdere junctis quum eorum aliquis ita graviter ægrotat ut in mortis articulo sit, et dispensatio nem petat, ut matrimonium coram Ecclesia rite celebrare valeat? — RESP. Quoad impedimenta publica, episcopum nullatenus dispensare posse »².

« Si les évêques ne peuvent dispenser en pareil cas, le curé ne peut, à plus forte raison, déclarer que la loi cesse d'obliger. Le doute n'est donc plus permis, et par conséquent, le curé ne peut, en pareil cas, procéder à la célébration du mariage avant l'obtention de la dispense nécessaire »³.

« Nous ne pouvons partager, dit M. Joder, l'ô-

¹ *Théologie morale*, t. II, n. 851.

² *Almerien*, 18 août 1872.

³ *Traité pratique des dispenses de mariage*, 1885, p. 109.

pinion de ceux qui prétendent que, dans un cas d'urgence, la loi cesse ou que le curé peut dispenser. Il est aujourd'hui hors de contestation que les évêques même ne peuvent dispenser d'empêchements dirimants dans des cas d'extrême nécessité que pour des empêchements occultes; et l'on voudrait attribuer au curé le pouvoir de dispenser d'un empêchement public. »¹

Les arguments de ces deux auteurs valent pour notre cas.

Q. — Dans un article consacré à la lampe du Sanctuaire, j'ai appelé le pétrole : *Huile du diable*. Un confrère propagateur de lampes à essence minérale répond que, à défaut d'huile vierge, le pétrole est aussi bien toléré que l'huile de colza, et il argue du grand nombre des églises, même dans les villes, qui trouvent plus commode de se servir de lampes à essence minérale. Je vous serais reconnaissant de vouloir bien fournir les éléments de ma réponse, avec preuves à l'appui.

R. — Vous avez été trop loin en appelant le pétrole : *Huile du diable*; vous le verrez tout à l'heure. Mais votre confrère a tort aussi de se faire propagateur de l'huile à essence, et de prétendre qu'à défaut d'huile vierge le pétrole est aussi bien toléré que l'huile de colza.

La vérité est que l'huile d'olives doit être ordinairement employée, parce que telle a toujours été la pratique de l'Eglise, depuis l'origine du christianisme.

Nous disons *ordinairement*, parce que le Saint-Siège autorise quelquefois à se servir d'autres huiles. En 1864, quelques évêques de France exposèrent à la Sacrée Congrégation des rites que bon nombre d'églises de leurs diocèses ne pouvaient se procurer de l'huile d'olives que difficilement et à grands frais. Ils demandaient donc que, en considération des motifs allégués, on pût, dans ces cas, substituer à l'huile d'olives d'autres huiles végétales, sans exclure le pétrole lui-même.

La Sacrée Congrégation répondit que, généralement, on devait se servir d'huile d'olives; mais que là où l'on ne pouvait en avoir, on devait s'en remettre à la sagesse des évêques qui autoriseront à se servir d'autres huiles, autant que possible végétales. Voici le texte de cette importante réponse :

« Generatim utendum esse oleo olivarum; ubi vero haberi nequeat, remittendum prudentiæ Episcoporum, ut lampades nutriantur ex aliis oleis quantum fieri possit vegetalibus. »

Cette réponse est du 9 juillet 1864. Quelques jours après, le 14 du même mois, elle fut ratifiée et confirmée par Sa Sainteté Pie IX.

Comment interpréter cette réponse? Bon nombre de prêtres se sont imaginés que toutes les églises pouvaient, en vertu de ce décret, se servir du pétrole; et que chaque curé pouvait, de son autorité privée, introduire cette pratique dans son église.

Cette interprétation est fausse, comme on peut

en juger d'après le texte même que nous avons reproduit à dessein. Voici, croyons-nous, la seule interprétation légitime : 1^o En principe général, on doit se servir d'huile d'olive; 2^o si l'on ne peut s'en procurer, ou bien si l'église est trop pauvre pour en acheter, on doit en référer à l'évêque, pour obtenir l'autorisation d'employer d'autres huiles végétales, ou du pétrole. Nous n'avons pas besoin de dire que l'on est dispensé de s'adresser à l'évêque, si Sa Grandeur a donné des règles générales, ainsi que cela s'est fait en certains diocèses; 3^o le pétrole n'est pas exclu absolument, mais on ne doit l'employer qu'autant qu'on ne peut avoir d'huile végétale, ou qu'on est trop pauvre pour s'en procurer.

Q. — 1^o Quelles règles doit suivre pour la célébration des Offices en général, et de ceux du dimanche en particulier, l'aumônier d'une communauté qui a son Ordo spécial? Doit-il suivre son Ordo ou celui du diocèse?

2^o L'Œuvre de la Sainte-Enfance accorde aux prêtres directeurs la faveur de l'autel privilégié trois fois par semaine : la Propagation de la Foi aussi. Doit-on considérer ces deux faveurs comme absolument indépendantes l'une de l'autre, et en conséquence le prêtre directeur des deux Œuvres a-t-il six jours privilégiés au lieu de trois?

R. — Ad I. Les aumôniers qui disent la messe de communauté chez des religieuses de chœur sont tenus de prendre la messe conforme à l'Office de ces religieuses dans les cas suivants :

1^o Si une coutume louable ou quelque statut exige que l'on dise la messe conforme à l'Office des religieuses;

2^o S'ils célèbrent une messe solennelle ou chantée; cette obligation résulte d'un décret du 20 novembre 1806, ad 12 et 13;

3^o Si l'Office est double, ou équivalent à un double, et que la couleur soit différente, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des rites le 11 avril 1840, n. 4883, et le 17 septembre 1853, n. 5195.

Y sont-ils encore obligés dans d'autres cas? Nous n'oserions pas l'affirmer; mais d'après la pratique générale, ils le pourraient.

La question que nous touchons est très difficile, parce que certains décrets ne paraissent pas s'accorder.

Il importe que les aumôniers, confesseurs, ou autres prêtres députés pour dire la messe dans les églises de religieuses examinent les statuts, indults, coutumes louables qui existent dans les communautés religieuses. Nous savons pertinemment qu'un certain nombre de communautés religieuses ont obtenu diverses faveurs relativement à ces questions.

Ce que nous venons de dire se rapporte à la nature de la messe. Mais de quel livre doit-on se servir? De droit commun, les prêtres séculiers chargés de dire la messe de communauté doivent se servir du Missel romain, car ils n'ont pas le droit de dire les messes propres approuvées pour

¹ Formulaire matrimonial, 1885, p. 47.

ces maisons; ils doivent les prendre au commun. Mais sur ce point encore le Saint-Siège a fait des concessions à un bon nombre de communautés.

Ad II. La concession de l'autel privilégié pour un certain nombre de jours par semaine n'empêche pas que le prêtre ne puisse encore jouir d'un autre privilège, *à moins que le contraire ne soit exprimé dans les concessions*. C'est ce qui ressort du décret suivant :

« An sacerdos qui gaudet privilegio altaris personalis, si aggregatus alicui Congregationi, quæ etiam dicto privilegio gaudet, possit adhuc frui hoc alio privilegio, cum aliunde jam habeat per tres, aut quatuor vices in hebdomada tale privilegium ? »

« Sac. Congregatio respondit, auditis quoque consultorum votis : Affirmative, dummodo in Indultis, de quibus mentio fit in dubio, aliter expresse non disponatur. Die 27 maii 1839. »

Dans l'Indult qui accorde aux directeurs de la Sainte-Enfance le privilège de l'autel trois fois par semaine, se trouve cette restriction : « Dummodo sacerdotes, de quibus in supplici libello, simile Indultum pro alia die non obtinuerint » (Ex Rescripto diei 19 julii 1879, renovato die 17 julii 1886.)

Cette clause ne permet pas de cumuler les deux concessions de la Propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance.

Q. — Il y a 17 ans, une demoiselle espagnole, — aujourd'hui âgée de 76 ans, bonne dévote et rentière, — reçut chez elle sur la recommandation de ses parents à elle un prêtre de sa nation, ami de sa famille et aujourd'hui âgé de 78 ans. A la fin du premier mois, l'abbé E. voulut lui payer sa pension, habitué qu'il était à faire ainsi ailleurs; mais mademoiselle N. s'y opposa, et lui dit : Tant que vous resterez chez moi, vous n'aurez rien à payer; mais vous direz 26 messes par an à mon intention. — L'abbé accepta ces conditions, qu'il dit avoir remplies avec fidélité, et il est resté dans la maison jusqu'il y a un mois. Alors, désireux de retourner définitivement en son pays, il a demandé très sérieusement son compte à Mademoiselle, — Je dis très sérieusement, parce que jusqu'alors cette demande avait été faite plusieurs fois et toujours en vain, et ce compte consiste dans la perception faite par elle des loyers d'une belle maison neuve, que possède ici l'abbé, et dans divers paiements faits aussi par elle aux constructeurs de la dite maison. Or, Mademoiselle vexée, dit-elle, de ce que M. l'abbé ne cessait de lui demander ce règlement de compte et de ce qu'il se serait mal comporté à son égard durant le temps qu'il a passé chez elle, sans cependant préciser aucun grief en particulier, lui a réclamé une somme de 10,950 fr., comme paiement de la pension de ces 15 dernières années, à raison de 2 francs par jour, donnant pour raison que quand, il y a 17 ans, il vint chez elle, *son intention à elle* était de le garder aux susdites conditions un an, au plus deux ans, pas davantage; intention qu'elle avoue n'avoir jamais manifestée à l'abbé jusqu'à présent.

De là brouille, dissension entre eux. Mademoiselle se croit aussi fondée dans sa demande de 10,950 francs que l'abbé dans son refus de paiement. Celui-ci est disposé à jurer qu'il ne doit absolument rien, disant que les conditions font les contrats et que lui a rempli avec fidélité les conditions qui lui avaient été posées et qu'il avait acceptées.

Voilà, monsieur le Directeur, les faits. Voici ma diffi-

culté, que je vous supplie de m'envoyer le plus tôt possible résolue dans l'*Ami*, ou si vous préférez par lettre particulière : A qui donner raison, non civilement, mais en conscience? Car, d'après l'art. 1315 du Code civil, je vois que mademoiselle N. serait condamnée au civil.

R. — La solution demandée n'est pas très facile à donner : elle peut dépendre de plusieurs circonstances qui nous sont inconnues.

La convention dont il s'agit, est une promesse ou donation, avec charge imposée au donataire. On ne peut pas dire qu'il y a proprement un contrat onéreux, parce que la charge de loger et de nourrir un prêtre surpasse trop l'obligation à lui imposée de dire en retour deux messes par mois. Cependant si cette donation a été acceptée, et si la condition a été remplie, le donateur ne peut reprendre ce qu'il a donné.

Mais il y a une difficulté. La personne qui a exercé cette libéralité envers ce prêtre, et qui lui a dit : *tant que vous resterez chez moi, vous n'aurez rien à payer; vous direz seulement 26 messes par an à mon intention*, prétend que son intention était de le conserver, aux conditions susdites, un an et au plus deux ans : intention qu'elle n'a pas manifestée cependant. Si cette intention avait été formellement exprimée, la difficulté serait levée. N'aurait-elle pas été suffisamment indiquée par les circonstances? Peut-on présumer, d'après le caractère, les dispositions, l'état de fortune de cette personne, qu'elle a voulu s'engager pour un temps indéterminé, ou seulement pour un an ou deux? Si toutes choses bien pesées, il semble qu'elle n'a pas voulu conserver presque gratuitement ce prêtre chez elle, pendant plus de deux ans, parce qu'elle espérait qu'après ce temps, il la quitterait, il y aurait lieu d'élever un doute. Et ce doute sur la continuation des bontés presque gratuites de la donatrice, ne serait-il pas confirmé par ce fait que le donataire laissa entre ses mains le prix des loyers d'une belle maison qui lui appartenait? Pourquoi laissait-il ces loyers entre les mains de la personne qui lui donnait le vivre et le logement, s'il croyait ne lui rien redevoir?

D'un côté donc, il est certain que la donation acceptée donne au donataire qui a rempli la condition imposée, un droit irrévocable : d'un autre côté, il peut paraître douteux que la donatrice ait voulu continuer ses libéralités pendant 17 ans.

Cette difficulté ne peut être tranchée que par une composition amicale entre les parties : c'est une question de bonne foi. Si elles ne parviennent pas à s'entendre, il ne leur reste qu'un moyen de sortir de là, c'est de s'en rapporter à la sentence du juge.

Q. — 1^o Je désire établir dans ma paroisse la confrérie du Sacré-Cœur de Jésus. A qui dois-je m'adresser pour obtenir l'autorisation d'ériger cette confrérie? Y a-t-il plusieurs sortes de confréries du Sacré-Cœur? En ce cas, quelle est celle la plus répandue, celle qui jouit particulièrement de la protection de l'Eglise romaine et approuvée par la Sacrée Congrégation?

2^o Je désire aussi, à cette occasion, établir chaque

dimanche le chapelet du Sacré-Cœur, vulgairement appelé : chapelet des quatre heures.

Mais je voudrais avoir une formule de prière approuvée par l'Eglise.

Dans beaucoup de paroisses, les formules ne sont pas les mêmes, et il y a presque autant de formules différentes que de paroisses.

Quelle est donc celle que je dois prendre de préférence ? et qui soit, comme je l'ai dit, approuvée et indulgenciée par les Souverains Pontifes ?

R. — Ad I. Il y a deux archiconfréries du Sacré-Cœur auxquelles on peut rattacher les confréries érigées dans les diocèses. La première, établie à Rome, autrefois dans l'église de S. Théodore, puis dans celle de Sainte-Marie *in Cappella*, par la pieuse Union de S. Paul, a été transférée dans l'église de Sainte-Marie *della Pace*, où elle se trouve aujourd'hui. Elle a reçu, en 1803, la faculté de s'agréger d'autres confréries et de les faire participer à ses indulgences et privilèges. Du 25 janvier 1803 à la fin de 1860, on compte 6,493 agrégations.

En vertu de l'autorisation qui lui fut accordée par Pie IX, Mgr l'évêque de Moulins a établi, le 3 juin 1853, l'archiconfrérie du Sacré-Cœur de Jésus dans l'église paroissiale de ce nom, de sa ville épiscopale, avec la faculté de s'agréger d'autres confréries dans toute la France. Ainsi donc, en France, on peut indistinctement s'adresser pour de nouvelles agrégations, soit au Directeur de l'archiconfrérie de Rome, soit au Directeur de l'archiconfrérie de Moulins ; mais dans les autres pays, il faut recourir à Rome. A toutes les Indulgences plénières dont jouit l'archiconfrérie de Rome, et communiquées à celle de Moulins, Pie IX ajouta une indulgence plénière chaque mois, que les associés peuvent gagner au jour du mois à leur choix. Il est donc plus facile et plus avantageux pour la France de s'adresser à Moulins.

Vous avez deux moyens pour parvenir à la réalisation de vos vœux. Voici le premier. Il vous faut : 1^o Obtenir de l'évêque du diocèse une Ordonnance par laquelle il érige canoniquement dans votre paroisse la confrérie du Sacré-Cœur. Cette Ordonnance est signée de l'évêque et marquée de son sceau. Elle doit être conservée dans les archives de la confrérie.

2^o Vous pourrez prendre les statuts de l'archiconfrérie de Moulins, et y introduire les modifications que vous jugerez à propos, et ensuite les faire approuver par l'autorité diocésaine. Vous en adresserez une copie au directeur de l'archiconfrérie de Moulins.

3^o Vous demanderez à l'évêque du diocèse une lettre testimoniale, signée de sa main et marquée de son sceau, par laquelle il accorde que la confrérie érigée par lui soit agrégée à l'archiconfrérie de Moulins et atteste ne voir en cela aucun empêchement. Cette lettre est envoyée au Directeur de l'archiconfrérie, qui doit la garder et la déposer dans ses archives.

L'autre manière est plus simple en ce sens qu'elle dispense d'une formalité. Le Directeur de

l'archiconfrérie de Moulins doit avoir le pouvoir d'ériger dans d'autres églises les confréries du Sacré-Cœur. Après avoir rédigé les statuts que vous vous proposez de donner à votre confrérie et les avoir soumis à l'approbation de votre évêque, vous lui demandez des lettres testimoniales qui autorisent le Directeur de l'archiconfrérie de Moulins à ériger les confréries du Sacré-Cœur dans votre église, et vous adresserez le tout à Moulins. Mais pour vous éviter tout retard, il est préférable de demander au Directeur de Moulins la marche qu'il préfère. Il vous faut, en tout cas, l'autorisation de votre évêque.

Ad II. La *Raccolta* publie une formule indulgenciée pour le chapelet du Sacré-Cœur. Nous ne savons si c'est la seule, mais nous n'en avons pas trouvé d'autres. Comme le recueil en question n'est pas entre toutes les mains nous transcrivons ici cette formule dans une traduction approuvée.

Petit chapelet ou Prières.

Deus, in adjutorium, etc.

I. O Jésus très aimant, en pensant à votre Sacré-Cœur et en le voyant rempli de douceur et de compassion pour les pécheurs, je sens le mien plein de joie et de confiance d'être bien accueilli de vous. Hélas ! que de péchés j'ai commis ! Mais, comme Pierre et Madeleine, je les pleure et je les déteste, parce qu'ils vous ont offensé, ô mon souverain bien ! Oh ! pardonnez les-moi tous, je vous le demande par votre divin Cœur ; que je meure, oui, que je meure avant de vous offenser, et si je vis, que je vive uniquement pour vous aimer.

On récite un Pater et cinq Gloria pour honorer le divin Cœur, et l'on ajoute :

Doux cœur de mon Jésus
Faites que je vous aime de plus en plus.

On termine ainsi chaque dizaine.

II. Je bénis, ô mon Jésus, votre très humble Cœur et je vous remercie de me l'avoir donné pour modèle, non seulement avec de vives exhortations de l'imiter, mais encore de m'en avoir, au prix de tant d'humiliations, montré et aplani la voie. Insensé et ingrat que je fus ! Oh ! combien je me suis égaré ! Pardonnez-moi. Plus d'orgueil, plus d'ambition ; mais je veux vous suivre avec un cœur humble au milieu de vos humiliations, et obtenir la paix et le salut. Donnez-m'en vous-même le courage, et je bénirai éternellement votre Cœur.

Un Pater et cinq Ave.

Doux Cœur, etc,

III. J'admire, ô Jésus, votre Cœur qui a tant souffert, et je vous remercie de tous les admirables exemples d'invincible patience que vous nous avez donnés. C'est en vain qu'ils m'ont reproché mon étrange délicatesse, qui ne veut rien souffrir, pas même la moindre peine. J'en suis désolé. Ah ! mon Jésus, répandez dans mon cœur un amour vif et constant pour les tribulations, les croix, la mortification et la pénitence, afin qu'en

vous suivant au Calvaire, j'arrive avec vous à la gloire et à la joie du paradis.

Un Pater et cinq Gloria.

Doux Cœur de Jésus, etc.

IV. A la vue de votre Cœur plein de mansuétude, ô bien-aimé Jésus, j'ai en horreur le mien si différent du vôtre. Oui, une ombre, un geste, une parole de contradiction m'irrite, et je me plains. Ah ! pardonnez-moi mes emportements ; donnez-moi la grâce d'imiter à l'avenir, dans toute espèce de contrariétés, votre inaltérable mansuétude et de jouir ainsi de l'éternelle paix.

Un Pater et cinq Gloria.

Doux Cœur de Jésus, etc.

V. Louons, ô mon Jésus, votre Cœur si généreux, vainqueur de la mort et de l'enfer, car il mérite toutes louanges. Pour moi, je suis plus que jamais confus en voyant le mien si pusillanime. Quoi ! il craint une parole, une injure ; mais il n'en sera plus ainsi. Je vous demande la force et le courage, afin que victorieux dans les combats d'ici-bas, je triomphe ensuite avec vous au sein des joies du Paradis.

Un Pater et cinq Gloria.

Doux Cœur, etc.

Recourons à Marie, consacrons-nous à elle, et pleins de confiance dans son cœur maternel, disons-lui ;

Par les hauts privilèges de votre Cœur plein de douceur, obtenez-moi, ô puissante Mère de Dieu, ô Marie ma mère, une dévotion sincère et durable au sacré Cœur de votre fils Jésus. Oui, que renfermé dans ce cœur avec mes pensées et mes affections, je remplisse tous mes devoirs et vous serve toujours, ô mon Jésus, avec gaieté de cœur, mais particulièrement dans cette journée.

V. Cœur de Jésus, brûlant d'amour pour nous.

R. Embrassez nos cœurs d'amour pour vous.

PRIONS.

Faites, ô mon Dieu, que l'Esprit-Saint nous enflamme de ce feu que Notre-Seigneur Jésus-Christ a tiré des profondeurs de son Cœur pour le répandre sur la terre, où il désire ardemment de le voir allumé, lui qui, étant Dieu, vit et règne avec vous dans l'unité de ce même Saint-Esprit, pendant les siècles des siècles. Ainsi soit-il.

NOTA. — « Les fidèles qui, avec un cœur contrit, réciteront dévotement le petit chapelet, ou prières du Sacré-Cœur, gagneront chaque fois l'Indulgence de trois cents jours.

« Ils gagneront l'Indulgence plénière une fois le mois, s'ils le récitent au moins une fois chaque jour pendant un mois. Ils pourront choisir à cet effet le jour qu'il leur plaira, pourvu que, s'étant confessés et ayant fait la communion, ils prient suivant l'intention du Souverain Pontife » ¹.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Quelle est la couleur du drap mortuaire pour les souverains ? Pourquoi celui des rois de France était-il violet ?

2^o Les prêtres qui veulent porter le deuil peuvent-ils prendre le rabat blanc, comme on fit pour le deuil de Louis XVIII ?

3^o Existe-il en France ou à l'étranger un ouvrage spécial sur le costume ecclésiastique ?

R. — Ad 1^m. Nous avons eu beau consulter les ouvrages qui peuvent traiter de ces matières, nous n'avons pu trouver les éclaircissements qui nous sont demandés. La liturgie n'admet que cinq couleurs : le blanc, le rouge, le vert, le violet et le noir. Les rubriques générales du Missel qui font loi pour l'Eglise universelle, avec quelques exceptions autorisées par Rome, après avoir indiqué les circonstances où chaque couleur doit être employée, disent en parlant de la couleur noire qu'on doit s'en servir dans tous les offices et messes des morts : *nigro colore utitur..... et in omnibus officiis et in missis defunctorum*. S'il y avait eu des distinctions elles n'auraient pas manqué de les signaler. Les souverains, *jure stricto*, sont donc assujettis aux règles tracées par les rituels comme de simples chrétiens. Mais, on comprend comment et pourquoi on a pu se servir d'ornements et de draperies violets pour les souverains ; car, d'après l'étiquette de la Cour, du moins en France, la couleur de deuil était le violet. Partant de ce principe, il était assez naturel d'orner les catafalques royaux de draperies conformes à la couleur en usage à la Cour, c'est-à-dire au violet. Le violet est également la couleur de deuil du Pape ; car là, ou selon la rubrique, il devrait avoir des vêtements noirs, il peut les porter violets. Ainsi parle le quatorzième directeur ou *ordo*. Par analogie avec le Pape, peut-être a-t-on trouvé naturel d'accorder la même couleur aux souverains. Quelle que soit la raison de cet usage, il est certain que, de fait, le drap mortuaire des rois de France a toujours été violet.

Ad 2^m. Nous dirons la même chose du rabat blanc. Le blanc ne peut être un signe de deuil liturgiquement parlant, et même au point de vue civil. Mais l'étiquette de la Cour pouvait l'exiger pour les obsèques royales ; et nous voyons, en effet, qu'aux funérailles de Louis XVIII, le clergé avait pris des rabats blancs ; mais, ce serait se singulariser et même se ridiculiser de porter un rabat blanc comme signe d'un deuil privé. D'une manière générale, le clergé ne porte pas le deuil, ses vêtements de couleur noire étant comme le signe d'un deuil perpétuel. Cependant, il est admis qu'il peut porter un crêpe noir au chapeau. Tel est l'usage universel pour les messieurs et rien ne s'oppose à ce que les ecclésiastiques le suivent également.

Ad 3^m. Non pas un, mais des dizaines et dans

¹ Recueil de prières et d'œuvres pies, traduit par le Ch. Pallard, p. 200.

toutes les langues. Nous n'en citerons que quelques-uns : S. Thomas, 2. 2. quæst. 169. art. 1. ad 2. — Le concile de Trente, *sess. xiv, de reform.* — Pontas, au mot *Habit*, cas 1 et 2. Les PP. Richard et Giraud Moroni, *Dizionario storico-teologico* ; — Bonanni, la *Gerarchia ecclesiastica considerata nelle vesti* ; Piazza-Thomassin, *Bergier-André*, etc., etc. Chacun de ces auteurs en cite un grand nombre d'autres.

Q. — 1° Un de mes paroissiens sans héritiers réservataires désire laisser après lui sa maison pour une école libre. Quel moyen prendre pour assurer ce vœu ?

2° Le même a réalisé toute sa fortune placée en numéraire chez un banquier. Il veut la consacrer en bonnes œuvres après sa mort. Je suis son confesseur et un testament en ma faveur courrait risque d'être attaqué, je crois. Je ne sais quelle mesure conseiller à ce brave chrétien et me permets de vous appeler à la rescousse.

3° Le sous-préfet me réclame 190 francs portés en boni à mes comptes de fabrique de 1885 pour aider aux réparations du presbytère. Cette somme est prévue en dépenses au budget de 1886. Le sous-préfet peut-il urger ?

R. — Ad I. Nous avons souvent parlé à ce sujet et reconnu les difficultés inhérentes à tous les systèmes adoptés. Chacun choisit le moyen qu'il croit le plus approprié aux circonstances. Les uns lèguent l'immeuble à une personne de confiance chargée de donner au legs la destination voulue par le testateur ; les autres le lèguent à une société civile organisée *ad hoc*. C'est le système adopté par le cardinal Lavignerie pour les propriétés d'Algérie et de Tunisie destinées à entretenir ses œuvres innombrables. D'autres enfin lèguent leur propriété soit à une congrégation religieuse soit à un établissement public apte à recevoir. Mais quel que soit le moyen adopté, il faut bien déterminer le but de sa donation ou de son legs, et stipuler d'une manière précise que, si, pour n'importe quel motif, le but du testateur ou du donateur, ne peut être atteint, la donation sera réputée nulle et non avenue, et fera retour soit aux héritiers naturels, soit à tel héritier désigné, soit à tout autre œuvre.

Ad II. Mêmes observations. Pour être exclu par la loi du bénéfice d'une succession à titre de confesseur, il faut être le confesseur de la personne dans la maladie dont elle meurt et pendant laquelle elle a fait son testament. Mais la présomption est toujours contre le confesseur, surtout en ce moment de troubles politiques. Il serait donc prudent de ne pas se mettre dans le cas d'une revendication judiciaire. C'est pourquoi il faut conseiller de choisir une personne de confiance connaissant les intentions du testateur et apte à les réaliser. Dans le cas présent, si l'intention du bienfaiteur est relative aux œuvres paroissiales, à l'église, à la cure, rien ne s'oppose à ce que la fabrique soit légataire, pourvu qu'il ne s'agisse ni des pauvres ni d'écoles, parce que la loi interdit aux fabriques de recevoir pour ce double but. En toute hypothèse, la prudence exige qu'on stipule toujours le retour des sommes léguées en cas d'inexécution des suprêmes volontés du donateur.

Ad III. Le sous-préfet dont il s'agit s'appuie pour sa réclamation sur l'article 136, n° 12, de la dernière loi municipale, qui rend obligatoires pour les communes « les grosses réparations aux édifices communaux, sauf, lorsqu'ils sont consacrés « aux cultes, l'application préalable des revenus « et ressources disponibles des fabriques à ces « réparations. »

Si donc, en effet, il y a dans les fabriques des *bonis* ou excédants de recettes dont on ne peut justifier l'emploi, le gouvernement ou ceux qui le représentent peuvent exiger que ces *bonis* ou *excédants* soient employés à l'entretien des édifices paroissiaux tels que les églises, les presbytères, etc. Mais tel n'est pas le cas actuel, puisque les 190 francs sont portés en dépenses au budget de 1886. Pour exiger que cette somme soit appliquée à des travaux de grosses réparations, le sous-préfet devrait prouver que l'emploi indiqué par le conseil de fabrique ne peut être justifié par le service du culte. Ce magistrat de l'ordre administratif est sans doute dans l'impossibilité de faire cette preuve. Nous exhortons notre correspondant à faire une opposition énergique à la réclamation du sous-préfet, et, au besoin, à soumettre le différend aux ministres de l'intérieur et des cultes, comme le demande le même article de la loi précitée.

Que les conseils de fabriques comprennent enfin la nécessité de s'appliquer à la confection de leurs budgets et à donner aux excédants de leurs recettes une destination telle que les communes ne puissent y toucher. Nous ne terminerons pas notre réponse sans faire observer à notre correspondant qu'il n'a pas à répondre personnellement au sous-préfet ; c'est l'affaire du trésorier et du conseil de fabrique dont le curé n'est que l'un des membres. Mais si le conseil est saisi de la réclamation préfectorale, il doit peser le plus possible sur sa délibération pour la résistance, afin de faire statuer par décret. Cependant le meilleur moyen de couper court à ces revendications iniques, c'est de toujours prévoir, au budget, des dépenses nécessaires ou tout au moins utiles pour le service du culte, en d'autres termes, d'équilibrer le budget ou de le régler en un déficit quelconque.

Q. — Il a été fait à la cure donation d'un petit bois, qu'il est nécessaire de faire couper. La donation a été faite en faveur du desservant, à charge par lui de chanter chaque année un service pour l'âme du donateur.

Dans ces conditions, ai-je besoin de l'avis du conseil de fabrique pour faire couper ? La cure à laquelle a été donné ce bois étant aujourd'hui annexe, puis-je faire usage du bois coupé dans la cure que j'habite ?

R. — L'administration des biens des cures a été réglementée par le décret du 6 novembre 1813.

Or, l'article 1^{er} porte que « dans toutes les paroisses dont les curés ou desservants possèdent à ce titre des biens-fonds ou des rentes, la fabrique établie près chaque paroisse est chargée de veiller à la conservation desdits biens. »

L'article 6 s'exprime ainsi : « Les titulaires

exercent les droits d'usufruit; ils en supportent les charges; le tout, ainsi qu'il est établi par le code Napoléon (code civil) et conformément aux explications et modifications ci-après. »

Article 12. Les titulaires ayant des bois dans leur dotation, en jouiront conformément à l'article 590 du code Napoléon (code civil), si ce sont des bois taillis. Quant aux arbres futaies réunis en bois ou épars, ils devront se conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes.

De ces diverses dispositions législatives, il résulte que le curé ne peut exploiter le bois donné à la cure d'une manière capricieuse et sans relever de personne.

De deux choses l'une : ou le bois dont il s'agit a été compris dans l'état dressé par l'administration forestière en conformité de l'art. 128 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, comme étant susceptible d'aménagement et d'une exploitation régulière, ou il n'y est pas compris. S'il y est compris, il est soumis au même régime que les bois de l'Etat et à l'autorité de l'administration des forêts. Par conséquent, si le curé usufruitier veut y faire opérer une coupe quelconque, il doit en demander l'autorisation au préfet; mais cette autorisation n'est pas donnée par le préfet lui-même; elle n'est accordée que sur l'avis de ce fonctionnaire, l'avis de l'administration forestière, l'avis du ministre des cultes, un rapport du ministre des finances et par un décret présidentiel.

Si ledit bois n'est pas compris dans l'état dont nous parlons plus haut, — ce qui est probable, — le curé a, quant à son administration et à son exploitation, les mêmes droits que sur les biens des établissements en général. Il peut donc le faire couper, nettoyer, défricher à son profit puisqu'il en est l'usufruitier, mais sous la surveillance de la fabrique, ainsi qu'il a été dit au début (*décret du 6 novembre 1813*). Pour les coupes et défrichements, il doit se pourvoir d'une simple autorisation préfectorale.

Tout bois au-dessous de quatre hectares n'est pas soumis au régime forestier, il est considéré comme bois épars; il peut, par conséquent, être vendu quand il y a maturité ou dépérissement, sur la simple autorisation du préfet et sans l'intervention de l'administration forestière, lorsque la valeur de ces bois n'excède pas 3,000 francs et qu'ils ne sont pas soumis au régime forestier. Mais si les bois épars abattus atteignent une valeur de plus de 3,000 francs, il faut l'autorisation du gouvernement (*Instruction du ministre de l'intérieur du 5 septembre 1840*.)

Maintenant, en dehors des coupes d'arbres qui constituent une opération importante, il y a l'usufruit courant qui ne comporte pas tant de complications. Voici ce que nous lisons dans le T. IV, p. 151 du *Journal des Conseils de fabrique* :

« Comme usufruitier, le curé ou desservant peut prendre dans les bois des échelas pour les vignes dépendantes du presbytère; il peut aussi prendre sur les arbres des produits annuels

ou périodiques : le tout, suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires (*code civil, art. 593*). Mais il ne pourrait prendre, de son autorité, des échelas pour les vendre. Il ne peut non plus user de ce droit d'une manière préjudiciable au fond, par exemple, en coupant les jeunes plants de chêne ou autres bois de meilleures essences. Le curé a, par conséquent, le droit de faire à son profit la tonte des oseraies, des saussaies, des peupliers, des bouleaux, de prendre le produit des arbres à liège, en se conformant à la coutume locale, s'il n'en avait pas été encore usé, ou à l'usage suivi avant lui, si déjà un aménagement avait été réglé. Il peut pareillement couper la feuille des tilleuls, des ormes, des frênes, etc., pour la nourriture des bestiaux, suivant l'usage des lieux, et en s'abstenant de tronçonner le corps des arbres. Il a droit à l'ébranchage des arbres qu'on émonde périodiquement, aux glands des chênes, en un mot, à tout ce qu'on appelle *produits annuels ou périodiques*.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader font également partie de l'usufruit, à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement (*code civil, art. 590*). Si la cure comprend des bois taillis, le curé est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement qui doit être réglé par un décret, ou, si le bois n'est pas susceptible d'aménagement, conformément à l'usage suivi jusqu'alors, sans toutefois qu'à la fin de sa jouissance il soit admis à réclamer une indemnité pour les coupes qu'il n'a pas faites et qu'il aurait eu le droit de faire (*code civil, art. 590; décret du 6 nov. 1813, art. 12, code forestier, art. 90*.)

Le curé profite encore, toujours en se conformant aux décrets qui en ont déterminé l'exploitation, ou aux époques et à l'usage antérieur, des parties de bois de haute-futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine (*code civil, art. 591; code forestier, art. 90*.)

Quelle que soit la condition dans laquelle se trouve notre correspondant vis-à-vis de son bois, qu'il ait ou non besoin d'autorisation pour l'exploiter; que ce bois ait été donné à la cure de sa paroisse ou à l'ancienne cure devenue annexe, c'est lui qui en a la jouissance; car il est aussi bien curé de l'annexe que de sa propre paroisse, et de cette jouissance, déterminée par la loi, il peut user quand, où et comme il lui convient, pourvu qu'il remplisse la charge imposée par le donateur.

COURRIER DE L'UTILE

L'HYGIÈNE DANS LE CHOIX DE LA PLUME ET DU PORTE-PLUME

Ce n'est pas la plume qui fait plus ou moins bien écrire, — en tant que style; non plus, d'ailleurs, en tant que *moulage* des lettres. Ecrivez avec n'importe quelle plume, et votre écriture reflètera quand même vos goûts, vos habitudes, vos passions.

Chacun, dit l'*Hygiène pratique*, choisit sa plume à la couleur de son esprit. La plume des sensuels écrit gros, celle des délicats écrit mince. Les audacieux voudront une plume ferme et solide. L'avare ne changera pas de plume. Les gens prudents et réservés se contenteront d'une mauvaise plume. Et aux enthousiastes il faudra une plume qui coure sur le papier.

On a cherché à voir, autrefois, dans la façon de tailler sa plume d'oie, une idée du caractère. Cette recherche a été faite de nos jours sur l'écriture.

Cependant, cela est plus difficile, car la plume de fer a uniformisé l'écriture.

Je n'ai pas, du reste, l'intention, pas plus que la compétence, d'étudier ici quels rapports existent entre la forme de l'écriture et le caractère de l'écrivain; je ne veux dire que cette chose très simple, mais aussi pratique que négligée: l'hygiène réclame que ceux qui écrivent beaucoup et tous les jours, — et c'est le cas du prêtre, — veillent à choisir le genre de plumes, fines ou grosses, dures ou tendres, qui les fatigue le moins, et réforment et changent toute plume qui n'obéit pas facilement et instantanément aux mouvements des doigts et de la main.

L'écriture exige trois efforts :

- 1^o L'effort d'attention;
- 2^o L'effort d'adaptation;
- 3^o L'effort d'exécution.

Or, chacun de ces efforts est plus ou moins pénible suivant que la plume est plus ou moins facile à conduire.

L'effort d'attention est considérable chez les écrivains, surtout chez les journalistes, qui, tenus à produire à heures fixes, sont contraints à un travail souvent antipathique. Nous savons tous combien nous avons de peine à fixer nos pensées aux heures de lassitude, ou lorsque des préoccupations étrangères nous détournent du sujet; combien est pénible la « mise en train » au début d'un article qui ne nous a pas empoignés tout d'abord! Au contraire, à mesure qu'on avance, les idées se succèdent sans effort, et l'attention est moins tendue. Est-il probable qu'une mauvaise plume ne compliquera pas ce travail d'attention, et ne court-on pas le risque de laisser échapper l'idée pendant qu'on surveillera la plume?

Dans l'effort d'adaptation du mouvement à l'acte, le regard joue un grand rôle. La fatigue visuelle, moindre dans le travail d'inspiration, est

excessive dans le travail de copie. Nul ne contestera qu'elle soit en rapport avec l'aisance du mouvement de la plume.

Dans l'effort d'exécution, ce sont les doigts, le poignet, l'avant-bras, le bras, l'épaule, le cou même qui concourent au mouvement. Beaucoup de migraines, consécutives au travail manuscrit, ne sont que des torticolis. Or, l'effort que font les doigts, par exemple, dans le mouvement qui produit l'écriture, est plus pénible avec une mauvaise plume : la crampe des écrivains, qui fatigue les muscles des doigts et qui force à abandonner la plume, vient de ce dernier effort.

Le choix du porte-plume a aussi son importance. Autant que possible se servir de gros et légers porte-plume, de façon que la main ne soit fatiguée ni par la pression des doigts, ni par la lourdeur de l'objet.

Et surtout éviter que le porte-plume soit gros du haut, ce qui est très mauvais pour les muscles.

LE CIMENT AU SUCRE

Un ciment composé de matières que tout le monde aurait toujours sous la main, et qui recollerait solidement les porcelaines, les terres cuites, les verres brisés, serait un ciment précieux et d'utilité quotidienne.

J'ai donné déjà plusieurs formules de ciments auxquels on attribue cette qualité... qu'ils n'ont peut-être que dans des proportions relatives et insuffisantes, si j'en juge par les expériences personnelles que j'ai pu faire.

En voici un que l'on préconise en ce moment sur la foi de M. Thomson Hankey.

De la chaux commune, dit-il, et de la cassonade en poudre, mêlées par parties égales, constituent, délayées dans l'eau, un ciment d'une force exceptionnelle; il peut servir non seulement à joindre solidement les pierres ensemble, mais aussi les morceaux de verre.

Certaines fortifications de l'Inde d'une solidité extrême ont été construites avec des mortiers de ce genre et des statuaires, en ajoutant 100 gr. de sucre par litre d'eau, pour délayer le plâtre à modeler, obtiennent d'excellents résultats.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 9 februarii 1887.

+ ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Les avantages *tout particuliers*, accordés aux membres du Clergé, par la **maison GALAND**, (fabrique d'armes), 13, rue d'Hauteville, à Paris, nous portent à engager nos lecteurs à s'adresser à cette maison, très justement réputée, pour toutes les acquisitions qu'eux et leurs amis pourraient avoir à faire, en armes de chasse et autres.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 1^{er} DIMANCHE DE CARÈME : LES GRANDS DU SACERDOCE

Gloria et honore coronastis eum. (Ps. VIII, 6.)

Poursuivons notre étude sur le sacrement de l'Ordre. Après avoir expliqué ce qui fait l'âme du sacerdoce, c'est-à-dire le zèle pour le salut des âmes, abordons l'importante question de ses sublimes grandeurs. Ne croyez pas, chrétiens, qu'en traitant ce sujet nous soyons inspirés par un misérable amour-propre. Non, notre but est seulement de vous manifester plus complètement l'œuvre de Jésus-Christ, et de vous faire comme toucher du doigt ses infinies miséricordes. Nous savons trop que nous sommes indignes de la gloire et de l'honneur dont le Seigneur nous a couronnés; et ce qui doit exciter votre admiration et votre reconnaissance est pour nous un motif de nous humilier bien bas, et une excitation puissante à notre sanctification personnelle. Un mot dit toutes les grandeurs du sacerdoce : Le prêtre est un autre Jésus-Christ, *sacerdos alter Christus*. Si l'on veut savoir qui nous sommes, s'écrie saint Paul, qu'on nous considère comme les ministres de Jésus-Christ et les dispensateurs de ses mystères, *Sic nos existimet homo ut ministros Christi et dispensatores mysteriorum Dei*. Le prêtre, dit saint Thomas¹, remplace Jésus-Christ sur la terre, il agit en son nom, revêtu de ses pouvoirs et de son autorité, *sicut misit me vivens Pater et ego mitto vos*. Comme Jésus-Christ, il a en mains et donne les choses sacrées, *sacerdos quasi sacra dans*; comme Jésus-Christ, il est médiateur entre Dieu et les hommes; comme Jésus-Christ, il est chargé d'offrir à Dieu les adorations du genre humain et de répandre sur le genre humain les bienfaits de Dieu. C'est cette puissance, c'est cette double mission que nous allons mettre en lumière.

I

La première gloire du prêtre, c'est d'être constitué le glorificateur officiel de la sainte Trinité. Il concentre, par un merveilleux privilège, entre ses mains consacrées, pour les offrir au Seigneur, les hommages, les adorations, les actions de grâces, les expiations, les supplications de toute créature. L'homme, appelé à vivre en société, doit à Dieu un culte social, et c'est le prêtre qui est chargé, de par Dieu lui-même, de procurer ce culte public. Il est la bouche de l'Eglise, il exprime à Dieu les sentiments, les besoins, les louanges de l'Eglise : *Sacerdos persona publica et totius Ecclesiæ os*. (S. Bern.) Etre le ministre officiel de la prière publique est donc le premier office et le premier honneur du prêtre. A ce titre, à

lui seul il rend plus de gloire à Dieu que tous les fidèles pris individuellement. Il prie par le bréviaire, au nom de tous, pour les justes et les pécheurs, à la première heure du jour, à la troisième, à la sixième, à la neuvième, sur le soir et pendant la nuit. Il prie surtout, il glorifie Dieu à l'égal de ce qu'il mérite, il fait entendre le plus efficace *Parce* de pénitence et d'expiation, la plus puissante supplication, le plus sublime *Te Deum*, par le très saint sacrifice de la messe, en offrant à l'auguste Trinité la victime infinie de notre salut, Notre-Seigneur Jésus-Christ!

Oui, comme le dit saint Grégoire de Nazianze, les prêtres sont des médiateurs tout-puissants qui ont le droit d'approcher de Dieu pour lui rendre gloire et honneur, et faire écho aux concerts incessants des esprits célestes qui célèbrent sans fin la sainteté des trois adorables personnes par l'éternel trisagion. Ce sont des médiateurs toujours écoutés qui implorent efficacement la divine miséricorde. Semblables à Aaron, qui, l'encensoir à la main, se tenait entre les vivants et les morts pour apaiser la colère du Seigneur; semblables à Moïse qui, les mains levées, obtenait la victoire à son peuple; semblables à ces anges dont parle l'Ecriture, qui montaient et descendaient sans cesse par une échelle mystérieuse, les prêtres apaisent la colère de Dieu, obtiennent la protection du ciel et des grâces infinies en faveur du peuple chrétien. Quelle différence entre la prière du prêtre et la prière du simple fidèle! Le prêtre prie au nom de tous les fidèles dont il est comme l'ambassadeur, au nom de l'Eglise, l'épouse immaculée du Sauveur, le chef-d'œuvre de son Cœur, l'objet le plus cher de son amour, et cela par ordre de Dieu. Comment ne serait-il pas écouté? On est surpris de voir des conversions éclatantes, des succès heureux dans des affaires désespérées, la patience de Dieu au milieu des débordements les plus effrénés de la licence. Le monde ne manque pas de trouver à cela des raisons aussi vaines que lui. Veut-on connaître le vrai mot de l'énigme, la véritable explication du prodige? Qu'on songe au sacerdoce! Ananie prie pour Saul, et Saul est terrassé par la grâce sur le chemin de Damas; la prière du prêtre est si efficace qu'elle est plus forte que Dieu et qu'elle désarme sa colère, comme fit Moïse autrefois sur le mont Sinai!

Telle est la place importante que le prêtre occupe dans le monde! Sans lui, il n'y aurait plus de religion; sans lui, Dieu ne serait point glorifié par l'humanité; sans lui, le courant de l'action de grâces qui appelle sur la terre tant de bienfaits ne monterait pas vers le ciel; sans lui, la société serait livrée sans défense aux coups de la Justice divine irritée par le péché; sans lui, les grâces de Dieu au lieu d'envahir le monde comme une mer de bénédictions se tireraient et le ciel deviendrait pour nous d'airain! Il a donc une grande mission à remplir à l'égard de Dieu. Etre le chargé d'affaires de toute la création auprès du Roi des rois, quelle sublime fonction! A ce titre, n'est-il point

¹ Christus est fons totius sacerdotii : nam sacerdos legalis erat figura ipsius, sacerdos autem novæ legis in persona ipsius operatur. (III p. Q. xxii, a. 4.)

le premier, le plus avantage des mortels? N'est-il pas vrai que Dieu s'est montré à son égard d'une excessive libéralité, et l'a couronné de gloire et d'honneur en l'agréant comme le représentant de toute l'Eglise auprès de sa souveraine majesté : *Gloria et honore coronasti eum, Domine!* Mais ce n'est là qu'une moitié des grandeurs du prêtre. Non seulement il est l'homme de l'Eglise pour glorifier Dieu, mais il est l'homme de Dieu pour sanctifier les âmes : *Tu autem homo Dei!* Dieu qui a créé le monde sans le prêtre, ne veut pas le sauver sans le prêtre : *Dei adjutores sumus!*

II

La mission du prêtre est de présider au culte public, de prêcher la parole de Dieu, de bénir et de consacrer le corps et le sang du Sauveur : *Sacerdotem oportet offerre, benedicere, præesse, prædicare.* Voilà les précieuses couronnes qui ornent son front! Voilà les fonctions qui lui font un rang à part dans l'humanité, la place d'honneur dans la création. Dieu lui a confié le soin de sa gloire, sa parole, sa grâce et le corps sacré de son Fils : ce sont les trésors qui le rendent riche, opulent au-delà de toute expression. Aussi, soit que je considère le prêtre à la tête des adorateurs de Dieu, en chaire, au Tribunal de la pénitence, à l'autel, il m'apparaît sur un trône grandiose, qui l'élève bien au-dessus des autres mortels.

Mais entrons plus avant dans le détail de ces honneurs incomparables.

I. Et d'abord, le prêtre a l'éminent privilège d'être le ministre de la parole de Dieu : *Oportet sacerdotem prædicare!* Il est le docteur de l'humanité; et c'est là, au jugement de saint Thomas, un des plus importants offices : *Principalissimum officium.* Après la prière publique, la doctrine du salut, *Nos vero orationi et ministerio verbi instantes erimus.* Comment dirai-je les splendeurs de son enseignement? Enseignement le plus autorisé qui soit au monde : le prêtre parle non point en son nom personnel, non point au nom de la raison, de la science, de l'expérience, qui sont si souvent aveugles ou fautrices; il parle au nom de Dieu; sa voix n'est que le prolongement de la voix de Jésus-Christ : « Comme mon Père m'a envoyé, je vous envoie, » a dit Notre-Seigneur aux prêtres dans la personne des Apôtres, allez, enseignez toutes les nations, recevez, à cet effet, le Saint-Esprit, *accipite Spiritum sanctum;* » il puise sa doctrine, non point dans les réflexions de sa propre sagesse, mais dans la Bible, dans l'enseignement traditionnel de l'Eglise exposé par les Conciles et par les saints Docteurs, ces grands génies qui sont autant de phares lumineux sur la route de l'humanité. — Enseignement complet : il fait connaître, il met en lumière toute vérité : vérité sur Dieu, sa vie intime et ses opérations à l'extérieur; vérité sur l'homme, ses origines et ses destinées; vérité sur ce que nous devons croire et pratiquer; vérité sur les secours qui doivent nous aider dans la fuite du mal et la pratique de la

vertu; vérité sur les moyens de nous procurer les plus précieux secours; vérité pleine, entière, catégorique, qui ne laisse place à aucun doute, à aucune incertitude. — Enseignement universel : il s'adresse à tous, aux pauvres comme aux riches, aux illustres savants comme aux ignorants, comme le soleil qui illumine de ses rayons les montagnes les plus élevées et l'humble fleur qui est cachée au fond de la vallée. — Enseignement puissamment solide et éternellement immuable : rien ne peut l'altérer ni le faire fléchir. Ceux qui, comme Bossuet, donneraient leur tête pour un iota du dogme et de la morale, s'appellent *Légion.* Cet enseignement dit aux savants prévaricateurs, comme aux obscurs pécheurs, le *non licet* de Jean-Baptiste. Rien ne peut l'empêcher de retentir, pas plus les menaces que les promesses; la devise de celui qui le donne est celle des Apôtres : « A cause du mandat qui m'incombe, je ne puis me taire, *non possumus non loqui!* Rien ne pourra l'étouffer : les persécutions, les hérésies, les écrasements de la force brutale ont été impuissants : le passé est garant de l'avenir. — Enseignement parfaitement saint : il n'est ni de l'erreur, ni de la corruption, ni de la fraude, ni de l'intérêt, ni de l'adulation, il est de la gloire de Dieu et de la sanctification des âmes, *non de errore, neque de immunditia, neque in dolo;... neque in sermone adulationis, neque in occasione avaritiæ* (I Thess. II). — Enseignement souverainement efficace. Il est plus pénétrant que le glaive le plus acéré, dit S. Paul, il va jusqu'à l'intérieur le plus intime de l'âme. Il touche, il écrase, il convertit, il fait adorer ce qu'on a brûlé et brûler ce qu'on a adoré : *Fides ex auditu, auditus autem per verbum.* Il a vaincu les Grecs et les Romains, les Juifs et les Barbares, la philosophie, la science et la violence. Il court, il vole, il triomphe. Il va de conquêtes en conquêtes, renversant tous les préjugés, méprisant les lâches compromis; et, sans consentir à dire aux passions du siècle des paroles qui plaisent, il jette à travers le monde des semences qui germent tôt ou tard, il lance dans les cœurs, même les plus rebelles, des flèches qui font des blessures de repentir, de conversion, et d'amour de Dieu. — Enseignement absolument divin. Non seulement le prêtre parle au nom du Christ, *pro Christo legatione fungimur, tanquam Deo exhortante per nos,* mais sa parole, on peut le dire, est une incarnation du Verbe éternel : « selon la pensée des docteurs, il y eut plusieurs incarnations dans l'histoire de l'Eglise : l'une s'opéra à la parole de l'ange, dans le sein de Marie; une autre s'opéra à la parole du prêtre, sur la pierre des saints autels; une troisième à la parole des apôtres, dans l'âme de tous les auditeurs bien disposés. Même l'incarnation corporelle est inférieure, sous plusieurs rapports, à l'incarnation par la parole, car tandis que les femmes d'Israël célébrent la première par cette acclamation : *Beata viscera quæ te portaverunt,* le divin Maître donne la prééminence à la seconde : *Qui-*

nimo beati qui audiunt verbum Dei et custodiunt illud »¹. Voilà pourquoi S. Augustin prononce cette parole étonnante : *Non minus est verbum Dei quam corpus Christi*, la parole de Dieu n'est pas moindre que le corps du Christ ! Et c'est de cette parole si auguste, si puissante, si efficace, si divine que le prêtre est établi le dispensateur par la prédication ! N'est-ce point pour lui un immense honneur et une admirable couronne de gloire, *gloria et honore coronasti eum* !

II. Voici un second office du prêtre sanctificateur. Outre le trésor de sa parole, N.-S. lui confie le trésor de son sang divin pour le répandre sur les âmes en abondantes bénédictions, *sacerdos oportet benedicere*. Ses mains toutes remplies de grâces, fruit de la rédemption du Sauveur, ne cessent de les semer partout. Il bénit le nouveau-né, en le purifiant du péché originel, et en lui donnant la vie de la grâce par le saint baptême. Il bénit l'enfant, dans le charme et l'innocence de sa sagesse, en lui donnant le pain sacré au beau jour de sa première communion. Il bénit les jeunes époux qui viennent au pied des autels recevoir la consécration de leurs serments, par le sacrement de mariage. Il bénit les moribonds qui vont paraître au jugement de Dieu en les consolant, en les purifiant, en les fortifiant par le sacrement des suprêmes miséricordes. Mais là où son pouvoir paraît étonnant, là où sa bénédiction est supérieurement féconde, c'est au tribunal de la pénitence. Voulez-vous en concevoir une légère idée ? Imaginez un homme qui, d'une fortune médiocre et d'une condition obscure, se trouve tout à coup élevé au premier ministère d'un grand Etat, et cela par la pure libéralité du Maître qui veut faire éclater sa puissance dans l'élévation de son sujet. Le voilà l'arbitre de toutes les choses, et les plus importantes affaires ne se conduisent que par lui. C'est lui qui distribue les faveurs, c'est lui qui assigne les récompenses, c'est lui qui fait les heureux et les malheureux. Ses ordres sont reçus comme des ordres supérieurs, et tous les intérêts du prince lui sont confiés. Qu'un rebelle, qu'un criminel ait sa grâce à obtenir, c'est à ce médiateur qu'il s'adresse, et, par l'efficacité de cette médiation, le plus coupable est en un moment rétabli dans tous ses droits et toutes ses espérances. Tel, et plus grand encore, est le pouvoir que Dieu communique à ses prêtres sur ses sujets, qui sont les chrétiens. Ils consolent, ils conseillent, ils pardonnent, ils réhabilitent, ils maintiennent la justice sur la terre au tribunal de la pénitence. Ce sont des dieux sur la terre qui semblent faire une espèce à part dans la religion. Avec Dieu, ce sont des hommes ; mais, je le répète, avec les hommes, ce sont des dieux. « Qui peut remettre les péchés, si ce n'est Dieu seul », disaient les Scribes et les Pharisiens. Or, le prêtre les remet : il lie et délie ; non seulement il déclare le pénitent absous, mais

il l'absout lui-même. On peut lui dire comme à Notre-Seigneur : « Si vous voulez, vous pouvez me guérir », et il peut répondre comme Notre-Seigneur : « Je le veux, soyez guéri », et à sa voix la lèpre disparaît aussitôt. Toute l'autorité des hommes va à déclarer innocent celui qui était fausement accusé ; mais la puissance d'un prêtre va jusqu'à rendre innocent un misérable qui était coupable. La destruction du péché est l'ouvrage d'un Dieu homme, elle lui a coûté tout son sang ; un prêtre l'exerce tous les jours avec facilité. Il lève la main et dit : « Je vous absous », et au bruit de cette parole, toutes les murailles de Jéricho croulent. Quelle merveille, s'écrie S. Chrysostome, le serviteur est établi juge de la terre, et le Maître, dans le ciel, ratifie les sentences qu'il porte. Encore une fois, se peut-il une fonction plus noble, plus honorable, plus glorieuse, *gloria et honore coronasti eum Domine* !

III. Ne nous laissons pas de contempler les grandeurs du prêtre. Oui, il a une fonction plus auguste encore : c'est celle qu'il accomplit à l'autel en consacrant le corps et le sang du Sauveur, *sacerdotem oportet offerre* !

Un réformateur contemporain se faisait éveiller tous les jours par cette emphatique parole : « Monsieur le comte, vous avez aujourd'hui de grandes choses à faire ! » C'est au prêtre qu'il faut adresser tous les matins cette apostrophe. En disant la messe il fait plus que de créer un monde, il opère par cinq paroles le plus grand, le plus prodigieux, le plus écrasant des miracles. Pouvions-nous penser qu'un homme puisse jamais atteindre à une telle élévation et être revêtu d'un caractère qui le met en état de commander à son souverain Seigneur, et de le faire descendre du ciel ? Qu'est-ce donc que le prêtre, et quel titre a-t-il à l'égard de son Dieu qui ne soit un titre de dépendance et de servitude ? Cependant, à la parole de ce serviteur, de cet esclave, la majesté divine vient tous les jours s'humilier dans le sanctuaire et y renfermer toute sa gloire sous les chétives apparences d'un peu de pain, d'un peu de vin. « O puissance ineffable, s'écrie S. Ephrem ; ô qu'il y a de profond dans le formidable et merveilleux sacerdoce de la loi nouvelle ! » Non, ce n'est plus un Josué qui arrête le soleil dans sa course, ce n'est plus un Moïse qui fait descendre la manne du ciel, ce n'est plus Elie qui commande à la flamme. C'est un homme qui, malgré sa condition mortelle, participe au pouvoir du Père éternel, et produit le Verbe incarné, comme le Père éternel l'engendre dès le commencement. D'un mot il agit jusque dans les profondeurs du ciel pour en appeler le Fils de Dieu ; ses mains sont plus saintes que celles des chérubins qui soutenaient le propitiatoire, plus vénérables que le trône de Saphire, sur lequel paraissait assis l'Ancien des jours ! Il rend présent sur l'autel Notre-Seigneur Jésus-Christ, il le porte en ses mains consacrées, il le prend en nourriture, et il le distribue aux fidèles ! O grandeur ineffable ! ô pouvoir incompréhensible ! ô

¹ R. P. Caussette, *Manrèze du prêtre*, 2 vol. in-8°, chez Palmé. Ouvrage admirable.

gloire suréminente ! ô honneurs tout divins ! O prêtre, avec combien de vérité le Psalmiste a dit de toi en s'adressant à Dieu : « Seigneur, vous avez couronné votre élu de gloire et d'honneur, *gloria et honore coronasti eum, Domine !* »

Chrétiens, honorez donc le prêtre que Dieu a tant honoré. Mais en terminant, je vous supplie d'adresser au Seigneur de ferventes prières pour que tous ceux qui sont honorés des splendeurs du sacerdoce, se montrent dignes, par la sainteté de leur vie, de leur sublime vocation !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. Congrégation des Rites.

Nous donnons deux décrets réglant que les Tertiaires de S. François, quand ils marchent en corps dans les processions, ont la préséance sur toutes les confréries laïques.

I

Quæsitum quum fuerit à Sacra Rituum Congregatione an Tertiarii Franciscæ jure gaudeant præcedentiæ super quasdam laicas Sodalitates :

Sacra eadem Congregatio ad relationem infrascripti Secretarii, omnibus maturo examine perpensis, ita rescribere rata est : — Ad tramites Apostolicarum Constitutionum, necnon Declarationis Sacræ Congregationis Episcoporum et Regularium diei 20 septembris 1748 Tertiariis Franciscalibus cœtum constituentibus, nempe proprie habitu indutis ² ac sub cruce incedentibus jus inest super quascumque Sodalitates laicas. Atque ita rescripsit ac declaravit diei 28 maii 1886,

D. Card. BARTOLINIUS, *Præfectus*.
LAURENTIUS SALVATI, *Secretarius*.

II

Vicarius Capitularis Dioceseos Novariensis exponit quod post Encyclicam *Auspicato* diei 17 septembris 1882 relate ad Ordinem Tertii Ordinis S. Francisci complures in dicta Diœcesi nomen dederunt eidem Ordini S. Francisci. Et quidam suffecti a proprio Parocho et innixi Brevi *Ad Audientiam* Benedicti XIII contendunt sibi uti Religiosis deberi præcedentiam in processionibus, aliisque functionibus Ecclesiasticis quæ Confraternitatibus, haud exclusa Confraternitate SS. Sacramenti. Ad contentiones dirimendas exinde exortas, dissidia componenda, præfatus Vicarius Capitu-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Étranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² Dans la Déclaration de 1748, on dit : *induti proprio habitu*, tant ceux qui sont habillés avec tout l'habit du Tiers-Ordre, que ceux qui portent extérieurement le scapulaire et le petit cordon.

laris Sacram Rituum Congregationem adiit, ac insequentia dubia præposuit pro opportuna declaratione.

I. Utrum Tertiariis, qui professionem emis-runt, ad tramites Cæremonialis diei 18 junii 1883 a Sacra Rituum Congregatione approbati, et propria vexilla habent, jus competat processionibus et functionibus ecclesiasticis interveniendi cum propriis vexillis, nec non præcedentia præ omnibus Confraternitatibus. — II. Utrum eisdem competat eadem præcedentia quæ Sanctissimi Sacramenti Confraternitate ? — III. Et quatenus affirmative, quomodo in casu procedendum sit ? — Et Sacra eadem Congregatio ad relationem infrascripti Secretarii, propositis dubiis rescripsit : Detur Decretum diei 28 maii vertentis anni.

Die 1 junii 1886.

D. Card. BARTOLINIUS, *Præfectus*.
LAURENTIUS SALVATI, *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Nous avons le privilège de dire trois fois la semaine des messes votives de mort, chantées les jours doubles ou doubles majeurs.

Pendant qu'au grand autel on chante la messe des morts, dans une neuvaïne, par exemple, les autres prêtres qui disent en même temps la messe dans des chapelles collatérales : 1^o peuvent-ils dire messe basse de mort avec l'ornement noir ? 2^o le doivent-ils ?

2^o Peut-on, les jours de communion, où les hosties viendraient à manquer, prendre la grande hostie de la custode qui a été consacrée le dimanche précédent et qui a été exposée pour donner la bénédiction du Saint-Sacrement, la couper en plusieurs morceaux et la distribuer aux fidèles ? Ou bien le fait seul que l'hostie a été exposée pour la bénédiction empêche-t-il qu'on ne puisse la donner aux fidèles ?

R. — Ad I. Puisque l'Indult Apostolique exige que les messes soient chantées, il en résulte que ceux qui disent des messes basses ne peuvent pas user du privilège dans les jours doubles mineurs et majeurs.

Ad II. Rien n'empêche de diviser cette grande hostie et de la distribuer aux fidèles qui viennent communier.

Q. — Dans une paroisse où il y a des protestants, il arrive quelquefois que l'un ou l'autre d'entre eux se présente à l'offrande avec les catholiques aux enterrements et aux mariages ; est-il permis au prêtre qui les reconnaît de leur donner la patène à baiser en disant selon l'usage « *Pax tecum ?* »

R. — Scavini et d'autres auteurs qui l'ont suivi, le défendent expressément, d'après un décret de la S. Congrégation du S. Office. « Censuit (S. Cong.), dit Scavini, tolerari posse ut schismatici comitentur funera nostra causa honoris civilis, modo nullo modo ritibus nostris se immisceant. »

« Ex usu et consuetudine communiter recepta, dit M. Jaugéy, permittitur hæreticis ut catholicorum ecclesias ingrediantur eorumque sacris inter-

sint. Sed, admonet Scavini ne Rectores Ecclesiarum permittant hæreticos sacris Officiis inservire. Et multo minus debent illis pacem in missa tribuere osculandam, quod esset signum solemne religiosæ unionis et concordie¹. »

Q. — Celui qui s'accuse en confession de n'avoir pas cru à l'enfer et de l'avoir souvent déclaré en présence de plusieurs personnes, doit-il être rangé dans la classe de ceux qui sont excommuniés (excommunicatione speciali modo S. Pontifici reservata) ?

R. — Oui, celui qui a refusé de croire à l'enfer, et qui l'a déclaré extérieurement devant plusieurs personnes, a commis un péché d'hérésie, dont l'absolution est réservée *speciali modo*, au Souverain Pontife : « Omnes ac singulos hæreticos, excommunicationi latæ sententiæ *speciali modo* R. P. reservatæ subiacere declaramus (S. 1, I Bull. Apost. Sed.). » Et il en serait ainsi, lors même que personne n'aurait entendu cette déclaration hérétique : il suffit qu'elle ait été extérieure, et telle qu'on ait pu l'entendre et la comprendre.

Cependant pour que cette excommunication réservée soit encourue, il faut : 1^o qu'il y ait hérésie formelle, et non pas seulement matérielle, c'est-à-dire refus volontaire et délibéré de croire à la vérité que l'on sait être révélée et enseignée comme de foi par l'Eglise; 2^o que cette hérésie mentale et formelle, soit manifestée extérieurement; 3^o que cette manifestation soit faite dans l'intention d'affirmer ou de professer l'hérésie; 4^o que cette manifestation soit gravement coupable.

Il s'en suit que le péché ne serait pas réservé, si l'hérésie n'était que matérielle, si elle n'était qu'interne, si la manifestation en était faite pour un motif autre que celui de l'affirmer, si cette manifestation ne pouvait pas être regardée comme une faute grave.

Q. — 1^o Je prie les savants théologiens de l'Ami de vouloir bien me donner personnellement ou dans l'Ami (le plus tôt possible) la réponse à la question suivante :

« Un prêtre aumônier de religieuses cloîtrées (30, 40 ou 50), reçoit dans sa communauté 26 francs qu'il verse pour la Propagation de la foi, plus sa propre cotisation, total 28 fr. 60.

Ce prêtre a-t-il les *faveurs particulières réservées aux ecclésiastiques* désignés au paragraphe 2^o, art. I, 4^e page (couverture des Annales de la Propagation de la foi) ?

« Tout prêtre qui dans l'année aura versé à la caisse de l'œuvre une somme représentant le produit de huit souscriptions (20 fr. 80) par chaque centaine d'âmes de la paroisse qu'il habite ou de l'établissement auquel il est attaché, quelle que soit d'ailleurs la provenance de cette somme, etc. »

2^o Si affirmative, faut-il une permission ou un *visa* de l'Ordinaire, la Propagation de la foi étant reconnue officiellement dans le diocèse et établie.

3^o Quand on a la faveur de l'autel privilégié 2, 3, 4 ou 5 fois par semaine, faut-il déterminer les jours irrévocablement et les faire approuver par l'Ordinaire, ou peut-on en user à volonté, soit qu'il y ait permission par *bref* ou à d'autre titre ?

R. — Ad I. Le prêtre en question est certainement dans le cas de jouir des privilèges concédés par le Souverain Pontife, en faveur des directeurs de la Propagation de la foi, dans le passage qu'il nous cite.

Ad II. Aucune approbation de l'Ordinaire n'est requise pour qu'il puisse faire usage de ces pouvoirs extraordinaires.

Ad III. Nous n'avons vu nulle part que l'on fût obligé de déterminer d'une manière irrévocable les jours où l'on veut gagner l'indulgence de l'autel privilégié personnel. Une décision de la S. Congrégation des Indulgences du 29 février 1864 nous semble même interdire cette détermination. Pour bien comprendre la décision dont nous allons parler, il faut rappeler que, d'après les décrets du 11 avril 1840¹, et du 22 février 1847², il faut, pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié, dire, *aux jours libres*, une messe de *Requiem* avec les ornements noirs. Or, en 1864, Mgr l'évêque d'Angers demanda si celui qui avait le privilège trois fois la semaine pouvait fixer, pour gagner son indulgence, un jour de fête double, ou bien s'il devait attendre un jour de fête semidouble, afin de pouvoir dire une messe de *Requiem*. On lui répondit qu'il pouvait choisir un jour de fête double, quand il n'y avait pas suffisamment de semidoubles. Telle est du moins la manière dont nous avons compris la réponse, et nous croyons en avoir saisi le véritable sens ;

« ... 3^o Utrum qui ter habet privilegium personale in hebdomada, possit valide, quando in eadem plura inveniuntur festa duplicia et plura semiduplicia vel infra, potius eligere ad applicationem privilegii festa duplicia, quam differre ad semiduplicia ? »

RESP. « Affirmative, quatenus non recurrant festa semiduplicia in hebdomada³. »

La question est posée d'une manière plus claire, sans que le sens soit changé cependant, dans la collection de Barbier de Montault, qui donne cette décision à la date du 20 août 1864, jour auquel elle fut publiée.

« Utrum sacerdos gaudens privilegio personali altaris possit in hebdomada, cum recurrit festum duplex, celebrare et lucrari indulgentias, an debeat expectare festa semiduplicia ad eandem lucrandas⁴. »

Bien que le premier texte soit emprunté à l'édition officielle, celui-ci nous sert néanmoins pour l'interpréter et il a cet avantage sur le premier qu'il cadre mieux avec la réponse.

Il y a donc obligation, croyons-nous, pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié, de choisir d'abord les jours où l'on peut dire une messe de *Requiem*. De là impossibilité de fixer ses jours à l'avance d'une manière immuable.

¹ *Decreta auth. S. C. Indul.* n. 281, ad 2.

² *Ibid.*, n. 339, ad 1.

³ *Ibid.* ANDEGAVEN 29 fév. 1864, ad 3^e, n. 402.

⁴ *Decreta authent. S. C. Indulg.* Edit. Barbier de Montault, n. 757.

Q. — Relativement à la juridiction nécessaire pour bénir un mariage. Les deux futurs conjoints sont de différentes paroisses; mais, dans le diocèse, l'usage a prévalu que c'est dans la paroisse où réside la fille qui se marie que le mariage doit avoir lieu, et cet usage a été sanctionné par l'autorité diocésaine. Or les parties, pour des motifs qui me sont inconnus, veulent faire bénir le mariage, non dans la paroisse de la fille, mais dans la paroisse voisine et menacent de se contenter du mariage civil si on ne consent pas à leurs désirs.

Malgré ces menaces, le curé de la paroisse voisine ne crut pas pouvoir agir, mais il invita pour agir en son nom le curé de la paroisse de l'époux. Celui-ci hésita d'abord parce que le confrère qui l'invitait ne pouvait pas lui déléguer un pouvoir qu'il n'avait pas lui-même; mais ensuite il passa outre, se disant qu'il pouvait valablement bénir le mariage, étant le propre curé de l'époux. Pouvait-il exercer ce pouvoir dans une autre paroisse que la sienne, l'opposition du curé de la paroisse de la fille subsistant toujours? La menace des futurs conjoints, rapportée plus haut, suffisait-elle pour rendre son acte licite?

R. — Le curé dont la présence est nécessaire à la validité du mariage, est le curé des parties contractantes, c'est-à-dire celui qui a sur elles la juridiction ordinaire, à raison du domicile ou quasi-domicile qu'elles ont dans sa paroisse. Il assiste valablement au mariage de ses paroissiens, en tout lieu, même dans une autre paroisse et un autre diocèse.

Si les époux ne sont pas de la même paroisse, et ont chacun un curé différent, quel est celui des deux qui devra ou pourra assister au mariage? D'après le concile de Trente, l'assistance appartiendrait au curé dans la paroisse duquel le mariage est célébré; et c'est une coutume antique et universelle, que le mariage soit célébré dans le domicile de l'épouse, et par conséquent devant son curé.

Cependant cela n'est pas prescrit sous peine d'invalidité du mariage. La sacrée Congrégation du concile a décidé que l'un et l'autre curé peut assister valablement (16 févr. 1595). De là :

1^o Le curé « de la paroisse voisine » n'étant nullement le curé des époux récalcitrants, qui le priaient de bénir leur mariage, a bien fait de refuser. La menace des époux de s'en tenir à un mariage civil, s'il ne voulait pas consentir à les marier, ne pouvait aucunement l'autoriser à le faire.

2^o Le curé de l'époux pouvait valablement assister à ce mariage, quoique dans une paroisse autre que la sienne. L'opposition du curé de l'autre partie, ne pouvait nuire à la validité de son assistance, parce qu'elle ne l'empêchait pas d'être vraiment le curé de l'une des deux parties contractantes.

3^o L'assistance audit mariage a-t-elle été licite? Oui, s'il y a eu une raison suffisante de céder, dans la crainte d'un plus grand mal, à la volonté des époux, malgré la règle et la coutume contraires, et malgré l'opposition du curé à qui il appartenait d'assister au mariage. La crainte fondée d'un mariage civil, aujourd'hui surtout, peut être regardée comme une raison suffisante. Mais comme cette manière de faire des époux, qui aban-

donnent leur paroisse pour aller se marier dans une autre, est très étrange, et serait facilement d'un mauvais exemple, il eût été bon, si toutefois le temps et les circonstances l'avaient permis, d'en informer l'évêque.

Q. — Parfois, dans nos solennités, au lieu de réciter l'*Angelus* selon le texte même approuvé par la Sainte Eglise, on chante, à la place de chaque verset, le couplet correspondant que je vous donne ci-dessous; et après chaque couplet on récite simplement l'*Ave Maria*, et on termine par l'oraison ordinaire. Je désirerais savoir si cette manière de faire permet de gagner les indulgences?

TEXTE DU CANTIQUE

Un ange annonçant à Marie
Qu'elle enfanterait J.-C.
De la grâce elle fut remplie
Elle conçut du S. Esprit.
Ave Maria...

Du Seigneur voici la Servante
Confiante en votre volonté;
Je suis en tout obéissante
À votre sainte volonté.
Ave Maria...

Alors le Verbe égal au Père
Voulant habiter parmi nous
Prit au chaste sein de sa mère
Le corps qu'il a livré pour nous,
Ave Maria...

Priez pour nous, Vierge Marie,
Priez pour nous votre cher Fils
Afin qu'il nous donne la vie
Au ciel, comme il nous l'a promis.
Oremus.

R. — Par le décret du 29 décembre 1864, le pape Pie IX a autorisé les fidèles à gagner les indulgences attachées à certaines prières en récitant ces prières dans n'importe quelle langue, pourvu que la version soit fidèle. « Pour que l'on soit certain » de la fidélité de la version, il faut la déclaration d'un évêque du lieu où cette langue est parlée communément. Mais cette déclaration n'est pas à notre avis une condition *sine qua non* du gain des indulgences. Dès lors que la version est fidèle, on gagne les indulgences; mais on ne sera assuré de la fidélité d'une version que par la déclaration de l'évêque.

D'après ces principes, comme les couplets relatés ci-dessus reproduisent exactement le sens des versets de l'*Angelus*, bien que avec un peu d'amplification, nous pensons que l'on peut gagner les indulgences en les chantant. Pour plus de sécurité, il n'en coûterait guère de demander la déclaration de l'évêque du lieu.

Q. — 1^o Un prêtre en voyage peut-il dire la messe dans une chapelle de religieuses, avec l'agrément de l'aumônier, sans avoir la permission du curé?

2^o Par rapport à la publication du mariage, que faut-il entendre par ces paroles : « que les futurs époux doivent avoir des bans dans le domicile de chacun lors même qu'il n'y serait que depuis peu de temps. » Faut-il dire comme quelques-uns le prétendent que le futur époux qui doit se marier dans 12 jours, s'il arrive le samedi 12^e jour avant son mariage pour prendre domicile dans un pays où il n'a pas habité auparavant, mais où il doit habiter à dater de ce moment-là, doit avoir

des bans dans ce nouveau domicile le lendemain dimanche.

3^e Quelles sont les différences entre la législation ecclésiastique et la législation civile par rapport à la publication des bans de mariage?

R. — Ad I. Nous répondons affirmativement, parce que le pouvoir d'autoriser à dire la messe dans une chapelle pourvue d'un titulaire, n'est pas une prérogative de la charge paroissiale, puisque le décret de 1703 permet de dire des messes basses dans ces sortes de chapelles, malgré l'opposition du curé.

Ad II. M. Ioder, dans son *Formulaire matrimonial*, répond ainsi à la question : « Les majeurs doivent faire publier leurs bans dans la paroisse de leur domicile actuel, *quelle que soit la durée de leur séjour* ¹. » Il serait donc pour la publication des bans dans la paroisse où l'on vient habiter le douzième jour avant le mariage.

M. Heiss, dans son traité de *Matrimonio* se montre plus large. Il étudie la question même qui nous occupe.

« Dubium est, in qua parochia fieri debeant denuntiationes quando uterque, vel unus sponsorum antequam denuntiaretur matrimonium, domicilium suum transtulit alio ibique domicilium verum vel quasi domicilium sibi comparare incipit. Ad solvendam hanc difficultatem distinguendum erit : 1^o) Num ibi domicilium verum an dumtaxat quasi domicilium de facto habeant; 2^o) Num sponsi in loco, in quo de facto domicilium vel quasi domicilium habent, jam morati sint tamdiu, ut noti ibidem sint satis, necne. His præmissis dicendum est : 1^o) Si in loco habitationis jam per unum mensem vel supra morati sint cum intentione domicilium verum vel quasi domicilium acquirendi, in utroque loco denuntiationes faciendæ erunt; secus autem, denuntiatio in loco prioris domicilii fieri debet, in præsentia omitti potest ex rationabili causa ². » M. Heiss cite en note, à l'appui de sa solution, l'autorité de Knopp, p. 366, § 36, de Giraldi, du card. de la Luzerne et de Carrière, § 394. On peut suivre en pratique, à moins d'une décision contraire de l'autorité épiscopale, cette doctrine qui s'appuie sur des autorités sérieuses.

Ad III. Les règles relatives à la publication des bans de mariage par l'autorité civile sont relatées dans les articles 63, 166, 167 et 168 du code civil. Ces règles diffèrent des lois ecclésiastiques sur le même sujet :

1^o Quant au nombre des publications. L'Etat n'en demande que deux et l'Eglise en exige trois.

2^o Quant au lieu de la publication. D'après la loi civile, les publications doivent avoir lieu : 1^o dans le domicile actuel de chacun des contractants ; 2^o dans le dernier domicile qu'ils ont occupé, s'ils ne sont pas depuis plus de six mois dans le domicile actuel ; 3^o enfin, s'ils sont sous la puissance d'autrui, dans le domicile de ceux sous la puissance desquels ils se trouvent. Ainsi une

personne ne peut pas avoir, pour elle-même, plus de trois publications civiles, l'Etat ne tenant pas compte de plusieurs domiciles vrais.

D'après la loi ecclésiastique, les majeurs doivent faire publier leurs bans : 1^o dans la paroisse du domicile de chacun des contractants ; 2^o s'ils habitaient précédemment une autre paroisse, ils doivent de plus faire publier leurs bans dans la paroisse qu'ils viennent de quitter, à moins qu'ils ne l'aient quittée depuis six mois ou un an, selon que cette paroisse appartient ou non au diocèse. Ce point est réglé ainsi par un grand nombre de Rituels. 3^o Si l'un ou l'autre des fiancés a deux domiciles réels, les publications devront se faire dans les deux. 4^o Si outre le domicile vrai, il avait un quasi-domicile, les bans devraient encore être publiés à la paroisse du quasi-domicile ; mais s'il y avait plusieurs quasi-domiciles, les bans devraient être publiés à la paroisse du domicile vrai et dans l'un des quasi-domiciles. 5^o Les bans des mineurs doivent être publiés dans leur domicile de fait et dans leur domicile légal.

3^o Quant au temps qui doit s'écouler entre le mariage et la dernière publication. L'Etat exige trois jours depuis et non compris celui de la dernière publication. L'Eglise est moins stricte, comme chacun sait.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — J'ai reçu depuis deux ans environ, de la main à la main, une somme de 1,000 francs pour fondation de messes à perpétuité. Attendant des jours meilleurs, je n'ai pas mis le temps à demander l'autorisation au gouvernement pour l'acceptation légale de cette somme, vu d'ailleurs les frais énormes qui en résulteraient et surtout les entraves de tout genre qu'on nous suscite en pareil cas. J'ai mis cet argent à la caisse d'épargne d'A...

Quelques-uns de mes confrères prétendent que ce placement, vu sa destination si respectable, n'offre pas les garanties suffisantes ; que la caisse d'épargne postale ou un achat de rentes sur l'Etat serait plus solide.

Ne sachant comment mieux faire, je recours à vous pour connaître un placement le plus sûr possible, afin de procurer à ma fabrique un revenu des plus avantageux ?

R. — Il y a deux points dans cette question : l'un concernant le meilleur placement à faire de la somme donnée ; l'autre concernant la fondation de messes à perpétuité.

Sur le premier, nous avons peu de chose à dire.

Les deux caisses d'épargne se valent, puisqu'elles sont toutes les deux sous le contrôle de l'Etat, qui les garantit d'autant mieux qu'il en emploie l'argent. C'est même là un des périls de l'avenir, surtout avec un régime politique sans foi ni loi. Le total des sommes versées dans les caisses d'épargne s'élève, dit-on, à trois milliards. Qu'une panique s'empare de la foule des déposants, et que chacun d'eux réclame son argent, l'Etat ferait forcément banqueroute. Le grand

¹ P. 5.

² De *Matrimonio*, p. 63.

Livre n'est pas non plus sans danger. Cependant, il est universellement reconnu que le placement sur l'Etat, soit dans ses caisses d'épargne, soit en rentes, s'il est peu productif, est le plus solide. Au reste, dans les circonstances présentes, le placement des fonds appartenant aux établissements publics, dépend d'une manière absolue de la volonté du gouvernement; car il faut, pour accepter des libéralités, son autorisation, et il ne la donne qu'à la condition de placer les capitaux sur l'Etat.

Lors donc qu'il s'agit de placer des fonds provenant de bénéfices réalisés, d'excédants de recettes, de produits de quêtes, de souscriptions, de dons manuels et anonymes, n'imposant aucune charge, les fabriques peuvent placer leur *boni* de la manière qu'elles jugent la plus convenable et la plus fructueuse.

Mais en cette occasion, il ne s'agit point de cela. Les mille francs ne sont donnés que pour fonder des messes à perpétuité. Or, d'après la jurisprudence du gouvernement, ces sortes de libéralités doivent être constatées par acte notarié. Cette règle a été établie dans l'intérêt du donateur. Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette formalité que l'acceptation peut être autorisée. Les dons manuels avec charge perpétuelle ne sont donc pas admis. Une circulaire ministérielle en date du 22 décembre 1852 ne laisse aucun doute à cet égard. Nous la donnons *in extenso* à cause de sa brièveté et de son importance.

« Monsieur le préfet,

« La fabrique de l'église succursale de Pleubian
« demande l'autorisation de placer en rentes sur
« l'Etat, au nom de cet établissement, une somme
« de 2,000 francs provenant d'un don manuel fait
« à la fabrique par le sieur Gouronne, à la charge
« de faire célébrer annuellement et à perpétuité
« quatre services funèbres pour le repos de l'âme
« de son épouse.

« D'après la jurisprudence, toutes les libéralités qui ont pour but d'instituer des fondations perpétuelles, doivent être constatées par acte notarié. Cette règle générale a été établie dans l'intérêt même des donateurs, afin de faciliter à leurs héritiers et aux fabriques le moyen de veiller dans l'avenir à l'acquit des services religieux. En conséquence, la fabrique de Pleubian ne pourra être autorisée à accepter la libéralité du sieur Gouronne qu'après que la donation aura été constatée par acte notarié, conformément aux prescriptions de l'art. 931 du code Napoléon, et que l'affaire aura été instruite dans les formes déterminées par l'Ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831, et la circulaire ministérielle du 29 du même mois. »

Telle est donc la voie à suivre par notre correspondant, s'il veut assurer à la susdite fondation la sanction des lois civiles, et si le donateur lui-même réclame cette sanction. Mais si ce dernier n'y tient nullement, nous ne voyons pas pourquoi la fabrique ne placerait pas cet argent de la manière qu'elle l'entendrait après avoir pris une

délibération déterminant le nombre de messes demandées par le donateur, ainsi que nous l'avons vu pratiquer dans plusieurs églises, et notamment dans une cathédrale, où, sur quinze fondations écrites au tableau, trois seulement avaient été faites selon les prescriptions de la jurisprudence civile. Tout en reconnaissant que ce dernier système est plus conforme aux droits inaliénables de la société ecclésiastique, nous ne le conseillons pas pour le moment, en raison des complications que nos tyrans pourraient soulever à un jour donné.

Q. — Le presbytère de M... jouissait, de temps immémorial, d'un champ qui avait été donné par un particulier pour servir au besoin de la cure.

A qui cette propriété avait-elle été donnée? Est-ce à la cure, à la fabrique, ou à la commune? Les titres manquent; mais ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est que le desservant de M... a toujours eu l'usufruit de ce legs.

En 1864, ce champ fut vendu légalement par la commune, avec l'assentiment de la fabrique, pour en employer le prix à la restauration du presbytère. Il y eut un compromis signé par les deux parties, et ce contrat fut approuvé par la double autorité épiscopale et préfectorale.

Il était stipulé que la fabrique permettait la vente du champ, moyennant une indemnité de 40 francs pour le desservant. La commune de M... devait fournir, chaque année, 28 francs, et la commune de V., 12 francs, parce qu'elle fait partie de la circonscription paroissiale.

Cette rente fut payée exactement jusqu'à l'année dernière par la commune de M., et elle continue d'être payée par la commune de V. encore actuellement.

Mais voici que nos avancés de M... refusent de payer la dette comme autrefois. La fabrique a réclamé à la préfecture, et M. le préfet nous donne droit. Malgré cet avis défavorable pour lui, le conseil municipal de M... s'obstine à refuser le paiement; on lui a fait entendre qu'il n'avait rien à craindre.

Eh bien! je viens vous demander votre avis pour savoir ce que nous devons faire, si le préfet ne tranche pas la question et n'oblige pas la commune de M... à payer. Pourrions-nous entreprendre un procès devant les tribunaux? Notre cause est excellente, mais nous n'avons pas d'argent à perdre?

R. — La première chose à faire, ce serait de rechercher les titres de la donation ou du legs. Il ne nous paraît pas impossible de les découvrir soit aux archives de la fabrique, soit à celles de la mairie, soit enfin dans l'étude du notaire du district ou le bureau de l'enregistrement. La découverte du titre simplifierait la question. En admettant qu'on ne le trouve pas, nous pensons que le préfet, qui, nous assure-t-on, reconnaît la dette, pourrait, après avoir mis le conseil municipal en demeure de voter la petite somme en question, l'inscrire d'office conformément à l'article 149 n. 2, de la loi du 5 avril 1884. Dans tous les cas, il a plusieurs moyens à sa disposition pour amener la commune à être loyale. S'il ne croyait pas pouvoir intervenir par son autorité, la fabrique ne devrait pas hésiter à porter la question en conseil de préfecture et, après ce conseil, au besoin, au conseil d'Etat, section du Contentieux. Enfin, comme il s'agit d'une question de propriété, l'affaire peut être portée devant les tri-

bunaux ordinaires, avec les autorisations prescrites par la loi. Quel que soit le système adopté, il y aura de l'argent à dépenser; beaucoup moins pourtant en s'adressant aux tribunaux administratifs. Nous engageons notre correspondant à faire agir l'évêque auprès du préfet.

Q. — Une commune qui ne compte pas 400 habitants entretient des religieuses institutrices. Une donation de la maison et du mobilier scolaire, et d'une rente de 300 francs environ, a été faite à la commune dans ce but. Bientôt, les religieuses disparaîtront et le legs retournera aux héritiers du testateur.

Le conseil municipal pourrait-il prendre une délibération pour transférer ce legs à la Maison-Mère des religieuses? La proposition en a été faite en pleine séance. Le préfet approuverait-il? Quelle formule à prendre?

R. — Non, le conseil municipal ne peut point faire cela sans l'assentiment authentique des héritiers ou ayant-droit. Il sortirait des termes et conditions de la donation. Au reste, il aurait besoin également de l'autorisation préfectorale, qui lui serait refusée. La question qui nous est posée semble signifier que le conseil municipal serait bien disposé pour les religieuses, tandis que les héritiers ne le seraient pas. Ce serait fâcheux. Mais le droit est formel: il n'est pas possible d'en sortir autrement qu'en suivant les stipulations du contrat ou du testament. Que notre correspondant examine et fasse examiner avec beaucoup de soin le texte même de l'acte. Peut-être trouvera-t-on quelque clause donnant lieu à l'interprétation désirée. Hors de là, le conseil municipal ne peut qu'observer les conditions de la donation, ou la rendre à qui de droit, ou enfin la garder et en disposer, selon la loi actuelle, si les ayant-droit ne réclament pas dans le délai de deux ans après la notification au *Journal Officiel* de la laïcisation de l'école.

Q. — Les fabriques sont-elles obligées de pourvoir au chauffage de la sacristie? Si oui, comme cela paraît certain, d'après quelles lois ou décrets y sont-elles obligées? S'il y en a, prière de les citer.

Depuis que le curé ne peut plus faire le catéchisme, en hiver, dans les écoles, et qu'il doit le faire dans les sacristies où cela se peut, le curé ne serait-il pas en droit, pour ce seul motif, d'exiger que la fabrique chauffe à ses frais la sacristie au moins dans ces circonstances?

R. — Cette question doit recevoir une réponse affirmative. Malgré nos recherches, nous n'avons rien trouvé de spécialement relatif au chauffage, par conséquent aucun décret, aucun règlement qui fasse obligation de chauffer l'église ou la sacristie. Du reste, on pourrait en dire autant d'une foule d'objets compris dans l'outillage des églises et des sacristies, et dont le décret du 30 décembre 1809, dans sa section II, intitulée « *des charges de la fabrique* », ne dit pas un mot. Ainsi, il n'est question que des vases sacrés, et cependant combien d'autres vases, qui ne sont pas sacrés et qui sont nécessaires, utiles ou convenables, comme les burettes, les bénitiers, les lavabos, le baptis-

taire, l'encensoir, la navette, le réchaud, etc. etc. ?

L'article 37 du décret précité, qui énumère les charges de la fabrique, après avoir indiqué les fournitures d'une manière générale, termine son paragraphe premier par ces mots : *selon la convenance et les besoins des lieux*.

Dans ces derniers mots se trouve l'obligation, pour la fabrique, de chauffer la sacristie, si la chose est jugée nécessaire, ou seulement utile, et si les ressources le permettent. Quand les ressources sont restreintes, on commence par les nécessaires, on continue par les utiles et on finit par les agréables. Une fabrique, ayant des ressources suffisantes, et se refusant, sans motif plausible, à chauffer la sacristie pendant le catéchisme des enfants, l'évêque, selon nous, pourrait l'y forcer, et, en cas de contestation, inscrire d'office au budget la somme nécessaire. Il le pourrait en vertu des mots précités : « *convenance et besoin des lieux* » ; il le pourrait comme directeur du culte paroissial ; il le pourrait comme supérieur et régulateur des fabriques, selon les lois ; comme protecteur de ses curés, de leur santé et de leur dignité. Il le pourrait enfin comme chargé du bon ordre et de l'entretien des temples. Or, dans certains pays, il peut être nécessaire de chauffer une sacristie pour son assainissement et la conservation des ornements et du mobilier.

Q. — Je voudrais bien avoir un conseil de l'*Ami du Clergé* relativement à une triste affaire qui vient de plonger dans le deuil une des plus honorables familles de ma paroisse.

Le chef de cette famille s'étant rendu à Paris pour le tirage au sort de son fils, déjeunait le lendemain avec un de ses frères établi dans la capitale. Comme il se plaignait depuis longtemps d'une douleur rhumatismale, on lui conseille un bain de vapeur. Il consent ; et voilà les deux frères partis, deux heures après leur déjeuner, pour se rendre à l'établissement thérapeutique. Ils entrent tous les deux dans l'étuve, c'est-à-dire dans une espèce de rotonde ayant plusieurs gradins en amphithéâtre, et dans laquelle une chaudière lance des jets de vapeur chauffée à cent et même cent cinquante degrés. En un clin d'œil, la buée se répand de toute part avec violence, et elle est si épaisse qu'on ne peut rien voir, à 10 centimètres de distance.

Les deux frères s'installent là avec d'autres baigneurs. Quand l'un d'eux jugea l'insudation suffisamment longue, il dit à l'autre : sortons ; et celui-ci répond : c'est bien ; allons nous-en.

Qu'est-ce qui est arrivé ? Pendant que l'un se dirige à droite, l'autre se dirige à gauche, assurés l'un et l'autre que des deux côtés (puisqu'on était dans une rotonde), on aboutissait à la porte de sortie. Il n'en était rien hélas ! L'un aboutit à la porte de sortie, l'autre rencontre sur sa route les bouches de vapeur qui le brûlent instantanément et tellement qu'il est mort quelques heures après.

Les journaux ont raconté immédiatement le fait presque dans les mêmes termes et sans commentaires. Mais dès le lendemain les commentaires ont commencé sous l'inspiration évidente de l'établissement en cause et responsable, selon moi, au moins civilement. On disait que le malheureux était encore sous le coup de libations excessives ; qu'on l'avait prévenu du danger ; qu'il s'est obstiné quand même à prendre cette direction ; quelques-uns même sont allés jusqu'à parler de suicide.

Les commentaires sont absolument mensongers. Mais devant cette espèce de conspiration pour déplacer les

responsabilités, ne faudrait-il pas intenter une action ? Contre qui la diriger ? Comment s'y prendre ?

Vous obligerez grandement une malheureuse famille, en la dirigeant dans la marche qu'elle doit suivre. Il me semble impossible que la loi laisse sans défense, une veuve et des orphelins, privés de leur chef et soutien ?

R. — Notre correspondant a raison. Des événements de ce genre intéressent tout le monde ; non seulement ceux qui en sont les victimes, mais encore le public qui, à chaque instant, peut être appelé par ses infirmités à user du remède. Il importe évidemment que tout le monde sache si, en allant demander la santé à un établissement, on n'y rencontrera pas la mort, et la mort terrible, affreuse, comme celle-ci.

Nous acceptons le récit qui nous est fait comme certain. Mais en supposant qu'il ne le fût pas de tout point, en supposant que le malheureux eût bu avec excès la veille, cela ne retranche rien aux obligations professionnelles du directeur de la maison. Comment ! on enferme 2, 4, 6 ou dix personnes, dans une étuve ronde avec une seule porte d'entrée et de sortie, dans une atmosphère de buée tellement intense qu'on ne voit pas ses premiers voisins ; et dans cette même étuve, il y a un foyer brûlant sans un obstacle, sans une barrière pour arrêter les ignorants ou les distraits qui ne peuvent se diriger au milieu de cette nuit opaque ! Mais ce seul fait est la condamnation des architectes qui ont présidé à la construction de l'appareil, du directeur qui l'exploite, de la police qui l'autorise. Il y a meurtre, au moins par imprudence, et l'imprudence est coupable ; il y a criminalité.

Tout le monde se souvient du fait de cette religieuse qui assistait un malade. Le médecin avait ordonné une potion. Quand la sœur veut la faire prendre au malade, celui-ci soutient que ce n'est pas cette potion, mais une autre placée à côté de celle-là. La religieuse proteste, le malade s'obstine. Comme après tout, il est le maître, il obtient satisfaction. La potion prise est un poison subtil dont il meurt. Homicide par imprudence ; la sœur est condamnée à la prison ! Et elle était dans un domicile privé ; et elle avait énergiquement refusé !

Que l'on compare cette faute avec celle dont il est ici question, et qu'on se prononce.

Mais en supposant même qu'il n'y eût pas de criminalité, il y a toujours responsabilité civile. Qu'on demande aux compagnies de chemin de fer comment on les traite à la suite d'accidents survenus malgré toutes les précautions possibles et imaginables.

Nous concluons que la famille de la victime ne doit pas balancer à attaquer le directeur de l'établissement. Le parquet aurait déjà dû le faire au point de vue de la criminalité ; mais rien n'empêche la famille d'agir de son côté. Selon nous, elle devrait poursuivre les journaux qui, avec une légèreté dont ils sont coutumiers et peut-être avec certaine complicité, ont ignominieusement voulu écarter la responsabilité de la maison pour la faire endos-

ser à la victime, en l'accusant d'une faute qu'elle n'a pas commise.

Maintenant de quelle manière s'y prendre ? Il faut dénoncer le fait au parquet, et indépendamment de l'action publique, si par cas on la refusait, — ce qui serait un scandale, — poursuivre le directeur de l'établissement en dommages-intérêts.

Celui qui écrit ces lignes avait, il y a quelque vingt ans, ordonné à son domestique de venir à sa rencontre. Dans le trajet, le domestique tue involontairement un vieillard ; et je fus condamné à payer trois mille francs à la veuve. Après des faits de ce genre, celui qu'on nous soumet aujourd'hui ne présente pas l'ombre d'un doute.

Q. — 1° Qu'est-ce que l'Académie entend par ces mots : Ecole enfantine, asile, école maternelle ? 2° à quel âge peut-on entrer dans ces écoles, et à quel âge doit-on en sortir ?

3° Pour un asile, combien faut-il de salles ? Faut-il que les salles soient à la suite les unes des autres ?

4° Est-ce que le préau pourrait être séparé de la salle principale par un couloir y conduisant ?

R. — Ad 1^{re} et 2^{me}. L'asile ou l'école maternelle c'est tout un ; on y reçoit les enfants des deux sexes de deux à six ans, époque de l'entrée dans l'école primaire jusqu'à 13 ans.

L'école enfantine est entre l'asile ou école maternelle et l'école primaire proprement dite. Elle ne reçoit qu'un sexe et peut garder les enfants jusqu'à 8 et 9 ans. Cette école correspond aux premières classes de l'école primaire.

Ad 3^{me}. Evidemment ceci dépend du nombre des élèves ; les règlements scolaires réclament 4 mètres cubes pour chaque élève ; mais ils sont moins exigeants pour les asiles et les classes enfantines. Une salle ayant 7 mètres de long, 6 de large et 4 de haut pourrait recevoir au moins 40 élèves d'école primaire et 60 d'asile et d'école enfantine. S'il y a plusieurs salles, il n'est nullement nécessaire qu'elles se suivent sans interruption.

Ad 4^{me}. Il n'est pas nécessaire, non plus, que le préau fasse suite immédiate à la salle ; celui dont on nous parle est d'autant plus en règle qu'un couloir le met en communication avec la salle des classes.

Q. — Une chambre de mon presbytère, par suite du coup de vent de janvier 1886, a été complètement délabrée. J'en donnai connaissance à M. le maire et je le priai en même temps de visiter les lieux. Il me promit de la faire restaurer. Au mois d'octobre dernier, j'insistai encore pour qu'il voulût bien faire ladite restauration. Il me répondit qu'il faudra la faire.

Voyant que la chose traînait en longueur, j'ai retiré mes meubles et je les ai casés en un lieu sûr, et j'ai remis la clef de ladite chambre entre les mains de M. le maire. Aujourd'hui 14 décembre, ne pourriez-vous pas m'indiquer un moyen appuyé sur les lois pour forcer le maire à faire cette réparation ?

R. — Notre cher correspondant a eu tort de remettre la clef de la chambre à M. le maire. Ce geste superbe ne pouvait en aucune façon induire le maire à exécuter ce qu'il avait refusé de faire jusques-là, malgré toutes les prières et toutes les

supplications et malgré le devoir évident de sa charge.

Peut-être, ce magistrat-borne, se basant sur la dernière loi municipale, pense-t-il que ce travail ne regarde la commune que subsidiairement, c'est-à-dire, après épuisement des fonds libres de la fabrique : ce qui est vrai. Mais au moins devrait-il le dire pour mettre le curé et son conseil en demeure de fournir ces fonds ou de prouver qu'ils n'en ont pas. Peut-être aussi s'imagine-t-il que le curé renonce à sa chambre dont il a livré la clef.

Si cette question ne se tranche pas à l'amiable, il faut recourir au préfet. Celui-ci probablement donnera des ordres en conséquence, à la municipalité, puisque la municipalité est chargée par la loi des grosses réparations. Mais comme elle n'en est chargée qu'après épuisement des fonds libres de la fabrique, elle pourra exiger l'exhibition des budget et comptes, ce sera légal, mais au moins on aboutira. Pour que la réclamation au préfet ait quelque autorité, il sera bon de la faire appuyer par l'évêque.

COURRIER DE L'UTILE

FABRICATION ÉCONOMIQUE DES CIERGES ET BOUGIES. — MOYENS POUR CONSTATER LES FRAUDES DES CIRIERS.

La lettre qu'un de nos aimables correspondants a bien voulu m'écrire sur la fabrication économique des cierges et bougies, et que j'ai reproduite dans le n° 51 du 23 décembre 1886 de l'*Ami du Clergé*, a été lue avec intérêt, si j'en juge par les questions qu'elle a provoquées, et auxquelles je vais successivement répondre de mon mieux, en m'attachant à être plutôt *pratique* que *savant*.

..

J'ai d'abord à payer, à mon correspondant du 23 décembre dernier, la dette pour laquelle je lui avais demandé un peu de crédit.

A la fin de la lettre où il me donnait les intéressantes recettes de fabrication qu'on a lues, il ajoutait cette question :

Q. — Dans une église, on ne brûle pas seulement de la cire, mais aussi de la bougie stéarine, ce qui est plus convenable et pas plus cher que du pétrole, dont l'odeur est fatigante et nuisible à la santé.

Pourriez-vous nous dire, mon cher Rédacteur de l'*Utile*, si l'on peut se procurer de la stéarine, c'est-à-dire du suif épuré. Si oui, quel en serait le prix par kilo. Avec un moule et une mèche natée, on peut faire des bougies. Si il n'y a pas de fabrique de stéarine en dehors de celles des ciriers, pourriez-vous nous donner un moyen pratique de purifier le suif au point que nous puissions faire de la stéarine passable et avoir des bougies ?

R. — Après avoir consulté différents traités de fabrication des cierges et bougies, et plusieurs fabricants, voici ce que je puis vous répondre :

A. essayer de manipuler vous-même des suifs

pour les purifier et en extraire la stéarine, vous seriez obligé de faire des dépenses d'acides divers, d'appareils variés, assez coûteux ; sans compter toute une série d'opérations successives qui demandent le tour de main, et l'expérience que, seuls, les gens du métier peuvent acquérir : et vous débiteriez forcément par tant de frais perdus et tant de déceptions que, c'est le cas d'employer cette locution courante, « le jeu ne vaudrait pas la chandelle », ou mieux, « la chandelle ne vaudrait pas le jeu ».

Cela ne veut pas dire que vous ne puissiez pas fondre et utiliser quelquefois le suif, dans des conditions que j'indiquerai tout à l'heure en répondant à une autre question.

Quant à acheter de la stéarine et à vous en servir pour faire vos bougies, vous le pouvez ; mais y trouverez-vous économie ? C'est à vous d'en juger sur les données suivantes. En ce moment, les stéariniers vendent leurs produits au prix minimum de 220 francs les 100 kilos aux commerçants *en gros*, et ceux qui les détaillent les cotent à 3 fr. 50 et 3 fr. 75 le kilog. Or, vous pouvez avoir de la bougie toute fabriquée de 1 fr. 80 à 2 fr. 80 le kilog., suivant la qualité et la quantité que vous demandez.

Il est vrai que vous pourriez mélanger à la stéarine des acides gras de moindre prix, comme le font du reste les fabricants de bougies pour les qualités inférieures et même pour les qualités dites et vendues comme supérieures. C'est encore un point que je toucherai plus loin.

Je crains pourtant que vous ne trouviez jamais dans la fabrication des bougies stéariques, les mêmes avantages et les mêmes économies que vous obtenez en faisant des bougies de cire avec vos vieux cierges additionnés de cire vierge.

..

Q. — Veuillez indiquer l'adresse du fabricant de mèches pour cierges, bougies, etc.; ainsi que celle du fabricant d'instruments ou moules pour confectionner les cierges ; et la méthode à suivre pour fabriquer mèches, moules et bougies.

R. — Votre question demande trois réponses : la première sur les mèches ; la deuxième sur les moules ; la troisième sur la méthode de fabrication.

I. *Mèches*. La matière des mèches est le coton. On le natte, ou on le contourne en spirale autour d'un fil de fer qu'on retire quand la chandelle ou bougie est coulée. L'opération est assez difficile pour ceux qui ne sont pas du métier.

La mèche de coton tel quel, se comporte assez bien dans une bougie de cire pure ; mais il n'en est pas de même dans les bougies stéariques. Pour celles-ci, il faut absolument la mèche tressée : la mèche non tressée fume, charbonne, champignonne, donne une mauvaise lumière et sent mauvais. La mèche tressée, à mesure que la bougie brûle, s'infléchit et se recourbe légèrement jusque dans le blanc de la flamme, où elle se con-

sume et s'incinère peu à peu et sans avoir besoin d'être mouchée.

Quelque attention qu'on ait apportée dans l'épuration des acides solides employés comme matière des bougies, ceux-ci retiennent toujours une petite quantité de chaux qui, transportée dans la mèche et étant infusible, finirait (en diminuant la capillarité) par engorger celle-ci et faire languir la combustion. Il a donc fallu se débarrasser de cette chaux et, à cet effet, on a employé divers moyens : je n'indiquerai que ceux qui ont donné les résultats les plus satisfaisants.

En les plongeant dans un bain d'acide sulfurique, étendu de 8 à 10 fois son volume d'alcool, on a obtenu des mèches dont l'extrémité en ignition n'affecte qu'une simple courbure et conserve la même grosseur jusqu'à sa réduction en cendres. Ce procédé exige une grande prudence de manipulation et est un peu dispendieux,

Un autre procédé plus pratique consiste à immerger les mèches dans une solution d'acide borique qui contient 3 0/10 d'acide de son poids, solution qui représente 1 kilog. d'acide pour 50 litres d'eau. L'immersion des mèches doit durer trois heures, après quoi on les retire, on les presse pour faire sortir l'excès du liquide, et on les fait sécher sur une claie dans une salle bien chauffée,

On compose encore un bain pour mèches avec 5 litres d'eaux, 75 grammes d'acide borique, 15 grammes d'alcool concentré et 8 grammes d'acide sulfurique. Avant de les plonger dans le bain, on mouille les mèches avec l'alcool, afin de favoriser et hâter la pénétration de la solution saline dans les fils de coton. Au bout d'une heure, on enlève du bain, on exprime et on fait sécher jusqu'à expulsion complète de toute humidité.

Ajoutons que les proportions du bain d'acide borique dépendent aussi de la qualité du coton des mèches, et, pour le bien régler, voici le moyen très facile et très rapide indiqué par M. Gossier-Besseyre : « On prend, dit-il, une certaine quantité de longueur de tresse qu'on divise en plusieurs bouts, et on les plonge à froid, mais de manière à les bien imbiber, l'un dans une dissolution contenant 1 0/10 d'acide borique, les autres sont des dissolutions contenant 2, 3, 4 0/10 du même acide : on met alors sécher. Quand ces bouts sont bien secs, on les plonge dans l'acide stéarique qu'on veut employer, on les retire aussitôt, et dès que leur refroidissement leur permet de se tenir roides, on les allume et on observe leur manière de brûler, qui doit être à fort peu près la même que dans la bougie qu'on veut fabriquer, »

L'avantage de l'emploi de l'acide borique consiste en ce qu'à mesure que la combustion s'opère, cet acide se combine à la chaux pour former un borate de chaux qui est fusible et qui, par conséquent, s'élève dans la mèche, se convertit à son extrémité en une petite perle brillante qui tombe avec les cendres de celle-ci, après sa complète combustion.

Les mèches sont tressées plus ou moins serrées ;

on y détermine le nombre des fils suivant le plus ou moins de consistance de la matière des bougies et son point de fusion. Ces mèches sont composées de 90 fils pour les bougies dites *des six*, et de 80 fils pour celles dites *des huit*. Le retordage a lieu à trois brins plus ou moins serrés selon la qualité.

Dans beaucoup de fabriques allemandes, on se sert des rapports suivants ;

Bougies de 4 au demi kilog.	104 à 108 fils.
— de 5	90 à 100 —
— de 6	85 à 88 —
— de 7	72 à 75 —
— de 8	60 à 64 —

du fil n° 40 anglais (n° 42 français).

Les mèches venant d'être tressées contiennent des filaments, barbes ou peluches qui nuisent à l'ascension capillaire de la matière liquéfiée par la chaleur. Pour détruire ces barbes, M. Binet a eu l'idée de griller les mèches en les faisant passer dans une flamme d'esprit de vin, ou de gaz, ou d'huile, ce qui rend la mèche complètement nette.

La grosseur de la mèche paraît avoir une influence considérable sur le développement de la lumière des chandelles et bougies, et M. Reid a fait sur ce point des expériences dont voici le tableau résumé :

Bougie de cire, intensité de la lumière.	100
Chandelle de suif à mèche plate à trois	
torons de 5 fils, en tout 15 fils.	89,19
— à mèches de 20 fils.	69,44
— à 2 mèches de 5 fils, en tout	
10 fils.	160,00
— à 3 mèches de 5 fils, en tout	
15 fils.	216,72
— à 3 mèches de 4 fils, en tout	
12 fils.	173,76
— à 3 mèches de 3 fils, en tout	
9 fils.	142,65

CONTRE LA SUFFOCATION

On sait, dit l'*Hygiène pratique*, que généralement dans les incendies, le feu ne dévore ses victimes que parce que la fumée qui le précède et l'accompagne provoque l'asphyxie chez celles-ci, et les empêche ainsi d'échapper aux flammes.

Un pompier « amateur » de Londres vient de découvrir le moyen aussi simple que pratique, d'éviter cette suffocation, en cas d'incendie, et de respirer à l'aise dans un endroit rempli de fumée.

Il suffit, paraît-il, pour cela, de s'appliquer un mouchoir mouillé sur la bouche et les narines. Le procédé, comme on le voit, est à la portée de tous, et mérite bien qu'on le signale et le vulgarise le plus possible.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 16 februarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE HALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE DEUXIÈME DIMANCHE DE CARÊME : LES
SURÉMINENTES GRANDEURS DU SACERDOCE

Et constituisti eum super
opera manuum tuarum.
(Ps. VIII, 6.)

Qu'est-ce que le prêtre ? disait un jour le saint curé d'Ars dans un catéchisme sur le sacrement de l'Ordre ? C'est un homme qui tient la place de Dieu, un homme qui est revêtu de tous les pouvoirs de Dieu. S. Bernard nous dit que tout nous est venu par Marie. On peut dire aussi que tout nous est venu par le prêtre : oui, tous les bonheurs, toutes les grâces, tous les dons célestes. Si nous n'avions pas le sacrement de l'Ordre, nous n'aurions pas Notre-Seigneur. Qui est-ce qui l'a mis là, dans ce tabernacle ? C'est le prêtre. Qui est-ce qui a reçu votre âme à son entrée dans la vie ? Le prêtre. Qui la nourrit pour lui donner la force de faire son pèlerinage ? Le prêtre. Qui la préparera à paraître devant Dieu, en lavant cette âme, pour la dernière fois, dans le sang de Jésus-Christ ? Le prêtre, toujours le prêtre. Et si cette âme vient à mourir, qui la ressuscitera, qui lui rendra le calme et la paix ? Encore le prêtre. Vous ne pouvez pas vous rappeler un seul bienfait de Dieu, sans rencontrer, à côté de ce souvenir, l'image du prêtre. Allez vous confesser à la Sainte Vierge ou à un Ange : vous absoudront-ils ? Non. Vous donneront-ils le corps et le sang de Notre-Seigneur ? Non. La Sainte Vierge ne peut pas faire descendre son divin Fils dans l'hostie. Vous auriez deux cents anges là, qu'ils ne pourraient vous absoudre. Un prêtre, tant simple soit-il, le peut ; il peut vous dire : « Allez en paix ; je vous pardonne ! » Oh ! que le prêtre est quelque chose de grand ! Le prêtre ne se comprendra bien que dans le ciel. Si on le comprenait sur la terre, on mourrait non de frayeur, mais d'amour ! — Ces belles paroles du vénérable M. Vianney résument admirablement notre dernière instruction, et contiennent en abrégé notre entretien d'aujourd'hui. Nous allons encore célébrer les grandeurs du prêtre par comparaison à toutes les grandeurs du ciel et de la terre, et, pour la gloire du sacerdoce catholique, nous concluons qu'il est supérieur à tout ce que Dieu a fait de plus grand : *Et constituisti eum super opera manuum tuarum !*

I

Sur la terre je distingue trois magistratures qui brillent de l'éclat le plus vif et qui élèvent au-dessus de leurs contemporains ceux qui en portent sur le front les rayons glorieux : la magistrature de la science, la magistrature de la force, la magistrature de l'autorité. Or, le prêtre est incomparablement plus grand que le savant, plus grand que le guerrier, plus grand que le roi le

plus puissant. *Sublimitas sacerdotalis nullis comparationibus potest adæquari.* (S. Amb. de dignit. sacerdot. c. II.)

I. Oui, elle est grande l'excellence de celui qui, à force de réflexions et d'observations, pénètre les secrets de la nature et les profondeurs de la science, améliore le sort de l'humanité, recule les bornes du savoir, formule une haute philosophie ou dote le monde d'une de ces inventions qui font une révolution dans les idées et dans les mœurs d'un pays. On célèbre le nom de ce savant, on lui fait des ovations, on le comble d'honneurs, on lui élève des statues, et sa mémoire passe de générations en générations, louée, admirée, vénérée. Mais quelle différence entre le savant humain, si illustre qu'on le suppose, et le docteur divin qui s'appelle le prêtre ! Celui-là est emprisonné dans le cercle étroit du monde naturel, celui-ci pénètre dans le vaste champ, dans les sphères sublimes du monde surnaturel. Celui-là est éclairé par les lumières vacillantes du flambeau de la raison, celui-ci est inondé des splendeurs du soleil de la révélation. Celui-là parle au nom du raisonnement ou de l'expérience humaine, celui-ci au nom de Dieu. Celui-là s'adresse à quelques esprits d'élite, celui-ci s'adresse à toutes les créatures, aux petits comme aux grands, aux ignorants comme aux intelligences cultivées, proportionnant son langage à ses auditeurs avec tant de succès qu'aujourd'hui, le plus petit enfant instruit par le prêtre sait plus sur les éminentes questions qui intéressent la destinée humaine, que les plus illustres philosophes du paganisme. Celui-là améliore le bien-être matériel, les intérêts temporels ; celui-ci travaille pour les intérêts qui ne doivent point finir, dispose et prépare ses semblables aux joies ineffables du paradis. Celui-là, malgré ses efforts et ses succès, laisse un vide au fond des âmes ; celui-ci, par sa doctrine divine, donne pleine satisfaction à tous les instincts de l'esprit humain, éclaire tous les doutes et ne laisse aucune obscurité dans les cœurs. Celui-là peut enseigner, mais il ne saurait rendre bon ; la parole du prêtre éclaire, purifie, corrige et sanctifie ! *Sublimitas sacerdotalis nullis comparationibus potest adæquari.*

II. A côté du savant il y a le guerrier. Quand il a de la valeur, du génie et du bonheur, il remporte des victoires, il grandit son pays, il le couvre de gloire, il lui concilie le respect et la considération. Ah ! je ne le dissimule pas, l'épée d'un général vainqueur jette de magnifiques éclairs ; le nom de celui qui a infligé une éclatante défaite aux ennemis de la patrie est glorieux, on prodigue à ce vaillant capitaine les félicitations les plus enthousiastes ; l'amour de la gloire inné au cœur de l'homme entoure son front d'une superbe auréole. Mais je connais un triomphateur plus grand que ce héros des batailles : c'est le prêtre catholique. Sans verser le sang, sans multiplier les veuves et les orphelins, sans saccager des provinces, il remporte des victoires infiniment plus glo-

rieuses que les victoires d'un général d'armée, parce qu'elles sont plus difficiles et plus fructueuses. Il est plus aisé de mettre en déroute une armée ennemie et de prendre une ville que de triompher d'une passion et de corriger un défaut. Une armée de six cent mille hommes est impuissante à inspirer une idée. Eh bien ! le sacerdoce catholique a remporté et ne cesse de remporter de ces victoires si difficiles. Il a triomphé par la parole de Dieu, par la vertu des sacrements, par l'efficacité du sacrifice de l'autel, des vices les plus enracinés, des habitudes les plus invétérées ; il a introduit dans le monde non point seulement une idée, mais un monde d'idées nouvelles, sublimes à la vérité, mais terribles à la mauvaise nature. Il a réformé la famille, la société, les rapports du prince au sujet, du sujet au prince, les relations entre le pauvre et le riche, entre le maître et le serviteur. Tous les jours le prêtre continue ces triomphes pacifiques ; tous les jours il convertit, il fait accepter le sacrifice, il enchaîne et dompte les passions les plus farouches. Combien Alexandre, César et Napoléon me paraissent petits, si je les compare au prêtre catholique ! Que leur puissance est inférieure à celle du sacerdoce chrétien ! *Sublimitas sacerdotalis nullis comparationibus potest adæquari.*

III. Passons à la suprême dignité terrestre, la dignité royale. Ici encore il faut avouer que la dignité sacerdotale l'emporte de l'infini, *constituisti eum super opera manuum tuarum !* Ce n'est pas moi qui l'affirme, c'est le grand orateur de Constantinople, S. Jean Chrysostome : « Nous devons, disait-il, respecter le prêtre plus que les rois et les maîtres de la terre. » (De sacerdot., lib. III). O prêtres, s'écrie S. Bernardin de Sienne, Dieu vous a mis au-dessus des monarques terrestres, *prætulit vos Deus regibus !* Les rois peuvent commander au corps, mais leur pouvoir s'arrête à la porte des cœurs ; ils ont mission de sauvegarder les intérêts temporels de leurs sujets, mais la gestion des intérêts éternels appartient au prêtre ; ils peuvent imposer une taxe ou un impôt, mais ils ne peuvent imposer une idée à l'esprit, un sentiment au cœur, ce que fait sans cesse le prêtre ; ils peuvent disposer des biens terrestres en vertu de leur puissance, ou même par violence, mais des consciences, jamais ! Que dis-je ? Les rois ont une autorité moins intense, moins étendue, moins auguste que les prêtres ; ils doivent eux-mêmes se soumettre aux prêtres ! S'ils veulent être sauvés, il faut qu'ils s'agenouillent aux pieds du prêtre pour obtenir leur pardon ; il faut que, comme d'autres Théodoses, ils reçoivent humblement la pénitence de la bouche d'autres Ambroises ; il faut qu'ils reçoivent de leurs mains consacrées le divin viatique qui doit les fortifier dans le passage de cette vie à l'éternité : *Prætulit vos regibus !* O prêtre, que tu es grand ! Rien ici-bas ne peut t'égaliser, Dieu t'a couronné d'une telle gloire que tu l'emportes sur tout ce qu'il y a de plus auguste sur la terre ! Mais ce n'est point assez dire, il t'a

élevé au-dessus des plus sublimes grandeurs du ciel. *Et constituisti eum super omnia opera manuum tuarum !*

II

I. Le prêtre est au-dessus de Jean-Baptiste qui, au jugement de Notre-Seigneur, tient le premier rang parmi les enfants des hommes. Il parle, cela va sans dire, de la dignité du ministère, car le précurseur a été sanctifié avant sa naissance, confirmé en grâce et en innocence, et maintenant il jouit du très haut degré de gloire qui était dû à ses éminents mérites. La mission de S. Jean-Baptiste a été de préparer Israël à recevoir le Messie, et cela par ses exemples, par ses prédications, et par le baptême de la pénitence qu'il administrait. Le prêtre remplit un office plus parfait en préparant les peuples à la divine Eucharistie, d'abord par le sacrement de baptême, qui n'a pas seulement la vertu de disposer à la justification, mais qui justifie très efficacement ; mais surtout par le sacrement de la confession, qui efface les péchés et revêt l'âme même la plus pécheresse, des splendides beautés de la grâce. Le prêtre rend témoignage à Jésus-Christ, non-seulement en le montrant du doigt et en disant : « Voici l'Agneau de Dieu, voici celui qui efface les péchés du monde ! mais en le rendant présent sur l'autel, en le portant entre ses mains, et en le donnant aux fidèles qui viennent s'asseoir à la sainte table. Aussi bien le séraphique Père saint François avait-il coutume de dire que, s'il rencontrait un prêtre, si pauvre, si ignorant qu'il soit, et un ange, ou un saint qui n'eût point le caractère sacerdotal, fût-ce même S. Jean-Baptiste, il s'agenouillerait devant ce prêtre, et lui baiserait les mains, avant de rendre ses hommages à ce saint ou à cet ange.

II. Le prêtre en effet est plus grand que les anges. Ce n'est pas aux anges, en effet, mais aux hommes que Dieu a confié la gloire de son sacerdoce. Si purs, si sublimes, si éclairés, si fervents qu'ils soient, les anges n'ont pas le pouvoir d'administrer les sacrements et de consacrer la divine Eucharistie ! Ils ne peuvent point donner l'absolution d'un seul péché, ils ne peuvent point opérer ces prodigieux miracles qui constituent la consécration et rendent présent le Verbe incarné sous les apparences du pain et du vin. Ils peuvent nous donner aide, protection, lumière, encouragement, consolation, mais ils ne peuvent réaliser dans les cœurs les prodiges de la sanctification. Quand il est question du simple chrétien, la parole du Psalmiste disant : « Vous l'avez élevé un peu au-dessus des anges », est vraie : *Minuisti eum paulo minus ab angelis* ; mais elle est inexacte quand il s'agit du prêtre. Le prêtre est au-dessus du Chérubin et du Séraphin ! L'ange n'est qu'un serviteur de Dieu, *omnes sunt administratorii spiritus*, le prêtre est le coadjuteur de Dieu, *Dei adiutores sumus !* O prêtre, le Dieu qui vous a élevés au-dessus des rois, vous a exaltés

au-dessus des esprits célestes : *Prætulit vos Deus angelis et archangelis!*

III. Il reste au ciel, après Dieu, une sublime grandeur, la très sainte Vierge Marie. Avant d'établir une comparaison entre le prêtre et la mère de Dieu, je veux, chrétiens, vous rappeler une page de S. Augustin qui est certainement une des plus splendides que ce génie incomparable ait écrites. « Qu'elle est vénérable, s'écrie-t-il, la dignité des prêtres entre les mains desquels le Fils de Dieu s'incarne, comme il s'est incarné dans le sein de la Vierge Marie ! O heureux prêtres ! Qu'il est sublime le mystère que la sainte Trinité opère par votre ministère ; au même moment, le Dieu qui règne dans les cieux est porté dans vos mains, pendant l'auguste sacrifice ! Le ciel admire étonné, l'enfer en frémit, le démon est dans l'effroi, les esprits angéliques sont pénétrés de la plus profonde révérence ! O mains saintes et vénérables ! O prêtres, faites y attention, vous avez reçu une dignité plus sublime que celle des anges : ils adorent le mystère que vous produisez et ne peuvent le produire eux-mêmes. O profondeur de la sagesse de Dieu ! O miséricorde indicible du Sauveur ! Ce qui a été refusé à l'ange a été accordé à l'homme. Le prêtre accomplit cet ineffable sacrement, l'ange ne le peut et il s'estime trop heureux d'y assister comme serviteur ! *O veneranda sacerdotum dignitas in quorum manibus Dei Filius, velut in utero Virginis, incarnatur!* O admirable dignité des prêtres entre les mains desquels le Fils de Dieu s'incarne, comme autrefois dans le sein de la Vierge Marie !

Oui, la dignité du prêtre a une très grande analogie avec la dignité de la T. S. Vierge. Si Marie est la mère du Verbe fait chair, les prêtres, au dire de Saint Bernard, sont ses pères, *parentes Christi!* L'oserai-je dire ? Et pourquoi non, puisque des saints, comme S. Bernardin de Sienne, l'ont affirmé : sous certains rapports le prêtre est supérieur à la Très sainte Vierge, *excedit sacerdotalis potestas Virginis potestatem!* (Serm. xx.) Elle n'a enfanté qu'une fois le Sauveur Jésus, le prêtre le produit tous les jours sur l'autel ; elle l'a enfanté passible et mortel, le prêtre le produit impassible, glorieux et immortel ! « Sans doute elle a plus de crédit que nous, mais elle a moins d'autorité. Sans doute, elle accorde des grâces, mais elle n'a pas donné une seule absolution. Sans doute elle a la suprématie d'honneur et d'intercession, mais à nous celle du pouvoir des clefs ! de telle sorte que le sacerdoce peut lui dire en baisant ses pieds avec confusion : Excusez l'orgueil de ma foi, o Mère ! je ne vous rabaisse pas en me plaçant même au-dessus de vous : *Excusa me, Mater ! non loquor contra te, sacerdotium ipse prætulit super te.* » (Manrèze du prêtre. I, page 36).

IV. Ce n'est pas tout, élevons-nous jusqu'au faite des grandeurs, jusqu'à Dieu lui-même. Les saints Docteurs nous déclarent que le prêtre participe à la dignité de Dieu. Le prêtre, dit Tertul-

lien, c'est un Dieu-homme : *Homo Deo mixtus* (Apolog.) ; le prêtre, dit S. Clément, c'est le Dieu de la terre : *Post Deum, terrenus Deus* (Const. apost.) ; le prêtre, dit S. Grégoire de Nazianze, c'est un Dieu qui produit des dieux : *Deum existentem, Deos efficientem* ; le prêtre, dit S. Bernard, a un pouvoir qui ressemble au pouvoir des trois personnes divines : *Potestas sacerdotis est sicut potestas divinarum personarum!* Comme le Père, il engendre, au baptême, les chrétiens ; comme le Saint-Esprit, il sanctifie les âmes par la parole sainte et les sacrements ; comme le Fils, il est rédempteur du monde. Notre-Seigneur lui communique sa puissance et le prêtre en use de la même façon que Notre-Seigneur. Si Notre-Seigneur en personne, donnait au confessionnal la rémission des péchés au chrétien repentant, il dirait : « Je t'absous de tes péchés ; » le prêtre dit la même chose ! Si Notre-Seigneur célébraient la messe à l'autel il dirait sur le pain et le vin : « Ceci est mon corps, ceci est mon sang ; » le prêtre parle de la même manière !

Chrétiens, unissez-vous à nous pour remercier Dieu des grandeurs sublimes, écrasantes, dont il nous a glorifiés. Chrétiens, votre cause est commune avec la nôtre, c'est pour vous que Notre-Seigneur nous a revêtus de ses pouvoirs divins ; c'est pour vous qu'il nous a élevés au-dessus des docteurs, des conquérants, des princes de ce monde, au-dessus des prophètes, au-dessus de Jean-Baptiste, et qu'il nous a faits, quoique mille fois indignes, participants de la sublime dignité de la mère de Dieu, de la très auguste Marie ! Oui, remercions le Seigneur : *Gratias agamus Domino Deo nostro!* Jamais il ne s'est rencontré un si juste motif de reconnaissance : *Dignum et iustum est!* Prions tous ensemble pour que nous, prêtres, nous ne soyons pas punis pour avoir méconnu notre grandeur, et vous, chrétiens, pour qu'il ne vous soit pas reproché de n'avoir point profité des trésors de sanctification qui sont entre nos mains. Prions pour que prêtres et fidèles, correspondant à la grâce de Dieu, nous méritions d'aller chanter à jamais avec le prêtre éternel, N.-S. J.-C., les louanges de l'adorable Trinité.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation des Indulgences.

Quels ornements on doit prendre pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié ?

QUOAD PARAMENTA INDUENDA A SACERDOTE PRO
LUCRANDA INDULGENTIA PLENARIA ALTARIS
PRIVILEGIATI

Cum in theologia morali auctore Scavini, edit.
11 lib. 3 pag. 229 § 283, apud Ernestum Oliva Me-
diolani bibliog. edita 1869, sic scriptum reperitur :
Ex responsione S. Congr. Indulgentiarum 11 Apri-

lis 1840, sacerdos debet celebrare in paramentis nigris, diebus non impeditis, ut lucretur indulgentiam Altaris privilegiati. Hinc quæritur : an niger color sensu exclusivo debeat intelligi, ita ut indulgentiam Altaris privilegiati non consequatur qui v. g. ad ministrandam Eucharistiam per modum Sacramenti cum paramentis violaceis Missam de Requie celebrat? — 2. Utrum qui hac vel quacunque alia ratione Indulgentiam Altaris privilegiati non lucretur, possit satisfacere applicando aliam Indulgentiam plenariam defunctis, pro quibus ad Altare privilegiatum celebrare debuerat? — S. Congr. Indulgentiarum die 2 Maii 1852 respondit : Ad 1. Ut fruatur Altari privilegiato Sacerdos diebus non impeditis, celebrare debet Missam defunctorum, et uti paramentis nigris vel ex rationabili causa violaceis. — Ad 2. Negative.

Joseph Canonicus Ribezzo humillime postulat ut S. Congregatio Indulgentiarum declarare dignetur : Utrum hæc responsio quoad secundam partem sit apocrypha? Et quatenus negative, utrum intelligenda sit etiam de Sacerdotibus, qui ad Altare privilegiatum celebrare debuerant, et jam celebraverint, sed non cum paramentis nigris a Rubrica non impeditis? — Et quatenus affirmative, quomodo ipsa conciliari possit cum decreto ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum 22 Februarii 1847, in quo ad quæsitum : « Qui (sacerdos) diebus permissis non celebravit in paramentis nigri coloris in Altari privilegiato ad acquiranda Indulgentiam Plenariam, ad qui tenetur? » — Responsum fuit : « Debet lucrari Indulgentiam Plenariam pro iis defunctis quibus Missæ fructum applicuit, toties quoties diebus non impeditis usus non est indumentis nigri coloris. »

Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita die 24 Julii 1885 proposito dubio respondit : Responsio est authentica. In decreto vero diei 22 Februarii 1847 tantummodo sacerdotibus, pro quibus postulabatur de ratione qua compensare debebant Indulgentiam Altaris Privilegiati ad quam applicandam obligarentur et quam bona fide errantes, non erant lucrati, censuit S. Congregatio ut compensatio fieret per applicationem alterius indulgentiæ plenariæ toties quoties illam altaris privilegiati non fuerint laucrati.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis eadem die 24 julii 1885.

J.-B. Cardinal FRANZELIN, *Præf.*

Josephus M. Can. COSELLI, substit.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Aux messes chantées pendant la semaine où il n'y a pas concours du peuple, mais seulement quelques assistants, y compris les personnes à l'intention desquelles on dit une grand-messe : 1^o faut-il plus de deux cierges, même quand la fête est du rit semi-double ; 2^o si la rubrique en prescrit, comme il semble, plus de deux, est-ce une rubrique préceptive, ou direc-

tive seulement ; 2^o s'il faut plus de deux cierges, quel est le nombre ? car dans une église pauvre on ne suivra pas la rubrique si elle n'est que directive ; c'est une question très pratique.

2^o Aux vêpres du dimanche, faut-il, de rigueur, de la cire à l'autel, et quel est le nombre de cierges requis alors ?

C'est la pauvreté de mon église qui m'oblige à vous demander ce qui est vraiment obligatoire.

R. — Ad I. Si ces messes sont chantées sans diacre et sous-diacre, vous pouvez vous contenter de deux cierges, ainsi qu'on peut le conclure du Cérémonial des Evêques, livre I, chap. 12, n. 24.

Mais il vous est permis aussi d'en avoir plus de deux, car, en 1875, la S. Congrégation des rites, interrogée sur ce point, par le maître des cérémonies de la cathédrale de Bayonne : « An celebrans missam cum cantu sive ministris adhibere possit plures quam duos candelas...? » répondit : *Affirmative*. (N. 5637, ad dubium I.)

Dans ce cas vous pouvez en allumer quatre.

Ad II. Aux vêpres du dimanche faut-il de la cire à l'autel ? Nous avons déjà dit qu'aux offices liturgiques, la rubrique et le Saint-Siège demandent de la vraie cire.

Combien faut-il de cierges à ces vêpres ? Cela dépend de la solennité des fêtes. Il convient d'en mettre autant qu'à la messe.

Vous nous demandez si la rubrique relative au nombre des cierges est préceptive ou directive ? Cette question, aussi bien que celle qui concerne le nombre des cierges dans les divers offices, est très difficile. Plusieurs de nos amis entrent dans les détails. Combien faut-il de cierges à la Messe, aux Vêpres, à Complies, aux Petites-Heures, aux Quarante-Heures, à l'Adoration perpétuelle, à une exposition des saintes reliques ? Combien dans telle ou telle église, par exemple, dans une cathédrale, dans une église pourvue d'un nombreux clergé, dans une église ordinaire de paroisse, dans une église monastique, dans une chapelle de communauté, par exemple dans un séminaire, dans un lycée, dans un hôpital, dans une chapelle domestique, etc. ? On veut que nous disions également si ces rubriques sont obligatoires, ou bien simplement directives.

Nos lecteurs veulent que nous répondions catégoriquement à toutes ces questions. Ils s'imaginent que l'on peut donner des solutions précises sur tous ces points. Ils se trompent. Les questions nettement résolues par le Saint-Siège sont beaucoup moins nombreuses que ne le pensent ceux qui n'ont pas fait une étude spéciale de ces difficiles matières. Nous allons le montrer en citant : 1^o les rubriques : 2^o le sentiment d'un bon nombre d'auteurs sérieux :

1^o Les rubriques. — Où devons-nous chercher les rubriques qui concernent le nombre des cierges ? Ce n'est pas au Missel, car il contient peu de détails sur les rites et cérémonies de la messe solennelle. Gavantus, à qui l'on attribue le principal rôle dans la rédaction des rubriques de ce livre en donne les raisons : c'est parce qu'il ne paraît

pas opportun de placer tous ces détails dans le Missel, et parce que ces détails avaient été suffisamment expliqués dans le Cérémonial des Evêques, qui avait été revu peu auparavant. Voici les paroles mêmes du grand liturgiste :

« Ritus et cœremoniæ in missa solemnî servandæ parcius in rubricis Missalis sunt descriptæ; tum quia de his in Cœremoniali Episcoporum paulo ante Missalis recognitionem actum erat satis; tum quia minutiora persequi non videbatur in Missali peropportunum. » (Pars. II, rit. 2, n. 5.)

C'est donc au Cérémonial des Evêques qu'il faut demander les rubriques concernant le nombre des cierges. Or, que dit-il ? C'est aux solennités qu'on doit mettre sur l'autel six candélabres en argent, si on peut en avoir en cette matière ; si non, en similor, ou en cuivre doré ; fabriqués avec art, plus élevés et plus apparents que ceux qui sont habituellement dans les circonstances moins solennelles :

« Supra vero in planitie altaris adsint candelabra sex argentea, si haberi possunt ; sin minus ex aurichalco, aut cupro aurato nobilius fabricata et aliquanto altiora spectabilioraque his quæ cæteris diebus non festivis apponi solent, et super illis cerei albi, in quorum medio locabitur erux ex eodem metallo. » (Livre I, chap. XII, n. XI.)

Mais quelles sont les solennités où l'on devra parer l'autel avec cette splendeur ? C'est là que git la difficulté. Évidemment c'est déjà dans les plus grandes fêtes.

Mais ce n'est pas seulement aux grandes fêtes que l'on pare ainsi l'église. Le Cérémonial dit qu'il faut se baser encore sur des autres considérations. D'abord il faut avoir égard aux églises où l'on célèbre ; ainsi on ornera avec plus de pompe les cathédrales et les collégiales, parce qu'elles ont un clergé nombreux, un mobilier plus considérable, des dispositions architecturales qui se prêtent mieux à la décoration.

Ensuite, il faut tenir compte des personnages qui président ou qui assistent aux Offices, par exemple si c'est un Légat, un Nonce, un Cardinal, un Evêque.

Le Cérémonial indique expressément ces trois circonstances : fêtes, églises, hauts personnages :

« Quia regulariter in ecclesia solemnia sacra peraguntur, consentaneum est ut, de ejus ornatu, ac de officiis et sacrificiis quæ ibidem fiunt, sermo nunc habeatur. Igitur habenda est ratio, in iis ordinandis, temporis, et loci, ac personarum, »

« Decet enim ut in diebus festis splendidior appareat quam in aliis non festivis quoque magis quo ipsi dies festivi erunt solemniores.

« Sic major etiam adhibenda erit in ornatu ecclesiæ cathedralis aut collegiatae, quæ et numerosum clerum habeat, et suppellectilem amplam, quæve congruenter situata, et in suis partibus apte distincta, commodiorem ornandi præbent facultatem.

« Personarum etiam, quæ ad ecclesias in celebratibus conveniunt, et divinis officiis præsent

aut intersunt, dignitas, prout major vel minor erit, majorem minoremve apparatus exposcit. » (Livre I, chap. 12, nos 1 et 2.)

Voilà les diverses circonstances où l'on orne les églises avec splendeur, et où l'on doit mettre dix candélabres sur le grand autel.

On pourrait encore ajouter d'autres circonstances, par exemple les Quarante-Heures, l'Adoration perpétuelle, etc.

Mais le point le plus délicat, c'est de savoir quelles sont les fêtes où l'on doit mettre ces dix cierges. Le Cérémonial des Evêques ne le dit pas d'une manière formelle. Il emploie des expressions générales, par exemple, *festivitas præcipua, festivitates majores, festivitates solennes, festivitates solemniores, celebritates*. Évidemment il faut comprendre sous ces termes les fêtes de première classe. Faut-il aller plus loin ? Nous pensons qu'il serait logique d'y ajouter les fêtes de seconde classe et les doubles-majeurs, car le Cérémonial des Evêques dit que quatre cierges suffisent aux doubles mineurs, aux semi-doubles, aux octaves, aux fêtes de Carême, d'Avent, des Quatre-Temps et aux Vigiles.

« ... Festis duplicibus minoribus, semi-duplicibus et octavis, feriis Quadragesimæ, Adventus, Quatuor-Temporum et Vigiliarum adhibentur; quibus quidem diebus sufficient in altari quatuor candelæ in candelabris. » (no 24.)

Puisque le Cérémonial déclare que quatre cierges suffisent aux doubles mineurs et au-dessous, on doit en conclure qu'ils ne suffisent pas dans les fêtes d'un grade plus élevé, c'est-à-dire aux doubles majeurs et au-dessus.

Deux cierges suffisent aux fêtes simples et aux fêtes mineures, car le Cérémonial ajoute au texte précité :

« Sed in festis simplicibus et feriis per annum duæ. »

Maintenant, quelles sont les églises astreintes à ces règles du Cérémonial des Evêques ? D'abord les cathédrales, cela est évident, puisque le Cérémonial concerne surtout ces églises-là ; ensuite les églises collégiales, car le Cérémonial ajoute au texte cité plus haut :

« Eadem respective etiam in Collegiatis observantur. » (Même numéro.)

Nous pensons qu'il faut également six cierges dans les autres églises lorsqu'on chante des messes proprement solennelles, c'est-à-dire avec diacre et sous-diacre, car la rubrique du Missel prescrit de diriger *trois fois* l'encensoir vers les six candélabres ;

« .. Et facta iterum cruci reverentia, incensat altare, ter ducens thuribulum æquali distantia, prout distribuuntur candelabra, a medio ejus usque ad cornu Epistolæ. » (Ritus celebrandi Missam, T. IV, n. 4.)

Nous savons que certains auteurs ne semblent pas voir d'obligation dans ces paroles, mais nous ne voyons pas comment on peut donner une autre interprétation.

Dans les autres messes chantées, mais sans diacre et sans sous-diacre, combien en requiert-on ? Les livres liturgiques se taisent. Il importe alors de suivre les ordonnances épiscopales, ou les statuts diocésains, ou les coutumes louables.

Dans les messes chantées de *Requiem*, il en faut au moins quatre (S. R. C., 12 août 1854; n. 5208, 7).

Nous ne parlons pas ici des messes basses, chacun sait qu'il en faut deux, et pas plus.

Voilà l'interprétation que nous donnons au Cérémonial des Evêques relativement à cette difficile question des cierges. Il nous est impossible d'être plus précis, et d'indiquer si ces rubriques sont obligatoires et jusqu'à quel point, parce que les bases solides de solution manquent absolument. Pour en convaincre nos lecteurs, nous allons citer un certain nombre de liturgistes sérieux qui ont écrit depuis la dernière grande révision du Missel en 1634. On les lira avec autant de fruit que d'intérêt, et l'on verra combien leurs décisions sont vagues et incomplètes.

Commençons par Gavantus, à qui l'on attribue un rôle très important dans la rédaction du Missel. La rubrique, dit-il, en demande *au moins* deux, parce qu'aux messes solennelles, on doit régulièrement en mettre six. Aux messes moins solennelles, on a aussi coutume d'en mettre quatre, selon la dignité des messes : « Ait Rubrica, *saltem duo*, quia in solemnioribus missis regulariter sex in recta linea debent adhiberi; quod conjicitur ex trina hinc inde altaris incensatione, prout (ait rubrica p. 2, tit. 4, num. 4) distribuuntur candelabra; quatuor etiam in minus solemnibus adhiberi solent pro dignitate Missarum. »

Quelques années après, un autre liturgiste italien, qui appartient également au 17^e siècle, Piscara Castaldi, enseigne qu'aux messes chantées sans ministres sacrés on allume quatre cierges : « Quando Missa cantatur sine ministris, acolythus *quatuor* candelas accendit ». Et ailleurs, il dit que dans les dimanches ordinaires, on en allumera au moins quatre : « In Ecclesiis minoribus, in quibus non est sufficiens numerus ministrorum, cantari poterit diebus dominicis per annum missa sine ministris, pro qua... *saltem* quatuor candelæ, circa finem Tertie accendendæ. »

Dans ce même siècle, les auteurs français sont plus ou moins complets. Ainsi de Brallou suit le Cérémonial des Evêques pour les fêtes doubles et au-dessous, mais il ne parle pas des fêtes d'un grade plus élevé.

Du Molin est encore moins complet et moins précis. Voici ce qu'il dit pour la messe : « L'autel sera préparé plus ou moins, à raison de la fête simple ou solennelle...; et sur icelui, il y aura quatre chandeliers, ou aux jours plus solennels six au plus, avec la croix au milieu. » Pour vêpres, il donne des règles à peu près semblables : « Le sacristain doit parer l'autel des ornements, et y mettre des chandeliers, suivant la solennité de la fête, savoir, aux fêtes de première et se-

conde classe, six; aux dimanches, fêtes doubles et semi-doubles, quatre; avec des cierges de cire blanche. »

Au dix-huitième siècle, les liturgistes italiens reproduisent leurs compatriotes du dix-septième siècle, comme on le voit par Merati, qui s'en tient à Gavantus, et par le jésuite Hippolyte A. Portu, qui cite simplement Piscara Castaldi.

Vers le même temps, Romsée se contente de dire qu'on peut en allumer plus de deux aux messes chantées et solennelles : « In missis *cantatis* et *solemnibus* plures (quando duo) possunt accendi; sed cavendum est ab omni superstitione, quæ irrepere posset, si a certo cereorum numero aliquid expectaretur. »

Les auteurs actuels sont plus ou moins complets, et se trouvent souvent en désaccord.

La *Nouvelle Revue théologique*, parlant des églises paroissiales desservies par un seul prêtre, dit : « Nous demanderions six cierges aux plus grandes fêtes de l'année, quatre aux dimanches et fêtes moins solennelles; deux nous paraissent suffire aux messes des Offices doubles pendant la semaine. Deux est le nombre exigé pour les messes basses, mais c'est aussi le nombre suffisant pour une messe de fête chantée dans une cathédrale avec diacre, sous-diacre et les ministres inférieurs... »

« Au demeurant, il n'y a pas ici de règle fixe. Le Cérémonial des Evêques laisse de la marge pour les appréciations raisonnables, logiques. Dès lors serait-on fondé à condamner le curé qui suivrait la règle que nous venons de tracer..., et nous autoriserions la plupart des messes chantées par le célébrant seul, avec deux cierges seulement allumés. » (Année 1874, p. 328, etc.)

De Herdt demande quatre cierges aux messes chantées de *Requiem*, deux dans les fêtes simples et les fêtes mineures. Six cierges lui paraissent obligatoires dans les messes solennelles avec diacre et sous-diacre. En somme, il est embarrassé dans sa rédaction, comme on peut en juger par ses propres paroles :

« Pro missis solemnibus numerus candelabrum non determinatur : juxta Cereemoniale Episcoporum, lib. I, c. 12, n. 24, sufficiunt quatuor, et in festis simplicibus et feriis per annum etiam duæ; in missis cantatis de *Requie* saltem quatuor sunt accendendæ, et in solemnibus cum diacono et subdiacono videntur sex accendendæ, quia in ritu celebrandi missam totidem supponuntur adesse, cum præscribatur trina incensatio ab utraque parte altaris, prout distribuuntur candelabra. Quatuor tamen in missis minus solemnibus etiam adhiberi solent; et licet aliqui censeant non ultra sex accendi posse, quia septem tantum accenduntur in missa Pontificali Episcopi proprii, plures tamen quam sex juxta Gavantum etiam accendi possunt, modo non ultra sex in linea recta ponantur. »

Falise parlant de la messe chantée dans les

petites églises, dit que, régulièrement, on pourrait se contenter de deux :

« Le nombre des cierges, dit-il, dépend de la solennité de la messe. Deux suffisent régulièrement. Cependant il est permis d'en mettre quatre, et même quelques auteurs (A. P. Cors) indiquent le nombre six. »

On voit combien tout cela est vague. Mais cet auteur demande six cierges aux jours de fête :

« Il convient que les autels paraissent plus ornés les jours de fête que les autres jours ; aussi il y aura au grand autel six chandeliers d'argent, s'il se peut, ou du moins de similor, ou de cuivre doré, d'une forme élégante, et quelque peu plus élevés et plus apparents que ceux qu'on a coutume de mettre les autres jours. »

Mais quels sont ces jours de fête ? Il ne le dit pas.

Le R. P. Le Vavas seur s'en tient au Cérémonial des Evêques.

M. l'abbé Bourbon, parlant de la grand'messe, dit :

« Il est très convenable que, pour la grand'messe des fêtes de première ou de seconde classe, il y ait à l'autel six cierges allumés. On peut se contenter de quatre pour les fêtes doubles majeures et au-dessous ; mais aussi on peut avoir la louable coutume d'en allumer six tous les dimanches. A la grand'messe des fêtes simples et des fêtes non privilégiées, deux cierges suffisent. »

Quant aux vêpres, il enseigne qu'on les allume comme pour la messe. C'est du reste ce que recommandent les quelques auteurs qui traitent cette question pour les vêpres.

Nous arrêtons nos citations qu'il serait facile de multiplier. Nous en avons fait assez pour montrer les difficultés que présente cette question du nombre des cierges au différents Offices.

Il importe de s'en tenir au Cérémonial des Evêques aux doubles mineurs et au-dessous. Pour les fêtes supérieures, on devrait suivre les statuts synodaux, ou les ordonnances épiscopales, ou la coutume.

Q. — J'ai lu dans le numéro du 25 novembre 1886 de l'*Ami du Clergé*, une sorte de dissertation sur la question du vinage, question de la plus haute importance, au point de vue du saint sacrifice de la messe. Ce n'est pas une question que je veux vous adresser, mais un simple renseignement. Vous parlez beaucoup de l'addition d'alcool provenant du vin ou d'autres substances. Notons d'abord qu'à notre époque les eaux-de-vie se tirent du vin relativement en très petite quantité.

Vous parlez très peu de l'addition du sucre au jus de raisin, au moment de la fermentation. Or, au moins dans le pays que j'habite, c'est surtout le sucre qu'on emploie. La dernière récolte a produit, généralement, un vin faible et très peu riche en alcool. Pour lui donner de la force, beaucoup de propriétaires y ont mis du sucre. Quand la fermentation a été terminée, on s'est aperçu que ce vin trop faible ne se conservait pas. Il perdait sa couleur et sa saveur. Dans plusieurs celliers, il y a eu des pertes considérables. Alors on a conseillé, pour les vins encore droits, d'y mettre du sucre qu'on ferait fondre d'abord dans un peu de vin chaud. Par l'addition de ce sucre, ainsi préparé, le vin se remettait en fermentation.

Or ce n'est pas seulement une petite quantité de sucre qu'on ajoute au vin. Quelques-uns ne mettent que deux ou trois kilos de sucre par barrique (230 litres). Mais d'autres mettent davantage, et jusqu'à dix ou douze kilogrammes.

On dit que le sucre de canne ou de betterave n'est pas d'autre nature que la partie sucrée du raisin ; que ce sucre s'unit parfaitement à celui du raisin et ne change pas la nature du vin. J'ai vu des ecclésiastiques engageant fortement leurs confrères à pratiquer ce moyen de conserver leur vin en le rendant meilleur. En ce qui me concerne, j'ai laissé ma toute petite récolte telle que Dieu me l'a donnée, sans ajouter à mon vin, ni sucre ni alcool. Mais si ce vin additionné de sucre est illicite, il deviendra de plus en plus difficile de se procurer du vin admissible pour la messe. L'emploi du sucre est conseillé partout dans les journaux, et l'on indique la quantité d'alcool que fournit telle quantité de sucre.

La conclusion à tirer de là est qu'il serait bien à désirer qu'une décision vint de Rome indiquer au clergé les précautions à prendre relativement au saint sacrifice de la messe.

R. — Nous commençons notre réponse par où finit la consultation de notre vénérable correspondant. Nous appelons de tous nos vœux la décision qui seule peut trancher une question de la plus haute importance, puisqu'il s'agit de la matière licite ou même valide de l'auguste sacrifice de l'autel.

En attendant que le Saint-Siège trouve bon et opportun de se prononcer et acceptant d'avance sa décision, nous croyons utile pour nos lecteurs d'étudier à la lumière des données de la théologie et de la science cette délicate question.

Dans une précédente réponse, nous avons examiné surtout le vinage par addition directe d'alcool, parce que telle était la manière de faire au sujet de laquelle on demandait notre avis. Aujourd'hui, on nous invite à parler du sucrage du moût.

Au fond, la solution est la même que pour le vinage par l'alcool. Ce sont les mêmes principes à appliquer et les mêmes conséquences à tirer.

Le sucre est une matière étrangère ajoutée au jus du raisin.

On dit bien que le sucre de cannes ou de betteraves est de même nature que le sucre du raisin ; et il en est ainsi, au moins quant à la formule chimique de ces différents sucres, bien qu'ils ne soient pas toujours tellement purs qu'ils ne contiennent quelques parties de substances diverses. Mais cette identité de la formule chimique du sucre ne saurait faire que du sucre de cannes soit du sucre de raisins et provienne de la vigne. C'est en réalité un sucre étranger à la matière déterminée par Notre-Seigneur pour le saint sacrifice. Cette matière est le vin de la vigne, *vinum de vite*, comme il est défini par le concile de Florence.

Si l'identité de formule chimique suffisait à faire assimiler au sucre du raisin le sucre de cannes pour la fermentation du moût, on pourrait encore avoir de vrai vin valide et licite pour le saint sacrifice de la messe, en faisant fermenter une seconde fois, à l'aide de sucre ajouté, des mares de raisin qu'une première fermentation aurait privés

de tout leur sucre propre. De même pour le vin d'une troisième et d'une quatrième cuvées. Jamais personne n'admettra qu'il puisse en être ainsi.

A la vérité, il reste dans les marcs, après la première fermentation, des éléments de vin que cette fermentation n'a pas dégagés et qui peuvent se dégager dans les fermentations successives de manière à donner aux liquides obtenus la même composition chimique, la même saveur et la plupart des mêmes propriétés que celles du vin de première cuvée. Mais il n'en est pas moins vrai que l'un des éléments les plus essentiels, celui qui, plus que tout autre, constitue le vin, savoir, l'alcool, ne vient pas de la vigne, mais de la canne à sucre ou de la betterave. Il n'y a de la vigne que les matières autres que l'eau et l'alcool, à peu près un centième du poids, tout réuni. Il est vrai que ce centième donne la couleur et le bouquet. Mais c'est trop peu pour faire que le vin soit vin de la vigne, *vinum de vite*.

On peut rendre aux raisins desséchés l'eau que la désiccation leur a enlevée et faire ensuite du vin valide et licite pour la sainte messe. Et l'eau, on le sait, entre pour les neuf dixièmes environ dans la masse totale du vin. Pourquoi, dira-t-on, ne pourrait-on pas rendre aux marcs le sucre qu'ils ont perdu dans une première fermentation et faire ainsi du vin qui serait valide et licite pour le saint sacrifice? Nous répondons qu'on ne saurait assimiler le sucre à l'eau dans la composition du vin. Le vin est essentiellement une boisson fermentée; ce qui le constitue, c'est la transformation de la matière sucrée en alcool par la fermentation. L'eau, nécessaire à cette opération, et conservée dans le produit qui en naît, n'a pas, à beaucoup près, l'importance du sucre qui donne l'essentiel du vin. — D'ailleurs l'eau rendue aux raisins tend à reconstituer ceux-ci dans leur état normal, de telle sorte que le vin qui en provient soit véritablement vin de raisins. Mais le sucre ne rentre pas dans les marcs pour reconstituer les raisins. On ne peut donc assimiler le sucre à l'eau, ni s'autoriser de ce qu'on peut rendre l'eau aux raisins pour rendre le sucre aux marcs fermentés une première fois.

De ce qui précède, il résulte que l'addition du sucre au vin, ayant la première fermentation ou après, est l'addition d'une matière étrangère faisant que le vin n'est plus entièrement vin de raisin, *vinum de vite*, et tendant à ce qu'il ne le soit plus aucunement.

S'il en est ainsi, cette addition de sucre, à moins qu'elle ne soit en si minime quantité qu'elle compte pour nulle, *parum pro nihilo reputatur*, rend le vin illicite pour la messe; et, si elle atteint une proportion qui la rende prédominante, elle le rend invalide. Mais quand l'addition de sucre atteindra-t-elle la quantité qui rendra le vin matière invalide du saint sacrifice? Quand demeurera-t-elle assez faible pour ne pas le rendre illicite? Voilà deux questions bien difficiles à trancher. Toutefois on peut y jeter quelque lumière et

les résoudre dans les limites où les pose notre vénérable correspondant.

L'addition de sucre rendrait le vin invalide pour le saint sacrifice si le sucré ajouté l'emportait en quantité sur le sucre des raisins : c'est du moins ce qu'on peut assurer comme plus probable : *pars major trahit ad se minorem*.

Le vin serait-il encore invalide si la quantité de sucre ajouté était de très peu inférieure à celle du sucre des raisins? Peut-être que non.

Dix ou douze kilos de sucre par barrique de 230 litres sont assez loin d'atteindre la quantité de sucre des raisins qui ont donné ces 230 litres, laquelle peut monter de trente-cinq à quarante-cinq kilos : plus du triple. Le mélange d'un tiers de matière étrangère ne rendrait pas le vin invalide pour le saint sacrifice. Mais la proportion de matière étrangère, étant très notable, ce vin serait gravement illicite.

Pour que l'addition de sucre étranger ne rende pas le vin illicite, il faut qu'on puisse lui appliquer l'adage : *parum pro nihilo*; c'est-à-dire qu'elle ne soit pas moralement appréciable. Deux ou trois kilos de sucre ajoutés à 230 litres ne forment qu'environ la quinzième partie du sucre des raisins qui ont donné les 230 litres. Il n'y aurait aucun doute au sujet de la validité de cette matière pour le saint sacrifice. Mais, quoique faible, cette proportion est encore appréciable; nous n'oserions lui appliquer le *parum pro nihilo*.

Toutefois le Saint-Siège, qui ne peut rien sur la substance des sacrements, mais qui a reçu le pouvoir de régler ce qui regarde leur administration, ainsi qu'on le lit dans le concile de Trente (sess. 21 de com. sub utraq. c. 2), pourrait prendre en considération l'impossibilité de conserver des vins, bons d'ailleurs, mais trop faibles d'alcool, et permettre ou seulement tolérer qu'on ajoute aux raisins la quantité de sucre, relativement faible, qui serait absolument nécessaire à leur conservation. Mais nous ne pensons pas qu'il soit licite de le faire sans en avoir reçu l'autorisation.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Les tendances de certains magistrats de notre contrée étant de méconnaître les droits des curés et des fabriques par rapport à la cure, je vous prie d'avoir l'extrême obligeance de mentionner dans votre si excellent journal les articles de loi, décrets, décisions du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, concernant cette matière.

Voici pourquoi je vous adresse cette demande :

Un juge de paix de notre arrondissement prétendant que les cerges sont la propriété des familles, a condamné, au mois de juillet dernier, un curé assigné par le père d'un enfant, à restituer le cerge que cet enfant avait le jour de sa première communion, ou bien à en payer la valeur.

Depuis cette époque, un autre juge de paix du même arrondissement, n'a pas porté de jugement, il est vrai, mais dans une affaire entre l'héritier d'un défunt et un sacristain, tout en reconnaissant que l'héritier devait

payer au sacristain les cierges fournis pour la cérémonie funèbre, a laissé échapper cette parole : les cierges sont aux familles.

Là-dessus, un mauvais journal du pays s'est emparé de cette parole, et dans un article, il n'a pas craint d'affirmer que les cierges n'appartenaient ni aux curés ni aux fabriques ; que celles-ci pouvaient bel et bien les réclamer après les cérémonies.

D'après le décret de 1809 et un décret impérial de 1813, les droits des curés et des fabriques sont réels et certains pour les cierges donnés pour les enterrements et services funèbres. Aussi, je ne crois pas qu'un juge de paix soit jamais assez osé pour condamner un curé ou une fabrique sur ce point. Mais pour les cierges de première communion, quels sont les droits des curés ?

R. — En ce qui concerne les cierges des enterrements et services funèbres, notre correspondant dit avec raison que la question est absolument tranchée par l'article 1^{er} du décret du 26 novembre 1813. Il suffit, pour s'en convaincre, d'en lire le texte que voici :

« Art. 1^{er}. Dans toutes les paroisses de l'empire, les cierges qui, aux enterrements et aux services funèbres, seront portés par les membres du clergé, leur appartiendront ; les autres cierges portés autour du corps et à l'autel, aux chapelles ou autres parties de l'église, appartiendront, savoir : une moitié à la fabrique, et l'autre à ceux du clergé qui y ont droit ; ce partage sera fait en raison du poids de la totalité des cierges. »

On voit par ce seul document, qui n'a jamais été modifié par la législation ultérieure, ce qu'il faut penser de la parole mensongère prononcée par le second juge de paix et commentée par le journaliste du crû.

Déjà, le décret du 30 décembre 1809, dans son article 76, établissait le droit en cette matière et l'étendait même aux cierges offerts sur les pains bénits ou délivrés pour les annuels. En voici le texte également :

« Art. 76. Le trésorier portera, parmi les recettes en nature, les cierges offerts sur les pains bénits, ou délivrés pour les annuels et ceux qui, dans les enterrements et services funèbres, appartiennent à la fabrique. »

Il est évident qu'on n'avait pas à porter en recette, au budget de la fabrique, les cierges qui appartiennent aux curés.

Quant aux cierges autres que ceux dont nous avons parlé jusqu'ici, il n'existe pas de législation spéciale depuis le rétablissement du culte en France, après la Révolution. Mais c'est un principe consacré par le temps, et aussi par l'autorité civile, savoir : que dans tous les cas où le nouveau droit n'a rien statué de contraire, il faut se diriger d'après la législation. Or, voici quelle était cette législation :

« Les offrandes, de quelque nature qu'elles soient, dit l'abbé de Boyer (*Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, tom. 1^{er}, p. 362), dans un chapitre intitulé : OBLATIONS QUI APPARTIENNENT AUX CURÉS, qui se font à l'autel principal pendant la messe ou hors du temps de la messe, appartiennent aux curés. Les

offrandes qui se font à la main du curé ou à celle de son clerc, lorsqu'il fait baisser l'instrument de paix ou le bas de l'étole dans différentes cérémonies de l'Eglise, appartiennent au curé. Il a le même droit sur les dons et sur les cierges qu'offrent à l'autel les fidèles le jour de la Chandeleur ; les enfants le jour de leur première communion ; et celui que porte à la main la personne qui offre le pain à bénir et la femme qui relève de couches... »

Dans le chapitre suivant intitulé : OFFRANDES QUI APPARTIENNENT AUX MARGUILLIERS, le même auteur s'exprime ainsi : « Tout ce qui se donne au banc de l'œuvre, tout ce qui est offert dans les trones de la paroisse, qui sont destinés aux réparations ou au luminaire, tout ce qui se donne au bassin des marguilliers, tout ce que quête la personne qui a offert le pain bénit, les cierges qui sont sur le pain bénit appartiennent aux fabriques¹. »

Jousse ne s'exprime pas d'une manière moins précise dans son *Traité du gouvernement des paroisses*, p. 79 et 312. C'est pourquoi nous n'en reproduisons pas le texte.

Or, les cierges de première communion ne sont, en somme, que des cierges d'offerte. Régulièrement, ils devraient disparaître, comme disparaissent le cierge de la personne qui offre le pain bénit, celui de la personne qui vient à l'offrande aux enterrements, celui des relevailles, etc. Si on les laisse aux enfants, c'est uniquement comme décoration pour la rénovation des vœux du baptême, des processions, consécérations, etc.

Donc, d'après le droit ancien, tous les cierges d'offerte appartiennent au curé. Et c'est ce que reconnaît formellement une décision ministérielle du 31 mars 1837, prise à la suite d'une contestation élevée entre le curé et la fabrique de Lure (Haute-Saône).

Nous y relevons ce passage qui résume tout ce que nous avons dit :

« L'article 76 du décret du 30 décembre 1809 « n'attribue aux fabriques que les cierges offerts « sur le pain bénit : ceux qui sont portés à la « main, ont toujours été considérés comme fai- « sant partie des offrandes présentées à l'autel et « appartenant conséquemment aux curés. Les « prétentions de la fabrique (de Lure) sont donc « contraires à la lettre de l'article et à l'interpré- « tation que lui a constamment donnée l'adminis- « tration. »

Avec ce dernier document, tout doute est impossible. Il est fort regrettable que le curé condamné n'ait pas déféré la sentence du juge de paix à la Cour de cassation.

¹ Rousseau de la Combe, Potier de la Germondaie et Camus tracent les mêmes distinctions entre les cierges destinés aux curés et ceux destinés aux fabriques.

Q. — Il y a dans notre arrondissement de L. une espèce de grand catéchiste protestant (car je ne crois pas qu'il ait un titre régulier), ancien catholique, et qui, devenu grand propriétaire depuis sa défection, s'est fait l'homme du protestantisme dans le pays. Il a sous ses ordres cinq ou six individus qu'il envoie partout propager et répandre par des brochures, par des chansons, toutes sortes de calomnies contre les prêtres catholiques et leur religion.

Son grand argument est que la religion catholique est une religion *d'argent* et que le prêtre lui-même suce le peuple et vend cher ses moindres services : baptêmes, mariages, etc., etc.

Pourriez-vous :

1° Donner le traitement que perçoit un ministre protestant en France ?

2° Le tarif en usage chez eux pour les baptêmes (s'ils en ont), leurs mariages, etc.

3° Quel est le traitement officiel des évêques protestants en Angleterre ?

4° Quelle part donne la Société de propagande évangélique ou biblique à ses ministres actifs, et de combien de millions dispose-t-elle ?

Votre réponse nous rendra par ici un service incontestable.

R. — Nous n'avons pas sous la main tous les documents nécessaires pour répondre d'une manière complète à toutes ces questions. Mais voici quelques détails qui pourront suffire.

AD 1^m. Les ministres des cultes protestants ont droit, comme les ministres du culte catholique, à un traitement sur le trésor public, quoiqu'on ne leur ait jamais rien volé. Ils sont même, sous ce rapport, et contrairement à la justice et à l'équité, beaucoup plus favorisés. Les curés desservants n'ont que 900 francs au moins, 1,200 francs au plus, selon l'âge ; et les ministres protestants de deuxième et troisième classe ont, les uns 1,800 fr. et les autres 1,500 francs en vertu de l'ordonnance du 12 octobre 1842 ; ils ont droit à une indemnité de logement en vertu d'une ordonnance du 7 août 1842. Il est bon de remarquer que les révolutions ont beau se succéder, ils n'en subissent jamais les atteintes. Loin d'être persécutés et spoliés, ils jouissent de plus en plus de toutes les faveurs.

AD 2^m. Nous ignorons s'il existe un tarif proprement dit ; mais nous savons que les ministres reçoivent des rémunérations pour les diverses circonstances qui constituent le casuel.

AD 3^m. En Angleterre, le clergé ne reçoit pas de traitement de l'Etat, pour la bonne raison que les biens du clergé n'ont jamais été confisqués par l'Etat. Mais les biens ecclésiastiques, dont chaque clergyman jouit, selon son grade, sont immenses. Il y a des évêques dont la mense a un revenu supérieur à 400,000 fr. Il y a de simples vicaires qui ont 30 et 40,000 francs de rente ; d'autres sont très misérables. La situation actuelle est à peu de chose près, celle du clergé français avant la révolution, avec cette différence essentielle qu'en Angleterre les bénéfices ecclésiastiques y sont l'objet de la simonie la plus effrontée. On les vend, on les loue et les sous-loue. Les journaux sont pleins de ces annonces dans le genre et le goût de celles-ci.

A Vendre : une jolie paroisse, presque une si-

nécure : 16,500 fr. de revenu ; belle habitation, chemin de fer, 112 âmes !...

A Céder, avec facilité de paiement, un bénéfice rapportant 1,200 livres sterling (30,000 fr.), etc.

Il y a des maisons de Banque et de Crédit qui ne s'occupent que de cela...

Si l'on veut lire des détails extrêmement curieux sur cette matière, qu'on se procure le singulier volume du célèbre abbé Margotti, *ROME ET LONDRES*. Nous croyons qu'il a été traduit en français.

AD 4^m. Le même ouvrage répond splendidement à cette question en établissant un parallélisme entre la *Société biblique anglaise et étrangère*, et la Propagande de Rome. Nous lisons à la page 297 ces mots qui visent plus spécialement le point sur lequel on nous interroge. « Du 1^{er} avril 1856 au 31 mars 1857 (pendant une seule année) la Société a distribué un million cinq cent dix-sept mille exemplaires de l'Ancien et du Nouveau Testament (1,517,000) ; elle avait encaissé dans le même intervalle 3,400,000 fr. en chiffres ronds, et dépensé 3,474,000 francs : déficit 74,000 fr. Tout l'argent n'est pas absorbé par la propagande ; la plus grande partie est dévorée par les missionnaires qui partent, avec femme et enfants, et mènent joyeuse vie dans les Indes. Détail topique à retenir : le clergé français administre 35 millions de fidèles ; ses revenus sont évalués à 50 millions. Le clergé d'Angleterre administre 6 millions 500,000 fidèles ; ses revenus sont de DEUX CENT TRENTE-SIX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-NEUF MILLE CENT VINGT-CINQ fr. (236,489,125 fr.).

Et maintenant, pauvre renégat de L., parlez encore de la religion d'argent !

Q. — Quelle est la législation actuelle relative aux affichages sur les murs des églises ? Je sais que les affiches électorales y sont absolument interdites. Mais j'ai perdu de vue ce qui concerne les autres ?

R. — La loi des 18-22 mai 1791 a investi les officiers municipaux du droit de désigner les lieux où seront posées les affiches des lois et des textes de l'autorité publique. En ce qui concerne les églises, ce droit a été limité par la législation subséquente, qui défend d'apposer ces affiches sur les portes et murs des églises sans l'assentiment formel du clergé paroissial et des fabriques.

Rien d'ailleurs de plus justifié que cette jurisprudence qui a été constamment adoptée par le ministre des cultes et qui trouve sa raison d'être dans les articles 12 du Concordat, 75 et 76 de la loi du 18 germinal an x, 1, 37, 41 et suivants du décret du 30 décembre 1809.

« Les affiches apposées sur les portes et murs des églises, dit une circulaire du ministre des cultes en date du 25 juin 1850, occasionne des dégradations qu'il importe de prévenir dans l'intérêt des édifices religieux et des fabriques chargées de leur entretien ; elles entravent la circulation par les rassemblements et les attroupements de personnes qu'elles attirent ; enfin, elles donnent lieu à des conversations bruyantes, à des discussions

plus ou moins vives qui troublent le prêtre et les fidèles dans l'exercice du culte; il en résulte même quelquefois des désordres qui portent atteinte au principe de la liberté du culte que la constitution garantit à tous les citoyens. » Il y a toutefois une exception en faveur des affiches relatives soit *aux expropriations pour cause d'utilité publique*, soit à la *liste des jurés* par chaque commune. Mais il faut remarquer, ajoute la circulaire ministérielle, que « ces documents doivent seulement être affichés sur la partie extérieure de la principale « porte de l'église. »

Si des affiches administratives venaient à être mises sur les murs ou les portes d'une église sans l'assentiment du clergé paroissial et de la fabrique, le curé et la fabrique qui sont chargés par la loi de la garde et de la conservation des églises, auraient le devoir, non d'enlever ces affiches, mais de réclamer devant qui de droit contre cet abus.

Le prêtre qui les déchirerait ou les enlèverait se rendrait coupable d'une contravention dont il pourrait être justiciable devant les tribunaux de simple police.

La défense dont il vient d'être question pour les affiches administratives s'applique à plus forte raison aux affiches électorales. La circulaire du 25 juin 1850 est formelle à cet égard.

COURRIER DE L'UTILE

FABRICATION ÉCONOMIQUE DES CIERGES ET BOUGIES. — MOYENS POUR CONSTATER LES FRAUDES DES CIRIERS (2^e article).

Q. — Veuillez indiquer l'adresse du fabricant de mèches pour cierges, bougies, etc.; ainsi que celle du fabricant d'instruments ou moules pour confectionner les cierges; et la méthode à suivre pour fabriquer mèches, moules et bougies.

R. — Cette question, disais-je dans le précédent numéro, demande trois réponses : la première sur les mèches; la deuxième sur les moules; la troisième sur la méthode de fabrication.

J'ai parlé des mèches; j'arrive aux moules.

II. *Moules*. Ce sont des tubes ayant la forme des bougies que l'on veut obtenir, et fabriqués avec diverses matières.

Les moules d'étain sont les meilleurs.

L'étain étant d'un prix assez élevé, les fabricants de moules et les fabricants de bougies ont essayé d'un alliage composé, à parties égales, d'étain et de plomb (qui coûte bien moins cher que l'étain); et beaucoup même mélangent deux parties de plomb à une partie d'étain.

Mais l'emploi du plomb, vis-à-vis des acides gras portés au point de fusion, peut donner lieu à une oxydation de ce métal; l'oxyde, en se combinant avec l'acide, forme un stéarate qui colore la matière.

On peut aussi faire des moules avec deux demi-tubes en fer blanc, que l'on fabrique au maillet sur deux mandrins en acier de grosseurs un peu

différentes, que l'on assujettit entre eux aux deux extrémités et que l'on complète, en bas, par une tête en étain rapportée, et, en haut, par une sorte de petit entonnoir.

Le verre a aussi été employé pour les moules, qui donnent alors une bougie bien lisse et de belle apparence; mais ces moules sont naturellement fragiles, et, surtout, résistent mal aux changements brusques de température qu'ils subissent soit avant soit pendant la fonte et le moulage des bougies.

Des tubes de fer peuvent aussi servir de moules : ils ne se rayent pas, sont très résistants, et coûtent peu; mais, si l'on veut qu'ils ne colorent pas les bougies par leur oxydation, il faut, préalablement, les faire étamer à l'intérieur. Il faut aussi, naturellement, que ces tubes soient intérieurement bien polis, comme un canon de fusil, et non à l'état brut : sans quoi ils ne donneraient que des bougies *chagrinées*, qu'il serait, de plus, presque impossible de retirer du moule.

La pointe du moule, qui forme l'extrémité supérieure de la bougie, ainsi que l'orifice à la base, surtout quand le moule est en étain, ou en alliage de plomb et d'étain, ou en fer blanc, sont renforcés par une virole en cuivre pour éviter les détériorations.

Encore quelques mots, qui viendraient peut-être plus logiquement à leur place lorsque je parlerai tout-à-l'heure de la méthode de fabrication, mais qui compléteront ici l'explication du moule.

Les moules, pour l'opération de la fonte, se disposent la base en haut et la pointe en bas.

La base, en haut, est terminée par un renflement ou godet devant contenir une petite quantité d'acide en excès. Cet acide en excès sert à alimenter le corps de la bougie pendant le refroidissement et à éviter les trous qui peuvent se produire par la contraction que la matière éprouve pendant son passage de l'état liquide à l'état solide. Cette masse alimentaire de matière se nomme *masselotte* et sert aussi à démouler ou enlever la bougie refroidie. A cet effet, on engage dans ladite *masselotte* encore liquide, des corps étrangers de forme convenable, lesquels se prennent et se fixent par le refroidissement et servent ainsi de poignée pour tirer sur la bougie.

On peut réunir plusieurs moules afin de fondre plusieurs bougies en une seule coulée. Les tubes-moules sont alors disposés sur un ou plusieurs rangs et fixés sous un bassin qui remplace les godets et reçoit la *masselotte* générale.

Dans tous les moules, il faut que la mèche soit retenue et fixée à la partie inférieure, à la pointe du moule, et on a imaginé pour cela une foule de moyens : le plus facile pour les fabricants amateurs, *en chambre*, pour ceux par conséquent à qui, seuls, ces quelques notes s'adressent, consiste en un petit fosset, ou en une petite pince de fil de fer ou de laiton, qui, en même temps qu'elle retient et fixe la mèche, empêche la cire ou l'acide stéarique fondus de s'échapper.

Un abonné m'écrivait récemment que mon aimable correspondant du 23 décembre dernier (n° 51 de 1886) rendrait un véritable service à ses confrères en leur donnant l'adresse et les prix de son fabricant de moules, ou mieux en faisant exécuter un certain nombre de moules qu'il mettrait, contre remboursement, à la disposition de leurs demandes. J'envoie volontiers cette proposition à son adresse, et si je reçois une réponse, je la publierai de suite. (A suivre.)

EMPAILLAGE DES JEUNES ARBRES

Nous arrivons à une des époques de l'année où l'on plante les jeunes arbres. Les jeunes arbres nouvellement plantés sont ordinairement entourés de branches épineuses, pour les défendre contre la dent des animaux.

Cet épinage est long et dispendieux. De plus, au bout d'un an, les épines, devenues sèches, se cassent; et les maraudeurs font leurs petits fagots avec le bois de l'épinage.

Certaines essences, comme les peupliers plantés sur les bords des cours d'eau, ont à craindre les attaques des rats d'eau, qui rongent l'écorce. On combat l'appétit de ces rongeurs en peignant l'écorce au coaltar; mais le coaltar peut quelquefois brûler l'écorce trop tendre des jeunes arbres.

Voici, pour l'habillage des jeunes arbres, l'expérience faite et les résultats obtenus par un praticien distingué :

« Je remplace, dit-il, l'épinage et la peinture au coaltar par un empaillage coaltarisé.

« Autour du tronc du jeune arbre, je dispose de la paille, à brins aussi longs que possibles; près de terre, le cylindre de paille doit s'évaser coniquement, de manière à couvrir la terre sur un rayon de 10 centimètres environ.

« Ce cylindre de paille est fixé autour de l'arbre par quatre liens en fil de fer galvanisé.

« Puis, la paille est peinte au coaltar. L'empaillage coaltarisé de 260 arbres a coûté :

Cinq jours et demi de 8 heures à 1 fr. 75.	9 fr. 62
128 kilogr. de paille à 7 fr. les 100 kilogr.	8 fr. 96
47 kilogr. de coaltar à 18 fr. »	8 fr. 46
4 kil. 200 de fil de fer à 80 fr. »	3 fr. 36
Frais généraux.	0 fr. 80

TOTAL. 31 fr. 20

« Ce qui fait 52 centimes par arbre.

« L'épinage coûte beaucoup plus comme façon et n'a pas les mêmes avantages.

« Peint au coaltar à sa surface, le cylindre de paille se conservera environ trois ans.

« L'odeur et le goût du coaltar éloignent les chèvres et les moutons. »

Ajoutons que le coaltar est un composé de plâtre et de goudron de houille mélangés dans les proportions suivantes : 3 grammes goudron pour 100 grammes de plâtre.

PEINTURE AU FROMAGE SUR CIMENT FRAIS

Voici quelques notes intéressantes et utiles, il me semble, pour les curés qui décorent ou font décorer les murs de leurs églises de peintures murales.

La chaux caustique non combinée du ciment saponifie l'huile des peintures; s'il y a surcroît d'humidité, le savon coule avec la peinture le long des parois enduites : il ne faut donc peindre les ouvrages de ciment qu'après la combinaison de l'acide carbonique de l'air avec la chaux caustique. Cependant il peut arriver que l'on ait besoin de peindre sans retard. A cet effet, on a essayé de neutraliser rapidement la chaux par les acides; mais l'effet produit est mauvais. Il est préférable de provoquer la neutralisation par le carbonate d'ammoniaque : l'acide carbonique se combine avec la chaux et l'ammoniaque est mis en liberté. Cependant il n'y a là qu'un effet superficiel. On prépare quelquefois l'enduit à recevoir la peinture en lui donnant d'abord une couche de sang, dont les matières albumineuses forment de l'albuminate de chaux, et, par suite, une couche compacte d'albuminate, de sels et de matières organiques. En réalité, tous ces moyens ne réussissent pas quand il s'agit de ciment frais, et la solution du problème ne se trouve que dans l'emploi de la peinture à la caséine.

On ajoute à la couleur du fromage blanc frais et de la chaux grasse éteinte : ce mélange durcit vite, prend la consistance de la pierre et est insoluble dans l'eau. Il y a formation d'albuminate de chaux, comme dans le procédé mentionné plus haut.

Pour faire le mélange, on agite d'abord trois parties de fromage et une partie de chaux grasse éteinte; la quantité de couleur qu'il faut ajouter à ce mélange est indiquée par la pratique. On n'emploiera que des terres ou des oxydes métalliques, tels que tous les oxydes de fer, du rouge clair au brun foncé. Pour le bleu, on prendra de l'outremer et du bleu de cobalt; pour le blanc, de l'oxyde de zinc ou du sulfate de baryte; pour le noir, du noir animal. On ne prendra pas de couleurs organiques, comme celle d'aniline, non plus que le bleu de Prusse, le vermillon, l'ocre bleu, la céruse, car il y a décoloration d'abord, puis noircissement dû à la formation de sulfures sous l'action du soufre que contient le fromage.

Si la surface à peindre était trop sèche, on commencerait par l'humecter.

La chaux caséuse sera faite tous les jours, et l'on nettoiera complètement les pinceaux après chaque couche de peinture.

Ce procédé est fort économique. Les murs d'un édifice, d'une église ou d'une sacristie, par exemple, peuvent être peints au fur et à mesure que l'échafaudage se déplace. La peinture caséuse, ne prenant pas feu aisément, doit être recommandée pour les décorations qui avoisinent des autels.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 23 februarii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 3^e DIMANCHE DE CARÊME : LES DEVOIRS
ENVERS LE SACERDOCE

Honora Deum ex tota anima
tua et honorifica sacerdotibus.
(Eccli., vii, 8.)

Puisque le prêtre est un autre Jésus-Christ, *sacerdos alter Christus*, nous devons au prêtre des hommages analogues à ceux que nous rendons au Sauveur des hommes. Le ministre, l'ambassadeur est substitué à la personne du prince dont il tient la place ou qui l'accrédite pour une mission, et il a droit aux honneurs qui sont dus à son maître. Ne vous étonnez donc point que, suivant l'ordre de nos instructions dominicales, je vous parle des droits du sacerdoce. « Celui qui vous écoute m'écoute, a dit Notre-Seigneur à ses prêtres, et celui qui vous méprise me méprise. » C'est donc la gloire de Dieu, aussi bien que votre propre salut et le bon ordre de la société chrétienne qui vont m'inspirer mes paroles. En les entendant songez au souverain Prêtre, à Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui me commande de les prononcer, et à l'honneur duquel elles reviennent. Je ramène à trois nos devoirs envers le prêtre : l'hommage de l'esprit ou le *respect*, l'hommage de la volonté ou la *docilité*, l'hommage du cœur ou la *reconnaissance*.

I

Et d'abord nous devons respecter le prêtre. Nous remplirons facilement cette obligation si nous avons présentes à la mémoire les grandeurs du sacerdoce. « Votre puissance, dit S. Chrysostome, en s'adressant aux prêtres, est beaucoup plus grande que celle d'un général, d'un préfet et même d'un prince couronné. » Voulez-vous voir la différence qui existe entre un roi et un prêtre ? Considérez la puissance de l'un et de l'autre, et vous connaîtrez que le prêtre est assis sur un trône beaucoup plus élevé que celui des rois, encore qu'un trône royal vous semble plus admirable à cause de l'or qui le recouvre et des pierreries qui en rehaussent l'éclat. Le roi n'a pour domaine que l'administration des choses de la terre, tandis que le trône du prêtre est placé dans le ciel, et qu'il a le pouvoir de prononcer sur les choses célestes. Mais qui nous a dit cela ? C'est le Roi du ciel, lorsqu'il a prononcé ces paroles : « Tout ce que vous délierez sur la terre sera délié dans le ciel, et tout ce que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel. » Qu'y a-t-il de comparable à cet honneur ? Le ciel reçoit de la terre la forme du jugement, et le Seigneur ratifie tout ce que fait son serviteur ; et tout ce que celui-ci décide ici-bas, celui-là l'approuve là-haut ; et par ce moyen Dieu lui a soumis les têtes royales et impériales, afin de vous faire voir que la royauté sacerdotale est infiniment élevée au-dessus de toutes les royautés de ce monde. » (Lib. iii. De sacerdot.). Oui, comme je

vous l'expliquais naguère, le prêtre est plus grand que le savant, le guerrier, le roi, l'ange ; plus grand que toute créature au ciel et sur la terre ! Il participe aux gloires de la sublime Mère de Dieu, il est comme un Dieu en ce monde, il est revêtu des pouvoirs de Jésus-Christ, il est puissant sur Dieu lui-même, qui lui obéit : *Obediente Deo voci hominis !*

Aussi quelle haute estime, de tout temps, les vrais chrétiens, et surtout les saints, ont-ils professée pour le sacerdoce ! Le roi Boleslas refuse de s'asseoir en présence des prêtres ; l'empereur Constantin, à Nicée, se contente d'une modeste place à leurs pieds ! — S. Antoine, qui vécut toute sa vie comme un ange ; S. Benoît, le fondateur des Chartreux ; S. François d'Assise, le géant de la sainteté ; S. François de Paule, qui multipliait les miracles sous ses pas, ne purent jamais se décider à recevoir le sacerdoce, tant ils en avaient une idée sublime ! — Les premiers chrétiens d'Angleterre, au rapport du vénérable Bède, entouraient leurs prêtres d'un respect sans bornes. Un laïque rencontrait-il un ecclésiastique, il fléchissait le genou devant lui, il demandait respectueusement sa bénédiction, il baisait la main qui l'avait béni, et se recommandait humblement à ses prières. Partout où paraissait un prêtre, il était salué avec joie et reçu de la manière la plus respectueuse, comme un ange du ciel ! *Sicut angelum Dei excepistis me, sicut Christum Jesum.* (Gal. iv, 14.)

Que nous sommes loin de ces nobles sentiments ! De notre temps, hélas ! tous les jours, dans les journaux juifs et franc-maçons, dans les assemblées d'impies et de libertins, et même parmi des chrétiens trop prompts à juger, trop inconsiderés en paroles, en critique, on ridiculise, on vilipende, on calomnie le prêtre. On ne lui porte aucun respect ; même dans les compagnies honnêtes, on n'a plus pour lui la déférence à laquelle il a droit. Si quelque prêtre a été victime de la faiblesse humaine, on incrimine tout le sacerdoce ; comme si tous les juges étaient iniques parce qu'un juge a été prévaricateur ; comme si tous les officiers étaient des traîtres, parce que l'un d'entre eux a passé à l'ennemi. Déchirer le prêtre est un des agréments les plus goûtés des conversations mondaines. Jamais la médisance n'est si bien reçue, jamais la calomnie n'est plus vivement applaudie que quand elle tombe sur les oints du Seigneur ! Encore, dit S. Jérôme, si c'étaient des idolâtres et des Juifs qui nous fissent ces outrages, nous aurions au moins la consolation de déplaire à ceux à qui Jésus-Christ n'a point plu, d'être haïs, méprisés de ceux qui ont maltraité et fait mourir notre Maître. Mais que des chrétiens se divertissent de ce qu'il y a de plus saint dans la religion, que ceux pour qui nous sacrifions tous les jours la divine Victime, nous outragent avec tant d'indignité : qu'un libertin insulte les ministres du Seigneur, grand Dieu ! vous voyez ces abominations et vous les souffrez !

Vous qui exerçâtes un si effroyable châtement sur ceux qui s'étaient moqué de votre prophète; vous qui entr'ouvrites la terre sous les pieds de ces Israélites qui avaient mal parlé de Moïse; vous qui maudites Cham et sa postérité pour avoir manqué de respect à son père, encore une fois, Seigneur, vous voyez, Seigneur, ces abominations et vous les souffrez ! Votre justice est-elle donc endormie ? Votre bras est-il raccourci ? N'avez-vous pas juré, par vos prophètes, que les insulteurs de vos ministres seraient en proie aux nations étrangères, que leurs villes seraient saccagées, leurs moissons détruites, qu'ils seraient accablés de misères et de maladies ? Soutenez vos ministres, défendez vos prêtres, frappez leurs ennemis; ou plutôt, non, convertissez-les !

Pour vous, fidèles, craignez par dessus tout de manquer de respect aux prêtres du Très-Haut, soit en paroles, soit par action. Souvenez-vous que, d'après l'Ecriture, « toucher aux prêtres, c'est toucher Dieu à la prunelle de l'œil. » Rappelez-vous que, maltraiter les prêtres, c'est se charger d'une épouvantable malédiction, *nolite tangere Christos meos* ! Quels qu'ils soient dans leur vie, qu'ils soient vertueux ou vicieux, ils demeurent les ministres de Jésus-Christ, ils sont honorés du caractère sacerdotal et méritent votre respect ! De même que jamais un fils n'est excusable d'outrager son père, de même jamais un homme n'aura le droit d'insulter un prêtre ! Oui, honorez par toutes sortes de déférence le prêtre, précisément parce qu'il est prêtre; accueillez-le toujours comme les premiers chrétiens accueillaient l'apôtre S. Paul, c'est-à-dire comme un ange de Dieu, *sicut angelum Dei exceperitis me*. Respectez-le, c'est votre premier devoir; écoutez-le, c'est votre seconde obligation.

II

Une des fonctions les plus éminentes du prêtre est d'annoncer aux chrétiens la parole de Dieu. Le prêtre doit à tous la vérité et toute la vérité. Et en conséquence il a droit à la liberté de son ministère évangélique. De par Dieu il faut qu'il parle; aucun pouvoir humain ne peut emprisonner la parole de Dieu en son cœur. « Allez, enseignez », a dit le Sauveur aux apôtres et à leurs successeurs dans le sacerdoce. Enseignez toute vérité touchant les origines et les destinées de l'humanité; toute vérité touchant les justices et les miséricordes divines; toute vérité sur ce qu'il faut croire et sur ce qu'il faut pratiquer; toute vérité pour encourager les bons et stigmatiser les prévaricateurs; toute vérité concernant la vie privée, la vie de famille et la vie publique; toute vérité aux petits et aux grands, aux pauvres et aux riches, aux philosophes orgueilleux et aux humbles ignorants : *Euntes docete, prædicate evangelium omni creaturæ* ! Si on leur impose silence, ils doivent répondre : *Non possumus non loqui*. Nous ne pouvons nous taire ! « Si on les jette dans les cachots, ils doivent dire comme l'A-

pôtre : « *Laboro usque ad vincula quasi male operans, sed verbum Dei non est alligatum* ! Il n'y a pas de chaînes pour la parole de Dieu ! Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ! » Hélas ! Hélas ! Qu'ils sont nombreux ceux qui trouvent intempestive la liberté de la parole évangélique, et qui s'efforcent de la restreindre par les critiques, les menaces, les persécutions mesquines, les violences; qui répètent le mot des disciples mal affermis de l'Evangile : *Durus est hic sermo* ! qui réclament des discours qui les flattent et ne les gênent point : *Dic nobis placentia* !

Le vrai disciple de l'Evangile n'a point de ces coupables exigences. Il voit planer sur la tête de chaque prêtre la scène divine du baptême de N. S. Il entend du ciel une voix qui dit de chaque prêtre consacré par l'onction épiscopale, marqué du caractère de Jésus-Christ : « Celui-ci est mon Fils bien-aimé en qui j'ai mis mes complaisances écoutez-le, *Ipsium audite* ! » Il sait dans l'audition de la parole de Dieu se préserver des trois défauts signalés par N. S. dans la parabole de la semence.

« Le peuple s'étant assemblé en foule, dit S. Luc, après s'être hâté de sortir des villes pour se rendre auprès de Jésus, le Sauveur leur dit cette parabole : Celui qui devait semer sortit pour semer son grain; en le semant il en tomba le long du chemin une partie qui, après avoir été foulée aux pieds, fut mangée par les oiseaux du ciel. Une autre partie tomba sur la pierre, et ayant commencé à pousser, elle se dessécha parce qu'elle n'avait pas d'humidité. Une autre partie tomba parmi les épines, et les épines croissant avec le bon grain, l'étouffèrent. Ensuite une autre partie tomba dans la bonne terre, et ayant levé, elle en porta du fruit et rendit cent pour un. En disant ces choses, il s'écriait : Que celui qui a des oreilles pour entendre, entende bien. » (Luc. VIII.)

D'après Notre-Seigneur, le premier défaut opposé à la docilité que l'on doit à la parole du prêtre, ministre de J.-C., c'est l'endurcissement du cœur, causé par l'orgueil, l'abus des grâces, la tyrannie des passions. C'était le péché des Phari-siens, superbes et corrompus, qui n'écoutaient la parole de Dieu que pour la critiquer de parti pris; c'était le vice des Hérodiens, hommes légers et frivoles, qui ne prenaient rien au sérieux et s'amusaient de la doctrine évangélique, comme d'un curieux passe-temps; c'était le crime des Sadducéens, abjects matérialistes, qui ne voyant que la terre et les jouissances fugitives de la terre, ne trouvaient qu'illusion et chimère dans les prédications du Fils de Dieu. Le second défaut contraire à la docilité chrétienne, c'est la lâcheté : on accueille volontiers la parole du prêtre, on la trouve belle et bonne, on l'écoute avec plaisir, mais jusqu'au sacrifice exclusif. Elle ne jette point de racines dans l'âme. On l'oublie aussi facilement qu'on l'entend, *auditor obli-viosus* (Jac., I, 25.) Enfin il en est qui reçoivent la parole du pasteur, elle prend racine, mais

hélas ! les attaches aux choses temporelles, les préoccupations du siècle, les intérêts matériels l'étouffent, l'empêchent de porter des fleurs et de fructifier, et rendent stérile la divine semence au moment où elle allait se former en épi.

Chrétiens, qu'il n'en soit pas ainsi de vous ! Arrière l'endurcissement, l'immortification, les attaches mondaines. Recevez la parole du prêtre avec un cœur « pur, » « bon » et « très bon, » et elle portera en vous un fruit abondant, proportionné à vos dispositions. Elle vous éclairera, elle vous purifiera, elle vous consolera, elle vous embrasera des flammes divines de la charité. Entendez-la de la bouche du prêtre comme de la bouche de Notre-Seigneur ; appliquez-la à vos besoins personnels, et tirez-en pour votre conduite des conséquences pratiques. Et elle sera vraiment pour vous la parole vive et agissante, plus pénétrante que le glaive à deux tranchants, qui va jusqu'à la moëlle du cœur, jusqu'à la division de l'âme et de l'esprit, pour en discerner les misères cachées, les maladies, les besoins multiples, afin d'y remédier efficacement ! (Heb., iv, 12.)

III.

Mais vous avez un troisième devoir à remplir à l'égard du sacerdoce catholique : c'est la reconnaissance. La reconnaissance, cette mémoire du cœur qui honore si fort l'âme humaine, à quel juste titre on la doit au prêtre qui répand, comme à pleines mains et partout, d'innombrables bienfaits. Le prêtre est le pilier le plus ferme de tout l'ordre social : *Nutantis orbis statum, sustinens*. Le prêtre instruit, console, réhabilite, réconcilie. Il prêche sans cesse, au nom de son divin Maître, la pratique des vertus qui font le bonheur du temps et de l'éternité : l'humilité, la douceur, la patience, la tempérance, la justice, la résignation, le dévouement. Le prêtre éloigne les vices qui ruinent les corps et les âmes, qui entraînent après eux les dissensions, les déshonneurs, les amères déceptions, les chagrins, les peines, les afflictions, le malheur sous toutes les formes. Que de services le prêtre rend aux particuliers ! que de services aux familles ! que de services à la société ! Le prêtre, on peut bien le dire, s'acquitte du plus important et du plus noble des services publics. « N'est-ce pas servir son pays, s'écrie avec une admirable éloquence un grand orateur de notre époque ¹, que d'être le représentant de ses sentiments religieux, et l'ambassadeur de ses hommages, près de celui sans qui les peuples ne seraient plus que de viles troupes ? N'est-ce pas servir son pays que d'appeler sur lui, par prières et par sacrifices, la bénédiction du ciel, dans la paix comme dans la guerre ? N'est-ce pas servir son pays que d'être, auprès de l'ignorance, l'interprète des volontés divines, que d'apprendre à tous, à partir de l'enfance, les grands

mystères de leur origine, de leur état, de leurs destinées, et les devoirs qui font l'honnête homme et le chrétien ? N'est-ce pas servir son pays que d'avoir les mains constamment pleines des grâces qui régénèrent et vivifient les âmes, et de consacrer sa vie à guérir les plaies, la corruption, les langueurs, les infirmités des consciences ? N'est-ce pas servir son pays que d'être, auprès de toutes les infortunes et de toutes les misères humaines, le plénipotentiaire de la miséricorde divine ? »

Voilà le prêtre, c'est le bienfaiteur universel : à ce titre il mérite la reconnaissance de tous !

Or, être reconnaissant envers le prêtre c'est pourvoir à sa subsistance. Le prêtre pour remplir son ministère social a renoncé aux carrières terrestres, afin de mieux être à Dieu et aux âmes ; c'est donc aux fidèles à lui ôter toute préoccupation vulgaire relativement aux nécessités temporelles. Dans l'ancienne loi les Lévitites étaient nourris par les Israélites. Sous la nouvelle loi S. Paul déclare « que le Seigneur a voulu que celui qui annonce l'Evangile vive de l'Evangile. » C'est ce qu'ont compris les siècles chrétiens. Ils ont fait au sacerdoce de riches dotations afin que les ministres du Christ n'aient aucune sollicitude d'intérêt qui les détournent de leur sublime mission. Ces pieuses fondations ont été volées par la Révolution ; mais l'Etat a contracté la dette sacrée d'y suppléer par une indemnité qui est une vraie restitution. Et si cette indemnité venait à cesser, le devoir des chrétiens demeurerait dans toute son obligation.

La reconnaissance envers le sacerdoce c'est de contribuer par de généreuses offrandes à son recrutement, en entretenant l'œuvre si salutaire et aujourd'hui si nécessaire des vocations sacerdotales. Jadis l'Etat venait en aide aux séminaires, mais aujourd'hui les combinaisons budgétaires que je n'ai pas à apprécier ont supprimé cet important secours. Aux chrétiens de se préparer des prêtres, s'ils ne veulent point voir le flambeau de la foi s'éteindre parmi eux.

La reconnaissance envers le sacerdoce, c'est de prier pour que Dieu lui soit en aide. Il a tant d'ennemis aujourd'hui acharnés à sa perte, tant d'obstacles se dressent en face de lui, qu'il a besoin d'un secours puissant du ciel pour accomplir son ministère.

La reconnaissance envers le sacerdoce c'est de coopérer par votre bonne volonté à ses efforts. Ce qu'il désire ce ne sont point vos biens, mais votre sanctification : *Non vestra, sed. vos !* La plus belle couronne du prêtre c'est le salut de ceux qui lui sont confiés. Chrétiens, donnez cette ineffable joie à vos prêtres ! Amen !

¹ R. P. Monsabré, *Carême 1886*.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. Congrégation du Concile.

On ne doit point ériger d'église au préjudice de l'église paroissiale sans que le curé ait été entendu, et l'on ne saurait acquérir le droit de patronage par la reconstruction d'une église si l'ancienne n'était pas entièrement détruite, ni par la dotation de l'église si cette dotation ne fournit pas un revenu suffisant. Toutefois le Saint-Siège peut dispenser s'il y a lieu. L'évêque peut permettre qu'une messe soit célébrée avant la messe paroissiale dans une chapelle publique.

MONTISALTI JURISPATRONATUS

Die 26 junii 1886.

COMPENDIUM FACTI. In pago *Rotella* diœcesis Montisalti existit ecclesia de *Icone* vocata, quæ etsi a proprio rectore curaretur, tamen a capitulo ecclesiæ collegiatæ quamdam dependentiam olim habebat; ita ut parochus loci, collegiatæ prior, jus sacras ibi celebrandi functiones exerceret, aliquibus præsertim solemnioribus supplicationum aut festorum circumstantiis.

Verum cum clerus collegiatæ, ex usurpatrice gubernii actione, sensim deficeret, neque ulla spes affulgeret antiquum statum restituendi, sacerdos Ariodantes Ciccolini ecclesiæ Iconis ampliari et dotare secum ipse decrevit, et inibi parvum aliquod beneficium et habitationem pro sacerdote aut religiosa aliqua familia parare.

Hinc mentem suam aperuit Episcopo, a quo præter rei approbationem simul petiit : 1. pro se, dum in vivis ageret, usum annexæ domus, nec non juspatronatum in ecclesiam pro se suisque successoribus; 2. ut in posterum, post patroni præsentationem ab Episcopo eligeretur sacerdos, et in defectu sacerdotis, pius quilibet fidelis, qui domum construendam inhabitaret, ecclesiamque custodiret; 3. tandem ut deinceps dicta ecclesia a pio sacerdote cum immediata dependentia ab Ordinario jugiter regeretur atque administraretur; ita tamen ut quædam functiones solemniores determinandæ a collegiatæ priore exercerentur, in signum jurisdictionis, quam sibi competere jactabat super ecclesiam, quæ neque ad ipsum, neque ad illius præcessores umquam pertinuit. Oratoris precibus, decreto diei 16 Octobris 1882, annuit Episcopus, qui insuper omnia jura ipsi indulxit, quæ jurepatronatus pollutibus concedi solent.

Collegiatæ prior, cui hæc omnia haud arridebant, coram S. C. C. conquestus est, solutionem dubiorum petens, quæ inferius exscribuntur.

DUBIA

I. An et quomodo sustineatur decretum Episcopi diei 16 Octobris 1882 in casu.

II. An prior parochus impedire valeat quominus in ecclesia Iconis missa, ante paræcialem diebus festis de precepto, celebretur in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re discussa in plenariis comitiis diei 26 Junii 1886, sequens responsum

dedit : Ad I. consulendum SSmo præ concessione jurispatronatus ad formam decreti episcopalis. Ad II. Negative et Episcopus utatur jure suo.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Le vocable de mon église est saint Remy. Chaque année je l'organise, mais j'avoue humblement que je viole bien des fois les règles de la liturgie. Voudriez-vous avoir l'obligeance de faire ce travail qui servira d'ailleurs à un très grand nombre de nos confrères ?

R. — Voici comment nous organiserions cette octave d'après les règles générales du Calendrier. Vous devrez apporter des modifications si vous avez, pendant l'octave, des saints propres, ou encore des légendes propres au second nocturne.

30 septembre. Vêpres de saint Remy, sans mémoire.

1^{er} octobre, samedi, *blanc*, S. Remy, évêque et conf., titulaire de l'Eglise, *double de 1^{re} classe* avec octave. — Leçons du premier nocturne propres, ou bien, si l'on n'en a pas, du commun, mais non de l'Ecriture courante; celles du second et du troisième, sont également propres, sinon ce sont celles qui sont indiquées au Bréviaire romain.

A la messe, *Credo*. — Vêpres de S. Remy, mémoire du saint Rosaire, et du dimanche (antienne *Adaperiat*). A Complies, et demain aux Heures, Doxologie *Jesu tibi sit gloria*.

2. — Dimanche 18^e après la Pentecôte et 1^{er} d'octobre, *blanc*. La solennité du saint Rosaire, *double-majeur*, comme au Bréviaire; 9^e leçon du dimanche; mém. du dimanche et de l'octave à Laudes et à la Messe; préf. *Te in solemnitate*, dernier évang. du dimanche. — A Prime, verset *qui natus es de Maria V.* — Vêpres du saint Rosaire, mém. des saints anges gardiens, du dimanche, et de l'octave.

Si saint Remy n'est pas seulement titulaire d'église mais encore patron de votre commune, vous devez en célébrer la solennité à la messe; et alors vous feriez mémoire du Rosaire et du dimanche. Pour les vêpres, le décret de l'Emin. cardinal Caprara, n'en dit rien. Comme votre église n'est pas conventuelle, vous pouvez chanter les vêpres de S. Remy, et vous n'êtes pas obligé de faire des mémoires, parce que les fidèles ne sont pas obligés aux vêpres.

Si S. Remy n'était pas patron de commune, mais seulement titulaire de votre église, que devriez-vous faire ? Il est certain que l'Eminentissime Cardinal n'avait réglé que la question des patrons de lieu. Néanmoins si vous avez la coutume de transférer au dimanche la solennité de votre titulaire, nous vous engageons à la garder, parce qu'elle est bonne et qu'il y aurait de graves inconvénients à la détruire; sauf à faire légitimer

cette coutume auprès du Saint-Siège, ce qui ne souffre aucune difficulté.

3. — Lundi, *blanc*, les saints Anges gardiens (transférés d'hier), *double-majeur*. Comme au propre. Mémoire de l'octave à Laudes et à la messe; Credo, préface commune. — Vêpres des saints anges, mém. de saint François et de l'octave.

4. — Mardi, *blanc*, S. François conf., *double-majeur*. Leçons du 1^{er} nocturne propres. A la messe Credo, préface commune. — Vêpres de S. François, mém. de l'octave, et des saints Placide etc., martyrs.

Vous ne pouvez pas dire, demain, l'office votif de saint Joseph; la sacrée Congrégation des rites l'a défendu par décret du 13 août 1883.

5. — Mercredi, *blanc*, de l'octave de S. Remy; *semi-double*; les leçons du 1^{er} nocturne sont du 1^{er} dimanche d'octobre : *Incipit liber primus Machabæorum*; 9^e leçon des saints martyrs. Mém. des SS. Martyrs à Laudes et à la messe, 3^e or. *Concede nos*, Credo, préf. commune. — Vêpres du suivant, mém. de l'octave.

6. — Jeudi, *blanc*, S. Bruno conf., *double*; mém. de l'octave à Laudes et à la messe, Credo, préf. commune. — Vêpres de S. Bruno, mém. de l'octave, de S. Marc, pape et conf., et des SS. Serge etc., martyrs.

7. — Vendredi, *blanc*, de l'octave; 9^e leçon de S. Marc; mém. de ce saint et des SS. Martyrs à Laudes et à la messe, Credo, préf. commune. — Vêpres de S. Remy, comme aux premières vêpres.

8. — Samedi, *blanc*, l'octave, *double*; les leçons du premier nocturne sont de l'écriture courante. Credo, préf. commune. — Vêpres de l'octave, mém. du dimanche (antienne *Refulsit*), et des SS. Denys et ses compagnons, mart. (aux premières vêpres).

La fête de Ste Brigitte doit être transférée au premier jour libre, comme à son siège propre.

Q. — 1^o Jusqu'à présent, j'ai toujours entendu interdire la défense de dire la messe à un mariage mixte, de la messe *pro sponso et sponsa*, c'est-à-dire de la messe de mariage, mais non d'une messe du jour à laquelle assiste un hérétique. Benoît XIV parle de bénédiction et de messe de mariage où se trouve la bénédiction du mariage et non d'une messe ordinaire qui n'a aucun rapport avec le mariage. Dans le cas d'Henriette de France, je voudrais bien savoir si dans cette messe à laquelle elle a assisté seule, elle a reçu la bénédiction de la messe de mariage. En ce cas le représentant de son époux ne pouvait pas y assister. Je n'ai vu nulle part que l'Eglise défende de dire la messe devant un hérétique, et il me semble que le texte de Benoît XIV n'a pas cette signification.

Dans nos environs, on marie les mariages mixtes à la cure ou à la sacristie, puis ils assistent à la messe du jour, mais on se croit interdit la messe et les bénédiction du mariage.

Je serai heureux d'avoir votre sentiment à ce sujet. 2^o Pourriez-vous me dire s'il est formellement défendu de dire en français le *Salve* après la messe? Pour obtenir que le peuple le récite, il semble que cela soit nécessaire. Pie VI l'a déjà autorisé en 1780 en accor-

dant une indulgence de 100 jours, et en Italie le prêtre récite souvent en italien après le salut la prière indulgenciée : *Dio sia benedetto*.

Je sais que dans plusieurs diocèses les Evêques ont prescrit de dire le *Salve* en français après la messe.

R. — Ad I. Les instructions du Saint-Siège et les indults apostoliques comprennent toujours la clause *exclusa missæ celebratione*, lors même qu'il n'en serait pas fait mention expresse, ainsi que l'a déclaré l'Instruction du 15 novembre 1858; également, lors même que, pour des causes graves, on userait de la faculté exceptionnellement accordée de recevoir le consentement en la forme marquée au rituel diocésain (même instruction).

Cette prohibition s'entend au moins de la messe *pro sponso et sponsa* et des bénédiction qu'elle renferme. Doit-elle aussi s'entendre de la messe du jour? Nous le pensons. D'abord la défense parle de la messe sans la déterminer autrement : ce qui indique quelque messe que ce soit. De plus la messe *pro sponso et sponsa* est ordinairement comprise sous les expressions générales : *benedictione, ritu ecclesiastico*; quand on défend explicitement la célébration de la messe, il est question, non de la qualité de la messe qui appartient aux rites du mariage, mais de la messe elle-même quelle que soit sa qualité.

Il ne doit donc y avoir aucune connexion entre le mariage mixte et la messe du jour célébrée par le prêtre. S'il y avait à craindre que la messe parût se lier au mariage, le prêtre devrait s'arranger de manière à lever le scandale, par exemple, en célébrant à une autre heure, ou en faisant savoir qu'il célèbre à une autre intention.

Que si les nouveaux mariés assistent à cette messe, sans rien qui implique de leur part que la messe serait célébrée pour leur mariage, nous ne pensons pas que le prêtre ait à s'en occuper.

Ad II. Nous n'avons pas de solution certaine; nous doutons que le prêtre puisse réciter les prières autrement qu'en latin.

Q. — 1^o Peut-on distribuer la sainte communion, le Samedi-Saint, à des personnes qui se présentent pour remplir leur devoir de la communion pascalle; ou à des personnes pieuses qui communient souvent.

2^o Autrefois, paraît-il, cet usage de distribuer la sainte communion, le Samedi-Saint, existait dans plusieurs paroisses et existe encore aujourd'hui dans quelques-unes; alors peut-on l'introduire dans une paroisse où il n'existe plus depuis longtemps?

Ad I. Cette première question est délicate, et demande beaucoup de prudence de la part du curé. En ces sortes de cas pratiques, il faut s'inspirer surtout des circonstances. Au reste, ce que nous allons dire dans la seconde question vous sera certainement d'un grand secours pour la solution de cette première difficulté.

Ad II. Peut-on introduire dans une paroisse l'usage de distribuer la sainte communion le samedi saint, soit pour la communion pascalle, soit pour une communion de pure dévotion?

Nous ne le pensons pas, et voici les raisons de

notre sentiment. La sacrée Congrégation des rites a été consultée plusieurs fois sur cette difficulté pratique. Or, il résulte de ses diverses réponses qu'on ne peut distribuer la sainte Eucharistie qu'autant qu'il existerait une coutume en ce sens.

En 1806, M. Berni, archiprêtre de Canoscio, en Italie, trouva dans son église la coutume de faire cette distribution le samedi saint, même pour satisfaire au devoir pascal. Il fut étonné, et se demanda si cette coutume était à conserver ou à éliminer : « Num eadem consuetudo servanda foret, sive utpote abusiva removenda? » Alors il adressa à la sacrée Congrégation des rites la question suivante :

« An liceat in Sabbato sancto inter missarum solemniam sacram Eucharistiam fidelibus distribuere, et num per eandem sumptionem sacræ communionis præceptum paschale adimpleatur? »

La sacrée Congrégation répondit *affirmative* pour les deux cas : « Affirmative in utroque. » (22 mars 1806, n. 4499.)

Mais cette coutume est-elle nécessaire pour qu'on puisse licitement faire cette distribution pendant la messe? Oui, car la même Congrégation l'a ainsi décidé trente et un ans plus tard, sur la prière du maître des cérémonies de l'Évêque de Modène. Voici la question :

« Quum orationes tam præcedentes quam subsequentes Communionem missæ Sabbati-Sancti loquantur in numero plurali; hinc quæritur : Utrum liceat in eadem missa post communionem celebrantis Eucharistiam ministrare fidelibus, et præsertim cum particulis in eadem missa consecratis? »

La sacrée Congrégation répondit que cela n'était pas permis, à moins qu'il n'y eût une coutume :

« Negative, nisi adsit consuetudo. » (Die 23 septembris 1837.)

Il faut donc une coutume pour distribuer la sainte communion le samedi saint *pendant la messe*, car il s'agit de cette circonstance dans les deux consultations précédentes, *inter missarum solemniam, in eadem missa post communionem Celebrantis.* »

Mais après la messe le pourrait-on? Nous ne connaissons pas de prohibition. Et même nous lisons dans un court manuel de décrets publié par Falise, et intitulé : « Sacrorum rituum Congregationis Decreta authentica, » qu'on le pourrait. La sacrée Congrégation des rites l'aurait ainsi déclaré en 1850 sur une demande émanant du diocèse de Vérone :

« Utrum intra missæ actionem Sabb.-S., clerus et populus possint sumere Eucharistiam? Insuper, num expleta missa possint fideles cum particulis præconsecratis, seu per modum Sacramenti communicari? »

La sacrée Congrégation aurait répondu qu'on ne le peut pas pendant la messe, mais qu'on

le pourrait après : « Negative ad primum; affirmativa ad secundum. » (7 septembris 1850).

Nous avons exposé cette question sous forme dubitative, parce que ce décret ne se trouve pas dans les décrets de Gardellini et de Capolti. Mais nous pensons qu'il est authentique.

Pourrait-on également donner la sainte communion avant la messe? Nous ne le pensons pas; d'abord parce que les décrets que nous venons de citer ne donnent pas cette autorisation; ensuite, parce que la rubrique du Missel, le jeudi saint, prescrit au prêtre de réserver de petites hosties *pour les malades*.

« ... Reservat etiam (sacerdos) aliquas particulas consecratas, si opus fuerit, pro infirmis. »

Enfin, parce que le ciboire qui contient les petites hosties et qui est renfermé dans la sacristie, ne doit être rapporté au tabernacle qu'après la messe du samedi saint, conformément aux rubriques du *Memoriale rituum* de Benoît XIII :

« Post *Ite missa est* additur *Alleluia, Alleluia*. Completo Evangelio sancti Joannis, revertitur in sacristiam, et missalia paramenta deponit. Celebrans accipit, super cottam, stolam albam, et præcedentibus clericis cum cereis, et alio cum bursa corporalium, et velo humerali, accedit ad locum ubi asservatur pyxis cum particulis. Ibi adhibitis debitis genuflexionibus, accipit velatis manibus pyxidem, quam portat in solito tabernaculo servandam. »

On voit par là qu'il serait contraire aux rubriques de distribuer la sainte communion avant la messe.

En résumé, on ne peut pas donner la communion avant la messe du samedi saint; on le peut pendant la messe si telle est la coutume; on le peut toujours après la messe.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Les notions que l'*Ami du Clergé* donnait dernièrement sur les cloches ont été bien profitables à l'un de mes confrères du voisinage. Ne pourriez-vous pas rendre le même service en nous parlant des orgues? Car quelle est l'église qui ne se paie aujourd'hui, sinon de grandes orgues, du moins un harmonium, mélodium, etc.?

R. — Nous nous rendons volontiers au désir qui nous est exprimé.

NOTIONS SUR LES ORGUES

L'orgue est un instrument inventé au moyen-âge, et employé presque aussitôt dans les églises. Il possède l'avantage propre de se proportionner, par ses dimensions et par son prix, à l'étendue et aux ressources pécuniaires d'un grand nombre d'églises. Il est des orgues fort passables dans le prix de 400 francs. (Nous comptons, bien entendu, parmi les orgues, ainsi que notre correspondant

le fait lui-même, les harmoniums et les orgues expressifs, etc.). Avant la Révolution française, nombre d'églises en possédaient d'une valeur de plusieurs cent mille francs. Cette variété de prix montre toute seule combien les fabriques courent de risque d'être trompées quand elles font des marchés pour l'acquisition ou la réparation de leurs orgues. Nous voudrions pouvoir les préserver de toute faute à cet égard; mais quand nous aurions fait sur cette matière un gros livre, et que les curés auraient eu le temps de nous lire, ils courraient encore le risque de graves erreurs, car, pour juger un orgue et son prix, il faut être bon musicien, bon mécanicien, et avoir sur le travail des bois et des métaux des connaissances pratiques qui se rencontrent chez un très petit nombre d'ecclésiastiques. Nous nous bornerons à quelques conseils faciles à comprendre, faciles à suivre et suffisants pour restreindre beaucoup la facilité qu'ont les facteurs et les organistes de tromper les fabriques.

Lorsqu'on veut acheter un orgue tout fait, ce qui n'a lieu que pour des orgues portatifs, ou ceux des paroisses qui veulent se défaire de celles qu'elles possèdent afin d'en acquérir de plus complètes, on ne court pas beaucoup de danger. Il faut tâcher de trouver un bon organiste sans relation avec le propriétaire de l'orgue, et le faire toucher pour reconnaître s'il est bon quant au son et à la facilité du jeu, faire examiner également par lui et par un mécanicien, par exemple un facteur de harpe ou de piano, le clavier, le sommier, les registres et soufflets, et pour s'assurer s'ils sont de bonne qualité, du moins sans défauts notables; puis s'informer de curés qui en ont de semblables ou à peu près, pour connaître si le prix demandé est en rapport avec l'instrument. Si tous ces renseignements sont satisfaisants, on peut traiter provisoirement, c'est-à-dire en réservant l'approbation de l'évêque auquel on envoie le marché signé, avec une lettre explicative des renseignements cherchés et obtenus. Le marché doit toujours contenir des renseignements suffisants pour faire connaître et apprécier l'instrument. Il doit donc indiquer le nom et le nombre des jeux, le nombre et la dimension des tuyaux de chacun, la matière dont ils sont faits, bois, zinc, étain ou plomb; la forme, la matière (par exemple s'ils sont en chêne ou en sapin, etc), des soufflets, ou du réservoir et de ses pompes (par exemple, combien de mètres cubes d'air ils contiennent), les ornements des buffets, etc.; en un mot tout ce qui peut individualiser l'instrument et en faire connaître la valeur. Il doit aussi, dans le cas où il intervient entre un facteur et une fabrique, contenir la clause qu'il réparera gratuitement pendant dix ans, ou au moins pendant un intervalle déterminé.

Nous disons qu'il faut toujours soumettre le marché à l'évêque; c'est une conséquence de la disposition qui a limité à 100 et 200 francs les dépenses que les fabriques peuvent faire sans autorisation, et c'est aussi une conséquence de l'état

des choses. Les évêques habitent des villes fort peuplées comparativement aux autres paroisses. Ils ont tous un organiste attaché à leur cathédrale, et presque toujours un facteur attiré, chargé d'accorder l'orgue. Souvent ils connaissent plusieurs particuliers familiers avec la mécanique instrumentale. La fabrique de la cathédrale contient presque toujours quelques membres qui attachent à l'orgue un intérêt tout particulier. L'évêque peut donc aisément soumettre le traité à un contrôle efficace, et qui le deviendrait de plus en plus à mesure qu'un plus grand nombre de traités lui seraient communiqués. D'ailleurs, les facteurs fripons seraient ainsi promptement démasqués aux yeux de tout le clergé d'un diocèse, et dès lors impuissants à nuire, ou contraints à se conduire en honnêtes gens. Il va sans dire qu'il peut se trouver au sein même du conseil épiscopal quelque connaisseur en facture, et dès lors on fera bien de le consulter préalablement; mais cette consultation préalable sera encore plus utile dans le cas suivant. Le plus ordinairement les orgues se construisent de commande, et c'est alors chose difficile de faire un bon traité; il faut choisir le nombre de jeux et l'étendue que l'on veut donner à chacun. La plupart des organistes ont trop peu de talent pour en juger eux-mêmes; il n'est pas rare d'ailleurs qu'ils se laissent aller à une connivence plus ou moins favorable aux facteurs, et toujours préjudiciable aux fabriques. Très peu de curés ont assez entendu, assez comparé d'orgues différentes pour avoir une opinion éclairée à cet égard. Quant aux facteurs, ils ont une grande rectitude d'oreille pour distinguer les sons faux, mais ils sont rarement sensibles à l'harmonie; le risque de connivence ou d'intérêt personnel n'est pas d'ailleurs moins à craindre chez eux que chez les organistes. Il n'y a généralement que deux moyens d'éviter une mauvaise combinaison: l'un, c'est de découvrir un amateur éclairé qui fera gratuitement le devis, ou un organiste renommé pour sa capacité, son expérience et sa probité, et auquel on demandera un devis moyennant rétribution. L'autre moyen consiste à chercher, dans les paroisses que l'on connaît, un bon orgue du prix que l'on veut y mettre, et d'en commander un exactement semblable. Dans l'un et l'autre cas, le marché doit indiquer le nombre de jeux, le nombre de tuyaux de chacun, la matière dont ils seront faits et le poids que devront présenter ceux de métal. Dans le second cas, le marché doit stipuler en outre que l'orgue sera semblable à celui de telle paroisse, et si quelque modification a été convenue, elle doit être énoncée avec précision. Dans les deux cas, on stipulera aussi dans l'acte le terme de la livraison, avec une prime de tant de rabais par jour de retard, et la retenue d'une petite somme, par exemple du 10^e ou 1 p. 0/0 pendant un an ou deux, à partir de la réception, à titre de garantie de l'exactitude du facteur à réparer les petites imperfections que l'on pourra reconnaître dans l'année, à raison des variations

de la température ou autre chose, ce qui arrive presque toujours. Il est bien entendu que la garantie de dix ans devra toujours être stipulée; l'interdiction de toutes réclamations pour un ouvrage quelconque non porté au traité; et enfin l'approbation de l'évêque sera réservée, de la même manière que celle du préfet l'est dans tous les marchés et adjudications faits par les communes.

Le troisième cas qui se présente fréquemment, c'est la réparation ou augmentation d'un orgue existant, c'est celui où la plupart des facteurs sont le plus à l'aise pour voler les fabriques des campagnes et des petites villes, parce qu'il y a deux marchés à faire au lieu d'un, et que suivant la disposition d'esprit où le facteur voit les fabriciens, il leur fait des concessions apparentes sur l'un, afin de les dépouiller impunément sur l'autre. Tantôt il paraît leur vendre à un prix modéré un orgue neuf, et il leur achète le leur pour rien. Tantôt, au moyen de ce qu'il leur reprend celui-ci pour un prix assez élevé, il leur fait payer le nouveau deux ou trois fois ce qu'il vaut. En pareils cas, la prudence ordonne de s'adresser à un organiste étranger ou à un amateur d'une réputation distinguée, surtout sous les rapports de l'expérience et de la probité, qui sont alors plus nécessaires que le goût et le talent musical; de le faire venir pour essayer l'orgue ancien dans tous ses détails, en apprécier les défauts, la valeur; connaître son opinion sur la plus ou moins grande facilité de les réparer, et de coordonner l'orgue tel qu'il est avec de nouveaux jeux dont on voudrait l'augmenter; se fixer, d'après ses conseils, sur ce qu'on veut faire, et en rédiger le devis estimatif. Si le marché en vaut la peine, il est bien d'appeler ensuite un second organiste et de prendre de lui un second avis motivé, en ayant bien soin de ne lui donner aucune connaissance du premier travail fait; c'est alors seulement qu'on peut entrer en relation avec le facteur, et tous les conseils que nous avons donnés plus haut pour rédaction de l'acte et la réserve de l'approbation épiscopale sont applicables ici: il peut ajouter au traité que les défauts cachés de l'orgue actuel ne pourront donner lieu à aucune indemnité en faveur du facteur, que si tout à la fois ces défauts étaient impossibles à reconnaître avant de démonter l'orgue, et si, à l'instant même où ils ont été aperçus en démontant, leur existence a été constatée par écrit par un membre de la fabrique désigné à cet effet, et assisté d'un expert, s'il le juge à propos.

Il ne faut pas craindre d'écouter les propositions de plusieurs facteurs, pour traiter avec le plus accommodant, mais toujours en parfaite connaissance de cause. Il faut se défier des adjudications, dans lesquelles les concurrents s'entendent toujours aux dépens des fabriques. En communiquant le marché à l'évêque, il faut toujours y joindre les expertises préparatoires.

Lorsque le facteur monte l'orgue, il faut tou-

jours vérifier jour par jour le nombre, la qualité et la quantité des fournitures, faire peser tout ce qui est assujéti à un certain poids, par le traité, afin de faire, le cas échéant, une réduction sur le prix, alors même que l'instrument se trouverait complet et marcherait régulièrement. On tient journal de cette surveillance qui est assez longue.

Lorsque l'orgue est terminé, et qu'il faut le recevoir, on doit appeler, pour cette opération, des personnes autres que l'organiste ordinaire, dont toutefois il ne faut pas négliger les avis, mais que souvent le facteur a mis dans ses intérêts. Si le marché a quelque importance, il convient d'appeler au moins trois personnes: un organiste, un facteur de pianos ou d'orgues, et un bon musicien, surtout un bon pianiste. Si l'on peut y joindre un bon mécanicien, il ne sera pas de trop. Le traité peut à l'avance nommer les experts, si la fabrique est arrêtée sur leur choix, ou il peut déférer ce choix à l'évêque. En tous cas, s'il s'agit d'un orgue de quelque importance, et qu'on ne soit pas dans une grande ville, il faut toujours avoir un ou deux étrangers parmi les experts. Pour faire la réception, on commence par examiner de près le mécanisme, les soufflets, les claviers, buffets, registres; puis on fait parler successivement et isolément chaque tuyau de chaque jeu pour s'assurer de la beauté du son, et de son accord avec les autres du même jeu; enfin on marie successivement dans diverses pièces de musique les différents jeux, afin de s'assurer de l'accord et de l'harmonie générale de l'instrument. Rien n'empêche d'appeler, pour juger de cet effet, tous ceux des paroissiens qui connaissent la musique, et, dans tous les cas, il est convenable que l'orgue soit joué successivement par plusieurs personnes familières avec cet instrument, ou au moins avec le piano. Pendant cette dernière épreuve, les juges doivent se placer successivement dans différentes places de l'église pour mieux juger l'effet, certains défauts étant quelquefois plus appréciables sur un point que sur un autre. S'il y a quelque partie faible dans l'orgue, et que cependant il paraisse devoir être reçu, même sans rectification, on ne doit jamais oublier de constater cette imperfection dans le procès-verbal afin que, si elle vient à s'aggraver le facteur ne puisse prétendre qu'elle a été causée par la faute de l'organiste, des serviteurs de l'église, etc.

Lorsqu'on choisit ou que l'on dispose l'emplacement d'un orgue, on doit, autant que possible, disposer le local de manière à ce que l'orgue et les soufflets soient à l'abri du soleil et de l'humidité, des courants d'air, etc., autrement ils se détériorent promptement et ne seront jamais d'accord, parce que la chaleur et l'humidité n'exercent point sur plusieurs morceaux de bois, sur diverses pièces de métal la même influence. Il faut tacher que le porte-vent fasse le moins de sinuosité possible; les courants d'air ayant toujours une faible densité, usent toujours dans le frottement une grande partie de leur force.

Quant à l'organiste, il faut, en le choisissant, tenir non seulement au talent, mais avant tout à la bonne conduite, ou au moins à la décence ; car aucun homme notoirement irrégulier ou immoral ne doit être attaché au service de l'église.

Le curé doit, lorsque l'on traite avec l'organiste, réserver avec soin les intérêts du culte et de la majesté qui lui convient. Il faut interdire à l'organiste les airs connus, qui rappelleraient aux paroissiens des paroles profanes, et quelquefois même licencieuses.

Il existe divers recueils de musique religieuse, dans lesquels un organiste peut puiser. M. Choron a composé, il y a déjà longtemps, un grand nombre d'airs spéciaux pour des cantiques, et il en a publié beaucoup d'autres pour des hymnes (etc.)

Nombre de compositeurs français ont fait des messes ou des morceaux détachés de musique religieuse. Un organiste peut trouver dans tout cela des matériaux nombreux. Les compositeurs allemands lui offrent, s'il aime son état, une mine bien autrement riche. Les Rinck, Vierling, Hesse, Schnerd, Mendelsohn, et parmi les plus récents, Leyback, Auger, Minard ont fait beaucoup de belle musique propre à l'orgue.

Il faut exiger du plus faible organiste qu'il sache au moins trois offices complets, deux pour alterner, et un pour les grandes fêtes, dès son entrée en fonctions ; et qu'ensuite, chaque année, il présente un office complet, entièrement nouveau ; il est bien entendu qu'à mesure que le traitement s'élèvera, il faudra se montrer plus exigeant. En tout cas, les curés doivent se rappeler la nécessité d'insérer ces obligations dans le traité. Lorsque on engage un organiste, il est toujours plein de zèle et d'activité, mais ce beau feu pour les arts se ralentit presque toujours ; et quand on prie ces messieurs d'étudier, ils ont beaucoup de peine à comprendre ; au contraire, quand il sera établi qu'à telle solennité de chaque année, par exemple la Pentecôte, l'office devra être entièrement nouveau, il faudra bien que l'organiste se prépare et donne du neuf.

Quelques organistes laborieux ont, au contraire, le goût de venir essayer sur l'orgue les morceaux qu'ils veulent jouer, afin d'en mieux saisir l'effet que sur leur piano, et ils sont le tourment des curés pendant les catéchismes, les confessions, etc. Pour prévenir ces inconvénients, assez rares il est vrai, on doit affecter aux études de l'organiste une heure quelconque, à laquelle il y ait à peu près certitude qu'elles ne dérangeront rien, par exemple l'heure du dîner du curé, sauf à l'organiste à demander, le cas échéant, une permission spéciale pour un jour ou une heure déterminés.

Dans bien des églises on a placé des orgues à cylindre ; celui qui les fait marcher n'a pas besoin d'être musicien, mais il n'a pas moins besoin de conseils. Il faut d'abord l'exercer à tourner en mesure, ce qui est plus rare et plus important qu'on ne le pense, car sans mesure il n'y a pas

de musique ; il faut ensuite lui apprendre à suivre un mouvement approprié à l'air qu'il joue. Pendant une élévation, dans les versets d'un *Stabat*, ou d'un *Ave Verum*, il faut un mouvement lent et nourri ; au contraire, un *Introït*, un *Domine Salvam*, un *Magnificat*, un *Te Deum*, se prêtent ordinairement à un mouvement assez rapide. Bien des gens n'y réfléchissent point, mais l'oreille de tous saisit dans l'exécution la différence d'un morceau exécuté dans sa mesure, avec le même morceau exécuté à contre-temps, ce qui pourtant arrive tous les jours. Chacun sent donc ce qui est bien.

Quant à l'accordage des orgues, nous dirons une seule chose, c'est qu'il ne faut se montrer difficile à cet égard qu'en recevant l'orgue. Si plus tard on voulait qu'un accordeur maintint constamment un grand orgue en parfait accord, il l'aurait détruit en peu d'années. Lorsqu'on accorde souvent, on doit toucher seulement les tuyaux les plus discords, ce n'est guère qu'une fois l'an qu'on peut accorder le tout avec avantage, pour conserver exactement le ton normal de l'instrument sans le fatiguer.



VARIÉTÉS

VIVE LA CROIX !

VI^e Pèlerinage de Pénitence à Jérusalem

Le vaillant et brillant directeur et rédacteur du journal *la Croix*, le R. P. Bailly, organise, en ce moment, le sixième pèlerinage de pénitence à Jérusalem, qui s'embarquera sous sa direction au mois d'avril prochain.

A l'occasion de ce pèlerinage, *la Croix*, dans une note chaleureuse que nous sommes heureux de reproduire, recommande en ces termes à ses lecteurs, pèlerins ou non, et à tous les catholiques, un des derniers livres édités par la Société de librairie catholique :

« La Société générale de Librairie catholique vient de publier, sous ce titre : JÉRUSALEM, *souvenirs d'un voyage en Terre Sainte*, par J.-T de Belloc, un magnifique in-4° illustré de plus de cent gravures représentant les sites et les monuments de la Terre Sainte. L'auteur, qui a fait partie du premier pèlerinage de pénitence, a mis dans son récit les sentiments de la foi la plus aimante et la plus généreuse, la science d'un historien et d'un géographe et le talent d'un artiste.

« Nous signalons et recommandons vivement ce livre aux pèlerins d'hier, qui y auront un précieux mémorial de leurs souvenirs ; aux pèlerins de demain, qui y trouveront un guide aussi intéressant que complet, aux familles et aux amis des pèlerins, qui, avec ce livre, les suivront et les accompagneront du cœur et de la pensée ; à tous ceux qui

auraient tant de joie à visiter le théâtre de notre rédemption, mais que des impossibilités de situation, de fortune ou de santé retiennent au rivage quand le *Poitou* va partir avec le sixième pèlerinage de pénitence.

« Le prix de ce beau volume est de 15 fr. ; mais par faveur spéciale, nos abonnés ne le paieront que 10 francs : les demandes accompagnées d'un mandat-poste de 10 francs et d'une bande de notre journal, devront être adressées à M. Victor Palmé, 76, rue des Saints-Pères, Paris¹. »

Nous ne ferons pas remarquer — ce que tout le monde sait — que ce jugement de *la Croix* a une compétence et une autorité particulières ; mais nous y ajouterons un mot : il était naturel que *la Croix* se fit l'apôtre d'un livre qui parle si bien de la croix.

Tout après leur embarquement, et à la suite d'un gros temps, les pèlerins du premier pèlerinage de pénitence dressaient sur leur vaisseau, la *Picardie*, une grande croix d'olivier construite sur les dimensions de la croix du Calvaire ; et le R. P. Marie-Antoine, l'un des directeurs du pèlerinage, la saluait d'un discours, ou mieux d'un chant de foi et d'amour dont je regrette de ne pouvoir reproduire ici que quelques notes.

A ceux qui, comme moi, ont senti grandir leur foi, n'ont pu retenir leurs larmes, et ont ardemment pressé la croix sur leur cœur après avoir lu les admirables pages du *PARFUM DE ROME* auxquelles le grand écrivain catholique de notre siècle, Louis Veuillot, a donné cette épigraphe : *Ecco la fiera* ; à ceux-là j'ose recommander le *Vive la Croix*, du R. P. Marie-Antoine, au chapitre II de JÉRUSALEM : ils y retrouveront les mêmes douces et vives, consolantes et fortifiantes émotions :

« Vive la croix !

« C'est le cri du chrétien !... Quand elle paraît le chrétien la salue comme l'enfant salue son berceau, le soldat son drapeau, l'aveugle guéri la lumière, l'exilé la patrie, et le captif la liberté. Chrétiens, saluons la croix !

« Vive la croix !

« C'est le cri du Français ?... C'est la croix qui a fait la France ; c'est la croix qui refait la France. Français, salut à la croix !

« C'est le cri du croisé !... Il part avec elle : la croix brille sur nos poitrines ; elle marche, elle navigue avec nous. Nous sommes les pèlerins de la croix. Le croisé combat pour elle, et avec la croix il triomphe. Croisés de la croix, salut à la croix !

« Vive la croix !

« Mais il ne suffit pas de prendre la croix : il

faut que Dieu la donne ; il faut que la volonté de Dieu triomphe avec elle et par elle, il faut prendre la croix lorsque Dieu le veut, à l'heure qu'il veut et pour accomplir ce qu'il veut.

« Les croisés, nos pères, l'avaient bien compris, car c'est au cri de : *Dieu le veut !* que la papauté les arma pour la croisade.

« O croix, que tu es belle au milieu de ces mâts, de ces cordages, de ces nuages de vapeur !

« Nous t'avions plantée sur les collines, sur les montagnes, dans les vallées et dans les prairies de notre patrie, dans les cités et les hameaux.

« Aujourd'hui, pour la première fois, nous avons le bonheur de te dresser sur les flots, au-dessus de ces abîmes mouvants. Te voilà reine des mers, des vents et de l'espace ! Quel spectacle ! chers pèlerins ! Ce n'est plus l'exil, c'est une vision du paradis. Le ciel nous contemple, les nations de la terre nous suivent du regard, les anges applaudissent, les hommes tressaillent et l'enfer frémit ; mais comme l'écume de ces flots, sa rage, croix belle et glorieuse ! sa rage expire à tes pieds.

« O flots de la mer, ce n'est pas assez de vous briser ici et de rendre hommage à cette croix, et vous, grandes vagues, de vous incliner devant elle avec des tressaillements sublimes.

« Allez, allez porter à tous les rivages notre cri d'amour :

« Vive la croix !

« O croix ! tu n'est pas seulement notre reine ; tu es notre gardienne et notre divine protectrice.

« Quand le voyageur qui doit traverser ces abîmes monte dans un vaisseau, il regarde si les mâts sont solides, les cordages bien établis, les voiles bien tendues, la machine bien outillée ; et, s'il est satisfait, alors il s'embarque, disant : « La traversée est assurée, elle sera bonne ! » Nous, nous ne regardons que toi, ô croix bien-aimée ! Avec toi, plus de crainte ! nous arriverons triomphants.

« Que crains-tu ? » disait César au nautonnier qui le conduisait sur la mer : « Tu portes César et « sa fortune ! » Hélas ! qu'est devenu César ? ou est allée sa fortune ?

« Pour toi, croix immortelle, te voilà toujours victorieuse, jamais engloutie ; tu surnages au milieu de toutes les tempêtes ; tu survis à tous les événements, à toutes les révolutions, à tous les écroulements d'empire. L'orage a beau bouleverser les flots et entr'ouvrir les abîmes, tu es toujours debout : *Stat crux dum volvitur orbis !* Saluons l'éternelle victorieuse !

« Vive la croix !

« En traversant les mers, tu soulevais le monde. Un jour, tu passas pour la première fois sur ce chemin mobile. Ce n'était qu'une barque fragile, sans mâts, sans rames, sans pilote : là étaient Lazare et Marie-Madeleine, Marthe, les saintes mères de Jacques et de Jean et d'autres disciples. On les avait mis dans cet esquif pour les envoyer à la mort ; mais ils te portaient sur leur poitrine, ô croix ! et avec toi un monde nouveau.

¹ Il est bien entendu que les ABONNÉS de tous les journaux et de toutes les revues publiés par la Société générale de Librairie catholique, jouiront des mêmes faveurs. JÉRUSALEM forme un magnifique volume grand in-8°, imprimé avec caractères elzéviriens sur papier de luxe, et illustré de plus de 100 gravures.

« Et les flots laissèrent passer la barque fragile, et les rives de la Provence tressaillirent en la voyant. L'occident était conquis.

« Onze siècles plus tard, on te foulait aux pieds en Orient, d'où tu nous étais venue, ô croix bénie ! La France, convertie par toi, se leva, et l'Europe avec elle ; et le monde entendit les coups de cette épée formidable des Godefroy de Bouillon, des Tancred, des Richard Cœur de Lion, des saint Louis, Aujourd'hui, le monde, plongé dans les folies, les insanités, les fureurs de nos nouveaux barbares, le monde entendra les grands coups d'épée de nos prières et de nos pénitences ; et ceux-là seront plus terribles encore contre Satan et ses suppôts, que ne le furent ceux des croisades antiques.

« Vive la croix !

« O beau cliquetis de nos armes divines ! fais encore une fois retentir les échos de cette grande mer :

« Vive la croix !

... « Vous osez dire que le Christ s'en va ; et avec nos mille cœurs et nos mille voix, avec la voix de tous ces flots, avec le rouli de ce navire et le sifflement des vents dans ces cordages, avec le bruit de ces machines enflammées, nous vous disons : « Non, non, il revient, il triomphe ! » *In omnem civitatem et locum quo erat ipse venturus.*

... « Tous réunis, soulevons le monde pour le faire arriver à une vie nouvelle ; saluons, par un dernier cri de bonheur et d'amour, toutes ces joies et toutes ces espérances :

« Vive la croix ! »

A ce magnifique discours, nous dit le narrateur, « la foule des pèlerins répond par acclamations : *Vive la croix ! vive Jésus ! vive Léon XIII et l'Eglise ! vive la France !*

Vive la croix ! vive Jésus ! vive Léon XIII et l'Eglise ! vive la France ! ce sera, demain encore, le cri que répéteront les pèlerins du sixième pèlerinage qui vont s'agenouiller à Jérusalem et sur le Calvaire.

Ce sera le cri de ceux qui, à l'occasion des

Noces d'or de S. S. Léon XIII,

vont faire le pèlerinage de Rome, cet autre Calvaire, et répéter devant la croix du Colisée les paroles que mettait, devant cette même croix, aux lèvres de la France fidèle, la vision du PARFUM DE ROME que je rappelais tout à l'heure : « Tu es le trône du Dieu vivant ! S'il plaît à Dieu que tu tombes, nous t'adorerons encore ; si ta chute nous écrase, nous mourrons en t'adorant ; si nous ne mourons pas, nous te relèverons. Que la volonté de Dieu soit faite sur la terre comme au ciel ! »

C'est le cri que répétera, pour nous tous qui ne pouvons aller ni à Jérusalem ni à Rome, l'offrande que nous enverrons, modeste ou abondante suivant nos ressources, mais égale dans l'amour, à

la souscription ouverte pour honorer et célébrer les noces d'or de S. S. Léon XIII, vicaire et représentant sur terre de Jésus crucifié.

Et la fière devise imprimée sur la croix que les pèlerins portent sur leur poitrine, nous l'avons tous gravée dans le cœur et la volonté :

Servire Domino Christo.

Firmin DANGIEN.

SOUSCRIPTION

POUR LES

NOCES D'OR DE S. S. LÉON XIII ¹

PREMIÈRE LISTE

MM. Victor Palmé, à Paris.	100 francs.
Raphaël Trocmé, à Paris.	50 —
J. Albanel, à Paris.	20 —
Léopold Palmé, à Paris.	20 —
Gabriel Aleyoni, à Paris.	20 —
Léopold Grégoire, à Paris.	10 —
Hippolyte Lamulle, à Paris.	10 —
Jules Boulenger, à Paris.	10 —
M ^{me} René, à Paris.	5 —
MM. Antoine Andréi, à Paris.	5 —
Charles Constantin, à Paris,	5 —
Achille Legris, à Paris.	5 —

¹ Nous rappelons la pensée mère et les conditions de cette souscription, telles qu'elles ont été exposées par le Directeur de la Société générale de Librairie catholique dans un de nos précédents numéros.

« Après nous être demandé s'il serait mieux pour nous de faire un livre de grand luxe spécialement dédié à Sa Sainteté, ou de lui offrir une collection complète, richement reliée, de nos grandes publications, nous nous sommes arrêtés à ce dernier choix, parce qu'il nous a paru mieux en rapport avec les difficultés de notre époque et les désirs du Souverain Pontife.

« En effet, pour qu'une publication spéciale de grand luxe, outre l'hommage qu'elle rend à qui elle est dédiée, produise encore des résultats de bien pratique en rapport avec les dépenses qu'elle exige, il faut qu'elle soit largement répandue : et nous savons par expérience quels empêchements le malheur des temps actuels oppose à ceux qui voudraient se la procurer.

« En consacrant, au contraire, une somme égale à une collection qui comprendra toutes nos grandes publications (Bollandistes, Ludolphe-le-Chartreux, Ripalda, Théologiens de Salamanque, Billuart, Rorbacher, etc.), non seulement nous donnerons un témoignage de notre foi et de notre amour, mais nous permettrons à Sa Sainteté d'enrichir, pour le plus grand bien des âmes, la bibliothèque de quelques couvents, de quelques séminaires pauvres ou spoliés : nous correspondrons directement à son désir de recevoir surtout des offrandes qu'Elle puisse distribuer aux églises, aux missions, aux communautés dépourvues de ressources.

« Nous faisons donc appel à nos sociétaires, à nos auteurs, à nos clients, à nos amis, pour qu'ils se joignent à nous. Le nombre des souscripteurs, ne pussent-ils donner qu'une obole, augmentera la valeur de l'hommage : en nous réunissant, nous pourrions offrir un cadeau de famille qui corresponde mieux à l'ardeur de nos sentiments.

« *L'Ami des Livres* publiera les souscriptions que nous recevrons, et sera envoyé, comme accusé de réception, à tous les souscripteurs.

« Nous imprimerons également la liste de nos souscripteurs en tête d'un Album illustré qui donnera, comme hommage de toute notre œuvre à Sa Sainteté, le résumé des principales publications que nous avons faites pour servir l'Eglise. Cet album sera envoyé au Souverain Pontife et déposé à la Bibliothèque Vaticane ; et nous l'adresserons également à tous ceux de nos amis qui nous auront remis une offrande *minima* de 5 francs. »

Roche, à Paris,	5	—
Etienne Alexandre, à Paris.	5	—
Gaston Chanteux, à Paris.	5	—
Pierre Legrand, à Paris.	5	—
Just Poisson, à Paris.	5	—
Jules Bouvret, à Paris.	5	—
Roux, à Paris.	5	—
Jean-Baptiste Trobas, à Paris.	5	—
Henrico Guasco, à Paris.	5	—
Charles-Edouard-Léon Quarre, à Paris.	5	—
Julien Popelin, à Paris.	5	—
Antoine Dauzat, à Paris.	5	—
Jules Brichet, à Paris.	5	—
Albert Albanel, à Paris.	5	—
Tueur.	5	—
l'abbé Richemond, curé de Saint-Claire-sur-Rhône (Isère).	5	—
M ^{me} Perrault A.-F. à Vallières (Indre-et-Loire).	10	—
MM. le chanoine François-Marie Gailard, doyen du Chapitre de Saint-Claude (Jura).	10	—
l'abbé Constans, à Bordeaux.	5	—
M ^{me} la baronne de Scalibert, à Scalibert (Tarn).	10	—
MM. Gonon, curé-doyen de Martigues (Bouches-du-Rhône).	5	—
le chanoine Anglade, supérieur du Grand-Séminaire d'Amiens.	10	—
l'abbé Grenot, curé d'Ouroux-s-Bois (Saône-et-Loire).	5	—
Dufeutrelle, à Auxi-le-Château (Pas-de-Calais).	5	—
l'abbé Carrière, curé de St-Maurice-d'Orient (Aveyron).	5	—
M. et M ^{me} Lecerc et leurs enfants à Cany-en-Caux (Seine-Inf.)	5	—
MM. Perriot, supérieur du Grand Séminaire de Langres.	10	—
Maugère, professeur au Grand-Séminaire de Langres.	5	—
Richard, professeur au Grand Séminaire de Langres.	5	—
Rallet-Bideaud, imprimeur à Langres.	5	—
Varney, comptable à l'imprimerie.	4	—
Courtot, conducteur des machines.	4	—
L. Varney, typographe.	4	—
J. Schaff, id.	4	—
Maitrier, prote.	4	—
Firmin Dangien, à Paris.	10	—
Total de la première liste.	450	francs.

COURRIER DE L'UTILE

Le savant juriste de l'*Ami du clergé* a donné plus haut, avec sa compétence habituelle, d'excellents conseils sur la manière dont il convient de

traiter et d'agir avec les facteurs d'orgues. En somme, c'est une leçon de bonne administration qu'il a écrite.

Mais serait-il donc vrai que « dans bien des églises on a placé des orgues à cylindre ? » Vraiment, ces orgues-là seraient tout-à-fait de *barbarie*, et absolument impuissants à remplir la fonction que la liturgie attribue à l'orgue, à l'orgue du chœur surtout, le seul que la généralité des églises puisse avoir.

Quelle est la fonction de l'orgue et de l'organiste ? Voici comment répondait à cette question, en 1847, S. E. le cardinal de Bonald : « Son devoir est d'ACCOMPAGNER LE CHANT DE L'EGLISE afin d'effacer en quelque sorte par les accords simples et religieux de son magnifique instrument toutes les déficiences des voix peu exercées. Il faut que les fidèles viennent dans nos temples non pas pour admirer les effets de l'orgue, mais pour chanter et prier avec lui. »

Et Benoît XIV, dans sa Constitution *Annus*, a écrit : « Adhibeantur solummodo (les orgues) ad vim quamdam *verborum cantui* adiciendam, ut magis magisque audientium mentibus eorum sensus infigatur, commoveanturque fidelium animi ad spiritualium rerum contemplationem, et ergo Deum divinarumque rerum amorem incitentur. »

Je me demande comment une machine, qui ne sait que moudre bêtement quelques airs toujours identiques, pourrait répondre à cette loi et à cette mission.

Rien, du reste, de plus facile que de former un organiste capable d'accompagner le plain-chant des offices, et spécialement les *Kyrie*, *Gloria*, *Credo*, *Sanctus* et *Agnus*, appropriés au temps et au grade de la fête, les psaumes et les hymnes des Vêpres, quatre ou cinq leçons théoriques et un peu de pratique graduelle y suffiront. Les leçons théoriques, l'*Ami du Clergé* pourra les donner en quelques colonnes qui seront, je crois, vraiment utiles.

En attendant, je recommande à nos lecteurs le Chapitre IX des *Notions générales sur la liturgie*, où notre éminent collaborateur, M. le professeur Maugère traite du plain-chant, de l'orgue et de la musique à l'église ¹.

¹ Un fort vol. in-12. Prix : 3 francs. Société générale de Librairie catholique.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 2 martii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE S. JOSEPH : LES DEUX JOSEPH

Fecit me quasi patrem Pharaonis, et dominum universæ domus ejus, et principum in omni terra Ægypti. (Gen., XLV, 8.)

L'ancien Testament, d'après l'enseignement de S. Paul, était figuratif du nouveau. Par son histoire, son culte, ses cérémonies il était une prophétie de l'histoire du peuple chrétien et du culte évangélique. Ses principaux personnages représentent à l'avance Notre-Seigneur Jésus-Christ, la très sainte Vierge Marie, et les principaux personnages de la loi nouvelle. Or, à côté de l'auguste Mère de Dieu, à l'aurore du christianisme, je vois resplendir l'imposante physionomie du père nourricier du Sauveur, de l'illustre S. Joseph. Il a dû être figuré; et il l'a été en effet de la manière la plus frappante par le fils de Jacob, le patriarche Joseph : *Hæc autem omnia in figura contingebant illis* (I Cor., x, 41). Parlant du glorieux époux de Marie, S. Bernard s'exprime en ces termes : « Il ne porta pas seulement le nom du grand patriarche qui fut vendu en Egypte, mais il a eu en partage sa chasteté, son innocence et ses grâces. De même que Joseph vendu par ses frères et conduit en Egypte figure la vente de Jésus-Christ par le traître Judas; ainsi Joseph fuyant la jalousie d'Hérode porta Jésus en Egypte. L'un fidèle à son maître, respecte l'épouse de ce dernier; l'autre respecte la virginité de la mère de son Seigneur, et garde fidèlement la continence. L'intelligence des songes est accordée au premier Joseph, et le second reçoit dans son sommeil la connaissance des mystères sacrés. Le ministre de Pharaon met en réserve du froment non pour lui-même, mais pour le peuple; l'époux de Marie reçoit la garde du pain vivant descendu du ciel, pour lui-même et pour tout l'univers ¹. » C'est une chose tellement certaine que l'ancien Joseph fut la figure du nouveau, que l'Eglise, dans l'office de la fête de S. Joseph et dans celui de son patronage, pour faire l'éloge de l'époux de Marie, se borne, pour ainsi parler, à reproduire ce que le Saint-Esprit a dit du fils de Jacob au livre de la Genèse. Mettant à profit cet enseignement de l'Eglise, nous ferons l'éloge du glorieux et puissant S. Joseph en le mettant en parallèle avec l'ancien Joseph. Nous ferons ressortir sa sainteté et sa dignité en montrant comment elle a été esquissée, dans la personne de celui qui a eu l'honneur de le figurer, des siècles nombreux à l'avance.

I

« Si les princes de la terre, » dit saint François de Sales ², « ont tant de soin de donner à leurs enfants un gouverneur qui soit des plus capables, et puisque Dieu pouvait faire que le gouverneur

de son Fils fût l'homme le plus accompli du monde en toute sorte de perfections, selon la dignité et excellence de la chose gouvernée, qui était son Fils très glorieux, prince universel du ciel et de la terre, comment se pourrait-il faire que, l'ayant pu, il ne l'ait voulu et ne l'ait fait? Il n'y a donc nul doute que S. Joseph n'ait été doué de toutes les grâces et de tous les dons que méritait la charge que le Père éternel lui voulait donner. » « S. Joseph, » s'écrie le dévot M. Olier, « ayant été choisi pour être l'image de Dieu le Père, c'était une chose admirable de voir les vertus et les perfections de cette sainte personne. Quelle sagesse! quelle force! quelle prudence! quelle simplicité! Je ne crois pas que jamais il y eut rien de pareil au monde. L'excellence de ce grand homme est incomparable. »

Or, cette sainteté incomparable a été merveilleusement prophétisée et représentée par la sainteté du patriarche Joseph.

Joseph, fils de Jacob, est une des plus radieuses figures que l'ancien Testament présente à nos regards. Il est admirable de tout point, et l'œil le plus difficile ne peut discerner dans sa vertu la moindre tache. Admirable dans sa tendre enfance : la robe de diverses couleurs que lui donne son père est une image des diverses vertus qui ornent son âme, et tout jeune encore il mérite les communications du ciel dans les deux songes qui présagent sa grandeur future; et plus tard, en Egypte, Dieu lui explique le songe du grand panetier et du grand échanson, ainsi que celui de Pharaon, parce qu'il persévère dans la pureté du cœur : *Beati mundo corde quoniam ipsi Deum videbunt*; il est plus aimé par son père que ses frères non-seulement parce qu'il est l'enfant de sa vieillesse, mais parce qu'il est le plus craignant Dieu. — Admirable en obéissance : son père lui donne des ordres et il les exécute promptement, gracieusement, diligemment; il obéit aux marchands Ismaélites; il obéit à Putiphar; il obéit au roi d'Egypte; et parce qu'il est « le parfait obéissant qui remporte des victoires, *vir obediens loquatur victorias*, » tous les offices qui lui sont confiés réussissent à merveille, Dieu étant avec lui : *Erat vir in cunctis prospere agens*. — Admirable en chasteté : il voit ses frères commettre un crime honteux, pour leur correction, il le déclare à Jacob; l'épouse de Putiphar multiplie les sollicitations pour le séduire, il résiste victorieusement. — Admirable en esprit intérieur : il voit le nom de Dieu dans tous les événements : *Pro salute vestra misit me Deus ante vos in Ægyptum*; il se tient constamment sous le regard de Dieu : « Comment, dit-il à la femme de Putiphar, comment pourrai-je commettre ce forfait en présence de mon Dieu? »

— Admirable en patience : quels que soient les événements, quelles que soient ses épreuves, il ne se décourage point, il ne perd point sa confiance en Dieu : ses frères lui portent une implacable jalousie, ils ne peuvent ni le voir, ni lui parler, il ne se plaint point; ses frères le dépouillent de ses

¹ Homilia II super Missus est.

² Entretiens spirituels.

vêtements et le jettent au fond d'une citerne pour le laisser mourir de faim, il ne se plaint point; ses frères le vendent comme un vil esclave à des marchands Ismaélites qui l'emmenent loin de son pays, en exil, il ne se plaint point; il est faussement accusé par la femme de Putiphar et jeté en prison injustement, il ne se plaint point; après avoir rendu service au grand échanson, il est oublié par lui, il ne se plaint point : *Patientia opus perfectum habet!* — Admirable en charité : comme il aime ses semblables et les nourrit avec empressement et générosité pendant les années de disette! comme il aime son maître Putiphar en se dévouant à son service et en respectant son autorité! comme il aime son prince, le Pharaon, en lui soumettant les esprits, les cœurs, les biens de ses sujets! comme il aime son vénérable père, avec quelle sollicitude il s'informe de sa santé, avec quel bonheur il lui envoie des présents et la nouvelle de sa gloire, avec quel zèle il le fait venir auprès de lui, avec quel respect il va à sa rencontre, avec quelle ardente affection il se jette dans ses bras et le couvre de ses baisers, avec quel bonheur il le présente au roi, avec quelle sollicitude il l'établit dans la meilleure contrée de l'Égypte! Comme il aime ses frères qui cependant se sont conduits si iniquement, si cruellement à son égard! après une si longue séparation, à peine les a-t-il vus que son cœur les a reconnus, il leur a pardonné depuis longtemps, il leur donne des vivres gratuitement, il est impatient de voir Benjamin; il éprouve prudemment les sentiments de ses frères, et quand il s'est assuré de leurs bonnes dispositions, en versant des larmes de tendresse il s'écrie : « Je suis Joseph! mon père vit-il encore! » Et comme ses frères glacés d'effroi n'osaient préférer une parole : « Approchez-vous de moi, leur dit-il avec douceur, je suis Joseph, votre frère, que vous avez vendu pour être emmené en Égypte. Ne craignez point et ne vous affligez pas de ce que vous m'avez traité ainsi; car Dieu m'a envoyé avant vous pour vous conserver la vie; ce n'est point par votre conseil que cela est arrivé, mais par la volonté de Dieu. Allez dire à mon père que Dieu m'a établi sur toute l'Égypte, qu'il se hâte de venir : il demeurera auprès de moi, lui et toute sa famille. Vous voyez de vos yeux que c'est moi qui vous parle; annoncez à mon père le haut rang où je suis élevé, hâtez-vous de me l'amener. » Et il se jette au cou de Benjamin, et l'embrasse en pleurant, il embrasse de même ses autres frères avec tendresse et il leur recommande de ne point se courroucer le long du chemin!

Oh! que cette sainteté est une admirable figure d'une sainteté plus admirable encore!

Joseph, l'époux de Marie, est non seulement admirable, mais héroïque en vertus : *Joseph autem cum esset justus*. Réservé par la divine Providence au plus sublime ministère qui puisse être confié à une créature; destiné à être le véritable époux de l'auguste mère de Dieu, le père nourricier de l'Enfant-Jésus, son guide et son protec-

teur, il a reçu une sanctification plénière qui dépasse de beaucoup celle du plus parfait des anges : *Joseph autem cum esset justus!* Il réalise à la perfection la signification de son nom qui veut dire « accroissement. » Par sa fidélité à la grâce, par les prières et les exemples de Jésus et de Marie, par leurs puissantes et salutaires influences, il croit sans cesse en sainteté : *Joseph autem cum esset justus!* Son cœur brûle d'une charité plus ardente que celle du plus sublime des séraphins. Son esprit est inondé de plus de lumières que le plus lumineux des chérubins; il est orné d'une pureté plus brillante que les purs rayons du soleil; il est d'une humilité plus profonde que les profonds abîmes; lui qui commande au Maître du monde, il est d'une obéissance qui surpasse toute expression; sans réplique, sans observation, sans délai, au milieu de la nuit, conformément à l'ordre de l'ange, il s'enfuit en Égypte, dans un pays étranger, pour sauver le Sauveur du monde et la reine de l'univers, et cela sans ressources; il vit toujours en présence de Dieu, pauvre, ignoré, travaillant d'un obscur métier pour subvenir à l'entretien de la sainte famille; il est patient d'une patience à toute épreuve, souffrant courageusement, vaillamment, généreusement les peines les plus cuisantes, les angoisses les plus douloureuses : et la mystérieuse conception de Marie, et les durs refus de Bethléem, et les menaces d'Hérode, et l'exil, et la perte de Jésus à Jérusalem, et les rigueurs du travail, et les peines de la pauvreté à Nazareth : *Joseph autem cum esset justus!* Que dire du glaive de douleur qui transperça son cœur, depuis la prophétie de Siméon, alors qu'il songeait aux souffrances qui attendaient Celui qui voulait bien l'appeler son Père? Ces souffrances étaient un ineffable martyre enduré sans la moindre plainte, sans la moindre amertume, avec la confiance la plus généreuse, par amour pour Dieu et pour les hommes ses frères : *Joseph autem cum esset justus!*

Voilà une faible esquisse de la sainteté du glorieux patriarche de la loi nouvelle. N'est-il pas vrai que ce grand saint mérite bien pour sa vertu notre souveraine estime? Mais S. Joseph n'est si grand en sainteté que parce qu'il était destiné à la plus éminente dignité. Étudions-la, cette dignité, par comparaison avec celle de l'ancien Joseph.

II

Quand le fils de Jacob eut expliqué au Pharaon le songe dont les devins Égyptiens n'avaient pu lui donner l'interprétation, le roi lui dit : « C'est vous-même que j'établis aujourd'hui pour commander à toute l'Égypte. Tous mes sujets vous obéiront, et vous serez, après moi, le premier de mon royaume. » En même temps il ôta son anneau et le mit au doigt de Joseph; il le fit ensuite monter sur son char et il ordonna à un héraut de crier que tout le monde fléchit le genou devant Joseph; il changea aussi son nom et lui en donna un qui signifiait en langue égyptienne : *sauveur du monde*,

Et les ordres du roi furent exécutés, et Joseph devint le chef de l'Egypte, et il était comblé d'honneurs, et il nourrit tout le peuple pendant la famine.

C'est bien là l'image de la dignité, de la puissance, et des bienfaits de S. Joseph.

Lui aussi est le conseiller de son Roi; lui aussi est placé à la tête, non pas d'une nation, mais de l'univers entier, étant constitué par Dieu le chef de la sainte Famille, le guide du Seigneur de l'univers : lui aussi est *comme le père du Roi des rois*, il en a le titre, le Verbe incarné l'honore de ce nom, et il ressent pour Jésus les plus vifs sentiments du plus ardent amour paternel : *Fecit me quasi patrem regis*; lui aussi est en un sens Sauveur du monde : *Vocant eum... salvatorem mundi*, « car il a donné au monde, non point le pain matériel comme l'ancien Joseph, mais le pain du ciel qui donne la vie surnaturelle, le pain vivant qui est Notre-Seigneur Jésus-Christ. » (S. Bernardin de Sienne, serm. I sur S. Joseph.)

La dignité, la gloire, la bienfaisance de l'ancien Joseph ne furent que passagères; pour le nouveau Joseph elles n'auront point de fin. Ce dernier seulement est vraiment un fils de progrès : *Filius accrescens Joseph, filium accrescens*; ce dernier surtout est comblé de bénédictions incomparables : *Benedictiones patris tui confortatæ sunt benedictionibus patrum ejus* ! Au ciel il est établi sur un trône un peu au-dessous de la Reine du paradis, de l'auguste Marie, rayonnant de toutes les splendeurs de la gloire : *Uno tantum regni solio te præcedam*; au ciel il a un souverain pouvoir et toutes ses volontés sont accomplies : *Tu eris super domum meam et ad oris tui imperium cunctus populus obediet*; au ciel il reçoit des élus et de toute l'Eglise militante des hommages de plus en plus solennels : *Fecit eum ascendere super currum suum secundum, clamante præcone, ut omnes coram eo genu flecterent, et præpositum esse scirent universæ terræ Ægypti*; du haut du ciel il ne cesse de répandre d'innombrables bienfaits sur l'Eglise universelle dont il est le patron officiel, et sur chacun des fidèles qui l'invoquent avec confiance : *Salus nostra in manu tua est* !

Autrefois quand les peuples affamés accouraient auprès du Pharaon pour lui demander des aliments, il leur disait : « Allez à Joseph et tout ce qu'il vous dira faites-le. » Aujourd'hui une famine d'un nouveau genre, famine de vérité, famine de sainteté, famine de courage et d'énergie, famine de consolation se fait sentir. Dieu, par la bouche de l'Eglise, nous dit aussi : « Allez à Joseph, et tout ce qu'il vous dira par ses inspirations, par ses exemples, par ses influences salutaires, faites-le : *Ite ad Joseph et quicquid ipse vobis dixerit facite*, allez à Joseph, il peut, il veut vous faire du bien. Allez à Joseph, vous, les grands du monde, vous dirai-je avec un pieux auteur¹ : Il

était de la famille royale de sa nation et il sait ce qu'il faut à l'âme et au cœur des grands, des puissants, des riches, des illustres. — Allez à S. Joseph, vous, les humbles et les déshérités; il vécût de votre vie pauvre, souffrante, tourmentée; il saura vous envoyer force, courage, espérance et consolation. — Allez à S. Joseph, vous, les petits enfants : il éleva l'Enfant Jésus avec un dévouement héroïque, l'emmenant furtivement en Egypte pour le sauver du massacre des innocents; travaillant là-bas bien durement, sur cette terre étrangère, pour lui adoucir de son mieux l'exil; le ramenant ensuite, dès le premier moment propice, pour lui rendre sa parenté, son pays. Oh ! qu'il aime l'Enfant Jésus, et, à cause de lui, combien il aime toujours les petits enfants ! — Allez à Joseph, vous, époux et chefs de famille : il vous enseignera à aimer votre foyer, à y répandre l'ordre, la joie, le bien-être, à en éloigner la présence du méchant, à y attirer les bénédictions. — Allez à S. Joseph, vous, la grande famille des travailleurs : il est le premier ouvrier chrétien; à son école on apprend l'art de sanctifier les peines, les privations, les fatigues, l'art d'ennoblir son travail en le faisant sous l'œil de Dieu et pour le bien des hommes. — Allez à S. Joseph, vous tous, pieux chrétiens pour qui le temps s'efface : il est le patron de la bonne mort, car, au témoignage de la tradition, Jésus voulut être à son chevet, et c'est dans ses bras et ceux de la sainte Vierge qu'il rendit, avec calme et douceur, son dernier soupir. Invoquez-le, réfugiez-vous en lui à l'heure suprême. « Seigneur, dira-t-il pour vous à Jésus, cette âme est venue chercher dans mon sein un asile contre votre justice : au nom de la mort bénie que vous m'avez faite, recevez-la, je la remets entre vos mains ! »

CONGRÉGATIONS ROMAINES¹

Nous insérons très volontiers la lettre ci-dessous de M. le vicaire général de Carthage, et la traduction du Bref qui confère des privilèges spéciaux aux membres du Chapitre de Carthage. Nous prions M. le vicaire général d'agréer nos remerciements pour cette bienveillante communication.

Paris, le 21 février 1887.

Monsieur le Directeur.

Je lis dans un article de votre Revue « l'Ami du Clergé », en date du 20 janvier dernier, une consultation sur les canonicats de Carthage.

Vous y répondez très sagement que c'est l'évê-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

que seul qui peut donner avec autorité une interprétation des actes du Saint-Siège qui concernent son diocèse. Quant au Bref par lequel le Souverain Pontife a daigné enrichir le Chapitre de Carthage de privilèges spéciaux, en voici la traduction qui a déjà paru dans les journaux religieux et qui ne paraît avoir besoin d'aucune explication nouvelle tant il est clair et précis.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

C. BRINCAT,

Vicaire général de Carthage.

LÉON XIII, PAPE, POUR PERPÉTUELLE MÉMOIRE

» Selon l'usage des Pontifes romains, Nos prédécesseurs, Nous avons coutume de rendre plus vénérables, en leur accordant des honneurs particuliers, les ecclésiastiques qui accomplissent leur ministère dans les temples les plus illustres, pour qu'ils puissent ainsi s'attirer de plus en plus le respect du peuple chrétien et montrer, par leur costume même, combien ils sont placés au-dessus des autres en grandeur et en dignité.

« Or, comme il Nous a été exposé par Notre vénérable Frère Dominique, archevêque de Tyr, secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande, que Notre cher fils Charles, Cardinal Lavigerie, par dispense apostolique, archevêque de Carthage, désire que nous accordions aux chanoines de ce chapitre métropolitain le titre et le costume de Nos Chapelains d'honneur, Nous avons très volontiers acquiescé à ce vœu. C'est pourquoi, voulant donner un témoignage de Notre particulière bienveillance à tous ceux que concernent Nos présentes Lettres, et les ayant, dans ce but, absous auparavant de toute censure ou sentence d'excommunication, d'interdit ou autre portées contre eux pour quelque raison que ce soit, si par hasard ils les avaient encourues, et les considérant comme absous de Notre Autorité Apostolique, en vertu des présentes Lettres, Nous accordons qu'à perpétuité les Chanoines du Chapitre métropolitain de Carthage puissent et doivent jouir du titre et des insignes de Nos Chapelains d'honneur, décernant que les présentes Lettres doivent rester, à jamais, fermes, valides et efficaces et servir à perpétuité en tout et pour tout, de la manière la plus pleine à ceux qu'elles concernent, enlevant, à cet égard, tout pouvoir de rien décerner de contraire à tous juges ecclésiastiques, Ordinaires ou Délégués, même aux Auditeurs des Causes du Sacré Palais apostolique, aux Nonces du Saint-Siège et aux Cardinaux de la sainte Église romaine, même légats *a latere*, ou à aucun d'entre eux pris en particulier, de juger ou d'interpréter autrement les présents privilèges, déclarant nul et de nul effet ce qu'il arriverait à quelqu'un d'entre eux, soit sciemment, soit inconsciemment, d'attenter contre ces droits, nonobstant toute autre disposition contraire.

« Donné à Rome, près Saint-Pierre, sous l'an-

neau du pêcheur, le vingt-huitième jour de mars de l'année 1886, de Notre pontificat la neuvième,

« Signé : M. Cardinal LEDOCHOWSKI. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Faut-il dire la Commémoration ou bien la Commémoration de S. Paul au 30 juin ? Les Semaines religieuses ne sont pas d'accord sur ce point.

2^o Lors d'un service pour un ecclésiastique (30^e jour ou bout de l'an), le catafalque doit-il avoir les pieds tournés vers l'autel ou vers l'entrée de l'église ? *L'Ami* ne l'a pas dit d'une manière nette et précise.

3^o Avec quelle proportion de stéarine et de cire mélangées la bougie du saint Sacrifice demeure-t-elle liturgique ? Question importante pour bon nombre des curés de campagne qui, pour raison d'économie, refondent eux-mêmes leurs vieilles cires.

Ad I. Il semble plus convenable de dire Commémoration que Commémoration de saint Paul ; parce que le mot Commémoration est universellement employé pour désigner la mention ou mémoire que l'on fait d'un saint le jour où l'on célèbre un autre Office. Puisque l'on fait l'Office même de saint Paul et non sa mémoire, il convient donc de ne pas se servir du mot Commémoration. Une seconde raison, c'est que les meilleurs dictionnaires français l'entendent comme nous.

Ad II. Nous n'avons pas donné de réponse catégorique, parce que nous pensions qu'on ne peut pas en donner ; et nous le pensons encore aujourd'hui ; car c'est une question controversée. Gavantus croit que le catafalque pour un prêtre doit être tourné comme l'était le cercueil au jour de l'enterrement, c'est-à-dire la tête du côté de l'autel ; d'autres comme Le Vavas seur, Bouvry, etc, enseignent que le catafalque, lorsque le corps du prêtre est absent, doit être tourné comme le catafalque des laïcs ; d'autres enfin comme Janssens et Cavalieri n'expriment pas clairement leur manière de voir.

Mais quelle que soit la direction donnée au catafalque d'un prêtre défunt, le célébrant doit toujours se placer entre l'autel et le catafalque, et par conséquent le porte-croix doit toujours se tenir entre le catafalque et la porte de l'Eglise ; les rubriques du Rituel, du Missel et du Cérémonial des Evêques ne souffrent pas une autre interprétation.

Ad III. Nous avons déjà dit que la cire devait être pure ; car le mot *cerà* qu'on retrouve dans les divers livres liturgiques, n'a pas d'autre sens. Nous avons d'ailleurs cité des circulaires émanant du Cardinal-Vicaire exigeant strictement de la cire pure, et menaçant de diverses peines les infracteurs de la rubrique.

D'autre part, nous savons qu'un certain nombre d'Evêques français autorisent l'usage des cierges contenant une petite quantité de subs-

tances étrangères, par exemple un quart, ou un cinquième. Ces prélats ont-ils un Indult du Saint-Siège? Nous l'ignorons.

On nous a déjà demandé si Rome avait déjà accordé la permission générale de mêler à la vraie cire une quantité, même minime, de substance étrangère. Nous ne connaissons pas de concessions de ce genre.

Q. — J'aurais eu une double observation à faire sur une double solution qui m'a semblé contradictoire au sujet d'un vicaire de chapelle, ayant les pouvoirs de curé et ne dépendant nullement du curé de la paroisse où se trouve cette trêve et chapelle, puisqu'il y exerce tous les pouvoirs; je demandais à qui incombait l'obligation de dire la messe pour cette partie de la paroisse? au curé, ou au vicaire y exerçant les fonctions de curé et jouissant des émoluments, excepté le traitement de l'Etat et le titre de curé.

Après des mois et des mois, au moment que je ne m'y attendais plus, il a été répondu par la rédaction que c'était au titulaire de la paroisse principale. J'en doutais. Plus tard, une question identique a été posée d'un autre côté et la réponse a été que c'était au vicaire à résidence, qui réellement a charge d'âmes, puisqu'il ne dépend pas du curé de la paroisse, quoiqu'il en porte le titre de vicaire. Cette solution me semble plus rationnelle. Je ne saurais indiquer les numéros et encore moins les pages, puisque la table générale n'a pas encore paru; mais ces solutions diverses m'ont frappé parce que j'y étais plus ou moins intéressé. A laquelle de ces deux solutions faut-il définitivement s'en tenir?

R. — L'obligation de la messe *pro populo* suit la charge d'âmes et n'existe que pour l'évêque, le curé, le prêtre chargé de desservir une paroisse privée de curé.

Elle n'existe pas pour le vicaire qui dessert pour son curé une chapelle, ou une autre église non paroissiale; ni pour le vicaire desservant pour le compte de son curé une paroisse vacante dont celui-ci est chargé; mais elle existerait pour le vicaire personnellement chargé de desservir une paroisse vacante, ou une église à laquelle serait attachée la charge d'âmes.

L'opposition qu'on nous signale entre les deux solutions que nous avons données (1885, p. 557, et 1886, p. 241), vient de ce que, dans le premier cas, d'après les termes de la question, il a paru que le vicaire à résidence n'avait pas charge d'âmes, ni de paroisse ou de territoire proprement dit; tandis que, dans le second cas, on en a jugé autrement.

La première solution était-elle conforme au véritable état des choses? Il nous est difficile de le savoir avec certitude. Car, d'une part, on voit bien le vicaire exercer les fonctions paroissiales; mais, d'autre part, rien n'établit que le quartier où il réside ait été détaché de la paroisse pour constituer une nouvelle paroisse. Comme la question posée disait positivement que ce quartier n'avait pu encore être érigé en paroisse, que le vicaire y exerçait ses fonctions avec la seule autorisation de l'évêque, sans qu'il fût fait mention d'aucune des formalités nécessaires pour le démembrement d'une paroisse, nous avons admis l'hypothèse que le vicaire n'avait pas charge d'âmes. Si l'on éta-

blit qu'il en est autrement, la solution devra changer.

Q. — 1^e Je suis curé dans une paroisse où il est d'usage que quelques familles ont une dévotion toute spéciale à un saint déterminé et ont l'habitude de me faire dire une neuvaine et chanter une messe tous les ans, en ce jour de fête, après quoi il faut aller assister avec des amis de la famille à un frugal repas qui m'est offert et comme honoraire de ladite messe, et comme compensation de ce que je leur fais la neuvaine.

Suis-je obligé, *en justice*, à dire *ob prandium* la messe en question, quoique je leur aie fait savoir, dans le temps, que je n'entendais nullement leur céder l'intention pour un déjeuner, et que celui-là seul était sûr de son affaire, qui payait la messe? Et cependant, je suis persuadé que lorsque j'accepte l'invitation (et je ne puis refuser, autrement... *iræ...*), on s'attend à avoir l'application fût-ce même en un jour de fête supprimée.

2^e Un de mes confrères a pour patron de sa paroisse saint Mamilien, et en célèbre la fête le 15 septembre en prenant la messe et l'office du Commun des martyrs Pontifes; c'est aussi ce qu'ont fait tous ses prédécesseurs: aujourd'hui il est dans l'incertitude si son patron est réellement martyr, ou s'il est plutôt confesseur, car il a remarqué ceci sur un Bréviaire: « Die XIII septembris festum translationis SS. Mamiliani et aliorum confessorum. » Renseignez-nous un peu touchant ceci: y aurait-il par hasard deux saints du nom de Mamilien? Ou bien s'est-on trompé jusqu'à présent en honorant ledit saint comme martyr?

R. — Ad I. Il semble que l'usage et la manière dont les fidèles entendent la chose, font du repas l'honoraire de la messe. Ce que le curé a dit autrefois ne semble pas avoir suffisamment ni efficacement détruit la persuasion générale. Lui-même a contribué à l'entretenir en faisant comme par le passé. Il en résulte que les fidèles se croient sûrs de l'application et qu'ils ne croient pas devoir un autre honoraire. En acceptant l'invitation sans autre explication, le curé consent à ce qu'il en soit ainsi, et conséquemment il doit l'application de la messe.

Un jour de fête supprimée, le curé doit l'application à sa paroisse: il ne peut, sans Indult, appliquer à une autre intention. Qu'il le fasse savoir aux intéressés, pour qu'il n'y ait aucune surprise.

Ad II. Le Martyrologe romain n'indique qu'un seul saint qui porte le nom de Mamilien, et il le qualifie de martyr. Voici les paroles mêmes du Martyrologe au 12 mars:

« Item Romæ Sancti Mamiliani martyris. »

Q. — Tout en vous remerciant pour la réponse à une question précédente, je vous prie, Monsieur le Directeur, de vouloir bien insérer dans l'*Ami du Clergé*, si vous le jugez à propos, une petite explication des mots: Tout mélange au vin de messe d'un liquide autre que du vin rend ce vin matière illicite pour le saint sacrifice.

Faut-il entendre ces mots Tout mélange dans le sens *rigoureux* et quelles preuves pourrait-on donner qu'un mélange, même minime, rend le vin matière illicite?

R. — Formulé d'une manière générale, le principe que tout mélange de liquide étranger rend le vin illicite pour la sainte messe, est certain et doit se prendre dans la rigueur des termes. La preuve en est qu'on ne peut licitement modifier en quoi

que ce soit la matière des sacrements, et plus particulièrement la matière de la sainte Eucharistie. Aux raisons, connues de tous, qui ne permettent aucune altération pour la matière des autres sacrements, s'ajoutent les raisons suivantes :

1^o La sainte Eucharistie est le plus saint des sacrements : il a donc droit à un plus grand respect ; or, ce serait manquer de respect à un sacrement que d'altérer sa matière.

2^o Les saintes espèces qui persévèrent après la consécration, contiennent le corps et le sang de N.-S. ; or, il ne convient pas qu'il y ait la moindre altération dans ce qui est avec le corps et le sang de N.-S. en relation si étroite. On exige l'or pour les vases sacrés en contact avec les saintes espèces : comment permettrait-on une addition de matière profane dans les saintes espèces elles-mêmes ?

3^o La matière même de la consécration est l'objet du merveilleux changement de la transsubstantiation, lequel n'a lieu que sur la substance du vin. Comment pourrait-il être permis de mélanger à celle-ci des substances étrangères qui, par elles-mêmes, ne sont point susceptibles de ce changement miraculeux ?

Il est donc incontestable que tout mélange rend le vin illicite pour la sainte messe.

Toutefois nous avons dit que, en cette matière, comme dans les autres, il peut y avoir lieu à faire application du principe : *parum pro nihilo reputatur*. Et en effet, il est impossible d'obtenir une telle pureté qu'on puisse assurer qu'il n'y a pas, avec le vin, quelques éléments de matières étrangères. Les meilleurs collages y laissent toujours quelque chose : si une tolérance n'était admise pour les quantités minimales, on ne pourrait jamais avoir de vin certainement et rigoureusement licite, ce qui serait absurde.

Mais en ce genre, la tolérance ne saurait aller loin, tant à cause de la sainteté du divin sacrifice et du rapport intime qui existe entre la matière elle-même et les divins mystères, qu'en raison de la facilité qu'il y a de produire par le mélange une altération du vin.

Pour que la tolérance fût applicable, en dehors d'une décision du Saint-Siège, qui en étendrait les limites, il faudrait que le liquide ajouté fût en si petite quantité, qu'on pût en toute vérité et au jugement de tout le monde la regarder comme nulle. La raison en est que le principe qui exclut le mélange est grave, absolu, rigoureux.

Q. — Dans l'*Ami du Clergé*, n^o 37 du 16 septembre dernier, vous nous dites que le 5^e dimanche après l'Epiphanie devra être anticipé en 1887, et que l'office doit en être fait le 3 février. Mais peut-on réciter en ce jour un office votif ? Carpo répond négativement dans son *Kalendarium perpetuum*, ch. III, art. 4. Cependant un grand nombre d'ordos (pour n'en citer que quelques-uns : Lyon, Cambrai, Autun, Dijon, etc....) pensent le contraire, puisqu'ils indiquent au 3 février l'office du 5^e dimanche après l'Epiphanie et *ad libitum* l'office votif du Saint-Sacrement. Peut-on réciter l'un ou l'autre, ou bien doit-on réellement dire l'office du

dimanche anticipé ? — Quelques ordos même indiquent seulement au 3 février l'office votif, et ne font mémoire du 5^e dimanche que le samedi 5 février, fête de sainte Agathe. Que pensez-vous de cette rédaction ? Je serais bien aise de connaître votre avis.

R. — Comme nous l'avions dit au n^o du 16 septembre, on devait anticiper au jeudi 3 février le 5^e dimanche après l'Epiphanie, car les Rubriques générales du Bréviaire le disent expressément au titre IV de *Dominicis*, nos 4 et 5.

Voyons la rubrique du n^o 5. Si un des dimanches d'après l'Epiphanie, dit-elle, est de reste, et ne peut pas être placé non plus après le 23^e dimanche de la Pentecôte, on doit l'anticiper comme il a été dit au n^o 4 :

« Cum vero interdum contingat ut Dominica, III, vel IV, vel V, vel VI post Epiphaniam supersit, nec possit poni etiam post XXIII a Pentecoste, tunc de ea fit officium in Sabbato ante Dominicam Septuagesimæ, ut dictum est supra numero precedenti. »

Or que dit ce n^o 4 ? C'est qu'on place l'office du dimanche (anticipé) au samedi précédent, qui n'est pas empêché par une fête de neuf leçons :

« Officium XXIII (Dominicæ post Pentecosten) ponitur in precedenti Sabbato, quod non sit impedimentum festo novem Lectionem. »

Mais si le samedi est empêché par une fête de neuf leçons, alors l'office du dimanche est anticipé à un jour précédent non semblablement empêché :

« Alioquin in alia præcedenti die similiter non impedita; in qua fiat officium de feria cum commemoratione festi simplicis si occurrat, etc., »

C'était le cas du 5^e dimanche après l'Epiphanie. Il ne pouvait pas être remis après la Pentecôte, parce qu'il n'y a pas de place pour lui. D'un autre côté, il ne pouvait pas non plus être placé la veille de la Septuagésime puisque ce samedi était empêché par une fête de neuf leçons, à savoir, sainte Agathe. Donc il devait être anticipé au premier jour précédent qui était libre, c'est-à-dire au jeudi 3 février.

Voilà la solution à votre première difficulté.

Seconde difficulté. Pouvait-on réciter un office votif en ce jour-là. Ou bien devait-on absolument faire l'office du dimanche anticipé ?

S'il s'agit des anciens offices votifs concédés pour certains jours, par exemple, pour le jeudi et le samedi, on ne peut pas les célébrer dans ce dimanche anticipé, car un Décret-Général porté le 20 mars 1706 le défend d'une manière absolue. Ce décret se trouve en tête des Bréviaires sous le titre : *Decreta generalia circa rubricas*.

Mais s'il s'agit des nouveaux offices concédés par le Décret-Général en date du 5 juillet 1883, en est-il de même ? Il serait téméraire de décider ce cas. Ce que nous pouvons dire, c'est que ce dernier décret est plus étendu que celui de 1706, car il n'excepte pas, comme ce dernier, les fêtes majeures (excepté celle des Cendres, celles du temps de la Passion, et celle du 17 décembre à Noël), ni

la férie du lundi des Rogations, ni les Quatre-Temps, ni les vigiles; ni la férie où l'on doit anticiper le dimanche qui serait de reste à l'arrivée de la Septuagésime ou du dernier dimanche après la Pentecôte. Par conséquent, nous ne voyons pas de rubriques, ni de décrets, sur lesquels on s'appuierait pour condamner la récitation du nouvel office votif du Saint-Sacrement, le jeudi 3 février 1887.

Q. — L'octave de la Noël est-elle oui ou non privilégiée? Si oui, elle ne doit pas admettre de *semidouble*; v. g. saint Thomas de Cantorbéry; si non, peut-on y chanter des messes de mort votives, et du 3, 7, 30 et anniversaire?

R. — Oui, l'octave de Noël a certains privilèges, mais moins que d'autres octaves privilégiées, moins par exemple que l'Épiphanie, et surtout que Pâques et la Pentecôte.

Sous certains rapports, elle en a moins que la Fête-Dieu elle-même; car l'octave de Noël admet un *semidouble*, saint Thomas de Cantorbéry, tandis que l'octave de la Fête-Dieu exclut tout *semidouble*, ou plutôt, d'après les nouvelles rubriques, le réduit à l'état de simple par accident.

Quant aux messes de *Requiem*, pour le 3^e, le 7^e, le 30^e jour et l'anniversaire, elles ont été prohibées dans l'octave de Noël par plusieurs décrets, et notamment par un décret récent, en date du 23 février 1884.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un malade désire faire une fondation d'un certain nombre de services religieux au profit de son âme. Plusieurs prêtres l'en dissuadent en lui disant que l'argent de sa fondation passera prochainement dans la grande poche du gouvernement: ce qu'il ne veut pas. Qu'en dites vous?

R. — Nous avons répondu à une question analogue dans notre précédent numéro. Que le gouvernement veuille un jour ou l'autre mettre la main sur tout ce qui appartient ou appartiendra aux fabriques, il le dit, le fait ou laisse dire trop souvent pour qu'on puisse douter de ses mauvaises intentions. Est-ce une raison suffisante pour renoncer aux fondations légales? Nous ne le pensons pas. Seulement, il faut entourer soit la donation, soit les legs, de toutes les précautions, et ne jamais oublier de stipuler le retour des sommes données ou léguées au cas de non-exécution des conditions, soit aux héritiers naturels soit à telle personne ou œuvre déterminée. Qu'on relise nos réponses précédentes.

Q. — Un père de famille chrétien, voyant l'ennui qu'a son curé pour sa messe quotidienne, de ne pouvoir trouver un enfant de chœur, sous prétexte que la classe commence à huit heures comme la messe, a résolu de lui envoyer le sien. Mais voici ce qui est arrivé, l'instituteur, — un mauvais gars, — voyant qu'il n'atteignait pas complètement son but, imagina de forger un règlement d'après lequel la porte de l'école est fermée à

clef, cinq minutes après l'entrée réglementaire. Par conséquent, les élèves qui sont plus de cinq minutes en retard doivent rentrer chez eux et perdent ainsi la classe de toute la matinée. Je vous demanderai donc: 1^e Si un père de famille peut, soit pour la messe, soit pour tout autre affaire, retenir son enfant pendant une demi-heure sans encourir les pénalités portées par la loi scolaire; 2^e si l'instituteur a le droit, pour un prétexte quelconque, de fermer à clef la porte de sa classe de manière à priver un élève de l'enseignement pendant toute une matinée; 3^e enfin, que penser de toute cette affaire?

R. — Voilà bien une des conséquences, d'ailleurs prévues, de la loi scélérate, et, disons-le franchement, de presque toutes les lois sorties de l'officine franc-maçonique qui nous gouverne. Jeter partout le désordre, séparer violemment ce qui avait toujours été et devrait toujours rester uni, semer la discorde et la rancune, démoraliser enfin le pays, telle est la caractéristique de la politique actuelle. On ne pourrait assez la maudire; car elle sera la cause d'une irrémédiable perversion du sens commun et du sens moral. Venant aux questions posées, nous répondrons:

Ad 1^m. Oui, certainement, sans sortir du cercle étroit de la loi scolaire, et en admettant comme juste, — ce qui n'est pas, — les exigences des règlements académiques, le père de famille peut, selon qu'il le juge utile ou convenable, disposer de son enfant pendant quelques minutes de la classe. La loi dont il s'agit a reçu des interprétations officielles et juridiques; et l'une de ces interprétations porte que, pour qu'un père fût simplement blamable, il faudrait pouvoir constater que son enfant a manqué *sans raison* au moins trois journées de classe par mois. Cela étant, comment une demi-heure, prise journalièrement, soit pour la messe, soit pour tout autre occupation, pourrait-elle constituer l'absence légale de trois journées? En supposant qu'on additionne les instants perdus pour déterminer l'absence totale, cinq demi-heures par semaine ne feraient en somme que vingt demi-heures par mois, c'est-à-dire pas même deux journées de classe. A ce point de vue, le père de famille serait parfaitement dans la légalité et n'encourrait pas même le premier degré insignifiant de la pénalité.

En outre, les absences peuvent être justifiées, et celle dont il s'agit est l'une des plus justifiables. Aussi dirons-nous qu'un père de famille serait bien bon de se gêner. Aucune loi ne peut l'atteindre, et il a pour lui son autorité de père et la liberté de sa conscience.

Ad 2^m. L'instituteur a évidemment le droit d'établir des règlements disciplinaires en dehors des règlements généraux qu'il reçoit de l'Académie et qu'il doit observer. Personne ne lui conteste ce droit, pas plus qu'on ne peut contester le même droit au curé dans le cercle de ses attributions. Il est évident aussi que ces règlements particuliers doivent être raisonnables et surtout n'être pas contraires au droit des tiers. Or, le règlement établissant que la porte de l'école sera fermée à clef cinq minutes après l'heure réglementaire, et que l'en-

fant arrivant après ces cinq minutes, sera privé de la classe du matin, n'est pas raisonnable, et il blesse directement les droits de l'enfant et du père de famille. Elle n'est pas raisonnable. Le texte et l'esprit de la loi, ainsi que le désir supposé de l'instituteur, sont que l'enfant soit assidu aux classes et profite le plus possible des leçons. C'est une bien singulière manière d'obtenir ce résultat que de priver un enfant de trois heures de classe, sous prétexte qu'il a manqué six minutes à cette même classe. Il a commis une faute, — nous le supposons, — en arrivant quelques minutes en retard, et on le punit en multipliant cette absence de la classe ! Supposons que cet enfant soit tous les jours en retard de dix minutes, l'instituteur, pour être logique et d'accord avec lui-même, le priverait tous les jours de trois heures de classe. On voit par ce simple exposé, à quelle absurdité on aboutirait. Il y aurait plus que de l'absurdité, il y aurait violation de la loi de l'obligation scolaire, violation provoquée et effectuée même par l'instituteur. Qu'aurait à dire la commission scolaire à un père de famille blâmé de ne pas envoyer son fils à l'école, et répondant qu'il l'envoie, mais que l'instituteur lui ferme la porte ?

Le susdit règlement est donc déraisonnable au premier chef ; il est de plus, en opposition avec le droit du père de famille que nous avons défini *in primo*. Mille circonstances peuvent empêcher un père d'envoyer son enfant à telle heure précise, et lui seul, évidemment, en est le juge naturel et compétent.

Ad 3^m. Il faut penser que l'instituteur est un pauvre imbécile ou un méchant, à moins qu'il ne réunisse les deux qualités : ce qui se voit assez fréquemment. Il fait œuvre de zèle vis-à-vis de ses chefs hiérarchiques. Vraisemblablement il ne dit rien aux enfants qui s'absentent sans raison de l'école ; mais à ceux qui ont l'audace de servir la messe, c'est-à-dire de faire acte de cléricisme, il fait parade de ses sentiments hostiles, encore moins par conviction que par intérêt.

Quelle conduite tenir en cette circonstance ? Elle est la plus simple du monde ; il suffit tout simplement de ne tenir aucun compte du règlement particulier de l'école ; et si l'instituteur s'obstinait dans son système, il faudrait lui intenter une action administrative et même judiciaire, au besoin, en s'appuyant sur tous les motifs indiqués ci-dessus. Il ne faut pour cela qu'un peu de courage et de volonté ferme à un père de famille. Mais voilà peut-être ce qu'il y aura de plus difficile à obtenir : c'est ce minimum de courage dans le citoyen. Il faut, hélas ! le reconnaître, à mesure que la conviction religieuse s'affaiblit, à mesure que la sainte liberté des enfants de Dieu, qui est l'une des précieuses prérogatives du baptême, s'émousse, les hommes se courbent servilement devant l'ombre même du pouvoir civil. On ne voit que le bâton, on ne redoute que le bâton, et dans l'affolement de la servilité, on prend pour des lois positives les purs caprices d'un instituteur qui n'a pas d'au-

torité, d'un gendarme ou d'un garde-champêtre : *gentem ad servitutem natam !*

Qu'il se trouve un vrai père de famille capable de suivre la ligne que nous traçons, on verra avec quelle rapidité et quelle platitude l'instituteur changera de gamme.

Q. — Je recours à votre expérience pour vous prier de me donner un modèle de marché pour la construction d'un autel en marbre. Les détails minutieux que vous donnez à l'occasion des orgues et autres meubles d'église me prouvent que vous êtes rompu aux ruses et *habiletés* des fournisseurs

R. — En voici un : il suffira de substituer les vrais noms et les vrais chiffres à ceux que nous donnons pour être plus compréhensibles.

Entre le bureau des marguilliers de la paroisse Saint-Médard, d'une part, et M. Simon, marbrier, a été convenu que ce dernier construirait un autel en marbre pour la chapelle St-Joseph, aux conditions suivantes : 1^o L'autel et accessoires seront construits conformément aux plans cotés, annexés et paraphés par les parties, lesquels présentent, depuis le sol jusqu'à la naissance, des pilastres en plâtre (*avec lesquels l'ouvrage à faire devra se raccorder exactement sans nécessiter aucune réparation à ceux-ci*), une hauteur d'environ cent quatre-vingt-cinq centimètres, savoir : la marche, 15 ; l'autel, 100 ; le gradin, 15 ; et le retable faisant plinthe, ou socle des pilastres, 55. La largeur sera d'environ deux cent cinquante centimètres, plus deux crédences d'environ cinquante-cinq centimètres chacune de largeur, pour s'étendre jusqu'aux murs. La saillie, depuis le mur jusqu'à l'extrémité de la marche, sera de cent soixante-cinq centimètres, savoir : le pied des pilastres, 40 ; le gradin, 25 ; le corps de l'autel, 50 ; et la marche, 90. Toutes ces mesures donnent les dimensions reproduites au plan de face, en élévation et au plan par terre. Les crédences auront trente-cinq centimètres de saillie, pour s'aligner avec le gradin, de même qu'elles présenteront la même hauteur que l'autel.

2^o La partie extérieure, ou chaîne de la marche, aura vingt-cinq centimètres de largeur, depuis le bord jusqu'au parquet ; elle sera en beau St-Anne, première qualité, pour la force et la solidité. Le parquet sera formé de trois carreaux de marbres de couleurs différentes et de première qualité, pour la solidité. Tout le surplus de l'ouvrage sera en marbre blanc, beau et bien poli, de même qualité que l'échantillon remis aux marguilliers, et portant le cachet de M. Simon.

3^o La corniche de l'autel devra être faite en marbre de vingt-huit centimètres de largeur, dont quinze en saillie sur l'aplomb de la face. Les deux côtés, au retour de l'autel et des accessoires, seront revêtus de marbre comme la face et les saillies y seront profilées.

4^o Au milieu de la face du tombeau sera appliquée une gloire en bronze fondu, sculpté et doré au feu avec soin, bruni en entier et d'une dimen-

sion de cinquante centimètres de largeur sur trente de hauteur. Elle représentera l'Agneau pascal, et sera disposée de manière à pouvoir, dans la suite, être détachée sans dégrader l'autel, quand elle devra être dorée à neuf.

5^e Les lames de marbre employé porteront vingt-huit millimètres d'épaisseur. La corniche de l'autel devra être redoublée d'épaisseur. Tous les crampons devront être ou de cuivre ou de fer galvanisé et verni pour être garanti de toute oxidation.

6^e L'ouvrage devra être posé et en état de réception pour l'Assomption de la présente année, à peine de 2 francs par jour de retard, et les travaux dans l'église ne pourront, sous la même peine de 2 francs de dommages et intérêts par jour, commencer plus de trois semaines avant le jour de l'achèvement, et les ouvriers ne pourront y travailler que depuis onze heures du matin jusqu'au soir les jours ouvrables, jamais les jours fériés.

7^e Conformément à l'article 1792 du Code civil, l'ouvrage sera garanti, pendant dix ans, de toute avarie, sauf les cas de force majeure bien constatés.

8^e Dans la huitaine de la réception, le trésorier paiera à M. Simon onze cent cinquante francs pour toute chose quelconque prévue ou imprévue.

Fait double etc.

Q. — Ne pourriez-vous pas me donner le texte entier du décret du 7 novembre 1813, du moins pour ce qui concerne l'administration des biens des curés ?

R. — Le voici :

Art. 1^{er}. — Dans toutes les paroisses dont les curés ou desservants possèdent à ce titre des biens-fonds ou des rentes, la fabrique établie près de chaque paroisse est chargée de veiller à la conservation desdits biens.

Art. 2. — Seront déposés, dans une caisse ou armoire à trois clefs de la fabrique, tous papiers, titres et documents concernant ces biens ; le dépôt sera effectué dans les 6 mois à compter de la publication du présent décret. Toutefois, les titres déposés pour les chancelleries des évêchés ou archevêchés, seront transférés aux archives des préfectures respectives, sous récépissés, et moyennant une copie authentique qui en sera délivrée par les préfectures à l'évêché.

Art. 3. — Seront aussi déposés dans cette caisse ou armoire, les comptes, les registres, les sommiers et les inventaires, le tout ainsi qu'il est statué pour l'art. 44 du règlement des fabriques.

Art. 4. — Nulle pièce ne pourra être retirée de ce dépôt que sur un avis motivé, signé par le titulaire.

Art. 5. — Il sera procédé aux inventaires des titres, registres et papiers, à leur récolement, et à la formation d'un registre-sommier conformément aux art. 45 et 46 du même règlement.

Art. 6. — Les titulaires exercent les droits d'usufruit, ils en supportent les charges, le tout ainsi

qu'il est établi par le Code civil et conformément aux explications et modifications ci-après.

Art. 7. — Le procès-verbal de leur prise de possession, dressé par le juge de paix, portera la promesse, par eux souscrite, de jouir des biens en bons pères de famille, de les entretenir avec soin et de s'opposer à toute usurpation ou détérioration.

Art. 8. — Sont défendus aux titulaires, et déclarés nuls, toutes aliénations, échanges, stipulations d'hypothèques, concessions de servitudes et en général toutes dispositions opérant un changement dans la nature desdits biens, ou une diminution dans leurs produits, à moins que ces actes ne soient par nous autorisés en la forme accoutumée.

Art. 9. — Les titulaires ne pourront faire des baux excédant neuf années que par forme d'adjudication aux enchères, et après que l'utilité en aura été déclarée par deux experts, qui visiteront les lieux et feront leurs rapports ; ces experts seront nommés par le sous-préfet, s'il s'agit de biens d'évêchés, de chapitres et de séminaires. Ces baux ne continueront, à l'égard des successeurs des titulaires, que de la manière prescrite par l'article 1429 du Code civil.

Art. 10. — Il est défendu de stipuler des *pots de vin* pour les baux des biens ecclésiastiques.

Le successeur du titulaire qui aura pris un pot de vin aura la faculté de demander l'annulation du bail, à compter de son entrée en jouissance, ou d'exercer son recours en indemnité, soit contre les héritiers ou représentant du titulaire, soit contre le fermier.

Art. 11. — Les remboursements des capitaux faisant partie des dotations du clergé, seront faits conformément à notre décret du 17 juillet 1810 et à l'avis du Conseil d'Etat du 21 décembre 1808,

Si les capitaux dépendent d'une cure, ils seront versés dans la caisse de la fabrique par le débiteur, qui ne sera libéré qu'au moyen de la décharge signée des trois dépositaires des clefs.

Art. 12. — Les titulaires ayant des bois dans leur dotation, en jouiront conformément à l'article 590 du Code civil, si ce sont des bois taillis.

Quant aux arbres futaies réunis en bois ou épars, ils devront se conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes.

Art. 13. — Les titulaires seront tenus de toutes les réparations des biens dont ils jouissent, sauf, à l'égard des presbytères, la disposition ci-après, art. 21.

S'il s'agit de grosses réparations et qu'il y ait dans la caisse à trois clefs des fonds provenant de la cure, ils y seront employés.

S'il n'y a point de fonds dans cette caisse, le titulaire sera tenu de les fournir jusqu'à concurrence du tiers du revenu foncier de la cure, indépendamment des autres réparations dont il est chargé.

Quant à l'excédant du tiers du revenu, le titulaire pourra être par nous autorisé, en la forme

accoutumée, soit à un emprunt avec hypothèque, soit même à l'aliénation d'une partie des biens.

Le décret d'autorisation d'emprunt fixera les époques de remboursement à faire sur les revenus de manière qu'il en reste toujours les deux tiers au curé.

En tout cas, il sera suppléé par le trésor royal à ce qui manquerait pour que le revenu restant au curé égale le taux ordinaire des congrues.

Art. 14. — Les poursuites à fin de recouvrement des revenus seront faites par les titulaires à leurs frais et risques.

Ils ne pourront néanmoins, soit plaider en demandant ou en défendant, soit même se désister, lorsqu'il s'agira des droits fonciers de la cure, sans l'autorisation du Conseil de préfecture, auquel sera envoyé l'avis du conseil de fabrique.

Art. 15. — Les frais des procès seront à la charge des curés de la même manière que les dépenses pour les réparations.

Art. 16. En cas de décès du titulaire d'une cure, le juge de paix sera tenu d'apposer les scellés d'office, sans rétributions pour lui ni son greffier, ni autres frais, si ce n'est le seul remboursement du papier timbré.

Art. 17. — Les scellés seront levés, soit à la requête des héritiers en présence du trésorier de la fabrique soit à la requête du trésorier de la fabrique, en y appelant les héritiers.

Art. 18. — Il sera procédé, par le juge de paix, en présence des héritiers et du trésorier, au récolement du précédent inventaire contenant l'état de la partie du mobilier et des ustensiles dépendant de la cure, ainsi que des titres et papiers la concernant.

Art. 19. — Expédition de l'acte de récolement sera délivré au trésorier par le juge de paix, avec la remise des titres et papiers dépendant de la cure.

Art. 20. — Il sera aussi fait à chaque mutation de titulaire, par le trésorier de la fabrique, un récolement de l'inventaire des titres et de tous les instruments aratoires, de tous les ustensiles ou meubles d'attaches, soit pour l'habitation, soit pour l'exploitation des biens.

Art. 21. — Le trésorier de la fabrique poursuivra les héritiers pour qu'ils mettent les biens de la cure dans l'état de réparation où ils doivent les rendre.

Les curés ne sont tenus, à l'égard des presbytères, qu'aux réparations locatives, les autres étant à la charge de la commune.

Art. 22. — Dans le cas où le trésorier aurait négligé d'exercer ses poursuites à l'époque où le nouveau titulaire entrera en possession, celui-ci sera tenu d'agir lui-même contre les héritiers, ou de faire une sommation au trésorier de la fabrique de remplir à cet égard ses obligations. Cette sommation devra être dénoncée par le titulaire au procureur du Roi, afin que celui-ci contraigne le trésorier de la fabrique d'agir, ou que lui-même il fasse d'office les poursuites aux risques et périls des paroissiens.

Art. 23. — Les archevêques et évêques s'informeront, dans le cours de leur visite, non seulement de l'état de l'église et du presbytère, mais encore de celui des biens de la cure, afin de rendre au besoin des ordonnances, à l'effet de poursuivre soit le précédent titulaire, soit le nouveau.

Une expédition de l'ordonnance restera aux mains du trésorier pour l'exécuter, et une autre expédition sera adressée au procureur du Roi, à l'effet de contraindre, en cas de besoin, le trésorier par le moyen ci-dessus.

Art. 24. — Dans tous les cas de vacances d'une cure, les revenus de l'année courante appartiendront à l'ancien titulaire depuis le jour de sa nomination. Les revenus qui auront eu cours du jour de l'ouverture de la vacance jusqu'au jour de la nomination, seront mis en réserve dans la caisse à trois clefs, pour subvenir aux grosses réparations qui surviendront dans les bâtiments appartenant à la dotation, conformément à l'article 13.

Art. 25. — Le produit des revenus pendant l'année de la vacance sera constaté par les comptes que rendront le trésorier pour le temps de la vacance et le nouveau titulaire pour le reste de l'année. Ces comptes porteront ce qui aurait été reçu par le précédent titulaire pour la même année, sauf reprise contre sa succession s'il y a lieu.

Art. 26. — Les contestations sur les comptes ou répartitions des revenus dans les cas indiqués aux articles précédents, seront décidées par le Conseil de préfecture.

Art. 27. — Dans les cas où il y aurait lieu à remplacer provisoirement un curé ou desservant qui se trouverait éloigné du service, ou par suspension par peine canonique, ou par maladie, ou par voie de police, il sera pourvu à l'indemnité du remplaçant provisoire conformément au décret du 17 novembre 1811.

Cette disposition s'appliquera aux cures ou succursales dont le traitement est, en tout ou en partie, payé par le trésor royal.

Art. 28. — Pendant le temps que, pour les causes ci-dessus, le curé ou desservant sera éloigné de la paroisse, le trésorier de la fabrique remplira, à l'égard des biens, les fonctions qui sont attribuées au titulaire par les articles 6 et 13 ci-dessus...

(Suivent les articles concernant l'administration des biens des séminaires. Comme le décret est dans tous les évêchés et séminaires, nous nous abstenons de reproduire cette partie).

COURRIER DE L'UTILE

Je lisais il y a quelques jours dans le *Pas-de-Calais* :

Nous recevons souvent, des demandes de renseignements que nous regrettons de ne pouvoir toujours satis-

faire; l'érudition d'un Bartole n'y suffirait pas; il en est d'intéressantes; il en est de puériles; quelques-unes sont étranges.

Aujourd'hui un de nos lecteurs nous écrit :

« Monsieur le rédacteur,

« Il est bien ennuyeux d'avoir des pigeons dépareillés; veuillez avoir l'obligeance de m'indiquer à quels signes je pourrai reconnaître qu'une paire de pigeons est composée d'un mâle et d'une femelle.

« *C'est votre métier de tout savoir*; voilà pourquoi je m'adresse à vous.

« J'ai l'honneur de vous saluer et de vous remercier à l'avance. »

« Evidemment, notre correspondant a voulu s'amuser à nos dépens, en nous traitant comme une sorte de bonne à tout faire; n'empêche que nous lui donnerons volontiers satisfaction.

Un éleveur fort distingué se trouve précisément à point dans nos bureaux; nous lui soumettons le cas; voici sa réponse :

« Il y a généralement plus de mâles que de femelles; mais il y a ordinairement mâle et femelle :

« 1^o Lorsque les petits sont d'inégale grosseur;

« 2^o S'ils se tiennent habituellement tête à queue dans le nid;

« 3^o Si l'oiseau, pris avec les deux mains, baisse la queue, c'est un mâle; s'il la lève, c'est une femelle;

« 4^o Le mâle mange le grain qui lui est offert plus vite que la femelle. »

Ainsi parla notre expert.

Vous voilà bien et dûment renseigné, trop indiscret correspondant. Mais c'est bon pour une fois, sachez-vous !...

« Cette plaisante historiette, » dit l'*Univers* en la reproduisant, « n'étonnera pas un journaliste. »

Elle n'étonnera certainement pas le rédacteur du *COURRIER DE L'UTILE* de l'*Ami du clergé*, à qui, *son métier fût-il de tout savoir*, on demanderait encore, je crois, autre chose. Cela soit dit sans plainte, car, s'il ne m'est pas possible d'être personnellement disert sur les mille et mille questions de pratique matérielle que l'on me pose, ma bonne volonté n'en reste pas moins au service de tous mes lecteurs, pour étudier et chercher, dans les livres et près des praticiens, la réponse aux diverses questions qui me sont et me seront adressées.

Qu'on me permette pourtant de rappeler ce que j'écrivais ici, dans mon courrier du 5 novembre 1885 :

Nos amis et lecteurs seraient, s'ils le voulaient, les meilleurs rédacteurs du *Courrier de l'utile*.

Nous avons, pour notre prédication, cherché et choisi des prêtres ayant, avec le don de la parole, la science et la pratique.

Des correspondants spéciaux nous transmettent les documents romains.

Les consultations sont confiées à des professeurs blanchis sous le harnais de l'enseignement, à des moralistes qui joignent une longue expérience aux fortes études, à des juristes qui se sont particulièrement attachés et voués à la défense et aux intérêts du clergé et des fabriques.

Les variétés sont données par des littérateurs et des érudits cotés.

Tous sont des spécialistes.

Tous vivent dans un milieu, ont à leur disposition le temps et les bibliothèques, qui leur permettent d'étudier et de discuter à fond les questions qui leur sont soumises; et un *imprimatur* épiscopal sanctionne leur enseignement et leurs solutions.

Mais pour le *Courrier de l'utile*, personne ne peut mieux le faire que ne le feraient nos abonnés : ils ont

des églises à bâtir, à restaurer, à soigner et à décorer; une sacristie à entretenir avec ses vases sacrés, ses ornements, sa lingerie et son mobilier; des œuvres d'enseignement et de charité à fonder et à soutenir; un intérieur domestique aux besoins duquel il faut pourvoir par les moyens les plus économiques, tant ils sont pauvres, maintenant, de ressources matérielles; un jardinet qu'ils doivent faire *rapporter* en même temps qu'ils s'y reposent; une petite basse-cour dont les produits servent à la table modeste des agapes fraternelles en même temps qu'ils fournissent un secours bien utile aux pauvres malades, etc., etc.; — ils vivent au milieu d'un peuple d'agriculteurs, d'industriels, de fabricants, d'ouvriers qu'ils voient tous les jours à l'œuvre. C'est dire que, sur une foule de points de la vie pratique matérielle, parce qu'ils ont dû s'ingénier, chercher, parce qu'ils ont vu et entendu, ils savent plus et mieux que nous. Que notre journal soit un salon de famille où ils viendront mettre en commun, pour le plus grand bien de tous, leurs connaissances et leur expérience : si chacun apporte un peu, la communauté deviendra nécessairement et bientôt riche.

En quinze mois, combien ont répondu à mon invitation? Quatre ou cinq et c'est tout. Certes, j'ai reçu, et de mon mieux, nombre de visites épistolaires; mais pour cent qui *demandent*, à peine s'il en est une qui *apporte*.

Et pourtant, l'idée que j'avais émise était, est vraiment pratique.

Le premier des *quatre ou cinq* qui m'ont répondu me disait : « Les articles écrits par des spécialistes, par ceux qui ont essayé, opéré, sont toujours sérieux, exacts, pratiques, intéressants. Que bon nombre de vos lecteurs répondent donc à votre appel! Je pense que les articles ne vous manqueront pas. » Ceci ne s'est pas réalisé, mais cela était juste. En preuve les deux lettres que je vais reproduire sur la fabrication économique des cierges et bougies, et qui ont été provoquées par les quelques notes que j'ai récemment commencées sur cette question si intéressante pour le service du culte et la pauvreté des fabriques.

La première de ces lettres répond à la dernière phrase de mon avant-dernier *Courrier*, où je disais :

Un abonné m'écrivait récemment que mon aimable correspondant du 23 décembre dernier (n^o 51 de 1886) rendrait un véritable service à ses confrères en leur donnant l'adresse et les prix de son fabricant de moules, ou mieux en faisant exécuter un certain nombre de moules qu'il mettrait, contre remboursement, à la disposition de leurs demandes. J'envoie volontiers cette proposition à son adresse, et si je reçois une réponse, je la publierai de suite.

J'ai reçu la réponse et la voici :

Mon cher Rédacteur de l'utile et de... l'agréable,

Oui, et de tout mon cœur, je me mettrai à la disposition de mes confrères des quatre coins de la France, afin de leur procurer des moules semblables à celui que j'ai fait confectionner pour avoir des bougies vraiment liturgiques et à bon marché.

Mon instrument est formé de vingt moules réunis ensemble par deux soudures qui les empêchent de se toucher et il a l'apparence d'une série de petits tuyaux d'orgue. Ces moules sont disposés sur deux rangs, fixés par le bas à un petit bassin où l'on coule la cire qui doit remplir chacun des tubes. Ce petit bassin a une profondeur de cinq à six centimètres, et se trouve muni, à chacun de ses côtés moins larges, de deux

trous par lesquels on fait passer une petite tringle en fer de la grosseur d'une pointe ordinaire, qui se trouve juste au-dessus du diamètre des tubes.

A la partie supérieure des tubes, se trouve une tête mobile en forme de cône terminé par un petit cylindre de deux centimètres de longueur et de un centimètre de diamètre.

La mèche que je fais moi-même avec du fil d'étoupes de chanvre assez grossier, se compose de six brins réunis ensemble. Je les traite de la même manière qu'un cordonnier son fil, avec cette différence, toutefois, que celui-ci a dans sa main un morceau de poix, tandis que dans la mienne se trouve de la cire des cierges que le commerce vend si cher.

Lorsque mes mèches sont préparées de manière que leur longueur dépasse de quatre ou cinq centimètres la longueur du moule, depuis la tringle en fer jusqu'à l'extrémité du chapeau, je les adapte à la tringle, les fais passer par le tube, puis par le petit chapeau mobile qui le termine, de manière qu'elle soit tendue bien raide dans le milieu du moule. Je fixe cette mèche à l'extrémité du petit chapeau par de la cire que lui communique un morceau de cierge que je tiens à la main droite, tout en tenant de la main gauche l'extrémité de la mèche.

Quand on aura fait cinq ou six mètres de mèches, il sera bon, pour la commodité de l'opérateur, de faire autant de nœuds qu'on aura besoin de mèches particulières, car c'est dans ce nœud, au milieu des six brins de fils cirés, que l'on introduit la tringle.

Les tubes et le bassin ont dû être préalablement huilés à l'intérieur, au moyen des barbes d'une grande plume d'oie, sans cela il serait impossible de retirer les bougies.

Toutes choses étant ainsi disposées, je fais reposer mes quatre moules, car j'en ai quatre, afin de ne pas perdre de temps, sur un cuveau rempli d'eau froide, de manière qu'ils soient plongés dans cette eau, puis, à l'aide d'une grosse cuillère ronde et creuse en fer blanc, vulgairement appelée dans nos campagnes : *la cuillère à pot*, je fais doucement couler ma cire qui doit être simplement liquide et sur le point de se figer, dans le bassin auquel mes moules sont soudés.

Il faut que cette opération soit continue, sans quoi on s'exposerait à avoir des bougies qui ne feraient pas corps dans toute leur longueur.

Après dix minutes d'attente, on coupe les fils retenus à la tringle, à la surface de la cire qui existe dans le bassin ; on enlève cette cire à l'aide d'un couteau à lame ronde, ce qui se fait quasi d'un seul coup ; puis on retire les petits chapeaux du tube, et à l'aide d'une longue pointe de madrier dont la tête est quasi de la dimension de l'extrémité du moule, on pousse les bougies par l'extrémité adjacente à la cuvette. Si les tubes ont été bien huilés, c'est une opération qui se fait dans un clin d'œil.

Les bougies obtenues sont peut-être un peu moins belles extérieurement que celles qui sont fournies par le cirier, mais elles sont régulières, ne sont point chagrinées, puis enfin et c'est l'essentiel, elles ne coûtent pas autant que celles du commerce, durent quatre fois plus de temps, et sont des bougies en cire, au lieu que ce que l'on nous fournit n'est que du suif additionné d'un peu de cire.

A qui voudrait-on dire, en effet, que les ciriers nous donnent de la véritable cire ? Comment, ils la paient quatre francs, souvent cinq francs le kilo aux mouchetiers, et ils nous la vendraient le même prix après leur travail ? Ils ne sont pas aussi généreux pour le bon Dieu. C'est une règle dans le commerce qu'il faut, pour joindre les bouts ensemble, comme on dit, gagner le 25 0/0. Le cirier a sa patente, son loyer, ses ouvriers à payer. Il faut conclure que c'est nous, pauvres curés de villages, qui faisons marcher les affaires de ces commerçants. Puisque nous pouvons nous passer d'eux, ne manquons pas de faire bénéficier nos fabriques de leurs gains.

Je savais que le prix de la stéarine franche et bien pure était de 3 francs le kilo, ce qui montre que les fabricants de bougies ne nous donnent pas de la stéarine pure, mais je voulais simplement savoir quelle quantité de corps gras ils mêlent à la vraie stéarine. Avec cette connaissance, nous pourrions faire des bougies pour notre usage personnel et celui de nos églises, avec de gros moules qui nous permettraient d'avoir de belles bougies, car dans ma carrière de missionnaire, j'ai vu une servante de curé qui en coulait.

Voilà, mon aimable Rédacteur, ce que je puis dire à mes bons confrères au sujet de mon moule à confection de bougies liturgiques et à bon marché. Je suis tout disposé à leur faire faire des moules semblables par le ferblantier à qui je me suis adressé. Ces moules m'ont coûté 8 francs. Je ne pense pas que l'ouvrier augmenterait ses prix, car il est bien consciencieux. À ce point, le moule ne coûte que 0 fr. 40 centimes.

Si mes vénéralés confrères veulent avoir recours à moi, vous pouvez leur donner mon adresse : L'abbé VIGNERON, curé de Hudiviller, par Lunéville, Meurthe-et-Moselle.

Sur la même question, un autre correspondant m'écrit encore :

Je fais des bougies à souche depuis quinze ans environ. J'ai trouvé mes moules chez Gleize, à Paris, 11, rue Neuve des Capucines (aujourd'hui Maurette et Cuvelier, chaudronniers, 18, même rue), et ils sont bien plus commodes que les anciens moules tubulaires dont vous expliquez le difficile maniement, et qui encore ne sont pas tous faits de même. Ceux dont je parle s'ouvrent à charnière comme un livre, il n'y a qu'à tourner un bout de mèche par les échancrures correspondant au milieu de chaque demi-moule et c'est fait en un instant. Il y a des moules de deux grandeurs au moins, et, si je ne me trompe, de calibres différents, 12 ou 16 à la livre. Les mêmes chaudronniers fournissent la mèche par écheveau.

Le prix est de 12 francs, je crois, pour 6 bougies. Avec deux moules, on peut faire un kilo de bougies par heure, à peu près.

Quant aux moules à grosses bougies, il y en a de différentes sortes. J'en ai six avec godets isolés, et le godet porte une pointe qui permet de suspendre la mèche bien au milieu. On la coupe de longueur, on y coud un petit œillet de fil qui passe sur la pointe susdite et l'autre bout se fixe au bout inférieur du moule avec une petite pointe de bois.

C'est beaucoup plus long pour les mèches, mais facile à faire. Si quelqu'un de vos lecteurs désire ces moules, je les lui céderai volontiers car je ne m'en sers plus. Ils ont coûté, je crois, 3 francs pièce.

Il y a un curé dans les Landes, mais je ne sais plus son adresse, qui vend de la mèche et même des moules, je crois. — VATTIER, curé de Saint-Léonard, par Senlis, Oise.

Merci à mes deux aimables correspondants, et promesse au dernier de faire immédiatement résoudre, si c'est possible, les questions que, me dit-il, il nous aurait autrefois posées et que nous aurions laissées sans réponse. Qu'il veuille bien, seulement, les renouveler. Sa bonne lettre nous fait plus particulièrement ses débiteurs, et nous serons heureux de lui payer notre dette.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 9 martii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LE DIMANCHE DE LA PASSION : LE SOUVENIR
DE LA PASSION DU SAUVEUR

Christo igitur passo in
carne, et vos eadem cogi-
tatione armamini.

(I Pet., IV, 1.)

Saint François de Sales avait une extraordinaire dévotion à la Passion de N.-S. Tous les ans, la nuit du jeudi au Vendredi Saint, il se joignait à la procession des pénitents de la *Sainte-Croix*. Revêtu de l'habit de la confrérie, il marchait pieds nus dans les rues, se considérant comme la victime expiatoire qui devait s'immoler pour le salut de son peuple. Souvent il méditait les divers mystères des souffrances du Sauveur et invitait les autres à faire de même, alléguant les fruits nombreux que l'âme recueille de cette méditation. S. Charles Borromée, sentant sa fin approcher, alla faire sa dernière retraite et sa suprême préparation à la mort au Mont-Varral, où toutes les scènes de la Passion étaient représentées d'une manière fort touchante; il lui semblait qu'après avoir suivi son aimable Sauveur pas à pas pendant sa vie, il ne pouvait mieux finir qu'en remplissant son âme des pensées et des sentiments de Jésus souffrant et mourant pour le salut des hommes. « Qui veut, dit S. Bonaventure, croître toujours en vertu et en grâce, doit méditer sans cesse Jésus souffrant ». Au jugement de S. Augustin, une seule larme versée au souvenir de la Passion de Jésus vaut mieux qu'un pèlerinage à Jérusalem et une année de jeûne au pain et à l'eau. Sainte Thérèse se plaignait amèrement de certains livres qui lui avaient conseillé de laisser la méditation de la Passion comme un obstacle à la contemplation de la divinité, et elle s'écriait : « O Seigneur de mon âme ! ô mon Dieu, Jésus crucifié, je ne puis me rappeler cette opinion, sans me croire coupable d'une grande infidélité. Est-il possible que vous, Seigneur, vous me soyez un obstacle à un plus grand bien ? Et d'où me sont venus tous les biens, sinon de votre bonté ». Ces exemples et ces paroles des saints suffisent pour nous faire comprendre l'importance du souvenir douloureux et affectueux des souffrances de Notre-Seigneur. L'Eglise, à cette époque du Carême, en ce temps de la *Passion*, nous invite de toutes manières, par ses prières liturgiques, par le deuil qu'elle prescrit pour le saint temple, à vivre d'esprit et de cœur avec Jésus souffrant. Pour vous disposer efficacement à entendre ses exhortations, je veux résumer devant vous les effets salutaires du souvenir de la Passion de notre bien-aimé Rédempteur. Nous y trouvons vive lumière pour notre esprit, force puissante pour notre volonté, contentement ineffable pour notre cœur. Reprenons.

I

Saint Jean parle dans l'Apocalypse d'un livre écrit au dedans et au dehors, *Librum scriptum*

intus et foris. Ce livre, dit S. Jérôme, c'est Notre-Seigneur Jésus-Christ pendant sa Passion, c'est le Sauveur attaché à la Croix !

Et en effet, quels sublimes enseignements retentissent à toutes les stations du chemin de la Croix, et particulièrement sur le mont Calvaire.

I. J'y apprendis d'abord la grièveté du péché, l'outrage qu'il fait à Dieu, et la colère terrible qu'il provoque. Songez-y donc, chrétiens. Voilà le propre Fils de Dieu, voilà celui qui lui est si précieux que des milliers de mondes ne lui sont rien en comparaison. Néanmoins Dieu le Père le livre à la mort, et à la plus cruelle et la plus infâme de toutes les morts, pour nous montrer jusqu'où va sa haine contre l'iniquité. Ah ! qu'il emploie toutes les lumières de sa sagesse, qu'il déploie toute la force de son bras, il ne pourrait me mieux faire connaître son horreur pour le péché. Voyez, ô mes yeux, le Verbe incarné en croix ! Voyez l'outrage fait par le péché à la majesté du Seigneur du ciel, lisez-la dans ce livre écrit avec des caractères de sang ! Otez-moi tous les autres livres ; ne lisons que celui-là ; il est toujours ouvert devant nous ; étudions, méditons, nous y connaissons comment il faut comprendre et haïr l'offense de Dieu : *Librum scriptum intus et foris* !

II. En second lieu toutes les plaies du Sauveur nous prêchent son amour pour nous : *Vulnera hæc loquuntur pro me quia diligo te* ! Jésus souffre et meurt pour ses chétives créatures, pour ses ennemis, pour d'indignes pécheurs : *Propter nimiam charitatem* ! Oh ! qu'il est pénétrant le langage de l'amour que le divin crucifié nous adresse à nous qui l'avons attaché par nos crimes au gibet d'infamie. « Je me servirai de vos indignes traitements à mon égard, nous dit-il, pour vous combler de biens. Vous m'avez donné une mort cruelle, et par cette mort je vous donnerai une vie bienheureuse. Vous avez fermé mes yeux à la lumière du soleil, et moi j'ouvrirai vos yeux à la lumière du grand jour de l'éternité. Vous m'avez placé entre deux larrons et moi je vous placerais au milieu des chœurs des anges. Vous avez percé mes mains avec des clous cruels, vous avez attaché mes pieds au bois de la croix, et moi je vous bénirai, et moi je courrai après vous pour vous convertir. Vous m'avez couronné d'épines et moi je vous couronnerai de gloire. Vous m'avez mis à mort, et moi je vous donnerai la vie, la vie heureuse, la vie éternelle ! » Chrétiens, quelle belle leçon à lire dans le livre de la Croix : *Librum scriptum intus et foris* !

III. Ce n'est pas tout : sur la croix, Notre-Seigneur nous enseigne toute vertu. Voulez-vous être instruit sur l'obéissance ? S. Paul nous dit qu'il a été obéissant jusqu'à la mort et la mort de la croix. Voulez-vous apprendre l'humilité, le support des affronts et des confusions ? Sa croix est une chaire où il semble qu'avant tout il confond l'orgueil et les vanités du monde. Demandez-vous à être instruit sur la patience ? Voyez s'il sort de sa bouche une parole de murmure. S'il parle, c'est

pour implorer le pardon de ses bourreaux. Désirez-vous connaître plus à fond le détachement et l'esprit de pauvreté ? Regardez son absolu dépouillement sur la croix ; il est revêtu de ses plaies, son sang répandu lui fait un manteau de pourpre. Quelles leçons, accessibles aux plus ignorants comme aux plus savants ! *Librum scriptum intus et foris*.

IV. Et si nous pouvions lire à l'intérieur de ce livre divin ! Quel spectacle ! Des abîmes de grandeur dans des abîmes de bassesse ! La sagesse infinie de Dieu traitée de folie ; la beauté infinie de Dieu défigurée par des laideurs horribles à voir ; la sainteté infinie de Dieu condamnée à souffrir le supplice des scélérats et à mourir à côté d'eux ; l'océan de toutes les joies plongé dans une indicible tristesse ; le tout-puissant réduit à l'extrême faiblesse ; le tout abîmé dans le néant ; Dieu mourant pour sa créature coupable ! Encore une fois quelles leçons, quelle matière aux plus salutaires réflexions, quel faisceau des plus éclatantes lumières ! C'est dans ces divines contemplations que les saints puisaient leurs sublimes connaissances et les plus ineffables consolations. S. Philippe Beniti n'avait étudié toute sa vie que dans le livre des souffrances de Jésus. Étant sur le point de mourir, il tenait les yeux attachés sur un crucifix qui était sur sa table ; puis les tournant vers le ciel, il revint à l'image du Sauveur, et tendant la main, il disait avec beaucoup d'instance : *Date mihi librum meum*, donnez-moi mon livre ! Les religieux qui l'assistaient, ne comprenant pas sa pensée, lui présentaient un livre, puis un autre. Mais il les rejetait tous, et continuait de dire avec plus d'ardeur : Mon livre, donnez-moi mon livre ! Quelqu'un s'avisait de lui offrir le crucifix ; et ce saint homme, le recevant avec un empressement admirable, l'embrassa avec un respect et un amour qui tiraient les larmes des yeux des assistants. « Oui, dit-il, voilà mon livre, je n'ai voulu savoir que lui durant toute ma vie, je ne veux savoir que lui durant toute mon éternité ». Et il rendit pieusement son âme en baisant avec effusion l'image de son Rédempteur.

Chrétiens, imitez cet exemple. Lisez le beau livre du crucifix, vous y trouverez les plus belles lumières, ainsi que je viens de l'expliquer ; mais aussi une force incomparable pour pratiquer la vertu.

II

I. La Passion du Sauveur nous a mérité toutes les grâces qui doivent faire notre salut. Ces grâces sont innombrables, immenses, infinies ! Une seule prière du Sauveur eût suffi pour sauver des milliers de mondes, et il a prié, et il a souffert toutes les tortures de l'esprit, du cœur, du corps, il est mort dans les plus atroces douleurs et dans les plus profondes humiliations, *copiosa apud eum redemptio* ! Et ces trésors de grâces sont pour tous et chacun des hommes, pour les civilisés et pour les sauvages ! Suivez Jésus, dit le P. Faber, dans le cours de sa Passion, remarquez chacun de

ses pas, chacune de ses larmes, chacune des gouttes de son sang ; comptez les épines qui percent sa tête, les coups qui l'accablent, les crachats qui couvrent son visage auguste, les chûtes qui le meurtrissent, sondez l'abîme intérieur de ses humiliations et de ses douleurs, les tortures et les angoisses de son cœur sacré : tout cela est pour nous : *Dilexit me et tradidit semetipsum pro me* ! Quelle confiance l'âme puise dans ce souvenir et en conséquence quelle force pour le bien !

II. Elle y trouve encore la force parce qu'elle y trouve un modèle de patience, un compagnon d'affliction qui a souffert, sans le mériter aucunement, et souffert horriblement plus que nous. Chrétiens, quel mauvais traitement saurait-on vous faire qui puisse approcher de ceux que Jésus a endurés ? On vous dira des injures, eh ! n'en a-t-il pas été accablé ? On vous donnera des soufflets, on vous crachera au visage ; et n'est-ce pas ainsi qu'on l'a traité, lui la grandeur, lui la beauté infinie ? On vous méprisera ; mais le mépris atteindra-t-il les proportions de celui qui fut infligé au Sauveur ? On vous enlèvera vos biens, on vous dépouillera de tout ; le serez-vous autant que Jésus sur la croix, qui n'avait pour lit, comme je le disais en commençant, que son infâme gibet, et pour vêtement que la pourpre de son sang ? On vous fera des injustices, vous serez l'objet des plus cruelles violences, on vous condamnera, malgré votre innocence ; votre innocence égalera-t-elle celle du *Juste* par excellence ? Où est le chrétien assez lâche pour se plaindre de souffrir, en face des souffrances de son Rédempteur, de son Dieu ? Un soldat ne serait-il pas indigne de porter les armes, s'il répugnait de suivre son capitaine sur le chemin du sacrifice ? Sainte Blandine, pour se fortifier dans son martyre, s'écriait : « Je suis chrétienne ! Je suis chrétienne ! » Quand la tribulation vous visitera, dites aussi pour prendre courage : « Je suis chrétien, c'est-à-dire le disciple du Verbe incarné qui a souffert et est mort pour moi ! » Suivez l'avis de l'apôtre S. Paul, qui recommandait aux fidèles éprouvés par le malheur de penser à Jésus souffrant : *Recogitate eum qui talem sustinuit a peccatoribus adversus semetipsum contradictionem, et ne fatigemini [animis vestris deficientes]*. (Heb., xi.)

III. Outre la confiance et la patience, la méditation de la Passion nous inspire la haine du péché et une salutaire émulation pour résister aux tentations, et, à ce titre, elle est encore pour nous un élément de force. C'est le péché qui a fait répandre au Sauveur la sueur de sang, qui l'a flagellé, qui l'a couvert de soufflets et de crachats, qui lui a percé les mains et les pieds, qui l'a couronné d'épines, qui l'a attaché à la croix : comment pourrions-nous ne pas le détester ? Quand le monde veut séduire le chrétien par ses pompes et ses maximes fallacieuses, le disciple de la croix lui répond : « Que prétends-tu, perfide trompeur ? Veux-tu que j'adore un Dieu pauvre, humilié, souffrant, et que je sois riche, honoré et dans les

délices ? Ne sais-tu pas que je suis membre de Jésus crucifié ? Sous un chef couronné d'épines, des membres délicats seraient-ils à leur place ? » Quand la concupiscence se réveille, le vrai fidèle la dompte par le souvenir de la Passion du Sauveur : « Quand quelque pensée déshonnête me tourmente, dit S. Augustin (Manual. C. xxii), j'ai recours aux plaies de Jésus-Christ ; quand la chair veut se révolter, je réprime son insolence par le souvenir des douleurs de mon Rédempteur ; si quelque tentation violente me persécute, j'ai mon refuge entre les bras de Jésus-Christ attaché à la croix ; enfin, dans toutes mes adversités, je n'ai point éprouvé de remède plus puissant et plus efficace, que d'avoir recours aux blessures de mon charitable Sauveur, souffrant et mourant pour moi sur le Calvaire ». Quant au démon, qui ne sait qu'un simple signe de croix suffit pour le mettre en déroute ?

III

La fréquente méditation de la Passion de N.-S. a un troisième avantage, c'est de remplir l'âme de la joie la plus ineffable.

Le prophète Isaïe nous représente le Rédempteur meurtri, déshonoré, méconnaissable. Comment peut-il être pour l'âme une source de joie ? « Ah ! s'écrie Bossuet, c'est précisément dans ce visage qui fait horreur que je découvre des traits d'une incomparable beauté. Un soldat est couvert de grandes blessures qui semblent lui déshonorer le visage. Les délicats détournent peut-être la vue de dessus ses plaies ; mais le prince les trouvera belles, parce que c'est pour son service qu'il les a reçues ; ce sont de belles marques ; ce sont des cicatrices honorables que la fidélité pour son roi et l'amour de la patrie embellissent. O fidèles de Jésus-Christ, que les ennemis de mon Maître trouvent de la difformité dans ses plaies, certes, je ne le puis empêcher. Mais, pour moi qui suis assuré que c'est pour l'amour de moi qu'il est ainsi couvert de blessures, je ne puis être de leur sentiment. La véritable beauté de mon Maître ne peut lui être ravie ; non, non, ces cruelles meurtrissures n'ont pas défiguré ce visage, elles l'ont embelli à mes yeux. Si les blessures des sujets sont si belles aux yeux du prince, les blessures du prince quelles doivent-elles être aux yeux des sujets ? Celles-ci sont mes délices, je les baise, je les arrose de mes larmes ». (Sermon pour la Circconcision.)

Ces paroles éloquentes indiquent les raisons pour lesquelles l'âme chrétienne trouve dans la méditation de la Passion une source de joie. C'est en premier lieu parce qu'elle y voit écrites en traits de flammes les victoires de Jésus sur le démon et sur le monde, les triomphes pacifiques et merveilleux remportés par lui, grâce à ses souffrances et à sa mort, dans la suite des âges et dans tous les pays de la terre : tant de pécheurs convertis, tant d'âmes purifiées, santifiées, divinisées, tant d'élus envahissant les immenses

espaces du paradis ! D'autre part, dans chacun des détails de la Passion, la charité infinie de Dieu pour nous éclate avec tant de douceur et de puissance que le cœur est ému de la plus délicieuse émotion, et les larmes de l'attendrissement coulent des yeux en abondance. La neige ne peut être exposée aux rayons du soleil sans se liquéfier aussitôt ; les âmes saintes qui ont la blancheur de la neige ne peuvent pas se tenir en face du soleil de justice qui est sur la croix, sans être aussitôt toutes fondues en larmes si douces et si consolantes, que toutes les joies de la terre ne sont que tristesses et amertumes en comparaison. S. Dominique, à la vue du crucifix, ne pouvait point ne pas pleurer de douleur et de bonheur. S. François d'Assises n'avait point d'autres délices sur la terre que les amertumes de la Passion du Rédempteur, et il perdit la vue à force de pleurer sur les souffrances et les humiliations de Jésus crucifié.

Donc, conformément à l'avis de S. Pierre, à l'exemple des saints, armons-nous du souvenir de la Passion du Sauveur. Nous y trouverons les plus belles lumières, les plus invincibles énergies, les joies les plus délicieuses, une préparation admirable à la vie heureuse du Paradis.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences

Le Souverain Pontife accorde trois cents jours d'indulgence à la récitation d'une prière à S. Joseph, comme patron de l'Eglise universelle.

Beatissime Pater,

Episcopus Salfordien. ad pedes Sanctitatis Tuæ exosculans, provolutus, humili Tibi demissione exponit : Angliæ Episcopus in precum Ἐνχειρίδιω conficiendo adlaborare, eas præsertim seligentes, quas Rom. Pontifices sacris olim Indulgentiis ditarunt. Jam vero, quum in ea, quæ nuper edita fuit, Precum piorumque Operum Collectione, oratio ad S. Josephum uti Ecclesiæ universæ Patronum nequaquam reperiat, idem Episcopus Sanctitatem tuam suppliciter efflagitat, ut preceptionem, quam huc subdit, quibusvis recitantibus tercentorum dierum indulgentiam, quæ animabus etiam piacularibus flammis addictis per fideles applicari possit, perpetuo concedere dignetur.

ORATIO

ad S. Joseph, M. V. Sponsum, et Ecclesiæ Patronum.

« O Beate Joseph quem Deus ad nomen officique Patris erga Jesum gerenda præstituit, deditque Mariæ semper Virgini purissimum Sponsum et sacræ in terris familiæ caput ; quem denique Christi Vicarius Ecclesiæ universæ ab ipso met Christo Domino fundatæ Patronum adsertoremque elegit ; maxima hic qua possumus fiducia

Ecclesiæ quæ in terris militat, præpotens auxilium tuum imploro.

Tuere quæso speciali cura vereque paterno quo flagras amore Rom. Pontificem, omnesque Episcopos ac Sacerdotes Sanctæ Petri Sedi conjunctos. Esto omnium defensor, qui salvandis animabus inter angores atque hujus vitæ incommoda laborant; omnesque ut populi Ecclesiæ se sponte submittat, efficito, quod est salutis assequendæ medium omnino necessarium.

Donationem item mei, quam plene atque integre Tibi exsequor, sanctissime Joseph, libens volensque excipito. — Tibi me totum dico, ut semper mihi Pater, Protector ac dux in via salutis esse velis.

Eximiam cordis munditiem, atque incensum vitæ interioris amorem mihi impetra. Fac ut ipse tua vestigia premens, omnes actiones meas ad majorem Dei gloriam, divini Cordis Jesu et immaculati Cordis Mariæ Virginis affectibus conjunctas dirigam.

Deum pro me ora, ut pacis et gaudii sim particeps, quibus ipse sanctissime moriens olim gavisus es. Amen. »

SSmus D. N. Leo Papa XIII in audientia habita die 18 Julii 1885, ab infrascripto Secretario Sac. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ, omnibus utriusque sexus Christi fidelibus præfatam orationem, corde saltem contrito ac devote recitantibus, Indulgentiam *tercentum dierum*, defunctis quoque applicabilem, semel in die lucranda, benigne concessit. Præsentem in *perpetuum* valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus. Datum Romæ ex Secretaria ejusdem Sac. Congregationis die 18 Julii 1885.

I. B. CARD. FRANZELIN, *Præfectus*.

FRANCISCUS DELLA VOLPE, *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Est-il défendu de mettre des tiroirs ou armoires sous l'autel pour les ornements?

2^o Est-il permis d'avoir un tiroir ou une petite armoire sous le tabernacle pour y mettre l'eau qui sert à purifier les doigts après la distribution de la sainte communion ou les saintes huiles? Ces usages sont très répandus.

3^o Que devons-nous penser de l'usage commun en France de mettre sur le tabernacle une exposition fixe tout en pierre?

R. — Il n'y a pas de rubriques ni de décrets qui condamnent ces tiroirs ou armoires pour les ornements, mais cette pratique est contraire au respect que nous devons à l'autel et au tabernacle. Nous partageons absolument l'opinion de Monseigneur Barbier de Montault dans son *Traité de la construction des églises* :

« Benoit XIII, dit-il, condamne avec raison les trous, armoires et fenêtres que l'on pratique dans l'autel pour y conserver les burettes, » ou autre

objets nécessaires à sa décoration et à son service. Sous aucun prétexte, l'autel ne sera transformé en coffre de décharge; le respect seul qu'on doit avoir pour le meuble sur lequel s'offre le saint Sacrifice, l'exige impérieusement. D'ailleurs cela n'est praticable qu'avec un autel dont la masse serait en bois. »

Ad II. Même solution, lors même que l'usage, comme vous l'affirmez, serait très répandu.

Ad III. Nous croyons qu'il est conforme à l'esprit de l'Eglise d'avoir un trône portatif. Il est difficile d'entendre autrement ces paroles de Benoit XIII que nous citons selon le texte original, en italien :

« Sopra detto altare in sito eminente vi sia un Tabernacolo, o Trono con baldacchino etc. »

Du reste, nous n'avons pas souvenance d'avoir vu, dans aucune église de Rome, de trône fixe.

Et l'on conçoit la raison de cette pratique. Quel est le but de ce trône? C'est de recevoir le T.-S. Sacrement exposé. Ce trône devient donc inutile après l'exposition. Nous ne disons pas assez; il est gênant, parce qu'il empêche de placer la croix, qui doit être en cet endroit au milieu de l'autel, et qui doit être assez grande pour être aperçue facilement par les fidèles.

Puisqu'il est convenable, sinon obligatoire, d'avoir un trône portatif, il en résulte qu'il est convenable d'avoir un trône en bois, et non en pierre.

Q. — 1^o Le 3^e dimanche de l'Avent, nous disions la messe du dimanche avec commémoration de l'Octave de l'Immaculée Conception, fallait-il dire la préface de la Sainte Vierge, ou celle de l'Avent, puisqu'il y en a une propre au diocèse pour l'Avent?

2^o En Carême, j'ai l'habitude de réciter les offices votifs aux jours permis. Un samedi je récite l'office de l'Immaculée Conception; mais, à la messe, je dis la messe votive de saint Joseph. Quelle préface faut-il dire? celle du Carême, ou de l'Immaculée Conception?

R. — Ad I. Si vous avez une préface propre pour l'Avent, vous deviez la prendre, puisque vous disiez une messe de l'Avent.

Du reste, la situation de votre diocèse est en dehors des règles de la liturgie romaine; elle est particulière. Elle doit donc avoir des règles particulières, qu'il faut observer.

Ad II. Vous devez dire la préface du temps. C'est d'abord le sens de la rubrique sur les préfaces. Que dit en effet cette rubrique? C'est que, aux messes votives qui n'ont pas de préface propre, « on dit la préface du Temps ou de l'Octave où l'on célèbre ces messes. »

« Si vero non habuerint (præfationem propriam), dicatur præfatio de Tempore, vel Octava infra quam contigerit hujusmodi missas celebrari. »

Comme S. Joseph n'a pas de préface propre, on doit dire la préface du Temps ou de l'Octave; or, il n'y a pas d'Octave en Carême; donc c'est celle du Temps.

Pourquoi, direz-vous, ne pas prendre la commune, puisqu'il s'agit d'une messe votive qui n'a

pas de rapport avec le Carême ? Parce que l'Eglise l'a ainsi décidé, d'abord dans la rubrique que nous venons de citer, et ensuite par un décret du 2 décembre 1684, n. 3073, ad 8, en vertu duquel on ne prend pas, pour une messe votive, la préface de la fête dont on a dit l'office, quand même elle en aurait une propre, mais on prend la commune. Voici ce décret, qui a été porté sur la demande du procureur général de la Congrégation des chanoines réguliers de Latran :

« An qui in Sabbato recitat Officium de B. Maria, volens celebrare missam de aliquo Sancto, teneatur dicere *Gloria, etc.*, et præfationem de Beata Maria propriam illius diei ; an vero præfationem communem sine *Gloria, etc.* ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Dicendum sine *Gloria, etc.*, et cum præfatione communi. »

On ne dit donc pas la préface propre de l'office du jour.

Mais, objecterez-vous, il n'est pas dit qu'on prend celle du Temps, mais bien la commune. Cela est vrai. Mais on ne suppose pas que l'on soit dans un Temps qui a une préface propre, voilà pourquoi on prescrit de dire la commune. Mais si l'on est dans un Temps qui a une préface propre, comme le Carême, on doit prendre cette préface, puisque la rubrique le commande.

Q. — Faut-il admettre comme parrain un grand garçon de 15 ans qui, par sa faute, n'a point fait sa première communion, et qui s'abstient même de venir à l'église ? M. le curé l'a prié plusieurs fois d'assister au catéchisme ; les parents ont été avertis de la négligence de leur enfant ; mais malgré une certaine bonne volonté, l'énergie leur a fait défaut et leur autorité est restée insuffisante auprès du jeune libre-penseur, qui a préféré un diplôme de *fin d'études primaires* à un certificat de première communion. De plus, il a tenu certains propos qui trahissaient très bien son mépris pour l'Eglise et pour la communion. Doit-il, pour cette conduite, être rangé dans la catégorie des personnes *notoirement impies*, reconnues par la théologie et par nos statuts diocésains indignes d'exercer les fonctions de parrains ou de marraines ?

M. le curé sollicité, pressé, presque poussé à bout, a consenti à accepter ce parrain avec une marraine ayant fait sa première communion, *s'il est accompagné de son père qui répondra pour lui* (c'est ce qui a lieu dans les cas où les enfants proposés pour ces fonctions se trouvent trop jeunes pour pouvoir répondre). Cette condition, comme il fallait s'y attendre, n'a pas été du goût de notre petit homme, et... les choses en sont là pour le moment. Mais les parents du bébé qui n'a pas encore vu le jour et ceux du parrain proposé ne sont pas contents et l'on parlerait déjà d'une résolution de ne pas faire baptiser l'enfant, de le porter dans une autre paroisse, etc., etc. ?

R. — Il paraît difficile de ranger dans la catégorie des infidèles, des hérétiques, des excommuniés, des interdits, des pécheurs publics et des infâmes, un jeune homme de 15 ans, parce que ses parents ont négligé de l'envoyer au catéchisme, et que lui-même a négligé de faire sa première communion. Il est vrai que le Rituel ajoute qu'il ne faut pas admettre non plus aux fonctions de parrain, ceux qui n'ont pas une connaissance suffisante des vérités de la religion : « Nec qui

ignorant rudimenta fidei. » Mais ce jeune homme est-il à ce point ignorant ? Et si vraiment son ignorance est telle, ne semble-t-il pas que l'on devrait profiter de l'occasion qui se présente, pour l'instruire un peu et essayer de le ramener à de meilleurs sentiments ?

Il est sans doute bien désirable que les parrains aient fait leur première communion : et même le Rituel romain ajoute qu'ils devraient avoir reçu le sacrement de Confirmation : « Ac sacramento confirmationis consignatos esse maxime convenit ». Cependant cela n'est pas nécessaire.

Mais ce jeune homme a tenu des propos qui trahissent son mépris pour l'Eglise et pour la communion. C'est ce qui nous paraît avoir le plus de gravité. Et cependant ici encore ne pourrait-on pas demander si ces propos constituent des impiétés bien formelles. Que de jeunes gens, aujourd'hui, malheureusement, tiennent des propos semblables, et ne sont pas exclus pour cela des fonctions de parrain.

Enfin, la crainte que l'enfant dont ce jeune homme veut être parrain, ne soit pas baptisé, ou que son baptême soit retardé, serait une raison qui engagerait encore à être indulgent envers ce jeune homme, et à l'accepter, tout en lui faisant les observations et remontrances que la charité et la prudence d'un pasteur peuvent suggérer.

Cependant, comme la question est assez grave et délicate, comme elle doit être décidée non seulement d'après les principes généraux, mais encore d'après les statuts diocésains, nous engageons notre correspondant à recourir à son Ordinaire.

Q. — Quelles sont les règles canoniques par rapport aux capitaux des fondations, soit pour leur acceptation, soit pour leur administration ?

Y a-t-il des peines, et lesquelles, pour la violation de ces règles ?

R. — C'est le décret d'Innocent XII qui a réglé tout ce qui a trait aux fondations. Voici les principales dispositions qu'il renferme :

1^o Avant d'accepter une fondation, il faut solliciter l'autorisation de l'Ordinaire pour les églises séculières, et celle du provincial ou du général de l'ordre pour les églises des réguliers :

« Ad hæc Sacra Congregatio quibusvis capitulis, collegiis, societatibus et congregationibus, nec non omnibus et singulis ecclesiarum ac piorum locorum tam sæcularium quam regularium superioribus, vel aliis ad quos pertinet, *districte prohibet* ne in posterum onera perpetua suscipiant missarum celebrandarum, seculares quidem sine episcopi, vel ejus vicarii generalis, regulares vero sine generalis vel provincialis consensu et licencia in scriptis et gratis concedenda » ¹.

Celui qui négligeait de demander l'autorisation de l'évêque était, par ce même décret, frappé *ipso facto* de l'interdit pour l'entrée de l'église, pour les prêtres séculiers, et, s'il était régulier, déclaré

¹ Décret de 1697, § 8.

déchu *ipso facto* de tous les offices qu'il avait à remplir, frappé d'une incapacité perpétuelle pour en remplir d'autres et privé de la voix active et passive.

L'interdit dont il est question ici, n'ayant pas été renouvelé dans la constitution *Apostolicæ Sedis*, on le regarde comme abrogé; mais la défense n'en subsiste pas moins dans toute sa rigueur. Comme il s'agit d'une chose grave et que la prohibition est rigoureuse, *districte prohibet*, nous croyons que la violation de cette loi constituerait une faute grave.

2^o Il y a obligation de placer les capitaux légués pour une fondation sur des immeubles productifs, avec la mention expresse et individuelle des charges qui pèsent sur eux : » Statuit atque decernit ut pecuniæ ac bona mobilia... sub pœna interdicti ab ingressu ecclesiæ ipso facto incurrenda, a die realis acquisitionis, statim deponi debeant penes Ædem sacram, vel personam fidei et facultatibus idoneam, ad effectum illa, seu illorum pretium quamprimum investiendi in bonis immobilibus fructiferis, cum expressa et individua mentione oneris, quod illis annexum reperitur »¹.

Sous le nom de *bona mobilia*, on entend les biens-fonds proprement dits et les rentes perpétuelles, soit sur les particuliers, avec les garanties nécessaires, soit sur l'Etat. Mais le Saint-Siège exclut les titres au porteur qui ne sont pas considérés comme des biens immeubles. En 1845, on lui demanda l'autorisation de faire un déplacement de capitaux, il l'autorisa, mais en exigeant le placement immédiat de la somme : « Cæterum investimentum fieri poterit etiam in schedis *consolidato* debiti publici, quæ non sint, ut aiunt, *au porteur* »².

Nous pourrions citer encore d'autres autorités, mais nous ne croyons pas que cela soit nécessaire. On peut donc violer cette règle de deux manières : 1^o en ne plaçant pas les capitaux d'une fondation d'une manière productive, ou en les employant à une fin autre que celle pour laquelle ils ont été donnés; 2^o en les plaçant sur des titres au porteur.

Il est défendu d'employer les capitaux des fondations à une fin autre que celle pour laquelle ils ont été donnés, lors même qu'il s'agirait de restaurations nécessaires à l'église, sans l'autorisation du Saint-Siège, parce que ce fait constitue une aliénation, et que le décret d'Innocent XII, comme la Constitution *Ambitosæ*, réservent au Saint-Siège le droit d'autoriser ces aliénations : « Ac si eadem bona mobilia *auctoritate apostolica* deinceps alienari contigerit, eorundem pretium sub eadem pœna, ut supra, deponi, atque in aliis bonis stabilibus itidem fructiferis cum ejusdem oneris repetitione atque annexione converti debeat »³.

La Constitution d'Innocent XII frappait d'inter-

dit ceux qui ne plaçaient pas immédiatement les capitaux des fondations *in bonis immobilibus fructiferis*. Cette peine n'existe plus aujourd'hui. Mais l'excommunication de la Constitution *Ambitosæ* de Paul II atteint ceux qui détournent de leur destination les capitaux des fondations.

Le placement en titres au porteur est défendu également, avons-nous dit. Mais il est certain que ce placement, quoique coupable en soi, n'entraîne avec lui aucune peine canonique, aujourd'hui du moins. Nous ajouterons qu'il peut devenir fort utile, à raison des circonstances, et qu'il y a tout lieu de croire que l'Eglise, forcée par les événements, finira par l'autoriser formellement, ou du moins par le tolérer. Mais en attendant cette transformation, nous préférons, en présence d'une loi aussi formelle, solliciter l'autorisation du Saint-Siège.

3^o Lorsqu'une fondation est établie, il est défendu de vendre les immeubles sur lesquels elle repose ou d'aliéner les rentes perpétuelles qui en forment la dotation, sans une autorisation du Saint-Siège. Le § 7 du décret d'Innocent XII, que nous venons de citer, est formel à ce sujet. Le déplacement des capitaux d'une fondation fait sans l'autorisation voulue, constitue une transgression de l'extravagante *Ambitosæ* et fait encourir l'excommunication qu'elle renferme.

Par rapport à cette excommunication, nous ferons remarquer : 1^o qu'elle réclame la présomption : par conséquent l'ignorance crasse, qui n'excuserait pas de la faute, en excuse : 2^o qu'elle n'est pas réservée, et que tout confesseur peut en absoudre; 3^o qu'elle frappe a) le curé de l'église dont les biens sont aliénés, b) les membres du conseil de fabrique qui auraient autorisé l'aliénation par leur consentement, c) les supérieurs appelés à vérifier les actes de l'administration temporelle et à donner leur consentement pour les aliénations.

Q. — Dans les litanies du S. Nom de Jésus, l'invocation *Inspirator prophetarum* n'étant pas autorisée par le Saint-Siège, je l'ai biffée dans les litanies imprimées dans le catéchisme diocésain. Ai-je bien fait ?

Pour gagner les 300 jours d'indulgences accordées par Léon XIII, faut-il supprimer cette invocation ? Faut-il aussi ajouter la 2^e oraison : *Sancti Nominis tui, Dne, pariter...* Quelle conclusion ? *Per Christum*, ut in *Unica* inf. oct *Corporis*, ou bien *Qui vivis* ?

Pourriez-vous nous donner la véritable traduction de cette oraison *Sancti Nominis* ? Notre catéchisme ne donne ni le latin, ni le français.

R. — Il n'y avait nul inconvénient à biffer l'invocation dont vous parlez, puisqu'elle ne se trouve pas dans le texte approuvé, et que la suppression d'une invocation dans les litanies, quand on en explique le motif, ne peut causer aucun scandale. D'autre part, vous aviez l'avantage de rendre votre formule absolument conforme à celle du Saint-Siège. Vous avez donc bien fait. Mais nous ne croyons pas que la présence, dans les litanies du saint Nom de Jésus, d'une invocation non approuvée, pas plus que l'omission de l'invoca-

¹ Ibid., § 6.

² *Analecta*, III, col. 306.

³ Const. d'Innocent XII, § 7.

tion approuvée, puisse faire perdre les indulgences, *quia parum pro nihilo reputatur*.

Les deux oraisons sont données dans le décret comme faisant corps avec les litanies; il y a donc obligation de les dire toutes les deux. La seconde est terminée, dans l'exemplaire du décret que nous avons sous les yeux, par la conclusion : « *Qui vivis et regnas.* »

Mgr Pichenot, dans ses homélies sur les collectes, traduit ainsi celle qui nous occupe :

« Faites, Seigneur, que nous ayons toujours également la crainte et l'amour de votre saint Nom, parce que votre Providence n'abandonne jamais ceux que vous établissez dans votre amour. »

Q. — Abonné à votre estimable journal depuis sa fondation, et ravi des réponses que vous nous donnez toujours avec autant de compétence que de charité, j'ai recours encore à vous aujourd'hui pour la solution des questions suivantes :

1^o Un curé à qui on a supprimé le traitement, est-il obligé, en conscience, d'appliquer la messe *pro populo* ?

2^o Quand un tribunal civil a prononcé le divorce d'après les instructions venues de Rome, faut-il encore recourir à Rome et faire le procès ecclésiastique ? Ou bien, les personnes ainsi divorcées peuvent-elles, aussitôt après la simple décision du tribunal civil, contracter un nouveau mariage ?

3^o Un prêtre qui est nommé *curé d'une chapelle vicariale* est-il tenu d'appliquer la messe *pro populo* comme un succursaliste ordinaire ?

4^o Un prêtre déjà curé est chargé par son évêque de faire le service d'une succursale vacante ; est-il tenu d'appliquer deux fois la messe *pro populo*, dans les deux paroisses ?

R. — Ad I. Nous avons traité au long cette question (*Ami du Clergé*, 7 juin 1883, p. 267). Nous pensons avoir établi que la suppression de traitement opérée par le pouvoir civil ne décharge pas le curé de l'obligation d'offrir la messe *pro populo*. C'est là une obligation de droit divin et ecclésiastique sur laquelle l'injustice du pouvoir civil ne peut rien.

Si le curé ne pouvait supporter cette charge, il y aurait lieu pour lui de recourir au Saint-Siège. Mais il ne lui appartient pas de se libérer lui-même de cette obligation.

Ad II. Notre respectable correspondant n'a pas été assez explicite dans sa question. Nous sommes obligés de la préciser pour pouvoir donner des solutions exactes.

On peut supposer que les parties ne sont pas unies par un légitime mariage, ou bien parce qu'il n'y a eu que le mariage civil, qui n'est pas le vrai et légitime mariage, ou bien parce que le mariage contracté devant l'Eglise se trouve nul. On peut supposer que les parties sont unies par un vrai et légitime mariage. De là trois hypothèses à considérer :

1^o S'il n'y a eu que le mariage civil, les parties étant libres de tout lien matrimonial, peuvent contracter mariage, même sans que le divorce civil ait été prononcé. Toutefois, comme le prêtre pourrait être inquiet s'il assistait à un mariage avant

que ce qu'on appelle le mariage civil ait été célébré et que l'Eglise tolère que l'on se conforme à cette exigence, le prêtre fera bien d'attendre que la partie civilement divorcée se soit mise en règle. Pour cela, il faut, après la sentence du juge, que le maire prononce le divorce ; puis, que le nouveau mariage civil ait été célébré. L'Eglise, en ce cas, n'a pas autrement à intervenir.

2^o S'il y a eu mariage religieux, mais que ce mariage soit nul, les instructions venues de Rome le 25 juin 1885 et le 27 mai 1886, tolèrent explicitement que le tribunal civil s'occupe de la cause, et implicitement qu'il prononce une sentence de divorce, parce que, dans ce cas, la sentence n'est opposée ni au droit divin, ni au droit ecclésiastique (Voir ces documents, *Ami du Clergé* 1886, p. 615.)

Mais cette tolérance ne supprime aucunement l'exercice de la juridiction ecclésiastique sur les mariages ; elle ne la fait pas davantage suppléer par la sentence civile. Le procès ecclésiastique doit donc avoir lieu comme si les tribunaux civils n'avaient pas à s'occuper de l'affaire. Le mieux serait assurément que la sentence ecclésiastique de nullité précédât la demande en divorce devant le tribunal civil. Il faut, à tout le moins, qu'elle la suive avant que l'une des parties songe à contracter un autre mariage,

3^o Si les époux sont unis par un vrai et légitime mariage, les instructions venues de Rome ne permettent pas au tribunal civil de prononcer une sentence de divorce qui, par le fait, serait contraire au droit divin ou au droit ecclésiastique (V. les doc. précit.). Nulle instruction, nulle déclaration n'est venue modifier cette règle. Des cas difficiles peuvent se présenter, pour lesquels il soit nécessaire de recourir au Saint-Siège. Mais la règle demeure, et dans ce cas, le tribunal ne peut prononcer le divorce.

Que s'il le prononce, les conjoints n'en demeurent pas moins unis par un vrai et légitime mariage et ils ne peuvent ni licitement, ni valablement, attenter un nouveau mariage.

Tout procès ecclésiastique serait inutile ; car nul homme, fût-il le Souverain Pontife, ne peut séparer ce que Dieu a uni.

Conséquemment, tant que vivront les deux époux civilement divorcés, ils ne pourront, ni l'un ni l'autre, contracter un nouveau mariage.

Ad III. La chapelle vicariale peut n'être pas une église paroissiale, quand même on y ferait tous les offices. Elle peut n'avoir pas de curé. Ou bien, s'il y a un *curé*, vrai curé, elle est canoniquement paroissiale.

S'il s'agit d'une chapelle non paroissiale, le curé n'est pas tenu d'appliquer la messe *pro populo*.

S'il s'agit d'une église paroissiale, d'une paroisse et d'un curé, celui-ci est tenu d'appliquer la messe *pro populo*. Ce dernier cas ne doit pas être celui qui a motivé la question qui nous est posée.

Ad IV. Ce curé est, d'après la loi générale, tenu d'appliquer deux messes pour chaque dimanche

et pour chaque jour de fête. Plusieurs diocèses ont obtenu des Indults qui permettent, en certains cas, de s'acquitter par une seule messe de la double obligation qu'ils ont d'appliquer la messe pour chacune des deux paroisses; mais c'est par concession gracieuse du Saint-Siège.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Les ministres de la religion peuvent-ils légalement recevoir des libéralités? Quelles sont les règles civiles à ce propos?

R. — La question n'est pas de savoir si les ministres de la religion peuvent recevoir des libéralités au profit de la cure ou succursale dont ils sont titulaires. L'affirmative est indubitable parce qu'alors c'est l'établissement qui est donataire et non la personne même du curé, qui ne profite qu'accessoirement. Il est encore certain qu'un curé est habile pour recevoir personnellement des dons et des legs, si la donation ou le testament a été fait antérieurement à la dernière maladie pendant laquelle il a confessé le malade.

Il est de plus un autre cas où un ministre de la religion peut recevoir légalement des libéralités de toute nature, c'est celui où il est parent du donataire jusqu'au quatrième degré inclusivement (*2^e degré ecclésiastique*), pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe.

Il est encore certain qu'un prêtre peut aussi être donataire ou légataire, s'il s'est borné à donner à un malade l'Extrême-Onction et le Viatique, parce que ce n'est point par ce genre d'administration qu'il peut exercer de l'influence sur lui; ce n'est que par la confession.

La cour royale de Grenoble, par arrêt du 16 avril 1806, a jugé que l'acte seul de la confession frapperait un ecclésiastique d'incapacité à recevoir les libéralités faites par un donateur pendant la maladie dont il est mort. Elle a décidé qu'un prêtre qui est resté continuellement auprès d'un malade et qui lui a même administré l'Extrême-Onction pendant la dernière maladie dans laquelle le testament a été fait, a pu recueillir le legs fait en sa faveur, pourvu qu'il n'ait pas confessé le donateur. Cet arrêt, qui est critiqué par MM. Dalloz et Vazeille, a été confirmé par la Cour suprême le 18 mai 1807.

Il est certain encore qu'un confesseur peut recevoir, à titre rémunératoire, des dons ou des legs quand il y a d'ailleurs proportion entre les dons et les services rendus; ou les facultés du disposant.

Enfin, il peut recevoir, si le don n'est pas à titre gratuit, mais onéreux, par exemple, des honoraires de messes et de services: on ne doit pas les considérer comme de pures libéralités, puisqu'il y a des charges à remplir.

Ces cas exceptés, le ministre du culte qui a donné à un malade les secours spirituels de la

religion pendant la maladie dont celui-ci est mort, ne peut profiter des dispositions faites durant cette maladie (*art. 909 du code civil*).

Il peut, toutefois, être exécuteur testamentaire, bien qu'il ait assisté le testateur dans ses derniers moments, parce que c'est là un office et un mandat, et non une libéralité (*arrêt de la Cour de cassation du 26 septembre 1828*).

La prohibition de recevoir est aussi applicable aux médecins, chirurgiens et pharmaciens. La loi annule les donations qui pourraient leur être faites, pour neutraliser les influences puissantes qu'elle les croit capables d'exercer sur l'esprit des malades auxquels ils donnent leurs soins.

Il y a même, en dehors des cas prévus par la loi, certaines circonstances où un curé doit repousser des donations qui lui seraient faites d'ailleurs d'une manière légitime, c'est un sacrifice qu'il doit à l'honneur du sacerdoce, qui est toujours compromis par le défaut de désintéressement ne fût-il qu'apparent.

VARIÉTÉS

Le Bréviaire.

Notre éminent maître et très cher ami, M. le chanoine Mangère, docteur romain, professeur de liturgie au grand séminaire de Langres, vient enfin de publier, sous ce titre: *Le Bréviaire romain commenté*¹, le deuxième volume de son COURS DE LITURGIE, depuis si longtemps annoncé, attendu et désiré.

Pour présenter ce livre à nos lecteurs, nous reproduisons la première page de sa préface.

« S'il est un livre que tous les prêtres et tous les religieux doivent connaître et aimer, c'est le Bréviaire romain.

« Quel est le livre qui est le plus souvent entre nos mains? C'est le Bréviaire, puisque nous sommes obligés de le réciter plusieurs fois par jour. Or ne faut-il pas que nous sachions ce que nous disons?

« C'est du reste un chef-d'œuvre incomparable. Tous les genres de beautés y sont réunis: Sainte Ecriture, homélies et discours des saints docteurs, poésie, vie des saints, tout s'y rencontre dans un ordre et une variété admirables, tout y parle à l'esprit et au cœur.

« Le docteur Newman, encore protestant, lut par hasard le Bréviaire romain. Il en fut ravi. « Je l'étudiai », dit-il, « et j'en tirai la substance de mon *Tract* sur le Bréviaire romain, dont l'apparition effraya mes propres amis. Depuis lors, ce livre ne m'a pas quitté. Je l'ai toujours sur ma table et je m'en sers journellement ». Peu après

¹ *Le Bréviaire romain commenté*, par l'abbé Mangère, docteur en théologie, professeur de liturgie au grand Séminaire de Langres. Un très fort volume in-12 de xxii-571 pages. Prix: 3 francs. Société générale de Librairie catholique.

le docteur était catholique. Aujourd'hui il est Cardinal de la sainte Eglise.

« Il y a six ans, un autre protestant, M. Evers, se convertit également au catholicisme. A quoi attribue-t-il sa conversion ? A l'étude du Bréviaire romain : « L'étoile qui m'a conduit au catholicisme, c'est l'étude du Bréviaire romain. »

« Est-il besoin de dire que les saints en avaient la plus haute estime et mettaient leurs délices à le réciter.

« Saint François de Sales disait : « Mon Bréviaire, c'est mon bonheur. »

« Saint Alphonse de Liguori l'appelait une *source de vraies délices* : « Le saint Office », disait-il, « n'est pas un poids, mais une source de vraies délices ; et si on veut l'appeler un poids, « oui, mais c'est le poids des ailes qui nous font « voler vers Dieu pour nous unir à lui. »

« Sainte Catherine de Bologne l'estimait tellement qu'elle voulut le transcrire de sa propre main, et que souvent, en le transcrivant, elle versait des larmes d'attendrissement.

« Aussi produit-il des fruits merveilleux de sanctification dans ceux qui le récitent convenablement. S. Joseph de Cupertino disait à Mgr Claver, évêque de Potenza : « Monseigneur, si vous voulez sanctifier vos prêtres, tâchez d'en obtenir « deux choses : qu'ils récitent l'Office avec piété, « et qu'ils disent la messe avec ferveur. Il n'en « faut pas davantage pour assurer leur salut. »

« Mais, pour obtenir ces excellents résultats, il importe que l'on connaisse suffisamment son Bréviaire, et, par conséquent, il importe qu'on l'étudie. »

Ceux-là, désormais, pourront dire : « Je connais mon Bréviaire », qui auront étudié le *Bréviaire romain commenté*, par M. le professeur Maugère : livre *complet* quoique suffisamment *court*, *bien ordonné*, rigoureusement *exact*, *actuel* et *accessible* à toutes les intelligences comme à toutes les bourses.

Livre *complet*. Depuis deux cents ans, les écrivains qui ont traité de liturgie n'ont examiné que certains côtés de cette belle science. Les uns ont traité de l'histoire générale de la liturgie. D'autres ont étudié l'histoire particulière de chacun des saints rites ; d'autres, les rubriques ; d'autres, les cérémonies ; d'autres, le symbolisme ; d'autres, les moyens de réciter pieusement le saint Office. Mais aucun n'embrassait tous ces points de vue. M. Maugère comble cette lacune en résumant tout ce qui a été publié sur le Bréviaire. En tête de son livre, il donne une table des auteurs qu'il a étudiés et cités, avec le titre et la date certaine ou approximative de leurs ouvrages. Cette table remplit dix pages d'une impression compacte et contient plus de 160 noms : il l'aurait encore allongée sensiblement s'il y avait inscrit les cérémoniaux, les ouvrages manuscrits, et les livres sans nom d'auteur qu'il a également consultés. Table qui n'est pas seulement un témoignage de

la science et de la conscience de l'auteur, mais qui révélera aux travailleurs et même aux maîtres une foule de sources précieuses que beaucoup ignorent.

Tout en composant un ouvrage si complet, le savant professeur voulait qu'il fût suffisamment *court* et ne dépassât pas les limites d'un seul volume : « Autrement, les séminaristes, les prêtres, les religieux, les religieuses, et même les personnes du monde qui veulent connaître nos saints rites, n'eussent pas eu le temps de l'étudier, ni peut-être les ressources suffisantes pour se le procurer ». Pour atteindre ce résultat, il fallait éviter toute redite, et le moyen de les éviter, qui était en même temps le moyen d'être clair, était de suivre un *ordre rigoureux*. C'est dans ce sentiment que M. Maugère a repris le plan du célèbre Gavantus dans son *Thesaurus sacrorum rituum*, mais en y ajoutant les lumières de la science moderne, les rubriques nouvelles et les milliers de décrets de la S. Congrégation des Rites. Il suit donc pas à pas le Bréviaire romain depuis le premier mot jusqu'au dernier ; et dans l'explication de chacun des rites il observe cet ordre absolu : étymologie, notion, synonyme, historique, rubrique, explication de la rubrique par les décrets de la Sacrée Congrégation et par les meilleurs auteurs, symbolisme communément admis.

L'*exactitude* des définitions et des explications est indiscutable, basées qu'elles sont, toutes : d'abord sur les rubriques, qui sont la loi elle-même ; ensuite sur les décisions de la sacrée Congrégation des Rites qui en sont l'interprétation authentique et qui sont toujours citées avec leur date et leur numéro ; enfin sur les auteurs les plus accrédités, comme Gavantus, Mérali, Cavalieri, etc.

L'*actualité* est encore une qualité, et une qualité exclusive de ce livre. Depuis trois ou quatre ans, les rubriques ont été notablement modifiées, tant au commencement que dans le corps du Bréviaire. Les ouvrages de liturgie qui remontent seulement à trois ans sont insuffisants et inexacts : celui-ci contient toutes les nouvelles rubriques et les derniers décrets ; aucun autre, ni en France, ni à l'étranger, n'est aussi exactement à jour.

Enfin le *Bréviaire Romain commenté* est *accessible à tous*. Les anciens prêtres, en France, n'ont pas suivi de cours de liturgie. Les plus jeunes n'ont ordinairement étudié que les rubriques. Les termes propres de la science liturgique échappent souvent aux uns et aux autres. Voilà pourquoi M. Maugère donne la définition de tous les mots ; et il se sert de la langue française pour être plus clair, plus accessible à toutes les intelligences, et spécialement aux religieux et aux religieuses qui ne comprennent pas le latin.

« J'ai trouvé dans cet ouvrage de haute valeur, » écrit Mgr l'évêque de Langres, « l'exactitude de la doctrine, une érudition qui suppose de longues et laborieuses recherches, une méthode claire, un style simple et élégant tout à la fois, enfin le

charme d'une foi vive et d'une tendre piété. Je lui souhaite de se répandre parmi le clergé, dans les communautés religieuses et dans les séminaires où l'on ne saurait avoir d'auteur plus classique. » Jugement qui sera celui de tous les lecteurs.

Encore un mot, qui vaudra mieux que tous les éloges, pour faire apprécier l'auteur et son livre.

« Il devait paraître (le livre) beaucoup plus tôt. Il est autographié, au moins quant à la substance, depuis près de trente ans, et d'éminents consultants de la sacrée Congrégation des rites, qui avaient bien voulu examiner notre plan et nos solutions, nous avaient engagé à le publier dès cette époque et avaient daigné nous promettre leur concours. Mais nous voulûmes revoir et compléter notre travail, afin de le rendre plus digne de l'objet sacré que nous traitons, aussi bien que des personnes auxquelles nous le destinons. » Cette phrase de sa préface, mon bon et vénéré maître, qui est aussi humble que savant, me permettra de la compléter avec un peu moins de discrétion.

M. Maugère a été nommé professeur au séminaire de Langres par Mgr Parisi, qui, non seulement fut le fondateur du cours de liturgie dans son séminaire, mais l'initiateur, avec Dom Guéranger, du rétablissement de la liturgie romaine en France. L'éminent évêque lut avec joie les premières leçons autographiées du jeune professeur qu'il avait deviné et choisi, et l'encouragea vivement à continuer son œuvre. Le disciple obéit : et il nous donne aujourd'hui le fruit d'une vie entière exclusivement consacrée à l'étude et à l'enseignement de la liturgie. Avant de consentir à se laisser imprimer, il fit les frais d'autographies plusieurs fois renouvelées, afin de les faire examiner, critiquer, et de les polir et compléter sans cesse. Cela ne lui suffit pas encore. Il voulut passer de longs mois à Rome, non seulement pour y subir brillamment les examens du doctorat, mais pour montrer son ouvrage à des consultants de la Sacrée-Congrégation des Rites, s'entretenir de la science liturgique avec les maîtres qui abondent dans la ville éternelle, et voir exécuter les cérémonies.

Voilà l'homme, et voilà le livre.

Les lecteurs de l'*Ami du Clergé*, du reste et mieux que personne, connaissent la science, l'expérience, le tact et la bonté du savant professeur, puisque — ici j'apprends sans doute à beaucoup ce qu'ils ignoraient — c'est lui qui, depuis sept ans, rédige chaque semaine la réponse aux questions si nombreuses de liturgie qu'on nous adresse de tous côtés et chaque jour. C'est le même maître qui a également donné, dans la deuxième année de notre revue, ces articles de notions générales de liturgie, extraits du manuscrit qu'il a depuis développé, complété et publié sous ce titre : *Notions générales sur la liturgie*¹,

et où il a étudié toutes les questions qui dominent cette science, questions tellement importantes, dit-il lui-même, « que quiconque ne les possède pas ne comprendra jamais à fond la science liturgique. » Voici du reste, rapidement rappelées, les grandes lignes de ce premier livre, qui est l'Introduction générale et nécessaire au nouveau volume sur le Bréviaire, et aux deux derniers, — qui suivront, nous l'espérons, prochainement, — sur le Missel et sur le Rituel :

Qu'est-ce que la Liturgie, le rite, la cérémonie, la rubrique ?

Pourquoi l'Eglise emploie-t-elle, dans son culte, des choses matérielles, des paroles, des chants, des actes ?

Que penser des hérétiques qui, depuis les Manichéens jusqu'à nos rationalistes actuels, ont attaqué le culte extérieur ?

Quelles sont les qualités merveilleuses de la liturgie romaine, et par suite quelle est son excellence ?

Avantages immenses que procure la liturgie aux êtres matériels, aux études théologiques, à tous les arts, aux individus, à la société.

Après la question des sacramentaux traitée avec ampleur, vient celle aussi intéressante que délicate, du droit liturgique : Qui a des droits sur la liturgie ? Quels sont ces droits ? En particulier quels sont les droits de l'Eglise, du Souverain Pontife, de la Sacrée Congrégation des Rites, des Evêques, des Rubriques, de la Coutume, de l'Ordo diocésain ? Que penser du droit liturgique attribué au pouvoir temporel : question très pratique aujourd'hui que nos révolutionnaires s'arrogent le droit de voler les églises, et de tout diriger, jusqu'au culte religieux ?

Livres liturgiques : quels ont été ces livres autrefois ; quels sont-ils aujourd'hui ; quelles sont les formalités exigées pour l'impression de ces livres ; quelles sont les langues liturgiques ; est-il permis de traduire ces livres ?

Symbolisme. Y a-t-il des symboles en liturgie ; sont-ils fondés ; a-t-on des règles pour les discerner ? Quels sont les ouvrages qui ont traité du symbolisme depuis l'origine de l'Eglise jusqu'à nos jours ?

Le chapitre suivant est consacré au chant, à l'orgue, à l'harmonium, à la musique. Qualités admirables du plain-chant, sa supériorité sur la musique, sa haute importance pour la sanctification des peuples (il y a là quelques pages entraînantes sur le chant des masses, que l'auteur voudrait voir rétablir dans toutes les églises). Règles relatives à l'orgue et à l'harmonium, et conseils aux organistes. La question de la musique est étudiée avec soin.

Le dernier chapitre se rapporte à l'étude de la liturgie. L'auteur en démontre non seulement la

¹ *Notions générales sur la Liturgie*, par M. le chanoine Maugère, professeur de liturgie au grand Sémi-

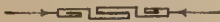
naire de Langres, docteur en théologie. Un vol. in-12 de 368 pages. Prix : 3 francs. Société générale de Librairie catholique.

convenance et l'utilité, mais l'obligation absolue pour les clercs et pour les religieux.

« Il n'y a pas un seul théologien, ou canoniste, ou liturgiste sérieux qui ne regarde la science des rites comme *obligatoire*. Après cela, comment s'expliquer l'ignorance de tant de prêtres sur cette grave matière? On nous répond que les cours de liturgie n'existaient pas autrefois dans les grands séminaires. Cette raison ne justifie pas une telle ignorance. Celui qui en est atteint, dirons-nous avec Gardellini, est obligé *sub gravi* d'acquérir la science qu'exige son état et sa condition. »

Tel est le dernier mot du savant professeur dans ses *Notions générales*, et, en le répétant après lui, nous le remercions de nous avoir donné ces deux livres qui, non seulement apportent le remède au mal qu'il déplore, mais produiront, dans tous ceux qui les liront, « des fruits merveilleux de doctrine et de sanctification. »

P. S. — Dans les si nombreuses questions qui nous sont posées, celles de liturgie figurent en proportion d'au moins 75 pour cent : ce qui prouve à nouveau ces deux choses, l'une triste, l'autre consolante, 1^o que la science liturgique a été trop négligée en France; 2^o que nos prêtres comprennent l'obligation, *sub gravi*, qu'ils ont de s'en instruire. A l'avenir comme par le passé, M. le professeur Mangère répondra ici à toutes les questions de liturgie. Nous espérons néanmoins qu'on ne lui demandera pas de répéter les leçons qu'il vient d'écrire pour tous, et de mettre à la disposition de tous dans les *Notions générales sur la Liturgie*, et le *Bréviaire romain commenté*. On lui rendra ainsi la liberté de quelques colonnes et de quelques heures au profit de tant d'autres questions qui sont obligées d'attendre leur tour depuis trop longtemps.



COURRIER DE L'UTILE

—

Q. — Indiquer, s. v. p., un moyen rapide et sûr de constater par soi-même la présence de la cire pure dans les cierges pris chez les commerçants.

R. — Permettez qu'avant de vous répondre, mon cher correspondant, je vous fasse quelques observations dont tous ceux qui nous questionnent pourront et voudront bien faire leur profit.

Votre lettre contient cinq questions : la première, que je viens de reproduire, s'adresse au rédacteur du Courrier de l'Utile ; la deuxième, à nos consultants de liturgie ; la troisième, à la rédaction de la Revue littéraire ; la cinquième (je passe la quatrième, qui n'entre pas dans les spécialités de l'*Ami du Clergé*), à nos juristes : et vous demandez réponse dans notre prochain numéro (votre lettre, qui m'arrive le 14 mars, voudrait ainsi recevoir, dès jeudi prochain, 17, toutes les réponses qu'elle réclame).

En règle générale, nous devons, c'est justice, classer les lettres que nous recevons et y répondre suivant leur rang d'arrivée. Nos abonnés, en ce

moment, profitant de leurs lettres de réabonnement pour y poser les questions qui les intéressent, nous sommes absolument encombrés, et tout en décuplant notre travail et notre bonne volonté, nous ne pouvons publier nos réponses que progressivement et suivant la place dont nous disposons. C'est la cause des retards dont quelques-uns se plaignent, en oubliant que, fussions-nous les plus savants (ce que nous ne prétendons pas), et les plus dévoués (et certes, nous ne nous ménageons pas), nous ne pouvons recevoir nos consultants que les uns après les autres.

Autre avis. Dans ce journal, chaque genre de questions est transmis à des spécialistes, et c'est pour cela que nous avons déjà demandé à nos correspondants, ce qu'ils n'ont pas assez compris, d'écrire sur des *feuilletts détachés et spéciaux*, les questions qui ne ressortent pas au même ordre d'études et de connaissances. Ainsi : sur un feuillet spécial, les questions de liturgie ; sur un autre, les questions de dogme ; sur un autre, les questions de morale, sur un autre, les questions d'histoire ; sur un autre, les questions de droit canon ; sur un autre, les questions de jurisprudence ; sur un autre, les questions littéraires ; sur un autre, les questions de l'utile. Et si vous trouvez cela trop compliqué, ayez au moins l'attention de n'écrire vos questions que sur le *recto* et jamais sur le *verso* des feuillets que vous nous envoyez : d'un coup de ciseaux nous pourrions alors détacher chaque question et la transmettre au rédacteur compétent ; tandis que si vous avez écrit au *verso*, tout découpage nous est impossible et vous nous imposez ce travail et cette perte de temps inutiles : de transcrire à nouveau nous-mêmes chacune de vos questions pour les distribuer à la rédaction.

Cela dit pour tous nos abonnés, je réponds à la question ci-dessus, qui m'a été posée quelque vingt fois depuis quinze jours.

Nous sommes dans un siècle de progrès, c'est-à-dire de mensonge, où presque tous les industriels veulent produire à bon marché et vendre cher pour faire fortune et *jouir* rapidement : ainsi ce qu'on demande à la science et au *tour de main*, c'est l'art de frauder.

Aussi comprenons-nous les inquiétudes du prêtre quand il doit se procurer, pour l'autel, du vin de *vigne* et des cierges de *cire*. Celui-là seul peut être tranquille qui a coupé les raisins de ses ceps, et les rayons de ses ruchers... ou qui s'est fourni dans la maison d'un vrai chrétien, d'un chrétien qui se confesse...

Peut-on, et comment, vérifier la pureté des cierges de cire ?

La chimie, avec ses combinaisons et ses cornues, peut y arriver. Mais tous les prêtres n'ont pas la science, et surtout l'outillage des chimistes. J'indique pourtant, à ceux qui pourraient en faire la dépense et en tirer profit, le *Traité complet des corps gras industriels*, par M. Th. Chateau, qui

est spécialement écrit à l'usage des ciriers, et étudié longuement, en quelques centaines de pages, de lecture plus ou moins facile, et que je ne puis analyser dans les limites de mon Courrier, les altérations et les falsifications dont les corps gras, la cire et la stéarine surtout, sont l'objet, et les moyens, anciens et nouveaux, de reconnaître ces falsifications.

La cire des cierges est très souvent falsifiée avec le suif et la résine. Voici comment vous pouvez reconnaître cette fraude.

Lorsque la cire est mélangée de résine, elle s'attache aux dents et le goût décèle la substance qu'on y a introduite. Le goût et l'odeur du suif, mélangé à la cire, sont également assez faciles à saisir. Le galipot et le suif de mouton présentent encore une modification dans la cassure qui a perdu de son grenu, et dans la consistance qui devient beaucoup plus molle : avec un peu d'habitude, il est facile de les reconnaître.

Hâtons-nous d'ajouter qu'on a trouvé un autre moyen de frauder, n'offrant pas les inconvénients du suif ni de la résine. On mélange tout simplement à la cire, de la fécule de pomme de terre qui redonne à la cire, *altérée par le suif*, le grenu auquel on reconnaît la bonne cire.

Mais on a aussi trouvé le moyen de découvrir cette nouvelle supercherie.

Pour cela, on traite à chaud un poids déterminé de la cire qu'on veut examiner, par de l'essence de térébenthine, qui a la propriété de dissoudre la cire et les autres matières grasses qu'elle pourrait contenir, mais qui n'ayant aucune action sur la fécule, la laisse intacte, et celle-ci, à cause de la pesanteur, se précipite au fond de la dissolution.

Pesez le résidu ou précipité, et vous aurez alors la proportion des matières étrangères mêlées à la cire.

Le sulfate de baryte, le caolin, le marbre blanc pulvérisé, le talc, la craie, servent aussi à falsifier la cire : vous les séparerez et les peserez par le même moyen que je viens de donner pour la fécule.

Indépendamment des principaux signes que nous venons d'indiquer pour reconnaître la sophistication de la cire, voici quelques autres moyens qu'il est bon de mettre en usage en cas d'incertitude :

1^o On projette des morceaux de cire sur des charbons ardents : l'odeur désagréable et la fumée plus épaisse annoncent la fraude ;

2^o On fait couler sur des étoffes quelques gouttes de la cire qu'on éprouve ; on cherche à l'enlever avec l'alcool. Lorsqu'elle est pure, l'alcool l'égrene sur-le-champ, tandis que dans le cas contraire elle est très adhérente et fait tache.

Il faut malheureusement reconnaître que nombre de ciriers vendent comme cierges et bougies de cire des cierges et des bougies où la proportion

de la cire est à peine de 10 pour cent, et qui, à la vue et au toucher, sont absolument trompeurs : cierges et bougies que les fabricants, entre eux mais non devant le client, appellent *cérophanes*, et qui sont un mélange de cire, d'acide stéarique et de suif. Quant à la proportion de ces différents corps, voici ce qu'en dit l'industriel qui a généralisé la fabrication des cierges et bougies cérophanes : « Les proportions à observer dans l'emploi des trois substances indiquées pour obtenir la matière ci-dessus, varient suivant la beauté et la qualité que l'on veut donner à la matière : par exemple, pour composer avec ces trois corps un poids de 50 kilogrammes de cette composition, on pourra prendre depuis 2 kilogr. 1/2 jusqu'à 17 kilogr. 1/2 de cire végétale, et depuis 1 kilogr. 1/2 jusqu'à 10 kilogr. 1/2 de suif, et le surplus de ce poids pour faire 50 kilogrammes sera de l'acide stéarique.

D'autres vendent pour cierges et bougies de cire, des cierges et bougies dont l'enveloppe extérieure seule, épaisse de quelques millimètres, est de vraie cire, tandis que l'intérieur est stéarine mélangée de suif et de blanc de neige ou oxide de zinc, dernier corps qui, mêlé au suif, donne une lumière assez éclatante.

En face de la multiplicité et de la facilité de la fraude, et des difficultés de la reconnaître, je le répète, la meilleure précaution que l'on puisse prendre, quand surtout il s'agit de cierges et de bougies liturgiques, est de fabriquer soi-même, si on le peut, ou au moins de chercher des fournisseurs en la parole de qui on puisse absolument croire... s'il en existe.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 16 martii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICATION

POUR DE DIMANCHE DES RAMEAUX : LE DEVOIR
PASCAL

Pascha nostrum immolatus
est Christus, itaque epulemur
in azimis sinceritatis et ve-
ritatis. (I. Cor., v, 8.)

A quoi sont ordonnés les saints exercices du Carême ? Pourquoi l'Eglise, pendant ces jours de salut, nous prêche-t-elle la mortification ? Pourquoi nous exhorte-t-elle à un recueillement plus profond et à une prière plus fervente et plus prolongée ? C'est pour nous amener à la conversion. Tous nous avons besoin de conversion, soit pour passer du péché mortel à l'état de grâce ; soit pour faire succéder la ferveur à la tiédeur ; soit pour remplacer une vie moins parfaite par une vie plus parfaite. Ne vous effrayez pas en entendant prononcer cette parole. La conversion ! vous dirai-je avec l'éloquent évêque d'Orléans, c'est le retour de l'âme à Dieu, souverain bien et source de tout bonheur. La conversion ! mais ce sont ces larmes bénies, non des yeux toujours, mais du cœur, par lesquelles on pleure devant Dieu sur ses égarements passés ; larmes bien douces, en effet, car c'est d'elles que S. Augustin disait : « Chose admirable ! ô mon Dieu ! j'ai plus de plaisir maintenant à pleurer mes péchés, que je n'en avais en autrefois à les commettre ». La conversion ! mais c'est, par l'inestimable prix de l'absolution qui en est le prix, la rémission entière de tous les péchés ; et, avec la rémission des péchés, l'apaisement des remords, le calme de la conscience, la joie intime du fond de l'âme. La conversion, c'est la délivrance, c'est la liberté et l'essor en haut, par l'heureux et glorieux affranchissement des passions mauvaises, de ces passions si cruellement tyranniques qui tenaient le malheureux pécheur abaissé, enlacé, captif dans les liens déshonorants de la chair. La conversion ! mais c'est l'effacement de ces terribles perspectives d'une mort — peut-être subite — dans le péché, et du redoutable tribunal de Dieu, et de la malheureuse éternité ; ce sont les douces images et les lumineux horizons d'une mort sainte, d'un jugement de miséricorde et de salut et de la bienheureuse éternité. Or, cette enviable conversion s'opère tout particulièrement par l'accomplissement exact et soigneux du devoir pascal. Voici qu'ils sont venus les jours où l'Eglise vous appelle à laver vos âmes dans le sang de l'Agneau sans tache et à vous nourrir de sa chair sacrée : *Pascha nostrum immolatus est Christus, itaque epulemur !* C'est avec joie et confiance que je viens vous faire ressouvenir de cette noble obligation de la vie chrétienne ; je prie Dieu de bénir mes paroles.

I

Remplir le devoir pascal c'est recevoir au ban-

quet eucharistique le corps sacré de N.-S. J.-C. Frères bien-aimés, réjouissez-vous de cette gloire, de ces ineffables délices, de ces richesses spirituelles à la participation desquelles l'Eglise vous convie ! Estimez au plus haut degré l'Eucharistie ; ayez l'idée la plus sublime de la communion, qui est, au jugement de S. Augustin, le suprême chef-d'œuvre de la sagesse, de la puissance et de la bonté de Dieu ! Préparez votre âme à ces augustes mystères avec toute la foi, toute la pureté, toute la dévotion dont vous êtes capables ! Comprenez le don de Dieu !

Pourquoi faut-il que tous ne savent point apprécier les douceurs du devoir pascal ?

Un homme, qui avait préparé un grand dîner, dit N.-S., y avait convié beaucoup de monde. Lorsque fut venu le moment du banquet, il envoya chercher les invités, leur annonçant que tout était prêt. Mais tous, comme de concert, commencent à donner des défaites : — « J'ai acheté une maison de campagne, dit l'un, et il est de toute nécessité que j'aille la visiter. Je vous en prie, excusez-moi. — J'ai fait acquisition de cinq paires de bœufs, prétend un autre, et je vais les essayer. De grâce, excusez-moi. — J'ai pris femme, allègue un troisième. Donc je ne puis venir. » Le serviteur transmet à son maître toutes ces réponses. Le père de famille est indigné : « Tu vas parcourir, lui dit-il, les places publiques et les rues de la ville ; et tu amèneras ici les pauvres, les estropiés, les aveugles, les boiteux ». Quand le serviteur fut de retour : « Seigneur, dit-il, votre ordre a été exécuté ; et il reste encore de la place ». — « Va alors battre chemins et buissons, et presse les gens d'entrer, de sorte que ma maison soit toute remplie ». Ainsi, je vous le déclare, aucun de ceux-là qui étaient les invités ne prendra part à mon festin !¹

Voilà une vivante peinture des miséricordieuses bontés de notre Dieu dans l'Eucharistie et des prodigieuses ingrattitudes des hommes ! Combien il en est qui sont aveuglés et sans cœur, et qui, à l'exemple des invités de l'Evangile, mettent en avant les prétextes les plus futiles pour se dérober au devoir pascal !

I. On dit : « Je ne fais point mes Pâques, mais je n'en suis pas moins chrétien ; cet acte n'est point absolument nécessaire ». Erreur ! Il est au contraire absolument nécessaire de communier. C'est la volonté de Dieu, c'est la loi la plus formelle de l'Eglise, sanctionnée même par les peines les plus sévères. On ne peut y contrevenir sans se rendre coupable de péché grave, et sans mériter les peines de l'enfer, malgré toutes les plus brillantes vertus et les plus belles apparences de religion. « Prenez et mangez », a dit Notre-Seigneur à ses apôtres en instituant la sainte Eucharistie. « En vérité, en vérité je vous l'affirme, a-t-il déclaré dans une autre circonstance, si vous ne mangez la chair du Fils de l'homme, et si vous

¹ Luc., xiv. Traduction de H. Lasserre.

ne buvez son sang, vous n'aurez pas la vie en vous ». Eh quoi ! N.-S., le Verbe incarné, se renferme sous les apparences du pain et du vin, il demeure avec nous, il s'offre à nous, et il nous serait facultatif de le recevoir ! Il serait loisible à l'homme de n'opposer qu'un refus dédaigneux à ces avances de la miséricorde divine ! Un caprice de la créature suffirait pour rendre inutiles des bienfaits qui ont coûté si cher au Créateur ! Ce serait faire injure à Dieu que de le supposer. Il n'aurait plus aucun souci de sa dignité, s'il tolérerait à ce point le mépris de ses dons les plus précieux. Quand Dieu se donne, le respect qu'il doit à sa majesté souveraine lui commande de nous obliger à le recevoir. Et c'est surtout quand il s'agit du précepte eucharistique que se vérifie la parole de l'Apôtre : « En vain observe-t-on la loi tout entière, si on la viole en un point, on est coupable de toute la loi. » Si vous ne communiez pas, vous pouvez être chrétien, mais hélas ! hélas ! un chrétien digne des flammes de l'enfer !

II. On dit : « Je suis absorbé maintenant par les affaires ; je n'ai pas le temps. Plus tard, plus tard ! » Mais oubliez-vous donc qu'il n'y a qu'une chose nécessaire ; que la plus importante affaire, c'est l'affaire du salut ; que le grand moyen de faire son salut c'est de participer dignement aux mystères sacrés qui donnent lumière, force et courage ? Ignorez-vous que le temps est court, que la vie présente n'est qu'une préparation à la vie éternelle ? Ne savez-vous plus la réponse à la première question du catéchisme : « Dieu nous a créés et mis au monde pour le connaître, l'aimer, le servir, et par ce moyen mériter la vie éternelle ? » Ah ! sans doute, il vous est permis d'avoir souci des intérêts temporels ; mais ce ne sont que des intérêts secondaires. Les biens terrestres, vous le savez, on les amasse avec peine, on les possède avec inquiétude, on ne les garde que peu de temps, et on les perd au moment où l'on s'y attend le moins. Travaillez donc sans délai et sérieusement à l'acquisition des biens éternels. Ne différez point votre salut ; en attendant à demain, peut-être demain ne serait-il plus temps. Accomplissez la loi du Seigneur. Faites vos Pâques cette année. Dites-moi, aurez-vous « un plus tard ? »

III. On dit : « Mais je suis indigne ; j'ai des attaches que je ne puis me décider à rompre ; j'ai entre mes mains le bien d'autrui qu'il me faudrait restituer ». Je vous comprends. Vous êtes franc pour avouer le motif de votre abstention, soyez courageux pour le faire disparaître. Convertissez-vous, n'attendez pas pour rompre vos liens ; ne différez pas pour vous débarrasser d'un bien qui ne vous appartient point. « On ne devient pas meilleur en vieillissant », dit l'Écriture. Les chaînes de la volupté et de l'injustice deviennent, au contraire, avec le temps, plus lourdes. Malheur à ceux qui les portent, quand la mort vient les frapper. Combien leur salut est compromis ?

IV. On dit : « Ceux qui communient ne valent

pas mieux que les autres ». Prenez garde à la généralité de votre affirmation. Vous confondez l'exception avec la règle. Oui, les abus se glissent partout. Judas a vendu son divin Maître pour quelques pièces d'argent. Il peut arriver que certains convives de la Table sainte ne l'estiment même pas à ce prix. Qu'importe ! le baiser du traître n'empêcha pas le divin Rédempteur de monter au Calvaire et de sauver le monde. Malgré les outrages dont les profanateurs cherchent à l'abreuver jusque dans le mystère de son amour, le Dieu de l'Eucharistie fait son œuvre. Il éclaire les esprits des plus vives lumières, il épure les sentiments, il éteint les inimitiés, il retrempe les caractères, il affermit les convictions, il inspire les actes les plus généreux de vertu, il sanctifie, il grandit, il transforme les individus et les peuples ¹.

Chrétiens, entendez donc la voix de Jésus et les appels de l'Eglise. Venez, et en grand nombre ; venez tous, puisque tous vous êtes invités ; venez au banquet eucharistique ! Venez à la Table sainte, c'est pour vous la suprême grandeur, le plus délicieux bonheur, la force puissante par excellence ! Venez sans hésiter, foulant généreusement aux pieds le respect humain ! Que vous importe le sourire, ou la raillerie de l'impie ou du corrompu, quand le Roi de gloire veut vous honorer ! Venez en vous souvenant que si vous glorifiez Jésus-Christ devant les hommes, un jour, lui, vous glorifiera devant son Père !

II

Mais avant de s'asseoir au banquet eucharistique, il faut s'agenouiller au tribunal de la pénitence.

Oh ! frères bien-aimés, ne redoutez point la confession. C'est une des inventions les plus miséricordieuses de la bonté de Dieu. Dire ses fautes est l'une des nécessités les plus impérieuses du cœur de l'homme. Le coupable a besoin de décharger son cœur dans le cœur d'un ami. Jésus-Christ n'a fait qu'ajouter sa grâce, et élever à la dignité de sacrement cet acte si naturel et si nécessaire. La confession, c'est la piscine probatique où l'âme est guérie et sûrement, et toutes les fois qu'elle le désire, de toutes ses infirmités. La confession, c'est le sanctuaire de la réhabilitation : celui qui est à charge à lui-même à cause de son indignité, y dépose le fardeau de ses misères, et relève la tête avec confiance parce qu'il sait que Dieu a oublié son passé coupable. La confession, c'est la source des conseils les plus désintéressés, des encouragements les plus paternels et des consolations les plus fortifiantes : celui qui reçoit nos confidences est un ami véritable qui ne veut que notre bien et qui a la passion la plus généreuse de nos intérêts. La confession, c'est le frein des passions, l'apaisement des dou-

¹ Cardinal Desprez. Lettre sur le devoir eucharistique.

leurs, l'excitation aux plus nobles vertus. La confession, c'est le tribunal des souveraines miséricordes. Dans les tribunaux de la terre tout se passe au grand jour, les débats sont publics et retentissants, et le plus souvent, la sentence portée est une sentence de condamnation qui impose des peines afflictives et infamantes : ici tout se passe dans le secret le plus profond ; jamais le prêtre n'ouvrira la bouche sur ce qu'il a entendu au tribunal sacré, s'il prononce une sentence, c'est toujours une sentence de pardon ; le pécheur contrit dit : « J'ai péché » ; et le ministre de Dieu répond : « Je vous pardonne », et quels que soient les crimes, si le repentir est sincère, les crimes seront effacés et oubliés par Dieu lui-même. La confession enfin, c'est le principe des joies les plus suaves et des douceurs les plus ineffables.

Venez donc au tribunal sacré, frères bien-aimés. Cette démarche dont le monde et le démon font un épouvantail est extrêmement facile. Venez, il n'y a que le premier pas qui coûte ! Venez vous agenouiller aux pieds du prêtre que vous aurez choisi, auprès duquel, n'en doutez pas, vous trouverez tendresse, compassion et respect pour votre âme. Venez faire l'aveu de vos misères avec un cœur humble, contrit, et décidé à changer de vie. Et de la part de Dieu le prêtre vous pardonnera, et vous goûterez une paix indicible qui sera un avant-goût des cieux !

Je veux en terminant vous redire un trait contemporain qui résume admirablement mon discours. En 1853, l'illustre peintre de batailles, Horace Vernet, était venu revoir l'Afrique. Dans une partie de chasse, il vint visiter la Trappe de Staouéli. L'abbé du monastère, le R. P. François Régis, lui servit de guide. La visite terminée, on continua la promenade dans la campagne. Le grand artiste avait pris le bras du Religieux, et peu à peu, s'ouvrant à la confiance, lui dévoilait les préoccupations douloureuses qui agitaient son cœur. François Régis l'écoutait avec une admiration mêlée d'étonnement, quand la pensée lui vint d'user discrètement de la confiance de son nouvel ami pour le bien de son âme. — « Monsieur, lui dit-il tout à coup, nous sommes à la veille du dimanche des Rameaux ; vous avez déjà fait les deux tiers de ce qu'on a coutume de faire à cette époque de l'année. Il ne vous reste plus qu'à vous incliner pour dire : *Bénissez-moi, mon Père !* » La brusquerie de ce dénouement ne devait pas déplaire à Vernet, dont l'imagination prompte et le caractère résolu s'accommodaient peu des prudentes transitions de la timidité. « Eh bien ! mon Père, répondit-il, avec une simplicité d'enfant, si vous le voulez, j'y consens ». — « N'allons pas si vite en besogne, reprit le Père avec une aimable familiarité. Je vous laisse pour ce soir à vos graves pensées et je retourne à mes affaires. »

Le lendemain Vernet assista à la messe conventuelle et sortit de l'église tout ému de la solennelle attitude des religieux au chœur, et de la majesté des cérémonies. Après s'être agenouillé

aux pieds de son confesseur, il ne songea plus à rentrer à Alger, et accepta avec ravissement la proposition de passer toute la semaine Sainte à Staouéli, pour se préparer dans la retraite à accomplir son devoir pascal.

A Alger, quand on apprit qu'il vivait à la Trappe avec toute la régularité d'un Religieux, ce ne fut qu'un cri de surprise et d'incrédulité.

Peu préoccupé de l'émotion dont il était la cause involontaire, Horace Vernet se disposait à faire ses Pâques, édifiant les habitants du monastère par son ardente piété.

La veille du grand jour, ne pouvant presque pas croire au bonheur qu'il éprouvait : « Je veux, dit-il au Père Régis, offrir à Dieu tous les *colifichets* que j'ai reçus, et sanctifier ainsi cette vaine gloire de l'homme. »

Sur son ordre, on apporta d'Alger l'écrin qui renfermait les plaques et les croix des divers Ordres dont il avait été décoré... Il les étala sur sa poitrine qui en fut couverte, prétendant en faire hommage au Dieu de l'Eucharistie.

Lorsqu'il se leva pour aller communier, des larmes de délicieuse émotion tombaient de ses yeux. Le même soir on lui permit, sur ses instances, de s'asseoir à la table commune à côté du Père Abbé et de prendre part au maigre repas de la communauté. *

Il partit ensuite, et en quittant la maison saintement hospitalière où son cœur avait retrouvé la paix, il dit avec émotion aux religieux qui l'accompagnaient : « Ce jour est le plus beau de ma vie. »



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation de l'Index.

Feria VI die 31 decembris 1886.

Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctaque Sede Apostolica Indici librorum pravæ doctrinæ, eorundemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana Republica præpositorum et delegatorum, mandavit et mandat in Indicem librorum prohibitorum referri quod sequitur Opusculum a Sacra Romanæ Universalis Inquisitionis Congregatione damnatum atque proscriptum Decr. fer. IV 15 septembris 1886.

Casus moralis. Pisis, 1886, Typ. Mariotti. Decr. S. Off. Feria IV die 15 septembris 1886.

Auctor (Abbé L.-A. Bossebeuf) Operum quorum titulus : Le syllabus sans parti pris. Paris, 1885, 1 vol. in-16, p. XIII, 365.

— L'Encyclique IMMORTALE DEI, le Syllabus et la Société moderne. Tours, 1886, 1 vol. in-12, p. LVI, 365 : prohib. Decr. 14 decembris 1886, laudabiliter se subjecit et eadem reprobavit.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis prædicta Opera damnata atque proscripta, quocumque loco, et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sed locorum Ordinariis, aut hæreticæ pravitatis Inquisitoribus ea tradere teneatur sub pœnis in indice librorum vetitorum indictis.

Quibus SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONI PAPÆ XIII per me infrascriptum S. J. C. a Secretis relatis, SANCTITAS SUA Decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem etc,
Datum Romæ die 31 decembris 1886.

Fr. THOMAS-MARIA Episc. Sabinem.

Card. MARTINELLI, Præf.

Fr HIERONYMUS PIUS SACCHERI, Ord. Pred.
S. ind. Congreg. a Secretis.

Loco † Sigilli.

Die 31 dec. 1886 ego infrascriptus Mag. Cursorum testor supradictum Decretum affixum et publicatum fuisse in Urbe.

Vincentius Benaglia Mag. Curs.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — I. Quel est le véritable sens de la partie nouvelle (2^e et dernière partie) de la rubrique n° 10, du titre IX, *De Commemorationibus*? (V. la rubrique dans *L'Ami du Clergé*, année 1883, p. 533). L'ancienne rubrique de ce n° 10 va jusqu'à la phrase *servata eadem regula*, et c'est là que commence la nouvelle rubrique, qui s'étend jusqu'à la fin du n°. — D'après l'ancienne rubrique on ne doit pas, à l'office des dimanches qui ont un 9^e répons, par exemple, à l'office des dimanches de l'Avent et du Carême, dire à Matines la 9^e leçon d'une fête (d'un saint) de trois leçons courantes, c'est-à-dire d'une fête simple. — Puis, la nouvelle rubrique porte : *Servata eadem regula, quando in officio 9 lectionum* (ici, on ne distingue pas formellement entre les offices qui ont un 9^e répons et ceux qui ne l'ont pas) *fit commemoratio de festo duplici aut semiduplici redacta ad instar simplicis... de Sancto legenda est 9^a lectio ad matutinum*. — Il y a deux interprétations possibles de ce passage : — 1^o *Servata eadem regula*, c.-à-d. on garde tous les points de l'ancienne rubrique, qui s'appliquait au saint du rite simple (à 3 leçons seulement), et on établit une différence honorable pour un saint du rite double ou semi-double (à 9 leçons) qui vient à être simplifié, en lui donnant toujours une 9^e leçon. — Ou bien, 2^o *Servata eadem regula*, c.-à-d. on garde toutes les exceptions à la 9^e leçon du saint, indiquées dans la phrase précédente, et on avertit qu'il ne faut pas, en dehors de ces cas, traiter un saint du rite double ou semi-double simplifié avec moins d'honneur qu'un saint du rite simple et qu'il faut lire, comme 9^e leçon, toutes les leçons historiques du 2^e nocturne. — Quel est le véritable sens de cette rubrique?

II. Une Congrégation religieuse a la concession de l'office de S. Jean (27 déc.) sous le rite double de 1^{re} classe, et le Propre de cette Congrégation, approuvé à Rome, porte, pour le Bréviaire : *Omnia ut in Brevario, præter...* et, pour le Missel : *Omnia ut in Missali, præter...* Et, parmi les choses exceptées, on ne dit pas qu'il faut, aux Laudes et à la messe de S. Jean, omettre la *mémoire octave de S. Etienne*, quoiqu'on y dise que, pendant l'octave de S. Jean, il faut faire la mémoire de cette octave avant celle de S. Etienne. — D'autre part, de Herdt, et aussi, m'a-t-on dit, le Père A. Carpo pensent que, si l'office de S. Jean est du rite dou-

ble de 1^{re} classe comme patron d'un lieu, il faut omettre, aux Laudes et à la messe de S. Jean, la mémoire de l'octave de S. Etienne. — Est-ce que les membres de cette Congrégation religieuse doivent ou même seulement peuvent tenir compte du sentiment des rubricistes de Herdt et A. Carpo, et ne pas se conformer à la lettre de leur Propre approuvé par le Saint-Siège?

III. Dans le Propre d'un diocèse, la fête d'un saint du Bréviaire romain a été déplacée par l'occurrence d'un saint local, et, au lieu de porter cette fête, comme dans le Bréviaire romain, sous le rite semi-double, on l'a mise, PAR ERREUR, sous le rite double. Ce degré de rite a été ensuite approuvé à Rome, en même temps que le Propre, quoiqu'on n'ait eu aucune raison de porter un rite supérieur : — 1^o Les *prêtres* de ce diocèse ne sont-ils pas cependant *tenus* à dire sous le rite double l'office de ce saint ainsi renvoyé? — Mais 2^o, si l'exemple du Propre approuvé à Rome portait rite semi-double et si le Propre imprimé portait seul rite double, ne devrait-on pas faire l'office du rite semi-double?

IV. Le Propre d'un diocèse donne, au 23 octobre, l'office du Très-Saint Rédempteur, et il n'indique pas qu'il faut dire *Jesu, tibi sit gloria*, à la fin des hymnes des Complies et des Petites-Heures, les Bréviaires qui donnent cet office au supplément, ne portent pas tous également cette indication : — 1^o Cette strophe n'est-elle pas cependant prescrite pour toutes les hymnes de cet office? Et 2^o qu'ont à faire les *prêtres de ce diocèse* où le Propre approuvé à Rome ne donne pas cette rubrique?

V. Le jour de la Ste Trinité, doit-on s'incliner aux paroles qui indiquent les trois personnes divines; et à ces paroles de l'Offertoire « *Deus Pater, unigenitusque Dei Filius, Sanctus quoque Spiritus* », — de la 2^e antienne des vêpres « *Gloria Deo Patri, et Filio, Sancto simul Paraclito* », — de la 3^e antienne des vêpres « *Patri, genitæque proli, Spiritui Sancto* », — de la 4^e antienne des vêpres « *Lauds Deo Patri, pariliique proli, et tibi, Sancte, studio perenni, Spiritus* », — de l'antienne du Magnificat des 2^{es} vêpres « *Te Deum Patrem, ingentium, te Filium unigenitum, te Spiritum Sanctum Paraclitum* »?

VI. Quand on s'incline à la *doxologie d'une hymne*, tous les liturgistes, ou du moins les meilleurs, disent-ils qu'il faut cesser de s'incliner dès que les trois personnes de la Ste Trinité ont été nommées, par exemple, qu'il faut s'incliner aux vers « *Jesu, tibi sit gloria, — Qui natus es de Virgine, — Cum Patre et almo Spiritu* », et ne plus s'incliner au vers « *In sempiterna sæcula* »? — Ou bien, disent-ils qu'il faut s'incliner jusqu'à *sæcula* inclusivement?

R. — Ad I. C'est dans le second sens qu'il faut comprendre la nouvelle rubrique. Les doubles et semidoubles simplifiés n'ont pas leur neuvième leçon dans les dimanches qui ont un neuvième répons, ni quand il y a le même jour l'homélie d'un dimanche ou d'une férie majeure, ni dans les jours où l'Office n'a que trois leçons.

La nouvelle rubrique a besoin d'être interprétée par les nombreux décrets portés autrefois sur des cas analogues par la sacrée Congrégation des rites.

Ad II. Nous vous engageons à omettre la commémoration de saint Etienne à la fête patronale de saint Jean. Il est vrai que ce cas n'est pas tranché par les rubriques, ni par les décrets de la sacrée Congrégation des rites, mais c'est l'opinion de Gavantus et des liturgistes qui ont examiné cette difficulté. Du reste nous n'oserions pas condamner ceux qui agiraient autrement, par la raison que nous n'avons pas de décision émanant de

l'autorité apostolique, qui seule possède le pouvoir législatif.

Ad III. C'est la volonté de l'autorité supérieure, c'est-à-dire du Saint-Siège, qui fait loi. Mais en cette matière, le Saint-Siège ne fait ordinairement que confirmer les vœux de l'autorité diocésaine.

Dans ces sortes de difficultés, il est d'usage que l'autorité diocésaine recoure au Saint-Siège pour éclaircir la question. Mais ceci ne regarde que l'autorité diocésaine, et nullement les prêtres du diocèse, lesquels doivent s'en tenir à l'Ordo diocésain ou aux décisions épiscopales.

Ad IV. Nous ne connaissons pas de Bréviaires qui indiquent une doxologie particulière pour la fête du très saint Rédempteur. Par conséquent on ne doit pas changer la doxologie à Complies et aux Petites-Heures : « Terminantur hymni ut suis locis ponitur » (Rubriques générales du Bréviaire, titre 20, De Hymnis).

Ad V. Toutes les questions que vous posez n'ont pas été tranchées par la sacrée Congrégation des rites, et aucun liturgiste n'a le droit de les trancher. Voici ce qui est décidé. On doit s'incliner :

1^o Toutes les fois que le mot *Trinitas* est exprimé, car le Cérémonial des Evêques le dit expressément :

« In fine (hymnorum) cum nominatur Sancta Trinitas, omnes profunde se inclinant » (Livre II, chap. 6, n. 8).

2^o Toutes les fois que l'on nomme expressément les trois personnes de la sainte Trinité, comme dans la doxologie *Deo Patri sit gloria...* »

« Inclinationem faciendam quando nominatur nomen Jesu, vel simul expresse nominantur tres Personæ, ut in *Deo Patri sit gloria* » (S. R. C. 12 août 1854, pour Luçon).

D'après cela, il nous semble qu'on doit s'incliner dans les passages que vous citez. Mais nous pensons qu'on ne peut rien affirmer de certain sur ce point, d'abord parce que le décret que nous venons de reproduire ne se trouve pas dans la Collection des décrets authentiques; ensuite parce que des liturgistes sérieux, qui certainement l'ont lu dans des Revues ou des livres liturgiques, ne croient pas devoir le mentionner, enfin parce que les églises ont des pratiques différentes. Ajoutons encore que la décision donnée plus haut est insuffisante pour résoudre les très nombreuses difficultés que présentent les doxologies. Voilà pourquoi nous engageons à garder les coutumes de chaque église, jusqu'à ce que nous ayons des solutions claires et parfaitement authentiques.

Ad VI. On doit cesser de s'incliner dès que les trois personnes de la Sainte Trinité ou les mots *Sancta Trinitas* ont été nommés, lors même qu'il n'y aurait plus qu'un verset. Ce cas a été résolu par la sacrée Congrégation des rites :

« Ab inclinatione cessandum, cum post nominatas expresse tres Personas, vel *Sancta Trinitas*, superest aliquis versiculus » (S. R. C. 12 août 1854 pour Luçon).

Q. — 1^o Quel ordre faut-il suivre quand on baptise deux jumeaux en même temps, s'ils sont de différent sexe? Quelles sont les formules qui doivent être dites deux fois?

2^o Dans certaines paroisses, il est d'usage de lire l'Evangile de la Passion avant la messe. Pourriez-vous me dire : quelle est l'origine de cette cérémonie, sa signification, et le rapport qu'elle a avec la récolte du vin; car elle est lue dans l'intention d'obtenir de bonnes récoltes, de vin principalement? Comment convient-il de réciter cet Evangile? Est-ce en aube, en surplis, avec quelle étole?

3^o Dans les cérémonies du mariage, des relevailles de couches, etc., est-ce sur soi, ou sur l'objet, ou la personne à bénir, que le prêtre doit faire le signe de croix?

4^o Quand on doit donner la sainte communion avant la messe, vaut-il mieux la donner en surplis avec étole, et en faire une cérémonie détachée, que la donner en chasuble et commencer la messe immédiatement après?

R. — Ad I. Voici les actes qui doivent être faits séparément sur chacun des baptisés :

1^o Lorsqu'on demande le nom des enfants à baptiser.

2^o Lorsqu'on fait l'exsufflation.

3^o Lorsqu'on trace le signe de la croix; de même lorsqu'on impose la main avant de dire les oraisons *Omnipotens sempiterna Deus*, et *Eternam ac justissimam pietatem*.

4^o Lorsqu'on impose le sel.

5^o Lorsqu'on touche avec la salive les oreilles et les narines.

6^o Lorsqu'on interroge sur le renoncement à Satan, à ses œuvres et à ses pompes.

7^o Lorsqu'on fait l'onction de l'huile des catéchumènes.

8^o Lorsqu'on interroge sur la foi en Dieu le Père, en Notre-Seigneur Jésus-Christ, au Saint-Esprit, etc., et sur la volonté d'être baptisé.

9^o Lorsqu'on fait le baptême, c'est-à-dire lorsqu'on applique la matière et la forme.

10^o Lorsqu'on fait l'onction du Saint-Chrême.

11^o Lorsqu'on impose le vêtement ou voile blanc, appelé ordinairement chrêmeau.

12^o Lorsqu'on présente le cierge allumé.

13^o Probablement lorsqu'on prononce la salutation du départ *Vade*, etc.

Voilà ce qui résulte des rubriques du Rituel, relatives au baptême des enfants et des adultes, ainsi que des rubriques du Pontifical.

A cette occasion, nous ferons remarquer :

1^o Qu'il n'est pas facile de voir tout de suite ce qui doit être fait à chacun et ce qui peut être fait à tous en commun. Voilà pourquoi nous conseillons à ceux qui baptisent plusieurs enfants en même temps, d'organiser complètement un Cérémonial à cette fin. Autrement ils s'exposent à violer les rubriques, et à administrer le sacrement de baptême avec moins de recueillement et de dignité.

2^o Que les garçons doivent être placés à droite, et les filles à gauche.

3^o Qu'en ce cas on doit employer le masculin pluriel, lors même qu'il y aurait plus de filles que de garçons, conformément à la rubrique du Pon-

tifical : « Quod si fuerint masculi et foeminae simul baptizandi, omnia dicantur in numero plurali, sed in genere masculino, etiam si sint plures foeminae quam masculi. »

Par conséquent, s'il n'y avait que des filles, on devrait employer le féminin pluriel : « Has electas tuas, etc. »

Ad II. L'usage de lire l'Evangile de la Passion est en dehors de la liturgie romaine. Mais il est répandu en bon nombre de provinces, particulièrement dans les campagnes. Le but de cette belle dévotion est d'attirer, en vertu des souffrances, des humiliations et de la mort de Notre-Seigneur Jésus-Christ, les bénédictions du ciel sur les récoltes des champs. Quels ornements doit-on revêtir pour réciter cet évangile ? Nous ne pouvons rien déterminer, puisque ce rite est en dehors de la liturgie. Il faut donc s'en tenir aux règlements diocésains, ou bien, à leur défaut, aux coutumes locales. Ordinairement on lit la Passion avant la messe, avec les ornements de la messe, sauf le manipule et la chasuble, qu'on revêt seulement pour la messe.

Ad III. Dans les cérémonies du mariage, des relevailles, etc., le prêtre ne fait pas le signe de la croix sur lui-même, mais il le dirige vers les personnes ou les objets qu'il bénit.

Ad IV. Nous croyons que l'on peut indifféremment suivre l'une ou l'autre pratique ; les rubriques et les décrets relatifs à ce point n'indiquent ou même n'insinuent aucune préférence sur l'une ou sur l'autre. Plus ordinairement on distribue la sainte communion avec tous les ornements de la messe.

Q. — 1^o Une messe chantée de *Requiem* est-elle permise *corpore présente*, à l'échéance et à la solennité des fêtes de l'Immaculée Conception, de S. Joseph, des SS. Apôtres Pierre et Paul, de l'anniversaire de la Dédicace ?

2^o Est-elle permise à l'un des trois jours libres qui suivent le moment où l'on a appris une mort qui est arrivée dans un lieu éloigné ? Par jours libres j'entends les jours où il est également permis de célébrer un anniversaire fondé ?

3^o Ne peut-on pas dire trois oraisons à la messe quotidienne de *Requiem* chantée avec le moins de solennité possible : (a) dans une église paroissiale où existe, ainsi que dans tout le diocèse, l'usage de chanter ces messes quotidiennes avec trois oraisons et sans prose : (b) dans une chapelle de séminaire ?

4^o Peut-on garder, pendant une messe de *Requiem*, des reliquaires voilés, placés entre les chandeliers de l'autel ?

5^o Est-il vrai que les fidèles, pour gagner les indulgences, doivent réciter *en entier* avec le prêtre, comme l'usage en est établi à Rome, et non alternativement, le *Salve Regina* qui doit se dire après les messes basses ?

R. — Ad I. On ne peut pas chanter une messe de *Requiem* à l'anniversaire de la Dédicace de la propre Eglise. Ce cas a été décidé le 6 mars 1882, malgré une décision contraire qui avait été portée le 16 avril 1853. Le décret de 1882 a été approuvé et confirmé par Léon XIII le 16 mars de la même année.

On ne le peut pas non plus aux fêtes de S. Joseph et de l'Immaculée-Conception, car la sacrée Congrégation des rites vient de le décider récemment sur la demande de Mgr Catteau, évêque de Luçon :

« Cum festa S. Josephi et Immaculae Conceptionis B. M. V. ad primum gradum inter solemnitates erecta sint, quaeritur an his diebus liceat celebrare Missam solemnem de Requie praesente cadavere, uti fit feria 2^a et 3^a infra octavam Paschae et Pentecostes. »

La sacrée Congrégation répondit simplement : « Negative. »

On ne le peut pas non plus à la fête de saint Pierre et de saint Paul, ni à la solennité de cette fête le dimanche suivant, ainsi qu'il résulte d'un décret du 23 mai 1835, n. 4746, 14, q. 6.

Ad II. Oui, mais à condition qu'une messe de *Requiem* n'a pas encore été célébrée pour le défunt. Du reste vous avez le droit de chanter une seconde messe au troisième jour après la mort ou l'enterrement, et une troisième au septième jour. Et ces messes peuvent se chanter aux mêmes jours que l'anniversaire.

Ad III. Dès qu'une messe est chantée, on ne peut dire qu'une seule oraison. Les décrets que nous avons cités n'ont aucun égard à la solennité que l'on donnerait à cette messe.

Nous croyons que l'usage de dire trois oraisons aux messes de *Requiem* chantées n'est pas légitime, soit dans une église paroissiale, soit dans une chapelle de séminaire. Quelle solide raison peut-on alléguer pour maintenir cette coutume ?

Quant à la Prose *Dies irae*, il est permis aux chœurs d'en passer quelques strophes.

Ad IV. Aux messes de *Requiem* on ne laisse point de reliquaires comme décoration ; on doit les enlever. Mais s'ils sont fixes, nous ne voyons pas qu'il soit nécessaire de les enlever.

Est-on « obligé » de les voiler ? Nous ne connaissons aucune prescription à cet égard. Mais il est clair que ces reliques ne doivent pas être « exposées, » ni par conséquent entourées de lumières.

Ad V. Il n'est pas nécessaire que les fidèles récitent en entier le *Salve Regina* ; il suffit qu'ils alternent avec le prêtre, récitant chacun le verset qui lui revient.

Q. — Plusieurs ecclésiastiques et même des professeurs de grands Séminaires prétendent et enseignent que la réponse : *Nihil innovandum*, adressée le 2 août 1875 à Mgr l'évêque de Périgueux, par la Ste Congrég. des Rites, autorise MM. les chanoines, en France, à continuer de porter leurs insignes à toutes les cérémonies religieuses, n'importe dans quelle église, l'évêque étant absent.

Est-ce que le sentiment contraire n'est pas le véritable ?

Quelles en sont les preuves les plus convaincantes et les plus évidentes ?

R. — L'interprétation que vous signalez, et en vertu de laquelle MM. les chanoines pourraient continuer de porter leurs insignes à toutes les cérémonies religieuses, n'importe dans quelle église,

et en l'absence de l'Evêque, est contraire aux nombreuses décisions des Congrégations romaines sur ce point. Il faudrait donc une déclaration très nette pour annuler les très nettes et très nombreuses et unanimes déclarations faites jusqu'aujourd'hui par le Saint-Siège. Lorsque nos trop courtes colonnes nous permettront de traiter complètement cette question, nous montrerons comment Rome a toujours prohibé l'usage des insignes canoniques tel que vous l'indiquez et qu'il se pratique en bon nombre de diocèses.

Q. — Un employé d'une grande administration financière a connu, par suite d'une indiscretion coupable, une nouvelle qui devait avoir pour résultat d'augmenter considérablement la valeur des actions d'une entreprise internationale.

Mettant à profit son secret, il s'est rendu acquéreur de cent actions, et le lendemain, en les revendant, il réalise un bénéfice de 50,000 francs. Craignant que ce bénéfice ne soit pas légitime, il demanda l'avis de son confesseur.

Celui-ci s'appuyant sur l'adage *nemini sua fraus patrocinari debet*, le condamne à restituer le bien mal acquis.

L'employé demande à qui il doit restituer.

Le confesseur répond qu'il n'en sait rien. Sur quoi le pénitent, se disant qu'on ne doit rien à des gens introuvables, se forme la conscience et déclare qu'il ne veut plus restituer.

Le confesseur insiste et lui refuse l'absolution.

Comment apprécier la conduite du pénitent et du confesseur ?

R. — Le confesseur est peut-être allé un peu vite, en obligeant son pénitent à restituer,

Le principe invoqué par lui, à l'appui de sa décision, à savoir que : « *Nemini sua fraus patrocinari debet*, ne s'applique pas nécessairement au cas présent.

En effet, la fraude dont il s'agit, est une indiscretion qui a révélé à cet employé une nouvelle encore secrète, dont la connaissance devait faire monter les actions d'une société industrielle.

Or, d'une part, cette indiscretion n'a pas influé sur la hausse des actions de la Société, ni en particulier sur la vente des actions achetées par l'employé indiscret. Elle n'a donc pas été, de ce côté, la cause efficace d'un dommage quelconque; et si elle a été coupable, c'est comme contraire à la fidélité, à la délicatesse, et aussi au droit qu'un autre pouvait avoir de tenir absolument secrète une nouvelle qui ne devait pas être divulguée de suite.

En tant que contraire à la fidélité et à la délicatesse, l'indiscretion commise n'emporte pas obligation de restituer; en tant qu'elle blesse le droit qu'un autre, par exemple un employé supérieur, pouvait avoir de tenir secrète la nouvelle à lui confiée, elle entraînerait l'obligation de réparer le dommage dont elle aurait été la cause pour cet employé, et il en résulterait une obligation de restituer. Mais ni du côté de la Société industrielle, ni du côté des actionnaires qui ont subi la baisse ou la hausse, il n'y a obligation de restituer, parce que l'indiscretion commise n'a influé

en rien ni sur la baisse ou la hausse, ni sur la vente des actions.

D'autre part, l'employé indiscret a-t-il acheté ces actions au juste prix ? Il les a achetées au prix courant. Or, ce prix courant était le juste prix : parce que ce prix devait bientôt monter et parce que l'acheteur prévoyait qu'il devait monter, il ne cessait pas pour cela d'être, au moment de l'achat, le prix courant, et par conséquent le juste prix. Et de même que ces actions furent achetées au juste prix, ainsi elles furent vendues au juste prix, puisque le prix plus élevé de la vente était devenu le prix courant, le juste prix. Donc il n'y a pas eu d'injustice commise.

La conséquence est que, l'opération de notre habile homme n'est pas en soi et nécessairement injuste, si elle a été faite sérieusement et loyalement; et qu'elle n'entraîne pas l'obligation de restituer.

Nota bene. Nous avons supposé que l'opération avait été sérieuse et loyale, en ce sens que cet homme avait la volonté et la faculté de payer, sinon le prix intégral des actions qu'il achetait, au moins la différence qui aurait pu se produire à son désavantage entre le prix d'achat et le prix de vente, si l'événement avait trompé ses prévisions, par exemple si au lieu de monter, les actions avaient baissé.

S'il était de la catégorie de ceux qui achètent sans moyen de payer, des joueurs qui courent les chances de gain, tandis qu'ils n'ont rien à perdre, il n'aurait pas acquis légitimement, et il ne pourrait conserver son joli bénéfice.

Dans ce cas, à qui devrait-il restituer ? Il serait peut-être difficile de déterminer et de trouver les personnes à qui la restitution devrait être faite. mais cette difficulté, cette impossibilité morale, ne l'exempterait pas de l'obligation de restituer en bonnes œuvres.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — D'après les lois existantes, qu'est-ce qui se pratique relativement à la libération du service militaire pour les séminaristes ?

R. — Pour obtenir du commandant du bureau de recrutement le certificat constatant qu'ils sont dégagés de leurs obligations militaires, les élèves ecclésiastiques doivent justifier qu'ils ont rempli les conditions déterminées par la loi, en produisant un certificat de l'évêque diocésain constatant qu'ils sont entrés dans les ordres majeurs. Ainsi s'exprime une circulaire du ministre des cultes en date du 25 février 1876. Nous croyons savoir que les évêques ôtent ce soin aux séminaristes en faisant eux-mêmes les déclarations exigées par la loi, quand il en est besoin.

La loi qu'on élabore en ce moment dans les Chambres sur le recrutement, modifiera du tout

au tout cet état des choses, et naturellement dans un sens hostile au clergé. Les députés se sont déjà prononcés sur ce point. Le dernier mot n'a pas été dit sur cette grave affaire, et il y a lieu d'espérer qu'on laissera, du moins pendant quelque temps encore, les choses dans le *statu quo*.

Q. — L'Ami du clergé a plusieurs fois affirmé que la clause portant que le curé désigné comme distributeur d'une somme léguée au bureau de bienfaisance pour les pauvres était une clause valable et reconnue comme telle par les tribunaux. Il me serait utile de savoir si ce même curé distributeur est tenu de rendre compte au bureau de bienfaisance de toutes les sommes distribuées et de fournir la liste complète des pauvres secourus.

R. — Nous avons sur ce point une lettre déclarative du ministre de l'intérieur en date du 26 décembre 1876. Le ministre déclare, en effet, dans ce document, que, lorsqu'une libéralité a été attribuée aux pauvres d'une commune sous la condition que les revenus leur en seront distribués par le curé de la paroisse, le curé distributeur n'est pas tenu de remettre au receveur du bureau de bienfaisance une liste nominative des pauvres secourus. Il lui suffit de présenter un compte sommaire de l'état des fonds qu'il a été appelé à distribuer.

Q. — Obligé de faire un petit travail relativement aux lois ou règlements édictés depuis une dizaine d'années contre le clergé ou l'idée religieuse, je vous serais reconnaissant de m'indiquer, si du moins vous les avez sous la main, les dates précises des lois, décrets ou règlements qui ont :

1° expulsé les curés, comme membres de droit, des commissions administratives des hospices et bureaux de bienfaisance ;

2° indiqué la manière de dresser désormais les comptes et budget des fabriques ;

3° refusé de reconnaître aux diocèses la personnalité civile ;

4° dissous la compagnie de Jésus ;

5° défendu aux premiers présidents des cours d'appel de prendre part officiellement aux processions ;

6° abrogé l'aumônerie militaire ;

7° abrogé la loi concernant le repos du dimanche ;

8° sécularisé les cimetières ;

9° reconnu aux maires le droit d'interdire à leur gré les cérémonies extérieures du culte ;

10° déclaré que le gouvernement a le droit de supprimer les succursales malgré les évêques ;

11° enfin, reconnu au gouvernement le droit de suspendre ou de supprimer, par voie disciplinaire, les traitements ecclésiastiques.

R. — Nous ferons observer à notre correspondant que des interrogatoires de cette espèce ne cadrent pas trop bien avec la mission qui nous a été confiée. Il est manifeste que nous ne sommes pas chargés de fournir des matériaux aux études que chacun voudrait faire. Nous n'y suffirions pas. Notre but est d'éclairer nos confrères dans les cas embarrassants où ils peuvent se trouver dans la vie pratique, de les guider en déterminant leurs droits, de les soutenir contre les usurpations et les injustices. Il serait vraiment trop commode, quand on a un rapport de conférence à faire, de le confectionner par procuration.

Pour cette fois seulement, nous voulons bien

obliger notre cher correspondant, en esprit de pénitence parce que nous sommes en carême ; mais il ne faudrait pas recommencer... Donc,

Ad 1^m. La loi en question est du 7 août 1879. C'est l'article 1^{er} qui abroge l'art. 1^{er} de la loi du 21 mai 1873, laquelle rangeait, comme membre de droit des commissions administratives des hospices, des hôpitaux et bureaux de bienfaisance, le plus ancien curé de la commune.

Ad 2^m. C'est une circulaire du ministre des cultes en date du 21 novembre 1879, qui indique la manière de dresser les comptes et budgets des fabriques paroissiales et déclare obligatoire l'emploi de formules conformes à celles jointes à la circulaire.

Nous ferons observer qu'il serait peut-être dangereux de ne pas obtempérer aux désirs du ministre, dans ce sens qu'il pourrait s'appuyer sur ce fait pour refuser un subside demandé par les fabriques. Mais cette circulaire ne saurait avoir force de loi. Le décret du 30 décembre 1809 qui régit les fabriques n'exige aucune forme particulière pour les budgets et les comptes.

Ad 3^m. C'est un avis du Conseil d'Etat daté du 17 mars 1880 qui refuse de reconnaître aux diocèses la personnalité civile. Cet avis annule un autre avis du même Conseil d'Etat du 31 mai 1874 qui avait attribué aux diocèses cette même personnalité.

Ad 4^m. Le décret déclarant dissoute la compagnie de Jésus porte la date inoubliable du 29 mars 1880. Les Jésuites eurent l'honneur d'un décret spécial. Mais le même jour paraissait un autre décret enjoignant à toute communauté ou congrégation non reconnue, l'ordre de se faire autoriser, et menaçant celles qui ne se soumettraient pas de l'application des lois en vigueur. On se souvient qu'aucune ne se soumit, et que le gouvernement n'eut pas honte d'invoquer des lois supprimées ou tombées en désuétude pour chasser de pauvres religieux de leurs maisons d'habitation.

Ad 5^m. C'est une circulaire du ministre de la justice adressée le 23 mai 1880 aux premiers présidents des cours d'appel. Ces magistrats sont invités, *par respect pour la liberté de conscience*, à ne pas appeler leurs compagnies à prendre part en corps et en costume, aux processions de la Fête-Dieu.

Ad 6^m. L'aumônerie militaire a été supprimée par une loi portant la date du 8 juillet 1880, et abrogeant du même coup la loi du 20 mai et 3 juin qui l'avait instituée. Les hôpitaux militaires ont conservé leurs aumôniers qui sont comme les aumôniers des autres hôpitaux ; ils ne sont, en aucune manière, assimilés aux officiers, comme du temps de l'aumônerie militaire.

Ad 7^m. La loi qui abroge celle du 18 novembre 1814, sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses, a été promulguée le 12 juillet 1880.

Ad 8^m. L'article 15 du décret du 23 prairial an XII portant que chaque culte aurait un cimetière à part, ou tout au moins une place séparée dans

chaque cimetière, a été abrogé par une loi qui porte la date du 15 novembre 1881.

Ad 9^m. Les maires ont reçu le droit (?) d'interdire à leur gré les cérémonies extérieures du culte, spécialement les processions, par une circulaire du ministre des cultes adressée aux préfets le 12 juin 1882.

Ad 10^m. C'est le 25 décembre de la même année que le Conseil d'Etat a émis l'avis qu'en principe, il appartient au gouvernement de supprimer les succursales, nonobstant l'opposition de l'autorité diocésaine.

Ad 11^m. Enfin, autre avis du Conseil d'Etat du 26 avril 1883, reconnaissant au gouvernement le droit de suspendre ou de supprimer, par voie disciplinaire, les traitements ecclésiastiques des ministres du culte salariés par l'Etat.

Q. — 1^o Titius et Berthe, unis civilement, viennent habiter ma paroisse, et, après quelque temps de séjour, me demandent de bénir leur mariage. Ai-je besoin du certificat de leur mariage civil, et, en général, cette formalité est-elle de rigueur dans toute réhabilitation ?

2^o Pourquoi, pour procéder à une inhumation, suffit-il du permis sur papier libre, tandis que pour marier le certificat doit être sur papier timbré.

R. — Ad 1^m. La loi est formelle : « Les curés ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier de l'état civil (*loi du 18 germinal an X, art. 54*).

Les deux articles suivants du Code pénal renferment des dispositions très rigoureuses contre ceux qui enfreindraient cette prescription légale.

Art. 199. Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Art. 200. En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre du culte qui les aura commises sera puni, savoir : pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et pour la seconde de la détention.

Avec ces textes en main, il n'est pas possible de passer outre. Nous dirons dans une autre circonstance ce que tout chrétien doit penser d'une législation pareille sous le régime de la liberté de conscience et de la neutralité tant de fois proclamée de l'Etat. Mais enfin, comme cette exigence n'a rien de contraire à nos dogmes ni même à la discipline générale, nous devons nous y soumettre pour éviter des conflits.

Là où la loi ne distingue pas, nous ne devons pas nous-mêmes distinguer. Par conséquent, que le mariage civil ait été accompli le matin même, ou depuis longtemps, peu importe ; le prêtre doit exiger le certificat prescrit en toute circonstance où cela est possible

Nous disons où cela est possible ; car il est des

cas où la mission du prêtre doit pouvoir s'exercer dans sa pleine liberté, nonobstant toutes les défenses humaines. Qu'on suppose, en effet, le cas d'une mort imminente de l'un des deux conjoints, le prêtre ne peut pas refuser son ministère à un homme, à une femme qui veulent se réhabiliter chrétiennement en demandant la grâce sacramentelle, sous prétexte que les individus n'ont pas en main le certificat de leur mariage civil. Nous dirons plus : quand bien même il n'y aurait pas eu du tout de mariage civil, le devoir du prêtre est tout tracé ; il doit marier religieusement, dût-il encourir l'amende. Au reste, beaucoup de mariages ont été ainsi accomplis *in extremis*, et nous n'avons jamais entendu dire qu'un prêtre ait été inquiété pour avoir prêté le concours de son ministère. Cela se conçoit, du reste ; parce que, ou bien la mort survient et la cause est finie ; ou bien le moribond revient à la santé, et, étant déjà marié religieusement, il n'éprouve aucune difficulté à observer les prescriptions civiles. Le prêtre serait le premier à l'exhorter à cet acte civil. Hors de ces cas extrêmes qui ont toujours été justement appréciés, il faut subir la loi.

Ad II. On voit quelquefois de ces anomalies. Il n'y a pas de raison pour les expliquer ; c'est une loi positive : la raison de la loi ne tombe pas sous la loi. Les lois fiscales ont pour but de procurer de l'argent à l'Etat, et celui-ci en exige le plus qu'il peut. Il n'en demande pas pour le permis d'inhumer parce qu'il y aurait là quelque chose d'odieux à propos de la mort. Le mariage, au contraire, étant un acte libre arrivant dans la plénitude de la vie et du travail, est plus facilement frappé d'impôt sous la forme d'un droit de timbre.

D'ailleurs, la jurisprudence concernant le papier timbré pour les certificats du mariage civil a varié très souvent. La loi fiscale remonte au décret du 9 décembre 1810. En 1832, l'administration cessa d'exiger le papier timbré. Elle regarda les certificats de cette espèce soit comme des actes délivrés par un fonctionnaire public à un autre fonctionnaire public, soit comme des actes de police générale ayant pour objet l'exécution de l'article 54 de la loi du 18 germinal an X ; et elle les considéra à ce titre comme rentrant dans les exceptions établies par les § 2 et 14 du n° 1^{er} de l'art. 16 de la loi du 13 Brumaire, an VII. En conséquence, une décision du ministre des finances du 7 juin 1832, et plus tard, une autre décision du même ministre du 28 septembre 1833 (*Journal de l'enregistrement 1833, n° 10,739*), leur firent application de cet article de la loi et les déclarèrent dispensés du timbre.

Aujourd'hui, les certificats à produire aux ministres du culte pour constater le mariage civil sont rentrés sous l'application du décret du 9 décembre 1810. Ils doivent être timbrés. Et cependant, nous connaissons bon nombre de mairies qui les délivrent sur papier libre, même à Paris, au vu et au su de tous les inspecteurs possibles.

Quant à nous, nous dirons avec le *Bulletin des*

lois civiles ecclésiastiques, tom. 1^{er}, p. 78, nous n'avons pas à nous préoccuper si le certificat est timbré ou non; cela ne nous regarde pas; nous recevons le papier que la mairie nous envoie. Nous ne sommes pas chargés d'examiner si les officiers de l'Etat civil se conforment ou non à la véritable jurisprudence; aucune loi ne nous charge de les surveiller. Il est certain que, si le maire en délivrant un certificat sur papier libre, s'expose à l'amende, le curé qui le reçoit comme valable, ne se rend coupable d'aucune contravention et qu'aucune disposition pénale ne saurait lui être appliquée.

Q. — Dans quel délai, d'après la nouvelle loi sur l'organisation de l'enseignement primaire, les écoles congréganistes de filles doivent-elles être laïcisées dans les départements où depuis plus de quatre ans il existe une école normale? Est-ce seulement à la disparition de la religieuse titulaire, soit par décès, soit pour autre cause; ou bien, l'administration se mettra-t-elle à laïciser toutes les écoles de ce genre qu'elle pourra à mesure qu'elle aura des laïques pour occuper la place?

Je vous pose cette question, parce qu'ayant une école communale de filles tenue par des religieuses, je voudrais prendre mes précautions pour les garder libres dans le cas où elles pourraient être renvoyées immédiatement.

R. — La réponse à cette question se trouve dans l'article 18 de la loi du 30 octobre 1886. En voici le texte :

« Aucune nomination nouvelle soit d'instituteur
« soit d'institutrice congréganiste, ne sera faite
« dans les départements où fonctionnera depuis
« 4 ans une école normale soit d'instituteurs soit
« d'institutrices, en conformité avec l'art. 1^{er} de
« la loi du 9 août 1879.

« Pour les écoles de garçons, la substitution du
« personnel laïque au personnel congréganiste
« devra être complète dans le laps de 5 ans après
« la promulgation de la présente loi. »

La première conséquence de cet article est que, dans les départements où il y a depuis 4 ans une école normale de filles, comme dans celui de notre correspondant, si une vacance se fait dans l'école congréganiste, cette vacance ne peut être remplie par une personne congréganiste. Si c'est la directrice de l'école qui meurt ou qui s'en va, l'école doit être laïcisée immédiatement. Si c'est une sous-maitresse, l'école n'est pas laïcisée, mais la remplaçante doit être laïque. Ce dernier point est grotesque; car, s'il est observé, il juxtapose des laïques au personnel congréganiste : singulière promiscuité !

La seconde conséquence (2^e paragraphe du même article), est que, si la vacance ne se produit pas dans les écoles congréganistes, celles-ci ont 5 ans à vivre avec leur personnel, si c'est une école de garçons, et un temps *indéterminé* (toujours pas moins de 5 ans) si c'est une école de filles. Et cette période a commencé le jour de la promulgation de la loi.

Mais, dira-t-on, le gouvernement provoquera la vacance pour opérer la substitution du personnel

laïque au personnel congréganiste par des destitutions *arbitraires* comme il a fait jusqu'à présent. Non, cela ne peut se faire, parce que ce droit est enlevé aux préfets par la loi. Cependant la vacance pourrait provenir d'une entente de la municipalité et des autorités compétentes. Contre cela il n'y a rien à dire ou à faire. De même, s'il survenait une condamnation du directeur ou de la directrice de l'école; mais ceci rentre dans le droit commun.

En résumé, notre correspondant n'a pas à craindre la laïcisation de son école publique de filles pendant une période d'au moins 5 ans, excepté le cas de décès ou de rappel de la directrice, ou de sa condamnation par un tribunal compétent, ou enfin du changement de volonté de la municipalité.

Ce n'est pas une raison pour que le confrère qui nous interroge s'endorme sur les deux oreilles. La prudence lui conseille, au contraire, de se préparer sans bruit à l'éventualité. Outre que tout le monde est mortel, même une institutrice congréganiste, il faut s'attendre à tout de la part d'ennemis aveugles et acharnés.

Q. — N'y a-t-il pas un texte de loi ou de règlement scolaire qui interdit de recevoir les enfants qui ne sont pas arrivés à l'heure pour l'ouverture de la classe ?

R. — Nous avons déjà parlé dans un précédent numéro sur ce point. Il n'y a ni loi ni règlement public, et cela pour une raison de logique. Comment la loi qui cherche par tous les moyens, on peut dire *per fas et nefas*, à imposer l'école et à en faire profiter les enfants, pourrait-elle en même temps fermer la classe aux retardataires et punir par le blâme ou l'amende les parents complices de ce retard. Il y aurait contradiction. Mais ce que l'autorité publique n'a pas fait, certains instituteurs le font, avons-nous dit, par un règlement particulier. Nous leur avons dénié et nous leur dénonçons, non pas le droit de faire un règlement spécial à l'école dont ils ont la direction, mais de le faire de cette manière sur ce point. Que notre correspondant se reporte à ce que nous avons dit dans un numéro précédent du journal à ce propos; il y trouvera tous les développements nécessaires.

Q. — Une cérémonie religieuse qui aurait lieu sous le porche d'une église peut-elle être considérée comme cérémonie extérieure du culte et, par conséquent, être interdite par le maire ?

Voici à quelle occasion j'ai besoin d'être éclairé. J'avais annoncé la bénédiction solennelle et publique d'une grande croix destinée à un calvaire. Le maire m'a signifié qu'il interdisait cette bénédiction et la procession qui devait en être la conséquence. Alors, j'ai imaginé la bénédiction dans le porche, sauf à transporter nuitamment et sans cérémonie la croix dans son local. Le maire me l'a interdit également. J'en ai référé à mon évêque qui m'a engagé à ne pas insister pour le moment, parce qu'il croit, sans en être sûr, qu'il existe un décret ou une circulaire donnant raison au maire.

R. — L'évêque a parfaitement dit vrai. Il existe un arrêt de la Cour de cassation, en date du 10 mars 1883, déclarant 1^o qu'une cérémonie célébrée

sous le porche ouvert de la porte principale de l'église, en présence d'un public convoqué à l'avance et stationnant sur la place, a le caractère d'une cérémonie extérieure du culte; et 2^o que l'ecclésiastique qui dirige cette cérémonie, comme, si elle a été défendue par un arrêté municipal, une contravention.

COURRIER DE L'UTILE

LE BAROMÈTRE.

La note suivante sur le baromètre, très intéressante et très pratique, est écrite par un météorologiste de mes amis qui, très fort dans la théorie, l'est plus encore en expérience. Il est prêtre, bon prêtre, prêtre zélé (on lui a supprimé son traitement), mais ses ouailles lui laissent, à son grand déplaisir du reste, beaucoup de temps libre : temps qu'il consacre aux études et aux observations météorologiques (avec tant d'aptitude que l'Observatoire l'a choisi pour correspondant, et que le ministre de l'instruction publique lui alloue une indemnité égale à celle que le ministre des cultes lui a supprimée).

Il y a quelque vingt ans, étudiants tous les deux (quoiqu'il soit assez sensiblement mon aîné), nous avions nos chambres dans la même maison, et je me rappelle que, lorsque je le réveillais chaque matin sur la prière qu'il m'en avait faite, sa première pensée et son premier regard étaient pour les thermomètres, baromètres et autres machines du même genre dont sa chambre était intérieurement et extérieurement tapissée.

Nous avons été, plus tard, plus amis encore : j'étais journaliste, et il m'apportait chaque semaine, pour que je le publiasse, ses observations (toujours très intéressantes), et ses prévisions (rarement trompeuses).

Nous sommes maintenant fort éloignés (matériellement) l'un de l'autre; mais il a gardé l'habitude de mon ancien bureau, où il est maintenant imprimé par un autre journal, né, ou mieux vivant (par transfusion) du mien, et auquel j'ai donné assez du sang de mes veines pour que je le reconnaisse, quoiqu'il ne m'ait jamais connu (ô grand cœur!).

En le citant (ce journal), j'ai l'illusion de retrouver quelque chose de mon bien, et le plaisir d'entendre (en vous entendant, mon cher V. R.) un ancien ami.

Le baromètre, connu depuis longtemps, devient de plus en plus populaire, surtout depuis que l'anéroïde, mis par la modicité de ses prix à la portée de toutes les bourses, a détrôné dans nos compagnes l'ancien baromètre à mercure, si fragile et si peu transportable. Parlons donc un peu du baromètre, que beaucoup ne savent pas lire.

D'abord, qu'est-ce le baromètre? C'est une balance très-sensible révélant à l'œil les plus faibles variations de l'atmosphère. Dans le baromètre à mercure, la pression atmosphérique refoule le mercure dans la partie supérieure du tube, vide d'air, et la colonne liquide monte ou descend selon que l'air pèse plus ou moins sur la cuvette. Dans l'anéroïde, la pression extérieure s'exerce sur les parois d'une chambre métallique également vide d'air et tend à les comprimer, tandis qu'un ressort antagoniste tend au contraire à neutraliser l'effet de cette pression. De cette action réciproque de la pression et du res-

sort résultent des oscillations qu'un mécanisme amplifie et qu'une aiguille indique sur un cadran.

Le baromètre monte quand la pression de l'air augmente et baisse dès qu'elle diminue. C'est un indicateur des niveaux, et comme tel ses indications sont toujours exactes, *si l'instrument n'est pas défectueux*. Mais beaucoup, qui n'ont que faire de connaître la pesanteur de l'air, lui demandent autre chose; ils lui demandent le secret du temps à espérer ou à craindre, transforment ses indications en prévisions et l'accusent en conséquence d'être quelquefois mauvais prophète.

Quelque temps après l'invention du baromètre par Torricelli, en 1643, on s'aperçut qu'ordinairement il descendait à l'approche de la pluie et remontait à la veille du beau temps.

Les constructeurs contractèrent donc peu à peu l'habitude de placer entre les limites extrêmes de ses variations ces désignations : *Tempête — Grande pluie — Pluie ou vent — Variable — Beau temps — Beau fixe — Très-sec*.

Tempête correspond à 730 millimètres de pression, *Variable* à 760 et *Très-sec* à 790.

Cette graduation aurait jusqu'à un certain point sa raison d'être au niveau de la mer, où le baromètre ne subit que l'influence des courants aériens. Mais il n'en est plus de même dans les pays montagneux; car le baromètre tend d'autant plus à s'abaisser qu'on s'élève davantage au-dessus de la mer. Cet abaissement est à peu près d'un millimètre par 10 mètres d'ascension : ainsi vous recevez un baromètre qui était à Paris au *Variable* et qui vous arrive le même jour, à Langres par exemple, bien au-dessous de *Tempête*, de sorte que le niveau de *Grande-pluie* sera pour vous le synonyme de *Beau fixe*.

Comment donc consulter utilement le baromètre pour les prévisions du temps? La meilleure méthode serait de lire, non les mots, mais les chiffres, c'est-à-dire, s'il s'agit d'un baromètre à mercure, sa hauteur au-dessus de la cuvette, en tenant compte une fois pour toutes de l'altitude du lieu. Vous savez, par exemple, que vous êtes à 400 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce qui produit sur votre instrument une dépression constante de 40 millimètres; vous savez par là même que 720 est pour vous la hauteur correspondante à *Variable*. Cela doit vous suffire pour comprendre la valeur des indications. Mais le langage des chiffres ne vous est pas plus familier que celui des Prussiens; alors remontez le tube jusqu'à ce que 720 corresponde à *Variable* ou, si le tube est fixe et que les épithètes soient inscrites sur une plaque mobile, abaissez cette plaque jusqu'à ce que *Variable* corresponde à 720.

Ayez-vous un baromètre anéroïde, vous pouvez le régler par comparaison avec un baromètre à mercure. Au fond de la boîte vous apercevrez une vis qui vous servira pour ce réglage. Le baromètre à mercure marque 720, pression locale équivalant, en raison de l'altitude, à 760 au niveau

de la mer; faites tourner l'aiguille de l'anéroïde jusqu'au niveau de 760 et l'épithète variable ainsi que les autres seront exactes pour votre station.

ALCOOLISATION ET COLORATION DES VINS

Pendant que je suis dans mon *ancien domaine*, j'y récolte encore ce petit article sur les moyens de reconnaître si un vin a été falsifié par de mauvais alcools et la teinture de fuschine.

(Vous ne l'avez pas signé, cet article, mon cher L..., savant professeur de sciences, mais je vous reconnais... et en attendant que j'aie le temps et le plaisir de répondre à l'aimable lettre que vous m'avez écrite avant-hier, je tiens à vous dire que ce que vous pensez des vérités récemment dites par la dernière lettre de Drumont, déclinant une candidature, je le pense.)

Le vinage ou (alcoolisation des vins) pourrait être parfaitement inoffensif, à la condition d'employer exclusivement les *alcools de vin*, mais ces alcools sont d'un prix trop élevé pour que le marchand y trouve son compte. Aussi se sert-on des alcools de betterave et de pommes de terre souvent mal rectifiés et par conséquent renfermant des matières nuisibles à la santé.

Il est assez difficile de reconnaître qu'un vin a été viné, si l'opération a été faite avec des alcools tout à fait bon goût et si l'on n'a monté le vin que de 1 ou 2 degrés. Seul le dosage de ce que l'on nomme *extrait sec* pourrait donner une preuve certaine, malheureusement ce dosage ne peut être fait que par des hommes spéciaux et dans un laboratoire.

Voici un procédé à la portée de tous et qui pourra fournir d'utiles renseignements.

On place le vin à essayer dans un vase peu profond au-dessus duquel on suspend une petite lampe que l'on peut faire avec un dé à coudre rempli d'huile épurée et muni de trois ou quatre brins de coton en guise de mèche. La lampe étant allumée on chauffe le vin: les vapeurs de l'alcool ajouté au vin se dégagent bientôt et s'enflamment au contact des mèches et *forment un cercle de lumière rougeâtre qui répand l'odeur de l'esprit de vin*. Le même phénomène ne se produit que plus tard, *quand le vin est en ébullition complète*, si le liquide n'a pas été additionné d'alcool.

Peut-être pourrait-on procéder pour le vin comme on le fait pour l'eau-de-vie quand les alcools employés sont de qualité très inférieures: en verser quelques gouttes dans le creux de la main et les évaporer rapidement par le frottement sur la paume; une odeur caractéristique se ferait sentir qui décèlerait leur présence.

Une autre sophistication des vins, plus répandue que le vinage, consiste dans leur coloration artificielle. Disons-le, les consommateurs se sont malheureusement habitués à juger la qualité d'un vin par sa couleur et on leur a servi de véritables teintures. On a employé les baies d'hièble, de sureau, de myrtille, le bois de Brésil et de Campêche, le jus de betteraves, la rose trémière, la

fuschine, etc. Le fuschine, qui généralement contient une certaine quantité d'arsenic! Et malgré les justes et sévères condamnations des tribunaux, on vend encore des vins fuchsinés: car l'Italie et l'Espagne qui nous fournissent une bonne partie des vins de coupages font de ce produit une consommation effrayante.

Rien d'étonnant que l'on ait cherché à se rendre compte de la nature des principes colorants des vins. Malheureusement l'analyse d'un vin à ce point de vue est une opération délicate, qui ne peut donner des résultats certains qu'autant qu'on aura suivi certains procédés hors de la portée du grand nombre.

Nous en signalerons deux plus faciles et plus sûrs pour la découverte de la fuschine.

Procédé Noméi. Dans un flacon de verre blanc, mettez trois parties de vin suspect et une de sous-acétate de plomb (eau de Goulard). Après avoir agité les deux liquides, il se forme une masse semi-fluide d'une couleur gris-verdâtre. Ajoutez alors deux parties d'alcool amylique et laissez reposer. Au bout de quelques instants il se forme, dans la partie supérieure, une couche plus ou moins rose ou violette si le vin est fuchsiné; cette couche est limpide dans le cas contraire. Mais on n'a pas toujours sous la main de l'alcool amylique!

Procédé Falières. Dans un flacon de 3 à 4 centilitres, mettez du vin à essayer jusqu'au cinquième de la hauteur, ajoutez 8 à 10 gouttes d'alcali volatil et agitez; il se forme une masse vert sombre qui tend à gagner le fond du vase, c'est la matière colorante naturelle de votre vin qui est précipitée.

Ajoutez à ce moment de l'éther jusqu'aux trois quarts et laissez reposer; soutirez ensuite l'éther et mettez-le dans un autre flacon; après cela versez dans cet éther un peu de vinaigre blanc; si le vin est fuchsiné vous verrez se former à la partie inférieure du vase une couche aqueuse plus ou moins colorée en rose ou en violet.

Ce procédé serait très sûr et les données qu'il fournit auraient toujours été confirmées par le chimiste expert.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 23 martii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE PAQUES : OBSTACLES A LA FOI

Alienati a vita Dei per ignorantiam quæ est in illis; propter cæcilitatem cordis ipsorum.

(Ad Ephes. iv, 18.)

La résurrection de Jésus-Christ inspire à l'Eglise les sentiments de la joie la plus vive. Tendre épouse, elle a versé des larmes amères sur les souffrances et la mort de son Epoux. Au deuil, aux lamentations, aux sanglots succèdent les chants de triomphe et les hymnes d'allégresse. « L'aurore, dit-elle, teint les cieux de sa pourpre, les airs retentissent d'acclamations, la terre tressaille de joie, l'enfer frémit d'horreur quand ce Roi invincible délivre des cavernes des limbes, et rend à la liberté la glorieuse assemblée des anciens justes. Son tombeau, environné de gardes, était fermé d'une pierre : il en sort triomphant et y ensevelit la mort elle-même. C'est assez de deuil, de gémissements et de larmes. Le Vainqueur de la mort est ressuscité. Un ange tout brillant de gloire a proclamé sa victoire ». Oui, s'écrie l'Eglise, le Seigneur est vraiment ressuscité. Louez Dieu, louez Dieu, et depuis dix-neuf siècles elle répète sans fin son *Alleluia* triomphal. Le Seigneur est vraiment ressuscité. Voilà, dit la raison éclairée par la foi et libre de tout préjugé, voilà la preuve sans réplique de la divinité de sa mission. Voilà la lettre de créance ; il peut dans le ciel et sur la terre, tout ce qu'il veut. Jésus-Christ est ressuscité, voilà le cachet de sa divinité, il est Dieu comme il l'a dit, il est égal à son Père. Mais Jésus-Christ ressuscité n'est pas sorti seul du tombeau. Il en est sorti avec la divinité de cette religion qu'il a fondée et enseignée aux hommes ; il en est sorti avec la divinité des dogmes catholiques, avec la divinité de la morale chrétienne. Les préceptes qu'il a dictés doivent donc être observés comme les lois de la sagesse éternelle. Les dogmes qu'il a annoncés doivent être crus comme les oracles de la vérité suprême. Jésus-Christ est ressuscité, l'édifice de notre foi est inébranlable.

Et cependant c'est un fait évident que la plupart des hommes, à l'heure présente, quoique investis de toute part des lumières de la foi, négligent, refusent même de la recevoir, et selon l'expression de l'Ecriture, se révoltent contre cette lumière céleste : *Ipsi rebelles fuerunt lumini* (Job, xxiv, 13). Quelles sont donc les causes de cette révolte et de cette incrédulité ? S. Paul nous les marque : *Alienati a vita Dei per ignorantiam quæ est in illis, propter cæcilitatem cordis ipsorum*. Les hommes sont éloignés de la vie de Dieu, de la vie de la foi, et à cause de l'ignorance qui est en eux et par suite de l'aveuglement de leur cœur.

I

La première cause qui conduit à l'abandon de la vie chrétienne et à l'incrédulité est l'ignorance :

per ignorantiam quæ est in illis. Rien de plus naturel. On ne peut pratiquer une science qu'on ignore ; on ne peut ni faire, ni chérir, ni vénérer ce qu'on ne connaît point. Et communément même, on n'estime point, mais méprise une science que l'on n'a pas voulu étudier ou que l'on a volontiers oubliée. Or, de toutes les sciences, la religion est la plus haute, la plus étendue, la plus profonde, la plus gênante, et généralement aussi la plus ignorée, ou la plus volontiers chassée du souvenir. Que d'hommes, en effet, n'ont jamais rien étudié, rien examiné avec soin, sous le rapport de la foi ! n'ont jamais fait un bon usage de leurs lumières naturelles, pas même pour acquérir la connaissance des vérités religieuses les plus claires et les plus importantes ; et en fait de religion, passent leur vie dans une ignorance qui les abaisse et les dégrade ! Comment alors la religion serait-elle aimée et observée par eux ! Cela n'est pas possible. On ne se distingue dans la guerre, qu'en aimant et étudiant l'art militaire ; dans la médecine, qu'en approfondissant ses difficultés et ses mystères ; dans le barreau, qu'en pâissant sur les aridités parfois rebutantes de la législation. Pour être vrai chrétien, il faut connaître au moins les vérités fondamentales, les préceptes principaux et les pratiques les plus nécessaires de la religion. Ne nous étonnons donc pas de l'abandon de la foi, de la désertion de ses préceptes, de ses sacrements et de ses pratiques, en un mot de l'incrédulité d'un grand nombre d'hommes, quand nous constatons que la plupart sont ignorants comme des infidèles : j'entends ignorants en matière de religion, car on peut exceller en toutes les connaissances humaines et ignorer les premiers éléments de la foi. L'ignorance religieuse n'est-elle pas à l'ordre du jour ? Qu'apprend-on d'habitude, à partir de dix ou douze ans ? Pour presque tous les jeunes gens, à la première communion, la science religieuse est censée acquise et parfaite. Les parents ne tenant compte ni de la légèreté, ni de la dissipation du jeune âge, les enfants ont toute facilité de désertier l'enseignement de la foi au moment même où ils pourraient le comprendre et en profiter. Ils abandonnent les catéchismes, et dès lors leurs petites connaissances vont vite diminuant. Et comme les liqueurs les plus précieuses mises en des vases non fermés sont bientôt altérées, évaporées ; ainsi les éléments de la foi confiés à cet âge étourdi et mobile sont rapidement méconnus et dissipés. Après le catéchisme de première communion, on n'apprend donc plus rien. Les instructions des pasteurs que l'on n'entend point ou très rarement, et encore avec légèreté, ne sont que trop impuissantes à retarder cet oubli des premières notions religieuses, et après quelques années, quand il est question pour ces hommes de répondre pour un enfant au baptême, ou à l'époque si grave du mariage, ou au moment de recevoir les derniers sacrements, ils ne savent plus ni quoi dire ni comment s'y prendre.

Et cette ignorance ne se rencontre point seulement dans les classes ouvrières, mais encore et surtout peut-être dans les classes aisées et dirigeantes, parmi les hommes lettrés et habiles dans toutes les sciences humaines. Rien encore de plus naturel. Cette ignorance ne provient-elle pas de cet enseignement rationaliste dont on sature depuis plus de trois quarts de siècle nos jeunes générations. Pour recueillir des chrétiens, il faudrait semer les doctrines et les habitudes qui font les chrétiens. Or, dans la plupart des écoles, l'enseignement religieux est proscrit, ou bien il y tient si peu de place que l'on peut hardiment le déclarer nul. Et les leçons des maîtres viennent altérer promptement le pauvre petit filet de vérité que le zèle des aumôniers s'efforce de faire couler, malgré mille obstacles, dans ces jeunes gens. Ils ne savent pas, et dès lors il ne croient pas, ou bien, ce qui est plus lamentable, à la suite d'études et de lectures malsaines, ils imaginent un christianisme absurde, impossible, qu'ils prennent pour l'enseignement de la foi. Ils se révoltent, et avec raison, contre ces énormités que l'Eglise n'a jamais consignées et qui sont une abominable caricature du vrai catholicisme. Ils se révoltent contre l'autorité sacerdotale qui veut les instruire, contre l'autorité de la vérité qui se propose, et tout ensemble s'impose à leur intelligence, et ils répètent la parole de Satan : Je ne croirai pas, je ne me soumettrai pas au joug de la foi : *Non serviam*.

II

Une autre cause de l'incrédulité et de cette révolte de l'homme contre les enseignements de la foi est la perversité de la nature déchue, *propter cæcitatem cordis ipsorum*. Faits à l'image de Dieu, qui est la vérité même, nous aimons la vérité d'instinct, aussi le mensonge est-il à tous les yeux digne de mépris. Mais si l'homme ne peut contredire, mépriser et haïr la vérité dans sa beauté originale et dans quelques-unes de ses maximes, il n'en trouve pas moins, dans le fonds de sa propre corruption, des motifs de répugnance et de révolte contre la foi chrétienne qui lui ordonne de croire des vérités dont les unes fatiguent l'orgueil de sa raison et les autres contrarient les penchants mauvais de son cœur.

Si la foi n'enseignait que des choses naturellement accessibles à notre raison, quelques insensés peut-être les nieraient encore, du moins la foule ferait justice de leur négation. Mais la foi imposant la croyance de mystères auxquels l'intelligence ne peut s'élever de son propre vol : la Trinité, l'Incarnation du Verbe au sein de la Vierge Marie, la Rédemption du genre humain par la mort de l'Homme-Dieu sur une croix, l'Eucharistie, la Résurrection des corps, l'éternité des peines, l'orgueil humain s'en trouve froissé. Tandis que les esprits simples et droits découvrent leur grandeur dans la croyance de ces nobles doctrines, et que le meilleur usage de leur raison leur paraît être de l'abaisser devant les paroles de l'au-

teur même de la raison, les esprits orgueilleux ne voient là qu'un dur sacrifice, qu'une source d'humiliations. D'abord ils s'étonnent, ils s'agitent sans but, puis ils se mettent à sonder des enseignements dont la hauteur les surpasse. Dans leur impuissance d'y parvenir, ils révoquent en doute la révélation dont ils émanent, ou ils prétendent avoir la faculté de substituer un symbole fantaisiste à des réalités divines. Peu à peu, au nom de la science et pour l'honneur, disent-ils, de la raison humaine, ils essaient de se poser en antagonistes des oracles du Seigneur, auquel ils refusent jusqu'au droit d'imposer à l'homme des croyances qu'il ne s'est pas faites lui-même. Une fois parvenus à ce degré d'audace, ils ne regardent plus qu'avec dédain les dogmes de l'Evangile et l'Eglise qui les enseigne; ils aspirent à les bannir de la terre, comme ils les ont bannis de leur cœur, et plus d'une fois ils vont jusqu'à dire : Il n'y a pas de Dieu. Assurément la petitesse bien comprise de l'homme rend insupportable, à quiconque y réfléchit, une pareille insolence : ces esprits forts ne comprendront jamais ce qu'ils inspirent de pitié profonde aux vrais croyants, aux véritables disciples de J.-C. Mais l'orgueil est naturel à tous et plus particulièrement aux ignorants et aux curieux. Ils ne demandent pas mieux que de cesser de croire des doctrines dont le joug leur pèse. De là vient que l'incrédulité si misérable des uns aux yeux même de la raison, rencontre et rencontrera toujours et partout des appuis et des complicités funestes.

Le point de vue s'éclaircit davantage encore si l'on passe des vérités à croire aux préceptes à pratiquer : si les premières étonnent et révoltent parfois l'esprit de l'homme, les secondes pèsent bien autrement à sa volonté et aux passions qui la tyrannisent. Aussi la corruption du cœur est-elle le plus grand et le plus universel obstacle au règne de la foi : *Propter cæcitatem cordis ipsorum*. Et par corruption du cœur, je n'entends pas seulement l'esclavage des honteuses passions, comme l'impureté et la débauche; mais aussi toute passion qui, sans être aussi abjecte, aussi dégradante, n'en est pas moins dominante et tyrannique, comme l'orgueil, la haine, le respect humain, ou quelque grande faute commise et qu'on n'ose avouer ni réparer. Et ce sont de telles fautes, de telles passions qui, en altérant les mœurs, altèrent aussi la foi et finissent par la détruire. Rien d'étonnant. L'esprit garde ordinairement sa rectitude quand la passion et l'intérêt ne l'obscurcissent pas, ou ne l'influencent point notablement; mais au contraire l'entendement se fausse et se dérègle, quand au fond du cœur une secrète passion impressionne et commande. Ce que nous voulons est bon, disent les passions effrénées, ce qui nous plaît est juste, et ce qui nous condamne ou nous déplaît est mauvais ou injuste; et à force de tenir ce langage à l'esprit, à la conscience, les passions fascinatrices finissent par faire prévaloir leur sentiment et rejeter les

idées contraires. Conséquemment les consciences, et hélas ! que le nombre en est grand aujourd'hui ! les consciences que dégradent la volupté et la débauche ; les cœurs qu'aveuglent la haine et les désirs de vengeance ; les âmes qu'enchaînent le respect humain, la fausse honte ou que surcharge quelque faute grave, pénible à déclarer, à réparer : tous ces pauvres cœurs malades, n'ont pas intérêt à croire à la réalité, à la gravité de leurs maux, ni à l'enfer dont la religion les menace. Aussi cette religion, dit secrètement la passion compromise et condamnée, cette religion est trop sévère, elle est exagérée : elle est fausse : elle est importune, il faut m'en débarrasser. « J'aimais mieux ne plus croire que de trembler toujours », a dit un incrédule libertin : et c'est le parti que prennent finalement tous les cœurs vicieux qui ne veulent point rompre la chaîne de leurs criminelles habitudes. Ainsi la passion, le crime, le libertinage, une fois maîtres d'un cœur, lui donnent un faux intérêt à ce qu'il n'y ait point de loi répressive, point de religion qui condamne, point de Dieu ni d'enfer qui punissent. Et l'intérêt malheureux à la non-existence de ces vérités, inspire le désir qu'elles ne soient point effectivement ; et du désir à l'opinion, le pas n'est que trop glissant et facile ; l'on croit facilement ce qu'on désire ardemment ; et bien vite on rejette ce qui heurte une illusion chérie, tandis qu'on se prête à tout ce qui la favorise. Et voilà comme de degré en degré, de chute en chute, le cœur séduit, corrompu, est entraîné successivement dans le doute, dans la négation et dans l'irrégion.

Ainsi donc, les hommes haïssent la foi parce qu'elle leur prêche des obligations austères. Parce qu'elle les contrarie, ils voudraient qu'elle ne fût pas vraie. Vraie malgré eux, du moins voudraient-ils ne pas la connaître, ou l'oublier totalement après l'avoir connue. En conséquence, ils ne peuvent souffrir qu'on la leur rappelle. Après avoir pris en haine la vérité, ils détestent ceux qui la prêchent et finissent par haïr ceux même qui la pratiquent sans la leur prêcher autrement que par l'exemple, cet exemple étant une leçon, un vivant reproche et une cause de remords. « Cet homme, disait un roi impie, ne m'annonce jamais de choses agréables, ce sont toujours des choses désagréables qu'il m'apporte. » — « Opprimons le juste », disent les pervers du Livre de la Sagesse. Et pourquoi, méchants ? « Parce que sa vie est opposée à la nôtre ». Singulière logique ! et pourtant il en est ainsi. Les gens qui réclament pour eux la liberté de faire le mal devraient au moins, pour être conséquents, laisser aux autres la liberté de faire le bien ; au contraire, ils traversent dans tous les sens cette liberté du bien, et ils mettent leur bonheur à persécuter ceux qui la pratiquent. Oh ! perpétuelle histoire du cœur humain, depuis Caïn qui tue Abel parce qu'il se sent moins agréable à Dieu que lui, jusqu'à cet Athénien qui demande le bannissement d'Aristide, parce qu'il est fatigué de l'entendre constamment appeler Juste ;

depuis les Pharisiens, qui font mourir Jésus-Christ, parce que ses paroles et sa conduite sont pour eux une éclatante condamnation, jusqu'à Voltaire, qui criait : Ecrasons l'infâme, parce que la religion démasquait toute son infamie ! Ainsi en sera-t-il jusqu'à la fin des âges. Ce sera toujours au nom de la liberté qu'on verra la religion opprimée, parce qu'elle ne profite jamais de la liberté que pour faire la guerre au vice. Les temps actuels se chargent de justifier nos dires avec un éclat déplorable. Voilà pourquoi la foi ne peut être indifférente à ceux même qui n'y croient pas. Il faut à tout prix, et c'est pour elle un privilège insigne, que même aux époques d'impiété, on s'en occupe ou pour la défendre, ou pour la combattre. Jésus-Christ l'a dit : « Celui qui n'est pas pour moi est contre moi ». Qui s'inquiète de Zoroastre, de Confucius, ou même de Mahomet, et de tant d'autres ? Mais Jésus-Christ est inévitable. On le trouve bon gré mal gré, sur la route de sa pensée, à la porte de son intelligence, sur les confins de son cœur et au fond même de sa conscience. On peut le repousser, mais il reste là, frappant à la porte. Par moment il fait, pour ainsi dire, le mort ; mais il ressuscite le troisième jour, c'est-à-dire quand la fureur des passions est tombée.

Répétons-le donc en ce jour, Jésus-Christ est ressuscité, l'édifice de notre foi est donc inébranlable, immortel. Les âges, les siècles passeront, les persécuteurs s'évanouiront, l'enfer s'épuisera contre ce monument, et il demeurera debout malgré l'ignorance, malgré l'orgueil, malgré les passions du cœur humain, pour être l'immortel témoin de la mort de tous ses ennemis ! Oui tous viendront se briser contre cette pierre glorieuse du sépulcre, et l'enfer lui-même y trouvera sa défaite. Mais la religion, appuyée sur ce Roi immuable, se rira de leurs efforts. De son bras divin elle protégera ses généreux enfants ; elle les conduira à la victoire, en attendant que cette pierre leur serve de degrés pour gravir au sommet de la montagne de Sion qui est le ciel.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. DES RITES

L'Eglise, toujours bonne pour ses enfants et surtout pour ses enfants de prédilection, comme sont les communautés religieuses, se prête aux inventions naïves de leur piété quand aucune de ses lois ne se trouve violée et qu'il n'en peut résulter un amoindrissement du respect dû aux sacrés mystères. Nous en trouvons un exemple remarquable dans la première réponse du décret suivant.

La seconde est une preuve nouvelle et authentique du grand désir qu'elle a de voir les fidèles communier le plus souvent possible, tous les jours même s'il se pouvait.

CAMERACEN.

Rmus Dnus Franciscus Eduardus Hasley Archiepiscopus Cameracen. a S. Rituum Congregatione insequentium dubiorum resolutionem humillime exposulavit, videlicet :

DUBIUM I. Moniales a S. Clara seu Collettinæ e Belgico regno in Cameracen. Archidiocesium usum hunc invexerunt : intra parietem qui medius est intra chorum sororum et Sanctuarium, cellula est præparata, in qua SS. Eucharistiæ in ostensorio requiescit. Sacerdote absente, sorores janua cellulae in choro suo aspicientem aperiunt. Adhuc tamen clausum remanet SSimum Sacramentum solito vitro. Sic piæ sorores statutis horis contemplatione Sanctissimæ Hostiæ fruuntur. Quæritur an talis consuetudo tolerari possit?

DUBIUM II. Prædictæ sorores et quædam aliæ, superiorum ecclesiasticorum auctoritate fultæ, omnes quotidie sacra Synaxi reficiuntur, licet, juxta regulas et decisiones quamplurium theologorum, pro aliquibus tantum et in quibusdam circumstantiis talis et tanta gratia reservari debeat. Quum vero multo dolore prælaudatæ piæ sorores afficerentur, si tanto solatio privandæ forent, quæritur quid in casu agendum?

Et Sacra eadem Congregatio, in peculiari cœtu infrascripta die coadunata, ad relationem infrascripti secretarii, re mature perpensa, ita propositis dubiis rescribere rata est, videlicet :

Ad I. *Piam consuetudinem tolerari posse.*

Ad II. *Consuetudinem laudandam esse ac promovendum usum frequenter suscipiendi Sanctissimam Eucharistiam, juxta Concilii Tridentini, sess. XXIII, cap. 8, dispositionem.*

Atque ita rescripsit 2 decembris 1885.

D. Card. BARTOLINIUS, *præfectus.*

LAURENTIUS SALVATI, *secretarius.*



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Il me paraît que pour que les Cendres *in capite jejunii* confèrent les grâces de leur institution, il est indispensable de les bénir non seulement par les formules et les cérémonies indiquées par la Ste Eglise dans le Missel, mais encore avec la solennité qui y est prescrite, c'est-à-dire en chantant le Répons et les Oraisons. Si cela est, faut-il en conclure :

1^o Que dans une paroisse où l'on pourrait faire deux fois la solennité, il serait bon de la faire deux fois pour ne pas priver des Cendres les fidèles qui ne peuvent venir à l'église qu'à une messe de l'aurore, célébrée avant l'heure où se fait ordinairement la bénédiction solennelle des Cendres ?

2^o Que réciter seulement les prières de la bénédiction, jeter de l'eau bénite et encenser les Cendres à distribuer à cette première messe, sans rien chanter, ce ne serait pas imposer des Cendres conférant les mêmes grâces que celles qui seront bénies avec solennité ?

3^o Qu'on peut sans difficulté imposer aux messes qui se succèdent dans la même église, les Cendres précédemment bénies avec solennité ?

R. — Pour que les Cendres produisent les grâces de leur institution, il est indispensable de les bénir par les formules et cérémonies indiquées par le Missel, c'est-à-dire par les prières, l'eau bénite et l'encens ; mais ni la solennité, ni le chant ne sont nécessaires pour la validité.

Bien plus, dans les petites églises, elles ne sont

aucunement requises pour la licéité, comme on peut s'en convaincre en lisant le *Manuale Rituum* de Benoît XIII, qui a été fait pour les petites églises. Voici ce qu'il dit pour la bénédiction :

« ... Celebrans accedit ad cornu Epistolæ, et ex Missali recitat cum suis clericis Ant. *Exaudi*, etc... Repetita Ant. *Exaudi*, celebrans stans ibidem, non se vertens ad populum, dicit in tono feriali, ac manibus junctis, *Dominus vobiscum*, et postmodum subjungit quatuor orationes. Dum dicitur quarta oratio... »

Ainsi pour la bénédiction des Cendres, il n'est question que de la récitation, ou de la prononciation *tono feriali*.

Il en est de même après l'imposition des Cendres. Le célébrant remonte à l'autel et dit de la même façon le *Dominus vobiscum* et l'oraison :

« Deinde ascendit altare per longiorem, et facta reverentia in medio pergit ad latus Epistolæ. Ibidem facie ad altare dicit manibus junctis : *Dominus vobiscum*, et orationem *Concede nobis*.

Voilà ce qui concerne la solennité et le chant ; ils ne sont pas requis dans les petites églises.

Vous désirez savoir aussi ce qu'il faut faire pour ne pas priver de la grâce des Cendres les personnes qui ne peuvent venir à l'église que le matin. Voici notre réponse :

Si vous avez un Indult Apostolique pour biner en ce jour dans la même église, — ce qui n'est guère probable, — vous pouvez faire une première bénédiction et imposition de cendres dès le matin avant votre première messe. Puis vous faites une seconde bénédiction et imposition avant la seconde messe. Il est vrai que le Missel ne touche pas cette question. Mais on ne voit rien dans cette méthode qui paraisse contraire à l'esprit de la liturgie.

Si vous ne pouvez dire qu'une seule messe, et que cette messe doive être dite à une heure trop tardive pour un grand nombre de vos paroissiens, vous pouvez faire la première bénédiction et imposition dès le matin, sans célébrer la sainte messe ; puis, plus tard, à l'heure convenable, vous pouvez faire une seconde bénédiction et imposition, et ensuite célébrer la messe. Il importe que cette seconde bénédiction soit plus solennelle que la première.

A la vérité, les rubriques ne parlent pas non plus de cette seconde méthode, mais Mérati et bon nombre d'autres liturgistes l'indiquent, et nous ne connaissons aucun liturgiste qui la condamne.

Les cendres bénites dans les deux circonstances que nous venons de marquer, peuvent être distribuées aux personnes qui se présenteraient successivement après cette bénédiction.

Nous avons répondu d'une manière générale aux questions de notre honorable confrère, sans qu'il soit besoin de faire une réponse plus spéciale.

Q. — 1^o Dans notre diocèse, le curé chante, le dimanche, la grand-messe sans diacre et sous-diacre. Or, les

rubriques générales, dans Rit. cel. Miss., I, 8, disent : « Si quandoque celebrans cantat Missam sine diacono et subdiacono, EPISTOLA MCANTAT IN LOCO CONSUETO ALIQUIS LECTOR SUPERPELICEO INDUTUS, QUI IN FINE NON OSCULATUR MANUM CELEBRANTIS.

Chez nous il n'y a pas d'acolytes capables de chanter l'épître, et des prêtres-abbés fort instruits ne la chantent pas, la lisent, tandis que le chœur chante l'Alleluia ou le Tractus ; c'est pour faire ressortir davantage l'Evangile, qu'on chante plus solennellement. On dit que c'est le vœu de la S. C. R. Existe-t-il une décision ?

2° On vient d'introduire dans l'église monumentale, la plus belle et la plus grande de notre diocèse, la lumière électrique. Dans la première messe de Noël, à cinq heures du matin, trois lampes y produisirent la clarté du jour.

Est-ce qu'il n'y a pas de décision contraire ? Et pour le gaz ?

3° A Paris et ailleurs, on continue à chanter les proses à Pâques : O filii et filiae. Est-ce qu'on pourrait donc chanter dans la messe, p. ex., après l'Evangile, durant l'incensation de l'Offertoire et les séquences du moyen-âge, ainsi que les chants de Tropes, autrefois si goûtés de nos aïeux ? Le concile de Trente n'a voulu que, pour abrégier l'office de la messe, les éloigner du Missel.

Sans contredit, dans les saluts du soir, ces chants d'Adam, de S. Victor, de Notker seraient à leur place. Qu'en pensez-vous ?

4° Le 14 février, mon confrère voisin m'a chargé de chanter dans une annexe sans vicaire, une messe solennelle avec sermon, de S. Valentin, patron secondaire. Il y avait concours du peuple.

Or, dans le diocèse, ce jour-là, on a l'office de S. Cyrille, transféré cette année seulement. Je chante la messe du saint, sans faire même la commémoration de S. Cyrille, docteur.

Plusieurs de mes confrères sont d'avis, que j'aurais dû chanter la messe de S. Cyrille d'Alexandrie avec la commémoration de S. Valentin, parce que l'Eglise n'a pas de second patron. *Quid ?*

R. — Ad I. Aux messes chantées sans diacre et sous-diacre, c'est un lecteur ou un autre clerc qui doit chanter l'épître, comme on le voit par la rubrique du Missel que vous reproduisez. S'il n'y a pas de clerc, que doit-on faire ? La rubrique ne le dit pas. Vous nous demandez s'il n'y aurait pas des décrets relatifs à cette matière. Oui, il y en a un de 1875, en vertu duquel il l'est mieux, *satiùs est*, que l'épître soit lue par le célébrant lui-même. Voici cette importante déclaration, qui intéresse non seulement les églises rurales, mais encore les églises religieuses. L'Eminentissime Patriarche de Lisbonne exposait complètement la difficulté :

« A rubrica Missalis, Tit, VI, n. 8, præcipitur ut, quodcumque celebrans cantat Missam sine sacris ministris, cantetur Epistola ab aliquo lectore superpelliceo induto. Si vero nullus adsit lector, ut scèpicime accidit in Monialium Ecclesiis, et in Ecclesiis ruralibus, quid agendum sit neque a Rubrica neque a Decretis præscribitur... »

Puis Son Eminence proposait les trois doutes suivants :

Dubium I. Sufficit ne ut in casu legatur tantum Epistola ab ipso celebrante, vel ab eodem debet cantari ?

Dubium II. In Ecclesiis Monialium potest ab aliquo Moniali Epistola cantari in choro ?

Dubium III. Omittendus omnino est cantus Epistolæ ?

Voici la réponse de la Sacrée Congrégation :

Sacra vero Congregatio, audita relatione ab infrascripto Secretario facta, rescripsit : Scribatur Emo Patriarchæ Lisbonensi ; ad mentum. Et mens est quod quum Missa cantetur sine ministris, et nullus clericus sit inserviens qui superpelliceo indutus Epistolam decantet juxta rubricas, *satiùs erit* quod ipsa Epistola legatur sine cantu ab ipso celebrante : numquam vero in Ecclesiis monialium decantetur ab una ex iis ». Romæ die 23 Aprilis 1875 (n. 5604.)

Ad II. Le Saint-Siège n'a pas encore porté de décret relativement à l'éclairage des églises par la lumière électrique et par le gaz.

Mais elle a prohibé l'emploi du gaz à l'autel par un décret du 8 mars 1879. Elle le prohibe lors même qu'il y aurait d'ailleurs les cierges de cire requis par les rubriques.

Ad III. Parmi les chants qui peuvent être approuvés ou tolérés pour être chantés à l'église pendant les moments libres de la messe et aux saluts du Saint-Sacrement, il n'en est point de plus vénérables, de plus riches, de plus pieux que les séquences du moyen-âge, usitées autrefois en beaucoup d'églises. Celles d'Adam de St Victor en particulier sont d'une merveilleuse perfection de fond et de forme. Au point de vue du dogme et de la piété, à celui de la forme chrétienne du langage et de la poésie inspirée par la foi, il y a là des beautés de premier ordre.

Ad IV. Non, vous ne deviez pas, dans cette église, faire mémoire de S. Cyrille, par la raison que dans ce lieu le saint docteur devait être transféré plus loin, conformément aux nouvelles rubriques. Vous n'aviez qu'à célébrer la messe du patron, sans mémoire.

Peut-on publier les bans dans les mariages mixtes ?

A la page 10 de l'*Ami du clergé* de cette année, nous avons répondu, en nous appuyant sur une décision de la S. Congrégation de la Propagande : « La proclamation des bans est défendue, comme l'enseignent un grand nombre d'auteurs, et l'on ne peut invoquer qu'une simple tolérance de l'Eglise pour légitimer une pratique contraire. » C'était affirmer la loi et en même temps reconnaître la possibilité de la coutume contraire, au moins d'une manière implicite.

Un de nos abonnés nous adresse à ce sujet deux documents que nous nous empressons de publier. Le premier est une réponse de la S. Congrégation du S. Office à Mgr Blanchet, évêque de Nesqually (Orégon), en date du 14 juillet 1874. Elle est ainsi conçue :

« Posse fieri proclamationes in matrimoniis de quibus agitur, quatenus Apostolica dispensatione contrahantur, suppressa tamen mentione religionis contrahentium. »

En transmettant cette réponse à l'évêque, la S. Congrégation de la Propagande ajoutait : « Insimul autem manifestavit præfata S. Congregatio quod, modo certo constare posset curiæ episcopali de statu libero contrahentium juxta normas a s. m. Clemente X præscriptas per Instructionem diei 20 augusti 1670; *magis forsan expediret, saltem in nonnullis casibus et adjunctis, a memoratis proclamationibus dispensare, et hoc ad periculum admirationis vel scandali vitandum, quod tamen arbitrio A. T. remittitur.* »

Cette déclaration se trouve imprimée dans un volume intitulé *Acta et Decreta Concilii Provincialis Neo-Eboracensis IV.*

Nous remercions notre vénéré confrère de son obligeance. Mais nous croyons que, « au point de vue de la règle générale, » il n'y a rien à changer à ce que nous avons dit. Il n'y a là qu'une tolérance, et non une permission formelle.

Q. — 1^o Dans votre numéro du 9 décembre vous dites « qu'un curé n'obtient pas sa réintégration dans son ancienne paroisse d'où son évêque l'avait envoyé à une autre parce qu'il avait augmenté la division. » Sur quoi la Congrégation du S. Concile s'est-elle basée ? Est-ce parce que ce bon curé avait déjà accepté une autre paroisse, est-ce parce qu'il avait contribué, peut-être en défendant ses droits, à augmenter la division ?

2^o Un curé délégué par l'évêque pour la visite décanale est obligé de séjourner plusieurs jours chez moi pour visiter mon église et les nombreuses chapelles de ma paroisse qui sont toutes éloignées du bourg de deux lieues. Je suis obligé de lui trouver une voiture et de l'héberger, d'après le Concile de Trente, et cela tous les deux ans. N'est-ce pas à la fabrique à supporter ces frais ?

3^o Je suis curé et je vais à Rome avec un vicaire de mon diocèse. Puis-je confesser ce vicaire et peut-il aussi me confesser en dehors de notre diocèse ?

R. — Ad I. La sacrée Congrégation du Concile n'a pas l'habitude de motiver ses décisions. Parfois elle s'appuie sur les raisons invoquées par la partie qui gagne; d'autrefois sur des motifs différents.

Ad II. La charge dont parle notre correspondant est connue en droit canonique sous le nom de *procuratio*. Nous allons donner quelques extraits de Ferraris pour la définir et l'expliquer :

1^o « *Procuratio... est contributio sumptuum et expensarum necessariarum pro victu et honesta sustentatione tempore visitationis præstanda illis qui ecclesias diocesis visitant.* 2^o *Sub procuratio comprehenduntur omnia quæ sunt necessaria pro victu, nempe cibus, potus et habitatio ipsius visitatoris et honesti comitatus ejusdem.* Item pabulum pro equis et jumentis necessariis... 4^o *Non potest tamen episcopus seu visitator ordinarius exigere procurationem pro equitaturis et vecturis, neque pro aliis expensis faciendis extra victum, quia ad ista et alia, solo victu excepto, tenetur de suo...* 18^o *Vicarius autem capitularis, seu vicarius generalis, vel alius substitutus, qui non sit episcopus, non potest exigere nisi medietatem procurationis dari solite episcopo...* 3^o *Unde supradicta omnia debent subministrari episcopo*

seu visitatori a clericis et ecclesiis visitatis ¹. »

D'après Ferraris, il n'y a pas obligation de fournir les chevaux et les voitures pour la visite, bien que l'on doive procurer la nourriture aux chevaux du visiteur. De plus les dépenses occasionnées par cette visite doivent être supportées en commun par le clergé et l'église visitée. M. Bonald dit la même chose : « *Procuratio canonica seu circada ut victualium aut pecuniæ præstatio a parochia et ab ecclesia parochiali visitata Episcopo eam visitanti, vel illius vices gerenti, exhibenda, ad cibum, potum et diversorium pro visitante, famulis ejusdem, et equis, non vero pro viatico nec pro mercede equorum conductorum* ². »

Les auteurs ne disent pas dans quelle proportion les dépenses doivent être supportées par le clergé et l'église : il semble juste que ce soit par égales portions.

Ad III. Non; parce que vous n'avez à l'égard l'un de l'autre qu'une juridiction déléguée, qui ne s'étend pas au-delà du diocèse. Il n'y a que la juridiction ordinaire, comme celle du curé par rapport à ses paroissiens, qui puisse s'exercer partout.

Q. — 1^o Dans sa confession pascale François déclare que deux fois, étant en voyage, il a fait gras à l'auberge un jour d'abstinence. Jamais il ne se le permet chez lui; mais dans les hôtels, il n'y a plus moyen d'éviter de faire comme tout le monde. C'est du reste la pratique de nombre de gens timorés, pratique authentiquement admise, par indulgent, dans le diocèse voisin, Trèves et la plupart des diocèses d'Allemagne, où le vendredi saint est seul excepté. Bref, conclut-il, je ne puis vous promettre de ne pas recommencer. Dois-je lui refuser l'absolution ?

2^o L'Ordo de Metz et celui de Nancy diffèrent considérablement quant aux heures où ils indiquent qu'on peut commencer l'Office. Leurs deux tables portent en tête : « *Romæ edita, et horologiis nostris publicis accommodata.* » La différence de latitude ne peut suffire à expliquer cette divergence, puisque les deux diocèses se côtoient du nord au midi, et qu'il y a à peine un 1/2 degré d'intervalle entre leurs villes épiscopales respectives.

Suis-je obligé de m'en tenir à mon Ordo, ou puis-je me faire une opinion raisonnée, basée sur des calculs précis, et m'en servir au besoin ?

R. — Ad I. Si voyageant un jour d'abstinence, François a dû prendre son repas dans un hôtel, où il n'a pas trouvé d'aliments maigres, il est excusable d'avoir fait gras ; il avait dans la nécessité de pourvoir à sa subsistance, et l'impossibilité de se procurer du maigre, une raison suffisante de se croire dispensé de la loi de l'abstinence.

Mais s'il avait pu se faire servir du maigre, ou éviter sans trop de difficulté, d'aller dans un hôtel où les lois de l'Eglise ne sont pas observées, il aurait péché.

La pratique d'un grand nombre d'hommes timorés, qui feraient gras en voyage, les jours d'abstinence, à l'exception du vendredi-saint, nous paraît devoir être jugée d'après le principe que nous venons de poser. Notre correspondant ajoute

¹ V^o *Procuratio.*

² *Institutiones canonicae*, t. I, p. 510, n. 144.

qu'elle est autorisée par un indult accordé au diocèse de Trèves et à la plupart des diocèses d'Allemagne. S'il en est ainsi, il n'y a plus de difficulté pour ces diocèses. Cette dispense est une preuve que, dans ces contrées, il n'est pas facile de trouver des aliments maigres dans les hôtels publics, et que les voyageurs se trouvent dans la nécessité d'y manger gras les jours d'abstinence.

Cette même raison de nécessité, si elle existe, peut valoir même pour des lieux qui n'auraient pas d'indult.

Ad II. En principe, il est permis de commencer Matines, la veille au soir, quand le soleil est au milieu de sa course, entre son midi et son coucher. Ce point varie, pour un même jour de l'année, avec les latitudes.

Mais pour marquer le point intermédiaire entre le midi et le coucher du soleil, doit-on se baser sur le temps moyen, ou sur le temps vrai? Le Saint-Siège ne l'a pas décidé : il laisse la liberté à ce sujet (Vid. S. R. C. 7 août 1875; S. P. 29 novembre 1882.)

C'est ce qui explique, comment sous la même latitude, il peut y avoir des différences dans les tables qui indiquent les heures où l'on peut commencer Matines, suivant qu'on se base, pour déterminer ces heures, sur le temps moyen ou sur le temps vrai.

Notre correspondant peut user de la liberté accordée par le Saint-Siège. Il est plus convenable cependant et plus sûr de suivre la table imprimée dans l'Ordo de son diocèse, qu'on doit supposer exacte, soit au temps vrai, soit au temps moyen.

Nous nous proposons d'étudier plus au long cette question sur laquelle il est bon d'appeler l'attention des rédacteurs d'Ordos diocésains.

Q. — 1^o A qui demander les pouvoirs nécessaires pour bénir les médailles de St Benoît?

Un mot sur l'origine de cette médaille. Un mot des grâces qui y sont attachées.

2^o Est-il vrai que Rome ait accordé la permission générale pour tous les prêtres (vicaires ou curés) de commencer les Matines du lendemain dès deux heures après midi de la veille?

3^o Veuillez expliquer ces paroles : « Pouvoir, à tout prêtre qui s'occupe de l'Œuvre de S. François de Sales, de bénir les objets de piété, au nom du Souverain Pontife et d'y attacher les mêmes indulgences que le Saint-Père lui-même. » Ces paroles ne comprennent-elles pas tous les pouvoirs imaginables? Qui en a de plus étendus que le Saint-Père?

Le prêtre en question peut-il indulgencier les crucifix pour l'indulgence de la bonne mort? Peut-il recevoir de tous les scapulaires?

Peut-il rosarier, brigitter les chapelets? Peut-il y attacher les indulgences des Pères Croisiers? Quelques explications, je vous prie.

4^o Spécifiez les indulgences spéciales attachées aux objets de piété qui ont touché les Saints Lieux (Saint-Sépulchre, Calvaire, etc.)

Ad I. Nous avons répondu à cette question dans l'*Ami du Clergé*, année 1880, t. II, p. 284, avec tous les détails que comporte une revue. A qui désirerait de plus amples renseignements, nous conseillons une petite brochure intitulée : *Ori-*

*gine et effets admirables de la médaille de saint Benoît*¹. Les pères Bénédictins de France possèdent le pouvoir de bénir ces médailles. Nous pensons qu'ils peuvent aussi l'accorder aux prêtres qui le leur demandent. Il y a un moyen aussi simple de se procurer des médailles de S. Benoît bénites : c'est de s'adresser à M. le directeur de l'Oratoire de la Sainte-Face, à Tours, et de lui demander de choisir en votre nom une quantité déterminée de médailles, de les bénir et ensuite de vous les expédier. Moyennant un faible sacrifice (il est des médailles à 0 fr. 10 la douzaine), vous pouvez vous procurer le plaisir de répandre dans toutes les familles de votre paroisse la médaille de saint Benoît, au grand désappointement de l'enfer.

Ad II. La dernière décision que nous connaissons sur ce sujet est celle du 13 juillet 1883, donnée à la demande de Mgr l'évêque de Périgueux, et qui est ainsi conçue : « *Consultantur probati auctores* ». Nous avons dit plusieurs fois ce que pensent les auteurs; nous n'y reviendrons pas.

Ad III. Il s'agit des indulgences apostoliques, les seules que le Pape accorde quand il bénit les objets pieux qui lui sont présentés. Nous en avons donné le catalogue authentique à la page 223 de l'année 1880, tel qu'il a été publié le 23 février 1878, par les presses de la Propagande, sur l'ordre de Léon XIII. Les prêtres qui jouissent de cette faculté ne peuvent pas, en vertu des pouvoirs qu'elle leur confère, ni bénir les scapulaires, ni appliquer les indulgences du Rosaire, ni celles de Ste Brigitte, ni celles des Pères Croisiers.

Ad IV. Nous en avons donné le catalogue dans l'*Ami du Clergé*, année 1885, p. 176. Dans cette année, nous avons traité une foule de questions relatives aux objets bénits.

Q. — L'*Ami du Clergé* n'est pas aimé de tout le monde; j'ai des confrères qui en parlent sans le connaître; il ne m'est pas difficile de les mettre à leur place.

L'autre jour j'ai émis l'avis contenu dans le n^o 50, p. 593, relativement à la confession pour le jubilé. On a refusé mon avis, parce que vous ne nommez pas l'évêque dont la demande a motivé le décret du 24 février 1886.

Je pense qu'il vous sera facile de vous justifier en donnant le décret qui doit nécessairement faire connaître à qui il est adressé. Le Jubilé étant terminé, la question est moins importante, mais il y en aura d'autres, et dans ce cas je serais heureux de pouvoir fournir les preuves de mon assertion.

R. — Le décret du 24 février a été publié par toutes les revues ecclésiastiques sans aucun nom d'auteur, ni de diocèse. Ce n'est pas une raison pour cela de douter de son authenticité.

Nous remercions notre correspondant de l'intérêt qu'il nous porte et des témoignages qu'il nous en donne. Nous poursuivons notre humble

¹ En vente à Tours, à l'Oratoire de la Sainte-Face, ancienne rue St-Etienne, 8. 1 franc.

but, dans notre modeste sphère, évitant toute discussion désagréable avec n'importe qui; mais ne cherchant pas non plus à plaire à tous, au détriment de la vérité. Les sympathies que nous avons rencontrées dans tous les rangs du clergé nous prouvent que nous avons été compris de nos lecteurs.

Q. — Quand commence l'année ecclésiastique au point de vue de la confession annuelle? La fixation de ce commencement me paraît chose nécessaire pour déterminer quels sont ceux qui ayant déjà satisfait au précepte peuvent faire compter pour le jubilé la confession du carême. Il doit en effet en être de la confession comme de la communion, c'est-à-dire que l'Eglise s'empare de la première faite dans l'année pour remplir le précepte, de même que c'est toujours la première communion faite dans le temps pascal, qui satisfait à l'obligation de la communion pascalle. Il me semble donc qu'il y aurait quelques réserves à faire sur ce qui est dit dans le numéro du 25 mars, page 142.

R. — Le précepte de la confession annuelle oblige les fidèles à se confesser *semel in anno* (Concil. Later. iv). Où commence et finit l'année pendant laquelle cette obligation doit être remplie? Les théologiens ne sont pas d'accord sur ce point. Les uns comptent l'année, du premier janvier au premier janvier de l'année suivante. D'autres comptent 365 jours à partir de la dernière confession. D'autres, enfin, font courir l'année depuis Pâque au Pâque suivant : et il faut remarquer que le mot Pâque s'entend du temps pascal, pendant lequel on doit satisfaire au précepte de la communion pascalle. La coutume paraît conforme à ce dernier sentiment : cependant cette coutume n'a pas force de loi. Cela est au moins plus probable. Il en résulte que, pour accomplir le précepte de la confession annuelle, il semble suffisant qu'il ne s'écoule pas plus d'un an après chaque confession. Durant l'année qui s'écoule entre deux confessions, le précepte de la confession n'oblige pas.

Il y a une différence entre le précepte de la confession annuelle et celui de la communion pascalle. Le premier ne détermine pas le temps de l'année, dans lequel il doit être accompli. Il en est autrement du second, dont l'accomplissement est fixé à un temps déterminé. Ici la circonstance de temps est substantielle : elle tombe sous le précepte, tellement qu'une communion faite avant le temps pascal ne satisfait pas à l'obligation de la communion pascalle. Mais si la circonstance de temps se trouve unie à l'acte prescrit, si l'on communie dans le temps pascal, le précepte de la communion est accompli. C'est ce qui explique pourquoi la première communion faite dans le temps pascal, satisfait à l'obligation de la communion pascalle.

Mais il n'en va pas tout à fait de même pour la confession annuelle. Pendant l'année qui s'écoule après une confession, la confession n'est pas obligatoire ou ne tombe pas sous le précepte dont il s'agit : par conséquent, si elle se fait dans ce laps de temps, elle se fait librement et volontairement : et comme elle n'est pas de précepte, rien ne s'op-

pose à ce qu'elle puisse servir à gagner l'indulgence du jubilé. Si cette confession est faite dans l'intention du jubilé, il va de soi qu'elle ne satisfait pas à l'obligation de la confession annuelle, puisque la confession exigée pour le jubilé, ne peut pas être une confession de précepte.

Cela expliqué, nous ne voyons aucune réserve à faire sur ce qui a été dit dans le n° du 25 mars de l'année 1886.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Ce que nous avons prévu, avec tous les esprits réfléchis, du reste, arrive et dans une proportion alarmante. Le *Bulletin de la Société générale*, qui nous sert de principal guide dans les questions scolaires se déclare impuissant à reproduire toutes les difficultés que la loi scélérate soulève et les solutions que son comité du contentieux donne de jour en jour. Il se borne aux plus importantes et à celles qui sont d'un intérêt général. Nous le suivons dans la voie qu'il s'est tracée; c'est la bonne.

Q. — La commune de... s'est imposée extraordinairement pour la construction d'un groupe scolaire. Elle n'est pas en état de payer l'entrepreneur et l'architecte chargés de la surveillance des travaux, par suite d'un excédent d'œuvre, qui dépasse le procès-verbal de l'adjudication. A la suite de contestations et sur le rapport d'expert, la commune a été condamnée à payer la somme de... à l'entrepreneur et à l'architecte. Dans ces conditions, le préfet du département a envoyé un inspecteur contrôleur des bâtiments scolaires pour vérifier les travaux qui étaient déjà reçus par l'architecte et vérifiés par les experts. Cet inspecteur réclame une somme de 500 fr., pour ses honoraires et le préfet prescrit au maire de mandater cette somme. Le préfet est-il dans son droit, peut-il mandater d'office? Le refus du maire serait-il fondé?

R. — L'indemnité demandée par le préfet pour l'inspecteur contrôleur des bâtiments scolaires ne serait obligatoire pour la commune que si elle avait été portée au devis des travaux de construction de ces bâtiments, conformément à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1881, et approuvée avec le devis lui-même par le conseil municipal.

Mais si cette condition n'a pas été observée, le maire peut et même doit refuser de mandater cette indemnité puisque le conseil municipal n'a voté aucun crédit sur lequel puisse être imputée la dépense en question (*M. David, rapporteur*).

Q. — Pour une commune composée de moins de 401 habitants, quels seraient les moyens de conserver son école congréganiste de filles? La commune est-elle obligée de restituer à l'Etat la subvention qui lui aurait été allouée pour cette école antérieurement à la loi du 30 octobre 1886?

R. — On sait que l'art. 11 de la loi du 30 octobre 1886 a déclaré que la dépense des écoles spéciales aux filles ne serait pas obligatoire pour les communes de moins de 401 habitants.

M. Goblet s'est empressé dans ses circulaires du 3 et 8 décembre 1886 de tirer les conséquences du dit article 11 en invitant les préfets à faire connaître aux communes intéressées qu'elles n'avaient plus à compter sur les subventions de l'Etat pour l'entretien de leurs écoles de filles, ou du moins qu'elles ne pourraient espérer participer au faible crédit dont le gouvernement disposerait à l'avenir pour cet objet qu'autant que les dites écoles seraient confiées à des institutrices laïques.

Conformément à ces instructions, une campagne a été ouverte dans un grand nombre de départements pour imposer aux conseils municipaux des communes dont s'agit la laïcisation immédiate des écoles de filles.

Le Comité ne peut qu'exhorter vivement ces conseils à la résistance et il leur a déjà indiqué au moyen de quelles ressources ils pourraient continuer à faire vivre ces écoles.

On lui a fait observer que les intentions libérales des conseils municipaux risquent de se heurter, sur ce point, à l'obstacle insurmontable que le refus d'approbation du préfet leur opposerait; car soit en ce qui concerne l'ensemble du budget communal lui-même, soit en ce qui regarde les crédits supplémentaires et les contributions extraordinaires, les délibérations municipales n'ont de force que si elles sont approuvées.

C'est précisément la considération de ce mauvais vouloir trop probable de l'administration supérieure qui a conduit un certain nombre de communes de moins de 401 âmes à répondre aux menaces et aux injonctions du préfet par la suppression de leur école publique de filles, à la place de laquelle une école libre a été immédiatement établie au moyen de cotisations volontaires officieusement substituées à la charge officielle des centimes spéciaux. Cette combinaison a, partout où elle est possible, l'avantage de couper court à l'éventualité toujours imminente de la laïcisation. Toute école publique même facultative, est, sur ce point, soumise au régime inauguré par la loi du 30 octobre 1886.

La mort ou le déplacement de l'institutrice congréganiste suffisent, en effet, pour qu'une institutrice laïque soit nommée à sa place.

Dans le cas où la commune supprime l'école de filles, tout service public, il faut le remarquer, cesse d'exister de ce chef et il devient possible, même sans autorisation, de prononcer la désaffectation de la maison d'école et de la louer pour moins de dix-huit ans à l'institutrice congréganiste ou à sa communauté (*Loi du 5 avril 1884, art. 68 § 1 et § a contrario*). Ainsi ont procédé à notre connaissance quelques maires.

Quant à la prétention manifestée par le préfet d'obliger les communes à rembourser la subvention payée par l'Etat, l'année dernière, en ce qui touche les écoles de filles des communes de moins de 401 âmes, le Comité pense qu'il y a lieu de protester énergiquement contre une pareille exigence. Il est inadmissible que, sous aucun prétexte, l'Etat

puisse rétroactivement détruire l'équilibre du budget communal où le préfet a laissé figurer la subvention aujourd'hui contestée. Un contrat véritable et définitif s'est formé sur ce point entre la commune et l'Etat représentés par le préfet agissant au nom du ministre (*M. Merveilleux du Vignaux, rapporteur*).

Q. — Une institutrice privée, munie du brevet supérieur, et remplissant les conditions prévues par l'article 192 du décret du 18 janvier 1887 est-elle fondée à maintenir à l'établissement qu'elle dirige la dénomination d'école primaire supérieure?

R. — La dame X... est née en 1848, elle était donc âgée de plus de 30 ans le 30 octobre 1886. Elle était directrice depuis 1870 d'une école libre laïque à... qui prépare les élèves au brevet supérieur et au brevet élémentaire. Elle est pourvue du brevet supérieur, mais non du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales. Son cours divisé en trois années d'études, conformément au programme des écoles primaires supérieures publiques comprend 3 classes dirigées chacune par une maîtresse pourvue du brevet supérieur. En conséquence la dame X... obéissant aux prescriptions de l'article 63 de la loi du 30 octobre 1886, et réclamant le bénéfice de l'application de l'art. 192 du décret du 18 janvier 1887 a déclaré son école primaire supérieure. Peut-elle prétendre à ce titre que lui conteste l'inspecteur d'académie?

L'art. 192 s'applique aux institutrices pourvues du seul brevet supérieur si elles comptaient trente ans d'âge et dix ans d'exercice comme maîtresse, dans l'enseignement public ou privé, à la date du 30 octobre 1886.

Il faut de plus qu'à cette même date elles aient été directrices d'école primaire supérieure privée. Toutes ces conditions paraissent remplies par la dame X. L'inspecteur d'académie lui objecte que la déclaration qu'elle avait faite antérieurement à la loi du 30 octobre 1886, ne visait qu'un pensionnat primaire et non un pensionnat primaire supérieur, et qu'ainsi à l'époque de la promulgation de la loi elle n'était pas en possession de la direction d'un établissement de cette catégorie.

L'objection de l'inspecteur nous paraît reposer sur une double erreur :

1^o Sans rechercher quelle a pu être la teneur de la déclaration de la dame X. en 1870, au moment où elle a ouvert sa maison, il résulte des documents produits que, renouvelant cette déclaration en février 1885 à raison de changement de local, elle a annoncé explicitement que « les élèves étaient préparées au certificat d'études primaires, au brevet élémentaire et au brevet supérieur. » Elle affirmait donc sa qualité de directrice d'une école ou d'un pensionnat primaire supérieur. Ajoutons que sa déclaration a été accueillie par le conseil départemental.

2^o La question de savoir si un établissement avait le caractère d'école primaire supérieure est une question de fait qui ne doit pas se résoudre

uniquement en consultant le texte des déclarations émanées de l'institutrice.

Ni sous l'empire de la loi du 15 mars 1850, ni en vertu des dispositions du décret du 15 janvier 1881 ou de l'arrêté du même jour, les instituteurs ou institutrices, ouvrant une école, n'étaient tenus de déclarer si cette école serait une école supérieure, et cela se comprend, puisque cette législation n'imposait aucun titre de capacité spéciale aux directeurs de ces écoles. Il en résulte que c'est le fait surtout, la nature de l'enseignement qu'ils donnaient, le degré des brevets auxquels ils préparaient, dont il faut tenir compte, pour savoir si, le 30 octobre 1886, ils dirigeraient une école primaire supérieure ou élémentaire. Il est probable que Mme X. est en mesure de prouver la nature de son enseignement par les brevets délivrés à ses élèves en 1885 ou par les examens auxquels elle les a présentées.

Nous croyons donc devoir l'engager à écrire à M. l'inspecteur d'académie, qu'elle a pour les motifs ci-dessus, le regret de ne pouvoir rien changer à sa déclaration et au titre de son établissement et qu'elle est d'ailleurs disposée, s'il y a lieu, à faire trancher la question par l'autorité compétente.

À cet égard, la procédure possible serait celle qui, considérant la dame X. comme coupable d'une faute grave, dans l'exercice de ses fonctions, pour n'avoir pas obéi aux injonctions de l'inspecteur, la traduirait devant le conseil départemental aux termes de l'art. 41 de la loi du 30 octobre 1886. Dans sa situation particulière, nous ne croyons pas qu'elle ait à redouter une condamnation.

En tout cas, elle aurait un recours devant le conseil supérieur. Il pourrait se faire légalement que le tribunal de police correctionnelle fût saisi par l'administration conformément à l'art. 40 de la loi. Nous estimons que cette poursuite n'aboutirait pas à une condamnation et que la dame X. devrait être acquittée (*M. d'Herbelot, rapporteur*).

Q. — Une institutrice non brevetée, mais bénéficiant, comme directrice, des équivalences admises par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1881, peut-elle continuer à diriger une école primaire privée avec cours complémentaire d'enseignement primaire supérieur ?

R. — La sœur A... dirige une école privée, avec cours complémentaire d'enseignement supérieur sans brevets réguliers, mais en vertu des équivalences admises par la loi du 16 juin 1881 (art. 4). Peut-elle, combinant cette équivalence avec celle de l'art. 192 du décret du 18 janvier 1887 dont elle remplit toutes les conditions (*trente ans d'âge, dix ans d'exercice dans l'enseignement, du 30 octobre 1886 et possession à cette date, des fonctions de directrice d'une école primaire supérieure*) prendre et donner à son établissement le titre d'école primaire avec cours complémentaire d'enseignement supérieur ?

Nous pensons que la situation de la sœur A... est en elle-même très régulière. L'art. 4 de la loi

du 30 octobre 1886 a maintenu toutes les équivalences admises par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1881.

Or, il est inexact de soutenir, ainsi que le fait l'inspecteur dans l'espèce, que ce dernier article ne visait que les institutrices et non les directrices d'écoles primaires supérieures. À cette époque, la distinction entre les écoles primaires élémentaires et les écoles primaires supérieures n'existait pas, quant aux titres de capacité à moins que ces écoles ne voulussent avoir part aux encouragements du gouvernement; c'est ce que déclaraient nettement le décret du 15 janvier 1881 et l'arrêté du même jour. Quant à faire cette distinction à un autre point de vue, notamment au point de vue des titres de capacité que devaient posséder les directeurs pour être en règle avec les prescriptions de la loi générale, il n'en était pas question. L'article 4 de la loi du 16 juin 1881 a maintenu sans distinction empruntée au degré de leur enseignement tous les instituteurs qu'il admettait à jouir des équivalences consenties dans la situation où il les a trouvés, et cet article 4 ayant été respecté par l'art. 4 de la loi du 30 octobre 1886, cette situation n'a pu être modifiée (*M. d'Herbelot, rapporteur*).

Q. — Les personnes qui ont fait des libéralités aux communes, à la charge d'entretenir une école congréganiste, peuvent-elles dès maintenant exercer contre ces communes une action sans attendre l'arrêté de laïcisation spécial à chacune de ces écoles ?

R. — Le Comité n'hésite pas à se prononcer pour l'affirmative.

La fin de non-recevoir tirée du défaut actuel d'intérêt paraît au Comité pouvoir facilement être écartée. La jurisprudence et la doctrine s'accordent, en effet, pour soutenir « que la menace d'un préjudice éventuel est une cause légitime d'action, lorsqu'elle constitue par elle-même un trouble actuel dans la possession du demandeur » (*Dalloz, p. 47, v^o action*).

La menace sérieuse d'un préjudice éventuel est une cause d'action (*Angers, 3 juillet 1868*).

Lorsque les conditions déterminantes de l'acte sont d'une exécution devenue légalement impossible, la nullité du legs ou de la donation doit être prononcée (*Cassation, 20 nov. 1878*).

Appliquant ces principes aux faits, la solution est facile.

En effet, par la loi même du 30 octobre 1886, toute école communale devra être laïcisée dans un délai plus ou moins long; mais elle devra l'être forcément. La laïcisation est un fait certain, le délai seul est éventuel. Les donateurs des immeubles en question sont donc certains, dès maintenant, de voir les communes donataires ou légataires cesser, à un instant quelconque, de remplir les conditions imposées et sont placées dans un état précaire qui constitue contre eux un trouble réel qu'ils ont intérêt à faire cesser. Ils ont donc, de par la loi de 1886 elle-même, un intérêt né et actuel.

Vainement objectera-t-on que l'arrêté de laïcisation désormais rend légalement impossible la continuation de l'exécution de la condition. Il y a là une éviction de droit, sinon de fait, suffisante pour engendrer l'action *ipso facto*. La fin de non recevoir tirée du défaut de qualité (*éventuel tout au moins*) n'est pas sérieuse.

Il suffit d'avoir qualité au moment de l'exercice de l'action, et on a qualité, si on est le donateur, ou son ayant-cause, ou son héritier, ou l'un de ses ayants-cause ou héritiers; car l'action en pareille matière est indivisible.

Quelle sera la formule de l'action à introduire? Cette question est plus délicate.

Deux voies sont ouvertes :

Ou une action révocatoire. La condition est réputée impossible, quant à son exécution; or, comme elle était déterminante de la donation, son inexécution entraîne la révocation de la donation.

Ou une action en nullité. La libéralité a eu pour cause : l'affectation de l'immeuble à une école communale congréganiste. Or, la commune ne pouvant, par suite de la loi de 1886, continuer à posséder une école publique dirigée par des congréganistes, l'acte de libéralité n'a plus de cause et par suite ne peut plus produire d'effet (*art. 1131 du Code civil*).

Il est impossible au Comité de conseiller par avance l'emploi de l'une ou l'autre de ces actions. Les espèces varient à l'infini et le choix à faire dépendra des circonstances. D'ailleurs, il y aura aussi à trancher une question d'opportunité, relativement à l'exercice du droit.

Nous ne saurions donc trop recommander à nos correspondants de consulter avant chaque affaire leurs Conseils ou notre Comité qui se tient toujours à leur disposition (*M. Delahaye, rapporteur*).

Q. — Je vous serais obligé de donner dans votre journal sinon le décret entier ayant pour objet l'exécution de la loi organique de l'enseignement primaire (du 18 janvier 1887), mais au moins le titre qui traite spécialement des conditions d'exercice des fonctions d'enseignement dans les écoles privées, et de la situation des étrangers.

R. — C'est le chapitre III. En voici le texte :

Art. 180. La possession des titres de capacité exigée des directeurs ou directrices de cours complémentaires publics est également exigée des directeurs et directrices de cours complémentaires privés.

Art. 181. L'étranger qui veut exercer dans une école privée comme professeur, instituteur-adjoint ou maître surveillant, doit adresser au ministre de l'instruction publique une demande et y joindre :

1^o Un certificat constatant qu'il est admis à jouir des droits civils en France;

2^o Son acte de naissance dûment légalisé;

3^o Son brevet de capacité;

4^o L'indication des lieux où il a résidé et les professions qu'il a exercées.

Cette indication sera appuyée d'attestations émanées soit des autorités du pays auquel appartient le postulant, soit des autorités françaises et prouvant la sincérité de ses déclarations.

Art. 182. L'autorisation d'enseigner accordée par le ministre après avis du Conseil départemental pourra toujours être retirée dans les mêmes formes.

Art. 183. L'étranger qui ne possède pas le titre de capacité français pourra produire le diplôme qu'il a obtenu dans son pays.

Le ministre, après avis du Comité consultatif de l'enseignement primaire, prononcera, s'il y a lieu, l'équivalence de ce diplôme avec un diplôme français.

Art. 184. Il ne pourra être accordé d'équivalence pour aucun autre titre de capacité que le brevet élémentaire et pour les diplômes spéciaux énumérés par le 3^e paragraphe de l'art. 106 ci-dessus.

Ne seront considérés comme équivalents que les titres de capacité qui donnent à celui qui les possède le droit d'enseigner dans son pays et qui attestent, en outre, la connaissance de la langue française.

Art. 185. L'étranger admis à jouir de ses droits civils en France qui veut diriger une école privée destinée exclusivement à des enfants étrangers résidant en France, doit en faire la déclaration conformément aux articles 37 et 38 de la loi du 30 octobre 1886 et dans les formes prescrites par les articles 158 et suivants du présent décret.

S'il ne possède pas les diplômes français, il joint aux pièces qu'il doit produire soit la déclaration d'équivalence de ses brevets obtenus du ministre de l'instruction publique, après avis du comité consultatif, soit la dispense de brevets obtenue du ministre de l'instruction publique après avis du conseil supérieur.

COURRIER DE L'UTILE

Q. — Les détails que vos correspondants vous fournissent, sur la confection économique des cierges de l'autel, sont très utiles.

Il serait à désirer que chaque curé de paroisse sût et pût fabriquer lui-même, au moins les bougies stéariques pour les bénédictions; il y trouverait une économie, qui serait d'autant plus justifiée que partout les conseils municipaux enlèvent les subventions fabriques, et mettent ainsi la plupart des sacristies dans un état de dénûment complet.

Il y a 10 ans que j'emploie ce procédé. J'achète dans les grandes églises, ou dans les sanctuaires de dévotion, les débris des cierges, qu'on me cède à 0 fr. 80 c. le kilo; et avec ces débris, je confectionne tout ce qui n'est pas cire; et je suis ainsi parvenu à avoir toujours une belle illumination pour les bénédictions et autres cérémonies du culte. La chose m'est facile, car les grandes bougies ainsi confectionnées ne me reviennent qu'à deux centimes chacune.

Dernièrement, avec 30 kilos de débris, j'ai fait près de 600 bougies de 6 à la livre. Pour cela, je me suis servi du moule n° 2, fourni par le successeur de Monsieur Gleize.

Jusqu'à ce jour, je n'ai qu'à me louer de cette invention. Mais un point, sur lequel je voudrais que vous m'éclairiez, me gêne de temps en temps. Lorsque les débris contiennent de la peinture bleue ou verte, qui se trouve au fond des grands cierges, la bougie n'est pas très blanche.

Connaissez-vous un moyen de purifier ce liquide ainsi mélangé, et de le rendre blanc? Et, si vous le connaissez, auriez-vous la bonté de nous l'indiquer?

R. — Le rorage et l'exposition à l'influence des rayons solaires réussissent généralement à blanchir les matières végétales colorées et les acides gras concrets.

Les fabricants d'acide stéarique qui le livrent en pains au commerce, sont dans l'usage, aussitôt après son extraction, de l'exposer quelques jours à la rosée et au soleil pour le blanchir et lui donner un aspect plus marchand.

Les fabricants de bougies font de même pour leurs bougies après qu'ils les ont moulées, rognées et estampillées; et non seulement cette opération donne à leurs produits une blancheur éclatante, mais, en les hydratant, elle augmente aussi leur poids.

Il est bien entendu que cette exposition à la rosée et à la lumière doit se faire sur une aire, une terrasse, une plate-forme, une toile, un filet, propres et bien placés, où les bougies ne soient pas exposées à recevoir les émanations des cheminées et les molécules charbonneuses qui s'en échappent, ou tout autre impureté qui en ternirait la blancheur et pourrait adhérer à leur surface; et que quand le temps est couvert et pluvieux, on n'expose ni les acides ni les bougies à l'air libre.

Enfin, vos bougies paraîtront toujours plus blanches si vous les polissez.

Le polissage des bougies est une opération destinée à leur enlever l'aspect mât qu'elles ont au sortir des moules, et à leur donner un éclat et un miroitage qui flatte l'œil. Et ce polissage s'obtient en frottant vivement la bougie avec une étoffe de laine, un morceau de drap, un morceau de flanelle qu'on humecte de temps à autre avec un peu d'eau-de-vie. L'ammoniaque liquide et étendu procure aussi un assez beau poli; mais il serait possible qu'il ne se conservât pas aussi longtemps que celui avec l'eau-de-vie ou l'alcool étendu, et que le stéarate ou margarate d'ammoniaque, qui se forme ainsi à la surface, influât sur le brillant et l'éclat du produit.

TRAITEMENT DES VINS FILANTS

Les vins qui manquent de tannin, comme les vins blancs, peuvent éprouver la fermentation visqueuse. Cette maladie est due à la présence d'une matière azotée, dont on peut se débarrasser à l'aide du tannin, qui forme en se combinant avec cette substance un composé insoluble : 15 grammes de tannin sont suffisants pour traiter 230 litres de vin.

On peut employer au lieu de tannin les fruits du sorbier, quand ils ont acquis par la maturité leur plus grand développement et tous les prin-

cipes astringents; 500 grammes de ces fruits, bien écrasés préalablement, sont nécessaires pour guérir un tonneau.

On peut se servir dans le même but de la noix de galle en poudre à la dose de 50 grammes, ou de pépins de raisins réduits en poudre à raison de 100 grammes par tonneau. Toutes ces substances, insolubles après qu'elles sont précipitées, doivent être séparées du vin après un collage fait dans le but de clarifier promptement ce liquide.

ENLÈVEMENT DES TACHES D'HUILE

Voici un moyen infailible pour enlever les taches d'huile sur les tentures de soie, comme sur les tapis de laine.

Il suffit de couvrir entièrement l'endroit taché de plâtre sec. Vous renouvelez le plâtre tous les deux jours, et cela huit ou dix fois, selon que la quantité d'huile répandue a été plus ou moins considérable. Au bout de quinze jours ou trois semaines, vous battez fortement votre étoffe, et il ne reste pas trace de taches.

Le plâtre réussirait-il aussi bien sur les dallages, les mosaïques, les planchers? Ce serait à essayer.

ENTRETIEN DE L'ARGENTERIE

Pour l'entretien journalier, il suffit de laver l'argenterie à l'eau très chaude, et de la passer ensuite dans une seconde eau tiède; après quoi on l'essuie avec un linge fin pour ne pas la rayer, ou mieux avec une peau de chamois. Mais au moins deux fois par mois, il faut la nettoyer à fond. Les taches noires occasionnées par le contact des œufs, s'enlèvent parfaitement avec un peu de suie délayée avec de l'eau-de-vie. Pour donner un beau lustre à l'argenterie, on aura une poudre ainsi composée : *crème de tartre*, 16 grammes; *blanc d'Espagne*, 16 grammes; *alun*, 8 grammes. — Après avoir délayé une portion de ce mélange avec un peu d'eau, on en frottera l'argenterie à l'aide d'une brosse très douce. Ensuite on la passera à l'eau et on l'essuiera avec la peau de chamois.

MOYEN FACILE D'EMPÊCHER LES PLUMES DE S'OXYDER

Merci au correspondant qui veut bien m'envoyer cette recette :

Malgré tous les soins, les plumes s'oxydent promptement. Il suffit, pour empêcher cet inconvénient si ennuyeux, d'avoir pour 10 ou 15 centimes de plomb de chasse dans un petit vase. On y plonge et on y laisse la plume après avoir écrit. Elle ne s'oxydera jamais. Le plomb agit ici comme la mine de plomb sur les objets de fonte.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 30 martii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LE 1^{er} DIMANCHE APRÈS PAQUES :
LA GUERRE AU SACERDOCE

Eritis odio omnibus propter nomen meum.

(Matth. x, 22.)

Je vous ai expliqué les grandeurs ineffables, les pouvoirs divins, les sublimes fonctions, les œuvres incomparables du sacerdoce : ce sont les œuvres, les fonctions, les pouvoirs, les grandeurs de Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même. Il me reste à considérer le prêtre sous un dernier aspect, c'est le dernier trait de conformité avec le Sauveur, *sacerdos alter Christus*. L'auteur de l'Initiation l'avait en vue quand il disait aux ministres de nos autels : « O prêtres, voilà que vous avez reçu la consécration sacerdotale, vous n'avez pas allégé votre fardeau, *Ecce sacerdos factus es... non alleviasti onus tuum!* » Cette terrible ressemblance, Notre-Seigneur l'annonçait à ses Apôtres en leur disant : « Voici que je vous envoie comme des brebis au milieu des loups. Méfiez-vous des hommes, car ils vous livreront à leurs tribunaux et vous flagelleront dans leurs synagogues. Et, à cause de moi, vous comparaitrez devant les gouverneurs et les rois, afin de rendre devant eux et devant les nations le témoignage du martyre. Vous serez en butte à cause de mon nom, à la haine universelle ! » (Matth., x.) Et à la veille de sa mort, il leur renouvelait la même prédiction : « Souvenez-vous de ce mot que je vous ai dit : le serviteur ne peut être supérieur à son Maître » Puisqu'on m'a persécuté, on vous persécutera ; puisqu'on a épié mes paroles, on épiera les vôtres. Et tout cela, les persécuteurs vous le feront subir à cause de mon nom » (Joan., xv). Oui, la vie du prêtre est la continuation de la vie de Jésus-Christ, la continuation de sa mission, la continuation de ses souffrances, la continuation de son martyre, *Tota vita Christi crux fuit et martyrion*. C'est ce côté de la vie du prêtre que je viens proposer à l'attention et aux réflexions de votre piété. Nous en constaterons le fait et nous en expliquerons les raisons.

I

A peine le Sauveur était-il remonté au ciel que sa prophétie sur les destinées de ses Apôtres s'accomplit : ils sont persécutés. Ils prêchent, et le Sanhédrin jaloux de leurs succès leur impose silence, les jette en prison et les fait battre de verges. « Dieu, dit saint Paul, semble nous montrer au monde, nous autres apôtres, comme les derniers des hommes et comme des gens condamnés à mort. On nous traite d'insensés. La faim, la soif, la nudité, les coups, les opprobres, sont notre lot. On nous maudit, on blasphème contre nous, on nous traite comme la balayure du monde et comme le rebut des hommes. » Tous les apôtres ont à subir l'épreuve du martyre. A part S. Jean, préservé

miraculeusement de la mort qu'il devait trouver à Rome dans la chaudière d'huile bouillante où il fut jeté, ils meurent tous de mort violente. Et la persécution continue, sans cesser jamais, dans le cours des siècles. Toujours et partout le sacerdoce, sous une forme ou sous une autre, est l'objet de la malveillance et de la violence. C'est Simon le magicien, c'est Néron, c'est Mahomet, c'est Luther, c'est Henri VIII, c'est Voltaire, c'est Robespierre. Persécution sanglante, persécution de l'hérésie, de la fausse philosophie, du rire et du sarcasme, toujours la persécution !

Or, la Passion du Sauveur se reproduit à l'heure présente dans le sacerdoce avec une effrayante cruauté. Aujourd'hui le prêtre a à souffrir et de la part des impies, des orgueilleux, des voluptueux, des matérialistes qui sont une copie exacte des Pharisiens, des Hérodiens et des Sadducéens d'autrefois ; et de la part des chrétiens, trop souvent indociles, lâches et ingrats. Comme son divin Maître il est surveillé, soupçonné, incriminé dans ses démarches, dans ses paroles, dans ses intentions. Il est contredit dans ses enseignements, traversé dans ses entreprises, vilipendé dans son ministère. On le traite, lui aussi, de blasphémateur, de séditieux, de perturbateur du repos public, d'ennemi des lois du pays. Vient-il à invectiver contre les désordres, à tonner contre les scandales, les vices publics, on le poursuit, on le dénonce, on le calomnie, on le brise ou on le réduit à l'indigence, on essaie de le prendre par la famine, *tolle, tolle!*

Que dis-je ? Aujourd'hui la haine contre le prêtre, la persécution contre le sacerdoce, a pris un caractère de particulière intensité. Elle est générale, elle est acharnée, elle est organisée. Activée par les Juifs, les Francs-Maçons, les membres de la ligue anticléricale, elle a pour but l'anéantissement de l'influence du prêtre et pour moyen la violence hypocrite et le mensonge impudent. Écoutez comment un Prêlat de notre temps, qui en a spécialement souffert, dépeint à ses fidèles la persécution contemporaine contre le clergé ¹. Vous y verrez une des plus effrayantes réalisations de la prophétie du Sauveur. *Si me persecuti sunt et vos persequentur!*

L'impiété a le sentiment de nos forces et de ses périls ; un instinct l'avertit que le prêtre est le principal obstacle à ses progrès : elle a juré de l'écarter. Elle a commencé par jeter à la France ce cri de guerre : « le cléricalisme, c'est l'ennemi ! » Il eût été plus loyal de laisser au clergé son véritable nom et de ne pas recourir pour le désigner, à un néologisme hypocrite. Mais si la formule a manqué de franchise, le sens qu'elle déguisait a été parfaitement compris et la guerre dont elle était le signal a été dès ce jour nettement déclarée. Le prêtre a été successivement arraché à toutes les positions qu'il occupait au nom de sa mission di-

¹ Mgr Bonnet, évêque de Viviers.

vine et de nos plus vieilles traditions : il a été chassé de l'école et de la caserne : il n'a plus dans les conseils de l'instruction publique et dans les assemblées de bienfaisance la place que lui avait assignée jusque-là le respect des convenances et la confiance du pouvoir. Autour de lui les sociétés s'organisent pour l'écarter du chevet des malades et de la tombe des morts. Il n'est pas de mesures vexatoires, il n'est pas de procédés iniques auxquels on n'ait recours pour l'exiler peu à peu de la société et le renfermer impuissant dans le temple désert. On en vient jusqu'à surveiller les abords de l'église, du presbytère, du confessionnal, de la table sainte, et malheur aux hommes publics qui osent encore approcher de ces lieux proscrits !

La tactique de l'impiété contemporaine est de tarir à sa source le flot déjà singulièrement affaibli de la vie sacerdotale. C'est dans ce dessein, c'est pour fermer la porte du sanctuaire aux enfants du peuple qu'on leur retire les ressources qu'avait amassées à leur profit la charité des siècles chrétiens. C'est dans le même but que l'on s'apprête à arracher nos jeunes clercs à l'atmosphère calme et pure du séminaire pour les jeter à vingt ans dans une caserne, au grand détriment de leurs études et au préjudice bien plus grave de leur vocation et de leur vertu. C'est dans l'espoir de décourager les aspirants au sacerdoce et de provoquer l'opposition intéressée des familles que l'on s'applique à déconsidérer le prêtre, à lui enlever tout prestige, à calomnier sa vie, à l'inquiéter dans tous ses intérêts, à voiler sous l'injure sa divine grandeur et à faire du ministère ecclésiastique au point de vue humain, la plus humiliée, la plus pénible et la moins sûre de toutes les carrières.

Telle est la tâche infernale à laquelle s'applique avec une rage furieuse les sociétés secrètes.

Il y a, en effet, aujourd'hui, à l'ombre de tout clocher paroissial, un franc-maçon qui guette son curé comme le vautour sa proie. Il épie toutes ses démarches pour les travestir et les rendre odieuses ; il surveille toutes ses paroles pour les contredire et y trouver un prétexte à délation ; du fait le plus innocent il fait sortir un scandale et l'exploite sans pudeur. Quelque soin qu'il prenne de masquer son visage, vous reconnaîtrez sans peine ce sectaire haineux : il ne va pas à l'église, mais il trône au cabaret ; c'est là que devant un public ignorant ou passionné, il débite ses impiétés, dénigre l'autorité sacerdotale et insinue le mépris des choses saintes ; il est le plus ardent propagateur du journal irréligieux, le partisan fanatique de l'école sans Dieu, l'apôtre des unions illégitimes et le promoteur des enterrements civils ; c'est lui qui, répondant au mot d'ordre venu des Loges, jette au sein des populations ces méchantes rumeurs perfidement imaginées pour soulever contre le clergé l'indignation et la fureur populaires.

Mais l'arme la plus ordinaire et la plus redoutable de la secte, c'est la presse.

On emploie à dénigrer le sacerdoce le livre, la

brochure, la feuille à bon marché, le journal, surtout le journal. Là, on fait mentir l'histoire, on fausse les caractères, on dénature les intentions et les actes pour se donner le facile avantage de représenter le prêtre comme un homme attardé dans le moyen âge, rivi à de vieux préjugés, ennemi de la science et du progrès, comme un être remuant, envahisseur, avide de privilèges, dévoré par la soif de dominer et par le besoin de nuire, comme un vampire attaché aux flancs de la société et absorbant le meilleur de sa substance. Mais pour donner à ces vagues diffamations une apparente précision, il importe de mettre la main sur un prêtre coupable. On se met en quête de scandales : on fouille dans tous les coins de la France : et quand la faiblesse humaine a livré à ces supôts de Satan une de ses malheureuses victimes, il faut voir avec quel empressement ils s'en emparent, avec quelle complaisance ils l'exposent durant des semaines entières sur les colonnes de leurs journaux ; il faut entendre avec quels pudiques accents, avec quelle vertueuse indignation des écrivains d'une immoralité notoire se font les vengeurs de la morale outragée. — S'ils ne trouvent rien, ils inventent habilement. Selon le conseil de leur grand chef, ils mentent, sachant bien que de leurs mensonges il restera toujours quelque chose !

II

Mais quelle est donc l'explication de ce fait étrange ? Pourquoi persécute-t-on le prêtre dont la vie est toute d'abnégation et de dévouement au bonheur de ses semblables ? Pourquoi est-il un objet de haine pour tous ? Pourquoi a-t-il l'effrayant privilège, aujourd'hui comme au temps de Tacite, de tourner contre lui les fureurs du genre humain, *odium generis humani* ? Nous allons donner le mot de cette énigme ; nous allons expliquer ce mystère, ou plutôt c'est l'Esprit-Saint lui-même qui va nous le révéler.

« Le temps de notre vie, disent les impies, n'est qu'une ombre qui passe et après la mort il n'y a plus de retour ; le sceau est posé et nul ne revient. Venez donc, jouissons des biens présents, hâtons-nous d'user des créatures pendant que nous sommes jeunes. Enivrons-nous des vins les plus excellents, usons des parfums les plus exquis, et ne laissons point passer la fleur de la saison. Couronnons-nous de roses avant qu'elles ne se flétrissent ; qu'il n'y ait point de prairie où notre intempérance ne se signale. Faisons tomber le juste dans nos pièges, parce qu'il nous est incommode, qu'il est contraire à notre manière de vivre, qu'il nous reproche les transgressions de la loi, et qu'il nous déshonore en décriant les fautes de notre conduite. Il assure qu'il a la science de Dieu. Il est devenu le censeur de nos pensées elles-mêmes. Sa vue nous est insupportable, parce que sa vie n'est point semblable à la nôtre et qu'il suit une conduite toute différente de la nôtre. Il nous considère comme des gens qui ne s'occupent que de bagatelles, il s'abstient de notre manière de vivre

comme d'une chose impure; il préfère ce que les justes attendent à la mort et il se glorifie d'avoir Dieu pour père. Multiplions donc contre lui les outrages et les tourments; condamnons-le à la mort la plus infâme! » (Sap., II.)

Oh! les belles paroles! qu'elles sont d'une justesse frappante! qu'elles donnent bien raison des persécutions contre le sacerdoce!

On hait le prêtre parce que sa vie de sainteté est une condamnation de la vie coupable. *Gravis est nobis etiam ad videndum quoniam dissimilis aliis vita illius!* On hait le prêtre parce que c'est un prédicateur qui fait entendre des vérités qui contrarient l'orgueil et l'appétit des jouissances désordonnées: il rappelle la pensée de la mort, il fait retentir les mots importuns de jugement, d'éternité, d'enfer, *Quoniam inutilis nobis!* On hait le prêtre parce qu'il prêche une morale gênante pour les passions. Aux impies il dit: « Un seul Dieu tu adoreras! » Aux voleurs: « Le bien d'autrui tu ne prendras! » Aux impudiques: « Luxurieux point né seras! » A tous les pécheurs d'humble origine ou de noble extraction, aux petits comme aux grands: « Cela n'est point permis! » *Contrarius est operibus nostris et factis nostris adversatur.* Il est l'homme du devoir, l'homme de la vérité, l'homme de la justice, l'homme du respect, l'homme de la pureté, l'homme de la conscience, et voilà pourquoi il est gênant, embarrassant; voilà pourquoi il est honni; voilà pourquoi on l'insulte, on l'outrage, on lui tend des pièges, on lui en veut à mort, *Morte turpissima condemnemus eum!* Caïn haïssait Abel parce que les œuvres de ce dernier étaient bonnes: on hait le prêtre pour le même motif! Achab haïssait le prophète Michée, parce que, disait-il, « cet homme-là ne me prophétise rien de bon et il ne me prédit que du mal. » On hait le prêtre pour le même motif! Les Juifs haïssaient le prophète Amos, « parce qu'il les reprenait dans leurs assemblées publiques et qu'ils avaient en abomination celui qui leur parlait de droiture »: on hait le prêtre pour le même motif! Les ennemis du sacerdoce, c'est la triste phalange des orgueilleux, des libertins, des voleurs, des gens tarés, des victimes des passions les moins avouables!

Ne vous étonnez pas du reste, chrétiens, si Dieu permet cette longue et terrible persécution des défenseurs de sa cause. Ils opèrent avec J.-C., l'œuvre rédemptrice du genre humain! Ils ont la gloire insigne d'être les continuateurs de la Passion du Sauveur et d'en appliquer les fruits, *Adimpleo quæ desunt passionibus Christi in carne mea!* Pour eux la persécution est un honneur, un motif de joie sublime, parce que c'est un élément de salut pour les peuples et de gloire pour eux-mêmes, et un trait de ressemblance avec Jésus leur maître, leur père, leur ami, leur Rédempteur, *Ibant gaudentes quoniam digni habiti sunt pro nomine Jesu contumeliam pati!* Cependant malheur à ceux qui les persécutent, *Nolite tangere Christos meos.*

Elisée montait à Bethel, des jeunes gens sortirent de la ville et se raillèrent de lui en disant: « Monte, tête chauve; monte, tête chauve! » Qu'arriva-t-il? Elisée les ayant maudits, ils furent mis en pièces au nombre de quarante-deux par deux ours sortis de la forêt. — Chrétiens, prenez garde de toucher aux prêtres du Très-Haut ni par paroles injurieuses, ni par procédés indéliçats, et méchants, ni par vexations quelconques, *Nolite tangere Christos meos!* Vous en seriez cruellement punis. Bien au contraire, ayez compassion d'eux; priez pour eux; efforcez-vous de leur donner par votre docilité et votre respectueuse reconnaissance une réparation pour tous les mauvais traitements dont ils sont l'objet. Défendez vos prêtres: ils sortent des rangs du peuple, ils sont des vôtres, ils sont à vous, ils ne réclament que la liberté de se dévouer pour le bien de vos âmes et de faire votre bonheur pour ce monde et pour l'éternité. Le Souverain Juge n'oubliera point ce qu'on aura fait *au dernier des siens*; à plus forte raison sera-t-il reconnaissant pour les bons offices qu'on aura rendus aux princes de son peuple, à ses ministres. Heureux celui qui aura honoré le prêtre, il sera honoré éternellement par le premier des prêtres, par Notre-Seigneur Jésus-Christ!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. de l'Index

Feria V die 10 Martii 1887.

Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctaque Sede Apostolica Indici librorum pravæ doctrinæ, eorumdemque proscriptiōni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana Republica præpositorum et delegatorum, mandavit et mandat in Indicem librorum prohibitorum referri quod sequitur Opusculum a Sacra Romanæ Universalis Inquisitionis Congregatione damnatum atque proscriptum Decr. fer. IV 9 Martii 1887:

Le Pape et l'Allemagne. — Rome, Typographie, rue Arcione, 111. — 1^{er} Mars 1887.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis prædictum Opusculum damnatum atque proscriptum, quocumque loco, et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut editum legere vel retinere audeat, sed locorum Ordinariis, aut hæreticæ pravitatis Inquisitoribus illud tradere teneatur sub pœnis in Indice librorum vetitorum indictis.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4 d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

Quibus SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONI PAPÆ XIII per me infrascriptum S. I. C. a Secretis relatis SANCTITAS SUA Decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem, etc.

Datum Romæ die 10 Martii 1887.

Fr. THOMAS MARIA,

Episc. Sabinen. Card. MARTELLINI, *Præf.*

Fr. Hieronymus Pius SACCHERI, *Ord. Præd.*

S. Ind. Cong. a Secretis.



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Peut-on, dans une petite église, se contenter de lire tous les offices de la semaine sainte, sans excepter les oraisons du vendredi, et l'*Exultet* du samedi ?

R. — On peut suivre le *Memoriale Rituum* qui ne réclame nulle part le chant pour ces parties de l'Office.

Ainsi, pour les oraisons du vendredi saint, le *Memoriale* porte : « Accedens (celebrans) ad cornu Epistolæ, legit primam lectionem cum tractu; deinde dicit *Oremus*... Deinde legit secundam lectionem, etc., etc. »

Quant à l'*Exultet*, le même *Memoriale* demande seulement qu'on prononce d'une voix claire et respirant la joie : « Celebrans, accedente thuriferario, incensat Missale apertum super legile, et incipit preconium *Exultet*, etc., clara et hilari voce. »

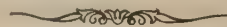
Il est donc permis de ne pas chanter ces pièces; on peut agir de même pour les autres dans les trois derniers jours de la semaine sainte. Mais faut-il user de cette permission? Nos lecteurs connaissent notre sentiment, et divers prélats nous ont bien des fois félicités de l'avoir enseigné. Non, on n'est pas obligé de suivre le *Memoriale Rituum*, toutes les fois qu'on peut exécuter le chant. L'esprit de la sainte Eglise est de donner, même dans les petites églises, tout l'éclat qui est compossible avec les ressources qu'elles présentent.

Voilà pourquoi MM. les curés doivent s'efforcer : 1^o de célébrer tous les offices de la semaine sainte, ce qu'ils peuvent accomplir au moyen de trois ou quatre servants; en outre, 2^o de trouver des chantres qui exécuteraient les parties les plus importantes; enfin 3^o en ce qui les concerne eux-mêmes, et lors même qu'ils ne pourraient pas trouver de chantres, nous leur conseillons de chanter, autant qu'ils le pourront, les pièces qui leur sont réservées.

N'oublions pas que le culte extérieur influe considérablement sur la religion. S'il diminue, la religion elle-même s'affaiblit. Voilà pourquoi nous recommandons si instamment à nos vénérés confrères de donner au culte public toute la pompe possible.

Q. — Notre diocèse, foncièrement catholique, observe fidèlement la sanctification du dimanche. Cependant, dans ma paroisse, les pauvres vont le dimanche, en été, cueillir des fraises et des noisettes. Mon voisin défend absolument, comme *p. mortale*, aux pauvres d'aller cueillir ces fruits le dimanche, même après les vêpres, à trois heures de l'après-midi, quand même ce ne serait pas pour vendre, mais pour leur propre usage. N'est-il pas trop sévère ?

R. — Notre correspondant doit remercier Dieu et se féliciter d'avoir une paroisse aussi chrétienne, et où le saint jour du dimanche est si fidèlement observé. Les pauvres qui vont le dimanche, en été, après l'office des vêpres, cueillir des fraises ou des noisettes, nous paraissent excusables, parce qu'ils sont pauvres, parce que cette petite cueillette est un amusement autant qu'un travail, et ne nous semble pas devoir être nécessairement rangée parmi les œuvres serviles. Le confrère voisin qui défend cela, se propose sans doute d'amener ses paroissiens à sanctifier plus complètement le dimanche, à assister, par exemple, aux exercices de piété qui se font dans la soirée : il a grandement raison. Cependant il serait trop sévère, s'il défendait sous peine de péché mortel, et de refus d'absolution, d'aller cueillir quelques fraises ou noisettes, à ceux de ses paroissiens pauvres ou non, qui auraient déjà assisté à la messe et aux vêpres.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — On parle bien souvent de la protestation du Saint-Siège contre les *articles organiques*; en connaît-on la teneur ? ou bien n'est-ce qu'une protestation verbale dans quelque discours consistorial ? Pour ma part, je vous serais fort obligé de m'instruire sur ce point.

R. — Des protestations verbales, prononcées en consistoire, il y en a eu plusieurs, en effet. Mais il y en a eu au moins deux d'écrites officiellement. La première en date fut une note adressée par le Cardinal Consalvi, secrétaire d'Etat, à M. Caumont, ministre plénipotentiaire de France à Rome. La seconde, la plus importante parce qu'elle est plus complète, fut celle du Cardinal Caprara, légat *a latere* (le négociateur du Concordat), à Mgr de Talleyrand, ministre des affaires étrangères. Celle-ci relève les motifs de la protestation, article par article. C'est un véritable traité que nous reproduisons en entier, autant comme document scientifique que comme pièce officielle destinée à empêcher la prescription. Le voici :

« Monseigneur,

« Je suis chargé de réclamer contre cette partie de la loi du 18 germinal, que l'on a désignée sous le nom d'*Articles organiques*. Je remplis ce devoir avec d'autant plus de confiance que je compte davantage sur la bienveillance du gouvernement, et sur son attachement sincère aux vrais principes de la religion.

La qualification qu'on donne à ces articles paraîtrait d'abord supposer qu'ils ne sont que la suite naturelle et l'explication du Concordat religieux.

Cependant, il est de fait qu'ils n'ont point été concertés avec le Saint-Siège; qu'ils ont une extension plus grande que le Concordat et qu'ils établissent en France un code ecclésiastique sans le concours du Saint-Siège.

Comment Sa Sainteté pourrait-elle l'admettre. n'ayant pas même été invitée à l'examiner? Ce code a pour objet la doctrine, les mœurs, la discipline du clergé, les droits et les devoirs des évêques, ceux des ministres inférieurs, leurs relations avec le Saint-Siège et le mode d'exercice de leur juridiction.

Or, tout cela, tient aux droits imprescriptibles de l'Eglise. « Elle a reçu de Dieu seul l'autorisation de décider les questions de la doctrine sur la foi ou sur la règle des mœurs et de faire des canons ou des règles de discipline. »

M. d'Héricourt, l'historien Fleury, les plus célèbres avocats généraux, et M. de Catillon lui-même, avouaient ces vérités. Ce dernier reconnaît dans l'Eglise le « pouvoir qu'elle a reçu de Dieu pour conserver, par l'autorité de la prédication, des lois et des jugements, la règle de la foi et des mœurs, la discipline nécessaire à l'économie de son gouvernement, la succession et la perpétuité de son ministère. »

Sa Sainteté n'a donc pu voir qu'avec une extrême douleur, qu'en négligeant de suivre ces principes, la puissance civile ait voulu régler, décider, transformer en loi des articles qui intéressent essentiellement les mœurs, la discipline, les droits, l'instruction et la juridiction ecclésiastiques.

N'est-il pas à craindre que cette innovation n'engendre la défiance; qu'elle ne fasse croire que l'Eglise de France est asservie même dans les objets purement spirituels au pouvoir temporel et qu'elle ne détourne de l'acceptation des places beaucoup d'ecclésiastiques méritants? Que sera-ce si nous envisageons chacun des articles en particulier?

Le premier veut « qu'aucune bulle, bref, rescrit, etc., émanés du Saint-Siège, ne puissent être mis en exécution, ni même publiés sans l'autorisation du gouvernement ». Cette disposition, prise dans toute cette étendue, ne blesse-t-elle pas évidemment la liberté de l'enseignement ecclésiastique? Ne soumet-elle pas la publication des vérités chrétiennes à des formalités gênantes? Ne met-elle pas les décisions concernant la foi et la discipline sous la dépendance absolue du pouvoir temporel? Ne donne-t-elle pas à la puissance qui serait tentée d'en abuser, les droits et les facilités d'arrêter, de surprendre, d'étouffer même le langage de la vérité, qu'un Pontife fidèle à ses devoirs voudrait adresser aux peuples confiés à sa sollicitude?

Telle ne fut jamais la dépendance de l'Eglise,

même dans les premiers siècles du christianisme.

Nulle puissance n'exigeait alors la vérification de ses décrets. Cependant elle n'a pas perdu de ses prérogatives en recevant les empereurs dans son sein. « Elle doit jouir de la même juridiction dont elle jouissait sous les empereurs païens.

Il n'est jamais permis d'y donner atteinte; parce qu'elle la tient de Jésus-Christ. »

Avec quelle peine le Saint-Siège ne doit-il pas voir les entraves qu'on veut mettre à ses droits?

Le clergé de France reconnaît lui-même que les jugements émanés du Saint-Siège et auxquels adhère le corps épiscopal sont irréfragables.

Pourquoi auraient-ils donc besoin de l'autorisation du gouvernement, puisque, suivant les principes gallicans, ils tirent toute leur force de l'autorité qui les prononce et de celle qui les admet? Le successeur de Pierre doit confirmer ses frères dans la foi, suivant les expressions de l'Ecriture; or, comment pourrait-il le faire, si sur chaque article qu'il enseignera il peut être à chaque instant arrêté par le refus ou défaut de vérification de la part du gouvernement de laisser publier?

Cet article blesse la délicatesse et le secret constamment observés à Rome dans les affaires de la Pénitencerie. Tout particulier peut s'y adresser avec confiance et sans craindre de voir ses faiblesses dévoilées. Cependant cet article, qui n'excepte rien, veut que les brefs, même personnels, émanés de la Pénitencerie, soient vérifiés.

Il faudra donc que les secrets des familles et la suite des faiblesses humaines soient mises au grand jour pour obtenir la permission d'user de ces brefs. Quelle gêne! Quelles entraves! Le Parlement lui-même ne les admettait pas; car il exceptait de la vérification, les provisions, les brefs de la Pénitencerie et autres expéditions concernant les affaires des particuliers.

Le second article déclare « qu'aucun légat, Nonce ou délégué du Saint-Siège ne pourra exercer ses pouvoirs en France sans la même autorisation ». Je ne puis que répéter les justes observations que je viens de faire sur le premier article. L'un frappe la liberté de l'enseignement dans sa source, l'autre l'atteint dans ses agents. Le premier met des entraves à la publication de la vérité; le second à l'apostolat de ceux qui sont chargés de l'annoncer. Cependant Jésus-Christ a voulu que sa divine parole fût constamment libre, qu'on pût la prêcher sur les toits, dans toutes les nations et auprès de tous les gouvernements. Comment allier ce dogme catholique avec l'indispensable formalité d'une vérification de pouvoir et d'une permission civile de les exercer? Les apôtres et les premiers pasteurs de l'Eglise naissante eussent-ils pu prêcher l'Evangile si les gouvernements eussent exercé sur eux un pareil droit?

Le troisième article étend cette mesure aux canons des conciles mêmes généraux. Ces assemblées, si célèbres, n'ont eu nulle part, plus qu'en France, de respect et de vénération. Comment se

fait-il donc que chez cette même nation elles éprouvent tant d'obstacles et qu'une formalité civile donne le pouvoir de les éluder, d'en rejeter même les décisions ?

On veut, dit-on, les examiner ; mais la voie d'examen, en matière religieuse, est proscrite dans le sein de l'Eglise catholique ; il n'y a que les communions protestantes qui l'admettent, et de là est venue cette étonnante variété qui règne dans leurs croyances.

Quel serait d'ailleurs le but de ces examens ? Celui de reconnaître si les canons des conciles sont conformes aux lois françaises ? Mais si plusieurs de ces lois, telles que celles sur le divorce, sont en opposition avec le dogme catholique, il faudra donc rejeter les canons et préférer les lois, quelque injuste et erroné qu'en soit l'objet.

Qui pourra adopter une pareille conclusion ? Ne serait-ce pas sacrifier la religion, ouvrage de Dieu même, aux ouvrages toujours imparfaits et souvent injustes des hommes ?

Je sais que notre obéissance doit être raisonnable ; mais n'obéir qu'avec des motifs suffisants n'est pas avoir le droit non seulement d'examiner, mais de rejeter arbitrairement tout ce qui nous déplaît.

Dieu n'a promis l'infaillibilité qu'à son Eglise ; les sociétés humaines peuvent se tromper.

Les plus sages législateurs en ont été la preuve. Pourquoi donc comparer les décisions d'une autorité irréfragable avec celles d'une puissance qui peut errer, et faire, dans cette comparaison, pencher la balance en faveur de cette dernière ?

Chaque puissance a d'ailleurs les mêmes droits. Ce que la France ordonne, l'Espagne et l'Empire peuvent l'exiger, et comme les lois sont partout différentes, il s'ensuivra que l'enseignement de l'Eglise devra varier suivant les peuples, pour se trouver d'accord avec les lois.

Dira-t-on que le Parlement français en agissait ainsi ? Je le sais ; mais il n'examinait, suivant sa déclaration du 24 mai 1766, que ce qui pouvait, dans la publication des canons et des bulles, altérer ou intéresser la tranquillité publique, et non leur conformité avec les lois qui pouvaient changer dès le lendemain.

Cet abus ne pourrait être légitimé par l'usage, et le gouvernement en sentait si bien les inconvénients, qu'il disait au Parlement de Paris, le 5 avril 1757, par l'organe de M. d'Aguessau : « Il semble qu'on cherche à affaiblir le pouvoir qu'à l'Eglise de faire des décrets, en le faisant tellement dépendre de la puissance civile et de son concours, que sans ce concours, les plus saints décrets de l'Eglise ne puissent obliger les sujets du roi ». Enfin cet examen n'avait lieu dans les Parlements, suivant la déclaration de 1766, que pour rendre les décrets de l'Eglise lois de l'Etat, et en ordonner l'exécution avec défense, sous les peines temporelles, d'y contrevenir. Or, ces motifs ne sont plus ceux qui dirigent aujourd'hui le gouvernement puisque la religion catholique n'est

plus la religion de l'Etat, mais uniquement celle de la majorité des Français.

L'article 6 déclare qu'il y aura « recours au conseil d'Etat pour tous les cas d'abus » ; mais quels sont-ils ? L'article ne les spécifie que d'une manière générique et indéterminée. On dit, par exemple, qu'un des cas d'abus est l'usurpation ou l'excès de pouvoir. Mais en matière de juridiction spirituelle, l'Eglise en est seule le juge. Il n'appartient qu'à elle de déclarer en quoi l'on a excédé ou abusé des pouvoirs qu'elle seule peut conférer. La puissance temporelle ne peut connaître de l'abus excessif d'une chose qu'elle n'accorde pas.

Un second cas d'abus est la contravention aux lois et règlements de la République ; mais si ces lois, si ces règlements sont en opposition avec la doctrine chrétienne, faudra-t-il que le prêtre les observe de préférence à la loi de Jésus-Christ ? Telle ne fut jamais l'intention du gouvernement.

On range encore dans la classe des abus l'infraction des règles consacrées en France par les saints canons... Mais ces règles ont dû émaner de l'Eglise. C'est donc à elle seule de prononcer sur leur infraction, car elle seule en connaît l'esprit et les dispositions.

On dit enfin qu'il y a lieu à l'appel comme d'abus pour toute entreprise qui tend à compromettre l'honneur des citoyens, à troubler leur conscience, ou qui dégénère contre eux en oppression, injure ou scandale public.

Mais si un divorcé, si un hérétique, connu en public, se présente pour recevoir les sacrements, et qu'on les lui refuse, il prétendra qu'on lui a fait injure, il criera au scandale, il portera sa plainte, on l'admettra d'après la loi, et cependant le prêtre inculpé n'aura fait que son devoir, puisque les sacrements ne doivent jamais être conférés à des personnes notoirement indignes.

En vain s'appuierait-on sur l'usage constant des appels comme d'abus. Cet usage ne remonte pas au-delà du règne de Philippe de Valois, mort en 1350. Il n'a jamais été constant et uniforme ; il a varié selon les temps ; les Parlements avaient un intérêt particulier à l'accréditer. Ils augmentaient leurs pouvoirs et leurs attributions ; mais ce qui flatte n'est pas toujours juste. Ainsi Louis XIV, par l'édit de 1695, art. 34, 35, 36 et 37, n'attribuait-il aux magistrats séculiers que l'examen des formes, en leur prescrivant de renvoyer le fond au supérieur ecclésiastique. Or, cette restriction n'existe nullement dans les articles organiques. Ils attribuent indistinctement au conseil d'Etat le jugement de la forme et celui du fond. D'ailleurs les magistrats qui prononçaient alors sur ces cas d'abus étaient nécessairement catholiques.

Ils étaient obligés de l'affirmer sous la foi du serment ; tandis qu'aujourd'hui ils peuvent appartenir à des sectes séparées de l'Eglise catholique et avoir à prononcer sur des objets qui l'intéressent essentiellement.

L'article 9 veut que le culte soit exercé sous la direction des archevêques, évêques et des curés. Mais le mot direction ne rend pas ici le droit de diriger, mais encore celui de définir, d'ordonner et de juger. Les pouvoirs des curés dans les paroisses ne sont point les mêmes que ceux des évêques dans les diocèses. On n'aurait donc pas dû les exprimer de la même manière et dans le même article pour ne pas supposer une identité qui n'existe pas.

Pourquoi, d'ailleurs, ne pas faire ici mention des droits de Sa Sainteté, chef des archevêques et évêques ? A-t-on voulu lui ravir un droit général qui lui appartient essentiellement ?

L'article 10, en abolissant toute exemption ou attribution de la juridiction épiscopale, prononce évidemment sur une matière purement spirituelle, car si les territoires exempts sont aujourd'hui soumis à l'Ordinaire, ils ne le sont qu'en vertu d'un règlement du Saint-Siège. Lui seul donne à l'Ordinaire une juridiction qu'il n'avait pas.

Ainsi, en dernière analyse, la puissance temporelle aura conféré des pouvoirs qui n'appartiennent qu'à l'Eglise.

Les exemptions, d'ailleurs, ne sont point aussi abusives qu'on l'a imaginé. Saint Grégoire lui-même les avaient admises et les puissances temporelles ont eu souvent le soin d'y recourir.

L'article 11 supprime tous les établissements religieux, à l'exception des séminaires ecclésiastiques et des chapitres. A-t-on bien réfléchi sur cette suppression ? Plusieurs de ces établissements étaient d'une utilité reconnue ; le peuple les aimait, ils le secouraient dans ses besoins, la piété les avait fondés, l'Eglise les avait solennellement approuvés sur la demande même des souverains, elle seule pouvait donc en prononcer la suppression.

L'article 14 ordonne aux archevêques de veiller « au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses de leurs suffragans ». Nul devoir n'est plus indispensable ni plus sacré, mais il est aussi le devoir du Saint-Siège pour toute l'Eglise. Pourquoi donc n'avoir pas fait mention dans l'article de cette surveillance générale. Est-ce un oubli ? Est-ce une exclusion ?

L'article 15 autorise les archevêques à connaître des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragans. Mais que feront les évêques, si les métropolitains ne leur rendent pas justice ? A qui s'adresseront-ils pour l'obtenir ? A quel tribunal en appelleront-ils, de la conduite des archevêques à leur égard ? C'est une difficulté d'une importance majeure et dont on ne parle pas. Pourquoi ne pas ajouter que le Souverain-Pontife peut alors connaître de ces différends par voie d'application et prononcer définitivement suivant ce qui est enseigné par les saints canons ?

L'article 17 paraît établir le gouvernement juge de la foi, des mœurs et de la capacité des évêques nommés. C'est lui qui les fait examiner et qui

prononce d'après les résultats d'examen. Cependant le Souverain-Pontife a seul le droit de faire par lui, ou ses délégués, cet examen, parce que lui seul doit instituer canoniquement et que cette institution canonique suppose évidemment dans celui qui l'accorde la connaissance acquise de la capacité de celui qui la reçoit ? Le gouvernement a-t-il prétendu nommer tout à la fois et se constituer juge de l'idonéité, ce qui serait contraire à tous les droits et usages reçus ? Ou veut-il seulement s'assurer par cet examen que son choix n'est pas tombé sur un sujet indigne de l'épiscopat ?

C'est ce qu'il importe d'expliquer. Je sais que l'ordonnance de Blois prescrivait un pareil examen, mais le gouvernement consentit lui-même à y déroger. Il fut statué par une convention secrète que les nonces de Sa Sainteté feraient seuls ces informations. On doit donc suivre aujourd'hui cette même marche, parce que l'article 4 du Concordat veut que l'institution canonique soit conférée aux évêques dans les formes établies avant le changement de gouvernement.

L'article 22 ordonne aux évêques de visiter leurs diocèses dans l'espace de cinq années. La discipline ecclésiastique restreignait davantage le temps de ces visites.

L'Eglise l'avait ainsi ordonné pour de graves et solides raisons. Il semble, d'après cela, qu'il n'appartenait qu'à elle seule de changer cette disposition.

On exige par l'article 24 que les directeurs des séminaires souscrivent à la déclaration de 1632 et enseignent la doctrine qui y est contenue. Pourquoi jeter de nouveau au milieu des Français ce germe de discorde ? Ne sait-on pas que les auteurs de cette déclaration l'ont eux-mêmes désavouée ?

Sa Sainteté peut-elle admettre ce que ses prédécesseurs les plus immédiats ont eux-mêmes rejeté ?

Ne doit-elle pas s'en tenir à ce qu'ils ont prononcé ? Pourquoi souffrirait-elle que l'organisation d'une Eglise qu'elle relève au prix de tant de sacrifices, consacrait des principes qu'elle ne peut avouer ? Ne vaut-il pas mieux que les directeurs des séminaires s'engagent à enseigner une morale saine, plutôt qu'une déclaration qui fut et sera toujours une source de division entre la France et le Saint-Siège ?

On veut, art. 25, que les évêques envoient tous les ans l'état des ecclésiastiques étudiant dans leurs séminaires : pourquoi leur imposer cette nouvelle gêne ? Elle a été inconnue et inusitée dans tous les siècles précédents.

L'article 26 veut qu'ils ne puissent ordonner que des hommes de 25 ans, mais l'Eglise a fixé l'âge de 24 ans pour le sous-diaconat et celui de 28 ans pour le sacerdoce. Qui pourrait abolir ces usages, sinon l'Eglise elle-même ? Prétend-on n'ordonner même des sous-diacres qu'à 25 ans ? Ce serait prononcer l'extinction de l'Eglise de France par défaut de ministres, car il est certain que plus on éloigne le moment de recevoir les ordres, et moins ils sont conférés. Cependant tous les diocèses se

plaignent de la disette des prêtres. Peut-on espérer qu'ils en obtiennent, quand on exigera pour les ordinands un titre clérical de 300 francs de revenu ? Il est indubitable que cette clause fera désertier partout les ordinations et les séminaires.

Il en sera de même de la clause qui oblige l'évêque à demander la permission du gouvernement pour ordonner ; cette clause est évidemment opposée à la liberté du culte, garantie à la France catholique par l'art. 1^{er} du dernier Concordat. Sa Sainteté désire, et le bien de la religion exige que le gouvernement adoucisse les rigueurs de ces dispositions sur ces trois objets.

L'article 55 exige que les évêques soient autorisés par le gouvernement pour l'établissement des chapelles. Cependant cette autorisation lui était accordée par l'art. 41 du Concordat. Pourquoi donc en exiger une nouvelle, quand une convention solennelle a déjà permis ces établissements ?

La même obligation est imposée par l'article 23 pour les séminaires, quoiqu'ils aient été, comme les chapitres, spécialement autorisés par le gouvernement. Sa Sainteté voit avec douleur qu'on multiplie de cette manière les entraves et les difficultés pour les évêques. L'édit de mai 1762 exemptait formellement les séminaires de prendre des lettres-patentes et la déclaration du 16 juin 1659, qui paraissait les y assujettir, ne fut enregistrée qu'avec cette clause : « Sans préjudice des séminaires qui seront établis par les évêques pour l'instruction des prêtres seulement. »

Telles étaient aussi les dispositions de l'ordonnance de Blois, art. 24, et de Melun, art. 1^{er}. Pourquoi ne pas adopter ces principes ? A qui appartient-il de régler l'instruction dogmatique et morale, et les exercices d'un séminaire, sinon à l'évêque ?

De pareilles matières peuvent-elles intéresser le gouvernement temporel ?

Il est de principe que le vicaire général et l'évêque sont une seule personne, et que la mort de celui-ci entraîne la cessation des pouvoirs de l'autre. Cependant, au mépris de ce principe, l'art. 36 proroge aux vicaires généraux leurs pouvoirs après la mort de l'évêque. Cette prorogation n'est-elle pas évidemment une concession de pouvoirs spirituels faite par le gouvernement sans l'aveu et même contre l'usage reçu dans l'Eglise ? Ce même article veut que les diocèses, pendant les vacances du siège, soient gouvernés par le métropolitain ou le plus ancien évêque. »

Mais ce gouvernement consiste dans une juridiction purement spirituelle. Comment le pouvoir temporel pourrait-il l'accorder ?

Les chapitres seuls en sont en possession. Pourquoi la leur enlever, puisque l'art. 41 du Concordat autorise les évêques à les établir ?

Les pasteurs appelés par les époux pour bénir leur union ne peuvent le faire, d'après l'article 54, qu'après les formalités remplies devant l'officier civil ; cette clause restrictive et gênante a été jus-

qu'ici inconnue dans l'Eglise. Il en est résulté deux espèces d'inconvénients : l'un affecte les contractants ; l'autre blesse l'autorité de l'Eglise et blesse ses pasteurs. Il peut arriver que les contractants se contentent de remplir les formalités civiles et qu'en négligeant d'observer les lois de l'Eglise, ils se croient légitimement unis, non seulement aux yeux de la loi quant aux effets purement civils, mais encore devant Dieu et devant l'Eglise.

Le deuxième inconvénient blesse l'autorité de l'Eglise et gêne les pasteurs en ce que les contractants, après avoir rempli les formalités légales, croient avoir acquis le droit de forcer les curés à consacrer leur mariage par leur présence, lors même que les lois de l'Eglise s'y opposeraient.

Une telle prétention contrarie ouvertement l'autorité que Jésus-Christ a accordée à son Eglise et fait à la conscience des fidèles une dangereuse violence. Sa Sainteté, conformément à l'enseignement et aux principes qu'a établis pour la Hollande un de ses prédécesseurs, ne pouvait voir qu'avec peine un tel ordre de choses. Elle est dans l'intime confiance que les choses se rétabliront à cet égard, en France, sur le même pied sur lequel elles étaient d'abord et telles qu'elles se pratiquent dans les autres pays catholiques ; les fidèles dans tous les cas seront obligés à observer les lois de l'Eglise, et les pasteurs doivent avoir la liberté de les prendre pour règle de conduite sans qu'on puisse, sur un sujet aussi important, violenter leurs consciences.

Le culte public de la religion catholique, qui est celle des consuls et de l'éminente majorité de la nation, attend ces actes de justice de la sagesse du gouvernement.

Sa Sainteté voit aussi avec peine que les registres de l'état civil soient enlevés aux ecclésiastiques et n'aient plus pour ainsi dire d'autre objet que de rendre les hommes étrangers à la religion dans les trois instants les plus importants de la vie, la naissance, le mariage et la mort. Elle espère que le gouvernement rendra aux registres tenus par les ecclésiastiques la consistance légale dont ils jouissaient précédemment. Le bien de l'Etat l'exige presque aussi impérieusement que celui de la religion.

Art. 61. Il n'est pas moins affligeant de voir les évêques obligés de se concerter avec les préfets pour l'érection des succursales.

Eux seuls doivent être juges des besoins spirituels des fidèles. Il est impossible qu'un travail ainsi combiné par deux hommes trop souvent divisés de principes, offre un résultat heureux. Les projets de l'évêque seront contrariés, et par contre-coup le bien spirituel des fidèles en souffrira.

L'article 74 veut que « les immeubles autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne puissent être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions. »

Quel contraste frappant entre cet article et l'article 7, concernant les ministres protestants. Ceux-ci, non seulement jouissent d'un traitement qui leur est assuré, mais ils conservent tout à la fois et les biens que leur Eglise possède et les oblations qui leur sont offertes. Avec quelle amertume l'Eglise ne doit-elle pas voir cette énorme différence !

Il n'y a qu'elle qui ne puisse posséder des immeubles, les sociétés séparées d'elle peuvent en jouir librement ; on les leur conserve, quoique leur religion ne soit professée que par une minorité bien faible ; tandis que l'immense majorité des Français et les consuls eux-mêmes professent la religion que l'on prive légalement du droit de posséder les immeubles.

Telles sont les réflexions que j'ai dû présenter au gouvernement français par votre organe. J'attends bien de l'équité du discernement et du sentiment de religion du premier consul. La France lui doit son retour à la foi ; il ne laissera pas son ouvrage imparfait et il en retranchera tout ce qui ne sera pas d'accord avec les principes et les usages adoptés par l'Eglise. Vous seconderez par votre zèle ses intentions bienveillantes et ses efforts. La France bénira de nouveau le premier consul ; et ceux qui calomnient le rétablissement de la religion catholique en France, ou qui murmurent contre les moyens adoptés pour l'exécuter seront toujours réduits au silence.

Paris, 18 août 1803.

J.-B. Cardinal CAPRARA. »

On aura remarqué avec quelle force d'argumentation Rome démolit les uns après les autres ces articles organiques, monument de la plus insigne mauvaise foi. L'usage qui a été fait de cette loi oppressive, depuis bientôt un siècle, met d'autant plus en relief la prévoyance et la sagesse de l'Eglise ; et nous ne sommes pas prêts de voir finir la tyrannie du monde laïque se faisant seul interprète du Concordat. Mais nous saurons désormais où prendre les armes pour nous défendre. La pièce que nous venons de reproduire est un véritable arsenal, et nous nous ferons un devoir d'y puiser, en attendant le jour des revendications justes et nécessaires. Il est permis d'espérer que le premier acte d'un gouvernement réparateur sera de brûler toute la législation qui opprime l'Eglise. Que ce gouvernement futur qui existe, dit-on, et se tient prêt aux éventualités, ne mette point la réforme désirée en tête de son programme : c'est peut-être prudence, et, à ce titre, nous lui pardonnons ; mais le jour où il nous serait prouvé qu'il ne songe pas à notre délivrance, que sa politique lui conseillerait de conserver le *statu quo*, sauf abus, nous le maudirions avec d'autant plus de violence qu'à l'injustice il aurait ajouté l'hypocrisie.

VARIÉTÉS

Comment fixer l'heure exacte à laquelle on peut commencer la récitation des Matines du lendemain ?

Etablissons tout d'abord les bases du travail à faire. En l'absence d'indult pontifical qui autorise à commencer plus tôt, on ne peut commencer la récitation des Matines du lendemain qu'au moment où le soleil vient à être plus près de son coucher que de son midi.

I. Midi peut se prendre ou au temps moyen, marqué par les horloges bien réglées, ou au temps vrai dans lequel il est déterminé par le passage du soleil au méridien. Le Saint-Siège laisse la liberté de se régler soit sur l'heure vraie, soit sur l'heure du temps moyen.

Les deux plus forts écarts entre les deux midis se produisent du 10 au 12 février, où le midi temps vrai est en retard sur le midi temps moyen de 14 minutes 27 secondes, et au 2 et 3 novembre où le midi temps vrai est en avance de 16 minutes 20 secondes sur le midi temps moyen.

Au 11 février, le soleil se couchant à 5 h. 12 m. temps moyen, si l'on prend pour point de départ le midi moyen, on pourra commencer la récitation des Matines du lendemain à 2 heures 36 minutes. Si l'on prend pour point de départ le midi vrai, comme celui-ci retarde d'environ 14 minutes et demie sur le midi moyen, il ne reste plus entre ce midi et le coucher du soleil que 4 heures 57 minutes et demie, ce qui donne pour le milieu de la course de midi au coucher 2 heures 29 minutes environ, lesquelles, ramenées au temps vrai, nous donnent comme heure de commencer Matines 2 heures 43 minutes. Ainsi, au temps vrai, le 11 février, on ne pourrait commencer Matines que 7 minutes plus tard qu'au temps moyen.

Au 3 novembre, le soleil se couchant à 4 h. 36 temps moyen, si l'on prend pour point de départ midi moyen, on peut commencer Matines à 2 heures 18 minutes. Si l'on prend pour point de départ midi vrai, comme ce midi avance de 16 minutes un tiers sur midi moyen, il y aura de ce midi au coucher 4 heures 52 minutes un tiers, dont la moitié est 2 heures 26 minutes, lesquelles, ramenées au temps vrai, donnent pour l'heure où l'on peut commencer Matines 2 heures 10 minutes. Ainsi au temps vrai, le 3 novembre, on pourrait commencer Matines 8 minutes plus tôt qu'au temps moyen.

L'écart n'est que d'une seconde le 16 avril, de 3 secondes le 14 et le 15 juin, de 2 secondes au 1^{er} septembre et au 24 décembre : c'est-à-dire que l'écart est nul à ces dates entre les deux heures.

II. Pour un même jour, l'heure du coucher du soleil, par conséquent celle où l'on peut commencer Matines du lendemain, varie selon les latitudes, excepté aux équinoxes.

Au solstice d'été, entre les latitudes extrêmes de la France continentale, il y a une différence de

près de 40 minutes pour l'heure du coucher du soleil : ce qui donne une différence de près de 20 minutes pour l'heure où l'on peut commencer les Matines du lendemain.

A Arras, on ne peut commencer qu'à 4 heures 6 minutes, tandis qu'à Perpignan, on peut commencer à 3 heures 50 minutes.

Au solstice d'hiver, la différence est à peu près la même, mais en sens inverse. A Arras, on pourra commencer dès 1 heure 55 minutes, tandis qu'à Perpignan on ne le pourra qu'à 2 h. 12 m.

On voit par ces exemples qu'il est nécessaire d'établir un horaire pour la latitude où l'on se trouve et que, à ne tenir compte que des données astronomiques combinées avec la règle générale, rien ne serait plus manifestement inexact qu'un horaire rédigé pour toute la France, quand même on prétendrait l'avoir mis en harmonie avec l'horaire calculé pour Rome.

Mais le Saint-Siège qui accorde, par des concessions particulières, qu'on puisse commencer la récitation de l'office du lendemain à deux heures du soir en toute saison, peut fort bien régler que telle heure calculée, par exemple, pour la capitale d'un Etat sera l'heure où l'on pourra, dans tout cet Etat, commencer cette récitation. S'il le fait, les prêtres de tout cet Etat devront, ou au moins pourront se conformer à cet horaire. Mais nous n'avons pas connaissance d'un décret ou d'un Indult accordé à cet effet pour la France. Nous ignorons si quelques diocèses particuliers auraient obtenu de Rome un horaire autre que celui qui répond à leur latitude.

L'horaire publié en tête de l'Ordo de Paris et de plusieurs autres diocèses, sous ce titre : *De hora inchoandi Matut. pro die seq. juxta tabulam Romæ editam et ad horologium Gallicum accommodatam*, répond à peu près à la latitude de Paris. Il convient aux diocèses qui ont la même latitude. Mais il ne saurait servir pour les diocèses dont la latitude est sensiblement différente.

III. Dans les horaires, on a coutume de suivre pour les heures inscrites au tableau la série des quarts d'heure 2 h., 2 h. 1/4, 2 h. 1/2, 2 h. 3/4, etc..., en ajoutant qu'on peut, jusqu'à l'indication suivante, conserver l'heure fixée pour la date qui précède,

De là, deux séries de conséquences très importantes à noter : la première concernant la période où les jours décroissent ; la seconde concernant la période où ils croissent.

Dans la période où les jours décroissent, on peut assigner l'heure de l'horaire au premier jour où elle se trouve répondre au milieu du temps entre midi et le coucher du soleil. Par exemple, on peut au 23 août (latitude de Paris, temps moyen), assigner 3 heures 30 minutes.

Les jours suivants, jusqu'au 7 septembre où l'heure sera 3 heures 1 quart, on commencera sans inconvénient à 3 heures et demie puisque, le coucher se rapprochant de midi, l'heure où l'on peut commencer se rapproche elle-même de 3 h. 1/4.

On pourrait même commencer plus tôt, une minute par jour : le 2 septembre, par exemple, à 3 h. 20 m.

Dans la période croissante, pour que l'heure marquée à l'horaire puisse servir jusqu'à l'indication suivante, on ne peut assigner à la première date l'heure où le soleil arrive au milieu de sa course entre midi et le coucher. Car, le coucher s'éloignant progressivement de midi, cette heure médiane descend, elle aussi, et, dès le lendemain, l'heure marquée à l'horaire devancerait l'heure où l'on peut anticiper la récitation de l'office du lendemain. Par exemple, le 22 avril, le soleil se couche à 7 h. : on peut donc ce jour-là commencer l'office à 3 h. 1/2. En fixant à l'horaire 3 h. 1/2 pour le 22 avril, comme on dit que cette heure peut servir jusqu'au 13 mai où l'horaire marquera 3 h. 1/4, il arriverait que le 6 mai, par exemple, on pourrait commencer l'office à 3 h. 1/2 quand, en réalité, on ne peut le commencer qu'à 3 h. 40 min., le coucher du soleil ayant lieu à 7 h. 20 m. De là, si l'on veut que l'heure marquée serve pour la période qui suit, la nécessité d'inscrire au début de cette période l'heure qui répond à la fin ; dans l'exemple précédent, il faudrait inscrire au 22 avril 3 h. 3/4 et au 13 mai 4 heures. Et cependant, au 22 avril, l'heure est régulièrement 3 h. 1/2 ; mais le 22 avril étant, d'après la règle rappelée plus haut, associé au 12 mai, ne doit recevoir, dans l'horaire, que l'heure à laquelle il est licite au 12 mai de commencer l'office du lendemain, laquelle est 2 h. 44 minutes. — On n'aurait pas à tenir compte de cette conséquence si on en faisait disparaître le principe, c'est-à-dire, si l'on supprimait cette règle communément ajoutée à l'horaire : que l'on peut pour toute la période commencer à l'heure marquée pour le premier jour. On pourrait alors, comme l'Ordo de Paris le fait dans un second tableau, indiquer la date exacte à laquelle répondent les heures échelonnées par quarts, en avertissant qu'on suive entre ces dates la marche qui résulte de la comparaison de la durée des périodes avec l'augmentation ou la diminution des heures. Pour que le tableau fût complet, il faudrait à la série des quarts d'heure, ajouter l'heure répondant aux solstices, soit, latitude de Paris, temps moyen, 4 h. 2 m. 1/2 du 21 juin au 1^{er} juillet, et 2 h. 1/2 m. du 10 décembre au 14 décembre.

IV. Ajoutons, comme dernier préliminaire, que chaque prêtre peut, en toute sûreté de conscience, s'en tenir à l'horaire et à la règle insérés dans l'Ordo de son diocèse. La fixation de l'heure où l'on peut anticiper la récitation de l'office du lendemain, dépend de l'autorité du St-Siège, qui peut, s'il le juge bon, l'avancer ou la retarder. Dans le cas présent, sans approuver les erreurs qui auraient pu se glisser dans un horaire, le Saint-Siège autorise pratiquement les prêtres du diocèse à le suivre, de la même façon que, pour le jeûne eucharistique, il autorise à suivre les horloges du lieu, quoiqu'il puisse arriver qu'elles soient en retard sur l'heure exacte.

Les corrections que nous pourrions suggérer ne sont donc pas une raison de mettre de côté *a priori* les horaires insérés dans les Ordos diocésains; mais elles se recommandent à ceux que les Révérendissimes Ordinaires chargent de la préparation de l'Ordo et aux prêtres désireux d'étudier la question pour leur agrément ou leur utilité.

V. Ces principes posés, nous allons en faire l'application, d'abord à la latitude de Paris, ensuite aux latitudes de Perpignan et d'Arras.

1^{er} HORAIRE (*Latitude de Paris*).

Cet Horaire donne le jour exact où l'on peut commencer, à l'heure indiquée, l'office du lendemain.

Pour rédiger cet horaire, nous avons pris, sur l'*Annuaire du Bureau des longitudes* (1887), l'heure du coucher du soleil, et nous avons calculé l'heure où l'on peut commencer l'office, de deux manières : l'une en prenant pour point de départ midi temps moyen, l'autre en prenant pour point de départ midi vrai. Pour cette dernière opération, il faut, quand midi vrai retarde sur midi temps moyen, ajouter à l'heure du coucher du soleil la différence entre les deux midis et diviser la somme par deux : le quotient donne l'heure où l'on peut commencer la récitation du bréviaire. Quand midi vrai avance sur midi temps moyen, on retranche la différence entre les deux midis, au lieu de l'ajouter.

L'heure portée à la première colonne est toujours l'heure des horloges, même quand le point de départ est midi vrai.

	Midi temps moyen.	Midi vrai.
2 h. 1/4,	16 janvier,	10 janvier.
2 h. 1/2,	4 février,	27 janvier.
2 h. 3/4,	22 février,	13 février.
3 h.	13 mars,	5 mars.
3 h. 1/4,	2 avril,	30 mars.
3 h. 1/2,	22 avril,	23 avril.
3 h. 3/4,	13 mai,	16 mai.
4 h.	10 juin,	12 juin.
Solstice,	4 h. 2 m.,	4 h. 4 m.
4 h.	11 juillet,	18 juillet.
3 h. 3/4,	6 août,	9 août.
3 h. 1/2,	23 août,	24 août.
3 h. 1/4,	7 septembre,	6 septembre.
3 h.,	21 septembre,	18 septembre.
2 h. 3/4,	5 octobre,	30 septembre.
2 h. 1/2,	20 octobre,	12 octobre.
2 h. 1/4,	6 novembre,	28 octobre.
2 h.,	du 10 au 14 décembre,	18 novembre.
2 h. 4 m.,	28 décembre,	du 29 novembre au 8 décembre.

Dans la période croissante, de décembre à juin, le lendemain du jour marqué à l'horaire, l'heure où l'on peut anticiper l'office du lendemain n'est déjà plus l'heure marquée à l'horaire : elle retarde progressivement sur celle-ci jusqu'à ce qu'elle atteigne l'heure suivante. Ainsi le 5 février, on ne pourra déjà plus commencer à 2 h. 30 m., mais seulement à 2 h. 31 m.; le 6 février, à 2 h. 32 m.;

le 10 février, à 2 h. 35 m.; le 16 février, à 2 h. 40 m.; le 21 février, à 2 h. 44 m.

Dans la période décroissante, de juillet à décembre, on peut toujours entre deux dates marquées à l'horaire, commencer la récitation de l'office à l'heure qui répond à la première date. Mais on pourrait aussi, dès le lendemain de cette première date anticiper sur l'heure et ainsi les jours suivants jusqu'à ce qu'on atteigne l'heure suivante. Ainsi, du 5 octobre au 20 octobre, on peut commencer la récitation à 2 h. 45 m.; on peut aussi commencer, le 6 octobre, à 2 h. 44 m.; le 7 octobre, à 2 h. 43 m.; le 10 octobre, à 2 h. 40 m.; le 15 octobre, à 2 h. 35 m.; le 19 octobre, à 2 h. 31 minutes.

2^e HORAIRE (*Latitude de Paris*).

Pour rédiger cet horaire, on se sert du précédent en faisant monter d'un degré chacune des heures qui y sont inscrites, en laissant les dates à leurs places, et cela, pour la période croissante seulement.

C'est ainsi qu'on doit rédiger l'horaire quand on pose cette règle qu'on peut prendre l'heure correspondant à une date, jusqu'à la date immédiatement subséquente.

	Midi temps moyen.	Midi vrai.
2 h. 1/2,	16 janvier,	10 janvier.
2 h. 3/4,	4 février,	27 janvier.
3 h.	22 février,	13 février.
3 h. 1/4,	13 mars,	5 mars.
3 h. 1/2,	2 avril,	30 mars.
3 h. 3/4,	22 avril,	23 avril.
4 h.	13 mai,	16 mai.
4 h.	11 juillet,	18 juillet.
3 h. 3/4,	6 août,	9 août.
3 h. 1/2,	23 août,	24 août.
3 h. 1/4,	7 septembre,	6 septembre.
3 h.	21 septembre,	18 septembre.
2 h. 3/4,	5 octobre,	30 septembre.
2 h. 1/2,	20 octobre,	12 octobre.
2 h. 1/4,	6 novembre,	28 octobre.
2 h.	10 décembre,	18 novembre.
2 h. 1/4,	15 décembre,	21 décembre.

D'une date à l'autre, on peut commencer l'office du lendemain à l'heure de la première des deux dates. Mais, dans la période croissante, on pourrait le commencer un quart d'heure plus tôt à la première date, un peu plus tard le lendemain, et ainsi de suite, en se rapprochant successivement de l'heure indiquée, jusqu'à ce qu'on l'atteigne à la fin de la période : ainsi au 16 janvier, on pourrait commencer à 2 h. 15, le 14 à 2 h. 16 m.; le 3 février à 2 h. 29 m.

3^e HORAIRE (*Latitude de Perpignan*).

Cet horaire est analogue au premier (latitude de Paris).

Pour le rédiger, nous commençons par établir l'heure du coucher du soleil, à l'aide de la table des *corrections pour les levers et couchers du soleil* que l'on trouve dans l'*Annuaire du Bureau des Longitudes* (1887, p. 105).

	Midi temps moyen.	Midi vrai.
2 h. 1/2,	23 janvier,	14 janvier.
2 h. 3/4,	15 février,	3 février.
3 h.	11 mars,	27 février.
3 h. 1/4,	5 avril,	3 avril.
3 h. 1/2,	3 mai,	7 mai.
3 h. 3/4,	3 juin,	5 juin.
Solstice,	3 h. 50 m.,	3 h. 52 m.
3 h. 3/4,	20 juillet,	28 juillet.
3 h. 1/2,	16 août,	18 août.
3 h. 1/4,	4 septembre,	3 septembre.
3 h.	20 septembre,	17 septembre.
2 h. 3/4,	6 octobre,	4 octobre.
2 h. 1/2,	26 octobre,	17 octobre.
2 h. 1/4,	25 novembre,	8 novembre.
2 h. 1/2, du 10 au 14 décembre,		16 novembre.
2 h. 1/4,	26 décembre,	25 décembre.

Que l'on compare cet horaire avec le premier pour la latitude de Paris, on remarquera entre les deux de notables différences et l'on comprendra qu'il ne saurait y avoir un seul horaire pour des latitudes différentes.

L'écart est encore plus considérable entre l'horaire de Perpignan et celui d'Arras que nous allons donner.

4^e HORAIRE (Latitude d'Arras).

	Midi temps moyen.	Midi vrai.
2 h.	1 janvier,	26 décembre.
2 h. 1/4,	22 janvier,	16 janvier.
2 h. 3/4,	6 février,	14 février.
3 h.	13 mars,	7 mars.
3 h. 1/4,	2 avril,	29 mars.
3 h. 1/2,	20 avril,	21 avril.
3 h. 3/4,	9 mai,	12 mai.
4 h.	2 juin,	4 juin.
Solstice,	4 h. 6 m.,	4 h. 8 m.
4 h.	19 juillet,	25 juillet.
3 h. 3/4,	8 août,	12 août.
3 h. 1/2,	23 août,	25 août.
3 h. 1/4,	7 septembre,	6 septembre.
3 h.	21 septembre,	18 septembre.
2 h. 3/4,	4 octobre,	30 septembre.
2 h. 1/2,	19 octobre,	4 octobre.
2 h. 1/4,	4 novembre,	26 octobre.
2 h.	29 novembre,	17 novembre.
Solstice,	1 h. 57 m.,	1 h. 55 m.
2 h.	31 décembre,	26 décembre.

La comparaison des trois horaires semblables pour les latitudes de Paris, d'Arras, de Perpignan, fera ressortir de notables différences surtout dans le voisinage des deux solstices.

On remarquera que les écarts entre les heures pour deux latitudes constantes sont très variables. En conséquence, on ne peut dresser l'horaire pour une latitude donnée qu'avec les tables astronomiques.

Il a bien pu nous échapper quelques erreurs dans ces horaires. Ceux de nos lecteurs qui les remarqueront, voudront bien nous les pardonner.

COURRIER DE L'UTILE

HORLOGES DE FLORE

Voici mai, le mois des fleurs. On a écrit bien des fadaises sur le langage des fleurs. Il est pourtant vrai qu'elles ont une manière de parler et de dire bien des choses utiles à ceux qui les fréquentent avec fidélité. Ainsi nombre de fleurs sont de charmants baromètres qui prédisent à coup sûr le beau temps ou la pluie. Mais surtout, certaines fleurs s'épanouissent à une heure si précise du jour ou de la nuit que les botanistes ont pu dresser des horloges dites « de Flore » ; en voici une :

Matin.

- 1 heure. Laitron de Laponie.
- 2 — Salsifis des prés.
- 3 — Grande picride.
- 4 — Liseron des haies.
- 5 — Crépide des toits.
- 6 — Laitue cultivée.
- 7 — Nénuphar.
- 8 — Mouron des champs.
- 9 — Souci des champs.
- 10 — Ficoïde napolitaine.
- 11 — Ornithogale.

Midi. Ficoïde cristalline.

Soir.

- 1 heure. Cillet prolifère.
- 2 — Crépide rouge.
- 3 — Barkausie.
- 4 — Alysson.
- 5 — Belle de nuit.
- 6 — Géranium livide.
- 7 — Hémérocalte fauve.
- 8 — Ficoïde nocturne.
- 9 — Nyctage du Mexique.
- 10 — Liseron à fleur pourpre.
- 11 — Siléné nocturne.

Minuit. Cactus à grandes fleurs.

REMÈDE CONTRE LES NÉVRALGIES

Les changements de saison nous apportent souvent de douloureuses névralgies.

D'après la *Gazette médicale italienne*, le sulfure de carbone vient d'être employé avec succès comme remède contre ces névralgies. On en imprègne de dix à quarante-deux gouttes sur un tampon de coton que l'on applique sur la partie malade, recouvrant ce tampon de coton sec.

Ce traitement, s'il n'est suivi de guérison immédiate, procure en tout cas au malade un soulagement très sensible.

La douleur, assez vive, produite par l'application du sulfure de carbone, n'est que très passagère.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 6 aprilis 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALOYNI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LE DEUXIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES : LES
CALOMNIES CONTRE LE SACERDOCE

Et accusabant eum in multis.
(Marc., xv, 3.)

« La religion sans le prêtre est une abstraction qui ne générerait les passions de personne ; et le prêtre n'est le point de mire de toutes les colères que parce qu'il est la religion en acte, le christianisme à l'œuvre. Abaisser, détruire le sacerdoce catholique (on n'en veut qu'à celui-là), serait supprimer pratiquement l'œuvre de Jésus-Christ. Donc, guerre au prêtre, guerre au clergé, tel est le mot d'ordre sur toute la ligne » ¹. Récemment, nous nous sommes entretenus de cette guerre impie ; vous avez vu quel caractère d'acharnement elle a pris de nos jours ; vous en avez saisi la raison. Aujourd'hui, pour compléter mon sujet, je vous parlerai de quelques-unes des calomnies qui se débitent contre le sacerdoce. A notre époque, en effet, on calomnie le prêtre de bien des manières, *accusabant eum in multis*. On le calomnie dans son esprit, dans son cœur, dans son caractère, dans sa sainteté, dans ses œuvres. Ces accusations ont été réfutées avec éloquence, il y a quelques années, par un de nos plus illustres évêques ², dans un écrit qui a eu un grand retentissement. Je vais m'inspirer de ce beau plaidoyer, et répondre, en le résumant, aux ennemis du sacerdoce.

I

Calomnies contre l'esprit du sacerdoce : On lui jette à la face le reproche d'ignorance. Mais le prêtre a-t-il besoin d'exceller dans les sciences humaines ? La science de Dieu, qui est infiniment supérieure à toute science, ne lui suffit-elle pas ? N'est-il pas obligé de donner aux petits, et qu'ils sont nombreux aujourd'hui ! le lait de la doctrine, l'explication simple, claire et précise des dogmes et de la morale ? S'il parlait comme un Bossuet, qui donc le comprendrait ? Le sacerdoce accusé d'ignorance ! mais n'est-il pas démontré que c'est l'Eglise qui a sauvé les arts et fait progresser toute science ? On lui doit presque toutes nos grandes découvertes ou la pose des principes qui les ont amenées. On trouve un homme d'Eglise à l'origine de toutes les inventions qui font le plus d'honneur au savoir humain. C'est un religieux qui a soutenu Christophe Colomb pour la réalisation de ce voyage, qui amena la découverte du Nouveau-Monde ; ce sont des prêtres qui ont encouragé efficacement les débuts de l'imprimerie ; histoire, langues, cosmographie, physique, chimie ont eu des prêtres ou des religieux pour appuis au moment décisif où ces sciences sont entrées dans la voie du progrès où elles marchent aujourd'hui. Et à

l'heure présente, le sacerdoce compte des hommes distingués dans toutes branches du savoir humain.

On dit que le sacerdoce est ennemi des lumières, qu'il est opposé au progrès, qu'il est contraire aux aspirations de l'esprit moderne. Oui, il est certaines choses où le sacerdoce n'admet point de changement : les doctrines immuables du vrai et du bien, appuyées sur la nature des choses et la révélation de Dieu. Sous ce rapport, je le veux, le sacerdoce est rétrograde, c'est-à-dire qu'il pense aujourd'hui ce qu'il pensait hier. Mais pour ce qui concerne l'amélioration des rapports entre les membres de la société, basée sur la justice, pour ce qui regarde le développement légitime du bien-être matériel, il applaudit au progrès, il le bénit. Il encourage plus que personne les admirables découvertes scientifiques de ce siècle ; il appelle de tous ses vœux l'application d'une meilleure économie domestique et sociale ; il prêche la paix, l'union, la concorde, le respect, le dévouement entre les différentes classes de la société. Certaines idées modernes, bien entendues, lesquelles sont alors les idées évangéliques, il les accueille avec enthousiasme. Le sacerdoce approuve et pratique la liberté de la conscience individuelle qui n'est pas l'indifférence théorique et pratique pour la vérité et l'erreur ; la diffusion de l'instruction, pourvu que ce ne soit point une instruction qui supprime Dieu et les devoirs de la saine morale ; la liberté, pourvu que ce ne soit pas la licence ; l'égalité, pourvu que ce ne soit pas le nivellement brutal qui fait litière des droits les plus légitimement acquis ; la fraternité, pourvu que ce ne soit pas l'écrasement du faible et du juste. Quant aux idées nouvelles qui sont la négation du droit naturel et du droit de Dieu : la tolérance dogmatique de toutes les erreurs, le mépris de la foi conjugale, la neutralité, c'est-à-dire l'exclusion systématique de toute idée de religion dans l'éducation, l'athéisme dans la science et le matérialisme dans la morale, l'Eglise les répudie et les repousse comme la lumière repousse les ténèbres. D'ailleurs, ce ne sont point là des idées modernes : il y a longtemps qu'Arius refusait au Sauveur l'aurore de la divinité ; il y a longtemps que Dioclétien mettait l'Eglise au ban des nations ; il y a longtemps que Julien l'apostat s'efforçait de faire élever l'enfance en dehors des idées chrétiennes ; il y a longtemps que le paganisme offrait le spectacle d'une société sécularisée et laïque !

II

Après l'esprit du prêtre, on calomnie son cœur.

On dit d'abord que le prêtre n'aime pas son pays, que son affection est ailleurs et qu'il obéit à un prince étranger. — « J'en conviens franchement, nous obéissons au Pape dans l'ordre spirituel et divin, mais le Pape reconnaît dans l'ordre civil et politique le gouvernement dont nous dépendons. Le mot d'ordre que nous recevons de Rome n'a rien d'incompatible avec le service que nous devons à notre pays. C'est l'obéissance aux

¹ Cardinal Pie. *Instruction pastorale pour le Carême de 1827*.

² Mgr Bourret, évêque de Rodez.

lois, le respect dû aux magistrats, le dévouement envers la patrie, le sentiment noble et fier de la nationalité française que nous apprenons à cette école de l'Eglise mère et maîtresse »¹. L'illustre évêque d'Angers, au commencement de cette année, faisant allusion aux bruits de guerre qui ont émotionné toute l'Europe, et exprimant son espoir du maintien de la paix, parlait ainsi aux prêtres de sa ville épiscopale : « Que si cependant, ce qu'à Dieu ne plaise ! il devait en être autrement par la faute des uns ou des autres, il ne faudrait pas qu'à l'étranger on pût compter sur nos querelles intérieures pour croire à une diminution quelconque du sentiment patriotique. De tels calculs tromperaient absolument ceux qui seraient tentés de les faire. Certes, nous catholiques, nous avons bien des griefs contre ceux qui gouvernent le pays ; ils nous ont cruellement blessés dans nos intérêts les plus chers et dans nos droits les plus sacrés. Mais, qu'on le sache bien au dehors comme au dedans, si l'heure du péril venait à sonner pour la France, tous ces griefs s'écarteraient d'eux-mêmes devant le salut de la patrie. Vainqueurs ou vaincus de la veille dans nos luttes intestines, nous nous rallierions tous le lendemain, et sans exception, autour de ceux qui tiendraient en main le drapeau de la France. Et je connais trop les sentiments qui animent le clergé français pour ne pas savoir que rien n'aura été capable de décourager son patriotisme, et que les événements le trouveraient à la hauteur de tous les sacrifices compatibles avec son caractère et sa sainte mission. » Ces nobles paroles sont l'expression de la vérité la plus entière ; et elles ont obtenu une approbation complète de toute la presse française. D'ailleurs, on s'en souvient, en voyant en 1870 le prêtre sur les champs de bataille, dans les hôpitaux, au milieu des populations envahies, notre implacable vainqueur n'a-t-il pas été forcé de rendre un hommage sans restriction à l'ardent patriotisme du sacerdoce catholique, du prêtre français ?

On attaque encore le prêtre d'une autre manière dans la noblesse de ses sentiments : on dit que c'est un homme d'argent. Un homme d'argent, grand Dieu ! mais le prêtre reçoit à peine une rétribution qui l'empêche de mourir de faim, comme l'évêque d'Orléans le mettait si éloquemment en lumière, il y a quelques années, à l'Assemblée nationale. Le prêtre un homme d'argent ! mais les ministres sacrés sont de toutes les personnes qui remplissent des services publics les moins rétribués. On a volé à l'Eglise de France des biens considérables, dont on ne lui paie pas un tiers du revenu. Les dépenses que font les prêtres pour leur éducation et le degré de culture auquel ils doivent parvenir, afin d'administrer la plus modeste cure de village, représentent une position libérale d'un rapport bien supérieur à celle qu'ils

occupent. Ils auraient pu, à tout le moins, devenir des notaires, des ingénieurs, des avocats, des médecins, des fonctionnaires de tout ordre et de toute catégorie, et ils ne sont pas même assimilés dans leurs traitements au dernier commis de magasin. Et avec cette plus que modeste indemnité ils sont obligés de vivre, d'assister les pauvres, de concourir aux bonnes œuvres et de donner l'hospitalité ; ajoutez à cela que sur leurs vieux jours, si Dieu leur inflige l'épreuve de la vieillesse, ils ne peuvent compter sur aucune pension de la part de l'Etat. Non jamais, à aucune époque de notre histoire, le clergé français n'a été plus pauvre et plus désintéressé ! — Sa passion n'est point l'argent, c'est l'honneur de son pays, c'est le bonheur de ses concitoyens, c'est le salut des âmes !

III

Après les outrages à l'esprit et au cœur du prêtre, voici les calomnies contre son caractère. On accuse les ministres de l'Evangile d'hypocrisie, de rigueur excessive et d'ambition. Ils ne croient pas ce qu'ils prêchent, ils sont trop exigeants, il veulent tout dominer.

Ils ne croient pas ce qu'ils prêchent ! Eh quoi ! ce serait pour se réduire au rôle d'indignes menteurs qu'ils auraient tant étudié et qu'ils auraient embrassé une carrière si épineuse ! Ce serait pour faire l'office de trompeurs, publics qu'ils affronteraient les périls de l'épidémie, les rudes travaux du ministère, les coups de langue et les violences des impies, les angoisses de la pauvreté, et l'assujettissement d'un dévouement aussi héroïque que continu ! Non, non, ils parlent parce qu'ils croient : *Credidi, propter quod locutus sum* !

Ils sont trop exigeants ! Mais c'est pour votre bien et non pour leur avantage. Ils ne vous réclament que ce que Notre-Seigneur vous demande. C'est le zèle du salut de votre âme qui les anime. Ils ne peuvent se faire à l'idée de votre perte éternelle. Voilà pourquoi ils prêchent, ils avertissent, ils supplient, ils reprochent en toute charité et en toute patience. Plus ils voient le danger que vous courez, plus ils insistent pour vous y soustraire. Est-ce que le médecin ne taille pas dans le vif quand la gangrène menace ? Est-ce que le berger ne crie pas vivement au loup quand la brebis de son troupeau va tomber sous la dent de l'animal féroce ? Pardonnez donc à vos prêtres ce que vous appelez leurs exigences, c'est le cri de leur cœur, c'est la voix de leur charité pour vous !

Les prêtres veulent dominer ! Chrétiens, il y a domination et domination. Il a été dit, en effet, à l'Eglise : « *Dominare*, domine, domine sur tous les peuples et sur toutes les nations ; domine sur les âmes et règne sur les cœurs. Va de l'Orient à l'Occident, des étoiles du Midi aux étoiles du Nord, porte partout ton dogme illuminateur, ta morale réparatrice, les vertus de ton Christ et les saintes émanations de sa croix. *Dominare*, domine ! » Sous ce rapport, accusateurs du sacerdoce, vous avez raison. Nous voulons prévaloir

¹ Mgr Besson. Sacrements, II, 172.

sur les cœurs et les consciences par la vérité, la foi, l'union mutuelle, le sacrifice ; nous avons fait partout de saintes conspirations pour étendre le règne du Christ et de son empire ; c'est notre vœu de tous les jours : *Adveniat regnum tuum!* Nous voulons porter cette juste suprématie de Dieu jusqu'aux extrémités de la terre, dans vos maisons, dans vos foyers, au fond de vos âmes, parce que nous savons qu'elles se trouveront bien de ces douces chaînes, et que vous serez relevés par cette noble servitude des honteuses royautés qui ont appesanti sur vous leurs tyrannies. Mais, s'il s'agit d'ambitions vulgaires, d'empiètements politiques, nous les repoussons comme indignes de notre ministère. Nous voulons les âmes, à vous le reste ! Prenez les honneurs, prenez les places, prenez les emplois et remplissez-les bien ; prenez les richesses, les vêtements éclatants, les premiers sièges au festin, prenez les influences ! Nous savons que deux pouvoirs gouvernent le monde et nous proclamons leur indépendance réciproque dans leurs respectives attributions. Sans abdiquer nos droits de citoyens, nous faisons profession de rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César. Nous n'aspirons en aucune façon à gouverner l'État ; nous sommes absolument respectueux des droits des princes temporels ; nous ne désobéirions qu'en un seul cas, et nous élèverions la voix pour protester contre les empiètements du pouvoir civil dans le domaine du pouvoir religieux, s'il prescrivait quelque chose qui fût contre la loi de Dieu, parce que, de l'avis de tout homme prudent, il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes.

IV

Passons aux calomnies contre la sainteté du sacerdoce. Ah ! je le sais, sur douze apôtres, il y eut un traître, l'infâme Judas. Je le sais, il peut se rencontrer des prêtres infidèles à leur vocation, que l'Église condamne, dont elle pleure les égarements et pour la conversion desquels elle épuise tous les trésors de sa charité. Mais, je le sais aussi, les impies en tirent occasion pour discréditer méchamment le sacerdoce et ruiner son influence, avec l'impudence la plus effrontée et la plus insigne mauvaise foi.

Quels sont-ils donc ceux qui se posent en accusateurs du prêtre et lui jettent la pierre ? Ce sont des libertins dont la vie et les mœurs sont le scandale de la cité et du village qui les ont vus naître ; ce sont ces bourgeois matérialisés dont l'intérieur est rempli de vulgaires débauches ; ce sont ces parvenus qui pervertissent tout ce qui les entoure ; ce sont ces pères faibles et irréfléchis dont les fils dissipent au jeu et dans les aventures des grandes villes les derniers restes d'une fortune péniblement amassée par les aïeux ; ce sont les lettrés et les journalistes affiliés ou vendus aux sociétés secrètes, ils sont toujours en quête d'un genre de scandale dont le public est si friand.

Ils cherchent donc, ces pharisiens hypocrites,

s'ils ne trouvent pas, ils inventent. S'ils trouvent, ils grossissent la faute, ils lui donnent des proportions étranges ; pour un prêtre coupable, ils incriminent tous les prêtres. Eh quoi ! tous les soldats sont-ils des traîtres parce qu'un soldat a été infidèle à son drapeau ? Tous les magistrats sont-ils félons parce qu'un magistrat a profané le sanctuaire de la justice ? Est-ce que pour la faute d'un membre d'une famille il faut incriminer une famille tout entière ? Le chêne, roi des forêts, est-il déchu de sa royauté parce que ses feuilles mortes ont été emportées par l'orage ? Ah ! blasphémateurs impies, vos reproches prouvent notre supériorité ; vous ne songez pas à faire un crime aux autres professions de la faute d'un seul, encore moins à les en rendre responsables. Vous le faites pour l'Église, et vous avez raison, parce que le mal au milieu d'elle vous étonne, et parce que l'habitude de l'y voir ne vous a pas encore rendus, pour ainsi dire, indifférents à ce triste spectacle. Au reste, même avérée, la culpabilité du prêtre ne devrait point vous empêcher d'user de la religion. Que le médecin soit malade ou bien portant, est-ce que les remèdes qu'il prescrit n'ont pas la même vertu ? L'efficacité du sacerdoce ne dépend pas de la sainteté du prêtre. Ah ! si vous vous tenez en dehors du temple, je vous le dis, vous avez pour cela des motifs que vous n'osez pas avouer !...

Chrétiens, mettez-vous en garde contre tous ces sophismes de la haine aveugle, ne vous laissez pas ébranler par tant de calomnies inventées et propagées par les mauvaises passions. Défiez-vous de quiconque parle mal du prêtre : c'est un ingrat, ou un orgueilleux, ou un corrompu, ou un naïf. Fermez l'entrée de vos maisons à tout écrit, à tout journal qui attaque le prêtre : c'est l'œuvre des suppôts de Satan. Souvenez-vous de cette belle parole d'un philosophe peu suspect de cléricisme, comme on dit aujourd'hui : « La religion est le bien du peuple. Elle est le bien de l'État. Douter de la vérité de la religion c'est une erreur personnelle. La combattre c'est un attentat social. » (Montesquieu.) Soumettez-vous avec confiance et bonheur à l'action salutaire du sacerdoce, il est le dépositaire des trésors divins de la vérité et de la vertu. Là où il peut agir librement, là où il est écouté fidèlement, c'est la paix, c'est l'honneur, c'est le progrès, c'est la civilisation. Là où son action est paralysée et annulée, ce sont les abîmes profonds de l'erreur et les hontes fangeuses de la corruption. Témoin l'Asie et l'Afrique ! Autrefois elles étaient célèbres par leur belle civilisation et leurs vertus éclatantes. Les fils de Mahomet en ont chassé le prêtre catholique ; maintenant, ces pays jadis si florissants sont un exemple mémorable d'abjection, de dégradation, d'avilissement physique et moral. Dieu nous préserve de ce malheur !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. des Rites.

Sur la matière dont peuvent être confectionnés les ornements sacrés.

SANCTI SEVERINI. — A Rev. D. Francisco Mazzuoli Episcopo S. Severini insequentia dubia, italico idiomate expressa, S. Rituum Congregationi pro opportuna declaratione proposita fuerunt, videlicet :

Se possa permettersi l'uso de sacri paramenti lavorati in tessuto 1° in tutta lana; 2° in lana e cotone; 3° in seta e cotone; 4° in bavella e cotone; 5° in tutta cotone.

Et S. eadem Congregatio, referente Secretario, sic respondendum censuit : *Serventur decreta* in una Mutinem, diei 22 Septembris 1837 ad 8, n. 3 ² et in una Senen, diei 18 Decembris 1877 ad 5 ³.

Atque ita respondit ac declaravit diei 15 Aprilis 1880.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Monseigneur de X... ayant, avant l'érection de nouveaux canonicats dans sa cathédrale, consulté le Chapitre à ce sujet, en reçut la réponse suivante, qu'il fit connaître à Rome :

« ... Canonici jam existentes existant :

« 1° Ut non assistat (novus frater admittendus) concilio et deliberationibus capituli, et inde ad eum non pertineat, sede vacante, vocem admittere ad eligendum vicarium capitularem.

« 2° Ut non sit participans redditibus mensæ canonicæ.

« 3° Ut non habeat locum in choro, nisi post canonicos, et qui in canonicorum numero censetur ; quas conditiones ut ratas habeat Sanctitas Vestra, Episcopus orator humiliter exorat, firma tamen manente præbenda cum reliquis privilegiis, et habitu choralis capitulo Ecclesiæ X... concesso, in favorem illius sacerdotis... »

RÉPONSE DE ROME

« Die 21 julii 1879.

« SSmus Dominus Noster, audita relatione infrascripti Secretarii S. Congregationis concilii, censuit rescribendum — prout petitur non expedire — sed attentis peculiaribus circumstantiis, benigne impertitus est Episcopo oratori facultatem erigendi enunciatum canonicatum cum suspensione vocis in capitulo quoad electionem vicarii capitularis ad nutum et beneplacitum Apostolicæ Sedis ; in reliquis vero cum juribus, hono-

¹ Peut-on permettre l'usage des ornements sacerdotaux tissés : 1° en toute laine ; 2° en laine et coton ; 3° en soie et coton ; 4° en bourre de soie et coton ; 5° en tout coton ?

² Ibi : « Queritur : Num Planetæ, Stolæ et Manipula possint confici ex tela lineæ, vel gossypio, vulgo *Per-callo*, coloribus præscriptis tincta, aut depicta ! » — Et S. Rit. Congr. respondit : *Serventur Rubricæ et usus omnium Ecclesiarum, quæ hujusmodi Casulus non admittunt.* »

³ Qu. : « An Planetæ ex lana confectæ permittantur ? » Et S. Rit. Congr. respondit : « *Usus Ecclesiarum lane ac casulus non admittit.* »

ribus, et oneribus quæ de jure pertinent ad canonicos secundæ erectionis.

« Signé : Card. CATERINI,
« Præf. »

QUESTIONS

1° Quels sont les droits, les honneurs et les charges appartenant aux Chanoines de *seconde* érection ?

2° En quoi diffèrent-ils des droits, honneurs et charges appartenant aux Chanoines de *première* érection ?

3° Auteurs répondant à ces questions ?

4° Conséquences pratiques à tirer de ces deux documents ?

R. — Ad I^m et II^m. L'érection de nouveaux canonicats peut être faite par l'évêque dans sa cathédrale, avec le consentement du Chapitre. Ce consentement peut être donné sans aucune réserve, ou sous certaines conditions. Le Chapitre qui doit admettre l'érection des nouveaux canonicats, a aussi le droit d'y apposer certaines conditions, pourvu qu'elles soient acceptées par les personnes intéressées et par l'évêque, et qu'elles ne soient pas contraires à la nature du canonicat.

Etant donné que l'approbation du Chapitre a été accordée sans aucune condition, quels sont les droits qui en résultent pour les nouveaux chanoines ? D'après certains auteurs, ils entrent immédiatement en possession de tous les droits, honneurs et privilèges des anciens, comme aussi ils participent à toutes leurs charges. Selon d'autres, au contraire, lors même qu'aucune réserve n'aurait été formulée, il y aurait toujours en faveur des anciens chanoines une présomption légale contre tout ce qui serait une diminution de leurs droits ou privilèges. Le rapporteur de la cause du 20 janvier 1883 pense que ces deux opinions peuvent se concilier si l'on distingue deux cas : celui où la nouvelle prébende serait totalement incorporée à la masse commune, et celui où elle conserverait un capital et des revenus distincts. Dans le premier cas, les nouveaux chanoines jouiraient de toutes les prérogatives des anciens ; dans le second, les uns et les autres conserveraient leurs revenus et leurs droits respectifs.

Examinons le cas où des conditions et des réserves ont été formulées par le Chapitre. D'après tous les canonistes et d'après les nombreuses décisions de la S. Congrégation du Concile, ces conditions doivent être maintenues, si elles ne sont pas contraires à la nature du canonicat. Or, deux choses sont nécessaires à la nature du canonicat : la voix active et passive au Chapitre et le droit de siéger au chœur dans les stalles capitulaires. Toutefois, bien qu'on ne puisse retrancher aux nouveaux chanoines ces deux droits d'une manière complète, il est permis cependant de les restreindre. Nous allons étudier ces restrictions.

I. Les nouveaux chanoines ont droit à avoir une place au chœur, dans les stalles affectées au chapitre ; autrement ils ne seraient pas véritablement chanoines. Mais il est permis aux anciens de refuser la préséance au chœur aux chanoines de nouvelle érection. Voici plusieurs décisions à ce sujet :

a) Le Chapitre de Civita Castellana avait autorisé l'érection de deux nouveaux canonicats, à la condition que les chanoines occuperaient toujours les dernières stalles. On demanda à la S. Congrégation : « An sit confirmanda vel infirmanda conditio a capitulo imposita in erectione, in casu ? — RESP. *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam* »¹.

b) La même question est posée pour Rome, le 18 février 1865, et la réponse est la même : « An constet de jure præcedentiæ in choro et processio-nibus favore canonicorum Magnoni, Amidei, Belli et Piccolomini, una cum canonicis *primæ erectionis*, in casu ? — RESP. *Negative* »².

Le rapport de cette cause contenait cette remarque : « Seclusa voluntate fundatorum, reprobandum non est in jure, ut canonici novæ erectionis ultimas in choro sedes occupent ac jure præcedentiæ cum antiquioribus canonicis careant, juxta monitum S. Congregationis in PISANA, *Erectionis canonicatus*, 5 déc. 1846, § *Si placuerit*; adeoque eandem S. Congregationem confirmasse aliquando monent conditionem in receptionem novarum canonicatum appositam, quo præcedentia quoad antiquos novis denegabatur, ceu videre est in NEPESINA, 1 decembris 1704, relata in ARIANEN. *Canonicatum*, 1 feb. 1733. »

c) La décision du 20 janvier 1883 est aussi formelle. Les anciens chanoines de Tropea avaient consenti à l'érection de deux nouvelles prébendes, mais en réservant leurs droits. On demanda à la S. Congrégation du Concile : « An iidem canonici (secundæ erectionis) frui debeant eadem præcedentia quoad stallum uti cæteri canonici, in casu ? — RESP. *Negative*. »

Par conséquent les chanoines de nouvelle érection ne prennent pas rang au chœur parmi les anciens, par droit d'ancienneté ; mais ils forment entre eux, après les autres, une sorte de corporation où les règles de la préséance sont observées.

II. On doit accorder aux nouveaux chanoines voix au Chapitre, puisque, d'après la loi canonique, ce droit est inhérent à la nature même du canonicat. Sans la voix au Chapitre, il n'y a plus de canonicat, mais un état tout différent. On peut toutefois mettre des restrictions à l'usage de ce droit. Nous nous appuierons ici encore sur les décisions de la S. Congrégation du Concile.

La dernière décision que nous connaissons sur ce point est du 8 mai 1886. Il s'agissait de fonder deux canonicats dans la cathédrale de Cambrai : le Chapitre accepta la fondation, mais refusa aux nouveaux chanoines la voix active et passive au Chapitre d'une manière générale : « Ita tamen ut canonici qui novis præbendis sunt fruituri durante præsentis rerum statu, et sicut mos est in

« Gallia, habeantur ceu beneficiarii secundi ordinis, ideoque licet sicut ceteri canonici insignibus canonicatus vestiantur, Archiepiscopo celebranti assistant, suam sedem immediate post canonicos titulares in choro habeant, ad missam conventualem sua vice celebrandam, et ad officium capitulare teneantur; non poterunt tamen interesse congregationi capituli, nec in iis etiamsi aliqua de causa adessent, vocem activam et passivam habeant. »

La Sacrée Congrégation s'est refusée à consacrer cette exclusion absolue des nouveaux chanoines des réunions capitulaires ; mais, tout en leur reconnaissant le droit d'assister aux réunions capitulaires, elle fait une réserve sur tout ce qui regarde les droits et les privilèges des anciens chanoines. Nous verrons plus loin ce qu'il faut entendre par là :

« Prævia revocatione conditionis recuperandi dotem ex parte fundatorum, pro gratia cum loco et voce in capitularibus sessionibus, exceptis iis quæ respiciunt interesse et jura particularia veterum canonicorum, facta Archiepiscopo facultate dispensandi utrumque fundatorem super incompatibilitate duorum beneficiorum et super chori servitio, pro suo arbitrio et conscientia, facto verbo cum SSmo. »

Ajoutons, pour l'intelligence complète de cette réponse, que les fondateurs étaient deux curés, et qu'ils demandaient à garder leur titre de curé en même temps qu'ils accepteraient celui de chanoine, et aussi à pouvoir rentrer dans la possession de la somme versée, si les canonicats venaient à être supprimés en France. On accéda à leur première demande en les autorisant à résider dans leur cure, tout en leur reconnaissant le titre de chanoine ; mais on rejeta la seconde condition. Voici d'autres décisions :

EUGUBINA. *Erectionis canonicatum*, 26 mars 1703 : « An et in quibus negotiis iidem canonici (secundæ erectionis) jus habeant capitularibus sessionibus interessendi ? — RESP. : *Affirmative in omnibus, exceptis iis quæ respiciunt interesse et jura particularia veterum canonicorum.* »

S. MINIATIS. 24 novemb. 1827 : « An et in quibus negotiis canonicus theologus gaudeat voce activa et passiva in casu ? — RESP. : *Affirmative in omnibus, exceptis negotiis respicientibus massam communem et bona ad capitulum spectantia ante erectionem præbendæ theologalis.* »

VELITERNA. *Participationis*, 20 décembre 1851 : Ad III. « An et in quibus negotiis iidem canonici jus habeant capitularibus sessionibus interessendi, et gaudeant voce activa et passiva in casu ? — RESP. : *Affirmative in omnibus, exceptis iis quæ respiciunt interesse et jura particularia veterum canonicorum.* »

TROPIÉN. *Jurium canonicatum*, 20 janv. 1883. « An et in quibus negotiis iidem canonici jus habeant sessionibus capitularibus interessendi, in casu ? — RESP. : *Affirmative in omnibus, exceptis*

¹ CIVITATIS CASTELLANÆ. *Jurium canonicatum*, 16 juillet 1836.

² ROMANA. *Præcedentiæ, jurium et emolumentorum canonicatum*, 18 février 1865.

iis quæ respiciunt interesse et jura particularia veterum canonicorum. »

MUTINEN. *Vocis in capitulo*, 2 juin 1883. Il s'agissait d'une prébende de seconde érection et l'on demandait : « An et in quibus comitiis capitularibus archipresbyter minor vocem habeat in casu ? — Dans une première réponse donnée le 18 mars 1882, la S. Congrégation avait répondu : *Negative in omnibus*; parce qu'on n'avait pas prouvé que l'archiprêtre en question fit partie du Chapitre. La preuve ayant été faite, la S. Congrégation répondit, en 1883 : « Quoad comitia in quibus agitur de negotiis veteris massæ, in decisis; quoad reliqua recedendum a decisis. »

Le rédacteur de la feuille de la S. Congrégation pour la cause de 1827 a parfaitement résumé la doctrine adoptée par la S. Congrégation : « Canonico novæ erectionis vocem activam et passivam tribuere oportet. Etiam si enim canonicus novæ erectionis non gaudeat voce in capitularibus sessionibus quæ respiciunt jura dumtaxat veterum canonicorum, attamen in reliquis communem ecclesiæ vel capituli utilitatem vel commodum præferentibus jure suffragii privari non debet; id enim proprium est canonice ut canonicis tributus jus vocis in iis quæ a capitulo collegialiter expediuntur. »

Outre ces réserves générales, qui sont toujours comprises dans la réserve des droits, le Chapitre peut ajouter des réserves particulières, mais non pas tellement nombreuses qu'elles détruisent ou réduisent à peu de chose le droit de voix active et passive. La décision qui nous est soumise et d'autres encore que nous avons vues, nous prouvent que le Saint-Siège accepte des réserves par rapport à la voix active et passive pour l'érection du vicaire capitulaire.

III. Il se pose une troisième question par rapport aux émoluments du Chapitre. Les nouveaux chanoines y ont-ils droit, et dans quelle proportion ? C'est encore aux nombreuses décisions du Saint-Siège que nous empruntons la réponse.

NULLIUS seu TERÆ PONTIANI, *Præcedentiæ et distributionum*, 26 mars 1735 : « Distributiones et emolumenta provenientia ab exercitio curæ animarum et a legatis relictis ante erectionem novorum canonicorum deberi canonicis antiquis. »

FABRIANEN. *Jurium et emolumentorum*. « An canonici secundæ erectionis jure polleant lucrandi distributiones quotidianas aliæque emolumenta quibus fruuntur canonici prima erectionis in casu ? — RESP. : Negative. »

VELITERNA. *Participationis*, 20 déc. 1851. « I. An canonici secundæ et tertiæ erectionis admittendi sint ad participationem omnium emolumentorum capitulo obvenientium tam pro missis aliisque functionibus adventitiis et a communitate seu pietate fidelium obvenientibus, quam ex funeribus in casu ? — II. An prædicti canonici participare debeant de piis legatis ac anniversariis capitulo relictis in casu ? — RESP. : Ad I et II. Negative quoad emolumenta provenientia ex dis-

positionibus relictis capitulo ante erectionem canonicatum et ab exercitio curæ animarum. In reliquis affirmative. »

TROPIEN. 20 janvier 1883. « An canonici secundæ erectionis gaudeant omnibus juribus atque emolumentis cæterorum canonicorum in casu ? — RESP. : Quoad distributiones quotidianas affirmative, *quatenus et in quantum* immiserint in massam communem distributionum; quoad emolumenta provenientia ex dispositionibus relictis capitulo ante erectionem novorum canonicatum, negative; quoad reliqua emolumenta, affirmative. » On ne peut rien de plus clair : toutes les suppositions sont faites et les réponses y sont parfaitement adaptées.

Ad III. Nous citerons parmi les anciens : Ceccoperius, *Lucubr. can.*, lib. I, tit. 14, n. 35; De Luca, *De can. Disc.* 37, n. 2; Barbosa, *De canon. et dign.*, cap. 12, n. I; Reiffenstuel, *Gus canon.*, t. III, *De canon.*, n. 57; Pignatelli, *Consul can.*, 48, t. 6; consult., 124, t. 9, n. 35, etc. Parmi les modernes : Bouix *De Capitulo*. Nous conseillons surtout les feuilles de la S. Congrégation du Concile pour les causes que nous avons indiquées. On les trouve dans le recueil authentique de ses décisions, aux dates respectives.

Ad IV. Le chanoine dont il est question dans la demande qui nous est soumise, a droit à assister aux séances capitulaires et de prendre part aux délibérations toutes les fois qu'il ne s'agit pas des droits particuliers des anciens chanoines. Il n'y a d'exception que pour l'élection du vicaire capitulaire; le droit d'y prendre part lui est refusé, non pas d'une manière absolue et perpétuelle, mais *ad beneplacitum Apostolicæ Sedis*. Il pourrait donc un jour introduire une demande pour se le faire rendre. Il jouit aussi de la voix passive pour toutes les charges électives du Chapitre, même pour celle de vicaire capitulaire. Comme elle ne lui a pas été refusée formellement, on doit la lui reconnaître.

Il n'a pas droit aux revenus que possédait le Chapitre avant l'érection de son canonicat; mais il pourra jouir de ceux qui seront concédés dans la suite.

Enfin il doit toujours siéger au chœur après les chanoines titulaires de première érection, et après les dignités, quelle que soit la date de leur nomination.

Q. — Veuillez me permettre de vous adresser deux questions sur lesquelles j'aurais besoin d'être éclairé :

1^o Un curé qui, pendant plusieurs années, a biné les dimanches et les fêtes, et qui, après avoir acquitté par une messe son obligation de curé, a perçu une rétribution pour la seconde messe, croyant qu'il pouvait le faire, a-t-il besoin d'aucune absolution pour le passé ? Il y a déjà un grand nombre d'années, qu'éclairé sur la défense faite par l'Eglise, il ne le fait plus.

2^o Un autre qui n'aurait pas toujours acquitté des anniversaires fondés, ou même des anniversaires demandés, en chantant la messe en noir, mais en chantant la messe du jour suivant l'office, aurait-il aussi besoin d'une absolution ?

Et enfin, si dans ces cas on a besoin d'une absolution pour le passé, où faudrait-il la demander, et sous quelle peine ?

R. — Ad I^m. Nous avons répondu à la même question, dans la seconde année de l'*Ami du Clergé*¹, par ces quelques lignes :

« Ce prêtre doit s'adresser au Saint-Siège, exposer le nombre approximatif des omissions qu'il a faites, déclarer simplement son ignorance relativement à cette loi de l'Eglise et s'en rapporter à la décision du Saint-Siège, qui seul a le pouvoir de statuer sur ce point.

« Les cas de ce genre ne sont pas rares ; et lorsque l'Eglise reconnaît la bonne foi dans celui qui s'adresse à elle, elle se contente souvent d'une réparation assez légère. Mais c'est à elle qu'il faut s'adresser et s'en rapporter. »

Nous trouvons la question traitée au même point de vue dans une *Etude sur le binage*, publiée par la *Revue des sciences ecclésiastiques*² :

« Y a-t-il faute et quelle faute à recevoir un honoraire pour la messe du binage ? »

« Il y a certainement faute à recevoir un honoraire pour une messe de binage, puisque l'on viole une loi de l'Eglise. On pèche tout d'abord contre la vertu d'obéissance. A un autre point de vue, il pourrait y avoir péché contre la justice, en s'appropriant l'honoraire de la messe, qui est un bien temporel, contre l'intention de l'Eglise. Quelques auteurs iraient jusqu'à y voir une faute de simonie de droit ecclésiastique. Quoi qu'il en soit de la nature de la faute, sa gravité est hors de doute, même pour un seul honoraire indûment perçu avec connaissance de cause.

« Comme cet honoraire n'appartient pas au prêtre, il y a obligation de restituer, pour celui qui l'a reçu, qu'il ait agi de bonne ou de mauvaise foi. La manière et la quotité de la restitution sont d'ordinaire fixées par le Saint-Siège, auquel ces sortes de cas sont déferés. Généralement il y a condonation pour le passé, sauf une légère pénitence, quand il y a eu bonne foi. »

Traitant le même sujet l'année suivante³, nous avons maintenu la nécessité de recourir au Saint-Siège, au moins pour le cas où le prêtre désirerait conserver une partie des honoraires reçus : « Mais s'il y avait difficulté à le faire, concluait l'article, soit à cause des inconvénients qui en résulteraient, soit parce que la démarche elle-même, dans les conditions où se trouve le prêtre en cause, aggraverait outre mesure une satisfaction qui ne peut être, dans le cas posé, que fort modérée, nous pensons qu'il déchargerait sa conscience en donnant aux pauvres les honoraires perçus contre la prohibition de l'Eglise, soit en totalité, soit pour la quotité qui lui est demeurée utile. »

Nous n'avons rien à changer à notre manière

de voir d'alors, et nous maintenons la même doctrine.

Ad II^m. Nous supposons que les règles liturgiques permettaient de dire une messe de *Requiem* aux jours marqués pour l'acquit des anniversaires, et que cette messe était demandée implicitement ou explicitement. En chantant la messe du jour, on satisfait à l'obligation de justice, mais il y a faute contre la fidélité.

La question de justice a été traitée dans la décision du 12 septembre 1840, par la S. Congrégation des Rites : « In variis diocesis Belgii, juxta doctrinam in seminariis traditam, usus invaluit in his diebus, quibus per rubricas licet missas de *Requie* et votivas celebrare, sacerdotes missas privatas oblato manuali stipendio processo vel pluribus defunctis, vel votivam in honorem aliqujus mysterii, vel Sancti habentes, celebrant conformes officio, quod illa die recitarunt ad satisfaciendum susceptæ obligationi, dummodo fideles expresse non rogaverint dici missas de *Requie* vel votivas... Petitur ergo an præfati sacerdotes satisfaciunt suæ obligationi ? — RESP. *Affirmative quoad missas pro defunctis*, juxta generale decretum diei 5 augusti 1662 ; in reliquis negative, et quoad præteritum unusquisque consulat conscientiam suam »⁴.

Comme on satisfait à l'obligation de justice en disant une messe du jour, alors que l'on pouvait dire une messe de *Requiem*, on n'est tenu à aucune restitution dans la suite. Il ne s'en suit pas qu'il n'y ait aucune faute, si le manquement à la promesse a été fait de propos délibéré. Nous avons traité longuement en 1881, p. 30, cette seconde partie de la question.

Q. — Est-il permis à un Evêque de changer un ou plusieurs desservants pour obtenir l'approbation d'un ou de plusieurs curés de canton, pour obtenir l'appui d'un député ou d'un conseiller général ?

R. — Nous ne sommes pas juges de Nos Seigneurs les Evêques et nous n'avons pas à leur tracer des règles de conduite, ni à critiquer leurs actes. Cependant nous examinerons la question qui nous est soumise au point de vue théorique, plutôt qu'au point de vue pratique.

Disons d'abord, avec un canoniste romain fort estimé, le regretté M. Avanzini, fondateur des *Acta S. Sedis*, quelles sont les causes légitimes d'une translation forcée : « Pro regula generali statui potest, ut prouti Episcopi has parœcias (succursales) libere conferunt, libere etiam et absque ulla causa rectores remove et transferre valent. Hæc tamen regula limitationem patitur, nempe dummodo remotio non fiat 1^o ex odio ; 2^o cum infamia vel notabili damno sacerdotis amoti vel translatis ; 3^o cum damno tertii. Hæc tamen limitationes, si graves causæ adsint, locum minime habent. Ideoque in praxi vix excogitari potest casus remotionis absque causa, ita ut de his pa-

¹ Année 1880, p. 69.

² T. XLVII, p. 522.

³ *Ami du Clergé*, 1881, p. 441,

⁴ S. R. C. BRUGEN, 12 sept. 1840, ad 7.

rociis dici possit quæ de beneficiis manualibus traduntur, scilicet quod quamvis theoricæ sint amovibiles ad nutum, Ordinarii tamen semper aliqua causa saltem levis, ut remotio legitime fiat, est necessaria¹.

Par conséquent, avec des causes graves, l'autorité diocésaine peut procéder à une translation forcée, quand même il en résulterait de graves inconvénients pour celui qui en est l'objet. Quelles sont ces causes graves? Elles peuvent être tirées soit du bien particulier de la paroisse dont on éloigne un curé, soit du bien public du diocèse.

D'après tous les canonistes, il est permis de procéder à la translation forcée d'un curé *inamovible* qui se trouve, sans aucune faute de sa part, en but à la malveillance de ses paroissiens, parce qu'il lui est impossible de faire le bien dans de pareilles conditions. Il est toutefois du devoir de l'évêque de sauvegarder par tous les moyens en son pouvoir l'honneur d'un prêtre obligé de céder devant l'orage. On peut appliquer, à plus forte raison, la même règle à la translation d'un desservant, pour laquelle il faut assurément des causes moins graves.

Le bien public peut fournir aussi des motifs légitimes et canoniques pour imposer à un desservant une translation qu'il n'a méritée par aucune faute. Nous trouvons, dans l'histoire de l'Eglise, à l'appui de notre proposition, de nombreuses preuves d'autant plus convaincantes qu'elles portent sur des bénéfices inamovibles. Pie VII n'a-t-il pas demandé à des évêques exilés et persécutés, sans aucune faute de leur part, la renonciation à leurs évêchés, disposé, comme il le disait, à passer outre, s'ils ne l'accordaient de plein gré? Pourquoi a-t-il agi ainsi? sinon pour obtenir de Napoléon le rétablissement de la religion catholique en France mis à ce prix. Léon XIII n'a-t-il pas demandé à Mgr Lachat et à Mgr Melchers, qu'il estimait beaucoup, des sacrifices pénibles, mais motivés par le bien public?

Dans le gouvernement d'un diocèse, des cas semblables peuvent se présenter. Parfois le bien public, la régularité de l'administration, à raison du mauvais vouloir de certains représentants de l'autorité civile, ne peuvent être obtenus que par des concessions de personnes. Si l'autorité religieuse sauvegarde de son mieux les intérêts de ces personnes, soit au point de vue de la réputation, soit au point de vue matériel, celles-ci pourraient, en conscience, refuser au bien public un sacrifice, si pénible qu'il puisse être. Mais quand le bien public sera-t-il en jeu? C'est une question délicate, qui n'est pas appréciée de la même manière par tous et que nous n'avons pas à décider ici.

Q. — Qu'entend-on bien par *Missa pro exponendo vel reponendo SS. Sacramento*?

R. — On entend par messe *pro expositione* la

¹ *Acta S. Sedis*, t. XI, p. 393.

messe qui précède immédiatement l'exposition du Très-Saint Sacrement.

Cette messe se célèbre à l'autel où doit avoir lieu cette exposition. Toutefois on s'écarte de cette règle dans les églises où existe la coutume de chanter cette messe à la chapelle du chœur, ainsi qu'on le pratique à Rome dans les églises patriarcales. Dans ce cas, après la messe on apporte processionnellement la sainte hostie à l'autel où elle doit être exposée.

La messe *pro repositione* est celle qui précède la descente et la bénédiction du Très-Saint Sacrement.

Ces messes n'ont pas lieu toutes les fois qu'il y a exposition ou reposition du saint Sacrement. Elles ne peuvent se célébrer que dans les cas où l'exposition ou la reposition se font dans la matinée, parce qu'il n'est pas permis de célébrer la sainte messe dans la soirée ou pendant la nuit.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le sinistre survenu au séminaire de Périgueux a ramené l'attention du clergé sur la nécessité d'assurer les églises et les presbytères. Mais il n'est pas rare que nous rencontrions des obstacles de la part des communes et des fabriques. Je suis dans ce cas. N'y a-t-il pas quelque loi formelle obligeant les établissements publics à prendre des assurances contre l'incendie.

R. — Non, il n'y a pas de loi faisant un ordre de cette mesure de précaution.

Les assurances contre l'incendie présentent bien moins d'intérêt pour les établissements publics que pour les particuliers. Les bâtiments publics sont, en général, solidement construits. Leur isolement les préserve de la communication du feu, et la surveillance qui s'y exerce est une garantie contre les dangers de l'intérieur.

Toutefois l'assurance contre l'incendie est une mesure avantageuse pour les petits séminaires et les communautés religieuses placés dans des bâtiments qui n'appartiennent point à l'Etat, aux départements ou aux communes.

Aussi, Mgr l'Evêque d'Hermopolis, ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, adressa à ce sujet une instruction dont nous rapporterons l'extrait suivant :

Paris, le 2 août 1827.

Monseigneur,

« Les petits séminaires et les communautés religieuses placés dans les bâtiments qui n'appartiennent point à l'Etat, aux départements ou aux communes sont exposés en cas d'incendie, aux charges imprévues que pourraient faire peser sur eux la reconstruction des bâtiments que le feu viendrait à détruire.

« Il serait donc avantageux pour ces établissements de se soustraire, au moyen d'une dépense modique et fixe à des chances aussi périlleuses.

« Dès lors je ne dois pas négliger de donner les avertissements nécessaires et, par le même motif de prévoyance, vous vous empresserez sans doute, Monseigneur, de les communiquer.

« Le ministre de l'intérieur a reconnu que, pour les bâtiments qui appartiennent aux établissements de bienfaisance, les assurances à prime étaient préférables aux assurances mutuelles, telle est aussi mon opinion...

« Je crois devoir vous faire connaître les propositions qui sont faites par la Compagnie royale d'assurances, établie à Paris, rue de Richelieu, n° 104, afin qu'elles servent de règles pour les traités de ce genre que les petits séminaires ou les communautés seraient dans le cas de contracter, soit avec cette compagnie soit avec toute autre légalement autorisée.

« Les primes graduées selon la nature des constructions et le genre de couverture des établissements à assurer sont fixées pour les établissements publics, 1^o à 60 centimes par 1,000 fr. (d'évaluation), pour les bâtiments construits en pierres, briques ou moellons, couverts en tuiles, ardoises ou métaux et à 90 centimes par 1,000 fr. pour le mobilier qu'ils renferment; 2^o à 75 centimes par 1,000 fr. pour les bâtiments de constructions mixtes, et à 1 fr. par 1,000 fr. pour le mobilier qu'ils renferment.

« En outre, l'assurance de la septième année est gratuite.

« La compagnie consentira d'ailleurs avec les petits séminaires et communautés tous les arrangements convenables pour les moyens de paiement des primes... »

Deux circulaires du ministre de l'intérieur en date du 14 juillet 1820 et 20 octobre 1826 se sont prononcées contre les assurances mutuelles.

La dernière s'exprime ainsi :

« Quelques commissions administratives ont témoigné le désir d'être autorisées à faire assurer contre l'incendie les bâtiments dépendant des établissements confiés à leurs soins.

« Elles ont pensé qu'il était avantageux pour ces établissements de se soustraire, au moyen d'une dépense modique et fixe aux charges imprévues que pourraient faire peser sur eux la reconstruction des bâtiments que l'incendie viendrait à détruire.

« Ces considérations, dictées par la prudence, ne doivent cependant pas être admises sans restriction. Par ma circulaire du 14 juillet 1820, je vous fis connaître à cet égard qu'il y avait une distinction essentielle à faire entre les assurances mutuelles et les assurances à primes et je n'hésitai pas à décider que les premières, loin d'offrir des avantages aux établissements publics, ne pouvaient que leur être préjudiciables, en ce qu'elles les soumettraient aux chances les plus inégales. Je me déterminai en conséquence à les interdire d'une manière absolue et je crois devoir encore persister aujourd'hui dans cette détermination.

« Quant aux secondes (les assurances à primes),

bien qu'en général le système des assurances présente aux particuliers plus d'avantages qu'aux établissements publics, les assurances à primes sont les seules dont ces derniers puissent retirer quelque fruit et auxquelles, par conséquent, je dois donner mon assentiment.

« Telle est la distinction que vous devrez observer dans les demandes que vous aurez à m'adresser relativement à l'assurance contre l'incendie des bâtiments appartenant à des établissements de bienfaisance. Je ne consentirai à prendre de décision qu'à l'égard de celles qui auraient pour objet un traité avec une compagnie d'assurances à primes.

Une autre circulaire du 10 août 1836 a modifié ce que celle-ci présentait de trop absolu. Elle accorde la préférence aux compagnies à primes, mais sans exclure les sociétés mutuelles, et permet au contraire d'y recourir lorsqu'elles offrent la consistance et les conditions désirables.

« On ne peut se dissimuler que l'assurance par les compagnies à primes offre, en général, de plus grands avantages. Les primes fixes et connues d'avance présentent plus que les cotisations éventuelles le caractère que doivent avoir les opérations des établissements publics. En outre, la plupart de ces compagnies embrassent tout le royaume, tandis qu'il n'existe pas encore de sociétés mutuelles dans tous les départements.

« Il y aura souvent nécessité ou convenance de recourir aux compagnies à primes, soit parce qu'il n'existera pas de société mutuelle dans la localité, soit, s'il en existe une, parce qu'elle n'offrira pas toujours la consistance et les conditions désirables. »

Les fabriques ne peuvent contracter aucune espèce d'assurance sans y être autorisées par le ministre des cultes. La circulaire du 14 juillet 1820 recommande aux préfets de ne prendre aucun engagement même provisoire ou conditionnel avec une compagnie d'assurance, avant de connaître la décision du ministre.

La dépense de la prime d'assurance est une dépense ordinaire des fabriques elle doit figurer à ce titre dans les budgets et les comptes. Elle est payée par le trésorier sur le mandat d'ordonnateur et sur la quittance de la partie prenante, laquelle doit être timbrée si la somme de l'assurance annuelle dépasse 10 francs. Pour la première fois le trésorier doit joindre une copie certifiée de la police d'assurance.

Certaines compagnies d'assurances font souscrire, indépendamment de la police d'assurance, des billets pour le montant des primes, les billets en général non négociables doivent-ils être joints au compte et doivent-ils être rédigés sur papier timbré ?

A notre avis, répond M. Durieu, il faut décider les deux questions négativement. En ce qui concerne la première, à part que la production du billet de prime n'est nominativement prescrite par aucune instruction, elle ne nous paraît indispen-

sablé ni pour justifier de la légitimité de la dépense, ni pour établir la réalité ou la régularité du paiement. La police d'assurance qui est produite à l'appui du paiement de la première prime établit l'obligation de la fabrique de payer, chaque année, la prime stipulée avec l'assureur; et, quant à la réalité et à la régularité du paiement, l'une et l'autre résultent suffisamment de la production du mandat et de la quittance.

Il en serait autrement si le billet était fait à ordre et par conséquent négociable; comme il pourrait avoir été transmis à des tiers, sa représentation serait indispensable pour justifier le paiement et garantir l'administration de tout recours ultérieur de leur part.

Quant à la seconde question, celle de savoir si les billets de prime d'assurance non négociables doivent être écrits sur papier timbré, elle n'est pas sans difficultés. En principe, tout acte écrit devant ou pouvant faire titre est soumis par la loi du 13 brumaire an VII à l'impôt du timbre. Or, il faut bien reconnaître qu'un billet de prime fait titre comme celui qui l'a signé, pour le montant de la prime qu'il énonce, et que le signataire pourrait être contraint au paiement de cette prime sur la simple production du billet devant le juge sans qu'il fût nécessaire de représenter la police, mais il est vrai aussi que la police d'assurance pourrait être produite par l'assurance pour réclamer devant les tribunaux le paiement de chaque prime annuelle, et que, par suite, les billets de prime ne sont qu'un duplicata de ce premier écrit; ceux-ci ne reproduisent qu'une seule des obligations que constate la police, savoir: l'obligation, à la charge de l'assuré, de payer la prime à l'assureur, et cette obligation même, chaque billet ne la reproduit que partiellement, puisqu'il ne fait titre que pour la prime due pour une année.

Or, est-il bien certain que les duplicata d'un acte uni-latéral soient soumis à la formalité du timbre? On peut en douter? Le droit du timbre est comme le droit d'enregistrement un impôt établi sur les transactions sociales; comme tout impôt, il est établi dans certaines proportions.

En général, les actes sous seing privés, qui contiennent des conventions synallagmatiques, sont faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, et chacun de ces originaux, remis à chacune de ces parties, lui sert à poursuivre au besoin l'exécution de la convention, c'est son titre.

Les actes uni-latéraux sont rédigés d'ordinaire en un seul original qui est conservé par la partie ou les parties au profit de qui l'obligation est souscrite.

Il semble donc que la proportion d'après laquelle l'impôt du timbre a été établi soit celle-ci: autant de fois le droit qu'il y a de parties acquérant par l'acte un droit distinct, et en observant cette proportion, on arrive nécessairement à reconnaître que si une partie croit qu'il convient à ses intérêts d'avoir plusieurs originaux au lieu

d'un seul, elle n'est tenue néanmoins de payer l'impôt qu'une fois, en d'autres termes, qu'il suffit qu'un seul de ces originaux soit sur papier timbré.

Cette doctrine qui peut, au premier abord, paraître hasardée, a été admise pour les lettres de change qui se réduisent souvent en plusieurs duplicata, ou pour parler la langue du commerce, par première, deuxième, troisième, etc.

La loi de finance du 1^{er} mars 1822 porte, dans son article 6 encore en vigueur, que « les lettres de change tirées par seconde, troisième, quatrième pourront, quoique étant sur papier non timbré, être enregistrées dans le cas de protêt, sans qu'il y ait lieu au droit de timbre, et à l'amende, pourvu que la première, écrite sur du papier au timbre proportionnel, soit représentée conjointement au receveur de l'enregistrement. »

On peut ajouter que l'assujettissement de ces billets à l'impôt du timbre excéderait énormément la mesure ordinaire de cet impôt. Ainsi, les assurances sont faites habituellement pour 7 ans, et il est souscrit 7 billets de prime. Si ces billets étaient soumis au timbre, l'assurance la moins importante entraînerait la dépense de 9 feuilles de papier timbré, tandis que les actes synallagmatiques passés entre deux personnes ne nécessitent que les frais de deux feuilles de ce papier.

On aurait tort d'objecter que lorsque le prix d'une vente est converti en billets, ces billets sont soumis au droit du timbre, cela est vrai, mais les billets souscrits en pareils cas, sont ordinairement à ordre ou négociables, et la créance primitive est transformée; il y a novation. Mais reconnaissons que les billets de prime seraient pareillement passibles du timbre si, contrairement à l'usage, ils étaient faits à ordre. Dans ce cas il y aurait aussi novation.

Il est un avis, dit M. Dieulin, qu'il importe de faire connaître au sujet des assurances des presbytères contre les incendies. L'assurance d'une maison par la commune n'affranchit pas le curé de tous les risques du sinistre. Les compagnies croient avoir un droit de recours contre lui, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit, ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine (*code civil, art. 1733*). Pour s'affranchir des risques locatifs, il faut au curé une police qui coûte le quart de la police du propriétaire. Quand la maison est isolée, il est un moyen bien simple de délivrer le curé de toute inquiétude relativement aux poursuites qui pourraient avoir lieu contre lui, c'est d'engager le maire à prendre la police d'assurance au nom personnel du curé et non en celui de la commune, par là on sera affranchi de tous les risques sans payer un centime de plus. Si la maison pouvait recevoir le feu par communication, l'assurance que ferait le curé comme usufruitier du presbytère, ne couvrirait pas le risque de la commune. Il est néanmoins des juriconsultes qui, considé-

rant le curé comme usufruitier du presbytère, croient qu'il ne répond du dommage provenant d'un incendie que quand on prouve qu'il a eu lieu par sa faute.

Q. — Un vicaire général honoraire, qui par cela même est chanoine honoraire du chapitre de l'évêque qui l'a nommé, cesse-t-il d'être chanoine honoraire comme il cesse d'être vicaire général honoraire à la mort de l'évêque ?

Les chanoines titulaires qui donnent leur démission conservent-ils le titre de chanoine honoraire du chapitre dont ils faisaient partie ? Le gouvernement a-t-il rien à voir dans la nomination des chanoines honoraires ?

R. — Les vicaires généraux honoraires sont par cela même chanoines honoraires du chapitre de l'évêque qui les a nommés, et, lorsqu'ils cessent d'être vicaires généraux, ils ne cessent pas pour cela d'être chanoines honoraires. C'est en général regardé comme de droit commun. Cependant, Mgr l'évêque de Digne a cru devoir consigner cette prérogative dans ses statuts (*chap. 1^{er}, art. 7*). Les chanoines titulaires démissionnaires conservent toujours, dans le chapitre dont ils ont fait partie, le titre de chanoines honoraires. Le nombre des chanoines honoraires est ordinairement illimité.

Outre les chanoines titulaires, les évêques nomment des chanoines honoraires, le gouvernement n'intervient pas dans leur nomination. Cependant en 1811 et 1814, le ministre des cultes eut le projet de vouloir approuver ces nominations; mais ce projet n'eût point de suite.

Sous le gouvernement de Juillet, le ministre des cultes se plaignit très fortement auprès de certains évêques, de ce qu'ils avaient nommés chanoines honoraires des ecclésiastiques de mérite, sans doute, mais dont les opinions politiques ne sympathisaient pas le moins du monde avec celles du gouvernement d'alors. Nous pouvons citer, par exemple, M. l'abbé de Genoude, nommé chanoine honoraire de Sens. Serait-ce pour les mêmes motifs que M. Durieu, directeur général de l'administration des cultes, adressa une circulaire à MM. les archevêques et évêques le 18 janvier 1849, pour leur demander les noms de leurs chanoines honoraires ? Ce serait là un empiètement tout au moins ridicule sous l'empire de la République, car le titre de chanoine honoraire est un titre purement honorifique que les évêques ne décernent qu'à des ecclésiastiques d'un mérite distingué, d'une position élevée, comme les archiprêtres, les supérieurs de séminaires, ou qui se sont rendus recommandables par quelque endroit. Cette décoration honorifique équivaut en quelque sorte, dans l'ordre ecclésiastique, à la croix d'honneur dans l'ordre civil.

Le ministre des cultes n'a donc rien à voir dans les nominations de ce genre, et les évêques qui les font n'ont de compte à rendre à personne.

Le titre de chanoine honoraire est d'ailleurs purement honorifique; il ne donne pas entrée dans le chapitre; il autorise seulement les chanoines

honoraires à assister à l'office canonial. Ils y prennent rang suivant la date de leur nomination, mais toujours après les titulaires.

Indépendamment des chanoines honoraires, les archevêques et évêques donnent le titre de chanoines d'honneur, dont la dignité est plus élevée; à des évêques ou archevêques qui, en général, ont été dignitaires dans leurs diocèses avant leur élévation à l'épiscopat, ou qui sont liés d'amitié avec eux et qu'ils veulent honorer aux yeux de leur clergé. M. Campion se trompe donc quand il assure que ce titre honorifique est accordé seulement dans l'usage, par le métropolitain ou par l'évêque à des prélats qui ont été membres titulaires ou honoraires du chapitre avant d'être évêques. On peut voir dans la France ecclésiastique plusieurs protonotaires apostoliques figurer parmi les chanoines d'honneur.



COURRIER DE L'UTILE

LE BAROMÈTRE

Ce qui suit est le complément nécessaire des notes sur le baromètre que j'ai reproduites dans notre avant-dernier numéro :

Je suppose votre baromètre bien réglé pour votre altitude. Mais avant de le consulter pour la prévision du temps, vous devez encore tenir compte de deux choses qui pourraient vous induire en erreur sur la nature de ses variations : l'heure et la température.

En dehors de toute cause perturbatrice, le baromètre a tendance à la hausse de 6 h. m. à midi, et de 6 h. s. à minuit; à la baisse, de midi à 6 h. s. C'est ce qu'on appelle le *mouvement diurne*, très sensible surtout en été. Si donc vous voyez le baromètre descendre aux heures où il devrait monter, vous devez en conclure qu'il a vraie tendance à la baisse, ce qui ne serait exact aux autres heures qu'autant que la baisse dépasserait alors un millimètre, amplitude moyenne du mouvement diurne.

Le baromètre, influencé par la pression atmosphérique, l'est aussi, quoique dans de plus faibles proportions, par la température. Si celle de la chambre s'élève notablement, il s'élève lui-même par dilatation, de sorte que dans une chambre surchauffée à 25° en été par le soleil, il indiquera une pression supérieure de 2 ou 3 millimètres à la pression réelle. Pour le soustraire autant que possible à cette influence, il convient de le placer dans une chambre chauffée en hiver et soustraite en été à l'action du soleil, après l'avoir fait régler pour une température moyenne de 10 à 15°. Dans ces conditions, le faible écart entre cette température moyenne et celle qu'il pourrait accidentellement subir ne produira qu'une erreur négligeable.

Pour faire des observations précises, il faudrait

aussi tenir compte de la température du dehors ; car un baromètre réglé pour une altitude ne donne des indications exactes qu'au degré de température pour lequel il a été réglé. Or, comme rien n'est plus variable que la température, le chiffre que vous lisez sur votre baromètre est ordinairement trop fort ou trop faible, selon que l'atmosphère se refroidit ou s'échauffe. Cet écart est souvent de plusieurs millimètres ; mais il faut vous résigner à n'en pas tenir compte, la réduction du baromètre au niveau de la mer nécessitant des calculs qui ne peuvent se faire et ne se font que dans les Observatoires.

Est-ce à dire pour cela qu'on ne puisse demander à son baromètre, à défaut d'indications précises, des renseignements précieux pour la prévision du temps ? Non assurément ; car si on ne peut observer les petites variations atmosphériques, il n'en est pas de même des grandes, qui se révèlent par un déplacement sensible de l'aiguille ou du mercure. Voici quelques conseils pratiques qui guideront dans l'interprétation de ces variations.

En hiver, elles sont beaucoup plus considérables qu'en été. Ainsi en janvier dernier le mercure est descendu au-dessous de 740, puis s'est élevé au-dessus de 780.

En été, au contraire, il ne s'abaisse presque jamais à 750 et s'élève rarement à 770. Mais si les variations sont moins considérables en été, elles sont d'ailleurs un indice plus sûr d'un changement de temps. Dans cette saison, dès que le baromètre s'abaisse dans le voisinage de 760, la pluie est proche. Elle ne sera que passagère, s'il se relève au-dessus de 765, pression qui ramène le beau. S'il oscille entre ces deux chiffres, temps incertain, orageux quand le vent souffle du sud. Entre 752 et 760, pluies générales avec refroidissement, quelle que soit la direction du vent, qui, du reste, est ordinairement équatorial, du moins dans la région des nuages.

En hiver, au contraire, des oscillations de 4 à 5 millimètres peuvent ne produire aucune perturbation sensible et ne sont un sérieux indice de changement qu'autant qu'il est confirmé par l'inspection du ciel et la direction du vent. Dans la mauvaise saison, seules les grandes variations suffisent pour la prévision.

En été, toute baisse barométrique survenant la nuit est toujours inquiétante ; car si la baisse n'a pour cause que l'échauffement diurne de l'air, le baromètre se relève à la faveur de la fraîcheur des nuits. C'est ainsi qu'en temps de sécheresse on constate souvent chaque jour, de midi à 6 h. s., une dépression qui se comble ensuite sous l'action du refroidissement. En hiver, quand le vent souffle fort du S.-O. sans que le baromètre descende au-dessous de 765, le temps reste pluvieux et doux. Par vent N.-E., au contraire, avec égale pression, le temps sera sec et beau, et une baisse de quelques millimètres ne fera qu'accroître la vitesse du vent ainsi que l'intensité du froid.

D'octobre à avril, une baisse considérable et rapide par vent sud annonce une bourrasque qui, à son maximum d'intensité, fera sauter tout à coup le vent au nord-ouest avec brusque refroidissement et hausse barométrique non moins rapide que ne l'avait été la descente, indices ordinaires du retour de perturbations successives. Mais si la baisse est lente, quoique non moins considérable, le mauvais temps surviendra sans bourrasques et sera plus continu, le refroidissement sera plus lent, mais non moins probable et le baromètre se maintiendra plus longtemps au-dessous de la normale.

En toute saison, la baisse par courant polaire est une cause de refroidissement et la hausse par courant équatorial est un signe d'élévation de température. Il est vrai que le baromètre s'élève bien rarement en été par vent sud ; mais il n'en est pas de même en hiver, et alors, malgré la gelée, attendez-vous à un prochain dégel, si ce courant sud fraichit et persiste. Au contraire, si le baromètre est au-dessous de 750 sans tendance à la hausse, ordinairement la température, malgré le vent du midi, ne s'adoucir pas jusqu'au dégel.

NETTOYAGE DES CHAPEAUX DE PAILLE

Le soleil nous invite enfin à sortir des cartons et des armoires nos chapeaux de paille ; et ceux-ci réclament qu'on leur fasse leur toilette pascale :

Pour bien nettoyer un chapeau de paille, dit l'*Hygiène pratique*, il faut commencer par le laver avec de l'eau et du savon, puis le rincer et le faire sécher à l'air.

Avant de commencer, on doit s'assurer qu'il ne se trouve aucun fil de fer après la forme, et s'il y en a, les enlever avant de tremper le chapeau dans l'eau.

Lorsqu'il s'agit d'un chapeau de paille blanche, il faut, après l'avoir savonné avec une brosse et rincé à l'eau pure, le suspendre dans une boîte sans couvercle, que l'on renverse à terre après avoir placé à l'endroit qu'elle doit recouvrir une soucoupe contenant un peu de soufre allumé. On couvre la boîte avec une couverture, afin que la fumée du soufre ne trouve pas d'issue. Le chapeau redeviendra très blanc.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 13 aprilis 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE PATRONAGE DE SAINT JOSEPH : RAISONS
DE CETTE FÊTE« ITE AD JOSEPH ! »
(Genèse XLI. 55.)

Il y a bientôt trois siècles, un saint personnage transporté d'amour pour saint Joseph, éclairé sur sa gloire future, et entrevoyant déjà le triomphe de son culte, s'écriait : « Beau soleil, père des jours, accélère ta course, hâte-toi de faire naître l'heure fortunée où l'on fera magnifiquement paraître les grandeurs de saint Joseph ; où Dieu déchirera le voile qui, jusqu'à ce moment, empêche de voir à découvert les merveilles de son âme ; où l'Esprit-Saint excitera les fidèles à ériger en son honneur des temples et des autels ; où les Souverains Pontifes ordonneront par un mouvement secret du ciel que sa fête soit partout solennellement célébrée. O beau soleil, accélère ta course. »

Cette prédiction s'est heureusement réalisée, car, aujourd'hui, au nom de S. Joseph, le monde chrétien entre en transport. Partout à sa gloire s'élifient des sanctuaires, se dressent des autels, s'érigent des confréries. Partout, peuples, familles, individus, tombent en hommage et en prière devant le trône apparu radieux du Père nourricier de Jésus, depuis le successeur de Pierre qui confie l'Eglise universelle à son Patronage, jusqu'à l'humble chrétienne qui l'invoque dans sa détresse, depuis le vieillard qui lui remet l'espérance de la dernière heure jusqu'au petit enfant qui bégaye son nom dans l'innocence de ses premiers accents, et notre siècle que l'on a proclamé le siècle de Marie, pourra s'appeler encore, ce me semble, le siècle de saint Joseph.

Pourquoi donc la dévotion à saint Joseph, privilégié réservé pendant de si longs siècles aux âmes d'élite, jette-t-elle un si vif éclat, et est-elle devenue si populaire de nos jours ? Laissant de côté tous les motifs particuliers de son opportunité, je m'arrête à cette raison générale. La société actuelle, travaillée par la révolution, tend à revenir au paganisme. Plus que jamais, la cupidité, le sensualisme et l'orgueil, ces trois passions qui sont de tous les temps, la tyrannisent et la dévorent comme un chancre hideux. Alors que fait l'Eglise ? Elle tire, de l'obscurité de sa boutique, l'humble charpentier de Nazareth et le présentant aux hommes de notre siècle : « *Ite ad Joseph* », venez à Joseph, leur crie-t-elle ; vous mettez votre gloire et votre fin dans l'assouvissement et la déification de vos passions, eh bien ! vous vous trompez. Là n'est pas la véritable grandeur. Regardez et voyez ! Joseph, le plus grand de tous les hommes, Joseph, prédestiné par Dieu à être le dépositaire de ses conseils, le gardien protecteur du Verbe fait chair, l'époux de sa fille bien-aimée, a été cependant le plus pauvre, le plus chaste et le plus humble de tous les hommes.

Tel est l'objet de ce discours.

I

Le premier courant qui nous emporte, c'est le courant de la cupidité. Sans doute, le soin raisonnable, la recherche modérée de la fortune par des moyens honnêtes, est chose permise, louable même. Mais ce que Dieu défend et réprouve, c'est cet amour exagéré de la richesse que l'Ecriture appelle la concupiscence des yeux : *concupiscentia oculorum*. Or, il faut l'avouer, jamais la passion de l'or n'a été aussi ardente qu'à l'heure présente. L'argent est le Dieu du monde, et il a partout des adorateurs. Dans les individus d'abord : que d'hommes qui ne mesurent leur influence et leur valeur qu'en comptant leurs écus, qui ne connaissent et ne comprennent plus qu'une chose, l'argent, parce que l'argent procure tout, hors l'honneur et la vertu, et qui s'écarteraient volontiers avec le disciple d'Epicure, *virtus post nummos*, de l'argent d'abord. La cupidité, elle est dans la famille, elle y règne en souveraine. Ce qui doit former la famille, c'est l'affection mutuelle des époux, mais au lieu de l'affection qui unit, la cupidité y met l'or qui sépare, comme s'il s'agissait non d'unir un cœur à un autre, mais de le vendre au plus offrant ! et faut-il le dire ! ô dégradation de la famille moderne ! la cupidité impose souvent sa loi à celle du Créateur, pour ne point diminuer l'héritage elle arrête et tue la vie dans sa source. La cupidité, c'est elle encore qui divise les frères entre eux ! Qu'une question d'argent vienne à prévaloir parmi les héritiers d'un même père, adieu la paix et l'union ! Hélas ! combien de fois autour d'un cercueil, à la lueur d'un flambeau funèbre, s'est allumée l'étincelle d'une haine implacable,

La cupidité, je la vois enfin dans toute la société. Grâce à elle, on n'est plus sûr de ce que l'on possède, on ne sait plus à qui se fier. Partout la fraude et la ruse dans le commerce, les transactions et les affaires de toutes sortes. Ce n'est pas tout. Comme la soif des richesses enfante d'immenses désirs, tous les ambitieux sont loin d'arriver à la possession de ce qu'ils convoitent. De là ces ambitions réduites à se dévorer elles-mêmes, ou à se nourrir de jalousies fratricides qui se font jour à travers les bouleversements sociaux, le vol et le pillage. C'est ce qu'ont rêvé les révolutionnaires et les partageurs de tous les temps. « O soif exécrable de l'or, s'écrie le poète, à quels crimes, à quels excès ne pousses-tu pas les cœurs des mortels ! »

Or, que fait l'Eglise pour arrêter ce courant qui menace de tout envahir ? Elle oppose le spectacle du volontaire dépouillement de ses saints et en particulier de saint Joseph. Qu'a-t-il été en effet, lui, le descendant des rois ? un ouvrier vêtu comme les plus pauvres, nourri comme les plus pauvres, couché comme les plus pauvres, ayant faim et soif comme les plus déshérités de tous les pauvres. Pour vous faire une juste idée de Joseph, dit Bos-

suet, « représentez-vous un pauvre artisan qui n'a point d'héritage que ses mains, point de fonds que sa boutique, point de ressources que son travail, qui donne d'une main ce qu'il vient de recevoir de l'autre, et se voit tous les jours au bout de son avoir, obligé néanmoins à de grands voyages qui lui ôtent ses pratiques (car il faut parler de la sorte du père de Jésus-Christ) sans que l'ange qu'on lui envoie lui dise jamais un mot de sa subsistance. Il va néanmoins sans s'inquiéter, toujours errant, toujours voyageant, seulement parce qu'il est avec Jésus-Christ; trop heureux de le posséder à ce prix, il s'estime encore trop riche, et il fait tous les jours de nouveaux efforts pour vider son cœur afin que Dieu y étende ses possessions et y dilate son règne; abondant parce qu'il n'a rien, possédant tout parce que tout lui manque, heureux, tranquille, assuré parce qu'il ne rencontre ni repos, ni demeure, ni assistance ». Voilà le charpentier de Nazareth, et avec lui une ouvrière et un apprenti, et ce charpentier qui gagne son pain à la sueur de son front, c'est Joseph, le plus grand de tous les hommes, et cette ouvrière, c'est Marie, et cet apprenti, c'est le Fils du Très-Haut. O mon Dieu, est-ce ainsi que vous traitez vos amis ! O quelle leçon ! Venez donc tous l'apprendre, venez, ô riches de ce monde, lisez sur le frontispice de la boutique de Nazareth mieux que dans tous les écrits de Salomon : « *vanitas vanitatum* ». Venez à saint Joseph, et il vous apprendra la frivolité de votre or et de ces biens dont vous êtes si épris, il vous dira que la vraie richesse ne se trouve que dans un cœur humble, détaché, résigné ! Et vous, pauvres, travailleurs et nécessiteux, quand les pensées de jalousie s'élèvent dans votre esprit, quand un nuage de tristesse entoure votre cœur et rend plus amers les contrastes de vos misères et de l'opulence d'autrui, quand peut-être comme Lazare, vous demandez les miettes de la table et que personne ne vous les donne, venez à Joseph, et il vous dira doucement : Courage, moi aussi je fus pauvre, et pauvre volontaire, courage, j'ai souffert ce que vous souffrez. Rappelez-vous la fortifiante parole de mon fils : Bienheureux les pauvres, le royaume des cieux est à eux. » *Beati pauperes...*

II

Un second courant qui emporte le monde, c'est la recherche effrénée du bien-être, de tout ce qui frappe les sens, la poursuite des satisfactions grossières, la passion de sentir et de s'émouvoir, ce que S. Jean appelle si bien la concupiscence de la chair : *concupiscentia carnis*. De nos jours on veut jouir et jouir à tout prix. Et cet amour du plaisir ne correspond plus seulement à ce fond de corruption qui est dans la nature humaine. Non, il devient une théorie sociale et le lit de repos du genre humain. Les jouissances matérielles sont sans cesse vantées, préconisées comme si elles étaient la fin dernière de l'existence. « Notre vie est le passage d'une ombre, après notre fin, point

de retour... Venez donc, hâtons-nous de jouir, *venite fruamur*. Enivrons-nous, couronnons-nous de roses et de parfums, ne laissons pas tomber la fleur du printemps, demandons la volupté à toute créature ». N'est-ce pas le chant sensualiste des hommes de notre siècle comme autrefois celui des débauchés de Jérusalem ? Et ces sensations et ces voluptés, ils les demandent à toute créature, aux arts, à la peinture, à la sculpture, à la musique, qui sont sensuels, et qui ne respirent trop souvent que la luxure.

Et cet appétit du plaisir ne règne pas seulement dans les superbes palais et sous les lambris dorés. Il a envahi les chaumières, et les plus indigents veulent prendre part aux délices de la vie : de là, ce luxe effréné, cette vanité folle même dans les classes pauvres ; de là, cette recherche du confortable ; de là, enfin, une corruption inouïe dans tous les âges ; corruption dans l'enfance : aujourd'hui, il n'y a plus d'enfants, à peine ont-ils l'usage de raison, qu'ils sont déjà gangrenés. Corruption dans la jeunesse : elle se repait de toutes les satisfactions de la chair ; elle se passe dans les fêtes et les divertissements qui sont autant de foyers de la concupiscence, elle se déshonore par la plus effroyable dépravation ; à force de coupables affections, elle en vient à ne plus comprendre l'amour chaste et dévoué, et à porter à vingt ans sur son front les honteux stigmates du vice. N'est-il pas vrai qu'elles sont rares, parmi la jeunesse, les âmes restées fidèles à Dieu ? Corruption dans l'âge mur : que de hontes font souvent pleurer les anges du foyer, et pour combien d'hommes la foi jurée au pied des autels n'est plus un frein assez puissant pour retenir leur criminelles et volages convoitises. Corruption dans la vieillesse qui, malgré les cheveux blancs et les glaces de l'âge, ne sait pas toujours se préserver du vice impur.

Qui donc peut réagir contre cet excès de sensualisme et guérir cette génération ivre de bien-être et de jouissance ? Venez, ô Joseph, montrez-nous ce lis qui brille dans votre main, symbole de la pureté de votre cœur. Qui pourrait être dévot envers saint Joseph sans que son âme ne soit peu à peu embaumée du doux parfum de cette chasteté angélique dont il a plu au ciel d'orner le cœur de l'incomparable, du saint Patriarche. Saint Joseph est le saint vierge entre tous. C'est à sa pureté suréminente qu'il est redevable de sa glorieuse mission. Il fallait un époux vierge à une mère vierge, il fallait un père vierge au Fils de Dieu. Saint François de Sales nous assure que S. Joseph a surpassé en pureté les anges de la plus haute hiérarchie. D'après Bossuet et d'autres docteurs, la chair de S. Joseph, spiritualisée par la sainte vertu, pas plus que celle de Jésus et de Marie, n'a connu la corruption du tombeau, et au jour de l'Ascension, transportée au ciel par les anges, elle y est avec son âme, couronnée de gloire et d'honneur. Ames sensuelles et voluptueuses, avides de boire à la coupe des jouissances, oh ! de grâce, allez

à Joseph; voyant dans l'une de ses mains le lis de l'innocence et dans l'autre l'instrument du travail, apprenez à être chastes et à garder votre vertu par la prière et le travail; ô vous qui géissez sous les étreintes de la concupiscence, qui avez laissé tomber dans la boue du vice la couronne de votre pureté, allez à Joseph, et près de lui, avec l'innocence, vous recouvrirez la joie et le bonheur.

III

Le troisième courant qui nous emporte, c'est le courant de l'orgueil et de l'indépendance, *superbia vitæ*. L'homme s'aime, et, contenu dans de justes limites, cet amour est légitime. Car il y a en lui, comme dans tout être vivant, un principe de conservation. Mais par suite de la faute originelle, l'homme fait plus que de s'aimer, il s'adore, il s'aime plus que tout, il s'aime d'un amour exclusif et égoïste, il s'aime jusqu'à vouloir être le premier, le seul premier. Que nous soyons dans un palais ou dans une cabane, depuis le jour où nous avons eu conscience de nous-même, nous ne cessons d'aspirer au premier rang. César passant un jour dans une petite bourgade, fut témoin d'une agitation à laquelle nos mœurs ne nous ont que trop habitués. Il s'agissait du choix d'un chef. Il s'arrêta devant ce spectacle. Ses lieutenants étonnés s'écrièrent : « Est-ce qu'il y aurait aussi dans un pareil lieu dispute sur la prééminence? » Alors César de répondre : « Oui, j'aimerais mieux être le premier dans cette bicoque que le second à Rome. » Voilà bien l'orgueil de l'homme. Ne relever que de soi et ne dépendre que de soi, commander à tous et n'obéir à personne, paraître, s'exalter et s'élever au-dessus de sa condition, tel est l'esprit d'indépendance qui, plus que jamais, souffle partout. Il souffle dans la famille dont il rompt l'harmonie et chasse le bonheur. L'autorité des parents n'est plus respectée. Le rayon divin que le ciel a déposé sur leur front semble être voilé par un nuage épais. Qui n'a pas entendu les plaintes des maîtres de maison qui géissent de leur impuissance à trouver de vrais et fidèles serviteurs? Il souffle dans les ateliers dont il suspend le travail, poussant l'ouvrier à se révolter contre le maître et brisant entre l'un et l'autre les rapports de paternel commandement et de filiale obéissance qui faisaient autrefois le charme et la force des ateliers chrétiens. Il souffle contre l'Etat qu'il tient dans de perpétuelles perturbations, toujours ballotté entre l'anarchie et le despotisme. Il souffle contre l'Eglise. Que d'hommes qui s'irritent à l'idée d'une soumission absolue à ses dogmes, à ses lois, à son chef infallible; qui voudraient faire céder ses éternelles croyances devant leurs conceptions téméraires qu'ils décorent du titre pompeux de droits de l'homme, qui voudraient remplacer sa morale immuable par l'indépendance de la leur! qui repoussent comme importune l'idée d'une autorité suprême demandant des hommages, l'obéissance et un culte, et qui enfin réservent ces hommages et ce culte pour leurs idées

et leurs passions, semblables à l'ange déchu poussant ce cri de l'orgueil en délire : *non serviam*, non, je ne servirai, je n'obéirai pas, car je suis Dieu. *Ni Dieu ni maître*. Qui donc enfin nous donnera pour réagir contre ces instincts de révolte qui se font jour de toutes parts, des exemples de sublime et héroïque soumission? Encore S. Joseph, qui est, par excellence, le saint de l'humilité et de l'obéissance. Presque tous les saints ont quelque chose d'éclatant, soit par leurs miracles, soit par leurs vertus. En saint Joseph, tout est caché : « Mystère adorable, dit encore Bossuet, Joseph a dans sa maison de quoi attirer tous les yeux de la terre, et le monde ne le connaît pas. Il possède un Dieu-Homme, et il n'en dit mot. Il est témoin du grand mystère de l'Incarnation, et il le goûte en secret sans le divulguer jamais. Il garde le silence avec tant de scrupule qu'on disait encore à Bethléem au bout de trente ans : Jésus, n'est-ce pas le fils de Joseph, du charpentier? »

Joseph meurt comme il a vécu, sans nom, sans gloire, sans réputation; on ne saura même pas à quelle époque Dieu l'a retiré de ce monde! O humilité de Joseph, combien tu condamnes notre orgueil! Encore une fois venons à Joseph. Pussions-nous bien comprendre cette leçon, que dans l'obéissance et l'humilité seulement on a la vraie grandeur! Quiconque s'humilie sera élevé, à dit Notre-Seigneur. Saint Joseph en est la preuve éclatante. Nul, après Jésus et Marie, n'a été plus humble, plus obscur sur la terre, nul, après Jésus et Marie, n'est plus glorieux dans les cieux.

O France, chère Patrie, autrefois si belle et si riche d'honneur, de gloire et de vertus, si dévouée aux grandes et nobles causes, si fidèle à la défense de l'Eglise et de son Chef, aujourd'hui humiliée et presque agonisante, travaillée par l'impiété et l'anarchie, persécutée dans ta foi, dévorée et déshonorée par la triple plaie de la cupidité, de l'orgueil et du sensualisme, c'est à toi, oui à toi spécialement que l'Eglise adresse en ce jour la parole de Pharaon à son peuple : *Ile ad Joseph*, va à Joseph, étudie Joseph, mets-toi sous sa garde, redemande-lui ces vertus qui jadis ornaient ton front et faisaient ta force et ta gloire!

Et vous, glorieux Protecteur, accueillez cette fille aînée de votre fils Jésus, la France, qui vous invoque en ce moment par les lèvres de ses plus nobles enfants, couvrez-la de votre égide tutélaire, préservez-la des orages qui semblent s'amonceler, et en veillant à la garde de la Patrie, n'oubliez pas chacun de ses enfants, conservez et développez en nous la connaissance et l'amour de Jésus, à tous donnez Jésus, et donnez-nous tous à Jésus, pour le temps et pour l'éternité!



CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. du Concile.

Nous trouvons, dans le journal du *Droit canon et de la Jurisprudence ecclésiastique*, une décision qui, dans la matière, a son importance.

Il s'agit des oratoires privés accordés par le Saint-Siège. On sait que les clauses jointes à la concession sont strictes et doivent être observées à la rigueur. Si, en effet, la concession est gracieuse et peut sembler de nature à autoriser l'application de l'axiome : *favores ampliandi*, son caractère d'exception la classe dans les matières où l'on doit appliquer l'axiome opposé : *odiosa sunt restringenda*. Voilà, entre autres raisons, pourquoi on ne doit point étendre dans le sens favorable les expressions du Bref de concession. On le voit par la récente décision de la S. Congrégation du Concile qui est du 11 décembre 1886.

ROMANA. *Interpretationis Brevis*. — Il s'agit du privilège de l'oratoire privé, accordé par Bref du Pape au demandeur : « *Ejusque natis et descenditibus in perpetuum* ». On se demande : « An privilegium oratorii privati, concessum sub formula : *ejusque natis et descenditibus in perpetuum* extensibile sit quoque ad cognatos, in casu ». Les Cardinaux ont répondu : **NEGATIVE**.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Peut-on, sans faute, faire la consécration un quart d'heure avant minuit à la première messe de Noël ?

R. — Non, on ne peut, sans faute, faire la consécration un quart d'heure avant minuit à la première messe de Noël.

Q. — 1° Parfois, un jour de ea, ou d'office votif, l'Ordo nous impose comme dernière leçon les trois leçons réunies, quelquefois très longues, d'un saint dont on ne fait que la mémoire. N'est-ce pas exorbitant ? Quel est le *strict devoir* ? Peut-on aller à l'encontre de son Ordo ?

2° Quelle réponse donner aux questions suivantes ? — Comment expliquer les décisions de la S. Congrégation des Rites opposées entre elles ? Quelle est la valeur des décrets non insérés dans la collection officielle des décrets de la Congrégation des Rites, et cependant authentiques ?

3° Dans le dernier numéro de 1886, je vois traitée la question des danses et des salles de danse. Mais on ne parle que de la manière de résoudre les cas particuliers. Toutefois, souvent, en pratique, les mesures particulières sont insuffisantes pour abolir un mal qui menacerait de s'étendre et de nuire considérablement à l'ensemble d'une paroisse, ou du moins à une

partie de cette paroisse. *Peut-on, doit-on* alors prendre une mesure générale, et priver de l'absolution — aux différentes fêtes, — même à Pâques, toutes les personnes, indistinctement, qui fréquentent ces bals, ces soirées, ces séances théâtrales... sans en excepter les personnes qui n'y courent aucun danger de péché mortel : et cela, *ratione scandalii, boni communis*, etc. ?

4° Il y a un mot qui m'a étonné dans le dernier numéro de 1886, page, 617, ad 2^m. Le voici : aujourd'hui, la sainte Eglise veut absolument des reliques, non seulement pour la *licité*, mais encore pour la *validité* de la consécration. N'est-ce pas un *lapsus* ? Cela me semble aller à l'encontre de toutes les notions théologiques.

5° Un liturgiste sévère passe dans une paroisse. Il y voit des pales dont un côté est couvert de la couleur du jour, avec bordure et ornements. Aussitôt il dit aux sacristes de changer au plus tôt tout cela, que d'après les décrets de la Congrégation des Rites, les pales doivent être couvertes de linge blanc des deux côtés. — Ces décrets existent-ils ? En supposant qu'ils existent, n'est-ce pas outrepasser leur but que d'aller si vite en besogne, et ne suffit-il pas de laisser ces pales s'user telles qu'elles sont, tout en évitant d'en avoir des neuves de ce genre, à l'avenir ?

R. — Ad I. Il est des cas où l'on est *obligé* de réciter trois leçons pour former la neuvième leçon, par exemple dans les fêtes simplifiées, comme on peut le voir dans les nouvelles rubriques :

« ... Quando in officio novem lectionum fit commemoratio de festo duplici aut semiduplici redacto ad instar simplicis, ut in sequenti rubrica, de sancto legenda est nona lectio ad Matutinum, composita ex singulis ejus lectionibus historicis secundi Nocturni per modum unius... » (Rubricæ gener. Breviarii, Titulus 9, n. 10, De octavis.) Les mêmes règles se retrouvent en deux autres endroits des rubriques générales, à savoir, dans la rubrique *De Commemorationibus*, titre IX, n. 10 ; et dans la rubrique *De Lectionibus*, titre XXVI, n. 3.

Mais il est des cas où l'on *peut* dire trois leçons, sans que l'on y soit obligé. Cela a lieu, par exemple, lorsqu'on doit dire pour neuvième leçon l'homélie du dimanche, ou l'homélie d'une fête majeure ; on peut lire les trois leçons de l'homélie, comme on peut aussi ne lire que la première :

« ... Scilicet vel prima lectio de Homilia, vel tres simul in unam lectionem conjunctæ... » (Titre XXVI, De Lectionibus, n. 3.) Il en est de même lorsqu'un commencement de Livre empêché est transféré au premier jour non empêché. On peut alors lire les six leçons, comme on peut aussi se contenter d'en lire trois :

« ... et Lectiones illi diei de eadem scriptura assignatæ, vel cum superioribus Lectionibus legantur, vel omittantur... »

Votre Ordo parle sans doute du premier cas, et alors il a raison ; vous devez le suivre, parce que les rubriques du Bréviaire sont certainement obligatoires.

Ad II. Lorsque les décisions de la Sacrée Congrégation des Rites sont opposées, il faut s'en tenir à la dernière. C'est la Sacrée Congrégation elle-même qui l'a ainsi décidé :

« *Posterius (Decretum) semper prævalet*, eique

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4 d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

standum est. » (22 août 1741, n. 4410 ad 7.) On peut voir également Gardellini sur le n° 4636.

A cette occasion, il est utile de faire observer que les contradictions entre les décrets sont beaucoup plus rares qu'on ne le pense communément. Pour s'en convaincre, il faut considérer attentivement les questions posées, et alors on remarquera presque toujours certaines différences entre les cas.

Vous nous demandez encore quelle est la valeur des décrets non insérés dans la collection officielle des décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, mais qui sont certainement *authentiques*. Nous répondons que ces décrets ont toute valeur pour les églises auxquelles ils sont donnés; mais pas pour les autres puisque la Sacrée Congrégation ne s'adresse pas à elles.

Ad III. Le confesseur, comme tel, ne peut avoir à prendre aucune mesure générale : il n'a qu'à instruire et à juger la cause particulière du pénitent qui se confesse.

Le curé, comme tel, n'a aucun pouvoir pour prendre une mesure générale qui serait ou une loi, ou un interdit partiel, par la raison que le curé ne jouit d'aucune juridiction au for externe et qu'il n'a pas le pouvoir législatif. Il n'est point pasteur au sens propre du mot : c'est par extension qu'on lui donne ce titre, qui strictement ne convient qu'à l'Evêque.

L'Evêque seul pourrait prendre une mesure de cette espèce.

Le curé et le confesseur ne peuvent qu'appliquer à chacun les lois de Dieu et de l'Eglise.

Ad IV. Oui, aujourd'hui la sainte Eglise veut absolument des reliques, non seulement pour la licéité, mais pour la validité de la consécration d'un autel.

Voilà pourquoi un autel, lors même qu'il aurait été validement consacré, perd sa consécration par le simple enlèvement des reliques. Et dans ce cas, cet autel doit être consacré de nouveau, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites : « ... debet consecrari » (23 mars 1686, n. 3104); à moins qu'un Indult du Saint-Siège ne permette de réconcilier cet autel par la seule reposition de reliques ou par quelque autre moyen.

Ad V. Il n'y a pas de décrets qui prohibent proprement la couleur du jour pour les pales; mais le Décret-Général de 1819 équivaut à cette prohibition. Car les membres de la Sacrée Congrégation des Rites y déclarèrent qu'on ne devait pas, sous aucun prétexte, changer l'antique coutume, relativement à la matière des amicts, aubes, nappes d'autel, corporaux et pales; que ces ornements et linge devaient être de chanvre ou de lin, et jamais d'une autre matière, lors même que cette matière serait aussi propre, aussi *blanche*, aussi solide :

« Declararunt et decreverunt (Eminentissimi Cardinales), ab antiquo more, sub quolibet prætextu, colore ac titulo, non esse recedendum; et eadem Sacra indumenta ac suppellectilia conficienda esse ex lino aut cannabe, non autem ex alia qua-

cumque materia, etsi munditie, candore ac tenacitate linum aut cannabem æmulante et æquante. »

Puisque les pales doivent être en lin ou en chanvre propre et blanc, on ne peut donc employer d'autre couleur que le blanc.

Une seconde raison, c'est que la tradition n'a jamais employé d'autre couleur que la couleur blanche.

Enfin, il y a une troisième raison, c'est que la couleur blanche est symbolique, comme l'explique admirablement saint Thomas, et comme le rappelle expressément la Sacrée Congrégation des Rites dans le Décret même de 1819 que nous expliquons en ce moment.

Il importe donc d'écarter les pales qui ont la couleur du jour.

Mais cette réforme doit-elle se faire subitement? C'est là une question pratique qu'on ne peut trancher d'une manière absolue. La solution peut dépendre de diverses circonstances que nous ne pouvons pas apprécier. Lorsque la Sacrée Congrégation des Rites porta ce décret de 1819 qui prohibait le coton, elle permit de garder les amicts, aubes et nappes en coton jusqu'à ce qu'ils fussent usés. Mais pour les corporaux, pales et purificatoires en coton, elle n'accorda qu'un mois, à partir de la publication du Décret-Général, pour qu'ils fussent remplacés par des étoffes en lin ou en chanvre. Elle est donc plus sévère pour ces derniers objets.

On nous objectera peut-être un décret qui aurait été porté en 1852 pour Le Mans, décret en vertu duquel on pouvait permettre, *permitti posse*, une pale recouverte de soie dans sa partie supérieure, pourvu que cette partie supérieure ne fût pas noire, et que la partie inférieure qui couvre le calice fût en lin. Mais on ne peut pas se baser sur une pareille réponse, parce qu'elle n'est pas dans la Collection authentique des décrets, et parce qu'elle est donnée pour une église particulière.

Q. — Au jour octave de l'Epiphanie, nous faisons l'office des premières vêpres de saint Hilaire, double de seconde classe dans le diocèse. Doit-on, à l'hymne de Complies prendre la doxologie de l'Epiphanie, *Jesu... qui apparuisti...* ou bien la doxologie ordinaire, *Præsta Pater...* ?

R. — Au jour octave de l'Epiphanie, vous devez encore dire la doxologie de l'Epiphanie à complies, bien que les vêpres soient de saint Hilaire. Il suffit pour cela que l'on ait fait mémoire de l'Epiphanie. On le pratiquait déjà ainsi, en se basant sur la rubrique de complies qui se lit à l'office de la Sainte-Vierge *in Sabbato*. Mais cette solution a été confirmée en 1871 par un décret de la Sacrée Congrégation des Rites. Le supérieur de la Société des prêtres du très-saint Sacrement avait exposé que la fête des Sept-Douleurs de la très-sainte Vierge concourait avec celle de saint Joseph; il demandait donc si l'hymne de complies devait avoir la doxologie de la sainte Vierge :

« In concursu 2. Vesperarum festi Dolorum

Beatæ Mariæ Virginis cum 1. Vesperis festi S. Josephi die XVIII martii, an ad Completorium Hymnus concludi debet cum Doxologia Beatæ Mariæ Virginis? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'on le devait si aux vêpres on faisait mémoire de la sainte Vierge :

« Serventur Rubricæ quæ statuunt quod si in Vesperis fiat Commemoratio de Beata Maria Virgine, ad Completorium Hymnus concluditur cum *Jesu tibi sit gloria, qui natus es de Virgine.*

Les rubriques mentionnées dans cette réponse sont sans doute celles de l'office de la Sainte-Vierge in *Sabbato*, que nous avons indiquées plus haut; car les Rubriques Générales du Bréviaire ne parlent pas de ce cas. Quoi qu'il en soit de ce point, il est certain que l'on doit prendre la doxologie propre à une fête. Il en serait autrement, s'il n'y avait pas de mémoire. C'est ce qui aurait lieu maintenant si les Sept-Douleurs de la Sainte-Vierge concouraient avec saint Joseph, parce que maintenant les Sept-Douleurs n'auraient plus de mémoire, saint Joseph étant de 1^{re} classe.

Q. — 1^o Quels sont les traits distinctifs d'un crucifix janséniste?

2^o Une église dont la consécration n'est pas douteuse, n'offre la trace d'aucune de ses croix : celles-ci ont dû disparaître sous les riches sculptures dont on a revêtu les piliers depuis le jour de la dédicace. On ne sait pas où ces croix ont été pratiquées. Est-ce sur la face des piliers qui regarde la nef centrale ? Est-ce sur les murs de l'édifice ? Comment pourrait-on les rétablir ? Il n'y a de place que dans les nefs latérales.

R. — Ad I. Le trait principal, c'est le rapprochement des deux mains sur les bras transversaux de la croix et l'allongement du corps dans le sens vertical.

Un autre caractère, c'est l'absence du montant supérieur de la croix, ce qui donne à celle-ci la forme de notre T.

Un troisième, c'est la plaie du côté, figurée soit au milieu de la poitrine, soit du côté droit.

Mais ces deux caractères se rencontrent en des christs qui ne sont pas jansénistes.

Ad II. D'après les règles liturgiques, les croix n'ont pas dû être placées sur la face des piliers qui regarde la nef centrale, mais bien sur les murs intérieurs de l'église. En effet, selon le Pontifical, on doit, avant la consécration, peindre douze croix sur les murs intérieurs, trois croix sur chacun des quatre murs :

« Item depingantur in *parietibus* ecclesiæ intrinsecus per circuitum duodecim cruces, circa decem palmos super terram, videlicet tres pro quolibet ex quatuor *parietibus* ». (De Ecclesiæ dedicatione seu consecratione).

Au lieu de peindre les croix sur les murs, on pourrait aussi les sculpter sur des pierres en marbre que l'on aurait adaptées au mur. C'est ce que suppose le décret suivant porté pour le diocèse de Gênes en 1682 :

« An duodecim cruces quæ in solemnî Dedic-

tione Ecclesiæ pinguntur in *parietibus*, et ab Episcopo consecrante sacro chrismate liniuntur, expleta consecratione possint evelli, si sint factæ ex marmore, aut deberi si sint depictæ ? An vero remanere debeant perpetuis futuris temporibus in testimonium consecrationis ejusdem ecclesiæ ?

La S. Congrégation dit qu'on devait les laisser comme un témoignage perpétuel de la consécration :

« Omnino perpetuis in futuris temporibus remanere debere » (18 février 1696, n. 3382.)

Ainsi donc, c'est sur les murs, in *parietibus*..., ex quatuor *parietibus*..., que le Pontifical veut que l'on peigne les croix ; et c'est également sur les murs, in *parietibus*, que la S. Congrégation des Rites suppose les croix, soit peintes, soit sculptées.

Mais quant au lieu où doivent être placées les croix, la méthode indiquée au Pontifical n'est pas absolue. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait trois croix à chacun des quatre coins de l'église. On peut les mettre aux deux murs latéraux, six de chaque côté ; ayant soin toutefois que deux croix soient auprès du grand hôtel, et deux auprès de la porte de l'église. C'est la S. Congrégation des Rites elle-même qui a donné cette solution. Voici à quelle occasion :

Dans la consécration d'une église du diocèse de Malines, on n'avait pas suivi les règles tracées par le pontifical : et d'ailleurs les croix avaient disparu par suite de la destruction du mur. On demanda ce qu'il fallait faire ?

« Cruces ad sacras unctiones præscriptæ in Dedicatione memoratæ Ecclesiæ, non fuerunt dispositæ prout fert liber Pontificalis, et aliunde incuria plane supina quædam fuerunt destructæ effosso muro ; quæritur, an novis crucibus, loco et ordine requisitis, depictis, suppleri debent illarum unctionis cæremonia juxta formam Pontificalis ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'il fallait peindre à nouveau les croix, six à droite, six à gauche, et qu'il fallait omettre la cérémonie de l'unction.

« Depingantur iterum cruces in ecclesia, quarum sex in parte dextera, sex aliæ in sinistra appareant ; ita tamen ut duæ sint prope altare majus, et duæ prope ecclesiæ januam, ommissa unctionis cæremonia ». (31 août 1867, n. 5381, ad 5.)

D'où il faut conclure que les croix doivent apparaître.

Vous nous demandez comment il faut les rétablir, et vous ajoutez qu'il n'y a de place que dans les nefs latérales. Nous répondons : les nefs latérales suffisent ; et c'est très probablement l'endroit où elles ont été peintes lors de la consécration de l'église. Regardez attentivement ces murs, surtout depuis le grand autel jusqu'à la porte, à la hauteur d'environ 7 pieds, et vous trouverez probablement sous le malencontreux badigeon quelque trace de croix.

Nous connaissons pertinemment un ecclésiast-

tique qui avait été chargé d'organiser une église, sur la consécration de laquelle on avait des doutes tellement sérieux, qu'on songeait à la consacrer; or, il découvrit bientôt quelques traces d'anciennes croix peintes, ce qui dispensa de la nouvelle consécration qui allait avoir lieu.

Pour vous, le cas est différent, puisque la consécration n'est pas douteuse. Cherchez donc sur les murs latéraux à la hauteur indiquée, et vous apercevrez peut-être quelque trace. Si non, vous reconstituerez les croix, soit par la peinture, soit par la sculpture, sans y faire la cérémonie de l'onction.

Q. — D'après les plus graves auteurs, un héritier naturel ou *ab intestato* peut en conscience entrer en possession des biens légués à un autre par un testament nul comme manquant de quelque formalité exigée par la loi, quand, par exemple, un testament olographe est antidaté.

Mais peut-on de même invoquer le pouvoir souverain de la loi, transférant le domaine, quand il s'agit de faire opposition à un legs pie? Ainsi, par un testament reconnu bon, Pierre a légué à une église, pouvant très bien le faire, une somme de.... Un de ses héritiers fait opposition devant l'Etat, et sera probablement cause que l'autorisation sera refusée. Cet individu, qui, malgré cela, voudra faire ses Pâques, peut-il être absous?

R. — Le legs pieux est une cause ecclésiastique, qui relève de l'Eglise, et n'est pas soumise aux formalités de la loi civile.

Même dans le cas où un testament serait annulé pour vice de forme, l'héritier naturel demeure obligé à remplir les volontés pieuses du testateur. Telle est du moins l'opinion la plus commune et la mieux fondée. A plus forte raison, faut-il admettre qu'il y a obligation d'exécuter les legs pieux renfermés dans un testament reconnu valide.

Que penser donc d'un héritier, qui refuse l'exécution d'un legs pieux renfermé dans un testament valide, ou qui intrigue pour que l'Etat ne donne pas son autorisation? Il se rend coupable d'infidélité et d'injustice, lors même qu'il obtiendrait de l'administration civile l'annulation du legs pieux. La raison en est que les legs pieux étant déclarés valides par l'Eglise quand ils sont faits dans les conditions voulues et déterminées par le droit canonique, ne peuvent être annulés par le pouvoir civil.

Cependant ici, de la part d'un grand nombre, il y a place à l'ignorance et par conséquent à la bonne foi. L'héritier, qui retient, avec l'autorisation de la puissance civile, ce qu'il doit à l'Eglise, croit-il faire une injustice? Peut-on même lui persuader qu'il est injuste? Et si on le tire de la bonne foi, sera-t-il disposé à payer ce qu'il doit?

Que faire, si cet héritier se présente pour faire ses Pâques?

Si le confesseur remarque qu'il est dans une certaine bonne foi, et n'espère pas pouvoir l'amener à acquitter son obligation de justice, il devrait se contenter de l'exhorter et au besoin lui proposer une composition.

Mais s'il n'est pas dans la bonne foi, si son mauvais vouloir est manifeste, il est difficile de l'admettre aux sacrements.

Q. — 1^o Auguste, veuf depuis un an environ, convole en secondes noces et épouse Lucie. Il lui reste une enfant de sa première femme, qui porte le nom de Jeanne. Une douzaine d'années s'écoulent, et au bout de ce laps de temps, Charles, frère de Lucie, demande en mariage et épouse Jeanne.

Quelles dispenses de mariage a-t-il eu à demander? Quels empêchements peuvent exister au point de vue canonique et civil entre la famille d'Auguste et celle de sa femme, dont le frère a demandé la main de Jeanne, fille dudit Auguste et issue du premier lit.

2^o Mariette, à son lit de mort, donne par testament à son mari Artémon la jouissance de la moitié de ses biens. Seulement elle avait déjà donné par contrat de mariage le quart de son avoir à sa fille aînée.

Votre femme, lui dit un avocat qu'il va peu après consulter, ne pouvait vous donner que la jouissance du quart, à cause de la donation déjà faite à sa fille. Votre gendre sans doute l'ignore. Puisqu'il est content de concert avec sa femme d'accepter en numéraire ou en bien-fonds la valeur du quart revenant à sadite femme, passez vite un acte qui confirmera la libéralité faite en votre faveur par la défunte. Et ne différez pas vu que le testament passé est nul. 1^o Cet avocat a-t-il raison? 2^o Et Artémon peut-il en conscience suivre son conseil, en considération que Mariette voulait bien sincèrement lui octroyer ce qu'il lui a donné, quand même la loi s'y opposât, loi qu'elle ignorait pourtant; et vu que le testament s'est passé en présence de sa fille et de son gendre? 3^o Un prêtre a-t-il le moindre avis à donner à ce sujet à Artémon?

3^o Un prêtre fatigué vu le grand nombre de pénitents qu'il a à entendre la veille des fêtes les a habitués à ne pas dire le *Confiteor*. Seulement il s'imagine bien que la plupart omettent de le réciter avant d'entrer au confessionnal. Et il ne leur fait aucune observation ni la veille des fêtes ni les autres jours.

En cela manque-t-il à son devoir et pêche-t-il?

4^o Que sont, s'il vous plaît, certains petits évangiles que l'on répand tout à l'heure dans les campagnes et à profusion, qu'on donne même gratuitement, ayant pour titre : *Evangile selon saint Luc, saint Marc*.

A la 1^{re} page, on y lit :

Crois au Seigneur Jésus-Christ et tu seras sauvé, toi et ta famille.

Imprimé pour le dépôt biblique au palais de crystal. *Jésus-Christ selon saint Luc*, d'après la version, revue par J. F. Ostervald.

Que renferment d'hétérodoxe ces évangiles dont je n'ai pas pu avoir un exemplaire, mais que les honnêtes gens croient édifiants en tout.

Ne seraient-ils pas protestants?

R. — Ad I. Entre Jeanne, issue d'un premier mariage d'Auguste, qui a épousé Lucie en secondes noces, et Charles, frère de Lucie, il n'y a pas d'empêchement au mariage. Cet empêchement, s'il existait, viendrait sans doute de l'affinité. Or, il y a affinité entre Jeanne et Lucie sa belle-mère, mais non pas entre Jeanne et Charles, frère de Lucie, par la raison que, *affinitas non parit affinitatem*.

Ad II. Nous ne comprenons pas bien comment Mariette ne pouvait donner à son mari Artémon, que la jouissance du quart de ses biens, par la raison qu'elle avait déjà donné à sa fille, par contrat de mariage, le quart de sa fortune. Si ce quart a été donné par préciput et hors part, il n'entre

plus dans la succession de Mariette, qui se compose alors des trois autres quarts. S'il n'a pas été donné ainsi, il doit être rapporté à la somme de la succession, ou bien il fera partie de la portion qui doit échoir à la fille de Mariette.

Maintenant, cette fille est issue ou du mariage Mariette-Artémon, ou d'un mariage précédent. Si 1^o, Mariette pouvait donner à Artémon un quart de ses biens en propriété, et l'usufruit d'un autre quart, ou bien l'usufruit de la moitié de tous les biens qu'elle laissait à sa mort; si 2^o, elle pouvait donner à son mari une part égale à celle que devait prendre celui de ses enfants, si elle en avait plusieurs, qui prendrait le moins dans la succession; mais cette part ne pouvait pas excéder le quart des biens. Telle est la disposition de la loi. Nous ne voyons donc pas comment la testatrice ne pouvait donner que l'usufruit d'un quart. Ce qui n'est pas une raison suffisante pour nous, de rejeter la décision d'un avocat, qui nécessairement connaît mieux que nous le cas dont il s'agit.

En supposant qu'il fût dans le vrai, aurait-il bien fait de faire confirmer dans un acte souscrit par la partie adverse la donation illégale faite au mari survivant? Non certainement. Celui-ci peut-il jouir de cette donation? Non, s'il a eu recours à la fraude pour la conserver. Mais s'il la possède simplement en vertu d'un testament que l'héritière pourrait attaquer, et que cependant elle n'attaque pas, consentant ainsi à ce qu'il possède tranquillement, nous ne l'inquiéterions pas. Et le curé devrait en agir de même.

Ad III. Ce prêtre peut suivre cette pratique, qui est en usage dans certaines circonstances. Il suffit qu'il recommande aux pénitents de réciter le *Confiteor* avant d'aller au confessionnal. Mais quand la foule des pénitents n'est pas si considérable, il faut leur recommander de réciter le *Confiteor* au confessionnal.

Ad IV. Ces petits livres, si bien imprimés, et semés un peu partout, sortent des imprimeries des sociétés bibliques : ce sont des traductions protestantes.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — La fabrique de X... a reçu par legs une somme de 375 fr. dont les intérêts doivent servir à faire célébrer annuellement et à perpétuité un service funèbre pour le repos de l'âme du testateur.

Toutes les formalités ont été accomplies : la préfecture a autorisé; la somme a été versée entre les mains du trésorier de la fabrique. Tout va bien jusques-là. La difficulté est de savoir :

1^o Où il faut placer cet argent pour qu'il ne coure aucun risque ;

2^o Quelles formalités à faire de la part du trésorier ?

R. — Ad I^m. Si, en autorisant l'acceptation, le préfet n'a pas indiqué le mode de placement, la fabrique reste libre d'adopter tel système qui lui paraîtra le meilleur. Maintenant quel est le meilleur ? Voilà le point difficile à déterminer.

A part le placement sur première hypothèque, il n'y en a pas d'*absolument* sûr, pas même l'achat d'une propriété foncière. Ce dernier système, au reste, ne serait pas possible avec un aussi faible capital. Il faut donc se rejeter ou sur la rente française, ou sur les chemins de fer français, ou les départements, ou les communes, toutes choses qui jouissent de droit ou de fait de la perpétuité.

Ad II^m. Quant aux formalités à remplir par le trésorier, elles se réduisent à deux : Se faire autoriser à un placement déterminé par une délibération du conseil de fabrique; puis agir au nom de la fabrique, comme ferait un simple particulier, en ayant soin de ne pas prendre de valeur au porteur, mais bien une valeur nominative.

Q. — 1^o Une association ayant un caractère tout à fait privé, désire former en son sein une caisse d'épargne pour fournir, moyennant une cotisation annuelle, une petite pension à ses membres. Leur petit capital sera placé sur une caisse d'épargne, ou ailleurs, en lieu sûr, du moins autant que possible. Un des membres devra représenter l'association qui, n'étant pas reconnue, doit agir par ses membres. Ce représentant à qui les fonds sont confiés, quelle garantie légale devrait-il offrir aux autres membres, en cas d'accident imprévu, décès, etc. etc. ?

2^o Un membre aurait-il le droit, en cas de dissidence, de réclamer légalement ses annuités versées, surtout s'il possède des comptes-rendus où figurent spécifiés ses versements ?

3^o Quel conseil donneriez-vous pour le placement des fonds de cette caisse ?

4^o Quelles dispositions à prendre par chaque membre pour éviter, après leur décès, des ennuis à l'association, surtout de la part des héritiers qui trouveraient leurs versements notés sur les registres du défunt ?

Nota bene. Voici le fait pour lequel je réclame vos conseils. Il s'agit d'une association de prêtres, tous plus ou moins jeunes (au nombre de 20 à 30) qui, voulant être libres des étrointes de l'avarice, engendrée souvent par la perspective d'un avenir misérable, ont voulu former entre eux une caisse d'épargne. De 25 à 50 ans, ils versent 50 fr. par an, qu'ils font fructifier de la meilleure manière possible, et se promettent, en comptant sur d'autres petites éventualités, une pension de 300 fr. par an, après 50 ans, plus quelques secours en cas de maladie.

Malgré le caractère intime de cette caisse, ils désirent autant que possible s'accrocher à la légalité pour la sauvegarde de leurs fonds.

Prêtez-nous, je vous prie, vos conseils et vos lumières. Nous lisons tous l'*Ami* avec une réelle satisfaction. Pensez quelle surprise pour mes compagnons, lorsque nous lirons dans votre journal la voie à suivre dans cette affaire délicate !

R. — Bien que notre correspondant nous demande le silence sur le fait qui a provoqué sa lettre, nous avons cru ne devoir pas le garder, en raison de l'intérêt général que la question représente. Il y a là, en effet, un horizon ouvert à l'initiative privée et que les malheurs des temps, non moins que les menaces qui planent sur l'avenir matériel du clergé, demandent d'explorer avec soin pour découvrir la solution la plus utile et la moins exposée aux aléas. Nous ne pouvons qu'approuver l'essai dont notre correspondant veut bien nous entretenir. Mais les conditions

légales d'associations de ce genre ne nous sont pas assez familières pour nous permettre de donner une direction qui pourrait manquer d'exactitude au point de vue légal. C'est un notaire intelligent et expérimenté qu'il faut interroger, non seulement sur la nature du contrat naturel qu'on veut former, mais aussi sur les formalités à suivre pour la garantie des intérêts de chacun en particulier, et de tous les associés en général. C'est un notaire seul, ou un agent d'affaires, honnête et prudent, qui peut renseigner, non seulement sur la meilleure forme de l'association, mais encore sur le meilleur et le plus sûr placement des fonds versés par les membres.

D'après une expérience qui a été faite dans plusieurs diocèses, il semblerait que les compagnies d'assurances, nous parlons des sérieuses, bien entendu, offrent le plus de garanties pour le service des pensions de retraites, et elles se plient à toutes les nécessités et à toutes les situations.

Ce que nous pouvons affirmer dès aujourd'hui, c'est que les associations du genre de celle dont il est ici question, n'ont besoin d'aucune autorisation. Elles sont uniquement gouvernées par la volonté des contractants, consignée dans un acte authentique ou un sous-seing privé.

Il se fait un grand mouvement dans le clergé de France dans le sens de la question qui nous a été posée. Presque chaque diocèse possède aujourd'hui, sous des titres divers, des associations ayant pour but de garantir une petite retraite aux prêtres âgés ou infirmes. Mais nous ne croyons pas qu'on en ait suffisamment étudié le mécanisme et le fonctionnement. D'après nous, cela demanderait une étude approfondie spéciale. On laisse trop de côté les grandes compagnies d'assurances, qui seules possèdent la vraie solution. Nous ne pensons pas dépasser les bornes de la réserve que nous impose l'humilité de notre situation vis-à-vis des évêques, en exprimant le vœu de voir Nosseigneurs former un comité d'étude sur une affaire qui, d'un jour à l'autre, peut devenir une question de vie ou de mort.

Q. — L'inspecteur des finances qui a rempli ses fonctions dans nos parages pendant l'été 1886, a exigé, sur le compte de la fabrique pour l'exercice de 1885, le timbre de dimension (2 fr. 40). Or, je lis dans la *Gazette des Fabriques*, premier numéro de 1887, à l'article intitulé : Devoirs des fabriciens pendant l'année : « Le « compte du trésorier n'est point soumis à la formalité « du timbre ; il suffit que sa rédaction soit conforme au « modèle contenu dans l'instruction ministérielle du « 21 novembre 1879 ; et on doit veiller attentivement à « ce que toutes les pièces de comptabilité qui sont sou- « mises à un timbre quelconque, soient dûment revê- « tues de cette formalité. »

Eh bien ! la fabrique inspectée et imposée de ce timbre de 2 fr. 40 sur son compte de 1885 était parfaitement en règle sur tous les points indiqués ci-dessus.

Qui a raison de l'inspecteur ou de la *Gazette* ?

R. — C'est la *Gazette*, du moins sur le point contesté par l'inspecteur. Dans notre tome 2^e (année 1880, p. 213), nous avons énuméré les pièces

qui ne sont pas assujéties au timbre de dimension. Nous y comprenons notamment sous le paragraphe 1^{er} : « Les registres des fabriques, quels qu'ils « soient, registres des délibérations du conseil et « du bureau, sommier des titres, livre-journal du « trésorier, inventaire du mobilier, *minute du* « *compte annuel* de la fabrique, etc. Toutefois, « le double des comptes destiné au trésorier pour « sa garantie et sa décharge personnelle est sou- « mis au timbre et les droits sont à sa charge ; « mais aucune loi n'oblige le trésorier à se munir « de cette pièce, la loi ayant réglé autrement la « forme de sa décharge. »

C'est bien formel. Mais là où la *Gazette* n'est plus aussi exacte, c'est quand elle affirme « que la « rédaction des comptes doit être conforme au « modèle contenu dans l'instruction ministérielle « du 21 novembre 1879. »

Aucune loi n'assujétit les budgets et comptes de fabriques à une forme particulière. Les fabriques restent donc libres d'adopter telle forme qu'il leur plaira. Seulement, en n'adoptant pas le modèle indiqué par la circulaire ministérielle, elles s'exposent, dans le cas où elles auraient des subsides à demander au gouvernement, à voir leur requête jetée au panier sans qu'on ait daigné la lire. Ce détail est bon à savoir.

Q. — D'après la réponse de l'*Ami du Clergé*, insérée dans son n° 2 de la présente année, p. 22 et 23, c'est le trésorier de la fabrique qui doit faire les diligences nécessaires pour la rentrée des sommes dues soit à la fabrique, soit au personnel pour services religieux, et la fabrique est elle-même responsable vis-à-vis de ses employés, auxquels elle garantit un casuel tarifé. — « La fabrique est responsable vis-à-vis de ses subordonnés. »

Si le trésorier a négligé de faire acquitter le montant des services religieux, le curé et les employés peuvent-ils le forcer à leur payer les sommes dues pour ces services ? Comment peuvent-ils le forcer ? Les serviteurs de l'Eglise n'admettent pas toujours l'indigence des familles et souvent, en effet, aujourd'hui surtout, on rencontre de la mauvaise volonté.

R. — Nous maintenons notre doctrine sur le point en litige. Cependant, il ne faudrait pas exagérer la portée de notre affirmation touchant la responsabilité soit du trésorier, soit de la fabrique. La responsabilité réelle du trésorier ne regarde que les dilapidations dont il pourrait se rendre coupable, et, dans ce cas, il est justiciable des tribunaux. Dans la circonstance actuelle, il ne s'agit pas de dilapidations ou d'improbité, mais uniquement de négligence dans l'exercice de ses fonctions. Il ne s'agit donc ici que d'une responsabilité morale, qui le rend passible d'un blâme du conseil ou d'une non-réélection.

La responsabilité de la fabrique serait d'une autre nature, si, dans le contrat qui la lie avec ses employés, elle n'a pas fait ses réserves pour les circonstances de ce genre ; elle doit équitablement une compensation à ses employés pour un travail qu'elle a commandé et qui n'entre pas dans le cercle des travaux prévus.

Le cas échéant, nous croyons qu'un chantre, par exemple, appelé à chanter dans un office funèbre, sans y être obligé par ses fonctions, pourrait revendiquer juridiquement de la fabrique le prix du tarif.

Nous rappellerons, en terminant, que l'indigence ne se présume pas; elle doit être ou de notoriété publique, ou constatée par un certificat du maire, ou par l'inscription de la famille au bureau de bienfaisance.

Q. — On parle souvent des servitudes dont les propriétés voisines des cimetières se trouvent souvent grevées. Je serais bien aise si, dans l'un des prochains numéros de votre docte journal, vous vouliez bien nous indiquer quelles sont ces servitudes. Ceci peut être d'une grande importance pour le choix des terrains où l'on se propose d'établir un nouveau cimetière?

R. — Les propriétés voisines des cimetières se trouvent, en effet, grevées de servitudes qui ont fait l'objet du Décret du 7 mars 1808. Les dispositions de ce Décret et celles du Décret du 23 prairial an XII, relatives aux distances subsistent toujours, malgré l'espèce de contradiction qu'elles semblent présenter, et sont, en droit, évidemment applicables à toutes les communes indistinctement. Mais il convient de n'appliquer en général le décret de 1808 que suivant la distinction qu'établit la circulaire ministérielle du 30 décembre 1843.

L'art. 1^{er} du décret de 1808 qui défend d'élever aucune habitation à moins de 100 mètres des cimetières transférés a entendu désigner par le mot *habitation* tout bâtiment dans lequel se rencontre le fait de la présence habituelle, quoique non permanente de l'homme. Ainsi, la défense dont il s'agit peut s'appliquer à de simples caves ou celliers alors que les opérations qui s'y font exigent la présence habituelle d'ouvriers plus ou moins nombreux. (*Arrêt de la Cour de Cassation du 27 avril 1861.*)

Il résulte d'un avis émis par la section de l'intérieur du conseil d'Etat le 20 juillet 1864 que la disposition de l'art. 1^{er} du décret de 1808 est applicable à un cimetière non transféré, lorsque, d'une part, ce cimetière a été agrandi au moyen de l'acquisition de terrains situés à la distance légale des habitations et que, d'autre part, la position du cimetière qui se trouvait trop rapprochée de celles-ci a été définitivement interdite aux inhumations.

La prohibition de construire dans le voisinage des cimetières à une distance moindre de 100 mètres ne concerne pas les lieux de sépulture qui, contrairement aux prescriptions du décret de l'an XII ont été conservés dans l'intérieur des villes. (*Arrêt de la Cour de Cassation du 17 août 1854.*)

La défense de restaurer ou d'augmenter sans autorisation les bâtiments existants à moins de 100 mètres des cimetières ne s'applique pas à une construction qui, bien que contigüe à une autre précédemment élevée dans ce rayon, est distincte et indépendante de celle-ci. (*Arrêt de la Cour de cassation du 27 avril 1861.*)

La servitude imposée aux propriétaires par le décret de 1808 n'a pas eu pour effet de modifier, à l'égard de l'administration, les obligations qui résultent de l'art. 2 du décret du 23 prairial an XII, d'après lequel les cimetières doivent être placés à la distance d'au moins 35 à 40 mètres des habitations agglomérées. (*Arrêt du conseil d'Etat du 11 mars 1862.*)

Il y a là, en effet, deux ordres d'idées très différents, et l'établissement des cimetières serait souvent impossible s'il fallait appliquer nécessairement les distances fixées par le décret de 1808. D'ailleurs les propriétaires ne sont pas absolument assujettis à respecter ces distances, ils doivent seulement demander l'autorisation de l'administration avant de creuser des puits et de bâtir des habitations, et cette autorisation peut leur être accordée.

Les propriétaires de maisons situées à moins de 100 mètres d'un cimetière, ont réclamé la translation de ce lieu d'inhumation en se fondant sur ce que les dispositions du décret du 7 mars 1808, les mettrait dans l'impossibilité soit de réparer leurs habitations soit d'en construire de nouvelles. Le ministre, consulté sur cette réclamation, a fait la réponse suivante :

« C'est seulement dans le cas où les cimetières se trouvent situés au milieu ou à moins de 35 mètres de la masse des habitations que les communes peuvent être contraintes à les transférer sur d'autres emplacements.

« Or, le cimetière dont il s'agit se trouve à une distance de plus de 50 mètres de l'agglomération. L'autorité supérieure excéderait donc la limite de ses pouvoirs en imposant à la commune, dans l'intérêt de quelques particuliers, l'obligation de le déplacer. Il est à remarquer, d'ailleurs, que le décret du 7 mars 1808 ne prohibe pas d'une manière absolue les constructions ou réparations de maison dans un rayon de 100 mètres des cimetières. Il laisse aux administrations municipales la faculté d'autoriser l'exécution de ces travaux lorsque l'autorisation peut être accordée sans compromettre l'intérêt de la salubrité publique. »

Un propriétaire est-il fondé à réclamer une indemnité pour la dépréciation que peuvent subir ces immeubles à cause des inconvénients du voisinage d'un cimetière et des servitudes imposées par le décret de 1808?

Le principe généralement admis, dit M. Campion, c'est qu'il n'est pas dû d'indemnité pour les servitudes, d'utilité publique qui sont une des conséquences de l'état social où des avantages considérables ne peuvent s'acquérir qu'au prix de certaines charges. Mais il faut peut-être admettre avec les rédacteurs de l'Ecole des communes, une distinction d'après laquelle il ne serait pas dû d'indemnité pour l'établissement des servitudes, mais il ne pourrait être exigé, sinon pour la diminution de valeur résultant de la répugnance que peut inspirer le voisinage d'un cimetière, au moins pour des dommages palpables tels

que ceux qui proviendraient des exhalaisons insalubres. Dans ce cas, comme l'a jugé le conseil d'Etat, par un arrêt du 8 mars 1855, ce serait à l'autorité judiciaire à statuer.

Les habitants d'une commune sont recevables à attaquer pour excès de pouvoir, les arrêtés préfectoraux qui ordonnent ou autorisent l'établissement ou l'agrandissement de cimetières à proximité de leurs propriétés à une distance moindre que celle qui est prescrite par le décret de l'an XII. Mais il ne serait pas admis à invoquer contre la mesure des griefs qui ne toucheraient pas directement leur intérêt personnel, par exemple, à soutenir que le cimetière aurait dû être exposé au nord. Si le décret dispose que les terrains les plus élevés et exposés au nord seront choisis de préférence, il n'impose pas à l'administration une règle absolue et lui laisse la liberté d'apprécier si l'observation en est facile. (*Arrêt du conseil d'Etat du 11 mars 1862.*)

Ils ne seraient pas non plus recevables à se plaindre : 1^o de ce que le cimetière n'aurait pas une étendue suffisante pour que le renouvellement des sépultures eut lieu dans les conditions fixées par l'art. 6 du Décret de l'an XII ; 2^o de ce que la nature du sol ne serait pas propre au service des inhumations. (*Arrêt du conseil d'Etat du 20 mars 1862.*)

Q. — Quelle est la situation des évêques coadjuteurs au point de vue de la loi civile ? Sont-ils présentés, ou nommés par le gouvernement ? Sont-ils rétribués par le trésor public ?

R. — On appelle coadjuteur un évêque adjoint à un autre ou à un archevêque pour l'aider dans l'administration de son diocèse.

Le coadjuteur est toujours évêque, car le but principal de la coadjutorerie est de faire remplir les fonctions épiscopales. On donne alors au coadjuteur un titre d'évêché ou d'archevêché *in partibus*. Il ne doit pas avoir le titre même de l'évêché dont il est coadjuteur car on n'admet pas en même temps deux évêques du même siège.

Le coadjuteur est nommé comme les autres évêques par le chef de l'Etat.

Le Pape donne l'institution canonique, les bulles sont autorisées et publiées comme pour les évêchés.

On distingue deux sortes de coadjuteurs : les uns ne sont nommés que pour un temps seulement et sont évêques suffragants ou auxiliaires, et les autres avec future succession.

Le coadjuteur exerce ses fonctions suivant les pouvoirs donnés par l'évêque titulaire en restant toujours sous sa direction. Ces pouvoirs sont plus ou moins étendus, à moins que le titulaire soit dans l'impuissance absolue de gouverner son diocèse. Le titre de coadjuteur emporte toujours en France l'espérance de la future succession, de manière que celui qui l'a obtenu succède de plein droit, sans avoir besoin d'une institution nouvelle,

au titulaire de l'évêché ou de l'archevêché, après la mort de celui-ci ou de sa démission.

Les coadjuteurs ne reçoivent aucun traitement de l'Etat, mais les frais de leurs bulles sont payés sur les fonds du budget du culte. L'indemnité de 8,000 francs pour frais d'établissement leur est accordée et elle leur est versée en 2 fois, savoir : 1^o 5,000 fr. pour anticipation après l'enregistrement des bulles d'institution, et 2^o 3,000 francs au moment où ils prennent possession de leur siège. (*Décisions ministérielles du 22 janvier 1841, du 26 septembre 1842 et du 19 janvier 1853.*)

Il peut être alloué par l'Etat un traitement à l'évêque auxiliaire. (*Décret du 28 février 1855.*) Ce qui se fait, au reste, en temps normal. Nous doutons fort que les francs-maçons qui nous gouvernent se livrent à cette prodigalité !



COURRIER DE L'UTILE

DE L'USAGE DU SEL

Le sel (chlorure de sodium), que les anciens appelaient une panacée et qu'ils estimaient aussi nécessaire à la vie que le soleil même, est, par ordre de mérite et par l'abondante consommation qu'on en fait, le premier des condiments. On peut aisément se passer de tous les autres, et l'estomac y trouverait même son compte ; supprimer le sel serait porter un grave préjudice à la santé.

Des expériences nombreuses et précises ont constaté que le sel n'est pas seulement un condiment, mais un aliment et qu'il est indispensable en quantité déterminée à l'organisation humaine ; en effet, les cendres du sang contiennent 50 à 60 0/0 de sel.

Le sel est donc un des principes constituants les plus importants de notre économie.

Nos tissus, tous nos produits de sécrétion le contiennent en plus forte proportion que tous les autres sels organiques réunis. Il ressort de là que ce corps ne peut jouer un rôle secondaire.

Sans le sel, la digestion s'effectuerait mal, et quelquefois même pas du tout. Pris en quantité raisonnable, il stimule l'estomac et la bouche. Plus les aliments sont difficilement assimilables, plus le sel est essentiel pour en obtenir la digestion. Les matières végétales veulent, pour être digérées, une plus grande quantité de sel que les matières alimentaires animales. Mais, sans le sel, il serait impossible à l'homme de supporter longtemps une alimentation exclusivement composée de viande.

Des expériences ont établi que le sel mêlé aux aliments en quantité un peu supérieure à celle qu'on emploie ordinairement, détermine un accroissement notable des forces musculaires et peut même contrebalancer les effets d'une alimentation insuffisante. On rapporte que des seigneurs

russes, ayant voulu diminuer la quantité de sel qui entraient dans la ration de leurs serfs, les virent tomber au bout d'un certain temps, dans un état de grand dépérissement.

Les médecins, depuis les temps les plus anciens, ont tiré parti des propriétés du sel, et, de nos jours, on l'a employé avec succès pour faire digérer de grandes quantités de lait dans la phtisie pulmonaire.

Notons bien pourtant que la consommation du sel ne doit pas dépasser la *quantité raisonnable*; car, pris à doses très élevées, le sel arrête la digestion, et par conséquent, au lieu de bien, fait du mal.

FABRICATION DES POULETS, OU ÉCLOSION ARTIFICIELLE DES ŒUFS

Les *Missions catholiques* publient le récit d'un voyage dans la haute Egypte fait par le R. P. Autefage, de la Compagnie de Jésus. Le missionnaire donne de très curieux détails sur Achmim; voici ce qu'il dit notamment de la fabrication des poulets dans cette ville. Le champ est ouvert aux curieux et aux entreprenants :

« L'industrie la plus curieuse d'Achmim est celle de la fabrication des poulets, ou éclosion artificielle des œufs. Du temps du père Sicard, il paraît qu'on ne fabriquait les poulets qu'à Berneh, dans la basse Egypte. Mais aujourd'hui c'est bien différent. On en fabrique un peu partout. Dans la moudirieh de Sohag, à laquelle Achmim appartient, il existe, d'après le dernier recensement, soixante-dix fours à poulets. Un four ordinaire de vingt-cinq à vingt-six mètres de long, sur sept ou huit de large, quand il est bien garni, peut renfermer de 30 à 40 milliers d'œufs.

« Pour les faire éclore, on allume du feu dans un compartiment supérieur; le combustible est celui du pays : la bouse de vache. Ce feu est entretenu une heure le matin et une heure le soir, de façon à ce que la température ne dépasse pas trente-cinq degrés centigrades. C'est ce qu'on appelle le diner des poulets. Les opérateurs, pendant ce temps, tournent et retournent les œufs et ont tellement l'habitude de leur métier, qu'ils n'ont pas besoin de thermomètre pour arriver à la température voulue. Vers le dixième jour, on supprime le feu. Vers le vingtième, le poussin fend la coque avec son bec; et le vingt-unième ou le vingt-deuxième, il s'élance de sa prison.

« On compte que les quatre cinquièmes seulement des œufs apportés au four réussissent. Chacun vient prendre un nombre de poussins égal à la moitié des œufs qu'il a confiés à l'établissement; le reste appartient au directeur. Quant aux œufs qui n'ont pas réussi, ce dernier en recueille le jaune pour nourrir ses propres poulets. Chaque four peut faire environ dix éclosions dans un an, ce qui fournit en moyenne 250,000 poussins au bout de l'année. Si cette quantité est énorme, la qualité laisse fort à désirer; la race galline en

Egypte est chétive et malingre; les poulets sont à peine mangeables et les œufs sont extrêmement petits; le procédé artificiel, dont je viens de parler, est la cause, d'après les connaisseurs, de l'abâtardissement de la race. »

CONSERVATION DE LA BIÈRE

En certaines régions de la France, la bière est la boisson courante et, un peu partout, nombre de ménages l'adoptent comme plus économique.

Les bières fabriquées en mars et avril sont réputées meilleures, et les amateurs s'approvisionnent de quelques fûts dont ils ont le souci d'assurer la conservation.

La bière se garde aisément, assez longtemps, — à la condition de tenir les vaisseaux qui la contiennent dans des caves ou des celliers sains et très frais.

Elle est toutefois mieux préservée de toute altération, si l'on a le soin de verser 1/4 de litre d'esprit de vin dans chaque barrique.

Un autre moyen, — également efficace, — consiste à placer dans la futaille un sachet de racines de benoîte commune (benoîte officinale). — L'introduction de cette racine dans la bière, non seulement améliore son goût, mais l'empêche d'aigrir.

LES NOIX

Les noix sont utilisées sur nos tables comme dessert, et quand elles sont saines, elles ont un goût et une saveur que tout le monde apprécie. Elles ont l'inconvénient de rancir assez vite par suite de l'altération de l'huile qu'elles renferment; aussi les industriels qui en font le commerce, ont-ils l'habitude de les soumettre à l'humidité pour gonfler l'amande, atténuer le mauvais goût et faciliter l'enlèvement de la pellicule qui recouvre l'amande ou périsperme. Mais ce procédé a le fâcheux inconvénient de faire moisir rapidement les noix qui se couvrent de végétaux cryptogames microscopiques.

M. Planchon, qui a fait une étude de ces champignons inférieurs, a rencontré parmi eux une espèce commune très vénéneuse, le *rhizophus nigricans*, qui rend l'usage de ces noix mouillées extrêmement dangereux.

Aussi, d'après les conclusions du rapport de ce savant professeur, le conseil d'hygiène a interdit le mouillage des noix comme contraire à la santé publique.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 20 aprilis 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'APPARITION DE S. MICHEL
ARCHANGE : LA DÉVOTION A S. MICHEL

Michaël unus de principibus primis.
(Dan., x, 13.)

Toujours l'Eglise a professé une grande dévotion pour le glorieux saint Michel; mais depuis quelque temps, vu les dangers de l'heure présente, les esprits et les cœurs se tournent vers ce puissant protecteur, ce chef de la milice céleste, chargé de diriger les combats contre les esprits infernaux. Pour donner satisfaction à la piété chrétienne et aussi pour assurer à l'Eglise des secours dont elle a un besoin si urgent, le Souverain-Pontife Léon XIII a commandé à tous les prêtres d'invoquer saint Michel, après la célébration de la sainte messe, par la belle prière suivante qu'il a enrichie d'indulgences : « Saint Michel archange, défendez-nous dans le combat; contre la malice et les embûches du démon, soyez notre secours. Que Dieu lui commande! nous l'implorons par nos supplication. Et vous, Prince de la céleste milice, par la divine puissance précipitez dans l'enfer Satan et les autres esprits mauvais, qui pour la perte des âmes se répandent de tous côtés dans le monde. Ainsi soit-il. » C'est avec un grand bonheur que je saisis l'occasion d'une de ses fêtes pour vous parler de ce glorieux prince de la cour céleste. Je vous dirai sa grandeur, et les devoirs que nous avons à remplir à son égard.

I

I. Saint Michel occupe donc une des plus belles places dans les Ecritures. Il y a, à son sujet, de splendides merveilles à raconter : *Multa magnalia de Michaelē archangelo* (Liturg.). Dans les circonstances décisives qui doivent avoir des conséquences exceptionnelles, dit saint Grégoire, c'est lui qu'on voit apparaître. Les livres saints nous signalent de lui, en particulier, trois victoires éclatantes.

Il y a d'abord son triomphe sur Lucifer dans le vestibule du Ciel. Avant d'entrer dans la gloire, les anges, comme l'homme, furent soumis à une épreuve : ils devaient, par leur fidèle correspondance à la grâce, mériter la gloire éternelle. Lucifer, le plus beau des esprits célestes, dont Ezéchiel nous dépeint en termes pompeux les sublimes excellences (Ezech., xxviii), enivré, ébloui de sa propre grandeur, soit qu'il péchât par orgueil, soit qu'il refusât d'adorer par avance le Verbe incarné, leva l'étendard de la révolte. « Je serai semblable au Très-Haut, s'écria-t-il! J'irai m'asseoir sur le trône de Dieu même! » Ce cri séditieux retentit parmi les légions angéliques; nombreux furent les traîtres, les victimes du mauvais exemple. Mais aussitôt saint Michel se dressa en face du révolté. Qui est comme Dieu? s'écria-t-il; et cette parole rallia l'immense majorité des anges. Un

silence poignant et solennel régna dans le ciel, mais bientôt l'armée des révoltés fut chassée du ciel par l'armée fidèle commandée par saint Michel. Les mauvais anges furent précipités dans les enfers pour leur éternel malheur; les anges fidèles furent introduits dans les délices du paradis. Le cri de saint Michel, dit l'Eglise, avait fait la victoire du bien sur le mal : *Factum est silentium in cælo, dum draco committeret bellum : et Michael pugnavit cum eo et fecit victoriam.* (Liturg. cath.)

La seconde victoire que saint Michel remporta sur le démon eut lieu à l'occasion de Moïse, l'illustre libérateur d'Israël. Le cruel et artificieux dragon, sous prétexte de rendre hommage aux dépouilles mortelles du grand serviteur de Dieu, voulait porter les israélites à l'idolâtrie; mais saint Michel l'en empêcha, en lui commandant de la part de Dieu de se désister de son entreprise, et en cachant ce corps, objet du litige, dans un lieu inconnu aux hommes. « Lorsque saint Michel, dit saint Jude, entra en contestation avec le démon touchant le corps de Moïse, il n'osa pas le condamner avec des paroles de malédiction; mais il se contenta de lui dire : Que le Seigneur te condamne! » (Jud., v. 9.)

Un dernier et solennel triomphe attend le glorieux prince des anges : il doit, à la fin des temps, écraser la puissance de l'antechrist, le frapper d'une irrémédiable défaite, et mettre à mort le grand ennemi du Sauveur. (Apoc., xiii.) C'est l'Esprit-Saint qui nous l'annonce dans le Nouveau-Testament. « L'antechrist, dit saint Paul, doit venir accompagné du cortège des puissances de Satan, avec toutes sortes de signes trompeurs et de faux miracles. Le Seigneur Jésus le détruira par le souffle de sa bouche, et le perdra par l'éclat de sa présence » (II Thess., ii, 8, 9.); c'est-à-dire, selon l'expression de saint Thomas, par le ministère de saint Michel, qui est l'esprit de Jésus, et le grand défenseur de son honneur. A ce moment critique, saint Michel animera le courage et la constance des chrétiens; il les excitera à s'opposer comme un mur, avec Henoch et Elie, aux efforts du « fils de la perdition, » et il ruinera tous les efforts de Lucifer et de ses suppôts.

II. S'appuyant sur la révélation divine, la Synagogue a toujours regardé pour son patron, son défenseur et son ange tutélaire, ce prince de la milice céleste. *In tempore illo consurget Michael princeps magnus qui stat pro filiis populi tui* (Dan. xii). Elle a reconnu son intervention dans tous les secours extraordinaires qu'elle a reçus du ciel, à toutes les heures difficiles de son histoire. C'est lui qui a constamment dirigé les efforts des esprits célestes pour la défense du peuple d'Israël; c'est lui qui a pris soin d'Adam chassé du Paradis terrestre; c'est lui qui a retenu le bras d'Abraham sur le point de frapper son fils Isaac; c'est lui qui apparut à Moïse dans le buisson ardent, qui força Balaam de bénir le camp d'Israël, qui promulgua, au nom de Dieu, la loi

sur le mont Sinaï, qui rendit Josué victorieux de ses ennemis, et apparut à Gédéon et le conseilla pour le triomphe; c'est lui qui extermina l'armée de Sennachérib, préserva des ardeurs du feu les trois jeunes gens dans la fournaise, et protégea Daniel dans la fosse aux lions; c'est lui qui présidait aux merveilles de la piscine probatique¹.

Or ce grand zéléateur de la gloire de Dieu et du salut des âmes n'est pas moins dévoué au peuple chrétien qu'au peuple d'Israël². L'Eglise militante le reconnaît pour son patron de prédilection. C'est lui qui envoie à chaque fils d'Adam un esprit protecteur, l'ange gardien. C'est lui qui entre tous les anges préside, comme dit saint Jérôme (in cap. viii, Daniel) par une députation spéciale, aux prières des fidèles, et a le pouvoir de les faire agréer de la divine majesté. C'est lui que vit saint Jean devant l'autel du paradis, ayant un encensoir d'or, et recevant une grande quantité de parfums qui sont les prières des saints : et la fumée de ces parfums s'élevant de la main de l'ange, monta vers Dieu comme un nuage d'encens d'agréable odeur. C'est lui qui dirige les combats des chrétiens contre les ennemis de Dieu et de leur salut. C'est lui qui les aide à la mort et leur obtient une heureuse fin. C'est lui qui assiste à leur jugement et les présente devant Dieu, selon les paroles de l'Eglise dans son office : *Archangele Michaël, constitui te principem super omnes animas suscipiendas*. C'est pour cette raison que saint François d'Assise avait pour lui une dévotion extraordinaire, à cause du soin qu'il a de conduire les âmes au ciel : *Cui tradidit Deus animas sanctorum, ut perducatur eas in paradysum exultationis*. Aussi l'Eglise recourt-elle à lui fréquemment avec une grande confiance, et dans ses prières les plus augustes. Elle l'invoque à la messe, dans le bréviaire, dans les prières ordinaires des fidèles par le *Confiteor*, où elle le nomme immédiatement après la T.-S. Vierge : « Je confesse à Dieu tout-puissant, à la Bienheureuse Marie toujours vierge, à saint Michel archange... » Elle l'invoque au sacrifice solennel, quand le prêtre bénissant l'encens dit ces belles paroles : « Que par l'intercession du Bienheureux saint Michel archange qui se tient à la droite de l'autel des parfums, et par les prières de tous les élus, le Seigneur daigne bénir cet encens et le recevoir en odeur de suavité ! » Elle l'invoque pour les trépassés à la messe des morts, en disant : « Que le céleste porte-étendard, saint Michel, les introduise dans la sainte lumière ! » Elle l'invoque dans les touchantes prières des agonisants pour les fidèles qui vont paraître devant Dieu : *Suscipiat eum sanctus Michaël archangelus Dei qui militie cœlestis meruit principatum*. Enfin beaucoup pensent qu'il est question de lui, au Canon de la messe, dans ces paroles : « O Dieu tout-puissant,

nous vous le demandons de tout notre cœur, ordonnez que ces dons divins soient portés par les mains de *votre saint ange*, sur votre autel du ciel ! » Et un grand nombre pensent, qu'entre ses multiples attributions, il a l'honneur d'être l'ange gardien de la sainte Eucharistie !... Qu'elle est grande la dignité, qu'ils sont grands les pouvoirs de S. Michel, aussi est-il juste que nous lui rendions tous les devoirs de notre dévotion. Mais quels sont ces devoirs ? Je vais les expliquer dans ma seconde partie.

II

I. D'abord nous devons tenir S. Michel archange en très haute estime et être pénétrés à son égard du plus profond respect. Certainement il est l'un des premiers du paradis : *Ecce Michaël, unus de principibus primis* (Dan., x, 13); comme Raphaël, il est l'un des sept esprits qui sont toujours en présence de Dieu (Tobie, xii, 15). Et même, il en est un grand nombre qui, vu les titres de *prince de la milice céleste*, de *chef du paradis*, que lui donne l'Eglise³, vu ses victoires signalées contre Lucifer, vu sa qualité de patron de l'Eglise juive et de l'Eglise chrétienne, le regardent comme le premier des anges, et tiennent qu'après la sainte Vierge et saint Joseph, il n'y a rien de si grand dans le ciel. C'est en particulier l'opinion de S. Basile qui lui adresse cette confiante prière : « O vous qui êtes le chef des esprits célestes, vous qui l'emportez en honneur et en dignité sur tous les anges, je me recommande à votre intercession. » C'est aussi le sentiment du savant Bellarmin. En sorte que S. Michel est appelé archange, non parce qu'il serait du chœur des archanges, mais parce qu'il est le premier de tous les anges, le plus éminent des séraphins. Il mérite donc que nous l'honorions d'un honneur tout spécial².

II. Mais ce n'est pas assez de l'estimer, il faut avoir confiance en lui. Autant il est grand, autant il est bon et dévoué à nos intérêts, autant il est disposé à nous protéger, à nous défendre, à nous combler de biens. Il est le premier ministre de la divine Providence, le chef suprême des armées célestes et le protecteur des fidèles. Sous son commandement tous les anges travaillent au salut des âmes, remplissant selon leur ordre et leur hiérarchie la mission que Dieu leur a confiée. Invoquons-le donc avec d'autant plus de confiance que son crédit est plus étendu. Disons-lui avec l'Eglise : « Archange saint Michel, venez au secours du peuple de Dieu ; prince très glorieux, ayez souveraineté de nous : partout et toujours priez pour nous le Fils de Dieu ! » Prions-le pour nous, prions-le pour l'Eglise, prions-le pour la France !

En effet, S. Michel, ne l'oublions pas, est l'ange protecteur de la France. Cette croyance est fondée sur plusieurs apparitions très célèbres. La plus ancienne est celle qui arriva du temps de Childé-

¹ Cornelius a lapide, in *Danielem*, c. xii.

² *Eum ut olim synagoga Judæorum sic nunc custodem et patronum Dei veneratur Ecclesia* (Lit. cath.).

³ *Princeps militie cœlestis.., præpositus paradisi* (Ex lit. cath.).

⁴ Cornelius a Lapide, in *Daniælem*, c. x.

ric II, lorsque S. Michel apparut à Aubert, évêque d'Avranches, et lui commanda de bâtir une église en son honneur sur un rocher de son diocèse, appelé la terreur de l'océan. Depuis ce temps, les rois de France l'ont toujours honoré d'un culte particulier, se plaisant à lui donner le titre de prince de la nation française, *princeps imperii gallici*. Charlemagne ordonna qu'on en fit la fête dans tous ses états. Charles VI fit mettre son image au sommet de l'église de Notre-Dame-des-Champs. Charles VII fit porter en triomphe son étendard, lorsqu'il entra dans Rouen, lui attribuant, après Dieu, toute la gloire de ses victoires. Et Louis XI établit en son honneur des chevaliers de S. Michel, et ordonna que les assemblées de l'Ordre se tiendraient dans l'église du Mont-Saint-Michel, qui, par une faveur spéciale du ciel, n'a jamais été soumis au pouvoir des ennemis de la France. La plus récente apparition est une aussi des plus mémorables. Ce fut lorsque les Anglais croyant emporter la ville d'Orléans par un assaut général, furent visiblement repoussés par ce prince de la milice du ciel qui parut sur le pont de la ville, et les mit en déroute. Cette victoire rétablit les affaires du roi Charles VII, qui fit peindre sur ses drapeaux l'image de son cher protecteur avec les deux devises prises de l'Ecriture : « Michel, un des premiers princes, vint à mon secours (Dan., x, 13). — Personne ne m'a aidé en toutes ces choses, sinon Michel votre prince » (Dan., x, 21). Et depuis, le culte de ce glorieux archange n'a fait que grandir. Que d'églises bâties en son honneur ! Que de louanges n'ont cessé de retentir à sa gloire ! Quelles prières efficaces répandues dans ses sanctuaires ! Que de grâces par son intercession. O saint Michel, continuez aux Français votre bienveillante protection. Eloignez d'eux l'impiété et l'esprit de dissension. Faites qu'à votre exemple ils combattent vaillamment et toujours les combats du Seigneur.

III. Notre troisième devoir en effet à l'égard de S. Michel c'est l'imitation de ses vertus. Dans le cri de S. Michel : Qui est comme Dieu, *Quis ut Deus?* Quelles magnifiques leçons ! 1^o C'est d'abord l'amour de complaisance, de préférence, de ravissement et d'enthousiasme. Qui est comme Dieu ? Il l'a vu, il l'a compris, il en a été ravi ! C'est l'adoration, c'est l'extase, c'est l'adhésion transcendante, la prédilection fixée à jamais dans son unique objet. Il se perd en Dieu tout entier. La gloire, l'honneur, le trait essentiel, unique et incommunicable de Dieu c'est d'être sans pair, sans égal. *Quis ut Deus?* S. Michel le sait, le proclame : Qui est comme Dieu ? — 2^o C'est ensuite l'amour de bienveillance, dévoué, généreux, vaillant, qui veut le bien de Dieu, sa gloire, son honneur par dessus tout ; qui se donne à le procurer à tout prix ; qui ne peut souffrir qu'on le lui ôte, ni même qu'on le diminue. Amour, zèle ardent et de réparation devant les droits niés, la majesté outragée, l'autorité méconnue, l'amour incompris, C'est parce que Lucifer ose tous ces attentats et

commet tous ces blasphèmes contre Dieu, que Michel, enflammé pour sa gloire, se lève et résiste, se jette dans la mêlée et combat, sans égard au nombre des rebelles ni à la force de leur chef. Il ne peut souffrir un amoindrissement de Dieu : c'est un vengeur, *Quis ut Deus?* — 3^o C'est enfin une humilité profonde, parfaite, professée hautement vis-à-vis de Dieu et à la face des anges. Tout ce qu'il a reçu, il déclare en fait qu'il n'a pas le droit d'en disposer en maître, que tout est pour le service de Dieu qui le lui a donné. Et il le lui livre, en le faisant remonter jusqu'à lui par l'adoration, la louange, l'obéissance et le dévouement. Aussi l'Eglise le nomme « le Prince de l'humilité, » *Contra ducem superbiæ sequamur hunc nos principem*. Lui, rien ! Dieu, tout ! C'est l'humilité parfaite ¹.

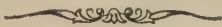
Non moins zélé pour le salut des âmes, qui sous un rapport est l'intérêt même de la gloire de Dieu, S. Michel nous donne un admirable exemple de charité fraternelle. Il travaille et fait travailler sans cesse pour notre sanctification. Il fait que les Anges nous apprennent à vivre pieusement, que les archanges nous instruisent des plus secrets mystères de la foi, que les Vertus opèrent des miracles pour l'édification des peuples, lorsqu'il est expédient. Il excite les Puissances à s'opposer aux efforts des démons, et à nous fortifier dans nos combats spirituels ; les Principautés à conduire les chefs des nations, et à maintenir la religion et le service de Dieu dans les divers Etats ; les Dominations, à éloigner et à détruire tout ce qui peut mettre obstacle à l'exercice du domaine de Dieu sur nous. Enfin, il porte les Trônes à nous établir dans la paix et dans l'amour de la justice, afin que Dieu demeure en nous et habite dans nos cœurs ; les Chérubins à nous inonder de lumières surnaturelles et les Séraphins à nous embraser des vives flammes de la charité.

IV. Mais pour être fructueux, le vrai zèle doit être orné de douceur. Qu'elle est admirable la douceur de S. Michel ! Lucifer, l'ennemi acharné de la gloire de Dieu et de l'homme son image, veut pousser les Israélites à l'idolâtrie en leur faisant adorer le corps de Moïse : quelle entreprise odieuse, quelle intention perverse ! Michel accourt plein de zèle, mais aussi plein de douceur ; il ne maudit point, il se contente de dire : Que Dieu te condamne ! et joignant l'action à la bonne volonté et à la parole, il enlève le corps du serviteur de Dieu et le cache aux regards des Juifs.

Chrétiens, avez-vous ce zèle pour la gloire de Dieu ? Êtes-vous ennemis de l'orgueil ? Tenez-vous sous les pieds l'esprit de vanité et d'ambition ? Avez-vous de vifs sentiments de la grandeur de Dieu ! Êtes-vous pénétrés d'un grand dévouement pour le salut du prochain ? Que faites-vous, sous ce rapport, par vos exemples, par vos paroles, par vos œuvres, par vos prières ? Dominez-vous vos

¹ Tesnière, *Le Très-Saint Sacrement*, n° 244, revue très pieuse et très docte, chez Palmé, 8 francs.

passions? Les maintenez-vous, surtout la colère, dans les bornes d'une sage modération? Qui que nous soyons, nous avons sur tous ces points des reproches à nous faire. Invoquons donc avec ferveur le glorieux S. Michel pour qu'il nous rende imitateurs de ses vertus. Ayons pour lui, à l'exemple de nos pères, une ardente dévotion. Puissant protecteur, nous vous en conjurons avec l'Eglise, ne nous oubliez pas. *Esto memor nostri?* Réprimez les ennemis de nos âmes, les ennemis de la France, les ennemis de l'Eglise! Par votre intervention décisive, faites la victoire en notre faveur, et demandez que tous nous allions dans le ciel, partager votre bonheur et votre gloire!



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites.

Par un décret de la S. C. des Rites, le Souverain Pontife a confirmé le culte des Bienheureux Martyrs, le cardinal Fisher, Thomas Morus et leurs compagnons, en tout cinquante-quatre, massacrés en haine de la foi sous les règnes d'Henri VIII et d'Elisabeth d'Angleterre, de l'an 1535 à 1583.

C'est là une page glorieuse pour l'Eglise d'Angleterre. Les saints Martyrs, authentiquement reconnus et plus solennellement honorés intercèderont pour leurs compatriotes et obtiendront que les progrès de l'Eglise en Angleterre s'accroissent de plus en plus.

Decretum Westmonasterien, confirmationis cultus beatorum martyrum Joannis Cardinalis Fisher, Thomæ More et Sociorum in odium fidei ab anno 1535 ad 1583 in Anglia interemptorum.

Anglia Sanctorum insula ac Deiparæ Virginis dos olim appellata, quemadmodum a primis usque Ecclesiæ sæculis plurimorum Martyrum Passionibus illustrata fuerat, ita etiam cum diro chismate a Romanæ Sedis obedientia et communione sæculo XVI avulsa est, eorum testimonio non caruit, qui pro hujus Sedis dignitate et orthodoxæ Fidei veritate vitas suas cum sanguine ponere non dubitarunt (Gregorius XIII Constit. Quoniam divinæ bonitati kalendi Maii 1579). Huic præclarissimæ catervæ nihil penitus deest quod eam tum compleat, tum ornet : non purpuræ romanæ majestas, non venerabilis Episcoporum honor, non Cleri utriusque fortitudo, non sexus infirmioris inexpugnabilis firmitas. Hos inter eminet Joannes Fisher Episcopus Roffensis, et S. R. E. Cardinalis, quem in suis Litteris Paulus III appellat sanctitate conspicuum, doctrinâ celebrem, ætate venerabilem, illius regni ac totius ubique Cleri decus et ornamentum. A quo sejungi nequit vir sæcularis Thomas More Angliæ Cancellarius, quem idem Pontifex meritis extollit laudibus, utpote doctrina litterarum sacrarum excellentem, et veritatem adserere ausum. Idcirco præclarissimi queque rerum ecclesiasticarum scriptores unanimi censent calculo eos omnes pro tuenda,

restituenda, et conservanda Catholica Fide sanguinem fudisse. Quin etiam Gregorius XIII plura in eorum honorem indulsit, quæ ad publicum ecclesiasticumque cultum pertinent : atque illud præcipuum, ut potestatem fecerit horum lipsana in consecrandis altaribus adhibendi, quando illa veterum Sanctorum Martyrum non suppeterent. Præterea postquam in Templo S. Stephani ad Cælum montem Christi Martyrum Passiones per Nicolaum Circinianum udo tectorio pingi fecisset ; permisit etiam, ut in Templo Sacatissimæ Trinitatis Anglorum de Urbe, ab eodem auctore, eademque ratione Anglicanæ Ecclesiæ Martyres antiqui recentiorisque ævi pariter exhiberentur, quos inter illi etiam qui ab anno 1535 ad 1583 sub Henrico Rege et Elisabetha pro Catholica Fide ac Romani Pontificis Primatu mortem obierant. Quæ martyriorum repræsentationes eo in Templo depictæ, videntibus ac probantibus Romanis Pontificibus Gregorii Successoribus ad duo sæcula permanserunt, donec nefariorum hominum injuria sub finem elapsi sæculi perierunt. Mansere tamen illarum ectypa, quæ anno 1584 Romæ cum privilegio ejusdem Gregorii XIII ære cusa fuerant, hoc apposito titulo : Sanctorum Martyrum, qui pro Christo, Catholicæque Fidei veritate adserenda antiquo recentiorique persecutionum tempore mortem in Anglia subierunt, Passiones. Ex quo monumento, sive ob subjectum elogium, sive ob alia indubia indicia plures ejusmodi Martyres suo nomine comperti sunt nempe quinquaginta quatuor. Sunt autem.

Passi sub Henrico Rege : Joannes Fisher, Episcopus Roffensis, S. R. E. Cardinalis - Thomas More, Angliæ Cancellarius - Margarita Pole, Comitissa Salisburiensis, Cardinalis Poli Mater - Ricardus Reynoldus, Ordinis S. Birgittæ - Joannes Haile, Sacerdos : Octodecim Carthusiani, nimirum : Joannes Houghton - Augustinus Webster - Robertus Laurence - Gulielmus Exmew - Humphredus Middlemore - Sebastianus Newdigate - Joannes Rochester - Jacobus Walworth - Gulielmus Greenwood - Joannes Davy - Robertus Salt - Gualterus Pierson - Thomas Green - Thomas Scryven - Thomas Redyng - Thomas Johnson - Ricardus Bere et Gulielmus Horne - Joannes Forest, Sacerdos Ordinis, S. Francisci - Joannes Stone, Ordinis S. Augustini : Quatuor Sacerdotes Sæculares, Thomas Abel - Eduardus Powel - Ricardus Fetherston - Joannes Larke, et Germanus Gardiner, laicus :

Sub Elisabetha vero, Sacerdotes Cuthbertus Mayne - Joannes Nelson - Everardus Hanse - Rodolphus Sherwin - Joannes Payne - Thomas Ford - Joannes Shert - Robertus Johnson - Gulielmus Fylby - Lucas Kirby - Laurentius Richardson - Gulielmus Lacy - Ricardus Kirkman - Jacobus Hudson seu Tompson - Gulielmus Hart - Ricardus Thirkeld - Thomas Woodhouse et Plumtree. Item tres Sacerdotes e Societate Jesu, Edmundus Campion - Alexander Briant, et Thomas Cottam. Denique Joannes Storey, Juris utriusque

Doctor - Joannes Felton, et Thomas Sherwood, laici.

Horum tamen Martyrum causa ad hæc usque tempora nunquam agitari cœperat. Olim quidem anno 1860, cl. me. Cardinalis Nicolaus Wiseman Archiepiscopus Westmonasteriensis, alique Angliæ Episcopi sa. me. Pio IX Pontifici Maximo preces obtulerant, ut per totam Angliam Festum institueretur in honorem omnium. Sanctorum Martyrum, nempe illorum etiam, qui licet nondum vindicati, recentioribus temporibus pro Catholica religione tuenda, et præsertim pro auctoritate Sedis Apostolicæ adserenda, per nefariorum hominum manus occubuerunt, et ad sanguinem usque restiterunt. Verumtamen cum, juxta vigentem Sacrorum Rituum Congregationis praxim, festum nonnisi de illis Dei Famulis institui possit, quibus ecclesiasticus cultus a Sede Apostolica jam delatus, et rite recognitus fuerit; preces illæ nulum effectum sortitæ sunt. Quapropter postremis hisce annis novæ preces per Eminentissimum ac Revmum Dominum Cardinalem Henricum Manning, hodiernum Archiepiscopum Westmonasteriensem, et alios Angliæ Episcopos ac Sanctissimum Dominum Nostrum Leonem XIII Pontificem Maximum delatæ sunt, una cum Ordinario Processu in Anglia confecto, aliisque authenticis documentis, in quibus tum probationes martyrii pro iis qui ab anno 1535 ad 1583 passi sunt, tum etiam prædicta indulta Romanorum Pontificum pro prioribus illis, nuper memoratis, continentur.

Placuit Sanctissimo Domino Nostro totius negotii cognitionem peculiari Cœtui aliquot S. R. E. Cardinalium, et Officialium Sacrorum Rituum Congregationis committere; prævia Exegesi per R. P. D. Augustinum Caprara S. Fidei promotorem conficienda. Qua in particulari Congregatione die 4 Decembris labentis anni ad Vaticanum coadunata, infrascriptus Cardinalis Dominicus Bartolini eidem Sacræ Congregationi Præfectus, et Causæ relator, sequens proposuit dubium : « An, propter peculiaria Romanorum Pontificum indulta, relate ad antiquiores Angliæ Martyres, qui ab anno 1535 ad 1583, pro fide catholica, et pro Romani Pontificis in Ecclesia Primatu mortem obierunt, et quorum Passiones, auctoritate Gregorii XIII Pont. Max., in Templo SSmæ Trinitatis Anglorum de Urbe olim depictæ, et Romæ anno 1584, cum privilegio ejusdem Pontificis, ære cusæ sunt, constet de indulto publico ecclesiastico cultu, sive de casu excepto a decretis sa. me. Urbani VIII, in casu et ad effectum, de quo agitur? » Eminentissimi porro ac Revmi Patres, et Prælati Officiales, audito scripto et voce præfato S. Fidei Promotore, reque mature discussa, quoad recensitos quinquagintaquatuor Martyres, respondendum censuerunt : « *Affirmative, seu constare de casu excepto.* »

Super quibus omnibus facta Sanctissimo Domino Nostro Leoni Papæ XIII per me subscriptum Secretarium fidei relatione; idem Sanctissimus Dominus Noster sententiam Sacræ Congre-

gationis particularis approbare dignatus est. Die 9 Decembris 1886.

Præsens autem Decretum expeditum fuit hac die 29 Decembris, sacra Thomæ Episcopo Cantuariensi Martyri, cujus fidem et constantiam hi Beati Martyres, tam strenue imitati sunt.

D. Card. BARTOLINIUS S. R. C. Præf.

L. † S.

LAURENTIUS SALVATI S. R. C. Secret.



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1° Quand'on doit dire une messe en l'honneur d'un saint un autre jour que le jour de sa fête, peut-on faire commémoration de ce saint à la messe d'un autre saint, si c'est un jour de rite double et au-dessus ?

2° Lorsqu'un prêtre est invité à assister à un enterrement ou à un service funèbre auquel est attachée une rétribution pour l'assistance, est-il tenu, pendant cette cérémonie, de prier pour le défunt, pour avoir droit de recevoir l'honoraire ; et peut-il, en conscience, percevoir cet honoraire s'il ne fait qu'assister de corps à cette cérémonie, sans prier pour le défunt ? Donner les preuves.

3° Le jour de l'Adoration perpétuelle, quelles vêpres convient-il de chanter ? Les vêpres de la fête du jour, ou les vêpres votives du T.-S. Sacrement ?

4° Que penser de l'habitude de donner à un malade une hostie non consacrée pour voir s'il peut l'avaler, et s'il peut communier ? Et de la communion blanche, qui consiste à donner des hosties non consacrées aux enfants que l'on prépare à la première communion, pour leur apprendre à communier ?

5° Est-il convenable de donner aux fidèles des hosties coupées, incomplètes et non rondes ?

6° Depuis quelle époque le mariage civil, ou plutôt les formalités civiles pour les mariages sont-elles prescrites ? La jeune épouse, au sortir de la mairie, peut-elle être appelée dame, avant d'avoir reçu la bénédiction nuptiale à l'église ?

7° D'où vient que dans la prière *Ego volo celebrare missam*, quelques éditions ajoutent ces deux mots : et *patientis* après *curiæ militantis* ? Sont-ils dans la formule indulgenciée ? Si non, peut-on les ajouter ? Et en les ajoutant, cette modification de la formule peut-elle faire perdre les indulgences ?

R. — Ad I. Les rubriques ne permettent pas de faire cette commémoration les jours de rite double et au-dessus.

Ad II. Il ne suffit pas que ce prêtre assiste seulement de corps à un enterrement ou à un office funèbre pour avoir droit à la rétribution.

S'agit-il de l'office des morts ? ce prêtre est obligé de chanter ou de psalmodier.

S'agit-il de la messe, on peut tolérer que le prêtre dise son Bréviaire ; pourvu d'ailleurs qu'il y ait des personnes qui exécutent le chant et que le prêtre ait quelque raison de ne pas différer la récitation de son Bréviaire.

Vous nous demandez des preuves. Elles se trouvent dans deux décrets, l'un du 9 mai 1857 (n. 5236) pour le diocèse de Périgueux, l'autre du 11 mars 1871 (n. 5478), sur la demande de Mgr Fouquier, évêque de Mende. Nous reproduisons seu-

lément le second décret parce qu'il est plus complet dans la demande et dans la réponse.

Le Révérendissime prélat exposait que, dans son diocèse, des prêtres assistant à la messe des défunts, et rétribués à cette fin, avaient coutume de ne pas prendre part au chant, et de dire leur bréviaire, pensant qu'ils avaient quelque raison personnelle de ne pas différer cette récitation. Il demandait donc que cette pratique pût être continuée à l'avenir :

« Rmus D. J. A. M. Foulquier Episcopus Mimatensis S. R. Congregationi exposuit in sua diocesi usum invaluisse presbyteros in Officio defunctorum missæ assistentes, etsi gaudeant statuta mercede, tamen non semper cantui participare. Proprium enim Officium privatim interdum recitare solent, cum nempe cantui sese adjungere necesse eis non videtur, et petant se habere personalem aliquam rationem Officium suum canonicum non differendi.

« Quum autem ab ac praxi recedere difficillimum sit, saltem in pluribus circumstantiis, supradictus Rmus Orator postulavit ut praxis ipsa continuari in posterum possit. »

La S. Congrégation fit la distinction que nous avons rappelée plus haut entre la messe et l'office des défunts. A la messe, on peut tolérer cette pratique, si d'ailleurs il y a des chantes. A l'office, on doit chanter :

« Sacra porro Rituum Congregatio, referente subscripto Secretario, re mature perpensa, rescribere rata est : si agatur tantum de missa, exposita praxis tolerari potest, dummodo tamen adsint cantores ad hoc specialiter deputati. Minime vero si agatur de Officio defunctorum, quod persolvendum est ab iis qui mercedem accipiunt pro hac recitatione, juxta decretum in Petrocoricem. Die 9 maii 1857 (11 mars 1871.) »

Ad III. Au jour de l'adoration perpétuelle, on est libre de chanter les vêpres que l'on veut. On pourrait même n'en pas chanter, puisque l'Eglise n'en prescrit pas. Mais comme l'usage des vêpres est très ancien dans notre France, et généralement répandu, il importe de le conserver.

Mais quelles vêpres choisir ? Aucunes ne sont commandées. On peut très convenablement chanter celles du Très-Saint Sacrement ; c'est d'ailleurs ce qui se pratique plus communément.

Ad IV. Dans le cas où l'on doute si le malade peut avaler la sainte hostie, il est permis de faire l'essai avec une hostie non consacrée, c'est l'opinion de Busembaum, de S. Alphonse et d'autres théologiens.

Mais doit-on le faire *habituellement*, comme vous le demandez ? Non, parce que cela serait inutile. Du reste les théologiens et liturgistes qui autorisent ou recommandent cette pratique, supposent toujours quelque motif, par exemple la toux, le vomissement, l'éternuement, le délire, etc. Et dans ce cas il faut avoir soin d'avertir le malade, afin qu'il sache bien que ce n'est pas le Sacrement qu'il reçoit.

Quant à la *communio blanche* donnée aux enfants avant la première communion, les opinions sont partagées aussi bien que les pratiques ; et comme le Saint-Siège n'a rien décidé, nous ne pouvons ni approuver, ni condamner.

Ad V. Régulièrement, toutes les hosties doivent être rondes, conformément aux deux vers bien connus :

Candida, triticea, ac tenuis, non magna, rotunda.
Expers fermenti, non falsa, sit hostia Christi.

Mais il peut arriver que le nombre des petites hosties soit insuffisant. Dans le cas de nécessité, on peut en rompre pour communier les fidèles. Cette solution, qui était douteuse autrefois, est certaine aujourd'hui. En 1833, le vice-chancelier de l'évêché de Vérone demanda si l'on pouvait suivre la règle du Rituel de Paris, par laquelle on permettait de diviser quelques hosties en plusieurs parcelles, lorsque le nombre des hosties était insuffisant pour la communion des fidèles.

« Si quando communio danda est, inventus non fuerit sufficiens numerus hostiarum, poterunt aliquæ hostiæ dividi in plures particulas, quæ singulis distribuuntur...? »

La S. Congrégation des Rites répondit qu'il fallait conserver la coutume de diviser les saintes hosties, s'il y avait nécessité.

« Servetur consuetudo dividendi consecratas particulas, si adsit necessitas » (16 mars 1833, n. 4707, 1).

Ad VI. Les formalités actuelles du mariage civil en France datent du Code civil.

La défense faite aux ecclésiastiques de célébrer le mariage religieux, qui est le seul vrai mariage, avant l'accomplissement des formalités du mariage civil, date des articles organiques.

Le mariage civil n'étant pas le vrai mariage, la future épouse n'est pas plus dame qu'auparavant. Elle n'aurait pas même titre de fiancée en vertu du seul mariage civil.

Comme c'est l'usage qui règle la valeur et le sens des appellations honorifiques, rien ne s'opposerait à ce qu'on dit madame à une demoiselle qui va se marier le jour même, ou le lendemain, ou dans quelques jours, si tel était l'usage.

Mais si, par le titre « Madame » on entend signifier que la personne est devenue épouse et déjà conjointe par le mariage, nul chrétien ne doit se servir de cette qualification envers une personne qui n'est point encore mariée devant le prêtre.

Notre respectable correspondant nous permettra de relever dans sa question une manière de dire qui tend de plus en plus à passer dans les habitudes, mais à laquelle nous devons faire nous-mêmes et faire faire toute l'opposition possible pour qu'elle n'accrédite pas davantage un préjugé beaucoup trop commun. Pour désigner le mariage religieux, qui est le seul mariage, on emploie les expressions « bénédiction nuptiale », « recevoir la bénédiction nuptiale » : comme si l'Eglise ne faisait que bénir un mariage contracté en dehors d'elle. C'est là un très pernicieux abus. A la vérité

l'Eglise bénit le mariage de ses enfants et, en ce sens, il y a *bénédictio nuptiale* et les époux *reçoivent* la bénédiction nuptiale. Mais avant de bénir le mariage, l'Eglise le fait, et elle le fait seule, par le ministère des époux et l'assistance du prêtre assisté des témoins requis. Voilà ce qu'il ne faut pas laisser oublier aux fidèles.

Ad VII. Ces mots n'existent pas dans la *Raccola*, ni dans les meilleures éditions liturgiques.

Mais ils ne dénaturent pas la formule et il ne semble pas qu'ils lui fassent perdre ses indulgences.

Q. — Le Rituel dit bien que le prêtre, quand il a administré l'Extrême-Onction, doit laver ses mains, après avoir essuyé ses doigts avec la mie de pain ; mais il ne parle pas de *linge spécial*. Peut-on essuyer ensuite ses mains à une serviette appartenant à la maison même où se trouve le malade ? Le prêtre doit-il avoir en son sac un linge particulier ? N'est-il pas mieux qu'il en soit ainsi ? Car enfin, cette serviette serait confondue avec les autres linges de la maison, ce qui semble irrespectueux pour l'huile sainte qui peut y avoir adhéré ?

R. — On peut essuyer ses mains avec une serviette appartenant à la maison du malade, car le Rituel, qui indique les objets à préparer, ne parle pas de ce linge. Les commentateurs du Rituel se taisent également.

Toutefois nous sommes loin de désapprouver la méthode que vous signalez. Elle nous semble convenable ; mais on ne peut aucunement en faire une obligation.

Q. — 1^o La réponse de l'*Ami du Clergé* du 16 décembre 1886, p. 595, ad V^m, me semble incomplète. Elle ne dit pas ouvertement ce qu'il faut penser de l'usage de célébrer un mariage entre l'Evangile et l'Offertoire.

2^o Dans le numéro de l'*Ami du Clergé* du 13 janvier 1887, p. 17, ad 4^m, ne pourrait-on pas ajouter un quatrième sens à la question, un sens de *futuro*, qui est peut-être celui de l'interrogateur ? Voici ce sens : Un confesseur autorisé pour des religieuses, et consulté par elles au sujet du vœu de pauvreté, peut-il, *vu certaines circonstances qui peuvent s'imposer*, leur permettre, par exemple, de recevoir un cadeau d'une personne sans en parler à la supérieure, d'avoir un peu d'argent à sa disposition, d'acheter un objet quelconque, un livre, etc. etc., bien que tout cela semble défendu par les règles, *en principe*. Le confesseur remplirait alors l'office d'interprète des règles, ou userait d'*Epikie*. Qu'en pense l'*Ami du Clergé* ?

3^o Le Missel, à la messe quotidienne de *Requiem*, donne 3 oraisons. Sur quoi se fonde-t-on pour distinguer les messes basses des messes chantées *quotidiennes*, et pour dire qu'à ces messes chantées *quotidiennes* on ne doit dire qu'une oraison avec le *Dies iræ*, tandis qu'on en dit *trois* aux messes basses, sans le *Dies iræ*. Peut-être y a-t-il des décisions sur ce point. Mais nos petites messes chantées *ordinaires* ne doivent-elles pas être assimilées aux messes basses ? Les usages français, les usages du moins de certains diocèses, sont très différents sur ce point, des usages de certains autres pays. Il me semble que la S. Congrégation des Rites, quand elle parle de *messes chantées*, parle uniquement de messes *solennelles*.

R. — Ad I. Nous avons assez ouvertement dit ce qu'il en est en citant le Rituel et le Missel, qui demandent que la cérémonie soit faite avant la messe. Il en résulte clairement qu'on ne doit pas la faire après l'épître.

On ne doit pas insérer dans la messe des cérémonies de ce genre. C'est un privilège réservé aux ordinations et consécérations, ou bénédictions déterminées par le Pontifical.

Ad II. Le confesseur des religieuses n'a aucune autorité soit pour interpréter la règle, même par épikie, soit pour accorder dispense ou permission. Si la chose est contraire à la règle, il doit dire à la religieuse de s'en abstenir ; si elle est permise par la règle, il peut lui dire ce qu'il en est, mais sans que son sentiment personnel ou son avis ait aucune autre valeur que l'avis d'un conseiller sage et prudent. S'il allait plus loin, il ferait abus de pouvoirs et ce qu'il ferait serait entièrement nul. La religieuse n'aurait aucun droit d'alléguer la permission de son confesseur, sinon pour établir sa bonne foi dans l'irrégularité qu'elle aurait commise.

Ad III. Il est évident qu'il y a une différence entre une messe basse et une messe chantée ; et les petites messes chantées *ordinaires*, dont vous parlez et dont il serait bon de donner le sens précis, ne peuvent être assimilées aux messes basses.

Il vous semble que la S. Congrégation, quand elle parle de messes chantées, parle uniquement des messes solennelles. C'est une erreur. La sacrée Congrégation des Rites a parfaitement distingué les messes proprement solennelles, c'est-à-dire célébrées avec diacre et sous-diacre, des messes simplement chantées. Or, elle a déclaré que dans ces dernières on ne devait dire qu'une oraison, et la prose *Dies iræ*. Nous ne reviendrons pas sur cette question très pratique ; nous l'avons suffisamment élucidée, et nous croyons avoir répondu à toutes les difficultés qui nous ont été soumises. Qu'il nous suffise de rappeler les décrets très clairs sur lesquels nous basions notre démonstration, à savoir un décret pour Luçon en date du 12 août 1854 (n. 5208, ad II), un autre pour Nocera dei Pagani, en date du 19 juin 1875 (n. 5612, ad I et III), enfin un troisième pour Québec, daté du 4 septembre 1875 (n. 5628, ad II et III).

Q. — Un Anglais protestant épouse une française catholique, devant le ministre hérétique seulement. Il l'abandonne, obtient le divorce, prend devant le maire une autre catholique qui le supplie de la marier à l'église. Je ne le puis, mais *quid* si la première femme était protestante et si le mariage avait eu lieu en Angleterre.

R. — Nous prions notre correspondant de se reporter au n^o 24 de l'année 1885, p. 170, où la question qu'il nous pose est traitée avec les développements convenables.

Dans les pays où le décret du concile de Trente *Tametsi* a été publié, en France par exemple, les mariages des protestants entre eux, et des protestants avec les catholiques, sont regardés comme nuls, s'ils n'ont pas été célébrés en présence du curé. C'est l'opinion la plus probable et la plus commune. Il y a cependant des auteurs qui sont d'un avis opposé.

Cela étant, le protestant qui a épousé une catholique devant le ministre de sa secte, n'a pas contracté valablement, au moins plus probablement. S'il se sépare de la personne qu'il a voulu épouser, il peut plus probablement en épouser une autre ; et par conséquent la femme catholique, qui demande que l'Eglise bénisse son union avec lui, n'est pas absolument mal fondée à faire cette demande. Mais comme d'une part, il subsiste quelque doute sur la validité du premier mariage, comme d'autre part la séparation intervenue entre le protestant et la première femme a le caractère, au moins aux yeux du public, d'un divorce et conséquemment d'un scandale public, le curé ne peut rien faire, sans avoir au préalable soumis la question à l'autorité supérieure.

Q. — Une fille majeure, domestique, orpheline, quitte la maison de son maître 15 jours avant de se marier ; elle va passer ces 15 jours chez une de ses amies, dans une paroisse voisine : immédiatement après son mariage, elle doit se fixer dans une troisième paroisse : celle de son mari. La coutume étant que le mariage soit béni par le curé de l'épouse, dans quelle église ce mariage doit-il être célébré ?

R. — La personne en question est sans aucun domicile : on peut la dire *vaga*. Elle n'a plus de quasi-domicile chez ses maîtres, puisqu'elle les a quittés ; elle n'a pas encore acquis domicile dans la paroisse du futur mari, puisqu'elle n'y habite pas. Enfin elle n'a pas de domicile ni de quasi-domicile dans la paroisse de son amie. Il faut, pour acquérir quasi-domicile, l'habitation de fait, avec l'intention d'y demeurer pendant la plus grande partie de l'année. L'habitation pendant un mois dans un lieu fournit, à défaut d'autre preuve, une présomption légale en faveur de l'intention de demeurer pendant une partie de l'année. Dans le cas qui nous occupe, il n'y a ni l'intention de demeurer pendant une partie de l'année, ni l'habitation d'un mois : il n'y a donc pas de quasi-domicile. C'est bien ce que désignent les auteurs sous le nom de *vagabonds* ou *errants* par rapport au mariage.

« Vagus, dit Scavini, nempe qui nullibi habitationem fixam habet, vel relicto corpore et animo domicilio suo, iter facit quaerens ubi se collocet »¹.

« On appelle errant, dit M. Brillaud, *vagus*, *vagabundus*, relativement au mariage, non seulement celui qui erre de pays en pays, sans se fixer nulle part, mais encore celui qui, ayant quitté de corps et d'intention son domicile, voyage momentanément pour en chercher un autre, alors même que dans son esprit il aurait déjà déterminé cet autre domicile : « Adhuc enim talis censetur vagabundus dum est in via, cum careat pro tunc domicilio, dit Reiffenstuel. (Lib. II, tit. II, n. 450). Prius enim domicilium, ut supponitur, re et facto deseruit, ulterum vero nondum obtinuit ; quia domicilium re et facto transfertur, non nuda contes-

tatione, seu animi destinatione ». Tel pourrait être aisément le cas d'une domestique majeure qui aurait quitté sans esprit de retour la paroisse de ses maîtres, et qui d'autre part n'aurait conservé aucun domicile au lieu de sa naissance ou du domicile de sa famille, il ne résiderait que transitoirement au lieu où elle voudrait se marier »¹.

Or, dit Scavini ; « Vagus potest contrahere coram quocumque parcho, in cujus nunc ditione versatur ; licet tantum alter sponsorum sit vagus ; quia sponsus habens domicilium fixum alterius privilegio potest uti. »

M. Brillaud dit de même : « Les errants ou vagabonds n'ayant pas de propre curé, peuvent se marier partout où ils se trouvent... si, des deux parties, l'une est errante et l'autre a un domicile fixe. C'est le sentiment commun, dit S. Liguori, qu'elles peuvent encore s'adresser à quelque curé que ce soit, attendu que l'époux qui a un domicile peut user du privilège de celui qui n'a pas de domicile fixe »².

Après l'exposé de ces principes, la conclusion est facile à tirer.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Une église paroissiale est sise au milieu du cimetière. Le maire veut clore le cimetière avec une haie et deux grilles fermées à clef. Il me donnerait, dit-on, les clefs des deux portes. 1^o Puis-je accepter ces clefs n'étant ni gardien, ni responsable du cimetière ? Ou plutôt, 2^o le maire peut-il, par ce moyen, interdire l'accès de l'église aux fidèles qui ont le droit d'y entrer à toute heure du jour ?

Il y a là, dans cette mesure, bien des difficultés pratiques.

R. — Nous ferons une première observation : c'est que, aux termes de l'article 3 du 23 prairial an XII, les cimetières doivent être clos de *murs* de deux mètres au moins d'élévation, et non pas de haies.

Ad I^m et II^m. La situation spéciale de l'église par rapport au cimetière sort un peu du droit commun actuel et, par conséquent, réclame une jurisprudence spéciale. Il y a ici, en effet, en présence, deux droits et deux devoirs respectifs : les uns concernant le maire qui a seul la police du cimetière ; les autres concernant le curé qui a seul la police de l'église. La jurisprudence générale exige que toute difficulté doit se résoudre par une entente cordiale entre les deux autorités. La clôture à clef du cimetière n'est pas aussi nécessaire que l'ouverture de l'église dans laquelle tous les fidèles ont le droit de pénétrer. L'accès de l'église ne peut être entravé par aucun règlement émanant d'une autorité autre que l'autorité religieuse.

¹ Brillaud, *Traité pratique des empêchements de mariage*, n. 430, n. 1.

² Ibid., n. 442.

¹ Tract. XII, n. 554.

Dans le cas présent, il nous semble que rien n'est plus facile qu'un accord. Pourquoi, en effet, le curé n'accepterait-il pas les clefs qu'on lui offre, puisqu'il devrait énergiquement protester si on les lui refusait. Les clefs du cimetière étant entre ses mains, il en use, comme il l'entend, c'est-à-dire, selon les droits de l'église. Toute la charge consiste à fermer la grille du cimetière quand il ferme l'église, et à l'ouvrir quand celle-ci est ouverte. Nous connaissons un grand nombre d'anciennes paroisses, où il en est ainsi, et un plus grand nombre où le cimetière, également placé autour de l'église, n'est jamais fermé à clef, même la nuit. Le portail d'entrée reste ouvert pendant le jour. Mais la police de ces localités, se conformant à une instruction ministérielle en date du 8 messidor an XII, prend toutes les précautions pour empêcher les animaux de paître dans le cimetière et même d'y pénétrer. Une bonne mesure, selon nous, est de *coucher à plat* au seuil de la porte, sur un fossé de 50 à 60 centimètres de profondeur, une grille en fer; et la meilleure encore est un arrêté de police portant défense aux habitants, sous peine d'amende, de laisser aller dans les cimetières leurs volailles, chevaux ou autres animaux.

En résumé, le maire *doit* clore le cimetière de murs de deux mètres au moins d'élévation et s'arranger de manière à ne pas gêner le libre accès de l'église.

Q. — La sœur d'un curé habitant avec son frère, qui, d'ailleurs n'a pas d'autre personne à son service, est-elle soumise à l'impôt de la cote personnelle? N'y a-t-il pas une exception en sa faveur? Si oui, quel texte de loi ou raisonnement peut-on invoquer à l'appui?

R. — La loi du 21 avril 1832 qui régit la matière est très formelle sur ce point. La taxe personnelle est due (art. 12) par chaque habitant français et par chaque étranger de tout sexe, jouissant de ses droits et non réputé indigent; et l'on considère comme jouissant de leurs droits les garçons et filles majeurs ou mineurs, ayant des moyens suffisants d'existence soit par leur fortune personnelle, soit par la profession qu'ils exercent, lors même qu'ils habiteraient avec leur père, mère, tuteur ou curateur.

Avec un pareil texte, sur quoi pourrait-on s'appuyer pour exempter la sœur d'un curé habitant avec son frère?

Q. — Dans une nouvelle église, un curé peut-il, de lui-même, placer des chaises plutôt que des bancs?

R. — Evidemment non; car il s'agit d'une dépense à faire; et aucun curé ne peut, de son autorité privée, toucher aux ressources de la fabrique. Une délibération du conseil est nécessaire, et si la dépense sort des limites tracées par le droit, il faut, en outre, l'autorisation de l'évêché et quelquefois même de la préfecture.

Par son droit de police, le curé peut, tout seul, déterminer l'emplacement des chaises et des bancs; mais là s'arrête son pouvoir.

Nous pensons toutefois qu'il n'aurait pas besoin de délibération du conseil, s'il faisait seul, de ses deniers, la dépense.

Q. — Un mur mitoyen de 1 mètre 50 de haut sépare le jardin du presbytère de celui du voisin. Il a plu à ce voisin, pendant une absence du curé et sans rien dire à personne, de construire de son côté sur la moitié de l'épaisseur du mur un hangar de 6 mètres de long et 1 mètre 50 de hauteur au-dessus du mur.

En avait-il le droit? Et, s'il n'en avait pas le droit, que faire pour lui faire mettre son hangar à bas?

R. — En principe, tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut faire bâtir sur ce mur mitoyen et y faire placer des poutres et solives dans toute l'épaisseur du mur, à 54 millimètres près; mais il doit toujours s'arranger de manière à ne pas gêner le voisin qui voudrait faire la même chose. Toutes ces questions de mitoyenneté sont réglées par les articles 653-682 du code civil. Consulter, selon les circonstances, un notaire, ou bien un avocat.

Q. — Une chapelle rurale, non autorisée par l'autorité civile, mais desservie par un prêtre chaque dimanche, a une commission de trois membres pour diriger les frais du culte, cette commission n'a pas été renouvelée depuis plus de cinq ans, et peut-être même depuis leur institution. On fait des quêtes dans la dite chapelle pour subvenir aux frais nécessités par les honoraires du prêtre qui dessert la chapelle. On perçoit également un droit sur les chaises qui se trouvent dans cette chapelle. Mais cette commission n'a pas présenté une seule note au conseil de fabrique du chef-lieu. Le tout s'opère à la sourdine et à l'insu du dit conseil.

Vu l'état des esprits, vu les dispositions de ceux qui nous gouvernent, pensez-vous qu'on trouvât à redire au conseil de fabrique du chef-lieu, si un jour la chapelle devenait publique et parvenait avec ces irrégularités, aux yeux et oreilles des puissants du jour?

R. — Il est certain qu'il y a là quelque chose d'absolument anormal qui ne peut pas, qui ne doit pas être supporté par le conseil de fabrique du chef-lieu.

Ces sortes de chapelles sont qualifiées de chapelles de tolérance, parce que n'ayant aucun titre légal, l'exercice du culte n'y est que toléré. Mais n'étant soumises à aucune loi, elles ne peuvent revendiquer aucun droit ni s'appuyer sur aucune règle; elles sont en dehors de toute jurisprudence. Alors, que peuvent signifier et cette commission qui gère ses intérêts, et ces quêtes et ces prix des chaises dont on ne rend compte à personne et qui ne sont contrôlées par personne?

D'après nous, la fabrique du chef-lieu a le plus grand intérêt à légaliser au plus tôt cette situation en obtenant pour cette chapelle un titre quelconque. Le meilleur serait celui de chapelle de secours.

Avec ce titre, elle deviendrait comme l'une des chapelles de l'église paroissiale; elle serait desservie par le clergé de la paroisse; elle serait administrée par la fabrique de la paroisse, qui en percevrait les revenus et en supporterait tous les frais, toutes les charges.

Le gouvernement se montre assez coulant dans les concessions de ce genre; il n'exige que l'exé-

cution des formalités prescrites, qui se réduisent à une délibération du conseil de fabrique s'engageant à pourvoir aux dépenses, à l'avis de l'évêque et au consentement du conseil municipal. L'érection a lieu par un décret présidentiel contresigné par le ministre des cultes.

Q. — L'instituteur qui veut ouvrir une école, doit-il remettre à l'inspecteur d'Académie les récépissés de ses déclarations qui lui ont été délivrés par le maire, le préfet et le procureur de la République ?

R. — L'art. 37 de la loi du 30 octobre 1886 impose au maire l'obligation de délivrer à l'instituteur un reçu de la déclaration à lui faite. Mais la loi n'exigeait pas qu'un reçu pareil fût délivré par le préfet et par le procureur de la République, et c'est l'art. 158 du décret du 18 janvier 1887 qui seul en contient la prescription. Il paraît évident que ces récépissés ne sont dus à l'instituteur que pour lui permettre de justifier ultérieurement de l'accomplissement des formalités de déclaration qui sont mises à sa charge.

D'autre part, l'art. 38 de la loi du 30 octobre 1886 énumère les pièces qui doivent être jointes à la déclaration faite à l'inspecteur d'Académie et dans cette énumération ne figurent pas les récépissés délivrés par le maire, par le préfet et par le procureur de la République. Nous pensons donc qu'il ne peut exiger la communication de ces pièces. (*M. d'Herbelot.*)

Q. — En attendant l'ouverture de l'école libre destinée à remplacer l'école communale laïcisée, les parents sont-ils obligés d'envoyer leurs enfants soit dans l'école laïque officielle, soit dans tout autre.

R. — A la suite de la laïcisation de l'école de..., le maire, dans le but d'enlever leurs anciens élèves aux instituteurs congréganistes, qui ont déclaré leur intention d'ouvrir une école privée, a fait publier par le tambour de ville les dispositions de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction obligatoire, espérant ainsi déterminer les familles à envoyer leurs enfants à l'école laïque. On demande comment il est possible d'échapper à la censure de la commission scolaire pendant le délai qui s'écoulera avant l'ouverture de l'école libre.

Les parents qui se laisseraient émouvoir par les menaces de la municipalité ont un moyen simple et assuré de s'y soustraire et d'en paralyser l'effet.

Il leur suffit, en attendant que l'école libre soit ouverte, de déclarer au maire que leurs enfants reçoivent l'instruction primaire dans l'intérieur de la famille.

Ils échapperont ainsi à l'obligation de la fréquentation de l'école publique sans que la commission scolaire puisse les citer devant elle.

Puis, dès que l'école libre serait ouverte, ils déclareront de nouveau qu'ils y font entrer leurs enfants. Comme, suivant toutes les vraisemblances, cette ouverture aura lieu avant la fin de l'année scolaire, ils n'auront même pas à se préoccuper

de l'examen qui est la sanction de l'enseignement domestique.

Ce procédé est parfaitement régulier et légal; car si l'instruction primaire est obligatoire, les parents peuvent librement choisir le mode suivant lequel elle est distribuée à leurs enfants et ils sont toujours les maîtres de le changer, d'adopter successivement l'instruction à l'école ou dans la famille suivant les circonstances et les considérations dont ils demeurent seuls juges (*Bulletin, rapporteur M. Louchet*).

Q. — Un instituteur peut-il continuer dans un établissement libre son engagement décennal qu'il avait commencé à réaliser dans l'enseignement public ?

R. — La réponse à la question posée est fournie par l'article 66 de la loi du 30 octobre 1886.

Le paragraphe 1^{er} de cet article dit : « Jusqu'au vote d'une nouvelle loi sur le recrutement militaire, l'engagement de se vouer pendant dix années à l'enseignement, prévu par les articles 79 de la loi du 15 mars 1850 et 20 de la loi du 27 juillet 1872, ne pourra être réalisé que dans les établissements d'enseignement public. »

Mais le paragraphe 2 ajoute : « Néanmoins, les instituteurs privés qui auront contracté l'engagement décennal avant la promulgation de la présente loi, continueront à jouir de la dispense du service militaire, en se conformant aux prescriptions de l'article 20 de la loi du 27 juillet 1872. »

Or, cet article 20 de la loi de 1872 admet que l'engagement décennal pourra être réalisé dans un établissement privé d'éducation religieux ou laïque, à condition que cet établissement existe depuis 2 ans, ou renferme 30 élèves au moins.

Donc la personne qui nous consulte ayant contracté son engagement en 1884, c'est-à-dire avant la loi du 30 octobre 1886, peut bénéficier des dispositions combinées de l'article 66, paragraphe 2 de la loi du 30 décembre 1886 et de l'article 20, paragraphe 5, de la loi du 27 juillet 1872.

Elle peut en conséquence continuer à jouir de la dispense du service militaire en remplissant les fonctions d'instituteur dans une école privée soit laïque, soit congréganiste; seulement, il faut que l'école existe depuis deux ans au moins, ou que celle que le consultant se propose d'ouvrir soit assurée de compter au moins trente élèves.



COURRIER DE L'UTILE

Un peu de tout et choses de saison

LES NIDS ET LES OISEAUX

Voici la saison où, il y a quelque trente ans, je courais, enfant, les haies et les bois pour chercher et enlever des nids. Si, alors, le bon prêtre qui m'élevait m'avait fait une petite leçon sur les ser-

vices que tant d'oiseaux rendent à l'agriculture, j'en aurais peut-être moins détruit, j'aurais été plus fidèle à mon *Rudiment* et j'aurais moins déchiré mes mains et mes culottes.

Disons bien aux enfants de respecter les nids, où non seulement vont éclore ces aimables chanteurs qui, avec les fleurs, font la joie des champs, mais d'où encore s'envolera demain toute une armée de petits auxiliaires et protecteurs. Ainsi :

Le héron (garde-bœuf) défend des mouches et des tiquets l'espèce bovine.

La cigogne se nourrit de reptiles.

La buse mange, en un an, 500 rats, souris, mulots et taupes.

Le hibou a les appétits de la buse et, en outre, détruit les insectes nocturnes et crépusculaires.

La pie fait justice des insectes destructeurs du bois et, par exemple, des noctuelles, des lasiscampes, des sphinx du pin, des guêpes du bouleau, des frelons et charançons du sapin.

Le corbeau engloutit une quantité considérable de vers blancs.

Le pic nettoie d'insectes les endroits pourris des arbres.

La caille, le râle et la perdrix mangent des vers de terre.

Le coucou s'arrange des chenilles velues, que les autres oiseaux ne peuvent manger.

Le merle purge les jardins des colimaçons et des limaces, et, comme la grive, avale par millions, dans le cours d'une année, les insectes nuisibles.

Le vanneau est l'ennemi acharné du taret, destructeur des constructions navales.

Le menu de l'étourneau est à peu près le même que celui du merle et de la grive. Il fait aussi une forte consommation de sauterelles et de mordes.

L'alouette s'attaque aux vers, aux grillons, aux sauterelles, aux œufs de fourmis, à la cécidomye et aux élatérides.

Le moineau dévore les vers blancs, les hannetons, les pucerons, etc.; sa couvée a besoin de quatre cents insectes par jour.

Il faut chaque jour, à une couvée de troglodytes, cent cinquante chenilles.

L'ordinaire de la couvée du roitelet huppé est le même.

Le rossignol est un grand destructeur de larves de coxus ou d'œufs de fourmis.

La fauvette chasse dans l'air les mouches, les scarabées et les moucheron.

L'hirondelle se réserve un nombre prodigieux d'insectes.

C'est par centaines qu'il faut compter les chenilles que chaque jour la mésange sert à sa jeune famille.

Dans une chambre, un rouge-queue peut prendre six cents mouches en une heure.

Le traquet attrape au vol, mouches, vermisseaux et petits scarabées.

Le pinson s'attaque avec acharnement aux aphydes.

Vingt bergeronnettes purgent de charançons un grenier à blé.

COMMENT ON PEUT DÉFENDRE LES POUSSÉS DE LA VIGNE, DES ESPALIERS, DES POIS ET DES HARICOTS CONTRE LES GELÉES DU PRINTEMPS

C'est de Bessarabie que nous vient cette nouvelle méthode usitée pour préserver les vignes des gelées du printemps, et qui a été pratiquée dans ce pays avec le plus grand succès :

Il s'agit tout simplement de faire une pluie artificielle sur les plants que l'on veut préserver. Là, les vigneron ont tous quelques cornues, quelques vieux tonneaux dispersés dans les vignes et pleins d'eau, pour faire l'office de réservoir. Quand l'aube paraît, que le ciel est clair et que l'on craint quelque gelée, on commence à asperger les vignes avec des balais; si toutes les pousses sont convenablement mouillées au lever du soleil, pas une seule ne sera compromise. Lorsque la vigne est d'une certaine étendue, le propriétaire qui s'est ménagé une citerne se sert d'une pompe de jardinier ou d'une petite pompe à incendie; il ne s'agit que d'avoir des tuyaux assez longs pour que la lance puisse mouiller tout le périmètre; tout feuillage humecté est préservé.

La Belgique a employé ce moyen pour les petits pois. Dans les Ardennes, le gel est d'une ténacité qui, à distance, donne encore le frisson; la neige tombe au mois de juin. Terribles éventualités pour les friands de petits pois qui avaient quelquefois à subir, en pleine floraison, un abaissement de température notable au-dessous de zéro. Avec leurs tiges crispées, leurs feuilles scintillantes de givre, les planches avaient l'air de sortir de chez le confiseur, sans être probablement plus sucrées pour cela! En pareil cas, on baignait largement la plantation, et deux heures après, lorsque le soleil avait ressuyé cette masse verdoyante, pas un seul brin n'en était flétri. On a même essayé l'efficacité du préservatif sur des haricots naissants, bien autrement susceptibles que les pois; cela a parfaitement réussi.

Mais l'initiative de l'application de ce moyen au vignoble appartient légitimement à la Bessarabie; il n'a pas été essayé en France. C'est une raison de plus pour en tenter l'expérience dans les vignes basses qui sont toujours les plus éprouvées, mais où on peut se procurer l'élément de la défense, l'eau, dont l'absence rendra le procédé inapplicable sur beaucoup de coteaux. L'aspersion doit se pratiquer avec une certaine modération; si elle était trop abondante, si l'évaporation de ce qui tombera sur le sol n'était pas complète, la gelée de la matinée suivante pourrait être plus grave que la première.

Un horticulteur vient d'indiquer un procédé qu'il emploie pour garantir les espaliers des gelées

tardives. Voilà deux ans qu'il le met en pratique et il sauve de la gelée les fleurs de ses pêchers, quand, à côté de lui, le froid nocturne fait de sérieux ravages.

Le moyen consiste tout simplement à placer une gouttière en bois pleine d'eau sous l'espallier. La gouttière est posée sur trois pieds enfoncés en terre; elle a 25 centimètres de large, 20 centimètres de profondeur et sa longueur est celle des branches.

Chaque matin on enlève la couche de glace qui a pu se former et on remet de l'eau.

L'auteur explique l'efficacité du procédé en disant que, en se congelant, l'eau de la gouttière produit de la chaleur et que le calorique est suffisant pour protéger les plantes dans son voisinage immédiat.

En tous cas le moyen est simple et facile à essayer.

LE DÉCHAUSSEMENT DES ARBRES

Au delà des Pyrénées, dans le proche voisinage de la France, les Espagnols ont une manière de cultiver le pommier qui pourrait probablement s'appliquer à toutes les espèces fruitières du verger. Deux fois par an, ils labourent le terrain planté en pommiers et cultivent à la pioche le pied de chaque arbre. Ce n'est pas tout : ils prennent la précaution de les déchausser tous les trois ou quatre ans, afin de remplacer la vieille terre usée par un compost de terre neuve à laquelle on a mêlé des résidus de pommés et de la chaux. M. Thibouville rapporte que « grâce à cet aménagement, l'arbre reprend une nouvelle vigueur, ses fruits s'améliorent, son écorce se ravive et les mousses qui l'encombrent tombent d'eux-mêmes. »

Nous ferions bien d'imiter ce procédé de culture, surtout en ce qui regarde le déchaussement tous les trois ou quatre ans, et la substitution d'un compost à la terre enlevée.

ARROSAGE DES LÉGUMES

Un cultivateur a observé qu'en arrosant les légumes et les autres fruits avec une solution de sulfate de fer, on obtenait des résultats étonnants. Des haricots verts gagnaient en grosseur près de 60 pour 100, et ce qui vaut mieux, le goût en était beaucoup plus savoureux. Parmi les arbres à fruits, celui qui profitait le plus de cet arrosage était le poirier.

LES ARBRES FRUITIERS D'APPARTEMENT

Voici, dit *la Nature*, un mode de culture des arbres fruitiers qui commence à prendre une grande extension en Angleterre. On cultive, de l'autre côté de la Manche, les arbres fruitiers en potiches, en vases de Chine et même en simples pots de terre; les arbres, non seulement viennent à merveille, mais encore donnent de jolis et excellents fruits. On a des pêchers, des abricotiers, des

cerisiers de salon de 50 centimètres, dont les fruits viennent se cueillir à la hauteur des lèvres. L'arbre est dans une jardinière; on sent le parfum de ses fleurs et, deux mois après, on cueille les fruits savoureux. M. Th. Rivers, qui est le principal promoteur de ce genre de culture, croit que ces arbres sont destinés à occuper la première place dans nos desserts. L'arbre est si petit, bien que chargé de fruits, qu'on pourra placer près de chaque convive un pêcher, un abricotier, à peine haut de 25 à 30 centimètres et portant une moyenne de trois à cinq fruits. Il suffit, pour obtenir ces arbres fruitiers nains, de planter en pot un jeune arbre fruitier, en le débarrassant de ses grosses racines; c'est par le chevelu que se fait la nourriture et, dans un pot même réduit, il y a assez de terre pour fournir au développement du petit arbre. M. Ingram a obtenu jusqu'à six grappes de raisin sur des vignes cultivées en pot et âgées à peine de dix-huit mois.

CONSERVATION DES ASPERGES

Voici un procédé excellent et fort simple pour la conservation des asperges : c'est le moment de de l'indiquer, puisque nous sommes à la veille de la récolte.

On place la section de la tige, qui doit être bien fraîche, contre une plaque métallique très chaude, de manière à obtenir une carbonisation complète. On enveloppe soigneusement chaque tête d'asperge dans un cornet de papier de soie et on la couche sur un lit de poussière de charbon de bois sec, de telle sorte que chaque asperge soit séparée de sa voisine. Chaque série est isolée des autres par une couche de charbon et la caisse est hermétiquement fermée.

Des asperges ainsi traitées se sont conservées pendant une année entière.

FLEURS FANÉES

Quand un bouquet de fleurs coupées est fané, on le rafraîchit en plongeant dans l'eau bouillante les deux tiers de ses tiges. On coupe immédiatement la partie des tiges qui a été trempée; on replace le bouquet dans un vase plein d'eau fraîche, et l'on conserve ainsi les fleurs pendant quelques jours de plus.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 27 aprilis 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LE 5^e DIMANCHE APRÈS PAQUES : LA DÉVOTION A MARIE, GAGE DE SALUT

Janua cœli, ora pro nobis
(Ex Lit. laur.)

La dévotion à la sainte Vierge date de l'établissement de l'Eglise. Dès qu'on a connu le Fils, on a aimé la Mère; on a eu pour elle un respect religieux, une vénération singulière, une confiance sans bornes. Dans tous les temps, Marie a possédé le cœur des vrais chrétiens. Tous les siècles se sont plu à l'exalter comme à l'envi. Les plus beaux génies ont rivalisé de zèle pour la combler de louanges. Ils ont trouvé en elle une source intarissable d'éloges et tous se sont avoués impuissants pour la louer dignement. Enfin, sauf le culte suprême qui n'est dû qu'à Dieu, il n'est aucun genre d'honneurs que la sainte Eglise n'ait rendu à la Mère de Dieu. La raison de ce concert universel dérive sans doute principalement de la dignité de cette auguste Vierge, Mère de Dieu! Quoi de plus grand et de plus digne de louange, de vénération et d'amour? L'esprit humain se perd dans cet abîme sans fond des grandeurs de Marie. Toutefois un autre motif a contribué à étendre son culte d'une manière si étonnante. Ce sont les immenses avantages qu'il renferme. Toujours on a été persuadé que la dévotion à la sainte Vierge est un gage efficace de salut. Aussi est-elle appelée par l'Eglise : Porte du ciel, *Janua cœli*. Il est vrai que la seule entrée, c'est Jésus-Christ. « *Je suis la Porte*, dit-il de lui-même, *et nul, pour arriver au salut, ne peut entrer que par moi.* » Jésus-Christ seul, en effet, par ses souffrances et par sa mort, a mérité notre pardon, et la grâce qui vient de lui peut seule nous sauver. Mais dans un sens qui n'est pas moins vrai, Marie est aussi la Porte du ciel parce que d'un côté, renoncer à sa protection c'est se priver d'un des plus puissants moyens de salut, et que de l'autre, par son intercession, le ciel est assuré.

I

Serait-il juste de dire que l'absence de dévotion pour la sainte Vierge est une marque de réprobation? Aucune plume catholique ne l'a jamais écrit et l'on se garde d'émettre une proposition aussi désespérante. Néanmoins ce que l'on peut dire, c'est que n'avoir pour la Mère de Jésus qu'une glaciale indifférence, ne se mettre en peine ni de l'invoquer ni de l'imiter, c'est refroidir le cœur de Dieu, c'est en renonçant à la protection de sa Mère, se priver d'un des plus puissants moyens de salut, et courir les plus grands risques d'une malheureuse éternité. Écoutons en effet ce que disent les saints et les docteurs de l'Eglise à ce sujet : « Il ne se peut pas, dit saint Ignace, martyr, qu'un pécheur parvienne au salut sans le secours de la Vierge; au lieu que son intercession délivrera ceux que la justice divine aurait con-

damnés. » — « O très-sainte Mère de Dieu, s'écriait un célèbre patriarche de Constantinople, saint Germain, que deviendrions-nous, si vous nous abandonniez, vous qui êtes l'esprit et la vie des chrétiens? Nul ne peut espérer le salut sans votre médiation, nul obtenir miséricorde et arriver à la grâce sans votre intercession. » Le salut est la première de toutes les grâces pour laquelle existent toutes les grâces. « Eh bien! affirme saint Bernard, aucune grâce ne descend du ciel sur la terre sans passer par les mains de Marie. » Et selon la pensée de saint Antonin, celui qui prétendrait atteindre le bonheur éternel sans le demander par Marie, ressemblerait à l'oiseau qui voudrait voler sans ailes. « Non, s'écrie saint Bonaventure, personne ne peut entrer au ciel s'il n'est aidé par Celle qui en est la *Porte*. Et comme il n'est pas possible qu'un nouveau-né vienne bien sans nourrice, de même le chrétien ne peut arriver au salut sans la protection de Marie. » Il est rapporté que saint François de Borgia s'attristait jusqu'aux larmes, quand il voyait quelqu'un de ses religieux non pas manquer entièrement de dévotion envers la sainte Vierge, mais n'en avoir qu'une faible et tout ordinaire. Il n'hésitait pas de lui dire que sûrement il n'était point sur le chemin du ciel. Nous voyons dans la sainte Ecriture qu'Holoferne, voulant réduire les habitants de Béthulie, fit couper les aqueducs qui amenaient l'eau à la ville. Or voilà ce que fait le démon. Sachant bien que les hommes ne peuvent absolument rien pour le ciel sans la grâce; sachant aussi que Marie en est la trésorière, l'aqueduc, le canal nécessaire, il s'efforce d'éteindre en ceux qu'il veut perdre toute dévotion pour elle, et les conduits de la grâce étant ainsi interceptés, ils sont à la merci de ses ruses et de ses attaques; ce qui lui rend la victoire facile et par le fait trop souvent certaine. « Mon Père, disait un jour une sainte âme à son directeur, un ange m'a conduite à l'entrée de l'enfer; j'en suis encore tout épouvantée. Une chose pourtant adoucit ma frayeur, c'est qu'il m'a assuré que parmi les damnés, aucun sur la terre n'avait eu de dévotion envers Marie. Aussi, dès maintenant, je veux redoubler pour elle d'amour, de confiance et de zèle à l'imiter. »

II

Serons-nous du nombre des élus ou du nombre des réprouvés? Question terrible que nous ne pouvons jamais nous poser sans frémir. Nous vivons sur ce point dans une incertitude pleine d'alarmes. Sans une révélation particulière, nul ne peut être assuré complètement de sa prédestination. L'homme, dit le sage, ne sait s'il est digne d'amour ou de haine. Voilà un article de foi. Le Concile de Trente a condamné l'orgueilleuse présomption de ces hommes qui prétendaient que tout chrétien justifié par le baptême devait se tenir pour infailliblement justifié. Dieu seul connaît donc ses élus. Toutefois il y a des signes qui, sans nous donner une certitude absolue et sans

nous affranchir de toute crainte, nous permettent d'espérer avec fondement d'être rangés parmi les élus. Entre ces signes, l'un des plus visibles et des moins équivoques, c'est la dévotion envers la sainte Vierge. A quoi bon, nous dit S. Liguori, ce grand serviteur de Marie, à quoi bon nous inquiéter des vaines disputes qui retentissent dans les écoles ? Que nous importe de savoir si la prédestination précède ou suit la prévision des mérites et si nous sommes écrits ou non dans le livre de vie ? Soyons les serviteurs de Marie, et nous serons infailliblement du nombre des saints. Voilà, au témoignage de ce grand saint et docteur, le glaive qui tranche le nœud gordien. Saint Bonaventure, un autre docteur de l'Eglise, se livre à la plus vive allégresse en considérant le riche moyen de salut que nous trouvons en la Vierge puissante : « Grande Reine, lui dit-il, celui qui vous honore et qui se recommande à votre bonté est bien loin de la perdition. Son âme n'ira jamais dans les flammes éternelles. Il y a, ajoute-t-il, une neuvième béatitude à joindre aux huit proclamées par Jésus-Christ. C'est celle-ci : Heureux ceux qui se sont confiés en Marie ; leur nom est inscrit au livre de vie. » — « C'est un gage certain de prédestination, nous assure S. Bernard, que la dévotion envers la Mère de Dieu, parce qu'elle ne manque ni du pouvoir, ni de la volonté de nous sauver. Soutenus par elle, continue-t-il, vous ne tomberez pas. Si elle vous porte, vous n'avez rien à craindre. Sous sa conduite, vous ne vous égarez point dans la route ; avec sa protection, vous parviendrez sûrement au terme. » — « O Vierge Immaculée, s'écrie S. Jean Damascène, si j'ai placé en vous mon espérance et que vous me défendiez, je dois bannir toute crainte. Armé de votre protection comme d'un bouclier impénétrable, je poursuivrai mes ennemis et je serai vainqueur. » — « Et qui donc sera sauvé ? Voulez-vous le savoir, répond Denis le Chartreux ? Ce sera celui pour qui Marie aura prié ; » — « et même une seule fois, ajoute S. Anselme ; elle le conduira à Jésus, qui déposera sur son front une couronne de gloire, laquelle brillera embellie du sourire de cette bonne Mère. » — « Quand je serais à demi dans l'enfer, affirmait une sainte célèbre, j'espérerais en la Reine du ciel ; personne ne peut périr entre les mains de Marie ». Concluons donc avec un saint religieux que servir Marie c'est être aussi sûr du ciel que si déjà l'on y était arrivé. Et n'allons pas croire que toutes ces affirmations, si positives, si consolantes, dont l'énumération serait infinie, ne soient que de pieuses exagérations ? Non, elles reposent sur un des dogmes fondamentaux de notre foi : la maternité divine de Marie. C'est là qu'elles puisent leur force probante. Il est certain, en effet, que c'est en vue de notre salut que la très-sainte Vierge a été appelée à la sublime dignité de Mère de Dieu. En cette qualité, elle a eu une part très active dans la rédemption du genre humain, en fournissant la victime qui l'a opérée, en sanctionnant son immolation sur le

Calvaire, en unissant ses propres souffrances à celles de son adorable Fils et ses larmes à son sang. Evidemment, elle voulut notre salut autant qu'elle pouvait le vouloir. Nous sauver était son désir et sa mission, et parce qu'elle doit achever son œuvre, nous sauver, c'est toujours son rôle et son office. Dès lors donc que nous l'invoquons dans ce même but, dès que nous venons nous placer sous son égide et lui confier nos éternelles destinées, il est impossible qu'elle nous rejette. Redisons-le donc avec confiance, Marie, c'est la planche de salut pour les naufragés ; Marie c'est l'armure la mieux trempée contre toute sorte d'ennemis : Marie c'est le ciel, puisqu'elle en est la porte aussi sûre que nécessaire. *Felix cæli porta*. La dévotion à Marie, c'est le gage certain de la prédestination. *Certissimum signum salutis consequendæ* (S. Bern.).

III

Mais en quoi consiste cette dévotion à Marie, qui est un signe de prédestination ? Certainement il ne faut pas comprendre sous ce nom quelques pratiques pieuses dont s'autorisent certains chrétiens pour pécher avec moins de retenue. Une présomption si criminelle est plus propre à attirer le châtiment que la miséricorde. La clémence de Marie ne saurait être un encouragement au vice, et ceux-là la connaissent bien mal, qui se flattent de l'impunité parce qu'ils font semblant de vouloir l'honorer. Ce ne sont donc pas là les vrais serviteurs de Marie. Mais par dévots à Marie, il faut entendre ceux qui joignent du moins un sincère désir de se convertir aux hommages qu'ils rendent à la sainte Vierge. Ainsi, on peut être encore dans le péché et néanmoins être un serviteur de Marie ; mais il faut qu'on ait la volonté de sortir de ce malheureux état et de briser les chaînes de l'enfer. Les pécheurs, dit S. Germain, qui cherchent Dieu par votre entremise, ô Marie, ne manqueront pas d'obtenir leur grâce et le salut. Et par quels hommages obtient-on la faveur de la sainte Vierge ? Le bienheureux Alain, parlant de l'*Ave Maria*, assure que ceux qui se plaisent à le répéter possèdent une très grande marque de prédestination. A plus forte raison doit-on dire la même chose du pieux usage de réciter chaque jour le chapelet. Saint Anselme n'est pas moins formel : « Celui, dit-il, à qui il est donné de penser souvent avec affection à la bienheureuse Vierge Marie, celui-là porte un grand indice de salut éternel. De même en effet, dit encore S. Germain, que la respiration naturelle est un signe de vie, de même, ô bienheureuse Vierge ! l'invocation de votre saint Nom est non seulement une marque, mais une cause de vie, de joie et de secours. Attachons-nous donc à la dévotion envers Marie comme à une ancre de salut. Gardons fidèlement jusqu'au dernier soupir la pratique de l'honorer et de l'invoquer tous les jours. Et si parmi ceux qui m'écoutent, il en est qui jusqu'à présent soient restés un peu trop étrangers à une dévo-

tion si fructueuse et si consolante, qu'ils se hâtent de réparer leur froideur et leur négligence par un redoublement de confiance en Marie. Qu'ils imitent les saints de tous les siècles qui se sont tous, sans exception, signalés par la plus sincère dévotion envers la Reine du ciel ; qu'ils marchent sur les traces de ces nombreux chrétiens qui de nos jours encore accourent avec tant de ferveur et d'empressement vers ses nombreux sanctuaires. Enfin, si parmi les personnes qui nous sont chères, il se trouvait quelques pécheurs, même désespérés en apparence, efforçons-nous de leur inspirer un sentiment de confiance envers le refuge des pécheurs. Combien de mères, d'épouses, de filles chrétiennes ont ainsi gagné à Dieu des âmes qui semblaient perdues sans ressource, car il ne faut jamais désespérer d'un pécheur, même le plus endurci, à qui l'on peut persuader le recours à l'intercession de Marie. Elle nous a été donnée, dit S. Jean Chrysostome, afin que ceux que la justice du Fils réprouve puissent être sauvés par la miséricorde de la Mère. Quand même ce pécheur serait déjà condamné au tribunal de Jésus-Christ, il faudrait toujours l'adresser à Marie ; elle est assez puissante pour faire révoquer la sentence de cette condamnation.

Marie *Porte du ciel* ! oh ! comme ce titre, l'un de ses plus beaux, doit rafraîchir notre âme desséchée et relever notre espérance, si elle venait à faiblir ! Créés pour ce délicieux séjour, qui doit être le plus cher objet de nos désirs et de nos efforts, faisons-nous de la dévotion à Marie comme un appui pour y monter. Aidons-nous de ce char, ainsi que l'appelle un de ses pieux panégyristes, sur lequel ses serviteurs arrivent sans accident au terme de leur carrière. Si donc par une dévotion sincère et ardente, nous avons su mériter ses bonnes grâces, levons les yeux pleins de confiance vers le ciel à notre dernière heure. Là nous verrons l'aimable Vierge, notre douce et bénigne Mère, nous tendant les bras pour nous introduire au sein de son immortelle béatitude.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile.

SABINEN. PUNCTATURÆ

Nous donnons intégralement le texte des *Acta Sanctæ Sedis* sur une cause qui intéresse les chanoines. Peuvent-ils, sans perdre les distributions chorales, entendre les confessions et donner la communion pendant l'office ?

La discussion de cette cause est un excellent exposé de la doctrine.

Die 24 julii 1886.

Cap. 3 Sess. 22 De reform.

COMPENDIUM FACTI. Archipresbyter parochus retulit : sesé die 11 Septembris 1885 petiisse sub solis ortum Cathedralem, statimque operam dedisse ad excipiendas fidelium confessiones usque ad signum servitii choralis : sacrum præmissis,

ut pœnitentium pietati satisfaceret et sub finem, jam confessis, sacram administravisse sinaxim : interea tamen sese multatum fuisse, utpote qui obligationi choralis pro matutino et laudibus non satisfecerit. Archipresbyter ratus hoc lederæ jura et privilegia parochialia, rem S. C. Congregationi dirimendam detulit.

DISCEPTATIO SYNOPTICA

PUNCTATURA SERVANDA VIDETUR. Re quidem vera nemo est qui ignorat interessentiam ad divina officia grave justiciæ ac religionis officium canonicis esse. Etenim præbenda qua ditantur, ad id præcise est ipsis concessa, ad id præcise fuit eisdem a benefactoribus constituta, ut vacare libere possint in persolvendis divinis laudibus, et ut Deo in ministerio altaris deserviant. Addas, canonicos vi promissionis ac jurisjurandi, quæ in possessione sui beneficii emittunt, fortiori etiam vinculo, quasi vi pacti, coram confratribus ligare atque adstringi. Unde nonnisi ex gravissimis causis a suo officio valent dispensari, nimirum juxta normam a Bonifacio VIII in *cap. Consuetudinem De cler. non resid.* traditam, et confirmatam a Tridentino sess. 24 cap. 12 *De refor.*, illi tantummodo « quos infirmitas seu justa et rationalis utilitas excusaret ». Qui igitur canonici absque legitima causa suo muneri desunt, præter gravem peccati reatum, quem incurrunt, pœnis diversimode plectuntur, incipiendo a distributionum amissione, usque ad ipsius beneficii privationem.

Porro ii quibus animarum cura incumbit etsi, dum vacant suis ministeriis parochialibus, tamquam præsentés in choro habeantur, nihilominus et ipsi si negligent aut sub futili prætextu se eximant a chori servitio, non modo peccant, sed et punctaturam incurrunt. Et quamvis non possit in singulis absentiarum casibus judicium institui super legitimitate causarum, quia sumus in humanis, et vix impossibile est singula prosequi momenta, ideoque super id. juxta S. C. C. praxim, soleat onerari parochorum conscientia ; nihilominus certum est, quod quoties constet canonicum curatum abfuisse ex arbitrio et propter suam unice comoditatem, pœnas absentium certissime incurrere, et posse etiam a legitima auctoritate moneri ac puniri.

In themate autem agitur de canonico paroco, qui ex relatis a Vicario generali videtur sero in ecclesiam adventasse, confessiones nonnullorum excepisse et subinde missam tranquilla mente celebrasse, quasi sua agens, et ea non curans, ad quæ tamquam capitularis vocabatur. Jam vero sive missa in diebus ferialibus, sive confessionum exceptio ad munia parochialia strictè non pertinent, sed officia sunt cujusque sacerdotis propria. Addas faciles abusos qui in hac re irrepere possent, si tamquam regula admittatur, parochos posse tempore divinorum officiorum et fidelium confessiones audire et s. sacrificium litare. Siqui-

dem ii possent ad hoc tempus talium munium expletionem passim reservare, cum plurimo choralis servitii detrimento et suorum confratrum gravamine.

Quapropter etsi admitti velit punctatorem parochorum affirmationi et conscientiae stare debere; nihilominus hoc videtur intelligendum de casibus ordinariis, et quando evidenter non constet de parochi culpa et negligentia.

PUNCTATURA EXPUNGENDA VIDETUR. At ex altera parte certissimum est, canonicos parochos, quoties suis muneribus vacant, tamquam praesentes in choro haberi debere, neque posse punctaturis muletari.

Quin dicatur confessiones audire missamque diebus ferialibus litare comprehendere non posse inter parochialia officia. Quandoquidem, etsi alii quoque sacerdotes ad fidelium confessiones excipiendas approbentur, tamen de rigore juris parochus et proprius cujusque fidelis sacerdos, etsi alii ad hoc officium aut ex pietate aut ex charitate vacent, parochus ad idem tenetur propter officium suum pastorale, ac vi officii. Unde non immerito quando confessiones audit, debet haberi tamquam praesens in choro, sicut S. C. C. ad rem pressius decrevit in una *Mediolanen.* 13 Februarii 1539 : « Oratorem habentem onus curae animarum annexum, si tempore quo divina officia celebrantur, audiat confessiones, vel alia ad ipsam curam spectantia exerceat, lucrari debere distributiones quotidianas, etiam si divinis non intersit. Et iterum die 19 Septembris 1643 in Tortonen. - ibi S. C. censuit praeposito ecclesiae collegiatae Castrinovi, cui annexa est cura animarum cum administratione sacramentorum, deberi distributiones quotidianas tempore divinorum officiorum, si eo tempore sit in actu dictam curam exercendi, et sacramenta ministrandi ». Atque passim juxta relata a Benedicto XIV Inst. eccles. 107 n. 56, et Lucidi vol. I pag. 309 nov. edit.

Item quando missam parochus litet pro fidelium sibi commissorum commoditate, et ut ipsis S. Synaxim administret, a lege chori videretur utique exemptus, quia ministerium pastorale indubitanter tunegit. Et citata superius decreta cavent, parochi deberi distributiones quotidianas « si eo tempore sit in actu dictam curam exercendi et sacramenta ministrandi » aut « alia ad ipsam curam spectantia exerceat. »

Quae verba latam interpretatione mereri, et applicari amussim ad praesentem casum suadet tum ratio sermonis, ubi nulla datur restrictio, tum canonica aequitas et favor plurimus, quo pastoralia munia et solet et debet prosequi christianum jus. Ideo sane fit ut qui proficiscitur, puta ad infirmum invisendum, aut qui ab eo redit, vel qui, per noctis laborem defatigatus, mane somno paululum indulgeat, habeatur communiter quasi actu curam exercens. Imo quum passim S. C. C., ceu in Pisana Jurisdictionis et Jurium diei 27 Julii 1839 ad VII, itemque S. C. EE. et RR., ceu in Ferentina distributionum I Martii 1861, onerare

consuescant parochorum conscientiam super chori frequentia; jam evidenter demonstrant in hac re quamdam latitudinem dari et respectum esse habendum quoque ad naturae exigentias. Cujus quidem aequitatis exemplum luculentissime praebuit S. C. C. in Papien. Distributionum diei 28 Januarii 1882, in qua proposito dubio : « An parochus Boni ejusque cooperatores habendi sint tamquam praesentes in chorum ad effectum lucrandi distributiones quotidianas, pro tempore antecedenti et subsequenti conciones et pro tempore quo conficitur status animarum in casu ». S. C. C. respondit : « Affirmative quatenus officium parochi praepositi et cooperatores unus capellaniis choralibus inhæreant, onerata eorum conscientia. »

Quibus praenotatis propositum fuit dirimendum.

DUBIUM

An punctatura, de qua quaestio, sit expungenda in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. Congreg. re cognita, sub die 24 Julii 1886 censuit respondere : *Affirmative.*

EX QUIBUS COLLIGES I. Parochis in actu curam animarum exercendi, sacramenta administrandi et alia ad ipsam curam spectantia implendi, deberi quotidianas distributiones pluries declaratum fuisse a S. C. Concilii.

II. Verba decretorum et resolutionem quibus parochus curam animarum implens eximitur a lege chori late accipi posse, innuunt canonica aequitas et favor quo jus canonicum pastoralia exercentes munia prosequitur.

III. Quum pro singulis casibus institui nequeat judicium an justa adfuerit exemptionis causa, hinc mos invaluit onerandi parochorum conscientiam, ne facile putent sese eximi a servitio chori sub quolibet futile praetextu, aut arbitrio, et propria commoditate.

IV. Parochum in themate eximi a lege chori missam litantem pro commoditate gregis sibi commissi, eidemque ministrantem sacram Sinaxim.

CONSULTATIONS

LITURGQUES, CANONQUES, ETC.

Q. — Je m'associe de grand cœur aux éloges que l'*Ami du Clergé* reçoit de ses abonnés. J'y apprécie surtout les questions pratiques qui y sont traitées *cum pondere, numero et mensura*. Me serait-il permis de dire qu'on s'appesantit un peu trop sur les questions de rubriques du bréviaire, qui sont très arides et ordinairement inutiles *en pratique* pour la plupart des prêtres. J'ai été fort satisfait des réponses données à mes quatorze questions dans le numéro du 16 décembre 1886 ; elles se sont fait attendre longtemps, mais, c'est apparemment parce que les fruits qui mûrissent lentement sont généralement les meilleurs. Quoi qu'il en soit, que l'*Ami du clergé* veuille bien permettre que je m'enrichisse de nouvelles réponses :

1° Le prêtre est quelquefois embarrassé quand il arrive près de mauvais chrétiens qui vont rendre le dernier soupir, n'ont même pas de connaissance, et ont négligé de recevoir en temps plus utile les secours de

la religion. *Ne satisfait-il point* à son devoir en donnant simplement l'absolution à ces pécheurs ou à ces impies ? *Peut-il* convenablement, *doit-il* même leur administrer l'Extrême-Onction ? En cas qu'il le puisse ou le doive, je demanderai ce que l'Extrême-Onction donne de plus que l'absolution, ou du moins, si quelqu'un qui ne sera pas sauvé par la seule absolution pourrait l'être par l'Extrême-Onction. L'attrition au moins étant nécessaire pour l'effet des deux sacrements, je crois qu'il est mieux de se contenter de l'absolution, au lieu de risquer, *en pure perte*, pour des misérables, un deuxième sacrement.

2° Je suis au milieu de mon bréviaire, des leçons, par exemple : l'*Angelus* sonne ; puis-je le réciter ? Est-ce mieux de le faire ou de ne pas le faire ?

3° Parfois les vêpres menacent d'être longues. Il y a procession en l'église, chapelet, petite lecture, salut du Saint-Sacrement. Peut-on *licitement* ne dire qu'une dizaine du chapelet prescrit par le Souverain-Pontife ? Peut-on retrancher quelques-unes des Mémoires (quelquefois nombreuses) qui devraient se faire ce jour-là, sauf à les dire en son particulier ?

R. — Nous remercions notre vénéré correspondant des félicitations qu'il veut bien nous adresser. Contrairement à notre coutume, nous les avons conservées parce qu'elles sont suivies d'une observation relative aux consultations sur les rubriques du Bréviaire. Notre confrère pense qu'on s'y appesantit trop, parce qu'elles sont très arides et ordinairement inutiles en pratique. Nous ne partageons pas ce sentiment. L'aridité des rubriques n'empêche pas leur importance.

Notre Code civil est très aride ; en est-il moins important ? Et les hommes de droit sont-ils pour cela dispensés d'en étudier les articles ?

Il en est de même des prêtres. Ils ont un code ecclésiastique. Ils sont obligés d'en étudier et d'en connaître les règles ; ces règles, ce sont les rubriques.

Vous attaquez particulièrement les rubriques du Bréviaire. Or, ce sont précisément celles-là qu'il faut étudier avant tout, parce qu'elles ont été rédigées avant celles du Missel et que souvent elles concernent le Missel aussi bien que le Bréviaire ; telles sont en particulier les règles relatives aux fêtes, aux dimanches, aux fêtes, aux octaves, aux commémoraisons, aux translations, etc., etc.

Cela posé, nous répondons :

Ad I. L'attrition est nécessaire pour l'efficacité soit de l'absolution, soit de l'Extrême-Onction, avec cette différence que, pour l'absolution, il faut que l'attrition soit actuelle, tandis que, pour l'Extrême-Onction, il suffit qu'elle soit habituelle.

Cette seule différence devrait engager à donner l'Extrême-Onction sans omettre toutefois l'absolution, dans le cas où l'on croit pouvoir donner l'absolution.

Il y a encore en faveur de l'Extrême-Onction cette différence capitale que, pour la validité de l'Extrême-Onction, l'intention interprétative est suffisante, tandis que, pour la pénitence, les actes du pénitent sont nécessaires à titre de matière prochaine ; d'où il suit que l'Extrême-Onction peut valoir dans des cas où l'absolution serait nulle.

Donc on peut, et, quand on le peut, on doit donner l'Extrême-Onction dans certains cas où, plus probablement, l'absolution serait inefficace.

Mais doit-on, ou peut-on toujours donner l'Extrême-Onction aux mauvais chrétiens privés de leurs sens quand on arrive à eux ? — Non évidemment, pas plus qu'on ne peut leur donner l'absolution. Pour qu'il soit licite de donner l'Extrême-Onction, il faut qu'on puisse présumer que le malade aurait vraisemblablement demandé l'Extrême-Onction, s'il l'avait pu. Or, il peut arriver que cette présomption ne soit pas possible, parce que le malade aurait, jusqu'au dernier moment où il avait l'usage de sa raison, refusé les secours de l'Eglise. Dans ce cas, on ne devrait donner ni l'Extrême-Onction, ni l'absolution.

Rappelons que, s'il reste un doute, on doit plutôt exposer le sacrement que le salut d'une âme, bien coupable peut-être jusqu'aux derniers termes de la vie, mais qui peut, sous le coup de la mort, revenir à résipiscence : *sacramenta propter homines*.

Ad II. Vous pouvez interrompre la récitation du saint Office et réciter l'*Angelus*. C'est l'opinion commune des canonistes. Voici comment saint Alphonse décide le cas :

« Licite etiam potest intermitti aliqua brevis oratio inter orandum, vel affectus, ut dicunt Anacl. ac Gob., etc., apud Croux. » (Livre IV, chap. II, n. 167.)

Vous faites mieux d'interrompre le Bréviaire, parce qu'alors vous gagnez l'indulgence de l'*Angelus*.

Mais, direz-vous, ne gagnerait-on pas l'indulgence en disant l'*Angelus* après la récitation du saint Office ? Nous ne le pensons pas, parce que les Brefs relatifs à cette indulgence supposent que l'*Angelus* est récité *au son de la cloche* lorsqu'on l'entend sonner. A la vérité, divers Indults permettent de gagner l'indulgence lorsqu'on récite l'*Angelus* après certaines prières ou exercices. Mais, jusqu'à présent, cette faveur ne concerne que les religieux, religieuses et autres personnes vivant en communauté.

Ad III. Il n'y aurait pas de péché à retrancher quelques-unes des mémoires à l'Office des vêpres paroissiales, parce que ces mémoires ne sont pas obligatoires pour les fidèles. Mais toutes les fois qu'on le peut, il est bon de suivre l'Ordo diocésain, dans la crainte de se jeter dans l'arbitraire. Nous supposons évidemment que l'autorité diocésaine n'a pas réglé cette question des vêpres paroissiales.

Q. — La fête du Patronage de saint Joseph doit-elle avoir le *Credo* ?

R. — Nous le croyons, parce que les nouvelles rubriques portent qu'on doit le dire : « In festis sancti Josephi Sponsi Beatæ Mariæ Virginis. » Si on ne devait le dire qu'à la fête principale du 19 mars, la rubrique porterait : « in festo » et non « in festis. »

En outre, le Missel marque le *Credo* après l'évangile.

A la vérité, on peut nous objecter que le *Credo* est indiqué parce qu'on suppose que le Patronage se célèbre le dimanche. L'objection est juste. Mais les nouvelles rubriques donnent à entendre que le *Credo* devrait encore se dire dans le cas où la fête du Patronage serait transférée après la Pentecôte, car elles portent que dans ce cas de translation, on dit la même messe, en modifiant seulement deux points, savoir : 1^o en enlevant *Alleluia* à l'Introït, à l'Offertoire et à la Communion; 2^o en ajoutant le Graduel :

« Si festum Patrocinii S. Joseph transferendum sit post Pentecosten, dicitur eadem missa, detractis tantummodo *Alleluia* ab Introïtu, Offertorio et Communione, ab substituto sequenti Graduali... »

Puisque les nouvelles rubriques ne parlent pas du *Credo* c'est une preuve qu'elles le maintiennent dans le cas de translation.

Q. — Le conopée qui enveloppe le tabernacle du très saint Sacrement *doit-il* être de soie? Peut-il être simplement en mousseline, afin qu'on puisse le laver?

R. — Le conopée n'est pas nécessairement de soie. En effet, le Rituel romain se contente de dire qu'il en faut un, sans déterminer la matière :

« Hoc autem tabernaculum conopœo decentior ornatum. » (De sacramento Eucharistiæ.)

Gavantus, Baruffaldi, Catalani, etc., qui l'exigent également, n'indiquent pas non plus la matière.

En outre, la Sacrée Congrégation des rites, consultée par le diocèse de Saint-Brieuc, a répondu qu'il pouvait être en coton, en laine et en chanvre :

« Utrum conopœum istud confici possit ex panno sive gossypio, sive lana, sive cannabe contexto? »

La Sacrée Congrégation répondit affirmativement. (S. R. C. 21 juillet 1855, n. 5221, n. 42., q. 2.)

Or on sait que la mousseline n'est pas autre chose que du coton. Cependant il serait bien convenable que le conopée fût en soie, afin de rendre au Très-Saint Sacrement un plus grand honneur par une étoffe plus riche.

Q. — Une chasuble, dont on changerait seulement les galons, perdrait-elle sa bénédiction? Et si on changeait la croix, c'est-à-dire l'étoffe qui forme cette croix par derrière et par devant, faudrait-il rebénir la chasuble?

R. — Le changement des galons dans une chasuble n'enlève pas la bénédiction, parce qu'il n'en change pas la forme.

Quant au changement de croix, nous ne pensons pas non plus qu'il enlève la bénédiction, parce qu'elle ne forme pas une partie importante de la chasuble; à moins cependant qu'il ne s'agisse de certaines chasubles sur lesquelles on voit de ces larges croix, introduites par le mauvais goût et par l'ignorance des traditions liturgiques, et qui

occupent une très grande place dans cet ornement : Que nous sommes loin de la chasuble romaine et de la chasuble de saint Charles, où la croix n'est tracée que sur la partie antérieure! Il en était de même dans les siècles précédents.

Q. — Veuillez, dans un prochain numéro, me dire s'il est permis à un héritier de ne pas déclarer au fisc les obligations qu'on lui laisse en partage, en s'appuyant sur cette raison : c'est que le gouvernement excède les bornes de la justice, et emploie souvent cet argent pour un usage mauvais. — Donc, est-il tenu à restituer, et comment?

R. — L'opinion la plus commune et la plus probable affirme l'obligation de payer les impôts, même indirects, ceux par conséquent qui sont prélevés sur la transmission des héritages. L'héritier doit faire la déclaration des biens de la succession; et la loi, qui lui impose cette déclaration, ne distingue pas entre les valeurs que l'on nomme *obligations*, et les autres valeurs.

On objecte que les impôts sont excessifs; qu'ils sont employés à des usages mauvais. Cette objection n'est pas dénuée de fondement; mais elle ne détruit pas la raison de bien public, sur laquelle repose la justice de l'impôt. L'excès et le mauvais emploi ne sauraient porter que sur une partie de l'impôt; tout ce qu'exige la raison du bien public est évidemment juste et obligatoire. Jusqu'où s'étend cette raison? Il est bien difficile de le dire. Et à moins qu'un impôt ne paraisse évidemment injuste, aux hommes capables d'en juger, il faut le regarder comme juste, et s'y soumettre.

Il suit de là qu'un héritier ne serait peut-être pas injuste, s'il refusait de déclarer une partie des valeurs de la succession proportionnée à l'excès ou au mauvais emploi des impôts. Il faut ajouter que cette manière d'agir est assez en usage aujourd'hui. Et ce qui est le fait d'un grand nombre, passe facilement pour excusable.

Mais serait-il permis de soustraire à la loi de l'impôt, toutes les valeurs ou la plus grande partie des valeurs d'une succession? La raison invoquée plus haut ne serait pas suffisante à légitimer cette manière de faire. Il ne paraît donc pas possible d'autoriser positivement un héritier à ne pas déclarer une partie considérable des titres de rentes qu'il reçoit en héritage.

Mais s'il n'avait fait qu'une déclaration très incomplète, ou nulle, de ces titres, devrait-on l'obliger à restituer? Ce serait peut-être difficile, aujourd'hui surtout, parce qu'il y a une opinion assez probable qui semble prendre de la consistance et qui soutient qu'il n'y a pas obligation de conscience de payer les impôts indirects.

Cette solution vaudrait particulièrement pour le cas où l'héritier serait dans la bonne foi, ou croirait avoir déjà suffisamment contribué aux charges publiques, et payé sa part d'impôt. Elle vaudrait *a fortiori* pour le cas où les valeurs non déclarées seraient de peu d'importance.

Q. — 1° Quel est, à Rome, le siège de l'archiconfrérie de l'Immaculée-Conception (ceci à titre de renseignement)?

2° Quelles sont les indulgences et les faveurs spéciales dont jouit cette archiconfrérie?

R. — Ad I. Il y a, à Rome, plusieurs archiconfréries sous le titre de l'Immaculée-Conception.

Il en est une, dite des *Enfants de Marie*, établie sous le titre de l'Immaculée-Conception et de sainte Agnès, vierge et martyre, dans l'église de sainte Agnès, à Rome.

Elle a été enrichie d'indulgences le 16 janvier 1866, et érigée en archiconfrérie le 16 février 1866 ¹ :

Une autre est établie dans l'église des saints Laurent et Damase. Elle a été enrichie d'indulgences par Paul V, le 5 juillet 1607 ².

Une autre est établie au Séminaire romain, spécialement en faveur des jeunes gens ³.

Une autre enfin est établie dans l'église de l'*Ara-Caeli*, dans le but spécial de propager le scapulaire de l'Immaculée-Conception ⁴.

Ad II. Chacune de ces archiconfréries jouit de faveurs spéciales. Nous prions notre confrère de nous donner quelques renseignements qui puissent nous faire connaître à laquelle d'entre elles sa confrérie est agrégée et nous lui indiquerons les indulgences et les privilèges dont elle jouit.

Q. — Un abonné de l'*Ami du clergé* désirerait connaître : 1° L'origine, l'objet et la fin de la dévotion des sept dimanches consacrés en l'honneur de Marie Immaculée ;

2° Les pratiques de piété pour chacun des sept dimanches ;

3° Les indulgences à gagner.

R. — Nous ne pouvons répondre à la question faute de documents.

Q. — L'évêque peut-il imposer, et sous quelle peine, à ses curés, l'obligation d'assister aux conférences ecclésiastiques ?

R. — Il est au pouvoir de l'évêque d'instituer des conférences diocésaines et d'obliger les curés à y assister. Nous trouvons la preuve :

1° Dans la constitution *Firmandis*, de Benoît XIV. Parmi les points sur lesquels l'évêque doit faire une enquête, au cours de la visite pastorale, on trouve celui-ci : « An parochus Congregationes seu conferentias super casibus conscientiae haberi solitas frequentet ⁵. »

2° Dans la constitution *Romanos Pontifices* de Léon XIII : « Que les curés même réguliers, y est-il dit, soient astreints à l'obligation d'assister

aux conférences, c'est ce que Benoît XIV a enseigné dans la constitution *Firmandis*, et ce que la Sacrée Congrégation chargée d'interpréter les décrets du Concile de Trente a plusieurs fois déclaré. On a donc eu raison d'établir dans le Synode de Westminster « que tous les prêtres séculiers ou réguliers qui ont charge d'âmes, sont tenus d'assister et de répondre à leurs conférences respectives, leurs droits restant saufs. »

3° Dans diverses décisions des Congrégations romaines, qui peuvent se résumer dans la proposition suivante : « Potest Episcopus ad id compellere omnes parochos, tam sæculares quam regulares, curam animarum exercentes, et omnes sacerdotes sæculares confessarios, etiamsi sint canonici, sub pœna pecuniaria; regulares vero ab audiendis confessionibus suspendendo; alios autem non potest compellere sed hortari ¹. »

4° Dans les lettres de la visite *ad limina* : « Saluberrimum illud institutum posuisti, écrit-on à un évêque, ut scilicet bis in anno per unum quemque decanatum inter se conveniant, ovium suarum statum referant, pro ipsarum bono in commune consulant, et quo maneant loco res sacræ te compotem faciant ². »

« Ne vero horum quidpiam negligatur, optimo sapientissimoque consilio imperasti, ut quotannis per singulos decanatus conveniant parochi tibi que apud tuum vicarium referant an cuncta bene se habeant ³. »

5° Dans l'enseignement de Benoît XIV et de tous les canonistes ⁴.

Le Saint-Siège ne tolérerait pas cependant que l'assistance aux conférences fût imposée sous des peines trop sévères ? L'évêque de Larino avait prescrit à tous les ecclésiastiques du diocèse d'assister aux conférences et avait décrété que les prêtres qui manqueraient à l'une d'elles devraient s'abstenir de célébrer la sainte messe le lendemain. La S. Congrégation du Concile ayant examiné ces constitutions synodales, déclara qu'elles n'obligeaient pas les clercs qui n'étaient pas dans les ordres sacrés et elle fit rapporter la peine de suspense : « Etsi hæc levissima esset, dit Benoît XIV, et unica tantum die acceret sacerdotes a sacro altaris ministerio, levior tamen sacræ Congregationi vita est culpa propterquam infligebatur ⁵. »

Pour des manquements de ce genre, l'Eglise préfère des punitions temporelles, comme l'amende, à l'emploi des censures, comme on peut le voir par les décisions que nous avons citées au n° 3.



¹ *Decreta authent. S. Cong. Indulg.* 30 août 1866, n. 416. Ed. Pustet. *Rescripta*, p. 556.

² *Rescripta authent. S. Cong. Indulg.* Summ. 32, p. 468.

³ *Ibid.*, p. 525.

⁴ *Ibid.*, p. 580.

⁵ Const. *Firmandis*, 16 novembre 1744, § 9, Bull. Benedicti XIV, vol. II, p. 447. Edit. de Malines.

¹ S. C. C., 5 sept. 1650, 12 mai 1681, 15 mars 1692, 26 janvier 1732.

² Lemberg, august. 1731, *Analecta*, XII, 467.

³ Eystatt, 12 décembre 1731, *Analecta*, XII, col. 471.

⁴ Benoît XIV, *Instit.* 103, n. 9 et 10; *de Synodo*, lib. X, cap. II, n. 4; Bonal, *Instit. canonicæ*, t. II, p. 169, etc., etc.

⁵ *De Synodo*, l. c.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un instituteur privé peut-il continuer dans un établissement d'enseignement secondaire l'engagement décennal qu'il avait commencé à réaliser dans l'enseignement primaire ?

R. — Nous croyons que les maîtres qui ont contracté l'engagement décennal avant la loi du 30 octobre 1886 peuvent réaliser cet engagement soit dans un établissement d'enseignement primaire, soit dans un établissement d'enseignement secondaire.

Si nous nous reportons, en effet, soit à l'art. 79 de la loi du 15 mars 1850, soit à l'article 20 de la loi du 27 juillet 1872, visés par l'article 66 de la loi du 30 octobre dernier, nous voyons qu'il est parlé d'une façon générale des établissements d'enseignement et non pas spécialement des établissements d'enseignement primaire.

L'article 79 de la loi de 1850 range dans la catégorie des dispensés du service militaire les membres ou novices des associations religieuses vouées à l'enseignement et autorisées par la loi ou reconnues comme établissements d'utilité publique, sans spécifier s'il s'agit d'enseignement primaire ou d'enseignement secondaire.

L'article 20 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée porte : « Sont, à titre conditionnel, dispensés du service militaire... 5^e les membres et novices des associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues comme établissements d'utilité publique, et les directeurs, maîtres-adjoints, élèves-maîtres des écoles fondées ou entretenues par les associations laïques, lorsqu'elles remplissent les mêmes conditions, pourvu toutefois que les uns et les autres, avant le tirage au sort, aient pris devant le recteur de l'académie l'engagement de se consacrer pendant dix ans à l'enseignement et s'ils réalisent cet engagement dans un des établissements d'éducation religieuse ou laïque, à condition que cet établissement existe depuis deux ans ou renfermé trente élèves au moins. »

Les termes de cet article sont généraux : on parle d'associations vouées à l'enseignement, d'établissements d'éducation, et non pas d'associations vouées à l'enseignement *primaire*, d'établissements d'éducation *primaire*. Nous en concluons que les maîtres qui ont contracté l'engagement décennal avant la loi du 30 octobre 1886 peuvent très bien réaliser cet engagement dans un établissement d'enseignement secondaire, en se conformant d'ailleurs aux prescriptions de l'article 20 de la loi du 27 juillet 1872.

Q. — Veuillez, je vous prie, m'éclairer sur l'art. 19 de la loi concernant l'organisation de l'enseignement primaire. La réclamation des donateurs doit-elle être faite dans les deux ans qui suivront la promulgation de la loi au journal officiel, c'est-à-dire à partir du 30 octobre 1886, ou bien seulement à partir du moment où

l'arrêté de laïcisation ou de suppression de l'école aura été inséré au journal officiel ?

R. — Nous avons plusieurs fois répondu à cette question. Les deux ans accordés aux donateurs ou à leurs ayant-droit partent du jour où l'arrêté de laïcisation a été inséré dans le journal officiel. Mais, ainsi que nous l'avons établi également, les donateurs ou leurs ayant-droit n'ont pas besoin d'attendre cet arrêté de laïcisation pour agir ; ils peuvent d'ores et déjà actionner les donataires des immeubles, parce que, par le seul fait de la promulgation de la loi du 30 octobre 1886, leur intérêt est lésé et la volonté du donateur méconnue.

Q. — Il y a un certain nombre d'années, la commune de B. a fait l'acquisition d'un brancard pour les inhumations. La fabrique qui, dès lors, a été mise en possession de ce brancard, a-t-elle le droit de le refuser pour les inhumations civiles ? Et la commune peut-elle prétendre au droit de s'en servir pour ces sortes d'inhumations en s'appuyant sur cette raison que le brancard lui appartient parce qu'elle l'a payé ?

R. — En mettant le brancard à la disposition de l'église, la commune ne pouvait s'exclure le droit de s'en servir pour les inhumations civiles qu'elle a le devoir de faire, à défaut d'autres, soit que ces inhumations aient un caractère intentionnellement hostile à la religion, soit qu'elles ne l'aient pas ; car il ne faut pas oublier qu'il y a eu de tout temps des sépultures en dehors de tout rite confessionnel, comme celles des enfants morts sans baptême, des duellistes, des suicidés, etc.

Par conséquent, aujourd'hui comme à l'époque où le brancard a été mis à la disposition de l'église, la commune a le droit de se servir du seul brancard existant et dont elle a fait les frais.

Notre correspondant n'a qu'un moyen d'empêcher que le brancard qui sert aux inhumations chrétiennes serve également aux inhumations anti-chrétiennes, c'est d'en acquérir un autre qui soit la propriété exclusive de la fabrique, et dont celle-ci aura seule la libre disposition.

Q. — 1^o Dans un conseil municipal de 12 membres, sept conseillers ont proposé plusieurs fois, en session de mai et d'août, de prendre une délibération pour subvenir aux besoins de la fabrique, qui est sans ressources, tandis que la commune est dans la plus belle prospérité.

Mais le maire radical s'est opposé chaque fois à cette délibération en refusant le registre et en levant la séance sitôt qu'on parlait de ce projet.

Les 7 conseillers formant majorité ont réclamé plusieurs fois en Préfecture contre cette manière d'agir du maire et n'ont pas obtenu de réponse.

Que doivent-ils faire pour forcer ce maire récalcitrant à respecter la volonté de la majorité et pour voter une subvention à la fabrique ?

2^o Le même maire, pour frustrer la fabrique et le clergé de leurs droits de casuel, délivre des certificats d'indigence à la plupart de ses partisans, quoiqu'ils ne soient point en réalité dans l'indigence.

Cependant le tarif diocésain approuvé du gouvernement fixe les classes d'enterrements et les droits funéraires d'après les impôts des chefs de famille, et ne considère comme ayant droit à la sépulture gratuite que

les familles qui paient moins de 5 francs d'impôts directs (toutes cotes comprises).

Le maire a-t-il le droit de délivrer un certificat d'indigence à un individu valide qui paie 31 francs d'impôts directs, et ce certificat est-il devant la loi un titre suffisant pour que le juge l'autorise à ne payer aucun frais funèbres pour sa fille décedée.

3^o Le même maire est accusé de plusieurs détournements de fonds : de s'être approprié les récoltes d'un pré communal, cédé de temps immémorial au sacristain, sans avoir rien payé ni à l'usufruitier ni à la commune propriétaire; de s'être réservé des sommes assez considérables dont il n'a point rendu compte, sur des mandats de commune qu'il a fait signer, ne payant aux signataires qu'une partie de la somme portée, c'est-à-dire inscrivant une somme supérieure à celle qui était due.

Certains conseillers municipaux et habitants de la commune ont adressé successivement leurs plaintes sur ces abus, d'abord à M. le Préfet qui n'a rien répondu; puis, au parquet. M. le procureur de la République a prescrit une enquête de la gendarmerie. Mais, malgré l'exactitude des accusations portées, il a fait savoir aux plaignants que, ne voyant pour son compte, ni crime ni délit dans ces faits, il les engageait à porter leurs réclamations à la Préfecture qui reste muette.

Or, les honnêtes gens doivent-ils supporter sans se plaindre, tous ces abus de pouvoir? Ou à qui doivent-ils s'adresser pour les réprimer puisque le parquet se décharge sur la préfecture et que celle-ci ne dit rien.

R. — Ad I^m. Il manque là un homme énergique et déterminé pour mettre le feu aux poudres. Si cet homme existait, il aurait bien vite raison du gremlin scandaleux à qui le gouvernement assure l'impunité, en saisissant la presse conservatrice et anti-républicaine des faits et gestes de ce triste citoyen; en le dénonçant, au besoin, au ministre de l'intérieur, et au corps législatif par l'intermédiaire d'un orateur de la droite.

Les 7 conseillers formant la majorité ont un autre moyen légal de réduire le maire, c'est de refuser systématiquement tous les crédits qu'il demande, tous les votes qu'il propose, en faisant savoir au préfet et à qui de droit le motif de leur manière d'agir.

Pour le cas spécial dont il est ici question, rien ne peut empêcher la majorité de faire sa proposition de subsides à la fabrique, et de les voter. Seulement, cette espèce de vote est soumise à l'approbation préfectorale (*Loi du 5 avril 1884*), et celle-ci peut être refusée sans motifs.

Ad II^m. Encore sur ce point, le maire montre le peu de cas qu'il fait des lois, règlements et ordonnances. De la conscience, n'en parlons pas; c'est le cadet de ses soucis. Ordinairement, l'indigence se constate par l'inscription au bureau de bienfaisance. L'indigent est défini par ces mots : celui qui n'a pas le moyen de pourvoir à ses besoins et à qui la charité doit porter secours. Sans doute, il n'est pas toujours facile de déterminer le point où commence ce qu'on entend par indigence; mais avec un peu de bonne volonté et en s'aidant des interprétations juridiques, on y parvient et d'une manière à peu près certaine. Ainsi, l'art. 8 de la loi du 3 juillet 1846 accorde la gratuité aux personnes *indigentes* pour tout ce qui concerne le mariage, comme les extraits des registres de l'Etat civil, les actes, les consentements, les actes de no-

torité, de publications, de procédure, etc., etc.

Cet article a reçu son interprétation de l'ordonnance royale du 30 décembre 1846 qui s'explique ainsi : « Seront admis au bénéfice de l'art. 8 de la loi du 3 juillet 1846 les personnes qui justifieront, 1^o d'un extrait de rôle des contributions constatant qu'elles payent moins de 10 fr., ou d'un certificat du percepteur de leur commune portant qu'elles ne sont point imposées; 2^o d'un certificat d'indigence à elles délivré par le commissaire de police ou par le maire dans les communes où il n'existe pas de commissaire de police; ce certificat sera visé et approuvé par le sous-préfet (*art. 1^{er}*).

Par ces détails, on voit que notre maire commet une iniquité et viole les lois et ordonnances, quand il délivre un certificat d'indigence à un citoyen qui paye 31 francs d'impôts et qui, certainement, n'est pas inscrit au bureau de bienfaisance et ne reçoit aucun secours de la charité.

Assurément, un pareil certificat n'aurait aucune force auprès d'un juge digne de ce nom. Mais pourquoi laisser arriver des affaires de ce genre devant un tribunal? Le curé a un moyen bien simple de se soustraire aux malignités d'un maire méprisable et à la cupidité de quelques paroissiens; c'est de se faire payer d'avance le tarif de la classe commandée. S'ils mettent leur honneur et leur gloire à être parés d'un certificat d'indigence, il faut adopter pour la classe des vrais indigents, c'est-à-dire supprimer impitoyablement, en dehors des prières liturgiques dues à tout le monde, tout ce qui peut ressembler à une pompe funèbre, comme chant, cloches, serviteurs, tentures, messe tardive, etc. On aura bien vite raison et du maire et de ses affidés.

Ad III^m. Il nous faut répéter ici ce que nous disions au début. Devant le parti pris cynique d'assurer l'impunité à un voleur, il ne reste qu'un moyen : la presse. C'est la seule puissance que l'autorité publique respecte encore un peu. Il faut carrément articuler les accusations, et les répéter jusqu'à ce que satisfaction soit donnée ou que le coupable publiquement diffamé en appelle à la justice; alors la partie des honnêtes gens sera belle, parce que la preuve des faits est admise, du moment qu'il s'agit d'un fonctionnaire et de fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.

Q. — Le mardi saint, une société d'amateurs a exécuté dans mon église un Oratorio de Gounod, après lequel *des dames désignées par moi* ont fait une quête que j'avais annoncée pour les pauvres de la paroisse.

Aujourd'hui, 25 avril, je reçois de M. le receveur des établissements hospitaliers de la ville une lettre conçue en ces termes :

« J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire verser à ma caisse, le plus tôt qu'il vous sera possible, en conformité de l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 6 juillet 1831, le produit de la quête, faite à l'église, au profit des pauvres, le 5 avril dernier, par la Société chorale mixte de B. »

Que dois-je faire? Que dois-je répondre? Le bureau de bienfaisance n'est point intervenu pour cette quête. Les membres dudit bureau ne l'ont point faite et ne m'ont rien demandé avant qu'elle ait été faite, c'est-à-

dire entre l'annonce du dimanche des Rameaux et le mardi jour de l'exécution.

R. — Que notre correspondant refuse énergiquement d'obtempérer à l'injonction dudit receveur, nous ferons observer d'abord que l'arrêt sur lequel il base sa prétention n'est qu'un *avis* du conseil d'Etat; mais cet avis qui, de fait, n'a jamais eu force de loi, a été annulé en droit par un autre avis du même conseil d'Etat de date beaucoup plus récente; car le premier est du 6 juillet 1831, et le dernier du 24 mars 1880. Or, dans ce dernier cas, le conseil d'Etat reconnaît la liberté de la charité privée, et déclare que les bureaux de bienfaisance n'ont point qualité pour revendiquer les sommes réunies par des tiers dans l'intérêt des pauvres.

Ce que nous fait savoir notre correspondant prouve, ou bien l'ignorance, ou bien la mauvaise foi du receveur. Son ignorance, s'il ne connaît point le dernier avis du conseil d'Etat; ou sa mauvaise foi, s'il le connaît.

Dès 1806, des ministres dits libéraux, c'est-à-dire hostiles à la religion, ont voulu décréter le monopole des aumônes en faveur des bureaux de bienfaisance. Mais l'admirable et religieuse éloquence de Portalis les en empêcha jusqu'en 1831. A partir de cette époque, où parut l'avis précité du conseil d'Etat et pendant une dizaine d'années, on recommença à tracasser les curés, grâce surtout à une lettre ministérielle du 23 novembre 1838 à l'archevêque de Paris, ces hostilités avaient des intermittences; mais la jurisprudence ministérielle ne fut point modifiée, bien qu'on ne l'invoquât presque jamais dans la pratique.

Naturellement, sous les influences franc-maçoniques qui dominent aujourd'hui, on a invoqué de nouveau les documents ministériels de 1831 à 1838. Plusieurs tentatives de quelques bureaux de bienfaisance, pour s'emparer de n'importe quelle quête faite en l'honneur des pauvres, ont amené d'abord l'avis du conseil d'Etat de 1880, qui tranche la question pour le moment, et puis, plusieurs sentences de tribunaux civils, entre autres une du tribunal de Caen (23 juillet 1880), qui ont affirmé en principe le droit qu'à chacun de distribuer en aumônes, ou de les faire distribuer par une personne de son choix, et qui, dans deux ou trois circonstances, ont fait rendre gorge aux bureaux de bienfaisance des sommes recueillies à la suite de concerts religieux, ou non religieux, et dont ils s'étaient emparés illégalement.

Nous ne saurions trop répéter au doyen de... qu'il doit résister jusqu'au bout et se laisser traîner au besoin devant les tribunaux; et, pour affirmer son droit encore avec plus de force, il fera bien d'organiser le plus tôt possible un autre appel à la charité pour ses pauvres à lui. Par mesure de précaution, qu'il se fasse autoriser par l'évêché.

Q. — Le père de famille qui a lieu de craindre que les biens qu'il laissera à son décès, ne soient dissipés par

un fils prodigue, peut-il, dans un testament, imposer à ce fils la charge de rendre à ses enfants tous les biens recueillis dans la succession paternelle?

R. — Cette question nous a été également posée par un autre de nos abonnés et en des termes qui, pour être moins juridiques, n'en seront peut-être que mieux compris par ceux de nos lecteurs qui n'ont pu faire du droit un sujet d'étude. Voici cette deuxième formule: Le père de famille peut-il empêcher un de ses enfants de toucher au capital qui lui reviendra dans sa succession, et disposer que cet enfant n'en touchera que les revenus de manière à ce qu'il ne puisse dissiper le capital et qu'à sa mort, ses enfants retrouvent intacte la fortune laissée par leur aïeul?

Nous répondons tout d'abord: Non, le père de famille ne peut pas disposer ainsi de la *totalité* de sa fortune; mais le Code lui permet avec juste raison d'imposer à son fils cette restitution, lorsqu'elle ne doit s'étendre qu'à la portion disponible de la succession.

Nous n'avons pas besoin de rappeler ici à nos lecteurs qu'aux termes de l'article 913 du Code civil le père de famille ne peut jamais déshériter complètement un de ses enfants et qu'il doit, dans tous les cas, lui laisser une réserve. Ainsi, le père de famille ne peut jamais disposer de plus de la moitié de ses biens s'il laisse à son décès un enfant légitime, du tiers s'il laisse deux enfants, et du quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

La réserve qui se transmet des pères et mères à leurs enfants par la seule force de la loi ne peut être soumise à aucune condition, ni grevée d'aucune charge.

La portion disponible, au contraire, c'est-à-dire la moitié, le tiers ou le quart dont nous venons de parler, est toujours à la libre disposition du père de famille. Il pourrait la donner à un étranger, à plus forte raison peut-il manifester la volonté de ne laisser à son fils que l'usufruit de cette partie de sa succession et d'en réserver la nue-propriété aux enfants que ce fils pourra avoir.

Le Code civil qui, dans son article 896, a prohibé d'une manière générale ce qu'on appelle les *substitutions*, a senti le besoin de faire à cette règle une exception, formulée dans les articles 1048 et suivants.

Ce chapitre du Code est intitulé: Des dispositions permises en faveur des petits-enfants du donateur ou testateur, ou des enfants de ses frères et sœurs.

Nous n'en citerons que deux articles:

Art. 1048. « Les biens dont les père et mère ont la faculté de disposer, pourront être par eux donnés, en tout ou en partie, à un ou plusieurs de leurs enfants par actes entrevifs ou testamentaires, avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés et à naître au premier degré seulement desdits donataires. »

Art. 1050. « Les dispositions permises par les deux articles précédents, ne seront valables qu'au-

tant que la charge de restitution sera au profit de tous les enfants nés ou à naître du grevé, sans exception ni préférence d'âge ou de sexe. »

Voici en quels termes le tribun Jaubert, dans le rapport présenté dans la séance du 9 floréal an XI, justifiait la disposition exceptionnelle dont nous venons de parler :

« Le vœu de la loi, conforme à celui de la nature, est que la substance du père ne passe pas à des étrangers. Le vœu de la loi, comme celui de la nature, est que les biens qu'un fils a reçus de son père lui servent aussi pour continuer la famille. Ne peut-il arriver cependant qu'un père ait de justes craintes que son fils ne dissipe les biens qu'il va lui transmettre ? Ne peut-il pas arriver qu'un père ait eu de légitimes motifs de mécontentement ? La nouvelle législation n'a pas cru devoir laisser subsister l'exhérédation ; la peine est détruite : fasse le ciel que l'idée de toute impiété envers la nature ne se manifeste jamais ! Mais enfin, soit que le père ait lieu de soupçonner l'administration de son fils, soit que, par un excès de prudence ou par le désir bien naturel à un ascendant de songer à ses rejetons, il veuille bien faire servir son droit de disposer d'une quotité, ou à venger son autorité, ou à assurer l'existence de ses petits-enfants, pourquoi la loi ne protégerait-elle pas une aussi sainte destination ? C'est aussi ce que veut le projet en faveur des petits-enfants nés ou à naître. »

Nous n'avons pas besoin de dire à nos lecteurs que la mère a, à cet égard, les mêmes droits que le père. Si nous avons, le plus souvent, employé le mot : père de famille, c'est uniquement pour éviter la confusion qui aurait pu se produire de la continuelle répétition de ces mots : père de famille ou mère de famille.

Nous ne croyons pas devoir non plus insister sur ce point que le père ou la mère, qui croient devoir prendre des précautions contre la prodigalité d'un de leurs enfants, ne sont pas pour cela obligés d'englober leurs autres enfants dans la même mesure restrictive.

Ne pouvant, sans prendre une trop grande place, développer ici les conditions mises à l'exercice du droit dont nous venons de parler et les obligations qui en résultent pour le fils grevé de restitution, nous renvoyons nos lecteurs au Code civil...
(*Bulletin français*, mai 1876.)

COURRIER DE L'UTILE

LES PLANTES DANS LES CHAMBRES DE MALADES

Le Conseil municipal de Paris, dont tant de délibérations nous indignent ou nous font, pour le moins, hausser les épaules (ce qui arrive toutes les fois — c'est trop souvent — qu'il obéit à ses passions ou préventions révolutionnaires et irrégulières), le Conseil municipal de Paris vient de

prendre une résolution sage en décidant, sur la proposition du docteur Chautemps, que le service des jardins de la ville ferait placer et entretenir, dans les salles des hôpitaux, un certain nombre de plantes et de fleurs.

Aussi bien dans la chambre vaste et luxueuse du malade riche que dans la chambre étroite et triste du malade pauvre, verdure et fleurs soulagent et réjouissent.

En ce qui concerne les fleurs, il est bien évident qu'il y a un choix à faire, et qu'il ne peut être question de fleurs à arôme intense.

Quant aux plantes, elles sont loin de présenter les mêmes inconvénients, ainsi que le fait observer le docteur Chautemps.

L'expérience est faite, du reste, depuis longtemps dans les principaux hôpitaux de Londres.

M. de Parville a décrit à ce propos une expérience intéressante de M. Gréhan, professeur à la Sorbonne : « Mettons des poissons dans l'eau d'un globe hermétiquement clos. Au bout de quelques heures, les poissons donneront des signes non équivoques d'asphyxie ; encore un peu et ils mourraient. Ils mourraient, parce que, pour respirer, ils auraient bientôt absorbé tout l'oxygène de l'air du globe et l'auraient remplacé par l'acide carbonique que dégage leur respiration. »

« Maintenant, introduisons dans le globe exposé en pleine lumière des plantes aquatiques ou aériennes. Même après une journée d'attente les poissons ne donnent plus signe d'asphyxie et se portent à merveille. C'est que les parties vertes des plantes exposées à la lumière absorbent, comme on sait, l'acide carbonique et dégagent de l'oxygène. L'acide carbonique fabriqué par les poissons est détruit par les plantes, et la vie de la plante assure la vie de l'animal. Singulières harmonies de la nature ! L'expérience de M. Gréhan est une variante intéressante de l'expérience fondamentale de Lavoisier sur la respiration. »

LES COULEURS ET LA LUMIÈRE

M. W. Simpson vient de communiquer à l'Académie des Sciences le résultat de ses longues expériences sur la durée des couleurs exposées à la lumière, résultat qui intéresse particulièrement les prêtres et les peintres qui entreprennent la décoration d'une église.

Des lavis de différentes couleurs ont été préparés sur des morceaux de carton, chaque carton a été coupé en deux et l'une des moitiés conservée pendant 15 ans dans l'obscurité, tandis que l'autre était exposée durant la même période à la lumière de chaque jour. Les morceaux de carton sur lesquels devait être étudiée l'action de la lumière furent collés sur une feuille de papier qui fut placée dans un cadre et suspendue contre le volet d'une fenêtre exposée au levant.

Voici les résultats qu'a fournis, après 15 années, la comparaison entre les deux séries de lavis :

N'ont pas éprouvé d'altération : ocre jaune, jaune citron, jaune permanent de Newman, terre de Sienne brûlée, brun Vandyke, terre d'Ombre brûlée, rouge clair, vermillon, rouge indien, bleu de cynanine, bleu de Prusse, cobalt, outre-mer, azur de Newman, noir de fumée. Ont pâli très légèrement : brun rouge, vert émeraude, sépia romaine, bleu français. Ont pâli considérablement : jaune indien, jaune de chrome. Le jaune de cadmium n'a pas pâli, mais a pris une teinte plus brune. La garance brune a perdu un peu de son rouge. La laque cramoisie a presque disparu du papier ; à une place où la couche de couleur était plus profonde reste encore une bande brune, Le carmin est dans le même cas. La laque de garance a bien tenu, mais elle est devenue un peu moins rouge et s'est rapprochée du pourpre. La garance pourpre a bien résisté, mais elle a légèrement changé de nuance. L'indigo montre aux places profondes une légère teinte verdâtre ; partout ailleurs le papier est redevenu à peu près blanc.

DE L'ACTION ÉLECTRIQUE SUR LA CROISSANCE DES PLANTES

Le *Bulletin international d'Electricité* donne, d'après les journaux anglais, le récit d'expériences très curieuses faites pour étudier l'action du courant électrique sur la croissance des plantes à tubercules. « Des pommes de terre et des navets ont été plantés entre des plaques de cuivre et des plaques de zinc enfoncées dans le sol à une distance de 30 mètres environ et reliées extérieurement par un fil métallique.

Il se formait ainsi une pile à circuit fermé dont le courant agissait sur les racines des légumes. Dans ces conditions, l'expérience a permis, paraît-il, d'obtenir une augmentation de grosseur de 15 0/0 pour les navets et de 25 0/0 pour les pommes de terre, par comparaison avec d'autres plantes du même champ non soumises au même traitement. »

DIGESTIBILITÉ DES ALIMENTS

Les aliments doivent, pour passer dans l'organisme, subir tout un travail qui constitue les phénomènes de la digestion ; ce travail est plus ou moins long suivant la sorte de nourriture.

Pour étudier cet acte physiologique on eut l'idée de se rendre compte des phénomènes sur le chien au moyen de fistules gastriques, opération facile et sans grand inconvénient pour l'animal, ce qui permit de faire des expériences du plus haut intérêt scientifique ; mais les études les plus complètes furent faites vers 1833 par William Beaumont, médecin américain, à qui le hasard fit soigner un jeune chasseur canadien, du nom d'Alexis Saint-Martin, dont l'estomac avait été perforé par un coup de feu.

La blessure guérit, mais l'estomac resta ouvert au dehors par un orifice qui permit au médecin d'étudier les phénomènes qui se passaient dans

son intérieur. Le sujet continua à se bien porter malgré une grande intempérance et vivait encore en 1850.

Pendant près d'une année, Beaumont eut l'avantage d'observer dans ce curieux malade toutes les phases de la digestion. Il vit que, suivant la composition des aliments, leur séjour dans la cavité gastrique variait beaucoup ; il nota avec soin leur passage, et voici quelques chiffres intéressants :

Riz	1 heure.
Soupe au gruau	1 h. 30 m.
Tapioca	1 45
Truite et saumon	1 30
Lait bouilli, œufs crus	2 »
Lait non bouilli, œufs frits	2 15
Volailles bouillies	2 30
Bœuf bouilli	2 45
Œufs mollet, bœuf grillé	3 »
Pain, bœuf rôti, fromage	3 30
Volailles rôties, gr. de mouton	4 30
Graisse de bœuf	5 30

Les légumes passent plus rapidement que tout autre aliment.

Les boissons ont un passage très rapide.

Ces chiffres sont variables suivant l'état de santé du sujet ; ils donnent cependant une bonne idée de la digestion de ces aliments.

POUSSE ARTIFICIELLE ET RAPIDE DES FLEURS

Avec la recette suivante, vous pourrez avoir, pour les décorations du mois de Marie, les fleurs dont le retard de la saison vous prive :

Coupez, à l'aide d'une scie, une branche d'arbre, plongez-la dans une eau courante et laissez-la tremper pendant une heure ou deux, à l'effet de ramollir les bourgeons.

Transportez cette branche dans une chambre chauffée à la température ordinaire de nos appartements, et fixez-la verticalement dans un baquet d'eau, à laquelle vous mêlerez de la chaux vive, que vous retirerez douze heures après.

Cela fait, versez dans cette eau une petite quantité de vitriol (sulfate de fer ou de cuivre) pour prévenir la putréfaction. Au bout de quelques heures, les fleurs commencent à poindre : les feuilles poussent à leur tour. En renforçant la dose de chaux, vous rendez la germination plus hâtive.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 4 maii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'ASCENSION : SUR LE MYSTÈRE

Intrare in gloriam suam.
Oportuit Christum pati et
ita. (Luc, xxiv, 26.)

L'œuvre de notre Rédemption était consommée. Après une vie de trente-trois années, passée dans l'humiliation, les travaux et les souffrances, Jésus-Christ était entré dans sa gloire par sa résurrection. Pendant quarante jours, il achève d'instruire ses apôtres et organise définitivement l'Eglise. Enfin le moment étant venu de quitter ce monde et de retourner à son Père, il rassemble ses disciples, les conduit sur la montagne des Oliviers et là, les ayant bénis, il monte aux cieux en leur présence. Cette montagne était précisément le lieu qui avait été témoin de son agonie sanglante. C'est de ce lieu même qu'il prend son essor vers le ciel. Pourquoi cette coïncidence et ce rapprochement ? Pour nous montrer par quelle voie nous devons nous-mêmes y parvenir. « Si quelqu'un, avait-il dit dans son évangile, veut venir à ma suite, qu'il se renonce soi-même, qu'il porte sa croix, et qu'il me suive ». Il fallait que le Christ souffrit pour entrer dans sa gloire, *oportuit Christum pati et ita intrare in gloriam suam*. Or, comme le chef n'a été couronné qu'après avoir été crucifié, nous ne pouvons monter au ciel avec lui, si nous ne montons avec lui sur le Calvaire ; mais aussi, dès que nous pourrons boire le calice de sa passion, il nous abreuvera d'un torrent de délices. Ainsi donc les peines de cette vie doivent fortifier en nous l'espérance de monter au ciel avec Jésus-Christ, et c'est à la possession du ciel que doivent tendre tous les mouvements de notre cœur. Ce sont les deux parties de ce discours.

O Marie, le mystère de ce jour a été pour vous un mélange de joie et de bonheur ! Heureuse du triomphe de votre Fils, vous avez ressenti en même temps une peine très sensible de vous voir séparée de lui. Par cette douleur et cette joie, obtenez-nous la grâce de bien comprendre que pour régner avec J.-C. nous devons avant tout souffrir avec Jésus-Christ. *Si compatimur et conglorificabimur*.

I

Jésus-Christ est mort pour notre rédemption ; il est ressuscité pour notre justification. Il est monté au ciel pour notre glorification. Il est allé nous préparer les places. *Vado vobis parare locum*. (Joan., xiv, 2). Il a porté dans les cieux, dit saint Jean Chrysostome, les prémices de notre nature. Comme le premier né d'entre plusieurs frères. Il est allé prendre le premier de tous possession de l'héritage céleste pour y faire participer tous les autres. Les patriarches, les prophètes et tous les justes de l'ancienne loi l'accompagnaient dans son entrée triomphante comme ayant été les premiers prédestinés à sa gloire ; mais les saints de la nou-

velle loi suivront cette troupe glorieuse, et nous régnons déjà en quelque sorte dans le ciel, où une portion de notre nature règne avec Jésus-Christ : *Credo me regnare ubi portio mea regnat* (S. Maxime). Ce divin triomphant, après avoir rompu les liens du péché et brisé les portes ténébreuses de l'enfer et de la mort, les a portées sur la montagne pour être le trophée éternel de sa victoire. Or, le chef ne doit pas être sans ses membres, et il manquerait quelque chose au bonheur de Jésus-Christ s'il était seul dans la gloire. Il a porté ses plaies dans le ciel, afin que le prix de notre rédemption, toujours présent aux yeux du Père éternel, tinte les portes du royaume de Dieu toujours accessibles. Entrons donc en esprit dans ce mystère. Voyons les cieux ouverts et Jésus-Christ debout à la droite de son Père qui nous tend les bras et nous invite à le suivre. Mais à une condition, c'est en participant à ses souffrances. Sans doute il dépendrait de Dieu de nous conduire à la souveraine félicité par une autre voie, et c'était bien la première intention de sa Providence. Mais l'homme prévaricateur ayant lui-même renversé cet ordre, n'a plus d'autre moyen de rentrer dans la voie dont il est sorti par le péché, que de souffrir patiemment les peines qu'il s'est attirées en devenant pécheur. Il était trop fragile pour être perdu sans ressource après sa première faute ; il était trop coupable pour recevoir le pardon de son péché sans en porter la peine. Dieu, aussi juste que miséricordieux, n'a pas eu moins d'égard à sa fragilité qu'à son égarement. Il lui laisse encore le moyen de devenir heureux, mais il ne veut pas qu'il puisse arriver à la félicité qu'en souffrant. Il attache sa gloire aux souffrances en considération de sa faiblesse, et il unit les souffrances à la gloire dans le souvenir de sa débilité.

Mais comme la miséricorde de Dieu l'emporte sur sa justice dans cette vie, il y a dans cette disposition de sa providence un secret admirable de sa bonté. Exilés de notre patrie par le péché, nous sommes comme des voyageurs qui marchent dans un chemin difficile jusqu'à ce que nous soyons arrivés à notre terme qui est le ciel. Or, qu'y a-t-il de plus capable d'encourager les voyageurs à finir leur course que d'attendre des consolations infinies dans le terme et de souffrir des fatigues extrêmes dans le voyage ? Saurait-on s'imaginer un terme plus doux que le ciel et un chemin plus pénible que cette vie ? Que fait donc Dieu ? En même temps qu'il suscite mille tribulations en ce monde, il nous fait entrevoir la félicité parfaite qu'il nous promet dans l'autre. Il veut aussi nous inspirer un ardent désir de retourner dans notre patrie par le dégoût qu'il nous fait naître des peines de l'exil, nous animer à souffrir sans murmure les peines de notre exil par l'espérance de retourner en notre patrie. En effet, il n'est point de mouvement plus naturel à une âme affligée que celui de se tourner vers le ciel. Si nous cherchons parfois du soulagement parmi les créatures, c'est que dans

Ile trouble où la douleur nous jette, nous embrassons aveuglément le premier secours qui s'offre à nous, et sans nous donner le temps d'en examiner l'impuissance ou la faiblesse, nous préférons des consolations sensibles et présentes à celles que leur éloignement et notre peu de foi nous font souvent paraître imaginaires. Mais nous apercevant bientôt que ces mêmes créatures où nous cherchions des consolations en ont quelquefois autant et même plus besoin que nous, nous sommes obligés de recourir au vrai et unique consolateur qui nous crie : Venez à moi ! vous tous qui êtes fatigués et qui êtes chargés, et je vous soulagerai.

En outre, Dieu savait bien qu'il eût été inutile de nous commander le mépris du monde, si ce monde n'avait eu réellement des défauts qui le rendent méprisable. Aussi a-t-il permis que le péché nous plongeât dans un abîme de misères pour nous garantir des rechutes. Il a mêlé et répandu des amertumes et des dégoûts dans toutes les situations de la vie pour nous forcer à tourner nos regards vers le ciel. Car sans cela, nous serions en danger de prendre le chemin pour le terme, et les douceurs de l'exil nous feraient infailliblement oublier notre véritable patrie. En effet, parlez aux mondains de renoncer aux vanités du siècle, d'embrasser une manière de vivre qui soit plus en rapport avec les maximes de l'évangile, vous ne ferez aucune impression sur eux tant que le charme du plaisir, remplissant leur esprit et leur cœur, ne laisse plus de place pour les pensées de l'éternité. Mais qu'un malheur, une disgrâce, une maladie vienne fondre sur eux, bien souvent ils changeront de sentiment et de langage. N'osant plus s'appuyer sur les choses d'ici-bas dont ils éprouvent l'inconstance et la fragilité, ils se jettent alors entre les bras de Dieu qui se présente à eux pour les recevoir à peu près comme un vaisseau qui, battu des vents et de la tempête, est quelquefois porté dans le port par un coup de vent qui semblait devoir le briser et le perdre. « *Quærente anima*, dit S. Augustin, *ubi figat spem, dum ab hoc mundo evellitur opportune excipit cognitionem mundi.* » Soyez béni, ô mon Dieu, dit une âme dans cet heureux changement, de m'avoir envoyé des humiliations qui sont si avantageuses. Peut-être que, si je n'avais jamais eu que des prospérités, je n'aurais pas connu le prix des biens que vous me destinez, et qu'enchanté des douceurs de ma félicité présente, je ne me serais pas mis en peine d'en chercher d'autre, mais en m'affligeant, vous m'avez fait voir qu'il n'y a point de véritable bonheur sur la terre, et en le cherchant ailleurs, j'ai appris à le connaître. Venez donc croix, venez disgrâces, venez afflictions ; bien loin de vous fuir et de vous craindre, je vous désire maintenant, parce que, étant né avec un si grand penchant pour les choses de la terre, il n'y a que vous qui soyez capables de m'en dégouter et mettre mon cœur dans une heureuse liberté d'aller à son véritable terme qui est le ciel.

Telle est l'industrie de la grâce, tel est le secret dont Dieu se sert pour dégager insensiblement ceux qui sont tombés dans les pièges du péché. Combien d'âmes jouissent maintenant de la gloire qui seraient précipitées dans les enfers si elles n'avaient mis à profit les afflictions ! Et voilà comment les peines de cette vie nous fortifient et nous donnent une sainte espérance de monter au ciel avec Jésus-Christ. *Istæ vitæ male dulci miscet Deus amaritudines tribulationum, ut aliâ quæ salubriter dulcis est requiratur.*

II

Si, d'après saint Paul, depuis que Jésus-Christ notre chef est ressuscité, nous, ses membres, ne devons plus avoir d'affection pour les biens de la terre, mais uniquement pour ceux du ciel, n'ai-je pas encore plus de raison de conclure que Jésus-Christ étant monté au ciel et n'ayant plus, sur la terre, une présence sensible, c'est uniquement à ce ciel et à ce souverain bien que doivent se porter tous les mouvements de notre cœur : autre conséquence du mystère de ce jour. En effet, par le péché d'origine, l'homme était tombé des hauteurs où l'avait placé la grâce, il était tombé du ciel sur la terre. Dès lors, il ne pouvait plus regarder le ciel qui est la région des esprits célestes et ne pouvait s'attacher qu'à la terre et aux choses de la terre. Richesses, honneurs, plaisirs, voilà ce qui remplissait son cœur, frappait ses sens ; voilà ce à quoi seul son esprit et sa volonté se portaient. Alors pour nous arracher à cette servitude des sens, Jésus-Christ, dit S. Augustin, s'est revêtu d'un corps afin que nous le puissions voir, et que dans les faiblesses mêmes de son humanité, nous reconnaissons en lui quelque chose de divin. Mais cela ne suffisait point encore ; et comme il s'était servi de ce premier moyen de l'Incarnation pour nous accoutumer peu à peu à nous élever vers les biens spirituels et invisibles, il a fallu, dit ce même docteur, que le corps de Jésus prit dans sa résurrection les qualités glorieuses d'un esprit. Et afin de ne pas nous arrêter à la terre, Jésus-Christ, dans son Ascension, monta au ciel, où il nous apprend que c'est en lui seul, comme en notre souverain bien, que notre espérance doit uniquement se reposer. Ainsi son Ascension est comme l'attrait dont il se sert pour nous élever à lui, et la grâce propre de ce mystère est une grâce de séparation qui doit nous détacher de la terre et nous faire soupirer après le ciel dont il nous découvre les beautés en y montant. Depuis que la glorieuse humanité de Jésus-Christ s'est placée à la droite du Père, elle est devenue un nouvel aliment à l'espérance des justes voyageurs en ce monde aussi bien qu'à la félicité des élus. C'est elle qui brille de toutes parts dans le ciel par l'éclat qu'elle y répand et qui, pour nous attirer à elle, nous montre toute la beauté du séjour où elle règne. Cette Jérusalem céleste n'a nul besoin d'être éclairé ni par le soleil, ni par la lune, dit S. Jean, la gloire de Dieu même l'éclaire et l'A-

gneau est le grand astre qui la remplit de ses lumières. *Non eget sole neque luna ut luceat in ea, nam claritas Dei illuminavit eam, et lucerna ejus est Agnus.* Cet Agneau, c'est Jésus-Christ assis à la droite de Dieu son Fils, c'est son adorable humanité qui, unie à sa divinité, communique sa gloire aux bienheureux, afin qu'ils rendent à l'un et à l'autre les mêmes actions de grâces et que ces deux natures soient le sujet de leur bonheur, aussi bien que de leur reconnaissance. Or, voilà le véritable objet de mon espérance. Que les adorateurs passionnés du siècle s'attachent aux choses de ce monde tant qu'il leur plaira. Pour moi, qui sait que Jésus-Christ n'y est plus et qu'il veut que je sois où il est, je ne veux point d'autre demeure que le ciel. Tel fut le désir des apôtres qui, voyant leur cher Maître monter au ciel, ne regardèrent plus la terre qu'avec mépris, commençant dès lors à le goûter pour ainsi dire davantage, à lui être attachés par des liens plus puissants et à soupirer après lui plus ardemment qu'ils n'avaient jamais fait. *Christum amplius degustabant in Christo, eique præcipuo dilectionis vinculo inhærebant.*

Tel doit être aussi celui de tout véritable chrétien. Car quel serait notre aveuglement, si rachetés par le sang de Jésus-Christ, appelés à la participation de sa gloire, occupés à lui demander chaque jour dans nos prières que son royaume nous arrive, nous bornions toutes nos espérances aux biens, aux honneurs, aux plaisirs, aux commodités de cette vie ? Quel serait notre aveuglement, si faisant tous les jours une sensible expérience des misères et de la corruption du monde, nous l'aimions encore tous les jours ; si connaissant les grands avantages qu'il y a de posséder Dieu et le ciel, nous ne songions à rien moins qu'à Dieu et au ciel, comme si l'un n'était pas notre Père, et que l'autre ne dût pas être notre demeure. C'est donc ce ciel et la possession de ce souverain bien qui doivent être les seuls objets de notre espérance. Puisque c'est là qu'est notre seul trésor, il faut que ce soit là que s'envole notre cœur ; puisque c'est là que Jésus-Christ sera notre vie, notre salut, notre nourriture, notre bien, notre gloire, notre paix, notre tout, il faut que ce soit là aussi que nous fixions et que nous arrêtions tous nos desirs. Ce sera dans le ciel que nous le verrons sans fin, que nous l'aimerons sans dégoût, que nous le posséderons sans ennui. C'est donc à ce ciel que nous devons uniquement tendre. *Erit unde satientur, erit quæcumque ab hominibus honeste desiderantur et vita, et salus et virtus, et copia et gloria et honor et pax et omnia bona, omnia in omnibus, ipse finis erit desideriorum nostrorum, qui sine fine videbitur, sine fastidio amabitur, sine fatigatione laudabitur.* (S. Aug.).

De ce mystère de l'Ascension, apprenons d'une part à être généreux dans les peines de cette vie. Que sont-elles, en effet, en comparaison de la gloire qui nous est réservée dans les cieux ? Ce

sont des peines d'un moment, qui seront suivies d'une éternité de délices. Ce sont des peines légères qui opéreront en nous un poids incomparable de mérites et de félicité. Non, il n'y a aucune proportion entre elles et les joies du ciel. Cessons, d'autre part, à courir après la vanité et le mensonge. Attachons-nous à Jésus-Christ et aux biens célestes. Élevons-nous au-dessus des choses de ce monde pour nous attacher plus qu'aux biens qui demeurent. Thésaurisons pour le ciel, et quand l'heure suprême aura sonné pour nous, nous entendrons cette parole : Réjouissez-vous, et soyez dans l'allégresse : une magnifique récompense vous attend dans l'éternité.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. du Concile.

Les prêtres chargés de deux paroisses, doivent appliquer ou faire appliquer deux messes, une pour chacune des deux paroisses aux jours de dimanches et de fêtes, même quand ils ne binent pas, même quand les revenus sont insuffisants, même quand la rétribution pour le service de la seconde paroisse ne consisterait qu'en l'indemnité dérisoire des deux cents francs servis en ce cas par le gouvernement.

La décision suivante confirme cette doctrine pour le cas où un curé est chargé de trois églises : deux paroissiales et l'autre simple annexe non paroissiale. Il serait à désirer que la messe de binage fût célébrée dans la seconde église paroissiale, de préférence à l'église de l'annexe.

DIVIONEN. MISSÆ PRO POPULO

Die 24 Julii 1886.

Per summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Ordinarius Diœcesis divionensis in Gallia Apostolicæ Sedi exposuit : « Pro insufficienti sacerdotum numero in Diœcesi divionensi, non raro accidit, ut idem parochus tribus ecclesiis inserviat, nempe : 1. suæ propriæ parochiæ ; 2. modo permanenti alteri ecclesiæ, quæ in alio loco sita tituloque parochiali non gaudens annectitur ecclesiæ parochiali ; 3. ecclesiæ loci, parochialem titulum habentis, sed, penuriæ sacerdotum causâ, parochum proprium residentem non possidentis, *ad tempus.* »

« Vi suæ institutionis talis parochus singulis dominicis ac festis diebus bis celebrat, nempe in sua ecclesia parochiali et in altera ecclesia non parochiali, sed permanenter ecclesiæ parochiali annexa, ut dicitur. Inde sequitur ut idem omnino nequeat missam celebrare, dominicis ac festis diebus in tertia ecclesia, nempe parochiæ ejus

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

ad tempus curam habet. Cum tamen ei parochiæ, in qua non residet, invigilare teneatur tum ad visitandos ægotantes, tum ad catechizandos pueros ac multa alia munia adimplenda, ducentos francos pro supra memoratis foundationibus a gubernio Gallico recipit, »

« Quærimus¹. an talis sacerdos debeat supplere missas quas pro sua secunda parochia non potest celebrare, diebus dominicis ac festis, attenta etiam ea circumstantia quod dicta pensio ducentorum francorum vix remuneraret supradicta munia, ambabus parochiis inter se multum distantibus ; 2. an debeat alterutram ex missis, quas celebrat, ut dictum est, singulis dominis ac festis, applicare simul pro utraque parœcia ; 3. an debeat applicare huic parochiæ, missâ privatâ, eam missam quæ in ecclesia annexa sine titulo parochiali celebratur. »

« Cum evenerit ut plures sacerdotes bonâ fide pro sua secunda parœcia non celebraverint, ut in casu, postulamus, ut ipsis suæ omissiones si necesse sit condonentur, »

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii, re cognitâ, sub die 21 Julii 1886 censuit respondere : « Ad I. Affirmative, nisi quod obtandum foret, ut secundam Missam celebraret in secunda parœcia. Ad II. Non licere. Ad III. Affirmative si in secunda parœcia celebrare non potest, facto verbo cum SSmo etiam quoad sanationem quoad præteritum. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je viens de lire dans votre excellente revue de l'*Ami du clergé* (n° 8 de cette année), une consultation parfaitement théologique, solidement motivée, sur les sucrages des mouts de raisins dans ses rapports avec la matière du saint sacrifice.

J'y ai pourtant trouvé plusieurs propositions sur lesquelles je vous demande, monsieur le Directeur, la permission de vous soumettre quelques réflexions.

Vous dites (p. 92 et col. 2^e) : « dix ou douze kilogs de sucre par barrique de 230 litres sont assez loin d'atteindre la quantité du sucre des raisins qui ont donné ces 230 litres, lequel peut monter de 35 à 45 kilos : plus du triple. » Fort bien, mais habitez-vous des pays si fortunés que le sucre, pour une pareille quantité de vendange, ne descende jamais au-dessous même de vingt kilos ? Combien de pays où beaucoup de vins, en certaines années, ne dépassent pas quatre à cinq degrés d'alcool. Et ce sont surtout ces vins faibles dont on est obligé de relever le titre par le sucragement de la vendange dans les cuves. Or, ajoutons à ces vins douze kilos de sucre par fût de 230 litres, c'est presque doubler leurs degrés d'alcool.

L'addition d'une telle quantité de sucre dans une vendange d'un titre aussi faible ne rendrait-elle pas le vin qui en sortirait impropre au saint sacrifice ? Certainement un vin ainsi fabriqué ne serait plus qu'une matière douteuse et dès lors gravement illicite.

Si donc le Saint-Siège autorisait le sucragement des mouts de raisins, il faudrait pour ne pas abuser de la permission, ne pas perdre de vue et le degré alcoolique de la vendange sucrée et le rendement du sucre en alcool.

N'est-ce pas bien là, Monsieur, votre pensée ? Nous le croyons. Plusieurs de vos lecteurs seraient heureux

de vous la voir exprimer d'une manière explicite de peur que quelques-uns de leurs confrères ne soient tentés d'abuser de la généralité de votre proposition en ne faisant pas attention que le sucre, dans certaines vendanges, peut descendre bien au-dessous du chiffre que vous avez indiqué.

Mais ce n'est pas là le point qui nous divise le plus. Vous avez écrit à la 1^{re} col. de la page 92 : « On peut rendre aux raisins desséchés l'eau que la dessiccation leur a enlevée et faire ensuite du vin valide et licite pour la sainte Messe. » Cette proposition, Monsieur, je vous l'avoue, m'a fortement surpris ainsi que plusieurs de mes confrères. Voici pourquoi :

Il est de foi que le vin nécessaire comme matière au saint Sacrifice, c'est le vin naturel de la vigne, *vinum ex vite*. Or, le sentiment public parmi nous, c'est que le vin que l'on tire des raisins secs auxquels on a ajouté de l'eau, est, non le vin naturel de la vigne, mais un liquide fabriqué, artificiel. Dans nos contrées si ravagées par l'oidium et le phylloxéra, nombre de propriétaires ont recouru aux raisins secs et à leurs fontaines pour faire leur boisson, comme ils disaient ; mais il n'en est pas un qui ait pensé fabriquer ainsi du vrai vin naturel. En vain, on leur eût assuré qu'ils ne faisaient que rendre aux raisins secs leur eau perdue par l'évaporation, que l'eau d'ailleurs n'a pas dans le vin l'importance de l'alcool, ils eussent répondu avec leur malin sourire : « Vous voulez plaisanter, Monsieur ; nous savons bien que nous ne faisons que de la *piquette*. » Et si quelqu'un d'entre eux se fût avisé de vouloir vendre sa *piquette* comme du vin naturel, il eût été poursuivi comme un falsificateur et sa cave eût été mise en interdit pour longtemps.

Or, remarquez, Monsieur le Directeur, que souvent cette *piquette* était plus fortement alcoolisée que plusieurs des vins qu'ils tiraient de leurs vignes.

Tel est, chez nous, Monsieur, le jugement du sens commun. Et rien ne paraît plus solidement fondé.

D'abord le vin n'est ni l'alcool, ni l'eau, ni aucun des éléments solides qu'il renferme.

C'est un liquide spécifique qu'il ne faut confondre avec aucun autre.

C'est un mélange, je l'avoue ; mais il faut aussi le reconnaître, si l'alcool lui est essentiel, il ne l'est pas plus, en un sens, que l'eau, ni que les autres éléments qui lui donnent son caractère, son cachet spécial : autrement il ne faudrait pas distinguer le vin des autres liquides fermentés tels que la bière, le koumis, etc. Mais le vin n'est pas seulement un mélange quelconque, un mélange artificiel d'éléments constitutifs semblables à ceux que fournit le raisin. Quand vous auriez tous ces éléments et que vous en feriez le mélange intime, vous ne produiriez qu'un liquide fabriqué, artificiel, si vous tiriez ces éléments d'ailleurs que des raisins de la vigne, du règne minéral par exemple. Evidemment, ce n'est que de la *vigne* que peut proprement et en vérité sortir le *vinum ex vite*.

Allons plus loin, supposons que nous avons extrait des raisins de la vigne, par des procédés chimiques, tous les éléments du vin ; nous en faisons ensuite le mélange, et la fermentation alcoolique s'établit. Dans de telles conditions, nous aurons certainement un vin qui sera bien, quant à ses éléments, *vinum ex vite*.

Mais sera-ce du vin naturel ? Non, certainement aussi, puisque nous ne l'aurons obtenu que par des *procédés artificiels*.

C'est que, comme le disait dernièrement à l'Académie de Médecine M. Brouardel, le vin n'est pas un mélange quelconque des éléments qui le constituent. C'est un *produit vivant*. Pour être naturel, c'est-à-dire pour être ce que la nature le fait, il faut que ses principes ne viennent que de la vigne et qu'ils ne se combinent que par les forces et par les procédés de la nature et dans le laboratoire de la nature. Tout ce qui sort de ces conditions, peut être quelque chose, mais n'est pas du vin naturel de la vigne. Comment donc serait-il du vin naturel de vigne le liquide qui serait fait avec des raisins

secs auxquels on aurait ajouté artificiellement de l'eau de fontaine? Il est admis que l'eau donnée par les fleurs de la vigne au printemps n'est qu'une matière pour le moins douteuse du baptême. Comment l'eau de fontaine pourrait-elle entrer artificiellement dans la composition de la matière du saint Sacrifice quand il est admis également que cette matière doit venir naturellement de la vigne. Sans doute l'eau, en un sens, n'y a pas la même importance que l'alcool. On en convient. Cependant il n'est pas plus possible d'avoir du vin sans eau que sans alcool. L'eau est donc vraiment un élément constitutif essentiel du vin naturel. Or, encore une fois, comment serait-il un vin naturel le mélange alcoolique auquel on aurait ajouté, par un procédé purement artificiel une eau qui ne viendrait pas de la vigne? Voilà, Monsieur le Directeur, ce que nous ne pouvons pas comprendre. Nous pensons bien que, pour émettre votre assertion comme vous l'avez fait, vous vous appuyez sur une autorisation que la Propagande aurait donnée aux Missionnaires dans les pays infidèles. Croyez-vous à l'authenticité de cette permission? Nous avons lieu de nous en défier.

Nous vous serions bien reconnaissants de vouloir bien en éclaircir l'origine. Pardonnez-moi, Monsieur le Directeur, cette trop longue lettre, en raison de l'importance de son sujet, et veuillez agréer, etc.

R. — Nous demanderons à nos lecteurs et pour la même raison, l'indulgence que veut bien réclamer de nous M. l'archiprêtre qui nous consulte. La question est en effet très importante, et des plus importantes puisqu'elle se rapporte à l'auguste sacrifice de l'autel et intéresse la validité de la consécration.

I. Le premier point touché par notre vénérable correspondant est celui de la quantité de sucre que l'on pourrait ajouter aux raisins sans détruire la *validité* du vin pour la consécration. Il lui semble que l'addition supposée de 10 ou 12 kilos de sucre par barrique rendrait invalides les vins faibles qui ne dépassent pas quatre à cinq degrés d'alcool. Sans examiner s'il a raison, nous pouvons dire que le principe sur lequel il s'appuie est celui-là même sur lequel nous avons fondé notre solution sur la validité du vin ainsi obtenu, savoir : que le vin devient *invalide* du moment que le sucre ajouté prévaut sur le sucre des raisins.

M. l'archiprêtre dit que ce vin serait matière douteuse et, par là même, *gravement illicite*. Nous allons plus loin et nous disons que ce vin, *fût-il certainement valide* pour la consécration, serait encore *gravement illicite* à cause de la quantité notable de mélange qu'il contient.

Si le Saint-Siège autorise jamais la pratique d'élever le degré alcoolique du vin par addition de sucre ou d'alcool, ce que nous ne savons pas, il donnera la mesure qu'on ne pourra dépasser pour la licéité et l'on devra s'y conformer. En attendant, nous tenons pour *illicite* tout mélange dont la quantité n'est pas assez infime pour être regardée comme rien, *parum pro nihilo*.

L'espérance même exprimée par nous que le Saint-Siège autoriserait un léger mélange ne nous suffit aucunement pour regarder ce mélange comme *licite* dès maintenant. Tant que le Saint-Siège n'aura pas admis cette tolérance, nous tenons tout mélange appréciable pour *illicite*.

II. Le deuxième point traité par notre vénérable correspondant est celui du vin de raisins secs. Il fait de longs raisonnements pour établir que c'est un vin artificiel et invalide. Et il nous demande le texte de la Propagande autorisant cette pratique pour les Missionnaires des pays infidèles.

Le décret de la Propagande est du 23 juillet 1706. Ad quæsitum : « Utrum liceat celebrare cum vino facto ex uvis passis? » S. C. de PROPAG. FIDE 23 julii 1706 respondit : « Licere, dummodo liquor ex colore et gustu dignoscatur esse verum vinum. »

Uvis passæ, ce sont bien les raisins séchés au soleil. Par quels procédés en faisait-on du vin chez les anciens? Nous ne saurions le dire; mais l'eau étant nécessaire à la fermentation, il fallait bien leur rendre l'eau qu'ils avaient perdue à la dessiccation. C'est ainsi qu'on fait encore le vin en plusieurs pays d'Orient.

Si le vin fait de cette manière, *ex uvis passis* est déclaré licite et à plus forte raison valide pour le saint sacrifice par l'autorité compétente, nous n'avons pas à faire de raisonnements à l'encontre. Si spécieux qu'ils fussent, ils auraient le premier de tous les torts que puisse avoir un argument : ils seraient faits contre la vérité connue avec certitude.

Nous avouerons seulement sur la matière qui nous occupe, que ce décret de la Propagande et les plus récentes interprétations qui en auraient été données, pourraient fort bien ne pas s'appliquer à toute manière de faire le vin à l'aide de raisins secs.

On peut rendre aux raisins desséchés l'eau qu'ils ont perdue de deux manières : ou bien en soumettant les raisins à l'action lente d'une humidité tiède qui réintègre dans le corps même du raisin l'eau évaporée dans la dessiccation, de telle sorte que le vin soit fait avec les raisins ramenés d'abord, aussi près que possible, à leur premier état; — ou bien en mélangeant aux raisins secs la quantité d'eau voulue et en faisant du tout une masse commune dont on provoque sur-le-champ la fermentation. Dans le premier cas, le raisin est, en quelque sorte et autant que possible, reconstitué et c'est de ce raisin que se tire le vin. Dans le second cas, le raisin n'est pas reconstitué et le vin se tire de la masse sucrée résultant du mélange des raisins secs et de l'eau.

La seconde manière est-elle comprise dans le décret qui permet pour la sainte messe le vin de raisins desséchés, *ex uvis passis*? Nous n'oserions l'affirmer.

En terminant, nous répétons ce que nous avons déjà exprimé sous différentes formes :

1^o Le sujet est des plus graves, et dans les doutes qui s'élèvent à ce sujet, le Saint-Siège seul est compétent;

2^o Une matière, même certainement valide pour la consécration, peut être *illicite* et même *gravement illicite* : conséquemment, on ne peut s'auto-

riser pour l'emploi d'un mélange de ce qu'il n'entraîne pas la nullité de la consécration;

3^o Tout mélange de matières étrangères au vin du saint sacrifice est illicite, à moins d'une tolérance qui ne peut être que fort restreinte, de la part du Saint-Siège;

4^o Nous n'avons connaissance d'aucun acte du Saint-Siège autorisant, même en minime quantité, un mélange quelconque soit d'alcool, soit de sucre.

Q. — Ayant Ste Anne pour titulaire de mon église et devant en faire la mémoire à défaut de patron, dois-je dire l'oraison telle qu'elle se trouve au Bréviaire le 26 juillet, ou changer ces mots : *solemnia celebramus*, en ceux-ci : *commemorationem agimus* ?

R. — Vous ne pouvez pas employer le mot *solemnia*, qui ne convient qu'au jour de la solennité (et de l'octave, s'il y en a une). Mais rien n'empêche que vous conserviez le mot *celebramus* qui, en liturgie, n'implique pas nécessairement l'idée de solennité.

Mais alors quel terme employer en place de *solemnia* ? Un décret de 1867 dit qu'il faut prendre un terme qui indique une mémoire :

« Mutatis verbis quæ natalitium aut solemnitatem indicant in iis quæ memoriam exprimunt » (S. R. C. 31 août 1867, n. 5381.)

Vous pouvez donc dire *memoriam*, ou peut-être mieux encore *commemorationem celebramus*.

Q. — 1^o A une messe votive ou semi-double d'un saint peut-on dire une oraison *pro uno defuncto* et peut-elle compter pour 3^o oraison ?

2^o A une messe d'un double et double majeur peut-on dire une oraison *pro uno defuncto* ?

R. — Ad I. Oui, on peut dire une oraison pour un défunt à une fête semi-double d'un saint. Cette oraison doit se dire l'avant-dernière. Et elle ne dispense pas de dire les oraisons du Temps qui seraient assignées pour ce jour-là. C'est donc une oraison surajoutée. Ces deux cas ont été décidés sur la prière du procureur général des chanoines réguliers de Latran en 1684 :

« 6^o queritur : An in missa privata de sancto semi-duplici, vel simplici, seu votiva, vel de infra octavam, sive de feria non privilegiata, dici possit collecta pro particulari defuncto, puta : *Inclina*, etc., vel *Deus qui nos patrem* etc., et similia. Et an ob istam omitti possit aliqua ex assignatis pro tempore, puta, *A cunctis* etc.; vel *Ecclesie* etc. »

La S. Congrégation des Rites répondit dans le sens que nous avons indiqué tout à l'heure :

« Posse in penultimo loco, nec omittendam ullam ex collectis pro tempore assignatis. » (2 décembre 1684, n. 3073, ad 6.)

Ad II. On ne le peut pas à une fête double-mineure ou double majeure, car le décret cité dans la réponse précédente ne parle que des semi-doubles.

C'est même une concession que la rubrique du

Missel n'avait pas faite, car elle ne permettait aux prêtres d'ajouter des oraisons qu'aux fêtes simples et aux fêtes, et alors il fallait que le nombre des oraisons fût impair :

« In festis simplicibus et feriis per annum, nisi aliter in propriis locis notetur, dicuntur tres in semiduplicibus, aut quinque; possunt etiam dici septem ad libitum. »

Q. — Peut-on conserver dans une église un Graduel où l'Ordinaire de la messe est traduit en français, même le canon ? Et des Antiphonaires qui ne sont munis d'aucune approbation de l'Ordinaire ?

R. — Le Saint-Siège défend de traduire en langue vulgaire l'Ordinaire de la messe. En 1851, Mgr Parisi, alors évêque de Langres, ayant demandé au Souverain-Pontife si on le pouvait, Sa Sainteté fit répondre que l'évêque devait avertir les traducteurs de se désister de leur travail, et en empêcher l'impression et la publication.

« ... Sanctissimus mandavit ut Episcopus orator moneat traductores ut a cœpto abstineant, ejusdemque operis impressionem et publicationem inhibeat. »

Hélas ! il faut bien avouer que cette défense n'a pas toujours été observée depuis. Nous avons vu bon nombre de paroissiens où l'Ordinaire est traduit presque entièrement et quelquefois entièrement. Le Saint-Siège connaît-il cet état de choses ? Ou bien, le connaissant, le tolère-t-il aujourd'hui ? Nous l'ignorons, mais nous sommes portés à croire que Rome serait moins sévère qu'autrefois, parce que les inconvénients sont beaucoup moins graves.

Vous nous demandez encore si l'on peut conserver, dans une église, des antiphonaires et vespéraux qui ne sont munis d'aucune approbation de l'évêque. Nous répondons que les livres de chant n'ont jamais été, du moins explicitement, soumis à d'autres formalités que les autres livres. S'ils le sont implicitement, parce que le texte est extrait de livres qui l'ont été formellement, on peut néanmoins les garder, à la condition que l'Ordinaire les fera confronter par un ecclésiastique capable, *probata personæ ecclesiasticæ*, et déclarera ensuite si le texte est conforme aux éditions romaines et si l'on peut s'en servir. (Décret du 26 avril 1834.)

Q. — Peut-on laisser déposer une couronne sur le cercueil d'une veuve par la sacristine, lors même que la famille de la défunte ne l'aurait pas demandée ?

R. — Il fallait empêcher la sacristine d'agir ainsi, parce que les couronnes sont l'emblème de l'innocence et de la virginité. Voilà pourquoi la liturgie n'accorde cette distinction qu'aux enfants baptisés qui sont morts avant l'âge de raison, comme on peut le voir au Rituel romain dans l'*Ordo sepeliendi parvulos*. D'après Baruffaldi, Cataloni et la plupart des autres liturgistes, on peut aussi mettre des couronnes sur le cercueil

des vierges ; mais aucun liturgiste n'autorise à en mettre sur celui des veuves.

Q. — 1^o Dans notre paroisse on chante, tous les lundis, à moins que les rubriques ne s'y opposent, une messe de morts, dite *messe du purgatoire*.

Cette messe, pour quelles âmes est-elle dite?... Est-ce pour les âmes de tous les défunts de la paroisse, ou bien seulement pour les âmes en faveur desquelles on a donné au bassin pour les défunts, ou bien encore pour toutes les âmes du purgatoire en général?...

J'ai entendu un chanoine théologal prétendre que cette messe du lundi est, dans toutes les églises où elle se dit, pour tous les morts retenus dans les flammes expiatoires.

2^o A cette *missa quotidiana*, quelle oraison faut-il chanter?...

Evidemment, c'est l'oraison *Fidelium Deus omnium conditor et redemptor*, etc., si la messe doit être pour tous les morts. Mais si elle n'est que pour un nombre plus restreint de défunts, quelle oraison faut-il prendre?...

Pour moi, je chante tantôt l'avant-dernière, tantôt la dernière des *orationes diversæ pro defunctis*, et commençant l'une par ces mots : « *Deus, cui proprium est*, etc. » ; l'autre, par ceux-ci : « *Animabus, quæsumus, Domine, famulorum famularumque tuarum..* Fais-je bien ? »

3^o Notre église est dédiée à saint Michel : dois-je donc incliner la tête vers le Missel, quand je prononce ces paroles de l'Offertoire de la messe des morts : « ... *Sed signifer sanctus Michael representet eas...* »

R. — Ad I. Cette messe doit être appliquée conformément aux intentions des fondateurs, si elle est fondée ; si elle n'est pas fondée, elle doit être appliquée selon les intentions des personnes qui rétribuent la messe. Il faut s'en tenir à ces dispositions particulières, attendu qu'aucune loi de l'Eglise n'oblige les simples curés à faire telle ou telle application de messe.

Ad II. La solution de cette question est dans la réponse précédente. Vous devez prendre l'oraison qui convient aux personnes pour qui vous célébrez la messe.

Ad III. Non, vous ne devez pas, et vous ne pouvez incliner la tête au mot *Michaël* dans la messe de *Requiem*, parce qu'on n'incline la tête qu'aux noms des saints dont on fait une mémoire spéciale.

Par conséquent, vous ne le pouvez pas non plus en prononçant le nom de cet archange à la bénédiction de l'encens, lorsque vous dites : « *Per intercessionem beati Michaelis...* »

Mais vous devez incliner la tête à sa fête et pendant l'octave ; à moins toutefois que pendant l'octave vous ne disiez une messe de *Requiem* (S. R. C. 12 aprilis 1823, n. 4594, ad 3). La raison en est, dit Gardellini dans une note, qu'il n'y a rien de commun entre la messe de *Requiem* et l'office du jour.

Q. — J'ai dans ma paroisse une confrérie de St Eloi, dont la fête patronale se trouve le 1^{er} décembre et se trouve renvoyée, quant à sa solennité, au dimanche suivant. Or, le dimanche qui suit est ordinairement le 2^e de l'Avent, auquel est avancée la solennité publique de l'Immaculée-Conception, excluant par son rit même la fête du patron de l'église, à plus forte raison celle

du patron d'une simple confrérie paroissiale et de son autel.

Je ne puis que renvoyer la messe de l'autel de St Eloi au 3^e dimanche de l'Avent ; malheureusement je me heurte aux usages reçus, et je vais, d'un côté, innover, de l'autre, froisser des volontés rebelles, ou même m'exposer à voir tomber la confrérie.

En pareil cas, je demande si le 2^e dimanche de l'Avent je ne pourrais pas absolument chanter la 2^e messe de l'Immaculée-Conception, avec mémoires du 2^e de l'Avent et de St Eloi, à l'autel même de St Eloi, la 1^{re} messe s'étant dite au maître autel d'après l'office du 2^e dimanche de l'Avent.

C'est probablement ainsi que devait faire mon prédécesseur ?

R. — Si vous avez reçu du Saint-Siège un Indult pour célébrer la fête patronale de votre confrérie le second dimanche de l'Avent, vous n'avez pas le droit de remettre, de votre autorité privée, cette solennité au troisième dimanche. Il faut recourir au Saint-Siège, et demander cette faveur pour le troisième dimanche.

Mais voulez-vous nous permettre d'exprimer un doute. Est-il bien vrai que vous ayez reçu le pouvoir de célébrer une messe de St Eloi le second dimanche de l'Avent ? Que le Saint-Siège vous ait autorisé à faire une cérémonie en l'honneur de St Eloi, patron de votre confrérie, qu'il ait accordé une Indulgence plénière à gagner ce jour-là par les membres de la confrérie, nous le croyons facilement. Mais qu'il vous ait permis de célébrer une messe votive de confrérie, cela nous étonne ; et nous vous serions très reconnaissants si vous vouliez bien nous envoyer le rescrit qui concède cette faveur. Plusieurs fois déjà nous avons reçu des Indults analogues, et nous avons pu constater qu'on leur donnait un sens qu'ils n'avaient pas. N'en serait-il pas de même pour votre cas ?

Quoi qu'il en soit, vous ne pouvez pas faire chanter la messe de l'Immaculée-Conception au petit autel de St-Eloi, et celle du second dimanche de l'Avent au grand autel. C'est le contraire qui doit avoir lieu ; car la messe de l'Immaculée-Conception est la grand'messe de paroisse.

Quant à la messe célébrée sur l'autel de St-Eloi, nous ne pouvons en rien dire, parce que nous n'avons pas vu le texte de la concession apostolique. Jusqu'à plus ample informé, nous pensons que vous n'avez pas le droit de dire la messe de saint Eloi, ni même d'en faire mémoire.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Il y a bien des difficultés dans les questions relatives aux dons manuels, selon qu'ils sont ou ne sont pas anonymes. On ne peut pas toujours les distinguer. Ne pourriez-vous pas, dans une petite étude rapide, nous dire :

1^o Ce qu'on entend par dons manuels ;

2^o Comment ils doivent se faire pour être inattaquables ;

3^o Comment s'opère la donation d'objets qui ne sont ni lourds ni volumineux.

4° *Quid* des dons faits par les mains d'un tiers ?

5° En droit canonique, un tel don est-il valide avant la tradition de l'objet ?

6° L'autorisation du gouvernement est-elle requise ?

7° Peut-on employer le don manuel pour une fondation perpétuelle ?

8° Les dons manuels sont-ils sujets aux droits de mutation ?

R. — Les dons manuels en faveur d'établissements ecclésiastiques et religieux sont soumis, comme les autres libéralités, aux principes du droit commun sur la capacité des personnes et la quotité disponible. L'autorisation prescrite par l'article 910 du Code Napoléon est dès lors nécessaire pour leur validité. Il en résulte que si la forme du don manuel peut être envisagée comme licite, c'est à la condition que le donateur sera désigné et connu. Tout don manuel anonyme ne peut être autorisé.

C'est pourquoi il est de règle, avant de statuer sur l'acceptation de dons de cette nature, de prendre les renseignements les plus précis sur la position de fortune de leurs auteurs et sur les motifs qui ont pu les déterminer à fuir les formalités de l'acte public. Quand les dons manuels sont présentés comme étant le produit de souscriptions volontaires, il y a lieu de demander les mêmes renseignements sur chacun des souscripteurs, avec l'indication du montant des sommes fournies respectivement par eux.

En outre, si les libéralités ont pour but d'instituer des fondations perpétuelles de services religieux, ou sont grevées d'autres charges pieuses, elles doivent dans l'intérêt même des bienfaiteurs être constatées par actes notariés, afin que l'accomplissement des conditions imposées soit régulièrement assuré dans l'avenir.

1° Qu'entend-on par dons manuels ? — On appelle dons manuels ceux qui se font de la main à la main, *manu ad manum*, sans écrits, et qui sont parfaits ou consommés par la tradition réelle de l'objet donné. Il résulte de cette définition que l'argent seul et les effets mobiliers peuvent être l'objet d'une donation manuelle.

2° Comment doivent se faire les donations manuelles, pour qu'elles soient inattaquables ? — Pour rendre régulière et inattaquable, dit Dieulin, une donation manuelle, le donateur doit d'abord énoncer verbalement son intention de gratifier le donataire de l'objet mobilier; ensuite livrer et faire transporter hors de chez lui cet objet. La remise de la part du donateur dans les mains du donataire est indispensable, pour rendre celui-ci propriétaire du meuble. S'il n'y a pas dessaisissement personnel de l'objet, suivi de la mise en possession du donataire, il n'y a point de translation de propriété. De simples paroles ou promesses de donner, qui ne sont pas suivies de la tradition, doivent être considérées comme des donations projetées et non réalisées; elles ne produisent aucun effet d'après l'adage : *donner et retenir ne vaut*. Par conséquent, le donateur verbal venant à décéder avant d'avoir livré l'objet au donataire,

cet objet n'est pas aliéné; il est demeuré dans le domaine du défunt et devient partie intégrante de la succession.

Si donc un curé faisait, pendant sa dernière maladie, un don manuel à la fabrique de tous les objets que composent sa chapelle, comme vases sacrés, ornements, etc., et que ces objets restassent déposés dans les appartements du presbytère jusqu'à sa mort, le don manuel serait nul, et les héritiers pourraient légalement conserver les objets. Il faut faire transporter immédiatement ces objets à la sacristie de la paroisse. Et, afin qu'on ne dise pas que la fabrique n'a les ornements et les vases sacrés qu'à simple prêt, on en fera constater la tradition par deux ou trois témoignages; on peut aussi les faire porter par le curé sur l'inventaire de la fabrique; on prévient, par cette précaution, les réclamations et les soupçons de vol des héritiers.

3° Comment s'opère la donation d'objets qui ne sont ni lourds ni volumineux ?

Elle s'opère en faisant passer ces objets de la main du donateur dans celle du donataire.

Et si les objets qu'on donne sont au contraire lourds ou volumineux, comment s'en s'opère la tradition qui parfait la donation ?

Il suffit dans ce cas, que le donateur les indique et montre au donataire, lui permette de les enlever, et que celui-ci les fasse réellement enlever.

Est-il nécessaire, pour que le don soit valable, que la tradition de l'objet donné ait lieu immédiatement après l'expression de la volonté de donner ?

Non, cela n'est pas nécessaire, pourvu que le donataire soit nanti du meuble avant la mort du donateur.

4° Que penser de la donation manuelle qui serait faite par l'intermédiaire d'un tiers ?

« La Cour suprême a prononcé, dit Dieulin, par un arrêt du 12 décembre 1815, que les dons manuels peuvent être faits par l'intermédiaire d'un tiers : il suffit qu'il soit constant que le tiers a rempli la commission dont il était chargé, pour que la donation soit valable; il est même indifférent que les objets n'aient été remis aux donataires qu'après la mort du donateur, pourvu que celui-ci s'en soit dessaisi auparavant d'une manière définitive. Le tiers intermédiaire, d'après cet arrêt, en se chargeant de remettre le don manuel aux donataires, est devenu leur *negotiorum gestor*, et a accepté pour eux la donation qui leur était faite, mais il faudrait que ce dessaisissement fût complet; car si c'était un dépôt, l'article 1939 du code civil serait applicable. »

5° Que penser d'une donation manuelle faite à une fabrique ou à un établissement pieux quelconque ?

En droit canonique est-elle valide, avant même la tradition de l'objet ?

Les églises et autres pieux établissements jouissent de certains privilèges très légitimes, puisqu'ils leur ont été concédés et qu'ils sont reconnus

par l'autorité, légitime à coup sûr, des Souverains-Pontifes. Or, un de ces privilèges concerne les donations : il est établi que toute donation faite à une église ou à tout autre pieux établissement est valide ou oblige aussitôt, bien qu'elle n'ait pas encore été acceptée par le recteur ou l'administrateur de l'église intéressée. Pourquoi ?

C'est ce qui est donné ou promis à une église ou à un pieux établissement est censé donné ou promis à Dieu lui-même. Or, Dieu est présent et acceptant partout, comme le dit Ferraris.

« *Donatio facta ecclesiae, vel alteri pie causa statim obligat, quamvis « rectore, vel administratore ecclesiae, vel causae pie absente non « dum sit acceptata ; »* (Barbosa, 1, II Juris eccles. cap. XIII, num. 29; Tiraquell.) De privilegiis pie causae, privileg. 115, etc... *et ratio est. quia quod donatur, vel promittitur ecclesiae, aut alteri pie causae censetur donatum, aut promissum ipsi Deo. Deus autem ubique praesens et acceptans est.* »

(Ferraris au mot : *contractus donationis*, n° 26.)

6° La donation manuelle faite à une fabrique a-t-elle besoin d'être autorisée par le gouvernement ?

« La donation des objets mobiliers en faveur d'une fabrique n'a pas besoin d'être autorisée, quand elle est faite de la main à la main, dit Monseigneur Affre. En fait de meubles la possession vaut titre. » (Art. 2,219 du Code civil.)

Nous ne connaissons pas la loi qui défende aux fabriques et aux établissements publics de recevoir, comme les particuliers, des meubles ou de l'argent de la main à la main. On ne pourrait opposer que l'ordonnance du 2 avril 1817, qui prescrit aux fabriques l'autorisation du Roi pour les dons en argent, au-dessus de 300 fr. et celle du préfet pour ceux qui ne sont pas au-dessus de cette somme. D'après le décret du 15 février 1862, les préfets peuvent autoriser les dons mobiliers n'excédant pas 1,000 francs. Cependant il arrive tous les jours que des dons de ce genre sont faits, et il n'y a pas encore eu de réclamation comme contre ce mode de transmission. De plus, il nous semble qu'on peut facilement ranger ces dons parmi les offrandes faites à l'église, lesquelles sont implicitement autorisées par le § IX de l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809. Il suit de là que la disposition de l'ordonnance du 2 avril 1817 n'est obligatoire à l'égard des donations mobilières, que lorsque celles-ci sont testamentaires. Si ce genre de donation est entre vifs, le recours au Président ou au Préfet est facultatif. (Arrêt de la cour de Bourges du 29 novembre 1831.) Il y est dit qu'un don manuel fait à un établissement est consommé par le dessaisissement du donateur, et par l'appréhension que fait le donataire de la chose donnée, que peu importe que le don soit autorisé après la mort du donateur...

Il s'agissait dans la cause d'une somme de 7,000 francs donnée par le supérieur du Petit-Séminaire

de Bressuire à cet établissement. Le 26 novembre 1833, la Cour de cassation s'est prononcée dans le même sens; elle a décidé que les dons manuels faits à des établissements publics, ne sont pas, comme les donations entre vifs, soumis, pour être acceptés verbalement, à la nécessité d'une autorisation préalable du gouvernement...

« Un arrêt de la Cour royale de Paris, du 12 janvier 1835, établit le même principe; seulement il restreint son application aux dons manuels de sommes modiques, eu égard à la fortune des donateurs. Il s'agissait d'une somme de 3,700 francs donnée à rente viagère au séminaire de Sens. »

Dieulin est de la même opinion.

« Il n'est point nécessaire, dit cet auteur, d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour accepter les dons manuels. S'il en était autrement, l'administration aurait à intervenir incessamment dans l'acceptation d'une multitude de dons modiques qui sont faits, chaque jour aux fabriques et autres établissements d'instruction ou de bienfaisance. Or, ce serait là une exigence outrée et déraisonnable qui découragerait les bienfaiteurs et tarirait la source des aumônes que l'on a coutume de faire aux pauvres et aux églises; l'anéantissement de la charité en serait bientôt l'inévitable résultat. Il faut convenir, en effet, que ce serait une prétention absurde et vexatoire que d'obliger nos églises ou nos maisons de charité d'épuiser toutes les filières administratives pour faire autoriser, par exemple l'acceptation d'un ornement pour le culte, l'offrande de quelques linges d'autel ou un don de quelques francs. Aussi deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 12 janvier 1833, l'autre de la Cour de cassation, en date du 26 novembre 1838, ont-ils définitivement fixé la jurisprudence sur ce point et validé les dons manuels qui avaient été acceptés sans autorisation. Déjà un arrêt de la Cour royale de Bourges, en date du 29 novembre 1831, avait décidé qu'un don manuel n'avait pas besoin d'autorisation. »

Le vicaire-général de Langres, auteur du Manuel des conseils de fabrique, enseigne la même doctrine.

« Les dons manuels, dit-il, sans charges, faits à une fabrique, quelle qu'en soit la valeur, sont de pures oblations, et comme tels, peuvent être reçus sans autorisation préalable.

« Dans le cas où l'autorisation serait nécessaire pour régulariser un don manuel fait à une fabrique, cette autorisation pourrait intervenir utilement à toute époque, même après le décès du donateur. (Arrêt de la Cour de Paris, en date du 7 décembre 1852.) » (Répertoire, p. 6.)

M. Campion, dans son *Manuel de droit civil ecclésiastique* est du même avis. Après avoir distingué entre les dons manuels purement gratuits et les dons onéreux, il enseigne que l'autorisation du gouvernement pour accepter les dons, ne concerne pas les dons manuels purement gratuits (p. 240).

7° Est-il sûr d'employer la forme du don manuel

pour établir une fondation perpétuelle, par exemple de messes ou de services religieux ?

Nous avons quelquefois conseillé cette forme à des donateurs pauvres ou à d'autres qui ne voulaient pas appliquer une somme considérable à leur libéralité grevée de ces charges. Voici pourquoi : ces donateurs ne pouvaient ou ne voulaient disposer que d'une somme à peine suffisante pour laisser à la fabrique le tiers du bénéfice requis par le règlement diocésain.

Pour faire un acte notarié et obtenir la régularisation de cette libéralité, il eût fallu subir quelques dépenses qui auraient réduit le don, de manière à ce qu'il ne laissât plus le bénéfice nécessaire... Nous disions alors aux intéressés : Remettez votre argent aux mains du trésorier de la fabrique, avec un papier où se trouvent écrites les clauses de votre donation. Celui-ci vous en donnera un reçu en bonne et due forme. Le conseil, après en avoir délibéré, vous enverra copie de la délibération approuvée par l'Evêque, par laquelle il accepte votre don et s'engage à l'exécution fidèle de toutes vos conditions qui devront être portées sur le tableau des fondations affiché à la sacristie.

Cette manière de faire est, on le voit, moins dispendieuse et plus rapide; elle épargne les formalités et les longs retards des bureaux; elle assure suffisamment l'acquit des charges de la donation; c'est la fabrique qui s'y engage, avec l'approbation de l'Evêque. Son engagement est écrit. Qu'y a-t-il à craindre ? Un corps grave et consciencieux, comme un conseil de fabrique dont le curé fait partie; dont l'autorité diocésaine a mission de surveiller les actes; un corps ainsi composé offre toutes les garanties possibles au donateur. Mais, objecterez-vous, si on ne remplit pas les clauses de ma donation non autorisée par l'Etat, je ne puis en réclamer légalement, judiciairement l'observation. Je réponds : vous avez, dans ce cas, votre recours à l'Evêque qui a assez d'autorité sur la fabrique et le curé chargé de l'acquit des fondations pour l'amener à exécuter fidèlement leurs obligations. Et puis, ne peut-on pas dire que cette objection n'a pas grande valeur pratique ? Je n'ai jamais vu les établissements religieux donataires manquer, sciemment, au devoir certain de remplir les pieuses dispositions du donateur.

8° Les dons manuels sont exempts des droits de mutation (Campion, p. 244); l'administration de l'enregistrement n'est donc pas fondée à réclamer ces droits soit entre vifs, soit après décès.

Suivant l'arrêt du tribunal civil de Limoges, du 31 mai 1843, les décrets et les arrêtés préfectoraux autorisant l'acceptation de ces dons ne sont ni des actes, ni des contrats portant donation et ne rendent pas même la donation certaine.

L'article 6 de la loi du 18 mai 1850 porte que les actes renfermant soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel, sont sujets au droit de donation. Ce texte indique que le législateur a

voulu atteindre, non toute déclaration ou reconnaissance de don manuel, mais les actes proprement dits contenant la déclaration ou reconnaissance d'un don de l'espèce. Or, on ne saurait ranger dans cette catégorie la délibération du conseil d'administration d'un établissement ecclésiastique ou religieux qui, en constatant la remise d'une somme d'argent par une personne inconnue, ne fait que déterminer l'emploi de cette somme. Une telle délibération ne peut être considérée que comme un simple document d'administration intérieure qui n'a jamais été sujet à l'enregistrement et ne saurait le devenir par cela seul qu'il y est fait mention d'une somme versée, à titre de don, dans la caisse de l'établissement. (*Décision min. Bullet. de l'inst. 1859, p. 147 et 259, citée par Champion, p. 241.*) (Téphany, tom. 1.)



COURRIER DE L'UTILE

LE MILDEW

Voici, d'après les journaux spéciaux, les moyens pratiques de reconnaître ou de combattre le *Pyronospora* ou Mildew (prononcez Mildiou) :

Le mildew, champignon microscopique qui, en faisant tomber prématurément les feuilles de la vigne en 1884-1885, a causé des pertes s'élevant pour un département à 20 millions de francs, a fait de nouveau son apparition l'année dernière et nous le reverrons certainement encore.

Il importe donc que de tous côtés on expérimente les divers procédés connus pour combattre cette redoutable affection de la vigne.

Moyens de reconnaître la maladie. — Au début de la maladie, la face supérieure de la feuille présente par points isolés et peu étendus une teinte jaunâtre qui tranche sur le vert foncé. Ces taches jaunissantes, marbrées, tournent plus ou moins vite au brun clair et même couleur feuille morte. A ces taches en correspondent d'autres à la face inférieure, présentant l'aspect d'un dépôt de sel finement pilé; et lorsque la température reste humide et chaude, que les rosées sont abondantes, le parasite continue rapidement son action destructive et la feuille ne tarde pas à sécher et à tomber en se désarticulant. Si la moyenne partie des feuilles tombe ainsi, les raisins exposés à l'action directe du soleil peuvent être grillés et leur maturité est toujours entravée, arrêtée même. Mais si les conditions de température sont mauvaises au développement du mildew, ce qui se présente par des temps secs, persistants, les parties de la feuille attaquée se percent, mais la feuille ne tombe pas.

L'*Erineum* (que l'on a souvent confondu avec le *Pyronospora*) n'est autre que la galle d'un petit insecte parasite; il est caractérisé en ce que les feuilles attaquées sont gaufrées à la face supérieure et que les poils blancs qui tapissent la face inférieure des concavités n'ont jamais la teinte

blanc laiteux que présente le mildew; en outre les poils de l'Eriueum sont fortement adhérents, tandis que les efflorescences blanches du Pyronospora se détachent par la pression du doigt; on peut encore ajouter que la partie gaufrée par l'Eriueum resté toujours verte à la surface supérieure. Cette affection n'a pas jusqu'à ce jour causé de dommages bien sérieux au vignoble.

Comment se développe la maladie. — Les germes ou organes reproducteurs du champignon sont surtout ces efflorescences blanchâtres et peu adhérentes que l'on trouve à la face inférieure des feuilles; au moindre choc, ces germes ou spores s'échappent en fine poussière que le vent peut entraîner à de grandes distances dans un temps très limité. Si ces poussières tombent sur une goutte d'eau, des feuilles humides, elles germent aussitôt et émettent un tube ou racine qui pénètre dans les tissus de la feuille, laquelle est parfois vite désorganisée. L'invasion doit donc se produire par des temps brumeux ou à la suite de rosées abondantes.

Tous les vigneron ont observé en 84 et 85 que les ceps placés sous les arbres ont été peu atteints du mildew. — Là, en effet, il n'y a pas production de rosée.

Traitement. — On traite les vignes atteintes, et on préserve celles qui ne le sont pas, en aspergeant d'un liquide dont nous allons donner la composition en rappelant les expériences faites dans les domaines de Léoville et de Langoa en 1885.

Le liquide employé pour les aspersions était obtenu en faisant dissoudre 25 kilogrammes de sulfate de cuivre dans une barrique bordelaise d'eau de 225 litres et en ajoutant ensuite 25 kilogrammes de chaux à l'état de lait de chaux. D'autres personnes ont réduit la dose de sulfate de cuivre à 16 kilog. par barrique (environ 8 0/0), et ont obtenu un aussi bon résultat avec des frais un peu moindres. Il se forme par le mélange un liquide d'un bleu grisâtre, opaque et un peu épais. On le verse dans des pots munis d'un anse en fil de fer que portent les ouvriers chargés du traitement. Ils aspergent les vignes à l'aide de petites verges de bruyère qu'ils plongent dans le liquide et secouent à droite et à gauche sur les feuilles en suivant les lignes de vignes à reculons pour ne pas se tacher. On voit, après leur passage, de nombreuses taches d'un bleu verdâtre déposées çà et là au hasard sur la face supérieure des feuilles. Cela suffit pour préserver les feuilles du mildew ou, du moins, pour atténuer dans une proportion considérable la multiplication du pyronospora et les dégâts qui en sont la conséquence.

Depuis le moment du traitement à Langoa jusqu'au 26 août 1885, la température fut en Médoc très chaude et très sèche. Dans ces conditions, le développement du pyronospora s'arrêta. Sur toutes les vignes, traitées ou non, les parties atteintes des feuilles se desséchaient sans s'étendre et

sans porter de fructifications. La végétation de la vigne n'en souffrait en aucune façon.

A partir du 26 août et pendant les premiers jours de septembre, des orages et des pluies abondantes se succédèrent sans interruption. Le pyronospora sortit alors de l'état de torpeur où il était resté pendant les temps secs et se développa avec rapidité sur les vignes non traitées; enfin, vers la mi-septembre, le mal fit des progrès effrayants dans le Médoc. Non seulement alors le malbec, le verdat et le cabernet blanc, qui sont très sensibles au mildew, se dépouillent de leurs feuilles grillées, mais le cabernet-sauvignon, bien plus résistant, est fortement atteint aussi. Partout autour de Saint-Julien et de Pauillac, les vignes ont perdu leur verdure; le peu de feuillage qui leur reste est brûlé et présente une couleur brune et terreuse.

Le mildew se montra aussi sur les vignes traitées, mais il ne s'y propagea pas. Autour des taches desséchées des feuilles attaquées avant la sécheresse, apparaissait une couronne blanchâtre de filaments fructifères sur les vignes traitées aussi bien que sur celles qui ne l'avaient pas été; mais les taches s'étendaient peu et il ne s'en formait pas de nouvelles.

Dans les premiers jours d'octobre, la limite entre les parties traitées et non traitées des vignes de Langoa et Léoville apparaissait de loin avec la plus grande netteté.

Les traitements à Léoville et à Langoa ont été faits sur une superficie d'environ 9 hectares, soit sur près de 90,000 pieds. Les grappes ont mûri d'une façon bien plus complète dans les vignes traitées. Les raisins de malbec y ont donné un moût accusant d'une façon constante au glycomètre de 11 degrés à 11 degrés 1/2; tandis que les malbecs des pièces non traitées donnaient un moût qui atteignait à peine 9 degrés.

Ces essais pleinement satisfaisants ont été renouvelés en maints endroits moyennant une dépense d'abord de 150 fr. par hectare, bientôt abaissée à 50 fr., et même, sur quelques points, à 30 francs, lorsqu'on a pu prendre des femmes pour le travail de l'aspersion. Le traitement préventif est donc aisé et peu coûteux. Aussi tout permet de penser que, d'ici à quelques années, il sera généralisé.

Sachant que le sulfate de cuivre conserve le bois, certains vigneron intelligents font, comme on dit vulgairement, d'une pierre deux coupes: en trempant les échelas de leurs vignes et les lattes de leurs treilles dans une dissolution de sulfate de cuivre, ils assurent à ceux-ci une plus longue durée, et les échelas ainsi traités arrêtent le mildew et dispensent du travail d'aspersion des feuilles.

Mais ce qu'il y a de plus curieux, c'est que le sulfate de cuivre et le lait de chaux peuvent préserver non seulement la vigne, mais encore les tomates, et, ce qui est infiniment plus utile, les pommes de terre. Voici ce que dit à ce sujet

M. Prilleux : Le pyronospora de la vigne est proche parent de celui de la pomme de terre, et il n'y a pas d'in vraisemblance à supposer que le remède efficace pour l'un puisse avoir une action pareille sur l'autre. Déjà, au château de Langoa, des tomates étaient atteintes d'une maladie qui, selon toute apparence, était due au développement du pyronospora de la pomme de terre, qui attaque aussi la tomate. M. Jouet les a traitées comme ses vignes, et il en a obtenu la guérison. Si ce fait n'est pas un cas fortuit, le lait de chaux et le sulfate de cuivre seront au moins aussi utiles en sauvant les champs de pommes de terre qu'en préservant les vignobles.

Ajoutons que, au témoignage du savant docteur Brouardel, répondant à des craintes qui s'étaient manifestées, les raisins des vignes sulfatées, pas plus que les blés venus de semences vitriolées, ne sont empoisonnés.

Réponses à quelques questions.

Les recettes suivantes répondent à un certain nombre de questions qui nous ont été posées :

Nettoyage de l'or terni.

Placez l'objet dans un bassin et recouvrez-le de la composition suivante : 80 grammes d'hypochlorite de chaux, 80 grammes de bicarbonate de soude et 20 grammes de sel de table dissous dans un litre d'eau distillée. Après quelque temps, retirez l'objet, lavez, rincez à l'alcool et séchez dans la sciure. La belle apparence du neuf sera entièrement revenue. La préparation se conserve dans des flacons bien bouchés.

Nettoyage des flambeaux, etc., en bronze doré.

On fait dissoudre dans l'eau un peu de soude ou de potasse caustique, on lave avec cette dissolution les taches de bougie qui peuvent se trouver sur le bronze et on laisse sécher.

On mélange 30 grammes d'acide azotique et 4 grammes de sulfate d'alumine avec 120 grammes d'eau. On étend ce mélange, à l'aide d'un pinceau, sur les bronzes, puis on les fait sécher au soleil ou bien devant un feu modéré.

Les taches des boiseries de sapin.

On emploie maintenant beaucoup de sapin pour les boiseries : la térébenthine, accumulée en plus grande proportion, comme on le sait, dans les nœuds de ce bois, reparaît bientôt en exsudant au travers de la peinture et forme autant de taches lorsqu'on n'a pas pris de précaution pour éviter cet inconvénient.

Le procédé suivant empêche ces taches de se produire : on délaie parties égales de chaux éteinte et de minium avec une quantité d'eau suffisante pour former une pâte fluide que l'on étend sur

chacun des nœuds du sapin. Cette composition, en se desséchant, absorbe par l'attraction capillaire la térébenthine en excès ; on gratte ensuite cet enduit,

Et si l'on veut avoir plus de garantie contre l'apparition des taches, on renouvelle une seconde fois l'opération et l'on gratte de nouveau avant d'appliquer la peinture sur la boiserie.

Les nettoyages des peintures.

Voici un procédé simple et peu coûteux pour le nettoyage des surfaces peintes, telles que murs, boiseries, portes, etc., salies par le temps ou noircies par la fumée : on prend de la colle de pâte, on la délaie avec assez d'eau pour la rendre liquide, puis, à l'aide d'un tampon de linge trempé dans la préparation, on lave la surface à nettoyer. Avant de laisser sécher, on rince à l'eau pure. On devine que le procédé n'est applicable qu'à la peinture à l'huile.

Incombustibilité.

Un moyen pratique de mettre le bois et les tissus à l'abri de l'incendie. En voici plusieurs :

En ce qui concerne les étoffes, on peut les rendre ininflammables au moyen d'une forte solution de borate d'ammoniaque, de chlorure de zinc, de phosphate et de sulfate d'ammoniaque, de chlorure de calcium ou de silicate de potasse.

Ces diverses substances se trouvent chez les droguistes et les marchands de produits chimiques. On applique les solutions concentrées à l'aide d'une brosse ou d'une éponge sur l'étoffe à préserver, à moins qu'on ne puisse y plonger celle-ci qu'on fait sécher par une lente évaporation. Les tissus légers, tels que la batiste, qui ont été soumis à ce traitement, seront réduits en cendres, sous l'action d'un feu violent, mais sans projeter aucune flamme.

Quant au bois, on le rend ininflammable au moyen d'un enduit fait d'alun, d'hyposulfite de soude, de borax et de sulfate de potasse dissous dans de l'eau.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 11 maii 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RAILLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE LA PENTECOTE : LE RESPECT HUMAIN

Obedire oportet Deo quam hominibus. (Act., v, 29.)

Quel merveilleux changement l'Esprit-Saint, au jour de la Pentecôte, opéra dans l'âme des Apôtres ! Tremblants, craintifs, pusillanimes à l'excès, ils avaient abandonné leur divin Maître au jour de l'épreuve ; ils l'avaient laissé seul, au jardin des Oliviers, entre les mains de ses ennemis. Après la résurrection, les gloires du Sauveur, vainqueur de la tombe, ne les avaient point rassurés. Ils craignaient, ils se cachaient. Mais quand le Paraclét fut descendu sur eux, ils deviennent d'autres hommes. Pleins de courage, ils ne redoutent plus rien. Ils affrontent les princes des prêtres, les Pharisiens et les Sadducéens ; ils prêchent Jésus-Christ sans peur aucune. Quand on leur impose silence, ils répondent : « Nous ne pouvons point ne pas parler ; il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ! » Si on les frappe de verges, si on les emprisonne, loin de se laisser aller à l'abaissement, ils deviennent plus fermes et plus ardents ; ils s'estiment heureux d'avoir quelque chose à souffrir pour le nom de Jésus-Christ. Devant les païens, même intrépidité. Ils annoncent partout l'Evangile, au prix des plus rudes fatigues, et ils scellent de leur sang la vérité de leur prédication. — Combien aujourd'hui le monde a besoin, pour imiter un tel exemple, d'une nouvelle effusion du Saint-Esprit. La force chrétienne est presque partout anéantie, ou du moins est grandement affaiblie. Presque partout le respect humain règne en maître, multipliant les victimes, étouffant la foi dans les cœurs. Dans la solennité d'aujourd'hui, qui est la fête de la force, je voudrais vous mettre en garde contre ce méprisable mais redoutable ennemi. Je ne sais s'il se peut trouver un sujet plus pratique. C'est vous dire assez que je demande toute l'attention de votre bonne volonté. Les princes du peuple chrétien, en ce siècle, ont fréquemment attiré l'attention des fidèles sur cette importante question¹. Je me ferai l'écho de leurs voix éloquentes pour vous faire comprendre que le respect humain est un désordre très commun, très coupable et très funeste.

I

Avoir du respect humain, c'est respecter l'homme plus que Dieu, c'est accorder la préférence aux considérations humaines sur les considérations divines, et c'est sacrifier ses croyances et les pratiques religieuses à la crainte de blesser les opinions et les maximes du monde. Ceux-là sont coupables de ce péché qui croient, mais seu-

lement pour un temps et selon le temps, fidèles jusqu'à la première raillerie, intrépides jusqu'au premier sourire. Adorateurs nocturnes, comme les appelle S. Augustin, réguliers en secret, dissipés en public, catholiques dans le cœur, hérétiques dans les œuvres, croyants avec les croyants, impies avec les impies, chrétiens à deux visages, qui tantôt le sont et tantôt ne le sont pas, nuées légères qui tournent au gré de tous les vents, faibles roseaux qui plient au moindre souffle.

Or, ce misérable respect humain est une lèpre qui souille presque toutes les âmes, c'est une peste qui infecte presque tous les tempéraments, c'est un mal qui fait des victimes à tous les âges, dans toutes les conditions, partout où il y a une réunion d'hommes. Le respect humain, je le rencontre chez le magistrat, chez le guerrier, chez la femme et la vierge chrétienne, et, chose incroyable, jusque chez les enfants ! Il règne dans les demeures : on n'ose pas placer aux regards de tous un objet religieux ; il règne dans les repas : on n'ose pas les sanctifier par la prière et l'action de grâces ; il règne dans les conversations : on n'ose pas prendre la défense de la foi, ou de la charité, ou de la décence outragées ; il règne dans le temple sacré : on n'ose pas y faire un noble et simple signe de croix, s'agenouiller, se frapper la poitrine ; il règne dans les rues : quand un convoi funèbre passe, ou quand on porte le Viatique au malade, on se détourne, on n'ose point s'agenouiller ou se découvrir. On veut ressembler aux autres, on ne veut point paraître meilleur que les autres, on veut afficher la même indifférence, sinon la même irréligion que les autres. La vertu craint les reproches du vice et n'ose soutenir ses regards. On a honte de paraître plus chaste que les gens corrompus ; on a honte de fréquenter le lieu saint ; on a honte de prier, de se confesser et de communier ; on a honte de toutes les œuvres de piété, de charité, de mortification ; on a honte devant le monde de tout ce qui fait gloire devant Dieu. Nombreuses sont les victimes de la concupiscence, plus nombreuses sont les victimes des mauvaises lectures et des mauvaises compagnies, mais infiniment plus nombreuses les victimes du respect humain ! N.-S. J.-C. a vaincu le monde par la croix ; mais aujourd'hui le monde répare en partie ses défaites par l'arme du respect humain. Il se présente devant les chrétiens en leur offrant d'une part son estime, de l'autre son blâme : et ses vainqueurs, presque en totalité, tombent vaincus à ses pieds. Ah ! si l'on comprenait l'horreur que doit inspirer le respect humain, son empire serait bientôt anéanti !

II

Le respect humain, en effet, est un désordre affreux. C'est en soi ce qu'il y a de plus insensé, de plus honteux pour celui qui en est l'esclave, et de plus injurieux pour Dieu. Il porte sur son front ignominieux le triple stigmate de la folie, du dés-honneur et de l'apostasie. Voyez plutôt.

I. De quoi a-t-il honte, l'esclave du respect hu-

¹ En particulier NN. SS. de la Luzerne, Giraud, Pavy, Bataille, Belaval, etc.

main ? Est-ce du mal ? Est-ce du vol ? Est-ce de l'inconduite ? Non. Il rougit du bien, il rougit de remplir son devoir, il rougit d'obéir au Souverain Seigneur de toutes choses. Que dirait-on d'un père qui rougirait de travailler pour ses enfants, d'un soldat qui rougirait de son drapeau, d'un fils qui rougirait d'honorer son père, d'un magistrat qui rougirait de sa fonction, d'un juge qui rougirait de rendre la justice ? On l'accuserait de folie : bien plus insensé est celui qui rougit d'accomplir les devoirs les plus augustes, c'est-à-dire d'exécuter les commandements du Maître le plus auguste et du père le plus tendre ! Mais pourquoi rougit-on de la religion ? L'apostasie en présence des tyrans est une faiblesse ; mais on la conçoit. Il y a là tant de terreurs pour la nature humaine ! Ces tribunaux, ces glaives, ces prisons, ces animaux féroces, cette mort accompagnée des circonstances les plus cruelles sont bien de nature à impressionner. Mais vous qui aimez mieux obéir aux hommes qu'à Dieu, pourquoi apostasiez-vous ? Qu'avez-vous à craindre ? Une raillerie, un sourire, une dénomination dont tout le ridicule est pour celui qui la prononce ! O mon Dieu, faut-il qu'on estime peu votre amour pour qu'on y renonce si follement, et pour de si futiles motifs ! — Mais, après tout, que sont donc les hommes dont vous redoutez la critique ? Oh ! ce ne sont pas les chrétiens les plus purs, les plus délicats, les plus charitables, les plus fervents. Ce sont quelques libertins, des hommes sans considération qui, au fond, vous approuvent et vous estiment, mais qui éprouvent le besoin de vous persiffler pour se donner une apparence de justification. Ce sont des gens qui, un jour, seront obligés, en face de tout l'univers, de confesser leur erreur et de s'écrier : « Les voilà, ces hommes que nous traitions d'insensés, que nous accusions de faiblesse d'esprit, parce qu'ils étaient fidèles à leur Dieu. Mais que nous étions insensés nous-mêmes ! Ils sont heureux à jamais, et nous sommes perdus pour l'éternité ! » Et puis si vous êtes blâmés du monde, ne voyez-vous pas que Dieu vous approuve ? Dieu et le monde sont d'irréconciliables ennemis, on ne peut déplaire à l'un sans plaire à l'autre. Voilà pourquoi Tertullien rend grâces aux païens, au nom des chrétiens, de ce qu'ils les condamnent dans leurs tribunaux comme des gens impies et superstitieux. « Nous vous en témoignons notre juste reconnaissance, leur dit-il, parce que, comme les jugements de Dieu et les jugements des hommes ne s'accordent pas, votre condamnation est une marque infaillible que Dieu nous absout et nous donne son amitié. »

II. Mais le respect humain n'est pas moins ignominieux qu'insensé. La honte c'est la poltronnerie, c'est la duplicité hypocrite, c'est la trahison, c'est le manque de cœur. Or, l'esclave du respect humain est un lâche et un trembleur. Il foule aux pieds les droits de Dieu et de la conscience, il se condamne au remords dans le temps, au désespoir pour l'éternité, parce qu'il a peur.

Il a peur, le lâche, d'un sourire, d'une plaisanterie, d'une moquerie ! — De plus, c'est un fourbe, un menteur, un hypocrite et le pire des hypocrites. Dans les siècles fervents, il y a eu l'hypocrisie du bien : des hommes simulaient dans leurs actes la piété qui n'était pas dans leurs sentiments intimes. C'était une indignité, mais enfin il y avait là encore un hommage à la vertu. Le respect humain, au grave préjudice du prochain, simule une impiété qu'il n'a pas ; il a honte non du vice, de l'erreux, du désordre, mais de l'ordre, du vrai, du bien, du devoir, de Jésus-Christ lui-même ? Est-ce tout ? Non. L'esclave du respect humain est un traître : il a promis à son Baptême fidélité à Dieu, il s'est enrôlé par la Confirmation sous les étendards de Jésus-Christ ; et, à la plus légère occasion, il oublie ses serments, il passe armes et bagages du côté de l'ennemi. Qu'ajouterai-je ? Voici la suprême honte, c'est d'être sans cœur. L'Evangile nous parle d'un apôtre qui, au prétoire, a méconnu un instant son bienfaiteur et son maître. Si cet oubli n'avait été généreusement réparé par toute une vie de pénitence, la postérité n'aurait pas eu assez de malédictions pour la mémoire du pécheur de Galilée. L'histoire, de son côté, nous assure qu'un de nos écrivains du dernier siècle eut le malheur, dans une réunion brillante et nombreuse, de rougir de son vieux père et de le renier parce que celui-ci était trop simplement vêtu ; le monde l'apprit et l'indignation fut telle que toute la gloire du coupable n'est point parvenue à faire oublier cette minute de défaillance. Plus méprisable est celui qui se fait victime volontaire du respect humain. Il méconnaît, il renie son père, celui qui l'a tiré du néant et le conserve à chaque instant par un acte de sa providence ; son bienfaiteur qui ne cesse de le combler, disons mieux, de l'accabler de ses bienfaits ; son ami qui s'est dévoué jusqu'à la mort ; son rédempteur qui, pour le sauver, a subi toutes les humiliations, toutes les insultes, pendant de longues années, s'est laissé garrotter, battre de verges, cracher au visage, attacher à un gibet pour y endurer la mort la plus horrible et la plus infâme. Quelle honte ! quelle ignominie !

III. J'ajoute que le respect humain est un crime très coupable, parce que c'est une indigne préférence de la créature au Créateur. Que fait, en effet, celui qui, par crainte de l'opinion, n'ose point prier, sanctifier le dimanche, se confesser et communier ? Il sait que Dieu est le maître et a droit de commander ; il connaît les préceptes du Seigneur ; il n'ignore pas à quel prix Dieu a placé les pardons du péché, la conquête du paradis ; il a pleine conscience de sa liberté ; il est parfaitement persuadé qu'il n'a qu'à vouloir pour obéir et se sauver. Mais voilà l'homme qui se dresse en concurrent de Dieu, et l'homme l'emporte sur Dieu, et la victime du respect humain s'écrie en parlant à Dieu : « Arrière ! je crains plus le monde que toi ; je veux, pour lui plaire, encourir ta disgrâce, je ne t'obéirai pas, *non serviam* ! »

Quel outrage pour Dieu ! Quelle indigne culpabilité, quel crime énorme !

Mais, dit-on, il ne faut pas se singulariser ! Pauvre objection ! Notre-Seigneur l'a dit, la voie du ciel est étroite et peu nombreux ceux qui la suivent ; la voie de l'enfer est large et elle est couverte d'une foule innombrable. Si nous voulons être sauvés, il faut à tout prix nous séparer de la foule, nous singulariser. Au fait, tous les élus se sont singularisés, témoins : Noé conservant son innocence au milieu des dissolutions du genre humain ; Caleb et Josué s'opposant aux murmures et aux vœux criminels de tout un peuple ; Tobie se séparant de toute sa nation, et allant adorer le Seigneur dans son temple ; les trois jeunes Hébreux refusant d'adorer la statue devant laquelle se prosternait tous les Chaldéens ; Daniel continuant, malgré une loi inique et l'exemple universel, d'offrir à Dieu ses hommages ; Mardochee, dédaignant seul de fléchir le genou devant Aman ; Madeleine, insensible aux discours du monde, embrassant et baignant de ses pleurs les pieds de Jésus-Christ ; Zachée, supérieur à ce qu'on pensera de lui, restituant solennellement le quadruple de ce qu'il a pu acquiescer injustement. Est-ce que Notre-Seigneur ne s'est pas héroïquement singularisé pour nous sauver ? Est-ce que les Apôtres, les martyrs, les confesseurs et les vierges ne se sont pas singularisés pour rester fidèles à Dieu ? Ne suivons donc pas la foule impie, *stultorum infinitus est thesaurus* ; ne nous laissons pas emporter par le fleuve de la coutume, singularisons-nous par une foi courageusement pratique, et nous ferons partie de l'élite du genre humain à qui Notre-Seigneur a dit cette consolante parole : « Ne craignez pas, petit troupeau, parce qu'il a plu à votre Père de vous donner la victoire ! »

III

Le respect humain étant un si grand désordre ne peut manquer d'avoir les plus tristes conséquences. Je veux vous les énumérer, que ne puis-je vous les développer, mais je laisse ce soin à votre piété.

Le respect humain d'abord malédifie, c'est une des formes du scandale que Notre-Seigneur a si terriblement anathématisé. Que d'enfants perdus par leurs parents, que de domestiques perdus par leurs maîtres, que d'ouvriers perdus par leurs patrons, que de fonctionnaires perdus par leurs chefs hiérarchiques, que de pauvres perdus par les riches ! Ces parents, ces maîtres, ces patrons, ces chefs, ces riches, par peur de l'opinion, ont omis leurs devoirs religieux, ils ont été vus, ils ont scandalisé, ils ont été imités. — Le respect humain fait transgresser la loi de Dieu, il fait rouler d'âbîmes en âbîmes. Voyez ce qui se passe tous les jours sous l'influence de ce vice pernicieux. Celui qui est convaincu des vérités de la foi profère les plus odieux blasphèmes. Celui qui est pénétré de la grandeur de Dieu l'outrage dans son temple par de scandaleuses irrévérences. Celui

qui est doué d'une âme bonne et bienfaisante se permet les médisances et les calomnies les plus déchirantes. Celui qui estime la pudeur se livre aux propos les plus obscènes. Celui qui est né avec des penchants honnêtes se plonge dans les plus honteux désordres. Celui qui a une conscience délicate et timorée se pique d'une farouche insensibilité. Celui qui était pur, juste, modeste et charitable, sous la pression du respect humain, se laisse, presque sans combat, entraîner à tous les excès. Qu'arrive-t-il ? Dieu se venge, dès ici-bas, en dédaignant le lâche et le traître. Il lui accorde ses grâces avec une redoutable parcimonie, il se dégoûte de lui, il le dédaigne, il ne lui parle plus au cœur. Aussi le malheureux tombe-t-il souvent dans l'endurcissement. Hélas ! hélas ! Qu'elle est difficile à guérir la maladie du respect humain ! Elle va toujours en empirant. En effet, le long usage du monde, loin de guérir de la folle terreur de ses jugements, l'augmente sans cesse. Plus on a vieilli sous son joug, plus on le redoute. Plus on a goûté son approbation, plus on y met de prix. Que pensera-t-on ? Que dira-t-on ? Ces simples questions ont brisé, comme un verre, les meilleurs projets de conversion. D'ailleurs, comment convaincre celui qui agit contre ses convictions ? Comment toucher celui qui s'est endurci contre la voix si souvent entendue de sa conscience ? — Mais la plus terrible conséquence du respect humain, c'est la vengeance qu'en tirera Notre-Seigneur au dernier jour. Il s'est déclaré sur ce point de la manière la plus formelle par lui-même et par la bouche de son apôtre. « Qui-conque, a-t-il dit, me glorifiera devant les hommes, je le glorifierai devant mon Père. Mais celui qui me désavouera devant les hommes, je le dévouerai devant mon Père. » Aux lâches qui auront rougi de lui, qui par peur des moqueries des impies, auront désobéi à ses lois, il dit : « A votre dernier jour, je rirai de vous, je me moquerai de vous ! » Et saint Paul répétant cette menace terrible, écrit à Timothée : « Retenez comme un enseignement très certain que si nous souffrons avec Jésus-Christ, nous règnerons avec lui ; si nous le renions, il nous reniera. » Représentez-vous les misérables esclaves du respect humain au tribunal du souverain Juge. Ils voudront s'élancer vers ce centre infini de perfection. Mais un bras impitoyable les refoulera, une voix tonnante retentira : « Retirez-vous de moi ; je ne vous connais pas : *Nunquam novi vos, discedite a me !* » Oh ! qu'il sera pénible ce désaveu de l'aimable Jésus ; oh ! qu'il sera désespérant son mépris ; oh ! qu'il sera amer son sourire ! Seigneur Jésus, qui êtes mort pour moi, ah ! je vous en conjure, au dernier jour ne rougissez pas de moi, ne riez pas de moi, ne vous moquez pas de moi ! Ecarter de moi ce malheur dont la seule pensée me fait frissonner d'épouvante ! Envoyez votre Esprit, qui est l'Esprit de force, afin qu'il remplisse mon cœur et celui de mes frères d'un courage intrépide. Peu m'importe le monde, si Dieu est avec moi ! Peu m'importent

les égarements et les critiques de la foule, si Dieu et ma conscience m'approuvent! Désormais, quoi qu'il arrive, je veux faire mon devoir et tout mon devoir! Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes! Dès ici-bas je recevrai la récompense de ma courageuse fidélité par la paix et la dignité de la conscience, en attendant l'éternelle récompense du paradis!

CONGRÉGATIONS ROMAINES

CAS DE CONSCIENCE SUR LE DIVORCE

Une femme séparée de corps avec son mari est en instance pour obtenir une place administrative qui lui permette de vivre. Le gouvernement la lui accorde, mais à la condition qu'elle demande le divorce. Voilà bien un cas de nécessité grave. La Sacrée Pénitencerie ne lui permet pas.

S. C. Pœnitentiæ.

Sacra pœnitentiaria, mature perpensis expositis, confessario oratori respondet: « Mulieri pœnitenti, in casu, nihil aliud esse consulendum nisi ut a petendo divortio sub gravi se absteineat ».

Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria, die 5 Januarii 1887.

R. Car. MONACO. P. M.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Ne soyez pas étonné des questions pratiques que vous adressent d'humbles desservants dont vous êtes le seul guide.

1° Quelles sont les églises qui doivent faire la bénédiction des cierges et la procession le jour de la Chandelier. Presque tous les établissements religieux de ma connaissance, séminaires, collèges, écoles, hospices, pensionnats, se dispensent de l'une et de l'autre. Sont-elles obligatoires pour les paroisses seulement? Le sont-elles pour les petites paroisses où il n'y a pas d'assistants?

Que faire si ce jour-là un mariage ou un enterrement réclament la seule messe de l'église?

2° Comment célébrer les fonctions de la semaine sainte dans une église sans chapelle? Jusqu'ici on plaçait à côté de l'unique autel un petit reposoir aussi en vue que l'autel. La sainte réserve est-elle ainsi suffisamment éloignée? Peut-on placer immédiatement devant ce reposoir (seule place libre) un cercueil, quand un enterrement doit se faire le Jeudi-Saint?

3° Un prêtre infirme chargé d'une paroisse, dans l'impossibilité de célébrer complètement l'office du Samedi-Saint, doit-il l'omettre tout entier, ou peut-il seulement supprimer la lecture des prophéties?

Un prêtre chargé de deux paroisses doit-il bénir en une seule cérémonie deux cierges pascals?

4° Sur un désir du Saint-Père, on a repris l'usage de donner des parrains à la Confirmation, mais sans observer les rites du Pontifical: « Adulti ponant pedem suum super pedem dextrum patrem sui ». Quel est le sens de cette cérémonie? Est-il permis de la supprimer ou de la remplacer par un simple contact sur l'épaule? Dans ce cas le parrain contracte-t-il la parenté spirituelle?

5° Doit-on mentionner sur un registre le nom des parrains et des confirmés?

6° Un seul parrain peut-il suffire pour tous les confirmés?

7° Peut-on employer ceux du baptême?

R. — Ad I. Cette bénédiction doit se faire dans chaque église, ainsi qu'il résulte d'un décret de la S. Congrégation des Rites, porté en 1640 pour le diocèse d'Aquila. On avait demandé s'il était permis de la faire:

« An in ecclesiis filiabus liceat fieri distributiones candelarum, cinerum et palmarum. »

La S. Congrégation répondit qu'on devait le faire:

« Non solum licere, sed etiam fieri debere prædictas distributiones in unaquoque ecclesia diebus tantummodo præscriptis in Ceremoniali Episcoporum. » (S. R. C. 31 mars 1640, n. 1208.)

Pour les églises des réguliers, et des confréries, etc., on doit les faire aussi, mais il importe, dans l'accomplissement de cette cérémonie, de suivre les statuts synodaux et la coutume. Il est évident que l'on devrait aussi observer les conventions particulières, s'il y en avait.

Si un mariage ou un enterrement se rencontrait ce jour-là dans une église paroissiale, on pourrait faire les funérailles en un moment qui ne gênerait pas l'office paroissial, car les funérailles ne sont pas défendues ce jour-là.

Quant à la messe, elle ne pourrait avoir lieu, attendu qu'il n'est pas permis de biner pour procurer une messe des défunts. On pourrait la remettre au lendemain s'il était libre. — Si l'on pouvait trouver un prêtre libre, il pourrait célébrer la messe d'enterrement le jour même de la purification.

Pour le mariage, on pourrait suivre les mêmes principes de solution.

Ad II. Les rubriques n'exigent pas que le reposoir soit éloigné du grand autel, et le *Memoriale Rituum* ne demande pas expressément qu'il soit dans une chapelle. Parlant des objets à préparer pour le Jeudi-Saint, il dit:

« In sacello parato pro repositione sanctissimi Sacramenti: 1° *locus* ipse ab altare majore distinctus... »

Il ne convient aucunement de placer un cercueil devant le reposoir du Très-Saint Sacrement le Jeudi-Saint; car la S. Congrégation des Rites défend de célébrer des funérailles solennelles et chantées le Jeudi-Saint, le Vendredi-Saint et même le Samedi-Saint:

« An in feria VI parasceve, expleta hujus diei officitura, solemnes exequiæ supra cadaver cujusdam monialis expositum in ecclesia interiori libere celebrari possint a sacerdotibus in ecclesia exteriori, ut moris est decantantibus mortuale Officium cum intorticiis accensis? »

La S. Congrégation répondit d'une manière générale qu'on ne le pouvait pas pendant le *Triduum sacrum*, et que l'office et les prières devaient être récités d'une manière privée:

« Negative per totum Triduum, et Officium et

precēs recitentur privatim ». (11 août 1736, n. 4050.)

Cependant, Cavalieri et la plupart des auteurs modernes pensent qu'on pourrait célébrer les funérailles solennellement et avec chant le Samedi-Saint dans l'après-midi, et surtout le soir.

Ad III. Nous engagerions ce prêtre malade à dire l'office du Samedi-Saint tout entier, en suivant le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII, c'est-à-dire en prononçant tout à voix basse.

Si malgré cela il ne pouvait célébrer entièrement l'office, nous l'approuverions d'omettre les prophéties, plutôt que les bénédictions du feu nouveau, du cierge pascal, des fonts sacrés, ainsi que la sainte messe. Mais nous n'affirmons rien. Il n'y a que le Saint-Siège qui puisse trancher des questions de ce genre.

Ad IV. Les adultes qui reçoivent la confirmation mettent le pied sur le pied droit du parrain, pour montrer que les confirmés s'appuient sur leur parrain, et que celui-ci doit les protéger spirituellement.

Cette pratique était exactement observée par saint Charles Borromée, et elle fut maintenue par Benoît XIV. Mais elle n'est plus rigoureusement exigée depuis l'année 1749. Il suffit que le parrain mette la main droite sur l'épaule droite du confirmé. La S. Congrégation des Rites l'a ainsi décidé sur la demande de l'évêque de Giavarino, en Hongrie :

« Cum in rubricis de Sacramento Confirmationis dicatur : Adulti, seu alii majores ponant pedem suum super pedem dexterum patris sui; quæritur an sufficiat si patrinus ponat manum suam dexteram super humerum dexterum confirmandi ? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Sufficere*. (29 sept. 1749, n. 4205, ad VIII.)

Le sens de cette cérémonie est le même que celui que nous avons exposé ci-dessus.

Vous nous demandez si dans ce cas on contracte également la parenté spirituelle. Nous répondons : Oui, car les lois ecclésiastiques qui règlent cette matière ne font aucune distinction entre tel ou tel mode de contact. Voici ce que nous lisons dans l'Instruction de 1774, donnée par la S. Congrégation de la Propagande aux simples prêtres délégués par le Saint-Siège pour administrer le sacrement de Confirmation :

« Circa cognationem spiritualem, quæ in hoc Sacramento contrahitur, hæc statuit Tridentina synodus (Sessio xxiv, de Reform. Matrimonii cap. 2.) : « Ea quoque cognatio, quæ ex Confirmatione contrahitur, Confirmantem et Confirmatum, illiusque patrem, et matrem, ac tenentem non egrediatur, omnibus inter alias personas hujus spiritualis cognationis impedimentis omnino sublatis ». (Instructio pro simplici sacerdote sacramentum confirmationis ex Sedis Apostolicæ delegatione administrante.)

Ad V. On doit mentionner sur un registre les noms des parrains et des confirmés, car le Rituel

romain le marque expressément dans une formule particulière sous ce titre :

« Forma describendi confirmatos. »

Ad VI. Si l'on ne peut faire autrement, un seul parrain peut présenter plusieurs garçons, ou même tous les garçons, et une seule marraine plusieurs filles, ou même toutes les filles. S. C. C., 12 juillet 1873.

Ad VII. La sainte Eglise désire que le parrain de la Confirmation soit différent de celui du baptême; mais en cas de nécessité elle tolère qu'on emploie le même :

« Nisi necessitas cogat (canon in Catechismo, 100, de consecrat., dist. 4), idem non sit, sed diversus Confirmationis patrinus a patrino baptismi. » (*Instructio supra.*)

Q. — Les diverses pièces qu'on trouve habituellement à la fin du Bréviaire, par exemple la bénédiction de la table et l'action de grâces, et qui ne sont pas extraites du Rituel ou du Missel, peuvent-elles être regardées comme liturgiques ?

R. — Ces pièces sont évidemment liturgiques, car elles font partie constitutive du Bréviaire. Il en est de même de l'itinéraire des clercs.

Q. — *L'Ami du Clergé* a traité dans son n° 3, — 21 janvier 1886, — la question de principes sur les règles à observer dans le cas de coïncidence d'une fête patronale avec le 1^{er} dimanche de l'Avent; je lui demande un conseil sur le même fait, mais entouré de circonstances particulières, on peut dire exceptionnelles : cette fête patronale n'a pas cessé, après le concordat, de se célébrer le jour de l'incidence, 27 novembre, avec une solennité extraordinaire, immense concours, comme cela se faisait depuis des siècles.

Dans le cas de coïncidence avec le 1^{er} dimanche de l'Avent, la fête religieuse, ainsi que la foire, ont lieu le lundi 28.

Depuis 30 ans environ, le propre du Diocèse porte, au 28, une fête double.

Je ne connais pas d'indult ni permission épiscopale autorisant le transfert de la fête au 28, double.

Que faire? — Célébrer le 28 la fête du saint Pontife, comme le patron, en laissant croire qu'il s'agit de celui-ci, serait tromper et mentir; — renvoyer à cinq à six jours plus tard la solennité religieuse, alors que la foire a déjà eu lieu, c'est s'exposer au danger certain de faire perdre à cette solennité tout son prestige aux yeux de la paroisse et de nombreuses paroisses voisines ?

R. — D'après les détails que vous donnez, il est bien douteux que votre coutume soit légitime. Mais ce n'est pas une raison pour la détruire. Si vous la jugez avantageuse, vous pouvez la faire légitimer en vous adressant à l'autorité ecclésiastique. Nous vous engageons même à le faire, si vous pensez que la destruction de votre pratique serait nuisible à la religion.

Q. — J'ai fait un enterrement hier soir samedi. Puis-je dire la messe de *Requiem* le lendemain dimanche, dans une messe de binage que je suis autorisé à faire dans mon église ?

R. — Non, car il n'est pas permis de dire une messe de *Requiem* en un jour de dimanche, lors-

que le corps a été enterré la veille. Ce cas a été décidé deux fois par la Sacrée Congrégation des Rites; d'abord en 1603 pour le diocèse de *Guarda*, en Portugal; ensuite le 11 avril 1840, n. 4,888, pour le diocèse de Turin.

Cette défense est générale, et par conséquent concerne tous les prêtres. Il en résulte que l'on ne pourrait pas célébrer cette messe lors même qu'on ne dirait qu'une messe. A plus forte raison un curé binaire ne le peut-il pas, parce que la seconde messe n'est qu'une faveur, et que cette faveur n'est accordée que pour l'avantage des fidèles en général, et non pour un intérêt particulier.

Q. — 1^o Saint Pierre est le titulaire de mon église; y a-t-il lieu à des changements dans l'office du jour de la fête (29 juin) ou de l'octave?

2^o Je me souviens avoir lu, je ne sais où, il y a quelques années, un décret défendant la multiplicité de statues de la sainte Vierge ou d'autres saints dans une même église à moins qu'il n'y ait entre elles une distance relativement considérable. *L'Ami du Clergé* aurait-il la bonté de reproduire ce décret?

3^o Peut-on se servir des seules formules françaises dans les interrogations du baptême?

4^o Au n^o 51 de la présente année, vous donnez la décision de la S. C. du Concile au sujet de l'érection à Cambrai de deux nouveaux canonicats. Dans une réunion, il y a eu contestation sur le sens de certains termes de cette décision. Auriez-vous la bonté de donner une traduction française de la *Resolutio*?

R. — Ad I. Non, il n'y a aucun changement à faire.

Ad II. Nous ne connaissons aucun décret dans ce sens.

Ad III. Régulièrement, on doit faire les interrogations en latin, à moins d'une autorisation du Saint-Siège, autorisation qui a déjà été accordée à quelques Evêques.

Ad IV. « Etant préalablement révoquée la condition posée par les fondateurs de rentrer dans la dotation (on accorde) par grâce, avec rang et voix (pour les nouveaux chanoines) dans les réunions capitulaires, excepté lorsqu'il s'agira des intérêts et des droits particuliers des anciens chanoines; faculté est accordée à l'Archevêque de dispenser l'un et l'autre fondateurs sur l'incompatibilité des deux bénéfices (cure et canonicat) et sur le service du chœur (s'ils sont empêchés) selon son appréciation et sa conscience; (affaire) traitée avec le Très-Saint Père.

Q. — Curé provisoire d'une paroisse où le désordre s'est installé, ou plutôt accru, grâce à l'incurie plus ou moins coupable de son ancien titulaire, je vous serais bien obligé de m'aider à résoudre, entre autres, la difficulté que voici :

Depuis une vingtaine d'années, l'épouse de mon sacristain cohabite avec un veuf octogénaire dont elle convoite la fortune, et qui compte dans son village une nombreuse et puissante parenté. Naturellement, et malgré le peu de délicatesse des gens à l'endroit de la moralité, une telle cohabitation scandalise le public honnête. Aussi les deux associés s'étaient-ils vu refuser les sacrements jusqu'à l'arrivée de mon prédécesseur qui a cru pouvoir les leur accorder durant une dizaine d'années qu'il a été leur pasteur. Cela étant, quels sont mes devoirs comme curé et comme confesseur ?

R. — 1^o Au point de vue purement extérieur, le fait d'une femme qui depuis vingt ans a quitté son mari et habite avec un veuf, constitue une situation trop irrégulière et trop anormale, pour n'être pas scandaleuse. Il n'est donc pas étonnant que le public honnête en soit scandalisé. S'il y a scandale, c'est assez pour que les auteurs du scandale soient éloignés des sacrements, tant qu'ils n'auront pas donné satisfaction à l'opinion publique.

Le devoir du curé est de faire ses efforts pour amener ces personnes à modifier cette situation malheureuse : en leur montrant que leur honneur et leur salut éternel y sont engagés.

Que la femme retourne au domicile conjugal. Qu'elle continue, si elle veut, et du consentement de son mari à donner à ce vieillard les soins qu'exige son âge. Mais qu'il demeure établi qu'elle ne fait que rendre un service en vue d'un gain légitime.

2^o Au for interne, le confesseur ne peut absoudre ces mêmes personnes si elles causent réellement un scandale public, qu'elles refusent de faire cesser, quand même leur conduite privée serait irréprochable; ou bien, si même en l'absence de tout scandale, elles se *conduisaient mal*.

Dans ce dernier cas, les principes de la théologie concernant l'occasion prochaine et l'habitude du péché trouveraient leur application.

Q. — Une bibliothécaire de chemins de fer vendant de mauvais journaux et de mauvais livres, demande si en conscience elle peut continuer ce commerce. Elle affirme que jamais elle n'offre que de bons journaux et qu'elle n'en vend de mauvais que sur la demande des voyageurs.

Peut-on absoudre cette personne en confession sans exiger qu'elle cesse ce commerce?

R. — Cette bibliothécaire de chemin de fer qui vend sciemment de mauvais livres et de mauvais journaux, ne saurait être en sûreté de conscience.

Elle se fait complice d'une œuvre très mauvaise, de la diffusion de ces tristes publications qui s'offrent impunément à tout venant et pervertissent chaque jour l'esprit et le cœur d'un grand nombre. C'est en vain qu'elle prétend s'excuser par cette raison qu'elle ne vend les mauvais livres ou journaux que sur la demande des acheteurs, et qu'elle se contente d'offrir les bons. Cette précaution est louable, mais elle ne suffit pas à détruire la malice de sa coopération à la vente des mauvais livres et journaux.

Si cette personne veut être chrétienne et remplir ses devoirs, elle doit renoncer à ce commerce.

Q. — A la fin de complies ou des vêpres solennelles chantées pendant la semaine, doit-on simplement réciter l'Antienne de la sainte Vierge (*Alma Redemptoris* ou autre selon le temps) au lieu de la chanter comme cela a lieu le dimanche?

J'ai vu cette pratique en usage dans une communauté de Paris, où les règles de la Liturgie Romaine sont observées jusque dans les moindres détails; mais tous mes efforts pour appuyer cette pratique sur un texte, ou

sur un décret, sont demeurés sans résultat. Qu'en pense l'Ami du Clergé ?

R. — Dans les cathédrales et collégiales, les complies doivent se chanter intégralement, comme on le voit au Cérémonial des Evêques, livre II, chap. IV. Par conséquent on doit aussi chanter l'antienne de la sainte Vierge.

Pour les vêpres, il en est autrement. Quand elles sont séparées de complies, la rubrique exige qu'on dise l'antienne de la sainte Vierge avant de quitter le chœur, mais elle prescrit de la dire à voix basse, *submissa voce* :

« Incipit (celebrans) Antiphonam Beatæ Mariæ, stans ibidem, seu genuflectens, stantibus pariter vel genuflectentibus omnibus, quando, juxta regulas Breviarii, standum vel genuflectendum est pro ratione temporis, quam postea *submissa voce* prosequitur... » (Cérémonial des Evêques, livre 2, chap. 3, n. 15.)

Voilà la règle pour les vêpres dans les églises cathédrales et collégiales. Faut-il la suivre dans nos petites églises ? Nous ne le pensons pas, parce que le cas est bien différent. Dans une cathédrale ou une collégiale, l'antienne se dit à voix basse après vêpres, parce qu'elle sera chantée après complies ; mais dans les églises paroissiales, ordinairement on ne chante pas les complies ; par conséquent les fidèles seraient privés du bonheur d'entendre et d'exécuter ces chants si beaux, si gracieux, si touchants, si salutaires.

D'ailleurs, lors même que l'on chanterait les complies dans les petites églises, ce ne serait pas une raison pour omettre le chant de cette antienne à la fin des vêpres, parce que les fidèles n'assistent pas en aussi grand nombre à l'office des complies.

Qu'il nous soit permis d'ajouter une troisième raison, qui est d'une grande valeur, c'est que telle est la pratique de Rome dans toutes les églises paroissiales où les vêpres sont séparées des complies ; on chante l'antienne de la sainte Vierge après ces vêpres.

Nous conseillons donc de maintenir cette coutume dans toutes les églises où elle existe.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Quelle conduite dois-je tenir pour arriver à entrer en jouissance du legs qui vient de m'être fait et dont la teneur suit :

« Je donne et lègue à M. le curé de la paroisse de X. une somme de 4,000 francs qui devra être par lui placée en rentes sur l'Etat et dont l'intérêt annuel sera distribué par ses soins exclusifs et par trimestre échu aux pauvres les plus nécessiteux de la commune de X... Cette somme de 4,000 francs devra être versée par mes légataires universels entre les mains de M. le curé de la paroisse de X. dans le délai d'un an, sans intérêts, à partir du jour où ledit curé aura été autorisé à accepter le présent legs. Le premier paiement à faire aux pau-

vres devra avoir lieu le 1^{er} janvier qui suivra le versement du capital entre les mains de M. le curé, pour ainsi continuer perpétuellement de trimestre en trimestre et d'année en année. Toutefois, j'entends que sur les intérêts de ladite somme de 4,000 fr. il soit prélevé tous les ans par M. le curé de la paroisse, celle de 6 francs destinée à faire dire quatre messes à mon intention. »

R. — Il semblerait naturel qu'un curé auquel son ministère sacré fait un devoir de la charité, pût être autorisé à accepter ces sortes de legs et à s'en mettre en possession. Il n'en est pourtant pas ainsi, dit M. de Champeaux. Dans l'état actuel de la législation, les dons faits aux curés et desservants pour les pauvres ne peuvent pas être uniquement acceptés par eux. Ils doivent l'être conjointement par ces ecclésiastiques et par le bureau de bienfaisance, ou, à défaut de bureau de bienfaisance, par le maire de la commune. Il en est de même des legs faits aux pauvres pour leur être distribués par les curés. L'administration des biens des pauvres appartenant en principe aux bureaux de bienfaisance, ce serait en vain que les donateurs ou testateurs la donneraient aux curés.

Cependant, d'après une circulaire ministérielle du 23 novembre 1838, les curés peuvent recevoir des libéralités spécialement destinées aux pauvres de leurs paroisses et qui seraient faites de la main à la main. Le gouvernement va même plus loin (quand il n'est pas en veine de persécution comme à l'heure présente), il n'hésite pas à autoriser l'exécution des volontés manifestées par certains donateurs ou testateurs que les revenus des biens donnés ou légués par eux en faveur des pauvres leur seraient distribués par les curés sans qu'ils soient tenus de rendre compte au bureau de bienfaisance, bien que celui-ci soit propriétaire du fond. L'intérêt des pauvres honteux, ajoute le ministre, se trouve donc pleinement ménagé tout en exécutant la loi.

Ainsi, lorsque l'administration des biens légués aux pauvres a été donnée par le testateur au curé de la paroisse, sans dispense expresse de rendre compte, s'il résulte de l'ensemble des circonstances que l'intention du testateur était de laisser à ce curé liberté absolue dans le choix des pauvres, le receveur du bureau de bienfaisance doit toucher les revenus des biens légués, les remettre au curé qui en dispose, à la charge par lui de produire au bureau, pour toute reddition de comptes, la liste des pauvres qu'il aura secourus ; il pourra même ne pas indiquer les noms des pauvres honteux. Le curé ne doit même aucun compte des secours ainsi distribués, lorsque le donateur ou testateur l'en a formellement dispensé dans le testament. (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Saint-Claude, du 14 octobre 1841.*)

Dans le cas en question ici, il y a, outre le curé, deux établissements appelés à intervenir dans la demande d'autorisation d'accepter le legs : d'abord avec le curé le bureau de bienfaisance, pour l'argent distribué aux pauvres, d'après ce que nous avons dit plus haut ; ensuite la fabrique paroiss-

siale avec le curé, puisqu'il y a fondation de service religieux.

Les deux établissements susnommés doivent donc, chacun en ce qui le concerne, faire les diligences nécessaires. Les ayant énumérées déjà plusieurs fois dans le journal, nous nous dispensons de les redire. Nous faisons des vœux pour que le legs dont il s'agit ne rencontre pas de mauvais vouloir dans l'administration supérieure, comme on l'a vu trop souvent. On a porté, en effet, la haine du cléricalisme au point de refuser l'autorisation d'accepter un legs destiné aux pauvres, parce que les aumônes devaient être distribuées par la main des curés. Mais si l'on a vu quelquefois cet affligeant spectacle, il faut reconnaître qu'ordinairement l'amour des malheureux l'emporte, et les legs formulés comme celui qui nous occupe sont généralement autorisés, s'il n'y a pas d'obstacles de par ailleurs.

Q. — Dans notre commune, le maire a fait construire un caveau sur une propriété lui appartenant et qui avoisine le cimetière. Pour mettre son caveau en rapport avec le cimetière, il a démoli la muraille qui sert de clôture. Comme maire pouvait-il s'octroyer cette permission de démolir ? Ne lui fallait-il pas une permission de l'autorité supérieure, au moins du préfet ?

R. — Le maire a reçu de la loi le droit de police sur les cimetières de sa commune, mais ce droit ne saurait s'étendre jusqu'à modifier la forme du cimetière par la démolition d'un mur. Comme citoyen, c'est un droit commun à tous les Français. — Il pouvait certainement faire construire un caveau dans sa propriété, en observant les règlements particuliers à cette matière. Mais pour pouvoir annexer ce caveau au cimetière, qui est une propriété communale, il ne pouvait agir qu'après délibération du conseil municipal et autorisation préfectorale. Il en est de cela comme de toute autre construction. Supposons que l'habitation de ce brave maire touche à la mairie, pourrait-il de son propre chef, mettre son salon en communication avec l'hôtel de ville, en pratiquant une ouverture dans le mur de celui-ci. Poser la question c'est la résoudre. Il en est de même par rapport au cimetière.

Q. — Le maire de notre commune s'est permis, par pur caprice, une réduction de 10 francs sur le budget de 1886 proposé par la fabrique, approuvé par le conseil municipal, par l'évêque et par le préfet. Il prétend que le chantre, s'étant fait payer pour les enterrements, n'a pas droit à cette somme. Le chantre n'avait pas accepté ce chiffre dérisoire pour les divers services funèbres. Il a toujours exigé pour les dimanches les 60 fr. votés par la fabrique. Un jour, il dit au maire : Si vous n'augmentez pas la somme de 10 francs destinée au paiement des enterrements, je me ferai payer par les particuliers. — L'alcade répondit sans prendre avis du conseil municipal : Faites comme vous voudrez ; vous n'aurez pas un centime de plus. — Alors, le chantre, avec l'approbation de la fabrique, exigea le tarif pour les enterrements.

Le maire a-t-il ainsi le droit de réduire le budget et de fixer lui-même les gages des serviteurs de l'Eglise ?

La fabrique n'a-t-elle pas un moyen légal pour le

forcer à donner intégralement et sans réduction la subvention communale déjà accordée avec toutes les formalités voulues ?

Inutile d'ajouter que dans cette circonstance comme dans d'autres il n'a suivi que l'inspiration de sa haine contre son curé.

R. — C'est risible de voir le sans- façon avec lequel certains maires se jouent des lois dont ils sont les gardiens et dont ils doivent surveiller l'exécution. On dirait qu'elles n'ont pas été faites pour eux. Ils abusent vraiment ou de l'ignorance, ou de la timidité de leur conseil.

D'après toutes les lois municipales et particulièrement celle du 5 avril 1884, sous le régime de laquelle nous vivons en ce moment, l'une des premières attributions des maires est, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du conseil municipal (art. 90 n° 10).

Voici une décision qui a reçu toutes les approbations exigées et qui est revêtue de toutes les formalités légales, et le maire la regarde comme non avenue ; il la modifie et en suspend, de sa propre autorité, l'action. Ce serait grotesque, si ce n'était odieux.

Notre brave correspondant nous demande comment forcer le tyran à remplir son devoir. Il y a deux manières : d'abord la dénonciation au préfet ; et si celui-ci est un homme juste, la question est immédiatement vidée. La seconde manière, c'est pour le chantre d'attaquer le maire devant le tribunal comme détenant des fonds qui lui appartiennent et comme le frustrant d'un droit acquis. On me dira que le jeu n'en vaut pas la chandelle. C'est vrai. Cependant il y aurait une grande utilité publique à faire comprendre à ceux qui l'oublient que les maires ne doivent être, avec le respect qui leur est dû, que les humbles serviteurs de la loi comme tout le monde, et qu'ils n'ont pas été investis du pouvoir pour vexer et rançonner les citoyens. Après cela restent les élections ; c'est la faute aux électeurs s'ils se donnent des imbéciles ou des méchants pour chefs.

Q. — Nous nous trouvons en présence d'un cas assez rare à propos d'une ancienne propriété de la fabrique, et le notaire chargé de l'affaire nous parle de la nécessité d'un envoi en possession. Qu'est-ce donc qu'un envoi en possession ?

Par quels moyens pourrait-on l'obtenir ?

Les fabriques qui ont négligé cette formalité, sont-elles encore à temps de se mettre en règle ? Y a-t-il des cas où l'on n'ait pas besoin d'un envoi en possession ? En particulier, les fabriques peuvent-elles revendiquer la propriété d'une ancienne maison vicariale ?

R. — Les fabriques ne peuvent légalement jouir des anciens biens qui avaient été aliénés, et qui, depuis, leur ont été restitués par divers décrets, que par l'envoi en possession, c'est-à-dire par un arrêté du préfet qui prononce que les fabriques ont été régulièrement mises en possession de ces biens. Les arrêtés des préfets ne peuvent être rendus qu'après avoir été revêtus de l'approbation du ministre des finances, sur l'avis du

directeur des domaines. (*Avis du conseil d'Etat du 25 janvier 1807.*)

Pour obtenir un envoi en possession, la fabrique doit adresser au préfet : 1^o un état appuyé de titres, autant que possible, des biens dont l'envoi en possession est demandé; 2^o une délibération du conseil de fabrique; 3^o l'avis de l'évêque; 4^o l'avis du directeur des domaines.

Le préfet, sur le vu de ces pièces, prend un arrêté qui prononce l'envoi en possession. Il le soumet avec toutes les pièces à l'approbation du ministre des finances.

Les fabriques qui, dans le principe, ont négligé de demander l'envoi en possession, sont encore à temps de le faire. L'avis du conseil d'Etat rapporté ci-dessous, ne fixe aucun délai, il ne prononce aucune déchéance. Depuis cet avis, effectivement, et jusqu'à ce jour, une foule d'envois en possession ont continué et continuent d'être accordés. A cet égard la jurisprudence administrative est constante.

Avis du conseil d'Etat du 23 décembre 1806, — 25 janvier 1807, relatif à l'envoi en possession à demander pour les fabriques, curés et desservants, des biens restitués auxquels ils croient avoir droit.

« Le conseil d'Etat qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section des finances sur celui du ministre de ce département, relatif à des abus qui se seraient introduits dans plusieurs départements de l'empire, 1^o à l'occasion de la restitution ordonnée par divers arrêtés du gouvernement et décrets impériaux, de biens et rentes non aliénés ayant appartenus aux fabriques; 2^o en ce que des curés et desservants se sont mis en possession des biens provenant originaires des anciennes dotations des cures, en sorte qu'ils cumulent les revenus de ces biens avec le traitement qui leur est accordé par l'Etat. »

« Considérant 1^o que les arrêtés du gouvernement n'ont restitué aux fabriques que les biens et revenus non aliénés;

« 2^o Que ce n'est que par exception que les curés et desservants de certains lieux ont été autorisés à rester et à se mettre en possession des objets qui anciennement faisaient partie de la dotation des cures ou autres bénéfices;

« 3^o Que la proposition du ministre, qui a pour objet d'obliger les marguilliers et les curés desservants à fournir des états détaillés des biens dont ils jouissent, tend à la conservation, non seulement des intérêts du trésor public, mais même de ceux des dites fabriques, curés ou desservants;

« 4^o Qu'il est également nécessaire de s'occuper du mode à suivre pour les envois en possession qui pourront avoir lieu à l'avenir;

« 5^o Que les moyens ordinaires d'administration sont suffisants pour remplir les vues du ministre;

« Est d'avis : 1^o Que les préfets doivent être chargés de transmettre au ministre des finances

des états détaillés des biens et revenus dont les fabriques, ainsi que les curés et desservants, jouissent à quel titre que ce soit, et d'y joindre leurs observations;

« 2^o Que, soit les fabriques, soit les curés et desservants qui, par exception, sont autorisés à posséder des immeubles, ne doivent se mettre en possession à l'avenir d'aucun objet, qu'en vertu d'arrêtés spéciaux du préfet, rendus par eux après avoir pris l'avis des directeurs des domaines, et après qu'ils auront été revêtus de l'approbation du ministre des finances;

« Qu'un double desdits états et arrêtés doit être envoyé par les préfets au ministre des cultes.

« Approuvé au camp principal de Varsovie, le 25 janvier 1807.

« NAPOLEON. »

Les fabriques peuvent, en certains cas, se dispenser de demander l'envoi en possession. Quand l'avis du conseil d'Etat du 25 janvier 1807 leur a imposé la nécessité d'un envoi en possession, le conseil d'Etat n'a entendu les soumettre à cette formalité que relativement à ceux qui se trouvaient dans les mains de tiers-détenteurs, d'usurpateurs, etc. Comme l'a fort bien démontré M. Cormenin (*Questions de droit administratif, au mot FABRIQUE*), le conseil d'Etat ne stipulait que dans l'intérêt du domaine et non dans aucun autre.

Cette distinction, fondée en raison, a été accueillie par la jurisprudence. Un arrêt de la Cour royale de Montpellier du 8 janvier 1834, rapporté ci-dessous, a notamment jugé que les fabriques pouvaient revendiquer contre les particuliers les biens qu'elles prétendaient leur appartenir, sans avoir recours à la formalité préalable de l'envoi en possession dont parle l'avis du conseil d'Etat, du 25 janvier 1807, et que cette formalité n'est relative qu'aux biens détenus par le domaine.

Lorsqu'une fabrique croit avoir droit de réclamer comme devant lui appartenir, aux termes des lois, arrêtés et décrets sur la matière, un bien détenu par l'Etat, elle doit commencer par demander à l'autorité administrative d'être envoyée en possession de ce bien. Mais lorsque le bien réclamé a déjà été dans la possession de l'Etat, et qu'il est entre les mains d'un particulier qui l'a usurpé, la fabrique est fondée à introduire en justice une action en délaissement dirigée contre l'usurpateur, sans avoir demandé préalablement à l'administration un envoi en possession. C'est ce qu'a jugé la Cour royale de Montpellier, par l'arrêt ci-après.

Arrêt de la Cour royale de Montpellier, du 8 janvier 1834.

« La Cour,

« Attendu que la formalité préalable de l'envoi en possession n'est exigée, par l'avis du conseil d'Etat du 25 janvier 1807, que pour l'avenir seulement, et relativement aux biens jouis par le domaine et revendiqués par les fabriques, mais que cette formalité n'a jamais été nécessaire à l'égard

des biens en litige entre les fabriques et des tiers qui les auraient usurpés.

« Attendu dès lors que la fabrique de l'église de Caudax a pu intenter contre Viatelles l'instance en délaissement des objets dont il s'agit, sans avoir besoin de se faire envoyer en possession desdits objets, et que les juges ont mal jugé en décidant le contraire; sans s'arrêter à la fin de non recevoir prise des défauts d'*envoi en possession*, et la rejetant, renvoie, etc. »

La Cour royale de Bastia a décidé par l'arrêt ci-après, qu'une fabrique qui réclame d'un particulier des rentes établies autrefois en faveur de l'église qu'elle administre, sur des immeubles par lui possédés, doit justifier préalablement qu'elle a été régulièrement envoyée en possession de ces rentes par l'Etat. A défaut de cette justification, la fabrique doit être déclarée non recevable en sa demande.

Arrêt de la Cour royale de Bastia, du 2 décembre 1834.

« La cour,

« Attendu que, si par l'arrêté des consuls, du 7 thermidor an xi, les biens des fabriques non aliénés, ainsi que les rentes dont elles jouissaient et dont le transfert n'avait pas été fait, ont été rendus à leur destination, les fabriques n'ont pas été saisies immédiatement de la propriété de ces biens;

« Qu'un avis du conseil d'Etat du 25 janvier 1807, a formellement ordonné que les fabriques ne se mettraient en possession à l'avenir d'aucun objet, qu'en vertu d'arrêtés spéciaux des préfets, rendus sur l'avis du directeur des domaines, et après qu'ils auraient été approuvés par le ministre des finances;

« Que le devoir imposé aux fabriques, de demander l'avis du directeur des domaines, a eu pour but de faire examiner si les rentes réclamées n'ont pas été aliénées, ou si elles provenaient de fondations pieuses, les seules dont la restitution ait été ordonnée en faveur des fabriques;

« Qu'il est donc évident qu'avant l'*envoi en possession* ordonné conformément à l'avis du conseil d'Etat sus-énoncé, la fabrique de Luri ne pouvait intenter l'action par elle dirigée contre Antoine-Marie Guiseppi;

« Par ces motifs, réforme le jugement attaqué, émendant, déclare la fabrique de Luri non recevable en l'état dans sa demande, sauf à elle à se mettre en règle; condamne ladite fabrique de la commune de Luri aux dépens de première instance et d'appel. »

Les fabriques sont fondées à revendiquer la propriété des anciennes maisons vicariales dont les communes se trouvent en possession, mais sans aucun titre légal.

Aucun délai n'a été imposé aux fabriques, sous peine de déchéance, pour demander à l'Etat l'envoi en possession des anciennes maisons vicariales.

Lorsqu'une fabrique demande d'être envoyée en

possession d'une ancienne maison vicariale, cet envoi en possession doit être prononcé par l'administration, quoique la maison vicariale dont s'agit soit possédée par la commune, et quoique l'Etat n'en ait jamais pris lui-même possession.

Ces décisions résultent d'un avis du conseil d'administration de l'enregistrement et des domaines, approuvé par le ministre des finances, qui a réformé un arrêt pris en sens contraire par le préfet du département de la Somme.

Voici le texte de ces deux pièces :

« Le préfet du département de la Somme,

« Vu la demande formée par la fabrique de Lignièrès-Chatelain pour obtenir son envoi en possession d'une maison vicariale, située dans la dite commune, et dont cette dernière se prétend propriétaire par la jouissance qu'elle exerce sur cet immeuble;

« Vu les observations faites par le conseil municipal de Lignièrès-Chatelain, en réponse à la demande de la fabrique;

« Vu les avis de jurisconsultes produits, de part et d'autre, au soutien des prétentions contradictoires élevées sur la maison vicariale dont il s'agit;

« Vu les observations fournies le 26 septembre dernier par M. le directeur des domaines;

« Vu l'arrêté du 7 thermidor an xi, et les décrets des 30 mai 1806, 17 mars 1809 et 8 novembre 1817;

« Considérant que, d'après les documents obtenus par M. le directeur des domaines, l'Etat n'a jamais eu la possession de la maison que revendique la fabrique de Lignièrès-Chatelain; que cette circonstance n'a pas été inscrite, et ne l'est point encore sur la matrice du rôle de la commune, qu'il est de notoriété publique que cette commune jouit de la dite maison depuis 1792 ou 1793, soit pour les séances du conseil municipal, soit pour la tenue de l'école, soit pour la tenue des audiences de la justice de paix;

« Que l'envoi en possession ne peut être prononcé en vertu des arrêtés et décrets précités, puisque le domaine n'a jamais eu la jouissance de l'immeuble;

« Qu'au surplus, les faits qui se rattachent à la possession prise par la commune de la maison vicariale revendiquée par la fabrique font rentrer le litige dans l'application des règles du droit commun;

« Qu'il n'appartient qu'aux tribunaux de prononcer à cet égard.

« Arrête :

« Art. 1^{er}. Il n'y a pas lieu à statuer sur la demande formée par la fabrique de Lignièrès-Chatelain, en ce qui touche son envoi en possession de la maison vicariale du lieu.

« Elle est renvoyée à se pourvoir, à cet égard, si elle le juge à propos, devant l'autorité judiciaire, après toutefois en avoir obtenu l'autorisation du conseil de préfecture.

« Art. 2. Ampliation du présent arrêté sera

transmise à la fabrique et à la commune de Lignières-Chatelain.

« Fait à Amiens, le 6 novembre 1835.

« Pour M. le préfet, etc. Signé : RADIGUET. »

Séance du conseil d'administration du 17 mai 1836.

« Le conseil d'administration de l'enregistrement et des domaines,

« Oui le rapport du sous-directeur de l'administration chargé de la 4^e division dont le résumé suit :

« La fabrique de l'église de Lignières-Chatelain s'est adressée à M. le ministre des finances, pour obtenir l'annulation d'un arrêté de M. le préfet de la Somme, du 6 novembre 1835, portant qu'il n'y a pas lieu de statuer sur la demande de cette fabrique, à fin d'envoi en possession de l'ancienne maison vicariale de Lignières-Chatelain ; lequel arrêté a été motivé sur ce que, d'après la notoriété publique, la commune n'aurait cessé de jouir de ladite maison depuis 1792, et sur ce que d'ailleurs, il ne pouvait pas y avoir lieu à envoi en possession au nom de l'Etat, puisque cette maison n'a jamais été entre les mains du domaine.

« Un avis du conseil d'Etat du 23 décembre 1806 a obligé les fabriques à se faire envoyer en possession des biens à elles restitués. S'il peut paraître qu'un envoi en possession de fait ne soit pas à prononcer lorsqu'il s'agit comme dans l'espèce, d'un immeuble qui n'est pas et ne fut même jamais réellement aux mains du domaine, du moins est-il nécessaire que la fabrique soit reconnue apte à recouvrer des propriétés dont elle s'était trouvée dessaisie, par la seule force du décret du 13 brumaire an II, qui déclarait les biens des fabriques propriétés nationales ; c'est ce qui résulte d'une décision du 31 décembre 1829.

« Aucune objection ne peut être élevée contre la reconnaissance par l'Etat des droits de la fabrique à l'application, quant à la maison dont il s'agit, des dispositions du décret du 8 novembre 1810, puisqu'il est constant que cette maison était originellement maison vicariale de l'église de Lignières-Chatelain, que l'Etat ne l'a pas aliénée, et qu'il n'a cédé à des tiers aucun droit sur elle.

« Mais cette reconnaissance des droits de la fabrique ne peut être prononcée qu'à la charge par elle de suivre, à ses risques et périls, sa réintégration, sans garantie de la part de l'Etat.

« Est d'avis qu'il y a lieu, par M. le ministre des finances, en prononçant l'annulation de l'arrêté de M. le préfet de la Somme, du 6 novembre 1835, de reconnaître que, conformément aux dispositions du décret du 8 novembre 1810, l'ancienne maison vicariale de l'église de Lignières-Chatelain était susceptible d'être restituée à la fabrique de cette église, et qu'il appartient à cette fabrique de suivre sa réintégration dans la propriété de ladite maison par toutes les voies de droit, mais à ses risques et périls et sans garantie de la part de l'Etat.

« Fait en conseil d'administration, lesdits jour et an, etc.

« Approuvé le 28 mai 1836.

« Le Ministre des finances ;

« D'ARGOUT. »



COURRIER DE L'UTILE

HOMÉOPATHIE

Dans les haltes assez fréquentes que je fais aux vitrines des librairies, mon œil s'arrête non pas exclusivement, mais tout naturellement aux livres dont le titre semble m'offrir des documents pour le *Courrier de l'utile*. C'est ainsi que j'ai parcouru le petit volume qui vient de paraître sous ce titre : *L'Art de guérir ; Vade-mecum des Missionnaires, des Prêtres de campagne, des Institutions et des Familles*, par le docteur Soenens, ancien médecin militaire, décoré de la croix Rouge et de la croix Civique de 1^{re} classe, collaborateur de la *Revue homéopathique* de Bruxelles, membre de la Société homéopathique de Flandres, des Sociétés médicales de Bruges, de Gand, d'Anvers et de Berlin, et de la Société médicale des Alpes-Maritimes¹.

C'est le résumé des leçons données par le docteur Soenens, aussi chrétien que savant, aux RR. PP. missionnaires de la Chine à Schentveld-les-Bruxelles.

Puis (je cède la parole au docteur Soenens) :

« Quelques R. P. Capucins qui se destinent également aux missions et même des prêtres séculiers ayant désiré être aussi au courant des premiers soins à donner aux malades et aux blessés en cas d'accident, je me suis décidé à faire imprimer un petit résumé de mes instructions que j'ai appelé la VADE-MECUM des missionnaires. J'y traite — en outre des médicaments à administrer aux malades et des soins à donner aux blessés, — des signes de gravité des maladies, qui indiquent le moment opportun pour administrer les saints Sacrements, des indices de la mort les plus importants....

« Je n'y mets aucune prétention scientifique ; j'exclus autant que possible la discussion des méthodes pour ne pas embrouiller les prêtres dans les moments décisifs de leur Sacerdoce. Je ne tiens qu'à une chose : ÊTRE UTILE. »

« J'indique », continue-t-il, « de préférence le traitement homéopathique parce qu'on me l'a demandé et parce que j'y ai confiance. J'avais, il y a une dizaine d'années, donné une boîte de médicaments homéopathiques et quelques instructions à des PP. Récollets qui partaient pour la Chine (du couvent de Roubaix). Ils ont fait des cures admirables. »

¹ Un petit vol. in-18 de 110 pages, édité par la Société belge de Librairie, à Bruxelles. — Se trouve aussi à la Société générale de Librairie catholique, à Paris.

Un fait certain, c'est que depuis quelque temps, le nombre des partisans de l'homéopathie (médecins, pharmaciens et malades) s'est sensiblement accru. Sans être compétent dans cette science, j'ai pu en constater plusieurs fois les heureux résultats. En effet, un docteur homéopathe qui eut autrefois une assez grande notoriété, cachée aujourd'hui sous le froc blanc de saint Dominique, voulut bien, en reconnaissance de ce que je l'avais assisté comme témoin lors de la brutale exécution des fameux décrets d'expulsion, voulut bien, dis-je, indiquer un traitement à des malades qui me tenaient de très près, et que les médecins ordinaires, ou allopathes, n'avaient pu que très peu et très lentement soulager.

Un autre fait non moins certain, c'est que le traitement homéopathe a l'avantage de se réduire à un très petit nombre de remèdes, réduits eux-mêmes à leur plus simple expression sous la forme de globules, de minuscules dragées à peine grosses comme un demi grain de blé. Les pharmaciens spéciaux les livrent dans de petits tubes de verre, et l'assortiment complet peut tenir dans un étui de portefeuille.

Leur énumération, avec indication des diverses maladies auxquelles ils s'appliquent, n'occupe, tout en étant assez complète, que trois pages du *Vade-mecum*. Il n'y a, du reste, comme le dit le docteur Soenens, que « neuf médicaments principaux basiques de constitution que l'on doit toujours avoir sous les yeux et bien connaître, parce qu'ils s'adressent au fond de la constitution qui est la cause principale ou prédisposante de toutes les maladies. »

Je reproduis textuellement le court chapitre où ces neuf médicaments sont indiqués :

Aconit. — Étant donné l'ensemble des symptômes, ce médicament pourra être utile dans les affections des personnes sanguines :

- 1° Les inflammations locales, aiguës;
 - 2° Les rhumatismes articulaires;
 - 3° Les congestions cérébrales, les encéphalites;
 - 4° Les périodes éruptives de la variole, de l'érysipèle, les fièvres inflammatoires;
 - 5° Les pleurésies pulmonaires, péritonites, hépatites;
 - 6° Les méningites, bronchites et les hémorrhagies.
- Son caractère propre est fièvre, inflammation, accélération du pouls, congestion.

Arnica. — Excellent pour les affections par lésions mécaniques, donc plaies et contusions. Il agit très bien sur les petites articulations, c'est un des médicaments contre la goutte.

Belladone agit principalement sur les nerfs et *belladone* a une vertu calmante : donc, dans les maladies du cerveau, dans les spasmes, les convulsions des hystériques, la danse de Saint-Guy, et quand il y a délire dans le typhus ou sommeil profond, quand il y a coma, suite d'insolation. Et puis, la toux calme le mal de gorge aussi, la colique, et enfin il a une action particulière dans la scarlatine et partout où la pupille est dilatée, surtout chez les jeunes sujets. Son caractère propre est la dilatation des pupilles des yeux. — Affections des glandes, souffrances la nuit, suite de refroidissements dans les maladies de personnes lymphatiques.

Arsenic. — L'arsenic produit chez l'homme sain des éruptions de la peau, a pour caractéristique, soif ardente qui demande à être soulagée par peu de boissons à la fois, peau froide, prostration des forces. Il donne

lieu aussi à des éruptions; donc, donnez-le dans les dartres sèches, le choléra, les évacuations de matières non digérées, les digestions difficiles.

Il a une action sur les nerfs; donc, donnez-le dans les névralgies, les paralysies, les craintes et les angoisses des buveurs.

Dans l'asthme, la fièvre intermittente, vous le trouverez avec son caractère de soif, calmée avec peu de boisson à la fois.

Sulfur. — Le soufre agit aussi sur la peau et donne des boutons. Donnez-le donc dans les dartres humides pustulaires.

C'est un dépuratif du sang, donc bon dans lymphangisme, scrophule et partout où l'acarus de la gale a pû.

Merc. — Le mercure produit des ulcères chez l'homme sain; donnez-le donc aux malades atteints d'ulcères.

On l'emploie aussi dans les lymphangismes et les maladies *scrofuleuses* dont le nombre est si grand, les *érysipèles*, la teigne, les ganglions engorgés, les *otites*, et *ozènes*. C'est le remède de la *diarrhée* et des écoulements.

Nux. — La noix vomique qui occasionne des empoisonnements enflammant l'estomac et stupéfiant le cerveau, est un de mes meilleurs médicaments dans les maladies d'estomac où le cerveau est en même temps entrepris de *vertiges*, *ivresses*, *céphalalgies*, *manies*, et s'il y a *constipation* accompagnant les maladies gastriques, muqueuses. C'est un remède héroïque contre dyspepsies, migraines, gastralgies, vomissements des ivrognes; *hépatites* et *engorgement du foie*, et chez les bilieux.

Bryonia. — La bryone est aussi un médicament qui sert bien les tempéraments bilieux, surtout dans les maladies *inflammatoires* et *rhumatismales* partout où il y a *douleurs augmentant par les mouvements* ordinaires; elle combat la pleurésie et pneumonie avec *leur point de côté*; un côté encore à retenir: on a soif, mais on *boit beaucoup à la fois* tandis que pour l'*arsenic*, c'est le contraire. La toux est aussi caractéristique avec expectoration de matières adhérentes au vase et traces de sang.

Après *bryone* on peut donner *sulfure*, parce qu'il convient aussi aux bilieux, aux rhumatisants et aux catarrheux.

L'ipicamania. — Ispéca, c'est le médicament des enfants, surtout quand il y a vomissements; il a pour principales indications les symptômes gastriques et pectoraux, donc il convient dans les maladies d'estomac et les toux suffoquantes.

Puls. — Le pulsatile, celui des femmes, filles qui souffrent des règles. Les rieuses enjouées, où caractère vif s'en ressentent le mieux. Il forme la base des médicaments pour les dames. Il a une action très prononcée dans les affections morales, suites de saisissement, frayeurs ou mortifications.

Je répète que les pharmaciens homéopathes réduisent et livrent ces substances en tout petits globules. Et le docteur Soenens a soin d'indiquer en quelle quantité et de quelle manière il faut les administrer.

Je reproduirai jeudi prochain le chapitre que le *Vade-mecum* consacre au régime et à l'hygiène.

Pourquoi, après avoir apprécié le fond, le bon esprit, l'utilité pratique de ce petit livre, faut-il regretter qu'il laisse, comme langue française, un peu trop, et, comme correction typographique, beaucoup trop à désirer.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 18 maii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ : LA
DIGNITÉ DE L'ÂME HUMAINE

Faciamus hominem ad imagi-
nem et similitudinem nostram.
(Genes. i, 26.)

Le prix de notre âme : est-il, mes frères, une question plus opportune que celle-là ? Aujourd'hui que la société est toute matérielle, uniquement avide de la vie présente, uniquement adonnée au culte du corps ; aujourd'hui que la plupart des hommes passent leur vie dans les jouissances charnelles, enivrés des plaisirs de la table et des sens, aujourd'hui que des baptisés même s'épuisent de soins, de sollicitudes et de travaux pour leur corps, et plus que jamais négligent la partie la plus noble de leur être : l'âme raisonnable ; aujourd'hui que tout concourt à procurer au corps des jouissances passagères : inventions, industrie, théâtres, amusements, luxe ; aujourd'hui que le corps est tout et l'âme n'est rien, ne faut-il pas vous rappeler à votre dignité d'hommes raisonnables et de chrétiens, et vous dire : O hommes, qui vivez ensevelis dans la matière, auriez-vous oublié que votre âme vaut plus que votre corps et qu'elle est infiniment au-dessus de ces plaisirs que vous recherchez avec tant d'avidité ? Auriez-vous oublié qu'elle est créée à l'image de Dieu ? Auriez-vous oublié que les trois personnes de l'auguste Trinité ont concouru, avec le même empressement et le même amour, à sa création, à sa rédemption et à sa sanctification. Interrogeons donc tour à tour chacune des personnes de l'adorable Trinité sur le prix de notre âme, et Dieu le Père nous dira qu'il l'a créée à son image et de son souffle divin : *Creavit Dominus hominem ad imaginem suam* ; et Dieu le Fils nous dira qu'il l'a rachetée au prix de tout son sang : *Scientes quod... redempti estis... pretioso sanguine...* ; et Dieu le Saint-Esprit nous dira qu'il en a fait son temple : *Nescitis quia templum Dei estis ?* Créée par le Père, rachetée par le Fils, sanctifiée par l'Esprit-Saint, voilà la dignité de l'âme humaine, et telles sont les trois idées qui partageront ce discours.

I

Lorsque je contemple les cieux, ouvrage de vos mains, s'écriait David, les astres et les étoiles dont vous avez posé les fondements, je me demande : Qu'est-ce que l'homme, ô mon Dieu, pour attirer vos regards et vos soins ? L'homme fut créé à l'image de Dieu, reprend l'Esprit-Saint : *Creavit Dominus hominem ad imaginem suam*. Ce seul mot répond à l'étonnement du prophète : ce seul mot nous révèle la splendeur de notre origine. Quand Dieu féconda le néant, quand il prit les globes et les jeta roulants dans l'espace, un mot, un seul mot lui suffit : « *Dixit et facta sunt !* » Quand il créa les animaux, il dit : « Que l'eau

produise des poissons ; et les monstres marins se promènèrent dans le sentier des eaux. Il dit encore : « Que la terre produise toute âme vivante, les quadrupèdes et les reptiles », et les vastes solitudes du monde sont peuplées d'animaux. Mais quand il s'agit de créer l'homme, l'auguste sénat de la sainte Trinité s'assemble, un Dieu délibère. Mais, ô mon Dieu, c'était pour étendre le firmament, pour creuser le vaste bassin des mers, pour suspendre ces globes lumineux qui se jouent au milieu d'un vide immense, que vous deviez délibérer ? Non, mes frères, pour tout cela, la toute-puissance du Père n'a eu qu'à parler : *Dixit et facta sunt !* Mais pour créer l'homme, il rentre en lui-même. *Faciamus...* Mais où Dieu en prendra-t-il le modèle ? Lui donnera-t-il la vivacité du feu, l'agilité de l'air, la rapidité de la foudre, l'immensité des cieux ? Non. Faisons-le à notre image : *ad imaginem... nostram*. Faisons-le à notre image afin que toute créature s'abaisse en voyant dans la substance humaine les traits de la filiation divine et les empreintes du monarque souverain qui l'a produite. Et lorsque Dieu eût tiré de la terre le corps de l'homme qui doit servir à l'âme de sanctuaire et de vêtement, il achève le perfectionnement de cet être en tirant de son sein l'âme qui doit l'animer et le régir : *Et inspiravit in faciem ejus spiraculum vitæ et factus est homo in animam viventem* ; cette âme, qu'il regarde comme son œuvre par excellence et qu'il n'a pas tirée du néant comme les autres par voix d'empire, mais par un amoureux soupir : *Non per vocem jussionis factus sed respiratione creatus* ; cette âme qui est son souffle, son soupir, l'épanchement de toutes ses tendresses. C'est alors qu'apparut l'image, la ressemblance de Dieu dans la créature humaine. Dieu est spirituel dans sa nature, mon âme l'est de même par privilège et par l'infusion de son esprit. Dieu est libre dans ses opérations, mon âme a de même été créée libre dans les siennes. Dieu est immortel dans sa durée, mon âme de même est immortelle, et quoiqu'elle ait commencé dans le temps, à la différence de Dieu qui est de toute éternité, elle subsistera néanmoins comme Dieu pendant toute l'éternité. O souffle de Dieu, que tu es admirable ! O âme vivifiée par ce souffle, que tu es grande !

Voilà donc l'âme de l'homme avec la noblesse de son origine : image fidèle de Dieu qui l'a créée ! Or, travaillons-nous à conserver en nous les traits de la divine ressemblance ? Le peintre, pour approcher plus près de la réalité, de l'intelligence qu'il veut représenter, jette souvent ses regards sur les traits de celui dont il veut retracer l'image. Ainsi devons-nous constamment fixer les nôtres sur notre divin modèle, afin que toutes nos actions, nos discours, nos sentiments, nos désirs forment et expriment quelque chose de la divinité en nous. Boleslas, roi de Pologne, portait toujours, suspendue à son cou, une médaille d'or frappée à l'effigie de son père. Dans toutes les affaires importantes, dans toutes les circonstances critiques

de sa vie il la prenait entre ses mains : « O mon père, disait-il, que penserais-tu si tu me voyais me livrer à telle passion, commettre telle ou telle injustice, défigurer cette âme que tu t'étais efforcé d'embellir de toutes les vertus ? » Et nous aussi, nous portons non sur notre poitrine, mais au dedans de nous-mêmes, une image sacrée, c'est celle de notre Père céleste. Ah ! si cette image divine était toujours devant nous, qui serait assez téméraire pour l'outrager ? Qui voudrait la défigurer par le péché ? Les habitants de Thessalonique s'étant un jour révoltés contre l'empereur Théodose, renversèrent ses statues et les traînèrent avec ignominie dans les places publiques. Par ordre de ce prince, sept mille personnes furent impitoyablement massacrées. Ainsi fut vengée l'injure faite à l'image d'un roi de la terre ! De quel châtement ne seront donc pas punis des chrétiens qui auront souillé leur âme, l'image de Dieu lui-même qu'il s'était plu à enrichir de toutes ses qualités ? Au jour du jugement il leur faudra la présenter, cette âme ! Quelle honte alors de la voir souillée de crimes. Alors Dieu vous demandera, ô pécheurs, comme dans l'Evangile : *Cujus est imago hæc ?* De qui est cette image ? De qui ? — De vous, mon Dieu. — Comment, c'est là mon image ? Cette image défigurée, méconnaissable, rongée de plaies honteuses ! Je suis saint et j'y vois des vices sans nombre ; je suis la pureté même, et j'y vois les souillures les plus hideuses ; je suis la droiture même, et j'y vois les injustices les plus criantes ? De qui donc est cette inscription : *Cujus est superscriptio ?* — Du démon. — Comment ! vous avez osé effacer mon nom pour y graver celui du démon ? Eh bien, lorsque j'étais sur la terre, j'ai fait rendre à César ce qui appartenait à César : qu'on rende maintenant au démon ce qui appartient au démon. Aux flammes éternelles, cette âme que je chérissais comme faite à ma ressemblance, mais qui ne porte plus les livrées qui distinguent ceux qui m'appartiennent ! Elle n'a point voulu me reconnaître comme son maître, elle a préféré l'esclavage du démon, elle n'est plus à moi : *Discedite a me, maledicti, in ignem æternum.*

II

Et l'âme humaine, cette image, ce portrait, cette ressemblance de Dieu, que vaut-elle ? Le prix, la valeur d'une chose, dit S. Augustin, c'est ce qu'elle a coûté. Si je vois briller le feu d'un diamant superbe, ne pouvant savoir la valeur d'un si précieux bijou, je demande ce qu'il a pu coûter, et sur la réponse qui m'est faite, je forme aussitôt mon jugement ; j'estime la pierre au prix qu'on en a donné. Eh bien ! demandons à Dieu le Fils ce que nos âmes lui ont coûté, et il nous répondra : tout mon sang. *Scientes quod non corruptibilibus auro vel argento redempti estis, sed pretioso sanguine quasi agni immaculati Christi, et incontaminati* (I Petr. 4). Nos âmes ont été rachetées non par des matières aussi viles et aussi méprisables que l'or et l'argent, mais par un prix

aussi grand, aussi excessif, aussi inestimable que le sang de Jésus-Christ, qui est l'Agneau sans tache de la loi nouvelle. Nos âmes, au jugement même de Jésus-Christ, lui ont paru aussi chères que son propre sang, puisque c'est ce sang qu'il a répandu pour les racheter. Toutes les actions de Jésus-Christ sont d'un mérite infini et la moindre était capable de satisfaire à la justice de son Père et d'obtenir le pardon d'un million de mondes. Un seul de vos regards, ô Jésus, un seul de vos soupirs, un seul de vos pas, un seul de vos mouvements de main, une seule parole de votre bouche pouvait opérer la rédemption de tous les hommes, cependant vous avez conçu une si haute idée de la dignité de nos âmes, que vous n'avez pas cru trop donner en versant, pour leur rachat, jusqu'à la dernière goutte de votre sang ; et n'y eût-il qu'une seule âme à racheter dans tout le monde, vous n'auriez pas balancé à donner ce prix infini pour la sauver. Que dirions-nous d'un peintre qui, voyant dans la boue un tableau sorti de ses mains, le retirerait de la fange pour en retoucher soigneusement tous les traits et lui rendre sa beauté première ? Mais que dirions-nous surtout si on ne voulait point lui livrer ce tableau, quelque souillé et défiguré qu'il soit, à moins qu'il ne cédât tout son bien et qu'il ne s'engageât à la dernière pauvreté pour en avoir la possession ? Que dirions-nous, si ce peintre, d'ailleurs homme de bon goût et de bon sens, ne faisait nulle difficulté d'abandonner tout son bien pour acheter ce tableau ? Ne conclurions-nous pas que ce tableau doit être d'un prix excessif, puisqu'il a coûté tant de peines et tant de sacrifices ? Or, que n'a pas fait, et que n'a pas donné le Fils de Dieu pour racheter nos âmes, pour les retirer de la boue du péché et les arracher aux mains de Satan. Le ciel s'ouvre, il descend du trône de sa gloire, et le voilà petit enfant dans une étable ; il souffre déjà, il pleure ; et que vient-il chercher en ce monde ? Que demande-t-il par ses larmes ? C'est notre âme. Et plus tard ce Dieu-homme monte au Calvaire, et meurt sur une croix, son sang coule avec abondance et jusqu'à la dernière goutte. Que demande-t-il en mourant et par ces flots de sang qui tombent de ses blessures sacrées ? C'est notre âme. Encore une fois, voilà le prix qu'il en donne, tout son sang, *anima tanti valeo !* Et Jésus-Christ ne se trompe point ; il sait donner le prix à chaque chose ; il sait estimer chaque chose ce qu'elle vaut.

« Que vaudras-tu, demande S. Bernard, que vaudras-tu, sang d'un Dieu ? Que vaudras-tu avec la plénitude de la divinité ? Celui qui me le révélerait m'aurait révélé le prix de mon âme, car enfin, quand je vois la vie et le sang d'un Dieu entrer dans le prix de mon salut, j'ai droit d'en conclure que mon âme vaut la vie et le sang d'un Dieu. » Comprendons-nous maintenant l'excellence de notre âme, et la sacrifierons-nous encore pour une vanité, pour le plaisir d'un moment. Le soleil qui est si resplendissant et si beau n'a pas coûté le sang de Jésus-Christ, mais une seule parole. Les

astres, si riches de splendeur et qui ornent si bien le firmament, n'ont jamais coûté le sang de Jésus-Christ, mais une seule parole. La terre, avec sa fécondité et ses productions si riches et si variées, quoique d'un grand prix, n'a pas coûté le sang de Jésus-Christ, mais une seule parole. Le vaste océan, malgré son immensité et ses inimaginables trésors, n'a pas coûté le sang de Jésus-Christ. Notre âme seule a coûté le sang d'un Dieu. Pour elle seule un Dieu a donné sa vie ! Elle vaut donc en quelque sorte autant qu'un Dieu. Aussi écoutez S. Augustin : « Depuis que j'ai connu que mon âme a coûté si cher à mon Dieu, je suis résolu de la conserver et de ne jamais la vendre au démon par le péché. »

III

Est-ce tout ? Non. Que vaut une âme ? La réponse de l'Esprit-Saint n'est pas moins étonnante et mystérieuse que celle du Père et du Fils. Il nous dit en effet, que notre âme est son temple et son tabernacle : « N'oubliez jamais, écrit S. Paul aux Éphésiens, que vous êtes le temple de Dieu et que l'Esprit-Saint habite en vous. » Et qu'y fait-il dans ce temple ? Il nous enfante à la vie chrétienne ; Dieu le Père crée notre âme de son souffle divin ; sur la croix le Verbe incarné la rachète par son sang ; mais c'est l'Esprit-Saint qui crée en elle cette vie surnaturelle qui absorbe dans le chrétien tout ce qu'il y a du vieil homme pour en faire une créature nouvelle. Ces effets admirables de l'Esprit-Saint, l'Eglise les proclame par ses chants enthousiastes : « Venez, Esprit créateur. — Envoyez votre Esprit-Saint et tout sera créé ». Et où s'opère cette création nouvelle ? Dans le baptême ; ensuite, si nous perdons cette vie précieuse, dans le sacrement de Pénitence, où l'Esprit-Saint nous la rend par sa grâce. Il nous sanctifie, car il est l'amour qui unit le Père au Fils ; il personnifie en quelque sorte l'amour de Dieu pour nous ; c'est lui qui est la source de toutes les grâces, ou plutôt il est la grâce même, de telle sorte que le juste qui jouit de la grâce est le temple vivant de l'Esprit-Saint. L'Esprit-Saint habite en lui comme un hôte aimable, *dulcis hospes animæ*. C'est de lui que viennent les bons mouvements qui nous portent au bien, les saintes inspirations qui nous éloignent du mal. C'est sa force qui nous soutient dans les combats ; c'est sa lumière qui nous éclaire dans nos doutes ; c'est sa charité qui élève le chrétien à la pratique des vertus les plus héroïques ; c'est par lui que le juste arrive à la perfection la plus sublime. Puis donc que notre âme est le temple de l'Esprit-Saint, suivons le conseil de l'apôtre : « Possédons ce vaisseau fragile dans l'honneur et non pas dans les passions d'ignominie comme les gentils qui n'ont pas de Dieu ; car Dieu ne nous a pas appelés pour être impurs, mais pour être saints. » Estimons, sanctifions ce temple, notre esprit par le recueillement, notre raison par la foi, notre cœur par l'amour.

Vous voyez maintenant quelle est la dignité, la

grandeur et le prix de votre âme. L'auguste Trinité tout entière est occupée de son bonheur. Elle est l'image du Père, le prix du sang du Verbe incarné, le temple vivant du Saint-Esprit. Gloire donc au Père, au Fils et au Saint-Esprit : *Gloria Patri et Filio et Spiritui Sancto*. Bien souvent l'Eglise nous met ces paroles sur les lèvres et peut-être que bien souvent nous les avons prononcées sans penser à ce que nous disions. Habitons-nous à les redire désormais avec les sentiments qu'elles doivent faire naître dans un cœur chrétien. *Gloria Patri* ; Gloire au Père. C'est lui qui nous a créés d'une parole, il peut nous faire rentrer dans le néant d'où il nous a tirés ; de quel respect ne devons-nous pas être pénétrés en prononçant un nom qui rappelle tant de grandeur et tant de bienfaits. *Gloria Filio*. Gloire au Fils. Ce nom redit ce qu'il y a de plus tendre dans l'amour, ce qu'il y a de plus généreux dans le dévouement ; de quelle reconnaissance ne devons-nous pas être animés en prononçant ce nom qui nous rappelle notre rédemption ! *Gloria Spiritui Sancto*, Gloire au Saint-Esprit. C'est l'Esprit-Saint qui nous sanctifie. Il est en nous pour être le gage de notre adoption divine ; il prie en nous et pour nous par d'ineffables gémissements. En prononçant ce nom, demandons-lui la grâce de ne le jamais contrister en résistant à ses inspirations.

Au Père, au Fils et au Saint-Esprit, tout honneur, toute louange, toute gloire dans les siècles des siècles.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Evêques et Réguliers.

NOUVELLE DISPOSITION POUR LES ACTES D'APPEL DANS LES CAUSES CRIMINELLES DES CLERCS

Une instruction de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en date du 11 juin 1880, réglait pour l'Italie la procédure sommaire à suivre dans les procès criminels des clercs. Un décret du 14 janvier 1882 a permis aux évêques de France de suivre la même procédure. Nous avons donné le texte de cette instruction avec des commentaires dans la 3^e année de l'*Ami du clergé* (1881, p. 171, 183, 195, 207, 219, Cong. Rom). Cette procédure vient d'être complétée par une nouvelle disposition concernant les appels. La pièce est en italien, comme la première. Nous en donnons la traduction française.

Disposition concernant les actes d'appel dans les causes criminelles.

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, retenant que les procédures économiques réglées par l'instruction du 11 juin 1880, pour les curies ecclésiastiques dans les causes criminelles concernant les clercs, doivent s'observer aussi dans les actes d'appel interjeté des sentences des curies à cette même S. Congrégation, croit utile d'émettre les dispositions suivantes :

I

Le défenseur du ou des accusés, qui doit être

choisi parmi les avocats approuvés par les Sacrées Congrégations, après le dépôt accoutumé, prend connaissance, avec toute réserve, du résumé de la cause et du procès devant le juge rapporteur.

II

Lorsque, vu la nature de la cause, l'Eminentissime Cardinal Préfet le juge convenable, il est enjoint au défenseur, sous le sceau du serment, de conserver le secret.

III

Les défenses ayant été données par écrit, si l'Eminentissime Cardinal Préfet le juge opportun, elles peuvent être communiquées au procureur fiscal de la curie *a qua*, pour qu'il puisse, s'il le juge nécessaire, y répondre par écrit.

IV

Cette réponse du procureur fiscal, le défenseur peut en prendre connaissance, avec la réserve qui lui se doit, devant le juge rapporteur, afin qu'il soit à même de faire une dernière réplique, également par écrit.

V

Il demeure absolument interdit au défenseur et au procureur fiscal d'intervenir à la réunion cardinalice dans laquelle la cause est proposée pour être décidée.

VI

Sauf les dispositions contenues dans les articles précédents, demeure en sa pleine vigueur pour tout le reste ce qu'a réglé la S. Congrégation par le décret du 18 décembre 1835, par la circulaire du 1^{er} août 1851 et l'ordonnance du 6 juin 1847.

Ex Audientia SSmi diei 26 martii 1886.

SSmus Dnus Noster LEO Div. Prov. PP. XIII audita relatione presentis dispositionis, ab infrascripto Sacrae Congregationis Episcoporum, et Regularium secretario, eam in omnibus approbare et confirmare dignatus est.

Romæ, die et anno quibus supra.

J. Card. FERRIERI, *præf.*

Fr. ANT. M. ARCHIEP. PALMYREN, *secret.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Persuadé que l'*Ami du Clergé* voudra bien répondre à cette lettre avec l'obligeance qui lui est habituelle, je me permets de lui soumettre quelques doutes.

M'appuyant sur la doctrine de saint Liguori, fidèlement reproduite, je crois, par le P. Marc, dans ses *Institutiones Morales Alphonsianæ*, j'ai toujours cru à l'infinité extensive du sacrifice de la messe. A la question : *Utrum missa ex institutione Christi habeat efficaciam infinitam?* Le savant auteur que je viens de nommer, répond : *Duplex adest sententia, 1^a negat. Hæc docet sacrificium ita a Christo esse institutum ut determinatum effectum producat, ita scilicet ut pluribus applicatum minus prosit singulis quam si uni tantum applicetur.*

Prob. Ex prohibitione Ecclesiæ quæ vetat ne pluribus missam potentibus uno sacrificio satisfiat.

Secunda vero sententia probabilior affirmat tenetque virtutem sacrificii missæ esse tum intensive, tum extensive infinitam.

Ratio hujus sententiæ est quia missæ sacrificium item est ac sacrificium crucis quod fuit infiniti valoris. Unde juxta hanc sententiam missa æque prodest pluribus applicata, ac si uni applicetur.

Si Gury a démesurément étendu le sentiment de saint Alphonse, comme le pense l'*Ami du clergé*, il faut dire la même chose du P. Marc.

La raison majeure que vous apporterez pour prouver que l'infinité extensive est une erreur, c'est qu'il s'agit non d'appliquer la *valeur* de la messe, mais un *fruit*. Je ne vois pas pourquoi cette distinction est faite. Vous dites que la raison de Gury et des autres auteurs serait valable si on établissait que le fruit moyen de chaque messe est infini aussi bien que la valeur absolue de la messe elle-même. Mais est-il besoin de chercher à établir cette impossibilité pour prouver la thèse? Ne suffit-il pas de savoir que le sacrifice de la croix et le sacrifice de la messe ont une valeur infinie, et que l'un et l'autre ne peuvent produire que des effets finis? En effet, le sacrifice de la croix malgré toute son efficacité ne produira jamais des effets infinis, puisqu'un nombre infini d'hommes est une chose absurde. Mais quand même il y aurait plus ou moins d'hommes créés pour participer aux fruits de la Rédemption, en auront-ils plus ou moins pour cela? Non, on peut y penser toujours, on y puisera de fait que d'une manière finie, on ne l'épuisera jamais. De même pour la messe. Je multiplie tant que je le veux les sujets auxquels s'appliquera ma messe, le fruit se multipliera dans la même mesure, et se répétera pour chacun selon ses dispositions, comme le soleil qui ne diminue pas quand la terre est plus ou moins peuplée. — Voilà pour l'infinité *extensive*, ou pour la multiplication indéfinie de l'effet. Il en est de même pour l'infinité *intensive*. Je suppose la peine du Purgatoire la plus longue, elle ne dépasse jamais, elle n'épuise jamais la force satisfactoire d'une seule messe, et toutes les peines des âmes du Purgatoire réunies pourraient céder devant une seule messe, si les âmes de ce lieu d'expiation avaient des dispositions assez parfaites pour ne pas restreindre par leur incapacité l'efficacité indéfinie de la messe.

L'*Ami du clergé* reconnaît lui-même « qu'il n'est aucun fruit de la messe si grand qu'on le suppose qui ne puisse être indéfiniment augmenté, soit que Dieu le veuille gratuitement ainsi, soit que les hommes méritent par leur sainteté habituelle ou par leurs dispositions actuelles qu'il leur en soit accordé une plus ample participation. »

De plus il accorde que les curés parce qu'ils ont charge d'âmes voient la multiplication du fruit s'opérer en faveur de ceux qui ont recours à leurs messes. Mais faut-il que ces messes soient des messes demandées librement par leurs paroissiens, ou des messes *pro populo*, alors, autre sera l'efficacité de la messe du lundi, autre celle de la messe du dimanche. Quant un curé déchargé par Indult de la messe *pro populo* aux jours de fêtes supprimées, au lieu de dire la messe pour l'Evêque, continue de la dire pour sa paroisse, ce ce n'est plus *ex officio*, mais *pro beneplacito*, ce n'est plus comme *curé* mais comme *prêtre*, il faudra donc dire que ces deux messes n'ont pas la même efficacité?

R. — La question sur laquelle revient notre honorable correspondant est des plus intéressantes pour la piété catholique et surtout pour la piété sacerdotale. Elle est en même temps l'une des plus difficiles à résoudre d'une manière qui ne laisse subsister aucune difficulté.

L'Eglise ne l'a pas tranchée au point de vue spéculatif. Elle s'est bornée à condamner la pratique qui, se fondant sur l'infinité extensive et intensive du fruit, prétendrait satisfaire par une

seule messe à diverses obligations de justice.

Les auteurs ne sont pas d'accord, et, quand on va au fond des assertions et des raisons à l'appui, on s'aperçoit que les uns ne nient pas exactement ce qu'affirment les autres, que plusieurs cités en faveur de l'opinion de l'infinité extensive et intensive du fruit applicable y sont tout-à-fait opposées; — ou qu'ils ne sont pas aussi affirmatifs qu'on le dit; — ou qu'ils ne parlent pas du fruit applicable, mais du fruit possible; — ou qu'ils ne parlent pas du fruit, mais de la valeur; — ou qu'ils prennent la messe en général et non telle messe individuelle.

En cet état de la question, tant que l'Eglise n'aura pas enseigné d'autorité ce que nous devons tenir, il faut étudier les raisons, se rendre compte du fond des choses et voir ce qui peut pécher dans les expositions des divers sentiments et dans leurs preuves, comme ce qu'il peut y avoir de solidement appuyé.

Qu'on veuille bien remarquer que nous ne proposons pas ici de soumettre à la raison les mystères de la foi, mais de nous servir de la raison pour tirer des conséquences légitimes des données de la foi.

Ces données, sur le point qui nous occupe, sont les deux suivantes :

1^o Le sacrifice de la Croix est d'une valeur infinie, d'une efficacité infinie tant pour l'extension que pour l'intensité.

Il a cette infinité par le prêtre qui l'offre, par la victime qui est offerte et par l'acte lui-même de l'oblation.

2^o Le sacrifice eucharistique est, quant au prêtre principal, quant à la victime et quant à l'oblation faite par le prêtre principal, le même que celui de la Croix. Mais il en diffère par la manière dont se fait l'oblation. A la Cène, dans l'institution du sacrifice eucharistique, l'unique prêtre était N. S. J. C. Il offrait, d'une manière non sanglante et par une représentation anticipée, le même sacrifice qu'il devait quelques heures plus tard offrir d'une manière sanglante sur la croix. A la messe, outre la différence dans le mode de l'oblation, il y a le prêtre secondaire qui intervient par une action qui lui est propre.

Le sacrifice eucharistique de la Cène est infini en valeur, en efficacité, en fruits possibles et applicables 1^o parce qu'il est le même que celui de la croix, et 2^o parce que, considéré en lui-même il est offert par le prêtre infini en dignité qui est le Fils de Dieu.

Mais chaque messe déterminée offerte par un prêtre déterminé a-t-elle la même valeur infinie, la même efficacité infinie, la même infinité de fruit possible et applicable? Voilà la question obscure.

Voyons ce qu'on affirme et comment on le prouve.

On affirme que la messe a une valeur infinie. Et on le prouve par cette raison que le sacrifice

de l'autel est le même que celui du Calvaire. Reprenons l'affirmation et la preuve.

La messe peut s'entendre de la messe en général, ce qui comprendra toute messe, même celle qu'offrit N. S. le jeudi Saint dans l'institution du sacrifice eucharistique. Ainsi entendue l'assertion est vraie. La preuve pourrait laisser à désirer s'il était possible de supposer dans l'oblation eucharistique, par le côté où elle diffère de l'oblation de la croix, une limitation quelconque. Mais, dans la messe en général, y compris l'oblation de la Cène, rien ne nous permet d'introduire une limite. C'est le même prêtre infini qui offre et l'action par laquelle il offre est d'une valeur infinie, comme toutes les actions théandriques. Valeur, efficacité, fruits possibles et applicables de la messe en général, y compris le sacrifice de la Cène, sont donc chose infinie.

La messe peut s'entendre de telle messe déterminée offerte tel jour, par tel prêtre, à tel autel. On affirme qu'elle a une valeur infinie, une efficacité infinie, des fruits possibles et applicables infinis. L'assertion n'est plus aussi certaine que pour la messe en général. Comment croit-on la prouver? Par la raison que le sacrifice de la messe est le même que celui de la croix. Très-bien : mais cette preuve, pour valoir, suppose que nous prenons la messe, c'est-à-dire, telle messe en tant qu'elle est identique au sacrifice de la croix. Et la chose ainsi prouvée, c'est que la messe ou telle messe a une valeur infinie, une efficacité infinie en tant qu'elle est identique au sacrifice de la croix.

Mais si l'on considérait telle messe, en tant qu'elle est autre que le sacrifice de la croix, la preuve serait sans valeur : elle ne répondrait pas à la thèse et l'assertion ne serait pas démontrée.

Dans la question qui nous occupe, doit-on considérer la messe en tant qu'identique au sacrifice de la croix, ou en tant qu'elle s'en distingue? Il paraît évident qu'on doit la prendre en tant qu'elle s'en distingue. Autrement la question reviendrait à celle-ci : Le sacrifice de la croix a-t-il une valeur et une efficacité infinie?

Il y aurait encore une conséquence très curieuse à signaler. Comme deux choses identiques à une troisième sont identiques entre elles, deux messes considérées comme identiques au sacrifice de la croix sont identiques entre elles. Toutes les messes depuis la Cène jusqu'à la fin du monde sont identiques entre elles. Si, en matière d'efficacité et d'application, on devait prendre la messe en tant qu'identique au sacrifice de la croix, il s'ensuivrait que chaque prêtre à chaque messe appliquerait la messe du confrère, et toutes les messes de tous les prêtres qui ont été, sont et seront jamais.

Ces conséquences sont inadmissibles : donc en matière d'efficacité et d'application chaque messe doit être considérée comme distincte du sacrifice de la croix et distincte de toutes les autres mes-

ses. Et c'est de la messe ainsi prise qu'il s'agit de déterminer l'efficacité. Mais alors la preuve à l'appui de la thèse de son infinité est sans aucune valeur, comme il est dit plus haut.

Au lieu de donner comme preuve de l'efficacité infinie de chaque messe l'identité de la messe et du sacrifice de la croix, on pourrait, avec plus d'apparence de raison, se baser sur ce que, dans la messe, le principal offrant est Notre Seigneur dont les actes sont d'infinie valeur et efficacité. Mais cette raison ne serait pas plus concluante. Car on devrait rechercher par quel acte N. S. s'offre en victime. Il n'est pas possible de rapporter cette oblation à sa vie glorieuse dans laquelle il ne mérite plus et ne peut plus offrir un nouveau sacrifice. Il faut donc rapporter cette oblation à sa vie souffrante et la rattacher soit au sacrifice de la croix, soit au sacrifice de la Cène. Et ainsi nous arrivons au même résultat que précédemment, savoir que chaque messe a une efficacité infinie en tant qu'elle s'identifie au sacrifice de la croix ou à celui de la Cène. Nous avons donc l'efficacité, non pas de telle messe en particulier, en tant qu'elle se distingue des autres messes et du sacrifice de la croix, mais de la messe en général sous sa raison d'identité avec le sacrifice de la croix.

Les raisons par lesquelles les théologiens essaient de prouver que l'efficacité de chaque messe et son fruit sont infinis, n'ont donc pas une force suffisante pour établir leur sentiment.

Le sentiment opposé est-il mieux fondé en raison? Nous le pensons.

Pour déterminer la valeur de telle messe en particulier, il faut tenir compte du sacrifice de la croix dont elle est la représentation et l'application; mais il faut surtout avoir égard aux éléments qui la rendent différente de cet unique sacrifice et des autres messes. Or ces éléments sont 1^o le caractère sacré du prêtre qui célèbre la messe; 2^o la mission en vertu de laquelle il offre le sacrifice; 3^o l'acte individuel par lequel il célèbre la messe. Tous ces éléments sont finis.

Le caractère sacré qui donne au prêtre le pouvoir de consacrer, est une participation du sacerdoce de N. S. J. C. En N. S. le sacerdoce est infini par la dignité de la personne, qui est celle du Verbe, et par celle de l'Onction, qui est la nature divine hypostatiquement unie à l'humanité. Mais dans le prêtre, le sacerdoce n'est pas infini : sa personne n'est pas infinie et l'action sacerdotale ne lui a pas conféré la nature divine. Il n'a reçu qu'un caractère sacré par lequel il participe au sacerdoce de N. S. dans la mesure où une pure créature peut participer à une prérogative divine. Son âme est ornée d'une qualité nécessairement finie comme le sujet dans lequel elle existe. Cette qualité le forme à l'image du Fils de Dieu, mais ne lui donne pas la nature divine qui est l'onction exclusive du Fils de Dieu. Le pouvoir qu'elle

lui communique est tout divin et lui permet de prononcer efficacement au nom du Verbe incarné les propres paroles par lesquelles celui-ci, en vertu de l'institution de l'Eucharistie change le pain et le vin en son corps et en son sang. Ineffable puissance! Mais, si l'œuvre est infinie, l'instrument demeure fini.

Le caractère seul ne suffit pas à constituer le prêtre, il lui faut encore une mission : *pro hominibus constituitur*. Il faut qu'une autorité divine lui assigne son office. Celui de Notre Seigneur était universel. Il était envoyé pour sauver tous les hommes et pour leur assurer toutes les grâces. Celle du prêtre participe à cette infinité dans ce sens que le prêtre principal qui offre par ses mains et la Victime qui est offerte par l'un et l'autre ont une mission qui s'étend à tout. Mais lui-même n'a qu'une mission limitée dans le temps par les bornes très étroites de sa vie, dans l'espace, par les bornes que lui trace l'autorité divine représentée par le Pape et l'Evêque. Il y a donc limite dans la mission qui le fait prêtre.

L'acte individuel par lequel il offre la sainte Victime est également limité, comme tout ce qui émane de la puissance humaine. N. S. étant le prêtre parfait et infini, n'a offert qu'un seul sacrifice. Mais les messes se multiplient parce que l'acte de chacun d'elles est fini. Qu'on le remarque bien : la multiplication des messes ne multiplie pas le sacrifice de la croix que chacun d'elles représente et applique; elle ne multiplie que la représentation et l'application. Ce qui est fini, ce n'est pas l'oblation de la Victime sainte faite par le prêtre principal; c'est l'acte par lequel cette oblation est représentée et appliquée.

Il est donc évident que les éléments par lesquels la messe se distingue du sacrifice de la croix, tout en participant aux éléments correspondants de cet unique sacrifice, ne sont point eux-mêmes infinis, mais qu'ils sont limités.

N'est-il pas tout-à-fait conforme à la raison de conclure que l'efficacité de la messe, de telle messe prise en particulier, tout en participant à l'efficacité infinie du sacrifice de la croix, n'est pas elle-même infinie, mais se trouve limitée conformément aux limites du caractère, de la mission, de l'acte du prêtre?

Cette théorie explique autrement que par une raison de pure économie la condamnation de la pratique qui consisterait à acquitter par une seule messe plusieurs obligations dont chacune exigerait l'application d'une messe, pratique qui serait valide si l'opinion opposée était vraie. Elle répond à la nature des choses, beaucoup mieux que la théorie contraire qui laisse de côté ce qui constitue essentiellement l'objet en question, savoir ce par quoi telle messe n'est pas telle autre messe et n'est pas le sacrifice même de la croix. Jusqu'à preuve du contraire, c'est-à-dire, jusqu'à ce que l'Eglise ait déclaré qu'elle est fausse, nous la tiendrons pour plus vraie que la théorie opposée.

On nous objecte à la vérité l'autorité du P. Marc, déclarant plus probable l'opinion que nous combattons. Le P. Marc ne dit rien de nouveau. Il reproduit S. Alphonse d'une manière tout-à-fait analogue à Gury-Ballerini. L'étude que nous avons précédemment faite au sujet de Gury trouve ici son application. Nos lecteurs pourront s'y reporter : ils verront que les théologiens invoqués à l'appui de l'infinité de la valeur et du fruit d'une messe sont loin d'être concluants ou même favorables. — (Voir *Ami du Clergé* 3^e année 1881 p. 224, et 6^e année 1884 p. 6).

Q. — D'après les différentes solutions que vous avez données sur tout ce qui regarde le culte du Très-Saint Sacrement, j'ai toujours cru et je crois encore qu'aux Reposoirs dressés pour la procession de la Fête-Dieu, il est interdit de faire aucune représentation capable de détourner l'attention des fidèles de la sainte Eucharistie. Me serais-je trompé? Quelqu'un soutient que l'on peut faire une représentation de l'apparition de la sainte Vierge à Lourdes; par exemple, avoir une statue de N.-D. de Lourdes sur l'autel, et, sur le marchepied, une petite fille plus ou moins bien déguisée en Bernadette avec un gros chapelet à la main et se donnant un petit air extatique. Le célébrant ne pourrait monter à l'autel pour déposer le Saint Sacrement, ni se mettre à genoux sur le marchepied sans avoir tout près de lui, comme un enfant de chœur, cette fausse Bernadette. Pour compléter la chose ne serait-il pas permis de faire chanter à ce reposoir, pendant le défilé de la procession, un cantique rappelant l'apparition de N.-D. de Lourdes?

Je suis presque anathématisé pour soutenir le contraire. Bien que ces foudres ne m'inquiètent guère, je serais heureux cependant de savoir à quoi m'en tenir et d'être bien fixé pour le cas particulier que j'ai l'honneur de vous exposer.

R. — Nous sommes entièrement de votre avis. Ces expositions-là sont en contradiction avec les traditions comme avec l'esprit de la liturgie.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

QUESTIONS SCOLAIRES

On nous accable de questions relatives à la malheureuse loi sur l'enseignement primaire public ou libre. Nous prions nos correspondants de vouloir considérer que c'est là une matière qui sort un peu du cadre de notre journal. Nous voulons satisfaire tout le monde dans la mesure du possible; mais il faut savoir être patient. Voici deux circulaires concernant, l'une, les écoles maternelles, l'autre, les délégations cantonales. Elles sont la meilleure réponse aux vingt lettres que nous avons reçues à ce sujet :

CIRCULAIRE RELATIVE AUX ÉCOLES MATERNELLES

Monsieur le Préfet, la loi du 30 octobre 1886, art. 15, comme l'a indiqué la circulaire du 8 décembre dernier ne range parmi les écoles primaires publiques donnant lieu à une dépense obligatoire, les écoles maternelles établies dans des com-

munes de 2,000 âmes et au-dessous, ou dans des communes de plus de 2,000 âmes n'ayant pas 1,200 âmes de population agglomérée.

Par suite de ces dispositions applicables dès le 30 octobre, l'administration de l'Instruction publique se trouvait dans l'impossibilité de continuer aux communes de cette catégorie les subventions affectées jusque-là à leurs écoles maternelles. Pour atténuer, autant que possible les difficultés en présence desquelles allaient se trouver les communes dont les budgets avaient été réglés en prévision d'une subvention, mon prédécesseur vous a autorisé à faire payer, pour le mois de novembre et de décembre, sur les fonds généraux de l'enseignement primaire centralisés à la Trésorerie générale, le traitement du personnel enseignant des écoles maternelles dont l'entretien est devenu facultatif. Cette mesure ne pouvait être que provisoire, et le Parlement devait décider s'il y avait lieu de la rendre définitive par l'adoption de dispositions transitoires. L'intervention du Parlement s'est produite, comme vous le savez, à l'occasion de la discussion du budget de 1887. D'accord avec le Gouvernement, les Chambres ont introduit dans la loi de finances du 26 février dernier, l'article ci-après :

Art. 40. « Le ministre de l'Instruction publique « est autorisé par dérogation à l'article 15 de la « loi du 30 octobre 1886 à ne pas exiger le rem- « boursement des avances faites à titre de subven- « tions pour les deux derniers mois de 1886 aux « communes de moins de 2,000 âmes ou ayant « moins de 1,200 âmes de population agglomérée, « pour subvenir aux traitements du personnel des « écoles maternelles. »

En vertu de cet article, la liquidation des dépenses desdites écoles pour l'année 1886 s'effectuera sans qu'il soit fait application de l'article 15 de la loi du 30 octobre. Par une circulaire du 9 de ce mois, rappelant les règles générales applicables à cette liquidation, je vous ai déjà fait savoir que vous devez comprendre parmi les dépenses ordinaires la totalité des traitements légaux du personnel enseignant des écoles maternelles. Les municipalités peuvent donc être assurées, dès à présent, qu'un reversement de subventions payées pour les mois de novembre et de décembre, dans les limites du traitement normal, ne sera pas réclamé pour l'année 1886.

Le Parlement a reconnu, en outre, qu'un laps de 2 mois ne pouvait suffire aux communes, soit pour assurer les ressources nécessaires à l'entretien d'une école maternelle devenue facultative soit pour transformer cette école en une école enfantine, dans des conditions fixées par les articles 13 et 15 de la loi du 30 octobre 1886. Au budget de 1887, une modification apportée au titre du chapitre 53 permet d'accorder des « subventions aux écoles maternelles et aux écoles enfantines notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promul-

gation de la loi du 30 octobre 1886. » Ce texte indique évidemment que les Chambres ont entendu établir une différence entre les établissements créés dans les conditions légales et ceux qui n'existent qu'en fait, c'est-à-dire pour lesquelles les communes n'ont pas demandé la consécration prescrite par le législateur. Le Parlement a reconnu aux écoles régulièrement créées des titres tout particuliers au maintien de la subvention de l'Etat. Quant aux Ecoles dont la situation n'est pas légalement consacrée, le Parlement sans les exclure d'une subvention qui, à l'origine, représentait la rétribution scolaire supprimée en 1881, n'entend la leur maintenir que dans la mesure nécessaire pour donner aux conseils municipaux le temps d'aviser à la transformation régulière de ces établissements.

Cette transformation, dans beaucoup de communes, pourra avoir lieu prochainement : dans d'autres, il est possible que, eu égard aux intérêts des familles ou du personnel enseignant à déplacer, elle nécessite quelques mois et ne devienne effective qu'à la rentrée des classes. C'est cette date que je considérerai comme la dernière limite du maintien provisoire des subventions de l'Etat.

En conséquence, je maintiendrai au plus jusqu'au 30 septembre prochain les subsides accordés par l'Etat. Passé ce délai, la subvention ou disparaîtra ou changera de caractère. Si l'école est transformée en classe enfantine devant bénéficier de l'art. 15 de la loi du 30 octobre, la subvention à laquelle peut prétendre la commune après épuisement de ses ressources, de facultative qu'elle était précédemment deviendra obligatoire. Si, au contraire, une commune de moins de 2,000 habitants sollicite et obtient, pour des motifs particuliers, la sanction du conseil départemental, en vue de maintenir exclusivement à ses frais l'école maternelle, l'école pourra être créée et exister régulièrement, mais sans entraîner aucune subvention de l'Etat. J'ai cru devoir insister sur ces considérations importantes au point de vue des intérêts communaux.

En demandant aux conseils municipaux d'émettre leur avis pour le maintien ou le remplacement par une classe enfantine de l'école maternelle non régulièrement créée, vous aurez à leur faire remarquer, en outre, que les communes doivent disposer d'un local convenable pour l'école maternelle. Vous vous reporterez à cet égard à la circulaire du 21 mai 1884. Le conseil départemental s'inspirera, du reste, de ces instructions lorsqu'il aura à statuer sur les projets que vous avez à lui soumettre.

Une réduction de 83,000 francs a été opérée au chapitre 53 du budget de 1887 en vue de la suppression des écoles maternelles régulièrement créées ou non dans les communes de moins de 400 habitants. Les Chambres, en adoptant cette diminution de crédit proposée par la Commission du budget, ont pensé qu'il y avait un véritable abus à maintenir une troisième école dans de pe-

tiées localités que le législateur a même dispensées d'entretenir une école de filles. Il n'y aura donc pas lieu d'accorder la reconnaissance légale à des établissements aussi peu importants pour lesquels le concours de l'Etat n'a paru nullement justifié. Le Conseil départemental appréciera toutefois si, dans certains cas, il ne conviendrait pas d'autoriser le remplacement de ces petites écoles maternelles pour une subdivision enfantine rattachée à l'école publique spéciale de garçons, de filles ou mixte.

Pour faciliter autant que possible dans les communes de moins de 2,000 habitants, la transformation des écoles maternelles en classes enfantines, j'ai décidé que le conseil départemental pourra, à titre exceptionnel, s'il juge la mesure utile, fixer à trois ans au lieu de quatre l'âge d'admission à ces classes.

Dans quelques communes, il existe actuellement une école distincte appelée enfantine, tenue par une ou même plusieurs institutrices et recevant des enfants de 4 à 7 ans. Les établissements de ce genre ne sont pas reconnus par la loi du 30 octobre qui ne les désigne pas dans ses articles 1 et 15. Pour qu'ils rentrent dans le cadre de la nouvelle organisation de l'enseignement primaire, il est indispensable de les convertir en classes enfantines annexées soit à une école primaire élémentaire, soit à une école maternelle.

Jusqu'à leur transformation, elles peuvent avoir part dans les conditions ci-dessus rappelées à la subvention de l'Etat inscrite au chapitre 53.

Il ne faut pas confondre avec les écoles enfantines, qui ne constituent pas légalement un ordre d'établissements d'instruction primaire, d'autres écoles qu'on désigne à tort quelquefois sous la même dénomination d'enfantines et qui sont établies dans des sections de commune. Celles-ci sont de véritables écoles primaires élémentaires de hameau, dont la dépense est obligatoire pour la commune et subsidiairement pour l'Etat.

Quant aux classes enfantines qui, jusqu'à ce jour, n'ont reçu que des garçons ou des filles, elles ne peuvent, d'après l'art. 15 de la loi du 30 octobre participer aux subventions de l'Etat que si les élèves des deux sexes y sont admis.

Le conseil départemental aura à se prononcer également, après avis des conseils municipaux, pour la régularisation de ces classes.

J'ai été consulté sur la question de savoir comment il convient de déterminer au point de vue scolaire le chiffre de la population agglomérée d'une commune. Une interprétation très large, à laquelle je me suis rallié a été donnée à ce sujet devant la Chambre des députés dans la séance du 27 janvier; elle repose sur la loi du 20 mars 1883, qui rend obligatoire pour tout groupe de plus de 20 enfants, l'établissement d'une école « dans les centres de population distants les uns des autres de 3 kilomètres. »

D'après cette règle, je suis disposé à entendre les mots de « population agglomérée » qui figu-

rent dans la loi 30 octobre, en ce sens que l'on pourra considérer l'école comme embrassant une circonscription dont le diamètre serait de 3 kilomètres, c'est-à-dire dont les habitants seraient domiciliés dans un rayon de 1500 mètres.

Il importe que les conseils municipaux vous adressent le plus tôt possible leurs délibérations relatives aux écoles ou classes régulièrement créées.

Vous soumettrez ces délibérations au conseil départemental dans l'une de ses plus prochaines séances. Les décisions prises par cette assemblée me seront transmises sans retard avec toutes les pièces à l'appui. Vous y joindrez des tableaux dressés suivant le modèle ci-joint par catégories de communes et d'écoles. Votre envoi complet devra me parvenir avant le 25 avril, terme de rigueur.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, etc.

*Le ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

BERTHELOT.

CIRCULAIRE RELATIVE A L'ORGANISATION DES
DÉLÉGATIONS CANTONALES ET AUX ATTRIBUTIONS
DES DÉLÉGUÉS CANTONAUX (25 mars.)

Monsieur le préfet,

La réorganisation des délégations cantonales, aux termes de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1886, doit avoir lieu dans les deux mois qui suivent l'entrée en fonctions des nouveaux conseils départementaux.

Au moment où s'achève dans presque tous les départements la désignation des délégués cantonaux, j'apprends qu'il s'élève quelques doutes et quelques divergences d'appréciation sur la nature de leurs fonctions, telles que les définissent la loi d'une part, et, de l'autre, le règlement organique du 18 janvier dernier. Je crois nécessaire de dissiper à cet égard tout malentendu.

Après avoir rappelé les dispositi^{ns} de l'article 52 de la loi du 30 octobre, reproduisant l'article 43 de la loi de 1850, et celles des articles 136 à 140 du décret du 18 janvier 1887, le ministre continue :

On m'assure que deux articles de cette réglementation ont inspiré quelques appréhensions.

L'article 138 qui stipule que les délégués n'ont entrée que dans les écoles que leur a spécialement désignées le conseil du département; l'article 140 qui rappelle que leur inspection ne porte pas sur l'enseignement.

La première de ces prescriptions a été inspirée par la pensée de laisser, comme par le passé, et désormais sans contestation possible; au conseil départemental lui-même, le droit de faire la répartition du service suivant le système qui lui paraît le meilleur. La loi lui réserve expressément le

droit de préposer « un ou plusieurs » délégués à toutes les écoles et, par conséquent, à chaque école. C'est ce droit, dans toute son étendue, que l'art. 138 du décret consacre et précise. C'est du conseil départemental que les délégués cantonaux tiennent toute leur autorité; c'est au conseil départemental de décider s'il veut, comme on l'a fait dans certains départements, ouvrir toutes les écoles d'un canton à tous les délégués de ce canton; s'il préfère, comme on l'a fait ailleurs, partager le canton en petites subdivisions confiées, chacune à un ou deux délégués. Il y a là une question d'habitudes, de circonstances locales et de convenances personnelles qu'il me semble bon de laisser régler au mieux de l'intérêt scolaire, par l'assemblée départementale. Un règlement formel qui obligerait à une organisation absolument uniforme n'aurait d'autre effet que d'entraver des bonnes volontés que l'on ne saurait laisser trop libres.

L'autre question, pour être plus délicate, n'est pas moins facile à résoudre. L'article 140 n'a pas pour but d'enlever au délégué cantonal une partie de ses attributions. En réalité il n'ajoute ni ne retranche rien au rôle dont le délégué cantonal est investi depuis plus de trente ans. Et pour se convaincre qu'il n'y a rien de changé à cet égard, il suffirait de relire les instructions ministérielles, publiées au début même de l'instruction de 1850 à 1855. En voici les passages principaux qu'il n'est pas sans intérêt de reproduire, ne fût-ce que pour constater la continuité de cette tradition.

.... « Délégués du conseil départemental avec lequel ils peuvent correspondre directement, c'est de ce conseil surtout qu'ils doivent recevoir l'impulsion, c'est de ses pensées qu'ils doivent surtout s'inspirer. Leur mission, qui est toute de confiance, s'étend à tout, mais elle n'est qu'une mission de surveillance et, s'il est à désirer qu'ils multiplient les avis et les remontrances paternelles partout où besoin sera, il est à désirer aussi qu'ils ne compromettent jamais leur autorité en s'efforçant d'introduire directement dans les écoles soit des livres, soit des principes d'éducation et d'enseignement dont ils apprécieraient les avantages, mais qui y seraient jusqu'alors inusités (*Circulaire du 24 décembre 1850.*)

« Ne leur demandez point de juger les méthodes et les livres : demandez-leur si les enfants qui sont admis depuis quelque temps déjà dans les écoles y ont reçus une instruction suffisante, s'ils y sont tenus sainement, s'ils y suivent de bons préceptes et surtout de bons exemples de morale, s'ils y contractent des habitudes de propreté, de politesse et de bienveillance réciproque, en un mot s'ils y sont bien élevés » (*Instruct. générale du 31 octobre 1854.*)

Et, lors même qu'à une certaine époque, on demanda au zèle des délégués cantonaux de participer à une sorte d'enquête générale sur la marche et les résultats de l'enseignement primaire, le ministre avait soin d'ajouter : « Il ne faut pas perdre

de vue qu'en réalité MM. les délégués n'ont pas mission d'apprécier, de contrôler le mérite relatif des procédés, des méthodes diverses; qu'ils n'ont pas à s'enquérir si les élèves des écoles se rendent compte, par exemple, des principes de la lecture, de l'écriture; mais qu'ils ont seulement à vérifier si les élèves lisent ou écrivent bien ou mal: que c'est, en un mot, pour eux la simple constatation d'un fait qu'ils ont à consigner (*Circulaire du 18 mars 1854*). Et l'année suivante: « Je n'oublie pas que l'on ne saurait réclamer d'eux ces comparaisons de méthodes, ces investigations minutieuses, ces jugements techniques que l'administration exige des inspecteurs de l'enseignement primaire... MM. les délégués sont, aux yeux de la loi, les représentants de la famille dans l'école. C'est au nom des familles que leur influence morale s'y fait sentir et que leur autorité s'y exerce (*Circulaire du 16 mai 1855*). »

C'est précisément, Monsieur le préfet, dans le même sentiment qu'a été rédigé l'art. 140 du décret de janvier dernier. Il n'a d'autre objet que de prévenir une confusion d'attributions qui affaiblirait tous les services scolaires sans en fortifier aucun. Il s'agit d'établir clairement les relations qui doivent exister entre le délégué cantonal, l'inspecteur primaire et l'instituteur.

Aujourd'hui, l'enseignement primaire a sa loi organique; il possède un ensemble de programmes dont les grandes lignes sont inscrites dans la loi elle-même et dont le détail a été réglé par les conseils universitaires légalement chargés de ce soin. L'inspection est partout organisée et partout obligée de suivre de très près les règlements spéciaux qui régissent les écoles publiques. Il est donc moins que jamais nécessaire que le délégué cantonal intervienne dans les programmes, ait le droit de modifier les exercices scolaires, de se prononcer sur telle méthode, tel procédé, tel livre, tel manuel, d'organiser des concours entre écoles ou des compositions entre élèves.

Le conseil supérieur n'a rien entendu faire de nouveau en rappelant au délégué cantonal qu'il n'est pas l'inspecteur de l'enseignement primaire; on pourrait plutôt l'appeler l'inspecteur de l'éducation. Le service que la société attend de lui, ce n'est pas de corriger des dictées ou des problèmes, de classer des copies d'élèves ou de mettre à l'épreuve le savoir des maîtres; on l'a chargé d'un office beaucoup moins précis, il est vrai, mais bien autrement délicat et dont l'importance ne peut lui échapper. Il entre dans une classe, lui qui vient du dehors; il est impossible qu'il ne soit pas frappé de certains traits que, peut-être, ni l'inspecteur, ni l'instituteur ne remarquent plus. Plus sûrement que personne, il appréciera la tenue des élèves, l'entrain de la classe, l'ardeur ou l'inertie qui s'y trahit, les habitudes d'attention, d'ordre, de ponctualité, l'affection et la confiance que le maître a su inspirer, l'esprit qui règne à l'école et qui se lit partout sur les visages et dans les cahiers.

Arrive-t-il inopinément? Ce n'est pas en faisant tout suspendre pour ouvrir une sorte de séance d'apparat qu'il se renseignera le mieux, c'est en demandant aux maîtres de vouloir bien continuer sans rien changer; moins il troublera l'ordre de la classe, mieux il jugera au fond le maître et les élèves. Veut-il prendre part à une interrogation, adresser quelques questions aux élèves? Veut-il examiner les cahiers, les devoirs, les cartes, les dessins? Veut-il surtout — ce qui est, en matière d'enseignement le plus grand service qu'il puisse rendre, et la source d'information par excellence qu'il doit consulter, — examiner l'ensemble des cahiers de devoirs mensuels, ces cahiers où chaque élève écrit en quelque sorte à son insu, mois par mois, l'histoire de son éducation, et grâce auxquels on pourra, d'ici à peu d'années, quand on saura s'en servir couramment, avoir sous les yeux, pour ainsi dire, l'image vivante de la classe, et le tableau irrécusable de ses progrès? Tout est à sa disposition, et il fera bien de témoigner qu'il s'intéresse à tout dans l'école?

Qu'il se souvienne seulement que, s'il doit s'efforcer de voir, de tout entendre, de tout observer, ce n'est pas au point de vue technique de l'homme du métier, mais à un point de vue plus général, celui de la famille et de la société. Que nos instituteurs eux-mêmes n'oublient pas que notre enseignement primaire public ne doit pas tendre à s'isoler, à s'enfermer, à se défendre contre l'incessante intervention de la société, contre les critiques, les observations, le contrôle du dehors. Aussi, bien loin de vouloir restreindre l'action des délégations cantonales, devons-nous tout faire pour l'encourager et l'étendre. Plus la famille s'intéresse à l'école, plus l'école est sûre de prospérer. L'idéal, en cette matière, ne serait-il pas que l'école fût, pour ainsi dire, ouverte perpétuellement aux regards de la famille, et la famille sans cesse invitée à aider le maître à sa tâche par un concours effectif et journalier?

Mais pour s'aider il faut, avant tout, éviter de se contredire; et, pour cela, il faut que chacun comprenne bien son rôle et s'y maintienne, résistant scrupuleusement à la tentation d'accroître son prestige et d'accaparer une part d'autorité qui ne lui est pas dévolue.

La (surveillance) confiée au délégué du conseil départemental et l'(inspection) confiée aux inspecteurs spéciaux nommés par le ministre ne sont pas, ne doivent pas être une seule et même chose. Voulons-nous que les visites des diverses autorités scolaires fassent du bien et ne fassent que du bien? Appliquons-nous à écarter toute chance de conflit entre ces autorités, toute occasion de désarroi dans la marche de l'école, tout motif d'inquiétude ou de froissement pour l'instituteur.

Comme tous ceux qui se sont occupés d'enseignement, les délégués cantonaux savent bien que le véritable ressort de l'école, ce n'est pas le règlement, le programme, le livre, ce n'est même pas

l'inspection ou la surveillance administrative, c'est un homme, c'est l'instituteur.

Et, pour qu'il remplisse joyeusement sa tâche, il lui faut, avant tout, le sentiment de sa liberté, de sa responsabilité, de son initiative. Un peu d'inspection aide et stimule. Trop d'inspection paralyse. C'est assez d'un supérieur hiérarchique à qui l'instituteur doit compte de tous les détails de sa vie professionnelle; il ne faudrait pas que toutes les autorités instituées par la loi, préfet, maire, conseillers et délégués, se transformassent, à ses yeux, en autant d'inspecteurs primaires.

C'est cette méprise que le conseil supérieur a voulu prévenir. Conformément à une tradition constante, il n'a entendu limiter l'autorité du délégué cantonal que dans les questions qui touchent aux méthodes d'enseignement et à la marche réglementaire des exercices de chaque classe.

Vous n'aurez aucune peine, j'en suis sûr, Monsieur le Préfet, à expliquer soit au conseil départemental, soit à MM. les délégués cantonaux les dispositions réglementaires qui ne sont destinées qu'à affermir, bien loin de la diminuer en quoi que ce soit, la mission de confiance qu'ils veulent bien accepter comme représentants de la société auprès de l'école et comme patron de l'école auprès de la société.

Recevez, etc.

*Le ministre de l'Instruction publique et
des beaux arts.* BERTHELOT.



COURRIER DE L'UTILE

Régime. Hygiène.

Voici, comme je l'ai annoncé en mon dernier courrier, le court chapitre que le docteur Soenens consacre au régime et à l'hygiène dans son *vade-mecum* des missionnaires, des prêtres de campagne, des institutions et des familles ¹.

RÉGIME

Une chose importante c'est le régime à observer pour que les médicaments ne soient pas troublés dans leur action.

En général, on peut dire qu'il suffit d'éviter les choses excitantes, les épices, les boissons alcooliques, aigres, les aliments indigestes et venteux et les condiments stimulants — moutarde, poivre, fromages fermentés. — Il paraît cependant que l'habitude est une seconde nature, de manière que le thé de Chine et le café dans notre pays pourraient être tolérés, pourvu qu'on n'ait pas à faire à des maladies nerveuses.

Mais le vin détruit l'effet d'aconit; le café celui d'opium; les acides ceux de magnesium, calcarum, bismuth, cuprum; le tannin de certains végétaux, celui de ferrum et de tartarus emeticus.

Donnez autant que possible les médicaments le matin à jeun; n'ayez dans la chambre ni odeurs, ni senteurs; formez un régime simple, non excitant; évitez les excès; abstenez-vous de tabac et de liqueurs fortes; et vous aurez un effet de médicaments en rapport avec vos sacrifices.

HYGIÈNE

Que faut-il faire pour bien se porter et pour vivre longtemps? C'est la question que le sage se fait dans toutes les positions de la vie et qui poussa un roi d'Angleterre à s'adresser à la célèbre Faculté de Salerne, la plus en vogue à cette époque. Elle lui répondit :

Si tibi deficiant medici, hæc tria fiant : mens laeta, requies et moderata dicta.

C'est l'esprit du catéchisme, c'est à peu près la loi de l'Evangile à observer, et dans le dernier congrès d'hygiène tenu à Bruxelles, on a réduit cela à sa plus simple expression en disant : *Mens sana in corpore sano.*

On commence des deux côtés par *mens*, la partie noble de l'homme sans laquelle l'homme ne serait pas homme... C'est que l'âme dirige le corps et préside à son harmonie : l'âme troublée, le corps se trouble; l'âme calme, satisfaite, heureuse et tranquille, à l'abri des passions c'est la santé. C'est pourquoi un prêtre qui a du tact, de l'esprit et du cœur, peut faire tant de bien ! c'est le médecin de l'âme. Il nous dit : Aimez, ne vous laissez pas aller à la colère, à l'envie, à la haine; aimez jusqu'à vos ennemis.

Il dit à celui qui souffre : Mon fils, l'homme a été jeté sur la terre avec la nécessité du travail et d'un lot d'épreuves. Personne n'y échappe! Ayez donc patience et courage; résignez-vous ! Les grandes et longues souffrances donnent de la supériorité à l'esprit; vous gagnerez aussi des mérites, en offrant tout à Dieu vous expiez vos fautes et méfaits ! C'est un bonheur pour vous ! Priez pour que la sainte volonté de Dieu soit faite, et pour que vous ne succombiez pas à cette tentation qui serait votre malheur.

Si on ne parvient pas à faire accepter ces vérités, il faut se résigner à employer des palliatifs, à distraire l'esprit ou le reposer entre ses bras et sous l'appui d'un caractère trempé dans lequel il a confiance. Le prêtre est encore l'homme qui convient à ce rôle tutélaire; le prêtre, avec une volonté droite, un œil clairvoyant, de l'expérience et le désir du bien. Oh ! que ne peut la sainte charité d'un prêtre zélé, doux et dévoué ! Saint François de Sales disait : « On prend plus de mouches par une cuiller de miel que par toute une tonne de vinaigre. » Mais n'y a-t-il donc pas de remède ? Heureusement, il y en a beaucoup. Et c'est ici que l'homœopathie est vraiment utile : contre la colère, donnez *cuprum* ou *chamomille*; contre le dépit, donnez *cotocynthis*; contre le chagrin, donnez *byasciamus* ou *ignatia*; *platina* quand on a peur de mourir; *veratrum* quand on est désespéré; *bryone* quand on a peur

¹ Un vol. in-18. Société belge de Librairie, à Bruxelles, 12, rue des Paroissiens; et Société générale de Librairie catholique, à Paris, 76, rue des Saints-Pères, — Prix : 2 francs.

de tomber dans la misère; mais avant tout il faut supprimer les causes (*sublatum causa tollitur effectus*), et surtout ne pas s'exposer aux passions vives, aux émotions morales pénibles, éviter la frayeur, la colère, les chagrins et même l'excès du travail. Les fatigues, épuisements sont combattus par *nux* et *lachesis*.

S'il y a délire par insolation, c'est *belladone* qui convient, et s'il y a congestion associez-lui *aconit*.

Le second point, *quies*, comprend le sommeil que l'école de Salerne fixe à six heures (*sex horas sat est*.) Il est cependant évident que cela dépend des habitudes et de la fatigue que l'on fait et que les enfants ont besoin de dormir plus longtemps. Il y a aussi la question de dormir après le dîner. L'école dit : « *post prandium sta*, » mais tout le monde sait que l'habitude de dormir, qui est générale dans les pays chauds, peut être dangereuse pour des gens disposés à l'apoplexie, c'est pourquoi l'école ajoute : « ou traînez les pas. »

En troisième lieu *moderata dicta* est encore l'observance du catéchisme qui défend les excès de boire et de manger. Le poète dit : « Ne bois point sans soif, ne mange pas sans faim. » « Et la faim et la soif sont un bon médecin. » Et jeûner même à certaines époques de l'année est utile pour certains tempéraments. Cela remplace les saignées et les purges de certains médecins.

Nous avons vu comment il faut manger à l'article digestion; mais, ajoute l'École de Salerne : « *Nec mixtum retine*, ce que Kats embellit par : « 't Is beter in den wijden wereld dan in den nauwen... » le premier regarde les excréta solides, le second les gazeux. Et le tout se résume dans ce précepte de Barhaven : « *Houd uwen buik open en laet den doctor loopen*. »

Comment faut-il boire ?

« *Inter prandendum sit sæpe paululumque bibendum* » ce précepte est bon. Pour bien pénétrer les aliments, buvez pendant le repas. — Et après ? rien que son café comme digestif — « *præcludat prandia coffe*. »

Ici je dois encore placer quelques remèdes vulgaires que j'ai négligés plus haut.

L'*Anis* : « *stomacum comportat anisum* » ; on l'emploie en substance, mais ce sont les semences qui sont le plus en usage.

Le *fenouil* « *expurgat stomachum ventris flatuque repellit*. »

L'*Aneth* a les mêmes propriétés : « *ventos prohibat anethum*. » Idem pour la *coriandre* : « *confortat stomachum, ventum remittit coreandrus*. »

Le *safran* : « *confortare crocus dicitur lætificando. Artus defectas reficit*. »

Le *seleri* : « *montanum non sit tibi sumere vanum, adigestivam refortat*. »

Le *cerfeuil* pousse aux urines et « *ventrem tenet salutum*. »

L'*hysope* : « *purgum herba est a pectore phlegma*. » (Catarrhes-asthme et bronchites-chroniques.)

Quant au *resson* dont j'ai déjà parlé, je trouve ici une particularité. En outre qu'on peut le donner à l'intérieur comme *anti-scorbutique*, il se donne aussi à l'extérieur contre la pelade, pas celle dont l'outrage vient du temps et qui est irréparable.

J'avais oublié de parler du *saule* vermifuge, et « *instinatus venerii desiccatur*. »

Le *café* « *impedit atque facit sumnos* (homœopathie douce) *capitisque dolores novit*. »

Nous avons vu qu'on reconnaissait, il y a quatre siècles, une vertu homœopathique au café « *facit dormire et impedit sumnos*. » Ici le *vin* est reconnu homœopathique de même; c'est très curieux et très vrai ! écoutez :

« *Si nocturna tibi noceat potatio vini matutinâ horâ rebibas et erit medicina*. »

Le lendemain d'une nocé, quand on a mal aux cheveux, le vieux bordeaux guérit et la diète fait du bien à d'autres.

Dois-je ajouter maintenant que la *bière* est une bonne boisson pourvu qu'elle ne soit pas aigre, *cœrevisia non sit acida*, que le vin est tonique, mais qu'il ne peut pas être jeune ou aigre.

Que l'air qu'on respire doit être pur, par conséquent, qu'on ne peut pas dormir dans une chambre où on fait brûler du charbon, — qu'on ne peut pas descendre dans une fosse d'aisance ou une citerne avant d'y avoir fait brûler de la paille, — que Moïse lui-même recommandait de ne pas habiter un appartement humide ou moisi.

Qu'il faut se vêtir d'après le climat et les saisons.

Qu'il faut se donner un peu de mouvement pour ne pas trop exciter les nerfs par trop de travail.

Je crois que vous connaissez tout cela aussi bien que moi et que je puis passer outre. — *Valete !...*

Et maintenant, bon voyage ; ayez confiance dans vos médicaments homœopathiques ; mais ne vous attendez pas à des miracles : il y a des maladies où tous les médicaments échouent.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 25 maii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA SOLENNITÉ DE LA FÊTE-DIEU : LE
SACREMENT D'AMOUR

Nos ergo diligamus Deum.
(I. Joan., iv, 19.)

Rien n'est touchant comme la dévotion de la catholique Pologne à l'égard de la divine Eucharistie. Quand ils entrent dans une église, les fidèles de ce pays font un salut profond au Très-Saint Sacrement, en tombant à genoux et en baisant la terre, ce marche-pied de Jésus-Hostie. Ils agissent de même en sortant. Toutes les fois que le prêtre porte le Saint-Sacrement, chez un malade, ceux qui le rencontrent, soit dans les rues, soit sur la route, se prosternent, les hommes se découvrent, tous inclinent la tête jusqu'à terre, et restent dans cette humble attitude jusqu'à ce que le prêtre soit passé. A la maison le prêtre portant le saint Ciboire est reçu avec des cierges allumés et des chants. Au seul nom du Très-Saint Sacrement prononcé, tout le monde incline la tête. Tous les jours les Polonais, dans leurs maisons, rendent un profond hommage à l'auguste prisonnier du Tabernacle. Ils terminent leurs prières par cette invocation : « Loué soit le Saint-Sacrement, à présent, toujours, dans les siècles des siècles, ainsi soit-il ». Ces paroles sont prononcées trois fois avec le plus profond recueillement, les têtes inclinées jusqu'à terre. Ainsi ces fervents catholiques envoient, de leur maison à l'église où il réside, leurs hommages au Dieu de l'Eucharistie. Je suis heureux, chrétiens, de vous rappeler ces nobles exemples dans ce jour solennel consacré à la gloire du Très-Saint Sacrement. Mon ambition serait d'éveiller en vous d'aussi beaux sentiments, et d'exciter dans vos âmes une plus vive dévotion pour le mystère de nos autels, et cela en vous suggérant trois motifs qui doivent vous embraser de la plus ardente charité. Ô Jésus, notre ami, notre Père, notre Dieu, daignez éclairer nos esprits et toucher nos cœurs, afin que nous puissions mieux comprendre et plus parfaitement apprécier le don ineffable de votre Sacré-Cœur. Faites par votre grâce que notre plus grand bonheur, notre sollicitude continue soit de méditer, de goûter, d'honorer l'Eucharistie. Que l'Eucharistie soit vraiment le trésor de notre cœur, l'objet de nos pensées, de nos désirs, de nos paroles, de nos louanges, de notre amour.

I

Et d'abord, nous devons aimer l'Eucharistie par un motif de *gratitude*. L'amour appelle l'amour. Or l'Eucharistie est, sur la terre, le suprême témoignage de la charité de Jésus-Christ pour nous. C'est S. Jean qui nous l'affirme : « Jésus ayant aimé les siens, dit-il, il les aima jusqu'à l'extrême limite ». C'est S. Bernard qui nous l'enseigne : « Le Sacrement de l'autel, dit-il, est l'amour des amours », *sacramentum altaris est*

amor amorum. C'est le Concile de Trente qui le décrète solennellement : « Dans le mystère eucharistique, dit-il, le Sauveur a épuisé les prodigalités de son amour », *in quo divitias sui amoris quasi effudit*. (Sess. XIII, cap. II.)

L'amour tente plus qu'il ne peut, il ne s'inquiète pas de l'impossible, parce qu'il croit tout possible et tout permis, il ne connaît pas de mesure, il s'emporte même au delà de toute mesure. Il va jusqu'au transport, jusqu'à l'extase, il donne tout, il oublie ses intérêts, il s'oublie lui-même, il vit pour autrui, il vit dans autrui, il se nourrit d'excès, *amor excessibus vivit*. (Richard de Saint-Victor.)

Voilà bien l'amour de Jésus-Hostie pour nous !

Dans l'Eucharistie, il nous a aimés jusqu'à l'excès par le don qu'il nous a fait. Il s'y donne tout entier, son corps, son sang, son âme, sa divinité, *Christum totum*. (Trid., sess. XIII). Son corps si pur, si parfait, qui a été déchiré de coups pour nous ; son sang qui a été répandu pour notre salut et dont une seule goutte vaut mieux que mille mondes ; son Esprit si sublime en science et en sagesse ; sa volonté si droite, si fidèle, si généreuse, si enrichie de dons surnaturels ; son cœur, qui a souffert pour nous, son cœur, qui fut percé de la lance du soldat, son cœur, foyer de la plus ardente charité, son cœur, qui est la source de la plus tendre compassion et du plus généreux dévouement ; sa divinité, c'est-à-dire toutes les perfections divines : l'éternité, l'infinité, l'immensité, la majesté, la sainteté, la toute-puissance, la providence, le souverain domaine, la bonté, la justice, la miséricorde ! Il se donne à nous pour être le compagnon de notre pèlerinage, pour être notre Emmanuel ; *nobiscum Deus*. Ah ! cessons de porter envie aux heureux mortels qui, en Terre-Sainte, virent, entendirent, possédèrent le Verbe incarné : par l'Eucharistie, Jésus demeure au milieu de nous, il fait ses délices d'être avec nous, et nos délices sont d'être avec lui. Il se donne pour se faire notre hostie, notre victime, notre médiateur, notre propitiation, notre intercesseur, notre adorateur dans le saint sacrifice de la messe, qui est le mémorial, la continuation, la reproduction du sacrifice de la croix, *hoc facite in meam commemorationem* ! Il se donne, ô merveille, pour être notre nourriture, pour venir reposer dans notre poitrine, son cœur contre notre cœur ! *Accipite et manducate* ! Il se donne, non à quelques privilégiés, mais à tous ; aux petits comme aux grands ; il se donne non en quelque lieu spécial, mais partout ; il se donne, non une seule fois, mais continuellement, jusqu'à la fin des siècles, *in finem dilexit* !

Dans l'Eucharistie, Notre-Seigneur nous donne une seconde preuve de son excessif amour par les SACRIFICES qu'il fait pour être à nous. Jésus a achevé l'œuvre de la rédemption ; nos chaînes sont brisées, nos ennemis sont vaincus, l'enfer est fermé, les portes du paradis sont ouvertes. Il règne dans le ciel au milieu des splendeurs les plus éblouissantes. Mais son amour le contraint à

prendre résidence sur terre. Et dans quel état, grand Dieu ! Réduit aux plus extrêmes humiliations, anéanti en quelque sorte sous les fragiles apparences d'un peu de pain et d'un peu de vin, infiniment plus abaissé qu'à la crèche et sur la croix où du moins il paraissait comme un homme, tandis qu'à l'autel il n'a pas même l'apparence du dernier des êtres vivants ! Et pour demeurer ainsi au milieu de nous, avec d'aussi étranges humiliations, il multiplie les plus prodigieux miracles. Dans l'Eucharistie, en effet, le pain et le vin sont anéantis à la parole du prêtre ; le même corps se trouve en même temps au ciel et sur la terre, en une infinité de lieux ; la chair jouit des privilèges des esprits, puisque dans la sainte Hostie elle est invisible et n'y occupe aucun espace ; les accidents sont séparés de la substance ; Jésus se retire-t-il des espèces altérées, une matière aussitôt est créée de rien pour remplacer celle que la consécration a anéantie. Créer, anéantir, multiplier, spiritualiser des corps, voilà des miracles bien sublimes ! Ils sont inspirés par le plus ardent amour, *in finem dilexit*.

Ce n'est point assez. Interrogeons le Sacré-Cœur, et par les INEFFABLES DESIRS de son cœur, il nous dira sous une autre forme combien il nous aime dans la sainte Eucharistie. « O vous tous qui souffrez et n'en pouvez plus, nous dit-il, venez à moi et je vous soulagerai ! — Faites ceci en mémoire de moi ! — J'ai désiré d'un grand désir manger cette Pâques avec vous ! — Venez, mangez mon pain céleste et buvez le vin que je vous ai préparé — celui qui mange ma chair et boit mon sang a la vie éternellement, il vivra de ma vie, et et je le ressusciterai au dernier jour. — Forcez-les, ajoute-t-il en s'adressant à ses ministres, forcez-les de prendre part au festin que je leur ai préparé ! » O extrême impatience de l'amour ! O bonté ineffable du cœur de Jésus ! Ce qui marque encore plus l'ardeur de son désir, c'est qu'il n'est point de temps qui ne lui paraisse propice pour se donner. Il est prêt tous les jours, à tous les instants, à nous combler de ses largesses. Tandis qu'il a voulu que certains sacrements ne fussent conférés qu'une seule fois, comme le baptême, la confirmation et l'ordre ; ou du moins rarement, comme le mariage et l'extrême-onction ; il nous a laissé une liberté entière sur le sacrement de l'autel, et sur le sacrement de pénitence qui y dispose. Il nous donne audience autant de fois que nous voulons, absolument au gré de notre volonté ; le banquet sacré est constamment préparé à toutes les heures du jour et de la nuit, il s'immole en une multitude d'endroits. O bonté ! ô prodigalité ! ô amour excessif ! *In finem dilexit* !

Mais l'amour, comme la flamme, est essentiellement actif. L'amour de Jésus au Saint-Sacrement est insatiable de RÉPANDRE DES TRÉSORS DE GRACE. Il y sanctifie les individus, les familles et les sociétés. Par l'adorable sacrifice il adore Dieu à l'égal de sa dignité ; il arrête le bras vengeur de la justice infinie, levé pour punir les crimes de la

terre ; il nous obtient toutes les grâces du corps et de l'âme, du temps et de l'éternité. Par la Présence réelle il nous console, il nous encourage, il nous purifie, il entend et exauce nos prières. Comment dirai-je, les fruits de la Communion ? Elle nous grandit, elle nous vivifie surnaturellement, elle nous remplit de la joie la plus ineffable ; elle nous transforme en nous faisant participer à la nature divine, en nous inoculant, si je puis parler ainsi, la lumière de Jésus-Christ, la pureté, la sainteté, la charité, la patience, l'humilité, la douceur de Jésus-Christ. *O salutaris hostia* ! « Dans l'Eucharistie, c'est la source même des grâces qui vient à nous... L'Eucharistie a sur les autres sacrements cet immense avantage, que tout ce qui constitue l'excellence spéciale de chacun des autres se trouve réuni en elle. Elle possède la foi qu'apporte le baptême avec la force que donne la Confirmation, La pureté de la pénitence n'est que la préparation à l'Eucharistie ; l'union du mariage n'en est que la figure ; et le baume de l'extrême-onction est comme le baiser suprême de ces lèvres qui se cachent sous les voiles eucharistiques ; enfin elle est le sacrifice même pour lequel le sacrement de l'Ordre a été institué. La justification est une des œuvres les plus glorieuses de la toute-puissance de Dieu, une des inventions les plus surnaturelles de sa sagesse, un des miracles les plus remplis d'attraits de son amour. Mais le Saint-Sacrement n'est pas tant une œuvre que l'Ouvrier et le Justificateur lui-même avec sa toute-puissance, sa sagesse, son amour, caché sous des voiles dont la texture suppose chacun de ses attributs »¹. O Jésus, vous êtes pour nous dans l'Eucharistie d'une munificence infinie, ô Jésus, par l'Eucharistie vous nous comblez d'incalculables bienfaits, ô Jésus, vous nous avez aimés d'un amour excessif ! Nous croyons à votre charité ! Que pourrions-nous faire pour vous témoigner notre reconnaissance ? Ah ! nous le savons, l'amour seul peut payer l'amour. Aussi bien, nous voulons vous aimer, et d'autant plus vivement que trop souvent, dans le mystère de votre charité, vous ne moissonnez que l'ingratitude !

II

Etrange dureté du cœur de la créature ! Notre Seigneur Jésus-Christ épuise les trésors de sa charité pour nous, il va jusqu'au bout des inventions de son amour, et son amour est méconnu. Connaissant l'égoïsme des hommes, certain qu'ils oublieraient et les abaissements de la crèche, et les horreurs de la Passion, et la mort ignominieuse de la croix, il institue l'Eucharistie pour les préserver du malheur de l'oubli, *hoc facite in meam commemorationem* ! Il en fait le mémorial des mystères de ses souffrances, *Deus qui sub sacramento mirabilis passionis tue memoriam reliquisti*. Pour que ses enfants ne l'oublient pas, il leur laisse un souvenir ; et ce souvenir n'est autre

¹ Faber, le Saint-Sacrement, t. I.

que lui-même, son corps, son sang, son âme et sa divinité; et hélas ses enfants l'oublient!

Que dis-je? ils l'oublient! Ils lui font endurer de nouveau, et partout, et constamment toutes les angoisses et toutes les ignominies de la Passion. Oui, les rapprochements sont, hélas! en égard à la sainte victime, trop nombreux et trop réels, entre sa trahison par Judas et sa trahison par les sacrilèges, qui viennent le souiller du contact de leurs lèvres et le livrer à Satan, roi de leur cœur. Le sommeil lâche, et l'abandon plus lâche encore des apôtres, le reniement de Pierre, se continuent dans notre apathie, notre indifférence et l'abandon où nous laissons le Christ eucharistique, quand nous devrions, pour lui être fidèles, affronter un danger, sacrifier un intérêt, dominer une peur vile. Les accusations calomnieuses et les condamnations iniques du Grand-Prêtre et de Pilate, on les entend retentir à chaque instant contre le Christ eucharistique: le peuple, soulevé par les excitations mensongères des scribes du journalisme, fait écho aux arrêts d'un pouvoir impie, et comme la foule se rua sur le Sauveur, il se rue sur ses tabernacles avec des clameurs furieuses. Les flagellations, les soufflets, les meurtrissures, les plaies qui couvrent sa chair, de la tête aux pieds, le sacrement les endure de la part des profanateurs violents et dans les conciliabules où l'on se fait un jeu satanique de fouler aux pieds des hosties ravies à nos tabernacles. La croix de la solitude, du mépris, de l'oubli, de l'abandon, pèse encore sur le délaissé du tabernacle. De quelle mystérieuse manière tout cela le fait-il souffrir? nous ne saurions le dire. Ce que nous savons et ne pouvons oublier, c'est que, quand il soulève les voiles eucharistiques devant les regards de la B. Marguerite Marie, une grande croix était placée au milieu de son cœur et une couronne d'épines l'entourait, la transperçant de toutes parts¹.

Or cette ingratitude demande réparation, une réparation d'amour, un redoublement de dévotion à l'égard du T.-S. Sacrement. C'est Notre-Seigneur lui-même qui l'a déclaré à la Bienheureuse, dont nous venons de parler dans la solennelle apparition où il lui révéla son Cœur sacré. «Voilà, lui dit-il, ce Cœur qui a tant aimé les hommes, qu'il n'a rien épargné, jusqu'à s'épuiser et se consumer pour leur témoigner son amour. Et en reconnaissance je ne reçois de la plupart que des ingratitude par leurs irrévérences et sacrilèges, et par les froideurs et mépris qu'ils ont pour moi dans ce sacrement d'amour. Et ce qui m'est plus pénible, c'est que ce sont des cœurs qui me sont consacrés. C'est pour cela que je te demande que le premier vendredi après l'octave du Saint-Sacrement soit dédié à une fête particulière pour honorer mon cœur, en communiant ce jour-là et en lui faisant réparation d'honneur par une amende

honorable, pour les indignités qu'il a reçues. Et je te promets que mon cœur se dilatera pour répandre avec abondance les influences de son amour sur tous ceux qui lui rendront cet honneur, ou qui procureront qu'il lui soit rendu.»

III

Voilà donc le second motif d'amour envers Jésus-Hostie: la *réparation*. Le troisième motif est un motif d'*émulation*. Aimons la sainte Eucharistie, parce que tous les saints l'ont aimée d'un amour de prédilection, c'est l'esprit de l'Eglise, c'est un signe de prédestination.

La Très-Sainte Vierge, notre modèle en tout, avait une incroyable dévotion pour le mystère de nos autels. Avec quel zèle elle visitait son divin Fils dans le Saint Sacrement! Avec qu'elle émotion elle assistait au saint sacrifice; à chaque fois il lui semblait être sur le Calvaire! Avec quelle piété elle communiait! D'après une pieuse tradition, les saintes espèces, pour Marie, ne s'altéraient point d'une communion à l'autre, en sorte que, selon la parole d'un docteur, elle était vraiment le temple vivant du Seigneur! — Après Marie, les grands adorateurs de l'Eucharistie sont les anges, sous la direction du premier des anges, l'Archange saint Michel. Ils assistent en grand nombre autour du prêtre pendant la célébration des augustes mystères; et restent en grand nombre autour du tabernacle pour suppléer à l'insuffisance de nos hommages. — L'Eglise de la terre n'a rien tant à cœur que l'honneur du saint Sacrement. Elle a institué une admirable liturgie pour l'entourer d'honneur, elle a établi de solennelles processions pour sa fortification, elle a inspiré ces artistes qui ont élevé à la gloire du Dieu de l'Eucharistie ces splendides cathédrales qui sont un admirable témoignage de la foi de nos pères à l'Eglise de l'Eucharistie.

Comment dirai-je, même en les abrégant, les sublimes exemples de piété eucharistique, que les fidèles enfants de l'Eglise, les saints, n'ont cessé de donner dans tous les siècles? Un saint Louis de Gonzague, par exemple, qui passait à l'église tout le temps que l'obéissance lui laissait libre; une sainte Madeleine de Pazzi, qui ne faisait pas moins de trente visites par jour au saint Sacrement; un saint Vincent de Paul, qui restait des heures entières dans un mystérieux tête-à-tête avec Jésus-Hostie; un saint François de Sales, qui, pendant la célébration de la messe, paraissait plutôt un séraphin qu'un homme mortel; un saint François d'Assise, qui déclarait faire plus d'état d'un prêtre que d'un ange, à cause de ses rapports avec l'Eucharistie; une Bienheureuse Marguerite-Marie, qui se déclarait prête à passer sur des charbons ardents pour aller communier¹.

Chrétiens, imitons les saints nos frères. Ayons

¹ Tesnières, *Somme de la Prédication eucharistique*, Un vol. in-12, 4 francs, chez Palmé.

¹ *Le Paradis sur terre*, ou le mystère eucharistique, exposé au point de vue dogmatique, liturgique, ascétique et moral en 60 discours, par le chanoine Rolland, chez Palmé, 3 francs.

les sentiments de David à l'égard de l'arche d'alliance, bien inférieure cependant à l'Eucharistie. Ayons soif de visiter et de recevoir Jésus-Hostie et de nous approcher de l'autel du Seigneur; estimons comme des heures heureuses celles que nous pouvons passer dans les parvis sacrés. Aimons l'Eucharistie, c'est-à-dire ayons souci de la décence du lieu saint, de la décoration des autels, et de la splendeur du culte. Aimons l'Eucharistie, c'est-à-dire célébrons avec piété les fêtes du Saint-Sacrement : le Jeudi-Saint et la Fête-Dieu. Aimons l'Eucharistie, c'est-à-dire visitons-la; recevons-la le plus fréquemment possible. Aimons l'Eucharistie, c'est-à-dire assistons à la messe régulièrement, pieusement, les dimanches et les fêtes, et aussi, selon que nous pouvons, chaque jour de la semaine. C'était l'heure où Jean Sobieski allait livrer, il y a deux siècles, sous les murs de Vienne, la grande bataille qui, en écrasant les Turcs, sauva la chrétienté. Après une nuit passée en prières, quand l'aurore parut, le héros Polonais sortit de sa tente. Il fit élever en plein air un autel. Une messe fut dite, à laquelle assista toute l'armée. Quant à lui, Sobieski, roi de Pologne, il la servit humblement à genoux. Le saint sacrifice achevé, le prêtre bénit l'armée avec un grand crucifix. Sous cette bénédiction, Sobieski s'élança à cheval et donna l'ordre de l'attaque. Les Turcs furent mis dans une complète déroute. Assistons à la messe. C'est la meilleure prière. Elle nous obtiendra toute bénédiction spirituelle et temporelle. Par elle, nous aussi nous triompherons du démon et nous irons au ciel !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

SACRÉE CONGRÉGATION DE L'IDNEX

Feria V die 10 martii 1887.

Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctæ Sede Apostolica Indici librorum pravæ doctrinæ, eorumdemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana Republica præpositorum et delegatorum, mandavit et mandat in Indicem librorum prohibitorum referri quod sequitur Opusculum a Sacra Romanæ Universalis Inquisitionis Congregatione damnatum atque proscriptum Decr. fer. IV 9 martii 1887.

Le Pape et l'Allemagne. — Rome, Typographie r. Arcione, 111, 1 mars 1887.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis prædicta Opera damnata atque proscripta, quocumque loco, et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sed locorum Ordinariis, aut hæreticæ pravitatis Inquisitoribus ea tradere teneatur sub poenis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO

LEONI PAPÆ XIII per me infrascriptum S. I. C. a Secretis relatis, SANCTITAS SUA Decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem etc.

Datum Romæ die 10 martii 1887.

Fr. THOMAS MARIA Episc. Sabinen.

Card. MARTINELLI, Præf.

Fr. HIERONYMUS PIUS SACCHERI Ord. Præd.

S. Ind. Congreg. a Secretis.

Loco † Sigilli.

Die 10 martii 1887 ego infrascriptus Mag. Cursorum testor supradictum Decretum affixum et publicatum fuisse in Urbe.

Vincentius BENAGLIA Mag. Curs.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — D'après les nouvelles Rubriques, il semble qu'on doive omettre les saints *simplifiables*, quand ils sont joints aux Patrons. Vous l'avez dit vous-même (année 1885, p. 30).

Malgré cela, plusieurs Ordos admettent la 9^e leçon et la commémoration de ces Saints adjoints. Ces Ordos sont sérieusement rédigés pourtant ! Que faut-il en penser ?

R. — Oui, on doit omettre au jour de leur incidence les saints *simplifiables* (c'est-à-dire doubles-mineurs et semidoubles), quand ils sont unis aux titulaires ou patrons d'églises. Par conséquent les *Ordos* dont vous parlez ont eu tort d'en prescrire la neuvième leçon et la commémoration.

On peut nous objecter que d'après une interprétation du docteur Piacenza soutenue dans les *Ephémérides liturgiques*, la rubrique nouvelle relative aux associés des titulaires ou vocables d'églises, ne sera obligatoire que pour les églises qui auront obtenu du Saint-Siège l'autorisation de revoir et corriger leur calendrier propre, et qu'en attendant on ne doit rien innover, mais suivre les anciennes rubriques.

Nous répondons que cette interprétation, que nous voyons avec grand plaisir, bien qu'elle ne vienne pas du Souverain-Pontife ou de la Sacrée-Congrégation, qui seuls ont le pouvoir législatif en matière de liturgie, ne donne pas le droit de lire la neuvième leçon et la commémoration des associés, parce que les anciennes rubriques exigeaient que les offices aujourd'hui simplifiables fussent *transférés* au premier jour libre. Par conséquent, on ne pouvait leur donner ni neuvième leçon ni commémoration à la fête du titulaire.

Q. — Si l'on doit omettre les fêtes simplifiables le jour du Patron, ne faudrait-il pas faire de même pour les fêtes simplifiables qui tombent le jour octave du Patron ? Ou plutôt ne faudrait-il pas en faire mémoire seulement ?

R. — Au jour octave, les fêtes simplifiables ne doivent pas s'omettre, car la rubrique ne le demande pas ; et d'ailleurs il n'y a pas de raison.

pour omettre ces fêtes, parce que l'octave n'est pas de première classe et il n'y a qu'aux fêtes de première classe que s'omettent les doubles et les semidoubles. On doit donc en faire mémoire, et dire pour neuvième leçon les leçons historiques de ces doubles ou semi-doubles.

Q. — Dans un grand nombre d'*Ordos*, il est dit que les dimanches où, d'après le Concordat, sont transférées les solennités, v. g. l'Épiphanie, etc., on peut chanter les vêpres de la solennité, mais sans commémoration, pourvu que ceux qui sont tenus à l'office récitent les vêpres du jour; et cela, en vertu d'une décision *ad Lemovicen.* du 4 août 1853.

L'édition que j'ai de Gardellini ne contient pas cette décision.

Je viens humblement vous demander :

1° Si vous ne pourriez pas nous donner le texte de cette décision ?

2° Si en vertu de cette décision, les vêpres du Chapitre, qui sont en même temps vêpres paroissiales, peuvent être chantées dans les conditions indiquées dans la décision ?

R. — Ad I. Voici ce texte, tel que nous l'avons vu dans diverses Revues :

« In casibus ab Indulto diei 9 aprilis 1802 determinatis, in quibus festorum solemnitates ad Dominicas sequentes transferri debent, missæ solennes et partes Divini officii quæ in Choro persolvantur, possunt esse de ipsis solemnitatibus ad Dominicas translatis ? »

R. Affirmative, sed qui ad Horas canonicas tenentur, privatim recitare adiguntur partes illius officii currentis. »

Ce n'est pas la seule décision qui ait été portée en ce sens. Nous pouvons en citer une autre du 7 août 1875, pour le diocèse de Saint-Claude. Monseigneur l'Evêque avait posé un cas analogue :

« An, quando juxta rubricas potest celebrari missa solennis de festo quod transferri debet, liceat canere etiam Vesperas votivas de eodem festo cum unica oratione, quin nulli suffragentur pro obligatione recitandi Horas canonicas ? »

La Sacrée Congrégation répondit également qu'on le pouvait, mais à la condition que les personnes tenues aux Heures récitèrent en particulier les vêpres de l'office courant :

« Affirmative, dummodo qui ad Horas canonicas tenentur, privatim recitent Vesperas currentis officii. » (S. R. C. 7 août 1875, n. 5622, ad X.)

Nous avons eu sous les yeux bon nombre de rescrits dans le même sens.

Ad II. Pour les chapitres, il faut s'en tenir aux Indults particuliers. Ordinairement, le Saint-Siège a exigé qu'outre ces vêpres de la solennité, on chantât ou qu'on récitât en chœur les vêpres de l'office du jour. Plusieurs fois on nous a affirmé que certains Chapitres avaient été dispensés de dire les vêpres du jour courant; mais nous n'avons pas vu les textes. En tout cas, ce seraient des dispenses particulières. Voilà pourquoi nous répétons qu'on doit s'en tenir aux Indults Pontificaux.

Q. — 1° Je lis dans Gury qu'un prêtre, lorsqu'il dit la messe dans un oratoire privé situé dans un autre diocèse que le sien, doit toujours suivre son ordo. Est-ce là mon cas ? Je ne suis pas pour le moment dans mon diocèse, et je dis la messe dans un oratoire privé, appartenant à une communauté de religieuses; mais les oratoires même privés des communautés, ne jouissent-ils pas des privilèges des oratoires publics ?

2° Un prêtre de mes amis voudrait faire construire un tabernacle d'une forme particulière : ce tabernacle serait une statue de Notre-Seigneur dont la main droite, au moyen d'un ressort, poserait le ciboire sur le corporal, lequel ciboire ne serait pas autre chose que le cœur de Notre-Seigneur. Il y aurait là un symbolisme touchant. Cependant, que pensez-vous d'un pareil tabernacle ? Serait-il bien selon le désir et l'esprit de l'Eglise ?

3° Dans une église où je célèbre assez souvent la sainte messe, les deux cierges sont placés sur des crédences adhérentes au mur de chaque côté et éloignées de plus d'un mètre de l'autel. La rubrique dit qu'ils doivent être placés sur chaque côté de l'autel « in utroque ejus latere; » y a-t-il pour moi obligation d'exiger l'accomplissement de la rubrique ? et si je ne puis l'obtenir, que faire ?

4° Quelle raison est suffisante pour se servir de vin rouge au lieu de vin blanc dans la célébration du saint sacrifice ?

5° Les impies, quand ils parlent des guerres soutenues jadis par les catholiques contre les infidèles, ne manquent pas de dire que la maxime de l'Eglise était alors : « crois ou meurs. » Comment répondre d'une manière catégorique et irréfutable à cette calomnie ?

6° Beaucoup de personnes pieuses, lorsqu'elles passent pour la première fois devant une église, ne manquent jamais d'y entrer parce que, disent-elles, à la première visite d'une église sont attachées trois grâces que l'on est sûr d'obtenir. Sans doute, il est toujours bon, quand on le peut, de rendre ses hommages à Notre-Seigneur résidant sur nos autels; mais où donc ces personnes ont-elles pris la certitude d'obtenir trois grâces ? Et pourquoi trois grâces plutôt qu'un autre nombre ? Veuillez donner votre avis sur cette dévotion.

7° Sur la tombe d'une personne, morte il y a quelques années et qui avait, dit-on, une grande piété, des amis ont fait bâtir une petite chapelle dans laquelle on a obtenu la permission de faire dire la messe plusieurs fois par an. Ces mêmes amis ont grande confiance dans l'intercession de la défunte, et chaque fois qu'ils croient avoir obtenu une grâce par ses prières, ils font placer un *ex-voto* dans la susdite chapelle. Ces *ex-voto* sont des plaques de marbre avec des inscriptions. Ils sont aujourd'hui très nombreux. Que pensez-vous de cela ?

R. — Ad I. Le cas, tel que vous le présentez, n'est pas assez explicite pour que nous puissions le résoudre. Il faut établir des distinctions :

1° Si vous êtes chargé de dire la messe de communauté chez des religieuses qui ont fait profession et qui récitent tout l'office canonique, vous devez dire la messe conforme à l'office de ces religieuses dans les cas suivants : d'abord si l'office est du grade double ou équivalent, et que la couleur diffère de la couleur de votre office; ensuite s'il s'agit d'une messe chantée; enfin si la coutume ou quelque statut exigent une messe conventuelle. Dans l'un ou l'autre de ces trois cas, vous devez dire la messe conforme à l'office de ces religieuses.

Dans les autres cas, vous le pouvez conformément au Décret Général du 1^{er} décembre 1717, n. 3,904, porté sur la demande réitérée de la plupart des religieuses des divers Ordres. Nous don-

nons intégralement ce décret qui est très important, et néanmoins trop peu connu :

« Supplicantibus frequenter S. R. C. plerisque variorum Ordinum Monialibus, ut Confessario et Capellanis earundem servitio addictis facultatem celebrandi missas sanctorum, de quibus prædictæ Moniales Officium recitant, benigne impartiri dignaretur.

« Sacra eadem Congregatio, ad occurrendum his et similibus instantiis, præsentî Decreto Generali declarat :

« Licere in posterum, tum Confessario, tum Capellanis tantum quarumcumque Monialium servitio addictis, missas sanctorum, de quibus ipsæ recitant Officium, celebrare, sed cum Missali romano, et de Communi, non verò missas proprias eorumdem Sanctorum variis Ordinibus a S. Congregatione concessas.

Et ita decrevit, et servari mandavit, die 20 novembris 1717.

Ce Décret général a été confirmé par le Souverain Pontife le 1^{er} décembre de la même année.

On remarquera, 1^o que tout en se conformant à l'office des religieuses, le confesseur et les aumôniers doivent se servir du Missel romain et prendre les messes au Commun et non les messes propres. Mais nous avons déjà dit qu'un grand nombre de maisons religieuses ont obtenu du Saint-Siège un Indult qui autorise les prêtres chargés de célébrer la messe conventuelle à prendre les messes propres concédées à leur Ordre.

On remarquera, 2^o que le Décret Général ne donne d'autorisation qu'au confesseur et aux chapelains des religieuses. Mais d'autres décrets antérieurs avaient étendu cette autorisation à tous les prêtres qui sont chargés de célébrer la messe conventuelle. Nous pouvons citer un décret du 11 juin 1701, n. 3,588, et un autre du 11 février 1702, n. 3,617, 3; et rien ne porte à croire que le Décret Général de 1717 ait eu en vue de restreindre les concessions précédentes.

2^o Si vous dites la messe de communauté chez des religieuses non professes, qui ne disent pas l'office canonique, nous pensons que vous devez vous conduire comme dans les oratoires privés, parce que nous ne connaissons aucun décret qui assimile ces chapelles à des oratoires publics ou à des églises. Et cela serait certain si vous disiez la messe, non dans la grande chapelle de la communauté, mais dans un oratoire de cette communauté.

Ad II. Un pareil tabernacle ne serait pas conforme aux traditions liturgiques. On peut consulter sur cette matière le bel ouvrage du savant et regretté M. l'abbé Corblet : Histoire dogmatique, liturgique et archéologique du sacrement de l'Eucharistie. Il est dangereux d'innover en matière aussi grave et aussi sainte. Du moins ne le faisons jamais sans consulter l'autorité ecclésiastique.

Ad III. Les deux cierges de la messe ne peuvent être mis en dehors de l'autel. Si vous ne voyez pas d'inconvénients, vous pourriez en faire la remarque avec prudence et modestie. Si vous y voyez

des inconvénients, gardez le silence, parce que vous n'avez pas la charge de cette église, et que d'ailleurs la matière n'est pas grave.

Ad IV. On peut indifféremment se servir de vin blanc et de vin rouge; aucune loi de l'Eglise ne prescrit l'un plutôt que l'autre. Est-ce à dire que l'on n'ait pas souvent préféré telle couleur à telle autre couleur? Non. Chacune des deux couleurs a ses défenseurs, et il est intéressant aussi bien qu'important de connaître les raisons de chaque sentiment. Résumons donc ces raisons :

I. *Raisons des défenseurs du vin rouge.* — 1^o A l'institution du sacrement de l'Eucharistie, le Jeudi-Saint, Notre-Seigneur Jésus-Christ s'est servi de vin rouge, car les commentateurs juifs ont prouvé qu'on se servait toujours de vin rouge pour la célébration de la Pâque.

2^o Le vin rouge représente beaucoup mieux le sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et par conséquent il doit être préféré.

3^o En fait, il en était ainsi; car saint Jérôme, qui connaissait les pratiques de l'Orient aussi bien que celles de l'Occident, dit dans son Epître à Héliodore, que le vin du sacrifice est rouge pour mieux figurer le Sauveur. Et cette pratique a été assez communément suivie pendant le moyen-âge. Ainsi le sixième Concile de Benovent qui se tint en 1374, prescrit l'emploi du vin rouge, et en France nous voyons les Statuts synodaux de Cambrai, dans le même siècle, faire les mêmes prescriptions.

4^o La couleur rouge n'est pas seulement la figure du sang de Notre-Seigneur, c'est aussi l'emblème de la charité qui doit unir tous les chrétiens entre eux : « Le vin, dit Jacques de Vitry, en tant qu'il découle de plusieurs raisins, représente l'unité de l'Eglise, et en tant qu'il a de la chaleur et une couleur rouge, il désigne la charité de l'Eglise. »

5^o Enfin, le vin blanc peut facilement être confondu avec l'eau et occasionner de graves accidents; voilà pourquoi il faut préférer le vin rouge. C'est la raison donnée à la fin du douzième siècle par Odon de Sully, évêque de Paris, dans ses Statuts synodaux.

Les partisans de l'emploi du vin blanc font aussi valoir diverses raisons en faveur de leurs sentiments.

II. *Raisons des défenseurs du vin blanc.* — 1^o Notre-Seigneur a dû consacrer avec du vin blanc, parce que le vin rouge est rare en Orient.

2^o Parce qu'en fait, on a employé le vin blanc dans un certain nombre de pays, et pendant plusieurs siècles.

Ainsi, vers la fin du troisième siècle, saint Irénée nous apprend que Marc, disciple de Valentinien, recourait à des prestiges pour donner la couleur du sang à une coupe de vin qu'il consacrait par une longue invocation. Donc il employait du vin blanc.

De même, le quatrième Concile de Milan conseille de se servir de vin blanc, et il en donne le motif, c'est que le vin rouge est très épais dans

les vignobles du Milanais, tandis que le vin blanc est très pur, et en même temps assez coloré pour qu'il n'y ait pas à craindre de le confondre avec l'eau.

3^e Une troisième raison, c'est qu'il est plus difficile de falsifier le vin blanc que le vin rouge; et l'on comprend la valeur de cet argument dans nos temps actuels où la fraude est à l'ordre du jour.

4^e Enfin, c'est que le vin blanc tache beaucoup moins les linges d'autel que le vin rouge; considération importante qui déterminait autrefois le Concile d'Ameria en Ombrie, l'an 1595, et celui de Majorque, l'an 1639, à donner la préférence au vin blanc sur le vin rouge.

N'est-ce pas cette considération qui la fait prévaloir aujourd'hui dans presque tout l'Occident?

Quoiqu'il en soit de cette discussion, il est certain que dans les siècles précédents, la préférence était donnée au vin rouge.

Quant à la question de droit, l'Eglise n'a jamais rien décidé, et l'on est libre d'employer la couleur que l'on veut.

Ad V. Pour réfuter une erreur, il faut d'abord qu'elle soit formulée. L'assertion qu'on nous soumet est trop générale pour être réfutée. On ne peut que lui opposer un démenti, sauf à répondre aux allégations que pourraient apporter les adversaires.

Ad VI. Cette dévotion part d'un bon principe; mais elle a bien l'apparence d'une superstition.

Ad VII. En bâtissant une chapelle sur la tombe, en faisant célébrer et en célébrant la messe sur la sépulture de la personne, on est allé contre les règles ordinaires du droit liturgique. On aura eu sans doute de bonnes raisons d'agir ainsi :

Si Dieu, récompensant la confiance que l'on témoigne envers la personne, accorde à sa considération des faveurs bien avérées et surtout des miracles certains, il donnera raison, et cela, péremptoirement, à la confiance des fidèles.

Mais nous doutons que le Saint-Siège consulté eût approuvé la chose. Il ne veut pas qu'en matière de culte, on prévienne son jugement. On ne doit accorder aux personnages, même morts en odeur de sainteté, aucun des honneurs réservés aux saints canonisés. Or, c'est un honneur de cette nature que de célébrer les saints mystères sur la sépulture d'une personne.

Toutefois il arrive que, mue par un sentiment qui défie toutes les lois ordinaires, la foule des fidèles honore des personnages défunts comme des saints. Si Dieu confirme ces hommages spontanés par des miracles, l'Eglise peut, après coup, confirmer le culte établi. Mais c'est à elle seule qu'il appartient de juger tout ce qui se rapporte à cet objet. L'Evêque peut constater et authentifier les faits qui semblent miraculeux. Seul le Saint-Siège peut les rapporter à la sainteté du personnage et en tirer la preuve qui servira à reconnaître et à déclarer sa sainteté en approuvant le culte qui lui est rendu.

Nul autre n'a autorité pour intervenir.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Le curé ou la fabrique ont-ils le droit à une clef du cimetière dans lequel il y a une chapelle publique et dans laquelle on ne peut pénétrer qu'en passant par la porte principale du cimetière?

2^o A qui appartient la nomination et la révocation des employés d'église, tels que sacristains, bedeaux, etc., et dans quel sens faut-il prendre le mot *ville*?

3^o La commune peut-elle s'emparer d'une pièce du presbytère sous prétexte qu'elle est superflue?

R. — Le correspondant qui nous adresse les questions ci-dessus montre de la mauvaise humeur parce que nous n'avons pas immédiatement donné de réponse. Qu'il veuille bien observer que nous avons répondu dix fois sur le même sujet : ce qui, nous semble-t-il, justifie quelque peu notre silence, et nous permet de ne donner ici qu'une réponse abrégée.

Ad I^m. Si la chapelle a véritablement le caractère public, le cimetière ne peut pas être fermé à clef pendant le jour. Mais sa situation en plein cimetière prouverait, par cela seul, qu'elle n'est pas publique. Une chapelle de ce caractère serait en contradiction flagrante avec la loi qui confie la police des cimetières aux maires.

Ad II^m. Aux curés dans les paroisses rurales; aux marguilliers sur l'initiative des curés dans les paroisses urbaines. Aucun document spécial ne détermine le sens de *ville*; il faut retenir celui que lui donna le pouvoir civil.

Ad III^m. De sa propre autorité, non. Mais quand il y a une partie du presbytère superflue, on peut en demander la distraction pour un autre service public, en observant les très nombreuses prescriptions légales contenues dans l'ordonnance du 3 mars 1825 et dans le décret du 25 mars 1852.

Q. — Une difficulté a surgi dans ma paroisse à propos de la sonnerie des cloches. Un règlement a été concerté, en conformité avec la loi, entre l'évêque et le préfet : règlement où sont énumérés les services et circonstances où les cloches peuvent être sonnées, tant au point de vue religieux que civil. Malheureusement, dans cette énumération, on n'a pas prévu tous les cas en usage, ou les circonstances qui peuvent surgir.

Or, mon maire n'ayant pas trouvé dans la dite énumération la sonnerie relative aux instructions nocturnes du Carême et aux exercices du mois de Marie, émet la prétention de l'empêcher. Quel est son droit et quel est le mien?

R. — La Cour de cassation vient de trancher cette question, il y a quelques jours. L'arrêt qu'elle a rendu coupera court, nous l'espérons, aux tracasseries de nos proconsuls de province.

D'après la loi municipale, les sonneries religieuses et les sonneries civiles des cloches des églises doivent, en effet, faire l'objet d'un règlement concerté entre l'évêque et le préfet, ou arrêté, en cas de désaccord, par le ministre des cultes (*art. 100, loi du 5 avril 1884*). Lorsqu'un règlement ainsi élaboré par les autorités préfectorale et épiscopale indique par énumération une no-

menclature d'exercices religieux à annoncer aux fidèles par sonneries des cloches, en faisant précéder cette énumération des mots « tels que », la liste ainsi dressée doit être réputée indicative, non limitative.

En vain, ce règlement ajoutera-t-il, dans une autre partie, que les sonneries ne peuvent avoir lieu « pour aucune autre cause », l'art. 100 de la loi précitée permettant les sonneries dans les circonstances autorisées par les usages locaux et devant interpréter le règlement.

Les dispositions de l'art. 100 de la loi du 5 avril 1884, qui sont la reproduction de celles de la loi du 18 germinal an X, art. 48, n'ont été pourvues par le législateur d'aucune sanction pénale.

Les conventions transactionnelles intervenues entre l'autorité épiscopale et le préfet, ne peuvent être considérées comme des arrêts préfectoraux sanctionnés par l'art. 471, § 15 du Code pénal.

En conséquence, à supposer qu'il fût prouvé, en fait, qu'une sonnerie de cloche ait été exécutée dans des conditions autres que celles du règlement, ce fait ne constitue pas une infraction à la loi pénale.

Tel est le résumé et le sens de l'arrêt de la Cour de cassation. Notre correspondant y trouvera les éléments pour répondre doublement et victorieusement aux tracasseries de son maire.

Q. — Jusqu'à présent, le bureau de bienfaisance de L... avait pris à sa charge les frais de transport au cimetière des indigents décédés dans ma paroisse.

Aujourd'hui on m'écrit qu'à partir du 1^{er} avril prochain, on cessera de supporter ces frais, qui, dit-on, incombent plutôt à la fabrique qu'au bureau de bienfaisance.

Cela est-il vrai ? Soyez assez bon pour m'envoyer une réponse motivée.

R. — Cela dépend de la catégorie dans laquelle se trouve la paroisse dont il s'agit.

« En ce qui concerne le service du transport des corps, dit M. Campion, lorsqu'il n'existe pas d'entreprise et de marché pour les sépultures, ce service est réglé par les conseils municipaux et les préfets. Mais si le transfert est fait avec des voitures, les règlements et marchés y relatifs, les taxes et le tarif des fournitures diverses que ce transport exige, sont arrêtés par les conseils municipaux, de concert avec les fabriques.

« En cas d'existence d'un marché, l'autorité municipale doit se concerter avec la fabrique » (*décision ministérielle. Bull. de l'intérieur, 1840, p. 27.*)

Pour déterminer les droits et les devoirs de la fabrique touchant le transport des corps, il faut donc distinguer trois sortes de communes :

1^o Celles qui n'ont ni entreprises ni marchés, comme sont les villages, les bourgs et quelques petites villes ;

Dans ces communes, les transports des corps sont réglés par les conseils municipaux et les préfets, comme le porte l'art. 9 du décret du 18 mai 1806. La rétribution due aux porteurs du corps

n'est jamais ou presque jamais réglée dans les campagnes ; les fabriques n'y perçoivent point de droits sur le transport des corps qui se fait gratuitement par des parents ou amis du défunt.

2^o Celles qui ont une entreprise, mais dont le cimetière n'étant pas éloigné, n'ont qu'un transport peu coûteux. Dans ces communes, le mode de transport est réglé par les préfets, sur la proposition des maires, jusqu'ici, comme on le voit, le transport ne regarde pas les fabriques ; c'est affaire aux communes. Mais

3^o Il y a les communes où le transport des corps est très coûteux, en raison de la grande distance du cimetière et de l'importance de la population. Là il faut des voitures.

Dans ces communes, les tarifs et les tableaux gradués par classe sont dressés par les fabriques, communiqués aux conseils municipaux et aux préfets pour y donner leur avis, et sont soumis par le ministre de la justice et des cultes à l'approbation du chef de l'Etat. Le ministre de l'intérieur devra transmettre pareillement à cet égard les avis des conseils municipaux et des préfets. (*Décret du 18 mai 1806.*)

De plus, les autorités municipales, de concert avec les fabriques, feront adjuger aux enchères l'entreprise de ce transport (*ibid. art. 10*). L'article suivant porte que le transport des indigents doit être fait gratuitement et décemment (*art. XI*.)

De ces divers articles combinés, il résulte que le transport des corps ne regarde la fabrique que là où il y a pour elle perception de droits à son profit. Alors ayant les avantages, elle assume les charges. C'est dans ce cas unique que le transport gratuit lui incombe ; et dans le cas où ce service est mis en ferme et par adjudication, il faut un cahier des charges d'après la loi, et ce cahier des charges doit stipuler le transport gratuit des morts indigents.

D'après cela, notre correspondant peut voir qu'il n'est nullement question des bureaux de bienfaisance en cette affaire. On a donc pu lui signifier qu'à partir du 1^{er} avril, on ne paierait plus le transport des indigents. C'est ou à la commune ou à la fabrique, selon la catégorie à laquelle elles appartiennent.

Q. — Un bureau de bienfaisance a été fondé par un de mes paroissiens ; et dans le testament il est dit : « mon héritier et le curé de la paroisse seront administrateurs... » Cette fondation date de 1886.

J'ai l'honneur de vous demander :

La non-exécution de cette clause rend-elle le testament attaquant avec chance ou certitude de succès ? Dans le décret présidentiel, il n'est point fait mention de cette disposition du testament. Le préfet interrogé n'a point répondu. L'héritier, actuellement, est membre du bureau comme maire, et seulement à ce titre, et si demain il quittait la mairie, il ne ferait point partie du bureau de bienfaisance.

R. — Une chose nous étonne, c'est que le gouvernement ait autorisé la commune à accepter un legs avec de telles conditions, parce qu'enfin, ces conditions sont contraires à la loi qui régit les

bureaux de bienfaisance. Mais du moment qu'il l'a fait, il est certainement tenu par ces conditions. Leur non-exécution frappe le legs de caducité : et, conséquemment, le rend attaquant. Selon nous, il n'y a pas l'ombre d'un doute que les conditions susdites ont été la pensée déterminante du testateur, et leur violation supprime les droits du bureau de bienfaisance. En pareille occurrence, nous conseillons l'appel aux tribunaux, parce qu'il importe à la communauté entière de savoir à quoi s'en tenir dans les fondations philanthropiques déjà faites et celles qui pourraient être faites à l'avenir.

Q. — J'ai entre les mains un testament olographe dont voici la description : deux feuilles séparées de 60 cent. La première porte en tête, au-dessus du timbre, « 20 octobre 1866, et à droite, au-dessus de la première ligne : « 1^{re} feuille M. B. ». La seconde feuille porte, à droite, la même mention : « 2^e feuille M. B. »

Le testament se termine comme il faut. Mais après la signature se trouve cette mention : « Ce testament contient deux feuilles, 76 lignes jusqu'à ma signature ci-dessus ». Et cette mention est suivie de nouveau des initiales M. B.

Comme je ne puis consulter ni notaire, ni avoué, que pense l'*Ami du clergé* de la valeur de ce testament ? Il serait très difficile au testateur de le recommencer sur une feuille double.

R. — Cette manière est insolite et vicierait certainement le testament en question, si on le laissait tel quel. Pour en corriger les irrégularités, il faudrait que chaque feuille portât ce qui constitue l'essence d'un testament olographe, c'est-à-dire la date et la signature du testateur. Dans ce cas là, rien n'empêche qu'il y ait deux feuilles portant la même date. Elles pourraient même porter des dates différentes, puisqu'un testament postérieur, qui ne révoque pas d'une manière expresse les précédents, n'annule dans ceux-ci que les dispositions qui sont incompatibles avec les nouvelles ou leur sont contraires (*art. 1035 et 1036 du Code civil*). La loi n'exige pas que l'incompatibilité ou la contrariété soit matérielle. Les tribunaux peuvent décider que l'une ou l'autre résulte de l'instruction clairement exprimée du testateur dans son dernier testament (*arrêts de la Cour de cassation des 5 mai 1824, 8 juillet 1835, et 10 mars 1851*.)

Il faut donc que le testateur dont il s'agit exprime que chacune des feuilles renferme ses volontés ; qu'il les date et les signe séparément, et que toutes les mentions qu'il fait soient non pas précédées mais suivies de sa signature entière. En d'autres termes, il faut, en cas d'attaque en nullité, que le tribunal puisse authentiquement connaître les vraies intentions du testateur.

Nous ajouterons que le testateur ferait beaucoup mieux de refaire son testament sur une feuille suffisante, et, si la chose lui est matériellement impossible, de recourir à un notaire : c'est ce qu'il y aurait de plus simple et de plus sûr. Cependant le testament existant est bon, pourvu qu'on remplisse les conditions exprimées ci-dessus.

Q. — 1^o Je serais bien aise de voir paraître dans l'*Ami du clergé* le tarif des enterrements de Paris. Il nous arrive souvent que certains confrères doivent agir avec sévérité pour se faire payer ces sortes de travaux ; et ils n'ont que l'usage et la coutume pour se défendre auprès des juges. Si les évêques établissaient partout ces tarifs, les desservants ne se trouveraient pas dans l'embarras.

2^o Quelles formalités faut-il pour changer un cimetière ?

R. — Ad Im. Nous ne voyons pas pourquoi nous transcrivions ici le tarif des enterrements de Paris, qui, précisément parce qu'il s'agit de Paris, ne saurait servir de modèle pour la province. Un tarif doit s'inspirer des circonstances de temps et de lieu. Voici, au reste, en résumé les prescriptions légales concernant cette question :

L'art. 20 du Décret du 23 prairial an XII porte : « Les frais de rétribution à payer aux ministres des cultes et autres individus attachés aux églises et temples, tant pour leur assistance aux convois que pour les services requis par les familles, seront réglés par le gouvernement sur l'avis des évêques, des consistoires et des préfets et sur la proposition du ministre de la Justice et des cultes. Il ne sera rien alloué pour leur assistance à l'inhumation des individus inscrits au rôle des indigents. »

On voit que le Décret se tient exclusivement sur le terrain civil et méconnaît absolument le point de vue canonique. D'après le droit canonique, ou plutôt, aux termes du rituel, le prêtre strictement ne pourrait rien exiger à l'occasion de la sépulture des morts. Cependant, comme il doit vivre de l'autel, le même rituel lui permet de prendre ce qui lui est donné ou selon un louable usage, ou selon les règlements de l'Ordinaire.

Il appartient donc à l'autorité épiscopale de régler elle-même le tarif des inhumations, les honoraires des services requis par les familles, là où existe l'usage de rétribuer ces divers services (et il existe aujourd'hui presque partout). Il n'y a d'exception que pour les pauvres auxquels on doit la sépulture gratuite.

Ce droit de l'évêque de fixer le tarif des églises soumises à sa juridiction, en ce qui concerne les honoraires de messes, services et enterrements, est absolu et incontestable, canoniquement parlant ; et les tarifs dressés par les évêques n'ont pas besoin de l'approbation du gouvernement pour valoir aux yeux des prêtres et des fidèles.

Cependant l'art. 20 précité dit positivement que « les frais de rétributions à payer aux ministres des cultes... sont réglés par le gouvernement, sur l'avis des évêques... »

Comment faut-il entendre ces paroles ? Se concilient-elles avec le droit absolu et exclusif que nous attribuons aux évêques ? Elles se concilient très bien. D'après nous, elles veulent dire que tout tarif concernant les funérailles qui ne sera pas réglé et approuvé par le gouvernement, sera réputé aux yeux de l'autorité civile comme nul et non avenu, en cas de réclamation de la part des

ministres du culte, demandant à forcer les débiteurs à leur payer ce qui leur revient, aux termes de ce tarif.

Si donc le tarif d'une église n'est pas approuvé conformément à cet article, on ne peut pas recourir à l'autorité judiciaire du pays pour réclamer ce qui lui est dû.

L'avantage qu'il y a pour une fabrique à soumettre son tarif à la sanction gouvernementale consiste dans le droit de se faire payer, de par les tribunaux quand il y a lieu.

Mais ces réclamations devant les tribunaux devront être évitées à tout prix; l'Eglise et ses ministres ne sont pas comme les simples particuliers: on s'attend à un grand désintéressement de leur part.

« S'il y a des familles en retard de payer, dit M. Dieulin, le curé fera bien de ne jamais intenter des poursuites pour le recouvrement de son casuel, sans avoir préalablement consulté son évêque. En tout cas, il ne poursuivra jamais personnellement. C'est là l'office du trésorier. » (*Tom. I, p. 109.*)

Que doit faire un curé qui veut établir ou modifier le tarif de son église?

Il doit proposer au conseil de fabrique le projet de tarif qu'il a en vue, puis le soumettre à l'approbation de son évêque.

La consultation préalable du conseil de fabrique est une mesure de précaution dont il ne doit jamais se passer en pareil cas; les questions d'argent sont tellement délicates pour le prêtre, qu'il a besoin pour les traiter de l'appui des personnes les plus influentes de sa paroisse, de celles qui sont, avec lui, chargées des intérêts temporels de l'église paroissiale et le plus à même de faire comprendre aux fidèles ce contre quoi ils sont portés à s'élever, par ignorance, et quelquefois par un esprit de dénigrement anticlérical.

Une fois ce tarif délibéré par le conseil de fabrique et approuvé par l'évêque, on en demande l'homologation au gouvernement; et de cette manière on est en règle avec tout le monde, et on est armé contre les récalcitrants de mauvaise foi.

Ad II^m. Les formes à suivre pour la translation des cimetières sont indiquées dans la circulaire ministérielle du 30 décembre 1843. Nous reproduisons textuellement ce passage.

« Et d'abord la nécessité de la translation, si elle est contestée par l'administration locale, doit être préalablement rétablie par un rapport circonstancié d'hommes de l'art, que vous (M. le préfet) chargerez de constater les dangers ou les inconvénients résultant, soit de la situation topographique, soit de l'insuffisance d'étendue, soit de la nature du sol du cimetière ou de tout autre cause.

« C'est sur ce rapport, et après que le conseil municipal en aura délibéré, que vous prendrez un arrêté pour déclarer qu'il y a lieu à la suppression de l'ancien cimetière.

« Mais avant de déterminer le nouvel emplacement, une formalité préliminaire est obligatoire. Je veux parler de l'enquête de *commodo et incom-*

modo qui doit porter uniquement sur le choix du terrain.

« Cette enquête est d'autant plus rigoureusement exigible que l'établissement des nouveaux cimetières a pour effet de grever les propriétés avoisinantes de servitudes assez onéreuses et qu'il importe, dès lors, que les propriétaires intéressés soient mis en état de faire valoir leurs motifs d'opposition, que le conseil municipal sera ensuite appelé à examiner.

« Ces formalités accomplies, vous aurez à prendre un nouvel arrêté, le conseil municipal également entendu, pour déterminer l'emplacement sur lequel le nouveau cimetière sera transféré.

« Relativement au choix de l'emplacement, je vous rappellerai, M. le Préfet, les dispositions de l'article 3 du Décret de prairial an XII, suivant lesquelles les terrains élevés et exposés au nord doivent avoir la préférence: ce qui ne veut pas dire toutefois qu'en cas d'obstacles provenant de la disposition des localités, on ne puisse, à défaut d'autres, choisir un emplacement situé dans des conditions différentes.

« Quant aux formes d'enquête, ce sont celles qu'indique la circulaire du 20 août 1835. Mais il faut prévoir le cas où le propriétaire du terrain désigné refuserait de le céder à l'amiable et où il devrait être procédé selon les règles qui vous sont déjà connues.

« *Cas d'expropriation pour une cause d'utilité publique.* — Nul doute que l'établissement des cimetières ne puisse donner lieu à l'application de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Néanmoins, on ne doit recourir à cette mesure extrême qu'avec la plus grande réserve, et qu'autant qu'il serait absolument impossible de trouver à acheter amiablement dans la commune aucun autre terrain propre aux inhumations; car, comme l'a fait observer judicieusement le comité de l'Intérieur dans plusieurs avis, la convenance ou l'avantage que trouverait la commune à prendre tel ou tel terrain ne serait pas un motif suffisant pour en exproprier le propriétaire.

« Lors donc qu'il s'agit de procéder par voie d'expropriation, il devient indispensable de produire, à l'appui du procès-verbal d'enquête dressé dans les formes prescrites par l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835, un certificat du maire et du commissaire enquêteur, attestant qu'il n'existe, en effet, sur le territoire de la commune aucun autre emplacement également convenable pour servir de cimetière, et que le propriétaire consentirait à céder à l'amiable.

« *Compétence des préfets.* Déjà, M. le préfet, la loi du 18 juillet 1837, en classant parmi les dépenses obligatoires des communes (art. 30, n° 17), celles qu'exige la translation des cimetières, vous avez donné, à cet égard, une plus grande liberté d'action, surtout pour les cas où cette mesure réclamée pour les intérêts généraux de la salubrité publique rencontre des résistances de la part des

administrations locales. Le titre I^{er} de la nouvelle ordonnance a pour objet, comme vous le reconnaîtrez, de régulariser, en la généralisant, l'application de ce principe.

« Désormais, vous n'aurez à recourir à mon intervention, en cette matière, que dans le cas où il serait indispensable de procéder par voie d'expropriation forcée, ou bien lorsque la dépense de l'acquisition du terrain destiné au nouveau cimetière excédera 3,000 francs pour les communes dont le revenu est inférieur à 100,000 fr. et 20,000 francs dans les autres. (Art. 46 de la loi du 18 juillet 1837). »

COURRIER DE L'UTILE

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. — Pourriez-vous nous dire pourquoi certaines eaux cuisent si mal les légumes, et s'il y a moyen d'y remédier ?

R. — Les eaux de puits, certaines eaux de source, renferment en dissolution une quantité plus ou moins grande de sels de chaux.

Prenons pour exemple les eaux de la célèbre source de Saint-Allyre, en Auvergne, ou de la cascade d'Etuf, dans la Haute-Marne. Quand on y place des objets de petite dimension, des fleurs, des fruits, même des nids d'oiseaux, on peut les retirer quatre ou cinq jours après recouverts d'une couche de sels calcaires. La plupart de nos lecteurs ont pu voir quelques-unes de ces curiosités appelées improprement pétrifications.

Ce phénomène est dû à ce que les sels en dissolution dans l'eau se sont précipités sur les corps étrangers dont nous venons de parler.

Eh bien ! au lieu de fleurs, de fruits et autres petits objets de curiosité, mettez dans une eau très calcaire des haricots, des pois, des lentilles et cherchez à les faire cuire ; qu'arrivera-t-il ? Absolument la même chose. L'eau s'évaporerait et les gaz retenant par leur excès la chaux en suspension, laisseront cette dernière se précipiter sur vos légumes, recouverts d'une cuirasse d'autant plus épaisse que vous chaufferez davantage.

Voici le moyen à employer pour parer à cet inconvénient :

Après que les légumes secs ont suffisamment trempé on les met dans un vase rempli d'eau froide (les légumes verts doivent être jetés dans l'eau bouillante) et suivant leur quantité on ajoute à l'eau destinée à la cuisson gros comme un pois ou gros comme une petite noisette de carbonate de soude, sel employé sous le nom de *cristaux* pour blanchir le linge, ou mieux encore une ou deux cuillerées à café de bicarbonate de soude. Les deux corps ont la propriété de dissoudre le précipité à mesure qu'il se produit. Par ce procédé très inoffensif et à la portée de tout le monde on obtiendra des légumes bien cuits, d'un goût agréable et d'une facile digestion.

Q. — Connaissez-vous ou pourriez-vous nous donner une recette qui empêche le suintement si désagréable des lampes à huile et à pétrole ?

R. — On dit vulgairement que les lampes à pétrole suintent. Ce n'est pas exact : c'est tout simplement une condensation de vapeur de pétrole qui se fait autour de la flamme et se dépose sur le porte-mèche et sur le porte-verre, d'où elle s'échappe et se répand sur toute la surface de la lampe et lui donne cette couche de pétrole qu'on remarque sur toutes les lampes de ce genre.

Pour l'empêcher, il suffit de mettre à l'extérieur, au-dessous du porte-verre, un petit collier de laine. Un simple fil de laine tourné huit ou dix fois autour de la lampe arrêtera cet épanchement et la lampe restera sèche. Tel est le moyen imaginé par un ancien professeur de physique et expérimenté sur un grand nombre de lampes. Bien entendu qu'au bout de quelque temps, il faudra changer le collier de laine, car il sera lui-même plein d'huile.

Q. — Si vous connaissiez et publiez un moyen sûr et peu dispendieux de prolonger la durée des objets en matière textile, cordages, toiles de marquises, stores, bâches, etc., qui, exposés forcément à l'air, se brûlent et se pourrissent assez facilement, vous me rendriez et me permettriez de rendre autour de moi de vrais services.

R. — L'immersion de ces objets dans un bain de sulfate de cuivre (vitriol bleu), leur donne un accroissement de durée déjà très appréciable.

Un ingénieur des arts et manufactures, M. Aug. Herbert, a fait connaître le procédé suivant qu'il recommande comme très efficace :

« On a, dit-il, signalé récemment dans la presse technique le procédé de conservation des toiles, bâches et cordages, par immersion dans un bain de sulfate de cuivre. Permettez-moi d'appeler votre attention sur un autre procédé bien préférable, qui consiste à traiter les fibres végétales ou les tissus par la liqueur cupro-ammoniacale, seul dissolvant de la cellulose. Cette liqueur bleue, connue sous le nom de réactif de Schweitzer, s'obtient, je le rappelle pour mémoire, en faisant passer à plusieurs reprises de l'ammoniaque sur de la tournure de cuivre.

« Le sulfate de cuivre n'a pas donné des résultats bien merveilleux, mais il est clair que sa présence dans un tissu le protège pendant quelque temps. La liqueur cupro-ammoniacale modifie l'état des fibres ; on conduit l'opération de manière qu'il n'y ait pas de dissolution. Les fibres deviennent imperméables et imputrescibles ; la réunion de plusieurs fibres est imperméable pourvu qu'elles soient assez serrées, leur résistance n'est pas altérée.

« On peut d'ailleurs traiter les papiers et les cartons de la même manière et les rendre imperméables et imputrescibles.

« Ce procédé, en usage depuis une dizaine d'années en Angleterre, y a donné d'excellents résultats.

Q. — J'ai à défendre tous les ans mes plates-bandes et mes pots de fleurs contre les cafards, les grillons, les vers de terre, et le succès répond fort mal à mes efforts. Quelle méthode me conseilleriez-vous ?

R. — Quand les cafards et les grillons infestent une plate bande, les bâches d'une serre, les bacs ou les pots dans lesquels végètent des plantes, il faut, pour les détruire, semer dans les trous où ils séjournent un mélange de sucre et de borax.

Prenez deux parties en poids de sucre bien pulvérisé et une partie de borax, mélangez intimement, et jetez-en une pincée dans chaque trou.

Quand les lombrics ou vers de terre attaquent les pots et les bacs des plantes, arrosez avec une solution de camphre dans l'eau. Le camphre ne se dissout pas directement dans l'eau ; aussi pour préparer l'eau camphrée a-t-on recours à un *détour* chimique. On fait dissoudre un morceau de camphre dans l'alcool et quand le liquide est saturé, on y ajoute de l'eau, environ dix parties contre une d'alcool camphré. Après quelques jours, trois ou quatre, on filtre la liqueur à travers un linge et on est en possession de l'eau camphrée.

Q. — Le mois de mai est le mois des fleurs, et celles-ci, dans nombre de plants, sont bientôt suivies de leurs fruits ou semences. Tous les ans, je recueille des semences pour la saison suivante ; mais ces semences, très souvent, ne me rendent que des produits dégénérés ? A quoi pensez-vous que cela tienne et que devrais-je faire, à votre avis, pour remédier à ce mal ?

R. — Quand on veut améliorer ou seulement maintenir en bon état de production les espèces végétales, la première condition à réaliser, c'est d'écarter tous les sujets faibles ou défectueux.

Voici un fait récemment narré dans la *Revue scientifique*, qui pourra vous guider :

« Un botaniste anglais nota, en 1883, entre plusieurs plants de tomates, l'un qui paraissait moins vigoureux que les autres, et chez lequel il y avait plus de fruits pourris.

« Il prit à ce plant quelques graines, en ayant soin de les choisir parmi les fruits sains. Il en prit également aux plants robustes voisins. L'année suivante les deux catégories de graines furent semées. La différence qui existait entre les plants parents fut encore plus nette entre les descendants. C'était au point que l'on eût douté que la variété fût la même. L'expérience continua en 1885 et 1886, avec le même résultat : en 1886, la descendance du plant malade n'avait atteint à la même date que le quart des dimensions de la descendance du plant sain. Les résultats furent identiques, quant, au lieu de prendre des graines mûres des plants malades, on prit des graines encore inaptes à se développer, provenant de plants sains. Dans l'un, comme dans l'autre cas, on ne recueillit que des fruits petits, chétifs, avortés ou facilement sujets à pourriture. D'où la conclusion que la vigueur est une chose héréditaire, comme la faiblesse, fait déjà connu, mais que l'on ne saurait trop souvent mettre en lumière, et que la vigueur

des parents n'est pas un garant de celle de leur descendance, si les semences n'ont pas atteint leur parfaite maturité. »

Q. — Croyez-vous qu'il soit possible, et alors comment, de guérir un fût de bière aigre ?

R. — On rétablit la bière aigre, en mettant dans le tonneau qui la contient une certaine quantité de bol d'Arménie (terre bolaire), bien broyé, — qu'on y laisse séjournier jusqu'à ce que la liqueur ait complètement perdu son aigreur.

On transvase ensuite dans un autre fût bien propre, — et l'on ajoute du vin de drèche, avec quelques poignées de houblon.

Autre moyen qui réussit également :

Peut-on se procurer, chez un brasseur, du résidu de fabrication de bière forte ? — On le mêle avec un tiers de bonne levure, et on laisse quelque temps ce mélange devant le feu ; — après quoi, on l'introduit dans la bière à traiter.

A défaut de levure, on y supplée avec du levain, du miel ou de la mélasse.

La levure elle-même est-elle vieille, quoique non encore altérée ? — En ce cas, il faut y ajouter un peu d'eau chaude et du sucre.

Q. — Avec quel bois et par quels moyens, peut-on faire de l'ébène imité ?

R. — Plonger dans un bain d'acide sulfurique ou de vitriol, des lames de bois de chêne et les en retirer après une demi-heure de contact. — Les surfaces se trouveront recouvertes d'une espèce de crasse jaunâtre ; le bois aura l'apparence d'avoir été brûlé, et cette teinte noirâtre aura pénétré intérieurement, en rendant le grain plus serré.

Frottez ensuite les morceaux de bois teints, — à plusieurs reprises, — avec de l'essence de térébenthine : ils deviendront plus durs, plus compacts, plus foncés et mieux aptes à recevoir le poli.

On pourrait de même noircir des meubles en chêne : il faudrait seulement les imbiber fortement de vitriol, à l'aide d'un pinceau d'amiante. On procéderait, pour le reste, comme ci-dessus.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 1 junii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DU SACRÉ-CŒUR : L'HUMILITÉ
CHRÉTIENNE

*Discite a me quia mitis
sum et humilis corde.*
(Math. xi, 29.)

Il n'est point de vertu dont Notre-Seigneur ne nous ait donné le précepte et l'exemple ; et seul entre tous les législateurs et tous les docteurs de morale, il a instruit encore mieux par ses exemples que par ses discours. Toutes ses paroles, toutes ses actions, ne respirent que la vertu la plus pure. Mais entre toutes les vertus qui éclatent dans la personne du Sauveur, l'humilité tient le premier rang. *Discite a me quia mitis sum et humilis corde.* Nommer l'humilité, c'est dire le secret de la vie du Cœur de Jésus. Jésus n'en est pas seulement le docteur, il en est le type et la perfection. Qui dit Jésus, dit l'humilité même, tant il est vrai qu'il l'a épousée, qu'il l'a aimée, qu'il l'a portée jusqu'aux derniers excès. De la crèche à la croix, que de traits d'humilité à Bethléem, à Nazareth, en Égypte, au désert, au jardin des oliviers, sur le Calvaire ! Enfin l'autel dépasse la croix par l'humilité qu'il révèle, car tous les prodiges d'abaissement réalisés par le Cœur de l'Homme-Dieu s'éternisent dans l'Eucharistie et s'y résument comme dans un anéantissement plus complet encore. L'humilité est donc comme le fondement des vertus de Jésus, la pensée dominante de toute sa vie, l'âme de ses actes, et pour ainsi parler, le cœur de son Cœur. *Discite a me quia mitis sum et humilis corde.*

Il faut donc que l'humilité soit bien agréable et bien essentielle dans l'ordre du salut, puisque Jésus-Christ, la sagesse même, l'a choisie parmi toutes les vertus pour en être spécialement le maître et le modèle. Et cependant, dans le siècle où nous sommes, l'humilité n'est presque plus connue et pratiquée. Les uns croient qu'elle n'est point une obligation rigoureuse et la regardent comme une vertu de simple conseil ; les autres l'accusent de rétrécir l'esprit et le cœur et la renvoient aux âmes basses et rampantes. Montrons l'humilité sous son véritable aspect et disons que c'est une vertu indispensable et une vertu honorable. Naturelle nécessité de l'humilité chrétienne, avantages et grandeurs de l'humilité chrétienne, tel est le fonds et le partage de ce discours.

I

Qu'est-ce que l'humilité ? C'est le jugement vrai, juste que nous portons de nous-mêmes, et d'après lequel nous ne nous attribuons que ce qui nous est légitimement dû. Or, qu'est-ce qui nous est dû en rigueur et en justice ? Que sommes-nous par notre nature ? Néant quant au corps et quant à l'âme ; tout ce que nous possédons, qualités physiques ou morales, vertus surnaturelles ou naturelles, tout cela est la propriété divine : Qu'avez-

vous, dit S. Paul, que vous ne l'avez reçu, et si vous l'avez reçu, pourquoi vous en prévaloir comme si vous ne l'aviez pas reçu : *Quid autem habes quod non acceperis ? Si autem acceperis quid gloriaris quasi non acceperis ?* (I Corinth., iv, 7.)

A Dieu donc l'honneur et la gloire, à nous ce qui appartient au néant, à ce qui n'est pas, c'est-à-dire l'oubli. Cela est parfaitement juste ; voilà le fondement de l'humilité. Que sommes-nous par notre volonté ? Pécheurs, rebelles à Dieu. Or, que méritent des enfants ingrats ? Le châtement, le mépris. Il faut donc que nous acceptions les humiliations et les peines de cette vie comme une chose qui nous est due justement à cause de nos péchés. Second fondement de l'humilité. Ainsi néant, péché, voilà notre propriété : mépris, châtement, voilà nos droits. Cela est clair, évident. Mais remarquons qu'on n'est pas humble parce qu'on a compris cette vérité ; elle était connue des philosophes de l'antiquité et ils étaient orgueilleux parce que la vue de leur néant n'excitait en eux que des défits amers, une insolente révolte. L'humilité, qui est une vertu propre au christianisme, a son siège dans la volonté ; elle nous fait accepter volontiers ce que nous méritons, comme une chose qui nous convient justement. D'où il suit que l'humilité est une vertu fondée sur la vérité connue, aimée, appréciée dans toutes ses conséquences par amour de l'ordre et de la justice. D'où il suit encore que plus un chrétien est humble, plus il est dans le vrai, plus il est juste, saint, parfait.

Lorsque nous lisons dans les épîtres de S. Paul ou dans la vie des saints, qu'ils se regardaient comme la boue et la balayure du monde ; qu'ils s'estimaient indignes de voir le jour, et dignes de tous les mépris et des mauvais traitements, nous sommes tentés de regarder ce langage comme une exagération. Mais l'exagération est un mensonge, et Dieu ne peut récompenser le mensonge. Les saints se rendaient justice, et ils étaient d'autant plus agréables à Dieu, qu'ils se rendaient justice plus rigoureusement. Chose étonnante, pour être saints, grands, parfaits, on ne demande qu'une seule condition, de n'être ni usurpateurs et injustes. La chose est bien facile, direz-vous ! Facile, vous vous trompez, c'est l'héroïsme de la vertu. Le péché originel nous a tant dégradés que nous avons une peine incroyable à ne pas attenter aux droits du Souverain Maître et à ne pas envahir son domaine. Reste à ta place, dit le Seigneur, sois juste, rends à Dieu ce qui est à Dieu, à la créature ce qui est à la créature, et tu es saint à mes yeux, et je te ferai asseoir dans mon royaume sur un trône immortel. Mais comment se croire petit et méprisable quand on ne peut se dissimuler qu'on fait de grandes choses ? Dites que Dieu fait de grandes choses et qu'il faut admirer sa sagesse, sa puissance, qui opère continuellement des merveilles avec des instruments méprisables. L'humilité consiste à ne pas s'attribuer la

gloire de Dieu. Il est souverainement juste que toute la gloire revienne à celui qui est l'auteur de tout bien. Quand on nous donne des louanges, on se trompe. C'est une injustice faite à Dieu, nous devrions en être confondus, un homme d'honneur ne veut pas être loué d'une action qu'il n'a pas faite : l'humilité n'est pas autre chose que la vérité, la justice. Dès lors on comprend que Jésus-Christ a dû faire de l'humilité le fondement et la base de sa doctrine. Sans l'humilité, il est impossible d'être chrétien. Qu'est-ce qu'un chrétien ? C'est un être qui, se reconnaissant déchu, dégradé, s'efforce de remonter à son état primitif, non par ses propres forces, mais par la médiation du Verbe incarné. Tant qu'il refuse de confesser sa misère, Dieu le laisse dans le néant, dans sa corruption ; alors il est petit, vil, méprisable ; mais vient-il à la confesser, et à implorer le secours du médiateur, Jésus-Christ le prend par la main et le conduit devant le trône de son Père. Et ainsi par l'humilité, il devient grand, car cette vertu est la source de la véritable grandeur ¹.

II

Le monde ne comprend pas cette doctrine sur l'humilité, parce qu'il est plongé dans l'illusion et le mensonge. Dans l'orgueil, il voit de la grandeur, dans l'humilité, il ne voit que bassesse. Demandez à la plupart des mondains ce qu'est un chrétien humble. Ils vous diront : un homme qui a des goûts bas et rampants, dont les idées sont sombres et mystiques, un homme à qui la dévotion a ôté tout sentiment de sa dignité, toute force, toute énergie pour les grandes actions. Or, c'est précisément le contraire qui est la vérité. L'orgueilleux est le jouet de ses passions, l'esclave, l'adulateur de ceux à qui il demande les honneurs et la fortune ; où il s'enfouit dans le fumier de la vanité, où il s'enfonce dans la boue des passions. Le chrétien, au contraire, qui a la connaissance de sa misère, n'est jamais séparé de la connaissance de la grandeur de son Dieu, il n'a rien de son fond, il ne s'attribue rien ; il sait que Dieu l'a créé pour sa gloire, qu'il lui a donné une destinée glorieuse ! Il se voit comme chrétien placé à une hauteur suprême ; loin de ramper devant une vile créature, il croirait se dégrader s'il obéissait à un ange ou à un séraphin qui lui demanderait quelque chose. Il ne relève que de Dieu seul. Mais il sait que Dieu a des organes ici-bas. La volonté divine lui est-elle manifestée par ceux qui en ont mission, il court, il vole où Dieu l'appelle ; il ne considère dans celui qui commande au nom du Très-Haut, ni les vertus, ni les talents, ni les qualités personnelles ; il ne veut que l'autorité dont il est revêtu ; pourvu que le commandement du ministre ne soit pas en opposition avec celui du maître, le chrétien humble et docile baisse la tête et plie sous le joug. — De plus, le chrétien qui a la vraie humilité se rappelle sans cesse qu'il

a été créé par Dieu et qu'il doit retourner à Dieu. Plein de cette pensée, il n'estime pas plus les biens de ce monde qu'il n'en redoute les maux. Voyageur d'un jour sur cette terre d'exil, rien de ce qui passe ne saurait le fixer ; il laisse les amateurs du mensonge se fatiguer à la poursuite des richesses et des plaisirs ; lui s'affranchit de toutes les entraves qui couperaient l'essor d'un cœur noble, ferme, élevé ; son âme s'envole à la recherche des biens célestes et immortels. Aussi parcourez les annales de l'histoire, surtout depuis l'établissement du christianisme, quels sont les hommes qui ont fait le plus d'honneur à l'humanité par leurs lumières, leurs vertus, la noblesse de leur caractère ? Ne sont-ce pas ceux qui ont excellé dans l'humilité ? Il était humble l'ardent S. Augustin, et toutefois, quel génie perçant, quelle profondeur dans ses doctrines, quels flots de lumière il répand sur les questions les plus difficiles ! Il était humble, l'incomparable S. Bernard, ce prodige d'éloquence dans un siècle de barbarie. Cet homme d'une trempe vigoureuse, et dont les immortels écrits font encore aujourd'hui l'admiration de ceux qui savent lire et penser. Pour ne rien dire de S. François de Sales, S. Vincent de Paul, il était humble, le grand apôtre des Indes, S. François Xavier ; quel homme cependant déploya plus de magnanimité et d'héroïsme ? Voilà comment l'humilité chrétienne dégrade l'homme, l'avilit.

Que dis-je ? C'est dans l'humilité chrétienne elle-même que les saints trouvent le principe de leur force et de leur grandeur, tandis que l'orgueil, remplissant l'homme de vent et de fumée, aveugle l'âme et la laisse sans forces dans les positions difficiles ; l'humilité, en l'abaissant aux pieds du Souverain Maître, la dispose à recevoir les plus riches dons du ciel. Nous ne sommes rien par nous-mêmes, mais le moyen de sortir de notre néant, c'est de nous attacher à Dieu en faisant l'humble aveu de notre impuissance. Par là, nous nous élevons, nous devenons en quelque sorte semblables à Dieu, forts de sa force, tout-puissants de sa toute-puissance. Au contraire, Dieu à qui appartiennent tout honneur et toute gloire, résiste aux superbes ; il les abandonne à eux-mêmes, à leur néant, leurs œuvres sont frappées de stérilité et d'impuissance. La gloire appartient tellement à Dieu qu'il ne la cède jamais. Toutes les fois qu'il se propose d'opérer sur la terre de grandes merveilles, il veut que sa main puissante paraisse seule. Les instruments qu'il choisit pour l'exécution de ses desseins ne sont pas de ceux que l'homme juge propres aux grandes entreprises ; on ne manquerait pas de leur attribuer une partie de la gloire que le Très-Haut se réserve exclusivement. Toutes les fois que Dieu a voulu faire un grand ouvrage, il a toujours bâti sur le néant. L'Eglise, la plus admirable de ses œuvres, n'a pas été établie sur un autre fondement. Et dans toute son histoire, nous ne trouvons pas un seul personnage qui ait fait des choses importantes et durables pour la gloire de Dieu par les

¹ D'après le P. Millet.

moyens que suggèrent la puissance et la sagesse humaine¹.

III

Mais l'humilité n'est pas seulement le principe de toute grandeur, elle est encore la source de toute sainteté. Elle est le fondement, la sauvegarde et la perfection des autres vertus, d'après ce bel éloge qu'en fait S. Bernard : *Humilitas virtutes alias accipit, acceptas servat, servatas consummat*. Sans l'humilité, les autres vertus sont nulles ou défectueuses. Sans elle, la foi chancelle et périt. Pour croire, en effet, il faut soumettre notre raison à l'autorité qui enseigne, mais notre raison indépendante rejette avec hauteur toute croyance qui veut s'imposer à elle; pour croire, il faut adorer des mystères inaccessibles aux lumières de notre esprit, et notre esprit est ennemi du mystère; pour conserver sa foi, pour la rendre toujours agissante, il faut braver les dédains du monde, affronter le sarcasme, subir le mépris et peut-être la persécution, l'humilité seule en donne le courage et foule aux pieds tout respect humain. Sans l'humilité, l'espérance s'affaiblit et s'éteint, la charité reçoit de fréquentes atteintes et des atteintes mortelles, car les plus grands ennemis de la charité sont l'égoïsme, la jalousie et la médisance; tous les trois sont enfants de l'orgueil. La douceur et l'humilité sont les gardiennes de la charité, dit S. Augustin. *Milem esse et humilem charitatis conservatis est*. Sans l'humilité, la chasteté va heurter contre de funestes écueils et fait parfois d'effrayantes naufrages. — Saint Paul, en signalant l'orgueil comme la cause des chutes grossières dans lesquelles sont tombés les anciens philosophes, ne laisse aucun doute sur la nécessité de l'humilité pour nous conserver chastes. Dans les tentations contre la sainte vertu, c'est presque toujours la présomption qui rend infidèle. Si vous voulez étudier votre propre cœur et les causes de vos chutes, votre propre expérience vous dira qu'ici vous péchez plus par présomption que par faiblesse! Le cœur humble reste pur parce qu'il est vigilant et qu'il se méfie de ses propres forces; à l'approche du danger, à la présence d'une pensée suspecte, il tremble, il prie, il appelle la Ste Vierge à son secours; il rejette promptement, généreusement, et il triomphe. Le présomptueux, au contraire, se croit fort; il compte sur ses bonnes dispositions, sur son horreur du péché, sur son amour de la vertu; il brave le danger et il succombe presque toujours. Pour résumer tout en un mot tout l'édifice de notre sanctification, s'il n'a pour base une profonde humilité, est comme une maison bâtie sur le sable mouvant et que le moindre souffle ébranle et renverse de fond en comble. En vain nous efforcerons-nous d'élever cet édifice ou de le relever lorsqu'il aura croulé; en vain veillerons-nous avec un soin particulier à la garde de notre âme, si Dieu ne nous aide de son puis-

sant secours, s'il ne nous couvre de sa salutaire protection, tous nos efforts seront infructueux, toute notre vigilance sera stérile : *Nisi Dominus adificaverit domum. in vanum, laboraverunt qui edificavit eam; nisi Dominus custodierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam*. (Psalm. xxvi). En effet, sans la grâce divine, nous sommes incapables d'opérer notre salut, incapables d'observer les saints commandements, incapables de pratiquer les vertus chrétiennes. Or, c'est aux âmes humbles que Dieu donne ses grâces spéciales; c'est aux âmes qui sont bien pénétrées de leur néant, qui se défient d'elles-mêmes, qui mettent toute leur confiance dans sa miséricorde, c'est à celles-là que le Seigneur prodigue ses dons, ses faveurs les plus précieuses; c'est sur celles-là qu'il répand l'abondance de ses bénédictions. Quant aux esprits orgueilleux, Dieu leur résiste, dit l'Écriture; il les repousse; il les maudit, il les livre à leur sens réprouvé et à la corruption de leur cœur; *Deus resistit superbis, humilibus autem dat gratiam*. (Jac. iv, 6). Voulez-vous donc être enrichis des grâces célestes? Voulez-vous devenir de fervents chrétiens, voulez-vous enfin assurer votre salut éternel? Soyez humbles, sincèrement humbles, profondément humbles, humbles d'esprit et de cœur : cela suffira pour que Dieu vous élève, par un effet de son infinie miséricorde, à la sainteté et à la perfection. Aussi les Pères de l'Eglise regardent-ils l'orgueil comme un signe manifeste de réprobation, et l'humilité comme une marque presque infaillible de prédestination éternelle : *Aperte cognoscimus*, dit S. Grégoire-le-Grand, *quod evidentissime reproborum signum est superbia, et contra humilitas electorum*,

O mon Dieu, o mon Sauveur, doux et humble de cœur, je comprends maintenant pourquoi vous nous invitez avec tant d'insistance à être humbles. Sans l'humilité, nous donnerions dans les plus grands égarements; avec l'humilité, nous posséderons toutes les vertus. Nous voulons donc être humbles; mais comment pourrions-nous le devenir, si vous-même ne nous aidez à triompher de notre orgueil, si vous-même ne mettez l'humilité dans nos cœurs? Faites-nous aussi comprendre que nous ne serons grands qu'en proportion que nous aurons été petits à nos propres yeux; que vous êtes inaccessible aux hommes qui veulent s'élever, qu'on ne s'approche de vous qu'en s'abaissant; faites qu'en renonçant aux vues humaines, nous n'ayons d'autre ambition que de vous plaire; faites que nous-mêmes soyons oubliés à jamais afin que vous seul, o Roi du ciel, vous régniez dans tous les cœurs. O Jésus, qui le premier apprîtes à la terre l'excellence et le nom même de l'humilité; o Fils de Dieu! anéanti jusqu'à devenir le fils de l'homme, vous avez bien le droit de nous commander l'humilité, vous qui nous la prêchez par vos exemples. Bénissez donc la résolution que nous prenons à être humbles, et rendez-nous cette vertu facile par votre grâce.

¹ D'après le même.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

*Sacrée Pénitencerie.*SOLUTION CONCERNANT LES JUGES CIVILS EN
MATIÈRE DE DIVORCE

La décision que nous allons transcrire, concerne directement ou immédiatement les confesseurs, médiatement ou indirectement les juges. Après les efforts tentés en France pour réduire à l'état de lettre morte les déclarations du saint Office en date du 25 juin 1885 (*Ami du Clergé* p. 615) et du 26 mai 1886 (ib. p. 399), elle ne manque pas d'importance. On y voit que le Saint-Siège ne songe nullement à revenir sur ses décisions.

Eminentissime Domine,

Judex quidam Gallus, olim theologiæ cultor, confessarium adit, variisque peccatis mortalibus declaratis subjungit : « De sententiis a me latis in materia divortii civilis nihil est quod dicam. » Pater. Soleo enim divortium civile declarare quotiescumque adsunt motiva gravissima sive ex parte mea, sive ex parte eorum qui ad me causam deduxerunt. — « Planè actum, repunit sacerdos, neque decisionem legisti qua nuper (27 maii 1886) congregatio generalis S. Romanæ et Universalis Inquisitionis iudices ita agere vetuit. » — « Imo, hanc planè novi, Pater, neque tamen me peccasse existimo propter sequentes rationes : 1^o Novisti et tu, Pater, responsum nomine SS. Pontificis Gubernio Belgii recentius datum a nuntio apostolico. Porro actus in Belgio toleratus et in Gallia tolerari potest, re currentibus iisdem circumstantiis, nisi certo afferatur prohibitio positiva SS. Pontificis, quæ per simplicem approbationem decreti SS. Officii minime constituitur; 2^o Non concordant Theologi circa hujusmodi decisionum valorem; 3^o Denique, et hic est rei præcipuit cardo, in positione capite sanctissimo damnato (27 maii 1886) ne unum quidem verbum legitur de gravissimis rationibus quæ sive ex parte postulantium occurrere poterunt. Quum igitur opinionibus vere probabilibus liceat uti, et rite dispositus, ut confido, peccata mortalia tibi declaraverim humilis te rogo, Pater, absolutionem mihi impertire velis, ad quam ex omnium doctrina jus habeo. »

Confessarius adlaborat ut pœnitentem inducat ad deponendum talem sententiam, sed frustra. Aliunde rationibus, quas protulit iudex, motus non audet sententiam suam illi imponere et pœnitentem absolutum in pace demittit.

Quæritur utrum confessarius recti egerit?

An absolutionem denegare debuisset?

Eminentissimi DD. Eminentię Vestrę,

Humillimus obsequentissimusque servus in X^o.

B. CAZENEUVE, S. J.

R. — Sacra Pœnitentiaria mature consideratis expositis respondet confessarium teneri circa quæstionem propositam iudices dirigere juxta recentes declarationes a S. Sede editas.

Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria, die 4 aprilis 1887.

R. Card. MONACO, P. M.

La consultation porte directement et immédiatement sur la manière dont le confesseur s'est comporté à l'égard du juge, son pénitent. *A-t-il bien agi en donnant l'absolution? Devait-il, au contraire, la refuser? (a)*

Mais elle porte médiatement ou indirectement sur le sentiment exprimé par le pénitent; et, dans la réalité, c'est là son objet principal. En effet, le confesseur, bien que convaincu que le juge devait se former la conscience sur les deux déclarations données pour la France, crut devoir accepter, comme base de sa conduite envers le juge, le sentiment de celui-ci. Il crut que c'était le cas d'appliquer la solution donnée en ces termes par saint Alphonse de Liguori :

« Le second sentiment, qui est le sentiment commun et celui qu'on doit suivre, est que le confesseur a, non-seulement la possibilité, mais le devoir *sub gravi* d'absoudre le pénitent qui veut suivre une opinion probable, bien que l'opinion opposée paraisse plus probable au confesseur. » (Op. mor. l. 6, n^o 604.) Et ainsi, il agissait bien, si l'opinion du juge n'était pas probable. Demander s'il avait bien agi et s'il n'aurait pas dû refuser l'absolution, c'était donc, équivalement, demander si l'opinion du juge était probable ou ne l'était pas, pas assez du moins pour permettre au confesseur de l'absoudre. (b)

Nous verrons, par la réponse, que la S. Pénitencerie a ainsi compris le sens de la question.

Or, quelle était l'opinion du juge? C'était qu'en prononçant le divorce (on suppose évidemment le mariage valide aux yeux de l'Eglise) quand il y voyait de graves motifs, soit pour lui-même, soit pour les parties, il n'avait point péché quoiqu'il fût en opposition avec la déclaration du 27 mai 1886 : ainsi s'en exprime-t-il dans l'exposé qu'il fait de son cas. Et, de fait, toute son argumentation tend à prouver que cette déclaration du 27 mai 1886 ne saurait valoir contre sa manière d'agir. Ses arguments, classés sous trois numéros, sont, en réalité, au nombre de quatre : le premier numéro en comprenant deux qui sont distincts, bien que s'enchaînant l'un à l'autre.

Le premier argument (n^o 1) est basé sur la déclaration donnée au ministère belge et sur ce que le Saint-Siège tolérerait en Belgique la conduite des juges qui prononcent le divorce dans les mêmes conditions où ce juge le fait en France : ce qui est toléré en Belgique, doit être aussi toléré en France. — Nous n'avons pas à critiquer l'argument, mais seulement à en donner le sens, pour bien fixer quelle était l'opinion du juge. Disons seulement, en passant, que nous ne sommes pas en Belgique, mais en France, et que les deux déclarations du 25 juin 1885 et du 27 mai 1886 sont données pour la France.

Le second argument (n^o 1) destiné à infirmer la

déclaration du 27 mai 1886 est que cette déclaration ne serait pas revêtue de la sanction pontificale et que l'approbation par le Pape du décret du Saint-Office ne suffirait pas à lui donner la valeur d'une prohibition positive. — Disons encore, sans y insister, que tout décret du S. Office approuvé par le Pape a une valeur absolue et irréfragable.

Le troisième argument (n° 2) met en doute la valeur de la même déclaration en se fondant sur le désaccord des théologiens à ce sujet.

Le quatrième argument (n° 3) fait valoir contre ladite déclaration un cas de nullité intrinsèque : la pièce ne visant aucunement les graves raisons qui peuvent, de la part du juge ou des parties, exiger qu'on prononce le divorce.

De ces arguments du juge et de l'exposé de sa thèse, il ressort clairement que son sentiment est que la déclaration du 27 mai 1886 qui défend au juge de prononcer le divorce, quand le mariage est valide aux yeux de l'Eglise, n'est pas une règle qu'il doive nécessairement suivre et que son confesseur soit rigoureusement tenu de lui appliquer.

Le sens de la question posée à la S. Pénitencerie se précise ainsi de plus en plus. Il s'agissait, en dernière analyse, de savoir *si c'était une opinion assez probable pour permettre au confesseur d'absoudre le juge, que la décision du 27 mai 1886 ne s'imposait ni au juge pour sa conduite, ni au confesseur pour l'absolution de son pénitent (c).* C'est à ce résultat que nous sommes arrivés en dégagant les données implicitement renfermées dans la consultation (comprenez les formules *a, b, c*). Et la meilleure preuve que nous ne sommes pas égarés dans nos déductions, c'est que la S. Pénitencerie a résolu la question exactement comme si elle avait été posée dans les termes de la dernière formule (*c*). Voici en effet la solution :

« Le confesseur est tenu, au sujet de la question posée, de prendre pour règle avec les juges les déclarations récemment émanées du Saint-Siège, » c'est-à-dire, puisqu'il s'agit d'un juge français jugeant en France, les deux déclarations données pour la France.

Notons que cette réponse ne dit pas si le confesseur a bien ou mal agi en donnant l'absolution au juge : l'acte, subjectivement pris, a pu n'être pas coupable. Mais elle dit assez clairement que sa condescendance, objectivement prise, n'est pas conforme à la vérité. Et voilà ce qu'il importait de savoir.

Nous devons en conclure, par voie de conséquence, que l'opinion du juge qui ne se croit pas lié par la déclaration du 27 mai 1886 n'est pas assez probable pour qu'on doive ou qu'on puisse l'absoudre, et que malgré les raisons qu'il donne à l'encontre, la déclaration du 27 mai 1886 conserve toute sa vigueur.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Les théologiens enseignent communément que les saintes espèces sont substantiellement altérées quelques minutes après la communion et qu'elles le sont certainement un quart d'heure après la messe.

Le fait a paru douteux ici, eu égard au phénomène suivant dont j'ai été témoin 5 ou 6 fois.

Un prêtre souffrant d'une dilatation notable de l'estomac et condamné par la médecine à procéder de temps en temps au lavage de l'estomac, au moyen du tube du docteur Fauchet..., ayant dû faire cette opération d'abord une 1^{re}2 heure, ensuite 3^{qu}4 d'heures et enfin plus d'une heure après la sainte messe, a constamment rejeté des fragments considérables de la sainte hostie, conjointement avec l'eau qui avait servi à opérer le lavage.

Les parcelles représentaient environ une moitié de l'hostie dans les premières opérations. Naturellement ces parcelles étaient tout imprégnées des sucs gastriques et apparaissaient pelotonnées : toutefois en retombant dans la cuvette elles se développaient et reprenaient l'aspect naturel d'un fragment d'hostie.

Que fallait-il faire de ces parcelles ? Y avait-il obligation stricte de les traiter avec révérence ? Était-il seulement convenable de les traiter avec décence ? Pouvaient-on n'en faire aucun cas ?

Je vous serais obligé à nouveau si vous vouliez bien avoir la bonté de faire connaître votre avis sur ce cas qui, à mon avis, ne doit pas être absolument rare, attendu que d'après les observations médicales récentes, la dilatation de l'estomac jadis méconnue, est une des formes les plus fréquentes des maladies de l'estomac.

R. — Ces parcelles devaient être traitées avec la même révérence que si elles avaient été rejetées immédiatement après la communion. Ce n'est pas le temps, mais l'action de l'estomac qui corrompt les saintes espèces. Or, dans ce cas, l'estomac est demeuré presque sans action sur elles ; elles n'ont point été corrompues.

En assignant le temps qui suffit ordinairement à la corruption des saintes espèces, les théologiens n'omettent pas de remarquer que ce temps varie avec les estomacs. L'expérience ci-dessus relatée confirme cette remarque.

Il faut donc, dans des cas semblables, se régler non sur le temps qui ne fournit qu'une présomption, mais sur la réalité concrète du fait.

Q. — Peut-on, pour la célébration du saint sacrifice de la messe, se servir de cierges quelconques achetés chez des négociants, lesquels assurent vendre de la vraie cire ?

R. — Nous avons déjà traité cette question plusieurs fois ; et il faut croire qu'elle est bien pratique, puisque nos confrères y reviennent si souvent. Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit, c'est que les cierges, pour la sainte messe, doivent être de cire. Par conséquent vous devez vous assurer si l'on vous vend de la vraie cire.

On nous a déjà objecté que nous sommes plus sévères que la rubrique du Missel, qui se contente de demander deux candélabres, avec deux chandelles allumées de chaque côté de l'autel.

« ... Super altare collocetur crux in medio, et

candelabra saltem duo cum *candelis* accensis hinc et inde in utroque ejus latere ». (Rubricæ generales Missalis, Tit. 20). Or,

Cela est vrai. Mais tous les liturgistes sérieux interprètent le mot *candelis* dans le sens des chandelles en cire.

Du reste, nous avons mieux que le sentiment des liturgistes, nous avons la rubrique elle-même et les décrets de la sacrée Congrégation des Rites.

D'abord, la rubrique elle-même regarde comme un défaut dans les choses requises par la sainte messe, s'il n'y a pas des luminaires en cire :

« Possunt etiam defectus occurrere in ministerio ipso, si aliquid ex requisitis ad illud desit...; si non adsint luminaria cerea ». (De defectibus circa missam occurrentibus, Tit. x. n. 1.)

En outre, la S. Congrégation des Rites a confirmé deux fois cette interprétation, la première fois en 1843, sur la demande et même sur les instances de Mgr l'évêque de Marseille, de quelques autres évêques, et d'un grand nombre de fabricants de cierges. Peut-on se servir des nouvelles chandelles de stéarine, *novarum candelarum ex stearina confectarum*? La sacrée Congrégation répondit :

« Consulantur rubricæ » (16 septembre 1843-n. 4975.)

La seconde fois, sur la prière de l'évêque de Charlottetown (nouvelle Bretagne), Sa Grandeur exposait que dans son diocèse on avait coutume de se servir de chandelles de suif, *candelas ex sebo confectas*, coutume qui s'était établie par suite de la pauvreté des églises et par le prix élevé de la cire dans ces contrées. En conséquence, il priait Sa Sainteté de l'autoriser à conserver cette coutume. Pie IX ne consentit pas et le chargea d'éliminer cet abus, *curante Amplitudine tua; inductus abusus adhibendi candelas ex sebo eliminetur* », (18 décembre 1857, n. 5255.)

D'après ces décrets, la pensée du Saint-Siège est donc manifeste.

Nous avons montré d'ailleurs qu'en pratique le Saint-Père était très sévère sur ce point dans la ville de Rome. Il exige de la cire pure, et inflige des peines aux prêtres et aux marchands de cire qui violeraient sa défense :

» 1^o Nous défendons sous des peines dont nous réservons la détermination, à tous les supérieurs des églises et des établissements pieux de Rome et des alentours, de se procurer et de brûler de la fausse cire pour quelque cérémonie que ce soit.

2^o. Nous défendons aux marchands de cire, de vendre cette fausse cire pour l'usage des églises, les funérailles et les services funèbres, sous peine de 1 franc d'amende par livre, et d'une amende double en cas de récidive, etc. »

Q. — 1^o Un enfant, qui a été ondoyé, est arrivé à l'âge d'adulte, sans que les cérémonies aient été suppléées, où faut-il prendre les cérémonies ? dans le baptême des enfants, ou dans le baptême des adultes ?

2^o Peut-on donner la sainte communion à plusieurs personnes en ne disant qu'une seule fois la formule : *Corpus Domini*. Et cela parce que les communians sont très nombreux.

3^o Le 1^{er} dimanche de Carême, nous avions dans notre Ordo un double simplifié : devait-on en faire mémoire par la lecture de sa légende à la 9^e leçon ?

4^o A la fête du St Nom de Jésus, double de 2^e classe, nous avions occasionnellement St Marcelle, semi-double. Ne fallait-il pas faire mémoire de ce saint à Laudes et à la messe privée ?

5^o Dans notre diocèse, il n'y a rien de fixé pour le moment où l'on doit sonner les cloches dans un baptême. Les uns sonnent quand l'enfant sort de la maison paternelle pour venir à l'église ; d'autres, quand il quitte l'église après le baptême ; d'autres enfin seulement pendant les cérémonies du baptême. Quel est le système qui rentre le plus dans l'esprit de la sainte Eglise ?

6^o L'Ordinaire peut-il obliger une association à verser une somme de... pour son agrégation à une archiconfrérie et cela parce que l'église, où est érigée l'archiconfrérie, en a grand besoin ? Sans cette somme, on n'est pas agrégé.

R. — Ad I. On doit prendre les cérémonies et prières qui sont assignées dans le Rituel pour le baptême des enfants. Ce cas a été décidé en 1836 à la demande de Mgr l'archevêque de Rennes. Le Révérendissime prélat avait précisément fait à la S. Congrégation des Rites la même question qui nous est adressée de l'Amérique.

« Quænam servari debent cæremoniæ et preces quæ suppleendæ sunt adulto catholico valide post nativitatem baptisato, sed omissis cæremoniis quæ juxta Rituale Baptismum precedere vel sequi debent; an illæ quæ in Rituali assignantur pro baptismo adutorum, vel quæ pro baptismo infantium? »

La S. Congrégation donna la réponse que nous avons indiquée :

« Cæremoniæ et preces servantur quæ in Rituali assignantur pro baptismo infantium ». (27 août 1836, n. 4780, ad 3.)

La raison en est évidente. Pourquoi supplée-t-on les prières et cérémonies ? Pour compléter celles qui avaient été omises. Or, quelles sont celles qui avaient été omises ? Celles prescrites pour les enfants. Donc.

Ad II. On doit prononcer pour chaque communiant la formule entière : *Corpus Domini*, etc., quel que soit le nombre des communians. La rubrique est formelle et elle ne fait aucune distinction ;

« Quibus verbis tertio repetitis, accedit ad eorum dextram, hoc est, ad latus Epistolæ, et unicuique porrigit Sacramentum, faciens cum eo signum crucis super pyxidem vel patenam, et simul dicens : Corpus Domini nostri Jesu Christi custodiat animam tuam in vitam æternam. Amen » (Ritus servandus in celebratione missæ. Tit. x, n. 6.)

Ad III. On ne devait pas, et même on ne pouvait pas lire la légende de ce saint comme 9^e leçon, car les nouvelles rubriques déclarent qu'on ne lit pas la leçon d'un saint dans les dimanches qui ont un 9^e répons :

« Quæ lectio de Sancto non legitur quando de

eo fit Commemoratio in Dominicis quæ habent nonum Responsorium » (Rubricæ generales. Tit. IX, de Commem., n. 10.)

Or, le premier dimanche de Carême a un 9^e répons. Donc on ne peut pas dire la légende de votre saint double.

Ad IV. A la fête du saint Nom de Jésus, vous deviez faire mémoire de ce saint semi-double, non-seulement à laudes et à la messe privée, mais encore aux premières et aux secondes vêpres, ainsi qu'à la messe solennelle, comme on peut le voir dans les nouvelles rubriques au titre *De Commemorationibus*, n° 7.

Ad V. L'Eglise n'a aucune loi fixant le moment de cette sonnerie, laquelle n'est pas mentionnée au Rituel. L'usage seul peut être consulté pour cela. Toutefois il paraît convenable de sonner soit au moment où la formule sacramentelle est prononcée sur l'enfant, soit après le baptême, pour fêter l'entrée d'un nouveau fils dans la famille de Dieu et de l'Eglise.

Ad VI. Il semble que cette cotisation n'est pas prévue dans les statuts. Ce serait un *subsidium caritativum* en faveur du siège de l'archiconfrérie. Il paraît convenable que, comme dans la primitive église, les fidèles des autres églises aident de leurs aumônes l'église de Jérusalem qui leur avait communiqué la foi, ainsi les confréries agrégées aident l'archiconfrérie de leurs charités. Mais les lettres d'agrégation doivent être délivrées *gratis*.

Q. — Voici une question sur laquelle je vois deux opinions opposées. Quoique la solution ait déjà perdu pour cette année son opportunité, je vous la sou mets pour l'avenir.

Il s'agit de l'Invitatoire du Temps de la Septuagésime et de l'Invitatoire du Temps de la Passion.

A la Septuagésime : In primo versu psalmi *Venite. omittitur Præoccupemus, etc.*

Dans le Temps de la Passion, *omittitur : Hodie, etc.* mais : *ejus loco repetitur Invitatorium.*

Or, de droit, *repetitur Invitatorium*, puisque dans le premier cas il s'agit de la fin du premier verset, et dans le deuxième du commencement du quatrième verset : la question est de savoir si dans le Temps de la Septuagésime, après ces mots : *Deo salutari nostro*, et dans le Temps de la Passion avant ces mots : *sicut in exacerbatione*, on doit dire deux fois l'Invitatoire, ou si la répétition, qui s'en fait toujours après le premier verset et avant le quatrième, suffit.

R. — Voici la manière de régler ces deux invitatoires :

1^o A la Septuagésime. L'invitatoire est : « *Præoccupemus faciem Domini, et in psalmis jubilemus ei* ». Or, au premier verset du psaume *Venite*, on omet la fin, savoir : « *Præoccupemus faciem ejus in confessione, et in psalmis jubilemus ei* », et on la remplace par l'Invitatoire : « *Præoccupemus faciem Domini et in psalmis jubilemus ei* ». Et tout après, on dit : *quoniam Deus magnus, etc.*

2^o A la Passion. L'invitatoire est : *Hodie si vocem Domini audieritis, nolite obdurare corda vestra*. Or, au quatrième verset du psaume *Venite*, on omet les mots ; *Hodie si vocem ejus audieritis,*

nolite obdurare corda vestra, et l'on commence le verset par *sicut in exacerbatione, etc.*

De même, à la fin de ce psaume, on omet *Gloria Patri*, ainsi que la seconde partie de l'Invitatoire : *Nolite obdurare corda vestra*. Par conséquent, après le verset *quadraginta annis*, on dit entièrement l'Invitatoire : « *Hodie si vocem Domini audieritis, nolite obdurare corda vestra* », puis on le répète, et c'est tout.

Q. — 1^o Me trouvant dans une paroisse pour assister à l'enterrement d'un parent, *un jour semidouble*, j'ai dit le matin une messe de *Requiem* pour ce parent, et j'ai pris la messe *In die obitus* avec une seule oraison, bien que le corps ne fût pas présent. Plusieurs confrères étaient là. Les uns étaient de mon avis et disaient que j'avais bien fait : les autres, au contraire, soutenaient que je devais dire la messe quotidienne. Où est la vérité ?

2^o Comment chanter la reprise du *Subvenite* ? Quand on reprend *Suscipientes*, doit-on chanter jusqu'à *Offerentes* seulement, ou bien chanter jusqu'à *Suscipiat te* ?

Pourquoi le Pontifical fait-il reprendre deux fois *Offerentes* ne mettant pas d'astérisque à *Suscipientes*, tandis que le Rituel marque les deux reprises *Suscipientes* et *Offerentes* ?

3^o Disant une messe votive de la sainte Vierge en Carême, je récite d'abord l'oraison de la sainte Vierge ; 2^o celle du Saint dont on fait l'office ; 3^o celle du Saint-Esprit ; 4^o celle de la Férie, et je m'en tiens à ces 4 oraisons. Suis-je dans le vrai ? Ne dois-je pas en ajouter une cinquième, ou ne pas dire celle de la Férie ?

R. — Ad I. Nous pensons que vous avez eu raison de dire la messe *De die obitus seu depositionis*, puisque vous disiez la messe au jour de la déposition, c'est-à-dire de l'enterrement. Nous ne voyons pas les arguments que vos confrères pouvaient alléguer contre votre conduite.

Quant à l'oraison, nous croyons également que vous avez bien fait de n'en dire qu'une seule, attendu que la messe *De die obitus seu depositionis* n'en indique qu'une seule.

Quelles objections vous faisait-on ? Nous l'ignorons, puisque vous ne le dites pas ; mais voici les deux plus fortes qu'on pouvait vous présenter :

Première objection. Il n'y a qu'aux messes de *Requiem* chantées qu'on dit une seule oraison ; les messes basses doivent en avoir plusieurs.

Nous répondons : pourquoi les messes basses en un jour d'enterrement devraient-elles en avoir plusieurs ? Les rubriques générales du Missel l'exigent-elles ? Non. La messe de *Requiem* marquée pour le jour de l'enterrement le dit-elle ? Non. Fait-elle une distinction entre les messes chantées et les messes basses ? Non. Y a-t-il quelque décret qui ait prescrit la pluralité d'oraisons dans ce cas-là ? Pas davantage. Par conséquent il n'y a aucune loi qui fasse une obligation de dire plusieurs oraisons.

Deuxième objection. On ne dit qu'une seule oraison lorsque le corps est présent ; mais dans le cas proposé, il est absent ; par conséquent on doit en dire plusieurs.

Nous répondons : la présence ou l'absence du corps ne fait rien à la question, attendu que cette

distinction n'existe ni dans les rubriques ni dans les décrets.

Ces deux objections sont donc sans valeur. D'où je conclus que vous pouviez parfaitement prendre la messe *De die obitus*, et ne dire qu'une seule oraison, l'oraison de cette messe, qui convient mieux que toute autre.

Ad II. Nous pensons que dans la reprise on doit aller, non seulement jusqu'à *Offerentes*, mais jusqu'à *Suscipiat*. Nous basons notre sentiment sur un Décret pour Luçon en date du 12 août 1854. A la vérité, cette déclaration ne se trouve pas dans la Collection authentique des Décrets de la Sacrée Congrégation des Rites; mais nous avons toute raison de croire que cette solution a été vraiment donnée, et qu'alors elle fait loi.

Voici la question qui avait été posée :

« An Responsorium *Subvenite*, in quo duo sunt asterice, in Exequiis dici debeat quoad repetitiones ad normam Responsorii *Libera nos Domine*, et aliorum qui duos habent astericos juxta regulam per Decretum 6 septembris 1834 in *Lauretana* statutum? Vel potius per exceptionem ad regulam communem, prima repetitio post *Suscipiat te*, fieri debeat a primo asterico ad secundum uti præscribitur in hoc sub titulo *In expiratione*? »

La Sacrée Congrégation répondit dans le sens que nous avons indiqué plus haut :

« Dicendum ut in Rituali, titulo *De expiratione*. »

Ad III. Votre manière de dire la messe votive de la Très-Sainte Vierge en Carême est contraire aux règles liturgiques. Vous devez faire la commémoration de la fête en place de celle du Saint-Esprit; et, puisque vous supposez une fête semidouble qui tombe ce jour-là, vous ne pouvez pas dire une quatrième oraison, ni une cinquième; vous devez vous arrêter après la commémoration de la fête, laquelle complète le nombre de trois oraisons requis par les rubriques.

Mais, direz-vous, ne suis-je pas obligé de dire l'oraison du Saint-Esprit lorsque je célèbre une messe votive de la sainte Vierge? Oui, lorsqu'il n'y a pas de Commémoration à faire dans le Bréviaire, parce que vous devez dire trois oraisons dans la messe votive; or la messe n'en ayant que deux, savoir celle de la messe votive et celle de l'office du jour, vous devez en ajouter une troisième, et cette troisième est celle du Saint-Esprit conformément à la Rubrique qui associe le Saint-Esprit à la sainte Vierge, son épouse et son sanctuaire. Mais il en est autrement lorsqu'il y a une Commémoration, parce que cette Commémoration forme la troisième oraison; or c'est ce qui a lieu, dans votre cas, puisque vous deviez faire la Commémoration de la fête de Carême. Vous aviez ainsi vos trois oraisons; or l'oraison du Saint-Esprit est comme les oraisons *De Tempore*, elle n'est plus obligatoire dès que le nombre de trois est atteint.

Soit, direz-vous, je ne suis pas obligé de dire l'oraison du Saint-Esprit, mais ne pouvais-je pas

le faire? Ne pouvais-je pas dire cinq ou sept oraisons? Non, vous ne pouviez pas le faire dans le cas présent. En effet, vous faisiez ce jour-là, dites-vous, l'office d'un saint occurrent. Or ce n'était pas un double, puisque vous disiez une messe votive. Ce n'était pas non plus un simple, puisque les simples n'ont pas l'office en Carême. C'était donc un semidouble. Eh bien, dès que le nombre trois est complet, il n'est pas permis d'ajouter des oraisons votives dans les fêtes semidoubles; on ne le peut que dans les fêtes simples et les fêtes. Les rubriques du Missel sont formelles sur ce point :

« In festis simplicibus et feriis per annum, nisi aliter in propriis locis notetur, dicuntur tres ut in semiduplicibus, aut quinque; possunt etiam dici septem ad libitum. » (Rubricæ gener., Tit. IX, de Oracionibus, n. 12.)

Vous voyez qu'on ne dit que trois oraisons dans les fêtes semidoubles. Par conséquent vous ne pouviez pas ajouter d'oraisons votives.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Notre église a été bâtie dans les années 1784-1785, il y a un siècle, sur l'initiative du pasteur d'alors, par corvées fournies par tous et chacun des habitants du pays. Cela étant, la fabrique paroissiale en est-elle exclusivement la propriétaire? Pourrait-on craindre, les mauvais jours venant, de la voir confisquer ou désaffecter comme un édifice communal?

2^o Autour de cette église existe un terrain séparé de la voie publique par un mur, autrefois servant de cimetière, mais où l'on n'enterre plus depuis près de 30 ans. Il ne reste plus dans cet ancien cimetière aucun monument funéraire. C'est à peine si, à quelques places, certaines inégalités de terrain laissent soupçonner d'anciennes inhumations. Pourrais-je faire construire sur cet emplacement une salle de catéchisme, et, le cas échéant, un logement pour servir de refuge et d'école libre à nos religieuses après leur expulsion de l'école communale. Le nouveau bâtiment serait adossé au mur même de l'église: ce qui nécessiterait la fermeture d'une fenêtre de la nef. Quelle opposition la fabrique pourrait-elle rencontrer dans cette construction? Pour réaliser ce projet, la fabrique aurait-elle à remplir quelques formalités, à solliciter quelque autorisation? et auprès de quelle administration?

3^o Le curé *motu proprio propriisque suis stipendiis*, pourrait-il entreprendre seul et poursuivre cette construction en cet emplacement et avec quelles formalités préalables?

R. — Ad 1^o. Quel que puisse être, en droit et en fait, le propriétaire de l'église, la désaffectation ne peut en être prononcée par le conseil municipal en vertu de l'article 167 de la loi du 5 avril 1884, car cet article a reçu son interprétation des législateurs mêmes qui l'ont voté. Cette interprétation a été formulée ainsi : « Conformément aux articles 9 du Concordat et 77 de la loi du 18 germinal an X, toutes les fois qu'on est en présence d'un titre tel que paroisses, succursales, chapelles vicariales qui sont des titres reconnus par nos lois,

il sera impossible aux conseils municipaux de prononcer la désaffectation en vertu de l'art. 167, même si ces édifices avaient été consacrés au culte depuis le Concordat. »

A plus forte raison la dite église ne peut-elle être confisquée légalement. Mais hélas ! elle peut l'être révolutionnairement, c'est-à-dire dans un cataclysme comme on en a vu, il y a bientôt un siècle. Mais ceci est un accident dont on ne doit pas tenir compte, sous peine de laisser tout périr et de ne plus rien créer.

Le grand intérêt de la question qui nous est posée réside dans le premier point, à savoir : quel est le véritable propriétaire de l'église dont il s'agit : est-ce la fabrique, la commune, l'Etat ?

Les églises paroissiales, dit A. Rousset (p. 23), aujourd'hui affectées au culte catholique, proviennent d'origines diverses. Les unes ont été acquises ou construites avec les ressources des communes, ou, ce qui est plus rare, avec celles des fabriques ; d'autres ont été données par libéralités entre-vifs ou testamentaires à l'un de ces établissements. Dans ces divers cas, il ne s'élève aucune difficulté sur la propriété. Mais ce qui a soulevé de longues contestations, c'est la propriété des églises qui, devenues biens nationaux par l'effet des lois révolutionnaires, ont été abandonnées par l'Etat pour être affectées au service du culte, en exécution de la loi du 18 germinal an X, et c'est le plus grand nombre », et vraisemblablement, celle dont il s'agit.

A qui appartiennent ces églises ? Rappelons préalablement ce que devinrent nos églises avant et après le Concordat de 1802. A partir du décret du 2-4 novembre 1789, les biens ecclésiastiques, parmi lesquels étaient les églises, furent mis à la disposition de la nation, c'est-à-dire réunis au domaine de l'Etat.

Par le Concordat de 1802, il fut réglé que tous les édifices consacrés au culte catholique lui seraient rendus. L'art. 12 porte que « toutes églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques ». — L'article 75 de la loi de germinal an X s'exprime ainsi : « Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement entre les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure ou succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du Préfet du département ». — L'art. 77 de la même loi établit que dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice pour le culte, l'évêque se concertera avec le Préfet pour la désignation d'un édifice convenable. »

Voilà donc les églises dont la Révolution s'était emparée contre le droit, les voilà restituées au culte, remises à la disposition des évêques. C'était un acte de justice, une restitution pure et simple, comme cela est requis quand on a pris indûment le bien d'autrui. Etait-ce bien une restitution dans la pensée du gouvernement ? Nous sommes portés à le croire ; d'abord à cause de la

nature des édifices rendus, antérieurement enlevés illégitimement ; ensuite à cause de l'art. 12 du Concordat de 1802. Cet article porte que les églises seront remises à la disposition des évêques. Or, si l'on rapproche ces termes de la loi qui restitue avec les termes du décret de novembre 1789 qui enleva ces biens, on les trouve identiques : « Tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation ». Par ces paroles l'assemblée nationale déclarait prendre possession de ces biens, personne ne le conteste. Alors pourquoi contester qu'en remettant les mêmes biens à la disposition des évêques, l'Etat n'a pas remis les légitimes représentants du culte catholique en possession des mêmes biens.

Malgré l'évidence de ce raisonnement, la jurisprudence touchant la propriété des églises est loin d'être assise. Plusieurs systèmes se sont produits, dit M. Campion : l'un, qui considère les églises comme étant restées la propriété de l'Etat ; un autre d'après lequel elles appartiendraient aux fabriques ; et enfin un troisième qui les range parmi les propriétés communales.

Le Concordat du 26 Messidor an IX et la loi du 18 Germinal an X, disent les partisans du premier système, ont mis les églises non aliénées à la disposition des évêques ; mais l'Etat n'en a pas fait l'abandon entier et ne s'en est pas dessaisi absolument. Il les a tout simplement affectées aux besoins du culte, c'est-à-dire qu'il en a concédé l'usage. A l'appui de cette opinion, on invoque notamment, outre les dispositions des lois précitées, le décret du 30 décembre 1809, qui charge seulement les fabriques de veiller à la conservation et à l'entretien des temples, et un arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1840.

Dans le second système, on suppose que les églises rendues au culte avaient autrefois appartenu aux fabriques. C'est pour cela que l'on prétend que ces établissements en ont la propriété en vertu de l'arrêt consulaire du 7 thermidor an XI. La Cour de cassation s'est prononcée en ce sens par un arrêt du 6 décembre 1836.

Le troisième système est aujourd'hui universellement adopté. Un avis du conseil d'Etat du 2 pluviose an XIII, approuvé par l'empereur et qui a force de loi, a décidé que les églises abandonnées par l'Etat pour le service du culte, en exécution de la loi du 18 germinal an X, sont la propriété des communes. La jurisprudence de ce conseil a constamment maintenu le droit des communes (Voir notamment un arrêt du 5 avril 1854, et l'autorité judiciaire qui avait d'abord attribué aux fabriques la propriété des églises, puis admis une espèce de copropriété entre les fabriques et les communes, a reconnu le droit exclusif de ces dernières — Cassation 15 novembre 1853 — Paris 24 décembre 1857.)

Quand nous disons que le dernier système est universellement accepté, nous parlons des jurisprudences relevant de l'Etat et de ceux qui se font les partisans à outrance du laïcisme. Quant à

nous, nous le subissons, mais en le repoussant de toute notre énergie. Nous nous tenons du côté de la raison, de l'équité, de la religion et finalement de la Cour de cassation, qui repoussent la doctrine du conseil d'Etat. Ainsi Dieulin, Mgr André, Mgr Affre, Stéphan, etc., etc.

Mais encore une fois, la justice n'est rien aux yeux du conseil d'Etat qui, pratiquement, ne professe que sa propre doctrine. Notre correspondant est donc obligé de s'incliner devant le fait brutal.

Ad 2^m. Pour pouvoir faire dans cet ancien cimetière tout ce que notre correspondant projette, et dans les conditions qu'il voudrait, il serait essentiel que la fabrique en fût propriétaire incontestée. Est-ce le cas ? Mgr Affre prouve fort bien dans son *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*, p. 209, que les anciens cimetières, d'après les lois en vigueur, appartenaient aux paroisses, ou, ce qui est la même chose, aux fabriques. Il n'y avait d'exceptions que pour le cimetière des villes et des communes qui les avaient acquis à leurs frais et pouvaient exhiber leurs titres d'acquisition. Or, comme le décret du 7 thermidor an XI a rendu aux fabriques leurs biens non aliénés, il s'ensuit que les anciens cimetières non vendus en vertu des lois révolutionnaires, peuvent être revendiqués par les fabriques comme leur propriété, sauf l'exhibition des preuves contraires par les communes.

Il est certain historiquement que les cimetières n'ont point été confisqués par les lois de la Révolution ; la folie des hommes s'est arrêtée devant l'impossibilité morale de toucher aux sépultures. C'est ce qui explique comment nous pouvons avoir encore des cimetières après avoir perdu nos églises, et c'est sans doute le cas de notre correspondant. Il doit savoir si la commune lui conteste ou non la propriété du terrain. Si la commune ne soulève pas de difficulté de ce côté, la fabrique peut exercer sur le dit terrain tous les droits de la propriété ordinaire, même y pratiquer des fouilles et y faire des constructions, puisqu'on n'y fait plus d'inhumation depuis trente ans. Mais si la commune élève des prétentions sur la propriété, cette dernière question doit être vidée préalablement par qui de droit ; car, dans ce dernier cas, la fabrique ne peut rien faire que de concert avec le conseil municipal et les autorités supérieures.

Mais nous admettons avec notre correspondant que la fabrique est reconnue comme propriétaire de l'ancien cimetière, est-elle pour cela dispensée de toute formalité et de toute autorisation ? Nullement ; elle est assujettie aux lois et règlements relatifs à son budget, à l'emploi de ses ressources, selon les sommes qu'elle a à dépenser ; il lui faut l'autorisation du Préfet, ou même celle du ministre des cultes. Le décret du 30 décembre 1809 indique sous ce rapport la marche à suivre. Si le montant des travaux doit dépasser 100 francs dans une paroisse de moins de 1,000 habitants, ou 200 francs dans une paroisse de 1,000 ou de

plus de 1,000 habitants, les plans et devis doivent être soumis au Préfet ; et ce n'est qu'après l'approbation formelle de ce fonctionnaire que les travaux peuvent être adjugés et exécutés. Au-dessus de 30,000 francs, il faut l'approbation du ministre des cultes. Cette règle est applicable soit que la fabrique pourvoie aux dépenses sur ses propres ressources, soit que les fonds lui soient fournis par des bienfaiteurs.

En demandant l'autorisation, notre correspondant fera bien de ne point parler, même par allusion, d'école ou de logement pour les religieux, Qu'il lui suffise de mettre en avant la salle de catéchisme ; seulement qu'il dispose cette salle de manière à pouvoir faire, le cas échéant, ce qu'il a dans la pensée.

Une autre observation que nous nous permettons de faire relativement au projet d'adosser la construction au mur de l'église et surtout de fermer une fenêtre du chœur. Ceci va directement contre le principe de l'imprescriptibilité des églises, principe en vertu duquel les communes elles-mêmes ne peuvent être autorisées à adosser aux églises des maisons d'école ou autres constructions. Elles doivent, au contraire, s'efforcer de faire disparaître partout où il en existe, les constructions contigües qui obstruent les édifices religieux (*Circulaire ministérielle du 16 mars 1852, et lettre du 27 décembre 1836.*)

Ad 3^m. Le curé ne peut rien tout seul, si ce n'est de fournir la dépense. Quant aux travaux en eux-mêmes, il doit procéder légalement avec délibération du conseil de fabrique, autorisation épiscopale et préfectorale, *ex dictis*.

Q. — Ma paroisse est composée de deux communes ayant un cimetière unique acheté par la plus importante, celle du centre où est l'église. Depuis quarante ans, chacune y fait enterrer ses morts. Mais aujourd'hui il y a querelle. La commune que j'habite chasse du cimetière B. section et commune sans église. Celle-ci, où nous ne faisons pas même de levée du corps à cause de la distance, achète fièrement un cimetière, et cela au-delà de son enceinte et à l'opposé de l'église et non entre les deux communes.

Bien entendu, on ne nous a pas demandé si cela nous convenait. Jusqu'ici pas d'enterrements. Mais ils viendront. Faudra-t-il braver vents et tempêtes et distances et aller quand même jusqu'à la nouvelle nécropole ? Je devine que vous me direz que les tarifs prévoient les kilomètres à se faire payer en plus. Ici, ce n'est pas le cas ; car on est assez pauvre pour ne pas pouvoir payer un enterrement, à moins que les édiles qui ont eu en vue, non pas notre avantage, mais de satisfaire leur orgueil révolté contre notre commune-mère, ne veuillent nous indemniser. Ce qui n'est pas vraisemblable.

R. — D'après le droit canonique, l'accompagnement des morts au cimetière fait partie des cérémonies de la sépulture. Le droit civil l'admet également en prescrivant que les inhumations doivent se faire dans le cimetière spécial à une commune ou section de commune (*Décision du ministre de l'Intérieur du 26 thermidor an XII-14 août 1804*). L'autorité diocésaine peut seule dispenser le curé d'accompagner les morts au cimetière,

sous prétexte de distance ou d'autres inconvénients qui peuvent se rencontrer. Il appartient aussi à l'évêque ainsi qu'aux autorités civiles, comme nous l'avons dit dans une consultation précédente, et comme, du reste, notre correspondant lui-même en a l'idée, de dresser un tarif proportionnel au dérangement, à la fatigue occasionnés par ce transport.

A Paris, la conduite au cimetière ne se fait que lorsqu'elle est demandée et rétribuée; l'ordinaire du lieu admet cela avec justice. Il peut en être de même en province et notamment dans la localité dont il est ici question. Mais nous engageons notre correspondant à demander à son évêque un *modus agendi* qui mette à couvert sa responsabilité.

Q. — J'avais une parente demeurant dans une grande ville du département. Etant fort âgée (92 ans), elle est venue au mois de juillet dernier demeurer avec moi, son état de santé ne lui permettant pas de se passer de soins qu'elle ne peut trouver que chez des parents. Elle a laissé la concierge dans sa maison de X. Aujourd'hui je reçois du percepteur de l'endroit la feuille des contributions; et la somme à payer pour 1887 est la même que les années précédentes.

1° Dois-je payer ? ma parente n'habitant plus sa maison ?

2° Si oui, dois-je payer la même somme qu'auparavant, puisque la concierge seule habite la maison ?

3° Si non, à qui m'adresser, et comment ?

R. — Notre correspondant aurait dû nous dire de quelle espèce de contribution il s'agissait; car la réponse varie selon l'espèce d'impôt. Il est sûr qu'une maison soit habitée ou non, elle paie toujours l'impôt foncier; s'il s'agit de l'impôt personnel, il est également à payer d'un côté ou de l'autre. S'il s'agit au contraire de l'impôt mobilier et des portes et fenêtres, il peut subir une variation.

Dans ces circonstances, il faut commencer par payer, au moins au prorata de ce qui est dû mensuellement, puisque les impôts se payent par douzièmes; mais on ne peut rien changer de son chef, au chiffre indiqué sur le bordereau.

Mais si l'on trouve qu'on paie plus qu'il ne faut, en raison d'un changement de résidence, ou de la non-habitation dans un immeuble, ou pour tout autre motif, on a trois mois pour faire sa réclamation au Préfet, et ces trois mois partent du jour où le bordereau est daté.

Cette réclamation se fait sur papier timbré, et doit être accompagnée : 1° du bordereau; 2° du reçu du percepteur, constatant qu'on a payé tout ce qui était dû jusqu'au jour de la réclamation. La chose est jugée en conseil de préfecture.

Nous craignons beaucoup que la période soit passée pour cette année, et nous le regrettons, mais la lettre à laquelle nous répondons ne nous est connue que depuis deux jours.

Q. — 1° Quelles sont les matières exigées, soit pour obtenir le diplôme d'officier de santé, soit pour obtenir celui de vétérinaire ?

2° Un de mes paroissiens désirerait placer une pierre sur la tombe d'un de ses parents qu'il vient de perdre.

doit-il pour cela prévenir l'autorité locale, le maire par exemple, ou l'autorité préfectorale, ou peut-il se passer de toute autorisation ?

R. — Ad 1^m. Nous avouons humblement notre ignorance sur le premier point. Si notre cher correspondant veut ajouter à son titre de médecin des âmes celui de médecin des corps et des animaux, il n'a qu'à s'adresser aux secrétaires de l'école de médecine et de l'école d'Alfort. Si ces messieurs ne sont pas trop jaloux, ils s'empresseront de répondre, et ils le feront avec compétence.

Ad 2^m. S'il ne s'agit que d'une pierre tombale, on n'a besoin d'aucune autorisation de qui que ce soit, comme il est dit expressément dans le décret du 23 prairial an XII, art. 12.

Mais s'il s'agit d'une inscription à graver sur cette pierre, cette inscription doit être soumise préalablement au maire de la commune qui a la police des cimetières (*Ordonnance du 6 décembre 1843, art. 6.*)



COURRIER DE L'UTILE

LES CHAMPIGNONS VÉNÉNEUX. — MOYEN DE LES RENDRE INOFFENSIFS

La question des champignons vénéneux a toujours vivement préoccupé les amateurs de cet excellent condiment. On sait qu'à Paris, les champignons frais, dont la vente est autorisée, sont exclusivement ceux que l'on cultive sur couches dans des caves ou dans des carrières, champignons qui passent sous l'œil des inspecteurs.

Mais à la campagne, en province, se rencontrent beaucoup d'amateurs de champignons qui, connaissant les espèces saines, vont les chercher dans les bois et en régaler leurs hôtes.

Bien des accidents ont été signalés qui ont pour résultat la mort de personnes ayant mangé de ces champignons recueillis au hasard des chemins, et quelques-uns de ces accidents ont eu lieu par ce fait que les amateurs de champignons prétendaient posséder une recette infailible de distinguer les bons champignons des mauvais.

Cette question a tout récemment été agitée dans une des séances de la Société nationale et centrale d'horticulture, et M. Duchartre a relevé l'erreur d'un membre qui avait déposé sur le bureau une note rédigée par lui et ayant pour titre : « Moyen facile de reconnaître les bons champignons d'avec les mauvais. » Bien que ce titre, dit M. Duchartre, soit des plus séduisants et promette la solution commode d'un problème qui a la plus haute importance, le rédacteur du procès-verbal n'a pas cru devoir l'y consigner, dans la crainte d'induire sérieusement en erreur nos collègues qui ne trouveraient dans le *Journal* que ce titre consacrant une croyance non fondée, et sous les yeux desquels on ne mettrait pas d'ailleurs le texte de la note dont on sent que l'impression ne pourrait avoir lieu.

Ce moyen si simple, selon l'auteur, et très sûr à ses yeux, pour distinguer les bons champignons des mauvais, est le suivant : « On prend la moitié d'un oignon blanc ordinaire, dépouillé de sa membrane externe, et on le met cuire avec les champignons. Si la couleur de l'oignon s'altère et devient bleuâtre en tirant sur le brun, c'est un signe évident que, parmi ces champignons, il y en a de vénéneux; si au contraire, après l'ébullition, l'oignon conserve sa couleur blanche, c'est une preuve qu'ils sont tous bons et qu'on n'a rien à craindre en les mangeant. »

Eh bien ! ce moyen qui a été indiqué, il y a longtemps, par le botaniste allemand Necker, sans expériences démonstratives à l'appui, est une simple imagination, dont l'expérience a démontré la complète inanité. Il y aurait donc un grand danger à faire croire qu'il existe et qu'il a une valeur réelle. Cordier savant mycologue qui, toute sa vie, s'est tout autant préoccupé de la détermination des propriétés soit alimentaires, soit vénéneuses, des champignons, que de leur étude botanique, déclare catégoriquement que les assertions relatives à l'épreuve au moyen d'un oignon « ne sont pas confirmées par l'expérience. »

Il en est de même relativement à d'autres croyances populaires qui sont cependant fort répandues et que l'expérience n'a jamais justifiées. Telle est notamment l'idée que la moëlle des jones noircit au contact des champignons vénéneux qu'on fait cuire; telle est surtout celle qu'une cuillère d'argent, une bague d'or noircissent dans les mêmes circonstances.

En somme, on ne connaît aucun moyen empirique pour distinguer les champignons vénéneux de ceux qui constituent un aliment inoffensif, et il faut absolument apprendre à reconnaître les uns et les autres par une étude scientifique, ou, tout au moins, en les voyant assez fréquemment pour devenir capable de les distinguer avec sûreté.

Est-ce donc à dire que, lorsqu'on n'a pas été à même d'acquérir cette connaissance, on ne puisse manger des champignons sans s'exposer au danger d'un empoisonnement presque toujours mortel ?

Heureusement non, car il est une méthode dont l'expérience a démontré la sûreté et qui permet d'enlever aux champignons vénéneux leur principe nuisible, de telle sorte qu'ils puissent être ensuite préparés pour la table sans amener la moindre incommodité.

Cette méthode, qui avait été indiquée depuis longtemps, mais qui a été, il y a quelques années, remise en lumière, par Fréd. Gérard, est basée sur ce que le principe vénéneux des champignons, principe que Letellier a nommé *Amanitine*, et dont la nature n'est point encore parfaitement connue, est enlevé par l'eau salée ou vinaigrée. Se basant sur la connaissance de ce fait, Frédéric Gérard a conseillé de procéder de la manière suivante quand on veut changer en un aliment inof-

fensif, mais encore agréable, les champignons les plus vénéneux. On les coupe en quatre morceaux s'ils sont de dimensions moyennes, en huit morceaux s'ils sont très gros. On en met 500 grammes bon et dans un litre d'eau additionnée d'une cuillerée de fort vinaigre ou de deux cuillerées de sel marin. On les laisse macérer dans ce liquide pendant au moins deux heures, après quoi on les lave à grande eau. On les met ensuite dans un vase rempli d'eau froide qu'on place sur le feu. Après ébullition d'un quart d'heure à une demi-heure, les champignons ont perdu tout leur principe nuisible; on les lave encore, et ils sont dès lors en état d'être préparés pour la table sans que l'on ait rien à redouter de leur ingestion.

L'expérience a parfaitement démontré la sûreté de cette méthode.

En effet, devant une Commission de trois membres désignés par le Conseil de salubrité de Paris, à laquelle avait été prié de s'adjoindre le médecin et mycologue Cordier, Fréd. Gérard et sa famille ont fait un repas de champignons parmi lesquels se trouvaient la Fausse Oronge et l'Agaric bulbeux, deux espèces des plus vénéneuses; les commissaires eux-mêmes ont goûté au plat ainsi préparé, et personne n'a éprouvé la moindre incommodité.

Au besoin, la simple ébullition dans l'eau peut enlever aux champignons la totalité ou au moins la plus grande partie de leur principe délétère, car, dans ses expériences, Pouchet a vu des chiens manger sans en être incommodés des champignons très vénéneux qu'il avait soumis à l'ébullition, tandis que l'eau dans laquelle ces champignons avaient bouilli a fait mourir d'autres chiens auxquels on l'avait donnée à boire.

Nous ajouterons que les champignons ne sont pas les seules plantes vénéneuses devenues comestibles après une préparation. La pomme de terre crue est, jusqu'à un certain point, vénéneuse; la cuisson détruit son principe corrosif. Le sajou, ou tapioca, n'est que la racine d'une plante vénéneuse, le manioc, dont on extrait le suc par la pression et par la chaleur.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 8 junii 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALEET-BIDEAUX.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE SAINT JEAN-BAPTISTE : LES
GRANDEURS DU PRÉCURSEUR

Erit magnus coram Domino.
(Luc, I, 15.)

Dieu a fait des saints les copies du Sauveur, et il a retracé en eux les vertus de son Fils. Voulons-nous connaître quelle a été la vie cachée de Jésus-Christ ? Allons contempler ces anciens solitaires, dont les cheveux ont blanchi dans les forêts. Voulons-nous savoir, du moins en partie, la beauté et l'estime qu'il a fait de la plus belle des vertus, la pureté ? Entrons dans les monastères et nous verrons des personnes de l'un et de l'autre sexe crucifier sans cesse leur chair, pour conserver en eux ce beau trésor. Voulons-nous nous pénétrer de sa vie apostolique ? Considérons tous ces apôtres et tous ces missionnaires qui traversent les mers pour annoncer l'Evangile aux idolâtres, qui sacrifient leur santé et leur vie pour sauver ces pauvres âmes. Désirons-nous avoir une idée de la vie souffrante de Jésus-Christ ? Songeons à ces foules de martyrs, rappelons-nous leurs supplices, la variété de leurs tortures, et leur courage indomptable. Pour S. Jean-Baptiste, non-seulement il reproduit un trait de la figure du Sauveur, mais il est sa parfaite image. La vie de Notre-Seigneur a été tout employée à plaire à son Père, à sauver les âmes et à faire pénitence : telle a été la vie de S. Jean-Baptiste. La vie de Jésus-Christ a été pure ; pure a été celle de S. Jean-Baptiste. Dès l'âge le plus tendre, il se retira dans le désert, dont il ne sortit que pour combattre le péché et mourir pour Dieu, avant que son Dieu ne mourut pour lui. Jésus-Christ est mort pour réparer la gloire de son Père : S. Jean est mort pour soutenir les droits de son Dieu¹. Selon la prédiction de l'Ange à sa naissance, saint Jean-Baptiste occupe une place éminente parmi les élus de Dieu : *Erit magnus coram Domino*. Il est grand non à ses yeux, ce serait orgueil et sottise ; non aux yeux des hommes qui ne peuvent juger que l'extérieur et qui se trompent si souvent ; il est grand devant Dieu, qui sonde les cœurs et les reins, *Erit magnus coram Domino*. C'est précisément de ces grandeurs que je veux vous entretenir, afin de vous faire croître en estime pour l'illustre Précurseur du Sauveur, et vous porter plus efficacement à l'invoquer et à l'imiter. S. Jean-Baptiste est grand dans sa sanctification, grand dans l'accomplissement de son ministère, grand dans sa glorification : ces trois pensées feront l'objet et le partage de ce discours.

I

I. Comment dirai-je les merveilles de grâce que Dieu déposa dans l'âme de S. Jean-Baptiste ? Le

même Ange qui annonce la naissance du Sauveur annonce celle du Précurseur. Tout est miraculeux dans l'existence de ce grand saint. Sa conception, pour prendre les choses à leur principe, n'est-elle pas un miracle de faveur où l'on voit la chasteté concevoir, la vieillesse reflorir, la grâce prendre la place de la nature ? Ce lis, qui naît dans le désert ; cette rose, qui s'épanouit parmi les rigueurs de l'hiver ; ce fruit produit par un arbre stérile, cette voix qui part d'un père muet ; cet enfant que les prophètes prédisent, que les Anges annoncent, que la nature admire, n'est-il pas l'œuvre de la droite miséricordieuse du Tout-puissant ?

II. Mais ce n'est là que le commencement des prodiges. S. Jean-Baptiste est sanctifié dès le sein de sa mère. Le petit Moïse allait flottant sur les eaux du Nil, exposé à la merci des vagues et des orages. De son berceau de joncs la bonté de Dieu fait un navire ; son amour lui sert de pilote, sa sagesse de gouvernail, sa providence de voiles et sa faveur d'un doux zéphir qui le porte heureusement au port, et du port sur le trône, pour en faire l'instrument de sa puissance, le libérateur de son peuple, la terreur de l'Egypte, le maître de Pharaon ; l'étonnement et la merveille de l'univers. Semblablement, S. Jean est entraîné quelque temps, comme Moïse, sur le torrent du péché originel. Mais enfin il arrive heureusement au port de la vie surnaturelle, avant même que de naître à la vie naturelle. Enfermé dans le sein d'Elisabeth il trouve son salut en Jésus, qui était enfermé dans le sein de Marie. Quel miracle de bonté ! Il rencontre le terme de sa béatitude au commencement de sa course ; il trouve le jour dans la nuit, la liberté dans la prison ; le premier des hommes il adore le Verbe incarné, il le connaît avant de se connaître lui-même :

III. Levez-vous, belle aurore, voici le soleil qui s'avance. Aimable captif, rompez vos chaînes, voici votre libérateur ! Sortez, petit Jonas, de votre prison vivante, pour prêcher la pénitence. S. Jean paraît à la lumière, mais pour croître en sainteté dans la société de Jésus et de Marie. Marie, qui portait en son sein le Verbe incarné, le reçoit entre ses bras. Oh ! quel bonheur pour cet enfant privilégié, s'écrie le saint curé d'Ars ! Quelle effusion de grâces, pendant les trois mois que la sainte Vierge demeura dans la maison d'Elisabeth ! S. Ambroise nous dit que Marie avait tant de pureté et de sainteté, surtout depuis qu'elle avait conçu et enfanté le Fils de Dieu, qu'elle communiquait la pureté à tous ceux qui la voyaient. Quelle pureté n'aura-t-elle pas inspiré à S. Jean-Baptiste en le caressant, en l'embrassant, en le serrant contre son cœur. Si Marie avait tant d'empire sur les âmes après l'Ascension du Sauveur, quel torrent de bénédictions ne répandit-elle pas sur le Précurseur, alors qu'elle portait Jésus dans son sein ? Encore une fois, ô heureux enfant !

IV. Mais tout cela n'était que l'admirable début d'une admirable vie. Pour échapper aux fureurs d'Hérode ; sa mère le porte au désert. Bientôt la

¹ Le curé d'Ars, éloge de S. Jean-Baptiste.

mort dérobe à l'enfant ses parents; à peine âgé de deux ans, il est seul dans le désert, élevé par les Anges du Seigneur. Pendant trente années, lui l'innocence, il vit dans la plus dure pénitence. Une grotte obscure fut sa seule retraite. Un tissu de poils de chameau. c'est-à-dire un long et rude cilice, voilà tous ses vêtements, habillement bien moins propre à écarter les incommodités inséparables des intempéries de l'air, qu'à infliger un supplice nouveau. La quantité et la qualité de sa nourriture semblaient servir plutôt à prolonger sa pénitence qu'à entretenir ses forces : c'était un peu de miel sauvage, c'étaient des sauterelles, que S. Jérôme regarde comme un aliment assez ordinaire en Orient. De l'eau jointe à ces mets simples et légers faisait toutes ses délices : ou plutôt l'on peut dire que sa vie a été un jeûne perpétuel. A la mystification il joint le détachement le plus absolu. Pendant trente années jamais, dit S. Chrysostome, il ne vit personne, jamais il ne fut vu de personne. Ce qu'il y a de plus admirable, c'est qu'il n'ignorait pas que Jésus-Christ vivait en ce temps. Néanmoins, parce que telle était la volonté de Dieu, il ne songea même pas à quitter sa retraite pour se procurer l'avantage de jouir de son entretien et de sa présence. D'ailleurs sa solitude n'était point oisive. Quelles prières ferventes et nombreuses s'échappaient de son cœur immaculé ! Quelles supplications pour appeler sur son ministère les bénédictions du ciel ! Quels entretiens ineffables avec les Anges et avec Dieu lui-même ! Quelle provision de foi, de confiance en Dieu, de dévouement à la gloire du Seigneur et au salut des âmes, il faisait pendant ces longues années de féconde solitude. O saint Précurseur, quittez maintenant le désert, il est temps d'accomplir votre mission, le Seigneur a fait de vous le plus éclairé des prophètes, le maître des docteurs, le plus éloquent des prédicateurs. Le Saint-Esprit vous a fait grand devant Dieu, montrez-vous grand devant les hommes.

II

Dans toute sa vie publique le Précurseur est admirable, que dis-je ? il accomplit son ministère avec héroïsme.

I. Héroïsme de zèle, A la voix de l'Esprit-Saint il quitte le désert et s'applique à préparer les voies à Celui qui est plus grand que lui et qui vient après lui. On croirait voir Elie revenu sur la terre, tant il brûle d'ardeur pour convertir les pécheurs les plus endurcis. Il était tellement enflammé de l'amour de Dieu, dit S. Bernard, que ses paroles étaient comme des charbons ardents. Il entreprend de réformer toute la Judée. Sans peur aucune, sans le moindre compromis avec le vice, il dit hardiment à chacun son fait. Pénitence ! Pénitence ! s'écrie-t-il. Il ose même s'attaquer aux tout-puissants Pharisiens, confondant leur orgueilleuse fierté. Le succès répond si parfaitement à l'ardeur de son zèle, que non-seulement les habitants de Jérusalem, mais toute la Judée, et

plusieurs peuples voisins, changés par ses paroles, se courbent à ses pieds, confessent les désordres de leur vie, reçoivent le baptême de pénitence, décidés à marcher désormais dans le chemin de la justice et de la sainteté, *Et baptisabantur ab eo in Jordane confitentes peccata*. Les soldats, les publicains, les Pharisiens eux-mêmes, tout s'ébranle et se rend à l'irrésistible entraînement de sa parole.

II. Avec l'héroïsme du zèle, j'admire en S. Jean l'héroïsme de la fidélité. Son mandat principal est de rendre témoignage au Sauveur, mais avec quelle surabondance de perfection il le remplit. Tout ce que nous savons de Jésus-Christ, et tout ce que nous devons savoir, tout ce que la foi nous en révèle d'important et de nécessaire au salut, c'est S. Jean-Baptiste qui nous l'a enseigné le premier. Il nous l'a fait connaître comme Dieu-Homme en disant : « Celui qui est venu après moi était avant moi. » (Joan. 1). Il nous l'a fait connaître comme Rédempteur quand il le montrait à ses disciples en leur disant : « Voici l'Agneau de Dieu qui doit être immolé pour le salut des hommes. » (Ibid.). Il nous l'a fait connaître comme sanctificateur des âmes, quand il allait prêchant partout que « c'est de la plénitude de Jésus-Christ que nous avons tous reçu les dons célestes. » (Ibid.). Il nous l'a fait connaître comme auteur de la grâce et des sacrements, quand il enseignait aux Juifs que Jésus-Christ avait établi un baptême bien plus salutaire et plus efficace que le sien ; un baptême qui ne consistait pas simplement dans la cérémonie de l'eau, mais qui par le feu de la charité et l'opération du St-Esprit purifiait tout l'homme pour en faire un fils de Dieu (Luc. III). Il nous l'a fait connaître comme souverain rémunérateur, quand il assurait que Jésus viendra à la fin des siècles, le van à la main, pour séparer le bon grain d'avec la paille (Luc., III). O témoignage admirable dont la plénitude n'a d'égal que le désintéressement et l'humilité.

III. Oui, S. Jean-Baptiste, dans sa vie publique, a été héroïque en humilité. Sa vie pénitente et ses vertus éminentes lui avaient concilié tous les respects ; les foules, émerveillées de ses enseignements, se pressaient autour de lui ; les Pharisiens eux-mêmes sont subjugués. On lui envoie une députation officielle pour lui demander s'il n'est point le Messie. Il n'a qu'un mot à dire en sa faveur et tous les honneurs sont à lui. Mais l'humilité est la vérité. Et S. Jean déclare qu'il n'est ni le Messie, ni Elie ; mais simplement « la voix de celui qui crie dans le désert : Préparez les voies du Seigneur, faites pénitence ». Se peut-il quelque chose de plus faible qu'une voix qui disparaît presque en même temps qu'elle se fait entendre ? Et il disait encore : « Celui qui vient après moi est plus grand que moi ; je ne suis pas digne de dénouer les cordons de ses souliers. Il est véritablement le Fils de Dieu. Il faut qu'il grandisse et que je diminue. Il est l'époux, moi je ne suis qu'un serviteur de sa suite ». Ah ! s'écrie

S. Augustin, il est facile de ne pas désirer les louanges quand on ne veut pas nous les donner ; mais il est difficile de ne pas prendre plaisir à les entendre lorsqu'on les publie devant nous !

IV. Une vie si belle, si sainte, si pleine d'héroïsme devait se terminer par une mort héroïque. Son zèle de Précurseur, de réformateur, de sanctificateur pour préparer les voies au Messie, ne sait reculer devant aucun danger. Il fait entendre ses prédications et ses reproches à tous. Au roi Hérode lui-même, qui vivait dans les désordres de l'infamie, il dit hardiment : « Cela n'est point permis, *non licet* ». Hérodiade, la femme adultère du roi, le fait mettre en prison et réclame la tête du censeur intrépide de ses scandales. Hérode la lui donne ; il fait mettre à mort celui qu'il estimait. Heureuse mort qui met le comble aux mérites et à la gloire de Jean-Baptiste. Il était Vierge, docteur, anachorète, prophète, apôtre ; il ajoute à toutes ses couronnes celle du martyre, qu'il subit en l'honneur de Jésus-Christ, par amour pour la vérité et la justice !

III

Quoi d'étonnant qu'un homme aussi saint ait obtenu une glorification incomparable, *Erit magnus coram Domino* ? Il fut glorifié par les Phari-siens, ces orgueilleux hypocrites qui cependant prenaient ombrage de tout bien ; il fut glorifié par Hérode à qui pourtant il ne ménageait pas les plus sévères réprimandes : ce prince prenait ses conseils dans les décisions les plus graves ; il fut glorifié, par le peuple juif en masse qui allait jusqu'à voir en lui le Messie. Mais laissons-là les honneurs humains, pour ne voir que les louanges que saint Jean reçut de Dieu lui-même. Non, jamais il n'y eut de saint à qui le ciel ait donné tant d'éloges qu'au Précurseur. Malachie l'appelle « l'ange du Seigneur. » (Mal., III, 1.) En annonçant sa naissance, l'archange Gabriel assure « qu'il sera grand, » non seulement dans l'estime des hommes, juges peu équitables du mérite, « mais dans l'estime de Dieu, » juge infailible et source unique de la véritable grandeur ; « qu'il sera un principe de joie universelle ; qu'il sera rempli du Saint-Esprit dès le sein de sa mère ; qu'il sera un puissant convertisseur, un autre Elie par le zèle et la vertu. » Quelques jours après sa naissance, son père, éclairé par le Saint-Esprit, prédit « qu'il sera le Prophète du Très-Haut, et le maître de son peuple dans la science du salut. » (Luc., I.) Mais il faut entendre Jésus-Christ lui-même, la sagesse incarnée, glorifier son Précurseur. Quels éloges splendides ! Quelle magnifique glorification ! Il exalte la dignité de son ministère : « Je vous déclare que Jean est prophète et plus que prophète ; car c'est de lui qu'il est écrit : Voici mon ange que j'envoie devant vous, pour vous préparer la voie. » (Math., XI.) Il met en relief l'excellence de sa prédication. Toute l'excellence de la prédication consiste à éclairer et à toucher ; or, selon le témoignage du Sauveur, « Jean-Baptiste était un flam-

beau, luisant et ardent. » (Joan., v.) Il relève l'efficacité de son baptême. Le Fils de Dieu voulut lui-même le recevoir. Oh ! que le fils de Zacharie me paraît grand quand je vois à ses pieds le Fils de Dieu ! Il rend hommage à la sainteté de sa vie et à l'austérité de sa pénitence : « Qu'êtes-vous allé voir dans le désert ? Un roseau agité par le vent ? Un homme vêtu mollement ? » Ainsi parlait le Sauveur du monde pour faire connaître la constance de Jean et sa vie austère et mortifiée. (Math., XI.) Enfin, il célèbre en termes pompeux et solennels la grandeur de sa personne : « Je vous le dis en vérité : parmi les enfants des hommes il n'y en a point de plus grand que Jean-Baptiste. » (Math., XI.) L'Eglise, marchant sur les traces de son divin Fondateur, a toujours honoré saint Jean-Baptiste d'un culte exceptionnel. Elle célèbre pendant huit jours la fête de sa naissance (ce qu'elle ne fait que pour la naissance de Jésus et de Marie). Elle le nomme au *Confiteor* tout après le prince des anges ; dans les Litanies, avant saint Joseph lui-même ; au saint sacrifice, immédiatement après la T.-S. Vierge.

Ayons donc une tendre dévotion pour l'ami de Notre-Seigneur, *amicus sponsi*. Honorons-le ; invoquons-le ; surtout imitons-le dans sa pénitence, dans son humilité, dans son amour pour Jésus-Christ, dans son dévouement à la gloire de Dieu et au salut des âmes ; — et, ainsi, nous mériterons de prendre part avec lui aux noces éternelles de l'Agneau.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Congrégation du Saint Office.

Le Saint-Siège tient essentiellement à l'observation de ses prescriptions au sujet des mariages mixtes. Le document suivant en est la preuve.

LETTRE DE LA S. C. DU SAINT OFFICE AU CARD.
ARCHEVÊQUE DE STRIGONIE AU SUJET DES
DISPENSES POUR LES MARIAGES MIXTES

Eminentissime ac Reverendissime Domine,

Quæ ab Eminentia tua Rma nomine etiam aliorum Episcoporum exposita fuerunt de nova lege in isto Hungarico Regno sancita quoad religiosam institutionem et educationem prolis ex mixtis connubiis provenientis, Eminentissimorum una mecum Inquisitorum Generalium animum vehementer commoverunt. Probe enim intellexere tum præsentissimum fidei æternæque salutis discrimen, cui tot animæ exinde objicerentur, tum graves angustias et detrimenta, quæ parantur sacris Ecclesiæ Catholicæ ministris. Hinc Emmi Patres optassent quidem quam maxime viam aliquam reperire, qua et fidei pericula amoveri, et simul Clerus catholicus ab imminente vexatione subtrahi posset ; verum, re mature perpensa, illud summopere urgendum eique instandum censuerunt, ut quod zelus sacerdotalis sacris Hungariæ Antistitibus jam suggesserat, nunc post latam hanc legem

eo magis curetur totis viribus, ut fideles a mixtis nuptiis contrahendis avertantur, atque omnino deterreantur. Etenim ad remedium quod attinet ab Eminentia tua propositum, obtinendi nempe a S. Apost. Sede facultatem, qua vobis liceat cum sponso vel sponsa catholica in vetito mixtæ religionis nupturientium dispensare, et benedictionem etiam nuptialem impertiri in iis saltem ineundorum mixtorum matrimoniorum casibus, in quibus ex recte cognita partis catholicæ, imo utriusque sponsi mente et voluntatis dispositione sperari potest fore, ut catholica educatio pro posse tribuantur proli etiam illi, quæ vi legis civilis haud catholice educanda foret, etiamsi sua forma sive baptismo hac intentione impertito, sive alio actu externo ad Ecclesiæ sinum non reciperetur; illud tale visum est Emmis Patribus, ut ab eadem S. Apost. Sede nedum permitti, sed neque tolerari unquam possit. Profecto novit Eminentia tua, Ecclesiam numquam permittere, imo neque permittere posse mixtarum nuptiarum celebrationem, nisi graves causæ canonicæ concurrant, et nisi opportune exhibeantur cautiones, quarum virtute a conjuge catholico amoveatur perversionis periculum, et provideatur catholica institutioni ac educationi prolis universæ. Quæ quidem catholica doctrina a Summis Pontificibus sæpissime enuntiata est et declarata in iis etiam concessionibus, in quibus illos indulgentiæ se limites attigisse professi sunt, quos prætergredi nefas omnino sit. Ut alii Pontifices prætereantur, Pius VIII s. m. in litteris Aplicis ad Archiepiscopum Coloniensem ejusque suffraganeos die 25 mart. 1830 datis gravissime inculcat: « Nostis autem, Ven. fratres, ipsas omnes cautiones eo spectare, ut hac in re naturales divinæque leges sartæ tectæ habeantur; quandoquidem exploratum est, catholicas personas, seu viros seu mulieres, quæ nuptias cum a catholicis ita contrahunt, ut se aut futuram sobolem periculo perversionis temere committant, non modo canonicas violare sanctiones, sed directe etiam gravissimeque in naturalem atque divinam legem peccare. Atque exinde jam intelligitis, nos quoque gravissimi coram Deo et Ecclesia criminis reos fore, si circa nuptias hujusmodi istis in regionibus contrahendas illa a vobis aut a parochis vestrarum diocesium fieri assentiremur, per quæ si non verbis, factis tamen ipsis indiscriminatim approbarentur. » Quin etiam s. m. Gregorius XVI ad ipsos Hungariæ Episcopos prædecessores vestros in litteris, quibus parem extremorum limitum indulgentiam ad istud Regnum extendit, idem omnino divinum jus asseruit de cautionibus in ipsa divina et naturali lege fundatis, in quam procul dubio gravissime peccat, quisquis se vel futuram sobolem perversionis periculo temere committit. Atque tandem jussu Pii IX s. m. ad omnes Archiepiscopos Episcopos et Ordinarios die 15 nov. anni 1858 disertis verbis edictum est: « Quæ quidem cautiones remitti seu dispensari numquam possunt, cum in ipsa naturali ac divina lege fundentur, quam Ecclesia et hæc S.

Sedes sartam tectamque tueri omni studio contendit, et contra quam sine ullo dubio gravissime peccant, qui promiscuis hisce nuptiis temere contrahendis se ac prolem exinde suscipiendam perversionis periculo committunt. » Secundum hanc doctrinam S. Aplica Sedes semper constanterque retinuit atque retineret, nullimode in vetito mixtæ religionis fas esse dispensare, nisi singulis in casibus præter causas canonicas simul concurrant tres conditiones sequentes, videlicet: 1. Ut partes, et præsertim hæretica, veras cautiones præstiterint, quibus se coram Ecclesia obligent ad ea, quæ ab iisdem eadem Ecclesia exigit; inter quæ præcipuum locum tenet catholica educatio universæ omnino prolis absque ulla exceptione sive restrictione; 2. Ut superior ecclesiasticus morale certitudinem habeat sive de cautionum sinceritate pro præsentem, sive de earundem adimplemento pro futuro; 3. Ut cautionis exhibitio notoria sit, vel saltem talis esse possit ad omne scandalum removendum.

« Quæ cum ita sint, nulla ratione fieri potest, ut spes illa, quæ unice in bona voluntatis contrahentium dispositione fundatur, verarum cautionum locum tenere valeat, tum quia reapse contrahentes nullam coram Ecclesia obligationem assumerent, tum quia hæc spes in præsentem rerum conditione, prout ab Eminentia tua descripta est, non excludit, imo supponit prolem nascituram, quæ sequitur sexum parentis hæretici, a ministro sectæ baptizandam ac institutione eidem sectæ adscribendam esse; quæ res non solum totam rationem cautionum pro Ecclesia subverteret, sed cautionem constitueret pro hæresi. Ex his necessario consequitur, fas non esse in expositis rerum adjunctis benedictionem nuptialem impertiri. Si enim absque consuetis cautionibus numquam licet super vetito mixtæ religionis dispensare, multo minus licitum esse poterit sacro benedictionis ritu talia matrimonia honestare, quæ juxta inconcussam Ecclesiæ doctrinam legi non solum ecclesiasticæ, sed naturali atque divinæ omnino adversantur.

Quare Emmi Patres, postquam declararunt valde commendandum esse istius Hungariæ Regni Episcoporum zelum ab ea, quæ circa gravissimum hoc argumentum jam ab ipsis acta sunt, sive Dei et Ecclesiæ jura in publicis Regni Comitibus defendendo et propugnando, sive præsertim promovendo fidelium instructionem et inculcando sinceram Ecclesiæ doctrinam quoad mixta connubia; necessarium omnino judicarunt, ut Episcopi de dispensationibus super impedimento mixtæ religionis requisiti, eas nullimode concedant, nisi prius a partibus et præsertim a parte heterodoxa consuetæ cautiones exhibitæ fuerint. Nam lex civilis prohibet quidem conjugi hæretico, ne filios respectivi sui sexus catholicæ Ecclesiæ baptizandos et educandos tradat, sed nullam eidem pœnam comminatur, si prohibitioni contraverit, adeoque pars hæretica nullam difficultatem habere poterit sive in præstandis requisitis

cautionibus, sive in iis adimplendis. Tota difficultas se habet ex parte Parochorum, contra quos revera pœna statuta fuit; sed pro spectata eorum religione dubitandum non est, quin pœnas patienter potius sustinere parati sint, quam proprio officio et ministerio deesse. Quamobrem Parochis præcipiant, ne prætextu vitandi pœnas a lege civili sancitas contra sacerdotes in Ecclesiæ sinum recipientes eos, quos ipsa eadem civilis lex sectis hæreticorum devovet, aliquem respuant sive a baptismo, sive a catholica educatione, sive a cæteris Sacramentis; quinimo iisdem Parochis imponant, ut invigilent, ac mediis opportunis et prudentibus satagant inducere parentes in mixto matrimonio viventes ad servandas et implendas promissiones datas. Si quando vero connubium sine cautionibus necessariis initum fuerit, non propterea conjugem catholicum negligant, sibique ac suo peccata relinquant, sed studeant eum ad pœnitentiam adducere, ut suæ obligationi quoad catholicam educationem prolis quantum potest satisfaciât : quod quandiu non præstiterit, aut saltem sincere promiserit, Sacramentis suscipiendis utique imparatus censeri debet; omnem denique dent operam, ne umquam accidat aliquem perire ex suorum ministrorum incuria et negligentia. Interea opportunum erit, ut Episcopi collatis prius inter se consiliis, concorditer ad Apostolicam Sedem recursum habeant, et ab instando ad regia comitia numquam cessent, ut rei catholicæ in tam grave discrimen adductæ efficaciter consulatur.

Hæc Emme et Rmme Dne, postulationi exhibitæ respondenda censuerunt Emmi Inquisitores Generales, quæ eorum nomine cæteris Episcopis et Ordinariis istius Regni erunt ab Emma tua communicanda.

Interim quo par est obsequio ejusdem Emmæ tuæ manus humillime deosculor.

Romæ, ex S. Congreg. S. Officii die 21 jul. 1880.

P. Card. CATERINI, *Præf.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o. Veuillez reproduire et discuter le texte du liturgiste De Herdt, d'après lequel — à la condition d'allumer six cierges (de cire sans doute) — le prêtre peut *toujours*, sans autorisation épiscopale, ouvrir le tabernacle pour prier devant le St Sacrement.

2^o. Les fidèles eux-mêmes, ne pouvant le demander au prêtre absent, le peuvent-ils faire en chapelle publique ou privée?

R. — Ad I. Nous ne savons pas de quel texte vous voulez parler. Mais nous ne pensons pas que cet auteur, pas plus que tout autre liturgiste sérieux, autorise les prêtres à agir ainsi toutes les fois qu'ils le voudront. Nous croyons qu'il faut une cause, sinon publique, au moins privée. C'est

ce qui résulte de la déclaration suivante de la sacrée Congrégation des rites.

Mais pour bien comprendre cette déclaration, il importe que nous donnions quelques mots d'explications, nécessaires pour un grand nombre de prêtres français qui ne connaissent pas les expositions privées.

En liturgie, on distingue deux sortes d'expositions du Très-Saint Sacrement, l'une publique, l'autre privée. A l'exposition publique, le Très-Saint-Sacrement est exposé à découvert dans l'ostensoir. Pour l'exposition privée, on se contente d'ouvrir le tabernacle, et de disposer le ciboire de manière qu'il puisse être vu par les fidèles; mais on ne le tire pas du tabernacle, on le laisse couvert de son voile, et on ne donne pas de bénédiction.

Cela posé, donnons le décret relatif à l'exposition privée.

En 1642, un Vicaire forain du diocèse de Savone se plaignit que des Frères prêcheurs faisaient des expositions trop fréquemment, pour des causes très légères, et sans observer la décence qui convient dans cette cérémonie. La sacrée Congrégation répondit qu'il n'était pas permis aux Réguliers, même dans leurs propres églises, de faire une exposition publique sans une cause publique approuvée par l'Ordinaire; mais qu'il leur était permis pour une cause privée, pourvu que le Saint-Sacrement ne fût pas tiré du tabernacle, et qu'il restât voilé.

Quant à la décence, il fallait s'en tenir aux décisions de l'Ordinaire :

« Servari Decreta antiqua super hoc edita, sciñcet : non licere Regularibus, etiam in eorum propriis ecclesiis SS. Eucharistiæ Sacramentum palam adorandum exponere, nisi ex causa publica quæ probata sit ab Ordinario; ex causa vero privata licere, dummodo non extrahatur e tabernaculo, et maneat velatum, ita ut ipsa sacra hostia videri non possit. Et ita servari mandavit; nec non circa decentiam in exponendum, standum esse definitioni et judicio Ordinarii. » (31 mai 1642, n^o 1392).

Voilà le premier décret.

Ainsi il est permis aux réguliers de faire une exposition privée dans leurs églises, mais il faut une cause, au moins privée. Nous pensons qu'il en est de même pour les curés dans leurs églises.

Ad II. Quant aux simples fidèles, nous ne voyons pas sur quels décrets l'on pourrait s'appuyer pour les autoriser à faire eux-mêmes, en l'absence du prêtre, cette exposition privée, soit dans une chapelle publique, soit même dans une chapelle privée.

Q. — Peut-on tolérer l'usage de porter la statue de la très-sainte Vierge à la procession du Très-Saint Sacrement?

R. — Cette question est délicate, parce qu'elle n'a pas été prévue par les rubriques et qu'elle est compliquée d'une coutume.

En principe, on ne doit pas porter dans la même procession les reliques des saints et le Très-Saint Sacrement. Ainsi, à Sarragosse dans l'église de S. Paul on avait coutume de porter processionnellement les reliques de saint Grégoire et d'autres saints. Or le clergé et les fidèles demandaient qu'il fût permis d'y porter aussi le Très-Saint Sacrement afin que l'on pût gagner l'indulgence plénière.

La sacrée Congrégation répondit négativement : *Nihil* (23 mars 1593, n° 45).

Bien plus, il n'est même pas permis de porter à la procession du Très-Saint Sacrement, les instruments de la Passion de Notre-Seigneur. En effet, l'an 1684, le clergé des Etats de Venise avait demandé s'il était permis, à la procession solennelle du Très-Saint Sacrement le jour de la fête Dieu, ainsi que dans la Semaine-Sainte, de porter ces instruments, par exemple un instrument de la sainte croix ou de la couronne d'épines; la sacrée Congrégation répondit : *Negative*. (17 juin 1684, n° 305 9. 1).

Voilà le principe.

Mais en fait, ne le pourrait-on pas dans les lieux où cette coutume serait en vigueur? C'est une question que nous n'avons pas le droit de trancher. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'à la fin du dix-septième siècle, Innocent XI a permis à des réguliers de l'Archidiocèse de Malines de porter, aux processions publiques du Saint-Sacrement, des reliques et des images des saints, mais à la condition que ces reliques et images seraient portées en tête de la procession, et qu'il y aurait une distance convenable entre ces reliques et le Saint-Sacrement. Voici les paroles même de la concession. Le pape permet :

« ... Gestare in publicis processionibus cum SS. Eucharistiæ Sacramento reliquias et imagines sanctorum, hoc tamen servato, ut dictæ reliquiae et imagines portentur in principio processionis inter prima lumina, ita ut inter ipsas et SS. Sacramentum sit rationabilis et competens distantia. » (20 mai 1682).

Peut-être les Eglises qui ont cette coutume obtiendraient-elles du Saint-Siège la même faveur.

Q. — Les prières prescrites par Léon XIII pour être dites après les messes basses, peuvent-elles se dire en français?

R. — On peut les dire en latin ou en français, selon l'usage des églises de France. Ainsi l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites, sur une demande qui venait du diocèse de Bourges.

A cette question : Peut-on réciter ces prières, au moins l'*Ave Maria* en français?

La Sacrée Congrégation répondit :

« Servandus usus Ecclesiarum Galliae. »

Nous remercions notre vénéré correspondant d'avoir bien voulu nous communiquer cette décision.

Le même correspondant nous apprend que la

Sacrée Congrégation fit exactement la même réponse à la question suivante : « Le prêtre doit-il réciter le *Salve Regina* alternativement avec les fidèles, ou bien tous doivent-ils le réciter simultanément? »

Il importe donc de s'en tenir aux usages des lieux.

Q. — Peut-on chanter la messe de *Requiem* pour un enterrement le jour de la Dédicace et à la fête de saint Joseph?

R. — On ne peut pas dire une messe de *Requiem* à l'anniversaire de la Dédicace de la propre église. Ce cas a été décidé le 6 mars 1882. Nous avons reproduit ce décret à la page 359 de la même année.

Il semble qu'on ne le peut pas non plus à la fête de saint Joseph, soit à l'incidence, soit le dimanche dans lequel serait transférée la solennité de cette fête. La Sacrée Congrégation l'a ainsi décidé pour l'archidiocèse de Québec, le 31 août 1872, n. 5513, et pour le diocèse de Vérone, le 7 février 1874, n. 5569.

Néanmoins, il importe de rappeler qu'en 1844 la même Sacrée Congrégation n'avait pas répondu dans ce sens à une question clairement posée par le rédacteur de l'Ordo de l'archidiocèse de Malines. Ce rédacteur avait exposé que la fête de saint Jean-Baptiste, et celle de saint Joseph en tant que patron de la Patrie, avaient été autrefois fêtes d'obligation, mais que plus tard on avait supprimé l'obligation. Il demandait donc s'il était permis de chanter une messe de *Requiem, corpore presente*, 1^o dans le cas où ces fêtes seraient célébrées avec solennité; 2^o dans le cas où elles le seraient sans solennité.

« Quum Nativitas sancti Joannis-Baptistæ, et in Belgio festum sancti Josephi, qua Patroni Patriæ, olim fuerint festa in populo; quæritur an sublata jam obligatione abstinendi ab operibus servilibus, et audiendi sacrum, licitum sit in prædictis festis cantare missam de Requie, præsentem corpore, 1^o si celebrentur hæc festa solemniter? 2^o Si non solemniter? »

La Sacrée Congrégation répondit pour l'une et pour l'autre question : « Juxta qualitatem ritus servetur rubrica. » (7 décembre 1844, n° 4985, ad 12.) Or quel est le sens des mots *qualitas ritus*? Evidemment il ne s'agit pas du grade des fêtes, attendu que saint Jean-Baptiste était de première classe dans toute l'Eglise, et que saint Joseph était également de première classe, en tant que Patron de la Belgique. Il s'agissait donc de la solennité avec laquelle on célébrait ces fêtes. Par conséquent, si ces fêtes étaient célébrées avec grande festivité, on ne pouvait pas chanter une messe de *Requiem*, même le corps présent. Au contraire on le pouvait si ces fêtes n'étaient pas célébrées avec grande festivité, *magna diei celebritas*, suivant les termes mêmes du Rituel romain. Voici, du reste, le texte complet de ce Rituel :

« Si quis die festo sit sepeliendus, Missa propria

pro defunctis præsentare corpore celebrari poterit, dum tamen Conventualis Missa, et Officia divina non impediuntur, *magnaue diei celebritas* non obstat. » (Rituale romanum, De Exequiis.)

Conclusion. La S. Congrégation des Rites a donné deux solutions différentes pour les messes de *Requiem* à la fête de S. Joseph. En 1844, elle dit au prêtre de Malines : Basez-vous sur la solennité; en 1872 et en 1874; elle répond, d'une manière absolue, aux diocèses de Québec et de Vérone :

Vous ne pouvez pas chanter de messe de *Requiem*. Est-ce donc que la S. Congrégation se contredit ? Non. Elle donne des solutions différentes parceque les cas sont différents. Célébrez-vous la fête de S. Joseph sans grande solennité ? Vous pouvez chanter ce jour-là une messe de *Requiem*. La célébrez-vous avec grande solennité ? Vous ne pouvez plus chanter de messe de *Requiem*.

Vous le voyez, la S. Congrégation est en parfait accord avec elle-même.

Q. — 1^o Quel est le sens obvie de la rubrique *ante altare genuflexos* des époux au moment de la bénédiction nuptiale. Doit-on les faire venir aux marches de l'autel, du moins je l'ai vu faire en certains lieux; ici on les laisse hors du chœur. Quelle est la pratique à Rome ?

2^o Est-il de rigneur de chanter la Passion le dimanche des Rameaux à la messe solennelle ? Si la réponse est négative, où doivent se tenir les ministres sacrés pendant que le célébrant lit la Passion ?

3^o Aux fêtes qui ont des leçons à la messe, le prêtre n'ayant pas à se rendre au milieu de l'autel pour dire *Dominus vobiscum* après *Kyrie*, ne peut-il pas dire *Kyrie* au livre, comme à la grand'messe ?

4^o Cette année, les Ordos ne s'accordent pas à propos du 5^e et du 6^e dimanche après l'Épiphanie : les uns font faire l'office du 5^e la semaine d'avant la Septuagésime, et renvoient le 6^e, d'autres font le contraire : qui a raison ?

5^o Vous avez dit dans le temps qu'on disait sous une seule conclusion l'oraison d'une solennité transférée au dimanche et celle du dimanche; est-ce la règle pour la 2^e classe comme pour la première ?

R. — Ad I. Le sens de la rubrique est très clair. Après le *Pater*, les deux époux sont à genoux devant l'autel au moment où le prêtre donne la première bénédiction. Voilà la rubrique du Missel.

Elle est observée à Rome. A la fin du *Pater*, les époux qui, après le mariage et la bénédiction de l'anneau, s'étaient retirés auprès de la balustrade pour assister au saint sacrifice, s'avancent à l'endroit où ils étaient au moment du mariage, c'est-à-dire sur la marche la plus élevée de l'autel, ou même un peu plus près encore de l'autel, sur la partie antérieure du pallier; et là ils se mettent à genoux pour recevoir cette bénédiction,

Ensuite, ils retournent auprès de la balustrade où ils devront recevoir la sainte communion.

Pour la seconde bénédiction après *Benedicamus* ou *Ite missa est*, ils reviennent encore à l'autel, comme ils l'ont fait pour la première bénédiction.

Telle est la pratique de Rome.

Si vous n'avez pas de coutume légitimement établie dans vos îles, vous feriez bien de suivre la pratique romaine, parce qu'elle est conforme à la rubrique du Missel pour une partie des cérémonies, et qu'elle l'interprète sagement pour l'autre partie, ainsi qu'on peut en juger en lisant le Missel romain.

Mais si vous aviez une coutume différente qui fût louable, vous pourriez la conserver, ainsi que le désire ardemment le saint Concile de Trente.

Ad II. Dans les églises qui ont trois diacres, outre le diacre et le sous-diacre de la messe, on doit chanter la Passion le dimanche des Rameaux, car le Cérémonial des évêques le dit d'une manière absolue.

Mais y serait-on encore obligé, s'il n'y avait dans ces églises que le célébrant, le diacre et le sous-diacre de la messe ? Non, car le Cérémonial des évêques suppose, outre les trois officiants de la messe, trois diacres ou trois prêtres. Mais on le pourrait d'après l'enseignement commun des auteurs. De plus, le célébrant le pourrait, à défaut de ministres sacrés, s'il avait deux clercs en surplus qui pussent la chanter avec lui, ainsi qu'il résulte d'une décision de la S. Congrégation des Rites en date du 10 janvier 1852 (n. 5318, ad 10.)

Lorsqu'on ne chante pas la Passion, le diacre et le sous-diacre se tiennent de chaque côté du célébrant, pendant que celui-ci la lit.

Ad III. Aux fêtes qui ont des leçons à la messe, le célébrant doit-il aller au milieu de l'autel pour dire les *Kyrie* ? Vous pensez que non, par la raison que le prêtre n'a pas à dire *Dominus vobiscum* après les *Kyrie*; et vous estimez qu'il peut les dire auprès du livre, comme on le fait à la grand'messe. Votre assertion ne repose sur aucun texte liturgique, ni sur aucun décret, et nous croyons pouvoir ajouter, sur aucun liturgiste sérieux. Puisque vous dites une messe basse, vous devez suivre la rubrique de la messe basse. Or, cette rubrique exige que le prêtre, après avoir répété l'Introït, se rende au milieu de l'autel pour y dire le *Kyrie*, alternativement avec le servant.

« ... Et eo (Introïtu) repetito, junctis manibus ante pectus, accedit (celebrans) ad medium altaris, ubi stans versus illud similiter manibus junctis, dicit eadem voce ter *Kyrie eleison*, ter *Christe eleison*, et iterum ter *Kyrie eleison*, alternatim cum ministro. » (Ritus servandus in celebratione Missæ. Tit. iv, n. 2.)

Lorsqu'il n'y a pas de raison de rester au coin de l'épître, on comprend que le prêtre vienne au milieu de l'autel pour réciter cette courte et admirable prière, afin que là, en présence de l'image du divin Crucifié il la récite avec une plus grande ferveur. Mais ce n'est pas cette raison mystique, toute juste qu'elle soit, qui engendre l'obligation, c'est la rubrique elle-même.

Ad IV. Le désaccord que vous nous signalez entre différents Ordos, ne s'explique pas. Il est certain, qu'en cette année 1887, le sixième diman-

che après l'Epiphanie doit être renvoyé après les dimanches de la Pentecôte. Il est également certain que le cinquième dimanche après l'Epiphanie doit avoir son office, ou au moins une commémoration, dans la semaine qui précède la Septuagésime.

Les seules difficultés sérieuses qui peuvent être soulevées cette année, sont celles qui regardent le jour et la manière de célébrer le cinquième dimanche; difficultés qui ne nous sont pas présentées et que par conséquent nous n'avons pas à résoudre.

Ad V. Nous avons dit cela pour les cas seulement où il n'y a pas d'autre mémoire que celle du dimanche; car s'il y avait encore d'autres mémoires, on ferait plusieurs conclusions. De plus, nous parlions seulement du cas d'une solennité transférée au dimanche, et non du cas où une fête de seconde classe coïnciderait avec un dimanche; car dans ce dernier cas, la commémoration du dimanche se ferait sous une conclusion distincte.

Q. — 1^o Y a-t-il une obligation stricte pour le curé de faire par lui-même le catéchisme aux enfants ?

2^o Quand doit-il le leur faire ?

3^o Que doit-il faire pour les ignorants qui ne fréquentent pas les catéchismes ?

R. — Ad I. Sous le nom de catéchisme, nous comprenons l'explication de la doctrine chrétienne, donnée spécialement aux enfants et aux ignorants. L'obligation d'instruire les enfants est rappelée en ces termes par le Concile de Trente :

« Episcopi... saltem Dominicis et aliis festivis diebus, pueros in singulis parochiis fidei rudimenta, et obedientiam erga Deum et parentes diligenter ab iis ad quos spectabit, doceri curabunt, et, si opus sit, etiam per censuras ecclesiasticas compellent : non obstantibus privilegiis et consuetudinibus » ¹.

Dans la constitution *Etsi minime*, Benoît XIV distingue l'obligation du catéchisme de celle de la prédication : « Duo potissimum onera a tridentino synodo curatoribus animarum sunt imposita : alterum ut festis diebus de rebus divinis sermonem ad populum habeant; alterum ut pueros et rudiores quosque divinæ legis fideique rudimentis informet » ². Et Pie IX, dans l'encyclique *Nostis* : « Instructionem (puerorum) ad gravioris sui muneris partes omnino pertinere meminerint (parochi). »

Par conséquent, ce que ne déterminait pas d'une manière absolue le Concile de Trente, les Constitutions pontificales, appuyées d'ailleurs par la coutume universelle et par les synodes diocésains, le précisent exactement. Le Concile de Trente chargeait les évêques de faire enseigner la doctrine aux enfants par ceux auxquels ce devoir incombait. Or, à cette époque, l'instruction était donnée soit par les parents, soit par les maîtres

préposés aux écoles, soit par les curés. Benoît XIV et Pie IX, sans dispenser ni les parents, ni les maîtres préposés aux écoles, de donner l'instruction religieuse aux enfants, rappellent que c'est aussi un des devoirs sacrés du curé et que celui-ci doit apporter une attention particulière à s'en acquitter.

Le catéchisme est un devoir personnel du curé, comme toutes les autres charges du ministère pastoral. Les canonistes le rangent parmi les fonctions pastorales au premier degré, comme la prédication. Ce sont, en effet, deux fonctions du même genre, qui ont le même objet et ne diffèrent que par la forme : l'une et l'autre ont pour but l'enseignement de la doctrine chrétienne; mais tandis que l'une la présente d'une manière discursive, soutenue et générale, l'autre explique par manière de conversation, sous forme d'interrogation et en s'adressant directement aux personnes en particulier.

« C'est, en effet, dit Denenbourg, en distribuant à ses ouailles en particulier la nourriture pleine de force et de vie de la doctrine chrétienne, et en rompant à chacune d'elles le pain salutaire de la parole de Dieu, que les curés remplissent véritablement à leur égard l'office de pasteur. Le catéchisme, comme la prédication, est pour eux un devoir rigoureusement personnel » ³.

C'est aussi ce qu'a déclaré la S. C. du Concile, le 28 avril 1736 : « An prior archipresbyter collegiatae S. Mariae Orbetelli teneatur prædicare et explicare catéchismum per se ipsum omnibus diebus festis, seu potius tenentur quatuor canonici coadjutores hebdomadis quibus ipsi curam animarum exercent in casu? — Resp. Affirmative ad primam partem, negative quoad secundam » ⁴.

Une coutume, même très ancienne, ne suffit pas pour dispenser le curé de faire le catéchisme par lui-même. Ainsi l'a décidé, sous Innocent XIII, une congrégation particulière de cardinaux, comme le rapporte Benoît XIV, qui en fut le secrétaire :

« Meminimus non parum temporis, plurimumque laboris nobis opus fuisse, ut falsam omnino probaremus opinionem, ob quam Parochi Hispani se immunes ac liberos dictitabant ab edocendis instruendis que in christiana doctrina pueris, eo quod hujusmodi exercitationes in aliis quoque ecclesiis haberentur; aut quia concionatorum opera studioque satisfideles insruerentur; aut etiam ob vetustissimam consuetudinem, quæ parochos ipsos ab hoc onere vindicare videbantur. Quæ omnia leguntur in constitutione quæ incipit *Apostolici ministerii*, quam præfatus Innocentius Prædecessor promulgavit ».

Il s'ensuit donc que le curé ne peut se faire

¹ *Etude canonique sur les vicaires paroissiaux*, p. 200.

² *Thesaurus resol.*, S. C. C., t. VII, p. 360.

³ *Const. Declarasti*, 6 mars 1746, édit. Mechl., t. IV, p. 44 et 45.

⁴ Sess. XXIV, cap. 4.

⁵ *Constit. Etsi minime*, § 5, t. I. Ed. Mechl.

remplacer pour le catéchisme que quand il a des raisons légitimes. Les auteurs se montrent moins sévères pour l'appréciation de ces raisons quand il s'agit du catéchisme, que quand il s'agit de la prédication. Toutefois, ils réservent au curé un droit d'inspection sur ses coadjuteurs et lui conseillent de se rendre compte par lui-même de la manière dont ils instruisent les enfants.

« Hinc patet, dit Scavini, gravissime peccare « parochum, si notabiliter negligens sit in pueris « catechizandis..., vel si, munere catechizandi « aliis juxta de causa commissio, non vigilet an « omnia convenienti modo fiant ¹. »

Si le curé ne peut pas se faire remplacer sans une raison suffisante, il peut facilement se faire aider. Benoît XIV conseille aux curés de recourir au zèle des pieux laïques, hommes ou femmes, pour faire réciter aux enfants la lettre du catéchisme et des prières, et il recommande aux évêques d'employer les promesses et au besoin les menaces et les punitions pour déterminer les clercs à faire le catéchisme dans les paroisses ².

Ad II. Quand doit-on faire le catéchisme? Le concile de Trente répond : « Saltem dominicis et aliis festivis diebus. » Le catéchisme doit donc être fait le dimanche et les jours de fêtes pour se conformer à la lettre du concile. L'Eglise veut que le catéchisme soit fait le dimanche pour donner aux fidèles la facilité d'y assister et d'y compléter leur instruction. Voici comment Benoît XIV a interprété pour Rome ce passage du Concile de Trente :

« 1^o N.-S. P. le Pape rappelle aux curés l'obligation grave qu'ils ont d'apprendre au peuple confié à leur soin ce qu'il doit croire pour arriver au salut éternel; ils devront en rendre au Seigneur un compte très rigoureux. C'est pourquoi Sa Sainteté leur ordonne de mettre la plus grande diligence à enseigner la doctrine chrétienne à l'heure ordinaire dans leur propre église aux petits enfants et aux petites filles; ils se rappelleront que le concile de Trente leur impose cette obligation et menace des censures ecclésiastiques ceux qui négligeraient d'accomplir ce devoir.

« 2^o Et comme, dans le passage cité, le concile de Trente ordonne que l'on enseigne la doctrine chrétienne, au moins les dimanches et les autres jours de fêtes, Sa Sainteté défend de donner vacance aux écoles de la doctrine chrétienne aux dimanches d'octobre ou à aucun autre de l'année; elle permet seulement qu'à Pâques, à la Pentecôte et quand le saint jour de Noël tombe le dimanche, on se contente de faire la doctrine chrétienne au troisième jour de la fête ³. »

Le curé qui ferait le catéchisme pendant la semaine et le négligerait le dimanche ou les jours de fêtes manquerait à son devoir, à moins qu'une

coutume légitime n'autorise cette intervention. Comme la substance de la loi serait observée, et que la dérogation ne porterait que sur une circonstance accessoire, nous croyons que la coutume pourrait légitimement s'établir de faire seulement en semaine le catéchisme à certaines catégories d'enfants. C'est là ce qui se pratique ordinairement dans les villes, où les catéchismes préparatoires à la première communion sont faits pendant la semaine, tandis que les catéchismes du dimanche sont réservés aux enfants qui ont déjà fait leur première communion. Mais nous ne croyons pas qu'on puisse supprimer absolument tout catéchisme le dimanche, au moins d'une manière permanente, sans aller contre la lettre et l'esprit du concile de Trente.

Mais jusqu'à quel point l'omission du catéchisme le dimanche sera-t-elle coupable? Nous pensons que l'on peut appliquer ici la règle posée par les théologiens pour la prédication et avec d'autant plus de rigueur que les enfants ont plus besoin d'instruction que les adultes. « Communis « sententia theologorum est, dit Berardi, peccare « graviter parochos si per unum mensem continuum, aut tres discontinuos, concionem omit-tant ⁴. »

Nous supposons que l'instruction n'est donnée aux enfants que le dimanche et qu'il n'y est suppléé d'aucune manière pendant la semaine.

En se bornant au catéchisme du dimanche et des jours de fêtes, un curé serait à la rigueur dans les limites tracées par le concile de Trente, mais il négligerait un désir de ce même concile exprimé par le mot *saltem*. En outre, il s'exposerait à transgresser une autre de ses obligations rigoureuses. Le curé est obligé, en vertu même de sa charge, d'instruire les ignorants; or, les enfants sont dans une ignorance totale des vérités de la religion et la courte instruction du dimanche ne suffit pas pour leur faire connaître les vérités nécessaires de nécessité de moyen et de nécessité de précepte. Il doit donc y suppléer par des catéchismes faits pendant la semaine, plus ou moins souvent, suivant les besoins plus ou moins grands des enfants.

Art. III. — Il y a pour le curé une obligation grave d'instruire les ignorants de sa paroisse qui, pour une cause ou une autre, sont dans l'impossibilité de profiter des instructions faites en public, soit à la messe du dimanche, soit aux divers catéchismes. Il doit donc aviser aux moyens de leur faire connaître les vérités essentielles de la religion.

Quand et comment s'impose cette obligation? « Nous répondons avec saint Alphonse : « Ait La « Croix, si adessent alii rudes, qui adire ecclesiam « nequeant, quia custodiunt domum, aut greges, « cum in gravi necessitate spirituali reperiuntur, « debere parochum eo proficisci, ad eos instruendos

¹ *Tract. de oblig.* n. 638.

² *Const. Etsi minime*, § 6 et 7, t. 1, p. 228.

³ *Analecta*, III, col. 993.

⁴ *Casus conscient.* p. 12.

« cum quantocumque suo incommodo, ut loquitur prefatus auctor. Saltem nos dicimus, cum hoc ei maximæ molestiæ futurum foret, ob horum rudium multiplicatam, curet saltem eos insuere tempore præcepti paschalis, aut cum accedunt ad suscipiendum sacramentum confirmationis aut ad contrahendum matrimonium.¹ »

C'est d'ailleurs ce que prescrit Benoît XIV dans la constitution *Etsi minime* : « Moneat igitur episcopus parochos eisque *districte præcipiat*, ne quis eorum sacrum eucharistiæ sacramentum administret, et *schedulam*, ut aiunt, confirmationis iis tradat, qui graviora fidei et doctrinæ capita et sacramenti virtutem et vim ignorant, vel quia parum in hoc tirocinio profecerint, vel quia neglexerint audire, quæ ad hujusmodi sacramenta pie, riteque suscipienda statim temporibus tradita sunt. »

Nous citerons à titre de renseignement la décision suivante de la S. Congrégation du Concile adressée au cardinal Lambertini, alors archevêque de Bologne : « Approbari non potest nec tolerari ea minus recta consuetudo, ut sive fœminæ, sive mares in una parochia *degentes* alias parochias les ecclesias adeant, ibidem imbuendi rudimentis fidei ab alieno parcho; sic scilicet inducta Parochianorum confusione, et pluribus etiam fortasse sæpius ad nullum, a quo doceri possint, adeuntibus. Itaque, SS. D. N. etiam laudante, S. C. approbat quod, ipsius quoque auctoritate interposita. Eminentia vestra mandet, efficiat que ut, juxta saluberrima tridentinorum patrum decreta, oves suum agnoscant pastorem et vicissim Pastor suas agnoscat oves, adeoque unusquisque parochus elementis Christianæ legis informet pueros propriæ parochiæ. »

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Lorsque le maire d'une commune, chef-lieu de paroisse, est protestant, il ne peut être membre du conseil de fabrique et il doit se faire remplacer. Mais par qui? Peut-il déléguer qui il lui plaît, voire même le conseiller sorti le dernier de l'urne électorale? ou bien est-il obligé de déléguer l'adjoint pour assister aux séances du conseil de fabrique?

R. — Voici encore une question qui nous vient trop tard pour que la réponse arrive au gré de notre correspondant. Patience! Il connaîtra la loi pour la prochaine séance. La voici textuellement :

« ... Il (le maire) *pourra* s'y faire remplacer (à la séance) par l'un de ses adjoints; si le maire n'est pas catholique, il *devra* se substituer un adjoint qui le soit, ou, à défaut, un membre du conseil municipal catholique... »

Donc c'est par l'adjoint catholique qu'il *doit* se faire remplacer. Si ce dernier ne le peut ou ne le

veut, le maire peut se faire remplacer, à volonté, par un conseiller n'importe lequel.

Q. — Dans une succursale vacante, 1^o peut-on obliger un maire, ou se passer de lui, pour faire visiter la cure et la mettre en location? 2^o Peut-on imposer ce locataire pour les pièces non habitées? pour les fenêtres des pièces non habitées? 3^o Un locataire indigent doit-on l'imposer? Ne pourrait-on pas obliger le curé desservant à payer à sa place, si l'affouage lui advenait au nom du locataire, mais laissé par lui au desservant comme paiement de location? Bien entendu que je paierais au locataire l'impôt de l'affouage pour le retirer de la coupe.

R. — Ad 1^m. Les curés ou les vicaires, ainsi que les desservants autorisés par leurs évêques à biner dans les succursales vacantes, ont droit à la jouissance des presbytères et dépendances de ces succursales, tant qu'ils exercent régulièrement ce binage ou double service (*Ordonnance du 3 mars 1825, art. 2*). Par conséquent, ils en jouissent comme ils l'entendent, conformément aux lois, soit en le louant, soit en le faisant habiter gratuitement par qui ils veulent. La jurisprudence admet qu'un curé peut, avec la simple permission de l'évêque, louer son presbytère, pour aller loger plus convenablement ou plus près de l'église, et la commune n'a pas le droit de s'y opposer. S'il en est ainsi du presbytère de sa propre paroisse, à plus forte raison du presbytère du binage. Au reste, on ne voit nulle part trace de l'obligation de faire intervenir le maire. Que ce dernier détienne la clef en attendant la prise de possession par le curé binant, c'est bien. Mais une fois la clef remise au prêtre désigné pour le binage, il n'a plus rien à voir dans ce presbytère, sauf pour le visiter, comme tous les autres immeubles communaux et après en avoir prévenu l'usufruitier.

Ad 2^m et 3^m. L'impôt des portes et fenêtres est à la charge du locataire. Les portes et fenêtres des maisons habitables sont seules taxées. S'il n'y a qu'une partie du presbytère louée, cette partie seule est considérée comme habitable pour le locataire. En outre, le curé ne doit pas la taxe pour le presbytère de la succursale vacante qu'il n'habite pas personnellement, son locataire ne la doit pas non plus, en qualité d'indigent, c'est l'hypothèse. On ne voit pas dès lors à quel titre on pourrait obliger le curé à payer à la place de son locataire. Peu importe que le locataire ait droit à l'affouage, et qu'il en dispose pour payer sa location, ou pour autre chose. Ceci est une affaire d'un autre genre réglementée particulièrement par chaque commune sous le contrôle de l'autorité préfectorale. Si le locataire remplit les conditions exigées, nul n'a à se préoccuper ni à s'occuper de la manière dont il paie sa contribution pour la portion affouagère, ni de la manière dont il dispose de sa portion. La règle générale à suivre dans ces circonstances est tracée par les autorités et par les usages locaux.

¹ *Homo apostol.* Tract. VII, n. 35.

Q. — Etant admis que les curés et les vicaires peuvent être astreints à la prestation, il est admis aussi qu'ils sont libres de la faire en nature.

Mais devant la loi civile, quel parti prendre, ce cas-ci échéant ?

Un curé fait sa journée de prestation, et il se présente une fonction de son ministère à remplir. Est-il obligé de quitter pioche ou pelle, au risque de recommencer une autre fois sa journée ou de la payer ? Il me semble que, bien qu'il y ait liberté de faire la prestation en nature ou en argent, un homme ne peut pas, de par la loi, être obligé à deux endroits à la fois. Pourrait-on quelque chose contre ce curé s'il continuait sa journée et refusait d'exercer la fonction qu'on lui demande ?

R. — Nous trouvons la question assez singulière. Est-ce qu'un vrai prêtre pourrait balancer un instant entre son devoir momentané de terrassier et son devoir de pasteur des âmes ? Assurément, la loi civile n'aurait rien à lui reprocher, sachant que le curé était occupé ailleurs, à moins pourtant que le temps des prestations ne soit divisible, comme nous le pensons. Dans ce cas, rien ne s'oppose à ce que le curé fasse ses prestations en nature et vague en même temps aux devoirs de son ministère. Au lieu de faire trois jours de manœuvre, par exemple, il fera six demi-journées, ou deux journées et deux demie, etc., etc.

Ceci est assez ridicule et prouve deux choses : la première est l'inconvenance d'une loi qui soumet le clergé paroissial, chargé de fonctions publiques, à un travail incompatible avec sa dignité et la nature même de ses fonctions ; la seconde est l'originalité et la bizarrerie, — pour ne pas dire autre chose, — des curés qui, ayant à choisir la prestation en nature ou en argent, se décident à la première, contrairement à toutes les règles du bon sens et de la bonne éducation. Souvenons-nous donc du : *tu es sacerdos in æternum* !

COURRIER DE L'UTILE

Q. — En temps de grande chaleur et spécialement d'orage, les fosses d'aisances, même les mieux fermées, dégagent une odeur aussi insupportable que malsaine : pourriez-vous indiquer un moyen de les désinfecter ?

R. — Jetez-y une des matières suivantes, toutes à très bon marché :

Poussier de charbon (proportion de 40 litres par hectolitre) ;

Du plâtre (même proportion) ;

Une dissolution de 40 à 50 grammes de sulfate de soude, ou de sulfate de fer, ou de sulfate de zinc (par hectolitre) ;

12 à 15 grammes d'acide sulfurique (toujours par hectolitre de matière à désinfecter).

Q. — Vous avez recommandé, dans un de vos récents Courriers de l'utile, le traitement du mildew par la bouillie bordelaise ou le sulfate de cuivre. Etes-vous bien sûr de votre fait ? Je vous pose cette question parce que je viens d'entendre un chimiste assez réputé,

prétendre que la bouillie bordelaise ne pouvait aboutir qu'à tuer la vigne et à empoisonner le vin ?

R. — Je ne puis vous répondre que d'après les praticiens et les notes et mémoires présentés par divers et de temps en temps à l'académie des sciences.

Je sais que la bouillie bordelaise a ses partisans et ses adversaires. Un de ceux-ci, M. Bellot des Minières, vient de publier un mémoire très vif contre le sulfate de cuivre et en faveur de l'ammonium de cuivre.

Voici la partie *positive* de sa thèse :

Il y a deux ammoniures de cuivre : l'ammonium par le sulfate de cuivre, l'ammonium par la tournure de cuivre.

L'ammonium de cuivre par le sulfate de cuivre (eau céleste). C'est du sulfate d'ammoniaque, plus une dissolution d'oxide de cuivre dans l'ammoniaque.

L'ammonium par tournure, une dissolution d'oxide de cuivre dans l'ammoniaque, plus une petite quantité d'azotite d'ammoniaque.

Ces deux espèces d'ammonium, à dose égale de cuivre, dissolvent dans le même temps un même poids de cellulose ; mais si l'on emploie l'ammonium par sulfate de cuivre (eau céleste) sur une plante en pleine végétation à une température « à l'ombre » d'environ 28 degrés, le sulfate neutre d'ammoniaque devient acide et l'acide sulfurique devenu libre désorganise net l'arbuste.

Il faut donc rejeter l'eau céleste pour n'employer que l'ammonium par tournure qui, sans danger pour la plante, détruit la cellulose vivante, soit l'enveloppe ou phytociste des spores, en tue le mycelium et produit au profit de la plante (par son azote) une action de nutrition énergique.

On obtient l'ammonium en versant de l'ammoniaque pesant 22° sur de la tournure. Le litre d'ammoniaque revient à environ 80 c. Il faut 4 kilos d'ammonium pour 100 litres d'eau. En employant la tournure on ne jette dans la vigne que 21 grammes de cuivre là où la bouillie en répand 2 gr. 700.

M. Bellot des Minières croit que par l'ammonium on peut traiter non-seulement le mildew, mais encore le blackrot, l'oïdium, l'anthracnose.

Il conseille un badigeonnage d'hiver avec 80 à 100 grammes d'ammonium par litre d'eau, puis des aspersions en avril et en juillet ; on peut opérer même pendant la fleur.

Q. — Quoique le rédacteur du Courrier de l'utile nous ait récemment dit qu'il ne pouvait pertinemment traiter de tout et encore d'autre chose, il n'en répond pas moins, d'une façon très intéressante, à des questions si diverses, que cela nous invite et nous enhardit à le questionner sur tout et encore sur autre chose.

Je viens d'entendre une discussion très vive pour et contre l'usage des légumes herbacés : artichauts, épinards, oseille, céleri, persil, cerfeuil, etc. Je crois, au fond, que les discutants, quoique non d'accord, avaient également raison, en ce sens que tous ces légumes sont

bons ou mauvais suivant le tempérament et l'état de santé de ceux qui en usent. Votre avis là dessus ?

R. — Je réponds de mon mieux sans prétendre à aucune infailibilité scientifique.

L'*artichaut* contient un principe mucilagineux, d'odeur mielleuse, de saveur un peu âpre et amère, et un composé tannique assez abondant. C'est le tannin qui nous explique cette coloration noire produite instantanément sur le couteau qui l'entame (tannate de fer). C'est également le tannin qui fait de l'artichaut un aliment tonique, astringent, ainti-diarrhéique et diurétique. Lorsqu'il est tendre, on le mange cru, à la poivrade ; mais il ne convient ainsi qu'aux estomacs robustes. Cuit, au contraire, il constitue un mets à la fois agréable et de digestion facile, même pour les convalescents.

L'*épinard* est un aliment dont les propriétés laxatives son populaires. D'un goût alcalin un peu nauséux, il convient surtout aux sujets bilieux et irritables, aux habitants sédentaires des villes.

L'action laxative de ce légume herbacé est due à la grande quantité de sels de potasse qu'il renferme et peut-être à son indigestibilité presque absolue. Ses particules, infiltrées de sucs aqueux alcalins, se répartissent le long du tube digestif, dont elles entraînent et *balaient*, pour ainsi dire, toutes les mucosités, en relâchant son fonctionnement spécial.

L'*oseille* est le végétal acide par excellence : son étymologie grecque (*oxus*, acide) nous l'indique tout d'abord. C'est également une herbe potagère de la belle saison, quoique on en fasse (ainsi que de l'épinard), des conserves pour l'hiver. Sa saveur acide agace les dents, par l'oxalate de potasse que renferme la plante ; mais elle rafraîchit les premières voies affadiées par la saison chaude, et facilite la digestion des viandes insipides et lourdes. L'oseille est apéritive et antiscorbutique, fébrifuge même, si nous en croyons les expériences de Desbois (de Rochefort). Elle convient peu aux gastralgiques, qui doivent toujours la manger mélangée de laitue ou d'épinards, afin de tempérer son offensante acidité. Le gouteux et surtout les graveleux doivent s'en abstenir complètement (comme de la tomate), sous peine de provoquer la formation de la gravelle oxalique, qui est la plus dangereuse de toutes les gravelles.

Le *céleri* ou *ache* (*apium graveolus*) est une ombellifère des plus utiles, au contraire, dans le régime des bilieux et des urinaires. Cru et mangé en salade (même lorsque l'étiollement et la culture spéciale l'ont prodigieusement attendri) il est des plus indigestes. Cuit, au contraire (surtout sa variété céleri-rave), il constitue un condiment culinaire agréable, d'une saveur aromatique et stimulante, d'un usage très favorable aux gouteux et aux lymphatiques.

Le *persil* possède une odeur forte et pénétrante, fœrëbinthacée, et une saveur aromatico-amère spé-

ciale, capable d'assaisonner et de relever les mets les plus fadasses : ce qui nous explique sa vogue immense comme condiment culinaire. Sur dix plats pris au hasard, neuf renferment du persil. Cette herbe possède des propriétés médicinales très marquées : elle entre, ainsi que le céleri, dans la composition du fameux sirop des *cinq racines*. Le persil est, à la fois, tonique et excitant, sudorifique et diurétique, vermifuge et fébrifuge. Il stimule l'appétit et facilite la digestion,

Le *cerfeuil*, qui possède une odeur aromatique et fragrante assez analogue, mais un goût musqué plus délicat, fait partie, avec l'oseille et le persil, de ce classique *bouillon d'herbes*, auquel le public accorde si facilement les plus remarquables vertus délayantes et dépuratives. En cuisine, il est également usité comme assaisonnement des soupes, ragoûts, salades, etc. Ses propriétés hygiéniques sont apéritives et diurétiques, antiscorbutiques et antidartreuses.

NÉVRALGIES. — MIGRAINES

L'appauvrissement du sang et l'anémie qui en est la conséquence, en développant outre mesure le système nerveux, entraînent à leur suite une foule de douloureuses maladies parmi lesquelles les névralgies, la migraine. Elles s'attaquent le plus souvent au visage et occasionnent sur leur parcours, des douleurs sourdes parfois, parfois lancinantes, insupportables toujours ; vague et légère au début, la douleur augmente peu à peu et souvent se complique de nausées, de vomissements.

Le traitement le plus rationnel consiste dans l'application des moyens qui suivent : compresses d'eau froide, d'eau de Cologne, d'eau vinaigrée ou éthérée ; silence et obscurité ; infusion légère de thé ; bains de pieds sinapisés. — Le repos au lit complète d'ordinaire le traitement. Les pilules de sulfate de quinine, ou mieux encore de valériate de quinine sont presque toujours employées avec succès.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 15 junii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 5^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : LES
EXCELLENCE DE LA DÉVOTION AU PRÉCIEUX
SANG DE N.-S. J.-C.

Pacificans per sanguinem
ejus sive quæ in terris sive
quæ in cœlis sunt.
(Coloss. I, 20.)

Dieu, qui prend souci d'un cheveu de notre tête, entoure l'Eglise, son chef-d'œuvre, de la plus paternelle et de la plus ineffable sollicitude. Selon les circonstances et ses besoins, il suscite dans les esprits des lumières plus vives et dans les cœurs des sentiments plus tendres pour quelqu'un des mystères sacrés; et c'est ainsi que, sous la direction des Pontifes éclairés par l'Esprit-Saint, naissent ces dévotions nouvelles, destinées à remédier aux maux de la société ou à conjurer des périls nouveaux. Jamais peut-être dans toute l'histoire de l'Eglise la société chrétienne n'a subi un assaut plus acharné de la part de l'enfer que de nos jours; jamais la conjuration satanique n'a été plus menaçante et plus désastreuse; mais, que Dieu en soit béni, jamais le ciel n'a été aussi généreux à l'égard des fidèles; jamais il ne leur a remis entre les mains des armes mieux trempées pour la résistance; jamais il n'a suscité d'aussi admirables dévotions qu'à notre époque. Après la dévotion au Sacré-Cœur, c'est un redoublement de piété pour l'Eucharistie et la Très-Sainte Vierge; c'est une efflorescence merveilleuse du culte de S. Joseph; c'est la consécration définitive de la dévotion au Précieux-Sang de N.-S. J.-C. On était en 1849. Le Souverain-Pontife Pie IX venait, grâce à l'intervention de la nation très-chrétienne, de rentrer dans Rome. Mesurant la grandeur des dangers qui mettaient la société en péril, il résolut d'opposer aux efforts de la Révolution, un rempart inexpugnable; et en conséquence il adressa à l'univers catholique un décret qui, outre la fête commémorative du Précieux-Sang en Carême, instituait une nouvelle fête du Précieux-Sang au premier dimanche de juillet. Par cet acte pontifical, Pie IX mettait sous la sauvegarde du Sang qui a racheté le monde et l'a arraché aux horreurs de l'antique barbarie, la chrétienté menacée d'un nouveau paganisme plus dégradé et plus honteux que le premier. Nous célébrons cette fête aujourd'hui; et mon dessein est de vous faire entrer dans les intentions du Souverain-Pontife et de vous exciter à recourir avec une pleine confiance à la médiation du Sang rédempteur. Pour atteindre ce but, je vous signalerai brièvement les excellences de la dévotion au Précieux-Sang de N.-S. J.-C.

I

Et d'abord, chrétiens, je trouve une première grandeur de la dévotion au Précieux-Sang dans l'excellence de son objet. Il ne s'agit point ici, en effet, de rendre hommage aux clous sacrés qui

ont percé les mains et les pieds du Sauveur; au saint Suaire qui l'a enveloppé après sa mort; à la couronne d'épines qui a déchiré sa tête auguste; aux plaies qui ont ensanglanté son corps adorable. Il ne s'agit pas seulement d'honorer ce corps sacré. L'objet de la dévotion qui nous occupe est plus auguste: c'est le Sang du Sauveur; le sang, trône spécial de l'âme du Sauveur; le sang vivant qui a animé et vivifié le corps du Sauveur; le sang d'un Dieu, par conséquent d'une valeur infinie; le sang rédempteur, le sang purificateur, le sang pacificateur du ciel et de la terre, le sang triomphateur qui a fait tomber à ses pieds jusqu'aux terres les plus inconnues, jusqu'aux nations les plus inhumaines.

Oh! comme les livres sacrés nous font éloquentement ressortir les grandeurs suréminentes du sang de Jésus! Résumons quelques-unes de leurs paroles. Ecoutons le Sauveur lui-même: » En vérité, en vérité, je vous le dis, si vous ne mangez la chair du Fils de l'homme et si vous ne buvez son sang, vous n'aurez point la vie en vous. Celui qui mange ma chair et qui boit mon sang a la vie éternelle, et je le ressusciterai au dernier jour; car ma chair est véritablement une nourriture, et mon sang est véritablement un breuvage. » (Joan., vi.) — Ecoutons l'Apôtre S. Paul: « Il a plu au Père que toute plénitude résidât en lui, et de réconcilier par lui toute chose avec soi, ayant pacifié par le sang qu'il a répandu sur la croix et ce qui est sur la terre et ce qui est dans le ciel. » (Col. i.) Jésus-Christ, le Pontife des biens futurs, étant venu dans le monde, est entré une fois dans le sanctuaire par un tabernacle plus grand et plus excellent qui n'a pas été fait de la main des hommes, et il y est entré non pas avec le sang des boucs et des veaux, mais avec son propre sang, nous ayant acquis une rédemption éternelle. Car si le sang des boucs et des taureaux et l'aspersion de la cendre d'une génisse sanctifient ceux qui sont souillés, en leur donnant une pureté extérieure et charnelle, combien plus le sang de Jésus-Christ, qui, par le Saint-Esprit, s'est offert lui-même à Dieu comme une victime sans tache, purifiera-t-il notre conscience des œuvres mortes pour nous faire rendre un culte plus parfait au Dieu vivant? (Heb. ix). C'est pourquoi, mes frères, nous avons la confiance d'entrer dans le sanctuaire par le Dieu vivant (Ibid.). Le sang de Jésus-Christ éteint le feu de la colère divine irritée par nos crimes. (Rom., v). Il est l'hostie d'expiations pour nos péchés. (Rom., iii). Il est le prix de notre rachat. (Eph., i). Il est le bain qui purifie notre conscience. (Heb., ix). Loin de crier vengeance comme le sang d'Abel, chaque goutte de ce sang crie miséricorde. (Heb., xii). — Ecoutons S. Pierre: « Nous savons que nous avons été rachetés par le Précieux sang de Jésus-Christ, l'Agneau sans tache et sans défaut. » (i. Pet., i). — Ecoutons S. Jean: « Les anciens de l'Apocalypse chantaient un cantique nouveau en disant: Vous êtes digne, Seigneur, de prendre le livre et

d'en ouvrir les sceaux, parce que vous avez été mis à mort, et que par votre sang vous nous avez rachetés pour Dieu de toute tribu, de toute langue, de tout peuple et de toute nation, et vous nous avez faits rois et prêtres pour notre Dieu, et nous règnerons sur la terre » (Apoc., v.)

Voilà le sang puissant, glorieux, sublime, divin, que nous avons à bénir, à louer, à invoquer, à aimer ! Oh ! avec quel transport d'amour, avec quelle ardeur de charité les élus du ciel le célèbrent dans les joies de l'éternité. Nous devons imiter leurs hommages ; car nous aussi, comme ces bienheureux élus, nous possédons le sang de Jésus. Nous avons une extraordinaire facilité de mettre cette dévotion en pratique. Elle s'impose pour ainsi dire à nous, tant le Sauveur a été prodigue de son sang à notre égard ! Je considère cette *extrême facilité* de pratiquer cette dévotion comme la seconde de ses excellences.

II

Oui, chrétiens, si peu que nous voulions être attentifs, nous rencontrerons partout le sang de Jésus. De quelque côté que nous portions nos regards, nous sommes frappés, éblouis, fascinés par ce sang divin, qui semble aussi, sans relâche, solliciter les hommages de nos cœurs.

Partout où il y a un être humain, la grâce multiplie ses efforts pour opérer l'œuvre de la sanctification. Elle se présente sous forme de paroles édifiantes, de charitables conseils, de bons exemples, de récompenses ou de châtements, ou tout au moins de bonne pensée ou de bon mouvement. La grâce, je la vois travailler dans l'Eglise, la conservant, la défendant, l'éclairant, la guidant, la sauvant de tous les dangers, la maintenant dans sa divine hiérarchie, l'assistant dans son gouvernement et dans son enseignement. La grâce, je la vois au ciel dans ses triomphes ; je la vois dans l'enfer, dans l'abus qui a été fait d'elle. Mais qu'est-ce que la grâce, c'est le fruit du sang de Jésus-Christ.

Le sang de Jésus, mais je le trouve partout et constamment, à tous les points de la durée et de l'espace, dans les sept sacrements qu'on a si bien appelés les VASES DU SANG DE JÉSUS-CHRIST. A chaque instant ces vases précieux sont penchés sur une multitude d'âmes et versent sur elles le sang rédempteur qui les régénère, les purifie, les sanctifie, les marque du caractère du Sauveur, et les régénère !

Le sang de Jésus, ah ! je l'adore pendant le saint sacrifice de la messe dans le calice de bénédiction. Lorsque ce calice est élevé au-dessus de l'autel, oui, le sang de Jésus y est dans toute sa plénitude, glorifié et battant des pulsations de sa véritable vie humaine. Le sang qui autrefois a coulé dans la grotte au jardin des Oliviers, qui s'est coagulé sur les fouets et sur les verges de la flagellation, qui s'est séché sur les cheveux du Sauveur, qui a trempé ses vêtements, qui a laissé des taches sur la couronne d'épines, qui a arrosé

le bois de la croix, — ce même sang est vivant dans le calice, uni à la personne du Verbe éternel, pour être adoré par nous dans le plus profond anéantissement de nos corps et de nos âmes. Les rayons du soleil levant pénétrant dans l'Eglise tombent un instant sur le calice découvert, et leur lumière laisse ses reflets timides et sans cesse agités s'y jouer comme parmi des pierres précieuses ; les yeux du prêtre s'arrêtent sur ce spectacle, et il semble que cette lumière rejaillisse jusque dans son cœur, fortifie sa foi et enflamme son amour ! Eh bien ! dans cette coupe, sous ces rayons mystérieux, c'est le sang de Dieu, le véritable sang vivant, dont les premières sources ont été dans le Cœur immaculé de Marie !¹.

Ce n'est pas assez ; il nous est donné de posséder encore d'une manière plus intime le trésor ineffable du Précieux sang de Jésus-Christ. Quand nous communions, quand la sainte Hostie repose dans notre poitrine, avec le corps de Jésus, nous possédons tout son sang ; son sang vivant, son sang divin. Oh ! mystère d'amour ! Oh ! vérité effrayante de grandeur et de bonheur ! Si nous avions une foi vive, comme nous adorerions le Précieux sang qui se prodigue si étrangement en notre faveur ; comme nous nous empresserions d'en tirer profit. La dévotion au Précieux sang, en effet, est admirablement *féconde en fruits de salut*. C'est la troisième pensée qui me reste à vous exposer.

III

Comment dirai-je les merveilleux effets de la foi pratique au Précieux sang de Jésus-Christ ? Comment expliquerai-je les trésors de grâce du Précieux sang ?

Quand on croit à l'efficacité du sang du Sauveur, quand on sait avec quelle surabondance il a été répandu, quand on comprend un peu le mystère insondable de charité qui l'a fait verser, on est capable de tous les progrès dans la vraie piété. La foi devient plus vive et plus ferme : à l'encontre de l'hérésie du naturalisme contemporain, on est intimement persuadé que de soi-même on est incapable de tout bien dans l'ordre surnaturel, qu'il faut la grâce, fruit du sang de Jésus-Christ, pour pratiquer la vertu, et que pour obtenir la grâce, il faut prier. — On a une confiance en Dieu plus ferme et plus vaillante : que pourrait nous refuser la munificence divine, quand Jésus-Christ nous a acquis toutes les grâces, en versant tout son sang pour nous ? — On a un amour de Dieu plus fort, plus ardent, plus généreux, plus déterminé au sacrifice. Jésus nous a donné jusqu'à la dernière goutte de son sang, ne sommes-nous pas tenus à un retour ? N'est-il pas juste que pour Jésus-Christ, s'il le faut, nous versions par reconnaissance tout notre sang ? — On a une dévotion plus aimante pour l'Eucharistie où vit et rayonne le sang de Jésus-Christ, pour Marie mère de Jésus-Christ, pour le sacré

¹ Faber, *le Précieux sang*, p. 32.

Cœur d'où s'est échappé le sang de Jésus-Christ, pour la prière, pour les sacrements, pour la messe par lesquels nous sont communiqués les trésors de grâce achetés par le sang de Jésus-Christ.

Le sang de Jésus-Christ, nous disent les saints docteurs, c'est notre toute-puissante protection : comme l'ange exterminateur épargna les maisons marquées du sang de l'Agneau pascal, le démon s'éloigne épouvanté des cœurs où il voit resplendir le sang de son vainqueur. — C'est le breuvage de bénédiction, *calix benedictionis*, qui nous remplit de joie, de force et d'un courage indomptable. — C'est le bain qui purifie nos âmes, c'est la lumière qui les embellit, c'est le feu qui les embrase. Oui, dit S. Chrysostome, il rend notre esprit plus brillant que le feu, et plus éclatant que l'or, *hoc lavatur anima, hoc ornatur, hoc accenditur* (Hom. 45, in Joan.). — C'est le lait qui nous remplit de douceurs et efface de notre cœur le souvenir de toutes les amertumes de la terre. (Clem. Alex.). — C'est le trésor inépuisable qui nous permet de satisfaire à la justice de Dieu pour nos dettes personnelles, pour celles du prochain, et pour les âmes du purgatoire. — Quelle puissance d'expiation nous possédons, grâce au sang de Jésus-Christ, quand nous prions, quand nous recevons les sacrements, quand nous assistons au saint sacrifice ! — C'est la rosée qui rafraîchit nos âmes, et y éteint les feux de la concupiscence. — C'est la voix puissante qui retentit en notre faveur auprès du trône de la justice de Dieu !

Ayons donc confiance dans le sang de Jésus-Christ, utilisons-le, aimons-le ! Mais surtout soyons à Jésus-Christ, ne vivons que pour Jésus-Christ, puisqu'il nous a acquis par son sang. En effet, comme le dit si justement Bossuet¹, nous ne sommes pas seulement au roi Jésus comme un peuple qu'il a gagné par amour, mais comme un peuple qu'il a acheté d'un prix infini. Remarquez « qu'il ne nous a pas achetés ni par or, ni par argent, ni par des richesses mortelles ». Car étant maître de l'univers, tout cela ne lui coûtait rien ; mais parcequ'il nous voulait acheter, il a voulu qu'il lui en coûtât. Qu'a donné Jésus pour nous acheter ? Il a donné sa vie, sa chair et son sang. Donc nous lui tenons lieu de vie ; nous ne sommes pas moins à lui que son propre corps et le sang qu'il a donné pour nous acheter ; et c'est pourquoi nous sommes ses membres. Belle et admirable manière d'acquérir les hommes. Ah ! mes frères, élevons nos cœurs ; travaillons à nous rendre dignes de l'honneur que nous avons d'être à lui par une sorte d'union si intime. N'otons pas à Jésus le prix de son sang. Consacrons toute notre vie au Sauveur, puisqu'il l'a si bien achetée ; et comme il ne nous achète que pour nous sauver, parce qu'il ne nous possède que comme Sauveur, ne rompons pas un marché qui nous est si avantageux !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers.

L'INSTITUT DE LA TRAPPE EST-IL APPROUVÉ PAR LE SAINT-SIÈGE ?

C'est une idée qui circule encore sur la foi de cano-nistes moins au courant de la question qu'il ne convien-drait, que l'Institut de la Trappe n'est pas approuvé par le Saint-Siège.

Il est vrai que le Saint-Siège n'avait pas approuvé l'Institut de la *Val Sainte*, en Suisse, fondé par Dom Augustin de Lestrange, à cause de la rigueur trop grande de ses constitutions.

Mais il n'en est pas de même de la réforme de l'abbé de Rancé. Et d'ailleurs les constitutions de l'abbé de Lestranges ont été abandonnées. La Trappe, continuation de Cîteaux, est approuvée par le Saint-Siège comme en fait foi la réponse que nous donnons ci-dessous de la Sacrée-Congrégation des Evêques et Réguliers.

C'est donc avec l'approbation de l'Eglise que, tout en se sanctifiant par l'observation de la règle de saint Benoît et des primitives constitutions cisterciennes, les Trappistes donnent au monde moderne le spectacle de moines arrachant à la stérilité et aux maladies d'immenses étendues de terre, comme on le voit à Staouély, en Algérie et à St-Paul-Trois-Fontaines, aux portes de Rome.

DUBIUM. — Eme et Rme Domine,

Non pauci inveniuntur sacerdotes, etiam docti, quique per plures annos Romam incoluerunt, asserentes Monachos Trappenses tum antiquæ reformationis de Rancé, tum recentioris sub regula S. Benedicti cum primitivis constitutionibus Cistercii, ambæ in distinctam congregationem constitutæ, nullo pacto esse approbatos, sed tantum a Sancta Sede toleratos, non obstante facultate vota solemnita profitendi eis restituta, vigore Rescripti apostolici diei 5 februarii 1868.

Quum porro his disputationibus solvendis imparem me ingenue professus fuisssem, atque Dominum Reverendissimum Vicarium generalem dubius adissem, is mihi ultro asseruit Trappenses haud dubio esse approbatos, veluti pars et membra universi Ordinis Cisterciensis.

Cui demum oraculo iterum adversarii contradicentes, supplex igitur Eminentiæ Vestram enixe adprecor, quatenus mihi anxio mentem suam circa propositum dubium aperire dignetur.

Hms, obsequis et addictis.

F. Leo, Prior Beatæ Mariæ Minoris Clarævallis in America septentrionali.

Die 22 junii 1866.

Sacra Congregatio Emorum et Rmorum S. R. E. Cardinalium negotiis et consultationibus Episcoporum et Regularium præposita, super præmissis respondendum censuit, prout respondet : Pater Procurator generalis Congregationis B. M. de Trappa oratorem moneat ut acquiescat responso dato a R. P. Abbate Vicario generali suæ Congregationis.

Datum Romæ ex secretaria ejusdem Sacræ Congregationis. sub die 21 decembris 1866.

Concordat cum suo originali quod asservatur in

¹ Second sermon pour la Circoncision.

archivio secretariæ Sac. Congreg. Episcoporum et Regularium.

Loco † sigilli. — Romæ, die 28 decembris 1886.
Aloysius, Episcopus Gallinicensis.

Concordat cum originali. — Romæ, die 29 decembris 1886. — Fr. STANISLAUS, Procurator generalis B. M. de Trappa.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Il y a environ douze ans, il mourut dans la paroisse où j'étais une femme qui laissait par testament *mille francs* pour dire des messes. Le mari, chargé de faire dire ces messes, n'en a fait dire jusqu'ici que pour 500 francs. M. le vicaire général m'avait autorisé à prendre 2 francs par messe, mais comme je manquais d'honoraires, je disais les messes à 1 franc l'honoraire, sans cependant avoir jamais dit au mari que je les disais à 1 franc. J'espérais un peu me rattraper plus tard dans les messes suivantes, si j'avais d'ailleurs des honoraires en abondance.

Un des motifs pour lesquels je disais les messes à 1 franc, c'est que je craignais, quand je réglais avec le mari, qu'il ne me demandât le taux de l'honoraire, mais il ne l'a jamais demandé et je lui ai toujours donné des reçus qui énonçaient la somme d'argent pour honoraires de messes, mais jamais le nombre des messes.

S'il m'avait donné la somme de 1.000 francs, j'aurais pris 2 francs, comme j'y étais autorisé, mais il ne me soldait que bien parcimonieusement et à chaque moment il me faisait suspendre ces messes pendant de longues années.

Je vous prie, savant *Ami du Clergé*, de me dire si, maintenant que j'ai des honoraires, en abondance d'ailleurs, je ne pourrais pas donner des reçus pour les 500 francs qui restent sans dire une seule messe, puis, que j'en ai déjà dit 500 à 1 franc ?

Si je pouvais agir ainsi, ma situation assez difficile s'améliorerait et je serais à mon aise ?

R. — Nous doutons que notre correspondant puisse bénéficier de son industrie, et réaliser ses espérances.

La testatrice qui a laissé 1.000 francs pour faire célébrer des messes, n'ayant pas déterminé l'honoraire de ces messes, est présumée avoir voulu se conformer au tarif du diocèse. Il faut en dire autant du mari, qui exécute ses dernières volontés et verse la somme portée au testament. Si donc le tarif en vigueur dans le diocèse fixe cet honoraire à 1 franc, il n'est pas permis d'exiger 2 fr.

L'autorisation particulière d'un vicaire général ne suffirait pas à légitimer la perception de cet honoraire de 2 francs, contrairement au tarif diocésain demeurant en vigueur. La raison en est, que la donatrice met à sa donation la condition implicite, que les honoraires des messes seront réglés par le tarif en vigueur dans le diocèse au moment où elles seront célébrées : condition qui est acceptée, au moins implicitement, par le prêtre qui se charge de l'acquit de ces messes : condition par conséquent *consensuelle* qui ne pourrait être modifiée par une autorisation qui laisserait subsister le susdit tarif.

Il en serait autrement, si l'autorisation du vicaire général élevait, sans doute avec le consentement et de l'autorité de l'évêque, le tarif des messes : ou si elle n'était qu'une sorte de reconnaissance, d'une coutume, qui déjà serait acceptée d'un grand nombre et élèverait l'ancien tarif.

Nous supposons que tel est le cas de notre correspondant. Ayant déjà reçu 500 francs et acquitté 500 messes à 1 franc, avec l'espoir toutefois de se compenser sur les 500 francs qui restaient à toucher, peut-il regarder ces 500 francs qu'il vient de recevoir, comme le complément des honoraires des 500 messes qu'il a dites tout d'abord à un franc, et pour lesquelles il aurait pu recevoir 1.000 francs ? Peut-il se regarder comme n'étant plus tenu à rien ?

Nous ne le pensons pas.

En effet, le prêtre ne peut acquitter des messes qui ne lui sont pas demandées ; une obligation ne peut être remplie qu'autant qu'elle existe.

L'acte par lequel des messes sont demandées, et l'acte par lequel elles sont acceptées, constituent un contrat. L'obligation qui découle du contrat, est l'effet propre du contrat ; elle est postérieure au contrat ; elle ne peut être remplie qu'après le contrat. Si avant tout contrat, l'une des parties appelées à contracter, fait en faveur de l'autre, ce qu'elle prendra l'engagement de faire ensuite, elle fait une action purement gratuite et libérale, qui ne lui donne aucun droit, sinon le droit à la reconnaissance.

Donc, notre correspondant n'a pu, en célébrant les 500 premières messes, remplir l'obligation de célébrer les messes représentées par les 500 fr. qu'il a reçus en dernier lieu, puisque ces messes ne lui avaient pas encore été demandées, et qu'il n'avait contracté aucun engagement de les acquitter.

Seulement, si l'autorisation dont il se prévaut est valable, ce que nous pensons très volontiers, il pourra porter l'honoraire de ces dernières messes à 2 francs.

LES OBLATIONS

Nous diviserons en trois chapitres l'étude que nous consacrons à ce sujet. Dans le premier nous dirons ce que l'on entend par *oblations*, quelles sont les diverses espèces d'oblations. Le second chapitre sera consacré aux droits casuels, c'est-à-dire aux oblations qui sont rigoureusement obligatoires et le troisième aux offrandes volontaires.

CHAPITRE I

NATURE, DIVISION, LICITÉ ET ORIGINE DES OBLATIONS

Définition et division des oblations.

I. On a donné plusieurs définitions des oblations, suivant la manière dont on les envisage.

« Oblationis nomine intelligitur quidquid offer-

« tur ecclesiæ quocumque modo in missa, vel in ecclesia, vel extra. » Ainsi est conçu le sommaire du chapitre *Cum inter*, 23, de *verborum significatione*.

« Oblationes strictæ et propriæ sumptæ dicuntur res illæ quas fideles religionis intuitu immedie offerunt Deo, ut desserviant, vel ad usum ecclesiæ vel ad usum ministrorum. » Telle est la définition de L. Ferraris ¹.

« Oblationes sunt munera quæ a fidelibus Deo et Ecclesiæ sponte offeruntur ». Voilà la définition de Devoti.

« Oblationum vocabulo intelligimus illas res mobiles quæ a fidelibus offeruntur ad Ecclesiæ vel ministrorum usum, tum ad altare intra missam, tum occasione aliarum sacrarum functionum, puta pro benedictione nuptiarum... et aliis similibus. » Ainsi s'exprime Bouix ² dont nous adoptons la définition.

Nous parlerons uniquement des offrandes accidentelles consistant dans des choses mobilières, et non des donations faites aux églises consistant en immeubles pour la formation d'un bénéfice ou pour une fondation quelconque.

II. Les oblations ainsi entendues sont de trois sortes :

La première espèce comprend les offrandes en pain et en vin qui servaient autrefois pour la matière du sacrifice de la messe, et qui sont remplacées aujourd'hui par les honoraires des messes. Comme cette sorte d'offrande demande un traité particulier, nous n'en parlerons pas ici.

La seconde espèce comprend les offrandes déposées soit dans les troncés placés dans les églises, soit dans la bourse des quêteurs, soit au palais épiscopal ou au presbytère. Ce sont des dons en argent ou en nature destinés à pourvoir ou bien aux nécessités du culte, ou à l'entretien des ministres sacrés, ou au soulagement des pauvres.

La troisième espèce comprend les dons en argent ou en nature faits à l'occasion de l'accomplissement d'une fonction ecclésiastique.

C. J. Ferrari a fort bien expliqué cette division ³ : « Triplex considerari potest harum oblationum genus. Primum eas comprehendit oblationes quæ olim fiebant ad altare tempore divini sacrificii, quando panis et vinum offerebatur, ex quibus conficiebatur sacrosancta Eucharistia. Secundum comprehendit oblationes quæ in Ecclesiæ gazophylacio aut in ejusdem ecclesiæ arca, aut ad domum episcopi vel parochi olim fiebant, et nunc quandoque fiunt, quæ in pecunia vel in alia re mobili consistentes pro necessariis ad divinum cultum vel ad clericorum sustentationem, vel ad fabricam ecclesiæ vel denique ad levamen pauperum a fidelibus deponuntur. Tertium tandem comprehendit oblationes quæ similiter in pecunia

vel alia re mobili consistentes occasione baptismatis, nuptiarum benedictionum, funerum, aut alterius sacro ministerii parochi fiunt, quæ jura stolarum parochialis appellari solent. »

Nous ne parlerons dans cette étude que des deux dernières espèces d'oblations, mais en adoptant une division différente, basée sur un autre motif. Parmi ces oblations il en est que la coutume ou l'autorité épiscopale ont rendues obligatoires, et on les désigne communément sous le nom de *droits casuels*, d'autres sont restées purement volontaires et ont gardé le nom d'*oblations*.

CHAPITRE II

LES DROITS CASUELS

Nous comprenons sous ce titre les oblations rendues obligatoires soit par la coutume, soit par l'autorité épiscopale, pour les distinguer des oblations purement volontaires. Nous dirons : 1^o A qui à déterminer les droits casuels ; 2^o à qui appartiennent les droits casuels, et 3^o ce qu'il faut faire pour y avoir droit.

§ I. Détermination des droits casuels.

I. Il n'est pas libre à chaque curé de déterminer par lui-même la quotité des droits casuels. Cette détermination doit être faite soit par la coutume, soit par l'évêque diocésain. L'intervention de l'évêque est clairement indiquée dans le chapitre *Ad audientiam*, 42, *De Simon.*, et dans le décret du concile de Trente ¹. Le premier de ces canons reconnaît aux évêques le droit de punir les fidèles qui refusent les offrandes obligatoires, et le second leur ordonne de réprimer tout ce qui sent l'avarice et la simonie par rapport aux honoraires des messes. La S. Congrégation du Concile a consacré cette doctrine par une décision du 15 novembre 1698. On lui demandait : « Quanta esse debeat eleemosyna missarum manualium ? » Elle répondit : « Attendendam esse consuetudinem loci, vel legem synodalem, quatenus adsit, sin minus statuendam esse per episcopum eleemosynam competentem ejus arbitrio. »

Les théologiens sont du même avis : « Quantitas eleemosynæ et justa ejus taxa, » dit Suarez, « desumenda est vel a communi consuetudine, quæ vigeat in diœcesi, vel a lege synodali, aut decreto episcopi ². » C'est aussi le sentiment de Benoît XIV ³, de S. Alphonse ⁴, de C. Ferraris ⁵, de Bonal, etc. ⁶.

L'évêque a, en effet, en vertu de sa juridiction ordinaire, le droit de statuer tout ce qui n'étant pas contraire au droit commun, importe au bon gouvernement de son diocèse. Or la détermination rigoureuse des droits casuels importe beaucoup au gouvernement régulier du diocèse. La liberté, en

¹ Sess. 22, de *Observandis*.

² Suarez, in 3 part. S. Th. quæst. 80, sect. 2, in 1^{re} et 2^{re} concl.

³ De *Synodo*, l. V, cap. 9, n. 2.

⁴ Lib. VI, n. 319.

⁵ *Summa inst.*, t. II, n. 593.

⁶ *Instit. Canon.* t. II, p. 126.

¹ V^o *Oblationes*, n. 3, *Prompta Bibliotheca*.

² Devoti, *Institutionum canonicarum*, lib. II, tit. XVII, n. 8.

³ *De parochia*, p. 478.

⁴ *Summa Inst. Can.*, t. II, n. 591.

effet, donnerait lieu à bien des vexations arbitraires d'un côté et à une foule de refus d'autre part. Quant au droit commun, il n'a pas tranché la question. Il faut donc reconnaître à l'évêque le droit de statuer, sur ce point, ce qui sera le plus utile pour le bien spirituel et temporel de ses diocésains.

II. La détermination des droits casuels faite soit par l'évêque, soit par la coutume, oblige à un double titre : comme loi ecclésiastique et comme loi naturelle défendant d'exiger au-delà de ce qui est dû, de sorte qu'en la violant on pécherait contre l'obéissance due aux supérieurs ecclésiastiques et contre la justice; ce qui entraînerait l'obligation de restituer.

« Porro si ultra eleemosynam ab Episcopo taxatam plus sacerdos celebraturus exigat, non solum delinquit contra legem Ecclesiæ, verum etiam justitiam commutativam lædit : etenim, uti argumentatur Suarez, quamvis missæ stipendium non habeat rationem pretii, nihilominus exposcit justitiam ut aliqua proportio servetur inter illud et opus, ad quod subeundum ministratur ¹. »

Les canonistes modernes appliquent cette doctrine à tous les droits casuels :

« Ad Episcopum pertinet, dit Bonal, casuales oblationes ex justitia debitas prædicto modo determinare. Proinde tali determinationi, in cujusque diocesis statutis significatæ, se conformare strictè tenentur sacerdotes, ne aliquid supra exigendo, non solum contra Ecclesiæ legem delinquant, verum etiam lædant justitiam commutativam, ut ait Benedictus XIV, *de Synodo*, lib. v, cap. 9, n. 2 ². »

III. On peut violer cette loi de deux manières : premièrement en exigeant des honoraires pour des fonctions qui n'ont pas été comprises dans le tarif dressé par l'évêque, ou bien de personnes qui n'en doivent point; secondement en exigeant pour les fonctions tarifées des honoraires supérieurs à la taxe diocésaine. Les congrégations romaines ont condamné ces abus, à diverses occasions. La lettre suivante de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers nous en fournit une preuve. Elle est datée du mois de février 1738 :

« On a prévenu cette S. Congrégation que le curé de Scopeziano prétend exiger, lorsque les mourants choisissent leur sépulture dans une autre église que la sienne, que quatre témoins se présentent à son tribunal, et qu'il oblige les parents du défunt à solder un paul (6 fr. 50) pour chaque témoin; qu'il se fait payer plus cher pour les funérailles qu'on ne faisait précédemment; enfin, lorsqu'il donne l'extrême-onction, il porte une croix au moribond. Si celui-ci meurt, le curé exige que celui qui lui rend la croix lui donne un cierge de trois onces; si le malade guérit, le curé exige aussi le cierge. Comme ces excès ne peuvent être tolérés impunément, vous devrez les interdire

expressément au curé à l'avenir, et procéder ensuite, pour les choses passées, conformément à la justice ¹. »

La même Congrégation écrivait, le 18 août 1779, à l'évêque de Tivoli, que « pour les hétérodoxes, qui ne jouissent pas de la sépulture ecclésiastique, on ne pouvait exiger aucun émolument paroissial ou autre droit funéraire ². »

Quelques années auparavant, elle avait décidé que chaque fidèle était libre de choisir pour ses défunts la classe de funérailles qu'il désirait.

« An occasione funeris celebrandi sive in ecclesia parochiali, sive in quacumque alia ecclesia, servanda sit asserta consuetudo circa majorem vel minorem quantitatem ceræ, ac majorem vel minorem solemnitatem juxta personarum gradus et conditionem, seu potius quarta debeatur tantum super illa quantitate ceræ ad libitum hæredis adhibendæ? — RESP. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam ³. »

§ II. A qui appartiennent les droits casuels.

I. L'évêque, en vertu de son droit d'administration, a le pouvoir de régler la distribution des honoraires, comme il a le pouvoir d'en déterminer le taux. Il peut donc, sans outrepasser ses droits, attribuer une partie des droits casuels à l'entretien de l'église et une autre partie à l'entretien des vicaires, quand les besoins de la situation le réclament.

Cette question a été fort agitée depuis près de quarante ans, et a donné lieu à bien des débats. Plusieurs fois portée au tribunal des congrégations romaines, elle n'avait pas reçu de solution publique. Toutefois il était facile de deviner les intentions du Saint-Siège, qui, tout en évitant de se prononcer sur le point de doctrine, appuyait en fait les décisions épiscopales. Enfin, le Souverain-Pontife a nettement affirmé le droit des évêques dans sa Lettre *Romanos Pontifices*, adressée, le 8 mai 1881, aux évêques d'Angleterre. Avant de donner ce document, nous dirons quelques mots sur la controverse, parce que nous y trouverons l'occasion d'exposer les preuves canoniques sur lesquelles s'appuie la décision pontificale.

La discussion prit naissance à l'occasion d'une ordonnance de Mgr l'archevêque de Paris, datée du 6 mai 1848, en vertu de laquelle le casuel des paroisses de la ville devait être, sous une certaine mesure, mis dans une masse commune et partagé entre le curé et les vicaires d'après une proportion déterminée. Après la mort du prélat, les vicaires capitulaires reprirent l'affaire en leur nom par une ordonnance du 10 août 1848, qui fut annulée, comme celle de l'archevêque, par un arrêté ministériel du 2 septembre de la même année. Les curés en appelèrent au Saint-Siège, et l'affaire fut étu-

¹ Benoît XIV, *De Synodo*, l. c.

² Bonal, *Institutiones canonicæ*, t. II, p. 127.

¹ Anal. XI, col. 824.

² Anal. XII, col. 162.

³ FABRIAN., ad 3^m, 6 mai 1757, Anal. XII, col. 77.

diée et discutée devant la Sacrée Congrégation du Concile; mais la décision ne fut pas rendue publique. En fait, cependant, l'ordonnance des vicaires capitulaires fut exécutée. Vers 1876, la question fut de nouveau soulevée par les prêtres de plusieurs diocèses d'Amérique, à l'occasion de décrets épiscopaux qui consacraient à l'entretien des églises une partie du casuel donné aux missionnaires pour l'administration des sacrements. La Propagande, interrogée sur ce point, remit l'affaire à la Sacrée Congrégation du Concile. La décision ne fut pas publiée cette fois encore et les cardinaux répondirent : *Dilata et ad mentem*, sans faire connaître au public l'intention du Souverain-Pontife.

Enfin, la question fut encore agitée à propos d'un canon du second concile provincial de Westminster et soumise à la décision du Saint-Siège, avec un certain nombre d'autres difficultés soulevées entre les évêques d'Angleterre et les religieux employés comme missionnaires. Dans sa réponse, le Souverain-Pontife a posé des principes généraux qui trouvent leur application dans les autres causes :

« Si l'on peut raisonnablement présumer que là où l'Eglise est pourvue de biens suffisants pour l'éclat du culte et l'entretien des ministres, les libéralités des fidèles sont pour le curé ou le pasteur dont ils reçoivent des secours spirituels, il faut en juger bien autrement là où l'Eglise ne possède pas ces biens temporels et est sustentée uniquement ou principalement par la libéralité du peuple fidèle. Alors, en effet, la présomption doit être que les donateurs ont voulu pourvoir à la splendeur du culte divin et à la dignité de la religion, de la façon et de la manière qui serait jugée la meilleure par l'autorité ecclésiastique. Aussi chez les premiers chrétiens avait-il été établi par la loi, que toute somme reçue en don serait partagée entre l'Eglise, l'Evêque, les clercs et les pauvres. Or si la loi, interposant son autorité, définit d'avance les circonstances et les buts des offrandes, elle empêche nécessairement les fidèles de fixer toujours à leur gré la mesure et le but de ces libéralités. En effet, la volonté des particuliers ne peut priver de son effet ce que l'autorité légitime a prescrit pour le droit commun ¹. »

Les canonistes appuyèrent en majeure partie les droits des évêques dans cette discussion. On peut voir une remarquable dissertation publiée, en faveur des évêques, dans le *Journal des Conseils de fabrique*, 1847-48, p. 315 et reproduite dans le Bulletin des lois civiles ecclésiastiques, 1859, p. 218, et dans le livre de M. Fédou, *Des Vicaires*, p. 149. Les *Mélanges théologiques* ², l'auteur des *Prælectiones juris canonici*, de S. Sulpice ³, M. Craisson ⁴, M. Deneubourg, dans son

Etude canonique sur les vicaires paroissiaux ¹, M. Bonal ², et d'autres encore adoptèrent les principes de l'auteur de la dissertation et trouvèrent dans le droit commun des preuves à l'appui de leur opinion. Ces preuves ont été parfaitement résumées par M. Deneubourg, dont nous voulons citer les paroles :

« Le concile de Trente donne aux évêques la faculté de forcer les curés à s'adjoindre des coopérateurs quand ils ne peuvent seuls et par eux-mêmes suffire à remplir convenablement leur ministère. Or, le bon sens et le droit naturel sont d'accord pour dire que celui qui se donne un coadjuteur doit lui fournir une juste rémunération de ses services. D'où il suit que si les curés ne peuvent entretenir convenablement leurs vicaires avec les revenus du bénéfice paroissial, ils sont tenus de recourir aux ressources qu'ils retirent de l'administration des sacrements, des sépultures ou même des oblations des fidèles. Et cela d'autant plus que, comme l'observe Leurenus : « In pluribus parochiis, præter horum jurium emolumenta, nulli alii sunt redditus unde congrua constituantur. » Il semble donc que les évêques sont autorisés par le concile de Trente à contraindre les curés dans certaines circonstances, à abandonner à leurs vicaires une quotité du casuel. »

M. Deneubourg apporte ensuite deux textes du droit pour démontrer que la puissance des évêques sur ce point n'est pas restreinte aux seuls revenus qui forment le bénéfice, mais qu'ils peuvent disposer en faveur des vicaires des autres émoluments attachés à l'église paroissiale. Le concile de Trente a dit : « Coadjutores aut vicarios pro tempore deputare, partemque fructuum eisdem pro sufficienti victu assignare vel aliter providere possint. » On lit dans la bulle *Apostolici ministerii* d'Innocent XIII : « Ratione videlicet habitae reddituum et emolumentorum ecclesiae parochialis in qua deputati fuerint. »

M. Deneubourg n'a parlé que pour l'assignation d'une partie du casuel aux vicaires de la paroisse. Le secrétaire de la S. Congrégation du Concile, dans la cause des diocèses d'Amérique, a étudié la question plus spécialement au point de vue de la fabrique :

« Quæ conclusio eo vel magis obfirmatur ex eo quia ad episcopum spectat de jure præfatorum emolumentorum taxationes in synodo vel extra edere aut saltem approbare, eorumque quotas posse, prout melius judicaverit, dispescere, alii scilicet majorem, alii scilicet minorem assignando, easque etiam variare rerum, temporum, locorum vel personarum adjunctis immutatis, ut perpexit S. Cong. in *Parisien*. Emolumentorum, 9 sept. 1848. Si igitur in facultate episcopi sit tam intra quam extra synodum dicta emolumenta, prout melius judicaverit, dispescere, concludendum videtur quod etiam oblationum dictarum partem

¹ Const. *Romanos Pontifices*, 25 mai 1881.

² Tom. II, p. 189.

³ Tom. II, n. 587.

⁴ *Manuale totius juris canonici*, t. I, n. 1062.

¹ P. 338.

² *Institutiones canonicæ*, t. II, p. 132.

valeat ecclesiæ fabricæ applicare. Maxime vero quia in themate agitur de parochialium ecclesiarum bono, quæ alieno ære gravantur. Jam vero si Tridentina Synodus, in cap. 7, sess. 21, de reform. tribuit facultatem episcopis parochiales ecclesias instaurandi et reficiendi ex fructibus et proventibus quibuscumque, nihil vetare videtur quominus et hac facultate ipsimet utantur tam pro alieno ære, quo gravantur ecclesiæ, dimittendo, quam pro earumdem manutentione, applicando iisdem portionem proventuum qui obveniunt missionariis ex sacramentorum administratione ¹.

(A suivre.)

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je suis curé d'un village de 502 habitants. Nous avons trois écoles : 1^o une école laïque de garçons ; 2^o une école laïque de filles, créée depuis Pâques et ayant trois enfants ; 3^o une école libre de filles dirigée par des sœurs de saint Vincent de Paul.

Voici ce que font les sœurs. La supérieure est directrice de l'école, bien qu'elle n'ait pas son brevet, mais simplement l'équivalent. Ce n'est pas elle qui fait la classe, mais une sœur qui a son brevet. Cette dernière, soit qu'elle ait peu d'ascendant sur ses élèves, soit pour obtenir plus de silence, soit dans l'intérêt des enfants pour que les progrès soient plus sensibles, se fait aider dans son travail par une jeune sœur non brevetée. Elles sont toutes les deux dans la même salle : l'une s'occupe des filles plus avancées et l'autre enseigne les rudiments.

La quatrième sœur n'ayant aucun brevet d'aucune sorte, réunit les enfants du village au-dessous de 6 ans et les garde à la grande satisfaction. Cela dit : je demande :

1^o La sœur supérieure étant directrice de l'école et étant censée faire la classe, peut-elle s'absenter ? Ne doit-elle pas, au contraire, rester dans sa maison en cas de visite de l'inspecteur ?

2^o Que penser des deux sœurs faisant ensemble la classe dans la même salle ? La sœur non brevetée peut-elle être regardée comme une auxiliaire et n'avons-nous rien à craindre de ce chef ? L'inspecteur a dit lundi dernier qu'elle n'avait pas le droit d'être dans la classe et qu'il pourrait, pour ce motif, obtenir la fermeture de l'école. *Quid juris ?* Dans le cas où elle ne pourrait pas enseigner, pourrait-elle au moins rester dans la salle et surveiller ?

3^o Enfin, la quatrième sœur occupée à sa garderie d'enfants, est-elle dans son droit et n'avons-nous rien à craindre de ce côté ?

R. — Ad Im. Dans les écoles libres, tout au moins, le titre de directeur d'école ne comporte pas nécessairement la fonction d'enseigner, mais bien celle de diriger l'enseignement et ceux qui le donnent sous ses ordres et sa responsabilité. Il en est, sous ce rapport, des écoles primaires comme des grands établissements dont le directeur, ordinairement, ne fait pas de classe. De fait, nous connaissons un grand nombre d'écoles primaires libres dans le genre de celle dont il s'agit dans le cas présent et dont les directrices ne font pas la classe, mais la font faire par une autre personne,

ayant les titres légaux pour enseigner, tout en conservant la direction et la responsabilité. Cependant, étant donné l'acharnement avec lequel on poursuit l'enseignement libre, il ne serait pas prudent que la directrice d'une école fût toujours absente, et nous ajouterons volontiers que ce n'est pas dans l'ordre ; car enfin les inspecteurs surveillant ont le droit de parler à la directrice d'un établissement ; dans des circonstances de ce genre, il serait mieux de faire donner le titre d'institutrice à la sœur qui est chargée de l'école et qui a les titres voulus pour cela, laissant à la directrice actuelle le titre de supérieure de la communauté.

Ad Hm. Parfaitement, la sœur non brevetée peut être regardée comme auxiliaire, et elle peut enseigner sous la direction de la véritable institutrice dans la même salle ou dans une salle contiguë, la porte de communication restant ouverte.

Ad Hm. La quatrième sœur chargée de la garderie est également dans son droit. Ces diverses solutions ressortent de plusieurs sentences de Cour d'appel, que nous allons reproduire à cause de leur intérêt particulier et de leur importance au point de vue général.

AFFAIRE DES SŒURS DE LABLACHÈRE

Les journaux conservateurs ont bien plaisanté sur un singulier jugement rendu, le 18 mars dernier, par le tribunal correctionnel de Largentière contre deux sœurs, coupables d'avoir ouvert sans permission une *garderie*.

Sur les conseils du comité du contentieux de la Société d'éducation, on déféra la sentence à la Cour d'appel. L'avocat des sœurs rappela la jurisprudence établie par la Cour de cassation du 21 mars 1884, et, dans une plaidoirie mordante et indignée, il fit ressortir ce qu'il y avait d'odieux et d'absurde, alors que l'instruction religieuse est officiellement bannie du programme de l'enseignement, à prétendre que c'est faire acte d'instituteur que de donner cette instruction, et à exiger des brevets de capacité des personnes qui se dévouent à apprendre le catéchisme aux petits enfants. La Cour a rendu l'arrêt suivant qui venge pleinement le bon sens et le droit :

La Cour,

Attendu que les écoles maternelles ou salles d'asile sont incontestablement des établissements d'instruction soit publique soit privée ; qu'elles sont le premier degré de l'instruction primaire ; qu'aux termes des articles 1 et 2 du décret du 2 août 1881, les enfants qui peuvent y rester jusqu'à l'âge de sept ans y reçoivent les soins que réclame leur développement physique, intellectuel et moral, et l'enseignement qui leur est donné comprend : « 1^o les premiers principes d'éducation morale ; des connaissances sur les objets usuels ; les premiers éléments du dessin, de l'écriture et de la lecture ; des exercices de langage, des notions d'histoire naturelle et de géographie ; des récits à la portée des enfants ; 2^o des exercices manuels ; 3^o le chant et des mouvements gymnastiques »

¹ *Analecta*, XVII, col. 1066.

gradués; » que, développant cette énumération, les articles 13 à 27 du décret précité indiquent avec soin les matières auxquelles s'étendent les leçons données aux enfants, précisent la nature, l'alternance et la durée des exercices qui doivent concourir au développement physique, intellectuel et moral des jeunes élèves; que l'article 27 spécifie les objets qui forment nécessairement le matériel d'enseignement de l'école, tels que tableaux noirs, méthodes de lecture, ardoises, etc., que ces prescriptions minutieuses et la diversité des soins à consacrer aux enfants justifient les exigences du législateur qui impose aux personnes voulant ouvrir et tenir une école maternelle certaines conditions d'âge, d'aptitude et de formalités à remplir dont l'inaccomplissement constitue des infractions punies par l'article 40 de la loi du 30 octobre 1886;

Attendu qu'il résulte de la procédure et des débats que, dans l'intérêt des parents occupés à leurs travaux, les prévenues recevaient et gardaient, durant plusieurs heures de la journée, des garçons et des filles âgés de trois à six ans, dans un local absolument dépourvu de mobilier scolaire exigé par l'article 27 susvisé; qu'il ne s'y trouvait aucun livre d'enseignement, méthodes de lecture, tableaux ou ardoises: que les prévenues n'apprenaient pas aux enfants à lire et à écrire; qu'elles se bornaient à leur lire le catéchisme et à leur faire dire des prières; que, dans l'unique but de les distraire, elles les faisaient chanter et leur disaient des fables;

Attendu qu'on ne saurait voir dans ces différents actes, n'exigeant de la part des prévenues que des connaissances très restreintes, les éléments d'un enseignement primaire même le plus rudimentaire; qu'ils ne dépassent point les limites d'une simple garderie d'enfants, présentant les caractères d'un établissement de bienfaisance ou d'assistance et non pas d'instruction primaire; qu'on ne peut, par conséquent, assimiler à une école maternelle les réunions imputées aux prévenues qui n'ont, à aucun point de vue, contrevenu aux lois sur l'enseignement; que dès lors les prévenues doivent être déchargées des condamnations prononcées contre elles par les premiers juges;

Par ces motifs, infirme le jugement attaqué; renvoie les prévenues Pauline Lavie et Rosalie Rieu des fins de la citation.

AFFAIRE BOUCHON

Le frère directeur de Saint-Privat (Ardèche), usant de son droit, faisait donner des répétitions à quelques élèves de sa classe par un frère auxiliaire non pourvu de brevet, mais se préparant à l'acquérir. Les répétitions avaient lieu sous la direction du frère titulaire, dans un local contigu à sa classe avec porte de communication toujours ouverte.

Il serait trop long de raconter les tentatives que fit l'inspecteur pour amener les enfants à déclarer que la porte de communication était presque

toujours fermée. N'y réussissant pas, il n'en défera pas moins le frère auxiliaire à la Justice, sous le prétendu grief d'une classe ouverte et tenue par un maître non breveté.

Le tribunal de Privas, interprétant la loi comme elle doit l'être renvoya de la poursuite le frère incriminé.

Voici le texte de son jugement rendu le 4 mars 1887 :

En droit,

Attendu qu'il est constant que les lois des 16 juin 1881 et 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire ont laissé subsister dans les établissements d'enseignement primaire, les auxiliaires, sans exiger d'eux le brevet de capacité;

Que les dispositions des articles 4 et 40 de la loi précitée du 30 octobre 1886 ne visent en effet que le directeur de l'école ou son adjoint;

Que la discussion qui s'est engagée sur ce point au Sénat lors du vote de ces lois précitées, ne peut laisser aucun doute dans l'esprit du tribunal;

Que le rôle de l'auxiliaire non muni du brevet de capacité a été formellement maintenu par le législateur.

Qu'il suffit, en effet, de relire les débats parlementaires qui eurent lieu au Sénat dans les séances du 2 avril 1881, pour se convaincre de l'intention bien évidente du législateur à cet égard.

Attendu qu'il importe, en l'espèce, de bien préciser le rôle de l'auxiliaire dans une école primaire;

Que, sur ce point encore, le législateur a pris la précaution de s'expliquer avec une précision telle qu'il n'est pas possible d'interpréter de diverses manières son intention;

Qu'il suffit pour cela de se reporter aux déclarations faites par l'organe du gouvernement au Sénat, dans la séance du 2 avril 1881;

Que M. le président du Conseil, ministre de l'instruction publique, s'exprimait alors en ces termes :

« Quant aux auxiliaires dont vous vous occupez à bon droit, ils subsistent et continueront à subsister, la loi ne les supprimant pas.

Que sont ces auxiliaires, messieurs? Ce sont pour la plupart des jeunes gens qui se préparent aux brevets de capacité. Mais ils ne font pas la classe, ou s'ils la font, c'est à côté du maître et sous sa surveillance, et pour ainsi dire en manière de répétition. »

Que cette déclaration si importante et qui déterminait d'une manière nette et précise le rôle de l'auxiliaire dans l'école n'a nullement été infirmée par les débats parlementaires qui se sont engagés devant le Sénat dans la séance du 30 janvier 1886;

Qu'il faut donc de suite retenir que, d'après la nouvelle loi précitée, le rôle de l'auxiliaire non muni du brevet de capacité est maintenu, et que

cet auxiliaire a même le droit de faire la classe, mais à côté du maître et sous sa surveillance ;

En fait,

Attendu qu'il est établi et non contesté par le prévenu qu'il faisait la classe aux plus jeunes enfants de l'école dirigée par le sieur Meyssonnier dans une salle attenante et contiguë à celle où se tenait le directeur lui-même, et dont la porte de communication établie entre les deux pièces était toujours ouverte ;

Attendu que sur ce point, M. l'inspecteur primaire Belot, soit dans son rapport à M. l'inspecteur d'Académie, soit dans sa déposition orale à l'audience, a déclaré comme résultant du témoignage de plusieurs élèves de la dite école que la porte dont il s'agit était presque toujours fermée ;

Que cette déclaration est infirmée soit par le rapport de M. le juge de paix d'Aubenas, soit par la déclaration de trois enfants fréquentant l'école et dont les dépositions ont été régulièrement recueillies par ce magistrat ;

Qu'il est donc établi en fait que le prévenu Bouchon faisait la classe dans un local en communication constante avec celui où se trouvait le directeur ;

Que dès lors on ne saurait prétendre qu'il était chargé d'une classe séparée ou d'une classe distincte ;

Qu'il faut également retenir que le sieur Bouchon était placé à l'école du sieur Meyssonnier pour s'y préparer au brevet de capacité et qu'en même temps il était employé à des travaux domestiques et temporels ;

Qu'il remplissait bien évidemment le rôle d'un simple auxiliaire faisant la classe à côté du maître et sous sa surveillance et pour ainsi dire en manière de répétition ;

Qu'en interprétant d'une manière différente le rôle du prévenu dans l'école dont il s'agit, ce serait méconnaître les intentions du législateur de 1881 et 1886, et assimiler entièrement à l'instituteur adjoint dans l'école primaire l'auxiliaire dont le rôle a été si expressément maintenu par les deux lois précédentes ;

Attendu, dès lors que le sieur Bouchon ne peut être considéré comme un instituteur adjoint, puisqu'il n'exerce dans l'école du sieur Meyssonnier que les fonctions d'auxiliaire ;

Attendu, par suite, que la prévention reprochée au sieur Bouchon n'est pas établie ;

Par ces motifs, le tribunal jugeant correctionnellement et à charge d'appel, après en avoir délibéré conformément à la loi, relaxe le prévenu de la poursuite dirigée contre lui, sans dépens. »

Poussé par l'administration académique de l'Ardèche, le ministère public crut devoir faire appel de ce jugement devant la Cour d'appel de Nîmes. Mais celle-ci, après avoir entendu la plaidoirie de Me Bouët, au dévouement et au talent duquel nous sommes heureux de rendre hom-

mage, a confirmé le jugement du tribunal de Privas par l'arrêt dont la teneur suit :

La Cour :

Considérant que si l'article 4 de la loi du 30 octobre 1886 règle les conditions de capacité exigées des directeurs et adjoints chargés des classes dans une école primaire publique ou privée, l'art. 40 de la même loi n'édicte de pénalité que contre ceux qui ouvrent ou dirigent une école, sans être pourvus d'un brevet de capacité ;

Attendu que le texte de cet article ne saurait laisser de doute à cet égard ; qu'en effet, indépendamment de l'amende dont est frappé le délinquant, la fermeture de l'école doit être, en tout cas, prononcée par le juge, ce qui démontre que la pensée du législateur a été d'exclure de son application le simple maître-adjoint ; la partie de la pénalité qui le frapperait devant atteindre le directeur de l'école, laissé en dehors des poursuites ;

Attendu que les lois pénales sont de droit étroit ; qu'elles ne peuvent être étendues par analogie ni frapper d'autres personnes que celles qui sont formellement visées, et qu'aucune disposition de la loi de 1886 n'a formulé de pénalités spéciales pour le maître-adjoint ; qu'il y a donc lieu de déclarer l'action publique non recevable ;

Attendu, d'ailleurs, que rien n'établit en fait que Bouchon ait fait une classe distincte en dehors de la surveillance du directeur de l'école, et qu'il y a lieu, comme conséquence de tous les faits de l'instruction et des débats, d'adopter les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs, confirme, etc.

Il paraîtrait, que le ministère public, inconsolable de son double échec, aurait porté la question devant la Cour de cassation. Certainement ce pourvoi aura le même sort que la poursuite et l'appel.

Q. — L'excellent *Ami du Clergé* voudrait-il me dire si je puis me passer de l'autorisation du conseil municipal et même du conseil de fabrique pour rebâtir, au moyen de dons que j'ai reçus, une partie des murs de ma sacristie, ou faire tout au moins un mur de soutènement. Si je tarde plus longtemps, ce n'est pas une réparation qu'il y aura à faire, mais une reconstruction ?

R. — Non, le curé ne peut de son autorité privée, même avec son propre argent, ordonner et faire entreprendre des travaux de réparations, autres que les réparations *locatives* de son presbytère. Le décret du 30 décembre 1809 et la loi du 18 germinal an X s'occupe en divers articles de cette matière et tracent la ligne à suivre. Or, ces dispositions législatives n'attribuent jamais au curé le droit de se substituer au conseil de fabrique. Voici comment s'exprime l'art. 41 du décret précité : « Les marguilliers, et spécialement le trésorier, seront tenus de veiller à ce que toutes les réparations soient bien et promptement faites. ... Ils pourvoieront sur-le-champ et par économie

aux réparations locatives où autres qui n'excèderaient pas la proportion indiquée en l'art. 12.... »

L'article 42 ajoute : « Lorsque les réparations excéderont la somme ci-dessus indiquée, le bureau sera tenu d'en faire un rapport au conseil, qui pourra ordonner toutes les réparations qui ne s'élèveraient pas à plus de 100 francs dans les communes au-dessous de 1,000 âmes, et de 200 fr. dans celles d'une plus grande population.

» Néanmoins, ledit conseil ne pourra, même sur le revenu libre de la fabrique, ordonner les réparations qui excèderaient la quotité ci-dessus énoncée, qu'en chargeant le bureau de faire dresser un devis estimatif et de procéder à l'adjudication au rabais, ou par soumission, après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine. »

Quant à l'art. 12 du même décret dont il est question plus haut, il est dit, en effet, en termes formels sous le n° 4, « que toutes les dépenses extraordinaires au-delà de 50 francs dans les paroisses au-dessous de 1,000 âmes, et de 100 fr. dans les paroisses d'une plus grande population », sont soumises à la délibération du conseil de fabrique.

D'après ces dispositions législatives, notre correspondant peut voir qu'il ne peut rien faire sans son conseil. Mais si les travaux projetés ne doivent modifier en rien la forme générale de l'Eglise, le conseil municipal n'a pas même à donner son avis.

Telle est la loi, et pour peu qu'il y ait des oppositions locales, il est essentiel de l'observer rigoureusement. Mais il en est autrement quand tout le monde est d'accord. La réparation dont il s'agit ici est de celles qui ne souffrent aucune difficulté, et pour lesquelles on peut facilement franchir le chiffre autorisé par le décret précité, d'autant mieux que la somme des frais n'est pas prise dans la caisse de la fabrique. Mais il est de toute nécessité que le curé s'entende préalablement avec la majorité de son conseil.

Q. — Que faut-il penser de la manière d'agir d'un de mes paroissiens, lequel lègue par testament au bureau de bienfaisance, des rentes sur l'Etat, à la condition que ledit établissement emploiera une partie du legs à faire célébrer des messes à perpétuité et autres services religieux stipulés par le testateur. Je serais heureux d'avoir une ligne de conduite nette et facile que je puisse indiquer à d'autres paroissiens qui pourraient avoir les mêmes intentions ?

R. — Cette manière d'agir est quelque peu insolite ; mais elle n'a rien d'illégal. L'Eglise, d'après les lois existantes, ne peut rien recevoir pour les pauvres ; mais, par un illogisme voulu, les pauvres représentés par les bureaux de bienfaisance, peuvent recevoir pour l'Eglise. C'est à cette dernière, bénéficiaire à titre onéreux du legs, de veiller à ce que le bureau de bienfaisance s'acquitte exactement des obligations stipulées dans le testament.

Les paroissiens qui ont l'intention de fonder des messes à perpétuité, ou des services religieux,

font-ils bien de s'adresser aux bureaux de bienfaisance ? Ils font une chose absurde, voilà tout. Toutes les églises paroissiales ont une fabrique, un conseil d'administration. Elles sont investies, par la loi, du droit de recevoir des dons et des legs ; c'est donc à elles que les bienfaiteurs doivent s'adresser. C'est le bon sens qui parle ici. Il y aurait même, en certaine manière, quelque chose d'injurieux pour l'administration fabriquienne de voir les legs qui lui sont destinés passer par les mains d'administrateurs pouvant appartenir à des religions différentes, et même à la libre-pensée. Une pareille éventualité possible suffira aux vrais chrétiens pour leur inspirer la seule vraie conduite à tenir en pareille occasion.



COURRIER DE L'UTILE

LE MATELAS CLOISONNÉ

Comme on fait son lit on se couche, rappelle M. Nori, de Colombes, et après avoir énuméré les inconvénients relativement nombreux qu'offrent les matelas ordinaires, sous les rapports hygiénique et de transport, il a présenté au public un matelas dit cloisonné. Ce matelas est constitué par une toile formant sac oblong de la forme des matelas ordinaires. Mais l'intérieur de ce sac est divisé par des *cloisons* de toile qui divisent l'espace en alvéoles. Sur l'un des côtés longs de l'enveloppe est une ouverture qui peut se fermer au moyen d'un lacet passant dans des œillets.

Lorsque l'on veut transporter le matelas ou le conserver sans s'en servir, on roule la toile sur elle-même comme un simple drap. Lorsqu'on veut l'employer et le transformer en matelas, on l'ouvre et on remplit les alvéoles avec de la laine, du varech, du coton, de la balle d'avoine, de la mousse, de la matière qui se trouve sous la main ou de celle que l'on juge devoir, dans certaines circonstances, fournir le coucher le meilleur, soit au point de vue de l'hygiène, soit sous le rapport de la fraîcheur ou de la propreté. La toile remplie constitue un matelas tout à fait semblable d'aspect aux matelas ordinaires.

Il est facile de se rendre compte des avantages de ce matelas que l'on peut si facilement transporter à l'état de toile vide, remplir aux lieux de couchage ; que l'on peut, dans certaines maisons particulières ou publiques, comme villas ou hôtels meublés, conserver en réserve pour les cas de surcroît de visiteurs ou de voyageurs. Son usage permet, en outre, de mêler aux matières devant remplir la toile des aiguilles de pins, des copeaux de bois de sapins, des feuilles de noyer, des substances odorantes ou médicales qui devront parfumer l'air pendant le sommeil des malades ou des enfants.

Le matelas Nori présente aussi cet avantage dans les cas de maladies infectieuses, qu'il peut être vidé pour son contenu, être brûlé pendant que la toile, qui présente une certaine valeur, passera par la lessive.

EFFETS DU VIN PLÂTRÉ SUR L'ORGANISME

On sait que les sels à l'état de sulfate sont excessivement indigestes, les eaux contenant ces matières ne peuvent être bues sans indisposition ; aussi est-il à peine croyable qu'il soit encore nécessaire de démontrer que la pratique qui consiste à mettre du sulfate de chaux ou du sulfate de potasse dans le vin est une pratique plus ou moins homicide. Il semble convenu que MM. les marchands de vin doivent avoir tous les droits, toutes les libertés, y compris celle d'empoisonner, avec la tolérance de l'administration ou de la loi, leurs inoffensifs clients. Un honorable pharmacien, M. Marty, est venu rendre compte à la tribune académique d'une expérience, involontaire de sa part, dont il avait pu observer tous les détails sur sa personne. Il était en parfait état de santé lorsque, soudain, il vit cet état s'altérer ; il ressentait des douleurs à l'épigastre, des aigreurs, une vive sécheresse à la gorge. Des coliques survinrent. Confiant dans son fournisseur, il ne soupçonna pas d'abord le vin dont il faisait usage ; mais, ayant modifié son régime, s'étant abstenu de vin et se trouvant rétabli, puis constatant une rechute aussitôt qu'il reprit du vin, il dut se rendre à l'évidence. Le vin fut analysé : il contenait 3 gr. 862 de sulfate par litre. M. Marty conclut son observation en condamnant la pratique du plâtrage et se demandant si la tolérance de 2 gr. de sulfate par litre, admise par le ministre de la guerre, n'a pas de réels inconvénients.

LA SCIURE DE BOIS COMME SUBSTANCE

A PANSEMENTS

M. H.-O. Thomas vient de publier dans le *Provincial Medical Journal* un travail sur la sciure de bois, en tant que matière à pansements. Il prend de la sciure ordinaire, dépouillée naturellement de tous les petits fragments pointus ou anguleux qui s'y trouvent souvent ; il l'humecte d'une matière médicamenteuse antiseptique et l'emploie sèche ou humide, selon les circonstances. Pour lui donner des propriétés antiseptiques, il emploie tantôt de l'eucalyptol et de l'acide phénique, tantôt de l'acide pyroligneux et du bi-chlorure de mercure. Dans les cas de fracture avec plaie, la sciure rend un service double : elle absorbe les liquides de la plaie et sert à maintenir l'immobilité ; elle sert de lit de support à la partie blessée qui repose sur elle sans fatigue. M. Thomas emploie la sciure de bois pour toutes les plaies possibles et déclare s'en trouver fort bien. Il semble, qu'en effet, la sciure doit présenter des propriétés absorbantes notables, elle est facile à

manier et il doit être plus aisé de remplacer quelques poignées souillées par le pus et le sang, que de refaire un bandage entier et de remettre de la ouate ou de la charpie. Nous avons déjà la laine et le papier de bois, voici la charpie de bois.

LE COQUELICOT

Cette jolie fleur des champs n'a point été créée inutilement pour le plaisir des yeux ; c'est aussi une plante utile, douée de propriétés calmantes que l'on devrait mettre plus souvent à profit. Le coquelicot possède, à un faible degré, une grande partie de l'*opium*, et son emploi n'est pas dangereux.

C'est un remède qui n'est pas assez souvent utilisé, surtout par les pauvres gens de la campagne, auxquels il serait pourtant si facile d'en faire provision sans dépense. Les quatre fleurs pectorales doivent au coquelicot la plus grande partie de leur vertu.

C'est surtout dans les rhumes et dans les irritations de la poitrine, accompagnés d'une toux fatigante, que cette fleur est utile.

La dose moyenne est d'environ *cinq grammes* par jour en infusion dans la quantité d'eau que l'on se propose de boire dans les vingt-quatre heures. S'il s'agit de faire passer une meilleure nuit à une personne qui tousse beaucoup, on fait infuser la dose dans la quantité d'eau qu'elle pourra employer dans la soirée. On peut aussi essayer de faire reposer par ce moyen une personne dont le sommeil est empêché par quelque cause différente de la toux.

DESTRUCTION DES CHENILLES

On remplit de charbons ardents un réchaud portatif qu'on place sous les grands arbres dévorés par les chenilles. On jette sur le charbon un peu de résine en poudre et un peu de soufre aussi en poudre ; on promène ensuite sous l'arbre le réchaud dont s'échappe une épaisse fumée qui s'élève dans les branches et asphyxie les chenilles. Celles qui ne sont pas détruites sur-le-champ meurent bientôt ; en tout cas elles ne résistent pas à une seconde fumigation. Pour employer efficacement ce moyen, il faut opérer par un temps calme.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 22 junii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 6^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : LE
SACREMENT DE MARIAGE (LA VOCATION)

Notam fac mihi viam in
qua ambulem, qua ad te
levavi animam meam.

(Ps. CXLII, 8.)

« Les pasteurs doivent se proposer de diriger les fidèles dans la voie de la perfection et du bonheur, et désirer pour eux ce que l'apôtre désirait pour les Corinthiens lorsqu'il leur disait : Je voudrais que tous les hommes fussent comme moi, c'est-à-dire qu'ils vécussent dans la continence ; car il n'y a pas de plus grand bonheur au monde que d'avoir l'esprit tranquille, dégagé des soins de la terre, en paix du côté de la concupiscence et des passions, uniquement occupé de la piété et de la méditation des choses saintes. Mais, dit le même apôtre, chacun a reçu de Dieu un don particulier, l'un d'une manière et l'autre d'une autre ; et le ciel a attaché de grands biens au mariage qui est devenu l'un des sept sacrements de l'Eglise catholique. Notre-Seigneur a voulu lui-même honorer de sa présence la solennité des noces. Tout cela prouve assez qu'on doit instruire les fidèles sur cette matière, surtout que S. Paul et le Prince des apôtres nous parlent en plusieurs endroits de leurs épîtres de la dignité et des devoirs particuliers du mariage. Inspirés par l'Esprit-Saint, ils sentaient parfaitement combien il est utile à la société chrétienne que les fidèles connussent la sainteté du mariage et n'y portassent aucune atteinte. Ils savaient combien l'ignorance à cet égard, et les fautes qui en sont la suite devaient attirer de calamités sur l'Eglise. » C'est par ces graves et solennelles paroles que le catéchisme romain commence l'explication du sacrement qui clôt la série du septénaire sacré. Je suis heureux de vous les citer, parce qu'elles vous marquent l'importance de ce rite que saint Paul appelle « un grand sacrement dans l'Eglise. » Pour me conformer aux intentions de Notre-Seigneur, je vous l'exposerai le plus parfaitement possible. C'est sur le mariage chrétien que reposent la famille et la société : à ce titre il mérite un soin particulier. Aujourd'hui je vous adresserai une instruction préliminaire sur la vocation à laquelle chaque individu est appelé. Je vous exposerai deux pensées sur ce sujet, savoir : 1^o Nous sommes tous l'objet d'une vocation à laquelle nous devons correspondre sous peine des plus terribles responsabilités ; 2^o nous avons des moyens efficaces pour la connaître. Je conclurai à la nécessité pour chacun de nous à faire avec la plus grande prudence le choix d'un état de vie.

I

« Dieu, dit l'Esprit-Saint, a répandu la sagesse dans toutes ses œuvres. Dieu a tout vu, Dieu a tout mesuré, Dieu a tout compté. Dieu a tout fait avec mesure, avec nombre et avec poids. » Rien

n'excède, rien ne manque. « Jusqu'aux cheveux de notre tête, ils sont tous comptés. Dieu sait nos mois et nos jours ; il en a marqué le terme qui ne peut être passé. Un passereau même ne tombe pas sans la permission du Père céleste. » Infiniment puissant, infiniment intelligent, infiniment sage, Dieu, en tout, s'est proposé une fin que toutes les créatures doivent atteindre. Les astres qui roulent au-dessus de nos têtes, la mer immense, les montagnes élevées, les animaux qui paissent dans les campagnes, tout dans le monde matériel, jusqu'à la plus humble fleur, au plus chétif grain de sable, au plus humble vermisseau, a une vocation, et tout dans la création matérielle suit cette vocation exactement, nécessairement, *omnia serviunt tibi*.

A plus forte raison l'homme, le chef-d'œuvre des mains de Dieu, l'être intelligent et libre, a-t-il une vocation. Vocation qu'il est libre de suivre, mais à laquelle il ne peut se soustraire sans s'exposer aux plus grands malheurs. Nous sommes l'œuvre de Dieu, nous sommes à Dieu, nous devons accomplir la volonté de Dieu sur nous. Oui, sur chaque homme, Dieu a des desseins spéciaux, *alius quidem sic, alius vero sic*, pour lesquels il lui donne des secours particuliers, généreux, abondants, qui le conduiront sûrement, facilement à sa fin, c'est-à-dire au ciel. Si l'homme, par un abus de sa liberté, se place en dehors de la voie où Dieu le veut, il sera privé d'un nombre considérable de grâces, il se heurtera à des dangers contre lesquels il n'est point prémuni, il n'aura que des assistances aussi faibles que limitées ; son salut sera gravement compromis, parcequ'il se sera engagé dans un chemin sur lequel Dieu ne le veut pas. Quelle bienveillance aurait un maître pour un serviteur qui, au lieu d'exécuter ses volontés, suivrait son caprice pour faire une œuvre tout opposée ? Ainsi Dieu agit-il. L'état d'un homme qui est dans sa vocation ressemble à un vaisseau qui naviguerait sur une mer tranquille, le vent favorable. Celui au contraire qui est en dehors de sa vocation est semblable à un navire contrarié et bouleversé par la tempête, luttant péniblement contre les flots soulevés et les vents déchainés.

Oh ! quel malheur pour vous, si vous pouviez un jour vous reprocher d'être dans un état auquel la Providence de Dieu ne vous avait point destiné. Quand vous seriez sur le premier trône du monde, vous devriez regarder votre situation comme la plus déplorable.

Cependant, voilà le désordre et la misère d'un grand nombre de conditions. On n'y entre que par intérêt, par ambition, par passion, pour y chercher satisfaction à ses convoitises. Jamais, ou presque jamais, on n'envisage les desseins de Dieu ; et la dernière chose à laquelle on pense, c'est d'examiner si l'état qu'on embrasse est selon sa volonté, et si le salut peut y être assuré. Que ce désordre est fréquent ! Par exemple, dans une alliance qu'on veut faire et où deux personnes doivent s'unir par le lien du mariage, à quoi s'ap-

plique-t-on ? A considérer s'il y a de part et d'autre un bien convenable, si l'entrée en telle famille fera honneur, si elle sera de quelque utilité selon le monde. Non pas qu'il soit absolument mauvais d'avoir égard à cela. Il y a une prudence humaine qui n'est point contraire à la sagesse évangélique, pourvu qu'elle lui soit subordonnée. Mais l'abus est de n'écouter que cette prudence du siècle, de ne se conduire que par les principes du siècle et de ne s'y déterminer qu'autant que les considérations du siècle nous y portent. C'est faire à Dieu le même outrage et la même injustice que ferait à son maître un serviteur qui voudrait se rendre indépendant, ou qui n'agirait que sous les ordres et l'autorité d'un autre.

De là vient qu'il y a très peu de gens du monde qui puissent raisonnablement se flatter d'être dans leur vocation. Car pour avoir cette assurance raisonnable et prudente, il faut que je sache en particulier et autant que j'en puis avoir de connaissance, que Dieu, dans sa prédestination éternelle, m'a marqué cet état plutôt qu'un autre. Je n'en puis être instruit que par une révélation expresse de la part de Dieu, ce qui n'est le privilège que d'un petit nombre, ou par les soins que je j'aurai pris pour découvrir, selon qu'il m'était possible, les desseins de la divine Providence à mon sujet. Or, il est évident que les gens du monde ne prennent communément aucun souci de cela, d'où il suit qu'ils n'ont nulle raison de juger que l'état dans lequel ils sont engagés soit celui que Dieu, dans ses secrets adorables, leur a assigné.

Mais quels sont les moyens de connaître notre vocation ? Je vais l'expliquer dans ma seconde partie.

II

Ces moyens, je les ramène à trois : le premier est d'avoir recours à Dieu, le second de nous adresser aux ministres de Dieu, le troisième de nous consulter nous-mêmes.

I. Comme Dieu ne s'explique immédiatement à nous que par ses inspirations intérieures, vous devez d'abord l'écouter dans le fond de votre cœur, et vous rendre attentifs à cette voix secrète par laquelle il a coutume de parler à ses élus. Mais pour obtenir ses communications, le moyen infaillible est la prière. Allez donc souvent vous prosterner devant lui, en lui disant comme Samuel : Parlez, Seigneur, et découvrez-moi quel dessein vous avez formé sur moi, car me voilà prêt à vous obéir et à exécuter toutes vos volontés. Quelque difficulté qui se présente en ce que vous prescrirez, quelque opposé qu'il soit à mes inclinations, dès que je comprendrai que c'est votre volonté, je ne balancerai pas ; et, sans différer, je m'appliquerai à l'exécuter. Telle est, mon Dieu, ma résolution, et j'espère de votre grâce que rien ne sera capable de l'ébranler ni de la changer. C'est la prière que faisait David quand il disait ces belles paroles : « Montrez-moi, Seigneur,

le chemin où je dois marcher, parce que j'ai élevé vers vous mon âme. » (Ps. CXLII.)

II. Après vous être acquittés de ce premier devoir envers Dieu, vous devez ensuite vous adresser aux ministres de Dieu. Ce sont les guides établis par Dieu pour nous conduire. Souvent ce que Dieu ne nous révèle pas directement, il nous le fait connaître par eux. Ils ont pour cet objet grâce spéciale. Voilà pourquoi dans l'ancienne loi, ils s'appelaient les *Voyants*. Par ces ministres de Dieu, j'entends d'abord les confesseurs et directeurs de notre conscience. Adressez-vous à un directeur sage, un homme-Dieu, en qui vous ayez pleine confiance. Exposez-lui avec simplicité et avec candeur toutes vos vues, toutes vos pensées, toutes les bonnes et mauvaises dispositions de votre cœur. Proposez-lui vos doutes, vos répugnances et vos inclinations. Ne lui dissimulez rien ; priez-le de vous interroger et répondez-lui avec l'humilité d'un enfant ; demandez-lui qu'il vous détermine la décision qu'il jugera la meilleure selon Dieu, et non point celle qui vous serait agréable selon le monde. Si vous agissez avec cette droiture, Dieu présidera au jugement de son ministre. — Mais en second lieu, vous devez compter, parmi les ministres de Dieu, votre père et votre mère. Les parents sont les premiers supérieurs de leurs enfants, et ce serait un acte de condamnable indépendance de vouloir, dans le choix qu'on fait d'un état, se soustraire à l'autorité paternelle. Il est vrai qu'on n'est pas toujours obligé de se conformer aux désirs d'un père et d'une mère, trop préoccupés de l'esprit du monde, et qu'il y a des occasions où l'on peut leur répondre ce que disaient les Apôtres : « Est-ce justice que nous vous obéissions plutôt qu'à Dieu ? » Mais au moins faut-il les écouter, y déférer même lorsqu'on n'a point de plus fortes raisons à leur opposer ; enfin, soit que l'on condescende à leurs volontés, ou que pour l'intérêt du salut, on s'en écarte, leur donner toujours tous les témoignages d'une soumission filiale et d'un inaltérable respect.

III. Il vous reste de vous consulter, et selon le mot de saint Paul, de vous éprouver vous-mêmes. Car Dieu ne nous a donné le discernement et la raison qu'afin que nous nous en servions dans toutes les affaires qui nous regardent, mais particulièrement dans celles qui sont d'une extrême importance, comme le choix de notre état. Examinez donc, sans vous illusionner, quel est de tous les états de vie, celui où vous pouvez mieux glorifier Dieu, faire votre salut ; celui pour lequel vous avez le plus d'aptitude, eu égard aux qualités de votre esprit et de votre cœur. Souvenez-vous que votre délibération doit se rapporter à votre salut comme à votre unique fin ; que vous ne devez juger d'un état, ni l'estimer plus qu'un autre qu'autant qu'il pourra plus sûrement vous conduire au salut ; que tout ce que vous avez à considérer en vous-mêmes se réduit à la seule question que fit à Notre-Seigneur le jeune homme

de l'Evangile : « Que faut-il que je fasse pour obtenir la vie éternelle ? » (Luc., x.) Surtout, examinez bien deux choses : savoir ce que vous conseillerez à un autre dans les mêmes circonstances ; ce qu'on voudrait avoir fait, si l'on était au moment de la mort.

Mais pour en revenir plus immédiatement à la suite de nos instructions dominicales, il n'y a point de condition qui demande plus de délibération que le mariage, point de condition sur laquelle il faille plus nécessairement connaître les desseins de Dieu, parce que c'est la condition où il y a plus de périls, plus de peines, plus d'obligations.

Il y a trois états sur lesquels on dit ordinairement qu'on ne saurait trop consulter Dieu : le célibat pour un laïque, parce que cet état expose à de grands dangers ; la profession religieuse, parce qu'elle est accompagnée de grandes peines ; les dignités ecclésiastiques, parce qu'elles imposent de grandes obligations. Ces trois motifs se trouvent renfermés dans le mariage ; il y a de grandes obligations, de grandes peines, de grands périls.

Les obligations de deux personnes unies par les liens sacrés du mariage, c'est de travailler au salut l'un de l'autre, au salut de tous ceux de la famille. Par conséquent, votre vie doit être fort chrétienne et très exemplaire ; vous devez veiller sur ceux que la Providence a commis à vos soins, vous devez veiller sur leur conduite, vous devez prier pour eux.

A l'égard des peines du mariage, il faut s'y supporter mutuellement, il faut élever des enfants, les entretenir, les établir, corriger leurs défauts naturels, craindre leur perte éternelle, les mettre dans la voie du salut.

Pour les périls, à quoi l'affection d'un mari n'entraîne-t-il pas, s'il est vicieux ? A quoi l'amour des enfants ne porte-t-il pas, s'il est mal entendu ? Comment garder la mesure en ce qui est permis et ce qui est défendu ?

Donc, chrétiens, songez à votre vocation. Si votre choix de vie n'est pas encore fait, faites-le sérieusement, chrétiennement. Si vos engagements sont irrévocables, et que vous ayez péché par irréflexion, imprudence, illusion, ou désordre, corrigez le passé. Demandez pardon ; priez le Seigneur de ne pas vous tenir rigueur ; de vous accorder par miséricorde des secours qu'en justice il ne vous doit point. Travaillez d'autant plus au salut de votre âme ; car, après tout, il n'y a qu'une seule chose nécessaire, le salut !



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences.

Pour gagner les Indulgences du Rosaire, on ne doit pas ajouter *Jesus* après l'*Amen* de la Salutation angélique.

De Indulgentia concessa Confratribus SS. Rosarii proferentibus nomen Jesu in angelica salutatione.

ORDINIS PRÆDICATORUM

Cum inter Christifideles quorundam locorum invaluerit pia consuetudo invocandi SS^mum Nomen Jesus in fine Angelicæ Salutationis immediate post *Amen*, dicendo : *Nunc et in hora mortis nostræ. Amen. Jesu* : dubium occurrit circa Indulgentias quinque annorum totidemque quadragenarum Sodalibus S^mi Rosarii concessas, qui in fine uniuscujusque Ave Maria Nomen Jesus pronuntiabunt ; uti in summario Indulgent. § IX n. 3 a S. Congregatione Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita recognito, ac a s. m. Pio IX approbato 18 Septembris 1862. Sunt enim qui putant, Indulgentias illas non fuisse concessas Confratribus Sanctissimi Rosarii invocantibus Nomen Jesus in fine, idest absoluta Ave Maria post *Amen*, addito *Jesus*. Quapropter hodiernus Procurator Generalis Ordinis Prædicatorum votis plurimorum Fratrum et Sororum sui Ordinis obsecundans, ad majorem gloriam S^mi Nominis Jesus in quo tota salus nostra pendet, atque ad incrementum pietatis erga Ipsum : sequens dubium proponit et humillimas porrigit preces pro ejus solutione :

An Indulgentias, de quibus in prædicto Summario, illi lucentur Confratres, qui Nomen Jesus pronunciant post verba *Benedictus fructus ventris tui* : vel qui idem SS^mum Nomen pronunciant additum in fine uniuscujusque Ave Maria, dicendo : *Nunc et in hora mortis nostræ. Amen. Jesus* ?

Sacra Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita die 29 Martii 1886 respondit :

Affirmative ad primam partem : Negative ad secundam.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis die et anno uti supra.

J.-B. Card. FRANZELIN, *Præfectus*.

F. DELLA VOLPE, *Secretarius*.



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Lorsque la rubrique du Missel prescrit de lever les yeux, où doit-on les diriger ?

R. — Autrefois, ce point était controversé, parce que la rubrique se contente de dire qu'il faut élever les yeux, sans dire vers quel objet, ou bien qu'il faut élever les yeux *ad Deum*, ou encore *ad cælum*, et jamais elle ne prescrit de lever les yeux à la croix. Aussi les rubricistes étaient-ils partagés jusqu'en 1848, où la Sacrée Congrégation des Rites mit fin à la controverse en déclarant qu'on devait regarder la croix. L'évêque d'Ajaccio avait exposé que certains ecclésiastiques niaient que l'on fut obligé de la regarder :

« Denegatur ab aliquibus Ecclesiasticis obligatio crucem adspiciendi dum a rubrica sacerdoti celebranti injungitur in missa oculorum elevatio. Quid dicendum de hujusmodi opinione ? »

La Sacrée Congrégation donna la réponse que nous venons d'indiquer :

« Juxta rubricas in elevatione oculorum crucem esse aspiciendam. » (22 juillet 1848, n. 5121, ad 3.)

Néanmoins, quelques rubricistes distingués qui ont écrit depuis 1848 et qui certainement connaissent cette déclaration, ne font pas toujours une obligation de regarder la croix.

Ainsi de Herdt qui pourtant cite la réponse de 1848, dit que si la croix est très élevée, il n'est pas nécessaire de la voir; il suffit de tourner les yeux de ce côté :

« Si crux tamen sit valde eminens, sufficit oculos versus eandem elevare. »

Martinucci, l'illustre Préfet des Cérémonies Apostoliques, dit ordinairement qu'on doit regarder la croix, mais à *Suscipe sancte Pater*, il enseigne que le prêtre élève les yeux en haut :

« Elatis statim *sublime* oculis, statimque demissis supra hostiam... »

Il dit aussi qu'à *Suscipe sancta Trinitas*, le prêtre lève les yeux à la croix ou au ciel :

« Ibique oculos attollet ad crucem sive ad cœlum... »

Il exprime la même idée pour le moment de la consécration sous l'espèce du pain.

« Quum dicet *Et elevatis oculis in cœlum* attollet oculos ad crucem aut *in cœlum*... »

Nous retrouvons le même langage pour la bénédiction à la fin de la messe :

« Tum erigens sese, elevabit oculos et manus ad crucem vel *ad cœlum*. »

Ces restrictions émanant de rubricistes aussi distingués, méritent d'être signalées.

Q. — Lorsque l'hostie qu'on met dans l'ostensoir est renfermée dans une lunulle à double verre — ce qui est illicite, comme vous l'avez clairement démontré — est-on obligé d'avoir en outre une custode pour conserver l'hostie et la lunulle vitrée dans le tabernacle? Est-il irrégulier de laisser cette lunulle sans custode dans le tabernacle comme on fait presque partout?

R. — Les rubriques et les décrets ne prescrivent pas de mettre l'hostie de l'ostensoir dans une custode, mais les convenances semblent le demander, les liturgistes le recommandent, et c'est la pratique ordinaire de la ville de Rome, comme de la plupart des églises qui tiennent à accomplir régulièrement les cérémonies. Il est donc dans l'esprit de la liturgie de renfermer la sainte hostie dans une boîte ou ciboire, ou custode.

Il est clair qu'on est obligé de se servir d'une de ces custodes si les statuts diocésains en font une prescription.

Mais serait-on encore obligé de s'en servir dans le cas où le tabernacle serait assez vaste pour recevoir l'ostensoir et où il plairait au prêtre de l'y

placer? C'est là une question délicate qu'il importe d'examiner sérieusement. Il faut établir une distinction.

Si des statuts synodaux ou une ordonnance épiscopale exigeaient d'une manière absolue que la sainte hostie fût placée dans la custode, on serait obligé de l'y mettre.

Mais s'il n'y a pas de prescription de ce genre, nous n'oserions plus en faire une obligation, parce que nous n'avons pas de raison sérieuse qui défende de conserver dans le tabernacle l'ostensoir avec la sainte hostie. Nous pensons même qu'on peut le faire.

Nous l'avons déjà affirmé, sans donner de preuves. Un de nos vénéralés et doctes correspondants, qui ne paraît pas être de notre avis, nous demande de produire nos arguments. Nous allons le faire rapidement.

S'il est défendu de placer dans le tabernacle l'ostensoir contenant la sainte hostie, cette prohibition se trouve dans les rubriques, ou dans les décrets de la sacrée Congrégation des rites. Or nous n'en voyons nulle part.

Et d'abord, les rubriques qui traitent cette question ne se trouvent qu'au Rituel, au Cérémonial des Evêques, et dans l'Instruction Clémentine.

Eh bien, 1^o le Rituel se contente de dire qu'après la bénédiction donnée aux fidèles à la procession de la Fête-Dieu, le prêtre dépose avec respect le très-saint Sacrement :

« Tum Sacerdos, facta genuflexione, cum Sacramento semel benedicat populum in modum Crucis, nihil dicens; postea illud reverenter deponat. »

Mais il ne dit pas qu'on le place dans une custode.

2^o Le Cérémonial traite de la très sainte Eucharistie en trois endroits; or nulle part il ne défend de la laisser dans l'ostensoir.

Ainsi, au livre I, parlant des fonctions du sacristain, il lui rappelle que sa principale fonction se rapporte surtout à la très sainte Eucharistie: qu'elle doit être gardée avec une grande vénération dans le tabernacle :

« ... Diligentissime curabit (sacrista) ut ea quæ ad sacrosanctæ Eucharistiæ cultum et honorem spectant, nitide conserventur, locusque seu Tabernaculum, ubi custoditur, diligentissime et fidei clavibus obseretur, lampades circa illam perpetuo ardeant, illaque saltem semel in hebdomada mutetur et renovetur; ad infirmos debita cum reverentia et honore deferatur » (Livre I^{er}, chap. 6, n. 2).

Mais il ne défend pas de la garder dans l'ostensoir.

Le second endroit où le Cérémonial des Evêques traite de la sainte Eucharistie est au même livre, chapitre 12. On y recommande de ne pas laisser le très-saint Sacrement à l'autel où l'Evêque doit célébrer, d'entourer la sainte Eucharistie de tout le respect possible, attendu que nous ne pouvons jamais lui rendre les hommages qui lui sont dus ;

mais nulle part il n'est défendu de la laisser dans l'ostensoir.

Le troisième passage du Cérémonial des Evêques où il soit particulièrement question du très-saint Sacrement se trouve au Livre II, chap. 33, n. 34.

Il s'agit précisément de la procession de la Fête-Dieu. Or, le Cérémonial prescrit au diacre, après que la bénédiction est donnée, de renfermer le Saint Sacrement dans le tabernacle, et ne parle pas de le mettre dans la custode :

« ... Et demùm Diaconus debet in fine illud includere et reponere in tabernaculo ubi solet continue asservari. »

On ne voit donc rien au Cérémonial des Evêques qui empêche de garder la sainte Eucharistie dans l'ostensoir.

3^e Mais du moins l'Instruction Clémentine qui traite avec détail toutes les cérémonies des Quarante-Heures n'exige-t-elle pas que, après la bénédiction, la sainte hostie soit tirée de l'ostensoir et déposée dans une custode ? Non. Elle dit que le prêtre, après avoir donné la bénédiction dépose le *Sacrement* sur l'autel et descend ; qu'aussitôt le diacre, ou un prêtre en étole, enferme le *Sacrement* dans le tabernacle. Voici du reste le texte originaire de l'Instruction de Clément XI en langue italienne :

« Fatte le dovute riverenze, prendera (il celebrante) nelle mani ricoperte, come si disse, con l'estremità del velo humerale l'Ostensorio, et darà con esso la bendizione al popolo ; e riposto il Sacramento sopra la corporale, discenderà, e starà, genuflesso al suo luogo. Il diacono immediatamente o un Sacerdote con stola, fatte le dovute riverenze, chiuderà il Sacramento nel Tabernacolo » (Instruction Clementina, § 34).

Ce passage semble indiquer que l'ostensoir se met dans le Tabernacle, et en tout cas, ne le défend pas.

Telles sont les rubriques qui touchent cette question, et l'on peut voir qu'aucune ne prescrit de déposer la sainte hostie dans une custode.

Du moins les décrets de la sacrée Congrégation l'exigent-ils ? Nous n'en connaissons pas un seul dans ce sens, et notre correspondant ne nous en oppose aucun. Nous n'avons donc pas à nous y arrêter.

Ainsi donc il n'y a pas de loi sur ce point, puisque l'autorité qui seule a le pouvoir législatif n'a rien prescrit.

Si l'on consulte les liturgistes, on remarque un assez grand désaccord. Saint Charles dans ses Instructions *De Tabernaculo*, dit que l'on renferme l'ostensoir dans le tabernacle.

Gavantus l'insinue quand il dit simplement qu'après la bénédiction du Saint Sacrement, le diacre monte, fait la genuflexion et replace le Saint-Sacrement : « Diaconus ascendit, genuflectit, et reponit » (Pars. 4, titre 12, n. 8).

Baruffaldi parlant de la custode dit que ce vase sacré est destiné à recevoir la sainte hostie quand le tabernacle ne peut pas contenir l'ostensoir :

« Ejus usum præcipue vidi ad reponendam hostiam consecratam, quæ in Ostensorio exponi debet, tunc quando Tabernaculum non sit capax retinendi in se dictum Ostensorium » (Titre 26, n. 120).

Les liturgistes modernes se contentent souvent de dire qu'on replace le Saint Sacrement dans le tabernacle, sans faire d'allusion à l'ostensoir ni à la custode.

Cependant M. l'abbé Bourbon insinue qu'on renferme l'ostensoir dans le tabernacle, excepté dans le cas où la sainte hostie est dans une custode à double verre.

« Le célébrant, ayant déposé l'ostensoir sur le corporal, s'écarte un peu de l'autel, et se met à genoux sur le marchepied pour adorer le Saint-Sacrement ; étant ainsi à genoux, il quitte l'écharpe, que le cérémoniaire, à son défaut le thuriféraire ou un sacristain en surplis, vient enlever. Ensuite le célébrant, s'approche de l'autel, fait la genuflexion, et remet le Saint Sacrement dans le tabernacle. Si la sainte hostie est dans une custode à double verre, il tire de l'ostensoir cette custode pour la renfermer dans le tabernacle. » (Petit Cérémonial paroissial, des saluts du Saint-Sacrement).

De Herdt enseigne qu'on peut très bien conserver la sainte hostie dans l'ostensoir ; il ajoute même, comme Cavaliéri, qu'on doit le faire, à moins que le tabernacle ne soit trop petit pour la contenir :

« Hinc clare sequitur S. Hostiam in Ostensorio recte conservari, eamque in parvam custodiam tantummodo collocandam esse cum tabernaculum adeo parvum fuerit ut Ostensorium commode capere non possit » (Rituaire, de Pyxide seu custodia SS. Sacramenti).

Mais à Rome, on ne renferme pas l'ostensoir dans le tabernacle. Après la bénédiction, le diacre retire de l'ostensoir la sainte hostie et la met dans la custode, qu'il dépose dans le tabernacle.

C'est la pratique que nous avons toujours vu observer dans les églises de Rome.

C'est aussi ce que témoignent ceux qui connaissent le mieux les usages romains.

Ainsi, Mgr de Montréal dit dans son *Cérémonial des Evêques commenté* : « Le célébrant monte seul à l'autel, prend lui-même le Saint-Sacrement et bénit le peuple. Le diacre remet le Saint-Sacrement dans la custode » (Livre deuxième, chap. 33, n. 41).

Mgr Barbier de Montault est plus explicite :

« La place de l'ostensoir est à la sacristie, non dans le tabernacle, qui doit garder seulement en dépôt la lunette.

« L'hostie se conserve dans une custode dont la forme varie, mais dont la matière est toujours l'argent, doré à l'intérieur : c'est une boîte ronde, avec le monogramme du nom de Jésus, I H S, gravé sur le couvercle (tel est l'usage de Bénévent), ou, suivant la coutume romaine, une boîte plate et ronde, montée verticalement sur un pied bas,

mais élégant » (Traité pratique de la construction et de l'ameublement des églises).

Mgr Martinucci décrit clairement cette cérémonie accomplie par le diacre après la bénédiction.

« Diaconus, non inclinans Ostensorium super altare, aperiet crystallum, extrahet lunulam cum S. Hostia, eamque reponet in capsula, quam claudet operuculo. Deinde aperiet ciborium seu Tabernaculum, et intra reponet Sacramentum, ac facta genuflexione a latere, claudet porticulum Tabernaculi, plicabit corporale, quod relinquet in altare, et ad dexteram celebrantis redibit » (Manuale sacrorum caeremoniarum, t. 2 chap. 25, n. 93).

En résumé, les rubriques et les décrets ne disent pas comment doit être placée la sainte hostie dans le tabernacle.

Bon nombre d'auteurs soutiennent qu'on peut la laisser dans l'ostensoir, pourvu que l'ostensoir soit renfermé dans le tabernacle.

A Rome, on ne laisse pas l'hostie dans l'ostensoir, mais on la place dans une custode qui est elle-même enfermée dans le tabernacle.

M. l'abbé Bourbon pense qu'on peut laisser la lunule sans custode dans le tabernacle, quand c'est une lunule à double verre, comme on en voit aujourd'hui dans la plupart des églises de France. Nous ne partageons pas cette manière de voir. Il nous paraît peu convenable de laisser ainsi le Saint-Sacrement à découvert. Le principe de l'Eglise est de le voiler, sauf au moment de l'exposition.

La pratique romaine nous semble plus respectueuse pour le très-saint Sacrement, et, par là même, préférable.

LES OBLATIONS

(Suite)

II. En l'absence d'un règlement épiscopal qui détermine l'emploi des droits casuels, les honoraires donnés par les fidèles à l'occasion de l'administration des sacrements ou de l'exercice des fonctions pastorales demandées à une intention particulière, reviennent en droit au curé, à moins qu'une coutume légitimement prescrite ne les attribue à un autre.

Ce droit du curé lui appartient, non-seulement à l'exclusion des laïques et des prêtres étrangers, mais encore à l'exclusion de ses vicaires ou coadjuteurs, alors même que ceux-ci remplissent à sa place les fonctions pour lesquelles les honoraires sont donnés. Tel est l'avis de tous les canonistes. Nous citerons seulement quelques lignes de Laurentius : « Regulariter loquendo seu de jure Ordinario jura omnia et emolumenta parochialia spectant ad eum cui cura habitualis competit, adeoque vicarius seu alio nomine nuncupatus ad solam curam actualem seu ejus exercitium deputatus jure operarii censendus est, ac proinde contentus

esse debet congrua sua tamquam salario seu mercede operis ac laboris ¹.

Quel en est le motif ? C'est que le curé étant le prêtre principal et le ministre responsable des fonctions qui sont exercées dans sa paroisse, est légitimement fondé et autorisé à toucher les émoluments destinés à rémunérer certains actes du ministère pastoral et à reconnaître les services qu'il rend ou qu'il fait rendre à ses paroissiens : il a, relativement à l'intention du donateur, une présomption en sa faveur, comme disent les canonistes, fondée en droit ².

Les coopérateurs, vicaires ou autres prêtres, qui remplissent une fonction pastorale, à la place du curé, n'ont aucun droit aux honoraires attachés à cette fonction, parce qu'ils n'ont, ni en droit ni en fait, la charge d'âmes habituelle ou actuelle, en raison de laquelle les émoluments sont offerts ; ils ne font que venir en aide au curé qui fait appel à leurs services ; ce n'est pas par eux que la paroisse est administrée et représentée, mais uniquement par le curé.

« Le droit exclusif des curés à toucher les honoraires attachés aux fonctions pastorales, conclut M. Deneubourg, est donc constant, alors même qu'ils en confient l'exercice à leurs vicaires : de même que ces fonctions rentrent dans leurs attributions et leur reviennent canoniquement, de même les rétributions qui les rémunèrent leur appartiennent en droit strict : ils en sont les maîtres. Pour les vicaires, ils ne peuvent prétendre en général à la possession des émoluments de ce genre : la S. Congrégation avec les canonistes se refuse absolument à leur reconnaître ce droit » ³.

Mais quelles sont les fonctions pastorales dont les honoraires reviennent exclusivement au curé de la paroisse, alors même qu'il ne les remplirait pas personnellement ?

Les canonistes énumèrent les suivantes :

- a) Les relevailles.
- b) Les mariages.
- c) Les extraits des registres paroissiaux.
- d) Les publications faites au prône.
- e) La communion pascale.
- f) La première communion.
- g) Les funérailles.
- h) Les messes chantées pour les vivants et pour les morts. Bien qu'il n'y ait pas obligations de les chanter dans l'église paroissiale, dès lors qu'on le fait, les honoraires en reviennent au curé, sauf l'indemnité due à celui qui le remplace.

i) Les honoraires des baptêmes appartiennent-ils aux vicaires quand ils l'administrent eux-mêmes ? « Nous ne le pensons pas, dit M. Deneubourg, à moins que le donateur n'ait déclaré formellement qu'il voulait spécialement les gratifier. C'est en vain, en effet, qu'ils prétendraient s'appuyer sur la coutume ; car si dans un assez

¹ *Forum beneficiale*, pars. I, cap. III, q. 183, n. 2.

² Deneubourg. *Les vicaires paroissiaux*, p. 348.

³ Deneubourg, p. 352.

grand nombre de paroisses les vicaires habituellement conservent les émoluments dont nous parlons, cet usage ne nous paraît ni général ni uniforme, et même souvent il est le résultat d'une concession expresse ou tacite, que le curé peut toujours révoquer; il ne réunit pas les conditions nécessaires pour avoir la portée d'une coutume légale; il ne suffit donc pas pour créer un droit en faveur des vicaires. Il suit de là que les curés, dans ces pays, sont toujours fondés, en droit strict, à réclamer les honoraires donnés pour répartir cette fonction pastorale, pourvu toutefois qu'ils ne soient pas nécessaires pour créer aux vicaires une position convenable. Mais ce qui est permis rigoureusement n'est pas toujours bien-séant, et nous pensons que les curés d'ailleurs suffisamment pourvus, ne peuvent pas convenablement ôter cette ressource à leurs coopérateurs, lorsque l'usage paroissial la leur attribue »¹.

III. Les vicaires et autres prêtres ont cependant droit de toucher les honoraires de certaines fonctions en quelques occasions. Les canonistes énumèrent les suivantes.

1^o Quand une coutume légitimement prescrite attribue aux vicaires ou autres prêtres les honoraires attachés à certaines fonctions. Tous les canonistes reconnaissent, avec Reiffenstuel, dans cette matière, la force de la coutume, pourvu qu'elle soit légitime. En pratique il est difficile d'établir la légitimité de la coutume. Toutefois les auteurs admettent généralement que les honoraires attachés aux sermons que des prêtres autres que le curé font dans la paroisse leur reviennent cependant, bien qu'il s'agisse d'une fonction pastorale. Parce que la coutume généralement en vigueur leur accorde ces émoluments, et ensuite parce que ces honoraires ont pour but de rémunérer le travail personnel et souvent pénible du prédicateur.

2^o Quand un tarif ou une fondation attache un honoraire à une fonction désignée, surtout si elle demande un travail personnel difficile. Une pareille disposition, dès lors qu'elle est approuvée, a force de loi. Dans ce cas, la présomption en faveur du curé disparaît : l'intention du fondateur ou des supérieurs est évidemment de rémunérer le travail personnel du prêtre qui fera la fonction. Le curé peut sans doute revendiquer le droit de la remplir par lui-même, mais dès qu'il en confie l'exercice à un autre, il est tenu de lui remettre l'honoraire qui y est attaché. C'est ainsi que les honoraires attachés à l'assistance que prêtent les vicaires ou tout autre prêtre au curé pour la célébration d'un office solennel, d'un service, d'un convoi, d'une messe chantée, d'un salut, appartiennent à ces prêtres et non au curé de la paroisse, parce qu'ils sont la rémunération d'un travail personnel. Les auteurs citent encore le cas suivant : « Si un honoraire est assigné par le tarif ou par une personne particulière au prêtre

qui accompagne un cadavre au cimetière, ils pourront le retenir, dès qu'ils remplissent cette fonction, parce qu'il y est attaché : l'usage et l'intention du donateur leur donnent ce droit »¹.

Nous citerons, à l'appui de notre doctrine, l'autorité de M. Bonal :

« Ad alios presbyteros aut clericos inferiores pertinent oblationes quæ fiunt occasione alicujus functionis sacræ ab eis personaliter adimpletæ, nempe celebrationis missæ, præsentia in exsequiis defunctorum, prædicationis verbi divini »².

3^o Quand une convention conclue avec le curé ou une disposition épiscopale assigne aux vicaires un certain genre d'honoraires, ou une quotité du casuel pastoral pour former ou compléter la somme nécessaire à leur honnête entretien. Dans cette double hypothèse le droit des vicaires repose sur un fondement indiscutable, que nous ne faisons que mentionner ici parce qu'il rentre dans la catégorie des contrats ou des lois particulières.

§ III. Comment fait-on siens les droits casuels ?

I. Pour avoir droit aux honoraires attachés à l'administration des sacrements, ou aux funérailles, il faut y avoir été invité. Quel que soit en fait le nombre des prêtres présents, les fidèles ne doivent des honoraires que pour le nombre qu'ils ont réclamé, soit d'une manière explicite, soit d'une manière implicite, en demandant telle ou telle classe pour la cérémonie religieuse. La présence du curé est toujours de rigueur pour les fonctions paroissiales qui ont lieu dans sa paroisse, en ce sens qu'il doit toujours être invité; mais il n'est pas obligé de remplir personnellement ces fonctions : il lui est toujours permis de se faire remplacer.

II. Les fidèles ne sont tenus à payer les honoraires que suivant le nombre des prêtres réellement présents. Si on les force à payer pour un absent, on commet une injustice. On excepte cependant le cas où le service obligatoire et urgent de la paroisse, v. g. un malade en danger pressant de mort, serait seul cause de l'absence d'un des membres du clergé paroissial. Il serait injuste, en effet, de le priver des émoluments qu'on a jugés nécessaires à son honnête subsistance pendant qu'il vaque forcément à une fonction plus urgente de son ministère.

« Juxta communem sententiam et praxim, dit Bonal, excusat gravis necessitas sacri ministerii; eo quod, scilicet, merito censentur fideles qui dant oblationem pro adstantia sacerdotum obsequiis, consentire ut oblationem nihilominus recipiant, qui alibi detinentur improvisa alicujus parochiani necessitate. Unde non excusat ministerii functio quæ ad aliud tempus differri potest, nec multo minus absentia causa vacationum. In hujusmodi casibus, absentes, etiamsi fuerint convocati ad

¹ Deneubourg, p. 355.

² *Inst. canon.*, t. II, p. 130, Cf. *Prælectiones canonicæ*. S. Sulp., part. III, t. II, p. 488.

¹ L. c., p. 354.

obsequia, nullum jus habent ad oblationes, ut communiter sentiunt auctores »¹.

III. Un honoraire plus élevé est assigné au curé pour les fonctions pastorales. Il y a droit, lors même qu'il n'y assisterait pas personnellement, pourvu qu'il se fasse remplacer afin qu'il y ait le nombre de prêtres réclamé par les fidèles.

Quand un honoraire a été expressément attribué aux vicaires par le tarif diocésain, on a eu pour but de rémunérer non-seulement l'assistance à telle ou telle cérémonie, mais aussi les services généraux que les vicaires ont pu rendre à la paroisse.

En conséquence, les vicaires qui n'assistent pas à la cérémonie, mais qui s'y font remplacer, peuvent prétendre à cet honoraire, sauf à indemniser celui qui les remplace.

Il ne paraît pas en être de même dans les autres cérémonies où l'honoraire est attribué d'une manière générale à celui qui remplira telle ou telle fonction. Toutefois une coutume locale, une convention ou une concession réciproque accordent souvent ces honoraires aux vicaires absents.

IV. Il ne suffit pas d'être présent à une cérémonie pour en percevoir les honoraires; il faut encore y prendre part, suivant la nature de la cérémonie. Ainsi, quand il est question de l'office des morts, il faut prendre part au chant; on ne satisferait pas à l'obligation en récitant d'autres prières et même les heures du Bréviaire².

Toutefois, pendant la messe chantée pour les défunts, on peut tolérer l'usage qui autorise les prêtres assistants à réciter leur office, pourvu qu'il y ait des choristes spécialement chargés du chant³.

(A suivre.)

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un testament porte : « J'institue l'église paroissiale de N... mon héritier et légataire universel, avec charge annuelle et perpétuelle à la fabrique de faire célébrer dix messes chantées » :

1° La fabrique est-elle dispensée des formalités pour obtenir l'autorisation d'accepter le legs ?

2° De la mise d'envoi en possession ?

3° Dire tout ce qui serait expédient dans l'espèce.

Ad I^m. Nullement. La fabrique est tenue à toutes les formalités prescrites par la loi pour l'acceptation des dons et legs. On lit, en effet, dans la circulaire ministérielle du 10 avril 1862, relative à l'exécution du décret du 15 février 1862... « *Fondations*. D'après la jurisprudence constante du conseil d'Etat, les dispositions entre-vifs ou testamentaires portant fondation perpétuelle ou temporaire de services religieux dans une église paroissiale ou succursale, doivent être acceptées

comme les libéralités ordinaires, par la fabrique de cette église chargée de faire célébrer les services institués ». Cela étant posé :

Ad II^m. Les fabriques ne sont pas dispensées de la mise d'envoi en possession.

Ad III^m. Nous avons souvent indiqué quelles sont les formalités à remplir. Les voici de nouveau; et il faut veiller à ce qu'aucune pièce ne manque au dossier, si l'on ne veut amener des retards dans l'autorisation :

1° Testament;

2° Acte de décès du testateur;

3° Évaluation de l'objet légué;

4° Acceptation provisoire, faite conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817, c'est-à-dire dans l'espèce, par une délibération du conseil de fabrique;

5° État, approuvé par le préfet, de l'actif et du passif, ainsi que des charges et revenus de l'établissement légataire (ici, dans l'espèce, de l'église paroissiale);

6° Avis de l'évêque;

7° Avis du sous-préfet;

8° Copie de l'acte extrajudiciaire constatant que les héritiers connus ont été appelés à prendre connaissance du testament;

9° Leur consentement à la délivrance du legs; au cas contraire, joindre leur mémoire en faisant connaître le nombre des réclamations, le montant de l'hoirie et la portion afférente à chacun d'eux. S'il n'y a pas d'héritiers connus, acte des affiches du testament au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur;

10° L'avis motivé du préfet.

Un décret du 15 février 1862 a transporté au préfet le droit d'autoriser l'acceptation des legs qui n'excèdent pas la valeur de 1,000 fr. Comme ce décret est de la plus grande importance et qu'il ne se compose que de trois articles, nous en reproduisons le texte :

Napoléon, etc.

Art. 1^{er}. L'acceptation des dons et legs faits aux fabriques des églises sera désormais autorisée par les préfets, sur l'avis préalable des évêques, lorsque ces libéralités n'excéderont pas la valeur de 1,000 francs, ne donneront lieu à aucune réclamation et ne seront grevés d'autres charges que l'acquit de fondations pieuses dans les églises paroissiales et de dispositions au profit des communes, des pauvres et des bureaux de bienfaisance.

Art. 2. L'autorisation ne sera accordée qu'après l'approbation provisoire de l'évêque diocésain, s'il y a charge de services religieux.

Art. 3. Les préfets rendront compte de leurs arrêtés d'autorisation au ministre compétent, dans les formes déterminées par les instructions qui leur seront adressées. Les arrêtés qui seraient contraires aux lois et règlements, ou qui donneraient lieu aux réclamations des parties intéressées, pourront être annulés ou réformés par arrêté ministériel.

¹ Bonal. *Instit. canonicæ*, t. II, p. 137.

² S. C. C., 9 mai 1857.

³ Id., 11 mars 1871.

Q. — La cote mobilière du loyer de la cure de S... est portée à 60 francs. Comme j'ai mon père avec moi, au même foyer cependant et au même ménage, on partage la cote mobilière entre mon père et moi, 20 fr. à lui, et le reste à moi; est-ce juste ?

A la mort de mon père, devrai-je bénéficier d'un amortissement proportionnel ? Quelle serait cette proportion ?

Dans ce dernier cas, ne pourrais-je pas obliger qu'on mette toute la cote mobilière en mon nom ? Et comment faire ?

R. — La situation qu'on nous signale est bizarre et nous ne la comprenons pas facilement. L'impôt personnel et mobilier est dû par chaque habitant Français et par chaque étranger de tout sexe, jouissant de leurs droits et non réputés indigents. Cet impôt n'est pas réglé sur le nombre des personnes habitant un appartement, mais bien sur la valeur locative des parties de l'immeuble affectée à leur habitation. Ici, il n'y a qu'un habitant du presbytère, le curé, qu'il ait ou non son père ou sa mère, des parents, des amis ou des serviteurs, l'impôt mobilier n'incombe qu'à lui. Lui seul devrait être inscrit au rôle parce que lui seul est locataire. On ne conçoit donc pas pourquoi son père est considéré comme locataire d'une partie du presbytère.

Ceux qui ont ainsi disposé les choses, pour être logiques, devront supprimer l'impôt du père, à la mort de ce dernier. Mais ils ne le peuvent pas, puisque la valeur locative reste toujours la même et que le vrai locataire est le curé.

Cette situation doit cesser comme étant anormale, au moins en ce qui concerne la cote mobilière due par le chef de la maison. Il faut s'adresser pour cela aux répartiteurs et au contrôleur, quand ils se réunissent pour dresser les rôles. En outre, il faut demander une réduction de cet impôt qui nous paraît énorme, à moins que le presbytère en question ne soit un véritable palais. En cas de refus de la part des répartiteurs et du contrôleur, il faut recourir au préfet pour une réduction gracieuse, ou au conseil de préfecture pour une réduction de justice, s'il y a lieu. Pour ces sortes de demandes adressées soit au préfet, soit au conseil de préfecture, elles se font sur papier timbré, et doivent être accompagnées du bordereau de ses impositions et du reçu du percepteur, constatant qu'on a payé les mois écoulés jusqu'au jour de la demande.

Q. — Le 17 février 1883, mourait à S. un membre du conseil de fabrique, laissant une foule de legs à ses parents et serviteurs, et un legs de 10,000 fr. à la fabrique pour établir un carillon sur le clocher de l'église.

Le testateur charge l'héritier universel d'acquitter tous les legs en numéraire six mois après son décès sans intérêts jusqu'alors.

Tous les légataires furent payés exactement par l'héritier universel, excepté la fabrique de S., uniquement parce qu'elle n'était pas autorisée à accepter et que le gouvernement de la République ne l'autoriserait jamais.

La fabrique ne fit pas moins toutes les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation d'accepter le legs, elle obtint la promesse de l'héritier qu'il accorderait la délivrance du legs dans les premiers jours de janvier

1884, et le décret du Président de la République autorisant l'acceptation du legs a été signé le 4 janvier de la présente année.

Soyez assez bon pour me dire si : 1° la fabrique a le droit de réclamer les intérêts de cette somme depuis le jour où l'héritier a consenti à la délivrance du legs jusqu'à celui où il soldera. Cela me paraît évident, puisque le testateur disait en exprimant ses volontés, que l'héritier universel était chargé d'acquitter tous les legs six mois après son décès, sans intérêts jusqu'alors; ce qui veut dire que s'il ne payait pas, il serait obligé d'en payer l'intérêt après ce laps de temps; 2° comment faut-il procéder pour obtenir le paiement du legs; car il faut croire que le décret l'aura un petit peu étonné, et il pourrait se faire qu'il ne s'exécute pas de bonne grâce.

Je me résume : 1° Devons-nous réclamer les intérêts de cette somme léguée ? 2° Sommes-nous sûrs de l'obtenir devant les tribunaux ? 3° Quelles démarches faut-il faire pour obtenir le paiement des 10,000 francs ?

R. — Ad 1^m. La question posée en ces termes ne saurait obtenir une réponse positive. Personne n'est obligé de réclamer un intérêt qui lui serait dû d'une manière évidente et formelle; à plus forte raison, quand cet intérêt n'est pas dû d'une manière certaine, et c'est le cas. Mais la fabrique *pourrait-elle* réclamer avec quelque raison les dits intérêts ? Oui, mais depuis qu'elle a été autorisée à accepter seulement et que, de fait, elle a légalement accepté; car, ce n'est que depuis ce moment-là qu'elle est devenue propriétaire. La clause testamentaire qui impose à l'héritier l'obligation de livrer les legs après six mois sans intérêts, et à partir des six mois avec intérêt, ne regarde que les légataires libres d'accepter dès le début; elle ne saurait concerner la fabrique qui n'était pas libre d'accepter, puisque pour ce faire elle avait besoin d'une autorisation. Que cette autorisation ne fût pas venue, l'héritier retenait légitimement la somme léguée. En se produisant, elle ne peut avoir d'effet rétroactif. En supposant que la fabrique eût été autorisée pendant les six mois qui ont suivi le décès du testateur, elle se fût trouvée dans des conditions communes à tous les légataires, et, comme ces derniers, elle aurait eu droit aux intérêts à partir du sixième mois. Mais les uns et les autres auraient perdu ce droit si la non délivrance des legs ne pouvait pas être imputée à faute à l'héritier. On ne peut être responsable que des actes de sa propre volonté. Voilà pourquoi, selon nous, l'héritier ne doit les intérêts à la fabrique qu'à partir du jour où cette dernière a eu son droit certain, c'est-à-dire à partir du jour de l'autorisation. Ce n'est point sa faute si le gouvernement a mis du temps pour autoriser, et il ne peut en être responsable.

Ad 2^m. La fabrique est sûre d'obtenir devant les tribunaux les intérêts de la somme léguée, mais seulement à partir du jour de l'autorisation.

Ad 3^m. Ce point est des plus simples; il faut procéder comme on procéderait contre le premier individu venu qui serait détenteur illégal d'une somme d'argent ou d'un objet, contre un débiteur récalcitrant, par le ministère des huissiers.

Q. — Nous voilà de nouveau sur la sellette du Corps

législatif, à propos de la loi militaire. Il s'agit de savoir si l'on enrôlera les séminaristes dans l'armée; si le clergé enfin sera soumis à la loi commune de la conscription. Nous ne saurions attendre la moindre justice de la part d'une assemblée qui a multiplié les preuves de son athéisme et de sa haine du nom chrétien. Mais il est un point qu'il nous serait bien utile de connaître pour pouvoir répondre aux faiseurs d'objections; et de ceux-ci on en trouve parfois jusqu'en des salons où l'on se pique de christianisme.

Le projet en question est-il contraire à l'esprit et à la lettre du Concordat? Ce solennel et antique contrat, signé par le gouvernement français et le Saint-Siège, ne serait-il pas formellement violé, si le projet venait à être voté et mis à exécution?

R. — Il faut bien reconnaître que la dispense du clergé n'est pas écrite dans le Concordat; mais elle ressort d'une manière évidente de son article 1^{er} qui garantit à l'Eglise catholique le libre exercice de son culte. On prenait l'Eglise telle qu'elle a été constituée par son divin fondateur; or, d'après sa constitution, l'Eglise n'admet pas que les clercs s'impliquent dans les affaires séculières; elle leur prohibe le commerce, le métier des armes, *Ecclesia abhorret a sanguine*. Incorporer les clercs dans la milice, les exposer à verser le sang humain, ce serait donc aller directement contre l'esprit et contre les lois de l'Eglise. C'est ce qu'ont proclamé tous les auteurs impartiaux qui ont traité de cette matière. Comme le disait Mgr Freppel à la tribune lors de la discussion de 1884, comme l'avait écrit trois ans auparavant l'illustre cardinal Guibert dans une admirable lettre à laquelle adhéra tout l'épiscopat français : « Du moment que par l'art. 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX, vous avez garanti à l'Eglise catholique le libre exercice de son culte, vous êtes tenu de ne pas prendre des mesures qui rendent l'exercice de ce culte dérisoire et impossible. »

Les évêques n'ont pas été seuls à publier cette vérité. Des hommes d'Etat, même des ennemis déclarés du catholicisme n'ont pas tenu d'autre langage. On se souvient de Jules Ferry disant le 28 mai 1881 : « Le Concordat a constitué les services des paroisses à l'état de service public... Il n'est pas douteux que, si les élèves séminaristes devaient être astreints au service pendant trois, quatre ou cinq ans, ce serait la mort sans phrases pour le clergé paroissial... La pire de toutes les politiques est celle qui consiste à prendre le programme de la séparation par le petit côté oblique... »

Mais à quoi bon ces témoignages quand nous avons celui de Rome et l'histoire du temps qui suivit la signature du Concordat?

Quand parut la loi sur la conscription, comme elle ne semblait pas admettre de dispenses, Pie VII crut y voir une atteinte au Concordat, et il chargea immédiatement le cardinal Caprara de demander des explications qui ne se firent pas attendre. Voici la réponse de Portalis :

« Une des principales demandes et observations de Votre Sainteté porte sur les obstacles que la conscription militaire offre aux candidats qui vou-

draient se vouer à l'état ecclésiastique; Sa Majesté prenant cet objet en grande considération, donnera tous ses soins pour concilier les intérêts majeurs de la politique avec les besoins pressants de l'Eglise. Elle aura égard à la situation de chaque diocèse, au nombre des prêtres qui y sont employés, à celui des candidats qui s'offriront pour entrer dans l'état ecclésiastique, au bon témoignage que les évêques rendront de la vocation éprouvée et de la capacité reconnue des candidats; elle autorisera les ordinations que le bien du service rendra nécessaires. »

Qu'on rapproche ce langage de celui de nos consultants actuels et des partisans du projet de loi présenté à la Chambre!

Mais on ne s'en tint pas aux paroles. Le décret du 16 ventôse an XIII vint témoigner de la sincérité des sentiments que l'empereur avait fait exprimer en réponse aux alarmes du Souverain Pontife; car il dispensait les ecclésiastiques du service militaire. Dans un moment où il fallait au célèbre guerrier des soldats à tout prix, où la nation tout entière était en armes, le signataire du Concordat se croyait obligé par ce même Concordat à consentir cette exception. Il est donc permis de conclure tout au moins que, si la dispense en faveur des séminaristes n'est pas formellement écrite dans le texte du grand document diplomatique, elle ressort d'une manière évidente de son esprit, et de la volonté des contractants. Au reste, nos orateurs catholiques ne manqueront pas de dire la vérité au pays, et il y a lieu d'espérer que, si le projet en question est adopté par les sectaires de la Chambre, il sera repoussé par le Sénat.

Q. — Un monsieur, bienfaiteur d'une église, a obtenu pour lui et sa famille tant qu'elle existera la jouissance d'une chapelle dans cette église.

Ce bienfaiteur étant mort sans enfants, son neveu, héritier de sa propriété, hérite-t-il aussi de la concession? L'administration des cultes entend en général par famille les enfants et descendants du donateur et leurs alliés.

Le neveu n'habite pas la paroisse; les enfants seuls sont susceptibles de l'habiter un jour.

R. — Il faut appliquer aux chapelles concédées, telles que celle-ci, la législation relative aux bancs. Le fait de la concession est admissible; il est basé sur l'article 72 du décret du 30 décembre 1809 disant : « Celui qui aurait entièrement bâti une église, pourra retenir la propriété d'un banc ou d'une chapelle pour lui et sa famille, tant qu'elle existera. »

« Tout donateur ou bienfaiteur d'une église pourra obtenir la même concession, sur l'avis du conseil de fabrique, approuvé par l'évêque et le ministre des cultes. »

Dans beaucoup de localités, ces expressions, pour lui et sa famille, sont interprétées comme conférant le droit de jouissance successive du banc ou de la chapelle, à tous les parents, héritiers ou successeurs du constructeur propriétaire ou du concessionnaire. Il en résulte que les fabri-

ques après la mort de ces propriétaires ou concessionnaires, laissent, non seulement leurs enfants, mais leurs frères et sœurs, leurs neveux et souvent leurs parents plus éloignés qui ont été appelés à leur succéder, jouir, sans rétribution, des places dont il s'agit.

Cette interprétation extensive des termes de l'art. 72 du décret est tout à fait inexacte; elle constitue un abus préjudiciable aux intérêts des fabriques et qu'il importe, par conséquent, de faire cesser partout où il existe. Par le mot *famille*, le législateur n'a entendu que les enfants et descendants. Etendues à d'autres parents, les réserves et concessions arriveraient à une durée qui présenterait beaucoup d'inconvénients.

Du reste, c'est dans ce sens que la jurisprudence ministérielle a toujours appliqué l'article 72 précité. Or, ici l'interprétation de l'administration ne saurait être contestée, parce que, les concessions devant être approuvées par le ministre, il appartient à ce ministre de déterminer ce qu'il a entendu et ce qu'il entend accorder.

Il est si vrai que l'administration l'entend comme nous l'entendons nous-mêmes que lorsqu'on présente à son approbation une concession de ce genre, elle la refuse à celui qui la réclamerait pour *lui et ses ayant-cause*, parce que cette dernière clause n'est pas de nature à être approuvée. (*Avis du comité de l'Intérieur du 24 novembre 1838.*) D'où il ressort que le titre d'héritier ou de parent autre que les enfants ou descendants est exclu du sens du mot *famille*.

Nous avons, entre autres documents, une lettre ministérielle exclusivement destinée à interpréter l'art. 72 du décret du 30 décembre 1809. Elle est datée du 15 décembre 1849 et signée De Parieu. Nous y lisons l'alinéa suivant qui ne laisse subsister aucun doute :

« Ainsi, il ne suffit pas d'être parent et héritier d'un concessionnaire de banc ou de chapelle pour avoir droit à la même jouissance après son décès; il faut encore faire partie de sa famille. On ne doit comprendre dans le mot *famille* que les enfants et les descendants du donateur. C'est dans ce sens que l'article 72 a toujours été interprété par les ministres, successivement chargés de l'administration des cultes, auxquels le décret de 1809 a conféré le droit d'approuver les concessions exceptionnelles dont il s'agit. »

Notre correspondant se trompe quand il affirme que l'administration étend ses concessions aux enfants ou descendants et à *leurs alliés*. Ce dernier mot, comme nous venons de le prouver, est de trop.

Q. — Un curé peut-il de lui-même, en dehors du conseil de fabrique, placer dans une église neuve, des chaises plutôt que des bancs? Motiver la réponse, s. v. p.

R. — On suppose une église neuve à pourvoir d'un mobilier neuf. Car s'il s'agissait de supprimer des bancs existants pour les remplacer par des

chaises, l'autorité du curé ne s'étendrait pas jusques-là, si, en effet, la fabrique ne peut placer des chaises dans l'église sans le consentement du curé, sauf recours à l'évêque (*art. 30 du décret de 1809*), le curé ne pourrait pas non plus supprimer les bancs pour les remplacer par des chaises, sans avoir préalablement obtenu, dans une délibération motivée, l'autorisation du conseil de fabrique. Celle-ci, dans le cas contraire, serait en droit de s'opposer à la démarche du curé et de recourir à l'évêque. Ce serait de la part du curé un acte arbitraire et coupable, lors même qu'il agirait sans obliger la fabrique à se charger de la dépense. Ce changement ne peut se faire légalement que par le concours de la fabrique et du curé.

Mais dans le cas présent, il ne s'agit pas de remplacer des bancs par des chaises, mais de pourvoir une église neuve de ce mobilier, et, par conséquent, de savoir si ce sont des chaises ou des bancs qu'il faut établir. Nous croyons encore que c'est au conseil de fabrique à statuer, sauf recours à l'évêque, parce qu'il s'agit d'une dépense et que la fabrique seule a qualité pour apprécier les questions budgétaires. Notre opinion serait identique, lors même qu'un bienfaiteur ou le curé seul fournirait à la dépense, parce que l'entretien du mobilier concerne la fabrique et qu'il se résout également par une question d'argent. Pour le même motif, c'est encore au conseil de fabrique de déterminer la forme à donner, soit aux chaises, soit aux bancs. Le curé, selon nous, n'a pas le droit de faire individuellement des prescriptions à cet égard, pas plus qu'il ne pourrait s'opposer à l'introduction de bancs ou de chaises dans l'église, parce qu'il ne peut, de son chef, même dans l'intérêt des fidèles, paralyser l'exercice d'un droit que la législature consacre au profit des fabriques, les priver ainsi des revenus que ce droit leur assure, et diminuer le pouvoir administratif du conseil.

Toute l'autorité du curé concernant les bancs et les chaises est relative à leur *placement*. Là, il est inattaquable. D'après l'article 30 précité, le placement des bancs et des chaises ne peut être fait que du consentement du curé, auquel est dévolue la police intérieure du lieu saint, et qui, à ce titre, est seul apte à juger si telle ou telle chaise, tel ou tel banc gêne ou non le service du culte. C'est donc d'après ses indications que les sièges doivent être disposés. La faculté conférée ici au curé n'a d'ailleurs rien d'exorbitant; il en a toujours joui sous l'ancienne jurisprudence, et, après tout, s'il était admissible qu'il en abusât, il y aurait toujours moyen de faire réformer ses prescriptions par l'autorité ecclésiastique supérieure, puisque l'art. 30 précité consacre formellement en faveur des parties dont les droits seraient lésés le recours à l'évêque (*Code des fabriques, t. II, p. 197. Champeaux*).

COURRIER DE L'UTILE

Un ami de l'*Ami* veut bien nous adresser la lettre suivante qui est un excellent *Courrier de l'utile* :

Monsieur le Rédacteur,

Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt dans l'*Ami du Clergé* le *Courrier de l'utile*; j'en profite pour moi-même et pour les autres, par exemple, la recommandation que vous faisiez de ne rien prendre entre les repas, m'a d'autant plus frappé que je suis une preuve vivante de ses bons effets. Malgré mes soixante-onze ans, que j'aurai le 5 septembre prochain, je n'éprouve absolument aucune infirmité, et dans notre canton où il y a seize paroisses, il n'y a pas un seul prêtre aussi fort que moi. Cette réflexion me rend encore plus fidèle à conserver l'habitude que j'ai toujours eu de ne boire même pas entre les repas, si ce n'est un peu de cidre que je prend très lentement et à petite gorgée de manière à donner au palais de la bouche le temps de se rafraîchir.

Ceci dit, voici le sujet d'un article bien important basé sur des faits dont j'ai été témoin.

Les panaris outre qu'ils font bien souffrir, vous estropient très souvent. Or, un remède infaillible pour les guérir, ce sont les escargots ou gros limaçons à coque, dont les jardiniers ont tant de peine à se débarrasser. Vous les pilez, vous les appliquez sur la place et dans quelques jours vous êtes entièrement guéri.

On dit même qu'un limaçon tout vivant appliqué sur un cor aux pieds peut le guérir aussi. Pour ceci, je ne le sais que par oui dire.

Et non seulement ces limaçons guérissent radicalement les panaris, ils sont très bons pour les plaies : et preuve, une femme de mon voisinage qui avait un coup de sang dans un bras, de sorte qu'elle avait une fièvre très violente et qu'elle ne pouvait se servir de son bras. C'était d'autant plus sérieux que ce coup de sang était occasionné par des chagrins inouis et par le retour de l'âge, elle est aujourd'hui parfaitement portante, grâce aux limaçons.

Un jeune homme de 14 à 15 ans vient me demander des vêtements; il avait à la figure une plaie hideuse; je lui donne des limaçons et au bout de quatre à cinq jours, il avait la figure aussi propre qu'avant d'avoir cette plaie, etc. etc.

Au lieu de tuer ces limaçons, je les parque dans un vase de terre que je recouvre avec des ardoises; j'en ai depuis plus de trois mois qui sont très vivaces.

Voici encore une petite série de recettes dont j'ai fait l'expérience personnel.

La fleur de sureau infusée comme du tilleul est très bonne pour les érysipèles, pour les névralgies, les maux de dents, les fluxions de la figure, etc. etc. Les cataplasmes de son délayé dans du vinaigre produisent aussi un très bon effet.

Pour faire tomber les gales et combattre les humeurs cancéreuses, rien de meilleur que de l'onguent de bourdaine. On ôte la grosse peau de la bourdaine, on fait bouillir l'entre-deux dans de la graisse non salée, et on a cet onguent dont je connais par expérience l'efficacité.

Enfin pour les gros rhumes rien de meilleur que le Looek. Ce remède n'est point coûteux puisque l'on peut se servir d'amendes de noisettes, de noix de pistaches. Dix à quinze centimes de gomme arabique, que l'on fait fondre dans de l'eau chaude, du sucre à peu près autant que de gomme; puis vous faites passer le tout à travers un linge etc, du reste les livres de médecine parlent de ce looch. Vous ferez l'usage que vous voudrez de ces détails.

MANIÈRE DE CONNAITRE LES ŒUFS FRAIS

On reconnaît qu'un œuf est frais si, en le plaçant entre l'œil et la lumière, le fluide intérieur paraît calme et transparent; si, au contraire, il est trouble, c'est la preuve qu'il est vieux et déjà altéré.

L'œuf frais paraît plein et sans bulle d'air; l'œuf vieux, au contraire, paraît vide à la grosse pointe et extérieurement rempli de petits points, occasionnés par l'air dilaté dans l'intérieur.

Si l'on approche l'œuf du feu, et que la coquille se couvre d'humidité, c'est une preuve qu'il est frais, sinon on peut juger qu'il est vieux.

L'évaporation qui a lieu dans les œufs est considérable et dépend de la porosité de la coque; il se forme, par conséquent, à l'intérieur, un vide qui se nomme *couronne*, et qui est d'autant plus grand qu'ils sont plus anciens. C'est par ce vide que les marchands d'œufs estiment, à très peu de chose près, le nombre de jours qui se sont écoulés depuis que l'œuf est pondu. Ce vide est toujours placé au gros bout; toutefois l'évaporation est plus ou moins considérable, pour le même temps, suivant la température.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 29 junii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LE 7^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE : LE
SACREMENT DE MARIAGE (SES GRANDEURS)

Sacramentum hoc magnum
est : ego autem dico in
Christo et in Ecclesia.
(Ephe., v.)

On trouve dans la vie de saint François de Sales un trait qui montre le grand esprit de religion de ce bon saint. Il avait une déférence particulière pour les personnes mariées, par respect pour le sacrement de mariage qu'elles avaient reçu. Un marchand de Paris de sa connaissance étant venu à Annecy, il voulut qu'il logeât chez lui; et chaque soir, après le souper, il l'accompagnait jusqu'à sa chambre. Cet homme, confus de tant d'honneurs, l'ayant supplié plusieurs fois avec instance de s'en abstenir : « Monsieur, lui dit le saint Evêque, êtes-vous marié? — Non, Monseigneur, et je ne le fus jamais. — Oh! bien, répliqua-t-il, puisqu'il en est ainsi, j'agirai désormais plus familièrement avec vous. » Et l'on sut ensuite que c'était le respect du sacrement de mariage qui l'avait porté à traiter ainsi cet étranger¹. Telle est l'efficacité de l'action du Saint-Esprit dans les âmes dociles à sa direction : elle leur fait comprendre et vénérer les œuvres de Dieu dans le monde. L'ordre de nos instructions, nous amène à parler d'une de ces œuvres augustes, je veux dire du sacrement de mariage. Pour aujourd'hui, je vous en signalerai les grandeurs. Il est grand dans son institution, grand dans sa restauration par Notre-Seigneur Jésus-Christ, grand surtout par son élévation à la dignité de sacrement. Vous signaler ces trois excellences, fera tout l'objet de ce discours.

I

Rien n'égale la majesté avec laquelle la sainte Ecriture raconte l'institution du mariage dans le paradis terrestre. La création matérielle est réalisée, la lumière brille; les eaux supérieures sont séparées des eaux inférieures; les mers sont creusées; la terre est affermie sur ses fondements et se couvre de plantes diverses et d'arbres variés; les étoiles, la lune, le soleil resplendent dans la voûte azurée; les oiseaux, les poissons, les quadrupèdes sont appelés à la vie : et après chacune de ses œuvres, Dieu s'applaudit lui-même, il se félicite, il trouve son ouvrage marqué au coin de la bonté, *Et vidit Deus quod esset bonum*. Le palais est prêt; il faut un roi pour en prendre possession, le gouverner et en jouir. Le roi va paraître. Les trois personnes divines se concertent : « Faisons l'homme à notre image et à notre ressemblance. » Et Dieu prend du limon, il le façonne sur le modèle du Verbe incarné; il lui donne la plus noble et la plus belle figure qui eût

encore paru dans le monde. Il anime ce corps de son souffle, il lui communique une âme, principe vital, qui le vivifie, l'embellit, et lui apporte les trésors de l'esprit, des sentiments et du cœur. Et cependant, remarque saint Ambroise, après cette œuvre si accomplie, Dieu ne s'applaudit point lui-même, il ne se redit point cette parole de complaisance qui saluait l'apparition des autres créatures, *Vidit Deus quod esset bonum!* Il dit au contraire : « Il n'est pas bon que l'homme soit seul; faisons-lui un aide qui lui ressemble. » Le Seigneur envoya donc à Adam un sommeil profond, et pendant qu'il était endormi, il lui tira une côte et en fit la première femme qu'il anima de son souffle. Ce n'est point de la tête qu'il la tire, dit un saint docteur, car la femme ne sera point pour l'homme une rivale, mais lui sera soumise; ce n'est point de ses pieds, car la femme ne sera point pour l'homme une esclave; c'est de la région du cœur pour marquer le lien d'affection intime qui doit unir les cœurs de l'époux et de l'épouse.

Adam se réveille de son mystérieux sommeil, et ravi d'admiration, sous l'inspiration de l'Esprit-Saint, il s'écrie : « Voici l'os de mes os et la chair de ma chair. On lui donnera un nom pris du nom de l'homme parce qu'elle a été tirée de lui. C'est pourquoi l'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à son épouse, et ils seront deux dans une seule chair. » Dieu parle à son tour; c'est pour donner la plus solennelle des bénédictions, le plus important des commandements, la plus glorieuse des investitures : « Croissez et multipliez-vous. Remplissez la terre, qu'elle vous soit soumise; soyez les maîtres de tout ce qu'elle contient. »

Voilà le mariage tel qu'il sortit des mains de Dieu lui-même. Le voilà avec les caractères qui doivent le distinguer : la *sainteté*, il est l'œuvre du Dieu très-saint; l'*unité* : un seul homme qui doit s'unir à une seule femme; l'*indissolubilité*, les nœuds formés en présence de Dieu et confirmés par lui ne peuvent pas être rompus, *Erunt duo in carne una*. Les fins principales du mariage sont également nettement précises. L'homme et la femme s'unissent ensemble pour s'entraider dans leur pèlerinage sur la terre, pour mettre en commun leurs joies, leurs épreuves, leurs efforts, pour ne faire, dans la plus intime société, qu'un cœur et qu'une âme, *Non est bonum esse hominem solum, faciamus ei adjutorium simile sibi*. De plus le mariage, dans l'intention de Dieu, est destiné à être la pépinière du genre humain, *Crescite et multiplicamini et replete terram*. Le père et la mère sont associés à la gloire de la paternité divine; ils sont des créateurs secondaires pour la formation de la famille. Aussi bien ce rôle est-il sublime! La famille en effet est la plus importante des sociétés; elle est la base de l'Etat et de l'Eglise. Qu'est-ce que l'Etat? C'est la réunion d'un certain nombre de familles sous l'autorité d'un même gouvernement, pour la conservation et le développement de leur existence et de leur

¹ Hamon, *Vie de saint François de Sales*, II, p. 381.

bien-être. Qu'est-ce que l'Eglise? C'est la réunion de toutes les familles chrétiennes sous l'autorité et le gouvernement du Souverain-Pontife, pour la conservation et le développement de leur vie spirituelle. Ainsi, ce que la racine est à l'arbre, la source au fleuve, la base à l'édifice, la famille l'est à l'Etat et à l'Eglise, puisque c'est de la famille que l'Etat reçoit ses citoyens, et l'Eglise ses enfants¹. Comprenez-vous maintenant la grandeur du mariage, source de la famille? Comprenez-vous comment Dieu est intervenu si solennellement pour son institution?

II

Malheureusement Adam pécha, et le mariage, comme toute l'économie humaine, subit les suites désastreuses de la faute originelle.

La forme du mariage commença peu à peu à se corrompre et à disparaître chez les peuples païens, et dans la race même des Hébreux, elle sembla se voiler et s'obscurcir. L'usage général s'était en effet introduit chez eux de permettre à un homme d'avoir plusieurs femmes; et plus tard, lorsque Moïse, à cause de la dureté de leur cœur, eut l'indulgence d'autoriser la répudiation des épouses, la voie fut ouverte au divorce. Quant à la société païenne, on peut à peine croire à quel degré de corruption et de déformation le mariage y descendit, livré qu'il était aux flots des erreurs de chaque peuple et des plus honteuses passions. On vit toutes les nations oublier plus ou moins la notion et la véritable origine du mariage; et en conséquence, les mariages furent réglés par des lois de toute sorte, qui paraissaient dictées par des raisons d'Etat, au lieu d'être conformes aux prescriptions de la nature. Une profonde perturbation s'introduisit aussi dans les droits et les devoirs réciproques des époux, le mari ayant acquis la propriété de l'épouse et souvent la répudiant sans aucun juste motif, tandis qu'il avait le droit de donner libre cours à ses passions effrénées. Au milieu de ces dérèglements, rien n'était plus misérable que la condition de l'épouse, dont l'avilissement était si grand, qu'elle était presque considérée comme un instrument acheté pour satisfaire la passion ou donner une postérité. On n'eut même pas honte d'établir un trafic, à l'instar de toutes les choses vénales, sur les femmes à marier; en même temps on donnait au père et au mari le pouvoir d'infliger à la femme le dernier supplice. La famille qui naissait de pareils mariages devenait nécessairement la propriété de l'Etat ou le domaine du père de famille, à qui les lois permettaient non seulement de faire ou de défaire à son gré les mariages de ses enfants, mais aussi d'exercer sur eux le droit barbare de vie et de mort².

L'institution divine du paradis terrestre était donc absolument compromise par la malice hu-

maine. Heureusement, voici le divin réparateur! Jésus, le Verbe incarné, vient restaurer toutes les choses qui sont au ciel et sur la terre, et l'une des premières institutions qu'il ramène à son antique sainteté est le mariage. Il venait de commencer sa vie publique. Pour faire entendre que le mariage est une œuvre divine, il assiste aux noces avec sa mère et ses disciples. Il fait son premier miracle pour honorer le mariage, en changeant l'eau en vin, miracle qui figurait l'admirable transformation qu'il allait opérer dans la famille. A quelque temps de là, en effet, il est captieusement interrogé par les Pharisiens sur le divorce. Il saisit l'occasion pour prononcer des paroles souveraines qui doivent opérer dans le monde la plus salutaire révolution. « N'avez-vous pas lu, leur dit-il, que, à l'origine, celui qui créa l'être humain, créa un homme et une femme, et qu'il prononça ensuite ces paroles : « L'homme laissera son père et sa mère pour s'attacher à son épouse, et ils seront deux dans une seule chair. Et moi je dis : Ils ne sont pas deux, mais une seule chair, *Itaque jam non sunt duo, sed una caro* ¹. Et il les renvoie sur cette grave et profonde parole : « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni, *Quod Deus conjunxit, homo non separet*.

Par ces solennelles déclarations, Notre-Seigneur faisait revenir le mariage à la loi première; les concessions faites à la nature humaine étaient révoquées; la sainteté, l'unité, l'indissolubilité du lien conjugal étaient de nouveau affirmées; de plus, une nouvelle gloire du mariage était insinuée.

III

Cette gloire, c'est l'élévation de ce contrat à la dignité de sacrement. Notre-Seigneur, en effet, a pris le contrat naturel par lequel l'époux et l'épouse se donnent l'un à l'autre et en a fait un signe efficace de la grâce. Le mariage devient un sacrement. Pour les chrétiens, il ne peut plus être distinct du sacrement; là où il y a mariage, il y a sacrement; là où le sacrement n'existe pas, le mariage fait défaut. Ainsi le mariage déjà si auguste par l'institution même de Dieu, devient plus sacré par la transformation surnaturelle qu'il reçoit de Jésus-Christ.

Le mariage est un des sept sacrements : toute la tradition ecclésiastique l'a constamment enseigné. Je retrouve cette vérité dans tous les conciles et toutes les liturgies; les hérésies orientales ne l'ont point niée; et les schismatiques grecs la proclament avec autant d'énergie que les catholiques romains. Jusqu'à l'époque des apôtres débauchés de la réforme protestante, la croyance a été uniforme. Et le concile de Trente a eu raison de dire : « L'impiété délire lorsqu'elle s'attaque à ce vénérable sacrement et veut introduire, sous le couvert de l'Evangile, la liberté de la chair. Il faut exterminer son erreur. » Et il l'extermine par cette sentence : « Si quelqu'un dit que le mariage n'est pas vraiment et proprement un des sept sacrements de la loi évangélique, institué par le Christ,

¹ Gridel, *Instructions paroissiales*.

² Encyclique *Arcanum divinæ sapientiæ* de Sa Sainteté Léon XIII.

Notre-Seigneur, mais qu'il a été inventé dans l'Eglise par les hommes et qu'il ne confère pas la grâce, qu'il soit anathème. »

Le mariage est un sacrement; remarquez-en les éléments, et vous en apprécierez la grandeur. — La *matière*, c'est la donation mutuelle que se font les époux de leur personne; la *forme*, c'est l'acceptation de cette donation. Ainsi dans le sacrement de mariage, la matière n'est point passagère et transitoire, mais elle demeure; elle n'est point un peu d'eau, d'huile ou de baume; ce sont des corps formés sur le modèle de celui du Verbe incarné, des corps sanctifiés par le Baptême, des corps consacrés par la Confirmation et divinisés par l'Eucharistie. La forme est un consentement libre, irrévocable, qui consomme un contrat que rien ne pourra résilier et qui durera autant que la vie. La *grâce* qui est conférée est une grâce d'affection, de dévouement, de sympathie, d'union des esprits et des cœurs, symbolisée par la vie commune des époux chrétiens qui se sont donnés l'un à l'autre. Grâce si admirable, si abondante que saint Paul n'a pu mieux nous en donner une idée qu'en assimilant l'union des époux à l'union de Jésus-Christ avec l'Eglise. Il ne craint pas de rappeler à ceux qui sont unis par le lien conjugal les plus sublimes devoirs, parce que la grâce du sacrement leur en facilite la pratique. « Que les femmes soient soumises à leurs maris comme au Seigneur, dit-il aux chrétiens d'Ephèse, parce que l'homme est le chef de la femme, comme Jésus-Christ est le chef et le Sauveur de l'Eglise. Donc, comme l'Eglise est soumise à Jésus-Christ, les femmes doivent être en toutes choses soumises à leurs époux. Maris, aimez vos épouses comme Jésus-Christ a aimé son Eglise et s'est donné lui-même pour elle, pour la sanctifier en la purifiant par l'eau du baptême unie à une parole de vie, afin qu'elle parût devant lui glorieuse, sans tache, sans ride, et qu'elle fût toute sainte et immaculée. Ainsi les maris doivent aimer leurs épouses comme leur propre corps. Qui aime son épouse s'aime lui-même; car nul n'a jamais haï sa chair, mais il la nourrit et en prend soin. C'est ce que Jésus-Christ fait à l'égard de l'Eglise; car nous qui formons l'Eglise, nous sommes les membres de son corps, nous sommes de sa chair, de ses os. Voilà pourquoi il est dit que l'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à son épouse, et ils seront deux dans une même chair. Le sacrement est grand : je dis dans le Christ et dans l'Eglise. (Ephes., v.)

Oui, ce sacrement est grand, et c'est parce qu'ils en avaient compris, avec les yeux de la foi, les excellences, que les Docteurs chrétiens en ont fait l'éloge le plus pompeux. « Je trouverai difficilement, disait Tertullien, les paroles qui expriment bien toute l'excellence du mariage chrétien. L'Eglise en forme le nœud; l'offrande de l'auguste sacrifice le confirme; la bénédiction du prêtre y met le sceau; les anges en sont les témoins; le Père céleste le ratifie. Quelle alliance que celle de

deux époux chrétiens réunis dans une même espérance, dans un même vœu, dans une même règle de conduite! Ils ne forment véritablement qu'une même chair qu'anime une seule âme! » (Ad uxorem, lib. II.) — « La vraie dignité des noces chrétiennes, dit saint Augustin, est bien plus dans la sainteté du sacrement que dans leur propre fécondité. » (De bono conjug. c. XVII.) — « Ce sacrement est vraiment grand, s'écrie saint Chrysostome, et cela même aux yeux des hommes. Mais quand on le considère comme ayant son modèle dans l'union de Jésus-Christ avec l'Eglise, on ne peut s'empêcher de le regarder comme une chose merveilleuse et propre à absorber toute notre admiration. » (Laus Matrim.)

Entrez, chrétiens, dans ces sentiments de l'Eglise et de ses Docteurs. Estimez et révérez le sacrement de mariage. Mettez-vous en garde contre ceux qui, en ces temps, s'efforcent de le déshonorer et de le ruiner de toute manière. Les impies l'attaquent d'autant plus vivement qu'ils sentent qu'il est la base de tout l'ordre social. Résistez-leur courageusement, et redites avec conviction la parole de l'Apôtre : « Ce sacrement est grand dans le Christ et dans l'Eglise. »



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Pénitencerie.

La réponse suivante intéresse particulièrement ceux qui ont à concourir à l'exécution des dispenses matrimoniales. Combien d'actes sont nécessaires pour l'exécution des dispenses? Faut-il une nouvelle vérification des causes? Faut-il double absolution? La séparation doit-elle être exigée?

DUBIA quoad clausulas quibus utitur Dataria Apostolica in expediendis dispensationibus matrimonialibus.

Beatissime Pater,

Episcopus L. exponit quod inter novas clausulas, quibus Dataria Apostolica in expediendis dispensationibus matrimonialibus utitur, invenitur quædam tenoris sequentis: « Discretionis tue comittimus et mandamus, ut de præmissis te diligenter informes, et si vera sint exposita, exponentes ab incestus reatu, sententiis et censuris, et pœnis ecclesiasticis et temporalibus in utroque foro, imposita eis propter incestum hujusmodi pœnitentia salutari, Auctoritate Nostra hac vice tantum per te sive per alium absolvas. Demum si tibi expediens videbitur quod dispensatio hujusmodi sit eis concedenda, cum eisdem exponen-tibus, remoto, quatenus adsit, scandalo, præsertim per separationem tempore tibi beneviso, si fieri poterit, Auctoritate nostra ex gratia speciali dispensas, prolem susceptam, si quæ sit, et suscipiendam exinde legitimam decernendo. » Hinc quæritur :

I. Utrum executor ad validitatem executionis

quatuor teneatur ponere actus seu decreta distincta, id est actum primum, quo Parochum vel alium deleget ad verificationem causarum; actum secundum, quo executor sive per se, sive per alium, sponsis impertiatur absolutionem, et pœnitentiam imponat; actum tertium, quo sponsis scandalum reparandum injungatur; actum quartum, quo dispensatio, et prolis legitimatio concedatur?

Et quatenus negative :

II. Utrum sufficiat ponere duos actus seu decreta, scilicet primum actum seu decretum quo parochus seu alius delegetur ad verificationem causarum; secundum actum seu decretum, quo sponsis sive per executorem, sive per alium impertiatur absolutio, et imponatur pœnitentia, scandalum reparandum injungatur, dispensatio concedatur, et prolis legitimatio; et quidem ita, ut dispensatio et legitimatio concessa intelligatur sub conditione, quod sponsi prius absolutionem obtinuerint, et reparaverint scandalum?

III. Utrum ad validitatem executionis requiratur nova et canonica verificatio causarum, vi litterarum apostolicarum instituenda, casu que Ordinarius de causis dispensationis exactam et per juratos testes habitam informationem ceperit antequam preces, pro obtinenda dispensatione, Sanctæ Sedi porrexisset?

IV. Utrum verba « in utroque foro absolvas » ita intelligenda sint, ut requiratur duplex absolutio separatim impertienda, una scilicet in foro externo, alia in foro interno; an ista verba ita intelligenda sint, ut requiratur una tantum absolutio in foro externo impertienda, quæ valeat etiam pro interno?

V. Utrum casu quo separatio sponsorum fieri possit, ad effectum reparandi scandalum, executor ad validitatem executionis separationem eisdem imponere debeat; vel an ad validitatem ejusmodi sufficiat ut executor aliis mediis efficacibus scandalum reparandum curet?

Sacra Pœnitentiaria, propositis dubiis mature perpensis, respondit :

Ad I^m. Providebitur in secundo.

Ad II^m. Sufficere, ita tamen ut dispensatio et legitimatio prolis ab ipso tantum executore effici possit.

Ad III^m. Negative.

Ad IV^m. Negative ad primam partem; affirmativa ad secundam.

Ad V^m. Expedire ut scandalum removeatur per separationem, sed non prohiberi quominus alii modi adhibeantur qui prudenti judicio Ordinarii sufficiant ad illud removendum.

Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria, die 27 Aprilis 1886.

† F. SIMONESCHI, Ep. P. Regens,
(L. + S.)

A. RUBINI, S. P. Secr. E.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vous avez soutenu, à plusieurs reprises, que l'on ne peut commencer la récitation des Matines du lendemain qu'après le milieu du temps entre l'heure de midi et celle du coucher du soleil. On vous accorde que commencer plus tôt serait illicite. Mais serait-ce valide et, à supposer qu'on eût commencé plus tôt, serait-on strictement tenu de recommencer la partie récitée avant l'heure? Vous affirmez que ce serait invalide et qu'on serait tenu de recommencer. Votre sentiment n'est-il pas trop sévère?

R. — Effectivement, nous pensons que la récitation anticipée, sans Indult, avant le milieu du temps, entre midi et le coucher du soleil, n'est pas valide, et que cette récitation devrait être recommencée. Notre sentiment, on le verra plus loin, est le plus vrai et le plus probable.

Il en existe un autre qui n'est pas entièrement dépourvu de toute probabilité. Nous verrons ce qu'il en peut résulter pour la pratique.

Sommes-nous trop sévères en soutenant l'invalidité de la récitation commencée avant l'heure? Nous ne le croyons pas.

La dernière réponse du Saint-Siège sur la question est du 13 juillet 1883. On demandait si la fixation de l'heure concernait seulement la licéité de la récitation, ou encore sa validité. La S. Cong. des Rites a répondu : « *Consultantur probati auctores.* »

C'est ce que nous allons faire.

Parmi les auteurs de théologie morale, nul n'a plus de valeur que S. Alphonse de Liguori. Le saint docteur traite la question dans un *Opus morale*, l. 4, n. 174, et dans l'*Appendix III : Examen ordinand.* de l'*Homo apostolicus* (n. 74.)

Dans l'*Opus morale*, la question est ainsi posée : « Peut-on réciter Matines et Laudes à deux heures du soir? An possint recitari Matutinum et Laudes hora secunda post meridiem? » On pourrait se demander s'il s'agit ici de la licéité ou de la validité; mais l'*Homo apostolicus* détermine d'une manière certaine en quel sens on doit entendre l'expression : *An possint*. « Satisfait-on, dit-il, en récitant Matines à deux heures du soir? An autem satisfiat dicens Matutinum hora secunda post meridiem? » Satisfaire ou ne pas satisfaire, voilà qui indique évidemment qu'il s'agit de la validité de la récitation.

A cette question l'*Opus morale* répond : « La première opinion l'affirme... La raison, disent-ils, est qu'on a coutume de réciter vêpres dès cette heure; et, le jour ecclésiastique commençant aux premières vêpres, on peut aussi à cette heure réciter Matines. Toutefois la seconde opinion, *plus vraie à mon avis* (bien que j'aie autrefois été d'un avis contraire), le nie... disant qu'on ne peut réciter Matines que quand le soleil est plus près de son coucher que de midi. La raison est que Matines, d'après la coutume actuelle, ne peut se

réciter qu'à l'heure de vêpres; or, l'heure de vêpres, d'après l'enseignement commun, est celle qui suit none, et qui tient le milieu entre midi et le coucher du soleil; elle change avec les saisons, etc ». L'*Homo apostolicus* répond d'une manière plus brève : « Les uns affirment, comme les théologiens de Salamanque, avec Sanchez et Trullens, etc., disant que c'est permis aujourd'hui en vertu d'une coutume établie. Mais *il est plus vrai* de nier avec Holzman, Croix et Concina, parce qu'alors n'est pas encore commencée l'heure de vêpres, qui tient le milieu entre midi et le soleil couchant; car le jour ecclésiastique ne commence qu'à vêpres. Que la coutume ait introduit partout l'usage de réciter Matines à deux heures pour la majorité des fidèles, conformément à ce qui a été dit de la coutume, c'est ce qu'il faudrait prouver. Mais tant que ce n'est pas prouvé, la loi contraire possède ». Cette dernière remarque existe aussi dans l'*Opus morale* (loc. cit.).

Notre sentiment, d'après S. Alphonse, est donc *le plus vrai*. Par contre, l'autre sentiment est *le moins vrai*.

D'après Gury, notre sentiment est *le plus probable*; quant à l'autre, il se borne à dire *qu'il semble ne pas manquer de probabilité*. Il se demande : « Doit-on réitérer la récitation des Matines quand on les a récitées avant ce temps ? » Et il répond : « *Oui, plus probablement.* » La raison est que le Bréviaire est une dette du jour; on doit donc le réciter le jour même. Or, en l'anticipant avant cette heure, on le récite en dehors du jour, aussi bien que si l'on récitait les Petites-Heures du jour suivant avant minuit. — Toutefois le sentiment opposé est professé par Sanchez, Diana, Salman, Trullens, Quintanadvenas, Leander, et Tamburini le regarde comme probable. Or ce sentiment semble ne pas manquer de probabilité. »

Le sentiment de Gury est donc que l'on doit réitérer ce qu'on aurait récité avant l'heure qui tient le milieu entre midi et le coucher du soleil. Il applique cette solution dans ses *Cas de conscience* (de statu clericali, cas. 6) : « A-t-il gravement péché en récitant Matines une demi-heure avant le jour ecclésiastique ? » Réponse : « *Oui.* Car Amelinus, en récitant Matines une demi-heure avant le jour ecclésiastique, viole la substance du précepte, puisqu'il ne récite pas Matines dans le jour prescrit. C'est la même chose que s'il en omettait tout à fait la récitation ». Voilà l'opinion de Gury. On le cite à faux quand on le donne comme partisan du sentiment contraire. — Il est vrai qu'il ajoute que l'opinion contraire semble ne pas manquer de probabilité, et qu'en conséquence il y aurait possibilité d'excuser de la réitération de l'office celui qui l'aurait récité avant l'heure, pourvu que ce fût après deux heures du soir. Mais 1^o il n'affirme pas que l'on *doive* l'en décharger; 2^o il affirme encore beaucoup moins que la récitation de Matines avant l'heure, si elle est faite de propos délibéré, soit valide; 3^o il

affirme moins encore que l'on puisse prendre pour règle de conduite l'opinion qui semble ne pas manquer de quelque probabilité.

Le P. Clément Marc, dont l'ouvrage est tout récent, pense comme S. Alphonse et Gury. A ses yeux, notre sentiment est *le plus vrai* : *Verius negandum*.

Si l'on ne devait tenir compte que de ce qui est du sentiment des auteurs, certainement autorisés, *probat*i que nous venons de citer, il ne pourrait être douteux pour personne que notre opinion n'est pas trop sévère.

Mais ils avouent aussi qu'il y a une autre opinion, moins vraie, moins probable, quoique, d'après Gury, elle *semble ne pas manquer de probabilité*, d'après laquelle la récitation faite avant l'heure fixée, mais après deux heures du soir, serait valide. L'existence de cette opinion ne suffit-elle pas à faire trouver trop sévère le sentiment qui oblige à réitérer cette récitation ?

Nous répondons négativement, pour deux raisons : la première est que l'existence de cette opinion n'a pas empêché S. Alphonse, Gury, le P. Clément Marc, d'affirmer l'obligation de réitérer la récitation anticipée; la seconde est que, d'après les principes sur l'usage de l'opinion probable, on ne peut, dans le cas présent, faire usage de l'opinion qui est la moins probable et la moins vraie.

En effet, il s'agit ici, non pas de licéité ou d'illécéité de l'acte posé, ni de son honnêteté morale, mais de sa validité. On ne saurait donc appliquer les principes concernant l'usage d'un sentiment moins probable en matière d'honnêteté ou de licéité de l'acte; mais il faut appliquer les principes concernant l'usage du sentiment moins probable et moins sûr en matière de validité d'un acte, et d'un acte obligatoire. On est obligé à la récitation de l'office dans le jour ecclésiastique. C'est là une fin déterminée et nécessaire. En pareil cas, d'après Gury, la règle est celle-ci :

« Il n'est pas permis de suivre une opinion probable toutes fois qu'il y a obligation d'obtenir une fin déterminée que compromettrait l'emploi d'un moyen probablement insuffisant; il faut donc alors suivre l'opinion la plus sûre ». La fin déterminée et obligatoire est la récitation de l'office dans le jour; le moyen probablement insuffisant, c'est la récitation anticipée avant l'heure qui divise en deux parties égales l'intervalle de midi au coucher du soleil. Donc on ne peut suivre l'opinion moins sûre, vu surtout qu'elle est moins probable et moins vraie.

Cette raison reçoit confirmation d'un principe que tous admettent. On ne peut s'acquitter d'une obligation certaine par une satisfaction douteuse. L'obligation de réciter l'office dans le jour même est certaine. Il est douteux qu'on y satisfasse ou qu'on y ait satisfait par une récitation anticipée avant l'heure. Donc on ne s'est pas acquitté pour cette récitation.

Mais Gury ne décharge-t-il pas de la répétition

celui qui a récité Matines avant l'heure pourvu qu'il n'ait commencé qu'après deux heures? — Gury dit en effet: « Si quelqu'un avait, par erreur, comme il arrive quelquefois, récité Matines avant l'heure fixée par les horaires, mais après deux heures, il pourrait être exempté de recommencer (de stat. cleric. Cas. 6; compend. de stat. part. n. 65, q. 5). Mais il faut noter que Gury suppose 1^o que l'office a été déjà récité; 2^o qu'il l'a été par erreur avant le temps fixé. Mais il ne dit pas que la récitation anticipée avant cette heure serait antécédemment valide, si elle était faite de propos délibéré. On sortirait donc du sentiment de Gury en s'appuyant des paroles citées plus haut pour affirmer la validité de la récitation anticipée avant l'heure des horaires. Bien plus, on irait contre son sentiment, puisque, dans sa réponse directe à la question, *il affirme nettement*, comme plus probable, qu'on doit recommencer.

Donc, en affirmant que l'on doit recommencer la récitation faite avant l'heure, nous sommes d'accord avec les auteurs sûrs, *probat*, et nous ne sommes pas trop sévères.

Que penser, au fond, de ce que Gury permet de ne pas recommencer, si l'on avait, par mégarde, *ex errore*, commencé avant l'heure? — Comme Gury n'a pas formulé les raisons pour lesquelles il fait cette exception, nous ne saurions en porter un jugement.

Mais nous avouons ne pas trouver sur quelle raison solide reposerait cette exception.

Q. — L'autel principal de notre église est privilégié à perpétuité en vertu d'une concession du Pape Pie IX en 1863. Voici la partie principale du bref: « Volentes igitur Ecclesiam parochialem loci vulgo S. P... et in ea situm altare majus, dummodo præter unum ad septennium nullum aliud privilegiatum altare reperiat concessionem, hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, Missam pro anima cujuscumque Christiani, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur... Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. »

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die xxviii Augusti 1863, etc.

1^o Il y a 4 ans, les reliques de la pierre sacrée de cet autel ayant été enlevées, on l'a remplacée par une nouvelle (pierre sacrée). Ce changement n'a-t-il pas fait perdre le privilège à l'autel?

2^o D'un autre côté, je lis dans un auteur que si l'autel n'est pas entièrement consacré, il faut au moins que la pierre sacrée y soit scellée d'une manière fixe et inamovible; or chez nous elle est seulement placée dans un cadre de bois, d'où elle peut facilement s'enlever et dont on l'a enlevée, en effet, plusieurs fois à ma connaissance. Si l'autel n'a pas perdu son privilège pour le premier motif, celui-ci suffirait-il pour le lui faire perdre?

R. — Ad 1^m. L'indulgence est attachée à l'autel lui-même et non à la pierre consacrée. Nous en donnons les preuves empruntées à la S. Congrégation des Indulgences: « An indulgentia seu privilegium altaris a S. Sede concessum sit lapidi consecrato, plerumque portatili in quacumque ecclesia, et

cuicumque altari fixo imposito, an vero determinato altari fixo, quod proinde alio consecrato lapide imposito, privilegium minime admitteret? »

RESP. S. Congregatio die 27 septembris 1843 respondit: *Negative* quoad primam partem; affirmative quoad secundam; videlicet privilegium, de quo supra, datum est altari determinato et in honorem alicujus Sancti specialiter dicato » ¹.

Nous donnerons plus loin une décision de la S. Congrégation de la Propagande dans le même sens.

On peut donc remplacer la pierre d'autel, sans perdre le privilège de l'Indulgence. On peut même détruire l'autel et le reconstruire, soit dans le même emplacement, soit dans un autre emplacement de la même église, sans perdre le privilège, pourvu qu'on le reconstruise sous le même vocable :

« Dummodo altare sit iterum sub eodem titulo constructum, non amisit privilegium ab Apostolica Sede concessum » ², lit-on dans une réponse à Mgr l'évêque de Nancy, au sujet d'un autel reconstruit en marbre.

Voici une autre décision pour l'autre cas: « An privilegium maneat, non obstante quod altare sub eadem invocatione de novo edificatum fuerit in alio quidem loco, sed in eadem ecclesia? — RESP.: *Affirmative* » ³.

Si l'autel était reconstruit sous un autre vocable, il perdrait le privilège, quand même il serait dans le même emplacement que le précédent. En voici un exemple :

Dans l'église primatiale de Pise, le privilège était attaché à l'autel de saint Sylvestre. Les autels ayant été détruits par un incendie, on donna un autre vocable à celui de saint Sylvestre, qui fut reconstruit sous le nom des saintes Vierges. L'archevêque demanda alors au Saint-Siège :

« An altare Sanctis Virginibus dicatum supra relato privilegio a s. m. Gregorio XIII concessio frui possit? »

« Et quatenus negative :

« 2^o An novum privilegium eidem altari concedi debeat? »

RESP. Ad 1^m : Providebitur in secundo.

Ad 2^m : Consulendum SSmo pro concessione altaris privilegiati quotidiani perpetui » ⁴.

Ad 2^m. D'après la décision du 15 décembre 1841, on ne peut désigner, pour le privilège, à moins d'un indult spécial, qu'un autel fixe: « Si a Sancta Sede indultum locale altaris privilegiati concedatur, neque ulla facta sit mentio nec in supplicii libello, nec in rescripto de qualitate altaris, sit ne fixum scilicet vel portatile, an altare censi possit privilegiatum, etiamsi sit portatile? — RESP.: *Negative*, excepto casu indulti altaris privilegiati personalis, quo frui potest sacerdos in

¹ *Decreta auth. S. Cong. Indulg.* Leodien. 27 sept. 1843, n. 324.

² *Ibid.* Nanceien. 24 april. 1843, n. 317.

³ *Ibid.* Murana. 16 sept. 1723, n. 84.

⁴ *Ibid.* Pisana. 23 avril 1714, n. 52.

quocumque altari, sive locali sive portatili celebraturus »¹.

Mais les mots *autel fixe* et *autel portatif* ne sont pas pris ici dans le sens que leur donnent habituellement les liturgistes, quand il s'agit de la consécration des autels. En liturgie, l'autel *fixe* est celui dont la table est unie étroitement et scellée au support : « Ad propriam *fixi* seu *localis* altaris rationem non sufficere firmum terræque fixum fundamentum, nisi ita stabiliter pars inferior cum superiore mensa connectatur, ut unum simul compositum efficiant ». L'autel *portatif* est celui dont la table n'est pas scellée au support : « Altare autem illud *portatile* haberi et esse, quod licet stabilem parieti terræque affixam structuram exhibeat, ejus tamen mensa unum corpus non constituit cum subjecta lapidum strue et cujus superposita mensa seorsim a reliquo ædificio consecratur, et si mensa ista amovetur a sustentaculo, qui aptatur, non amittit consecrationem. »

Telle est la définition que donnait M. Verhoeven, professeur de Droit canonique à l'Université de Louvain, de l'autel fixe et de l'autel portatif, en demandant à la S. Congrégation des Indulgences une explication sur le décret du 15 décembre 1841. Il ajoutait :

« 1^o An in resolutione, de qua supra, data... die 15 decembris 1841, per verba *altare fixum seu locale* intellexit altare fixum prouti supra ex scriptoribus de rebus liturgicis definitum est ?

Et quatenus affirmative :

« 2^o An vox *altare portatile* in eadem resolutione habeat eandem significationem, quam ex iisdem scriptoribus superius indicavit orator ?

RESP. Ad 1^a. Sacram Congregationem intellexisse altare fixum quidem, quod a loco dimoveri non possit, sed non tamen cujus superior pars sive mensa sit ex integro lapide, vel adeo calce conjuncta, ut lapis consecratus amoveri non possit; secus enim diruto altari, quod privilegium concessum erat ob alicujus Sancti imaginem, post novam constructionem novo indigeret privilegio.

« Ad 2^a : Intellexisse altare, ut dicitur, *viaticum*, quod constat tantum ex unico lapide integro tantæ magnitudinis, ut calicis pedem cum patena, saltem quoad majorem partem, capere possit, vel quod de uno in alium locum transfertur »².

La réponse est des plus formelles. Par conséquent, on doit réformer tout enseignement des canonistes qui ne serait pas conforme à ces deux décisions.

* Nous ajouterons, comme confirmation, une lettre de la S. Congrégation de la Propagande, qui est en parfaite conformité sur les deux points ci-dessus avec la Sacrée Congrégation des Indulgences :

« Exponit humiliter Eminentiæ Vestræ Vicarius Apostolicus Limburgensis in Neerlandia, in suo

Vicariatu, sicut et in omnibus locis vicinis, altaria in ecclesiis plerumque ita construi, ut fixa et immobilia, alicui Sancto dicata, in eodem loco, vel in eadem capella remaneant; sed in mensa altaris cavitatem quadratam habeant, in qua lapis consecratus collocatus est, qui quamvis sua natura portatilis, tamen semper eidem altari fixo impositus permanet. Stante hanc altaris constructione, agitur in clero quæstio, an quando cuidam altari determinato Sancto dicato, indultum altaris privilegiati ad tempus vel in perpetuum conceditur, privilegium concessum censeatur lapidi consecrato, qui licet altari fixo destinatus et impositus, tamen, cum sit natura sua portatilis, ad aliud altare fixum transferri eique imponi potest; an vero privilegium censeatur concessum altari immobili in loco determinato constructo et alicui Sancto specialiter dedicato, ita ut si lapis consecratus propter legitimum motivum ab altari fixo amoveatur, eique lapis consecratur substituitur, tamen altare fixum privilegium remaneat ? Ut cleri dubium tollatur et nulla remaneat incertitudo, an altaria sint privilegiata annon, humillime orator postulat Sacræ Congregationis de Propaganda fide responsum super exposita quæstione. — RESP. Privilegium altari conceditur, non lapidi qui unus alteri pro necessitate vel opportunitate suffici poterit. »

Cette lettre est citée dans le décret du 20 mars 1846, in *Mechlinien*.

Q. — A part l'examen relatif à l'admission des enfants à la première communion, question traitée dans le n° 4 du 27 janvier, l'évêque ne peut-il pas également, par une loi, instituer des concours de catéchisme entre les enfants les mieux instruits de plusieurs paroisses réunies, et obliger les diverses paroisses, par exemple d'une même ville, à participer régulièrement à ce concours ?

R. — L'évêque a toute autorité pour régler ce qui concerne la manière de donner l'instruction religieuse à ses ouailles.

Les concours entre les enfants de diverses paroisses peuvent être fort utiles aux catéchismes. Nul doute que l'évêque ne puisse les instituer et y obliger, soit les curés, soit les enfants.

Mais, en ceci, comme en toute autre matière, il faut que la loi soit appropriée aux personnes et aux circonstances et qu'elle ne soit pas impossible à observer. C'est à l'évêque à peser sagement les difficultés que cette institution pourrait rencontrer.

Q. — Peut-on, sans une permission spéciale de Rome réciter les Matines et Laudes du lendemain dès les deux heures de la veille pendant toute l'année. Certains de mes confrères le prétendent, parce que, disent-ils, il a été répondu de Rome à un prêtre qui demandait l'autorisation de commencer les Matines à deux heures, que cette permission n'était pas nécessaire.

La raison de ces messieurs est-elle fondée ? ou bien faut-il s'adresser à Rome pour avoir une autorisation de ce genre ?

R. — On ne peut, sans Indult de Rome, réciter

¹ Ibid. Mechlinien. 15 déc. 1841, n. 295, Cf. Mechlinien. 20 mars 1846, n. 334.

² Ibid. Mechlinien. 20 mars 1840, n. 334.

en tout temps les Matines et les Laudes du lendemain dès les deux heures de la veille. Telle est l'opinion *commune et certaine*.

Cette impossibilité doit s'entendre au moins de la licéité de la récitation : c'est encore l'opinion *commune et certaine*.

Elle doit aussi s'entendre de la validité, de telle sorte qu'on ne satisfait pas en récitant, sans Indult, Matines et Laudes avant que le soleil soit au milieu de sa course entre midi et le soir. C'est l'opinion *la plus probable et la plus vraie*, ainsi que nous l'avons établi dans une précédente réponse. C'est aussi *la seule sûre*. Et, comme, en cette matière, il y a obligation de suivre l'opinion la plus sûre, on ne saurait faire autrement que de la suivre.

Aux yeux du Saint-Siège, c'est si peu un droit acquis de commencer la récitation du Bréviaire à deux heures, que les Indults exigent une juste cause. Un Indult que nous avons eu sous les yeux exige même une cause juste pour chaque cas particulier.

Peut-être un jour Rome accordera-t-elle ce droit universellement. Mais ce n'est pas encore fait, ni par concession expresse, ni par concession tacite ou par coutume.

Q. — Le sous-diacre doit-il saluer le diacre avant de recevoir la paix ?

R. — La rubrique du missel ne tranche pas la question, ainsi qu'on peut en juger par le texte même :

« Postea, iterum sacramento in altari adorato, vertit se (Diaconus) ad Subdiaconum retro post Celebrantem, et similiter dat ei pacem. Subdiaconus, accepta pace a Diacono, et facta altari genuflexione, comitatus ab acolytho vadit ad chorum... » (Ritus celebrandi Missam, Titre XI, n. 8.)

Mais les rubricistes enseignent qu'il doit le faire ; et nous trouvons une telle unanimité dans l'enseignement que nous jugeons inutile de faire des citations.

Q. — Comment le célébrant, le diacre et le sous-diacre doivent-ils saluer la croix de l'autel en arrivant pour la messe solennelle ?

R. — Si le Très-Saint Sacrement est à l'autel où l'on va célébrer, tous les trois font la genuflexion.

S'il n'y est pas, les deux ministres sacrés font seuls la genuflexion. Le célébrant se contente de faire une inclination à la croix.

Bien que ces solutions ne se trouvent pas dans le Missel, elles n'en sont pas moins certaines, parce qu'elles sont données dans le Cérémonial des évêques qui est beaucoup plus complet. (Liv. 1^{er}, chap. 48, n. 3.)

Ajoutons que telle est la pratique de Rome.

Q. — A l'Absoute, l'officiant doit-il se couvrir pendant le chant du *Libera* ?

R. — Cette question n'est résolue par aucun des livres liturgiques. Méral, suivi par quelques liturgistes, enseigne que l'officiant doit se découvrir pendant ce chant. Nous ne voyons pas bien pourquoi il devrait agir ainsi. Qu'il doive être découvert pendant qu'il fait la genuflexion, l'aspersion de l'eau bénite, l'encensement, l'oraison, etc., cela ressort des principes de liturgie. Mais pourquoi devrait-il se découvrir pendant le chant du *Libera*, nous n'en voyons pas la raison. Au reste, cette question n'étant pas résolue par les rubriques, ni par les décrets, et n'étant traitée que par un petit nombre de liturgistes qui d'ailleurs n'appuient leur sentiment sur aucune preuve, c'est bien le cas de rappeler l'axiome : *In dubiis libertas*.

Q. — 1^o En arrivant dans la paroisse, j'ai trouvé deux ornements, l'un rouge avec la croix blanche et l'autre blanc avec une croix rouge. Il m'est venu à l'idée de transporter la croix rouge sur l'ornement rouge et la croix blanche sur l'ornement blanc.

Est-il nécessaire de bénir de nouveau ces deux ornements ?

2^o Nous sommes autorisés, dans notre département, à dépenser en bonnes œuvres l'honoraire de la seconde messe du dimanche.

Peut-on entendre par bonnes œuvres toute dépense faite pour le presbytère, comme achat de grilles galvanisées pour fermer les poules et de bois pour élever des treilles, en un mot d'achat de choses, si minimes qu'elles soient, si on venait à changer de domicile ? ou bien ne peut-on employer les honoraires de la seconde messe qu'à des réparations que la fabrique serait obligée de faire ?

R. — Ad. I. Le cas est douteux. On doit bénir de nouveau ces ornements s'ils ont été démontés et refaits ; mais si l'enlèvement et le remplacement des croix ont laissé subsister les ornements dans leur ensemble, on ne doit pas les bénir de nouveau.

s'il y a doute, on peut bénir les ornements sous condition.

Ad II. Nous sommes très surpris que vous soyez autorisés à dépenser en bonnes œuvres à votre choix l'honoraire de la seconde messe du dimanche.

Quand le Saint-Siège permet (et lui seul peut permettre) de recevoir un honoraire pour la seconde messe, il en fixe lui-même l'emploi ou le met à la disposition de l'évêque.

Nous serions curieux de connaître les termes de cette concession.

Quoiqu'il en soit, il serait bien difficile de ranger dans la catégorie des bonnes œuvres une dépense dont toute l'utilité sera pour la basse-cour et la treille du curé.

LES OBLATIONS

(Suite)

CHAPITRE II

LES OBLATIONS VOLONTAIRES

Nous avons classé sous le nom de *droits ca-*

suets toutes les offrandes obligatoires soit en vertu de la coutume, soit en vertu d'une ordonnance épiscopale, et nous avons réservé le nom d'*oblations* aux offrandes volontaires que les fidèles peuvent faire ou omettre à volonté. Il est impossible d'établir par une règle générale la ligne de démarcation entre les droits casuels obligatoires et les offrandes volontaires, parce que la limite est déterminée par les coutumes locales et les lois particulières à chaque diocèse. Cependant, dans l'acception ordinaire du mot, on entend plus spécialement par oblations ce qui est offert au célébrant pendant la messe solennelle, ainsi que le produit des trones ou des quêtes faites à l'église, ce qui est donné en nature pour le besoin de l'église ou des pauvres, et tous les dons qui se font à une chapelle possédant une image miraculeuse, ou des reliques qui sont en vénération particulière dans le pays.

Comme il s'agit d'un don volontaire, nous n'avons pas à établir son obligation, mais à rechercher son destinataire. Nous l'établirons au moyen de plusieurs principes.

§ I. Règles générales.

I. En matière d'offrande, il faut d'abord considérer la volonté du donateur : « Receptum est hac in re spectari primum oportere quid largitor voluerit ¹. » Ainsi s'exprime le pape Léon XIII, en reproduisant l'enseignement de tous les canonistes. « Oblationes quæ præstantur a fidelibus ad certum finem et usum, dit la Rote, nullo modo spectare ad parochum, sed eorum voluntatem esse servandam. » « Et sic tenet communissima doctorum, » ajoute Ferrari ². Reiffenstuel en donne la raison : « Ratio est, quia cum oblationes, ordinariæ loquendo, voluntariæ ac liberæ sint, haud dubie juxta intentionem dantis applicari debent, cum quivis liberè donans et offerens rerum suarum moderator et arbiter existat ³. » La volonté du donateur, lorsqu'elle est clairement connue, fait donc loi et on doit la suivre scrupuleusement.

Cette intention ne se manifeste pas seulement par des paroles; on peut aussi la connaître par des conjectures qui forment dans l'esprit une certitude morale : « Ubi expresse, dit le cardinal de Luca, vel etiam adminiculariter et conjectulariter constat de voluntate facientium oblationes et elemosynas, ut ipsi ecclesiæ seu certis usibus applicari debeant, non autem ut ipse rector impingatur, atque in privatos usus privatamque utilitatem convertat; tunc absque dubio illa voluntas servari debet, eaque cuicumque juris dispositioni prævalet ⁴. »

Quand l'offrande a été faite dans un but déterminé, il ne dépend pas du curé ni de l'évêque de

la détourner de ce but et de l'employer à d'autres usages. Ce droit est réservé au Saint-Siège ¹.

Agir autrement, même en faveur d'une œuvre pie, c'est se rendre coupable contre la justice, en disposant d'une chose qui n'appartient pas et s'obliger à restitution. Ainsi quand des cierges ont été donnés pour être brûlés devant une image, il y aurait injustice à les employer à une autre destination.

« Cerei autem, dit Bouvier, in honorem SS. Sacramenti, B. M. Virginis, vel alicujus sancti oblati, accendi et cremari debent; et eorum reliquiæ, si quæ supersint, non in beneficium parochi, sed in fabrica ecclesiæ utilitatem cedere debent. Unde neque sunt extinguendi, neque sunt sibi a pastore arrogandi, cum talis offerentium non sit mens. Secus pastor et contra justitiam et contra religiosam pietatem peccaret ². »

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a montré, dans une lettre du 24 septembre 1781, le respect qu'elle a pour la volonté des donateurs. Elle écrit à l'évêque de Terni : « Les chanoines de la cathédrale ont demandé l'autorisation d'employer au renouvellement du pavé de l'église et en d'autres œuvres les six cents écus accumulés à l'aide des aumônes qui ont été faites pour célébrer la fête du Précieux-Sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ que l'on conserve dans son insigne chapelle particulière. Après avoir pris connaissance de vos informations, les Ems Cardinaux réfléchissant que, quoique l'emploi qu'on se propose de faire de cette somme pour orner l'église semble préférable à une fête populaire qui le plus souvent ne produit que des désordres, cependant on manquerait de foi aux pieux oblatoeurs, qui ont fait l'aumône pour la fête et non pour d'autres œuvres, quoique meilleures, mais qui n'étaient pas de leur gré et pour lesquelles ils n'auraient peut-être pas voulu contribuer; les Cardinaux, dis-je, m'ont commandé de vous écrire, comme je fais, de prendre l'avis de la municipalité de la ville, qui représente en quelque sorte le corps des pieux oblatoeurs, et de faire savoir ce qu'elle pense de ce nouvel emploi de la somme; si les aumônes ont été recueillies cette année et si on fait de même tous les ans; pour quelles raisons on doit imposer à la sainte chapelle la charge de renouveler le pavé de l'église, etc. ³. »

Bien qu'il s'agisse d'offrandes tout à fait volontaires et dépendant uniquement de la liberté de celui qui les fait, la coutume et l'autorité épiscopale peuvent cependant intervenir pour restreindre cette liberté d'une certaine manière. Elles peuvent définir que les offrandes qui seront faites dans telles circonstances appartiendront à telles ou telles personnes, à tel ou tel lieu. Les fidèles ne seront pas obligés de faire leur offrande dans cette circonstance, mais s'ils la font, ils doivent se sou-

¹ Const. de Léon XIII, *Romanos Pontifices*, 8 mai 1881, § 22.

² Oblationes, n. 15.

³ *Jus canonicum universum*, Lib. III, tit. XXX, n. 191.

⁴ *De decimis*, n. 19.

¹ *Clément*, 2, tit. 11.

² *Inst. Theol.* De oblationibus.

³ *Analecta*, XII, col. 174.

mettre à la loi portée et laisser l'offrande aller au but déterminé à l'avance. Si leur intention est de favoriser telle personne ou tel lieu, ils devront choisir un autre moment et d'autres circonstances. C'est ainsi que la coutume générale assignant au curé de la paroisse les offrandes faites à l'autel pendant un service solennel, le prêtre qui officie en l'absence du curé ne peut pas revendiquer ces offrandes, malgré l'intention clairement manifestée, avant ou après l'office, par le donateur, de favoriser le célébrant.

C'est dans ce sens qu'il faut, croyons-nous, interpréter les paroles suivantes de la constitution *Romanos Pontifices* : « Si la loi interposant son autorité définit d'avance les circonstances et les buts des offrandes, elle empêche nécessairement les fidèles de fixer toujours à leur gré la mesure et le but de ces libéralités. En effet, la volonté particulière ne peut priver de son effet ce que l'autorité légitime a prescrit pour le bien commun. » Il est question de la mesure des offrandes, parce que le Souverain-Pontife a réuni sous un seul terme les droits casuels obligatoires, et les offrandes volontaires.

C'est avec cette restriction qu'il faut entendre ce passage de M. Bonal : « Oblatio, aliunde spontanea, et quæ tamen ex jure communi ad parochum pertineret, spectat ad sacerdotem qui sacram functionem peragit, si offerens manifestet talem esse suam voluntatem; ita ut alioquin nihil offerret ¹. »

II. La coutume a une grande valeur pour déterminer les destinataires des offrandes. A défaut de volonté clairement exprimée, c'est elle qu'on invoque : « De primo ad ultimum, dit Ferraris, in materia oblationum attendenda est legitima locorum consuetudo, et mens seu voluntas offerentium » ².

Ch. Ferrari émet la même pensée. Après avoir dit que certaines oblations appartiennent au curé, il ajoute : « Sed ex offerentium voluntate, vel consuetudine possunt ad ecclesiam parochialem, vel ad alias personas, aut ecclesias spectare. » Et en note : « Juxta Monacellum sola consuetudo decennalis vim habet ad oblationes obligatorias reddendas, et ad eas de uno in alium transferendas. Part. 2, tit. 14, form. 1, n. 15 » ³.

« Hodie autem, dit Santi, præsertim locorum consuetudines attendendæ sunt » ⁴. La constitution *Romanos Pontifices* consacre cette doctrine :

« Il est admis en cette matière qu'il faut d'abord considérer la volonté du donateur, et que si l'on ne peut s'en assurer, la donation doit être censée faite au curé ou au recteur de l'église. On s'est cependant beaucoup écarté de cette règle en vertu d'une coutume que plusieurs canonistes déclarent commune et en vertu de laquelle « il n'y a guère « aujourd'hui que les oblations faites à l'autel,

« dans l'église, à l'occasion des messes ou pour « l'administration des sacrements, pour la bénédiction des mariages, pour les obsèques et les « enterrements, ou pour d'autres fonctions semblables qui appartiennent au curé, la coutume « appliquant presque toutes les autres aux églises « elles-mêmes, aux chapelles ou à d'autres fins « déterminées. » Ces dernières lignes sont empruntées à Reiffenstuel.

III. A moins que la volonté clairement manifestée du donateur ou une coutume légitimement prescrite ne les attribue à d'autres, les oblations faites dans l'intérieur de la paroisse reviennent en droit au curé : il a en sa faveur, relativement à l'intention du donateur, une présomption de droit. C'est l'enseignement de la constitution *Romanos Pontifices*, dans le passage que nous venons de citer, et de tous les canonistes. Nous n'en citerons que deux : « Oblationes omnes factæ intra ecclesiam parochialem, seu extra ipsam in quocumque loco sito intra limites parochiæ, de jure communi spectant ad parochum loci, nisi aliud habeat loci legitima consuetudo aut aliter constet de offerentium intentione et voluntate » ⁵.

« Si quæraturn cuinam cedant oblationes, dit Santi, dicendum est de jure communi oblationes quæ fiunt intra limites parochiæ, sive in ecclesia parochiali, sive in oratorio privato, vel alicui imagini pertinere ad parochum loci. Ipse enim habet fundatam intentionem in jure. Ita communiter *Doctores* ⁶. Telle est l'opinion de Fagnan, Azor, Pignatelli, Leurenus, Reiffenstuel, Maschatt, Devoti, Bouix, Craisson, Daris, etc.

La raison invoquée par ces auteurs, c'est que le curé a la charge des âmes, qu'il est le ministre principal et responsable des sacrements, qu'il est attaché à sa paroisse pour la vie et qu'il se doit à elle sans réserve. « Quamvis cooperator parochi, dit M. Daris, eas functiones sacras peragat, quarum occasione oblationes liberæ fiunt, istæ tamen ad parochum pertinent. Hæc est præsumptio juris et præsumpta voluntas offerentium... Parocho soli incumbunt omnia officia et onera pastoralia et quidem per integram vitam hæc adimplere tenentur; cooperator autem ea tantum implenda habet quæ ei commiserit parochus, ac ejus officia sunt temporanea; merito igitur censentur parochiani parocho oblationes fecisse, non autem cooperatori » ⁷.

Quand la paroisse est vacante, d'après la règle générale, les offrandes devraient être réservées au nouveau curé, après qu'on aurait pris, sur l'ensemble des revenus de la cure, ce qu'il faut pour assurer un honnête entretien à l'économe chargé de la paroisse pendant la vacance : « Bona vacationis tempore obvenientia, futuris debent successoribus fideliter reservari, nisi de speciali privilegio vel consuetudine jam præscripta legi-

¹ *Institutiones canonicæ*, t. II, p. 130, n. 233.

² Ferraris, v° Oblatio, n. 31.

³ Ch. Ferrari, *Summa institut. can.*, n. 594.

⁴ *Prælectiones juris canonici*, lib. III, tit. xxx, n. 23.

⁵ Ferraris, v° Oblationes, n. 13.

⁶ Santi, l. III, p. 275.

⁷ *Prælectiones canonicæ*, vol. I, p. 153.

time, seu alia causa rationabili, Episcopo competat præfata bona in alios usus convertere »¹.

Mais les auteurs ajoutent que la coutume et les statuts diocésains ont, avec raison, attribués toutes ces offrandes au prêtre qui a charge d'âmes pendant les vacances, en vertu de cette règle du droit : « *Qui sentit onus, sentire debet commodum.* »

§ II. Règles spéciales.

Après avoir posé les principes généraux, nous voulons en venir aux applications particulières et décider, d'après ces principes, à qui appartiennent les diverses offrandes et qui doit les administrer. Comme division plus naturelle, nous adopterons celle basée sur les différents lieux où sont reçues les offrandes, et nous examinerons à qui reviennent les offrandes faites à l'église paroissiale et dans les chapelles qu'elle renferme; dans les diverses sortes d'oratoires, en dehors de l'église paroissiale et à des images miraculeuses placées dans un lieu public ou dans des maisons particulières.

N. 1^o Offrandes reçues dans l'Eglise paroissiale.

I. Le produit des quêtes faites dans l'église paroissiale par les marguilliers, les dames de charité, les membres du bureau de bienfaisance, les intendants d'un orphelinat, les administrateurs d'une chapelle, d'un autel, etc., revient, non pas au curé, mais à la fabrique, aux pauvres, à la chapelle, à l'œuvre enfin au profit de laquelle la quête a été faite. De même ce qui est versé dans les troncues qui portent une inscription indiquant la destination des aumônes qui y sont déposées, doit être employé à cet usage. Car le peuple sachant le but de la quête ou la destination des aumônes versées en ces troncues, indique clairement son intention en y déposant son offrande.

Bien plus, c'est la coutume à peu près universelle que les offrandes recueillies dans des troncues placés près des chapelles ou des autels particuliers doivent être employées à l'ornementation de l'autel, de l'image vénérée, ou à tout autre usage indiqué par la position des troncues.

II. Les oblations faites à l'autel, dans l'église paroissiale, à l'occasion des messes, ou pour l'administration des sacrements, pour la bénédiction des mariages, pour les relevailles, les obsèques et les enterrements, en un mot pour toutes les fonctions pastorales, appartiennent au curé, et ce sont à peu près les seules, la coutume appliquant les autres aux églises elles-mêmes, aux chapelles, etc.²

Ces offrandes reviennent au curé, lors même qu'il ne remplirait pas par lui-même la fonction paroissiale pour laquelle elles sont données. Telle est la coutume universelle. Celui qui voudrait fa-

voriser personnellement le célébrant devrait lui remettre ailleurs qu'à l'offerte l'offrande qu'il lui destine, parce que tout ce qui est donné à l'autel revient de droit au curé.

Les canonistes font toutefois une exception pour l'offerte de la première messe d'un nouveau prêtre. Il lui est permis de faire une offerte et de s'en approprier les fruits : « *Tales oblationes factæ novis sacerdotibus, dum celebrant primas missas, quærentur ipsis et non parochis, quia sic habet ubique locorum consuetudo et talis est mens et voluntas offerentium* »¹. Ainsi s'exprime Ferraris, d'après Fagnan, et une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers du 11 octobre 1601.

III. On regarde comme appartenant à la fabrique et destinées à l'entretien de l'église les offrandes qui sont déposées dans les troncues placés dans l'église, sans aucune indication, ou données dans les quêtes faites sans un but déterminé.

IV. Le curé est l'administrateur-né des offrandes faites dans l'église paroissiale pour une fin déterminée : c'est un droit inhérent à son titre : « *Cæterarum vero oblationum quæ quolibet in loco intra parœciæ limites ad certum ac determinatum finem elargiuntur, parochus censetur legitimus administrator, ut tradidit S. Cong. Concilii, in Ferrarien. Confraternitatis, 14 sept. 1782, ad 2.* » Ainsi s'exprime le rapporteur d'une cause traitée devant la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers, le 3 mai 1872². La Sacrée Congrégation adopta cette doctrine, puisqu'elle annula, par un décret de ce jour, une ordonnance épiscopale adjoignant à un curé deux prêtres pour administrer avec lui les offrandes faites à l'église paroissiale.

La S. Congrégation du Concile est du même avis :

« *An rectoria Ecclesiæ S. Augustini pertineat ad parochum, ita ut eidem competat oblationum administratio et eleemosynarum collectio in casu ? — Respondeo affirmative in omnibus, exceptis eleemosynis et oblationibus quæ directe et nominatim clero afferuntur* »³.

Tel est aussi l'enseignement du rédacteur des *Acta S. Sedis* ; il conclut de la décision du 3 mai 1872 :

« *Eleemosynarum vero ac oblationum quæ quolibet in loco intra parœciæ limites ad certum et determinatum finem elargiuntur parochum censi legitimum administratorem ac tantum obligatione adstringi earum rationem reddendi Ordinario* »⁴.

(A suivre.)

¹ Ferraris, v^o *Oblatio*, n. 30.

² *Acta S. Sedis*, VIII, p. 165.

³ ADRIEN, *Jurium et privilegiorum*, 2 juin 1883.

⁴ *Act.* VIII, p. 174.

¹ Cap. *Præsenti*, q. tit. 16, lib. I, m. 6.

² Reiffenstuel, I. III, *Decretal*, tit. 36, n. 193.

COURRIER DE L'UTILE

LES FRAISES

Nous ne connaissons aucun tableau plus capable de caresser les yeux que celui d'une plantation de fraises en plein rapport. De fait, il est impossible de trouver, dans cette saison, un fruit aussi savoureux. Son parfum embaume l'air, et son goût flatte, au suprême degré, le palais des gourmets. Il fait la joie des enfants dont il excite toujours la gourmandise; les abeilles, les petits oiseaux et même les renards en sont également avides.

Les fraises sauvages qui croissent sur la lisière des bois sont, sans contredit, les meilleures. Qui de nous n'a pas cueilli celles rencontrées sur les coteaux ensoleillés, le long des sentiers tapissés de fleurs ou bien encore au fond des vallons dont la fraîcheur attire nos pas?

Les fraisiers que nous cultivons un peu partout comprennent des espèces aussi nombreuses que remarquables. La plupart exigent un sol riche et substantiel, plutôt léger que compact. Quand le terrain est exposé au soleil, il faut maintenir la fraîcheur du sol par de copieux arrosements. C'est au printemps et en automne que les plantations ont le plus de chance de réussite. Si elles sont binées, sarclées, nettoyées convenablement, elles donnent une belle récolte la deuxième année. On ne doit pas négliger de détruire les vers blancs qui les envahissent et qui peuvent les faire périr en peu de temps.

Parmi les variétés les plus renommées, nous citerons : la fraise des Alpes ou des quatre saisons, la Sultane, la Héricart, la docteur Nicaise, la Superbe Willmot, la fraise ananas du Chili et Gaillon. Les environs de la capitale en cultivent une quantité considérable rapportant de nombreux profits aux maraîchers, car le Parisien est généralement gourmand. Les communes de Sceaux, de Palaiseau, etc., qui possèdent d'immenses plants de fraises, emploient des milliers de bras pour les travaux nécessaires à leur exploitation.

La gent ailée, une des plus gracieuses de la création, prélève sa petite part de la récolte; en revanche, elle détruit nombre d'insectes nuisibles, elle anime la campagne et charme nos oreilles par de mélodieux concerts. Nous devons accorder protection et pâture à nos amis ailés.

La fraise mûrit rapidement sous l'influence d'une température douce et orageuse; dans ce cas, elle donne en masse.

Elle doit être cueillie avec délicatesse, en ayant soin de laisser adhérente la queue ou pédicule. Nous recommandons de respecter les fruits non encore mûrs et les fleurs qui se trouvent sur la même hampe. Les fraises maculées de terre ou de sable perdent leur valeur particulièrement pour la confection des confitures.

Leur conservation est difficile à cause de la

mollesse de la pulpe, aussi le transport de cette fragile denrée s'opère avec toutes les peines du monde. On l'emballer sur des lits de feuille de vigne dans de coquets paniers d'osier, et, malgré ces précautions, l'envoi arrive quelquefois flétri ou gâté. C'est grand dommage pour le consommateur.

Nous ne parlerons pas des fraises poussées en serre à l'aide de la chaleur artificielle. Elles flattent la vue et atteignent des prix fous comme primeurs, mais elles manquent de qualité.

La manière de les préparer mérite d'être mentionnée. A table, chacun prône sa recette qu'il veut ériger en dogme: qui au sucre, qui au kirsch, qui au champagne. Toutes ces façons nous conviennent; néanmoins essayez, pour obtenir des mets paradisiaques, de les accommoder au fromage blanc ou au jus d'oranges.

Ce produit n'est pas riche en principes nutritifs, car il ne possède que de l'eau, du sucre et un arôme particulier qui en fait tout le mérite. Malgré cela, il constitue un dessert de convoitise.

Ses qualités hygiéniques sont bien connues. Linné déclare, d'après son expérience personnelle, que l'usage des fraises prévient les attaques de goutte. Suivant d'autres, elles guérissent les maladies calculeuses, les affections du foie, la phthisie et la manie même.

Les médecins modernes les recommandent comme une substance balsamique et rafraîchissante. On a encore tenté de les rendre purgatives ou laxatives, en les arrosant avec une solution de sulfate de magnésie. Personne ne conteste que les feuilles et les racines de fraisier sont astringentes, on les utilise en décoction dans les diarrhées chroniques et les dysenteries.

Fontenelle, centenaire, adorait les fraises et les déclarait très salutaires, pourvu qu'elles fussent bien sucrées. A la dernière heure de sa vie, on lui demande des nouvelles sur sa santé: « Si je puis attraper les fraises, répondit-il, en souriant, j'espère vivre encore un an. »

Ce philosophe pensait donc trouver, dans la consommation des fraises les chances d'une longévité encore plus grande.

IMPRIMATUR:

Lingonis, die 7 julii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LE 8^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : LE
SACREMENT DE MARIAGE (SES EFFETS)

Honorabile connubium.
(Heb. XIII, 4.)

L'apôtre S. Paul impose aux époux, comme nous l'avons dit en terminant notre dernière instruction, des devoirs si relevés qu'ils ne pourraient les remplir sans des secours particuliers du ciel. Le mariage, devenu par l'institution du Sauveur, un symbole expressif de l'union ineffable de Jésus-Christ avec son Eglise, a dû être enrichi de grâces extraordinaires qui lui méritent un honneur si excellent. Le mariage est un sacrement, donc il est une source abondante de sanctification, donc il est un agent actif des merveilles de l'ordre surnaturel; donc il réalise dans le monde des transformations admirables qui ont leur couronnement dans les joies du paradis, *Fons aquæ salientis in vitam æternam*. Parlons de ces effets du sacrement de mariage. Envisageons-les par rapport aux époux et par rapport à la société chrétienne considérée dans son ensemble.

I

Le sacrement de mariage, comme tous les sacrements, a la propriété de signifier la grâce et l'efficacité de la produire. « Que ce sacrement symbolise et communique la grâce, dit le catéchisme romain. Le saint Concile de Trente le déclare en ces termes : Le Christ lui-même, qui a institué dans leur perfection les augustes sacrements, nous a mérité par sa Passion la grâce qui doit perfectionner l'affection naturelle, entre l'homme et la femme, confirmer l'unité indissoluble du mariage et sanctifier les époux ¹. »

Il confère d'abord la grâce sanctifiante seconde, puisque c'est un sacrement des vivants et qu'on doit être déjà dans l'amitié de Dieu pour le recevoir. Il donne ensuite une grâce *sacramentelle* qui lui est propre. Le Baptême est le sacrement de la *régénération*, la Confirmation celui de la *virilité chrétienne*, l'Eucharistie celui de la *divine alimentation des âmes*, la Pénitence celui de la *résurrection* et de la *guérison spirituelle*, l'Extrême-Onction celui de la *préparation* à la mort, dans l'Ordre c'est une *participation* au sacerdoce de Jésus-Christ : le mariage est le sacrement de la SANCTIFICATION DE LA FAMILLE.

Mais cette grâce est complexe; elle renferme plusieurs éléments qu'il nous faut étudier en détail et qui nous feront comprendre mieux les merveilles de la miséricordieuse bonté de Dieu qui a

enveloppé toute l'économie de la vie humaine de généreuses et toutes-puissantes assistances.

La sanctification de la famille, c'est d'abord une affection *surnaturelle toute divine*, entre les époux. Les affections naturelles, si fermes qu'elles paraissent, rencontrent bien des écueils contre lesquels elles viennent se briser : c'est la caducité de leurs motifs, savoir les charmes physiques, que les années ou les infirmités flétrissent, les qualités apparentes dont un examen plus attentif montre le vide, ou les vertus réelles qui accompagnent et défigurent des imperfections et des défauts, hélas ! non moins réels; c'est l'inconstance du cœur humain qui se lasse bientôt de ce qui l'avait si vivement séduit et se porte follement vers un autre objet qui lui fait oublier ses serments les plus solennels; c'est la faiblesse du cœur humain qui se fatigue d'être négligé, rebuté ou repoussé. La grâce sacramentelle du sacrement de mariage garantit l'affection matrimoniale de toutes ces misères; elle l'ennoblit, l'affermir et la fortifie. Par elle, les époux s'estiment et s'aiment pour des motifs sublimes, bien au-dessus des motifs si fragiles que le cœur humain, livré à lui-même, peut se proposer. Ils s'aiment comme le Christ aime l'Eglise, comme l'Eglise aime le Christ. Affection respectueuse qui exclut cette familiarité déplacée qui aboutit invariablement au mépris. Affection fidèle qui va jusqu'à quitter pour un époux ou pour une épouse, père et mère, et à plus forte raison jusqu'à rompre tout autre nœud qui pourrait attacher le cœur et à se dépandre de tout objet qui le pourrait partager. Affection bienveillante et descendante qui sait s'oublier pour se donner et qui fond pour ainsi dire deux âmes en une seule âme. Affection constante et durable qui résiste à tous les torts, à tous les soupçons, à toutes les jalousies, à toutes les inconstances. Affection foncièrement chrétienne qui fait que l'époux et l'épouse n'ont rien tant à cœur que leur avancement mutuel dans la vertu.

La sanctification de la famille, c'est ensuite une *ample provision de patience* pour bien supporter les peines inséparables de l'état du mariage. Dans le sacerdoce on est engagé pour toujours, mais l'on n'est engagé qu'à Dieu et à soi-même : dans le mariage on est encore engagé à un autre que Dieu et soi-même, à son époux ou à son épouse. Dans le sacerdoce il y a un noviciat et un temps d'épreuve : dans le mariage il n'y en a point; on se lie d'un seul coup et pour toujours. Que de croix sont inévitables pour deux personnes ainsi assujetties à vivre dans une société indissoluble ! Peines venant de la diversité des caractères; peines venant de l'uniformité de l'existence; peines venant de l'antipathie des humeurs; peines venant des défauts et même des vices : souvent un mariage sage et modeste est uni à une femme volage et dissipée, plus souvent une femme régulière et vertueuse à un mari libertin et impie; peines venant des enfants qui ne répondent pas aux soins dont on entoure leur éducation; peines ve-

¹ Sed gratiam quoque hoc sacramento significari et tribui, in quo maxime ratio sacramenti inest, ea synodi verba declarant : Gratiam vero, quæ naturalem illum amorem perficeret, et indissolubilem unitatem confirmaret, conjugisque sanctificaret, ipse Christus venerabilium sacramentorum institutor atque perfectior, sua nobis passione promeruit. (De Matrim. xx.)

nant de l'infortune, de la difficulté des affaires, de la malignité du prochain, de la dure maladie ou de l'impitoyable mort. Or, la grâce sacramentelle du mariage a pour objet d'affermir les esprits et les cœurs contre toutes les adversités, de faire porter le fardeau de la vie sans défaillance, et aussi d'inspirer *une puissante énergie* pour accomplir toutes les *obligations* de ce saint état.

Oui la grâce propre au sacrement qui nous occupe, entre autres efficacités, donne aux époux de remplir exactement leurs devoirs malgré les calculs de l'intérêt et de la paresse, ou les entraînements des passions, soit pour donner à la terre et au ciel de nouveaux sujets, soit pour instruire, former, élever, établir leurs enfants, soit pour concilier la vie conjugale avec la continence et la chasteté, une véritable et intime amitié pour la créature avec une fidélité inviolable pour le Créateur, un soin exact et vigilant des affaires temporelles avec le détachement intérieur des biens de la terre. Elle remplit de confiance en la Providence, de zèle pour la conquête du paradis, elle modère les passions, elle donne un goût plus vif pour Dieu et les choses de Dieu.

Elle est donc importante cette grâce du mariage. Aussi bien si les époux la reçoivent avec piété, s'ils s'efforcent d'y correspondre fidèlement, ils seront éclairés, fortifiés et heureux. Autant sans elle l'état du mariage est dangereux pour le salut, autant avec elle il est facile de se sauver et d'avoir part à la récompense des patriarches, des pères et mères de famille selon Dieu.

II

Non seulement le mariage sanctifie les époux, mais il sanctifie la société, puisque la famille est la source de la société. En purifiant, en fortifiant, en ennoblissant les époux, le Christ en qui, selon S. Paul, tout est restauré, a purifié, a fortifié, a ennobli la société. Quelle différence entre le monde d'aujourd'hui avec Jésus-Christ et le monde d'autrefois sans Jésus-Christ ! Quelle abjection et quelle dégradation d'une part, quelle admirable transformation d'autre part ! Sans Jésus-Christ la famille est un enfer, avec Jésus-Christ c'est une reproduction de la sainte famille à Nazareth. c'est une image de la vie intime et ineffable des trois personnes de la sainte Trinité, c'est le ciel ici-bas ! Persuadons-nous de ces vérités.

Parcourez l'histoire de la civilisation païenne, dit un savant et pieux prélat ¹, étudiez sa législation, et vous trouverez à chaque page la preuve vivante des humiliations, nous pourrions dire de l'anéantissement de la famille.

L'autorité demeure, il est vrai, concentrée légalement, avec la propriété, dans le Père. Mais cette autorité, qu'il avait reçue de Dieu, privée de tout contrôle par le fait de sa séparation de Celui qui en est la source, dégénère, comme toute autorité purement humaine, en une horrible tyrannie.

D'un autre côté, la paternité qui vient aussi de Dieu, dans son nom comme dans son essence, n'est pas devenue autre chose que le droit de la force brutale consacré même par la loi. La constitution de la famille est donc altérée dans son principe.

C'est surtout dans ses deux termes inférieurs que la dégradation se fait sentir.

La lumière du visage de Dieu, ayant cessé de se refléter sur la femme, ne protège plus sa faiblesse contre les attentats de la force brutale. Toutes ses prérogatives sont méconnues. Elle n'est plus l'*aide* de l'homme, mais son *esclave*. Ne réclamez pas même en sa faveur les droits de la créature intelligente. Un philosophe vous demanderait avec dédain si une âme peut résider dans ce corps frêle et délicat. Le législateur païen ne voit pas dans la femme un être spirituel et raisonnable, mais une chose sans nom, *res*, une machine sans existence propre, un instrument que le caprice du maître peut briser à son gré. La femme ainsi réduite à l'état d'esclave, tombe de la servitude dans la plus affreuse dépravation. Le divorce, l'adultère, la promiscuité, consacrés, non seulement par les mœurs, mais par les lois, rendent sa condition de plus en plus humiliée. Le diadème de l'épouse, la couronne de la mère sont souillés dans la fange.

Que dirons-nous de la condition de l'enfant ? A la naissance d'un enfant, on posait souvent cette question solennelle : Vivra-t-il ? Un signe du père en décidait, et la mère ne pouvait nourrir le nouveau-né que quand le bon plaisir du maître avait consenti à sa conservation. Le droit de vie et de mort n'avait donc, dans le pouvoir paternel, d'autre limite que l'arbitraire, et de là des abus intolérables que la langue humaine est impuissante à flétrir. Selon le caprice du père, l'enfant était ou conservé dans la famille, ou tué s'il naissait chétif ou déformé ; ou exposé dans les rues pour être la proie des animaux ; ou élevé pour les combats de gladiateurs, ou réservé aux hontes de la débauche. « L'enfant abandonné, disait la loi romaine, ne compte pas, il est esclave. »

Avec de semblables théories sur le pouvoir absolu du père, sur le rôle abaissé de la femme, et sur l'absence des droits de l'enfant, que pouvait être la famille, même dans les plus honnêtes foyers ? C'était horrible ! Que devenaient le dévouement des parents pour les enfants, l'affection et le respect des enfants pour les parents ? Toutes ces nobles choses avaient fait un triste naufrage ! Et cette dégradation s'affiche encore aujourd'hui là où le christianisme ne règne pas.

Mais avec Jésus-Christ la famille est revenue à son antique dignité. Que dis-je ? le Sauveur lui a donné un surcroît de grandeur. Par ses doctrines sublimes, qui nous font reconnaître dans tous les descendants d'Adam les enfants d'un même Père qui est Dieu, par les sentiments de respect, d'affection et de dévouement surnaturels qu'il n'a cessé de prêcher, par les secours de sa

¹ Mgr Paulinier, archevêque de Besançon.

grâce et surtout par les puissantes énergies du sacrement de mariage, il a relevé la famille et la société du même coup. L'égoïsme régnait en maître, il y a substitué la douce charité, la tyrannie s'affichait partout, il l'a remplacée par le dévouement sincère et généreux; l'autorité était dédaignée parce qu'elle se montrait indigne, il l'a entourée de la plus belle auréole de respect. Il a ennobli le père en le donnant comme remplaçant de Celui qui est le plus père de tous les pères, *Nemo tam pater*, de Celui qui est la puissance, la bonté, et l'aimable Providence. Il a ennobli la mère en en faisant la compagne de l'homme, son aide, la seconde majesté du foyer paternel, l'image de Marie, mère du Verbe incarné. Il a ennobli l'enfant en en faisant une chose sainte et sacrée, l'espoir de l'Eglise et de la société, le type de ceux qui veulent aller au ciel, *Nisi efficiamini sicut parvuli, non intrabitis in regnum cælorum*.

Ecoutez donc Tertullien, retraçant avec une exquise délicatesse le portrait de l'époux et de l'épouse dans la famille, transfigurée par Notre-Seigneur Jésus-Christ : « Tous deux sont frères ; serviteurs du même maître, ils ne forment véritablement qu'une même chair, un seul esprit, une seule âme. Ils prient, se prosternent et jeûnent ensemble ; ils s'instruisent, s'exhortent, se soutiennent l'un l'autre. Vous les rencontrerez de compagnie à l'église, de compagnie au banquet divin ; angoisses, tribulations, joies, plaisirs, tout est commun entre eux. Nuls secrets à se dérober ; confiance réciproque, support mutuel. Ils n'ont pas à se cacher l'un de l'autre pour visiter les malades et pour assister les indigents ; leur l'aumône est sans tourment, leurs sacrifices sont sans scrupules, leurs pratiques journalières sans entraves. Chez eux point de signes de croix furtifs, point de timides actions de grâces, point de bénédictions muettes ; de leur bouche libre comme leur cœur s'élèvent des hymnes pieux et de saints cantiques ; leur unique rivalité est à qui célébrera le mieux les louanges du Seigneur. » (Ad Uxor., lib. II, c. 9.).

Je le répète, en empreignant profondément la famille de cet esprit de foi, de bonté, de soumission, de respect, de dévouement, Notre-Seigneur a multiplié à l'infini, au sein de la Société, les foyers bénis de ces augustes et aimables vertus. Et c'est ainsi que par la grâce puissante du sacrement de mariage il a déposé dans les nations chrétiennes l'élément le plus énergique et le plus fécond de la vraie civilisation.

Ah ! je le sais, les familles aujourd'hui tendent, par une pente malheureuse, à retourner à l'ignominie païenne. Les époux deviennent chaque jour plus impérieux et plus durs, les épouses plus légères, les enfants plus insoumis. L'œuvre du Sauveur se délite sous les tempêtes glaciales de l'irréligion qui se généralise. On délaisse, ou l'on profane, ou l'on oublie la grâce sacramentelle du mariage. On obstrue ce canal divin des bénédic-

tions célestes ; et voilà pourquoi les cœurs se dessèchent ou se couvrent de plantes stériles ou vénéneuses. Qu'on revienne au remède du Sauveur ; qu'on aille recueillir les grâces du sacrement. Si on l'a reçu, qu'on fasse revivre l'efficacité de ces grâces ; et la paix et l'union reviendront au foyer domestique, et de nouveau un torrent de vie chrétienne, c'est-à-dire de vrai progrès, envahira la société pour la gloire de Dieu et le bonheur des hommes dans le temps et dans l'éternité.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. G. DES INDULGENCES

Trois décrets concernant les scapulaires ont été publiés cette année. Nous les donnerons successivement. Il en sera fait une étude spéciale dans un de nos prochains numéros.

Decretum. Ordinis Carmelitarum antiquæ Observantiæ de scapulari B. M. V. de Monte Carmelo a simultanea plurium scapularium traditione excipiendo.

Die 27 aprilis 1887.

Ab initio hujus sæculi in usu esse cœpit quatuor Scapularium simultanea et compendiosa traditio, nempe SS. Trinitatis, B. M. V. de Monte Carmelo, Immaculatæ Conceptionis, septem Dolorem, quibus nuperrime additum est quintum, scilicet Scapulare rubrum Passionis D. N. J. C. Hæc facultas benedicendi imponendique simul prædicta Scapularia collata primitus alicui religioso Instituto, tempore præsertim SS. Missionum, breviori adhibita formula a S. R. C. approbata, deinde Sacerdotibus quoque sæcularibus indulta est, quæ etiam extra tempus SS. Missionum peragendarum ipsi utuntur. Quamvis autem hæc agendi ratio fortasse contulerit ad istorum Scapularium receptionem facilius propagandam, ea tamen occasio fuit cur præcipuus ille honor, quo christifideles Scapulare carmeliticum quavis ætate celebrarunt, imminueretur ; et fervens erga illud devotio aliquantulum tepesceret. Porro Scapulare Carmelitarum, quod nobilitas ipsa originis, veneranda antiquitas, latissima ejusdem in christiano populo pluribus abhinc sæculis propagatio, nec non salutare per illud habiti pietatis effectus, et insignia quæ perhibentur patrata miracula mirabiliter commendant, omnino postulare videtur distinctionem honoris in ipso receptionis ritu, ut non quidem cum aliis commixtim, quasi unum ex pluribus, sed prouti in sua primitiva institutione illud beatissima Virgo uti tesseram propriam sui Ordinis tradidisse fertur B. Simoni Stokio, fidelibus quoque distinctim tradatur, nec cum aliis simul Scapularibus connumeretur. Ex quo procul dubio fiet ut illa singularis omnino, universalis et constans totius catholici Orbis religio integra servetur erga hoc sacrum Scapulare marianum, quod veluti antonomastice Scapulare audit, jure meritoque orta ex eo quod, uti traditur, pientissima

Virgo speciales favores, gratias et privilegia conferre spoponderit devote gestantibus hoc suum prædilectionis signum.

Hæc sedulo perpendens hodiernus Vicarius carmelitici Ordinis antiquæ observantiæ Rmus P. Angelus Savini honori simul consulere exoptans et devotioni sacri Scapularis B. M. V. de Monte Carmelo, instantibus quoque sui Ordinis Fratribus, huic S. Congregationi Indulg. et SS. Reliq. sequens dubium discutiendum proposuit :

« Utrum conveniens sit Scapulare B. V. M. de Monte Carmelo, honoris et devotionis causâ, separatim potius et distincte, quam cumulative et commixtim cum aliis quatuor vel pluribus Scapularibus benedicere et imponere ? »

Emi ac Rmi Patres in generali Congregatione apud Vaticanum habita die 26 martii 1887, re mature perpensa, rescripserunt : « *Affirmative* : et consulendum SSmo, ut Indultum huc usque in perpetuum concessum, etiam Regularibus Ordinibus et Congregationibus induendi christifideles Scapulari carmelitico commixtim cum aliis Scapularibus revocetur, et ad determinatum tempus coarctetur, neque in posterum amplius concedatur.

Facta vero de his relatione in audientia habita die 27 aprilis 1887, ab infrascripto Secretario, Sanctissimus D. N. Leo Papa XIII Patrum Cardinalium responsionem approbavit, decrevitque ut præfatum Indultum in posterum non amplius concedatur, ac illi omnes, etiam Regulares Ordines vel Congregationes, quibus Indultum ipsum, quocumque nomine vel forma ab Apostolica Sede est concessum eo tantummodo *ad decennium* perfruantur ab hac die computandum.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis die 27 aprilis 1887.

Fr. THOMAS, M. Card. ZIGLIARA, *Præfectus*.

† ALEXANDER Episcopus Oensis, *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Voudriez-vous avoir l'obligeance de m'indiquer la manière de rédiger l'Ordo de 1888 pour le 30 juin, le 1^{er} et le 2 juillet. Je suis chargé de ce travail pour notre diocèse, et je rencontre plus d'une difficulté, particulièrement ces jours-là ?

R. — Voici comment nous organiserions ces jours-là. Il y a bien quelques points douteux ; mais il nous semble que notre solution est juste.

30 juin. Samedi, rouge, la Commémoration de S. Paul, double-majeur. Commémoraison de S. Pierre et de l'Octave de S. Jean à Laudes et à la messe ; Credo et préface des Apôtres. — Vêpres du très précieux sang de N.-S. J.-C. ; Commémoraison des SS. Pierre et Paul par l'antienne, le verset et l'oraison commune qui se trouvent au 2 juillet ; puis de l'Octave de S. Jean-Baptiste comme aux premières vêpres de la fête, ensuite du dimanche (antienne *Obsecro*.)

1^{er} juillet. Dimanche 6^e après la Pentecôte, rouge, le très précieux sang de N.-S. J.-C., double de 2^e classe ; 9^e leçon du dimanche ; Commémoraison du jour octave de S. Jean-Baptiste, et du dimanche, à Laudes et à la messe ; préf. de la Croix, dernier évangile du dimanche. — Le verset de prime est *qui tuo nos sanguine redemisti*. — Vêpres de la Visitation, en vertu du décret du 23 juin 1853, n. 3191. ad I). Commémoraison du précieux sang et du jour octave de S. Jean (2^{es} vêpres). Rien du dimanche ni de l'octave des SS. Apôtres à cause de la fête de la Visitation qui tombe le lendemain et qui est de 2^e classe.

A la messe solennelle, la messe est des SS. Apôtres Pierre et Paul ; Commémoraison du précieux sang, du jour octave de S. Jean, et du dimanche ; préf. des Apôtres ; dernier évangile du dimanche (S. R. Congr., 20 novembre 1886.)

Si la fête du précieux sang était chantée, la messe des SS. Pierre et Paul se célébrerait sans mémoire.

2 juillet. Lundi, blanc, la Visitation de la très-sainte Vierge, double de 2^e classe. — 9^e leçon et Commémoraison des SS. Martyrs, Processe, etc. à Laudes et à la messe privée (non à la messe chantée) ; Credo, préf. de la Ste Vierge : *Et te in Visitatione*. — A prime, etc. *Qui natus est de Maria Virgine*. — Vêpres, Commémoraison de l'Octave des SS. Apôtres, parce qu'on en fera l'office le lendemain.

Q. — 1^o Vous savez qu'en France le dimanche où l'on fait la solennité d'une grande fête tombée dans la semaine et que l'on chômaït autrefois, on chante la messe de cette fête avec mémoire de toute autre fête double occurrente du dimanche, et d'une fête semi-double simplifiée, si elle coïncide, à moins que dans la même église on ne chante une autre messe de l'office occurrent ; car, dans ce cas, on omet ces mémoires.

Mais on fait une exception pour les églises cathédrales et collégiales et l'on dit que, comme dans ces églises il y a toujours une messe conventuelle *de occurrente*, on ne doit pas faire les susdites commémoraisons, quoique cette messe ne soit pas chantée. — Je demande pourquoi cette exception ?

Est-ce que dans les paroisses où il y a une première messe *non chantée*, à laquelle le peuple est convoqué, cette messe ne pourrait pas être considérée comme une messe *conventuelle* dans le vrai sens du mot et dispenser des mémoires en question ?

2^o Les décrets qui défendent de chanter une messe *de die obitus*, le corps présent, un jour de fête — double de 1^{re} classe, ou de sa solennité transférée, — s'appliquent-ils à toutes les fêtes doubles de 1^{re} classe ? ou bien faut-il que chacune soit expressément mentionnée dans la prohibition ?

Par exemple : les décrets se taisent sur les deux jours qui suivent Pâques et les deux jours qui suivent la Pentecôte, lesquels ne sont que les deux fêtes de Pâques et de la Pentecôte, continuées sous le même rite double de 1^{re} classe. — Nous n'avons pas encore, au moins que je sache, de décret relatif à la fête de l'Immaculée-Conception de la Vierge Marie, depuis que cette fête a été élevée au grade de 1^{re} classe. — Eh bien ! Peut-on, ces jours-là, faire une sépulture, avec messe de *Requiem* chantée, *corpore præsent* ?

3^o Aux jours prohibés, ne pouvant chanter de messe de *Requiem*, à l'occasion d'une sépulture, peut-on chanter les autres prières liturgiques prescrites pour les obsèques, ou bien ne faut-il que les psalmodier ?

R. — Ad I. Si la première messe n'est pas chantée, il semble qu'on doit faire les commémoraisons à la messe de la fête transférée. C'est ce qui résulte du décret pour Luçon, en date du 12 août 1854, ad 5. Par conséquent, une messe basse, à laquelle le peuple serait convoqué, ne pourrait être regardée comme messe conventuelle.

On nous objectera peut-être que ce décret pour Luçon ne se trouve pas dans la collection authentique des décrets de la S. Congrégation des Rites. Mais on ne peut pas douter sérieusement que ce décret ait été porté. S'il n'a pas été inséré dans la collection des décrets authentiques, c'est sans doute parce qu'il visait une situation particulière, c'est-à-dire la France et la Belgique.

En tous cas, c'est ce décret qui dirige la plupart des rédacteurs d'ordos.

Ad II. Vous nous demandez si les décrets qui défendent de chanter une messe de *Requiem*, le corps présent, s'appliquent à toutes les fêtes de 1^{re} classe. Nous répondons négativement, puisque le lundi et le mardi de Pâques, aussi bien que le lundi et le mardi de la Pentecôte, on peut chanter une messe de *Requiem, corpore præ-sente*.

Quant à la fête de l'Immaculée-Conception, vous pensez qu'il n'y a pas de décret qui défende de célébrer la messe de *Requiem, corpore præ-sente*, depuis que cette fête est élevée au grade de 1^{re} classe. Ce décret existe. Il a été porté le 29 décembre 1884, sur la demande de Mgr Catteau, évêque de Luçon. Voici cet important décret :

« Dubium VIII. Cum festa S. Josephi et Immaculatæ Conceptionis B. M. V. ad primum gradum inter solemnitates erecta sint, quæritur an his diebus liceat celebrare missam solemnem de Requie, præsentem cadavere, uti fit feria 2^a et 3^a infra octavam Paschæ et Pentecostes ? »

Or la Sacrée Congrégation répondit :

« Negative » (S. R. C. 29 décembre 1884.)

Par conséquent l'intention de l'Eglise est qu'on ne dise pas de messe de *Requiem* à la fête de l'Immaculée-Conception.

S'ensuit-il que la question soit absolument tranchée ? Nous ne le pensons pas ? Elle est tranchée pour tous les pays où la fête se célèbre avec pompe ; car Léon XIII, dans le bref *Annus*, qui élevait cette fête au rite de 1^{re} classe, supposait qu'elle était ainsi célébrée dans tout l'univers catholique, et il avait confiance que l'élévation de grade aurait pour effet de la faire célébrer avec plus de magnificence encore. Voici les paroles de l'immortel Pontife :

« ... Itaque cum sacer Virgini immaculatæ dies præcipuo jam populorum cultu et honore agatur, cumque nobis compertum sit publicæ fidelium pietati provehendæ plurimum conducere memoriam mysteriorum Redemptionis augustiori ritu celebratam, idcirco statim solemnitatem immaculati Beatæ Virginis Conceptus magnificentius per universam Ecclesiam peragendam esse censuimus... » (5 déc. 1879.)

Mais malheureusement dès ces temps-là, cette fête de l'Immaculée-Conception ne se célébrait plus avec solennité en un grand nombre de diocèses. Dans d'autres, elle ne se distinguait pas d'un jour ordinaire, sauf que le prêtre appliquait la messe pour son peuple.

Or dans ces pays, surtout dans les derniers, est-il défendu de célébrer une messe de *Requiem* ? L'Ami du Clergé n'a jamais osé trancher absolument cette question pratique, et aujourd'hui encore nous hésitons.

On nous dit : le décret est formel, il faut donc l'observer. Nous répétons ce que nous avons déjà dit, c'est que la raison pour laquelle on prohibe la messe de *Requiem* est, comme le dit le Rituel, la grande célébrité du jour, *magna diei celebritas* ; or là où n'existe pas de grande célébrité, ni même aucune célébrité, la messe de *Requiem* est-elle absolument prohibée ? Plusieurs auteurs français et belges sont de cet avis. Nous ne les condamnons pas. Mais tant que le Saint-Siège n'aura pas décidé ce cas, nous n'oserions pas condamner ceux qui croiraient pouvoir chanter une messe de *Requiem* dans les localités où l'on ne fait absolument aucune solennité.

Plusieurs de nos amis insistent et demandent pourquoi Nosseigneurs les évêques ne donnent pas à cette fête la pompe qui lui convient ?

Nous n'avons pas qualité pour juger Nosseigneurs les évêques, et dans la situation actuelle de certains peuples, particulièrement de la France, il n'est pas malaisé de deviner la raison pour laquelle Leurs Grandeurs gardent le silence. Il leur serait facile de prescrire une solennité, il leur serait peut-être difficile de l'obtenir. Mais nous n'avons pas à examiner leurs motifs. Nous constatons simplement que la fête de l'Immaculée-Conception se célèbre, en beaucoup de pays, sans la moindre solennité, et nous demandons si les curés de ces pays sont condamnables en chantant ce jour-là une messe de *Requiem* à l'occasion d'une sépulture.

Le Saint-Siège peut seul décider cette question, et nous faisons des vœux pour qu'elle lui soit présentée, afin d'éviter des divergences toujours fâcheuses en matière de culte public.

Ad III. Dans les jours où sont prohibées les messes de *Requiem*, il n'est pas défendu de chanter les autres prières liturgiques prescrites pour les obsèques ; car les rubriques et les décrets gardent le silence sur ce point ; mais il convient de remettre ces prières sur le soir lorsque les principaux offices sont terminés et que la fête est à son déclin.

Ajoutons encore qu'il est des jours où les obsèques solennelles et avec chant sont défendus, par exemple, 1^o les trois derniers jours de la semaine Sainte, sauf le samedi Saint dans l'après-midi, principalement sur le soir ; 2^o aux Quarante-Heures, s'il s'agit des Quarante-Heures proprement dites ; car s'il s'agissait des Quarante-Heures non proprement dites, on pourrait renfermer le Très-

Saint Sacrement dans le tabernacle et célébrer ensuite les obsèques solennelles, même avec la messe.

Rappelons aussi que, dans les jours de dimanche et de fêtes où les obsèques seraient permises, on ne pourrait pas les célébrer au préjudice de la messe et des autres offices paroissiaux. Les obsèques devraient se faire *entre les Offices, ou, mieux encore, le soir.*

Q. — 1° La liturgie a-t-elle fixé le côté où les diacres doivent chanter la Passion ?

2° Pourrait-on, le dimanche des Rameaux, chanter la Passion du vendredi Saint qui est plus courte ?

3° Les simples enfants de chœur sont-ils tenus, sous peine de péché, aux baisers et quasi baisers ?

R. — Ad I. La Passion doit se chanter du même côté que l'Evangile. Bien que le Missel ne le dise pas, la solution n'est pas douteuse. Les liturgistes sont unanimes sur ce point.

Ad II. Nous ne voyons aucunement pourquoi on agirait ainsi. La raison alléguée nous paraît insuffisante. Un pareil principe ouvrirait la porte à des abus innombrables.

Ad III. On enseigne communément que les rubriques n'obligent en conscience que le prêtre et les ministres sacrés. Mais il importe de les faire observer par les ministres inférieurs eux-mêmes : la beauté du culte le demande, aussi bien que l'édification des fidèles.

Quant aux nombreux détails que vous nous donnez sur votre manière de célébrer les offices du jeudi Saint et que leur longueur ne nous permet pas de reproduire, nous les trouvons édifiants et louables.

Q. — 1° Dans ce diocèse, nous avons, par ordre épiscopal, au salut du Saint-Sacrement : psaume, verset et oraison pour le Pape.

Au verset : *Oremus pro Pontifice nostro Leone*, faut-il ajouter *Alleluia* dans le temps pascal ?

2° Quand, après vêpres, — comme c'est l'usage dans ce diocèse, — on ne chante pas l'antienne à la Sainte Vierge, mais on passe tout de suite au salut du Saint-Sacrement, *doit-on* néanmoins, ou *peut-on* dire : *Dominus det nobis suam pacem* ?

3° Même les bons religieux qui dirigent notre Séminaire diocésain ne se font pas scrupule de porter un peu partout la barrette. — Cependant certains y voient un pur vêtement d'église, et dont le prêtre même ne devrait se couvrir à l'église que lorsqu'il est assis. Qu'en pensez-vous ?

R. — Dans ces sortes de versets, commandés par l'autorité ecclésiastique, on ne doit pas ajouter *Alleluia*, même au temps pascal, c'est ce qui résulte des rubriques générales du Bréviaire :

« Versibus prædictis tempore paschali semper additur Alleluia; non autem versibus precum, nec in {pretiosa ad primam, neque in versibus responsorium Matutini. » (Rubriques générales, tit. 24, n. 4.)

C'est aussi l'opinion des liturgistes.

Ad II. Nous ne voyons pas bien pourquoi vous ajoutez en cet endroit : « Dominus det nobis suam pacem. »

Mais comme il s'agit d'un office votif, cette addition a peu d'importance.

Ad III. La barrette n'est pas exclusivement un vêtement d'église. Si notre mémoire est fidèle, nous avons cité dans cette Revue deux Conciles, l'un de Salisbury en 1386, un autre de Toulouse en 1590, qui prescrivent aux clercs de porter la barrette, non seulement à l'église, mais en public (Concile de Salisbury), et dans la ville (Concile de Toulouse.)

A Rome, on se sert très fréquemment de la barrette en dehors des églises.

Mais si, dans les cas particuliers, il devait en résulter quelque scandale de la part des fidèles, on devrait s'abstenir; *quis infirmatur, et ego non infirmor* ? ou bien on devrait auparavant avertir les fidèles que cette pratique est permise.

Q. — La rubrique générale dit que le dimanche de la Passion on ne doit dire que deux oraisons. Que faire s'il y avait la mémoire d'un simple ? Que faire également s'il y a une oraison ordonnée par l'autorité épiscopale ?

R. — Lorsqu'une fête simple tombe le dimanche de la Passion, la seconde oraison est de cette fête simple, et l'on omet l'oraison du Temps.

Quant à l'oraison commandée par l'évêque, elle doit se dire ce dimanche-là.

Q. — 1° Quelle faute y a-t-il à réciter à haute voix avec les assistants, tous les matins après la messe basse, immédiatement après les prières commandées par le Souverain Pontife, trois *Ave Maria* pour la paroisse ?

2° Quelle faute y a-t-il à ne pas chanter les prières commandées par l'évêque aux bénédictions, Parce, Da pacem, etc. ?

R. — Ad I. Il n'est pas permis aux prêtres d'ajouter des prières pendant le saint sacrifice,

On ne le peut pas même après le dernier évangile; mais alors, et pour une telle prière, la faute n'est pas grave.

Lorsqu'on veut dire ainsi quelque prière après le dernier évangile, il faut demander l'assentiment de l'Ordinaire, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites le 31 août 1867, n. 5381, ad 8). Autrement, on tomberait dans l'arbitraire.

Ad II. Ordinairement, l'autorité ecclésiastique n'entend pas prescrire ces prières *sub gravi*. Mais il pourrait y avoir, faute grave si, par exemple, ces omissions se faisaient par mépris pour l'autorité ecclésiastique, ou bien s'il y avait grave scandale, ou bien s'il y avait d'autres inconvénients graves.

Q. — Je viens proposer à l'Ami du Clergé la solution de quelques doutes pratiques, relativement au cas dont parle la Bulle de Benoît XIV. Les interprètes, je crois, ne sont pas d'accord sur l'application à faire, du moins toujours; les uns sont plus sévères que les autres; aussi, j'ose venir vous demander de vouloir bien me fournir à ce sujet quelques explications, avec motifs à l'appui.

Primus casus. Sacerdos cum muliere inhonesti se gerit, vel per tactus graviter illicitos, vel per actum

conjugalem; porro, hic sacerdos est confessor hujus mulieris quæ singulis octo diebus confitetur peccata sua, sed tantam culpam numquam accusat, sive ex bonâ fide (si possit existere) sive ex pudore, sive ex alia ratione. Sacerdos hic complicem semper absolvit, eo quod peccata commissa non fuerint in confessione declarata. Quid dicendum de hoc sacerdote? Incurrit ne excommunicationem Papæ reservatam?

Alius casus : Sacerdos, invitâ et reluctantem vel dormientem muliere manu suâ partes inhonestas, per majus minusve tempus tangit; evidens est a muliere illâ nullam culpam commissam fuisse; nisi forte internam, si corde consenserit, in his circumstantiis, hic sacerdos parochus simul et confessor potestne, quin incurrat excommunicationem, absolvere hanc mulierem quæ invita passa est talem actum inhonestum etiamsi consensum internum confiteatur?

Tertius casus : In statutibus nostræ Diœcesis legimus : Non reservarentur nec peccatum illius qui actu honesto seu indifferenti peccaret mortaliter ex pravitate intentionis et cordis, nec verba aut aspectus absque ullâ actione externâ unius in alterum.

Hoc posito : Sacerdos persuadet mulieri vel puellæ aspectus non esse graviter illicitos; proinde permittit hæc mulier vel puella sacerdotem hunc in eam, id est in partes inhonestas oculos injicere. Potest-ne, in hoc casu, eam absolvere, quin incurrat excommunicationem?

Quartus casus : Sacerdos per amplexus vel oscula, vel pressionem corporis cum muliere experitur pollutionem, quam mulier non suspicatur; hic sacerdos est confessor hujus mulieris; potest-ne eam absolvere, quin incurrat excommunicationem, 1° eo quod pollutio non sit cognita; 2° eo quod nihil fuerit propriæ inhonestum?

R. — Nous avons laissé attendre cette consultation près d'un an, résolu que nous étions d'éviter ces questions sur le désir témoigné par un certain nombre d'abonnés. Mais il y a telle utilité pour le prêtre à s'instruire sur ce genre de sujets que nous y revenons. Si rares qu'on suppose ces tristes cas, il est nécessaire d'avoir sous la main la solution à leur donner.

1. Casus : Sacerdos complex privatur omni jurisdictione ad absolvendum etiam indirecte complicem. Si autem absolvat, etiam indirecte, a peccato complicitatis, excommunicationem reservatam incurrit. Porro in hoc casu, supponitur confessarium, indirecte quidem, sed vere complicem suam absolvere tentat. Itaque excommunicationem videtur nullatenus effugere.

2. Casus : Hic complicitas non adest : nam ad complicitatis rationem necesse est utrumque scienter cum altero consentiente peccare. Proinde, si nullus adsit consensus, aut si consensus sit mere internus ex alterutra parte, deest aliquid ad complicitatem necessarium.

Nec eadem est complicitatis ac sollicitationis ratio. Nam existit sollicitatio sive consentiat, sive non consentiat ille qui sollicitatur.

Itaque sacerdos potest mulierem absolvere nec incurrit excommunicationem.

3. Casus : Deest hic etiam complicitas. Itaque eam absolvere potest quin excommunicationem incurrat.

4. Casus : Si mulier istis actibus nullum subesse peccatum putavit, deest complicitas.

Secus esset si mulier, etiam ignorata pollutione,

actus graviter illicitos esse cognovit. Tum enim adesset complicitas, id est, communis participatio in eodem crimine externe patrato.

LES OBLATIONS

(Fin)

V. Le curé ou le recteur de l'église ne sont considérés, dans ce cas, que comme des administrateurs qui, sous la dépendance de l'Evêque, et avec l'obligation de lui rendre compte de leur gestion, emploient pour le but déterminé à l'avance les offrandes qui leur sont confiées.

Ce point est parfaitement établi dans la constitution *Romanos Pontifices* de Léon XIII.

« Toute offrande faite au curé ou à tout autre recteur d'une église en vue d'une œuvre pie est acquise à cette œuvre. D'où il s'ensuit que celui qui a reçu la somme ou l'objet offert, remplit la fonction d'un administrateur, qui doit l'employer d'après l'esprit et l'intention du donateur. Et comme le devoir de celui qui administre est de rédiger les comptes de son administration et de les présenter à celui à qui appartient la chose administrée, il en résulte que le curé ou le recteur de l'église ne peut se dispenser de rendre ses comptes à l'Ordinaire du lieu, à qui appartiennent la juridiction et la tutelle des œuvres pies ¹. »

La même constitution adopte comme parfaitement conforme au droit commun une décision de la S. Congrégation de la Propagande, du 19 avril 1869, en vertu de laquelle les réguliers employés aux missions sont tenus, comme les séculiers, à rendre compte à l'évêque des offrandes reçues pour les missions. Voici le texte de cette décision :

« Les missionnaires réguliers ne sont pas tenus de rendre compte des biens temporels qui leur appartiennent *en tant que Réguliers*; quant aux biens qui ont été donnés à la mission ou aux Réguliers *en vue de la mission*, les évêques ont le droit d'en demander compte aux missionnaires réguliers, aussi bien qu'aux curés du clergé séculier. »

Léon XIII ajoute : « C'est pourquoi confirmant tout ce qu'a prescrit et ordonné sur ce sujet, la S. Congrégation de la Propagande, nous statuons que les religieux, en rendant leurs comptes à l'évêque, devront lui faire connaître les sommes qu'ils auront reçues en vue des missions, la quantité qu'ils en auront dépensée et l'usage qu'ils en auront fait, tout comme les missionnaires du clergé séculier, conformément aux résolutions de ladite Congrégation du 19 avril 1869 et à l'Instruction du 10 mai 1868. »

VI. Une coutume légitime peut appeler à l'administration des aumônes faites dans l'église paroissiale des personnes autres que le curé, mais conjointement avec lui : « Administratio similium oblationum, dit Ferraris, spectat ad parochum, ut

¹ C. *Romanos Pontifices*, § 21.

scilicet eas ad debitum finem juxta consuetudinem loci, ad intentionem offerentium applicet. Nisi tamen ex longœva consuetudine talis administratio ad laicos ab initio legitima auctoritate ad id deputatos pertineat, quia in tali casu, uti de facto pluribus in locis id praxis docet, possunt laici vel soli, vel una cum parochis, juxta consuetudinem, tales oblationes licite administrare, cum talis administratio non sit alicujus juris spiritualis, sed rei mere temporalis ¹. »

Nous citerons ici un avertissement plein de prudence adressé autrefois par Benoît XIV, alors archevêque, aux prêtres de son diocèse : « Metus deponant ne virtutis opinionem apud populum amittant, quæ profecto numquam magis concitari in animis solet, quam si de congestis eleemosynis aperta fronte ratio persolvatur, ut palam constet eas parochorum commodo nequaquam tribui, sed piis operibus insinui, quemadmodum offerentes exigant ². »

N. II. OFFRANDES REÇUES DANS LES ORATOIRES SÉPARÉS DE L'ÉGLISE PAROISSIALE

Les oratoires séparés des églises paroissiales peuvent être de différentes sortes : ou bien ils ont un recteur nommé par l'évêque et indépendant du curé, ou bien ils sont sous la dépendance du curé. Il y a en outre les oratoires des Confréries et les églises ou oratoires des Réguliers, les images des saints placées soit dans des lieux publics, soit dans des maisons particulières.

I. S'il s'agit d'un oratoire auprès duquel réside un vicaire ou chapelain nommé par l'autorité compétente, ce chapelain a le droit de s'approprier personnellement toutes les offrandes qui sont faites en vue des fonctions qu'il peut licitement remplir dans l'oratoire, et ensuite d'administrer les oblations qui reviennent à la chapelle. Le curé de la paroisse n'a pas à intervenir. Nous pouvons invoquer la décision suivante donnée par Ferraris :

« An eidem rectori debeantur oblationes seu eleemosynæ colligi solitæ in dicta villa Tini, seu in oratorio prædicto, et an valeat in illarum administrationem se ingerere absque licentia et consensu dicti parochi? — RESP. : Affirmative quoad oblationes et eleemosynas in oratorio, ita tamen ut ratio reddatur episcopo, et dictæ eleemosynæ convertantur in usum et cultum illius ecclesiæ cum approbatione ejusdem episcopi ³. »

En voici une autre du 18 novembre 1684 : « An parochus liceat retinere claves capsulæ eleemosynarum existentis in ecclesia sanctæ Mariæ de Populo, intra limites ecclesiæ parochialis, et habentis proprium rectorem? — RESP. Negative. »

Ces deux décisions sont de la S. Congrégation du Concile. Pour savoir quelles sont les offrandes qui reviennent au recteur et quelles sont celles

qui appartiennent à l'oratoire, il faut appliquer les règles que nous avons données plus haut.

Nous avons dit : *pour les fonctions qu'il peut licitement remplir dans l'oratoire*. Il est en effet un certain nombre de fonctions qu'on ne peut pas remplir licitement dans les oratoires publics, parce qu'elles sont réservées au curé de la paroisse. Le décret ne 1703 les désigne. Si le curé exerce par lui-même, avec l'autorisation du chapelain, quelque-une de ces fonctions dans l'oratoire public, il a droit aux honoraires attachés à ces fonctions et aux oblations qui les suivent. Il a les mêmes droits si ces fonctions sont remplies, avec sa permission ou avec celle de l'évêque, par le chapelain ou par un prêtre étranger. Comme le droit ne remplir les fonctions pastorales et le droit d'en toucher les honoraires sont parfaitement séparables, la cession volontaire de l'un n'entraîne pas forcément la cession de l'autre. Ainsi étant supposé qu'un mariage ou une sépulture se fissent dans un oratoire public, avec l'autorisation du curé ou celle de l'évêque, le curé a le droit de réclamer le produit des offrandes et les honoraires de ces fonctions. Le célébrant ne pourrait recevoir qu'une offrande de surrogation faite en dehors de l'office. Nous appliquerons la même règle pour toutes les autres espèces d'oratoire.

II. S'il s'agit d'un oratoire auprès duquel ne réside pas un prêtre nommé par l'autorité compétente, l'administration des offrandes appartient au curé, sous le contrôle de l'évêque. « Quant aux oratoires semi-publics, dit la *Nouvelle Revue Théologique*, aux chapelles érigées sur un chemin public, où l'on ne célèbre pas le dimanche, lorsqu'il n'y a pas d'administrateurs spéciaux, les aumônes doivent être recueillies par le curé et appliquées suivant l'intention présumée des donateurs ⁴. »

Quant à la propriété des offrandes, le curé ne peut s'attribuer que celles qui seraient faites à l'autel à l'occasion d'une cérémonie religieuse. Quant aux autres, la coutume et l'intention des donateurs les attribuent au sanctuaire :

« Hinc oblationes quæ fiunt oratoriis, capellis aut aliis locis intra vel extra ecclesias, ubi aliquæ imagines miraculosæ depictæ vel sculptæ existunt, non spectant ad parochum, sed ad oratorium ipsum, seu capellam pro construenda in honorem imaginis ampliori et splendidiori ecclesia seu capella. Consuetudo enim pene universalis et intentio, seu voluntas dantium, dicto fini et non parochi tales oblationes attribuit ⁵. »

III. Dans les confréries, l'administration des aumônes appartient aux membres, sans aucune dépendance du curé. Celui-ci ne peut y prendre part qu'autant que, d'après les statuts, il serait appelé au gouvernement de la Confrérie. Le décret de 1703 est formel :

« 28^o An possit parochus se ingerere in admi-

¹ V^o *Oblationes*, n. 18.

² Notif. LXXII.

³ Ferraris, v^o *Oblationes*, n. 47.

⁴ t. IX, p. 647.

⁵ Ferraris, v^o *Oblationes*, n. 16.

nistratiōne oblationum, eleemosynarum in sœpe dictis ecclesiis (confraternitatibus) recollectarum, vel capsulæ pro illis recipiendis expositæ clavem retinere? RESP. Negative. » C'est l'enseignement de tous les canonistes.

IV. Autrefois le droit ne laissait aux religieux la faculté de disposer des offrandes faites dans leurs églises et leurs oratoires que sous le contrôle de l'évêque. Aujourd'hui leur exemption s'étend même à ce point et ils ont la libre administration des aumônes faites dans leurs chapelles. Les religieux employés aux missions sont cependant tenus, d'après la constitution *Romanos Pontifices*, de Léon XIII, de rendre compte à l'évêque des sommes reçues pour les missions.

V. L'administration des offrandes faites à une image ou à une relique insigne placées dans un lieu public appartient au curé de la paroisse : « An administratio oblationum quæ fiunt ad imaginem S. Mariæ gratiarum, spectet ad capitulum ecclesiæ cathedralis, vel potius ad episcopum, sive ejus deputatos, et cui seu quibus sit danda manutentio? — RESP. Spectare ad parochum intra ejus parochiæ fines existit imago, sub directione tamen et super intendentiâ Episcopi ¹. »

Il en est de même de l'administration des offrandes faites à une image peinte sur le mur d'une maison privée : elle rentre dans les attributions du curé de la paroisse : « Oblationes factæ imagini depictæ in pariete domus alicujus personæ privatæ spectant ad parochialem, intra cujus fines situs est paries, non vero ad ipsam personam dicti parietis dominam ². »

D'après la loi générale, ces offrandes doivent être employées suivant les intentions des fidèles. Or, les fidèles n'ont pas ordinairement pour but de favoriser le curé de la paroisse. Aussi les auteurs ne lui reconnaissent-ils que le droit de s'approprier les offrandes qui sont faites quand il présente lui-même l'image ou les reliques à baiser, sauf encore toute coutume contraire.



JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — On sait que le concile du Vatican a décidé en principe qu'il n'y aurait qu'un catéchisme pour toute l'Eglise catholique, comme l'avait décidé le concile de Trente. La décision de ce dernier Concile fut exécutée; celle du Vatican le sera-t-elle? Je ne le pense pas, à moins qu'il n'intervienne quelque décret du Souverain-Pontife désignant un théologien ou un groupe de théologiens et ordonnant l'exécution de la prescription conciliaire.

Bien des raisons me font porter ce jugement, et la principale est la difficulté que présente un travail pareil. Le catéchisme est un abrégé en langue vulgaire de la théologie. Plus un homme est instruit et expérimenté, plus il sent cette difficulté. Mgr André raconte qu'ayant été prié par un évêque de lui composer un catéchisme pour son diocèse, il s'était mis courageusement à l'œuvre. Mais à peine avait-il commencé qu'il vit, par

la comparaison des catéchismes des divers diocèses, combien il était dangereux et téméraire de tenter une pareille entreprise. Il y renonça aussitôt.

En attendant la confection de ce catéchisme unique, ne pourrait-on pas en adopter un tout au moins pour la France? N'existe-t-il pas un décret émanant de l'Etat, basé sur l'article 39 des Organiques, prescrivant l'unification des catéchismes? Ce décret n'a-t-il pas reçu la haute approbation du Saint-Siège? Et le projet n'a-t-il pas été exécuté?

Je vous serais bien reconnaissant si vous m'éclairiez sur ce point en publiant dans votre journal les documents relatifs à cette affaire importante,

R. — Oui, ce décret existe et il fut approuvé par le Saint-Siège. Malgré cette approbation, nous croyons que l'entreprise de Napoléon I^{er} fut malheureuse et d'un mauvais exemple; car l'unité du catéchisme, si désirable qu'elle soit, ne doit jamais émaner de la puissance civile; il y aurait dans cette intrusion du laïcisme un principe schismatique lequel pourrait facilement conduire une nation à l'hérésie. Mais, de fait, le catéchisme en question était excellent, sauf quelques mots trop dynastiques; car il était principalement extrait du catéchisme que Bossuet avait composé et publié pour le diocèse de Meaux. Sa provenance même fut la cause que la Restauration le repoussa de partout et que l'on réimprima les anciens catéchismes ou que l'on en créa de nouveaux.

Il y eut à cette occasion un échange de vues entre Napoléon et le cardinal Caprara, légat *à latere*, et les documents auxquels il donna lieu sont du plus grand intérêt pour l'histoire. C'est pourquoi nous les publions *in extenso* en les accompagnant de quelques notes explicatives. Ces documents renferment 1^o le rapport sur le projet d'un catéchisme uniforme pour tout l'empire; 2^o le décret du cardinal légat l'approuvant; 3^o l'exposé des motifs sur lesquels le décret devait être fondé; et 4^o enfin, le texte du décret même :

I. RAPPORT sur le projet d'un catéchisme uniforme pour tout l'empire.

« Sire,

« Je me suis empressé de remplir les intentions que Votre Majesté m'a manifestées relativement au catéchisme, et je puis assurer que cet ouvrage sera entièrement achevé et approuvé dans le présent mois de mars.

« Comme Bossuet est l'homme le plus distingué que l'Eglise gallicane puisse compter parmi ses évêques, j'ai proposé de prendre pour modèle le catéchisme de cet homme supérieur. Le nom de Bossuet fixe toutes les opinions dans le clergé, et il en impose même aux philosophes. La proposition a été acceptée.

« En conséquence, on travaille d'après le catéchisme de Bossuet. Il n'a été question que de mettre un plus grand ordre dans la distribution des matières, parce que, du temps de Bossuet, l'esprit de méthode n'était peut-être pas encore porté au point de perfection où il est arrivé de nos jours, on a retranché quelques expressions vieilles; on a mis à l'écart quelques questions utiles dans leur temps, mais qui ne le seraient plus au-

¹ S. C. C. Civit. Ducal., 22 mars 1698.

² Ferraris, *vo Oblationes*, n. 20.

jourd'hui. On ajoute d'autres matières dont les circonstances exigent aujourd'hui le développement et dont on ne parlait pas alors. Votre Majesté a un exemple de ces matières dans le développement des devoirs des sujets.

« L'ouvrage de Bossuet est d'ailleurs conservé dans les expressions et dans le fond des choses pour tout ce qu'il y a d'essentiel, parce que les évêques conviendront eux-mêmes qu'il est difficile de faire mieux que n'a fait ce prélat, dont les lumières et les talents ont si fort honoré l'épiscopat français.

« Le mois de mars ne passera pas sans que j'aie l'honneur de présenter à Votre Majesté un travail complet.

« La loi du 18 germinal an X ordonne également un rituel uniforme dans tout l'empire¹. J'ose me promettre que, dans le mois d'avril et de mai, cet autre ouvrage sera fini. Il est d'autant plus essentiel, qu'il doit régler la discipline des diocèses, et réformer dans les anciens rituels les règles de police ecclésiastique sur les sépultures, sur les mariages, les sacrements et la célébration des fêtes, qui ne vont plus avec nos mœurs ni avec nos lois.

« Le dogme et la morale ne peuvent changer; mais la discipline change avec le temps et avec les mœurs².

« Votre Majesté peut être convaincue que tout mon temps et tous mes soins seront consacrés à terminer des objets qui ont des rapports essentiels avec le bien du service.

« Plusieurs fois les anciens souverains avaient projeté et annoncé des changements qu'ils n'ont jamais pu opérer. Dans les états voisins, on ne peut même venir à bout de changer une liturgie. Il n'appartenait qu'au génie de Votre Majesté de tout entreprendre et de tout exécuter pour la gloire et le bonheur de la nation soumise à son empire et à ses lois. »

« 11 mars 1806.

II. DÉCRET du cardinal légat, *a latere* pour approuver le catéchisme de l'empire.

« Nous Jean-Baptiste Caprara, cardinal-prêtre de la sainte Eglise Romaine du titre de Saint-Oonuphre, archevêque de Milan, légat *a latere* du Saint-Siège apostolique près Sa Majesté l'empereur des Français et roi d'Italie.

« Tout le monde sait que nos pères ont pensé, avec raison, qu'il serait très utile pour l'instruction des fidèles, principalement des enfants, de suivre une règle commune et invariable dans l'enseignement de la doctrine chrétienne. Que peut-on,

¹ Ce rituel, Dieu merci, n'a jamais été fait. Il eût été, on en conviendra, un étrange empiètement sur les droits de l'Eglise. Une forte opposition coupa court aux mauvaises intentions du gouvernement.

² Un effet ne peut être détruit légalement et logiquement que par l'autorité qui l'a produit. La discipline de l'Eglise a été établie par l'Eglise seule; et elle ne peut être modifiée que par l'Eglise, quand les circonstances de temps, de lieux ou de personnes le demandent.

en effet, concevoir de plus utile et de plus convenable qu'une semblable uniformité?

« Les chrétiens, qui doivent n'avoir tous qu'une même foi, n'ayant plus qu'un même esprit et un même langage, n'en seraient que plus parfaitement unis dans les mêmes sentiments et la même croyance.

« Aussi les Souverains Pontifes pressés par leur sollicitude pour toutes les Eglises, ont-ils souvent et fortement exhorté ceux qui sont chargés d'instruire les peuples à n'avoir qu'une seule et même méthode d'enseignement. Néanmoins les différences des lieux et certaines circonstances particulières ont été cause qu'au lieu de cette uniformité désirable, il s'est introduit dans la forme des catéchismes une grande variété.

« Mais Napoléon I^{er}, empereur des Français et roi d'Italie, s'étant proposé de lever tous les obstacles et ayant ardemment désiré que l'on rédigeât et que l'on publiât un catéchisme pour être seul enseigné et mis entre les mains des fidèles dans tous les diocèses de l'empire français; et, à cet effet, un catéchisme tiré principalement de celui de l'illustre évêque de Meaux, Jacques-Bénigne Bossuet, et de ceux de plusieurs autres églises nous ayant été présentés pour être revêtus de notre approbation.

« Nous, après avoir examiné soigneusement cet ouvrage, ayant pour titre : *Catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'empire français*; et, après avoir reconnu que les principaux points de la religion chrétienne y sont exposés d'une manière entièrement conforme à la doctrine de l'Eglise catholique, nous avons cru devoir non seulement l'approuver, mais encore en proposer et en recommander l'usage aux révérends évêques de l'empire français, comme par le présent décret, en vertu de l'autorité apostolique dont nous sommes revêtus de légat *a latere* du Saint-Siège et dont Notre Saint-Père le pape Pie VII, nous l'approuvons et nous en proposons et recommandons l'usage, pénétré de cette pensée que la foi étant une, il est très avantageux qu'il n'y eût qu'une seule et même manière d'en exposer les dogmes et d'en instruire les peuples.

« Les révérends évêques que Notre-Seigneur Jésus-Christ, auteur de la foi, a établis, pour en conserver le dépôt et pour paître le troupeau qui leur est confié, veilleront avec soin à ce que les curés et les autres prêtres qui expliqueront ce catéchisme, le fassent avec suite, montrant les rapports des leçons entre elles et l'accord de toutes les parties et à ce qu'ils enseignent les vérités qui y sont contenues avec intégrité et gravité comme dit l'Apôtre et d'une manière digne en tout de la sainte doctrine.

Donné à Paris, dans notre palais, le 30 mars 1806.

L. † S.

J.-B., Cardinal légat.

Vincent DUCIS, secrétaire ecclésiastique.

III. *Exposé des motifs du décret du 4 avril 1806 ordonnant la promulgation d'un catéchisme uniforme pour tout l'empire en exécution de l'article 39 de la loi du 18 germinal, an X.*

« Sire,

« La loi du 18 germinal an X ordonne qu'il n'y aura qu'un catéchisme pour tous les diocèses de l'empire français. Cette disposition légale est dans le véritable esprit de la religion; elle réalise le vœu des Conciles généraux. Il n'y a qu'une foi et qu'un baptême, il ne doit y avoir qu'un enseignement ¹.

« Les vérités chrétiennes ne se propagèrent d'abord que par le ministère de la parole; dans la suite, on publia des écrits pour fixer les principaux objets de l'instruction religieuse. Ces écrits se multiplièrent. Dans le seizième siècle il existait, en Europe, autant de catéchismes qu'il y avait de provinces et même de villes ².

« On s'aperçut que leur nombre exclusif et leur grande diversité apportaient de la confusion dans l'Eglise et que la pureté de la doctrine se trouvait altérée dans plusieurs ³.

« Les Pères du concile de Trente voulant remédier à cet abus, décrétèrent la rédaction en latin d'un catéchisme général destiné à devenir le témoignage solennel et permanent de la vérité dans le monde chrétien ⁴.

« Si l'on considère l'étendue de ce catéchisme et la langue dans laquelle il fut rédigé, on demeure convaincu que les Pères du Concile s'étaient encore moins proposé l'instruction directe et immédiate des simples fidèles que celle même des évêques et des prêtres par qui les fidèles doivent être instruits.

« Après la tenue du Concile, on s'occupa dans les divers Etats catholiques à rédiger en langue vulgaire des catéchismes particuliers sur le modèle de celui de Trente. En France, comme ailleurs, chaque évêque publia le sien. De nos jours il n'était pas rare de voir dans le même diocèse chaque nouvel évêque promulguer un catéchisme nouveau.

« La religion chrétienne est répandue sur tout le globe. Comment concevoir l'idée d'un seul catéchisme à l'usage de tant de peuples divers? Il faudrait préalablement exécuter le projet si souvent entrepris et si souvent abandonné d'une langue universelle entre les hommes. Le Concile de Trente avait fait à cet égard tout ce qui est possible. Il avait choisi pour la rédaction d'un catéchisme général, la langue qui était alors commune à toutes les écoles, qui étaient celles des théologiens, des jurisconsultes et des savants, c'est-à-dire de tous ceux qui, dans chaque pays, étaient établis pour instruire les autres.

« Dans la vue de rendre inaltérable le dépôt pré-

cieux de la doctrine, il avait choisi une langue morte, qui n'était plus susceptible de variations; car, selon l'ingénieuse observation d'un écrivain distingué, ce n'est que quand elles sont mortes que les langues deviennent immortelles.

« Mais si l'idée d'un catéchisme unique pour toutes les nations et pour tous les empires est impraticable, les motifs les plus puissants auraient dû engager chaque Eglise nationale à consacrer un mode uniforme d'enseignement pour des hommes qui parlent la même langue, qui vivent sous les mêmes empires et qui ne forment entre eux qu'une même nation.

« Qu'est-il nécessaire que chez le même peuple il y ait tant de catéchismes différents et que tous les jours on en fasse de nouveaux? Dans les sciences humaines on a sans cesse d'anciennes erreurs à corriger et des vérités nouvelles à découvrir, conséquemment il importe que chacun puisse concourir, par son travail et par ses recherches particulières, au progrès des connaissances communes. Mais en matière de religion, il ne faut offrir aux fidèles que ce qui a été enseigné toujours, partout et par tous ¹; toute nouveauté est profane.

« La multiplicité et la diversité des catéchismes ne sauraient toujours être sans quelques dangers pour le fond de la doctrine. Il est souvent des objets qui sont développés dans un catéchisme et qui sont omis dans un autre.

« Cette différence peut donner aux fidèles de fausses idées et sur les choses dont on parle et sur celles que l'on tait. Des controverses, des guerres théologiques surviennent. Il n'est pas sans exemple que l'on ait cherché, en pareil cas, à faire prévaloir ses opinions personnelles; et l'expérience prouve que ces opinions sont quelquefois erronées, car les promesses ont été faites au corps général de l'Eglise, et non à chaque pasteur en particulier.

« Indépendamment de ces inconvénients, l'instruction des peuples souffre et languit quand il existe tant de rédactions différentes pour exprimer les mêmes choses. Les émigrations d'un diocèse dans un autre sont fréquentes. Or, en changeant de diocèse, on a besoin de se livrer à un nouveau travail, comme si l'on avait à changer de croyance, tout cela déconcerte la mémoire et peut égarer la raison.

« Il était réservé à la haute sagesse de Votre Majesté d'étendre sa sollicitude impériale sur tout ce que peut perfectionner la marche de l'enseignement religieux ². Cet enseignement n'importe pas moins à l'Etat qu'à la religion même; il enveloppe pour ainsi dire l'homme dès sa plus tendre enfance. Il met les plus grandes vérités à la portée

¹ Maximes des Pères.

² Nous n'avons pas besoin de faire remarquer cette erreur des canonistes parlementaires. La puissance civile n'a reçu de personne une mission de ce genre. C'est à l'Eglise seule qu'il a été dit : *Ite, docete, omnes gentes...*

¹ Catéch. Trid. præf. n. x.

² Appar. catech. Trid. art. 1.

³ Ibid.

⁴ Catech. Trid., præf. n. ix.

de tous les âges et de toutes les classes en s'a-dressant non à l'esprit, qui est la partie la plus bornée et la plus contentieuse de nous-même, mais au cœur dont il ne faut que diriger les affections et qui peut saisir sans effort tout ce qui est bon, tout ce qui est aimable. Si les vertus les plus nobles et les plus élevées habitent la chaumière du pauvre comme le palais des rois, si les hommes, les plus simples et les plus grossiers, sont aujourd'hui plus affermis sur la spiritualité et l'immortalité de l'âme, sur l'existence et l'unité de Dieu, sur les principales questions de morale que l'étaient les sages de l'antiquité, nous en sommes redevables au christianisme, qui, en ordonnant les bonnes œuvres et en commandant la foi, épargne au commun des hommes les circuits, les incertitudes et les sinuosités de la science humaine.

« Ceux qui pensent qu'on ne devrait point parler de religion et de morale aux enfants et qu'on devrait attendre un âge plus avancé, méconnaissent les vivacités des premières impressions et la force des premières habitudes. Ils ignorent que l'enfance est plus susceptible qu'on ne croit d'acquérir des connaissances utiles; que l'homme, dans aucun temps, ne peut, sans danger, être abandonné à lui-même; que s'il ne s'occupe pas du bien, il se préoccupera du mal; que l'esprit et le cœur ne peuvent demeurer vides.

« Tout ce qui est moral n'est jamais recommandé inutilement dans un âge qui est celui du sentiment, de la confiance et de la bonne foi. Il importe que les premières notions de nos devoirs puissent naître et se fortifier avec les premiers développements de nos facultés et que nous acquerrions des forces pour le moment où nous avons besoin de nous essayer ou de nous mesurer avec les charges et les devoirs de la société civile. Les instructions reçues dans la jeunesse ne s'effacent jamais et ne s'affaiblissent que très difficilement; elles deviennent en quelque sorte une seconde nature.

« Pour inculquer de bons principes, il serait dangereux d'attendre que l'on eût à combattre des habitudes vicieuses. On voudrait que les enfants fussent insensiblement éclairés par l'expérience; mais l'expérience est presque toujours perdue pour nous; elle ne réussit souvent qu'à nous rendre plus malheureux sans nous rendre meilleurs.

« Il est donc essentiel de protéger un enseignement qui, dès les premiers pas que nous faisons dans le chemin de la vie, dispose l'âme à toutes les actions louables et à toutes les vertus.

« Nous avons vu que la nécessité d'un mode uniforme pour cet enseignement a été reconnue par la loi. Des circonstances impérieuses ne permettaient pas de différer plus longtemps l'exécution de cette mesure législative. Par la nouvelle organisation ecclésiastique, chaque diocèse est aujourd'hui plus vaste et embrasse un territoire sur lequel il en existait autrefois plusieurs. Chacun des anciens diocèses avait son catéchisme particulier; il suit de là qu'il y a quelquefois sept

ou huit catéchismes différents dans le même diocèse. D'autre part, nous sommes avertis que dans quelques parties de l'empire les exemplaires de ces livres élémentaires sont entièrement épuisés; la rédaction d'un catéchisme à l'usage de tout l'empire français devenait donc indispensable.

Cette rédaction est achevée; elle a été faite sous les yeux et par les soins de M. le cardinal-légat muni de tous les pouvoirs du Saint-Siège.

« L'Eglise de France s'est toujours distinguée par ses lumières et par son zèle; elle compte des prélats illustres qui ont commandé le respect dans tout l'univers chrétien. On n'a pas eu la prétention de vouloir faire mieux et autrement que ces prélats qui ont exposé, avec clarté, pureté, et précision la doctrine catholique, dans les instructions qu'ils publiaient pour les fidèles confiés à leur surveillance pastorale. Le catéchisme de Bossuet, a principalement dirigé le travail des rédacteurs et l'ouvrage de ceux-ci, n'est, à proprement parler, qu'un exemplaire de ce catéchisme et, j'ose dire, l'ouvrage même de l'Eglise gallicane dont ce prêtre a été si souvent l'éloquent interprète. Le nom de Bossuet dont la science, les talents et le génie ont servi l'Eglise et honoré la nation ne s'effacera jamais de la mémoire des Français, et la justice que tous les évêques de la chrétienté ont rendue à la doctrine de ce grand homme, nous en garantit suffisamment l'exactitude et l'autorité.

« Par ces considérations, j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté d'ordonner la publication dans toute l'étendue de l'empire, du catéchisme que je joins à mon présent rapport, qui a pour titre : Catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'empire français et qui est revêtu de l'approbation du représentant du Saint-Siège.

« Je suis, etc. *Signé : PORTALIS.* »

IV. DÉCRET rendu le 4 avril 1806 en exécution de l'article 39 de la loi du 18 germinal an X et ordonnant la publication d'un catéchisme uniforme pour toutes les églises de l'empire français.

Napoléon, etc.,

Art. 1. En exécution de l'article 39 de la loi du 18 germinal an X, le catéchisme, annexé au présent décret, approuvé par Son Eminence le cardinal-légat, sera publié et seul en usage dans toutes les églises catholiques de l'empire.

Art. 2. Notre ministre des cultes surveillera l'impression de ce catéchisme et pendant l'espace de dix années, il est spécialement autorisé à prendre à cet effet toutes les précautions qu'il croira nécessaires.

Art. 3. Le présent décret sera imprimé en tête de chaque exemplaire du catéchisme et inséré au *Bulletin des lois*.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 13 julii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICTION

—

POUR LE 9^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : LE
SACREMENT DE MARIAGE (SA SAINTETÉ)

Honorabile connubium.
(Heb., XIII, 4.)

« Que votre principal soin s'applique à ce que les peuples soient abondamment instruits des préceptes de la doctrine chrétienne ; qu'ils se souviennent toujours que le mariage n'a pas été institué à son origine par la volonté des hommes, mais par l'autorité et par l'ordre de Dieu, avec cette loi absolue qu'il soit d'un seul homme avec une seule femme : que le Christ, auteur de la nouvelle alliance, a élevé l'institution naturelle du mariage à la dignité de sacrement, et que, pour ce qui concerne le lien conjugal, il a donné à son Eglise la puissance législative et judiciaire. Dans cette matière, il importe au plus haut degré d'empêcher que les esprits ne soient induits en erreur par les théories trompeuses des adversaires qui voudraient que ce pouvoir fût enlevé à l'Eglise. » Telles sont les pressantes recommandations que Sa Sainteté Léon XIII, en 1880, faisait aux évêques de l'univers catholique. Pour entrer dans les intentions du Souverain Pontife, traitons aujourd'hui de la sainteté du mariage. Voyons d'une part comment il est une chose sacrée, du ressort exclusif du pouvoir ecclésiastique ; examinons ensuite, au point de vue pratique, les empiètements sacrilèges dont il a été l'objet de la part de l'autorité séculière.

I

I. Même en ne considérant le mariage que comme contrat naturel, tel qu'il était avant Notre-Seigneur, tel qu'il est encore aujourd'hui en dehors du christianisme, il faut dire que c'est une chose sainte et sacrée, qui relève de la religion et qui échappe, dans son essence, à l'autorité du pouvoir laïc.

Qu'est-ce en effet que le mariage ainsi considéré ? C'est le lien indissoluble qui se forme entre l'homme et la femme, par la donation et l'acceptation mutuelle de leurs personnes, lien noué par Dieu lui-même, et *talis relatio est semper a Deo*. (S. Thomas). Le mariage c'est donc le don de ce qu'il y a de plus intime : la liberté, le cœur, la vie ; comment le pouvoir civil, qui n'a à régler que les choses du for extérieur qui importent au bien général, pourrait-il empêcher, commander, réglementer cette intime donation ? Le mariage c'est dans son essence un lien de conscience qui unit à jamais deux existences humaines ; mais les choses de la conscience échappent à l'action de l'autorité civile ; c'est un sanctuaire qu'il a infiniment moins le droit d'envahir que le domicile privé, cependant réputé inviolable chez tous les peuples. Et puis le mariage, société antérieure à toute société civile, se contracte sous les regards de Dieu, selon les lois de Dieu, qui reçoit, bénit,

et affermit les serments des époux ; c'est donc une chose religieuse. Or, l'état civil n'a point qualité pour gouverner les choses religieuses et en juger.

Aussi bien, en tous les temps, les barbares aussi bien que les civilisés, les Grecs, les Romains, les Gaulois, les peuples de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie, loin de considérer le mariage comme un contrat purement profane, l'ont envisagé comme une chose sainte et sacrée. « Nous en attestons les monuments de l'antiquité, dit le Souverain Pontife Léon XIII, qui va vous parler dans presque toute cette instruction, par sa magistrale encyclique sur le mariage, nous en attestons les monuments de l'antiquité, les usages et les institutions des peuples qui ont été les plus civilisés et qui ont été renommés par la connaissance plus parfaite du droit et de l'équité : dans l'esprit de tous ces peuples, par suite d'une disposition habituelle et antérieure, chaque fois qu'ils pensaient au mariage, l'idée s'en présentait toujours sous la forme d'une institution liée à la religion et aux choses saintes. Aussi, parmi eux, les mariages ne se célébraient guère sans des cérémonies religieuses, l'autorité des Pontifes et le ministère des prêtres. Tant avait de force sur des esprits, même dépourvus de la doctrine céleste, la nature des choses, le souvenir des choses, la conscience du genre humain ! »

II. Mais c'est surtout à titre de sacrement que le mariage est chose sainte, sacrée, complètement en dehors de l'autorité civile pour ce qui regarde son essence et ses conditions fondamentales. Le contrat naturel, en effet, est devenu, par l'institution de Notre-Seigneur Jésus-Christ, la matière et la forme du sacrement. En conséquence, le contrat et le sacrement, pour les chrétiens, ne sont pas deux choses distinctes et séparables ; c'est une seule chose. Pour eux il ne saurait y avoir dans le mariage de contrat vrai et légitime sans qu'il y ait par cela même sacrement. Or, c'est l'Eglise seule qui peut et qui doit décider tout ce qui regarde les sacrements. Donc le mariage chrétien ne peut point relever de la juridiction séculière.

Aussi bien l'Eglise a-t-elle toujours revendiqué et exercé le pouvoir législatif et judiciaire sur le point qui nous occupe, même aux époques les plus mauvaises de son histoire, même dans les temps où il serait ridicule et absurde de supposer que les chefs d'Etat eussent accordé en cela à l'Eglise leur assentiment ou leur participation. En effet, quelle supposition incroyable et insensée que d'imaginer que le Christ Notre-Seigneur eût reçu du procureur de la province ou du chef des Juifs une délégation de pouvoir pour condamner l'usage invétéré de la polygamie et de la répudiation ; ou que S. Paul, en proclamant que les divorces et les mariages incestueux n'étaient pas permis, ait agi par concession ou délégation tacite de Tibère, de Caligula, de Néron ! Il sera impos-

¹ Encyclique *Arcanum*.

sible de persuader à un homme sain d'esprit que tant de lois de l'Eglise sur la sainteté et la stabilité du lien conjugal; sur les mariages entre les esclaves et les personnes libres, aient été promulguées avec l'assentiment des empereurs romains, très hostiles au nom chrétien, et qui n'avaient rien de plus à cœur que d'étouffer par la violence et par les supplices la religion naissante du Christ; surtout, si l'on considère que ce droit exercé par l'Eglise était parfois tellement en désaccord avec le droit civil, que Ignace, martyr, Justin, Athénagore et Tertullien dénonçaient publiquement comme illicites et adultères certains mariages, qui étaient cependant favorisés par les lois impériales.

Après que le pouvoir suprême fût tombé entre les mains d'empereurs chrétiens, les Pontifes et les Evêques réunis dans les conciles continuèrent, avec la même liberté et avec la même conscience de leur droit, à prescrire et à défendre, au sujet du mariage, ce qu'ils jugeaient utile et opportun, quelque désaccord qu'il parût y avoir entre leurs décrets et les lois civiles. Personne n'ignore combien de décisions qui souvent s'écartaient beaucoup des lois impériales furent prises par les pasteurs de l'Eglise au sujet des empêchements de mariage résultant des vœux, de la différence du culte, de la parenté, de certains crimes, de l'honnêteté publique, dans les conciles de Grenade, d'Arles, de Chalcedoine, dans le deuxième concile de Milève et bien d'autres.

Les princes, loin de s'attribuer aucun pouvoir sur les mariages chrétiens, reconnurent plutôt et déclarèrent que le pouvoir tout entier appartient à l'Eglise. En effet, Honorius, Théodore le jeune, Justinien n'hésitèrent pas à avouer qu'en ce qui concerne le mariage, il ne leur était permis que d'être les gardiens et les défenseurs des sacrés canons. Et s'ils publièrent quelques édits relatifs aux empêchements du mariage, ils n'hésitèrent pas à déclarer qu'ils agissaient avec la permission et l'autorisation de l'Eglise, dont ils avaient coutume d'invoquer et d'accepter respectueusement le jugement dans les controverses touchant la légitimité des naissances, les divorces et enfin tout ce qui se rapporte au lien conjugal. C'est donc à bon droit que le Concile de Trente a défini qu'il est au pouvoir de l'Eglise *d'établir les empêchements dirimants du mariage, et que les causes matrimoniales appartiennent aux juges ecclésiastiques.*

II

Mais tout en réclamant ses droits, l'Eglise n'entend point empiéter sur ceux du pouvoir séculier relativement aux effets civils du mariage. C'est ce qu'expliquait excellemment un célèbre orateur de notre temps, qui est en même temps un profond théologien, en se basant sur cette lumineuse parole de S. Thomas : « Le mariage, en tant qu'il est une fonction de la nature, relève du droit naturel; en tant qu'il crée une communauté, il est

régi par la loi civile; en tant qu'il est une chose sacrée, il appartient au droit divin.

« La communauté conjugale, dit-il, entrant dans la société civile, où elle peut être un élément de trouble et de prospérité, il est impossible de la soustraire à l'autorité de ceux qui ont la mission de pourvoir à l'ordre public, au bien public. Et d'abord, il importe de constater son existence, et, par conséquent, de recevoir la déclaration de l'acte qui l'a constituée. Il importe, en outre, de régler les effets civils dépendant de cet acte et des relations qu'il crée. Pour prévenir la décadence et l'épuisement des forces physiques d'une nation, pour éviter les troubles de familles, les scandales et les funestes conséquences des unions capricieuses et immorales, pour assurer le fonctionnement des services publics dont dépend la sécurité et le salut d'un peuple, il peut être nécessaire de créer des habiletés ou inhabiletés résultant de certaines conditions d'âge ou de consentement. De là des questions d'authenticité légale, de dot, d'hérédité, de succession, de tutelle, d'amission aux fonctions publiques, de légitimité ou d'illégitimité civile, qui peuvent être l'objet d'une législation tracassière, vexatoire, injuste, tyrannique, impie, mais aussi d'une législation raisonnable et salutaire. Or, à cette législation raisonnable et salutaire, le chrétien doit se soumettre en conscience. Il en encourt, à ses risques et périls, toutes les pénalités dès que, sciemment, volontairement, au mépris de la loi, il contracte un engagement sacré sur lequel le pouvoir civil n'a pas de prise et qu'il ne peut invalider. » (Monsabré.)

Mais, il faut bien le dire, au lieu de se maintenir dans ce qui constitue l'accessoire du mariage, les princes temporels ont voulu toucher à l'essence même et aux propriétés intrinsèques de cette institution sacrée, surtout depuis un siècle.

La cause principale de ce fait regrettable est que beaucoup d'esprits, imbus des opinions d'une fausse philosophie et gâtés par des habitudes vicieuses, ne supportent rien plus impatiemment que la soumission et l'obéissance; ils travaillent de toutes leurs forces à amener non-seulement l'individu, mais aussi la famille et la société humaine tout entière à braver orgueilleusement la loi de Dieu. Or, comme la source et l'origine de la famille et de la société humaine se trouvent dans le mariage, ces hommes ne peuvent souffrir qu'il soit soumis à la juridiction de l'Eglise; ils font plus; ils s'efforcent de le dépouiller de tout caractère de sainteté et de le faire entrer dans la petite sphère des institutions humaines, qui sont régies et administrées par le droit civil des peuples. D'où il devait résulter nécessairement qu'ils attribueraient aux chefs d'Etat tout droit sur le mariage, en refusant de reconnaître à l'Eglise aucun droit, et en prétendant que si parfois l'Eglise a exercé quelque pouvoir de ce genre, c'était une concession des princes ou une usurpation. Mais il est temps, disent-ils, que ceux qui sont à

la tête de l'Etat reprennent énergiquement possession de leurs droits et s'appliquent à régler par leur propre volonté tout ce qui regarde le mariage. De là l'origine de ce qu'on appelle le *mariage civil*; de là ces lois promulguées sur les causes qui forment empêchement au mariage; de là ces sentences judiciaires sur les contrats conjugaux pour décider s'ils sont valides ou non. Enfin, nous voyons qu'en cette matière tout pouvoir de régler et de juger a été si soigneusement enlevé à l'Eglise, qu'on ne tient plus aucun compte de son autorité divine, ni des lois si sages sous l'empire desquelles ont vécu, pendant si longtemps, les peuples qui ont reçu, avec le christianisme la lumière de la civilisation.

Hélas! la France, dans cette voie d'usurpation sacrilège, a été un scandale véritable pour le monde. En 1789, elle a osé écrire dans sa Constitution cette parole blasphématoire: « La loi ne considère le mariage que comme un contrat civil. » Elle a osé établir ce qu'on appelle sacrilègement le *mariage civil*. Elle a osé édicter des peines contre le prêtre qui oserait procéder à la célébration d'un mariage en présence de Dieu et de l'Eglise, avant qu'il fût conclu par devant le magistrat, ayant ainsi la prétention de soumettre l'Eglise à l'Etat, Dieu à l'homme! Elle a puissamment et malheureusement accrédité l'idée qu'il pouvait y avoir entre catholiques, contrat légitime, mariage légitime, enfants légitimes, sans la présence du prêtre et sans la bénédiction de l'Eglise. Elle a acclimaté, sous le couvert de la loi civile, une foule incalculable d'unions qui ne sont rien moins que des *concubinages*. Elle a contribué à multiplier ces familles sans religion, où les enfants, dignes rejetons de parents sans foi ni loi, ne voient que l'intérêt et le plaisir, n'ont d'autre mobile que l'égoïsme, ne savent plus rien respecter et sont des modèles d'ingratitude particulièrement pour ceux qui leur ont donné la vie!

On le dit et c'est vrai: Qui sème le vent moissonne les tempêtes. Qui touche à la législation divine du mariage, ébranle la société jusque dans ses derniers fondements.

Je vous en prie, conservez la tradition chrétienne qui est celle de l'honneur et du bonheur. Rappelez-vous toujours que le mariage est chose sainte et sacrée; que ce qu'on appelle *mariage civil* n'est point un mariage, mais une formalité légale destinée à assurer les effets du vrai mariage qui se célèbre en présence du ministre de Dieu¹. Obéissez aux prescriptions de l'autorité

¹ On lit dans le petit mauvais livre intitulé: *Eléments d'instruction morale et civique, par Gabriel Compayré*, p. 152, 55^e édit.: « Le maire est d'abord l'officier de l'état civil. En cette qualité, il reçoit les déclarations de naissance et de mort et célèbre le mariage. C'est, devant lui que s'engagent solennellement à s'aimer, à se protéger l'un et l'autre, à élever en commun des enfants, l'homme et la femme qui veulent fonder à eux deux une nouvelle famille. Quand le maire les a déclarés unis au nom de la société et de la loi, les deux conjoints sont bel et bien mariés. Si la cérémonie religieuse suit la cérémonie civile, ce n'est pas pour ajou-

seculière qui seraient justes touchant l'accessoire du sacrement de mariage. Mais n'oubliez pas, conformément aux recommandations de Benoît XIV, « de mettre au-dessus de toutes les très-saintes lois de l'Eglise qui règlent les mariages des fidèles; et souvenez-vous qu'après avoir donné satisfaction à l'Etat, vous devez sans délai obéir à l'Eglise et contracter le mariage d'après la forme prescrite par le Concile de Trente. Hors de là, ni devant Dieu, ni devant l'Eglise, vous ne seriez jamais de vrais et légitimes époux. »

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. DES INDULGENCES

DECRETUM. *Ordinis fratrum minorum exalceatorum et recollectorum de inscribendis nominibus christifidelium qui sacra scapularia recipiunt.*

Die 27 aprilis 1887.

Jam inde ab anno 1838 sub die 30 aprilis s. m. Gregorius XVI ex speciali Indulto exemit ab onere inscribendi in albo Confraternitatis nomina Christifidelium, qui Scapulare B. Mariæ Virginis de Monte Carmelo recipiunt. Jam vero Procurator generalis Fratrum Minorum exalceatorum et recollectorum preces humiliter porrexit Sanctissimo Domino Nostro Leoni Papæ XIII, ut ad Confraternitates aliorum Scapularium idem omnino Indultum benigne extindere dignaretur. Ad id postulandum hæc potissimum eum permovebant rationum momenta, defectus nimirum vicinarum Confraternitatum ad quas forent nomina Confratrum et Consororum inscriptarum transmittenda, nec non maxima difficultas colligendi nomina plurimorum adscribi petentium sacris Scapularibus tempore Missionum.

Alias egit de hac quæstione hæc S. Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, mentem suam pandidit in una, Cameracensi sub die 18 augusti 1868, in qua expresse denegavit præfatum gregorianum Indultum aliis Scapularium Confraternitatibus esse applicandum.

Modo vero occasione exhibitæ supplicis libelli supramemorati P. Procuratoris, huic S. Congregationi opportunum visum est præsentem quæstionem de inscribendis nominibus, qui sacra Scapularia recipiunt, denuo perpendere, eamque, audito alterius ex Consultoribus voto, dirimere sequenti proposito dubio:

« Utrum Indultum a s. m. Gregorio Papa XVI concessum die 30 aprilis 1838 Confraternitati B. Mariæ Virginis a Monte Carmelo, quo sacerdotes debita facultate præditi recipiendi christifideles in

ter plus de force à un acte qui est définitif, qui se suffit à lui-même, c'est parce que les époux, pour satisfaire leurs sentiments religieux, veulent prendre Dieu à témoin d'un engagement que la société civile a déjà consacré. » Vraie morale laïque!!

prædictam Confraternitatem eximuntur ab onere inscribendi nomina fidelium in libro Confraternitatis, expediat extendere etiam ad alias Confraternitates, in quibus christifideles scapularia recipiunt? »

Et Emi ac Rmi Patres responderunt in generalibus Comitibus apud Vaticanum habitis die 26 martii 1887 : « *Negative* : imo supplicandum SSmo pro revocatione gregoriani Indulti concessi sub die 30 aprilis 1838; et ad mentem. »

Die vero 27 aprilis 1887 Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII in audientia habita ab infrascripto Secretario sententiam Patrum Cardinalium ratam habuit, et gregorianum Indultum revocavit.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis die 27 aprilis 1887.

Fr. THOMAS M. Card. ZIGLIARA *Præfectus*.

ALEXANDER Episcopus Oensis *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Le décret de la Cong. des Rites (15 avril 1820), d'après lequel un jour octave d'un patron on dit au second nocturne les leçons du commun, 1^o loco est-il absolu ? Le rédacteur de l'Ordo de X. ne l'entend pas ainsi, à moins qu'il n'en ait pas connaissance. Qu'en pensez-vous ? Et s'il n'y a qu'un jour où l'on fasse de l'octave, et que le jour de la fête on ait dit tout du commun 1^o loco, croyez-vous qu'on doive dire 2^o loco ?

Plus simplement, peut-on dire du commun 1^o loco deux fois de suite, quand le 2^o loco existe ?

Enfin, si, le jour de la fête, les leçons du 2^o nocturne sont historiques, et qu'il n'y ait qu'un jour où on fasse de l'octave, ne vaut-il pas mieux, en ce jour, dire du 2^o loco, afin que le jour octave, suivant le décret susmentionné, on dise du 1^o loco ?

2^o Dans notre diocèse, nous faisons, le 6 octobre, Ste Foi, double de 2^e classe avec octave, et S. Bruno est transféré à jour fixe au 11 octobre. — Un curé qui a pour patron S. Pardoux, également le 6 octobre, doit-il faire à jour fixe Ste Foi le premier jour libre après le 11, c'est-à-dire le 12, ou bien le 11, renvoyant au 12 St Bruno, fixé au 11 pour le diocèse ?

R. — Ad I. Pendant une octave *infra Octavam*, au second nocturne, il est plus conforme à l'esprit de la liturgie de prendre les leçons alternativement, d'abord 1^o loco, ensuite 2^o loco, puis 1^o loco, et ainsi de suite.

S'il n'y a qu'un jour *infra Octavam*, il semble convenable de prendre les leçons du second nocturne 2^o loco, attendu qu'on doit prendre celles du 1^o loco au jour octave.

Mais il ne faut pas être trop sévère sur ce point, parce que la rubrique des octaves qui concerne cette matière (Tit. VII, n. 4), se contente de dire que pendant l'octave on doit répéter les leçons du Commun des Saints. Les opinions de quelques liturgistes ne suffisent ordinairement pas pour constituer une loi.

Ad II. Le curé qui a pour patron saint Pardoux doit honorer ce saint le 6 octobre, jour de l'inci-

dence. Quant aux deux autres saints qui tombent ce même jour, ils doivent être transférés à jour fixe.

A qui donner la première place libre ? A la fête qui a le grade le plus élevé, conformément à la rubrique générale du Bréviaire, (titre n. 7, et au décret du 7 décembre 1743, n. 4150, ad 3). Par conséquent, Ste Foi qui est double de 2^e classe, sera placée au premier jour libre, c'est-à-dire au 11 octobre, et S. Bruno, qui n'est que double mineur, au lendemain 12 octobre.

Q. — 1^o Où doit-on placer la croix sur une tombe ; est-ce à la tête ou aux pieds du défunt ?

2^o A la messe d'une sainte *veuve*, v. g. Ste Chantal, doit-on lire l'épître *Mulierem fortem*, ou l'épître *Viduas honora*. Un de mes confrères dit toujours cette dernière et moi je ne la dit que lorsque le Missel l'indique, comme à la fête de Ste Brigitte. Qu'est-ce qui a raison de nous deux ?

R. — Ad I. Nous ne connaissons aucune loi sur ce point. Il semble convenable de la placer de préférence à la tête du défunt, mais il peut y avoir des raisons de faire autrement.

Ad II. Quand le Missel indique la messe *Cognovi* pour une personne qui n'est ni vierge ni martyr, et qu'il n'indique pas une épître spéciale, on doit dire l'épître *Mulierem fortem*; mais non *Viduas honora*; il faudrait pour cela un Indult. Ce point important a été décidé en 1841. Le rédacteur de l'Ordo de Namur avait posé la question suivante :

« In Missali romano, pro nec virgine nec martyre habetur missa communis *Cognovi*, cum Epistola *Mulierem fortem*, et in fine Missæ assignatur Epistola *Viduas honora*, sub rubrica sequenti : *Item alia Epistola pro vidua*. Quando autem in proprio Sanctorum occurrit festum Sanctæ Viduæ pro qua Missale assignat simpliciter Missam *Cognovi*, remittendo ad Commune et de Epistola silendo, quemadmodum fit die IX Martii pro Sancta Francisca Vidua Romana, an tunc legenda est Epistola *Mulierem fortem*, an e contra Epistola *Viduas honora* ? An tandem utralibet pro sacerdotis arbitrio eligi potest ? »

La Sacrée Congrégation répondit :

« *Negative*, nisi aliter ex concessione constet. » (11 septembre 1841, n. 4930, ad 5.)

Q. — 1^o Dans notre paroisse on a coutume, les dimanches de Carême, de faire le Chemin de la Croix immédiatement après les Vêpres et avant la bénédiction du Très-Saint Sacrement. Le célébrant ne fait que quitter le chœur pour suivre les Stations mais ne retourne pas à la Sacristie. Y a-t-il entre les vêpres et la bénédiction une interruption suffisante pour qu'on doive prendre à la bénédiction la chape blanche au lieu de celle qui a été portée pendant les vêpres ? Et pour le Chemin de la Croix l'officiant ne doit-il pas avoir l'étole violette ?

2^o Anciennement notre église avait pour titulaire S. Sixte qui est en même temps patron de la paroisse. Depuis quelques années elle a été considérablement agrandie, et, dans la nouvelle consécration qui en a été faite, on a donné à S. Sixte Ste Philomène comme co-titulaire sans qu'elle soit patronne. Peut-on continuer

aux Vêpres et aux Laudes de l'office de faire mémoire de S. Sixte ? Faut-il y ajouter l'antienne et l'oraison de Ste Philomène ? ou bien encore tous deux étant martyrs, pourrait-on prendre une seule antienne avec son oraison, au commun de plusieurs martyrs ?

3^e. Un autel fixe dont la table est appuyée par devant sur deux colonnes, et derrière sur une maçonnerie revêtue dans toute sa longueur de plaques de marbre servant d'ornement au tombeau, doit-il être considéré comme exécré parce que ces plaques de marbre qui ont participé immédiatement aux onctions ont été accidentellement enlevées et déplacées, la table étant restée immobile ?

R. — Ad I. Evidemment l'interruption est suffisante. D'ailleurs le prêtre est obligé de quitter la chape qu'il portait à vêpres pour faire le Chemin de la Croix ; il lui faut toujours en revêtir une pour la bénédiction du Très-Saint Sacrement ; or, c'est la chape blanche qui est exigée pour la bénédiction du Très-Saint Sacrement, quand cette bénédiction ne suit pas immédiatement l'office précédent.

Ad II. Si votre nouvelle église a été consacrée sous les vocables de saint Sixte et de sainte Philomène, sans distinguer si l'un est primaire et l'autre secondaire, tous deux doivent être considérés comme titulaires primaires, et honorés également sous le grade de 1^{re} classe avec octave, ainsi qu'il résulte d'un décret du 23 février 1839, n. 4849, ad 2, et d'un autre du 17 décembre 1875, n. 5647 ; et tous deux doivent avoir une fête distincte avec octave, comme on le voit dans le décret précédent. Car la Sacrée Congrégation décida dans un cas analogue que sainte Valburge et sainte Colombe, titulaires d'une église au diocèse de Séz, auraient ainsi un office distinct, sainte Valburge au 1^{er} mai, et sainte Colombe au 30 décembre.

Quant aux suffrages, il est de règle ordinaire que chacun des titulaires a aussi sa commémoration, son verset et son oraison spéciale.

Mais ne pourrait-on pas honorer ces deux titulaires dans un seul suffrage, en prenant une commémoration, un verset et une oraison qui viendraient aux deux saints et en les mettant au pluriel ? Nous n'avons pas de données suffisantes pour résoudre le cas. Ce que nous savons bien, c'est que la Sacrée Congrégation des Rites a décidé que les deux saintes patronnes dont nous avons parlé tout à l'heure seraient honorées dans un seul suffrage :

« Fiat Commemoratio de ambabus simul tam in Laudibus quam in vesperis cum Antiphona, et Oratione ut in Communi plurimum, Virginum et Martyrum. Atque ita rescripsit, declaravit ac servari mandavit die 17 Decembris 1875, n. 5647, ad IV. »

Mais n'y a-t-il pas là une concession spéciale ?

Ad III. Il est difficile de répondre à cette question, parce qu'elle n'est pas assez complètement exposée. Qu'est-ce que ces deux plaques de marbre qui revêtent la maçonnerie en arrière, qui servent d'ornement au tombeau, et qui ont participé immédiatement aux onctions ? Si ces plaques

étaient entre la table d'autel et le stipes aux angles de l'autel, et qu'elles aient été ointes de saint Chrême comme pour relier la table au stipes, nous serions portés à croire que l'autel a été exécré. Il en serait de même si les plaques de marbre contenaient une ou plusieurs des croix sur lesquelles on a brûlé de l'encens ou de petites bougies.

Autrement, nous croyons qu'il n'a pas été exécré ; et c'est probablement votre cas.

Q. — En attendant que je puisse, comme j'en ai le désir, vous écrire plus longuement, permettez-moi de vous prier de faire compléter la réponse que je lis dans votre n^o 1^{er} de la présente année, pages 6 et 7. — L'embarras que l'on vous expose relativement à la terminaison du *Pater*, se présente aussi au *Pax Domini* qui suit de près...

Afin d'être bref, je vous poserai simplement, si vous le voulez bien, deux ou trois questions.

1^o Votre réponse au *sed libera nos...* du *Pater*, est-elle applicable au *Pax Domini sit semper...* etc., qui précède l'Agnus Dei ? En d'autres termes, suffit-il que le diacre, s'il y en a, ou le servant de messe réponde à voix basse *et cum spiritu tuo* au *Pax Domini*, pour que le prêtre puisse continuer sans attendre que le chœur ait terminé son chant ?

2^o Si le prêtre doit attendre la fin du chant, doit-il aussi garder la sainte parcelle entre le pouce et l'index, au-dessus du précieux Sang, jusqu'à ce que le chœur ait terminé sa réponse ?

3^o Dans tous les cas, qu'il s'agisse de messe chantée ou de messe basse, après la réponse *et cum spiritu tuo*, le prêtre doit-il réciter *entièrement* la prière *hæc commixtio...* etc. avant de reporter la main gauche sur la coupe et de se frotter légèrement les doigts au-dessus du précieux Sang ? — Ou dès qu'il a laissé tomber la sainte parcelle, peut-il, tout en récitant la susdite prière, poursuivre les cérémonies prescrites sans s'arrêter ?

4^o Enfin, dès qu'à la fin du *Pater* le prêtre a répondu *amen au sed libera nos...* etc., peut-il commencer *immédiatement* la prière *libera nos...* etc. *en essuyant la patène...* ?

R. — Ad I. Même solution pour *Pax Domini* que pour *Sed libera nos*.

Ad II. La solution est dans la réponse précédente.

Ad III. Quand le servant a répondu *Et cum spiritu tuo*, le célébrant laisse tomber dans le calice la sainte parcelle, et dit *en même temps* la prière *Hæc commixtio*, etc. C'est le sens naturel de la rubrique :

« Responso per ministrum *Et cum spiritu tuo*, particulam quam dextra manu tenet, immittit in calicem, dicens secreto : *Hæc commixtio et consecratio*, etc. (Ritus servandus in celebratione Missæ, titre X, n. 2.)

Mais faut-il attendre que la prière *Hæc commixtio* soit terminée pour continuer les cérémonies suivantes, savoir, pour frotter ses doigts sur le calice, les rejoindre, couvrir le calice de la pale et faire la genuflexion ?

Les uns l'affirment. Ainsi, de Herdt est formel : « Deinde *hæc oratione finita*, sinistra qua hucusque calicem ad nodum tenuit, transfert super calicem, ibidem pollices et indices utriusque manus extergit et deinde jungit ; quibus junctis,

possit sinistram super pedem calicis, eandem palla cooperit, et manibus super corporale positus, genuflectit et statim surgit. »

D'autres le nient, car ils décrivent ces cérémonies comme se liant l'une à l'autre sans s'arrêter aucunement. Écoutez Martinucci :

« Responso a ministro *Et cum spiritu tuo* (sacerdos), adjiciet secreto *Hæc commixtio*, etc. efficiet ut particula in calicem decedat, et absterget vel excutiet leviter super ipsum digitos utriusque manus, quibus rursus junctis calicem iterum palla cooperet ac genuflectet. »

D'autres auteurs emploient le mot ensuite, qui est vague et ne tranche pas la difficulté.

Quelle est la raison de cette divergence ? C'est qu'ici la rubrique se contente d'employer le mot *Deinde*, qui peut s'expliquer en deux sens, comme on peut le voir en examinant le conteste, et comme on le voit en réalité par les diverses interprétations des liturgistes.

Il ne nous appartient pas de trancher cette question. Mais par là même que les opinions sont partagées, nous pensons qu'on ne peut pas obliger le prêtre à attendre qu'il ait fini la prière *Hæc commixtio* pour continuer les rites suivants.

Ad IV. Non, le prêtre ne peut pas commencer *Libera nos* immédiatement après avoir répondu *Amen*, du *Pater*. Après avoir dit *Amen*, il doit essuyer légèrement la patène avec le purificateur, la prendre et la tenir droite à côté du corporal. Ce n'est que lorsqu'il la tient ainsi qu'il dit le *Libera*. C'est le sens obvie de la rubrique :

« Responso a ministro *Sed libera nos a malo*, et a celebrante submissa voce *Amen*, manu dextera, pollice et indice non disjunctis. Patenam aliquantulum purificatorio extergens, eam accipit inter indicem et medium digitos; quam tenens super altare erectum, sinistra super corporale posita, dicit secreto: *Libera nos quæsumus*, etc. » (Ritus in celebrat. missæ servandus, tit. X, n. 1.)

C'est, du reste, l'interprétation commune des meilleurs liturgistes; voilà pourquoi nous ne jugeons pas nécessaire de les citer.

Il y a bien des infractions sur ce point.

Q. — 1° Le prêtre autorisé à donner la bénédiction papale ou à appliquer une indulgence plénière aux membres du tiers-ordre de saint François, profite-t-il lui-même de cette faveur ?

2° Un prêtre non approuvé pour la confession peut-il être investi du pouvoir d'appliquer ces indulgences ?

3° On trouve quelquefois dans de vieux actes que l'absolution a été donnée à certains individus excommuniés, morts depuis plusieurs jours, pourriez-vous indiquer tous les effets de cette absolution ?

R. — Ad I. Pour qu'il profite de la faveur il faut qu'il y ait un prêtre qui la lui applique; il ne peut se l'appliquer à lui-même. Mais il peut la demander à un confesseur quel qu'il soit.

Ad II. Rien n'empêche qu'un prêtre non approuvé pour les confessions reçoive le pouvoir d'appliquer ces indulgences aux tertiaires dans leurs assem-

blées. Mais il ne pourrait les appliquer à chacun en particulier parce que cela se fait au saint tribunal.

Ad III. La formule de cette absolution se trouve dans le Rituel Romain, sous le titre *Ritus absolventi excommunicatum jam mortuum*. La rubrique indique la nature de cette absolution :

« Si un excommunié, sur le point de quitter la vie, a donné un signe de contrition, pour qu'il ne soit pas privé de la sépulture ecclésiastique et reçoive, autant que faire se peut, le secours des suffrages de l'Eglise, on pourra l'absoudre de cette manière, etc. »

Q. — Lorsque les 2^{es} vêpres du jour de l'octave des apôtres saint Pierre et saint Paul, de saint Jean-Baptiste, d'une fête de la sainte Vierge, etc., sont en concurrence avec les 1^{res} vêpres d'un double qu'on célèbre le lendemain, doit-on faire a *capitulo de sequenti* ? Faut-il appliquer la règle de digniori ?

R. — Ordinairement on doit faire a *Capitulo de sequenti*. Nous disons *ordinairement*, parce qu'il y a des exceptions, à savoir, 1^o pour le jour octave des fêtes de Notre-Seigneur; 2^o pour le jour octave des fêtes de la Sainte Vierge; 3^o pour le jour octave de S. Jean apôtre, qui a intégralement les premières vêpres, tandis que le jour octave des saints Innocents n'a que mémoire.

Les autres jours octaves concourant avec un double mineur, partagent les vêpres a *Capitulo*, lors même qu'il s'agirait des jours octaves de fêtes plus dignes que les fêtes doubles mineures, comme par exemple les jours octaves des fêtes de la Dédicace, des Saints Anges, de S. Jean-Baptiste, de S. Joseph, des Saints Apôtres et Evangélistes.

Q. — 1° L'Evêque peut-il prescrire de chanter aux saluts et bénédictions du S. Sacrement des invocations au saint Cœur de Marie ou au Sacré-Cœur de Jésus, alors que les litanies composées pour ces dévotions ne sont pas approuvées par l'Eglise ?

2° Dans les fêtes de 1^{re} classe où la messe de *Requiem* est prohibée pour les funérailles, *corpore présente*, peut-on faire les funérailles le matin, mettre des tentures noires autour du chœur et de l'autel, en ne célébrant qu'une messe basse avec l'ornement du jour, et renvoyer la messe de *Requiem* au 1^{er} jour libre ? Ou bien faut-il renvoyer ces funérailles au soir après les vêpres ?

3° Serait-il permis de biner un jour de semaine, si devant célébrer des funérailles ou un anniversaire promis, le prêtre qui devait célébrer fait défaut à la dernière heure ?

R. — Ad I. Nous ne voyons rien qui pourrait empêcher un évêque de prescrire une invocation au Sacré-Cœur de Jésus, ou même au Saint-Cœur de Marie, dans les saluts du Saint-Sacrement, attendu que l'Eglise a formellement reconnu ces dévotions.

Ad II. Bien qu'il ne soit pas expressément défendu de faire des funérailles dès le matin de ces fêtes, cependant il convient beaucoup mieux de les faire le soir après que les principaux offices sont terminés.

Puisqu'on ne peut pas dire de messe de *Requiem* à ces funérailles, il serait régulier de ne pas entrer

le cercueil dans l'église, et de ne pas mettre de tentures noires dans l'église.

Mais rien n'empêcherait de dire pour le défunt la messe basse du jour, à la condition qu'il y aurait un autre prêtre qui chanterait et appliquerait la messe paroissiale.

Ad III. En soi, ce binage n'est pas permis. Il faudrait de graves raisons pour l'autoriser.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Le curé d'une paroisse peut-il mettre un tronc dans son église, par exemple, avec cette indication : tronc pour Notre-Dame de Pitié et faire servir l'argent recueilli à l'entretien de l'autel du même nom, sans porter cet argent à l'article des recettes et dépenses du budget, sans en rendre compte à la fabrique? Est-il nécessaire pour cela d'avoir à la fois la permission de l'évêque et du conseil de fabrique?

2^o De même, sans l'approbation de Mgr l'évêque et de la fabrique, le curé peut-il annoncer que la quête qui se fait le dimanche soir sera employée, par exemple, pour entretenir une lampe devant la statue de la Vierge ou du Sacré-Cœur ou pour l'illumination du mois de Marie ou du Rosaire?

D'une manière ou d'une autre, légalement, faut-il porter cet argent recueilli et dépensé au budget de la fabrique? Les quêtes de la congrégation de la sainte Vierge, doivent-elles être fixées par Mgr l'évêque?

3^o Dans une paroisse, à quelque distance de l'église, se trouve une chapelle ouverte à la dévotion des fidèles de la contrée. Cette chapelle antique a été donnée à la fabrique avec charge de messes de fondation dans cette chapelle, restaurée et embellie par des dons particuliers. Le tronc de cette chapelle porte cette inscription : tronc de N.-D. de l'Épine. L'argent recueilli sans mention de destination est employé uniquement à l'entretien et embellissement de cette chapelle. Fait-on bien? Les recettes et les dépenses doivent-elles être soumises publiquement au conseil de fabrique? Est-il nécessaire légalement de les porter au budget de la fabrique? L'évêque peut-il en dispenser?

Ces trois questions sont posées parce qu'on suppose qu'on a affaire à des conseillers municipaux tracassiers, mal intentionnés, qui, dans une demande de secours de la fabrique, prétendent qu'on ne fait pas figurer au budget toutes les sommes recueillies des tronc, comme cela devrait être, disent-ils.

4^o Quand le conseil de fabrique a envoyé au conseil municipal une délibération en forme pour demander un secours, le conseil municipal est-il obligé de répondre par écrit, ou peut-il se contenter de répondre par une affiche publique?

5^o Un curé, par suite de dons manuels, ou à ses frais et dépens, avec l'approbation du conseil de fabrique, peut-il remplacer par des vitraux une ou plusieurs fenêtres en verre blanc, sans demander avis au conseil municipal et sans se faire autoriser? Parmi les questions traitées sur ce sujet dans les années précédentes de l'*Ami du Clergé*, on pourrait, ce semble, trouver une réponse pour et contre. D'un autre côté, des confrères instruits m'ont dit oui, d'autres non. La dernière loi municipale n'en parle pas.

6^o Maintenant, puisque la fabrique, autant qu'elle a des fonds disponibles, doit les employer même pour les grosses réparations du presbytère et de l'église, est-on tenu de prendre avis du Conseil municipal pour ces grosses réparations quand la fabrique paie? Sans le consulter, quelle somme pourrait-on dépenser pour des restaurations?

7^o Avec l'approbation du conseil de fabrique, le curé ou tout autre, à ses frais et dépens, dans un excellent but, peut-il compléter la chapelle dont il est question dans le n^o 3 sans consulter l'autorité municipale. Bien entendu que ce bienfaiteur fera exécuter les travaux d'après le plan et devis d'architecte, par conséquent, avec toutes les précautions possibles de proportion, de solidité, etc. L'autorité municipale peut-elle s'opposer à cet embellissement?

R. — En ce qui concerne les tronc placés dans les églises, la jurisprudence est très simple et n'a jamais varié; elle repose sur l'article 36 combiné avec l'article 75 du décret du 30 décembre 1809. D'après cette jurisprudence, les fabriques peuvent faire placer des tronc dans les églises pour recevoir les offrandes des fidèles. Ce qui est trouvé dans ces tronc fait parti des revenus de la fabrique; le placement des tronc est réglé de la même manière que les quêtes, c'est-à-dire par l'évêque sur la proposition des marguilliers. Une décision du conseil d'Etat, du 16 mai 1826, statue qu'il n'appartient qu'à l'autorité ecclésiastique et à l'administration, chacune en ce qui la concerne, de se prononcer sur l'établissement et le placement d'un tronc exposé à la piété et à la générosité du public, de même que sur la destination et le produit des offrandes. Les sommes trouvées dans les tronc entrent dans la caisse des fabriques de la même manière et avec les mêmes formalités que l'argent provenant des quêtes.

Ce que nous venons de dire concerne aussi bien les tronc établis pour des confréries et associations pieuses et même pour d'autres objets intéressant la religion, par exemple, pour la Propagation de la foi, le denier de saint Pierre, etc. Ces tronc doivent être autorisés par l'autorité diocésaine et par la fabrique. Mais, une fois autorisés, la fabrique n'a le droit d'encaisser que le produit des tronc destiné à l'église; le produit des tronc destinés aux œuvres extra-paroissiales est envoyé directement à la caisse diocésaine.

L'article 51 du décret du 30 décembre 1809 complète cette jurisprudence en exigeant que les clefs des tronc placés dans les églises (ceux destinés à la paroisse) soient déposées dans l'armoire à trois clefs. C'est au trésorier qu'est dévolu le soin d'ouvrir les tronc; mais le curé et le président du bureau, qui ont, comme le trésorier, une des trois clefs, doivent toujours l'assister dans cette opération.

Ad I^m. Absolument non, *ex dictis*.

Ad II^m Le décret du 12 septembre 1806, § v, et l'art. 75 du décret du 30 décembre 1809 sont les seules dispositions législatives qui règlent tout ce qui a rapport aux quêtes dans les églises. De la combinaison des articles 1 et 2 du premier décret avec l'article 75 du second, il ressort 1^o qu'à l'évêque appartient le droit de régler tout ce qui concerne les quêtes dans les églises de son diocèse, de permettre ou commander celles qu'il juge utiles et d'interdire celles qu'il ne croit pas devoir permettre; 2^o que les marguilliers sont chargés de

veiller à celles qui sont faites pour l'entretien des églises et les frais du culte.

La conséquence est claire et immédiate; le curé ne peut rien de son autorité privée, au point de vue légal. Nos lecteurs comprendront pourtant qu'il ne faut pas pousser à l'extrême les exigences de la légalité. La veille d'une grande fête, ou d'un mois de Marie, ou de toute autre circonstance se justifiant d'elle-même, un curé ferait une quête pour acheter un supplément d'éclairage, pour une décoration d'église ou d'autel etc., que personne n'y pourrait trouver à redire, pas plus l'évêque que la fabrique. Les choses ne doivent pas s'interpréter pharisaïquement.

Mais dans le sens, attribué au cas posé, non, le curé ne peut rien établir de lui-même.

Ad III^m. Même réponse que dans le numéro premier; c'est la fabrique qui administre; mais l'argent recueilli pour l'entretien de la chapelle ne doit servir qu'à la chapelle. Un virement ne serait point permis, à moins que la chapelle ne fût dans la surabondance et l'église chef-lieu dans la pénurie; et alors, il faudrait pour un virement délibérations et autorisations des deux pouvoirs civil et ecclésiastique.

Ad IV^m. D'après toutes les convenances, un conseil municipal saisi officiellement d'une demande de secours, de la part de qui que ce soit, doit répondre officiellement et par écrit au demandeur. Mais aucune loi positive ne l'oblige à répondre. Son silence est assez éloquent. La réponse par affiches est une simple absurdité.

Ad V^m. Si un doute a pu exister autrefois, il a disparu aujourd'hui depuis la dernière loi municipale. Le doute pouvait venir de ce que beaucoup de dépenses du culte incombait aux communes quand les fabriques avaient des revenus insuffisants. Dans ces conditions, on comprenait la nécessité d'un avis ou d'une autorisation du conseil municipal. Mais aujourd'hui que les communes ne sont plus tenues qu'aux grosses réparations des églises et presbytères, et encore, après épuisement de toutes les ressources fabriciennes, on ne voit pas quel principe une municipalité pourrait invoquer pour intervenir dans une question de fenêtres.

D'ailleurs, il s'agit ici d'un embellissement. Or une décision ministérielle de février 1856 porte que lorsqu'il s'agit d'exécuter à une église paroissiale de simples travaux d'entretien, d'appropriation ou d'embellissement, il appartient à la fabrique, qu'elle soit ou non propriétaire de l'édifice, de les faire entreprendre avec la seule autorisation de l'évêque, en vertu des dispositions combinées de la loi du 18 germinal an X et du décret du 30 décembre 1809.

Quand il s'agit, au contraire, des cathédrales ou des églises classées parmi les monuments historiques, il faut l'autorisation du ministre compétent. (*Circul. minist. du 25 juillet 1848.*)

Ad VI^m. D'après les principes de l'Etat, oui, pour la raison que nous avons donnée plus haut,

à savoir, que la commune *doit* ces grosses réparations, quand la fabrique vient à manquer de ressources. En outre, quand les dépenses s'élèvent à un certain chiffre, il faut l'autorisation tantôt du préfet, tantôt du ministre.

POST-SCRIPTUM. — A propos des trones, nous n'avons point parlé de ceux dont le produit est destiné aux pauvres. De ceux-là, les bureaux de bienfaisance ou le droit d'en placer un dans chaque église, sans avoir besoin d'autorisation. Le curé a le même droit pour ses pauvres à lui, et lui seul peut en recueillir le contenu. Ce tronc doit porter une inscription qui indique bien que le produit est destiné à ses pauvres, c'est-à-dire aux indigents secourus par lui directement. (*Nouveau Journal des Conseils de fabriques, tom. III, p. 32.*)

VARIÉTÉS

La Question romaine

DANS LE PRÉSENT ET DANS L'AVENIR

Sous ce titre, c'est un chapitre du livre magistral de Dom Benoît sur *la Cité antichrétienne* que nous allons reproduire.

La question est de majeure importance, puisque, au fond, il s'agit de la liberté de l'enseignement et du ministère de l'Eglise. Elle restera d'une actualité pressante et douloureuse jusqu'au jour de la restauration du Pape dans sa royauté temporelle.

La presse libérale fait en ce moment une nouvelle campagne et un nouvel effort pour faire accepter l'usurpation commencée en 1859 et consommée en 1870 : à l'en croire, la récente allocution de S. S. Léon XIII conviant l'Italie au bienfait de la paix équivalait à une renonciation de la part du Pape, et prépare une réconciliation entre le Vatican et le Quirinal sur le terrain du fait accompli. Un religieux romain, — car l'erreur libérale est un dissolvant qui décompose toute intelligence, même sacerdotale, qu'elle a touchée, — le P. Tosti vient de publier une brochure où il a la prétention de louer et de développer les idées conciliatrices du Pape.

Cette brochure avait à peine paru que Sa Sainteté faisait notifier au P. Tosti sa souveraine désapprobation; et celui-ci manifestait apparemment des sentiments d'entière soumission.

Pourtant la brochure reste, se vend, sert d'occasion et de thème, dans la presse, à une foule d'articles où rivalisent et s'allient l'ignorance et la mauvaise foi. Les éditeurs français ont été invités à publier et répandre une traduction du P. Tosti : traduction qui va en effet paraître si j'en crois une lettre de l'homme d'affaires italien du P. Tosti, lettre où, malgré les démentis officiels, il persiste à affirmer que la brochure répète la pensée et les désirs du Pape.

Dom Benoît a démasqué d'avance ces mensonges, dans son livre où, comme l'a dit M. Lucien Brun, on trouve la réponse à *toutes* les erreurs modernes; et le Bref si explicite que Sa Sainteté Léon XIII vient d'adresser au saint et savant auteur donne une spéciale autorité à la page que nous allons citer :

Depuis bien des années déjà, la révolution est maîtresse de Rome et le Pape prisonnier dans le Vatican. Les gouvernements ont accepté le nouveau royaume d'Italie. Les politiques déclarent que l'unité italienne est à jamais consommée. Les impies battent des mains.

Or, tandis que le plus grand nombre des catholiques restent inébranlablement convaincus de la future restauration du pouvoir temporel, il en est plusieurs dans tous les pays, mais spécialement en Italie, qui se lassent d'attendre. Hommes de peu de foi, ils sont incapables de comprendre les délais de la Providence. Esclaves des intérêts temporels, ils déplorent les effets désastreux de l'état de réserve, de défiance, d'hostilité même qu'ils voient entre la cour romaine et le nouveau gouvernement italien. De temps en temps ils font entendre dans la presse, dans les assemblées, et jusqu'aux oreilles du Vicaire de Jésus-Christ, le mot de *réconciliation*. « Toute l'Europe est contre nous : que sert de résister plus longtemps ? Le pouvoir temporel est perdu sans retour : pourquoi exaspérer les vainqueurs par des protestations inutiles ? » « Les *garanties* données par le gouvernement italien assurent au Pape la plus entière indépendance. Le Souverain Pontife n'a plus ses États, mais il n'a perdu que les soucis de sa couronne : à la place d'une souveraineté territoriale pleine d'embarras, il a une souveraineté personnelle pleine de liberté ; sa personne est aussi *inviolable* qu'auparavant. En prolongeant plus longtemps sa résistance, il donnerait à penser que, s'il allègue les motifs d'ordre spirituel, il est touché seulement des considérations d'ordre temporel. » « L'univers catholique a reconnu que le Pape, sans être souverain, peut être libre ; avant l'expérience, il était plein de défiance pour l'œuvre de l'unité italienne ; maintenant il y est sympathique. Que sert désormais au Pape de garder un air boudeur ? »

Les plus modérés disent : « Si le Pape se montrait disposé à faire des concessions, peut-être recouvrerait-il la souveraineté de Rome et de sa banlieue. Au moins obtiendrait-il celle de la Sardaigne ou de quelque île de la Méditerranée. »

Hélas ! ces dires et d'autres semblables séduisent un trop grand nombre d'hommes pusillanimes. La plaie d'un faux esprit de conciliation tend à envahir une partie des catholiques d'Italie.

En un sens très véritable, on peut faire retomber la responsabilité de l'invasion sacrilège des États de l'Eglise sur les catholiques libéraux de ce pays. Sans doute ils ne sont ni les auteurs ni les exécuteurs de l'attentat ; mais, par leur engouement pour l'unité italienne, leurs déclamations contre les abus du pouvoir pontifical, leur lâcheté à combattre les entreprises de la révolution, et parfois leur indifférence devant les crimes les plus affreux et les plus révoltants, ils ont inspiré à une poignée de sectaires l'audace de tout entreprendre et leur ont donné la force de tout accomplir.

Aujourd'hui, ce sont les complicités des catholiques libéraux qui donnent de la duré à l'œuvre révolutionnaire. Sans leur timidité et leurs concessions, sans leur déplorable facilité à nouer des relations et des alliances avec les usurpa-

teurs, l'édifice de l'unité italienne serait en ruines ; par l'effet de leur lâcheté, il se maintient, malgré le discrédit croissant de ses auteurs, malgré l'augmentation des impôts et de la misère, malgré les aspirations contraires des vrais catholiques. La révolution s'appuie sur eux pour briser tout ce qui résiste et continuer sa marche *progressive*.

Pourtant la captivité du Vicaire de Jésus-Christ aura un terme, et Rome, délivrée de ses envahisseurs sera rendue au paternel empire de son Pontife.

Voici les raisons de nos espérances.

« Dieu voulut, dit Bossuet, que l'Eglise romaine, la mère commune de tous les royaumes, ne fût dépendante d'aucun royaume dans le temporel, et que le Siège où tous les fidèles devaient garder l'unité de la foi, fût mis au-dessus des partialités que les divers intérêts et les jalousies d'État pourraient causer. L'Eglise, indépendante dans son chef de toutes les puissances temporelles, se voit en état d'exercer plus librement pour le bien commun et sous la protection des rois chrétiens, cette puissance céleste de régir les âmes, et, tenant en main la balance droite au milieu de tant d'empires souvent ennemis, elle entretient l'unité dans le corps, tantôt par d'inflexibles décrets et tantôt par de sages tempéraments. »

Le principat civil du Pontife romain n'a pas, il est vrai, la même origine que le pouvoir des clefs ; mais il est, dans l'état présent des nations, absolument nécessaire à l'exercice libre de la puissance spirituelle. On ne peut sacrifier l'un sans compromettre l'autre. Le Pape ne peut cesser d'être souverain, sans se voir entravé dans le gouvernement spirituel des consciences. S'il descend de son trône, il sera bientôt forcé de s'enfuir ou de rentrer dans les Catacombes. « *Jamais assurément, non jamais,* » s'écriait Pie IX en face de l'univers, « *le Pontife romain n'est et ne sera pleinement libre dans l'exercice de sa charge tant qu'il sera soumis à des dominateurs dans sa capitale. Il n'y a pour lui d'autre destinée possible à Rome que celle d'être ou SOUVERAIN OU CAPTIF* ¹. » « *Comme l'Eglise catholique,* » enseigne le même Pontife, « *fondée et établie par le Christ Notre-Seigneur pour procurer le salut éternel des âmes, a reçu en vertu de son institution divine, la forme d'une société parfaite, il lui appartient de jouir d'une liberté telle que, dans l'accomplissement de son ministère sacré, elle ne soit soumise à aucun pouvoir civil. Or, pour agir avec toute la liberté convenable, elle avait besoin des secours que la condition et la nécessité des temps exigeaient. C'est pourquoi par un dessein tout à fait particulier de la divine Providence, lorsque l'Empire romain tomba et fut partagé en plusieurs*

¹ Alloc. consist. 12 mart. 1877.

royaumes, le Pontife romain, établi par Jésus-Christ chef et centre de toute son Eglise, fut investi du principat civil. Par là, Dieu lui-même pourvut très sagement à ce qu'au milieu d'une si grande multitude et variété de princes temporels, le Souverain Pontife jouit de cette liberté politique qui est si nécessaire pour qu'il puisse exercer sans empêchement par toute la terre sa puissance spirituelle ¹. »

« Tous savent, » dit encore le grand Pape, « que c'est par un dessein particulier de la divine Providence qu'au milieu d'une si grande multitude de princes séculiers, l'Eglise romaine s'est trouvée en possession d'une souveraineté temporelle absolument indépendante : afin que le Pontife romain, pasteur suprême de l'Eglise universelle, ne fût sujet d'aucun prince, et par là pût exercer dans tout l'univers, avec une pleine liberté, la souveraine puissance de paître et de régir l'Eglise universelle, et en même temps accroître plus facilement chaque jour la religion chrétienne, subvenir aux divers besoins des fidèles, donner les secours opportuns à tous ceux qui recourent à lui, et faire tout le bien que la nature des choses et les circonstances des temps peuvent lui suggérer pour le plus grand profit de toute la république chrétienne ². »

« Nous reconnaissons, » répondaient au noble Pontife les évêques du monde entier, « que la souveraineté temporelle du Saint-Siège est une nécessité, et qu'elle a été établie par un dessein manifeste de la Providence divine. Nous n'hésitons pas à déclarer que, dans l'état présent des choses humaines, cette souveraineté temporelle est absolument requise pour le bien de l'Eglise et pour le libre gouvernement des âmes. Oui, assurément il fallait que le Pontife romain, chef de toute l'Eglise ne fût ni le sujet, ni même l'hôte d'aucun prince, mais qu'assis sur son trône et maître dans son domaine et son propre royaume, il ne reconnût de droit que le sien, et pût, dans une noble, paisible et douce liberté, protéger la foi catholique, défendre, régir, et gouverner toute la république chrétienne ³. »

Ces solennelles déclarations indiquent l'auteur, la fin et la nécessité du pouvoir temporel ⁴.

L'auteur est Dieu lui-même, qui l'a établi, non sans doute par une révélation immédiate, comme le pouvoir des clefs, mais par une action providentielle très spéciale. La fin est l'indépendance et la liberté du Pontife romain dans l'exercice de sa puissance spirituelle. La nécessité est absolue dans l'état présent des sociétés humaines; car sans lui le Pape ne peut remplir librement les devoirs de sa charge.

De ce que le principat civil est, dans les conditions actuelles, absolument nécessaire à l'exercice du pouvoir des clefs, on peut en déduire les trois conséquences suivantes.

1^o Le principat civil a un caractère sacré.

« Le principat de l'Eglise romaine, » dit Pie IX, « quoique temporel de sa nature, revêt cependant un caractère spirituel à raison de sa destination sacrée et de son étroite union avec les plus grands intérêts de la religion chrétienne ¹. » « Ce pouvoir temporel, » répète Léon XIII, « revêt un certain caractère sacré d'ordre particulier, qui n'est commun à aucun Etat, en ce qu'il constitue pour le Siège apostolique une garantie d'indépendance et de stabilité dans l'exercice de son auguste et suprême ministère ². »

2^o L'usurpation ou la détention du patrimoine de saint Pierre est un sacrilège. « Nous savons bien, » disait Bossuet, « que les Pontifes romains et l'ordre sacerdotal ont reçu de la concession des rois et possèdent légitimement des biens, des droits, des principautés, comme en possèdent les autres hommes, à très bon droit. Nous savons que ces possessions, en tant que dédiées à Dieu, doivent être sacrées, et qu'on ne peut, sans commettre un sacrilège, les envahir, les ravir et les donner à des séculiers ³. »

3^o Le Pape ne peut, à aucun titre ni sous aucun prétexte, céder les Etats de l'Eglise. Aussi écoutez le magnanime Pie IX après l'envahissement de sa capitale par les armées de Victor-Emmanuel : « Nous protestons en face de Dieu et de l'univers catholique que nous nous trouvons dans une captivité qui ne nous permet plus d'exercer sûrement, aisément et librement notre suprême autorité pastorale. Et, nous souvenant de cet avertissement de l'Apôtre ⁴ : « Quelle communion peut-il y avoir entre la justice et « l'iniquité? Quelle société entre la lumière et « les ténèbres? Quelle convention entre Jésus-Christ et Bélial? » nous déclarons hautement que, fidèle au devoir de notre charge et au serment solennel que nous avons prêté, nous ne consentons ni ne consentirons jamais à aucune concession qui détruise et amoindrisse en quelque manière nos droits, c'est-à-dire les droits de Dieu et du Saint-Siège; nous professons que prêt, avec le secours de la grâce divine, à boire à notre âge jusqu'à la lie, pour l'Eglise de Jésus-Christ, le calice qu'il a daigné boire lui-même le premier pour elle, nous ne commettrons jamais la faute d'adhérer et de souscrire aux demandes injustes qui nous sont faites. Car, ainsi que le disait notre prédécesseur Pie VII ⁵, « faire violence à ce souverain empire du

¹ Litt. Apost. 26 mart. 1860.

² Alloc. consist.

³ Adresse des évêques réunis à Rome pour la canonisation des martyrs du Japon, 9 juin 1862.

⁴ Acta Conc. Vat. Schema de Ecclesia, p. 156.

¹ Litt. apost. CUM CATHOLICA, 26 mart. 1860.

² Alloc. consist. 24 aug. 1884.

³ Defensio Declarationis, lib. I. sect. x, c. xvi.

⁴ II Cor. vi, 14, 15.

⁵ Alloc. 16 mart. 1808.

« Siège apostolique, séparer sa puissance temporelle de sa puissance spirituelle, désunir la charge du pasteur et celle du prince, ce n'est pas autre chose que ruiner l'œuvre de Dieu¹. » « En ce jour, devant cette auguste assemblée, » dit à son tour Léon XIII aux cardinaux réunis, « nous réprouvons et nous condamnons de nouveau tout ce qui a été fait au détriment du Saint-Siège, et de nouveau nous déclarons que nous voulons maintenir tous ses droits dans leur intégrité à jamais. »² « Nous pourrions bien subir la situation présente; mais tant qu'elle dure, ni nous ni aucun de nos successeurs ne pourra jamais, au prix de n'importe quel sacrifice, l'accepter et la contresigner³. »

(A suivre).

COURRIER DE L'UTILE

LES ORAGES ET LA FOUDRE

Nous sommes en pleine saison des orages. Aussi n'est-il peut-être pas inutile de rappeler en ce moment quelques conseils de prudence qui ont leur importance.

Dans les maisons, il faut s'éloigner des masses conductrices comme des objets en métal, se tenir, autant que possible, à distance des cheminées. Au milieu d'une pièce, on est beaucoup moins exposé que dans les coins. Au moment où l'orage commence, évitez surtout les courants d'air; tenez les portes et les fenêtres fermées.

Au dehors, il faut se garder de s'abriter auprès des édifices élevés, auprès des meules de paille et de fourrage : on sait que la paille est si bonne conductrice de l'électricité qu'en certains pays on n'en connaît qu'une seule construction de paratonnerre, et les résultats prouvent qu'on a raison : une longue perche plantée à une certaine distance des habitations, et au sommet de laquelle on attache, de telle façon qu'elle flotte en liberté, une forte poignée de longue paille; mais ce qu'il y a de plus dangereux, et c'est malheureusement un procédé aussi commode qu'usité, c'est de chercher un abri sous les arbres. Ces derniers sont tout particulièrement exposés à être frappés de la foudre; surtout les arbres au feuillage touffu, ceux dont les racines plongent fort avant dans la terre.

Au cas où, surpris en rase campagne par un violent orage, on aime mieux se mettre à l'abri sous un arbre que d'être exposé longtemps sous une pluie torrentielle, il faut se tenir aussi éloigné que possible du tronc de l'arbre, se placer, si l'on peut, à une distance du pied de l'arbre, égale à sa hauteur.

Lorsque, malgré les précautions prises, un indi-

vidu est frappé de la foudre et tué, son corps acquiert immédiatement une raideur qui annonce la mort.

Si la personne frappée n'est pas tuée, il se produit en elle, après le premier moment de paralysie, causée autant par la stupeur que par l'électricité, une vive sensation de froid, qu'il faut aussitôt combattre par une friction vigoureuse. Cet état d'engourdissement est, en général, de très courte durée, car la foudre tue sur le coup ou laisse presque absolument indemne.

On a rarement vu une personne rester dans un état d'infirmité quelconque à la suite d'un coup de foudre.

..

COMMENT ON PEUT ÉLOIGNER DES PLANTES LES ALTISES ET LES ESCARGOTS

On me demande comment on peut éloigner, de la vigne surtout qu'ils ravagent, les altises et les escargots ?

Voici la recette que M. Millardet signale dans la *Feuille Vinicole de la Gironde* :

« Saupoudrer les ceps ou les treilles de sulfostéatite cuprique.

« Des applications faites sur une grande échelle et en plusieurs points différents, par M. d'Andoque de Sériège, propriétaire de l'Aude, auraient montré que cette poudre met l'altise en fuite et pour longtemps, puisque, après un intervalle de huit jours, elle n'avait pas encore reparu.

« Quant à l'action de la même poudre sur les escargots, ajoute M. Millardet, j'ai pu m'assurer qu'elle est bien réelle. A la suite d'une des pluies de ces derniers jours, je fis, dans mon jardin, une application à faible dose de cette poudre sur quelques vignes qui étaient chargées de ces animaux, gros et petits. Le lendemain, il n'y en avait plus un seul sur le feuillage : la plupart avaient disparu; quelques-uns seulement se retrouvaient

L'œil morne et la tête baissée

sur les échalas. Je dois ajouter cependant que, deux jours après, à la suite d'une forte pluie qui avait lavé les feuilles, je retrouvai la plupart de mes convives sur la plante et en fort bon appétit.

« Il me semble qu'une application de cette poudre le long des chemins, des haies et des fossés, qui servent de retraite à l'altise comme à l'escargot, pourrait être un moyen commode et peu coûteux d'éloigner cette redoutable engeance. »

La sulfostéatite cuprique est un mélange de sulfate de cuivre et de stéatite ou silicate de magnésie. C'est sans doute la couperose qui éloigne ou détruit les altises et les escargots, et il est probable qu'on obtiendrait de bons résultats dans les vignes avec les autres poudres à base de sulfate de cuivre proposées pour combattre le mildiou.

..

CONTRE LES INVASIONS DE FOURMIS

Les fourmis, cette année et en cette saison, sont

¹ *Encyc.* RESPICIENTES, 1. nov. 1870.

² *Alloc. consist.* 24 aug. 1884.

³ *Alloc. ad Sac. Colleg.* 3 mart. 1885.

abondantes, encombrantes et ravageuses, et c'est par phalanges serrées que le petit hyménoptère se présente, pour prendre d'assaut nos habitations, nos jardins, nos vergers, et y causer ses dépradations.

Des moyens variés de destruction ont été indiqués ici même; celui qui suit par son efficacité certaine, permettra de porter un prompt remède au mal.

Il y a peu de maisons où l'on n'ait ou ne puisse se procurer, à peu près instantanément, du miel, du sirop de sucre ou de la mélasse. — De l'une ou de l'autre de ces substances, on enduit des feuilles de papier en nombre convenable. Ces feuilles sont placées dans le voisinage des fourmis; attirées par l'appât, celles-ci s'y réunissent en quantité : on choisit ce moment pour enlever les papiers et les brûler, — si on ne préfère les jeter, à mesure, dans un baquet plein d'eau sur laquelle on a eu le soin de verser une cuillerée d'huile, pour empêcher les insectes de se sauver.

Avec quelques précautions, pas un seul n'échappera.

LE CAFÉ NON TORRÉFIÉ

Le café, soit qu'on le prenne de la façon ordinaire, soit qu'on le mélange en proportion de un ou deux litres par dix litres d'eau, est une des boissons les plus désaltérantes et les plus torrifiantes en temps de grandes chaleurs, au temps actuel par conséquent. Mais il est des personnes, — rares sans doute, — qui ne peuvent supporter les effets du café en infusion, préparé et pris dans les conditions ordinaires.

Le café non torréfié, en ce cas, y peut être substitué avec grand avantage.

Moulu ou non, on en met une cuillerée à bouche par quantité d'eau représentant une tasse, et l'on fait bouillir pendant cinq minutes. On laisse reposer; puis on décante, ou l'on filtre au besoin.

Cette liqueur est bue chaude, sucrée à volonté. — Elle exhale une odeur douce; son goût est agréable. Elle fortifie l'estomac et dégage sensiblement la tête, quand on est sujet aux migraines ou lourdeurs de cerveau.

On peut tirer deux ou trois décoctions consécutives des mêmes graines.

LIMONADE VINEUSE

Boisson rafraîchissante et très tonique, — indiquée tout aussi bien pour des convalescents que pour des personnes, en parfait état de santé, qui ne chercheraient qu'à étancher leur soif d'une manière agréable : c'est le moment.

On frotte 500 grammes de sucre sur l'écorce de deux citrons, comme si l'on râpait ces derniers.

Le sucré, ainsi imprégné d'essence et de jus d'hespéridée, est versé dans un vase de porcelaine, — avec une quantité suffisante d'eau chaude pour le faire fondre,

On a de la sorte un parfumé. On y joint 2 litres de bon vin rouge, — ou blanc, si mieux on aime, — et l'on passe le mélange à la chausse.

On n'a pas de peine à comprendre que ce breuvage ne peut qu'être excellent.

L'HUILE DE LYS

Le mélange de cette huile aux cataplasmes émollients et maturatifs et son emploi comme remède efficace contre les brûlures sont, en certains pays, de pratique courante dans la médecine populaire.

Les lys sont en fleur, ou le seront bientôt partout. C'est donc le moment de s'occuper de cette préparation.

Elle se fait en recueillant et mondant soigneusement les pétales de lys, dont on remplit un petit bocal et sur lesquels on verse, — à concurrence du vide restant, — soit de la bonne huile d'olives, soit de l'huile d'amandes douces.

On laisse infuser deux ou trois jours; puis on passe sur un linge, en exprimant, où l'on égoutte l'huile sur un tamis.

L'opération est répétée, au besoin, — avec de nouveaux pétales frais, — jusqu'à ce que l'huile ait suffisamment pris l'odeur suave de la fleur.

EMPLOI DE LA CHÉLIDOINE CONTRE LES VERRUES

La chélidoine commune (vulgairement connue sous le nom d'« éclaire », « grande éclaire », — actuellement en pleine végétation, — est excellente contre les verrues.

Certaines personnes ne savent comment l'employer.

On en casse une partie quelconque de tige verte : il s'en écoule un suc assez abondant. — Ce suc est appliqué sur les verrues. Peu à peu il corrode la peau, — la teignant en jaune, comme ferait l'acide azotique.

Les applications sont répétées une ou deux fois tous les jours. Les verrues finissent bientôt par disparaître, sans laisser de traces.

Quelquefois, ces applications déterminent un commencement d'inflammation; en ce cas, on les suspend; — et l'on enduit d'huile d'olives les points douloureux.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 20 julii 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALOYNI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LE 10^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
L'INDISSOLUBILITÉ DU MARIAGE

Quod Deus conjunxit homo
non separet. (Math., XIX, 6.)

En ces derniers temps il s'est fait dans notre chère patrie une grande agitation relativement au sacrement de mariage. De nombreux discours furent prononcés pour et contre l'indissolubilité du lien conjugal ; et finalement le divorce a été légalement institué. Qui donc demandait le divorce ? Est-ce le peuple ? Sont-ce les populations de nos campagnes ? Non, répondrai-je avec un célèbre orateur-député¹, le divorce leur fait horreur. Ce n'est pas non plus l'ouvrier de nos villes, car l'ouvrier de nos villes entend maintenir à son foyer domestique, si modeste, si pauvre soit-il, l'honneur de sa femme et de ses enfants. Le divorce est un luxe aristocratique qu'il ne songe pas à se procurer. Qui donc le demandait ? Quelques femmes écervelées, quelques romanciers qui se font un jeu des mœurs et des lois, des ennemis déclarés de l'ordre social et de l'ordre chrétien, tout appuyé sur une poignée d'Israélites. Ainsi l'usurpation arrivait à son couronnement ; le pouvoir séculier qui s'était arrogé le droit de faire les mariages, prenait celui de les défaire. Cependant la vérité demeure ; et le mariage, aujourd'hui comme dans le passé, est indissoluble. *Quod Deus conjunxit homo non separet*. C'est le devoir de ma charge de vous le démontrer, afin que, vos convictions étant afferemies sur ce point important, vous ne vous laissiez point séduire par des sophismes plus ou moins fallacieux.

I

Le mariage ne peut pas être rompu par aucune autorité humaine ; les conjoints ne peuvent pas, par un mutuel consentement, résilier le contrat sacré qu'ils ont formé en se donnant librement l'un à l'autre ; l'autorité du plus invincible guerrier n'a point le pouvoir de trancher le nœud du lien matrimonial. Le lien du mariage est indissoluble comme l'union qui règne entre les trois personnes de l'auguste Trinité, comme l'union de Jésus-Christ avec son Eglise. De tous les liens terrestres, dit Corneille de la Pierre, le plus étroit et le plus inviolable est celui du mariage. Voilà pourquoi Dieu fit Ève d'une côte d'Adam, signifiant par là que l'homme et la femme sont moins deux qu'un, qu'ils sont indivisibles et inséparables. Comme une même chair ne peut être divisée et demeurer une, de même l'époux ne peut pas être séparé de l'épouse, puisqu'il est une même chair avec elle ; et cette unité de la chair n'est que l'image de l'unité d'affection et de volonté qui doit régner entre eux. De là ce mot de Pythagore :

Dans un bon mariage, il n'y a qu'une âme dans deux corps¹.

C'est là une vérité de foi qui rayonne de la lumière la plus éclatante.

I. Un jour les Pharisiens s'approchèrent de Jésus pour le tenter. Ils lui demandèrent s'il était permis à l'homme de renvoyer son épouse pour quelque cause que ce fût. Jésus leur répondit : « N'avez-vous pas lu que Celui qui créa l'homme à l'origine fit l'homme et la femme et leur dit : L'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à sa femme, et ils seront deux dans une seule chair. Que l'homme donc ne s'épare parce que Dieu a uni. » Les Pharisiens poursuivent : « Pourquoi Moïse a-t-il ordonné de donner un acte de répudiation et de renvoyer ainsi sa femme ? » Jésus répond : « C'est à cause de la dureté de votre cœur ; mais il n'en fut pas ainsi dès le commencement. » (Mat., XIX, 3-9.). Et à ses disciples, il dit encore : « Quiconque renvoie sa femme et en épouse une autre, commet un adultère ; et quiconque épouse une femme renvoyée par son mari commet également un adultère. » (Luc, XVI, 18.)

S. Paul faisant écho à la parole du Maître et l'expliquant, s'exprime ainsi dans sa première épître aux Corinthiens : « Quant à ceux qui sont mariés, ce n'est point moi, mais le Seigneur qui leur a fait ce commandement : Que la femme ne se sépare point de son mari. Si elle se sépare, qu'elle demeure sans mari ou qu'elle se réconcilie avec le sien. La femme mariée est liée par la loi à son mari aussi longtemps qu'il est en vie ; mais lorsqu'il est mort elle est dégagée de la loi conjugale. » Par ces remarquables paroles, l'Apôtre enseigne deux choses, savoir : premièrement qu'il est certaines causes qui peuvent légitimer la séparation de corps ; mais secondement que la mort seule peut briser le lien conjugal. En conséquence les époux, si séparés qu'on les suppose, ne peuvent jamais, du vivant de leur conjoint, s'engager dans un nouveau mariage. Ils sont liés l'un à l'autre jusqu'au trépas de l'un ou de l'autre.

II. Ne vous étonnez pas si la tradition catholique, appuyée sur Jésus-Christ et les apôtres, est unanime pour proclamer l'indissolubilité du mariage. Il est impossible d'en rapporter les innombrables témoignages. Le Concile de trente, juge et interprète de l'Écriture et de la tradition, a donc eu raison d'appeler les anathèmes de Dieu et de l'Eglise sur ceux qui nient cette doctrine si claire. Rien, aux termes du Concile, ne peut excuser la rupture : ni l'hérésie, ni le scandale, ni l'absence. Qu'il soit anathème, dit-il encore, celui qui prétend que l'Eglise se trompe en enjoignant, comme elle l'a toujours fait, suivant la doctrine de l'Evangile et des Apôtres, que le lien du mariage ne peut être rompu à cause de l'adultère d'un des époux ; que ni l'un ni l'autre, pas même la partie innocente, ne peut du vivant de l'autre conjoint, contracter un mariage ; et que le mari

¹ Mgr Freppel. Discours à la Chambre des députés, séance du 19 juillet 1886.

¹ Comment. in Gen.

ou la femme qui, après avoir renvoyé son conjoint coupable d'adultère, en épouse un autre, commet lui-même un adultère. (Sess. xxiv.)

III. Au reste, le mariage est un sacrement, et personne au monde, pas même l'Eglise, ne peut rien changer aux conditions essentielles d'un sacrement. Donc quand un mariage a été valablement contracté, rien ne peut l'invalider; son existence, que la nature même rend infrangible, est encore affirmée par l'intervention immédiate de l'auteur des sacrements, Notre-Seigneur Jésus-Christ. Et puis quels merveilleux effets cette indissolubilité ne procure-t-elle pas à la famille et à la société ! Les mariages sont mieux assortis : on sait que l'on s'engage pour la vie, on ne contracte donc pas à la légère ; — des liens d'amitié intimes, forts et durables, sont établis entre les diverses fractions de la société ; — la vie commune entre les époux est plus patiente, plus condescendante, plus dévouée ; — la femme garde la place qu'elle doit occuper au foyer domestique, compagne et non esclave de l'homme ; — les enfants sont aimés, élevés et formés au respect et à l'affection de tout ce qui est grand et aimable ; — les unions sont plus nombreuses et plus fécondes pour l'honneur et le soutien de l'Eglise et de l'Etat ; — le lien conjugal, au lieu d'être une chaîne de fer, grâce à la bonne volonté des conjoints et au secours d'en haut, devient une *chaîne d'or*.

IV. Voilà pourquoi l'Eglise a toujours eu tant à cœur de sauvegarder par tous les moyens l'indissolubilité du mariage. Elle a lutté contre l'empire romain, qui, comme le disait Martial, avait organisé l'adultère à la faveur du divorce ; contre les Césars de Byzance ; contre les barbares impatients de tout frein ; contre le despotisme des princes de la féodalité ; contre le dévergondage de l'esprit moderne. Un prince puissant nommé Henri VIII, esclave des tyrannies de la chair, renvoie son épouse légitime. Il contracte un second mariage adultère du vivant de sa première épouse ; il s'adresse à Rome pour obtenir la légitimation de ce scandale ; il prie, il supplie. La situation est grave : le monarque est sous le joug de la passion, il est puissant, il est terrible et menaçant ; un grand royaume, en cas de refus, va se retrancher de l'Eglise. Que fera le Pape ? La constitution chrétienne de la famille est chose si sacrée, l'indissolubilité du mariage est un principe si fondamental pour l'ordre social, que malgré la perspective certaine d'un schisme, d'une persécution sanglante, le Pape répond comme aux premiers persécuteurs : *Non possumus*, nous ne pouvons pas accéder à vos désirs, parce que la loi du Christ n'admet point d'exception, parce que l'indissolubilité du mariage est la base de la famille et de la civilisation, parce qu'il est préférable qu'un royaume périsse plutôt que l'univers entier, *non possumus* ! Et ce que l'Eglise a fait contre Henri VIII d'Angleterre, elle l'avait déjà fait contre Philippe I^{er}, roi de France ; contre Alphonse de Léon et Philippe II, roi de France ; elle le fit encore contre Napoléon I^{er},

enorgueilli par son étonnante fortune et la grandeur de son empire. Pourquoi cette inébranlable fermeté ? Parce que Dieu a dit à l'Eglise et l'a chargée de répéter à tous les siècles que le mariage est indissoluble ; qu'ici-bas nulle autorité ne peut séparer ce que Dieu lui-même a uni, *quod Deus conjunxit homo non separet* !

II

Une loi a été divinement établie dès le principe, dit le Souverain-Pontife Léon XIII, suivant laquelle toutes les institutions qui émanent de Dieu et de la nature sont d'autant plus utiles et salutaires qu'elles restent plus immuablement dans l'intégrité de leur état primitif ; car Dieu, créateur de toutes choses, a bien su ce qui convenait à l'établissement et à la conservation de chacune d'elles, et il les a ordonnées toutes par son intelligence et par sa volonté, de telle sorte que chacune pût atteindre convenablement son but. Mais si la témérité ou la malice des hommes veut changer et troubler cet ordre admirable de la Providence, alors les institutions les plus sagement et les plus exactement établies commencent à devenir nuisibles ou cessent d'être utiles, soit que, par suite du changement qu'elles ont subi, elles aient perdu leur efficacité pour le bien, soit que Dieu lui-même ait préféré punir ainsi l'orgueil et l'audace des mortels.

Ce principe reçoit sa pleine application par rapport au mariage. Dès là qu'on touche à son indissolubilité par le divorce, les ruines s'amoncellent les unes sur les autres ; et ces désastres sont une nouvelle preuve de la nécessité de ne point séparer ce que Dieu a uni, ils confirment ce que proclament à la fois le droit naturel, le droit divin positif et le droit ecclésiastique. *Quod Deus conjunxit homo non separet* !

« A peine pourrait-on énumérer les maux si grands dont le divorce est la source. Le lien conjugal perdant son immutabilité, attendez-vous à voir la bienveillance et l'affection détruites entre les époux ; un encouragement donné à l'infidélité ; la protection et l'éducation des enfants rendues plus difficiles ; des germes de discorde semés entre les familles ; la dignité de la femme méconnue ; le danger pour elle de se voir délaissée après avoir servi d'instrument aux passions de l'homme. Et parce que rien ne perd les familles et ne détruit les royaumes les plus puissants comme la corruption des mœurs, on voit facilement que le divorce, qui ne naît d'ailleurs que des mœurs dépravées des peuples, est l'ennemi le plus redoutable des familles et des Etats, et qu'il ouvre la porte, l'expérience l'atteste, aux habitudes les plus vicieuses, et dans la vie privée et dans la vie publique. »

Dans ces paroles magistrales du docteur infailible qui gouverne l'Eglise, nous trouvons admirablement résumées les ruines que le divorce entasse partout où il règne.

Le divorce ruine les familles : la peur de voir

bientôt brisée une union précaire pour un motif que la passion ou l'inconstance ont vite trouvé, empêchent bien des mariages. La pensée que le contrat que l'on conclut est résiliable à volonté, frappe souvent de stérilité le foyer conjugal, d'où fuit la vertu et où règne la volupté. La perspective qu'on pourra se débarrasser de liens fragiles fait disparaître toute contrainte, et les époux ne font aucun effort pour réformer leur caractère, corriger leur humeur, pratiquer le dévouement, la générosité, le support mutuel.

Le divorce ruine les *bonnes mœurs*. Sans l'indissolubilité, qu'est-ce que le mariage ? C'est un concubinage honteux, quoique légal ; c'est l'introduction de la plaie de la polygamie ; c'est la liberté donnée à toutes les mauvaises passions ; c'est la provocation à la cruauté, aux dissensions, aux sévices, à la volupté, pour obtenir devant la loi un cas de résiliation.

Le divorce ruine la *dignité de la femme* et de la mère qui, séparée de son époux, privée de ses meilleurs biens, des charmes de son honneur et de sa beauté, flétrie, et pouvant à peine retrouver l'intégrité de sa dot, perd le lustre de sa considération et tombe au-dessous du misérable état où la femme gémissait sous le paganisme.

Le divorce ruine cruellement *l'éducation des enfants*. Ils n'auront plus le plein amour de leurs parents, ils n'auront pas des exemples à imiter sans arrière-pensée. A qui appartiendront-ils ? au père ? Alors ils seront dans la triste nécessité de se passer des caresses de leur mère, alors il leur faudra mépriser, haïr leur mère ! Quelle horreur ! Seront-ils recueillis par leur mère ? Mais aura-t-elle les moyens, l'autorité, l'amour pour les élever ? Leur nom ne lui rappellera-t-elle pas un nom honni ? Et si les conjoints contractent un second mariage, comment les enfants seront-ils traités par un beau-père, par une belle-mère ?

Le divorce, c'est la ruine de la *société*, parce que c'est un principe de dépopulation, parce que c'est la corruption des bonnes mœurs, parce que c'est un ferment permanent et se multipliant sans cesse de division entre les familles qui s'irritent des répudiations d'un de leur membre, et ne respirent que vengeance. Les sociétés païennes, la société juive elle-même, au temps de Notre-Seigneur, les sociétés chrétiennes, qui oublient la loi de l'indissolubilité, sont un exemple de la dérépitude dont le divorce est le principe.

Le divorce, c'est la ruine d'une *des gloires les plus pures de notre patrie*. Ici je laisse la parole à l'illustre prélat qui a si bien plaidé, quoique inutilement, la cause de l'indissolubilité du mariage à l'une des tribunes parlementaires de notre pays¹. La France, disait-il, d'accord avec l'Eglise, avait su garder intact dans tout le cours de son histoire, jusqu'au 20 septembre 1792, et de-

puis 1816 jusqu'à nos jours, le principe de l'indissolubilité conjugale. Avec le sentiment de l'honneur, de la fidélité, de la générosité, de la délicatesse morale qui le distinguent à un si haut degré, ce pays avait admirablement compris que la polygamie successive, moins sans doute que la polygamie simultanée, mais enfin que la polygamie successive, elle aussi, est une déchéance de l'idée morale. Il avait compris qu'en dehors de l'union indissoluble il n'y a ni dignité pour les époux, ni éducation pour les enfants, ni discipline pour la société. Ce pays avait compris que la faculté de rompre l'engagement conjugal est une prime d'encouragement au désordre, à la violation de la foi jurée, aux instincts les plus bas et les plus égoïstes de la nature humaine. Ce pays avait compris que le divorce est un piège tendu à la plus faible des deux créatures unies par le mariage, et qu'à l'égard des enfants, il est de la part des parents une injustice et un abus scandaleux de la force.

Voilà ce que ce noble et généreux pays avait admirablement compris ; et c'est pour n'avoir jamais séparé du mariage l'idée d'un dévouement à toute épreuve et d'un sacrifice perpétuel, qu'il s'était maintenu à la tête de la civilisation. Les nations protestantes avaient bien pu céder sur ce point capital, sous l'influence d'une doctrine personnifiée au début dans la personne d'Henri VIII d'Angleterre et du landgrave Philippe de Hesse ; mais c'était l'honneur de la France de n'avoir pas consenti à cet abaissement de l'idée du devoir devant la passion coupable, et de s'être refusée à faire du mariage un marché à terme que l'intérêt et le caprice pourraient résilier à leur gré.

Hélas ! le divorce est légalement rétabli dans notre pays. Puisse-t-il rester lettre morte, c'est le vœu de tous les vrais chrétiens et de tous les vrais patriotes ! Sans doute la loi de l'indissolubilité du mariage offre des inconvénients en des cas particuliers, mais depuis quand abroge-t-on la loi qui est un progrès pour la société quand elle présente quelques inconvénients pour quelques individus ? Du reste l'Eglise même permet la séparation de corps quand la vie commune offre de trop grands inconvénients. Rappelez-vous donc, chrétiens, que tant que vivent les époux, le mariage demeure quant à son essence, c'est-à-dire quant au lien matrimonial, et qu'un second mariage contracté est une union sacrilège, adultère. Rappelez-vous que personne au monde n'a le droit de demander à la puissance séculière l'annulation d'un mariage certainement valide devant l'Eglise. Rappelez-vous qu'aucun magistrat séculier n'a le pouvoir de prononcer la nullité d'un mariage valide devant l'Eglise, ni de procéder à la célébration d'un second mariage, les conjoints du premier mariage étant vivants. Ces vérités si claires autrefois, obscurcies aujourd'hui par l'esprit de secte, ont besoin d'être popularisées de nouveau. *Quod Deus conjunxit homo non separet !* Conservez intactes ces doctrines fondamentales, ne permettez pas à la mauvaise foi ou à l'ignorance de les

¹ Discours du 19 juillet 1884. — La librairie Palmé publie en volumes les discours parlementaires de Monseigneur Freppel.

entamer dans vos esprits, il y va d'un trop grand intérêt pour les individus et les sociétés, pour le temps et l'éternité !

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Doit-on, pendant le temps de la Passion, voiler la croix de l'autel où la messe est dite ? Si on doit le faire, ne faut-il point exposer une autre croix, afin que le prêtre ait sous les yeux l'image du Crucifix ?

R. — On doit voiler aussi la croix de l'autel où on dit la messe, car la rubrique ne fait aucune exception.

Le célébrant n'en est pas moins obligé de suivre la rubrique qui lui commande de diriger les yeux vers la croix. Cette vue de la croix ainsi voilée ne peut que le toucher profondément ; elle lui rappelle comment la divinité a été cachée et voilée en Notre-Seigneur Jésus-Christ pendant sa Passion ; et comment aussi ce divin Sauveur se cacha, et sortit du temple, circonstance que la sainte liturgie raconte dans l'Evangile du dimanche de la Passion : « Jesus autem abscondit se, et exivit de templo. »

Q. — Auriez-vous l'obligeance de me dire si le dimanche de Quasimodo nous ne devions pas, dans l'office du dimanche, faire mémoire du saint Pape Anicet, non-seulement aux 1^{res} Vêpres et à Laudes, mais aussi à *Matines par la lecture de la 9^e leçon* (légende du saint martyr) ? Si non, pour quel motif ? La rubrique générale IX^e n^o 10 prescrit la 9^e leçon et ne fait aucune exception pour le dimanche en question.

R. — On devait dire la neuvième leçon de saint Anicet le dimanche *in Albis*, parce que ce dimanche n'a pas de neuvième répons, mais le *Te Deum*. Du reste cette question a été tranchée par la S. Congrégation des Rites pour l'année 1735, où la fête de S. Anicet tombait également le dimanche *in Albis*.

« An in Dominica In Albis lectio legatur de simplici festo occurrente, ut hoc anno 1735 de S. Aniceto ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Affirmative. » (5 mai 1736, n. 4044, ad tit. xxvi, dubium 7.)

Q. — 1^o Un chanoine titulaire conserve-t-il encore son titre lors même que par suite de division d'un diocèse il passe sous la juridiction d'un nouvel évêque, l'ancien évêque tenant à le garder, au moins comme chanoine honoraire de sa cathédrale ? Si oui, peut-il continuer à porter l'anneau ?

2^o En consommant les saintes espèces renfermées dans la lunule, doit-on faire un signe de croix et prononcer les paroles *Corpus Domini...* comme avant la communion du prêtre ?

3^o Le prêtre, donnant la communion hors la messe, n'y eût-il qu'une seule personne à communier, ou administrant le saint Viatique, doit-il dire *misereatur vestri*, ou *misereatur tui* ?

4^o Appelé à porter la sainte communion aux malades, le prêtre, après avoir mis dans le porte-Dieu les saintes

hosties destinées à ces derniers, doit-il faire, de nouveau, la gémflexion, en replaçant le ciboire dans le tabernacle ?

5^o Peut-on chanter une messe de *Requiem* pour un enfant de 7 ou 8 ans, ou qui n'avait pas encore communie ?

R. — Ad I. Ce chanoine conserve son titre, à moins qu'il n'y ait été pourvu autrement par le Saint-Siège dans la division du diocèse, ou qu'il n'ait lui-même renoncé à son canonical. Mais il y a incompatibilité entre ce bénéfice qui oblige à la résidence personnelle et le lien qui l'attache au nouveau diocèse. Il lui faut donc opter entre les deux. Quant à le maintenir au nombre des chanoines honoraires de sa cathédrale, l'évêque de l'ancien diocèse le peut, s'il n'y a rien en cela de contraire aux statuts du chapitre. L'anneau étant une concession toute spéciale, il ne pourrait continuer à le porter que s'il se trouvait encore dans les conditions où cette faveur est accordée.

Ad II. Avant de consommer la sainte hostie renfermée dans la lunule, on ne fait pas de signe de croix et on ne prononce aucune parole ; car ni les rubriques, ni les décrets, ni les liturgistes ne le demandent ; et ce n'est pas la pratique ordinaire.

Ad III. Lorsqu'on donne la sainte communion en dehors de la messe, on dit toujours les prières au pluriel, lors même qu'il n'y aurait qu'une seule personne.

Il en est autrement lorsqu'on donne la sainte communion en Viatique ; on emploie le singulier. Les rubriques, il est vrai, se taisent, aussi bien que les décrets de la Sacrée Congrégation, mais tel est l'enseignement commun des auteurs.

Quelle est la raison de cette différence ? C'est que dans la communion ordinaire, les prières ne se rapportent pas seulement à la personne ou aux personnes qui communient, mais à toutes les personnes présentes, et peut-être même à l'Eglise tout entière, tandis que dans la communion en Viatique, l'état du malade exige que les prières lui soient intégralement et exclusivement appliquées, comme le prescrit le Rituel dans les litanies des agonisants : *Ora pro eo*, et comme elle suggère au malade de le faire dans la prière à la très-sainte Vierge : *Sancta Maria ora pro me*. C'est l'explication donnée par Cavalieri et par Baruffaldi.

Ad IV. Lorsque le prêtre qui va administrer le saint Viatique a mis l'hostie dans la custode, et qu'il replace dans le tabernacle le ciboire où il vient de prendre l'hostie, doit-il faire la gémflexion avant de refermer le tabernacle ? Le Rituel garde le silence, mais il est conforme aux règles générales de la faire. A Rome on n'y manque jamais. Mgr Martinucci expose avec beaucoup de détails et de clarté cette cérémonie qui est exposée très incomplètement par la plupart des liturgistes

« Ascendet sacerdos, aperiet ciborium seu tabernaculum, genuflectet, ac pyxidem cum S. Particulis ex illo educet. Aperiet deinde parvam pyxi-

dem adhibendam pro Viatico eamque ponet in corporali, aperiet item alteram pyxidem quæ aderat in tabernaculo, ex illa accipiet tres vel quatuor particulas easque reponet in parva pyxide; postea excutiet digitos super pyxidem majorem, si quod fragmentum adhæserit, purificabit digitos in vasculo aquæ, absterget eos purificatorio, claudet utraque pyxidem, reponet majorem in ciborio et relinquet minorem in medio corporali, *genuflectet* et claudet porticulam ciborii seu tabernaculi. » (Livre IV, chap. VII, n. 8.)

Ad V. Lorsque des enfants ont l'usage de raison et qu'ils meurent, on doit les enterrer avec les mêmes rites que les adultes et par conséquent on doit chanter la messe pour eux.

Or les enfants qui ont sept ans accomplis sont communément regardés comme ayant l'usage de la raison,

Il faut aussi ranger dans ce nombre les enfants qui n'auraient pas encore atteint cet âge, mais chez qui la malice supplée l'âge, c'est-à-dire les enfants qui sont présumés capables de commettre le péché.

C'est donc une grave et déplorable erreur de croire que l'on puisse enterrer selon le rite des petits enfants tous ceux qui n'ont pas encore fait leur première communion. Dès qu'ils ont l'âge de raison, ils ont pu pécher, et par conséquent ils *doivent* être secourus par le saint sacrifice de la messe et par les autres prières de l'Eglise.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — D'après la loi du 18 germinal an X, art. 21, chaque archevêque peut nommer trois vicaires généraux et chaque évêque peut en nommer deux. La nomination de ces vicaires doit être agréée par le gouvernement. Cela étant, je vous demanderai :

1^o Un évêque peut-il se contenter d'un seul vicaire général ?

2^o Peut-il s'en donner plus de deux ?

R. — Ad 1^m. Il n'y a dans la loi aucune expression qui fasse à l'évêque une obligation stricte d'avoir deux vicaires généraux et même d'en avoir un. L'article 21 de la loi de germinal an X, s'exprime ainsi : « Chaque évêque *pourra* nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque *pourra* en nommer trois ; ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques. »

Il résulte de ce texte que la nomination des vicaires généraux est facultative pour les évêques ; qu'ils sont libres de porter, s'ils le veulent, tout le poids de l'administration ou de se contenter d'un seul coopérateur.

Ad 2^m. Par voie de conséquence, il est libre aux évêques de se donner un plus grand nombre de coopérateurs que celui indiqué ci-dessus, pourvu que leur mandat ne comprenne point des

actes qui aient besoin de la sanction du gouvernement pour être exécutoires.

Il peut donc y avoir des vicaires généraux agréés par le gouvernement et des vicaires généraux non agréés. Le gouvernement dans ses relations avec le diocèse ne peut connaître que les vicaires généraux par lui agréés dans les limites ci-dessus tracées. Les vicaires généraux non agréés peuvent faire les actes de juridiction spirituelle qui ne touchent qu'à la solution des cas de conscience, à la direction des études, des œuvres diocésaines, à la décision des points théologiques et au maintien de la discipline. (*Décision ministérielle du 29 brumaire an XII.*)

Voici comment Portalis commente l'article 21 de la loi de germinal dans son rapport au premier consul :

ARTICLE XXI

Des vicaires généraux.

« Tout Ordinaire peut déléguer ses pouvoirs. Or les Evêques sont Ordinaires ; ils ont conséquemment le droit de déléguer. C'est de ce droit que naît celui d'établir des vicaires généraux.

« Les vicaires généraux sont des ministres auxiliaires que les Evêques choisissent pour partager avec eux le gouvernement de leur diocèse. Les fonctions de ces ministres auxiliaires sont connues depuis longtemps dans l'Eglise. Saint Grégoire fut arraché de la solitude par son père, qui voulut se décharger sur lui d'une partie des soins et des peines qu'il avait dans le gouvernement de son Eglise. Saint Basile s'étant réconcilié avec Eusèbe de Césarée, en devint le conseil et le guide. Le Pape Damase envoya le prêtre Simplicius à saint Ambroise pour le soulager dans le commencement de l'épiscopat. (COCHIN, *Tom. I, n. 631 et tom. II, liv. 1, chap. I.*)

Le concile de Latran, sous Innocent III, exhorta les Evêques qui ne pouvaient pas remplir par eux-mêmes toutes les fonctions épiscopales à choisir des aides, *viros idoneos*, pour instruire, pour gouverner et pour visiter leurs diocèses à leur place, *vice ipsorum quum per se iidem nequirent.*

« On voit par ce texte que les Evêques ne sont point obligés de déléguer leurs pouvoirs, mais qu'ils le doivent quand ils ne peuvent pourvoir par eux-mêmes au gouvernement ou à l'administration de leur diocèse.

« Cela est laissé à leur conscience ; c'est ce qui fait que dans l'article on s'est contenté de dire : chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux.

« Autrefois on distinguait dans les Evêques deux sortes de juridiction, la juridiction gracieuse ou volontaire, celle qui s'exerce sur les âmes, sur des objets purement spirituels, et qui ne consiste que dans des actes purement administratifs ; on appelait juridiction contentieuse celle qui s'exerçait dans la forme coactive et avec l'appareil d'un tribunal.

« Cette seconde juridiction, que l'Eglise tenait

uniquement de la concession des Souverains, était commise dans chaque diocèse à un official. Les Evêques ne pouvaient l'exercer par eux-mêmes. Selon les usages français, ils étaient obligés de la déléguer. Quelques Evêques pourtant avaient conservé ou acquis le droit de l'exercer en personne. L'archevêque d'Aix était de ce nombre.

« La juridiction contentieuse n'existe plus ¹.

« La juridiction gracieuse ou volontaire a toujours été exercée par les Evêques ou par les vicaires généraux, quand les Evêques ont trouvé bon d'en établir.

« Le pouvoir des vicaires généraux peut être plus ou moins étendu; il peut être limité à certaines choses; cela dépend de la volonté des Evêques.

« Il est des fonctions qui appartiennent exclusivement à l'épiscopat. Ces fonctions ne peuvent être déléguées par les Evêques qu'à d'autres Evêques : elles ne peuvent l'être à de simples prêtres vicaires généraux.

« Selon l'art. 45 de l'ordonnance de Blois, il faut avoir la prêtrise pour pouvoir être vicaire général.

« L'ordonnance de Henri III, en 1554, et l'art. 4 de celle de Blois, veulent qu'on ne puisse être vicaire général si l'on n'est originaire ou naturalisé Français. »

VARIÉTÉS

La Question romaine

DANS LE PRÉSENT ET DANS L'AVENIR

Insistons davantage sur la nature de la question romaine. *Qui regarde-t-elle? Qui a autorité pour la résoudre?* En vue d'une plus grande précision, nous procéderons par proposition.

1^o *La question romaine est avant tout CATHOLIQUE, c'est-à-dire elle est avant tout une question de l'Eglise universelle.*

En effet, la question du pouvoir temporel est la question même de la liberté du chef de l'Eglise universelle dans l'exercice de son ministère sacré. Or le droit le plus essentiel de l'Eglise, son intérêt le plus vital, est que celui qui a reçu la charge de la gouverner, soit pleinement libre.

« Je maintiens le pouvoir temporel, » disait Pie IX, « et je le défendrai au péril de ma vie, parce que le pouvoir temporel est nécessaire à la liberté de l'Eglise, est nécessaire à la société catholique et à tout le genre humain ². »

¹ La juridiction contentieuse qui consistait à juger les délits civils ou mixtes des ecclésiastiques et qui était une concession des princes, n'existe plus; mais la juridiction relative aux délits canoniques des clercs existe et existera toujours parce qu'elle est un des attributs inaliénables de l'épiscopat, comme la juridiction gracieuse. Les évêques peuvent donc et doivent même établir des officialités pour juger canoniquement les délits des clercs.

² *Le parfum de Rome.*

En conséquence,

a *L'autorité dans la question romaine appartient d'abord à l'Eglise universelle.* Car, puisque cette question concerne d'abord l'Eglise, l'Eglise est d'abord compétente.

b *C'est au Pape avant tout autre, c'est ensuite aux évêques en communion avec le Pape, qu'il appartient de décider la question romaine.* Car toute la somme des pouvoirs de l'Eglise est dans le Pape; car une part en est communiquée aux évêques en communion avec le Saint-Siège.

c *Toute solution réprouvée par le Pape seul, ou par le Pape et les évêques, est nulle de plein droit.* C'est un simple corollaire des deux propositions précédentes.

2^o *La question romaine est une question INTERNATIONALE*

En effet, les peuples catholiques sont intéressés à la liberté de leur chef suprême.

Donc ils peuvent se concerter pour faire exécuter la solution donnée par le Pape.

Donc ils peuvent, par une intervention diplomatique et même armée, réprimer tout Etat qui tenterait ou aurait tenté de résoudre lui-même la question en sa faveur.

3^o *La question romaine est une question NATIONALE PARTICULIÈRE pour tous les Etats qui ont ou la presque totalité ou un grand nombre de leurs sujets catholiques.*

Ces Etats, en effet, ont le droit et le devoir de protéger la liberté de conscience de leurs sujets catholiques, et par conséquent de veiller à la liberté du chef spirituel de ceux-ci.

Peut-être ont-ils conclu avec le Saint-Siège des concordats qui leur confèrent des droits ou leur imposent des obligations dont l'exercice ou l'accomplissement suppose la pleine liberté du chef de la religion.

En tout cas, il leur importe que celui qui dirige la conscience de leurs sujets ne soit pas soumis à des influences suspectes.

4^o *La question romaine est une question PARTICULIÈRE ET INDIVIDUELLE pour chaque membre de l'Eglise.*

Car tout membre de l'Eglise vénère dans le Vicaire de Jésus-Christ le chef de sa conscience. Il est donc intéressé à l'indépendance du Pape comme à la liberté même de sa conscience. « Les droits du Siège apostolique, disait Pie IX, n'appartiennent pas à la dynastie de quelque famille royale, mais à tous les catholiques ¹. »

Ajoutons les deux propositions suivantes :

1^o *Le Pape a le droit et le devoir de défendre son principat civil par tous les moyens que Dieu a mis entre ses mains.*

Car son indépendance politique est la condition essentielle de sa liberté religieuse.

2^o *L'ensemble des princes et des peuples catho-*

¹ Lettre de Pie IX à Napoléon III, qui l'avait engagé à céder les provinces usurpées en 1859. Voir l'encyclique : *Nullis certe verbis*, 19 janv. 1860.

tholiques comme chaque prince et chaque peuple, l'ensemble des fidèles comme chacun d'eux en particulier, ont le droit et le devoir de défendre, de maintenir ou de restaurer le principat civil par tous les moyens possibles, sans exclure les moyens extrêmes.

Car il est question de leur intérêt le plus vital, celui de leur liberté de conscience.

A la lumière de ces principes, il est facile de juger des allégations semi-libérales que nous avons rapportées plus haut.

« *Le principat civil est incompatible avec le pouvoir des clefs.* » Hérésie !

« *Les catholiques discutent sur sa compatibilité.* » Mensonge !

« *Il ne convient pas au chef de la religion.* » Il lui est nécessaire dans l'état présent des nations, absolument nécessaire !

« *La souveraineté temporelle du Pape est odieuse.* » Aux sectaires ? oui. Aux catholiques ? certes, les protestations des évêques et des fidèles contre les envahisseurs ont retenti et retentissent dans les deux mondes. Certes, écoutez au moins la voix du sang des martyrs à Castelfidardo, à Mentana, près de la Porte-Pie.

« *La question romaine est une question politique.* » Seulement politique ? non. Politique et religieuse, plus religieuse que politique ? oui. Donc les laïques, scribes de la presse, aventuriers, rois, ne peuvent la résoudre contre l'assentiment et au détriment du Pape et de l'Eglise universelle.

« *La question romaine est avant tout la question du peuple romain.* » Une question civile de la cité romaine ? non. Une question religieuse de l'Eglise romaine, mère et maîtresse de toutes les églises ? oui. Donc elle ne peut pas être résolue par un *plébiscite* des électeurs romains contre la volonté du Pape et au détriment de toutes les églises de la terre.

« *Le peuple romain peut changer à son gré sa forme de gouvernement.* » Nul peuple ne le peut, car tout peuple est tenu d'avoir du bon sens. Le peuple romain le peut moins que tout autre, car son prince est le chef de l'Eglise universelle.

« *Les Romains rougissent d'être commandés par un prêtre.* » Quelques sectaires, dix citoyens peut-être sur dix mille ? c'est possible. La majorité, ou même un nombre considérable de Romains ? certes non ! Rappelez-vous toutes les tentatives faites pour soulever le peuple romain : elles ont échoué toutes, malgré la multitude des émissaires envoyés du dehors. Rappelez-vous comment s'est fait le *plébiscite d'annexion* ; la rougeur vous monte au visage ?¹ Avez-vous habité Rome ! Avez-vous interrogé les gens du peuple ? Votre objection me fait croire à la négative. Un peuple serait bien ingrat s'il n'aimait pas le gouvernement paternel des Papes. Je souhaite à ma patrie un gouvernement qui lui ressemble.

« *La question romaine est une question italienne.* » « Propre à l'Italie ? non. Commune à l'Italie et à toutes les nations catholiques, intéressant toutefois plus spécialement l'Italie ? oui ; mais que conclure ? »

« *L'Italie doit être une pour être libre.* » Pour être libre dans le sens des impies, c'est-à-dire pour être affranchie de l'autorité de Jésus-Christ et de son Vicaire ? c'est vrai. Pour être libre politiquement ? La Papauté a toujours été le boulevard le plus solide de la liberté politique des peuples italiens : ce n'est donc pas en rendant le Pape esclave que vous rendrez libre l'Italie.

« *La question romaine doit être résolue par le peuple romain et la nation italienne, sans que les autres Etats puissent intervenir.* » J'abandonnerai mon père aux violences d'une tourbe de sectaires qui usurpent le nom du peuple romain et de la nation italienne ? Un particulier a le devoir de porter secours à son frère contre un assassin, et un prince ne pourra pas défendre un autre souverain contre un injuste agresseur ? Les sectaires peuvent intervenir à Rome pour y fomenter la rébellion, et les catholiques ne peuvent y intervenir pour soutenir le souverain légitime, qui est le Vicaire de Jésus-Christ et leur père ?¹ Non : tous les peuples catholiques, tous les princes catholiques, chacun même des fidèles a le droit et le devoir de secourir le chef suprême de la religion contre les entreprises de la révolution.

« *Le Pape a irrité les Romains et les Italiens en appelant autour de lui des mercenaires.* » Mercenaires, les volontaires de la Papauté, les chevaliers de la liberté de l'Eglise, les martyrs de Castelfidardo, les vainqueurs de Mentana, les futurs héros de Patay ? Etrangers, des enfants auprès de leur père, des catholiques à Rome ? Il est permis à tous les souverains d'engager des soldats venus des pays étrangers, et il ne le sera pas à celui qui compte des fils partout où il voit des catholiques ? Il est permis aux sectaires d'Italie de se jeter sur Rome, et il sera défendu aux fidèles de l'Eglise romaine d'accourir à sa défense !²

« *Du moins, depuis que l'attentat est consommé, le monde se désintéresse de la souveraineté temporelle du Pape.* » Avez-vous compté les ardentes supplications qui montent chaque jour vers le trône de Dieu pour la restauration de ce que vous croyez perdu ?

« *Les gouvernements sont contre nous.* » Dieu est pour nous : que nous faut-il de plus ? Les Etats dissimulent, temporisent, attendent les événements. Lorsque Dieu délivrera son Vicaire, vous verrez l'enthousiasme des peuples.

« *Nous exaspérons nos vainqueurs.* » Il vaut mieux plaire à Dieu que plaire aux sectaires.

« *Le Pape a échangé une heureuse souveraineté personnelle contre une fâcheuse souveraineté territoriale. Il a perdu les soucis de son*

¹ Apparatus ac ludica plebisciti species. PIUS IX, *Encyc. RESPICIENTES*.

¹ Alloc. NOVOS ET ANTE.

² Alloc. NOVOS ET ANTE, 28 sept. 1860.

principat, il en a gardé la liberté. » Dans quel monde vivez-vous ? Ignorez-vous que les maisons religieuses ont été confisquées et leurs habitants expulsés, plusieurs églises violées, les lieux les plus vénérables profanés ? Ignorez-vous que la ville éternelle est inondée de mauvais journaux et de mauvais livres, couverte de synagogues, de temples protestants, de théâtres et de maisons infâmes, envahie par les écoles *laïques* ? En vérité, si le régime de cette « souveraineté personnelle » devait durer, Rome ressemblerait bientôt à Paris, que dis-je ? à Sodome ! Les outrages contre les cendres de Pie IX n'ont donc pas eu de retentissement dans votre cœur ? Vous êtes indifférent aux insultes qui s'élèvent tous les jours contre le chef de l'Eglise du milieu de la presse, du sein des réunions publiques et même du parlement ? Le gouvernement usurpateur a fait une loi d'exception en sa faveur ; mais, je le demande à tout homme de bonne foi, s'il avait fait une loi d'exception contre lui, pourrait-il être plus librement et plus impunément insulté ?

Ecoutez ces plaintes de l'illustre Captif : elles ressemblent à des cris de détresse : « Ce nous est une immense amertume et une profonde douleur de voir l'impiété avec laquelle se répandent en toute liberté et en toute impunité les erreurs hérétiques des protestants, et sont battus en brèche les dogmes les plus augustes et les plus sacrés de notre sainte religion, dans cette Rome qui est le centre de la foi et le siège du magistère universel et infaillible de l'Eglise, dans cette Rome où devrait être protégée de la manière la plus efficace l'intégrité de la foi et où devrait être à l'abri de toute atteinte l'honneur de la seule vraie religion. C'est une chose qui serre le cœur de voir se multiplier, sous la protection des lois publiques, les temples des hérétiques ; de penser qu'il est permis d'attenter ouvertement dans Rome à la plus belle et à la plus précieuse liberté des Italiens, l'unité religieuse, grâce aux efforts insensés de ceux qui s'arrogent la mission impie de fonder pour l'Italie une nouvelle Eglise bâtie sur une pierre différente de celle que Jésus-Christ a choisie pour être le fondement indestructible de son céleste édifice... L'exercice même de la charité n'est pas libre pour le Pontife romain dans la ville même de Rome. Tous se rappellent avec quelle rage une grande partie des journaux se sont ameutés contre le dessein que nous avons manifesté d'ouvrir dans le voisinage du Vatican et à nos frais un hôpital pour les cholériques. Tous se rappellent avec quelles insinuations malignes, avec quelles interprétations perverses on a dénaturé cet acte, par quels artifices et quelles menaces on a cherché d'en empêcher la mise à exécution. Certes, est-il besoin d'une autre preuve pour rendre évidente toute l'amertume de ce nouvel ordre de choses qui a réduit indignement le Souverain-Pontife à la condition d'un simple particulier ?¹... Est-ce qu'au

jugement de tout homme honnête, telle peut être la condition durable et régulière qui convient au Pasteur suprême de tout le monde catholique et que demande le pouvoir sublime qu'il tient du Christ et la dignité du Siège apostolique ?¹

Mais, quand même les envahisseurs auraient jusqu'ici observé leur loi des garanties, quelle assurance le Pape aurait-il de leur observation future ? Un gouvernement ne peut-il pas modifier une loi qu'il a faite ? « C'est un fait qui tombe sous les yeux de tous, » dit Léon XIII, « que nous ne sommes pas en notre puissance, mais sous la domination d'un pouvoir étranger, lequel, nous tenant à sa discrétion, peut à tout moment, selon son bon plaisir, aggraver son inimitié contre nous, gêner et empêcher, sous de spécieux prétextes, tous nos actes, et, dans les vicissitudes possibles des hommes et des choses, renouveler contre notre personne même les hostilités dont furent victimes à d'autres époques, beaucoup de nos prédécesseurs. Nos dominateurs ne s'emporteraient-ils pas à ces violences ? Mais ceux qui, contre tout droit, n'ont pas hésité à envahir les Etats de l'Eglise, à s'emparer de Rome par une série d'attentats inouïs, à assiéger les portes elles-mêmes de notre demeure pontificale, quelles garanties peuvent-ils donner qu'ils ne voudront pas violer cette demeure même ? N'a-t-on pas vu déjà en des circonstances peu éloignées, se manifester d'audacieux desseins, et de farouches menaces retentir contre notre pacifique asile ?² »

Qui garantit, en effet, les garanties des envahisseurs piémontais ? D'une part, peut-on compter sur la parole des héritiers de Cavour et de Victor-Emmanuel ? Quand ils voudraient la tenir, le pourraient-ils, serfs comme ils le sont de la révolution ? D'autre part, un seul souverain de l'Europe a-t-il pris ces garanties sous sa sauvegarde ? Mais, quand tous l'auraient fait, pourrait-on compter sur une protection effective ? Quel prince aujourd'hui se jettera dans les hasards d'une guerre pour aller défendre les droits d'un souverain qui n'a point de territoire ?

« *L'univers a reconnu que le principat civil n'était pas nécessaire à l'indépendance du Pape.* » Vous calomniez les douze cents évêques du monde ; vous calomniez deux cents millions de catholiques ; vous calomniez la plupart des princes catholiques ; vous calomniez plusieurs gouvernements protestants. Et le Pape, et les évêques et les fidèles, et les rois et les peuples, proclament qu'il n'y a d'autre condition possible pour le Pape à Rome que d'être *ou captif ou souverain*. Et vous-même ne l'ignorez pas, car vous vous plaignez que les revendications du Pape, des évêques et des fidèles, exaspèrent les sectaires. « *Nos amertumes et nos sollicitudes,* » disait un jour Léon XIII avec l'accent d'une immense tristesse, « *sont de plus en plus graves et poignantes, par*

suite de la condition très difficile à laquelle nous avons été réduit, et qui devient de jour en jour plus intolérable. Toutes les fois que, fidèle à la sainteté du serment que nous avons solennellement prêté, nous réclamons comme nécessaire à la liberté et à l'indépendance de notre pouvoir spirituel le domaine temporel qui nous a été enlevé, et qui, à tant de titres et par une légitime possession de plus de dix siècles, appartient au Siège apostolique, des cris furieux, des injures, des menaces, des outrages sans fin s'élèvent aussitôt contre nous. Si les catholiques s'émouvent en notre faveur et s'ils cherchent à faire valoir le droit qu'ils ont de voir l'indépendance de leur chef assurée d'une façon efficace et stable, on les accuse aussitôt d'être des rebelles et des fauteurs de désordre... Aussi, quoi d'étonnant si, par suite de ces faits et d'autres semblables qui se succèdent continuellement, les évêques des diverses nations, qui viennent ici, reconnaissent ouvertement que l'état actuel des choses est de tous points inconciliable avec la liberté et la dignité du Saint-Siège? Quoi d'étonnant si tous les catholiques du monde se montrent pleins d'inquiétude et d'anxiété au sujet du sort qui est réservé à leur Maître suprême et à leur Père? ¹ »

« Mais peut-être, si le Pape se montrait plus conciliant, il obtiendrait la souveraineté de la Sardaigne ou de Malte. » Le Pape est l'évêque de Rome, et non de Cité-Lavalette ou de Cagliari.

« Peut-être même recouvrerait-il la souveraineté de Rome et de sa banlieue. » La Providence divine lui a donné plus que Rome et sa banlieue; il est engagé par serment à ne rien aliéner des Etats de l'Eglise; le patrimoine de saint Pierre n'est pas trop étendu pour donner au Pape une souveraineté temporelle effective. « Nous ne pouvons pas, » disait Pie IX, « abdiquer notre droit de souveraineté sur une portion quelconque de nos Etats, sans violer les serments solennels qui nous lient, sans faire tort à tous les catholiques, enfin, sans affaiblir les droits non seulement des princes de l'Italie qui ont été dépouillés injustement de leurs domaines, mais encore des princes de tout l'univers chrétien ². » « Fidèle à notre devoir, » dit à son tour Léon XIII, « et sachant ce que requièrent le bien de l'Eglise et la dignité du Pontife romain, jamais nous n'accepterons l'état actuel des choses. Nous n'avons jamais cessé et nous ne cesserons jamais de revendiquer le patrimoine enlevé au Siège apostolique par stratagème et par fraude ³. »

« Alors l'édifice de l'unité italienne est condamné à s'effondrer. » Oui. Et qui pourra en avoir du regret? L'unité italienne n'a produit aucun des fruits que les sectaires promettaient : ni

dignité ni indépendance au dehors, car le gouvernement italien est aujourd'hui serf de l'Allemagne; ni prospérité au dedans, car les impôts et la misère seuls ont augmenté. L'Italie, partagée en un grand nombre de petites souverainetés patriarcales, sera facilement heureuse; réunie en une seule nation, elle est misérable.

Concluons. La souveraineté temporelle du Pape est nécessaire aujourd'hui comme dans les siècles passés à la liberté du pouvoir spirituel : donc Dieu, qui l'a établie, la rétablira.

O Jésus-Christ, que nos yeux voient bientôt ce « grand coup de votre droite! » Mais, pour le frapper, daignez vous servir encore de la France. Le gouvernement précédent de notre patrie a trahi la cause du Pape-Roi; le gouvernement présent méprise et insulte le Pape captif; que le prochain gouvernement reprenne le rôle de Charlemagne. La France est aujourd'hui la risée des peuples, parce que ses chefs ont cessé d'être les chevaliers de saint Pierre; qu'ils lui consacrent de nouveau leur épée, pour que la nation très chrétienne redevienne l'admiration du monde.

COURRIER DE L'UTILE

L'INFIRMIER A LA MAISON

Mis à mal et retenu à la chambre, en suite des écrasantes chaleurs de ces derniers jours et d'un travail un peu surmené, je viens de feuilleter, par couleuvre locale et pour trouver quelques conseils contre mon malaise, les livres d'hygiène et de médecine courante de ma bibliothèque.

Parmi ces livres, je me suis arrêté à l'*Infirmer de la maison*, un volume qui m'a été remis et recommandé il y a quelques mois, et que j'avais si bien oublié que les plis de ses feuillets étaient encore intacts et non coupés. Et l'intérêt que j'y ai trouvé d'un bout à l'autre m'a d'abord fait regretter de l'avoir si longtemps négligé, et, ensuite et surtout, décidé à le signaler aux lecteurs de mon Courrier.

L'*Infirmer de la maison* nous prévient d'abord que s'il a les cheveux blancs, cela ne peut que prouver en faveur des nombreuses observations que sa vieille expérience a notées.

Aux leçons de son expérience personnelle, il joint celles qu'il a reçues de médecins et praticiens expérimentés; de familles et de communautés religieuses qui ont bien voulu, dans l'intérêt de ceux qui souffrent, livrer les secrets qu'elles possédaient; d'un bon prêtre surtout, appelé à juste titre le père des malades, et qui a consacré une très longue carrière à soigner le corps et l'âme de beaucoup de gens. « Les médecins qui ont eu l'honneur d'être comptés au nombre des amis de ce prêtre », dit l'*Infirmer*, « bien loin d'apporter des entraves à son exercice un peu illégal de leur art, l'ont secondé de leurs meilleurs avis avec un désintéressement digne de tout éloge » : ce qui prouve que c'était en ce temps-là, et non en ce temps-ci.

A son tour, l'*Infirmer de la maison* n'a d'autre ambition que de devenir « pour le bon curé de village, pour le père et la mère de famille, pour la ferme ou le chalet, un ami quotidien. »

Quant à l'ordre qu'il a suivi dans ses conseils, le voici tel qu'il nous l'expose lui-même avec une sincérité que j'ai vérifiée.

« Nous donnons d'abord, dit-il, la liste des princi-

¹ Alloc. de Léon XIII au Sacré-Collège, le 24 décembre 1881.

² Encyc. NULLI CERTÉ VERBIS, 18 jan. 1860.

³ Discours du 24 octobre 1880.

paux médicaments conseillés par l'*Infirmier*, en y joignant, le plus souvent, la méthode pour les préparer, et toujours la manière de s'en servir. — Nous faisons suivre cette liste de la nomenclature des principales maladies pour lesquelles nous indiquons des remèdes efficaces. — Nous consacrons ensuite à chaque maladie un article spécial, et là, nous rassemblons tous les conseils ou renseignements utiles que nous avons pu recueillir, ne nous bornant pas à faire connaître des médicaments nouveaux, mais insistant à propos de remèdes connus dont l'usage n'est pas assez fréquent, ni les vertus assez appréciées. — Autant que nous le pouvons, nous indiquons pour chacun des cas en question, plusieurs sortes de médicaments éprouvés, à peu près équivalents, afin qu'on puisse, à défaut des uns, se procurer les autres, et choisir ceux qui conviennent le mieux au tempérament, ou répugnent le moins au malade. — Enfin, nous terminons le volume, en donnant l'adresse des dépôts où l'on trouvera les médicaments qu'on ne pourrait pas préparer soi-même. »

L'*Infirmier* ne cherche pas les remèdes savants, ou mieux ne les présente pas dans les termes hérissés et incompréhensibles de la science. Ses remèdes sont de ceux dont nous avons presque toujours les éléments sous la main, la formule en est donnée d'une façon nette et dans le langage courant, la manière de les administrer est bien expliquée et déterminée.

Je reproduis, comme exemple, l'article qu'il consacre à l'asphyxie, article qui, du reste, peut être à tout instant, pour mes lecteurs, d'utilité immédiatement actuelle.

La saison des chaleurs est aussi la saison des orages et de l'asphyxie par la foudre; la saison des bains de rivière et de l'asphyxie par noyade; la chaleur seule, portée à un certain degré, produit des commencements d'asphyxie. Dans quelques semaines nous serons aux vendanges, la saison des asphyxies par les cuves.

Enfin et surtout, depuis que les instructeurs et éducateurs maçonniques ont chaire ouverte pour enseigner, qu'il n'y a pas de loi divine comme source, pas d'éternité comme récompense du devoir et de la souffrance, le nombre devient de plus en plus grand des malheureux qui demandent à l'asphyxie, à l'eau, à la corde ou au charbon, la fin de leurs maux, tandis qu'en réalité, ils n'y trouvent que l'entrée, sans retour possible, dans l'éternelle souffrance et l'éternel châtiment : mal qui prend des proportions telles que nombre de journaux lui consacrent maintenant une colonne quotidienne sous le titre de *Chronique des désespérés*.

L'homme intelligent et dévoué, le prêtre surtout, qui sait administrer *immédiatement*, — car une seconde d'hésitation et il peut être trop tard, — le remède utile, sauve non-seulement la vie temporelle, mais souvent la vie éternelle de ces malheureux.

ASPHYXIE. — L'*asphyxie* est une suspension des phénomènes respiratoires qui amène toutes les apparences de la mort, état bientôt suivi de la mort réelle, si l'on n'y apporte de prompts secours. Elle peut être occasionnée par deux causes générales; le manque d'air respirable, ou les gaz délétères. C'est la première de ces deux causes qui produit l'*asphyxie* dans les cas de submersion, strangulation ou suffocation; lorsqu'un trop grand nombre de personnes se trouvent enfermées dans un même lieu; enfin, dans tous les endroits mal aérés. C'est la seconde cause, lorsque l'*asphyxie* est due à la vapeur du charbon ou de la braise, à quelque fuite de gaz d'éclairage, aux émanations des fosses d'aisance, des puits, des égouts, des fruitiers, des cuves à vin, à cidre, à bière, ou contenant quelqu'autre liquide en fermentation; aux gaz des marais, des mines ou

autres lieux souterrains; à ceux qui se dégagent dans des endroits fermés contenant des fleurs, ou même des plantes inodores.

Le froid, la chaleur, la foudre, l'odeur de la peinture fraîche dans les appartements, l'ivresse peuvent aussi devenir des causes d'*asphyxie*.

OBSERVATIONS. — Nous croyons qu'il est utile de faire ici plusieurs observations.

D'abord, quelle que soit la cause de l'accident, il faut donner sur-le-champ, à la personne asphyxiée, tous les secours possibles, en attendant l'arrivée du médecin, qu'on doit faire prévenir immédiatement. Contrairement à un fort triste préjugé populaire, il ne faut nullement rester inactif jusqu'à l'arrivée des agents de l'autorité, mais on doit en toute hâte retirer un noyé de l'eau, ou couper et desserrer la corde qui étrangle un pendu.

Secondement, il faut bien se garder de suspendre un noyé par les pieds, ce qui ne pourrait que hâter sa mort; on doit, au contraire, lui tenir la tête légèrement élevée. — Il ne faut jamais non plus, fendre la plante des pieds à la personne asphyxiée; si elle n'est pas morte, cette blessure n'est pas seulement cruelle, mais encore peut entraîner les plus graves conséquences.

Troisièmement, les soins nécessaires en cas d'asphyxie, ne réclament pas moins de persévérance que de promptitude, car on voit des victimes de ces sortes d'accidents, revenir à la vie au bout de plusieurs heures de mort apparente, et après de longs efforts qui avaient semblé infructueux : on ne doit donc pas les cesser sans qu'il y ait des signes très certains de la mort.

Enfin, comme il vaut mieux éviter le mal que d'y remédier, nous ne saurions trop insister sur les deux recommandations suivantes :

La *première*; c'est de ne pas regarder la braise comme inoffensive. La braise, il est vrai, ne répand pas autant d'odeur, en se consumant, que le charbon proprement dit, mais la combustion de l'une, aussi bien que de l'autre, produit un dégagement d'acide carbonique, capable d'asphyxier. — On ne doit donc pas faire brûler de la braise dans une pièce hermétiquement fermée : des chauffettes ont amené quelquefois l'asphyxie. — Il faut prendre les mêmes précautions par rapport aux petits fourneaux, ou aux fers à repasser dont on se sert en certains pays, et qu'on garnit à l'intérieur de charbons allumés : on ne doit employer ni les uns, ni les autres, dans une chambre close où ne pénètre pas l'air du dehors. — De même il est toujours malsain et dangereux, de fermer entièrement la clef d'un poêle qui n'est pas éteint, pour en conserver plus longtemps la chaleur. De cette façon, une certaine quantité de gaz délétère se répand dans l'appartement, et nous avons notre désir de voir supprimer à jamais ces clefs, d'un usage si fâcheux.

Notre *seconde* recommandation concerne les plantes sans odeur. C'est une erreur assez généralement accréditée, qu'on peut garder impuné-

ment celles-là dans un local fermé : toutes les plantes enfermées dans un appartement sont nuisibles, et y répandent un gaz d'autant plus pernicieux que la chambre est plus petite, ou les plantes très nombreuses.

TRAITEMENT GÉNÉRAL dans les cas d'*asphyxie*. Commencer par soustraire le malade aux causes de l'accident, le placer à l'air libre, le débarrasser doucement et sans secousse de ses vêtements, et pour cela, le mieux est de les couper. Il faut ensuite s'efforcer de rétablir la respiration et la circulation du sang, par les moyens suivants : 1^o Chercher à produire les effets des mouvements respiratoires. Cela peut se faire de deux façons : On peut élever les bras de l'asphyxié jusqu'à la tête, pendant deux secondes environ, puis les abaisser pendant le même espace de temps contre les deux côtés de la poitrine, que l'on comprime légèrement, continuant ainsi à élargir et resserrer alternativement la cavité de la poitrine, pour faire entrer et sortir l'air ; ou bien, on insuffle de l'air dans les poumons, soit au moyen d'un tube ou instrument préparé à cet effet, soit en couvrant la bouche de l'asphyxié avec la sienne, et y soufflant vivement, en lui fermant le nez. — On fait suivre ces insufflations de compressions douces et lentes, sur les parois de la poitrine, alternant les unes et les autres.

2^o Il faut employer les frictions sèches ou aromatiques. Nous conseillons beaucoup de se servir, pour ces frictions, d'*Elixir de la Grande-Chartreuse*, comme pour les attaques d'apoplexie, et de la manière indiquée sur le prospectus qui accompagne les flacons d'éllixir, c'est-à-dire qu'on fait surtout ces frictions sous le nez, sur la région du cœur et le creux de l'estomac, et aussi sur les flancs, le ventre et les reins, et l'on cherche à ranimer le malade par quelques gouttes du même éllixir, qu'on lui introduit dans la bouche. — Lorsque l'asphyxié revient à lui, on lui fait avaler deux ou trois cuillerées à café de cette liqueur. (A défaut d'*Elixir de la Grande-Chartreuse*, il faut employer un autre cordial.)

3^o Il est très utile de se servir du *marteau de Major*. Cela se fait en trempant un marteau ordinaire dans l'eau bouillante et l'appuyant sur le corps à plusieurs reprises, particulièrement sur le creux de l'estomac, de façon à stimuler la peau par un certain nombre de légères brûlures. D'autres personnes emploient les orties, pour arriver au même résultat. Il faut aussi frotter la plante des pieds, avec une brosse un peu dure.

PARTICULARITÉS DE TRAITEMENT pour les divers cas d'*asphyxie*. (A joindre, selon le cas, au traitement général). *Asphyxie par submersion* (noyés). Il faut coucher le noyé sur le dos, la tête un peu relevée et légèrement penchée vers le côté droit, afin d'aider à l'écoulement du liquide qui peut obstruer le conduit respiratoire. On doit bien se garder de secouer le noyé. Il faut nettoyer la bouche des mucosités qu'elle contient,

et si les mâchoires sont serrées, après les avoir ouvertes avec un petit morceau de bois taillé en biseau (obliquement) on mettra un bouchon entre les dents, afin de les tenir écartées, et avec le doigt on détachera doucement la langue du palais. On place sous le nez, un flacon de vinaigre aromatisé, ou autre ¹, on chatouille les fosses nazales avec les barbes d'une plume, et l'on cherche à réchauffer le malade, non-seulement par les frictions et autres moyens indiqués au traitement général, mais aussi en l'enveloppant d'une couverture de laine, et promenant sur cette couverture de laine des briques chaudes, ou des fers à repasser chauffés convenablement. On tient également une brique chaude sous les pieds ; — mais il ne faut jamais exposer le noyé à une température au-dessus de 35^o.

On ne doit rien faire boire au noyé avant qu'il n'ait repris connaissance, mais on fait bien cependant de lui introduire dans la bouche, pour le ranimer, quelques gouttes d'*Elixir de la Grande-Chartreuse*, comme il est conseillé pour le traitement général, ou d'*eau de mélisse des Carmes*, à défaut de l'éllixir en question. On peut les remplacer par du *baume de vie* de Lucerne, ou quelque autre cordial. — Lorsque le noyé revient à lui, on lui en fait avaler, ainsi que le prescrit le traitement général.

Si l'on s'aperçoit que le noyé a des envies de vomir, il faut y aider, en lui chatouillant le fond de la bouche avec les barbes d'une plume.

On peut alterner les frictions sur la poitrine, avec d'autres sur le bas-ventre, et si le ventre est tendu, il est bon d'administrer un demi-lavement tiède d'eau de savon ou d'eau salée.

Lorsque le malade est ranimé il faut le mettre dans un lit chaud, avec une bouillotte ou un cruchon d'eau chaude sous les pieds, et lui faire prendre peu à peu, quelques cuillerées de bouillon et de vin généreux.

ASPHYXIE par le *charbon* et les *gaz délétères* en général.

Après avoir placé au grand air la personne asphyxiée, aspergez-lui le visage d'eau froide vinaigrée, ou simplement d'eau froide, et approchez du nez du malade avec précaution, un linge imbibé de vinaigre chloruré ou une allumette soufrée en combustion.

(Pour chlorurer du vinaigre, vous pouvez mettre une petite poignée de chlorure de chaux, entre les plis d'un linge imbibé de vinaigre ordinaire. Puis, vous placez sous le nez du malade, ce linge plié en quatre que vous pressez légèrement pour faire dégager le chlore.) — Vous pouvez aussi donner un lavement d'eau salée.

C'est le traitement ci-dessus qu'il faut pratiquer dans les cas d'*asphyxie* par le gaz des *fosses d'aisance, égoûts, puits, caves, celliers, fruitiers, fuites de gaz d'éclairage*, etc.

¹ Ou avec précaution un flacon d'*Alcali volatil*.

Si l'asphyxie a été causée par une fosse d'aisance, on peut même arroser le corps de l'asphyxié avec de l'eau chlorurée. Il faut mettre 30 grammes de chlorure de chaux sec pour un litre d'eau. On ne verse d'abord qu'un peu d'eau sur le chlorure pour en faire une pâte, puis on ajoute toute la quantité indiquée c'est-à-dire un litre.

Dans tous les cas dont nous venons de parler, il faut continuer longtemps de fortes aspersions d'eau froide vinaigrée, ou même la jeter par potées au visage et sur le reste du corps de l'asphyxié, en ayant soin, dès qu'il fait des efforts pour respirer, que cette eau ne puisse pas lui entrer dans la bouche, et dès qu'il peut avaler, on lui donne à boire également de l'eau vinaigrée.

ASPHYXIE par les fleurs et autres plantes. — Mettez la personne malade à l'air libre. Pratiquez des aspersions et affusions d'eau froide.

ASPHYXIE par strangulation (pendus). — Après avoir promptement coupé la corde et desserré le nœud, tout en ayant soin de soutenir le corps du pendu pour lui éviter toute secousse, il faut le placer doucement sur un matelas ou une paille, dans une pièce aérée, et de façon à ce que la tête et la poitrine soient relevées par des coussins. — Si la face est violacée, il faut, en attendant le médecin, mettre derrière les oreilles, huit sangsues. — Affusions d'eau froide au visage.

ASPHYXIE par l'odeur de la peinture dans un appartement. — Après avoir transporté le malade au grand air, loin de la pièce fraîchement peinte, il faut lui faire boire tout de suite de l'*Elixir de la Grande-Chartreuse* et d'autres cordiaux : café, rhum, vin généreux, etc., et en pratiquant les frictions indiquées au traitement général, on peut aussi appliquer des sinapismes.

ASPHYXIE par le froid. — Il faut envelopper l'asphyxié, à l'exception de la tête, dans une couverture de laine, mais bien se garder de l'approcher du feu, et le placer dans une pièce dont on laisse même la porte et les fenêtres ouvertes. Après l'avoir déshabillé en coupant ses vêtements, on le met dans un lit non chauffé, et jamais sur du fumier, comme on le fait dans les campagnes ; puis on le frictionne avec de la neige ou de l'eau froide, on le couvre de compresses d'eau froide ou glacée, on lui chatouille les fosses nasales avec une barbe de plume, on fait des frictions de bas en haut sur la poitrine pour rétablir la respiration, et dès que le malade revient à lui, on lui fait boire quelques cuillerées d'eau froide mêlées de quelques gouttes seulement d'*Elixir de la Chartreuse*, ou d'eau de mélisse ou d'un peu de vinaigre. Si l'asphyxié reste engourdi, on lui administre des lavements fortement salés ou à l'eau de savon.

Pour rétablir la chaleur graduellement et lentement, après s'être servi d'eau très froide pour les frictions, on en prend de moins froide ; puis on la

mélange d'un peu d'*Elixir de la Chartreuse* ou d'un peu d'eau-de-vie, lorsque le corps est déjà un peu réchauffé, et en commençant par frotter les pieds avec ce mélange.

Lorsque le malade est en état d'avaler facilement, on lui fait prendre du bouillon et de l'eau rougie, mais pas de vin pur, ni de liqueurs.

ASPHYXIE par le soleil ou la chaleur.

Commencez par transporter la personne asphyxiée dans un lieu plus frais et plus abrité, mais non pas froid, et par lui enlever ses vêtements, comme il est indiqué pour le *Traitement général*. Faites-lui prendre des bains de pieds d'eau tiède salée, et si ces premiers soins ne suffisent pas, appliquez huit ou dix sangsues derrière les oreilles, ou à l'anus. Enfin, dès que le malade peut avaler, faites-lui boire peu à peu de l'eau légèrement vinaigrée, ou acidulée avec du citron, et donnez-lui aussi des lavements d'eau vinaigrée.

Si l'asphyxie est produite par le soleil, après que la transpiration est passée, on met sur la tête des compresses d'eau légèrement tiède et vinaigrée, puis des compresses plus froides : d'eau hématique du Hanovre, ou à défaut de celle-là, d'eau froide ordinaire.

ASPHYXIE par la foudre. — Exposez le malade au grand air, déshabillez-le, jetez-lui pendant un quart d'heure, des potées d'eau froide sur le corps. — Frictionnez les extrémités inférieures, et pratiquez, comme pour les noyés, des compressions intermittentes sur la poitrine et le bas-ventre.

ASPHYXIE causée par l'ivresse. — Faites respirer au malade avec précaution, à plusieurs reprises, de l'*Alcali volatil*. — Mettez-en quatre gouttes dans un demi-verre d'eau sucrée, et après avoir bien remué ce mélange, faites-le boire à l'asphyxié. — S'il est nécessaire, vous pouvez renouveler la dose au bout d'un quart d'heure.

Appliquez aussi sur la tête des compresses d'*Eau du Hanovre* ou simplement d'eau froide vinaigrée..

L'*Infirmier de la Maison*, ou conseiller médical des familles, par le docteur Louis, forme un fort volume in-12 du prix de 3 francs. On le trouve : à Genève, chez M. Henri Trembley, éditeur ; et à Paris, aux librairies de la Société générale de Librairie catholique et de la Société bibliographique, 76, rue des Saints-Pères.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 27 julii 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'ASSOMPTION : LA FÊTE DE
NOTRE MÈREPulchra ut luna, electa
ut sol, terribilis ut castro-
rum acies ordinata.

(Cantic., VI, 9.)

« Aujourd'hui, « dit saint Bernard dans ses Homélies sur l'Assomption, « aujourd'hui la glorieuse Vierge, montant au ciel, ajoute une joie infinie à la joie de ses habitants. Quelle a dû être l'allégresse des esprits bienheureux, lorsqu'ils ont pu entendre sa voix, voir son visage, jouir de sa présence ! Mais, tandis que là-haut doit retentir l'hymne de la louange et de l'action de grâces, notre terre qui a perdu Marie, ne devrait-elle pas s'attrister de toute la félicité de ceux qui vont la posséder auprès d'eux ? Non, ne nous plaignons pas. Car pour nous, non plus, la cité d'ici-bas n'est point une demeure permanente et nous aspirons tous à l'autre cité où notre Mère est parvenue. Si nous sommes inscrits parmi ses concitoyens, nous devons, même dans l'exil, sur les bords des fleuves de Babylone, nous rappeler sa mémoire, communier à ses joies, participer au torrent de délices qui l'enivrent en ce jour, avec une abondance telle qu'il en descend jusqu'à nous comme des gouttes précieuses. Notre Reine nous a précédés ; sa réception a été si glorieuse que ses serviteurs peuvent la suivre avec confiance, en s'écriant : *Attirez-nous à vous, nous courons à l'odeur de vos parfums !* »

Mais si le jour de l'Assomption de Marie est une source de grande allégresse pour tout l'univers catholique, les fidèles de notre pays ont un motif tout spécial de s'y réjouir. Car, j'oserais le dire, pour eux le jour de l'Assomption est une fête nationale, et cela pour deux raisons : d'abord parce que Marie a été constituée Reine de France par Louis XIII qui lui consacra sa personne et son royaume, par son édit du 10 février 1638, en mémoire de quoi tous les ans, le 15 août, se fait partout une procession solennelle en l'honneur de la Très-Sainte Vierge ; — en second lieu, la fête de l'Assomption est le mémorial de la résurrection de la France, puisque c'est en ce jour que, après dix ans de sanglante révolution, les temples fermés par l'impiété furent rouverts, les prêtres chassés furent rappelés, le culte catholique pros crit fut rétabli, au grand contentement de tous.

Réjouissons-nous donc et tressaillons d'allégresse. Fixons nos regards sur celle qui est à la fois notre mère, notre souveraine et notre patronne. Célébrons ses gloires, en méditant ces belles paroles que je citais en commençant, *Pulchra ut luna, electa ut sol, terribilis ut castro-rum acies ordinata*, la glorieuse Marie est belle comme la lune, éclatante comme le soleil, terrible comme une armée rangée en bataille.

I

La lumière a toujours été le symbole de la pureté, du bonheur et de la grandeur. Le Saint-Esprit voulant nous faire soupçonner l'ineffable félicité de Marie au jour de son Assomption, la compare à tout ce qu'il y a de plus lumineux dans la nature. Et d'abord, dit-il, elle est belle comme l'astre des nuits, *pulchra ut luna*.

Qu'elles sont grandes les beautés de la lune dans une nuit calme et sereine ! Quelle solennelle majesté elle répand sur toute la nature ! En la contemplant, nous sentons notre âme se plonger dans l'infini, et naturellement nous nous abandonnons à une rêverie extatique. Emule du soleil, à qui cependant elle emprunte sa lumière, elle éclaire les ténèbres et en fait disparaître l'horreur ; elle assure la sécurité du voyageur à qui elle indique la route ; elle marque les temps et les saisons ; elle a le privilège de rappeler aux nobles sentiments, en même temps que par ses phases successives de progrès et de décroissance, elle proclame l'infirmité de toutes les beautés et de toutes les grandeurs de la terre.

L'astre des nuits est le symbole de la Très-Sainte Vierge Marie.

Marie, elle aussi, a une splendeur qu'elle ne tient pas d'elle-même, mais de Notre-Seigneur Jésus-Christ appelé si justement « le soleil de justice. » Marie, elle aussi, a réalisé un progrès admirable, d'autant plus admirable que, pendant toute sa vie, elle n'a point su ni décroître, ni dégénérer ; elle n'a cessé d'aller de splendeur en splendeur. Marie, elle aussi, est revêtue des charmes les plus aimables, elle est ornée de la beauté la plus douce et la plus gracieuse.

Oh ! comment redirai-je la sainteté, les perfection, les vertus, les beautés de Marie, *pulchra ut luna* ! La perfection de Jésus ressemble à l'éclat du soleil, elle est splendide, mais nous ne pouvons pas, pour ainsi dire, la fixer de nos yeux mortels. La perfection de Marie est magnifique, sublime, héroïque, mais nous pouvons la contempler d'un regard attendri, elle nous touche, elle nous saisit, elle nous ravit. *Pulchra ut luna*.

Marie est belle par son *innocence immaculée*. Sa pureté, dit saint Thomas, est inexprimable. Chercher des taches dans sa vie, c'est chercher des ténèbres dans le jour plein. Jamais elle n'a été souillée d'aucune faute. Jamais le serpent infernal ne s'approcha de ce beau lis, qu'il ne périt avant de l'infecter de son haleine. C'était un miroir fidèle de la divinité ; un vif rayon de la clarté du Verbe incarné ; un éclat de la lumière éternelle ; une fleur sortie du sein de la beauté par essence. *Candor lucis æternæ*. Rien ne pouvait souiller sa blancheur de neige ; son innocence, par un beau triomphe de la grâce, en vue des mérites de Jésus-Christ son fils, était inviolable ; le péché ne pouvait pénétrer dans le sanctuaire de son âme. O le rare privilège, ô la belle et admirable vie ! *Pulchra ut luna* !

Cette excellente pureté, qui est sans exemple

parmi les hommes, fut comme le fond sur lequel la grâce fit éclater toutes les vertus, qui, par un admirable concert firent de l'âme de Marie un spectacle digne de l'étonnement des anges et de Dieu lui-même. Telle était cette ravissante beauté qui naissait de l'assemblage de toutes ces perfections, qu'il est difficile de dire laquelle a le premier rang. Son humilité était un abîme, sa chasteté était sans tache, sa patience sans bornes, sa sagesse sans mesure, sa force et son courage sans limite. En effet, quelle devait être l'humilité qui eût le pouvoir de faire descendre le Dieu de gloire des plus hauts sommets de la grandeur jusqu'aux plus profonds abîmes du néant ! Quelle est la chasteté qui mérita de préparer à la pureté incréée un trône digne de son infinie majesté ! Quelle est la patience qui fut capable de porter avec Jésus le poids de ses travaux, les douleurs de sa croix, l'ignominie de sa mort et les regrets de son absence ! Quelle est l'obéissance qui contraignit une telle mère à vivre si longtemps séparée de son fils et à souffrir si longtemps l'exil d'une vie mortelle ! Quelle est la force, le courage, la tendresse, le zèle qui l'obligea à demeurer sur terre pour consoler les fidèles, instruire les apôtres, fortifier les martyrs, encourager les vierges, soutenir l'Eglise naissante ! Sainte Catherine disait qu'une âme en état de grâce surpasse en beauté toutes les plus splendides merveilles de la création ; que faut-il donc penser de l'âme de Marie. *Pulchra ut luna !*

Que dirai-je maintenant de la charité de Marie, de la charité qui est l'âme des vertus et le dernier terme de la perfection des élus ? Le Saint-Esprit avait allumé dans son cœur une flamme si violente que c'était un miracle continu qu'elle pût vivre. Les ardeurs des Séraphins pâlissaient comparées aux siennes. Son cœur était toujours en Dieu et Dieu était continuellement dans son cœur. Elle avait reçu à sa conception une charité plus accomplie que celle du premier des anges, et elle ne cessa de l'augmenter par sa fidélité à la grâce, par la possession de Jésus dans son chaste sein, par la présence de Jésus, par la conversation avec Jésus, par le souvenir de Jésus ! O quels transports ! ô quelles défaillances ! ô quels ravissements, quand elle contemplait presque à découvert les processions adorables des divines personnes, les ineffables secrets de la sagesse de Dieu, le sacrement de son amour, l'abîme de ses miséricordes ! Et chaque instant, de sa conception à sa maternité divine, de sa maternité divine au drame sanglant du Calvaire, du drame du Calvaire à son dernier souffle, elle augmenta prodigieusement ses vertus, ses perfections, ses mérites, ses beautés indicibles. *Pulchra ut luna !* Oui, ô Marie, vous êtes plus sainte que les chérubins, vous êtes plus parfaite que les séraphins, vous êtes toute belle, et dans ce jour solennel de votre triomphe, je tombe à vos pieds, admirant, louant, bénissant vos incomparables beautés. *Pulchra ut luna !*

II

« Quelle est celle-ci, dit l'Époux au Cantique des cantiques, quelle est celle-ci qui s'avance comme l'aurore lorsqu'elle se lève, qui est belle comme la lune, éclatante comme le soleil, terrible comme une armée rangée en bataille ? » Cette créature privilégiée, répondent les saints Docteurs, c'est la Très-Sainte Vierge Marie. Elle ressemble à l'aurore à sa conception, elle a les beautés de la lune pendant son existence mortelle, elle rayonne de l'éclat du soleil et pour l'éternité, à son couronnement dans le ciel, le jour de sa glorieuse Assomption. Le Saint-Esprit compare les élus du paradis à autant de soleils de gloire, *fulgebunt justi sicut sol*. Cette magnifique comparaison s'applique surtout à Marie qui l'emporte autant par ses mérites, sur le plus élevé des saints et le plus sublime des anges, que le ciel est au-dessus de la terre. Aussi, quand saint Jean, dans l'Apocalypse, la contemple dans les splendeurs de sa félicité, il la dépeint ayant la lune sous ses pieds, *luna sub pedibus ejus*, portant sur sa tête une couronne de douze étoiles, *in capite ejus corona stellarum duodecim*, toute revêtue des splendeurs du soleil, *mulier amicta sole !*

Le soleil, quel pur et magnifique symbole de la gloire de Marie dans le ciel et de ses salutaires et toutes-puissantes influences dans le monde surnaturel ! Le soleil tient le premier rang parmi tous les astres ; sa nature intime est si excellente qu'elle échappe à nos curieuses investigations ; il est éloigné de nous par des distances extraordinaires, et, cependant, il réalise sur la terre et dans le monde entier les effets les plus précieux. C'est lui qui règle les saisons et répand partout le doux bienfait de la lumière ; lui absent, ce sont les horreurs des ténèbres. Il réchauffe de sa chaleur puissante tous les êtres de la création. Il entretient partout la vie chez l'homme, chez les animaux, dans toutes les variétés du règne végétal. Sans lui, l'homme et tous les êtres animés languiraient misérablement ; sans lui, les prairies ne s'émailleraient point de fleurs variées qui, en étalant leurs belles couleurs, répandent au loin les douceurs de leurs parfums ; sans lui, les vignes ne décoreraient point les coteaux de leurs grappes empourprées ; sans lui, les champs ne se couvriraient pas d'épis dorés qui, tout en nourrissant les corps, doivent aussi nourrir les âmes, après avoir été changés au corps de Jésus-Christ, *firmamentum panis !* En un mot, le soleil éclaire, chauffe et vivifie.

C'est aussi le rôle de Marie dans le ciel, depuis le jour de son Assomption.

Sans doute elle n'est toujours, malgré sa gloire incomparable, qu'un soleil secondaire ; le soleil principal, duquel elle tire toute sa puissance, c'est Notre-Seigneur Jésus-Christ, *Sol justitiæ*. Mais enfin elle n'en est pas moins un soleil réel et bien-faisant ; parce qu'elle a en mains toutes les grâces de lumière, de conversion, de force, de consolations, de vie surnaturelle et de persévérance. Toutes les grâces qui doivent sauver les élus pas-

sent par ses mains; elle est la distributrice des dons du Tout-Puissant; nul n'ira au ciel que par Marie; et c'est ainsi qu'elle est le soleil du monde surnaturel, éclairant, réchauffant, vivifiant par la vertu du sang de Jésus-Christ, dont elle fait l'application à qui, quand, et dans la mesure qu'elle veut. C'est de sa plénitude, dit saint Bernard, que nous recevons les dons célestes; et sa libéralité est si universelle, que si jamais nous avons reçu quelque faveur, conçu quelque espérance de salut, si nous avons été enrichis de quelque grâce, c'est à elle que nous en sommes redevables; car Dieu a résolu de ne rien nous accorder sans le faire passer par ses mains. » (Homil. 2 *sup. Missus est.*) Et Bossuet résumant toute la théologie sur ce point dans son puissant langage : « Dieu, dit-il, ayant une fois voulu nous donner Jésus par Marie, cet ordre ne change plus, et les dons de Dieu sont sans repentance. Il est et sera toujours véritable qu'ayant reçu, par elle, une fois, le principe universel de la grâce, nous en recevons encore par son entremise les diverses applications dans tous les états différents qui composent la vie chrétienne et dans toutes les autres opérations qui n'en sont que les dépendances. » (3^e sermon sur la conception de la sainte Vierge.)

O Marie, puisque vous avez le privilège insigne d'avoir entre les mains toutes les lumières, toutes les énergies, tous les éléments de vie, ayez pitié de nous, éclairez-nous, embrasez-nous d'amour pour Dieu, faites-nous vivre de la vie de la grâce, *sub tuum præsidium confugimus!* En vous est toute notre confiance, en vous est tout notre espoir! Faites fleurir et mûrir dans le jardin de notre âme toutes les vertus, ô soleil de bénédiction, et les violettes de l'humilité et de la pénitence, et les lis de la pureté, et surtout les roses odoriférantes de la charité! Que notre cœur ne soit point une terre aride, inféconde et désolée, mais sous vos rayons féconds, un beau parterre qui fasse les délices du divin Jardinier, *electa ut sol!* Mais cette vie de l'âme que Marie nous dispense est exposée à bien des coups; de nombreux ennemis veulent nous la ravir; heureusement, au titre de mère de la vie, elle joint celui de protectrice invincible; c'est ce qui affermit notre confiance, et c'est la troisième idée que je veux seulement signaler à votre piété, *terribilis ut castrorum acies ordinata.*

III

Oui, des ennemis implacables veulent nous dépouiller des biens dont la miséricordieuse bonté de Jésus et de Marie nous enrichit. Ce ne sont pas des ennemis, ce sont des armées d'ennemis. Il y a l'armée de Satan, les troupes infernales qui, au témoignage de S. Paul, remplissent l'air de leurs bataillons, et qui, avec un acharnement dont la féroce égale la durée, veulent nous réduire sous leur humiliante servitude. Il y a l'armée du monde, de la société des hommes méchants, qui, par leurs critiques, leurs moqueries, leurs menaces, leurs doctrines, leurs exemples, cherchent à nous dé-

tourner du parti du divin Maître. Il y a l'armée des passions que chaque chrétien porte en son cœur, et qui, à moins d'une répression énergique, est capable de nous infliger, au moment où nous y pensons le moins, la plus complète des défaites.

Contre tous ces ennemis, Marie est notre très puissante et très efficace protection, *terribilis ut castrorum acies ordinata.*

Elle nous défend victorieusement contre les sectaires, contre les scandales, contre nos faiblesses, contre les stratagèmes les plus habiles de l'antique adversaire du genre humain. Elle commande en chef l'armée de la résistance au mal. « Saint Michel, dit S. Augustin, est à la tête des légions angéliques, mais il commande sous les ordres de Marie pour défendre, le jour et la nuit, le corps et l'âme des élus du Seigneur. — Marie est appelée *souveraine*, dit à son tour S. Bonaventure, parce qu'elle est l'impératrice du ciel, de la terre et de l'enfer, souveraine des anges, des hommes et des démons. — (*In speculum* B. M. C. III). — O mère, s'écrie encore S. Augustin, tous les anges et les archanges sont à votre service; toutes les puissances, toutes les vertus, toutes les dominations vous obéissent. » (*In cantico*). Aussi, sous l'égide de Marie, nous n'avons rien à craindre; du haut du ciel, elle nous voit, elle nous aime, elle voit nos besoins, elle se fait notre défense. Donc, courage, et confiance, *terribilis ut castrorum acies ordinata!*

St Stanislas Kostka avait pris, dès l'âge le plus tendre, la sainte Vierge pour mère; il ne se lassait point de l'invoquer et de parler d'elle, et il avait presque toujours entre les mains ou son image, ou le chapelet, ou quelque livre composé en son honneur. Il l'avait souvent priée de lui obtenir la grâce de mourir le jour de sa glorieuse Assomption. Il lui avait même écrit pour cela, avec une admirable candeur, une lettre qu'il porta sur son cœur, allant à la sainte communion: il fut exaucé. Etant tombé malade le même jour, il entra en agonie le matin de la fête de l'Assomption, et, tenant encore entre ses mains les gages de sa dévotion, il mourut ainsi, déjà grand saint, avant l'âge de dix-neuf ans.

O Marie, si nous ne pouvons recevoir de vos mains la faveur accordée à ce grand saint, un de vos amis de prédilection, du moins obtenez-nous d'être les dignes enfants de votre cœur. Obtenez-nous une haine efficace du péché, une crainte respectueuse des jugements de Dieu, une soumission sans réserve à la sainte loi. Obtenez-nous quelque participation aux vertus qui rayonnent sur votre front d'une splendeur si étincelante, à votre humilité, à votre obéissance, à votre pureté plus qu'angélique, à votre esprit de prière, à votre confiance en Dieu, à votre zèle pour la gloire de Jésus et le salut des âmes. Obtenez-nous la victoire sur le monde, l'enfer et nos passions. Obtenez-nous d'aller jouir, en votre compagnie, des joies ineffables du paradis.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. DES INDULGENCES

DECRETUM. Monasteriensis de Scapularibus.

Die 27 Aprilis 1887.

Postquam Romani Pontifices benigne indulse-
runt ut sacerdotes tum sæculares tum regulares
facultate potirentur simul benedicendi imponen-
dique quinque Scapularia nempe SSmæ Trini-
tatis, B. Mariæ Virginis de Monte Carmelo, Im-
maculatæ Conceptionis et septem Dolorum ejus-
dem B. Mariæ Virginis, nec non rubrum Passionis
D. N. J. C., nonnullæ exortæ sunt quæstiones et
difficultates circa modum supradictæ facultatis
exercendæ. His accesserunt dubia nonnulla quæ
respiciunt communicationem ecclesiis Confrater-
nitatum SSmæ Trinitatis, B. Mariæ Virginis de
Monte Carmelo, ac septem Dolorum omnium In-
dulgentiarum, quæ ecclesiis Ordinum ejusdem
nominis sunt adnexæ, nec non commutationem
visitationis ecclesiæ eorumdem Ordinum, sive
Confraternitatum, ubi ea desit, in visitationem
ecclesiæ parochialis. Alia demum sunt proposita
dubia, quæ agunt de reciproca communicatione
Indulgentiarum et Privilegiorum Confraternita-
tum SSmæ Trinitatis, et B. Mariæ Virginis de
Monte Carmelo sive a Fratribus Calceatis, sive
Excalceatis utriusque Ordinis erectarum; ac in
specie de Indulgentiis visitantibus ecclesias Ordinis
Carmelitici, aliquibus anni diebus concessis,
et de generali absolutione in mortis articulo im-
pertienda confratribus et consororibus s. scapu-
laris Carmelitarum.

Quæ omnia Fr. Pius Seerburg Ordinis Capucci-
norum concionator in Conventu Monasteriensis
Provinciæ Rhenano-Vestphaliæ suorum confratrum
nomine, qui sacris Missionibus operam impendunt,
sequentibus dubiis huic S. Congregationi Indulgentiarum et SS. Reliquiarum propo-
sitis complexus est:

I^m. An ad validitatem benedictionis sufficiat
signum Crucis manu efformatum super scapulare
absque ulla verborum pronuntiatione, et aquæ
benedictæ aspersione?

II^m. An receptio in confratrem valeat, si fiat sim-
plici intentione concepta animo, ac verbis nullis
adhibitis?

III^m. An declaratio s. Congregationis de ser-
vandis substantialibus in adscriptione fidelium
Confraternitati B. M. V. de Monte Carmelo debeat
etiā, atque eodem sensu, intelligi quoad cetera
scapularia?

IV^m. An pro induendo fideles quinque scapula-
ribus, totidem etiā benedictiones, impositiones
ac receptiones requirantur, vel unica tantum, et
quæ sufficiat?

V^m. An suscipientes et gestantes scapulare cæ-
ruleum B. M. V. Immaculatæ, aut rubrum Pas-
sionis D. N. J. C. Confraternitates constituent?

VI^m. An in ecclesiis Confraternitatum SSmæ
Trinitatis, B. M. V. de Monte Carmelo ac septem

Dolorum acquiri valeant omnes Indulgentiæ, quas
lucrantur fideles visitando ecclesias Ordinum
respectivorum?

Et quatenus affirmative?

VII^m. An communicatio istiusmodi valeat etiā
quoad certas devotiones in ecclesiis Ordinum ha-
beri solitas, uti orationem 40 horarum, missas,
officia divina, litanias, Dei verbi prædicationem
etc., quando quis iisdem devotionibus intersit in
ecclesia respectivarum Confraternitatum?

VIII^m. An in locis, ubi nulla adest ecclesia ne-
que Ordinis neque Confraternitatis SSmæ Trini-
tatis, aut B. M. V. de Monte Carmelo vel a septem
Doloribus, fideles qui sunt adscripti Confrater-
nitati SSmæ Trinitatis erectæ etiā a Fratribus
calceatis, vel Confraternitati B. M. V. de Monte
Carmelo, aut septem Dolorum, acquirere respec-
tive possint omnes Indulgentias adnexas dictarum
ecclesiarum visitationi visitando ecclesiam paro-
chiam?

IX^m. An sacerdos, qui facultatem obtinuit a
Fratribus Calceatis recipiendi fideles in Confra-
ternitatem SSmæ Trinitatis, valeat communicare
præter Indulgentias, quæ reperiuntur in Sum-
mario approbato pro Confraternitatibus erectis a
Fratribus calceatis, etiā eas, a prædictis diver-
sas quæ reperiuntur in sommario approbate pro
Confraternitatibus erectis a Fratribus Discalcea-
tis, ac versa vice, in locis præsertim ubi proprii
Ordinis, aut Confraternitatis ecclesia non existit?

X^m. An idem sit constituendum de gratiis et
Indulgentiis, quæ sunt concessæ Confraternita-
tibus erectis a Fratribus Calceatis aut Discalceatis
Ordinis B. M. V. de Monte Carmelo?

XI^m. An constet de authenticitate Indulgentiæ
Plenariæ, quæ concessa fertur pro unaquaque
feria quarta cujusque anni hebdomadæ christi-
fidelibus visitantibus ecclesiam Ordinis B. M. V.
de Monte Carmelo?

XII^m. An constet de authenticitate Indulgentiæ
Plenariæ, quæ traditur concessa ab Honorio III
et Nicolao IV pro unaquaque anni die, in qua
visitetur ecclesia Ordinis prædicti?

XIII^m. An omnibus confessariis ab Ordinario
approbatis indulta sit facultas impertiendi Abs-
olutionem generalem confratribus et consororibus
B. M. V. de Monte Carmelo in articulo mortis
constitutis, quoties deficiat sacerdos potestate
præditus munia directoris Confraternitatis exer-
cendi?

Emi et Rmi Patres in Congregatione generali
habita in Palatio Apostolico Vaticano die 25 Mar-
tii 1887 rescripserunt:

Ad I^m. Negative, sed benedictio danda est juxta
formulam præscriptam, ad normam Decreti 18
Augusti 1868.

Ad II^m. Negative.

Ad III^m. Affirmative.

Ad IV^m. Affirmative ad 1^{am} partem: Negative
ad 2^{am}, nisi ex speciali Indulto S. Sedis, et ea
formula, quæ in eodem conceditur, et ad mentem.
Mens est, ut qui sacerdotes utuntur Indulto Apos-

tolico induendi christifideles quinque scapularibus non benedicant scapularia, nisi ea sint distincta, id est vere quinque scapularia, sive totidem sive duobus tantum funiculis unita, et ita ut eujuslibet scapularis pars una ab humeris, alia vero a pectore pendeat, non vero unum tantum scapulare in quo assuantur diversi coloris panniculi, prout ab hac s. Congregatione jam cautum est.

Ad V^m. Negative.

Ad VI^m. Negative.

Ad VII^m. Negative.

Ad VIII^m. Affirmative ex Brevi Pii Papæ IX 30 Januarii 1858 pro Confraternitate SSmæ Trinitatis, et ex Brevi ejusdem Pontificis 15 Januarii 1855 pro Confraternitate B. M. V. de Monte Carmelo; et supplicandum SSmo pro extensione indulti ad Confraternitatem B. M. V. a septem Doloribus.

Ad IX^m. Affirmative, facto verbo cum SSmo.

Ad X^m. Affirmative.

Ad XI^m. Ex deductis non constare nisi de Indulgentia Plenaria in una ex quartis feriis eujuslibet mensis et juxta modum expressum in Brevi Benedicti XIII « Alias pro parte » 4 Martii 1727.

Ad XII^m. Negative, sed Indulgentia plenaria in casu ita intelligenda est, ut semel in anno tantum ab unoquoque christifideli acquiri possit, sicut in una Maceraten. 15 Martii 1852 Confraternitatis SSmæ Trinitatis.

Ad XIII^m. Affirmative.

Facta vero de iis omnibus relatione in audientia habita ab infrascripto Secretario die 27 Aprilis 1887, Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII responsiones Patrum Cardinalium approbavit, et ad dubium VIII benigne annuit pro petita Indulti extensione, quo in locis ubi nulla adest Ecclesia neque Ordinis Servorum B. Mariæ Virginis, neque Confraternitatis septem Dolorum, qui sunt eidem Confraternitati adscripti, acquirere valeant omnes Indulgentias dicti Ordinis ecclesiis annexas, visitando respectivam parochialem ecclesiam.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis die 27 Aprilis 1887.

Fr. THOMAS M. Card. ZIGLIARA *Præf.*

ALEXANDER Episcopus Oensis *Secret.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans notre diocèse, sauf à certains temps de l'année, nous pouvons remplacer les fêtes par des offices votifs, et notre Ordo qui les indique répète à chaque fois la mention *ad libitum*. Dernièrement un de mes confrères soutenait devant moi qu'un prêtre qui avait commencé à dire les offices votifs, devait les dire toute l'année, sans pouvoir les alterner avec les fêtes. Je le crois bien pour l'office entier d'une journée, mais je ne vois aucune raison qui s'oppose à ce qu'aujourd'hui je fasse de la fête et demain d'un office votif. Qu'en pensez-vous ?

R. — Vous avez raison contre votre confrère. Dans la récitation privée, tous les clercs sont libres de dire les offices votifs quand ils veulent. La restriction n'a lieu que pour la récitation en chœur. Dès que le chapitre ou la communauté ont opté pour les nouveaux offices votifs et que l'Ordinaire a approuvé, une fois pour toutes, leur option, ils ne peuvent plus s'en écarter :

« Quoad choralem quidem recitationem, de consensu capituli seu communitatis ab Ordinario semel pro semper adprobando; quoad privatam vero recitationem, ad libitum singulorum de clerico. » (Decretum Urbis et Orbis, *Per Apostolicas Litteras*, etc., 3 juli 1883.)

Q. — Peut-on, à un reposir pour la procession du T.-S. Sacrement, représenter certaines scènes, comme par exemple, l'apparition de N.-D. de la Salette, ou de N.-D. de Lourdes ?

Ainsi j'ai vu, l'année dernière, à un reposoir, une petite statue de N.-D. de Lourdes sur un des gradins du reposoir, puis sur le marche-pied où doit se mettre le célébrant et ses ministres, une jeune fille déguisée un peu en Bernadette et simulant l'extase. Pendant que défilait la procession et au moment où arrivait le dais, 7 à 8 petites filles chanterent, sur l'ordre de l'inspiratrice du reposoir, un cantique en langue vulgaire, tout à la gloire de N.-D. de Lourdes.

Je me suis permis de blâmer la chose; on n'a pas été content et on s'est plaint amèrement en disant que ça se faisait bien ailleurs ?

R. — Nous avons déjà dit dans cette Revue, il y a deux ou trois ans, que ces exhibitions étaient contraires à l'esprit de l'Eglise, et nous n'avions pas l'intention de revenir sur cette question. Mais comme plusieurs de nos confrères insistent, et soutiennent que la sainte Eglise n'a pas pu prohiber des représentations qui ne peuvent qu'édifier les fidèles, nous allons reproduire quelques décisions de la Sacrée Congrégation des Rites qui montreront que nos appréciations étaient fondées.

Au dix-septième siècle, certaines exhibitions avaient lieu dans la ville même de Rome. Des enfants des deux sexes représentaient des mystères et des scènes de martyre. La S. Congrégation des Rites prohiba absolument toutes ces représentations, sous quelque forme qu'elles se produisent: et elle en donne la raison, c'est que, d'une part, ces représentations n'augmentent pas la piété, et que de l'autre, elles détournent les fidèles de l'adoration due au Très-Saint Sacrement.

« S. R. C. sollicitè animadvertens quod pia fidelium consuetudo associandi processiones quæ fiunt in Urbe infra hebdomadam SSmi corporis Christi, per pueros utriusque sexus repræsentantes varia SS. Martyria, et Mysteria, non solum Christifidelium non agent pietatem, imo a debita adoratione SSmi mentes populi distrahant, ideo iidem Emi decreverunt in posterum prohibendum esse, ne dicti pueri, puellæque ut supra, aliquo modo admittantur; et ita servari mandarunt, et debitam executionem, cui de jure, commiserunt. Die 5 martii 1667 (n. 2398, Decretum Urbis.)

Dans le même temps, des exhibitions analogues

avaient lieu au diocèse de Milan. On voyait des petits garçons, des petites filles, et même de grandes filles âgées de plus de 20 ans, représenter des saints et des saintes, leur vie, leurs miracles, leur mort; ils s'avançaient ainsi dans la procession, revêtus des insignes de ces saints. L'archevêque demandait donc si l'on pouvait permettre ces représentations, non-seulement aux processions du Très-Saint Sacrement, mais à celles des confréries; par exemple, du Rosaire, du Scapulaire, etc.

« An in processionibus tum SSmi Sacramenti in die Solemnitatis corporis Christi, ejusque Octava, tum aliorum Confraternitatum Rosarii, Carminis, Cordigerarum, aliisque hujusmodi, permittendum sit ut pueri, puellæque, nedum septennio minores, sed virgines ultra vigesimum annum, magno cum scandalo, sanctos sanctasque, eorumque vitas, miracula et mortes repræsentantes, cum insigniis eorumdem SSrum induant, et incedant? »

La S. Congrégation répondit simplement :

« Prohiberi » (5 nov. 1667, n. 2423, ad 7).

Dans la suite, la S. Congrégation des Rites s'est-elle montrée plus indulgente à l'égard de ces représentations? Non.

Dans la province de Venise, on portait à la procession de la Fête-Dieu et pendant la semaine Sainte, des instruments de la Passion de Notre-Seigneur, à savoir, un fragment de la sainte croix et d'une épine de la sainte couronne. On demandait donc si cela était permis.

La S. Congrégation répondit encore : « Negative. » (S. R. C. 17 juin 1684 (n. 5059, ad I.)

Mais du moins en nos jours est-elle encore aussi sévère? On ne peut en douter.

En 1844, on exposait à la Sacrée Congrégation des Rites que la coutume s'était introduite dans le diocèse de Brescia de faire porter, par des jeunes gens, à la Fête-Dieu et pendant l'octave, l'arche de l'Ancien Testament, la table des pains de proposition, le chandelier à 7 branches, et autres choses de ce genre; et on donnait les raisons qui militaient pour et contre cette pratique.

La Sacrée Congrégation répondit à l'évêque en rappelant les décrets que nous avons cités plus haut, et en lui recommandant de détruire une coutume qui par sa nature détournait les esprits de l'adoration due au Très-Saint Sacrement qui doit être l'unique objet de l'attention des fidèles. (7 décembre 1844, n. 4994.)

Q. — Il y a longtemps que j'ai demandé une réponse à la question liturgique suivante :

Peut-on donner la statue du Sacré-Cœur de Marie comme *pendant* au Sacré-Cœur de Jésus, ou bien la statue du Sacré-Cœur doit-elle être placée *seule* sans aucune statue en face ou à côté?

R. — Nous ne connaissons sur ce point aucune décision de la Sacrée Congrégation des Rites.

Q. — En France, aux fêtes renvoyées au dimanche (v. g., l'Epiphanie), peut-on, dans une communauté religieuse, dans une *chapelle de collège*, chanter les deuxièmes vêpres solennelles de la fête, comme on a chanté le matin la messe solennelle?

R. — Rien n'empêche d'agir ainsi. C'est même ce qui se pratique le plus ordinairement dans les communautés et même dans les églises paroissiales.

Q. — 1° Pour les 40 Heures, les Adorations perpétuelles, toutes les fois enfin que le Saint-Sacrement doit être exposé avec solennité, est-on rigoureusement obligé de placer l'ostensoir sur le tabernacle, ou peut-on le mettre sur une exposition plus ou moins élevée sur la table d'autel devant le tabernacle?

2° Je suis sur le point de faire exécuter une magnifique exposition avec 2 anges adorateurs. Elle doit être placée sur l'autel mais assez élevée à l'aide de 4 très petites colonnes; en sorte que tout le devant du tabernacle restera visible comme à l'ordinaire. Cette exposition ne gênerait point pour dire la sainte messe, car le calice serait placé en avant des colonnettes, parce que l'exposition n'avancerait que de 25 centimètres sur l'autel en partant du tabernacle. — L'ouvrier artiste auquel j'ai communiqué mon plan le trouve superbe; mais il n'est pas rubriciste. Je vous prie de me dire si cette exposition serait contraire aux rubriques?

R. — Ad I. On n'est pas obligé de placer l'ostensoir sur le tabernacle de l'autel. On peut aussi le mettre dans un trône qui serait lui-même placé au-dessus du tabernacle de l'autel.

Ad II. Mais nous n'admettons point votre plan d'exposition bien que votre ouvrier artiste le trouve admirable. Il ne convient pas que les colonnettes du trône reposent sur l'autel; la rubrique du Missel défend de mettre sur l'autel tout objet qui ne servirait pas au saint sacrifice ou à l'ornementation de l'autel :

« Super altare nihil omnino ponatur, quod ad missæ sacrificium, vel ipsius altaris ornatum non pertineat. » (Rubriques générales du Missel, t. 20.)

Mais il ne serait pas défendu de faire reposer ces colonnettes sur les gradins de l'autel.

Q. — A propos de la fête de N.-D. Auxiliatrice, un certain nombre de nos paroissiens se sont souvenus d'un ancien Manuel de la Confrérie de N.-D. Auxiliatrice. Cette confrérie qui avait son siège à Munich, je crois, a-t-elle été maintenue?

1° Est-elle approuvée?

2° Quelles sont ses conditions, ses indulgences?

3° Que faut-il faire pour s'agréger et où s'adresser?

Pourriez-vous m'y faire agréger afin que je puisse à mon tour agréger les autres, délivrer des billets d'agréation, bénir les images s'il y a lieu. Où trouver ces billets et images s'ils existent? Faut-il s'adresser à Rome où il y aura évidemment cette confrérie, puisque son office est universel?

R. — Ad I. La confrérie de N.-D. Auxiliatrice est désignée dans les actes de la S. Congrégation des Indulgences sous le titre de *Sodalitas sub titulo Sancti Amoris B. M. V. Auxiliatricis*. Elle est établie à Munich, dans l'église paroissiale de saint Pierre, et à Pise, dans l'église de saint Michel. Nous croyons que l'une et l'autre de ces confréries ont le droit d'agréger d'autres confréries.

Le Saint-Siège autorisa, le 26 janvier 1833, tous les évêques de Portugal à établir cette confrérie dans l'une des églises de leur ville épiscopale : « *Isdem modo et forma quibus Monachii in ecclesia parochiali S. Petri, et Pisis in ecclesia sancti Michaelis, respective reperitur canonice erecta, cum communicatione et participatione in perpetuum omnium et singularum indulgentiarum, privilegiorum ac bonorum spiritualium juxta ejusdem sodalitatis regulas et statuta.* »

Ad II. Nous ignorons les conditions imposées par la Confrérie à ses membres; mais il est facile de les apprendre en demandant l'agrégation avec le règlement, soit à Munich, soit à Pise.

Voici le sommaire des Indulgences qui ont été accordées aux confréries érigées en Portugal, en vertu du décret du 26 janvier 1833.

I. INDULGENCES ACCORDÉES PAR INNOCENT XI

Indulgences plénières. 1^o Le jour de l'entrée dans la Confrérie pour tous ceux qui, contrits et confessés, recevront la sainte communion.

2^o Les frères et les sœurs qui, à l'article de la mort, contrits, confessés et communiés, invoqueront avec dévotion, au moins de cœur, s'ils ne peuvent le faire de bouche, le très saint nom de Jésus, gagneront une indulgence plénière.

3^o Les membres de la confrérie qui, contrits, confessés et communiés, visiteront l'église, la chapelle ou l'oratoire de la confrérie au jour de la fête principale, qu'on peut fixer au jour que l'on veut, avec l'approbation de l'évêque, mais une fois pour toute, gagneront une indulgence plénière, applicable aux âmes du Purgatoire, en priant aux intentions du Souverain-Pontife.

Indulgences partielles. 1^o Une indulgence de sept années et de sept quarantaines, quatre fois par an, à des jours une fois désignés par l'évêque, pour ceux qui visiteront l'oratoire, en remplissant les mêmes conditions que pour l'indulgence dont nous venons de parler.

2^o Indulgence de soixante jours pour toutes les œuvres et exercices de piété.

Le pape Grégoire XVI a permis à tous ceux qui seraient légitimement empêchés, de remplacer la visite de l'oratoire de la confrérie par la visite de n'importe quelle église publique.

Pie VII a accordé une indulgence de trois cents jours, applicable aux âmes du Purgatoire, à la récitation des Litanies de la sainte Vierge.

II. INDULGENCES ACCORDÉES PAR GRÉGOIRE XVI

Grégoire XVI a accordé une indulgence plénière applicable aux âmes du Purgatoire en chacune des fêtes suivantes : l'Immaculée-Conception, la Nativité, la Présentation, la Purification, l'Annonciation, la Visitation et l'Assomption de la sainte Vierge, la fête du titulaire, et la fête de saint Michel Archange, la fête de la mort et celle du patronage de saint Joseph.

Privilèges. Toutes les messes célébrées pour les confrères défunts, soit en commun, soit pour cha-

cun d'eux en particulier, sont privilégiées comme si elles étaient célébrées à un autel privilégié.

Les prêtres membres de la confrérie jouissent de l'indult de l'autel privilégié personnel aux sept fêtes de la sainte Vierge énumérées plus haut, et à la fête du titulaire.

Ad III. Pour obtenir l'agrégation de la confrérie de N.-D. Auxiliatrice, il faut d'abord établir canoniquement cette confrérie dans la paroisse, au moyen d'une ordonnance épiscopale, signée de l'évêque et marquée de son sceau, que l'on conservera dans les archives de la confrérie. L'évêque ne rendra l'ordonnance qu'autant qu'il y aura un règlement rédigé par écrit et soumis à sa correction et à son approbation.

Il faut ensuite demander à l'évêque diocésain une Lettre testimoniale signée de sa main et marquée de son sceau, par laquelle il accorde que la Confrérie érigée par lui soit agrégée à l'Archiconfrérie de N.-D. Auxiliatrice, soit à Munich, soit à Pise, et atteste ne voir en cela aucun empêchement. Cette lettre sera envoyée au Directeur de l'une de ces deux archiconfréries, en le priant de faire l'agrégation.

Pour obtenir en faveur de la confrérie nouvelle le privilège d'agréger d'autres confréries, il faudrait s'adresser à Rome, par l'intermédiaire de l'évêché.

Nous ne savons pas si cette confrérie existe à Rome; nous n'en avons trouvé aucune mention dans les recueils authentiques. Néanmoins on pourrait, même pour l'agrégation, s'adresser directement à Rome par l'intermédiaire de l'évêché.



JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

ÉCOLES MATERNELLES

Q. — Une commune de moins de 2,000 habitants, ou de moins de 1,200 âmes de population agglomérée, qui désire conserver, exclusivement à sa charge, son école maternelle, est-elle obligée de faire sanctionner par le conseil départemental le maintien de cette école?

R. — La commune de B... possède depuis 1872, une école maternelle dirigée par des sœurs. Comme elle ne rentre pas dans les prévisions de l'art. 15 de la loi du 30 octobre 1886, ayant une population inférieure à 2,000 habitants, ladite école n'est point obligatoire pour elle, mais elle est disposée à continuer de l'entretenir à titre facultatif.

Conformément aux instructions ministérielles, le sous-préfet a mis le conseil municipal de B... en demeure de transformer en classe enfantine son école maternelle, s'il voulait participer aux subventions de l'Etat, ou de solliciter du conseil départemental son maintien, s'il persistait à vouloir subvenir seul aux dépenses.

La prétention exposée par la lettre du sous-préfet, dont le texte nous est transmis, vaut la

peine qu'on l'examine. Ce qui lui communique un intérêt plus qu'ordinaire, c'est que le procédé mis en usage à B. est, à l'heure où nous écrivons, suggéré à tous les préfets par le ministre même de l'instruction publique.

Dans une circulaire en date du 28 mars 1886, M. Berthelot prescrit à ses auxiliaires un plan de campagne dont ce qui se passe à B... n'est qu'un incident.

Le raisonnement du ministre, reproduit par le sous-préfet, établit une alternative et se divise en deux parties.

L'une a pour but d'engager la commune à changer son école maternelle en classe enfantine.

L'autre tend, pour le cas où la transformation ainsi recommandée n'aurait pas lieu, à inspirer au maire et au conseil municipal des doutes sur la régularité de l'établissement de ladite école, et à leur faire croire à la nécessité de solliciter près du conseil départemental la consécration de son existence.

Nulle hésitation ne nous semble possible sur le premier de ces deux points.

Le sous-préfet invoque en faveur de la création de la classe enfantine une considération d'intérêt pécuniaire. Il fait remarquer 1^o qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 30 octobre 1886, les écoles maternelles établies dans les communes de plus de 2,000 habitants, et de plus de 1,200 âmes agglomérées, sont désormais seules assimilées aux écoles primaires publiques, avec obligation pour les communes et pour l'Etat de pourvoir à leur entretien, dans la proportion que les lois déterminent; 2^o qu'en ce qui touche les subventions à espérer de la part de l'Etat dans les autres communes, le bénéfice de l'allocation spéciale consentie par les Chambres (*chapitre 53 du budget des dépenses*) se trouve expressément limité aux écoles maternelles régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886, c'est-à-dire, s'il faut en croire le ministre, à celles d'entre ces écoles qui, antérieurement à la date indiquée, ont été créées ou confirmées dans la forme prescrite par les articles 15 de ladite loi du 30 octobre et 7 de la loi du 16 juin 1881 (*avis du conseil municipal; décision du conseil départemental; approbation du ministre*). La commune de B... n'appartient continue le sous-préfet, ni à l'une, ni à l'autre, des catégories ainsi spécifiées. L'entretien de son école maternelle reste donc désormais tout entier à sa charge, à moins qu'en la transformant en classe enfantine et en l'annexant sous ce nom à l'école primaire, elle ne l'associe au sort de ladite école, dont la dépense obligatoire est supportée par la commune avec le concours de l'Etat.

Il y aurait beaucoup à dire sur la valeur juridique de l'argument tiré des termes du chapitre 53 du budget des dépenses, lequel est ainsi conçu : « *Chapitre 53. Enseignement primaire. Traitements. Caisse des écoles. Subventions aux écoles maternelles et aux écoles enfantines, notam-*

ment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles auraient été régulièrement créées, avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886. »

Parmi les écoles maternelles régulièrement créées dont parle ce texte, n'est-il possible de comprendre que les écoles établies par décision du conseil départemental ? et le sens naturel des mots n'indique-t-il pas, au contraire, que toute école maternelle, fondée légalement à un moment quelconque, antérieurement à la loi de 1886, est restée depuis lors pleinement régulière ? Le bon sens et la loyauté combattent pour l'affirmative.

Mais que sert-il de discuter, puisqu'il s'agit ici de faveurs gouvernementales et que le ministre en est maître ? La théorie du sous-préfet devra l'emporter, vraie ou fausse. Quelle qu'ait été l'origine de son école maternelle, la commune en supportera exclusivement l'entretien, si elle ne plie pas sous la volonté ministérielle.

Il ne s'ensuit pas — loin de là — qu'il soit cas de fonder une classe enfantine adjointe à l'école primaire.

Adopter un pareil système, ce serait, en ce qui regarde les enfants de moins de six ans, exclure sans délai l'enseignement congréganiste, et, pour le reste de l'école, préparer à courte échéance une laïcisation inévitable. Une institutrice laïque pourrait seule, d'après la loi, être nommée en vue de la classe créée ; et le jour où une telle auxiliaire prendrait place à côté d'elles, les sœurs, probablement, croiraient devoir quitter l'école. Le préfet ne l'ignore pas. Très peu gêné sans doute par le souvenir des deux promesses faites par M. Goblet devant les Chambres, au moment de la discussion de la loi du 30 octobre, et renseigné d'ailleurs par les sentiments religieux de la commune, ce magistrat croirait inopportun encore de laïciser franchement.

On peut penser qu'il lui plairait d'avoir, en apparence, à cet égard, la main forcée. C'est une satisfaction qu'il ne faut point lui accorder. L'école maternelle existe ; faute de mieux et à tous risques, il convient de la maintenir.

Mais, en la maintenant, la commune se voit conduite à reprendre le second terme de la question posée plus haut.

L'école conservée par suite du refus de fonder une classe enfantine, aurait-elle besoin, pour continuer d'exister, de subir par ailleurs la procédure spéciale indiquée par l'art. 15 de la loi du 30 octobre ?

Si tel était le droit, le dilemme serait bien grave, car l'école ainsi confirmée serait censée sortie d'un état illégal, et commencer à exister. Elle serait traitée comme école nouvelle ; laïcisée, par conséquent.

Fort heureusement, sur ce point, le système du sous-préfet (bien qu'il ne soit, ici encore, qu'une application de celui du ministre) ne supporte pas l'examen, et ne mérite, à notre avis, que le silence du conseil municipal pour réponse.

Il ne s'agit plus, en effet, — qu'on veuille bien le remarquer, — de l'interprétation du chapitre 53 du budget des dépenses et de la question de savoir quelles sont, aux yeux du ministre, les écoles régulièrement créées qui peuvent recevoir ses subventions.

La loi de finances, uniquement relative à la distribution des deniers publics, n'a pu rien changer au principe en vertu duquel, ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, les écoles maternelles actuellement existantes ont conservé, sous la législation actuelle, tous droits acquis.

Pas plus en cette matière qu'en toute autre, la rétroactivité ne peut être admise.

Fondée en 1872 — sous l'empire de la loi du 15 mars 1850, puisque la loi du 10 avril 1867 ne s'appliquait qu'aux écoles primaires, — la salle d'asile, aujourd'hui école maternelle, fonctionnait dans des conditions normales et incontestées au moment de la promulgation de la loi du 16 juin 1881. Cette loi n'a pu lui infliger rétroactivement aucune déchéance. La régularité de sa situation a si peu fait doute, à cette époque, que précisément à partir du 1^{er} janvier 1882, le traitement de l'institutrice, jusque-là mandaté par le maire, a commencé d'être mandaté par le préfet et payé en partie sur les fonds de l'Etat. A son tour, la loi du 30 octobre 1886 n'a pu (tacitement surtout) rien changer à cet état de choses.

Si l'on peut arguer en sens contraire de quelques passages des circulaires successives de M. Paul Bert (25 janvier 1882), de M. Goblet (8 décembre 1886), et enfin de M. Berthelot (20 mars 1887), l'expression de l'opinion de ces divers ministres n'a été qu'individuelle et n'a point altéré la portée de la loi. L'introduction discrète et peu comprise au Parlement des mots *écoles régulièrement créées*, dans le texte du chapitre 53 du budget des dépenses, a tout au plus restreint (et nous le contestons) l'application des largesses de l'Etat aux écoles approuvées par le conseil départemental. Aucune atteinte à l'existence même des autres écoles n'en peut être la conséquence.

Il est donc vrai de dire, et il importe d'affirmer que l'école maternelle, dont la situation nous est exposée, existe régulièrement, qu'elle n'a nul besoin d'être ratifiée; — et qu'il n'y a pas lieu de solliciter, en ce qui la touche, la sanction du conseil départemental.

Au reçu de cette réponse, sous-préfet, préfet et ministre s'abstiendront d'insister, nous devons le croire. Le texte même des articles 15 et 13 de la loi du 30 octobre condamne leur prétention. Seules déclarées obligatoires, par le premier de ces articles, les écoles maternelles des communes de plus de 2,000 habitants et de plus de 1,200 âmes agglomérées, sont seules assimilées en revanche aux écoles primaires publiques dont l'établissement et le maintien sont soumis par l'art. 13 au contrôle et à la décision du conseil départemental.

En essayant, à cet égard, de contredire l'évidence, la circulaire du ministre et la lettre du

sous-préfet s'étaient d'avance condamnées à une étrange inconséquence qu'elles ont, en effet, commise. Comment le sous-préfet pourrait-il expliquer que la commune eût besoin, ainsi qu'il l'indique, d'obtenir la sanction du conseil départemental *en vue de conserver exclusivement à ses frais son école maternelle*, puisque, d'après lui-même et d'après l'auteur qu'il copie, l'école en question ne serait en rien distinguée, si cette sanction intervenait, de celles que le chapitre 53 du budget rend aptes à recevoir une subvention ?

LES ORPHELINATS

Q. — Un directeur d'orphelinat peut-il considérer les enfants qu'il y recueille comme élevés dans la famille et se borner à leur y faire donner un enseignement privé ?

R. — Aux termes d'une circulaire du ministre de l'instruction publique en date du 17 avril 1882, les orphelinats ont un double rôle. D'une part, ils remplacent la famille, et, à cet égard, ils échappent, comme le père et le tuteur, au contrôle de l'Etat. D'autre part, ajoute la circulaire, ils donnent et doivent donner aux enfants en âge scolaire le minimum d'instruction exigé par les lois, et, à ce point de vue, ils sont soumis comme toute école libre, aux dispositions qui régissent l'enseignement primaire.

Nous avons donc à nous demander si réellement, et d'une manière générale, les orphelinats ont le caractère juridique d'une école quant à l'instruction qui y est donnée.

L'article 17 de l'ordonnance du 16 juillet 1833 rendue pour l'exécution de la loi du 28 juin 1833 définit l'école : toute réunion habituelle d'enfants de différentes familles qui a pour but l'étude de tout ou partie des objets compris dans l'enseignement primaire.

Or, si les enfants recueillis dans l'orphelinat ont perdu leurs proches parents, s'ils en sont délaissés, ne peut-on pas dire qu'en fait ils sont sans famille, abandonnés à la charité publique pour les soins physiques et moraux nécessaires à leur âge ? En les recueillant, en leur donnant gratuitement l'abri, la nourriture, l'entretien, l'éducation, l'orphelinat remplace pour eux la famille absente dont il assume les charges et les devoirs. Ces enfants, que la nature a fait naître dans des familles différentes, sont donc devenus, par l'adoption, les enfants d'une seule et unique famille. A ce titre, ils peuvent recevoir, dans la maison, un enseignement qui restera domestique et privé si tout enfant étranger en est exclu.

Quoique réunis à certaines heures pour étudier en commun, ces orphelins ne nous semblent pas être devenus pour cela les élèves d'une école dans le sens juridique du mot.

La jurisprudence des Cours n'est pas contraire à cette opinion.

En effet, par l'arrêt du 2 mars 1860 (affaire Humbourg), que la circulaire précitée invoque inexactement à l'appui de sa thèse, la Cour de

cassation décide que les ouvriers, où des jeunes filles, tant externes qu'internes, reçoivent l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel, sont soumis à la législation de l'enseignement primaire. Or les jeunes filles de cet ouvrier n'étaient pas toutes délaissées, sans famille, puisque plusieurs d'entre elles, les externes, appartenait à des familles distinctes, auprès desquelles elles rentraient chaque jour. Cet arrêt ne nous semble donc pas applicable à la question que nous examinons.

Par son arrêt du 23 janvier 1883, la Cour suprême a statué sur le fait d'un abbé qui donnait en même temps l'instruction à sept enfants.

Quatre d'entre eux se destinant à l'état ecclésiastique, étaient couverts par la déclaration de l'article 66 de la loi du 15 mars 1850; les trois autres, neveux de l'abbé, recueillis, nourris et élevés par lui, furent considérés comme membres de sa famille adoptive et ayant droit à y recevoir l'enseignement domestique.

Les considérants suivants de cette décision, qui pose les véritables principes de la matière, nous paraissent s'appliquer exactement à notre question :

« Attendu qu'à toutes les époques, les lois relatives à l'enseignement ont distingué avec soin l'enseignement privé et domestique de l'enseignement qui se donne publiquement dans les écoles; qu'il a toujours été reconnu que l'enseignement reçu au sein de la famille n'est soumis à aucune autorisation, et que la loi du 15 mars 1850, aussi bien que les lois qui l'ont précédée, ne contient de dispositions prohibitives qu'à l'égard de ceux qui veulent ouvrir une école et enseigner publiquement; que l'abbé Fèvre pouvait donc, en ce qui concerne ses trois neveux, leur donner l'enseignement qu'il voulait juger convenable, sans avoir besoin de faire aucune déclaration à l'autorité; qu'ayant la garde et la charge de ces enfants, il avait sur eux en fait l'autorité du père de famille et qu'à ce titre il leur devait l'éducation aussi bien que la nourriture et l'entretien. »

Par arrêt du 6 mars 1885, la Cour de Poitiers, réformant un jugement du tribunal de Parthenay, a considéré comme recevant l'enseignement domestique sept petites filles orphelines ou issues de parents indigents, logées, nourries, entretenues et élevées par une personne charitable, remplissant à leur égard toutes les charges et tous les devoirs du père de famille.

La jurisprudence des Cours est donc favorable à notre thèse.

Mais, d'autre part, et en sens contraire au nôtre, il existe diverses décisions du conseil supérieur de l'instruction publique, disposant que les écoles tenues dans les hospices sont soumises à la législation scolaire.

Néanmoins on peut observer qu'en invoquant ces autorités, la circulaire de 1882 ne fait pas connaître si les écoles, objets de ces décisions, n'étaient ouvertes qu'aux seuls enfants de l'hospice,

ou si elles admettaient en outre des élèves étrangers à ces établissements. Ce point de fait aurait ainsi, d'après nous, une importance considérable sur les solutions contenues dans ces documents.

Quoi qu'il en soit, le ministre de l'instruction publique, dans ses dites instructions du 17 avril 1882, se déclare résolu à imposer la stricte exécution des lois scolaires dans les orphelinats et à déférer aux tribunaux correctionnels les directeurs et directrices qui refuseraient de s'y soumettre.

Tels sont, à notre connaissance, les précédents de la question sous l'empire de la loi de 1850.

Cette loi n'avait pas eu à édicter de dispositions spéciales aux écoles libres, ouvertes dans les établissements de bienfaisance. Il n'en était pas besoin.

La loi de 1886 n'a pas innové, sur ce point, en leur appliquant explicitement les dispositions générales. D'après le rapport de la commission du Sénat, le texte devenu l'article 43 actuel, assujettit aux conditions des écoles privées les écoles ouvertes dans les établissements charitables et mentionne les orphelinats afin d'empêcher « que, sous des dénominations diverses, on ne cherche à éluder les prescriptions de la loi qui perdrait ainsi une grande partie de son autorité. »

Quant à la question qui nous occupe, de savoir si un directeur d'orphelinat peut considérer les enfants qu'il y recueille comme élevés dans la famille et se borner à leur y faire donner un enseignement domestique, le ministre de l'instruction publique l'a résolue comme suit devant le Sénat (*séance du 20 février 1885*) :

« Il est certain que dans des établissements de cette nature, où il n'y aurait qu'un très petit nombre d'enfants soumis à l'obligation scolaire, le chef de l'établissement, les directeurs ou administrateurs pourraient parfaitement être considérés comme donnant l'enseignement de la famille, et comme n'étant pas obligés, par conséquent, de faire la déclaration relative à l'ouverture d'une école dans les conditions déterminées par la loi.

« Ce n'est pas pour ces cas exceptionnels, et qui peuvent être prévus par un règlement d'administration publique, que la disposition actuelle est faite. Elle est faite, au contraire, pour le cas où il y a dans l'établissement une véritable école; où le directeur et les administrateurs sont allés chercher un instituteur breveté et l'ont installé dans leur établissement pour y faire la classe. »

Il n'y a donc pas eu, de la part du ministre, contradiction, sinon avec les motifs, du moins avec les solutions judiciaires que nous avons relatées plus haut. De plus, le décret réglementaire du 18 janvier 1887 n'a pas touché, sur ce point, aux orphelinats, ainsi que le ministre l'avait fait pressentir. On peut donc admettre qu'un directeur d'orphelinat peut donner l'enseignement domestique, si les enfants sont très peu nombreux, complètement privés ou délaissés de leurs parents et à la charge entière de l'établissement.

Ainsi qu'on le comprend, les conditions de fait, variables suivant les établissements, exerceront la plus sérieuse influence sur la solution qu'il y aurait lieu d'adopter.

COURRIER DE L'UTILE

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. — Pourriez-vous m'indiquer un moyen de nettoyer, sans les abîmer, les monnaies et les médailles ?

R. — Voici celui qu'indique la *Nature* :

Pour les pièces d'argent. — On prépare un bain composé de neuf parties d'eau de pluie et d'une partie d'acide sulfurique. On dépose dans ce bain les pièces d'argent le temps voulu pour que le sulfure qui les a noircies se dissolve. Cinq à dix minutes suffisent d'ordinaire. Les ayant retirées, on les plonge dans l'eau pure, puis on les savonne avec une brosse (mieux vaut celle des bijoutiers), une brosse du plus fin numéro. Lorsqu'elles sont devenues claires, on les agite de nouveau dans l'eau, on les sèche dans un linge doux et, finalement, on leur donne le dernier coup, sans trop frotter, avec une peau de chamois neuve qu'on réserve à cet usage.

Pour le cuivre. — Lorsque les pièces de cuivre n'ont pas de platine, on peut suivre à leur égard le procédé indiqué pour l'argent. Mais si elles sont bronzées, c'est une tout autre affaire. Le moindre contact avec de l'acide enlève aussitôt le bronze. Il est même à remarquer que si modérément qu'on les frotte avec une étoffe, le cuivre se met à nu sur les reliefs.

Il faut, si la médaille bronzée est encrassée, la mettre dans un bain de benzine, puis la savonner avec la brosse douce et faire ensuite comme pour la monnaie d'argent. Mais si elle n'est salie que par des attouchements maladroits (il conviendrait de ne jamais prendre en main les médailles que par la tranche), le mieux est de la nettoyer avec la peau de chamois, qu'on tient sur le bout d'un doigt. Si du cuivre se met à nu, comme c'est le plus souvent le cas, on prend une brosse un peu dure, on en passe la soie sur un morceau de cire jaune, puis on la plonge dans un mélange de poudre impalpable d'ocre rouge et plombagine, avec laquelle on brosse la médaille, qui ne tardera pas à se rebronzer suffisamment.

A cette note de la *Nature*, j'ajoute la recette suivante pour fabriquer un savon spécial qui nettoie parfaitement l'argenterie et le bronze.

On dissout une part de savon de Marseille dans une part égale d'eau de pluie en chauffant le mélange. Lorsque la dissolution est complète, on ôte le mélange du feu et on ajoute 3 parts de craie. On moule ensuite et on obtient un excellent produit.

offre à tout instant pour argenter les objets de cuivre et de métal blanc ?

R. — Je ne puis vous dire ce que sont ces liquides, puisque je n'en ai pas échantillon. Mais en voici un que vous pouvez employer et même fabriquer.

On fabrique ce liquide en dissolvant 7 parties d'argent dans 13 parties d'acide nitrique. On ajoute ensuite à cette solution de nitrate d'argent une autre solution ainsi composée : 60 parties de cyanure de potassium dans 750 parties d'eau et 13 parties de craie délayée.

Les objets que l'on veut argenter sont tout simplement immergés dans ce liquide ou frottés avec.

Il faut toutefois apporter à cette opération la plus grande attention, car ce liquide est très vénénéux.

Q. — Un confrère m'a montré un bouquet très fin de fleurs qui lui ont été données comme fleurs naturelles métallisées. Est-il vrai qu'on peut métalliser des fleurs naturelles ? et alors comment ?

R. — Oui, on peut métalliser des fleurs naturelles, comme tout autre objet. Voici, pour cela, la recette que donne la *Lumière électrique* :

Nous signalons, dit-elle, le procédé suivant, employé pour recouvrir électrolytiquement d'une mince couche de métal des corps organiques délicats, tels que des fleurs et des insectes.

On prépare un liquide albumineux d'une manière très originale : on lave dans l'eau pure des linaces et des colimaçons pour les débarrasser des matières terreuses et calcaires qu'ils entraînent avec eux ; on les place ensuite dans un vase rempli d'eau distillée, et on les y laisse assez longtemps pour qu'ils abandonnent leur matière albumineuse. Le liquide obtenu est filtré, puis maintenu en ébullition pendant une heure. Après refroidissement, on ajoute assez d'eau distillée pour remplacer le liquide évaporé et l'on y joint à peu près 1 pour 100 de nitrate d'argent. Cette liqueur est renfermée dans des bouteilles bouchées hermétiquement et conservées dans l'obscurité.

On dissout 30 grammes de cette préparation dans 100 grammes d'eau distillée, et l'on plonge quelques instants dans cette solution les objets à métalliser ; on les porte dans un bain d'eau distillée renfermant 20 pour 100 de nitrate d'argent et l'on réduit par l'hydrogène sulfuré le sel métallique adhérent à la pellicule albumineuse. Il ne reste plus qu'à soumettre les fleurs, plantes ou insectes ainsi préparés à l'action du courant dans une cuve galvanoplastique : on obtient un dépôt bien supérieur aux métallisations ordinaires par la finesse du grain et la netteté des empreintes.

TUYAUX D'ORGUE EN PAPIER

Voici quelques détails sur un instrument merveilleux qui vient d'être construit à Milan : un orgue en papier ! C'est un orgue d'église dont la

Q. — Que pensez-vous des liquides que l'on nous

particularité consiste en ce que les tuyaux, au lieu d'être de métal, sont en carton-pâte. Le son en est puissant et doux à la fois. La seule différence qu'on puisse signaler avec les orgues ordinaires est, peut-être, que dans le nouvel instrument les registres se referment plus rapidement, étouffant ainsi l'écho et le ronflement, et rendant moins brusque la transition du *piano* au *forte*.

Quelques mots maintenant concernant l'inventeur.

C'est le père don Giovanni Crespi Rigghizo, de Milan, religieux et professeur de chimie et d'histoire naturelle. Son existence entière s'est passée dans la misère et les privations; la paroisse dell'Incoronata, dont il fait à présent partie, est elle-même la plus modeste, la plus pauvre de toute la ville. Et c'est parce qu'il a appris que la population nécessiteuse était privée de musique pendant le service divin, « la seule chose qui les réconfortât moralement dans leur misérable sort, » que l'idée lui vint d'établir un matériel à bon marché pour la construction des orgues, ce qui permettrait à la plus modeste communauté d'acquérir un de ces instruments.

Pour mener à bonne fin son projet, Giovanni Crespi eut à lutter contre beaucoup de difficultés. L'argent lui manquait. Le découragement commençait à s'emparer de lui, lorsqu'il eut le bonheur de rencontrer un artisan possédant à fond la technique de l'instrument, Luigi Colombo, auquel il se confia et dont il fut immédiatement compris.

Grâce à quelques économies et aux indications recueillies dans un vieux dictionnaire de musique (de Lichtental), imprimé à Milan en 1826, tous deux, le prêtre et l'artisan, se mirent à l'ouvrage.

Leurs moyens ne leur permettant de travailler que sur une échelle restreinte, ils ne purent d'abord dépasser le nombre de 22 registres, de 44 pédales et de 1,400 tuyaux en tout. L'orgue fut achevé en juin 1886 et patenté au mois d'août de la même année.

ENCORE UNE RECETTE CONTRE LES FOURMIS

Pour déloger les fourmis des lieux où elles ont établi leurs colonies, il suffit de bourrer les environs du nid de charbon de bois concassé; les fourmis abandonnent la place. Mais si elles délogent de leur nid, elles vont se réfugier ailleurs. Il est plus simple, pour les détruire, d'arroser légèrement de pétrole une toile d'emballage et de la placer sur l'endroit fréquenté par les fourmis; les plantes voisines n'en souffrent pas.

CONTREXÉVILLE

Les Vosges sont un pays de vacances, où les étrangers abondent en ce moment, soit qu'ils viennent en touristes pour visiter ses jolis sites, soit qu'ils viennent en malades pour demander à

ses eaux, à celles de Contrexéville spécialement, guérison ou au moins soulagement.

Nous croyons donner un conseil utile :

Aux touristes en leur signalant l'intéressant volume que M. l'abbé Chapiat, un érudit et un artiste, a publié sous le titre de *Voyage dans les Vosges*¹;

Aux malades de Contrexéville, aux prêtres surtout, en leur indiquant un médecin consultant qui joint une grande science à une grande conscience : Monsieur le docteur Thiéry, ancien élève des Jésuites de Metz. C'est à Contrexéville même que nous avons entendu faire son éloge par les nombreux malades qu'il conseille et dirige; et plusieurs prêtres ont applaudi à notre pensée de le recommander chaudement à leurs confrères.

MOYEN DE SE DÉBARRASSER DES MOUCHES

Rien de plus incommode que les mouches. Elles tracassent par leur vol incessant qu'elles semblent effectuer autour de vous. Elles s'acharnent sur les aliments. Elles noircissent tous les objets sur lesquels elles se posent : dorures, objets d'or ou d'argent, glaces, etc.

On a employé, pour les détruire, la mine de plomb, la poudre de cobalt, l'orpin, etc.; mais ces matières sont dangereuses à employer, attendu que les mouches empoisonnées vont souvent mourir sur les aliments.

Voici trois moyens efficaces et sans danger pour détruire les mouches :

Dans l'endroit où les mouches sont nombreuses, on place sur une table ou un meuble quelconque deux petites planchettes appuyées verticalement l'une sur l'autre et enduites intérieurement de miel. Les mouches ne tarderont pas à se rassembler. On rapproche alors vivement les deux planchettes, et les mouches se trouvent écrasées.

Pour empêcher les mouches de noircir les objets qui ornent les appartements, il suffit de passer une légère couche d'huile de laurier sur les lustres, les dorures, les cadres; ces objets se trouvent ainsi garantis du contact des mouches.

Le troisième moyen consiste à faire bouillir huit parties de quassia dans 500 grammes d'eau. On passe et on ajoute 125 parties de mélasse. On met cette préparation dans une assiette, les mouches viennent y mourir.

¹ *Voyages dans les Vosges*, par M. l'abbé Chapiat, curé-doyen de Vittel, chanoine honoraire de St-Dié, membre de l'Institut historique de France, de l'Académie lorraine de Stanislas, lauréat de la Société d'émulation des Vosges, chevalier de la Légion d'honneur. Un fort vol. in-12. Prix : 3 fr. Paris, librairie Palmé, 76, rue des Sts-Pères.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 3 augusti 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 12^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
SAINT LOUIS, ROI DE FRANCE

*Pietas ad omnia utilis est,
promissionem habens vitæ
quæ nunc est et futuræ.*

(Timoth., IV, 8.)

Dans les temps si troublés où nous vivons, au milieu de l'apathie générale et de l'indifférence pour la religion, il est bon, pour atténuer les fâcheuses influences du scandale et du respect humain, je dirai plus, il est nécessaire de nous souvenir du passé, de nous rappeler les admirables exemples de nos aïeux, de réchauffer notre foi au contact de leur foi, et de nous inspirer de leur vaillant courage pour résister aux nombreux ennemis qui voudraient étouffer l'espérance chrétienne dans les cœurs, voiler la face du ciel, rabaisser les regards et les caractères vers la terre, en un mot matérialiser les populations. Il est bon, il est nécessaire de méditer la vie des saints. Je suis heureux, dans cette réunion, de vous entretenir de l'un des saints les plus sympathiques et les plus accomplis, de l'un des protecteurs les plus puissants de notre chère patrie, du noble et glorieux saint Louis, roi de France. Je suis persuadé que vous recueillerez les plus fortifiantes leçons d'édification en considérant avec moi : d'une part l'éminente sainteté de ce grand prince, et d'autre part les excellentes récompenses dont Dieu a récompensé cette sainteté, *Pietas ad omnia utilis est, promissionem habens vitæ quæ nunc est et futuræ.*

I

La vraie piété consiste dans l'entier accomplissement de ses devoirs à l'égard de Dieu, à l'égard de soi-même et à l'égard du prochain. « Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme et de toutes vos forces, et votre prochain comme vous-même » : tel est l'oracle de la sagesse incréée. Comme saint Louis a de point en point réalisé ce code de la perfection !

I. Et d'abord il s'est vraiment aimé selon Dieu, en étant excellemment fidèle à toutes les obligations qu'il avait à remplir à l'égard de lui-même. Ici c'est un faisceau admirable des plus admirables vertus. — Admirable sa pureté. Il avait correspondu exactement aux soins si dévoués de Blanche de Castille. Il avait profondément compris cette parole de sa mère : « Mon fils, vous savez combien je vous aime, et cependant j'aimerais mieux vous voir mort à mes pieds que souillé d'un seul péché mortel. » Il avait une incroyable horreur de l'offense de Dieu : aussi bien eût-il le rare privilège de conserver immaculée jusqu'à sa mort la blanche robe de l'innocence. — Admirable son esprit de foi : en toutes choses il se conduisait, non par les calculs de l'intérêt ou de la prudence

humaine, mais par les principes surnaturels. Il croyait plus vivement aux vérités de la foi que s'il en eût contemplé la réalité des yeux du corps. C'est ce qu'il fit bien voir dans cette circonstance mémorable où Notre-Seigneur apparut à la sainte chapelle, sur l'autel, pendant la messe, sous les traits d'un radieux enfant. Comme on le pria de quitter sa chambre pour aller contempler le miracle : « Que ceux, dit-il, qui sont infirmes dans la foi aillent à la sainte chapelle ; moi, appuyé sur ces paroles du Sauveur : *Ceci est mon corps, ceci est mon sang*, je crois plus parfaitement à la présence réelle de Notre-Seigneur, que si je le voyais de mes propres yeux. » — Admirable, son esprit de prière : il avait fait de son palais comme une église ; tous les jours il récitait, ainsi que le plus humble religieux, ses heures canonicales ; tous les jours, malgré ses nombreuses occupations, il entendait deux messes. Jusque dans les camps, la tente qu'on lui dressait était une sorte de sanctuaire, où la divine Eucharistie reposait comme l'arche sous les tentes d'Israël. — Admirable sa pénitence : il châtiât rudement son corps ; pour lui faire la guerre, il s'armait d'une discipline de fer ; il était toujours vêtu d'un cilice, c'était comme un lis environné d'épines. Outre les jeûnes prescrits, il en faisait beaucoup d'autres de dévotion, particulièrement les vendredis de l'année, et aux vigiles des fêtes de la T.-S. Vierge, et ses jeûnes étaient extrêmement rigoureux ; il voulut mourir sous l'humble livrée des enfants de saint François d'Assise. — Admirable sa confiance en Dieu et son invincible patience au milieu de l'adversité que Dieu permet pour faire briller davantage la sainteté de ses élus. Il quitta deux fois les délices de la France pour aller chercher un empire à Jésus-Christ au-delà des mers, sans y trouver beaucoup de succès, du moins apparent ; il perdit deux florissantes armées que la contagion lui enleva ; il perdit ses trésors et le plus pur sang de la France ; il perdit en Orient ses travaux, ses sueurs, sa liberté, et la vie ; et jamais une plainte, jamais un murmure, jamais un découragement, toujours amoureux soumis aux adorables desseins de la Providence ! — Admirable son humilité, l'humilité, la vertu préférée du Sacré-Cœur de Jésus. Loin de se laisser éblouir par la splendeur de son rang, il s'abaissait d'autant plus devant Dieu qu'il était plus grand devant les hommes. Sa parole était sans prétention, son attitude sans ostentation, ses vêtements sans luxe, ses regards sans dédain, sa conversation sans recherche. Quoiqu'il fût le premier parmi les enfants de la France, et qu'il sût dignement représenter le trône le plus auguste, il se regardait comme le dernier de tous, parce qu'il sentait toutes les responsabilités qui pesaient sur ses épaules. Il préférât son titre de chrétien à celui de roi ; il aimait à signer *Louis de Poissy* plutôt que *Louis de France*, parce que c'était à Poissy qu'il avait reçu le saint baptême, et qu'il était devenu enfant de Dieu et héritier du royaume du ciel. Et quand ses

amis s'en étonnaient, il leur répondait que la royauté de l'homme ici-bas ressemble « à la royauté de la fève qui finit avec le souper », tandis que la royauté du chrétien est une royauté éternelle, qui survit à la perte des sceptres périssables et des couronnes éphémères. Faut-il s'étonner qu'un prince si pénitent, si humble, si pénétré des principes de la foi, ait eu le cœur le plus compatissant, le plus bienveillant, le plus charitable pour le prochain ?

II. « Bieuhéureux ceux qui ont faim et soif de la justice (Math., v, 6). — Il jugera le peuple avec équité et il fera justice aux pauvres; il les délivrera des usures et des violences, et leur nom sera honorable devant lui. (Ps. LXXI). Bienheureux ceux qui sont miséricordieux, bienheureux ceux qui sont doux ! (Math., v, 4, 7). » — Ces paroles des saintes Lettres expriment bien la piété de S. Louis pour le prochain. Il a été l'homme de l'équité : le souvenir du chêne de Vincennes, où le bon monarque rendait, sans apprêts, la justice à son peuple, est présent à tous les esprits ; il veillait avec beaucoup de soin sur l'intégrité des magistrats ; et l'une de ses grandes frayeurs était de faire tort à qui que ce soit. Il était l'homme de la bonté compatissante. Il s'ingéniait à subvenir à toutes les misères. Il prenait particulièrement, et très efficacement, les veuves, les pauvres, les orphelins sous sa protection. Quel cœur de père pour ses soldats ! Quelles entrailles de miséricorde pour l'ensevelissement des morts et pour les pestiférés ! Des établissements de charité pour toutes les infortunes sont fondés par lui. Il a tous les jours à sa table au moins trois pauvres ; il en servait deux cents aux jours de fête. Il voyait en eux l'image de Jésus-Christ. « Les pauvres, disait-il, ce sont les soldats et les défenseurs de mon royaume ; il faut bien que je les paie à proportion de leurs services. »

III. Mais si nous voulons connaître la source première de tant de piété et de bonté, il faut nous reporter à sa brûlante charité pour son Dieu. C'est parce qu'il aimait Dieu qu'il était si austère pour lui-même et si dévoué à son prochain. C'est parce qu'il aimait Dieu qu'il a entrepris pendant tout son règne tant d'œuvres magnifiques. C'est parce qu'il aimait Dieu qu'il a, dans la mesure qui le concernait et sous la direction des Pontifes, réformé les abus qui régnaient dans la discipline ecclésiastique, particulièrement le vice de la simonie qui était, à cette époque, l'abomination de la désolation dans le lieu saint. C'est parce qu'il aimait Dieu qu'il eut tant de zèle pour l'intégrité de la foi, réprimant les hérétiques, poursuivant les novateurs en entourant d'estime et de bienveillance les religieux, spécialement les enfants de S. François et de S. Dominique, qu'il considérait comme les boucliers de la religion catholique. C'est parce qu'il aimait Dieu qu'il ne pouvait souffrir qu'on outrageât son saint nom et qu'il poursuivit rigoureusement les blasphémateurs, comme des criminels de lèse-majesté. C'est

parce qu'il aimait Dieu, enfin, qu'il s'est arraché aux douceurs de la patrie, et qu'à la tête de ses guerriers, pour reconquérir les saints lieux et donner au Christ un vaste royaume, il entreprit deux de ces immortelles expéditions, la gloire de la France, appelées Croisades, qu'un célèbre orateur comparait naguère à la voie lactée, et qui sont comme de brillantes avenues de lumière et de civilisation. — Ainsi donc, l'humilité était à la base de la perfection de S. Louis ; au sommet c'était l'amour de Dieu agissant, généreux triomphant. Toutefois, chrétiens, je ne vous aurais pas, à mon gré, suffisamment esquissé la figure de notre glorieux monarque si je ne mettais en relief quelques traits de sa sainteté qui lui donnent une physiognomie à part, parmi les élus du Seigneur, *Non est inventus similis illi qui conservaret legem excelsi.*

IV. C'est une sainteté *pleine de force* : rien ne l'ébranle ; elle résiste à toutes les séductions, et sur le trône, environné de dangers, il ne se laisse ni tromper par les flatteurs, ni capturer par l'appât du plaisir, ni s'enorgueillir par la puissance et la richesse : il demeure aussi pur, aussi humble, aussi détaché, qu'un moine dans sa cellule. Sainteté *brillante de franchise* : il ne redoute ni la moquerie, ni la critique ; il foule généreusement aux pieds tout respect humain ; il reconnaît loyalement, courageusement, publiquement, N.-S. J.-C. pour son Seigneur et Maître. Sainteté *rehaussée de tout l'éclat du bon exemple* : l'exemple, quand il vient de haut, est la puissance qui domine et fascine ; s'il est mauvais, il est la source d'incalculables désastres ; s'il est bon, il est le principe d'innombrables actes de vertus. Or, S. Louis est le chef de la plus noble nation du monde ; le chef non-seulement par l'autorité, mais par la sainteté. C'est la lumière qui brille sur la montagne et qui est vue de loin ! D'autres peuvent être humbles dans la sainteté, fidèles dans la sainteté, sincères dans la sainteté, constants et fermes dans la sainteté, lui, il est magnifique dans la sainteté, selon une belle parole de nos saints livres : *Magnificus in sanctitate* ? Enfin, la sainteté de S. Louis est une *sainteté admirablement complète*. Il est saint pour lui-même, saint comme père de famille : avec quelle sollicitude il élève ses enfants ; qu'ils sont beaux les avis qu'il donne à son fils Philippe le Hardi, avant de mourir pour Dieu sur la plage africaine, lui recommandant la fidélité à Dieu, le respect et l'amour de l'Eglise, le soin des pauvres, le dévouement à ses sujets, la pureté du cœur ! Il est saint comme roi : avec quelle vaillante bravoure il combat contre les ennemis de la patrie ; avec quelle force il travaille à pacifier les esprits et à défendre l'honneur de son trône contre les rebelles ou les usurpateurs ; avec quel zèle il revendique les droits de Dieu : il se regarde comme le lieutenant de Jésus-Christ, sa maxime est qu'il n'est roi que pour faire régner Dieu, pour rétablir, pour maintenir, pour agrandir l'empire de Dieu ; il résout admirablement la question sociale en

respectant le premier et en conviant ses peuples à respecter les droits de Dieu ! Oh ! le beau, le noble, le chevaleresque caractère ! Oh ! l'admirable, la magnifique piété, *magnificus in sanctitate* ! Elle ne pouvait manquer d'être splendidement récompensée, *pietas ad omnia utilis est*, c'est ce qu'il nous faut brièvement considérer.

II

Il est des hommes à courte vue qui pensent et disent que la piété et la grandeur sont incompatibles, qu'on ne peut à la fois pratiquer la vertu et montrer du courage, et que le chrétien, pour être fidèle à sa mission, doit se cacher et ne point paraître au grand jour. Rien n'est plus faux. Les saints sont avant tout des hommes de caractère ; les saints sont des hommes hardis dans leurs entreprises, parce qu'ils comptent, non sur eux-mêmes, mais sur Dieu ; les saints ont le privilège de la vraie grandeur et de la vraie gloire. S. Louis en est la preuve manifeste. Son nom rayonne d'une splendide auréole de gloire et sa piété a été couronnée des plus magnifiques succès. C'est l'homme grand par excellence.

I. Il est grand dans la paix. Son administration a été des plus fécondes et des plus heureuses. Il réprima les entreprises de vassaux rebelles. Il fit régner l'ordre, la justice et la paix dans ses états. Il consolida puissamment le trône de France. Il ajouta à la couronne de nombreuses provinces et prépara aussi efficacement la belle unité de notre pays. Sous sa direction et sa bienveillante protection, la civilisation fit de rapides progrès, un grand mouvement fut donné à l'affranchissement des communes, les arts et les sciences prirent leur essor, l'on vit éclore des chefs-d'œuvres d'architecture, de sculpture et de peinture ; le siècle de S. Louis fut le siècle de ces belles cathédrales qu'on ne se lasse point d'admirer !

II. S. Louis est grand dans la guerre. Qu'il était brillant de valeur à Taillebourg et à Saintes, alors qu'il frappa les Anglais d'une défaite si complète ! Qu'il était splendide de bravoure en Orient, alors qu'il taillait en pièces les ennemis du nom chrétien, à Damiette et Massoure ! Qu'il était intrépide pour faire rentrer dans le devoir les seigneurs qui avaient eu l'audace d'oublier leurs devoirs !

III. S. Louis est grand dans les fers. Dieu permet qu'il tombe entre les mains des infidèles, mais c'est pour le faire resplendir d'une gloire nouvelle et ajouter un nouveau fleuron à sa couronne. Par son caractère et la noblesse de ses sentiments, il en impose à ses ennemis. Les Musulmans lui disaient : « Nous te regardions comme notre captif et notre esclave, et tu nous traites, étant aux fers, comme si nous étions tes prisonniers. » Et ils étaient à ce point fascinés par lui, qu'ils délibérèrent s'ils ne voulaient point le choisir pour leur Sultan !

IV. S. Louis est grand par la considération que sa vertu lui attira de la part des plus hautes som-

mités du pouvoir civil et ecclésiastique. Le Pape et l'empereur Frédéric, le roi Henri d'Angleterre et ses barons, le duc de Bretagne et le roi de Navarre le choisissent pour arbitre dans leurs différends, tant on avait confiance dans l'intégrité de sa justice, qui brillait d'un éclat aussi lumineux que le soleil. Et la considération attachée à son nom fut si méritée et si universellement acceptée, que par un privilège unique sa mémoire a traversé les âges, escortée des bénédictions de tous, et il ne s'est point trouvé une voix pour oser la calomnier.

V. D'autre part, quel règne a jamais été plus long, plus fécond que le sien, qui a duré quarante-quatre ans ? Et quelle lignée plus heureuse que celle qui l'a fait père de cinq fils et de quatre filles, et qui a donné à la France une longue suite de rois, grâce à laquelle il a continué à régner sur la terre en même temps qu'il régnait dans les cieux parmi les amis les plus chers du cœur de Jésus. O gloire ineffable ! O belle récompense de la plus belle des vies, *pietas ad omnia utilis est promissionem habens vite que nunc est et future* !

La conclusion de cette instruction est facile à tirer. Invoquons souvent et avec confiance le nom du grand saint qui est le grand protecteur de la France. Imitons ses vertus : sa piété sincère et vaillante, sa haine du blasphème, son zèle pour accomplir ses devoirs d'Etat. Le dirai-je ? Nous aussi soyons des croisés : Dieu le veut ! Dieu le veut ! comme le disait naguère l'illustre évêque d'Angers aux grandes fêtes de Châtillon, en l'honneur d'Urbain II, est-ce que les trois grandes luttes pour le règne de Jésus-Christ, pour la liberté de l'Eglise et le triomphe de l'Evangile, ne se prolongent pas au milieu de nous avec la même ardeur qu'autrefois, bien que sous d'autres formes ? Les nations chrétiennes n'ont-elles pas à se défendre contre une invasion pire que celle du mahométisme, l'invasion d'erreurs subversives de tout ordre religieux et social ? Déchristianiser la France, n'est-ce pas le mot de la franc-maçonnerie et des ligues qu'elle a formées à son image ? L'Eglise n'est-elle pas en butte aux entreprises de tous ceux qui s'attaquent à ses droits, à sa liberté et à son existence même ? Ne voyons-nous pas se dresser en face de l'Evangile un nouveau code se résumant en ces deux mots : ni Dieu, ni maître ? Est-ce que tout cela ne constitue pas pour les sociétés modernes un immense danger ? Et ce danger, comment le conjurer si ce n'est par une nouvelle croisade allant réveiller au fond des âmes la foi et l'enthousiasme chrétien ?

Oui, au nom du patriotisme, soyons des croisés, comme notre grand saint Louis ; comme lui luttons pour les droits de Dieu, et comme lui nous serons récompensés pour l'éternité !



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — André, majeur non marié, ayant son domicile sur la paroisse V, est allé passer quelques semaines dans le midi pour sa santé; il y tombe malade, il y meurt. Ses parents domiciliés sur la paroisse N, font rapporter le corps et le font déposer non pas dans l'église de la paroisse V où le défunt avait son domicile, ni dans l'église de la paroisse N sur laquelle ils sont domiciliés eux-mêmes, mais dans l'église de la paroisse D. Le curé de cette dernière paroisse fait l'inhumation sous prétexte qu'on lui a apporté le corps, qu'il n'a pas été le chercher. *Quid juris?*

N.-B. — Ces différentes paroisses sont dans la même ville, et le cimetière est commun.

R. — La question qui nous est posée touche à une foule de principes canoniques, assez généralement ignorés, sur les sépultures, et qu'il nous faut exposer pour que la solution soit facilement comprise.

I. Le droit civil laisse chaque individu libre de déterminer le lieu de ses funérailles. « La question de savoir où doit se faire l'inhumation, où doit être enterré le défunt, est une question très délicate et qui mérite la plus grande attention. Dans cette matière..., ce qui doit tout primer, ce que l'on doit surtout rechercher, c'est la volonté du défunt... Seulement pour s'imposer d'une façon obligatoire aux héritiers, cette volonté doit se manifester d'une certaine façon. Il faudra, par exemple, qu'elle soit inscrite dans des dispositions testamentaires conformes aux prescriptions de la loi¹. »

Le droit ecclésiastique accorde la même liberté à tous les fidèles, sauf aux religieux et aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de puberté, c'est-à-dire 14 ans pour les garçons et 12 ans pour les jeunes filles. Mais ce que l'enfant n'a pu faire, la coutume, en certains lieux, reconnaît au père le droit de le faire pour lui².

Le choix de la sépulture comprend deux choses tout à fait distinctes et séparables : le choix de l'église où doivent se faire les funérailles et le choix du lieu où doit être déposé le cadavre. On ne peut choisir qu'une église qui a le droit de faire les funérailles, parce que cette faculté n'est pas reconnue à toutes les églises. Parmi celles qui en jouissent, il faut ranger :

1^o Les églises paroissiales, en vertu du droit commun;

2^o Les églises cathédrales, alors même qu'elles ne seraient pas paroissiales en vertu de la coutume;

3^o Les églises des religieux exempts, on ne peut dire en vertu de quel titre. Mais comme le fait est certain, cela importe peu;

4^o Les églises, chapelles ou oratoires qui en ont obtenu le privilège soit du Souverain-Pontife, soit de l'évêque diocésain.

L'abolition par la loi civile des cimetières particuliers et l'établissement des cimetières communs n'ont pas fait perdre aux églises qui le possédaient le droit de faire les funérailles de ceux qui le demandent. Il y a sur ce point une foule de décisions, qui s'appuient toutes sur ce principe que le législateur civil n'a aucune autorité pour enlever à un lieu des droits qui lui sont reconnus par l'autorité religieuse.

D'après le droit commun ecclésiastique, aucun mode d'élection ne s'impose sous peine de nullité. Toute manifestation authentique de la volonté suffit pour l'établir. Ainsi on peut prouver l'élection de sépulture faite par le défunt soit au moyen d'un testament, soit par une écriture privée, ou par le témoignage de deux témoins, lors même qu'ils auraient entendu séparément. On admet même le témoignage du confesseur, lorsqu'il ne dépose pas en sa faveur³.

Le droit particulier peut déterminer certains modes d'élection sous peine de nullité. Le cardinal-vicaire l'a fait pour Rome par son édit du 17 août 1832. Il y est ordonné de choisir sa sépulture par un acte notarié, ou par une déposition en présence de deux témoins qui n'ont aucune liaison avec la confrérie ou l'église choisies.

Le choix de la sépulture doit être fait par la personne même ou par son mandataire, mais en vertu d'une délégation expresse, qui doit se prouver comme le choix de la sépulture. Il n'appartient donc pas aux parents ou aux amis, sauf l'exception que nous avons signalée pour les impubères, de choisir la sépulture de ceux qui n'ont manifesté aucune volonté à ce sujet.

La loi civile reconnaît cependant cette faculté aux parents. Dans bien des localités, les parents se croient aussi autorisés à choisir pour leurs défunts l'église des funérailles. C'est une irrégularité qui ne peut avoir de point d'appui que dans une coutume légitimement prescrite. L'administration diocésaine a seule mission pour trancher la question en premier ressort et décider si la coutume réunit les conditions nécessaires pour prévaloir sur les droits du curé de la paroisse.

Nous ferons remarquer que l'élection de sépulture peut être faite à n'importe quelle époque de la vie. Si elle n'est pas révoquée, elle demeure valide, lors même qu'elle remonterait à de longues années.

Lorsque l'élection est faite par le père pour son enfant, elle doit avoir lieu avant la mort de l'enfant. Faut-il appliquer la même règle lorsque le choix de la sépulture est confié à un mandataire? Les uns le nient, les autres l'affirment⁴.

L'élection peut être révoquée à volonté, même implicitement par un autre choix, à moins qu'elle n'ait eu lieu par un acte entre vifs, ou qu'elle n'ait été confirmée par un serment.

On peut violer la liberté d'élection de deux ma-

¹ *Inhumations et sépultures*, par Ernest Bonduel, p. 167.

² C. Licet de Sepulturis, in 6^o

³ S. C. C. 16 février 1666 et 19 décembre 1739.

⁴ Moulart, *De Sepultura*, p. 163.

nières : 1^o en forçant une personne à choisir sa sépulture dans une église ; 2^o en ne conduisant pas le défunt à l'église choisie.

Il y avait autrefois une excommunication contre les réguliers et même, selon l'opinion commune, contre les clercs séculiers qui engageaient des personnes à faire, sous le serment, choix de sépulture dans leurs églises propres, ou à ne pas changer le choix fait. Lorsque la sépulture avait eu lieu, les coupables devaient rendre, dans les dix ans, tous les émoluments perçus et même le cadavre, si on le redemandait, sinon l'église et le cimetière étaient interdits jusqu'à ce qu'on ait donné satisfaction à l'église lésée ¹.

La constitution *Apostolicæ Sedis* n'a renouvelé ni l'interdit, ni l'excommunication : on peut donc les regarder comme abrogés ; mais elle a laissé subsister les autres peines. Il y aurait donc certainement faute grave à violer la liberté de l'élection de la manière indiquée au Sixte : cette élection serait nulle et l'église qui aurait fait les funérailles devrait rendre tous les émoluments perçus à l'église paroissiale.

Celui qui empêcherait de conduire un défunt à l'église où il a choisi sa sépulture, n'encourrait aucune peine canonique ; mais il devrait rendre tous les émoluments perçus par lui à l'église choisie ².

Selon nous, la privation des émoluments serait encourue de la même manière par un curé qui empêcherait, soit par persuasion, soit par menace, de porter à leur église paroissiale les défunts qui n'ont pas fait choix de sépulture ailleurs, et les ferait conduire dans la sienne.

II. Tous ceux qui n'ont pas fait choix d'un lieu de sépulture doivent être conduits au tombeau de leurs ancêtres, s'ils en ont un. « Les personnes mortes sans avoir désigné leur sépulture seront placées dans celles de leur famille, si le transport peut se faire sans danger ³. »

Il y aurait ici une foule de questions à étudier, que nous laissons de côté, pour ne pas prolonger outre mesure cette réponse.

III. Quiconque n'a pas choisi le lieu de sa sépulture, ou n'a pas de tombeau de famille, doit être porté à son église paroissiale, où, pendant sa vie, il entendait les offices divins et recevait les sacrements.

L'église paroissiale ne peut revendiquer pour ses paroissiens que ceux qui ont sur son territoire leur domicile ou leur quasi-domicile. Tous les autres sont pour elle des étrangers, à l'exception des vagabonds, qui relèvent du curé sur la paroisse duquel ils habitent. Donc tout individu qui meurt dans son domicile doit y être inhumé, sauf les exceptions que nous avons indiquées plus haut.

Celui qui a deux domiciles doit être enterré dans

le lieu où il est mort, car c'est sa paroisse en ce moment. Celui qui meurt en son quasi-domicile peut y être enseveli. Telle est, dit M. Moulart, la coutume universellement reconnue par les plus savants canonistes ⁴.

Tels sont le principes généraux qui régissent la question. Il peut y avoir des statuts synodaux précisant davantage certains points. C'est en s'appuyant sur les uns et les autres qu'on résoudra la question qui nous est posée.

Q. — Un confrère, un saint d'ailleurs, est fort étonné que j'aie fait l'achat d'un conopée pour couvrir le tabernacle de mon église ; il déclare que ce n'est pas nécessaire, vu la pratique presque générale des églises où ce voile fait complètement défaut. De mon côté j'affirme que c'est de rigueur, en m'appuyant sur le Rituel romain et les décrets de la S. Congrégation des Rites. Quelle est donc l'opinion de l'*Ami du clergé* sur l'obligation du conopée ?

R. — Nous avons déjà touché rapidement cette question pratique, et nous avons affirmé que la liturgie exige un conopée sur le tabernacle qui renferme le Saint-Sacrement. Nous donnons aujourd'hui des preuves de notre assertion.

Et d'abord le Rituel est formel :

« Hoc autem tabernaculum conopeo decenter opertum, atque ab omni alia re vacuum, in altari majori vel in alio quod venerationi et cultui tanti sacramenti commodius ac decentius videatur, sit collocatum. » (De Sanctissimo Eucharistiæ Sacramento.)

Les décrets de la Sacrée Congrégation ne sont pas moins formels.

En 1855, l'évêque de Saint-Brieuc demanda trois choses : Le conopée est-il obligatoire ? De quelle matière doit-il être confectionné ? De quelle couleur ?

« 1^o Utrum tabernaculum, in quo reconditur SSimum Sacramentum conopeo cooperiri debeat, ut fert Rituale, et quatenus affirmative ; 2^o Utrum conopœum istud confici possit ex panno sive gossypio, sive lana, sive cannabe contexto ; 3^o Cujusnam coloris esse debeat ; aliis opinantibus, ut Barufaldus, conopœum debere esse coloris albi, utpote convenientis SSmo Sacramento, aliis autem, ut Gavantus, ejusdem coloris cujus sunt pallium altaris et cœtera paramenta pro temporis festique ratione, præter colorem nigrum qui mutatur in colore violaceo in exequiis defunctorum ? »

Or, la Sacrée Congrégation répondit :

« Quoad primam questionem, affirmative ; quoad secundam pariter affirmative ; quoad tertiam, utramque sententiam posse in praxim deduci, maxime vero sententiam Gavanti, quæ pro se habet usum ecclesiarum Urbis. » (21 juillet 1855, n. 5221, ad 12.)

La réponse est très nette. Onze ans plus tard, la même Congrégation donna une décision plus catégorique encore, si possible. L'archevêque de Saint-

¹ C. I. De Sepulturis, in 6^o.

² S. C. du Concile, 19 décembre 1857.

³ C. I. De Sepulturis.

⁴ De Sepulturâ, p. 191.

Jacques de Chile exposait que depuis longtemps l'usage du conopée n'était plus en vigueur dans son archidiocèse, mais que l'intérieur du tabernacle était orné d'un voile magnifique, tissé de soie, et souvent même d'or ou d'argent. Il demandait donc si cet usage pouvait être toléré, ou bien si au contraire il fallait un conopée en outre du voile intérieur.

La S. Congrégation répondit que l'on pouvait tolérer l'usage du voile intérieur, mais qu'il fallait un conopée, conformément à la prescription du Rituel :

« *Sacra vero eadem Congregatio, in Ordinario coetu ad Vaticanum hodiernæ die coadunata respondendum censuit : Usum veli prædicti tolerari posse, sed tabernaculum tegendum est conopæo juxta præscriptum Ritualis romani. Atque ita respondit, et servari mandavit. Die 28 aprilis 1886.* »

Cette solution est tellement claire que nous ne jugeons pas à propos de citer le témoignage des liturgistes. Du reste, tous les auteurs sérieux sont unanimes, surtout depuis les deux décrets que nous venons de reproduire ; et nous ne voyons aucunement sur quelle preuve on s'appuie pour violer une prescription aussi formelle. Certes nous avons reçu bien des lettres pour excuser la conduite de ceux qui n'emploient pas le conopée. Les unes soutiennent que le conopée n'est pas obligatoire. Or, comme nous venons de le dire, leurs raisons n'ont aucune valeur, puisque la sainte Eglise a parlé clairement par son Rituel et par la Sacrée Congrégation des Rites.

Quant aux lettres qui reconnaissent l'obligation du conopée, mais qui allèguent la pauvreté de leur église, nous ne pouvons que former un vœu, c'est qu'elles aient les ressources suffisantes pour pouvoir accomplir les prescriptions de la sainte Eglise.

Notre-Seigneur Jésus-Christ nous a légué, après sa mort, un testament incomparable, la très-sainte Eucharistie, par laquelle il daigne vivre au milieu de ses frères pour leur témoigner son amour, recevoir leurs hommages, leur communiquer ses grâces, les sanctifier. L'Eglise reconnaissante a voulu que le trône béni où réside son divin bienfaiteur devint, dans le saint temple, le lieu vénérable entre tous, qu'il attirât l'attention de toutes les personnes qui s'y rendent, et que tous les fidèles vinssent là s'agenouiller, rendre leurs devoirs d'adoration, de reconnaissance et d'amour, exposer leurs besoins à Celui qui tient en main toutes les richesses, expier leurs iniquités et celles de tous les pécheurs. Et pour que ce trône de miséricorde pût facilement être distinguée, elle prescrivit de le marquer d'un signe particulier, le Conopée. Pourquoi donc ne pas donner cette preuve d'amour au Dieu qui nous a comblés de bienfaits ? Pourquoi donc ne pas écouter la voix de son épouse chérie, la sainte Eglise, qui a si souvent renouvelé ses prescriptions, et qui nous donne un

si bel exemple dans tous les sanctuaires de la Ville Eternelle ?

On ne peut s'expliquer cette négligence, qui est malheureusement trop répandue, quelquefois jusque dans les grandes églises qui devraient être les modèles des autres.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans ma paroisse, comme dans toutes celles du diocèse, nous avons la confrérie du Saint-Rosaire. La nôtre est propriétaire de deux ou trois pièces de terrain, dont le revenu annuel, par location, est de 10 fr. actuellement.

Comme c'est la fabrique qui, de droit, administre ces immeubles, son trésorier a reçu tout dernièrement et pour la première fois, du receveur de l'enregistrement voisin, l'avis de lui payer une taxe annuelle de 36 centimes dans le courant de mars, en vertu, dit-il, de la loi du 29 décembre 1880.

Le receveur ajoute que pour n'avoir pas payé cette taxe cette année ni l'année dernière, nous sommes passibles d'une amende annuelle de 100 à 5,000 francs. Pourtant il nous dit de demander la remise de cette amende au ministre des finances, et il ne veut recevoir du trésorier les arrérages qu'il exige que lorsque cette demande aura été faite.

Je vous prie donc de me dire si réellement nous devons cette taxe, et cela en vertu de la loi du 29 décembre 1880, et si, dans le cas où par hasard elle serait due, nous sommes obligés de recourir au ministre des finances en obtenant la remise ?

R. — Oui, cette taxe est due en vertu de la loi précitée. C'est la loi concernant les loyers, à laquelle personne n'échappe. D'un autre côté, comme nul français n'est censé ignorer les lois françaises, il s'ensuit que le trésorier en question n'ayant pas payé la taxe, devenait passible de l'amende édictée par la loi. Toutefois il y a une incorrection dans la manière de procéder du receveur. Il ne devait pas dire : vous êtes passible d'une amende de 100 à 5,000 francs. Ceci est une formule vague, qu'il appartient à l'autorité compétente de déterminer. Il devait dire, après avoir cité la loi et l'article qui parle de l'amende : « Pour n'avoir pas payé la taxe, vous avez été condamné à une amende de tant. » Car enfin, pour demander la remise d'une amende, faut-il encore connaître le chiffre de cette amende.

Au reste, ceci n'est qu'un détail insignifiant, qui prouverait plutôt la bienveillance du receveur. En résumé, la réclamation est juste, et il faut suivre son avis : adresser au ministre des finances une demande de remise de l'amende encourue par ignorance de la loi. Cette demande doit être faite sur papier timbré et donnée au receveur lui-même, qui sait ce qu'il a à faire. Cette légère mésaventure est souvent arrivée, principalement au début de la loi. L'amende, d'ordinaire, était d'une soixantaine de francs, et, en procédant comme le receveur l'indique, on ne la payait jamais. Mais le

principe était sauvé. Notre correspondant n'a donc tout simplement qu'à s'exécuter.

Q. — M. le préfet a communiqué tout récemment au président de la fabrique une délibération du conseil municipal par laquelle celui-ci demande l'autorisation d'affermir le champ annexé au presbytère. Naturellement le conseil de fabrique doit protester contre une pareille prétention de M. le maire.

Auriez-vous l'extrême bonté de m'indiquer le meilleur moyen de s'y opposer, et quelques textes de lois, s'il y en a, sur lesquels nous puissions baser notre délibération ?

R. — Si le champ dont il est question a été régulièrement affecté à l'habitation du presbytère, il en fait partie intégrante, et, conséquemment, en possède tous les droits. La commune, dans ce cas, ne peut pas plus s'emparer du champ que du presbytère lui-même. Ces droits sont consignés dans l'ordonnance royale du 3 mars 1825 et dans le décret impérial du 25 mars 1852, qui indiquent les formalités à suivre quand on veut distraire une partie d'un presbytère et de ses dépendances.

Un fait analogue à celui-ci s'était passé dans la Haute-Vienne. Un maire, sous prétexte que le champ du presbytère appartenait à la commune comme le presbytère lui-même, avait cru pouvoir l'affermir à un citoyen au profit de la commune. La délibération prise à ce sujet par le conseil municipal avait été approuvée par le préfet d'abord et puis par le ministre. Mais un arrêt du conseil d'Etat du 29 juillet 1858, cassa toutes ces approbations et la délibération elle-même, et la commune fut condamnée aux dépens.

Il est vrai que la nouvelle loi municipale permet de désaffecter les immeubles et établissements consacrés aux cultes et à ses ministres dans la forme même qu'ils furent affectés. Mais, ainsi que nous l'avons dit souvent et qu'il résulte des débats aux Chambres, cette faculté ne regarde que certains établissements, tels que les séminaires, et elle ne s'étend ni aux églises, ni aux presbytères actuellement existants.

Si donc le maire dont parle notre correspondant s'obstinait à vouloir mettre la main sur le champ dont il s'agit, il faut tenir bon et l'obliger par toutes les voies de fait et de droit à suivre toutes les formalités prescrites par l'ordonnance royale du 3 mars 1825 et le décret impérial du 25 mars 1852.

VARIÉTÉS

DECRETUM MONASTERIENSIS DE SCAPULARIBUS

La S. Congrégation des Indulgences a rendu, le 27 avril dernier, un important décret au sujet des scapulaires. Les demandes lui étaient présentées par un capucin d'Allemagne, le P. Pie Seerburg.

Comme la plupart de ces réponses soulèvent une foule de questions incidentes, nous les avons ac-

compagnées d'un commentaire, qui aidera, nous l'espérons, à les mieux comprendre.

I. An validitatem benedictionis sufficiat signum crucis manu efformatum super scapulare absque ulla verborum pronuntiatione, et aquæ benedictæ aspersione ?

RESP. Negative, sed benedictio danda est juxta formulam præscriptam, ad normam decreti 18 augusti 1868. »

Pour la validité de la bénédiction de n'importe quel scapulaire, il faut employer la formule de bénédiction donnée pour ce scapulaire et l'eau bénite. Le signe de croix, qui suffit pour imposer les indulgences aux objets religieux, chapelets, croix, médailles, etc., sauf pour les Indulgences du rosaire et celle du chapelet des Sept-Douleurs, ne suffit pas ici. Le décret du 18 août 1868, auquel renvoie la réponse à la première demande, ne peut être que celui de Cambrai, AD 2^m, qui cite lui-même une décision du 24 août 1844 :

« An rata sit fidelium adscriptio Confraternitatis B. M. V. de Monte Carmelo, quæ fit a sacerdotibus quidem facultatem habentibus, non servata tamen forma in Rituali et Breviario Ord. Carmelitarum descripta ? — S. Congreg. respondit : *Affirmative, dummodo sacerdotes facultatem habentes non deficiant in substantialibus, nempe in benedictione et impositione habitus ac in receptione ad Confraternitatem* ¹. »

Chacun des scapulaires a une formule assez longue pour l'imposition du scapulaire. Outre les formules propres pour la bénédiction, l'imposition proprement dite du scapulaire et la réception des membres dans la confrérie, il y a d'autres prières. Si nous avons bien compris les décisions du 24 août 1844, du 18 août 1868 et celle que nous commentons, nous pensons qu'on peut omettre les prières dont nous venons de parler, mais qu'il faut, de toute nécessité, pour la validation de la réception, employer les formules de la bénédiction et de l'imposition du Scapulaire, et celle de la réception des membres, parce qu'elles sont substantielles.

II. « An receptio in confratrem valeat, si fiat simpliciter intentione concepta animo, ac verbis nullis adhibitis ?

RESP. Negative. »

Le second doute porte sur la réception et la manière dont elle doit être faite. La S. Congrégation déclare qu'il ne suffit pas de la faire par un acte intérieur, mais qu'elle doit être extérieurement manifestée par des paroles.

La plupart des scapulaires, non pas tous, comme nous le dirons plus loin, forment des confréries dont le scapulaire est le vêtement. Les personnes qui sollicitent le scapulaire demandent par là à être membres de la confrérie. Mais pour entrer dans une confrérie, il faut y être reçu par celui qui a autorité pour cela, suivant les règles tracées

¹ Decreta auth. S. Cong. Indulg. in Cameracen. 18 août 1868, n. 421.

par les statuts. La réception est en fait et en droit, au moins pour les scapulaires, distincte de la bénédiction et de l'imposition du vêtement, et de l'inscription sur les registres de la confrérie. Elle doit être faite suivant une formule exprimée extérieurement, sous peine d'invalidité.

Chacun des scapulaires a sa formule spéciale. Est-elle obligatoire sous peine de nullité? Nous ne pensons pas; il nous semble suffisant d'employer une formule générale qui indique la réception dans la confrérie et la communication des indulgences.

Nous avons dit : au moins pour les scapulaires, parce que la réponse ne s'applique rigoureusement qu'aux scapulaires. Quant aux autres confréries, le directeur peut s'en tenir au mode de réception déterminé par les statuts, qui, assez souvent, ne réclament que l'inscription sur les registres de la confrérie, sans déterminer aucune formule pour la réception. C'est ce qui a lieu surtout dans les confréries qui n'imposent pas un vêtement spécial à leurs associés.

III. « An declaratio S. Congregationis de servandis substantialibus in adscriptione fidelium Confraternitati B. M. V. de Monte Carmelo debeat etiam, atque eodem sensu, intelligi quoad cetera scapularia? — RESP. *Affirmative.* »

Cette déclaration est celle du 24 août 1844, rapportée dans le décret du 18 août 1868. Nous ferons remarquer qu'il s'agit uniquement des scapulaires qui forment confrérie, comme celui du Mont-Carmel, etc. C'est ce qu'indique les mots : *adscriptio fidelium Confraternitati*. Il faut donc nécessairement pour ces scapulaires une bénédiction du vêtement, une imposition et la réception des membres dans la confrérie.

IV. « An pro induendo fideles quinque scapularibus totidem etiam benedictiones, impositiones, ad receptiones requirantur, vel unica tantum et quæ sufficiat? »

RESP. Ad IV. *Affirmative ad 1^m partem, negative ad 2^m, nisi ex speciali indulto S. Sedis, et ea formula, quæ in eodem conceditur, et ad mentem.* Mens est ut qui sacerdotes utuntur indulto apostolico induendi Christifideles quinque scapularibus non benedicant scapularia nisi ea sint distincta, id est vere quinque scapularia, sive totidem, sive duobus tantum funiculis unita, et ita ut unusquisque scapularis pars una ab humeris, alia vero a pectore pendeat, non vero unum tantum scapulare in quo assuantur diversi coloris panniculi, prout ab hac S. Congregatione jam cautum est. »

La S. Congrégation veut que l'on emploie les formules spéciales à chaque scapulaire, et elle défend d'employer une seule formule sans une autorisation expresse du Saint-Siège. En agissant autrement, la réception serait valide, mais illicite.

C'est, croyons-nous, une conséquence d'un décret du 12 septembre 1883. Le Saint-Siège, par une faculté qu'il accordait assez facilement autrefois et qu'il vient de restreindre, autorisait certains prêtres à imposer quatre scapulaires par une

même formule approuvée par la Sacrée Congrégation des Rites. On demanda si ceux qui avaient obtenu des supérieurs respectifs l'autorisation d'imposer chacun de ces quatre scapulaires, pouvaient les imposer tous quatre à la fois, en employant, sans permission spéciale, la formule approuvée par la Sacrée Congrégation des Rites. La S. Congrégation des Indulgences répondit : « *Valide quidem, sed non licite* ¹. »

La seconde partie de la réponse reproduit les décrets du 26 septembre 1864 ², et du 18 août 1868 ³, d'après lesquels la Sacrée Congrégation des Indulgences autorise à porter différents scapulaires superposés les uns aux autres et attachés à deux cordons seulement, mais condamne l'usage de n'employer pour ces scapulaires qu'une seule pièce d'étoffe à chaque extrémité des cordons, sur laquelle on reproduirait les couleurs spéciales à chaque scapulaire. Elle défend en outre ici de coudre ensemble les pièces d'étoffe destinées à chaque scapulaire les unes aux autres dans le sens de la longueur ou de la largeur, de manière à former avec le tout une sorte de marqueterie d'un seul tenant.

V. « An suscipientes et gestantes scapulare cœruleum B. M. V. Immaculatæ, aut rubrum Passionis Domini N. J.-C. confraternitates constituunt. »

RESP. *Negative.* »

Il y avait discussion parmi les canonistes sur la nature de la dévotion du scapulaire de l'Immaculée-Conception.

D'un côté, les PP. Théatins, à qui est confiée la distribution de ce scapulaire, affirmaient qu'il n'y avait pas là une confrérie proprement dite, mais une simple dévotion. Il en résultait qu'il n'y avait pas obligation de prendre les noms des personnes qui le recevaient et de les inscrire sur un registre, comme on le fait pour les confréries véritables.

D'autre part, le cardinal Préfet de la Propagande, dans une réponse donnée à un missionnaire, le 28 février 1877, déclarait qu'il y avait là une véritable confrérie approuvée par l'Eglise ⁴.

Aujourd'hui le doute se trouve tranché : les personnes qui reçoivent le scapulaire de l'Immaculée-Conception ne forment pas une confrérie et par conséquent ne sont pas astreintes aux formalités des confréries.

La même remarque s'applique au scapulaire rouge de la Passion.

Il y a deux scapulaires dit *de la Passion*. L'un, distribué par les Passionistes, est de couleur noire, et nous croyons qu'il forme une confrérie. Le sommaire des indulgences qui y sont attachées se trouve dans les *Rescripta*, p. 571.

¹ *Rescripta authentica S. C. Ind.* p. 680, n. 444.

² *Decreta auth. S. C. Ing. Monacen.* 26 sept. 1864, n. 408.

³ *Urbis*, 18 août 1868, ad 6^m, n. 423.

⁴ *Collectanea constitutionum... Sanctæ Sedis ad usum operariorum apostolicorum*, Chamerot, edit, Paris.

L'autre scapulaire dit de la *Passion de N. S. J.-C. et des Saints Cœurs de Jésus et de Marie*, est de couleur écarlate. Il doit son origine à une révélation faite, le 26 juillet 1846, à une sœur de saint Vincent de Paul. On peut consulter, pour plus de détails, la notice que nous avons publiée sur les scapulaires, dans le courant de l'année 1885, p. 319. C'est de ce scapulaire qu'il est question dans la décision que nous commentons.

Il y a encore un autre scapulaire rouge, dit du Précieux-Sang, distribué par les prêtres de la Congrégation de la Mission du Précieux-Sang. Celui-ci forme une confrérie.

COURRIER DE L'UTILE

LES « POURQUOI » SCIENTIFIQUES DE LA FOUDRE, DES ÉCLAIRS ET DU TONNERRE. CONSEILS PRATIQUES ET RAISONNÉS.

Parmi les questions scientifiques à l'ordre du jour, celle de l'électricité tient peut-être le premier rang, et nul ne niera qu'elle soit fort intéressante.

L'électricité est une force à effets aussi différents que multiples : elle amuse, elle sert, elle détruit.

C'est par la foudre surtout que l'électricité exerce sa force dans le sens des destructions; et la ravageuse période d'orages que nous traversons actualisera le courrier, à moitié scientifique, à moitié pratique, que je vais écrire.

Je commence par répéter quelques définitions préliminaires, à l'usage de ceux qui n'auraient pas fait d'études de physique ou les auraient oubliées, et nécessaires pour la compréhension de ce qui suivra; et en procédant par questions et réponses, je pourrai, je crois, être plus clair et plus bref.

Qu'est-ce que l'électricité? — Un agent puissant qui donne lieu à des phénomènes : *Mécaniques*, d'attraction, de répulsion, de transport, etc.; *physiques*, de bruit, de lumière, de chaleur, etc.; *chimiques*, de combinaison, de décomposition, etc.; *physiologiques*, de commotion, de contraction, etc., et qui produit beaucoup d'autres effets.

Pourquoi a-t-on donné à cet agent le nom d'*électricité*, qui rappelle celui du *succin*, ou *ambre jaune* (en grec *ελεκτρον*)? — Parce que l'ambre est la première substance que l'on ait vue acquérir par le frottement et la propriété d'attirer les corps légers, tels que des brins de paille, de la sciure de bois, de la moelle de sureau, des barbes de plumes, etc.

Pourquoi distingue-t-on l'électricité en *statique* et *dynamique*? — Parce qu'on l'a observée à l'état de repos (statique) et à l'état de mouvement (dynamique).

Pourquoi la distinction d'électricité *positive* et

d'électricité *négative*? 1^o parce que dans une des hypothèses que l'on a faites sur la nature de l'électricité, on admettait que les phénomènes électriques étaient dus à un excès ou à un déficit d'un fluide impondérable appelé fluide *électrique*. L'excès du fluide constituait l'*électricité positive*, ou l'*état électrique positif*; le déficit, l'*électricité négative* ou l'*état électrique négatif*; 2^o parce que les deux électricités semblent produire des phénomènes contraires ou opposés, l'une attirant ce que l'autre repousse, et réciproquement.

Unies ou combinées en quantités égales dans un même corps, les deux électricités se neutralisent et dissimulent leurs propriétés; le corps est alors à l'état neutre, c'est-à-dire que le fluide électrique dont il est pénétré est à l'état de fluide neutre.

Quelle est la loi générale qui régit les phénomènes électriques? — Les molécules des deux fluides s'attirent mutuellement, et les molécules d'un même fluide se repoussent.

Comment se divisent les corps au point de vue de la *transmission* de l'électricité? — On distingue les corps *bons conducteurs* et les corps *mauvais conducteurs* ou *isolants*. Parmi les bons conducteurs se trouvent d'abord les métaux; les corps des animaux et celui de l'homme sont des conducteurs médiocres; les végétaux sont encore au-dessous. Les corps mauvais conducteurs sont : la résine, le caoutchouc, la gutta-percha, la soie, le verre, etc.

Quand un corps est électrisé, comment s'y dispose le fluide? — S'il s'agit d'un corps mauvais conducteur, l'électricité ne manifeste sa présence que sur les points de sa surface où elle a été développée ou appliquée; s'il s'agit d'un bon conducteur, l'électricité, bien que développée ou appliquée en un seul point, manifeste sa présence sur toute la surface, du moins dans ses parties planes ou convexes, mais rien ne révèle sa présence dans l'intérieur du corps ou dans les parties intimes de sa surface. Ajoutons que l'électricité s'accumule principalement sur les parties courbes et avec d'autant plus d'abondance que le rayon de courbure est plus petit. Une pointe pouvant être considérée comme une courbure d'un rayon extrêmement petit, il résulte de ce que nous venons de dire que, si quelque partie d'un corps conducteur se termine en pointe, l'électricité y affluera de toutes les parties de sa surface.

Comment se fait-il que chacun des deux fluides électriques s'accumule sur un corps, malgré la répulsion mutuelle de ses molécules? — Parce qu'il ne peut se séparer du corps sans vaincre la résistance de l'air, qui est un très-mauvais conducteur. Mais, lorsqu'un corps est armé d'une pointe, le fluide électrique, par son accumulation sur la pointe, se trouve dans d'excellentes conditions pour s'ouvrir un passage à travers l'atmosphère; d'où il résulte qu'un corps conducteur armé d'une pointe perd à l'instant l'électricité qui lui est communiquée, et par conséquent ne par-

vient jamais à être chargé avec quelque énergie.

Par quels moyens électrise-t-on un corps? — Par le frottement, par la pression, par la chaleur, par le contact d'un corps électrisé dont l'influence décompose son fluide neutre, etc.

Quelles sont les principales manifestations de l'électricité dans la nature? — L'aurore électrique le feu Saint-Elmes et l'orage, comprenant la foudre, l'éclair et le tonnerre.

C'est de cette dernière manifestation seulement, *l'orage, comprenant la foudre, l'éclair et le tonnerre*, que nous nous occuperons aujourd'hui, en continuant, toujours pour la même raison, la forme des *questions* et des *réponses*.

Qu'est-ce que l'orage? — Une tempête électrique, une perturbation plus ou moins violente de l'état électrique de l'atmosphère, qui se manifeste par ces phénomènes : la foudre, les éclairs, le tonnerre.

Qu'est-ce que la foudre? — Une décharge électrique d'une grande puissance entre deux nuages, ou entre un nuage et la terre. La décharge se fait du nuage ou du corps électrisé positivement au nuage ou au corps électrisé négativement.

Combien y a-t-il de différentes espèces de foudre? — La foudre ou décharge électrique est une; mais on peut la distinguer en foudre descendante ou foudre ascendante, dans le cas où elle a lieu entre la terre et un nuage, suivant qu'elle vient du nuage à la terre ou va de la terre au nuage.

Qu'est-ce que l'éclair? — La lumière ou le phénomène lumineux qui accompagne la foudre ou la décharge d'électricité atmosphérique.

Qu'est-ce que le tonnerre? Le bruit ou le phénomène acoustique qui accompagne la foudre.

Les mots foudre, éclairs, tonnerre, que l'on confond trop souvent, ont donc une signification différente, nette et précise; et il importe beaucoup qu'on ne les emploie jamais l'un pour l'autre, surtout dans la description des phénomènes. Arago a fait remarquer que les bons écrivains sont loin d'en faire des synonymes. Un grand prosateur a dit : « Le ciel a plus de tonnerres pour épouvanter qu'il n'a de foudres pour frapper ».

Quelles sont les sources de l'électricité atmosphérique? — Les changements d'état des corps, l'évaporation, les frottements mutuels de l'air, des eaux et de la terre; les combinaisons et les décompositions chimiques qui surviennent dans la nature; la végétation des plantes qui, dans l'acte de la respiration, émettent de l'oxygène électrisé ou ozone, etc., etc. Lorsque le ciel est serein, cette électricité n'est en général sensible qu'aux électroscopes; c'est en s'accumulant au sein des nuages, ou autrement, que l'électricité atmosphérique peut donner naissance à l'orage.

A quels caractères distingue-t-on les nuages orageux? — On y remarque une sorte de fermentation intérieure; on les voit se gonfler, se termi-

ner par des contours curvilignes brusques; agir, en leur imprimant des mouvements divers, sur d'autres petits nuages blancs nettement circonscrits.

A quelle hauteur de la terre se trouvent les nuages électriques? — à toutes les hauteurs, de 30 à 10,000 mètres et plus.

Quand l'éclair est-il simple et rectiligne? — Quand la distance que parcourt la décharge électrique est trop petite pour qu'elle ait le temps de subir des déviations, ou quand les zig-zags sont trop nombreux, trop serrés pour que l'œil puisse les distinguer; elle apparaît alors sous la forme de trait, de sillon de lumière très resserré, très mince, très arrêté sur les bords.

Pourquoi l'éclair se bifurque-t-il quelquefois à l'extrémité? — Parce que la décharge électrique se partage entre deux ou plusieurs objets qu'elle va frapper, ou prend deux routes différentes, également conductrices.

Pourquoi les éclairs se dessinent-ils ordinairement sous la forme d'une ligne brisée ou en zig-zags? — Parce que, dans l'intervalle qu'elle doit parcourir, la décharge électrique ne rencontre pas un milieu conducteur homogène, et qu'il est de sa nature de prendre le chemin de meilleure conductibilité. Les portions de conductibilité plus grande étant irrégulièrement réparties les unes à la suite des autres, la décharge en passant de l'une à l'autre décrit nécessairement des sinuosités. On sait, en outre, que les masses relativement moins conductrices, placées sur le trajet de la décharge électrique, l'attirent, la font dévier, l'amènent en quelque sorte à caramboler sur elles : c'est donc cette double série d'inflexions pour chercher les portions conductrices, et de carambolages sur les portions non conductrices, qui déterminent la forme en zig-zags des éclairs.

Pourquoi les éclairs sont-ils quelquefois des lueurs qui embrassent une grande partie de l'horizon et le rendent tout flamboyant? — 1^o Parce qu'il peut arriver que la décharge électrique se fasse d'une manière diffuse autour de la périphérie des nuages, soit parce qu'elle n'a pas assez de tension, soit parce que l'espace intermédiaire et le second nuage vers lequel elle devrait s'élancer, ne sont pas d'assez bons conducteurs; 2^o parce qu'en se réfléchissant sur les nuages qui le cachent, en les illuminant, l'éclair en zig-zag se change naturellement en un amas de lumière diffuse.

Pourquoi la foudre produit-elle de la lumière et du bruit en traversant l'air? — L'air n'est pas un bon conducteur; la décharge électrique le traverse donc avec une certaine résistance; et l'on comprend très bien que l'effort produit pour vaincre cette résistance puisse mettre en mouvement soit l'éther en fluide lumineux contenu dans l'air, de manière à faire jaillir la lumière en l'éclair, soit les molécules d'air elles-mêmes, en faisant naître un bruit ou le tonnerre.

Le fluide électrique passe par un bon conducteur sans bruit et sans être vu.

Pourquoi l'éclair est-il en général suivi d'une averse ? — Parce qu'il est de la nature d'une décharge électrique, ainsi que l'a démontré M. l'abbé Laborde, de condenser les vapeurs au sein desquelles elle arrive, et de produire en même temps un refroidissement sensible. Les livres saints disent en plusieurs endroits que Dieu a transformé la foudre en pluie ou qu'il a produit de la pluie avec la foudre : *fecit fulgura in aquas*. Le vieux proverbe dit aussi : *après gros tonnerre, force eau sur la terre*.

Pourquoi l'éclair en général est-il suivi d'un coup de vent ? — Par cela même que la décharge électrique produit un refroidissement et condense les vapeurs ; elle peut faire naître un vent d'aspiration : en tant que puissance mécanique, elle est aussi apte à faire naître le vent par impulsion.

Pourquoi ne tonne-t-il pas lorsqu'il fait des éclairs dits de chaleur ? — Parce qu'ils ne sont que le reflet des éclairs d'orages situés très loin au-dessous de notre horizon, et que le bruit du tonnerre est perdu avant d'arriver jusqu'à nos oreilles.

Pourquoi les orages sont-ils plus communs en été et en automne que pendant le printemps ou l'hiver ? — Parce que c'est surtout en été et en automne, de juin en septembre, que les sources de l'électricité atmosphérique, la végétation surtout, sont en pleine activité, et que l'atmosphère est dans des conditions qui se prêtent mieux à l'accumulation de l'électricité.

Pourquoi un orage suit-il généralement un temps sec ? — Parce que la siccité de l'air est une des conditions essentielles de l'accumulation de l'électricité au sein des nuages. L'air sec ne soutire pas seulement cette électricité à mesure qu'elle se produit, il contribue à l'engendrer par le frottement de ses particules ; la charge électrique des nuages peut alors atteindre les proportions nécessaires à la production de la foudre.

Pourquoi l'orage survient-il rarement après un temps pluvieux ? — Parce que l'air humide et la pluie conduisent l'électricité et ne la font pas naître. Les nuages sont alors déchargés lentement et sans bruit à mesure que l'électricité tend à s'y accumuler.

La foudre pénètre-t-elle dans l'arbre qu'elle frappe, ou en suit-elle seulement la surface extérieure ? — Quelquefois la foudre pénètre au sein même de l'arbre et le divise en éclats ou lattes. Ainsi la foudre, samedi dernier, fendait un platane dans toute sa longueur dans la rue d'Assas, à Paris. Mais le plus ordinairement elle passe entre le bois et l'écorce, où se trouve l'aubier qui, dans l'arbre, est le meilleur conducteur, là où la sève est la plus abondante.

Pourquoi un arbre est-il quelquefois brûlé par la foudre ? — Parce que l'arbre opposait une grande résistance à la décharge électrique, et que

toutes les fois qu'elle rencontre une grande résistance, l'électricité fait naître une grande chaleur.

Pourquoi la foudre, quelquefois, enlève-t-elle la peau, casse-t-elle les branches des arbres ? — En raison de sa grande puissance mécanique, brisant la résistance qu'elle rencontre dans ces conducteurs imparfaits.

La foudre parcourt-elle seulement la peau d'un homme, ou entre-t-elle dans son corps ? — Elle pénètre dans le corps humain, parce qu'il est meilleur conducteur que la peau.

Dans quel cas un homme peut-il être frappé de mort par la foudre ? — Directement lorsque son corps se trouve sur le trajet de la foudre et que la décharge électrique l'atteint ; indirectement, par un effet de choc en retour ; il faut en outre que la décharge soit forte, une décharge faible blesse et ne tue pas.

Comment la foudre tue-t-elle hommes et animaux ? — Soit en lésant les organes et le système vasculaire, soit en paralysant le système nerveux.

Pourquoi est-il dangereux de se trouver au milieu d'une grande foule pendant un orage ? — Parce qu'une multitude de personnes offre à la foudre un meilleur conducteur qu'une personne isolée ; que la vapeur humide exhalée d'une foule lui ouvre un accès plus facile dans l'atmosphère environnante. C'est pour la même raison qu'un grand troupeau est plus en danger que quelques bœufs ou quelques moutons.

Est-il avantageux, en temps d'orage, d'être couché dans un lit de fer ? — Oui, malgré l'avis contraire de quelques-uns, parce que la foudre choisirait comme conducteur le lit de préférence au corps humain.

Pourquoi un matelas, un lit de plume, un tapis de laine, etc., sont-ils autant de garantie contre les effets de la foudre ? — Parce qu'en leur qualité de mauvais conducteurs, ils isolent le corps, et qu'alors la décharge électrique cherche une autre voie d'écoulement.

Pourquoi les clefs, les montres, les bagues, les bijoux, une paire de lunettes, etc., accroissent-ils le danger que l'on court pendant un orage ? — Parce que ces objets en métal s'offrent comme conducteurs de la foudre, sans pouvoir néanmoins les conduire jusqu'à la terre, et qu'après les avoir frappés, la foudre n'a d'issue que par le corps humain.

Quels sont les endroits les plus dangereux pendant un orage ? — Il est très dangereux d'être auprès d'un grand arbre ou d'un bâtiment élevé, un clocher par exemple, et cela : parce que la présence d'un objet élevé, tel qu'un arbre, etc., facilite l'explosion d'un nuage orageux, et que si quelqu'un s'en trouvait rapproché, la foudre pourrait passer par le corps humain, meilleur conducteur que l'arbre ou l'édifice ; parce que les arbres, les édifices élevés, placés à une moindre distance du nuage, non seulement offrent un passage plus facile à la foudre, mais s'électrisent davantage par influence, en se chargeant d'électricité contraire,

ce qui est comme une préparation à l'explosion. Il est également dangereux de rester près d'une rivière parce que l'eau est bon conducteur et que la foudre se dirige toujours vers les meilleurs conducteurs, et parce qu'un homme diminue l'espace entre le nuage orageux et le sol : s'il ne se trouve aucun objet plus élevé, le fluide électrique peut prendre l'homme pour se guider vers l'eau.

Est-il sage de sonner les cloches pendant un orage ? — *Physiquement parlant*, non : la foudre tombe aussi bien sur les clochers où l'on sonne que sur ceux où l'on ne sonne pas ; mais dans le premier cas, les sonneurs sont plus en danger d'être foudroyés, à cause des cordes qui peuvent conduire la foudre jusqu'à eux.

Les églises sans paratonnerre offrent-elles un abri assuré pendant les orages ? — *Physiquement parlant* toujours, non : car 1^o, les clochers après avoir attiré la foudre sur eux en raison de leur élévation, sans pouvoir toujours la conduire dans le sol, laissent les églises exposées à son action ; 2^o les individus rassemblés forment un amas conducteur sur lequel la foudre se jette de préférence.

Pourquoi est-il dangereux de s'appuyer contre un mur pendant un orage ? Parce que la foudre, si elle parcourait la muraille, pourrait chercher un passage au travers du corps de l'homme, meilleur conducteur.

Quelles sont les destructions ordinaires de la foudre sur et dans les édifices qu'elle frappe ? — En général, c'est le clocher, la cheminée, plus élevés, qui sont d'abord foudroyés ; de là, la foudre, qui cherche toujours les meilleurs conducteurs, se jette sur les barres et les crampons de fer, et en se jetant d'une barre à l'autre, elle brise les pierres et les briques qu'elle rencontre, car sa force mécanique est extrême, parce qu'elle est formée de matière animée d'une vitesse excessive, soit de translation, soit de rotation, soit de vibration.

Dans quelles parties d'une maison est-il le plus dangereux de rester pendant l'orage ? — Dans celles qui se lient avec les cheminées et la toiture par une suite continue de substances conductrices *ne parvenant pas jusqu'au sol*. L'intérieur de la cheminée revêtue de suie, matière conductrice, offre un accès facile à la décharge ; mais le foyer l'arrête, parce que c'est une dalle de pierre ou de marbre qui conduit mal l'électricité, et celle-ci sauterait naturellement, par sa tendance à se porter sur les corps qui la conduisent mieux, pour venir frapper les personnes qui se trouveraient près de la cheminée.

Pourquoi est-il dangereux, pendant l'orage, de tirer le fil d'une sonnette, de toucher à l'espagnolette d'une fenêtre ? — Parce que les fils d'archal ; les barres de fer sont d'excellents conducteurs, et que la foudre, en les suivant, pourrait s'écouler en partie par la main et la blesser.

Pourquoi le milieu d'une chambre est-il l'endroit le moins dangereux pendant un orage ? — Parce que la foudre, s'il arrivait qu'elle frappât

la maison, descendrait soit par la cheminée, soit le long des murs ; par conséquent, plus on est éloigné de ces endroits, plus on est en sûreté.

Un édifice en fer est-il dangereux pendant un orage ? — Non, parce que les murs métalliques conduiraient naturellement la foudre jusqu'au sol sans causer de dommages. Le globe terrestre absorbe entièrement, dissipe ou neutralise toute l'électricité développée sur une surface avec laquelle il est en contact. C'est en raison de cette propriété qu'on lui donne le nom de *réservoir commun* ; les corps non conducteurs *isolants* en ce sens qu'ils interceptent la communication avec le globe.

Dans quel endroit est le moins exposée une personne qui est surprise hors de chez elle par un orage ? — A 6 ou 8 mètres de quelque grand arbre, d'un bâtiment élevé, d'une rivière, etc. : d'une part parce que la foudre choisit, en général, le grand arbre, l'édifice élevé, l'eau comme conducteur ; d'autre part, parce que le fluide électrique n'aura pas tendance à quitter ce conducteur pour venir foudroyer les personnes éloignées de 8 mètres.

Lequel vaut mieux d'être sec ou d'être mouillé pendant un orage ? — Il vaut mieux être mouillé : les vêtements en eux-mêmes sont mauvais conducteurs, mais l'eau qui les imprègne conduit mieux le fluide. Franklin a trouvé qu'il ne pouvait pas tuer un rat *mouillé*, bien qu'il pût tuer un rat *sec* au moyen de l'électricité artificielle accumulée. Il vaut donc mieux se laisser *tremper* pendant l'orage.

S'expose-t-on à être foudroyé quand on reste dans un courant d'air ou que l'on court ? — Tout ce qui amoindrit la densité de l'air diminue sa résistance et tend plus ou moins à y attirer la foudre ; or, dans un courant d'air, l'air est moins dense, et l'homme qui court laisse derrière lui un espace où l'air est raréfié ; il n'est donc pas impossible que ces deux circonstances produisent quelque effet fatal.

Qu'est-ce qu'une personne craintive pourrait faire de mieux pour échapper à la foudre ? — Placer son lit au milieu de la chambre, se coucher et se confier à la garde de Dieu, se rappelant que Notre-Seigneur a dit : « Il n'y a pas un cheveu sur votre tête qui ne soit compté. »

(La fin au prochain numéro.)

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 10 augusti 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 13^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
PANÉGYRIQUE DE S. AUGUSTIN

Gratia Dei sum id quod
sum, et gratia ejus in me
vacua non fuit.

(I. Cor., xv, 10.)

« Si notre cher et admirable Augustin avait voulu résumer en quelques mots sa vie entière et son histoire, nous pensons qu'il aurait choisi cette parole de S. Paul. Elle serait l'épigraphie naturelle de ses *Confessions*. J'imagine qu'Augustin ne la relisait jamais dans l'Écriture sans un sentiment particulier de dévotion et d'amour. Elle devait être à son cœur un rayon qui l'illuminait, une flèche divine qui le blessait, une force qui l'obligeait à des adorations silencieuses, une source inépuisable de gratitude et de confiance en Dieu et, par suite, un principe efficace d'activité pour le bien de ses frères. Que de fois il a dû faire de ce texte le sujet de son oraison ! Que d'heures il a dû passer à le redire et à le goûter ! » Cette parole, en effet, est un saisissant abrégé de la Providence de Dieu sur l'illustre évêque d'Hippone. Elle dit les miséricordes infinies qui l'ont prévenu, accompagné et suivi dans la vie. C'est par la grâce de Dieu qu'il reçut une admirable éducation chrétienne ; c'est par la grâce de Dieu qu'il fut converti de ces longs égarements ; c'est par la grâce de Dieu qu'il a rendu au Seigneur, qui l'avait rappelé à lui, amour pour amour, *gratia Dei sum id quod sum, et gratia ejus in me vacua non fuit* ! Étudions donc, pour notre édification, ces admirables efficacités de la grâce en considérant comment Augustin oublia la bonne éducation de sainte Monique, comment il revint à Dieu et comment il répara ses fautes. Dans les trois phases de la vie de celui dont nous célébrons la fête, c'est-à-dire dans sa perversion, dans sa conversion et dans les réparations qu'il offrit au Seigneur, nous apprendrons à mieux connaître les puissantes énergies de la grâce, *gratia Dei in me vacua non fuit*, et nous ne pourrions manquer de croire en confiance en Dieu et en générosité à son service.

I

C'est une bien grande faveur que de naître d'une mère chrétienne et de recevoir avec son lait et ses caresses les douces impressions de la vertu à l'aurore de la vie. Ce fut le bonheur d'Augustin, ce fut la première grâce qu'il reçut du ciel.

Il naquit à Tagaste en Afrique, de Patrice, qui était païen, et de Monique, qui non-seulement était chrétienne, mais avait l'éminente vertu d'une sainte. Alors qu'elle le portait dans son sein, elle le consacra, dit S. François de Sales, à plusieurs reprises, à la religion chrétienne et au service de la gloire de Dieu. Dès qu'il fut né, elle le fit

porter à l'église, non pour le faire baptiser, ce n'était pas l'usage à cette époque de baptiser dans la première enfance, mais pour le faire inscrire parmi les catéchumènes, c'est-à-dire au nombre de ceux qui aspiraient au saint baptême. Elle lui fit boire avec le lait la foi, la pureté, l'honneur et l'amour de N.-S. J.-C. Avec quel zèle elle lui inculquait les grands principes de la religion, les tendresses du Sauveur ! Avec quelle sollicitude elle lui inspirait l'horreur du mal et l'estime de tout ce qui est bon et honnête ! Avec quelle délicatesse elle formait sa conscience, y jetant à pleines mains les semences de la vertu, qui devaient plus tard, après les plus furieuses tempêtes, s'épanouir en une si admirable moisson ! Aussi l'amour de la sagesse incarnée fut le premier rayon qui éclaira ce bel esprit et le premier feu qui chauffa cette belle âme. « Je soupirais, dit-il, avec une ardeur incroyable après la sagesse immortelle. O combien ardent, mon Dieu, était le désir que j'avais de m'élever des choses terrestres vers vous, sans savoir ce que vous opéreriez en moi et avec moi ! » (*Confess.* lib. III). Le nom sacré de Jésus était entré dans son cœur dès la plus tendre enfance, et il y demeura gravé si profondément que tout ce qu'il voyait dans ce nom, quoiqu'il fût rempli d'éloquence, ne le pouvait contenter.

Mais si l'exemple du bien est si efficace pour provoquer à la vertu, le scandale est infiniment plus efficace pour pervertir. Augustin venait à peine d'achever sa douzième année qu'il fut séparé de sa mère et jeté, par la volonté de son père, dans l'une de ces écoles où l'on est plus soucieux de cultiver l'esprit que de garder et de développer la vertu des jeunes gens. Ce fut là le premier écueil pour le fils de Monique. Il en trouva un second dans la lecture des livres dangereux, un troisième dans la fréquentation des théâtres, un quatrième surtout dans les amitiés coupables. A seize ans, Augustin contracte une liaison criminelle, perd sa vertu, et enlance son cœur dans des chaînes honteuses qui ne seront pas rompues avant sa trente-quatrième année. Il est tristement esclave à Tagaste, à Carthage, à Rome, à Milan. De même que le feu du sanctuaire, que les Israélites cachèrent sous terre, s'épaissit en boue pendant leur captivité, Augustin étant passé sous le joug de la volupté, vit les lumières de l'Évangile s'obscurcir aux regards de son appel. Ayant perdu la chasteté qui est l'armement du corps, il perdit encore la foi qui est la virginité de l'âme. Par un prodige incroyable lui, qui était l'intelligence humaine peut-être la plus sublime que Dieu ait faite, embrassa l'hérésie des Manichéens, qui est la plus grossière et la plus matérielle du monde. Lui, qui n'était que lumières pour les sciences humaines, n'était que ténèbres pour les sciences divines ; et plus il était clairvoyant pour les choses de la terre, plus il était aveugle à l'égard des choses du ciel. En même temps il descendait de plus en plus dans les abîmes du mal. Sa volonté déréglée avait produit la passion, la passion avait

engendré l'habitude, l'habitude avait créé une sorte de nécessité de demeurer dans le vice. O fruits amers du mauvais exemple ! O effroyable responsabilité des scandaleux ! Chrétiens, ne portez jamais personne au mal ni par vos paroles ni par vos actes ! Mes frères, fuyez comme la peste la société corruptrice des méchants ! Et vous qui avez été victimes de cette terrible contagion, portez-y remède comme Augustin, et cela sans retard. Refaites par la grâce l'œuvre de la grâce que vous avez détruite, afin de pouvoir dire comme ce grand modèle des pécheurs convertis : « C'est par la grâce de Dieu que je suis ce que je suis, *gratia Dei sum id quod sum.* »

II

Dieu ne nous abandonne jamais à moins que nous ne l'abandonnions nous-mêmes, et même pour le plus coupable des pécheurs, il a des trésors de patience et de longanimité incroyables. Il ne cesse de frapper au cœur des égarés, surtout s'il y est sollicité par la prière, particulièrement la prière des mères.

S. Augustin nous en est un exemple touchant ; il fut sauvé par celle qui lui avait donné le jour ; et, comme il le dit lui-même, sainte Monique fut deux fois sa mère : au temporel et au spirituel ; elle l'engendra à cette vie périssable et elle le ressuscita à la vie de la grâce.

Oh ! oui, sainte Monique intercédait auprès de Dieu pour son Augustin ! Dans ses supplications, quelle ferveur ! S. Augustin dit qu'on reconnaissait à l'église l'endroit où elle avait prié par les larmes qu'elle y avait répandues. Quelle persévérance ! Pendant plus de quinze ans, jour et nuit, elle ne cessa d'importuner le ciel par les plus pressantes sollicitations. Mais aussi quelle efficacité ! Si Augustin ne parvint pas à étouffer sous la cendre des passions l'étincelle de la pitié qui devait un jour se ranimer et produire un si magnifique incendie ; si, au milieu de ses désordres, il ne put effacer complètement la radieuse figure de Jésus-Christ que sa mère avait sculptée avec tant d'amour dans son âme, pendant son enfance ; s'il ne put se débarrasser de cette conscience qui lui faisait sans cesse sentir la pointe de son aiguillon et l'empêchait de trouver la paix et le bonheur dans les sentiers de la perdition ; s'il renonça au manichéisme ; si la peur de la mort et du jugement le préserva de rouler jusqu'au fond de l'abîme ;¹ s'il eut la bonne fortune de connaître et de fréquenter saint Ambroise qui, peu à peu, fit complètement tomber ses préjugés contre la foi chrétienne ; s'il brisa la chaîne honteuse qui l'asservissait depuis si longtemps ; s'il sentit enfin se lever pour lui la lumière de la foi, c'est aux prières de sa mère qu'il en fut redevable, comme il le déclare si souvent dans le livre de ses *Confessions*.

¹ Nec me revocabat a profundiore voluptatem carnalium gurgite, nisi metus mortis et futuri iudicii, (Confess. lib. vi, cap. xix.)

Que dis-je ? Les prières de sainte Monique furent si irrésistibles qu'elles forcèrent Dieu à intervenir directement et à faire un miracle pour triompher des dernières hésitations de son fils.

Augustin venait d'entendre raconter à son ami Potitien comment deux officiers distingués de l'empereur, touchés par la lecture de la vie de saint Antoine, avaient tout quitté pour Dieu, en s'écriant : « Que cherchons-nous ? Pour qui portons-nous les armes ? Qu'espérons-nous ? Etre les amis de l'empereur ? Ah ! il vaut mieux être les amis de Dieu. » Profondément remué par ce détachement inspiré par la plus haute philosophie, il se retire au jardin avec Alype, l'ami de son cœur. Une lutte pleine d'angoisse s'engage en son âme : c'est la nature qui livre le dernier combat à la grâce. Une profonde méditation lui met devant les yeux toute l'étendue de sa misère et il sent se lever dans son cœur un affreux orage tout chargé de larmes. Il quitte Alype, s'avance un peu dans le jardin, se jette à terre sous un figuier et donne un libre cours à ses pleurs qui s'échappent comme un torrent. Tout à coup, pendant qu'il pleurait dans l'amertume d'un cœur brisé, il entend une voix angélique, comme celle d'un enfant, qui chantait et répétait ces mots : « Prends, lis ! prends, lis ! » Augustin court au lieu où était assis Alype et où il avait laissé le livre des Epîtres de saint Paul. Il le prend et l'ouvre, et ses yeux tombent sur ces paroles : « Ne vivez pas dans les festins, dans les débauches, dans les plaisirs et les impuretés, dans les jalousies et les disputes, mais revêtez-vous de Jésus-Christ, et ne cherchez plus à contenter votre chair, selon les plaisirs de votre sensualité. » A peine ces lignes achevées, il se fit dans son âme une lumière calme et serein qui dissipa pour jamais toutes les ténèbres de son âme. Les larmes et les prières de sainte Monique triomphaient. Augustin court en toute hâte vers sa mère qui priait dans une chambre voisine, pour lui porter cette nouvelle si longtemps désirée, si impatientement attendue, si vivement demandée. Ils tombent dans les bras l'un de l'autre dans une de ces muettes étreintes mille fois plus éloquentes que tous les discours. — Quelques mois plus tard, à Milan, dans la nuit du Samedi-Saint, en 387, dans une petite église dédiée à saint Jean-Baptiste, on voyait, avec un petit nombre d'amis, Augustin et sa mère qui, vêtue de la robe blanche bordée de pourpre des veuves, enveloppée d'un long voile, s'efforçait en vain de cacher aux regards les larmes de son bonheur. Augustin venait recevoir le baptême de l'illustre saint Ambroise. Après la cérémonie, le Pontife et le nouveau baptisé improvisèrent dans l'ardeur de leur reconnaissance le beau chant qui commence par ces mots : *Te Deum*. C'était justice. La grâce de Dieu venait d'opérer l'une de ses plus admirables merveilles. L'Eglise acquérait son plus grand docteur. Monique triomphait ; le fils de tant de larmes et de tant de prières ne pouvait périr.

Parents qui m'écoutez, vous surtout mères chré-

tiennes, quels que soient les égarements de vos enfants, ne vous découragez point, à plus forte raison ne vous désespérez jamais. La prière, de quelque cœur qu'elle parte, est toute puissante au ciel, mais surtout la prière d'un père, la prière d'une mère. Dieu ne sait point lui résister. Il a entendu le cri d'Agar; il a exaucé la veuve de Naïm qui, par ses larmes, lui a demandé un miracle; il a fait droit aux prières de sainte Monique; il écoutera les vôtres!...

III

C'est la grâce de Dieu qui a formé St Augustin, c'est la grâce de Dieu qui l'a ressuscité alors que spirituellement il était mort par le péché; c'est la grâce de Dieu qui lui a permis d'offrir à la justice infinie une magnifique réparation, *gratia Dei sum id quod sum, et gratia ejus in me vacua non fuit*. Il a réparé par la véhémence de sa pénitence, par les lumières de sa science et par les ardeurs de sa charité!

Comment dirai-je d'abord ses regrets et les larmes qu'il a versées jusqu'à la fin de sa vie? Quoi d'étonnant? Etant né à la grâce dans les gémissements et dans les pleurs, ce grand saint voulut gémir et pleurer ses fautes chacun des jours de son existence. Ses *Confessions*, qui prennent rang parmi ses meilleurs ouvrages, montrent bien qu'il ne perdit jamais ni le souvenir, ni le regret de ses péchés, puisque, pour satisfaire à Dieu par sa propre confusion, il en voulut perpétuer la mémoire; et ne pouvant prolonger sa vie, il trouva moyen de prolonger sa pénitence jusqu'à la fin du monde. Chacune de ses pensées pour ainsi dire remplissait ses yeux d'un déluge de larmes. Si la lumière de la grâce lui découvrait les désordres de sa vie, son cœur pressé par la douleur se fondait en regrets. Si la crainte des jugements de Dieu lui faisait baisser les yeux du côté de l'enfer, on eût dit qu'à force de pleurer il en voulait éteindre toutes les flammes; et si l'espérance les élevait jusqu'au ciel, il semblait que la pensée d'avoir mérité de le perdre le consumait de désolation: « O beauté si ancienne et si nouvelle, s'écriait-il, que j'ai tardé à vous aimer! O éternelle vérité, ô véritable charité, ô chère éternité, vous êtes mon Dieu: je soupire après vous le jour et la nuit. » C'est dans ces sentiments qu'il passa sa vie dans l'exercice de la plus amère et de la plus suave pénitence, embrassant avec ardeur les veilles, les jeûnes, les croix, se détachant de toutes les jouissances mondaines, et ne rêvant qu'une chose: faire connaître et aimer N.-S. J.-C. au prix de mille labeurs.

Il avait eu le malheur de perdre la foi et de l'attaquer; avec quel zèle il répand la vraie doctrine et la défend! Ordonné prêtre par l'évêque Valère il prêche sans relâche et avec le plus grand succès, affermissant les bons, confondant les hérétiques, ramenant, à force de prudence et de charité, les égarés qui ne sont point possédés par le démon de l'opiniâtreté. La dignité d'évêque

d'Hippone qui lui est conférée ne fait qu'augmenter son activité et faire rayonner son mérite. Hippone était sa sphère, mais sa science, comme un astre étincelant, se répand dans tout l'univers, à ce point que tous dans la suite des âges épuisent les expressions pour célébrer son mérite. Si, l'Eglise a des docteurs, S. Augustin en est la perle, dit S. Antonin; si elle a des prédicateurs, S. Augustin en est le maître, il est le premier après les Apôtres. Qui a reçu plus de grâce, dit Hugues de saint Victor, pour la dispensation de la parole de Dieu? Il est le prince des théologiens, l'ange, l'intelligence, le génie de la théologie. Il est l'interprète le plus sagace des Ecritures. Il renferme ceux qui le devancent, il surpasse tous ceux qui le suivent. Entre tous les docteurs, dit encore St Antonin, il brille comme le soleil parmi les astres. Aigle sublime, il plane dans les plus hautes régions, père plein de tendresse il s'abaisse jusqu'au plus ignorants pour les instruire de la vérité, les persuader. Oh! la belle réparation de foi qui n'a d'égale que la réparation de charité.

Comment dirai-je la grandeur de la charité de ce grand saint? son cœur était un encensoir animé où brûlait en l'honneur de la Trinité les parfums les plus exquis du plus pur amour. Comme il avait à cœur le salut des âmes! C'est lui qui disait: « Il faut détester les péchés, il faut aimer le pécheur. Dans les choses nécessaires, l'unité; dans les choses douteuses, la liberté; en toutes circonstances, la charité! » Qui expliquera la variété et le nombre de ses œuvres de zèle? Chaque respiration de sa bouche, chaque battement de son cœur était un acte très parfait d'amour de Dieu, amour qui éclate en termes brûlants à chaque page de ses innombrables écrits. « O feu qui brûlez toujours et ne vous consumez jamais; ô amour toujours fervent et qui ne connaissez ni interruption, ni ralentissement, embrasez-moi, consumez-moi afin que je vous aime de toutes mes forces, et qu'il n'y ait rien en moi qui ne soit un holocauste dévoué aux flammes de votre amour. Je vous aime, ô mon Dieu, et je veux toujours vous aimer davantage! »

Chrétiens, le bel exemple! si nous avons suivi Augustin dans ses égarements, suivons-le dans sa réparation. Comme lui faisons pénitence; comme lui affirmons notre foi par paroles mais surtout par nos œuvres; comme lui aimons Dieu par dessus tout jusqu'à notre dernier souffle. Comme lui disons: *Hic ure, hic seca, dummodo in æternum parcas*, Seigneur, éprouvez-nous ici-bas, purifiez-nous par la souffrance et la mortification, pourvu que vous nous fassiez miséricorde pour l'éternité!



CONGRÉGATIONS ROMAINES

SACRÉE CONGRÉGATION DE LA PROPAGANDE

Il y a sur les jugements *ex informata conscientia* bien des erreurs regrettables. Le document que nous publions est de nature à porter la lumière sur plusieurs points très importants.

Instructio Sacræ Congregationis de Propaganda fide ad Episcopos et Praelatos Regulares Catholicarum Missionum supra suspensionibus, quæ irrogantur ex informata conscientia.

Omni tempore sollicita fuit Ecclesia ut non solum ascensus ad sacros Ordines interdicereetur indignis, verum etiam ab eorundem exercitio criminosi suspensi manerent.

Cum autem occultorum quoque criminum, quæque prodere non expediret, facilis et prompta, nempe a judiciariis formis libera, coercitio aliquando necessaria sit ad sacri ministerii dignitatem, et fidelium utilitatem tuendam; hinc sapientissimo consilio Tridentini Patres « Sess. XXIV. Cap. I. de Reform. decreverunt — *Ei cui ascensus ad sacros ordines a suo Praelato ex quacunque causa, etiam ob occultum crimen, quomolibet, etiam extrajudicialiter fuerit interdictus, aut qui a suis ordinibus seu gradibus vel dignitatibus ecclesiasticis fuerit suspensus, nulla contra ipsius Praelati voluntatem concessa licentia de se promoveri faciendo, aut ad priores ordines, gradus et dignitates sive honores restitutio suffragetur.* —

Ex hoc provido decreto, in eo quod refertur ad Clericorum crimina, quæ extrajudicialem suspensionem ab ecclesiasticis officiis merentur, jamdudum in usu fuit suspensionis pœna ex causis Praelato notis; quæ nempe audit suspensio *ex informata conscientia*. Ad hoc itaque ut in eadem infligenda, cum majori, qua potest cautela et securitate Ordinarii Catholicarum Missionum procedant, S. Congregatio de Propaganda Fide præsentem instructionem edendam censuit, cui iidem Ordinarii in adhibendo hoc extraordinario remedio sese conformare curabunt.

1. Suspensio ex informata conscientia, non secus ac illa, quæ per judicialem sententiam infligitur, personam ecclesiasticam a suis ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis exercendis interdicat.

2. In hoc præcipue ipsa differt a judiciali suspensione, quod adhibetur tamquam extraordinarium remedium in pœnam admissi criminis; ideoque ad ejusdem impositionem non requiruntur nec formæ judiciales, nec canonicæ admonitiones. Satis erit proinde, si Praelatus hanc pœnam infligens, simplici utatur præcepto, quo declarat se suspensionem ab exercitio sacrorum officiorum, vel ecclesiasticorum munium indicere.

3. Hujusmodi præceptum semper in scriptis intimandum est, die et mense designato; ideoque autem fieri debet vel ab ipso Ordinario, vel ab alia persona de expresso ipsius mandato. In ea-

dem tamen intimatione exprimendum est, quod ejusmodi punitio irrogatur in vim Tridentini decreti « Sess. XIV. Cap. 1. de reform. » ex informata conscientia, vel ex causis ipsi Ordinario notis.

4. Debent insuper exprimi partes exercitii ordinis vel officii, ad quas extenditur suspensio; quod si suspensus interdictus sit ab officio, cui alter in locum ipsius substituendus est, ut puta Oeconomus in cura animarum, tunc substitutus mercedem percipiet ex fructibus beneficii in ea portione qua juxta prudens Ordinarii arbitrium taxabitur: At si suspensus in hac taxatione se gravatum senserit, moderationem provocare poterit apud Curiam archiepiscopalem, aut etiam apud Sedem Apostolicam.

5. Exprimi item debet tempus durationis ejusdem pœnæ. Abstineant tamen Ordinarii ab ipsa infligenda in perpetuum. Quod si ob graviore causas Ordinarius censuerit eam imponere non ad tempus determinatum, sed ad suum beneplacitum, tunc ipsa habetur pro temporanea, ideoque cessabit cum jurisdictione Ordinarii, suspensionem infligentis.

6. Suspensioni ex informata conscientia justam ac legitimam causam præbet crimen, seu culpa a suspensio commissa. Hæc autem debet esse occulta, et ita gravis, ut talem promereatur punitiorem.

7. Ad hoc autem ut sit occulta requiritur, ut neque in judicium, neque in rumores vulgi deducta sit, neque insuper ejusmodi numero et qualitate personarum cognita sit, unde delictum censeri debeat notorium.

8. Verum tenet etiam suspensio si ex pluribus delictis aliquid fuerit notum in vulgus; aut si crimen, quod ante suspensionem fuerat occultum, deinceps post ipsam fuerit ab aliis evulgatum.

9. Prudenti arbitrio Praelatorum relinquitur suspensionis causam, seu ipsam culpam delinquenti aut patefacere, aut reticere. Partes aliquin pastoralis sollicitudinis et charitatis eorundem erunt, ut si istiusmodi pœnam suspensio manifestare censuerint, ipsa ex paternis, quas interponent, monitionibus, nedum ad expiationem culpæ, verum etiam ad emendationem delinquentis, ad occasionem peccandi eliminandam inserviat.

10. Meminerint vero Præsules, quod si contra decretum quo irrogata fuit suspensio, promoveatur recursus ad Apostolicam Sedem, tunc apud ipsam comprobari debet culpa, quæ eidem præbuit occasionem. Consultum idcirco erit, ut antequam hæc pœna infligatur, probationes illius, quantumvis extrajudicialiter et secreto colligantur; ita ut eo ipso, quod cum omni certitudine culpabilitatis in punitiione inferenda proceditur, si deinceps causa examinanda est apud Apostolicam Sedem, probationes criminis in eas difficultates haud impingant, quæ ut plurimum occurrunt in istiusmodi judiciis.

11. A decreto suspensionis ex informata conscientia non datur appellatio ad tribunal superioris ordinis. Postquam ideo Clericus intimationem suspensionis habuerit, si nihilominus appellationem interponere, ejusque obtentu in Altari ministrare, seu quovis modo suum ordinem solemniter exercere præsumat, statim incidit in irregularitatem.

12. Semper tamen patet aditus ad Apostolicam Sedem; et in casu quo Clericus absque sufficienti ac rationabili causa se hac pœna multatum reputet, recurrere poterit ad Summum Pontificem. Interim tamen in vigore permanet decretum suspensionis usque dum ab ipso Pontifice, vel a s. Congregatione, quæ de recursu indicare debet, non fuerit rescissum aut etiam moderatum.

13. Ceterum ex quo istiusmodi pœna est remedium omnino extraordinarium, quod præsertim ad expiationem criminum absque formis judiciariis adhibetur; præ oculis habeant Prælati id quod sapientissime admonet Summus Pontifex S. M. Benedictus XIV; in suo tractatu *de Synodo Diœcesana, Libro XII cap. 8 n. 6* quod nimirum reprehensibilis foret Episcopus, si in sua Synodo declararet, se deinceps ex privata tantum scientia cum pœna suspensionis a divinis animadversurum in Clericos, quos graviter deliquisse comperit, quamvis eorum delictum non possit in foro externo concludenter probari, aut illud non expediat in aliorum notitiam deducere.

Romæ ex Aed. S. C. de Propaganda Fide die 20 octobris 1884.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Un prêtre qui passe pour savant liturgiste ne se fait pas verser du vin et de l'eau, après la première messe, les jours où il a un binage. Pour se purifier les doigts, il les trempe dans un petit vase plein d'eau qui est en permanence sur l'autel, et dont il se sert quand il a donné la sainte communion en dehors de la messe. Sur quelle autorité ce prêtre peut-il s'appuyer pour agir ainsi ?

R. — Il peut s'appuyer sur le Rituel romain, qui commande au prêtre binaire de laver ses doigts dans un vase d'eau, mais sans donner aucun détail sur ce vase d'eau, ni sur son usage habituel, ni sur la manière dont ce vase lui sera présenté par le servant, ni même s'il lui sera présenté par quelqu'un. Voici du reste le texte de l'Instruction faite sur ce sujet par la Sacrée Congrégation des rites en 1857 :

« Quando Sacerdos eadem die duas missas dis-sistit in locis celebrare debet, in prima, dum divinum sanguinem sumit, eum diligentissime sor-beat. Exinde super corporale ponat Calicem et Palla tegat, ac junctis manibus in medio altari dicat : *Quod ore sumpsimus* etc. Et subinde ad-

moto aquæ vasculo digitos lavet, dicens : *Corpus tuum* etc., et abstergat.

Q. — 1^o Lorsque le prêtre a pris le précieux Sang, peut-il, au moment de donner la communion aux fidèles, couvrir (comme je le vois faire à des confrères) le calice avec le purificateur, et mettre la pale par dessus. La raison que ces Messieurs allèguent pour agir ainsi, est que, le calice n'étant pas essuyé, la pale porte bientôt une marque de vin qui oblige de la laver souvent. Or, avec notre système de pale française, c'est-à-dire cartonnée, il est très ennuyeux de découdre et de recoudre si souvent ces ornements qu'on gâte vite pour peu que l'on soit maladroit. Je demande si cette pratique de couvrir le calice avec le purificateur au moment de la communion peut être suivie.

2^o Quelle bénédiction dois-je prendre pour bénir les chapelets, les petites croix et statuets ? Dans un Rituel que j'ai sous les yeux, je trouve, il est vrai, ces formules « *benedictio novæ crucis, — benedictio imaginum J.-C. B. Virg. Mariæ — et aliorum Sanctorum* ; » et plus loin : « *Benedictio pro crucibus et numismatibus. Benedictio coronarum et rosariorum.* » — Mais puis-je me servir de ces formules ? Ce qui occasionne mon doute, c'est que ces bénédictions sont rangées parmi celles *ab episcopo, vel aliis facultatem habentibus faciendæ*. Or je n'ai l'autorisation d'aucune bénédiction réservée. Suis-je en faute en usant des bénédictions sus-mentionnées ?

Ad I. Nous n'oserions pas taxer de péché cette conduite, parce que la rubrique ne commande pas en ce moment de couvrir le calice de la pale. Mais c'est un principe qu'ordinairement on couvre le calice de la pale, et non du purificateur. Et si cela était nécessaire, il nous serait facile de montrer comment le commun des auteurs est opposé à cette pratique, non seulement en Italie, mais même en Belgique et en France où l'on se sert habituellement de pales cartonnées. Qu'il nous soit permis d'en citer quelques-uns :

M. l'abbé Falise : « Lorsqu'on doit donner la communion, le prêtre, après avoir pris le précieux Sang, et avant de se purifier, dépose le calice sur le corporal du côté de l'évangile, le *couvrant de la pale*. » L'auteur ajoute les lettres AA.; or ces lettres indiquent le sentiment commun, ou à peu près unanime, ou unanime des rubricistes.

De Herdt donne la même solution, et fait observer que le célébrant couvre le calice *de la pale*, et non de la patène; mais il recommande de veiller à ce qu'il ne reste rien du précieux Sang autour de la lèvre du calice, dans la crainte que ce Sang divin ne s'attache à la pale.

« Sacerdos diligentius sumit S. Sanguinem, ita ut certo nihil supersit circa labium calicis, ne pallæ imponendæ adhæreat; sumpto Sanguine, deponit patenam et calicem super corporale versus cornu Evangelii, et calicem *palla*, non autem patena cooperit. »

Le R. P. Le Vavas seur est également très formel :

« Après avoir communie sous les deux espèces, le prêtre pose le calice sur l'autel et le couvre de la *pale*. »

Les *Cérémonies de la messe basse* par un prêtre de Saint-Sulpice exposent le même sentiment :

« S'il faut donner la communion avec des hosties préconsacrées, le prêtre ayant pris le précieux Sang, met le calice du côté de l'Evangile, et le couvre de la *pale* comme on vient de le dire. »

Mgr de Conny va plus loin. Non seulement il dit que l'on doit couvrir le calice de la *pale*, mais il défend de le couvrir du purificateur :

« Si quelqu'un désire communier, le prêtre dépose le calice sur l'autel et le couvre de la *pale*, et non point du purificateur; » en quoi le savant liturgiste de Moulins condamne expressément la pratique de vos confrères.

Nous arrêtons nos citations qu'il serait facile de multiplier. Nous ne connaissons aucun auteur qui recommande de couvrir le calice du purificateur.

Mais il importe de tenir compte de l'observation de de Herdt.

Ad II. Toutes les bénédictions que vous indiquez sont réservées aux Evêques, et aux prêtres qui ont reçu cette faculté. Puisque vous ne l'avez pas reçue, vous ne pouvez pas faire ces bénédictions.

Vous devrez vous rappeler aussi que vous ne pouvez vous servir que des formules romaines pour les bénédictions. Vous ne pouvez pas employer celles que l'on trouve dans certains Rituels, à moins qu'elles ne soient absolument conformes à celles du Rituel ou du Missel romains, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites, le 7 avril 1832, n. 4681, ad 5; ou à moins que les bénédictions propres à votre diocèse n'aient été approuvées par la Sacrée Congrégation des Rites conformément au décret du 23 mai 1835, n. 4748, ad 9, ce qui n'est guère probable.

Q. — 1^o Il est défendu, pendant le Carême, de manger au même repas de la viande et du poisson, — les huîtres sont-elles défendues comme le poisson ?

2^o A la messe de l'office votif des Apôtres, faut-il conserver, dans les oraisons *A cunctis* et *Mundet* les noms de saint Pierre et saint Paul ?

3^o Faut-il, à l'office votif, supprimer le suffrage des Apôtres saint Pierre et saint Paul ?

R. — Ad I. Oui, les huîtres sont défendues comme les poissons. Ce cas a été décidé par la Sacrée Pénitencerie, le 16 janvier 1834. On avait demandé :

« *Utrum tempore jejunii, ei, cui licitus esus carniū liceat miscere testacea marina, quæ improprie fructus maris dicuntur, sed vulgo pisces censentur, id est, ostreae (gallice huîtres) caneros (écrevisses)? »*

Elle répondit : « *Testacea marina, quæ improprie fructus maris dicuntur, sed vulgo pisces, vetari miscere cum carniū, quoties carnis et piscium mixtio est prohibita.* »

Ad II. Oui; car si cela était défendu, la rubrique n'eut pas manqué de le dire, comme elle le dit dans la messe votive de saint Joseph. D'ailleurs c'est une conséquence de la réponse que nous allons donner à la question suivante.

Ad III. A l'office votif des apôtres, il ne faut

pas supprimer le suffrage des apôtres Pierre et Paul. Ce point a été tranché le 24 novembre 1883.

On avait proposé le doute suivant : « *Quoties feria tertia recitatur Officium votivum omnium Sanctorum Apostolorum, omittine debet in Suffragiis ad Vesperas et Laudes Commemoratio Apostolorum Petri et Pauli?* »

La Sacrée Congrégation répondit : « Negative. »

La raison en est que l'Eglise veut honorer d'une manière spéciale et distincte ces deux saints Apôtres.

Q. — Il y a deux sortes d'autel, l'un portatif, l'autre fixe, on le sait, mais là n'est pas la question.

Il s'agit de savoir, si l'autel fixe, qui perd sa consécration quand on le transporte parce qu'on le démolit, la perdrait également en le transportant en un autre lieu tout d'un bloc comme un autel portatif ?

R. — Non, très probablement il ne la perdrait pas, parce qu'alors cet autel garde son intégrité, et représente toujours Notre-Seigneur Jésus-Christ. Au reste, c'est l'opinion à peu près commune; comme on peut le voir dans une note du célèbre Gardellini sur un décret du 15 mai 1819, n. 4562 :

« Et quanquam non desint, qui putant altare fixum consecrationem amittere, etiamsi altare integrum de loco in quo extractum fuit, sacrisque caeremoniis delibutum, alio transferatur, communis tamen sententia est, quod hoc in casu necessaria non sit nova consecratio. »



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un curé va quitter une paroisse pour une autre. Il voudrait céder au confrère qui sera appelé à lui succéder sa provision de bois de chauffage et d'autres objets difficiles à emporter. Il a affaire à un maire appartenant « aux nouvelles couches » qui ne lui inspire aucune confiance. Pourrait-il, en attendant la nomination de son successeur, confier la clef du presbytère au président de la fabrique, et, durant la vacance, cueillir les fruits venus par ses soins ?

R. — En ce qui concerne la clef, nous pensons qu'elle doit être remise aux mains du propriétaire ou de son représentant; par conséquent du maire, si le presbytère appartient à la commune; du président de la fabrique, s'il appartient à cet établissement.

Si le maire inspire peu de confiance, il y a moyen de l'empêcher de nuire en faisant constater en sa présence et avec témoins les objets laissés, leur qualité et leur quantité. Il faut dire aussi que le maire, en vertu de son droit, pourrait forcer le curé partant à débarrasser complètement l'immeuble. Il y a donc lieu, dans la circonstance, à procéder à l'amiable plutôt que rigoureusement.

Pour ce qui est des fruits à cueillir pendant la vacance, nous pensons avec le *Journal des Conseils de fabrique* que lorsque le curé d'une paroisse reçoit une nouvelle destination, et qu'il est

remplacé dans cette paroisse soit immédiatement, soit après un certain temps de vacance par un titulaire, tous les fruits, tous les revenus des biens de la cure ou de la succursale pendant l'année de la vacance, doivent appartenir à l'ancien et au nouveau titulaire, proportionnellement au temps pendant lequel ils ont rempli, dans l'année, les fonctions curiales, et, à la fabrique, proportionnellement au temps que la vacance a duré.

Tel est le principe. En cas de contestations, elles seraient portées devant le conseil de préfecture, qui décide administrativement. Il serait encore mieux de s'en rapporter à l'arbitrage de l'évêque. Inutile de dire qu'un prêtre qui s'adresserait à un tribunal civil, outre le scandale qu'il donnerait, encourrait, d'après les saints canons, les censures de l'Eglise.

Q. — Il s'agit d'un petit jardin cédé par le presbytère à l'instituteur moyennant une redevance annuelle de 12 francs, payables à M. le curé.

M. le préfet avait pendant deux ans approuvé cette dépense ; mais depuis il s'est ravisé, et il efface chaque année cette dépense portée au budget. Dans une première réponse, vous disiez que le préfet était dans son droit ; et vous voyez dans sa manière d'agir une preuve que les choses ne s'étaient pas faites en règle, et que le préfet désapprouvait l'échange.

Cependant toutes les formalités nécessaires avaient été remplies, c'est-à-dire que le conseil municipal et le conseil de fabrique avaient pris une délibération dans ce sens, l'évêque et le préfet avaient donné leur approbation ; en outre, j'ai été régulièrement payé pendant deux ans. Et voilà que depuis trois années, le préfet biffe toujours cette modique dépense sur le budget ; j'ai beau lui écrire, il ne daigne pas me répondre. Que faire ?

R. — Il est difficile d'admettre que le préfet ne réponde pas. Il y a là, à côté d'une grossière impolitesse, un déni de justice, une violation de contrat. Il appartiendrait à la commune de se mettre en avant ; car enfin c'est elle qui bénéficie de l'injustice, et elle ne le doit pas souffrir. Mais à défaut de la commune, c'est au curé et à la fabrique de réclamer. Nous engageons notre correspondant à provoquer une délibération de son conseil, à la faire approuver par l'Ordinaire du lieu, et à l'adresser au préfet. Si ce dernier fait encore une fois la sourde oreille, il faut en saisir le ministre des cultes. Une action civile serait recevable parce qu'il s'agit d'une diminution de propriété. Mais on conviendra que le jeu n'en vaudrait pas la chandelle.

Avant de terminer, nous ferons une observation qui expliquera peut-être la manière d'agir du préfet. On nous dit que la cession du jardin à la commune pour l'instituteur, a été accomplie selon toutes les règles (par conséquent avec les formalités prescrites par l'ordonnance du 3 mars 1825, et du décret impérial du 25 mars 1852. C'est donc une distraction qui a été opérée. Or, lorsqu'une distraction est opérée selon toutes les règles, il n'est point dû d'indemnité, à moins que la partie distraite ne fût la propriété de la fabrique (*Avis du comité de l'intérieur du 26*

septembre 1834). Lorsque des distractions sont effectuées, soit pour un service communal, en vertu de l'ordonnance précitée, soit pour cause d'utilité publique, par application de la loi du 3 mai 1844, il n'est dû aucune compensation aux curés ou desservants, si leur habitation reste pourvue des dépendances indispensables. (*Décision ministérielle. Bulletin de l'intérieur, année 1856, p. 320*).

C'est là peut-être l'explication de la manière d'agir du préfet ; mais alors, pourquoi ne répond-il pas ? Rien ne lui serait plus aisé de clore le débat. Que notre correspondant juge la situation ; lui seul peut nous dire si la cession dont il s'agit est le résultat d'un contrat ou d'une distraction opérée selon les règles, et si la partie distraite appartenait à la fabrique. Il a maintenant en main tous les éléments nécessaires pour juger.

Q. — Connaissez-vous des décrets, règlements ou autres pièces officielles déclarant que les anciens cimetières délaissés autour des églises sont une propriété des communes, mais laissée en jouissance aux fabriques ?

Cette question, qui m'intéresse particulièrement, a été résolue en ma présence de diverses manières. Je voudrais un texte décisif.

R. — Non, il n'existe aucun document spécial donnant les indications demandées. Les jurisconsultes dissertent longuement sur ce sujet, mais ils ne peuvent asseoir une jurisprudence sérieuse. Mgr Affre, dans son *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*, p. 209, prouve fort bien, selon nous, que les anciens cimetières, d'après les lois alors en vigueur, appartenaient aux paroisses, ou, ce qui est la même chose, aux fabriques. Il n'y avait d'exception que pour les cimetières des villes et des communes qui les avaient acquis de leurs deniers et pouvaient exhiber leur titre d'acquisition. Or, comme le décret du 7 thermidor a rendu aux fabriques leurs biens non aliénés, et qu'on ne voit pas un seul exemple de cimetière aliéné, il s'ensuit que les anciens cimetières pouvaient être revendiqués par les fabriques comme leur propriété, sauf l'exhibition des preuves contraires par les communes.

Les fabriques ont-elles fait cette revendication ? Nous ne le croyons pas. Or, si elles n'en ont la possession ni de fait ni de droit, les détenteurs pourraient leur demander de justifier, préalablement à toute réclamation et à toute action, d'un envoi en possession régulier. Or, cet envoi en possession, étant donné les idées du jour sur la propriété ecclésiastique, sera fort difficile sinon impossible à obtenir, surtout si l'adversaire de la fabrique était la commune ; car les communes, confondant les anciens cimetières avec les nouveaux, prétendent en être les propriétaires, et, aujourd'hui, grâce à la nouvelle loi municipale, qui les a laïcisées, elles y exercent d'une manière absolue et exclusive tous les droits de propriété avec l'appui du gouvernement.

Q. — J'ai recours à vos lumières pour éclaircir une difficulté. Voici la chose : Un de mes amis qui a déjà exécuté à différentes reprises des travaux dans son église, vient récemment d'apporter quelques améliorations au mauvais état de l'église. Entre autres choses, il a fait refaire tout un côté des bancs (dépense 800 fr., la commune bien disposée en accorde 200). Mais ce travail a nécessité le déplacement de la chaire, qui d'ailleurs n'était pas à sa place liturgique, puisqu'elle était devant la chapelle latérale du côté de l'épître (l'église n'a qu'une nef). La chaire fut donc mise du côté de l'Evangile : de là la difficulté présente. M. le maire, qui autrefois voyait la chaire de sa place, ne la voit plus et en est très mécontent. Aussi, pour vous mettre bien au courant, je vous envoie copie de la lettre que M. le sous-préfet vient d'écrire à mon ami :

« Monsieur le curé,

« J'ai été informé que divers travaux auraient été récemment exécutés dans l'intérieur de l'église de B., tels que déplacement de la chaire, remplacement du carrelage par le parquet, etc.

« Je vous prie de bien vouloir me faire connaître par qui ces travaux ont été ordonnés et s'ils ont été préalablement soumis à l'acceptation du conseil de fabrique et du conseil municipal, conformément à une prescription de la loi du 5 avril 1884.

« Recevez, etc. »

J'ai cherché dans l'*Ami du clergé* quelle pouvait bien être cette loi ; mais je n'ai rien trouvé. Je n'en connais que les articles 100 et 101 concernant les sonneries.

Il faut vous dire que M. le curé n'a pas réuni régulièrement le conseil de fabrique. Il s'est contenté de consulter chaque membre en particulier ; il a également l'assentiment de tous, excepté du maire et d'un conseiller municipal. C'est donc probablement de là qu'est partie la dénonciation.

Quelle serait la marche à suivre pour tout régulariser, et surtout pour n'être pas obligé de déplacer la chaire ?

R. — La loi du 5 avril 1884, reproduisant presque mot à mot sur le point en question, la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 19, porte que le conseil municipal délibère sur tout ce qui intéresse la conservation ou l'amélioration de tous les édifices communaux. En l'invoquant, M. le sous-préfet, évidemment, avait dans la pensée que les travaux exécutés par le curé de B... étaient de ceux sur lesquels les conseils municipaux sont appelés à délibérer. La chose n'est pas aussi manifeste qu'il a l'air de le croire.

S'il s'agissait d'une cathédrale, il est certain qu'il est défendu de changer ou modifier la chaire sans une autorisation du ministre (*Instruction ministérielle du 25 juillet 1848*) ; mais il ne s'agit pas d'une cathédrale, mais bien d'une église paroissiale. Or, le ministre de l'intérieur a été consulté sur le point de savoir si une chaire en pierre, construite dans une église et attenante à l'un des piliers, doit être considérée comme un objet mobilier, qu'il appartient à la fabrique de déplacer sans l'assentiment de l'administration municipale, ou si cette chaire est une dépendance de l'édifice, qui ne peut être modifiée que suivant les règles prescrites en matière de bâtiments communaux. Il a été répondu :

« Si la pierre dont il s'agit n'est pas simplement juxtaposée, mais incorporée au mur de l'église,

elle constitue évidemment une partie intégrante du bâtiment. Dès lors, et en admettant, bien entendu, que l'immeuble soit la propriété de la commune, le déplacement de cette chaire est une mesure qui tombe naturellement sous l'application de l'art. 19 de la loi du 18 juillet 1837 (aux termes duquel le conseil municipal délibère préalablement sur tout ce qui intéresse la conservation ou l'amélioration des édifices communaux qui doivent y être exécutés). »

Il résulte du texte ministériel que si la chaire est en bois, la fabrique peut la déplacer sans l'assentiment de l'administration municipale. Peu importe qu'elle soit scellée à un pilier, ou à un mur. S'il suffisait pour qu'un objet devint immeuble par destination qu'il fût scellé en plâtre, en ciment ou de tout autre manière, on pourrait en dire autant des bancs, des boiseries, des grilles, de l'orgue. Cependant tous ces objets sont regardés comme mobiliers, et appartenant à la fabrique.

Ajoutons que le culte est exercé dans une église sous la direction de l'évêque et du curé ; de là le droit de police attribué au curé dans son église ; de là la nécessité de l'approbation du curé pour le placement des chaises et des bancs. Si donc une chaire n'est point placée selon les règles liturgiques, ou même selon les règles de l'acoustique ou des simples convenances, le curé seul peut la déplacer, à plus forte raison avec l'assentiment de son conseil.

Ce que nous disons de la chaire, nous le disons également du remplacement du pavage par un parquet, et vice versa. Quand une fabrique a des ressources suffisantes pour faire paver ou parquer l'église à neuf, elle peut exécuter ces travaux sans l'autorisation et même malgré l'opposition du conseil municipal. (*Avis du conseil d'Etat du 12 octobre 1831*).

Beaucoup de maires ignorent ou feignent d'ignorer que les fabriques sont établies pour veiller à l'entretien et à la conservation des églises (*art. 1^{er} du décret de 1809*). Ainsi toutes les dépenses nécessaires pour cela sont obligatoires. Mais il n'en est pas de même pour leur décoration et leur embellissement ; cette dépense est purement facultative. Mais si les fabriques n'ont besoin de personne, si elles ont des ressources suffisantes pour exécuter ces derniers travaux, c'est à elles seules qu'il appartient de décider de quelle manière elles entendent décorer et embellir leur église ; c'est à elles seules de donner des ordres à ce sujet. Un maire sortirait de ses attributions s'il voulait s'occuper de la décoration de l'Eglise. A cet égard, il n'a aucune autorité ; il n'a pas plus de droit que tout autre citoyen.

Lorsqu'un conseil de fabrique veut faire effectuer dans une église des travaux de réparation, de décoration ou d'embellissement pour lesquels les ressources de la fabrique étant suffisantes, il n'est pas nécessaire de demander des fonds à la commune, le conseil municipal n'est pas en droit

de s'opposer à ces travaux en alléguant qu'ils sont inutiles, ou que la dépense est exagérée.

Lorsque la dépense de ces travaux a été régulièrement votée par le conseil de fabrique et approuvée par l'évêque diocésain, le préfet n'a pas le droit de prendre un arrêté pour en interdire l'exécution. Cette décision a été adoptée le 3 novembre 1831 par le ministre des cultes, d'après l'avis du conseil d'Etat du 12 octobre 1831 précité.

La seule faute commise par le curé de B... en cette circonstance, est d'avoir recueilli les suffrages de chaque fabricien en particulier, au lieu de leur faire donner par une délibération. En vertu de son droit de police, il pouvait certainement déplacer la chaire, comme il peut supprimer une décoration s'il la juge inconvenante et s'opposer à des embellissements projetés par son conseil, s'il y voit des inconvénients. Mais pour l'exécution des travaux, c'est le conseil, conjointement avec lui, qui en décide.

Le sous-préfet, en cette circonstance, a dépassé son droit, et c'est ce qu'il faut lui répondre.

Comment régulariser ce qu'il y a eu de défectueux dans la manière d'agir ? Tout simplement en faisant immédiatement ce qu'on a négligé de faire ; que le curé réunisse le conseil et qu'il fasse approuver ce qui a été exécuté.

Q. — 1^o Peut-on intenter une action devant le juge d' paix contre un débiteur d'une fabrique d'église en signant la requête de cette manière : « la fabrique », ou bien encore : « le bureau des marguilliers ? » sans mettre, par conséquent, aucune signature de fabricien ou de marguillier-trésorier ?

2^o Vous n'ignorez pas que certains évêques français, entre autres l'éminent cardinal Lavigerie, a établi ou laissé établir une société civile pour posséder en son lieu et place, et mettre à l'abri de toute confiscation, les propriétés qui alimentent ses œuvres diocésaines et ses missions. Dans quel ouvrage pourrai-je trouver la manière de procéder légalement pour fonder une société de ce genre ?

R. — Ad 1^m. Non, cela ne se peut point. D'après le décret du 30 décembre 1809, c'est le trésorier qui est tenu de faire tous les actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus (*art. 78*). Les procès sont soutenus au nom de la fabrique et les diligences faites à la requête du trésorier, qui donne connaissance de ses procédures au bureau (*art. 79*). Toutes les pièces doivent être signées de son nom suivi de sa qualité.

Ad 2^m. Le premier notaire venu et les hommes d'affaires peuvent donner sur ce point les renseignements les plus circonstanciés et les plus exacts. Au besoin, consulter le comité de défense religieuse, séant à Paris.

VARIÉTÉS

(Suite)

DECRETUM MONASTERIENSIS DE SCAPULARIBUS

VI. « An in ecclesiis Confraternitatum SS^{mæ} Trinitatis, B. M. V. de Monte Carmelo ac Septem Dolorum acquiri valeant omnes indulgentiæ, quas lucrantur fideles visitando ecclesias ordinum respectivorum ? »

Et quatenus affirmative :

VII. An communicatio istiusmodi valeat etiam quoad certas devotiones in ecclesiis Ordinum haberi solitas, uti orationem 40 horarum, missas officia divina, litanias, Dei verbi prædicationem, etc., quando quis iisdem devotionibus intersit in ecclesia respectivarum Confraternitatum ?

RESP. : Ad VI. Negative.

Ad VII. Negative. »

D'après ces réponses, il n'y a pas extension, en faveur des églises des confréries, des indulgences accordées aux églises des ordres religieux. Ce n'est pas une solution nouvelle ; plusieurs décisions précédentes pouvaient la faire pressentir. Nous citons celle du 30 juillet 1748 et celle plus explicite du 19 mars 1671 :

« An Brevia tam altaris privilegiati quam indulgentiarum pro omnibus ecclesiis alicujus Ordinis vel Congregationis, aut Instituti regularis generaliter obtenta respectivas ecclesias tantummodo monasteriorum et conventuum talis Ordinis, Congregationis, vel Instituti comprehendant, aut etiam alias quascumque tam parochiales, quam non parochiales ab hujusmodi Ordine, etc., sive a monachis, aut fratribus vel religiosis dependentes, vel respective administrari solitas ? — RESP. Affirmative, quoad primam partem, negative quoad secundam ¹. »

« S. Congregatio... declarat insuper, Regulares quoscumque ejusvis Ordinis, Congregationis, Societatis etiam Jesu, ac Instituti, etiam specifica et individua mentione digni et dignæ, non potuisse, nec posse Confraternitatibus, sodalitatibus, seu aliis similibus Congregationibus quibusvis tam hactenus erectis, et institutis, quam in posterum quodcumque erigendis, et instituendis, sive quorumcumque privilegiorum vigore aggregatis et aggregandis, ullo modo communicare indulgentias ipsis regularibus concessas ; sed tantum illas, quas ut hujusmodi Confraternitatibus, Sodalitatibus, seu aliis similibus Congregationibus communicent, facultas eis specificæ et nominatim per Sedem Apostolicam concessa fuerit ². »

VIII. « An in locis ubi nulla adest ecclesia neque Ordinis, neque Confraternitatis SS^{mæ} Trinitatis, aut B. M. V. de Monte Carmelo vel a septem Doloribus, fideles qui sunt adscripti Confraternitati SS^{mæ} Trinitatis erectæ etiam a Fratribus Calceatis, vel Confraternitati B. M. V. de Monte Car-

¹ *Decreta auth. S. C. Indulg.* 3 août 1748, n. 174.

² *Decreta auth.* 19 mars 1671, n. 6. Ed. Pustet.

melo, aut septem Dolorum acquirere respective possint omnes indulgentias adnexas dictarum ecclesiarum visitationi visitando ecclesiam parochialem ?

RESP. — Affirmative ex Brevi Pii Papæ IX, 30 januarii 1858, pro Confraternitate SSmæ Trinitatis, et ex Brevi ejusdem Pontificis 15 januarii 1855 pro Confraternitate B. M. V. de Monte Carmelo, et supplicandum SSmo pro extensione Indulti ad Confraternitatem B. M. V. a septem Doloribus. »

On a souvent demandé au Saint-Siège la faculté de pouvoir gagner les indulgences des confréries en faisant les visites requises dans une église autre que celle de la confrérie. Cette permission fut refusée la plupart du temps. Nous en trouvons la cause dans un décret de la S. Congrégation des Indulgences du 11 mai 1737 :

« Inter opera injuncta confratribus canonice erectarum Sodalitatum pro assequendis indulgentiis concedi solitis a S. Sede illud præsertim præscribitur ut visitationem earum ecclesiarum, in quibus erectæ sunt, expleant : nec quamvis allegata quacumque causa, sodalibus alibi, quam in loco, ubi sodalitas erecta est, degentibus, visitationem alicujus proximioris et opportunioris ecclesiæ Sacra hæc Congregatio consuevit indulgere, ita quod nec viarum asperitas, nec distantia locorum, in quibus sodales degunt, nec excretus eorum numerus excusari meruerit. Ratio servati hactenus hujusmodi styli ea videtur, quod sodalitates institutæ præcipue sunt ad fidelium unionem, et ad præscripta eis pia opera simul et conjunctim exercenda. Hinc frequentibus hujusmodi Sodalitatum instantiis respondere *negative* consuevit Sacra hæc Congregatio. » Après cet exposé, la S. Congrégation repousse une demande de ce genre présentée par une confrérie de l'Agonie de N.-S., au diocèse de Prague¹.

En 1759, la S. Congrégation refuse de commuer, pour les religieuses, la visite des églises des Confréries en celle de leurs églises propres : « An pro Monialibus descriptis in Albo Sodalitiorum subroganda sit ecclesia suorum monasteriorum in locum ecclesiæ a Sodalibus visitandæ pro indulgentiarum consecutione ? — RESP. *Negative* ». »

La décision du 27 avril 1887 cite deux exceptions, l'une pour la Confrérie de la Sainte-Trinité, l'autre pour le scapulaire du Mont-Carmel, et elle en établit une troisième pour la Confrérie des Sept-Douleurs.

Ce ne sont pas les seules qui existent. Pie VII avait accordé le même privilège aux membres de l'Archiconfrérie de la ceinture de saint Augustin :

« Cincturati non habentes commoditatem visitandi ecclesiam Ordinis aut altare confraternitatis, quando id præscribitur ad lucrandas indulgentias,

virtute Rescripti perpetui fel. recor. Pii VII, emanati sub die 3 augusti 1819 per organum S. Cong. Indulgentiarum, supplere possunt visitando propriam ecclesiam parochialem, et sic acquirunt easdem indulgentias quas acquirerent, si tunc visitarent ecclesiam Ordinis, etc. ¹. »

Les membres des Confréries de N.-D. de la Merci jouissent de la même faveur, en vertu d'un bref du 15 février 1861².

IX. « An sacerdos, qui facultatem obtinuit a Fratribus Calceatis recipiendi fideles in Confraternitatem SSmæ Trinitatis valeat communicare præter indulgentias quæ reperiuntur in Summario approbato pro Confraternitatibus erectis a Fratribus Calceatis, etiam eas, a prædictis diversas, quæ reperiuntur in Summario approbato pro Confraternitatibus erectis a Fratribus Discalceatis, ac vice versa, in locis præsertim ubi proprii Ordinis aut Confraternitatis ecclesia non existit ?

RESP. Affirmative, facto verbo cum SSmo.

X. An idem sit constituendum de gratiis et indulgentiis, quæ sunt concessæ Confraternitatibus erectis a Fratribus Calceatis aut Discalceatis Ordinis B. M. V. de Monte Carmelo ?

RESP. Affirmative. »

Les ordres de la Trinité et du Carmel se sont partagés en deux observances, les déchaux et les chaussés, qui tirent leur nom de l'usage de marcher pieds nus ou de porter des chaussures. Chacune des deux observances a conservé le droit de distribuer le scapulaire propre à chaque ordre. Or, par le présent décret, le Souverain-Pontife autorise la communication des Indulgences qui pourraient être propres aux confréries établies par l'une des observances d'un de ces ordres aux confréries établies par l'autre observance. Tel est le sens de la formule *facto verbo cum SSmo* : elle indique une concession spéciale.

XI. « An constet de authenticitate Indulgentiæ plenariæ, quæ concessa fertur pro unaquaque feria quarta cujusque anni hebdomadæ christifidelibus visitantibus ecclesiam Ordinis B. M. V. de Monte Carmelo ?

RESP. Ex deductis non constare nisi de Indulgentia plenaria in una ex quartis feriis cujuslibet mensis et juxta modum expressum in Brevi Benedicti XIII *Alias pro parte* 4 martii 1727. »

Le P. Maurel parle d'une indulgence plénière que pourraient gagner les membres de la Confrérie du Scapulaire tous les mercredis de l'année. « Cette indulgence, dit-il, est énoncée dans le diplôme que délivre à Rome le Général des Carmes Chaussés, à *Santa Maria Transpontina*, entre le château Saint-Ange et Saint-Pierre : *Et tandem omnibus totius anni quartis feriis, sicut de novo eruitur ex Reg. Archivii Ordinis exhibito et approbato a Visitatione Apostolica, anno jubilæi* 1825. Les Carmes Chaussés de Rome tiennent

¹ *Rescripta auth. S. C. Indulg.* Pragen, 11 mai 1737, n. 111.

² *Decreta auth. S. Cong. Indulg.*, 31 mars 1739, n. 245. Edit. Barbier de Montault.

¹ *Rescripta auth. S. C. Indulg.* p. 517, note 1.

² *Rescripta auth.*, p. 487.

donc cette indulgence pour certaine et je ne vois aucune raison pour ne pas y ajouter foi. »

« Nous avons dit l'année dernière ¹ qu'il n'était plus fait mention de cette indulgence dans les nouveaux diplômes délivrés par les Carmes Chaussés.

D'après la réponse donnée au n° X, on voit qu'il y a une indulgence plénière à gagner chaque mois, un mercredi, au choix de chacun.

XII. « An constet de authenticitate indulgentiæ plenariæ quæ traditur concessa ab Honorio III et Nicolao IV pro unaquoque anni die, in qua visitetur ecclesia ordinis prædicti ?

RESP. Negative, sed indulgentia plenaria in casu ita intelligenda est, ut semel in anno tantum ab unoquoque Christifideli acquiri possit, sicut in una Maceraten. 15 martii 1852 Confraternitatis SSmæ Trinitatis. »

Voici la décision du 15 mars 1852 :

« ... Facta relatione SSmo D. N. in Audientia diei 15 martii 1852 habita ab infrascripto cardinali præfecto, Sanctitas Sua Votum consultoris approbavit, nempe, « indulgentiam plenariam quotidianam perpetuam vel ad tempus concessam visitantibus aliquam ecclesiam seu publicum oratorium, ita semper intelligendam esse mandavit, ut semel in anno tantum ab unoquoque fideli acquiri possit : excepto solummodo casu quo in decreto, Rescripto, Brevi, etc. concessionis favore alicujus ecclesiæ, seu publici oratorii, clare et explicate expressum sit, indulgentiam plenariam reapse quotidie ab unoquoque Christifideli rite disposito acquiri posse ². »

XIII. « An omnibus confessariis ab Ordinario approbatis indulta sit facultas impertiendi. Absolutionem generalem confratribus et consorioribus B. M. V. de Monte Carmelo in articulo mortis constitutis, quoties deficiat sacerdos potestate præditus munia directoris Confraternitatis exercendi ?

RESP. Affirmative. »

D'après une décision du 12 juin 1884, l'indulgence plénière *in articulo mortis* ne peut être donnée qu'une seule fois à un malade, quels que soient les titres en vertu desquels il puisse la recevoir.

La plupart des confréries jouissent du privilège de faire donner à leurs membres une indulgence plénière *in articulo mortis*. Cette indulgence réclame l'emploi d'une formule et la présence d'un prêtre. Autrefois chaque confrérie avait sa formule spéciale ; aujourd'hui une seule formule est permise, celle donnée par Benoît XIV, dans la bulle *Pia Mater* ³.

Pour accorder l'indulgence plénière *in articulo mortis*, il faut une autorisation spéciale. Les évêques obtiennent du Saint-Siège des indults qui

leur permettent de déléguer les curés et un certain nombre d'autres prêtres. Les directeurs des confréries qui jouissent de ce privilège, sont par le fait même délégués pour donner l'indulgence plénière à leurs membres. Quelques confréries confèrent en outre à leurs membres la faculté de choisir n'importe quel confesseur approuvé par l'Ordinaire, en l'absence du directeur de la Confrérie. La Confrérie du Carmel reçut ce privilège du pape Clément VII, le 12 août 1530. Aussi la décision que nous venons de rapporter constate le fait et n'accorde pas une faveur nouvelle.

CONCLUSION. « Facta vero de iis omnibus relatione in audientia habita ab infrascripto secretario, die 27 aprilis 1887, SSmus Dominus Noster Leo Papa XIII responsiones Patrum Cardinalium approbavit, et ad dubium VIII benigne annuit pro petita Indulti extensione, quo in locis ubi nulla adest Ecclesiæ neque Ordinis Servorum B. Mariæ Virginis, neque Confraternitatis Septem Dolorum, qui sunt eidem Confraternitati adscripti, acquirere valeant omnes Indulgentias dicti Ordinis ecclesiis adnexas visitando respectivam parochialem ecclesiam.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis die 27 aprilis 1887.

Fr. Thomas M^a Card. ZIGLIARA, *præfectus*.

Alexander, episcopus OENSIS, *secretarius*.

COURRIER DE L'UTILE

(Suite)

LES « POURQUOI » SCIENTIFIQUES DE LA FOUDRE, DES ÉCLAIRS ET DU TONNERRE. CONSEILS PRATIQUES ET RAISONNÉS.

Terminons rapidement la petite étude que nous avons commencée, dans notre dernier numéro, sur la foudre, les éclairs et le tonnerre, et sur les moyens à prendre pour éviter les accidents qui en sont, dans certaines circonstances données, la désastreuse conséquence.

Jeudi dernier, c'est spécialement de la foudre et des éclairs que nous nous sommes occupés ; aujourd'hui nous nous arrêterons spécialement au tonnerre et au paratonnerre.

Le tonnerre.

Le tonnerre est le bruit ou le phénomène acoustique qui accompagne la foudre. La décharge électrique, douce, d'une part, d'une grande puissance mécanique, apte, de l'autre, à refroidir une masse de vapeur et à la condenser, comme aussi à la dilater subitement par une élévation de température, formée enfin d'électricité, dont la nature est de déterminer des attractions ou des répulsions successives, possède évidemment en elle-même tout ce qu'il faut pour mettre l'air en mouvement ou en vibration, c'est-à-dire pour engendrer du bruit, et un bruit d'une intensité excessive.

¹ *Ami du Clergé*, 1886, p. 126.

² *Decreta auth. S. C. Indulg.* Maceraten. 15 mars 1852, n. 356.

³ Décret du 7 mai 1882, *Decreta auth. S. C. Indulg.* p. 410.

Lorsque la décharge électrique est unique, ou formée de décharges partielles arrivant toutes au même instant et presque d'un même point de l'espace, le tonnerre se fait entendre comme *un seul fracas*.

Lorsque la décharge électrique est multiple, que les décharges partielles éclatent successivement et à des distances de l'oreille suffisamment inégales, le tonnerre se fait entendre comme un *roulement*. La décharge électrique, ou l'éclair, embrasse souvent un arc immense dans le ciel ; aussi est-il des cas où le roulement du tonnerre dure 30, 40, 50 secondes.

Les bruits qui nous arrivent *le plus tôt* sont ceux qui se sont produits à une distance moins grande de l'oreille, ou dans les régions plus basses de l'atmosphère. Il peut se faire aussi que les dernières décharges électriques soient les premières que nous entendions. Les apparitions des éclairs indiquent les points précis où se font les décharges et l'ordre de leur succession ; il n'en est pas ainsi du tonnerre et du bruit : ce qui s'explique par la différence de rapidité, dont nous donnerons tout-à-l'heure la mesure, que le tonnerre et le son mettent à nous parvenir.

Quand une décharge électrique qui fuyait l'observateur se repliera sur elle-même pour revenir sur ses pas, à la même distance de l'oreille, les deux bruits, partis de distance égale, seront perçus à la fois, il y aura donc augmentation de son ; son intensité sera presque doublée ; elle sera double, triple, quadruple etc., si la décharge dans ses zig-zags revient deux, trois, quatre fois, etc., à la même distance de l'oreille : ce qui explique les renforcements ou augmentations du bruit du tonnerre.

D'autres causes locales ou secondaires peuvent influencer sur l'intensité du bruit produit par la décharge électrique et contribuer aux grondements, aux roulements, aux renforcements ? Evidemment : si la décharge est très éloignée, le bruit sera sourd et confus, le tonnerre semblera gronder. Dans un pays plat ou en pleine mer, le bruit sera, toutes choses égales d'ailleurs, plus uniforme et plus continu ; dans un pays de montagnes, au contraire, le bruit sera irrégulier, discontinu et plus dur ; la répercussion ou la répartition, par les échos, prolongera le bruit et déterminera des roulements ou des renforcements, etc. ; les éclats de la foudre, en un mot, gagneront en retentissement, en intensité, en durée.

On ne perçoit le bruit du tonnerre que plus ou moins longtemps après qu'on a vu l'éclair, parce que la vitesse de la lumière est très grande, qu'elle franchit la distance comprise entre le nuage le plus éloigné et notre œil dans moins d'un millième de seconde ; que nous voyons l'éclair, par conséquent, au moment où il est né. Au contraire, la vitesse de propagation du son est relativement très petite, il lui faut un temps proportionnellement considérable pour arriver à l'oreille ; nous ne percevons, par conséquent, le bruit du ton-

nerre, qu'une ou plusieurs secondes après sa production : on a compté jusqu'à 72 secondes entre la perception de l'éclair et la perception du bruit. Le son parcourt à peine 340 mètres par seconde, tandis que la lumière, en une seconde, franchit une distance 80,000 lieues, ou huit fois la circonférence du globe terrestre.

En mesurant le temps écoulé entre l'arrivée de l'éclair et celle du tonnerre, l'observateur peut évaluer approximativement la distance maxima qui le sépare du point où la décharge électrique a eu lieu : il lui suffira, pour cela, de multiplier le nombre entier ou fractionnaire de secondes par 340, vitesse du son. Si, par exemple, le bruit n'arrive que 5 secondes après l'éclair, le nuage sera au plus à 1,700 mètres.

Le paratonnerre.

Le paratonnerre est une barre métallique s'élevant au-dessus d'un édifice, en contact avec un conducteur, métallique aussi, qui descend, sans *aucune solution de continuité*, jusque dans l'eau d'un puits ou dans un sol humide.

Le paratonnerre doit se projeter à une certaine hauteur dans l'air, suivant les dimensions du bâtiment qu'il doit protéger. Une tige de paratonnerre protège efficacement contre la foudre un espace circulaire autour d'elle d'un rayon double de sa hauteur. Ainsi, un bâtiment long ou carré de 20 mètres n'aurait besoin que d'une seule tige de 5 mètres de hauteur.

Le meilleur métal pour un paratonnerre est le cuivre rouge, parce que son pouvoir conducteur est plus grand que celui du fer, parce qu'il est moins sujet à se fondre sous l'action de la foudre, et parce qu'il résiste davantage aux injures du temps. Les chiffres suivants indiquent la conductibilité de divers métaux : plomb, 1 ; étain, 2 ; zinc, 3 ; fer, 3 1/2, cuivre, 5.

La pointe métallique qui termine le paratonnerre soutire l'électricité en excès dans les nuages qui passent au-dessus, et le conducteur la transmet à la terre où elle est dissimulée.

Pas d'accidents de foudre à craindre si le paratonnerre est en bon état, *sans aucune solution de continuité* ; mais si le paratonnerre est rompu, la foudre, dont le passage est intercepté, peut alors endommager l'édifice.

Pour un paratonnerre, le diamètre d'une barre de cuivre doit être de 4 centimètres, et celui d'une barre de fer d'un peu plus.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 17 augusti 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE LA NATIVITÉ DE LA S^{te}-VIERGE :
LES PÈLERINAGES AUX SANCTUAIRES DE MARIE

Sanctificavi domum hanc ut
ponerem nomen meum ibi, et
erunt oculi mei et cor meum ibi
cunctis diebus (III Reg. ix, 3).

Dès le berceau du christianisme, les grandeurs et les prérogatives de Marie lui attirèrent la profonde vénération de tous les peuples. Le temps ne fit qu'accroître cette dévotion ; aussi chaque siècle vit-il s'établir une multitude de pratiques destinées à l'augmenter, et à faire descendre sur les zélés serviteurs de la Vierge les trésors de la grâce dont elle est la dispensatrice. Depuis longtemps la piété catholique lui répète trois fois par jour le salut de l'ange, lui consacre le samedi de chaque semaine, et célèbre au moins une de ses fêtes dans le cours de chaque mois. C'était encore trop peu. Elle prit un mois entier pour lui composer de ses trente et un jours comme une ample couronne de fleurs, de chants et de prières. Et parce que pour louer dignement Marie il faudrait non pas un mois, non pas un an, mais bien l'éternité, l'Eglise ne cesse de multiplier les fêtes en son honneur. Voyez plutôt, elle semble faire du mois de septembre comme un second mois de mai en y instituant tour à tour les fêtes de sa Nativité, de son saint Nom, des sept-Douleurs, de sa pureté etc. C'est dans le but de célébrer pieusement ces solennités que sans répéter tout ce que nous avons dit déjà du Rosaire, nous étudierons dans une suite de cinq instructions ces principales pratiques de dévotion envers Marie. Ces pratiques plus comprises et mieux senties n'en seront que plus agréables à son cœur et plus utiles à nous-mêmes. Et parceque de nos jours des milliers de pieux pèlerins se pressent et se succèdent dans les sanctuaires de la Vierge immaculée, entretenons-nous quelques instants des pèlerinages.

I

Les Pèlerinages sont d'abord un symbole admirable de notre destinée terrestre. Que de fois les saints livres ne nous disent-ils pas que l'homme est en ce monde comme en un lieu de passage ? Avec quelle simplicité pleine de mélancolie et de grandeur, les vieux patriarches nous parlent de la terre de leur pèlerinage, des jours de leur pèlerinage (Gen. xxxvi, 7 ; xlvii, 9.) ! Et saint Paul dans cet admirable chapitre onzième de l'épître aux Hébreux où il célèbre si magnifiquement nos ancêtres dans la foi, nous les montre vivant sous des tentes mobiles, traversant ce monde sans y prendre racine nulle part, et confessant qu'ils ne sont que des pèlerins et des passagers sur cette terre, (Hebr. xi, 16, 37, 40). Il est vrai, quand les fils d'Israël furent parvenus dans la terre promise, ils y prossédèrent une demeure fixe ; mais la Pâque annuelle venait

leur remettre en mémoire les habitudes nomades de leurs pères ; il était commandé aux Juifs de manger l'agneau pascal, debout à la hâte, ayant les reins ceints, la chaussure aux pieds, le bâton à la main, en un mot dans l'attitude d'un voyageur (Ex. xxii, 11). Grande leçon qui a passé tout entière dans l'esprit de la loi nouvelle. Oui s'écrie à ce propos Bossuet, la vie du chrétien est un long et infini voyage durant le cours duquel, quelque plaisir qui nous attache, quelque compagnie qui nous arrête, quelque ennui qui nous presse, quelque fatigue qui nous accable, aussitôt que nous commençons de nous reposer, une voix divine s'élève d'en haut qui nous dit sans cesse et sans relâche : *Egredire*. sors, et nous ordonne de marcher plus outre. Assurément, pour le commun des hommes, le devoir dont il s'agit ici est tout spirituel : cette vie errante et voyageuse, c'est la continuelle sortie de nous-mêmes, par l'esprit de détachement de toutes choses ; c'est la disposition et la promptitude à rompre tous les liens, toutes les attaches d'ici-bas pour s'avancer chaque jour davantage vers la cime des vertus. Toutefois la religion fondée par l'Homme-Dieu est si bien appropriée à la double substance de notre être, qu'elle traduit et incarne pour ainsi dire, toute sa doctrine dans des observances extérieures quelques-unes de précepte, d'autres de simple conseil. Voilà pourquoi l'Eglise range les pèlerinages au nombre des pratiques qu'elle autorise et qu'elle recommande. Que dis-je ? parfois elle impose les pèlerinages aux pécheurs comme un exercice satisfaisant ; dans tous les cas elle les venge contre leurs détracteurs en établissant qu'ils sont conformes à la tradition religieuse de tous les siècles et de tous les pays, qu'ils impliquent par leur nature un ensemble d'actes très-parfaits de pénitence, de renoncement et qu'enfin ils trouvent leur consécration et leur encouragement dans les faveurs extraordinaires qu'ils procurent à ceux qui les pratiquent. Elle va plus loin ; elle a une bénédiction spéciale et solennelle pour le chrétien qui entreprend un pèlerinage, et elle traite avec honneur le pèlerin de profession qui y consacre sa vie. Est-il besoin de rappeler que ce fut dans ce genre de vie que le célèbre pèlerin français, saint Benoît Joseph Labre acquit ce haut degré de perfection chrétienne que l'Eglise, il y a quelques années, a sanctionné par la canonisation. (*L'abbé Devrais*).

On ne peut le nier, il y a certains lieux particuliers, notoirement consacrés par la religion, vénéralés par la piété des peuples, illustrés par les prodiges les plus éclatants où Dieu se plaît à exaucer ses serviteurs et à accorder plus abondamment qu'en tout autre endroit ses grâces et ses bienfaits à ceux qui viennent l'y implorer. Voilà pourquoi depuis le berceau du christianisme jusqu'à nos jours, le besoin des pèlerinages, c'est-à-dire de ces visites en ces lieux bénis, ces voyages de dévotion en ces sanctuaires devenus divinement célèbres pour y aller ou demander au

ciel des dons à obtenir ou y porter la reconnaissance des dons obtenus, voilà pourquoi dis-je le besoin des pèlerinages, s'est transmis d'âge en âge, de siècle en siècle et a été un moyen dont Dieu s'est servi pour accroître puissamment la foi des peuples. Jérusalem, la grotte de Bethléem, la chaumière de Nazareth, les rives du Jourdain, le mont des Oliviers, le Calvaire, le saint Sépulcre et tous les saints lieux marqués des vestiges du Sauveur du monde furent avec raison et sont encore le pieux rendez-vous d'une myriade de fidèles venus de tous les horizons y prier où Jésus a prié, y pleurer où Jésus a pleuré, s'y attendrir où Jésus a souffert, y apprendre à pardonner où Jésus a pardonné, y méditer l'évangile où Jésus l'a prêché, et y implorer quelque faveur précieuse pour le présent en attendant le grand voyage de l'éternité. Rome encore, résidence des vicaires de Jésus-Christ, les tombeaux des saints apôtres, les catacombes, le Colisée, les reliques des martyrs ont attiré et attirent encore de tous les points du globe catholique de nombreux et de pieux pèlerins. Après Jérusalem, après Rome n'y a-t-il pas eu, n'y a-t-il pas encore dans toute l'étendue de la chrétienté, des sanctuaires vénérés où les multitudes portant le cri de leurs nécessités et de leurs espérances, ont envoyé vers le ciel les prières les plus ardentes et les hommages les plus variés.

En même temps qu'ils sont le théâtre le plus éclatant des opérations divines, les pèlerinages, dirons-nous encore avec Monseigneur Freppel sont encore les lieux où les esprits s'éclairent, les cœurs s'échauffent et se fortifient, car s'il plaît à Dieu d'imprimer à certains lieux le sceau de sa puissance, ce n'est jamais que pour le bien des âmes. Assurément, les âmes trouvent partout les secours et les remèdes de la foi, car Dieu est partout et l'Eglise elle aussi est partout avec les lumières de sa doctrine, la vertu de ses sacrements, l'exemple et la protection de ses saints; mais permettez une comparaison empruntée à l'ordre matériel. Quand un malade sent ses forces décroître, il sort du milieu où il vivait jusqu'alors, il va demander la santé à d'autres climats, il cherche au loin une atmosphère moins lourde, des bains qui le rafraîchissent et le fortifient, une nourriture plus succulente et plus saine, tout un ensemble d'éléments nouveaux qui redonnent du ressort à ses organes, qui raniment dans ses membres le jeu de la vie. Puis au bout de ce séjour momentané, il reprend le chemin de la terre natale, après avoir renouvelé sa vigueur au contact et sous l'influence d'un sol étranger. Voilà l'image du pèlerin. Quand un chrétien se sent atteint de quelque infirmité morale, rebelle jusqu'alors à toute guérison, il s'en va lui aussi chercher la santé de l'âme dans l'un de ces lieux de dévotion tout imprégné de vertu et de sainteté. Là, il respire un air nouveau, un air que la piété des générations a embaumé de ses parfums vivifiants. Là, il recueille la bonne odeur du Christ, qui s'é-

chappe de la vie et de la personne des saints; là, il sent son cœur se dilater au souffle de la grâce; là, s'ouvre devant lui la piscine sainte où sa faiblesse disparaît avec ses souillures; là, son esprit se repose dans le calme de la retraite et dans le silence de la solitude; là tout son être moral se retrempe aux sources pures et vives de la foi; et enfin après avoir achevé son traitement spirituel, il s'en retourne soulagé et comme refait, rapportant au foyer domestique avec un surcroît de forces morales une abondance de vie divine qu'il ne s'était pas connue jusqu'alors.

II

Marie ne pouvait manquer d'obtenir l'honneur de nombreux pèlerinages. Donnée pour mère à l'humanité, elle est vénérée par le monde entier comme consolation des malheureux, comme refuge des pécheurs, comme secours du chrétien. Néanmoins, elle, si généreuse et si dévouée partout, elle se complait, à l'exemple de Dieu même, à ne laisser éclater extraordinairement sa puissance et sa bonté, qu'en certains endroits privilégiés. Tantôt c'est au milieu d'une grande cité dont elle devient le paratonnerre céleste; tantôt à l'ombre d'un vallon tranquille, solitude où l'entendent mieux les âmes à qui elle veut parler cœur à cœur; là, c'est au sommet d'une montagne parceque son culte soulève de terre; et ici, sur le bord de l'océan, car elle sert de phare et de boussole aux passagers de la vie. Ah! l'instinct catholique ne s'y est jamais trompé. La multitude des nécessités ne tarde pas à affluer où la Vierge toute puissante et toute bonne lui en donne le signal par une sorte de débordement de miséricordes. C'est une mère qui vient le cœur brisé, mais pleine de confiance, rappeler à Marie qu'elle fut mère aussi et la conjurer de prendre en pitié ses pleurs et d'abaisser son regard sur le berceau de son enfant malade. C'est un père qui était moribond il n'y a que quelques jours, et qui entouré de sa famille, dont Marie a exaucé les prières vient aujourd'hui la remercier et la bénir. C'est une sœur heureuse et rendant grâces d'avoir obtenu le changement de vie d'un frère qu'avaient entraîné jusqu'au bord de l'abîme les cruelles fascinations du monde. C'est peut-être le pauvre prodigue lui-même qui courbé sous le joug du vice, viendra demander paix et pardon et qui se relèvera, le cœur plein de repentir d'espérance et d'amour. Eh! qui n'a besoin de celle qui compatit à toutes les plaintes de l'exil? Qui n'a dans cette vie, quelques larmes à verser? Ne faut-il pas aux matelots leur *Notre-Dame-de-Bon-Secours*; à ceux qui souffrent et que toute espérance humaine abandonne, leur *Notre-Dame-des-Miracles*; aux malheureux qui n'ont plus d'abri, leur *Notre-Dame-de-Pitié* etc... O sanctuaires vénérés du ciel! vos seuls vocables témoignent d'une manière assez touchante et des bontés de Marie et de la confiance qu'inspire dans tous les siècles sa puissante intercession.

Que la France, ce royaume de Marie, est bien partagée sous le rapport des pèlerinages ! de Boulogne à Marseille, comme de la Salette à Lourdes, comme à Chartres et à Issoudun, à Paris et à Lyon, la France est sillonnée en tous sens de sanctuaires célèbres sous mille vocables de la Très-Sainte Vierge. Quelle ceinture de défense ! que de piscines salutaires ! autant de misères humaines que vous pourrez compter (et la liste en est longue !) autant il se rencontre de monuments aux quels la compassion de Notre-Dame rattache le remède spécial, depuis la simple image jusqu'à la majestueuse basilique. Pas plus que contre les chiffres on ne raisonne contre les faits. Or c'est un fait hors de doute, constant, journalier que les grâces les plus insignes et les plus fréquentes, refusées ailleurs, arrivent à point nommé, par la pratique et sur le théâtre des pèlerinages en l'honneur de Marie. En prenant possession de ces foyers bénis, ne semblerait-il pas que la Reine du ciel se soit dit après le Seigneur par la bouche de Salomon : « Je me suis choisi, j'ai voulu me consacrer ce lieu, ce temple, cet autel ; là mes yeux et mon cœur se reposeront avec complaisance durant des siècles, et seront exaucés tous ceux qui viendront y invoquer mon nom. *Sanctificavi domum hanc, ut ponerem nomen meum ibi, et erunt oculi mei et cor meum ibi cunctis diebus.* (III Reg. ix 3). Un des meilleurs symptômes du temps présent, c'est la résurrection des pèlerinages. Les voici, grâce à Marie, rentrés dans les mœurs publiques. Ceux de nos jours, en particulier, ont pris, en France surtout, les proportions d'un événement. Parti d'une cime des Alpes pour aboutir à Paray-le-Monial et à l'église votive de Montmartre, le mouvement a été tel qu'on peut dire qu'il a ébranlé d'un bout à l'autre l'univers catholique. Il dure encore ; peut-être n'est-il que bien commencé : Conséquence du décret de l'Immaculée conception, qui en saurait calculer les résultats ? Déjà pour ne citer que les principaux noms ; la Salette, Boulogne, la Treille, Notre-Dame des Victoires, Chartres, Issoudun, Fourvière, la Garde, Lourdes, Pontmain, Rocamadour, ne cessent de donner aux anges et aux hommes des spectacles dignes des plus beaux âges de l'Eglise. A Lourdes surtout, comme un défit au satanisme du siècle, le surnaturel coule à pleins bords, et le miracle s'y est installé presque à l'état permanent. La vapeur inventée pour les intérêts matériels sert ici aux affaires du bon Dieu. Les trains de pèlerinages sont la contre-partie des trains de plaisir. En la belle saison c'est par centaines que la grotte de Massabielle voit affluer les caravanes, c'est par centaine de mille à certains jours qu'il faut chiffrer le concours des pieux visiteurs, sorte de rendez-vous catholique des cinq parties du monde. Si la prière doit nous sauver, elle est devenue là événement. Dieu l'a voulu. Diocèses, provinces, nations, tous les rangs, tous les âges, toutes les professions sont venues processionnellement d'un seul cœur et

d'une seule âme, bannières au vent, chapelet à la main, chants aux lèvres, et tous confondus dans ce même esprit de prière et d'expiation, ils se succèdent encore aux genoux de la Vierge bénissante. En vain, le blasphème eut voulu faire taire la bénédiction, la bénédiction a triomphé ; l'impiété bravait le ciel, le repentir l'implore. La prétendue libre pensée nie Dieu, les pèlerins l'affirment publiquement et lui restituent sa place dans le gouvernement de l'homme et des sociétés. Loué en soit Jésus-Christ et sa Mère Immaculée ! (*La Guirlande virginale*).

Saint Louis, qui porta sur le trône toutes les qualités d'un grand roi unies à toutes les vertus d'un grand saint se montra toujours un ardent serviteur de Marie, observa un grand nombre de pieuses pratiques, et fit plusieurs pèlerinages en son honneur. Chaque jour, après ses prières du matin, le religieux monarque, avait entre autres, la sainte habitude de se transporter en esprit dans l'un de ses plus célèbres sanctuaires qu'il variait chaque jour, et de lui adresser là ses prières comme s'il eût été réellement présent. A l'exemple de ce saint roi, et de tant d'autres serviteurs de Marie, honorons-la de cette manière en nous joignant d'esprit et de cœur à tant de pieux fidèles qui se pressent dans ses chapelles vénérées. Ce sont là des pèlerinages qui ne demandent qu'une grande confiance et une bonne volonté, et qui ne laissent pas d'être très-agréables à Marie.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile.

L'usage qui s'est introduit dans certains diocèses, de n'appliquer qu'une seule messe aux jours de fêtes supprimées, quand on est chargé de deux paroisses, ne suffit pas à décharger les curés chargés de deux paroisses, de la double application. Mais le Saint-Siège, prenant sans doute en considération l'exiguïté des revenus ecclésiastiques, permet, par des concessions particulières, aux évêques qui le demandent, de dispenser les curés chargés de deux paroisses, de l'une des deux messes auxquels ils sont tenus. Cette faveur n'est que temporaire.

NIVERNEN. MISSÆ PRO POPULO

Die 5 Martii 1887,

Sess. 23, cap. I. de Reform.

COMPENDIUM FACTI. Episcopus nivernensis sacratissimo Principi exposuit : « in sua diœcesi plures adesse parochos, quibus, ob sacerdotum penuriam, duplicis parœciæ cura incumbit ; atque a longo jam tempore, sive ob legis ignorantiam, aut oblivionem, sive potissimum, recentioribus hisce annis, ob redditus omnino insufficientes secundæ parœciæ, cujus cura pergrave onus sine proportionato beneficio secumfert, invaluisse morem non celebrandi missam pro populo hujus secundæ parœciæ diebus festis in Gallia jam suppressis. »

« Ideoque rogavit, I. An data vera indigentia

porochorum suæ diœcesis, in supra enunciatis casibus, lex canonica de applicatione missæ secundæ parœciæ diebus festis in Gallia suppressis argeri debeat, vel potius usus contrarius tolerari possit. »

2. « In casu, quo talis usus aboleri deberet, Episcopus orator a Sanctitate Sua indultum imploravit apostolicum, virtute ejus facultas ipsi concedatur, nomine Sanctæ Sedis, pronuntiandi absolutionem et condonationem super talibus omissionibus. »

DUBIUM

An rectores duarum parœciarum in diebus festis suppressis possint à celebranda missa pro populo favore alterius parœciæ dispensari, et à præteritis omissionibus absolvi in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re cognita sub die 5 Martii 1887 censuit respondere : « Prævia absolutione quoad præteritum, pro gratia dispensationis quoad futurum ad quinquennium, facto verbo cum SSmo. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Quand, le dimanche de la solennité de la Fête-Dieu, on n'a pu faire la procession après la messe à cause du mauvais temps, est-on obligé de la faire à vépres si le temps le permet. Ou si on n'y est pas obligé, peut-on la faire ? Le Rituel ne dit rien à ce sujet, tandis que pour la procession des Rogations il indique la messe à chanter quand on ne fait pas la procession ?

R. — Les rubriques et les décrets de la sacrée Congrégation ne prescrivent rien sur ce point.

Il faut donc s'en tenir aux règles fixées par les statuts diocésains, ou les ordonnances épiscopales.

S'ils ne déterminent rien, il faut s'en tenir à l'usage.

Q. — Le Samedi-Saint, un curé bineur peut-il transporter dans une des deux églises l'eau qu'il a bénite dans l'autre ?

R. — Rien n'empêche qu'il le fasse. C'est même une pratique conseillée par les auteurs, et assez communément suivie dans la pratique.

S'il avait un prêtre à sa disposition, il devrait le déléguer pour aller dans l'autre paroisse faire cette bénédiction.

Q. — 1^o Comment se perdent et s'acquièrent le domicile et le quasi-domicile relativement au mariage ?

2^o Les mineurs et les majeurs le perdent-ils et l'acquièrent-ils de la même manière ?

3^o Un enfant mineur perd-il son domicile chez ses parents par le seul fait qu'il devient majeur et qu'il quitte la maison natale, mais avec l'espoir d'y revenir ?

Exemples :

1^o Pierre, majeur, reste hors de sa paroisse en gage chez des maîtres ; au bout d'une année il revient dans sa paroisse et chez ses parents pour s'y fixer définitivement. Il y est à peine depuis 20 jours qu'il contracte mariage devant le curé de cette localité.

2^o Anne, majeure, reste louée chez des maîtres hors de sa paroisse.

Au bout d'un an elle rentre dans sa famille pour attendre que soient terminés les préparatifs de son mariage qui a lieu 20 jours après dans cette paroisse.

Y a-t-il identité de cas pour ce qui est de la validité de mariage ?

L'un et l'autre mariage, sont-ils valides ?

4^o Pour qu'une personne soit véritablement parrain ou marraine et contracte par conséquent l'empêchement de parenté spirituelle, est-il nécessaire qu'elle touche l'enfant *physice per se* et immédiate, ou bien suffit-il qu'elle se joigne d'intention à la personne qui le tient ?

Suffit-il, si se conjungat cum illis qui accipiunt ?

N'y a-t-il pas une déclaration de la S. Congrégation de la Propagande ?

R. — Ad 1^o a) Le domicile requis pour contracter mariage, s'établit par le fait de l'habitation, uni à l'intention clairement manifestée de rendre ce fait perpétuel. Dès lors que ces deux choses se trouvent réunies, l'habitation dans un lieu, et l'intention manifeste d'y habiter toujours, il y a acquisition de domicile relativement au mariage, même dès le premier jour de l'habitation.

Plusieurs indices peuvent révéler cette intention, par exemple, la déclaration de la partie intéressée, le transfert de sa famille, de ses biens, un séjour prolongé pendant un certain nombre d'années.

La différence qui existe entre l'acquisition du domicile, et celle du quasi-domicile, c'est que celui-ci ne requiert pas l'intention de demeurer toujours dans le lieu où s'établit le fait de l'habitation : il exige seulement l'intention d'y demeurer pendant la plus grande partie de l'année, ou au moins pendant six mois.

Il y a cependant, au sujet du quasi-domicile, une petite controverse. Des auteurs ont soutenu que l'habitation d'un mois est suffisante pour établir le quasi-domicile. Ils s'appuient sur un texte de Benoît XIV. Voici les paroles du grand Pape : « Ad validitatem matrimonii in casu satis videri, quod antequam matrimonium contrahatur, spatio saltem unius mensis, ille, qui contrahat, habitaverit in loco ubi matrimonium celebratur. » (Epist. ad archiep. Goanum 19^a Martii 1758). Nul doute qu'il ne soit ici question du quasi-domicile requis pour le mariage. Mais il convient d'observer que Benoît XIV n'a pas voulu enseigner, que le fait, d'habiter dans un lieu avec l'intention manifeste d'y demeurer pendant un temps suffisant, ne constitue pas un vrai quasi-domicile, même avant qu'il y ait un mois de séjour ; ni que le séjour d'un mois est suffisant par lui-même, et sans l'intention d'acquérir le quasi-domicile. Par conséquent il a voulu dire que le séjour d'un mois dans un même lieu est un indice, établit une présomption de droit en faveur de l'intention d'acquérir le quasi-domicile, s'il n'y a preuve du contraire.

Donc c'est par le fait de l'habitation uni à l'intention de prolonger l'habitation pendant la plus grande partie de l'année, au moins pendant six mois, que le quasi-domicile s'établit, et cela avant l'expiration d'un mois. Le séjour d'un mois peut

être regardé comme un indice de la volonté d'acquiescer le quasi-domicile. Il fonde une présomption de droit, qui cependant admet la preuve du contraire.

b) De là il est facile de comprendre comment se perdent le domicile et le quasi-domicile. De même que le fait de l'habitation ne suffit pas pour acquiescer l'un ou l'autre, et qu'il y faut joindre l'intention de prolonger l'habitation pendant le temps voulu ; ainsi il ne suffit pas, pour perdre le domicile ou le quasi-domicile, de cesser le fait de l'habitation, il faut, de plus, l'intention de le cesser définitivement. En d'autres termes, on perd le domicile ou quasi-domicile acquis dans un lieu, quand on quitte ce lieu sans esprit de retour, ou avec la volonté de n'y plus revenir.

Ad II^m. Les majeurs et les mineurs acquiescent et perdent le domicile ou quasi-domicile de fait, celui dont nous venons de parler, de la même manière. Entre eux, il y a cette différence, que les mineurs, outre le domicile ou quasi-domicile de fait qu'ils peuvent acquiescer, possèdent un autre domicile, un domicile de droit, qui est celui de leurs parents ou tuteurs.

Ad III^m. Un enfant mineur, et qui jouit comme tel d'un domicile de droit, perd ce domicile par le fait qu'il devient majeur. Mais perd-il aussi et toujours le domicile de fait, qu'il avait chez ses parents, s'il quitte la maison paternelle, avec l'espoir d'y revenir ; ou bien conserve-t-il encore dans la paroisse qu'habite sa famille, un domicile suffisant, pour qu'après un certain temps d'absence il puisse revenir y contracter mariage ?

Pour préciser davantage la question, notre correspondant nous propose : 1^o l'exemple d'un jeune homme majeur, qui reste une année au service d'autrui hors de sa paroisse, et qui, revenant dans sa paroisse avec l'intention de s'y fixer définitivement, s'y marie presque aussitôt ; 2^o l'exemple d'une fille majeure, également louée chez des maîtres hors de sa paroisse, et qui, au bout d'un an revient également dans sa famille, et se marie quelques jours après dans la paroisse qu'elle avait quittée, et où il ne semble pas qu'elle ait l'intention de s'établir définitivement.

Nous répondons, que les personnes qui louent leurs services ou qui sont en gage chez des maîtres, sont regardées comme n'ayant chez ces maîtres qu'un quasi-domicile ; il en est de même de celles qui font leur éducation dans les écoles ou pensionnats. Or, ces personnes ne perdent pas pour cela leur domicile paternel dans lequel elles peuvent encore contracter mariage. Et par domicile paternel, il faut entendre le domicile de ceux qui représentent la famille, du père, de la mère, et même des frères : *domicilium paternum, maternum, fraternum*.

Quant au premier exemple, Pierre, majeur, revenant dans sa paroisse après un an d'absence, peut valablement y contracter mariage ; d'abord parce qu'il a l'intention de s'y fixer définitivement, ce qui lui constitue un vrai domicile de fait ; et

ensuite parce qu'il avait conservé son domicile paternel, pendant son année de domesticité.

Anne, également majeure, et qui revient se marier dans la paroisse de ses parents, qu'elle avait quittée depuis un an, se marie valablement, quoiqu'elle n'ait pas l'intention de se fixer dans cette paroisse, parce qu'elle y avait encore son domicile paternel.

Ad IV^m. Pour contracter la parenté spirituelle résultant du baptême, les parrains et marraines doivent toucher le baptisé : il est nécessaire qu'ils le touchent physiquement. Cela découle évidemment des termes qui expriment l'action du parrain ou de la marraine « suscipit » tenet, levat, tangit ; et aussi de plusieurs décisions de la sacrée Congrégation du Concile (20 décembre 1653 — 13 septembre 1721).

Cependant le contact n'est pas nécessairement immédiat, dans ce sens que le parrain et la marraine peuvent se faire représenter au baptême ; alors ce n'est pas le représentant, bien qu'il touche le baptisé, qui contracte la parenté, mais celui qui est représenté.

Q. — Comme abonné à votre excellent journal, permettez-moi de vous poser quelques questions. Vos réponses sont si justes que c'est un plaisir d'avoir recours à vos lumières.

1^o Notre cimetière n'est point béni. Aux funérailles des enfants, doit-on bénir la fosse comme aux sépultures des adultes par l'oraison *Deus cujus miserationi* etc., ou non. Plusieurs de mes confrères le font, mais je les crois dans l'erreur. Qu'en pensez-vous ?

2^o Je suis à lire la collection de l'*Ami du Clergé* et je trouve quelque chose qui m'intrigue. Vous dites à la page 156 de la 4^e année et à la page 101 de la 6^e année qu'un curé qui n'a pu se procurer le Samedi-Saint les huiles bénites du jeudi précédent, doit faire la bénédiction des Fonts et s'arrêter à l'infusion des huiles s'il espère les avoir sous peu de temps, par exemple sous 8 ou 10 jours. Pourquoi cette distinction, lorsque le décret de la S. R. C. ne distingue pas ? En effet, à la demande : « *An quando oleum sacrum praesentis anni haberi non potest benedictio fontis baptismalis in Sabbato-Sancto fieri debeat cum Chrismate et oleo praecedentis anni* ? » Elle répondit : « *Affirmative* » sans distinguer. Vous avez eu sans doute pour agir ainsi de bonnes raisons que nous voudrions connaître.

3^o Dans notre pays (Canada) le tarif d'une messe chantée est de 1 piastre (5 francs). Le curé la fait chanter par son vicaire, lui remet l'honoraire d'une basse messe et garde le reste. L'*Ami du clergé* a déjà enseigné que c'était contraire aux décisions de la Congrégation des Rites. Mais que doit faire un curé qui trouve cet usage établi partout ? Ne peut-il pas présumer que les évêques, en établissant ce tarif, ont voulu favoriser la position du curé et en faire comme un droit d'école ? Est-il tenu de restituer pour le passé ? Les évêques connaissent cet usage et ne réclament point.

R. — Ad I. Dans les cimetières non bénits, on doit, aux funérailles des enfants, bénir la fosse comme aux funérailles des adultes, car la raison est la même. D'ailleurs le Rituel le dit expressément :

« *Deinde sacerdos corpus aspergat aqua benedicta, et thurificet, similiter et tumulum.* » (Ordo sepeliendi parvulos).

Cette bénédiction de la fosse devrait-elle encore

se faire dans le cas où le cimetière aurait été béni ? C'est une question que nous n'avons pas à traiter ici, puisque vous supposez un cimetière non béni.

Seulement vous remarquerez que la bénédiction ne se fait pas, pour les funérailles des enfants, par l'oraison *Deus cuius miseratione* etc., qui effectivement ne conviendrait pas, mais simplement par trois aspersions d'eau bénite et par trois encensements, et sans rien dire ; détails peu connus, et sur lesquels il n'est pas inutile d'appeler l'attention de MM. les curés.

Ad II. Assurément nous avons des raisons pour faire cette distinction. Ces raisons reposent sur des décrets de la S. Congrégation des Rites.

Comme cette question est grave, qu'elle a été jugée diversement par des liturgistes sérieux, et que la pratique des églises est loin d'être uniforme, il importe que nous vous donnions les raisons qui nous ont guidés dans notre solution, et que vous nous demandez.

Nos preuves reposent sur l'ensemble des décisions de la sacrée Congrégation des Rites. Nous les rappelons rapidement :

En 1608, l'archevêque de Corcyre exposait qu'il n'a pas un clergé assez nombreux pour consacrer les saintes huiles le Jeudi-Saint, et que les saintes huiles qu'on allait chercher dans une église éloignée arrivaient souvent trop tard pour la cérémonie du Samedi-Saint. Il demandait donc au Souverain-Pontife l'autorisation de consacrer les saintes huiles à l'aide de 12 prêtres seulement, en se passant des diacres et sous-diacres requis par le Pontifical.

Le Souverain-Pontife renvoya l'affaire à la sacrée Congrégation des Rites. Or cette Congrégation refusa l'autorisation :

« A regulis præscriptis in libro Ponticali circa confectionem sacrorum Oleorum non esse recedendum. »

Puis elle déclara que l'Archevêque pouvait se servir des huiles de l'année précédente jusqu'à ce qu'il eût reçu les nouvelles :

« Posse Archiepiscopus in sua Ecclesia, et Diœcesi Corcyren, uti oleo antiquo anni præcedentis, donec novum recipiat. » Et ita censuit et declaravit die 19 januarii 1608, n. 369. — Voilà le premier cas que nous connaissions.

En 1755, la S. Congrégation des Rites répondit à l'évêque de Lucques que les prêtres qui ne pourront avoir les nouvelles huiles avant la bénédiction des fonts, pourront plus tard les verser dans l'eau, *privatim et separatim* :

« Qui vero ante fontis benedictionem Olea sacra recipere non poterunt, illa subinde privatim ac separatim in aquam mittere poterunt. » S. R. C. 12 aprilis 1755, n. 4252, ad 3).

En 1826, l'évêque de Gand exposait que les saintes huiles bénites le Jeudi-Saint, étaient transmises aux doyens, pour que ceux-ci les distribuassent aux curés de leur district, et il demandait

si les doyens pouvaient différer cette distribution jusqu'après le dimanche *In Albis* :

« Sacra olea in cœna Domini benedicta transmittuntur ad Decanos foraneos, qui ea distribuunt pastoribus suorum Districtuum. Quæritur : An Decani distributionem differre possint usque post Dominicam in Albis ? »

La S. Congrégation répondit : « Negative. » (16 decembris 1826, n. 4623, ad iv).

En 1837, l'évêque d'Orihuela, en Espagne, exposait qu'en 1836 il n'avait pu, à cause de la guerre civile qui désolait cette nation, consacrer les saintes huiles le Jeudi-Saint pour la bénédiction des fonts baptismaux qui a lieu le Samedi-Saint ; il ajoutait qu'il n'avait pu s'en procurer auprès des évêques voisins qui étaient presque tous éloignés de leurs Sièges épiscopaux. Comment devaient agir MM. les curés ? Devaient-ils faire la bénédiction des fonts avec les huiles consacrées l'année précédente ? Les opinions étaient partagées. On résolut de recourir à la S. Congrégation des Rites, et on lui demanda s'il fallait faire la bénédiction des fonts avec les huiles consacrées les années précédentes, ou bien s'il fallait faire la bénédiction, mais en différant de verser les saintes huiles jusqu'au temps où l'on recevrait les huiles nouvellement consacrées ?

« An talis benedictio (fontis baptismalis in Sabbato-Sancto) fieri debeat cum Chrismate et Oleo præcedentis anni, an potius omittenda sit infusio Chrismatis et olei usque dum accipiantur recentes consecrata ? »

La S. Congrégation répondit qu'on devait se servir des huiles de l'année précédente, et qu'on ne devait pas attendre les nouvelles.

« Affirmative ad primam partem, negative ad secundam. » (23 sept. 1837, n. 4820, ad i).

Ici naît la difficulté.

N'y a-t-il pas contradiction ?

La S. Congrégation a répondu à l'évêque de Lucques : Faites la bénédiction le Samedi-Saint sans huiles. Quand vous aurez les nouvelles, vous les verserez dans l'eau bénite.

Voilà que maintenant elle répond à l'évêque d'Orihuela : Faites la bénédiction le Samedi-Saint avec les huiles de l'année passée. Encore une fois n'y a-t-il pas contradiction ?

En 1854, l'évêque de Luçon expose la difficulté. Il dit que beaucoup de curés de son diocèse ne peuvent pas, à raison de la distance, recevoir assez tôt les saintes huiles du Jeudi-Saint pour accomplir la cérémonie du Samedi-Saint. Il demande quel décret il faut suivre. Est-ce celui de Lucques, *in Lucana* ? Est-ce au contraire celui d'Orihuela, *in Oriolen* ?

La S. Congrégation répond que cela dépend des cas, et ils sont différents. Quel est le cas du diocèse de Lucques ? C'est que les nouvelles huiles ont été fortuitement retardées et qu'elles doivent arriver dans un court délai ; au contraire, dans le cas d'Orihuela, on ne peut absolument pas en

avoir. C'est la Congrégation elle-même qui fait cette distinction :

Pro diversitate circumstantiarum, in praxi utrumque Decretum servari posse; nam in Lucana supponitur quod ex aliquo fortuito casu olea sacra ad breve tempus retardentur, et in Oriolensi loquitur de omnimoda impossibilitate habendi olea sacra a propria Cathedrali vel a vicinioribus diocesibus. » (12 août 1854).

Il est vrai que le décret pour Luçon ne se trouve pas dans la collection authentique des décrets, mais il n'en est pas moins certain. Du reste nous avons dans cette collection un autre décret plus récent, et qui est tout à fait dans le même sens. C'est le décret pour Cahors. Le voici :

En 1859, un vicaire-général de l'évêque de Cahors expose qu'à raison de la distance, certains curés ne peuvent se procurer *in promptu* les saintes huiles consacrées le Jeudi-Saint. Or comment doivent-ils agir le Samedi-Saint ?

« Ob magnam parochiæ ab Urbe episcopali distantiam, sacra olea præcedenti feria V in Cœna Dominici ab Episcopo consecrata in promptu habere nequeunt (parochi)... Quomodo sese gerere debeant... ? »

La S. Congrégation répondit que *dans le cas présent*, il fallait observer le décret pour Oriuela :

« Servandum in casu postremum sacræ Congregationis Decretum in Oriolen. » (19 septembre 1859, n. 5294).

Or quel est ce cas présent ? C'est que MM. les curés ne peuvent avoir promptement, *in promptu habere nequeunt*, les nouvelles saintes huiles. Ils doivent donc faire la bénédiction du Samedi-Saint avec les huiles de l'année précédente.

Si au contraire ils espéraient les avoir prochainement, ils devraient observer le décret pour Lucques, c'est-à-dire bénir l'eau le Samedi-Saint sans verser d'huile, sauf à verser *privatim ac separatim* les huiles nouvelles après qu'ils les auront reçues.

Vous voyez que notre distinction était fondée; et nous devons maintenir entièrement notre solution.

Et maintenant nous sera-t-il permis de demander à notre vénérable confrère où il a puisé le texte du décret qu'il nous cite et qui nous semble de pure fantaisie ?

Du reste il n'était pas inutile de revenir sur une question aussi grave et aussi peu connue.

Ad III. Les évêques ont-ils été saisis de la question ? Connaissent-ils cet usage ?

Y a-t-il dans les arrangements, exprès ou tacites, entre curés et vicaires, quelque chose qui permette d'agir ainsi ?

Nous ne pouvons que poser ces questions. Quant au droit nu, dépouillé de toutes les circonstances, l'honoraire de la messe chantée appartient non au curé, mais à celui qui chante la messe dont le chant fait partie essentielle.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o L'administrateur provisoire d'une paroisse peut-il figurer comme membre du conseil de fabrique ? Le décret du 30 décembre 1809 semble estimer le contraire, puisqu'il dit : « Le curé ou desservant est membre de droit. »

2^o Cet administrateur peut-il revendiquer le droit de police dans l'église ?

R. — Ad 1^m. Sans aucun doute. L'ecclésiastique envoyé dans une paroisse pour l'administrer, reçoit de l'évêque tous les pouvoirs nécessaires *ad hoc*. Si la paroisse est vacante, il représente l'évêque lui-même; si la paroisse est encore occupée par un curé vieux ou infirme, il le remplace comme vicaire. Or, l'évêque a le droit d'intervenir dans toute fabrique, et le curé a celui de se faire remplacer par un vicaire.

Ad 2^m. Même réponse. Le droit de police est inhérent au supérieur de l'église; or un administrateur régulièrement nommé est supérieur de l'église dont il a l'administration. Donc il a le droit de police.

Q. — Le conseil de fabrique vous serait très reconnaissant si vous vouliez avoir la bonté de lui faire connaître l'opinion de l'*Ami du clergé* au sujet de la réponse que nous a faite M. le maire :

« Monsieur le Président du Conseil de fabrique,
« En réponse à votre demande au nom du conseil de fabrique sur la réserve d'un chemin de ronde d'une largeur de deux mètres autour de l'église pour cause de la conversion de l'ancien cimetière en place publique ¹, un avis du conseil d'Etat du 20 décembre 1806 exige que des chemins de ronde soient réservés autour des églises, lors de l'aliénation des anciens cimetières supprimés. Par la conversion ci-dessus, la municipalité de S. n'entend faire faire aucuns travaux qui puissent nuire à ce chemin de ronde dont la commune demeure d'ailleurs propriétaire. » (*Avis du conseil d'Etat des 3 nivôse et 4 pluviôse an XIII.*)

Ainsi la municipalité pense que la commune est propriétaire de cet ancien cimetière qui pourtant n'a jamais été aliéné; car on y découvre des tombeaux.

La fabrique désire savoir :

1^o Si, d'après la réponse du Conseil municipal, elle a le droit de faire enlever sans aucune autre formalité 20 centimètres de terre, pierres inutiles et même pernicieuses pour les murs de l'église et sa salubrité; 2^o si nous aurions le droit de faire clore ce chemin de ronde par une grille, afin de préserver l'église de diverses dégradations et de pouvoir faire la procession autour de cet édifice.

R. — Dans le dernier numéro de notre journal, nous avons parlé de la propriété des anciens cimetières qui n'ont jamais été aliénés, et nous avons facilement démontré avec Mgr Affre, qu'en droit les fabriques peuvent parfaitement la revendiquer. Mais pour cela, elles devraient préalablement justifier d'un envoi en possession. En fait, la plupart des communes se croient absolues propriétaires de ces terrains et le gouvernement ne le conteste pas. Seulement celui-ci, en vertu de l'avis précité du conseil d'Etat, du 20 décembre 1806, approuvé le

¹ Cela n'a jamais été une place publique.

25 janvier 1807, veut qu'il soit réservé autour des églises ce qu'on appelle le chemin de ronde. Par la force de cet avis transformé en décret par l'approbation, et indépendamment de la question de propriété, les chemins de ronde sont un accessoire et une dépendance de l'église. Ils sont, en conséquence, à la disposition de la fabrique, comme l'église elle-même et aux mêmes conditions. Cela posé, il est évident que la fabrique peut faire sur le chemin de ronde tout travail d'entretien, d'assainissement, d'embellissement et de décoration qu'elle juge à propos, et, du moment qu'elle n'a pas de subsides à demander à la commune, elle n'a besoin d'aucune permission de celle-ci. Donc

Ad I^m. Elle peut, sans aucune autre formalité, enlever 20 centimètres de terre et tout ce qu'elle juge nuire à l'aération et à la salubrité de l'église.

Ad II^m. Pour les mêmes motifs, elle peut clore ce chemin de ronde par une grille, comme elle peut et même doit empêcher qu'il ne s'y établisse aucune servitude, exactement comme s'il s'agissait de l'église elle-même.

Il serait bien désirable qu'on agit ainsi partout où cela est possible; on ne verrait pas l'affligeant spectacle que présentent tant d'églises rurales dont les murs sont quotidiennement profanés par des passants irrespectueux, des marchands forains et des saltimbanques ambulants qui font leurs exhibitions à l'ombre même du sanctuaire. Nous ne saurions trop recommander aux curés et aux fabriques de faire les plus grands sacrifices pour assurer à leurs églises l'indépendance et le respect qui leur sont dus. La loi est pour eux.

Q. — Un curé desservant d'une paroisse à laquelle est attachée une église succursale a, depuis plus d'un an, reçu de son évêque l'ordre de quitter cette paroisse et d'aller habiter le presbytère de la succursale annexe. De plus, tout service religieux y a été supprimé, excepté les sépultures pour lesquelles l'église reste ouverte au prêtre.

Je m'abstiens d'entrer dans les détails des faits qui ont motivé cette mesure sévère, mais très juste de l'autorité diocésaine, et tout de suite, je vous demande :

1° Si le conseil de fabrique de cette paroisse ingrate mise presque en interdit possède encore son existence légale;

2° Si, dans ce cas, le curé est encore membre de droit du conseil de fabrique (ce dont le maire ne veut convenir à aucun prix);

3° Si le curé n'étant plus membre de droit de ce conseil (comme le prétend le maire), peut être délégué par l'évêque pour assister licitement et valablement aux séances et prendre part aux votes qui vont avoir lieu pour le renouvellement des pouvoirs de quelques membres et pour le choix des marguilliers.

R. — Ad I^m. Le châtement que l'évêque a cru devoir infliger à une paroisse, ne supprime nullement le caractère légal de son existence comme paroisse. Un évêque n'aurait même pas tout seul le pouvoir d'opérer cette suppression, parce qu'il n'avait seul le pouvoir de créer cet état des choses. Or c'est un axiome qu'un effet ne peut être détruit légalement que par la cause qui l'a pro-

duit. Cette jurisprudence est, au reste, consignée d'une manière précise dans le Décret du 30 septembre 1807 qui augmentait le nombre des succursales. L'article 7 s'exprime ainsi : « Les titres des succursales, tels qu'ils sont désignés dans les états approuvés par nous, conformément à l'article 4 ci-dessus, ne pourront être changés ni transférés d'un lieu à un autre. » Cela signifie que lorsqu'une paroisse a été établie et que son établissement a été approuvé par l'Etat, elle ne peut être ni supprimée, ni transférée, ni modifiée sans l'Etat. Par conséquent

Ad I^m. La paroisse frappée dont il est ici question n'a point perdu son existence légale; son conseil de fabrique continue à l'administrer dans la mesure possible en la situation qui lui est faite; son curé continue d'être légalement le pasteur titulaire, et conserve vis-à-vis d'elle tous ses droits; seulement il ne les exerce que dans la limite tracée par son supérieur. Ainsi, il a la jouissance du presbytère et de ses dépendances, bien que, de fait, il lui soit défendu par l'évêque de l'habiter jusqu'à nouvel ordre. Par voie de conséquence

Ad II^m. Le curé est toujours membre de droit de la fabrique. Sur quelle loi le maire pourrait-il s'appuyer pour le contester. En supposant même que la paroisse fût transférée par un accord intervenu entre les deux pouvoirs civil et religieux, à ce qui autrefois était la succursale annexe, le curé resterait membre de droit du conseil, de même qu'avant les événements, il était membre de droit de la succursale annexe. Ceci ressort de l'art. 4 du décret du 30 décembre 1809 : « Sont membres de droit du conseil : le curé ou desservant... » Donc en droit, partout où il y a un conseil, il y a aussi curé. D'où on peut déduire

Ad III^m. Que le curé n'a pas besoin de délégation de qui que ce soit pour assister aux séances, pour y délibérer licitement et valablement dans tout ce qui concerne l'administration fabricienne. Au contraire, toute séance à laquelle il ne serait pas dûment convoqué serait nulle, et si le fait devenait persistant, il donnerait lieu à la révocation en bloc de tout le conseil.

Nous regrettons que notre correspondant n'ait pas cru devoir entrer dans les détails de ce qui s'est passé dans sa paroisse. Notre réponse aurait pu être plus complète, et nos lecteurs auraient pu y trouver des conseils utiles pour leur propre compte.

Q. — 1° L'entrepreneur qui construit notre église et notre presbytère n'a pas toujours fait de brillantes affaires. Les saisies-arrêts lancées contre lui, suspendant tout versement de fonds de la fabrique à l'entrepreneur pour des dettes de chantiers antérieurs aux nôtres, ne le prouvent que trop.

Dans ces conditions, je viens vous demander si les ouvriers et fournisseurs de notre église et de notre presbytère n'ont pas le privilège d'être payés sur les fonds que nous délivrons à l'entrepreneur avant ceux qui portent saisie-arrêt pour dettes de chantiers étrangers au nôtre, ou s'il nous faudra voir les fonds de la

fabrique, — car c'est elle qui paie et qui a la direction des travaux, — aller toujours solder des dettes de maisons rivales, et les ouvriers de notre église désertent le chantier faute d'une garantie suffisante ?

2° Peut-on porter saisie-arrêt sur le cautionnement fourni par l'entrepreneur à la fabrique ?

3° A qui s'adresser chaque fois pour assurer le paiement des ouvriers et fournisseurs ?

4° Désirant faire une souscription pour la construction de l'église, j'ai demandé à la préfecture l'autorisation d'ouvrir une liste et les formalités à remplir pour que la souscription soit obligatoire et que les sommes souscrites puissent être, au besoin, exigées par voie de justice.

On me répondit que je n'avais pas besoin d'autorisation pour ouvrir une souscription en faveur des travaux communaux. Silence sur le reste. Alors deux membres de la fabrique et à tour de rôle se sont présentés à domicile pour recevoir les souscriptions sur papier timbré. Les souscripteurs sachant écrire inscrivaient eux-mêmes ou du moins signaient leur souscription. Nous inscrivions la souscription de ceux qui ne savaient pas écrire et la signions de nos deux signatures. Depuis, les listes de souscription ont toujours accompagné le dossier et reçu, par conséquent, l'approbation des autres pièces ; elles portent le timbre de la préfecture.

Dans ces conditions, peut-on, en cas de besoin (il y a 6 ans que la souscription est faite), exiger par voie de justice, le paiement de quelques souscriptions ? Le cas se présenterait pour deux ou trois personnes sorties de la paroisse depuis. Sinon, quelle formalité manque à notre souscription ? Peut-on y remédier et comment ?

R. — Ad Im, II^m et III^m. Ces questions sont exclusivement de jurisprudence civile. Afin d'obtenir une réponse parfaitement exacte et ne point courir le danger de perdre du temps et de l'argent, il est nécessaire de s'adresser à un homme de loi, notaire, huissier, avoué, avocat. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le cautionnement fourni par l'entrepreneur à la fabrique ne peut pas être l'objet d'une saisie-arrêt puisqu'il garantit la fabrique contre les défaillances de l'entrepreneur.

Pour obvier aux inconvénients que notre correspondant nous signale, les fabriques feraient bien d'introduire dans le cahier des charges la condition que les versements opérés par elles serviront en premier au paiement des matériaux et ouvriers employés aux travaux, et de prendre toute précaution qui garantisse la bonne conduite des travaux à exécuter.

Ad IV^m. Nous ne croyons pas qu'il existe une formule de souscription volontaire pour la construction d'une église, qui, en cas de non paiement, puisse constituer un titre exigible devant les tribunaux. Une souscription est une promesse purement gratuite et gracieuse, et non un acte de donation entre vifs à aucun degré.

Il n'y aurait qu'un billet à ordre qui acquerrait la force d'une valeur commerciale. Mais pourrait-on sans mentir user de ce moyen, puisque le billet à ordre doit porter la mention que la somme souscrite est une valeur reçue en marchandises, ou au comptant ou en argent prêté : ce qui n'est point le cas.

Reste le billet au porteur, qui se formule ainsi :

Paris, le.....

B. P. F., 500 francs.

Bon pour 500 fr., payables au porteur le... 1889.

(Signature.)

Rue....., n°.....

Et encore ! D'après des hommes compétents que nous avons consultés, ce dernier système serait attaquant. Le signataire pourrait protester en disant que le billet lui a été extorqué ; qu'il ne devait rien à personne ; que son intention était de faire un don volontaire et que désormais, sa situation étant changée, il ne peut l'exécuter. Peut-on admettre qu'une fabrique poursuive devant les tribunaux un citoyen qui lui était bienveillant et à propos de l'acte même de sa bienveillance ?

En résumé, notre avis est qu'on fait bien d'ouvrir des souscriptions, de recueillir des signatures, de faire prendre des engagements sous n'importe quelle forme. Mais tous ces engagements, d'après nous, ne sont que des engagements d'honneur, que chacun est heureux de tenir quand c'est possible. Quant au petit nombre de récalcitrants qui peuvent se rencontrer et qui renient, sans motif, leur parole ou leur signature, on les abandonne purement et simplement au remords de leur propre conscience.

Q. — Le conseil de fabrique à Quasimodo a fait une délibération en règle pour demander des secours à la commune (entretien et grosses réparations à l'église). Délibération, budget, feuille de comptes ont été déposés à la mairie à qui de droit et en temps utile. On n'examina pas la demande dans la session ordinaire ; et, chose fâcheuse, les quelques membres bien disposés du conseil municipal n'étaient pas là.

Or, 1° je demande si dans la session ordinaire, les membres du conseil municipal doivent être convoqués avec l'annonce de tout ce qui doit être l'objet du conseil.

2° Si l'objet de toutes les délibérations de la future réunion doit être affichée à la porte de la mairie pendant trois jours francs, comme dit la loi de 1884.

3° Si dans l'affichage de l'extrait de la délibération prise, on doit mettre les motifs désobligeants comme les autres.

Voici ce qui est arrivé. Les membres du conseil municipal bien disposés ont été convoqués pour tous autres objets que le budget et la demande de la fabrique. On a délibéré dans une séance où ils ne se trouvaient pas.

Après le conseil qui n'a pas pris en considération la demande de la fabrique, on a affiché simplement ceci : « A cause du manque de ressources de la commune, le conseil municipal ne prend pas en considération les demandes de la fabrique. » Quant aux autres motifs écrits sur le registre des délibérations, il y est dit que « les recettes de la fabrique n'ont pas été toutes portées... » « qu'il y a des dépenses luxueuses et des méthodes nouvelles dans le culte... »

L'objet d'une délibération sur les demandes de la fabrique n'a pas été affiché auparavant. La délibération serait nulle, m'assure-t-on, parce qu'elle n'était pas encore signée au moment de l'affichage. La délibération ne doit-elle pas être recommencée ?

R. — Ad Im. Non. Quand il s'agit d'une session ordinaire, aucun article de la loi municipale n'oblige le maire à indiquer dans la convocation tout ce qui doit être mis en délibération. La raison en est bien simple ; c'est que pendant les sessions ordinaires, le conseil municipal peut s'occuper de

toutes les matières qui rentrent dans ses attributions (*art. 46 de la loi du 5 avril 1884*).

L'obligation d'indiquer dans la convocation tous les objets sur lesquels on doit délibérer ne concerne que les convocations extraordinaires prescrites par le préfet ou sous-préfet, par le maire ou la majorité du conseil. L'article 47 de la loi précitée le dit expressément : « La convocation contient alors (pour les réunions extraordinaires) l'indication des objets spéciaux et déterminés pour lesquels le conseil ne peut s'occuper que de ces objets.

Ad II^m. La loi ne le dit pas; mais cela semble ressortir du contexte. En effet, après avoir prescrit dans l'article précédent l'indication des motifs dans la convocation pour les séances extraordinaires, l'article 48 s'exprime ainsi : « Toute convocation est faite par le maire. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée à la porte de la mairie et adressée par écrit et à domicile trois jours francs au moins avant celui de la réunion. »

Le sens obvie de cet article est que la convocation est affichée telle qu'elle a été consignée aux registres et adressée aux membres du conseil; c'est-à-dire, sans l'indication des objets à délibérer si la session est ordinaire et avec cette indication si la session est extraordinaire.

Ad III^m. Nous ne le pensons pas. L'article 56 dit en effet : « Le compte-rendu de la séance est, dans la huitaine, affiché par extrait à la porte de la mairie. » Si le compte-rendu est affiché par *extrait* et non *in extenso*, il est évident qu'on n'est pas obligé d'y mettre les détails du débat ni tous les motifs qui ont déterminé la décision. Cela n'empêche pas le public de connaître tous les détails de la délibération s'il en a besoin ou envie; car d'après l'article 58 de la même loi, « tout habitant ou contribuable a le droit de demander communication sans déplacement, de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal... chacun peut les publier sous sa responsabilité. »

De tout ce qui précède, notre correspondant peut parfaitement se former une opinion exacte sur la légalité ou l'illégalité de ce qui a été fait. Si la demande de la fabrique a été examinée et jugée en séance extraordinaire, la convocation devait le dire, l'affiche devait également l'indiquer; et si cela n'a pas été fait, nous pensons comme lui que la délibération est nulle, et, le conseil de fabrique ne doit pas balancer à demander au Préfet de le déclarer.

Les conseillers conservateurs doivent retirer de cette histoire une utile leçon. Sachant à qui ils ont affaire, il faut qu'ils exigent toujours la stricte observation des lois et règlements, et, afin d'éviter toute surprise, ils devraient prendre la résolution de ne jamais manquer une séance, surtout une séance ordinaire où il est permis de s'occuper de tout sans avis préalable; car l'ennemi est toujours

en éveil, et profite de toutes les occasions favorables pour mal faire.

Q. — Un vieil abonné de la première heure réclame de votre obligeance un service.

1° L'adjoint de la commune peut-il être du conseil de fabrique dans la dite commune ?

2° Si oui, peut-il être président du conseil ? J'ai dit à notre candidat que je n'y voyais aucune incompatibilité. Son scrupule vient de ce qu'il peut être appelé à remplacer au dit conseil le maire malade ou empêché.

R. — Ad I^m et II^m. Consulté sur ce point d'administration, le ministre des cultes avait constamment décidé, comme on le voit par sa lettre adressée au Préfet de la Vendée, le 20 février 1832, que les adjoints au maire ne pouvaient être nommés membres d'un conseil de fabrique.

Il est évident que les raisons sur lesquelles s'appuyaient les décisions ministérielles ne pouvaient être admises, car les incompatibilités sont de droit étroit, et ne peuvent être supplées, aucune disposition législative sur la matière n'établissant d'incompatibilité.

Aussi le comité de législation du conseil d'Etat, par un avis du 4 août 1840, décida qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et celles de conseiller ordinaire de la fabrique.

Les conséquences du système proposé, celui de l'incompatibilité, dit le *Journal des Conseils de fabriques*, irait bien plus loin qu'il ne paraît au premier aspect. Ce ne serait pas seulement un citoyen par commune qu'on déclarerait incapable d'être nommé membre de la fabrique. Dans beaucoup de communes il y a plusieurs adjoints : tous devraient être également exclus, car tous sont également appelés à remplacer le maire. En outre, tous les conseillers municipaux, en cas d'absence ou d'empêchement du maire et de ses adjoints, doivent aussi, d'après leur ordre d'inscription sur le tableau, les remplacer et exercer les fonctions municipales (*art. 84 de la loi municipale du 5 avril 1884*) : il faudrait donc envelopper encore tous les membres du conseil municipal dans la même exclusion. Il en résulterait que, dans chaque commune, on déclarerait inhabiles à être nommés fabriciens les hommes les plus capables, les plus honorables, les plus estimés; on augmenterait encore la difficulté déjà assez grande des bons choix.

Pour être logique, on serait forcé d'écarter, par application du même raisonnement, les adjoints au maire et les conseillers municipaux de tous les conseils, de toutes les commissions, dans lesquels le maire est en droit, en vertu de son titre, de siéger ou de se faire suppléer. Ce résultat doit suffire pour faire repousser le principe duquel on voudrait le déduire

COURRIER DE L'UTILE

PROPRIÉTÉS MÉDICINALES DE LA FEUILLE DE CHOU. SON MODE D'EMPLOI.

« On raconte que le célèbre Docteur Récamier appelé, pour la vingtième fois au moins, auprès d'un malade atteint d'une violente affection rhumatismale, s'écria, en désespoir de cause :

« — Que voulez-vous que j'y fasse, à votre rhumatisme ?

« — Enfin, docteur, ordonnez-moi quelque chose.

« — Je ne connais pas de remède.

« — J'en connais un, moi, fit une voix qui venait du côté de la cuisine.

« C'était une vieille domestique qui, prenant des feuilles de chou, les apprêta d'une certaine façon, les appliqua sur le point douloureux, et se retira majestueusement avec un air qui signifiait : demain, vous m'en direz des nouvelles.

« En vrai savant, Récamier ne se moqua pas de la vieille femme et de son remède. Il attendit.

« Le résultat fut si étonnant que Récamier, après avoir tenté heureusement d'autres expériences, se fit l'apologiste des vertus médicinales de la feuille de chou. »

Ainsi débute l'intéressant *Notice sur les propriétés médicinales de la feuille de chou* et sur son mode d'emploi, par le Docteur A. Blanc, de la Faculté de Paris, ex-médecin de l'hospice de Romans¹.

Et pourtant plus d'un médecin vous rit au nez, si vous lui parlez de la feuille de chou.

Le remède est trop simple. Voilà toute la question.

Le docteur Blanc (de la Faculté de Paris) a consacré trente ans de sa longue carrière à triompher du préjugé. Il a fini par y réussir. Aujourd'hui, il est peu de villes où l'on ne rencontre plusieurs personnes ayant expérimenté les propriétés merveilleuses de la feuille de chou. Le docteur a reçu, de divers points de la France, les lettres les plus flatteuses; il en publie un certain nombre dans son ouvrage.

La feuille de chou, préparée suivant les règles, a la propriété d'amener sur le point où elle est appliquée, un dégorgeement immédiat; elle absorbe les humeurs viciées et les déverse à l'extérieur; elle rétablit ainsi la circulation capillaire et détruit les inflammations en appelant à elle les principes morbides.

Or, qui ne sait que, dans une foule de maladies, il ne s'agit que d'une chose : débarrasser l'organisme d'un principe dangereux, attirer ce principe à la peau et l'éliminer ?

¹ Un vol. in-12, 4^e édition. Prix : 3 francs. En vente à la Société générale de librairie Catholique, 76 rue des Saints Pères, Paris.

La feuille de chou, de certains choux en particulier est souveraine pour cette opération.

Il n'est guère de maladies que le Docteur Blanc n'ait traitées par la feuille de chou, et ce sont 200 pages bien intéressantes que celles qu'il consacre à l'énumération des cures qu'il a faites, toutes attestées par la signature des malades eux-mêmes ou par celle des médecins qui les ont suivis.

Il en résulte que la feuille de chou est sans rivale dans le traitement du phlegmon, de l'anthrax, du panaris et des inflammations furonculieuses, quand surtout une issue est donnée à la suppuration; dans le traitement des exanthèmes cutanés, la variole, la rougeole, la scarlatine, l'urticaire, le zona; dans le traitement des pustules, des vésicules, quelle qu'en soit la nature et qu'elles soient ou non suivies d'ulcérations; dans le traitement de l'acné, de l'eczéma et d'autres affections dartreuses; dans le traitement des teignes non parasitaires; dans le traitement de l'érysipèle phlegmoneux, gangreneux, traumatique; dans l'inflammation des capillaires, des vaisseaux et des ganglions lymphatiques; dans le traitement de la *phlegmasia alba dolens*; dans le traitement de la phlébite; dans le traitement des plaies et des blessures virulentes, d'où l'on peut conclure à son efficacité contre la morsure des ophidiens; dans le traitement de la nécrose et des tumeurs suspectes; de la gangrène; des syphilides; des ulcères; dans le traitement des plaies très douloureuses et des plaies à large surface; dans le premier cas elle prévient le tétanos et, dans le second, elle empêcherait la résorption purulente; dans le traitement des ulcérations et des gerçures aux seins des nourrices;

Elle est sans rivale pour obtenir de parfaites cicatrices.

La feuille de chou ayant la propriété de rétablir, chez l'homme souffrant, la température à son degré normal, soit en l'abaissant, soit en l'élevant, elle sera, mais largement appliquée et à toutes leurs périodes, d'une immense utilité contre la fièvre pernicieuse et la fièvre intermittente; elle aura une égale utilité dans le traitement de la fièvre typhoïde et de l'éclampsie où le degré de chaleur en mesure la gravité. Déjà l'expérience a prononcé.

La feuille est sans rivale dans le traitement de la fièvre miliaire et de la fièvre puerpérale; d'une efficacité incomparable dans les névralgies faciales et sus-orbitaires, dans les névralgies dentaires.

Elle a suffi seule à la guérison d'une sciatique, au témoinage de Monsieur d'Hageruë, de Saint-Donat.

Elle est sans rivale dans la céphalée et la céphalalgie, que cette dernière affection soit sympathique ou idiopathique; souvent elle soulage et guérit de la migraine.

Elle est fort utile dans le traitement du rhumatisme, des douleurs rhumatoïdes, des douleurs

musculaires et articulaires qui compliquent les fièvres; elle promet de l'être contre la goutte.

Elle a été curative dans un cas de diabète sucré.

Appliquée sur le front, sur la poitrine, la feuille abrège ou fait avorter, dans le premier cas, le coryza, dans le second, la bronchite : l'expérience en a été faite. La feuille a soulagé immédiatement puis guéri bien vite un cas d'hémorroïdes fort douloureuses.

Elle est sans rivale dans le traitement des ophthalmies ayant pour cause un exanthème cutané; cas d'aphonie datant de quinze ans; un cas de surdité; un asthme fort grave; une bronchite chronique.

Elle paraîtrait avoir arrêté la marche et la dégénérescence dans une tumeur abdominale de nature suspecte.

Elle a été curative dans un cas de fungus et d'une tumeur fongueuse (Rosalie Reynaud).

Des téguments altérés, boursoufflés, hypertrophiés, ont recouvré leur texture normale sous la feuille de chou.

La feuille a été utile dans un cas de paralysie et de contracture.

Elle a été curative dans un cas de paralysie; de nature rhumatismale probablement etc. etc.

« L'inventaire des maladies, » dit le Docteur Blanc « où la feuille de chou est souveraine est déjà splendide, et cependant il peut encore augmenter chaque jour. Mais, tel qu'il est ici représenté, il place la feuille au-dessus, non d'un seul, mais de tous les remèdes dits héroïques dont se glorifie la matière médicale. Elle les dépasse tous et chacun d'eux dans sa spécialité : par la sûreté de son action, par une guérison plus parfaite qu'elle procure en sortant de l'économie la cause prochaine des maladies, et par la courte durée des convalescences. Ces affirmations rencontreront bien des incrédules. J'en appelle à leur expérience personnelle. Ils croiront quand ils auront vu. »

Le mode d'emploi du chou, est des plus simples : il consiste en application externe de la feuille seule, à l'état naturel, sans aucune addition. Toutes les espèces de chou peuvent être utiles, mais le chou Milan a paru le plus efficace, et parmi ses feuilles, les plus vertes, les plus franches, les mieux nourries sont les plus actives. Le chou rouge, tant apprécié communément, est loin de valoir le chou Milan. Une précaution vulgaire est de laver la feuille avant de s'en servir.

Veut-on les appliquer sur de larges surfaces, sur la poitrine, le dos, les épaules, l'abdomen ? On laisse les feuilles entières; on enlève la partie saillante de la nervure centrale, puis on roule la feuille avec une bouteille ou tout autre objet propre à cet effet, pour l'assouplir et en écraser les petites nervures. Avant l'application on les fait tiédir; on peut en mettre plusieurs l'une sur l'autre; enfin on les fixe par un bandage.

Veut-on, au contraire, en pratiquer l'application sur une région, sur un membre peu développé ? Qu'on divise les feuilles par moitié, par bandes plus ou moins larges, selon les dimensions de la partie à recouvrir; qu'on les roule, et, les ayant fait tiédir, qu'on les applique de manière à ce qu'elles se superposent. Un bandage termine l'opération.

Mais c'est dans le pansement des plaies et des ulcères qu'il importe d'user des plus grandes précautions. Des feuilles à nervures proéminentes, fussent-elles roulées avec soin, blessaient encore la plaie et causeraient les plus vives douleurs. On en verra des exemples. Il faut, dans ces cas, choisir les feuilles sur de jeunes sujets, tailler à distance de la nervure centrale des bandelettes larges de trois à quatre centimètres et de toutes longueurs. A défaut de jeunes feuilles, on choisira, sur les vieux sujets, des feuilles lisses; on taillera les bandelettes sur les bords ou entre les nervures latérales de ces feuilles. Les bandelettes doivent être ensuite roulées légèrement, et appliquées à la façon dont les couvreurs placent les tuiles. Grâce à cette disposition imbriquée, la plaie ou l'ulcère sera en contact avec le chou sur tous les points, et le pus ou la sérosité trouvera son issue entre les bandelettes. Celles-ci doivent dépasser la plaie en tous sens et ne pas faire de plis; un pli, en effet, même imperceptible, pourrait provoquer une douleur intolérable. La même recommandation est applicable aux compresses.

Règle générale, dans les cas ordinaires, on renouvelle le pansement matin et soir. Dans les cas d'une gravité exceptionnelle, on le renouvellerait plus fréquemment. Voici le procédé : On prépare tout ce qui est nécessaire à l'opération : feuilles, demi-feuilles, bandes ou bandelettes, de l'eau tiède, à laquelle, quand on a un ulcère, une plaie fétide ou virulente à traiter, on ajoute de la solution de chlorure de chaux, ou quelques gouttes d'acide phénique; cette addition est utile, non nécessaire. On fait des lotions sur tous les points qui ont été recouverts du topique; on essuie doucement, quand il s'agit de plaie ou d'ulcère; puis on applique les feuilles et les autres éléments du nouveau pansement avec les précautions précédemment indiquées; c'est là tout le secret.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 24 augusti 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALGYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DU SAINT NOM DE MARIE : L'ANGELUS

*Ave (Maria) gratia plena,
Dominus tecum : benedicta
tu in mulieribus.*

(Luc I, 28.)

Le mystère de l'Incarnation est le fondement de notre espérance, car si nos péchés nous sont pardonnés, si le ciel nous est ouvert, c'est par les mérites de l'Homme-Dieu. Nous devons donc faire de ce grand mystère le sujet ordinaire de nos méditations et nous exciter à aimer de plus en plus Celui qui nous a tant aimés le premier. Après l'amour pour Jésus, la dévotion à Marie est le moyen le plus efficace de salut. Aucun de ceux qui l'invoquent n'a jamais été délaissé. Elle est pour nous la mère de miséricorde, notre vie, notre douceur, notre espérance. Or c'est pour nous rappeler ce double mystère de l'Incarnation du Verbe de Dieu, et de la puissante intercession de Marie que l'Eglise a institué une prière qu'elle nous exhorte à réciter au commencement, au milieu et à la fin de chaque jour. Cette prière de l'Angelus remonte au concile de Clermont, en 1095. Il y fut décidé par Urbain II que tous les jours on sonnerait la cloche le matin, à midi et le soir, et qu'on dirait à chaque fois la salutation angélique. Les papes Jean XXII, Calixte III, Paul III, Alexandre VII et Clément X recommandèrent cette pratique de dévotion et y attachèrent des indulgences. Benoît XIII en accorda de particulières à ceux qui, lorsque l'Angelus sonne, récitent dévotement et à genoux la salutation angélique. Afin de mieux goûter cette dévotion de l'Angelus et de nous y rendre plus fidèles, voyons d'une part ce qu'elle est en elle-même, et d'autre part le but que se propose l'Eglise dans son institution.

I

L'Angelus est composé de trois parties, suivies chacune d'un *Ave Maria*, et terminé par une oraison. La première partie est conçue en ces termes : *L'ange du Seigneur annonça à Marie qu'elle aurait un fils, et elle le conçut par l'opération du Saint-Esprit.* Elle exprime la manière dont le mystère s'accomplit; elle nous rappelle que l'ange Gabriel fut envoyé de Dieu vers la sainte Vierge afin de lui faire connaître le choix que le Seigneur avait fait d'elle pour donner naissance au Messie promis depuis l'origine du monde. On adresse ensuite la parole à la Très-Sainte Vierge en lui disant : *Je vous salue, Marie, pleine de grâce, le Seigneur est avec vous, vous êtes bénie entre toutes les femmes, et Jésus le fruit de vos entrailles est béni. Sainte Marie, Mère de Dieu, priez pour nous qui sommes pécheurs, maintenant et à l'heure de notre mort. Ainsi soit-il!* C'est cette prière que nous récitons si fréquemment pour honorer l'auguste Mère de Dieu et mériter

sa puissante protection : elle est composée des paroles de l'Ange Gabriel, de celles de sainte Elisabeth, et de celles de l'Eglise. Après l'*Ave Maria*, nous disons : *Voici la servante du Seigneur, qu'il me soit fait selon votre parole.* Ce qui exprime le consentement de la sainte Vierge. Cette réponse de Marie nous montre sa profonde humilité. C'est après les éloges les plus pompeux, c'est lorsque l'ange la salue avec respect, qu'il la déclare pleine de grâce, bénie entre toutes les femmes; c'est lorsqu'il vient lui annoncer que le Fils de Dieu va se faire homme dans son sein, qu'elle déclare hautement qu'elle n'est que la servante du Seigneur, qu'elle doit obéir et se soumettre en tout à son adorable volonté. Après ces paroles, nous disons : *Je vous salue Marie*; et après : *Et le Verbe s'est fait chair et il a habité parmi nous*, c'est-à-dire que le Fils de Dieu s'est fait homme en prenant un corps et une âme semblables aux nôtres, qu'il a vécu et qu'il est mort parmi les hommes; paroles qui annoncent l'accomplissement du mystère. Nous ajoutons encore : *Je vous salue Marie*, et nous terminons par une oraison pour demander à Dieu la grâce de profiter de l'Incarnation de son Fils, et de parvenir à la gloire par les mérites de sa passion et de sa mort.

Après cette courte explication, qui d'entre nous ne reconnaît l'excellence de l'Angelus et les avantages que nous pouvons retirer de la récitation de cette prière? En effet, que de grâces peuvent produire dans nos âmes la méditation assidue du grand mystère d'un Dieu fait homme et immolé sur le Calvaire pour le salut des hommes, et l'invocation si fréquente du saint nom de Marie! Quelle foi, quelle confiance, quelle charité n'exciteront-elles pas dans nos cœurs! Quelle protection n'avons-nous pas à attendre de la Très-Sainte Vierge pendant la vie et surtout à la mort, en récitant si souvent une prière qui lui est si glorieuse et qui est si propre à toucher son cœur de compassion pour nous! C'est aussi un moyen facile de rappeler nos esprits de leurs égarements, en nous remettant en la présence de Dieu. Nous pouvons enfin, par notre exactitude à réciter l'Angelus, gagner les précieuses indulgences qui y sont attachées. Mais pour en retirer tout le fruit désirable, il faut entrer dans les saintes dispositions que demande cette prière. Il faut, en disant la première partie nous représenter l'archange aux pieds de Marie et participer aux sentiments dont il était pénétré quand il la salua. La sublime dignité de Mère de Dieu à laquelle Marie était élevée, les grâces extraordinaires dont son âme était enrichie et les vertus admirables qu'il voyait en elle, le remplissaient d'admiration, d'amour et de dévotion. Il s'anéantissait devant Celle qu'il regardait comme sa souveraine. C'est ainsi qu'il convient de nous présenter devant la Reine du Ciel; c'est avec ces sentiments d'humilité, de respect et d'amour que nous devons lui rendre nos hommages et demander sa protection. Dans la seconde partie, il faut considérer Marie quand l'ange lui

parle, il faut contempler sa profonde humilité, son admirable modestie, sa prudence, sa soumission à la volonté de Dieu, toutes les vertus qu'elle pratique, et nous efforcer de les imiter. Enfin, dans la dernière partie, nous devons adorer le Fils de Dieu anéanti dans le sein de Marie; le remercier de ce que sa charité lui a fait endurer pour nous, le supplier de ne pas permettre que nous abusions de tant de grâces qu'il nous a méritées par son Incarnation et par sa mort¹. Voilà donc l'*Angelus* considéré en lui-même. Il nous rappelle les trois circonstances solennelles qui se rapportent au grand mystère de l'Incarnation : l'annonciation de l'ange; l'acte d'abnégation parfaite, l'humilité profonde par lequel Marie y répond; il rappelle enfin le Verbe divin se faisant chair et venant habiter parmi nous. Mais quelle fin l'Eglise s'est-elle proposée dans l'institution de cette prière de l'ange?

II

L'*Angelus*, dirai-je avec un prédicateur de renom, a été placé par l'Eglise au commencement des trois parties importantes du jour pour sanctifier le lever du matin, le travail du milieu du jour et le repos de la nuit.

Le lever où le matin a une influence si décisive sur toutes les actions de la journée qu'il est nécessaire de le bien sanctifier. Les Pères de l'Eglise comparent le lever du chrétien à la résurrection du Sauveur. Et en effet, il semble que, par une certaine résurrection, le chrétien rappelé à lui-même sort de la couche de son repos comme d'un sépulcre où tous ses sens étaient anéantis et captifs dans un profond sommeil. Il renaît à lui-même : une nouvelle vie commence pour lui et il doit sanctifier cette première action par les trois vertus qui ont caractérisé la résurrection de Jésus. Elle fut prompte, dès l'aube du jour : ainsi doit être prompt notre lever. Autrement le démon profite de nos moindres négligences, pour nous faire perdre le fruit de cette première action. J'en appelle à l'expérience. Si vous avez fait des chutes, si votre journée a été perdue pour le ciel, n'est-ce point souvent pour avoir sacrifié le matin à la paresse? La résurrection de Jésus fut glorieuse. Ce Dieu fait homme se revêtit d'un manteau de gloire. Nous ne pouvons pas nous revêtir du manteau de gloire qui nous sera donné au ciel, et le vêtement que nous prenons est la livrée du péché, qu'il soit du moins le manteau de la modestie chrétienne. Promptement et glorieusement ressuscité, notre Sauveur ne pensa plus qu'à aller vers son Père, et ce retour vers son Père faisait, avec ses apôtres, l'objet de tous ses entretiens. De même le chrétien, à peine éveillé, doit songer à offrir son cœur à Dieu et à épancher naturellement dans le cœur de Dieu ses premiers sentiments et dire avec le prophète : « Seigneur, mon Dieu, dès le matin je veille pour aller à vous. »

Les noms sacrés de Jésus et de Marie viennent naturellement se placer sur ses lèvres et je ne connais pas de prière plus efficace que la récitation de l'*Angelus* par laquelle l'Eglise a voulu sanctifier le premier moment du jour, en y attachant, avec cette prière touchante adressée à Marie, le souvenir du grand mystère de l'Incarnation. De sorte que l'*Angelus* du matin est comme la voix de l'ange qui brisa la pierre du sépulcre du Sauveur et comme le signal de la résurrection qui nous rend nous-même à nous-même, qui nous rappelle au sentiment de la vie, qui nous rattache à notre famille, à nos proches, à tout ce que nous aimons.

L'*Angelus* du midi a une signification plus solennelle encore. Arrivé au milieu de sa carrière, l'homme a déjà porté le poids du jour et de la chaleur, et il éprouve le besoin de se reposer un moment pour s'essuyer le front, pour s'encourager et se fortifier au milieu de ses pénibles labeurs. Il lui faut alors une voix d'en haut qui lui dise que la moitié de la journée est déjà écoulée et qu'il en rendra à Dieu un compte rigoureux, qu'il est temps encore de bien employer le reste du jour, et qu'alors il doit se recueillir humblement dans une piété et une prière s'adressant au divin Incarné, au Verbe fait chair, à Marie, au Saint-Esprit, à tous les anges du ciel, afin de demander force et courage, secours et protection. Telle est la voix de l'*Angelus* du midi. Mais le milieu du jour n'est pas seulement pour l'homme le moment du repos, c'est encore trop souvent l'heure des ardues tentations. C'est dans ce moment que, selon l'expression de David, on sent passer, pour ainsi dire, le sifflement de la flèche aiguë. C'est le moment où le démon, que le même roi a si bien nommé le démon du midi, tend ses pièges, multiplie ses embûches et ses tentatives. L'heure du milieu du jour, c'est souvent l'heure oisive où on se laisse aller à la mollesse de ravissantes rêveries qui entretiennent l'âme et la remplissent de dangers et d'illusions. Et voilà pourquoi l'Eglise a voulu que l'homme se recueillît en lui-même, afin que dans une sainte et douce prière, la voix d'en haut lui parlât de ses travaux, de sa mission, de son âme, de son avenir.

Enfin le soir, l'*Angelus* se fait encore entendre. La voix angélique qui sonna le réveil du jour, vient en annoncer le déclin, et cette voix a je ne sais quoi de suave comme la fin du jour, de joyeux et de paisible comme le moment du repos. Oh ! qu'elle est bénie cette voix qui chante dans les airs, qu'elle est bénie par le travailleur chrétien, qu'elle vient arracher à son pénible travail ! qu'elle est bénie du serviteur et de l'esclave, qu'elle arrache à sa glèbe ! qu'elle est bénie de tous ceux qui, ici-bas, finissent une journée mercenaire : et quel est celui d'entre nous, ici-bas, qui n'a pas son travail à accomplir, sa tâche à exécuter, sa mission à remplir ? Eh bien ! le soir arrive ; c'est l'heure où l'âme sent le besoin de

¹ Cirier, *Instructions familières*.

s'épancher, c'est l'heure de la réunion, c'est l'heure où les membres de la famille, dispersés dès le matin pour se rendre à leur travail, se réunissent, le maître à côté du serviteur, puis la mère à côté de l'enfant, on se réunit autour d'une table commune, on rompt tous ensemble le pain de chaque jour; et puis la prière vient réunir encore tous les cœurs auprès de Dieu dans un même sentiment et dans une même pensée de reconnaissance et d'amour. Oh! dans ce moment, grâce aux sentiments que réveille la prière, dans ce moment l'homme se sent disposé au pardon, à la miséricorde. Il semble qu'avant de s'enfoncer dans cette obscurité, qui est pour lui comme l'image effrayante de la mort, avant de gagner sa couche, qui est comme le sépulcre où il sera enseveli un jour, sa couche d'où il n'est pas sûr de se lever le matin, il doit faire la paix avec ceux qui l'environnent. S'il a eu des colères, il sent le besoin de ne pas laisser le soleil se coucher sur ces colères; il accorde le pardon où il le réclame. Il donne à chacun sa tâche pour le lendemain, et enfin il se sent plus près de Dieu, car le repos de la nuit est comme le dernier jour, ce jour auquel il se sentira plus près de Dieu par le repos de la mort. Oh! heureux ceux qui, le soir, récitent la prière de l'ange, qui s'inclinent devant Marie, qui s'unissent au concert des Esprits célestes, car l'*Angelus* du matin, du midi et du soir, n'est qu'un écho de l'hymne sans fin, de la salutation infinie que les anges répètent au plus haut des cieux, autour du trône de Marie!

Soyons donc fidèles à réciter l'*Angelus*. Il est vrai, si cette prière a quelque chose de doux, de mystérieux dans le silence des campagnes, bien souvent au milieu des grandes villes, le bruit domine la voix sainte de l'*Angelus* qu'on entend à peine; il est vrai encore, bien souvent les divisions des jours et des heures ne sont plus les mêmes que celles assignées par l'Eglise, et l'heure du repos, l'heure du sommeil est souvent le moment qui s'ouvre pour les amusements, les fêtes et les plaisirs.

Eh bien! si nous sommes forcés, quelquefois, d'assigner aux heures du jour une autre division que celle marquée par l'Eglise, n'oublions pas cependant de sanctifier toutes nos actions par la touchante prière de l'*Angelus*. Qu'elle soit dans notre cœur comme une horloge sainte, comme une voix pieuse qui, trois fois le jour, nous rappelle nous-même à nous-même. Rapprochons-nous de Marie dans les trois grandes actions de la journée, dès le matin, au milieu du jour et à l'heure du repos, pour nous sanctifier sous le regard de Marie. Alors cette triple sanctification du jour remplira nos œuvres et notre vie des parfums de la piété, nous trouverons ici-bas le calme que donne la religion, et après avoir vécu sur la terre dans l'amour du Verbe incarné et de Marie sa Mère, nous irons goûter les délices ineffables de l'éternel séjour.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. DES RITES

Le décret suivant affirme une fois de plus le caractère du reposoir du Jeudi-Saint, vulgairement dit le *Sépulcre* et fait voir de quelle pensée doivent s'inspirer ceux qui ont charge d'en régler la décoration.

Decretum super altari expositionis in Feria V majoris hebdomadæ

ROMANA

Academia Liturgica Romana, in altero ex suis conventibus pertractavit quæstionem « an Altare in quo Feria V in Cœna Domini augustissimum Eucharistiæ Sacramentum publicæ Fidelium adorationi exponitur, quod vulgo *Sepulcrum* nominatur, dici, possit et haberi tamquam Christi sepulcrum repræsentans. » Academiæ Censores, perpensis quæ ad rem habentur in Cæremoniali Episcoporum, Missali Romano et in Decretis editis a Sacrorum Rituum Congregatione, unanimi voto censuerunt ejusmodi Altare habendum et esse revera repræsentativum, non sepulturæ Domini, sed institutionis augustissimi Sacramenti.

Placuit vero hanc sententiam judicio Sacrorum Rituum Congregationis subicere, ac simul ab ea edoceri quid sentiendum sit de certo modo exornandi prædictum Altare, qui in aliquibus locis in usu est. Quamobrem præfatæ Academiæ Moderator, suo atque Academicorum nomine, Sacræ Congregationi humillime sequentes proposuit quæstiones :

1^o. « An Altare in quo Feria V majoris hebdomadæ publicæ adorationi exponitur augustissimum Sacramentum, licet in capsâ reconditum, sit repræsentativum sepulturæ Domini, an potius institutionis ejusdem augustissimi Sacramenti? »

2^o. « An quoties Decreta Sacræ Rituum Congregationis nominarunt *sepulcrum* vel locum *sepulcri* idem Altare, designaverint illud esse repræsentativum Dominicæ sepulturæ, an potius vulgari tantum denominatione uti voluerint? »

3^o. An præter lumina et flores, liceat ad exornandum prædictum Altare adhibere Crucem cum panno funereo, vel Christi demortui effigiem, vel scenicas decorationes, statuas, nempe Beatissimæ Virginis, Sancti Joannis Evangelistæ, Sanctæ Mariæ Magdalænæ et militum custodum, picturas, arbores aliaque ejusmodi? »

Sacra vero Congregatio ad relationem infrascripti Secretarii, rebus mature perpensis, et inhærendo Decretis jam alias editis in Lauden, die 22 januarii 1662 : in Alben. die 8 Augusti anni 1835 : in Narnien. die 7 Decembris anni 1844 : et Salten. die 26 Septembris anni 1868 ; et consideratis quæ deducta fuerunt ab altero ex Cæremoniarum Apostolicarum Magistris in Salten. respondendum censuit :

Ad I. *Negative ad primam partem : Affirmative ad secundam.*

Ad II. *Negative ad primam partem : Affirmative ad secundam.*

Ad III. *Negative, et flores non disponendos esse, ac si Altare esset in viridario.* Atque ita declaravit et servari mandavit.

Die 14 Maii 1887.

D. Cardinalis BARTOLINIUS S. R. C. *Præfectus.*
LAURENTIUS SALVATI S. R. C. *Secretarius.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'aurais besoin de savoir à bref délai quelle réponse on doit faire à la question suivante : « Le titulaire de la chapelle principale d'un séminaire, d'un hospice, etc., doit-il être regardé comme un titulaire proprement dit, et les ecclésiastiques qui sont attachés à cet établissement ou qui y habitent doivent-ils ou peuvent-ils célébrer la fête de ce titulaire avec le rite et les privilèges attachés à la fête d'un titulaire proprement dit ? »

De diverses décisions de la S. Congrégation des Rites il semble résulter que la réponse doit être négative, sauf dans le cas où la chapelle dont il s'agit serait en même temps une église publique, et que l'une des conditions exigées pour qu'une église soit regardée comme publique est l'existence d'une porte donnant de l'église elle-même sur la voie publique.

Mais la dernière décision que j'aie pu consulter est de 1855. Il paraîtrait que la jurisprudence que je viens d'indiquer a été modifiée depuis, et on cite à ce sujet trois décisions de la S. C. des Rites :

Une du 28 septembre 1872 ;

Une du 1^{er} juin 1876 (réponse à l'évêque de Montréal) ;

Une du 29 novembre 1878.

Pourriez-vous me procurer pour chacune de ces trois décisions, le texte exact et complet, tant de la décision elle-même que de la consultation qui l'a provoquée ?

R. — Voici les textes que vous nous demandez.

Mais auparavant, il importe que nous fassions une observation. Nous sommes toujours disposés à reproduire les décrets qui nous sont demandés. Mais nous prions nos confrères de nous indiquer le n^o du décret, parce qu'il y a ordinairement un grand nombre de décrets qui datent du même jour ; il nous est alors difficile de savoir celui que l'on désire. Ainsi, par exemple, nous avons treize décrets datés du 28 septembre 1872. Comme le n^o n'est pas indiqué, il nous faut parcourir tous ces décrets pour savoir ou deviner celui qui nous est demandé, cette observation faite, venons à la question.

Le décret du 12 septembre 1872 est sans doute celui qui a été porté pour le diocèse d'Alton dans l'Amérique du Nord. Le voici :

« Dubium I. Utrum festum Patroni Ecclesiæ consecratæ in hisce Americanis Missionibus celebrandum sit sicut festum primæ classis cum Octava tam quoad Missam, quam quoad Officium ? »

« Dubium II. Utrum ad normam supradicti Decreti Concilii Baltimorensis Festum Patroni ecclesiarum non consecratarum celebrari debeat prouti duplex primæ classis cum octava tam quoad Missam, quam quoad Officium ? »

La Sacrée Congrégation répondit :

« Affirmative, tum quoad Missam, si in iis Ecclesiis commode celebrari valeat, tum quoad offi-

cium, si qui clerici ad Horas canonicas obligati, vel saltem ex ipsis unus iisdem ecclesiis sint adscripti. Aque ita respondit et servari mandavit die 28 septembris 1872 (n. 5519).

Le second décret que vous nous demandez serait du 1^{er} juin 1876, et ce serait une réponse à Mgr l'Evêque de Montréal. Notre confrère se trompe sur ce second point. Les treize réponses qui ont été données ce jour-là, concernent le diocèse de Ruremonde. Mais n'importe, il est probable que c'est une de ces treize réponses que vous désirez, car il y est question des titulaires de chapelles. Nous allons la reproduire. Mais auparavant il est nécessaire que nous donnions le préambule, sans lequel on ne pourrait comprendre le sens du décret :

« Decreto 27 februarii 1847, n. 5079, Sacra Rituum Congregatio rescripsit professores, necnon Seminaristas in majoribus Ordinibus constitutos teneri ad octavam Titularis Ecclesiæ Seminarii Ruremundensis, seu, ut loquitur Sacra eadem Congregatio, Ecclesiæ adnexæ. Sed ex responso ipsius Sacræ Congregationis die 21 julii 1855, n. 5215, dubium ortum est num. Orator Ruremundensis dicendo *Seminarii Ecclesiæ* recto vocabulo usus fuerit. Petitur igitur licentia casum accuratius exponi. »

Après ce préambule, le consultant expose ainsi la difficulté :

« Est autem Ecclesia Seminarii Ruremundensis antiqua Ecclesia Monasterii Carthusianorum, sæculo præterito exeunte suppressi, cujus etiam cætera ædificia ab alumni occupantur. Hodie dum Ecclesia hæc infra hebdomadam passim clausa manet extraneis, sed fidei populo patet diebus solemnibus ac festivis. Si igitur hæc ædes sacra ex rei natura, et externâ quoque ædificii amplitudine merito Ecclesia dici debeat, ex fine tamen et usu hodierno potius Oratorium publicum dicendum esse videtur quam alicujus familiæ vel collegii commoditati. Hinc quæritur utrum responsum diei 27 februarii 1847 datum, servandum sit necne. »

La Sacrée Congrégation répondit : « *Affirmative.* » (1^{er} juin 1876, n. 5664, Dub. IV.)

Voici enfin le décret du 29 novembre 1878. Il a été porté sur la demande de Mgr l'Evêque de Montréal, mais il n'est pas numéroté parce que le Saint-Siège n'a pas encore publié, depuis ce jour, de collection authentique de décrets.

Ce décret est important, parce que la Sacrée Congrégation y déclare nettement que la chapelle du grand séminaire, quoique non ouverte au public, mais ayant été consacrée, à un titulaire liturgique, et que l'on doit célébrer la fête du titulaire et de la Dédicace. Mais il est utile de voir le texte même de la question et de la réponse :

« RR. DD. Episcopus N., S. R. C. exposuit oratorium principale Majoris Seminarii sui diocæsani, formam Ecclesiæ præ se ferens, quatuordecim abhinc annis sacratum fuisse; ex quo tempore, non solum singulis per annum Dominicis

festivisque diebus, officia liturgica solemniter in eo cantari consueverunt, adstante et cooperante clericorum cœtu, sed etiam festum titolare, et Anniversarium Dedicationis ejusdem oratorii, sub ritu duplici primæ classis cum octava quotannis ab omnibus sacerdotibus, diaconis, et subdiaconis eidem seminario adscriptis, approbante Ordinario, fuerunt celebrata. Nuper vero cum in dubium vocata sit legitimitas celebrationis utriusque præfatæ festivitatis, eo quod extraneis non pateat indiscriminatim ejusdem oratorii janua, ac proinde, juxta nonnullos, illud recensendum videatur inter oratoria privata, de quorum Titulari ac Dedicatione nemini licet officium celebrare, ab eadem S. R. Congregatione ipse RR. Episcopus declarari postulavit : Utrum ab initio recte fuerit introducta celebratio festi titularis et Dedicationis supradicti oratorii ?

La Sacrée Congrégation répondit dans le sens que nous avons indiqué plus haut :

« Dummodo reapse oratorium fuerit consecratum, et non simpliciter benedictum, celebrandum esse festum tam sancti titularis quam Dedicationis. Die 29 novembris 1878. »

La question est donc tranchée pour les chapelles de séminaires. Si la chapelle est consacrée, on doit célébrer la fête du titulaire, ainsi que celle de la Dédicace.

Mais cette solution du 29 novembre concerne-t-elle seulement les chapelles des séminaires, ou bien s'étend-elle aux autres chapelles de ce genre ? En 1885, un Evêque de l'Amérique du Nord le demanda à la S. Congrégation des Rites :

« An Decretum in Marianapolitana 29 novembris 1878, ex quo constat quoddam oratorium consecratum ibidem descriptum jus habuisse, ut celebrantur cum octava tum ipsius festum titolare, tum ejus Dedictio, extendi debeat ad oratoria ejusdem generis simpliciter benedicta, in eo sensu quod eorum titulus cum octava sit celebrandus ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'elle s'étendait à toutes les chapelles de ce genre qui étaient consacrées, mais non à celles qui étaient simplement bénites, comme on peut le voir dans les réponses suivantes ad V et ad VI.

Ad V. « Pro oratoriis simpliciter benedictis, negative, et servantur decreta. »

Ad VI. « Si sit consecratum oratorium, jus ei competit, uti pro publica ecclesia consecrata. » (18 julii 1885.)

On peut voir les questions et les réponses dans l'Ami du Clergé, année 1886, p. 51 et 52.

Q. — 1^o L'année dernière, dans notre diocèse, la fête de la Présentation de la sainte Vierge (21 novembre) a été transférée pendant l'Avent. A la métropole, on a chanté la messe *Rorate*, tandis qu'au Grand-Séminaire (directeurs Lazaristes) on a chanté très solennellement, parce que c'est la fête de la maison, la messe *Salve sancta parens*.

Qui était dans le droit ?

R. J'ai pour patron saint Alexandre, pape et martyr (3 mai), dont le nom est inséré au canon de la messe.

Au jour de sa fête et pendant l'octave, j'incline la tête lorsque je le prononce puisque j'en fais mémoire. Mais j'ai cessé de le faire les jours où j'ai dit une messe en noire, selon la rubrique.

Je voudrais bien savoir pourquoi aux messes des morts on ne s'incline pas à la lecture du saint du jour ?

R. — Ad I. Nous ne connaissons pas de rubriques ou de décrets qui tranchent cette question. Nous n'avons donc pas le droit de condamner ici ni l'une ni l'autre de ces pratiques.

Ad II. La Sacrée Congrégation des Rites, qui a tranché cette question le 12 avril 1823, n. 4594, ad XIII, ne donne pas la raison de sa réponse. Mais Gardellini dit, dans une note jointe au décret, que c'est parce que la messe des défunts n'a rien de commun avec l'office :

« Missa defunctorum, sive, ut dicitur, de Requiem, nihil habet commune cum officio diei. »

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — La fabrique de S... a fait bâtir à ses frais avec toutes les autorisations voulues de l'Etat et du département une nouvelle église. L'église achevée, la fabrique croyant qu'il n'y avait plus aucune formalité à remplir et se fondant d'ailleurs sur une lettre de la Préfecture qui disait : « Quand une fabrique bâtit une église avec toutes les autorisations voulues, l'inauguration de cette église est une affaire purement ecclésiastique dans laquelle l'autorité civile n'a pas à intervenir, » la fabrique, dis-je, prit possession de l'église. Après quatorze mois de séjour dans le nouvel édifice, le maire parvint, à force de démarches en haut lieu, à faire fermer la nouvelle église, sous prétexte que nous n'avons pas demandé l'autorisation pour y entrer, et à réintégrer l'ancienne église qui est très petite, insalubre et délabrée, les fenêtres sont brisées, la toiture est percée en vingt endroits différents, etc.

Nous avons eu beau faire démarches sur démarches pour obtenir l'autorisation d'entrer dans la nouvelle église, nous n'avons rien pu obtenir. Le maire est un homme puissant, grand partisan du régime actuel et zélé courtier électoral. Nous sommes donc forcés de rester dans l'ancienne église pour laquelle la commune n'a jamais dépensé un centime.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que la fabrique a reçu hier de la Préfecture ordre de faire opérer sans retard les réparations nécessaires aux termes de la loi du 5 avril 1884.

1^o Quels sont les termes de cette loi ?

2^o La fabrique qui a un déficit de 3,000 fr. et qui est pauvre, est-elle obligée de faire ces réparations, l'église étant communale ?

3^o Comment doit-elle agir dans le cas actuel ?

4^o Est-ce que l'envoi de ses comptes et budgets à la mairie n'est pas une réponse suffisante ?

Prière de nous éclairer sur toute cette affaire.

R. — Ceci ressemble à une farce colossale et de mauvais goût. Nous ne pouvons comprendre comment l'administration supérieure a pu s'y prêter. Si les choses s'étaient passées à son insu, ou malgré elle, on expliquerait jusqu'à un certain point un semblant d'opposition, non pas 14 mois après le fait accompli, mais au moment de la prise de possession du nouvel édifice. D'après les lois existantes, en effet, aucune église ne peut être légalement ouverte, même à l'exercice du culte

catholique sans l'autorisation du gouvernement. (*Art. organ. 44, 62 et 77; décision ministérielle du 14 octobre 1817.*) Dans le cas présent, cette autorisation pouvait facilement se présumer puisque l'église n'avait été construite qu'après toutes les formalités accomplies, et que la lettre de la préfecture citée par notre correspondant semblait exclure toute nécessité d'autorisation ultérieure. Par quel revirement le préfet, se déjugant lui-même, a-t-il pu ordonner la fermeture d'une église dont il avait approuvé la construction? Mystère et politique.

En tout état de cause, le préfet ne peut qu'exiger une chose : la demande d'autorisation. Cette demande faite, il ne peut la repousser sans motif, et, le cas échéant, il faut recourir au ministre.

Quant à l'ordre donné par le Préfet de faire opérer sans retard les réparations nécessaires dans l'ancienne église, il faut le tenir pour non avenu. La loi municipale du 5 avril 1884 sur laquelle il prétend s'appuyer ne dit rien de formel sur ce point, surtout étant donné la circonstance. L'article 136, énumérant les dépenses obligatoires des communes, nomme, il est vrai, sous le n° 42, les grosses réparations aux édifices communaux, sauf, lorsqu'ils sont consacrés au culte, l'application préalable des ressources et revenus disponibles des fabriques à ces réparations. Mais l'ordre d'exécuter ces réparations ne peut être intimé qu'au propriétaire, c'est-à-dire dans le cas présent, à la commune. Seulement celle-ci, aux termes mêmes de la loi, doit examiner les comptes et budgets de la fabrique, et, s'il y a des ressources disponibles, forcer cet établissement à les appliquer aux dites réparations.

De fait, nous dit-on, loin d'avoir des ressources disponibles, la fabrique est pauvre et a un déficit de 3,000 fr. Donc les réparations ne peuvent lui incomber : il suffit que la fabrique soumette au conseil municipal ses comptes et budgets.

Mais, selon nous, la fabrique doit prendre une autre attitude en cette circonstance. Non seulement elle refusera tout concours aux réparations de la vieille église, mais elle s'opposera formellement à ce qu'on en fasse; pour la bonne raison qu'il y a une église nouvelle parfaitement appropriée au culte, ayant reçu la bénédiction liturgique.

Cette affaire doit s'arranger à l'amiable entre l'évêque et le préfet, sauf recours au ministre. En cas de résistance illogique de la part de l'administration supérieure, l'évêque a un moyen très simple d'en avoir raison. Qu'il interdise l'ancienne église. Alors, si l'on veut l'exercice du culte, il faudra bien l'autoriser dans le nouvel édifice, seul apte à cela.

Pour dire la vérité, le maire, seul auteur de la difficulté, montre combien peu il entend les intérêts de la commune. Car enfin, en laissant les choses suivre leur cours naturel, il dotait la commune d'un immeuble (l'ancienne église), c'est-à-dire d'une propriété disponible. Mais qu'importe

à certains maires, le bon sens, l'équité et même les intérêts publics dont ils sont les représentants et les gardiens? Tout cela est sacrifié à la passion politique et peut-être à d'autres sentiments moins avouables encore.

Nous le répétons : la présente difficulté doit être résolue à l'amiable entre l'évêque et le préfet, par une demande d'autorisation d'ouvrir la nouvelle église au culte, ou par la rigueur en interdisant l'édifice ancien.

Q. — Malgré tout ce que l'*Ami du clergé* a dit à différentes reprises sur les chiens des curés de campagne, des difficultés surgissent à tout moment sur la catégorie dans laquelle ils doivent être rangés. Dans mon canton, les uns sont rangés dans la première, les autres dans la seconde. Dans le canton voisin, tous appartiennent à la première; il n'y a que des communes rurales. Dans la ville voisine, au contraire, tous appartiennent à la seconde. N'y a-t-il donc pas une loi générale qui puisse s'appliquer d'une manière certaine et à tout le monde indistinctement?

R. — Nous ferons observer à notre correspondant que les lois fiscales ne peuvent pas s'exécuter avec l'uniformité qu'il réclame, parce que précisément leur exécution est soumise à l'appréciation des différents maires et répartiteurs. Si la loi disait : tous les chiens, quels qu'ils soient; paieraient une même taxe, l'absence de toute distinction empêcherait la variété des appréciations. Mais il n'en est pas ainsi.

Cette taxe sur les chiens est régie par la loi du 2 mai 1855, et les décrets des 4 août 1855, 3 août 1861 et 22 décembre 1886, et elle a été établie au profit exclusif des communes, au moyen de deux tarifs qui ne peuvent comprendre que deux catégories renfermées dans les limites de 1 à 10 fr.

La taxe la plus élevée porte sur les chiens d'agrément ou de chasse. La moins élevée comprend les chiens de garde et ceux qui leur sont assimilés. Elle est due pour tous les chiens possédés au 1^{er} janvier, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont encore nourris par la mère. Elle est due pour l'année entière, quand bien même les chiens viendraient à mourir le lendemain de leur inscription au rôle. Cette contribution, assimilée aux contributions directes, peut se payer, comme celles-ci, par douzièmes. Mais, en cas de démenagement du contribuable hors du ressort de la perception, dans le cours de l'année, elle est immédiatement exigible pour la totalité de l'année courante.

La déclaration indicative du nombre des chiens que l'on possède et des usages auxquels ils sont destinés doit être faite du 1^{er} octobre de chaque année au 15 janvier de l'année suivante. On n'est pas tenu de la renouveler annuellement, à moins que le contribuable cesse de résider dans le ressort de la perception où a été faite la déclaration ou qu'une aggravation de taxe soit devenue exigible par suite d'une modification dans le nombre et la destination des chiens.

Le défaut ou l'insuffisance de déclaration entraîne, selon le cas, l'obligation de payer double, triple et même quadruple taxe.

Voici maintenant, pour entrer plus spécialement dans la pensée de celui qui nous interroge, quelques solutions de tribunaux les plus importantes. Plusieurs sont spéciales aux chiens de curés ou desservants, les autres regardent les situations diverses; mais toutes présentent la question sous des aspects multiples et peuvent intéresser le monde ecclésiastique comme n'importe quel citoyen.

— Le chien qui sert *exclusivement* à la garde du presbytère, bien qu'il accompagne quelquefois au dehors le curé, *pour sa sûreté*, doit être classé dans la deuxième catégorie, comme chien de garde, et non dans la première, comme chien d'agrément (6 décembre 1862; 4 mai 1864; 14 mars 1873; 30 mai 1873; 13 février 1874; 28 mai 1880).

— Lorsqu'un Curé a déclaré comme *chien de garde* un chien qui sert *exclusivement* à la garde du presbytère et qui l'accompagne dans les courses que cet ecclésiastique fait, *pendant la nuit*, dans les hameaux dépendant de sa paroisse, il est fondé à demander de n'être imposé qu'à raison d'un chien de la seconde catégorie (8 février 1869).

— Un chien, appartenant à un desservant, doit être imposé comme étant de la première catégorie, s'il résulte des circonstances qu'il ne sert pas *exclusivement* à la garde du presbytère ou de la personne de son maître, mais qu'il erre librement dans la maison de son maître et qu'il accompagne parfois ce dernier dans ses promenades (29 janvier 1876; 4 février 1876; 28 avril 1876; 23 mars 1880; 21 mars 1883; 1^{er} août 1884).

— Lorsqu'un chien a été déclaré ou imposé les années précédentes comme appartenant à la deuxième catégorie, il n'y a lieu de l'imposer comme chien de première catégorie qu'autant qu'il est justifié par l'Administration que la destination dudit chien a été modifiée (28 novembre 1873; 28 avril et 26 mai 1876; 3 août 1883; 5 février et 26 février 1886).

— La taxe sur les chiens doit être établie et payée, en principe, dans la commune où le chien se trouve au 1^{er} janvier, alors même que celui-ci aurait été transporté, dans le cours de l'année, dans une autre commune où il aurait été imposé (28 mars et 16 mai 1884). Toutefois la taxe est due et la déclaration doit être faite dans la commune où le propriétaire a sa résidence principale, lorsqu'il résulte des circonstances que si le chien n'était pas dans cette commune au 1^{er} janvier, sa disparition n'était qu'accidentelle (16 janvier 1885; 14 mai 1886).

— Un chien qui, à raison des divers usages auxquels il est employé, peut être classé dans la première ou dans la deuxième catégorie, doit être classé dans celle dont la taxe est la plus élevée (26 février 1872; 5 février, 4 juin et 5 novembre 1875).

— Le contribuable qui ne possédait plus, au 1^{er} janvier, un chien qu'il avait déclaré l'année précédente, est recevable à réclamer, dans les délais légaux, contre la taxe qui lui est imposée à raison de cet animal, bien qu'il n'ait pas déclaré

en temps utile la perte par lui faite dudit chien (29 mai 1866; 17 juin 1868).

— Le contribuable qui a quitté, avant le 1^{er} janvier, une commune dans laquelle il était imposé antérieurement à raison de chiens lui appartenant, est recevable, bien qu'il n'ait fait, avant le 15 janvier, aucune déclaration relative à ces animaux, à réclamer, dans le délai légal, décharge de la taxe à laquelle il est assujéti de nouveau dans ladite commune (27 février 1868).

— Le propriétaire qui a été imposé, sur sa déclaration, à la taxe à raison d'un chien lui appartenant, ne peut être tenu, en l'absence de tout changement dans la destination de l'animal, de renouveler cette déclaration, lors même que, pendant plusieurs années, l'administration aurait omis de l'imposer (17 juin 1868).

— La disposition de l'article 1^{er} du décret du 3 août 1861, aux termes de laquelle les possesseurs de chiens qui ont déclaré ces animaux, sont dispensés de renouveler annuellement leur déclaration tant qu'il ne survient pas de changement entraînant aggravation de taxe, peut être invoquée par celui qui, n'ayant pas déclaré un chien, dont il est propriétaire, a été inscrit d'office sur le rôle à raison de ce chien (24 juillet 1863).

— Le chien qui, au 1^{er} janvier, était encore nourri par sa mère, est exempté de la taxe, bien qu'il ait dépassé l'âge auquel l'allaitement cesse ordinairement (21 avril 1858).

— Le contribuable, qui a déclaré à tort son chien comme appartenant à la seconde catégorie, doit être imposé à la triple taxe, alors même qu'au moment où il a fait sa déclaration, il était, à l'occasion de la taxe de l'année précédente, en instance sur la véritable destination de son chien, et qu'il a pris l'engagement de payer la taxe de première catégorie pour le cas où le chien serait définitivement rangé dans cette classe (28 mars 1860).

— Celui qui s'est borné à déclarer à la mairie qu'il possédait un chien en refusant de déclarer l'usage auquel ce chien était destiné, est passible d'une triple taxe comme n'ayant pas fait la déclaration prescrite par la loi, et non pas seulement d'une double taxe comme ayant fait une déclaration incomplète (24 mars 1859).

Il en serait ainsi, alors même qu'il aurait déclaré laisser aux répartiteurs le soin de classer le chien suivant leur conscience (Solution implicite).

— Même arrêt.

— Bien que le possesseur d'un chien ne se soit présenté qu'après le 15 janvier pour faire à la mairie la déclaration prescrite par l'article 5 du décret du 4 avril 1855, si le maire, au lieu de refuser de recevoir cette déclaration tardive en a délivré récépissé et l'a soumise à l'appréciation des répartiteurs, qui n'avaient pas encore rédigé l'état-matrice, le possesseur du chien ne peut être considéré comme ne l'ayant pas déclaré, et, par suite, être soumis à une augmentation de taxe (28 mai 1857).

— La bonne foi de ceux qui ont fait une déclaration inexacte relativement aux chiens qu'ils possèdent, ou qui n'ont fait aucune déclaration, ne saurait être admise comme une excuse qui puisse les exonérer de la double ou triple taxe (17 décembre 1857).

— Les demandes en décharge ou réduction de la taxe sur les chiens doivent être faites, sous peine de déchéance, dans les trois mois qui suivent la publication des rôles (5 fév. 1886; 14 mai 1886).

— Les demandes en remise ou modération de la taxe sur les chiens doivent être adressées au Préfet, sauf recours au ministre des finances. Le conseil d'Etat ne peut être appelé à en connaître par la voie contentieuse (5 février 1886).

Enfin, comme pour tous les autres impôts, la demande en remise ou modération doit être écrite sur papier timbré, si la cote dépasse 30 francs, et être accompagnée du bordereau et d'un reçu du percepteur constatant qu'on a payé au moins jusqu'au jour de la demande.

Q. — Comment procéder pour forcer à démissionner un conseiller de fabrique devenu presque complètement idiot et certainement incapable de comprendre quoi que ce soit à une discussion? incapable aussi de signer? Quelle est l'autorité chargée de constater cette incapacité?

Il s'agit d'un conseiller dont les pouvoirs ont été renouvelés il y a deux ans et que l'âge et la maladie ont réduit à un état mental des plus tristes. Pourtant il n'est pas fou.

R. — Il nous paraît difficile de contraindre quelqu'un à donner sa démission, s'il ne le veut pas. La loi n'offre aucun moyen autre que la persuasion. Mais s'il est impossible de forcer quelqu'un à démissionner, ne pourrait-on pas le suspendre et même le révoquer?

Ceci est autre chose, et nous ne manquons pas d'exemples de fabriciens suspendus d'abord par les préfets et révoqués ensuite par le ministre des cultes. Mais pour cela, il faut des motifs graves, des fautes entachant l'honneur du personnage, comme une condamnation à la prison pour vol.

En dehors de ces cas, la loi n'a pas prévu des motifs d'expulsion; c'est pourquoi, lorsqu'un citoyen a été légalement et régulièrement élu membre d'un conseil de fabrique, et qu'il ne s'est point rendu indigne par quelque faute infamante, il ne reste qu'un moyen, celui d'obtenir sa démission ou d'attendre l'expiration de son mandat.

Toutefois, nous admettons des circonstances qui, sans être écrites dans la loi, n'en justifieraient pas moins, au refus obstiné d'une démission, la suspension temporaire et même la révocation d'un fabricien, par exemple, s'il devenait sourd, aveugle, paralysé ou fou. Ceci est d'ordre public. Un fabricien ne peut pas être mieux traité qu'un grand fonctionnaire de l'Etat, qu'un prêtre, qu'un évêque, qu'un pape même. Car si un pape venait à être frappé d'aliénation mentale, il deviendrait

tout au moins pape incertain et un concile pourrait le déposer et le remplacer.

Or, un fabricien est une espèce de fonctionnaire. Du jour où il est dans l'impossibilité matérielle de remplir sa fonction, l'administration supérieure a le pouvoir inné de le remplacer, si elle le juge nécessaire, ou simplement utile.

L'individu dont il s'agit ici se trouve-t-il dans ce cas? C'est notre avis. Quand les juristes répondent à cette question: « Un homme complètement illettré peut-il être fabricien », ils disent unanimement: non! et ils donnent pour raison que cet individu ne pourrait remplir son mandat, puisqu'il serait incapable d'être secrétaire du conseil ou secrétaire du bureau ou trésorier, de lire ou de signer les délibérations qui, aux termes de l'art. 9 et de l'art. 20 du décret du 30 décembre 1809, doivent être signés par les membres présents; par conséquent, l'élection d'un tel individu pourrait être déclarée nulle. Nous ne voyons pas pourquoi un homme devenu illettré par suite de maladie ou d'accident, — c'est le cas, — ne pourrait pas être évincé d'un conseil pour lequel il est devenu inhabile. Une révocation en pareille occurrence n'a rien d'odieux, pas même de désobligeant pour la personne qui en est l'objet.

Pratiquement que faire? — De deux choses l'une: ou bien le conseil est composé de telle sorte qu'une voix de plus ou de moins ne modifie et ne peut modifier en rien la majorité dans les délibérations ou les élections; dans ce cas, rien ne s'oppose à laisser notre pauvre malade tranquille jusqu'à la fin de son mandat; ou bien, cette voix peut être prépondérante, utile ou nécessaire, et alors nous ne balancerions pas à provoquer sa révocation. Dans cette dernière hypothèse, il appartient à l'évêque d'exposer la situation au préfet qui demande au ministre une révocation pure et simple. Nous ne doutons pas un instant que le ministre ne l'accorde, comme il accorderait certainement la révocation en bloc de tout un conseil qui se refuserait constamment à remplir sa mission.

VARIÉTÉS

Le Divorce

Le divorce reconnu par la loi civile, mais condamné par le droit divin et le droit ecclésiastique, ne peut être demandé en aucun cas, quand les époux sont unis par un mariage valide devant l'Eglise. Nous l'avons prouvé abondamment dans le cours de l'année 1886. Mais la passion l'emporte sur le devoir bien souvent, et l'on a déjà vu une foule de divorces. Bientôt beaucoup de prêtres se trouveront nécessairement en présence de personnes divorcées, soit que le repentir amène ces coupables à leurs pieds, soit qu'eux-mêmes soient appelés au chevet des mourants. La situation n'est pas des plus faciles à débrouiller: il y a le

scandale public à réparer, les occasions prochaines de péché à éviter, les droits de l'époux légitime à sauvegarder. La présence d'enfants légitimes et illégitimes impose aussi des devoirs de justice et de charité qu'il faut préciser. Nous soumettons aux lecteurs de l'*Ami du Clergé* quelques pensées sur ces questions délicates. Assurément le sujet demanderait des développements plus complets; mais il nous suffit de poser les principes généraux, en laissant à chacun le soin d'en tirer les conséquences suivant les cas particuliers.

Q. I. Quelle conduite doit tenir le curé envers les époux divorcés qui n'ont pas l'intention de contracter un second mariage civil ?

En demandant le divorce, celui des deux époux qui l'a fait, ou tous deux, s'ils ont agi d'un commun consentement, ont péché contre la défense de l'Eglise, puisque le Saint-Siège fait défendre aux fidèles de demander le divorce, en France, alors même qu'ils seraient dans la ferme résolution de ne pas contracter une autre union et qu'ils auraient des motifs assez graves pour le solliciter. Tel est en effet le sens de la décision de la S. Pénitencerie, du 5 janvier 1887. Une femme séparée de son mari *quoad habitationem* par une sentence du tribunal civil se voit refuser une place si elle ne fait pas prononcer le divorce. La S. Pénitencerie consultée lui fait répondre : « Mulieri penitenti, in casu, nihil aliud esse consulendum nisi ut a petendo divortio sub gravi se abstineat. »

Il peut y avoir aussi faute contre la justice en privant d'une manière permanente l'une des parties de son droit strict à la cohabitation, ou bien en violant les droits des enfants issus de ce mariage. Supposé qu'il n'y ait point d'enfants et que la partie coupable ait commis une faute qui donne lieu à une séparation perpétuelle, la justice ne serait pas violée. Il y aurait cependant encore deux autres fautes qui participent à la nature du sacrilège : un attentat contre le sacrement de mariage et un attentat contre la juridiction ecclésiastique. La sentence qui prononce le divorce n'atteint pas, il est vrai, le lien matrimonial, comme le blasphème n'atteint pas Dieu, mais elle n'est pas moins une insulte contre le sacrement et elle rend coupable celui qui la provoque. De même si l'Eglise tolère qu'en certaines circonstances les juges forcés d'agir prononcent une sentence de divorce, comme cela se fait en Belgique, ou que les fidèles qui n'ont pas d'autres tribunaux, portent devant les juges civils les causes de séparation de corps, moyennant certaines réserves, nous n'avons vu nulle part qu'elle autorisât à saisir un tribunal civil d'une demande en divorce, lorsque le mariage est légitime.

Enfin il y aurait un péché de scandale public, résultant de la violation publique de ces lois ecclésiastiques et pouvant entraîner de graves conséquences par rapport au bien général. Il est à

craindre, en effet, que ces dangereux exemples ne soient suivis au grand détriment de la morale publique.

Quelles sont, en présence de ces différentes fautes, les obligations des divorcés, et quelle conduite le confesseur doit-il tenir avec eux ? Le moyen le plus efficace de réparer le mal est une réconciliation sanctionnée légalement par un nouveau mariage civil. Cet acte est requis, non pas au point de vue de la validité du mariage, qui n'a jamais été atteinte, mais pour assurer d'une manière persévérante les effets civils du mariage : *Au cas de réunion des époux, dit la loi, une nouvelle célébration du mariage sera nécessaire.* Art. 295.

Le confesseur est en droit d'imposer cette réconciliation à la partie dont la faute a donné lieu à une demande en divorce, si toute-fois l'autre partie y consent. Lorsque la sentence de divorce est basée sur l'adultère, la partie innocente n'est pas tenue à accepter la réconciliation, parce que ce crime autorise au point de vue ecclésiastique une séparation perpétuelle *quoad torum et habitationem*. Dans les autres cas, le bien des enfants, s'il y en a, obligera *ordinairement* la partie innocente à accepter la réconciliation proposée. Il peut cependant y avoir des causes graves qui justifient, au point de vue la conscience, le refus de toute réconciliation.

Lorsque, pour des raisons justes, la réconciliation n'a pas pu se faire, si les époux veulent fréquenter les sacrements, ils devront d'abord réparer le scandale en faisant connaître publiquement qu'ils ont regret d'avoir violé les lois de l'Eglise, et qu'il ne tient pas eux de se réconcilier ou qu'ils ont de justes motifs de refuser la réconciliation.

Q. II. Quelle conduite à tenir envers ceux qui ont contracté une seconde union après le divorce ?

Ces personnes sont déjà coupables des mêmes fautes que celles dont nous avons parlé dans la question précédente. En outre on doit les regarder comme suspectes d'hérésie; tenter un nouveau mariage du vivant de l'autre partie fait naître, en effet, le soupçon d'hérésie. Ce sont aussi des pécheurs publics, au sens canonique du mot, puisqu'ils sont publiquement dans l'état de l'adultère. Nous examinerons quels sont leurs devoirs par rapport à la cohabitation, par rapport à la réparation due aux enfants légitimes.

§ I. LA COHABITATION.

Nous ferons deux suppositions : 1^o celle où l'union illégitime est connue ou bien le sera bientôt; 2^o celle où elle n'est pas connue et ne court aucun danger de l'être.

1^{re} HYPOTHÈSE : *Celle où l'union illégitime est connue ou le sera bientôt.*

I. Si les deux personnes, d'un commun consen-

tement, demandent à rentrer dans leurs devoirs, elle devront se séparer et obtenir si possible une sentence de divorce. Ce cas sera rare; ordinairement une seule personne voudra revenir à résipiscence, tandis que l'autre persévérera dans sa mauvaise volonté.

II. Nous supposons que la femme seule ait regret de sa faute. Que devra-t-elle faire ?

Tout d'abord il lui est interdit de demander et même de rendre le devoir conjugal, sous aucun prétexte, quels que soient les dangers qui la menacent. On s'est demandé si une femme était obligée de s'exposer à la mort plutôt que de se laisser violer. Un certain nombre de théologiens ont répondu négativement, par ce motif qu'il n'y avait de sa part qu'une coopération matérielle, excusée par le péril de la mort. S. Alphonse de Liguori reconnaît que cette opinion, considérée spéculativement, ne manque pas de probabilité; mais il enseigne qu'on devrait conseiller en pratique l'opinion contraire, parce qu'il y a un péril imminent de consentement dans cette manière d'agir¹.

La fuite, bien qu'elle ne soit pas autorisée par la loi, lui fournit un moyen de se soustraire au danger du péché. Le mari assurément peut obtenir, même par la force armée, qu'elle soit ramenée au domicile conjugal. Alors revient pour elle l'obligation de refuser le devoir conjugal.

Ce refus est regardé par la loi comme une grave injure, et il fournit au mari un motif légal pour demander le divorce. L'aveu de la femme suffit comme preuve. Ce serait une solution tout-à-fait licite pour tous et comme elle permet à la femme d'éviter l'occasion de pécher, elle autorise aussi le confesseur à l'admettre aux sacrements.

Si le mari ne demande pas le divorce, la femme ne peut pas provoquer elle-même les causes qui l'autoriseraient à le demander, parce que ces causes consistant dans un fait peccamineux, elle se rendrait coupable en y excitant l'autre partie. Mais comme le refus de rendre le devoir conjugal amènera assez souvent des excès et des sévices de la part de l'autre partie, elle devra en profiter pour intenter une action en divorce. La loi l'autorisant à quitter le domicile conjugal dès le commencement de l'instance, elle devra en profiter pour se soustraire au danger du péché.

« Lorsque la demande en divorce aura été formée pour cause d'excès, de sévices et d'injures graves, encore quelle soit bien établie, les juges pourront ne pas admettre immédiatement le divorce. Dans ce cas, avant de faire droit, ils autoriseront la femme à quitter la compagnie de son mari, sans être tenue de le recevoir, si elle ne juge à propos; et ils condamneront le mari à lui payer une pension alimentaire proportionnée à ses facultés, si la femme n'a pas elle-même des revenus suffisants pour fournir à ses besoins. » Art. 259.

« La femme demanderesse ou défenderesse en divorce pourra quitter le domicile du mari pendant la poursuite et demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari; le tribunal indiquera la maison dans laquelle la femme sera tenue de résider, et fixera, s'il y a lieu, la provision alimentaire que le mari sera obligé de lui payer. » Art. 268.

« Le droit de la femme, dit à ce sujet le *Manuel formulaire du divorce*, nous paraît tellement certain qu'en cas d'urgence nous pensons qu'elle pourrait l'exercer même avant que le lieu de sa résidence soit désigné. Le droit reconnu à la femme demanderesse par notre article de quitter le domicile commun contient implicitement le droit d'emporter ses effets, hardes et objets à l'usage journalier¹. »

A l'article de la mort, pour pouvoir être admise aux sacrements, la femme devrait faire constater par témoins son repentir pour le scandale donné et l'impossibilité où elle se trouve de quitter le domicile conjugal.

En résumé, la femme ne peut-être admise publiquement aux sacrements, excepté à l'article de la mort, qu'après une séparation de domicile réelle, légale ou de fait seulement. Si la séparation de domicile est impossible, et que le confesseur ait la certitude morale qu'elle ne succombera pas dans l'occasion prochaine nécessaire où elle se trouve, il pourra et il devra même lui donner l'absolution, mais il ne pourra pas lui permettre la réception publique de l'Eucharistie, à cause du scandale qui pourrait en résulter.

III. Si c'est le mari qui désire sortir de l'état de concubinage, contre le gré de la femme, il doit d'abord s'interdire tous rapports coupables avec elle. Pour faire cesser le scandale public, il doit tendre à une séparation légale par le divorce, s'il y a quelque motif pour le demander, sinon il devra quitter le domicile conjugal, afin de procéder au moins à une séparation de fait.

La femme ne peut pas, il est vrai, l'obliger à revenir; mais elle peut légalement le faire admettre au domicile nouveau. Dans le cas où la femme ferait cette démarche, ou bien dans le cas où, le mari ne pouvant quitter son domicile, par exemple à l'article de la mort, la femme refuserait d'obtempérer à l'injonction qui lui serait faite de se retirer, comme le mari est dépourvu de tout moyen légal pour l'obliger à s'éloigner, on ne pourrait lui refuser l'absolution et les sacrements, s'il a réellement regret de la faute et s'il prend la précaution de réparer le scandale. A l'impossible nul n'est tenu, en effet; mais il y aurait lieu à faire constater publiquement cette impossibilité pour satisfaire aux exigences du bien public et éloigner le scandale. Il faudrait aussi, à l'article de la mort, faire demander pardon par un intermédiaire à l'épouse légitime et éloigner au

¹ Lib. III, n° 368.

¹ 3^e édition, p. 259 et 260.

moins de la chambre du malade la femme illégitime.

Telles sont les règles que l'on doit suivre dans le cas où l'irrégularité de la position est connue du public. On agira de la même manière dans le cas où cette irrégularité n'étant pas encore connue, devrait l'être bientôt. Les motifs sont les mêmes.

2^{me} HYPOTHÈSE : Celle où l'on ne connaît pas et l'on ne peut connaître l'irrégularité de la position des conjoints.

I. S'ils peuvent se séparer sans infamie, ils sont tenus à le faire, parce qu'ils sont dans une occasion prochaine de péché. Mais s'ils ne peuvent se séparer sans infamie, comme cela arrivera le plus souvent, étant donné qu'ils soient disposés l'un et l'autre à garder la chasteté, on peut leur permettre de vivre sous le même toit et les admettre à la réception des sacrements. Ils seront encore dans l'occasion de péché, mais comme elle est nécessaire et qu'ils sont disposés à prendre les moyens qui leur seront prescrits pour l'éviter, on doit espérer que Dieu leur donnera les grâces suffisantes pour se soutenir.

II. Si l'un des deux est seul disposé à garder la chasteté et que sa résolution soit attaquée par l'autre conjoint, il se trouve alors dans une occasion prochaine et moralement nécessaire du péché, jointe à un péril imminent de tous les instants.

Le confesseur ne peut pas exiger la séparation tout d'abord : il proposera les moyens conseillés par la prudence pour aider cette personne à éviter le mal. Si ces moyens ne sont pas employés, ou bien s'ils ne produisent aucun résultat, le confesseur pourra être amené à exiger une séparation, quelque difficile qu'elle paraisse. Quand devra-t-il en arriver à cette extrémité rigoureuse ? Il est difficile de le préciser, parce qu'il s'agit d'appliquer les règles tout-à-fait compliquées et fort discutées relativement à l'occasion nécessaire.

(A suivre).

COURRIER DE L'UTILE

LE DIABÈTE SUCRÉ ET LA MIXTURE ANTIDIABÉTIQUE DE PH. MARTIN

Je publiais, il y a un an, dans l'*Ami du Clergé* du 49 août 1886, une petite étude sur la terrible maladie du *diabète sucré*, si fréquente parmi les hommes d'étude et le clergé (Durand Fardel, relevant la profession des diabétiques, trouve que les prêtres y figurent dans l'effrayante proportion de 10 pour cent).

Et j'indiquais un nouveau traitement contre cette affection, à laquelle on n'avait efficacement opposé jusqu'ici que cette prescription de régime : suppression aussi radicale que possible des aliments féculents et sucrés.

Du nouveau traitement, voici ce que je disais et ce que je crois bon de répéter :

« *Nouveau traitement.* — Le nouveau traitement consiste dans l'usage de la *mixture antidiabétique* de Ph. Martin, pharmacien à Sarlat (Dordogne). Cet honorable pharmacien, sans faire les réclames qui sont la spécialité de ses collègues, a, paraît-il, radicalement guéri de nombreux diabétiques dans sa région. J'en ai entendu parler, pour la première fois, au hasard d'une conversation, par M. Henri Lasserre : il citait une personne déjà atteinte de gangrènes qui avait été sauvée et débarrassée de son diabète par l'emploi du nouveau traitement. J'ai vu cette personne qui m'a confirmé le fait. Un malade qui me tient de près suit ce nouveau traitement depuis quelques semaines et y a déjà trouvé une notable amélioration de son état.

« C'est de ces faits que m'est venue la pensée d'écrire à M. Ph. Martin pour avoir quelques renseignements et les communiquer à mes lecteurs qui, en trop grand nombre hélas ! pourront peut-être en profiter. Et voici la réponse que j'ai reçue :

« Le traitement du diabète consiste à prendre « deux cuillerées le matin et deux cuillerées le « soir, immédiatement avant le repas, de ma « *mixture antidiabétique*. Quant au régime, je « laisse au malade le soin de se conduire lui-même : il peut à sa volonté manger du gras ou « du maigre, des féculents ou non, en un mot « selon son goût et son appétit. Ce traitement « diffère donc entièrement du traitement générale- « ment prescrit. En effet, les eaux de Vichy, le « bicarbonate de soude, la glicérine et autres « panacées aussi inutiles qu'inefficaces, sont sup- « primés. Le régime sévère auquel sont astreints « les diabétiques, régime qui produit toujours le « découragement et le dégoût, et que je considère « non-seulement comme inutile, mais comme nui- « sible, est également supprimé. Pour arriver à « la guérison radicale, il faut de 8 à 10 bouteilles « de *mixture*. Le prix de la bouteille est de 15 fr. « J'expédie par 5 ou 10 bouteilles franco de port « et d'emballage, ou par deux bouteilles avec em- « ballage et port à la charge du destinataire. J'ai « de nombreuses cures parmi les ecclésiastiques, « je pourrais donc donner les meilleures réfé- « rences. »

« Quelle est la composition chimique de cette mixture ? je l'ignore ; mais l'analyse peut l'indiquer. Et ignorât-on la nature d'un remède, si l'on en perçoit les bons effets, c'est bien le plus important. »

Immédiatement après que j'avais publié ces quelques mots, et souvent depuis, nombre de malades m'ont écrit, quelques-uns même de Vichy, où ils faisaient une cure, pour me demander si j'avais véritablement foi, et foi raisonnée, en la *mixture antidiabétique* Martin.

« Si cette mixture est efficace, me disaient-ils, nous en ferons avec empressement la dépense ; mais s'il y avait doute, nous hésiterions à faire

un débours relativement élevé pour un résultat problématique. »

J'ai répondu que je ne pouvais rien ajouter encore à ce que j'avais dit; mais que je suivais les effets de la mixture sur un malade qui me tient de près, et que s'ils étaient réels, je les publierais.

Aujourd'hui je me fais un devoir et un plaisir d'être plus explicite et plus catégorique.

Oui, les résultats de la mixture Martin sont bien réels : *experto credo Roberto*.

Mon malade vient de terminer sa septième bouteille : et s'il n'est pas encore radicalement guéri, son état s'est du moins sensiblement amélioré; diminution du sucre dans une égale quantité d'urine : 50 0/0; diminution de la quantité journalière des urines : 75 0/0; empatement de la bouche et soif permanente supprimés; vigueur ordinaire revenue: voilà les résultats obtenus.

J'ajoute que mon malade, sans faire abus des mets féculents et sucrés, en a repris l'usage modéré depuis plusieurs mois, et cela sans en souffrir, sans rechute. Pas un seul jour de cet été, il ne s'est privé de fruits à son dessert. Aussi se fait-il l'apôtre du remède qui l'a si grandement soulagé, qui l'a débarrassé de sujétions fatigantes, et dont il attend, fermement, après un usage plus prolongé, sa définitive guérison.

C'est donc, après constatation *de visu*, après expérience personnelle, que je conseille sérieusement et instamment, à tous les diabétiques, l'usage de la *mixture antidiabétique* de Ph. Martin, pharmacien à Sarlat (Dordogne).

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. — Pourriez-vous m'indiquer comment on procède pour bronzer les bas-reliefs, médaillons, statuettes etc., en plâtre. Ma pauvre église n'a qu'un modeste Chemin de croix en plâtre, auquel le bronzage, si je pouvais le faire moi-même, donnerait plus de relief ?

R. — Voici le moyen le plus commode et le plus élémentaire :

Se procurer de la poudre à bronzer, — comme on en trouve de toute préparée dans le commerce, — (blanc, argent, or ou de couleur).

Le plâtre est d'abord enduit de deux ou trois couches de colle de Flandre, dissoute dans de l'eau, au bain-marie, puis de deux couches d'un vernis à la gomme laque.

On laisse sécher chaque couche, avant d'en passer une nouvelle.

Par dessus, on applique, comme mordant, une dernière couche d'huile de lin cuite, épaisse, — et aussitôt on bronze, en y répandant très uniformément la poudre à bronzer.

Il est bon, pour le faire sécher, de placer l'objet bronzé à la chaleur modérée d'une étuve; — en tous cas, à l'abris de la poussière.

..

Q. — La température sénégalienne que nous subissons a singulièrement favorisé la multiplication des guêpes, qui font subir à mes treilles de déplorables

ravages. Connaissez-vous un moyen suffisamment efficace pour les détruire en masse ou au moins les éloigner ?

R. — On ne peut les détruire en masse qu'en les attaquant dans leurs nids.

Dès qu'on les a découverts, on prend ses dispositions. Il convient de s'assurer, d'abord, que le nid proprement dit, — c'est-à-dire le point même où a lieu l'agglomération des frelons ou des guêpes, — n'est pas éloigné de l'entrée apparente; car il est essentiel d'atteindre les insectes, sans quoi il serait indispensable de recommencer l'opération.

Celle-ci consiste, — le soir, à l'entrée de la nuit, ou le matin, avant le lever du soleil, — à verser dans chaque nid la quantité d'un verre ordinaire d'huile de pétrole (non d'essence). Cela fait, on bouche le trou avec de la terre, — qu'on tasse fortement à l'aide d'une bêche ou du talon.

Ce mode de destruction est infaillible.

..

Q. — Je viens, par suite de mon changement, de subir les déménagements, qui m'ont cassé une excellente pendule montée en marbre : j'ai pu recoller les morceaux cassés; mais plusieurs éclats sont perdus, et je ne sais s'il y aurait moyen de les remplacer ?

R. — La composition suivante est employée avec succès : Faites une pâte épaisse de 9 onces de résine pulvérisée et d'huile de lin, liquéfiez au feu, laissez refroidir un peu et versez dans une dissolution chaude d'une livre de colle forte fondue avec très peu d'eau. Agitez le mélange, puis ajoutez du blanc d'Espagne tamisé, en manipulant le tout jusqu'à ce que vous obteniez une pâte bien ferme comme du levain. Mettez en pains et laissez refroidir. Au moment de l'emploi, faites chauffer cette composition suffisamment pour l'amollir, et appliquez comme du mastic en donnant la forme voulue. Une fois refroidie, adoucissez les surfaces en les grattant avec un morceau de verre. Il ne reste plus qu'à donner la nuance ou la couleur du marbre réparé. Cette préparation ne s'altère pas.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 31 augusti 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DES SEPT DOULEURS : LE CHEMIN
DE LA CROIX

Sancta Mater istud agas,
Crucifigi fige plagas,
Cordi meo valide.

(Ex lit. Cath.)

La très-sainte Vierge a eu dans l'œuvre de la rédemption une part aussi grande qu'il peut convenir à une créature. Après le Sauveur, et en union avec lui, c'est elle qui a souffert le plus efficacement et le plus douloureusement pour notre rachat, au point qu'elle est honorée avec raison du titre de *Corédemptrice* du genre humain. C'est elle qui a été la plus sainte des créatures, c'est elle qui a le plus aimé le Verbe incarné, c'est elle aussi qui a le plus participé à ses douleurs. Elle a enduré un martyre ineffable, un martyre plus atroce que celui de tous les témoins du Christ, un martyre de tous les instants, un martyre qui fut sans adoucissement. En effet, ce qui consolait les saints au milieu de leurs tribulations, c'était l'amour de Jésus; ce qui déchirait le cœur de Marie, au contraire, c'était précisément l'amour de Jésus. Plus elle l'aimait, plus elle était torturée de le voir souffrir; plus elle appréhendait les peines qui devaient, comme un déluge affreux, fondre sur lui; plus elle gémissait de penser que ses souffrances seraient infructueuses pour un grand nombre d'âmes.

Le glaive de douleur, prédit par le vieillard Siméon, ne cessait de lui faire sentir sa pointe acérée; mais il la perça avec un redoublement de cruauté en sept circonstances, savoir: à la présentation, à la fuite en Egypte, dans les trois jours d'absence à Jérusalem, dans la rencontre douloureuse du chemin du Calvaire, au crucifiement, à la descente de croix, et à la sépulture de Notre-Seigneur. L'Eglise, en ce jour, a pour but de nous porter à aimer davantage la T.-Ste Vierge en nous rappelant les amères douleurs qu'elle a endurées pour nous; elle veut nous exciter à compatir à ses tribulations en pleurant sur ses peines qui furent les peines de Jésus souffrant et mourant pour nos péchés; elle désire nous voir entrer dans des sentiments de pénitence pour les nombreuses offenses dont nous nous sommes rendus coupables. O Marie, je vous le répète, faites-nous-en la grâce, gravez profondément dans nos cœurs le souvenir des souffrances de Jésus, *sancta Mater istud agas, crucifigi fige plagas, cordi meo valide!* Donnez-nous de méditer à votre imitation, sur la Passion de votre divin Fils et de n'en perdre jamais la mémoire! Chrétiens, pour vous faire entrer dans ces sentiments, je vous parlerai d'une salutaire pratique qui a été si chère au cœur de la sainte Vierge, je veux dire du chemin de la croix. Si j'ai le bonheur de me faire bien comprendre, j'espère que vous passerez saintement et fructueusement la fête des sept dou-

leurs, que vous aimerez davantage Jésus et Marie, que vous fuirez le péché et pratiquerez la vertu avec un zèle plus ardent et un nouveau courage. Ainsi donc, la dévotion du chemin de la croix, pratique de piété aussi salutaire qu'autorisée: tel est l'objet de ce discours.

I

On peut dire que cette dévotion est aussi ancienne que le christianisme. La première qui l'a pratiquée, c'est Marie. Après l'Ascension, le besoin de son cœur était de parcourir souvent, en la vénérant, en l'arrosant de ses pleurs, la voie douloureuse que son divin Fils avait parcourue et trempée de ses sueurs, de ses larmes et de son sang. Les apôtres et les premiers chrétiens faisaient avec amour le même sanglant pèlerinage. Quels sentiments ils devaient éprouver dans leurs cœurs quand ils se disaient: Ici le Sauveur a été condamné à mort, ici il a été chargé de l'instrument de son supplice, ici il a succombé sous le faix de sa croix, ici il a été crucifié, ici il est mort, ici il a été mis au tombeau! L'affluence était telle, même au milieu des persécutions des premiers temps, que l'ennemi du genre humain poussa l'empereur Adrien à élever aux divinités du paganisme un temple et des statues à la place même où se terminait le chemin de la croix.

La profanation dura cent quatre-vingts ans. Constantin, converti, monte enfin sur le trône; le pèlerinage au lieu saint recommence avec un nouvel élan; avec un nouvel élan on vient parcourir les stations de la voie douloureuse. « On accourt ici de partout, écrivait S. Jérôme à Paulin; la ville est pleine d'hommes venus de tous les points de la terre. » Il écrivait encore à Marcella « qu'il serait trop long de dire le nombre d'évêques, de martyrs, de savants dans les divines Ecritures, venus à Jérusalem dans la pensée qu'ils auraient moins de religion et moins de science, qu'il leur serait impossible de parvenir au sommet de la vertu, s'ils n'adoraient le Christ dans les lieux mêmes où le premier Evangile descendit de la croix. Tout ce qu'il y a de noble dans les Gaules accourt ici. Le Breton, à peine converti, abandonne son île et son froid soleil pour chercher ces lieux qu'il ne connaît que par la renommée et la relation des saintes Ecritures. Parlerai-je des Arméniens, des Perses, des Indiens, des Ethiopiens, de l'Egypte si fertile en monastères, du Pont, de la Cappadoce, de la Cœlésyrie, de la Mésopotamie et de tous les peuples de l'Orient? Et ces multitudes de Pèlerins, ajoute le saint docteur, viennent verser des larmes sur le tombeau du Sauveur, couvrir de baisers le bois de la croix, et, sur le mont des Oliviers, s'élever en esprit vers le ciel, où Notre-Seigneur les a précédés dans sa triomphale ascension. »

Les temps deviennent mauvais; les Musulmans s'emparent de la Palestine, la piété des fidèles est entravée; ils ne peuvent plus adorer là où J.-C. a souffert et est mort que rarement et au prix de

mille dangers. L'Europe catholique se lève, les croisades sont organisées, les pieux chevaliers du Christ, vainqueurs de l'islamisme, le 14 juillet 1099, entrent à Jérusalem, et la première préoccupation de Godefroy de Bouillon, leur chef, est de parcourir la voie douloureuse à la tête de ses nobles guerriers. Hélas ! l'ère de la liberté ne dure pas longtemps ; la Palestine retombe de nouveau sous le joug de Mahomet ; mais les cœurs chrétiens ne peuvent se détacher du souvenir du grand drame de la rédemption ; et, s'il leur est impossible de parcourir les lieux mêmes où il s'est déroulé, ils s'en feront des représentations sensibles. Voilà comment, avec la permission du St-Siège et sous l'influence des Franciscains, on fit partout dans les églises et chapelles, des croix et tableaux ou bas-reliefs, représentant les scènes touchantes qui s'étaient accomplies sur le vrai chemin du Calvaire, à Jérusalem ; et ils se plaisaient à les parcourir dans les sentiments de la piété la plus tendre et de la plus vive componction, avec les fruits les plus merveilleux de salut.

Faut-il s'étonner que ce saint exercice, qui ramène nos esprits et nos cœurs au dogme fondamental de la rédemption, ait été de la part des Souverains-Pontifes l'objet des recommandations les plus vives et des faveurs les plus signalées ? Après avoir encouragé depuis tant de siècles la visite des saints lieux, en y attachant d'amples indulgences, pouvaient-ils hésiter à enrichir des mêmes privilèges une dévotion devenue si utile par suite d'événements à jamais déplorables pour le monde chrétien ? Ces insignes privilèges, Innocent XI et Innocent XII les confèrent à toute la famille des religieux et des religieuses de S. François d'Assise. Benoît XIII les étend à tous les fidèles qui feront le Chemin de croix dans une église dépendant de cet ordre. Clément XII et Benoît XIV accordent aux Frères mineurs la faculté d'ériger les stations dans toutes les églises paroissiales, sans avoir égard à la distance des lieux, et même dans les chapelles dépendantes des paroisses, afin que tous les fidèles puissent profiter d'un si grand avantage. Pie VI n'en excepte pas les chapelles domestiques, ni même les moindres oratoires, pour mettre à la portée d'un plus grand nombre de chrétiens les grâces spirituelles attachées à cette sainte pratique. Enfin, malades, infirmes, tous ceux qu'un obstacle légitime empêche de faire le chemin de la croix, pourront, eux aussi, participer à un tel bienfait : grâce à la condescendance paternelle de Clément XIV et de Pie IX, un crucifix spécialement béni leur tiendra lieu des saintes stations. Il serait difficile d'indiquer une dévotion que les Papes se soient plu à favoriser davantage et à propager avec plus de zèle dans l'univers chrétien ¹. J'ai donc eu raison de dire que cette dévotion est excellemment autorisée, puisque la sainte Vierge l'a inaugurée elle-même, puisque de tout temps les fidèles, sous une forme

ou sous une autre, l'ont pratiquée, puisque les Souverains-Pontifes l'ont tant de fois confirmée. J'ai ajouté que c'est une dévotion éminemment salutaire : c'est ce qu'il me reste à exposer.

II

Et d'abord parce qu'elle est enrichie de beaucoup d'indulgences. D'après les brefs et les constitutions du Saint-Siège, ceux qui font le chemin de la croix, avec les dispositions convenables, gagnent toutes les indulgences accordées aux chrétiens qui visitent en personne les saints lieux de Jérusalem. Je ne saurais en donner l'exposé parce qu'elles sont trop considérables, et aussi parce que la sacrée Congrégation des Indulgences, pour de très sages motifs, défend au prédicateurs de prétendre les spécifier dans le détail. Il suffit de dire que les indulgences plénières et partielles des lieux saints sont très nombreuses ; et que les faveurs attachées au chemin de la croix sont les plus opulentes que les Souverains-Pontifes aient jamais accordées à aucun exercice de piété. De plus, ces indulgences sont applicables aux âmes du purgatoire. Quel trésor nous avons donc entre les mains pour expier nos fautes personnelles ! Quelles ressources immenses ne possédons-nous pas pour soulager, que dis-je ? pour faire tomber les chaînes d'une multitude de prisonnières de la justice divine ¹.

D'autre part, du fait même de la pratique du chemin de la croix, les âmes recueillent les grâces les plus considérables. Grâces de lumières et de bons sentiments, grâces de haine du péché et grâces d'amour de Dieu, grâces des plus beaux exemples de pénitence, de détachement, d'obéissance, d'humilité, de résignation, de dévouement et de générosité !

Comment dirai-je les éloges que les saints Docteurs ont prodigués à la méditation de la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ ? Un pieux solitaire priait Dieu de lui apprendre le moyen de l'aimer parfaitement : Dieu lui dit de méditer sur la Passion du Sauveur. « Qui veut, dit saint Bonaventure, croître toujours en vertu et en grâce, doit méditer sans cesse Jésus souffrant. » Saint Augustin ne craignit pas d'affirmer qu'une seule larme versée au souvenir de la Passion de Jésus vaut mieux qu'un pèlerinage à Jérusalem et une année de jeûne au pain et à l'eau. S. Thomas interrogeant saint Bonaventure, lui demandait où il avait puisé les trésors de science qui enrichissaient ses ouvrages, et le Docteur séraphique, montrant un crucifix, répondit : « Voilà mon

¹ Les conditions pour gagner les indulgences du chemin de la croix sont très faciles à remplir. Il faut et il suffit : 1° d'être en état de grâces ; 2° de parcourir les 14 stations tout d'un trait, sans en omettre aucune ; se lever par conséquent à chaque station, changer de place, et aller de l'une à l'autre, à moins qu'on ne le puisse pour cause d'infirmité, ou à raison de l'exiguïté du local et de la foule qui le remplit : dans ce cas, il suffit de faire quelque léger mouvement et de se tourner vers la station suivante ; 3° méditer sur la Passion. — La confession et la communion ne sont pas requises.

livre! C'était la traduction du mot de saint Paul disant : « qu'il ne voulait savoir autre chose que Jésus, et Jésus crucifié. » S. Jean de la Croix, S. Vincent Ferrier, S. Ignace, sainte Thérèse et tous les autres, trouvaient dans la méditation de la Passion la solution à tous leurs doutes, la réponse à toutes leurs difficultés, la consolation dans toutes leurs peines, la force dans toutes leurs tentations, l'encouragement dans tous les travaux qu'ils entreprenaient pour la gloire de Dieu et le salut du prochain.

Or, qu'est-ce l'exercice du chemin de la Croix, sinon une méditation, et une méditation particulièrement efficace, des souffrances de Notre-Seigneur? Méditation saisissante : les mystères de la Passion sont vivement représentés aux regards par la sculpture ou la peinture, et, dans l'exercice solennel de cette dévotion, l'âme est profondément émue par les lumières, par les chants, par le concours des fidèles et par les accents entraînants des ministres sacrés. Méditation complète : ce n'est plus seulement un fait isolé de l'œuvre de la rédemption qui est proposé à nos réflexions, mais le drame tout entier de cette tragédie sanglante où l'enfer et le ciel se livreront un combat acharné et décisif dans la personne de Jésus; nous voyons agir et souffrir le Sauveur mourant, et nous entendons ses dernières paroles qu'il nous lègue comme son suprême testament. Méditation admirablement variée : chaque scène nous est une leçon; chaque station est la page d'un beau livre dont la lecture est accessible à tous et qui est écrit, si je puis dire, avec le sang de Notre-Seigneur; nous entendons une voix qui nous dit successivement au cœur : qu'en offensant Dieu, nous avons mérité la mort et tous les châtiments qui l'accompagnent; qu'il nous faut porter notre croix, c'est-à-dire accepter de bon cœur l'épreuve pour l'expiation de nos péchés; qu'il faut savoir nous relever de nos fautes, par la pénitence; qu'il faut compatir aux outrages faits à Dieu, et pleurer du fond du cœur sur nos crimes et ceux de nos frères, si nous voulons échapper à la colère divine; qu'il faut nous détacher de nous-mêmes et fuir les occasions dangereuses; qu'il faut haïr souverainement le péché qui a si indignement torturé le Sauveur; qu'il faut pardonner à nos ennemis; qu'il s'agit de bien mourir; que Marie est notre avocate toute bonne et toute maternelle; qu'il faut respecter nos corps, tabernacles de l'Eucharistie et temples du Saint-Esprit; qu'il faut envisager les horreurs du trépas sans trop de crainte puisqu'un jour nos corps doivent ressusciter glorieux. Méditation enfin admirablement féconde : c'est dans l'exercice du chemin de la croix que la pénitence la plus solide prend naissance, que l'émulation la plus sainte est allumée dans les cœurs généreux qui brûlent de donner leur vie pour celui qui est mort pour eux. Oui, sur la route du Calvaire y fleurissent les belles vertus de componction, de patience, de confiance, de courage intrépide. Il est impossible de bien faire le che-

min de la croix sans devenir meilleur. S. Léonard de Port-Maurice, cet illustre Franciscain suscité par Dieu pour répandre cette dévotion et qui érigea plus de six cents calvaires, n'hésite pas à déclarer que la seule pratique du chemin de la Croix est suffisante pour sanctifier une paroisse.

Donc chrétiens, comme fruit de ce discours, estimez le chemin de la Croix, ayez à cœur d'en parcourir les stations. Faites-le souvent : si vous avez du temps libre, méditez plus longuement; si vous ne pouvez disposer que de quelques instants, contentez-vous d'un regard du cœur plein de tendresse et d'amour sur les souffrances du Sauveur, et, croyez-moi, d'immenses grâces vous seront accordées. Faites-le pieusement : empruntez au Cyrénéen, à la Véronique, aux filles de Jérusalem, à Joseph d'Arimathie, à Nicodème, leurs sentiments. Ouvrez vos âmes à la contrition, comme Marie Madeleine; à la charité, comme l'apôtre saint Jean. Pénétrez-vous surtout de la vive et tendre compassion de la Très-Sainte Vierge, *Sancta mater istud agas, crucifixi fige plagas, cordi meo valide!* Dites à Jésus, mais du fond de l'âme, comme un des grands dévots du chemin de la Croix, saint François de Sales : « O Jésus! le bien-aimé de mon âme, souffrez que je vous serre sur mon sein comme un bouquet de myrrhe; je vous promets que ma bouche, qui est heureuse de baiser votre sainte croix, s'abstiendra désormais de médisances, de murmures, de toute parole qui pourrait vous déplaire; que mes yeux, qui voient couler votre sang et vos larmes pour mes péchés, ne regarderont plus les vanités du monde, ni rien de ce qui expose à vous offenser; que mes oreilles, qui écoutent avec tant de consolation les sept paroles prononcées par vous sur la croix, ne prendront plus plaisir aux vaines louanges, aux conversations inutiles, aux paroles qui blessent le prochain; que mon esprit, après avoir étudié avec tant de goût le mystère de la croix, ne s'ouvrira plus aux pensées et imaginations vaines ou mauvaises; que ma volonté, soumise aux lois de la croix et à l'amour de Jésus crucifié, n'aura plus que charité pour mes frères; qu'enfin rien n'entrera dans mon cœur ou n'en sortira qu'avec la permission de la sainte Croix, dont je tracerai sur moi, avec vénération, le signe sacré à mon coucher et à mon lever, et parmi toutes les angoisses de la vie. Ainsi soit-il. »

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. DES RITES

Quelle leçon doit-on réciter le vendredi de la 4^e semaine d'octobre quand on aurait dû réciter les leçons du 5^e dimanche le jeudi précédent empêché par la fête de saint Simon et saint Jude? Que faire au mercredi des Quatre-Temps de l'Avent pour le dernier évangile quand il coïncide avec l'octave de l'Immaculée-Conception? C'est ce que décide le décret suivant :

NAMURGEN

Rmus Dnus Eduardus Josephus Belin, hodiernus Episcopus Namurensis, Sacrorum Rituum Congregationi sequentia dubia pro opportuna solutione humillime subiecit, nimirum :

DUBIUM I. Juxta Breviarii Rubricam Feriæ V hebdomadæ quartæ Octobris propriam, quando quatuor tantum hebdomadas habet October, historia Martyrii Machabæorum legi debet Feriis quinta, sexta et Sabbato hebdomadæ quartæ. Porro, si FERIA V occurrat Festum habens lectiones primi Nocturni proprias, uti hoc anno Festum Sanctorum Simonis et Judæ, quæritur : Quænam lectiones legi debeant FERIA VI, an Lectiones Dominicæ quintæ, an Lectiones Feriæ II ejusdem hebdomadæ quintæ Octobris ?

DUBIUM II. Octava Immaculatæ Conceptionis Beatæ Mariæ Virginis incidebat anno superiori in Feriam IV Quatuor Temporum Adventus; secundum Rubricam generalem, nona Lectio debet esse de Homilia Feriæ, sicut ultimum Evangelium Missæ. Porro hoc Evangelium idem est ac Evangelium Festi. Quid igitur agendum ?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii, omnibus in casu perpensis, ita propositis Dubiis rescribendum censuit, videlicet :

Ad I. *Affirmative ad primam partem; negative ad secundam.*

Ad II. *Detur decretum diei 16 septembris 1885 IN UNA ÆSINA.*

Atque ita rescripsit et declaravit die 17 januarii 1887.

D. CARD. BARTOLINIUS, *S. R. C. Præf.*

LAURENTIUS SALVATI, *S. R. C. Secretarius.*

Voici le texte du décret IN ÆSINA :

ÆSINA

Quum Editor Kalendarii dioceseos Æsinæ, et Cæremoniarius Episcopalis sequentium Dubiorum solutionem a S. Rituum Congregatione humillime exquisierint, nempe :

I. A. S. Rituum Congregatione, die 4 septembris 1773, IN UNA CONCHEN., in occurrentia Festi Sancti Eliæ Prophetæ cum Sabbato Quatuor Temporum Quadragesimæ, idem Evangelium habente ac illud Festi prædicti, decretum fuit de FERIA fieri debere commemorationem sine ejus Homilia pro nona lectione, non obstante dispositione Rubricæ particularis pro festo Expectationis Partus R. M. V. : unde quæritur an hoc ipsum servandum sit quando dies Octavæ Immac. Conceptionis ejusdem B. M. V. incidat in Feriam IV Quatuor Temporum Adventus, quæ pariter idem Evangelium habet ac illud Octavæ supradictæ ?

II. Quum Evangelium Missæ Immac. Conc. non contineat nisi exiguum partem Evangelii Feriæ IV Quatuor Temporum Adventus, quæritur : an, occurrente Octava Conceptionis in dicta FERIA, legi debeat in fine Missæ Evangelium Feriæ ?

III. An die Octava Immac. Conc. legi debeant in primo nocturno lectiones diei festi, vel de Scrip-

tura occurrente, quando eadem dies Octavæ non incidat in feriam Quatuor Temporum ?

Et Emi ac Rmi Patres Sacris tuendis Ritibus præpositi, in Ordinario Cœtu ad Quirinales Ædes hodierna die habito, audita relatione a subscripto Secretario facta, propositis Dubiis mature diligenterque perpensis, respondendum censuit :

Ad I. *Omittatur nona Lectio Homiliæ Feriæ Quatuor Temporum.*

Ad II. *Omittatur ultimum Evangelium.*

Ad III. *Provisum in Rubrica Officii Immaculatæ Conceptionis.*

Atque ita responderunt, et servari mandarunt, die 16^a septembris 1865.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je vous avais d'abord trouvé sévère relativement aux représentations scéniques auprès des reposoirs à la procession de la Fête-Dieu. Mais les textes que vous venez de citer me prouvent clairement que vous avez raison.

Maintenant que pensez-vous des représentations qui ont lieu le Jeudi-Saint en beaucoup d'églises ? Est-il permis, par exemple, de représenter Notre-Seigneur dans le sépulcre, entouré de la sainte Vierge, de soldats qui le gardent, etc. ?

R. — Ces représentations ne sont pas conformes à l'esprit de la liturgie. Nous avons déjà dit et démontré que le reposoir du Jeudi-Saint ne figure pas la sépulture de Notre-Seigneur Jésus-Christ, mais l'institution de la très-sainte Eucharistie. La Sacrée Congrégation des Rites vient de confirmer notre sentiment :

« An altare in quo feria V Majoris Hebdomadæ publicæ adorationi exponitur, Augustissimum sacramentum, licet in capsâ reconditum, sit representativum sepulturæ Domini, an potius institutionis ejusdem Augustissimi sacramenti ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Negative ad primam partem : Affirmative ad secundam. » (Die XIV Maii 1887).

Le même jour, elle a défendu de représenter, le Jeudi-Saint, Notre-Seigneur au sépulcre, la très-sainte Vierge, saint Jean-Baptiste, Ste Marie Madeleine, etc.

Nous donnerons le texte complet de ces importants décrets dans un des plus prochains numéros.

Combien de réformes à faire, même dans les plus grandes églises ! Elles offriront peut-être quelques difficultés en certains endroits ; mais on peut les opérer en procédant avec sagesse.

Q. — Je me suis trouvé malade le Jeudi-Saint et je n'ai pu consacrer d'hostie pour le Vendredi-Saint. Je me suis servi d'une hostie qui avait été consacrée le Mardi-Saint. Certains confrères prétendent que je ne le pouvais pas. Qu'en pensez-vous ?

R. — Nous pensons aussi que vous ne le pouviez pas ; et aujourd'hui ce n'est plus seulement une opinion, c'est une certitude. En 1870, Mgr Poirier, évêque de Roseau, posa la question à la Sacrée Congrégation des Rites :

« ... Utrum hujusmodi parochus ægrotans in die Cœnæ Domini, qui ideo non potuit celebrare missam et consecrare Hostiam pro missa dicta præsanctificationum, possit pro hac functione uti hostia alio die præconsecrata, si melius se habens functionem in parasceve facere possit, propter concursus populi ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Negative. » (Die 20 Augusti 1870, n. 5453).

Q. — Les pénitents empêchés d'aller à Rome doivent-ils écrire ?

Il s'agit des cas réservés au Souverain-Pontife.

R. — On enseignait assez communément autrefois qu'un pénitent, tombé dans un cas réservé au Saint-Siège, ne pouvant aller personnellement à Rome, n'était pas tenu de recourir par lettre au Saint-Siège pour être absout ; que l'évêque, ou même le confesseur ordinaire pouvait, en ce cas, lui donner l'absolution : indirectement quant aux péchés réservés, et directement pour les autres, avec obligation pour le pénitent de se présenter au supérieur si l'empêchement est de courte durée ; directement avec obligation de se présenter au supérieur si l'empêchement est long sans être perpétuel, et que le péché réservé soit frappé de censure ; directement et sans obligation de se présenter au supérieur si l'empêchement est perpétuel. (Gury, de Pœnit. n. 575).

Toute cette doctrine est modifiée par un décret du saint Office du 30 juin 1886, publié dans notre n° du 23 septembre 1886 (p. 447).

De ce décret, il ressort que, « eu égard à la pratique de la S. Pénitencerie, surtout depuis la Constitution apostolique de Pie IX. de sainte mémoire, commençant par ces mots : « *Apostolica Sedis* », on ne peut plus « tenir avec sécurité l'opinion que les cas et censures réservés au Pape sont dévolus à l'évêque ou au simple confesseur quand l'empêchement est perpétuel ; et qu'il faut recourir au moins par lettre à la S. Pénitencerie pour en obtenir la faculté d'absoudre », « mais que dans les cas pressants, lorsqu'on ne peut, sans danger de grave scandale ou de perte de la réputation, différer l'absolution », le confesseur peut absoudre, « toutefois, sous peine de récidive dans les mêmes censures, si le pénitent ne recourt dans l'espace du mois au St-Siège par l'intermédiaire du confesseur. »

Telle est donc maintenant la règle à suivre : s'il n'y a pas urgence, différer l'absolution et demander des pouvoirs à Rome, à moins que l'évêque n'ait un indult spécial. S'il y a urgence d'absoudre, que le confesseur absolve ; mais qu'il recoure au Saint-Siège au nom du pénitent avant la fin du mois, autrement la censure revivrait.

Cette solution vaut même pour le cas spécialement admis (Cf. le décret précité).

Elle ne s'applique pas à l'absolution donnée à l'article de la mort (même décret, q. II). On doit se souvenir, toutefois, que la Constitution *Apostolica Sedis* exige le recours au Saint-Siège pour les péchés spécialement réservés, si le malade revient à la santé.

Q. — Permettez-moi de renouveler une question que j'ai déjà faite sans obtenir de réponse.

Un prêtre peut-il célébrer le St Sacrifice de la messe, s'il n'a personne pour lui répondre ?

R. — L'insistance que mettent nos vénérés confrères à renouveler cette question relative à la messe sans répondant ou sans servant, nous montre de plus en plus ce que nous ne savions déjà que trop bien, à savoir, que bon nombre de prêtres ne peuvent trouver de servant. Nous voudrions pouvoir entrer dans leurs vues, et leur dire qu'ils peuvent célébrer ces messes, appelées autrefois messes *solitaires*. Mais nous ne sommes pas législateurs et nous ne pouvons que faire connaître les lois de la sainte Eglise.

Or, ces lois sont formelles jusqu'à présent. Il faut un servant, sauf dans quelques cas exceptionnels prévus par les théologiens et canonistes.

Non seulement il faut un ministre. Il faut, en outre, que ce ministre soit du sexe masculin.

Toutefois, dans un cas de nécessité urgente, *urgente necessitate*, le prêtre pourrait se servir du ministère d'une femme, mais seulement pour les réponses. Dans ce cas, avant la messe, le célébrant disposerait toutes choses pour la plus grande commodité ; et pendant la messe, il transporterait lui-même le livre et verserait le vin et l'eau. La femme resterait absolument en dehors du sanctuaire. C'est bien la règle de l'Eglise, comme on le voit dans la réponse suivante de la Sacrée Congrégation des Rites, provoquée par le Chapitre de la cathédrale royale de Lucera :

« Potestne sacerdos, omnibus sibi prius commode dispositis, quæ ad sacrificium occurrere possunt, ne mulieres inserviant altari, uti ministerio tantum pro responsis. »

La Sacrée Congrégation répondit :

« Affirmative, urgente necessitate. » (27 août 1836, n. 4782, 10).

Cette réponse concerne tous ceux qui nous ont consultés sur ce point. Nous prions nos confrères de ne plus insister davantage. Si le Saint-Siège fait des concessions à raison des difficultés présentes, nous nous empresserons de les communiquer à nos lecteurs.

Q. — 1° Est-il prescrit, — ou seulement facultatif, — de voiler l'ostensoir dès lors qu'il ne renferme point la sainte Eucharistie : v. g. quand on le met sur l'autel, avant le *Salut* : — puis, ensuite, après la bénédiction, aussitôt que le Saint-Sacrement est rentré dans le tabernacle ? Donner des textes.

2° Y a-t-il une règle générale qui défende toute bénédiction du Saint-Sacrement, depuis le dimanche des Ra-

meaux inclusivement, jusqu'à Pâques : — ou bien, la chose est-elle laissée au seul *beneplicitum* de l'évêque ?

3^e Prière de vouloir bien citer un *texte*, en vertu duquel, pendant l'octave de la Fête-Dieu, on ne doit chanter, au Salut, que des hymnes ou des prières liturgiques en l'honneur de la sainte Eucharistie ?

R. — Ad I. Il n'est pas prescrit de voiler l'ostensoir, dès qu'il ne renferme plus la sainte Eucharistie.

Nous n'avons donc pas de textes à vous présenter. Mais la pratique que vous rappelez ne peut qu'édifier les fidèles en leur inspirant une plus grande vénération pour les choses saintes. Aussi est-elle suivie dans un certain nombre d'églises, et nous avons lu des liturgistes sérieux qui la conseillaient.

Ad II. Aucune règle générale ne défend de donner la bénédiction pendant la semaine Sainte. Nous savons qu'en pratique on le fait en beaucoup d'églises les trois premiers jours de la semaine Sainte. Quant aux autres jours, il importe de suivre l'esprit de l'Eglise ; or cet esprit se manifeste particulièrement dans les règles qu'elle a tracées pour l'Adoration perpétuelle du Très-Saint Sacrement. Rappelons-en quelques-unes.

Le Jeudi-Saint, l'exposition du Très-Saint Sacrement ne peut se faire que jusqu'au commencement de l'office ou de la messe solennelle. Après la messe, la sainte Réserve est portée au reposoir, et l'Adoration se fait d'une manière continue. Le soir on devrait omettre toute bénédiction du Très-Saint-Sacrement, car il n'en est question dans aucun livre liturgique. C'est donc en dehors des règles qu'on la donne en certaines églises, particulièrement en France.

Le Vendredi-Saint, l'Adoration du Très-Saint Sacrement doit se faire au reposoir ; il n'y en a pas d'autre.

En 1836, un religieux franciscain de la province de Trente avait adressé la question suivante à la Sacrée Congrégation des Rites :

« An reprobanda, ac proinde eliminanda sit consuetudo, Feria sexta in parasceve de sero in Ecclesiæ, et ad proprium altare cum luminaribus iterum collocandi Sanctissimum Eucharistiæ sacramentum ? »

La Sacrée Congrégation répondit que c'était un abus à éliminer :

« Abusum esse eliminandum. »

Il résulte de là qu'on ne doit pas, le vendredi soir, rapporter le Saint-Sacrement à l'autel ordinaire, ni illuminer cet autel, ni par conséquent donner la bénédiction du Très-Saint Sacrement.

Quant au Samedi-Saint, le Saint-Sacrement ne peut s'exposer qu'après la messe solennelle. Le reste se fait comme à l'ordinaire, et la bénédiction du Très-Saint Sacrement se donne le soir.

Ces diverses solutions peuvent guider MM. les curés pour les questions particulières qui n'auraient pas été tranchées par les rubriques ou les décrets.

Ad III. Nous ne connaissons pas ce texte. Mais

plusieurs liturgistes pensent que c'est l'esprit de l'Eglise. Il importe en effet d'attirer l'attention des fidèles sur l'adorable mystère que l'Eglise honore dans cette octave, et de n'exécuter aucun chant qui serait de nature à les en détourner.

Mais les règles de l'Eglise sont pleines de sagesse, et ordinairement ne sont pas absolues. Il peut y avoir des raisons assez graves pour en tempérer la rigueur.

Q. — Dans une église où la statue du Sacré-Cœur de Jésus est posée sur un piédestal, est-il anti-liturgique de placer en face, comme *pendant*, et aussi sur un piédestal, la statue du Sacré-Cœur de Marie ?

Beaucoup prétendent qu'il faut laisser le Sacré-Cœur *tout seul*. Pour nous, si la liturgie ne s'y opposait pas, nous voudrions placer ces deux statues en face l'une de l'autre ?

Donnez-moi, s'il vous plaît, une décision. Actuellement la statue est placée sur un piédestal devant le banc d'œuvre et en face de la chaire. La statue a 2^m10 et le piédestal 1^m70.

R. — Nous ne connaissons aucune décision de l'Eglise qui défende de placer ces deux statues en face l'une de l'autre.

Q. — Sa Sainteté Léon XIII a fait publier, en 1883, des nouvelles rubriques générales et spéciales du Bréviaire et du Missel romain.

Or, je trouve dans les rubriques spéciales, imprimées à Paris, chez F. Levé, imprimeur de l'archevêché, avec toutes les approbations requises, je trouve, dis-je, au 28 décembre, cette rubrique relative à la fête de saint Thomas de Cantorbéry : Si la fête de S. Thomas tombe le dimanche, on fait l'office du dimanche avec mémoire de S. Thomas, aux 1^{re} et 2^{es} vêpres, ainsi qu'à Laudes, avec la 9^e leçon, les Rois dans une, et le lundi on fait de l'octave de Noël, etc.

Tout cela est parfaitement logique et entièrement conforme aux nouvelles rubriques, qui ne permettent plus de transférer d'autres fêtes que celles des docteurs, ainsi que celles d'un rite supérieur. Cependant j'ai devant moi deux bréviaires, l'un de Malines, et l'autre de Tours, avec les nouvelles rubriques entièrement conformes à l'édition de Paris, excepté pour cette fête de saint Thomas de Cantorbéry, où l'on renvoie la fête de saint Thomas au lundi 30 décembre quand elle coïncide avec le dimanche. Y aurait-il eu un nouveau changement, depuis le mois de novembre 1883, date de l'approbation de Mgr le coadjuteur de Paris, ou bien les deux autres bréviaires, quoique de date plus récente, sont-ils fautifs ?

R. — L'édition approuvée par Mgr l'archevêque de Paris était exacte ; car la S. Congrégation des Rites avait appliqué le principal général, à savoir, que les fêtes semi-doubles empêchées ne se transfèrent plus, et ont simplement mémoire à Laudes et à vêpres, avec une neuvième leçon à Matines.

Mais peu après, cette nouvelle rubrique a été modifiée par une autre rubrique qui n'est, au fond, que la reproduction de l'ancienne rubrique. Et voilà pourquoi les récentes éditions de Tours et de Malines diffèrent de l'édition de Paris.

Le dimanche, dans l'octave de Noël, est le seul dimanche et le seul jour où les nouvelles rubriques n'ont pas leur application.

Q. — Le curé de X. donne l'extrême onction à un brave homme, son paroissien de droit et de fait depuis plusieurs années. Deux jours après il apprend par la voix publique que ledit paroissien a été enterré par le curé voisin de Z, qui est venu faire la levée du corps à la limite des deux paroisses, où l'on avait apporté le défunt. Le curé de X. se plaint et son confrère de Z. lui répond qu'il n'avait besoin d'*aucune autorisation* pour agir ainsi. Nos statuts diocésains sont muets sur la question de principe.

Tous les curés sont d'accord, je pense, pour épargner aux familles tout ce qui peut être pénible ou trop coûteux. Mais, dans le cas présent, il s'agit d'une famille chrétienne, en bons termes avec le curé de X., aussi bien qu'avec le curé de Z., et pour laquelle une démarche auprès du propre curé n'aurait eu rien de pénible, ni de bien gênant, puisque la distance est moindre de 2 kilomètres.

Je ne tiens qu'à la question de principe. Peut-on, ou ne peut-on pas enterrer *sans autorisation ni certificat d'aucune sorte* l'habitant d'une paroisse voisine qu'on vous apporte à l'entrée de la paroisse?

R. — Nous laissons de côté la question de droit par rapport au choix du lieu de sépulture et nous supposons que le paroissien de X. pouvait légitimement être inhumé à Z. Il nous reste à étudier la question du mode d'inhumation.

Lorsque la sépulture doit avoir lieu dans une paroisse voisine de celle où le défunt est décédé, ou dans une paroisse située à peu de distance, le droit trace un ordre de sépulture qui ne donne pas lieu à la délivrance d'un certificat de décès dans la communion de l'Eglise.

Le cadavre d'un défunt qui doit être inhumé dans une paroisse autre que celle où il est mort, qu'il s'agisse soit d'un étranger qu'il faut reconduire à son domicile, soit d'un habitant de la paroisse qui a choisi ailleurs sa sépulture, ne doit pas être emporté sans que le curé ait fait la levée du corps. Lui seul peut porter l'étole dans cette circonstance, bénir le corps, et commencer l'antienne *Ecrutabunt*. C'est aussi à lui qu'appartient le droit d'accompagner le défunt jusqu'aux limites de la paroisse où doit avoir lieu la sépulture, lors même qu'il faudrait passer sur le territoire d'une autre paroisse.

Si le cadavre avait été porté dans l'église d'une paroisse autre que celle où il est mort, pour y attendre le moment de la sépulture (ce qui se fait dans quelques villes), ce serait encore au curé de la paroisse du décès, et non à celui de la paroisse où se trouve actuellement le défunt, à présider la levée du corps.

Le curé ne peut pas cependant exiger que le défunt soit porté à son église, soit pour une absoute, soit pour un office funèbre *présente corpore*. Le transport, d'après les lois générales, doit avoir lieu directement de la maison mortuaire à l'église qui fait les funérailles. Certaines coutumes locales autorisent des pratiques contraires; on doit les respecter si elles sont suffisamment prescrites, parce que la coutume a une grande valeur pour déterminer tout ce qui a trait aux funérailles.

La loi suppose que le défunt est accompagné par un prêtre qui le remet, à la limite de la pa-

roisse qui doit faire la sépulture, au curé de cette paroisse. Il n'est donc pas besoin de certificat; la présence du prêtre aux funérailles le remplace.

Si la levée du corps n'a pas lieu conformément à la loi, ou si, après la levée du corps, le clergé ne peut, à raison de la distance, accompagner le défunt jusqu'aux limites de la paroisse de sépulture, il faut au curé qui procède à la sépulture une attestation de la mort *in communione sanctæ matris Ecclesiæ* de celui qu'on va inhumer, et cette attestation doit être donnée par celui qui a dû faire l'enquête et qui aurait dû présider au commencement des funérailles. Comme c'est à lui, en règle ordinaire, à remettre le défunt entre les mains de l'autre curé, c'est à lui aussi à faire par écrit ce qu'il n'a pu faire de vive voix.

Q. — Vous soutenez, dans *L'Ami du clergé*, que le conopée est de rigueur. N'êtes-vous pas trop sévère? J'ai entendu de savants canonistes prétendre qu'il n'est pas obligatoire, 1^o parce que l'usage est contraire, même dans certaines cathédrales; 2^o parce que des auteurs sérieux affirment que l'on n'est pas tenu de s'en servir, au moins dans le cas où les tabernacles du Saint-Sacrement sont riches ou sculptés.

R. — Nous maintenons ce que nous avons dit, à savoir, que le conopée est obligatoire pour les tabernacles qui renferment le T.-S. Sacrement. Nous avons cité les livres liturgiques et plusieurs décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, qui sont très clairs. Que veut-on de plus?

On nous dit 1^o il y a une coutume contraire en beaucoup d'églises, même dans de grandes églises.

Cela est vrai, nous ne le nions pas. Mais cette coutume est-elle légitime? Voilà la question. Or nous, nous sommes convaincus qu'elle ne l'est pas, attendu qu'elle ne réunit pas les conditions d'une coutume légitime. Pour qu'une coutume soit légitime, il faut qu'elle soit louable et approuvée par l'autorité. Or ces deux conditions manquent absolument.

Et d'abord une coutume n'est pas louable si elle diminue le culte qui est dû aux choses saintes. Or c'est ce qui a lieu dans le cas présent, puisque le conopée a été prescrit par les livres liturgiques pour rehausser la dignité de la T.-S. Eucharistie, et pour exciter la dévotion des fidèles envers le plus auguste des sacrements.

Ensuite, cette coutume n'est pas approuvée ni même tolérée par le législateur, puisque la Sacrée Congrégation des Rites a plusieurs fois déclaré que le conopée est obligatoire. Or la Sacrée Congrégation des Rites a la même autorité que le Souverain-Pontife lui-même. Donc on lui doit obéissance.

On dit 2^o que l'on n'est pas obligé d'avoir un conopée, du moins lorsque le tabernacle du Saint-Sacrement est riche ou sculpté.

Cette objection est assez sérieuse, parce qu'elle émane en effet de certains auteurs sérieux, et que, dans le cas présent, la raison de convenance que

nous invoquions plus haut n'a plus autant de valeur, puisque l'on suppose que le tabernacle se distingue par l'art ou par la richesse de la matière.

Néanmoins, elle n'est pas admissible; d'abord parce que les livres liturgiques et les décrets sont absolus, ne faisant aucune distinction entre tabernacles riches et pauvres; ensuite et surtout parce que la Sacrée Congrégation des Rites, consultée précisément sur ce point, a déclaré que la richesse de la matière n'était pas une raison pour se dispenser de l'emploi du conopée.

Voici cette importante déclaration, qui est récente, et qui a été portée pour l'archidiocèse d'Auch :

« Auxitana,

« Quum Rev. D. P. de Salomon canonicus honorarius etc., de consensu sui Reverendissimi Archiepiscopi, a Sacra Rituum Congregatione insequentis dubii declarationem humillime postulaverit, nimirum : Utrum Tabernaculum Sanctissimi Sacramenti argento, auro, vel alia pretiosa materia confectum, eo ipso, a generali obligatione illud tegendi conopeo sit immune ?

« Sacra eadem Congregatio, audita sententia alterius ex Apostolicarum caeremoniarum Magistris, ad relationem infrascripti Secretarii sic scribendum censuit : Servetur præscriptum Ritualis Romani. Atque ita scripsit. Die 7 augusti 1880.

« Pro Eminentissimo ac Reverend. D. Card. Bartolini Præfecto.

« C. Cardinalis di Pietro, Episc. Cit. et Vellet,
†
Locus Sigilli.

« Plac. Ralli S. R. C. Secret. »

Comme on le voit, ce décret est très important, d'abord parce qu'il touche à une question pratique; ensuite parce qu'il est récent, 7 août 1880; enfin parce qu'il regarde spécialement la France.

Que M. le chanoine de Salomon veuille bien agréer nos remerciements pour la précieuse communication qu'il a eu l'obligeance de nous faire, ainsi que pour les félicitations qu'il veut bien nous adresser.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Quelles sont les obligations de l'usufruitier relativement à l'immeuble qu'il occupe ?

2^o L'usufruit du curé est-il régi par des lois spéciales ?

Je précise. Mon conseil municipal veut réparer la toiture de mon presbytère, et il a la prétention de me faire payer la main-d'œuvre, lui, devant fournir les matériaux de cette réparation.

Cette prétention est-elle fondée en droit ? — Il est un détail qu'il importe de faire remarquer. Quand je suis entré dans ce presbytère, la toiture n'a été nullement réparée, et elle était en ruine au moment de mon occupation : chose qu'il a été facile de constater. Est-ce que ce détail ne me dégage pas de mes obligations, dans l'hypothèse où elles existeraient ?

R. — Ad 1^m. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien; les grosses réparations sont à la charge du propriétaire. — On considère comme grosses réparations celles des gros murs et voûtes, le rétablissement des poutres et couvertures entières, celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. L'usufruitier est tenu de toutes les charges annuelles de l'héritage soumis à sa jouissance.

Ad 2^m. Bien qu'il y ait certains rapports entre l'usufruit ordinaire d'un objet mobilier, ou immobilier, et l'espèce d'usufruit dont jouit le curé vis-à-vis de son presbytère, il n'y a pas d'identité; et beaucoup de jurisconsultes refusent aux curés le titre d'usufruitiers pour leur donner celui d'usagers ou de locataires.

Selon nous, aucun de ces titres ne convient aux curés. Ils sont donc quelque chose *sui generis* participants un peu de toutes les situations et soumis bien souvent à des lois spéciales.

Pour ce qui concerne la question posée, l'art. 44 du décret du 30 décembre 1809, et l'art. 21 du décret du 6 novembre 1813 mettent les réparations locatives des églises à la charge des fabriques, et et celles des presbytères à la charge des curés. Les règles du droit commun relatives aux dégradations et réparations locatives à la charge des locataires et fermiers sont, dans presque toutes les paroisses, applicables aux curés et desservants.

La question serait donc de savoir si la réparation d'une couverture entière incombe ici à la commune qui est propriétaire, ou au curé considéré comme locataire, si les dégradations constatées sont le fait du curé ou non. On voit par le seul exposé du cas, combien il est important pour les curés de faire dresser un état des lieux lors de leur prise de possession. Si cela avait été fait en la circonstance, le curé n'aurait été tenu à rien, puisque la toiture était dans un état complet de délabrement. Heureusement pour lui que le délabrement a pu être constaté. Par conséquent le curé ne doit contribuer en rien à la réparation actuelle de la toiture presbytérale. L'usage, sous ce rapport, est d'accord avec l'article 1754 du Code civil, qui comprend dans les réparations locatives, les seules qui incombent aux curés, les réparations à faire aux pavés et aux carreaux quand ils sont cassés, aux âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes de cheminées, au récrépiment au bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre, aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure; aux portes, croisées, planches de cloison, gonds, targettes et serrures. Quant aux autres dégradations, il n'est tenu qu'à celles survenues par sa faute et par la faute des personnes de sa maison (art. 1735 du code civil).

VARIÉTÉS

Le Divorce

(Fin)

§ II. RÉPARATION DE JUSTICE DUE AUX ENFANTS LÉGITIMES.

Quelles sont les obligations de justice des parents divorcés qui ont contracté un second mariage, soit à l'égard de leurs enfants légitimes, soit à l'égard de leurs enfants illégitimes ?

Les enfants du second mariage, sont illégitimes devant le droit ecclésiastique et le droit divin, parce qu'ils sont issus de parents qui n'étaient pas unis par le sacrement de mariage. Les déclarations de la loi civile leur accordant la légitimité n'ont aucune valeur, parce que la loi civile est contraire ici au droit divin et au droit ecclésiastique, qui lui sont supérieurs.

Les parents ont cependant, en vertu du droit naturel, des devoirs à l'égard de ces enfants : ils sont obligés de leur fournir les aliments et le vêtement et de leur procurer une éducation qui leur permette de soutenir honnêtement leur existence. Les parents sont en effet cause volontaire et réfléchie de l'irrégularité de la situation de ces enfants : ils doivent en subir les conséquences.

Mais le droit civil vient s'interposer ici et réclamer pour ces enfants, outre l'éducation et les aliments, une part proportionnelle dans l'héritage paternel, de sorte que la part des enfants légitimes se trouve diminuée d'autant. Y a-t-il, dans cette attribution d'une portion de l'héritage aux enfants illégitimes, une violation des lois de la justice qui oblige à restitution ? Les parents sont-ils tenus en conscience à prendre des dispositions pour compenser les enfants légitimes de la diminution qu'ils subiront nécessairement au partage de l'héritage ?

Nous ne pensons pas, en se plaçant simplement au point de vue du droit strict et de la justice rigoureuse. Certainement nous ne reconnaissons aucune valeur à la loi civile qui admet les enfants issus du second mariage à partager l'héritage des parents au même titre que les enfants légitimes. Elle est immorale, parce qu'elle encourage l'adultère, et par conséquent elle n'a aucune valeur au point de vue de la conscience. Nous chercherons ailleurs un point d'appui pour notre démonstration.

Le partage de l'héritage paternel en portions égales entre les enfants n'est pas réclamé par le droit naturel. Celui-ci exige, il est vrai, que les parents pourvoient aux besoins de leurs enfants ; autrement la génération serait imparfaite, puisque l'enfant se trouverait dans l'impossibilité de se subvenir à lui-même ; mais il n'interdit pas au père de disposer à son gré de ses biens, lorsque ses enfants ont été mis en mesure de se suffire à eux-mêmes. Cette division est le fait de la loi ci-

vile et elle n'oblige en conscience qu'autant qu'on reconnaît un caractère obligatoire à la loi qui l'impose.

Carrière, il est vrai, se prononce pour l'obligation de cette loi au point de vue de la conscience, indépendamment de toute sentence juridique. Il est suivi par un grand nombre d'auteurs. Mais un grand nombre d'autres théologiens et de publicistes attaquent cette disposition de la loi, la disent contraire au bien public, et par conséquent nulle de plein droit au point de vue de la conscience, puisque l'objet d'une loi doit être bon.

« Theologis non paucis, dit Gury, videtur legem civilem non posse obligare parentes ad æqualitatem inter filios servandam. Itaque eos per se a culpa eximunt, si de cætero honestæ filiorum sustentationi sufficienter providerent, nec pravo fine moveantur ¹. »

Ce sentiment a été défendu par l'*Univers*, le *Monde*, les *Etudes des P. Jésuites*, le *Correspondant*, le *Journal de la Société de statistique de Paris*, le *Journal des Economistes*, l'*Economiste français*, la *Revue scientifique*, la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, etc. Parmi les particuliers, outre les jurisconsultes des Universités catholiques, on compte MM. de Bonald, Le Play, le P. Félix, Mgr Freppel, Ancel, Martel, Benoist-d'Azy, Mortimer-Ternaux, Paul Bethmont, Gellibert, des Seguins, Lambrecht, Lamfrey, Renan, About, etc. ².

Une opinion qui est suivie par un si grand nombre d'auteurs a un caractère évident de probabilité extrinsèque et on peut la suivre en conscience. Par conséquent, en s'appuyant sur cette opinion, le père pourra laisser ses enfants illégitimes bénéficier de son héritage, sans être tenu à restitution, parce qu'il ne viole pas un droit rigoureux de ses enfants légitimes.

Mais raisonnons dans l'hypothèse de l'opinion de Carrière, et admettons que le partage de l'héritage entre les enfants par portions égales, soit obligatoire en conscience et que les parents qui violent cette égalité soient tenus à restitution. Nous pensons encore que la restitution ne s'impose pas pour le cas qui nous occupe.

L'obligation du partage, dans l'hypothèse, repose uniquement sur la loi civile et sur l'intention du législateur ; par conséquent elle doit céder devant la preuve évidente d'une intention contraire. Or le législateur, en appelant au partage des biens les enfants issus d'un mariage de divorcés, montre évidemment que, pour ceux-là du moins, il abroge les dispositions primitives de la loi. Assurément cette dernière loi est nulle et n'impose pas aux parents l'obligation en conscience de faire aux enfants illégitimes le même sort qu'aux enfants légitimes, mais elle prouve du moins l'intention du législateur relativement à l'abrogation

¹ Gury, t. I, n. 827.

² Cf. Bonal, *Institutiones theologice*, t. VI, p. 315.

partielle de la loi du partage égal. Par conséquent sur ce point la liberté est rendue aux parents par la loi civile. Ils ne violent donc aucune loi en accordant une part de leur héritage aux enfants illégitimes.

Autre preuve. La loi laisse aux parents une partie disponible dont ils peuvent disposer à leur gré. Assez souvent la portion d'héritage ne représentera que cette quotité.

Enfin, les enfants illégitimes ont droit aux bénéfices apportés à la famille par le travail et les biens de leurs parents et par leur travail personnel, s'ils ont travaillé avant l'ouverture de la succession.

En nous appuyant sur toutes ces raisons, nous pensons qu'il n'y a pas obligation de restitution envers les enfants légitimes pour les parents divorcés qui ont admis les enfants issus d'un second mariage au partage de leur héritage, parce qu'ils n'ont violé aucun droit rigoureux.

Nous ne nions pas que les parents puissent être tenus à des indemnités à l'égard des enfants légitimes, mais c'est en vertu d'un autre principe. Par exemple si le divorce a causé aux enfants des torts considérables soit pour leur éducation, soit pour leur position ou leurs relations, celui des parents qui l'a demandé est tenu à les en dédommager en prenant sur la portion disponible.

En outre, la charité, le bon sens, le bien public, l'ordre moral, tout en un mot demande que les enfants adultérins, comme sont ceux dont nous parlons, ne soient pas mis sur le pied d'égalité avec les enfants légitimes. Les parents peuvent et doivent donc avantager ceux-ci dans la mesure du possible, sans qu'il y ait cependant pour eux obligation de restituer s'ils ne le font pas. Les enfants illégitimes peuvent recevoir la portion d'héritage qui leur advient, sans être obligés à restitution.

Q. III. *Quand un divorcé a contracté un mariage civil avec une personne libre, et que la mort de l'époux légitime lui rend sa liberté, peut-il contracter un mariage valide avec la personne qui lui est unie civilement?*

Le cas est le même, si quand le mariage civil a eu lieu entre deux divorcés devenus libres ensuite l'un et l'autre par la mort des époux légitimes.

Il y aura presque toujours entre ces personnes l'empêchement dirimant de crime. Cet empêchement de crime peut découler de deux sources : 1^o de l'adultère avec promesse de mariage, pour le cas où l'autre partie viendrait à mourir; 2^o de l'adultère avec tentative de mariage.

Pour que l'adultère produise un empêchement dirimant entre les deux personnes qui le commettent, il faut : a) qu'il soit vrai, c'est-à-dire que l'un ou l'autre des coupables soit lié par un mariage légitime; b) qu'il soit formel, c'est-à-dire que les deux coupables sachent qu'il y a adultère; c) qu'il soit consommé; d) qu'il y ait promesse où

tentative de mariage dans les conditions que nous allons énumérer.

Quant à la promesse, il faut : a) qu'elle soit réelle, selon l'opinion plus probable : une promesse fictive serait sans effet pour le cas; b) non conditionnelle, selon l'opinion plus probable, à moins que la condition ne se vérifie avant la mort de l'époux légitime, sans que la promesse ait été révoquée, parce qu'alors celle-ci deviendrait absolue; c) manifestée extérieurement et acceptée; « *communius tamen et probabilius non requiritur repromissio*, dit Scavini ¹; d) qu'elle ait été faite du vivant de l'époux légitime.

Pour la tentative de mariage, quand elle est unie à l'adultère, qu'il l'ait précédée ou suivie, peu importe pourvu qu'elle ait eu lieu du vivant de l'époux légitime, elle forme un empêchement dirimant absolument comme l'adultère uni à la promesse de mariage. Il n'est pas nécessaire que cette tentative ait lieu en présence du curé et des témoins; une tentative clandestine a le même effet.

« *Attentatio matrimonii*, dit Scavini, tunc, v. g., habetur, quando duo consci i matrimonii hic et nunc existentis, ante vel post adulterium, consensus emittunt de presenti et volunt haberi ut conjuges. Esto quod exterius omnia requisita observent, uti si fugerent, alibi domicilium sisterent, ac ibi coram decepto parochio contraherent. Eo in casu non solum nullum esset sic attentatum matrimonium ob impedimentum ligaminis; sed nullum quoque foret, si postea vellent illud revalidare, conjuge mortua, ob criminis videlicet impedimentum, quod modo exposuimus. — Quæ matrimonii attentatio non refert, sive ante sive post adulterium, sive coram parochio, sive etiam clandestine contingat ².

Le mariage civil contracté par les divorcés constitue-t-il cette tentative de mariage requise pour l'empêchement de crime? Il est certain qu'il ne produit pas l'empêchement d'honnêteté publique, soit qu'en le contractant les fidèles aient l'intention de ne faire qu'une cérémonie purement civile, soit qu'ils se proposent de contracter les fiançailles de futuro, soit enfin qu'ils aient l'intention, par ignorance ou en mépris de la loi ecclésiastique, de contracter mariage de presenti. Ainsi la décrété Léon XIII, le 17 mars 1879. Pour le cas qui nous occupe, il y aurait au moins doute, et il serait utile d'obtenir une dispense ad cautelam.

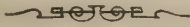
La dispense obtenue, en cas d'empêchement dirimant, il faut procéder à la célébration du mariage conformément aux prescriptions du concile de Trente. Si la position des conjoints est connue du public, il faut nécessairement un acte public pour réparer le scandale. Toutefois, même dans ce cas, on peut facilement obtenir de l'évêque diocésain une dispense de toute publication,

¹ De Matrimonio, n. 534.

² Scavini, l. c. not. 3.

s'ils éprouvent trop de répugnance à laisser proclamer les bans.

Si la position irrégulière n'est pas connue et qu'il n'y ait aucun danger qu'elle le soit, pour sauvegarder leur réputation, les conjoints ont deux moyens à leur disposition : ou bien obtenir, soit de leur curé, soit de leur évêque, la permission de contracter ailleurs, dans un pays où ils ne sont pas connus, ou bien encore contracter en présence du curé et de deux témoins qui s'obligent par serment à garder le secret. Dans l'un et l'autre cas, il faut recourir à l'Ordinaire pour obtenir une dispense de toute publication et un certificat d'état libre, et pour faire enregistrer l'acte de mariage dans les registres secrets de la chancellerie épiscopale. Comme il s'agit d'ailleurs d'une question fort délicate, on conçoit qu'un curé ne voudra pas la trancher de sa propre autorité et qu'il sera heureux de se faire tracer une règle de conduite pour mettre à l'abri sa responsabilité.



COURRIER DE L'UTILE

Il est encore souvent question, dans la campagne, des anciennes mesures dites toises, pieds, pouces, lignes, arpents, setiers, boisseaux, litrons, livres, onces, gros, grains etc.; et beaucoup, maintenant exclusivement habitués au système métrique, ne savent que très approximativement, quand ils ne l'ignorent pas absolument, ce que ces anciennes mesures représentent en mesures métriques.

C'est pourtant une connaissance non-seulement utile, mais absolument nécessaire, pour comprendre et la conversation des anciens du village, et surtout une foule d'actes gardés dans les archives de famille et antérieurs à l'établissement du système métrique.

M. Fraiche, professeur au collège Stanislas, a eu la bonne pensée de donner, dans ses *Éléments d'arithmétique*, des *tables de conversion* très pratiques : en les reproduisant, nous croyons rendre service.

Conversions des mesures anciennes en mètres, décimètres, etc.

NOMBRE de toises, pieds, pouces, lignes.	TOISES, valeur en mètres.	PIEDS, valeur en mètres.	POUCES valeur en décimètres.	LIGNES, valeur en millimètres.
1	1,94904	0,32484	0,2707	2,256
2	3,89807	0,64968	0,5414	4,512
3	5,84711	0,97452	0,8121	6,767
4	7,79615	1,29936	1,0828	9,023
5	9,74518	1,62420	1,3535	11,279
6	11,69422	1,94904	1,6242	13,535
7	13,64326	2,27388	1,8949	15,791
8	15,59229	2,59872	2,1656	18,047
9	17,54133	2,92355	2,4363	20,302

Table de conversion des mesures anciennes de surface et de volume.

NOMBRE de toises et pieds carrés et cubes.	TOISES carrés, en mètres carrés.	TOISES cubes, en mètres carrés.	PIEDS carrés, en mètres carrés.	PIEDS cubes, en mètres cubes.	POUCES carrés, en décimètres carrés.
1	3,7987	7,4039	0,1055	0,03428	0,0732
2	7,5975	14,8078	0,2110	0,06856	0,1465
3	11,3962	22,2117	0,3166	0,10283	0,2198
4	15,1950	29,6156	0,4221	0,13711	0,2931
5	18,9937	37,0195	0,5276	0,17139	0,3663
6	22,7925	44,4233	0,6331	0,20566	0,4396
7	26,5912	51,8272	0,7386	0,23994	0,5129
8	30,3899	59,2311	0,8442	0,27422	0,5862
9	34,1887	66,6350	0,9497	0,30850	0,6595

Table de conversion des mesures de capacité en hectolitres, etc.

NOMBRE de setiers et boisseaux.	VALEUR des setiers en hectolitres.	VALEUR des boisseaux en décalitres.	VALEUR des litrons en litres.
1	1,560	1,3	0,81
2	3,12	2,6	1,61
3	4,68	3,9	2,42
4	6,24	5,2	3,23
5	7,80	6,5	4,04
6	9,36	7,8	4,85
7	10,92	9,1	5,66
8	12,48	10,4	6,47
9	14,04	11,7	7,28

Table de conversion des arpents en hectares.

NOMBRE des arpents.	VALEUR en hectares de l'arpent des eaux et forêts.	VALEUR en hectares de l'arpent de Paris.
1	0,5107	0,3419
2	1,0214	0,6838
3	1,5322	1,0257
4	2,0429	1,3675
5	2,5536	1,7094
6	3,0643	2,0513
7	3,5750	2,3932
8	4,0858	2,7351
9	4,5965	3,0770

Table de conversion des livres, etc., en kilogr., grammes, etc.

NOMBRE de livres, onces, gros, grains	VALEUR des livres en kilogr.	VALEUR des onces en grammes.	VALEUR des gros en grammes.	VALEUR des grains en grammes.
1	0,48951	30,59	3,82	0,053
2	0,97901	61,19	7,65	0,106
3	1,46852	91,78	11,47	0,159
4	1,95802	122,38	15,30	0,212
5	2,44753	152,97	19,12	0,265
6	2,93703	183,56	22,94	0,318

Un autre tableau, non moins utile que ceux qui précédent, et que nous trouvons dans le même ouvrage, est celui des principales monnaies étrangères avec leur valeur en francs et centimes. Tableau qu'il faut connaître non-seulement pour les opérations commerciales, — en ce sens il intéresserait peu nos lecteurs, — mais afin de comprendre les récits de voyage et les études d'ethnographie qui sont maintenant en vogue.

Principales monnaies étrangères et leur valeur en francs.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Valeur en francs
Or. — Double aigle (20 dollars).	103,42
Un dollar	5,17
Argent. — Un dollar (100 cents).	5,31
Cuivre. — Un cent	0,05
ANGLETERRE	
Or. — Livres sterling, ou souverain. (20 shillings).	25,15
Argent. — Couronné (5 shillings).	6,28
Shillings (12 pences).	1,25
Groat (4 pences).	0,42
Cuivre. — Penny.	0,10
Fartin.	0,022
Mesure itinéraire. Mile = 1 kil. 609.	
ALLEMAGNE	
Or. — Doppelkrone (20 marks).	24,64
Krone (10 marks).	12,32
Argent. — 3 marks.	3,00
Mark (100 pfennings).	1,25
Cuivre. — Silbergrös.	0,125
Kreutzer.	0,35
Mesure itinéraire. — Le kilomètre.	
Ancienne mesure. — Le Meile = 7 k. 532	
AUTRICHE	
Or. — Quadruple ducat.	47,21
Ducat.	11,80
Pièce de 8 florins.	19,85
Argent. — Florin ou Gulden (100 neukr.)	2,50
Dix kreutzers.	0,24
Neukreutzer.	0,024
BRÉSIL	
Or. — Pièce de 20,000 reis.	56,31
Argent. — Pièce de 2,000 reis.	5,15
— 1,000 —	2,57
— 500 —	1,25
DANEMARK	
Or. — Pièce de 20 couronnes.	28,00
Argent. — Pièce de 1 specie ou 4 couronnes.	5,60
Couronné	1,40
Cuivre. — Pièce de 5 ore.	0,07
Ore.	0,014
Mesure itinéraire. — Mil. = 7 kil. 532.	
ÉGYPTE	
Or. — 100 piastres.	25,56
Argent. — Piastres (40 paras).	0,25

ESPAGNE	Valeur en francs
Or. — Doubloon (10 escudos).	25,95
Argent. — Duro (2 escudos).	5,15
Escudo.	2,57
Peseta.	1,00
Real de Vellon.	0,26
Cent.	0,013
GRÈCE	
Or. — 20 drachmes.	20,00
Argent. — 2 drachmes.	2,00
1 drachme (100 lepta).	1,00
Cuivre. — Lepta	0,01
HOLLANDE ET PAYS-BAS	
Or. — Double	23,50
Ducat (5 florins, 50 cents).	11,75
Double Guillaume.	41,70
Argent. — Rixdaler (2 demi-florins).	5,30
Florin ou Gulden.	2,10
Cuivre. — Cent	0,02
Mesures itinéraires. — Myl. = 1 kil.	
Uren = 5 kil.	
NORVÈGE ET SUÈDE	
Or. — Pièce de 10 couronnes.	14,00
Argent. — 1 specie.	5,60
1 couronne	1,40
Cuivre. — Ore.	0,014
PERSE	
Or. — Thoman (200 schahis).	11,14
Argent. — Sachib-Keran	2,22
Abassis.	0,44
PORTUGAL	
Or. — Couronne (10,000 reis).	55,88
Argent. — Teston (100 reis).	0,60
Reis, monnaie de compte.	0,005
RUSSIE	
Or. — Demi-impérial.	20,60
Argent. — Rouble (100 kopecks).	2,92
Cuivre. — Abassis (20 kopecks).	0,78
Kopeck	0,04
Mesure itinéraire. — Verste = 1 k. 067	
TURQUIE	
Or. — 500 piastres.	113,47
Medjidieh (100 piastes).	22,69
Argent. — Piastre (40 paras).	0,22
La Belgique, l'Italie, la Suisse, ont adopté notre système monétaire et métrique.	

IMPRIMATUR:

Lingonis, die 7 septembris 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 17^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
LES LITANIES DE LA T.^{ste} VIERGE

Ora pro servis tuis ad Do-
minum Deum tuum ut non
moriatur. (I. Reg., XII, 19.)

Ainsi que nous l'avons dit, le mois de septembre, dans le cycle liturgique, est comme un second mois de Marie. A peine l'Eglise a-t-elle solennisé la glorieuse Assomption de la divine Vierge, qu'avec une filiale impatience de vénération elle célèbre sa Nativité, elle glorifie son saint Nom, le plus grand après celui de Jésus; elle célèbre la mémoire de ses douleurs, puis c'est la fête si douce et si parfumée du saint Rosaire. Afin de ne point détourner vos esprits et vos cœurs d'un si gracieux sujet, je suis heureux de vous entretenir encore aujourd'hui de notre Mère du ciel, en vous expliquant un des plus beaux exercices de dévotion en son honneur. Mon intention est de vous parler des litanies de la sainte Vierge, dans le but de vous faire apprécier et goûter cette excellente prière. Ce sera à la fois, j'en suis certain, glorifier Marie et promouvoir grandement l'œuvre de votre salut. O Vierge sainte, ô divine Mère, malgré mon indignité, souffrez que je vous loue et que j'apprenne à mes frères à vous servir. Agréez nos hommages, et faites que nous ayons pour vous un cœur de plus en plus filial, puisque vous avez pour nous un cœur si tendre et si maternel.

I

Le mot *litanies* signifie supplication. Les litanies de la sainte Vierge, dont j'ai à vous parler, sont les litanies dites de Lorette. Elles sont ainsi appelées dans les Bulles des Souverains-Pontifes Sixte V, Clément VIII, Alexandre VII, parce que de temps immémorial, elles se chantent avec solennité, tous les samedis, dans la sainte chapelle de Notre-Dame de Lorette, près d'Ancône, ces litanies, auxquelles l'habitude empêche de prendre garde, sont une des plus belles formules prières de l'Eglise. C'est comme le bréviaire des Enfants de Marie. Elles sont admirables comme disposition, admirables comme louange, admirables comme supplication; vous l'expliquer sera tout l'objet de ce discours.

Et d'abord rien de plus beau que la disposition de cette prière. C'est un chef-d'œuvre de logique et de doctrine. Tous ce que nous devons croire, tout ce que nous devons faire pour être sauvés, nous y est rappelé de la manière la plus saisissante: le dogme de la sainte Trinité, l'Incarnation, la Rédemption, la sanctification, le ciel, la pénitence, la nécessité et l'ordre de la prière. Dans l'introduction, nous reconnaissons Dieu comme notre Maître, nous avouons notre misère qui est digne de pitié, nous invoquons le Verbe incarné, nous nous recommandons à l'indulgence du Père

qui nous a créés, du Fils qui nous a rachetés, du Saint-Esprit qui nous sanctifie. Après quoi vient le *corps* de la prière. Convaincus de notre peu de crédit auprès de Dieu et auprès du Sauveur du monde, nous nous adressons à notre Mère, nous la pressons coup sur coup, plus que quarante fois, de daigner présenter notre supplique au Seigneur. Quelle théologie! A Dieu par le Christ, au Christ par Marie: Dieu la source des grâces, Jésus-Christ notre unique médiateur, Marie notre avocate très-puissante et toujours écoutée, *ad Christum per Mariam!* Serait-il possible qu'après nous être recommandés avec tant d'instance à une patronne si puissante et si dévouée nous puissions avoir des doutes sur l'issue de notre prière? Aussi dans la *conclusion* crions-nous avec confiance à Jésus: « Agneau de Dieu, qui effacez les péchés du monde, pardonnez-nous, exaucez-nous, ayez pitié de nous! O Christ, écoutez-nous, O Christ, exaucez-nous. La Mère a prié pour nous, comment le Fils n'exaucerait-il pas nos vœux?

Mais quelle est l'origine des litanies de Lorette? On ne pourrait l'indiquer d'une manière précise. Comme le fleuve qui descend de la montagne où il a pris sa source, dit un pieux auteur et qui, en longeant les vallons, reçoit sur son passage une foule de petits ruisseaux, les litanies de la sainte Vierge ont pris leur origine dans le cœur et sur les lèvres de Jésus lui-même. Car il est bien permis de croire que, pendant sa première enfance, Jésus se fit un plaisir d'honorer sa mère par des louanges et des salutations inspirées par les sentiments de l'amour le plus tendre. Les premiers chrétiens ont imité le Sauveur, et ainsi la tradition n'a fait que continuer à parler à Marie le langage filial de Jésus. Chaque génération apporta son contingent d'honneur, de louange et d'admiration; et ainsi peu à peu s'est formé cet hymne délicieux, ce trésor de piété, ce rayon de miel qui fait l'orgueil, la richesse, les délices des âmes saintes.

Voilà ce qui explique comment ces litanies, considérées dans leurs principaux linéaments, sont aussi anciennes que le christianisme, tandis que dans leur forme actuelle elles ne seraient pas d'une si haute antiquité. Toutefois la série des hommages rendus à Marie par cette prière n'est point close; et de temps en temps, sous l'autorité de l'Eglise, les litanies l'enrichissent d'un nouveau fleuron, c'est-à-dire d'une nouvelle invocation. C'est ainsi qu'en 1571, après la célèbre victoire remportée par les chrétiens sur les Turcs, on inséra ce titre: *Auxilium Christianorum*. En 1854, après la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception, on fit l'addition suivante: *Regina sine labe concepta*; et naguère encore Sa Sainteté Léon XIII, pour remercier Dieu des grâces obtenues par le Rosaire, ordonna d'insérer cette invocation: *Regina sacratissimi Rosarii*. Mais il est temps d'entrer plus avant dans l'étude de cette belle prière, nous l'avons trouvée admi-

rable comme *disposition*, elle n'est pas moins admirable comme *louange* et *glorification* de Marie.

II

Tout nous fait un devoir de célébrer les excellences de la sainte Vierge, c'est l'impérieux besoin de tout cœur chrétien. Elle est si grande, en effet, si bonne, si parfaite! « Son souvenir, bien plus grand que celui du roi Josias, est comme un parfum d'une odeur admirable. » Elle est le centre de la préoccupation de tous. Ceux qui sont dans le ciel la contemplent pour être réjouis davantage, ceux qui sont dans les prisons souterraines de la justice de Dieu pour en être tirés, ceux qui sont sur la terre pour en être éclairés, fortifiés, encouragés et consolés. Mais autant il est urgent de célébrer Marie, autant il est difficile de s'acquitter de ce devoir. « La grandeur de cette Vierge est si grande que, pour la raconter, toutes les langues balbutient, affirme S. Ambroise, toutes les intelligences sont aveuglées, toutes les comparaisons et les paraboles font défaut. » Et S. Bernard, le grand panégyriste de Marie, disait avec justesse : Il n'y a rien qui me plaise et en même temps qui m'épouvante plus que de parler des gloires de Marie Vierge. (IV Sermo sup. assumpt.).

Mais rassurons-nous, le Saint-Esprit nous a donné un moyen, sinon parfait, car aucune langue humaine ne le peut exactement, du moins proportionné à notre faiblesse, de glorifier notre divine Mère : ce sont ses litanies. Quatre choses contribuent à la grandeur de Marie : ce sont ses privilèges incommunicables, ses vertus éminentes, ses ineffables bienfaits et sa gloire incomparable dans le ciel. Or ce sont ces quatre éléments de grandeur que les litanies exaltent successivement après avoir célébré son nom, qui, comme je l'ai dit, après celui de Jésus, est au-dessus de tout nom. Elles exaltent d'abord ses deux privilèges qui feront à jamais l'admiration des élus, savoir : sa maternité divine, principe de toutes ses gloires, et son inaltérable virginité, avant comme après l'enfantement. Ce sont des excellences si admirables que nous ne nous laissons pas de les redire. Nous revenons jusqu'à dix fois sur ce titre de Mère et six fois sur celui de Vierge. — Après les privilèges, les vertus : Marie, c'est la Mère admirable, très pure, très chaste; c'est la Vierge très prudente, très bonne, la Vierge fidèle. — Elle est la Mère de Dieu, en conséquence elle est revêtue par grâce de la puissance de Dieu même, et mettant son cœur au service de sa puissance, elle nous comble de bienfaits. Pour les malades elle est la guérison, pour les affligés elle est une consolatrice, pour tous les chrétiens un secours puissant. Mais pour l'âme qui aime Marie, ce n'est point assez des expressions ordinaires. Le cœur s'échauffe en méditant ses perfections et ses miséricordes, et il a recours aux comparaisons les plus saisissantes, aux images les plus expressives, pour traduire son admiration. De là une effusion d'invocations aussi nobles que gracieuses. Marie

c'est le miroir de justice, dans lequel nous pouvons voir briller tous les rayons qui composent la perfection, *speculum justitiæ*; c'est le trône de la sagesse, où le Verbe incarné s'est reposé, *sedes sapientiæ*; c'est la source de notre joie, *causa nostræ lætitiæ*; c'est ce beau vase où s'épanouit la rose sans épines dont le parfum fait les délices des trois personnes divines, *rosa mystica*; c'est la tour inexpugnable du haut de laquelle nous n'avons rien à craindre de nos ennemis, *turris Davidica*; c'est la tour aussi blanche que solide qui annonce la richesse du propriétaire, et dans laquelle on est à l'abri des flots de l'inondation et des commotions populaires, *turris eburnea*; c'est la maison remplie d'or où nous ne souffrirons jamais aucune pauvreté, tant les trésors y sont accumulés avec abondance, *domus aurea*; c'est l'arche de la nouvelle loi qui est notre protection, notre défense, notre lumière, notre repos, et d'où partent pour nous les oracles du Seigneur, *fœderis arca*; c'est la porte du ciel, *janua cæli*; c'est l'étoile propice qui guide notre esquif sur les flots courroucés de la mer de ce monde, pour nous faire aborder au port du paradis, *stella matutina*! — Enfin les litanies chantent les gloires de Marie, qui sont le couronnement de ses grandeurs et la récompense de ses vertus. Nous saluons la divine Vierge du titre pompeux et véridique de Reine. Reine des anges qui l'ont servie sur la terre et qui l'ont portée au Ciel au jour de son Assomption; Reine des patriarches qui ont si ardemment désiré sa venue; Reine des prophètes qui l'ont chantée en même temps que Jésus-Christ son Fils; Reine des Apôtres qu'elle a soutenus dans le laborieux établissement de l'Eglise: Reine des martyrs qu'elle a dépassés en souffrances endurées pour l'amour du Sauveur; Reine des vierges, de ces âmes d'élite qui sont jalouses de n'avoir d'autre époux que Jésus-Christ; Reine de tous les saints à qui elle est supérieure en gloire comme elle leur fut supérieure en vertu et au-dessus desquels elle trône à la droite de son divin Fils; Reine conçue sans péché, qui a écrasé la tête du serpent maudit; Reine du saint Rosaire par lequel elle continue à mettre en déroute les légions infernales. Qu'en pensez-vous, chrétiens? N'est-elle pas admirable cette louange offerte à notre Mère par les Litanies? Et s'il est vrai que ceux qui glorifient Marie auront la vie éternelle, ceux qui les récitent avec ferveur n'auront-ils pas droit au paradis? Oui, je le déclare, les Litanies sont le plus bel éloge de la sainte Vierge, puisqu'elles ne sont que l'*Ave Maria* commenté, mais par des invocations courtes, vives, ardentes, imagées, qui partent, comme des flèches, d'un cœur embrasé de charité. C'est le plus gracieux et le plus éloquent panégyrique que nous puissions faire de ses privilèges, de ses vertus, de ses bienfaits, de ses gloires. Chaque invocation est comme une fleur exquise offerte à la Reine des cieux, comme le parfum le plus embaumé. C'est une prière sublime où se confondent dans le plus merveilleux accord

le respect, l'amour et la confiance. C'est une admirable louange; je termine en disant que c'est une admirable *supplication*.

III

Un saint religieux, qui a consacré sa vie à célébrer par écrit et par parole les beautés et les douceurs des Litanies de la T.-S. Vierge, raconte le fait suivant en parlant de lui-même. L'an de Notre-Seigneur 1653, le 10 février, le jeudi après les Cendres, jour où l'Eglise lit l'Evangile du serviteur du Centurion qui était paralytique, moi, pauvre et inutile serviteur de Jésus-Christ, je fus frappé de paralysie. Tout le côté gauche de mon corps, depuis le sommet de la tête jusqu'à la plante des pieds, demeure sans mouvement. La main et le pied gauches, privés de leur chaleur naturelle, restèrent inertes, froids et pour ainsi dire morts. Le mal toutefois n'enchaina point la langue, qui invoquait sans relâche les noms de Jésus et de Marie; il ne gêna point ma respiration et n'émoussa point l'acuité de mon esprit. Mes frères en religion, émus de mon malheur subit et si digne de pitié, recoururent les uns aux remèdes naturels, les autres aux remèdes surnaturels et surtout aux Litanies de la sainte Vierge, connues sous le nom de Litanies de Lorette. O merveille! dès qu'ils eurent récité les Litanies, ma main tremblante et contractée, mon pied qui était déjà mort, revinrent à la vie, à la sensation et au mouvement.

Oui, chrétiens, cette prière tant de fois recommandée par l'Eglise, cette prière enrichie par les souverains Pontifes d'une indulgence de 300 jours pour chaque fois qu'on la récite, est d'une merveilleuse efficacité, soit pour mettre en fuite le démon, soit pour obtenir les vertus chrétiennes, soit pour recevoir dans les peines abondante consolation, soit pour attirer les grâces de lumière et de force dont on peut avoir besoin, soit même pour obtenir le succès dans les choses temporelles, la cessation d'une épreuve, la guérison des maladies quelles qu'elles soient.

Quoi d'étonnant? Dans les Litanies nous fêtons, nous louons, nous célébrons si magnifiquement la sainte Vierge que son cœur maternel, si disposé à nous faire du bien, est entraîné comme nécessairement à faire droit à nos suppliques. — *L'Ave Maria*, tout le monde le sait, a le privilège d'émouvoir puissamment les entrailles de Marie et d'obtenir tout de sa miséricorde; mais les Litanies, comme supplication tout aussi bien que comme glorification, ne sont rien autre chose que *L'Ave Maria* orné, enguirlandé, répété sous diverses formes aussi touchantes que variées. — Ajoutez à cela que les Litanies, si peu qu'on les récite avec piété, nous forcent à donner à notre prière toutes les qualités qui les rendent victorieuses du Seigneur et obtiennent tout de lui. Elles nous provoquent à l'attention : ce sont des invocations brèves qui ne laissent presque point place à la distraction, qui entrent dans l'esprit et se fixent dans

l'âme comme des flèches. Elles nous inclinent à l'humilité : comment ne nous abaisserions-nous pas dans l'abîme de notre néant en nous recommandant si souvent à la pitié de Dieu, et nous frappant jusqu'à trois fois la poitrine, comme le publicain de l'Evangile, *miserere nobis*? Elles nous inspirent une grande dévotion et une ardente ferveur : comment en serait-il autrement? Comment pourrions-nous nous remettre si vivement en mémoire le crédit, la puissance, l'amabilité, la bonté, la miséricorde de Marie, sans que notre cœur s'ouvrit à une invincible confiance? Comment lui redirions-nous plus de 40 fois en quelques instants : Priez pour nous, *Ora pro nobis*, sans désirer et désirer ardemment la grâce que nous sollicitons? Surtout lorsque les Litanies sont chantées en commun et que la ferveur des uns, comme un courant irrésistible se communique aux autres, par exemple dans les pèlerinages, dans les réunions des enfants de Marie, dans les sanctuaires miraculeux à Notre-Dame des Victoires, par exemple, comment, dis-je, resterait-on froids et insensibles? Que de fois ce chant des Litanies n'a-t-il pas forcé les impies et les endurcis à prophétiser, comme autrefois Saül à Najotte Ramata, c'est-à-dire que de fois ne les a-t-il pas touchés au cœur, ne les a-t-il pas fait tomber à genoux pour prier et se convertir, alors qu'ils n'étaient venus qu'en indifférents, et peut-être avec des sentiments coupables?

Donc chrétiens, affectionnons particulièrement les Litanies de la sainte Vierge. Aimons à les redire souvent, avec confiance, d'un cœur bien pénétré de piété. Un jour, sainte Jeanne de Chantal voyant ses religieuses agenouillées devant une image de Marie leur dit, d'une voix toute céleste : « Approchez plus près, mes filles, et récitons ensemble les Litanies de la Vierge, vous souvenant que nous parlons à une Mère. Dites avec moi : Je suis faible, Marie; mais vous êtes la Vierge puissante, revêtez-moi de force. — J'ai besoin de grâces; vous êtes la Mère de la grâce divine, épanchez-la sur moi. — Je suis ignorante dans les voies du salut; siège de la sagesse, éclairez-moi. — Je suis triste, désolée; cause de notre joie, consolez-moi. — Vase insigne de dévotion, versez sur moi votre foi et vos ardeurs. — Porte du ciel toujours ouverte, introduisez-moi dans le séjour des splendeurs éternelles. » — Et c'est ainsi que cette sainte trouvait dans chaque invocation des lumières et des sentiments admirables, et obtenait par cette prière des grâces incalculables. Imitons-la. Vous connaissez ce trait d'un Prieur d'un monastère de la Trappe. Tandis que dans le chœur on récitait une prière à la sainte Vierge, il vit un ange qui écrivait vis-à-vis du nom de chacun des religieux soit en lettres d'or, soit en lettres d'argent, soit avec de l'encre, soit avec de l'eau. C'était le thermomètre de la dévotion de chacun des religieux. Toutes les fois que vous récitez les Litanies de la sainte Vierge, méritez que votre ange gardien inscrive votre prière en lettres d'or. Vous

en serez largement récompensés sur la terre d'abord, mais surtout dans le Ciel.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. DU CONCILE

Les faveurs accordées à une personne et à ses descendants à perpétuité, quand il y a lieu de donner à la concession une interprétation stricte, n'appartiennent qu'à la descendance par lignes masculines. C'est ce qu'a jugé la S. C. du Concile au sujet de la concession ainsi faite d'un oratoire privé.

ROMANA

INTERPRETATIONIS BREVIS

Die 11 decembris 1886.

Sess. 23 Decr. De obsecr. ab evit. in celeb. mis.

COMPENDIUM FACTI. Isabella Milano ducissa Montiscalvi, quum a S. P. Benedicto XIII, cujus erat consanguinea seu affinis, petiisset facultatem oratorii privati, hisce usa precibus : cupio facultatem erigendi oratorium privatum pro me, Carolo et Pompeo Pignatelli, filio meo et respective nepote, nec non pro istorum descendantibus in perpetuum; die 8 junii 1725 rescriptum ei fuit : « SSmus annuit juxta expetita pro aliis consanguineis SSmi. »

Et secretaria Brevium, indulti paginam extendens, hanc privati oratorii gratiam concessam scribebat « eidem Isabellæ ducissæ, ejusque natis et descendantibus in perpetuum. »

Jamvero nostris diebus contigit, ut marchio De Bisogno, a præfata ducissa Isabella per lineam femininam descendens, petierit, privati oratorii privilegium in vim Brevis, superius descripti sibi, recognosci, admitti, et executioni demandari. Quam rem, paulo post, etiam marchio Marinus Caracciolo, aliæque nobiles familiæ a præfata muliere per cognationem descendentes postulaverunt.

Et quamvis secretaria Brevium, ad rem rogata, semel respondisset, privilegium Oratorii privati, concessum amplâ formâ cum dicta clausula — *ejusque natis et descendantibus in perpetuum* — extingui cum ultimo agnato vel agnata in linea recta primi indultari; tamen Antistes neopolitanus scribit : adfuit qui in dubium revocavit vim maximæ illius, quasi haberi nequeat veluti authentice communicata nomine SSmi Patris; et cui derogari possit in occurrentibus casibus, præcipue quando prima Brevis indultaria femina fuerit. Ideoque oravit Emus Præsul, authenticam declarationem super re dari.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Étranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

Eo vel magis quod, præter hunc et alii consimiles casus penderent apud neapolitanam Curiam; quorum tamen solutio, interim suspensa, impeditur ratæ decisioni obnoxia foret. Insuper quum tam ipse, quam ejus Emus Antecessor, et semel etiam sede vacante, Vicarius capitularis, cognatorum favore similium Brevium indulta recognoverint, postulavit normam sibi quoque dari pro ejusmodi executionibus jam peractis.

Hæ petitiones remissæ fuerunt ad S. C. C. pro authentica declaratione.

DUBIUM

An privilegium oratorii privati concessum sub formula « ejusque natis et descendantibus in perpetuum » extensibile sit quoque ad cognatos in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii re discussa sub die 11 decembris 1886, censuit respondere : *Negative.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — *L'Ami du clergé* voudrait-il m'indiquer la manière de voir sur plusieurs difficultés que je rencontre dans la rédaction de notre *Ordo* diocésain pour 1888. Je le prie de me donner raison de ses solutions.

1^o Le 18 février, l'Office votif de l'Immaculée-Conception, semidouble, concourra avec le dimanche de la Quinquagésime, double de 2^e classe. A qui les vêpres ?

2^o Le 25 février, saint Mathias concourra avec le 2^e dimanche de Carême. A qui les vêpres ?

3^o Le 5 avril, saint Vincent Ferrier coïncide avec le jeudi dans l'octave de Pâques. Comment organiser le jour ?

4^o Le lundi de Quasimodo, 9 avril, on célébrera l'Annonciation de la Sainte-Vierge. Aura-t-elle les premières vêpres ? Et les curés devront-ils appliquer la messe pour leur peuple ?

5^o Le 23 avril, 3^e dimanche après Pâques, il y aura à faire, pour les secondes vêpres, mémoire de trois semidoubles, savoir, du dimanche, des SS. Soter et Caius et de S. Georges. Dans quel ordre doit-on faire ces mémoires ?

6^o Le 19 mai, la Vigile de la Pentecôte coïncidera avec S. Pierre Célestin et sainte Pudentienne. S. Pierre doit-il être éliminé, soit à l'Office, soit à la messe. Comment organiser cet office qui est des plus compliqués ?

7^o S. Bernardin de Sienna qui tombera le jour de la Pentecôte, sera évidemment omis. En sera-t-il de même de sainte Madeleine de Pazzis qui tombera le jour de la sainte Trinité, fête de 2^e classe et dimanche de 1^{re} classe ?

R. — Ad I. Les vêpres seront partagées. A la vérité, le dimanche de la Quinquagésime est de seconde classe, mais il n'en est pas moins un dimanche du grade semidouble. L'Eglise tient à ce que l'Office en soit fait, et voilà pourquoi elle lui donne la préférence sur une fête double, même de seconde classe. Mais elle ne lui accorde aucune solennité; voilà pourquoi ce dimanche a trois oraisons, et pourquoi dans la concurrence il est traité comme les simples dimanches, c'est-à-dire que le semidouble précédent partage les vêpres avec lui. Aussi le Tableau des concurrences marque-t-il :

« Quando concurrat semiduplex cum Dominica quacumque, capitulum de sequenti, commemoratio de præcedenti. »

Ad II. Le second dimanche de Carême, quoiqu'il soit dimanche de seconde classe, n'est pourtant non plus que du grade semidouble. Par conséquent il ne peut partager les vêpres avec saint Mathias. Les vêpres seront donc entièrement de saint Mathias, avec commémoration du second dimanche de Carême.

Ad III. L'office sera de l'octave de Pâques, avec commémoration de saint Vincent Ferrier, à Laudes et à la messe. Mais on ne devra pas lire la légende de ce saint, parce que les nouvelles rubriques le défendent :

« Quæ lectio de sanctis non legitur... quando in officio diei leguntur tantum tres lectiones, » ce qui a lieu dans l'octave de Pâques.

On ne doit pas dire non plus l'oraison du Temps, *Ecclesiæ vel pro Papa*.

Les secondes vêpres seront également de l'octave, avec mémoire de saint Vincent.

Ad IV. Oui, l'Annonciation aura les premières vêpres, et le dimanche *In Albis* n'aura que mémoire. A la vérité, ce dimanche est privilégié. Il l'emporte même sur toute fête, même de première classe, qui coïnciderait avec lui. Mais le privilège n'est plus le même pour les vêpres. Ce dimanche n'a plus que mémoire s'il concourt avec une fête de première ou de seconde classe, ainsi qu'on peut le voir dans le *Notandum* qui suit le Tableau des concurrences :

« In secundis vesperis diei octavæ Epiphaniæ, Paschæ etc., de sequenti duplici fit tantum commemoratio, nisi illud fuerit primæ vel secundæ classis..., quia tunc de festo fieret officium, et de octava Commemoratio. »

Or ce sera le cas l'an prochain.

Ad V. Le 22 avril, 3^e dimanche après Pâques, voici comment nous organiserions les secondes vêpres : vêpres entières du Patronage, commémoration du dimanche, puis de saint Georges, enfin des saints Soter et Caius. Ainsi nous ferions la commémoration de saint Georges avant celle des saints Soter et Caius, et cela conformément à la règle générale fixée par la Sacrée Congrégation des Rites, à savoir :

« Ut prius fiat Commemoratio de quo, secluso impedimento, die illa celebraretur Officium aut vesperæ integræ, aut Capitulum, aut dimidiæ. » (18 décembre 1779, n. 4395, ad I, et 12 avril 1823, n. 4594, ad 8.)

Enlevons donc les deux obstacles qui se rencontrent ce jour-là, à savoir le Patronage et le troisième dimanche, qu'aurions-nous aux secondes vêpres ? Les saints Soter et Caius en concurrence avec saint Georges, quelle serait la solution ? Elle serait très simple ; les vêpres seraient partagées, *capitulum aut dimidiæ*. Par conséquent, on donnerait la première oraison à celui qui aurait le Capitule, c'est-à-dire à saint Georges.

Nous savons bien que cette solution est contes-

tée par quelques-uns, mais nous ne savons pas bien sur quelle règle ils appuient leur négation. Nous leur serions reconnaissant, s'ils voulaient bien nous donner leur solution et les raisons de cette solution.

Ad VI. A la vigile de la Pentecôte, saint Pierre Célestin ne devra pas être omis, car on doit faire mémoire et dire la neuvième leçon d'un simple ; à plus forte raison doit-on le faire pour un double simplifié. Par conséquent on devra dire, comme neuvième leçon, les trois leçons de saint Pierre, omettre la leçon de sainte Pudentienne ; puis à Laudes faire mémoire de saint Pierre Célestin, ensuite de sainte Pudentienne.

Mais à la messe, même privée, on ne fait pas la commémoration des fêtes simples, ni même des fêtes simplifiées. On n'y fera donc pas la mémoire de saint Pierre Célestin, ni celle de sainte Pudentienne. On ne dit pas non plus l'oraison commandée.

Ad VII. A la fête de la sainte Trinité, sainte Marie Madeleine de Pazzis ne devra pas être omise. Car pourquoi le serait-elle ? A cause de la sainte Trinité ? Non, puisque les fêtes de seconde classe n'excluent pas les fêtes simplifiées. A cause du dimanche de première classe ? Non, puisque ce dimanche, bien qu'il soit rangé parmi les dimanches de première classe, n'est pourtant que du grade semidouble.

Donc sainte Madeleine devra avoir sa commémoration après celle du dimanche, et avant celle du pape saint Jean. Mais sainte Madeleine ne devra pas avoir la neuvième leçon, parce que le dimanche lui est préféré.

On devra suivre les mêmes règles aux secondes vêpres : vêpres de la sainte Trinité, commémoration de saint Augustin de Cantorbéry, du dimanche, et enfin de sainte Madeleine.

Les autres difficultés qui nous sont adressées seront résolues dans le numéro suivant.

Q. — 1^o M. l'abbé Collomb, dans son *Petit Traité des Indulgences*, page 234, dit que le Souverain-Pontife Léon XIII, le 15 mars 1884, a accordé 100 jours d'indulgences, une fois le jour à la récitation de la prière : « O Marie, conçue sans péché, priez pour nous qui avons recours à vous. » Cette concession n'a pas été mentionnée dans l'*Ami du Clergé*, est-elle authentique ?

2^o Y a-t-il obligation pour les supérieurs des maisons religieuses de demander des lettres testimoniales avant de donner l'habit à leurs religieux ?

3^o Quel est l'objet de ces lettres testimoniales ?

R. — Ad I. Cette concession est authentique, puisqu'elle est mentionnée dans les *Rescripta authentica S. C. Indulgentiarum*, p. 686.

Ad II. L'obligation des lettres testimoniales, avant la prise d'habit, a été établie par Pie IX, dans un décret du 25 janvier 1848 :

« In quocumque ordine, congregatione, societate, instituto, monasterio, domo, sive in iis emitantur vota solemnia, sive simplicia, nemo ad habitum admittatur absque testimonialibus litteris tum Ordinarii originis, tum etiam Ordinarii

loci, in quo postulans, post expletum decimum quintum annum ætatis suæ, ultra annum moratus est... Hujus decreti observantia etiam in virtute sanctæ obedientiæ districte præcipitur; et qui contra hujus decreti tenorem aliquem ad habitum religiosum receperit, pœnam privationis omnium officiorum, vocisque activæ, et perpetuæ inhabilitatis ad alia in posterum obtinenda, eo ipso incurrat, a qua non nisi ab Apostolica Sede poterit dispensari... Quolibet anno, die prima januarii, in publica mensa hoc decretum legatur, sub pœna privationis officii ac vocis activæ et passivæ a superioribus ipso facto incurrenda. »

Les lettres encycliques du 18 mars 1857 rappellent ce décret, qui, disent-elles, « omnino servandum est in receptione ad habitum, novitiatum et professionem votorum simplicium. »

Remarques : 1^o Les lettres testimoniales doivent être données et par l'évêque d'origine, et par celui dans le diocèse duquel le postulant aura passé plus d'un an, après avoir commencé sa seizième année. Il peut arriver ainsi qu'il y ait lieu à demander des lettres testimoniales à quatre ou cinq évêques. Pour déterminer l'évêque d'origine, il faut appliquer les mêmes règles que lorsqu'il s'agit de l'ordination.

2^o Le décret s'impose non seulement aux ordres religieux à vœux solennels, mais encore aux congrégations où l'on ne fait que des vœux simples. Il n'y est cependant pas question des religieuses.

3^o Les supérieurs doivent demander les lettres testimoniales avant de donner l'habit religieux : « *nemo ad habitum admittatur.* »

4^o Cette formalité est obligatoire non seulement pour les religieux, mais encore pour les frères convers et les oblats : « Testimoniales exigendæ sunt etiam ante susceptionem habitus donatorum et oblaturum ¹. »

5^o Dans le cas où l'évêque refuserait de la donner, uniquement parce qu'il s'oppose à l'entrée du sujet dans un monastère, il faudrait recourir à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers.

6^o L'omission de cette formalité constitue, pour les supérieurs, une faute grave, mais elle n'entraîne pas l'invalidité du noviciat ou de la profession. La gravité de l'obligation se déduit et des expressions mêmes du précepte : « *hujus decreti observantia etiam in virtute sanctæ obedientiæ districte præcipitur*, et de la peine de la privation de toute charge et de toute voix, active et passive, qui y est annexée. La gravité de la peine et la rigueur des termes du précepte sont bien les deux règles destinées à déterminer la gravité de l'obligation.

« *Requiruntur istæ litteræ, dit Bouix, ad licetatem admissionis, non autem ad validitatem, unde non posset quis professionis suæ nullitatem præterire, ex eo quod admissus fuisset absque præviis ejusmodi litteris* ². »

« *Susceptio habitus sine litteris testimonialibus est illicita, non tamen invalida, dit Bonal; et illæ litteræ in hoc casu quamprimum obtinendæ sunt, alias novitius admitti minime poterit* ¹. »

Ad III. L'objet des lettres testimoniales est ainsi défini dans le décret du 25 janvier 1848 : « *Ordinarii in dictis litteris testimonialibus, postquam diligenter exquisiverint, etiam per secretas informationes, de postulantis qualitatibus referre debent de ejus natalibus, ætate moribus vita, fama, conditione, educatione, scientia, an sit inquisitus, aliqua censura, irregularitate aut alio canonico impedimento irretitus, ære alieno gravatus, vel reddendæ alicujus administrationis rationi obnoxius. Ordinariorum super veritate expositorum conscientia onerata remanet; nec ipsis unquam liberum est hujusmodi testimoniales litteras denegare.* »

Remarques : 1^o D'après une décision de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers donnée en 1851, les lettres testimoniales peuvent être données par l'évêque au moyen d'une lettre privée, et il suffit qu'il y rende témoignage d'une manière générale sur les qualités du postulant. Mais il reste aux supérieurs l'obligation de faire une enquête spéciale sur chacun des points énumérés ci-dessus.

2^o « *Si ordinarius respondeat se postulantes non agnoscere, vel se non posse testimoniales dare : superior potest postulatum admittere, supplendo testimonialium defectum per aliam accurratam informationem et fide dignam relationem; et insuper postulantes, antequam admittantur ad habitum, saltem per tres menses maneant in conventu, ibique diligenter probentur* ². »

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans plusieurs circonstances, nous avons été priés de faire connaître le moyen qu'il serait préférable d'employer pour assurer l'existence d'une école libre; et nous avons toujours répondu que nous n'en connaissons pas de meilleurs que la constitution d'une Société civile.

Alors, on nous a écrit pour nous demander de quelle manière il fallait procéder pour constituer une Société civile, et, pris au dépourvu sur ce point, nous avons engagé nos correspondants à s'adresser aux jurisconsultes civils, notaires, avoués, avocats, gens d'affaires, etc., etc.

Nous avons cherché et trouvé un modèle de ces sortes de Sociétés, et nous nous faisons un devoir de le transcrire, ajoutant un conseil qui a son importance, savoir : le cas échéant, qu'on s'adresse aux bureaux de la *Société générale d'éducation et d'enseignement*, rue de Grenelle, 35, à Paris. Là on trouvera d'autres modèles, et des avis les plus compétents et les plus désintéressés.

¹ Lucidi, t. II, § 4, n. 133.

² *Tractatus de jure regularium*, t. II, p. 575.

¹ *Instit. canonicæ*, t. II, p. 395.

² Bonal, l. c.

I. Société anonyme des Ecoles chrétiennes libres de la ville de Reims.

TITRE PREMIER

Formation et objet de la Société. — Dénomination. — Durée. — Siège.

Art. 1^{er}. — Il est formé, par ces présentes, entre MM. Jules-Marcel Ohl, manufacturier, François-André Goulet et Henri-Remy Mennesson, négociants, tous trois demeurant à Reims, comparants, et ceux qui adhèrent aux présents par la souscription des actions ci-après créées, une Société anonyme, qui sera régie par la loi et par les présents statuts, et ayant pour objet :

L'achat, la vente, la construction ou la location de bâtiments, à Reims, pour l'établissement d'écoles affectées à l'enseignement primaire chrétien libre, gratuit ou non gratuit, et l'achat, la vente ou la location de tout mobilier et bibliothèque scolaires.

A cet effet : acheter, recevoir et prendre à bail tous terrains et autres immeubles ;

Faire toutes constructions, appropriations et réparations ;

Louer les dites propriétés, où, s'il y a lieu, les aliéner par vente ou échange ;

Acquérir, revendre ou louer tout mobilier et bibliothèques scolaires ;

Et faire, en général, tout ce qui rentrera dans l'objet de la Société ci-dessus définie.

Art. 2. — La Société prend la dénomination de Société anonyme des Ecoles chrétiennes libres de la ville de Reims.

Art. 3. — La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années, à courir du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation ci-après prévus.

Art. 4. — Le siège et le domicile de la Société sont à Reims, provisoirement rue de Bétheny, n° 32.

TITRE II

Fonds social. — Actions.

Art. 5. — Le fonds social est fixé, quant à présent, à 200,000 francs et divisé en 400 actions de 500 francs chacune.

La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après la souscription totale de ces actions, et l'accomplissement des autres conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1867 qui seront rappelées sous l'article 46 ci-après.

Art. 6. — Le montant des souscriptions est payable un quart comptant, et les trois autres quarts en trois paiements égaux, de trois en trois mois, à compter de la constitution de la Société, et avec faculté, pour chaque souscription, de se libérer par anticipation en tout ou en partie.

Les fonds versés sur les actions sont immédiatement déposés à la caisse du banquier de la Société pour être employés au fur et à mesure des besoins.

Art. 7. — Le capital social pourra toujours être augmenté en une ou plusieurs fois par de nouvelles émissions d'actions. Ces augmentations au-

ront lieu par une ou plusieurs résolutions du conseil d'administration, préalablement autorisé à cet effet par délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 8. — Chaque action donne droit à une part proportionnelle au nombre des actions existantes dans l'actif social et les bénéfices de la Société, sauf ce qui sera dit sous les art. 9 et 41 ci-après, ou ce qui concerne l'application que pourra recevoir une partie de ces bénéfices.

Les titres des actions sont nominatifs. Ces titres seront extraits de registres à souche.

Ils porteront un numéro d'ordre, seront frappés du timbre de la Société et revêtus de la signature de deux administrateurs.

Art. 9. — En cas de cessions d'actions, un droit de préférence est réservé :

1^o A la Société, pour le cas où elle voudrait employer une partie de ses bénéfices au rachat et à l'amortissement de ses actions :

2^o Et, à défaut de la Société, à tous les sociétaires individuellement qui auront fait connaître leur intention au conseil d'administration ;

Et faute par la Société ou les associés d'exercer le droit de préférence dans le délai de deux mois de l'avertissement donné au conseil d'administration par lettre chargée, toute cession faite à des étrangers sera valable.

L'assemblée générale fixera tous les trois ans, la valeur de chaque action de la présente Société, en y comprenant la somme afférente dans le fonds de réserve. C'est à ce prix que la Société ou les secrétaires pourront acquérir les actions à vendre, par préférence à tous les étrangers.

Les transmissions d'actions à la suite de décès devront être approuvées par le conseil d'administration ; sinon, les actions du sociétaire décédé devront être vendues dans la forme indiquée ci-dessus.

Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent point aux transferts d'actions qui seraient convenus directement de sociétaire à sociétaire.

Chaque mutation d'action, pour être valable, devra être inscrite sur un registre tenu à cet effet au siège de la Société.

La déclaration du transfert sera signée du cédant et du cessionnaire ou de leur fondé de pouvoir.

Les transferts seront, en outre, mentionnés sur les titres. La Société ne reconnaît aucun autre transfert que ceux inscrits sur des registres et visés par un administrateur.

Art. 10. — Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe. La possession de l'action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux délibérations de l'assemblée générale.

Art. 11. — Toute l'action est indivisible à l'égard de la Société, qui n'en reconnaît aucun fonctionnement. Tous les co-propriétaires indivis d'une action sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 12. — Les héritiers ou ayants-cause d'un actionnaire, ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni s'immiscer en autre manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Art. 13. — Les dividendes de toutes actions sont valablement payés au porteur du titre.

Art. 14. — Les actionnaires ne seront engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action.

TITRE III

Conseil d'administration — Commissaires.

Art. 15. — La Société est administrée par un conseil composé de sept membres, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée générale.

Art. 16. — Chaque administrateur doit être propriétaire de deux actions inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'aliénabilité. Ces actions sont déposées dans la caisse sociale et sont affectées, conformément à la loi, à la garantie des actes de la gestion.

Art. 17. — Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale pour trois années.

Ensuite, le conseil se renouvelle à raison de deux membres pour chacune des deux premières années et pour la troisième année par trois membres. Tout membre sortant peut être réélu. Le sort indiquera l'ordre de sortie.

Le renouvellement aura lieu ensuite par ancienneté de nomination.

En cas de décès, démission ou empêchement d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu à son remplacement provisoire par le conseil, sauf confirmation par l'Assemblée générale lors de la plus prochaine réunion.

L'Administrateur ainsi nommé, en remplacement d'un autre, ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où devraient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

Art. 18. — Chaque année, le conseil nommera, parmi ses membres, un président.

En cas d'absence du président, le conseil désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit en remplir les fonctions.

Le président peut toujours être réélu.

Art. — 19. — Le conseil d'administration se réunit au siège social aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société, et au moins une fois par mois.

La présence de trois membres au moins est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président ou du membre qui en remplit les fonctions est prépondérante.

Toutefois, si trois membres seulement sont présents, les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité.

Art. 20. — Les délibérations sont constatées : par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par le président et le secrétaire.

Les copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président ou le secrétaire.

Art. 21. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration des affaires et des intérêts de la Société, et pour décider et exécuter tout ce qui rentre dans son objet, sauf ce qui en sera ci-après réservé à l'Assemblée générale.

Il a notamment ceux suivants qui ne sont qu'indicatifs et non limitatifs de ses droits.

Il achète et prend à bail tous terrains et autres immeubles, sur les emplacements desquels des constructions devront être élevées, ou qui devront être l'objet d'appropriations ou réparations, ainsi que tous objets mobiliers et bibliothèques scolaires, et ce, aux prix, charges, clauses et conditions qu'il juge convenables.

Il effectue les paiements desdits prix, soit comptant, soit aux époques convenues en principal et intérêts.

Il fait faire tous devis, passe et contracte tous marchés et tous engagements nécessaires pour les constructions à élever ou les transformations à opérer.

Il passe, résilie et renouvelle tous baux et toutes locations aux prix et conditions qu'il juge convenables. Il peut faire toutes cessions de jouissance, gratuites ou moyennant certains avantages autres qu'un loyer payable en argent.

Il donne et accepte tous congés ; il touche tous loyers, ainsi que toutes autres sommes qui pourront être dues à la Société, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit.

Il passe tous traités, transactions et compromis.

Il règle et acquitte toutes sommes dues par la Société, et touche et reçoit celles qui lui sont dues et données. Il réalise les emprunts votés par l'Assemblée générale.

Il exerce toutes poursuites, contraintes et diligences nécessaires, fait tous actes conservatoires, suit toutes actions judiciaires et autres, soit en demandant, soit en défendant, détermine le placement des fonds disponibles, effectue tous retraits de fonds des mains de tous dépositaires, fait tous transferts et aliénations de rentes sur l'Etat ou d'autres valeurs, entend et arrête tous comptes, se désiste de toute instance, donne toutes quittances, décharges, main-levées d'inscription, saisies, oppositions ou autres empêchements, le tout avec ou sans paiement.

Il décide et fait exécuter toutes constructions, réparations et changements dans les immeubles sociaux.

Il décide et fait toutes aliénations utiles par voie de vente ou d'échange de tout ou partie des propriétés sociales, et ce, aux prix et soultes, et aux charges et conditions qu'il juge convenables.

Il reçoit ledit prix de vente et reçoit ou paie les soultes et en donne quittance.

Il nomme et révoque tous employés et agents, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements, et fait généralement tout ce qui rentre dans l'objet de la Société, quoique non formellement prévu aux présents.

Art. 22. — Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, pour une ou plusieurs affaires déterminées, soit à l'un ou plusieurs de ses membres, soit même à une ou plusieurs personnes étrangères.

Art. 23. — Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle, relativement aux engagements de la Société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Art. 24. — Les fonctions d'administrateur sont complètement gratuites.

Art. 25. — Il est nommé, chaque année, en assemblée générale, un ou plusieurs commissaires, associés ou non, conformément à l'article 32 de la loi du 24 juillet 1867.

Ce ou ces commissaires exercent la mission de vérification et de surveillance, et les attributions que leur confère cette loi.

TITRE IV

Assemblée générale.

Art. 26. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires; elle se compose de tous les propriétaires d'actions inscrites depuis plus d'un mois sur les registres de la Société. Chaque action donne droit à une voix. Néanmoins dans la première assemblée générale appelée à nommer les premiers administrateurs et à vérifier la sincérité de la déclaration des fondateurs de la Société, prescrite par le second paragraphe 2 de l'art. 24 de la loi du 24 juillet 1867, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations avec le nombre de voix déterminé aux statuts, sans qu'il puisse être supérieur à dix.

Art. 27. — L'assemblée générale annuelle aura lieu dans le courant d'avril ou de mai, le conseil d'administration pourra, en outre, convoquer des assemblées générales extraordinaires, lorsqu'il le jugera convenable.

Nul ne peut être porteur de pouvoirs d'actionnaire, s'il n'est actionnaire lui-même et membre de l'assemblée. La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

Art. 28. — L'assemblée générale doit, conformément à l'art. 29 de la loi du 24 juillet 1867, être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si l'assemblée générale ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée, et elle délibère valablement, quelle que soit la por-

tion du capital représenté par les actionnaires présents.

Art. 29. — Les convocations aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, quelles qu'elles soient, sont annoncées, par un avis inséré vingt jours avant l'époque de la réunion, dans un des journaux de Reims.

Les réunions auront lieu à Reims au lieu désigné par la *convocation*.

Lorsque l'assemblée générale a pour objet de délibérer sur les objets mentionnés à l'art. 31, les avis de *convocation* doivent en faire mention.

Art. 30. — Dans toutes les assemblées générales, l'ordre du jour sera arrêté au moins huit jours avant les *convocations* par le conseil d'administration.

La discussion et les décisions ne pourront porter que sur les objets mis à l'ordre du jour.

Art. 31. — Les assemblées générales qui auraient pour objet le vote et le mode de réalisation des emprunts, la modification des statuts, l'augmentation du fonds social, la prorogation ou la dissolution de la Société, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement, conformément à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Art. 32. — Les propriétaires d'actions ou leurs fondés de pouvoir, doivent, pour avoir le droit d'assister à l'assemblée générale, retirer au siège social leur carte d'entrée à ladite assemblée au moins deux jours avant l'époque fixée pour la réunion.

Art. 33. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au siège social, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

Art. 34. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, et, en cas d'empêchement, par le membre que le conseil d'administration aura désigné à cet effet.

Les deux plus forts actionnaires, présents à l'ouverture de la séance, remplissent les fonctions de scrutateur, et, sur leur refus, les deux plus forts actionnaires après eux jusqu'à acception.

Le secrétaire est désigné par le bureau.

Art. 35. — L'assemblée générale annuelle désigne le ou les commissaires dont il est question à l'art. 25.

Elle entend le rapport du conseil d'administration sur la situation des affaires sociales et celui du ou des commissaires sur le bilan et les comptes.

Elle approuve les comptes, s'il y a lieu. La délibération portant approbation des comptes est nulle, si elle n'a pas été précédée du rapport des commissaires.

Elle fixe les dividendes sur la proposition du conseil d'administration.

Elle nomme les administrateurs en remplace-

ment de ceux dont les fonctions sont expirées, ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, de démission ou autre cause. Enfin, elle prononce souverainement, en se renfermant dans la limite des statuts sur tous les intérêts de la Société, en se conformant, pour les objets indiqués à l'art. 31, aux prescriptions de cet article.

Elle confère, par ses délibérations, au conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

Art. 36. — Dans toutes les assemblées générales, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Il est dressé une feuille de présence; elle contient les noms et domiciles des actionnaires, et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux.

Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social, et doit être communiquée à tout requérant.

Art. 37. — Les votes sont exprimés par assis et levé, à moins que le scrutin par bulletin ne soit demandé.

Le scrutin par bulletin a lieu, lorsqu'il est réclamé par cinq membres au moins. Dans ce cas, il est compté à chaque actionnaire autant de voix qu'il a d'actions.

Art. 38. — Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

Elles sont constatées par des procès-verbaux, signés par les membres du bureau.

Art. 39. — La justification à faire vis-à-vis des tiers, des délibérations de l'assemblée, résulte des copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration.

TITRE V

Inventaires et comptes annuels,

Art. 40. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir jusqu'au 31 décembre de l'année qui suivra la date de la constitution de la présente société.

Chaque semestre, un état résumant la situation active et passive de la Société et dressé par les soins du conseil d'administration.

Cet état est mis à la disposition du ou des commissaires.

Il est, en outre, établi chaque année, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la Société. L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes sont mis à la disposition du ou des commissaires, le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale.

Ils sont présentés à cette assemblée dans sa réunion annuelle.

TITRE VI

Répartition des bénéfices. — Fonds de réserve.

Art. 41. — Sur les bénéfices nets, il sera prélevé, chaque année, pour la formation d'un fonds de réserve, une somme qui sera déterminée par

l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration, et qui ne pourra être inférieure à un vingtième de ces bénéfices.

Le surplus, s'il y a lieu, sera distribué aux actionnaires jusqu'à concurrence de 5 0/0 du montant des actions.

La disposition de l'excédent, s'il en existe, appartiendra au conseil d'administration, qui pourra l'employer pour tout ou partie, soit à la formation d'une réserve spéciale, soit conformément à l'article 9, soit au développement de la Société ou de tout autre manière se rattachant à son objet.

Art. 42. — Lorsque le fonds de réserve aura atteint le cinquième du capital social, le prélèvement y affecté pourra cesser sur décision du conseil d'administration, mais il devra reprendre si le fonds de réserve descendait au-dessous de ce chiffre. Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le conseil d'administration.

Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de la Société.

TITRE VII

Modification aux statuts. — Dissolution. — Liquidation.

Art. 43. — Si l'expérience faisait reconnaître la convenance d'apporter des modifications ou des additions aux présents statuts, l'assemblée générale est autorisée à y pourvoir sur la proposition du conseil d'administration, dans la forme déterminée dans les art. 29 et 31.

Art. 44. — A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme, s'il y a lieu, les liquidateurs, dont deux au moins sont choisis parmi les membres du conseil d'administration alors en exercice.

Toutes les valeurs provenant de la liquidation seront employées, avant toute répartition, entre les actionnaires, à l'extinction du passif.

Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, faire le transfert à une autre Société des biens, droits, actions et obligations de la compagnie dissoute.

Pendant toute la durée de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent.

Elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

La nomination des liquidateurs met fin au pouvoir des administrateurs.

TITRE VIII

Contestations.

Art. 45. — Dans le cas de contestation, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Reims, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection du domicile, cette élection

aura lieu de plein droit pour les notifications judiciaires au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de l'arrondissement de Reims.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents de l'arrondissement de Reims.

TITRE IX

Conditions de constitution de la présente Société.

Art. 46. — La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après que :

Premièrement. — Toutes les actions seront souscrites et qu'il aura été versé au moins un quart sur chacune d'elles, ce qui sera constaté par une déclaration des fondateurs de la présente Société, déclaration à laquelle seront annexés la liste des souscripteurs et l'état des versements effectués,

Deuxièmement. — Et qu'une assemblée générale, où tous les actionnaires auront le droit d'assister, et qui devra représenter au moins la moitié du fonds social, aura :

1^o Vérifié la sincérité de ladite déclaration et l'état des versements ;

2^o Nommé un ou plusieurs commissaires, conformément à l'art. 32 de la loi du 24 juillet 1867, et constaté leur acceptation ainsi que celle des administrateurs.

Cette délibération devra être prise à la majorité des actionnaires présents.

Par exception, cette assemblée générale pourra être convoquée seulement six jours à l'avance.

Le mode de convocation est celui indiqué article 29.

Dans le cas où cette assemblée ne réunirait pas un nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social, elle ne serait que provisoire et il serait procédé comme il est indiqué au dernier alinéa de l'article 30 de la loi du 24 juillet 1867.

PUBLICATIONS

Pour faire publier les présents statuts et la délibération constitutive, lorsqu'il y aura lieu, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

Suivant autre acte reçu par M^e Neveux, notaire à Reims, le 21 février 1880, les fondateurs ont déclaré que les 400 actions ont été souscrites, et que chaque souscripteur a effectué le versement d'au moins un quart sur les actions souscrites.

Enfin, suivant procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 26 février 1880, déposé pour minute à M^e Neveux, par acte du 4 mars suivant, ladite assemblée a reconnu sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement, a nommé comme administrateurs :

S. E. Mgr Langénieux, archevêque de Reims ; MM. E. Verlè ; L. Røderer ; N. Tourneur ; Ohl ; H. Mennesson et Coutier ; comme commissaires ;

MM. N. Duchateau et Pelletereau-Villeneuve, et pour commissaire suppléant : M. Georges Goulet ; a constaté leur acceptation, et a, enfin, constaté la constitution définitive de la Société et autorisé le conseil d'administration à faire une nouvelle émission de 200 actions de 500 francs.

NOTA. — La Société a été publiée, conformément à la loi, aux moyens des dépôts effectués au greffe du tribunal de commerce de Reims, et à celui de la justice de paix du 2^e arrondissement cantonal de Reims, le 11 mars 1880, et de l'insertion faite dans le journal le *Courrier de la Champagne*, du 12 mars 1880.

Les pièces constatant cette publication ont été déposées pour minute chez M^e Neveux, par acte du 28 avril même année.



COURRIER DE L'UTILE

LES VINS DE SECONDE CUVÉE

Il semble qu'un mot sur ces vins, à la veille des vendanges, ne sera pas lu sans intérêt, et peut-être sans profit.

Depuis 1860, en effet, on fait, en progression de plus en plus importante, des vins dits de seconde cuvée, en jetant de l'eau sucrée sur les marcs pour obtenir une seconde fermentation et un second produit : c'est un remède à côté du phylloxéra qui diminue si rapidement et menace si gravement la production du vignoble. Et si cette boisson est reconnue bonne, elle sera de grande utilité : aux petits budget, par conséquent au nôtre.

Que valent donc les vins de seconde cuvée, et comment les obtient-on ?

C'est une étude qui a été faite avec attention par un savant professeur de chimie du Conservatoire, M. Aimé Girard.

Au lieu de soumettre à l'analyse les vins de marcs que l'on rencontre dans le commerce, Monsieur Aimé Girard a tenu à préparer lui-même les vins qu'il voulait étudier.

Dans ce but, au mois de septembre 1881, il a demandé à divers vigneron du marc de leur vendange. Ces marcs, tantôt encore noyés dans leur vin, tantôt fortement pressés, ont été envoyés du Bordelais, de la Bourgogne, de l'Hérault, du Cher, de l'Isère, et tous sont parvenus absolument sains.

C'est avec de ces marcs, et dans des conditions diverses, que M. Aimé Girard a préparé les vins qu'il voulait analyser. Obligé d'opérer sur des quantités restreintes (6 à 8 litres pour chaque cuvée), et craignant le trouble que le refroidissement extérieur aurait pu apporter à la marche du travail, il a transformé en cuverie une pièce de son laboratoire, mais tenue constamment à la température de 22 degrés. Là ont été placés simultanément, logés dans de grands vases de verre,

munis de bondes hydrauliques, les divers mélanges de marcs et d'eau sucrée. Toutes les fermentations, dans ces conditions, ont été régulières et se sont accomplies, sans trouble aucun, en un temps qui, suivant les mélanges, a varié de 7 à 10 jours.

Les premiers essais ont porté sur des vins analogues à ceux que nos vignerons préparent habituellement — et dans la préparation desquels intervient une quantité d'eau égale à celle du vin déjà récolté, eau dans laquelle on a fait dissoudre 15 grammes de sucre cristallisé pour chaque degré alcoolique que l'on prétend obtenir.

Ces vins ont été préparés en ajoutant à chaque litre d'eau 180 gr. de sucre et 250 gr. de marc pressé; les proportions de sucre, en un mot, ont été telles, que tous ces vins eussent une richesse alcoolique comprise entre 9 et 11 degrés.

Décuvés aussitôt après la fermentation, ces vins ont été laissés en cave jusqu'au 15 mars; ils ont été alors soutirés et embouteillés, pour être ensuite soumis à l'analyse. Parallèlement à ces vins, on a examiné également ceux qui, provenant de la vendange même, avaient été obtenus par les vignerons.

Parmi les produits fournis par la fermentation du sucre, on s'est, en général, contenté de doser l'alcool; les proportions de glycérine et d'acide succinique sont, en effet, liées intimement à la richesse alcoolique, et c'est sur les produits enlevés au marc qu'il a paru plutôt utile de porter l'attention. L'extract sec a été obtenu dans le vide, à froid; le tartre, dosé par évaporation; le tannin et la matière colorante, par un procédé particulier; l'intensité de la coloration a été comparée à celle du vin de vendange prise comme unité, au moyen du colorimètre de M. Laurent.

De l'examen des nombres qu'il a obtenus, Monsieur Aimé Girard conclut que :

1^o Les vins provenant de la première fermentation du sucre, en présence des marcs, fournissent tous, quand ils titrent de 9 à 11 degrés d'alcool, une quantité d'extract moindre que celle fournie par les vins de la vendange correspondants.

Cette quantité varie entre 50 et 75 p. 0/0 du poids de celle-ci; elle ne s'abaisse guère au-dessous de 14 grammes par litre et s'élève rarement au-dessus de 18 grammes si la fermentation est complète.

2^o La proportion de tartre y est toujours inférieure à ce qu'elle est dans le vin de vendange: très voisine de 2 grammes par litre, elle ne s'abaisse pas au-dessous de 1 gr. 600.

3^o Les proportions de tannin et de matières colorantes y sont également inférieures à ce qu'elles sont dans le vin de vendange; mais dans ce cas, la diminution varie considérablement suivant la nature du marc; quelquefois elle n'est que de moitié, quelquefois elle atteint les quatre cinquièmes.

4^o L'intensité de la coloration est toujours moindre que celle des vins de vendange, et la diminu-

tion de cette intensité souvent très grande, varie de 50 à 75 p. 0/0.

Cependant ce n'est pas aux essais qui précèdent que M. Aimé Girard a cru devoir borner ses recherches, et, après avoir constaté les différences qui existent, entre les vins de marc et les vins de vendange, il a été amené à examiner s'il serait possible de faire disparaître ces différences, en laissant les premiers séjourner sous le chapeau.

Des vins semblables à ceux dont il vient d'être question ont été préparés; mais au lieu de le décuvier aussitôt, la fermentation achevée, on les a abandonnés sous le chapeau, jusqu'au commencement de mars, c'est-à-dire pendant quatre mois. Décuvés alors, ils ont été analysés.

Si l'on compare les résultats aux nombres fournis par l'analyse des mêmes vins décuvés aussitôt après la fermentation, on reconnaît que le résultat obtenu par le séjour prolongé du vin au contact du marc est tout autre qu'on aurait pu le prévoir, et qu'au lieu de s'enrichir, le vin s'est, au contraire, appauvri en abandonnant, peu à peu à ce marc une partie du tartre, du tannin, de la matière colorante, qui d'abord étaient entrés en dissolution, d'où il résulte que pour la fabrication du vin de marc on n'a aucun intérêt à prolonger la cuvaison au-delà des limites ordinaires.

En résumé, les recherches de M. Aimé Girard établissent que les vins de marc ont une composition assez régulière pour qu'on puisse les considérer comme un produit commercial défini; — que la composition de ces vins leur assigne des qualités alimentaires et hygiéniques équivalentes aux deux tiers, à la moitié dans les cas les plus défavorables, des qualités des vins ordinaires; — que cette composition est telle enfin, que, préparés avec soin, à la richesse de 9 à 10 p. 0/0 d'alcool, les vins de marc constituent une boisson éminemment utile et recommandable, dont le prix de revient ne dépasse pas 20 francs l'hectolitre.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 14 septembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLÉT-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 18^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
LE ROSAIRE MEDITÉ

Maria autem conservabat
omnia verba hæc confersens
in corde suo. (Luc, II, 19.)

Le cycle des solennités annuelles nous ramène à la fête fleurie, à la fête parfumée, à la fête des roses. Cette fête est populaire entre toutes, parce que le saint Rosaire est particulièrement cher aux âmes chrétiennes. Depuis que l'illustre saint Dominique, sous l'inspiration du ciel, a institué cette dévotion, les confréries du Rosaire se sont multipliées à l'infini ; il n'est presque pas de chrétien au monde qui ne possède, sous le nom de chapelet, une fraction du Rosaire. Qui n'a entendu, le soir, dans les églises de campagne, la voix grave des paysans récitant à deux chœurs la Salutation angélique ? Qui n'a rencontré des processions de pèlerins roulant dans leurs doigts les grains du Rosaire, et charmant la longueur de la route par la répétition alternative du nom de Marie ? Toutes les fois qu'une chose arrive à la perpétuité et à l'universalité, elle renferme nécessairement une mystérieuse harmonie avec les besoins et les destinées de l'homme. Le rationaliste sourit en voyant passer des files de gens qui redisent une même parole ; celui qui est éclairé d'une meilleure lumière comprend que l'amour n'a qu'un mot, et qu'en le disant toujours il ne le répète jamais ¹. — Comme chacun le sait, le Rosaire consiste à réciter quinze dizaines d'*Ave Maria*, chacune précédée d'un *Pater* et suivie d'un *Gloria Patri*, en méditant à chaque dizaine, un des principaux mystères de notre foi. Cette dernière condition est de rigueur pour gagner les indulgences et recueillir le fruit spécial du Rosaire, à moins que la maladie ou le défaut d'intelligence ne rende la méditation impossible. Cette méditation, pour parler avec un grand serviteur de Marie, est à la prière vocale ce que le cœur est au corps vivant, le sel aux aliments, la pierre précieuse à l'anneau, les fleurs aux jardins, les fruits aux vergers, les eaux aux paturages, les fleuves aux vallées, la rosée du matin aux prairies, le soleil au jour, la lune à la nuit. Mes frères, à l'occasion de cette solennité, à plusieurs reprises déjà je vous ai parlé des fruits du Rosaire, des excellentes prières qui le composent et notamment de l'*Ave Maria*. Cette année, je veux appeler l'attention de votre piété sur la méditation des quinze mystères, cinq joyeux, cinq douloureux, cinq glorieux, dont le souvenir se joint aux quinze dizaines qui composent le Rosaire. Non pas que je veuille vous les exposer dans le détail ; quinze grands discours n'y suffiraient pas, puisque c'est l'abrégé de toute la religion. Je me bornerai à vous en donner une vue d'ensemble, et à

vous faire voir dans ces trois séries de mystères une douce et belle leçon de la science pratique de la vie. En les méditant nous apprenons à nous réjouir, à souffrir, et à préparer notre éternité ; nous nous affermissons, mais puissamment, dans trois vertus essentielles, la sagesse, la patience et l'espérance. Reprenons.

I

Le premier fruit de la méditation du Rosaire est d'éclairer nos esprits de la plus vive lumière sur le but de notre destinée.

L'homme a un attrait invincible pour le bonheur ; il recherche avec une extrême ardeur ce qui peut le rendre heureux, ce qui est capable de lui procurer la joie et le plaisir. Et cet attrait n'est point désordonné. Saint Paul nous recommande de nous réjouir et de nous réjouir toujours. Les anges, à la naissance du Sauveur, signalaient son avènement comme une ère de bonheur, *Evangelizo vobis gaudium magnum* ; Notre-Seigneur ne se propose, dans ses instructions divines, pour ainsi dire qu'une chose : nous apprendre le secret d'être heureux. Quels sont donc les biens qui nous procurent la félicité ?

Un grand nombre, parmi les hommes, regardent comme le bien suprême l'opulence. L'argent est l'objet de leur convoitise, le but de leurs efforts, c'est leur Dieu. Ils se proposent d'acquérir par tous les moyens un trésor opulent, espérant trouver la joie parfaite dans la possession de grandes richesses. Pour d'autres, le bonheur parfait consiste à s'élever au-dessus de leurs concitoyens, à se faire un renom glorieux ; et ils savent comme un encens délicieux les louanges, les hommages, les honneurs. Pour d'autres encore le dernier mot de la félicité c'est la jouissance des sens, une table exquise, la satisfaction de tous leurs appétits. Est-ce là la vraie notion du bonheur ? Ecoutez le divin docteur de l'humanité :

Il était une fois un riche, vêtu de pourpre et de lin : il faisait chaque jour de splendides banquets. A sa porte gisait un certain Lazare. C'était un mendiant, tout couvert de plaies purulentes, et qui eût bien voulu rassasier sa faim des débris qui tombaient de la table du riche. Mais nul ne lui en faisait l'aumône, les chiens seuls venaient à lui et léchaient ses ulcères. Il advint cependant que le mendiant mourut, et qu'il fut transporté par les anges dans le sein d'Abraham. Le riche mourut aussi et fut enseveli. Du fond de l'enfer, et en proie à ses tourments, il leva les yeux en haut. Alors il aperçut de loin Abraham, et puis — reposant sur le sein du Patriarche — Lazare ! A cette vue, il pousse un grand cri. — « Père Abraham, ayez pitié de moi ! Et envoyez Lazare tremper dans l'eau le bout de son doigt, afin qu'il vienne rafraîchir l'ardeur de ma langue, car je suis à la torture au milieu de ces flammes. » — « Mon fils, lui répond Abraham, souviens-toi que, en ta vie, tu as eu les biens en partage, tandis que, de son côté, Lazare a eu les maux. Mainte-

¹ Lacordaire. *Vie de S. Dominique*, p. 239.

nant, c'est lui qui est dans la consolation, et toi dans les souffrances. En outre, un prodigieux abîme a été pour jamais creusé entre nous et vous; de sorte qu'il serait impossible à qui le voudrait, soit d'aller à vous du lieu où nous sommes, soit de venir à nous du lieu où vous êtes. » (Luc., xvi.)

Il s'était donc trompé, ce riche, en mettant sa fin dernière dans l'opulence et le plaisir des sens. La mort vient et dépouille l'homme de tous les faux biens de la terre, de ses titres, de ses maisons, de ses terres, de ses trésors; elle change en amertume toutes ses jouissances; bientôt elle jette sur son souvenir le voile épais de l'oubli; elle ne lui laisse que ses œuvres. Aussi l'auteur de l'*Imitation* a-t-il raison de s'écrier : « C'est vanité que de rechercher les richesses périssables et d'y mettre sa confiance; c'est vanité d'ambitionner les honneurs et d'aspirer aux positions élevées; c'est vanité de s'abandonner aux désirs de la chair et de désirer ce qui doit entraîner un si terrible châtement; c'est vanité de souhaiter une longue vie sans s'inquiéter de bien vivre; c'est vanité de ne s'occuper que de la vie présente, sans avoir souci de la vie future; c'est vanité d'aimer ce qui s'évanouit avec une étonnante rapidité et de ne pas se hâter vers la patrie du vrai bonheur. »

Voulez-vous, chrétiens, savoir où se rencontre le véritable bonheur? Désirez-vous être fixés sur le but de la vie? Brûlez-vous de connaître les biens réels? Méditez cette partie du Rosaire que l'on désigne sous le nom de mystères joyeux. Nous y célébrons les joies de Marie? Quelles sont-elles? Les joies de Marie sont : l'Annonciation, la Visitation, la Naissance de Jésus, la Présentation, le recouvrement de Jésus dans le temple. Marie est heureuse et nous la félicitons parce qu'elle a conçu le Verbe incarné dans son chaste sein, parce qu'elle a porté les bénédictions de Jésus à sa cousine Elisabeth et au Précurseur; parce qu'elle a enfanté Jésus dans la grotte de Bethléem; parce qu'elle a offert Jésus au Seigneur dans le temple; parce qu'elle a retrouvé, après trois longs jours d'absence, Jésus qu'elle avait perdu à Jérusalem. Ainsi toute sa joie, tout son bonheur, toutes ses délices, c'est Jésus reçu, donné, retrouvé! *Esse cum Jesu dulcis est paradisus!*

Mes frères, quelle leçon! Nous ne pouvons jouir, même ici-bas, du bonheur en dehors de Dieu, loin de Jésus. Nous ne pouvons à la fois servir Dieu et le monde. Si nous avons une bonne conscience, nous serons heureux. Loin de Dieu, eussions-nous tout le reste, il y aura un vide immense dans notre cœur, nous serons malheureux. Oui, nous pouvons prendre souci de notre réputation, nous pouvons user des agréments dont Dieu, dans sa bonté, a semé notre route, nous pouvons acquérir et conserver les biens temporels, comme *moyen* pour aller à Dieu. Mais Dieu seul, mais Jésus seul est notre fin dernière.

Disons-donc tous avec le Psalmiste : « Mon bonheur est de m'attacher au Seigneur. L'ambition de mon cœur au ciel et sur la terre, c'est vous, ô mon Dieu! Je préfère votre loi à des monceaux d'or et d'argent! » Disons avec l'Apôtre : « En comparaison de Dieu, je regarde tous les biens de la terre comme une ordure infecte. » Que notre cri de ralliement soit : « Nous voulons Dieu, il nous faut Dieu! » Oui, possédons Dieu par la pureté de conscience, mais surtout par l'Eucharistie. Que Jésus-Hostie soit le trésor de notre cœur. Et dans la sainte communion nous aurons la joie de Marie à Nazareth, alors que le Verbe se fit homme, la joie d'Elisabeth et du Précurseur, la joie des bergers et des mages à Bethléem, la joie du vieillard Siméon. » Mais surtout, par notre fidélité, notre humilité, notre amour, travaillons avec un soin jaloux à ne jamais perdre Jésus!

II

Celui qui ne rêverait que bonheur en cette vie s'abuserait et ne tarderait pas à se convaincre qu'il se trompe cruellement en voulant faire de la terre le paradis. Ici-bas, c'est la loi de Dieu, c'est la peine du péché, il faut souffrir. En vain prendrions-nous toutes les précautions, nous ne pourrions échapper aux étreintes de la douleur. Et ici encore, l'auteur de l'*Imitation* remarque avec raison que la science de la vie consiste moins à s'épargner toute souffrance qu'à savoir souffrir avec résignation. Bon gré mal gré la souffrance est le lot des fils d'Adam, l'important c'est de vaincre l'épreuve par la patience.

Or, mes frères, je sais un moyen efficace de s'exciter, avec la grâce de Dieu, à la patience et de s'y enraciner d'une manière inébranlable. Ce moyen c'est de suivre le conseil de S. Pierre, c'est de penser à la Passion de J.-C., c'est de méditer sur les mystères douloureux du saint Rosaire, *Christo igitur passo in carne et vos eadem cogitatione armamini!* (I Pet., iv, 1.)

Sans doute toute la vie du Sauveur a été une croix continuelle, et en même temps qu'il réjouissait le cœur de Marie, il lui était une cause de douleur ineffable. Que n'eût-elle pas à souffrir en le voyant s'abaisser si profondément au jour de l'Annonciation; naître si pauvre, si dénué, si repoussé à Bethléem; en entendant le vieillard Siméon formuler ses effroyables prédictions; en le perdant dans la foule aux fêtes de la Pâque? Jésus a souffert pendant son enfance des peines de l'exil; pendant son adolescence, des rigueurs du travail; pendant sa vie publique des fatigues de l'apostolat, de l'ingratitude des Juifs, de la malice des Scribes et des Pharisiens. Mais toutes les peines, toutes les amertumes, toutes les tortures, se sont condensées dans la grande semaine, et particulièrement depuis le Jeudi saint au soir jusqu'au trépas sur le Calvaire. Et ce sont spécialement ces suprêmes souffrances que l'Eglise nous invite à méditer pendant la récitation du saint Rosaire. S. Dominique, guidé par la Sainte Vierge et ins-

piré par le Saint-Esprit, les a ramenées à cinq; et ces cinq mystères douloureux expriment chacun un des cinq grands supplices que le Sauveur a endurés pour nous. L'agonie au Jardin des Oliviers nous remet particulièrement en mémoire ses tortures intérieures, ses angoisses, ses peines de cœur; l'horrible flagellation, ses peines physiques, le couronnement d'épines, ses peines d'esprit; le portement de croix, les dérisions dont il a été l'objet; le crucifiement, tous les dénûments, toutes les humiliations, toutes les peines de l'esprit, du cœur, du corps réunies.

Et qui est-ce qui souffre ainsi? C'est Jésus-Christ notre Dieu. Pour qui souffre-t-il? Pour ses ennemis, pour des ingrats qui ont abusé des bienfaits pour outrager leur bienfaiteur? Pourquoi souffre-t-il? Pour expier les péchés des prévaricateurs, pour leur procurer tous les biens du temps et de l'éternité, pour les convaincre de son amour. Jésus eût pu nous racheter par une seule parole, et pour nous faire voir combien il nous aime, il épuise jusqu'à la lie le calice de la souffrance!

Qui donc, quelles que soient ses épreuves, oserait se plaindre en méditant les mystères douloureux du Rosaire? Qui donc ne serait pas armé d'une patience à toute épreuve? Autrefois les affligés se roulaient à terre de désespoir; chez les Juifs, ils s'asseyaient et silencieusement déploieraient leur infortune. Marie, la Mère de Jésus et notre Mère, bénéficiant la première des divines influences du Crucifié, se tient debout, noyée dans une mer d'amertume, mais ferme et inébranlable dans son courage, *Stabat Mater dolorosa, juxta crucem lacrymosa!* Marie est devenue le modèle des chrétiens fidèles à la méditation des souffrances du Sauveur. Eux aussi, en réfléchissant aux inexprimables tortures de Jésus sont remplis de résignation, de soumission et de patience. Eh! quoi, se disent-ils: Jésus a souffert, Lui l'innocence même, et moi, misérable pécheur, je refuserais d'expier mes péchés! Jésus a souffert par amour pour moi, et moi je refuserais de souffrir par amour pour Lui, pour séparer les prévaricateurs des pécheurs, pour travailler à la sanctification des âmes et à la gloire de son nom! Jésus a souffert pour me mériter la grâce, et moi je refuserais de souffrir pour mériter le ciel! Moi aussi j'accepte la croix sans laquelle il n'y a pas de vertu possible; donc que la volonté de Dieu soit faite en tout, *Fiat voluntas tua!* Et c'est ainsi que les murmures s'apaisent, que le calme se fait au milieu des plus affreuses tempêtes, que les amertumes les plus rebutantes s'adoucissent, *Ecce in pace amaritudo amissima.* C'est dans la méditation affectueuse des souffrances de Jésus que les saints, allant plus loin encore, ont puisé non-seulement la patience, mais l'amour, mais le désir le plus héroïque du sacrifice, aspirant à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang, avec le raffinement des plus lentes tortures, pour celui qui est mort pour eux. Ils imitaient Marie

dans sa compassion, *Maria conservabat omnia verba hæc conferens in corde suo!*

III

Il est une vertu aussi délicieuse qu'importante, une vertu qui console toutes les afflictions, qui est un baume pour toutes les douleurs, un encouragement pour la vertu, une excitation aux sacrifices les plus héroïques, une vertu qui est le fondement de toute religion, la clef de voûte de tout l'édifice social: c'est l'espérance! L'espérance, Dieu la recommandait à Abraham quand il lui disait: « Marche en ma présence, travaille à réaliser en toi la perfection, je serai moi-même ta sublime récompense! » L'espérance, Jésus-Christ la place à la base de son enseignement quand il promet le ciel à ceux qui vaincront leurs passions pour pratiquer la justice: « Bienheureux les pauvres, les doux, les purs, les affamés de perfection, les persécutés pour le bien, parce que le royaume des cieux leur appartient! » L'espérance, l'apôtre S. Paul, faisant écho, à la parole du Sauveur, en met en relief une de ses principales efficacités quand il dit: « Nous nous glorifions dans l'espérance de la gloire des enfants de Dieu, sachant que l'affliction produit la patience, la patience l'épreuve, l'épreuve l'espérance, une espérance qui n'est point trompeuse! » L'espérance, c'est elle qui a fait les apôtres, les vierges, les confesseurs, tous les saints; c'est elle qui encourage le pauvre, le malade, le persécuté; c'est elle qui soutient dans les tentations, dans les violences et les séductions; elle est l'ancre de la vie; elle est, suivant la belle parole de S. Augustin, l'âme de notre vie mortelle, *Vita vitæ mortalis, spes est vitæ immortalis* (Sup. Psalm. c. III, v. 34.)

Ah! qu'ils sont criminels ces innombrables docteurs de mensonge qui, par leurs paroles et leurs discours impies, s'efforcent aujourd'hui d'étouffer l'espérance dans les cœurs! Ils désenchantent la terre, ils paralysent les dévouements, ils sèment les désespoirs, ils fomentent les haines, ils préparent les plus horribles bouleversements!

Contre ce mal, heureusement, nous avons un remède! Pour résister à cette épidémie générale de découragement, d'impiété et de matérialisme, qui vicie affreusement l'atmosphère des âmes, nous possédons, grâces en soient rendues à Dieu, un puissant spécifique, c'est la méditation des mystères glorieux du Rosaire. Si nous le voulons, nous pouvons facilement, tous les jours, nous retremper dans la résignation, la patience, le dévouement, le sacrifice, par la pensée du ciel et des éternelles récompenses. En méditant avec piété sur la résurrection du Sauveur, sur sa glorification dans le ciel, sur le couronnement de Marie, sur les gâces du Saint-Esprit que Jésus, notre chef, répand sans cesse sur nous, irrésistiblement nous nous sentirons soutenus et encouragés, quelles que soient nos épreuves du cœur, du corps ou de l'esprit. Nous nous dirons, nous aussi: Je

veux être vertueux à cause de la récompense, *propter retributionem*; je veux travailler, au ciel je me reposerai; je veux être patient dans mes souffrances, parce qu'au ciel je serai surabondamment dédommagé: au ciel il n'y aura ni pleurs, ni maladies, ni morts, ni séparation, mais un poids incomparable de bonheur et de gloire en retour de mes efforts; au lieu de la pauvreté ce sera l'opulence; au lieu de l'humiliation, ce sera un trône, une couronne, un palais; au lieu de l'affliction, ce sera le bonheur sans fin! *In Domino sperans, non infirmabor...*

Je termine, mes frères, ce rapide coup d'œil sur les efficacités de la méditation du Rosaire pour nous guider dans la vie. Je ne vous étonnerai pas en vous disant que tous les saints, depuis son institution, en ont fait leurs délices. C'est par ce moyen, notamment, que sainte Thérèse s'éleva aux plus sublimes vertus; Ste Germaine Cousin, placée récemment par l'Eglise sur les autels, n'eut guère d'autre exercice de piété pour atteindre à la plus étonnante perfection; S. François de Sales, S. Camille de Lellis, S. Ignace de Loyola, S. François Xavier, S. Vincent de Paul, S. Alphonse de Liguori, et beaucoup d'autres, trouvaient pareillement dans cette méditation la plus douce et la plus fortifiante nourriture pour leur âme. Imitez-les, chrétiens, et vous aussi vous croîtrez en sagesse, en patience et en espérance; vous aussi vous apprendrez à orienter votre vie; vous aussi vous aborderez aux rivages de la béatitude éternelle.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. DES INDULGENCES

Le décret suivant spécifie les conditions dans lesquelles les associés de la Propagation de la Foi et les collecteurs ou directeurs peuvent jouir des indulgences et privilèges qui leur sont accordés.

DECRETUM Mechliniensis et Vincennapolitana super indulgentiis et privilegiis concessis pio operi Propagationis Fidei.

Pium et præclarum Opus Propagationis Fidei, mirabili divinæ Providentiæ dispositione pluribus abhinc annis in Gallia primum exortum, et deinceps per totum catholicum Orbem diffusum, omnes norunt quantum ad catholicam fidem in remotissimis etiam regionibus propagandam contulerit. Hinc hujusmodi pium Opus, vix ac obortum est,

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Étranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

Romani Pontifices singulari cura prosequuti sunt, et Christifidelibus ut suis elargitionibus quotidianisque precibus tam saluberrimum Opus confoverent, Indulgentiarum thesauros reserarunt, et sacerdotibus præsertim, qui vel stipem propriam elargiti essent, vel data opera alienam collegissent ad illud sustentandum s. m. Pius IX rescripto diei 31 decembris 1871, et SSmus Dominus Noster Leo Papa XIII, rescripto diei 25 maii 1881, speciales facultates et privilegia tribuerunt.

Jam vero tum circa quasdam conditiones requisitas ut adscripti pio Operi Propagationis Fidei gaudere valeant Indulgentiis, tum circa supradictorum rescriptorum rectam intelligentiam plura exorta sunt dubia, quorum nonnulla proposita fuerunt huic S. Congregationi a quodam Sacerdote Archidiocesis Mechliniensis, specialiter deputato ab Archiepiscopo ad colligendas eleemosynas in præfati pii Operis subsidium; alia vero ab Abbate s. Meinardi Ordinis s. Benedicti in diocesi Vincennapolitana in statibus fœderatis Americæ septentrionalis, quæ primum exhibita S. Congregationi Christiano Nomini propagando præpositæ, deinceps ad hanc Indulgentiarum et SS. Reliquiarum transmissa fuerunt.

Dubia vero sunt quæ sequuntur :

I. In diocesi ubi pium Opus Propagationis Fidei existit quidem, annuente Ordinario, sed non rite constitutum habetur, puta quia non constat ex Consilio diocæsano, Chiliarchiis, Centuriis et Decuriis, quæritur — 1^o) utrum adscriptus possit frui tum Indulgentiis Plenariis ac Partialibus pio illi Operi concessis tum (si sit sacerdos) facultatibus et privilegiis presbyteris nonnullis impertitis, sive a Summo Pontifice Pio IX, Rescripto 31 decembris 1871, sive a Leone XIII Rescripto 25 maii 1881? — 2^o) Quænam dicti pii Operis constitutio (organisation) ad hæc sufficiat?

II. Qualis huic pio Operi adscriptio requiratur, ut quis possit frui tum Indulgentiis, tum facultatibus ac privilegiis concessis?

III. Quinam novos sodales adscribendi facultatem habeant?

IV. Num adscriptus, qui non solet quotidie recitare preces præscriptas, scilicet unum *Pater* et *Ave* cum invocatione, *S. Franciscæ Xaveri ora pro nobis*, aut qui suum obolum hebdomadalem solvere negligit, — 1^o) frui possit Indulgentiis; — 2^o) an gaudere saltem facultatibus ac privilegiis nonnullis presbyteris impertitis?

V. Per rescriptum 31 decembris 1871, quod prorogatum fuit ad aliud septennium tum 16 junii 1878, tum 7 junii 1885, quædam facultates ac privilegia a Summo Pontifice Pio IX nonnullis presbyteris concessa sunt, sed cum expressa clausula de consensu Ordinariorum; quæritur autem — 1^o) Utrum sine hoc consensu invalide quis illis facultatibus ac privilegiis uteretur? Et quatenus affirmative — 2^o) Utrum singuli sacerdotes qui illis facultatibus ac privilegiis uti volunt singillatim recurrere debeant ad Ordinarium, ut ipsius consensum obtineant? — 3^o) An vero Ordinarius

omnibus et singulis sacerdotibus suæ Diœcesis, qui nempe conditiones requisitas adimpleverint, suum consensum in globo dare valeat? — 4^o) Quin imo, an sustineri possit quod, approbante Ordinario existentiam pii Operis a Propagatione Fidei in sua diœcesi, eo ipso sat conditioni ejus consensum obtinendi consultum sit?

VI. Quum indultum a Summo Pontifice obtentum ad septennium ante expirationem hujus septennii prorogatur ad aliud septennium, quæritur utrum prorogatio currere incipiat ab ipso die, quo ea obtinetur, an vero a die quo expirabit prius indultum?

VII. Per jam memoratum Rescriptum 31 dec. 1871 sacerdotibus qui in anno solverint summam 260 francorum, aut 2600 fr., sive hæc ab ipsis collecta fuerit, sive fuerit concredita ipsorum manibus (*centralisée dans leurs mains*) sive proveniat ab ipsis cum liberalitate, concessæ sunt variæ facultates ac privilegia, pro annis tamen in quibus (durante septennio) reapse illam summam solverint. Quæritur a quo temporis puncto sacerdos collector facultatibus ac privilegiis uti incipere possit?

VIII. Utrum — 1^o) Comitatus regionales piorum Operum Propagationis Fidei et Sanctæ Infantæ possint se separare a comitatibus centralibus Parisiensi et Lugdunensi et societatem independentem efformare, quæ collectas distribuat in propria sua regione, vel etiam in regionibus infidelium omnino juxta scopum prædictorum Operum, attamen independentem a Societatibus centralibus; et utrum — 2^o) ex ipso facto separationis amittant privilegia spiritualia, his Operibus benigne concessa a S. Sede?

Emi et Rmi Patres in Congregatione generali habita in Palatio Apostolico Vaticano die 25 junii 1887 rescripserunt :

Ad 1^m partem dubii I : *Affirmative*.

Ad 2^m partem : Optandum et curandum, ut Operis constitutio fiat juxta normam a S. Sede approbatam; sin minus sufficit, ut saltem Ordinarius cum uno vel altero consiliario Operi præsideat.

Ad II. Servetur consuetudo : pro lucrandis vero Indulgentiis fruendisque privilegiis sufficit, ut opera præscripta adimpleantur.

Ad III. Potest novos sodales adscribere quicumque legitimam colligendi eleemosynam habet facultatem.

Ad 1^m partem dubii IV : *Negative*.

Ad 2^m partem : *Affirmative*, quatenus illa privilegia ratione piæ collectionis eleemosynarum, aut operæ præstitæ in comitatibus concessa sunt.

Ad 1^m, 2^m, 3^m partem dubii V : *Affirmative*.

Ad 4^m partem : *Negative*.

Ad VI. A die datæ prorogationis, prouti in resolutione S. Congregationis 20 maii 1711.

Ad VII. Sacerdos collector jus ad privilegia habet a die, qua vel totam unius anni summam, vel partem summæ juxta Operis statuta solverit.

Ad 1^m partem dubii VIII : *Non spectare*.

Ad 2^m partem : *Amittere Indulgentias et Privilegia*.

Facta vero de iis omnibus relatione in audientia habita ab infrascripto Secretario die 16 julii 1887, Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII responsiones Patrum Cardinalium approbavit.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ die 16 julii 1887.

Fr. THOMAS M. CARD. ZIGLIARA, *Præfectus*.

† ALEXANDER Episcopus Oensis *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Permettez à un de vos abonnés de soumettre à MM. les rédacteurs de l'*Ami du Clergé* certaines difficultés sur lesquelles il éprouve depuis longtemps le besoin d'être éclairé et surtout fixé. Vous avez le talent d'encourager à vous interroger. — Je me borne, cette fois du moins, à un seul article. Mais j'aurai plusieurs questions de détail. Peut-être en y répondant pourrions-nous les réduire ?

1^o Un prêtre qui, sans délégation reçue de droit, ferait les bénédictions réservées comprises dans le Rituel et dans le Missel, sous la rubrique : « Benedictiones ab Episcopis vel aliis facultatem habentibus « faciendæ », encourrait-il l'irrégularité ?

2^o Si la réponse est affirmative, n'y aurait-il pas cependant une distinction à établir entre les bénédictions des vêtements sacerdotaux, linges et vases pour la Ste Eucharistie, et la bénédiction solennelle des croix et des images ou statues ? Je dis *solennelle*, parce que je suppose que tout prêtre peut (du moins avec la permission de son évêque), bénir *sans solennité* les croix portatives, les statuettes...

3^o Le Saint-Siège tolère-t-il que l'évêque, non pourvu d'un Indult apostolique, accorde aux prêtres de son diocèse la faculté de faire les bénédictions réservées qui n'exigent point l'emploi des saintes huiles, et qui se trouvent dans le Rituel et dans le Missel sous la rubrique reproduite plus haut ? — Ou se réserve-t-il *rigoureusement* la concession de cette faculté sans distinction de pays ni d'usage... ?

4^o Si la chose n'est pas tolérée, que penser de la validité des bénédictions faites en cas pareil par un prêtre simplement délégué par son évêque ?... Et que faire ensuite (... Si la susdite bénédiction date d'un peu loin, il devient impossible de reconnaître les objets ainsi bénis, vu qu'ils sont confondus avec ceux touchant la bénédiction desquels on n'est point inquiet.

5^o L'évêque muni d'un Indult apostolique lui conférant le pouvoir de déléguer la faculté de faire les bénédictions ci-dessus, doit-il, sous peine de nullité de la concession, déclarer qu'il accorde ladite faculté en vertu d'un Indult apostolique, lorsque pareille déclaration n'est pas exigée par ce même Indult ? Crais., n. 326.

Ainsi, permettez-moi ce détail, vous connaissez l'Indult quinquennal (FX) que l'on adresse aux évêques dès qu'ils sont préconisés. Cet Indult contient quatorze articles. Par les nos 3, 4, 5 et 6, la faculté de dispenser de certains empêchements de mariage est accordée à l'évêque. Mais dans le n^o 7^o qui suit immédiatement ces quatre articles, on lit : « Hæc vero matrimoniales dispensationes, videlicet tertia, quarta, quinta et sexta, non concedantur nisi cum clausula ; dummodo mulier, etc., et in dispensationibus tenor hujusmodi declarationis expresse illas concedi tanquam a Sedis apostolicæ delegato... »

Il faut donc de toute nécessité mentionner la délégation apostolique lorsqu'il est question de dispenses matrimoniales. Un peu plus bas arrive le n° 11° du même Indult par lequel l'évêque reçoit la faculté de déléguer les simples prêtres pour bénir « paramenta et alia utensilia ad sacrificium missæ necessaria ubi non inter-veniat sacra unctio ; et reconciliandi Ecclesias... etc. » Ici il n'est plus question à l'article 7° de la clause... de claretur expresse illas concedi tanquam a sedis apostolicæ delegato. — Ne s'en suit-il pas que l'évêque n'est nullement tenu, lorsqu'il accorde ladite faculté, de faire mention de l'Indult apostolique, qu'il lui suffit de déclarer qu'il accorde le pouvoir de bénir..., etc., et que le prêtre ainsi délégué peut et doit user en toute sécurité de la faculté reçue de son évêque ?

6° Ces sortes d'Indults étant accordés par le St-Siège pour un temps déterminé, v. g., *ad quinquennium*, les facultés que par suite l'évêque accorde, expirent au terme fixé pour la durée de l'Indult. Je crois du moins que tel est l'enseignement des auteurs. Cela posé, je prends l'Indult quinquennal. Sa durée, je suppose, s'étend jusqu'au 30 juin 1887. Or, l'évêque, je continue l'hypothèse, sans faire mention de l'Indult, déclare dans une communication à son clergé en date du 20 décembre 1886, qu'il accorde pour un an à MM. les curés, chanoines, etc., de son diocèse, la faculté de bénir les vêtements sacerdotaux, le ciboire, etc...

La concession est-elle valide ?

Que dire des bénédictions qui pourront être faites par ces MM. après le 30 juin ?

Celles du moins faites du 20 décembre au 30 juin seront-elles valides ?

Si l'Indult a été renouvelé avant le 30 juin 1887, les bénédictions faites par ces prêtres, du 30 juin 1887 au 20 décembre exclusivement, seront-elles valides, en admettant qu'il n'y ait eu de la part de l'évêque aucune nouvelle concession après réception du dernier Indult ?

7° L'Indult accordant en termes généraux la faculté « delegandi simplicibus sacerdotibus potestatem benedicendi... etc. », cette faculté peut-elle être accordée non seulement à tel prêtre nommément désigné, mais encore à telle catégorie de prêtres, v. g., aux curés, chapelains, etc. ?

8° Supposé que l'évêque accorde la susdite faculté sans se préoccuper le moins du monde de l'Indult apostolique — qu'il possède cependant puisqu'il lui a été envoyé, et que même il a peut-être fait renouveler au bout de cinq ans — parce qu'il croit, qu'en France du moins, les évêques peuvent, à raison d'un ancien usage, ou pour tout autre motif, accorder ces pouvoirs de leur propre autorité, les prêtres ainsi autorisés doivent-ils user en toute sécurité de la faculté qui leur a été octroyée ? — En d'autres termes, dès lors que l'évêque possède l'Indult, alors même qu'il ne songerait pas à en user, ou ne voudrait pas en user parce qu'il ne le croirait pas nécessaire, les concessions de pouvoirs faites par lui pour ces bénédictions seraient-elles valides ?

9° Que penser des susdites bénédictions faites par MM. les curés ou autres prêtres délégués par l'évêque muni d'un Indult, si ces bénédictions ont été faites par ces MM. après la mort de l'évêque, ou après son transfert à un autre siège, ou encore après sa démission ?

10° Dans son Manuel « juris canonici », n. 1171, t. I, p. 604, Craisson, après avoir exprimé son opinion sur la question de la délégation que l'évêque accorderait chez nous absque Pontificio Indulto de bénir les ornements, linges, etc., ajoute : « Concessisse præfatam facultatem delegandi omnibus Episcopis nobis asseruit S. Pontifex Pius IX, in audientia data presentibus archiepiscopo Aquensi et pluribus sacerdotibus » ex ejus clero, anno 1862. »

Sous le n° 4470, t. III, p. 372, 4^e édition, le même auteur rappelle ce même fait. — Après avoir dit que *sat communitèr*... assez communément on enseigne que chaque évêque ne peut accorder le pouvoir de faire ces bénédictions, qu'il a besoin d'une délégation apostolique,

il ajoute : « Attamen S. Pontifex Pius IX mihi » asseruit se dedisse Episcopis facultatem delegandi » meros sacerdotes pro benedicendis sacris paramentis » et linteaminibus altaris. »

Parcille concession de la part du Souverain-Pontife expire-t-elle à sa mort ?

L'auteur du Manuel que je viens de citer étant très digne de foi, pouvait-on, du vivant de Pie IX, regarder la susdite concession comme suffisamment constatée et en user avec sécurité parfaite ?

En outre, y a-t-il lieu de considérer comme valables les pouvoirs de faire les bénédictions en question accordées aux prêtres, jusqu'au décès du Souverain-Pontife, par les évêques non munis d'un Indult apostolique, et ignorant même la concession faite, au dire de l'abbé Craisson, par le St-Père omnibus Episcopis ?

Je suis vraiment confus et un peu effrayé du nombre de mes questions. Je désire qu'elles ne vous fassent pas éprouver la même impression, de crainte que vous ne preniez le parti de n'y pas répondre, ce que je regretterais beaucoup, car mes difficultés sur ce point sont très sérieuses. Je ne sais si d'autres les partagent ?

R. — Ad I et II. Le prêtre qui ferait les bénédictions réservées à l'évêque, comprises dans le Rituel sous la rubrique : « *Benedictiones ab episcopis vel aliis facultatem habentibus faciendæ* », encourrait l'irrégularité. Tel est l'enseignement commun.

M. Grandclauze range, en effet, les bénédictions réservées à l'évêque parmi les actes d'ordre qui font encourir l'irrégularité : « *Dicitur itaque actus proprius ordinis*, qui non posset valide vel saltem licite fieri a non ordinato, vel fieri eo modo quo fit : unde præter eos actus qui de jure divino sunt proprii ordinis, adeoque invalidi, si fiant a non ordinatis, alii etiam sunt de jure ecclesiastico proprii, *benedictiones pontificales*, baptismus solemniss, etc. ¹. »

Stremmer est du même avis : « Par acte d'ordre on entend toute fonction ecclésiastique dont l'accomplissement suppose ou exige l'ordre, soit majeur, soit mineur. Comme, par exemple..., faire une bénédiction solennelle réservée au prêtre ou à l'évêque ². »

Craisson est encore plus affirmatif, sans répondre cependant d'une manière directe à la question ³. »

Mais quelles sont les bénédictions réservées à l'évêque ?

1° Il est certain que la bénédiction des croix et des images est réservée, quand elle se fait solennellement et qu'elle ne l'est pas quand elle a lieu en particulier. « Notandum tamen est, dit de Herdt, solam solemnem crucis et imaginum benedictionem reservatam esse episcopis, quæ fit publice, cum concursu populi, cum solemnitate, cantu, pluribus ministris, etc., non autem privatam, quæ fit absque prædicto apparata a solo sacerdote cum unico ministro ⁴. »

2° Toutes les bénédictions qui nécessitent l'usage des saintes huiles sont aussi réservées.

¹ *Jus canonicum*, l. v., tit. xxviii, t. III, p. 465.

² *Des peines ecclésiastiques*, p. 218.

³ *Manuale totius juris*..., n. 1802.

⁴ *Sacra liturgiæ praxis*, t. III, n. 129.

3^o Il en est de même de la bénédiction d'une première pierre, de la bénédiction d'une église ou d'un cimetière.

4^o La bénédiction des ornements sacerdotaux, linges et vases réservés à la sainte Eucharistie, est aussi réservée à l'évêque, et, en appliquant la règle générale, elle ferait encourir l'irrégularité au prêtre qui l'entreprendrait sans autorisation.

Nous supposons d'ailleurs que les autres conditions nécessaires pour encourir l'irrégularité seraient vérifiées.

Ad III. Nous ne connaissons pas de décision récente sur ce sujet. Dans la collection des *Analecta*, on en trouve une qui ne porte pas de date : « An Episcopus, utendo ordinaria facultate, possit aliis in dignitate constitutis delegare potestatem benedicendi sacra indumenta et alia, in quibus, juxta Rituale romanum, sacrum Chrisma non adhibetur, seu potius hanc delegationem etiam ad campanarum benedictionem ampliare valeat ? — RESP. : Non posse ¹. »

Quoi qu'il en soit de la date de cette décision de la S. Congrégation des Rites, les auteurs ont presque unanimement accepté la doctrine qu'elle consacre. Gavantus, qui est cité et suivi par Monacelli, S. Alphonse et plusieurs auteurs estimés qu'il indique, Benoît XIV, Craisson, etc. ², refusent à l'évêque le pouvoir ordinaire de déléguer un prêtre pour les bénédictions réservées dont il est question. Il y a cependant pour l'opinion contraire Nicolius et Quarti. Les raisons apportées par le premier ont été victorieusement réfutées par Monacelli, et le second a reconnu qu'il allait contre l'opinion commune ³.

Mais ne pourrait-on pas justifier cette pratique par une coutume immémoriale ? Non, parce que, suivant les canonistes, il ne peut y avoir de prescription légitime sur ce point. En effet, ils rangent parmi les choses que l'on ne peut prescrire : *Quæ dependent a potestate ordinis, vel a solo privilegio apostolico* ⁴.

Ad IV. Les bénédictions sont invalides, parce que l'on ne peut pas s'appuyer ici sur la bonne foi et un consentement tacite de l'Eglise, comme cela a lieu en certains cas pour le pouvoir de juridiction. Mais comme aucune de ces bénédictions ne touche à la validité des sacrements, il n'y a pas à se préoccuper du passé, sinon pour le cas où l'on craindrait d'avoir encouru l'irrégularité dont nous avons parlé. Pour l'avenir, on devra se munir des pouvoirs nécessaires et bénir de nouveau tous les objets. Alors même que quelques-uns auraient été bénis valablement, on ne commet aucune faute à les bénir de nouveau, à cause de l'impossibilité où l'on se trouve de distinguer ceux qui sont bénis de ceux qui ne le sont pas. Pour

éviter de causer quelque étonnement au fidèles, il faudrait agir en secret.

Ad V. La mention de l'Indult apostolique qui concède certains pouvoirs est requise dans quelques cas, par exemple dans les dispenses matrimoniales, sous peine de nullité, en vertu d'une réserve expresse des Souverains-Pontifes. Dans les autres cas, bien qu'elle soit utile pour éclairer les consciences et faire cesser les doutes, elle n'est pas nécessaire pour la validité de la concession. Tel est, croyons-nous, le sens d'un passage de Craisson :

« Nota quoad usum jurisdictionis delegatæ necessarium esse ut delegatas indicet actum a se peragi auctoritate delegantis; quia, si secus fiat, de legitimitate aut etiam scœpe de validitate dubitari poterit cum perturbatione animarum. Hanc expressionem præscribunt sæpè SS. Pontifices, præsertim in indultis facultatem pro dispensationibus matrimonialibus ¹. »

Ad VI. Nous ne connaissons aucune décision qui concerne spécialement ce cas. Il y en a une pour l'autel privilégié. La S. Congrégation des Indulgences interprétant un bref *ad septennium*, déclare qu'il faut l'entendre d'une double manière. D'abord l'évêque peut, pendant sept ans, user des pouvoirs contenus dans le bref pour désigner les autels privilégiés, et ensuite ces autels jouissent du privilège pendant sept ans, à partir de la concession épiscopale, fut-elle datée du dernier jour du bref.

« Vigore litterarum apostolicarum in forma Brevis dati sub annulo Piscatoris, die 13 Februarii 1838, Episcopus orator facultatem obtinuit semel per seipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis suæ diocesis, unum dumtaxat altare ad septennium proximum privilegio apostolico decoratum declarare, ita ut hæc facultas quoad Episcopum oratorem incipiat a die datæ Brevis; ac proinde absoluto septennio pro altaribus designantibus, etiamsi nondum in omnibus ecclesiis ea declaraverit, ipsi recurrendum ad sedem Apostolicam pro prorogatione talis facultatis; quoad vero altare illo privilegio decoratum ad septennium, illud tempus incipit a die respectivæ designationis uniuscujusque altaris ². »

Faut-il appliquer les mêmes règles à la faculté dont il est question ici ? Nous désirerions une solution authentique pour un point si important. Peut-être serons-nous à même de la donner d'ici à quelque temps. Aussi réservons nous pour ce moment la réponse aux autres questions du même numéro.

Ad VII. Oui ; c'est ainsi que la S. Congrégation des Indulgences interprète les Indults de cette sorte pour la bénédiction *in articulo mortis*. La délégation est valide, mais, ajoute-t-elle : « Con-

¹ *Analecta*, 16^e liv., col. 2450.

² *Manuale totius juris*, n. 1171 ; S. Alph., I. VI. n. 378, dub. 4.

³ De Herdt, *Sacra liturgiæ praxis*, pars 5, n. 129.

⁴ C. Ferrari, *Summa Instit. canon.*, n. 690.

¹ *Manuale*, n. 326.

² *Decreta auth. S. Cong. Indulg.* TARANTAS, 22 sept. 1841, n. 292. Ed Pustet.

sultius esse, si sub delegatio fiat singulis specialiter et in scriptis¹. »

Ad VIII. Nous croyons que les évêques ne peuvent concéder les pouvoirs dont il est question, qu'avec l'autorisation du Souverain-Pontife. Toute délégation faite par l'évêque en vertu de ses pouvoirs ordinaires est donc nulle, quelle que soit d'ailleurs la bonne foi de celui qui la fait. L'Eglise supplée, en certains cas, la juridiction pour l'administration du sacrement de Pénitence, mais elle ne supplée pas pour ce qui dépend des privilèges apostoliques. D'autre part, la seule délégation, pour être valide, doit revêtir certaines conditions essentielles. Il faut qu'elle s'appuie, comme principe, sur une puissance autre que celle qui subdélègue; autrement ce ne serait pas une subdélégation, mais une délégation. Il faut aussi que celui qui subdélègue reconnaisse, au moins implicitement, qu'il agit en vertu d'un pouvoir délégué, parce que c'est cette reconnaissance seule qui relie l'acte de subdélégation au pouvoir supérieur dont émane la permission de subdéléguer. Il suit donc de là que si l'évêque, quoique ayant un Indult qui l'autorise à subdéléguer ses prêtres, ne veut pas en user ou ne pense pas à en user, les concessions faites par lui sont invalides.

Ad IX. Nous emprunterons, pour répondre à cette question, un passage de la bulle *Pia Mater* de Benoît XIV, par rapport à la subdélégation faite par les évêques pour l'indulgence plénière *in articulo mortis*. Nous ferons remarquer que le savant Pontife s'appuie sur les principes généraux et aussi que le cas qui nous occupe est semblable à celui dont il parle :

« Sequitur ut hujusmodi indulta nequaquam morte concedentis expirent, *quum jurisdictio delegata in iis quæ non ad justitiam, sed gratiam concernunt*, etiam post obitum delegantis manere debeat. Quoniam vero iisdem Episcopis et Prælati permittimus ut hujusmodi facultatem, pro incolarum civitatum, locorum atque diocesium opportunitate et necessitate, uni vel pluribus sacerdotibus in posterum subdelegare valeant, statuimus atque decernimus hujusmodi subdelegationes per subdelegantis cessum aut decessum similiter non expirare, sed potestatem ipsis tributam perseverare usque ad superventum novi præsalis, cujus arbitrio relinquimus, eosdem in hujusmodi officio confirmare, vel ab eo remove. Atque ita quicumque antistes memoratam facultatem a Romano Pontifice semel obtinuerit, eo decedente, opus non habet, pro illius confirmatione, ad Apostolicæ Cathedræ successorem recurrere. »

Il s'agit, il est vrai, d'un cas particulier, mais Benoît XIV invoque, pour le décider, des principes généraux que nous pouvons appliquer ici.

Ad X. Nous pensons que le *sat communiter* de Craisson ne rend pas exactement la doctrine des

canonistes sur ce point; il faudrait, pensons-nous, *ferre unanimiter*, parce qu'il n'y a que quelques fort rares dissidents.

Nous ne croyons pas non plus à la légitimité d'une coutume sur ce point, parce qu'il s'agit, comme nous l'avons montré plus haut, d'une chose déclarée imprescriptible par le droit.

Quant à la concession accordée par Pie IX à tous les évêques, nous pensons qu'il s'agit d'un ordre donné par le Souverain Pontife, d'insérer dans l'Indult quinquennal le paragraphe 11, qui contient la faculté susdite de déléguer. Nous n'avons pas entre les mains les documents nécessaires pour nous rendre compte de l'époque exacte à laquelle cette faculté fut insérée dans les Indults quinquennaux, mais nous croyons volontiers qu'elle date de la concession de Pie IX. Les papes n'ont pas coutume, en effet, d'accorder des pouvoirs à tous les évêques, sans les consigner dans un titre authentique, qui puisse en établir et l'existence et l'étendue. D'ailleurs une concession quelconque, sous peine d'être inutile, doit être manifestée à celui auquel elle est accordée. Comment pourrait-il en user s'il l'ignore? Mais cette manifestation, quand il s'agit d'une permission générale, ne peut être faite que par un acte officiel, par un titre authentique ou une parole publique.

Dans notre supposition, il aurait fallu cinq ans pour que tous les évêques reçussent ce pouvoir, puisque les Indults doivent être renouvelés tous les cinq ans. Nous ne croyons pas que ceux qui auraient eu connaissance de l'affirmation de Craisson avant d'avoir le nouvel Indult, eussent pu s'en prévaloir pour accorder les facultés qu'il concède. Ces pouvoirs n'expirent pas à la mort du Pape.

Nous aurions voulu pouvoir répondre avec plus de développements aux questions de notre docte correspondant et motiver plus longuement nos décisions. Il trouvera dans ces quelques pages, sinon une lumière complète pour tous ses doutes, du moins une preuve de notre bonne volonté.

Q. — Vous avez dit qu'il n'y a pas de décret qui défende aux fidèles de chanter pendant la messe basse. Cependant le décret du 12 mars 1639 *in Arimin.* est bien une défense. En tout cas, ne serait-il pas bon de blâmer ces chants? M. l'abbé Bourbon n'y est pas favorable.

R. — Le décret que vous indiquez n'a pas été porté pour les fidèles, mais pour les réguliers, comme on peut le constater par le texte même de la question posée par l'évêque de Rimini :

« Episcopus Ariminen exposuit, nonnullos Regulares suæ diocesis inter Missarum solemnias canere laudes idiomate sermone compositas, supplicans responderi : An hoc conveniat ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'il fallait absolument prohiber ces chants :

« Non convenire, sed prohibendas, prout prohiberi mandavit. » (Die 12 martii 1639, n.).

¹ Ibid., TARANTAS, 28 nov. 1878, n. 440, ad 3^m.

Or, dans le cas que vous nous présentez, il ne s'agit pas ici des religieux, mais des simples fidèles. En outre, la question posée par l'évêque de Rimini demande si les chants vulgaires conviennent non pas à la messe basse, mais *inter Missarum solemnities*. Or ces mots ne s'entendent pas ordinairement d'une messe privée, mais d'une messe célébrée avec diacre et sous-diacre, ou bien d'une messe chantée, ou au moins d'une messe paroissiale.

Vous nous objectez le sentiment de M. l'abbé Bourbon. Ce savant liturgiste, en effet, indique deux décrets, l'un pour Saint-Brieuc, l'autre pour Luçon, qui paraissent être en ce sens; mais ces deux décrets ne se trouvent pas dans la collection authentique des décrets; nous ne pouvons donc pas les apprécier.

En résumé, nous ne connaissons pas de décret authentique qui prohibe les chants vulgaires pendant les messes privées.

Est-ce à dire que nous les conseillons? Non, parce que nous ne connaissons pas d'actes du St-Siège dans ce sens. Aussi l'*Ami du Clergé* a-t-il toujours gardé une grande réserve. Ce qui est certain, c'est que la sainte Eglise désire que les fidèles assistent au sacrifice de la messe et qu'ils entrent dans les sentiments de la liturgie.

Par conséquent, si l'on croit pouvoir admettre des chants en langue vulgaire pendant les messes privées, ils doivent exprimer ces sentiments.

Nous pensons aussi que l'on ne devrait exécuter que des chants approuvés par l'évêque du diocèse ou par un long usage.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Lorsqu'une commune exproprie, pour cause d'utilité publique et avec les formalités prescrites, tout ou partie d'un presbytère dont elle a la propriété incontestée, mais dont la fabrique a régulièrement la jouissance, la fabrique peut-elle se considérer comme un citoyen ordinaire et prétendre bénéficier de la loi du 3 mai 1841 accordant des indemnités à ceux qui sont expropriés, et les tribunaux ordinaires sont-ils compétents pour résoudre cette question?

R. — Non, la fabrique ne peut être considérée comme un simple citoyen bénéficiant de la susdite loi, et les tribunaux civils sont incompétents. Cette solution résulte d'un jugement du tribunal civil de la Seine du 31 mars 1883, confirmé par arrêt de la Cour de Paris le 8 avril 1886, dans l'affaire de l'église St-Nicolas des Champs.

Voici d'abord le jugement du tribunal civil de la Seine :

« Le Tribunal,

« Attendu qu'il résulte des documents de la cause qu'avant 1789, l'église Saint-Nicolas des Champs était propriétaire de l'immeuble à usage

du presbytère sis à Paris, rue Aumaine et attenant à l'église;

« Attendu que le presbytère réuni au domaine national, par application de la loi du 13 brumaire an II, a été ultérieurement rendu à sa destination, en exécution de l'art. 72 de la loi du 18 germinal an X et de l'arrêté du 7 thermidor an XI;

« Qu'en 1876, la démolition en a été effectuée par la ville de Paris, pour l'ouverture des rues Turbigo et Cunin-Gridaine, opération déclarée d'utilité publique par décret du 23 août 1858;

« Que, dans le dernier état de la procédure, la fabrique de l'église St-Nicolas-des-Champs soutient qu'elle avait sur le presbytère un droit d'affectation perpétuelle et d'usage, dont elle ne pouvait être dépossédée sans une juste et préalable indemnité;

« Que, par suite, elle aurait dû être appelée devant le jury d'expropriation;

« Qu'aujourd'hui, alors d'ailleurs que les négociations engagées entre elle et la Ville, pour la reconstruction du presbytère, ont échoué, elle a le droit de se prévaloir de l'inobservation à son égard des formalités de la loi d'expropriation et que le tribunal, sous ce rapport, est compétent pour statuer;

« Qu'elle demande, en conséquence, contre la Ville de Paris, le paiement :

« 1^o D'une somme de 600,000 francs, qui serait nécessaire pour la reconstruction du presbytère;

« 2^o D'une somme de 64,334 fr. 25 c., montant des dépenses qu'elle a faites depuis 1865, pour assurer le logement du clergé de sa paroisse, déduction faite de celle de 13,893 fr. 25 c. fournie par la Ville de Paris à titre d'indemnité de logement;

« En ce qui touche le premier chef d'indemnité :

« Attendu qu'il y a lieu pour le Tribunal de vérifier sa compétence;

« Attendu qu'il n'est pas douteux que la juridiction civile ne soit compétente pour statuer sur toute réclamation ayant pour cause l'inobservation des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, s'agissant dans cette loi d'intérêts dont la sauvegarde appartient à l'autorité judiciaire;

« Qu'il échet, en conséquence, de rechercher si, dans l'espèce, la fabrique de Saint-Nicolas-des-Champs aurait pu en invoquer l'application;

« Attendu qu'elle allègue à cet égard que la jouissance qu'elle avait du presbytère constituait un droit utile faisant partie de son patrimoine, aux termes notamment de l'article 36 du décret du 30 décembre 1809 et des art. 3 et 4 de l'ordonnance du 3 mars 1825;

« Que la fabrique rentrait ainsi dans la classe des intéressés désignés en l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, et qu'il y avait, dès lors, obligation pour la Ville de Paris de l'appeler devant le jury d'expropriation, avant d'incorporer à la voie publique le sol du presbytère;

« Mais attendu que des diverses dispositions de la loi du 3 mai 1841, et notamment des art. 4, 5, 8 et 11, il résulte que cette loi n'est applicable qu'au cas où il y a expropriation ou cession amiable, conformément aux articles 14 et 19, du fonds lui-même, et par conséquent, mutation de la propriété;

« Que, dès lors, ce n'est qu'accessoirement à l'expropriation ou après la cession sus-mentionnée, portant sur le fonds même que les intéressés énoncés, en l'art. 21, peuvent être admis à faire fixer par le jury d'expropriation l'indemnité à laquelle ils prétendent;

« Que cet article lui-même, par l'obligation qu'il impose au propriétaire, à l'égard de divers ayants-droit, confirme cette interprétation de la loi;

« Attendu qu'en l'état, la prétention de la Ville de Paris à la propriété du presbytère n'étant pas contestée par la Fabrique, il en résulte que l'opération de voirie, déclarée d'utilité publique par le décret susvisé du 23 août 1858, doit être considérée comme n'ayant donné lieu à aucune mutation de propriété;

« Que, dès lors, en vertu du principe de la loi du 3 mai 1841, tel qu'il est défini ci-dessus, le jury institué par cette loi ne pourrait être appelé à apprécier l'indemnité prétendue par la Fabrique, pour dépossession de la jouissance du presbytère;

« Qu'ainsi, la compétence du Tribunal ne saurait résulter de l'inobservation, à l'égard de la fabrique, des dispositions de la loi de 1841;

« Attendu que, par cela même que cette loi était inapplicable, le Tribunal est incompétent pour statuer sur l'indemnité dont s'agit;

« Qu'en effet, l'art. 8 de la loi du 28 pluviôse an VIII, et la loi du 16 septembre 1807 ont attribué à la juridiction administrative une compétence générale pour connaître de toutes réclamations fondées, sur des torts ou dommages provenant de l'exécution de travaux publics;

« Que la loi du 3 mai 1841 était une exception à cette règle, qui constitue le droit commun en cette matière, il en résulte que lorsque cette loi n'est pas applicable, comme dans l'espèce, c'est la juridiction administrative qui seule a compétence pour statuer sur toute indemnité réclamée à raison de l'exécution de travaux publics;

« Que, dès lors, c'est à tort que, sur le premier chef, la demande d'indemnité de la Fabrique a été portée devant le Tribunal;

« Que, s'agissant d'une incompétence à raison de la matière, le tribunal doit la déclarer d'office;

« En ce qui touche le deuxième chef de la demande :

« Attendu que, sur ce point, la demande en indemnité est fondée en réalité sur la même cause que celle qui est invoquée pour le chef précédent;

« Qu'il s'agit, en effet, de la réparation du préjudice causé à la fabrique dans le passé pour privation de jouissance à raison du même travail d'utilité publique;

« Qu'en conséquence, le Tribunal, par les motifs ci-dessus déduits, doit également, sur ce deuxième point, se déclarer incompétent;

« Qu'il est, dès lors, sans intérêt de rechercher s'il le serait encore par ce motif invoqué par la Ville de Paris, qu'il s'agirait de l'application de l'art. 92 du décret du 30 décembre 1809 et de la loi du 18 juillet 1837 relatifs à l'obligation pour les communes de fournir un logement ou une indemnité aux ministres du culte à défaut de presbytère;

« Par ces motifs,

« Se déclare incompétent;

« Condamne Affre de Saint-Rome, en sa qualité de représentant de la Fabrique de Saint-Nicolas-des-Champs, aux dépens.

« 2^e Arrêt de la Cour de Paris, 8 avril 1886.

« La cour, etc.;

« Adoptant les motifs des premiers juges,

« Et considérant, en outre, sur le moyen présenté pour la première fois en cause d'appel, et tiré de ce que la Ville de Paris se serait mise, par une véritable voie de fait, en possession du presbytère de l'église de Saint-Nicolas-des-Champs, et tomberait, pour cela même, sous l'empire du droit commun;

« Qu'il résulte des circonstances et documents de la cause que l'autorité ecclésiastique a volontairement abandonné les possession et jouissance du presbytère dont il s'agit et consenti à sa démolition par les soins de la Ville de Paris, qui en a incorporé l'emplacement au sol de la voie publique;

« Qu'en outre, c'est par un commun accord de tous les ayants-droit que l'affectation de cet édifice à un service public s'est évanouie par le fait même de la démolition qui en a été opérée;

« Considérant, dès lors, qu'il ne saurait être soutenu par l'appelant, sans méconnaître la réalité des faits que la partie intimée a commis une voie de fait, ne lui permettant pas d'invoquer le bénéfice du décret d'utilité publique;

« Par ces motifs, confirme etc.

Q. — Sous prétexte d'un travail de voirie ou de toute autre œuvre, tel que lavoir, fontaine etc., une commune peut-elle envahir un jardin presbytéral sans avoir accompli les formalités d'expropriation dans le cas où le jardin appartient à la fabrique, ou de distraction des parties superflues, dans le cas où le jardin appartient à la commune ?

R. — Cette question, très intéressante et très fréquente par le temps qui court, a eu l'année dernière une solution au conseil d'Etat; il importe que nos lecteurs soient mis au courant.

En 1879, la commune de Quéven (Morbihan) ayant décidé l'établissement d'un lavoir public et d'une fontaine avec conduite d'amenée devant traverser le jardin du presbytère, fit approuver les plans et devis par le Préfet.

La fabrique s'opposa à l'exécution des travaux dans le jardin presbytéral; mais sans accomplir

aucune des formalités soit de l'expropriation, soit de la distraction des parties superflues, le maire de Quéven fit ouvrir un passage dans le mur du jardin et ordonna de commencer les travaux de canalisation en abattant des arbres et en creusant un fossé. Le desservant M. l'abbé Daniel, assigna le maire en référé et obtint la discontinuation des travaux.

De son côté, le maire assigna le desservant devant le conseil de préfecture afin de le faire condamner à des dommages-intérêts pour avoir fait obstacle à l'exécution d'un travail public.

Celui-ci n'ayant pas comparu, le conseil de préfecture le condamna par défaut.

Alors l'abbé Daniel assigna le maire devant le tribunal correctionnel pour violation de domicile et bris de clôture, et il conclut à des dommages-intérêts.

Sur un déclinatoire d'incompétence proposé par le Préfet, le tribunal correctionnel de Lorient se déclara compétent et le préfet prit un arrêté de conflit. Mais le tribunal des conflits, par décision du 18 mars 1882, annula l'arrêté et déclara bien et dûment saisie la juridiction correctionnelle.

Nonobstant cette sentence d'attribution de compétence, le Conseil de préfecture, statuant sur l'opposition à son arrêté par défaut, crut pouvoir décider que le maire de Quéven était autorisé à reprendre et à continuer l'exécution du travail de canalisation dans la traverse du jardin du presbytère et condamna, en outre, le desservant en 200 francs de dommages-intérêts envers la commune pour obstacle par lui apporté à l'exécution de ce prétendu travail public.

Voici en quels termes a statué le conseil de préfecture du Morbihan, le 27 juillet 1882 :

« Considérant que l'autorité administrative a ordonné l'exécution de travaux de conduite d'eau traversant le jardin du presbytère de la commune de Quéven ;

« Considérant que l'abbé Daniel, desservant de la dite commune ayant fait suspendre l'exécution desdits travaux, alors qu'ils étaient presque terminés, le Conseil de préfecture, par son arrêté en date du 17 novembre 1881, ordonna leur continuation sur la requête du maire et condamna par défaut le desservant en 200 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qu'il avait ainsi causé ;

« Que l'abbé Daniel a formé opposition à cet arrêté, et que cette opposition étant régulière en la forme il y a lieu de l'admettre ;

« Au fond :

« Considérant qu'il s'agit d'exécution de travaux publics, dont la connaissance appartient à la juridiction administrative seule, en vertu des lois des 6, 7 septembre 1790 et 28 pluviôse an VIII, et qu'aucune loi postérieure ne lui a enlevé cette compétence, même dans le cas où les formalités préalables n'auraient pas été accomplies ;

« Considérant que si le desservant estimait que les formalités administratives prescrites par l'ordonnance de 1825 n'avaient pas été remplies, c'é-

tait à l'autorité administrative seule qu'il pouvait s'adresser.

« Considérant qu'il était sans droit pour s'opposer de toute autre façon à l'exécution des travaux ou pour s'adresser à toute autre juridiction, attendu qu'il n'a aucun droit réel sur le presbytère ; qu'il n'a qu'un droit personnel à exercer contre la commune pour obtenir soit le logement, soit l'indemnité de logement qui peut lui être substituée ;

« Qu'il n'avait, en conséquence, aucune qualité pour s'opposer à l'exécution d'un travail public que la commune avait été autorisée par l'administration à exécuter sur une propriété communale ;

« Considérant que le desservant de Quéven, en mettant un obstacle à la continuation de la conduite d'eau, alors qu'elle était presque terminée, a dépassé les limites de ses droits, et a ainsi causé un préjudice réel à la commune ;

« Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

« Admettant l'opposition de l'abbé Daniel comme régulière en la forme et statuant contradictoirement au fond ;

« Arrête :

« Art. 1. Le maire de Quéven est autorisé à faire reprendre et continuer, dans la traverse du jardin du presbytère, l'exécution des travaux de la conduite des eaux destinées à la fontaine et au lavoir publics de cette commune.

« Art. 2. L'abbé Daniel desservant la paroisse de Quéven est condamné en 200 francs de dommages-intérêts envers la commune et aux dépens.

« Art. 3. Le présent arrêté est exécutoire par provision, nonobstant recours au conseil d'Etat. »

M. l'abbé Daniel a formé un recours au conseil d'Etat, en se fondant, d'une part, sur la violation de la loi du 28 pluviôse an VIII, art. IV, et, d'autre part, sur la violation, soit de la loi du 3 mai 1841, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, soit de l'ordonnance du 3 mars 1825 sur la distraction des parties superflues.

« Le conseil d'Etat, par décision du 16 avril 1886, a réformé en ces termes l'arrêté qui précède :

« Le conseil d'Etat etc. ;

« Vu la loi du 28 pluviôse an VIII, la loi du 3 mai 1841, et l'ordonnance du 3 mars 1825 ;...

« Considérant que la requête présentée par le maire de Quéven devant le conseil de préfecture du département du Morbihan, tendait à ce qu'il fût fait défense au sieur Daniel de porter obstacle à l'achèvement des travaux commencés dans le jardin du presbytère, qu'il occupait en sa qualité de desservant, et à ce que le sieur Daniel fut condamné à payer à la commune 1,000 fr. de dommages-intérêts ;

« Que, par l'arrêté attaqué, le conseil de préfecture du département du Morbihan a décidé que le maire de Quéven était autorisé à faire reprendre et continuer dans la traverse du jardin du presbytère l'exécution des travaux, et a condamné, en

outre, le sieur Daniel en 200 fr. de dommages-intérêts envers la commune.

« Considérant, d'une part, que les travaux de canalisation entrepris par la commune à travers le jardin du presbytère devaient entraîner la prise de possession permanente et définitive du sous-sol ;

« Que, dès lors, si le presbytère était la propriété de la fabrique, il devait être procédé conformément à la loi du 3 mai 1841 ;

« Que, si le presbytère appartenait à la commune, la distraction du terrain nécessaire aux travaux ne pouvait être obtenue en présence de l'opposition de l'autorité diocésaine, que par un décret rendu conformément à l'ordonnance du 3 mars 1825 ;

« Que, ces formalités n'ont pas été remplies et que, par suite, la commune de Quéven n'était pas fondée à se prévaloir de la loi du 28 pluviôse an VIII, pour demander à être autorisée à continuer lesdits travaux ;

« Considérant d'autre part, que si, aux termes de l'art. 4 de la loi précitée, il appartient au conseil de préfecture de statuer sur les demandes d'indemnité qui peuvent être formées par les particuliers à l'occasion des travaux publics, aucune disposition de loi ne leur a attribué la connaissance des réclamations qui pourraient être dirigées contre les particuliers par l'administration elle-même, et qui tendraient à l'allocation d'indemnité pour le préjudice résultant de ce que l'exécution des travaux aurait été entravée ;

« Considérant que, de ce qui précède, il résulte qu'à un double point de vue le conseil de préfecture du département du Morbihan était incompétent pour statuer sur la requête du maire de Quéven et que, par suite, l'arrêté attaqué doit être annulé ;

« Décide :

« Art. 1^{er}. L'arrêté ci-dessus visé du Conseil de la préfecture du département du Morbihan, en date du 2 juillet, est annulé.

« Art. 2. La commune de Quéven est condamnée aux dépens. »



COURRIER DE L'UTILE

LE VIN PLÂTRÉ

Le vin de seconde cuvée, obtenu avec l'eau et le sucre mélangés au marc de raisins, constitue une bonne boisson.

Les vins plâtrés — et le plâtrage est commun — sont-ils dans les mêmes bonnes conditions d'hygiène ?

On sait que, sur l'avis plusieurs fois demandé et donné par le comité consultatif d'hygiène, le ministre du commerce a limité à 2 grammes par litre la tolérance du plâtre dans le vin (circulaire du mois de novembre 1880). Depuis cette dernière circulaire, les clameurs des producteurs de vin,

appuyés par les sénateurs et députés du Midi, ont réussi chaque année à retarder l'application de la circulaire ministérielle ; les négociants prétendent que le vin plâtré, à quelque dose que ce soit, est complètement inoffensif *puisque* le plâtrage est une pratique très ancienne, et que médecins et hygiénistes n'entendent absolument rien à la question. En ce moment même, une nouvelle pétition, s'appuyant sur des expériences faites bien plus par des chimistes que par des médecins, prétend annuler la déclaration que vient de faire une fois de plus le comité consultatif d'hygiène. On demande des faits précis ; M. Richard en a déjà cité un grand nombre dans son rapport de 1885, publié dans un tome précédent des travaux du comité. M. Marty, professeur de chimie appliquée aux expertises hygiéniques, à l'Ecole du Val-de-Grâce, et qui vient d'être élu membre de l'Académie de médecine, a lu devant cette compagnie l'observation, dont il a été la victime, d'accidents gastralgiques dus à l'emploi d'un vin plâtré.

Au cours d'une santé excellente, sans cause appréciable surviennent, une heure après chaque repas, des gastralgies avec crampes d'estomac, sécheresse à la gorge, coliques, selles semi-liquides. Au bout de trois semaines, divers traitements n'avaient produit aucun soulagement. On substitua l'eau au vin, au bout de quatre jours, tous les accidents avaient disparu ; la bière fut substituée à l'eau, la guérison se maintint. Mais, 15 jours après, on revient au vin, immédiatement les accidents reparaissent. M. Marty, qui est l'auteur du procédé classique du dosage du plâtre dans le vin, analyse son vin dont il se croyait sûr ; il y trouve 3 gr. 862 de sulfate neutre de potasse par litre. M. Marty remplace pendant 15 jours le vin à ses repas par une égale quantité d'eau alcoolisée à 11 pour 100, contenant 2 gr. 50 de bitartrate de potasse par litre. Le surlendemain, les malaises disparaissent ; ils se reproduisent dès que cette boisson est remplacée par de l'eau alcoolisée à 14 pour 100 contenant 3 gr. 82 de sulfate neutre de potasse par litre ; au bout de 11 jours de ce dernier breuvage, le malaise était devenu tel qu'il fallut cesser l'expérience. Celle-ci fut reprise deux ou trois fois, avec le même résultat.

M. Marty considère la dose de 2 grammes comme le maximum de tolérance admissible. On invoque un passage de Plinie prouvant que, même du temps de cet écrivain, on plâtrait le vin. Mais Plinie ajoute : « Quant aux vins où il y a des chapelures de marbre ou de plâtre, ils sont à craindre, voire même aux plus robustes qu'on sache trouver. Les Latins appellent cette sophistication *crapula*. » M. Marty fait remarquer que, lorsqu'on citera Plinie, dorénavant, à l'occasion de l'antiquité du plâtrage des vins, on fera bien de donner la citation tout entière.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

PRÉDICATION

POUR LE 19^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : LES
SAINTS ANGES GARDIENS

Angelis suis mandavit de te
ut custodiant te in omnibus
viis tuis. (Ps., xc, II.)

Saint François de Sales avait une dévotion toute spéciale pour les anges gardiens. Il relève bien haut, dans le troisième de ses *Entretiens spirituels*, l'estime que nous devons faire de leur assistance, et il avait en particulier pour le sien un grand respect mêlé d'une tendresse égale, se fondant sur cette pensée qui réjouissait sa piété, que cet ange privilégié accompagnait l'archange Gabriel dans le mystère de l'Annonciation, qu'il avait chanté dans les cieux *Gloria in excelsis* la nuit de Noël, tenu compagnie à Notre-Seigneur dans la crèche et au désert. Lorsqu'il entra dans le Chablais, il salua l'ange de la province; lorsqu'il conférait avec les hérétiques, il saluait leur bon ange et se recommandait à sa protection; quand il prêchait, il faisait une longue pause après l'*Ave Maria*, promenant ses regards sur tous les points de l'auditoire; et un de ses chanoines lui en ayant un jour demandé la raison : « Je salue, lui répondit-il, l'ange de chacun de mes auditeurs, et le prie de préparer le cœur de ceux dont il a garde : j'ai reçu de très grandes faveurs par cette pratique ¹. » Dans l'*Introduction à la vie dévote*, il nous exhorte vivement à honorer les anges. « Puisque c'est par leur ministère, dit-il, que nous recevons souvent les inspirations de Dieu, c'est aussi par eux que nous devons lui présenter nos aspirations... Rendez-vous familier le commerce de votre âme avec les anges, faisant souvent attention à leur présence : surtout aimez et révérez celui du diocèse où vous êtes, ceux des personnes avec qui vous vivez, mais spécialement le vôtre; faites-leur souvent quelques prières; bénissez Dieu pour eux; invoquez leur protection dans toutes vos affaires, soit spirituelles, soit temporelles, afin qu'ils daignent entrer dans vos intentions. » (II partie, ch. xvi). Ce langage de l'admirable Docteur de la piété est éminemment catholique. La dévotion aux anges a toujours été pratiquée dans l'ancienne Loi; mais elle est surtout en honneur sous la Loi nouvelle. L'Eglise invoque souvent les saints anges; elle leur consacre le mois d'octobre tout entier; et elle a institué en l'honneur des anges gardiens une fête spéciale. Si vous le voulez bien, mes frères, nous allons nous renouveler dans cette salutaire dévotion, en repassant ensemble les immenses services que les anges gardiens nous rendent. J'en trouve une touchante expression dans l'histoire si émouvante de Tobie, par laquelle je suis heureux de commencer mon discours.

I

I. Tobie, originaire de la ville de Nephthali, avait été, au temps de Salmanasar, emmené captif à Ninive, avec les tribus d'Israël. Marié à une femme appelée Anne, il en avait eu un fils à qui il avait donné son nom et qu'il avait élevé avec le plus grand soin. Au milieu de la défection générale, Tobie, dans sa patrie, n'avait jamais ployé le genou devant Baal, et sur la terre d'exil il demeura fidèle au Seigneur, confirmant ses frères dans le bien, donnant le modèle de toutes les vertus, multipliant ses aumônes, et se faisant particulièrement une religion d'ensevelir les morts, sans craindre les périls auxquels il s'exposait de la part du roi en exerçant ce ministère de charité. Or il arriva, par une disposition particulière de la Providence, qu'un jour, fatigué de ses soins funèbres, il se coucha au pied d'une muraille; quelque ordure tomba par hasard d'un nid d'hirondelles, et il devint aveugle. Cette cruelle affliction, à laquelle vinrent se joindre les angoisses de la pauvreté, fit éclater toute la splendeur de sa vertu. Tandis que ses amis le raillaient et lui disaient : « Où est le fruit de cette espérance pour laquelle vous faisiez des aumônes abondantes, et vous ensevelissiez les morts ? » Il répondait : « Ne parlez pas ainsi; nous sommes les enfants des saints, et nous espérons une autre vie que Dieu a promise à ceux qui persévèrent dans la fidélité qu'ils lui doivent. » Cependant sa femme s'étant jointe aux railleurs, sa douleur fut extrême, et sans perdre la patience, tout en adorant les mystérieux desseins de la Providence, il demanda à Dieu de le retirer de ce monde mauvais. Croyant sa prière exaucée, il appela son fils, et, en lui faisant ses adieux, il lui donna les plus belles leçons de respect pour sa mère, de charité, de justice et de pureté, et il termina en lui prescrivant d'aller redemander à Gabélus de Ragès, dix talents d'argent qu'il lui avait prêtés.

II. L'épreuve avait été héroïquement supportée, la récompense ne pouvait manquer d'être splendide; Dieu intervient. Ecoutez le délicieux récit du Livre sacré. Le jeune Tobie ayant manifesté la crainte de ne pas être reconnu par Gabélus et de faire seul un si long voyage, son père lui dit : « Cherchez un guide fidèle, et allez avec lui à la ville de Ragès, où demeure Gabélus; il vous remettra cet argent, et vous lui rendrez son obligation. » Le jeune Tobie, étant sorti, aperçut un jeune homme d'une belle physionomie, en habit de voyageur, et prêt à se mettre en marche. C'était un ange envoyé de Dieu pour accompagner le jeune Tobie. Celui-ci ne le savait pas; mais il lui demanda d'où il était, et s'il connaissait la route qui conduisait à Ragès. « Je suis, répondit l'envoyé céleste, un des enfants d'Israël; je connais la Médie, et j'ai logé chez Gabélus qui est à Ragès. » Le jeune Tobie, charmé de l'heureuse rencontre, le fit entrer chez son père, à qui il rapporta ce qu'il venait d'entendre. Le père demanda à l'ange, qu'il prenait pour un homme, s'il pouvait conduire son fils chez Ga-

¹ Hamon, Vie de S. François de Sales, II, p. 397.

bélus, et lui promit de le récompenser de sa peine. « Je mènerai votre fils, lui répondit l'ange, et je le ramènerai en bonne santé. Soyez tranquille, je ne le quitterai pas que je ne l'aie remis entre vos mains. » Comme Tobie désirait savoir de quelle tribu et de quelle famille il était, l'ange ajouta : « Je suis Azarias, fils du grand Ananias. » L'ange effectivement en avait pris la figure. « Allez, lui dit Tobie, je vous souhaite un heureux voyage. Que Dieu soit avec vous, et que son ange vous accompagne ! » On prépara tout ce qui était nécessaire, et le jeune Tobie, ayant dit adieu à son père et à sa mère, se mit en chemin avec son guide.

III. A partir de cet instant, c'est une série ininterrompue de bienfaits de la part du céleste messager. Arrivé sur les bords du Tigre, Tobie va au fleuve pour s'y baigner ; un énorme poisson s'élance sur lui pour le dévorer ; l'ange le rassure et lui dit de prendre le poisson, d'en garder le cœur, le fiel et le foie comme un remède qui lui serait utile. A Ecbatane, il y a un parent de Tobie, riche et pieux, de sa tribu, nommé Raguel ; il a une fille unique appelée Sara ; elle a déjà eu sept maris que le démon a fait mourir le premier jour de leurs noces. L'ange persuade à Tobie de la demander pour épouse ; il lui donne les plus sages avis pour le préparer religieusement à contracter le mariage et à y vivre pieusement ; il amène les parents au consentement ; il enchaîne le démon Asmodée ; Tobie épouse Sara pour son plus grand bonheur. Pendant que la famille se livre aux réjouissances de cette solennité, l'ange va à Ragès recevoir l'argent dû au vieux Tobie par Gabélus, qui vient aux noces de son protégé. Le jeune Tobie, toujours guidé par son charitable protecteur, revient sain et sauf auprès de ses parents qui l'attendaient avec la plus vive anxiété ; il est suivi de son épouse et de nombreuses richesses ; il tombe dans les bras de son père et de sa mère et tous ensemble rendent grâces à Dieu. D'après les avis de l'ange, le jeune Tobie prend le fiel du poisson et en frotte les yeux de son père ; au bout d'une demi-heure, il se détache des yeux malades une taie blanche, et celui qui était aveugle recouvre la vue au milieu d'une allégresse et d'une reconnaissance sans borne.

IV. Voilà les bienfaits, voici la manifestation du bienfaiteur, qui ajoute encore à l'excellence des miséricordes divines. Comme en reconnaissance, les deux Tobie offraient au guide dévoué moitié des biens dont le Seigneur venait de les enrichir, l'ange leur dit ces belles paroles : « Bénissez le Seigneur Dieu du ciel ; publiez sa grandeur et sa gloire, parce qu'il a fait éclater en vous ses miséricordes. Il est bon de cacher le secret des rois de la terre ; mais c'est un devoir honorable de publier hautement les œuvres de Dieu. La prière, accompagnée du jeûne et de l'aumône, vaut mieux que tous les trésors qu'on peut amasser, car l'aumône délivre de la mort : c'est elle qui efface les péchés et qui fait trouver la

miséricorde et la vie éternelle. Au contraire, ceux qui commettent le péché et l'iniquité sont les ennemis de leurs âmes. Je vais vous découvrir la vérité, et vous apprendre un secret que je ne dois plus vous laisser ignorer. Quand vous offriez à Dieu vos larmes et vos prières, quand vous donniez la sépulture aux morts, j'ai présenté vos vœux au Seigneur. Parce que vous étiez agréable à Dieu, il a été nécessaire que vous fussiez éprouvé par l'affliction ; mais le Seigneur m'a envoyé pour vous guérir, et pour délivrer du démon l'épouse de votre fils. Je suis l'ange Raphaël, l'un des sept esprits qui sont toujours présents devant le trône de Dieu. » A ces mots, les deux Tobie furent saisis de frayeur et tombèrent le visage contre terre. L'ange les rassura. « La paix soit avec vous, leur dit-il ; ne craignez point : quand j'étais avec vous, j'y étais par ordre de Dieu ; je paraissais boire et manger avec vous ; mais je me nourris d'une viande invisible et d'un breuvage inconnu aux hommes. Il est temps que je retourne vers Celui qui m'a envoyé. Pour vous, bénissez le Seigneur et annoncez ses merveilles. Puis l'ange disparut. Ainsi par le ministère de l'ange, Tobie fut comblé de grâces : il était aveugle et il recouvra la vue ; il était pauvre et il devint riche ; il était méprisé et il fut félicité de tous ; il pensait avoir perdu son fils et il le retrouvait marié à une fille opulente de sa tribu, conformément à la loi de Moïse ; il appelait la mort dans l'excès de sa douleur et le voilà vivant encore, dans le plus pur bonheur, de longues années, honoré du don de prophétie, puis fermant les yeux à la lumière du jour, entouré de ses enfants et de ses petits-enfants !

Cette histoire biblique est une admirable peinture du ministère des anges gardiens à notre égard ; je vais vous l'expliquer dans la seconde partie de mon discours.

II

I. « Vous êtes de grande race », disait le saint homme Tobie au céleste protecteur que Dieu lui envoyait, *Ex magno genere es tu*. (Tobie, v, 19.) C'est la parole d'estime que nous devons redire de notre ange gardien. Quelle distance entre ces esprits si sublimes, si purs, si heureux, si rapprochés du trône de Dieu, et nous qui ne sommes que misère et péché ! Et cependant ils viennent à nous, ils descendent jusqu'à nous, pour être nos protecteurs, nos défenseurs, nos serviteurs ! ô abîme d'humilité.

II. Ils viennent à nous, sans toutefois quitter leur béatitude. Quand ils descendent du ciel, leur félicité les suit partout ; autrement, dit S. Grégoire, pourraient-ils illuminer les aveugles, si eux-mêmes perdaient leur lumière ? Ils viennent à nous, mais par quels motifs sublimes ? C'est par obéissance à Dieu, *Misit me Dominus ut curarem te* (Tobie, xii, 14) ; c'est parce que la subordination des natures créées demande que ce monde sensible et inférieur soit régi par le monde

supérieur; c'est parce que les hommes étant destinés à réparer les ruines causées par l'orgueil de Satan dans le ciel, il convient que les anges viennent aider les hommes à former les recrues de leurs légions; c'est surtout par un sentiment de commisération inspiré par la plus pure et la plus ardente charité. La grande vertu des habitants du ciel, c'est la charité, et sous un Dieu tout miséricordieux, la charité devient forcément miséricorde. D'ailleurs les anges, objet eux-mêmes de la plus incompréhensible miséricorde, de peur d'être ingrats envers le Créateur, ne souhaitent rien tant que de venir en aide à la misère. A la vérité ils ne le peuvent dans le séjour de la gloire, mais sur la terre, quel vaste champ à leur zèle, que de chaînes à faire tomber, que de ténèbres à éclairer, que de faiblesses à soutenir! O sublimité de leur dévouement à notre égard!

III. Aussi bien, comment dirai-je l'abondance des secours que les anges gardiens nous apportent, la multitude de biens dont ils nous comblent? *Bonis omnibus per eum repleti sumus.* (Tob., xii, 3.) Vous avez vu comment l'archange Raphaël protégea le jeune Tobie pour l'ordre temporel. Notre ange gardien en agit de même à l'égard de chacun de nous. Il veut bien s'occuper de nos intérêts matériels et jusque des plus petits détails de notre vie: il a souci de notre santé, des dangers physiques que nous courons, du succès de toutes nos affaires. Mais il est surtout notre gardien pour le spirituel. Il nous défend contre tous les ennemis de notre salut; il nous protège contre les ruses, et les embûches, et les violences des démons. Si les démons rôdent autour de nous comme des lions rugissants, cherchant qui ils puissent dévorer, nos anges gardiens nous servent de murs et de défenses qui nous environnent de toutes parts. Si les démons nous sollicitent et nous portent au péché, nos anges gardiens nous excitent à la vertu et à la pratique des bonnes œuvres. Si les démons demandent à la justice de Dieu la permission de nous tourmenter pour nous porter au murmure et au désespoir, nos anges gardiens s'adressent à sa miséricorde pour le conjurer d'avoir pitié de nous. Si les démons s'efforcent de nous troubler dans nos prières et de nous faire perdre le souvenir de Dieu, nos anges gardiens, qui le voient sans cesse, nous en renouvellent la mémoire. Oh! quelles bonnes pensées ils nous inspirent! Quels vertueux sentiments ils nous insinuent! Quels tendres reproches ils adressent aux prévaricateurs! Quels salutaires remords ils excitent dans la conscience du pécheur! Quels salutaires avis ils font entendre à l'oreille de notre cœur, comme autrefois Raphaël à Tobie, sur la prière, sur la pureté, sur le service de Dieu notre Créateur! Quelles puissantes prières ils adressent pour nous au Seigneur, selon nos nécessités et les besoins de notre âme, qu'ils discernent si nettement dans la lumière de l'essence divine!

Mais non seulement ils sont les ambassadeurs de Dieu auprès de nous, ils sont nos ambassa-

deurs auprès du Très-Haut. Ils sont les anges de Dieu, dit saint Bernard, mais aussi les anges des hommes. Anges c'est-à-dire envoyés: ils sont les anges de Dieu, parce qu'il nous les envoie pour nous assister; et ils sont les anges des hommes, parce que nous les lui renvoyons pour l'apaiser. Ils viennent à nous chargés de ses dons; ils retournent chargés de nos vœux; ils descendent pour nous conduire; ils remontent pour porter au ciel nos désirs et nos bonnes œuvres, *ascendentes et descendentes*. Oui, ils présentent à Dieu nos prières: elles sont si faibles et si languissantes qu'elles auraient bien de la peine à pénétrer jusqu'au trône du Seigneur, mais emportées par les anges elles arrivent au trône du Seigneur. *Obtuli orationem tuam Domino* (Tob., xii, 12). Ils lui présentent nos bonnes œuvres, nos mortifications, nos pénitences et elles sont mieux agréées. Qu'ils sont heureux surtout de lui présenter les larmes des pénitents! Sachant bien que la conversion des pécheurs fait la joie des esprits célestes, ils rassemblent leurs saints compagnons; ils leur racontent les heureux succès de leurs soins et de leurs conseils. Enfin ce rebelle endurci a rendu les armes, cette tête superbe s'est humiliée, cet aveugle a ouvert les yeux; il a rompu ces liens qui tenaient son âme captive, il renonce à tous ces trésors amassés par l'injustice. Là-dessus il s'élève un cri d'allégresse parmi les bienheureux; le ciel retentit de leur joie et de l'admirable cantique par lequel ils glorifient Dieu du retour de l'enfant prodigue!

IV. O grandeur et persévérance de la charité des anges gardiens! Ils sont à nos côtés depuis notre appel à l'existence; ils demeurent avec nous, sans se lasser, sans s'offenser de nos oublis, de nos froideurs, de nos ingratitude, de nos outrages, jusqu'à notre dernier souffle. Ils nous assistent à notre mort. C'est pour eux le moment important! Comme ils multiplient les efforts de leur zèle pour nous bien préparer à paraître devant Dieu! Quelles industries ils mettent en œuvre, quelles bonnes inspirations ils nous communiquent, quelles prières ferventes ils font monter vers le ciel en notre faveur! Et si hélas! leurs efforts sont infructueux, si celui qu'ils protègent meurt dans l'impénitence, ils retournent au ciel, et, si un ange pouvait pleurer ou souffrir, ce serait pour l'éternité une douleur intarissable, des larmes inconsolables. Si la justice divine condamne l'âme du trépassé au purgatoire, l'ange gardien l'accompagne dans sa prison douloureuse, il la console et fait tout pour lui abréger le temps de l'expiation. Mais si l'âme est digne du ciel, avec quelle joie, quels sentiments d'un saint orgueil, il l'introduit dans le séjour de la béatitude! Quel triomphe! Quelles acclamations!

Frères bien-aimés, renouvelez donc votre foi sur le dogme des anges gardiens. Remerciez la puissance, la sagesse, la bonté de Dieu de vous avoir donné ces protecteurs dévoués, *Benedicite Deum cæli!* (Tob., vi, 12.) Habituez-vous dans

vos rapports avec vos frères à voir les esprits célestes qui veillent à leurs côtés, et jamais vous ne les porterez au mal en paroles ou en actions, jamais vous ne les scandaliserez ! Surtout ayez une tendre, une confiante, une constante dévotion à l'égard de votre ange gardien. Rendez-lui, à l'imitation du jeune Tobie, tous les hommages que vous lui devez : l'hommage de l'esprit en pensant souvent à lui, en vous entretenant avec lui, en le bénissant, en vous recommandant à lui ; l'hommage de la volonté en obéissant docilement à ses charitables inspirations, *Observa eum et audi vocem ejus* ; l'hommage du cœur : en le remerciant pour ses bienfaits, en l'aimant de tout cœur comme votre meilleur ami, en reproduisant dans votre vie ses vertus : sa pureté, son obéissance, sa charité, sa patience, sa condescendance, son union à Dieu par la pensée de la divine présence, en attendant que vous alliez contempler à jamais avec lui les splendeurs de l'adorable Trinité. Amen !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences.

Le décret suivant résout divers doutes concernant les objets indulgenciés et le temps où l'on peut gagner les indulgences fixées à certains jours.

DECRETUM PLURIUM DIOECESUM DUBIA VARIA

E pluribus Diocesisibus ad hanc sacram Congregationem Indulgentiarum et ss. Reliquiarum sequentia dubia dirimenda transmissa sunt :

I. Utrum Decretum Alexandri Papæ VII diei 6 Februarii 1657, et aliud Decretum s. Congregationis Indulgentiarum et ss. Reliquiarum diei 23 Februarii 1711 sint authentica ?

II. An amittant Indulgentias Cruces, Coronæ, Rosaria, Statuæ, etc., quæ ante omnem usum, ab una, deinde in aliam, tertiam et quartam quoque manum transierint ?

III. An 1^o res Indulgentiis ditatæ tradi debeant fidelibus omnino gratis ; ita ut 2^o si aliquid quocumque titulo sive pretii, sive permutationis, sive muneris, sive eleemosinæ requiratur, vel accipiat, Indulgentiæ ex hoc amittantur ?

IV. Die 12 Januarii 1878 resolutum fuit a s. Congregatione Indulgentiarum et ss. Reliquiarum quod, nisi aliud expresse habeatur in Indultis, Indulgentiæ lucrandæ incipiunt non a primis vespers sed a media nocte ad mediam noctem. Jam vero quæritur an hoc ita stricte intelligendum veniat, ut non incipiant nisi a media ad mediam noctem etiam illæ Indulgentiæ lucrandæ in festis, si in earum concessionibus non addatur clausula a primis vespers ?

V. Generali Decreto s. Congregationis Indulgentiarum et ss. Reliquiarum die 9 Augusti 1852 sancitum est, ut fiat translatio Indulgentiarum, si fiat solemnitas et externæ celebrationis trans-

latio. Jam quæritur — 1^o utrum illud Decretum valeat non solum ubi agitur de Indulgentiis concessis omnibus et singulis Christifidelibus, sed et ubi agitur etiam de Indulgentiis impertitis Confraternitatibus, Sodalitatibus, piis Unionibus etc. — 2^o utrum valeat si agitur de festi translatione perpetua sive tantum de festi translatione accidentalit, quæ hoc vel illo anno fit propter occurrence aliterius festi majoris ritus vel dignitatis — 3^o utrum valeat sive translatio fiat in tota Ecclesia, sive tantum in tota Diocesi, sive etiam solummodo in una vel altera particulari ecclesia Diocesis ? — 4^o quid proprie intelligatur nomine solemnitas et externæ celebrationis festi ?

VI. Utrum qui habet facultatem benedicendi Cruces, Rosaria etc., eisque applicandi Indulgentias, etiam pro seipso Cruces et Rosaria benedicere queat, hisque utendo sibi quoque Indulgentias lucrari possit ?

VII. An is qui habet facultatem adscribendi socios in aliquam Confraternitatem, vel piam Associationem, seipsum illi adscribere valeat, ita ut possit Indulgentias, quæ eidem adnexæ sunt, lucrari ?

Et Emi ac Rmi Patres rescripserunt in generalibus Comitibus habitis apud Vaticanum die 25 junii 1887 :

Ad I. *Affirmative.*

Ad II. *Negative.*

Ad III. *Affirmative ad utramque partem.*

Ad IV. *Standum terminis concessionis.*

Ad V. *Non indigere responsione.*

Ad VI. *Affirmative.*

Ad VII. *Affirmative*, quatenus hæc facultas habeatur *indiscriminatim*, minime vero *taxative*, uti in una Cameracensi 7 martii 1840.

Facta vero de iis omnibus relatione in audientia habita ab infrascripto Secretario die 16 Julii 1887, Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII responsiones Patrum Cardinalium approbavit.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum et ss. Reliquiarum die 16 Julii 1887.

Fr. THOMAS M. Card. ZIGLIARA, *Præf.*

ALEXANDER Episcopus Censis, *Secret.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o En 1888, le Précieux-Sang tombera le dimanche 1^{er} juillet. Il sera en concurrence avec la Visitation de la sainte Vierge. A qui la préférence ? Et devra-t-on faire mémoire du dimanche.

2^o La fête de saint Dominique, double-majeure, concourra avec la dédicace de sainte Marie aux Neiges, également double-majeure. A qui les vêpres ?

3^o La Nativité de la très sainte Vierge concourra avec le saint Nom de Marie. Devra-t-on faire mémoire du Saint-Nom ? — Même difficulté pour le jour octave de la Nativité avec les Sept-Douleurs

4° La fête de S. Martin coïncidera avec la Dédicace de toutes les églises consacrées en France. Comment organiser ces offices ?

5° Le 2 décembre, sainte Bibiane tombera le 1^{er} dimanche de l'Avent, qui est de 1^{re} classe. Devra-t-on omettre cette fête.

R. — Ad I. Autrefois cette question était diversement jugée, parce qu'on ignorait si le Précieux-Sang et la Visitation étaient fêtes primaires ou secondaires. Et même, en supposant que le Précieux-Sang était fête secondaire et la Visitation fête primaire, était-il bien sûr que la Visitation devait avoir les vêpres entières, attendu que souvent une fête secondaire, concourant avec une fête primaire, a les premières vêpres entières.

Mais aujourd'hui la solution est certaine. Déjà en 1853 la sacrée Congrégation des Rites consultée sur ce point par le rédacteur de l'Ordo de l'archidiocèse de Malines, avait paru décider que la Visitation devait avoir la préférence en répondant simplement : *Juxta rubricas* (23 juin 1853, n° 5191, ad I, question 2°.)

Mais il restait encore quelque doute, parce qu'on pouvait interpréter différemment la rubrique relative à cette délicate matière. Aussi la question fut-elle posée à nouveau en 1859 par le Provincial de la communauté des écoles pies. Dans ladite année, trois fêtes de seconde classe se suivaient immédiatement; le Sacré-Cœur tombait le 1^{er} juillet, la Visitation le 2, le Précieux-Sang le 3. A qui les vêpres ?

« Quomodo ordinandæ sint vesperæ prædictorum festorum in respectiva concurrentia ? »

La réponse de la sacrée Congrégation fut très explicite cette fois : la Visitation doit avoir les vêpres entières :

« Juxta rubricas et hujus S. C. Decreta festum visitationis M. V. habere debet integras utrasque vespas » (26 mars 1859, n° 5278, ad I.)

Donc la Visitation aura les vêpres entières l'an prochain.

Venons à la seconde question. Devra-t-on faire mémoire du dimanche. Non, parce que les dimanches ordinaires, *per annum*, n'ont pas de commémoration, lorsqu'ils sont suivis d'une fête de seconde classe. Ce n'est donc pas à raison de son occurrence avec le Précieux-Sang que nous refusons la commémoration à ce dimanche dans ses secondes vêpres, car à ce titre il devrait l'avoir, mais à raison de sa concurrence avec la Visitation.

Ad. II. Le samedi 4 août, la fête de saint Dominique concourra avec la dédicace de sainte Marie-aux-Neiges et avec le onzième dimanche après la Pentecôte. Les vêpres devront être intégralement de sainte Marie-aux-Neiges avec commémoration de saint Dominique et du dimanche.

On nous objectera sans doute que cette solution n'est pas conforme à celle que nous venons de donner dans le numéro précédent, attendu que nous avons préféré la Visitation au Sacré-Cœur et au Précieux-Sang par la raison que la Visitation était fête primaire tandis que les deux autres, plus di-

gnes à la vérité, n'étaient que des fêtes secondaires. Ne faut-il pas appliquer le même principe ? Les cas ne sont-ils pas identiques, attendu que la fête de saint Dominique est certainement primaire, et la fête de la dédicace de sainte Marie-aux-Neiges certainement secondaire ?

Non, les cas ne sont pas identiques. La sainte Vierge est tellement élevée au-dessus des saints, que la liturgie lui donne la préférence, lors même qu'une de ses fêtes secondaires concourt avec la fête primaire d'un saint. C'est ainsi du moins que la sacrée Congrégation des rites a décidé le cas le 15 juillet 1881 sur notre propre demande. Nous avions exposé que la fête de saint Didier, évêque de Langres et martyr, du grade double-majeur et fête primaire, concourait avec la fête de Notre-Dame Auxiliatrice, également double-majeure, mais fête secondaire. La sacrée Congrégation des rites nous répondit que les vêpres devaient être intégralement de Notre-Dame, avec la commémoration de saint Didier.

Ad III. Lorsque la fête de la Nativité concourt avec le saint Nom de Marie, on donne les vêpres intégrales à la Nativité, et on ne fait pas mémoire du saint Nom. Ce cas a été tranché par Décret général le 23 septembre 1684, n° 3069, ad 2. Par conséquent en 1888 aux secondes vêpres de la Nativité on ne fera pas mémoire du saint Nom.

Mais que devra-t-on faire le samedi suivant, où le jour octave concourra avec les Sept-Douleurs de la très-sainte Vierge. Donnera-t-on encore les vêpres entières à la Nativité, sans mémoire des Sept-Douleurs ? Ce qui est certain c'est que l'une des deux fêtes aura tout l'office, et l'autre n'aura rien, par la raison que ces deux offices ont le même objet. Mais qui aura les vêpres ? Sera-ce encore la Nativité ? Non, conformément à ce principe que les vêpres sont attribuées à l'office qui a le grade le plus élevé. Par conséquent les secondes vêpres du samedi appartiendront à la fête des Sept-Douleurs, qui est du grade double-majeur, et le jour octave de la Nativité, qui n'est que double-mineure, n'aura rien.

Ad IV. L'organisation de ces offices est très simple; on omet purement et simplement la fête de saint Martin.

Plusieurs de nos confrères, très dévots à ce grand saint français, ne peuvent s'expliquer comment on pourrait l'omettre. Il faut s'y résigner, parce que les nouvelles rubriques sont absolues : tout double-mineur, qui n'est pas docteur, doit-être omis.

Mais s'il est omis dans le culte public, rien n'empêche de l'honorer dans un culte privé.

Ad V. Sainte Bibiane sera plus heureuse que saint Martin; elle ne sera pas omise. Il est vrai qu'elle tombera dans un dimanche de première classe; mais, comme nous l'avons déjà dit, ce dimanche de première classe n'est pas solennel, et il n'a que le grade semi-double. Elle aura donc sa mémoire aux deux vêpres, aussi bien qu'à Laudes et à la messe. Mais on ne lira pas ses leçons, parce que le premier dimanche de l'Avent à neuf répons.

Q. — 1° Relativement aux offices simplifiés, *simplex per accidens*, faut-il s'en tenir aux décisions de la Sacrée Congrégation des Rites et aux commentaires fournis par de Herdt, etc., qui veulent la complète omission des fêtes simplifiées *in ultimo triduo majoris hebdomadae, in festis Paschæ et Pentecostes cum duobus sequentibus feriis*, mais qui veulent la comm. avec la 9^e leçon de ces fêtes dans les doubles de 1^{re} et de 2^e classe, même celles de l'Ascension et du St-Sacrement (excepté la messe solennelle) et la 9^e leçon pour la fête du Saint-Sacrement? Ou bien : Faut-il complètement assimiler les fêtes doubles simplifiées avec les simples ordinaires, et faire subir aux *simplex per accidens* les règles imposées aux simples ordinaires?

2° La comm. des SS. Martyrs et des SS. Apôtres prescrite aux jours de saint Etienne et des saints Pierre et Paul, doit-elle se faire immédiatement après la 1^{re} oraison ou bien après toutes les commémoraisons? Jusqu'à présent, suivant l'usage du diocèse ainsi que tous les *Ordos* qui me sont tombés sous la main, j'ai toujours placé cette mémoire en premier lieu.

3° La faculté de fixer un *sedes propria* à une fête simple, perpétuellement empêchée par son occurrence avec un double de 1^{re} classe, cette faculté, dis-je, peut-elle être donnée par l'Ordinaire, ou bien faut-il en faire la demande à la S. Congrégation des Rites?

4° De quelle couleur faut-il se servir dans la fête du T.-S. Rédempteur (23 octobre)? Est-ce blanc ou rouge? Les *Ordos* varient à ce sujet.

R. — Ad I. Non, on ne peut pas suivre absolument les anciens décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, ni les anciens liturgistes relativement aux doubles et semidoubles simplifiés. Il faut s'en tenir aux nouvelles rubriques du Bréviaire et du Missel.

D'après ces nouvelles rubriques, tous les offices doubles (excepté les docteurs) et semi-doubles sont absolument omis dans toutes les fêtes de première classe. Les rubriques du Bréviaire sont formelles :

« De festis duplicibus et semiduplicibus, quoties, juxta sequentem rubricam de Translatione festorum, reduci debent ad modum Simplicis, fit pariter commemoratio, ad instar diei octavæ et Dominicæ, in utrisque Vesperis et Laudibus, *præterquam in omnibus duplicibus primæ classis...* » (Rubriques générales, titre IX *De Commemorationibus*, n. 7.)

Ainsi on fait la commémoraison des fêtes simplifiées dans tous les doubles de première classe, *in omnibus*. Par conséquent il faut abandonner l'opinion des liturgistes qui voulaient la mémoire des fêtes simplifiées aux fêtes de l'Ascension, de la Fête-Dieu, etc.

Il en est de même pour la neuvième leçon d'une fête simplifiée. On n'en dit pas la neuvième leçon si l'on n'en fait pas la mémoire. Cette conclusion était évidente. Mais les nouvelles rubriques prennent soin de le dire :

« ... Item de festo duplici aut semiduplici, *si fiat tanquam simplex*, legitur nona lectio composita ex omnibus Sancti lectionibus historicis secundi nocturni... » (Rubriques générales, titre XXVI, *De Lectionibus*, n. 3.)

Voilà pour le Bréviaire : aucune mémoire et aucune leçon d'une fête simplifiée dans les fêtes de première classe.

Doit-on suivre les mêmes règles pour la messe?

Oui. Par conséquent, aucune mémoire dans les fêtes de première classe; mais on la fait aux doubles de seconde classe, même à la messe solennelle :

« Commemorationes in missis fiunt sicut in Officio. De festo duplici aut semiduplici, *cujus facta est Commemoratio per modum Simplicis in Officio, etiam in missa fit commemoratio, non excepta missa solemni in festis duplicibus secundæ classis.* » (Rubriques générales du Missel, titre VII, *De Commemorationibus*, n. 1.)

Toutefois, il faut excepter le dimanche des Rameaux et la Vigile de la Pentecôte. A la messe de ces deux jours, on ne fait pas la commémoraison d'une fête simplifiée, bien qu'on lui en ait donné une au Bréviaire :

« ... Sed excepta Dominica Palmarum ac Vigilia Pentecostes. » (Même rubrique du Missel.)

Venons maintenant à votre seconde question.

Vous nous demandez s'il faut « complètement assimiler les fêtes doubles simplifiées avec les simples ordinaires. » Nous répondons : non. Les fêtes simplifiées sont plus privilégiées que les simples ordinaires, tant au Bréviaire qu'au Missel.

Ainsi au Bréviaire une fête simple qui coïncide avec une fête de seconde classe n'a pas de commémoraison aux premières vêpres, tandis qu'une fête simplifiée a toujours cette commémoraison.

Il y a également une différence aux secondes vêpres, car une fête simple n'a pas de secondes vêpres, tandis qu'une fête simplifiée en possède, et par conséquent doit avoir une mémoire, à moins qu'il n'y ait le lendemain une fête importante qui exclue la mémoire de la fête précédente; on sait qu'une fête semidouble simplifiée n'a pas de mémoire quand elle concourt avec une fête de seconde classe, et qu'une fête double simplifiée n'a pas non plus de mémoire quand elle concourt avec une fête de première classe.

A la messe, il y a également une différence, car, aux fêtes de seconde classe, une fête simple n'a pas de mémoire à une messe chantée, tandis qu'une fête simplifiée en a une, comme on peut le voir au Titre des Commémoraisons, n. 1, que nous avons reproduit ci-dessus.

Il faut donc établir une différence entre les fêtes simples et les fêtes simplifiées.

Ad II. L'usage que l'on suit dans votre diocèse aussi bien que dans tous les *Ordos* que vous avez vus, ne peut plus être suivi aujourd'hui, car en 1867 la Sacrée Congrégation des Rites décida que la mémoire de tous les Apôtres au 29 juin, et de tous les martyrs au 26 décembre, devait se faire après toutes les commémoraisons. La question fut posée par le Général de la Société du T.-S. Sacrement, au diocèse de Malines :

« Quæritur : an commemoratio omnium Apostolorum die 29 junii, et omnium Martyrum die 26 decembris, Indulto pro reductione festorum in territorio Gallicanæ Reipublicæ nos respiciat, qui utitur Calendario Orbis? Et quatenus affirmative : an dicta Commemoratio sit facienda immediate

post orationem festi diei, vel potius suo loco, v. g., post Dominicæ commemorationem si occurrat die 29 junii, et Octavæ Nativitatis die 26 decembris?

La Sacrée Congrégation répondit, 1^o que ces commémorations regardaient les clercs même qui suivent le Calendrier de Rome, 2^o qu'elles devaient se faire après les autres mémoires :

« Ad primam Dubii quæstionem, Affirmative; ad secundam vero, Negative ad primam partem, Affirmative ad secundam. Atque ita Sacra Congregatio rescripsit, et servari mandavit. Die 31 augusti 1867. »

Il y a donc lieu de réformer l'usage de votre église, et d'un grand nombre d'autres églises.

Ad III. Les fêtes simples ne peuvent pas se transférer, ni par conséquent se permuter. L'Ordinaire ne pourrait donc pas opérer cette translation fixe.

Mais la Sacrée Congrégation des rites le pourrait, et nous savons qu'en effet elle l'a opérée en plusieurs circonstances. Ainsi en 1735, dans la correction et approbation du Calendrier des franciscains, elle décréta que la fête de saint Théodore, perpétuellement empêchée par la Dédicace de la Basilique du Saint-Sauveur, serait permutée au 12 novembre pour ces religieux; et que la fête de saint Pontien empêchée par la fête de sainte Elisabeth de Hongrie serait permutée au 20 novembre.

Puisque la S. Congrégation peut opérer ces permutations par elle-même, il est à croire qu'elle pourrait accorder ce pouvoir à l'Ordinaire, à la condition d'observer les règles de la permutation. Elle vous l'accorderait d'autant plus facilement que les cas seraient les mêmes; car vous supposez que votre fête simple est perpétuellement empêchée par une fête de première classe; or c'était précisément le cas pour les franciscains, lesquels célébraient sous le grade de première classe les fêtes de la Basilique du Saint-Sauveur et de sainte Elisabeth de Hongrie.

Ad IV. On se sert de la couleur blanche à la fête du Saint-Rédempteur. Nous avons sous la main un grand nombre d'Ordos de la Ville-Eternelle; ils sont unanimes sur ce point.

Q. — Est-il vrai que la liturgie romaine défend de conserver le saint ciboire au tombeau le jeudi-saint?

R. — Nous ne connaissons aucune défense en cette matière, soit pour les petites églises, soit pour les grandes.

Et d'abord pour les petites églises, le *Memoriale rituum*, destiné aux petites églises, dit expressément qu'on porte le ciboire à l'autel du Sépulchre, derrière le calice qui contient la sainte Réserve :

Celebrans, facta genuflexione, ascendit altare, extrahit e tabernaculo pyxidem cum particulis; collocat eam super corporale, et genuflectit.

« Descendens, genuflectit in suppedaneo, et accipit a primo clerico velum pro humeris.

« Ascendit altare, genuflectit, et manibus velatis, accipit pyxidem, et præcedentibus clericis cum cereis ascensis, portat pyxidem ad altare sepulchri, et collocat super corporale, et postea genuflectit.

« Deinde descendens, genua flectit in suppedaneo, ubi per manus clerici deponit velum; iterum ascendit, et genuflectit, aperit capsulam, et recondit in ea pyxidem, retro calicem. » (Memoriale rituum, § III. De pyxidibus asportatione.)

Quant aux grandes églises, il est préférable de porter le saint ciboire à un tabernacle différent de celui où est la sainte Réserve, dans la crainte qu'on ne soit obligé d'aller chercher le saint Viatique pour les malades et qu'on ne trouble ainsi les adorateurs. Voilà pourquoi la Sacrée Congrégation des Rites conseille de placer le saint ciboire dans une autre chapelle ou à la sacristie. C'est ce qui résulte des réponses données par la Sacrée Congrégation des Rites pour Lucques, le 15 mai 1745, n. 4170, et pour Goritz, le 4 mai 1877, n. 5691.

Q. — La confrérie du saint Rosaire était établie dans la chapelle de la Ste Vierge de l'église de ma paroisse.

L'église a été reconstruite à une distance de 300 mètres environ, mais on a conservé, au moins en partie, la chapelle de la Ste Vierge de l'ancienne église, comme chapelle du cimetière.

La confrérie du Scapulaire était également établie dans cette chapelle.

1^o Puis-je donner le scapulaire et recevoir des deux confréries dans l'église paroissiale ?

2^o Faut-il en recevoir dans la chapelle, reste de l'ancienne église ?

3^o Les confréries ont-elles été détruites par la destruction de l'ancienne église ?

4^o Les confréries seraient-elles transférées de droit dans la nouvelle église si les diplômes d'érection portaient seulement, comme cela arrive souvent, dans l'église paroissiale de... ?

R. — Une confrérie est attachée à un autel plutôt qu'à une église. Dès lors, puisque, dans le cas, l'autel et la chapelle des confréries subsistent, il s'ensuit que ces confréries subsistent encore, mais qu'elles gardent leur siège dans la chapelle de l'ancienne église. C'est donc là que doivent avoir lieu les admissions.

Si l'autel des confréries avait été détruit en même temps que le reste de l'ancienne église, ces confréries auraient perdu leurs droits par défaut de siège. Auraient-elles été transférées de droit dans la nouvelle église bâtie à 300 mètres de l'ancienne ?

Nous avons une décision récente de la Sacrée Congrégation des Indulgences, qui nous facilitera la solution. Elle fait mention d'ailleurs d'une autre décision plus ancienne sur la même question.

« Cum S. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præposita in una Leodien. sub die 9 augustii 1843, sequentibus dubiis :

1^o An cesset Indulgentia Confraternitatis SSmi Rosarii, vel aliæ Indulgentiæ, si nova ædificetur ecclesia fere in loco ubi vetus existerat ? — 2^o An cesset Indulgentia si nova ecclesia ædificetur in

cœmeterio, non in loco veteris ecclesiæ? — 3^o An cesset Indulgentia si nova ædificetur ecclesia in alio loco, et non in cœmeterio veteris Ecclesiæ? Resolutionem dedisset :

Ad I^m. Negative, dummodo sub eodem titulo ædificetur.

Ad II^m. Affirmative.

Ad III^m. Ut in secundo.

Dubitatur inde de vero et præciso sensu responsionis ad I^m, præsertim circa verba *fere in loco*. Unde queritur :

An verba *fere in loco* ita accipienda sint, ut intelligantur de parva distantia a loco, puta quantum est jactum lapidis vel spatium viginti sive triginta passuum; aut contra an accipienda sint lato sensu, ut adverbium fere dicatur pro muris civitatis, vel confinio oppidi, paræciæ, etc.

RESP. : *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam* ¹.

En comparant ces deux décisions, nous arrivons aux deux conséquences suivantes :

1^o Si l'on reconstruit une église à une trentaine de pas de son ancien emplacement, toutes les confréries qui se trouvaient dans l'ancienne église, se trouvent en fait et en droit transférées dans la nouvelle, sans qu'il y ait besoin d'aucune déclaration.

2^o Il peut se faire que l'église nouvelle, tout en étant reconstruite dans le cimetière de l'ancienne, ne jouisse pas des indulgences de celle-ci, parce qu'il y aura une distance trop grande entre les deux. Quelle sera, au delà de trente pas, la limite précise, qu'il ne faudra pas dépasser, sous peine de perdre les Indulgences? Nous ne savons; mais nous regardons à peu près comme certain qu'à 300 mètres les indulgences ne seraient pas transférées.

Une confrérie n'est pas nécessairement et pour toujours attachée à l'église dans laquelle elle a été érigée. Elle peut quitter cette église pour s'établir ailleurs. « Confraternitates ab ecclesiis, in quibus reperiuntur erectæ et institutæ in ecclesiis regularium, » dit Ferraris ². L'annotateur ajoute : « Hæc vero translatio fieri nequit sine consensu majoris partis confratrum collegialiter præstito ».

Il faut donc, pour transférer une confrérie d'une église à une autre, le consentement de la majorité des membres présents à une assemblée régulièrement convoquée. Ces réunions peuvent avoir lieu, sur la convocation du président de la confrérie, sans qu'il soit nécessaire de demander une autorisation épiscopale.

Lorsqu'une réunion a été légitimement annoncée, les décisions qui y sont prises sont valables, lors même que la majorité des membres inscrits ne seraient pas présents.

Le droit ne réclame aucune autre formalité pour la légitimité de cette translation.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Une école communale de filles a-t-elle droit à des places gratuites dans son église paroissiale ?

2^o Une école libre dirigée par des religieuses qui retirent de bonnes rétributions mensuelles, sans charge d'élèves gratuites, a-t-elle droit, même pour les élèves pensionnaires et leurs maîtresses, à des places gratuites, alors que l'église est pauvre, que les enfants ne donnent jamais un sou aux quêtes faites pour les besoins de la paroisse et que les maîtresses ne rendent aucun service particulier à l'église ?

3^o Un père et son fils peuvent-ils, d'après le droit et les convenances, être membres du conseil de fabrique de la même paroisse ?

R. — Ad I. et II. En principe, aucun paroissien quel qu'il soit, n'est légalement dispensé de payer à l'église le prix de sa chaise. Mais, dit M. de Champeaux (*Code des fabriques*, tom. II, p. 212), des exemptions peuvent être accordées par la fabrique, et généralement on les accorde indistinctement à toutes les écoles primaires communales, spécialement aux écoles dirigées par des religieux ou des religieuses. La raison de cette exemption spéciale accordée à ces derniers, est que les religieux et les religieuses, outre qu'ils concourent au même but que le prêtre par leur enseignement moral et religieux, rendent bien des petits services à l'église notamment pour le chant, pour les processions et les diverses cérémonies. Les religieuses en particulier se rendent utiles pour la décoration des autels, le blanchissage du linge fin etc. En outre, les enfants étant appelés fréquemment à l'église, le paiement de leurs chaises ou bancs deviendrait pour la plupart d'entre eux une charge trop onéreuse.

Mais enfin, dans l'hypothèse invraisemblable qu'aucun service direct n'est rendu à l'église par les instituteurs et institutrices, religieux ou religieuses, le droit des chaises est exigible en droit, et alors il est reçu partout que le tarif est considérablement diminué en leur faveur. Ordinairement on traite à forfait moyennant un petit abonnement. Ce dernier mode est toujours adopté quand il s'agit d'un pensionnat payant. La gratuité absolue pour ces derniers établissements serait une injustice vis-à-vis de la fabrique qui n'a pas le droit de faire des générosités aux personnes étrangères à la paroisse, et la plupart des pensionnaires sont dans ce cas.

En résumé, on ne doit d'exemption à personne, voilà le droit; mais, d'après l'usage et les convenances, on l'accorde aux écoles primaires communales comme une faveur faite à la commune elle-même. Aux écoles libres payantes et aux pensionnats, toujours en supposant l'absence de tout service rendu, on les traite avec douceur.

Ad III. L'article 14 du décret du 30 décembre 1809, aux termes duquel les parents et alliés, jusques et y compris le degré d'oncle et de neveu, ne peuvent être en même temps membres du bureau, n'est pas applicable aux parents et alliés qui se-

¹ Décret du 29 mars 1886.

² V^o *Confraternitas*. art. 1, n. 39.

³ *Ibid.*, n. 57.

raient élus simplement membres du conseil de fabrique.

Cette question a été ainsi décidée par l'avis ci-après du comité de l'intérieur du conseil d'Etat.

Lorsque deux parents ou alliés au degré prohibé ont été nommés membres d'un même bureau, si l'un d'eux vient à renoncer à son élection, ou donne sa démission, la nomination de l'autre ne peut être annulée. (*Arrêt du conseil d'Etat du 26 février et 9 mars 1832.*)

Sous l'ancien droit, le père, le fils, le gendre, le frère, le beau-frère, l'oncle et le neveu ne pouvaient être élus ensemble marguilliers. (*Arrêt du Parlement du 30 mai 1718 rendu pour la paroisse Ste-Marguerite de Paris.*)

Avis du comité de l'intérieur et du commerce du conseil d'Etat du 21 mai 1828.

Les membres du Conseil du Roi, composant le comité de l'intérieur et du commerce, qui sur le renvoi ordonné par Son Excellence le ministre des affaires ecclésiastiques, ont pris connaissance d'un rapport tendant à leur demander leur avis sur l'interprétation de l'art. 14 du décret du 30 décembre 1809;

« Considérant que ce décret est divisé en deux sections bien distinctes, dont la première traite du conseil de fabrique, et la deuxième du bureau des marguilliers;

« Que l'article 14, placé sous le paradigme 1^{er} de la seconde section, s'applique évidemment à la composition du bureau des marguilliers et non à celle du conseil de fabrique;

« Que pour ce dernier aucune exclusion formelle n'a été prononcée, et qu'en effet les inconvénients résultant de la parenté y sont moins importants que dans le bureau des marguilliers;

« Sont d'avis :

« Que l'art. 14 du décret du 30 décembre 1809 ne s'applique qu'aux marguilliers, et que, par conséquent, dans le cas dont il s'agit, l'arrêté du préfet de la Vendée, qui révoque un membre du conseil de fabrique, doit être annulé. »

Donc, en droit, le père et le fils peuvent être membres du même conseil de fabrique, mais non du même bureau des marguilliers.

En est-il de même au point de vue des convenances ? Tel n'est pas notre avis. A moins de se trouver dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, c'est-à-dire dans l'impossibilité d'agir autrement, nous pensons qu'il faut éviter d'avoir dans le même conseil le père et le fils. L'indépendance du fils peut être gênée par la présence de son père dans une délibération. Le désaccord entr'eux peut facilement engendrer des dissensions au moins pénibles, et leur accord trop parfait peut amoindrir l'impartialité nécessaire à chacun.

Q. — En vertu de titres parfaitement en règle, et d'après un usage immémorial, le presbytère de X. avait droit à une part de coupe affouagère. Mais qu'est cela pour un maire radical ? Le bois appartient à la commune ; donc le maire peut en disposer à sa guise, reti-

rer à l'un, donner à l'autre, sans autre loi que son caprice.

Cette conduite du maire est-elle passible d'une poursuite judiciaire, et le curé peut-il le poursuivre sans avoir besoin de se faire autoriser à plaider ?

R. — Le bois provenant d'une coupe affouagère et attribué au presbytère, en vertu de titres réels et de l'usage, constitue un revenu pour le titulaire de la cure. Par conséquent, ce dernier peut en poursuivre la délivrance et exercer toutes actions y relatives, sans avoir à se pourvoir d'une autorisation de plaider, nécessaire seulement quand il s'agit des droits fonciers de la cure.

Le fait du maire radical dont il est ici question constitue une faute personnelle, à raison de laquelle le curé peut le poursuivre en dommages-intérêts.

Cela résulte d'un arrêt de la cour de Rouen, du 16 février 1883. Il résulte également du même arrêt que, lors même que le maire aurait demandé la distraction de cette servitude d'affouage au profit de la commune, cette demande de distraction ne pourrait être accueillie, et ne serait pas de nature à déterminer le tribunal, saisi de la demande en dommages-intérêts formée par le curé, à se déclarer incompetent pour statuer sur cette demande.

Voici le texte de l'arrêt :

La Cour, etc. ;

Attendu que le jugement dont est appel, après avoir statué contradictoirement sur les exceptions multiples opposées par Auger et Leroy à l'action de l'abbé Plaisant et les avoir rejetées, a condamné par défaut les deux défendeurs solidairement en 500 francs de dommages-intérêts chacun ;

Que, devant la Cour, Auger et Leroy ne reproduisent pas les exceptions et fins de non recevoir par eux soulevées en première instance ; qu'ils déclarent même accepter le principe des condamnations prononcées contre eux, et qu'ils offrent sur la barre une somme de 66 fr. 50 pour la valeur du bois appartenant à l'abbé Plaisant, et qu'ils ont indûment aliéné en 1881 ;

Qu'à bon droit cette offre a été refusée comme insuffisante ;

Attendu, en effet, que c'est par un acte de témérité excessive, par une main-mise illicite, que le maire Auger, agissant de concert avec le syndic Leroy, s'est emparé des bois délivrés pour le presbytère et les a fait vendre ;

Que l'excuse de bonne foi est absolument inadmissible, car le maire ne pouvait ignorer que le curé, comme habitant le presbytère, avait un droit incontestable et jusque-là incontesté à l'affouage, et que la délivrance d'une certaine part de bois était faite pour son compte et en son nom ; que vendre ce bois, c'était donc disposer de la chose d'autrui et en disposer en commettant un délit forestier, puisque l'article 83 du code forestier défend de vendre les bois délivrés aux usagers, sous peine d'une amende de 10 à 100 francs ;

Que le maire n'a pu, d'ailleurs, se méprendre

sur la portée de la délibération du conseil municipal tendant à obtenir les autorisations nécessaires pour aliéner au profit de la commune le droit d'usage attaché au presbytère; qu'il n'a pu évidemment comprendre que cette délibération lui donnait le droit, alors qu'aucune autorisation n'était intervenue et n'était même pas encore demandée, de confisquer provisoirement le droit d'usage du presbytère;

Attendu que le préjudice causé par ce fait illicite des appelants, doit être complètement réparé par ceux-ci; qu'on ne saurait admettre comme réparation suffisante l'allocation de la somme produite par une vente opérée dans les conditions irrégulières où celle-ci s'est faite; que si les dommages-intérêts doivent être d'un chiffre inférieur à celui qui a été alloué par défaut, ils doivent être notablement supérieurs à la somme offerte; que la Cour possède les éléments nécessaires pour les déterminer;

Attendu que, malgré l'action intentée par l'intimé et la solution que lui a donnée le tribunal de Neufchâtel, les mêmes appelants firent encore vendre les bois délivrés pour 1882;

Que Leroy et Auger ont offert pour ce fait sur la barre de la cour une somme de 142 francs; que, bien que le jugement dont est appel n'ait pas porté sur ce nouvel excès de pouvoir, l'intimé a consenti à accepter cette somme sans nouvelle instance;

Par ces motifs :

La Cour, parties ouïes, et M. l'Avocat général entendu :

Met l'appellation au néant, confirme en principe le jugement dont est appel; déclare insuffisantes les offres faites par les appelants; réduit, toutefois, à 300 francs les dommages-intérêts prononcés par le jugement solidairement contre chacun des deux appelants Auger et Leroy au profit de l'abbé Plaisant pour la vente faite, en 1881, de ses bois d'affouage;

Les condamne, en outre, à payer au même abbé Plaisant 142 francs pour la vente des bois faite en 1882;

Les condamne, enfin, sous la même solidarité aux dépens et à l'amende.

Le tribunal civil de Neufchâtel avait porté un jugement analogue le 31 août 1882; nous sommes convaincu que le maire serait condamné à la prison, si l'on s'adressait au tribunal correctionnel.

Q. — Je suis desservant de la paroisse d'Est..., et Mgr l'évêque m'a confié le service d'une succursale voisine vacante. Puis-je légalement être soumis à la contribution des portes et fenêtres pour les deux presbytères dont j'ai la jouissance, aux termes de la loi ?

R. — Pour la dixième fois, nous répondons : Non. Les curés et desservants ne sont tenus de payer l'impôt des portes et fenêtres que des presbytères servant à leur habitation personnelle, comme le porte expressément l'article 27 de la loi du 21 avril 1832, ainsi conçu :

« Les fonctionnaires, les ecclésiastiques et les employés civils et militaires, logés gratuitement dans les bâtiments appartenant à l'Etat, aux départements, aux arrondissements, aux communes ou aux hospices, seront imposables nativement pour les portes et fenêtres des parties de ces bâtiments servant à leur habitation personnelle. »

Le conseil d'Etat s'est prononcé dans ce sens, par l'arrêt suivant du 22 juin 1848 :

Le conseil d'Etat, etc.;

Vu la requête présentée par le sieur Renard, curé-desservant de Riencourt, ladite requête tendant à l'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture de la Meuse, du 19 novembre 1846, qui a maintenu la taxe des portes et fenêtres ouvertes, au nom de ce contribuable, pour 1846, dans le rôle de Ribeaucourt, à raison des ouvertures du presbytère de cette commune;

Vu les lois des 4 frimaire an VII et 21 avril 1832 ;

Considérant que les ecclésiastiques logés gratuitement dans les propriétés communales servant de presbytères, ne sont imposables à la contribution des portes et fenêtres que pour la partie desdits presbytères servant à leur habitation personnelle;

Qu'il résulte de l'instruction que le sieur Renard dessert à la fois les communes de Riencourt et de Ribeaucourt; qu'il a son domicile dans la première de ces communes, et que le presbytère de Ribeaucourt ne sert pas à son habitation personnelle; que, dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture a maintenu le requérant au rôle de la contribution des portes et fenêtres de ladite commune, arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Meuse, du 19 novembre 1846, est annulé.

Art. 2. — Décharge est accordée au sieur Renard de la contribution des portes et fenêtres, à laquelle il a été imposé, en 1846, dans la commune de Ribeaucourt, pour les ouvertures du presbytère de ladite commune.

Q. — L'essai de mobilisation qui vient d'être fait dans notre région a porté de grands dommages à plusieurs propriétés privées, entr'autres à un champ de luzerne appartenant à mon presbytère et dont j'ai la jouissance en vertu d'une délibération régulière du conseil municipal approuvée par l'administration supérieure. N'ai-je pas droit à une indemnité ? Si des indemnités sont dues, dans quelles conditions sont-elles réglées ?

R. — Certainement, des dommages-intérêts sont dus pour tous les dégâts produits par l'armée soit pendant l'essai de mobilisation soit pendant les grandes manœuvres. Nous regrettons que cette question nous soit posée un peu tard pour que la réponse arrive en temps utile. Si elle ne sert pas pour cette année, elle pourra servir dans d'autres circonstances; c'est pourquoi nous la donnons sans hésiter.

Le mode d'évaluation et de paiement de ces dommages a été déterminé par la circulaire ministérielle du 8 juin 1882, le titre IX du décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, et les articles 26 à 28 de la dite loi.

Voici d'abord les articles du décret qui intéressent à la fois les maires et les particuliers :

Art. 107. — Le maire de la commune dont le territoire peut être occupé ou traversé par les grandes manœuvres en est informé par le préfet.

Il fait immédiatement publier et afficher dans sa commune l'époque et la durée des manœuvres.

Il invite les propriétaires de vignes ou de terrains ensemencés ou non récoltés à les indiquer par un signe apparent.

Il prévient les habitants que ceux qui subiraient des dommages par suite des manœuvres doivent, sous peine de déchéance, déposer leurs réclamations à la mairie dans les trois jours qui suivent le passage ou le départ des troupes.

L'art. 108 règle la composition des commissions d'indemnité.

Art. 109. — Au fur et à mesure de l'exécution des manœuvres, elle (la commission) se rend successivement dans les localités qui ont été traversées ou occupées, en prévenant à l'avance les maires du moment de son passage.

Les maires préviennent les intéressés et remettent à la commission un état individuel mentionnant la date de la réclamation, la nature du dommage et la somme réclamée.

Art. 110. — La commission, après avoir entendu les observations des maires et des réclamants, fixe le chiffre des indemnités à allouer et en dresse l'état.

Si les intéressés présents acceptent cette fixation, ils reçoivent immédiatement le montant de l'indemnité sur leur émargement.

Art. 111. — Si l'allocation n'est pas acceptée séance tenante, la commission insère dans son procès-verbal les renseignements nécessaires pour apprécier la nature et l'étendue du dommage.

Un extrait du procès-verbal est, en cas de contestation, remis au juge de paix ou au tribunal chargé de statuer sur les réclamations.

Art. 112. — L'état des indemnités qui n'ont pas été acceptées séance tenante est remis au maire de la commune, qui, par une notification administrative, met immédiatement les propriétaires en demeure de les accepter ou de les refuser dans un délai de quinze jours.

Les refus, déposés par écrit et motivés, sont annexés au procès-verbal.

Art. 113. — A l'expiration du délai de quinze jours, le maire consigne sur l'état qui lui a été remis par la commission les réponses qu'il a reçues et le transmet ensuite au fonctionnaire de l'intendance militaire, président de la commission, qui assure le paiement des indemnités qui n'ont pas été refusées.

L'art. 114 abroge les dispositions des règlements antérieurs contraires au décret ci-dessus.

Quant au règlement des indemnités refusées, il s'opère dans les conditions déterminées par les art. 26, 27 et 28 de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires. Voici le texte de ces articles :

Art. 26. — Dans les trois jours de la proposition de la commission, les décisions de l'autorité militaire sont adressées au maire et notifiées administrativement par lui à chacun des intéressés ou à leur résidence habituelle, dans les vingt-quatre heures de la réception.

Dans un délai de quinze jours, à partir de cette notification, ceux-ci doivent faire connaître au maire s'ils acceptent ou refusent l'allocation qui leur est faite.

Faute par eux d'avoir fait connaître leur refus dans ce délai, les allocations sont considérées comme définitives. Le refus sera motivé et indiquera la somme réclamée.

Il est transmis par le maire au juge de paix du canton, qui en donne connaissance à l'autorité militaire et envoie de simples avertissements sans frais, pour une date aussi prochaine que possible, à l'autorité militaire et au réclamant.

En cas de non-conciliation, il peut prononcer immédiatement ou ajourner les parties pour être jugées dans le plus bref délai.

Il statue en dernier ressort jusqu'à une valeur de 200 fr. inclusivement, et en premier ressort jusqu'à 1,500 fr. inclusivement. Au-dessus de ce chiffre, l'affaire sera portée devant le tribunal de première instance.

Dans tous les cas, le jugement sera rendu en matière sommaire.

Art. 27. — Après l'expiration du délai fixé par le deuxième paragraphe de l'article précédent, le maire dresse l'état des allocations devenues définitives par l'acceptation ou le silence des intéressés.

Le montant des allocations portées sur ce tableau est mandaté collectivement, au nom de la commune, par les soins de l'intendance.

Le mandat doit être payé comptant.

En temps de guerre, le paiement peut être fait en bons du Trésor, portant intérêt à cinq pour cent du jour de la livraison.

Art. 28. — Aussitôt après le paiement du mandat ou l'échéance du bon du Trésor, le maire est tenu de mandater, et le receveur municipal est tenu de payer à chaque indemnitaire la somme qui lui revient.

Ajoutons que, dans les affaires en conciliation, l'intendant militaire ou, à son défaut, le fonctionnaire de l'intendance qui a présidé la commission d'expertise, a qualité pour transiger dans les limites qu'il juge convenables. Dans le cas où l'affaire n'aboutirait pas en conciliation et si elle devait être appelée devant le tribunal de première instance, l'intendant constituerait avoué, au nom du département de la guerre.

COURRIER DE L'UTILE

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. — Avant de faire la cueillette de ma treille, j'ai pensé à vous demander la recette pour conserver les raisins frais jusqu'au printemps après la vendange. Jusqu'ici, comme tout le monde, je suspendais mes raisins, par un fil, à des lattes elles-mêmes suspendues aux plafonds. Mais après quelques jours, et surtout quelques semaines, mes raisins, tout en restant bons, étaient ramollis, ridés, flétris; tandis que chez un voisin, qui n'a jamais voulu me donner sa recette, les raisins servis durant tout l'hiver étaient aussi fermes et aussi frais que si on venait de les détacher du cep?

R. — Employez le moyen suivant et vous pourrez servir à votre voisin, jusqu'au mois de mai, des raisins aussi frais et aussi fermes que les siens.

Pour les conserver, il faut choisir de préférence les raisins des étages supérieurs du cep ou de la treille. On profite, pour la cueillette, d'un beau temps : un ciel légèrement couvert, est favorable; il faut éviter les jours où il n'y a pas de rosée. On coupe les raisins les plus beaux comme volume et comme grains, et on leur laisse un bout de sarment, ayant trois yeux sous la grappe et deux yeux au-dessus. On enlève les feuilles avec précaution et on les place dans de grands paniers avec les fruits, pour transporter ceux-ci sans causer aucune pression ni blessure aux grains.

Au fruitier, chaque sarment est plongé, par le gros bout, dans une petite fiole allongée, de la contenance de 125 grammes d'eau. La portion qui trempe dans l'eau doit être de 7 à 11 centimètres. L'eau a été mise dans la fiole deux ou trois jours à l'avance, et dans cette eau on a jeté une cuillerée à café de charbon de bois en poudre afin d'empêcher sa corruption. Les fioles sont ensuite suspendues à une ligne de clous, au moyen d'un fil de fer placé au goulot. Il ne faut jamais les remuer.

Le fruitier ne doit être ni trop humide ni trop sec; il faut faire en sorte que le thermomètre n'y descende jamais plus bas que 1 degré au-dessus de zéro; il doit être presque obscur et n'être ouvert que le moins possible, seulement pour y pénétrer de temps en temps afin d'enlever aux grappes les grains pourris et altérés.

Il n'est pas nécessaire de changer l'eau des fioles, qui baisse tout au plus de 5 à 6 centimètres d'octobre à mai.

Au lieu de se servir de fioles, on peut faire usage d'un grand vase, auquel ont été pratiqués plusieurs trous dans lesquels on plonge le sarment qui porte le raisin. Ces vases, en terre cuite ou en zinc, se trouvent dans le commerce.

On peut encore construire un tuyau en zinc, demi-circulaire, percé de deux ou trois rangées de trous, où l'on plonge la branche du cep porteur de grappes. Un tuyau en terre cuite vaudrait encore mieux. A l'une des extrémités du tuyau, un entonnoir peut être adapté pour verser l'eau, et, à l'autre extrémité, un robinet pour la faire écouler. Dans ce cas, il est inutile de mettre dans

l'eau de la poussière de charbon; le changement de l'eau de temps à autre devant suffire et étant même préférable.

Q. — Est-il vrai que le lait de beurre soit une boisson hygiénique que l'on pourrait utiliser mieux qu'on ne le fait, car à peu près partout on ne s'en sert que pour la pâte des pores?

R. — Le lait de beurre, ou liquide qui reste après que l'on a retiré, par le battage, le beurre de la crème, est le cérum du lait privé de sa matière grasse et contenant en suspension une certaine quantité de matière caséuse.

Ce liquide jouit d'un pouvoir nutritif très marqué, puisque ce n'est, par le fait, qu'une sorte de fromage liquide. Il peut donc servir d'aliment reconstituant et même unique pour les phthisiques, les dyspeptiques et les convalescents.

Des cures au lait de beurre ont été instituées à Chars-en-Vexain, il y a quelques années, et sont, depuis, dit-on, fort suivies.

En Angleterre, le docteur Domkins a employé le lait écrémé comme aliment pour les diabétiques, et il a obtenu beaucoup de succès de ce mode de traitement; car la grande difficulté, on le sait, consiste à trouver, pour les diabétiques, un aliment azoté qui ne fatigue pas l'estomac et ne fournisse pas de glucose.

Mais une propriété toute nouvelle a été reconnue au lait de beurre. Il paraît que l'usage de cette substance supprime complètement le sentiment de la soif. On n'éprouve plus, dit-on, après son usage, le besoin de boire aucun liquide.

Si vous avez quelque ivrogne à convertir, essayez-en.

Q. — Vous nous avez parlé, l'année dernière, d'une machine à tubes remplis de différentes substances chimiques, servant à des inhalations qui augmentent l'étendue et la force de la voix, guérissent ses extinctions, etc. C'est très beau, mais cela ne peut guère être pratique que pour les grosses bourses, et dans les grandes villes où des spécialistes peuvent fournir la machine et diriger le traitement. Ne pourriez-vous pas nous donner quelques recettes plus pratiques : cela serait utile à beaucoup, car la voix est chose bien nécessaire au ministère du prêtre. Personnellement, je suis atteint d'une véritable extinction pour le moindre chaud et froid, la moindre fatigue, surtout après les longues séances du confessionnal, où la parole à voix basse m'irrite plus la gorge qu'un sermon?

R. — Voici une potion que l'on dit très efficace :

Eau, 100 grammes; sirop de fleurs d'orangers, 60 grammes; acide nitrique, 12 gouttes.

Une cuillerée de cette limonade fait disparaître les enrrouements accidentels. Son usage les prévient et raffermi les cordes vocales.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 28 septembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LE 20^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
LE SACREMENT DE MARIAGE (LES
EMPÊCHEMENTS)

Custodite leges meas et
judicia, quæ faciens homo
vivit in eis.

(Lév., XVIII, 5.)

Dans l'étude que nous avons entreprise sur le septième sacrement, nous avons déjà expliqué plusieurs points essentiels. Je vous ai dit les grandeurs du mariage chrétien, la sanctification qu'il confère, les qualités qui le distinguent, savoir : la sainteté, l'unité et l'indissolubilité. Il me reste encore plusieurs questions très importantes et très actuelles à traiter : les empêchements au mariage, la préparation au mariage, la célébration du mariage, les devoirs des époux ; je terminerai par une instruction sur la virginité. Aujourd'hui donc notre entretien roulera sur les empêchements au mariage. On publie des bans avant la célébration de ce sacrement, et l'on enjoint aux fidèles de révéler les empêchements dont ils pourraient avoir conscience, il faut donc qu'ils les connaissent, voilà pourquoi nous allons brièvement vous en instruire. Qui peut établir des empêchements au mariage ? En quoi consistent-ils ? Pourquoi l'Eglise les a-t-elle établis ? La réponse à ces trois questions fera l'objet et le partage de ce discours.

I

Nous l'avons vu dans l'une de nos dernières instructions dominicales, le mariage considéré en lui-même comme contrat naturel est, quant au lien qui le constitue, en dehors des atteintes de l'autorité civile ; il ne relève que de la conscience des contractants et de Dieu. A plus forte raison, si nous le considérons dans l'ordre chrétien, où, par la volonté de Notre-Seigneur Jésus-Christ, il a été élevé à la dignité de sacrement, échappe-t-il à la législation séculière, quant à ce qui fait son essence et ses propriétés principales. Il ne relève que de l'autorité de l'Eglise, laquelle seule a reçu du Sauveur l'administration des choses sacrées. Impossible dans le mariage de séparer le contrat et le sacrement, et d'attribuer à l'Etat la réglementation du premier, et à l'Eglise la réglementation du second : pour les chrétiens le contrat naturel et le sacrement ne sont qu'une seule chose, le mariage n'est que le contrat naturel élevé à la dignité de sacrement. En conséquence le pouvoir civil ne peut faire des lois pour valider ou invalider le mariage, il ne peut créer des obstacles à sa formation ou le rompre quand il a été une fois constitué ; tout ce qui est dans ses attributions c'est de régler ce qui en regarde les effets civils, comme fixer les droits des époux sur les biens de la communauté, déterminer l'ordre des héritages, établir des habiletés ou des inhabilités résultant de certaines conditions d'âge et de consentement, formuler les

conditions de légitimité ou d'illégitimité civile. Ainsi, comme on l'a dit très justement, le pouvoir séculier légifère non sur le mariage lui-même, mais autour du mariage, non sur l'essentiel et le principal du mariage, mais sur ses accessoires.

L'Eglise, elle, a le droit de faire des lois touchant le mariage lui-même. Elle peut lier et délier les volontés de ceux qui veulent s'épouser, parce que les contractants, en vertu du baptême, sont soumis à son autorité souveraine. Elle peut fixer des conditions à la validité du consentement ; elle peut créer des inhabilités en vertu desquelles, quel que soit le vouloir des contractants, le lien conjugal n'est pas produit. C'est ce que rappelait le pape Pie VI à l'évêque de Motola qui l'avait trop oublié. Après lui avoir dit qu'il lui parle comme celui qui, étant assis sur la chaire de Pierre, a reçu de Jésus-Christ le pouvoir d'enseigner et de confirmer ses frères, il ajoute : « L'Eglise à qui a été confié tout ce qui regarde les sacrements a seule tout droit et tout pouvoir d'assigner la forme au contrat de mariage, élevé à la dignité plus sublime de sacrement, et par conséquent de juger de la validité ou de l'invalidité des mariages. »

Donc, concluons-nous avec l'éminent prédicateur de Notre-Dame de Paris : « L'essence et les propriétés fondamentales du mariage chrétien ne peuvent être soumises au pouvoir législatif d'une autorité purement humaine ; donc, la puissance séculière ferait de vains efforts pour empêcher les chrétiens de s'unir, elle n'empêcherait rien ; donc, elle aurait beau leur dire : Je vous unis ; au fond de leur conscience elle n'unirait rien ; donc, elle essaierait en vain de briser le lien sacré qui les enchaîne après qu'ils se sont unis, elle ne briserait rien ; donc, les sentences qu'elle prononcerait dans les causes intéressant l'essence et les propriétés du mariage ne décideraient rien ; donc, s'il se rencontrait des fidèles assez oublieux de leur baptême pour se contenter des interdictions, de l'agrément et des jugements de la puissance séculière, dans la sainte cause du mariage, de quelque considération qu'ils jouissent auprès des hommes, ils n'échapperaient pas à l'opprobre de s'entendre appeler au tribunal de Dieu : Fornicateurs et adultères ! »

II

Mais quels sont les empêchements que l'Eglise a établis relativement au mariage ? Il y en a de deux sortes. Les uns ne rendent pas le mariage invalide, mais ils le font illicite, en sorte que quand ils ne sont pas levés par l'autorité compétente, ceux qui se marient étant liés par eux, commettent une faute grave : ils sont appelés empêchements *prohibitifs*. Les autres rendent les époux impuissants à contracter, de sorte que, si dispense n'est pas accordée, quand même tous les consentements seraient formulés, toutes les bénédictions données, toutes les prières récitées, il n'y aurait ni contrat, ni sacrement : on les nomme empêchements *dirimants*.

I. Les empêchements prohibitifs sont les suivants : 1^o *la défense de l'Eglise*. L'Eglise interdit le mariage si les bans n'ont pas été publiés à trois reprises, en des jours de fêtes ou de dimanches successifs, pendant le saint sacrifice; elle l'interdit aux excommuniés et à ceux qui ignorent les éléments de la religion; elle peut l'interdire pour une cause suffisante par l'organe du pape ou de l'évêque ou du curé, par exemple quand il y a doute sur l'existence d'un empêchement dirimant; 2^o *la disparité de culte* : un catholique ne peut épouser un hérétique; 3^o *quand il y a eu fiançailles* : lorsqu'une personne a fait à une personne une promesse de l'épouser, elle ne peut s'unir à une autre tant que le premier consentement n'a pas été résilié; 4^o *le temps prohibé* : les mariages ne peuvent se célébrer depuis le premier dimanche de l'Avent jusqu'au jour de l'Epiphanie inclusivement, et depuis le mercredi des Cendres jusqu'au premier dimanche après Pâques, aussi inclusivement; 5^o *les vœux simples* : si l'on ne peut sans péché violer la promesse qu'on a faite à un homme, comment pourrait-on sans se rendre coupable violer la promesse que l'on a faite à Dieu?

II. Voici maintenant les empêchements dirimants, c'est-à-dire ceux qui annulent le mariage. Le mariage est une institution qui a pour fruit la conservation de la société; il serait invalidement contracté par ceux qui seraient incapables, par un défaut de la nature, d'atteindre les fins que le Créateur s'est proposées en l'établissant. Le mariage est un des plus augustes contrats qui se puissent former : tout ce qui vicierait essentiellement le consentement des contractants, soit par défaut de connaissance, soit par défaut de volontaire, soit par défaut de liberté annule le mariage. De là l'empêchement venant de l'âge, de la démence, de la violence, du rapt, de l'erreur sur la personne ou sur la condition d'un des époux qui, à l'insu de l'autre, serait chargé des charges humiliantes de la servitude. — Le mariage est un contrat d'affection, dont le cœur forme tous les liens; il unit pour toujours deux existences, il fond à jamais deux vies en une seule, il exige donc un grand attachement, une grande sécurité pour les conjoints. Pour la leur procurer, l'Eglise a établi un empêchement en vertu duquel l'époux ou l'épouse infidèle ne peut profiter d'un crime pour s'unir au complice de sa passion. — Le mariage est un contrat de sainteté, il répugne absolument au sacrilège. Or, par les Ordres sacrés et par les vœux solennels de religion on s'est donné au Créateur, et l'Eglise déclare nulle, après cet auguste engagement, la donation qu'on ferait de soi-même à la créature. — Le mariage est un contrat irrévocable, il dure autant que la vie, on ne peut convoier à de nouvelles noces qu'après la mort de son conjoint. — Le mariage est un contrat grave et sérieux entre tous; aussi l'Eglise veille-t-elle à ce que le consentement ne soit pas arraché à la passion, à la légèreté, à la surprise. Elle a établi l'empêchement de

clandestinité. Un mariage serait clandestin, est par conséquent nul, s'il était célébré autrement qu'en présence de deux ou trois témoins et du propre curé de l'une des parties contractantes, ou d'un autre prêtre que le propre curé ou l'évêque du lieu aurait délégué à cet effet. — Enfin le mariage est un contrat plein d'honnêteté, aussi l'Eglise l'a-t-elle environné comme d'un triple rempart de pudeur des trois empêchements de parenté, d'affinité et d'honnêteté publique. On distingue la parenté naturelle et la parenté spirituelle. La parenté spirituelle se contracte par l'administration du baptême et de la confirmation. Elle invalide le mariage entre les parrains, le baptisé, le père et la mère du baptisé, entre le baptisant, le baptisé, le père et la mère du baptisé. De même pour la confirmation. La parenté naturelle est un empêchement dirimant à tous les degrés dans la ligne directe; en ligne collatérale, il s'étend jusqu'au quatrième degré inclusivement. L'affinité est une sorte de parenté qu'une personne contracte avec les parents de la personne qu'elle a épousée. C'est ce qu'on nomme l'affinité légitime. Elle est illégitime si elle provient de relations criminelles. L'affinité en ligne directe est un empêchement dirimant à tous les degrés, comme dans la parenté naturelle; et en ligne collatérale, elle s'étend jusqu'au quatrième degré si elle est légitime, et jusqu'au second seulement, si elle est illégitime. L'empêchement d'honnêteté publique est fondé sur une espèce d'affinité qui provient de deux causes : ou bien d'un mariage dont les époux n'ont pas vécu ensemble, et, dans ce cas, l'empêchement s'étend jusqu'au quatrième degré, comme dans la parenté naturelle et l'affinité; ou bien il provient de fiançailles valides, religieuses ou purement civiles, quand même elles auraient été résiliées par un consentement mutuel; mais l'empêchement n'existe qu'au premier degré.

III

« C'est aussi un fait important, disait le pape Léon XIII dans sa célèbre encyclique sur le mariage, que l'Eglise ait limité, autant qu'il fallait, le pouvoir du père de famille, pour que la juste liberté des fils et des filles qui veulent se marier ne fût en rien diminuée; qu'elle ait déclaré la nullité des mariages entre parents et alliés à certains degrés, afin que l'amour surnaturel des époux se répandit sur un plus vaste champ; qu'elle ait veillé à écarter du mariage, autant qu'elle le pouvait, l'erreur, la violence et la fraude; qu'elle ait voulu que fussent maintenues intactes la sainte pudeur de la couche nuptiale, la sûreté des personnes, l'honneur des mariages et la fidélité aux serments. Enfin, elle a entouré cette institution divine de tant de lois fortes et prévoyantes, qu'il ne peut y avoir aucun juge équitable qui ne comprenne que, même en cette question du mariage, le meilleur gardien et le plus sûr vengeur de la société a été l'Eglise, dont la sagesse a triomphé

du cours du temps, de l'injustice des hommes et des innombrables vicissitudes publiques ¹.

Encyclique *Arcanum*.

Oui, la législation matrimoniale de l'Eglise est marquée au coin de la plus éminente sagesse. Soit en proclamant le droit naturel, soit en affirmant le droit divin, soit en portant des lois en vertu de son propre pouvoir, elle a procuré à la société civile aussi bien qu'à la société religieuse les biens les plus précieux. Elle a sauvé, de la manière la plus efficace, les intérêts de la liberté bien entendue, du respect mutuel, de la fraternité véritable, de la santé publique, de la pureté de la foi, de la paix, de la sécurité et de la stabilité des familles. On serait infini si l'on voulait faire la preuve par le détail. Qu'il me suffise de signaler cette divine sagesse relativement à deux empêchements, l'un dirimant, l'autre prohibitif, la consanguinité et la disparité de culte. S'il était permis aux catholiques de s'allier aux hérétiques, qu'arriverait-il ? Est-ce que l'épouse catholique ne sera pas souvent gênée dans la pratique de sa religion ? Est-ce qu'il sera possible d'éviter les discussions et les aigreurs et les froideurs qui en sont la suite ? Comment seront élevés les enfants ? Ne seront-ils pas fâcheusement impressionnés par la divergence des croyances et des pratiques de leurs parents ? Est-ce qu'ils ne seront pas exposés à tomber dans le scepticisme et l'indifférence ? — Pour ce qui regarde l'empêchement de consanguinité, combien d'admirables raisons y font ressortir la sagesse de l'Eglise ! Combien d'avantages inappréciables il est la source ! Il tue l'égoïsme, il fait rayonner la divine charité en forçant les familles étrangères par les intérêts et les liens du sang à s'allier entre elles. Il favorise le maintien des bonnes mœurs : les parents étant en rapports plus intimes et plus journaliers, la pensée qu'ils ne pourront contracter ensemble les retient efficacement dans les limites du devoir. Il empêche les fortunes de s'accumuler au détriment du grand nombre entre les mains de quelques privilégiés : l'aisance est plus généralisée, le sol mieux cultivé, l'ordre social mieux assuré. Il contribue au progrès et à la régénération de la société : ceux qui sont mieux élevés relevant ceux qui seraient plus abaissés ; ceux qui sont plus parfaits attirant à eux ceux qui le sont moins. Enfin, il procure la santé, la beauté, la force de la race humaine. « Quelle loi dans la nature entière, s'écrie le comte de Maistre, est plus évidente que celle qui a statué que tout ce qui germe dans l'univers désire un sol étranger ? La graine se développe à regret sur ce même sol qui porta la tige dont elle descend ; il faut semer sur la montagne le blé de la plaine, et dans la plaine celui de la montagne. De tous côtés on appelle une semence lointaine. » Oui, cet empêchement est justifié très largement par l'intérêt moral, intellectuel et physique. On ne le méprise pas impunément. L'expérience est là pour démontrer que les unions entre proches produisent l'infirmité, la dégradation sous toutes ses formes

chez les enfants, pour de là s'étendre dans tout un peuple si l'on ne réagit point.

Bénissez donc l'Eglise de sa clairvoyance et de sa charitable sollicitude. Par ses lois sur le mariage et par sa vigilance à les faire observer, elle sauve le monde au temporel et au spirituel. Encore ici elle mérite, comme en toutes choses, notre fidélité, notre reconnaissance et notre amour.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. C. DU CONCILE

Le décret suivant confirme les assertions que nous avons plusieurs fois émises ¹ sur la possibilité d'appliquer la seconde messe de binage à un confrère défunt membre d'une association qui oblige à célébrer une messe à son intention ; sur l'impossibilité de satisfaire par une messe de binage à l'obligation qu'avait le curé d'appliquer une messe pour sa paroisse.

VIVARIEN.

CIRCA APPLICATIONEM SECUNDÆ MISSÆ

Die 21 Martii 1887.

Sess. 22 c. 1 De observ. et evit. etc.

COMPENDIUM FACTI. Episcopus vivariensis hæc S. C. C. proposuit : 1. Existit in Diocesi vivariensi pia quædam sodalitas *tercentorum presbyterorum* nuncupata, a S. S. approbata et spiritualibus favoribus aucta, secundum cujus statuta omnes, qui ei nomen dedere, tenentur unam missam celebrare pro singulis associatis defunctis ; quæ obligatio tamquam ex justitia habetur. Porro sunt quidam associati, qui se liberant ab hac obligatione per alteram missam, dominica die binatione celebratam ; quod contrarium videtur aliquibus decisionibus S. C., per quas prohibetur stipendium accipere pro secunda missa : se liberare enim per binationem a missa quæ debetur ex Justitia, est quasi stipendium sumere pro missa binationis.

2. Sunt etiam aliqui Parochi curam animarum habentes, qui, si propter legitimum impedimentum, missam non potuerint celebrare die, in quâ applicanda erat pro populo, se liberant ab hac obligatione per alteram missam insequenti dominica celebratam : ex quo fit ut in hac dominica bis celebrent pro populo, quod etiam videtur contrarium supradictis S. C. definitionibus.

DUBIA

I. An sacerdos qui ex statutis sodalitatibus, cui nomen dedit, tenetur missam celebrare pro sodali defuncto, possit ad satisfaciendum huic oneri,

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

secundam missam in die binationis applicare in casu.

II. An parochus qui non potuit celebrare missam die in quo legenda erat pro populo, possit ad satisfaciendum huic oneri secundam missam, in subsequenti festo ex binatione celebrandam, applicare in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. Cong. re cognita sub die 5 martii 1887 censuit respondere : Ad I *Affirmative*, Ad II *Negative*; et consulendum SSmo pro absolute quoad præteritum, et communicentur Episcopo decreta hujus S. Congregationis die 14 decembris 1872.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je prends la liberté d'exposer à l'*Ami du Clergé* une difficulté, espérant qu'il y répondra avec sa bonté et sa science ordinaire. C'est au sujet du scapulaire du Mont-Carmel dont vous avez fait mention et vous avez promis de traiter.

Il y a nombre d'années qu'on dit qu'on est dispensé d'inscrire dans les registres de la confrérie les noms des personnes auxquelles on donne le scapulaire. Autrefois cette inscription était une condition *sine qua non* pour gagner les indulgences.

J'ai toujours dans l'idée que Rome n'a pas dispensé d'inscrire, mais seulement accordé qu'on gagnerait les indulgences, quoiqu'on négligeât cette inscription.

Il me semble surtout que cela est au moins très convenable dans les églises où il y a une confrérie du Mont-Carmel établie, où l'on fait les fêtes, les processions pour ladite confrérie.

R. — Le décret du 27 avril 1887, que nous avons donné au numéro du 21 juillet, révoque l'Indult de Grégoire XVI, au sujet de l'inscription sur les registres de la confrérie du Mont-Carmel. Cette inscription, qui n'était jusqu'ici que conseillée, devient désormais obligatoire, sous peine de nullité dans l'admission.

Q. — Une famille désire faire célébrer le mariage de sa fille dans une paroisse où ni l'un ni l'autre des deux époux n'a de domicile.

Le curé de la future a donné l'autorisation nécessaire à cet effet, et c'est lui qui doit bénir le mariage dans l'église de son confrère. Or, dans notre région, l'offrande est d'usage aux messes de mariage. Dans le cas présent, à qui, de droit, doit revenir le produit de cette offrande ? Est-ce au curé de la future, bien qu'il ne bénisse pas le mariage dans l'église de sa paroisse ? Ou n'est-ce pas plutôt au curé de l'église où se fait le mariage, bien qu'il ne soit le curé d'aucun des deux époux, et qu'il ne fasse qu'assister à leur mariage ?

Mon avis m'est demandé sur cette difficulté. Avant de le donner je serais très heureux d'avoir celui de l'*Ami du Clergé*, dont les solutions sont d'ordinaire si sûres et si sages. S'il pouvait même ne pas trop me faire attendre sa réponse, je lui en serais très reconnaissant ?

R. — D'après notre humble avis, les offrandes de la messe de mariage appartiennent en droit au curé de l'église dans laquelle se célèbre le mariage, lors même qu'il ne serait le curé d'aucun

des époux, et lors même que le mariage serait célébré par le curé d'un des époux. C'est une conséquence du principe que nous avons posé à la page 333 de cette année : « Les oblations faites à l'autel, dans l'église paroissiale, à l'occasion des messes, ou pour l'administration des sacrements, pour la bénédiction des mariages, pour les relevailles, pour les obsèques et les enterrements, en un mot pour toutes les fonctions pastorales, appartiennent au curé... lors même qu'il ne remplirait pas par lui-même la fonction paroissiale pour laquelle elles sont données. »

Le curé des conjoints pouvait exiger que le mariage se fit dans son église ; il aurait pu même, à la rigueur, stipuler une certaine indemnité. Mais, d'un autre côté, le curé de l'église où a lieu le mariage est dans ses droits en prétendant aux offrandes qui accompagnent cette cérémonie, qu'il aurait pu empêcher à son gré et qui lui cause un certain dérangement. Nous raisonnons par analogie avec les funérailles. Quand les funérailles se font dans une église différente de celle du défunt, les émoluments et les offrandes, qui les accompagnent appartiennent au curé de l'église où elles ont eu lieu.

Le droit, il est vrai, fait une certaine réserve en faveur du curé du défunt, au moyen de la *quarte funéraire*. Cela se conçoit, puisque le choix de l'église des funérailles est libre et qu'il n'est pas permis au curé de s'y opposer. Ici il n'y avait pas de réserve à faire, puisque le curé des conjoints est tout à fait libre pour refuser l'autorisation de célébrer le mariage ailleurs que dans sa paroisse.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Existe-t-il une disposition de loi qui impose aux communes l'obligation de construire des presbytères pour l'habitation des curés ou desservants ?

2^o Dans le cas où, de fait, une commune aurait acquis du terrain et passé un marché pour la construction d'un presbytère, et alors que cette construction est commencée et que la fabrique fournit elle-même une subvention, est-ce que la commune peut renoncer à continuer les travaux sans qu'on puisse réclamer d'elle une indemnité ?

R. — Ad 1^{re}. Non. L'article 92 du décret du 30 décembre 1809 s'exprime comme il suit relativement au logement des curés et desservants : « les charges de la commune relativement au culte sont.... 2^o de fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire. »

Aux termes de cet article, la commune a la faculté de choisir entre presbytère, logement et indemnité pécuniaire. Bien plus, d'après la récente loi municipale (5 avril 1884), la commune n'est tenue

à l'une de ces trois choses, qu'après épuisement complet des ressources fabriciennes.

Ad H^m. Précisément parce qu'il n'y a pas d'obligation ferme, la commune peut s'arrêter en pleine entreprise de construction et adopter un autre système sans que la fabrique puisse répéter d'elle la moindre indemnité.

Tout cela ressort d'un arrêt du conseil d'Etat, du 27 novembre 1885, rendu à propos d'un cas complètement identique de la paroisse de St-Bernard, de Paris, et que nous reproduisons à cause de son importance pratique.

« Arrêt du conseil d'Etat du 27 novembre 1886 :

« Le conseil d'Etat, etc. ;

« Considérant qu'aucune disposition de loi n'impose aux communes l'obligation de construire des presbytères pour l'habitation des curés ou desservants ;

« Que par sa délibération du 6 avril 1866, approuvée par le Préfet de la Seine le 19 avril suivant, le conseil municipal de la Ville de Paris a décidé, il est vrai, qu'il y avait lieu d'exécuter le projet présenté par l'administration en vue de la construction d'un presbytère pour la paroisse de Saint-Bernard, d'acquérir les terrains indiqués audit projet, et d'accepter l'offre faite par la fabrique de l'église Saint-Bernard, de contribuer à la dépense jusqu'à concurrence d'une somme de 50,600 francs, payable en vingt années à partir de l'entrée en jouissance du presbytère, mais que la délibération ainsi prise par le conseil municipal ne constituait pas un engagement de la part de la Ville de Paris, de faire exécuter les travaux dont il s'agit ;

« Que le contrat intervenu entre la fabrique et la ville n'a pas eu d'autre objet que l'acceptation de l'engagement pris par la fabrique de concourir à la dépense, dans le cas où les travaux seraient complètement exécutés ;

« Que la ville de Paris n'a fait qu'user de son droit en renonçant à la construction du presbytère, et que, dans ces circonstances, c'est avec raison que le conseil de Préfecture de la Seine a décidé que la Ville n'était tenue de payer aucune indemnité à la Fabrique ;

« Considérant, d'autre part, qu'il ne pouvait appartenir au conseil de Préfecture d'imposer à l'administration de la Ville de Paris l'obligation d'exécuter les travaux ;

« Qu'ainsi, c'est à bon droit que l'arrêté attaqué a rejeté les conclusions de la fabrique tendant à faire ordonner l'achèvement des travaux du presbytère ;

« Décide :

« La requête de la fabrique de l'église de Saint-Bernard est rejetée. »

Le *Journal des Conseils de fabriques* fait observer à propos de cet arrêt, qu'il s'agit de presbytères et non d'églises. En ce qui concerne ces dernières, la jurisprudence du conseil d'Etat est moins rigoureuse. Une de ses décisions du 1^{er} juin 1883, dit, en effet :

« Lorsqu'un conseil municipal s'est engagé par délibération à concourir aux frais de construction d'une église entreprise par la fabrique, et ce, au moyen, tant de l'abandon d'un terrain et de matériaux de démolition que d'une subvention en argent, l'obligation résultant pour la commune de cette délibération devient irrévocable par le fait seul de l'approbation préfectorale et de l'acceptation de la fabrique, en ce qui concerne la partie du vote qui a ainsi revêtu le caractère d'un contrat définitif. Il n'est même pas nécessaire, pour conférer ce caractère à l'engagement du conseil municipal, que les travaux projetés aient reçu un commencement d'exécution avant la délibération nouvelle portant retrait de l'offre contenue dans la première. »

Q. — Un curé procédant à l'inhumation d'une personne dans un cimetière autre que celui de la commune du décès et dont le maire a délivré le permis d'inhumer sans désignation de cimetière, commet-il une contravention si, d'ailleurs, ladite inhumation a lieu sans protestation du maire de la commune dans le cimetière de laquelle elle a été opérée ?

R. — La question est purement civile ; car nous supposons qu'au point de vue canonique, le curé s'était muni de l'autorisation de son confrère voisin. Il ne semble pas que la question offre le moindre doute. Cependant le tribunal de police de Montcuq, du 7 février 1885, avait jugé qu'il y avait contravention. La sentence fut déférée à la Cour de cassation, qui la cassa par un arrêt en date du 11 juillet 1885, dont voici la teneur :

« La Cour, etc. ;

« Sur le moyen pris de ce que le prévenu aurait procédé à l'inhumation de la veuve Cambon dans le cimetière de Bagat, sans qu'il lui ait été produit un permis d'inhumer délivré par le maire de cette commune ;

« Attendu que le jugement attaqué constate, souverainement, en fait : 1^o que le maire de Montcuq, lieu du décès de la veuve Cambon, avait autorisé son inhumation ; 2^o qu'aucun arrêté de ce maire n'a enjoint l'inhumation dans le cimetière de Montcuq ; 3^o que cette inhumation a eu lieu dans le cimetière de Bagat, commune voisine, sans protestation de la part du maire de cette dernière commune ;

« Attendu qu'aucun procès-verbal n'a été dressé ; que ces faits ne sont pas contraires aux énonciations de la citation donnée au prévenu ; qu'ils ne constituent aucune infraction à la loi pénale ; décidant le contraire et en faisant application au prévenu des dispositions de l'art. 471, § 15 du Code pénal, le juge de police a violé les dispositions de cet article, et faussement appliqué le décret du 4 thermidor an XIII ;

« Par ces motifs :

« Et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens invoqués ;

« Casse, etc. »

Q. — J'ai pour maire l'hypocrisie du franc-maçon doublée de la rapacité du juif.

Après cent avanies déjà subies, lundi dernier, je trouve affichée sur les murs de mon jardin la délibération suivante :

« L'an 1887, et le 21 août, le conseil municipal de la commune de X... présents : 7 membres ; absents : 8 (les noms suivent.)

« Le président soumet au conseil la lettre par laquelle M. R... met en demeure la commune d'avoir à couper les arbres qui bordent le jardin du presbytère et qui ne sont pas à distance légale de la propriété du plaignant et invite le conseil à examiner l'affaire et à en délibérer.

« Le conseil municipal décide que les arbres non fruitiers du jardin du presbytère et placés trop près des propriétés voisines seront vendus sur pied au profit de la commune, etc. »

Deuxième affaire. Le conseil municipal autorise M. le maire à faire rentrer à la caisse municipale le montant de la vente d'un peuplier enlevé du jardin de la cure par le sieur B., marchand de bois, etc.

Le jardin du presbytère de X. a un cachet particulier. Une partie est plantée de haies et d'arbres à haut vent de toutes essences, de manière à faire un charmant bosquet ou petit parc ; l'autre partie forme le potager.

1° Les arbres en question que le maire veut faire abattre longent toute la propriété au nord, sont plantés depuis 40 ans au moins et ne gênent en rien la propriété voisine qui appartient à un défroncé. Ces arbres font toute la beauté et même la valeur du jardin. Les abattre ce serait un vandalisme atroce.

Je voudrais, si c'était possible, empêcher ce vandalisme. Comment s'y prendre ? La propriété est attenante à la maison close de murs. Y aurait-il violation de domicile en y pénétrant malgré moi ? Puis-je m'y opposer ? Comment ?

2° Peut-on exiger le remboursement du peuplier qui 1° a été abattu parce qu'il dépérissait ; 2° qu'il menaçait d'écraser plusieurs grands arbres et même le toit de la maison ; 3° que le maire n'avait dit plusieurs fois en conseil de fabrique : coupez donc cet arbre-là ; 4° que j'ai planté 104 arbres à fruit dans le jardin ?

R. — Ad I^m. L'article 671 du Code civil s'exprime ainsi :

Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par des règlements particuliers actuellement existants, ou par les usages constants et reconnus ; et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres (6 pieds) de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige et à la distance d'un demi-mètre (18 pouces) pour les autres arbres et les haies vives.

Art. 672. Le voisin peut exiger que les arbres et haies, plantés à une moindre distance, soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

« Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même. »

Mais l'article 150 du Code forestier porte que : « les propriétaires riverains des bois et forêts ne peuvent se prévaloir de l'article 672 du Code civil précité pour l'élague des lisières desdits bois et forêts, si les arbres des lisières ont plus de 30 ans. »

Or, d'après notre correspondant, les arbres

dont il s'agit sont plantés depuis 40 ans. Donc, en supposant qu'ils ne soient pas à la distance légale telle que le comportent les lois ou usages locaux, le voisin ne peut exiger qu'on les arrache.

Voilà pour ce qui concerne le droit du voisin ; quant au droit du maire et du conseil municipal, il est encore moins certain. D'abord, quand il s'agit d'une coupe d'arbres, il est assujéti aux lois qui régissent la matière, et il est complètement dépourvu d'autorité pour agir personnellement et même en union avec le conseil municipal. Il faut aux uns et aux autres l'autorisation supérieure, tantôt du préfet, tantôt du ministre, selon les dimensions du bois.

Mais ici il y a une circonstance particulière, c'est que l'abattage des arbres en question constituerait une diminution de jouissance à laquelle le curé a droit, une véritable distraction illégale d'une partie du presbytère et de ses dépendances. pour laquelle l'ordonnance du 3 mars 1825 exige de nombreuses formalités. Le maire qui n'en tiendrait pas compte, qui pénétrerait de force dans le jardin clos du presbytère, violerait le domicile et se rendrait passible d'amendes, de dommages-intérêts et même de prison, ainsi que nous l'avons démontré tout récemment à propos d'un maire qui a fait pratiquer, sans autorisation, dans un jardin presbytéral, un canal pour l'eau d'une fontaine.

Ce que nous venons de dire, trace à notre correspondant sa ligne de conduite. Il doit protester et faire protester son évêque. L'opposition épiscopale supprime la juridiction préfectorale et a le privilège de porter le débat devant le ministre et le conseil d'Etat.

Ad II^m. Ce que nous disons du maire, il faut le dire également du curé ; il est sans pouvoir quand il s'agit d'arracher des arbres à haute futaie. Les règlements précisent les cas où les curés peuvent user en maîtres de ces sortes d'arbres ; mais en dehors de ces cas, ils ne peuvent toucher aux arbres. Il peut seulement employer pour les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident ; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire, c'est-à-dire avec la fabrique ou la commune (*Code civil, art. 592*). Encore faut-il, pour l'exercice de ce droit, que le curé ou desservant se conforme aux règles spéciales établies pour les bois des communes et des établissements publics (*Décret du 6 novembre 1813, art. 12*). Il faut notamment que l'autorisation du préfet soit toujours demandée et obtenue.

Donc, pour ce qui est du peuplier dont il est parlé, le droit de le faire abattre, et d'en percevoir le prix une fois abattu, n'appartient pas au curé ; comme il n'appartient pas davantage au maire, il faut recourir au préfet pour trancher la question. Les raisons qui ont déterminé le curé à abattre ce peuplier croulant de vétusté et menaçant la sécurité du presbytère, lui donneront sans

doute gain de cause, et les dépenses qu'il a faites pour le jardin détermineront le préfet à lui en assigner le prix. C'est ainsi que nous avons vu résoudre pratiquement plusieurs difficultés du même genre.

Q. — Il est entendu pour quelques maires de l'ère présente que l'Eglise ne compte pas, et qu'ils ont sur elle les droits les plus étendus et les plus absolus ; que, par conséquent, ils n'ont pas à se gêner avec elle, pas plus dedans que dehors, et que, s'il plaît au premier magistrat municipal d'adosser à l'église une école ou un poids public, ou un hangar ou n'importe quoi, il en est le maître, et que toute protestation de la part du curé ou de la fabrique est vaine et non avenue.

Comme vous voyez, c'est une doctrine élastique, et il ne manque pas de petits tribunaux de province pour souscrire à des principes aussi subversifs et approuver des actes conformes à ces principes. Tel est le cas de ma paroisse, où le maire a jugé à propos d'établir, contre le mur de l'église, un gymnase pour les élèves de l'école communale. Naturellement j'ai protesté, mais en vain. Que faire ?

R. — Il faut traduire le maire en justice. Le cas n'est pas nouveau, et il a été jugé par la Cour de Paris en date du 22 novembre 1886. Il résulte de cet arrêt que les fabriques des églises, chargées par l'art. 76 de la loi du 18 germinal an X, de l'entretien et de la conservation des temples, ont sur les immeubles consacrés au culte des droits qui, sans être entièrement assimilables à ceux de l'usufruitier, ont cependant avec ceux-ci une grande analogie.

Il résulte que les droits de la fabrique et de la commune sur les édifices consacrés au culte sont parallèles et de telle nature que la commune propriétaire ne peut porter atteinte au droit de jouissance de la fabrique en amoindissant d'une manière quelconque la chose dont elle jouit, soit en la grevant d'une servitude, soit en rendant plus difficile l'obligation imposée à la fabrique de veiller à l'entretien et à la conservation de l'édifice.

En conséquence, la fabrique est recevable à demander l'enlèvement de constructions élevées par la commune et adossées au mur de l'église.

Voici l'arrêt de la Cour, mentionné plus haut et rendu contre un jugement renvoyant indemne la ville de Trie qui avait fait dresser un hangar contre l'Eglise.

La Cour, etc. :

Attendu que, en même temps que les églises étaient restituées au culte, la loi du 18 germinal an X, dans son article 76, instituait des conseils de fabrique chargés de l'entretien et de la conservation des temples ;

Attendu que ces dispositions législatives ont eu pour conséquence de créer au profit des fabriques des églises des droits sur les immeubles qui leur étaient remis ; que ces droits, s'ils sont d'un caractère particulier et ne peuvent être absolument assimilés à ceux de l'usufruitier, ont, cependant, avec ceux-ci une grande analogie, à ce point que, pour résoudre les difficultés qui peuvent s'élever

entre la fabrique et la commune propriétaire, il faut presque toujours se référer aux principes qui régissent cette matière ;

Attendu que les droits de la fabrique et de la commune sont parallèles et de telle nature que la commune propriétaire ne saurait être reçue à porter atteinte au droit de jouissance de la fabrique en amoindissant d'une manière quelconque la chose dont elle jouit, en la grevant de servitudes ou en rendant plus difficile l'obligation imposée à cette dernière de veiller à l'entretien et à la conservation de l'édifice ;

Attendu, en fait, qu'il est certain que la ville de Trie a fait construire un hangar ou bâtiment contre le mur méridional de l'église de Trie ; que des poutres ont été encastrées dans ce mur contre lequel cette construction est adossée et appuyée ;

Attendu qu'une construction faite dans de pareilles conditions constituerait l'établissement d'une servitude, si elle était élevée par un autre que le propriétaire ; mais que, dans tous les cas, encore bien qu'elle résulte du fait de celui-ci, elle a pour conséquence d'amoindrir l'immeuble dont la fabrique a la jouissance avec mission de la conserver dans son intégrité ; que la commune n'a pas plus le droit d'amoindrir la chose concédée à la fabrique, qu'un nu-propriétaire ordinaire n'aurait un pareil droit au regard d'un usufruitier ; — que ce premier point de vue suffirait à justifier l'action de la fabrique ;

Attendu, en outre, que cette construction a pour effet de gêner la surveillance que la fabrique doit exercer sur toutes les parties de l'édifice pour en assurer l'entretien et la conservation ; qu'il ne sera plus facile et peut-être même possible d'accéder aux parties de l'édifice auxquelles cette construction a été adossée et que si la fabrique juge nécessaire que des travaux y soient exécutés, elle en sera empêchée par l'existence de cette construction et se heurtera à la résistance de la commune ;

Attendu qu'admettre que la commune peut avoir le droit d'adosser de pareilles constructions sur un point du pourtour de l'église, c'est lui reconnaître celui d'en élever sur le pourtour tout entier ; qu'il suffit de signaler une semblable conséquence pour être convaincu que la prétention de la commune est contraire à l'esprit de la loi du 18 germinal an X ;

Attendu que la construction de ce hangar présente encore d'autres inconvénients qu'il importe de relever ; — que le fait d'avoir encastré des poutres dans le mur de l'église est de nature à nuire à la solidité de l'édifice ; — que le bâtiment édifié est destiné à remiser des bancs et des tables servant au marché de la ville ; que la manipulation de ces objets ne pourra que dégrader le mur contre lequel elle aura lieu ; que, de plus, construit en bois, contenant des matières essentiellement inflammables, fermé seulement d'une claire-voie, il augmente les chances d'incendie.

Ce précieux arrêt est une arme dont les curés

devront se servir énergiquement chaque fois qu'ils seront menacés d'une usurpation quelconque, qu'elle vienne de la commune ou des particuliers; qu'il s'agisse de l'église ou du presbytère et de ses dépendances. Nous avons tenu à le reproduire *in extenso* à cause de la fréquente application qu'on pourra en faire aux petits despotes de nos communes rurales.

Q. — Le curé de X. a fait bâtir, avec les fonds qu'il s'est procurés, une église destinée à devenir son église paroissiale. Légalement, il en est le propriétaire. Régulièrement, pour que l'église devienne paroissiale, il doit la donner par un acte en bonne et due forme, ou à la fabrique, ou à la commune. Mais en prévision des lois qui se préparent et qui tendent à la confiscation des édifices religieux appartenant soit à la commune, soit à la fabrique, le curé de X. voudrait garder provisoirement la propriété de l'église qu'il a bâtie et s'en servir néanmoins pour l'exercice du culte. Ceci posé, toutes formalités administratives écartées :

1° L'évêque peut-il interdire la vieille église, en se basant sur le rapport de l'architecte, motivant l'interdit sur ce que la toiture est en mauvais état et la charpente entièrement vermoulue; et, de plus, peut-il autoriser l'exercice du culte dans la nouvelle église comme il l'autoriserait dans tout autre local ?

2° En supposant que le culte ne soit plus exercé dans la vieille église, le conseil de fabrique a-t-il le droit de s'en réserver l'usufruit pendant un temps déterminé, un an, deux ans, par exemple, afin de pouvoir, grâce à ce délai, se débarrasser utilement du vieux mobilier qui ne trouvera pas d'emploi dans la nouvelle église ?

3° Le conseil de fabrique peut-il garder pour toujours l'usufruit de la sacristie de la vieille église et la convertir en chapelle des catéchismes ? Cette sacristie était anciennement une chapelle dédiée à St. B. et servait probablement au culte pendant la semaine à une époque où l'église paroissiale, aujourd'hui en ruines, était à une distance assez considérable du centre de la commune. Cette sacristie, quoique contigüe à l'église, n'en fait point partie et peut être conservée sans inconvénient, même si l'église doit être démolie.

Peut-être le conseil municipal entrera-t-il dans les vues de la fabrique; mais, je suppose le cas où il serait hostile à nos projets et où il prétendrait avoir le droit de reprendre la sacristie en reprenant l'église.

4° Quels sont les droits des inspecteurs dans les écoles primaires libres ?

R. — Nous engageons instamment notre correspondant à renoncer à son projet tel qu'il l'a formulé. Il se heurterait à des difficultés sans nombre et peut-être insurmontables. Il est très dangereux de vouloir demeurer le propriétaire légal d'un immeuble dont on n'est pas le propriétaire réel. Et si la mort venait à le surprendre ? La propriété, sans doute, ne tomberait pas entre les mains de la commune ou de l'Etat; mais elle deviendrait la proie d'héritiers rapaces, — ce qui ne serait pas une moindre injustice; et nous ne parlons pas des revendications possibles et même probables des donateurs. On nous dira que le cas est prévu; qu'on a fait testament; qu'on tient en réserve des déclarations utiles. Tout cela ne signifie pas grand'chose et prépare une succession des plus embrouillées.

Selon nous, les questions de ce genre doivent se résoudre d'un commun accord entre les diverses autorités compétentes. Sans doute, en droit

ecclésiastique, l'évêque peut autoriser l'exercice du culte dans un endroit et l'interdire dans un autre. Il est directeur du culte sous l'autorité supérieure du Souverain-Pontife; il peut déléguer et subdéléguer. Mais malheureusement l'Eglise est enchaînée, particulièrement en France, nous dirons même légalement dans une certaine mesure, puisqu'il existe un Concordat. En outre, en dehors du Concordat, il y a les articles organiques qui, malgré les protestations les plus légitimes, ont force de loi au point de vue civil, et l'on ne pourrait s'y dérober impunément. Or, un de ces articles exige l'intervention de l'Etat pour autoriser l'exercice du culte dans un temple; ce temple fût-il renfermé dans une propriété privée et appartint-il exclusivement au maître de cette propriété. Qu'on se rappelle l'histoire de Châteauvillain.

Que notre correspondant ne se fasse pas illusion. En admettant qu'on le laisse librement transporter le culte paroissial dans la nouvelle église, comment peut-il compter sur la bienveillance et l'esprit d'équité d'un conseil municipal mis en dehors de toute l'affaire ? Comment peut-il espérer, — et sur quoi se baserait-il d'ailleurs pour cela, — conserver l'usufruit d'une partie de l'ancienne église, telle que la sacristie ?

D'après nous, il n'y a qu'une manière d'opérer en cette circonstance : d'abord se débarrasser au plus tôt du titre de propriétaire et faire passer par rétrocession la propriété de l'église sur la tête de la fabrique en entourant l'acte de toutes les précautions qui peuvent humainement garantir l'avenir. Ensuite, amener une entente cordiale entre la fabrique et le conseil municipal, où chacun trouve ses intérêts supérieurs. Il est évident que le curé qui bâtit une église sans demander une obole ni à la fabrique, ni à la commune, a bien mérité de l'une et de l'autre, et il ne doit pas rencontrer des difficultés. S'il en rencontre, il doit en demander la solution à son évêque, toujours bien placé pour faire entendre raison à qui de droit.

Après ces observations préalables, basées sur ce qu'on appelle le droit épiscopal et le droit public français, nous répondons aux *postulata*.

Ad I^m. Oui, l'évêque peut interdire l'exercice du culte dans une église qui menace ruine, et personne ne peut l'en empêcher. Mais pour autoriser l'exercice de ce même culte dans un autre temple, quel qu'il soit, il a besoin d'y être autorisé par le gouvernement.

Ad II^m. Non, le conseil de fabrique ne peut pas se réserver la jouissance de l'ancienne église sans le consentement du conseil municipal, approuvé par le préfet, étant donné les lois et décrets existants.

Ad III^m. Même réponse; il faut l'assentiment des autorités compétentes.

Ad IV^m. Les inspecteurs n'ont à s'occuper ni du programme, ni des méthodes de l'enseignement primaire libre; mais ils s'occupent légalement de

tout ce qui concerne l'hygiène, les conditions matérielles des établissements, et ils ont le droit d'examiner si l'enseignement qu'on y donne est conforme aux lois et aux mœurs.



VARIÉTÉS

Les écoles de Catéchisme.

Le décret que M. Spuller vient de publier (27 septembre 1887) pour laïciser d'un seul coup, et à peu près complètement, 17 départements, confirme trop tristement les prévisions émises par l'*Univers* du 5 août, dans un article très remarquable sur les *Ecoles de Catéchisme*, signé de M. Arthur Loth.

Au lendemain de ce nouvel attentat au droit des familles et à l'âme des enfants et à la veille des rentrées de catéchisme, nous appelons toute l'attention de nos lecteurs sur cette consultation d'importante et pressante pratique.

Lorsque le ministère actuel, dont la bonne volonté envers les conservateurs est fort douteuse, aura distribué quelques bonnes paroles aux députés de la droite et fait quelques petites concessions au clergé, il aura comblé la mesure de ce qu'il lui est permis de faire sans être taxé de cléricalisme et désavoué par la gauche. Ce n'est pas de lui ni d'aucun ministère républicain issu des Chambres actuelles qu'on peut attendre la fin des hostilités contre le catholicisme. — Dès le premier jour, il s'est nettement affirmé sur ce point, en annonçant qu'il poursuivait, à l'exemple des précédents cabinets, l'application des lois scolaires.

L'œuvre de MM. Ferry et Goblet ne sera pas compromise par M. Rouvier. La République tient plus à l'instruction laïque et obligatoire qu'à tout le reste. Pour elle, c'est le présent et l'avenir aussi. L'illusion serait grande d'attendre du nouveau ministère qu'il en vienne jamais à se relâcher de la rigueur des lois de laïcisation scolaire. Les catholiques n'ont point à compter là-dessus. Ils doivent agir comme au lendemain de ces lois néfastes, avec le même zèle pour la jeunesse, le même souci des âmes, la même sollicitude du bien public, car ce lendemain se prolongera longtemps encore. Longtemps le catéchisme, avec l'histoire sainte et la prière, continuera à être proscrit de l'enseignement légal, et pour longtemps encore les instituteurs et institutrices des congrégations religieuses seront bannis des écoles publiques. Les lois de persécution s'exécuteront en dépit de toutes les bonnes intentions dont on parle, et qui n'iront pas au delà, on peut en être sûr, de certains tempéraments sans conséquence pour la politique du parti républicain.

D'un autre côté, tout le zèle, toute la charité des catholiques ne suffira jamais à fonder et à entretenir dans toutes les villes, dans tous les villages autant d'écoles chrétiennes libres qu'il en faudrait pour lutter contre les écoles laïques. L'entreprise serait au-dessus de nos forces. Et d'ailleurs, y

eût-il partout, jusque dans les plus humbles campagnes, des écoles chrétiennes, et ces écoles fussent-elles remplies, l'œuvre ne serait qu'à moitié faite, puisqu'il resterait en dehors toute la jeunesse élevée dans les écoles communales laïques.

Il nous semble que le zèle du clergé et des bons catholiques pourrait s'appliquer, surtout au village, à la fondation de ces petites écoles de catéchisme dont il existe déjà des modèles, et qui sont comme les fondements d'une institution appelée, croyons-nous, à grandir.

Ici le champ est libre. En éliminant de l'enseignement public le catéchisme et l'histoire sainte, le législateur républicain a fait tomber ces matières dans le domaine libre de l'enseignement. Plus d'entraves, par conséquent, plus de formalités pour tenir école d'histoire sainte, de catéchisme et d'évangile. Tout le monde peut être maître en cet enseignement, sans brevet ni diplôme, et tout le monde peut ouvrir école sans permission des autorités administratives et universitaires. Le premier venu peut prendre chez lui, en dehors des heures réglementaires de classes, autant d'enfants qu'il lui plaît, pour leur enseigner les choses qui ne font pas partie des programmes d'instruction et ne constituent pas un cours d'enseignement régi par la loi. De même qu'il pourrait recevoir dans sa maison dix, vingt, trente enfants pour leur apprendre à jouer aux cartes ou aux quilles, ou à chanter, sans que ni inspecteur, ni recteur, ni préfet, ni procureur aient à s'en mêler, de même il lui est loisible de les réunir pour leur apprendre toutes les autres choses que l'Etat n'enseigne pas et qui sont laissées au gré de chacun. Ainsi le catéchisme, l'histoire sainte, l'évangile, qui ne sont plus pour l'Etat matière d'enseignement, qui ne constituent à ses yeux que des choses de fantaisie ou des arts d'agrément, comme seraient l'escrime et la natation, peuvent être enseignés librement et en dehors de toutes les lois scolaires.

Qui ne sait toutes les ressources qu'offre cette liberté? Avec elle nous pouvons reprendre partout ce que la République nous a pris, nous pouvons reconquérir les enfants que la loi d'instruction obligatoire et laïque nous enlève, nous pouvons leur rendre à l'école du catéchisme ce que l'école communale leur ôte. Pour élever chrétiennement la jeunesse, il suffit de lui apprendre l'histoire du peuple de Dieu où sont les origines du christianisme, l'histoire de l'Eglise qui est la nôtre, et avec l'une et l'autre histoire, la religion de Jésus-Christ, les dogmes et les préceptes de l'évangile. Avec cet enseignement religieux, elle recevra la plus solide éducation morale que puisse donner l'école; elle sera formée du même coup à la science la plus haute et à la vertu la plus efficace. Que l'instituteur public lui enseigne, en outre, aux jours et aux heures réglementaires d'école obligatoire, tout ce qu'il plaira à l'Etat d'introduire dans ses programmes d'instruction, et que cet instituteur omette de parler de Dieu,

de montrer le Créateur dans ses œuvres, la Providence dans l'histoire, Jésus-Christ dans le monde; qu'il s'en tienne au pur laïcisme de la loi, au moins l'enfant au sortir des mains de l'Etat, trouvera-t-il une école de bon sens et de religion où il pourra apprendre ce qu'il lui importe le plus de savoir.

Dernièrement, une petite publication diocésaine nous offrait le type d'une de ces écoles de catéchisme établie au village. La paroisse a deux cent trente habitants. On y a loué une petite maison pour le prix de 35 francs. Il est bon, disait-on justement, que l'école de catéchisme ait son local. C'est le corps de l'œuvre.

« Une institutrice retraitée réunit les enfants dans cette maison, tous les soirs après l'école, puis le jeudi et le dimanche, à des heures convenues. Elle leur enseigne le catéchisme, l'histoire sainte et l'évangile; elle fait réciter les prières et chanter les psaumes; elle apprend des cantiques et même quelques chansonnettes. Le tout est charmant, et les dépenses, en comptant les honoraires de la maîtresse, le loyer et les récompenses, ne dépassent pas 150 francs. »

Quelle est la paroisse qui ne pourrait s'imposer cette contribution volontaire pour subvenir aux frais de l'enseignement religieux de sa jeunesse ? Où ne trouverait-on pas un local, si modeste qu'il soit, pour s'y installer, et une personne de bonne volonté, vieille ou jeune, homme ou femme, pour faire la classe ? L'école du catéchisme peut, en effet, varier à l'infini. « Ici elle est installée dans un appartement d'une maison particulière; là, dans la sacristie; ailleurs, dans une simple remise suffisamment aménagée. Tantôt c'est un homme, un instituteur retraité, ou même l'instituteur en exercice qui la fait, tantôt c'est une femme qui s'en charge. Parfois, M. le curé n'a pas d'auxiliaire et il fait lui-même l'école au presbytère.

« Deux tableaux, un d'honneur et l'autre de honte, affichés dans l'église, la publication des notes de catéchisme au prône, une petite collation, un petit pèlerinage et tant d'autres industries que le zèle sait multiplier, ont à cet égard des conséquences excellentes. »

C'est parfait. Voilà l'école qu'il nous faut, l'école qu'il est facile d'établir partout, l'école qui luttera le plus efficacement contre la funeste influence de l'enseignement sans Dieu, l'école par laquelle pourront se perpétuer les générations chrétiennes. A l'œuvre donc ! Luttons, agissons pour l'Eglise. Il y va de l'âme de la jeunesse, de la foi en France.

Ces écoles de catéchisme peuvent se combiner avec les patronages, institutions nécessaires de persévérance, sans lesquels le fruit de l'enseignement religieux risque de se perdre. « On croit généralement, écrivait naguère à une feuille diocésaine un curé de paroisse rurale, que l'établissement d'un patronage est impossible à la campagne, c'est une erreur. Dans toutes les paroisses il y a des enfants de chœur : c'est le germe du patro-

nage. » Et le digne curé expliquait comment il avait attiré les siens au presbytère. On avait commencé par jouer aux barres, puis on avait pris goût au jeu de tonneau, aux quilles, au trapeze, etc. Les jours de pluie, une salle du presbytère servait de refuge, et on jouait aux dominos, au loto, à de petits jeux de société. Le bon prêtre s'était bien gardé d'annoncer qu'il allait établir un patronage et de demander à tels ou tels d'en faire partie; mais après avoir attiré les enfants au presbytère, il avait choisi son monde, retenant les uns, éliminant les autres, et en quelques années il avait formé le noyau d'un patronage facile à organiser ensuite. Le sien s'était établi tout naturellement, au bout de trois ans, avec des enfants de chœur pris parmi les enfants de sept ans appartenant à la classe moyenne des petits marchands et des ouvriers à l'aise. On ne pouvait être admis sans une grande exactitude aux offices et de bonnes notes de classe. Comme récompenses extraordinaires, il y a deux promenades par an, l'une après Pâques, l'autre au mois d'août. Et aujourd'hui, dans cette heureuse paroisse, c'est à qui des enfants obtiendra la faveur de faire partie du patronage. « Avec ce système, concluait le digne pasteur, j'ai des persévérants qui fréquentent les sacrements et qui aiment l'église et le presbytère. »

Il n'est pas plus malaisé que cela de réussir. Le zèle est presque toujours une condition assurée de succès; le zèle est non seulement charitable, mais ingénieux. Que ne peut-il pas faire quand il s'appuie sur la foi, sur le sentiment du devoir et de la responsabilité ? Les exemples de ceux qui apportent le témoignage de leur expérience sont décisifs et doivent susciter partout des imitateurs. Il est donc possible, même à la campagne, de former des patronages de jeunes garçons et de lutter par ce moyen contre la contagion du cabaret, contre la mauvaise influence de toutes ces sociétés de gymnastique et de tir qui s'établissent le plus souvent au détriment des croyances et des pratiques religieuses.

Si l'école de catéchisme a pour complément le patronage, il est bon qu'elle ait aussi comme préparation ces garderies auxquelles on confie les tout petits enfants dont les parents ne peuvent se charger toute la journée, comme il arrive le plus souvent dans les familles ouvrières. L'Etat prend les enfants dès l'âge de six ans pour ses écoles : donnons-les plus tôt encore à l'Eglise. Organisons de ces petits asiles ou garderies, qui ne sont pas les écoles maternelles assujetties aux règlements universitaires, et où les enfants puisent la première petite éducation. Ici encore nous avons la liberté. Un jugement du tribunal de Largentière avait condamné à 5 francs d'amende, pour ouverture illicite d'une école maternelle, deux religieuses qui donnaient leurs soins à de tout petits enfants. Sur appel, la cour de Nîmes a décidé que « le fait de recevoir et de garder des enfants de trois à six ans, en se bornant à leur faire dire des

prières, à leur lire le catéchisme et, dans le but de les distraire, à les faire chanter et à leur dire des fables, ne constitue pas le délit d'ouverture illicite d'une école maternelle puni par l'article 40 de la loi du 30 octobre 1886. »

Il nous est donc permis à nous catholiques de nous occuper de l'âme de l'enfance dès le plus bas âge. La loi ne défend pas d'initier tout de suite nos petits baptisés aux choses de la religion, par des prières, des cantiques, de petites leçons appropriées à leur esprit. Dans quel village ne trouverait-on pas, à défaut de quelques religieuses, quelque brave femme capable de remplir auprès de ces petits la mission de première éducatrice ?

Dans l'ancienne France, il n'y avait pas de hameau qui n'eût quelqu'une de ces écoles volontaires où les enfants apprenaient des vieillards à lire dans le catéchisme et l'histoire sainte, à chanter dans le « paroissien. » On en pourrait refaire de nos jours, en revenant aux traditions du passé et s'inspirant des nécessités du temps.

La République a entrepris de laïciser la France, de lui ôter le christianisme. C'est par l'école qu'elle compte y arriver; c'est par l'école qu'il faut lutter contre elle. Si peu qu'il nous reste de liberté, notre zèle saura s'en servir pour l'action. La jeunesse est le champ de bataille; il faut empêcher l'Etat de s'en emparer en la rattachant solidement à l'Eglise par tous les liens dont nous pouvons nous servir. Avec les écoles de catéchisme, préparées par les garderies et complétées par les patronages, nous pouvons arracher l'âme de la jeunesse à l'impiété et la retenir dans la religion. Rien n'est plus urgent que d'en fonder partout. C'est l'œuvre nécessaire.



COURRIER DE L'UTILE

FIÈVRE TYPHOÏDE. — DÉSINFECTANTS

Il nous revient de différents côtés que des fièvres typhoïdes naissent et se développent, en ce moment, un peu partout; et plusieurs abonnés nous demandent les règles d'hygiène à conseiller et à suivre, les précautions à prendre contre la contagion.

L'automne est en effet la saison ordinaire des fièvres typhoïdes, qui, comme le disait le docteur de Pietra Santa dans un mémoire en langue savante et par conséquent alambiquée lu à l'Académie des Sciences en 1882, naît surtout « de conditions saisonnières se rapportant à la loi d'exacerbation automnale. »

Pendant l'automne de 1882, Paris eut à subir, en effet, une épidémie de fièvre typhoïde assez grave, qui donna au Conseil d'hygiène et de salubrité l'occasion de rédiger une *Instruction* où sont résumées les précautions à prendre. Cette instruction était distribuée dans les immeubles

où l'affection sévissait; et en la reproduisant, j'aurai donné réponse à la question posée :

« 1^o Isolement.

« Le malade doit être isolé, autant que possible, des autres habitants de la maison; et les personnes nécessaires pour lui donner des soins doivent seules pénétrer dans sa chambre, dont l'entrée est sévèrement interdite aux enfants et aux jeunes gens.

« Les personnes soignant le malade font bien de se laver à l'eau phéniquée (10 grammes par litre d'eau).

« 2^o Aération de la chambre.

« La chambre doit être facile à aérer. Les tentures, rideaux et tapis doivent en être retirés. Le lit doit, autant que possible, être placé au milieu de la chambre.

« 3^o Désinfection des déjections.

« Toutes les déjections du malade, avant d'être portées de la chambre aux latrines, doivent être désinfectées au fur et à mesure, par une solution de chlorure de zinc (que l'on trouve chez les droguistes, marchands de produits chimiques ou pharmaciens) à 50 grammes par litre d'eau. Cette solution sera également employée à laver largement les latrines chaque fois que les déjections y seront jetées.

« 4^o Désinfection des vêtements.

« Tous les vêtements de corps, tous les linges de literie ayant servi au malade doivent, avant leur enlèvement de la chambre, être plongés dans une solution d'acide phénique (20 grammes par litre d'eau); ils seront immédiatement donnés au blanchissage.

« 5^o Assainissement de la chambre.

« Lors du départ ou de la guérison du malade, on placera dans la chambre, sur un lit de sable, une terrine contenant quelques charbons allumés, sur lesquels on mettra une quantité de soufre concassé proportionnelle à la capacité de la pièce (20 grammes par mètre cube). La chambre restera fermée 24 heures. Passé ce délai, les objets de literie et vêtements contenus dans cette chambre devront être nettoyés avec le plus grand soin.

« La chambre sera largement lavée ou lessivée à l'eau phéniquée (20 grammes par litre d'eau).

« Cette chambre ne sera réhabilitée qu'après avoir été aérée au moins pendant une semaine. »

Aération et désinfection : voilà donc, en résumé, les meilleures précautions à prendre.

En hygiène, du reste, les désinfectants ont une utilité permanente et universelle, et on n'en use pas assez. En vulgariser la pratique serait rendre un réel service; et rien ne serait si facile, puisqu'ils ne réclament d'autres frais que quelques matières chimiques à bon marché et de l'eau.

Dans une maison bien tenue, les latrines, les égouts d'éviers, les passages où l'air est rare, les

lieux où on met en tas les balayures, les mauvaises herbes, tous les endroits et toutes les matières qui dégagent de mauvaises odeurs, devraient être, de temps en temps, largement aspergés, noyés, avec des solutions désinfectantes.

Les miasmes putrides ne font pas que froisser l'odorat, c'est encore le levain et le véhicule des plus graves maladies.

Lorsqu'en 1884 nous fûmes un instant menacés du choléra, les journaux scientifiques entamèrent une énergique campagne en faveur de l'usage des désinfectants, et le *Moniteur des produits chimiques* eut la bonne idée de faire connaître, de la manière suivante, les prix et qualités des divers désinfectants employés dans les ateliers et magasins de la ville de Paris. Ce sont des indications utiles et bonnes à reproduire et à conserver :

« *Acide phénique.* — Le service du nettoyage de la ville l'emploie étendu d'eau dans la proportion de 1/40, 1/50 et 1/100, suivant le degré d'infection de la localité à assainir; on emploie aussi l'acide phénique pour les répandages aux abords des halles et dans les rues étroites. — Prix : 2 fr. le kilogramme.

« *Chlorure de chaux.* — Comme le précédent, son odeur acre et son aspect de poudre blanche servent de certificat de ronde des employés de l'assainissement; on l'emploie à demi sec. L'odeur pénétrante qu'il possède en rend l'emploi impraticable dans les maisons particulières. — Prix : 0,35 le kilogramme.

« *Sulfate de fer.* — S'emploie étendu d'eau; l'un de ses désagréments est de laisser, aux places où il a été appliqué, des taches de rouille; il a aussi celui de précipiter en noir l'acide sulfurique. Prix : 0,10 le kilogramme.

« *Sulfate de cuivre.* — A été employé sur une assez grande échelle par la Ville de Paris, qui le mélangeait au sulfate de zinc, à dose de 3 à 10 pour 100. Ce procédé paraît, sinon abandonné, du moins remplacé par d'autres meilleurs. Peu employé. — Prix : 0,25 le kilogramme.

« *Poudre phénique.* — S'emploie comme le chlorure de chaux; il a moins d'énergie que le chlore, est plus coûteux et moins persistant. — Prix : 0,40 le kilog.

« *Huile lourde.* — A été employée seulement au moment du siège de Paris. Le service de la voirie en aspergeait les tas d'ordure qu'il était impossible de conduire au dehors. — Prix : 0,25 le kilog.

« *Acide chlorhydrique.* — S'emploie au lavage des latrines, baquets, urinoirs, violons des postes, murs et tables de tueries aux halles, etc.; pour ces lavages, l'acide chlorhydrique est coupé au 1/5, 1/10 ou au 1/15. — Prix : 0,07 le kilog.

« *Acide mirbane.* — S'emploie comme le précédent. C'est un dérivé du goudron de houille (nitrobenzine), qui laisse, après son emploi, une forte odeur d'amandes amères. — Prix 0,45 le kilog.

« *Désinfectant St Luc.* — A base de chlorure de zinc et d'acide borique et glycérine, est depuis

six ans presque exclusivement employé, à cause de l'énergie et de la persistance de ses réactions, du peu de soin qu'il demande pour ses applications et sa conservation, et du bon marché de son emploi. — Prix : 1 fr. le kilog.; mais le kilog. s'étendant de 100 kilogrammes d'eau au moins, il ne revient qu'à 0,01.

« Rappelons que le désinfectant le plus recommandé par la Faculté de médecine est le sulfate de cuivre, ou couperose bleue du commerce, dissous dans l'eau à la proportion de 50 grammes dans un litre. »

A ces désinfectants d'usage externe, on peut utilement joindre un désinfectant interne quand on se trouve dans un milieu de maladie. Le borax est un désinfectant intérieur très énergique, dont on peut se servir pendant des mois et des années comme préservatif, sans le moindre danger pour la santé.

L'efficacité du borax ressort d'un fait fréquemment observé pendant les épidémies de choléra : la maladie a toujours épargné les ouvriers employés dans les fabriques d'acide borique. Ainsi, par exemple, lors de la violente épidémie qui désola l'Italie en 1864-65, aucun des ouvriers travaillant dans les sept usines d'acide borique de Larderello ne fut atteint par le fléau, tandis qu'un village situé à peine à trois kilomètres de là perdit le tiers de sa population.

Pris à raison de 5 à 6 grammes par jour (et on peut aller jusqu'à 15 grammes), le borax, non-seulement a une action directe sur les microbes contenus dans le canal intestinal, mais, en passant dans le sang, il peut encore atteindre les bacilles qui y auraient pénétré.

CONSERVATION DES FRUITS PAR LE COLLODION

Le collodion, — dont on se sert en pharmacie et en photographie, — appliqué sur une surface quelconque, constitue, une fois sec, un enduit imperméable très adhésif. Si donc, ayant cueilli avant complète maturité des fruits aqueux parfaitement sains, les avoir essuyés ou brossés avec soin, on les plonge à plusieurs reprises, — en laissant sécher chaque fois, — dans du collodion assez épais, ou bien si on les revêt au pinceau, avec les mêmes précautions, de plusieurs couches successives du même produit, on est certain de les préserver des influences extérieures propres à hâter leur décomposition.

On les range dans des caisses, séparés par des rognures de papier, et on les dépose dans un endroit dont la température, le plus possible, ne dépasse pas de 8 à 10 degrés centigrades.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 5 octobris 1887.

+ ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gerant : G. ALOYNI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

but de son livre, « le jour où l'enseignement religieux n'a plus été compris dans le programme des classes, les aumôniers ont été dans l'obligation d'y suppléer par des leçons spéciales. » Et ce sont les leçons d'histoire sacrée qu'il a données dans ses classes spéciales de catéchisme, que M. Daumas publie « dans l'espoir d'être utile à toute la jeunesse de son pays. »

Et nous avons ici, en même temps qu'un classique à bon marché, un livre très littéraire, et une édition de luxe. « On est devenu difficile en fait de livres, » écrit encore M. Daumas. « Les plus simples récits des histoires profanes sont racontés avec un nouveau goût, et environnés d'un luxe d'illustrations et d'impression qui les rend extrêmement séduisants. Il nous fallait quelque chose de semblable pour rendre aussi plus attrayante et plus utile, cette étude nouvelle sur l'histoire sainte que nous désirions publier. Heureusement nous avons trouvé dans l'éminent directeur de la Librairie générale catholique une entente parfaite de nos intentions; et c'est grâce à lui que ce livre va paraître dans une édition qui, bien que classique, peut être appelée de luxe, sur beau papier et ornée de gravures dues au crayon de nos artistes les plus distingués. »

Beaucoup de prêtres distribuaient ces années dernières, nous le savons, aux enfants de leurs catéchismes, des histoires saintes illustrées d'origine allemande et de style tudesque : ils voudront désormais, nous en sommes convaincus, donner la préférence à un livre vraiment français, mieux ordonné, mieux rédigé, mieux illustré, mieux imprimé et pas plus cher.

Comme complément de l'histoire sainte de l'abbé Daumas, on peut mettre aux mains des enfants plus âgés, des jeunes gens et des jeunes filles de 13 à 16 ans, le **Manuel de religion, d'histoire et de géographie sacrée**¹, par le même.

LIVRES DU MAÎTRE

Avant de passer en revue les livres utiles au maître de catéchisme, nous signalerons d'abord la brochure aussi pratique et solide que courte publiée sous ce titre : **Le bon catéchiste. Conseils pratiques pour bien faire le catéchisme aux enfants**, par un ami des enfants².

Ce petit livre contient en quelques pages la substance de ce qu'ont écrit, sur l'art du catéchiste, saint Augustin, saint Charles Borromée, Gerson, Mgr Devie, Mgr Dupanloup, M. Hamon. Il est divisé en deux parties. La première partie est consacrée aux exemples et aux conseils. « Vous y enseignez en maître, » écrit à l'auteur Son Eminence le cardinal Desprez, « et je crois que vous y avez épuisé toutes les pieuses industries, tous les innocents artifices dont un catéchiste zélé et intelligent peut user pour intéresser son petit monde, tenir son attention en éveil sans jamais la fatiguer, mettre à sa portée la saine doctrine si relevée en elle-même, et glisser à l'occasion, avec beaucoup de tact et une insinuante délicatesse, la leçon morale destinée à former le cœur, à travers les explications qui ont pour but d'éclairer l'esprit. » La seconde partie est consacrée à une séance de catéchisme mise en action. — Enfin, dans un court appendice, sont énoncées quelques règles pratiques pour bien mener une retraite d'enfants, soit qu'il s'agisse de les préparer à une bonne absolution, pendant le carême par exemple, soit que l'on ait à les disposer à faire leur première communion.

COURS DE RELIGION OU DE CATÉCHISME

Comme, pour premier livre de l'élève, nous avons indiqué les quatre petits volumes de l'abbé Regnaud publiés sous le titre de : **le Catéchiste**, nous recommandons aux maîtres la **Somme du Catéchiste, Cours de religion à l'usage des instituts catholiques et des séminaires, collèges, institutions et catéchismes de persévérance**, par le même¹.

Cet ouvrage traite des mêmes matières, à les mêmes divisions, suit le même plan que le **Catéchiste**, mais il est beaucoup plus développé. C'est toujours le texte du catéchisme, questions et réponses, qui constitue la trame de ce livre, mais les preuves d'Écriture sainte, de tradition, de raisonnement, sont plus nombreuses et plus explicatives; les arguments sont pris et repris sous des formes diverses afin de ne laisser aucun point obscur, et d'approprier l'enseignement à la variété des dispositions intellectuelles de chacun; la partie apologétique et la partie piété sont plus complètes; les traits d'histoire sont multipliés. C'est le tableau, dont l'élève n'a que l'esquisse dans son livre élémentaire, complété et parachevé dans tout son ensemble et tous ses détails.

Le maître de catéchisme doit savoir et comprendre que tout en instruisant et élevant l'enfant, il ne doit pas le fatiguer; qu'il le fatiguerait en l'astreignant, sans repos, sans diversions, à l'étude et aux explications de son manuel. On repose l'enfant en coupant ses leçons par des avis, des histoires, des prières, des chants. Et c'est encore en homme de sens et d'expérience que l'abbé Regnaud a publié à l'usage des élèves et des maîtres, son **Enchiridion du Catéchiste : avis, homélies, histoires, prières, méditations, hymnes, cantiques et autres exercices pour le catéchisme et la première communion**².

À côté des ouvrages de M. l'abbé Regnaud nous indiquerons encore et recommanderons aux maîtres de catéchisme les ouvrages suivants :

Instructions familiales sur les quatre parties du Catéchisme romain, par le vénérable P. César de Bus, fondateur de la Doctrine chrétienne. Nouvelle édition, revue et annotée, par l'abbé R. Bonhomme, du diocèse d'Évreux, avec l'approbation de plusieurs archevêques et évêques de France. 4 vol. in-12 de xxviii-507, 740, 557 et 577 pages. Prix : 8 fr. — L'Eglise, à la fin du XVI^e siècle, comme aujourd'hui, recommandait l'œuvre des catéchismes comme la plus importante. Aussi, *faire le catéchisme*, tel fut le but que le P. César de Bus, déjà célèbre par ses grandes vertus et son merveilleux talent de prédicateur populaire, donna à la Congrégation des *Doctrinaires*, qu'il fonda après l'apparition du *Catéchisme du concile de Trente*, avec l'approbation de Clément VII. Lui-même donnait tous les jours deux catéchismes, un aux petits enfants, l'autre aux grandes personnes, et ses *Instructions familiales*, imprimées et réimprimées, produisaient, nous dit le P. Giry, « les plus grands fruits dans les mains des prédicateurs, des missionnaires, des curés, et des catéchistes. »

Catéchisme de Guillois, Explication historique, dogmatique, morale, liturgique et canonique du Catéchisme, avec les réponses aux objections tirées des sciences contre la Religion,

(Voir la suite à l'avant-dernière page).

¹ In-12 cartonné de 381 pages. Prix : 3 fr. (Paris, Palmé.)

² In-18 de 114 pages. Prix : 1 fr. (Paris, Palmé.)

¹ Quatre très forts volumes de, chacun, 900 à 1,000 pages. Prix : 16 fr. (Paris, Palmé.)

² Un fort vol. in-18. Prix : 4 fr. (Paris, Palmé.)

4 forts vol. in-12, imprimés sur beau papier avec des caractères neufs. Prix : 10 fr. — *Abrégé du même ouvrage*, contenant la substance de l'édition en 4 volumes, approprié à tous les Catéchismes de France, dédié aux maisons d'éducation et aux familles chrétiennes. 14^e édition. 1 fort vol. in-12 de 600 pages. Prix : 2 fr. — L'éloge de ce livre n'est plus à faire. Honoré d'un bref du Pape, de nombreuses approbations épiscopales, qualifié de « parfait » par le regretté cardinal Pie, il est un des meilleurs que l'on puisse conseiller à un prêtre exposé, par les travaux d'un ministère surchargé, à ne pouvoir donner que quelques très-courts instants à la préparation de son catéchisme et de ses instructions : et quel est celui, aujourd'hui surtout que tant de diocèses manquent de prêtres, qui ne se trouve trop souvent dans ce cas. Ajoutons que chaque point de dogme ou de morale est accompagné d'histoires et d'anecdotes instructives et intéressantes.

Catéchisme pratique ou Explications. Textes, Paraboles et Comparaisons d'après le Catéchisme du R. P. J. Deharbe, à l'usage des prêtres, des instituteurs et des familles chrétiennes, par Louis Mehler, chanoine. 3 vol. in-8^o de viii-548, 596 et 510 pages. Prix 14 fr. — On sait que le catéchisme du R. P. Deharbe, qui a remplacé, dans presque toute l'Allemagne catholique, celui du P. Canisius — et celui-ci y avait pourtant les racines que donnent trois siècles de possession et 400 éditions, — se distingue par un ordre, un enchaînement, une exatitute et une clarté admirables. M. le chanoine Mehler a eu l'heureuse idée, dans cette édition, d'y ajouter un manuel complémentaire d'exemples et de comparaisons. En effet « la plupart des hommes », dit saint Grégoire-le-Grand, « sont attirés au désir des choses célestes plutôt par des exemples que par des raisonnements », et si les raisonnements prouvent bien que la vertu doit être pratiquée, ce sont les exemples qui montrent comment on la pratique; les comparaisons et les paraboles coopèrent au même effet, et N. S. J.-C. quand il parcourait la Judée pour évangéliser les pauvres, ne cessait de parler en images et en paraboles.

Exposition de la Doctrine chrétienne par des demandes et par réponses, divisée en trois catéchismes : 1^o *Catéchisme historique*, contenant l'histoire abrégée de l'Ancien et du Nouveau Testament, suivi d'une instruction sur l'Eglise; 2^o *Catéchisme dogmatique*, contenant l'exposition des dogmes de l'Eglise rapportés à la justification de l'homme; 3^o *Catéchisme pratique*, contenant la pratique des commandements de Dieu et de l'Eglise, des conseils évangéliques et de divers exercices de piété, par le P. G.-H. Bougeand, de la Compagnie de Jésus. Nouvelle édition, publiée par le P. Auguste Carayon, de la même Compagnie. 1 vol. in-4^o de ii-438 pages. Prix : 7 fr. Nous avons tout le plan du livre dans son titre. Il faut faire connaître aux hommes qu'il y a un Dieu et qu'il a établi une religion selon laquelle il veut être connu, aimé et servi, ce que l'on fera voir par la révélation que Dieu en a faite aux hommes (*catéchisme historique*); et exposer les dogmes de cette religion (*catéchisme dogmatique*); et tout ce qui regarde la pratique de ces lois et les conseils évangéliques (*catéchisme pratique*).

Le Catéchisme véritablement expliqué, à l'usage des prêtres catéchistes et de toutes les personnes chargées de l'instruction de la jeunesse. Ouvrage contenant l'explication claire, précise et littérale des Catéchismes de Paris, Beauvais, Cambrai, Soissons, Coutances, Bayeux etc., et pouvant s'adapter à tous les autres catéchismes, enrichi d'un choix de traits et d'histoires,

par M. l'abbé Laffineur, chanoine de Beauvais. 2 vol. in-12. Prix : 4 francs. Trouvant que la plupart des ouvrages catéchistiques visent surtout les catéchismes de persévérance, l'abbé Laffineur a pensé qu'il serait utile d'en rédiger un qui aurait plutôt en vue le catéchisme de première communion et appuierait spécialement, mais avec toute la clarté et la simplicité possible, sur l'explication du mot-à-mot et de la lettre que l'enfant apprend de mémoire, et qui est une base indispensable au catéchisme de persévérance qui suivra. A cette explication, mise à la portée de l'intelligence des enfants de 10 à 12 ans, il ajoute de nombreux traits historiques choisis parmi ceux qui ne sont point trop connus, et des pratiques qui contiennent le fruit de la leçon et en sont la partie édifiante.

ÉVANGILE

Après que l'enfant a appris et récité, à l'école de catéchisme, l'évangile du dimanche, il faut que le maître le lui explique, brièvement sans doute, mais clairement, et en fasse ressortir les conclusions édifiantes et pratiques. Le livre suivant lui sera, pour cela, d'une très-grande utilité : **Explication littérale et morale des Épîtres et évangiles des dimanches et fêtes de l'année**, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de carême, avec des notions liturgiques où l'on expose la raison et les origines des cérémonies du jour, par l'abbé Ambroise Guillois¹. L'abbé Regnaud a aussi publié deux bons volumes de **Catéchèses** expliquant et commentant, dans la forme homélitique, les Évangiles du dimanche².

HISTOIRE SACRÉE

Le **Cours d'Histoire sacrée** par l'abbé Regnaud³, est le complément naturel de son *Cours de religion* et forme la seconde partie de la SOMME DU CATÉCHISTE. C'est le plus complet qui existe pour la partie de l'Ancien Testament.

Dans une école de catéchisme qui serait dirigée par une personne intelligente sans doute, mais non assez habituée à la grande histoire pour se reconnaître facilement et choisir ce qu'il faut dans un livre aussi complet, nous recommanderions **la Bible de tout le monde, récits complets, historiques, poétiques et moraux de l'Ancien et du nouveau Testament**, par M. l'abbé Calas, professeur, auteur de plusieurs ouvrages d'éducation⁴.

En écrivant ce livre, qui à notre avis est un petit chef-d'œuvre, et dont Mgr de La Bouillie a dit : « Je souhaite que la Bible de tout le monde devienne le LIVRE D'OR DES ÉCOLIERS ET DES MAÎTRES, et, comme elle est écrite avec beaucoup de charme, la joie et la pieuse distraction de tout foyer chrétien », en écrivant ce livre, Monsieur l'abbé Calas semble avoir eu la même pensée, la même préoccupation qui a inspiré la nouvelle traduction des Évangiles par Henri Lasserre : donner un récit à *physionomie vivante, presque moderne, une traduction vécue et parlée*, pour employer les termes mêmes de l'approbation très-explicite et très-motivée de Monseigneur Bourret. Le premier volume de la *Bible de tout le monde* est consacré aux récits de l'Ancien Testament que l'on peut faire lire aux enfants, le

¹ 6^e édition considérablement augmentée. 2 forts vol. in-12. Prix : 6 fr. (Paris, Palmé.)

² 2 forts vol. in-12. Prix : 8 fr. (Paris, Palmé.)

³ 4 très forts vol. in-12. Prix : 16 fr. (Paris, Palmé.)

⁴ 2 beaux volumes in-12, papier et impression de luxe. Prix : 8 fr. (Paris, Palmé.)

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DE TOUS LES SAINTS :
L'IMMORTALITÉ

Spes illorum immortalitate
plena est. (Sap., III, 4.)

Toutes les œuvres de Dieu sont dignes de louange. Quelques-unes cependant méritent une attention spéciale et demandent à être plus particulièrement célébrées. Aussi l'Eglise, la seule société où les grandes choses soient estimées à leur valeur, l'Eglise, inspirée de son divin Fondateur, a-t-elle choisi des jours pour les fêter chaque année. C'est ainsi que l'Incarnation du Verbe, la Rédemption du monde, le triomphe de Jésus-Christ, l'Eucharistie, les mystères de la Vierge Marie ont leurs fêtes spéciales. Ne fallait-il pas aussi pour la créature spirituelle : l'ange et l'âme humaine, tous deux revêtus d'immortalité, ne fallait-il pas pour cet ouvrage admirable une solennité particulière et spécialement pompeuse ? La fête de la *Toussaint*, voilà la fête des créatures spirituelles, la fête de l'immortalité.

Pour vous parler dignement de ce dogme, il faudrait à ma place l'un de ceux dont nous célébrons aujourd'hui la glorieuse mémoire. Du moins je vous dirai ma foi et mes invincibles espérances. Puissé-je trouver le chemin de vos cœurs, et leur faire sentir que l'immortalité de l'âme est : premièrement un dogme consolant, deuxièmement un dogme terrible.

O Vierge immaculée, et vous tous, célestes habitants du paradis, aidez-moi de votre puissante intercession, et gravez profondément dans l'âme de chacun de mes frères les augustes enseignements qu'ils vont entendre.

I

J'ai dit, que le dogme de l'immortalité de l'âme est un dogme consolant; une vérité pleine de joie.

Combien nous avons besoin de consolations ici-bas ! Que la terre est justement appelée la vallée des larmes, l'exil ! Pauvre humanité, qu'elle est donc à plaindre ? N'est-ce pas tous les jours, qu'il lui faut gémir ? Essaierai-je d'esquisser le tableau des misères qui la tourmentent ? Non ! Je serais impuissant à les énumérer toutes, que serait-ce s'il fallait les dépeindre ! Tous les jours, la malédiction portée par Dieu contre Adam et sa race fait sentir son inexorable efficacité. Tous les jours, le chrétien qui veut faire son salut, doit, sur l'ordre de Notre-Seigneur, prendre sa croix et la porter aussi lourde et aussi longtemps que l'auront réglé sa justice et sa miséricorde. Le Seigneur a donné à chaque créature un aiguillon avec lequel elle nous tourmente. C'est la guerre, c'est la famine, c'est la peste ; ce sont les épidémies, c'est la mort toujours. Ce sont les soucis, les peines domestiques, les séparations, la discorde. Ce sont les dangers de toute nature, ce sont les tentations, les luttes incessantes de l'esprit et de la chair,

qui faisaient dire à l'apôtre : « *Infelix ego homo ! Quis me liberabit de corpore mortis hujus ?* » (Rom. VII, 24). Que je suis un homme malheureux ! Qui donc me délivrera de ce corps de mort ? » Aussi S. Grégoire a-t-il raison de dire que « la vie temporelle, comparée à la vie éternelle, doit porter le nom de mort plutôt que celui de vie, *mors est potius dicenda quam vita.* » (Hom. 37, in Lucam XIV.)

Au milieu de tant d'angoisses, de chagrins et d'amertumes, qu'est-ce qui pourra nous consoler ? L'immortalité bienheureuse à laquelle tous nous sommes appelés. Le temps doit être mauvais, c'est de sa condition ; mais pour tous le temps finira et, avec lui, les misères humaines. Alors commencera la glorieuse immortalité, qui ne connaîtra plus ni la peine, ni la fatigue, ni le déshonneur, ni la mort ; la glorieuse immortalité qui sera la joie, la félicité sans mélange et sans fin.

Comme je me sens consolé, quand, au milieu de mes maux, ma pensée traversant l'espace, s'arrête à l'immortalité qui m'attend et qui doit être mon repos non moins que ma récompense !

Que nous avons donc besoin de consolations ici-bas ! Plus on examine, et plus on demeure convaincu, en ce temps-ci surtout, de la vérité de ces paroles d'un philosophe païen : « *Corrumperet et corrumpi, sæculum vocatur.* corrompre et se laisser corrompre, voilà le monde. »

Ne dirait-on pas le règne de l'antechrist commencé ? Partout Dieu est méconnu ou insulté, l'Eglise persécutée, la vérité obscurcie, la justice avilie, les lois les plus saintes foulées aux pieds ! Pendant que l'autorité est traînée dans la boue, la révolte gronde partout, au foyer domestique, dans la société civile et jusque dans la rue. Le père de famille ne sait plus commander, et le fils ne veut plus obéir. La voix du prêtre reste sans écho, quand elle n'est pas honnie. Les temples du Seigneur sont vides, et les lieux de plaisir et de débauche regorgent. Le chrétien qui veut faire son devoir est moqué, parfois insulté, tandis que l'impie, le pervers, le libertin est acclamé et fêté. Oh ! quelle profonde désolation s'empare de mon âme, quand ce hideux tableau s'étale devant mes yeux, ou se présente à mon esprit. Où trouverai-je la consolation dont j'ai si besoin ? Ah ! je sais que ce torrent d'iniquité passera ; je sais que les impurs nuages, qui voudraient priver mes yeux et mon cœur de la lumière et de la chaleur du soleil éternel, seront dissipés ; je sais que mon âme est immortelle ; je sais que, grâce à cette immortalité, elle verra un jour le triomphe complet de Dieu, de la vérité et de la vertu. Et cette pensée est pour moi la plus fortifiante consolation !

Réjouissez-vous, âmes chrétiennes, vous, dont les ignorants et les méchants tournent en ridicule la foi, l'amour du devoir et les pratiques pieuses, les triomphes apparents de l'impiété n'auront qu'un temps, et vous, vous êtes immortelles ! Réjouissez-vous en particulier, vous, mères de famille, qui êtes encore dignes de ce nom, qui vous

souvenez que vous êtes mères, non pas seulement d'un être raisonnable, mais d'un chrétien, mais d'une chrétienne, qui avez encore souci de l'honneur et de la vertu de votre jeune homme ou de votre jeune fille; réjouissez-vous, car vous êtes immortelles! Aujourd'hui le temps de l'épreuve, demain et pour toujours celui de la récompense et du bonheur!

Qu'il est consolant ce dogme de l'Immortalité! Dites-le nous, heureux habitants de la céleste Sion! Dites-le nous, chers parents, dignes amis que nous contemplons des yeux de l'espérance et de l'amour au milieu des divines splendeurs. Nos peines, nos alarmes, nos souffrances, vous les avez partagées!... Pour adoucir tant d'amertumes, nous voulons songer à cette immortalité qui fait de vous les heureux habitants des demeures éternelles, les compagnons de gloire des hiérarchies célestes, les amis de Dieu. En ce moment nos cœurs respirent, nos âmes se dilatent de bonheur, car il nous semble entendre dans le lointain ces ineffables paroles de notre miséricordieux Sauveur: « *Venite, benedicti Patris mei. Venez, les bénis de mon Père.* » Oh! qu'il est consolant, le dogme de l'immortalité de l'âme, mais j'ajoute, pour être vrai, qu'il est aussi plein de terreurs.

II

Le juste et le pécheur, le bon et le méchant envisageant les choses à des points de vue opposés, ne doivent pas s'entendre sur le dogme de l'immortalité de l'âme. Ce qui console le premier, doit, naturellement et nécessairement, effrayer le second. Voyez ce qui se passe chez les impies. Les uns ne songent pas à leurs éternelles destinées, les autres les nient formellement. Quand une chose gêne ou épouvante, ou bien on l'ignore, ou bien on la nie. Mais, je vous le demande, en existe-elle moins pour cela? L'impie n'aime pas à être troublé dans son coupable repos, dans sa vie criminellement commode; et la pensée de l'immortalité se présentant à son esprit, lui apparaît comme un horrible fantôme au milieu d'un splendide et joyeux festin. Aussi s'efforce-t-il, mais en vain, d'en détourner les regards.

Oui, pécheurs, vos âmes sont immortelles, et vous le savez bien! Permettez-moi de vous dire librement et franchement les frayeurs que vous donne cette vérité.

Le temps marche, et marche vite; impossible de vous illusionner sur ce point: vos forces qui diminuent, et vos cheveux qui blanchissent, vous le rappelleraient bien, si vous pouviez l'oublier. Quand on parle de la mort en votre présence, on voit votre visage pâlir. Et pourquoi donc avez-vous peur de la mort? Ah! jé le sais bien et je vais vous le dire. C'est que la mort n'est pas la fin, c'est qu'au temps succède l'éternité, c'est que, malgré vous, vous êtes immortels. Au bout du temps, sur le seuil de l'autre vie quelqu'un et quelque chose vous épouvantent. Vous apercevez Dieu, la vérité et la vertu. Dieu que vous avez

méconnu, Dieu à qui vous avez refusé vos hommages, Dieu à qui vous n'avez pas voulu obéir, Dieu dont vous avez indignement insulté le nom, et profané les jours. Dieu à qui vous avez préféré une pièce de monnaie, un honteux plaisir! La vérité que vous avez reniée, la justice dont vous vous êtes fait un jeu, l'autorité contre laquelle vous vous êtes révoltés, la vertu qui provoquait vos sourires et vos railleries, la chasteté que vous avez traînée dans toutes les fanges et dans toutes les corruptions! Oui, oui, vous avez raison de trembler! A la mort vous rendrez compte de votre vie coupable, la parole sera à l'inexorable Juge qui a vu les choses autrement que vous, et qui les jugera autrement que vous ne les jugiez. Le nom de ce Juge, c'est Dieu, l'éternelle Vérité, l'éternelle Sainteté, l'incorruptible Justice, qui jamais ne rend des services, mais toujours des arrêts. Ah! oui, pécheurs, c'est effrayant de tomber entre les mains du Dieu vivant! *Horrendum est incidere in manus Dei viventis.* (Heb. x, 31.) Si vos âmes n'étaient pas immortelles, vous n'auriez point toutes ces épouvantes. La mort, et ce serait fini!... Mais non, vos âmes sont immortelles!... Quelle effrayante vérité!...

On ne joue pas avec Dieu, mes Frères, on ne se moque pas de Dieu; le pécheur et l'impie le savent bien, *Deus non irridetur*. Ils savent que s'ils se sont ri de Lui sur la terre, Lui se moquera d'eux dans l'éternité; autre chose encore qui rend terrible et effrayant le dogme de l'immortalité de l'âme. En effet, quelle est la nature de la moquerie du Seigneur? C'est le châtement qu'il inflige au-delà du tombeau, c'est la mort éternelle, ce sont les supplices des damnés! Pauvres pécheurs! Ils tremblent et je ne m'en étonne point. Ne sont-ils pas l'ivraie, qui sera mise en gerbe pour être brûlée au jour de la moisson? Pourraient-ils ignorer qu'ils sont la paille qu'une flamme mystérieuse et éternelle dévorera sans jamais la consumer? Ils sentent déjà le ver rongeur qui s'attache à leur conscience pour les déchirer de ses éternelles morsures. Ils sentent les premières atteintes de ce feu inextinguible qu'ils doivent alimenter à jamais. Ils entendent les pleurs et les grincements de dents de leurs anciens compagnons d'iniquité, qui attendent en enfer leurs futurs compagnons de supplices. Oui, tremblez pécheurs, vous pouvez détruire en vous la vertu, la foi, la notion du devoir et jusqu'à la connaissance exacte de Dieu, vous ne détruirez pas vos âmes. Encore une fois, qu'il est capable d'effrayer les plus téméraires, le dogme de l'immortalité!

Mes Frères, si justes que nous prétendions être, la vérité qui nous occupe est bien capable de nous inspirer à tous une terreur salutaire. Le Saint-Esprit lui-même ne nous déclare-t-il pas, que nul ne sait s'il est digne d'amour ou de haine de la part de Dieu? Qui donc est certain de la persévérance finale? Celui qui est debout aujourd'hui doit craindre de tomber demain: *qui stat, videat ne cadat*. L'incertitude où nous sommes de notre

salut, n'est-ce pas assez pour nous faire trembler ? Et quand même nous aurions l'assurance, grâce à une vie solidement chrétienne, d'éviter le châtiement du pécheur impénitent, nos âmes immortelles n'ont donc rien à redouter, avant d'entrer au séjour de la gloire ? Si le péché même pardonné ne nous laisse pas sans inquiétude, que penser et que dire de ces fautes innombrables dont l'âme jugée ne saurait être purifiée que par les flammes effrayantes du Purgatoire !

Ce matin nous célébrons la fête de l'immortalité triomphante ; ce soir, demain, ne célébrerons-nous pas la fête de l'immortalité souffrante ? Après les cantiques d'allégresse de l'Eglise du ciel, nous entendrons les soupirs, les plaintes de l'Eglise du purgatoire. Nous prendrons nos vêtements de deuil, l'Eglise empruntera à sa liturgie ses chants qui pleurent, nos cloches feront retentir les airs de leurs glas funèbres. Alors le Purgatoire se penchant vers la terre, laissera entrevoir les tourments dont il est le séjour. La simple pensée de ces souffrances nous émeut, que serait-ce s'il nous fallait les endurer !

Ce soir, demain, le devoir et la charité vous conduiront au cimetière. En laissant tomber des larmes et des prières sur des tombes chéries, souvenez-vous de l'immortalité ! Ecoutez, si vous n'entendriez pas une voix plaintive vous dire : « Ayez pitié de moi, car la main du Seigneur m'a frappé ! » C'est une âme qui souffre ! Jetez sur les flammes qui la dévorent l'eau rafraîchissante de vos suffrages et de vos bonnes œuvres, aidez-la à monter jusqu'à la céleste Sion où, se souvenant de votre charité, elle demandera au Dieu qui en fait le bonheur, de vous accorder pour récompense l'immortalité bienheureuse.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Une jeune fille devenue mère depuis trois ans, est sur le point de se marier avec un jeune homme, autre que celui qui l'a séduite. Peut-on lui donner, lors de la cérémonie de son mariage, la bénédiction nuptiale à la messe ; son enfant vit encore et son déshonneur fut public ?

R. — La S. Congrégation du Concile, et à peu près tous les théologiens et tous les canonistes, reconnaissent à cette personne le droit de demander et de recevoir la bénédiction nuptiale.

En fait, dans beaucoup de diocèses, cette bénédiction est défendue par les statuts diocésains pour ces sortes de personnes.

Il ne nous appartient pas de trancher la difficulté sur un point aussi délicat, d'autant plus que l'habitude de voir refuser la bénédiction nuptiale à ces personnes ayant fait croire qu'elles n'y avaient aucun droit, il serait difficile de passer outre sans susciter parfois de véritables tempêtes.

Il serait donc utile de soumettre la question au

Saint-Siège afin d'en obtenir une solution légitime. Pour nous, nous ne pensons pas sortir de notre rôle en étudiant la question de droit, sans chercher à descendre jusque sur le terrain des faits. Nous prouverons notre proposition au moyen des décisions des Congrégations romaines et des témoignages des auteurs.

N. 1^o *Décisions des Congrégations romaines.*

I. S. CONGRÉGATION DU CONCILE : a) 2^o octobre 1593 : « *Benedicendi sunt sponsus et sponsa, licet contactis sponsalibus per verba de futuro, antequam coram paracho et testibus matrimonium contraxerint, invicem se cognoverint.* » Cette décision est citée par Cavalieri¹.

b) 3 janvier 1594 : « *Sacra Congregatio Concilii censuit sponso et sponsæ, licet corrupto vel corruptæ, in primis nuptiis esse impertiendam benedictionem.* » Cette décision se lit au livre 8 des décrets et elle est donnée par Pallotini².

II. S. CONGRÉGATION DE LA PROPAGANDE. 5 juin 1844. « *Benedictio quæ est in missali potestrie dari illis qui sine illa benedictione jam matrimonio juncti sunt in primis nuptiis, quando mulier jam gravida est, vel jam filios peperit ? Item iis qui hic et nunc de præsentis matrimonium contrahunt in primis nuptiis, quando sponsa cognoscitur gravida, vel jam ante matrimonium filios ex fornicatione genuit ?* — RESP. Affirmative³. »

III. S. CONGRÉGATION DE L'INQUISITION. 31 août 1881.

« ... Emi ac Rmi DD. decreverunt : *Benedictionem nuptialem, quam exhibet missale romanum in Missa pro sponso et sponsa, semper impertiendam esse, in matrimoniis catholicorum, intra tamen missæ celebrationem, juxta rubricas et extra tempus feriatum, omnibus illis conjugibus, qui eam in contrahendo matrimonio, quacunque ex causa non obtinuerint; etiamsi petant postquam diu jam in matrimonio vixerint, dummodo mulier, si vidua, benedictionem ipsam in aliis nuptiis non acceperit.*

Insuper hortandos esse eosdem conjuges catholicos qui benedictionem sui matrimonii non obtinuerunt, ut eam primo quoque tempore petant. »

La S. Congrégation de l'Inquisition ne parle pas expressément des personnes qui nous occupent en ce moment ; mais en n'exceptant que les veuves qui ont déjà reçu cette bénédiction, elle indique clairement sa pensée par rapport à elles.

N. II. *Témoignage des auteurs.*

1^o LITURGISTES. a) Cavalieri : « *Ex dictis, volumus, inferas, quod nos præsens docet decretum, benedicendas nempe esse nuptias, quas nedom contrahunt virgines, sed etiam corrupti. Superius enim diximus quod eorum benedicendæ sunt nuptiæ qui secundo nubunt, dummodo in prio-*

¹ Cavalieri. *Opera liturgica*, t. iv, decret. 254, n. 1.

² *Collectio omnium conclusionum...* v^o Benedictio, § III, n. 240.

³ *Collectanea constitut. S. Sedis ad usum operariorum apostol. Societatis Missionum ad externos*, p. 497, n. 1043.

ribus non fuerint benedicti; constat autem quod hujusmodi corrupti sunt. Quod nedum dictum esse volumus de iis qui corrupti sunt per præsentes nuptias legitimas, sed etiam de illis qui per peccatum, quales sunt, de quibus loquitur sanctio, ii videlicet, qui solis contractis sponsalibus se commiscant, antequam in legitima forma coram paroco et testibus matrimonium contraxere; nullus enim adducibilis est textus canonicus qui eosdem a recipienda benedictione prohibeat; quinimo omnes in eo conveniunt, ut benedicendas edicant primas nuptias absque eo quod a benedictione corruptos repellant ¹.

b) *De Herdt*: « Nihil referre ad benedictionem an mulier sit virgo, nec ne seu corrupta, qualiscumque enim sit, modo in præcedentibus nuptiis non sit benedicta, semper est benedicenda ². »

II. CANONISTES ET THÉOLOGGIENS. a) D'Abreu: « Benedicendæ sunt nuptiæ, sine controversia, quando sunt primæ ex parte utriusque, sive femina sit virgo, sive corrupta esto de hoc constet; quia in ordine ad benedictiones non attenditur virginitas, neque corruptio; sed solum si nuptiæ sint primæ ³. »

b) *Bécamel*: « Dummodo de primis nuptiis agatur, dari potest benedictio nuptialis in missa, quamvis mulier gravida sit, vel filios genuerit, sive ex legitimo matrimonio sine tali benedictione contracto, sive ex fornicatione ipsa conceperit, vel etiam filios genuerit, ac de præsentis matrimonii contrahatur ⁴. »

Nous pourrions apporter une foule d'auteurs qui, sans être aussi explicites, sont cependant du même avis que ceux que nous venons de citer. Ils enseignent que la bénédiction nuptiale peut et doit être donnée, excepté dans trois cas : 1^o Si le mariage est célébré sans être accompagné de la messe; 2^o s'il est célébré dans un temps où le Rituel romain interdit la bénédiction nuptiale; 3^o s'il s'agit d'une veuve qui ait déjà reçu cette bénédiction. En précisant ces exceptions, ils reconnaissent qu'on peut et qu'on doit la donner dans tous les autres cas ⁵.

On ne peut guère citer, comme opposé à cette doctrine, qu'un passage de *Gury*, qu'on trouve encore dans la cinquième édition, mais qui a disparu dans les éditions subséquentes.

Il nous faut maintenant tirer les conclusions :

1^o Les personnes dont l'inconduite a été notoire, ont donc un véritable droit à recevoir cette bénédiction, et ce droit leur est reconnu par tous les témoignages que nous avons cités.

2^o Outre ce droit strict, il y a pour elles un devoir de la solliciter, parce qu'elle est de précepte :

« An hæc benedictio, dit *Quarti*, cadat sub præcepto, ita ut peccent sponsi, si eam negligant ? — Respondeo et dico primo : Benedictio nuptialis cadit sub præcepto, atque adeo obligantur sponsi eam recipere. Probatur quia sic manifeste colligitur ex capite *Nostrates* 3, 9, 5, ex concilio Carthaginensi IV, cap. 43, et aliis juribus; et tandem ex consuetudine ecclesiæ.

Ita ex communi sententia docet *Sanchez* ¹. »

Schmalzgrueber est du même avis : « Quæritur an benedictio nuptialis primis nuptiis necessario sit adhibenda ? — *RESP.* : Benedictio hæc necessaria est, non quidem ad valorem conjugii, sed ex necessitate præcepti. Idque approbat *Ecclesiæ* consuetudo, juxta quam sponsi, in omnibus diocèses compelluntur benedictiones nuptiales recipere : quod non posset fieri, si solum esset consilium, ut fatentur omnes doctores, teste *Sanchez* ². »

« Sponsi, dit *Bécamel*, obligantur recipere benedictionem illam quæ solemniter dicitur, et intra missam debet dari. Sed illam absolute omittre, secluso scandalo vel contemptu, non excedit veniale, cum non pertineat ad essentiam, neque ad integritatem sacramenti ³. »

3^o Il y a donc pour le curé une obligation provenant d'une double source de donner la bénédiction nuptiale aux personnes en question : du droit qu'elles ont de la recevoir et de l'obligation où elles sont de la demander.

Qu'a-t-on à opposer à cela ? Une ordonnance épiscopale ou un statut synodal, et une coutume contraire. Examinons ces deux cas.

I. *L'ordonnance épiscopale*. Les évêques ne peuvent pas dispenser des lois générales de l'Eglise, parce qu'elles procèdent d'une autorité supérieure à la leur. D'autre part, s'ils peuvent imposer des obligations dont il n'est pas question dans le droit commun, ils ne peuvent priver quelqu'un d'un droit que lui reconnaît *expressément* la législation ecclésiastique : ils iraient encore contre une autorité supérieure.

Par conséquent une ordonnance synodale qui défendrait de donner la bénédiction nuptiale aux personnes dont l'inconduite est notoire, serait nulle à un double titre : comme dispensant d'une obligation imposée par le droit commun et comme privant d'un droit expressément reconnu.

Mais ces ordonnances ont été portées, de bonne foi, il est vrai, il y a déjà de longues années, et, appliquées en pratique, elles ont constitué une certaine législation coutumière qu'il nous faut étudier, afin d'en déterminer la valeur.

2^o *La coutume*. Une coutume revêtue des conditions requises peut abolir une loi ecclésiastique. Il faut pour cela que la matière ne soit pas déclarée imprescriptible, et qu'il y ait le temps suf-

¹ *Cavalieri*, l. c. n. 5.

² *Sacræ liturgiæ praxis*, t. III, n. 278.

³ *Institutio parochi*, l. IX, n. 529.

⁴ *Tractatus de Matrimonio*, p. 212. 1886.

⁵ *Berardi, Praxis confessoriorum*, n. 629, XIV, p. 546, 1884; *Sabathier. Traité pratique de l'administration temporelle et spirituelle des paroisses*, t. II, n. 454, p. 419; *Bonal, Institutiones theologice*, t. IV, p. 502; *Ioder, Formulaire matrimonial*, p. 61; etc.

¹ *Quarti, Tractatus de sacris benedictionibus*, tit. III, sect. XI, dub. I.

² *Jus ecclesiasticum universum*, lib. IV, tit. XXI, n. 53.

³ *Tractatus de matrimonio*, l. c. p. 213.

fisant pour la prescription et le consentement au moins tacite du législateur.

En particulier, une coutume *contra rubricas*, comme celle qui nous occupe, « peut s'établir légitimement si elle est revêtue des conditions suivantes, savoir : 1^o si elle est immémoriale ; 2^o si elle n'est pas formellement contraire aux rubriques des livres liturgiques ; 3^o si elle n'est pas contraire aux décrets de la S. Congrégation des Rites ; 4^o si elle est louable ¹. »

Or, la coutume de ne pas accorder la bénédiction nuptiale aux personnes dont l'inconduite est notoire, est formellement opposée aux rubriques du Rituel et aux décrets des Congrégations du Concile, de la Propagande et de l'Inquisition. Elle est donc illégitime et ne peut par elle-même abroger la loi qui ordonne de donner la bénédiction nuptiale à ces personnes.

DROITS DES ARCHIPRÊTRES ET DES DOYENS

Q. — Les droits des Archiprêtres sont-ils déterminés par le Droit canon ? ou bien sont-ils tels qu'il plait aux Evêques de les fixer ?

R. — Le titre d'*archiprêtre* remonte au quatrième siècle. D'après l'étymologie du mot, *πρωτοπρεσβυτερος*, celui qui le possédait était regardé comme le premier parmi les prêtres, de même que parmi les diacres le premier se nommait archidiaque. Ordinairement cet honneur était réservé au plus ancien d'ordination, et plusieurs papes défendirent positivement de nommer archiprêtre tout autre que le plus ancien des prêtres. Mais assez souvent, spécialement dans l'Eglise grecque, l'évêque choisissait comme archiprêtre, non pas le plus ancien, mais le plus éminent de ses prêtres ².

Il n'y eut primitivement qu'un archiprêtre dans chaque diocèse, celui de la cathédrale ³.

Plus tard on créa d'autres archiprêtres dans le diocèse, mais avec des pouvoirs et des droits différents de ceux de l'archiprêtre de la cathédrale. Nous parlerons successivement des uns et des autres. Comme les archiprêtres ruraux joignirent souvent à leur titre celui de vicaire forain, nous devons ajouter, pour être complets, un mot sur les vicaires forains.

§ I. ARCHIPRÊTRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE

On le désigne sous le nom de *archipresbyter urbanus*, seu *civitatensis*. « Est qui, dit Ferraris, in urbe episcopi constitutus ordinarie præest cæteris presbyteris in agenda cura animarum et vice episcopi supplendo in divinis officiis, et hic solet etiam dici ecclesiæ cathedralis decanus ⁴. »

Le titre d'archiprêtre de la cathédrale ne cons-

titue pas une *dignité* dans le sens canonique du mot, mais un *personnat*. C'est donc un simple privilège honorifique et personnel, *personnatus*, qui donne préséance sur les chanoines, mais auquel n'est attaché aucune juridiction. « *Archipresbyteratus urbanus*, dit M. Grandclaude, non est dignitas proprie talis, quum ei non sit adnexa jurisdictio fori externi. Sed est personnatus seu præeminentia sine jurisdictione ¹. »

Bouix, tout en refusant la juridiction aux archiprêtres des cathédrales, leur conserve cependant le titre de *dignité* : « *Archipresbyter cathedralis*, licet hodie jurisdictione destitutus, nec curam animarum gerens, sed habens tantum aliquam præcedentiam quoad canonicos, est Dignitas ². »

Mgr Santi se prononce pour le *personnat* : « Ex consuetudine generali dicendum est hodierno jure *Archipresbyteratum* ad personatum reduci ³. »

Quelles étaient autrefois les fonctions de l'archiprêtre de la cathédrale ! On les trouve énumérées dans les trois premiers chapitres du titre xxiv, de *officio archipresbyteri*. Les auteurs les ont résumées en quelques lignes :

« *Archipresbyter urbanus*, dit Mgr Santi, horis canonicis præest et celebrationi divinarum officiorum in cathedrali ecclesia. Immo in istis officiis episcopi vices supplet, præsertim in celebratione solemnissimarum et supra cæteris presbyteris curam animarum gerit. »

Il avait établi précédemment la différence entre les fonctions de l'archiprêtre et celles de l'archidiaque : « Si queratur vero in quo differant *Archipresbyteratus* et *archidiaconatus*, respondent auctores in eo differre ut *Archidiaconus* sit *Vicarius episcopi* in externa politia et in temporalibus, *Archipresbyter* in spiritualibus : id est clarius *Archidiaconus* representat episcopum præcipue in politia diæceseos in foro judiciali et in administratione bonorum temporalium Ecclesiæ ; *Archipresbyter* autem in foro pœnitentiali, in administratione sacramentorum et in celebratione divinarum officiorum et in correctionibus paterno more et affectu perficiendis ⁴. »

« In absentia episcopi, dit M. Grandclaude, et vice ejus, missarum solemnium celebrabat, officium inchoabat in choro, benedictionem presbyteralem in ecclesia cathedrali impertiebatur et poenitentes solemniter reconciliabat. Deinde curabat ut eucharistia in tabernaculo servaretur et parochi rite administrarent sacramenta ⁵. »

On peut conclure d'un texte du droit que les archiprêtres ont autrefois porté des sentences d'excommunication ; mais cela doit s'entendre d'un privilège particulier, basé sur une antique coutume ⁶.

¹ *Notions générales sur la liturgie*, par M. Maugère, p. 150.

² Thomassin, *Vet. Disc.* part. I, lib. 2, cap. 3, n° 3. — Devoti, *Inst. canon.*, lib. 1, tit. III, sect. viii, n. 65. — *Diction. de théologie*, par Goshler, V° *Archiprêtre*, t. I, p. 505. Ferraris, V° *Archipresbyter*, n. 1.

³ Card. Soglia, *Inst. jur. prév.* § II.

⁴ Ferraris, V° *Archipresbyter*, n. 3.

¹ *Jus canonicum*, lib. I, tit. xxiv, p. 287.

² *De capitulis*, p. 106.

³ *Prælectiones juris canonici*, lib. I, tit. xxiv, n° 3.

⁴ Santi, *Præl. jur.* I. c.

⁵ *Jus canonicum*, tom. I, p. 288.

⁶ *De officio judicis ordinarii*, c. 3. Cf. Mgr Santi, I. I, tit. xxiv, n° 3.

Quelles sont aujourd'hui les fonctions de l'archiprêtre de la cathédrale? Nous répondrons en citant les textes des canonistes autorisés.

« Hodie tamen, disait déjà, il y a plus d'un siècle, Ferraris, quæ istis vicariis natis episcopi de jure competeabant, fere ubique abierunt in desuetudinem, adeoque respectu officii ab istis præstandi in omnibus et per omnia standum est cusque ecclesiæ laudabili præscriptæ consuetudini, cum ista juri communi scripto in officiis prævaleat ¹. » Il ajoute : « Nunc omnis archipresbyteri potestas ex mandato episcopi, statuto ecclesiæ et consuetudine panet ². »

« Hodie, dit Bonal, archipresbyteratus est titulus mere honorificus, atque in multis Galliæ diocesisibus hoc titulo condecorantur tum canonicus ecclesiæ cathedralis, qui curam habet parochiæ cathedrali annexæ, tum presbyteri qui præponuntur principali parochiæ erectæ in opido, in quo eminet subpræfectura ³. »

Nous avons cité plus haut un passage de Bouix où il est dit que l'archiprêtre de la cathédrale ne possède aujourd'hui, comme tel, aucune juridiction du for externe ⁴.

Quelles sont les droits honorifiques de l'archiprêtre de la cathédrale?

La S. Congrégation des Rites les a définis dans plusieurs décisions :

a. « Archipresbyter debet thurificari duplici ductu, sicut canonici, non obstante constitutione capitulari, cui per cærimoniale derogatum est ⁵. »

b. « Archipresbyterum sedem paratam habere non convenit ⁶. »

c. « Archipresbyter, licet sit prima dignitas, in choro tamen codere debet primum et digniorem locum canonico celebranti ⁷. »

d. « Si archipresbyter sit prima dignitas, in processione SS. Corporis Christi debet incedere ad dexteram decani, vel si numerus sit dispar, medius inter duos antiquiores canonicos, sed nunquam solus ⁸. »

§ II. ARCHIPRÊTRE RURAL

On le désigne sous les noms de *archipresbyter ruralis*, *plebanus*, *foraneus*, ou encore de *decanus ruralis*, *vicarius foraneus*. Tous ces noms sont-ils synonymes?

Pas absolument, au moins dans un grand nombre de diocèses. Dans bien des contrées, les évêchés furent divisés en archidiaconats, chaque archidiaconat en ressorts moindres à la tête desquels se trouvait un archiprêtre, et enfin les archiprêtres en doyennés ou chrétientés. Ces fonctions étaient attachées ordinairement à des bénéfices

curiaux déterminés. Elles pouvaient être aussi confiées à des prêtres qui n'étaient pas curés. Dans d'autres contrées on adopta d'autres dénominations.

Entre *archidiacon rural*, *archiprêtre rural*, *doyen rural*, il n'y a guère qu'une différence nominale; mais entre ces titres et celui de *vicair forain*, il y a une différence essentielle, tirée de la nature des pouvoirs. Sous le nom de vicaires forains, on entend, comme nous l'expliquerons plus loin, des représentants de l'autorité épiscopale, jouissant d'une parcelle de juridiction au for externe, juridiction déléguée et fort restreinte, il est vrai, mais réelle. Les autres titres, au contraire, n'impliquent par eux-mêmes, d'après le droit, qu'un pouvoir de surveillance.

A ces fonctions de surveillance, l'évêque peut ajouter un pouvoir de juridiction externe, qui fera des archiprêtres ruraux, des vicaires forains. Comme les archiprêtres ruraux, ainsi que les doyens ou autres chefs de districts, de quelque nom qu'on les appelle, ont presque toujours joui en fait d'une certaine juridiction externe déléguée par l'évêque, on leur a facilement donné indifféremment les noms d'archiprêtres ou de vicaires forains; mais en droit il y a une grande différence, à raison de la juridiction externe déléguée que possède toujours le vicaire forain et que ne peut réclamer l'archiprêtre comme un droit attaché à son titre.

Quels sont les pouvoirs des archiprêtres ruraux ou des doyens?

Le droit oblige les évêques à partager leurs diocèses en plusieurs districts, à la tête de chacun desquels ils mettront un archiprêtre, et il détermine quelles seront ses fonctions. Nous ferons remarquer qu'il ne leur accorde aucune parcelle de juridiction proprement dite au for externe, et que leur rôle se borne à une surveillance générale sur les prêtres et les fidèles du territoire confié à leurs soins; c'est ce qu'on appelle le pouvoir économique.

Le chapitre IV, de *officio archipresbyteri*, porte : « Ut singulæ plebes archipresbyterum habeant. Propter assiduam erga populum Dei curam, singulis plebibus archipresbyteros esse volumus, qui non solum imperiti vulgi sollicitudinem gerant; verum etiam eorum presbyterorum, qui per minores titulos habitant, vitam jugi circumspectione custodiant, et qua unusquisque industria divinum opus exerceat, Episcopo suo renuntient : nec obtendant Episcopum non egere plebem archipresbytero, quasi ipse eam gubernare valeat, quia etsi valde idoneus sit, decet tamen ut partiatur onera sua, et sicut ipse matriæ præest, ita archipresbyteri præsent plebibus, ut in nullo titubet ecclesiastica sollicitudo. Cuncta tamen ad episcopum referant, nec aliquid contra ejus decretum ordinare præsumant. »

La S. Congrégation du Concile dans une décision du 11 décembre 1598, a caractérisé, comme nous l'avons fait plus haut, les fonctions de l'ar-

¹ V° Archipresbyter, n° 11.

² Ibid, n° 63.

³ Institutiones canonicæ, t. 1, p. 578.

⁴ Bouix, de Capitulo, p. 106.

⁵ S. R. C. 23 mars 1602.

⁶ S. R. C. 4 juillet 1615.

⁷ S. R. C. 3 sept. 1605.

⁸ S. R. C. apud Gardellini, n° 2608.

chippêtre rural. Sa réponse est formulée dans trois propositions :

« 1^o Posse quidem sumere informationes super matrimoniis a forentibus contrahendis extrajudicialiter, et non in figura judicii, nec cum receptione testium formaliter, cum ista non possint fieri absque jurisdictione, quam archipresbyter ipse non habet.

« 2^o Non posse inobedientes coercere, nec eis poenam iungere, cum corrigere et imponere poenas absque jurisdictione esse non possit, quam archipresbyter non habet, licet habeat facultatem eos admonendi, ut munera eis injungenda præsentent, et facienda suo loco et tempore faciant, prout decet; in casu inobedientiæ habent facultatem referendi omnia episcopo ad effectum, ut contra eosdem, prout illi visum fuerit expedire, procedat.

« 3^o Posse amicaliter, et prout decet bono religioso, jurgia inter sacerdotes et clericos orta in sua ecclesia componere, sed non per vim juris; excitantes autem clamorem, vel discordias seminantes in choro, vel in sacrario posse quidem admonere, ut a prædictis desistant, sed non propterea eos punire posse. »

En résumé le pouvoir des archiprêtres ruraux et des doyens se borne uniquement à une surveillance paternelle :

« Ruralis autem archipresbyter, dit Mgr Santi, curam gerit pastorem et spiritualem oppidanorum sui ruralis Archipresbyteratus, circumspicit mores aliorum clericorum et parochorum qui in minoribus titulis commorantur. Circa quos clericos potest archipresbyter ruralis agere et decernere ea quæ minora, majora vero, licet formam judicii non requirant, debet referre ad tribunal episcopi. Nec potest inobedientes censuris plectere sine Episcopi delegatione ¹. »

Quels sont les droits honorifiques de l'archiprêtre rural ?

Ferraris répond :

a) « Archipresbyter ruralis non habet dignitatem ecclesiasticam seu personatam... Quando accedit ad cathedralem ad præstandam obedientiam episcopo, vel ut synodo intersit, non debet sedere in choro simul cum canonicis cathedralis ². »

b) « Archipresbyteri rurales sedere debent in synodo infra vicarios foraneos, nisi usus invaluerit ut promiscue cum parochis assideant ³. »

§ III. DES VICAIRES FORAINS

« Vicarius foraneus est, dit Leurenus, qui ab Episcopo in certa diœcesis parte, vel ad certos actus deputatur. Proinde dicitur *foraneus*, vel quia extra *fores*, seu civitatem, in qua episcopus residet, constituitur; vel potius quia forum et judicium non generale, sed speciale tenet ⁴. »

De Camillis a parfaitement caractérisé la nature

et l'étendue du pouvoir des vicaires forains dans les lignes suivantes :

« 1^o Le pouvoir des vicaires forains doit être considéré absolument comme un pouvoir délégué et comme attaché à des choses particulières.

« 2^o On ne peut pas dire que ce soit un pouvoir ordinaire, si ce n'est dans un sens très large, en tant, par exemple, qu'il est accordé habituellement, non pas d'une manière extraordinaire, mais suivant une règle établie dans l'administration diocésaine. Mais, dans le sens strict, il n'en est pas de même; car ce pouvoir n'est pas reconnu en droit, et il ne lui est attribué aucune juridiction. Il dépend tout entier d'un mandat épiscopal, et il ne peut que ce dont l'évêque l'a chargé; mais il n'a d'office aucune juridiction, de telle sorte qu'ici il n'y a pas lieu à cette présomption : que l'évêque ne s'est réservé que ce qu'il a spécifié, comme pour l'institution des vicaires généraux.

« 3^o D'habitude il est donné plus de pouvoir dans les diocèses plus étendus et moins dans les diocèses plus petits; de sorte qu'à part un certain pouvoir judiciaire, et encore de peu d'importance, pour les causes criminelles, les vicaires forains ont plutôt pour mission de surveiller les mœurs du clergé et du peuple, de déférer à l'évêque ce qu'il y a de répréhensible en eux et de faire exécuter les décisions épiscopales, que de traiter les affaires criminelles. Et même toutes ces choses, dans le sens strict, excepté pour tout ce qui concerne le pouvoir judiciaire, semblent plutôt devoir être désignées sous le nom de pouvoir économique que sous celui de juridiction véritable.

« 4^o Les vicaires forains ne représentent pas l'évêque d'une manière générale comme les vicaires généraux. C'est pourquoi le degré d'autorité du vicaire forain est tout à fait différent de celui de l'évêque ou du vicaire général. L'un est inférieur, l'autre supérieur. Aussi comme la personne juridique du vicaire forain et du vicaire général diffèrent complètement, il est permis de faire appel du tribunal de l'inférieur au tribunal du supérieur ⁵. »

Il y a donc une grande différence entre les vicaires forains et les vicaires généraux :

1^o Comme le titre de vicaire général constitue une dignité, celui qui le possède peut être exécuteur des Lettres apostoliques; il n'en est pas de même du vicaire forain. Son titre ne constitue ni une *dignité*, ni même un *personnat* : « Decanatus ruralis non est dignitas, neque personatus, licet habeat aliquam præminentiam in plebanos parochos ². »

« Vicarius foraneus, dit Craisson, non est in dignitate constitutus, præminentiam non habet, nec est delegabilis a Sancta Sede ³. »

2^o Le vicaire général forme un même tribunal avec l'évêque, et l'on ne peut en appeler de sa sen-

¹ Mgr Santi, *Prælectiones juris canonici*, lib. I, tit. XXIV, n. 2.

² Ferraris, v^o *Archipresbyter*, n. 28 et 29.

³ *Ibid.*, n. 61.

⁴ Leurenus, de *Vicariis Episcopi*, cap. I, q. 11.

⁵ De Camillis, *Institutiones canoniques*, traduction de l'abbé Condiss, t. I, p. 282.

² Grandclaude, *Jus canonicum*, t. I, p. 287.

³ *Manuale totius juris canonici*, t. I, n. 1208.

tence à l'évêque diocésain. Le vicaire forain, au contraire, forme un tribunal distinct, de sorte qu'on peut en appeler de sa sentence au tribunal du vicaire général ou de l'évêque. On ne pourrait pas en appeler immédiatement au tribunal du métropolitain, sans passer par le tribunal intermédiaire du vicaire général ou de l'évêque. Le motif en est dans la nature de sa juridiction, qui est déléguée et non ordinaire, comme nous allons le voir.

3^o La juridiction du vicaire général est universelle, quant aux causes qui lui sont soumises et quant aux lieux, c'est-à-dire qu'il peut tout ce que peut l'évêque, sauf les restrictions introduites par le droit ou par une réserve spéciale, et il le peut dans tous les points du diocèse. Le vicaire forain ne jouit que d'une juridiction fort restreinte quant aux lieux et quant aux causes. Aussi lui incombe-t-il l'obligation de l'établir par des preuves authentiques, si elle est contestée.

4^o La juridiction du vicaire général est ordinaire, c'est-à-dire qu'elle est attachée par le droit au titre même, de sorte que l'évêque ne peut pas conférer le titre sans conférer la juridiction, au moins dans son intégrité substantielle. Celle du vicaire forain est déléguée, c'est-à-dire qu'elle dépend uniquement de la volonté de l'évêque, qui est libre de déterminer le nombre des causes qui lui seront soumises, les lieux où elle devra s'exercer, le temps qu'elle devra durer.

Ce n'est donc pas d'après le droit commun qu'il faut déterminer les pouvoirs des vicaires forains, mais d'après le droit spécial à chaque diocèse. L'évêque peut leur conférer la juridiction soit par un mandat adressé à chacun d'eux, soit par une constitution synodale. « Cum ergo vicarius foraneus, dit Bouix, nihil aliud sit quam delegatus, id dumtaxat poterit quod ei expresse Episcopus exequendum commiserit. Episcopus autem potest duplici modo ejusmodi vicariorum foraneorum jurisdictionem determinare. Vel se junctim quoad singulos; unicuique scilicet expediendo mandatum ejusmodi determinationem exprimens; vel omnibus simul diocesis suæ Vicariis foraneis, per aliquam synodalem seu diocesanam constitutionem; enuntiando quid jurisdictionis ipsis committat et deleget ¹. »

C'est ce qu'a exprimé le concile de Reims, en 1849 : « Verum Decani (seu Vicarii foranei) nullam in aliarum parochiarum fideles habent jurisdictionem, et quemadmodum facultates, quibus fruuntur ut decani, possunt extendi aut restringi, ita et auferri ad nutum Episcopi ². »

Bien que la juridiction du vicaire forain soit révocable *ad nutum episcopi*, elle ne cesse cependant pas à la mort ou à la démission de l'évêque, comme celle du vicaire général, parce qu'il ne constitue pas un même tribunal avec l'évêque ³. »

Quels sont les droits honorifiques des vicaires forains?

Le vicaire forain, *comme tel*, n'a droit à aucun honneur, ni à aucune prééminence sur les autres prêtres :

« Vicarius foraneus, dit Ferraris, ratione sui vicariatus, nullam habet præcedentiam in choro, sessionibus et processionibus, et aliis actibus et functionibus ecclesiasticis supra alios parochos, canonicos et presbyteros ipso antiquiores et digniores, sed debet ipse vicarius stare, sedere et incedere in loco suæ receptionis et dignitatis, ac si non esset vicarius foraneus, tam cum cotta quam sine illa, non obstante quacumque ordinatione episcopi in contrarium, præterquam in congregationibus quæ de mandato episcopi singulis mensibus fiunt, in quibus tamquam episcopi delegatus præcedere debet omnibus, non tamen in processionibus, missa et aliis quæ fiunt ante Congregationem... Etiam quacumque consuetudine contraria non obstante. Vicarius foraneus debet in processionibus et choro uti cotta, sicut alii presbyteri, nec ratione sui officii debet ante alios habere thuris et pacis honorem ⁴. »

Toutes ces propositions sont extraites des décisions de la S. Congrégation des Rites, fort nombreuses sur ce sujet.

On peut consulter sur ce sujet : Ferraris, *Bibliotheca canonica*, v^o *Archipresbyter* et v^o *Vicarius foraneus*; Benoît XIV, *De Synodo diocesana*, lib. 3, cap. 3, n. 6 et seq.; Card. Soglia, *Instit. juris privati*, § II; Bouix, *de Capitulis*, p. 106, et *de Judiciis*, t. 1, p. 456; J. C. Ferrari, *Summa canonica*, p. 174; Craisson, t. 1, n. 1199 à 1201 et 1207 à 1212; Bonal, *Institutiones canonice*, t. 1, p. 578, et 599. Mgr Santi, M. Grancelade, Reiffenstuel, et les commentateurs des Décrétales, au titre xxiv, *de Officiis archipresbyteri*, et au titre xxviii, *de Officio vicarii*; Devoti, *Institut. canonic.* t. 1, p. 184 et 185; Goschler, *Dictionnaire*, v^o *Archiprêtre* et *Vicaire forain*; Leurenus, *de Vicariis Episc.*

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Comment se jugent les débats qui s'élèvent sur les comptes de fabrique entre les fabriciens entre eux, et entre ceux-ci avec l'autorité civile ?

R. — La question n'est pas explicite. Il s'agirait de savoir le point spécial en litige.

D'une manière générale, les débats sur les comptes de fabrique ont lieu en conseil, et les délibérations sont soumises à l'évêque diocésain.

Voilà pour les difficultés qui peuvent surgir en conseil. Quant aux contestations avec les autorités civiles, nous n'en connaissons pas, à moins

² Bouix, *de Judiciis*, t. 1, p. 458.

¹ *Concil. Rhem.* tit. 16, cap. 4.

³ Bonal, *Institutiones canonice*, t. 1, p. 600.

⁴ Ferraris, v^o *Vicarius foraneus*, n. 14.

que la fabrique ne demande quelque subvention à la municipalité et que celle-ci, avant de l'accorder, ne veuille vérifier les comptes de la fabrique — ce qui est son droit — et ne trouve à critiquer certaines recettes ou certaines dépenses. Notre correspondant comprendra que nous ne puissions répondre plus longuement à une interrogation qui manque de clarté et formulée en termes trop généraux.

Q. — 1^o Un particulier peut-il réparer sa maison, située en face la porte d'entrée de l'église paroissiale et distante seulement de trois mètres ?

N'y a-t-il pas quelques règlements ou circulaires défendant de faire des réparations à des maisons particulières, si elles ne sont à une certaine distance des édifices publics ?

2^o Un particulier peut-il fermer un passage qui traverse sa propriété, mais par lequel on est passé de tout temps. Peut-il y avoir prescription ?

R. — Ad I^m. Si les trois mètres qui séparent la maison de l'église appartiennent à l'église, on peut empêcher le propriétaire riverain d'ouvrir des jours sur la propriété de l'église; mais non de réparer son immeuble; s'il en a besoin. Ceci est une question de voirie soumise aux règles concernant cette matière; mais, dans ce cas, l'église ne peut se comporter que comme un simple citoyen; car, d'après l'article 2227 du Code civil, les établissements publics (tels que l'église) sont soumis aux mêmes prescriptions que le particulier, et peuvent également les opposer.

Ad II^m. Même réponse. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue, publique, à titre de propriétaire et de bonne foi. Pour la prescription trentenaire, la loi n'exige ni le titre, ni la bonne foi.



COURRIER DE L'UTILE

LES POÊLES MOBILES

Q. — Une question sur laquelle, à la veille de l'hiver, je voudrais bien avoir l'avis de votre science et de votre expérience.

Les poêles mobiles sont très pronés depuis quelques années : avec eux, dit-on, grande économie de combustible, et surtout feu portatif qui vous suit, à votre volonté, dans les divers appartements où vous avez affaire.

Je suis tenté d'en essayer; mais avant, je voudrais bien être assuré que ces poêles sont sans danger.

R. — La vérité, c'est qu'on exagère les avantages de ces poêles, et surtout qu'on en dissimule les réels dangers.

On ne devrait pas oublier l'événement funeste arrivé à Paris en 1880 — il fit alors assez de bruit : — Deux jeunes filles de la famille du duc de Belune furent asphyxiées ensemble par un poêle mobile placé dans leur chambre à coucher; fait douloureux qui avait eu déjà des précédents; avis trop sérieux qui n'a pas assez servi.

Le public a été prévenu, à diverses reprises, que l'usage des poêles mobiles américains, suisses,

etc., présente des dangers réels, lorsqu'on ne prend pas les précautions suffisantes, c'est-à-dire lorsqu'un aérage bien ménagé ne vient pas empêcher les effets pernicieux des gaz délétères qui se dégagent pendant la combustion du coke.

Ce qui fait la vogue des poêles mobiles, c'est leur très faible consommation de combustible. Malheureusement, on ne se défie pas assez des conséquences qui peuvent résulter du fait même de cette faible combustion. Une combustion incomplète du charbon engendre toujours de l'oxyde de carbone, gaz vénéneux à un très haut degré, quand même il est produit en petite quantité. Dans les circonstances ordinaires, c'est-à-dire avec nos cheminées qui ont un tirage considérable, l'oxyde de carbone est entraîné dans l'atmosphère; mais avec un petit poêle et un tirage incomplet (ce qui arrive quand la température extérieure vient à varier, quand le vent change de direction, ou quand la pression atmosphérique diminue), une partie des gaz provenant de la combustion est rejetée dans la pièce, et si l'on est couché et endormi avec un poêle dans sa chambre, on peut payer de sa vie ce manque de prévoyance.

La lenteur de la combustion dans le poêle entrave le tirage, parce que les gaz sortant par le tuyau du poêle pour passer dans la cheminée ne peuvent pas échauffer assez la colonne d'air pour y provoquer un appel. Alors ces gaz délétères refluant dans la pièce.

Il résulte de ces considérations qu'il faut éviter de se servir des poêles mobiles dans les chambres à coucher. On ne doit les employer que dans les pièces où l'on passe souvent, et dont l'air est sans cesse renouvelé. Les marchands de poêles mobiles un peu consciencieux ont d'ailleurs le soin de faire cette recommandation à leurs clients.

Un chercheur intelligent, M. Godefroy, a pourtant trouvé le moyen de rendre les poêles mobiles à peu près inoffensifs; mais alors il faut bien scrupuleusement suivre sa méthode. Il a proposé de prendre l'air destiné à la combustion dans la cheminée même, par un second tuyau, qui la fait communiquer avec le tuyau. La cheminée et le poêle peuvent alors être hermétiquement fermés, ce qui supprime tous les passages de gaz délétères dans la chambre.

Ce résultat a été contrôlé par l'analyse chimique, qui a établi la pureté absolue de l'air ainsi chauffé. Il résulte d'un rapport de M. Rabot, que le poêle américain fonctionnant dans une chambre avec toutes les précautions recommandées, laisse échapper quatre fois plus d'acide carbonique que l'air n'en contient, ainsi qu'une certaine quantité d'acide sulfhydrique, tandis qu'un poêle fermé, avec la cheminée fermée, selon le système de M. Godefroy, n'a fait subir aucun changement à l'air.

LA FLUATATION

Q. — Un confrère me dit avoir lu quelque part — il

ne peut me dire où, — que les chimistes viennent de trouver une composition peu coûteuse — il ne se souvient ni de son nom, ni de sa nature, — qui rendrait les pierres même les plus tendres insensibles aux influences atmosphériques, et spécialement à la gelée. Cette invention m'intéresserait fort, car je suis aujourd'hui bâtisseur d'églises, et je rêve d'être demain bâtisseur d'écoles, dans un pays qui ne fournit qu'une pierre trop tendre et trop gélive. Si vous connaissiez l'invention et la composition, vous rendriez, en les indiquant, un réel service à votre serviteur et, j'en suis sûr, à plus d'un confrère.

R. — Oui, l'invention existe : c'est la *fluatation* ; et la composition dont s'agit porte le nom d'*acide hydrofluosilicique*.

L'*Univers* signalait l'une et l'autre, il y a quelques jours, dans une note courte, mais suffisante. La voici, telle que votre confrère, qui a oublié ses sources, l'a probablement lue :

« La fluatation est le nom scientifique d'une invention encore peu vulgarisée, mais qui mérite d'être connue et qui promet de rendre d'utiles services. On sait qu'il existe en chimie un acide appelé hydrofluosilicique. C'est, par bonheur, une composition plus simple que son nom et qui forme des sels appelés modestement, par abréviation, des *fluates*. Ils sont inoffensifs et possèdent la propriété de durcir par un simple lavage nos belles pierres de taille, si bonnes au travail de la scie et du ciseau, mais tendres, altérables, gélives, et que les hivers détériorent si vite.

« Ce lavage, extrêmement facile, répété trois fois à vingt-quatre heures d'intervalle, constitue toute l'opération de la *fluatation*. Son effet est de rendre la pierre insensible aux influences atmosphériques. On avait essayé, dans le même but, des lavages aux carbonates alcalins, ou à la baryte. On y a dû renoncer sagement : la baryte est toxique et les carbonates alcalins n'ont pas produit d'effet efficace ; ils n'ont pas empêché les pierres tendres d'éclater par la gelée. La *fluatation*, qui a réussi sans aucun danger, reste le procédé le plus simple et le moins coûteux en cette spécialité, qui a pour objet d'assurer la conservation des édifices nouveaux et d'arrêter les ravages du temps sur les édifices anciens. »

LA CONSERVATION DES POMMES DE TERRE

Q. — Je vais faire une petite récolte de pommes de terre, — et je désire n'en rien perdre, car il faut qu'elle me donne, à peu près régulièrement, les deux repas quotidiens, depuis que M. Goblet m'a... privé de mes 49 sols par jour que M. Spuller ne songe pas à me rendre. Connaissez-vous un moyen plus sûr de conserver les pommes de terre, que l'ordinaire et simple emmagasinage dans les caves, où, l'année dernière, la presque totalité de ma provision, s'est pourrie ?

R. — Voici, sur la conservation des pommes de terre, une note que j'ai trouvée dans un journal de vulgarisations scientifiques. Vous pouvez en essayer pour quelques hectolitres.

« La conservation des pommes de terre n'est pas toujours chose facile et certaine. Mises en caves ou dans un réduit quelconque, les pommes

de terre peuvent s'échauffer, germer, pourrir et souvent on perd ainsi une grande partie de la récolte ou de la provision. En faisant sécher les pommes de terre, on rend leur conservation bien plus aisée.

« Les pommes de terre épluchées sont lavées à l'eau fraîche, coupées en tranches et jetées dans un bain concentré de sel de cuisine. Elles y restent d'un quart d'heure à vingt minutes, perdant un peu de leur eau de constitution, et le sel qui reste dans leur masse aide à leur conservation, comme aussi les empêche de noircir. Les pommes sorties de la solution salée sont égouttées puis portées dans de grandes chambres chauffées à la vapeur ou par tout autre moyen, jusqu'à 80 ou 90 degrés centigrades. (Les fours de pain peuvent très bien servir.)

« Ces chambres sont les séchoirs où les pommes de terre sont étendues sur des claies, se dessèchent, subissent une espèce de cuisson qui détruit tous les germes de fermentation de la fécule.

« Quand elles sont bien sèches, les pommes de terre sont emballées avec soin, très serrées dans des caisses ou des tonneaux. Elles ont diminué de volume et de poids de telle manière que la valeur de deux hectolitres de pommes de terre fraîches tient, quand elles sont desséchées, dans l'espace nécessaire pour un seul.

« Quand on veut utiliser les pommes de terre desséchées, on commence par les tremper une douzaine d'heures dans l'eau, et la pulpe reprend l'humidité nécessaire pour la cuisson.

« Le séchage des pommes de terre est surtout utile dans les pays humides, pour assurer la conservation et l'emmagasinage à bord des navires, pour utiliser les espèces médiocres ou aqueuses. Le procédé ne saurait être trop vivement recommandé, car chaque année, alors que revient le printemps, de grandes quantités de pommes de terre se perdent par suite de leur germination en cave. »

PLAT D'ORTIES

Q. — Peut-on, sans danger, manger des orties ?

R. — Parfaitement. On les apprête comme les épinards, en ayant soin de ne prendre que les feuilles les plus tendres. Fortement assaisonnées, elles ne constituent pas précisément un mauvais plat, quoique ce ne soit pas un plat de princes. Quand, du reste, vous achetez dans les fruiteries des grandes villes des épinards cuits et hachés, il est rare que les orties n'y figurent pas pour une part, avec les feuilles de radis, etc. etc.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 12 octobris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gerant : G. ALOYNI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LE JOUR DES TRÉPASSÉS : LES CONSOLATIONS
CHRÉTIENNES

*Itaque consolamini invicem
in verbis istis.*

(1 Thess., iv, 17.)

De tout temps, sous la Loi ancienne comme sous la Loi nouvelle, on a prié pour les trépassés. Tobie ordonne qu'on fasse des aumônes pour les défunts. « Mettez votre pain et votre vin, dit-il, sur la sépulture du juste; » (Tob., iv, 18) ce que l'Eglise pratique aujourd'hui d'une manière plus sublime, en offrant pour les fidèles défunts le sacrifice du pain et du vin changés au corps et au sang de Jésus-Christ. « N'empêchez pas qu'on fasse l'aumône pour les morts, » (Eccl., vii, 37) dit le Sage dans l'Ecclésiastique. David jeûna à la mort de Saül et de Jonathas, et les habitants de Jabès gardèrent un jeûne de sept jours, par où l'on voit que c'était une coutume immémoriale d'offrir à Dieu des suffrages pour ceux qui avaient quitté la terre. L'auteur inspiré du deuxième livre des Machabées consacre authentiquement cette foi de la nation juive en disant expressément : « C'est une sainte et salutaire pensée que de prier pour les morts, afin que leurs péchés leur soient remis. » (II Mach., xii, 46.) C'est aussi la foi de l'Eglise chrétienne. Elle prie et fait prier pour les trépassés; et tous les ans, au jour de la Commémoration des fidèles défunts, elle convie ses enfants au pied des saints autels, pour verser dans leurs cœurs le baume de ses divines consolations et provoquer une manifestation de piété plus grande en faveur des âmes du Purgatoire. Nous sommes réunis, chrétiens, pour ces touchantes et solennelles prières. Laissez-moi mettre en lumière la leçon qui se dégage de cette cérémonie : c'est une leçon de la plus douce espérance qui console nos cœurs en les inclinant à une généreuse charité, *Itaque consolamini invicem in verbis istis.*

I

Oh! qu'elle est froide, dure, repoussante, la doctrine des impies qui disent qu'à la mort tout est mort et que la tombe est la porte de l'anéantissement. Quelle source de désespoir pour ceux qui aiment et qui se voient ravir par la mort l'objet de leurs affections! Quel voile de sombre tristesse sur l'existence humaine qui, en réalité, dans cette odieuse hypothèse, ne serait qu'une halte plus ou moins aride ou plus ou moins fleurie entre deux néants!

Bien différent est l'enseignement de notre sainte Mère l'Eglise. Par elle, nous savons qu'à notre trépas la vie n'est point anéantie mais transformée, *vita mutatur, non tollitur*. Par elle nous avons la pleine assurance que la mort ne détruit rien en ceux qui nous quittent : leur âme subsiste, vivante et immortelle, leur corps repose dans la

tombe pour reflleurir au dernier jour, *Regem cui omnia vivunt, venite, adoremus!*

Oui, l'âme des trépassés est à jamais vivante. Quoique soustraits à nos regards charnels, ils subsistent avec leur mémoire, leur esprit et leur cœur. Oui, notre âme est immortelle. C'est la raison humaine éclairée par la foi qui le proclame. Ici-bas le vice triomphe et la vertu est opprimée, il faut une autre vie pour rétablir toute justice. D'ailleurs Dieu l'a faite, cette âme, à son image, elle est participante de la vie divine, elle ne tient point son être de la matière et n'est point assujettie à ses lois, « de sorte que, dit Bossuet, elle ne périt point, quelque changement qui arrive au-dessous d'elle, et ne peut plus retomber dans le néant si ce n'est que celui qui l'en a tirée, lâche la main tout-à-coup et la laisse aller dans cet abîme. » Or Dieu ne le veut pas, *Deus creavit hominem inexterminabilem*. Notre âme est immortelle, écoutez donc les fortifiantes paroles du Livre de la Sagesse : « Les âmes des justes sont dans la main de Dieu, le tourment de la mort ne les touchera pas. Ils ont paru mourir aux yeux des insensés, leur sortie de ce monde a passé pour le comble de l'affliction; mais ils sont en paix; et si devant les hommes ils ont souffert des tourments, leur espérance est pleine d'immortalité. Quant aux impies, ils tomberont dans une éternelle ignominie, et ils seront réduits à la dernière désolation. »

Il y a plus. Non seulement l'âme de nos chers défunts vit devant Dieu, mais leur corps, si maltraité qu'il ait été par la maladie et le trépas, n'est point réellement détruit. Il dort pour se réveiller un jour. Ici encore, l'enseignement de notre foi est aussi clair que consolant. « L'heure vient, dit le Sauveur Jésus, le Souverain Maître de la vie et de la mort, l'heure vient où tous ceux qui sont dans le tombeau entendront la voix du Fils de Dieu, et ceux qui auront fait le bien sortiront pour ressusciter à la vie, mais ceux qui auront fait le mal sortiront pour ressusciter à la condamnation. » « Oui, s'écrie saint Paul, tous nous ressusciterons à la suite et à l'image de notre Chef qui est le Christ. » Et il marque avec un enthousiasme triomphant les glorieuses qualités des corps ressuscités : « Le corps, dit-il, comme une semence est mis en terre dans un état de corruption; il ressuscitera incorruptible. Il est mis en terre tout difforme, il ressuscitera glorieux. Il est mis en terre privé de mouvement, et il ressuscitera plein de vigueur. Il est mis en terre comme un corps tout animal, il ressuscitera comme un corps tout spirituel. » (I Cor., xv.)

Ah! je le sais, c'est une chose bien triste et bien poignante de voir étendu sur un lit funèbre, pâle et livide, insensible et rigide, le corps de ce parent, de cet ami qui naguère était florissant de vigueur et rayonnait de beauté. C'est une pensée horrible de songer au travail de décomposition qui se fait sous ce gazon du cimetière, sous cette pierre tombale, dans ce corps qui promettait peut-

être de longues années de magnifique existence. La nature en frémit, et l'impiété conçoit des pensées amères de blasphèmes et de désespoir.

Pour vous, chrétiens, élevez plus haut vos esprits et vos cœurs. Ne vous laissez point aller à la noire douleur de ceux qui n'ont point d'espérance, *Non contristemini, sicut et ceteri qui spem non habent.* « La mort a fait son œuvre, Dieu commence la sienne; et de ces débris qui nous inspirent une invincible aversion, de cette poignée de poussière et d'eau, de cette semence corporelle, jetée par la mort, avec l'effrayante majesté d'un cadavre, dans le sillon ouvert par un homme qui est aussi le laboureur de Dieu, sortira un jour un être supérieur à cet épi de blé qui se balance au soleil, un corps infiniment plus beau que toutes les créatures terrestres, un corps glorieux ! » *Itaque consolamini invicem in verbis istis.*

II

Donc, frères bien aimés, les morts que vous pleurez ne sont pas véritablement morts, *non omnis morior...* Leur âme est vivante, et leur corps bientôt reviendra à la vie. Vous reverrez ce visage qui vous souriait, ces yeux où vous lisiez l'affection la plus véritable, vous entendrez cette parole qui vous allait au cœur. Mais il y a plus, et c'est pour vous une source plus grande encore de consolation, *consolamini!* Vous pouvez avoir, dès aujourd'hui, avec vos trépassés, les rapports les plus intimes et les plus délicieux. Dieu vous a donné avec eux des moyens de communication infiniment supérieurs à ceux qu'utilisent de nos jours, grâce aux merveilleux progrès de la science, les habitants de la terre.

Les morts, non seulement sont vivants dans leur âme qui est la partie principale d'eux-mêmes, mais ils pensent à nous. Ils conservent, je ne dis pas dans le ciel, qui oserait en douter ? mais dans le Purgatoire, la mémoire de leurs parents, de leurs amis et de leurs bienfaiteurs. Ces trépassés, pour qui nous venons verser nos prières et nos larmes dans le cœur compatissant de Jésus, nous ont continuellement à l'esprit. Ils ne sont pas distraits par les préoccupations, les dissipations, les labeurs absorbants de ce monde. Ils nous portent continuellement dans leur cœur. Je n'ai pas besoin de vous indiquer votre devoir. Hélas ! combien il en est qui oublient leurs défunts qui leur sont deux fois morts, *tanquam mortui a corde.* Devant Dieu, vous vous souviendrez de vos morts, comme ils se souviennent de vous. Le souvenir est la mémoire du cœur, c'est l'honneur et le bonheur de la condition humaine.

Les âmes du Purgatoire font mieux. Elles ne se contentent pas d'un souvenir stérile, elles exercent à notre égard la plus bienfaisante charité, en priant pour nous. Et avec quelle ferveur, avec quelle efficacité ! Si le mauvais riche au milieu

des tortures de l'enfer et des spasmes de désespoir implorait si ardemment la clémence du ciel en faveur de sa famille, qui dira le zèle et l'empressement des âmes du Purgatoire dont le cœur, au séjour de la purification, brûle de toutes les plus vives flammes de la charité ? Et comment Dieu ne les entendrait-il pas ? Elles sont si ferventes, elles lui sont si agréables, elles mettent tant d'humilité et de persévérance dans leurs supplications ! Par une grâce de la miséricorde divine, elles remplissent donc un ministère d'intercession, un peu à l'imitation des habitants du ciel. Elles peuvent recevoir les prières de leurs frères de la terre pour les présenter à la sainte Trinité, à la façon des saints qui se reposent dans les délices de la béatitude éternelle. Sainte Catherine de Bologne, lorsqu'elle voulait obtenir quelque grâce signalée, s'adressait aux âmes du Purgatoire, et elle se voyait toujours promptement exaucée ; elle disait que, n'ayant pu obtenir plusieurs grâces des saints du Paradis, elle les avait reçues par l'intermédiaire de ces âmes bénies. (Vita S. Cath. apud Bolland.)

Nouvel élément de la plus douce consolation pour les vivants, *Itaque consolamini in verbis istis* : ils peuvent entrer en relation avec leurs défunts, ils peuvent leur parler, ils peuvent leur adresser leurs supplices pour qu'elles soient présentées au Seigneur. Ce n'est point assez. Puisque les âmes du Purgatoire exercent la bienfaisance à notre égard, il faut les payer de retour. Nous pouvons leur venir en aide par nos suffrages. Nous le pouvons, nous devons, et, j'en suis certain, nous serons heureux de le faire.

Ah ! chrétiens, qu'elle est misérable la condition de ces pauvres âmes ! Elles souffrent de leur prison qui est contiguë à celle des damnés, *Vadam ad portas inferi* ; elles souffrent du souvenir de leurs fautes dont elles voient, à la lumière de Dieu, étant délivrées de la fascination des faux biens de la terre, tous les caractères de malice, *Recogitabo tibi annos meos in amaritudine animæ meæ* ; elles souffrent des affreuses tortures du feu matériel qui les dévorent, feu si terrible que les plus excessives douleurs de la terre ne sont rien en comparaison, feu si cuisant que le feu de la terre n'est en comparaison qu'un zéphir rafraîchissant, *aura lenis* ; elles souffrent et incomparablement plus du feu spirituel, c'est-à-dire de cette soif insatiable de Dieu qui les brûle : elles s'épuisent en inénarrables gémissements, en ineffables désirs, en soupirs déchirants, dans l'attente de la possession si tardive du Dieu si beau, si bon, si parfait, si aimable, qu'elles connaissent et dont elles sont hélas ! séparées, *Quando veniam et apparebo ante faciem Dei!* Elles sont sous le régime de l'implacable justice, *usque ad novissimum quadrantem* ; elles subissent la peine temporelle des péchés mortels incomplètement expiés et la peine des innombrables péchés véniels dont on tient si peu compte sur la terre ; oh ! que le temps leur paraît long, les minutes sont pour

elles comme des siècles, *incolatus meus prolongatus est!*

Et ces prisonnières de la justice de Dieu sont innombrables! Extrêmement rares, en effet, sont ceux qui, après les misères de cette vie, sont introduits immédiatement dans les joies du Paradis. Presque tous les élus ont à passer par le feu de la purification, et d'ordinaire la station au purgatoire est de plusieurs années, quand elle n'est pas de plusieurs siècles. Aussi je vois des yeux de la foi, dans les prisons souterraines, des personnes de toutes classes et de toutes conditions, des enfants aussi bien que des vieillards. Nous lisons en effet dans saint Augustin (In Psal. xxxvii) que sainte Perpétue délivra par ses prières Démocrate son frère des peines qu'il endurait, étant mort à l'âge de sept ans. Si un enfant de sept ans est condamné au feu du purgatoire, que sera-ce de ceux qui pendant tant d'années n'amassent que de la paille et du bois, pour servir de matière à ces flammes dévorantes.

Et qui sont ces âmes souffrantes? Ce sont des bienfaiteurs qui se sont empressés à vous combler de biens : au nom de la reconnaissance, secourez-les! Ce sont des malheureux qui, par une tendresse exagérée pour vous ont outrepassé les bornes de la condescendance, ou peut-être des victimes de vos mauvais exemples et de vos scandales : au nom de la justice, secourez-les. Ce sont des parents, c'est un époux, une épouse, un frère, une sœur, un père, une mère : au nom des liens du sang, secourez-les! Ce sont des membres de Jésus-Christ, des enfants de Dieu : au nom de la charité, secourez-les! Nous ne pouvons voir souffrir nos semblables sans que nos entrailles soient émues. Qu'un infortuné, dans un incendie, tombe au milieu des flammes, on fait tout au monde, on s'expose à tous les dangers pour le sauver. N'aurez-vous pas pitié de ceux qui sont enveloppés des flammes effroyables du purgatoire, alors que vous pouvez les délivrer si facilement.

Non, il n'en sera pas ainsi. Vous aurez une généreuse compassion pour les trépassés, et surtout ceux de votre famille. Vous leur viendrez en aide par vos pénitences, vos travaux, le gain des indulgences, l'exercice du chemin de la croix, le rosaire, la prière et surtout la prière des prières, la sainte messe. Vous verserez sur eux le sang rédempteur en assistant au saint sacrifice et en le faisant célébrer, et ainsi vous aurez la consolation d'introduire un grand nombre de défunts dans le séjour du rafraîchissement, de la lumière et de la paix.

Pendant les jours de la Terreur¹, un pauvre prêtre de la Vendée avait fait partie des célèbres noyades de Carrier. Echappé par miracle à la mort, il avait dû émigrer pour sauver ses jours. Quand la paix fut rendue à l'Eglise et à la France, il s'empressa de rentrer dans sa chère paroisse.

¹ *Le Purgatoire*, d'après les révélations des saints, par l'abbé Louvet (Palmé).

Ce jour-là le village s'était mis en fête, tous les paroissiens étaient venus au-devant de leur pasteur et de leur père; les cloches sonnaient joyeusement dans le vieux clocher, et l'église s'était parée comme au jour des grandes solennités. Le vieillard s'avancait souriant au milieu de ses enfants; mais quand les portes du saint lieu s'ouvrirent devant lui, quand il revit cet autel, qui avait réjoui si longtemps les jours de sa jeunesse, son cœur se brisa dans sa poitrine trop faible pour supporter une telle joie. Il entonna debout et d'une voix tremblante d'émotion le *Te Deum*, et tomba mourant au pied de l'autel. Faible image des joies indicibles des âmes qui, délivrées du Purgatoire, entrent dans le Paradis. Seulement, fortifiées par Dieu, l'ivresse du bonheur ne les tue point, elles vivent au contraire à jamais pour louer le Seigneur et prier pour nous.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile.

Les clercs sont soumis à l'Evêque au diocèse duquel ils appartiennent et sont attachés à l'église pour l'utilité de laquelle ils ont été ordonnés. S'ils y ont une charge qui rende leur présence nécessaire ou un bénéfice, ils ne peuvent se pourvoir ailleurs sans le consentement de leur Evêque. C'est ce que fait comprendre la décision donnée au cas suivant concernant le chanoine théologal de Cagliari en Sardaigne qui, pour passer à l'église d'Ales faisait valoir, outre son élection à la pénitencerie de cette église, son âge et ses infirmités.

CALARITANA SEU UXELLEN. EXCARDINATIONIS ET NOMINATIONIS

Die 29 januarii 1887.

Sess. 21 cap. 2 De reform.

COMPENDIUM FACTI. Vacante in metropolitana Ecclesia calaritana præbenda canonici pœnitentiarii, ad concursum, legitime indictum pro die 11. octobris 1886, conveniunt Raymundus Ibba canonicus theologus cathedralis Uxellensis, et sacerdos Daniel Vidili, qui, quamvis extraneus, legitime nunc in Diœcesi calaritana dicitur incardinatus. Canonicus autem Ibba, inconsulto suo Episcopo, illuc venerat.

Ex bulla *Nuper pro parte* Clementis XIV canonici theologi electio in Sardinia competit Episcopo una simul cum capitulo. Itaque examine a concurrentibus peracto, capitulum ad scrutinium convenit; et in eo canonicus Ibba decem suffragia seu unanimitatem votorum reportavit, dum sacerdos Vidili duo tantummodo vota favorabilia retulit, cetera vero contraria.

Archiepiscopus, re cognita, a voto quidem abstinuit; et rem uxellensi Episcopo communicans, eum hortabatur ne electioni canonici Ibba obsteret, plura ad hoc adducens motiva. At hic Præsul allegata motiva rejecit, et Archiepiscopo significavit, se ob ecclesiæ suæ necessitates haud posse permittere hunc sacerdotem discedere. — Probus

enim omnium consensu est ac doctus, et a pluribus annis dogmaticæ ac s. Scripturæ lectiones in Seminario uxellensi tradit. — Imo cum scholasticus annus tunc jam inciperet, datis prius amicalibus litteris, et comminata dein suspensione, canonicum Ibba ad residentiam et ad assuetum magisterii munus revocavit.

Paruit quidem Ibba; at nuncium non misit electioni de se factæ ad calaritanam Pœnitentiarium, quam imo consequi peroptat, juxta etiam capituli, imo et Archiepiscopi votum. Quapropter Archiepiscopus litteras ad S. C. C. dedit, postulans approbationem electionis canonici Ibba.

DUBIUM

An excardinatio et electio sacerdotis Ibba ad Pœnitentiarium calaritanam sit admittenda in casu.

RESOLUTIO. Sacra Cong. Concilii re discussa sub die 29 januarii 1887, censuit respondere : *Negative et fiat novus concursus.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je viens vous prier de m'aider à résoudre quelques difficultés pour notre Ordo :

1^o Dans notre diocèse, presque toujours le titulaire de l'église est en même temps patron de lieu, du moins d'après l'usage. Je comprends encore cela pour les paroisses rurales, mais je le comprends moins pour les paroisses de ville.

Il y a plusieurs paroisses, donc plusieurs titulaires, n'est-il pas vrai ?

2^o Chaque titulaire peut-il être patron de lieu pour la circonscription de la paroisse ?

Il faut que je vous dise que l'on regarde, en pratique, ces titulaires comme Patrons de lieu : car le pasteur dit la messe pour la paroisse et la solennité est transférée au dimanche libre suivant.

3^o Saint Marcel (1^{er} novembre), et S. Vigor (2 nov.), sont patrons de quelques églises de notre diocèse. Jusqu'à présent on a inscrit la fête de ces deux patrons au 2 novembre, sans parler de la commémoration des morts. Le jour octave pour S. Marcel est marqué au 8, et le jour octave pour S. Vigor est marqué au 9.

En rédigeant l'Ordo pour 1887, j'ai laissé cette disposition ; mais j'ai ajouté que la messe devait être de *Requiem*. Je crois que c'est une faute. Qu'en dites-vous ?

Mais en remettant la messe des morts au 3 nov., que diront les populations ? Quel étonnement ! dans les paroisses voisines où l'on fait autrement !

4^o Dans le diocèse de S., S. Mathurin (1^{er} nov.), patron de certaines paroisses, de S. Vigor (2 nov.), également patron, sont transférés au 3, et le jour octave est fixé au 10. Faut-il imiter nos voisins ?

5^o Doit-on transférer la solennité de sainte Colombe (patrone) qui arrive le 31 décembre, au dimanche libre suivant ?

R. — Ad I. Nous sommes entièrement de votre avis. Chaque paroisse a son titulaire. En effet, il n'y a pas d'église paroissiale qui n'ait été consacrée, ou du moins bénite. Or, le titulaire est constitué à la consécration de l'église, ou au moins à la bénédiction de la première pierre. Or, cette consécration ou bénédiction confèrent à l'église tous les droits liturgiques, et le titulaire doit dès lors être

honoré sous le grade de première classe avec octave, avoir sa mémoire dans les suffrages et dans l'oraison *A cunctis*.

Ad II. Mais ce titulaire de l'église n'est pas pour cela patron de lieu. La notion de titulaire ou patron d'église diffère absolument de la notion de patron de lieu, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire et de le prouver.

Il est vrai que souvent, dans les villages, le titulaire ou patron d'église est en même temps patron de lieu ; c'est même le cas le plus ordinaire ; mais ce n'est pas au même titre. Ils ne sont pas élus de la même façon ; ils n'ont pas tout-à-fait la même fin ; ils n'embrassent pas la même étendue ; ils n'ont pas la même durée ; ils n'ont pas la même solennité dans le peuple, au moins d'après le décret d'Urbain VIII, etc.

Vous nous demandez si chaque titulaire d'église peut être patron de lieu pour la circonscription de la paroisse. Nous répondons : Non, parce qu'on appelle lieu toute la circonscription qui est désignée en France sous le nom de *commune*, et qui est administrée par le *Conseil municipal*. La paroisse, au contraire, n'embrasse que la *partie du lieu* qui est rattachée à l'église. Le patron de lieu choisi par le conseil municipal embrasse donc toute la localité soumise à sa juridiction.

On pourrait se demander si le conseil municipal aurait le pouvoir de choisir un patron de lieu pour une partie seulement de la commune, pour une paroisse, par exemple ? Nous ne le pensons pas, d'abord parce que tel ne paraît pas être le décret d'Urbain VIII, ensuite parce que les liturgistes ne l'interprètent jamais ainsi, enfin parce que nous n'en voyons aucun exemple.

Mais laissons de côté cette question théorique. En fait, il est certain que les municipalités n'ont pas choisi de patrons pour une paroisse ; or, leur choix est nécessaire pour constituer un patron de lieu.

Vous objectez qu'en pratique on regarde les titulaires d'église comme patrons de lieu, car le pasteur dit la messe pour la paroisse, et la solennité est transférée au dimanche. Nous répondons que l'application de la messe pour la paroisse ne constitue aucunement le patron de lieu. Pour qu'il y ait patron de lieu, il faut plusieurs conditions : d'abord, que l'élection soit faite par le conseil municipal, avec le consentement exprès de l'évêque et du clergé ; en outre, que l'élection tombe sur un saint canonisé, et non sur un bienheureux ; enfin, que l'affaire soit portée à la S. Congrégation des Rites pour être examinée et approuvée.

Vous voyez que l'application de la messe, aussi bien que la célébration de la solennité le dimanche suivant, ne suffisent aucunement pour constituer un patron. Il n'est pas même question de ces deux choses dans le décret d'Urbain VIII. Voici les termes mêmes de ce décret, qui se lit dans la collection des décrets authentiques de la S. Congrégation des Rites sous le n^o 852.

Nous ferons remarquer que les mots *Consilium*

generale ne s'entendent pas du *Conseil général*, tel qu'il existe aujourd'hui en France, mais des représentants d'un village ou d'une ville, c'est-à-dire de ce que nous appelons aujourd'hui *conseillers municipaux*.

Cela posé, voici le décret d'Urbain VIII :

« Sacra Rituum Congregatio, annuente Sanctissimo, quoad patronos locorum in posterum eligendos, hunc ordinem servari mandavit :

« 1^o Quod eligi possint in patronos ii solum qui ab Ecclesia universali titulo sanctorum coluntur, non autem beatificati dumtaxat.

« 2^o Quod de patrono civitatis electio fieri debeat a populo, mediante Concilio generali illius civitatis vel loci, non autem ab Officialibus solum ; et quod accedere debeat consensus expressus Episcopi et Cleri illius civitatis ; idemque servari debeat in patrono regni, qui pariter eligi debeat a populo singularum civitatum provinciarum, non autem a representantibus regnum, nisi ad hoc habeant speciale mandatum, et pariter cum consensu Episcopi et Cleri dictarum civitatum.

« 3^o Quod causæ electionis novorum patronorum debeant in sacram R. Congregationem deduci ac examinari ; ac demum causa cognita, ab eadem Congregatione approbari et confirmari.

« Et ne præmissorum ignorantia ullo unquam tempore possit allegari, eadem S. Congr. prædictum decretum imprimi mandavit. Diei 23 Martii 1630. »

Ad III. Vous avez permuté au 2 novembre saint Marcel, patron qui tombe le 1^{er}. Cette permutation est contraire aux décrets de la S. Congrégation des Rites. Le 27 mars 1779, le P. Boniface, rédacteur du Calendrier des Franciscains de l'Observance, exposait qu'il avait trois Offices à transférer, l'un double mineur, l'autre double majeur, et le 3^e classique, c'est-à-dire de première ou de seconde classe, et il demandait lequel des trois il devait placer au jour de la Commémoration générale des défunts, ou bien s'il ne fallait pas plutôt faire l'Office de l'octave ; or la sacrée Congrégation répondit qu'aucun Office transféré ne devait être admis ce jour-là :

« Nullum ex translatis esse admittendum » (n. 4393, ad 7.)

On ne peut pas non plus la permuter au 3 novembre, ainsi que l'a décidé la S. Congrégation des Rites, relativement au Bienheureux Thomas Bellacci, du diocèse de Florence. La raison en est que la Commémoration générale des défunts doit être célébrée ce jour-là quand la Toussaint arrive le samedi ; voilà pourquoi les permutations doivent toujours se faire au premier jour libre après le 3 novembre (14 août 1858, n. 5264, ad 2.)

Examinons maintenant la question de saint Vigor :

1^o S'il est patron de lieu, il devrait être maintenu en son jour, parce qu'il était autrefois de précepte, et par conséquent la commémoration des défunts devrait être remise au lendemain,

c'est-à-dire au 3, ainsi qu'il résulte du décret du 5 octobre 1709, n. 3817 pour le diocèse de Viterbe.

On nous objectera peut-être qu'aujourd'hui cette fête n'est plus de précepte en France depuis le décret du 9 avril 1802. Cela est vrai. Nous répondons que ce décret supprimait, il est vrai, le double précepte, à savoir d'assister à la messe et de s'abstenir des œuvres serviles, mais qu'il conservait la célébration des offices publics, la grand-messe et les vêpres, comme on le pratiquait avant le Concordat.

Voilà la question de droit. Vous voyez qu'elle est conforme à la coutume de votre diocèse. Par conséquent, s'il est patron de lieu, vous auriez bien fait de ne pas indiquer la messe de *Requiem* pour le 2 novembre.

Pour la question de fait, elle présente des difficultés dans les pays où la fête du patron se célèbre sans aucune solennité et même sans chant au jour de l'incidence. Ne pourrait-on pas en dire l'office ce jour-là, et le même jour chanter la messe de *Requiem* pour tous les fidèles trépassés ?

Plusieurs le soutiendraient. Pour nous, nous préférons remettre la Commémoration générale au lendemain, mais en pareille matière, il faut tenir compte des coutumes.

2^o Si saint Vigor n'est pas patron de lieu, mais simplement patron d'église, nous n'oserions pas nous prononcer, parce que les auteurs sont partagés.

Ainsi l'illustre Guyet pense que toute fête de première classe qui tombe ainsi le jour de la Commémoration des défunts doit se célébrer ce jour-là, et que la Commémoration des défunts doit être remise au lendemain. A plus forte raison aurait-il pensé qu'on devait célébrer la fête d'un patron d'église, attendu qu'à cette époque cette fête se célébrait avec solennité, quoiqu'elle ne fût généralement pas de précepte. Par conséquent, il conseillerait aujourd'hui de célébrer le titulaire au jour de l'incidence et de transférer au lendemain l'office des défunts, dans toutes les églises où le titulaire est honoré avec solennité.

Mais que dirait-il pour les églises, hélas ! très nombreuses, où les titulaires sont honorés sans solennité, et même sans chant, au jour de leur incidence ?

Dans l'état actuel de la France, il n'est pas possible de donner une solution certaine en théorie.

En pratique, nous estimons qu'il ne convient pas de célébrer l'office d'un titulaire au jour de la Commémoration des défunts, et nous conseillons de transférer l'un ou l'autre ?

Mais lequel célébrer, et lequel transférer ? Nous nous en tiendrons à la coutume, qui est le meilleur interprète des lois.

Quant au jour octave, vous l'avez fixé au 8 pour saint Marcel, et au 9 pour saint Vigor. Vous avez bien fait.

Ad IV. Au diocèse de S..., saint Mathurin (1^{er} novembre), et saint Vigor (2 novembre), tous deux patrons, ont été permutés au 3 novembre.

Cela n'est pas régulier. En 1858, l'archevêque de Florence demanda si S. Thomas Bellacci, double mineur, toujours empêché en son jour (31 octobre), par le jour octave d'un titulaire, devait être remis au 2 novembre, ou au 3, ou bien être permuté au 5, qui était toujours libre. La sacrée Congrégation répondit qu'il devait être fixé au 5 :

« Juxta alias decreta, festum Beati Thomæ perpetuo affigendum esse diei 5 novembris (14 août 1858, n. 5264, ad 2.)

La raison en est qu'il ne convient pas de permuter une fête le même jour que la Commémoration des défunts ; or, cela arriverait toutes les fois que la Toussaint tombe le samedi.

Quant au jour octave, il ne pouvait pas être remis au 10. Il ne se permute pas sans Indult spécial du Saint-Siège.

Ad V. Régulièrement la solennité de Ste Colombe, patronne, devrait être célébrée le dimanche qui suit le 31 décembre. Mais comme cette solennité tombe quelquefois au premier jour de l'an ou à l'Épiphanie, et qu'elle ne convient pas en ces jours, MM. les curés, d'accord avec les populations, choisissent un autre dimanche qui est libre, et font approuver leur choix par le Saint-Siège, lequel accorde facilement cette faveur. Dans les diocèses où Ste Colombe est patronne d'un grand nombre de localités, l'autorité diocésaine pourrait choisir un dimanche convenable pour toutes ces localités, et demander au Saint-Siège le pouvoir d'y célébrer cette solennité.

Nous connaissons des diocèses où des Indults analogues ont été obtenus sans difficulté, à la grande joie des habitants.

Q. — Il y a environ un mois, je me suis procuré l'ouvrage : *Le Bréviaire romain commenté*.

Cet ouvrage, à mon humble avis, devrait être entre les mains de tous ceux qui sont tenus à la récitation du saint Office. Je l'ai parcouru avec avidité et avec attention ; mais j'espérais y trouver sur les patrons secondaires une question que je cherche depuis longtemps ; mon espoir a été déçu.

Comme vous êtes très versé dans les questions liturgiques, je prends la liberté de vous la soumettre, et vous me rendrez service et me ferez grand plaisir si vous voulez bien m'en donner la solution.

1^o Le même saint peut-il être tout à la fois patron principal et patron secondaire de la même paroisse ? — Par exemple : saint Martin de Tours, dont la fête se célèbre le 11 novembre solennellement peut-il être patron secondaire de la même paroisse, le 4 juillet, jour de la Translation de ses reliques,

2^o Si oui, le curé de cette paroisse peut-il prendre, pour cette fête secondaire, l'office et la messe du onze novembre ? — Ma réponse a toujours été négative ; mais on me demande la raison de ma négation. Je n'en ai pu donner d'autre que celle-ci : c'est que l'office et la messe en l'honneur de saint Martin du 11 novembre, ne peuvent concorder avec la fête d'une Translation des reliques de ce saint. Le bon curé n'est pas très satisfait de ma réponse.

3^o Le curé de cette paroisse peut-il renvoyer au dimanche suivant la solennité de cette fête secondaire, à raison du concours du peuple ?

Je ne le crois pas : donnez-moi votre avis.

4^o Un curé est-il tenu de réciter et de faire l'office d'un patron secondaire, lorsque le peuple ne célèbre

point cette fête par son assistance aux offices paroissiaux ? Si oui : est-ce sous le rite double-mineur seulement ?

R. — Ad I. Nous ne voyons pas comment un patron principal pourrait encore être un patron secondaire.

Mais voici ce qui pourrait très bien arriver : c'est qu'un patron principal eût une fête secondaire, par exemple la fête de la translation de ses reliques ; c'est un cas qui se présente fréquemment dans les calendriers diocésains. La liturgie romaine nous présente aussi bon nombre de fêtes secondaires d'une fête principale. Sans parler des nombreuses fêtes secondaires de Notre-Seigneur et de la sainte Vierge, nous pouvons en indiquer aussi au Propre des saints, par exemple, la Décollation de saint Jean-Baptiste, le Patronage de saint Joseph, saint Pierre-ès-liens, les deux Chaires de saint Pierre, la Conversion de saint Paul, saint Jean devant la Porte-Latine, etc. Les localités qui ont pour patrons saint Jean-Baptiste, saint Joseph, saint Pierre, saint Paul, saint Jean apôtre, etc., ont ainsi des fêtes secondaires ; mais ce ne sont pas des patrons.

Pour que ces fêtes secondaires soient des fêtes patronales secondaires, il faudrait que les conseillers municipaux et le clergé choisissent ces fêtes comme fêtes patronales, et que ce choix fût approuvé par la Sacrée Congrégation des Rites ; car on doit suivre les mêmes règles pour les patrons secondaires que pour les patrons principaux ; ce qui ne paraît pas avoir eu lieu pour la translation des reliques de saint Martin.

Vous nous demanderez peut-être si vous ne pourriez pas célébrer cette fête à d'autres titres, par exemple à titre de translation de reliques, ou bien encore en vertu de la coutume ?

Nous répondons sur le premier chef : nous ne voyons nulle part que la translation des reliques d'un saint donne le droit de célébrer la messe et l'office de ce saint.

Sur le second chef : la coutume, si elle est légitime, constitue un droit liturgique. Mais il faut pour cela que la coutume remonte avant la Bulle de saint Pie V, qui est de 1568, ainsi qu'on peut le voir dans un décret de la Sacrée Congrégation des Rites, approuvé par Urbain VIII, le 13 janvier 1634, et inscrit au n^o 892 de la Collection authentique des Décrets. Depuis cette époque, les Evêques n'ont pu introduire de fêtes dans leur calendrier diocésain, ni même élever le grade d'une fête. De tels actes se trouveraient entachés de nullité.

Mais comme la destruction de certaines fêtes pourrait présenter des inconvénients, la prudence conseillera souvent d'en solliciter le maintien auprès du Saint-Siège.

Ad II. Lorsque l'autorité ecclésiastique établit une fête, elle détermine la messe et l'office que l'on devra réciter. Si donc l'Ordinaire de votre diocèse a établi cette fête de la translation des reliques, il a en même temps fixé la messe et le

Bréviaire à réciter. Si vous écrivez au St-Siège pour demander la continuation de votre pratique, vous ferez bien d'indiquer les Offices qui avaient été établis par l'autorité diocésaine; le St-Siège prendra une décision sur ce point et vous la fera connaître.

Ad III. La solennité de la fête d'un patron secondaire ne se remet pas au dimanche suivant. Ce privilège est réservé aux patrons principaux de lieu. L'instruction du Cardinal Caprara a toujours été comprise en ce sens.

Mais si l'usage existait et si la population y tenait, on pourrait le faire légitimer, surtout s'il avait quelque inconvénient à le détruire. Nous avons constaté dans cette Revue que des coutumes analogues avaient été maintenues en France, depuis quelques années surtout.

Ad IV. Les patrons secondaires, élus dans les conditions indiquées plus haut, doivent être honorés par les curés à la messe et au Bréviaire, lors même que le peuple n'assisterait pas aux offices paroissiaux; il n'y est d'ailleurs pas obligé.

Quant au grade des patrons secondaires, il est double-majeur, comme on peut le voir au tableau dressé à la fin des rubriques général du Bréviaire.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Vous avez plusieurs fois, dans votre estimable journal, déclaré que les fabriciens et les curés n'étaient pas de véritables fonctionnaires publics dans le sens ordinairement attribué à ce mot, parce qu'ils ne détenaient à aucun degré une portion de l'autorité publique. Cependant il semble résulter d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, confirmé par la Cour d'appel, que les fabriciens sont considérés comme fonctionnaires publics au sens de l'article 197 du Code pénal. On m'assure que ces deux sentences ont été déferées à la Cour de cassation qui, en se prononçant, a dû établir la jurisprudence en pareille matière. S'il en est ainsi, ce serait rendre service à vos lecteurs que de publier un pareil document.

R. — Il est vrai que nous avons nié et nions encore que l'on puisse donner le titre de fonctionnaires aux membres du clergé et des conseils de fabrique dans le sens attribué ordinairement à ce mot, parce qu'en effet cette classe de citoyens ne détient aucune portion de l'autorité publique. Les jugements auxquels notre correspondant fait allusion le constatent comme nous l'avons fait nous-même. Mais ils examinent la question à un autre point de vue, celui du mandat reçu soit par les prêtres, soit par les fabriciens dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public et soumis, sous ce rapport, à l'autorité du gouvernement. Tel est spécialement le mandat des fabriciens. Il se rattache à l'ordre public dans ce sens que les lois autorisent le gouvernement à révoquer un conseil de fabrique dans certaines circonstances, et, par voie de conséquence, à frapper ce même con-

seil qui s'obstinerait à continuer ses fonctions malgré sa révocation. On le considère donc, en cette rencontre, comme fonctionnaire au sens de l'article 197 du Code pénal.

C'était le cas des jugements dont il est parlé plus haut. Sans entrer dans les détails de l'affaire, le conseil de fabrique de Joinville-le-Pont avait été révoqué par un arrêté légalement pris et régulièrement notifié; malgré cela, il s'obstinait à vouloir continuer ses fonctions. De là, les jugements du tribunal correctionnel de la Seine et de la Cour d'appel.

Ces jugements furent déferés à la Cour de cassation, laquelle, en date du 30 octobre 1886, les maintint en adoptant le rapport très substantiel de M. le conseiller Poux-Franklin. Nous donnons ci-après cet arrêt, mais en le faisant précéder du rapport qui est un exposé lumineux de la doctrine en cette matière.

RAPPORT. — La question que soulève le pourvoi s'offre à vous pour la première fois; elle est donc à ce point de vue très digne d'intérêt; les éléments de sa solution sont, d'ailleurs, assez limités.

Les demandeurs ont été poursuivis pour avoir continué de siéger comme membres du conseil de fabrique de la paroisse de Joinville-le-Pont, après avoir été officiellement avisés de leur destitution. Aux yeux de la prévention, ce fait constitue le délit prévu par l'article 197 du Code pénal. La défense reconnaît que deux de ses éléments, souverainement constatés par l'arrêt, ne sauraient être discutés, à savoir : 1^o Le fait de leur persistance à exercer des fonctions, dont une révocation les avait privés; 2^o la connaissance qu'ils avaient de la mesure prise à leur égard, et l'intention coupable, par suite, dont ils étaient animés.

Les conditions matérielles et morales de l'infraction poursuivie se rencontrent donc, de l'aveu des demandeurs, dans le procès; l'unique point qui soit susceptible d'être débattu devant vous, à raison de son caractère juridique, est celui de savoir si le titre dont ils étaient revêtus et la nature du rôle qu'ils remplissaient, permettaient de leur faire l'application de l'article 197. C'est demander si les membres d'un conseil de fabrique peuvent être considérés comme des fonctionnaires au sens de cette disposition.

La défense le conteste. Elle rappelle que la prétention qu'ils ont parfois élevée de prendre rang parmi les fonctionnaires a été constamment repoussée lorsqu'ils ont invoqué ce titre, soit pour réclamer la garantie constitutionnelle de l'acte de l'an VIII, soit pour revendiquer, en matière de diffamation, la juridiction de la Cour d'assises. Vous leur avez rappelé, par votre arrêt du 3 mai 1888 (*Bull.*, p. 172), qu'ils ne détenaient aucune portion de la puissance publique; qu'ils ne sont à aucun degré des agents de l'autorité et « que leur administration est absolument étrangère à l'action du gouvernement, sinon à sa surveillance. »

Dans ces circonstances, la défense s'étonne qu'a-

près avoir ainsi dénié aux fabriciens, avec la qualité de fonctionnaires, les prérogatives qui y sont attachées, on la leur impose dans l'interprétation de l'article 197, avec la responsabilité pénale qu'elle entraîne. Les charges et les bénéfices, dit-on, doivent être corrélatifs : se refuser à accorder les uns, c'est s'interdire d'infliger les autres.

On ne saurait nier la force, au moins apparente, d'une argumentation qui procède par un appel aussi net et aussi formel à l'équité du juge. Toutefois la contradiction sur laquelle elle se fonde est moins réelle qu'elle ne le semble.

Les noms de *fonctionnaires* ou d'*agents du gouvernement* sont certainement, de toutes les qualifications, employées soit par le Code, soit par les lois spéciales, celles qui se prêtent aux acceptions les plus diverses ; non-seulement elles résistent à une définition unique, indistinctement applicable à toutes les dispositions où elles figurent, mais il faut reconnaître que leur signification, en réalité, se modifie suivant les intérêts que chacune d'elles est destinée à assurer.

Ainsi, pour reprendre les exemples cités par le mémoire, l'acte constitutionnel de l'an VIII se proposait de prévenir le trouble que des poursuites inconsidérées ou calculées pourraient apporter dans l'administration du pays ; à ce point de vue, il convenait de ne considérer comme des fonctionnaires que les agents du gouvernement, c'est-à-dire ceux qui, sous sa direction, ont le maniement des affaires publiques, ou qui concourent à leur règlement. Le rôle des fabriciens ne rentre évidemment pas dans ce cadre.

Les lois des 17 mars 1819 et 25 mars 1822 répondent à de tout autres préoccupations : elles ont pour objet de réprimer les outrages qui, adressés aux représentants de l'autorité, rejaillissent sur elle et pourraient la déconsidérer, s'ils restaient impunis ; la classe des officiers publics visés par ces deux lois s'élargit nécessairement, et le mot de *fonctionnaires* prend dans ses dispositions une acception beaucoup moins restreinte ; il s'appliquera non plus seulement aux agents du gouvernement chargés de pourvoir aux services publics, mais à tous ceux qui sont revêtus d'une portion de la puissance publique, et qu'à ce titre, il est nécessaire de faire respecter, parce qu'en fait, aux yeux de tous, ils se confondent avec le pouvoir dont ils émanent. Or, il est clair que les membres des conseils de fabriciens ne sont en aucun degré dépositaires de la puissance publique.

La loi du 29 juillet 1881 donnerait lieu à des observations analogues. La jurisprudence qu'on a rappelée est donc évidemment justifiée.

Mais si le législateur, dans un intérêt d'Etat, était tenu de veiller à ce que la gestion des affaires publiques ne fût pas indistinctement entravée, et s'il devait assurer une protection efficace aux agents du gouvernement, il ne lui était pas permis d'oublier que les pouvoirs dont ceux-ci se trouvaient investis étaient susceptibles de devenir entre leurs mains une source d'abus, de vexations

ou de fautes. Il a donc dû prévoir de leur part, soit des prévarications, soit des procédés arbitraires, soit des actes d'indiscipline, et pourvoir à leur répression.

Une série d'articles répartis dans divers chapitres du Code pénal attestent sa sollicitude à cet égard. Or, ces dispositions ont, au point de vue qui nous occupe, un caractère commun, c'est d'imprimer à l'expression du fonctionnaire une signification très différente de celle que nous avons relevée dans les lois de l'an VIII, de 1819 et 1822, et surtout beaucoup plus compréhensive, au point de n'admettre même que des limites fort indé-

Cette extension était commandée par le but même que poursuivait le législateur : il se proposait d'atteindre les concussionnismes commises au préjudice du Trésor, les exactions dont les particuliers auraient été victimes, les atteintes aux droits que la Constitution garantit aux citoyens, et les résistances qui pourraient être opposées aux injonctions du Gouvernement, il devait, par suite, sous peine de laisser son œuvre incomplète, viser tous ses agents, tous ses délégués, qui, à un degré quelconque de la hiérarchie, et à quelque titre que ce fut, avaient soit la manipulation des deniers dont ils étaient comptables, soit l'usage de pouvoirs dont ils seraient à même d'abuser. C'est ce qu'a fait le Code, et il les embrasse tous indistinctement dans l'intitulé des sections qu'il leur consacre, sous la dénomination commune et générique de « fonctionnaires publics » ; expression qui, en cette matière, s'applique aussi bien au plus humble préposé de l'administration qu'à ses dignitaires, aussi bien aux représentants, sauf les Ministres, les plus qualifiés de la puissance publique, qu'à ceux qui, comme nous allons le voir, n'en détiennent pas la moindre parcelle.

Pour s'en assurer, il suffit de se reporter aux articles 166 et suivants du Code pénal, et de rapprocher notamment la rubrique des paragraphes II, III, IV de la nomenclature des agents de toutes sortes énumérés par les articles qui s'y rattachent ; on constate que ces divers personnages, quels que soient la variété et les disparates qu'offrent la nature de leurs attributions, leur importance respective, l'indépendance de la prééminence des uns, contrastant avec la condition subalterne et effacée des autres, sont tous indifféremment compris dans la terminologie du Code, qui, sur ce point, se distingue des lois spéciales en employant la désignation générale de *fonctionnaires publics*.

Ainsi, pour prendre un exemple, un employé de préfecture, auquel assurément n'étaient applicables ni l'acte constitutionnel de l'an VIII, ni les lois de 1819 et 1822, qui ne serait point admis actuellement à poursuivre devant la Cour d'assises, en vertu de l'art. 31 de la dernière loi sur la presse, la réparation d'une diffamation, qui, en un mot, n'est personnellement dépositaire d'aucune portion de la puissance publique, n'en est

pas moins considéré comme un fonctionnaire public, au sens de l'art. 174 du Code pénal, et passible, à ce titre, des peines de la concussion (Cass., 28 mai 1842, *Bull.*, p. 204). La même solution a été adoptée au sujet d'un adjudicataire de travaux publics (Cass., 4 oct. 1856, *Bull.*, p. 526), d'un militaire employé comme secrétaire dans les bureaux d'un capitaine-major de son escadron (20 août 1857, *Bull.*, p. 479); des aides choisis sous sa responsabilité par un essayeur de la Monnaie de Paris (9 nov. 1843, *Bull.*, p. 454); et telle est la souplesse, la flexibilité de la notion exprimée par le mot de *fonctionnaire*, qu'il a pu être appliqué par la jurisprudence du conseil d'Etat aux ecclésiastiques dits succursalistes dans l'hypothèse de leurs rapports avec le fisc, et au point de vue de l'impôt auquel les assujettit l'occupation gratuite des locaux du presbytère. (Conseil d'Etat, 1^{er} nov. 1838.)

Il est inutile de poursuivre cette analyse; elle suffit pour établir que, dans la langue du Code et de la jurisprudence, le mot de *fonctionnaire* échappe à toute détermination précise, et qu'il ne se prêterait guère qu'à une définition négative embrassant tous ceux qui, même accidentellement, ont agi à un autre titre que celui de simple particulier. Nous voyons, en effet, dans les articles que j'ai cités, cette qualité attribuée à des personnages qui ne sont revêtus d'aucun caractère public; elle leur est appliquée par cela seul qu'ils remplissent un rôle, un mandat relatif à des intérêts placés sous la responsabilité du pouvoir, et qui, à ce titre, exigent chez ceux qui sont chargés d'y pourvoir l'attache gouvernementale. Cette formule est évidemment trop vague, trop indécise, pour fournir dans une question douteuse les éléments d'une solution; mais elle ne semble pas pouvoir être resserrée dans des termes plus étroits sans cesser de répondre à la variété des applications qu'elle comporte.

Aussi pour apprécier exactement la difficulté soulevée par le pourvoi, convient-il bien moins, à mon sens, de se demander, en thèse formelle, si les attributions des fabriciens et la spécialité des affaires, dont ils ont le gouvernement, permettent de leur reconnaître le titre de fonctionnaire, que d'aborder directement l'examen de l'art. 197 pour rechercher si leur persistance à conserver des fonctions dont un arrêté régulier les a dépouillés, ne réalise pas précisément à la fois l'échec à l'autorité souveraine de l'Etat, et l'atteinte à des intérêts dont il a la garde, que le législateur a voulu réprimer par cette disposition. Au cas de l'affirmative, ce n'est pas le mot de *fonctionnaire*, terme dont l'élasticité nous est maintenant familière, qui pourra devenir un obstacle sérieux à son application.

Il semble tout d'abord difficile de comprendre que la loi ait pu laisser impuni l'acte commis par les demandeurs. Quel que soit le rôle réservé aux fabriciens dans l'administration des fonds destinés à l'entretien des églises et aux besoins du

culte, il est certain que le législateur a considéré que les soins qui leur incombaient se liaient à des besoins moraux trop élevés et trop pressants pour que l'Etat pût s'en désintéresser; aussi a-t-il voulu que le gouvernement concourût au recrutement du conseil par la nomination d'une partie de ses membres, et l'a-t-il armé du droit de les révoquer tous sans distinction d'origine, s'il les jugeait infidèles à leur mandat ou incapables de le remplir.

Eh bien, comment admettre qu'ils puissent braver impunément la décision de l'autorité supérieure, qui, en les destituant, a fait usage d'une prérogative indiscutée et se perpétuer dans des fonctions qu'un pouvoir qualifié, pour surveiller leur gestion, et, le cas échéant, pour y mettre un terme, leur a interdit d'exercer. Comment admettre que leur résistance, qui constitue à la fois une usurpation, puisqu'ils n'ont plus qualité pour siéger, et, en forçant un peu le sens du mot, un acte de rébellion, puisqu'ils siègent au mépris de la mesure qui les a destitués, demeure à l'abri de toute sanction pénale?

On objecte que les attributions du conseil de fabrique, définies par le décret du 30 décembre 1809, se rapportent exclusivement aux intérêts privés de l'église et aux mesures que réclament les besoins spirituels de la paroisse.

Cette considération, fût-elle fondée, ne me paraîtrait pas concluante dans le débat actuel. Elle autoriserait peut-être, en effet, à condamner l'ingérence du Gouvernement dans la constitution des conseils de fabriques, et à considérer comme vexatoire le contrôle qu'il exerce sur leur gestion: soit; mais ne faut-il pas, en tout cas, reconnaître que la loi, en les plaçant, à tort ou à raison, sous la surveillance et sous l'autorité de l'Etat, leur a, par cela seul, rendu l'article 197 applicable, puisque cette disposition a précisément pour objet de ne pas laisser le pouvoir désarmé en face de résistances que peut rencontrer son droit de révocation.

Mais, d'ailleurs, en fait, est-il vrai que les affaires réglées par le conseil de fabrique et les ressources qu'il administre soient d'un ordre purement privé? Ce point est très discutable. Quelles que soient les limites que la loi du 5 avril 1884 ait assignées à la participation des municipalités aux frais qu'entraîne le service du culte, on ne peut contester que, relativement aux églises qui appartiennent à la commune, les réparations qu'elles exigent incombent, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, au budget municipal; or, dans certains cas, ce sont les conseils de fabrique qui sont chargés de la direction des travaux, et par suite de la gestion des fonds communaux; il n'est donc pas exact, comme le soutiennent les demandeurs, que les deniers dont la fabrique a la manipulation offrent toujours, par leur origine et leur destination, un caractère purement privé. J'ajoute que si la loi de 1884 a limité le concours obligatoire de la municipalité sous le rapport des dépenses du culte, celle-ci reste maîtresse d'accor-

der spontanément des subsides à l'église. Il est donc vrai de dire que, normalement, pour certains besoins, et accidentellement pour d'autres, les capitaux dont dispose la fabrique sont deniers communaux, c'est-à-dire des deniers votés en vue de pourvoir à un service d'ordre public. L'intervention du pouvoir central, avec les moyens de coercition qu'elle comporte, était, par suite, en cette matière, naturelle et nécessaire.

Ainsi, même en nous plaçant au point de vue spécial, et, suivant nous, beaucoup trop étroit qui domine l'argumentation des demandeurs, nous saisissons ici le fil, si léger, si ténu qu'on le voudra, mais très réel, qui rattache les membres du conseil de fabrique à la classe des fonctionnaires proprement dits.

Un jurisconsulte dont l'autorité, en matière de droit ecclésiastique, est incontestable, M. Gaudry est arrivé à la même conclusion par une voie un peu différente, en critiquant une décision du conseil d'Etat, qui aurait eu pour conséquence de soumettre les membres du conseil de fabrique à l'autorité arbitraire du Préfet, il dit très nettement : « Les membres d'une fabrique sont des *fonctionnaires* institués par la loi. » (*Traité sur la législation des cultes*, t. III, p. 248.)

Le texte de l'art. 197 paraît donc s'accorder avec son esprit pour justifier l'application qui en a été faite aux demandeurs. Vous apprécierez si cette interprétation doit être consacrée.

Mais n'êtes-vous pas liés par un précédent ? N'avez-vous pas rendu, dans une affaire où se trouvaient engagés les mêmes principes que dans celle-ci, un arrêt dont la doctrine condamne la solution qui vous est déférée ?

Le pourvoi le soutient, et c'est son dernier argument. Il rappelle que, le 27 février de l'année dernière, vous avez annulé un arrêt de la Cour de Toulouse, qui avait qualifié de « fonctionnaires » les membres de la commission administrative d'un hospice : et le mémoire fait remarquer que le rôle qu'ils remplissent, le mode de leur nomination, la révocation dont ils sont passibles, tout révèle entre les commissions hospitalières et les conseils de fabriques la plus étroite analogie ; vous ne pourriez donc, dit-on, sans désavouer votre jurisprudence, attribuer aux fabriciens un titre que tout récemment vous avez refusé aux membres de la commission d'un hospice.

Je ne conteste, en aucune manière, les affinités très réelles qu'on signale entre les conditions juridiques des personnes qui président à l'administration, soit des hospices, soit des paroisses, et je suis très disposé à penser que si un fabricant, diffamé à raison de sa gestion, saisisait de ses griefs la juridiction correctionnelle, vous vous montreriez fidèles à la jurisprudence qu'on vous rappelle ; vous approuveriez certainement la voie qu'il a suivie et vous décideriez que la Cour d'assises n'aurait pas eu qualité pour statuer, parce que la mission que remplit le plaignant ne le constitue à aucun degré dépositaire d'une portion

de la puissance publique. Mais qu'en peut-on conclure au point de vue qui nous occupe, puisque nous savons que, pour tomber sous l'application des articles 166 et suivants du Code pénal, il n'est pas nécessaire d'être revêtu d'un caractère public ? et si j'ai réussi à mettre dans son jour la nature toute relative, contingente, subjective, de la qualité de fonctionnaire, laquelle, dans la même personne, apparaît ou s'évanouit suivant l'aspect sous lequel on l'envisage, on ne saurait s'étonner que le fabricant, qui, au regard des tiers, n'est pas un fonctionnaire, puisqu'il n'est investi, vis-à-vis d'eux, d'aucune autorité, doive être au contraire considéré comme tel dans ses rapports avec le Gouvernement dont il tient son mandat, ou qui en tout cas est toujours maître de le lui enlever.

Ainsi il y a lieu de reconnaître, d'une part, que les membres de commissions hospitalières, comme ceux des conseils de fabriques, ne sont ni les uns ni les autres visés par l'article 31 de la loi sur la presse, et que, de l'autre, ils sont indistinctement passibles des peines de l'article 197. Votre jurisprudence est donc en parfaite harmonie avec la doctrine combattue par le pouvoir, et vous n'avez à craindre, en le consacrant, ni de paraître désavouer votre passé, ni de vous préparer des embarras pour l'avenir.

La Cour de cassation, adoptant ces conclusions, a statué en ces termes :

La Cour, etc. ;

Sur le moyen unique pris de la fausse application de l'article 197 du Code pénal ;

Attendu, en fait, qu'il résulte du jugement rendu le 13 février 1886, par le tribunal correctionnel de la Seine, et dont l'arrêt attaqué s'est approprié les motifs, que les demandeurs, membres du conseil de fabrique de la paroisse de Joinville-le-Pont, révoqués par un arrêté régulier, ont continué d'exercer leurs fonctions, bien que cette mesure ait été portée à leur connaissance ;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1^{er} du décret du 30 décembre 1809, les conseils de fabriques ont pour mission de veiller à l'entretien des temples, de gérer les fonds affectés à l'exercice du culte, ainsi que d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité ;

Attendu que ces conseils peuvent être révoqués par arrêté du Ministre des cultes ; que sans doute leurs membres ne sont dépositaires d'aucune portion de l'autorité publique ; mais que cette circonstance, au point de vue de la disposition susvisée, est indifférente et ne saurait les soustraire à son application ;

Attendu que l'article 197 du Code pénal confond en effet, dans la désignation générale de fonctionnaire, tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, ont été investis d'un mandat dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public, et qu'à ce titre sont soumis à l'autorité du gouvernement ;

Attendu que cette disposition a pour effet d'assurer une sanction aux mesures prises par le

pouvoir central, de réprimer les résistances qui mettraient son autorité en échec, et d'atteindre spécialement ceux qui, au mépris d'un arrêté de révocation légalement pris et régulièrement notifié continueraient à exercer des fonctions dont ils auraient été dépouillés; que, par suite, les faits souverainement constatés à la charge des demandeurs par l'arrêt entrepris, donnent ouverture à l'application de l'article précité, et justifient, avec la qualification qu'ils ont reçue, la peine qui a été prononcée;

Par ces motifs;

Rejette, etc.



COURRIER DE L'UTILE

UN REMÈDE A TOUTES LES MALADIES DE LA VIGNE ET DES CÉRÉALES.

Octobre est le mois des vendanges et des cuvées. Donc, en octobre, tout ce qui touche à la vigne est question actuelle.

Cela posé, voici la note que je lis aujourd'hui dans les différents journaux qui me sont remis :

« La situation de la vigne en France vient de provoquer la réunion d'un congrès national viticole qui s'ouvrira à Mâcon, le 20 octobre, et durera trois jours. Plus de cinq cents viticulteurs prendront part aux travaux de cette assemblée, et à l'exposition qui sera jointe au congrès.

« Les discussions qui auront lieu, comme les résolutions qui seront prises, peuvent avoir une influence considérable sur l'industrie viticole et sur la protection et la reconstitution des vignobles français ».

On verra et on entendra, peut-être, à ce congrès, des *ministres* et des *savants* : ni ceux-là ni ceux-ci n'arriveront à indiquer la seule recette sûre pour « protéger et reconstituer les vignobles français ». Cette recette, pourtant existe, a fait ses preuves, est des plus faciles et ne coûte rien : la voici, avec la manière de s'en servir, extraite du *Propriétaire Chrétien*, publication modeste composée d'un numéro de quatre pages paraissant quatre fois par an.

Vous n'êtes pas vigneron, mes chers confrères, mais beaucoup parmi vous sont curés de vignes ; lisez donc ceci à vos paroissiens, c'est un *Courrier de l'utile*, à leur adresse, et dont, s'ils n'ont pas, ce que je leur souhaite, plus de respect humain que d'esprit, tous se trouveront bien ; la recette, dites-le leur bien aussi, indique le vrai remède non seulement au phylloxéra, mais aux autres maladies de la vigne, voire à toutes maladies quelconques des céréales ou fléaux divers qui atteignent l'agriculture.

« A la fin de 1881 donc », raconte le *Propriétaire Chrétien*, « un vignoble absolument phylloxéré fut acheté par nos amis. Depuis sept ans déjà les vignes étaient détruites sur ce domaine, et le précédent propriétaire ne faisait même plus

travailler les terres, sur lesquelles les chardons et les ronces recouvraient les ceps de vigne desséchés.

« Pendant l'hiver de 1881-1882, après avoir arraché les vignes mortes, cette famille fit bénir sa propriété par un révérend père dominicain en présence des ses paysans, et éleva au centre du vignoble, sur un piédestal de pierre, une grande statue du Sacré-Cœur de Jésus. Cette statue fut bénite solennellement en présence des vigneron. Le bon Maître a promis, en effet, d'étendre sa protection sur les maisons où son image serait exposée, et honorée : il s'est engagé à bénir les entreprises temporelles de ceux qui se mettraient sous son patronage.

« Cette famille le savait, et déjà, dans les circonstances critiques, elle avait senti les effets de cette protection divine providentiellement intervenue en sa faveur.

« Le travail du dimanche fut rigoureusement proscrit. Pas un labour ne fut jamais donné ce jour-là ; pas un coup de bêche dans les champs, pas un coup de rateau dans les allées. Les ouvriers de la propriété furent prévenus que le blasphème serait une cause de renvoi immédiat, et ces précautions prises contre le mal, le travail de replantation de la propriété fut entrepris. Une moitié du vignoble fut reconstituée en janvier 1883. La seconde partie laissée en prairie fut replantée seulement en avril-mai 1884. Les vignes fortifiées par la bénédiction du prêtre, poussèrent magnifiquement ; dès la première année, choses inouïes, des raisins se montrèrent sur les jeunes plans et permirent une légère récolte.

« Il est bon d'expliquer qu'un tiers de la propriété est planté en vignes américaines directes, un tiers en cépages français greffés sur racines américaines, et un tiers en cépages français ordinaires. Les trois modes de plantations ont donc été employés et ont également réussi. Les soins donnés à la propriété ont été les soins ordinaires autrefois consacrés à la vigne, c'est-à-dire une fumure en plantant, trois labours ordinaires et deux soufres par an. Il n'a été faite aucune application de sulfure de carbone, de sulfo carbonate de potasse ou autre drogue contre le phylloxéra. Il ne pouvait non plus être question de submersion, la propriété étant située sur un coteau à 71 mètres au-dessus du niveau des eaux. L'expérience est donc concluante.

« En 1886, deux ans après la plantation, les vignes avaient un aspect tellement admirable que, de tous côtés, la propriété était citée comme étant absolument reconstituée. »

Sur quoi l'*Univers* fait ces très-justes réflexions :

« Nos aïeux aimaient à faire des processions pour la préservation des récoltes, pour la destruction des insectes nuisibles. Nos savants citent quelquefois ces exemples de crédulité et de superstition avec des paroles de supériorité condescendante et de majestueuse pitié pour la faiblesse humaine. Cependant, même aujourd'hui, bien des braves

gens, qui ne sont pas si bêtes que les accadémiens et qui en savent plus long en cette affaire, peuvent témoigner de traditions encore vivaces et de faits certains. On peut en relever un peut partout dans nos campagnes. Il n'est pas rare de trouver des témoins oculaires, bien que ces efficaces et pieuses coutumes soient malheureusement négligées presque partout.

« Nous sommes aujourd'hui témoins des prophéties de la Salette; accomplies sous nos yeux malgré les efforts de la science. Nos savants qui le voient comme tout le monde peuvent, s'ils veulent, se donner le ridicule de contester au bon Dieu le pouvoir qu'ils n'ont pas eux-mêmes. Mais il ne dépend pas d'eux d'obscurcir cette évidence, à savoir que si les maux prédits ne sont que trop certains, les remèdes de prière, de réparation et de pénitence, annoncés et prédits en même temps par la sainte Vierge, peuvent bien être certains aussi et au même degré. »

LES BOUQUETS SOUS L'EAU.

L'hiver qui menace d'être, cette année, précoce et dur — dès le 10 octobre non seulement les Vosges, mais Montmorency, le doux pays des belles cerises précoces, étaient couverts de neige — l'hiver va cueillir les dernières fleurs et les dernières verdure de nos jardins. Voulez-vous une recette pour garder vos fleurs d'automne quelques semaines de plus, au moins dans votre appartement ou dans votre église. Voici alors la très curieuse expérience que raconte la *Revue d'horticulture Belge*, et que vous pourrez essayer et facilement réussir :

« On vient de faire aux Indes une charmante découverte : les fleurs coupées peuvent résister deux à trois semaines sous l'eau sans subir d'altération. La jacinthe cultivée en carafon double, dans lequel on place deux oignons en sens inverse dont l'inférieur développe sa hampe dans l'eau, nous avait cet exemple, mais on en était resté là en Europe.

« *The Indian Gardener (Le jardinier Indien)* a indiqué les moyens d'appliquer ce principe aux bouquets.

« Il suffit de confectionner des bouquets très légers, bien dégagés.

« Ces bouquets se composeront de fleurs et de feuillages auxquels on n'ajoutera aucun corps étranger, mousse ou autre remplissage, qui pourrait ternir la limpidité et la transparence de l'eau destinée à servir de milieu ambiant au bouquet; tous les matériaux employés d'ailleurs doivent être bien propres, bien rincés au préalable. Le bouquet étant prêt, il reste à faire les manipulations suivantes :

« On remplit d'eau bien claire un baquet ou un vase quelconque, assez grand pour pouvoir y submerger une soucoupe, assiette ou plateau, le bouquet et une cloche ou un bocal assez grand pour contenir ce dernier sans encombre.

« On laisse descendre la soucoupe au fond de

l'eau, puis on y pose le bouquet qui reste submergé sans se déranger de sa place, parce qu'à la base il a été attaché à un corps lourd, suffisant pour le maintenir; grâce à ce lest, il se maintient au centre de la soucoupe.

« On introduit ensuite la cloche en verre sous l'eau, on la laisse se remplir au point d'en chasser la moindre bulle d'air, absolument comme s'il s'agissait de recueillir un gaz dans une expérience chimique.

« La cloche remplie d'eau est placée au dessus du bouquet, qui se trouve emprisonné; on soulève le tout hors de l'eau. La soucoupe est proprement essuyée et placée sur un meuble, — le tour est joué. Il va de soi que l'eau qui est sur la soucoupe à l'extérieur de la cloche doit y être conservée en assez grande quantité pour que l'air ne puisse pénétrer dans la cloche.

« Pour ma première expérience, dit M. Fréd. Burvenich, j'ai confectionné un petit bouquet composé de quelques fleurs de Rose de Noël vertes et blanches, de Muguet et d'une petite branche fleurie d'Oranger de Chine. Comme verdure, j'ai choisi un petit rameau de Houx et quelques brindilles de buis doré du Japon, munies de leur jolie feuillage panaché.

« Je serais plus dans le vrai, si je disais que j'en ai fait un paquet avec le talent médiocre que j'ai pu déployer, aidé cependant de beaucoup de patience, de bonne volonté et de l'enthousiasme que provoque la nouveauté d'une découverte si minime qu'elle soit. Mon soi-disant bouquet produit néanmoins un effet curieux et ravissant; toutes les parties paraissent avoir une consistance de cire ou de fine porcelaine et la métamorphose, qu'un effet d'optique semble faire subir aux différentes parties du bouquet, ajoute à la singularité du coup d'œil.

« La respiration des feuilles produit sous l'eau une myriade de petites bulles de gaz, qui vient nient, comme les perles de la rosée, s'attacher au bouquet. Le soir, à la lumière, l'effet est vraiment splendide. »

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 19 octobris 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DES SAINTES RELIQUES :

LEUR CULTE

Sit memoria illorum in benedictione et ossa eorum pullulent de loco suo.

(Eccles., XLVI, 14.)

Il ne suffisait pas à l'Église catholique d'avoir consacré un jour spécial à la mémoire de tous les Saints, ni même d'avoir institué une Octave solennelle pour célébrer dignement leurs vertus et leurs triomphes. Non contente de déchirer les voiles du monde visible pour nous faire contempler au séjour de la gloire les âmes des Bienheureux, elle nous ramène dans les limites des temps et de l'espace, et après nous avoir montré ce qu'ils sont devenus dans le ciel, elle recueille avec soin ce qui reste d'eux sur la terre. Or, qu'est-ce qui nous reste ici-bas de ces grands serviteurs de Dieu, de ces frères aînés de la famille chrétienne ? Il nous reste sans doute et avant tout le souvenir de leurs belles actions, la bonne odeur de leurs vertus, le parfum de leur vie, toutes ces choses qui à côté de l'auréole de leur gloire éternelle, composent l'auréole de leur gloire temporelle. Mais outre ce précieux héritage de lumière et de doctrine, en dehors de ces reliques spirituelles, qui se conservent d'âge en âge, dans la mémoire des hommes, il nous reste quelque chose de visible, de palpable qui, à ton tour, survit à la mort, échappe aux ravages du temps. Ce ne sont à la vérité que des ossements, de la poussière, de la cendre si vous le voulez, mais ces ossements sont saints, mais cette poussière est féconde, mais cette cendre est bénie. L'Église donc, cette divine dépositaire de tout ce qui est grand, de tout ce qui est saint, recueille pieusement les reliques de l'élite de ses fils, et elle dit à tous les siècles : Voici les restes de ceux qui ont combattu, qui ont vaincu, qui triomphent ; ces restes honorez-les, vénérez-les, car ce sont des restes précieux : *Sit memoria illorum in benedictione et ossa eorum pullulent de loco suo.*

Mais que n'a-t-on pas dit et que ne dit-on pas du culte rendu à ces glorieuses reliques ? C'est un culte absurde, nouveau, impie, ridicule, ou tout au moins inutile. Or je voudrais, aujourd'hui, venger le culte des saintes reliques de toutes ces accusations, en vous montrant qu'il n'en est pas de plus naturel, de plus ancien, de plus auguste, et de plus avantageux.

I

Rien de plus naturel que le culte des Reliques. Qu'est-ce que l'homme en effet ? Une âme incorporée, incarnée ; or, par suite de l'union intime de l'âme et du corps qu'arrive-t-il ? C'est que la noblesse de l'âme se transmet au corps ; c'est que le corps est rendu participant de la dignité de l'âme, de même que l'âme, par

son union avec Dieu, devient participante de la dignité divine. Par suite de la participation du corps à la dignité de l'âme, qu'arrive-t-il encore ? C'est que dans les honneurs que nous rendons à nos semblables, nous ne pouvons séparer le corps de l'âme, ni l'âme du corps, pour les vénérer à part, parce que ces deux éléments tombent sous le domaine de la personne à laquelle se rapportent nos vénération et nos respects. Le culte des reliques en tant qu'elles ont fait partie du corps des saints découle donc naturellement du culte légitime que nous rendons aux Saints. En outre, le culte que nous rendons à la personne s'étend non seulement jusqu'au corps qui lui est uni hypostatiquement, mais encore à tous les objets qui, d'une manière ou d'une autre, ont appartenu à la personne, et par droit de propriété ont été en quelque sorte marqués de son sceau. C'est ainsi que l'on regarderait comme un outrage à la mémoire des morts, le mépris de ce qui leur a appartenu. C'est ainsi que l'on tient plus à la maison et au champ de ses pères qu'à toute autre maison ou qu'à tout autre champ, et cela précisément à cause de l'amour que l'on a pour ses pères. Ainsi donc encore, le culte des reliques en tant qu'elles sont des objets ayant appartenu aux saints, découle, comme de lui-même, du culte que nous avons pour la personne des saints et correspond à une loi générale, à un besoin intime du cœur, à un vœu sacré de l'âme. L'homme en effet, tient avec un attachement profond à tout ce qui lui rappelle la mémoire des êtres chéris qu'il a perdus ou qui vivent loin de lui. Il tient à posséder leur portrait, à posséder des cheveux, un livre, un objet qui leur ont appartenu. Voilà la nature telle qu'elle se révèle, telle qu'on peut sans cesse la prendre sur le fait. Pourquoi, dès lors, ne serait-il pas permis d'honorer les restes des Saints, nos amis et nos frères dans la foi ? L'interdire, serait vouloir faire violence à la nature, la refouler en elle-même dans ses élans les moins calculés et, par là même, les plus primitifs, les plus vrais, les plus divins. Personne ne trouve mauvais que l'enfant honore les restes de ses parents, l'ami les restes de son ami, la patrie les restes de ses héros et de ses bienfaiteurs ; de quel droit interdire à l'Église de vénérer les restes de ses Saints ? Quand la patrie entoure de respect les restes de ses grands hommes, elle honore dans ces restes des choses grandes et belles, mais toujours des choses humaines, rien qui dépasse l'homme, le savoir humain, le génie humain, le pouvoir humain. Voilà pourquoi ce respect ne s'élève pas, ne peut pas s'élever à la hauteur d'un culte. Mais ce que l'Église honore dans les reliques de ses Saints, ce sont des œuvres divines, les œuvres de la foi, des œuvres auxquelles la grâce divine a prêté un caractère de sainteté, de divinité. Ce caractère surnaturel survit aux œuvres des Saints, se transmet à leurs reliques, s'y grave, s'y im-

prime. De là vient qu'il s'attache à nos reliques un culte religieux, que, suivant l'expression de l'Écriture, ces ossements bénis germent au sein de la mort, que le miracle s'échappe par intervalles de cette poussière féconde, qu'au contact de ces restes d'un corps sanctifié par la grâce, parfois les forces du malade se raniment, ses infirmités disparaissent, la paix et le calme renaissent dans l'âme du coupable. *Sit memoria illorum in benedictione et ossa eorum pullulent de loco suo.*

II

Rien de plus naturel, aussi rien de plus ancien que le culte des Reliques. Nous le retrouvons et dans l'Ancien-Testament et dans le christianisme primitif. Les Juifs conservent avec soin la verge d'Aaron et l'épée de Goliath; ils emportent dans la terre promise les restes du patriarche Joseph, parce qu'il avait été l'un des soutiens de son peuple, et par là même en signe de reconnaissance et d'amour. Dès les premiers siècles de l'Église, nos pères dans la foi s'estimaient heureux de pouvoir dérober à la fureur des païens les corps des confesseurs et des martyrs. L'empereur Julien avoue qu'avant la mort de saint Jean, on se rendait déjà aux tombeaux de saint Pierre et de saint Paul, pour honorer leurs dépouilles mortelles. Au deuxième siècle de l'ère chrétienne, les reliques de saint Ignace et de saint Polycarpe se conservaient avec soin au milieu des fidèles de Smyrne et d'Antioche qui les tenaient renfermées dans des chasses comme des trésors inestimables. Quand les os du premier de ces généreux martyrs furent portés sur les épaules de ses compagnons, de Rome à Antioche, au témoignage de saint Jean Chrysostome, les chrétiens des villes où ils passaient, sortaient au devant d'eux et conduisaient en triomphe les restes de ce grand homme. Plus tard, lorsque la persécution obligea les chrétiens à se réfugier dans les catacombes, les reliques des martyrs y descendirent avec eux. C'est en présence de ces sublimes témoins de la foi naissante, c'est sur les tombeaux qui recouvraient leurs ossements qu'on célébrait les saints mystères. Rien n'égailait le respect des fidèles pour ces ossements bénis : on les baisait avec transport, on les couronnait de fleurs, on les environnait de cierges allumés : c'était à leurs yeux un dépôt sacré, une égide invincible, un gage assuré de la protection divine. Et pourquoi des transports si vifs, si ardents autour de quelques ossements arides? Écoutez saint Ambroise : « J'honore dans la chair des martyrs les plaies dont elle a été couverte pour le nom du Seigneur; j'honore leur cendre consacrée par leur profession de foi en Jésus-Christ; j'honore dans leurs restes les germes de l'éternité; j'honore un corps qui m'apprend à aimer Dieu et à ne pas craindre la mort pour lui. » *Sit memoria illorum in benedictione et ossa eorum pullulent de loco suo.*

III

Mais, disent les détracteurs des saintes reliques,

leur culte n'est-il pas une vaine observance? Non, le culte des reliques n'est pas une superstition. A la vérité, on fait fumer l'encens devant elles, on les entoure de flambeaux allumés, on les expose avec solennité à la vénération des peuples, on les porte processionnellement dans les rues et les places publiques, on entreprend en leur honneur de lointains pèlerinages, on leur apporte avec ses vœux et ses supplications, de pieuses offrandes pour les sanctuaires où elles reposent. Mais qu'y a-t-il dans tout cela qui soit digne de blâme? Le culte intérieur appelle le culte extérieur comme la pensée appelle l'expression, et le culte extérieur ne peut exister sans l'emploi de cérémonies quelconques. Si celles-là ont été choisies de préférence, c'est qu'elles ont paru les plus convenables pour exprimer notre vénération envers les saintes reliques. Indifférents en eux-mêmes, ces rites n'ont de portée et de signification que selon l'intention de ceux qui les emploient. Quoi, parce que la superstition a profané quelques unes de ces observances, devons-nous craindre de les faire servir à l'honneur du vrai Dieu, qui veut être admiré et glorifié dans ses Saints? Il faudra donc interdire à cette mère désolée la consolation de jeter quelques fleurs sur la tombe d'une fille chérie, parce que les païens offraient aussi des fleurs à leurs dieux? Il faudra donc retrancher tout le culte public, les temples, les fêtes, les chants sacrés, les assemblées religieuses, les prières communes, car les païens ont fait et font encore de toutes ces choses un abus sacrilège? Le culte des saintes reliques est donc à l'abri de tout reproche fondé de superstition. Sans doute des abus se sont glissés souvent dans les honneurs rendus aux saintes reliques. Mais de quoi n'abuse-t-on pas : et l'on abuse surtout des meilleures choses. Mais l'Église prévient ces abus par ses enseignements et les réprime par ses censures. Tout en condamnant ceux qui osent affirmer qu'aucun honneur n'est dû aux reliques des saints, que c'est en vain que les fidèles les vénèrent, en vain que leur mémoire est invoquée dans la confiance d'en obtenir des secours, l'Église ordonne que toute fraude, toute superstition soit écartée avec soin de ces pratiques saintes. Elle défend d'admettre et d'exposer aucune nouvelle relique qui n'ait été reconnue et vérifiée par l'évêque. Elle recommande aux premiers pasteurs de veiller religieusement à l'observation de ses ordonnances relatives à ce sujet, d'éclairer la religion des peuples sur la nature du culte décerné par l'Église tant aux reliques qu'aux images des Saints.

IV

Mais que dire des froides plaisanteries des adeptes d'une philosophie sans cœur et sans conscience? « A les entendre, le respect que nous professons, nous catholiques, pour les cendres des Saints, les devoirs pieux que nous aimons à leur rendre ne sont que des momeries, ridicules observances, pitoyable anachronisme dans

un siècle éclairé; et, chose étonnante, ceux d'entre eux qui croient devoir assaisonner, de quelque semblant de raison et de sérieux, des railleries usées, ne veulent voir dans un culte qui a pour objet de glorifier les triomphes de l'esprit sur la force brutale, et qui est lui-même l'expression la plus haute de la foi à la résurrection et à la vie, qu'un *grossier sensualisme*. Eh! que nous veulent-ils, ces censeurs chagrins ou moqueurs de nos rites sacrés, de nos pratiques légitimes? Quel argument peuvent-ils nous opposer que nous ne puissions avec plus d'avantage rétorquer contre eux-mêmes? Le philosophisme n'a-t-il pas aussi son culte et ses reliques, et Dieu, pour humilier les esprits superbes, n'a-t-il pas permis que la superstition la plus insensée et la plus abjecte vint remplacer en eux les idées saines, les notions religieuses qu'ils ont abjurées? Et sans évoquer ici des souvenirs trop amers, sans rappeler ces saints nouveaux, produits monstrueux de leur fausse sagesse et déifiés par elle, ces dieux de sang, ces idoles de volupté qu'elle substituait à nos saints vénérables, dépossédés de leurs autels et même de leurs tombeaux, la *raison pure* n'a-t-elle pas étalé les scènes d'un culte digne d'une universelle risée! Tel qui souriait de pitié à la vue d'un pieux fidèle qui venait honorer les reliques d'un apôtre ou d'un martyr, se prosternait avec respect devant la tombe d'un sceptique, meurtrier de lui-même. N'a-t-on pas vu naguère, lorsqu'on ne croyait plus à rien, des flots de pèlerins croire aux cendres de Jean-Jacques, se presser au pied de son mausolée avec toute la solennité et toute la ferveur que l'on met à accomplir un vœu, des dévots de Voltaire se disputer quelques lambeaux de sa défroque et acheter au poids de l'or les plus vils meubles de sa maison? Et aujourd'hui même nos *esprits forts* se montrent-ils plus sages? Vit-on jamais le culte des grands hommes, ou prétendu tels, affecter un caractère plus prononcé d'apothéose ou d'adoration? Force est donc aux plus hardis penseurs de croire et d'adorer quelque chose. Depuis qu'ils ne savent plus s'abaisser devant Dieu, les voyez-vous, ces fiers génies, à genoux devant les hommes? Et quels hommes, je vous prie, et quelle moralité peut-on tirer de leur vie pour le perfectionnement de l'humanité? Les uns ont corrompu les générations par le venin de leurs écrits, les autres ont fait couler des rivières de sang et de larmes. N'importe. Il faut des monuments dont le front touche les cieux pour couvrir la cendre de ces héros, fléaux des nations? Honte et dérision sacrilège! Il faut des temples pour recevoir la dépouille de ces sages, corrupteurs de la morale, contempteurs de la religion, détracteurs des institutions de la patrie, dépouille immonde que Rome païenne aurait traînée aux gémonies, aux jours de sa vertu et de sa gloire, alors que l'incorruptible Caton refoulait hors des limites de la République cette écume de sophistes que la Grèce frondeuse et sceptique vomissait sur les rivages de l'Italie!

Et maintenant, philosophes, n'aurez-vous pas enfin pour la pieuse simplicité de nos croyances et de nos pratiques, un peu d'indulgence? Nous direz-vous si, culte pour culte, le culte de la vertu ne vaut pas bien celui des passions; et reliques pour reliques, si les cendres d'un martyr de la vérité ne méritent pas autant d'honneur que celles d'un mécréant qui a passé sa vie à blasphémer contre elle; et, anachronisme pour anachronisme, s'il n'est pas plus raisonnable de croire, avec le quatorzième siècle et avec tous les siècles, que de chercher à ressusciter le siècle impie dont le monde entier a salué par un long cri de joie les trop tardives funérailles? Et vous aussi, hommes de la science, qui consacrez tant de veilles et dépensez tant de sueurs à enrichir vos collections de phénomènes, à classer dans leur ordre vos minéraux, vos insectes, vos fossiles, et qui traitez ces détails comme choses sacrées, nous permettez-vous d'attacher quelque prix à la possession des ossements de nos saints, et ne pourrions-nous pas, sans trop exciter votre humeur ou provoquer vos sarcasmes, entourer de notre amour et de nos respects ces objets vénérables? »

V

Enfin, dira-t-on, le culte des reliques est une observance inutile. Non, puisque c'est un culte qui nous rappelle le souvenir des âmes les plus pures qui aient édifiée la terre, un culte qui nous porte à les imiter. En effet quel éloquent langage s'échappe des cendres des saints! Quelles leçons et quels exemples elles nous prêchent! Voyez-vous ces chairs desséchées? L'abstinence et le jeûne, les austérités et les veilles les ont cent fois meurtries et affaiblies. Voyez-vous ces os brisés? un tyran barbare exerça sur eux toute sa fureur, Pieds sacrés, qui parcourûtes le monde, vous portiez partout le trésor de l'Évangile; qu'ils sont beaux ces pieds évangéliques qui annoncent la paix; mains respectables, mains sacrées tour à tour chargées de chaînes et de palmes, que d'aumônes vous avez répandues, que de plaies vous avez guéries, que d'infortunes vous avez soulagées? Combien de fois ces genoux durcis par la longueur de la prière ont-ils soutenu l'humiliante posture du respect! Front auguste vous n'avez pas rougi de l'Évangile, vous avez conservé précieusement l'onction sainte que vous avez reçue au baptême! Chastes yeux, dont la modestie dirigeait les regards, combien de fois la contrition vous a baignés de larmes! Bouche sainte qui si souvent chantiez la divine parole, vous vous taisez et vous êtes encore éloquente. Hérode tremble en voyant là tête de Saint Jean-Baptiste. C'est ainsi que les ossements des Saints prophétisent en quelque sorte après la mort et deviennent féconds, selon l'expression de l'Écriture : *ossa prophetabunt et post mortem pullabunt*. On peut dire des reliques ce que Tertullien disait du sang des martyrs : elles sont la semence des chrétiens. Le corps d'une vierge apprend aux

personnes de son sexe que la pureté fait leur plus bel apanage ; à travers la poussière qui les couvre, on démêle ces traits de pudeur, cet air de réserve qui tant de fois en imposèrent aux libertins. Le corps d'un saint pénitent découvre aux pécheurs la seule ressource qui lui reste dans le second baptême laborieux du repentir et de l'expiation. Les corps des martyrs encouragent les timides, affermissent les lâches qui chancellent dans la foi, car on ne peut voir sans émotion et sans désir d'amendement, les grilles qui les ont brûlés, les pierres qui les ont brisés, les chaînes qui les ont attachés, les fouets qui les ont déchirés. Le corps d'un apôtre anime le zèle apostolique qui va d'un pôle à l'autre arborer l'étendard de la croix : cette langue qui annonça tant de merveilles, ces mains qui répandirent tant de fois l'eau du baptême, ce cœur dont le zèle immense renfermait toutes les églises, font encore voler au delà des mers, des troupes d'hommes apostoliques, pour conserver, pour établir la foi dans des terres barbares. C'est ainsi que Dieu fait chanter ses louanges par des ossements insensibles. Les reliques parlent, agissent en quelque sorte et font encore des prosélytes. *Sit memoria illorum in benedictione et ossa eorum pullulent de loco suo*¹.

Et puis, c'est ma dernière pensée, le culte des saintes Reliques doit entretenir dans nos âmes l'espérance si douce, si consolante de notre propre immortalité ; car, c'est un article de notre foi qu'un jour nos corps ressusciteront. Je sais, disait Job, que mon Rédempteur est vivant et que dans ma chair je verrai mon Dieu. Oui viendra le jour où le Seigneur rétablira en entier son ouvrage. Nous ne succomberons un instant à la mort que pour renaître à une seconde vie plus glorieuse que la première. Après avoir déposé dans le tombeau tout ce qu'elle avait de grossier et de mortel, notre chair en sortira régénérée, spirituelle en quelque sorte, *surget corpus spirituale*, et Dieu transformera notre corps, tout vil et abject qu'il est, afin de le rendre conforme à son corps glorieux et triomphant. *Reformabit corpus humilitatis nostræ configuratum corpori claritatis suæ*. Adressons donc à Dieu, en terminant, cette belle prière que l'Eglise met sur nos lèvres, en cette fête des Saintes Reliques : « Augmentez en nous, Seigneur, la foi en la résurrection future, vous qui opérez des merveilles par les reliques de vos saints, et rendez-nous participants de cette gloire immortelle dont nous vénérons les gages dans leurs cendres sacrées. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans la prière, *Suscipe sancta Trinitas*, doit-on dire *in honorem Beatæ Mariæ* etc., ou bien *in ho-*

nore ? Les Missels que j'ai vus ne sont pas d'accord. Je pense qu'il faut dire *in honore*, parce qu'autrement on paraît offrir le sacrifice aux saints.

R. — Il faut dire *in honorem*, et non pas *in honore*, car tous les Missels récents et les plus soignés, comme ceux de Tours, Ratisbonne, Malines, Tournai et Turin portent *in honorem*.

Autrefois cet accord n'existait pas. Ainsi on lisait *in honorem* dans les Missels imprimés à Paris en 1623, 1654, 1685 et 1706 ; il en était de même dans un Missel imprimé à Orléans en 1696, dans un de Laon en 1762, dans un de Meaux en 1709.

Mais, d'autre part, on lisait *in honore* dans les Missels de Pie V, de Clément VIII, d'Urbain VIII ; de même dans des livres plus anciens, par exemple dans le *Livre sacerdotal* imprimé pour la première fois sous Léon X à Rome, dans le Sacramentaire de Trèves qui est du dixième siècle, dans les Missels d'Utrecht écrits vers l'an 900. Aussi le très érudit P. Lebrun tirait cette conclusion : « Il n'y a donc pas lieu de douter qu'il ne faille lire *in honore*. »

Il se trompait, puisque toutes les meilleures éditions portent *in honorem*.

On objecte que les mots *in honorem* porteraient à croire que le saint sacrifice est offert aux Saints. Nous connaissons cette vieille et misérable objection des hérétiques. Le saint Concile de Trente l'a clairement résolue dans sa session xxiii^e. On n'offre pas le sacrifice aux Saints, dit-il, mais à Dieu seul ; et il en donne la preuve, c'est que le prêtre ne dit pas : Pierre, ou Paul, je vous offre ce sacrifice, mais bien : ô Trinité sainte, recevez cette offrande que nous vous offrons : « *Suscipe, sancta Trinitas, hanc oblationem, quam tibi offerimus...* »

Il est vrai que l'on ajoute : *in honorem Beatæ Mariæ* etc. Mais offrir le sacrifice pour qu'il serve à l'honneur des Saints, ce n'est pas le leur offrir ; et, en outre, l'honneur qu'ils en retirent n'est pas l'honneur principal, mais un honneur secondaire : c'est à l'honneur de Dieu que le sacrifice de la messe tend premièrement et principalement.



VARIÉTÉS

De la dénonciation du Concordat¹

Que le radicalisme contemporain s'efforce de détruire en France la religion catholique, c'est un fait que personne ne peut révoquer en doute, à moins de nier l'évidence elle-même. Dans la coalition des haines implacables que nous voyons se manifester au jour, et qui se promettent un prompt succès, les attaques contre l'Eglise se produisent sous deux formes différentes. Parmi les assaillants, les uns veulent employer, dès mainte-

¹ Berseaux, Freppel, Giraud.

¹ Extrait de la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, 29^e vol., année 1887, page 9 et suivantes.

nant, les moyens les plus violents et les plus brutaux, mais ils ne sont encore qu'une minorité : les autres, et ils forment le plus grand nombre, adoptent une tactique plus prudente, et ils marchent au but en se couvrant d'un masque d'hypocrisie : c'est au nom de ce qu'ils appellent *les principes* qu'ils sont persécuteurs; la légalité, la leur bien entendu, est le grand moyen dont ils usent, et qui ne leur réussit que trop; l'appareil législatif fonctionne sous leur direction : la puissance gouvernementale est entre les mains de leurs séides; et ceux-ci, esclaves d'une secte à laquelle ils doivent la satisfaction de leur ambition, et l'assouvissement de leur cupidité, exécutent ses ordres avec une docilité aveugle, justifiant une fois de plus ce mot de Tacite : *Omnia serviliter pro dominatione*.

Faire la loi de manière à ce qu'elle serve à l'injustice, et torturer le droit au profit de l'iniquité, tel est le système suivi sans pudeur par les maîtres du jour. Pour tromper les masses, on dénature la signification des mots, on outrage le sens commun, on donne des entorses à la logique, on fausse l'esprit et on oblitère la conscience; et bientôt, en France, à force de sophismes et de mensonges, on ne distinguera plus le bien du mal, la vérité de l'erreur, le vice de la vertu.

C'est ainsi, par exemple, que l'arrêt que l'on veut mettre à l'expansion de la sève sacerdotale, s'appelle l'égalité devant l'impôt du sang; la suppression du budget des cultes n'est que la mise en application de la neutralité en matière religieuse, et la rupture avec le centre de la catholicité se nomme la dénonciation du Concordat.

C'est ce dernier point que je voudrais traiter en quelques pages, en appelant sur lui l'attention des publicistes et des jurisconsultes. Aussi bien, la question est de la plus haute gravité, et il ne faut pas se dissimuler qu'on en prépare activement la solution dans les régions gouvernementales et parlementaires. Un discours qu'a prononcé tout récemment à la tribune de la Chambre des députés, M. Goblet, alors président du conseil et ministre des cultes, est des plus significatifs et indique nettement qu'aux yeux du gouvernement, la séparation de l'Eglise et de l'Etat (on sait ce que ces mots signifient) n'est qu'une affaire de tactique et d'opportunité. Il est vrai que M. Goblet n'a plus de portefeuille entre les mains; mais la doctrine qu'il a professée n'est pas sortie du ministère avec lui, et les applaudissements qui en ont accueilli l'énoncé démontrent qu'elle est bien celle de la majorité de nos législateurs.

A la séance de la Chambre du 29 janvier dernier, un député, M. Pichon demanda la suppression absolue du budget des cultes. Mgr Freppel lui répondit et démontra, par des raisonnements irréfutables, et à l'aide des textes légaux les plus précis, que le budget des cultes était une dette de l'Etat, et qu'il devait être maintenu, alors même que le Concordat cesserait d'exister. — C'est là une thèse désormais inattaquable; l'argumen-

tation de Mgr Freppel défie toute critique; il serait superflu de revenir sur ce sujet, et de prouver une fois de plus que le vol oblige à une restitution.

M. Goblet combattit à son tour M. Pichon; non pas qu'il fût en désaccord avec lui au fond, car il veut atteindre le même but : seulement il veut y arriver par un autre chemin.

Pour M. Goblet, le « budget des cultes est la rémunération d'un service public. Quand le Concordat a rétabli les traitements, il les a rétablis comme une rémunération d'un service qu'il considérait comme un service public au premier chef, et Proudhon avait parfaitement raison (en voulant maintenir le budget des cultes), parce qu'il considérait le service du culte comme un service public à l'égal de celui des travaux publics; et il en résultait alors que tous les citoyens, qu'ils pratiquassent ou non le culte, étaient également obligés à le payer... Tant que, de par le Concordat, les cultes seront un service public, il n'est pas possible que ce service ne soit pas payé. »

Ainsi, pour M. Goblet, ce n'est pas parce que l'Etat s'est emparé violemment des biens de l'Eglise qu'il doit une indemnité pécuniaire au clergé; les promesses formelles qu'il a solennellement faites à cet égard ne le lient pas; ce qui a été bon à prendre est bon à garder! La morale pas plus que les lois ne gênent la conscience de M. Goblet. A ses yeux, l'obligation de maintenir le budget des cultes résulte uniquement d'une stipulation insérée dans le Concordat, et du caractère de service public que le Concordat a attribué au culte catholique.

Pourquoi M. Goblet veut-il que le culte catholique constitue un service public? Il n'est pas malaisé de le voir, et, du reste, il s'en est expliqué avec une entière franchise. Voici ses paroles : « Nous pouvons bien prévoir un jour, n'est-il pas vrai, où le service du culte ne sera plus considéré comme un service public, où les choses de la religion seront abandonnées purement et simplement à la conscience et à la liberté des opinions, à la liberté des personnes. Ce jour-là il ne s'agira plus d'un service public, et par conséquent le traitement ne sera pas dû. »

Pour les services publics ordinaires, l'Etat qui les a créés, peut les supprimer à sa volonté; cela va de soi.

Mais pour le culte catholique, c'est, dit M. Goblet, « de par le Concordat qu'il est un service public; donc tant que le Concordat subsistera, il ne nous appartient pas de supprimer ce budget; mais si le Concordat disparaissait demain, s'il était dénoncé, non, je ne crois pas que les traitements du clergé seraient encore dus. »

Ainsi, la chose est bien simple.

Le culte est-il un service public? L'Etat le paiera.

Le culte cesse-t-il d'être un service public? L'Etat ne lui devra plus rien.

Et pour lui enlever ce caractère que le Concor-

dat lui a donné, il suffira de *dénoncer le Concordat*, ce qui aura lieu, dès que la propagande en faveur de cette dénonciation aura suffisamment réussi.

Telle est la thèse présentée à la tribune par celui qui représentait alors le gouvernement, et il faut que les notions les plus simples et les principes les plus élémentaires du droit se soient bien obscurcis dans les intelligences, pour qu'un ministre ait pu la produire dans une occasion aussi solennelle, et pour que des législateurs aient osé y applaudir.

Essayons d'en faire voir la fausseté.

Et d'abord la religion catholique peut-elle être considérée comme étant un service public?

Il y a des services publics de deux sortes.

Les uns sont des entreprises et des spéculations que font des particuliers pour se procurer des bénéfices en se mettant à la disposition du public. Dans cette catégorie se rangent les messageries, les compagnies de chemins de fer, la Banque de France, etc. Si l'Etat leur octroie des privilèges et des subventions, c'est à cause de l'utilité qu'il en retire, mais rien ne l'oblige à leur en accorder. Ce n'est pas en ce sens que M. Goblet a pu dire que le culte catholique est un service public; il est impossible, même avec la plus insigne mauvaise foi, de confondre la religion avec des spéculations mercantiles ou industrielles.

Il existe des services publics d'une autre nature. Ce sont des ensembles de personnes, de travaux et de choses établis par l'Etat en vue de l'obligation qui lui incombe et du droit qu'il a d'assurer la sécurité des citoyens, de rendre plus facile la gestion des intérêts du pays. De ce nombre sont, par exemple, les diverses régies financières, l'administration de la justice, celle de l'enseignement, celle des travaux publics. C'est bien certainement parmi eux que M. Goblet place le culte, ainsi que le prouve la comparaison qu'il fait, en se fondant sur l'autorité, étrangement invoquée, du fameux révolutionnaire qui a dit que la propriété, c'est le vol.

Cette assimilation, est-elle donc exacte? Non; elle est fautive de tous points.

Ce qui constitue un service public, comme celui qu'a indiqué M. Goblet, c'est qu'il est créé par l'Etat dans un ordre de choses qui rentre exclusivement dans les attributions de l'Etat, qu'il est organisé par l'Etat, qu'il vit de la vie que lui communique l'Etat, qu'il dépend de l'Etat pour tout ce qui concerne sa mission et sa fin. C'est ainsi que l'Etat nomme les ingénieurs, les déplace et les révoque à son gré, leur trace leurs devoirs et détermine leurs attributions, établit leur hiérarchie. Qu'il s'agisse de routes, de canaux ou de mines, c'est l'Etat qui agit en maître dans les limites qu'il a posées lui-même.

Or, en est-il ainsi en ce qui concerne la religion catholique?

L'Etat est-il pour quelque chose dans sa création, dans l'organisation de sa hiérarchie et dans

la mission qu'elle a à remplir? Lorsque Notre-Seigneur Jésus-Christ, brisant le cercle étroit du mosaïsme, voulut appeler toutes les nations de la terre à la connaissance de la vérité, il prononça cette parole mémorable qui fixa les relations des pouvoirs temporels avec l'Eglise qu'il fondait : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu... » L'Eglise constituée gardienne du dogme et de la morale évangélique, dispensatrice de la grâce, fut à ce moment et dès son origine investie d'une souveraineté complète et d'une indépendance absolue en tout ce qui concerne son ministère au milieu des nations.

C'est elle et elle seule qui est juge de ce qu'elle doit dire et faire pour répondre au mandat qu'elle a reçu de son divin auteur. C'est elle qui établit sa hiérarchie, qui crée et qui modifie son organisation suivant les temps et les lieux, qui fait et promulgue ses lois, qui impose ses décisions aux consciences. Est-ce devant un agent de l'Etat que celui qui aspire à la dignité sacerdotale, fléchit les genoux et prononce les serments qui, en le séparant du monde, l'enchaînent au service de Dieu? Est-ce un agent de l'Etat qui reçoit la profession de foi du nouveau Pontife, qui passe à son doigt l'anneau de ses fiançailles avec son diocèse et qui place dans ses mains la houlette pastorale? Est-ce une doctrine de l'Etat que le sacerdoce enseigne du haut de ses chaires? Est-ce au nom de l'Etat que la grâce divine est versée dans les âmes? La religion catholique ne tient donc rien de l'Etat, ni sa vie, ni sa mission : elle est née avant lui; elle agit dans une sphère différente de la sienne; elle est destinée à survivre à toutes les formes politiques d'ici-bas. Par sa nature essentielle, elle n'est donc pas et ne peut pas être un service de l'Etat.

Que le culte catholique s'exerce publiquement, que l'Eglise accueille tous ceux qui veulent se réfugier dans son sein, qu'elle tienne à vivre en bonne intelligence avec les pouvoirs temporels et que ceux-ci cherchent, par leur alliance avec elle, à entretenir la paix et à maintenir les bonnes mœurs parmi les peuples, toutes ces circonstances ne font pas que les choses de la religion soient un service public ou d'Etat. La qualification que leur a donnée M. Goblet est donc absolument fautive.

Serait-il vrai que, ainsi que l'a affirmé ce personnage, ce caractère de service public ait été attribué au culte catholique par le Concordat lui-même?

Il serait étrange qu'il en fût ainsi, et que Rome eût abaissé ainsi le rôle éminent que la religion catholique allait désormais jouer en France. Mais les faits historiques démontrent qu'il n'en est rien.

Au commencement de ce siècle, il n'y avait sur le sol de notre pays que des ruines et du sang. Le catholicisme était proscrit. Des évêques et des prêtres, les uns avaient été mis à mort, d'autres exilés, et le reste était réduit à se cacher. Le schisme produit par la Constitution civile du

clergé agitait les esprits et troublait les consciences. L'immoralité, conséquence inévitable de l'absence de toute croyance religieuse, s'accroissait d'une manière effrayante. Le premier Consul comprit qu'il était nécessaire et urgent de faire cesser ces désordres, et alors se posèrent devant lui les plus redoutables problèmes. Portalis, dans le discours qu'il prononça comme orateur du gouvernement dans la séance du Corps législatif du 15 germinal an X, nous les fait connaître, ainsi que les graves considérations qui amenèrent la détermination de Bonaparte.

La religion en général est-elle nécessaire aux corps de nation? Est-elle nécessaire aux hommes?

Etait-il possible d'établir une religion nouvelle?

Le chef de l'Etat pouvait-il en France, comme chez les Luthériens, se déclarer chef de la religion?

Est-il utile à un Etat dans lequel le catholicisme est la religion de la majorité, d'avoir, dans son territoire, un chef particulier de cette religion? En d'autres termes, est-il possible de constituer une Eglise nationale dans une nation catholique?

Toutes ces questions furent successivement étudiées et résolues.

Ajoutons que les rapports des préfets constataient que l'opinion publique réclamait avec insistance le rétablissement du culte catholique, et que les conseils généraux se faisaient en grand nombre les organes de ces réclamations.

Force fut donc au premier Consul de travailler au relèvement, en France, de l'Eglise catholique.

Comment s'y prendre?

Ne pouvant se faire chef de la religion, et étant placé par les circonstances en face d'un culte détruit et d'une hiérarchie brisée, Bonaparte était arrêté par une difficulté considérable, d'autant plus qu'il ne voulait pas le rétablissement pur et simple de l'ancien ordre de choses, mais un Etat nouveau répondant mieux à l'organisation administrative que le pays venait de recevoir.

« Heureusement, dit Portalis, les théologiens catholiques reconnaissent un chef, un centre d'unité dans le Pontife de Rome. L'intervention de ce Pontife devenait donc nécessaire pour terminer des querelles jusqu'alors interminables. De là, le gouvernement conçut l'idée de s'entendre avec le Saint-Siège. »

Les négociations aboutirent et le Concordat fut signé.

Que dit le premier article de cette convention?

« La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France. » Ce texte est clair. Il ne s'agit pas de l'établissement en France d'un culte spécial à ce pays. C'est bien la religion catholique, dont le libre exercice, jusque-là paralysé par une persécution atroce, est désormais garanti; la religion catholique avec son symbole, avec ses dogmes, avec son culte public, avec sa hiérarchie, avec ses ministres, avec sa discipline; la religion catholique telle qu'elle existe dans l'u-

nivers entier, telle qu'elle est partout professée. Si le Saint-Siège a concédé au gouvernement français d'intervenir dans la circonscription des diocèses et des paroisses, dans la désignation des évêques et dans le choix des curés, c'est toujours du Pontife de Rome, du Chef de l'Eglise universelle, qu'émanent tout pouvoir et toute juridiction.

Où donc y a-t-il, dans tout cela, trace de cette pensée que le culte catholique serait un service public ou d'Etat? Singulier service public que celui dont l'objet n'est pas de la compétence de l'Etat, et dont le personnel dépend d'une autre autorité que la sienne!

Les termes dont Portalis se sert pour expliquer et justifier l'allocation que le budget de la France devra contenir désormais pour assurer aux ministres du culte ce que le Concordat appelle *sustentationem quæ deceat*, contredisent eux-mêmes la thèse de M. Goblet.

Voici, en effet, comment il s'exprime: « Puisque les Français catholiques, c'est-à-dire, puisque la très grande majorité des Français demandait que le catholicisme fût protégé, puisque le Gouvernement ne pouvait se refuser à ce vœu sans continuer et sans aggraver les troubles qui déchiraient l'Etat, il fallait, par une raison de conséquence, pourvoir à la dotation d'un culte qui n'aurait pu subsister sans ministres, et le droit naturel réclamait, en faveur de ces ministres, des secours convenables pour assurer leur subsistance. »

Parlant à une assemblée révolutionnaire, Portalis ne pouvait pas lui dire que l'Etat était obligé à restituer à l'Eglise les biens qu'il lui avait injustement enlevés, et que le Pape ne consentait à amnistier cette spoliation qu'à la condition d'une réparation équitable: mais il se gardait bien de considérer le clergé comme devant être engagé à un service d'Etat. Il s'est borné à déclarer que voulant la fin, la France devait vouloir les moyens, et qu'exigeant le rétablissement du culte catholique privé de ses anciennes ressources, elle devait assurer la subsistance de ses ministres; et il a invoqué, non pas les règles qui président à l'organisation des services civils de l'Etat, mais les principes du droit naturel.

L'idée de M. Goblet n'a pas le mérite de la nouveauté; elle a été réalisée et elle a passé dans les faits à la fin du siècle dernier; c'est elle qui a donné naissance à la Constitution civile du clergé, cette entreprise criminelle et impie, qui condamnait la France au schisme en la séparant violemment du centre de l'unité religieuse, en modifiant arbitrairement les circonscriptions des diocèses et des paroisses, en bouleversant les juridictions, en faisant découler les pouvoirs spirituels, non pas de la chaire de Saint-Pierre, mais de l'élection par le peuple, et en soustrayant le sacerdoce à l'autorité du Chef de l'Eglise. On sait les maux qu'elle a produits, et c'est précisément pour y mettre un terme que le premier Consul a fait le Concordat. La conception de M. Goblet n'est donc pas un progrès, mais une pensée rétrograde, dont

la réalisation nous ramènerait aux plus mauvais jours de notre histoire.

De ce qui précède, il faut conclure que l'assimilation du culte catholique à un service public ou d'Etat est absolument fautive ; et que, par conséquent, il est impossible d'admettre la conséquence que l'on en tire, à savoir, qu'il dépend de l'Etat seul de lui maintenir ou de lui enlever son allocation budgétaire.

M. Goblet veut bien reconnaître, du reste, que sa doctrine n'est pas susceptible d'une réalisation immédiate, et qu'elle rencontre dans le Concordat un obstacle en ce moment insurmontable. Mais cet obstacle n'est pas pour subsister toujours ni longtemps, et il y a un moyen facile de le faire disparaître : on n'a qu'à *dénoncer le Concordat*.

Dénoncer le Concordat, c'est bientôt dit : mais c'est moins facile à faire, car on se trouve en présence de difficultés d'une autre sorte, et on se heurte aux principes du droit international.

Est-il donc licite à la France de dénoncer le Concordat quand elle voudra ? c'est-à-dire de déclarer au Souverain Pontife, en présence du monde civilisé, qu'elle entend s'en affranchir ?

Rappelons ce que nous avons dit plus haut.

En faisant le Concordat, pour rétablir l'ordre en France, Bonaparte n'a pas légiféré dans le sens ordinaire et étroit du mot : il n'a pas fait un acte qui soit loisible au législateur français de modifier ou de supprimer à lui seul et à son gré ! Lui, chef de l'Etat français, il a fait avec le chef reconnu et incontesté de l'Eglise catholique, une convention solennelle, un pacte diplomatique, un traité de paix.

Or, qu'est-ce qu'un traité entre deux puissances ? C'est un contrat. De même que de simples particuliers font entre eux, pour le règlement de leurs intérêts, des accords dont les effets sont irrévocables, de même aussi deux nations concluent entre elles des arrangements dont la durée est indéfinie. Il n'est pas permis à un particulier de se dégager des promesses qu'il a légalement faites : il est interdit aux nations de méconnaître les engagements pris en leur nom. Le particulier qui manque à sa parole est contraint par les tribunaux à exécuter son contrat ou à indemniser du préjudice qu'il cause ; la nation qui viole la foi jurée s'expose à la guerre et s'en remet de son sort au jeu sanglant des batailles.

C'est en vain qu'un peuple arguerait d'un préjudice considérable : la lésion qui, en droit civil, est dans certains cas un moyen de rescision d'un contrat, n'est pas admise en matière de droit international. Tant pis pour qui s'est trompé ou qui s'est laissé tromper !

C'est en vain que les circonstances changent, que les organisations politiques se modifient, que les dynasties se succèdent et se remplacent : le traité lie la nation elle-même, et il ne reçoit de ces événements aucune atteinte.

Telle est la doctrine unanime des publicistes, telle est la pratique de tous les peuples civilisés.

Écoutez Vattel, qui a écrit au milieu du 18^e siècle, sur le droit public, un ouvrage considérable, justement estimé, et qui est, pour ainsi dire, classique sur la matière.

Voici quelques-unes de ces paroles :

« Les nations et leurs conducteurs, dit-il ¹, doivent garder inviolablement leurs promesses et leurs traités. Le reproche de perfidie est une injure atroce parmi les souverains ; or, celui qui n'observe pas un traité est assurément un perfide, puisqu'il viole sa foi. »

Et ailleurs : « On démontre en droit naturel que celui qui promet à quelqu'un lui confère un véritable droit d'exiger la chose promise, et que, par conséquent, ne point garder une promesse parfaite, c'est violer le droit d'autrui ; c'est une injustice aussi manifeste que de dépouiller quelqu'un de son bien ². »

Ailleurs encore : « La violation d'un traité est une injure ³. »

Il ajoute : « Celui qui viole ses traités viole le droit des gens, car il méprise la foi des traités, cette foi que la loi des nations déclare sacrée, et il la rend vaine autant qu'il est en son pouvoir ; doublement coupable, il fait injure à son allié, il fait injure à toutes les nations et blesse le genre humain ⁴. »

Et enfin : « La foi des traités, cette volonté ferme et sincère, cette constance invariable à remplir ses engagements, dont on fait la déclaration dans un traité, est sainte et sacrée entre les nations dont elle assure le salut et le repos ; si les peuples ne veulent pas se manquer à eux-mêmes, l'infamie doit être le partage de quiconque viole sa foi ⁵. »

Peut-il y avoir quelque chose de plus énergique que les qualifications par lesquelles le célèbre auteur stigmatise les contempteurs des traités ?

Et combien de temps un traité subsiste-t-il lorsque sa durée n'est pas indiquée ? Vattel répond : « L'alliance réelle, qui se rapporte uniquement aux choses dont on traite, sans dépendance de la personne des contractants, est attachée au corps même de l'Etat, et subsiste autant que l'Etat, si on n'a pas marqué le temps de sa durée... Puis donc qu'un pareil traité regarde directement le corps de l'Etat, il subsiste, quoique la forme de la République vienne à changer, quand même elle se transformerait en monarchie. Car l'Etat et la nation sont toujours les mêmes, quelque changement qui se fasse dans la forme de gouvernement, car le traité fait avec la nation demeure en force, tant que la nation existe ⁶. »

Est-ce que ces règles tutélaires seraient aujourd'hui méconnues ? Est-ce qu'une autre morale présiderait aux relations des peuples entre eux ?

¹ et ² Vattel, livre 2, chap. xii, § 168.

³ Vattel, livre 2, chap. xii, § 164.

⁴ Vattel, livre 2, chap. xv, § 221.

⁵ Vattel, livre 2, chap. xv, § 219.

⁶ Vattel, livre 2, chap. xii, §§ 183 et 185.

Un exemple tout récent va permettre de répondre.

Le 17 janvier dernier, une interpellation était portée à la tribune du Sénat : voici à quelle occasion. La vulgarité des détails ne fera que mieux ressortir l'inflexibilité des principes.

Un armateur français qui pêchait le homard sur les côtes de Terre-Neuve avait, pour fabriquer des conserves de ce crustacé dont la consommation a pris une extension considérable, établi sur le rivage une sorte d'usine en bois, facile du reste à démonter et à démolir. Le commandant de la station navale anglaise en demanda la destruction qui fut consentie par l'autorité française. Pourquoi ? parce que cette construction était contraire au traité d'Utrecht ! — Oui, en 1713, après la longue et désastreuse guerre de la succession d'Espagne, Louis XIV, dont les ressources étaient épuisées, fut contraint de signer une paix dont les dures conditions lui enlevèrent une partie de ses précédentes conquêtes et lui imposèrent l'abandon de plusieurs de ses colonies. Par une clause de ce traité, l'Angleterre reconnut bien à la France le droit exclusif de pêche sur une étendue déterminée de la côte septentrionale de la grande île de Terre-Neuve, mais elle stipula qu'il ne lui serait permis d'établir sur la plage que des échafauds ou cabanes, tels qu'il était d'usage d'en élever pour sécher le poisson. L'armateur français, dépossédé de son usine, fit entendre ses doléances. Ses défenseurs dirent au ministre qu'il fallait entendre sagement le traité d'Utrecht ; qu'en 1713, on ne pêchait à Terre-Neuve que la morue pour laquelle les échafauds et cabanes suffisaient, mais que, pour la préparation des conserves de homard, d'autres agencements étaient nécessaires, et qu'il n'était pas dans l'esprit du traité d'Utrecht d'interdire, pour les siècles à venir, l'emploi de moyens inoffensifs, mais indispensables à l'exercice d'une industrie non encore existante à l'époque où il avait été signé. Qu'a répondu le ministre ? Qu'il était lié par le texte précis de la convention, et qu'il ne pouvait que négocier, afin d'obtenir de l'Angleterre une modification ou une application plus favorable de la clause qui nous était devenue préjudiciable. Ainsi, après tous les changements qui, depuis 175 ans, se sont produits en France et en Angleterre ; après les bouleversements politiques et sociaux qui ont changé la face de l'Europe et de l'Amérique ; lorsque la plupart des articles d'un traité de 1713 ont été mis à néant, il suffit qu'il en reste un qui ne soit pas formellement abrogé, pour que l'une des parties contractantes soit en droit d'en réclamer l'exécution.

Mais le Concordat lui-même, est-ce qu'il n'a pas survécu, par sa propre force, aux tentatives faites pour le détruire ?

Lorsque Napoléon I^{er}, enivré par de prodigieux succès, et devenu maître de l'Europe presque entière, rêvait de dominer aussi sur l'Eglise, de faire du Pape l'instrument docile de son incom-

mesurable ambition, et de commander sous son nom à ceux qu'il appelait déjà ses évêques et ses prêtres, il épuisa toutes les subtilités de la ruse et toutes les brutalités de la violence pour arracher au Pape, captif à Fontainebleau, une signature qui fut bien vite retirée. Mais s'il voulut obtenir des privilèges plus grands que ceux du Concordat de 1801, il ne dénonça pas le Concordat, qui reprit, de lui-même, toute sa vigueur lorsque finit la captivité de Pie VII.

Et lorsque Louis XVIII fut remonté sur le trône, lui qui tenait à effacer les souvenirs de ce qu'il appelait une usurpation, et qui, en 1814, datait ses ordonnances de la dix-neuvième année de son règne, il essaya de conclure une nouvelle convention avec le Pape, mais il ne dénonça pas l'ancienne ; et le projet de Concordat de 1817 ayant échoué, celui de 1801 continua d'être, comme il avait été précédemment, la règle des rapports de l'Eglise et de la France.

Napoléon et Louis XVIII savaient parfaitement, en effet, qu'un traité peut se remplacer par un autre traité, mais qu'il n'est pas au pouvoir de l'une seulement des parties contractantes de le rompre ou de le mettre à néant.

Que faire donc, si une nation vient à reconnaître qu'un traité, qu'elle a signé dans des circonstances données, a cessé de répondre à ce qu'elle en attendait, et que d'utile il est devenu nuisible ? Elle n'a qu'un moyen à sa disposition : c'est de négocier, afin d'obtenir de son alliée les modifications qu'elle désire ; et lorsque deux gouvernements sont dans de bonnes relations, et qu'ils ont la volonté de maintenir la paix et l'harmonie entre leurs peuples, la conciliation n'est pas difficile à faire, et nous voyons à chaque instant de semblables arrangements se conclure. Si donc il y a dans le Concordat, des clauses dont l'intérêt bien entendu de la France demanderait la suppression ou le changement, on peut être assuré des dispositions favorables du Souverain Pontife, qui, père commun de tous les fidèles, a néanmoins une prédilection particulière pour la très noble nation française, ainsi qu'il l'a appelée dans une Encyclique célèbre ; et on sait, même par un exemple tout récent, qu'il est disposé à faire toutes les concessions compatibles avec ce qu'exigent la liberté de l'Eglise et le salut des âmes. Mais si le gouvernement français veut obtenir de Léon XIII la suppression du budget des cultes que Pie VII a exigé comme compensation des biens dont l'Eglise avait été spoliée, le Pape ne cédera pas et ne se rendra pas complice d'une mesure odieuse et sacrilège.

Et c'est parce qu'on sait bien qu'on rencontrerait à Rome une indomptable résistance, qu'on parle de dénoncer le Concordat ?

Eh bien, il faut le dire bien haut, pour que tout le monde le sache. Cette dénonciation serait la violation des principes les plus certains du droit des gens, une atteinte à la justice, une injure au chef de l'Eglise et à l'Eglise elle-même ; elle serait

une infamie, le mot est de Vattel ; et comme elle s'adresserait à une puissance désarmée, elle serait une infamie doublée de lâcheté.

Et pourquoi donc, dans l'intérêt de nos pécheresses de Terre-Neuve, la France ne dénoncerait-elle pas l'article qui la gêne dans le traité d'Utrecht ? Parce qu'elle sait bien que derrière ce parchemin sur lequel a été apposée, il y a 175 ans, la signature de la France, il y a les escadres et les canons de la Grande-Bretagne. Et ce serait parce que le Pape est un vieillard délaissé et prisonnier au Vatican, parce qu'il n'a pour le protéger et le défendre ni un homme ni un fusil, mais seulement la majesté de sa triple couronne, l'autorité du droit, et l'auréole de sa captivité, que la France, réitérant l'outrage de l'envoyé de Philippe-le-Bel, le souffleterait une fois encore en jetant dédaigneusement à sa face les lambeaux déchirés d'un traité dont elle ne voudrait plus ! Allons donc ! Rien que d'y penser, la rougeur monte au front.

Je n'ignore pas que le gouvernement actuel, rompant avec les traditions qui ont fait la grandeur et procuré le salut de la France, veut imposer de force au pays, sous le voile menteur d'une prétendue neutralité religieuse, le matérialisme athée, dont il se fait le propagateur et l'apôtre. Mais depuis quand la durée des traités est-elle subordonnée à l'opinion et aux croyances de ceux qui les signent ? Est-ce que le Padischah qui règne à Constantinople pourrait, sous le prétexte que le Koran lui prescrit d'exterminer les chrétiens, s'affranchir des capitulations qui confient à la France la protection des chrétiens dans son empire ? Et de quel œil verrions-nous cette atteinte portée à notre influence séculaire en Orient ?

La France a traversé des temps bien malheureux ; elle a été assaillie par des épreuves redoutables ; elle a subi de cruels revers. Mais jamais elle n'a manqué à sa parole. Jamais elle n'a violé la foi jurée. C'est là sa gloire dans le passé. Ses rois, chevaliers autant que monarques, ne se sont jamais rendus coupables de félonie. L'un d'eux est retourné chez ses ennemis, pour mourir dans leurs fers, en disant que si la fidélité à la parole donnée était exilée de la terre, elle devrait se retrouver chez les princes. Un autre, après un grand désastre militaire, a pu écrire que tout était perdu mais que l'honneur était sauf. Si notre troisième République dénonçait le Concordat, elle renierait notre histoire, elle méconnaîtrait la sainteté des engagements, elle se rendrait suspecte à l'univers entier qui ne croirait plus à ses promesses même les plus solennelles ; la France, cette fois, plus malheureuse qu'après Pavie, aurait tout perdu, même et surtout l'honneur.

J. BRESSON.

Avocat à Dijon.

COURRIER DE L'UTILE

ÉTUDE PRATIQUE DES MOYENS
PERMETTANT DE REPRODUIRE TOUTES SORTES
D'OBJETS PAR LE MOULAGE

Ce n'est pas une science bien difficile, que celle du moulage, et c'est une science toujours intéressante et très souvent bien utile.

La petite leçon que je vais écrire, bien certainement, serait insuffisante à former des mouleurs de profession ; mais en la suivant avec soin, on arriverait assez vite, après quelques essais nécessaires pour donner le *tour de main*, à reproduire médailles, plantes, petits sujets anatomiques, statuettes, etc. Ici encore je répète ce que j'ai déjà dit pour plusieurs de mes courriers : *Experto credo Roberto.*

Pour communiquer à mes lecteurs mes connaissances théoriques et mes expériences pratiques sur le moulage, deux courriers me seront nécessaires et me suffiront.

Aujourd'hui, je traiterai de l'outillage et des matières à employer, de la manière de bien gâcher le plâtre, et de l'empreinte ou estampage. Jeudi prochain je continuerai et terminerai par le moulage proprement dit.

I. Outillage et matières à employer.

L'outillage du mouleur n'est ni compliqué, ni dispendieux ; en voici la description :

Deux *spatules*, dont l'une grande comme une cuillère à bouche et une autre comme une cuillère à café ; un ou deux petits *pinceaux de plume*, un *pinceau dit brosse* de la grosseur du doigt, un *blaireau*, deux ou trois *terrines* de différentes grandeurs et une *éponge*. Comme vous le voyez, on peut s'improviser mouleur à peu de frais.

Les matières à employer sont, outre le plâtre qui est la base de l'opération, quelques *bâtons de cire à modeler*, du *savon noir en pâte*, de l'*huile*, du *talc* et un peu d'*ocre rouge*.

Maintenant, avant de passer aux opérations, nous devons faire quelques observations générales.

Si vous avez à faire un petit moulage de loin en loin, on conçoit très bien que vous vous procuriez un litre de plâtre chez un mouleur ou chez un marchand de couleurs ; vous payez cette quantité 15 ou 20 centimes, ce qui met le sac à 4 ou 5 francs, et souvent votre plâtre est éventé ou mauvais ; mais si vous moulez plus souvent, il vaut mieux acheter un sac de plâtre, bien supérieur, plus fin et toujours frais, au prix de 1 fr. pour les moulages ordinaires ou 1 fr. 25 pour les moulages fins. Voyez donc votre avantage. Le plâtre, dans un endroit sec et à l'abri de l'air, peut se conserver facilement six mois.

Si du reste votre plâtre est éventé, ne prend plus bien, c'est qu'il est saturé d'humidité. Pour le revivifier, faites-le fortement chauffer dans un

poëlon que vous tenez sur le feu jusqu'à ce que l'évaporation, qui est la conséquence du chauffage, ait complètement débarrassé votre plâtre de toute humidité : celui-ci aura ainsi recouvré ses qualités.

La meilleure cire à modeler est celle de couleur grise, et coûte de 70 à 75 centimes le bâton : elle ne déteint pas et a peu d'adhérence.

Dix centimes de savon-pâte, dissous dans un litre d'eau bouillante, vous suffiront pour une année.

Il est indifférent que vous employiez de l'huile à manger ou de l'huile à brûler.

Enfin 10 centimes de talc et 10 centimes d'ocre rouge compléteront suffisamment vos matières premières.

II. Manière de bien gâcher le plâtre.

Ce qu'il faut savoir avant de mouler, c'est *gâcher le plâtre*. Cette opération est très facile et presque personne ne la connaît.

Vous prenez un récipient quelconque, soucoupe, bol ou terrine, dont la contenance puisse répondre à la quantité qui vous est nécessaire. Vous y versez de l'eau à peu près à moitié, que vous saupoudrez de plâtre, soit à la spatule, soit à la main (la main est toujours préférable), en faisant bien attention de ne pas le laisser tomber dans l'eau en masse, mais en poussière bien divisée ; semez-le bien partout sur la surface liquide, et lorsqu'il y en a jusqu'à fleur d'eau, vous attendez environ une demi minute et vous le battez comme l'on bat des blancs d'œufs pour les faire neiger, ne vous arrêtant que lorsque le mélange est homogène et ne laisse plus de granulations ; alors il a l'apparence et la consistance d'une crème épaisse : il est ainsi bon à employer. C'est la seule façon d'obtenir un bon mortier de plâtre, qui dans le moulage est chose capitale.

Vous avez du *plâtre tendre* quand en le saupoudrant, vous vous arrêtez avant d'arriver à fleur d'eau ; le *moyen ou bon* en vous arrêtant à fleur d'eau ; et le *dur* en mettant le plâtre un peu en excès. De toute façon on doit le battre comme il est dit plus haut sans y laisser aucune granulation et vous aurez ainsi le résultat désiré. Si quelques bulles d'air restaient à la surface, avoir soin d'écumer ou de souffler dessus pour les faire disparaître.

Tout récipient est bon s'il est lisse à l'intérieur, autrement vous ne pourriez le nettoyer une fois que le plâtre non employé serait devenu dur.

Ceci dit, nous allons passer aux opérations en commençant par les plus faciles pour nous y accoutumer petit à petit et acquérir en peu de temps le tour de main nécessaire aux moulages plus compliqués et par conséquent plus difficiles.

III. Empreinte et estampage.

Prendre une empreinte consiste à presser une masse de cire sur un objet dur. La cire pressée conservera en creux les reliefs de l'objet et en re-

lief les creux, c'est dire que vous aurez dans votre cire tout le contraire de l'objet ou, mieux encore, en quelque sorte, un cliché négatif.

Dans cette cire vous coulez du plâtre, et, celui-ci une fois durci, vous enlevez la cire : votre plâtre est la reproduction exacte de l'objet. Mais pour cela il faut réussir les deux opérations.

Si le lecteur veut bien nous suivre attentivement et opérer comme nous allons l'indiquer, il sera à même, après deux ou trois essais, de réussir presque aussi bien que le mouleur de profession.

Commençons par une pièce de 5 francs en argent ou une médaille quelconque.

On prend une boulette de cire de la grosseur d'une forte noix, on la pétrit entre les doigts, on l'écrase un peu, on lisse bien une face avec le pouce ou la paume de la main légèrement humectée sur une éponge, puis, au moyen du blaireau, on saupoudre légèrement un peu de talc sur la surface lisse, on fait de même sur la face de la pièce dont on veut prendre l'empreinte, on enlève avec le blaireau l'excès de talc, et il ne reste plus, sur la cire ainsi que sur la pièce, qu'une légère teinte blanchâtre : c'est tout ce qu'il en faut pour empêcher complètement l'adhérence des deux corps. La cire étant posée sur la pièce au moyen d'une pression lente et continue mais d'un seul coup, la cire s'est affaissée en faisant saillie au pourtour de la pièce. Avec un canif on coupe l'excès de cire qui a dépassé.

Mais voici que la pièce n'offre plus aucune prise, comment l'enlever ?... Il y a deux moyens. Vous entourez la cire de vos cinq doigts, la pièce en dessous ; vos doigts dépassant la cire, vous les frappez sur la table, et quelques petits coups répétés suffisent presque toujours pour faire tomber la pièce. Si elle ne tombe pas, vous avez recours à l'autre moyen qui est toujours sûr : vous prenez une petite boulette de cire que vous roulez dans vos doigts, vous appuyez un bout de ce bâtonnet sur la pièce, et comme la cire y adhère, en tirant dessus, la pièce vient avec.

Alors vous prenez un petit pinceau de plume que vous trempez dans l'huile ; après l'avoir bien égoutté, vous le passez légèrement sur votre cire en commençant par le bord de votre empreinte, puis vous vous occupez aussitôt de votre plâtre.

Dans une soucoupe vous mettez la valeur d'une cuillerée à bouche d'eau, vous gâchez dur et vous battez.

Vous reprenez votre empreinte de cire dans laquelle vous soufflez une petite goutte d'eau. On appelle souffler de l'eau : mettre un peu d'eau dans la bouche et la souffler en tenant les lèvres serrées de manière à former une buée fine ; on peut se servir au besoin d'un pulvérisateur, mais on doit préférer la bouche car on l'a sinon sous la main du moins toujours à sa disposition.

Souffler de l'eau, dans toutes les opérations du moulage, c'est presque toujours en assurer la réussite. Nous y insistons et pour cause, car dans

n'importe quels moules, pour empêcher l'adhérence du plâtre que l'on va y couler, on graisse, et comme le plâtre offre la consistance d'une pâte plus ou moins claire, il ne pourrait pénétrer partout et surtout dans les petits creux et finesses qui peuvent se présenter dans le moule ou sur l'objet à mouler. La petite buée d'eau que vous avez étendue sur les surfaces à mouler sert de véhicule à ce plâtre, l'aide et même le conduit finalement partout jusque dans les endroits les plus déliés et les plus reculés.

Ceci dit, revenons à notre estampage.

Ayant donc soufflé de l'eau dans l'empreinte de cire, on vide au besoin l'excès et, avec la petite spatule, on prend une goutte de plâtre que l'on pose délicatement sur l'empreinte, de préférence à l'endroit où il y a le moins de finesse. On frappe légèrement du bout du doigt sur les côtés de la cire, la goutte s'étale, on en remet une seconde sur la première en tapotant toujours sur les bords et tout autour, de façon qu'avec ce peu de plâtre liquide, on couvre entièrement, d'une couche mince, tout l'intérieur de l'empreinte; alors seulement on emplit de plâtre. Il n'y a plus qu'à attendre qu'il soit pris, c'est-à-dire qu'il devienne dur.

Il faut environ de 25 à 40 minutes pour que le plâtre ait acquis toute sa solidité. Lorsqu'il est suffisamment dur, l'ongle a de la peine à y pénétrer.

Pour retirer le plâtre de la cire, on n'a qu'à le mouiller, on enlève alors la cire sans craindre de la déformer, car elle ne peut servir deux fois à ce même moulage.

Pour toutes les pièces ou tous les objets de petite ou moyenne grandeur, le procédé que nous venons de décrire est le plus prompt, le plus sûr et le plus facile.

Il est des objets ayant une forme ronde bosse; dans ces cas on applique sur une face la cire préparée comme il est dit plus haut, puis, la maintenant d'une main, on appuie sur l'autre face une seconde cire en faisant pression jusqu'à ce que les bords des deux cires se joignent. Avant de les enlever, on coupe nettement les bords avec un canif de façon que la jonction se trouve à peu près au milieu de la coupe, on fait quelques traits perpendiculaires à la jonction et en la traversant (ces traits, faits à l'ongle ou au canif, s'appellent repères). On enlève alors les deux cires et après les avoir huilées, on vient les rejoindre l'une contre l'autre en observant que les repères se raccordent bien. Ceci fait, il n'y a plus qu'à y couler du plâtre.

Pour les objets de grande surface, on fait avec la cire une galette mince d'un demi-centimètre environ et régulière, on pose cette plaquette sur la surface à estamper et, commençant par un bout, on appuie du bout des doigts sur la cire de façon qu'elle s'enfonce bien partout. Les trous, laissés par les doigts, indique suffisamment les

eudroits oubliés pour que l'opérateur y revienne et ne laisse aucune partie sans être foulée.

Avant d'enlever la cire, il y a une observation à faire : si l'on tient plus aux détails de l'objet qu'à sa forme, on retire la cire, on la prépare et on l'emplit de plâtre. Si, au contraire, on tient à la forme et aux détails, il faut, avant d'enlever la cire, bien huiler le dos de l'estampage et on y étend une couche de plâtre gâché. On laisse durcir. Alors on enlève ce plâtre et si la cire vient avec, tout est pour le mieux; mais, si le plâtre vient seul, on enlève ensuite la cire avec soin, on pose le dos de l'estampage dans l'intérieur du plâtre que l'on a retiré et qui se nomme *chape* et si la cire s'est un peu déformée en la retirant de l'objet, il est facile, à l'aide de la chape, de lui rendre sa forme réelle. On prépare et on emplit de plâtre. (A suivre.)

MOUSSELINE ININFLAMMABLE

Q. — Est-il vrai qu'on peut rendre les mousselines, les gazes les plus légères, ininflammables ? Mes bonnes religieuses ornent les autels de l'église avec des guirlandes et des festons de mousseline de diverses couleurs, et je tremble toujours de voir quelque cierge y mettre le feu, depuis surtout que l'autel de la sainte Vierge a été tout détérioré par un accident de ce genre pendant le mois de Marie ?

R. — Faites une dissolution de phosphate d'ammoniaque dans de l'eau, à raison de 10 grammes de phosphate pour 100 grammes d'eau ; trempez-y vos pièces de mousseline pendant quelques minutes; faites-les ensuite sécher : elles seront devenues ininflammables. Si vous les mettez en contact avec une flamme, elles se carboniseront lentement autour du point attaqué, mais sans s'enflammer, et le feu s'éteindra rapidement de lui-même.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 26 octobris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE LA DÉDICACE : DES ÉGLISES

Ecce tabernaculum Dei cum hominibus et habitavit cum eis, et ipsi populus ejus erunt, et ipse Deus cum eis erit eorum Deus.

(Apocal. xxi, 3.)

Après la fête de la Toussaint vient celle de la Dédicace des églises ou de l'anniversaire de leur consécration au culte de Dieu. Cette fête est comme un appendice et une suite de la Toussaint. La Toussaint est la fête du ciel. En attendant que nous soyons admis dans ce bienheureux séjour de la gloire, nous possédons pour la consolation de notre exil et le soutien de nos espérances, nous possédons, dis-je, une image sensible du ciel sur la terre. Quelle est cette image ? Ce sont nos églises. Voilà, dit saint Jean, le Tabernacle où Dieu réside parmi les hommes ; ils seront son peuple et il sera leur Dieu. *Ecce tabernaculum Dei cum hominibus, et ipsi populus ejus erunt, et ipse Deus cum eis erit eorum Deus.* Mais pourquoi des églises, et quels enseignements nous donnent-elles ? Ce sont les deux parties de ce discours.

I

Dieu est partout. « Si je monte au ciel, s'écriait le prophète, c'est là, Seigneur, que vous résidez ; si je descends au fond des abîmes de l'enfer, je vous y trouve encore ; si je prends les ailes de la colombe pour voler au-delà des extrémités des mers, sur ces rivages lointains où se lève l'aurore, vous y êtes avec moi, et là encore je me trouve sous votre main toute puissante. » Les païens eux-mêmes n'étaient point étrangers à cette idée de la grandeur infinie de Dieu ; en plusieurs contrées de l'Orient, on ne voulait point élever des temples à la divinité, parce qu'on ne pouvait se persuader qu'elle dût avoir d'autre demeure que l'immensité tout entière ; et en effet, le monde entier n'est qu'un vaste temple où Dieu veut être honoré, templé dont le ciel est le sanctuaire, dont les astrés sont les flambeaux, dont les anges sont les ministres et les Pontifes, et dont toutes les créatures sont les victimes. Comment donc après cela nous figurer que Dieu vienne se concentrer dans l'étroite enceinte de quelques murailles ? Comment nous figurer qu'il ait besoin, comme les grands du monde, de se faire construire des maisons et des palais, lui qui habite par delà la hauteur des cieux et la profondeur des abîmes, lui qui remplit éternellement le ciel de sa gloire, la terre de ses bienfaits, l'enfer de ses vengeances et tout l'univers de sa majesté. Il est vrai, Dieu n'a besoin ni de la pompe de nos solennités, ni de l'éclat de nos sanctuaires. Aussi, dit saint Thomas, les églises ne sont-elles point

érigées pour Dieu, mais pour nous. *Non propter Deum, sed propter ipsos adorantes.* Sans doute on peut adorer Dieu en tous lieux, sans doute l'univers est un temple et le plus magnifique de tous. Mais, accoutumés au spectacle de la nature, nous oublions trop facilement la puissance de son auteur : souvent même, à cause de notre dissipation, les créatures nous sont un obstacle qui nous empêche de nous élever vers lui. Aussi a-t-on senti, universellement et toujours, le besoin de s'éloigner du bruit, de se recueillir, de se séparer du monde visible et profane pour trouver Dieu et l'adorer. Déjà, sous la loi de nature, les Patriarches érigeaient des autels et des monuments où ils offraient des sacrifices au Seigneur. Chez les païens, on choisissait le sommet des montagnes et l'obscurité des forêts, comme plus propres à élever l'âme vers le ciel et à favoriser la prière. Le premier motif pour lequel il y a des églises, c'est donc notre faiblesse et le besoin où nous sommes de fuir la dissipation. Leur existence a par conséquent son principe dans la nature même de l'homme.

Dieu lui-même a voulu qu'il y eût ici-bas des édifices réservés à son culte. Sous la loi écrite, il ordonna à Moïse de construire le Tabernacle. Lui-même en fut l'architecte ; il en donna le plan et les dimensions, et en prescrivit tous les détails. Dès qu'il fut achevé, une nuée mystérieuse le remplit et, de là comme de son trône, Jéovah parla à son peuple et reçut ses hommages. Ce fut la première église. Sur le même plan, mais dans des proportions immenses, cinq cents ans plus tard, Salomon, aux beaux jours de sa gloire, éleva un temple au Seigneur. L'œil de l'homme s'étonnait en présence de la hauteur de ses murailles, de la hardiesse de ses voûtes, de la multiplicité de ses colonnes. La dédicace en fut faite avec la solennité qui lui convenait ; pendant huit jours, des nuages du plus suave encens enveloppèrent l'atmosphère, le son des instruments de musique mêlé à la voix imposante du peuple exprima l'allégresse commune, et le sang de vingt deux mille victimes purifia la terre. Dieu prend possession de son temple ; une nuée mystérieuse signale sa présence. C'est là que désormais il faut venir lui exposer ses vœux et recevoir ses grâces. Ce temple était digne de l'Éternel, mais ce n'était pas encore une église chrétienne. La première église chrétienne, ce fut le Cénacle, désigné par le Seigneur lui-même. Jésus, si humble qu'il vint naître dans une étable abandonnée, si pauvre qu'il ne veut pas avoir pendant sa vie une pierre pour reposer sa tête ; Jésus demande pour le sacrifice un lieu magnifique. Montez à la ville, dit-il à Pierre, retenez pour que j'y célèbre la Pâques avec vous, retenez une salle belle, vaste, bien ornée, *Cenaculum grande, stratum.* Ce langage n'est-il pas étonnant ? C'est que, nouveau Moïse, il jetait le plan du Tabernacle nouveau, il pré-ludait à la magnificence de nos églises, de nos superbes basiliques. Il voulait nous faire com-

prendre que si nous devons être simples et modérés dans l'usage des choses de la vie, jamais nous ne saurions être trop magnifiques, du moment qu'il s'agit d'élever un temple au Très-Haut ou de parer ses autels. Fidèles aux enseignements de leur divin Maître, les apôtres sanctifièrent divers lieux où les fidèles s'assemblaient pour entendre la parole de Dieu et assister aux divins mystères. Pendant les trois siècles de la persécution, le creux d'un rocher, la maison d'un chrétien obscur, l'épaisseur des bois, les catacombes furent les seules églises. Ce ne fut qu'après la ruine du paganisme que la terre se couvrit de temples, et que chaque hameau, chaque bourgade put avoir à côté de sa demeure la demeure de son Dieu.

Outre l'institution divine, un troisième motif explique et justifie l'existence de nos églises. Les hommes sont tous frères et enfants de Dieu. Ils ne composent qu'une seule et même famille. Dieu les a créés pour qu'ils vécussent en société. Or c'est à l'église plus que partout ailleurs que cette fraternité des hommes se manifeste. Là, riches et pauvres, princes et peuples se rapprochent, s'unissent au pied du même autel, confondent leurs prières et leurs vœux, s'assoient au même banquet divin, participent aux mêmes instructions, se sentent appelés à la même destinée, quoique par des routes différentes. Est-il rien de plus beau et de plus social ? Comprennent-ils ces motifs, ces impies qui rêvent la destruction de nos églises ? Non, ce n'est pas dans une plaine, ni sur une place publique que les hommes peuvent rendre leurs adorations à Dieu, comme il convient. Faites disparaître de nos villes et de nos campagnes ces monuments sacrés, ces maisons de prière, et bientôt, tous les liens de la société se relâcheront, les hommes seront étrangers les uns aux autres ; ils ne s'aimeront plus comme des frères, mais se regarderont d'un œil de défiance et d'aversion, ils se traiteront en ennemis. « Il en est, dit Cicéron, qui ne veulent pas de temple, sous prétexte qu'on semble renfermer dans des murailles la divinité, à qui tout doit être libre et ouvert et dont tout l'univers est le temple et la demeure. Mais je ne suis pas de leur avis et j'estime que les temples sont très utiles pour augmenter les sentiments de religion et de piété. »

II

Il nous faut des églises, parce qu'elles sont, pour le chrétien, un enseignement toujours vivant de sa foi et de ses espérances. Ce qui frappe d'abord nos regards, c'est le clocher au sommet duquel s'élève la croix, symbole sacré qui annonce au ciel et à la terre la victoire de Jésus-Christ sur le monde, et qui indique le sacrifice que l'on renouvelle chaque jour dans le temple chrétien. Sur la croix le coq, emblème populaire qui rappelle au pasteur la vigilance sur les ouailles qui lui sont confiées et aux fidèles le zèle pour la prière, l'ardeur pour le travail. Et dans la tour, la cloche, cette trompette

de l'église militante, qui a sonné votre naissance et qui sonnera votre mort : elle a sonné, pour vos pères, elle sonnera pour vous. Elle vous appelle au travail le matin, le soir au repos. Le samedi elle vous dit : voici la fin de la semaine, voilà le jour du repos, le jour du Seigneur, vous ne travaillerez point demain, mais vous penserez à votre âme, car elle aussi, plus encore que votre corps a besoin de nourriture. Mais nous voici dans l'église. Voyez en entrant ce petit coin à gauche, c'est là, c'est dans cet humble endroit qu'il se fait de grands miracles chaque fois qu'on y baptise. C'est là que d'enfant de colère et de malédiction, vous avez été faits enfants de Dieu, cohéritiers de Jésus-Christ et membres de son corps mystique, de notre mère la sainte Église. C'est là que vous avez promis fidélité à Dieu et haine au démon, à ses pompes et à ses œuvres. Avez-vous tenu parole ? Cette partie de l'église qui s'étend depuis la porte jusqu'au sanctuaire, c'est la nef, mot d'un sens admirable qui rappelle aux chrétiens que l'Église est un vaisseau, une barque dont Notre-Seigneur est le pilote invisible, saint Pierre le pilote visible, les ministres sacrés les officiers, les fidèles, les heureux passagers. Toujours battue par les vagues, jamais l'Église n'est engloutie sous les flots, ni ne se brise contre les écueils. Il faut être dans son sein pour traverser la mer orageuse du monde, échapper au déluge d'iniquités qui inonde la terre et aborder sain et sauf aux célestes rivages. Avancons. Voyez la chaire, c'est là que votre pasteur monte vous dire la vérité ; vous instruire, vous reprendre, vous enseigner à aimer Dieu par dessus toutes choses et votre prochain comme vous-mêmes. Et, écoutez-vous cette vérité ? Y conformez-vous votre conduite ? Avez-vous du respect pour le représentant de Jésus-Christ qui vous l'annonce, pour ce père de vos âmes dont le plus grand désir est de vous voir suivre la route qui conduit au ciel. En face de la chaire est le confessionnal, ce tribunal accessible à tous, où nous n'avons d'autre accusateur que nous-mêmes, et d'autre juge que Dieu représenté par son ministre toujours prêt à pardonner au sincère repentir et à nous redonner la paix du cœur que le péché nous avait enlevée. Aussi en sort-on heureux, content, le bonheur peint sur tous les traits. Mais qu'ils sont à plaindre ceux qui n'y viennent pas. Ils ont beau s'étourdir, se livrer à toutes les trompeuses séductions du monde et des passions, le ver rongeur du remords est toujours là, tourmentant leur conscience et empoisonnant leurs plaisirs. Mais il y a dans l'église un endroit plus vénérable et plus sacré ; c'est le sanctuaire. Là, chaque jour, le prêtre opère le plus étonnant des prodiges, en changeant, au saint sacrifice de la messe, le pain et le vin au corps et au sang adorable du Sauveur. Sur l'autel s'élève le tabernacle où Jésus-Christ, résidant dans le divin sacrement, nous invite à venir lui présenter nos hommages et nos adorations. Et devant l'autel qui est la table du prêtre, il y a la table des fidèles, la table sainte, où nous fimes

notre première communion, où nous trouvons, chaque fois que nous en approchons, des délices ineffables qui sont un avant-goût du bonheur des cieux.

Toutefois ce n'est encore là, si je puis employer cette expression profane, ce n'est encore là que le matériel que l'église présente à nos regards; quels ne seront donc pas nos sentiments, si perçant le voile, nous cherchons à découvrir le sens mystérieux et profond que renferment ces augustes cérémonies, qui nous touchent chaque fois que nous les voyons accomplir dans nos réunions saintes. Leur langage figuratif ne produira-t-il pas sur nos cœurs les plus douces, les plus vives, les plus salutaires impressions. Ces cérémonies sacrées, descendues du ciel et parvenues jusqu'à nous à travers les âges, nous aident à nous élever jusqu'aux choses les plus spirituelles; elles captivent nos sens; elles réjouissent nos âmes; elles environnent le culte de grandeur et de dignité; elles sont une profession publique de notre foi; elles nous rendent sensibles les effets invisibles de la grâce produite par les sacrements; elles nous avertissent de nos devoirs et nous inspirent un profond respect pour les choses sacrées. C'est encore dans l'église que sont consacrées toutes les époques solennelles de notre vie: on nous y a baptisés; nous y sommes venus au catéchisme; nous y avons fait notre première communion; nous y avons reçu, des mains de notre évêque, la confirmation qui nous a mis au nombre des glorieux soldats de Jésus-Christ; le prêtre nous y bénit souvent; il y consacre les unions qui perpétuent les enfants de l'Eglise; là nous sommes venus conduire le deuil de nos amis, de nos proches; là nous viendrons à notre tour faire notre dernière station sur la terre comme nous y avons fait la première; là, après notre mort, on se souviendra encore de nous, car chaque dimanche, on nous recommandera aux pieuses prières des fidèles présents, au divin sacrifice¹.

Que de grâces renfermées dans l'enceinte de nos églises! Comment donc expliquer autrement que par un défaut absolu de foi et la plus noire ingratitude, la malheureuse indifférence qu'un grand nombre de chrétiens ont pour la maison du Seigneur. Nous du moins, ne soyons point du nombre de ces ingrats. Aimons notre église où nous sommes nés à la foi, où nous avons éprouvé nos premières joies, où notre esprit s'est ouvert à la vérité, notre cœur à l'innocence et au bonheur. Aimons notre église où nous prions avec nos frères, où nous mangeons ensemble le pain de bénédiction, où nos voix se réunissent pour chanter les louanges du Père céleste. Venons y chercher un préservatif contre les séductions du siècle, un abri contre la contagion du monde. Venons nous reposer, à l'ombre du sanctuaire, des fatigues de notre pèlerinage, nous consoler aux jours de peine et d'angoisse. Et le Dieu de nos

églises après nous avoir protégés, soutenus et consolés sur cette terre d'exil, nous ouvrira ses bras pour nous recevoir et nous couronner dans ses tabernacles éternels.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation des Indulgences

Remarques sur le décret du 16 juillet 1887

DECRETUM PLURIUM DIOCESUM. DUBIA VARIA¹.

I. Notre première remarque porte sur la seconde demande. Dans le courant de l'année 1885, p. 472, et dans quelques autres occasions, nous avons enseigné que l'on ne peut pas donner à une autre personne, un chapelet que l'on a reçu pour soi, sans lui faire perdre ses indulgences, lors même qu'on n'en aurait pas fait usage pour gagner ces indulgences. La S. Congrégation des Indulgences donne du décret du 6 février 1657 et du décret du 23 février 1711, sur lesquels nous nous appuyions, une interprétation différente de la nôtre. Nous sommes heureux de réformer notre enseignement en nous conformant à sa déclaration. On peut conclure de sa réponse que tout objet indulgencié dont personne ne s'est servi pour gagner les indulgences qui y sont attachées, peut passer indéfiniment, de mains en mains, à titre gratuit cependant, sans perdre ses indulgences.

Ce n'est donc pas, comme nous le pensions, l'intention de faire bénir pour soi ou d'accepter pour soi un objet indulgencié qui empêche de le transmettre dans la suite; c'est l'usage réel seul qui le rend inutile pour tout autre que pour celui qui s'en est servi le premier pour gagner les indulgences. Cette solution beaucoup plus large que la nôtre, nous fait grand plaisir.

Nous ferons remarquer que jadis la S. Congrégation des Indulgences n'avait pas jugé à propos de répondre à cette même question, qui lui fut posée déjà en 1847 :

« An amittantur tantum (indulgentiæ) quando quis sibi eas res proprias fecerit, et iis usus fuerit cum intentione lucrandi indulgentias ?

RESP. Non indigere responsione². »

II. Dans la réponse à la troisième question, la S. Congrégation confirme et développe son enseignement. Le décret d'Alexandre VII décidait qu'on ne pouvait pas céder les objets indulgenciés, à titre onéreux, *neque precario dari possint*; celui du 12 juillet 1847, que nous venons de citer, qu'on ne pouvait pas en exiger le prix, *petere pretium*; un autre, du 2 octobre 1840³, qu'on ne

¹ Le texte de ce décret a été donné dans l'*Ami du clergé*, p. 470.

² *Decreta auth. S. C. Ind. Valentinien.*, 12 juillet 1847, ad 2^m, n. 344. Ed. Pustet.

³ *Rothomagen.*, 2 oct. 1840, ad 5^m. Edit. de Barbier de Montault, n. 526.

pouvait pas rentrer dans les dépenses, *percipere id quod impenserunt*.

Le décret du 16 juillet 1887 est plus explicite. Il déclare qu'on ne peut rien exiger, ni même accepter, soit à titre de prix, soit à titre d'échange, soit à titre de présent, soit à titre d'aumône.

La défense est donc générale et absolue.

III. La question a été posée trois fois à la S. Congrégation des Indulgences en quelques années. En 1878, Monseigneur Mermillod, vicaire apostolique de Genève, obtenait la réponse qui est signalée ici et qu'on peut lire dans les *Decreta authentica*, p. 394, n. 434.

Malgré la clarté de la décision, le doute persista. Tout le monde reconnut que les indulgences qui ne sont pas attachées à une fête peuvent être gagnées de minuit à minuit, à moins d'une clause expresse.

Quant aux indulgences attachées à une fête, on continua à enseigner qu'elles commençaient avec la fête, c'est-à-dire aux premières vêpres, en dehors de toute clause spéciale.

Le 21 novembre 1885, la S. Congrégation des Indulgences fut interrogée sur ce point par M. le Curé de Saint-Cannat, à Marseille, et elle renvoya au décret du 12 janvier 1878. La demande est conçue à peu près dans les mêmes termes que celle de 1887 et elle ne prête nullement à l'équivoque.

« *Utrum non obstante decreto S. Congregationis Indulgentiarum, diei 12 januarii 1878, quo statuitur Indulgentiarum lucrandarum tempus decurrere a media nocte ad mediam noctem, nisi aliud expresse habeatur in indultis, nihilominus Indulgentiæ festivitatis annexæ incipiant a primis vesperis, sicut ipsa festivitas, quamvis indulta sileant.* »

« *RESP. : Standum decreto.* »

La réponse à la quatrième demande ne pouvait donc pas être différente, à moins que la S. Congrégation ne voulût suivre d'autres principes.

IV. La cinquième demande sollicitait une interprétation du décret du 9 août 1852 sur la translation des Indulgences annexées à une fête. La S. Congrégation des Indulgences déclare qu'il est inutile de répondre aux diverses questions qui lui sont adressées, sans doute parce que plusieurs de ses décrets publiés depuis 1852 ont tranché toutes les difficultés. Voici ces décrets.

a) *Décret du 6 mai 1852*. Bien que ce décret ait été publié avant celui du 6 août de la même année, il est basé sur les mêmes principes.

« 1^o Indulgentia concessa pro aliquo festo, cessante, cum illud festum transfertur ? »

« ... 3^o Indulgentia concessa pro festo S. Mariæ Magdalænæ de Pazzis estne lucranda die 25 vel 27 mensis maii ? (In dioecesi Briocensi illud festum die 27 maii celebratur). »

« *RESP.* Ad 1^{am}. Supplicandum Sanctissimo pro generali concessione translationis indulgentiarum, cum solemnitas festi, cui adnexæ sunt Indulgentiæ, (non tamen quoad officium tantum), legitime transfertur.

« Ad 2^{am} : Lucretur in casu die 27 maii !... »

Il y est question d'une translation perpétuelle pour un seul diocèse, d'une fête qui se célèbre sans solennité extérieure, en règle ordinaire du moins.

b) *Décret du 29 août 1864*. « *Utrum indulgentiam alicui festo adjunctam lucretur quisquis die ipsa juxta Kalendarium Breviarii Romani, vel potius juxta Kalendarium unius cujusque diocesis. Ordinis, etc.* »

Item qui sodalitati cuicumque nomen dederunt an indulgentias acquirant die in qua festum celebratur in Ordine regulari, ad quem attinet dicta sodalitas, licet sit diversa a die Kalendarii romani, vel diocesanii ? »

RESP. Indulgentiam acquiri a Christifidelibus die fixa et rite constituta in sua diocesi ; a regularibus Ordinibus die rite constituta in suo Kalendario ; ab hominibus, qui sodalitati nomen dederunt, quæ ad regularem Ordinem attineat, indulgentiam acquiri die rite constituta in Kalendario diocesis, vel in Kalendario Ordinis, si istius modi privilegio gaudeant, non tamen in utraque die¹. »

Il est bien question de la translation des fêtes, en tant qu'elle entraîne la translation des indulgences, et cette translation est considérée par rapport soit à un diocèse particulier, soit à un ordre religieux, soit à une confrérie. Le décret suivant est plus explicite encore.

c) *Décret du 12 janvier 1878*. « 1^o Utrum, translato festo in perpetuum et perpetuo ad aliam diem sive ex speciali decreto S. R. C. sive ex præcepto rubricarum assignato, simul ad eandem diem iterum festo assignatam transferatur indulgentia eidem festo concessa, licet festum celebretur sine solemnitate et publica functione ? »

Et quatenus affirmative :

« 2^o Utrum eadem translatio indulgentiæ, fiat tam in casu quo translatio perpetua festi sit pro toto Ordine, quam in casu perpetuæ translationis festi pro sola regulari provincia ? »

« 3^o Cum festum assignatum est ad quamdam diem pro provincia, et in aliqua diocesi ; vel in aliquo cœnobio, ob occurrentiam alterius festi præferendi, translatum sit et perpetuo assignatum ad aliam diem, utrum indulgentia festo tributa adscribenda sit pro singulis cœnobiis ad diem quo unumquodque festum celebrat, vel potius sit retinenda tanquam lucrabilis in omnibus cœnobiis eadem die assignata pro provincia, dummodo tamen exceptio non sit faciendi ratione solemnitatis vel externæ publicæ celebrationis ? »

« 4^o Quando aliquod festum ex novo indulto Kalendario adjungendum, eo quod impediatur die propria ad sequentem primam diem liberam transferri et assignari debet, si ei concessa sit indulgentia, utrum hæc adscribenda sit diei quo festum assignatur fixe in provincia, et quoad

¹ *Briocen.*, 6 mai 1852, n. 359.

² *Decr. auth. S. C. Indul. Congregationis S. Benedicti in Gallia*, 29 aug. 1864, n. 407.

Omnia provinciæ coenobia, quamvis non in omnibus festum eadem die locum habeat ?

« 5^o Utrum indulgentiæ tributæ alicui festo pro universis fidelibus cum conditione visitandi ecclesias determinatas Regularium, lucrari possint ab omnibus Christifidelibus, etiamsi ejusdem festi celebratio cum indulgentia alia diè in diœcesi locum habeat ? »

RESP. Ad 1^m et 2^m : Affirmative.

« Ad 3^m, 4^m et 5^m : Affirmative juxta modum, nempe indulgentia semel tantum a singulis respective lucrari potest ¹. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Pendant l'absoute, le célébrant ne doit-il pas être, d'après le Rituel, du côté de l'Épître ?
2^o Pourquoi cela ?

R. — Ad I. Oui, le célébrant doit se placer un peu du côté de l'Épître... mais ce n'est pas en vertu de la rubrique du Rituel, car il n'en parle pas ; c'est en vertu de la rubrique du Missel :

« Celebrans vero ex alia parte in capite loci inter altare et tumulum, aliquantum versus epistolæ, ita ut crucem subdiaconi respiciat. » (Ritus servandus in celebratione Missæ, Titre XII, n. 4.)

Ad II. Le célébrant s'écarte un peu pour ne pas tourner directement le dos à l'autel. C'est la raison donnée par Gavantus :

« Aliquantulum versus cornu Epistolæ (celebrans), ne terga directe vertat altari, et ut orans sacerdos vicinior sit altari. » (Pars. II, Titre XIII, lettre N.)

Examinons encore des questions analogues, qui nous viennent d'autres correspondants.

Q. — Pendant le répons de *Subvenite*, quelle doit être la place respective du célébrant et des ministres ? Doivent-ils se tourner vers l'autel ou contre le cercueil ?

R. — La plupart de ces questions ne sont pas traitées dans les rubriques du Rituel : elles le sont imparfaitement dans le Missel et le Cérémonial des évêques. Il importe donc de se baser sur l'enseignement des meilleurs liturgistes et sur la pratique des églises les plus correctes. Et l'on verra que l'on suit à peu près les mêmes règles que pour l'absoute.

Notre vénéré correspondant ne nous dit pas s'il s'agit de l'enterrement d'un prêtre ou d'un laïc, ni si le cercueil est au chœur ou simplement dans la nef. Nous supposons qu'il s'agit des cas les plus ordinaires, à savoir de l'enterrement d'un laïc, et du placement du cercueil dans la nef.

Cela posé, le célébrant doit se placer aux pieds du défunt, par conséquent entre le cercueil et l'autel. Mais, comme nous l'avons dit dans une

réponse précédente, il doit se tourner un peu du côté de l'épître, afin que le dos ne soit pas directement vers l'autel.

Le diacre doit se placer à gauche du célébrant, sans doute afin que le célébrant ait ainsi la place d'honneur. Ce point est souvent violé ; et cependant la rubrique du Missel est formelle :

« ... Diaconus a sinistris ejus (celebrantis). (Ritus servandus in celebr. Missæ, chap. 13, n. 4.) »

Le sous-diacre porte la croix, et se tient à la tête du défunt, c'est-à-dire entre le défunt et la porte de l'église.

Les deux acolythes, avec leurs cierges allumés, se placent de chaque côté de la croix du sous-diacre.

Le thuriféraire et le porte-bénitier se tiennent auprès du diacre, un peu en arrière. Mais comme leur ministère n'est pas requis pendant le *subvenite*, ils pourraient se placer à la crédence

Quant aux autres prêtres qui ne remplissent pas d'office, ils sont de chaque côté du cercueil ; les plus dignes sont plus rapprochés du célébrant, et les moins dignes plus près de la croix. Tous ces assistants doivent se mettre à une distance convenable du cercueil, afin que le célébrant et le diacre puissent circuler librement pour jeter l'eau bénite et faire l'encensement.

Vous nous demandez de quel côté l'on doit se tourner pendant le *Subvenite* ? Du côté de l'autel, ou du côté du cercueil ? D'après ce que nous venons de dire, vous voyez que tous doivent se tourner vers le cercueil.

Après le répons *Subvenite*, on fait l'absoute en conservant la même attitude.

La solution que nous venons de donner suppose que le répons *Subvenite* n'est pas suivi de la messe. S'il en était suivi, ainsi qu'on le pratique dans la plupart des églises de campagne et dans plusieurs des villes, l'attitude pourrait être différente pour les officiants. Ainsi le célébrant pourrait ne pas rester auprès du cercueil pendant le *Subvenite*, mais se rendre tout de suite à la sacristie, afin de revêtir les ornements de la messe. Le diacre en ferait autant. Le sous-diacre et les acolythes se retireraient également à la sacristie. Rappelons ici que la croix ne doit pas rester auprès du cercueil pendant les saints offices. On l'emporte donc immédiatement après le chant du *Subvenite* ; et même si le sous-diacre se rend à la sacristie, pendant le chant du *Subvenite*, il emporte la croix avec lui. Elle n'est pas requise comme pour l'absoute.

Q. — Quand le prêtre doit-il se couvrir ou se découvrir à l'absoute des défunts ?

R. — Les auteurs enseignent communément que le célébrant se rend au lieu de l'absoute la tête couverte, mais que pendant toute l'absoute, la tête est découverte.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dernièrement un de mes paroissiens d'été est venu à mourir. La famille ayant désiré transporter le corps dans un département voisin, le maire a refusé l'autorisation sous prétexte qu'il n'avait pas le droit de la donner. Est-ce que tout ce qui regarde les funérailles n'est pas de la compétence du maire? Est-ce bien alors du préfet ou bien du ministre de l'intérieur qu'il faut réclamer et obtenir ce permis?

R. — Il est vrai que tout ce qui concerne les funérailles est de la compétence du maire, mais uniquement sur le territoire et dans les limites de sa commune. Dès qu'il s'agit d'un transfert dans un autre département ou à l'étranger il faut l'autorisation du préfet. Sans doute le ministre de l'intérieur possède tous les pouvoirs qu'il délègue aux autres. C'est assez dire qu'il peut directement autoriser les transferts et il l'a fait quelquefois. Mais il n'entend pas retenir pour lui ces sortes d'affaires, comme en témoigne la circulaire suivante en date du 19 mars 1881 :

Monsieur le Préfet, d'assez nombreuses demandes en autorisations, de transport de corps d'un département à un autre ou à l'étranger continuent de m'être adressées, soit par les parents des personnes défunt, soit même quelquefois par certaines administrations municipales, contrairement aux dispositions particulières du décret de décentralisation du 13 avril 1871, art. 1^{er}, n° 13, aux termes desquelles vous êtes invité à statuer vous-même dans ces circonstances, ainsi que vous l'ont rappelé deux fois déjà les circulaires ministérielles des 8 juillet 1874 et 19 novembre 1875.

Mon administration, indûment saisie de ces demandes dont elle a jugé convenable de décharger le service central qu'elles encombrant sans nécessité, se voit contrainte alors, soit de vous les renvoyer, ce qui entraîne une perte de temps, soit, eu égard à l'extrême urgence invoquée, de prendre et de notifier elle-même aux intéressés une décision qui ressortit expressément à vos attributions.

J'ai résolu de ne pas laisser subsister plus longtemps cette pratique irrégulière, et je vous prie, en conséquence, de vouloir bien rappeler de nouveau à MM. les maires, par la voie du *Recueil des actes administratifs*, que toute demande en autorisation de transport de corps dans un département quelconque de la France ou à l'étranger doit être adressée non au ministère de l'intérieur, comme le supposent à tort nombre de personnes, mais au préfet du département dans lequel le décès a eu lieu et d'où le corps doit être dirigé sur sa destination définitive.

Q. — Je suis créancier, pour une somme assez considérable, de ma fabrique, et sous prétexte que j'ai une certaine fortune, je ne puis obtenir d'être payé. A quel moyen puis-je recourir pour être remboursé? Ne puis-je pas prendre hypothèque sur les immeubles de la fabrique, ou m'adresser aux tribunaux?

R. — Le créancier d'une fabrique doit s'adres-

ser avant tout aux tribunaux ordinaires ou aux conseils de préfecture, selon la nature de l'obligation, pour se faire remettre un titre ayant force exécutoire; muni de ce titre, il peut prendre hypothèque sur les immeubles de la fabrique qui ne font pas partie du domaine public.

On a contesté aux créanciers des fabriques le droit de prendre hypothèque sur les biens immeubles appartenant à ces établissements. S'il s'agit, lisons-nous dans le *Défenseur des Conseils de Fabrique*, d'immeubles faisant partie du domaine public et, conséquemment, placés hors du commerce, v. g., l'église paroissiale, la contestation est fondée, puisque, aux termes de l'art. 2118 du Code civil, « sont seuls susceptibles d'hypothèques : 1^o les biens immobiliers qui sont dans le commerce et leurs accessoires réputés immeubles; 2^o l'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée. » S'il s'agit, au contraire, d'immeubles non affectés à un usage public, v. g., un champ, une maison, etc., nous sommes d'avis qu'ils peuvent être hypothéqués, puisqu'on ne trouve, dans la loi, aucune disposition expresse portant prohibition de les frapper de l'hypothèque judiciaire. D'après l'art. 2093 du Code civil, « les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence. » L'article 2094 ajoute : « Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques. » L'intérêt principal qui s'attache à l'hypothèque est donc la préférence qu'elle donne au créancier qui l'a obtenue et conservée sur les autres créanciers. Or, cette cause de préférence existe aussi bien à l'égard des immeubles des fabriques qu'à l'égard d'autres immeubles. Sans doute, l'hypothèque prise par le créancier n'aura pas tous les effets que la loi lui attribue (Code civ., art. 2166 et suiv.). C'est ainsi, par exemple, que la saisie immobilière ne pourra être pratiquée; mais la saisie n'est pas l'effet de l'hypothèque; elle est l'une des voies d'exécution du titre, et l'hypothèque qui n'est d'abord qu'une mesure conservatoire peut se pratiquer indépendamment de toute autre voie d'exécution. D'ailleurs, le créancier peut, comme il est dit ci-après, faire ordonner la vente sans saisie. S'il y a vente, il y a distribution de prix entre les créanciers et, par conséquent, l'intérêt d'avoir une hypothèque inscrite est évident.

Le créancier, désireux d'obtenir le paiement de la somme qui lui est due, peut encore s'adresser au conseil de fabrique. Si celui-ci refuse d'inscrire ladite somme à son budget, la réclamation doit être adressée à l'évêque qui, sur le vu des titres produits, inscrira d'office la dette au budget de la fabrique. Un recours au conseil d'Etat serait-il admissible contre la décision de l'évêque ou même contre son refus de statuer? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse, car il ne s'agit pas là d'une simple mesure d'administration,

mais d'une réclamation fondée sur les droits privés, d'un acte de juridiction (Dufour. *Traité de droit administ.*, III, p. 573).

Toute saisie-arrêt pratiquée par un créancier sur des valeurs appartenant à la fabrique serait sans valeur, puisque les fabriques, comme les communes, ne peuvent payer que selon le mode et avec les formalités prescrites par la loi.

Les règles qui précèdent sont indiquées, en ce qui concerne les communes, par les deux avis suivants du conseil d'Etat.

Le premier, du 12 août 1807, est ainsi conçu :

« Le conseil d'Etat, etc.;

« Considérant que, dans l'exercice des droits des créanciers des communes, il faut distinguer la faculté qu'ils ont d'obtenir contre elles une condamnation en justice, et les actes qui ont pour but de mettre leur titre à exécution ; — que, pour l'obtention d'un titre, il est hors de doute que tout créancier d'une commune peut s'adresser aux tribunaux dans tous les cas qui ne sont pas spécialement attribués à l'administration ; mais que, pour obtenir un paiement forcé, le créancier d'une commune ne peut jamais s'adresser qu'à l'administration ; que cette distinction, constamment suivie par le Conseil d'Etat, est fondée sur ce que, d'une part, les communes ne peuvent faire aucune dépense sans y être autorisées par l'administration : que, de l'autre, les communes n'ont qu'à la disposition des fonds qui leur sont attribués par leur budget, et qui tous ont une destination dont l'ordre ne peut être interverti ;

« Considérant, en outre, que, d'après l'arrêté du gouvernement, du 19 vendémiaire an X, qui a constitué la caisse d'amortissement, dépositaire des fonds appartenant aux communes, elle ne peut les mettre à leur disposition sans une décision du Ministre de l'Intérieur ;

« Est d'avis que la caisse d'amortissement ne doit pas recevoir des oppositions de la part des particuliers sur les fonds appartenant aux communes, sauf aux créanciers à se pourvoir auprès de l'administration pour obtenir, s'il y a lieu, la décision exigée par l'arrêté du 19 vendémiaire an X. »

Le second, du 26 mai 1813, porte :

« Le conseil d'Etat, etc.;

« Est d'avis qu'il est constant et reconnu que les communes ne peuvent rien payer qu'après qu'elles y ont été autorisées par leur budget annuel :

Que tout paiement fait sans cette autorisation est laissé au compte du receveur d'après les distinctions précises de plusieurs décrets ;

« Qu'en conséquence, lorsqu'une commune est débitrice d'une administration, il n'y a lieu ni à délivrance de contrainte contre le receveur, ni à citation devant les tribunaux, ni à saisie-arrêt entre les mains du receveur de la commune ou des débiteurs de la commune, puisque le receveur ne peut rien payer qu'en vertu d'autorisation au budget annuel, mais que le directeur de la régie

doit se pourvoir par devant le préfet, pour qu'il porte au budget, s'il y a lieu, la somme réclamée contre la commune, afin que le paiement par le receveur soit autorisé. »

Ces décisions sont applicables aux fabriques, comme à tous autres établissements publics, dont le budget est réglé par l'autorité supérieure.

Enfin, si les ressources de l'établissement religieux étaient insuffisantes pour faire face aux obligations contractées, le créancier aurait la faculté de s'adresser au ministre des cultes, dans le but de faire rendre un décret autorisant la vente d'un immeuble appartenant à la fabrique et non affecté à un usage public. Dans le cas où cette autorisation serait accordée, il est aisé de comprendre l'avantage résultant de l'inscription hypothécaire, si plusieurs créanciers pouvaient se présenter.

Dans son *Manuel des Conseils de fabriques* (p. 134), M. l'abbé Vouriot traite la même difficulté. « L'exécution forcée des obligations contractées par les établissements publics, dit-il, ne doit jamais être poursuivie par voie de saisie de leurs biens ; elle doit toujours l'être par voie purement administrative.... La jurisprudence administrative, dont M. de Cormenin cite les principaux monuments, a consacré en principe, que c'est à l'administration seule à régler le mode de paiement des dettes des fabriques et celui d'exécution des jugements qui les ont condamnés au paiement des sommes ou frais à leur charge. Il a été ainsi décidé que les tribunaux excèdent leurs pouvoirs, lorsqu'ils valident la saisie-arrêt des revenus d'une fabrique, ou lorsqu'ils règlent le mode de paiement de ses dettes ; les dettes des fabriques ne peuvent être acquittées que sur des fonds assignés à cet effet par l'autorité administrative préposée au règlement des dépenses ou budget de ces établissements, c'est-à-dire par l'autorité diocésaine. Lors donc qu'une fabrique est reconnue débitrice et qu'elle ne s'acquitte pas de son obligation, le créancier, au lieu de la poursuivre par voie de saisie, doit se pourvoir devant l'évêque préposé à l'administration des fabriques de son diocèse et seul chargé de régler leurs budgets. Le prélat prescrira alors les mesures nécessaires pour assurer le paiement de la dette. Le refus de la part des fabriciens d'exécuter ces mesures motiverait leur révocation et leur remplacement indépendamment des poursuites judiciaires, dont ils pourraient être personnellement l'objet.

« Dans l'exercice des droits des créanciers des fabriques, il faut distinguer la faculté qu'ils ont d'obtenir contre elles une condamnation en justice et les actes qui ont pour but de mettre leur titre à exécution. Il est hors de doute que, pour l'obtention du titre, tout créancier d'une fabrique peut, en accomplissant les formalités particulières prescrites par la loi, s'adresser aux tribunaux dans tous les cas qui ne sont pas attribués à l'administration ; mais, pour obtenir un paiement

forcé, le créancier d'une fabrique ne peut jamais s'adresser qu'à l'autorité diocésaine, préposée à l'administration des fabriques et au règlement de leurs budgets. Cette distinction est fondée sur ce que, d'une part, les fabriques ne peuvent faire aucune dépense sans y être autorisées par l'évêque, et que, de l'autre, elles ne peuvent disposer que des fonds qui leur sont attribués par leur budget et qui tous ont une destination, dont l'ordre ne pourrait être interverti, sans mettre en souffrance le service du culte, auquel ils sont consacrés. »

Q. — Il arrive dans ma paroisse un fait qui nous embarrasse un peu. Un legs a été fait à la fabrique ; mais l'héritier n'a pour fournir ce legs qu'un certain nombre de créances plus ou moins solides ; de sorte que le legs nous paraît plus ou moins aventuré : Cependant l'un des débiteurs de la succession a quelque surface. Le trésorier de la Fabrique ne pourrait-il sans attendre l'autorisation d'accepter le legs, pratiquer, s'il le juge utile, une saisie-arrêt entre les mains du débiteur de l'héritier chargé de payer ce legs ?

R. — Certainement il peut, et même il le doit, l'article 78 du Décret du 30 décembre 1809 s'exprime ainsi : « le trésorier sera tenu de faire tous actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus ». Or la saisie-arrêt est un acte conservatoire par excellence, puisque son but est de conserver, au moyen d'un acte extrajudiciaire, un droit, et de protéger un intérêt.

En outre, d'après l'article 557 du code de procédure civile, tout créancier peut en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenants à son débiteur ou s'opposer à leur remise. »

Le *journal des conseils des fabriques* ayant eu à se prononcer sur une pareille difficulté fait à ce propos une juste observation. « Du moment, y est-il dit, que le trésorier de la fabrique de S... se fonde sur un titre certain et non contesté, la circonstance que le legs fait à l'établissement n'est pas encore autorisé ne saurait être un obstacle à la validation de la saisie-arrêt. Si cette saisie a été dûment pratiquée, dénoncée au débiteur saisi et contre-dénoncée au tiers-saisi, le tribunal peut et doit accueillir la demande en validité. Ou il prononcera cette validité, en le subordonnant à la condition de l'obtention par la Fabrique de l'autorisation d'accepter le legs, dont l'existence a déterminée la saisie ; ou bien il ajournera toute décision sur la validité jusqu'après cette autorisation. Le tribunal croira, sans doute, devoir fixer à cet effet un délai déterminé, sauf à la Fabrique intéressée à se pourvoir de nouveau devant lui, en temps utile, pour en obtenir la prorogation, dans le cas où ce délai serait sur le point d'expirer avant l'obtention de l'autorisation administrative. »

C'est ce qui ressort d'un jugement du tribunal civil de Toulouse, du 12 mars 1885. En voici d'ailleurs le texte :

« Le Tribunal, etc. ; — Attendu que si les Fa-

brriques ne peuvent ester en justice sans l'autorisation du Conseil de préfecture, il est enjoint toutefois à leurs trésoriers par l'art. 78 du décret du 30 décembre 1809 de procéder, sans attendre cette autorisation, aux mesures conservatoires propres à assurer le maintien de leurs droits ; que la saisie-arrêt pratiquée au préjudice de F... entre les mains de la demoiselle de V..., par le trésorier de la Fabrique de S..., constitue l'une des mesures conservatoires autorisées par l'article ci-dessus, et que le droit de faire cette saisie implique de toute nécessité celui d'assigner en validité ;

« Attendu, dès lors, qu'ayant pu valablement, sans l'autorisation du Conseil de préfecture, nantir le tribunal de la demande en validité de la saisie-arrêt par lui pratiquée, le trésorier de la fabrique de S... ne saurait être privé du droit de solliciter en justice un sursis à l'effet d'attendre la décision du Conseil de préfecture ; que si l'absence d'autorisation met obstacle à ce qu'il poursuive son instance en validité, ce défaut d'autorisation n'a point pour effet de lui interdire même de se présenter à la barre du tribunal et d'y faire entendre sa demande de sursis ; que cette demande n'est, au contraire, qu'une suite de la mesure conservatoire par lui prise en vertu du texte de loi précité ; qu'ayant eu le droit de pratiquer une saisie-arrêt et, afin de rendre cette saisie efficace, d'assigner en validité, il peut, par cela même, faire tout ce qui est de nature à maintenir le bénéfice de cette mesure, sans lui enlever son caractère purement conservatoire ;

« Attendu, au surplus, que la fabrique de S... justifie s'être livrée à toutes diligences pour obtenir du Conseil de préfecture compétent l'autorisation qui lui est nécessaire, et qu'il est démontré par ces explications que le retard dans la décision à intervenir, quant à ce, ne lui est point imputable ; qu'il y a lieu, dès lors, de dire droit à sa demande en sursis ;

« Attendu, toutefois, qu'il convient de limiter ce sursis de manière à concilier les droits de la Fabrique avec les intérêts du débiteur saisi et de fixer à deux mois la durée de ce sursis ;

« Attendu que, n'étant pas statué au fond, c'est le cas de réserver les dépens ;

« Par ces motifs, le tribunal... surseoit à statuer... pendant un délai de deux mois à partir de ce jour... »

Q. — La corde de ma cloche s'est cassée l'avant-veille du 14 juillet. Comme le maire entendait faire sonner pour la fête nationale, je le prévins de l'accident, en l'invitant à acheter une corde, s'il voulait absolument se passer la fantaisie d'un carillon. Il m'a répondu que la corde de la cloche ne le regardait pas plus que la cloche elle-même ; que la loi l'autorisait à sonner et qu'il prétendait user de sa faculté sauf à prendre le sonneur de l'église et à le payer. Que pensez-vous de cette prétention ?

R. — Le raisonnement du maire est logique et légal. Nous n'avons pas à examiner la faculté que la loi lui donne et la manière dont il s'en sert ;

mais il est absolument dans son droit en cette circonstance. Il faudrait, pour qu'il ne pût forcer la consigne, que la fabrique prouvât qu'elle est dans l'impossibilité matérielle d'acheter une corde : ce qui ne paraît pas probable.

Q. — Je vous serais bien obligé si vous vouliez me dire, avec pièces à l'appui, si un notaire qui est en même temps administrateur d'un établissement de bienfaisance, peut recevoir un acte de vente concernant cet établissement ?

R. — Oui; cela résulte d'un avis du Conseil d'Etat en date du 7 avril 1843. Le ministre de l'Intérieur, consulté par le préfet du Var, crut devoir renvoyer l'examen de cette question à la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat avec le rapport ci-après, dans lequel la question se trouve pleinement élucidée :

« Paris, le 11 mars 1843.

« Monsieur le ministre,

« M. le préfet du Var consulte Votre Excellence sur la question de savoir si un notaire qui est en même temps membre d'une commission administrative d'hospice, peut recevoir l'acte de vente d'un immeuble appartenant à cet établissement.

« La loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803) sur le notariat, et les lois et ordonnances qui concernent spécialement l'administration charitable ne contiennent aucune interdiction à cet égard. Il n'y a donc pas là une impossibilité légale et absolue. Il peut y avoir tout au plus une incompatibilité de convenance, à examiner au point de vue administratif et sous le rapport des intérêts des établissements charitables.

« En principe, il faut reconnaître qu'il peut y avoir quelques inconvénients à ce qu'un notaire passe lui-même les actes des ventes et acquisitions qu'il concourt à faire décider comme administrateur d'hospice, attendu que, par son influence personnelle, il peut pousser la Commission administrative à prendre ou à provoquer des décisions, dont il tire ensuite un profit comme notaire. Cette considération est, au fond, la même que celle qui a inspiré l'article 1596 du Code civil, aux termes duquel les administrateurs ne peuvent se rendre adjudicataires des biens des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins, et l'article 175 du Code pénal, qui a établi une pénalité contre tout fonctionnaire, officier public, etc., qui aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies, dont il avait au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance.

« Mais, dans les cas prévus par ces articles, il s'agit d'actes intéressés, purement volontaires de la part des fonctionnaires et administrateurs, et, par conséquent, d'une influence de position appliquée à des spéculations coupables; il ne s'agit pas, comme dans l'espèce, des droits et honoraires résultant, d'après la loi, de l'exercice d'une profession légitime. On ne saurait donc en tirer une induction rigoureuse pour interdire aux notaires,

membres de Commissions administratives d'hospices, de passer des actes pour le compte de ces établissements.

« En fait, une pareille interdiction semblerait devoir occasionner des inconvénients plus grands que celui qu'on voudrait éviter.

« Ainsi, dans les localités où il n'existe qu'un seul notaire, membre de la Commission administrative de l'hospice ou du Bureau de bienfaisance (et ce cas peut se présenter assez fréquemment), la passation des actes publics concernant cet établissement deviendrait impossible, puisque le notaire ne pourrait pas instrumenter et ne pourrait pas être suppléé par un autre. Il faudrait donc admettre, dans ce cas, une exception au principe adopté, exception commandée par une nécessité d'ordre public, et qui serait assez fréquente pour ôter à la règle une grande partie de sa force et de son autorité.

« D'un autre côté, en plaçant les notaires entre des fonctions gratuites et les avantages attachés à leur profession, on s'exposerait à se priver du concours d'hommes généralement éclairés et honorables, qui, par leur habitude des affaires, rendent d'utiles services dans le sein des administrations charitables. En effet, il en est peu qui se résoudraient à perdre leurs honoraires pour garder une position purement honorifique.

« Enfin, l'abus de l'influence des notaires sur les délibérations des administrations charitables semble peu à craindre, si l'on considère que cette influence se trouve plus que contrebalancée par celle des autres administrateurs, qui sont au nombre de quatre, sans compter le maire, président-né. Et s'il arrivait, en définitive, qu'un notaire voulût et pût abuser de sa position, ce ne serait, dans tous les cas, qu'une exception fort rare, en vue de laquelle il serait fâcheux d'établir une prohibition générale et absolue, qui entraînerait de graves inconvénients.

« Je rappellerai en terminant, Monsieur le Ministre, qu'il est admis en principe que les incompatibilités sont de droit étroit; qu'elles doivent être spécifiées par les lois; et qu'il faut éviter, en règle générale, d'en agrandir le cercle, afin de ne pas susciter des embarras à l'Administration. La composition des Commissions charitables *gratuites* présente, surtout dans les petites communes, des difficultés assez grandes, pour qu'on doive se garder, autant que possible, de les augmenter, en créant des exceptions et des incompatibilités que les lois n'ont pas expressément établies.

« D'après ces considérations, je serais d'avis de résoudre la question soumise à Votre Excellence en ce sens que les notaires qui sont en même temps administrateurs d'établissements charitables peuvent passer les actes de ventes, acquisitions, etc., qui concernent ces établissements.

« Toutefois, comme il s'agit d'une question générale fort délicate, et sur laquelle il importe d'établir une jurisprudence, je crois devoir proposer à Votre Excellence de la renvoyer à l'examen du

Comité de l'Intérieur du Conseil d'Etat, afin que, sur son avis, il soit pris telle décision qu'il appartiendra. »

A la suite de ce renvoi, le Comité de l'Intérieur a émis, le 7 avril 1843, l'avis suivant :

« Les Membres du Conseil d'Etat composant le Comité de l'Intérieur et de l'Instruction publique, consultés par M. le Ministre de l'Intérieur sur la question de savoir si un notaire qui est membre d'une Commission administrative d'hospice peut recevoir l'acte de vente d'un immeuble appartenant à cet établissement ;

« Vu la lettre du Préfet du Var au Ministre de l'Intérieur ;

« Vu le rapport du 1^{er} Bureau de la Direction de l'Administration départementale et communale ;

« Vu la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat ;

« Considérant, en fait, que si, dans quelques circonstances, il peut y avoir quelque inconvénient à ce qu'un notaire passe lui-même les actes de ventes et d'acquisitions qu'il concourt comme administrateur de l'hospice à faire décider, l'interdiction de passer des actes pour le compte de ces établissements occasionnerait des inconvénients plus graves que ceux que l'on voudrait éviter ;

« Qu'ainsi, dans les localités où il n'existerait qu'un seul notaire, membre de la Commission administrative de l'hospice ou du Bureau de bienfaisance, la passation des actes publics concernant ces établissements deviendrait impossible, puisqu'il ne pourrait pas instrumenter et qu'il ne pourrait être suppléé par un autre notaire ;

« Considérant, en droit, que la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat ne contient aucune disposition qui interdise aux notaires de recevoir les actes de ventes ou d'acquisitions qui concernent les hospices ou les établissements de bienfaisance, dont ils sont administrateurs ;

« Sont d'avis :

« Que rien ne paraît s'opposer à ce que les notaires, qui sont en même temps administrateurs d'établissements charitables, puissent passer les actes de ventes, d'acquisitions et autres, qui concernent ces établissements. »

Cet avis a été adopté par le Ministre, par décision du 15 mai 1843.

Q. — *L'Ami du Clergé* pourrait-il m'éclaircir une difficulté ?

1^o Je suis souvent obligé de ne commencer la messe que vers les 8 heures soit pour un service funèbre soit surtout à cause du catéchisme que je fais auparavant.

Par suite, mon clerc âgé de 10 ans se trouve en retard d'un quart d'heure à une demi-heure pour la classe. A son arrivée, l'instituteur a-t-il le droit de le punir ou même de lui interdire l'entrée de la classe le matin ?

2^o Quand je suis appelé pour un baptême, pour un enterrement, ou pour assister un malade, l'instituteur peut-il empêcher le clerc de sortir de classe, surtout si les parents vont réclamer l'enfant ?

Avec les nouvelles lois, nous est-il défendu d'avoir un clerc à notre service ?

R. — Ces questions de détails dans l'application d'une loi qui mérita d'être qualifiée de *loi de malheur* n'ont été jamais définies et ne peuvent pas l'être. Elles sont abandonnées à l'arbitraire ou plutôt aux caprices des instituteurs, des inspecteurs et des maires.

La loi, en effet, ne précise ni l'heure où la classe doit commencer, ni le laps de temps requis pour qu'un enfant soit censé avoir manqué la classe de manière à ce que ses parents méritent le blâme ou les punitions édictées contre eux. Les instituteurs ont incontestablement le droit d'avoir un règlement scolaire ; mais les parents ont non moins incontestablement le droit d'user de leurs enfants comme ils l'entendent dans les limites de la loi dont ils sont les sujets.

Dans ces conditions, il est assez difficile d'établir une jurisprudence. Nous avons dit plusieurs fois notre pensée sur ce point ; nous penchons pour l'autorité du père de famille. Nous opinons qu'aucun règlement particulier d'école fait par l'instituteur n'obtiendrait gain de cause devant un tribunal contre un père de famille qui prétendrait ne pas violer la loi en faisant arriver son fils en classe, pour n'importe quel motif, même pour cause de service à l'église, un quart d'heure ou demi-heure après qu'elle est commencée. En ce cas, d'après nous, l'instituteur n'a pas le droit de punir un enfant qui n'a fait qu'obéir à son père ; à plus forte raison, ne peut-il pas lui interdire la classe du matin.

Ad II. Même réponse. Le curé n'a pas autorité pour ordonner à un enfant de quitter la classe ; mais le père de famille l'a de droit naturel. Au point de vue de la loi scolaire, l'instituteur peut faire toutes les constatations qu'il voudra ; mais il n'a nulle autorité pour empêcher un père de famille de réclamer son enfant pendant les heures de classes.

COURRIER DE L'UTILE

ÉTUDE PRATIQUE DES MOYENS
PERMETTANT DE REPRODUIRE TOUTES SORTES
D'OBJETS PAR LE MOULAGE

(Suite)

On peut presque tout reproduire avec le plâtre, sans même passer par la cire à modeler. C'est du moule en plâtre, qui servira à couler en plâtre que nous parlerons aujourd'hui.

Il a trois sortes de moulages : le moulage *simple*, le moulage *à pièces*, le moulage dit *creux perdu*.

Moulage simple

Le moulage simple, c'est le moule obtenu d'une seule pièce.

Un objet peut se mouler d'une seule pièce si sa surface offre à la vue toutes ses parties soit creuses soit saillantes. Ainsi, si vous tenez votre œil à environ cinquante centimètres de l'objet

à mouler et qu'aucun détail ne vous échappe, vous pouvez hardiment y appliquer votre plâtre.

Prenons, par exemple, un morceau de houille sur laquelle se trouve une empreinte végétale; avant d'y couler du plâtre il suffit, pour empêcher l'adhérence, d'y passer le pinceau légèrement huilé; il en est de même pour tous les objets métalliques, vitrifiés et ceux dont la surface n'absorbe (en terme de métier *boit*) il faut, si c'est du bois, le vernir; si c'est du plâtre, le stéariner ou plus simplement le savonner, puis ensuite l'huiler.

L'objet étant préparé pour éviter toute adhérence, on y coule la couche de plâtre qui sera le moule. Si on désire plusieurs exemplaires, ce moule doit être fait en plâtre dur : on peut tirer, dans un moule bien préparé, de dix à vingt épreuves.

Le moule étant durci complètement, on le détache de l'objet, puis avec un canif, on coupe les bavures ainsi que les parties inutiles, ensuite on le savonne afin de boucher les pores du plâtre, pour que l'huile, que l'on y étendra finalement, reste à la surface et permette au plâtre qu'on doit y couler de s'en détacher facilement.

Pour bien savonner un moule, il faut y mettre quelques gouttes de savon noir préparé, puis frotter celui-ci avec un pinceau sur toute la surface en le faisant bien mousser (absolument comme le savonnage du visage qui doit être rasé) puis, après en avoir retiré l'excès, on continue de frotter avec le pinceau en l'essuyant de temps en temps, jusqu'à ce que le moule soit presque sec et brillant. Alors on passe le pinceau légèrement huilé et enfin on met le moule dans l'eau jusqu'à ce qu'il en soit complètement imbibé, ce qui est facile à reconnaître, car tant qu'il reste un peu d'air dans le plâtre, de petites bulles d'air s'en détachent et montent rapidement à la surface de l'eau; tant qu'il en sort, il faut y laisser le moule, cette dernière précaution est tout-à-fait indispensable.

Pendant ce temps on gâche le plâtre de sorte que le moule étant prêt, et l'excès d'eau ayant été rejeté, on n'a plus qu'à le remplir.

Pour les autres épreuves à tirer dans le même moule, il n'y a plus qu'à huiler chaque fois et ne jamais omettre de tremper chaque fois le moule dans l'eau.

Moule à pièces

Le moule à pièces est celui qu'on n'obtient qu'en deux ou plusieurs parties, par une opération double, ou triple, etc.

Opérons par exemple sur une main dont nous voulons reproduire les deux faces.

Pour préparer une surface charnue à être moulée, il faut qu'elle soit enduite d'un corps gras très épais tel que suif, axonge, etc., surtout si la partie à mouler est couverte de duvet ou de poils, en observant bien toutefois de les coucher sur la peau, car ceux qui resteraient debout seraient pris dans le moule, lequel ne pourrait

être enlevé sans produire une souffrance intolérable.

Une fois la main préparée, on gâche la valeur d'un bol de plâtre et lorsqu'il commence à s'épaissir, on le verse en monticule sur un marbre huilé ou sur une plaque de verre et on pose le creux de la main dessus en lui donnant la position que l'on veut reproduire. On abaisse la main dans le plâtre jusqu'à ce que le corps et les doigts se trouvent engagés à peu près à moitié, ensuite, avec la spatule, on arrange le plâtre de façon qu'il dépasse tout autour d'environ un centimètre, et on attend, sans bouger la main qu'il soit dur.

Comme le temps que le plâtre met à prendre paraît, dans ces conditions, très long, il suffit de jeter dans l'eau du bol une pincée de sel de cuisine que l'on fait fondre avant d'y mélanger le plâtre; ce procédé a la propriété de le faire durcir en moitié moins de temps.

Sitôt le plâtre dur, nous enlevons la main. On coupe les bavures du moule et on égalise le bord qui existe autour du moule (appelé *portée*) dans lequel on ménage quelques échancrures qui serviront de repères. On savonne, on huile et on met à tremper.

Quand le moule est bien imbibé d'eau, on le remet sur la table et on replace exactement la main dedans; la même quantité de plâtre est gâchée pour recouvrir la main et lorsque cette seconde couche est dure, on la détache facilement de la première soit en faisant un effort avec la main prisonnière, soit en faisant une petite pesée, avec la lame d'un couteau, à la jonction des deux pièces.

Ces deux coquilles de plâtre bien préparées comme il est dit pour le moulage simple, sont disposées l'une à côté de l'autre, le creux en l'air; puis on gâche le plâtre.

Quand le plâtre battu, on en met une petite quantité dans chaque coquille et on les tapotte tout autour de façon que ce peu de plâtre s'étende, en continuant d'en mettre toujours à la même place et en le faisant couler sur toutes les surfaces internes, mais avec soin de n'en point verser sur les parties des moules qui doivent se rejoindre. Quand il y a une couche mince partout, on emplit peu à peu les deux moules un peu en excès et lorsque le plâtre offre quelque consistance pour qu'il ne puisse couler en retournant le moule, on rapproche les deux coquilles en observant bien la mise en place et la parfaite jonction des repères; alors on fait pression jusqu'à ce que les bords se touchent, on ficelle fortement les pièces jointes, et on emplit le tout de plâtre.

Quand la masse est bien dure, on trempe le tout dans l'eau et, au moyen de quelques pesées tout autour, faites à la jonction des moules, on obtient facilement l'enlèvement d'une coquille si ce n'est des deux. Si l'une des deux reste, il suffit de taper sur les bords avec un corps dur et le contre-coup fait soulever l'épreuve.

L'épreuve porte toujours la marque de la jonction des pièces sous la forme d'un petit liséré de plâtre qui a plus ou moins d'épaisseur selon que l'on a plus ou moins bien fermé le moule. Ce petit liséré, qu'on nomme *couture* ou *ébarbe*, peut s'enlever au moyen du canif.

Voilà le procédé pour faire un moule à deux pièces, mais il est des objets qui en exigent davantage.

Prenons par exemple un pied avec une partie de la jambe. Il est de toute évidence que l'œil ne peut embrasser en deux fois toutes ses faces. Avec un peu de raisonnement, on se rend compte facilement du nombre de pièces qu'il faut pour obtenir le résultat voulu, c'est-à-dire pour que le moule sorte : nous voyons de suite qu'il faut une pièce sous la plante du pied, une pièce garnissant la moitié de la jambe, du talon et du coude-pied y compris deux orteils et demi, et enfin une troisième recouvrant le reste.

Pour préparer chaque pièce du moule, les repaïr, les réunir, et couler, on procède suivant la même méthode que nous avons indiquée pour le moule à deux pièces.

Moulage dit « creux perdu »

Le procédé de moulage appelé *creux perdu* est en quelque sorte intermédiaire entre le moulage simple et celui à pièce.

On l'emploie pour les objets mous, tels que les modelages de cire ou de terre, pour les fruits, les natures mortes et en général tous les objets dont on ne tient pas à garder l'original.

Pour ces cas, l'objet à mouler fut-il ronde bosse, on le recouvre d'une seule masse coupée en deux par un fil.

Voici la manière de s'y prendre :

Prenons par exemple un buste modelé. Nous faisons passer un *fil bis fort* sur une ligne imaginaire qui a l'air de partager le buste en deux. Nous commençons par poser ce fil sur l'épaule, en l'appuyant légèrement pour qu'il pénètre un peu dans le modelage, nous continuons par le cou, l'oreille, la tempe, les cheveux en passant par le sommet de la tête, puis nous redescendons jusqu'à l'autre extrémité en tenant bien compte que ce fil adhère bien partout et qu'il en dépasse aux deux bouts environ vingt centimètres.

Nous préparons le buste pour éviter l'adhérence et, au moment de couler du plâtre dessus, nous y soufflons un peu d'eau.

Nous préparons, dans un récipient, une quantité d'eau suffisante pour couvrir toute la surface du buste d'une couche mince de quelques millimètres; dans cette eau nous jetons une pincée d'ocre rouge pour la teinter fortement; nous agitons, puis nous gâchons notre plâtre.

Alors, avec un pinceau à longs poils, on étale ce plâtre rouge sur toutes les surfaces en tenant compte qu'il faut que cette couche soit mince, excepté sur le fil où il faut faire un bourrelet large de un à deux centimètres et épais de deux

ou de trois. Aussitôt que le plâtre commence à durcir, on prend le fil par les deux bouts et on l'enlève en coupant le bourrelet en deux, ce qui forme un moule en deux coquilles. Mais comme ce moule ne serait pas assez fort pour subir ce qui reste à faire pour terminer le travail, on le recouvre sur toute la surface d'une seconde couche de plâtre blanc et tendre d'une épaisseur générale à peu près égale au bourrelet, sans toutefois en mettre sur la jonction.

Quand le plâtre est complètement dur, au moyen de quelques pesées on l'ouvre, on retire morceau par morceau ce qui est resté dedans et on le nettoie bien, car il ne doit rester aucun corps étranger au moule. Après l'avoir bien préparé, on traite comme pour le moule à deux pièces expliqué plus haut.

Quant au démoulage, ceci est un peu plus long. Il faut prendre un vieux couteau édenté qui fera office de scie, au moyen duquel on enlèvera le plâtre blanc morceau par morceau en respectant le plâtre rouge, qui indique que vous approchez de la partie intéressante du travail, quand la première couche (plâtre blanc) est partie, on vient, avec une pointe, faire sauter par petits éclats le plâtre rouge en ayant soin de ne pas atteindre l'épreuve. Ce procédé de démoulage s'appelle *dépouillage*.

DANGER DES POÊLES SANS TUYAUX

La communication suivante a été lue à l'une des dernières séances de l'Académie des sciences.

Le chauffage des poêles sans tuyau doit être absolument proscrit des appartements. Il ressort, en effet, des expériences faites par M. Gréhaut au Muséum d'histoire naturelle qu'une quantité notable d'oxyde de carbone (gaz extrêmement vénéneux) produit par le poêle sans tuyau dans une pièce close, est fixée par le sang des animaux séjournant dans cette pièce. En une heure et demie, un chien, empoisonné par l'oxyde de carbone, avait succombé aux émanations d'un poêle sans tuyau, brûlant du charbon de bois. Non seulement il faut proscrire les poêles sans tuyau, mais encore il faut s'assurer que les autres appareils de chauffage muni de tuyau ont un tirage suffisant, si l'on tient à éviter de graves accidents.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 2 novembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICATION

POUR LE 25^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
LA PRÉSENTATION DE LA SAINTE VIERGE

Audi, filia, et vide, et inclina
aurem tuam; obliviscere popu-
lum tuum et domum patris
tui. (Ps. XLV, 11).

La Présentation de la sainte Vierge au temple est une fête pleine de douceurs, de charmes et de salutaires leçons. Elle réjouit, elle attendrit, elle enseigne. C'est la fête des lévites de la loi nouvelle qui, renfermés dans les pieux asiles des séminaires, s'exercent, à l'ombre du tabernacle, à toutes les vertus de la vie apostolique. C'est la fête des personnes religieuses qui, renonçant au monde et à ses biens périssables, se sont données à Dieu par les vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté. C'est la fête des parents chrétiens qui, à l'exemple de Joachim et d'Anne, loin de s'opposer à la vocation de leurs enfants, s'efforcent de les consacrer au Seigneur par une éducation vraiment chrétienne. C'est la fête des enfants de Marie qui, à l'exemple de leur Mère du ciel, veulent dès leurs plus tendres années, vivre d'innocence et de pureté. C'est la fête de tous les chrétiens, que Dieu appelle, comme l'auguste Marie, à son royal service pour être admis ensuite aux éternelles récompenses, *Audi, filia, et vide!* Méditons donc avec piété et bonheur ce touchant épisode de la vie de la Reine du ciel, et considérons, pour notre édification, comment elle se donne à Dieu sans délai, sans réserve, sans retour; ainsi nous apprendrons comment il faut faire à Dieu le don de nous-mêmes, en quoi consiste toute la perfection, *Præbe mihi, fili, cor tuum!*

I.

La bienheureuse Marie, comblée de la plénitude des grâces et jouissant parfaitement de l'usage de la raison dès le premier instant de sa conception, s'était donnée à Dieu dans le commencement de sa vie. Mais il lui tardait de faire ratifier officiellement cette donation d'elle-même par les prêtres du Seigneur. D'après la tradition, elle était à peine âgée de trois ans que la voix du Saint-Esprit se fit entendre à son cœur pour cet acte solennel : *Audi, filia, et vide.* Sans délai elle quitte la maison paternelle, et, accompagnée de sainte Anne et de saint Joachim, elle se dirige vers le temple de Jérusalem. Quel spectacle ravissant! Les anges font cortège à celle que Dieu leur a destinée pour Souveraine, entonnant en son honneur leurs plus beaux cantiques! Les trois personnes de la Trinité la contemplant avec amour! Marie, remplie d'une allégresse toute céleste, gravit avec empressement les quinze marches du temple! O temple, réjouis-toi! Jamais, depuis que tes fondements ont été jetés, tu n'as joui d'une gloire pareille; voici, en attendant le Roi du ciel et de la terre, voici la Reine des anges et des saints! Le Grand-prêtre,

revêtu des ornements sacrés, reçoit l'auguste enfant, il la bénit, il récite sur elle les formules sacrées, il offre le sacrifice : Marie est au Seigneur! Oh! quel séraphin pourra dire les sentiments de Marie en ce moment! Les mains jointes, le cœur brûlant de charité, le front rayonnant d'une pureté toute divine, les yeux au ciel, elle se donne avec une incroyable ardeur à son Bien-Aimé! Marie est au Seigneur; elle embrasse son père et sa mère; elle est admise dans les dépendances du temple où désormais, sous la direction de femmes éminentes en sainteté, loin du monde et de ses faux plaisirs, elle va vivre d'une vie tous les jours plus sainte et plus divine, se consacrant entièrement au service des autels, en attendant que les volontés d'en haut se manifestent sur elle. Salut, ô blanche victime de l'amour de Dieu, salut, fleur du ciel qui embaumez les parvis sacrés; soyez bénie, soyez remerciée; vous nous répétez par votre exemple la leçon du Saint-Esprit : « qu'il faut donner à Dieu les prémices de son cœur et qu'il faut servir Dieu dès sa plus tendre jeunesse! »

Où, chrétiens, donnez-vous à Dieu dès votre jeunesse, la volonté de Dieu vous le commande. Dans l'ancienne loi il demande les prémices de chaque chose. Ce serait profaner ses autels que de les charger de fruits de l'arrière saison. Je remarque que le démon, qui imite Dieu en tout, autant qu'il le peut, lorsqu'il s'est fait offrir des victimes en sacrifice, a toujours voulu qu'elles se distinguassent par la jeunesse, comme nous en avons tant d'exemples dans l'histoire grecque en particulier. Sous la loi de grâce, lorsque Dieu destine quelqu'un à une grande sainteté, qu'il le veut mettre au nombre de ses favoris intimes, il le prend ordinairement dans une grande jeunesse, comme saint Jean l'Évangéliste; il prévient les âmes privilégiées, même dès l'enfance, par des grâces exceptionnelles, comme on le voit dans la vie de la plupart des grands saints. — Donnez-vous à Dieu dès votre jeunesse : les règles de la bienséance vous en font une stricte obligation. Ne dites pas, je vous en conjure : il faut que jeunesse se passe, à plus tard les choses sérieuses. N'imitiez pas Caïn qui donne à Dieu, mais sans réussir à le faire accepter, ce qu'il a de moins bon dans ses possessions. Quand on veut témoigner de la gratitude à un bienfaiteur, pour le faire d'une manière convenable, il faut, ce semble, que ce que l'on rend ait quelque rapport avec ce qu'on a reçu. Qu'avez-vous donc reçu de Dieu? La vie tout entière est un trésor que vous tenez de sa libéralité; et cependant vous ne lui en réserveriez que la dernière partie, celle que vous estimez le moins! Il est mort pour vous dans la fleur de ses années, à l'âge de trente trois ans, et vous ne commenceriez qu'à soixante ans à vivre pour lui! Il vous donne son corps, non seulement vivant, mais encore immortel et glorieux dans l'Eucharistie, et vous oseriez lui offrir un corps languissant et épuisé! Vous auriez l'audace de lui faire don d'un ca-

davre ! Ne serait-ce pas le comble de la dureté, de l'ingratitude, et du défaut de bienséance ? — Donnez-vous à Dieu dès votre jeunesse, votre intérêt le plus sacré l'exige. La jeunesse, vous le savez, est l'âge qui a le plus besoin de secours et d'assistance pour se former au bien et s'y maintenir. Où pourrais-je trouver une image de l'impuissance de la jeunesse pour la vertu ? Il me semble voir tantôt un vaisseau sans mât et sans gouvernail, qui, dans une nuit obscure, agité de vents furieux et contraires, donne ici dans un écueil, là dans un banc de sable ; qui est suspendu à la cime des vagues, pour retomber ensuite dans les profonds abîmes de la mer. Tantôt je me représente un homme infortuné renfermé dans une sombre prison, en butte aux bêtes les plus féroces, qui s'arrachent leur proie et la déchirent cruellement. La jeunesse, je l'avoue, a la lumière de la raison pour se guider, mais il s'élève en même temps du cœur des vapeurs si noires, c'est-à-dire des passions si fortes et si violentes, qu'elles produisent une obscurité encore plus triste que la nuit même. La jeunesse est un mélange d'ardeur, de générosité, d'ignorance, d'imprudence et de témérité. O jeunesse, s'écrie saint Augustin, vous êtes la fleur de la vie, mais vous en êtes aussi l'écueil le plus dangereux, *O juvenus, flos ætatis, periculum mentis !* Comment résister à tant de périls ? Impossible sinon par la piété, la prière, l'usage des sacrements, en un mot par une vie vraiment chrétienne. D'autre part, si vous vous livrez aux passions dans les premières années de votre vie, quelles malédictions vous amassez sur votre tête ! « Jeune homme, dit l'Esprit-Saint au livre des Proverbes, abusez des jours de votre jeunesse, écoutez les désirs de votre cœur, tandis qu'il est en votre pouvoir de les satisfaire, ne vous réglez que par vos perverses inclinations, mais sachez-le, le jugement de la colère de Dieu vous attend, *scito quod pro omnibus his adducet te Dominus in judicium*. Ce qui s'accomplit tantôt par des mariages infortunés, tantôt par la dissipation des biens et par la ruine entière des maisons les plus florissantes, quelquefois par des infirmités qui ne finissent qu'avec la vie, et souvent par des morts subites et prématurées. Et puis quel danger pour le salut ! L'Esprit-Saint l'a dit, « vous serez jusqu'à la mort ce que vous aurez été au commencement de votre existence. » Les habitudes contractées dans la jeunesse vont en s'enracinant, faisant sentir tous les jours une tyrannie plus despotique. Et c'est ainsi que l'on voit des personnes vénérables par l'âge se rendre méprisables par mille faiblesses, suivre l'attrait des passions dans un temps où ces passions sont non seulement criminelles, mais ridicules, *Adolescens juxta viam suam etiam cum senuerit non recedet ab ea !* Pour se convertir, quand la jeunesse a été perverse et déréglée, il faut une sorte de miracle. Cependant si vous étiez dans le cas de le demander au Seigneur, ne désespérez pas. Dieu est si infini en miséricorde qu'il veut encore accepter les rebuts

de votre vie, si vous les lui offrez dans la sincérité de la contrition. A force de regrets, de prières et de pénitence, effacez donc les iniquités de votre jeunesse, et Dieu vous recevra comme le prodigue repentant....

II

Non seulement Marie, au jour de sa Présentation, se donne à Dieu de bonne heure, mais elle se consacre à lui sans réserve. Oh ! que son offrande est splendide et magnifique ! D'après une révélation de sainte Brigitte, il est absolument impossible à l'intelligence humaine d'en mesurer l'étendue. Elle offre ses biens, son âme et son corps. Son âme par le vœu d'obéissance, ses biens par le vœu de pauvreté, son corps par le vœu de virginité. Remarquons particulièrement cette dernière oblation. Chez les Juifs, la stérilité était un opprobre ; voilà pourquoi la fille de Jephthé demande à ses compagnes de pleurer avec elle sa virginité sur les montagnes. Marie est de la tribu de Juda, de la famille de David, le temps de l'accomplissement des prophéties est proche ; et, sous l'inspiration du Saint-Esprit, elle fait vœu de virginité. Vœu d'autant plus excellent que depuis la création du monde elle est la première à réaliser cet acte de vertu héroïque ; vœu d'autant plus méritoire qu'elle renonce par là même à l'espérance de devenir la mère du Messie ; vœu d'autant plus ineffable qu'il a provoqué dans le monde la plus admirable floraison de la plus angélique vertu.

On dit que la reine de Saba, venant en Judée pour voir le roi Salomon, y apporta le baume qui a la vertu de préserver les corps de la corruption, et que par elle cette plante odoriférante devint commune dans toute la Palestine. Ainsi, avant que Marie vint au monde, la pureté virginale qui n'est pas une vertu de la terre ne se trouvait que dans le ciel. Mais, depuis sa naissance, cette plante céleste a répandu partout son parfum balsamique et a rempli de vierges toute l'Eglise. Le présent que Marie a fait au vrai Salomon, lui a paru si beau et si rare, qu'il a voulu en enrichir tout son royaume.

Chrétiens, soyez dignes de votre Mère ! Vous aussi, donnez-vous à Dieu corps et âme. Dieu hait la rapine dans l'holocauste. Il n'aime point les cœurs partagés. Gardez-lui une fidélité absolue par l'exacte observation de ses commandements et de ceux de son Eglise, à qui il veut qu'on obéisse comme à lui-même. Hélas ! il en est beaucoup qui font des réserves. Ils accomplissent la loi moins tel point, ignorant ou oubliant que celui qui viole un précepte transgresse toute la loi. Ils ne veulent pas renoncer à telle fréquentation dangereuse, se priver de tel plaisir mauvais, rompre avec telle perverse habitude qui leur est chère. Comme le préfet de Rome, qui demandait à saint Sébastien la guérison de son fils, ils conservent dans leur cœur une idole dorée et adorée. N'imites pas ces imprudents et ces aveugles ! A l'exemple de la Très-Sainte Vierge, donnez-vous entière-

ment au Seigneur; pratiquez avec un soin jaloux, selon votre état, la sainte vertu qui nous fait ressembler aux anges, nous rend chers à Marie, et nous concilie l'amitié du Roi des cieux; et de plus soyez persévérants dans le service de Dieu jusqu'à la fin.

III

La persévérance, c'est la troisième qualité de la donation que Marie fit d'elle-même au Seigneur. Elle s'est consacrée à lui sans délai et sans réserve; mais aussi sans retour. Son offrande fut irrévocable. A juste titre elle peut s'écrier: « Le Seigneur qui est le Dieu de mon cœur est aussi mon partage pour l'éternité. J'ai trouvé le bien-aimé de mon âme, et désormais rien ne me séparera de lui. Il est à moi et je suis à lui sans retour. » Dans toute sa vie, c'est la pratique la plus constante des plus belles vertus. Aucune ombre, aucun péché. Que dis-je? Elle progresse continuellement dans la perfection. C'est pourquoi l'Esprit-Saint compare sa sainteté successivement à la douce lumière de l'aurore, à la belle clarté de la lune, et à la splendeur étincelante du soleil.

Ici que de chrétiens ont à se frapper la poitrine. Loin de progresser ils reculent. Ils se donnent et se reprennent. Ce sont des infidélités volontaires, des péchés véniels de propos délibéré, des prières faites par manière d'acquit et remplies de distractions, des messes entendues avec dissipation d'esprit, des défauts de caractère non regrettés et point réprimés, des mensonges, des paroles de critique, de petites rancunes dont on ne fait aucun état; ils passent de l'amour de Dieu à l'amour-propre, du recueillement à la dissipation, de la ferveur à la tiédeur. Aussi peu consistants que le roseau, ils subissent toutes les influences du caprice, de l'humeur et de la tentation. Pour d'autres, plus coupables encore et victimes du mauvais exemple, du respect humain ou des passions, la vie n'est qu'un tissu de déplorables alternatives, de retours et de rechutes, de solennels bons propos et de révoltantes infidélités, comme si Dieu n'est pas toujours aussi juste, aussi bon et aussi aimable; comme s'il n'était pas écrit que celui-là seul sera couronné qui aura persévéré jusqu'à la fin!

Frères bien-aimés, évitez ces excès. Renouvelez aujourd'hui, à l'exemple de Marie, la consécration de vous-mêmes au Seigneur. Réparez le passé, et, par la prière, l'humilité, l'éloignement des occasions mauvaises et la fréquentation des sacrements, assurez l'avenir. En ce jour mettons tous avec confiance nos bonnes résolutions sous la protection de la Sainte Vierge. O Marie, je vous en conjure, prenez sous votre sauvegarde la fidélité que je dois à mon Dieu, donnez-moi les instructions nécessaires pour la garder. Soyez dépositaire de la promesse que j'ai faite d'être à Dieu que je renouvelle maintenant; montrez que vous êtes ma très bonne et très cordiale Mère, en procurant mon avancement spirituel pendant ma

vie et en me recevant à l'heure de la mort sous la tutelle de votre protection toute miséricordieuse!



CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

Sacrée Congrégation des Indulgences

Les membres des Instituts ou Congrégations religieuses, ayant des vœux soit perpétuels, soit temporels, ne peuvent faire partie du Tiers-Ordre de Saint-François.

DECRETUM. VERONENSIS DE ADSRIPTIONE SODALITUM INSTITUTORUM RELIGIOSORUM TERTIO ORDINI SÆCULARI S. FRANCISCI ASSISIENSIS.

Die 16 julii 1887.

Divina charitate ac animarum zelo succensus s. Franciscus Assisiensis præter primum et secundum Ordinem Minorum Claustalium, tertium quoque Ordinem instituit pro personis in sæculo degentibus, ut et ipsæ pro sui status conditione ad tramitem consiliorum evangelicorum vitam componerent.

Innumera vero virtutum ac pietatis monumenta, quæ per tot sæcula Christifideles in Tertium Ordinem adsciti reliquerunt, nec non recentius aucta erga seraphicum Patrem devotio causa fuere, cur etiam religiosorum Institutorum sodales eidem Tertio Ordini adscribi expetiverint; et jam inde ab anno 1869 sub die 3 maii Ministro generali totius Ordinis Minorum tributa est facultas recipiendi in Tertium Ordinem franciscalem alumnos supradictorum Institutorum, eisdem quoque concessio ex Brevi 7 aprilis 1876 speciali privilegio visitandi Ecclesiam vel Sacellum proprii Instituti, quoties ad luendum Indulgentias visitanda foret Ecclesia primi vel secundi Ordinis Seraphici.

Quamvis autem SSmus Dominus Noster Leo Papa XIII edita Constitutione Apostolica « Misericors Dei Filius » die 30 maii 1883 ejusdem Tertii Ordinis legem novaverit, attamen quum nihil omnino mutatum, immo integrum permanere voluerit quod attinet ad præfati Tertii Ordinis, qui sæcularis dicitur, naturam, dubium oriebatur, an alumni religiosorum Institutorum, quibus singulari Dei munere datum est nuncupatis votis ad perfectiorem vitam contendere, amplecti quoque valerent Institutum Tertii Ordinis sæcularis s. Francisci.

Quare Emus et Rmus Episcopus veronensis, instantibus nonnullis e sua Diœcesi confessariis, ad omnem in hac re hesitationem e medio tollendam, s. Congregationi Indulgentiarum sequentia dubia dirimenda proposuit :

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Étranger 25 fr. — La collection (23 vol.) avec tables, 460 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

I. Utrum omnes utriusque sexus qui sunt membra alicujus religiosi Instituti, vel Congregationis, aut a Summo Pontifice aut ab Episcopo approbatæ, in qua vota emittuntur sive perpetua sive ad tempus, possint adscribi in Tertium Ordinem s. Francisci Assisiensis.

Et quatenus *Affirmative*.

II. Quibus conditionibus id illis liceat?

Emi et Rmi Patres responderunt in generalibus Comitibus apud Vaticanum habitis die 25 junii 1887 :

Ad I^m. *Negative*, facto verbo cum Sanctissimo.

Ad II^m. Provisum in primo.

Facta vero de iis omnibus relatione in audientia habita ab infrascripto Secretario die 16 julii 1887, Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII, Patrum Cardinalium responsiones ratas habuit et confirmavit.

Datum Romæ ex Secretaria s. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ die 16 julii 1887.

FR. THOMAS M. CARD. ZIGLIARA, *Præfectus*.

† ALEXANDER Episcopus Oensis, *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Un curé, chanoine honoraire, peut-il présider les funérailles, ou bien y assister, avec le rochet et le camail?

R. — 1^o Non, ce curé chanoine ne peut pas *présider* les funérailles avec ce costume, car le Rituel romain prescrit d'une manière absolue au curé qui fait la cérémonie de se revêtir du surplis, et d'une étole noire, ou même d'une chape noire.

« Parochus indutus superpelliceo et stola nigra, vel etiam pluviali ejusdem coloris... » (Exequiarum Ordo).

Voilà le costume prescrit pour aller chercher le corps du défunt.

S'agit-il de l'absoute après la messe, le prêtre ôte la chasuble et le manipule, et revêt la chape noire :

« Finita missa, sacerdos, deposita casula seu planeta et manipulo, accipit pluviale nigri coloris. »

Vous le voyez, la rubrique est générale, et par conséquent atteint tous les prêtres qui président les funérailles,

Mais n'y a-t-il pas des décrets qui autorisent à présider les funérailles avec rochet et camail?

Nous n'en connaissons aucun.

Nous croyons également qu'on ne pourrait pas citer un auteur sérieux qui permettrait cette cérémonie avec rochet et camail.

La raison de cette défense, c'est que le rochet et la mozette sont simplement des habits de chœur : « Cum... rochetum, cum mozetta sit habitus choralis tantum... », dit le savant annotateur des Décrets authentiques de la Sacrée Congrégation des rites sur un décret porté par une

Collégiale du diocèse de Jési. (Décret du 16 avril 1831, n. 4664).

La solution est donc certaine. N'y a-t-il pas quelques réformes à faire sur ce point, de la part d'un certain nombre de curés chanoines?

2^o Examinons maintenant la seconde partie de la question. Le curé chanoine peut-il *assister* aux funérailles avec rochet et camail?

Non, il ne peut pas y assister non plus; à moins qu'il n'y assiste *collegialiter*, c'est-à-dire avec le corps du Chapitre. C'est ce qui paraît résulter d'un décret pour le Collège des chanoines de Vetrallo, au diocèse de Viterbe. Benoit XIV avait autorisé les chanoines de cette église collégiale et paroissiale à porter licitement le rochet, ainsi que la mozette violette, lorsqu'ils assistent aux fonctions ecclésiastiques dans leur propre église et en chœur, « in ecclesiasticis functionibus intra propriam ecclesiam, et dum collegialiter incedunt. » Or des abus s'introduisirent, l'archiprêtre et d'autres chanoines de cette église collégiale, se permirent d'assister à des fonctions ecclésiastiques en portant le rochet et la mozette, quoiqu'ils ne fussent pas réunis en corps; et cela non seulement dans leur propre église, mais encore dans des églises étrangères. Quelques uns des chanoines consultèrent la Sacrée Congrégation des rites sur plusieurs points, et en particulier sur la question qui nous est adressée :

« An uti valeat (Archipresbyter) ea veste (rochetto et mozetta) in associatione funeris, sive in sua, sive in aliena parœcia? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Negative*. (23 mai 1846, n. 5048, ad VI).

Il en serait autrement s'il assistait à des funérailles avec tout le Collège des chanoines. C'est encore la Sacrée Congrégation qui l'a décidé le même jour :

« An in associatione funeris una cum toto Collegio canonicorum? »

Réponse : *Affirmative*, (même décret, ad VII).

Et encore la Sacrée Congrégation pose-t-elle comme condition que l'archiprêtre ne portera pas l'étole : *si incedat sine stola*.

Q. — Quand le prêtre asperge le cercueil à la levée du corps et avant la sépulture, doit-il jeter trois fois l'eau bénite (au milieu, à gauche et à droite), ou quatre fois en forme de croix, comme font plusieurs, ou une fois seulement?

R. — Le Rituel romain ne tranche pas cette question. A la levée du corps, il se contente de dire que le curé asperge le corps d'eau bénite.

« Parochus vero, antequam cadaver efferatur, illud aspergit aqua benedicta. » Il n'y a donc rien de décidé par le Rituel.

Quant aux auteurs, ils enseignent assez communément que l'on asperge de trois coups. Citons-en quelques-uns :

Carpo : « Parochus consistens ad funus, ter aspergit cadaver aqua benedicta in medio, a dex-

tris et a sinistris. » *Compendiosa Bibliotheca liturgica*. Pars. v, n. 145).

De Herdt : « Illud aspergit aqua benedicta, ter, in medio, a dextris, et a sinistris, nihil dicens. » (*Sacræ liturgiæ praxis*. T. III, n. 244).

Bourbon : « Le célébrant asperge le corps du défunt de trois coups, sans rien dire et sans changer de place. » (Le petit Cérémonial paroissial, p. 255, n. 940).

Nous pourrions faire beaucoup d'autres citations. Comme elles sont dans le même sens, elles sont par là même inutiles.

Ce mode d'aspersion est conforme à une rubrique du *Cérémonial des évêques*.

Lorsque l'évêque fait l'absoute devant l'autel, et qu'il asperge le drap mortuaire ou le catafalque, il doit le faire de trois coups : *Episcopus stans, aspergit ter super pannum nigrum vel lecticam mortuorum.* » (Livre II, chap. XI, n. 12); et c'est peut-être la base de la pratique que nous signalons.

Mais de quelle façon doit-on donner ces trois coups ? Les uns, comme Bourbon et autres, n'en disent rien. D'autres, comme Carpo, de Herdt etc., disent que le premier coup est au milieu, le second à droite, le troisième à gauche. Mais que faut-il entendre par la droite et la gauche ? Est-ce la droite et la gauche du célébrant, ou bien au contraire la droite et la gauche du cercueil ? La plupart des liturgistes ne font aucune distinction ; et il en résulte de nombreuses divergences en pratique. Mais Martinucci insinue assez clairement que le second coup se fait à la gauche du célébrant, et le troisième à sa droite :

« *Parochus subsistet ad pedes cadaveris, nudabit caput, inclinationem faciet ad erucem; et asperso cadavere in medio, a sinistris et a dextris suis...* » C'est la pratique de Rome.

Le R. P. Le Vasseur parle comme Martinucci :

« Arrivé près du corps, le prêtre se place aux pieds du défunt, reçoit l'aspersoir, l'asperge trois fois, d'abord au milieu, puis à sa gauche, et enfin à sa droite. »

De ces diverses citations, il résulte qu'il est conforme à la pratique romaine d'asperger le cercueil de trois coups avant la levée du corps, au milieu, à gauche du célébrant, et enfin à droite.

Vous nous demandez aussi la manière de faire l'aspersion avant la sépulture. Les liturgistes donnent la même solution que pour la levée du corps.

Q. — Je lis en S. Mathieu qu'après l'Adoration des Mages S. Joseph, averti par un Ange, « se lève, prend l'Enfant et sa Mère : et, se mettant en marche cette nuit même, il se réfugie en Egypte. Il y reste jusqu'à la mort d'Hérode ; car il fallait que fût accomplie la parole du Seigneur, prononcée jadis par la bouche du Prophète : Je rappellerai mon Fils de l'Egypte. »

D'autre part, je lis en S. Luc, « après avoir, d'après le précepte de Moïse, consacré à la Purification le nombre de jours prescrit, on porta l'Enfant à Jérusalem. Les prescriptions de la loi du Seigneur avaient été

accomplies ; et ils étaient rentrés en Galilée dans leur cité de Nazareth.

Ne semblerait-il pas qu'il y ait contradiction entre les deux Évangélistes, d'un côté l'Egypte, de l'autre Nazareth ?

R. — *A priori*, nous pouvons être certain qu'il n'y a pas contradiction entre les deux Évangélistes. Mais la difficulté de fixer l'ordre des événements racontés par l'un et l'autre a fait imaginer plusieurs solutions à la difficulté qui nous est soumise.

Une opinion qui paraît prendre consistance, et en même temps concilie facilement les deux textes, range ainsi les événements :

N.-S. vient au monde le 25 décembre.

Les Mages arrivent peu après à Jérusalem, s'informent du lieu de la naissance du Roi des Juifs, et se dirigent vers Bethléem où ils arrivent le 5 ou le 6 janvier. Ils en repartent le 7.

Hérode, peu de jours après, c'est-à-dire vers le 10 janvier, se voyant joué par les Mages, ordonne la massacre des SS. Innocents.

Mais auparavant, la Ste Famille, avertie par le songe de S. Joseph, a fui en Egypte, où elle pouvait arriver en trois ou quatre jours de marche.

Hérode, depuis quelque temps rongé par les vers, périt misérablement et l'Ange rappelle de l'Egypte la Ste Famille.

Celle-ci revient pour le 40^e jour à Jérusalem, où s'accomplit la cérémonie de la Purification.

Pendant ce temps Archelaüs se fait proclamer roi de la Judée.

S. Joseph craint alors de retourner à Bethléem et se met en route pour la Galilée.

Ainsi la fuite en Egypte eut lieu, comme le dit S. Mathieu, après l'Adoration des Mages ; et le départ pour la Galilée, après les cérémonies de la Purification, comme le dit S. Luc, et au retour de l'Egypte, sans que la Ste Famille eût habité la Judée, mais non sans qu'elle eût fait une halte à Jérusalem pour la Purification.

D'après une autre opinion, l'ordre des faits est celui-ci :

Naissance de N.-S. 25 décembre ;

Adoration des bergers, Circoncision, Présentation au Temple, du 25 décembre au 2 février ; Adoration des Mages, massacre des SS. Innocents, fuite en Egypte, retour à Nazareth.

Dans cette opinion, il suffit, pour accorder les textes, de comprendre que S. Luc, par le mot *postquam*, n'a pas l'intention de dire que le retour à Nazareth eut lieu *immédiatement après* la Purification, mais seulement qu'il eut lieu *après*, quel que soit le laps de temps écoulé entre les deux événements.

D'autres entendent la suite autrement : ils laissent l'Adoration des Mages entre la Circoncision et la Purification, et placent le massacre des SS. Innocents après la Purification. La conciliation des deux évangélistes se fait comme dans la deuxième opinion.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Vous avez traité plusieurs fois dans votre excellent journal la question du mariage des prêtres au point de vue civil, et vous nous avez montré les variations de la Jurisprudence en cette matière. On m'assure qu'aujourd'hui, la magistrature française n'a plus de divergence, et elle se prononce tout entière en faveur de la validité de ces mariages scandaleux. Cette assertion est-elle fondée ?

R. — On ne peut l'assurer encore. Jusqu'à nouvel ordre, nous avons l'arrêt de la Cour suprême du 26 février 1873, d'après lequel l'engagement dans les ordres constitue un empêchement à la fois prohibitif et diriment. Cependant, l'année dernière, la Cour d'appel d'Amiens, se ralliant à l'opinion des Demolombe, Valette, Marcadi, Aubry et Rau, Demante et Labbé, a décidé contre la cour de cassation..

Voici, du reste, les faits.

En mars 1862, M. Sterlin, ordonné prêtre catholique, prit possession de la cure de Plainville (Oise). Pendant la guerre de 1870-71, il fut nommé aumônier militaire et prit part, en cette qualité, aux opérations de l'armée du Nord et du Cotentin.

Il rentre dans sa paroisse en 1871 ; mais à la suite de difficultés avec Mgr l'évêque de Beauvais, il donna au mois de janvier 1874, sa démission de curé.

Le 3 octobre 1875, il se maria en Angleterre avec une demoiselle Houpin. De ce mariage naquirent deux enfants. M^{me} Sterlin décéda le 12 novembre 1879.

Le 10 février 1884, M. Houpin, son père, décéda à son tour laissant pour héritiers, d'une part M. Léopold Houpin, son fils ; de l'autre les deux enfants de M^{me} Sterlin, par représentation de leur mère pré-décédée.

Mais lorsque M. Sterlin, agissant comme tuteur naturel et légal de ses deux enfants encore mineurs, voulut prendre part aux opérations de partage de la succession, M. Léopold Houpin contesta alors, pour la première fois la validité du mariage de M. et M^{me} Sterlin, comme ayant été contracté par un prêtre catholique.

A la date du 13 mars 1885, le tribunal civil de Clermont (Oise) a déclaré le mariage nul par les considérants qui suivent :

Le tribunal,

Attendu que Jean-Baptiste Houpin étant décédé à Francastel le 10 février 1884, les scellés ont été apposés à son domicile par le Juge de paix de Crèvecœur, quoiqu'il ne laissât alors comme héritier que son fils, mais à raison des droits que pouvaient avoir à faire valoir les deux enfants mineurs issus de sa fille et de Sterlin, ancien prêtre catholique ;

Attendu que Sterlin, agissant au nom et comme tuteur de ses deux enfants mineurs, issus du mariage qu'il prétend avoir valablement contracté avec la demoiselle Houpin, a formé opposition à la levée des scellés ;

Attendu que, sur une demande en main levée des scellés, la validité du mariage contracté entre Sterlin, prêtre catholique, et la demoiselle Houpin, ayant été soulevée, les parties ont été envoyées devant le tribunal pour faire statuer sur cette question ;

Attendu que Sterlin a été ordonné prêtre catholique, et qu'il a exercé dans la commune de Plainville son ministère, qu'il a abandonné depuis ; qu'il s'est marié, le 3 octobre 1875, en Angleterre, avec la demoiselle Houpin, décédée le 12 novembre 1879, laissant deux enfants ;

Que l'acte de mariage a été transcrit sur les registres de l'État civil du dix-neuvième arrondissement de Paris, le 18 mai 1876 ;

Attendu que si le code civil n'édicte aucun empêchement spécial au mariage des prêtres, il ne s'en suit pas qu'ils puissent se marier, contrairement aux prohibitions des canons de l'Eglise reçus en France, que les articles 6 et 26 du Concordat du 18 germinal an X ont fait revivre avec une force nouvelle ; que la déclaration du 10 mars 1862, qui reconnaît les canons comme lois de l'Etat n'ayant pas été abrogée, et n'ayant été l'objet d'aucune dérogation dans nos lois et nos constitutions successives, il en résulte que ces prohibitions n'ont cessé d'exister, et que, dans l'état actuel de notre législation tout homme qui s'engage dans les ordres sacrés renonce par cela même à la faculté de se marier, et que tout mariage par lui contracté soit pendant qu'il est dans les ordres, soit après les avoir abandonnés, doit être annulé ;

Attendu qu'il n'y a lieu à accorder à Houpin des dommages intérêts, l'action n'ayant pas été intentée malveillamment par Sterlin, mais simplement pour défendre les droits de ses enfants ;

Par ces motifs

Déclare nul et de nul effet le mariage contracté par Sterlin avec la demoiselle Houpin, en Angleterre le 3 octobre 1875.

Dit, en conséquence, que les enfants nés de la demoiselle Houpin ne sont pas légitimes ; que Sterlin ne peut en être le tuteur naturel et légal et qu'il ne peut, en prenant cette qualité, s'opposer à la levée des scellés apposés au domicile d'Houpin ;

Fait main levée pure et simple, entière et définitive, de l'opposition faite à la levée des scellés par Sterlin ;

Dit que les scellés seront levés sans avoir égard à son opposition, hors de sa présence et sans son concours ;

Dit qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts ;

Condamne Sterlin en tous les dépens.

L'abbé Sterlin, ayant interjeté appel devant la cour d'Amiens, celle-ci a infirmé, le 30 janvier 1886, la décision des premiers juges et déclaré le mariage valide par l'arrêt dont la teneur suit :

La Cour, etc. ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi en la chambre du conseil ;

Considérant, en droit, que les actes passés sui-

vant les solennités requises ne peuvent être frappés de nullité qu'en vertu d'un texte de loi ou lorsqu'ils sont contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;

Considérant qu'aucune disposition législative, ni dans le Concordat du 26 messidor an IX, ni dans les articles organiques du 18 germinal an X, ni dans le Code civil, ne prononce la nullité du mariage des prêtres catholiques qui abandonnent le sacerdoce ;

En ce qui touche le Concordat :

Considérant que la convention passée le 26 messidor an IX a eu seulement pour objet d'autoriser l'exercice libre et public, en France, de la religion catholique, apostolique et romaine, et de régler les rapports de l'Eglise et de l'Etat sur des points déterminés : le mode de nomination et les traitements des évêques et des curés, les édifices nécessaires au culte, les séminaires et les fondations ; mais qu'il apparaît clairement de la formule générale employée pour le rétablissement du culte, de la nature des dispositions particulières contenues en la convention et des nécessités et des mœurs politiques de l'époque, que le gouvernement français ne s'est pas engagé à rendre la sanction du droit civil aux prescriptions ni aux interdictions canoniques que les lois révolutionnaires avaient expressément abrogées ;

En ce qui touche les articles organiques :

Considérant que la partie de la loi du 18 germinal an X, qui les édicte et à laquelle l'Eglise catholique ne reconnaît pas un caractère contractuel n'est que l'exécution de la convention du 26 messidor an IX, en vertu de la réserve des droits de police faite en son article premier ; qu'elle n'a pas créé au profit de l'Eglise des droits en contradiction avec le principe de cette convention ; que, sans doute, il résulte des articles 6, 24 et 26 que la loi française a imposé à l'Eglise, comme condition de la ratification du Concordat et comme garantie contre des modifications de dogmes et de discipline, l'obligation de se conformer à la déclaration de 1682, et aux règles consacrées par les canons reçus en France ;

Mais que les défenses faites au clergé par ces articles, dont l'unique sanction est une mesure administrative dénommée appel d'abus, n'ont eu ni pour objet ni pour conséquence de faire de ces doctrines et de ces canons des lois d'Etat devant être appliquées par les tribunaux séculiers ; que, spécialement, l'obligation imposée par l'article 6 au clergé de se maintenir dans les règles des droits canons reçus en France, n'a pas pour corrélation l'engagement par l'Etat de faire respecter ces règles dans l'ordre civil ; que la seule réciprocité promise a été le bénéfice de la liberté et de la publicité du culte et que l'article 7, qui les réalise au point de vue de l'appel d'abus, prévoit seulement les atteintes à cette liberté et à cette publicité, et non les actes de droit commun, qui seraient en contradiction avec les canons ; que, d'ailleurs, les articles 6, 7 et 26 ne statuent qu'en

ce qui concerne les personnes ecclésiastiques ; qu'ils ne sauraient, sous prétexte de l'indélébilité purement spirituelle du caractère sacerdotal, être appliqués à des citoyens qui, se séparant de l'Eglise, quelquefois interdits par elle, ayant pu même embrasser une autre religion, invoquent les principes de la liberté de conscience et de la liberté des cultes et réclament les droits de la vie civile, dont ils ont repris les charges ;

Considérant que la volonté du législateur de l'an X a été clairement exprimée par l'orateur du gouvernement, le 15 germinal an X, dans les termes suivants : « Le mariage des ministres du culte, s'ils en contractent un, n'est pas nul aux yeux des lois politiques et civiles, et les enfants qui en naîtraient seraient légitimes ; mais dans le for intérieur et dans l'ordre religieux, ils s'exposeraient aux peines spirituelles prononcées par les lois canoniques ; ils continueraient à jouir de leurs droits de cité et de famille, mais ils seraient tenus de s'abstenir de l'exercice du sacerdoce. Conséquemment, sans affaiblissement du nerf de la discipline de l'Eglise, on conserve aux individus toute la liberté et tous les avantages garantis par les lois de l'Etat... Il eût été injuste d'aller plus loin et d'exiger pour les ecclésiastiques en France, comme tels, une exception » ;

Considérant qu'il est certain, en raison surtout de la défaveur avec laquelle l'opinion publique accueillait le Concordat, que le Corps législatif, à l'époque où il a voté la loi du 18 germinal an X, lui a donné le sens et la portée qui étaient officiellement déclarés ; que, plus tard, le gouvernement, pour satisfaire à des nécessités de circonstances, a interdit par des lettres ministérielles aux officiers de l'état civil de marier les prêtres, mais en affirmant de nouveau par un rapport du grand juge du 9 juillet 1806, que la loi du Concordat et les dispositions du Code civil ne contenaient rien qui s'opposât à ces mariages ; que cette mesure politique et administrative n'a pu apporter aucune modification à la législation existante ;

En ce qui concerne le Code civil :

Considérant que le titre V contient une législation complète sur le mariage, et notamment les qualités et conditions requises pour sa validité et les prohibitions à ce qu'il y soit procédé ; que la nullité du mariage des prêtres catholiques n'y est pas prononcée ; que l'exposé des motifs du 16 ventôse an XI contient le passage suivant :

« Si les ministres de l'Eglise peuvent et doivent veiller sur la sainteté du sacrement, la puissance civile est seule en droit de veiller sur la validité du contrat. Les réserves et les précautions, dont les ministres de l'Eglise peuvent user pour pourvoir à l'objet religieux ne peuvent, dans aucun cas ni en aucune manière, influer sur le mariage même, qui est un objet temporel. C'est d'après ce principe que l'engagement dans les ordres sacrés, le vœu monastique et la disparité du culte qui, dans l'ancienne jurisprudence, étaient des empêchements dirimants, ne le sont plus. Ils ne l'é-

taient devenus que par les lois civiles, qui prohibaient les mariages mixtes et qui avaient sanctionné, par le pouvoir coactif, les règlements ecclésiastiques relatifs au célibat des prêtres séculiers et réguliers. Ils ont cessé de l'être depuis que la liberté de conscience est devenue elle-même une loi d'Etat, et l'on ne peut contester à aucun souverain le droit de séparer les affaires religieuses d'avec les affaires civiles, qui ne sauraient appartenir au même ordre de choses et qui sont gouvernées par des principes différents ; que le silence du Code civil, après ces déclarations explicites, témoigne de l'adhésion que le législateur a donnée aux principes qu'elles confirmaient, et ne saurait être transformé en une prétention volontaire rendant ou conservant rigueur à une législation spéciale et ecclésiastique, à laquelle la société civile aurait consenti à se livrer ;

En ce qui touche l'ordre public et les bonnes mœurs :

Considérant que les mariages des prêtres parjures à leurs vœux n'y sont pas contraires ; que le concubinage qui serait le plus souvent le résultat de l'apostasie, porterait une grave atteinte à la morale et à la société, intéressée à la constitution des familles et à la légitimité des enfants ;

Considérant, en fait, que Louis-Irénée Sterlin, ordonné prêtre catholique, interdit par l'autorité ecclésiastique et devenu ministre du culte dit culte catholique gallican, a contracté en Angleterre, le 3 octobre 1875, avec Marie-Elise-Iphigénie Houpin, un mariage dont la validité, en la forme, n'a été contestée par aucunes conclusions prises devant le Tribunal, ni devant la Cour ; qu'en sa qualité de tuteur légal de ses deux enfants mineurs issus de ce mariage, il fait valoir leurs droits, par représentation de leur mère décédée, dans la succession de leur grand-père maternel Jean-Baptiste Houpin, et s'oppose à ce qu'il soit procédé en son absence à la levée des scellés ; que ses prétentions sont fondées et que les mineurs Sterlin, enfants légitimes d'un mariage valable, invoquent à bon droit à leur profit les règles des successions régulières ;

Par ces motifs ;

Met l'appellation et le jugement, dont est appel, à néant ;

Décharge Sterlin des condamnations et dispositions prononcées contre lui ;

Statuant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ;

Dit que le mariage contracté par Louis-Irénée Sterlin, le 3 octobre 1875, en Angleterre, avec Marie-Elise-Iphigénie Houpin, est valable ;

Dit, en conséquence, que les enfants issus de ce mariage sont légitimes, et que Sterlin est leur tuteur naturel et légal ;

Dit qu'à bon droit il s'est opposé en ladite qualité à la levée des scellés apposés au domicile de Jean-Baptiste Houpin, leur grand-père maternel, dont ils sont les héritiers par représentation de leur mère décédée ;

Maintient l'opposition dont s'agit comme régulière en la forme et bien fondée ;

Condamne l'intimée en tous les dépens de première instance et d'appel ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

Tel est l'arrêt de la Cour d'Amiens. Il a été déferé à la Cour de cassation ; et l'on peut espérer que celle-ci, ayant déjà déclaré, comme nous l'avons dit plus haut, que l'engagement dans les ordres constituait un empêchement à la fois prohibitif et dirimant, maintiendra sa jurisprudence.

En attendant, voici les observations que la sentence de la Cour d'Amiens a suggérées au vaillant journal *l'Univers* :

« La magistrature antérieure à l'épuration, dit-il, n'était pas cléricale. La magistrature ne l'a jamais été. Toujours, sauf un très petit nombre d'exceptions supérieures, toujours les magistrats français ont voulu se croire le rempart de l'Etat contre l'Eglise. Ce leur était une tradition de protéger la religion par les règles du droit civil comme une institution nécessaire, conservatrice de l'ordre social, à laquelle ils croyaient sage de prêter leur appui, réservant, d'ailleurs, leur indépendance particulière. Cette erreur de l'ancienne magistrature lui coûte un peu cher, mais l'erreur ne cesse pas pour cela : le jugement du tribunal de Clermont en est un exemple des plus démonstratifs qu'on ait vus. Il déclare, et en termes excellents, « que tout homme qui s'engage dans les ordres sacrés renonce par cela même à la faculté de se marier, et que tout mariage par lui contracté, soit pendant qu'il est dans les ordres, soit après les avoir abandonnés, doit être annulé. »

« Voilà pour le fait. La solution donne satisfaction aux catholiques. Mais le tribunal se garde bien d'admettre, pour fonder cette bonne décision, les vrais motifs qui la rendent inébranlable dans la foi catholique, ni aucun motif qui pût ressembler à une concession de pouvoir civil à la loi de l'Eglise : le jugement est uniquement fondé sur les Articles organiques et la déclaration de 1682. Pour donner raison au clergé, les juges s'appliquent à choisir les deux textes que le clergé repousse le plus formellement. Voilà dans toute sa pureté le vieil esprit gallican et légiste. Goûtons, en passant, cette curiosité juridique, nous n'en retrouverons peut-être plus d'autre échantillon. Les juges nouveaux ne défendent plus l'Eglise ni ne la combattent plus par la raison d'Etat.

« L'esprit nouveau est tout entier dans la décision d'Amiens : tout entier, forme et fond.

« Dans le fond, c'est l'affirmation générale et absolue, l'inspiration extra judiciaire, pour tout dire, le souffle maçonnique. L'arrêt n'interprète pas les textes, il fait, plus exactement, une déclaration à propos d'un texte. Le texte pourrait varier, la déclaration du principe dont le triomphe est voulu, resterait la même. C'est la solution qui importe, non l'interprétation du texte. Avec cette résolution préconçue, l'interprétation, devenue accessoire, se plie à tous les sens qu'il est néces-

saire d'admettre et la Cour aurait pu légitimer le mariage des prêtres par l'Evangile et le droit canonique aussi bien que par le Concordat.

« La forme convient au fond : c'est l'aisance et la rapidité des opinions faites, des résolutions décidées, que les discussions d'audience n'ébranlent pas.

« Le système de l'arrêt est fort simple : le Concordat parle-t-il du mariage des prêtres qui abandonnent le sacerdoce ? Non, il n'en dit pas un mot. S'il n'en parle pas, il ne le défend donc point. Or ce qui n'est pas défendu est permis. Donc le Concordat permet le mariage des prêtres qui abandonnent la sacerdoce. Même observation pour les Articles organiques. Même observation pour le Code civil. Puis ces trois points sont successivement repris et développés en trois alinéas : « En ce qui touche le Concordat, considérant, etc... »

« Un dernier alinéa, celui « qui touche » l'ordre public et les bonnes mœurs, couronne et mérite de couronner ce monument de jurisprudence. Le lecteur voudra bien s'y reporter et en jugera comme nous la discussion superflue.

« Nous n'approfondirons pas non plus la doctrine des lois organiques et celles du Code civil. La discussion de ces deux textes pouvait avoir du prix, lorsqu'elle pouvait conduire à des conclusions respectées. Elle a été faite, et même épuisée : la question du mariage des prêtres apostats était à l'ordre du jour, quand les articles organiques ont été fabriqués et quand les travaux préparatoires du Code civil occupait tout ce qu'il y avait en France de légistes et d'hommes d'Etat. Il y avait alors, dans la société, des prêtres concubinaires au cours de la période révolutionnaire, et qui avaient ensuite obtenu du Saint-Siège les facultés nécessaires pour régulariser cette situation plus qu'irrégulière. Bonaparte comprenait seulement qu'il fallait au peuple une religion quelconque, et il avait, sur cette religion, des hésitations curieuses ; il avait aussi pour serviteurs des légistes qui n'étaient guère plus théologiens que lui. Au surplus, personne, à cette époque, ne se piquait de théologie.

« Lors donc que cette question s'est présentée dans l'ordre naturel des travaux préparatoires, elle n'étonnait personne, c'était une actualité ; Bonaparte n'avait que le choix des avocats pour soutenir indifféremment l'opinion affirmative, ou l'opinion négative. Il jugea qu'il y avait quelque chose à tirer des deux systèmes et choisit d'un œil sûr, le même avocat pour les deux besognes : c'était Portalis, le plus ondoyant des hommes et le mieux exercé. Et sur l'ordre de son maître, Portalis exposa tout d'abord, avec un éclat prévu et ménagé soigneusement, une doctrine officielle et autoritaire dans son discours au Corps législatif, simple démonstration stratégique du côté de Rome pour affirmer l'indépendance de la loi civile. C'est ce discours que cite l'arrêt d'Amiens en l'interprétant, suivant son apparence, dans le

sens favorable au mariage des prêtres. Il est remarquable, toutefois, que sous le couvert de cette conviction officielle rien n'était fait pour déroger au Concordat ni pour entrer en lutte avec Rome. Si on avait voulu en venir là et admettre réellement que les prêtres se marient, le discours de Portalis eût été inutile et hors de saison : il n'aurait pas disserté ; il serait allé droit au but ; il aurait présenté et appuyé quelque disposition positive de la loi renouvelant les dispositions révolutionnaires effacées par le Concordat.

« On n'y pensait guère. Et même si peu, que Portalis craignit bientôt d'en avoir trop dit. Un prêtre du diocèse de Rouen ayant pris au mot le discours officiel, fut accueilli par l'officier de l'état civil, qui partageait la même erreur mais qui fut bientôt détrompé. Une lettre de Portalis au préfet de la Seine-Inférieure, à la date du 30 janvier 1807, interprète et sanctionne avec autorité le silence gardé par le Code ;

« Une décision de Sa Majesté, intervenue sur « le rapport de Son Excellence le grand juge et « sur, *le mien*, porte que l'on ne doit pas tolérer « le mariage des prêtres qui, depuis le Concordat, » se sont mis en communion avec les évêques. »

« Voilà, cette fois, la vraie pensée du législateur exprimée en fait et en pratique par son interprète. Il y a d'autres lettres de Portalis. Pour dissiper tous les doutes, les officiers de l'état civil requrent des instructions.

« Ces explications paraissent bien suffisantes pour nous édifier sur les raisons tirées du Code civil et des Articles organiques. Il ne faut pas leur attribuer trop d'importance, puisque, après tout, ni le Code ni les Articles organiques ne feraient notre conviction, lors même qu'ils diraient ce qu'ils ne disent pas. Le pouvoir législatif peut les modifier demain, sans que la question soit modifiée pour nous. L'intérêt de la discussion sur ce terrain est de dégager, sous le vain appareil des formules, la volonté persécutrice, la fragilité des arguties, dont cette volonté éclairée ne peut être dupe. Dans cette voie, nous n'avons plus qu'un pas à faire et ce sera en même temps une transition. Les deux citations de l'arrêt sont tirées de Portalis. Nous venons de voir ce qu'il faut penser de l'opinion citée, en ce qui concerne le Code civil, Sachons à quoi nous en tenir quant aux Articles organiques. Le même Portalis qui, le 15 germinal an X, exprimait librement, dit l'arrêt, la volonté du législateur, avait, peu de mois auparavant, exposé devant le Corps législatif les motifs du Concordat. Il disait alors : « Quelques personnes se plaindront peut-être de ce qu'on n'a pas « conservé le mariage des prêtres. Mais lorsqu'on « admet une religion, il faut bien la régir avec ses « principes. »

« Qu'en pensent Messieurs d'Amiens ? Eux qui opinent que le Concordat n'interdit point le mariage des prêtres, parce qu'il n'en parle pas ?

« Cette fois, nous voici sur le vrai terrain, celui du droit public. Il ne dépendait pas de l'orateur

du gouvernement, il ne dépendait de personne, pas même de Bonaparte, de travestir la pensée de Pie VII. Alors que le Pape venait de consentir un pacte d'oubli et de pardon, l'opinion même la plus aveugle en appréciait les conditions avec netteté. C'eût été folie de les contester par le plus abominable contre-sens. Eh quoi ! nous fera-t-on discuter sérieusement l'opinion du Pape sur le mariage des prêtres !!!

« Napoléon ne fut jamais dupe des discours qu'il crut politique de laisser faire. Il prit soin d'en dire lui-même son opinion dans une séance du conseil d'Etat du 20 décembre 1813, qu'il présida : « Quand j'autorise l'ordination d'un clerc, « je reconnais nécessairement en lui le caractère « sacerdotal. Quiconque s'engage dans les ordres « sacrés contracte l'obligation de garder le célibat, et cette obligation est approuvée par le « prince. »

« Pour donner à cette obligation un caractère encore plus saisissant, une loi pénale fut préparée, et telle que la portée morale en fut considérable. Elle punissait le mariage d'un prêtre de la peine de la bigamie (les travaux forcés). Cette loi n'était pas votée quand l'empire tomba. La Cour d'Amiens, à cette époque, n'aurait pas jugé comme aujourd'hui. Qui oserait le contester un instant ?

« Ainsi, nous sommes en présence d'une décision purement politique. Si les opinions de droit et d'histoire émises dans l'arrêt ne sont pas sérieuses, il faut bien convenir aussi que les conseillers d'Amiens ne s'y sont pas mépris. Ils ne pouvaient pas s'y méprendre. Les discussions des avocats, le rappel des documents, la lecture des précédents arrêts et surtout des arrêts de cassation, qui n'ont laissé dans l'ombre aucun argument, devaient avertir les juges d'autant plus gravement que tous ces précédents condamnent l'opinion qu'ils allaient adopter.

« Nous ne voulons pas même prévoir ce que fera la Cour de cassation, espérant seulement que, pour son honneur et sa très haute réputation, elle ne se déjugera point. Mais si, néanmoins, contre toute prévision, ce malheur arrivait, et si la cour suprême admettait en principe la validité du mariage des prêtres ou quelque interprétation nouvelle du Code civil, cette solution malheureuse ne changerait rien au droit. Le droit, inébranlable, repose sur un acte de droit public ; il est formulé, non pas indirectement ni par à peu près dans un article du Concordat visant la discipline, mais exprimé pleinement, complètement, magistralement en tête du Concordat, dans l'article 1^{er}, ainsi que l'ont avoué Portalis et ensuite Napoléon. Toutes les décisions de justice en la matière peuvent être identiques et tenir en peu de lignes :

« Attendu que l'article 1^{er} du Concordat établit « en France l'exercice public du culte catholique ;

« Considérant, d'une part, que l'abbé X... est « prêtre catholique, et, d'autre part, que les prêtres catholiques ne se marient pas ;

« Par ces motifs, etc... »

« Ces considérants, qui suffisaient à Portalis devant le Corps législatif qui a fait le Code civil et à Napoléon devant le tribunat, en 1813, peuvent suffire à nos juges.

« Il y en aurait de meilleurs encore et plus près de la vérité, car la vérité et le droit qu'elle engendre subsisteraient sans le Concordat. Ce sont les simples raisons, aussi légitimes chez nous que dans tout autre pays civilisé, qui protègent l'intégrité du sacerdoce au nom de la justice éternelle, du droit naturel qui en découle, et du bon sens. »

Q. — Il y a une petite question souvent agitée dans les paroisses, savoir : à qui des communes, des bureaux de bienfaisance ou des fabriques incombe-t-il de fournir les cercueils des indigents ? Jusqu'ici, c'est le bureau de bienfaisance qui avait toujours fait cette fourniture et jamais personne n'avait songé qu'il pût en être autrement. Mais le nouvel ordonnateur se pique de connaître les lois et règlements et il regarde comme un devoir de les faire observer. Il prétend que les bureaux de bienfaisance n'ont rien à voir sur le point en litige, et que les fabriques seules ou les communes, selon que les unes ou les autres font les fournitures des inhumations, ont cette charge. Il s'appuie sur une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur à M. le Ministre des cultes.

Je vous serais bien reconnaissant si vous pouviez nous donner le texte de cette lettre dans votre excellent journal.

R. — L'opinion du nouvel ordonnateur est exacte. La charge de fournir les cercueils des indigents n'incombe, dans aucun cas, aux bureaux de bienfaisance. En principe, cela regarde les communes ; mais lorsque les fournitures des inhumations sont faites par les fabriques, celles-ci sont exclusivement obligées de fournir les cercueils ; mais alors elles ont le droit de les commander, sans que le maire ait à intervenir.

La lettre ministérielle dont parle notre correspondant est du 12 mars 1850.

« Monsieur le Ministre et cher Collègue, M. le Préfet de la Seine m'a entretenu d'un dissentiment qui s'est élevé entre la commune, la fabrique et le bureau de bienfaisance de Batignolles, au sujet du paiement d'une somme de 401 fr. 50, réclamée par le sieur Bosselet, fournisseur des cercueils employés pour l'inhumation des indigents pendant l'année 1846.

D'après le rapport de ce fonctionnaire, le bureau de bienfaisance a supporté, jusqu'à cette époque, ladite dépense pour laquelle un crédit spécial figurait à son budget ; mais, lors de la présentation du dernier mémoire du sieur Bosselet, il s'est refusé à l'acquitter, alléguant que cette charge devait peser sur la commune comme étant tenue de pourvoir, dans un intérêt de décence et de salubrité publique, au service des inhumations.

La commune, de son côté, laisse cette dépense à la charge de la fabrique, attendu que, suivant elle, ce serait une conséquence des bénéfices que l'établissement religieux retire du privilège de

fournir exclusivement les objets nécessaires pour les convois.

De son côté, la fabrique prétend que la loi a entendu assurer des ressources aux fabriques, et non pas leur imposer une charge.

En ce qui concerne le bureau de bienfaisance, M. le Préfet pense qu'il doit être mis hors de cause, l'usage d'un cercueil pouvant être considéré comme une des mesures de police prescrites par l'autorité municipale pour le service des inhumations; que si quelques habitants ne peuvent, à raison de leur état de misère, satisfaire à cette prescription d'ordre public, il appartient, en principe, à l'administration municipale d'y pourvoir d'office et à ses frais; que, dès lors, le débat ne saurait exister qu'entre la commune et la fabrique, appelées toutes deux à concourir dans certaines conditions à la sépulture des morts.

La question étant ainsi restreinte, M. le Préfet fait observer que, dans l'espèce, la fabrique des Batignolles ayant le monopole des fournitures, notamment celle des cercueils, et, par suite, tous les bénéfices des pompes funèbres, il est équitable qu'elle en supporte les charges.

Cette opinion, Monsieur et cher Collègue, me paraît fondée sur une saine interprétation des décrets des 23 prairial an XII et 18 mai 1806 qui régissent la matière.

Les communes sont investies, il est vrai, du droit de régler le transport des corps, et tenues, en même temps, de veiller à ce que ce service ne laisse rien à désirer, au double point de vue de la décence et de la salubrité; mais elles n'ont aucune fourniture à faire. Le droit de procurer tous les objets nécessaires au service des morts dans l'intérieur des églises et à la pompe des convois, appartient aux fabriques. Comme elles perçoivent le prix de ces fournitures à l'exclusion des communes, et que ce prix est même hors de proportion avec la valeur réelle des objets livrés, il semble que, par une juste compensation, elles doivent être obligées de pourvoir gratuitement à l'inhumation des morts indigents.

Cette obligation n'incomberait, dès lors, aux communes que dans le cas exceptionnel où les fabriques, ne se trouvant pas en position d'user du droit qui leur est attribué de faire les fournitures, les communes l'exerceraient en vertu de l'art. 26 du décret du 23 prairial an XII.

En résumé, j'estime, d'accord avec M. le Préfet, que la charge de l'inhumation des indigents doit être supportée par celle de la fabrique ou de la commune, qui exerce le privilège des fournitures des services funèbres.

Toutefois, avant d'adresser à ce fonctionnaire des instructions en ce sens, je crois devoir, Monsieur et cher Collègue, vous communiquer les pièces de l'affaire, pour vous mettre à même de l'examiner et d'exprimer votre avis sur les prétentions de la fabrique. Je vous serai obligé de me faire parvenir votre réponse dans le moindre délai qu'il vous sera possible.

M. le Ministre des cultes a adhéré à l'opinion de son collègue par la lettre ci-après.

Lettre du 26 juin 1850, de M. le Ministre des cultes à M. le Ministre de l'intérieur.

Paris, le 18 juin 1850.

Monsieur le Ministre et cher Collègue, des difficultés se sont élevées entre la commune, la fabrique et le bureau de bienfaisance des Batignolles (Seine), au sujet du paiement d'une somme de 401 fr. 50 c. réclamée par le sieur Bosselet, fournisseur des cercueils employés pour l'inhumation des indigents pendant l'année 1846.

Cette dépense était précédemment acquittée par le Bureau de bienfaisance; mais les administrateurs de cet établissement ont refusé d'y pourvoir à l'avenir, en faisant observer que les fonds dont ils disposent n'y sont point applicables.

D'un autre côté, la commune pense que la fabrique, jouissant seule des bénéfices résultant des tarifs des pompes funèbres, doit supporter les charges de cette jouissance, et notamment celle dont il s'agit.

Enfin, l'établissement religieux prétend qu'il s'agit d'une dépense essentiellement communale, et qu'il n'est pas, dès lors, tenu de la payer. Cette opinion est partagée par Mgr l'archevêque de Paris, qui se fonde spécialement sur ce que les cercueils pour les indigents auraient été fournis sur une commande de l'autorité municipale.

Après avoir mis hors de cause le Bureau de bienfaisance par cette considération que l'usage des cercueils est une des mesures de police prescrites par l'autorité municipale pour le service des inhumations, M. le Préfet de la Seine est d'avis que, si quelques habitants ne peuvent, à raison de leur état de misère, satisfaire à cette prescription d'ordre public, il appartient, en principe, à l'administration municipale d'y pourvoir d'office et à ses frais; mais comme les communes et les fabriques sont, dans quelques cantons, appelées à concourir respectivement à la sépulture des morts, il pense que dans les localités où les fabriques ont, comme à Batignolles, le monopole des fournitures, notamment celle des cercueils, et, par suite, tous les bénéfices des pompes funèbres, il est juste qu'elles en supportent aussi les charges.

En me communiquant le dossier de cette affaire, le 12 mars dernier, vous m'avez annoncé, Monsieur le Ministre et cher Collègue, que c'est dans ce sens que vous ont paru devoir être interprétés les décrets des 23 prairial an XII et 18 mai 1806, qui régissent la matière.

Lorsqu'on a attribué aux fabriques, à l'exclusion des communes, le droit de faire les fournitures nécessaires aux services et convois funèbres et aux inhumations, on a voulu assurer des ressources aux établissements religieux; mais en prescrivant que tout serait fait gratuitement pour les indigents, le législateur a sans doute eu l'intention de mettre les frais de fournitures pour les convois des pauvres à la charge de l'établisse-

ment qui perçoit les bénéfices provenant des autres enterrements.

Les motifs qui ont déterminé à rendre obligatoire pour les fabriques, en ce qui concerne les indigents, la gratuité des fournitures dans l'intérieur de l'église, me paraissent applicables aux autres fournitures dont elles se sont réservé le privilège.

Je ne pense pas, dès lors, Monsieur le Ministre et cher Collègue, que la fabrique de l'église de Batignolles soit fondée dans le refus de payer le prix des cercueils pour les indigents, si, comme tout semble l'annoncer, elle est chargée de fournir les bières pour les inhumations.

En conséquence, j'adopte l'opinion que vous avez exprimée sur les contestations dont il s'agit, mais pour en prévenir le retour, il importe qu'à l'avenir les cercueils destinés aux indigents soient commandés par la fabrique seule des Batignolles qui doit en payer la dépense; vous jugerez sans doute convenable d'adresser des instructions spéciales sur ce point à l'autorité municipale, par l'intermédiaire de M. le Préfet de la Seine. »

COURRIER DE L'UTILE

COMMENT ON PEUT, SANS VOIR CLAIR, DEMANDER L'HEURE A SA MONTRE

M. Barbier, dans une lettre à l'Académie des sciences, donne le moyen de se servir d'une montre ordinaire, comme montre à répétition, quand on a au préalable étudié sa constitution :

Vous êtes aveugle (simple supposition !) et vous avez une montre commune avec laquelle vous désirez savoir l'heure. Rien de plus facile, mais il faut d'abord établir un point de départ. A cet effet, vous demandez l'heure à un voyant de vos amis. Il vous répond qu'il est 4 h. 20 minutes, par exemple. Aussitôt sans perdre un instant vous saisissez votre montre et la remontez à fond. La transformation est alors opérée et vous êtes en possession d'une montre à répétition qui vous donnera l'heure à tout instant, à votre volonté, grâce aux notions d'arithmétique qui vous ont été inculquées dès votre jeune âge.

Le soir, en effet, désirant savoir l'heure, vous reprenez votre montre et la remontez à fond en comptant les bruits du cliquet. Vous comptez 45 bruits, par exemple. Sachant que 9 bruits de cliquet correspondent à 100 minutes de marche, vous en concluez que depuis 4 h. 20, jusqu'au moment où vous faites le remontage, il s'est écoulé 50 fois 100 minutes ou 8 h. 20 m. et que, par conséquent, il est 4 h. 20 plus 8 h. 20, c'est-à-dire 9 h. 40. Plus tard, dans la nuit, pendant un nouveau remontage à fond, vous comptez 27 bruits; vous en déduisez qu'il est 9 h. 40 plus 3 fois 100 minutes ou 5 heures, c'est-à-dire 2 h. 40.

Tout à l'heure vous n'étiez qu'aveugle. Supposez-vous maintenant aveugle et sourd ! Savoir

l'heure dans ces conditions vous paraîtra peut-être un peu compliqué. Néanmoins, la solution du problème est encore facile. Remarquez, en effet, ou faites en sorte que l'un des 24 crans de la molette du remontoir se distingue de tous les autres au toucher. Sachant que 40 crans de la molette passent en 100 minutes, vous aurez là un moyen de savoir l'heure, quoique aveugle et sourd.

Oh ! si vous étiez, en même temps qu'aveugle et sourd, privé de l'usage de vos deux mains, plus d'heure possible ! Il vous faudrait alors une pièce d'horlogerie qui est encore à inventer.

BAROMÈTRE DE JARDIN

Ce baromètre n'est autre qu'une toile d'araignée. Lorsqu'il doit faire de la pluie ou du vent, l'araignée raccourcit beaucoup les derniers fils auxquels sa toile est suspendue, et la laisse en cet état tant que le temps reste invariable; si l'insecte allonge ses fils, c'est signe de temps beau ou calme, et l'on peut juger de sa durée d'après le degré de longueur de ces mêmes fils.

Si l'araignée reste inerte, c'est signe de pluie, si au contraire, elle se remet au travail pendant la pluie, c'est que celle-ci sera de peu de durée et suivie de beau temps fixe.

D'autres observations ont appris que l'araignée fait des changements à sa toile toutes les vingt-quatre heures, et que si ces changements se font le soir, un peu avant le coucher du soleil la nuit sera belle et claire.

DESTRUCTION DES CHENILLES

Un nuage de pétrole, d'une excessive ténuité, est projeté directement par le bec qui surmonte le pulvérisateur, sur les agglomérations de chenilles et sur les nids où elles se rassemblent, et à l'instant elles sont frappées de mort en s'appliquant, sans tomber à terre, sur le support même, nids, feuilles ou branches, où elles étaient réunies. A peine un léger brouillard les a-t-il enveloppées, qu'après un court moment de torsion sur elles-mêmes, elles restent tout à coup immobiles pour ne plus donner signe de vie; elles se fixent et séchent sur le point où elles sont frappées de mort.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 9 novembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

PRÉDICATION

POUR DE 1^{er} DIMANCHE DE L'AVENT : LES
PRÉPARATIFS DU MARIAGE

Domus et divitiæ dantur a
parentibus, a Domino autem
proprie uxor prudens.

(Prov., xix. 14.)

Jusqu'ici, dans nos instructions dominicales sur le Mariage, nous avons surtout envisagé le côté dogmatique; nous allons maintenant plus particulièrement aborder la question pratique. Comme c'est un sujet qui intéresse éminemment la famille, l'Eglise et l'État, nous emprunterons pour le traiter les lumières des saints Docteurs et l'autorité de l'expérience. Il pourra bien se faire que dans l'exposé de la pure doctrine chrétienne nous trouvions la raison des mystérieuses douleurs dont souffre à notre époque la famille et la société elle-même. Pour aujourd'hui nous parlerons des préparatifs du sacrement de mariage. On peut les ramener à trois : le choix du conjoint, la publication du mariage projeté entre les futurs époux, la purification de la conscience.

I

I. « Quand vous voulez acheter une maison, un esclave, dit S. Jean Chrysostome, vous n'agissez point à la légère, vous ne vous en rapportez point à la parole du vendeur; vous prenez des informations près de ceux à qui ils ont appartenu; vous en examinez scrupuleusement les qualités et les défauts. Un mariage à contracter ne vaut-il pas la peine que l'on y apporte autant et plus de précaution? Cette maison, si elle ne vous convient plus, vous pouvez la revendre; cet esclave, si vous venez à lui reconnaître des défauts, vous pouvez vous en défaire; mais cette femme, dont vous avez fait votre épouse, il faut la garder. Avant donc de vous unir à elle, consultez, non-seulement les lois civiles, mais encore les lois de la religion; car c'est d'après celles-ci, et non d'après celles-là, que vous serez jugés au dernier jour. » (Hom. III. *Quales ducend. uxor.*)

Le grand Docteur de Constantinople a mille fois raison : ceux qui veulent contracter mariage doivent user de la plus grande prudence dans le choix de la personne qu'ils veulent épouser, sans quoi ils s'exposeraient aux plus grandes calamités pour le temps et l'éternité.

Quelles sont donc les qualités que l'on doit rechercher dans un époux ou une épouse? Sont-ce les attraits extérieurs, la fortune, la noblesse de l'extraction? Sans doute, toutes ces choses ne sont point à dédaigner, mais ces biens ne sont pas les biens véritables; ils sont trop fugitifs et par eux-mêmes ils ne sont point capables de procurer la paix du foyer et de fonder deux existences dans l'intimité du bonheur domestique. La beauté a trop souvent pour compagne la vanité et la légèreté, *rara est concordia formæ atque*

pudiciæ; la fortune est souvent suivie du cortège des désordres les plus insensés et des prodigalités les plus ruineuses. La beauté c'est une fleur qui se fane, la fortune c'est un cristal fragile qu'un rien peut briser. « Qu'est-ce que la beauté du corps dit encore S. Chrysostome? Pour la bien juger, allez l'étudier dans les sépulcres. Qu'y verrez-vous? Un peu de fange et de poussière. N'attendez pas même que la mort l'ait anéantie. Considérez-la sous les rides de la vieillesse, dans les ravages d'une maladie. Qu'est-ce que tout ce corps? Un peu de boue! » Et ailleurs, jugeant la vanité des richesses, il dit : « Non, le mariage n'est pas un marché, c'est l'union de toute la vie. Rien de plus commun que d'entendre dire : Tel a fait un mariage qui l'a enrichi tout à coup. Il n'avait pris femme que pour avoir de l'argent. Quel langage! Une femme pour de l'argent! Malheur à celui qui n'épouse que pour de l'argent! Combien d'hommes riches, mariés à des femmes opulentes, ont perdu leur repos en augmentant leur fortune! Combien de pauvres, mariés à des filles pauvres, coulent des jours tranquilles et heureux! Ce n'est donc pas la richesses qu'il faut considérer dans le mariage, c'est la vertu, c'est l'honnêteté, c'est l'économie. » (Hom. III, *Quales ducend. uxor.*)

Ces dernières paroles du saint Docteur donnent la réponse à la question qui nous occupe. Dans le choix d'un époux ou d'une épouse, on peut avoir égard aux avantages extérieurs, il faut autant que possible similitude d'âge et de condition, mais avant tout il faut rechercher la bonne éducation, l'amour du travail, la pureté des mœurs, la vertu, un solide esprit de religion. Je plains une femme qui s'allie à un homme sans foi. Qui-conque trahit le Créateur peut bien trahir la créature! Rarement la femme fidèle convertit le mari infidèle, sans compter qu'elle encourt pour elle-même un grand danger de perversion. « Vous serez juste avec le juste, dit S. Ambroise, et vous serez prévaricateur avec le prévaricateur. Si cela est vrai dans les autres positions de la vie, à plus forte raison est-ce vrai dans le mariage, où il n'y a qu'une seule chair et un même esprit. » (*De Abrah.*, lib. I.) Mais surtout je plains le mari d'une femme qui n'a point de religion. Ah! le malheureux, il a tout à redouter : et les caprices de l'humeur, et les intempérances du langage, et les duretés du cœur, et les inconstances, et les infidélités de la légèreté. S'il est écrit que « le mari d'une femme sage est heureux », il est également écrit que « la femme méchante est comme un joug mal assuré, et que l'homme qui la possède ressemble à celui qui saisit un scorpion. (Eccl., I.)

II. Mais quels sont les moyens de trouver ce conjoint sage, vertueux et religieux? Il y en a trois aussi sûrs qu'indispensables à qui veut agir prudemment. Il faut prier : le Saint-Esprit nous en avertit par ces paroles : « Le père et la mère donnent la maison et les richesses, mais une femme sage est un bienfait de l'Eternel. (Prov., xix, 14). Si c'est un bienfait, il est nécessaire d'en

solliciter la faveur par de ferventes supplications. Il faut secondement mériter par une vie sainte l'assistance divine pour la fixation d'un choix qui doit subsister si longtemps, *Mulier bona dabitur viro pro factis bonis*. (Eccle., xxxvi, 26). Qui oserait espérer la faveur d'un prince en nouant contre lui des intrigues avec ses ennemis ? Jeunes gens, si vous voulez trouver une épouse fidèle qui fasse votre bonheur, servez Dieu du fond du cœur ; rompez tout pacte avec l'impiété et la débauche ; ne soyez pas esclaves des passions, *Mulier bona dabitur viro pro factis bonis*. Jeunes filles, voulez-vous rencontrer un époux honnête, respectueux, tendre et dévoué, vous aussi servez le Seigneur avec un cœur sincère et une foi parfaite ; fuyez le désœuvrement, la vanité, la légèreté ; appliquez-vous à l'innocence et à la pureté des mœurs ; vivez dans la retraite et dans une réserve pleine de modestie. Enfin si ceux qui veulent s'établir ont à cœur de prendre une détermination sage et agréable au Seigneur, qu'ils consultent leurs parents, et qu'ils suivent fidèlement leurs avis, à moins qu'ils ne soient manifestement mauvais. Ici les parents ont grâce d'état pour parler,

II

Voilà, si je puis parler ainsi, la préparation éloignée du mariage, c'est-à-dire le choix prudent d'un époux ou d'une épouse. La préparation prochaine consiste dans la notification officielle faite à la communauté chrétienne du mariage projeté, par la publication des bans.

L'Eglise exige cette publication d'abord pour que, s'il y avait des empêchements qui annulent ou rendent illicites le contrat entre les futurs époux, les fidèles, qui en auraient connaissance, en avertissent l'Eglise. S'il y avait quelque empêchement, il faudrait en demander dispense à l'autorité compétente, au cas où cet empêchement pourrait être dispensé, c'est-à-dire au cas où il ne serait point de droit naturel ou de droit positif divin. Le Pape seul, et l'Evêque en certains cas seulement, peuvent accorder ces dispenses : les causes majeures, en effet, dans toute société bien organisée, ne doivent être traitées que par les autorités supérieures, et quand il est fait brèche aux lois matrimoniales par une dispense, les parties intéressées, à moins qu'elles ne soient pauvres, paient en compensation une certaine somme appelée *compende*. Cet usage, qui existe du reste également dans la société civile, n'a rien que de très légitime. Cet argent versé est une sorte de réparation à la loi librement violée ; il sert à l'entretien des nombreux agents des tribunaux romains qui doivent traiter des causes matrimoniales de l'univers entier ; il est employé en œuvres de charité et particulièrement à la propagation de la foi dans le monde, par le ministère de la Congrégation de la *Propagande*.

Mais en publiant les bans du mariage, l'Eglise, mère prudente et aimante, a encore un autre but. Elle se propose de provoquer en faveur des nou-

veaux époux les prières de toute la paroisse. Une paroisse, en effet, est une famille ; et les membres d'une même famille ne peuvent pas être indifférents les uns aux autres ; les joies comme les peines doivent être communes ; et l'on doit s'intéresser aux divers événements qui s'y produisent. Or, un mariage est un de ces notables événements qui réclame une miséricordieuse assistance de la Providence. Quand donc vous entendez publier un mariage, ne vous arrêtez pas à une stérile satisfaction de curiosité ; mais priez du fond du cœur pour que Dieu bénisse ceux qui vont s'unir pour la vie.

III

Les futurs époux ont fixé leur choix ; la communauté chrétienne est avertie de leur détermination ; il faut encore, pour que le mariage soit saintement contracté, une troisième préparation : la préparation de la modestie, de la prière et de la purification.

Et d'abord que la prudence la plus exacte règle les rapports des fiancés. Toutes les fois qu'ils se rencontrent, que ce soit sous le regard de Dieu et de leurs parents et que rien, dans les pensées, les paroles ou les actes ne provoque le mécontentement du Seigneur. Qu'ils ne présument pas trop d'eux-mêmes. « Avec la présomption s'affaiblit la crainte, dit Tertullien ; à mesure que s'affaiblit la crainte, les précautions disparaissent, les dangers se multiplient. La crainte est le fondement du salut, la présomption est le tombeau de la crainte. » (De orn. mulier.)

Ce n'est pas assez de la modestie, il faut la prière. Que les futurs époux, par d'ardentes supplications, par des aumônes, par des bonnes œuvres, s'efforcent d'appeler N.-S. J.-C. à leurs noces. Mais surtout qu'ils purifient leur conscience par une confession bien intégrale et bien douloureuse. Le mariage est un sacrement des vivants, il faut donc avoir la vie de la grâce pour le recevoir dignement. Quel malheur serait de porter au pied des autels, pour de si solennels sacrements, une conscience souillée de péchés ! Quelle horreur de jurer fidélité à une créature en présence du Créateur qu'on aurait trahi, sans avoir effacé la trahison par une sincère pénitence ! Quelle source de malédictions pour toute une vie dans cette sacrilège réception du sacrement ! Que de familles maudites, hélas ! pour ce désordre ! Ah ! chrétiens, que ce malheur ne se réalise jamais dans cette paroisse ! Il y a tant de peines, de contradictions, d'angoisses, de responsabilités dans la vie de famille, que l'on ne saurait mériter une trop grande somme de grâces, en apportant au mariage la plus parfaite préparation possible.

Je termine par une admirable histoire biblique qui résume cette instruction. Abraham, qui était déjà avancé en âge, songea à donner une épouse à son fils Isaac. Il ne voulut pas la prendre parmi les filles du pays de Chanaan, qui étaient idolâtres, mais

en la Mésopotamie où était sa famille. Il envoya donc en ce pays son intendant Éliézer, avec ordre d'en amener l'épouse que Dieu destinait à Isaac, persuadé qu'il lui ferait connaître sa volonté par quelquel signe. Arrivé près de la ville où demeurait Nachor, frère d'Abraham, Éliézer aperçut une fontaine. Il conjura le Seigneur de lui désigner celle qu'il était venu chercher, et il prit ce signe pour la reconnaître : « Lorsque les filles de la ville viendront, selon leur coutume, puiser de l'eau à cette fontaine, faites, Seigneur, que celle qui, après m'avoir donné à boire, m'offrira d'abreuver mes chameaux, soit l'épouse que vous avez choisie pour Isaac. » A peine avait-il achevé sa prière qu'il vit paraître une fille remarquable de beauté et de modestie : c'était Rébecca, fille de Bathuel, petite-fille de Nachor. Éliézer s'approcha d'elle et lui demanda à boire. « Très volontiers, répondit-elle; et de plus je tirerai de l'eau pour vos chameaux. » A cette parole Éliézer reconnut qu'elle devait être l'épouse de son jeune maître. Il lui donna à l'instant des pendants d'oreille et des bracelets d'or. Après avoir remercié le Seigneur, il suivit Rébecca dans la maison de son père; y étant entré, il déclara qu'il était le serviteur d'Abraham, et il exposa le sujet de son voyage. Bathuel ne douta point que ce ne fut la volonté de Dieu, et consentit au mariage. Alors le fidèle serviteur se prosterna et adora le Seigneur, qui l'avait fait réussir dans cette affaire si importante. Il fit ensuite de riches présents à Rébecca et l'on se mit à table pour souper.

Le lendemain, Éliézer voulut retourner vers son maître, mais on chercha à le retenir plus longtemps. L'on convint de s'en rapporter à la décision de Rébecca, qu'on avait accordée sans la consulter, et l'on voulut savoir d'elle si elle consentait à ce mariage. Elle déclara qu'elle était prête à suivre Éliézer. On la laissa donc partir, accompagnée de sa nourrice, et on lui souhaita toute sorte de bénédictions. Lorsque les voyageurs approchèrent du lieu où demeurait Abraham, Isaac, qui était sorti vers le soir pour méditer dans la campagne, vit venir de loin les chameaux et alla au-devant. Rébecca l'aperçut et dit à Éliézer : « Quel est cet homme qui s'avance vers nous ? — « C'est mon maître », lui répondit-il. Aussitôt elle descendit de son chameau et se couvrit le visage de son voile. Éliézer alla dire à Isaac tout ce qu'il avait fait. Alors celui-ci introduisit Rébecca dans la tente de Sara qui était morte, il la prit pour épouse, et l'affection qu'il eut pour elle fut si grande qu'elle adoucit la douleur que la mort de sa mère lui avait causée (Gén., xxiv).

Vous l'avez compris, ce trait de l'histoire patriarcale, dit aux fidèles de la loi nouvelle que pour conclure un bon mariage il faut : dans le choix de l'époux et de l'épouse avoir égard non aux qualités physiques, mais aux qualités morales : — implorer l'assistance de Dieu par la prière ; déférer aux conseils des personnes prudentes, et surtout aux avis des parents, qui d'ailleurs ne doi-

vent point violenter la volonté de leurs enfants pour leur extorquer un consentement qu'ils refusent : — enfin se disposer à la célébration des noces par une préparation de modestie, de retenue et d'affection toute sainte et toute pure. Quand les mariages sont ainsi conclus, ils deviennent une source féconde de bonheur temporel et un avant-goût des félicités éternelles.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation des Indulgences

Quand un curé a été institué directeur d'une confrérie établie dans une église paroissiale, son successeur n'a pas besoin d'une nouvelle institution.

Les membres d'une Confrérie peuvent gagner les indulgences sans accomplir celles des œuvres qui leur sont impossibles, mais avec commutation de la visite d'une église.

Il faut être inscrit sur le registre de la Confrérie, quand même on aurait été reçu solennellement.

DECRETUM. SOCIETATIS JESU DE CONFRATERNITATIBUS

Die 16 julii 1887.

Tres quæstiones huic s. Congregationi Indulgentiarum et SS. Reliquiarum dirimendas proposuit Procurator generalis Societatis Jesu, quæ plura dubia complectuntur. Prima quæstio proposita est de facultate Episcoporum quoad designationem Rectorum Confraternitatum, seu Sodalitatum, quarum statuta generatim ferunt ut singulis annis, sicut ceterorum officialium, ita et Moderatorum fiat electio. Quamvis vero hæc S. Congregatio, edito generali decreto sub die 8 januarii 1865, declaraverit impertitam esse facultatem Ordinariis, ut libere designare possent, si ita in Domino expedire judicaverint, parochos *pro tempore* in Rectores, Moderatores Confraternitatum, seu Sodalitatum, dubitatum tamen est a nonnullis, an facultas nominandi parochos *pro tempore*, ita sit intelligenda, ut defuncto actuali parochio, vel etiam amoto, qui Moderator erat alicujus Confraternitatis, vel Sodalitatis in sua parochiali Ecclesia erectæ, novus parochus iterum indigeat Episcopi nominatione, ut Rector Confraternitatis seu Sodalitatis eligatur.

Altera quæstio respicit generale decretum datum a f. r. Clemente XIII sub die 2 augusti 1760, quo benigne concesserat, ut confratres et consorores uniuscujusque Confraternitatis, seu Sodalitatis aut Congregationis ubique locorum existentis canonice erectæ aliqua corporis infirmitate laborantes, aut carceribus detenti, eisdem omnibus et singulis Indulgentiis, quibus ceteri gaudent confratres et consorores, gaudere valerent, dummodo loco visitationis Ecclesiæ, fere semper præscriptæ, alia pia opera adjuncta peregerint, quæ pro viribus peragere possent, simulque indulgebatur hanc gratiam

suffragari in perpetuum, et ad preces cujuscumque Sodalitii, Confraternitatis, seu Congregationis concedi. Jam vero quum a S. Congreg. Indulgentiarum quæsitum fuerit anno 1877 « Utrum confratres et consorores cujuscumque Confraternitatis tunc existentis facultate in Decreto (Clementino) concessa gaudere possint et valeant, sine recurso ad S. Sedem, vel ad hoc dictus recursus sit necessarius ex verbis sequentibus præfati decreti — voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam.... ad preces cujuscumque Sodalitii concedi? — », et S. Congregatio respondisset : *Negative* ad primam partem : *Affirmative* ad secundam, et ad mentem : mens est supplicandum SSmo, ut per Decretum generale extendatur ad omnes confratres cujuscumque Confraternitatis, aut Sodalitii Indultum lucrandi singulas Indulgentias, exercendo opera quæ pro viribus peragere poterunt; pariter dubitatum est an illud *Generale Decretum*, quod ab hac S. Congregatione evulgandum postulabatur, et tamen evulgatum non existit, necessario adhuc requiratur, quum aliunde in decreto diei 25 februarii 1877 expresse dicatur Summum Pontificem expetitam gratiam concessisse, absque ulla mentione generalis decreti evulgandi.

Postrema demum quæstio mota est de necessitate inscribendi nomina confratrum in libro Confraternitatis, seu Sodalitii, præsertim si agatur de Sodalitiis, seu Confraternitatibus, in quibus etsi ritus adhibeatur in receptione confratrum et consororum, earumdem tamen statuta inscriptionem minime requirunt, saltem explicite, uti conditionem essentialem pro lucrandis Indulgentiis.

Quare dubia solvenda hæc sunt :

I. An stante Decreto diei 8 jan. 1861, quo Episcopis speciales concessæ sunt facultates nominandi parochos pro tempore in Rectores sodalitatum, defuncto actuali parcho vel amoto, qui alicui Sodalitati præerat, novus parochus nova iterum indigeat Episcopi nominatione ad hoc ut Rector Sodalitatis eligatur?

II. Quum in Decreto diei 25 Februarii 1877 in responsione ad 1^m sermo sit de generali Decreto vulgando in favorem omnium confratrum cujuscumque Confraternitatis, quumque Decretum hujusmodi vulgatum non fûerit, quæritur — 1^o) an hæc concessio nunc reapse valeat pro omnibus Confraternitatibus seu Sodalitiis, aut Congregationibus sine speciali recurso cujusque Confraternitatis seu Sodalitii ad S. Sedem, qui antea requirebatur? Et quatenus affirmative — 2^o) utrum valeat tantum pro confratribus infirmis, vel carceribus detentis, de quibus solis primæva concessio Clementis Papæ XIII loquebatur? — an 3^o) etiam extensa sit ad confratres gravi alia ex causa legitime impediti? Et quatenus negative ad tertiam partem — 4^o) humiliter ea extensio nunc petitur.

III Utrum — 1^o) concessio-supradicta valeat

tantum pro iis confratribus, qui impediti sunt quominus præscriptam ecclesiæ visitationem peragere possint — 2^o). an vero etiam pro illis qui prohibentur quominus aliquam aliam conditionem ad lucrandas Indulgentias præscriptam impleant.

IV. Utrum in iis Sodalitiis, quæ solemnem aliquem receptionis ritum adhibent (ut Congregationes B. Mariæ Virginis) confratres hoc solemniter modo a legitimo Sodalitatis Præsidente recepti lucrari possint Indulgentias, licet in libro Sodalitatis non inscribantur?

V. Utrum generatim inscriptio sit omnino necessaria ad lucrandas Indulgentias, etiamsi statuta Confraternitatis, Congregationis vel piæ Unionis non explicite requirant inscriptionem tanquam conditionem essentialem?

Et Emi ac Rmi Patres in generalibus Comitibus ad Vaticanum coadunatis die 25 junii 1887 rescripserunt :

Ad I. *Negative*.

Ad 1^m. partem dubii II. : *Affirmative*, et supplicandum Sanctissimo pro promulgatione Decreti juxta resolutionem S. Congregationis diei 25 februarii 1877.

Ad 2^m. partem : *Affirmative*.

Ad 3^m. partem : *Negative*.

Ad 4^m. partem : supplicandum Sanctissimo pro benigna extensione ad alia legitima impedimenta judicio discreti confessarii dignoscenda, commutato tamen ab eodem confessario opere injuncto visitationis ecclesiæ in aliud pium opus.

Ad 1^m. partem dubii III. : *Affirmative*.

Ad 2^m. partem : *Negative*.

Ad IV. *Negative* si agatur de Confraternitatibus proprie dictis.

Ad V. Provisum in præcedenti.

De quibus omnibus facta per infrascriptum S. Congregationis Secretarium relatione die 16 julii 1887, Sanctitas Sua responsiones Emorum Patrum confirmavit, simulque mandavit expediri Decretum de quo in prima parte dubii secundi, et benigne concessit petitam extensionem, juxta modum expressum in responsione ad quartam partem ejusdem dubii secundi.

Datum Romæ ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ die 16 julii 1887.

Fr. THOMAS M. Card. ZIGLIARA *Præfectus*.
ALEXANDER Episcopus Oensis *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Est-il possible de concilier votre réponse, donnée dans le n° 39 du 29 septembre dernier, au sujet de la concurrence du Précieux Sang avec la Visitation, avec le décret du 11 août 1886, dont je vous donne ici le texte complet, et bien authentique, car j'en possède l'original venu de la Congrégation.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien donner

une solution sans retard : elle doit servir à la rédaction des Ordos de 1888.

NAMURCEN

« Rmus Dus EDUARDUS JOSEPHUS BELIN hodiernus Episcopus Namurensis a sacra Rituum Congregatione sequentium dubiorum declarationem humiliter postulavit, videlicet :

« Quum sacra Rituum Congregatio die 1 Septembris 1886 decreverit : *In concurrentia, Festum Lanceæ et Clavorum aut alterius cuiuscumque instrumenti Passionis Domini Nostri Jesu Christi præcedere debet Festum Cathedræ Antiochenæ, illi scilicet festo integras Vesperas tribuendo* : quæritur :

« 1. Utrum hæc resolutio vim obtineat tantum pro dicto Cathedræ sancti Petri festo, vel applicari etiam debeat omni festo principali ejusdem ritus, ex gr. sancti Benedicti abbatis, Beati Caroli Boni, etc. ?

« 2. Utrum in occursu festi Cathedræ sancti Petri aut festorum ejusdem ritus, cum dictis Officiis Passionis D. N. J. C., hæc locum primis cedere debeant ?

« Sacra porro eadem Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii, auditaque alterius ex Apostolicarum Cæremoniarum Magistris sententia, hisce dubiis sic rescribere rata est :

« *Officia Dominicæ Passionis tam in concurrentia, quam in occurrentia cum quovis festo principali sive primario ejusdem ritus præcedentiam obtinere.* Aique ita declaravit ac servari mandavit, die 11 Augusti 1886. »

R. — Oui, il est possible de concilier notre réponse avec le décret du 11 août que vous nous indiquez.

Ce décret du 11 août ne parle que des offices votifs de la Passion, tandis que nous parlions d'une fête ; ensuite vous parlez d'un office double majeur, et nous parlions d'une fête de seconde classe ; enfin, et cette dernière raison tranche absolument cette difficulté, nous avons une solution très claire, très formelle et toute spéciale dans le décret que nous avons rappelé au n° 39 de cette année. Il faut donc s'y conformer.

Nous sommes heureux d'avoir cette nouvelle occasion pour remercier le savant chanoine de l'importante communication qu'il a bien voulu nous adresser et qui sera lue avec plaisir par tous nos vénérables confrères.

Q. — 1° Les vicaires d'une paroisse bénissent en général tous les mariages, écrivent les actes, jéunent pour chanter la messe de mariage à dix heures. Ils en sont quittes pour leur peine et l'honoraire de la messe. N'auraient-ils pas droit à une indemnité, s'ils voulaient être stricts avec leur curé ?

2° Les employés des gares, ou leurs femmes, les employés ou employées des maisonnettes du chemin de fer ne vont, pour ainsi dire, jamais à la messe. Il y en a auxquels c'est impossible. Quelques-uns ont la bonne volonté de faire leurs Pâques. Comment les traiter ? Peut-on et doit-on exiger qu'ils changent de profession dès qu'ils le pourront ? C'est difficile. Qu'y a-t-il de mieux ?

3° En levant le couvercle du ciboire, le prêtre a fait tomber une hostie tout à côté du corporal, sans s'en apercevoir. Il s'en aperçoit au moment où il replie le corporal, après la communion, le tabernacle étant fermé. Que faire de l'hostie ?

4° Des infirmes qui peuvent venir à l'église faire leurs Pâques, attendent la semaine qui leur est accordée, puis, pour une cause insignifiante ou sans cause, retardent jusqu'à la semaine suivante. Y a-t-il péché mortel ? — De même pour les personnes en bonne santé

qui attendent par négligence jusqu'à la semaine des malades ?

5° Une messe de huitaine a été annoncée après le décès d'une personne pauvre. Un prêtre, supposant que l'honoraire ne sera pas payé, dit la messe à une intention personnelle, se réservant de dire la messe pour le défunt en question, quand il apprendra que la messe de huitaine a été payée. Que penser de cette pratique ?

6° Bien que le Cérémonial semble dire que le prêtre, s'habillant pour la sainte messe, prend le manipule avant l'étole, et le quitte après l'étole quand la sainte messe est dite, ne semble-t-il pas plus logique de prendre l'étole avant le manipule et de quitter le manipule le premier ? En effet, quand il y a aspersion ou autres cérémonies en dehors de la messe, on a l'étole et point le manipule. En ce cas, on prend le manipule après l'étole. Pourquoi pas toujours ?

7° J'ai trouvé la question de l'Extrême-Onction *très bien traitée* dans le numéro du 5 mai. Une objection pourtant : Les regards affectés du malade, ses paroles violentes peut-être, son refus précédent du prêtre et des sacrements, sous prétexte que c'est trop tôt, autres circonstances de ce genre, ne sont-ce pas là des signes suffisants pour qu'il n'y ait pas espoir d'attrition dans le pécheur endurci qui a enfin perdu connaissance et va mourir ? — De plus, une considération de bien général ne peut-elle motiver le refus de l'Extrême-Onction à un pécheur sans connaissance qui a *au moins gravement négligé* de recevoir à temps les sacrements. Un tel refus est une leçon pour les familles, et un excitant efficace pour leur faire demander le prêtre plus tôt.

8° Est-il vrai que l'évêque ne puisse déléguer ou subdéléguer un vicaire pour indulgencier les chapelets, les rosaires, imposer le scapulaire, et que le vicaire n'a d'autre ressource que de recourir à Rome, avec l'expectative de payer des permissions qu'il ne demande que pour le bien des âmes et sans intérêt personnel ?

9° Peut-on chanter, au mois de Marie ou dans quelques cérémonies paroissiales, des cantiques faits par les prêtres de la paroisse, et non autorisés par l'évêque ?

10° J'ai entendu parler d'un vicaire qui agissait de la manière suivante. Le curé voulait que la grand-messe du dimanche fût toujours chantée à l'intention des paroissiens. Par conséquent, le vicaire la chantait à son tour et ne recevait du curé que l'honoraire d'une messe basse. Il voulut exiger du curé que la messe de ce dernier, le dimanche, à quelque heure qu'elle fût dite, fût toujours la messe pour les paroissiens. Le curé ne voulant pas entendre raison, le vicaire usa du stratagème suivant. Il chanta désormais la grand-messe du dimanche à une intention personnelle avec honoraire de messe chantée, et réserva l'intention des paroissiens pour le dimanche où il disait une messe basse à son tour. Que penser de la conduite du curé et de celle du vicaire ?

R. — Ad I. Les vicaires sont les aides du curé pour les actes du saint ministère. Ils doivent au curé leur temps et leurs peines dans les limites fixées par le droit, la coutume ou les conventions particulières.

Or, il est de règle que les vicaires suppléent le curé pour les fonctions que celui-ci leur confie dans les limites rappelées plus haut, sans recevoir autre chose que les émoluments attachés à leur office. Là où le curé ne s'est pas assuré les messes de son vicaire pour l'acquit des charges de son église ou de ses charges particulières, il doit à son vicaire l'honoraire des messes qu'il lui demande de célébrer à sa place. De plus, et, dans le tarif des oblations, il y a une offrande attribuée à l'assistance du vicaire ; le vicaire a

droit à cet honoraire. Mais en dehors de ses émoluments personnels, le vicaire n'a aucun droit sur le casuel. Seulement le curé lui doit, sur les revenus de la cure, s'il n'y est pas pourvu entièrement, un traitement convenable.

Ad II. Ces pauvres employés ne doivent pas être traités avec rigueur, mais au contraire avec grande bonté, quand ils font ce qui leur est possible. Parfois il arrive qu'il leur faut une vertu héroïque pour faire leurs Pâques, parce qu'ils doivent payer quelqu'un pour les remplacer, et leurs émoluments sont très faibles.

Étant dans l'impossibilité d'aller à la messe, ils en sont dispensés. Ils doivent seulement prendre les moyens de s'entretenir dans la connaissance des vérités du salut et dans la pratique de leurs devoirs.

On n'aurait pas le droit de les obliger à changer de profession, étant donné surtout que la plupart du temps ils ne pourraient en trouver d'équivalentes. Mais s'il s'en offrait de convenables où il leur fût possible d'assister à la messe du dimanche, on ferait bien, s'ils demandaient conseil, de les engager à préférer la position qui serait la plus avantageuse au point de vue religieux.

Ad III. L'unique solution possible est celle-ci : ouvrir le tabernacle, genuflecter, mettre le ciboire sur le corporal, l'ouvrir, genuflecter, y déposer la sainte hostie, genuflecter de nouveau, couvrir le ciboire, le replacer dans le tabernacle, genuflecter une quatrième fois et fermer le tabernacle. Après la messe, faire la purification de la nappe d'autel à l'endroit sur lequel est tombée la sainte hostie.

Si l'on s'était aperçu de l'accident avant de prendre la première oblation, on aurait pu consommer avec respect la sainte hostie. On devrait toujours purifier la nappe d'autel.

Ad IV. La question paraît supposer que la semaine accordée aux infirmes serait déjà en dehors du temps pascal fixé pour le reste des fidèles. Et, dans cette supposition, la question a sa raison d'être.

Mais avant d'y répondre directement, il est bon de dire que, pour les infirmes comme pour les gens en bonne santé, le devoir pascal doit être rempli dans le temps pascal, lequel ne peut être étendu qu'en vertu d'un pouvoir émanant du St-Siège, et qu'il ne dépend pas du curé de reculer pour les malades de sa paroisse le temps des Pâques.

Une coutume revêtue des conditions nécessaires pourrait légitimer la prolongation du temps pour les malades.

Il faut noter en outre que, pour qu'il y ait péché, il faut que l'on sache qu'il y a violation de la loi. Il ne saurait y avoir péché pour les malades ni pour les personnes en santé qui diffèrent leurs Pâques d'une semaine au-delà du terme, s'ils sont dans la bonne foi à cet égard.

Mais, à ne considérer la chose qu'en elle-même, il y aurait péché et péché grave, premièrement pour les infirmes et secondement pour les person-

nes saines qui remettent l'accomplissement du devoir pascal à la semaine qui suit la clôture du temps pascal.

Ad V. Cette pratique peut n'être pas coupable au point de vue de la justice ; mais elle n'est pas irréprochable au point de vue de la vérité, puisqu'il fait croire qu'il célèbre à une intention, tandis qu'il célèbre à une autre.

Ad VI. Quand une cérémonie exige qu'on ne prenne le manipule qu'après l'étole, on a une raison d'intervertir l'ordre, raison qui fait défaut pour les messes ordinaires.

Ad VII. Il peut y avoir dans ces paroles du malade des indices de sa mauvaise disposition formelle et persistante. En ce cas, ce serait un péché de lui administrer l'Extrême-Onction. Mais les attermoissements ne sont pas une preuve certaine d'indisposition.

Quant au bien public, il ne peut jamais autoriser à refuser les sacrements à quelqu'un qui est probablement disposé à les recevoir, quand il y a une raison aussi sérieuse que les approches de la mort pour les leur donner.

Ce serait un très mauvais moyen pour faire la leçon aux paroissiens que de priver quelqu'un des derniers sacrements. *Non sunt facienda mala ut eveniant bona.*

Ad VIII. Ce n'est pas à l'évêque qu'il appartient de déléguer ou de subdéléguer pour ces fonctions, mais au Saint-Siège et aux chefs d'ordres compétents.

Si quelqu'un de ces pouvoirs, comme de donner le scapulaire, était attaché, non à la personne, mais à la fonction, le curé se faisant remplacer par son vicaire pour la cérémonie, le vicaire aurait le pouvoir en ce cas sans avoir besoin de le demander. Mais tel n'est pas le cas ordinaire.

Ad IX. Les chants pieux, régulièrement, doivent être approuvés par l'évêque.

Ad X. Le vicaire avait raison de vouloir que la messe du curé le dimanche, à quelque heure qu'elle fût dite, fût la messe *pro populo*, parce que telle est la loi. Mais le motif du vicaire n'était pas le bon.

Ce vicaire péchait ensuite en remettant au dimanche suivant la messe *pro populo*, parce que, demeurant chargé de la dire pour son curé, il la devait célébrer le dimanche même ; c'est encore un point incontestable, tranché par le droit de l'Eglise,

Il avait en outre le tort de tromper son curé et les paroissiens en leur laissant croire qu'il acquittait la messe *pro populo* quand il en acquittait une autre.

Q. — 1^o Monseigneur oblige ses prêtres à verser l'honoraire d'une des messes du dimanche au Secrétaire de l'évêché.

Tous les prêtres qui le dimanche binent, ont 200 francs de la Mairie. Quant à moi je n'ai absolument rien. Or, dans ce cas puis-je : 1^o garder l'honoraire de la messe pour me dédommager des 200 francs. Dans le cas où la réponse soit négative, puis-je : 2^o garder l'honoraire pour mon église qui

est très-pauvre. Donnez, s'il vous plaît, des preuves à l'appui, et quelle faute y aurait-il à garder ces honoraires pour l'église

2° Des quêtes sont ordonnées tous les jours de fête pour les besoins des Œuvres diocésaines. Si mes paroissiens savent que les offrandes ne restent pas pour l'église, il ne donneront presque pas. Puis-je alors garder le produit pour l'église, et au point de vue de la conscience quelle sera ma culpabilité.

3° Quels sont les objets que tout prêtre peut bénir par son seul pouvoir de prêtre.

4° Que pensez-vous du sentiment qui admet que l'Office peut être tous les jours commencé à 2 heures ? Que pensez-vous de celui qui le pratique tous les jours ?

R. — Ad I. Il est défendu au prêtre beneur de percevoir un honoraire pour sa seconde messe. Cette défense est fréquemment rappelée dans les décrets des Congrégations Romaines en ces termes : *Firma semper prohibitione recipiendi eleemosynam pro secunda missa*. La matière est réglée par la Constitution *Cum semper oblatas* de Benoît XIV.

Cette défense peut être levée par le Saint-Siège qui accorde dispense en faveur de quelque œuvre pie déterminée, de telle sorte que le prêtre beneur ne peut, ni s'approprier l'honoraire, ni l'attribuer à une autre œuvre qui aurait sa préférence, quels que soient d'ailleurs ses propres besoins ou ceux de l'œuvre en question.

La prohibition de l'Église est grave parce qu'elle répond à un objet grave dans le genre de la moralité et qu'elle l'entend ainsi. Et on ne saurait douter que le prêtre qui retiendrait habituellement l'honoraire de la seconde messe ou en disposerait autrement qu'il n'est réglé par la concession du Saint-Siège, pécherait grièvement. Peut-être y aurait-il péché grave à le faire une fois, en raison des motifs graves sur lesquels s'appuie la prohibition. Ces motifs sont principalement le danger que le prêtre n'en vienne à célébrer, ou ne paraisse célébrer pour l'honoraire, et que les binages ne se multiplient sans autre raison sérieuse que le désir de se procurer des ressources.

Ad II. Les aumônes que font les fidèles en donnant aux quêtes étant volontaires, ils doivent être avertis du caractère et de la destination des quêtes. Si l'évêque ordonne des quêtes pour les œuvres diocésaines, les paroissiens doivent être avertis que c'est aux œuvres diocésaines que va leur offrande.

S'ils ne sont pas avertis et qu'ils veulent bien donner, ils doivent être censés se conformer à la volonté de celui qui a ordonné la quête. Or la quête est ordonnée par l'Évêque pour les œuvres diocésaines.

Retenir le produit de la quête, même pour l'église, c'est donc un vol fait au préjudice des œuvres diocésaines, au bénéfice d'une église qui n'y a pas droit.

En matière de justice, la culpabilité devient aisément grave.

Ad III. Un prêtre peut faire toutes les bénédictions qui ne sont pas réservées à l'Évêque. Pour connaître les bénédictions réservées, il n'y a qu'à consulter le Rituel.

Ad IV. On nous demande ce que nous pensons 1° du sentiment qui admet que l'on peut commencer tous les jours la récitation des Matines du lendemain à deux heures, et 2° de celui qui met en pratique ce sentiment.

Nous avons eu déjà plusieurs fois occasion de discuter ces questions. Revenons-y, puisqu'elles sont toujours agitées.

Nous tenons le sentiment pour faux en soi et contraire à la pratique du Saint-Siège qui 1° accorde la permission de commencer cette récitation à deux heures, ce qu'il ne ferait pas si on le pouvait sans cette permission, et qui 2° met pour condition que l'on ait une raison d'anticiper : si tout le monde pouvait commencer à deux heures, nulle raison ne serait nécessaire.

Ce sentiment est encore contraire à l'enseignement commun et presque unanime, aussi bien qu'aux données canoniques et liturgiques sur l'heure des Vêpres, heure à laquelle les auteurs anciens disent qu'on peut anticiper les Matines. Cette heure en effet n'est pas midi, comme plusieurs pensent, se fondant sur ce que midi est l'heure où l'on peut licitement commencer Vêpres ; — ni même deux heures, comme d'autres le croient, parce que c'est l'heure où commence en beaucoup d'églises la récitation publique des Vêpres ; — mais l'heure qui partage en deux laps de temps égaux l'espace compris entre midi et le coucher du soleil.

Il est vrai que ce sentiment s'appuie sur un auteur respectable, le P. Ballerini. Mais, outre que ce remarquable moraliste a parfois des opinions singulières, il n'enseigne point formellement cette opinion dans ses notes à la théologie de Gury. Ce qu'il a dit ou écrit de plus fort sur le sujet, c'est qu'à Rome on n'y attache pas grande importance.

Ce sentiment eût-il quelque valeur, il est pour le moins douteux. C'est-à-dire, en mettant les choses au mieux, qu'il est douteux qu'on satisfasse à son obligation en anticipant avant le milieu du soir la récitation des Matines du lendemain. L'obligation est certaine ; l'accomplissement est douteux : on ne satisfait pas à une obligation certaine par un paiement douteux. C'est illicite. Et l'obligation n'est pas éteinte. Nous en concluons que si l'on a récité Matines avant l'heure ci-dessus spécifiée, on est tenu de recommencer ce qui a été ainsi récité : telle est la solution de Gury et dans sa théologie, et dans ses Cas de Conscience.

Cela étant, que penser de celui qui suit en pratique ce sentiment ?

Il a dû se former la conscience et se persuader que sa récitation est licite et valide. Avec

cela il se croit en parfaite sécurité, puisqu'il suit en cela sa conscience.

Mais sa conscience est-elle prudemment formée? C'est ce qu'il fera bien d'examiner. Qu'il voie qui et quels sont les docteurs sur la foi desquels il se croit permis ce que condamne la presque totalité des théologiens, et quelle est la force de leurs raisons.

Q. — Le curé est-il prudent qui 1° insiste pour visiter un malade qui l'a refusé? qui 2° donne le St Viatique à un moribond qui n'a pas même renouvelé sa première Communion et qui ne paraît pas bien croire à la Présence réelle?

R. — Ad I. Le curé ne fait que son devoir tant qu'il conserve quelque espoir d'être accueilli et de pouvoir travailler au salut de cette âme. Que de fois n'avons-nous pas vu des mourants, après avoir refusé le prêtre, revenir à de meilleurs sentiments! Le prêtre ne doit jamais désespérer entièrement, ni abandonner définitivement aucune âme tant qu'elle est en vie.

Toutefois la prudence lui conseillerait de se tenir à l'écart s'il pouvait prévoir que ses instances ne feront qu'aggraver la mauvaise disposition du moribond. Il devrait, en ce cas, agir, auprès de Dieu par la prière, et auprès du moribond, si possible, par des personnes que celui-ci écoute volontiers.

Ad II. Tout malade à l'article de la mort doit, s'il en est capable, recevoir le St Viatique. C'est une obligation pour lui. Le curé, en conséquence, doit le lui procurer. Et nous ne saurions trop blâmer les prêtres qui croient faire chose agréable à N.-S. en omettant de donner le St Viatique à des moribonds qui ne s'en montrent pas incapables, sous prétexte que ces moribonds se sont tenus longtemps éloignés des sacrements. Autre chose est le devoir pascal dont ils ont négligé l'accomplissement, autre chose le devoir de communier à la mort qui les presse à cette heure. Ils ont dû regretter l'omission passée et en recevoir l'absolution. Mais ils doivent présentement communier s'ils le peuvent.

Mais est-il capable de communier ce moribond qui paraît ne pas bien croire à la Présence réelle? Si réellement il n'y croit pas, il ne peut, ni communier, ni être absous. Mais s'il y croit en réalité, malgré les apparences, ou s'il peut être amené à y croire, le curé doit lui administrer le St Viatique après l'avoir disposé.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1° Vous avez eu souvent l'occasion de rappeler le décret du 30 décembre 1809 et l'ordonnance du 12 janvier 1825, qui attribue aux marguilliers, sur la proposition du curé, la nomination et la révocation des serviteurs d'église dans les paroisses urbaines, par opposition aux paroisses rurales où les nominations et révocations se font par les curés seuls. Mais comment

distinguer les paroisses urbaines des paroisses rurales? Voilà ce qui n'est pas bien clair?

2° Dans les communes urbaines, les marguilliers peuvent-ils refuser d'approuver le choix des serviteurs fait par le curé? Et s'il y a des difficultés, qui doit les résoudre?

R. — Ad I^m. La distinction entre une commune urbaine et une commune rurale, n'est pas toujours facile. Deux circulaires ministérielles des 17 août 1813 et 7 avril 1818 admettent, en principe, qu'on doit considérer comme *telle* toute agglomération de 2,000 âmes; mais cette règle ne peut pas toujours être appliquée, parce que ce mot n'a jamais été clairement défini. « Par ville, dit Mgr Affre, cité par M. l'abbé Téphany (*Admin, temp. des paroisses. I, p. 187*), la cour de Rome entendait et entend encore tout lieu pourvu d'un siège épiscopal. En 1515, les lois françaises ne reconnaissaient ce titre qu'aux cités entourées de murailles. Mais lorsque ces cités considérables perdirent leurs remparts, il fallut bien un autre signe pour distinguer les villes des bourgs... On se décidait par la population plus ou moins nombreuse. Toutefois, le chiffre n'en était pas fixé. Une loi de la Révolution (11 brumaire an II) substitua aux noms de bourgs et de villes l'appellation uniforme de communes. Mais que pouvait un décret contre l'empire de l'habitude, fondé lui-même sur une distinction réelle quoique très vague? Les lois continuèrent à distinguer les villes des bourgs, les communes urbaines des communes rurales sans donner un signe certain et facile pour les reconnaître.... Lorsque la localité qui revendique le nom de ville en a toujours joui, soit qu'elle possède des titres où ce nom lui est donné, soit que l'usage de l'appeler soit simplement notoire, il ne saurait y avoir de difficulté. » — « En général, dit M. l'abbé Dieulin (*Guide des curés, I, p. 68*), une commune doit être considérée comme urbaine, quand elle jouit de cette dénomination, quand sa population est importante ou agglomérée, quand elle a un commerce étendu, une grande industrie, un genre de vie commune avec celui des cités, un bureau de poste, une justice de paix, des marchés, des établissements publics, des places, des rues pavées, une ceinture de murailles, etc. »

Les contestations qui pourraient s'élever sur le point de savoir si une commune doit être considérée comme urbaine ou rurale, ne peuvent être définitivement résolues que par le Ministre des cultes ou le Ministre de l'intérieur, suivant qu'il s'agit d'une affaire intéressant ou non l'exercice du culte. Voir la décision du 6 août 1849, dans la réponse suivante :

Ad II^m. C'est une lettre du Ministre des cultes à Mgr l'évêque de Périgueux.

« Paris, 6 août 1849.

« Monsieur, des difficultés se sont élevées entre le curé et la fabrique de l'église paroissiale de Saint-Astier, au sujet de la nomination du sacristain.

« Le décret du 30 décembre 1809, art. 33, avait

attribué aux marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant, la nomination et la révocation de l'organiste, des sonneurs, des bedeaux, suisses ou autres serviteurs de l'église; mais cet article a été modifié par l'article 7 de l'ordonnance réglementaire du 12 janvier 1825 portant : « *Dans toutes les communes rurales, la nomination et la révocation des chantres, sonneurs et sacristains seront faites par le curé, desservant ou vicaires; leur traitement continuera à être réglé par le conseil de fabrique et payé par qui de droit.* »

« En conséquence, suivant que la commune de Saint-Astier est classée parmi les communes urbaines ou les communes rurales, il y a lieu d'appliquer l'un ou l'autre des deux articles précités, à l'occasion de la nomination du sacristain.

« Le classement ne s'opère pas; d'ailleurs, par suite de l'importance plus ou moins grande de la population respective des communes, puisqu'il y a des villes qui ne comptent qu'un petit nombre d'habitants, tandis que d'autres communes n'ont point cessé d'être considérées comme rurales, quoique leur population soit considérable.

« La connaissance des localités est indispensable pour décider dans quelle catégorie doit être rangée la commune de Saint-Astier. Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien examiner, de concert avec M. le préfet de la Dordogne, s'il y a lieu de la considérer comme une commune rurale ou comme une commune urbaine.

« Quant à la question de savoir si, dans les villes, les marguilliers peuvent refuser leur approbation aux propositions qui leur sont faites par le curé pour les nominations et révocations prévues par l'art. 33 du décret du 30 décembre 1809, il est hors de doute qu'elle ne peut être résolue autrement que par l'affirmative.

« En effet, le droit attribué aux marguilliers est un droit véritable; il serait évidemment illusoire, s'ils se trouvaient dans l'obligation d'approuver toujours les propositions qui leur seraient faites. Au reste, dans le cas où pour des causes quelconques et sans motifs légitimes, les marguilliers refuseraient cette approbation, ce serait à l'autorité supérieure d'intervenir pour vider le différend. »

En se plaçant au simple point de vue des convenances, les marguilliers bien élevés comprennent combien il serait déplacé de faire opposition à une mesure prise par le directeur du culte dans une paroisse.

Ici, pour être admise, une pareille opposition devrait être dix fois motivée.

Q. — Un maire, qui cherche toutes les occasions d'ennuyer son curé, a-t-il le droit à tout propos de pénétrer dans le presbytère, tantôt pour examiner l'état des murs, tantôt la toiture, tantôt autre chose, en vérité pour voir ce qui se passe dans l'intérieur. En d'autres termes, les maires ont-ils le droit de faire des visites domiciliaires, et, si oui, dans quelles conditions ?

R. — La réponse à ces diverses questions se trouve dans le *Journal des communes*.

1^o Il est certain tout d'abord que les visites domiciliaires ne peuvent jamais être faites soit par un maire, soit par une autorité quelconque dans un but purement administratif ou politique. L'intérêt de la répression des crimes et délits peut seule autoriser une dérogation au principe de l'inviolabilité du domicile proclamé par toutes nos constitutions et sanctionné par le code pénal (art. 184). Si donc, par impossible, un maire était sollicité par une autorité administrative ou judiciaire d'opérer une visite domiciliaire dans le but ci-dessus indiqué, il devrait s'y refuser absolument. A plus forte raison, ne pourrait-il en prendre capricieusement l'initiative.

2^o Cependant la visite domiciliaire peut être requise dans l'intérêt de la répression d'un acte qualifié crime ou délit par la loi pénale. Alors il y a une distinction essentielle à faire. Se trouve-t-on ou ne se trouve-t-on pas dans le cas de flagrant délit ?

Si l'on se trouve dans le cas de flagrant délit, l'art. 36 du code d'instruction criminelle attribue le droit de visite domiciliaire tant au Procureur de la République qu'à tous les officiers auxiliaires du ministère public, et par conséquent au maire.

Mais il est absolument nécessaire, nous le répétons, qu'il s'agisse d'un flagrant délit et que le fait soit de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, c'est-à-dire soit qualifié crime par la loi (art. 32 du code d'instruction criminelle).

En outre, le maire ne peut accomplir de visite domiciliaire pendant la nuit, au moins en principe.

Enfin la visite ne peut être opérée qu'au domicile du prévenu (art. 36, instr. crim.).

Il convient de rapprocher du cas de flagrant délit quelques situations spéciales prévues par la loi.

Aux termes de l'art. 9 de la loi du 19-22 juillet 1791, les officiers de police judiciaire peuvent toujours, même la nuit, entrer dans les lieux publics, cafés, cabarets, etc., pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux règlements.

Il en est de même des maisons de jeu qui seraient désignées par deux citoyens domiciliés (art. 40).

Enfin les art. 615 et 617 ordonnent à tous les officiers de police de faire cesser immédiatement toute détention arbitraire, en se transportant au besoin au lieu de la détention.

Mais si le flagrant délit n'existe pas ?

En principe, le droit de visite domiciliaire n'appartient qu'au juge d'instruction *seul* dans l'intérêt de la recherche des crimes ou délits (art. 87 et 88 du code d'instruction criminelle).

Des auteurs éminents, notamment M. Faustin Hélie (Instr. crim. t. iv, n^o 1883, pages 390 et suiv.) professent que le « juge d'instruction n'a pas la faculté de déléguer ce droit. » Mais la jurisprudence de la Cour de cassation « admet la faculté de délégation, » soit à un juge de paix, soit

à un maire ou à tout autre officier de police judiciaire (*circulaire ministérielle du 16 août 1842, Cassation, 6 mars 1841; — 8 juin 1872, etc.*). Ce dernier arrêt est particulièrement formel en ce qui concerne les maires.

Nous pensons donc qu'en l'état de la jurisprudence, un maire, commis par un juge d'instruction pour faire une visite domiciliaire, a le droit d'y procéder.

Mais il aura soin, bien entendu, de se renfermer dans les limites du mandat qui lui aura été donné. Il ne pourra pas, sans en référer au juge d'instruction, visiter la demeure d'un tiers non dénommé dans la commission de justice.

Q. — Quelles seraient les formalités à remplir par une fabrique qui voudrait faire remplacer des titres de rentes sur l'Etat au porteur perdus, volés ou détruits ?

R. — La lettre suivante, adressée le 23 avril 1873 par le chef de division du contentieux des finances, agent judiciaire du trésor public, au Trésorier payeur général de la Mayenne, répond spécialement à cette question :

« Paris, le 23 avril 1873.

« Monsieur, vous m'avez transmis, le 16 de ce mois, une note par laquelle Monseigneur l'Evêque de Laval fait connaître que le Conseil de fabrique de Saint-Aignan-sur-Roë a voté les fonds nécessaires pour l'acquisition d'un titre de rente de 165 fr. destiné à garantir le remplacement de deux inscriptions au porteur 3 0/0, d'ensemble 130 fr., dont M. P., son trésorier, a déclaré la perte.

« En conséquence, Mgr l'Evêque de Laval demande si, au point de vue de la réalisation du cautionnement, rien ne s'oppose à ce que le titre sus-désigné de 165 francs soit mis au nom de la fabrique de Saint-Aignan-sur-Roë.

« J'ai l'honneur de vous informer, Monsieur, que l'agent judiciaire du Trésor acceptera, à titre de nantissement et de cautionnement une rente 3 0/0 de 165 fr. au nom de la fabrique. Toutefois, comme l'affectation, à titre de nantissement, peut avoir pour conséquence la vente ultérieure de l'inscription de rente engagée, la Fabrique devra être régulièrement autorisée, conformément à l'ordonnance du 14 janvier 1831 :

« 1^o A affecter cette rente, afin d'obtenir la délivrance de nouveaux titres en remplacement de ceux réclamés adirés, et pour garantir le Trésor contre toute représentation de ces titres ou des coupons qui en seraient détachés; 2^o A donner expressément à l'agent judiciaire du Trésor le droit spécial et irrévocable, pendant toute la durée du cautionnement, de faire vendre ou annuler en tout ou en partie, en vertu d'une simple décision du ministre des Finances et sans qu'il soit besoin d'aucun acte judiciaire, la rente donnée en nantissement, pour le cas où les anciens titres seraient représentés au Trésor.

« En outre, la Fabrique aura à examiner si elle n'aurait pas besoin de la même autorisation pour employer une partie de ses fonds disponibles et

déjà votés à l'acquisition de l'inscription de rente dont il s'agit, en exécution du décret du 30 décembre 1809, article 63, et de l'avis du Conseil d'Etat du 21 décembre 1808 et 13 juillet 1810.

« Elle aura à apprécier également si, comme l'emploi proposé peut emporter l'aliénation éventuelle du capital, elle n'aurait pas à demander l'avis préalable du conseil municipal, en exécution de l'article 21 de la loi du 18 juillet 1837 et de deux avis du Conseil d'Etat du 12 mars 1840 et du 25 avril 1843.

« Mon administration n'a pas à surveiller l'accomplissement de ces formalités; mais je crois devoir les signaler à l'attention de Monseigneur l'Evêque de Laval pour prévenir toute difficulté ultérieure.

« Quoi qu'il en soit, je crois devoir ajouter que, conformément au § 2 de l'article 16 de la loi du 13 juin 1872, et de l'arrêté du ministre des Finances du 28 février dernier, le titre de 165 francs devra rester déposé au Trésor pendant vingt ans à partir du jour de la signature de l'acte d'affectation.

« Cet acte devra être passé dans mes bureaux entre le mandataire de la Fabrique et moi.

« Dès que la Fabrique aura obtenu les autorisations nécessaires, elle devra m'en transmettre une ampliation régulière, soit directement, soit par l'intermédiaire du mandataire, dont elle aura fait choix pour la représenter.

« Ce mandataire devra être porteur du titre de rente et d'une procuration conforme au modèle ci-joint.

« Recevez, etc. »

Conformément à ces instructions, la Fabrique de Saint-Aignan-sur-Roë demanda l'autorisation nécessaire pour réaliser l'opération projetée. Elle lui fut accordée par le décret ci-après :

« Le Président de la République, etc. ;

« Décrète : — ART. 1. Le trésorier de la Fabrique de l'église succursale de Saint-Aignan-sur-Roë (Mayenne) est autorisé à emprunter, au nom de cet établissement, à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an une somme de 3,000 fr. remboursable en deux annuités au moyen de l'excédant de recettes de ladite Fabrique et applicable à l'achat d'une rente sur l'Etat de 165 francs destinée à servir de gage au Trésor, afin d'obtenir la délivrance de nouveaux titres en remplacement de titres au porteur appartenant à cette Fabrique et qui ont été adirés. »

Q. — Une fabrique qui désirerait contracter un emprunt, peut-elle être autorisée à hypothéquer les immeubles qui lui appartiennent ?

R. — Nous croyons que oui. Puisqu'elle peut être autorisée à vendre, à échanger, à aliéner, pourquoi ne pourrait-elle pas être autorisée à hypothéquer, ce qui est une espèce d'aliénation beaucoup moindre qu'une vente pure et simple ?

Le *Journal des Conseils de fabriques* dit que

la négative a été consacrée par une lettre du 30 janvier 1835 de M. le ministre de l'Intérieur à M. le Préfet du Bas-Rhin. Ce journal serait bien aimable de donner quelques preuves autres que l'autorité d'une lettre ministérielle. Des documents de ce genre, quelque importants qu'ils puissent être, ne peuvent pas infirmer les lois.

COURRIER DE L'UTILE

LES MALADIES DU VIN ET DU CIDRE. — LE MOYEN CERTAIN DE LES PRÉVENIR, DE LES ENRAYER ET DE LES GUÉRIR

Les vins français sont d'une constitution délicate : tous sont susceptibles d'altération, et les meilleurs crus sont souvent les plus sensibles.

Il est avéré, par exemple, que, chaque année, une grande quantité des meilleurs vins de Bourgogne deviennent *amers* ou prennent ce qu'on appelle le *goût de vieux*, maladie qui occasionne des pertes immenses, parce qu'elle atteint précisément les vins que l'on tient le plus à conserver. On peut dire que chacune de nos contrées viticoles a un coteau plus ou moins célèbre : c'est le vin de ce coteau qui deviendra amer avec les années. Les vins communs sont bien moins sujets à l'amertume que les vins de qualité ; en revanche, ils *tournent* plus facilement et plus souvent que les grands vins.

Le vin *turné* est trouble, il a une saveur fade. Si on le verse dans un verre, on aperçoit sur les bords une couronne de très petites bulles. Cette maladie est très fréquente, et peut être provoquée par la moindre négligence dans les soutirages. Elle atteint aussi la bière et le cidre.

Les vins blancs, et particulièrement les vins faibles, tels que les vins blancs du bassin de la Loire et de l'Orléanais, sont très sujets à une troisième maladie, celle de la *graisse*. Ils perdent alors leur limpidité naturelle, deviennent plats et fades et filent comme de l'huile quand on les verse ou les transvase.

Mais la maladie la plus commune de toutes, c'est l'*acescence*, la maladie des vins qu'on appelle *acides*, *piqués*, *aigres*, etc. Elle consiste en une fermentation qui change l'alcool en vinaigre.

Telles sont les quatre grandes maladies des vins.

Quelles sont les causes, et quels sont les remèdes de ces maladies ?

M. Pasteur attribue ces altérations à des influences extérieures, à la présence de végétations parasitaires microscopiques, que l'air apporte dans le vin, et qui y rencontrent les conditions favorables à leur développement. Ces parasites altèrent le vin, soit en l'appauvrissant de certains principes dont ils se nourrissent, soit en donnant naissance à de nouveaux produits qui sont un effet de leur multiplication dans la masse du liquide.

De là la conséquence pratique que, pour sauver le vin, il suffit de tuer les végétaux parasites.

Les fonctions physiologiques et chimiques de ces parasites ne sont encore que fort mal connues ; mais ce qui est certain, c'est qu'en les détruisant on sauve le vin.

Les anciennes pratiques du sucrage, du vinage par addition d'alcool, du soutirage, du plâtrage, etc., ne sont efficaces, d'après M. Pasteur, qu'en tant qu'elles gênent le développement des végétaux parasitaires.

Le vinage, c'est-à-dire l'addition d'une certaine proportion d'alcool, est un des meilleurs procédés de conservation ; malheureusement il diminue les qualités hygiéniques du vin, surtout si l'alcool est de mauvaise qualité, et on n'en trouve ou du moins on n'en emploie guère d'autre aujourd'hui.

On doit donc regarder comme un sérieux bienfait la découverte d'un procédé qui permette de débarrasser le vin de ses parasites, sans en modifier les qualités essentielles : ce procédé, M. Pasteur l'a trouvé, c'est le *chauffage des vins*.

Pour détruire toute vitalité dans les germes des champignons que renferment les différents vins, il suffit de porter ceux-ci pendant quelques instants, deux ou trois minutes, à une température de 50 à 60 degrés.

Cette opération n'altère en rien la composition du vin, et on peut le laisser vieillir ensuite, sans avoir à craindre aucune maladie.

Le chauffage des vins en bouteilles est peu coûteux et très facile. On peut le pratiquer sur un vin qui vient d'être mis en bouteille, ou sur un vin déjà en bouteilles depuis longtemps, qu'il soit sain ou malade. Seulement, dans ce dernier cas, il est bon de séparer les dépôts, en transvasant le vin dans de nouvelles bouteilles.

Après les avoir bien bouchées, on ficelle les bouteilles, et on en remplit un panier que l'on introduit dans un bain-marie chauffé ou dans une grande marmite. La dilatation du vin pendant le chauffage tend à faire sauter le bouchon, mais la ficelle le retient ; seulement, le vin suinte entre le bouchon et le goulot. Quand les bouteilles se sont refroidies, on frappe sur le bouchon pour le faire rentrer. On ôte les ficelles et on met le vin en cave. Il est désormais à l'abri de toute atteinte.

Le chauffage du vin en plongeant des paniers de bouteilles dans l'eau chaude est de pratique courante. Ne pourrait-on obtenir le même résultat en utilisant les fours après la cuisson du pain ? Ce serait à essayer, et il me semble qu'il serait facile, par exemple, de garnir de bouteilles les claies qui servent aux ménagères pour sécher, au four, pommes, poires, prunes et toutes espèces de fruits. L'opération pourrait être renouvelée plusieurs fois après chaque fournée de pain, sauf à laisser un peu plus longtemps les bouteilles au four à mesure que la température de celui-ci descend.

Je ne parle pas ici des procédés employés pour le chauffage, en grand, des vins en fûts ou en

cuves, parce que cela n'est pratique que pour les grands producteurs et les grands commerçants : deux qualités que n'ont pas nos lecteurs.

La température qui fait périr les germes d'infusoires, ou de cryptogames, dans les liquides aqueux, est, pour la plupart de ces liquides, de 100 degrés et plus. Mais dans les vins, comme l'alcool favorise l'action purificatrice de la chaleur, une température bien inférieure à 100 degrés suffit pour détruire tous les germes parasitaires. M. Pasteur, qui avait d'abord jugé nécessaire une température de 75 degrés, a peu à peu abaissé le chiffre à 65 et à 50 degrés. Il pense même qu'on pourra descendre encore et s'arrêter vers 45 degrés. Cette circonstance est très importante, et si la prévision est vérifiée, cela permettra de chauffer le vin au moyen des rayons solaires seuls, tombant dans une chambre fermée par un double vitrage.

Du reste, l'emploi de la chaleur, sous diverses formes, a été de tout temps mêlé à la vinification. Columelle nous apprend que, pour donner au vin de la durée, on le faisait cuire après l'avoir additionné d'eau. D'après Fabroni, on avait recours en Espagne à la même pratique. Pline nous dit qu'on expose certains vins en les exposant au soleil.

Et c'est encore une chose à noter que le chauffage, non seulement prévient et guérit les maladies du vin et le conserve, mais encore *vieillit le vin*. On sait cela dans le Midi, et M. Pasteur, dans une lettre adressée au *Moniteur scientifique*, raconte qu'il a eu occasion de constater que le vieillissement du vin par la chaleur du soleil est mis en pratique depuis longtemps à Avignon, où l'on expose des rangées de bouteilles sur les toits, au mois de juin, afin d'améliorer le vin.

Terminons cette petite causerie en reproduisant les quelques lignes que M. Vial a consacrées au chauffage du cidre, dans une chronique scientifique publiée par l'*Univers*, le 11 novembre dernier. De récentes expériences, en effet, ont établi que ce procédé de conservation, le chauffage, est aussi efficace pour le cidre que pour le vin.

« Le cidre, après la transformation totale du sucre en alcool, devient presque toujours et rapidement le siège d'une fermentation acétique. On en boit, dans les grandes villes, en hiver et au printemps; mais la consommation diminue considérablement en été, juste au moment où l'amateur altéré en demanderait davantage, si ce jus de la pomme avait conservé ses qualités primitives.

« On a essayé de chauffer le cidre, d'après le procédé de M. Pasteur pour la conservation du vin. Les premières tentatives ne furent pas couronnées de succès. On chauffait à l'aveuglette, sans méthode, sans expériences préalables.

« M. Lechartier, qui veut réhabiliter le cidre d'exportation, s'est livré, en 1886 et 1887, à des expériences vraiment scientifiques et qui, paraît-il, sont décisives.

« Il a opéré sur quatre variétés de cidre, étudiant simultanément le chauffage du liquide en bouteilles et en fûts de 25 à 230 litres.

« Les bouteilles ont été chauffées au bain-marie, à des températures de 53°, de 57° et de 63°. Quatre mois après, on a ouvert une bouteille provenant de chacune des séries de l'expérience. Pas trace de fermentation; pas une bulle de gaz acide carbonique. Le litre en alcool et en sucre s'était conservé le même, identiquement. Dégusté un an après, en septembre 1887, le cidre a présenté les mêmes qualités qu'au moment de la mise en bouteille. Quelques échantillons, chauffés au-dessous de 60°, ont bien laissé échapper quelques bulles; tous ceux qui avaient subi la température de 60° étaient intacts.

« Même résultat pour les cidres en tonneau. Le liquide est chauffé entre 60° et 65° dans l'appareil à circulation continue, inventé pour les vins en 1866 par M. de Lapparent. Le cidre chaud est alors versé dans le fût, que l'on bonde fortement avant tout refroidissement. Lorsque le liquide a repris sa température ordinaire, il se fait un vide notable dans le tonneau; mais on ne le comble pas. Il est nécessaire que les fûts soient préalablement stérilisés à leur intérieur par un chauffage à la vapeur.

« Quatre mois après, le cidre était trouvé dans un parfait état de conservation.

« Il se développe, dans le cidre ainsi chauffé, une saveur spéciale qui rappelle celle des fruits cuits. C'est un défaut assez grave et qui aurait pour conséquence de faire proscrire le chauffage; mais il est facile d'y remédier.

« Le 16 avril 1887, M. Lechartier remplit des barils de 25 à 30 litres avec du cidre chauffé à une température de 60° à 65°. A la date du 14 juin, le cidre possédait une saveur de cuit caractéristique. On versa alors dans chaque baril un litre du même cidre non chauffé. Une fermentation alcoolique régulière se produisit de nouveau dans la masse du liquide. Le 9 juillet suivant, on constatait que le cidre avait perdu toute saveur de cuit et avait repris son goût primitif; le 11 juillet, une partie du cidre était mise en bouteille. Au mois de septembre le cidre était mousseux, sans aucune saveur anormale.

« Ces résultats très importants ont été constatés, et le procédé Lechartier recommandé par l'association pomologique de l'Ouest récemment réunie en congrès dans la ville du Havre. »

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 16 novembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RAILLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION :
PRIX DE LA GRÂCE

*Tota pulchra es amica
mea et macula non est
in te. (Cantic., iv, 7.)*

Quand furent arrivés les temps marqués dans les conseils de Dieu pour l'accomplissement de ses desseins de miséricorde sur le salut du monde, sa Providence, pour préparer les voies à l'incarnation de son Fils, eut à pourvoir à la création de celle qu'il lui avait prédestinée pour Mère. Conçue par les voies ordinaires de la nature, cette enfant bénie fut dès cet instant même l'objet d'un privilège à part, séparée de la masse des pécheurs et préservée de la tache qui souille tous les enfants d'Adam dans leur origine. Ce qui n'était, à ce sujet, qu'une pieuse croyance depuis de longs siècles, est devenu par la définition de l'immortel Pie IX un dogme de la foi catholique. Cette première grâce fut pour Marie la source féconde de toutes les grâces. Confirmée dès lors dans la sainteté et la justice, jamais le souffle du mal ne vint l'atteindre et la ternir. Descendants d'un père coupable, souillés du péché dès le sein de notre mère, nous n'avons pas sans doute eu part au privilège qui ne fut accordé qu'à Marie seule; mais la divine clémence n'a pas tardé à nous enrichir de dons qui nous en rapprochent. Régénérés bientôt par le baptême, notre âme aussi est devenue toute belle, pure et sans tache aux yeux Dieu, le digne objet de ses plus chères complaisances. Cette grâce sainte, nous l'avons reçue dès les premiers jours de notre naissance. Or, en quelle estime l'avons-nous tenue? Quels soins avons-nous pris de la conserver? Mon dessein serait dans ce discours de vous faire apprécier la valeur de ce précieux trésor pour conclure avec quelle sollicitude nous devons le garder ou le reconquérir. La vraie valeur d'une chose se mesure, d'une part, sur l'importance des biens qu'elle procure; d'autre part sur l'estime qu'en font les bons connaisseurs; or à ce double point de vue rien de plus précieux et de plus désirable que la grâce sanctifiante.

I

La grâce sanctifiante unit notre âme à Dieu, le suprême et souverain bien, et ainsi la fait vivre de sa pleine et véritable vie et devient en elle la source de son bonheur, de sa beauté, de sa grandeur et de ses mérites. La grâce, dis-je, unit notre âme à Dieu par la sainte charité, c'est-à-dire par un pur et mutuel amour : *si quelqu'un m'aime, dit le Sauveur, il gardera ma parole et mon Père l'aimera, et nous viendrons en lui et nous y ferons notre demeure.* Or, c'est précisément cette sainte unité qui constitue la vraie vie de l'âme. Ce qui fait la vie du corps, c'est son union avec l'âme qui l'anime : aussi longtemps que cette

union subsiste, le corps vit, se meut, agit, remplit enfin les diverses fonctions qui lui sont propres. Vient-elle à se rompre, le corps meurt à l'instant; il n'est plus qu'un cadavre, une masse inerte et insensible. Ainsi en est-il par rapport à l'âme : aussi longtemps qu'elle reste unie à Dieu par la sainteté et la justice, elle vit de sa vie pleine et entière; elle marche en sûreté dans la voie de ses éternelles destinées. Vient-elle, au contraire, à se séparer de Dieu par le péché mortel? Par le fait même, elle tombe dans un état de mort : non pas sans doute qu'elle cesse d'exister, dans ce sens elle ne peut mourir, elle a été créée immortelle; mais elle tombe dans la disgrâce, dans l'inimitié de Dieu, et cet état pour l'âme est mille fois pire que l'anéantissement de son être; c'est la réprobation; c'est le prélude de l'éternel malheur. Qu'importe alors tous les avantages que le monde peut lui offrir? L'empêcheront-ils d'aboutir à l'enfer si elle ne se hâte de se guérir par la pénitence? Ne l'y feront-ils pas même presque toujours tomber plus vite? Et si elle finit par aboutir là, que lui auront servi tous les biens de ce monde, sinon à la rendre criminelle et par là même plus misérable? Elle s'y fera peut-être des jouissances passagères, oui, des étourdissements, des voluptés à la façon de la brute! Est-ce que c'est le bonheur, tout cela? En est-ce l'ombre? Ce n'est pas dans les sens, c'est dans l'âme que réside le bonheur de l'homme; et ce bonheur-là n'est pas fait pour le pécheur; il n'est possible que pour le juste, pour celui en qui la grâce réside, pour l'âme dont Dieu a fait son sanctuaire, son tabernacle, son lieu de délices, car elle possède, cette âme, la source sacrée de la joie dans la paix de sa conscience.

Mens secunda juge convivium.

La grâce est encore la source de la véritable grandeur. Tel monarque a su, par ses victoires, se faire redouter des nations voisines, conquérir l'admiration par ses rares qualités; le prestige de sa puissance et de sa grandeur fait rechercher de toutes parts son alliance; une foule de courtisans l'entourent avec un dévouement sans bornes; c'est à qui aura l'honneur de le servir; des flots de peuples l'acclament sur son passage; il est l'idole de tous ses sujets; rien ne manque à son bonheur ni à sa gloire, mais il n'a pas la grâce sanctifiante! Parmi ses valets se trouve un homme qui n'est connu que par son nom, sans considération aucune dans le public, sans science que celle de son emploi, ne possédant que ses minces épargnes, vêtu pauvrement, peut-être même disgracié de la nature; mais il possède la grâce sanctifiante! Eh bien! avec ce trésor, il est mille fois plus riche, plus grand et plus glorieux en réalité devant Dieu que le monarque qui en est déshérité. « Il n'y a de grand dans les hommes, dit Massillon, que ce qui vient de Dieu : la droiture du cœur, l'innocence et la règle des mœurs, l'empire sur les passions, voilà la véritable grandeur et la seule gloire réelle que personne ne peut nous disputer. Tout ce que les hommes ne trou-

vent que dans eux-mêmes est sali, pour ainsi dire, par la même boue dont ils sont formés. »

L'âme en état de grâce surpasse aussi en beauté toutes les merveilles de la terre et des cieux. Platon disait qu'il y avait tant d'attraits dans la vertu que si nous la voyions telle qu'elle est, nos cœurs brûleraient pour elle d'une passion invincible. Que cela est bien plus vrai de la grâce sanctifiante qui est la divine parure de l'âme ! S'il était donné d'apercevoir une âme aussi charmante, on serait ravi dans une extase ineffable ; comme Ste Catherine de Gênes, on se dirait : « Si je ne savais pas qu'il n'y a qu'un Dieu, je croirais que c'en est un. » Cette beauté intérieure se reflète même sur le visage. L'aspect d'une sainte personne a je ne sais quoi de céleste et de divin qui vous saisit d'un respect involontaire, son front candide et serein est comme le miroir de la paix qui règne dans son cœur. On rapporte qu'un jeune homme coupable d'une faute grave, se trouvant en présence de S. Philippe de Néri : « Hélas ! lui dit le saint, que votre physionomie est repoussante ! » — Ayant compris le sens de cette parole, il alla aussitôt se confesser. Le saint qui l'ignorait, le revoyant le lendemain, lui dit en souriant : « Vous êtes beau, mon enfant, voilà comme j'aime à vous voir. » Ah ! les jeunes gens ne savent guère ce qu'ils font, quand ils se livrent au vice ! Déjà vieillards à vingt ans, ils porteront partout le cachet de leur dégradation, la laideur sur leur visage, comme la souillure est dans leur âme.

Un autre avantage de cette grâce et qui en relève singulièrement le prix, c'est de donner la vie et du mérite à toutes nos actions qui, sans elle, seraient frappées de mort irrévocablement. En vain paraîtrez-vous, aux yeux du monde, riche en vertus et en bonnes œuvres, si tout cela n'est pas marqué du sceau de la grâce, tout cela est dans l'ordre du salut comme s'il n'était pas. Vos vertus sont des vertus nulles pour le ciel, vos œuvres sont des œuvres mortes pour l'éternité. Le divin Maître vous fait suffisamment comprendre cette vérité par ces paroles : Je suis la vigne, vous êtes les branches, de même que la branche séparée du tronc ne peut produire aucun fruit, ainsi vous n'êtes que des branches inutiles et propres à être jetées au feu, si vous n'êtes unis à moi par la charité. La charité ou la grâce sanctifiante est cette sève divine qui fait de nos œuvres des fruits dignes du ciel. « Oui, s'écrie le grand Apôtre, en vain aurais-je assez de science pour pénétrer tous les mystères, assez de foi pour transporter les montagnes, assez de désintéressement pour donner tout mon bien aux pauvres, assez de courage pour livrer mon corps aux flammes ; si je n'ai pas la charité, je ne suis rien, tout cela ne me sert de rien. » Mais la grâce au contraire est comme un or spirituel avec lequel on acquiert un royaume éternel : dans cet heureux état, un désir, un léger effort, la moindre action, un verre d'eau froide, deviennent dignes d'une

récompense infinie. Voilà ce qu'est la grâce, voilà ce qu'elle nous vaut ! Et cependant, ô inconcevable aveuglement, nous l'estimons à peine, nous la demandons sans ferveur, nous la pardons sans regret.

II

Et si tous ces avantages attachés à la grâce ne nous suffisent pas pour nous en faire apprécier le prix, voulons-nous des témoignages ? En voici partis de sources que nous ne récuserons point. Dieu, sans doute, est un bon juge ; il connaît le vrai prix des choses ; il les estime à leur juste valeur. Eh bien ! quel cas Dieu fait-il de la grâce sanctifiante ? Voyons ses œuvres ; elles nous en diront plus que toutes les paroles. Dieu existe de toute éternité. Source infinie de tous les biens, il se suffit pleinement à lui-même. Pour être heureux il n'a besoin de rien ni de personne. Cependant, il se décide à créer l'homme dans le temps pour l'associer à son bonheur et à sa gloire dans l'éternité ; et dès le moment de sa création, il le revêt de grâce et de justice pour le mettre en voie d'y parvenir. C'est à cette fin qu'il crée le monde et qu'il place l'homme à la tête de toutes ses œuvres pour en être le roi et le pontife et tout rapporter, en même temps que se rapporter lui-même à la glorification du Créateur. Rebelle au plan divin, l'homme se détourne des voies de sa destinée ; il se jette dans le péché, et par le péché dans la perdition. Tout va-t-il être perdu pour lui ? Non ! Dieu remuera le ciel et la terre, la mer et les continents pour le tirer de l'abîme où il s'est précipité. Il fera descendre son propre Fils des splendeurs de sa gloire. Il l'enverra s'incarner dans le sein d'une humble et pauvre Vierge, naître dans une étable, vivre dans les humiliations et la misère, mourir enfin comme un malfaiteur. Tout cela pourquoi ? Pour réparer dans l'homme la grâce détruite par le péché et le relever à un état plus haut qu'il n'était même avant sa chute. Or, tout puissant qu'il est, pouvait-il faire plus pour manifester l'estime qu'il fait de cette grâce sainte et nous dire le prix que nous devons y attacher nous-mêmes ?

Mais voici un autre témoin, et ses œuvres en sens contraire ne sont pas moins éloquentes ; c'est le démon qui va comparaître à son tour. Rongé d'envie de voir l'homme substitué à lui dans la prédestination au bonheur qu'il a perdu lui-même, il le hait de toute la haine qu'il porte à Dieu, et il fera tout pour se venger sur l'homme de son impuissance à se verger sur Dieu lui-même ; il fera tout, dis-je, pour lui causer tout le mal possible, et dans ce but il remuera lui aussi la terre et l'enfer pour lui faire perdre le bien de la grâce. Il lancera contre lui tous ses suppôts, les démons chefs de tous les vices ; ici le démon de l'orgueil et de l'ambition ; là le démon de la cupidité et de l'égoïsme ; à droite le démon de la vengeance et de la haine ; à gauche le démon du sensualisme et de la luxure. Ils l'attaqueront

tour à tour ou tous ensemble, ils le harcelleront par tous ses sens, par les yeux, les oreilles, par tous les organes de son corps et toutes les facultés de son âme afin de l'aveugler, de l'étourdir, de le bouleverser au dedans et au dehors, et si ce n'est pas assez encore pour le vaincre et le terrasser, il leur adjointra des auxiliaires en chair et en os, et il n'en manque pas dans le monde et moins que jamais dans notre monde actuel qui sont toujours prêts à remplir ce rôle : des parents, des amis, des connaissances pour achever de le séduire et de l'entraîner. Voilà le témoignage de l'enfer sur le prix de la grâce.

Voulez-vous encore y ajouter les témoignages des saints ? Qu'est-ce qui porta Marie elle-même à fuir le monde pour se retirer à l'ombre des tabernacles ? Ce fut le désir de garder la grâce et de mettre son innocence à l'abri de tout danger. Et vous, invincibles martyrs, glorieux athlètes de la foi, pourquoi cette ardeur et cette joie à voler sur les échafauds, à vous élancer dans les brasiers ardents, au-devant des tigres et des lions ? La voix de votre sang répond tout haut : les tourments, la mort même vous paraissent préférables à la perte de la grâce. Saints anachorètes, pourquoi vous ensevelir dans les antres et les déserts ? Ah ! dites-vous, nous savions que le trésor de la grâce est porté dans des vases d'argile, et la solitude la plus profonde ne nous a pas paru un asile trop assuré pour le mettre à couvert. Saints pénitents, que j'aperçois pâles et décharnés, à quoi bon tant de rigueurs et d'austérités ? Hélas ! nous expions la perte de la grâce ; trop heureux si à force de larmes et de pénitences nous pouvons la recouvrer et nous fortifier contre notre faiblesse. Manque-t-il quelque chose à ce triple témoignage de Dieu, du démon et des saints pour nous apprendre à nous-mêmes la haute estime que nous devons faire de la grâce et le soin que nous devons mettre à la posséder toujours dans la pratique !

Mais quelque zèle que nous mettions à conserver en nous la grâce de Dieu, il est bien difficile que nous réussissions toujours à la préserver des atteintes du mal. Entre tous les saints, il n'a été donné qu'à Marie seule de la garder intacte sans l'altérer jamais même par la moindre faute vénielle : tous l'ont ternie ou même perdue par des infidélités plus ou moins graves : un certain nombre même ont été de très grands pécheurs. Or, si les chênes ont fléchi et se sont brisés sous les coups de l'orage des passions, qu'en sera-t-il de nous, faibles roseaux que nous sommes ? Le mal, hélas ! est si près de nous ! et le cœur de l'homme est si fragile ! Et puis une faute est si vite faite. Il ne faut qu'une surprise, un moment d'oubli, une commotion subite, un entraînement inattendu pour faire d'une âme sainte une âme coupable. Si ce malheur nous arrive, oh ! ne restons point dans cet état de mort. Ne soyons pas assez insensés pour vivre des jours, des semaines, des mois entiers dans

un état dans lequel nous ne voudrions pas mourir. Nous nous sommes laissé terrasser par le péché, relevons-nous par la pénitence. Recourons à Celle qui aime à s'appeler le refuge des pécheurs et prions-la d'être notre médiatrice. Estimons que recouvrer la grâce au prix de tous les sacrifices n'est point l'acheter trop cher. Fallut-il subir les humiliations les plus accablantes, s'imposer les plus austères pénitences, refuser à la nature toutes les satisfactions les plus légitimes, ce serait encore l'avoir pour rien. Mais non, Dieu a mis notre pardon à un moindre prix. Allons au plus tôt nous décharger par un humble aveu du poids de nos fautes, et toujours le prêtre nous prêtera aide et assistance. Offrons à Dieu un cœur contrit et humilié, et ce bon Père accueillera notre repentir. Nos péchés fussent-ils plus rouges que l'écarlate, il les rendra blancs comme la neige ; il nous revêtira de la robe sans tache de la première innocence et nous rétablira dans tous nos droits à son amour et à son immortel héritage ¹.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation du Concile

L'administration des bénéfices ecclésiastiques est une chose essentiellement spirituelle. Le choix et l'institution des titulaires et la gestion des revenus appartiennent tellement à l'Eglise que nulle personne laïque, nulle autorité temporelle ne saurait y avoir par elle-même aucun droit.

Mais, en faveur de ceux qui ont rendu de grands services à l'Eglise, celle-ci accorde parfois aux laïques la jouissance d'une partie de ses droits. En particulier, elle accorde volontiers le patronat d'une église à celui qui a fourni le fond, la construction et la dotation.

Le cas suivant fait voir que ce privilège peut être accordé lorsque le bienfait ne comprend pas la totalité de l'établissement de l'église.

Notons que le Saint-Siège seul peut accorder le droit de patronat.

PACTEN

JURISPATRONATUS

Die 2 aprilis 1887.

Sess. 25 cap. 9 de Reform.

COMPENDIUM FACTI. Nobilis familia Orioles, prout enarratur, ab antiquis usque temporibus amore ac beneficiis non paucis prosecuta est parœcîalem ecclesiam S. Mariæ Vinculorum, Diœcesis pactensis, erectam in pago S. *Piero sopra Patti*, cujus loci præfata familia erat feudataria. Inter hæc beneficia præcipuum recensetur illud anno 1282 a quadam Felicia Orioles collatum, quo collegiata 11 canonicis et archipresbytero parocho constans fundabatur ac dotabatur.

Superveniente moderno tempore civili bonorum confiscatione, collegiata omnibus suis rebus spoliata est et hodie nonnisi septem canonici superesse dicuntur, ipsamque communiam sacerdotum fuisse inexorabiliter suppressam ; parochi vero et

¹ Les abbés Virel et Lemarchal.

ecclesiæ redditus ita inopes esse, ut vix pertingant ad libellas 282 annuales.

Inter hæc vero templi fabricam fatisci : neque ullam affulgere spem, ut refici valeat eleemosynarum subsidio, ne brevi tempore claudatur cultui.

Quæ considerans Cæsar D'Orioles supplici libello petit ab Apostolica Sede patronatum super Ecclesia illa, aut saltem jus præsentandi in perpetuum Archipresbyterum parochum, aliaque jura honoris in Ecclesia eadem fruenda. Adpromisit insimul se daturum vim pecuniæ, per quam fatiscens ecclesia restaurari posset.

Hiscæ omnibus perpensis, visum est respondendum esse ad preces « prout petitur non expedire. » At anno circiter elapso iterum D'Orioles instituit enarrans, ecclesiam in dies ea ruinæ indicia præbere, ut parochus aliquæ de clero curis et timore augerentur ne rueret; necessariam itaque esse gratiæ concessionem. Episcopus etiam instabat; unde visum est rescribi : « Orator rem prius componat cum Episcopo, ac deinde recurrat ab eodem commendatus. »

Subsequenter ad hæc Episcopus referebat ad se venisse dominum D'Orioles, et in hanc concordiam consensisse : D'Orioles exposcere pro se suisque in perpetuum patronatum super Ecclesia S. Petri, cum adnexis honoribus; et ideo cum jure præsentandi Archipresbyterum parochum : eundem D'Orioles sese obligare ad omnes instaurationes favore cadentis ecclesiæ, pro quibus præsumitur pretium 8000 libellarum; et ad præstandas parochæ libellas 150, pro quolibet anno, præter redditus, quibus fruitur nunc parochus idem.

Post hæc vero Præsul poscebat preces oratoris exaudiri; idque quam citius ob ecclesiæ statum, qui in dies fit deterior.

DUBIUM

An et quomodo patronatus concessioni locus sit in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re disceptata sub die 2 aprilis 1887 censuit respondere : *Quoad Ecclesiam affirmative, facto verbo cum SSmo.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'estime beaucoup votre Revue. Si je suis empêché de la lire à son arrivée, j'y reviens plus tard, c'est un honneur que je ne fais pas à mes journaux. Je viens seulement de lire le n° 34. La question des saintes huiles que vous y traitez, et que vous y traitez très complètement m'intéresse beaucoup. J'emploie tous les ans au Samedi-Saint les anciennes huiles. Je croyais que la règle qui avait plus ou moins varié était définitivement fixée par le décret du 19 septembre 1859 et j'étais étonné que vous invoquiez justement ce décret pour condamner ma pratique. Et je m'étonne encore.

Pourquoi établissez-vous une distinction que le décret ne fait pas. Est-ce qu'il n'insinue pas lui-même que les préceptes de la Sacrée Congrégation avaient tout simplement été changés par le décret in Oriolen.

« Servandum in casu *postremum* decretum in Oriolen. » Cette épithète était au moins très superflue si les décrets antérieurs avaient été maintenus grâce à une distinction.

Mais le décret ne vise que les curés qui « *Sacra olea in promptu habere nequeunt.* » Mais peut-on traduire in *promptu habere* par *recevoir promptement*, ou bien cela veut-il dire : *avoir à la main, avoir à sa disposition.*

Je vous écris ceci non pas pour recevoir une réponse, mais parce que la question me semble avoir son importance; car votre autorité pourrait bien causer des embarras superflus à beaucoup de confrères. Je crois vous rendre peut-être un petit service, et je suis heureux de vous prouver mes sentiments de dévouement.

R. — Nous remercions profondément le vénéré doyen des louanges qu'il veut bien adresser à l'*Ami du Clergé*. Mais notre gratitude ne peut nous faire oublier l'antique adage : *Amicus Plato, magis amica veritas.*

Nous croyons donc que votre pratique, qui consiste à bénir, chaque année, et sous les raisons canoniques que nous avons exposées, l'eau du Samedi-Saint avec les huiles de l'année précédente, n'est pas conforme aux prescriptions de l'Eglise.

Vous appuyez votre opinion sur le décret de 1859, porté pour le diocèse de Cahors. Mais ce décret n'a pas le sens que vous lui prêtez; il n'introduit aucunement une jurisprudence nouvelle. La preuve, c'est qu'il s'appuie lui-même sur un ancien décret, celui d'Orihuela, porté pour l'Espagne en 1837.

Quel est donc le sens de ce décret pour Orihuela? C'est qu'on devait se servir des huiles consacrées l'année précédente. Mais pourquoi? Parce qu'on ne pouvait avoir *bientôt* les huiles consacrées dans la présente année, à raison des difficultés suscitées par la guerre civile.

Or, en 1859, le cas était à peu près semblable dans le diocèse de Cahors; on ne pouvait pas non plus avoir promptement, *in promptu habere nequeunt parochi*, les huiles récemment consacrées, et cela à raison de la grande distance qui sépare de la cité épiscopale certaines paroisses de ce diocèse :

« Ob magnam parochiæ ab urbe Episcopali distantiam, sacra olea præcedenti feria V in cœna Domini ab Episcopo consecrata, in promptu habere nequeunt (parochi)... Quomodo sese gerere debeant? »

La S. Congrégation répondit qu'il fallait s'en tenir au décret pour Orihuela :

« Servandum in casu *postremum* sacræ Congregationis Decretum in Oriolen. » (19 septembre 1859.)

Vous pensez que ces mots *in promptu habere nequeunt* signifient *avoir sous la main, avoir à sa disposition*, et vous en concluez que si l'on n'a pas sous la main les huiles nouvelles le Samedi-Saint, on doit faire la cérémonie avec les huiles de l'année précédente. Mais votre interprétation ne semble pas fondée, comme on peut le voir dans le décret du 12 août 1854 pour Luçon.

L'autorité ecclésiastique de ce diocèse avait exposé que les solutions de la Sacrée Congrégation paraissaient contradictoires, attendu que le décret pour Lucques portait en substance : « Faites la bénédiction le Samedi-Saint sans huiles. Quand vous aurez les huiles nouvelles, vous les verserez *privatim et separatim* dans l'eau bénite » ; tandis que le décret pour Orihuela porte : « Faites la bénédiction le Samedi-Saint avec les huiles de l'année passée. » Que répondit la S. Congrégation ? Non, il n'y a pas de contradiction. A la vérité, les décisions sont différentes, mais c'est parce que les circonstances elles-mêmes étaient différentes. En effet, pour Lucques, on peut avoir les saintes huiles dans peu de jours, *ad breve tempus*, et par conséquent il fallait les attendre pour les verser *privatim et separatim* dans l'eau bénite. Au contraire, pour Orihuela, on ne pouvait absolument pas en espérer ; par conséquent il ne fallait pas les attendre mais faire la bénédiction complète le Samedi-Saint avec les huiles de l'année précédente :

« Pro diversitate circumstantiarum, in praxi utrumque Decretum servari posse; in Lucana supponitur quod ex aliquo fortuito casu olea sacra *ad breve tempus retardentur*; et in Oriolensi loquitur de omnimoda impossibilitate habendi olea sacra a propria Cathedrali vel a vicinioribus diocesibus. » (12 août 1854.)

Vous le voyez, il ne s'agit pas de les avoir *sous la main*, mais de les avoir prochainement, *ad breve tempus*. Si donc vous espérez les avoir prochainement, vous faites la bénédiction de l'eau, mais sans verser les saintes huiles, lesquelles ne seront versées qu'au moment où vous les aurez. Si au contraire vous n'espérez pas les avoir prochainement, vous faites la bénédiction de l'eau en vous servant des huiles de l'année précédente.

Maintenant vous me demandez sans doute : Qu'entendez-vous par ce *breve tempus* ?

Nous pensons qu'on ne doit pas étendre ce terme à plus de 10 jours. Voici pourquoi. En 1826, l'évêque de Gand demanda à la S. Congrégation des Rites si les curés-doyens chargés de distribuer les saintes huiles aux curés de leurs districts pouvaient différer cette distribution jusqu'après le dimanche de Quasimodo :

« An Decani distributionem differre possint usque post Dominicam in Albis ? »

La S. Congrégation répondit « Negative. »

Telle est la jurisprudence actuelle,

Il se peut qu'elle change à raison de la difficulté du temps, car l'impunité détruit autant qu'elle peut les sièges épiscopaux, et augmente par là même la difficulté de se procurer les saintes huiles. Dans le cas où le Saint-Siège croirait devoir apporter quelque modification sur ce point, l'*Ami du Clergé* s'empresse de la faire connaître à ses lecteurs.

disant *Requiem æternam* à la fin de l'absoute (absente corpore); le Rituel n'en parle pas. Faut-il faire ce signe de croix ?

2^o Peut-on conserver l'usage de le faire avec le goupillon en aspergeant une dernière fois le catafalque ?

R. — Ad I. Cette question est sérieuse et pratique. Néanmoins nous pensons qu'il est impossible de la résoudre d'une manière absolue. Vous en donnez la vraie raison, c'est que, d'une part, le Missel prescrit le signe de la croix de la main droite en disant *Requiem æternam* :

« Deinde celebrans faciens crucem manu dextra super tumulum dicit : « *Requiem æternam dona ei Domine, etc.* » ; tandis que, d'autre part, le Rituel, qui donne aussi une formule d'absoute, ne parle pas de signe de croix.

Vous nous demandez notre avis. Nous le donnons en toute modestie. Nous croyons qu'on ne peut pas imposer ce signe de croix, par la raison que le Rituel se tait, et qu'un auteur sérieux. Bauldry, n'admet pas qu'on s'écarte de ce livre.

Mais nous pensons qu'il serait convenable de faire ce signe de croix. Voici nos raisons :

1^o Le Missel prescrit ce signe de croix, donc on doit le faire. Il est vrai que le Rituel ne dit rien, mais il ne défend pas non plus de le faire ; par conséquent il n'est pas en opposition avec le Missel, et ne l'annule pas. L'autorité du Missel reste donc entière.

2^o Le Cérémonial des évêques touche également cette question, Livre 2, chapitre XI, n. 12; or il prescrit à l'évêque de faire un signe de croix :

« ... leget (Episcopus) versiculum *Et ne nos etc.*, et alios versiculos, et orationem Missæ, pro qua nullus tunc genuflectet, et in fine repetet versiculum *Requiem æternam*, etc., et cantores dicent *Requiescant in pace*, et Episcopus tunc producet signum crucis versus pannum... »

Apparemment le mot *tunc* doit se rapporter à *Requiem æternam*, puisque la rubrique du Missel est formelle ; c'est la remarque de De Herdt, dans sa *Praxis Pontificalis* :

« Produxit (Episcopus) signum crucis, dum dicit *Requiem æternam*, juxta Missale in ritu celebr. n., Tit. 13. »

L'illustre auteur s'appuie sur Bauldry, qu'il cite nommément dans une note.

Cavalieri dit que l'on doit faire le signe de la croix sur le cercueil en disant *Requiem æternam*, et que les chantres doivent chanter *Requiescat in pace*. Il reconnaît bien que le Rituel garde le silence sur ces deux points, mais, ajoute-t-il, le Missel parle clairement ; or il y a parité entre l'absoute en présence du corps et l'absoute en son absence. Voici ce qu'il enseigne à l'occasion du *Requiem æternam* qui se dit dans le cimetière après l'oraison, un peu avant de retourner à l'église :

« Deinde sacerdos admota pectori sinistra manu, cum dextera signum crucis faciens super feretrum, dicit *Requiem æternam dona ei*, elevante acolytho pluvialis fimbrium, et per clerum

Q. — 1^o Le Missel romain (Ritus celebr. Missam, Tit. xiii) prescrit un signe de croix avec la main en

responso *Et lux perpetua*, cantores cantant *Requiescat* in singulari numero, et a clero respondetur *Amen*. Equidem de cruce super feretrum facienda ad *Requiem æternam*, et de cantando *Requiescat* a cantoribus Rituale silet, sed id disertè mandat Rubrica XIII Missalis, cujus dispositionem rationis paritas ad casum indubie protendit. » (De Exequiis adulatorum, Tom. III, chap. 15, décret 62, n. 31.)

Voilà l'opinion du célèbre Augustinien. Elle est confirmée par celle de Martinucci, préfet des cérémonies apostoliques, au moins en ce qui regarde le *Requiem æternam* qui se dit au cimetière, après l'oraison, avant de retourner à l'église :

« Celebrans, responso a choro *Amen* post orationem prædictam (*Oratio Fac quæsumus*), elevabit dexteram et crucis signum faciens versus cadaver, dicet *Requiem æternam* etc. Cantores cantabunt *Requiescat in pace*. » (Liv. IV, chap. 9, n. 32). Or, ce signe de croix n'est pas marqué au Rituel.

A l'absoute du troisième, septième et trentième jours, ainsi qu'à l'anniversaire, ce savant liturgiste indique également un signe de croix sur le catafalque :

« ... qui (celebrans) cantabit versiculos *Et nos*, etc., et reliquos cum oratione *Absolve* sive alteram de Missa tono feriali et cum brevi conclusionem. Postea diaconus, non clauso libro, recedet paullulum a latere, et Cæremoniarius elevabit fimbriam dexteram celebranti, qui attollet manum dexteram versus tumulum et cantans † *Requiem æternam* etc., crucis signum faciet versus illum » (Livre IV, chap. 10, n. 26). Or ce signe de croix n'est pas non plus marqué dans le Rituel romain pour cette absoute.

Carpò, ce savant franciscain de Bologne, parlant de ce *Requiem æternam* qui se dit au cimetière, enseigne aussi que le célébrant doit faire le signe de la croix avant de retourner à l'église :

« Completa oratione, ac per clerum responso *Amen*, celebrans, sinistra pectori admota, dextera signum crucis supra feretrum efformans, subjungit *Requiem æternam*, etc.; moxque cantores altiori tono cantant *Requiescat in pace*, et chorus respondet *Amen*. Deinde celebrans graviore voce profert versiculum *Anima ejus, et animæ omnium fidelium*, etc. » Pars quinta, n. 153.)

Corsetti, parlant de l'absoute qui se fait en l'absence du corps du défunt, ainsi que pour le troisième, septième et trentième jours, et pour l'anniversaire, indique la rubrique du Missel, et non celle du Rituel. Voici ses paroles :

» Ultimo (sacerdos dicit) *Requiem æternam dona ei Domine* etc. (produens manu dextera signum crucis super tumulum) etc. (Praxis sacrorum Rituum, Tracta 2, Pars 2, chap. IX. De Officio faciendò in exequiis, absente corpore defuncti, etc.)

Le R. P. Le Vavas seur suit la même opinion :

« ... Le célébrant chante alors *Et ne nos in-*

ducas, puis les versets et l'oraison. En chantant ensuite le verset *Requiem æternam*, il fait un signe de croix sur le lit funèbre... » (Cérémonial selon le rit romain, T. I, partie VII, sect. I, chap. IV, art. IV, n. 196.)

Nous arrêtons nos citations. Nous en avons dit assez pour montrer que le Missel prescrit un signe de croix que le Rituel n'indique pas ; que, par suite, les liturgistes ne sont pas tous d'accord ; mais que le plus grand nombre est favorable au signe de croix pendant le *Requiem æternam*, non seulement à l'absoute, mais encore sur le cimetière avant de revenir à l'église.

Il serait utile de consulter la S. Congrégation des Rites sur ce point très pratique.

Q. — Les Évangélistes racontent parfois le même fait avec de notables différences. Comment concilier ces différences avec l'inspiration ? Ainsi, par exemple, S. Mathieu (xx 29-34) raconte que N.-S. sortant de Jéricho trouva deux aveugles qu'il guérit. S. Marc (x 46-72) place lui aussi le même fait à la sortie de Jéricho, mais il ne parle que d'un seul aveugle. Saint Luc (xviii 35-48) rapportant à son tour le même miracle, dit que N.-S. le fit non pas en sortant de Jéricho, mais en entrant dans cette ville. Dira-t-on qu'il s'agit d'un autre aveugle et d'un autre miracle ? Cependant tout se passe dans les mêmes circonstances, et de part et d'autre ce sont les mêmes paroles qui sont prononcées ? Veuillez être assez bon pour me résoudre cette difficulté.

R. — Voici comment M. Fouard concilie les trois récits :

Quant au nombre des aveugles, il en admet deux, dont l'un plus célèbre, Bar-Timée, est seul nommé par S. Marc, et seul mentionné par saint Luc, tandis que S. Mathieu mentionne les deux.

Quant au lieu du miracle, il le place entre l'ancienne Jéricho et la nouvelle, en sortant de l'ancienne et sur le point d'entrer dans la nouvelle.

Citons le savant et très intéressant auteur :

« Cependant Jésus et ses compagnons avaient franchi la vallée du Jourdain et approchaient de Jéricho. Ce nom désignait alors une oasis couverte de maisons de plaisance, de palmiers et de champs de roses. Aux extrémités s'élevaient deux villes : près de la fontaine d'Elisée, l'antique Jéricho, ruinée par Josué et reconstruite par Hiel de Bethel ; au midi, la Jéricho nouvelle, bâtie magnifiquement par Hérode et Archelaüs. Le Seigneur passait de l'une de ces cités à l'autre ; quand il rencontra un aveugle assis sur le bord de la route : c'était le fils de Timée (Bar-Timée), qui mendiait avec un compagnon de son infortune. Une grande foule se pressait déjà autour de Jésus, et sortait avec lui de la vieille ville pour entrer dans la Jéricho d'Hérode. Les deux aveugles entendaient le bruit, et apprenant que c'était Jésus de Nazareth, ils se mirent à crier : « Jésus, fils de David, ayez pitié de nous ! » et le reste.

Corneille Lapièrre, après S. Ambroise et d'autres, suppose que les aveugles n'ayant pas obtenu leur guérison à l'arrivée du Seigneur à Jéricho,

se retrouvèrent le lendemain à sa sortie, renouvelèrent leur prière qui fut, cette fois, exaucée.

L'une et l'autre interprétation concilient les récits. Et elles n'ont rien d'in vraisemblable.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je vous serais bien reconnaissant si vous pouviez répondre le plus tôt possible aux questions suivantes :

1^o En exécution d'un arrêté d'alignement conforme à un plan approuvé par le conseil général, la commune voudrait s'emparer, sans stipuler préalablement aucune indemnité, d'un terrain adjacent à mon presbytère. Celui-ci a été bâti avant le Concordat et malgré toutes les oppositions de la commune. La fabrique à qui le terrain appartient, comme celui du presbytère (d'après mon avis), a-t-elle droit à une indemnité ? Le curé, à titre d'usufruitier, a-t-il droit à une indemnité ? Y aurait-il témérité à plaider cette cause ? Comment l'introduire, si la commune venait à s'emparer de ce terrain ?

2^o Malgré l'arrêté d'alignement et la position de ce jardin sur la route de grande communication, j'ai construit une palissade mobile, et j'ai ajouté au mur quelques pierres à sec, soit pour le consolider un peu, soit pour empêcher les poules d'y entrer.

De là, menaces de procès-verbal de la part de l'agent-voyer comme ayant enfreint l'arrêté réglementaire sur le service des chemins vicinaux en date du 24 mai et 9 juin 1873, et notamment les articles 172 à 183.

Une palissade mobile tombe-t-elle sous la défense ? Quelques pierres peuvent-elles être réputées comme construction ?

[R. — Ad 1^m. L'alignement est le tracé donné, par l'autorité compétente, des limites des constructions et reconstructions faites sur la voie publique. Son objet est de maintenir la largeur et la direction des chemins publics et la régularité des constructions.

Dans les campagnes, les alignements sont donnés par le maire. L'agent-voyer n'a pas qualité. Mais les arrêtés du maire peuvent être attaqués successivement devant le Préfet, le Ministre de l'intérieur et le conseil d'Etat (*Loi du 16 septembre 1807, ordonnance du 1^{er} nov. 1820.*)

L'alignement que donnerait le maire en matière de grande voirie, comme celui que donnerait le préfet en matière de petite voirie, seraient l'un et l'autre non avenus. La démolition des constructions faites en vertu de cet acte pourrait être ordonnée sans indemnité. (*Arrêt du conseil d'Etat du 4 mai 1826.*) Il importe donc de ne pas se méprendre à cet égard. S'il arrivait que, par suite d'un alignement donné mal à propos l'égglise, le presbytère ou le cimetière fussent être détruits en tout ou en partie, au préjudice de la fabrique ou de la commune, il faudrait en prévenir le Préfet ou le Ministre, qui s'empresserait de faire modifier, changer ou retirer le plan. Nous avons vu dans une paroisse donner un alignement dérisoire qui faisait, sans aucune raison, une route courbe au lieu d'une route droite et qui détruisait une partie du jardin presbytéral, uniquement pour conserver intacte une propriété

voisine qui appartient au maire. La réclamation faite en temps opportun à l'autorité supérieure empêche le projet de se réaliser.

Dans l'hypothèse où tout se ferait en règle, il faut distinguer deux cas, celui d'un travail déjà exécuté ou d'un travail à exécuter. Dans le premier, il est dû une indemnité préalable au propriétaire dont on détruit ou modifie la propriété ; dans le second, c'est le propriétaire qui est tenu de subir l'alignement imposé. D'où il suit :

Ad 2^m. Que la palissade mobile dont il s'agit, ainsi que le mur en pierres sèches, ont été établis contrairement à l'arrêté d'alignement, et, si le curé n'obtient pas de l'autorité compétente une modification au plan, il peut être forcé à les enlever lui-même et à ses frais, tandis que s'il n'avait rien fait, il pouvait réclamer une indemnité préalable, non pas pour lui, qui n'a que l'usage du presbytère, mais pour la fabrique qui en a la propriété.

La réclamation à faire à l'autorité compétente, quand il y a lieu, doit être basée sur l'ordonnance du 3 mars 1825 et le décret du 25 mars 1852, relatifs à la distraction des parties superflues des presbytères et renfermant les conditions auxquelles cette distraction peut être faite.

Q. — Une institutrice laïque ou religieuse d'une école publique a-t-elle le droit de donner sa démission et d'ouvrir une école privée ?

R. — Parfaitement, pourvu qu'elle remplisse les formalités prescrites par la loi. Sans doute les agents de l'enseignement officiel voient cela de très mauvais œil et accumulent à plaisir les difficultés, mais le droit est formel. On nous écrit à ce propos un fait qui donne une réponse catégorique à notre correspondant. Le voici.

Une sœur dirigeait une école communale de filles à Z., dans le Pas-de-Calais. Ayant donné, pour des raisons trop valables, sa démission d'institutrice publique, elle remplit immédiatement les formalités nécessaires pour l'ouverture d'une école libre. Après sentence contraire devant le conseil départemental, la sœur en question a obtenu gain de cause devant le conseil supérieur de l'instruction publique. Le tout est raconté en détail dans le *Nouvelliste de Lyon*, n^o du 28 septembre 1887.

Q. — Peut-on établir une garderie dans une paroisse où existe une école maternelle ?

L'asile communal dirigé par des religieuses vient d'être laïcisé. Il sera remplacé jeudi prochain par une école maternelle laïque. Afin de conserver le plus grand nombre d'enfants, j'ai annoncé que, dès demain, les enfants seraient reçus dans une chapelle et gardés par quelques pieuses demoiselles ; de cette façon je pourrai attendre l'autorisation demandée pour ouvrir une asile libre.

R. — Oui, parfaitement ; seulement il faut bien se garder de donner le moindre enseignement compris dans les programmes pour qu'on ne soit pas accusé de frauder la loi. Qu'on se contente

d'enseigner le catéchisme, les prières, de raconter des histoires, d'organiser des promenades et des jeux. Cela peut se faire, non seulement pour les tout petits enfants qui ne sont pas encore soumis à l'obligation de l'école, mais même pour les enfants soumis à cette loi, en attendant l'ouverture d'une école libre. Ce fait s'est produit dans un grand nombre de localités dont les écoles chrétiennes communales ont été brutalement laïcisées; et, c'est une grande consolation au milieu de nos misères, de voir avec quel zèle des jeunes gens de famille se sont constitués les gardiens des enfants du peuple, les ont instruits des principes religieux, et amusés pendant des semaines et des mois, pendant qu'on leur préparait à grands frais des écoles libres.

Q. — Un legs est fait à une fabrique à la charge d'une fondation dont les frais dépassent le revenu de la somme léguée. La fabrique légataire demande aux héritiers de réduire la charge, et ceux-ci refusent. Dans ce cas, l'établissement religieux peut-il accepter le legs et puis faire réduire la charge par l'évêque?

R. — Oui. Le droit de l'évêque sous ce rapport, en nous tenant au point de vue civil, est incontestable. Il est explicitement reconnu par l'art. 29 du décret du 30 novembre 1809, ainsi conçu :

« Le curé ou desservant se conformera aux règlements de l'évêque pour tout ce qui concerne le service divin, les prières et les instructions, et l'acquittement des charges pieuses imposées par les bienfaiteurs, sauf les réductions qui seraient faites par l'évêque conformément aux règles canoniques, lorsque le défaut de proportion des libéralités et des charges, qui en sont la condition, l'exigera. »

Une lettre du Ministre des cultes à M. le Préfet du Nord en date du 10 décembre 1884 confirme notre réponse en faisant connaître un fait survenu dans l'archidiocèse de Cambrai. En voici le texte.

« Paris, le 10 décembre 1884.

« Monsieur le Préfet, par son testament olographe du 9 octobre 1879 la demoiselle Burette a légué une pièce de terre, estimée 500 francs, à la Fabrique de la Bassée, à la charge d'une fondation de quatre obits avec recommandation au prône.

« La Fabrique légataire, trouvant les charges imposées supérieures au revenu du legs, a demandé aux héritiers de réduire de moitié les dites charges. Ceux-ci ayant refusé, la Fabrique sollicite l'autorisation de répudier le legs comme onéreux et vous propose d'accueillir sa demande.

« Je m'empresse de vous faire connaître, Monsieur le Préfet, que l'autorité diocésaine conserve le droit, malgré le refus des héritiers, de réduire les charges imposées dans des proportions équitables. Vous voudrez bien, dès lors, appeler le Conseil de fabrique à délibérer de nouveau sur l'acceptation de ce legs, dont il sollicitera l'auto-

risation, sous réserve d'une réduction que M. l'archevêque de Cambrai prononcera.

» Vous aurez à instruire, conformément à la jurisprudence actuelle, sur la vente de l'immeuble légué. »

Q. — Que penser d'un testament léguant au Bureau de bienfaisance une somme de..., à charge de faire acquitter certains services religieux stipulés par le testateur? L'administration du Bureau de bienfaisance serait-elle admise à accepter de telles conditions? N'y aurait-il pas une ligne de conduite plus certaine pour arriver aux fins que se propose ledit testateur? Dans votre numéro du 2 juin, je trouve bien certaines questions de testaments traitées avec toute la clarté désirable, mais je n'arrive pas à y voir la solution de mon cas. Un peu de lumière, s. v. p. et le plus vite qu'il vous sera possible; le cas est urgent.

R. — On peut blâmer le testateur d'avoir choisi un Bureau de bienfaisance laïcisé pour le charger d'une fondation pieuse; mais c'était son droit, comme le droit du Bureau de bienfaisance est d'accepter avec l'autorisation du gouvernement. Or, celui-ci autorise souvent quand, d'un autre côté, il y a intérêt pour le Bureau de bienfaisance lui-même.

Quand une personne a l'intention de faire une fondation pieuse, pourquoi ne s'adresse-t-elle pas directement à la fabrique? Ce serait plus naturel, puisque cet établissement est spécialement chargé de veiller à l'acquittement des fondations, et, — nous ajouterons, — plus sûr, à cause de l'honorabilité de ses membres.

Q. — Lorsqu'un maire a interdit les processions sur la voie publique, faut-il entendre par processions tout acte de culte qui se fait à l'extérieur de l'église; comme, par exemple, le port du Viatique aux malades, de telle sorte que le prêtre, procédant à cette cérémonie malgré l'arrêté municipal, encoure la pénalité de l'article 471, § 15 du Code pénal?

R. — Cette question a son importance au point de vue pratique, surtout à cette époque d'intolérance religieuse et de despotisme outré; elle a donné lieu à un procès de simple police à Toulouse pendant l'année courante, et à un arrêt de la Cour de cassation qui, Dieu merci, a établi sur ce point la vraie jurisprudence. Voici d'abord le jugement de simple police qui fera connaître suffisamment les circonstances de l'affaire.

Le tribunal, etc.;

En ce qui concerne M. Goussail, curé de Saint-Exupère; attendu que l'instruction a suffisamment démontré qu'il n'a pris aucune part à la manifestation du 7 mai qui a servi de base au rapport de l'agent Chilier, du brigadier de police Goukelmour, et du sergent de ville Sales; qu'il doit, par suite, être relaxé;

En ce qui concerne MM. Bousquet et Blanchard, vicaires de Saint-Serni; M. Viguier, vicaire de Saint-Etienne, et M. Bajou, vicaire de Saint-Exupère;

Attendu qu'aux termes d'un arrêté en date du 6 juin 1884, rendu exécutoire par M. le Préfet de la Haute-Garonne, le 9 du même mois, M. le

maire de Toulouse a interdit les processions dans tout le territoire de la commune de ce nom; que, poursuivis pour infraction à cet arrêté, MM. les abbés Bousquet, Blanchard, Viguiet et Bajou soutiennent qu'ils n'y ont pas contrevenu, motifs pris de ce que les faits qui leur sont reprochés ne rentrent pas dans les termes de l'arrêté municipal et ne tombent pas, conséquemment, sous la pénalité de l'art. 471, § 15, du Code pénal;

Attendu que ledit arrêté étant reconnu par tous parfaitement légal et obligatoire, comme ayant été pris dans le cercle des attributions municipales, et statuant sur des intérêts placés sous l'autorité et la surveillance des maires, il ne s'agit que d'examiner si, comme le prétend le ministère public, les actes incriminés constituent, en réalité, de véritables processions que vise, seules, cet arrêté, ou bien si, comme le soutiennent les prévenus, ils ne sont que des faits de culte accomplis dans l'exercice des fonctions sacerdotales et non prévus par le règlement municipal;

Attendu que, suivant la définition des auteurs profanes, la procession est une marche solennelle, d'un caractère religieux et accompagné de chants et de prières (Dictionnaire de Maurice La Châtre, *verbo* Procession; idem de P. Larousse); et que, d'après la liturgie catholique, lorsqu'une procession solennelle est faite en dehors de l'église, il convient de décorer avec décence le chemin par où elle doit passer, la croix du clergé est portée à la tête de la procession ou par le sous-diacre d'office ou par un autre sous-diacre en tunique, ou par un clerc en surplis, avec des bannières et des oriflammes à images, les membres du clergé placés sur deux rangs, les confréries précédant le clergé et le peuple venant à la suite sur deux colonnes, quelquefois deux de front sur chacune d'elles (Cérémonial selon le rit romain, d'après Joseph Baldeschi);

Attendu qu'il résulte des procès-verbaux de contravention, des dépositions des témoins confirmant ces procès-verbaux sur certains points, mais les modifiant et les détruisant même sur d'autres, et des explications fournies aux débats, que les prêtres poursuivis se sont bornés à porter, pendant les fêtes pascales, aux infirmes et aux malades, hors d'état d'aller la recevoir eux-mêmes à la sainte-table, la communion obligatoire pour les catholiques à la fête de Pâques; qu'ils l'ont fait sans itinéraire tracé d'avance, sans croix, bannière, oriflammes, ou pavillons, avec le petit dais à supports mobiles et que, si quelques fidèles, d'ailleurs peu nombreux, ont fait cortège, ce n'a été que spontanément, de leur initiative privée, sans se placer sur deux rangs ou dans un ordre processionnel quelconque, en marchant, au contraire, à la débânde, pour employer l'expression d'un des témoins de l'enquête, le sergent de ville Proudhon;

Attendu que les ecclésiastiques ont, plus que tous autres, le devoir de donner l'exemple du respect et de la soumission aux lois et règlements,

émànés des autorités établies, et de s'abstenir avec soin, dans les actes de leur ministère, de tout ce qui pourrait avoir même l'apparence d'une insubordination ou d'une révolte contre ces lois ou règlements; que, s'il est regrettable, à ce point de vue, que MM. les vicaires de Saint-Etienne et Saint-Exupère aient, cette année, donné au port du viatique plus de solennité que les années précédentes et aient accompli ces cérémonies de leur culte avec une certaine pompe qui a pu raisonnablement faire croire aux agents chargés de l'exécution de l'arrêté précité qu'elles dégénéraient en processions, il n'en est pas moins certain qu'elles ne constituent pas de véritables processions, telles qu'elles viennent d'être définies, lesquelles sont, *seules*, visées par l'arrêté de M. le maire, et tombent, *seules*, sous le coup de l'interdiction;

Attendu, au surplus, que des documents versés aux débats établissent que c'est ainsi que l'arrêté dont il s'agit a été interprété et appliqué depuis sa publication, par les personnes les plus compétentes et les plus autorisées, c'est-à-dire par ses auteurs et ceux qui les ont successivement remplacés; qu'il est, enfin, de principe qu'en matière pénale tout est de droit étroit, et que l'induction par analogie n'y est pas permise; qu'il faut, au contraire, avoir encouru les précisions particulières spécialement déterminées pour être en état de contravention;

Attendu, il est vrai, que la chambre criminelle de la Cour de cassation, par deux arrêts, en date des 26 mai 1882 et 10 mars 1884, a rejeté les pourvois de deux ecclésiastiques qui avaient été condamnés par des tribunaux de simple police pour infraction à des arrêtés municipaux interdisant les cérémonies extérieures du culte; mais qu'il importe de remarquer, d'une part, que les arrêts, dont l'interprétation était soumise à l'appréciation de la Cour suprême, prohibaient ces cérémonies religieuses d'une manière générale, tandis que celui de M. le maire de Toulouse vise exclusivement les processions, et, d'autre part, qu'il s'agissait, dans l'espèce qui a donné lieu au premier arrêt, d'une cérémonie religieuse célébrée en haut d'une tour, en vue du public et en présence d'une foule convoquée à l'avance, provoquée à se réunir pour cet objet et encombrant les rues avoisinantes et, dans l'espèce du second arrêt, d'une cérémonie religieuse célébrée sous le porche ouvert de l'église en présence du public convoqué à l'avance pour cet effet et composé de plus de deux cents personnes qui stationnaient sur la place, avec le concours de la musique du Cercle catholique, toutes circonstances qui font absolument défaut dans la cause actuelle; d'où la conséquence logique que ces deux arrêts, loin de détruire l'interprétation ci-dessus, ne font que la corroborer et la confirmer, comme la confirme et la fortifie un second arrêt du conseil d'Etat (4 août 1886), qui, en déclarant qu'il n'y a pas abus dans le fait d'un maire d'avoir interdit par un arrêté, les processions et les manifestations extérieures du culte,

autres que les inhumations, par le motif qu'il n'a pas visé, dans les termes où il a été pris, le fait par un desservant de porter sans autre cérémonial extérieur, le viatique à un mourant, a par cela même reconnu que le port de ce viatique, sans chant ni appareil, ne peut être considéré comme une manifestation extérieure du culte tombant sous le coup d'un arrêté même général d'interdiction;

Par ces motifs et par un jugement contradictoire, en dernier ressort,

Disons que M. le curé Gaussail n'a pas participé à l'acte qui a donné lieu au procès-verbal dressé contre lui;

Disons aussi que MM. les vicaires Bousquet, Blanchard, Viguier et Bajou n'ont organisé ni présidé aucune procession; que les cérémonies du port de la communion aux malades et aux infirmes, dans les circonstances relevées ci-dessus, n'avaient pas ce caractère et qu'ils n'ont, par conséquent, pas enfreint l'arrêté de M. le maire, en date du 7 juin 1884;

Renvoyons par suite les cinq prévenus des poursuites dirigées contre eux par le ministère public, sans amende ni dépens. »

Sur pourvoi du ministère public, la Cour de cassation s'est prononcée en ces termes le 26 février 1887 :

La Cour, etc.;

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 471, § 15, du Code pénal, en ce que le juge de police, contrairement à l'arrêté du maire de Toulouse qui interdit les processions, a refusé d'appliquer cet article au fait d'avoir porté processionnellement le viatique à des malades;

Attendu que l'arrêté du maire de Toulouse, en date du 6 juin 1884, *interdit seulement les processions* sur le territoire de la commune de Toulouse; que le juge de police, dans le jugement attaqué, a constaté qu'il résultait du procès-verbal dressé par le commissaire de police, et des *dépositions des témoins entendus* sous la foi du serment, que l'abbé Viguier, poursuivi pour avoir contrevenu à l'arrêté ci-dessus visé, s'était borné à porter le viatique à des malades pendant les fêtes pascales, et qu'il avait rempli ce devoir de son ministère sans itinéraire indiqué d'avance, sans croix, bannières ou oriflammes, avec un petit dais à supports mobiles;

Que, si quelques personnes, d'ailleurs peu nombreuses, ont pris part à cette cérémonie, il est constant qu'elles ont agi spontanément, qu'elles se sont groupées autour du prêtre en usant de leur initiative privée, et sans se placer dans un ordre processionnel;

Attendu que ces constatations de fait sont souveraines et suffisent pour justifier le jugement attaqué;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi du ministère public contre le jugement du tribunal de simple police de

Toulouse, du 18 septembre 1886, qui relaxe l'abbé Viguier des poursuites dont il était l'objet.

COURRIER DE L'UTILE

SOLDE D'ARRIÉRÉS

L'arriéré, c'est un certain nombre de questions qui sont restées sur mon bureau, en attendant les recherches et études qui me permettent d'y répondre : car, malheureusement, je ne suis pas toujours et immédiatement capable, en sciences pratiques, de traiter *de omni re scibili et de quibusdam aliis*.

Pour économiser la place dont je dispose et m'acquitter vis-à-vis d'un plus grand nombre, je ne reproduirai pas l'énoncé des questions, la réponse suffisant à les indiquer.

Egalement pour abrégé mon travail, je ne chercherai et ne suivrai d'autre ordre que celui dans lequel les questions m'ont été posées.

..

Oui, on peut encore tirer un très bon parti du blé germé, et en obtenir un excellent pain.

D'études théoriques et pratiques faites par M. Nicklès, professeur à la faculté des sciences à Nancy, et consignées dans une note communiquée à la Société centrale d'agriculture de cette ville, il résulte qu'il suffit d'une addition de 30 gr. de sel pour convertir en bon pain 1 kilog. 1/2 de farine de seigle germé qui, sans cette addition, n'aurait rien donné de bon. De plus, le pain ainsi salé offre sur le pain ordinaire l'avantage de résister énergiquement à la moisissure. Augmenter la salure de la pâte du pain, en mélangeant 10 grammes de sel par livre de farine, tel est le procédé à suivre pour faire du pain avec du blé germé.

..

Pour préserver de la rouille les tubes conducteurs de l'eau ou du gaz placés en terre, il suffit d'envelopper ces tubes de terre argileuse. C'est une très sage précaution à prendre surtout quand les conduites ou tubes traversent des terrains calcaires.

..

Pour blanchir le papier d'un livre, d'une carte, d'une gravure, terni par l'usage ou couvert de taches, sans attaquer l'encre d'imprimerie, on le suspend, après l'avoir humecté d'eau, dans un vase au fond duquel est un morceau de phosphore recouvert d'eau : on sait que dans ces conditions, l'oxygène de l'air se transforme en ozone. Or, par son action énergique d'oxydation, cet ozone est un agent puissant de décoloration, de blanchiment. En effet, au bout de trois jours, le papier suspendu dans l'air ozonisé est parfaitement décoloré. M. Liebig recommande toutefois, après ce traitement, de laver le papier avec une solution légèrement alcaline, et de le soumettre au lavage d'un faible courant d'eau pendant vingt-quatre heures. Avec ces pré-

cautions, les taches d'encre ou d'autre nature, sauf l'encre d'imprimerie, disparaissent aussi bien que par l'action du chlore.

Oui, les racines de luzerne remplacent très bien la saponnaire pour le dégraissage du linge. Il suffit, pour obtenir un liquide propre au savonnage, de faire bouillir des racines de luzerne pendant une demi-heure.

Une ménagère intelligente peut faire une bonne et pratique provision de ces racines dans les luzernes que l'on rompt, en terme d'agriculture, c'est-à-dire où l'on met la charrue. Elle exposera au soleil et au grand air ces racines préalablement nettoyées pour les conserver sans altération.

Il est parfaitement possible d'obtenir des calques sur un papier épais et non transparent.

Après qu'on a placé ce papier sur l'objet à copier, on l'humecte de benzine avec une éponge : il devient alors momentanément transparent, et l'on peut y tracer avec un crayon ou de l'encre de Chine le dessin que l'on voit distinctement à travers. La benzine ne tarde pas à se vaporiser, sans laisser aucune trace, et le papier redevient opaque. Le dessin original n'est d'ailleurs nullement endommagé. Quant à l'odeur de benzine, elle disparaît au bout de quelques heures.

Le coton est excellent pour la conservation des matières organiques et spécialement des fruits. Voici une pratique courante des Américains, par laquelle ils gardent des raisins frais jusqu'au mois d'avril :

On laisse les grappes sur le cep aussi longtemps que possible, même jusqu'aux premiers froids, pourvu que les gelées soient légères. On les coupe alors et, après avoir enlevé avec des ciseaux tous les grains endommagés, on les laisse pendant quelques jours dans une ébambre froide. On les emballe ensuite entre des couches de coton ordinaire, dans des vases tels que des boîtes en fer blanc ou des conserves en verre. On a soin de ne faire qu'un petit nombre de couches, afin que le poids des grappes supérieures ne charge pas trop les inférieures, et de ne manier les raisins qu'avec beaucoup de ménagements. On ferme exactement les vases, et l'on mastique le couvercle avec de la cire à bouteilles. Cette dernière précaution est assurément utile : cependant les fermiers américains la négligent ordinairement, et n'en ont pas moins de bons raisins souvent jusqu'en avril. On garde ces vases dans une chambre fraîche, mais à l'abri de la gelée.

La conservation des pommes et des poires est encore plus facile dans le coton, qui paraît cependant en entraver la complète maturation, tandis que la laine la favorise. Les fermiers américains emballent, dans cette dernière matière, les poires

qu'ils destinent à la vente, et qui doivent présenter une belle couleur d'rrée.

La réparation du tain des glaces est considérée comme une opération très difficile. Voici pourtant un procédé, recommandé par la *Société polytechnique de Leipsig*, qui, paraît-il, réussit très-bien aux personnes ayant une certaine dextérité de main.

Lorsque le tain est endommagé sur une place, en la frottant doucement et très soigneusement on nettoie la place avec du coton, jusqu'à ce que l'on soit certain qu'il n'y reste aucune trace de poussière, ni corps gras. Ce nettoyage doit être parfait si l'on ne veut pas laisser un cerné autour de la place réparée. On découpe alors, avec la pointe d'un couteau, sur le tain d'un morceau d'une autre glace, une surface de la même forme que celle de la lacune, mais un peu plus grande. On y dépose ensuite une petite goutte de mercure, de la grosseur d'une tête d'épingle, par exemple, pour une surface égale à la grandeur de l'ongle. Le mercure s'étend aussitôt, pénètre l'amalgame jusqu'au bord de la petite tranchée faite par le couteau, et permet d'enlever le tain pour le porter sur la place que l'on veut réparer. Cette manipulation est la plus difficile du travail. On presse alors doucement sur le verre, avec du coton, le tain que l'on vient d'appliquer ; il se durcit bientôt, et la glace présente le même aspect que si elle était neuve.

Lorsque vous voulez appliquer de la peinture sur un revêtement en ciment de Portland, prenez la précaution, lorsque le ciment est sec, de passer à sa surface une couche de silicate de potasse. Sans cela, la peinture ne tiendra pas. Vous trouverez du silicate de potasse chez tous les droguistes ou chez les marchands de couleurs.

Un des moyens les plus faciles d'augmenter la ponte des poules, c'est de jeter dans le poulailler une certaine quantité d'écailles d'huitres cassées.

Et un moyen que tout le monde a sous la main, et qui ne demande ni matière première dispendieuse ni manipulation difficile, pour conserver les œufs, c'est de placer ceux-ci dans du son très fin, le petit bout en bas.

Oui, on peut, par certains mélanges préparés de certaine façon, obtenir une colle forte absolument insensible et résistante à l'humidité. Ainsi, par exemple, la composition suivante indiquée par le *Moniteur de la papeterie française* :

On prend assez de colle forte pour avoir un demi-litre après le trempage ; lorsque la colle a la consistance voulue, on ajoute trois grandes cuillères d'huile de lin cuite ; et l'on chauffe en agitant jusqu'à ce que cette huile soit incorporée à la colle, ce qui peut demander plus de douze heures. On

remplace l'eau qui s'évapore, de manière que la colle conserve la même consistance. On ajoute une cuillerée de blanc de Meudon, et l'on mélange le plus intimement possible.

L'addition de blanc de Meudon est indispensable et donne une grande supériorité à cette colle.

On ne regrettera pas le temps passé à la préparation de ce produit, qui se recommande par sa qualité.

Ma dernière réponse, aujourd'hui, sera pour une question qui m'arrive à l'instant même, et à laquelle l'*actualité* veut que je donne un tour de faveur, car le malin qui me la pose a certainement été inspiré par les jolies histoires dont en ce moment, les juges, les Chambres et les journaux s'occupent.

La question, c'est : s'il existe des moyens scientifiques matériels et sûrs, des moyens chimiques, par exemple, de reconnaître si des actes publics, des lettres, ont été falsifiés, raturés, surchargés, par une autre plume, une autre encre, sinon par une autre main, que celle qui les avait d'abord écrits.

Oui, la chimie donne, pour ces vérifications, des moyens assez sûrs. En voici un, expérimenté et indiqué par M. Coulier, professeur de chimie au Val-de-Grâce : mon correspondant pourra, s'il le veut, le transmettre aux enquêteurs.

On sait depuis M. Niepce de Saint-Victor, le neveu du créateur de la photographie, que si l'on expose une gravure à l'action des vapeurs d'iode, ce corps se fixe en bien plus grande quantité sur les noirs de la gravure que sur les blancs ; on peut, de cette manière, reproduire une gravure sur une plaque de métal.

En répétant cette dernière expérience, M. Coulier a remarqué que toutes les fois qu'une substance étrangère était déposée, même en quantité infiniment petite, à la surface du papier, l'iode en accusait immédiatement, la présence par son inégale condensation.

En général, l'iode révèle, avec une admirable promptitude, les plus légères modifications physiques de la surface du corps exposé à son action. M. Coulier a eu l'idée de tirer parti de cette propriété pour l'exploration des actes falsifiés.

L'appareil qui fournit les vapeurs d'iode se compose d'une cuvette de photographe, un peu profonde, dont les bords sont usés à l'émeri et qui peut se fermer à l'aide d'une glace rodée. On y dépose un mélange de trois à quatre parties d'iode avec cent parties de sable fin. La feuille de papier couverte d'écriture, sur laquelle on veut expérimenter, est fixée sur la glace avec un peu de cire, puis on la place par-dessus la cuvette à iode, et on l'y laisse séjourner de quinze minutes à une heure, selon les circonstances.

La rosée d'iode qui, par l'évaporation spontanée de ce corps, se dépose à la surface du papier, rend très apparents les caractères qui auraient été

tracés à l'aide d'une plume neuve trempée dans l'eau, et à *fortiori* une écriture faite avec une solution quelconque. On a donc, dans ce procédé, un moyen de découvrir si le papier a été recouvert d'une encre étrangère. Cette réaction est d'une telle sensibilité, qu'elle permet encore de lire des caractères tracés avec une plume neuve sèche, métallique ou autre. L'iode forme aussi des taches dans les points où l'on a opéré des grattages ou bien des lavages par des réactifs. Quelquefois même, les caractères primitifs qui avaient été détruits, reparaissent en noir ou en blanc, sur un fond plus ou moins teinté, et viennent, comme des revenants, témoigner de la fraude.

Il est arrivé plusieurs fois à M. Coulier d'obtenir des taches sur les points où ses doigts avaient touché le papier. Quand le doigt a été appliqué sur le papier sans frottement, les taches iodurées reproduisent avec une merveilleuse fidélité les papilles de la peau, et comme celles-ci forment des dessins variés à l'infini, tout comme les lignes de la main, il en résulte qu'il ne serait pas impossible de reconnaître à ces vestiges l'individu qui aurait touché le papier. Il suffirait de faire poser les doigts de la personne mise en cause sur une feuille de papier blanc, et d'exposer ensuite cette feuille aux vapeurs d'iode ; on obtiendrait de cette manière des vignettes qui pourraient être comparées, à l'aide d'une loupe ou d'un compas, à celles dont il faut déterminer l'origine.

M. Coulier pense que la trace dont il s'agit est produite par des matières grasses qui se déposent sous la pression du doigt, car si on nettoie préalablement le papier avec de l'ammoniaque, la vignette formée par l'iode est presque nulle.

Ces diverses images provoquées par le dépôt de la vapeur d'iode sont très fugitives ; l'humidité les détruit, en colorant tout le papier en bleu. Abandonnées à elles-mêmes, elles pâlissent et disparaissent à la longue. En renfermant un de ces dessins entre deux glaces, M. Coulier a pu le conserver intact pendant plus d'un mois. On peut encore les conserver en les plongeant dans l'acétonitrate d'argent, puis en les lavant et en les exposant à la lumière diffuse pendant une seconde environ. On les développe ensuite dans l'acide gallique, comme s'il s'agissait d'un négatif sur papier ; enfin on les fixe par les procédés connus.

Une qualité de l'ingénieux procédé du professeur de Val-de-Grâce, c'est qu'il n'altère en rien la pièce soumise à l'examen, et qu'on est toujours libre d'avoir recours subsidiairement aux autres méthodes en usage en pareil cas.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 23 novembris 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 3^e DIMANCHE DE L'AVENT : LE SACREMENT
DE MARIAGE (SA CÉLÉBRATION)

Omnia honeste et secundum
ordinem fiant. (I Cor., xiv, 40.)

« Le mariage est un grand sacrement, je dis en Jésus-Christ et dans son Eglise. Il est honorable à tous, en tous et en tout. A tous, car les vierges mêmes doivent l'honorer avec humilité. En tous, car il est également saint entre les pauvres comme entre les riches. En tout, car son origine, sa fin, ses utilités, sa forme et sa matière sont saints. C'est la pépinière du christianisme, qui remplit la terre de fidèles, pour accomplir au ciel le nombre des élus. Plut à Dieu que son Fils bien-aimé fût appelé à toutes les noces, comme il le fut à celles de Cana. Le vin des consolations et des bénédictions n'y manquerait jamais. Qui veut avoir un heureux succès au mariage devrait en ses noces se représenter la sainteté et la dignité de ce sacrement. Mais, au lieu de cela, il y a mille dérèglements en passe-temps, en festins et en paroles. Ce n'est donc pas merveille si les effets en sont dérégés. » Ayant aujourd'hui, d'après l'ordre de nos instructions, à vous parler de la célébration du sacrement de mariage, je suis heureux de vous rappeler ces graves paroles du docteur de la piété, le grand S. François de Sales, qui résumeront tout mon discours. Je voudrais, en effet, vous faire bien entendre dans quelles dispositions des époux chrétiens doivent venir à l'autel, pour y échanger ces serments solennels qui dureront toute la vie. Je les ramène à trois : une foi profonde, une entière confiance, une allégresse toute pénétrée de modestie et de cordialité.

I

Je le suppose, ceux qui doivent s'épouser se sont préparés convenablement à ce grand acte de la vie : leur choix a été déterminé par la prudence chrétienne ; les formalités exigées par l'Eglise ont été remplies ; ils ont purifié leur conscience par une bonne confession et mieux encore par la réception de la divine Eucharistie ; leurs intentions sont droites et pures. C'est bien ; mais ce n'est pas tout. S'ils veulent que Dieu bénisse par d'abondantes bénédictions leur mariage, ils doivent, au jour de leurs noces, être animés de certaines dispositions qui, en touchant le cœur de Dieu, l'inclineront à une générosité plus miséricordieuse.

Et d'abord, je réclame des époux qui viennent demander à l'Eglise de bénir leur union, une foi profonde qui remplisse leur âme d'un religieux respect, d'une sainte et austère gravité.

Le mariage, en effet, est un grand sacrement qui mérite toute notre estime et qui a droit à toute notre vénération. C'est S. Paul lui-même

qui le proclame avec son autorité apostolique, *Sacramentum hoc magnum est.*

Comme la dignité de ce sacrement ressort avec éclat des démonstrations extérieures et des cérémonies qui l'accompagnent ! — Les parents et les amis se font un devoir de suivre les fiancés : c'est pour leur donner une marque d'affectueuse sympathie, c'est pour adresser au Seigneur de ferventes supplications en leur faveur, c'est pour attester l'importance de l'acte qui va s'accomplir. — Tous les assistants, mais surtout les futurs époux, ont la robe nuptiale, c'est-à-dire qu'ils sont ornés de plus riches vêtements. La jeune fille est vêtue de blanc pour marquer l'innocence avec laquelle il faut recevoir le sacrement des vivants : la couleur blanche est le symbole de la pureté de l'âme et de la virginité conservée. Elle porte sur la tête une couronne qui indique qu'elle est demeurée victorieuse dans les luttes de la concupiscence : « Pourquoi l'usage de placer au jour du mariage des couronnes sur la tête des époux, demande saint Chrysostome, sinon pour témoigner qu'ils ont triomphé des orages de la jeunesse, que leurs cœurs se sont conservés inaccessibles aux attraites des plaisirs mauvais. Mais si cela n'est pas vrai, si au lieu de résister courageusement, ils ont lâchement succombé, quel droit auraient-ils à paraître la couronne sur la tête ? Eh quoi ! le symbole de la victoire sur la tête d'un esclave de la volupté ! » (Hom. ix, in 1^{er} ad Timoth.). — On arrive à l'Eglise. Le prêtre, avant de recevoir leurs serments sacrés, adresse aux fiancés une imposante allocution. En vertu de son autorité de ministre du Seigneur, il leur donne paternellement les dernières instructions, afin qu'ils puissent se prononcer en connaissance de cause. Il leur rappelle la sainteté du sacrement qui va leur être conféré, les obligations qu'il impose, les dispositions avec lesquelles il doit être reçu. Au nom de l'Eglise, au nom de la patrie, au nom du ciel et de la terre, il les avertit, il les exhorte, il les encourage. Il les transporte au-delà des étroites limites de la vie temporelle, et il leur ouvre les horizons de l'éternité, pour leur faire sentir la grandeur de leurs devoirs et l'excellence des récompenses réservées à leur fidélité. — Voici l'heure solennelle, le moment qui va opérer une transformation radicale dans l'existence de deux créatures humaines. En face de leur propre pasteur, en face de témoins intègres, en face des autels, en face des anges de Dieu, par un consentement réciproque, librement exprimé, le fiancé et la fiancée se donnent l'un à l'autre. Le sacrement est conféré, les époux, pour la vie, ne s'appartiennent plus ; Dieu a reçu leur parole et les a unis à jamais. Nulle autorité humaine ne pourra plus briser les liens que le Seigneur vient de nouer. *Quod Deus conjunxit homo non separet !* — Cette union de deux vies qui, tout à l'heure, étaient distinctes et qui maintenant n'en font plus qu'une, est extérieurement signifiée par la conjonction des mains. Cette cérémonie est ex-

trêmement antique. Dans l'Ancien Testament, nous voyons Raguel, mariant Sara avec le jeune Tobie, prendre la main de la jeune fille et la mettre dans celle du jeune homme. (Tob., vii, 15). Dès les premiers siècles de l'Eglise, elle était déjà usitée. Dans une lettre qu'écrivit S. Grégoire de Nazianze, au sujet d'un mariage auquel il ne pouvait assister à cause de ses infirmités, il dit : « J'y suis en esprit par affection. Je célèbre la fête des noces, et je joins les mains de ces jeunes époux l'une à l'autre et toutes deux à celles de Dieu. » (Epist., xxvii.) Pendant que les époux se donnent la main, le prêtre prononce la formule sacramentelle : « Je vous unis et je vous marie, au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. » — Puis vient la bénédiction de l'anneau, lequel est un symbole de fidélité et de mutuelle dilection. Cette cérémonie met admirablement en relief l'essence même du mariage, savoir le lien qui existe entre les deux personnes qui s'épousent. Le prêtre bénit l'anneau et le remet à l'époux. « Celui-ci, après l'avoir reçu, le met au doigt annulaire de la main gauche de l'épouse, afin qu'elle sache qu'elle est enchaînée à son époux, car dans une chaîne deux anneaux sont unis par un troisième. C'est ainsi que l'anneau est à la fois le signe et le gage de l'amour, de la fidélité inviolable que se doivent les époux. Rond, c'est-à-dire sans commencement et sans fin, il indique que la fidélité conjugale doit être sans terme. Unique, il montre que les époux se doivent uniquement l'un à l'autre. Il se met à la main afin que les personnes mariées aient sans cesse sous les yeux le souvenir de la promesse qu'ils se sont faite. L'anneau est d'or. De même que l'or surpasse en valeur et en éclat la plupart des autres métaux, ainsi l'amour mutuel des époux doit l'emporter sur tout autre amour. De même que l'or est éprouvé et se purifie au feu, ainsi l'amour conjugal doit s'accroître et se fortifier au feu des tribulations »¹. C'est ce que résume très bien S. François de Sales en disant : « L'Eglise bénit, par la main du prêtre, un anneau qu'il donne premièrement à l'homme comme le sceau du sacrement, qui ferme son cœur à tout autre amour qu'à celui de son épouse, tandis qu'elle vivra; après cela, l'homme remet cet anneau à la main de son épouse, pour lui apprendre que tandis qu'elle vivra, elle doit tenir son cœur fermé à toute affection étrangère. » (Introduction à la vie dévote.)

Comprenez-vous, chrétiens, les grandeurs du sacrement de mariage? Cette affluence de témoins, ce luxe de saintes cérémonies, ces rites symboliques, ces discours remplis de la plus haute gravité, ne vous disent-ils pas l'importance exceptionnelle qu'il a dans la vie humaine? Les conviés ne feraient-ils pas injure à Dieu, à l'Eglise, aux familles des fiancés, et à ceux-ci surtout, s'ils y assistaient avec dissipation, sans respect et sans

recueillement? N'est-il pas vrai que les époux doivent le traiter avec une souveraine religion? J'ajoute qu'un second sentiment doit dilater leur cœur, le sentiment de la confiance.

II

Le mariage a ses avantages, mais il l'a aussi ses charges; le présent est plein de promesses, mais l'avenir a ses mystères; aussi à la joie des noces vient naturellement se mêler l'ombre d'une vague inquiétude. Mais que les époux se rassurent : Dieu qui tient entre ses mains notre destinée, sera avec eux pour les soutenir, les protéger et les consoler dans le difficile chemin de la vie.

Ne reçoivent-ils pas, en effet, dans le sacrement, les plus abondants secours? Leur âme n'est-elle point pénétrée des grâces de douceur, de patience, de support mutuel, de générosité et de sainte dilection, non point de cet amour humain si fragile et si fugitif, mais de cet amour surnaturel qui est fort comme la mort et qui est capable de tenir tête, sans fléchir, aux rudes assauts et aux plus violentes tempêtes?

Et puis avec quelle ferveur et quelle insistance la sainte Eglise prie pour eux ! Elle épuise pour ainsi parler toutes les formules de la supplication. Elle fait appel à la miséricorde, à la puissance, à la Providence de Dieu, pour que ces chrétiens, qui viennent de s'unir ensemble, vivent dans la paix, le bonheur et la prospérité. Particulièrement pendant le saint sacrifice, qui suit la collation du sacrement, elle implore pour eux toutes les bénédictions du corps et de l'âme, du temps et de l'éternité : fécondité, prospérités matérielles, vertus solides, vie longue et heureuse, joie sans fin du paradis, elle n'oublie rien. Je viens de parler du saint sacrifice. O bonté de Dieu ! mais par la messe Jésus-Christ lui-même vient en personne sanctifier et bénir le mariage de ses fidèles, comme il vint autrefois, plein de bonté et de mansuétude, bénir et sanctifier les noces à Cana en Galilée. Il vient intercéder pour les époux et leur obtenir une surabondance de toutes sortes de grâces, *omni benedictione cœlesti et gratia replemur !* Ajoutez à cela que bien souvent, avec la haute approbation de l'Eglise, la cérémonie religieuse se termine par le chant des Vêpres de la Sainte Vierge. Il faut qu'elle aussi, cette divine Mère, vienne aux noces afin de prier pour ceux qui reçoivent le sacrement de mariage et les faire bénir plus abondamment encore par son Fils, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Appuyé sur tant de secours, que les époux entrent donc pleins de confiance dans leur nouvelle carrière; qu'ils se réjouissent dans le Seigneur des faveurs célestes qu'ils ont reçues, et que, dès le premier jour de leur union, ils les mettent à profit par une conduite pleine de retenue et de modestie.

III

Le jour des noces est un jour d'allégresse et c'est avec raison. On se réjouit de ce qu'il y a eu

¹ Berseaux, *Dimanches et fêtes*.

effusion des grâces de Dieu, de ce qu'une nouvelle famille est fondée, de ce que le cercle des parents et des amis s'est étendu, de ce que deux cœurs se sont donnés l'un à l'autre pour se soutenir, s'entraider, se rendre heureux mutuellement. Et comme le festin est le symbole de la joie et de l'union des esprits et des cœurs, il y a festin le jour des noces. Rien de plus légitime, de plus naturel et de plus universel que cette coutume. Eliézer, après avoir conclu le mariage entre Isaac et Rébecca, après avoir fait les présents d'usage à Rébecca, à ses frères et à sa mère, s'assit au festin avec la famille, et tous ensemble ils burent et mangèrent. Les parents de Samson donnent un repas à l'occasion de son mariage et cela, dit l'Écriture, selon la coutume (Judic., xiv, 10). Après que Raguel eut béni le mariage de Tobie avec sa fille Sara, ils firent un repas nuptial : *Et post hæc epulati sunt, benedicentes Deum* (Tob., vii, 17.). Et le texte sacré remarque qu'ils firent le festin des noces sous le regard de Dieu, dans la crainte du Seigneur : *Cum timore Domini nuptiarum convivium exercebant* (Tob., ix, 12.)

Voilà l'exemple que des époux chrétiens doivent imiter! Qu'ils se réjouissent, mais avec décence et modestie, sans pécher. Qu'ils sachent que Dieu est jaloux des prémices, et que s'il veut que tous les jours de leur vie de mariage soient à lui, il revendique avec une sorte de jalousie le premier. Qu'ils prennent garde d'encourir la colère céleste par une sacrilège profanation. Qu'ils n'aillent point empoisonner à sa source leur existence conjugale. Qu'ils redoutent de violer par paroles, ou pensées, ou par des divertissements défendus, la sainteté du sacrement qui leur a été conféré : *Cum timore Domini nuptiarum convivium exercebant*.

Hélas! ce n'est pas toujours ce qui est observé. Combien n'y a-t-il pas de noces où sont oubliées les saintes lois de la modération, de la tempérance et de la pudeur! Combien n'y a-t-il pas d'époux qui sont chrétiens le matin et païens le soir; qui le matin demandent la bénédiction du ciel et le soir font descendre sur eux la malédiction; qui le matin servent le vrai Dieu et le soir se déshonorent par le culte des idoles; qui le matin invitent Jésus à leur mariage et le soir y convient Satan! « Qu'est-ce actuellement que ces sortes de fêtes? demande saint Chrysostome (l'on croirait qu'il parle pour aujourd'hui). Malheureusement, ne sont-elles pas trop souvent profanées par des chansons et par des danses lubriques où l'impiété le dispute à la licence, où de criminelles intrigues sont hautement préconisées? Pouvez-vous, dites-moi, vous attendre à trouver une grande vertu dans celle qui, dès le premier jour qu'elle fut à vous, a été amenée à semblable école? Que font dans un mariage chrétien, et cette troupe confuse d'hommes et de femmes accourus pêle-mêle, ces instruments d'une musique lascive, et ces coupes où l'on savoure toutes sortes

d'ivresses, et ces chansons où la volupté sans pudeur s'exhale avec tout ce qu'elle a de corrupteur, et ces dangereuses familiarités, et ces danses renouvelées du paganisme où l'innocence des âmes court les plus grands périls? Que devient au milieu de tant de désordres la sainteté du mariage? Vous alléguez la mode. La mode ne doit compter pour rien là où il y a péché. » (Hom. xii, in I ad Cor.; hom. xii, in epist. ad Colon.)

Chrétiens, évitez ces excès. Dans la célébration des noces que la joie soit tempérée de modestie, que tout se passe selon les lois de l'ordre et de l'honnêteté, *omnia honeste et secundum ordinem fiant!* Que les époux terminent saintement une journée si saintement commencée; et, comme Tobie et Sara, ils mériteront une bénédiction qui les rendra chers à Dieu et aux hommes et préparera ainsi leur bonheur pour le temps et l'éternité.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation du Concile

Les confiscations de biens d'Eglise, la constitution de rentes, pensions, traitements, indemnités, destinés à rémunérer les ecclésiastiques qui sont obligés d'acquiescer les charges des anciennes fondations ou d'exercer le ministère des âmes annexé aux bénéfices dont les biens sont envahis, ont donné lieu à des questions dont la solution est malheureusement de la plus haute actualité.

Dans la décision que nous allons reproduire, on voit un Chapitre d'Italie spolié sans compensation, attaquant le fisc italien devant les tribunaux, perdant un procès, mais réussissant par voie de pétition à se faire rendre, en titres de rentes sur l'Etat, une partie du prix de ses biens.

Un accord entre le Prieur et les Chanoines règle l'administration de ces biens. Cette convention est approuvée du St-Siège. Le troisième Prieur ayant voulu s'attribuer toute la rente parce qu'elle est inscrite à son nom est rappelé à l'observation de la convention. D'ailleurs la rente affectée aux chanoines prend la nature des biens dont elle tient la place.

ÆSINA

ADMINISTRATIONIS

Die 5 martii 1887.

Sess. 24 cap. 18 de reform.

EXMPENDIUM FACTI. Post pseudo legem quæ patrimonium ecclesiasticum evertit, Ecclesiæ cathedralis Æsinæ Prior, quæ prima dignitas est, et Canonici suarum præbendarum denuntiationem exhibuerunt, juxta quam redditus singularum præbendarum commensurandus erat. Ex hoc factum est, ut Priori redditus fere duplex aliorum Canoniorum seu lib. 5250 assignatus fuerit.

Verum quia in hac bonorum confiscatione Gubernium nihil Capitulo reliquerat ob habitalem curam animarum sibi competentem, hic Capitulum in jus fiscum rapuit et actionem primum instituit pro singularum præbendarum bonis, utpote curatis, recuperandis. Sed cum inimicam sententiam retulisset, bona omnia, illis haud exclusi

quæ Priori competebant, a fisco dividenda fuerunt.

Hæc sententiam victum, sed non fractum Capitulum, denuo instituit, ut a fisco eximeretur a solutione tributi nupcupati de 30 0/0, non quidem totaliter sed partialiter, seu super quota parte singularum præbendarum, quæ ad congruam parocialem efformandam concurrebat.

Propositio, prouti a Capitulo exhibita fuit, non placuit fisco, qui maluit illius petitionibus alia via occurrere, redintegrando scilicet prioralem præbendam; sed cum ejus bona jam essent dividenda, conclusit bonorum pretium esse restituendum. Itaque favore Prioris inscripta fuit et concessa tessera publici ærarii redditus lib. 7307, quæ accessit ad tesseram lib. 5230 ab initio ipsi Priori assignatam.

Ex hac die quamplurimæ controversiæ canonicos inter et priorem pro tempore exortæ sunt, tam circa retentionem hujus schedulæ lib. 7307, quam circa administrationem seu assignationem ejus reddituum; ad quas componendas, ab Episcopo una cum priore Magagnini et Capitulo cautum fuit, ut tessera hæc lib. 7307 custodiretur a capitulo et ab ipsius Capituli camerario pro tempore exigeretur, qui præfatæ summa redditum favore ecclesiæ cathedralis administrare, ac juxta totius capituli dispositiones ipsum erogare deberet.

Vacante postmodum priorali dignitate ac in ejus possessionem immisso Andrea Cesari, hic sub die 27 junii 1876 obligationem subsignavit, qua statutum fuit, ut salva præbenda priorali in summa lib. 5250, reliqua summa seu quota curata capitulo cedere et a capitulo Camerario pro tempore administrari et in expensas cathedralis cum Capitulo approbatione erogari deberet.

Ut autem conventio hæc sarta firmaque consisteret, Episcopus, pro ejusdem approbatione S. C. EE. et RR. adivit, quæ sequens rescriptum edidit: *Conciliationem de qua in precibus, attento consensu omnium interesse habentium jam præstito, benigne S. C. approbavit et confirmavit.*

Porro cum anno 1884 ad hanc præbendam per mortem Andræ Cesari vacantem evectus fuisset Joannes Annibaldi, coram Emo Card. Pro-Datario inter Episcopum, Capitulum et Annibaldium conventio inita fuit, vi cujus redditus tesserae lib. 7306:30 a Capitulo camerario, penes quem tessera depomi debebat, exigeretur; adjecta tamen conditione quod omnes expensæ et taxæ, quæ tesseram ipsam afficiebant, nec non tres quartæ partes pensionis lib. 2000, quibus prioralis præbenda gravabatur, a capitulo persolverentur.

Verum Annibaldius, capta possessione, tesseram tradere recusavit; fructus primi et secundi semestris percepit ac sibi retinuit, frustra capitulo reclamante ac Episcopo eum ad officium revocante; siquidem Annibaldus hac se tuebatur exceptione, quod in superiori obsignanda obligatione ab Episcopo et Capitulo deceptus fuerat.

DUBIUM

An constet de jure capituli custodiendi tesseram

publici ærarii lib. 7305 inscriptam priori pro tempore, ejusque redditum administrandi, ita ut et quomodo sit providendum in casu.

Resolutio. S. C. C. re discussa sub die 5 martii 1887 censuit respondere: Affirmative etiam quoad Priores successores in prioratu, servatis regulis statutis coram Emo Pro-Datario, anno 1884 et amplius.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Lorsqu'on donne la sainte communion *extra missam* le jour des solennités de l'Immaculée-Conception, de la Fête-Dieu, des saints apôtres Pierre et Paul, du Patron de lieu etc., quelle doit être la couleur de l'étole? blanche, rouge, etc.?

R. — Nous pensons que même en ces jours on doit suivre le Rituel, qui prescrit la couleur du jour :

« Sacerdos... superpelliceo indutus, ac desuper stola coloris *Officio diei* convenientis. » (Ordo administrandi sacram communionem.)

On nous a fait une objection : cela se comprend, nous dit-on, si la messe est en rapport avec l'office; mais il doit en être autrement si la couleur de la messe diffère de celle de l'office; or, c'est ce qui a lieu souvent au jour des solennités indiquées plus haut.

Nous répondons : Le Rituel romain est absolu; il ne fait aucune distinction; nous n'avons pas le droit d'en faire.

Du reste, la rubrique du Rituel est confirmée par un décret de la sacrée Congrégation des Rites. On sait que des cas analogues aux solennités susdites se présentent dans le cours de l'année liturgique. Le Jeudi-Saint, la couleur de la messe est blanche, et celle de l'office violette. De même des octaves peuvent se rencontrer avec les Vigiles, les Quatre-Temps, et le lundi des Rogations; or, dans ces cas, la couleur de la messe est violette, et celle de l'octave ne l'est pas. Eh bien! dans toutes ces circonstances, on doit prendre la couleur de l'office et non celle de la messe. Ainsi l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites, sur la demande du R. P. Fratini, prêtre de l'Oratoire dans la ville de Venise. Voici cet important décret :

« In administratione Sanctissimæ Eucharistiæ extra Missam a Rubrica Ritualis Romani præscribitur stola coloris *Officio illius diei* convenientis, quæritur an stola coloris *Officii* vel *Missæ* adhibenda sit :

« 1^o In feria quinta Majoris Hebdomadæ ;

« 2^o In vigiliis et feriis Quatuor-Temporum, vel feria secunda Rogationum (vel in feriis Quadragesimæ, ubi octavæ concessæ sunt), quæ infra octavam non privilegiatam occurrunt, si, juxta rubricas Breviarii et Missalis Romani, *Officium* de octava, et *Missa* de Vigilia vel feria celebratur? »

Que répond la sacrée Congrégation des Rites ? On doit s'en tenir à la rubrique du Rituel. Seulement, si la coutume existe de donner la communion pascale avec une étole blanche, on la tolère :

« Ad utrumque servetur Ritualis Romani rubrica, et ubi vigeat consuetudo administrandi SSmæ Eucharistiæ cum stolis albi coloris fidelibus paschale præceptum adimplentibus, toleranda. » (11 août 1877. n. 5607, Venetiarum.)

De tout cela nous concluons que l'on doit prendre l'étole de la couleur de l'Office si l'on distribue la sainte communion en dehors de la messe dans les solennités transférées au dimanche.

Q. — 1° Peut-on tolérer l'usage de porter la statue de la Ste Vierge ou du Patron à la procession de la Fête-Dieu ? — 2° Pourrait-on porter des reliques ?

R. — Ad I. Nous ne connaissons aucune rubrique ni aucun décret qui défendent de porter des statues de saints à la procession de la Fête-Dieu. Peut-être serait-il plus conforme à l'esprit de la liturgie de n'en pas porter, afin que toute l'attention et la dévotion des fidèles soient dirigées vers le très saint et très auguste Sacrement. Mais la sainte Eglise n'ayant pas fait de prohibition, nous n'avons pas le droit d'en faire. Nous croyons donc que vous pouvez tolérer cet usage.

Ad II. — Quant aux reliques de la Ste Vierge et des saints, la liturgie est plus sévère ; elle défend de les porter dans les processions du Très-Saint Sacrement. Autrefois, à Saragosse, la paroisse de St-Paul faisait une procession générale dans laquelle on portait les reliques de S. Grégoire et d'autres saints. Le clergé et les fidèles désiraient aussi y porter le Très-Saint Sacrement, afin que tous ceux qui assisteraient à la procession, ou qui visiteraient l'église Saint-Paul, gagnassent l'indulgence plénière. Ils consultèrent le Saint-Siège.

La S. Congrégation répondit simplement :

« Nihil. » (23 mars 1593, n. 45.)

On pourrait nous objecter qu'en 1682 le Pape Innocent XI permit aux Réguliers de l'archidiocèse de Malines de porter, dans les processions publiques, les images et les reliques des saints en même temps que le Très-Saint Sacrement, à la condition que ces reliques et images seraient portées en tête de la procession, afin qu'elles fussent assez éloignées de la sainte Eucharistie. Mais c'est là un Indult particulier, qui ne peut servir de règle pour aucune église.

Q. — Peut-on donner des aubes bénites à des laïques ? Donner des preuves.

R. — Non, cela n'est pas permis, lors même que ces laïques seraient des Réguliers. Voici des preuves :

En 1659, l'évêque de Coesena avait demandé si cela était permis aux laïques Réguliers qui de-

vaient, dans les processions, porter la croix et les chandeliers.

« An laïcis regularibus, delaturis in processio-nibus crucem et candelabra sit permittendus usus Albæ, Dalmaticæ, Pluvialis, ac similibus ? »

La Sacrée Congrégation répondit « Negative. » (29 mars 1659, n. 1972.)

En 1847, l'évêque de Blois exposait à la Sacrée Congrégation que dans son diocèse et dans d'autres diocèses de France, on avait la coutume d'employer des laïcs, soit mariés, soit non mariés, pour remplir les fonctions de diacre et de sous-diacre, et de leur donner des vêtements sacrés, amicts, aubes, ceinturons, tuniques ou dalmatiques, mais toutefois sans l'aube et le manipule et sans leur faire accomplir les fonctions qui appartiennent aux ordres sacrés ; cette tolérance avait seulement pour but de donner de l'éclat au saint Sacrifice. Le Révérendissime prélat demandait donc s'il devait conserver cette coutume, ou bien si au contraire il devait la détruire.

La Sacrée Congrégation répondit que cette coutume était un abus qu'il fallait détruire entièrement :

« Consuetudo tanquam abusus omnino eliminanda... » (11 septembre 1847, n. 5103.)

Enfin, en 1871, le maître des cérémonies de la cathédrale d'Urgel, demandait si les laïcs qui, à défaut de clercs, exercent les fonctions de chantres, peuvent porter des chapes, soit au chœur, soit en dehors du chœur ? La Sacrée Congrégation répondit qu'ils ne le pouvaient pas, mais que, à défaut de clercs, on tolérât qu'ils revêtissent le surplis :

« Nequeunt laici uti pluvialibus, sed toleratur tantum ut cottam induant, si clerici deficiunt. » (22 avril 1871, n. 5483.)

Ces citations démontrent clairement que les laïcs ne peuvent revêtir les aubes, pour quelque fonction que ce soit.

Q. — Il n'y a pas encore deux mois, l'*Ami du Clergé* disait qu'il n'y avait aucun inconvénient à faire une raie sur l'hostie avec la patène pour qu'il fût plus facile de la partager au *Pax Domini*. Un jeune prêtre vient de me dire et même de soutenir qu'il y a un décret qui ordonne de faire cette raie sous l'hostie et non pas dessus, c'est-à-dire du côté de la figure. Si ce décret existait, on ferait bien de le faire connaître ; car je crois que presque tous les prêtres font la raie du côté de la figure.

R. — Nous croyons que le décret signalé par ce jeune prêtre n'existe pas ; car autrement nous le connaîtrions. Non, il n'est pas défendu de tracer cette raie sur la figure des hosties. Mais nous répétons ce que nous avons déjà dit, c'est qu'il serait très avantageux d'avoir des fers qui dispensent de tracer ces lignes. La patène et la pale ne sont point faites, l'une pour découper, l'autre pour recevoir l'hostie à marquer. Cette observation est de Mgr Barbier de Montault dans son *Traité pratique de la construction des églises*. Le savant auteur ajoute : « A Rome ces deux

lignes existent d'avance au revers de l'hostie; elles sont en relief et s'obtiennent par la cuisson, au moyen d'une double rainure pratiquée sur la palette opposée à la gravure. »

Pourquoi n'introduirait-on pas cette heureuse disposition dans les fers à hostie fabriqués en France et ailleurs ?

Q. — 1^o Quelles raisons canoniques dispensent de la messe de binage ?

2^o Le prêtre qui a une paroisse de binage, doit-il faire commémoration du Patron de cette paroisse aux suffrages des saints à Laudes et aux Vêpres ?

R. — Ad I. Si le binage a lieu dans une église qui ne soit pas paroissiale, ou pour donner une seconde messe à une église paroissiale, le prêtre est dispensé du binage quand il y a pour lui impossibilité de biner, par exemple, s'il est arrêté par les neiges.

Si le binage a lieu dans une église paroissiale dont le prêtre binaire a la charge, l'impossibilité l'excuse de célébrer la messe dans cette église. Mais elle ne détruit point l'obligation qui lui incombe de célébrer ou de faire célébrer la messe pour la paroisse qu'il dessert par binage. Il doit donc, si possible, procurer qu'une messe soit célébrée, le jour même, dans cette paroisse, et appliquée à ses habitants. Et, s'il ne le peut, il demeure tenu d'offrir ou de faire offrir la messe pour cette paroisse un des jours suivants, aussitôt que possible. Il ne saurait être dispensé de cette obligation que par un Indult apostolique.

Ad II. S'il s'agit d'une simple annexe, le curé qui la dessert n'est pas tenu au suffrage de cette annexe, parce que ce n'est pas une paroisse proprement dite.

S'il s'agit d'une paroisse proprement dite, nous n'oserions pas décider le cas pour la France, parce que nous doutons si la dotation faite par le gouvernement peut être considérée comme un bénéfice. Dans le cas affirmatif, le curé serait tenu au suffrage de la seconde paroisse dont il est chargé par l'autorité compétente.

Voici pourquoi. Le titulaire et le suffrage sont corrélatifs. Si donc on est tenu au titulaire, on est tenu également au suffrage. Or, le curé qui est chargé de deux églises paroissiales est obligé de faire l'office des deux titulaires. Ce cas a été décidé en 1842 par la S. Congrégation des Rites; M. Bellocchi, curé de Serradica, au diocèse de Nocera, était chargé d'administrer une autre paroisse, Saint-Paternien. Il ignorait s'il devait célébrer le titulaire de la seconde paroisse. Alors il s'adressa à la Sacrée Congrégation :

« An teneatur etiam sancti Paterniani titularis officium persolvere sub ritu titularibus competentibus ? »

La Sacrée Congrégation répondit affirmativement :

« Teneri ad Officium sancti Paterniani. » (24 septembre 1842, n. 4949.)

Donc ce curé devait également en faire le suffrage.

Q. — Je prie l'Ami du clergé de m'expliquer ces mots : *Qua celsitudo throni processit*, de l'antienne de *Benedictus* au 8 septembre ?

R. — *Celsitudo throni* est une figure de style, une métonymie par laquelle on prend le trône pour celui qui siège sur le trône.

Le trône dont il est ici question est le trône divin. Le Seigneur très élevé qui y siège est le divin Sauveur.

De la Ste Vierge procède, par vraie génération humaine, le Très-Haut qui siège au plus haut des cieux : *Celsitudo throni*.

Q. — Il m'a été dit qu'il y avait une décision émanant, je crois, de la Congrégation des Etudes, portant que les enfants d'une même école, bien qu'ils appartiennent, par leur domicile, à diverses paroisses, pouvaient suivre les catéchismes et faire la première communion dans la paroisse sur le territoire de laquelle l'école est placée. Si vous avez le texte d'une décision de ce genre, je vous serais bien reconnaissant de vouloir me la faire connaître.

Dans nos écoles de X., il y a, non seulement les enfants de la paroisse, mais encore ceux des paroisses des faubourgs et des pays suburbains. Jusqu'ici ces derniers ont suivi les catéchismes de la paroisse de X. et y ont fait leur première communion. Mais le nombre de ces enfants grandissant, leurs curés respectifs le voient avec peine, et il en résulte des tiraillements.

Certes, je ne tiens pas à augmenter le nombre des enfants de nos catéchismes; il est assez grand; mais je ne voudrais pas, en renvoyant chaque jour les enfants du voisinage, bouleverser nos écoles et en troubler l'ordre.

Comment fait-on à Paris, où la même école doit renfermer souvent des enfants appartenant à des paroisses diverses ? Y a-t-il un règlement diocésain qui fasse de la première communion un droit strictement paroissial ?

Là où existerait un règlement de ce genre, la décision de la Congrégation des Etudes, — si elle existe, — le laisse-t-elle intact, ou bien l'infirme-t-elle, comme une décision d'une autorité supérieure infirme une décision d'une autorité inférieure ? Votre avis s'il vous plaît, sur ces divers points.

R. — Nous commencerons par assurer que, s'il y avait une décision spéciale sur la matière dont il s'agit, elle n'émanerait pas de la Congrégation susdite, car il est impossible que celle-ci, chargée de la direction des études au point de vue chrétien, tranche une question de juridiction paroissiale comme serait l'autorisation de recevoir au catéchisme et à la première communion les enfants d'une autre paroisse.

Il y a, comme nous le verrons tout à l'heure, la Constitution *Paucis abhinc* de Benoît XIV, et les décrets de la plupart de nos conciles provinciaux qui s'occupent des écoles au point de vue indiqué par notre correspondant. Mais, comme on pourra le voir, il n'est pas question des écoles primaires communales ou libres, telles qu'elles sont établies aujourd'hui, mais bien des lycées, collèges et pensions recevant indifféremment pensionnaires, demi-pensionnaires et externes.

En principe, la première communion, comme

la communion pascalle, doit se faire à l'église paroissiale, à moins d'une permission spéciale du propre curé. « Ceux qui communient pour la première fois, dit S. Charles Borromée, doivent communier de la main de leur curé ; c'est pour quoi les curés ne doivent donner à qui que ce soit, sans un motif légitime, la permission de recevoir la première communion de la main d'un autre prêtre. »

Dans la constitution précitée, Benoît XIV et la plupart des canonistes demandent deux mois au moins de résidence dans une paroisse pour avoir droit d'y faire la première communion. Nos derniers conciles provinciaux ont fixé ce temps à trois mois et donné à cet égard les règles suivantes :

« Dès que le temps viendra, suivant les statuts de l'évêque et la coutume des lieux, dit le concile de la province de Tours, tenu à Rennes en 1849, de faire approcher les enfants de la sainte Table, le curé ne négligera pas de les recevoir à l'église, au moins tous les dimanches et jours de fêtes, s'il ne peut le faire plus souvent, conformément aux prescriptions du Concile de Trente, afin de les y instruire par des discours affables, clairs et courts, de ce qu'il faut croire et pratiquer pour vivre saintement, et surtout pour recevoir dignement le sacrement d'Eucharistie. Enfin, lorsqu'approchera le jour de la première communion, il n'en admettra aucun avant de s'assurer par lui-même, autant que possible, s'il est suffisamment instruit. Il ne recevra que ses propres paroissiens, au nombre desquels nous voulons qu'il compte ceux qui demeurent dans une école depuis trois mois, ceux qui y sont placés depuis peu, mais pour y rester un temps indéfini, ou au moins jusqu'à la fin de l'année scolaire. *Suos tantum admitat parochianos inter quos adnumerari placuit qui in schola a tribus mensibus commorantur, et, si mox discessuri et qui nuper in ea collocati sunt ad tempus indefinitum vel saltem usque ad finem anni scholastici.*

Dans la ville où il y aura plusieurs paroisses, les élèves internes et demi-pensionnaires des institutions de jeunes gens ou de jeunes filles n'ayant point ni chapelle, ni chapelain, feront leur première communion dans l'église de la paroisse à laquelle appartiendra l'institution.

Les externes de chaque école accompliront ce devoir à l'église paroissiale de leur domicile. (*Decr. XV, de pueris ad 1^{am} communionem admittendis, n° 4.*)

Le concile d'Avignon, après avoir rappelé que la première communion doit se faire dans l'église paroissiale, fait cependant aussi une exception en faveur des enfants de l'un et de l'autre sexe qui demeurent au moins depuis trois mois, dans une pension ayant une chapelle et un chapelain, *admittuntur sed interni tantum a tribus saltem mensibus indomo commorantes.* (*Tit. IV, cap. 4.*)

D'autres conciles, comme celui de la province

de Reims, renvoient aux statuts diocésains pour le temps fixé par eux. « Les élèves, dit-il, les domestiques, les ouvriers, originaires d'une paroisse étrangère, ne seront admis à la première communion dans la paroisse qu'ils habitent actuellement, qu'après y avoir passé le temps prescrit par les statuts. » *Non admittantur ad primam communionem in parochia in qua nunc actu morantur, nisi post tempus in statutis præfixum.* (*Tit, VII. 4.*)

D'après ces divers textes, et beaucoup d'autres que nous pourrions ajouter, si les droits des curés sont amoindris ou disparaissent même complètement relativement à leurs enfants placés dans les collèges et pensionnats, selon le temps de leur séjour dans ces établissements, ils demeurent tout entiers relativement aux écoles primaires communales ou libres qui n'ont que des externes.

Toutefois il peut exister, et il existe de fait dans beaucoup de localités des raisons particulières qui expliquent, si elles ne justifient pas toujours, l'usage contraire au droit commun. C'est aux curés respectifs, à défaut de statuts diocésains, à débattre les choses en apportant dans la discussion la plus grande abnégation personnelle et le plus entier dévouement au bien des âmes. En cela, il serait bon que l'évêque intervint et se donnât le rôle de conciliateur entre les intérêts en jeu et se bornât à consacrer par son autorité ce qui arrangerait le mieux les parties.

On nous demande ce qui se passe à Paris dans cette matière. Il est d'usage, — et l'usage a été consacré par l'autorité épiscopale, — que les enfants d'une même école suivent les catéchismes de la paroisse sur laquelle se trouve l'école et qu'ils fassent la première communion dans l'église où ils ont été préparés. Les raisons locales ne manquent pas pour justifier cet usage que légitime d'ailleurs le consentement des curés respectifs. Dans les localités peu peuplées, il peut y avoir plus d'inconvénients, et peut-être serait-il impossible de suivre en cela, comme en beaucoup d'autres choses, l'exemple de la capitale.

Qu'un enfant du peuple à Paris fasse ou ne fasse pas la première communion dans sa paroisse du moment, où sa famille ne fait guère que camper, il est perdu pour son propre curé, il échappe complètement à son action ultérieure sur lui. Il n'en est pas toujours de même en province. En instruisant les enfants de sa paroisse et en les communiant de sa main la première fois, le curé les connaît, continue à les voir, ayant acquis sur eux, par cette connaissance des premières années, le droit de surveillance, de conseil et de remontrance : ce qui aurait lieu difficilement s'il ne les a jamais eu sous sa direction.

En chassant de l'école l'enseignement chrétien, l'Etat semble avoir ôté tout prétexte à ces tristes conflits qui surgissaient quelquefois au sujet des catéchismes. Au moins en ce qui concerne les écoles laïques, chaque curé doit courir après ses enfants. Pour ce qui concerne les écoles chré-

tiennes, ce sera peut-être le contraire, parce qu'on ne pourra pas en avoir partout, et que, dans cette condition, les enfants sont exposés à se trouver très loin de leur église paroissiale. D'où nous croyons pouvoir conclure en résumant la question : le droit commun est non pour le curé de l'école, mais pour le curé du domicile des enfants ; et le droit commun doit être toujours suivi *positis ponendis*. Si c'est matériellement ou même moralement impossible, il faut se munir de la permission du vrai curé, et, en cas de désaccord ou de mauvaise volonté, que l'évêque tranche la question de fait. Il n'y aura certainement pas un curé qui n'accepte un pareil arbitrage.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le presbytère que j'occupe est une propriété communale. Autour du jardin il y a une prairie qui, il y a quelques années, contenait 40 ares environ et était baignée par une petite rivière dans toute sa longueur du côté nord. Le chemin de fer de Coutances a passé à travers cette prairie et en a pris la moitié pour la somme de 4,075 francs qui, placés sur l'Etat en 3 0/0 a produit 179 francs de rente.

Le jury d'expropriation, sur la plaidoirie d'un avocat constitué *ad hoc* par le curé, sépare la cause de la cure de celle de la commune et règle l'indemnité de la cure séparément de celle qui revenait à la commune pour d'autres parcelles de terrain également exproprié.

D'après le jugement du tribunal, le titre de rente, quoiqu'il reste en la possession de la commune, est immatriculé au nom des curés titulaires. Les choses sont ainsi réglées depuis bientôt 4 ans.

Aujourd'hui, le conseil municipal, composé en majorité de radicaux échevelés, prétend user de la loi unique qui autorise les communes, après simple délibération du conseil municipal, à reprendre aux curés tout ce qui n'est pas concordataire :

1° Quel est le sens et la portée que peut avoir une pareille loi ?

2° Le conseil municipal pourrait-il en user, le cas présent ?

3° Supposé que cela peut se faire pour la rente de 179 fr., pourrait-il en user de même pour la parcelle de terrain qui reste encore, 18 ares environ ?

4° Pourrait-il forcer le curé à payer une redevance annuelle pour cette portion de prairie ?

5° Supposé que le curé ne voulût pas se soumettre à pareille exigence, le conseil municipal pourrait-il vendre ou louer ce terrain à d'autres personnes ? (Il n'y a pour l'accès dans la prairie d'autre passage possible qu'à travers la cour du presbytère). Serait-il en droit de créer à la cure une servitude de ce genre qui rendrait le presbytère inhabitable ?

6° Le conseil municipal pourrait-il être autorisé à exproprier un passage sur les voisins pour l'accès de la prairie ?

7° Le jardin étant contigu à cette prairie à laquelle il communique par une porte, le curé, si la commune était autorisée à vendre, ou à louer à d'autres personnes, pourrait-il être condamné à fermer cette porte et à ne plus pouvoir aller à la rivière qui n'est éloignée que de quelques mètres, pour les besoins journaliers de la maison, arrosage, lessive etc. ?

8° Le curé pourrait-il faire utilement opposition à des prétentions pareilles, et, dans ce cas, quelle serait la marche à suivre ?

Cette histoire actuelle fait suite à une autre qui a eu différentes phases depuis 35 ans. A diverses reprises, on avait émis la prétention de faire payer au curé le revenu de la prairie alors entière. On se basait sur une interprétation fantaisiste du contrat d'origine. Il y a sept ans, je faillis avoir un procès avec la commune ; une lettre du préfet me donna gain de cause, et aux élections municipales qui suivirent, la majorité redevenant conservatrice et tout finit là.

C'est pour cela, et pour donner un nouvel appui à ma cause, que j'avais obtenu devant le jury d'expropriation du chemin de fer, que la cause de la cure fût séparée de celle de la commune, et l'indemnité réglée à part. Les calculs de nos radicaux furent ainsi déjoués et on ne me l'a point pardonné.

Aujourd'hui, on abandonne ce terrain et l'on se sert d'une autre arme devant laquelle, cette fois, je crains de ne pouvoir opposer de résistance. Je vous dis tout ceci pour que vous ayez une idée nette de la situation et combien il importe que je sache à quoi m'en tenir. Je suis seul à tenir tête aux radicaux et aux francs-maîtres de l'endroit, gens lâches et peureux.

OBSERVATION. — Le contrat d'échange fait en 1854, base de la situation actuelle, porte en toutes lettres qu'on veut donner au curé un logement plus convenable..., plus commode... selon ses desirs... pour lui faire plaisir ! Or, si les choses étaient réglées comme le veut le conseil municipal aujourd'hui, la situation sera la négation formelle du contrat. L'ancien logement valait beaucoup mieux. La prairie seule avec l'accès à la rivière donne au logement actuel cet avantage que mon prédécesseur avait en vue, sans lequel il n'eût jamais sollicité l'échange et à quoi il n'avait jamais consenti.

La prétention de nos MM. est d'autant plus stupide qu'ils savent que je donne et au-delà tout ce revenu aux pauvres, qui sont ici très nombreux. Mais qu'est-ce que cela leur fait ?

R. — Ad *Im*. Il ne faut pas trop s'alarmer du fameux article 167 de la loi municipale du 5 avril 1884, qui vise la désaffectation des édifices consacrés, en dehors des prescriptions de la loi organique des cultes du 18 germinal an X, soit à des services religieux ou à des établissements quelconques ecclésiastiques et civils. Cet article, on s'en souvient, souleva des questions graves qui donnèrent lieu à une discussion importante dont l'analyse peut être faite en peu de mots.

En résumé, il résulte des déclarations de M. Lenoël, auteur dudit article, qui a parlé tant au nom de la commission dont il faisait partie que comme interprète de sa propre rédaction, que le droit reconnu aux communes s'applique à l'avenir et non au passé ; que, par suite, les immeubles appartenant aux communes affectés, en vertu d'un titre régulier à un service du culte, antérieurement à la loi, ne peuvent pas être désaffectés par l'application de l'article 167 ; d'autre part, il résulte des déclarations faites par le gouvernement à la Chambre des députés et au Sénat, que les immeubles concordataires, tels que les immeubles voués à un service public du culte, ne tombent pas sous l'application de notre article.

En conséquence, la portée de l'art. 167 doit être limitée aux affectations d'immeubles non concordataires, que les communes pourraient faire dans l'avenir, et qui, quoique sanctionnés par l'intervention d'une autorité autre que l'administration communale, pourront être désaffectés dans les

mêmes formes que l'affectation aura été consentie et approuvée.

Ajoutons que, d'un accord unanime, en ce qui concerne les affectations à titre onéreux, les droits à indemnité ont été réservés par les parties intéressées (*Séance du 3 novembre 1883.*)

Il résulte également des paroles du rapporteur de la loi que, si les conseils municipaux peuvent prononcer la désaffectation dans les limites et conditions sus-énoncées, leurs délibérations sont soumises à l'approbation de l'autorité supérieure. (*Même séance.*)

AD. II^m. D'après ce que nous venons de dire, on voit que le conseil municipal ne saurait invoquer la récente loi pour commettre l'iniquité projetée.

AD. III^m. Du moment que la prairie avait été régulièrement affectée à la cure, la commune n'a plus qualité pour en retrancher soit le revenu, soit une partie. Sans doute elle peut demander la distraction d'une partie superflue d'un presbytère et de ses dépendances, mais aux conditions et après l'accomplissement des formalités prescrites par l'ordonnance du 3 mars 1825 et par le décret du 25 mars 1852, dont nous avons souvent parlé. Selon nous, le conseil municipal n'a pas plus de droit à la rente de 179 francs, produit de l'expropriation, qu'à la parcelle de terrain restant, et s'il tentait de s'emparer de l'un et de l'autre, ou de l'un seulement, le devoir du curé et de la fabrique est d'y faire opposition par tous les moyens légaux.

AD. IV^m. Evidemment non, *ex dictis*. Peut-être pourrait-il surgir une difficulté sur la plus-value provenant de l'expropriation; car généralement les Compagnies des chemins de fer payent les immeubles expropriés plus qu'ils ne valent en réalité, et l'on comprendrait à la rigueur qu'une administration hostile et parcimonieuse s'abaissât à ces puérilités, en invoquant le fameux axiome de droit *res fructificat domino suo*. Mais, en justice, elle ne peut retenir le tout sans tomber immédiatement dans l'illégalité.

AD. V^m. Non; et ici encore le curé et la fabrique doivent faire une opposition énergique à l'établissement de toute servitude.

AD. VI^m. Nous ne le pensons pas. Les expropriations sont autorisées par la loi dans un but d'utilité publique, et ce ne serait pas le cas. Dans l'hypothèse que la commune réussit dans ses vues, elle devrait traiter amialement avec les voisins.

AD. VII^m. Non; une propriété se vend avec les servitudes qu'elle comporte, et, dans l'espèce, si la commune retirait le passage au curé, il y aurait là encore une sorte de distraction d'une dépendance du presbytère; cela ne pourrait se faire qu'avec une autorisation spéciale, après avoir accompli toutes les formalités, et, s'il y a opposition épiscopale, en vertu d'un décret présidentiel.

AD. VIII^m. La réponse à cette huitième question résulte de tout ce que nous avons dit jusqu'ici.

Que notre correspondant veille sur les agissements de ses adversaires et qu'il ne tolère aucun empiètement sans protester vivement, au besoin devant les tribunaux.

Q. — La fabrique de N. a régulièrement adopté à l'unanimité moins une voix un projet d'orgue de chœur, et la construction de cet orgue par un facteur de son choix nommément désigné.

La voix qui manque à l'unanimité absolue est celle du curé. Or celui-ci, qui veut bien de l'orgue, ne veut pas du facteur désigné par la fabrique.

Et lorsqu'on vient le prier d'indiquer l'emplacement qu'il préfère pour l'établissement de l'orgue, il oppose à cette demande une fin de non-recevoir disant qu'il n'admettra qu'un instrument divisé en deux parties ou buffets se faisant face l'un à droite l'autre à gauche du chœur. C'est annuler la délibération précédemment prise; car il n'y a pour se prêter à cette combinaison qu'un facteur qui, s'il est agréable à M. le curé, n'a pour lui aucun membre du conseil; et, plutôt que de l'adopter, la fabrique aimerait mieux ne rien faire du tout et rester dans le *statu quo* avec son vieil harmonium.

On demande jusqu'où, sur ce point, s'étendent les droits du curé. Est-il ou n'est-il pas fondé à refuser la place nécessaire à l'établissement de l'orgue tel que l'a voté la fabrique, et à vouloir ainsi lui imposer indirectement et contre l'avis de tous le facteur de son propre choix?

R. — Après avoir exposé le cas, notre correspondant ajoute pour la clarté de la question que le désaccord vient surtout de ce que la fabrique désire un orgue de Cavaillé-Coll, et le curé, un organe électrique de la maison Merklin; et, comme le curé n'aurait pas d'autorité légale pour faire adopter son facteur, il refuse d'indiquer la place que doit occuper l'instrument; car il pense que, sur ce point, on ne peut rien faire sans lui.

Cet expédient auquel recourt le bon curé prouve la subtilité de son esprit et dénote également en lui la connaissance de ses droits. Il est incontestable que lorsqu'il s'agit du placement d'un objet quelconque dans une église, il ne relève de personne, tandis que la fabrique tout entière, à l'instar des simples fidèles, relève du curé, sauf pourtant recours à l'évêque.

Cette grande autorité souvent exclusive lui vient de son droit de police. La police de l'église consiste dans l'ordonnance et la disposition de toutes les mesures qui concernent l'exercice du culte. Or le culte catholique est exercé sous la direction des archevêques et évêques, dans leurs diocèses et sous celle des curés dans leurs paroisses (*Loi de germinal, an X, art. 9*). De ce droit de police découle pour le curé le pouvoir de commander, de régler toutes choses, de faire régner l'ordre, d'assigner les places, sauf, sur ce dernier point, l'appel à l'évêque, si les marguilliers le croient fondés. (*Décret du 30 décembre 1809, art. 30.*) Au point de vue du droit, le curé est inattaquable. Il ne resterait donc aux marguilliers qu'à en appeler à l'évêque, pour avoir raison de la fin de non-recevoir opposée par lui.

Mais à côté de la question de droit, il y a ici, nous nous permettons de le dire, la question po-

sitive qui s'exprime par des chiffres, et la question artistique qu'il ne serait pas juste de trancher à coup d'autorité. Quand il s'agit de finances, le conseil de fabrique est un corps délibérant qui décide à la majorité des voix; or arriver, par un détour, à paralyser le droit des fabriciens, ce n'est ni loyal ni sage; car on s'expose aux représailles, c'est-à-dire à indisposer une majorité dont on a besoin à tout instant.

Pour la question artistique, elle devrait se résoudre toujours avec le concours d'hommes compétents, expérimentés. Le monde entier connaît le mérite et l'honnêteté de la maison Cavaillé-Coll; après cette maison, qui fait peut-être payer un peu cher l'excellence et la célébrité de ses instruments, il y a la maison versaillaise de MM. Abbey, plus modeste d'allure, mais dont les œuvres peuvent soutenir avantageusement la comparaison avec ce qu'il y a de plus parfait. Nous mettrions volontiers au dernier degré l'invention révolutionnaire des orgues électriques et nous ne recommanderons jamais ce joujou moderne indigne de figurer ailleurs que dans les bazars internationaux.

Nous pensons enfin avec la fabrique de N. qu'il vaut mieux s'en tenir au *statu quo* avec son vieil harmonium en attendant la conversion du saint entêté.

COURRIER DE L'UTILE

SOLDE D'ARRIÉRÉS

Ce courrier est la suite du précédent, que je continue sans nouveau préambule.

Non, nous ne croyons pas aux prédictions météorologiques des Almanachs, quels qu'ils et quelles qu'elles soient : un météorologiste sérieux peut fournir des renseignements *probables* sur le temps qu'il fera dans la *huitaine*, mais n'ira pas plus loin, et encore a-t-il besoin des cartes publiées par l'Observatoire.

Mais la règle météorologique du maréchal Bugeaud, sans être infaillible, peut inspirer une certaine confiance. Cette règle, la voici :

« Le temps se comporte *onze* fois sur *douze* pendant toute la durée de la lune, comme il s'est comporté au *cinquième* jour de cette lune, si, le *sixième* jour, le temps est resté le même qu'au *cinquième*.

« Et, *neuf* fois sur *douze*, comme le *quatrième* jour, si le *sixième* jour ressemble au *quatrième*. »

Le maréchal ajoutait six heures au sixième jour écoulé avant de prononcer sur le temps, en raison du retard quotidien de la lune entre deux passages au méridien.

On voit tout de suite que cette règle n'est pas toujours susceptible d'application, ou qu'elle peut donner lieu à de l'hésitation. En effet, lorsque le

sixième jour est différent du quatrième et du cinquième, il n'y a aucun usage à en faire. On peut éprouver aussi un véritable embarras lorsque le temps, aux quatrième, cinquième et sixième jours de la lune, n'a pas un caractère bien tranché.

Quoi qu'il en soit, il importait que cette règle, si précieuse dans le cas où elle serait exacte, fût soumise à des vérifications attentives. Ces vérifications furent faites par M. de Conninck, du Havre, qui avait déjà dirigé son attention sur cet objet, et qui a poursuivi avec persévérance le même genre d'observations pour quatre années comprenant quarante-huit lunaisons. Il a trouvé 30 lunaisons dans lesquelles la règle du maréchal Bugeaud s'est vérifiée, 4 lunaisons où elle a été contredite, et 14 lunaisons où elle n'a pu être appliquée.

Ces constatations donnent donc une certaine créance à la règle du maréchal Bugeaud.

Oui, la gelée purifie les eaux potables.

Tous les chimistes savent que les glaçons qui se forment dans l'eau de mer fournissent de l'eau douce par leur liquéfaction. Quand l'eau de mer, ou une dissolution saline quelconque, vient à se congeler, l'eau pure se congèle seule, une dissolution aqueuse très-concentrée des matières salines résiste à la solidification. Ce procédé est employé dans le nord de l'Europe pour extraire économiquement le sel marin de l'eau de la mer. Par les grands froids, on expose l'eau de mer à la gelée; l'eau se congèle seule, et les parties demeurées liquides étant extrêmement riches en sel marin, peuvent fournir ce sel à peu de frais par l'évaporation.

En agissant sur les eaux potables, M. Robinet, membre de l'Académie de médecine, a reconnu que l'eau des sources et des rivières, en se congelant, perd la presque totalité de ses sels, solubles ou insolubles.

Ayant eu à faire un grand nombre d'essais des eaux potables par l'*hydrotimétrie*, M. Robinet a voulu reconnaître jusqu'à quel point les petites quantités de sels calcaires contenues dans ces eaux sont éliminées par la congélation. A cet effet, il a recueilli des glaçons formés dans les lacs du bois de Boulogne, et a soumis à des essais hydrotimétriques l'eau provenant de ces glaçons liquéfiés.

Il résulte des expériences rapportées par M. Robinet que, dans la congélation des eaux potables, la petite quantité des sels calcaires et magnésiens qu'elles contiennent est éliminée, comme le sont dans les mêmes circonstances les sels solubles dissous dans l'eau de mer, ou toute autre dissolution saline. La pureté de l'eau obtenue par la liquéfaction de cette glace est telle qu'on peut l'employer dans beaucoup de cas comme l'eau distillée.

Quoique nous ne soyons plus à l'époque où les oiseaux chantent, voici, par *droit d'ordre*, la ré-

ponse à l'aimable correspondant qui me demande de donner, comme suite et complément de l'*horloge de Flore* que j'ai indiquée l'été dernier, l'*horloge ornithologique*.

L'*horloge ornithologique*, c'est l'indication des heures par le chant des oiseaux, et c'est dans le *Bulletin mensuel de la Société protectrice des animaux* que je la prends, après avoir vérifié son exactitude par mes souvenirs de *campagnard*.

Après le rossignol, qui chante presque toute la nuit, c'est le pinson, le plus matinal des oiseaux : son chant se fait entendre d'une heure et demie à deux heures du matin.

Après lui, de deux heures à deux heures et demie, la fauvette à tête noire s'éveille, et fait entendre son chant qui rivaliserait avec celui du rossignol s'il n'était pas si court.

De deux heures et demie à trois heures, la caille, amie des débiteurs malheureux, semble par son cri : *Paye tes dettes ! paye tes dettes !* les avertir de ne pas se laisser surprendre par le lever du soleil.

De trois heures à trois heures et demie, la fauvette à ventre rouge fait entendre ses trilles mélodieux.

De trois heures et demie à quatre, chante le merle noir, qui apprend si bien tous les airs, que M. Dureau de la Malle (imité par tel inspecteur primaire que j'ai connu et qui tenait ses instituteurs pour des merles) avait fait chanter la *Marseillaise* à tous les merles du canton, en donnant la volée à un merle à qui il l'avait serinée et qui l'apprit aux autres.

De quatre heures à quatre heures et demie, le pouliôt se fait entendre.

Enfin, de cinq heures à cinq heures et demie, s'éveille et se met à pipier le moineau franc ou pierrot, ce gamin gourmand, paresseux, tapageur, mais hardi, spirituel et amusant dans son effronterie.

Découpez ce cadran, mon cher correspondant, épinglez-le à la tête de votre lit, et attendez, pour le consulter, le retour des beaux jours et des chants d'oiseaux.

Voici une question plus sérieuse : c'est celle qui me demande une petite note scientifique pour justifier, près de ceux qui ne sont touchés que par les raisons de la science, les empêchements édictés par l'Eglise aux mariages consanguins.

Nombre de médecins ont publié des études sur les dangers des alliances consanguines : je me contenterai, étant obligé d'être bref tout en répondant suffisamment, d'analyser le mémoire que M. le docteur Boudin a lu, le 16 juin 1862, à l'Académie des sciences, et qui a été et reste jugé digne d'une attention particulière.

« La proportion des sourds-muets de naissance croît, » dit M. le docteur Boudin, » avec le degré de consanguinité des parents. Si l'on représente par 1 le danger de procréer un enfant sourd-muet

dans un mariage ordinaire, ce danger est représenté par 18 dans les mariages entre cousins germains, 37 dans les mariages entre oncles et nièces, 70 dans les mariages entre neveux et tantes.

« La proportion des sourds-muets croît avec la somme des facilités accordées aux unions consanguines par la loi religieuse. »

Voici les chiffres cités par M. Boudin à l'appui de cette proposition : On compte à Berlin 3 sourds-muets sur 10,000 catholiques (la religion catholique étant la plus sévère sur la question des empêchements de consanguinité), 6 sourds-muets sur 10,000 protestants (qui se marient plus facilement entre parents), 27 sourds-muets sur 10,000 Juifs (qui se marient le plus qu'ils le peuvent en famille).

M. Boudin est allé chercher jusque chez les populations sauvages de l'Amérique la confirmation de la remarque qui précède. D'après l'auteur, on comptait, en 1848, dans le territoire de Iowa (Etats-Unis), 2 sourds-muets sur 10,000 blancs, 212 sourds-muets sur 10,000 esclaves. C'est-à-dire que dans la population de couleur, dans laquelle l'esclavage facilitait les unions consanguines et même incestueuses, la proportion de sourds-muets était 91 fois plus élevée que dans la population blanche, protégée par la loi religieuse.

Voici quelques autres propositions qui résultent des études statistiques de M. Boudin :

1^o On peut estimer à environ 250,000 le nombre total des sourds-muets en Europe.

2^o Le nombre des sourds-muets augmente d'une manière très sensible dans les localités où existe l'habitude des mariages consanguins, dans les petites îles par exemple. Ainsi la proportion des sourds-muets qui est pour la France, de 6 sur 10,000 habitants, s'élève en Corse à 14 sur 10,000, dans les Hautes-Alpes à 23, en Islande à 41, dans le canton de Berne à 28.

3^o La surdi-mutité ne se produit pas toujours directement par les parents consanguins ; on la voit se manifester parfois indirectement dans des mariages croisés, dont l'un des conjoints était issu de mariages consanguins.

4^o Les parents consanguins les mieux portants peuvent procréer des enfants sourds-muets ; par contre, des parents sourds-muets, mais non consanguins, ne produisent des enfants sourds-muets que très exceptionnellement. La fréquence de la surdi-mutité chez les enfants issus de parents consanguins est donc indépendante de toute hérédité morbide.

Ces deux dernières observations sont confirmées par une note de M. de Ranse, également lue à l'Académie des Sciences. Il résulte de cette note que, du mariage de trois sœurs avec leurs trois cousins germains, qui eut lieu dans l'île de Ré, il naquit douze enfants, dont quatre seulement furent complètement sains : quatre sont sourds-muets de naissance ; l'un n'a parlé qu'à l'âge de six ans ; deux ont une prononciation difficile ; le douzième était un monstre qui n'a pas vécu.

Les mariages consanguins engendrent aussi beaucoup de rachitiques et de crétino-goîtreux.

Donc l'Eglise est d'accord avec la science, avec l'expérience, avec l'intérêt des enfants et des familles, en édictant les empêchements de consanguinité.

Pour vérifier si le beurre que vous achetez n'est pas, comme vous le craignez, fortement additionné de margarine, voici le moyen le plus facile d'opérer. Prenez la valeur d'un poids de ce beurre et jetez-le sur une plaque de fer ou de fonte fortement chauffée : en fondant il produira une fumée qui aura une forte odeur de graisse de mouton.

Une autre vérification moins pratique, mais assez curieuse : le fait a été signalé au comité international pour la recherche des falsifications alimentaires, institué par le récent congrès d'hygiène tenu à Vienne, et à la tête duquel a été placé M. le docteur Brouardel, doyen de la Faculté de médecine de Paris. Voici l'intéressante communication faite à ce comité par M. Mecoy, de Princeton (Etats-Unis) :

M. Mecoy reçut un jour un certain nombre d'échantillons qu'on le pria d'analyser. Les capsules dans lesquelles on fondit les beurres, après avoir décanté la graisse, furent laissées la nuit sur une table du laboratoire.

Le lendemain, il fut très surpris de trouver que des douze capsules remplies, dix avaient été complètement nettoyées par des souris, tandis que deux étaient intactes.

Les analyses faites, le chimiste américain constata que tous les échantillons étaient du beurre naturel, à l'exception des deux auxquels les souris n'avaient pas touché.

Ne sachant, bien que ce fût improbable, s'il fallait attribuer au hasard ce résultat, M. Mecoy étendit dans une cloche une certaine quantité de beurre naturel et dans une autre cloche il fit de même avec du beurre de margarine. On plaça les verres sur la table pour les y laisser pendant la nuit.

Le lendemain, le beurre naturel avait disparu, tandis que les souris avaient à peine grignoté la margarine, comme pour reconnaître le produit. De nombreuses expériences furent faites à la suite de cette constatation. Elles ont démontré qu'une souris affamée mangera très volontiers de la margarine, si elle n'a pas autre chose à se mettre sous la dent, mais qu'elle ne le fera que si elle n'a pas de beurre naturel à sa disposition.

J'allais répondre à votre question sur la manière d'avoir toujours du beurre frais, par cette vérité de M. de la Palisse : « N'acheter, chez le producteur, que ce qu'on peut consommer en 24 ou 48 heures, puis renouveler sa petite provision de la même façon et dans la même mesure, » lorsque m'est tombée sous les yeux une recette publiée dans le dernier numéro du *Bulletin de la*

Société d'encouragement, et qui conserverait le beurre frais presque indéfiniment. Elle consiste dans l'emploi de l'acide salicylique rendu incristallisable. « La cristallisation de cet acide, dit le *Bulletin*, détruit, en effet, sa qualité antiseptique; mais l'acide lactique jouit de la propriété d'empêcher cette cristallisation.

« La composition la plus avantageuse du liquide préservateur est de 98 parties d'eau, 2 parties d'acide lactique et 1/5000 d'acide salicylique. Dans le cas où le beurre aurait déjà subi un commencement d'altération, on peut augmenter la proportion d'acide salicylique, sans jamais cependant dépasser 1/1000.

« L'acide lactique communiqué à la liqueur, et par suite au beurre qui en est imprégné, une saveur un peu aigrelette, qui, sans être désagréable, doit disparaître pour que le produit soit vendable.

« Un simple lavage suffira, qu'il soit fait à l'eau, ou même au lait écrémé additionné d'une pincée de bicarbonate de soude. Ce lavage enlève non seulement l'acide lactique, mais encore l'acide salicylique.

« Le procédé est des plus économiques, car la liqueur peut servir indéfiniment et reste inaltérable; il suffit de remplacer après chaque opération la quantité retenue par le beurre manipulé en se basant sur ce que le beurre conservé environ 50/0 de son poids du liquide antiseptique. La préparation d'un kilogramme de beurre par ce procédé ne coûte que de 1 à 2 centimes. »

Si vous voulez essayer, c'est facile et pas trop dispendieux.

Mais le premier procédé, pour vous surtout qui vivez à la campagne et au milieu des fermes, vaudra toujours mieux, quoique moins scientifique.

L'HUILE DE RICIN

Voici un moyen de prendre sans dégoût les médicaments d'une saveur désagréable.

L'huile de ricin peut être prise avec du lait, du café ou du cognac, mais le meilleur moyen de n'en pas sentir le goût, c'est de mettre une cuillerée à bouche de jus d'orange dans un petit verre, d'y verser l'huile et d'exprimer encore par dessus quelques gouttes de jus. Il faut avoir soin de tremper auparavant le verre, le bord en bas dans de l'eau, afin que l'intérieur soit humide. On emploiera le même procédé pour avaler l'huile de foie de morue ou tout autre médicament désagréable au goût.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 30 novembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LE 4^e DIMANCHE DE L'AVEANT : LE SACREMENT
DE MARIAGE (OBLIGATIONS DES ÉPOUX)

Beati omnes qui timent Do-
minum, qui ambulans in viis
ejus. (Ps. CXXVII.)

« Que les épouses, dit S. Paul, soient soumises à leurs maris, comme au Seigneur, parce que le mari est le chef de la femme, comme Jésus-Christ est le Chef de l'Eglise, qui est son corps, dont il est aussi le Sauveur. Donc, comme l'Eglise est soumise à Jésus-Christ, les femmes doivent aussi être soumises en tout à leurs maris. Et vous, maris, aimez vos épouses, comme Jésus-Christ a aimé l'Eglise et s'est livré pour elle, afin de la sanctifier, après l'avoir purifiée dans le baptême de l'eau par la parole de vie, pour la faire paraître devant lui pleine de gloire, n'ayant ni tache, ni ride, ni rien de semblable, comme étant sainte et irrépréhensible. Ainsi les maris doivent aimer leurs femmes comme leur propre corps. Celui qui aime sa femme s'aime lui-même. Car nul ne hait sa propre chair ; mais il la nourrit et l'entretient, comme Jésus-Christ fait à l'égard de l'Eglise, parce que nous sommes les membres de son corps, formés de sa chair et de ses os. C'est pourquoi l'homme abandonnera son père et sa mère pour s'attacher à sa femme ; et tous les deux ne seront qu'une seule et même chair. Ce sacrement est grand, je dis en Jésus-Christ et dans l'Eglise. Que chacun de vous, donc, aime son épouse comme lui-même, que l'épouse ait pour son époux une crainte respectueuse. » (Ephes., v, 22-33.). C'est par ces graves paroles que l'Apôtre des nations rappelait aux familles d'Ephèse leurs devoirs ; ce sont les solennels avertissements que l'Eglise fait entendre à l'homme et à la femme, le jour de leurs noces ; ce sont les instructions que nous allons expliquer en disant : 1^o les obligations particulières des époux vis-à-vis l'un de l'autre ; 2^o leurs obligations communes.

I

I. Comme S. Paul vient de nous le dire, l'époux est le chef de sa femme, *vir caput est mulieris*, et ce titre lui impose des devoirs spéciaux. Dans la famille, comme le proclament les docteurs ecclésiastiques, il est roi, prêtre et prophète. Il a qualité pour procurer le bien du corps et de l'âme, pour faire régner l'ordre, pour travailler à réaliser la prospérité temporelle et spirituelle, pour commander conformément à la loi du Seigneur ; il a l'autorité et il doit en user à l'égard de son épouse comme le Christ à l'égard de son Eglise. Or comment le Sauveur gouverne-t-il son Eglise ? Il s'est dévoué pour elle, afin d'assurer son bonheur, jusqu'à répandre la dernière goutte de son sang ; il vient en aide à tous ses besoins, il lui a fait les plus salutaires commandements ; il la prémunit contre les dangers divers qui la

menacent ; il efface, quoiqu'il en coûte, les taches qui peuvent déparer sa beauté, il l'entoure de la sollicitude la plus continuelle et la plus empressée. Ainsi doit agir l'époux à l'égard de celle qu'il a reçue du ciel pour compagne. Il doit employer son autorité à la rendre heureuse ; — il doit, par son travail, son industrie et son dévouement, pourvoir à tous ses légitimes besoins ; — sans abdiquer sa primauté, ce qui ne serait pas sans danger, selon la remarque de l'Esprit-Saint. *Ne des mulieri potestatem animæ tuæ, ne ingrediatur in virtutem tuam et confundaris.* (Prov., xxxi, 3), il doit la traiter non pas despotiquement comme une esclave, mais avec considération, comme celle qui possède dans la famille une part d'autorité ; — il doit l'entourer d'une vigilance aussi dévouée qu'éloignée des soupçons de la cruelle jalousie ; — s'il y a lieu, il doit la corriger de ses défauts, non par des reproches durs et amers, mais par des remontrances pleines de douceur et de charité, à l'imitation du vieux Tobie et du saint homme Job.

O mari, s'écrie S. Chrysostome, en parlant aux époux qui abusent de leur autorité, oubliez-vous que votre épouse est faible de sa nature ? Oubliez-vous que vous êtes hommes ? Que votre commandement ne soit donc point de l'oppression. Rappelez-vous l'instant où vous la reçûtes de celui qui lui donna le jour. Son père vint la remettre entre vos mains comme un dépôt qu'il confiait à votre fidélité. Elle passa des bras d'une mère dans les vôtres ; vous devintes tout pour elle. C'est elle qui, après Dieu, vous a donné des enfants, et avec eux le nom de père ; ne soyez donc pas son tyran. Ne voyez-vous pas comment le laboureur ne cesse de donner des soins à son champ, quand même il se couvrirait de mauvaises herbes. Agissez de même à l'égard de votre épouse, et vous moissonnerez des fruits de justice et de paix. Encore une fois commandez, mais que votre autorité rayonne du doux éclat de la douceur et de la modération ¹.

II. Passons aux devoirs de l'épouse à l'égard de son mari. A l'homme le commandement, à la femme l'obéissance. C'est l'ordre de Dieu au paradis terrestre ; après la chute originelle, c'est la prescription de l'Apôtre, *sicut Ecclesia subjecta est Christo, ita et mulieres viris suis in omnibus*.

Donc que la femme soit soumise à son mari, dit S. Paul, comme l'Eglise à Jésus-Christ. Quelle soit soumise de cœur, autrement sa condition lui pèserait comme une pénible servitude, *benignus*. Quelle soit soumise en tout, *in omnibus*, excepté cependant dans les choses qui seraient contre la loi de Dieu. « Jésus, dit le grave Bourdaloue, en instituant le mariage, n'a point prétendu qu'il servît à se faire un crime propre du crime d'au-

¹ Fac itaque ut imperium tuum sit splendidum : splendidum autem erit, cum eam cui imperas non dedecore affeceris (Hom., xxvi, in I, ad Cor, in fine.)

trui. Que ce mari, ou ambitieux ou intéressé, forme d'injustes desseins, qu'il veuille, contre le droit ou la bonne foi, vous engager dans ses entreprises ; c'est là qu'avec une sainte assurance, il faut tenir ferme et s'opposer à l'iniquité. — Mais je dois lui obéir. — Point d'obéissance qui lui soit due au préjudice de la loi de Dieu. — Mais il s'éloignera de moi, — sa disgrâce alors vaudra mieux pour vous que son estime. — Mais la paix en sera troublée. — Vous aurez alors la paix de la conscience et elle vous suffira. — Mais il cherchera toutes les occasions de me chagriner. — Vous profiterez de vos chagrins pour pratiquer la patience ; Dieu, du reste, vous consolera. »

Mais il ne suffit pas que la soumission de l'épouse soit surnaturelle, universelle, prudente et gracieuse, il faut encore qu'elle soit agissante, *Domus curam agentes*. C'est à l'homme que reviennent les travaux du dehors, à la femme les travaux de l'intérieur de la maison, les soins variés et importants du foyer domestique. Femmes chrétiennes, contemplez le tableau que l'Esprit-Saint a fait de la vraie mère de famille ; c'est l'exemple de votre vie. « La femme forte cherche la laine et le lin, elle travaille avec des mains pleines de sagesse. Chargée comme un vaisseau marchand, elle apporte de loin ses provisions. La nuit elle se lève et distribue la nourriture à ses domestiques. Elle considère un champ, elle l'achète de son travail, du fruit de ses mains ; elle y plante une vigne. Elle ceint ses reins de force, elle endure son bras. Elle a goûté et vu combien son commerce est utile ; sa lumière ne s'éteint jamais pendant la nuit. Sa main s'attache aux rudes travaux, et ses doigts manient le fuseau. Elle ouvre pourtant sa main à celui qui est dans l'indigence, elle l'étend sur le pauvre. Elle ne craint ni le froid ni la neige ; tous ses domestiques ont de doubles vêtements ; elle a tissé une robe pour elle ; elle est vêtue de lin et de pourpre. Son mari sera illustre dans l'assemblée des juges, lorsqu'il siégera avec les princes de la terre. Elle fait des habits qu'elle vend au Cananéen. La force et la beauté sont ses vêtements, et elle rira à son dernier jour. Elle ouvre la bouche pour des paroles de sagesse, et une loi de douceur réside sur ses lèvres. Elle a considéré les sentiers de sa maison, et elle n'a point mangé son pain dans l'oisiveté. Ses enfants se sont levés et ont publié qu'elle était très heureuse ; son mari s'est levé de même et l'a louée. Que ses propres œuvres la louent dans l'assemblée des juges. » (Prov., xxxi.)

Travail, économie, esprit d'ordre, sollicitude, prévoyance dans l'administration de la maison ; voilà donc les vrais mérites de la femme forte et prudente, quelle que soit d'ailleurs l'excellence du rang qu'elle occupe dans la société, fût-elle l'épouse d'un prince de la terre, comme celle dont l'Esprit-Saint vient de nous tracer un si beau portrait au livre des Proverbes. Femmes chré-

tiennes, que ces mérites soient les vôtres, et, comme le prêtre le demandait pour vous, au jour de vos noces, votre joug sera un joug d'amour et de paix, vous serez les fidèles imitatrices des saintes femmes, aimables à vos maris comme Rachel, sages comme Rébecca, fidèles comme Sara ; et la discipline sera la force de votre faiblesse. Mais l'homme et la femme n'ont pas seulement des obligations spéciales et particulières vis-à-vis l'un de l'autre, ils ont aussi des devoirs communs qu'il nous faut expliquer.

II

Ces devoirs se résument en un seul : s'aimer d'une dilection mutuelle : « Entre l'homme et la femme, il peut se former trois espèces d'amour. Le premier, si toutefois il mérite ce nom, est cette passion toute charnelle qui profane si souvent la jeunesse, et sème à pleines mains dans l'humanité les germes de la corruption. Qu'il nous suffise de l'avoir signalé pour le tenir à l'écart. Bien au-dessus de ce sentiment indigne de l'homme nous placerons une autre affection qui n'a que le tort de ne pas se laisser mener assez loin. Je parle de cet amour, né d'une sympathie naturelle et raisonnable, qui ne s'enferme point, comme le premier, dans les horizons étroits de la chair et du sang, mais embrasse dans la personne qui en est l'objet les dons de l'esprit et du cœur, plus encore que les avantages physiques. Lorsqu'il s'est établi entre les époux, quel reproche avez-vous à lui faire ? Aucun, si ce n'est de rester purement humain et de ne pas tenir compte de sa vocation supérieure. Qu'il gravisce donc un degré de plus et qu'il suive l'impulsion divine. L'amour spirituel n'exclut pas le précédent ; il le suppose, au contraire, le perfectionne, lui restitue son véritable sens, le met en état de remplir sa destinée » ¹.

Oui, des époux doivent s'aimer et s'aimer en chrétiens, comme le Christ aime l'Eglise, comme l'Eglise aime le Christ, *sicut Christus diligit Ecclesiam*. Nul, dit S. Paul, ne hait sa propre chair, loin de là, il la nourrit et en prend soin. Or l'époux et l'épouse ne font qu'une seule chair, *et erunt duo in carne una*. Que dis-je ? ils ne font qu'un seul cœur ; et c'est surtout d'après le docteur angélique, dans cette union des âmes que consiste la forme du sacrement de mariage ². Aussi bien, l'amour qui règne entre les époux, le plus profond, le plus intime, le plus noble qui soit sur la terre, à condition toutefois d'être orné des qualités qui, d'après la volonté de Dieu, dans le principe de Jésus-Christ et dans la plénitude des temps, doivent lui servir d'aurole.

Les époux d'abord doivent s'aimer d'un amour chaste et plein de pudeur qui les maintienne, l'un à l'égard de l'autre, dans les bornes sacrées que

¹ Matignon, *la Paternité chrétienne*, chez Palmé, 4 vol. in-12.

² Forma matrimonii consistit in quadam conjunctione indivisibili animarum.

Dieu a prescrites à leur saint état. Qu'ils n'oublient pas les paroles que l'ange Raphaël adressait au jeune Tobie : « Le démon exerce son pouvoir sur ceux qui se marient, en chassant Dieu de leur cœur, et pour satisfaire les instincts grossiers des sens, comme le cheval et le mulet, lesquels sont dépourvus d'intelligence. Pour vous, quand vous aurez cette vertueuse femme, ne perdez jamais la crainte du Seigneur, mais conduisez-vous de manière à obtenir dans vos enfants les bénédictions promises aux enfants d'Israël » (Tob., vi, 17). — La dilection conjugale doit être en second lieu généreuse, s'interdisant scrupuleusement les injustes soupçons et les noires jalousies. Le ver s'attaque à la pomme la plus délicate et la plus mûre; ainsi, dit S. François, trop souvent la jalousie entame la dilection des époux, pour leur plus grand malheur, car la jalousie est dure, cruelle, impitoyable comme la mort; *dura sicut infernus æmulatio* (Eccl., xxiv, 8). — Et puis, tous les fils d'Adam ont leurs défauts, c'est l'humeur avec ses caprices, c'est le caractère avec ses inégalités et ses oppositions, c'est l'humaine nature avec ses faiblesses; il faut donc, surtout pour les époux qui doivent constamment mener une vie commune, une grande provision de douceur, d'indulgence et de patience, *charitas patiens est*. Chez quelques peuples de l'antiquité, il était d'usage que l'épouse, avant de quitter la maison paternelle, offrit à Junon une brebis à laquelle on enlevait le foie, aussitôt qu'elle avait été immolée, et cela afin de se rappeler qu'elle devait être sans fiel, c'est-à-dire d'un caractère doux et pacifique. L'époux a besoin d'avoir constamment présente à l'esprit et au cœur la même obligation. — En quatrième lieu, les époux doivent s'aimer d'un amour aussi fidèle qu'inviolable. Ils ne s'appartiennent plus à eux-mêmes, puisqu'ils se sont donnés mutuellement l'un à l'autre. C'est ce que signifie dans la cérémonie du mariage la tradition de l'anneau; et le catéchisme romain nous dit positivement qu'un des effets de la grâce produite par le sacrement de mariage est de fixer et d'arrêter l'amour mutuel et l'affection réciproque des époux et de les détourner de tout plaisir et de tout attachement étranger. L'adultère a toujours provoqué les plus terribles vengeances du Seigneur; mais il est plus coupable encore sous la loi de grâce, puisqu'il est la profanation sacrilège d'un sacrement. Aussi l'empereur Constantin avait-il décerné contre lui les mêmes peines que contre le parricide, c'est-à-dire que ceux qui s'en rendaient coupables étaient ou brûlés ou enfermés dans des sacs et jetés à la mer. — Mais l'amour est essentiellement actif, il faut qu'il se manifeste par les œuvres: voilà pourquoi les époux doivent se dévouer, se sacrifier l'un pour l'autre. — Enfin leur amour sera tout surnaturel, c'est-à-dire qu'ils doivent s'aimer en Dieu et pour Dieu. Ils doivent s'édifier mutuellement et travailler à se procurer l'un à l'autre la sainteté et le salut. Unis sur la

terre, seraient-ils donc séparés pour l'éternité? Si donc la femme est loin de Dieu, le mari ne négligera rien pour la ramener à lui; si c'est l'époux, au contraire, ce qui est plus fréquent, qui a oublié ses devoirs, l'épouse s'appliquera avec prudence, avec zèle, sans se décourager jamais, à la conversion de son mari, par ses bonnes paroles, par ses bons exemples, par ses bons offices, par sa douceur, son affabilité, ses prévenances, par ses ardentes prières. La femme fidèle, dit l'Esprit-Saint, convertit le mari infidèle: c'est ainsi que Ste Monique a converti son époux Patrice; c'est ainsi que Ste Clotilde a converti Clovis.

Je me résume: gouvernement doux et fort de la part du mari, soumission respectueuse et dévouée de la part de la femme; affection chaste, fidèle, confiante, surnaturelle entre l'époux et l'épouse: voilà ce qui rend les familles respectables et heureuses. Si vous êtes fidèles à vos obligations, époux chrétiens, voulez-vous savoir quelle sera votre récompense? Le Roi prophète va vous le dire: « Heureux tous ceux qui craignent le Seigneur et qui marchent dans ses voies. Vous mangerez le fruit des travaux de vos mains, vous serez heureux et tout vous réussira. Votre épouse sera dans l'intérieur de votre maison comme une vigne qui porte beaucoup de fruits. Vos enfants seront autour de votre table, comme de jeunes plants d'olivier pleins de vigueur. C'est ainsi que sera béni l'homme qui craint le Seigneur. Que le Seigneur vous bénisse de Sion, afin que vous contempniez les biens de Jérusalem tous les jours de votre vie, et que vous voyiez les enfants de vos enfants, et la paix en Israël! »



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Par le bref suivant, le Saint-Père accorde une *indulgence plénière* :

Aux pèlerins qui se rendent à Rome pour le Jubilé sacerdotal de Sa Sainteté.

A tous les fidèles qui accompagnent ces pèlerinages d'esprit et de cœur.

A tous ceux qui, de quelque manière que ce soit, donneront leurs concours pour l'heureuse issue de ces pèlerinages.

Les conditions pour gagner cette indulgence sont 1^o la récitation pendant une neuvaine du tiers du Rosaire, ou du chapelet, 2^o la confession et la communion, 3^o la visite d'une église ou d'un oratoire public avec prière aux intentions ordinaires.

L'indulgence peut se gagner plusieurs fois, savoir : 1^o le 1^{er} janvier, jour de la solennité du Jubilé, et 2^o le jour de fête qui suivra chaque neuvaine faite comme il est dit plus haut, pendant le temps des pèlerinages.

Le Saint-Père accorde de plus *trois cents jours* d'indulgence à ceux qui, contrits au moins de cœur célébreront ces neuvaines, chaque jour qu'ils en feront les exercices.

LEO PP. XIII

Universis Christifidelibus præsentis Litteras inspecturis salutem et Apostolicam Benedictionem. Quod primo adventantis anni die Deo favente Sa-

cerdotalis jubilæi nostri solemnitate celebrabimus, omnes ubique terrarum gentes et eujuscumque ordinis familiæ, quasi cor unum et anima una præ lætitia gestiunt, mirificisque modis in hac temporum difficultate Nobis in sublimi Beatissimi Petri Sede divinitus collocatis, solemnia suæ fidei, studii, obsequii, et gratulationis exhibent testimonia. Hæc quidem omnia accepta referimus Deo qui consolatur Nos in tribulatione Nostra, Eumque sine intermissione obsecramus, ut dominico gregi universo propitius benedicat, et optatam jamdiu pacem et concordiam concedat.

Nos exploratis hisce amoris et antiquæ pietatis significationibus permoti, precibusque ad id Nobis admotis obsecundantes, ut universi filii ex Parentis sui festivitate aliquod sibi parent ad æternam facilius potiundam beatitatem emolumentum, Ecclesiæ thesauros, quorum dispensationem Nobis credidit Deus, reserandos censuimus. Quare de Omnipotentis Dei misericordia, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum Ejus Auctoritate confisi omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus Romam occasione sacerdotalis jubilæi Nostri peregre advenientibus, ut suorum populorum nomine publice et palam pietatem et obsequium testentur, debitum supremæ Nobis a Deo traditæ auctoritati honorem et obedientiam præsent, nec non omnibus pariter utriusque sexus fidelibus qui supradictas ad Urbem peregrinationes mente et corde prosequantur, comitentur, itemque omnibus et singulis, qui suam quovis modo in piarum hujusmodi peregrinationum bonum felicemque exitum operam conferant, si novendialem supplicationem recitatione tertiæ partis SS. Rosarii ipsi sacerdotalis jubilæi Nostri diei, Kalendis nempe venturi Januarii, præmiserint, et si eandem supplicationem novendialem intra præstitutum piarum peregrinationum hujusmodi admissionibus tempus iteraverint, ac vere poenitentes et confessi ac Sancta Communione refecti, parochialem suam vel aliam quamlibet ecclesiam aut publicum oratorium visitaverint, ibique pro Christianorum Principum concordia, hæresum extirpatione, peccatorum conversione, ac S. Matris Ecclesiæ exaltatione *pias* ad Deum preces effuderint, tum ipsa memoratæ solemnitatis Nostræ die, tum die festo immediate subsequenti supplicationem novendialem pro cuiusque arbitrio intra præfixum tempus ut supra repetitam, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem in Domino concedimus. Universis præterea et singulis qui corde saltem contrito novendiales supplicationes ut supra celebraverint, quovis ex hisce die id præstiterint, trecentos dies de injunctis eis seu alias quomodolibet debitis poenitentiis in forma Ecclesiæ consueta relaxamus. Quas omnes, et singulas indulgentias, peccatorum remissiones, ac poenitentiæ relaxationes, etiam animabus in Purgatorio detentis applicari posse indulgemus, et hoc tantum anno concessas volumus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Volumus autem ut præsentium Litterarum

transumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur quæ adhiberetur ipsis præsentibus si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub Annulo Piscatoris, die 1 octobris MDCCCLXXXVII, Pontificatus Nostri anno X.

(L. † S.)

M. Card. LEDOCHOWSKI.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — En faisant les onctions sur un malade, est-ce le prêtre qui dit *Amen* après les mots *quidquid... deliquisti*, ou bien est-ce le servant qui doit répondre *Amen* ?

R. — Le mot *Amen* doit être prononcé par le prêtre qui administre. La raison en est que dans le cas présent ce mot n'est pas une réponse, mais appartient à la forme. Peu d'auteurs touchent cette question, mais notre solution n'en est pas moins certaine. M. l'abbé Bourbon dit très bien :

« C'est le prêtre lui-même qui dit *Amen* à la fin de la forme. »

Le Révérend James est plus explicite encore :

« On peut noter que le mot *Amen* n'est pas ici une réponse, mais appartient à la forme, et doit être dit par le prêtre lui-même. »

Q. — Merci à l'excellent *Ami du Clergé* de ses bonnes réponses du 14 juillet 1887.

D'autres questions encore :

1^o Le 4 juillet, dans les jours de l'octave des SS. apôtres Pierre et Paul, j'ai assisté, en paroisse voisine, à une inauguration solennelle de reliques de saints martyrs.

Messe chantée (du commun des SS. mart.) avec diacre, etc., *gloria* et *credo*. — Pourquoi ce *gloria* et ce *credo* ?

Puis, procession dans les rues, les maisons tendues et ornées de guirlandes... — Pourquoi encore ces tentures ? Je les croyais réservées au Saint-Sacrement !

2^o Selon la théologie, si je ne me trompe, Notre-Seigneur a repris, en ressuscitant, tout le sang que son divin corps avait perdu. « Le temps allait venir, dit là-dessus, le P. Faber (*Le Précieux-Sang*, 8^e édit., p. 810), où le corps devait reprendre le sang. »

Cependant l'importante revue, le *Messenger du Cœur de Jésus* (n^o de juillet 1887, p. 32...), établit l'authenticité « d'une insigne relique, la plus précieuse de toutes » assurément..., que Mantoue est heureuse de conserver, « une parcelle du sang divin issu du Cœur même de Jésus-Christ... Hic est vere sanguis lateris Christi. »

Il est vrai que le même P. Faber (p. 357) n'y voit qu'« une relique, soit d'un sang miraculeux, soit de ce qui a été jadis le Précieux-Sang. »

Là-dessus, s'il vous plaît, que croyez-vous savoir ?

R. — Ad I. On peut dire avec *Gloria* et *Credo* la messe des saints martyrs dont on a une relique insigne, dans les conditions suivantes :

1^o Si cette relique est vraiment insigne ; or, pour que la relique soit insigne, il faut que ce soit la tête, un bras, une jambe, ou bien la partie du

corps dans laquelle le martyr a souffert, pourvu que cette partie soit entière, non petite, et légitimement approuvée par l'Ordinaire.

« Insignes autem reliquias declaravit (Sacra Rituum Congregatio) esse caput, brachium, crus, aut illam partem corporis in qua passus est martyr, modo sit integra, et non parva, et legitime ab Ordinariis approbata. » (8 avril 1623.)

2^o Si cette relique est d'un saint inscrit au Martyrologe romain, car un décret du 11 août 1691 l'exige formellement; à moins d'un Indult spécial du Saint-Siège.

3^o Si cette relique est authentique, c'est-à-dire si elle appartient réellement au saint que l'on veut honorer.

Dès que ces trois conditions sont réunies, on peut dire la messe de ce saint avec *Gloria* et *Credo*.

Sous quel grade? Sous le grade double-mineur.

Dans quelle église et par qui? Dans la seule église où est conservée la relique insigne, et par ceux-là seuls qui sont attachés à cette église par l'autorité compétente.

En quel jour peut-on ainsi dire la messe en l'honneur d'une relique insigne? Dans le jour même de la fête du saint, c'est-à-dire, au jour même de sa mort ou de son martyre; à moins toutefois qu'un autre jour n'ait été assigné par un Décret du St-Siège, ou par la Sacrée Congrégation des Rites, ou par le Martyrologe romain lui-même.

Voyez si toutes ces conditions existaient.

Quant à la procession, elle est permise lorsqu'on transporte des reliques insignes. Et l'on peut y déployer une certaine pompe. Le Rituel romain exige que l'église et les rues par lesquelles on doit passer soient ornées le plus décentement possible :

« Ecclesia, et viæ, per quas transeundum est, quam fieri potest decentius ornentur. »

Vous voyez que les tentures elles-mêmes ne sont pas prohibées. Néanmoins il faut veiller à ce que la pompe ne soit pas aussi grande que dans les processions du T.-S. Sacrement. Les saints sont les serviteurs; Jésus-Christ est le Maître.

Ad II. Ce que nous croyons savoir sur ce point, c'est que la question est des plus difficiles à résoudre et que nous n'oserions nous prononcer pour aucune solution. Nous allons donner ce que nous fournissent nos connaissances théologiques, en reprenant, autant qu'il est nécessaire, les données générales sur l'union hypostatique.

Il est certain que le Verbe s'est uni immédiatement toute la nature humaine, l'âme et le corps. Si l'on voit quelquefois affirmé qu'il a pris le corps par l'intermédiaire de l'âme, cela s'entend dans le sens que, l'âme étant la forme substantielle du corps est la raison d'être de la vie et de l'existence même du corps qui n'existe, comme corps humain, que par l'âme. Mais la nature divine du Verbe est immédiatement unie au corps dans l'unité de personne, de telle sorte que, l'âme ayant été séparée du corps par la mort, le corps

n'en est pas moins demeuré uni hypostatiquement au Verbe.

Mais dans les éléments multiples dont se compose le corps, il en est qui sont plus essentiels, d'autres moins. L'union hypostatique est-elle immédiate avec tous ces éléments divers, ou seulement avec les plus essentiels? C'est un point qu'il est difficile de trancher avec une complète certitude.

Les éléments immédiatement unis au Verbe sont dans un flux perpétuel dans lequel ils perdent constamment quelque chose de ce qui les constituait auparavant et repèrent ce déchet par des acquisitions sans cesse répétées. L'union hypostatique s'étend-elle à toute cette masse changeante? Il en est qui le nient. Nous pensons au contraire que toute cette masse changeante, tant qu'elle a la forme d'éléments corporels vivants, est hypostatiquement unie au Verbe. Les éléments qui se dégagent dans le mouvement de la vie, perdent l'union hypostatique en même temps que leur nature d'éléments corporels, de la même manière que les espèces eucharistiques perdent la présence réelle du moment qu'elles sont substantiellement altérées. Les éléments nouveaux au contraire arrivent à l'union hypostatique en même temps qu'à l'état d'éléments corporels organiques.

Dans le triduum de la mort, la séparation de l'âme et du corps ne détruit pas l'union immédiate du Verbe et du corps. Mais qu'en était-il de tout le sang répandu au cours de la Passion et spécialement au moment du coup de lance? Le P. Faber, avec le commun des théologiens, pense que ce sang fut repris à la Résurrection et qu'en attendant il demeura hypostatiquement et immédiatement uni au Verbe.

Si Notre-Seigneur a ainsi repris tout le sang qui avait coulé de ses plaies augustes, il faut avouer que les précieuses reliques conservées çà et là proviennent d'autres sources, par exemple, de celui qui sortit miraculeusement, à Beryte, d'un crucifix percé par les Juifs, en si grande abondance que les églises en reçurent de notables quantités.

Mais il n'est pas interdit de supposer que, tout en reprenant la masse du sang répandu à la Passion, Notre-Seigneur en aurait laissé quelques parties, par exemple, celles qui adhéraient aux instruments de la Passion. Ces parcelles auraient conservé l'union hypostatique tant qu'elles auraient gardé la nature du sang; mais les agents naturels leur ayant enlevé cette nature, l'union hypostatique aurait cessé comme cesse la présence réelle lorsque l'altération des saintes espèces est substantielle. C'est par un travail analogue que le Précieux Sang, pendant la vie temporelle de Notre-Seigneur, perdait sans cesse quelque chose de lui-même et se renouvelait à l'aide de la nourriture.

Dans ce sentiment, il faut ne pas prendre avec une rigueur physique absolue le principe commu-

nément admis que Notre-Seigneur a repris tout le sang qu'il avait perdu.

Q. — 1^o Doit-on allumer des cierges pour la bénédiction de l'eau ?

2^o Pour la même bénédiction, suffit-il d'une seule pincée de sel, ou en faut-il trois, une pour chaque signe de croix ?

3^o Pour donner la bénédiction du St-Sacrement, doit-on, non seulement prendre l'ostensoir avec le voile, mais encore se couvrir l'extérieur des mains avec le même voile ?

R. — Ad I. On n'est pas obligé d'allumer des cierges pour la bénédiction de l'eau, car ni le Missel ni le Rituel ne le requièrent. Ils n'en font pas même mention. Les liturgistes n'en réclament pas non plus; et nous savons qu'à Rome on ne les allume pas.

Ad II. On peut se contenter d'une seule pincée de sel, car les livres liturgiques n'en exigent pas plusieurs; mais alors il faut avoir soin d'en conserver pour former les trois croix.

Vous paraissez croire qu'il faut tenir le sel à la main. C'est en effet la pratique la plus communément recommandée par les auteurs (nous pouvons citer en particulier Baruffaldi, Cavaliéri, Merati, Pavone, Falise, le R. P. Le Vavas seur, de Herdt, etc.). Néanmoins on ne violerait aucune rubrique en versant le sel avec le vase, attendu que les livres liturgiques ne prescrivent pas de se servir de la main; ils portent simplement :

« Hic ter mittat sal in aquam in modum crucis, dicendo semel etc. »

Ad III. Le prêtre qui prend l'ostensoir pour donner la bénédiction du T.-S. Sacrement, doit-il se couvrir l'extérieur des mains avec le voile ? Nous le croyons; voici pourquoi :

1^o Tel paraît être le sens du Cérémonial des Evêques :

« Cantabit (Episcopus) orationem *Deus qui nobis sub Sacramento* etc.; qua finita, accedat ad altare, et accepto tabernaculo seu ostensorio cum Sanctissimo Sacramento, illud ambabus *manibus velatis* elevatim tenens, vertens se ad populum, etc. » (Livre II, chapitre 33, n. 27.)

Le mot *velatis* semble indiquer que les mains de l'officiant sont entièrement couvertes du voile.

2^o L'Instruction Clémentine, qui trace les règles pour les *Quarante-Heures*, dit positivement que les mains du Célébrant sont couvertes par l'extrémité du voile huméral :

« quibus finitis (orationibus), genuflexus (Celebrans) induit velum humerale, et ascendendo solus ad altare, factis debitis reverentiis, *manibus coopertis*, ut dictum est, *extremitate veli humeralis*, accipit ostensorium, et cum eo benedictionem dat populo. » (Instructio Clementina pro Oratione XL Horarum, traduction latine.)

3^o Le Rituel romain n'est pas moins clair :

« Deinde diaconus oblongum ac decens velum circumponit scapulis sacerdotis, qui, parte veli ante pectus pendente, *utraq ue manu cooperta*,

ostensorium seu Tabernaculum a Diacono sibi porrectum reverenter suscipit in supremo altaris gradu. » (De Processione in festo Sanctissimi Corporis Christi.)

4^o Enfin, le *Memoriale Rituum* composé par Benoît XIII pour les petites églises, demande aussi que le prêtre qui, le Jeudi-Saint, porte au reposoir le calice de la sainte réserve, ait la main droite couverte par les deux extrémités du voile huméral :

« Deinde (Celebrans) accipit calicem sinistra per nodum, submittens eam velo, et dexteram ponit supra calicem, *supra quam* secundus clericus *extendit extremitates ambas veli humeralis*. » (Tit. IV, de feria V in Cœna Domini, chap. 2, § 2, n. 6.)

Ces citations nous dispensent de citer les témoignages des liturgistes, qui d'ailleurs ne sont pas tous aussi clairs que les livres liturgiques eux-mêmes.

Q. — Dans un compte-rendu de la dernière procession de la Fête-Dieu à Montmartre, on lit : « Il était touchant de voir les mères présenter les enfants, pour que le Célébrant bénît ces innocentes créatures en posant l'ostensoir sur leurs têtes. » Que pense de cette pratique l'*Ami du Clergé* ?

R. — La pratique dont vous parlez n'est pas nouvelle, et ne se voit pas seulement à Paris, mais en beaucoup d'autres localités. Assurément, elle est inspirée par de bons sentiments. Mais elle n'est pas liturgique, et par conséquent nous sommes persuadés qu'on ne peut pas l'approuver. Quelle est en effet la règle liturgique ? C'est que l'ostensoir, quand il contient la sainte hostie, ne peut être touché que par les prêtres et les diacres. Ainsi, c'est l'idée de respect, de vénération, qui inspire les règles de la liturgie dans cette circonstance. Observons ces règles.

Q. — Dans le même compte-rendu, on lit encore : « Il était édifiant de voir les fidèles présenter divers objets pour qu'un prêtre les approchât de l'ostensoir. » Cela encore est-il bien régulier ?

R. — Cette pratique nous paraît irrégulière aussi. Mais nous n'avons pas de preuves aussi solides pour la condamner. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'elle est ni prescrite ni mentionnée dans les divers livres liturgiques, et que les meilleurs auteurs n'en parlent pas. Nous n'oserions pas approuver une telle coutume, mais nous n'avons pas de raison suffisante pour la proscrire absolument.

Q. — 1^o Toutes les cérémonies de l'Eglise ont un sens, un enseignement. Quel est l'ouvrage qui l'indique ?

2^o Pourquoi doit-on mettre par trois fois de l'encens dans l'encensoir ?

3^o Pour les associés à la Confrérie de saint François, il y avait une absolution particulière. Est-elle supprimée ?

Il y a aussi une indulgence. Peut-on la donner en prévenant une fois pour toutes, du moment où elle s'accorde p. ex. à la fin de la messe ou après vêpres ?

4° Les Fonts baptismaux sont faits de telle façon, qu'il m'est impossible de verser en même temps l'huile des cathécumènes et le saint chrême. La bénédiction est-elle nulle ?

5° Dans les manuels de cérémonies il est fait mention de la droite et de la gauche : où les placer, du côté de l'Épître ou de l'Évangile ?

6° Aux messes quotidiennes de morts, combien doit-on dire d'oraisons ?

7° En règle générale, quand doit-on dire le *Gloria* et le *Credo* à la messe ?

8° Quelles sont les octaves privilégiées ? En quoi consistent les privilèges ?

9° En règle générale, quand doit-on dire le *Quicumque* et le *Te Deum* à l'office du Bréviaire ?

R. — Il n'y a pas d'auteurs absolument complets sur le symbolisme des cérémonies. Le plus considérable est incontestablement Durand, évêque de Mende au XIII^e siècle; mais malheureusement il donne trop souvent ses propres raisons au lieu des raisons données par les Saints Pères et par les écrivains ecclésiastiques.

Il y a en outre un très grand nombre d'auteurs qui ont donné plus ou moins les raisons mystiques des saints rites. Nous pouvons en citer plusieurs selon l'ordre alphabétique : Amalric, prêtre de Metz; saint Ambroise; Auber, chanoine de Poitiers; saint Augustin; Bacuès; Barbier de Montault; Beletus; Benoît XIV; saint Bernard; Beauvellet; le cardinal Bona; Bonal; Bonart; de la Boullerie; Bouvry; Carello de Schio; Catalani; Chiral; Mgr de Conny; l'abbé Coulin; saint Cyrille de Jérusalem; l'abbé David; Durand, curé de Gières; Duranti, président du parlement de Toulouse; Florus; Frénicle; Fulbert; Mgr Gaume; Gavantus; Giustinelli; saint Grégoire-le-Grand; de Herdt; Honorius d'Autun; Hugues de Saint-Victor; Ives de Chartres; le P. Lebrun; Marc, prêtre de la Mission; Marchetti; Micrologue; Moreau, curé à Paris; le R. P. Nampon; l'abbé Noël; l'abbé Pascal; Patroni; Périn; Dom Pitra; Romsée; Schneider; saint Thomas d'Aquin; Thomassin; Torsel; Venance Fortunat; Claude Villette, etc. Nous n'avons pas cité les titres des ouvrages où le symbolisme est plus ou moins touché, dans la crainte d'être trop long.

Ad II. Pour honorer la Très-Sainte Trinité.

Ad III. Les tertiaires de saint François peuvent recevoir aux jours marqués l'absolution générale avec indulgence plénière. Chacun en particulier peut la recevoir au confessionnal. Pour la donner en public aux réunions de tertiaires, il faut un pouvoir spécial.

En tous cas, on doit se servir de la formule rendue obligatoire par Léon XIII.

Ad IV. Non, la bénédiction n'est pas nulle. Mais nous ne pouvons comprendre pourquoi vous ne pouvez pas verser les deux saintes huiles en même même temps; et vous devez le faire.

Ad V. Depuis trois à quatre siècles la droite et la gauche d'une église sont déterminées; la droite et la gauche de l'église sont la droite et la gauche du crucifix qui est sur l'autel. La droite est donc

le côté de l'évangile, et la gauche le côté de l'épître.

Ad VI. Aux messes de morts chantées, on ne dit qu'une oraison. Aux messes basses célébrées dans les semidoubles et au-dessous on en dit au moins trois. On peut en dire cinq ou sept.

Ad VII. En général, on dit le *Gloria in excelsis*, 1° toutes les fois qu'on a dit le *Te Deum* à Matines (excepté le Jeudi-Saint et le Samedi-Saint); 2° aux messes votives solennelles (excepté si elles ont la couleur violette), et aux messes votives privées des anges; ainsi que de la sainte Vierge si l'on dit la messe le samedi, parce que le samedi lui est consacré.

Pour le *Credo*, on le dit dans les trois circonstances suivantes : 1° dans les fêtes mentionnées au *Credo*; 2° dans les fêtes des saints qui l'ont composé, ou qui ont puissamment contribué par leurs paroles et leurs écrits à l'expliquer, à le défendre, à le transmettre, à le propager; 3° dans les grandes solennités.

Il serait trop long de faire l'application de ces trois règles. Mais nous répondrions aux difficultés particulières qui nous seraient adressées à ce sujet.

Ad VIII. Les octaves privilégiées sont au nombre de cinq : celles de Pâques et de la Pentecôte qui sont les plus privilégiées; celle de l'Épiphanie, qui vient après les deux autres; enfin celles de Noël et de la Fête-Dieu, qui ont des privilèges particuliers, mais moindres que les trois premières octaves.

Il serait également trop long d'énumérer les privilèges propres à chacune de ces cinq octaves.

Ad IX. En règle générale, le *Quicumque* se dit tous les dimanches de l'année quand on fait l'office du dimanche (excepté les dimanches dans les octaves de Noël, de l'Épiphanie, de l'Ascension et de la Fête-Dieu, parce que ce sont les octaves de Notre-Seigneur; et les dimanches de Pâques et de la Pentecôte, parce que ce sont des dimanches festivaux). On le dit aussi les dimanches dans les autres octaves, ainsi que le dimanche de la sainte Trinité.

Q. — Donc, puisque l'autorité suprême a parlé, je ne puis pas, par une messe de binage, me délivrer de l'obligation qui me reste de dire une messe pour mes paroissiens, que je n'avais pas dite.

Je suis malade un dimanche; un prêtre voisin vient dire dans mon église une messe de binage pour aider mes paroissiens à entendre la messe; et il applique la messe à mes paroissiens pour agir à ma place; sans doute il peut ainsi diriger son intention, puisqu'au besoin il aurait pu la diriger pour une autre fin; mais, de mon côté, suis-je déchargé, par cette messe de binage, de mon obligation d'appliquer, en ce dimanche, la messe à mes paroissiens ? Il me semble bien que, vu la décision déjà parue, pour le cas où je binerais moi-même, un autre ne peut pas non plus, en binant, faire disparaître l'obligation dont il s'agit.

R. — Nous croyons qu'un curé peut appliquer une messe de binage dite dans une paroisse étrangère comme messe *pro populo* et éteindre ainsi l'obligation du curé de cette paroisse, sans pou-

voir toutefois toucher un honoraire. Il ne va, en effet, contre aucune défense de l'Eglise.

L'Eglise en autorisant la célébration d'une seconde messe ne veut pas que le célébrant en retire directement ou indirectement un avantage pécuniaire; mais quand cet avantage est écarté, elle laisse le célébrant libre de disposer pour soi ou pour d'autres des fruits de la messe. Il peut les appliquer à son intention personnelle ou en faire profiter d'autres personnes.

Le curé qui a omis une messe de paroisse ne peut pas y suppléer par une messe de binage, parce qu'il y aurait pour lui un bénéfice pécuniaire indirect.

Il n'en est pas de même de celui qui, en binant, applique pour un autre une messe de paroisse. Il n'y a aucun bénéfice pour lui, puisqu'il ne perçoit aucun honoraire, ni directement, ni indirectement. Son confrère profitera, il est vrai, de sa générosité; mais aucune loi ne lui défend de faire cette aumône, comme aucune loi ne l'y oblige. Et de fait, s'il ne voulait pas appliquer la messe *pro populo*, on ne pourrait l'y contraindre.

Q. — La coutume existe dans ce village de déposer, le Jeudi-Saint, au bas du sépulcre, un grand crucifix dont les fidèles vont baiser les pieds avec dévotion pendant toute la journée du Jeudi et les quelques heures qui s'écoulent le Vendredi avant l'office. Cette coutume est-elle légitime? Peut-elle être continuée?

R. — Cette dévotion est admirable en elle-même. Mais cela ne suffit pas; il faut aussi qu'elle soit faite selon l'ordre, conformément à la prescription du grand Apôtre: « Omnia autem honeste et secundum ordinem fiant. » (1^{re} aux Corinthiens, chap. XIV, v. 40.)

Or elle n'est pas selon cet ordre dans votre église. L'adorable Sauveur a établi la sainte Eucharistie la veille de sa mort. La liturgie romaine s'est conformée à cette disposition divine: le Jeudi-Saint, le culte de la sainte Eucharistie; le Vendredi-Saint, le culte de la Sainte-Croix.

Votre coutume n'est donc pas légitime, puisqu'elle n'est pas conforme à la pratique de l'Eglise, ni même à l'ordre naturel des choses.

Faut-il continuer votre usage? Nous ne le pensons pas, car il ne renferme évidemment pas les conditions d'une coutume louable. Mais comment le détruire?

La réponse ne peut être donnée que par le curé. Tout cela dépend des circonstances, particulièrement de l'influence du pasteur et de l'esprit de la population. Le curé peut donner les raisons suivantes, et d'autres encore selon les divers cas:

1^o Le divin Sauveur a établi l'ineffable sacrement de l'Eucharistie le Jeudi-Saint, et il est mort sur la croix le Vendredi-Saint; il importe donc que ces augustes mystères soient honorés les jours mêmes où ils se sont accomplis. La nature des choses le demande ainsi.

2^o La sainte Eglise le veut également, car les offices du Jeudi-Saint ont pour but principal de vénérer la très sainte Eucharistie, et ceux du Vendredi la mort de Jésus-Christ sur la croix.

3^o Toutes les paroisses de ce diocèse et de l'univers catholique se conforment à cet ordre; il faut donc nous associer à elles, afin que nous ne faisons avec toute l'Eglise qu'un seul cœur et qu'une seule âme, et qu'ainsi nous obtenions des grâces plus abondantes; car la prière faite en commun est beaucoup plus salutaire que la prière isolée.

Il est impossible que ces raisons, et d'autres encore, inspirées au pasteur par les circonstances de temps, de lieu, de personnes, ne touchent pas les paroissiens et ne les déterminent pas à modifier leur ancienne et blamable pratique.

Q. — Pouvait-on remettre au 5 novembre la mémoire des SS. Vital et Agricole qui ont le grade simple et qui tombent le 4?

R. — Non, à moins d'un Indult du Saint-Siège.

Q. — Saint Flour est le patron de notre diocèse, pouvait-on chanter ce jour-là une messe de *Requiem*, *présente corpore*. On ne fait absolument aucune solennité ce jour-là en l'honneur de notre patron?

R. — Nous avons déjà répondu à cette difficulté. En droit on devrait célébrer avec pompe la fête du patron le jour de l'incidence, et par conséquent on ne devrait pas célébrer de messe de *Requiem*, mais la messe du patron.

Mais si en fait, la fête patronale se célèbre sans la moindre solennité, même sans chant, absolument comme les jours ordinaires, ne pourrait-on pas chanter une messe de *Requiem*, *corpore présente*? La solution n'est plus aussi certaine. De là une grande divergence dans l'enseignement et surtout dans la pratique.

Nous répétons ce que nous avons déjà dit, à savoir qu'il serait bon de consulter la S. Congrégation des Rites sur ce point très pratique et très important.

Q. — 1^o L'évêque qui ordonne un sujet étranger à son diocèse, sans les dimissoires, ni l'excorporation de l'évêque du lieu d'origine du sujet, encoure-t-il une peine canonique?

2^o Quelle est cette peine canonique, ou censure?

3^o Une telle ordination, ou ce sujet est-il valablement ordonné?

4^o Dans le cas où elle serait invalide, comment la rendre valide?

R. — Ad I et II. La question semble devoir être comprise en ce sens, que le sujet ordonné, né hors du diocèse où il a été ordonné, a conservé ses droits dans son diocèse d'origine et n'appartenait à aucun autre diocèse au moment de son ordination.

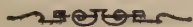
L'évêque qui ordonne un sujet étranger sans les lettres dimissoriales de son évêque encourt *ipso facto* la suspension de l'administration des ordres pendant une année.

Il encourrait la même suspension en ordonnant son propre sujet qui aurait séjourné assez longtemps dans un autre diocèse pour y contracter un empêchement canonique, s'il l'ordonnait sans lettres testimoniales de l'évêque du lieu.

Ces deux suspensions sont formulées au n° III des suspensions *latae sententiae* de la Constitution *Apostolicae Sedis*.

Ad III et IV. Cette ordination n'est pas invalide pour cela. Car la validité du sacrement est assurée dès que le prêtre qui ordonne est véritablement évêque et qu'il accomplit les rites essentiels de l'ordination.

Quoique valide, l'ordination pourrait ne conférer qu'un pouvoir lié dans son exercice si le sujet ordonné tombait sous une censure de suspension. Mais il n'en est rien dans le cas présent. Le prêtre ainsi ordonné n'encourt aucune suspension *latae sententiae*.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un de mes paroissiens mort, il y a quelques années, s'exprimait ainsi dans son testament :

« Je lègue à la commune de X... la maison que j'ai fait construire en cette commune pour une école de sœurs religieuses et une salle d'asile; toutes les dépendances de cette maison, le jardin, plus le linge et le mobilier de toute nature qui pourra m'appartenir dans cette maison lors de mon décès, plus une rente annuelle et perpétuelle en 3 0/10 sur l'Etat français de 600 francs, pour être appliquée au paiement d'une partie du traitement des sœurs. Ce legs est fait à la charge de conserver toujours à cette maison la même destination pour une école religieuse, et le titre de la rente sera inscrit au nom de la commune, avec mention de son application annuelle et de la révocation expresse d'après ma volonté, faute d'exécution de son application des dispositions ci-dessus. Ainsi, le legs de la dite maison et de la dite rente sera annulé à compter du jour où l'une ou l'autre des conditions ci-dessus cessera d'être exécutée, et sans aucune mise en demeure. »

Cependant je dois reconnaître que la maison léguée n'était pas due tout entière à la générosité du testateur; que plusieurs citoyens y avaient contribué par des dons considérables.

Or, il est advenu qu'un jour, les religieuses tenant l'école se sont retirées d'elles-mêmes au grand désappointement de toute la paroisse et même de la municipalité qui fit tout ses efforts pour les remplacer par d'autres religieuses. N'ayant pas réussi, l'école a été laïcisée. Les héritiers du testateur revendiquent la maison et la rente, objet du legs, pour inexécution des conditions testamentaires.

La commune de son côté prétend que le départ des religieuses ne lui est pas imputable; car non seulement elle n'a rien fait pour les faire partir, mais elle a, au contraire, tenté l'impossible pour en avoir d'autres.

Dans ces conditions, y a-t-il lieu à révoquer le legs? Ne peut-on pas dire que la commune s'est trouvée dans un cas de force majeure? Et, si la révocation a lieu, doit-elle s'étendre à la fois à la maison et à la rente?

R. — Cette même question nous a été posée en termes différents, il y a quelque temps déjà, et nous avons répondu comme nous répondons au-

jourd'hui, savoir : 1^o La maison n'étant pas la propriété absolue et exclusive du testateur, ses héritiers ne peuvent pas en revendiquer la restitution; 2^o Indubitablement, la rente doit leur être rendue, puisque la condition qui en avait provoqué la donation est essentielle et déterminante; 3^o Enfin, le fait du départ spontané des sœurs ne retranche rien au droit de l'héritier, car il ne peut, à aucun point de vue, constituer un cas de force majeure.

En place des arguments déjà fournis dans une autre circonstance, voici le jugement qui a été porté sur cette même affaire par le tribunal de Saint-Quentin, le 5 août 1885.

Le tribunal,

Attendu que la veuve Sébert, en sa qualité de légataire universelle du sieur Louis Vieville, décédé notaire à Paris, le 24 mai 1869, demande la révocation pour inexécution des charges;

Attendu que la veuve Sébert fonde sa demande en révocation sur ce que des institutrices laïques ont remplacé les religieuses dans l'école de Fluquières, au mépris de la volonté du sieur Vieville;

Attendu qu'aux termes du testament, l'esprit qui l'a dicté, et aussi et surtout le soin qu'a pris le testateur de sanctionner sa volonté par une stipulation expresse de révocation, ne peuvent laisser aucun doute sur l'intention qu'avait Vieville de faire du maintien des religieuses la condition essentielle et déterminante de sa libéralité;

Attendu que, la condition faisant défaut, la libéralité doit tomber en même temps;

Attendu qu'il est vrai que l'inexécution de la volonté du testateur n'a point été le fait du légataire;

Que ce sont les sœurs, installées à Fluquières depuis 1859, qui, le 20 septembre 1883, la veille de la rentrée des classes, ont elles-mêmes déserté leur école, sans motifs imputables à la municipalité;

Que les démarches de M. le maire, auprès des différentes communautés, que les efforts mêmes de M. le Curé se heurtèrent partout à des refus;

Qu'enfin, ce fut un arrêté préfectoral qui, en novembre, mit fin à une situation qui n'avait que trop duré, et qui rendait inapplicable la loi sur l'instruction obligatoire;

Qu'on peut donc dire que la condition imposée par le testateur est devenue impossible par un fait de force majeure;

Mais attendu que cette constatation ne saurait mettre obstacle à la révocation demandée, la jurisprudence décidant d'une façon constante que, lorsqu'une condition possible et licite est devenue ultérieurement impossible, même par force majeure, l'acte tout entier doit tomber, si la condition a été, comme dans l'espèce, la cause substantielle et déterminante de la libéralité;

Attendu qu'il y a donc lieu de déclarer révoqué le legs dont il s'agit;

Mais attendu, en fait, que cette révocation ne peut avoir d'effet qu'en ce qui concerne la rente de 600 francs affectée par le testateur au traitement des religieuses ;

Qu'il résulte, en effet, des débats et des documents produits, que la maison d'école et son mobilier, qui font aussi l'objet du legs dont s'agit, n'étaient point la propriété du testateur au moment de son décès ;

Qu'il a été établi que le sieur Vieffville avait, dès 1858, pris envers la commune l'engagement de contribuer pour 10,000 francs à la construction d'une maison d'école de filles, d'un asile, et d'entretenir les sœurs qui seraient appelées, à la seule condition que la commune s'engageât elle-même à voter pareille somme pour la construction d'une école de garçons et d'une mairie, et à parfaire le traitement des institutrices ;

Attendu que, le 10 décembre 1858, le conseil municipal, assisté des plus hauts imposés, acceptait cet engagement, et se conformait aux conditions stipulées en votant une somme de 10,000 fr. payable en dix ans, et applicable aux quatre contributions directes, en même temps que le conseil stipulait ou plutôt prenait acte de ce qu'il était également convenu que, pendant ces dix années, le sieur Vinchon contribuerait avec M. Vieffville à l'entretien des religieuses ;

Attendu que ces engagements réciproques formèrent ainsi un accord de volontés parfait, qui ne saurait être dénié aujourd'hui, puisqu'il a reçu une exécution complète ;

Que le but par tous poursuivi était évidemment de doter la commune d'un groupe scolaire ;

Que cet ensemble fut, en effet, édifié, tant avec les fonds de la commune qu'à l'aide des sommes envoyées par Vieffville et de celles également données par le sieur Vinchon ;

Que, d'autre part, les livres du sieur Vieffville portent la trace des envois d'argent que ce dernier fit régulièrement jusqu'en 1869 pour subvenir, comme cela avait été stipulé, à l'entretien des institutrices ;

Attendu qu'il résulte de là, d'une part, que, dès 1858, la commune avait des droits acquis sur les libéralités de Vieffville, qui s'était fait l'inspirateur et le principal bailleur de fonds de l'œuvre entreprise en commun ; d'autre part, que la maison d'école dont il s'agit constituait, avec les autres bâtiments élevés en même temps qu'elle, un tout indivisible qui a toujours appartenu à la commune et sur lequel le sieur Vieffville n'aurait pu, malgré ses bienfaits, prétendre un droit de propriété, pas plus que ne l'aurait pu faire le sieur Vinchon, donateur de plus de 5,000 francs, ou ceux des habitants qui ont contribué aux travaux par prestations ;

Que la conséquence en est que, sans droit sur la maison d'école de Fluquières, Vieffville ne pouvait en disposer par testament, et que cette maison, aussi bien que le mobilier dont elle a été

garnie, échappe ainsi à l'effet de la révocation demandée ;

Attendu qu'en vain la demanderesse essaierait-elle de soutenir que les libéralités faites par Vieffville, en 1858, auraient été, elles aussi, subordonnées à la condition expresse d'un enseignement religieux et seraient, par conséquent, également révocables ;

Attendu qu'aucun document n'établit que telle ait été à cette époque, la volonté dominante du donateur ; qu'au surplus, cela fût-il, la résiliation ne pourrait porter que sur les sommes d'argent données à la commune et ne saurait, en aucune façon, autoriser la revendication de la maison, qui fait seule l'objet du procès.

Par ces motifs,

Prononce la révocation pour inexécution des charges du legs de la rente de 600 fr. fait à la commune de Fluquières par le sieur Vieffville,

Condamne celle-ci à restituer à la demanderesse le titre de rente affecté au traitement des sœurs institutrices avec les arrérages depuis le 1^{er} janvier 1884,

Dit que la maison d'école, ses dépendances et le mobilier qui la garnit ne pouvait faire l'objet du legs,

Déboute, en conséquence, la demanderesse de ses conclusions en ce qui les concerne.

Q. — Un curé arrivant dans une paroisse trouve un ornement complet, chasuble, chape, dalmatique. La chape est usée par devant ; les dalmatiques ne servant jamais sont en bon état : que faire ? Arranger la chape, direz-vous. Mais l'étoffe n'est plus dans le commerce. Ce curé voyant que la chape lui est nécessaire, les dalmatiques peu utiles et que, d'ailleurs, il ne lui est pas possible de restaurer la chape autrement, juge à propos de défaire une des dalmatiques pour en employer l'étoffe à réparer la chape.

Il prend avis du trésorier seulement qui solde les frais de restauration, il y a plus de huit ans. La fabrique signe les comptes où ces frais sont portés sans connaître les détails.

Ce curé a-t-il agi légalement ou non ? Fallait-il une délibération du bureau des marguilliers ?

Peut-il être obligé en justice à la restitution de quelque chose pour préjudice causé sous un rapport à l'ensemble de l'ornement, comme l'exige aujourd'hui la fabrique ? Peut-il invoquer la prescription, ayant agi de bonne foi et pour le plus grand bien de la fabrique ?

R. — Au point de vue de la pure légalité, le curé dont il s'agit ne l'a pas observée en faisant l'opération en question en dehors du bureau des marguilliers chargés spécialement de cette besogne par le décret du 30 décembre 1809. L'article 27 les charge, en effet, de pourvoir aux achats et aux réparations des ornements et autres objets mobiliers de l'église et de la sacristie ; l'article 28, de faire tous les marchés pour ces objets ; l'article 41, de pourvoir sur le champ et par économie, c'est-à-dire, sans adjudication en payant eux-mêmes les ouvriers et les matériaux, aux réparations qui n'excéderaient pas 50 francs dans les paroisses au-dessous de mille âmes et 100 francs dans les paroisses d'une plus grande population,

non compris les sommes déjà allouées par le budget pour le service des cultes.

Il était d'autant plus légal et convenable de prendre l'avis des marguilliers qu'il s'agissait de détruire un autre ornement, en parfait état, la dalmatique.

Mais enfin, s'il y a eu irrégularité dans la manière de procéder, cette irrégularité a été réparée ultérieurement par l'approbation des comptes signée de tous les fabriciens. Avec cette approbation, il n'est nullement besoin d'invoquer la prescription. En supposant qu'il y eût une responsabilité, tout le conseil l'a assumée par sa signature : ce qui donne à sa réclamation d'aujourd'hui un caractère de taquinerie non moins ridicule que blessante. Des fabriciens de cet acabit ne se comprennent pas ; ils sont un vrai nonsens quand on songe à la nature et au but des conseils de fabrique.

Q. — Je recours à vos lumières pour m'éclairer sur les questions suivantes :

1^o Quels sont les droits du curé sur une chapelle domestique d'un établissement thermal, qu'il doit desservir pendant la saison des bains situé à une heure de sa paroisse ?

2^o Le directeur peut-il quêter pendant la cérémonie ? Peut-il garder le produit des quêtes pour parer aux frais d'entretien de la chapelle ?

3^o Le directeur peut-il s'opposer à ce que le curé quête pour les âmes du purgatoire ?

4^o Le curé est-il dans son droit et peut-il revendiquer en faveur de sa paroisse une partie de la quête faite par le directeur ?

R. — Ad I. Du moment qu'il s'agit d'une chapelle domestique, les droits du curé ne sont pas autres que ceux déterminés par l'évêque dans l'autorisation qu'il donne conjointement avec le gouvernement, d'après l'art. 44 de la loi de germinal an X. Généralement, les évêques placent ces chapelles sous la surveillance du curé soit qu'elles se trouvent dans des établissements, soit qu'elles appartiennent à des familles particulières.

Ad II. Tout ce qui regarde les quêtes est défini dans le décret du 12 septembre 1806 et dans celui du 30 décembre 1809. Des articles 1 et 2 du premier décret combinés avec l'article 75 du second, il résulte qu'à l'évêque appartient le droit de régler tout ce qui concerne les quêtes dans les églises de son diocèse, de permettre ou de commander celles qu'il juge utiles, et d'interdire celles qu'il ne croit pas devoir permettre. Par conséquent, le directeur de l'établissement thermal ne peut pas organiser des quêtes pendant les cérémonies qui ont lieu dans sa chapelle, à moins d'en avoir obtenu une permission expresse de l'évêque qui a autorisé cette chapelle. Il n'a même pas le droit d'y fixer un tronc ; et ce que nous disons d'un établissement laïque, nous devons le dire de toutes les chapelles de même ordre, qu'elles appartiennent ou non aux congrégations religieuses. Les bonnes sœurs ne manquent pas de fixer un petit tronc dans leur oratoire avec cette inscription : *pour la chapelle*. Sans une autori-

sation spéciale de l'évêque, cela ne leur est point permis. Or, nous doutons fort que l'évêque le permette au directeur d'un établissement thermal pour qui le fait même de l'existence de la chapelle est une source de lucre.

Ad III. Le directeur peut s'opposer à ce que le curé fasse une quête dans sa chapelle, à moins que cette quête ne soit commandée par l'évêque. Mais le curé peut se faire autoriser par l'évêque, et dans ce cas, le directeur ne peut s'y opposer sans manquer d'égards pour le chef du diocèse.

Ad IV. *Ex dictis*, il faut l'intervention de l'autorité ecclésiastique pour régler le fait de la quête et le partage de son produit s'il y a lieu. Il nous semble qu'en pareille occurrence, un directeur de maison, surtout quand il a son propre curé pour chapelain, a tout intérêt à ne pas léser la paroisse ; car si cela arrivait, il courrait le risque de se voir fermer la chapelle, et d'obliger ses clients malades à suivre les cérémonies du culte dans l'église paroissiale.

Q. — La fabrique de mon église réunie au complet m'autorise à placer vis à vis la stalle curiale, une stalle pour les prêtres étrangers. Mais pour cela il fallait supprimer la stalle qui existait auparavant et qui était louée à un particulier pour cinq années dont quatre d'écoulées.

Or, dans le cahier des charges il y a cette clause : « En cas de travaux, de réparations ou d'embellissement, la fabrique se réserve le droit de supprimer un banc ou une stalle à la condition de donner au locataire déplacé un banc ou une stalle aussi équivalente que possible. »

On a donc offert à l'adjudicataire la stalle suivante, n^o 2. Il n'en veut pas, prétendant avoir droit à la stalle n^o 1 encore un an, et il veut intenter un procès à la fabrique.

La fabrique répugnant à aller devant un tribunal a cherché à arranger la chose à l'amiable ; impossible. Le locataire déplacé a demandé au trésorier copie du procès-verbal de la location des bancs de l'église et il se propose de poursuivre l'affaire. Que *l'Ami du Clergé* justifie son titre en nous donnant un de ses conseils, comme il en sait donner ; il aura droit à notre reconnaissance.

R. — La fabrique doit se laisser attaquer et elle est absolument sûre de gagner le procès, en vertu du cahier des charges qui prévoyait le cas survenu.

Nous allons plus loin, et nous supposons que le cahier des charges se tait sur le point dont il s'agit. Nous disons que le curé, même sans le concours de la fabrique, en vertu de son droit de police, aurait pu faire seul ce qu'a décidé en cette circonstance tout le conseil. C'est le paragraphe troisième de l'art. 30 du décret de 1809 qui donne au curé la faculté d'apporter à la disposition des bancs et des chaises toutes les modifications qui lui paraîtraient nécessaires ou utiles dans l'intérêt de l'ordre ou de la convenance.

Suivant un arrêt de la cour de Cassation, en date du 22 avril 1868, il a été jugé : 1^o que l'on doit donner à ce paragraphe cette extension et que le curé peut, dans un intérêt d'ordre et de convenance, apporter à la disposition des bancs et

chaises les modifications qu'il juge à propos ; qu'il peut, en conséquence, non seulement prescrire la réduction, le déplacement et la suppression d'un banc, mais encore limiter le nombre de personnes admises à occuper un banc laissé intact ; 2^o que l'autorité ecclésiastique qui supprime une place dans un banc, nonobstant la concession ou location de cette place faite par la Fabrique à un paroissien, use du droit de police que la loi lui confère ; 3^o que la question de savoir si le curé a pu, en vertu de son droit de police intérieure, ordonner la suppression d'une place sur un des bancs de l'église, est du ressort de l'autorité administrative et non du ressort des tribunaux civils.

En reproduisant cet arrêt, le *Bulletin des lois civiles-ecclésiastiques* tire la conclusion suivante : c'est que la décision du curé, à l'égard de la fabrique et du concessionnaire ou locataire, constitue un cas de force majeure, qui, aux termes de l'art. 1722 du Code civil, opère de plein droit et sans indemnité la résiliation du bail.

Le cas échéant, les curés peuvent donc invoquer cet arrêt de la Cour de Cassation et les conclusions du *Bulletin des lois civiles-ecclésiastiques* ; mais, comme quelques auteurs n'admettent pas ces conclusions dans toute leur rigueur, il est bon de rapporter leurs critiques. Nous citerons celles du *Journal des Communes* (année 1868, p. 312).

« Sans doute, disent les rédacteurs de ce journal, le décret du 30 décembre 1809 subordonne les baux des bancs des églises au consentement de l'autorité ecclésiastique, et l'on doit reconnaître que, lorsque cette autorité a ordonné la suppression ou le déplacement d'un banc concédé, le pouvoir judiciaire doit respecter cette décision. Mais si la résiliation du contrat fait éprouver un dommage réel, si, par exemple, la concession avait été faite moyennant un capital payé, on ne peut pas admettre que la fabrique soit fondée à garder ce capital et reprendre la chose concédée. Il y a lieu, dans ce cas, de régler le préjudice que la mesure a produit, et les tribunaux ordinaires, tout en respectant la décision du pouvoir ecclésiastique sont juges de l'indemnité à accorder. »

Cette critique nous paraît juste, mais elle n'a teint pas le cas présent.

blanc bien plus facile à atteindre et qui ne s'enfonce pas très profondément sous le sol. C'est ce qu'a pensé M. Gagnaire, de Bergerac. Il a, à la suite d'essais, constaté qu'en enfouissant 8 à 10 grammes de sulfure de carbone par mètre carré, on parvient non-seulement à se débarrasser des vers blancs, mais encore des taupes et des courtillières. Il faut être prudent quant à la quantité de sulfure employée. D'après M. Gagnaire, une dose plus élevée serait nuisible à la végétation.

DESTRUCTION DE L'HERBE DANS LES COURS

Arracher l'herbe, — rainure par rainure, est une opération longue et fatigante. Elle peut être remplacée par un procédé plus rapide : la salaison de la terre. On sait que l'eau salée constitue un aide assez puissant pour détruire toute végétation. Par conséquent, pour brûler l'herbe au moyen de l'eau salée, on arrose le sol avec une solution salée très concentrée (1 litre de sel par 4 ou 5 mètres carrés). On renouvelle cette opération tous les ans, ou, si c'est nécessaire, deux fois l'an. Le succès de l'opération est subordonné à l'action des pluies, qui lavent les terres imprégnées de sel, et aux apports de poussière dans laquelle l'herbe peut encore germer et végéter.

MOYEN DE SE DÉBARRASSER RAPIDEMENT DU HOQUET

Le hoquet est un mouvement convulsif de l'estomac que chacun connaît pour en avoir éprouvé les effets désagréables. Plusieurs moyens sont employés pour le faire cesser ; ils réussissent plus ou moins. En voici un, très connu au Créusot et que nous tenons pour certain.

Il consiste à se serrer les poignets réciproquement à l'aide des deux mains en plaçant le pouce de l'une sur le poulx de l'autre, puis à s'abstenir ensuite de respirer aussi longtemps que cela est possible. Le moyen est infaillible et réussit du premier coup si l'on se fait serrer les poignets et le poulx par une autre personne. Cette dernière peut respirer bien que certaines gens prétendent que opéré et opérateur doivent retenir leur respiration en même temps.

COURRIER DE L'UTILE

DESTRUCTION DES VERS BLANCS, DES TAUPES ET DES COURTILLIÈRES

Les vers blancs s'attaquent aux racines des arbres, des arbustes, des légumes, qu'ils rongent impitoyablement. Ceux-ci jaunissent bientôt sans cause apparente, se dessèchent et meurent. On a pensé souvent que le sulfure de carbone qui tue le phylloxéra serait également mortel pour le ver

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 7 decembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALOYNI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICATION

POUR LA SOLENNITÉ DE NOËL : LES ANGES
A LA CRÈCHE

Evangelizo vobis gaudium magnum
quod erit omni populo.

(Luc., II, 10.)

Saint Antoine de Padoue, à l'exemple de saint François d'Assise, avait une très tendre dévotion au mystère de Noël. Un jour qu'il avait été reçu par un de ses amis, homme religieux, il s'était livré dans la chambre de l'hospitalité, comme dans sa cellule, à l'exercice de la prière. Son hôte, passant par hasard près de la porte de sa chambre, vit briller une clarté qui le surprit étrangement. Curieux de savoir ce que c'était, il s'approcha afin de découvrir la cause de ce phénomène. Mais quel ne fut pas son étonnement, lorsqu'il vit le saint homme, entouré d'une lumière céleste, à genoux, portant sur ses bras l'enfant Jésus qui lui prodiguait ses caresses et ses baisers ! O bonté de Dieu ! quelle splendide récompense ! Quelle ineffable réponse du Créateur à l'amour de sa créature ! Mon ambition, en cette fête toute parfumée des suaves douceurs de la miséricorde divine, serait de provoquer dans vos cœurs quelque chose des sentiments de dévotion qui animaient l'illustre fils de saint François d'Assise à l'endroit du cher Enfant de Bethléem. Jésus en retour ne manquera pas de venir à vous, je ne dis pas en personne, comme pour saint Antoine, mais spirituellement, par sa grâce, pour vous éclairer, vous consoler, vous encourager, vous rendre heureux. A cette fin je vous convie à la Crèche pour en contempler et en goûter les sublimes mystères. Ou plutôt non, si vous le voulez, faisons mieux. Ce seront les anges de Bethléem eux-mêmes qui vous appelleront et vous guideront au berceau de l'Enfant-Jésus. Ils vous expliqueront le caractère de la fête de Noël et vous inspireront les plus salutaires résolutions.

I

Saint Bernardin de Sienne dit que, à la naissance de la très sainte Vierge, les anges quittèrent en foule la demeure céleste pour venir saluer celle que les décrets éternels de l'adorable Trinité avaient désignée comme leur reine. A la naissance du Verbe incarné, il n'en faut pas douter, les esprits angéliques volèrent en plus grand nombre encore à la grotte de Bethléem. Ils étaient pressés d'accomplir l'ordre du Seigneur qui leur avait prescrit de venir présenter leurs hommages à son Fils revêtu de la livrée de notre mortalité, aussitôt qu'il ferait son apparition sur la terre : *Et cum iterum introducit primogenitum in orbem terræ, dixit : Et adorent eum omnes angeli ejus* (Heb., I, 6.). Ils avaient hâte de saluer dans l'anéantissement de leur être et la reconnaissance de leur cœur Celui qui avait été au commencement l'objet de leur épreuve et le prin-

cipe de leur sanctification. « Quels ne furent pas leurs étonnements, leurs respects, leur amour ! Plus ils voient leur grand Dieu abaissé, plus ils l'adorent ; et reconnaissent son infinie grandeur sous le voile de tant d'abaissement ; ils confessent qu'en comparaison de ses perfections leur lumière n'est que ténèbres, leur force que faiblesse, leurs vertus que défauts, ils proclament que tout le bien de nature, de grâce et de gloire qui est en eux vient de sa munificence ; c'est un bien dont ils lui sont redevables. Ils l'en remercient avec un cœur plein de gratitude, et déclarent qu'à lui seul appartient tout honneur et toute gloire, toute louange et toute bénédiction dans le temps et dans l'éternité ¹. »

Mais les anges ne sont pas seulement les princes de la Cour céleste et les premiers qui, par condition, doivent hommage au Roi des cieux fait homme ; ils sont encore les ministres du salut des hommes, et ce titre, loin de les abaisser, ajoute encore à leur gloire : *Omnes sunt administratorii spiritus in ministerium missi propter eos qui hæreditatem capient salutis* (Heb., I, 14.). Aussi bien, ne se bornent-ils pas à adorer pour eux-mêmes le Verbe incarné. Dociles à la voix du devoir et à l'impulsion de la charité, ils volent annoncer aux humains la grande nouvelle. Ils ne veulent pas être seuls à se réjouir, ils veulent faire partager leur bonheur.

Des bergers veillaient dans le voisinage, à une demi-lieue environ de Jérusalem. C'est à eux d'abord qu'ils vont faire connaître que l'événement suprême, annoncé au paradis terrestre, signalé d'âge en âge par les prophètes, attendu avec une anxiété pleine de désirs et d'amour est réalisé. Et s'il fallait expliquer le motif de leur préférence, fixée d'ailleurs par la volonté de Dieu, il faudrait dire qu'ils s'adressent aux bergers à cause de leur pauvreté et de leur humilité parfaitement conformes à celles du Fils de Dieu fait homme ; — parce qu'ils sont les images d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, ces anciens bergers à qui Dieu parlait avec tant de familiarité par l'entremise des esprits angéliques ; — parce que le Messie était fils de David le roi pasteur ; — parce qu'il devait se faire gloire d'être le pasteur du peuple choisi ; — parce qu'il devait être l'agneau immolé pour le salut du monde ².

Alors, au nom de tous, Gabriel, l'ange de l'Incarnation, Gabriel qui avait annoncé à Daniel la date précise de la venue du Rédempteur, Gabriel qui avait été envoyé à Zacharie pour la naissance du Précurseur, à Marie dans le jour unique de l'Annonciation, Gabriel, la force de Dieu, Gabriel l'un des anges les plus éminents du paradis ³,

¹ Hamon.

² Cornelius a Lapide, in *Lucam*, cap. II.

³ Verius est Michaellem esse primum inter Seraphinos, Gabrielem vero ei esse proximum et vicinum. Ad hoc quippe ministerium, ait S. Gregorius, hom. 34 in Evan., summum angelum venire dignum fuerat, qui summum omnium nuntiabat. (Cornelius a Lapide, in *Lucam*.)

se présente aux bergers, et les environnant d'une lumière extraordinaire, toute céleste, toute divine : « Ne craignez pas, leur dit-il, voilà que je vous apporte la bonne nouvelle d'une grande joie, pour vous et pour tout le peuple : *Ecce evangelizo vobis gaudium magnum quod erit omni populo.* »

Voilà bien le caractère de la fête de Noël : c'est un jour de bonheur, de joie, d'ineffable allégresse.

Ainsi l'ont compris tous les premiers adorateurs du Verbe incarné. Marie vient de concevoir en son chaste sein le Fils de Dieu fait homme, elle court, pleine de joie, à travers les montagnes pour aller porter à la maison d'Elisabeth les prémices de la rédemption. A la naissance du Sauveur, sans parler de Joseph, dont les sentiments sont inénarrables, les anges se réjouissent et font retentir le ciel et la terre de leurs joyeux cantiques. Les bergers viennent à la crèche et, dit le texte sacré, ils s'en retournent l'allégresse dans l'âme, la louange sur les lèvres. Les mages sont en chemin pour adorer le Messie nouveau-né, et, approchant de Bethléem, leur cœur éprouve d'incroyables tressaillements de bonheur : *Gavisi sunt gaudio magno valde.* Anne la prophétesse, en face de son Rédempteur, éclate en louanges et en bénédictions. Le vieillard Siméon est tellement enivré de félicité, quand il a porté dans ses bras Celui qui est la rançon de l'univers, qu'il chante son *Nunc dimittis!*

Noël c'est la fête du bonheur : ainsi l'a compris l'Eglise qui, en cette solennité, déploie toutes les splendeurs de son culte, chante ses hymnes les plus pompeuses, ses cantiques les plus triomphants, et excite à la joie le ciel et la terre : *Lætentur cœli et exultet terra ante faciem Domini quoniam venit!*

Noël c'est la fête du bonheur : ainsi l'a compris tout le peuple chrétien, qui a daté ses années de cet événement hors pair, qui met ce mystère au premier rang de ses mystères joyeux et qui invente les moyens les plus touchants pour exprimer sa joie. Bethléem, s'écrie un pieux auteur avec autant de vérité que de poésie¹, exerce son influence sur la surface du monde entier. Il fait entendre un doux murmure sur la vaste étendue des eaux, et les cœurs lui répondent à bord des navires. Il est partout dans les cités populeuses, où une perversité dégradante corrompt les retraites de la pauvreté abandonnée, et il s'y conserve aussi pur que le rayon de soleil qui descend des cieux. Il retentit au sommet des montagnes et au fond des vallées rarement foulées par les pieds du prêtre, et dans les humides profondeurs des mines où la mort est toujours si proche et les sacrements si éloignés. Il apporte le calme au cœur blessé du pauvre Pontife sur son trône de souffrance héroïque et de généreux sacrifice, et il berce et endort l'enfant malade, qui, bien qu'incapable de lire encore, voit cependant dans son

cœur la gracieuse image de Bethléem, qu'y ont gravée les premières paroles d'une mère. Bethléem répand la lumière tous les jours dans des milliers d'endroits ténébreux ; il prête des charmes à l'austérité, il sanctifie la bassesse, et il donne un caractère céleste aux affections qui sont le plus de cette terre. Et il est tout cela, il fait tout cela, parce qu'il y a en lui une source inépuisable de dévotion qui peut procurer à d'innombrables âmes humaines des ressources d'amour divin d'une variété sans fin, et toutes cependant revêtues des charmes les plus ravissants.

Ils avaient donc raison les anges de Bethléem de s'écrier en s'adressant aux bergers : « Je vous apporte la bonne nouvelle d'une grande joie : *Ecce evangelizo vobis gaudium magnum.* » Mais pourquoi faut-il se réjouir en cette solennité ? L'archange Gabriel va nous le dire en s'expliquant par trois paroles magnifiques.

II

I. Hélas ! qu'elle était triste la condition humaine après la chute originelle ! Impuissance absolue pour l'homme de réparer l'outrage fait à la Majesté de Dieu et d'apaiser sa colère ; impuissance de rouvrir les portes du ciel fermées par la prévarication ; impuissance de récupérer les trésors surnaturels si misérablement perdus ; au lieu du gouvernement paternel de Dieu, le joug despotique du démon ; au lieu du bonheur sur la terre, les souffrances, les maladies et la mort ; au lieu des pures lumières de la raison éclairée par la foi, les erreurs et les ténèbres ; au lieu de la paisible harmonie des facultés humaines dans l'amour et la pratique de la vertu, le déchainement des passions et l'entraînement au mal ! Il est vrai que Dieu dans sa bonté avait promis dès le principe un libérateur ; mais il ne devait venir que plus tard, pour que son entrée dans le monde fût préparée à l'avance et pour que l'homme sentit sa misère. Certes, il l'a sentie amèrement ! Quel chaos d'erreurs sur les questions les plus fondamentales ! Quels désordres furieux de la concupiscence ! L'idolâtrie comme une plaie hideuse dévore l'humanité ; le vice semblable à un fleuve sans digues, répand ses flots fangeux partout ! Ah ! par quels soupirs les justes appelaient le Désiré des nations ! Par quelles ardeentes supplications ils imploraient la venue du Dieu-Homme qui, par ses expiations et ses mérites, devait restaurer toutes choses ! « O cieux, s'écriaient-ils, répandez votre rosée ; ô terre, ouvre ton sein et donne-nous le Sauveur. O Sagesse éternelle, ô Adonai, ô Soleil de grâce et de gloire, ô Roi des natures, ô noble rejeton de David, ô Emmanuel, venez, ne tardez plus ! » Quel ineffable bonheur si on leur dit que ce Messie, si longtemps attendu, si impatiemment désiré, était enfin sur la terre pour briser leurs chaînes et leur apporter le salut !

Ce fut précisément la parole que l'ange adressa aux fortunés bergers de Bethléem, marquant à la

¹ Faber, *Bethléem*, I, p. 245.

fois la mission, la nature, la grandeur du Messie nouveau-né. « Réjouissez-vous, leur dit-il, car il vous est né aujourd'hui un Sauveur, le Christ, le Seigneur ! » Un Sauveur revêtu d'une nature humaine, car il vient de naître dans la cité de David ; un Sauveur qui vous instruira, vous purifiera, vous sanctifiera par son sacrifice et son gouvernement plein de sagesse, car c'est le Christ, l'oint, le prophète, le prêtre, le roi ; un Sauveur d'une dignité infinie, car il est le Seigneur, le maître du monde, il est Dieu ! *Annuntio vobis gaudium magnum.*

Mais la joie de la possession du souverain bien n'est pas exclusive aux bergers ; elle doit être partagée par tout le peuple, *quod erit omni populo*. Nous aussi, nous possédons l'Emmanuel. Jésus notre Dieu est avec nous tous les jours, jusqu'à la consommation des siècles dans la divine Eucharistie ! Il y est plein de grâce et de vérité, nous éclairant, nous sanctifiant, nous dirigeant, faisant l'office de Sauveur. Réjouissons-nous donc, nous aussi, de la plus triomphante allégresse : *Quod erit omni populo !*

II. Oui, posséder son Dieu est un grand bonheur, mais quel est le mortel qui dans sa misère et son infirmité osera approcher de l'infiniment pur, l'infiniment grand, l'infiniment redoutable ? Au paradis terrestre, Adam, à la voix de Dieu, se cache : il craignait ! Au pied du mont Sinaï, le peuple d'Israël s'écrie en s'adressant à Moïse : Parle-moi, toi, mais non le Seigneur : il craignait ! Chez les Juifs on était persuadé qu'on ne pouvait voir Dieu sans être écrasé par sa majesté. « Malheur à nous, disait le père de Samson, nous mourrons car nous avons vu Dieu ! *Morte moriemur, quia vidimus Deum* » (Jud., xiii, 22.) : ils craignaient ! Les bergers n'échappent pas à ce sentiment. En voyant l'éblouissante lumière qui environnait l'ange du Seigneur, ils furent saisis d'une crainte extrême, car « tout ce qui est divin, dit Bossuet, étonne d'abord la nature humaine pécheresse et bannie du ciel¹. » Aussi bien Gabriel se hâte-t-il de les rassurer et de leur dire une seconde parole qui est pour eux une nouvelle source d'une joie ineffablement délicieuse.

« Ne craignez point, *Nolite timere !* Voici le Messie, c'est votre Dieu à la vérité, mais il vient à vous sous la forme humaine. Bien plus, par amour pour vous, afin de mieux rassurer votre cœur, il veut vous apparaître sous la forme gracieuse d'un enfant, *invenietis infantem !* Quoi de plus gracieux qu'un enfant, *apparuit gratia Dei* (Tit., ii, 11.) ? Quoi de plus doux et de plus inoffensif, *apparuit benignitas et humanitas Salvatoris nostri Dei* ? Ce n'est pas assez, cet enfant ne sera pas environné de la pompe et de la majesté qui brillent au berceau des descendants des rois. Lui, le Roi du ciel et de la terre, pour mieux éloigner vos craintes et mieux étouffer vos terreurs, pour vous attirer à lui avec plus de con-

fiance, prendra la livrée de la pauvreté la plus dénuée, *pannis involutum et positum in præsepio !* Timides bergers, n'est-il pas vrai, encore une fois, que je vous apporte l'heureuse nouvelle d'une grande joie, *evangelizo vobis gaudium magnum ?* »

Des profondeurs du tabernacle, ô chrétiens, Notre-Seigneur vous redit la même parole : Ne craignez point, *Nolite timere !* Venez tous à moi, vous qui souffrez et n'en pouvez plus et je vous soulagerai ! *Nolite timere !* J'ai voilé les rayons de ma divinité, j'ai caché les grandeurs de mon humanité, j'ai voulu supprimer jusqu'aux apparences de la vie, *Nolite timere !* Venez avec confiance ! Chrétiens, n'est-il pas vrai que, nous aussi, comme les pasteurs de Bethléem, nous avons sujet de nous réjouir d'une grande joie, *Evangelizo vobis gaudium magnum quod erit omni populo !*

III. Mais il faut qu'il ne manque rien au bonheur des bergers. A Gabriel se joignent une multitude d'anges de l'armée céleste, ils font retentir les plaines de Bethléem d'un sublime cantique, dont les accents remplissent le ciel et la terre, c'est pour dire les magnifiques effets de la venue du Messie sur la terre, et ajouter ainsi à la joie des bergers : « Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. » Grâce au Messie, grâce à ses humiliations, à ses souffrances, lors de son entrée dans le monde et pendant toute sa vie, jusqu'à l'immolation sanglante du Calvaire, Dieu est glorifié à l'égal de ce qu'il mérite ; la paix, le don le plus précieux que le cœur puisse goûter, est acquise aux fils d'Adam, la paix avec Dieu par la rémission des péchés, la paix avec le prochain par l'esprit de charité, la paix de l'homme avec lui-même par le concours de tous ses desirs à vouloir ce que Dieu veut, la paix pour le temps et pour l'éternité ! De quel ineffable contentement ne durent pas être envahies les âmes pures, aimantes et craignant Dieu, comme celles des bergers, en apprenant d'une manière si solennelle que Dieu va être adoré en esprit et en vérité, que son saint nom sera béni et sanctifié par les hommes, qu'il régnera sur des sujets épris de sa beauté, acclamant tous ses droits, qu'ainsi sa volonté sera faite sur la terre comme au ciel ; que d'autre part le péché a perdu son empire, que tout homme de bonne volonté peut retrouver l'amitié du Seigneur, que le paradis est ouvert à qui veut y entrer, et l'enfer fermé à qui veut y échapper ! *Annuntio vobis gaudium magnum !*

Encore ici la joie nous est commune avec les bergers. L'Emmanuel qui veut bien vivre avec nous dans le Très Saint-Sacrement, y réalise la prophétie consolante des anges. Il glorifie Dieu et il nous procure une paix profonde, abondante et délicieuse. Par lui Dieu est honoré, par lui nos ennemis sont taillés en pièce, par lui nous sommes sanctifiés, par lui nous sommes sauvés. Disons-lui donc de tout cœur, surtout pendant l'adorable

¹ Bossuet, *Elévation sur les mystères*, viii^e élév.

sacrifice, où cette parole des anges nous est rappelée : « Nous vous louons, nous vous adorons, nous vous rendons grâces à cause de votre grande gloire ; nous aimons vos bienfaits et nous nous en réjouissons parce qu'ils vous glorifient ; nous aimons les biens que vous nous accordez parce votre bonté en est honorée, *Gaudium magnum quod erit omni populo!* »

Voilà la fête de Noël : qu'elle est belle et touchante ! Qu'elle est remplie des plus doux souvenirs et des plus salutaires leçons ! Qu'il est bien vrai que les cieux, en ce jour, ainsi que chante l'Eglise, distillent de toute part le miel le plus délicieux ! Que le grand et le petit enfant de Bethléem et de l'autel soit à jamais les délices de notre cœur ! Que le bon saint Joseph nous fasse part de sa consolation, et la divine mère, de son amour ! Et vous, anges saints, obtenez-nous d'entrer en communication de vos sentiments ! Que nos cœurs soient comme les vôtres ornés de pureté, de dévotion, de confiance et d'amour ! Qu'à votre exemple nous allions au Verbe incarné pour adorer ses humiliations infinies et ses infinies bontés, et y amenions les autres ! Que comme vous, nous chantions, maintenant et toujours, ses ineffables miséricordes ! *Amen!*



CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. de la Pénitencerie

La S. Pénitencerie trace aux évêques d'Italie les règles qu'ils auront à suivre en face de la loi qui entend supprimer le paiement des dîmes, lesquelles constituent ce que représente en France le traitement des curés et des évêques. Cette loi est nulle. Elle ne décharge aucunement les fidèles de l'obligation de payer les redevances ecclésiastiques. Des pouvoirs sont accordés pour cinq ans aux évêques afin que les fidèles puissent racheter leurs redevances.

On ne devra point absoudre ceux qui ne s'acquitteront pas envers l'Eglise. On tolère que les curés et autres reçoivent, mais à titre de pure indemnité, les compensations offertes par le gouvernement.

Illme ac Revme Domine.

Ut Cleri indemnitati et conscientiiis fidelium nuper per promulgationem et executionem legis civilis decimas abolentis in commune discernem adductis, quantum in præsens fieri potest, consularum, Sacra Pœnitentiaria, benigne sic annuente Sanctissimo Domino Nostro Leone XIII, sequentes regulas cum Episcopis aliisque in Italia locorum Ordinariis communicat.

1^o Imprimis Ordinarii, quibus id modis opportunum duxerint, fideles edoceant, jus percipiendi decimas Ecclesiæ a potestate civili auferri minime potuisse, ideoque fideles ad eas solvendas non secus atque antea omnino teneri, nec quemquam ab onere et obligatione hujusmodi liberari nisi per solam ecclesiasticam auctoritatem posse.

2^o Igitur quo facilius pateat fidelibus via suæ consulendi conscientiæ, seseque ab onere decimarum solvendarum in perpetuum liberandi, iidem

Ordinarii eos excitabunt, ut ad justam decimarum redemptionem, vel etiam, ubi casus ferat, ad æquum super illis compositionem admitti petant. Quem in finem Sacra Pœnitentiaria, de speciali et expressa apostolica auctoritate, necessarias et opportunas facultates omnibus in Italia locorum Ordinariis harum tenore litterarum tribuit, ad quinquennium dumtaxat valituras.

3^o Facta autem decimarum redemptione vel compositione, pretium earumdem prudenti Ordinarii judicio juxta peculiaria cujusque casus adjuncta determinandum, cum stet loco sortis decimarum, collocetur in tuto, honesto et fructifero investimento ; fructus vero applicentur beneficiis vel piis locis, quæ damnum passa fuerint.

4^o Qui decimas nec redemerint nec super illis ullo modo se composuerint, et *cathedrali aut quibuscumque aliis ecclesiis vel personis, quibus legitime debentur integre persolvere noluerint, non absolvantur nisi plena restitutione secuta* (Conc. Trid., sess. XXV, *De reform.*, c. XII), salvis tamen regulis a probatis auctoribus traditis circa illos qui inopia vel paupertate laborant.

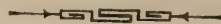
5^o Noverint insuper Ordinarii tolerari, ut vel ipsi vel parochi aliique quorum interest a gubernio petant compensationem pro damno sibi illato, ita tamen ut in hujusmodi petitione nihil contineatur, quod ad jus de decimis disponendi in laica potestate probandum trahi possit, et *expresse significetur compensationem peti titulo tantum legitime indemnitate.*

6^o Denique non omittent singuli ad S. Sedem referre, quanto damno decimarum suppressio suis diocesisibus fuerit.

Ex S. Pœnitentiaria die 2 septembris an. 1887.

R. Card. MONACO, P. M.

HYPP. CAN. PALOMBI, *Secr.*



CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Y a-t-il des moments où l'on ne puisse pas exposer le Très-Saint Sacrement ?

R. — Il y a deux expositions du Très-Saint Sacrement qui peuvent s'accomplir en tout temps ; ce sont celles des Quarante-Heures et de l'Adoration perpétuelle.

Pour les autres adorations, elles ne peuvent avoir lieu pendant la nuit, ni avant l'aurore. La S. Congrégation des Rites a porté des décrets sur ces points.

A Pesaro, on exposait le Très-Saint Sacrement les jours de fête dans les diverses églises ; mais cette exposition se faisait si peu de temps et d'une façon tellement irrégulière que la dévotion des fidèles en souffrait. L'évêque s'adressa à la S. Congrégation des Rites. Celle-ci chargea l'évêque de réprimer les abus et de prohiber expressément les bénédictions du Très-Saint Sacrement *pendant la nuit*. Voici la réponse :

« *Esse committendum (Rev. Episcopo), ut talem in posterum pro sua prudentia in expositione SSmi Sacramenti præscribat formam, ut omnibus prædictis abusibus prospiciatur, dummodo prædictas benedictiones de nocte fieri prohibeat.* » (Die 2 mensis Augusti 1692, n. 3284.)

On ne pourrait même pas faire cette exposition publique pendant la nuit de Noël, parce que cela serait contraire à la coutume des églises. Ainsi l'a décidé la S. Congrégation des Rites sur la demande du Maître des Cérémonies d'une cathédrale de Portugal :

« *Non probari, utpote extra communem Ecclesiarum consuetudinem.* » (17 septembre 1785, n. 4421, ad iv.)

On ne le peut pas non plus avant l'aurore. En 1864, Mgr Pinol, évêque de Nicaragua, avait interrogé la S. Sacrée Congrégation des Rites :

« *Utrum permittendus sit usus palam exponendi SSmum Sacramentum antequam illucescat aurora, et illud reponendi tempore nocturno, vel potius prohibendus; siquidem in hac re eadem videatur esse ratio propter quam Sacrorum Rituum Congregatio vetuit ne fidelibus tribueretur Sacra Communio ante diluculum?* »

La S. Congrégation répondit que cela n'était pas permis :

« *Ad primam partem generatim : Negative. Ad secundam : Provisum in prima.* » (27 septembre 1864, n. 5336, ad vi.)

Q. — Lorsque le Saint-Siège donne tel ou tel saint comme patron ou protecteur d'un établissement, par exemple, S. Jean-de-Dieu comme patron des hospices, s'ensuit-il que toutes les chapelles de ces maisons doivent avoir ce saint pour titulaire ?

R. — Non ; il s'ensuit seulement qu'elles l'ont pour patron de l'établissement. Par conséquent l'ancien titulaire de la chapelle reste toujours. Il y a une grande différence entre un titulaire de chapelle ou d'église, et un patron d'établissement ; nous avons déjà fait connaître ces distinctions.

Q. — Un prêtre ayant, le 14 juillet, un propre de son diocèse exigeant la couleur rouge, se trouvant à l'étranger, où l'on fait la S. Bonaventure, selon la règle, devra se conformer à la couleur pour la messe. De retour dans son diocèse, S. Bonaventure est transféré au 20 juillet. Quelle messe devra-t-il lire ? N'est-ce pas une anomalie de dire deux fois la même messe ?

R. — Non, ce n'est pas une anomalie. Il est bon qu'aux jours de fêtes il y ait uniformité dans les messes, au risque de célébrer deux fois la même messe. La sainte Eglise suit une règle analogue dans le saint office. Si l'on a anticipé un Office, on doit le répéter lorsqu'arrivera le vrai jour où il a été fixé dans le calendrier.

Q. — Je suis heureux de vous faire part d'une décision morale qui vient de m'être donnée par un prêtre savant et très distingué sous tous les rapports. C'est une question touchant la récitation du Bréviaire,

Il nous arrive quelquefois, par exemple la veille des grandes fêtes, que nous n'avons pas le temps de réciter

Matines et Laudes. Les confessions, les messes, les instructions absorbent toute notre matinée du jour de ces solennités, de sorte que trois fois depuis mon ordination je suis arrivé à quatre heures du soir, n'ayant pas encore eu le temps d'ouvrir mon bréviaire.

Suis-je tenu à reprendre mon office à Matines et Laudes dans ce cas, tout mon temps ayant été absorbé par les fonctions du saint ministère ?

— Non ; répond mon directeur. Dans ce cas, suivez la pratique usitée à Rome. « Commencez votre bréviaire par l'heure canonique qui correspond à l'heure de la journée où vous avez mis fin à vos occupations paroissiales. » Ne vous préoccupez pas de la partie omise ; il faut savoir quitter Dieu pour Dieu.

Je prie M. le canoniste de l'Ami du clergé de vouloir bien nous dire ce qu'il pense de cette décision.

Il est certain que dans la pratique elle soulage beaucoup la conscience, et tous les prêtres qui la suivront s'en trouveront très bien. Peut-on la conseiller en confession ?

R. — Il est incontestable que le saint Office, ou une partie du saint Office peuvent licitement être omis pour des occupations graves et pressantes ; et l'on peut ranger parmi ces occupations, 1^o les confessions qui ont lieu la veille d'une fête en vue de communier le jour de la fête, et 2^o les instructions qui sont nécessaires.

Si donc des occupations de ce genre vous ont absorbé toute la matinée, vous êtes dispensé de réciter dans la matinée les Heures qui doivent être récitées en ce moment-là, savoir, Matines, Laudes, Prime et Tierce. Mais si ces occupations vous permettent de réciter ces Heures dans la soirée, après les quatre heures dont vous parlez, vous êtes tenu de les réciter, parce que l'obligation de réciter le saint Office s'étend de minuit à minuit.

A Rome, nous n'avons jamais entendu d'autre enseignement, ni vu d'autre pratique. Gardons-nous à la fois du rigorisme et du laxisme, qui sont aussi nuisibles à la gloire de Dieu qu'au salut des âmes.

Qu'il nous soit permis ici de donner un conseil, c'est de réciter Matines et Laudes la veille, surtout lorsqu'on prévoit pour le lendemain de nombreuses confessions ou d'autres besognes absorbantes. Assurément nous ne voulons pas en faire une obligation, puisque le précepte de réciter Matines et Laudes ne commence pas la veille, mais seulement à partir de minuit. Ce n'est donc qu'un conseil que nous donnons ; mais ceux qui le suivront ne pourront qu'y gagner sous tous rapports.

Q. — Je vous serais reconnaissant de vouloir bien reprendre dans le plus prochain numéro de l'excellent Ami du clergé à la question ci-dessous :

Est-il permis à un chanoine titulaire de Carthage, dispensé de la résidence, de dire le Bréviaire de Carthage quoique remplissant le ministère paroissial comme curé-desservant dans un autre diocèse ?

R. — Le principe, c'est que les chanoines absents sont toujours tenus à réciter l'Office de leur propre église, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites le 12 novembre 1831, n. 4669, ad 50. Voilà le principe,

Mais dans le cas présent, vous n'êtes pas seule-

ment absent; vous êtes, en outre, curé d'une paroisse, ce qui complique votre cas. Or, voici ce que nous pensons. Habituellement vous devez vous conformer à l'Ordo du Chapitre de Carthage; mais dans les jours de fête, vous devez vous en écarter, au moins pour la messe paroissiale. Nous basons notre sentiment sur une réponse de la S. Congrégation des Rites pour un cas qui a une grande analogie avec le vôtre :

En 1846, le prêtre Pierre Reginaldo, maître des cérémonies d'une collégiale au diocèse de Tuy en Espagne, exposa que les religieux avaient été expulsés de leurs monastères dans toute l'Espagne, et que pour cela les évêques leur avaient confié des fonctions dans le saint ministère en qualité de curés ou de vicaires. Il demandait donc ce que devaient faire ces religieux relativement à l'Office et à la messe. Devaient-ils suivre l'Ordo du diocèse où ils étaient occupés, ou bien au contraire l'Ordo de leur monastère respectif.

La S. Congrégation répondit qu'ils devaient s'en tenir à l'Office de leur monastère; mais qu'aux jours de fête ils devaient célébrer la messe conformément à l'Ordo du diocèse :

« Teneri in casu ad Officium Ordinis; sed in diebus festis missam pro populo celebrandam ut in Calendario Diocesis » (23 mai 1846, n. 5050, ad 5.)

Nous présumons que vous devez agir de même pour la messe. Mais il serait utile de poser la question à la S. Congrégation, non-seulement pour la messe, mais encore pour les autres Offices publics de la paroisse.

NOTA. Nous supposons dans ce qui précède que les chanoines de Carthage sont principalement chanoines de Carthage et secondairement titulaires des bénéfices curiaux qu'ils ont conservés en vertu de l'Indult qui autorise ce cumul des deux bénéfices.

Mais il en serait autrement si, d'après l'Indult, ils ne devaient jouir à l'extérieur que des honneurs du canonat de Carthage.

Q. — 1^o Peut-on placer sur l'autel l'image du saint Enfant-Jésus le jour de Noël et pendant le temps de Noël ?

2^o Dans le cas affirmatif, doit-on l'encenser, quand et de combien de coups ?

R. — Ad I. Oui; car il est permis de placer sur l'autel des reliques et des images de saints, à plus forte raison peut-on y placer l'image du saint Enfant-Jésus. Du reste, cette solution va ressortir plus clairement encore de la réponse suivante.

Ad II. Oui encore, on doit l'encenser; on doit l'encenser après avoir encensé la croix; et on doit l'encenser de trois coups. Ces trois salutations sont certaines aujourd'hui: car la Sacrée Congrégation des Rites les a données en 1873.

Auparavant, elles étaient contestées. En effet, l'illustre Préfet des Cérémonies Apostoliques, Mgr Martinucci, ayant exposé cet enseignement dans son *Manuale sacrarum Cæremoniarum*

(Livre II, chapitre xiv, § 7), fut taxé d'erreur par quelques liturgistes. Il s'adressa alors à la Sacrée Congrégation des Rites, et demanda si la susdite image, exposée sur l'autel à l'endroit principal, devait être encensée après la croix, de trois coups absolument comme on le fait pour la croix.

« An sacra imago Divini Infantis, Nativitatis tempore, principe loco super altari exposita, sit post crucem thurificanda triplici ductu, eodem prorsus modo quo incensatur Crux cum imagine Crucifixi ? »

La Sacrée Congrégation répondit affirmativement, et ordonna que cette solution fût observée partout :

« Eadem Sacra Congregatio, audita relatione ab infrascripto Secretario facta, necnon voto R. D. Laurentii Salvati S. fidei Promotoris Coadjutoris, re mature accurateque perpensa, rescribendum censuit : Affirmative. Atque ita rescripsit et ubique locorum servari mandavit die 15 Februarii 1873 (n. 5533). »

Q. — 1^o Doit-on avoir le bonnet carré dans l'administration du baptême, et si on l'a, quand doit-on se couvrir et se découvrir ?

2^o Quelles sont précisément les règles de l'Eglise en ce qui concerne la grille du confessionnal. Les perforations peuvent-elles avoir trois centimètres ?

3^o Pendant que je célèbre la messe au maître-autel, on rapporte quelquefois le Saint-Sacrement au retour du viatique, dois-je m'arrêter pendant le canon, pour adorer le Saint-Sacrement, et que doit faire le prêtre qui rapporte le Saint-Sacrement, doit-il annoncer les indulgences, donner la bénédiction ?

R. — Ad I. Le bonnet carré ne fait pas partie du costume ecclésiastique. Mais si dans votre diocèse de X..., vous êtes légitimement autorisés à vous en servir en place de la barrette à trois cornes, vous devez suivre les règles fixées par l'usage de cette dernière.

Or, la barrette à trois cornes est-elle obligatoire ? Non, car le Rituel romain n'en fait même pas mention.

Mais peut-on s'en servir ? Cela n'est pas douteux, car la plupart des liturgistes en recommandent l'usage, au moins pour le baptême auquel on veut donner de la solennité, par exemple dans le cas d'une nombreuse assistance.

Alors, en quelles circonstances convient-il de s'en servir ? Nous pensons que le prêtre fera bien de suivre les règles tracées à l'évêque relativement à l'usage de la mitre quand c'est l'évêque qui baptise. D'après ce principe, voici le moment où il pourra se couvrir :

1^o Avant le baptême; en allant de la sacristie à l'autel, puis de l'autel au bas de l'église.

2^o Pendant; lorsqu'il adresse aux parrains et marraines des interrogations et des monitions.

3^o Après; en revenant des fonts à l'autel, et de l'autel à la sacristie.

Il devra se découvrir :

1^o Lorsqu'il s'adressera à Dieu pendant les oraisons.

2^o Lorsqu'il prononcera la forme du sacrement.

Ad II. L'Eglise n'a pas fixé de règle précise sur cette matière, sans doute pour laisser ce soin aux évêques. Mais il nous semble que ce point de la discipline ecclésiastique a été souvent négligé, car bon nombre de Rituels particuliers ne touchent même pas cette grave question.

Vous nous demandez si les perforations des grilles peuvent avoir trois centimètres. Il est difficile de répondre catégoriquement, parce que l'Eglise n'a pas fixé de mesure. Mais nous pouvons affirmer que celles que nous avons vues à Rome et en Italie sont loin d'avoir cette dimension. Au reste le moyen de communication établi dans ces pays entre le confesseur et le pénitent diffère notablement de celui qui est employé en France. Là, ce n'est pas une grille, mais une planche ou une plaque percée de trous tellement petits qu'il est impossible au pénitent de distinguer nettement le confesseur, et réciproquement. Saint Charles Borromée, dans ses *Act. Mediolan.*, exige que les trous n'aient que la dimension d'un pois chiche :

« ... cui fenestellæ a parte pœnitentis affigatur lamina ferrea plena foraminum; quæ singula instar ciceris minuta parvaque sint. »

Mgr l'évêque de Gand, dans ses Ordonnances synodales de 1875, veut que l'on suive la forme des confessionnaux romains. Quant à la dimension de chacun des trous, il la fixe à 16 millimètres. Vous le voyez, nous sommes loin des trois centimètres dont vous parlez. C'est aux évêques qu'il appartient de fixer ces règles, dont l'importance n'échappe à personne.

Ad III. Si un prêtre rapporte le saint Viatique à l'autel pendant qu'un autre prêtre dit la sainte messe et récite les prières du Canon, que doit faire ce célébrant ? Ce cas n'a jamais été résolu par la Sacrée Congrégation des Rites. Nous ne condamnerions pas le célébrant s'il continuait la récitation du Canon, sans faire même de genuflexion ; et cela à raison de l'importance et de l'union de ces prières. Il se contenterait seulement de se retirer un peu afin de laisser au prêtre qui rapporte le saint Viatique la facilité de le rentrer dans le tabernacle. Mais nous ne voudrions pas non plus condamner le célébrant qui s'agenouillerait un instant pendant qu'on rentrerait le Saint-Sacrement ; et nous pensons qu'il pourrait lui-même replacer le Saint-Sacrement. Ces deux méthodes nous paraissent convenables.

Mais doit-on annoncer les indulgences et donner la bénédiction ? Nous ne le pensons pas ; il ne convient aucunement de troubler le célébrant et les assistants dans un moment aussi grave. La Sacrée Congrégation des Rites a répondu dans ce sens pour le cas où un prêtre, le jeudi saint pendant l'adoration de la sainte *Réserve* par les fidèles, rapportait le saint Viatique sans donner la bénédiction ordinaire et sans annoncer les Indulgences. C'est d'après cette solution et d'après les principes généraux de la liturgie que nous donnons notre sentiment.

Q. — 1^o Il se présente un cas pressant pour lequel j'ai consulté et des livres et un supérieur franciscain. Les livres par leur silence, le supérieur par sa parole se sont déclarés incompétents. Il ne me reste donc que le cher *Ami du Clergé* pour avoir une réponse, et j'espère qu'il pourra me la donner sous peu, en faisant une exception à la règle qu'il s'est imposée, à cause des circonstances pressantes dans lesquelles nous nous trouvons.

Il s'agit d'une petite chapelle domestique de château, dont la bénédiction doit avoir lieu incessamment. Le peintre qui l'a décorée avec un goût exquis, a cru devoir fixer à leur place les croix de bois du *Via Crucis* avant de peindre et d'orner les murailles, persuadé que l'érection du chemin de la Croix et la bénédiction des croix pouvaient se faire de l'autel.

Mais voici que M. le curé de la paroisse prétend que les croix doivent se bénir à l'autel et puis être placées l'une après l'autre à leur place respective en même temps que se fera l'exercice du chemin de la Croix, le jour de la bénédiction de l'oratoire.

Si on enlève les croix de bois, on va détériorer les peintures et entraîner une nouvelle dépense,

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si l'on peut bénir et ériger le chemin de la Croix sans enlever ce qui a été déjà fixé au mur.

2^o Par occasion, je vous pose une seconde question de moindre importance.

Pourquoi les rubriques disent-elles *infra octavam* et non pas *intra*, puisque *infra* signifie *au-dessous*, *après*, et que *intra* signifie *dans*, *pendant* ?

Personne n'a pu me donner cette explication.

R. — Ad I. Les livres se taisant, les supérieurs ne parlant pas, si l'*Ami du Clergé* ouvre la bouche, il aura bien l'air de prendre sa décision sous sa calotte. Que vaudra-t-elle ? Heureusement il trouvera pour le cas quelques lumières dans les décrets de la S. C. des Indulgences.

Les croix étant placées à l'avance, une double difficulté se présente : 1^o Les croix ne pourront être bénies à l'autel ; 2^o Elles ne pourront être placées dans la cérémonie même. Ce sont les seules difficultés que soulève la fixation des croix aux murs avant la cérémonie.

Or, ni l'une ni l'autre ne sont suffisantes pour empêcher la bénédiction et l'érection.

Pour qu'une bénédiction soit valide, il faut et il suffit que la chose soit présente et que l'officiant accomplisse sur elle les rites de la bénédiction même. Or, les croix fixées aux murs sont présentes pour le prêtre qui les bénit, étant donnée surtout l'exiguïté du local. Le prêtre peut réciter sur elles les prières de la bénédiction ; il peut les asperger, les encenser, dût-il les aborder une à une. On peut donc les bénir valablement quoique placées. Ainsi s'évanouit la première difficulté.

Il n'est pas nécessaire que les croix soient mises à leur place dans la cérémonie elle-même, ni par l'officiant, ni sous ses yeux ; elles peuvent être placées par qui que ce soit. Ainsi le décident les décrets du 22 août 1842 et du 20 mars 1846. Conséquemment la seconde difficulté s'évanouit plus authentiquement encore que la première. Comme c'est la principale, il faut conclure que l'érection peut avoir lieu.

Contre notre première réponse, on peut objecter un décret du 31 janvier 1848 rendu en réponse à une question de l'évêque de Nancy demandant si

l'on pouvait faire l'érection et la bénédiction du Chemin de la Croix de cette manière : les croix seraient placées avant la cérémonie et le prêtre les bénirait depuis l'autel et les encenserait une à une. La S. C. répondit : *Servandum in omnibus consuetudinem.*

Mais nous ferons remarquer : 1^o Qu'il s'agissait d'adopter à priori et sans raison grave une nouvelle forme de bénédiction, ce que repousse la S. Congrégation ; 2^o Que la S. Congrégation ne résout pas la question de validité de la bénédiction ainsi faite. Elle se contente de dire de ne pas la faire ainsi. Dans le cas présent, il y a chose faite et impossibilité morale de détacher les croix pour les bénir. On ne fait ainsi la cérémonie que par nécessité subséquente. Et les croix sont suffisamment présentes ainsi que nous l'avons dit.

Toutefois on peut n'être pas convaincu par la raison que nous donnons sur le premier point. Le moyen le plus sûr de ne pas faire naître de scrupules serait de se résigner à la dépense et à l'inconvénient artistique plus considérable de desceller les croix pour les bénir.

Ad II. L'expression vraiment latine est bien *infra*. Le mot *octava* signifie, premièrement et à son sens propre, le huitième jour. *Infra* signifie proprement, non pas au-dessous, mais en-deçà. *Infra octavam* signifie donc proprement : en-deçà du huitième jour ; et cette expression convient parfaitement pour désigner les jours compris dans l'octave avant le huitième qui est *octava*, mais non *infra octavam*.

Si *octava* conservait son sens primitif, *intra octavam* (sous-entendu *diem*) signifierait : au cours du huitième jour ; mais non dans le cours de l'octave, ou l'un des jours de l'octave. Pour exprimer cette idée, il faudrait dire : *Intra octo dies*, ou : *Intra octiduum*.

Mais de l'adjectif *octava*, on a fait le substantif *octava* dont l'équivalent français est *octave*, l'un et l'autre désignant la période des huit jours. Avec *octava* pris substantivement dans ce sens, *intra* a bien le sens voulu : *Intra octavam*, au cours de l'octave, pendant l'octave.

Q. — Il s'est élevé un différend sur la prononciation d'un vocatif que des latinistes devraient connaître. Mais il paraît que les principes n'ont pas été les mêmes pour tous.

Il s'agit de savoir comment on doit prononcer le vocatif d'*Horatius*, *Chromatius*, *Herbati* etc., et de tous les noms analogues. Faut-il faire dur ou doux le *t* à ce cas ? Les raisons.

Vous me répondrez : que nous n'avons qu'à consulter la première grammaire latine venue. Les grammairistes élémentaires qu'on met entre les mains des élèves n'en disent généralement rien. On ne veut d'ailleurs s'en rapporter qu'à votre science qui vous fait donner avec tant de précision et de sûreté la solution des difficultés qui vous sont soumises.

La question n'est pas sans importance et sera utile, j'en suis sûr, à plus d'un confrère. Vous comprenez le déplorable effet produit par des prêtres prononçant d'une façon ridicule l'invocation des saints, dont les noms appartiennent à cette catégorie.

R. — Nous ne pouvons nous rendre compte de la manière de prononcer les divers cas des noms en *tius* qu'en nous reportant à la prononciation ancienne. Or cette prononciation ancienne n'est plus en usage chez nous. Elle n'est pas non plus intacte chez les Italiens où cependant l'ancienne prononciation a laissé le plus de traces. Le latin était la langue du pays. La langue nouvelle, dérivée du latin, en a conservé la prononciation usuelle, déformée par l'usage vulgaire, mais moins déformée qu'elle ne l'a été dans la formation des autres langues dérivées du latin.

Il nous faut, à l'aide des indices fournis par les langues modernes, et surtout de l'italien, remonter à la prononciation ancienne.

Pour le point qui nous occupe, nous voyons que le *t* du latin est rendu en italien par un *z* : *Horatius*, *Horazio*. Ce *z* se prononce autrement que le *z* français. Il s'y mélange, pour le *z* doux, un son de *d*, comme s'il y avait *dz* : la *nazione*, prononcez la *nadzione* ; pour le *z* dur un son de *t* assez fortement accentué : la *piazza*, prononcez la *piatsa*.

Les mots latins qui répondent à ces deux expressions italiennes nous offrent les deux prononciations du *t* : celle du *t* doux, *natio* ; celle du *t* dur, *platea*.

Si nous rapprochons le latin de l'italien nous serons amenés à reconnaître que, dans *natio* le *t* n'avait pas le son de l'*s* dur que nous avons coutume de lui donner, mais celui qui résulterait du mélange du *d* et du *z* ou encore celui du *t* et de l'*s* doux. De même, nous comprendrons que dans *platea* le *t* n'avait pas ce son dur et sec qu'il a dans le français et que nous avons coutume de lui donner en latin.

De ces observations il résulte que le *t* ancien, soit doux, soit dur, n'était ni si doux que notre *t* doux, ni si dur que notre *t* dur ; qu'il s'y mêlait un sifflement que nous avons conservé seul dans notre *t* doux, mais que nous avons totalement éliminé de notre *t* dur.

De là cette différence si considérable qui ne nous permet plus de faire le rapprochement entre *t* dur et *t* doux et qui rend pour nous si différent l'un de l'autre les cas d'un même nom : *Horatius* et *Horati*, que nous prononçons *Horacius* et *Horati*.

Mais en les prononçant conformément aux données fournies par la comparaison de l'italien et du latin, la différence est beaucoup moins considérable et les deux cas retrouvent leurs traits de famille : *facies non omnibus una, nec diversa tamen*. Voici en effet ce qu'ils deviennent : *Horadzius* ou *Horatsius* avec *s* doux, et *Horatsi* avec *s* dur à peine sensible.

Tant que nous demeurerons français pour la prononciation du latin nous devons nous résigner à cette anomalie de décliner : *Nom. Horacius, voc. Horati*.

Q. — Un professeur de séminaire peut-il, pendant les vacances, confesser un élève qu'il accompagne *hors du diocèse* ?

R. — Pour confesser hors du diocèse un de ses pénitents, il faut avoir sur lui charge d'âmes, *curam animarum*. Or, le professeur n'a pas charge d'âmes. Le supérieur même ne l'a pas. Il n'y a que l'évêque et le curé qui aient charge d'âmes et puissent confesser leurs fidèles hors du diocèse.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Une simple question : Un protestant est venu établir sa résidence dans une paroisse. Il appartient à une secte qui professe qu'on peut se sauver dans toutes les Eglises, et que, par conséquent, on peut suivre, au moins quant à la fréquentation du temple, les rites de toutes les religions quand on ne peut faire autrement. Il prétend se trouver dans le cas. Il est seul de sa religion dans une paroisse ; ce qui veut dire qu'il n'a à sa disposition ni temple spécial, ni cérémonies, ni ministres. Mais, fort de ses principes, il pense pouvoir fréquenter l'église catholique tout en demeurant protestant. Bien plus, il prétend qu'il a droit de posséder, comme tout le monde, une place avec chaise ou banc ; et il est venu m'en demander une, s'offrant à payer comme tout le monde, et même au besoin plus que tout le monde. Est-ce que nous pouvons ainsi concéder une place à un dissident ? Que faire ?

R. — Non, cela est défendu. C'est un principe admis par tous nos légistes. De même que les autorisés n'ont droit à une place réservée dans l'église qu'autant qu'ils sont catholiques ; de même on ne doit y louer aucune place aux dissidents. Cela ne veut pas dire qu'il faut exclure les dissidents de nos temples et leur refuser une chaise quand ils témoignent le désir de l'avoir. Nous estimerions très imprudent de la part d'un curé d'expulser un protestant de nos églises, sous prétexte qu'il est protestant. Mais autre chose est d'admettre un dissident comme adjudicataire dans une adjudication de bancs et de chaises ; autre chose, l'admission d'un dissident à une cérémonie publique. Dans le premier cas, l'adjudication est une affaire publique destinée aux seuls catholiques et excluant, par voie de conséquence, ceux qui ne le sont pas. Dans le second cas, c'est une affaire privée, ne concernant que les particuliers auxquels on ne peut pas demander un certificat de catholicité, pour les admettre à une cérémonie, si d'ailleurs ils s'y comportent convenablement.

La raison de notre manière de voir est toute simple. Si les dissidents pouvaient être adjudicataires, rien ne pourrait les empêcher de devenir un jour, s'ils le voulaient, locataires de toute l'église, ce qui serait le renversement de l'ordre public ; tandis que leur admission à titre passager d'une place quelconque libre, ne peut, en aucune façon, troubler ce même ordre.

Lors donc qu'il se présente une circonstance comme celle dont il est ici question, le curé ne peut admettre le protestant comme adjudicataire, ni lui louer une chaise à l'année. Il doit se con-

tenter de lui céder une chaise pour la cérémonie à laquelle il doit assister, et de lui demander la rétribution portée au budget chaque fois qu'il désire intervenir dans une des fonctions sacrées de son église.

Q. — Pour la validité légale d'une location de bancs et de chaises dans une église, l'intervention du notaire est-elle requise ?

R. — Cette intervention n'est requise ni par le décret du 30 décembre 1809, ni par aucun des autres règlements anciens ou nouveaux touchant les fabriques ; elle n'est donc pas nécessaire.

« La location, dit M. Campion, est valablement constatée par le procès-verbal d'adjudication qu'a dressé le bureau des marguilliers, que l'adjudicataire ait ou n'ait pas signé cet acte. Toutefois, nous reconnaissons avec Mgr Affre que l'assistance d'un notaire présenterait souvent l'avantage d'une plus grande régularité, les marguilliers n'étant pas toujours bien au courant des formalités prescrites par les règlements » (*p. 50, 2^e édit.*)

Dieulin s'exprime ainsi sur ce point : « Il n'est pas nécessaire de passer devant notaire le bail de la location des bancs. D'abord le décret de 1809 ni aucune autre disposition de nos lois ne parlent de l'intervention d'un notaire dans les actes de concession de bancs ; ensuite, sa présence n'ajouterait rien à la force de l'engagement entre la fabrique et les locataires, et multiplierait en vain les frais du bail ; de plus, les marguilliers, en louant les bancs, agissent dans l'exercice et en vertu des attributions qui leur sont conférées par la loi ; ils ont donc qualité suffisante pour que leurs procès-verbaux fassent preuve, surtout si les adjudicataires savent signer, puisque leur signature constate irrévocablement leur consentement. Il suffit donc d'un simple procès-verbal de location de banc faite par les marguilliers sans l'intervention d'un notaire.

« Mais toute concession ou adjudication faite par le curé seul serait illégale et ne pourrait être reconnue » (*Décision minist. du 13 mars 1819.*)

Q. — 1^o La paroisse de B., dont je suis curé, est une section de la commune de X. Dernièrement, le conseil de fabrique de ma paroisse a pris une délibération pour demander la construction d'un nouveau cimetière ou la réparation des murs de clôture de l'ancien. Cette délibération, appuyée des signatures de tous les électeurs de la section, a été transmise au conseil municipal par l'intermédiaire de la sous-préfecture. Le conseil municipal, tout en reconnaissant l'urgence d'un nouveau cimetière, ne prend aucune délibération pour en construire un nouveau, et il répond par le silence. Y aurait-il quelque moyen de le forcer à répondre oui ou non ? Nous ne pouvons supporter le cimetière tel qu'il est ; car bientôt on apercevra les ossements des morts ?

2^o Sur ma demande, le conseil municipal a accordé gratuitement quelques arbres de la forêt ; je les ai fait scier en planches pour faire réparer une chapelle publique. Aujourd'hui que les réparations sont terminées, je pensais vendre les planches qui me restaient, afin de m'indemniser des avances que j'avais faites pour les

travaux. Mais voici que M. le maire, sans rien me dire, s'empare de ces planches, sous prétexte qu'elles avaient été données pour la chapelle; il prétend que je n'ai pas le droit de les vendre.

Le maire n'a-t-il pas outrepassé ses droits? Que devrais-je faire pour l'obliger à restituer ces planches?

R. — Ad Im. Depuis que par la nouvelle loi municipale les cimetières ont été complètement laïcisés, la municipalité et particulièrement le maire ont exclusivement autorité sur les cimetières; ils en ont toutes les charges comme tous les revenus. Les conseils de fabrique n'ont absolument rien à y voir directement. Ils ne peuvent procéder que, comme ils ont fait, par voie de pétition; là s'arrête leur pouvoir.

C'est le Sous-Préfet qui peut en référer au Préfet, et celui-ci peut, d'office, ordonner un travail déclaré et reconnu urgent.

Il reste aux électeurs de la section un moyen intermittent, mais qui ne manque pas de force, c'est le bulletin de vote au jour des élections. Ce jour-là ils peuvent dicter des conditions aux candidats, et ils feront bien de n'y pas manquer.

Ad Im. Il est certain que le curé n'a aucun droit sur le surplus du bois qui lui a été fourni pour les réparations de la chapelle. Sur quoi appuierait-il une revendication quelconque?

D'un autre côté, si la municipalité a droit à l'excédant du bois, — ce qui est incontestable, puisqu'elle l'a fourni dans un but déterminé, — son droit ne s'étend pas jusqu'à la plus-value que le bois a acquise par le sciage en planches. En justice comme en équité, le maire ne peut bénéficier de cette plus-value, et il doit payer les frais du sciage des planches qu'il a reprises pour le compte de la commune.

L'ennui qui vient au curé en cette circonstance provient de sa négligence et de son imprévoyance. C'est avant d'opérer qu'il devait prendre ses précautions en faisant déterminer d'avance soit par la fabrique, soit par la municipalité, tous les frais de la réparation projetée et le mode de leur paiement.

Quand est-ce que nous nous corrigerons de cette déplorable tendance à traiter les choses à la vieille *franquette*? Les temps ne sont plus à ce charmant système de gouvernement. Nous n'avons à faire qu'à des ennemis.

Q. — De grandes discussions se sont élevées dans ville de B... à l'occasion de la *Semaine religieuse* et de quelques tracts distribués à la porte de l'église soit gratuitement, soit moyennant rétribution. A quelles lois sont assujetties ces distributions? De là les questions suivantes auxquelles je vous serais reconnaissant de donner des réponses précises et, autant que possible, appuyées sur des documents authentiques:

1^o La distribution ou vente des Revues religieuses, opuscules etc., devant ou dans l'église, a-t-elle besoin d'être autorisée?

2^o Si le préfet, sous-préfet ou maire refusaient de délivrer un récépissé de la déclaration qui leur serait faite, dans les cas où celle-ci est prescrite pour pouvoir exercer la profession de distributeur ou colporteur de Revues, opuscules etc., que devrait faire le déclarant?

3^o La déclaration à laquelle est assujetti tout individu qui veut exercer la profession de colporteur ou distributeur de journaux, revues, opuscules etc., doit-elles être faites sur papier timbré?

4^o Autre question: Un curé ou fabricant peut-il, sans autorisation préalable du maire de la commune, ou même contrairement à un arrêté municipal, afficher lui-même ou faire afficher par un de ses délégués, dans les lieux non réservés aux actes de l'autorité publique, une affiche quelconque intéressant la paroisse?

R. — Ad Im. Non, l'autorisation n'est pas nécessaire. Aux termes des articles 18, 19 et 20 de la loi du 29 juillet 1881, une *déclaration* est suffisante, lorsque cette distribution ou vente publique doit être faite, par le même individu, plusieurs fois de suite ou, du moins, à des intervalles suffisamment rapprochés pour permettre de juger qu'il y a *profession* de colporteur, c'est-à-dire de libraire ambulant. Quant au colportage *accidentel*, il n'est assujetti à aucune formalité.

Voici le texte des art. 18, 19, 20, 21 et 22 de la loi du 29 juillet 1881 qui régissent la matière.

« Art. 18. — Quiconque voudra exercer la profession de colporteur ou distributeur sur la voie publique ou en tout autre lieu public ou privé, de livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies, sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture du département où il a son domicile. Toutefois, en ce qui concerne les journaux et autres feuilles périodiques, la déclaration pourra être faite soit à la mairie de la commune dans laquelle doit se faire la distribution, soit à la sous-préfecture. Dans ce dernier cas, la déclaration produira son effet pour toutes les communes de l'arrondissement.

« Art. 19. — La déclaration contiendra les nom, prénoms, profession, domicile, âge et lieu de naissance du déclarant. Il sera délivré immédiatement et sans frais au déclarant un récépissé de sa déclaration.

« Art. 20. — La distribution et le colportage accidentels ne sont assujettis à aucune déclaration.

« Art. 21. — L'exercice et la profession de colporteur ou de distributeur sans déclaration préalable, la fausseté de la déclaration, le défaut de la présentation à toute réquisition du récépissé, constituent des contraventions.

« Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 fr. à 15 fr. et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

« Art. 22. — Les colporteurs et distributeurs pourront être poursuivis conformément au droit commun, s'ils ont sciemment colporté ou distribué des livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies représentant un caractère délictueux, sans préjudice des cas prévus à l'art. 42. »

Ad Im. Il pourrait passer outre, après avoir fait constater le refus par témoins sérieux ou par

ministère d'huissier. C'est ce qui résulte de la discussion suivante à la Chambre des députés.

M. Duclos. — Que faut-il entendre par le mot immédiatement, et qu'arrivera-t-il si le récépissé n'est pas délivré immédiatement ?

M. le rapporteur. — Si le récépissé n'est pas délivré, le requérant passe outre, et il fait constater le refus. C'est ce que signifie le mot immédiatement.

M. Clémenceau. — Mais comment fera-t-il constater le refus ?

M. Franck-Chauveau. — C'est au nom de la commission que je demande à donner une explication. La situation est ici la même que celle qui se présente dans tous les cas où, aux termes de la loi, une déclaration doit être faite. Si le maire refuse le récépissé, le déclarant le constatera par témoin, ou bien il fera sa déclaration par huissier. Il ne sera passible d'aucune pénalité et même il pourra réserver la question des dommages-intérêts contre celui qui aura violé son droit. C'est purement et simplement l'application du droit commun. (*Journal officiel du 15 février 1881, p. 241.*)

AD III^m. Non ; toutes les fois, en effet, que le législateur a voulu assujettir une déclaration quelconque en matière de presse, à la formalité du papier timbré, il l'a dit en termes formels.

L'article 8 de la loi du 29 juillet 1881 porte :

« Les déclarations (pour publications de journaux) seront faites par écrit, *sur papier timbré*, et signées des gérants. Il sera donné récépissé. »

« La déclaration (de colportage) est-il dit dans le *Code manuel de la Presse* par A. Faivre et Benoît Lévy, p. 84, ne doit pas être sur timbre, non plus que le récépissé. »

Voir dans le sens des solutions qui précèdent, le remarquable *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, par M. Fabre-geettes, premier président à la Cour de Toulouse.

AD IV^m. — Oui. « Désormais, disait M. Lisbonne dans son rapport sur la loi concernant la liberté de la presse, du 29 juillet 1881, il n'y aura aucune différence à faire entre les affiches politiques et celles qui ne le sont pas. Les unes et les autres pourront être affichées *sans autorisation de personne*, sous la responsabilité de ceux qui en seront les auteurs ou qui les auront placardées et qui seront poursuivis, si les affiches sont criminelles ou délictueuses. Est-il besoin d'ajouter qu'en déclarant, dans l'article 1^{er}, que la matière de l'affichage ne sera soumise qu'aux prescriptions de la présente loi, nous faisons tomber le droit de réglementation que les municipalités avaient cru pouvoir puiser dans les lois de 1790 et de 1791, dont nous avons parlé plus haut ? Par là tombent aussi et la formalité de la déclaration préalable exigée de ceux qui veulent exercer la profession d'afficheur, mesure incompatible avec le régime que nous établissons et les prescriptions des art. 13 et 14 du décret du 22 mai 1791, utiles peut-être à l'origine, mais qui

sont tombées en désuétude et qu'il n'y a aucun intérêt à faire revivre. *C'est la liberté absolue de l'affichage que nous avons voulu adopter.* Le projet de loi ne soumet pas même l'afficheur à faire la déclaration qu'exige l'article 2 de la loi du 10 décembre 1830, déclaration qu'admettait la proposition de loi de nos honorables collègues MM. Noirot, Versigny et Lelièvre, et que vous nous avez renvoyée. L'affiche est par elle-même délictueuse ou elle ne l'est pas. *Si elle ne l'est pas, elle ne peut être privée du droit d'être rendue publique. Si elle est délictueuse, la répression fera justice.* Nous avons dû seulement, mais expressément, réserver aux maires le droit de désigner les lieux où pourraient être exclusivement affichés les actes de l'autorité publique... »

« La profession d'afficheur est entièrement libre, dit la circulaire ministérielle du 9 novembre 1881 ; elle n'est assujettie à l'accomplissement d'aucune formalité. »

« La profession d'afficheur est libre, dit le *Code manuel de la Presse*, par Faivre et Benoît Lévy, p. 82, et n'est plus astreinte même à une déclaration. »

Q. — L'article de la loi qui dit que le 6^e du produit des chaises dans les églises, doit être destiné à venir en aide aux prêtres âgés et infirmes, est-il obligatoire en conscience et devant les tribunaux ?

Un curé peut-il de son autorité privée ou avec le consentement tacite, ou même exprès de l'évêque, détourner partie ou totalité de ce 6^e pour payer des dettes de la fabrique pour construction de chapelle ?

Les prêtres âgés ou infirmes ont-ils un droit réel à ce 6^e ? A qui revient la distribution de ce 6^e ?

A qui s'adresser pour obtenir cette distribution ? Aux tribunaux, ou au conseil d'Etat ?

R. — Cette question du sixième des chaises et des bancs n'est pas aussi claire que notre correspondant semble le supposer. Voici le décret du 13 thermidor an XIII (1^{er} août 1805), qui ordonne ce prélèvement :

« Art. 1^{er}. — Le sixième du produit de la location des bancs, chaises et places dans l'église, faite en vertu des règlements des évêques pour les fabriques de leurs diocèses, après déduction des sommes que les fabriques auront dépensées pour établir ces bancs et ces chaises, sera prélevé pour former un fonds de secours à répartir entre les ecclésiastiques âgés ou infirmes.

« Art. 2. — Les évêques adresseront au ministre des cultes, dans le mois qui suivra la publication du présent décret, un projet de règlement, pour déterminer le mode et les précautions relatives à ce prélèvement, ainsi que la manière d'en appliquer le résultat et d'en faire la distribution. »

Ce décret est toujours en vigueur ; car il n'a été abrogé par aucune disposition législative ; mais en beaucoup de localités, il est tombé en désuétude. Dans un grand nombre de diocèses, en effet, la modicité des revenus des fabriques n'a pas permis de le mettre en exécution. Dans d'au-

tres, au lieu de remettre le sixième du produit des bancs, les fabriques on fait avec l'évêque un arrangement moins onéreux pour les églises. En général, les règlements des évêques dans les diocèses qui jouissent du droit de prélèvement sur le produit des bancs, établissent une proportion inférieure au sixième. Ces règlements, toutefois, ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu l'approbation du gouvernement.

D'après tout ce que nous venons de dire, il est manifeste que le gouvernement, par son décret du 13 thermidor, empiète, selon son habitude, sur un terrain qui n'est pas le sien; il légifère en une matière qui n'est pas de sa compétence. Sous ce rapport, il ne saurait obliger la conscience de qui que ce soit. Mais il en est autrement dès que les évêques interviennent et donnent au décret l'appui de leur autorité. Dans ce cas, les curés se trouvent, non plus en face d'un pouvoir usurpé, mais d'une autorité légitime à laquelle ils doivent obéissance. Ils ne pourraient donc pas de leur autorité privée détourner tout ou partie du sixième des chaises; ils auraient besoin du consentement exprès de leur supérieur réel, c'est-à-dire de l'évêque. Comme nous supposons toujours dans les évêques l'esprit de sagesse et d'équité, nous ne doutons pas un seul instant qu'ils n'accordent l'exemption de cette espèce d'impôt aux fabriques endettées. Mais tant que les évêques autorisés à percevoir le sixième des chaises n'accordent pas d'exemption, les fabriques doivent régulièrement payer leur redevance entre les mains des agents désignés pour cela par le décret approbatif.

Q. — 1^o Des religieuses de Nevers, chassées de leur demeure et poursuivies par un maire très hostile, auraient-elles le droit de se retirer dans une vaste maison et d'y amener comme orphelines autant de filles qu'elles voudront? Y a-t-il une loi qui fixe le nombre des membres d'une association?

2^o Un dépôt en argent (110 fr.) remis depuis 15 ans à un curé (aujourd'hui entre les mains d'un successeur) pour célébration de messes après la mort, par une femme demeurée à la charge d'un oncle à qui elle a donné le reste minime de son avoir, peut-il être réclamé soit aujourd'hui, soit à la mort de cette femme?

Les tribunaux condamneraient-ils le curé détenteur de ce dépôt à le remettre aux parents? Il n'existe pas d'écrit. De plus, la donatrice ne veut pas reprendre le dépôt et persiste dans sa volonté, malgré diverses tracasseries des intéressés, gens sordides et ignares.

R. — Ad 1^m. Les lois scolaires s'appliquent aux orphelinats comme aux écoles publiques ou libres, dès qu'il y a enseignement donné. Les religieuses dont il s'agit, poursuivies par le maire, ont le droit de se retirer où elles veulent et d'ouvrir à leur gré soit une école, soit un orphelinat; mais en se conformant aux lois et règlements relatifs aux écoles libres.

Ad 2^m. La question des dépôts d'argent, pour être employé après la mort des déposants, est extrêmement délicate. Nous en avons parlé en diverses circonstances en recommandant au clergé

de s'entourer, en cette matière, de toute espèce de précautions.

Ainsi, le dépôt fait entre les mains d'un tiers, pour être remis à une personne désignée après le décès du déposant, ne donne à cette personne aucun droit sur la somme déposée, et n'autorise pas le dépositaire à en effectuer, après décès arrivé, la remise entre ses mains. (Arrêt de la Cour de cassation du 16 août 1842.) Ces solutions sont conformes à deux arrêts, l'un de la Cour de cassation du 22 novembre 1819, et l'autre de la Cour de Paris du 1^{er} mars 1826.

La Cour royale de Douai, par un arrêt du 31 décembre 1834, a décidé en conséquence des mêmes principes, que le dépositaire doit, lors du décès du déposant, remettre la somme déposée à l'héritier du défunt qui la réclame, et non aux personnes désignées pour la recevoir, à l'exception toutefois de la portion dont il aurait été déjà fait emploi au moment de l'action en restitution intentée par l'héritier.

« Il résulte de cette jurisprudence, dit Monseigneur André, un salutaire avertissement pour les ecclésiastiques et pour tous les hommes de bien qui seraient chargés de l'honorable mission d'employer, au nom d'un tiers, des sommes ou des valeurs à eux remises, à des restitutions, à des distributions de secours aux pauvres ou à d'autres œuvres pieuses ou de charité. Ils doivent s'empresser de remplir les intentions du donateur, surtout s'ils peuvent craindre que, par la survenance de son décès, ces intentions ne viennent à être méconnues et attaquées par des héritiers cupides. »

Nous pensons toutefois que les 110 francs remis au curé dont il s'agit dans le cas présent, ne présentent pas le caractère d'un dépôt ordinaire, mais bien un paiement anticipé pour des services commandés à l'avance. L'argent déposé, en effet, n'est pas destiné à un tiers, mais au curé lui-même. De plus, aucun écrit ne constate le dépôt d'argent; les héritiers qui voudraient le réclamer ne pourraient présenter aucun document authentique comme preuve, puisqu'on pourrait le nier. Mais si les 110 francs susdits étaient destinés à la fabrique pour fonder une ou plusieurs messes, ici il y aurait un tiers, et partant, un vrai dépôt dans le sens des arrêts sus-énoncés. Dans ce cas, pour couper court à toute difficulté ultérieure, le curé agira sagement en obtenant de la déposante un acte authentique de donation à la fabrique avec stipulation des charges.

Notre opinion réfléchie est qu'il n'y a pas ici de véritable dépôt, mais paiement anticipé : ce qui est parfaitement légal.

IMPRIMATUR:

Lingonis, die 14 decembris 1887.
† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.
LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DE LA CIRCONCISION : VŒUX DE
BONNE ANNÉE

*Dum tempus habemus, operemur
bonum.* (Gal., vi, 10.)

C'est une coutume aussi louable qu'universelle de se donner, au renouvellement de l'année, entre parents, entre amis, des marques d'amitié et d'échanger des vœux et des souhaits. Une paroisse est une véritable famille, et il m'est bien doux de trouver en ce jour l'occasion de vous exprimer publiquement les vœux que tous les jours je forme en mon cœur pour votre bonheur. Oui, je vous souhaite, avec le Roi-Propète et avec l'Apôtre des nations, toute prospérité spirituelle et temporelle. Que les rosées du ciel fécondent vos campagnes et les fassent se parer des plus riches moissons, *visitasti terram et inebriasti eam, multiplicasti locupletare eam* (Ps. LXIV.). Que Dieu vous épargne les fléaux et les tempêtes ! Qu'il bénisse les efforts de votre industrie et couronne de succès vos travaux et vos entreprises ! Que chaque saison vous apporte le tribut des biens qui lui sont propres, *benedices coronæ anni benignitatis tuæ* (Ibid.). Que surtout votre cœur goûte les délices de la foi et de la vertu. Que l'espérance, à la suite de vos bonnes œuvres, inonde vos âmes d'allégresse, *Deus autem spei repleat vos omni gaudio et pace in credendo, ut abundatis in spe et virtute Spiritus-Sancti* (Rom., xv, 13.). Que le Seigneur — ce vœu résume tous les autres — vous accorde d'employer saintement l'année qui commence et le reste du temps de votre vie. *Dum tempus habemus operemur bonum.* Quand un homme se trouve sur le bord d'un large torrent, il s'attache insensiblement à le regarder avec tant d'application qu'on ne peut le retirer de l'espèce d'extase ou le tient la vue de l'impétuosité des eaux. J'éprouve en ce moment, mes Frères, quelque chose d'analogue. Lorsque je considère cette révolution de temps qui se fait avec tant de régularité et de vitesse, je ne puis m'affranchir des pensées diverses que fait naître en mon esprit cette suite d'années composées de jours et de nuits, comme d'autant de flots qui se poussent les uns les autres et qui précipitent leur cours avec une rapidité vertigineuse. Cette image du temps me saisit, m'obsède, me fascine ; et mon âme est dominée par le désir de m'en entretenir avec vous, d'autant que, au jugement de l'Esprit-Saint, toute la science de la vie est de savoir faire profit du temps, et que dans le temps bien employé réside le secret du bonheur sur la terre et le principe des joies ineffables du paradis. *Dum tempus habemus, operemur bonum !* Ainsi donc je vous souhaite un bon usage du temps ; mais afin de vous aider à réaliser mon souhait, j'exciterai, avec la grâce de Dieu, votre bonne volonté en vous disant quelle estime vous devez faire du temps et les moyens de l'employer saintement.

I

« Qu'y a-t-il de plus précieux que le temps, s'écrie saint Laurent Justinien ? Qu'y a-t-il de plus fructueux, de plus cher, de plus excellent, de plus digne de notre affection ? » « Le temps, dit le savant et pieux Gerson, c'est de toutes choses la plus précieuse. » Ce n'est pas assez dire. Le temps est un présent tout divin ; les saints docteurs nous en donnent trois raisons lumineuses que je veux livrer aux réflexions de votre piété.

I. Il est divin parce qu'il a été acheté par le sang de Jésus-Christ. L'homme par le péché avait mérité de mourir, *morte moriemini*. Dieu a pitié de l'homme : il envoie son Fils sur la terre pour revêtir les livrées de notre mortalité, afin de nous racheter de la mort et de nous mériter toutes les grâces de la vie. Jésus-Christ prie, souffre, meurt, répand tout son sang. Pourquoi ? Pour nous faire vivre devant Dieu par la purification de nos fautes et la pratique de la vertu. Si nous sommes délivrés du péché, c'est par le sang de Jésus-Christ ; si nous sommes justifiés, c'est par le sang de Jésus-Christ ; si nous sommes enrichis des grâces de Dieu, c'est par le sang de Jésus-Christ. Mais pour être purifiés, justifiés, glorifiés, il faut passer par le temps ; le temps est donc la grâce fondamentale, la grâce des grâces ; le temps est le prix du sang du Sauveur. Cela étant, le temps n'est-il pas d'une valeur incomparable, ne mérite-t-il pas toute notre estime ?

II. En second lieu le temps est d'une excellence toute divine, parce que c'est le don où Dieu veut faire sentir sa main davantage, afin que nous en sentions la valeur et que nous en profitions avec plus de zèle et d'empressement. Voyez plutôt : Dieu en fait tant de cas qu'il ne nous le concède que par parties infiniment petites qu'on appelle le moment présent, tandis que ses autres bienfaits, il nous les jette pour ainsi dire à pleines mains, ornant les cieux d'une multitude innombrables d'astres étincelants, émaillant la terre d'une variété presque infinie de plantes, de fleurs et de fruits, remplissant les airs et les eaux d'un nombre incalculable d'êtres vivants. De plus, pour nous faire sentir que le temps est son bien le plus cher, Dieu nous l'accorde sans nous le promettre, se tenant libre à notre égard de tout engagement, se réservant de nous le continuer ou de nous le reprendre à son gré. Ce n'est pas assez, il le regarde comme chose si noble qu'il veut nous le distribuer de ses propres mains sans en confier à d'autres la dispensation. Il guérit les corps par l'intermédiaire des médecins, il guérit et ressuscite les âmes par ses prêtres, lui seul donne le temps. Le grand guerrier qui, au commencement de ce siècle, couvrit le monde de tant de cadavres et attacha à son front tant de lauriers, parvenu à l'apogée de sa puissance, venait de recevoir un fils de la Providence. Ivre de joie, il s'écrie : « L'avenir, l'avenir est moi ! » Il se trompait : l'avenir, le temps est à Dieu seul. C'est ce que comprenait mieux le roi Louis XIV. Il était au chevet du ma-

rêchal de Luxembourg mourant. — « Que désirez-vous, Maréchal, lui dit-il ? — Sire, encore un quart d'heure de vie. — Que demandez-vous ? Il faut pour obtenir ce quart d'heure recourir à un roi plus puissant que moi ! » Aussi bien était-ce avec une parfaite justesse d'expression que le Docteur de la piété, saint François de Sales, appelait le temps *LE TEMPS DE DIEU*, indiquant par ces mots que c'est la propriété exclusive, réservée, préférée du Seigneur.

III. Mais le temps est divin encore en un autre sens. Il est divin parce qu'il sert à obtenir la possession de Dieu. C'est par le temps que nous achetons le bonheur de voir Dieu pendant l'éternité. Pour bien comprendre, dit Bossuet, le prix et le mérite de la grâce du temps, remarquons avant toutes choses qu'on peut le regarder en tant qu'il se mesure en lui-même par heures, par jours, par années, ou en tant qu'il aboutit à l'éternité. Dans cette première considération, je sais que le temps n'est rien, parce qu'il n'a ni forme ni consistance, que tout son être est de s'écouler, et partant que tout son être n'est que de périr, et partant que tout son être n'est rien. Chose étrange ! âmes saintes, le temps n'est rien, et cependant on perd tout quand on perd le temps ; qui nous développera cette énigme ? C'est parce que ce temps qui n'est rien, a été établi de Dieu pour servir de passage à l'éternité (IV. Sermon pour le premier dimanche de carême.). Le temps, affirme saint Jérôme, vaut l'éternité, *exiguum temporis perituri æternitatis est pretium* (Epist., 6). Le temps, déclare saint Bernard, vaut autant que Dieu lui-même, *tempus tantum valet quantum Deus* ! (Serm., xviii.) Le bon larron par un instant de pénitence se rend digne de la possession du ciel. Demandez aux élus par quoi ils ont acheté les infinies délices du paradis ? Ils vous diront que c'est avec le temps qu'ils ont bien employé. Demandez aux damnés pourquoi, loin de Dieu, ils sont condamnés aux éternels tourments de l'enfer, ils vous répondront que c'est parce qu'ils n'ont pas su profiter du trésor du temps pour acheter le ciel. Oui, chaque instant peut nous mériter le pardon, la grâce et la gloire, c'est-à-dire Dieu ; chaque instant peut nous mériter un nouveau degré de sanctification et de glorification, c'est-à-dire un nouveau degré dans la possession de Dieu. Estimez donc le temps à sa juste valeur ; croyez qu'il n'y a rien de si précieux sur terre ; remerciez Dieu de vous permettre d'entrer dans cette nouvelle année que nous commençons aujourd'hui ; surtout, je vous en conjure, faites fructifier ce talent que le Seigneur vous confie, par le bon emploi du temps. Mais comment faut-il faire usage du *temps de Dieu* ? Je vais vous le dire dans la seconde partie de ce discours.

II

Quelles instantes recommandations nous adresse le Saint-Esprit sur le bon emploi du temps ! « Mon fils, dit-il à chacun de nous, ménagez le

temps, *fili, conserva tempus* (Eccl., iv, 25.). N'en perdez pas la moindre parcelle, *particula boni doni non te prætereat* (Eccl., xiv, 14.). Rappelez-vous qu'il viendra un jour où il n'y aura plus de temps pour vous, et le temps sera appelé en témoignage contre vous, *tempus non erit amplius* (Apoc., x, 6.)... *Vocavit adversum me tempus* (Thren., i.). Vous ne savez quelle limite le Père céleste a fixée à votre vie (Act., i.). En tout cas, souvenez-vous que le temps est court et passe vite, *tempus breve est* (I^{er} Cor., vii.). Rachetez donc par vos bonnes œuvres le temps perdu, *redimentes tempus*. Tandis que vous avez le temps, faites le bien (Gal., vi, 10) ; viendra la récompense magnifique, abondante qui vous fera dire « qu'il n'y a pas de proportion entre un moment d'efforts vertueux et le poids éternel de gloire qui en sera le paiement (II. Cor., ix). »

Qu'est-ce à dire, frères bien-aimés ? C'est-à-dire que l'Esprit-Saint nous invite, sous les formes les plus variées, à être animés d'un grand zèle pour le bon emploi du temps. Et pour que ce zèle soit tel que Dieu le veut, il est nécessaire qu'il revête trois qualités : il faut qu'il soit sage, soigneux et saintement parcimonieux.

I. Il doit premièrement avoir pour caractère la sagesse. Ne perdons pas de vue que nous devons avant tout employer le temps à l'œuvre pour laquelle nous sommes sur la terre. Dieu nous a créés avant tout pour que nous fassions notre salut. C'est là l'unique nécessaire. Sans doute il nous est permis, dans une certaine mesure, de rechercher bonnement les biens temporels ; mais par-dessus tout il faut sauver notre âme en accomplissant toute justice, en observant les commandements du Seigneur, en faisant sa sainte volonté, *querite primum regnum Dei* ! Ayons continuellement devant les yeux cette vérité que nous sommes pèlerins sur la terre, qu'au ciel est la patrie, et que, selon la belle parole de saint Léon, nous devons nous servir des objets qui sont à notre usage, comme d'un viatique pour aller jusqu'à Dieu. Hélas ! Hélas ! Que d'aveugles, que d'imprudents, disons le mot, que d'insensés parmi les hommes ! Ils se laissent fasciner par les bagatelles de ce monde. Ils se conduisent en véritables enfants dénués de tout jugement. Ils s'amusent à des hochets que la mort doit si promptement leur ravir. Ils ne songent qu'à acquérir les richesses périssables, à conquérir la gloire humaine qui est si fragile et si fugitive, à se procurer tous les plaisirs que réclame leur sensualité effrénée. Ils gaspillent leur temps, ils enfouissent ce précieux talent que Dieu leur a mis entre les mains pour le faire fructifier ; et, quand leur folie se dissipera en face du souverain Juge, ils entendront cette foudroyante parole : « Prenez ce serviteur inutile, liez-lui les mains et les pieds et jetez-le dans les ténèbres extérieures, c'est là qu'il y aura des pleurs et des grincements de dents ! » Chrétiens, n'imites pas ces pauvres aveugles ;

soyez sages dans l'emploi de votre temps ; de plus, soyez le plus soigneux possible.

II. Il ne suffit pas en effet de faire le bien, pour qu'il compte pour la vie éternelle, il faut le bien faire. Faisons le bien qui est de notre vocation et dans le temps voulu. Faisons le bien en y apportant toute l'application de notre âme, *age quod agis* ; n'agissons pas par manière d'acquiescement, *nil obiter* : ne pensons pas au passé qui n'est plus pour nous inquiéter inutilement, à l'avenir qui n'est pas en notre pouvoir et qui n'existera peut-être point pour nous en préoccuper, appliquons-nous doucement, sans empressement, à l'œuvre du moment présent. « Peu et bien, disait saint François de Sales, assez tôt si assez bien. » Mais surtout employons notre temps dans l'amitié de nous, dans l'état de grâce. Sans cela nos œuvres seraient des œuvres mortes devant Dieu. On voit des pères et des mères de famille admirables de sollicitude, des maîtres et des maîtresses de maison exemplaires, des époux et des épouses modèles, des serviteurs fidèles et laborieux : leur éloge est dans toutes les bouches, mais en réalité leur vie se consume dans l'inutilité. *Fode parietem*, pénétrez dans leur intérieur, le péché mortel est dans leur cœur, et c'est le ver rongeur de tous leurs mérites. Chrétiens, que votre attention de tous les jours soit donc de vous maintenir dans la grâce de Dieu.

III. Enfin, si vous voulez être agréables au Seigneur, apportez dans l'emploi de votre vie un zèle parcimonieux. Soyez avares de votre temps, il n'y a que cette avarice qui soit permise ! Efforcez-vous d'amasser des mérites pour le ciel sans retard et en toute rencontre. Vous le savez, l'avenir est à Dieu et à Dieu seul, travaillez donc sur le présent, profitez de toutes les occasions. Tirez profit de toutes vos œuvres ; il n'y a que les œuvres de religion, ayant Dieu directement pour objet, qui puissent servir à orner notre couronne, tout le détail de nos occupations peut y concourir, tout ce qui est de nos devoirs d'état, tout, jusqu'aux récréations, jusqu'au sommeil, jusqu'au boire, au manger, dit saint Paul, peut nous procurer des mérites surnaturels, si nous y portons des vues de foi. Tirez profit de vos maladies, de vos épreuves et de vos contradictions. Ah ! on ne perd pas son temps en souffrant, si l'on souffre chrétiennement ! C'est au contraire dans le creuset de la souffrance que s'élaborent les plus précieux mérites. Un seul *Alleluia* dans l'adversité rend plus de gloire à Dieu que mille *Deo gratias* dans la prospérité. C'est la croix qui a sauvé le monde ; ce sont les croix patiemment supportées qui préparent aux élus les plus glorieuses couronnes. Que dirai-je encore ? Tirez profit de vos fautes passées, *redimentes tempus*. Quels fruits ne produit pas dans une âme sincèrement convertie la vue du temps perdu ou mal employé ! Ils sont quelquefois si considérables qu'il y a lieu de douter si le repentir qu'elle cause ne vaut

pas mieux que l'innocence qu'on voudrait avoir conservée. De là une humilité profonde, base de toutes les vertus, et source des effusions les plus abondantes de la grâce. De là cette intelligence plus parfaite des bontés et des miséricordes de Dieu, qui ne permettent plus, pour ainsi dire, de l'aimer froidement. De là cette facilité à souffrir avec patience les plus grands maux, parce qu'on sait qu'on les a mérités ; de là cette ferveur à pratiquer le bien, en supplément de celui qu'on a négligé de faire. Ainsi, selon la parole du Sauveur, les derniers venus passent les premiers. Oh ! le temps bien employé que celui où nous corrigeons par la pénitence, en vue de l'éternité, les fautes passées de notre vie, *cogitavi dies antiquos et annos æternos in mente habui* !

« Je souhaite à votre chère âme, disait le bon saint dont je vous rappelais le nom tout à l'heure, je souhaite à votre chère âme que cette année soit suivie de plusieurs autres et que toutes soient utilement employées pour la conquête de l'éternité. Vivez longuement, saintement, heureusement entre les vôtres ici-bas, parmi ces moments périssables, pour revivre éternellement en cette immuable félicité à laquelle nous aspirons. Si Notre-Seigneur exauce mes vœux, cette année vous sera l'année de prospérité, de contentement et de bénédictions sur vous, en vous, et tout autour de vous ; vous en verrez une grande suite de semblables, qui aboutiront enfin à l'année éternelle, en laquelle vous jouirez immortellement de l'Auteur de toute vraie prospérité et bénédiction. »

Ces vœux exprimés par le saint évêque de Genève, je les fais pour vous, frères bien-aimés. Que Dieu vous bénisse pour le corps et pour l'âme. Qu'il vous accorde une longue vie : la vie est la première de toutes les grâces, celle qui permet de profiter de toutes les autres. Qu'il vous donne de vivre saintement, par là même vous vivrez heureusement dès ici-bas, grâce aux bénédictions célestes qui récompenseront votre bonne volonté, grâce à la paix de la conscience qui accompagne toujours la fidélité au Seigneur. *Beatus vir qui timet Dominum*. Qu'il vous donne surtout un jour la félicité éternelle ! Tous vous êtes des agriculteurs spirituels : vous avez votre âme à cultiver : puissiez-vous faire une ample moisson de mérites. Tous vous êtes les soldats du Christ : puissiez-vous avoir part aux joies et aux récompenses de la victoire. Encore une fois, ayez des jours pleins, comme parle l'Écriture. Je vous le souhaite de tout cœur, et pour donner à mes vœux plus d'efficacité, je vais les déposer sur l'autel, afin que Jésus-Hostie les présente à son Père et vous obtienne toute grâce et toute bénédiction céleste. Amen.



CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation des Rites

Honneur's dus aux cardinaux hors de leur diocèse.

NEAPOLITANA

Emus et Rmus Dnus Cardinalis Guillelmus Sanfelice Archiepiscopus Neapolitanus Sacrae Rituum Congregationi insequentia dubia declaranda proposuit; nimirum:

I. An S. R. E. Cardinali *Missam in Pontificalibus celebranti* extra Urbem, et extra locum suae jurisdictionis, liceat, præter tres sacros ministros altari, habere diaconos sacris paramentis indutos, sibi in cathedra seu throno adsistentes?

II. An in ejusmodi casu Clerus quoque sacra paramenta, juxta ordinum gradus deferens, illi adsistere possit ac debeat?

III. An S. R. E. Cardinali *celebranti, aut in cathedra seu throno adsistenti, vel quovis alio in casu etiam extra cathedram seu thronum adstanti, habitu tamen cardinalitio induto*, debeat ab omnibus genuflexio, sicuti Ordinario in propria diocesi? Et quatenus negative?

IV. An Ordinario loci potestas sit hujusmodi honorem concedendi?

Sacra porro eadem Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii hisce dubiis rite expensis, sic rescribendum censuit:

Ad I^m et II^m Affirmative.

Ad III^m Affirmative *si in cathedra, seu throno, assident*; secus Negative.

Ad IV^m Provisum in præcedenti. Atque ita declaravit et rescripsit die 4 Julii 1887.

D. Card. BARTOLINIUS, S. R. C. Præfectus.

Pro R. P. LAURENTIO SALVATI, Secret.

JOANNES PONZI, Substitus.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Est-il permis, aux fêtes solennelles, de célébrer Tierce avec Officiant *non évêque* en chape, entrée solennelle, orgue à l'hymne et à l'antienne?

R. — Tous les liturgistes enseignent que les petites Heures ne se célèbrent jamais solennellement. Vous nous objecterez peut-être que l'évêque peut officier solennellement à Tierce. Cela est vrai, car le Cérémonial des Evêques le dit expressément, Livre II, chap. VIII, n. 5 et 6. Mais, c'est un privilège réservé aux Evêques.

Q. — La satisfaction que j'éprouve de l'esprit de science, de sagesse et de modération que vous montrez dans la solution des questions qui vous sont proposées, m'engage à vous poser encore les suivantes:

1^o Dans les petites paroisses, il arrive assez fréquemment que l'on a à distribuer la sainte communion à des femmes avant la messe, sans qu'il y ait ni sacristain, ni enfant pour répondre aux prières. La sainte

liturgie tolère-t-elle cet usage? — Dans le cas affirmatif, le prêtre doit-il se mettre à genoux pour réciter le Confiteor? — Dans cette récitation, doit-il dire « Et le, Pater » ou « Et vobis, fratres », ou passer ces mots?

2^o Pourriez-vous me dire la raison liturgique pour laquelle on dit le *Credo* à la messe de Ste Marie-Madeleine, alors qu'on ne le dit pas à celle de la plupart des autres Saints?

R. — Ad I. Oui, l'Eglise le tolère; mais il importe que le prêtre ait fait les démarches convenables pour trouver un servent.

Si l'on n'en trouve pas, il convient que le *Confiteor* soit dit par les personnes mêmes qui vont communier, ou par d'autres personnes qui seraient présentes. Cette solution ressort de la rubrique relative à la communion des malades. Cette rubrique demande que le *Confiteor* soit dit par le malade, ou bien par une autre personne en son nom:

« Prius facta de more confessione generali, sive ab infirmo, sive ejus nomine ab alio. »

Ad II. La raison donnée par Innocent III dans son ouvrage sur le saint Sacrifice, c'est que sainte Marie-Madeleine a été l'Apôtre des Apôtres lors de la Résurrection de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Cette raison est communément reproduite par les liturgistes.

Q. — Dans mon diocèse on a coutume:

1^o De couvrir d'une nappe la table de l'autel pour la protéger contre la poussière; pour la sainte messe on ne la retire pas; mais on la plie dans le sens longitudinal en la reculant vers le gradin; quelquefois elle est coupée au milieu dans sa largeur; alors on la replie un peu de chaque côté tout juste pour mettre à découvert la place de la pierre d'autel.

2^o De dire « fratres » avant « Ecce Agnus Dei » lors de la distribution de la sainte communion, et à chaque communion de laisser dire « Amen » au servent après la formule: « Custodiat animam tuam in vitam æternam ».

Peut-on se conformer à ces usages? Dans le cas négatif, veuillez donner les raisons?

R. — Ad I. On a tort de ne pas enlever entièrement la couverture des nappes d'autel pendant le saint Sacrifice, et de se contenter de la replier en arrière vers le gradin. Et nous croyons que l'on ne peut aucunement se conformer à cet usage.

Vous nous demandez des raisons. La principale est dans une rubrique du Missel. Que voyons-nous dans *Rubricæ generales Missalis*? Que sur l'autel on ne peut absolument rien mettre qui n'appartiendrait pas au Sacrifice de la messe ou à l'ornementation de l'autel:

« Super altare nihil omnino ponatur quod ad Missæ Sacrificium vel ipsius altaris ornatum non pertinet. » (Partie 1^{re}, Titre 20.)

Une autre raison, c'est qu'aucune église ne laisse cette couverture pendant le saint Sacrifice, et qu'aucun liturgiste n'a jamais permis une telle pratique. Qui ne sent, d'ailleurs, qu'une telle coutume est irrespectueuse pour la présence adorable de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Dans un festin profane, personne ne voudrait laisser une couverture sur la nappe de la table. Comment oserait-on le faire à la table du divin Roi?

Ad II. Avant de dire *Ecce Agnus Dei*, il n'est pas permis de dire *Fratres*, car la Bulle *Quo primum* de saint Pie V prescrit de chanter et de lire la messe conformément au rite, au mode et à la règle marqués dans son Missel, et défend d'ajouter d'autres cérémonies ou prières que celles de ce Missel :

« Missam juxta ritum, modum, ac normam quæ per Missale hoc a Nobis nunc traditur, decantent ac legant; neque in Missæ celebratione alias cœremonias vel preces quam quæ hoc Missali continentur, addere vel recitare præsumant. »

Il n'est pas permis non plus au prêtre d'omettre *Amen* après la formule *Corpus Domini*. En effet, on doit dire la messe telle qu'elle est marquée dans le Missel, comme nous venons de le voir. Or le Missel dit que c'est le prêtre qui doit dire *Amen*, et non le servant. Pourquoi donc violer des rubriques aussi claires ?

Ces usages ne nous semblent aucunement légitimes.

Q. — Permettez à un lecteur assidu de votre intéressante et instructive Revue de recourir à votre obligation accoutumée pour solliciter une réponse qui l'aide dans un travail dont il est chargé.

1^o Les clercs de Saint-Viateur, dont l'Institut est approuvé par le Saint-Siège, suivent pour leur profession religieuse un cérémonial revêtu depuis 1835 de l'approbation de l'Ordinaire de leur Maison-mère.

Il est devenu nécessaire d'introduire dans ce cérémonial certains changements à cause de quelques modifications importantes, obtenues de Rome, dans l'un des articles des constitutions de l'Institut.

Les supérieurs désirent que le cérémonial soit révisé avec soin, et, surtout, que toutes ses parties concordent avec les règles liturgiques. Or, il se rencontre un point sur lequel nous ne tombons pas d'accord.

Jusqu'ici la célébration de la messe a été intercalée dans les cérémonies de la profession qui a de touchants rapports avec celles d'une ordination. Cependant je vous ferai remarquer qu'aucune cérémonie concernant la profession n'a lieu pendant la célébration de la messe.

Nous désirons donc savoir s'il est contraire aux règles liturgiques de célébrer la messe pendant les cérémonies d'une profession religieuse, telle que je viens de l'exposer ? ou s'il serait plus conforme aux règles de la liturgie de ne célébrer la messe qu'après les cérémonies de la profession ?

2^o Suffit-il que notre cérémonial soit approuvé de l'Ordinaire du diocèse où se trouve la Maison-mère pour qu'il soit suivi dans d'autres diocèses où nous avons, de *consensu episcopi*, des maisons directrices et des noviciats ?

R. — Ad I. Il est de règle que les cérémoniaux particuliers des Instituts ou maisons religieuses soient examinés et approuvés par le Saint-Siège.

Ad II. Ce Cérémonial, ainsi approuvé par le Saint-Siège pour la Maison-mère, pourra être suivi dans les autres maisons du même Institut, lors même que ces maisons se trouveraient dans d'autres diocèses.

Q. — Le savant et charitable théologien de l'*Ami du Clergé* m'a souvent rendu service par la précision et la sagesse de ses réponses.

J'ose croire qu'il voudra bien permettre à un jeune

abonné, de lui soumettre quelques difficultés, afin d'éclairer son inexpérience.

1^o *Eucharistie*. — A propos de la fête de Noël qui va revenir bientôt, j'ai pensé à vous soumettre le cas qui m'est arrivé, peut-être que la réponse sera utile à d'autres.

A la fin de la première messe, je me fais apporter la boîte aux hosties ; j'en prends deux. Je mets l'une sur la patène, l'autre, je la dépose machinalement derrière le calice, sur le corporal. En consacrant le calice, à la deuxième messe, j'aperçois avec surprise, cette autre hostie, que j'avais mise de côté pour la troisième messe. Evidemment, je n'avais pas eu l'intention de consacrer cette hostie, puisque je la destinais à la troisième messe.

D'autre part, j'ai toujours l'intention antécédente et implicite de consacrer toutes les hosties qui se trouvent sur le corporal.

Avec cette opposition d'intentions pensez-vous :

1^o Que cette hostie fût consacrée ?

2^o Aurais-je pu m'en servir pour la troisième messe, à défaut d'autre ?

Pour couper court, je me suis fait apporter une autre hostie, et j'ai pris celle en question, après la communion et avant les ablutions de la troisième messe.

2^o *Indulgences du Chemin Croix*. — Dans nos villages, très éloignés de l'Eglise, on possède le Chemin de Croix canoniquement érigé dans la salle d'école, vulgairement appelée *assemblée*.

Or, une laïque ayant été installée dans une de ces maisons, à la place d'une institutrice congréganiste, n'eut rien de plus pressé que de descendre les tableaux du Chemin de Croix, et cela au grand regret de la population.

Après un an de ce régime, est revenue une institutrice congréganiste et de suite, les braves habitants ont demandé la réinstallation du Chemin de Croix autour de la salle.

Je demande donc :

1^o Si les indulgences attachées au Chemin de la Croix n'ont point cessé par le fait de l'enlèvement des tableaux pendant toute une année ?

2^o Si une nouvelle érection canonique ne serait pas nécessaire pour gagner de nouveau les indulgences ?

3^o *Divorce*. — Rose fut mariée d'abord avec Jean, dont elle eut plusieurs enfants. Mais le bien que Jean laissa à ses enfants était grevé de dettes.

En secondes noces, Rose épousa Pierre grand dissipateur, puis déserteur du foyer domestique.

Or, Rose voulant régulariser sa position et payer les dettes de ses premiers enfants cherche à soustraire leurs biens à l'administration de Pierre, son mari. Les avocats et avoués, lui conseillent de demander une sentence de divorce avec Pierre, afin qu'elle puisse agir plus librement et plus indépendamment dans ses affaires. Cette sentence elle l'obtint, avec l'intention, bien entendu, de ne pas se remarier. Ce divorce est resté secret de fait, ou du moins les voisins l'ont interprété dans le sens d'une séparation de corps.

Rose s'est présentée à Pâques ; le confesseur instruit du divorce, lui demande raison de sa conduite. Elle répond que ce n'est nullement pour convoler à de nouvelles noces, mais uniquement pour se tirer d'embarras, qu'elle a suivi le conseil des hommes d'affaires.

Je demande en conséquence :

1^o Si on pouvait admettre Rose publiquement aux Sacrements ?

2^o Que faire si elle se présente à Noël ou à toute autre fête, le divorce restant toujours ignoré, en fait, aux habitants de la localité.

R. — Ad I. C'est ici une question d'intention subjective. C'est à vous à voir laquelle des deux intentions a prévalu.

A défaut de données plus précises, vous deviez juger que cette hostie n'était pas consacrée parce

que : 1^o En l'apportant sur l'autel, vous aviez formellement l'intention de ne pas la consacrer, mais de la réserver pour votre troisième messe ; parce que 2^o il y avait pour vous des raisons sérieuses et même graves de ne pas la consacrer : l'inutilité de cette consécration, son irrégularité ; parce que 3^o votre volonté de consacrer tout ce qui est sur le corporal semble devoir être entendue en ce sens que vous voulez consacrer ce qui s'y trouve dans les conditions que vous avez pu prévoir au moins *in confuso* ; or, le cas présent n'était pas prévu, et, s'il avait été prévu de quelque manière, vous l'auriez certainement exclu.

Dans le doute où vous étiez, vous avez pratiquement pris le bon parti.

Ad II. Quand on ne déplace les croix que pour un temps, par exemple pour nettoyer les murs, le Chemin de Croix demeure érigé, et les croix conservent les indulgences. Mais dans le cas présent, les croix ont été enlevées d'une manière définitive, autant qu'il était en elle, par l'institutrice laïque. C'a été une destruction du Chemin de Croix, destruction suffisamment confirmée et par le laps d'une année, et par le caractère de perpétuité que paraissait avoir le séjour de l'institutrice dans l'école. Il y a donc lieu de penser que le Chemin de la Croix a perdu son érection canonique et ses indulgences et qu'il doit être érigé de nouveau.

Ad III. La question qui nous est soumise et qui est à décider dans le cas présent, n'est pas précisément de savoir si Rose a bien ou mal agi en demandant le divorce, mais si, étant civilement divorcée d'avec son mari légitime, et passant en fait pour n'être que séparée de corps et de biens, elle peut être admise publiquement aux Sacrements à Pâques et à Noël. Toutefois nous aurons indirectement à voir si elle a péché en demandant le divorce et si elle pêche en demeurant dans cet état : ces données étant nécessaires pour décider si et comment on peut l'absoudre.

En d'autres termes, Rose est-elle, pour l'extérieur, une pécheresse publique que l'on doit écarter des sacrements, et subsidiairement, est-elle en état de péché tel qu'elle ne puisse recevoir l'absolution ?

Ayant un motif légitime de se séparer de corps et de biens de son mari, Rose pouvait légitimement demander cette séparation. L'ayant obtenue régulièrement, elle serait dans son droit en y demeurant. Mais elle l'a obtenue irrégulièrement des deux manières : 1^o En ne la demandant pas d'abord ou au moins après coup, à l'Eglise qui seule peut légitimement prononcer sur ces causes, ainsi que le Saint-Office l'a encore récemment déclaré ; 2^o en demandant et en se faisant accorder le divorce civil, quand son mariage demeurerait valide aux yeux de l'Eglise, et que d'ailleurs la séparation civile de corps et de biens suffisait à sauvegarder sa tranquillité et les droits de ses enfants. A ce double point de vue sa conduite, à ne la considérer qu'en elle-même objectivement,

a été fautive, et sa condition demeure irrégulière. L'admettre aux sacrements serait donner à penser aux fidèles qu'on peut, en pareil cas, se séparer par la sentence de la seule autorité civile et qu'on peut demander le divorce civil : ce qui est, pour la France, contraire aux deux décisions du Saint-Office du 25 juin 1885 et du 27 mai 1886.

A la vérité, on est persuadé qu'il n'y a qu'une séparation de corps et Rose elle-même, en obtenant le divorce, n'a pas eu d'autre intention que d'effectuer plus sûrement et plus utilement cette séparation à laquelle d'ailleurs elle avait droit. Mais il reste toujours que Rose n'a pas recouru à la sentence de l'Eglise et que son divorce pour être ignoré en fait, n'en est pas moins public de droit. Les deux raisons demeurent.

Rose, abstraction faite des circonstances, ne pourrait donc être admise publiquement aux sacrements avant que sa situation fût régularisée et le scandale levé. Pour régulariser sa situation, qu'elle porte sa cause à l'évêque et fasse prononcer la séparation *quoad thorum*. Et pour lever le scandale, qu'elle recoure, par son évêque, à Rome qui jugera ce qu'elle devra faire, dans le cas où elle se trouve. La solution adoptée par Rose étant en contradiction avec les dernières instructions du Saint-Siège, il n'y a que lui qui puisse décider quelle est la conduite à tenir pour éviter ou réparer le scandale.

Mais Rose a-t-elle péché, en sa conscience, en adoptant la ligne de conduite que lui ont conseillée les hommes d'affaires ? La question est tout autre que la précédente.

Elle aurait péché certainement et devrait faire pénitence de son péché si elle avait connu l'irrégularité de sa conduite au point de vue ecclésiastique ou canonique. Mais vraisemblablement elle l'a ignorée.

Elle aurait pu pécher par imprudence, en se décidant en matière ecclésiastique, comme est la question de divorce, sans prendre l'avis de l'Eglise et sans lui soumettre son cas. Mais elle a bien pu ne pas connaître ce caractère exclusivement ecclésiastique des causes matrimoniales.

Maintenant que pour régulariser sa situation, on devra la tirer de sa bonne foi, le confesseur doit exiger d'elle qu'elle présente sa cause à l'Eglise et se tienne entièrement soumise à ce qu'il plaira au Saint-Siège d'en ordonner.

Rose étant dans ces dispositions, le confesseur pourrait l'absoudre pour le for interne.

Nous avons dit plus haut qu'il ne devrait pas l'admettre aux sacrements tant qu'elle ne serait pas en règle avec les lois de l'Eglise, abstraction faite des circonstances.

Mais il faut, en pratique, tenir compte de la persuasion où l'on est dans le public de la régularité de sa situation. Si elle est canoniquement en faute, sa faute n'est pas connue. Cela étant, elle n'est pas pécheresse publique : si elle se présente, on ne doit pas lui refuser les sacrements. Le confesseur ne peut-il pas même l'engager à

communier à Noël si elle a coutume de le faire, ou si elle le désire? Nous pensons qu'il le peut, si Rose est dans les dispositions que nous avons dites plus haut et que cette faveur ne doive pas l'encourager à demeurer dans sa situation présente sans la soumettre au jugement de l'Eglise : auquel cas il ferait sagement de lui défendre de se présenter à la sainte Table.

Q. — 1^o Dans la prière *Sub tuum*, faut-il lire : à *periculis cunctis libera nos semper, virgo gloriosa*? ou bien : à *periculis cunctis libera nos, semper-virgo gloriosa et benedicta*?

2^o Prières prescrites par le Saint-Père à la fin des messes basses.

Dans les grandes paroisses, où il est de règle d'avoir une messe toutes les demi-heures à un même autel, ces prières sont-elles obligatoires, quand par leur fait (soit que la messe soit elle-même un peu longue, soit que le prêtre un peu lent ait besoin d'une demi-heure pour la dire), cet ordre serait dérangé, et l'heure des messes retardée? Cela devient sérieux, au moins les jours de fêtes.

R. — Ad I. La coutume, générale ou à peu près, est de diviser ainsi : *Libera nos semper, virgo gloriosa*.

C'est ce que portent les différentes éditions du Bréviaire que nous avons consultées, à l'antienne de *Nunc dimittis* de l'*Officium Parvum B. M. V.*

La même division se voit dans les livres de chant, notamment dans l'Antiphonaire de Ratisbonne, qui, revu par une commission romaine établie *ad hoc* par le cardinal Bartolini, peut avoir, en ce genre, une autorité particulière.

Mais il y aurait bien quelque raison de douter que ce soit là la vraie manière de diviser le texte.

D'abord l'expression *semper Virgo*, en grec *ἁειπαρθενε* est fort usitée dans l'Eglise grecque; elle a une grande importance dogmatique en ce qu'elle affirme le privilège de la perpétuelle virginité de la sainte Vierge contre l'erreur jovinienne qui niait qu'elle fût demeurée vierge *in partu*, et contre les erreurs des Ariens et autres hérétiques qui ont nié qu'elle fût demeurée vierge *post partum*. Cette expression constitue l'une des plus magnifiques louanges en l'honneur de la sainte Vierge.

Il est vrai qu'en latin, cette louange s'exprime par les expressions : *Virgo perpetua, Virgo inviolata permansisti; intacta permanens*, etc., et que l'expression composée *semper-Virgo* tient plus du grec que du latin. Mais il pourrait bien se faire qu'elle eût passé sous cette forme dans l'Eglise latine à une époque où l'on faisait passer dans le latin, non seulement le sens des expressions grecques, mais encore leur forme hellénique. Les mots sont latins : mais leur construction est grecque.

La langue philosophique et théologique du Moyen-Age offre un grand nombre d'exemples de cette espèce. Depuis la Renaissance, les hellénistes ont voulu être plus puristes; ils ont évité ces translations hybrides d'expressions grecques

en expressions latines calquées servilement sur le grec : ils ont préféré l'emploi de l'expression grecque elle-même se contentant de la transcrire sans la traduire. Au lieu de *semper-Virgo*, ils n'auraient pas manqué d'écrire *ἁειπαρθενε*. Mais leurs devanciers faisaient autrement.

Une seconde raison que l'on peut invoquer, c'est que le mot *semper* détaché de *Virgo* et rapporté à *libera nos* constitue un pléonasme. A la vérité ce pléonasme s'expliquerait par le désir d'exprimer plus vivement la pensée : A *periculis cunctis libera nos semper*. Mais on peut bien croire qu'avec *cunctis* seul la pensée est suffisamment rendue, de telle sorte que *semper* n'ajoute rien au sens. A quoi bon admettre le pléonasme, quand on peut, en l'évitant, avoir un sens beaucoup plus riche par la reconstitution d'une des plus nobles appellations de la sainte Vierge : *Semper-Virgo*?

Une troisième raison se tirerait du chant ancien de cette antienne, chant qui s'est conservé dans nos éditions françaises, que celle de Reims et Cambrai a révisé sur les manuscrits anciens. A la vérité la ponctuation et les barres indiquent la division : *Libera nos semper, Virgo gloriosa*; mais il n'est aucun vrai connaisseur en fait de plain-chant qui ne regarde comme plus naturelle, plus gracieuse et plus régulière la division : *Libera nos, Semper Virgo, gloriosa et benedicta*. Il y a bien des années déjà que cette particularité nous a frappé. Notre impression du premier moment n'a fait que se confirmer. Nos lecteurs pourront vérifier la chose, soit avec l'édition de Reims, soit avec celle de Valfray ou quelque autre qui n'ait pas trop défiguré l'antienne *Sub tuum praesidium*.

Ad II. Les prières sont obligatoires après toutes les messes basses. Si la règle de ces grandes paroisses est trop serrée pour permettre à chaque prêtre de réciter ces prières ordonnées par le Souverain Pontife, qu'on la modifie. Il est tout naturel qu'un règlement de sacristie le cède à une prescription du Pape pour l'Eglise universelle.

C'est d'ailleurs une mesure regrettable que d'enfermer tellement le prêtre dans sa demi-heure qu'il soit obligé de se hâter, au grand détriment de l'édification publique, et que le moindre accident de burette, de cierge, de livre, ou de rhume, de malaise quelconque puisse causer un désordre général dans la suite des messes.

En tout cas, il faut avant tout, que l'observation des prescriptions de l'Eglise soit possible, et dans des conditions qui ne nuisent pas à la dignité des choses saintes.

Q. — 1^o L'Indulgence attachée à l'exercice du chemin de la croix est-elle pléniaire ou seulement très abondamment partielle? — Dans le premier cas, pour gagner l'Indulgence, la condition ordinaire de la confession et de la communion ne semble pas requise. Peut-on gagner cette indulgence pléniaire plusieurs fois par jour, c'est-à-dire *toties quoties positis ponendis*?

2^e Pie IX, de douce mémoire, ayant accordé, par privilège, l'Indulgence de la Portioncule à toutes les églises des paroisses où se trouve canoniquement érigée une confrérie du Tiers-Ordre de S. François, ce privilège persévère-t-il après la nouvelle constitution donnée par Léon XIII, et n'est-il dès lors pas nécessaire de demander formellement l'Indulgence en question là où existe régulièrement une confrérie du Tiers-Ordre séculier, composée d'hommes ou femmes du monde ?

3^e En vertu d'un Indult spécial, nous avons dans le diocèse la permission de célébrer *trois fois* dans la semaine la messe à dévotion de *Requiem cum cantu*. Faut-il comprendre dans ces *trois fois* celle où, chaque semaine, nous faisons un service public pour les défunts de la paroisse ? — Encore : Dans les paroisses à plusieurs prêtres, chaque prêtre ou plutôt tous les prêtres sont-ils obligés de célébrer la messe de *Requiem* en question le *même jour*, ou bien chacun peut-il — *ad libitum* — choisir ses trois jours dans la semaine ?

R. — Ad I. On compte, dit l'abbé Guillois, jusqu'à vingt-six papes qui ont enrichi le Chemin de la Croix d'indulgences abondantes. D'après plusieurs déclarations de la sacrée Congrégation du concile de Trente, les Indulgences attachées au Chemin de la Croix sont non seulement celles qui sont spéciales au *Via Crucis* de Jérusalem, mais encore toutes les Indulgences plénières et partielles de tous les lieux saints de la Palestine, sans exception ; et, suivant la même Congrégation, le saint Sépulcre, le mont Calvaire, le mont Thabor, la maison de la Ste Vierge, Nazareth, Bethléem et autres lieux, sont favorisés d'Indulgences plénières... Cependant elles ne peuvent toutes être désignées avec précision, les Brefs de concession apostolique ayant péri dans un incendie. Clément VII et Benoît XIV, par leurs pécrets du 3 avril 1731 et du 10 mai 1742, défendent aux prédicateurs et aux catéchistes de rien spécifier à cet égard, et leur ordonnent de dire seulement : Les Indulgences que l'on gagne en faisant le Chemin de la Croix sont celles mêmes qui ont été accordées par plusieurs Souverains-Pontifes aux fidèles qui visitent en personne les *saints-lieux*.

Il n'est pas certain que l'on puisse gagner, plusieurs fois le même jour, les indulgences du Chemin de la Croix :

« Ex documentis non constat indulgentias pro pio exercitio viæ Crucis concessas toties lucrari, quoties præfatum pium exercitium iteratur ¹. »

Ad II. Le P. Piat, de Mons, traitant cette question en 1884, répond : « Nous n'avons aucun motif de regarder cette faveur comme révoquée. Le Souverain-Pontife y révoque les indulgences et les privilèges accordés au Tiers-Ordre : « Sublatis penitus indulgentiis privilegiisque universis, quæ eidem sodalitati hæc Apostolica Sedes quocumque vel tempore, vel nomine, vel formâ autem hanc diem concesserat. » Là se borne la révocation. Or, le privilège de 1865 est accordé,

non au Tiers-Ordre, mais en faveur de tous les fidèles. Le Saint-Siège ne l'a pas jusqu'à ce jour, que nous sachions, révoqué. On doit donc le tenir comme encore en pleine vigueur.

Ad III. Le service que l'on chante chaque semaine dans certaines églises ne jouit d'aucun privilège par lui-même. Par conséquent si on le chante un jour de fête du rite double et au-dessus, on ne peut le faire qu'en vertu d'un Indult, et il compte pour un des jours compris dans l'Indult.

Il n'y a aucune obligation pour les prêtres d'un diocèse de choisir les mêmes jours pour faire usage de l'Indult. Chacun d'eux est parfaitement libre à ce sujet. Nous ferons remarquer que l'on peut faire usage de l'Indult à une fête du rite double, lors même qu'il y aurait dans la même semaine d'autres jours libres.

Q. — Ordinairement parlant, un vicaire, dans une paroisse où il y a des vocations religieuses, peut-il s'approprier la responsabilité de ces vocations ? Il dirige, au saint tribunal, des jeunes personnes ayant signes de vocation ; il fait ou leur fait faire, à l'insu du curé, toutes les démarches pour l'entrée au couvent. Le curé n'est informé que lorsque les jeunes personnes viennent prendre congé ou quand elles sont parties ; quelquefois même il ignore en quel couvent elles ont été placées ?

Le zèle du vicaire est-il louable ? Le curé peut-il approuver ?

R. — Le curé n'a pas à approuver ni à désapprouver une solution qui ne lui a point été soumise et dont rien ne lui réserve la compétence exclusive. Sa responsabilité n'est pas engagée. Au besoin, il pourrait la dégager en faisant connaître qu'il n'y est pour rien.

Mais si son expérience et sa connaissance des hommes lui faisaient clairement voir que son vicaire fait fausse route (le zèle est quelquefois désordonné), il ferait acte de charité de l'avertir, en prenant pour cela son temps et ses précautions.

Le vicaire est-il louable dans son zèle ? Oui, si son zèle est réglé par la prudence.

Il fait bien, au saint tribunal, de diriger les âmes appelées à la vie religieuse dans la voie que Dieu lui indique. Il fait bien de ne pas traiter ces sortes de questions avec un tiers, parce qu'il n'en a pas le droit. Mais il ferait très sagement d'engager les personnes qu'il dirige à avoir en ces circonstances toute la déférence possible pour leur curé, par exemple, en l'avertissant à temps, en lui demandant son avis et en se recommandant à ses prières. Seulement, il est bon de noter que souvent le secret gardé sur ces vocations est une indispensable condition de réussite.

Il pourrait arriver que le vicaire fût trop facile à croire à une vocation religieuse et commit quelque autre faute. Qui pourra en juger ? Celui qui aura, avec la compétence nécessaire, tous les éléments de la question.

¹ S. C. Ind. *Petrocoricen*. 10 sept. 1883. *Rescripta auth. S. C. Indul.* n. 443,

Q. — Dans un extrait du *Propagateur du Rosaire*, mai 1886, on lit ce qui suit :

« Parmi les plus précieuses indulgences partielles du Rosaire, il en était une au sujet de laquelle s'était élevé un certain doute. Un décret, du 29 mars 1886, vient de résoudre ce doute et de confirmer la faveur en question que nous ne craignons pas d'appeler un vrai trésor.

« Tous les confrères du Rosaire gagnent pour chaque « *Ave Maria* 2,025 jours d'indulgence (5 ans et 5 « quarts) ce qui fait pour un chapelet 101,250 jours et « pour un rosaire 303,750. »

Je prie l'*Ami du Clergé* de vouloir bien me dire si le décret dont il est parlé est authentique. Dans ce cas, les confrères du Rosaire gagneraient des indulgences bien plus nombreuses qu'on ne le croit communément.

R. — L'indulgence dont il est question est authentique. Elle remonte à Innocent VIII, qui accorda, dans sa Constitution *Splendor paternæ gloriæ* (1491), une indulgence de cinq ans et de cinq quarantaines aux membres de la Confrérie du Rosaire qui ajouteraient le nom de Jésus après les mots *Ventris tui* de la première partie de la Salutation angélique. Le 14 avril 1856, Pie IX a déclaré que l'on pouvait gagner cette indulgence à chaque *Ave Maria*, et le décret du 29 mars 1886 n'a eu d'autre but que de préciser la place où il fallait mettre le nom de Jésus : c'est après les mots *Ventris tui* et non après *Mortis nostræ. Amen*. Les 2025 jours d'indulgences ne sont autre chose que le résultat d'une multiplication facile à faire : c'est en un mot une autre forme équivalente des cinq ans et cinq quarantaines des constitutions pontificales.

Q. — 1° Lorsque, à cause de sa mauvaise santé, ou pour une autre raison légitime, quelqu'un est dispensé de jeûner pendant le Carême, son confesseur est-il tenu de lui imposer une pénitence ?

2° Je lis dans la vie d'un saint fondateur qu'un jour la soif des humiliations lui fit dire à son compagnon de voyage : « Je voudrais que, à notre arrivée, le Frère portier m'accablât de reproches ; et que, voulant parler à la communauté, elle refusât de m'écouter, en me disant que je ne fais plus que déraisonner.

Que penser, théologiquement, d'un tel désir ?

R. — Ad 1^m. Le confesseur qui dispense son pénitent du jeûne du Carême, pour une cause légitime, en vertu du pouvoir qu'il en a reçu, n'est pas tenu de substituer une pénitence au jeûne. La dispense accordée par l'Eglise n'est pas une commutation. Seulement le pénitent dispensé de l'obligation du jeûne, n'est pas pour cela dispensé de faire pénitence. Le précepte divin de la pénitence continue à l'obliger, et si les actes prescrits par l'Eglise sont au-dessus de ses forces, il doit satisfaire au précepte par d'autres actes. Or, ces actes, le confesseur, en tant qu'il est tenu de procurer le bien spirituel de ses pénitents, peut et doit les suggérer, les déterminer, les faire accepter, et ainsi les imposer de quelque manière. C'est en ce sens qu'il peut et doit imposer une pénitence.

Ad 2^m. D'après le proverbe : c'est l'intention qui fait l'action : ce qui donne à nos actes leur

moralité propre, c'est le motif qui nous fait agir, et la fin que nous nous proposons.

Or, ce saint fondateur, qui manifestait le désir d'être accablé de reproches, et de passer pour un homme qui déraisonne, désirait une occasion d'être humilié. Ce désir était fondé sur le motif de l'humilité. C'était donc un acte d'humilité et d'une humilité d'autant plus profonde et d'autant plus vraie, qu'il s'estimait plus indigne et plus méprisable à ses yeux, et avait une soif plus ardente des humiliations et des mépris.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le conseil municipal est à la veille de placer une horloge dans le clocher de l'église paroissiale. Pour cela il démolira une partie du clocher qui est loin de menacer ruine, et le reconstruira, le tout à ses frais.

Je désirerais savoir s'il peut :

1° Placer l'horloge ;

2° Démolir et reconstruire une partie du clocher, sans l'avis du conseil de fabrique dont il veut se passer.

3° Le maire pourrait-il s'opposer à ce que le conseil de fabrique place des vitraux à l'église, et, dans ce but, agrandisse ou diminue les fenêtres ;

4° Le conseil de fabrique peut-il obliger le maire à fermer les gouttières de l'église ?

R. — Ad 1 et 2^m. Il n'est pas rare que l'autorité municipale prétende avoir ce droit indépendamment du consentement de la fabrique. Il est pourtant certain que, si l'église appartient à la fabrique, la municipalité n'a aucun droit sur elle et ne peut absolument rien faire sans son acquiescement. Ceci n'est même pas discutable. Mais nous allons plus loin, et nous pensons avec le *Journal des Conseils de fabriques* que l'autorité municipale est aussi impuissante dans les églises qui sont sa propriété, soit parce qu'elle les a achetées ou fait construire, ou reçues en dons ou legs, ou en exécution de l'article 75 de la loi de germinal an X.

En effet, bien que ces églises appartiennent aux communes, elles ont reçu une affectation spéciale au culte, qui les a fait sortir, pour leur administration, des mains de l'autorité municipale, et passer dans celles d'une autorité particulière, la fabrique. C'est la fabrique qui est chargée de veiller à leur conservation, d'y faire faire les réparations nécessaires et de pourvoir aux frais de ces réparations. Si une horloge était placée dans le clocher sans son consentement, elle pourrait voir dans ce placement des inconvénients pour les intérêts religieux ; elle pourrait y voir une cause de dégradation et d'augmentation de dépenses d'entretien, surtout aujourd'hui que, par la récente loi municipale (5 avril 1884), la commune n'a plus la charge de pourvoir aux besoins de la fabrique, si ce n'est en quelques rares circonstances, et, même alors, après épuisement complet des ressources fabriciennes. La fabrique

est donc en droit de s'opposer à un pareil placement. Exclusivement consacrée au culte auquel elle a été affectée, l'église et son clocher ne peuvent être employés, même par la commune qui en est propriétaire, à aucun autre usage étranger à leur destination. Vainement objecterait-on que la dernière loi municipale donne une clef du clocher au maire. Cette clef ne lui est confiée que pour les sonneries réglées d'avance d'un commun accord entre l'évêque et le préfet.

Nous reconnaissons sans peine que l'exercice du droit d'opposition de la part de la fabrique, relativement au placement d'une horloge, serait bien rigoureux en général. Une horloge, dans les communes rurales surtout, est un objet d'utilité pour tous. Le clocher de l'église est presque toujours le meilleur endroit pour la placer; souvent même, il n'en existe aucun autre convenable; et la fabrique est à peu près sans motif pour s'opposer à ce qu'elle y soit établie. Aussi n'engagerions-nous jamais une fabrique à faire opposition quand la municipalité songe à exécuter un tel travail. Mais si la fabrique peut et doit se montrer conciliante en pareille occurrence, ce n'est pas une raison pour qu'elle se laisse piétiner par un maire discourtois et permette de violer des droits qu'elle tient de la loi. Dans la circonstance actuelle, notre correspondant doit se préparer à faciliter les belles intentions de la commune; mais exiger auparavant qu'on demande l'assentiment de la fabrique et faire une opposition énergique jusqu'à ce qu'on l'ait demandé.

Ad III^m. Non, le maire ne peut s'opposer à ce que le conseil de fabrique place des vitraux dans l'église, et à l'agrandissement ou diminution des fenêtres si cela est utile ou nécessaire.

Lorsqu'il s'agit d'exécuter à une église paroissiale de simples travaux d'entretien, d'appropriation ou d'embellissement, il appartient à la fabrique, — qu'elle soit propriétaire ou non de l'immeuble, — de les faire entreprendre avec la seule autorisation de l'évêque, en vertu des dispositions combinées de la loi du 18 germinal an X et du décret du 30 décembre 1809. S'il s'agissait de travaux plus importants pouvant modifier la disposition primitive de l'église, la fabrique, quand c'est la commune qui est propriétaire, ne saurait se passer de l'assentiment du conseil municipal, alors même qu'elle subviendrait à la totalité de la dépense (*Extrait d'une décision ministérielle de février 1856.*)

Or, la pose de vitraux constitue évidemment un travail d'entretien et d'embellissement; elle ne saurait regarder, par conséquent, la municipalité. Comme le disait fort bien M. le préfet de la Mayenne aux maires de son département (*Laval, 12 mars. 1850*), les maires n'ont pas qualité pour empêcher l'exécution d'un travail voté et régulièrement approuvé selon les lois. Mais en qualité de membres-nés du conseil de fabrique, s'ils ont la conviction que la majorité du conseil

a failli, ou, pendant l'opération, qu'on s'écarte des règles de l'art, que l'on compromet la solidité de l'édifice, leur droit et même leur devoir, sont d'appeler l'attention du préfet sur les erreurs du conseil et signaler les infractions aux lois ou malfaçons. Mais là s'arrête leur puissance.

Ad IV^m. Non, la fabrique ne peut pas obliger le maire à réparer les gouttières de l'église avant d'avoir épuisé toutes ses ressources. Il est vrai que l'art. 136 n° 12 de la loi municipale du 5 avril 1884 met à la charge des communes les grosses réparations aux édifices communaux; mais il a soin d'ajouter que, lorsque ces édifices sont consacrés aux cultes, il faut *prealablement* appliquer à ces réparations les revenus et ressources disponibles des fabriques. Or, s'il en est ainsi; pour les grosses réparations, à plus forte raison pour les petits travaux comme la clôture d'une ou de plusieurs gouttières.

Malgré cette disposition de la nouvelle loi municipale, beaucoup de maires continuant, comme par le passé, à se charger de la toiture de l'église et du clocher, ils s'honorent en refusant d'appliquer ce qu'il y a d'illogique et d'odieux dans la loi d'avril 1884. Puisque dans sa jurisprudence arbitraire, l'Etat déclare les églises et les presbytères propriétés communales, ce serait bien le moins que les communes se comportassent en propriétaires, c'est-à-dire en bons pères de famille, pourvoyant à l'entretien régulier de leur propriété.

Q. — La lampe qui brûle devant le Saint-Sacrement est-elle une des charges obligatoires de la fabrique, et dans la supposition que la fabrique n'ait pas assez de ressources, cette obligation incombe-t-elle au curé ?

R. — Oui, l'entretien de la lampe du Saint-Sacrement est une des charges de la fabrique, prescrite par l'article 37 du décret du 30 décembre 1809, comme tout ce qui concerne le service divin.

Nous n'admettons pas qu'il existe une fabrique assez pauvre pour ne pouvoir remplir une si minime obligation; car elle a tout au moins la faculté d'organiser un appel à la charité des fidèles; et, le cas échéant, le curé lui-même saurait s'imposer un léger sacrifice.

QUESTIONS SCOLAIRES

Q. — Quand une société civile a été établie pour fonder et entretenir une école libre, est-elle autorisée par la loi à recevoir des dons ou des legs, comme sont autorisés les établissements d'utilité publique? Si non, comment lui faire des générosités ?

R. — Le *Bulletin de la Société générale d'Education*, par la plume de M. Benoit, chargé de faire un rapport sur cette quette question, considère comme très douteux que ces sortes de sociétés puissent acquérir à titre gratuit, et il s'appuie sur l'autorité de M. Labbé. Ce dernier, en effet, dit que la personnification de ces sociétés n'est qu'une fiction de personnalité, qui masque seule-

ment pendant un temps le fait de la copropriété des associés, mais qui se dissipe à la dissolution pour faire réapparaître la juxtaposition des droits individuels à l'état d'indivision. Les véritables gratifiés sont, par suite, les associés eux-mêmes, et la règle en matière de donation entre vifs ou testamentaires, c'est que la personne du donataire apparaisse sans voile, pour permettre aux héritiers de discuter sa capacité et d'apprécier, selon leur intérêt, les questions de rapport et de réduction.

Cepeneant il y a en sens opposé un jugement du tribunal de la Seine du 30 mars 1881.

Mais du moment qu'il y a un doute, il convient de détourner les personnes disposées à faire jouir de leurs bienfaits les sociétés dont il s'agit, de leur transmettre directement leurs libéralités.

Comment donc leur faire parvenir ces libéralités ? Par un moyen très licite et très facile qui s'offre à elles pour remplir sûrement leurs intentions ; c'est de faire les donations ou les legs qu'elles entendent réaliser à l'un ou à quelques-uns des membres de la société individuellement désignés, en leur imposant la condition de faire apport à la société des libéralités qu'ils auront ainsi recueillies.

Q. — L'avocat qui assiste un instituteur poursuivi disciplinairement devant le Conseil départemental, a-t-il le droit d'assister à l'interrogatoire de son client ?

R. — La prétention émise par le Conseil départemental de procéder à l'interrogatoire de l'instituteur cité devant lui, hors de la présence de son défenseur et de n'admettre celui-ci à pénétrer dans la salle des séances qu'au moment précis où il doit prendre la parole pour développer les moyens de défense, est évidemment inadmissible.

Une pareille manière de procéder est contraire à tous les principes et à tous les usages reconnus jusqu'ici en matière de défense devant les tribunaux. — Elle n'est pas moins contraire aux nécessités de la pratique et au bon ordre des débats, en ce qu'il est à peu près impossible, en fait, de prendre utilement la parole pour défendre un prévenu dans de telles conditions.

Est-elle, du moins, justifiée par les dispositions réglementaires en ce qui concerne l'instruction et la procédure devant les juridictions universitaires ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement, car, bien loin de trouver dans la législation spéciale une dérogation aux règles générales (dérogation qui devrait être formelle, étant donné le caractère essentiel et fondamental des principes que nous venons de rappeler), nous y rencontrons plutôt une confirmation implicite de ces principes.

L'article 32 de la loi du 30 octobre 1886 dispose, en effet, quant à ce, que « le fonctionnaire inculpé sera cité à comparaître en personne et « qu'il pourra se faire assister par un défenseur « et prendre communication du dossier. »

Qu'est-ce à dire, si ce n'est que le prévenu

pourra, suivant l'usage établi, se présenter devant le Conseil en personne et *assisté de son défenseur*, de telle sorte qu'il ne puisse être contraint de comparaître *hors de la présence de celui-ci*, ni à plus forte raison de répondre à son interrogatoire en l'absence de son conseil.

Cette interprétation normale de l'article 32 de la loi n'est, en aucune façon, modifiée par les termes du décret du 4 décembre 1886 organisant la procédure devant le Conseil départemental, puisque l'article 11 de ce décret, sans rien préciser sur la question, énonce seulement la série des opérations de la séance : « Si l'inculpé est présent, il « est, après l'audition du rapport, interrogé par « le Président, le Conseil entend les témoins, s'il « y a lieu ; le défenseur est ensuite admis à présenter les moyens de défense. »

Nous ne pouvons donc qu'approuver énergiquement la protestation formulée par le défenseur contre l'étrange procédé imaginé par le Conseil départemental de X..., et nous estimons qu'il y a lieu (s'il a eu soin, comme nous l'espérons, de prendre des conclusions pour se faire donner acte du fait dont il s'agit), de poursuivre l'affaire et de se pourvoir, par toutes les voies de droit, contre l'abus signalé.

La voie du recours la plus simple et la plus efficace est évidemment l'appel au conseil supérieur, si l'affaire est susceptible d'appel et si le délai n'est pas écoulé ; dans le cas contraire, on pourrait peut-être déférer l'affaire au conseil d'Etat, pour cause d'excès de pouvoirs devant une juridiction administrative.

Enfin, dans toutes les hypothèses, nous conseillons à l'avocat de saisir son conseil de discipline de cette question, dont la solution intéresse au premier chef les droits et prérogatives essentiels de la défense. (*M. Alpy, rapporteur.*)

COURRIER DE L'UTILE

LE CARILLON ELECTRIQUE]

Connaissez-vous quelques systèmes mécaniques de carillons, donnant une sonnerie bien rythmée, sans trop de fatigue pour celui qui l'exécute, le dispensant par exemple de monter au beffroi, etc. ? Cette question, sous diverses formes et avec plus ou moins de développements, m'a souvent été posée et elle a certainement une réelle importance dans les accessoires du culte.

J'ai demandé des renseignements à plusieurs curés qui, à ma connaissance, avaient tenté différentes inventions, et surtout à un brave accordeur de pianos, aussi ingénieux que chrétien, qui avait rêvé de faire chanter le clocher comme les tuyaux d'orgue, au moyen d'un clavier commandant des tringles qui elles-mêmes actionnaient le battant. En réalité, jusqu'ici je ne voyais pas de réponse pratique à donner, les renseignements reçus et mêmes constatés *de visu* me paraissant

trop au-dessous de la bonne volonté de leurs auteurs.

Mais voici un fondeur lyonnais, M. Ch. Aragon, qui vient de faire faire un grand pas au problème du carillon chantant et facile, si même il ne l'a pas complètement résolu.

Les visiteurs de l'exposition lyonnaise des cadeaux jubilaires offerts à Sa Sainteté Léon XIII ont pu admirer un carillon de neuf cloches montées dans leur beffroi.

Tout cela fonctionne par l'électricité, et l'on n'a qu'à poser le doigt sur un petit clavier de neuf touches, pour remuer les lourdes masses de fer qui servent de marteaux, et éveiller dans l'airain sonore ces voix puissantes qui volent à travers l'espace avec tant de majesté et d'ampleur.

Les touches n'offrent pas plus de résistance que celles de n'importe quel piano. Il suffit d'appuyer légèrement le doigt et d'assurer le contact de la lame de platine qui sert de doublure à la touche avec une pointe de métal également inoxydable. Aussitôt le marteau correspondant s'ébranle, et le coup est frappé net, sans trépidation ni grincement d'aucune sorte.

On peut même, à volonté, appuyer sur plusieurs touches, produire des effets d'harmonie ou des accords, des arpèges, bref tout ce que les instruments les plus délicats avaient seuls jusqu'ici fourni au musicien.

Ce résultat, la facilité avec laquelle on l'obtient, excitent une véritable surprise. Les moyens mécaniques qu'a employés M. Aragon pour le réaliser, sont tellement simples — comme d'ailleurs toutes les inventions pratiques — qu'on est tenté de se demander pourquoi on n'a pas essayé plus tôt ?

Quiconque en effet, a vu une sonnerie électrique, un de ces petits trembleurs d'appartement si en usage aujourd'hui, connaît toute la théorie du mécanisme.

C'est toujours un électro-aimant avec son armature de fer doux, un marteau, un timbre, et il n'y a pour ainsi dire pas d'autre différence que celle des dimensions.

Mais c'était justement cette différence qui faisait toute la difficulté du problème si bien résolu par notre fondeur lyonnais, et devant lequel avaient reculé jusqu'ici les plus habiles électriciens.

Des marteaux de quinze à vingt kilogrammes à faire mouvoir, à faire frapper sur des cloches dont le poids peut atteindre deux mille, et un équilibre si parfait de ces masses énormes, qu'un courant électrique relativement très faible, celui d'une pile Leclanché de 15 à 18 éléments, suffit pour tout mettre en branle, et le doigt d'un petit enfant pour actionner le mouvement.

Le clavier moteur se met n'importe où, et à n'importe quelle distance des cloches.

Celui qui fonctionne actuellement dans les ateliers de M. Aragon a la forme d'un petit pupitre de 20 centimètres sur 30. On peut le placer sur

une table, le poser verticalement contre un mur, derrière l'autel, au fond de la sacristie. Rien n'empêche, si l'on veut, d'en avoir plusieurs, ou de multiplier les touches qui commandent certaines cloches d'un usage plus habituel.

La pile peut également être placée au premier endroit venu, dans le clocher ou dans la sacristie. Le modèle choisi peut durer dix ans, pourvu que, deux ou trois fois par an, on l'arrose d'un peu d'eau saturée de chlorhydrate d'ammoniaque.

Quant aux fils transmetteurs du courant, dont le diamètre ne dépasse pas quelques dixièmes de millimètres, leur pose est un jeu et leur conservation indéfinie.

Par un artifice de construction dont on ne saurait trop louer l'ingéniosité, tout le système électrique, électro-aimants, armature mobile et marteaux est indépendant de la cloche. On peut sans rien déranger mettre en branle celle-ci, la sonner à la volée. Plus n'est besoin de monter à chaque fois au clocher, d'accrocher ou de décrocher le battant, de s'inquiéter du mécanisme. Celui-ci est d'ailleurs si simple et si solidement établi, qu'on peut le considérer comme indérangeable.

Quand on voit ces longues cordes qui pendent, si inélégantes, de la voûte de certaines églises ; quand on a encore dans les oreilles ce bruissement de fer froissé que font entendre les mécaniques articulées dont on a usé jusqu'ici pour sonner les cloches d'en bas, qu'on se souvient des notes discordantes qu'elles jettent au milieu du recueillement des fidèles ; quand on pense à ces échelles branlantes, vermoulues, sur lesquelles nos pauvres sonneurs se risquent le jour, quelquefois même la nuit, pour atteindre les hauts beffrois, et s'y livrer des heures entières à ces efforts musculaires, à cette gymnastique désordonnée que réclame la mise en train des carillons ordinaires, on se prend volontiers à souhaiter que l'invention de M. Aragon se répande le plus rapidement possible. Ce sera pour tout le monde un soulagement, et pour les sonneurs en particulier un véritable bienfait.

L'appareil envoyé à Rome par M. Aragon est le premier sorti de ses ateliers. Il a eu l'heureuse idée d'en faire hommage au Saint-Père. Nous souhaitons de voir son invention appréciée non seulement par les visiteurs de l'exposition vaticane, mais encore par toutes les églises qui peuvent faire la dépense de son système de carillon.

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 21 decembris 1887.

† ALPH.-MART., *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RALLET-BIDEAUD.

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DE L'ÉPIPHANIE : EXCELLENCE
DE NOTRE VOCATION A LA FOI

*Benedictus Deus... qui præ-
destinavit nos in adoptionem
filiorum... secundum proposi-
tum voluntatis suæ, in laudem
gloriæ gratiæ suæ.*

(Eph. I, 3-4.)

A la naissance du Sauveur, une étoile miraculeuse paraît dans l'Orient. Les Mages ne l'ont pas plutôt aperçue qu'ils la regardent comme le signe de l'avènement du Messie. La grâce divine agissant en même temps sur leurs cœurs, ils vont à la recherche du grand Roi. L'étoile les conduit à Jérusalem, où elle disparaît, pour les obliger à demander aux Juifs où il est né. Grande est l'émotion causée par l'arrivée de ces étrangers et le motif de leur voyage. Les Juifs leur apprennent que c'est à Bethléem que doit naître le Messie, mais aucun d'eux ne se met en peine de s'y rendre. Plus fidèles à la grâce, les Mages se remettent en route et bientôt, en récompense de leur docilité, ils revoient l'étoile; et guidés par elle, ils arrivent auprès du Sauveur, qu'ils reconnaissent et qu'ils adorent. Si la conduite des Mages a été la condamnation des Juifs, elle l'est également des incrédules et des indifférents de nos jours. Qu'était-ce, en effet, que cette étoile, sinon la figure de cette lumière que Dieu fait briller aux yeux de tous les hommes par la révélation? Grâce à sa miséricorde, nous avons été éclairés de cette divine lumière dès notre enfance. Nés dans le sein de l'Eglise catholique, nous avons eu le bonheur de recevoir la foi avec le saint baptême et nous avons grandi environnés de toutes parts des splendeurs de l'Evangile. Mais de même qu'à force de voir le soleil, on ne songe plus guère à ce qu'il vaut, de même à force d'être accoutumés aux bienfaits de la religion, nous n'en sentons pas assez l'excellence, la grandeur et le prix. En ce jour, où nous avons reçu les prémices de notre vocation dans la personne des Mages, efforçons-nous de réveiller notre foi et d'exciter notre reconnaissance en considérant de plus près l'excellence de ce bienfait.

I

L'esprit humain abandonné à lui-même, ignore ou s'égare. Hélas! dans quel abîme de ténèbres ne serions-nous pas plongés sans le bienfait inestimable de la foi? Privé de ses lumières, l'homme ne sait ni ce qu'il est, ni d'où il vient, ni où il va; il ignore ce qu'il doit à Dieu, à ses semblables et à lui-même. Sur tous ces objets d'une si haute importance, la raison humaine est muette et ne sait que bégayer. Et cette impuissance d'arriver à la connaissance de la vérité, n'est pas seulement le partage du peuple et des illettrés, elle se trouve aussi dans les hommes de science et de génie.

Quels systèmes absurdes, quelles doctrines erronées n'ont pas imaginés et n'imaginent pas tous les jours les doctes et les philosophes, quand ils ne suivent que leur raison pour guide! La foi maintient au milieu du monde le règne de la vérité, parce qu'elle est tout à la fois une lumière qui éclaire la raison, et une règle qui la dirige et la prémunit contre ses propres écarts. Tout en laissant à l'esprit humain la libre jouissance des découvertes qu'il fait dans les arts, dans l'industrie, dans les sciences naturelles, la foi lui ouvre un monde nouveau dont il ne saurait, avec ses seules lumières, franchir le seuil. Comprenez donc bien l'avantage que notre foi nous donne sur quiconque n'a pas le bonheur de croire : comme l'incrédule, nous avons la raison; nous jouissons comme lui des découvertes du génie, de ses investigations; nous admettons tout ce qu'il admet; mais nous allons plus loin. Là où son intelligence impuissante s'arrête, nous avançons; là où il doute, nous affirmons; là où il languit incertain et malheureux, nous triomphons, nous régnons; sur les ailes de la foi, nous ne craignons pas de nous élever dans les régions de l'infini et de l'incompréhensible, nous nous élançons loin de la portée de l'œil intelligent, dans les immenses régions de la vérité. Voilà l'excellence de la foi. Bien loin d'avilir l'homme, elle en rehausse la dignité par les mystères qu'elle lui révèle; loin d'arrêter l'essor de l'esprit humain, elle lui donne une impulsion nouvelle; loin de rétrécir la raison, elle en est une glorieuse extension, en la mettant en possession de vérités qu'elle ne saurait ni saisir, ni atteindre par ses seuls efforts! Voilà pourquoi S. Jean appelle la foi un sixième sens qui complète et perfectionne l'homme moral et intelligent. *Dedit nobis sensum ut cognoscamus verum.*

II

Si l'homme, sans la foi, est le jouet de toutes les illusions, de toutes les erreurs, sans elle il est aussi l'esclave et l'esclave impuissant des plus honteuses passions. Nous n'avons, pour nous en convaincre, qu'à nous rappeler l'état du monde avant que Jésus-Christ ne l'ait éclairé des lumières de la foi. Si on en excepte le peuple juif, dépositaire de la révélation primitive, tout le genre humain est aux pieds de divinités vicieuses, immondes, cruelles. Les dieux du paganisme sont les vices même de l'homme personnifiés et adorés. Dans les plus brillantes époques de la civilisation grecque et romaine, un culte le plus monstrueux fait le fond des hommages que Dieu peut désormais recevoir de la terre. « Tout était Dieu, dit Bossuet, excepté Dieu lui-même, et l'univers n'était plus qu'un temple des idoles. » Et quelles idoles : non seulement le bois, la pierre, l'eau, le feu, les astres, les tyrans mis au tombeau, les derniers des misérables, mais les animaux les

¹ De Ravignani.

plus répugnants et les plus immondes. Voilà Dieu, et voici aux pieds de cette divinité le monde entier qui se prosterne. La conscience est déformée comme la religion : elle suit le culte dans la même fange et dans le même sang. La plus brutale volupté est devenue la règle commune, et une cruauté sans nom envahit à sa suite toutes les classes et tous les peuples. Les êtres faibles, l'enfant, la femme, le vieillard, le pauvre, l'estropié, l'étranger, le vaincu ne sont plus que des victimes condamnées sans refuge, sans défense, sans pitié, sans scrupule, aux tortures, à l'infamie, à la mort. L'enfant difforme ou maladif n'est qu'un fardeau dont on se décharge, on l'expose et il meurt. Le vieillard, cette chose devenue sacrée par le Christ, est dans le paganisme, voué comme l'enfant au mépris, à l'abandon et à la mort. Que dire de la femme ? Comment peindre sa misère et son abjection ? Elle n'est qu'une chose dont on trafique, qu'on change, qu'on délaisse, qu'on souille, qu'on opprime, à laquelle on enlève tout droit, toute prérogative et que l'on peut torturer à l'aise. Telle est la société libre. Au-dessous d'elle, formant les deux tiers de la société, gisent dans une abjection sans nom les esclaves. Ils sont traités comme jamais bêtes de somme ne le furent. Les torturer, les mutiler, les tuer sont des choses indifférentes que l'on accorde au plus léger caprice du maître. A Sparte, on les réunit en troupeau et la jeunesse armée se rue sur eux pour leur donner une chasse sanglante. A Rome, ils pourrissent dans les prisons, et s'ils deviennent dangereux, on les massacre par milliers. Le vaincu et le prisonnier sont réservés aux jeux sanglants du cirque : dans une seule fête publique, un romain opulent en fait périr dix mille et plus. Et c'est le jeu ordinaire, le cours naturel des choses ; pas une plainte, pas même un étonnement ; le métier de ces multitudes est d'égarer de leur agonie sanglante les réjouissances du peuple ou les fêtes des particuliers. Détails plus monstrueux encore : ces atrocités trouvent les lois ou muettes ou complices, et souvent ce sont les lois elles-mêmes qui en font l'abominable prescription. Tel est en abrégé le spectacle de ce que peut la raison humaine, en dehors de la foi. Et qu'on ne dise pas : ce sont là des mœurs anciennes, car on les retrouve partout où n'a pas pénétré le christianisme ; chez tous les peuples plongés encore dans les ténèbres du paganisme. Et nous voyons au sein même des nations civilisées par le christianisme, où aboutit la raison humaine quand elle rejette l'enseignement de la foi : à l'athéisme, au panthéisme, au matérialisme, voilà pour le dogme ; à l'immoralité, au pillage, à l'incendie, à l'anarchie, tout cela sous le nom de socialisme, et enfin à la libre-pensée, voilà pour la morale et pour le culte.

Il y a plus. Si l'homme jette un regard sur lui-même, il découvre avec effroi qu'il porte dans le fond de son cœur tous les penchants au mal : l'égoïsme, la sensualité, la cupidité, l'envie, l'or-

gueil, surtout l'orgueil. Voilà les passions dont il trouve en lui le germe plus ou moins développé ; voilà les passions contre lesquelles il lui faut lutter jusqu'à la dernière heure. Qui le soutiendra dans cette lutte acharnée ? Qui lui donnera la force de vaincre ? Sera-ce la crainte du déshonneur ? Mais l'honneur est sauf quand les passions peuvent se satisfaire dans le secret. Sera-ce l'intérêt ? Mais en dehors des intérêts éternels, il n'y a pas d'autre intérêt que celui des passions. Sera-ce le raisonnement ? Mais comme l'a dit un philosophe : ôtez la foi, l'homme vertueux est un sot, le méchant seul raisonne. La foi, voilà le seul frein que connaissent et redoutent les passions, la seule digue à opposer au torrent de corruption qui est toujours prêt à déborder du cœur humain. La foi a prouvé sa puissance sur les passions en triomphant de la corruption du monde païen et en faisant succéder au spectacle hideux de tous les vices, le spectacle admirable des vertus les plus héroïques ; elle a prouvé sa puissance sur le monde en inspirant aux martyrs le mépris de la vie, aux saints pénitents l'abnégation d'eux-mêmes, aux apôtres l'oubli des affronts, aux vierges, l'abnégation des sens. Elle la prouve encore tous les jours en formant sans cesse de nouveaux saints dans l'Eglise, en la fécondant par les plus beaux dévouements.

III

La foi, après avoir apporté le calme à l'esprit par les vertus qu'elle lui donne, procure encore au cœur le bonheur et la paix. En effet, Dieu a fait notre cœur pour lui, pour l'aimer et le posséder ; il l'a fait assez grand, assez vaste pour recevoir le souverain bien qui est lui-même. C'est pourquoi rien de moins que Dieu ne peut remplir, ni contenter le cœur humain.

De tout bien qui périt, mon âme est mécontente.

Grand Dieu ! c'est donc à toi de remplir mon attente, s'est écrié Racine, et c'est l'aveu, c'est la plainte éternelle de l'humanité. Des voluptés charnelles ? S'y plonger et prétendre s'en rassasier : mais ce n'est que de la fange qui fait horreur à ceux mêmes qui s'y abandonnent ! Des richesses, de vastes domaines, des décorations, des honneurs, des monceaux d'or et d'argent ! mais rien de tout cela ne saurait captiver notre cœur et le rendre heureux. Les rois de la terre laissent tomber de tristes aveux. Salomon, au sein de la richesse et de toutes les délices, s'écrie que tout est vanité et affliction d'esprit. Tibère s'ennuie à Caprée ; Néron se distrait des dégoûts de l'empire en de sanglants spectacles. L'empereur Sévère, sorti des derniers rangs de la milice et parvenu au faite du pouvoir, laisse échapper cette plainte : J'ai été tout, et cela ne m'a servi de rien. *Omnia fui et nihil expedit*. L'ennui, la satiété, le dégoût, voilà donc le partage des incrédules et des mondains. N'est-ce point le cri de notre siècle jouisseur et rassasié de toutes les satisfactions ? C'est qu'en réalité les joies de ce monde seront

toujours troublées, si ce n'est par le remords, du moins par l'anxiété, par la crainte de les voir finir, par les maladies, les infirmités, les accidents et les appréhensions de mourir. La foi, au contraire, tarit la source de nos inquiétudes et de nos remords en nous éloignant du vice et du péché; elle ne nous délivre pas, il est vrai, de l'épreuve, mais elle en adoucit, pour nous, les rigueurs; elle nous donne dans la prière une consolation, dans l'espérance un remède, dans la résignation un secours et une force. Après la peine elle nous fait entrevoir la récompense. On peut dire sans crainte que l'homme religieux, l'homme de foi est toujours le plus heureux ou le plus consolé. Ceux donc qui veulent détruire en l'homme le sentiment religieux, empêchent son bonheur et sont les pires ennemis de l'humanité. Fuyez, disait un philosophe fameux, fuyez ceux qui, sous prétexte d'expliquer la nature, sèment dans le cœur des hommes de désolantes doctrines. Renversant, détruisant, foulant aux pieds tout ce que les hommes respectent, ils ôtent aux affligés la dernière ressource de leurs misères, aux puissants et aux riches le seul frein de leurs passions. Ils arrachent du fond du cœur le remords du crime, l'espoir de la vertu, et se vantent encore d'être les bienfaiteurs du genre humain.

Soyons donc reconnaissants au Sauveur pour les bienfaits de notre vocation à la foi. Si nous ne sommes pas nés dans le paganisme, dans l'hérésie, dans une famille sans religion et sans mœurs comme il en est tant, c'est à la miséricorde toute gratuite de Dieu que nous en sommes redevables. Pourquoi avons-nous reçu plus que d'autres une éducation chrétienne, des secours de grâces plus efficaces, plus de lumière et de foi, plus de bons conseils et de bons exemples? O prédilection toute gratuite de notre Dieu, pourrions-nous jamais assez vous remercier, assez vous aimer! Béni soit le Dieu qui en Jésus-Christ nous a prédestinés pour être ses enfants par une disposition de son pur bon plaisir, afin que la louange et la gloire en soient toutes données à sa grâce! *Benedictus Deus... qui prædestinavit nos in adoptionem filiorum... secundum propositum voluntatis suæ, in laudem gloriæ gratiæ suæ.* Oui, mon Dieu, nous le confessons, si nous ne sommes pas perdus, nous le devons à votre miséricorde, et s'il y a quelque bien en nous, c'est votre grâce qui l'a produit. Pussions-nous ajouter avec votre apôtre: Je n'ai point laissé la grâce stérile en moi.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Congrégation des Indulgences

La S. C. des Rites a permis d'exposer les saintes images en *carton-pierre*; pour les indulgences, elle a renvoyé à la S. C. des Indulgences.

On a soumis la question à cette Congrégation, non plus au sujet du *carton-pierre*, mais au sujet du *car-*

ton-bois, qui est plus résistant. Et la S. Congrégation a permis d'indulgentier le *carton-bois*.

VICENSIS

Quum nuper Episcopus Conchensis a Sacra Rituum Congr. exquisivisset an imagines sacræ confectæ ex materia vulgo nuncupata *carton-piedra* in excelsiis cultui exponi possent, benedictisque indulgentiis ditari, eadem Sacra Rituum Congregatio sub die 17 januarii proxime elapsi ita rescripsit: *Quoad indulgentias, recurrendum ad S. Congregationem Indulgentiarum; quoad expositionem non ob stare.* — Nunc vero Episcopus Vicensis huic Sacræ Indulgentiarum Congregationi humiliter sequens dubium resolvendum proponit: Num indulgentiæ adnecti valeant sacris imaginibus ex alia materia confectis vulgo appellata *carton-madera* (*carton-bois*) quæ solidior est alia supra memorata, imo præsefert duritiem ligno majorem. — Porro Sacra Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, re mature perpensa, prænucciato dubio respondit: *Affirmative.* — Datum ex Secretaria ejusdem S. Congr. die 1 aprilis 1887.

Fr. THOMAS M. CARD. ZIGLIARA, *præf.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

1^o Lorsque après le baptême, on dit à l'enfant *Vade in pace et Dominus sit tecum*, est-il permis et louable de faire sur lui le signe de la croix?

2^o Lorsqu'à la fin de la formule de l'Indulgence *in articulo mortis*, on dit *in Nomine Patris*, etc., et en disant à la fin *Benedicat te omnipotens, Pater et Filius*, etc., quoique le Rituel ne l'indique pas, je le fais assez souvent. *Quid juris?*

R. — Ad I. Pourquoi tracer ce signe de croix puisque le Rituel n'en parle pas? Aucun auteur n'en fait mention. Cette coutume n'existe nulle part. Votre pratique ne nous paraît ni louable, ni même licite; car il n'est pas permis d'introduire des cérémonies nouvelles, ainsi qu'on le voit dans les Bulles des Souverains-Pontifes et dans les décrets de la sacrée Congrégation des Rites.

Ad II. Bien que le Rituel se taise, nous croyons que vous pouvez faire ce signe de croix. La raison en est qu'on le trouve habituellement dans les circonstances analogues. Ajoutons que c'est le sentiment du très docte Cavalieri. « Si c'est, dit-il, un évêque qui donne la bénédiction, il fait trois signes de croix sur le malade en disant *in nomine Patris*, etc. Si c'est un simple prêtre, il n'en fait qu'un :

« Si sit Episcopus, ter super infirmum efformat crucis signum, una nempe vice ad nomen *Patris*, altera ad nomen *Filii*, et ultima ad *Spiritus Sancti*. Si vero Episcopus non sit, sed sacerdos ab eo delegatus, unica tantum vice infirmum benedicat, quemadmodum aperte eruitur ex constit. *Exemplis* ejusdem Benedicti XIV, 19 martii 1748... Eadem servetur praxis ad verba *Benedicat*

te Omnipotens Deus Pater. etc. » (Commentaria, etc. T. IV, chap. 27, Decret. V.)

Le sentiment de Cavaliéri est communément suivi par les liturgistes.

Q. — Lorsqu'on récite seul les Litanies du Nom de Jésus ou de la Très-Sainte Vierge, doit-on dire *Miserere nobis* ou *Ora pro nobis* après chaque invocation ?

R. — Les rubriques ne font aucune distinction entre la récitation privée et la récitation publique ; nous n'avons pas le droit d'en faire. Par conséquent on doit toujours dire *Miserere nobis*, ou *Ora pro nobis* après chaque invocation.

Q. — L'aumônier d'un pensionnat de Frères doit-il faire mémoire, aux suffrages, du patron de la paroisse dans laquelle est situé l'établissement, ou du titulaire de la chapelle dont il est spécialement chargé ?

R. — Si la chapelle de votre établissement a été consacrée, vous êtes tenu de dire le suffrage du titulaire de cette chapelle ; ainsi l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites, le 29 novembre 1878. Si la chapelle n'est pas consacrée, mais seulement bénite, vous ne devez pas et ne pouvez pas le dire (même décret.)

Quant au titulaire de l'église paroissiale, vous n'êtes pas tenu à en faire le suffrage, parce que vous n'êtes pas attaché au service de cette église.

Pour le patron de lieu, c'est-à-dire de votre cité, ou de votre village, vous n'y seriez tenu qu'autant qu'il y aurait coutume, ainsi qu'il résulte de plusieurs décrets.

Q. — Votre réponse à propos d'une fête solennelle tombant au 2 novembre a fait naître un doute à un de mes confrères, qui a eu l'Adoration perpétuelle au susdit jour, 2 novembre. Voudriez-vous me dire ce que l'on doit faire en ce cas, soit pour la fête des morts, soit pour l'Adoration ?

R. — Si l'Adoration perpétuelle tombe le jour de la commémoration générale des défunts, vous pouvez célébrer l'office et la messe des défunts comme à l'ordinaire. Quant à l'Adoration perpétuelle, elle se fait dans une chapelle séparée ; mais il faut avoir soin qu'il y ait toujours un nombre suffisant d'adorateurs devant le Très-Saint Sacrement.

Mais si vous n'avez pas de chapelle pour l'exposition, que devez-vous faire ? Voici diverses méthodes que l'on peut suivre :

1^o Vous pouvez renfermer le Très-Saint Sacrement pendant la célébration de l'office et de la messe des morts. La raison en est que cette exposition pour l'Adoration perpétuelle n'est pas nécessairement continue comme celle des Quarante-Heures.

2^o Quelques liturgistes enseignent que l'on pourrait aussi célébrer, en présence du Très-Saint Sacrement exposé, l'office et la messe des défunts, ayant soin toutefois que les ornements soient violets, à l'exception de ceux de l'autel

qui doivent toujours être blancs. Ils appuient leurs sentiments sur deux décrets de la S. Congrégation des Rites, l'un du 16 septembre 1801, n. 4477, l'autre sur le décret général du 27 juin 1868, n. 4503. Assurément nous ne voudrions pas condamner cette opinion, mais nous devons dire que les décrets cités ne parlent pas de l'Adoration perpétuelle, mais bien des Quarante-Heures. Il n'est donc pas rigoureusement logique d'en faire l'application à l'Adoration perpétuelle. Mais nous répétons que nous n'osons pas réprouver cette pratique.

3^o Qu'il nous soit permis d'indiquer une troisième méthode, c'est d'avancer l'office et la messe des défunts, et de ne commencer l'exposition qu'après qu'ils sont terminés. Cette méthode est peut-être impraticable dans les cathédrales et collégiales où l'on ne pourrait pas sans de graves inconvénients modifier les heures des offices ; mais elle peut l'être dans la plupart des autres églises. Nous l'avons déjà conseillée dans plusieurs cas particuliers, et l'on s'est félicité de l'avoir suivie. Si l'on nous objecte qu'elle n'est recommandée ni par les rubriques, ni par les liturgistes, nous répondrons qu'elle n'offre absolument rien qui soit opposé à l'esprit de l'Eglise. Il n'y aurait de difficulté que pour les diocèses où les évêques auraient fixé d'une manière absolue l'heure où l'on devra toujours commencer l'Adoration, ce qui est sans doute très rare.

Q. — Le 11 décembre 1886, j'ai eu l'honneur de soumettre à la savante appréciation de l'Ami du Clergé deux questions de droit canonique : 1^o Relativement à la juridiction nécessaire pour bénir un mariage ; 2^o Relativement au pouvoir de l'évêque pour le démembrement d'une paroisse dans un cas particulier.

Dans son numéro 7 du 17 février 1887, l'Ami du Clergé a répondu à la première question et je dois le dire, il l'a fait à mon entière satisfaction ; mais, silence complet sur la deuxième question. Bien que cette deuxième question aussi bien que la première ne concerne ni ma paroisse ni le diocèse dans lequel elle se trouve, je me permets de la renouveler et d'espérer que l'Ami du Clergé voudra bien y répondre avec sa sagesse et sa science bien connues.

Un évêque peut-il distraire d'une paroisse un nombre déterminé de maisons pour les donner à la paroisse voisine pour ce seul motif que les habitants de ces maisons le veulent ainsi ? Il est bon de remarquer, pour l'intelligence du cas dont s'agit et pour en faciliter la solution, qu'entre les deux paroisses il n'y a jamais eu de délimitation officielle connue ; mais les maisons dont s'agit ont toujours fait partie de la paroisse dont on les distrait, depuis plus de deux cents ans, ainsi que l'établissent les archives, plusieurs décisions de l'autorité diocésaine, un rapport présenté à celle-ci par le curé doyen qu'elle avait délégué pour examiner la question, et enfin le témoignage de plusieurs prêtres encore vivants qui y ont exercé la juridiction pastorale. Il existe bien, dit-on, une ordonnance épiscopale, datant de 60 à 70 ans, qui les attribue à la paroisse voisine ; mais, à mon humble avis, cette ordonnance n'a aucune valeur canonique pour le cas présent, car : 1^o Jusque dans ces derniers temps il n'a été tenu aucun compte de cette ordonnance, attendu que les maisons dont s'agit se sont toujours considérées comme appartenant à la paroisse dont on les distrait ; 2^o Cette ordonnance, si je suis bien informé, a été rendue

inconsulta sancta Sede ; 3^e Une ordonnance épiscopale antérieure avait donné une décision absolument contraire ; 4^e La prescription me paraît pouvoir être invoquée contre cette ordonnance, puisque, comme le dit Ferraris, tom. 2, pag. 360, règ. 4. *Præscriptio contra Ecclesiam in genere in rebus immobilibus et juribus completur tantum spatio 40 annorum* et que d'après ce que j'ai dit plus haut, la paroisse dont on distrait ces maisons a pour elle une possession de plus de 200 ans et que cette possession a toujours été considérée comme légitime.

Sur ces données, je renouvelle à l'*Ami du Clergé* la prière que je lui ai adressée le 11 décembre 1886 de vouloir bien répondre aux questions suivantes :

1^o L'évêque pouvait-il distraire ces maisons de la paroisse de F... pour les donner à celle de C..., sans autre motif que la volonté de leurs habitants ?

2^o La décision de l'évêque en pareil cas suffisait-elle pour conférer au curé de la paroisse de C... le droit de juridiction sur lesdites maisons, et ce nonobstant les réclamations de la paroisse de F... qui a pour elle une possession de plus de 200 ans.

3^o Quelle valeur ont ou peuvent avoir canoniquement les deux ordonnances épiscopales dont il a été parlé, et la seconde annule-t-elle la première comme l'a déclaré un vicaire général au curé réclamant.

4^o Ces ordonnances auraient-elles une valeur canonique si elles avaient été rendues par l'évêque après s'être concerté avec le préfet ? L'article 61 des Organiques semble dire : Oui.

5^o *Quid* si l'évêque les a rendues sans s'être concerté avec le préfet ?

6^o Quel cas doit-on faire de l'article 61 des Organiques qui attribue à chaque évêque de concert avec le préfet de régler le nombre et l'étendue des paroisses dites succursales ?

R. — Le cas est difficile à résoudre avec les données que fournit la consultation. Nous supposons, bien qu'on ne nous le dise pas, qu'il y a eu décision récente de l'autorité épiscopale. Les intéressés doivent s'y tenir, ou, s'ils se croient lésés, porter leur réclamation au Saint-Siège.

Toutefois, pour éclairer notre vénéral confrère, nous allons donner en peu de mots une réponse à ces questions.

« Un évêque peut-il distraire d'une paroisse un nombre déterminé de maisons pour les donner à la paroisse voisine par ce seul motif que les habitants de ces maisons le veulent ainsi ? »

Deux choses sont impliquées dans cette question : 1^o L'évêque a-t-il le pouvoir de faire un démembrement de cette nature ; 2^o le bon plaisir des habitants est-il une cause canonique suffisante pour opérer ce démembrement ?

Sur le premier point il y a controverse. Saint Charles Borromée paraît avoir pensé que l'évêque a ce pouvoir, et des canonistes l'affirment. Mais Faynan, Bouix, Craisson et autres, se basant sur diverses décisions de la S. Congrégation du Concile, enseignent que l'évêque n'a pas ce pouvoir.

Sur le second point, il est certain que seule la volonté des habitants ne saurait être une cause canonique de démembrement. Mais les raisons sur lesquelles s'appuierait cette volonté pourraient bien être une cause canonique, par exemple, si leur éloignement de l'église était assez grand.

Nous supposons qu'il s'agit d'une paroisse constituée, avec ses limites fixes. Mais dans le

cas présent, il s'agit peut-être d'une paroisse à constituer et dont les limites sont demeurées vagues.

Le Concordat abolit tout l'ancien état des églises. Il conféra aux évêques le pouvoir de déterminer les limites des paroisses nouvelles, cette délimitation ne devant avoir d'effet qu'après le consentement de l'autorité civile. On nous parle d'une ordonnance épiscopale datant de 60 à 70 ans, d'une autre contraire qui aurait précédé. La première était-elle portée en exécution du Concordat ? Est-ce la seconde qui a ce caractère ? Quelle était la teneur de l'une et de l'autre ? Ne faisaient-elles que compléter une délimitation demeurée imparfaite par suite du vague dans lequel flottaient les limites des deux paroisses ?

On invoque la prescription. Mais, outre que le Concordat a supprimé les anciennes paroisses, Ferraris enseigne qu'on ne peut prescrire les limites des anciennes paroisses lorsqu'elles sont légitimement fixées. Or, d'après les termes de la consultation, ces limites auraient été fixées par une ordonnance épiscopale qui a bien pu être valide.

Il nous manque trop de données pour que nous puissions nous prononcer dans l'un ou l'autre sens sur le fond de la question.

Ce n'est qu'en faisant à ce sujet les plus expresses réserves que nous répondons aux questions particulières de notre correspondant, selon leur teneur.

Ad I. Nous avons répondu plus haut.

Ad II. Les réclamations de la paroisse de F... n'auraient pu par elles-mêmes empêcher le démembrement, s'il était d'ailleurs possible et nécessaire.

La possession de 200 ans, ou mieux, depuis la reconstitution de la paroisse, ne saurait lui servir que dans le cas où les limites seraient demeurées douteuses, mais non dans le cas où une ordonnance épiscopale en exécution du Concordat aurait régulièrement attribué les maisons en litige à l'autre paroisse.

Ad III. Nous ne pouvons le savoir. Si la première a été valide, la seconde, plus probablement, serait sans valeur, à moins qu'on n'eût des pouvoirs du Saint-Siège. N'en avait-on pas ?

Ad IV. Rendues en exécution du Concordat, elles auraient une valeur canonique, en vertu du Concordat lui-même, mais non en vertu des Organiques qui sont nuls de plein droit.

Ad V. Le Concordat, art. 9, suppose que l'ordonnance épiscopale vaut par elle-même, bien que le consentement de l'autorité civile soit nécessaire pour qu'elle ait son effet.

Ad VI. Cet article est nul comme tous les Organiques. Mais il rappelle le mode fixé par le Concordat lui-même pour la reconstitution des paroisses.

Q. — 1° Je vous serais bien reconnaissant de me dire ce que vous pensez de la confession suivante : « C'est à Paris ou dans une autre ville où le téléphone se trouve établi sur une grande échelle. Un franc-maçon est cloué sur un lit de maladie. Les frères l'entourent pour défendre l'entrée de la chambre à tout ecclésiastique ; ils craignent que leur camarade ne se confesse. Notre frère malade, pris d'un remords subit, désirerait en effet se réconcilier avec Dieu. Pour échapper à la surveillance de la libre-pensée, il dit quelques mots à l'oreille de sa vieille mère, bonne chrétienne, qui se trouve à ses côtés, et celle-ci le met immédiatement en communication avec un confesseur, au moyen du téléphone. 1° Que penser d'une telle confession, l'absolution serait-elle valide ? 2° S'il y a Sacrement de Pénitence, pourrait-on user du téléphone dans des cas moins graves que le précédent, par exemple, pour éviter de faire une petite course, etc. ? »

2° Faut-il faire la gémulation, lorsqu'on prononce les paroles : *Et verbum caro factum est*, à l'Angelus ?

3° Comment procéder à l'égard de la majorité des paroissiens qui font leurs Pâques, et qui, sur le conseil d'une personne de la localité, votent à l'unanimité pour les ennemis de la religion ?

R. — Ad I. On peut considérer le cas sous deux aspects tout différents ; 1° Au point de vue des dispositions de ce franc-maçon ; 2° Au point de vue de la validité de la confession par téléphone.

Au point de vue des dispositions requises pour être absous, il faut que le franc-maçon malade renonce ouvertement et extérieurement à la franc-maçonnerie. Son premier acte devra donc être de mettre à la porte de son domicile ces faux frères qui le tiennent captif. A cela pourra servir le téléphone. Si on ouvre cette porte au prêtre qu'il se garde bien de la fermer. Qu'il use de ce moyen de communication pour faire parvenir au malade la bonne parole qui l'instruira, l'encouragera, l'aidera dans l'accomplissement d'un acte qui demandera une certaine énergie. Du moment que l'obstacle sera levé, qu'il aille trouver le malade et qu'il achève cette conversion que l'exécution des frères et amis a déjà bien avancée. Mais, si le malade ne peut se résoudre à s'affranchir de leur tyrannie, ce serait en vain que le prêtre essaierait d'aller plus loin. Il ne lui est pas permis d'administrer les sacrements à un franc-maçon avéré qui n'a fait aucune rétractation extérieure.

Toutefois, dans le cas où les dispositions du malade seraient suffisantes et où tout autre moyen d'arriver à lui serait impraticable, pourrait-on le confesser par téléphone avec l'espoir que cette confession pût être valide.

Au point de vue de la validité, nous pensons qu'il n'est pas possible de confesser par téléphone. La raison en est que, pour la validité de la confession, le pénitent doit être présent. Or, le pénitent qui correspond par téléphone avec le prêtre n'est pas présent devant le prêtre. Il n'est pas admis dans l'Eglise qu'on puisse valablement confesser un absent.

A la vérité, on ne pourrait pas invoquer ici les raisons que l'on fait valoir pour établir qu'on ne peut confesser un absent par lettre ou par intermédiaire. Car il n'y a ni lettre ni intermédiaire, le pénitent parlant lui-même par le téléphone et

recevant de son oreille les paroles mêmes du prêtre que lui transmet le téléphone. Mais il y a cette raison supérieure que le pénitent n'est pas présent.

Pour tous les sacrements il faut la présence du sujet auquel est conféré le sacrement, et une présence telle que l'action sacramentelle puisse s'exercer sur lui ou par lui, selon que l'exige la nature même du sacrement. Ainsi dans le baptême, il faut que le sujet soit tellement présent que le ministre puisse faire l'infusion de l'eau par lui-même.

Dans le sacrement de Pénitence, la présence du sujet doit être telle que l'action judiciaire, qui constitue le sacrement puisse s'exercer. Il faut que le prêtre ait devant lui la personne déterminée du pénitent ; qu'il puisse s'assurer de ses dispositions ; qu'il puisse être reconnu par le pénitent lui-même comme le vrai juge auquel il s'adresse. Comment trouver ces conditions dans l'usage du téléphone. Pénitent et confesseur peuvent être remplacés par un tiers à l'orifice du téléphone pendant l'acte même de la confession sans que l'autre partie s'en aperçoive. Le confesseur ne peut juger par les signes ordinaires si le pénitent a les dispositions requises, s'il porte le cachet de la sincérité dans son extérieur, s'il ne fait pas un jeu sacrilège, etc. Qui empêcherait un mauvais drôle de simuler une confession par téléphone et de livrer à la risée de gens de sa trempe le confesseur qui aurait eu la simplicité de se prêter à ce jeu et le sacrement lui-même ? Comment un pénitent pourrait-il être toujours assuré qu'il a réellement affaire à un vrai confesseur et non à un farceur établi à l'autre extrémité du téléphone ? On dira que le téléphone transmet à peu près jusqu'au timbre de la voix. Mais l'imitation du ton de voix, qui n'est pas impossible dans les conditions ordinaires, est beaucoup plus facile dans le jeu du téléphone.

Conclusions : le pénitent qui correspond avec le prêtre par téléphone ne lui est pas présent de la façon requise. Donc la confession par téléphone est invalide.

Cela étant, on ne peut user de ce moyen, ni dans un cas grave, ni dans un cas moins grave.

A supposer même que cette confession fût valide, elle serait gravement illicite : 1° parce que ce mode est tout différent de celui qui est en usage ; 2° parce que la validité d'une confession ainsi faite ne détruirait pas les inconvénients très sérieux et les dangers évidents qu'elle entraînerait.

Ad II. La question ne peut se poser que pour le dimanche, parce que les autres jours on doit réciter tout l'Angelus à genoux. Nul décret n'oblige à faire la gémulation aux paroles : *Et verbum caro factum est*.

Ad III. La première chose à faire serait de les instruire de leur devoir. Ils sont vraisemblablement dans la plus complète ignorance à ce sujet. Et malheureusement ils ne sont pas les seuls.

Beaucoup de catholiques qui passent pour instruits, professent la doctrine que la religion ne doit être pour rien dans la politique, qu'elle n'a rien à voir avec la manière dont chacun use de ses droits politiques. Plus l'erreur est profonde et répandue, plus il est nécessaire d'instruire. Mais il faut le faire avec prudence, c'est-à-dire savoir choisir le moment, le mode, les choses, pour ne pas s'exposer à faire plus de mal que de bien.

Le meilleur moment pour traiter ces questions délicates à plusieurs points de vue, serait celui où il ne serait aucunement question d'élections prochaines. Le meilleur mode serait celui qui écarterait toute personnalité et toute allusion aux choses du moment, pour ne traiter que les principes les plus généraux. Les choses les meilleures à dire, c'est que tout électeur est solidaire de tout ce que fait celui auquel il a donné son suffrage en connaissance de cause; que l'acte de l'électeur qui dépose son bulletin de vote est un acte très important qui engage sa responsabilité devant Dieu et au for de sa conscience; que chaque électeur ayant le droit d'intervenir par son vote dans les affaires du pays, a, par là même, le devoir rigoureux de voter pour celui qu'il croit, en conscience, le plus capable de procurer le bien public. Ce sont là des vérités qu'il est facile de rendre évidentes et que l'on peut traiter, sous cette forme générale, sans inconvénient dans la plupart des cas. Toutefois les passions politiques sont tellement surexcitées en une foule d'endroits que ces sujets pourraient n'être pas possibles.

Au saint tribunal, on doit refuser l'absolution à quiconque a *sciemment* mal voté, à moins qu'il ne se repente et ne promette de s'amender.

Quand le vote mauvais a été conseillé par une personne influente et que l'électeur, incapable de se rendre compte par lui-même, a été induit en erreur, qu'il a mal voté sans le savoir et de bonne foi, on ne peut que regretter cette erreur, l'éclairer si c'est possible et prudent, mais non lui refuser une absolution qui n'est pas même nécessaire pour ce cas puisqu'il n'a pas péché.

Q. — 1^o Un homme qui travaille le dimanche a droit à son salaire, en toute justice. Mais il désobéit à l'Eglise, c'est évident. L'Eglise pourrait-elle faire que ce que cet homme acquiert en toute justice, il doive le restituer en toute justice, autrement sous peine d'injustice?

En quoi cloche la comparaison, pour le curé bineur?

2^o Un curé bineur satisfait par une messe basse. Or, dans notre diocèse, une messe basse, à jour et heure libres, est tarifée 1 fr. 50. Donc ce curé satisfait par cet honoraire de 1 fr. 50. *Quid?*

R. — Ad I. Si l'Eglise jugeait qu'il y eût à cette mesure une raison suffisante, elle pourrait frapper jusqu'au droit de propriété de l'ouvrier sur son salaire du dimanche et lui faire une obligation de justice d'en opérer la remise à telle bonne œuvre qu'elle désignerait. On accorde, même à la puissance civile, ce haut domaine sur la propriété, en vue du bien temporel de la société. La puissance spirituelle en jouit à plus forte raison.

Cela étant admis, la comparaison entre le curé bineur et cet ouvrier n'a rien qui cloche.

Mais quand même il en serait autrement, le curé bineur ne pourrait prétendre au droit de conserver l'honoraire de sa messe de binage. Car l'Eglise a bien pu rendre le prêtre bineur inhabile à posséder l'honoraire répondant à sa messe de binage en raison des inconvénients très grands qu'entraînerait le développement abusif du binage, encouragé par le gain de l'honoraire. D'ailleurs l'honoraire offert pour la messe dépend, en principe, de l'autorité dont relève la célébration de la messe elle-même. Or la célébration de la messe de binage relève de l'autorité de l'Eglise qui seule peut la permettre et qui peut en conséquence mettre à cette célébration les conditions qu'elle jugera convenables. En fait, elle défend au prêtre bineur de recevoir un honoraire pour la messe de binage.

Ad II. La messe basse suffit pour acquitter l'obligation d'appliquer la messe *pro populo*.

Q. — 1^o Ici comme ailleurs les fidèles versent leur offrande pour leurs défunts afin que les services ou messes basses se disent dans leur église au jour fixé par le prêtre. Que doit donc faire de la somme de 40 francs environ qu'il a réunie, le prêtre qui pendant un intermède de cinq mois a quêté pour les défunts dans l'église où il allait dire une messe tous les dimanches? Dans cette église il n'a acquitté aucune messe pour les défunts. Peut-il garder la somme et acquitter les messes chez lui, ou doit-il la remettre à la fabrique qui, à son tour, la donnera au prêtre nommé?

2^o Un prêtre est nommé dans un poste vaquant depuis deux ou trois mois. Sa nomination reçue, il fait une première visite et prend possession trois semaines après. Dans l'intervalle de sa première visite à la prise de possession, le curé voisin est appelé pour un décès, il se rend et reçoit les frais de l'inhumation. Peut-il en conscience les garder?

R. — Ad I. C'est une règle générale que l'argent versé par les fidèles pour des honoraires de messes impose l'obligation au prêtre qui l'a reçu, de dire ou de faire dire les messes dans le lieu déterminé par les donateurs. Parfois les fidèles indiquent d'une manière précise l'église et l'autel où ils veulent faire acquitter la messe. D'autres fois on peut deviner leur pensée d'après les circonstances. Benoît XIV veut que, *autant que possible*, le prêtre se conforme à l'intention, même tacite, des donateurs¹.

Le Saint-Siège n'a pas l'habitude de dispenser de cette loi. Quand les fidèles offrent à certains sanctuaires des honoraires au-delà de ce qu'on peut y acquitter de messes, il veut ou bien que l'on refuse ces honoraires et que l'on enlève même les troncs destinés à les recevoir, ou bien que l'on prévienne les fidèles que les messes seront dites dans une autre église².

Ces principes posés, nous examinons le cas qui

¹ Const. *Quanta cura*, § 2, de Benoît XIV, et *Institut*, 56, n. 14.

² Décret *Nuper* d'Innocent XII, § 9; S. Cong. du Concile, 9 avril 1783; 24 avril 1875.

nous est proposé. Comme les quêtes ont été faites dans le but clairement indiqué de célébrer les messes dans l'église paroissiale, c'est dans cette église que les messes doivent être dites et non dans une autre : parce que telle a été l'intention des fidèles qui ont fourni les honoraires.

Ad II. Le droit de percevoir les droits casuels commence avec la juridiction. Or, quand commence la juridiction ? C'est d'après les statuts diocésains et les coutumes locales que l'on peut résoudre cette question : « *Dum specialis ecclesiæ alicujus consuetudo aut statutum vigeret, dit Leurenus, ut confirmatus, verbaliter institutus, aut aliter provisos possessionem, quamvis vacantem, ipsemet capere non debeat, sed solemniter et corporaliter induci in possessionem (quæ inductio solemniter vocari solet installatio, olim fieri solita per Archidiaconum), id observari debet, adeo ut priusquam ea solemniter peracta sit, non censeatur acquisita possessio* ¹. »

Les auteurs distinguent généralement deux actes qui peuvent servir pour acquérir la juridiction, suivant le droit local : l'installation et la prise de possession. L'installation est la mise en possession du bénéfice faite d'une manière solennelle par le supérieur ou son délégué. La prise de possession, au contraire, ne réclame ni la présence du supérieur, ni aucune solennité. La juridiction commence après l'une ou l'autre de ces formalités, suivant les statuts diocésains ou les coutumes légitimes.

Nous ne pouvons qu'exposer les principes, dans l'ignorance où nous sommes des statuts du diocèse de notre correspondant, et nous lui laissons le soin de déduire les conséquences.

Q. — 1^o Une divorcée remariée est bien malade. Elle me demande les sacrements. Que faut-il faire, supposé que son premier mari soit mort ou qu'il vive encore ? Si elle meurt sans sacrements, on me demandera de faire l'inhumation. J'enverrai prendre avis à l'évêché. En tout cas, si je dois refuser la sépulture, on en profitera, c'est sûr, pour crier à l'intolérance et faire une démonstration civile. Que faire ?

2^o Peut-on dire vraiment que N.-S. était *dépaysé* sur la terre ?

3^o Peut-on affirmer théologiquement que Dieu n'a jamais pu permettre au démon de pénétrer la pensée humaine quand elle ne se révèle par aucun signe sensible. Tous les faits apportés à l'encontre de cette assertion : tables tournantes, hypnotisme, etc., me paraissent controuvés ou mal constatés. Qu'en pensez-vous ?

Ad I. — La divorcée remariée, si son premier mariage n'a pas été déclaré nul par l'Eglise, est une pécheresse publique, au moins en ce qui regarde son mariage adultère.

Pour le divorce, il pourrait bien arriver qu'il ne constituât pas pour elle un péché et un péché public. Elle a pu en effet se croire fondée à le demander, pour des raisons qui, à ses yeux et aux yeux du public, ôteraient à cette demande suivie d'effet ce qu'elle a d'illicite en France. Tou-

tefois il pourrait arriver aussi que le divorce lui-même, quant à la demande qu'elle en a faite et quant à l'exécution, constituât un péché public, par exemple si le divorce était, pour elle et aux yeux du public, le moyen d'en venir à une autre union.

Un pécheur public ne peut être admis aux sacrements s'il ne témoigne, d'une manière publique ou apte à devenir publique, son repentir et sa résolution de sortir de cet état, et si l'effet ne suit pas, autant qu'il dépend du pécheur.

Dans le cas particulier il faut, avant d'administrer les sacrements, obtenir de la malade qu'elle rétracte sa conduite, promette de faire et fasse déjà tout ce qui dépend d'elle pour sortir de son état irrégulier. Conséquemment elle devrait, si possible, quitter la maison de son prétendu second mari, ou éloigner celui-ci, si la chose était possible. Mais il est probable qu'elle sera impossible, physiquement, à cause de l'état trop grave de la malade, moralement à cause de l'opposition de l'homme qui, fort de la protection accordée à ce mariage adultère par la loi civile, s'opposera au départ de la femme ou refusera de quitter lui-même le domicile commun. S'il en est ainsi, il faut que la femme promette, si elle revient en santé, d'exécuter cette séparation.

Si le mari légitime était mort, il n'y aurait plus d'obstacle à ce que l'union, nulle et criminelle jusque-là, fût légitimée par un mariage subséquent, et toute difficulté disparaîtrait.

Pour la sépulture, il n'y a pas autre chose à faire que de consulter l'évêché en lui exposant toutes les circonstances et s'en tenir à sa décision.

Ad II. L'expression est figurée et pittoresque. Quoiqu'on accorde beaucoup de licences aux poètes et aux orateurs, qui sont quelque peu poètes, il est bon cependant de ne pas leur permettre d'aller trop loin.

Dire que N.-S. était *dépaysé* sur la terre semble trop fort, quand nous lisons, qu'en venant sur la terre il venait dans son propre domaine et chez les siens : *In propria venit*. Veut-on donner à entendre qu'il y a été mal accueilli par le peuple qui, plus que tout autre, était le sien ? Très bien : mais il faut expliquer l'expression pittoresque dans ce sens, et l'on trouvera, pour se justifier, les paroles suivantes : *Et sui eum non receperunt*.

Ad III. Bien comprise, cette assertion est exacte. Nous disons : *bien comprise*, car on pourrait l'entendre mal de deux manières, savoir : 1^o En supposant que Dieu ne pourrait pas, extraordinairement, permettre au démon de saisir la pensée intime d'un homme sans une manifestation sensible : ce sens serait évidemment faux ; 2^o En supposant que le démon aurait besoin d'une manifestation sensible aussi palpable, aussi matérielle que celles dont nous avons besoin pour nous communiquer nos pensées : ce sens serait encore faux, car le démon a dans ses facultés angéliques une plus grande puissance d'intuition que nous-

¹ *Forum beneficiale*, part. II, quest. 798, n. 3.

mêmes; il n'a pas même besoin des perceptions sensibles pour connaître, parce que son intelligence est au-dessus de la matière; mais il ne peut connaître les pensées intimes des autres anges, bons ou mauvais, ni celles des hommes sans une manifestation de ces pensées. Et comme les pensées des hommes, à cause de l'union substantielle de l'âme et du corps, ne se manifestent pas sans quelque chose de sensible, les démons ne peuvent connaître les pensées des hommes que par leur manifestation sensible de quelque manière.

Qu'il en soit ainsi, c'est ce qu'enseigne saint Thomas (S. Th. q. 57. a. 4.). Le corps de son article a deux parties. Dans la première il établit que les anges peuvent aussi bien et plus subtilement que les hommes connaître les pensées humaines dans leurs effets, ou manifestations. Dans la seconde partie, il dit en propres termes: « Une autre manière est de connaître les pensées telles qu'elles sont dans l'intelligence et les affections telles qu'elles sont dans la volonté. Et de cette manière Dieu seul peut connaître les pensées des cœurs et les affections des volontés. » Il prouve cette assertion par une raison métaphysique et termine par cette preuve d'Écriture: « Aussi l'Apôtre dit-il (1 Cor. 2.), ce qui est de l'homme, personne ne le connaît si ce n'est son propre esprit qui est en lui. »

Suarez (*de Angelis*, l. 2. cc. 24 et 25) établit au long la même doctrine. Parmi les autres raisons qu'il ajoute à l'autorité de la révélation, il en est une de la plus haute importance, sur laquelle il insiste comme à plaisir. Cette raison est le grave inconvénient qu'il y aurait, au point de vue de la liberté morale et du domaine que nous devons avoir sur nos pensées et nos déterminations intérieures, à ce qu'une créature, même angélique, pût connaître sans notre permission et malgré nous ce que nous pensons et ce que nous voulons.

En particulier, il fait ressortir les maux qui en découleraient pour la société humaine et comment le démon, abusant de cette connaissance, pourrait faire aux hommes beaucoup plus de mal qu'il ne peut lui être permis.

Cette raison, qui vient directement pour les actes libres de la volonté, vaut, par une liaison nécessaire des idées, pour les actes de l'intelligence et de la pensée qui sont la racine des actes de la volonté et leur raison formelle.

Cette doctrine est donc, au point de vue de la foi et de la raison, tout à fait certaine.

Q. — Une personne se croyant dans la vérité a cru qu'il était de son devoir de dénoncer à M. le maire une jeune fille comme s'étant mal conduite. Mais d'après le témoignage du médecin, il n'en est rien. La personne calomniée et ses parents veulent obliger M. le maire à dire le nom de celle qui lui a fait une fausse dénonciation pour exiger une réparation d'honneur.

M. le maire peut-il être forcé à faire connaître la personne qui lui a fait cette révélation en secret? Il dé-

clare qu'il ne dira rien, à moins qu'il n'y soit forcé en justice, parce que, d'abord, il se croit obligé à garder le secret, ensuite parce qu'il ne veut pas nuire à la personne de qui il tient cette confidence, car elle appartient à une famille très chrétienne?

R. — La personne qui a fait cette dénonciation mal fondée a pu pécher contre la charité et la justice. Elle est tenue de réparer le dommage qu'elle avait causé, et de rétablir autant que faire se peut la réputation de la personne calomniée.

Le maire qui a reçu la dénonciation n'est pas tenu de faire connaître la personne qui a dénoncé, et même la charité lui fait un devoir de garder le silence sur ce point. D'ailleurs, la personne injustement accusée, étant reconnue innocente, les poursuites intentées par elle ne seraient plus qu'un acte de vengeance, auquel M. le maire ne doit pas prêter les mains, en livrant au public le nom de la dénonciatrice, d'autant moins que la dénonciation a été secrète et purement confidentielle.



JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Comme fidèle abonné de *l'Ami du Clergé* depuis sa fondation, je me permets de vous demander au plus tôt tout ce qui a rapport aux chemins de ronde.

Leur établissement sur un ancien cimetière existait-il de droit quand il existe de fait depuis 30 ans?

L'envoi en possession n'ayant pas été prononcé par le ministre, le curé jouissait de toute la largeur (5 ou 6 mètres à l'endroit le plus large au midi). Cette jouissance a été affirmée par le dépôt dans la partie extrême des balayures il y a quatre ans.

Or, le journalier de la fabrique les ayant enlevées cette année, a eu un procès-verbal, et le curé y est impliqué.

Le maire pense que cette largeur de 5 mètres est trop considérable. Il a donc fait verbaliser, se plaignant qu'on ait enlevé des terres sur une largeur de 4 mètres longeant le chemin de ronde de l'église.

Le côté nord n'a que 2 mètres de large, mais comme jour, air et circulation, nous avons une route nationale.

Le maire a-t-il le droit de limiter à 2 mètres du côté du midi? Si pour le besoin de la cause, il arrive à gagner le ministre pour une telle décision, pourra-t-on inquiéter mon journalier par un effet rétroactif. Je jouis depuis quatre ans. Je puis le prouver.

Comment pourrai-je me procurer la circulaire ministérielle du 16 mai 1877 sur les chemins de ronde? Elle me serait très utile immédiatement.

R. — Toute la législation relative aux chemins de ronde repose sur un avis du conseil d'Etat du 20 décembre 1806 dont voici le texte:

« Le conseil d'Etat qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur, sur celui du ministre de ce département, tendant à faire adopter conformément à l'avis du ministre des cultes, un décret pour ordonner qu'à l'avenir, dans les communes rurales, il sera réservé devant et autour des églises, sur le terrain des anciens cimetières qui seront affermés ou allénés, une place et un chemin de ronde dont les dimensions sont prescrites dans ce projet de décret.

« Considérant que les dispositions de ce décret ne pourraient être applicables à toutes les différentes localités, les églises étant isolées dans une commune et bordées ou entourées de bâtiments d'en d'autres ;

« Est d'avis qu'il n'y a pas lieu à rendre sur cette matière un décret général, et qu'il suffit que le ministre ordonne aux maires des communes de ne vendre aucun ancien cimetière sans lui soumettre le projet d'aliénation, afin qu'il décide quelles seront les parties de ces anciens cimetières qui pourront être aliénées et celles qu'on devra réserver pour laisser aux églises, l'air, le jour nécessaire, une libre circulation et de faciles communications. »

Il résulte de ce document que la pensée du gouvernement est qu'il y a lieu d'établir un chemin de ronde, quand c'est possible, là où il n'y en a pas ; que par conséquent il n'entend pas qu'on les enlève, sans une réelle nécessité, là où il y en a ; que dans tous les cas, rien ne peut se faire sans le ministre qui se réserve la suprême décision.

Par sa nature, une fois établi, le chemin de ronde devient l'accessoire de l'église et participe à son inaliénabilité. Il ne peut avoir le caractère de voie publique, à moins qu'il ne l'ait reçu d'un usage immémorial, ou qu'il ait été classé par une décision de l'autorité compétente, après toutes les formalités prescrites, soit comme traverse ou prolongement d'une route nationale ou départementale, soit comme rue ou chemin vicinal. Le maire n'a donc aucun droit sur le chemin de ronde, pas plus que n'importe quel autre citoyen ; c'est la fabrique qui l'administre, et le curé y exerce son droit de police comme dans le reste de l'église. Aucune servitude ne peut légalement être établie sur ce terrain ; il est hors du commerce, et par suite, inaliénable, imprescriptible (*Cour de Paris, 14 février 1854, Riom, 19 mai 1854, Agen, 23 janvier 1860*). Nous ne connaissons pas la circulaire ministérielle dont parle notre correspondant ; mais elle ne peut qu'être conforme à la jurisprudence suivie jusqu'à ce jour.

QUESTIONS SCOLAIRES

Q. — 1^o Les adjoints ou adjointes des écoles primaires supérieures privées, qui se présentent à l'examen du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et des écoles primaires supérieures, peuvent-ils invoquer le bénéfice de l'art. 192 du décret du 18 janvier 1887 et de l'art. 173 de l'arrêté du même jour ?

2^o Les adjoints ou adjointes des écoles privées qui se présentent au certificat d'aptitude pédagogique, sont-ils dispensés de l'épreuve écrite, s'ils se trouvent dans les conditions prévues par l'art. 191 du décret du 18 janvier 1887 ?

R. — Ad 1^{re}. L'article 31 du décret du 18 janvier 1887 exige que les directeurs des écoles primaires supérieures soient munis du brevet supérieur et du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales. Cet article ne parle pas expressément

des écoles primaires supérieures privées, mais l'art. 36 de la loi du 30 octobre 1886 imposant aux directeurs et directrices de ces écoles les mêmes titres de capacité qu'aux directeurs et directrices des écoles primaires supérieures publiques, on en a conclu que l'art. 36 comportait une application générale.

D'autre part, les candidats au certificat d'aptitude au professorat des écoles normales sont soumis à des épreuves écrites et à des épreuves orales dont les détails sont réglés par les articles 176 et suivants de l'arrêté du 18 janvier 1887.

L'article 192 du décret, voulant enlever à la loi du 30 octobre 1886 tout caractère de rétroactivité sur ce point, a promis aux directeurs et aux directrices d'écoles primaires supérieures *publiques* ou *privées*, en fonctions au jour de la promulgation de la loi, de leur faciliter les conditions de l'examen, pourvu qu'ils fussent, à la même date, âgés de 30 ans et qu'ils comptassent 10 ans d'exercice dans l'enseignement public ou privé. Sous ces conditions, tous les candidats pourront, s'ils se présentent devant la commission dans un délai de 5 ans, être dispensés d'une partie des épreuves. L'article 173 de l'arrêté a tenu à cet égard la promesse faite par l'article 192 du décret.

Remarquons que l'article 192 ne distinguait pas entre les directeurs privés et les directeurs publics ; qu'au contraire, il vise les uns et les autres et que l'article 173 de l'arrêté n'a pu établir une distinction qu'avait repoussée l'auteur du décret. Les lois nouvelles ont souvent sacrifié la liberté de l'enseignement en soumettant les maîtres des écoles privées à des règlements qui ne devraient concerner que les maîtres des écoles publiques ; mais jamais, jusqu'ici du moins, on n'avait songé à demander aux premiers des titres de capacité qui ne fussent pas exigés des seconds.

Un décret du 26 mars 1887 entraînerait cette innovation s'il devait recevoir l'interprétation que propose de lui donner l'inspecteur d'Académie du département du Nord. Ce décret ajoute à l'art. 192 du règlement du 18 janvier 1887 la disposition suivante : « Les dispositions transitoires du précédent article sont applicables au personnel enseignant des écoles primaires supérieures pourvu d'une nomination régulière au 30 octobre 1886 » (*Bulletin de la Société d'Education* du 15 avril 1887, p. 284.)

On comprend la portée de ce texte ; le décret du 18 janvier 1887 et l'arrêté du même jour n'avaient accordé de dispense, au point de vue des épreuves à subir, qu'aux directeurs et directrices. Le décret du 26 mars 1887 étend cette faveur aux adjoints et aux adjointes qui, dans le but de conquérir le droit de diriger un jour une école primaire supérieure veulent se munir du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales.

Cette faveur n'appartient-elle qu'aux adjoints des écoles primaires supérieures publiques, à l'exclusion des adjoints des écoles primaires supérieures privées ? Telle est la pensée de l'inspec-

teur d'académie de Lille, qui se fonde, sans doute, sur l'exigence d'une nomination régulière, inscrite dans le décret, et qui ne peut recevoir satisfaction que dans l'enseignement public.

Il nous paraît impossible d'admettre qu'un seul mot, quel que soit le sens étroit auquel il se prête, puisse ainsi bouleverser les principes d'égalité absolue entre les deux ordres d'enseignement proclamés, en ce qui concerne les brevets et les titres de capacité, par la loi du 30 octobre 1886, maintenus par le décret du 18 janvier 1887 et par l'arrêté du même jour. Il serait souverainement injuste que les adjoints des écoles primaires supérieures publiques puissent préparer leur avancement et mériter d'être déclarés aptes à diriger une école primaire supérieure en ne subissant que la moitié ou le tiers des épreuves qui seraient imposées aux adjoints des écoles primaires supérieures privées. Un tel décret serait manifestement illégal comme dépassant le pouvoir réglementaire, qui peut bien interpréter la loi mais non la refaire.

Le mot *nomination régulière* peut et doit s'entendre d'ailleurs d'une façon plus large. La nomination est régulière, dans les écoles publiques, lorsqu'elle est faite par l'administration. Dans les écoles privées, elle est régulière également lorsqu'elle est faite par les supérieurs des communautés ou associations conformément à la loi du 15 mars 1850. L'art. 63 de la loi du 30 octobre 1886 oblige le directeur à faire connaître le nom de ses adjoints ; l'administration considère donc comme régulière la nomination de ces derniers.

Nous avons la conviction que l'interprétation de l'inspecteur du département du Nord est erronée, et nous pensons que le Ministre, consulté, ne la ratifierait pas.

Pratiquement, nous croyons donc devoir conseiller à nos correspondants de saisir le Ministre de la question et de faire appel à son équité.

AD II^m. L'article 191 du décret du 18 janvier 1887 dispense les maîtres stagiaires, candidats au certificat d'aptitude pédagogique nécessaire pour devenir maîtres titulaires, de l'épreuve écrite prévue par les articles 158 et 159, de l'arrêté en date du même jour, pourvu que, au moment de la promulgation de la loi du 30 octobre 1886, ils comptassent 5 ans de services dans l'enseignement public.

L'inspecteur du département du Nord refuse d'appliquer cette disposition bienveillante aux maîtres adjoints et aux maîtresses adjointes qui, ayant appartenu à l'enseignement public avant la laïcisation légale de leurs écoles, appartiennent aujourd'hui à l'enseignement privé.

Remarquons que les maîtres ou maîtresses dont il s'agit ne sont pas sans intérêt à obtenir le brevet de maîtres titulaires. Sans doute, la distinction entre les stagiaires et les titulaires n'a toute sa valeur que dans l'enseignement public, mais, précisément parce que la qualité de titulaire suppose une capacité plus grande et mieux attestée,

notamment par le certificat d'aptitude pédagogique, les maîtres de l'enseignement privé peuvent avoir le désir légitime d'en être investis. Si, plus tard, ils doivent rentrer dans les écoles officielles, ce titre leur serait indispensable et ils ont le droit de le rechercher dès à présent.

La solution donnée à la difficulté qui nous occupe par l'inspecteur d'Académie du Nord ne nous paraît nullement fondée.

Deux hypothèses nous paraissent pouvoir être envisagées spécialement :

1^o Si l'adjoint ou l'adjointe étaient en fonctions dans une école publique, le 30 octobre 1886, et si, à cette date, ils comptaient 5 ans d'exercice dans l'enseignement public, ils peuvent et doivent être considérés comme des stagiaires dans le sens de l'article 191 du décret, alors même que l'école aurait été laïcisée postérieurement : car leur situation et les bénéfices qu'elle comportait étaient acquises avant cette laïcisation, et ils remplissaient toutes les conditions exigées par le décret.

2^o Cette solution ne changerait pas si, au contraire, l'école ayant été laïcisée avant le 30 octobre 1886, les adjoints ou adjointes n'ont jamais été stagiaires dans le sens de l'art. 191 du décret, car il n'en est pas moins vrai qu'en fait ils avaient accompli leur stage conformément aux prescriptions de cet article.

Nous reconnaissons cependant que la question pourrait être douteuse si elle n'avait pas été tranchée, dans le sens que nous venons d'indiquer, par une décision ministérielle. On lit dans le *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, n^o 739, p. 292 : « Le ministre a décidé que les maîtres ou maîtresses comptant deux ans et demi de services dans l'enseignement public pourraient faire valoir, pour l'accomplissement du stage de 5 ans exigé des candidats au certificat d'aptitude pédagogique que l'art. 191 du décret du 18 janvier 1887 dispose de l'épreuve écrite les années qu'ils auraient passées dans l'enseignement privé. » (*Bulletin de la Société* du 15 mars 1887, p. 228.)

Cette disposition est aussi explicite que possible. Elle parle des maîtres et des maîtresses, sans leur donner l'épithète de stagiaires, afin d'éviter la difficulté de mots que nous venons de signaler, et elle admet que deux ans et demi passés dans une école privée pourront former un stage complet en s'ajoutant à deux ans et demi passés dans une école publique. Elle efface ainsi la distinction à faire entre les maîtres des deux ordres d'enseignement.

L'inspecteur d'académie du département du Nord a probablement perdu de vue cette instruction. Il suffira sans doute de la lui rappeler. Dans tous les cas, le ministre, s'il y avait lieu de le consulter, ne saurait se dédire ou se contredire.

Nous croyons devoir, en conséquence, engager nos correspondants à solliciter leur inscription sur la liste des candidats, sauf à se pourvoir devant le ministre pour obtenir la dispense de

l'épreuve écrite, dans le cas où l'inspecteur ferait des objections à leur demande. (D'HERBELOT, rapporteur.)

Q. — Un instituteur public révoqué peut-il exercer les fonctions d'adjoint dans une école libre de la commune où il exerçait à l'époque de sa révocation ?

R. — La loi du 30 octobre 1886 n'a pas reproduit la disposition de l'art. 33 de la loi du 15 mars 1850 qui interdisait à l'instituteur révoqué d'exercer la profession d'instituteur, soit public, soit libre, dans la même commune. Au contraire, dans son article 38, elle admet que l'instituteur public révoqué pourra s'établir comme instituteur privé dans la commune où il exerçait et se borne à réserver, dans ce cas, à l'inspecteur d'académie, la faculté de faire opposition « dans l'intérêt de l'ordre public. »

En l'absence de toute disposition visant le cas où l'instituteur révoqué se borne à entrer comme adjoint dans une école de la localité où il exerçait antérieurement, on est autorisé à conclure qu'il n'a aucune formalité préalable à remplir, encore moins aucune autorisation à solliciter. L'inscription de cet adjoint sur le registre dont la tenue est prescrite par l'article 163 du décret du 18 janvier 1887, suffit pour régulariser sa situation. (M. RÉMONT, rapporteur.)

Q. — 1^o Peut-on établir une classe enfantine ouverte aux deux sexes dans une école primaire libre qui comprend un pensionnat ou un orphelinat ?

2^o Pourrait-on annexer à une école de filles, comprenant un pensionnat ou orphelinat de filles, une classe enfantine, qui ne serait ouverte qu'aux petites filles ?

R. — M. Paul Josseau répond comme il suit dans le Bulletin du mois de septembre.

Ad 1^m. Le consultant paraît hésiter à cause de l'article 177 du décret du 18 janvier dernier ainsi conçu : « Aucun pensionnat ne peut être annexé à une école privée qui reçoit des enfants des deux sexes. »

Le Comité, après avoir délibéré, ne croit pas que cette disposition du décret puisse être un obstacle à l'annexion d'une classe enfantine à une école primaire libre ou privée. Il faut, en effet, rapprocher l'art. 177 du décret de l'art. 36 § 2 de la loi du 30 octobre 1886, portant que le Conseil départemental peut toujours autoriser une école privée à recevoir les enfants des deux sexes, même s'il existe dans la localité une école publique ou privée spéciale aux filles. Lorsque le décret interdit d'annexer un pensionnat à toute école primaire privée qui reçoit des enfants des deux sexes, il s'agit évidemment des écoles privées qui seraient *mixtes*, c'est-à-dire autorisées par le Conseil départemental à recevoir des enfants des deux sexes, et il s'agit d'écoles primaires et non pas d'écoles maternelles ou de classes enfantines, qui, par leur nature même, sont destinées aux enfants des deux sexes. L'article 177, qui ne fait que reproduire les termes de l'art. 13

du décret du 30 décembre 1850, a évidemment en vue une école primaire qui, par exception, reçoit les enfants de 6 à 13 ans, et l'on s'explique que, dans une école de ce genre, le décret interdise tout pensionnat. Mais personne, croyons-nous, ne s'avisera de considérer comme ouverte aux deux sexes, une école spéciale aux filles parce qu'elle posséderait une classe enfantine ou une classe maternelle ouverte aux bébés et aux jeunes enfants de 2 ans à 6 ou 7 ans, sans distinction de sexe. A un âge aussi jeune, il n'y a vraiment pas à faire de distinction entre les sexes. — Il est bien entendu d'ailleurs que les petits enfants de l'école maternelle ou de la classe enfantine ne doivent pas être mêlés avec les enfants de l'école proprement dite, âgés de 6 à 13 ans¹.

Ad 2^m. Nous estimons que l'affirmation ne fait pas de doute. La classe enfantine peut être ouverte aux deux sexes, mais elle ne l'est pas nécessairement, et nous ne voyons pas pourquoi on ne pourrait pas l'ouvrir seulement à l'un des deux sexes ; le dernier paragraphe de l'art. 36 de la loi du 30 octobre dernier ne nous paraît pas y faire obstacle. Il ne s'agit pas ici de recevoir des enfants au-dessous de 6 ans dans des classes où ils seraient mêlés avec des enfants plus âgés, mais il s'agit d'ouvrir spécialement pour eux une classe enfantine. Il n'y a pas d'autorisation à solliciter pour ouvrir cette classe.

Toute école privée a le droit de posséder une classe enfantine (art. 26 § 3 de la loi). Il n'y a même pas de déclaration à faire, car il ne s'agit pas ici d'ouvrir une école maternelle distincte (art. 2 du décret du 18 janvier 1887). — Voir aussi le *Bulletin de la Société d'Education et d'Enseignement*, Commentaire des art. 37 et suivants de la loi. — Numéro du 15 décembre 1886, pages 774 et 775.

Cependant, d'après un avis publié au *Bulletin administratif de l'Instruction publique*, il faudrait faire une déclaration à l'inspecteur d'académie (*Bulletin de la Société*, mars 1887, p. 229) ; mais cette déclaration n'a que la valeur d'un simple avis et ne tient pas en suspens l'ouverture de la classe enfantine.

¹ Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône s'est prononcé récemment en sens contraire à l'avis du Comité, en invoquant précisément l'art. 177 du décret du 18 janvier. Nous regrettons que, par suite de circonstances particulières, sa décision n'ait pu être déférée au Conseil supérieur. (*Note de la rédaction.*)

IMPRIMATUR :

Lingonis, die 28 decembris 1887.

† ALPH.-MART., episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALGYONI.

LANGRES : — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE RAILLET-BIDEAUD

TABLE DES MATIÈRES

DE LA

NEUVIÈME ANNÉE DE L'AMI DU CLERGÉ

PRÉDICATION

Sermons pour les fêtes

SAINT NOM DE JÉSUS : Le vrai Sauveur	1
PURIFICATION : Les trois âges de la vie	25
QUARANTE-HEURES : La pénitence corporelle.	61
SAINT-JOSEPH : les deux Joseph.	109
LA PASSION : L'école de la Croix.	122
LES RAMEAUX : Le devoir pascal.	133
PAQUES : <i>Mors et vita duello conflixere</i>	145
PATRONAGE DE S. JOSEPH : S. Joseph notre modèle.	191
APPARITION DE S. MICHEL : La dévotion à S. Michel.	203
MOIS DE MARIE : Marie la porte du Ciel.	215
ASCENSION : La fête de l'espérance.	227
PENTECOTE : Le respect humain.	239
TRINITÉ : Dignité de l'âme humaine.	251
FÊTE-DIEU : Le sacrement d'amour.	263
SACRÉ-CŒUR : La leçon du Cœur de Jésus.	275
S. JEAN-BAPTISTE : Les grandeurs du Précurseur.	287
LE PRÉCIEUX-SANG : Ses merveilleuses efficacités.	299
ASSOMPTION : La fête de notre Mère.	371
S. LOUIS : Panegyrique.	383
S. AUGUSTIN : Panegyrique	395
NATIVITÉ : Les pèlerinages aux sanctuaires de Marie	407
S. NOM DE MARIE : <i>l'Angelus</i>	419
SEPT DOULEURS : Le chemin de la Croix.	431
LES LITANIES DE LA S. VIERGE	443
ROSAIRE : Les mystères du Rosaire	455
LES S. ANGES GARDIENS : Raphaël et le jeune Tobie.	467
TOUSSAINT : L'immortalité	493
TRÉPASSÉS : Les consolations chrétiennes	505
SAINTES RELIQUES : Le culte des S. Reliques	515

DÉDICACE : Le symbolisme du temple chrétien.	527
PRÉSENTATION DE LA S. VIERGE : Comment Marie s'est donnée au Seigneur	539
IMMACULÉE-CONCEPTION : Le prix de la grâce	563
NOËL : Les anges à la crèche.	599
JOÜR DE L'AN : Vœux de bonne année.	611
EPIPHANIE : Excellence de notre vocation à la foi	623

Instructions dominicales

LES SACREMENTS (suite) :

Le sacrement de l'Ordre (suite) :

III. Le ministre de l'Ordre.	13
IV. Le souverain Prêtre.	37
V. L'âme du sacerdoce.	49
VI. La dignité du sacerdoce	73
VII. Les sublimes gloires du prêtre.	85
VIII. Devoirs envers le sacerdoce	97
IX. La guerre au sacerdoce.	167
X. Les calomnies contre le sacerdoce	179

Le sacrement de Mariage :

I. La vocation.	311
II. Noblesse du sacrement de mariage.	323
III. Le sacrement de Mariage : ses effets	335
IV. Sainteté du mariage	347
V. L'indissolubilité du mariage.	359
VI. Les empêchements au mariage.	479
VII. Les préparatifs du mariage.	551
VIII. Les cérémonies du mariage	575
IX. Les obligations mutuelles des époux	587

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Autel privilégié. — Différentes questions sur l'indulgence de l'autel privilégié	87
Cardinaux. — Honneurs dus aux cardinaux hors de leur diocèse	614
Causes criminelles des Clercs. — Nouvelles dispo- sitions pour les actes d'appel dans les causes cri- minelles des clercs	253
Chanoines de Carthage. — Bref conférant aux chanoines de Carthage le titre et les insignes de chapelains d'honneur de Sa Sainteté	111
Confrérie. — Le successeur du curé directeur d'une confrérie devient directeur de celle-ci... Commu-	

tation des œuvres que les confréries ne peuvent accomplir... Inscription nécessaire	553
Dernier évangile. — Dernier évangile du mercredi des Quatre-Temps de l'Avent	433
Descendants. — Les faveurs accordées à une per- sonne et à ses descendants à perpétuité, quand il y a lieu de donner à la concession une interprétation stricte, n'appartiennent qu'à la descendance par lignes masculines	446
Dîmes. — Règle tracée aux évêques d'Italie relative- ment à la suppression des dîmes par le gouverne- ment	602

Dispenses matrimoniales. — Interprétation à donner aux clauses de la Daterie pour les dispenses matrimoniales : Combien d'actes sont nécessaires pour l'exécution des dispenses. Faut-il une nouvelle vérification des causes. Faut-il double abolition. La séparation doit-elle être exigée . . .	325
Distributions chorales. — Les chanoines peuvent, sans perdre les distributions chorales, confesser et donner la sainte communion pendant l'office. . .	217
Divorce. — La Sacrée Pénitencerie ne permet pas à une femme séparée de corps de demander le divorce pour obtenir une place qui ne lui sera pas donnée sans cela. . .	242
— Que le confesseur doit prendre pour règle envers les juges, en matière de divorce, les récentes décisions du Saint-Siège . . .	278
Excardination. — Les prêtres jouissant d'un bénéfice dans leur diocèse ne peuvent passer à un autre sans le consentement de leur évêque . . .	505
Faveurs à perpétuité. — Voir ci-dessus au mot <i>Descendants</i> . . .	
Index. — Ouvrages condamnés et proscrits par l'Index le 14 décembre 1886 : <i>l'Eglise et l'Etat dans la seconde moitié du III^e siècle</i> , par B. Aubé; — <i>le SYLLABUS sans parti pris</i> , par l'abbé Bossebeuf; — <i>l'Encyclique IMMORTALE DEI, le SYLLABUS et la société moderne</i> , par le même; — <i>le Diable, la personne du Diable, le personnel du Diable</i> , par Jules Baissac; — <i>Jesus-Christus et Essent, juxta visiones Annæ Catharinæ Emmerich, monialis ordinis S. Augustini</i> , auctore Carolo Buddeus, etc., etc. . .	39
— Décret du 31 décembre 1886 condamnant et proscrivant : <i>Casus moralis. Pisis</i> , 1886. . .	135
— Décret du 10 mars 1887 condamnant la brochure <i>le Pape et l'Allemagne</i> . . .	169
Indemnités. — Les indemnités fournies par l'Etat aux ecclésiastiques prennent la nature des bénéfices qu'elles remplacent . . .	577
Indulgences. — Louanges indulgenciées aux saints noms de Jésus et Marie. . .	51
— Pour gagner et appliquer l'indulgence à l'autel privilégié, quels ornements le prêtre doit-il prendre . . .	87
— Prière indulgenciée à saint Joseph . . .	123
— Pour gagner les indulgences du Rosaire, on ne doit pas ajouter <i>Jesus</i> après l' <i>Amen</i> de la Salutation angélique. . .	313
— Décret sur les indulgences et privilèges concédés à l'œuvre de la Propagation de la foi. . .	458
— Décret concernant les objets indulgenciés (perdent-ils leurs indulgences s'ils passent en plusieurs mains avant tout usage, s'ils ne sont pas livrés aux fidèles à titre absolument gratuit), et le temps où l'on peut gagner les indulgences fixées à certains jours. . .	470
— Remarques sur le décret du 16 juillet 1887 relatif aux objets indulgenciés, etc. . .	529
— Bref de Sa Sainteté accordant des indulgences à l'occasion du cinquantième anniversaire de son ordination sacerdotale. . .	589
Leçons. — Leçons du vendredi de la quatrième semaine d'octobre. . .	433
Mariage. — Quels sont les <i>vagi</i> pour le sacrement de mariage, et quel prêtre peut les marier . . .	27
Mariages mixtes. — Lettre de la S. C. du Saint-Office d'où il appert que le Saint-Siège tient essentiellement à l'observation de ses prescriptions au	
sujet des mariages mixtes . . .	289
Martyrs d'Angleterre. — Confirmation du culte de cinquante-quatre martyrs d'Angleterre massacrés sous Henri VIII et Elisabeth . . .	206
Messe de binage. — On peut appliquer la seconde messe de binage à un confrère défunt membre d'une association qui oblige à célébrer une messe à son intention. Un curé ne peut satisfaire par une messe de binage à l'obligation qu'il a d'appliquer une messe pour sa paroisse . . .	481
Messe « pro populo ». — Obligation de la double messe <i>pro populo</i> pour le prêtre chargé de deux paroisses. . .	229
— Obligation d'appliquer deux messes aux fêtes supprimées quand on est chargé de deux paroisses; dispense à ce sujet . . .	409
Onanisme. — Le confesseur est-il tenu d'interroger les pénitents qu'il croit coupables de ce péché lorsqu'ils s'en taisent, et de les avertir de la gravité de cette faute. . .	4
Oratoires privés. — Les oratoires privés accordés à perpétuité aux descendants ne le sont pas aux parents (cognatos). . .	194
Ornements. — Ornaments à prendre pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié. . .	87
— Sur la matière dont peuvent être confectionnés les ornements sacrés. . .	182
Patronage. — Droit de patronage accordé aux bienfaiteurs d'une église . . .	565
Passion. — Décret donnant la préférence aux mystères et aux instruments de la Passion sur les doubles-majeurs occurants ou concurrents . . .	15
Patronat. — Droit de patronat pour reconstruction d'église . . .	100
Procès criminels des clercs. — Formes à suivre dans la procédure économique pour les appels au Saint-Siège . . .	63
Processions. — Dans les processions les Tertiaires en corps ont la préséance sur les Confréries séculières . . .	76
Propagation de la foi. — Conditions dans lesquelles les associés de la Propagation de la foi et les collecteurs ou directeurs peuvent jouir des indulgences et privilèges qui leur sont accordés . . .	458
Religieuses de Sainte-Claire. — On tolère que les religieuses de Sainte-Claire ouvrent une porte qui leur donne vue sur le Saint-Sacrement dans le tabernacle. On approuve qu'elles communient tous les jours . . .	147
Reposoir du Jeudi-Saint. — Décret de la S. C. des Rites . . .	421
Rosaire. — On ne doit pas ajouter <i>Jesus</i> après l' <i>Amen</i> de la Salutation angélique pour gagner les indulgences du Rosaire. . .	313
Scapulaires. — Décret du 27 avril 1887 . . .	337
— Autre décret de la même date . . .	349
— Troisième décret de la même date. . .	374
Statues de carton-bois. — Peuvent-elles être indulgenciées . . .	625
Suspenses. — Instruction de la Propagande sur les jugements <i>ex informata conscientia</i> . . .	398
Tertiaires. — Préséance des Tertiaires en corps sur les Confréries séculières dans les processions . . .	76
Tiers-Ordre. — Les membres des Instituts à vœux ne peuvent faire partie du Tiers-Ordre séraphique. . .	541
Trappistes. — L'Institut de la Trappe est bien approuvé par le Saint-Siège . . .	301
Vagi. — Sens de ce terme au point de vue du mariage . . .	27

CONSULTATIONS

DOGMATIQUES, MORALES, LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC., ETC.

- Ablution.** — Le prêtre qui vient d'administrer le viatique peut-il prendre lui-même l'eau de l'ablution, quand le malade ne le peut : sinon, que doit-il en faire. 16
- Absolution.** — La formule pour l'absolution avec indulgence plénière donnée aux tertiaires est-elle obligatoire 40
- Peut-on absoudre quelqu'un qui, en voyage, ne croit pas pouvoir observer l'abstinence . . . 150
- Quels sont la nature et les effets de l'absolution donnée à des excommuniés *jam mortui* . . . 352
- Absolution générale.** — Comment donner l'absolution générale aux tertiaires de Saint-François . . . 592
- Absoute.** — A l'absoute, l'officiant doit-il se couvrir pendant le *Libera* 330
- Pendant l'absoute, le célébrant doit-il être du côté de l'épître, et pourquoi... Quelle est la place du célébrant et des ministres pendant le *Subvenite*... Quand le prêtre doit-il se couvrir ou se découvrir pendant l'absoute . . . 531
- Doit-on faire le signe de croix sur le catafalque en disant *Requiem æternam* à la fin de l'absoute. 567
- A capitulo de sequenti.** — Lorsque les deuxième vêpres du jour de l'octave des apôtres SS. Pierre et Paul, de saint Jean-Baptiste, d'une fête de la sainte Vierge, etc., sont en concurrence avec les vêpres d'un double qu'on célèbre le lendemain, doit-on faire *a capitulo de sequenti*... Faut-il appliquer la règle de *digniori* 352
- Adoration de la Croix.** — Peut-on la faire le Jeudi-Saint 594
- Adoration perpétuelle.** — Quelles vêpres chanter le jour de l'adoration perpétuelle 207
- Comment ordonner les offices de l'Adoration perpétuelle quand celle-ci tombe le jour de la commémoration générale des défunts. . . 626
- Agnus Dei.** — Qu'appelle-t-on *Agnus Dei* et quelles sont leurs vertus 18
- Agrégation.** — L'Ordinaire peut-il obliger une association à verser une somme pour son agrégation à une confrérie. 280
- Alleluia.** — Pendant le temps pascal, doit-on ajouter Alleluia au verset commandé pour le pape . . . 340
- Amen.** — Qui doit répondre *Amen* après la formule sacramentelle de l'Extrême-Onction. 590
- Angelus.** — Satisfait-on à la récitation de l'*Angelus* et en gagne-t-on les indulgences si on remplace le texte approuvé par un cantique français qui en reproduit le sens 78
- Peut-on interrompre le bréviaire pour réciter l'*Angelus* au son de la cloche, et qui ne le fait perd-il les indulgences de l'*Angelus*. . . 219
- Faut-il faire la genuflexion à l'*Et Verbum caro factum est de l'Angelus* 628
- Anges.** — Quel traité de théologie peut-on conseiller pour une étude sur les anges 7
- Anniversaires.** — Le prêtre qui, pour l'acquit des anniversaires fondés ou demandés, n'aurait chanté que la messe du jour et non la messe en noir, aurait-il besoin d'une absolution. 184
- Anticipation de l'office.** — Peut-on commencer tous les jours l'office à deux heures 557
- Antienne.** — Saint Sixte titulaire et patron d'une paroisse a sainte Philomène comme cotitulaire seulement; faut-il aux vêpres et aux laudes, après avoir fait mémoire de saint Sixte, ajouter l'antienne et l'oraison de sainte Philomène 350
- Antienne de la sainte Vierge.** — A la fin des complies ou des vêpres solennelles pendant la semaine doit-on simplement réciter, sans la chanter, l'antienne de la sainte Vierge 244
- Antiphonaires.** — Peut-on conserver des antiphonaires qui ne sont pas revêtus de l'approbation de l'Ordinaire 232
- Approbation épiscopale.** — Suffit-elle pour la fondation de nouveaux Instituts religieux 41
- Archiconfrérie de l'Immaculée-Conception.** — Quel est le siège à Rome, quelles sont les indulgences de l'archiconfrérie de l'Immaculée-Conception. . . 221
- Archiprêtres.** — Droits des archiprêtres 497
- Assistance à la messe.** — Comment agir avec ceux, v. g. les employés de chemins de fer, qui ne peuvent que rarement assister à la messe 555
- Associés des titulaires.** — Doit-on omettre les saints simplifiables qui sont joints aux patrons... les omet-on s'ils tombent le jour octave du patron. . 266
- Aubes.** — Peut-on donner des aubes aux laïques . . . 579
- Aumôniers.** — Quelles règles doit suivre pour la célébration des offices l'aumônier d'une communauté ayant son *Ordo* spécial. 66
- Un aumônier de religieuses qui reçoit et verse leurs cotisations pour la Propagation de la foi jouit-il des faveurs accordées aux prêtres qui versent huit souscriptions 77
- Autel.** — Autel et pierre sacrée sont-ils une seule et même chose. 29
- Peut-on avoir des tiroirs sous l'autel pour les ornements... une armoire sous le tabernacle pour les Saintes-Huiles... une exposition fixe en pierre sur le tabernacle . . . 124
- Un autel validement consacré perd-il sa consécration par le simple enlèvement des reliques 194
- Un autel fixe perdrait-il sa consécration si on le transportait d'un lieu à un autre tout d'un bloc comme un autel portatif. 400
- Autel privilégié.** — Un prêtre directeur à la fois de la Propagation de la foi et de la Sainte-Enfance a-t-il six fois par semaine la faveur de l'autel privilégié 66
- Quand on a la faveur de l'autel privilégié 2, 3, 4 ou 5 fois par semaine, faut-il déterminer les jours irrévocablement et les faire approuver par l'Ordinaire 77
- L'autel cesse-t-il d'être privilégié si la pierre sacrée a été remplacée 328
- Faut-il, pour l'autel privilégié, que la pierre d'autel soit scellée dans le massif 328
- Baiser de l'autel.** — Doit-on baiser la pierre sacrée elle-même, ou l'autel. 28
- Baiser de paix.** — Le sous-diacre doit-il saluer le diacre avant de recevoir le baiser de paix. . . . 330
- Bans.** — Est-il expressément défendu de faire la publication des bans pour les mariages mixtes 9

- Peut-on publier les bans pour les mariages mixtes 149
- Baptême.** — Quel ordre faut-il suivre quand on baptise deux jumeaux, ou plusieurs enfants, en même temps, s'ils sont de sexe différent. Quelles sont les formules qui doivent être dites deux fois. 137
- Peut-on faire en français les interrogations du baptême 244
- Pour suppléer les cérémonies du baptême, si l'enfant est arrivé à l'âge d'adulte, doit-on prendre les formules du baptême des adultes ou du baptême des enfants. 280
- Quand doit-on sonner la cloche pour le baptême 280
- Dans l'administration du baptême, doit-on faire le signe de la croix sur l'enfant quand on lui dit *Vade in pace et Dominus sit tecum* 625
- Barrette.** — Peut-on porter partout la barrette . . . 340
- Doit-on avoir la barrette pour l'administration du baptême 604
- Benedicamus.** — Aux messes solennelles, le célébrant doit-il, après *Benedicamus Domino*, attendre, avant de continuer, que le chœur ait fini de chanter *Deo gratias* 6
- Bénédictions.** — Un prêtre peut-il, sans autorisation spéciale, faire la bénédiction de l'habit cléricale... faire les bénédictions et employer les formules propres à certains ordres religieux... employer toutes les bénédictions insérées au Rituel et non réservées mais approuvées particulièrement pour tel diocèse ou tel ordre religieux. 31
- Tout prêtre peut-il, sans autorisation, donner la bénédiction avec le Saint-Ciboire 31
- Le célébrant doit-il bénir les fidèles qu'il communie avant ou après la messe quand ceux-ci assistent à la messe... doit-il donner la bénédiction s'il est en ornements noirs . . . 52
- Peut-on ne bénir les cierges de la Chandeleur que le dimanche suivant 52
- Doit-on bénir de nouveau deux chasubles dont les croix ont été transportées de l'une à l'autre. 330
- Quelle bénédiction prendre pour bénir les chapelets, les statuette, les petites croix . . . 399
- Pour la bénédiction du T.-S. Sacrement qui ne suit pas immédiatement l'office précédent, quelle chape faut-il prendre 350
- Doit-on bénir la fosse des enfants dans un cimetière non béni. 411
- Est-il défendu de donner la bénédiction du Saint-Sacrement pendant la Semaine-Sainte 435
- Quels sont les objets que tout prêtre peut bénir par son seul pouvoir de prêtre 557
- Pour la bénédiction du Saint-Sacrement, les mains du prêtre doivent-elles être couvertes par le voile. 592
- Peut-on bénir les croix d'un Chemin de Croix placées avant la cérémonie. 605
- Bénédiction de l'eau.** — Doit-on allumer des cierges pour la bénédiction de l'eau... Une pincée de sel est-elle suffisante 592
- Bénédiction des Fonts.** — A la bénédiction des Fonts le Samedi-Saint, doit-on s'arrêter à l'infusion des Saintes-Huiles quand on n'a pas les nouvelles et qu'on les attend sous peu de jours 411
- Le décret in *Oriolen*. a-t-il changé les règles précédentes sur l'emploi des Saintes-Huiles pour la bénédiction des Fonts le Samedi-Saint 566
- La bénédiction des Fonts est-elle nulle quand on ne peut pas y verser en même temps l'huile des catéchumènes et le Saint-Chrême . . . 593
- Bénédiction nuptiale.** — Doit-on faire venir les époux aux marches de l'autel au moment de la bénédiction nuptiale. 293
- Peut-on donner la bénédiction nuptiale (à la messe) à une jeune fille devenue mère depuis 3 ans qui se marie avec un autre jeune homme que celui qui l'a séduite 495
- Bénédiction papale.** — Le confesseur peut-il, sans pouvoir spécial, donner aux tertiaires la bénédiction papale avec indulgence plénière . . . 9
- Le prêtre autorisé à donner la bénédiction papale aux membres du Tiers-Ordre de saint François profite-t-il lui-même de cette faveur 352
- Bénédictions réservées.** — Le prêtre qui fait, sans délégation régulière, les bénédictions réservées à l'évêque, encourt-il l'irrégularité... L'évêque peut-il, sans indult spécial, accorder à ses prêtres le droit de faire les bénédictions qui n'exigent pas l'emploi des Saintes-Huiles... Que penser de la validité des bénédictions faites dans ces conditions... L'évêque pourvu d'un indult à cet effet doit-il, pour la validité, faire mention de cet indult... Peut-il accorder cette faculté à une catégorie de personnes (v. g. aux curés, aux chapelains), ou ne peut-il l'accorder qu'à tel ou tel prêtre nommément désigné... Les permissions accordées par l'évêque valent-elles encore après sa mort ou après sa translation à un autre siège 459
- Bénéfices de Bourse.** — Dans quelles circonstances les bénéfices réalisés à la Bourse pourraient-ils obliger à restitution 139
- Bibliothécaire des chemins de fer.** — Une bibliothécaire de chemins de fer peut-elle vendre de mauvais journaux et de mauvais livres à ceux qui les demandent 244
- Binage.** — Serait-il permis de biner un jour de semaine, si devant célébrer des funérailles ou un anniversaire promis, le prêtre qui devait célébrer fait défaut à la dernière heure . . . 352
- Un prêtre bineur peut-il se contenter, après sa première messe, de laver ses doigts dans un vase d'eau pour les purifier 399
- Un curé qui bine sans indemnité peut-il conserver pour lui ou pour son église les honoraires de sa seconde messe. 555
- Quelles raisons canoniques dispensent du binage 580
- Le prêtre bineur doit-il faire mémoire du patron de l'église de son binage. 580
- Brévisaire.** — Peut-on interrompre le Brévisaire pour réciter l'*Angelus*. 219
- Les prières qui se trouvent à la fin du Brévisaire sont-elles liturgiques 243
- Les veilles de grandes fêtes, peut-on omettre les heures du Brévisaire qui répondent au temps où l'on a été occupé à entendre les confessions 603
- Calice.** — Lorsque le prêtre a pris le précieux Sang, peut-il, au moment de donner la communion aux fidèles, couvrir le calice avec le purificateur, et

mettre la pale par dessus	399	d'un homme politique	185
Canon. — Que doit faire le prêtre qui célèbre, quand, pendant qu'il récite le canon, on rapporte à son autel le saint Viatique, et que doit faire le prêtre qui rapporte le saint Viatique	604	Chanoines. — Quels sont les droits, les honneurs et les charges des chanoines de seconde érection	182
Canonicats. — Traduction de la solution donnée à Rome pour la fondation de deux canonicats nouveaux à Cambrai	244	— Un chanoine titulaire conserve-t-il encore son titre lors même que par suite de division d'un diocèse il passe sous la juridiction d'un nouvel évêque	362
Cantiques. — Peut-on chanter des cantiques en langue vulgaire devant le Saint-Sacrement exposé... pendant la messe basse	41	— Un chanoine honoraire peut-il présider les funérailles ou y assister avec le rochet et le camail	542
— Peut-on chanter des cantiques dont les paroles n'ont pas été approuvées	555	Chanoines de Carthage. — Les chanoines de Carthage demeurés curés dans leur patrie, doivent-ils réciter l'office de l'église de Carthage	603
Carême. — Pendant le Carême, les huîtres, les écrevisses, sont interdites comme les autres poissons dans les repas où on mange de la viande	400	Chants. — Peut-on chanter autre chose que des hymnes et des prières liturgiques aux saluts du Saint-Sacrement pendant l'octave de la Fête-Dieu	435
Cas réservés. — Les pénitents ayant des cas réservés au Souverain-Pontife et empêchés d'aller à Rome sont-ils tenus d'écrire	435	— Les chants des fidèles pendant la messe basse sont-ils interdits	462
Casuel. — Voir au mot <i>Oblations</i>		Chape. — La chape blanche est exigée pour la bénédiction du T.-S. Sacrement quand cette bénédiction ne suit pas immédiatement l'office précédent	350
— Le droit de percevoir les droits casuels dans sa paroisse commence, pour le curé, avec sa juridiction	630	Chapelet. — Gagnerait-on les indulgences du chapelet si on le passait simplement à son bras, sans le faire glisser entre ses doigts pendant qu'on le récite, afin de pouvoir faire en même temps un travail manuel	9
Catafalque. — Pour le service anniversaire d'un prêtre, le catafalque doit-il avoir les pieds tournés vers l'autel	112	— Quelle bénédiction prendre pour les chapelets	399
Catéchisme. — En enseignant le catéchisme après qu'on a encouru une suspension, devient-on irrégulier	52	— L'évêque ne peut-il pas déléguer un vicaire pour indulgencier les chapelets	555
— Ya-t-il obligation stricte pour le curé de faire par lui-même le catéchisme aux enfants... Quand doit-il le leur faire... Que doit-il faire pour les ignorants qui ne fréquentent pas le catéchisme	294	Chapelet du Sacré-Cœur. — Formule approuvée par l'Eglise pour le chapelet du Sacré-Cœur	67
— L'évêque peut-il rendre obligatoire un concours entre les élèves des catéchismes d'une même ville	329	Chapelle. — Que penser de la construction d'une chapelle sur le corps d'une personne morte en odeur de sainteté	267
— Y a-t-il un décret de la S. C. des Etudes réglant que les enfants des écoles peuvent suivre les catéchismes et faire leur première communion dans l'église de la paroisse sur laquelle se trouve l'école	580	— Toutes les chapelles d'une congrégation doivent-elles avoir pour titulaire le patron de la congrégation	603
Celsitudo throni. — Que signifie : <i>Qua celsitudo throni processit</i>	580	Chapelle de religieuses. — Un prêtre en voyage peut-il dire la messe dans une chapelle de religieuses, avec la permission de l'aumônier et sans l'autorisation du curé	79
Cendres (Distribution des). — Faut-il, pour la distribution des cendres, répéter les oraisons et les chants de la bénédiction autant de fois qu'on les distribue	148	Chasuble. — Doit-on bénir de nouveau une chasuble dont les galons ou la croix ont été changés	220
Censure. — La censure est-elle encourue par le confesseur qui, doutant d'avoir une raison suffisante, a confessé une femme ailleurs qu'au confessionnal, malgré la suspension <i>ipso facto</i> portée par les statuts	8	— Des chasubles dont les croix ont été transportées de l'une à l'autre doivent-elles recevoir une nouvelle bénédiction	330
Cercueil. — Peut-on déposer un cercueil devant le reposoir de la Semaine-Sainte (jeudi et vendredi) s'il n'y a pas d'autre espace libre	242	Chemin de Croix. — Pour l'exercice public du Chemin de Croix, le prêtre doit-il prendre une étole, et laquelle	16
Cérémonial. — Qui doit approuver le cérémonial d'un Institut religieux... et ce cérémonial servira-t-il pour toutes les maisons de l'Institut	615	— Peut-on valablement bénir les croix du Chemin de la Croix si elles sont placées avant la cérémonie	605
Certificats de baptême. — Les certificats de baptême doivent-ils porter le <i>visa</i> de la curie épiscopale quand ils doivent être envoyés hors du diocèse	11	— Les indulgences du Chemin de la Croix sont-elles perdues si les croix ont été enlevées plus d'une année	615
Chandeleur. — Quelles sont les églises où doivent se faire la bénédiction des cierges et la procession de la Chandeleur	242	— De quelle nature est l'indulgence attachée au Chemin de la Croix	617
Changements des curés. — Est-il permis à un évêque de changer un ou plusieurs desservants pour obtenir du gouvernement l'approbation d'un ou de plusieurs curés de canton... pour obtenir l'appui		Christs jansénistes. — Quels sont les caractères distinctifs des christs jansénistes	196
		Ciboire. — Est-il vrai que la liturgie romaine défend de conserver le saint Ciboire au tombeau le Jeudi-Saint	473
		Cierges. — Peut-on mettre sur l'autel quatre petits cierges entre ou derrière les six grands	64
		— Aux messes chantées pendant la semaine, combien faut-il de cierges... combien en faut-il	

- aux vêpres du dimanche... la cire est-elle de rigueur 88
- Doit-on allumer des cierges pour la bénédiction de l'eau 592
- Les cierges de la messe peuvent-ils être attachés au mur près de l'autel 267
- Peut-on célébrer avec des cierges quelconques achetés comme vraie cire 279
- Cierges de la Chandeleur.** — Peut-on ne bénir les cierges de la Chandeleur que le dimanche suivant 52
- Cimetière.** — Dans un cimetière non béni, doit-on bénir la fosse des enfants 411
- Cire liturgique.** — Quelle proportion de stéarine mélangée à la cire laisse à celle-ci son caractère liturgique 112
- Cohabitation scandaleuse.** — Comment agir avec une femme mariée qui cohabite avec un octogénaire (qui n'est pas son mari) dont elle convoite l'héritage, cette femme ayant été, précédemment et dans ces conditions, admise aux sacrements 244
- Commémoration de saint Paul.** — Doit-on dire Commémoration ou Commémoration de saint Paul 112
- Communautés.** — Suffit-il de l'approbation de l'évêque pour établir des communautés d'hommes ou de femmes... les vœux y sont-ils valides 41
- Communión.** — Quand le célébrant donne la Communion avant ou après la messe, doit-il donner la bénédiction aux communicants s'ils assistent à la messe 52
- Peut-on communier les fidèles avec l'hostie de la custode 76
- Peut-on distribuer la sainte Communion le Samedi-Saint pour le devoir pascal... peut-on introduire cette coutume là où elle n'existe pas 101
- Est-ce en aube ou en surplis qu'on donne la sainte Communion avant la messe 137
- Peut-on donner la sainte Communion à plusieurs personnes en ne prononçant qu'une fois la formule : *Corpus Domini*, etc. 280
- Donnant la Communion hors de la messe, ou administrant le saint Viatique, le prêtre doit-il, n'y eût-il qu'une seule personne, dire *Miserereatur VESTRI* 362
- Au moment de donner la communion aux fidèles, le prêtre qui vient de prendre le précieux Sang peut-il couvrir le calice avec le purificateur et mettre la pale par-dessus 399
- Quelle doit être la couleur de l'étole pour donner la sainte Communion aux solennités des fêtes renvoyées au dimanche 578
- Peut-on, lors de la distribution de la Sainte Communion, dire *fratres* avant *Ecce Agnus Dei*, et faire répondre *Amen* par le servant après *Custodiat* etc. 614
- Peut-on sans servant distribuer la Sainte Communion aux femmes hors de la messe... et en cas d'affirmative qui doit réciter le *Confiteor* 614
- Commutation.** — Le confesseur doit-il imposer une pénitence à celui que sa santé met dans l'impossibilité de jeûner 619
- Communión blanche.** — Que penser de l'usage de donner une hostie non consacrée aux malades et aux enfants de la première communion pour s'assurer qu'ils pourront bien communier 207
- Complicitas.** — Casus tres circa complicitatem in peccato turpi 340
- Complies.** — A la fin des complies pendant la semaine, doit-on simplement réciter, sans la chanter, l'antienne de la Sainte-Vierge 244
- Concours.** — Un concours entre élèves des catéchismes d'une même ville peut-il être rendu obligatoire par l'évêque 329
- Concurrence.** — Comment ordonner les vêpres de saint Marc et de saint Philippe et saint Jacques en concurrence au 13 et au 14 mai 42
- Saint François d'Assise étant patron et étant en concurrence avec le Rosaire, quelles vêpres devait-on chanter 52
- En cas de concurrence de l'office de l'Immaculée-Conception avec le dimanche de la Quinquagésime, de saint Mathias avec le deuxième dimanche de Carême, à qui les premières vêpres 446
- Diverses solutions liturgiques relatives à la concurrence, en 1888, du Précieux-Sang avec la Visitation de la Sainte-Vierge, de saint Dominique avec la dédicace de Sainte-Marie-aux-Neiges, de la Nativité de la Sainte-Vierge avec le Saint-Nom de Marie, etc. 470
- Concurrence du Précieux-Sang avec la Visitation 554
- Conférences ecclésiastiques.** — L'évêque peut-il imposer à ses prêtres sous des peines canoniques d'assister aux conférences ecclésiastiques 221
- Confession.** — Un curé peut-il hors de son diocèse, confesser un vicaire de son diocèse 150
- Le prêtre peut-il, les veilles de grandes fêtes, pour entendre les confessions, omettre les heures de son Bréviaire correspondant au temps qu'il passe au saint tribunal 603
- Un professeur de séminaire peut-il, pendant les vacances, confesser un élève qu'il accompagne hors du diocèse 607
- Peut-on se confesser par le téléphone 628
- Confession annuelle.** — Quand commence l'année ecclésiastique pour la confession annuelle 152
- Confession des femmes.** — Une peine de suspense *ipso facto* étant portée par les statuts contre le confesseur qui entend les femmes ailleurs qu'au confessionnal, le confesseur, dans le doute sur la raison suffisante, a-t-il encouru la censure 8
- Confession des religieuses.** — Le confesseur extraordinaire peut-il entendre les religieuses en dehors des Quatre-Temps 17
- Un curé confesseur des religieuses de sa paroisse peut-il entendre les religieuses d'une autre paroisse 17
- Un confesseur quelconque peut-il entendre les sœurs en voyage 17
- Le confesseur des religieuses peut-il les décharger des manquements contre la pauvreté 17
- Confessionnal.** — Quelles sont les règles pour les grilles des confessionnaux 604
- Confirmation.** — A la confirmation, le parrain peut-il se contenter de mettre la main sur l'épaule du confirmand... contracte-t-il la parenté spirituelle... un seul parrain suffit-il pour tous les confirmands... peut-on employer les parrains du baptême 242
- Confiteor.** — Peut-on laisser aux pénitents le soin de réciter le *Confiteor* avant d'entrer au confessionnal 197
- Confrérie de N.-D. Auxiliatrice.** — La confrérie de N.-D. Auxiliatrice établie à Munich est-elle ap-

prouvée. Quelles sont ses conditions et ses indulgences	376	— Pourquoi dit-on le <i>Credo</i> à la fête de sainte Marie-Madeleine	614
Confrérie de Saint-Eloi. — Comment célébrer la fête patronale d'une confrérie de Saint-Eloi tombant avec la solennité de l'Immaculée-Conception	233	Croix. — Où doit-on placer la croix sur une tombe	350
Confrérie du Mont-Carmel. — Le décret du 27 avril 1887 rend obligatoire l'inscription sur les registres de la confrérie du Mont-Carmel sous peine de nullité dans l'admission	482	Croix de consécration. — Comment retrouver et où reprendre la croix de consécration d'une église	196
Confrérie du Sacré-Cœur. — Comment instituer dans une paroisse la confrérie du Sacré-Cœur	67	Croix de l'autel. — Doit-on pendant le temps de la Passion, voiler la croix de l'autel où la messe est dite... si on doit le faire, ne faut-il point exposer une autre croix, afin que le prêtre ait sous les yeux l'image du crucifix	362
Confrérie du Saint-Rosaire. — Solutions relatives à la confrérie du Saint-Rosaire	473	Croix de procession. — Un prêtre peut-il se faire précéder de la croix de procession pour l'entrée de la messe solennelle	41
Confrérie du Scapulaire. — Solutions relatives à la confrérie du Scapulaire	473	Custode. — Lorsque l'hostie que l'on a mise dans l'ostensoir est renfermée dans une lunule à double verre, est-on obligé d'avoir en outre une custode pour conserver l'hostie et la lunule vitrée dans le tabernacle... Est-il irrégulier de laisser cette lunule sans custode dans le tabernacle	314
Congrégation (S.) des Rites. — Comment entendre les décisions de la S. C. des Rites opposées entre elles... quelle est la valeur des décrets authentiques mais non insérés dans la collection officielle	194	Dame. — Peut-on appeler <i>dame</i> la jeune épouse après le mariage civil, avant le mariage religieux	207
Congrégation (S.) du Concile. — La S. C. du Concile ne motive pas ses décisions en les publiant	150	Dalmatique. — Les assistants aux vêpres peuvent-ils prendre la dalmatique au lieu de la chape	41
Conopée. — Le conopée du tabernacle doit-il être de soie	220	Danses. — Peut-on, contre les danses, prendre une mesure générale, comme de refuser les sacrements à toutes les personnes qui y prennent part	194
— Le conopée est-il de rigueur sur le tabernacle	387, 437	Décrets. — Comment agir en face de décrets de la S. C. des Rites opposés entre eux... non insérés dans la collection officielle	191
Consécration. — Peut-on, à la messe de minuit, consacrer avant minuit	194	Dédicace des autels. — Le maître-autel étant dédié à un saint, peut-on dédier au même saint un autre autel de la même église	16
— Une hostie laissée par mégarde sur le corporal pendant la première messe de Noël est-elle consacrée	615	Démembrement d'une paroisse. — Diverses questions relatives au démembrement d'une paroisse et au pouvoir des évêques sur ce point	627
Consécration d'autel. — Faut-il des reliques pour la validité de la consécration d'une pierre d'autel	194	Démocratie. — L'Eglise doit-elle se tourner vers la démocratie, si l'avenir appartient à celle-ci, comme elle a fait vers les barbares	7
— Un autel fixe perdrait-il sa consécration si on le transportait d'un lieu à un autre tout d'un bloc comme un autel portatif	400	Démon. — Peut-on affirmer théologiquement que Dieu n'a jamais pu permettre au démon de pénétrer la pensée humaine quand elle ne se révèle par aucun signe sensible	630
Corpus Domini. — Doit-on prononcer les paroles <i>Corpus Domini</i> avant de consommer les saintes Espèces renfermées dans la lunule	362	Dénonciation. — Le maire qui a reçu sous le secret une dénonciation faite de bonne foi, puis reconnue fautive, peut-il être obligé à donner le nom du dénonciateur... A quoi est tenu, dans ce cas, le dénonciateur	631
Costume canonial. — La réponse <i>Nil innovandum</i> autorise-t-elle les chanoines, en France, à porter le costume partout où ils se trouvent	138	Dépaysé. — Peut-on dire que Notre-Seigneur Jésus-Christ était <i>dépaysé</i> sur la terre	630
Couleur liturgique. — La chape blanche est-elle exigée pour la bénédiction du Saint-Sacrement quand cette bénédiction ne suit pas immédiatement l'office précédent	350	Devoir pascal. — Remettre de quelques jours le devoir pascal quand, quoique malade, on pourrait aller à l'église, est-ce péché grave	555
— De quelle couleur se servir à la fête du T. S. Rédempteur	472	Dies iræ. — Les chantres peuvent-ils en passer quelques strophes	138
— Quelle doit être la couleur de l'étole pour donner la Sainte Communion aux solennités des fêtes renvoyées au dimanche	578	Dimissoires. — Quelles peines encourt l'évêque qui ordonne un sujet étranger sans dimissoires	594
Couronnes. — Peut-on mettre des couronnes sur le cercueil d'une veuve	232	Direction. — Dans la direction des fidèles qui s'adressent à lui, et spécialement en questions de vocation, le vicaire peut-il agir sans consulter son curé	618
Couverture de l'autel. — Aux vêpres chantées par un simple prêtre, doit-on ne découvrir l'autel qu'avant le <i>Magnificat</i>	64	Dispense. — Si la réponse à une demande de dispense n'arrive pas à temps, le curé peut-il présumer cette dispense ou l'accorder	65
— Peut-on se contenter, pour la messe, de rouler vers les gradins, sans l'enlever complètement, la couverture de l'autel	614	— Faut-il une dispense pour que le frère d'une femme épouse la fille d'un premier mariage du mari	197
Credo. — A la messe votive chantée de sainte Barbe, devait-on chanter le <i>Credo</i> en raison de l'occurrence de saint Pierre Chrysologue	40	— Le confesseur a-t-il droit de dispense ou d'interprétation au sujet de la règle des religieux	209
— Doit-on dire le <i>Credo</i> à la fête du Patronage de saint Joseph	219	Divorce. — Peut-on assister au mariage mixte	
— Peut-on chanter le <i>Credo</i> à une messe de translation de reliques	590		
— En règle générale, quand doit-on dire le <i>Credo</i> à la messe	593		

- d'un protestant divorcé d'avec une première femme 209
- Après une sentence du tribunal civil prononçant le divorce, faut-il encore un procès ecclésiastique avant que les parties puissent contracter un nouveau mariage 127
- Peut-on admettre aux sacrements une femme divorcée que le public croit seulement séparée de corps 615
- Comment doit se conduire vis-à-vis d'une divorcée remariée civilement et très malade, le curé à qui elle demande les sacrements 630
- Domicile et quasi-domicile.** — Comment se perdent et s'acquièrent le domicile et le quasi-domicile relativement au mariage... Les mineurs et les mineurs le perdent-ils de la même manière... Le mineur perd-il son domicile chez ses parents par cela seul qu'il devient majeur et quitte la maison paternelle pour y revenir plus tard 410
- Dominus det nobis suam pacem.** — Quand les vêpres sont suivies du salut, doit-on dire *Dominus det nobis suam pacem* 340
- Donation.** — Dans quelles conditions une donation acceptée constitue-t-elle pour le donataire un droit irrévocable 67
- Doyens.** — Droits des doyens 498
- Doxologie.** — Au jour octave de l'Épiphanie, si l'on célèbre les premières vêpres de saint Hilaire double de 2^e classe, quelle doxologie doit-on
- Y a-t-il une doxologie propre pour la fête du Très-Saint Rédempteur 136
- Dans les doxologies, demeure-t-on incliné jusqu'à la fin de la strophe 136
- prendre 195
- Droite.** — A l'église, où est le côté droit 593
- Eau bénite.** — Le Samedi-Saint, un curé binaire peut-il transporter dans une église l'eau qu'il a bénite en l'autre 410
- Ecrevisses.** — Les écrevisses sont-elles interdites pendant le carême aux repas où on mange de la viande 400
- Ego volo.** — Dans la formule *Ego volo...* doit-on dire *et patientis* 207
- Electeurs.** — Comment, vis-à-vis des électeurs qui votent mal, doit se comporter le confesseur, pour accorder ou refuser l'absolution et les pâques 628
- Elévation des yeux.** — Lorsque la rubrique du Missel prescrit de lever les yeux, où doit-on les diriger 313
- Empêchement de la crainte.** — La sentence du juge civil, déclarant que Titius est tenu d'épouser Berthe, peut-elle donner lieu à l'empêchement de la crainte, *metus* 17
- Employés de chemin de fer.** — Comment agir avec les employés de chemins de fer qui ne peuvent que rarement assister à la messe 555
- Encensement.** — Doit-on encenser l'image de l'Enfant Jésus placée sur l'autel pendant le temps de Noël 604
- Enfants de chœur.** — Les rubriques obligent-elles en conscience les enfants de chœur 340
- Enfant Jésus (Image du S.).** — Peut-on, au temps de Noël, placer sur l'autel l'image du saint Enfant Jésus... doit-on l'encenser 604
- Enterrement.** — La simple assistance d'un prêtre, qui ne prie pas pour le défunt, à un enterrement, emporte-t-elle le droit à l'honoraire 207
- Un jour d'enterrement, le prêtre qui célèbre une messe de *Requiem* peut-il prendre la messe *in die obitus* 281
- Un curé peut-il, sans rien demander à personne, inhumer le corps d'un défunt étranger à sa paroisse 386, 437
- Épître.** — Que penser d'un curé qui fait chanter l'épître par un enfant pendant que lui-même la lit à l'autel 31
- Qui doit chanter l'épître aux messes sans diacre ni sous-diacre 148
- A la messe d'une sainte veuve, doit-on lire l'épître *Mulierem fortem* ou l'épître *Viduas honora* 350
- Erreur dans le propre diocésain.** — La fête d'un saint de rite semi-double ayant été par erreur portée comme double dans un propre diocésain approuvé par le Saint-Siège, le clergé du diocèse doit-il la faire double 136
- Étole.** — Le prêtre doit-il prendre une étole pour l'exercice public du Chemin de la Croix et laquelle 16
- Peut-on prendre l'étole aux vêpres suivies du salut 41
- Pour donner la communion avant ou après la messe, le prêtre doit-il revêtir une étole de la couleur du jour 52
- Quelle doit être la couleur de l'étole pour donner la sainte communion aux solennités des fêtes renvoyées au dimanche 578
- Excommunication.** — Encourt-on l'excommunication spécialement réservée en déclarant devant plusieurs personnes qu'on ne croit pas à l'enfer 77
- Excommuniés.** — Quels sont la nature et les effets de l'absolution donnée à des excommuniés *jam mortui* 352
- Exécration.** — L'enlèvement de la cire scellant le sépulcre d'une pierre d'autel entraîne-t-il l'exécration 9
- Un autel n'est pas exécré parce que des plaques de marbre, ayant participé immédiatement aux onctions, ont été accidentellement enlevées et déplacées 351
- Exposition du Saint-Sacrement.** — Est-on obligé, pour l'exposition du Saint-Sacrement, de le placer sur le tabernacle... Peut-on faire reposer sur les tables de l'autel les colonnettes supportant l'exposition 376
- Y a-t-il des temps où l'on ne peut exposer le Saint-Sacrement 602
- Exposition privée (du Très-Saint-Sacrement).** — Qu'entend-on par exposition privée... Pour faire une exposition privée dans les églises, il faut une cause au moins privée... Le prêtre étant absent, les fidèles ne peuvent la faire eux-mêmes 291
- Extrême-Onction.** — Peut-on, pour économiser du temps, administrer le saint Viatique et l'Extrême-Onction, sans attendre le servant 16
- Après avoir administré l'Extrême-Onction, le prêtre, s'étant lavé les mains, peut-il les essuyer à une serviette de la maison 209
- Doit-on donner l'Extrême-Onction aux moribonds douteusement disposés 218
- Ne doit-on pas refuser l'Extrême-Onction quand le malade a volontairement remis de la recevoir à un temps indéterminé 555
- Qui doit répondre *Amen* après la formule sacramentelle de l'Extrême-Onction 590
- Fête-Dieu.** — Pendant l'octave de la Fête-Dieu, est-il défendu de chanter aux saluts autres choses que des hymnes et des prières liturgiques 435

- Peut-on, au reposoir de la Fête-Dieu, représenter en personnages l'apparition de Lourdes. 257
- Peut-on faire la procession de la Fête-Dieu après les vêpres 16
- Peut-on, pour la procession de la Fête-Dieu, représenter des scènes religieuses, comme l'apparition de N.-D. de Lourdes 375
- Quand la procession de la Fête-Dieu a été empêchée après la messe, est-on tenu de la faire après les vêpres 410

Fêtes et offices divers. — Questions relatives aux fêtes et offices :

de saint Julien de Brioude	5
de la Fête-Dieu. 16, 257, 291, 375, 410, 578, 579	
des Quarante-Heures	30
de saint Remy, patron	39, 100
du Rosaire	39, 52
de la Maternité de la sainte Vierge	39
de saint Louis-Bertrand	39
de sainte Brigitte	39
de saint Gislain	39
de saint Denis	39
de sainte Barbe	40
de saint Pierre Chrysologue	40
de saint Marc	42
de saint Philippe et saint Jacques	42
de saint François d'Assise	52
de l'octave de Noël	114
du troisième dimanche de l'Avent	124
de saint Jean	136
de saint Etienne	136
du très saint Rédempteur	136
de la sainte Trinité	136
de l'Immaculée-Conception	138, 233
de saint Joseph	138
de saint Pierre et saint Paul	138
de la Dédicace	138
de saint Valentin	149
de saint Cyrille	149
de la Semaine-Sainte . 170, 242, 410, 434, 435,	
473, 566, 594	
de Noël	194
du jour octave de l'Epiphanie	195
de saint Hilaire	195
de l'Adoration perpétuelle	207
du Patronage de saint Joseph	219
de sainte Anne	232
d'une fête patronale de saint Eloi	233
de la Chandeleur	242
de saint Pierre	244
de sainte Marcelle	280
du saint Nom de Jésus	280
de la Septuagésime	281
de la Passion	281, 340, 362
de la sainte Vierge	281
du dimanche des Rameaux	293, 340
de saint Pardoux	350
de saint Sixte	350
de sainte Philomène	350
de sainte Foi	350
de sainte Chantal	350
de l'octave des apôtres saints Pierre et	
Paul, de saint Jean-Baptiste, d'une fête	
de la sainte Vierge	352
du dimanche de Quasimodo	362
de saint Anicet	362
de la Présentation de la sainte Vierge	423
de saint Thomas de Cantorbéry	436

de la Quinquagésime	446
de saint Mathias	446
du deuxième dimanche de carême	446
de saint Vincent Ferrier	446
de l'Annonciation	446
de saint Pierre-Célestin	446
de sainte Pudentienne	446
de la Vigile de la Pentecôte	446
de saint Bernardin de Sienne	446
de sainte Madeleine de Pazzi	446
du Précieux Sang	470, 554
de la Visitation de la sainte Vierge . 470, 554	
de saint Dominique	470
de la dédicace de sainte Marie-aux-Neiges. 470	
de la Nativité de la sainte Vierge	470
du saint Nom de Marie	470
du Saint-Rédempteur	472
de N.-D. des Sept Douleurs	470
de saint Martin	471
de sainte Bibiane	471
de saint Marcel	506
de saint Vigor	506
de saint Mathurin	506
de sainte Colombe	506
du 2 novembre	506
de saint Vital	594
de saint Agricole	594
de saint Flour	594
de saint Bonaventure	603
de sainte Marie-Madeleine	614

Fête patronale. — Comment célébrer la fête patronale d'une confrérie de Saint-Eloi tombant avec la solennité de l'Immaculée-Conception. 233

— Coutume de transfert à un jour où tombe une fête double 243

— Un jour de fête patronale, peut-on chanter une messe de *Requiem, corpore presente* 594

Fondations. — Quelles sont les règles canoniques par rapport aux capitaux des fondations, soit pour leur acceptation, soit pour leur administration. Y a-t-il des peines, et lesquelles, pour la violation de ces règles. 125

Fruit de la messe. — Le fruit de la messe est-il infini 254

Fuite en Egypte. — Comment concilier saint Mathieu et saint Luc au sujet de la fuite en Egypte et du retour à Nazareth. 543

Funérailles. — Dans les fêtes de première classe où la messe de *Requiem* est prohibée pour les funérailles *corpore presente*, peut-on faire les funérailles le matin, mettre des tentures noires autour de l'autel et du chœur, en ne célébrant qu'une messe basse avec l'ornement du jour, et renvoyer la messe de *Requiem* au premier jour libre... ou bien faut-il renvoyer ces funérailles au soir après les vêpres. 352

— Devant célébrer des funérailles, ou un anniversaire promis, serait-il permis de biner un jour de semaine, le prêtre qui devait célébrer faisant défaut à la dernière heure. 352

— Pendant le répons *Subvenite*, le célébrant et les ministres doivent-ils se tourner vers l'autel ou vers le cercueil... la croix doit-elle être présente... pendant l'absoute quelle est la place du célébrant, quand doit-il se couvrir ou se découvrir. 531

— Un chanoine honoraire peut-il présider aux funérailles ou y assister avec le rochet et le

camail	542	les matières revenues de l'estomac après un lavage	279
— A la levée du corps, doit-on l'asperger de trois coups ou de quatre	542	— Lorsque l'hostie que l'on a mise dans l'ostensoir est renfermée dans une lunule à double verre, est-on obligé d'avoir en outre une custode pour conserver l'hostie et la lunule vitrée dans le tabernacle	314
Gauche. — A l'église, où est le côté gauche	593	— Une hostie consacrée le mardi-saint peut-elle servir à l'office du vendredi-saint	434
Gaz. — L'emploi du gaz à l'autel est-il permis	149	— Comment agir dans le cas d'une hostie tombée du ciboire sur l'autel et retrouvée après les ablutions	555
Génuflexion. — Appelé à porter la sainte communion aux malades, le prêtre, après avoir mis dans le porte-Dieu les saintes hosties destinées à ces derniers, doit-il faire de nouveau la génuflexion en replaçant le ciboire dans le tabernacle	362	— Y a-t-il un décret qui défende de marquer d'un trait, avec la patène, le dessus des hosties	579
— Faut-il génuflecter à l' <i>Et Verbum caro factum est</i> de l' <i>Angelus</i>	628	— Une hostie laissée par mégarde sur le corporal pendant la première messe de Noël est-elle consacrée	615
Gloria. — En règle générale, quand doit-on dire le <i>Gloria</i> à la messe	593	Huitres. — Les huitres sont interdites comme les autres poissons, pendant le carême, dans les repas où on mange de la viande	400
— Peut-on chanter le <i>Gloria</i> à une messe de translation de reliques	590	Humiliations. — Peut-on désirer d'être maltraité par amour des humiliations	619
Graduels. — Peut-on conserver des Graduels où l'ordinaire de la messe est traduit en français	232	Inclinaisons. — A la fête de la Sainte-Trinité, doit-on s'incliner toutes les fois que sont nommées les personnes divines	136
Guérison des aveugles (à Jéricho). — Comment concilier les trois récits évangéliques concernant la guérison des aveugles à Jéricho	567	— Doit-on incliner la tête au mot <i>S. Michael</i> de l'Offertoire dans une église consacrée à saint Michel	233
Héritiers. — Un héritier peut-il ne pas déclarer au fisc les valeurs dont il hérite	220	— Pourquoi, aux messes des morts, ne s'incline-t-on pas à la lecture du saint du jour	423
Heure des Matines. — Peut-on, pour l'heure des Matines, anticipées la veille, s'en tenir à l'Ordo ou calculer soi-même cette heure	150	Indulgences. — Doit-on, pour gagner les indulgences, réciter les deux oraisons qui suivent les litanies du Saint-Nom de Jésus	126
— La récitation des Matines du lendemain avant l'heure marquée à l'horaire est-elle valide	326	— Gagne-t-on les indulgences de l' <i>Angelus</i> en chantant un cantique français reproduisant le sens des paroles	78
— Peut-on commencer toute l'année la récitation des Matines du lendemain à deux heures	329	— La formule pour l'absolution avec indulgence plénière donnée aux tertiaires est-elle obligatoire	40
Honoraires. — Une invitation à déjeuner peut-elle, dans certaines conditions, équivaloir aux honoraires d'une messe et obliger le prêtre à en appliquer l'intention	113	— Les indulgences accordées par l'Ordinaire cessent-elles à la mort de celui qui les a accordées	41
— Un prêtre binaire qui pendant plusieurs années a perçu un honoraire pour sa seconde messe a-t-il besoin d'une absolution du Saint-Siège	184	— Gagne-t-on les indulgences avec l'ancienne formule des prières après la messe	42
— Peut-on recevoir l'honoraire pour l'assistance à un enterrement si l'on ne fait qu'assister sans prier pour le défunt	207	— Le prêtre autorisé à donner la bénédiction papale ou à appliquer une indulgence plénière aux membres du tiers-ordre de Saint-François, profite-t-il lui-même de cette faveur... Un prêtre non approuvé pour la confession peut-il être investi du pouvoir d'appliquer ces indulgences	352
— Peut-on, ayant acquitté à un franc d'honoraires des messes pour lesquelles on pouvait mettre l'honoraire à deux francs, se regarder comme déchargé après l'acquit de la moitié des messes demandées	302	— La prière « O Marie conçue sans péché » est-elle indulgenciée	447
— Quelles sont les fonctions pastorales dont les honoraires reviennent exclusivement au curé de la paroisse, alors même qu'il ne les remplirait pas personnellement	316	— Peut-on par le même acte gagner plusieurs indulgences, les unes personnelles, les autres réelles	53
— Peut-on employer l'honoraire de la seconde messe de binage à l'amélioration de la cure	330	— Dans les prières après la messe, la forme latine est-elle de rigueur pour le gain des indulgences	53
— L'usage autorise-t-il un curé à ne donner au vicaire qui chante la messe pour lui que l'honoraire d'une messe basse	411	— Est-il vrai que la récitation des litanies de la Sainte-Vierge dans le mois d'octobre doit être faite en latin pour gagner les indulgences du mois du saint Rosaire	53
— Un prêtre, supposant que l'honoraire d'une messe ne lui sera pas remis, pêche-t-il en la célébrant à une autre intention	555	— Pour gagner les indulgences des prières après la messe, les fidèles doivent-ils réciter en entier le <i>Salve Regina</i> avec le prêtre	138
— Un curé qui bine sans indemnité peut-il conserver pour lui ou pour son église les honoraires de la seconde messe	555	— Pour gagner les indulgences du chapelet, faut-il le faire glisser entre ses doigts	9
— En recevant les honoraires d'une messe, le prêtre s'oblige à la célébrer au lieu désigné par les donateurs	629	— Quelles sont les grâces ou indulgences atta-	
Hostie. — Que faire d'une hostie qu'on trouve sur l'autel sans savoir si elle est consacrée	42		
— Les petites hosties peuvent-elles n'être pas rondes	207		
— Que faire si les parcelles de la Sainte-Hostie reparaissent après trois quarts d'heure dans			

- chées à la médaille de Saint-Benoît... aux objets de piété indulgenciés au nom du Souverain Pontife... à ceux qui ont touché les Saints-Lieux 151
- Four indulgencier les chapelets, l'évêque peut-il déléguer un vicaire 555
- Quelles sont les indulgences accordées à la Confrérie de N.-D. Auxiliatrice établie à Munich 376
- Les indulgences du Chemin de la Croix sont-elles perdues si les croix ont été enlevées plus d'une année 615
- De quelle nature est l'indulgence attachée au Chemin de la Croix 617
- L'indulgence de la Pœrtioncule est-elle toujours acquise aux églises des paroisses où se trouve canoniquement érigée une Confrérie du Tiers-Ordre 618
- L'indulgence de cinq ans et cinq quarantaines pour la récitation du Rosaire est-elle authentique 619
- Infrà octavam.** — Pourquoi dit-on « *infrà octavam* » et non « *intra octavam* » 605
- Inscription.** — L'inscription est obligatoire, sous peine de nullité, pour l'admission à la Confrérie du Mont-Carmel 482
- Inspiration évangélique.** — Comment concilier l'inspiration évangélique avec les différences qui existent dans le récit des mêmes faits par les évangélistes 568
- Instituts religieux.** — Peuvent-ils se fonder avec la seule approbation de l'évêque 41
- Intention de messe.** — Le prêtre qui célèbre à une autre intention que celle qui lui a été demandée, parce qu'il craint que l'honoraire ne lui soit pas remis, commet-il un péché 555
- Un prêtre est-il obligé en justice d'appliquer la messe à l'intention des familles qui ne lui offrent d'autres honoraires qu'une invitation à déjeuner 113
- Intuition.** — Les démons ont-ils l'intuition des pensées humaines qui ne se révèlent par aucun signe sensible 630
- Invitatoires.** — Comment régler la récitation des invitatoires de la Septuagésime et de la Passion 281
- Invocations.** — L'évêque peut-il prescrire de chanter aux Saluts et Bénédictions des invocations au S. Cœur de Marie ou au S. Cœur de Jésus, alors que les litanies composées pour ces dévotions ne sont pas approuvées par l'Eglise 352
- Irrégularité.** — Devient-on irrégulier en enseignant le catéchisme après qu'on a encouru une suspension 52
- Le prêtre qui fait, sans délégation régulière, les bénédictions réservées à l'évêque, encourt-il l'irrégularité
- Jéudi-Saint.** — Comment célébrer les fonctions du Jéudi-Saint et du Vendredi-Saint dans une église sans chapelles 242
- Le Jéudi-Saint, peut-on représenter au reposoir Notre-Seigneur au tombeau 434
- Peut-on faire l'adoration de la croix le Jéudi-Saint 594
- Peut-on, le Jéudi-Saint, conserver le saint Ciboire au tombeau 473
- Jéune.** — Les adoucissements accordés par l'Eglise en matière de jéune ont-ils déchargé les valides pour charger les infirmes 18
- Le confesseur doit-il imposer une pénitence à celui que sa santé met dans l'impossibilité de jéuner 619
- Julien de Brioude (saint).** — Comment ordonner l'octave de saint Julien de Brioude, patron d'église 5
- Jumeaux.** — Ordre à suivre quand on baptise ensemble deux jumeaux 137
- Kyrie.** — Aux fériés qui ont des leçons à la messe, le célébrant doit-il aller au milieu de l'autel pour dire le *Kyrie* 293
- Lampe du Saint-Sacrement.** — Peut-on l'alimenter avec du pétrole 66
- Leçons.** — Doit-on lire la 9^e leçon d'un saint simplifié un dimanche de carême 280
- Est-on strictement obligé de réciter les trois leçons réunies en une seule d'un office simplifié 194
- Le décret de la Congrégation des Rites (15 avril 1820) d'après lequel, un jour octave d'un patron, on dit au second nocturne les leçons du commun *primo loco* est-il absolu 350
- Legs pie.** — Peut-on se baser sur la loi civile pour faire opposition à un legs pie 197
- Une femme peut-elle léguer à son mari la jouissance de la moitié de ses biens après avoir donné le quart en dot à sa fille 197
- Lettres testimoniales.** — Les supérieurs des maisons religieuses doivent-ils demander des lettres testimoniales avant de donner l'habit à leurs religieux... quel est l'objet de ces lettres testimoniales 447
- Levée du corps.** — A la levée du corps, doit-on l'asperger de trois coups ou de quatre 542
- Libera.** — Pendant le *Libera* de l'absoute, l'officiant doit-il se couvrir 330
- Litanies.** — Est-il vrai que la récitation des litanies de la Sainte-Vierge dans le mois d'octobre doit être faite en latin pour gagner les indulgences du mois du Saint-Rosaire 53
- Lorsqu'on récite seul les litanies, doit-on dire *misere* ou *ora pro nobis* 626
- Litanies du Saint Nom de Jésus.** — Une invocation non autorisée par le Saint-Siège, et insérée dans les litanies imprimées au Catéchisme diocésain, doit-elle être supprimée 126
- Lumière électrique.** — Peut-on éclairer les églises à la lumière électrique 149
- Lunule.** — Les formes de lunule interdites ou permises 40
- Y a-t-il péché à faire usage d'une lunule dont les verres touchent la Sainte-Hostie... dont les verres sont fendus 42
- Lorsque l'hostie que l'on a mise dans l'ostensoir est renfermée dans une lunule à double verre, est-on obligé d'avoir en outre une custode pour conserver l'hostie et la lunule vitrée dans le tabernacle... Est-il irrégulier de laisser cette lunule sans custode dans le tabernacle 314
- Malades.** — Les malades qui pourraient venir à l'église pèchent-ils gravement en remettant leurs pâques d'une semaine 555
- Mamlien (saint).** — Saint Mamlien est-il confesseur ou martyr 113
- Manipule.** — Ne vaudrait-il pas mieux toujours prendre la manipule après l'étole 555
- Mariage.** — Dans quelles conditions les mariages célébrés d'après le rite protestant, contractés sans la présence du curé catholique et des témoins exigés par le Concile de Trente, sont-ils valides 7
- Le curé de l'un des époux peut-il les marier

- dans une paroisse autre que la sienne . . . 77
- Après un mariage mixte célébré à la cure ou à la sacristie, peut-on admettre les époux à la messe du jour . . . 101
- Après une sentence du tribunal civil prononçant le divorce, faut-il encore un procès ecclésiastique avant que les parties puissent contracter un nouveau mariage . . . 127
- Dans les cérémonies du mariage, est-ce sur soi-même ou sur les personnes et les objets à bénir que le prêtre doit faire les signes de croix . . . 137
- Peut-on maintenir l'usage de placer dans le chœur les personnes qui se marient . . . 64
- Si la réponse à une demande de dispense n'arrive pas à temps, le curé peut-il présumer la dispense ou l'accorder . . . 65
- Peut-on faire le mariage après l'épître . . . 209
- Dans quelle église doit se marier une fille majeure, domestique, qui vient de passer quinze jours chez une amie et doit habiter après le mariage une troisième paroisse . . . 210
- Pour les mariages mixtes, la publication des bans est-elle défendue, permise, tolérée . . . 149
- Peut-on commencer toute l'année la récitation des Matines du lendemain à deux heures . . . 329
- Relativement au mariage, comment se perdent et s'acquièrent le domicile et le quasi-domicile... les majeurs et les mineurs le perdent-ils de la même manière... le mineur perd-il son domicile chez ses parents par cela seul qu'il devient majeur et quitte la maison maternelle pour y revenir plus tard . . . 410
- Les offrandes de la messe de mariage appartiennent au curé de l'église dans laquelle le mariage est célébré, même s'il n'est pas le curé de l'un ou l'autre époux, même si le prêtre qui célèbre est le curé de l'un des époux . . . 482
- Une jeune fille devenue mère depuis trois ans se marie avec un autre jeune homme que celui qui l'a séduite, peut-on lui donner la bénédiction nuptiale à la messe . . . 495
- Mariage civil.** — Depuis quand le mariage civil est-il prescrit . . . 207
- Mariages mixtes.** — Est-il défendu de dire la messe pour les époux dans les mariages mixtes... de publier les bans . . . 9
- Peut-on assister au mariage mixte d'un protestant divorcé avec une première femme . . . 209
- Matines.** — La récitation des Matines du lendemain avant l'heure marquée à l'horaire est-elle valide . . . 326
- Médaille de Saint-Benoît.** — Qui peut les bénir... à qui en demander le pouvoir... où se les procurer . . . 151
- Mémoires.** — Le dimanche où l'on solennise une fête renvoyée de première classe, fait-on mémoire d'un double majeur, d'un jour octave, d'un double de première classe... chante-t-on les oraisons *sub una conclusione* . . . 64
- Si saint Jean est double de première classe, doit-on faire mémoire de saint Etienne . . . 136
- A la messe chantée de saint Valentin, patron secondaire, devait-on faire mémoire de saint Cyrille . . . 149
- Peut-on faire mémoire votive d'un saint à la fête d'un double . . . 207
- Peut-on omettre des mémoires pour ne pas allonger les vêpres paroissiales . . . 219
- Aux solennités des fêtes transférées en suite du Concordat, peut-on, dans les Chapitres, chanter sans mémoires les vêpres de la fête et s'en tenir là pour l'office choral . . . 267
- Devait-on faire mémoire de saint Marcelle semi-double à la fête du Saint Nom de Jésus . . . 280
- Doit-on faire les mémoires aux messes solennelles des fêtes transférées quand il y a une autre messe non chantée . . . 338
- Le dimanche de *Quasimodo*, devait-on, dans l'office du dimanche, faire mémoire du saint pape Anicet, non seulement aux premières vêpres et à Laudes, mais aussi à Matines, par la lecture de la neuvième leçon . . . 362
- Dans quel ordre doit-on faire les mémoires des saints Soter et Caius, et saint Georges, cette année, le 3^e dimanche après Pâques . . . 446
- Pour la mémoire de sainte Anne, doit-on changer le mot *solemnia* de l'oraison . . .
- Le prêtre binaire doit-il faire mémoire du patron de l'église de son binage . . . 580
- La mémoire de tous les Apôtres, au 29 juin, et de tous les Martyrs, au 26 décembre, doit se faire après toutes les commémoraisons . . . 472
- L'aumônier d'un pensionnat doit-il faire mémoire, aux suffrages, du patron de la paroisse ou du titulaire de la chapelle du pensionnat . . . 626
- Messe.** — Peut-on célébrer la messe sans servant qui réponde . . . 435
- Messe de binage.** — Peut-on employer l'honoraire de la seconde messe de binage à l'amélioration de la cure . . . 330
- La messe de binage du prêtre qui supplée un curé malade peut-elle, si elle est appliquée à cette fin, dispenser le curé malade de l'application *pro populo* . . . 593
- Messe de minuit.** — Peut-on, à la messe de minuit, consacrer avant minuit . . . 194
- Messe de mort.** — Peut-on dire une messe basse de morts dans les chapelles collatérales pendant qu'on chante une messe de morts à l'autel majeur . . . 76
- Messe de Requiem.** — Peut-on chanter une messe de *Requiem, corpore presente*, à l'incidence et à la solennité de l'Immaculée-Conception, de saint Joseph, de saint Pierre et saint Paul, et de la Dédicace... le peut-on à l'un des trois jours libres qui suivent le moment où l'on a appris le décès de la personne . . . 138
- Les messes de *Requiem* pour le 3^e, le 7^e, le 3^e jour et l'anniversaire sont-elles prohibées pendant l'octave de Noël . . . 115
- Ne peut-on pas dire trois oraisons à la messe de *Requiem* chantée avec le moins de solennité possible . . . 138
- Peut-on laisser, pendant la messe de *Requiem*, des reliquaires voilés sur l'autel . . . 138
- Y a-t-il des messes de *Requiem* chantées qui ne soient pas solennelles . . . 209
- Peut-on dire une messe de *Requiem* un dimanche, le lendemain de l'enterrement . . . 243
- Le prêtre qui célèbre une messe basse un jour d'enterrement, pour le défunt, peut-il prendre la messe *in die obitus* . . . 281
- Les décrets défendant de chanter la messe de *Requiem* aux fêtes de première classe s'appliquent-ils à toutes les fêtes de ce grade . . . 338
- Peut-on chanter une messe de *Requiem* pour un enfant de 7 ou 8 ans, ou qui n'a pas en-

- core communie 362
- Peut-on chanter une messe de *Requiem, præ-sente corpore*, le jour de la fête du patron du diocèse 594
- Quand on est autorisé à chanter trois fois par semaine la messe de *Requiem*, faut-il compter dans ces trois fois le service public hebdomadaire pour les défunts qui existe dans un certain nombre de paroisses... Quand il y a plusieurs prêtres dans la paroisse, doivent-ils tous choisir les mêmes jours pour user du privilège 618
- Messe d'un prêtre en voyage.** — Un prêtre en voyage peu-il dire la messe dans une chapelle de religieuses avec l'agrément de l'aumônier et sans la permission du curé 79
- Messe d'un saint répétée.** — Y a-t-il anomalie à réciter une seconde fois la messe d'un saint quand on l'a récitée une première fois en voyage. 603
- Messes « du purgatoire. »** — A quelles âmes s'appliquent les messes dites « du purgatoire » chantées tous les lundis dans certaines paroisses... quelle oraison doit-on y chanter 233
- Messes pour les défunts.** — L'argent versé par les fidèles pour des honoraires de messes impose au prêtre qui l'a reçu l'obligation de dire ou faire dire la messe dans le lieu déterminé par les donateurs 629
- Messe « pro expositione » ou « repositione SS. Sacramenti. »** — Quelle messe est ainsi désignée. 186
- Messe pro populo.** — Le vicaire à résidence chargé d'une chapelle auxiliaire est-il tenu d'appliquer la messe *pro populo*. 113
- Un curé dont le traitement est supprimé est-il tenu d'appliquer la messe *pro populo*. 127
- Le curé d'une chapelle vicariale est-il tenu d'appliquer la messe *pro populo* comme un succursaliste ordinaire 127
- Célébrant l'Annonciation le lundi de Quasimodo, les curés doivent-ils appliquer la messe *pro populo*. 446
- Le vicaire peut-il renvoyer au dimanche suivant une messe de paroisse dont il a été chargé par son curé 555
- Le curé malade est-il déchargé de l'obligation d'appliquer *pro populo* par l'application de la messe de binage du prêtre qui le supplée 593
- La messe basse suffit-elle pour acquitter l'obligation d'appliquer la messe *pro populo*. 629
- Messes votives.** — Dans la messe votive de l'Immaculée-Conception, doit-on changer quelque chose aux oraisons. Y a-t-il un trait pour le carême et un second Alleluia pour le temps pascal 28
- Noël.** — Peut-on, au temps de Noël, placer sur l'autel l'image du saint Enfant Jésus... doit-on l'encenser 604
- Oblations.** — Nature, division, licité et origine des oblations 302
- Droits casuels. 303
- Détermination des droits casuels 303
- A qui appartiennent les droits casuels. 304
- Comment fait-on siens les droits casuels. 317
- Oblations volontaires 330
- Destinataire des oblations volontaires. 331
- Règles générales qui le désignent 331
- Règles spéciales 333
- Offrandes recues dans l'église paroissiale 333, 341
- Offrandes reçues dans les oratoires séparés de l'église paroissiale 342
- Occurrence.** — Dans l'occurrence de l'Adoration perpétuelle et d'une messe votive solennelle *pro gratiarum actione*, quelle messe doit-on chanter 52
- Octave de Noël.** — L'octave de Noël est-elle oui ou non privilégiée 115
- Octaves privilégiées.** — Quelles sont les octaves privilégiées... en quoi consiste le privilège 593
- Œuvre servile.** — Peut-on accuser d'œuvre servile et par conséquent de péché les pauvres qui recueillent des noisettes le dimanche après les vêpres. 170
- Office.** — Peut-on, à volonté, réciter un jour l'office de la férie, un autre jour l'office votif 375
- Peut-on commencer tous les jours l'office à 2 heures 557
- Les chanoines de Carthage qui restent curés dans leur patrie doivent-ils réciter l'office de l'église de Carthage 603
- Office choral.** — Aux solennités transférées en suite du Concordat, où l'on peut chanter les vêpres de la solennité, les chapitres doivent-ils, en outre, chanter ou réciter en chœur les vêpres de l'office du jour. 267
- Offices de communauté.** — Quelles règles doit suivre pour la célébration des offices l'aumônier d'une communauté ayant son *Ordo* spécial 66
- Offices simplifiés.** — Relativement aux offices simplifiés, faut-il s'en tenir aux décisions de la S. C. des Rites et aux commentaires de de Herdt 472
- Office votif.** — Le 5^e dimanche après l'Épiphanie devant être anticipé en 1887, et l'office devant en être fait le 3 février, peut-on, en ce jour, réciter un office votif. 114
- A la messe de l'office votif des Apôtres, faut-il conserver, dans les oraisons *A cunctis* et *Mundet* les noms de saint Pierre et saint Paul... Faut-il, à l'office votif, supprimer le suffrage des Apôtres saint Pierre et saint Paul 400
- Offrande.** — Peut-on faire l'offrande pendant le chant du *Dies iræ* 7
- Peut-on admettre à l'offrande des protestants qui assistent à une cérémonie catholique. 76
- Les offrandes de la messe de mariage appartiennent, en droit, au curé de l'église dans laquelle se célèbre le mariage, lors même qu'il ne serait le curé ni de l'un ni de l'autre époux, et lors même que le mariage serait célébré par le curé de l'un des deux époux. 482
- Opposition.** — Peut-on faire opposition à un legs pieux en se basant sur la loi civile 197
- Oraisons.** — Dans quels cas doit-on réunir les oraisons sous une seule conclusion 41
- Peut-on dire trois oraisons sous une seule conclusion 64
- Ne peut-on pas dire trois oraisons aux messes de *Requiem* chantées avec très peu de solennité 138
- Peut-on ajouter à la messe une oraison pour un défunt, et compte-t-elle dans le nombre des oraisons 232
- A une messe d'un double et double majeur peut-on dire une oraison *pro uno defuncto*. 232
- Doit-on changer, dans l'oraison, pour la mémoire de sainte Anne, le mot *solemnia*. 232
- Quelle oraison doit-on chanter dans les messes dites « du purgatoire » chantées tous les lundis dans certaines paroisses. 233
- Quelles oraisons dire à la messe votive de la

- Sainte-Vierge en Carême 281
- Est-ce la règle de dire sous une seule conclusion l'oraison d'une solennité transférée au dimanche et celle du dimanche 293
- Doit-on dire plus de deux oraisons le dimanche de la Passion, si l'on fait mémoire d'un simple 340
- Saint Sixte titulaire et patron d'une paroisse a sainte Philomène comme cotitulaire seulement, faut-il, aux vêpres et aux laudes, après avoir fait mémoire de saint Sixte, ajouter l'antienne et l'oraison de sainte Philomène 350
- Aux messes quotidiennes des morts, combien dit-on d'oraisons 593
- Oratoire de communauté.** — Célébrant dans un oratoire de communauté, doit-on toujours suivre l'ordo de celle-ci 267
- Ordination.** — Quelles peines encourrait un évêque qui ordonnerait un sujet étranger sans dimissoires... l'ordination serait-elle valide 594
- Ordo.** — Comment régler l'ordo du 30 juin au 2 juillet 1888 338
- Ostensoir.** — L'ostensoir doit-il être voilé dès qu'il ne renferme plus la sainte Hostie 435
- Peut-on poser le pied de l'ostensoir sur la tête des petits enfants 592
- Peut-on faire toucher des objets pieux à l'ostensoir 592
- Pales.** — Doit-on mettre au rebut sur le champ, ou peut-on user les pales ayant d'un côté la couleur du jour 194
- Pâques.** — Les malades qui pourraient venir à l'église pêchent-ils gravement en remettant leurs pâques d'une semaine 555
- Peut-on admettre aux pâques ceux qui aux élections votent pour les ennemis de la religion 628
- Parenté spirituelle.** — Les parrains des confirmands contractent-ils avec ceux-ci la parenté spirituelle 242
- Parrain.** — Faut-il admettre comme parrain un enfant de quinze ans qui, par sa faute, n'a pas fait sa première communion, et qui tient des propos irréligieux 125
- Le parrain, à la confirmation, peut-il se contenter de mettre la main sur l'épaule du confirmand... contracte-t-il la parenté spirituelle... un seul parrain suffit-il pour tous les confirmands... peut-on employer les parrains du baptême 242
- Passion.** — Quels sont l'origine et le but de la lecture de la Passion avant la messe. Quels sont les ornements à prendre pour cette lecture 137
- Est-il de rigueur de chanter la Passion le dimanche des Rameaux à la messe solennelle 293
- Pendant le temps de la Passion, doit-on voiler la croix de l'autel où la messe est dite 362
- De quel côté doivent être les diacres pour chanter la Passion 340
- Pourrait-on chanter la Passion de saint Jean à la place de celle de saint Mathieu 340
- Pater.** — Aux messes solennelles, le célébrant doit-il, après le *Pater*, attendre, avant de continuer, que le chœur ait fini de chanter *Sed libera nos a malo* 6
- Patron.** — Comment ordonner l'octave de saint Julien de Brioude, patron d'église 5
- Le décret de la Congrégation des Rites d'après lequel, un jour octave d'un patron, on dit au second nocturne les leçons du commun *primo loco* est-il absolu 350
- Saint Pardoux étant patron doit être honoré le 6 octobre, jour de l'incidence 350
- Les titulaires d'église sont-ils patrons de lieu pour la paroisse 506
- Le même saint, saint Martin par exemple, peut-il être en même temps patron primaire et patron secondaire d'une paroisse... peut-on, à la fête de la translation, se servir de la messe de la fête principale... peut-on renvoyer au dimanche la solennité de la fête secondaire... le curé peut-il réciter l'office de la fête secondaire si le peuple ne le célèbre pas 508
- Le prêtre binaire doit-il faire mémoire du patron de l'église de son binage 580
- Peccatum turpe.** — *Casus tres circa complicitatem in peccato turpi.* 340
- Permutation.** — Les fêtes simples ne peuvent pas se permuer 472
- Pétrole.** — Le pétrole peut-il être employé pour la lampe du Saint-Sacrement 66
- Pierres d'autel.** — Qu'en est-il des pierres d'autel dont le sepulcre n'est fermé qu'au ciment et à la cire. L'enlèvement de la cire entraîne-t-il l'exécration 8
- Une pierre d'autel peut-elle être consacrée sans reliques 194
- Si la pierre d'autel a été remplacée, celui-ci reste-t-il privilégié 328
- La pierre d'autel de l'autel privilégié doit-elle être scellée dans le massif 328
- La pierre sacrée est-elle différente de l'autel 29
- Est-ce la pierre sacrée même ou seulement l'autel, que le prêtre doit baiser 29
- Pierre (Saint) titulaire.** — Saint Pierre étant titulaire d'une église, y a-t-il des modifications à introduire dans l'office et l'octave du 29 juin 244
- Portioncule.** — L'indulgence de la Portioncule accordée par Pie IX aux églises des paroisses qui ont la Confrérie du Tiers-Ordre a-t-elle été révoquée par Léon XIII 618
- Pouvoir d'indulgencier.** — Est-il nécessaire que les brefs conférant le pouvoir d'indulgencier soient visés par l'Ordinaire 10
- Les prêtres qui ont obtenu ce pouvoir par leur évêque peuvent-ils en user en dehors du diocèse 10
- Ces paroles : « Pouvoir à tout prêtre qui s'occupe de l'œuvre de saint François de Sales de bénir les objets de piété au nom du Souverain Pontife et d'y attacher les mêmes indulgences que le Saint-Père lui-même, » comprennent-elles tous les pouvoirs 151
- Précieux-Sang.** — Existe-t-il d'insignes reliques du Précieux-Sang... ou Notre-Seigneur n'a-t-il pas repris tout le sang qu'il avait répandu 590
- Préface.** — Le troisième dimanche de l'Avent, devait-on dire la préface de l'Avent ou celle de l'Immaculée-Conception... Quelle préface dire un samedi de Carême, ayant récité l'office votif de l'Immaculée-Conception et célébrant une messe votive de saint Joseph 124
- Première communion.** — Peut-on refuser un enfant pour la première communion à cause de la mauvaise volonté des parents à l'envoyer au

- catéchisme et du défaut d'espoir de persévérance 7
- L'évêque peut-il réglementer l'âge de la première communion... obliger les curés à soumettre les enfants à l'examen d'une commission... et les curés sont-ils tenus de suivre les décisions de cette commission . . . 43
- Y a-t-il un décret de la S. C. des Etudes réglant que les enfants des écoles peuvent suivre les catéchismes et faire leur première communion dans l'église de la paroisse sur laquelle se trouve l'école 580
- Présentation (Fête de la).** — A la fête de la Présentation de la Sainte-Vierge, peut-on chanter à la métropole la messe *Rorate*, tandis qu'au Grand-Séminaire on chante solennellement la messe *Salve sancta parens*, parce que c'est la fête de la maison 423
- Prêtre assistant.** — Est-il défendu d'avoir un prêtre assistant pour les saluts solennels du Saint-Sacrement 64
- Prières après la messe.** — Peut-on réciter les nouvelles prières après la messe avant que l'Ordinaire ne l'ait commandé 42
- Gagne-t-on les indulgences avec l'ancienne formule 42
- Dans les prières après la messe, la forme latine est-elle de rigueur pour le gain des indulgences 53
- Dans les prières après la messe, les fidèles doivent-ils réciter en entier le *Salve Regina* avec le prêtre pour gagner les indulgences . . 138
- Les prières après la messe prescrites par S. S. Léon XIII peuvent-elles se dire en français . . 292
- Y a-t-il faute pour le prêtre à réciter à haute voix, avec les assistants, des prières après la messe 340
- Peut-on omettre les prières ordonnées par le Pape à la fin des messes basses, pour ne pas retarder la messe suivante 617
- Prières au salut.** — Y a-t-il faute à omettre les prières prescrites par l'évêque pour le salut 340
- Prières de la sépulture.** — Les décrets défendant de chanter la messe de *Requiem* aux fêtes de première classe, peut-on ces jours-là chanter les autres prières de la sépulture 338
- Prières liturgiques.** — Doit-on tenir pour prières liturgiques celles qui se trouvent à la fin du bréviaire... celles de l'itinéraire des clercs 243
- Procession.** — La procession de la Fête-Dieu peut-elle être faite après les vêpres 16
- Peut-on tolérer l'usage de porter la statue de la Sainte-Vierge à la procession du T.-S. Sacrement 291
- A la procession de la Fête-Dieu, peut-on représenter des scènes religieuses, v. g., l'apparition de N.-D. de Lourdes 375
- Quand la procession de la Fête-Dieu a été empêchée après la messe, est-on tenu de la faire après les vêpres 410
- Peut-on porter la statue de la Sainte-Vierge, des reliques, aux processions du Saint-Sacrement 579
- Professeur.** — Un professeur de séminaire peut-il, pendant les vacances, confesser un élève qu'il accompagne hors du diocèse 607
- Propagation de la Foi.** — Un aumônier de religieux qui reçoit et verse leurs cotisations pour la Propagation de la Foi jouit-il des faveurs accordées aux prêtres qui versent huit souscriptions... lui faut-il, pour en user, le visa de l'Ordinaire . . 77
- Proses (anciennes).** — Les anciennes proses du moyen-âge pourraient-elles être chantées au salut. 149
- Protestants.** — Les protestants assistant à un enterrement, à un mariage catholique, peuvent-ils être admis par l'officiant, s'il les reconnaît, au baiserment de la patène 76
- Purification.** — Un prêtre binaire peut-il se contenter, après sa 1^{re} messe, de laver ses doigts dans un vase d'eau pour les purifier 399
- Purificatoire.** — Le prêtre qui vient de prendre le Précieux-Sang peut-il, au moment de donner la communion aux fidèles, couvrir le calice avec le purificatoire sous la pale 399
- Quarante-Heures.** — Les Quarante-Heures peuvent-elles n'être célébrées qu'une fois l'an dans une seule église du diocèse 30
- Un curé peut-il les établir de lui-même dans sa paroisse 30
- Quêtes.** — Un curé peut-il garder pour son église le produit des quêtes ordonnées pour les œuvres diocésaines 557
- Un prêtre qui a quêté pour les défunts dans une paroisse qu'il desservait par *interim*, et n'a pas encore célébré les messes auxquelles ces quêtes doivent pourvoir, au moment où cesse son *interim*, peut-il acquitter les messes chez lui, ou doit-il en remettre les honoraires et l'obligation au curé nouveau de la paroisse qu'il ne dessert plus 629
- Quicumque.** — En règle générale quand doit-on dire le *Quicumque* et le *Te Deum* dans l'office du Bréviaire 593
- Règle des religieux.** — Le confesseur a-t-il droit de dispense ou d'interprétation au sujet de la règle des religieux 209
- Relevailles.** — Dans les cérémonies des relevailles, est-ce sur soi-même ou sur les personnes et les objets à bénir que le prêtre doit faire les signes de croix 137
- Reliquaires.** — Des reliquaires voilés peuvent-ils rester sur l'autel pendant la messe de *Requiem* . . 138
- Reliques.** — Faut-il des reliques pour la validité de la consécration d'une pierre d'autel 194
- Peut-on porter des reliques aux processions du Saint-Sacrement 579
- Reliques insignes.** — Dans quelles conditions peut-on dire avec *Gloria* et *Credo* la messe des saints martyrs dont on a une relique insigne... faire en l'honneur de ceux-ci une procession avec tentures le long des rues... Existe-t-il d'insignes reliques du Précieux-Sang 590
- Remy (S.) patron.** — Saint Remy étant patron de la paroisse et tombant le dimanche, comment ordonner la messe du dimanche chantée avec exposition. Et s'il tombe en semaine, comment ordonner la solennité du dimanche, la fête du Rosaire, la Maternité de la Sainte-Vierge, saint Louis Bertrand, sainte Brigitte, saint Gislain, et saint Denys . . 39
- Remy (S.) vocable.** — Comment ordonner l'octave de saint Remy, vocable d'église 100
- Réparations du presbytère.** — Peuvent-elles être payées avec des honoraires de messes de binage . 330
- Réponses du chœur.** — Pour continuer les prières et les rites, le prêtre doit-il attendre que le chœur ait achevé de répondre 351
- Reposoirs.** — Aux reposoirs de la Fête-Dieu, peut-on représenter, en personnages vivants, l'ap

- parition de Lourdes 257
- Au reposoir du Jeudi-Saint, peut-on représenter Notre-Seigneur au tombeau 434
- Restitution.** — La restitution, et restitution à qui, doit-elle être imposée à un employé qui, profitant d'une indiscretion coupable, a gagné 50,000 francs à la Bourse 139
- Y aurait-il obligation et quelle obligation de restitution pour le prêtre qui aurait reçu un honoraire pour sa messe de binage... qui aurait acquitté des anniversaires par la messe du jour et non par une messe en noir 184
- Retour à Nazareth.** — Comment concilier saint Matthieu et saint Luc au sujet de la fuite en Egypte et du retour à Nazareth 543
- Rosaire.** — Diverses questions relatives à la Confrérie du Rosaire 473
- Rubriques.** — Les rubriques obligent-elles en conscience les enfants de chœur 340
- Rubrique « de commemorationibus. »** — Quel est le vrai sens de la partie de la nouvelle rubrique n° 10 du titre IX de *commemorationibus* 136
- Rubriques du bréviaire.** — Est-il vrai que l'*Ami du Clergé* s'occupe trop des rubriques du Bréviaire 218
- Saintes-Espèces.** — En consommant les Saintes-Espèces renfermées dans la lunule, doit-on faire un signe de croix et prononcer les paroles *Corpus Domini* 362
- Saintes Huiles.** — Doit-on attendre les Saintes-Huiles nouvelles pour en faire l'infusion dans les Fonts, quand on espère les avoir sous peu de jours 411
- Le décret *in Oriolen*. a-t-il changé les règles précédentes sur l'emploi des Saintes-Huiles pour la bénédiction des Fonts le Samedi-Saint 566
- Saints simplifiables.** — Doit-on omettre les saints simplifiables qui sont joints aux patrons... les omet-on, s'ils tombent le jour octave du patron 266
- Salut.** — Peut-on avoir au salut un prêtre assistant quand il y a diacre et sous-diacre 64
- Pourrait-on chanter, au salut, les anciennes proses en usage pendant le moyen-âge 149
- Y a-t-il faute à omettre les prières prescrites par l'évêque pour le salut 340
- Y a-t-il des textes défendant de chanter aux saluts pendant l'octave de la Fête-Dieu, autre chose que des hymnes ou prières liturgiques 435
- Salaire.** — Le salaire d'un travail fait le dimanche est-il acquis en toute justice, et l'Eglise peut-elle ou non en exiger la restitution 629
- Salutations.** — Le sous-diacre doit-il saluer le diacre avant de recevoir la paix 330
- Comment le diacre et le sous-diacre doivent-ils saluer la croix de l'autel à l'entrée pour la messe solennelle 330
- Salve Regina.** — Peut-on dire en langue vulgaire le *Salve Regina* après la messe 101
- Les fidèles doivent-ils réciter le *Salve Regina* en entier avec le prêtre pour gagner les indulgences des prières après la messe 138
- Samedi-Saint.** — Peut-on, et dans quelles conditions, distribuer la Sainte-Communión le Samedi-Saint, soit pour la communion pascale, soit pour une communion de pure dévotion 101
- Que conviendrait-il d'omettre si l'on ne pouvait faire entièrement l'office du Samedi-Saint 242
- Sang de Notre-Seigneur.** — A-t-on des reliques authentiques du Sang de Notre-Seigneur, répandu sur le Calvaire... Notre-Seigneur n'a-t-il pas repris tout le sang qu'il avait répandu 590
- Scapulaire.** — Diverses questions relatives à la Confrérie du Scapulaire 473
- Sel.** — Faut-il une ou trois pincées de sel pour la bénédiction de l'eau 592
- Semaine-Sainte.** — Peut-on déposer un cercueil devant le reposoir du Jeudi et du Vendredi Saints, s'il n'y a pas d'autre espace libre 242
- Pendant la Semaine-Sainte, est-il défendu de donner la bénédiction du Saint-Sacrement 435
- Semaine-Sainte (Offices de la).** — Peut-on dans une petite église, se contenter de lire tous les offices de la Semaine-Sainte, y compris l'*Exultet* 170
- Servant.** — Faut-il attendre le servant, même quand on est pressé par le temps, pour administrer le saint Viatique et l'Extrême-Onction 16
- Peut-on célébrer la messe sans servant qui réponde 435
- Un servant est-il exigé dans le cas où le prêtre distribue la Sainte Communión avant la messe 614
- Signe de croix.** — Peut-on, doit-on faire le signe de la croix sur l'enfant que l'on baptise, en lui disant *Vade in pace et Dominus sit tecum*... sur le pénitent que l'on absout *in articulo mortis* quand on dit *In nomine Patris* etc., et *Benedic te* etc. 625
- Sonnerie.** — Peut-on sonner la clochette pour une messe qui se dit pendant le chant des matines des morts 39
- Quand doit-on sonner la cloche pour le baptême 280
- Statues.** — Peut-on donner, comme pendant à la statue du Sacré-Cœur de Jésus, la statue du Saint-Cœur de Marie, ou bien la statue du Sacré-Cœur de Jésus doit-elle être placée seule sans aucune autre statue en face ou à côté 376, 436
- Statues de la Sainte-Vierge.** — Est-il défendu d'avoir plusieurs statues de la Sainte-Vierge dans une église 244
- La statue de la Sainte-Vierge peut-elle être portée à la procession du T. S. Sacrement 291
- Statuettes.** — Quelle bénédiction prendre pour les statuettes 399
- Sub gravi (Défense).** — Peut-on défendre *sub gravi* aux pauvres de recueillir des noisettes le dimanche après les vêpres 170
- Sub tuum.** — Dans le *Sub tuum*, *semper* se rapporte-t-il à *libera nos*, ou doit-il s'unir à *Virgo* 617
- Subvenite.** — Comment chanter la reprise du répons *Subvenite*
- Pendant le répons *Subvenite*, le célébrant et les ministres doivent-ils se tourner vers l'autel ou vers le cercueil... La croix est-elle requise pendant le chant du *Subvenite* 531
- Suffrages.** — Faut-il, à l'office votif, supprimer les suffrages des Apôtres Saint Pierre et Saint Paul 400
- Le prêtre qui a une paroisse de binage doit-il faire commémoration du patron de cette paroisse aux suffrages des saints à Laudes et aux Vêpres 580
- Suicidé.** — Peut-on enterrer un suicidé avec les cérémonies de l'Eglise 40
- Suscipe sancta Trinitas.** — Dans la prière *Suscipe sancta Trinitas*, doit-on dire *in honorem Beate Mariæ* etc., ou bien *in honore* 518

- Suspense.** — Une peine de suspense *ipso facto* étant portée par les statuts contre le confesseur qui entend les femmes ailleurs qu'au confessionnal, le confesseur dans le doute sur la raison suffisante, a-t-il encouru la censure . . . 8
- Après qu'on a encouru une suspense, devient-il irrégulier en enseignant le catéchisme . . . 52
- Symbolisme.** — Quels sont les auteurs qui ont traité du symbolisme des cérémonies . . . 592
- Tabernacle.** — Pourrait-on donner au tabernacle la forme d'une statue de N.-S. Jésus-Christ dont la main déposerait le ciboire sur l'autel . . . 267
- Téléphone.** — Le téléphone peut-il être employé pour la confession . . . 628
- Tertiaire.** — La formule pour l'absolution avec indulgence plénière donnée aux tertiaires est-elle obligatoire . . . 40
- Comment donner l'absolution générale aux tertiaires de Saint-François . . . 592
- Tierce.** — Un simple prêtre peut-il présider tierce en chape, avec entrée solennelle, jeu des grandes orgues, etc. 614
- Tiers-Ordre.** — Le prêtre autorisé à donner la bénédiction papale ou à appliquer une indulgence plénière aux membres du Tiers-Ordre de Saint-François profite-t-il lui-même de cette faveur... Un prêtre non approuvé pour la confession peut-il être investi du pouvoir d'appliquer ces indulgences 352
- Titre capitulaire.** — Un chanoine titulaire conserve-t-il encore son titre lors même que par suite de division d'un diocèse il passe sous la juridiction d'un nouvel évêque 362
- Titulaire.** — Le titulaire de la chapelle principale d'un séminaire, d'un hospice, etc., doit-il être regardé comme un titulaire proprement dit 422
- Les titulaires d'église sont-ils patrons de lieu pour la paroisse 506
- Toutes les chapelles d'une congrégation doivent-elles avoir pour titulaire le patron de la congrégation 603
- Est-ce du titulaire de la paroisse, ou du titulaire de sa chapelle, que l'aumônier d'un pensionnat doit faire mémoire aux suffrages . . . 626
- Tombe.** — Où doit-on placer la croix sur une tombe . . . 350
- Transfert.** — Les fêtes simples ne peuvent pas se transférer 472
- Travail du dimanche.** — Ce travail donne-t-il droit, en toute justice, à un salaire, et l'Eglise peut-elle exiger la restitution de ce salaire sous peine d'injustice 629
- Trône.** — Le trône de l'exposition sur l'autel doit-il être portatif ou peut-il être fixe 124
- Tunique.** — Les assistants aux vêpres solennelles peuvent-ils prendre la tunique au lieu de la chape . . . 41
- Vendredi-Saint.** — Comment célébrer les fonctions du Jeudi-Saint et du Vendredi-Saint dans une église sans chapelle 242
- Le Vendredi-Saint, peut-on faire l'office avec une hostie consacrée le Mardi-Saint 434
- Vente de mauvais livres et journaux.** — Une bibliothèque de chemins de fer peut-elle vendre de mauvais journaux et de mauvais livres à ceux qui les demandent 244
- Vêpres.** — Les assistants aux vêpres solennelles peuvent-ils prendre la tunique et la dalmatique au lieu de la chape 41
- Peut-on prendre l'étole aux vêpres suivies du salut 41
- Quelles vêpres chanter dans la concurrence de Saint-François d'Assise patron, avec le Rosaire 52
- Aux vêpres chantées par un simple prêtre, doit-on se découvrir l'autel qu'avant le *Magnificat* 64
- A la fin des vêpres, pendant la semaine, doit-on simplement réciter, sans la chanter, l'antienne à la Sainte-Vierge 244
- Sont-ce les vêpres de la solennité, ou les vêpres de l'office du jour, ou les unes et les autres, que les Chapitres doivent chanter ou réciter aux solennités transférées d'après le Concordat 267
- Quand les vêpres sont suivies du Salut du Saint-Sacrement, doit-on dire *Dominus det nobis suam pacem* 340
- Viatique.** — Peut-on, pour économiser le temps, administrer le saint Viatique et l'Extrême-Onction sans attendre le servant 16
- En administrant le saint Viatique à un malade, le prêtre doit-il dire *Misereatur vestri* ou *Tui* 362
- Le prêtre qui va porter le Viatique aux malades doit-il, après avoir mis les hosties destinées à ceux-ci dans le porte-Dieu, faire de nouveau la genuflexion en replaçant le ciboire dans le tabernacle 362
- Le curé est-il prudent qui donne le Saint-Viatique à un moribond n'ayant pas même renouvelé sa première communion et qui ne paraît pas bien croire à la Présence réelle . . . 558
- Que faire quand un prêtre rapporte le Saint-Viatique pendant le Canon d'une messe célébrée à l'autel du Saint-Sacrement 604
- Vicaires.** — Les vicaires ont-ils droit à une indemnité pour le surcroît de travail que leur occasionnent les mariages 555
- Vicaires forains.** — Droits des vicaires forains . . . 499
- Vin de messe.** — L'eau qui s'attache aux parois du verre ou du fût rend-elle illicite le vin pour la consécration 17
- Le sucrage du moût de vin rend-il le vin illicite et invalide pour la sainte messe 91
- Tout mélange ajouté au vin le rend-il illicite pour la sainte messe 113
- Quelle quantité de sucre peut-on ajouter au moût de raisin sans que le vin cesse d'être valide pour la consécration 230
- Le vin de raisin sec est-il un vin artificiel et invalide 230
- Peut-on se servir indifféremment de vin blanc ou de vin rouge pour la messe, ou existe-t-il des raisons de prendre l'un plutôt que l'autre . . . 267
- Visa.** — Est-il nécessaire que les brefs conférant le pouvoir d'indulgencier soient visés par l'Ordinaire 10
- Les certificats de baptême doivent-ils porter le visa de la curie épiscopale quand ils doivent être envoyés hors du diocèse 11
- Le visa de l'Ordinaire est-il nécessaire pour qu'un prêtre puisse user des faveurs particulières réservées en faveur des directeurs de la Propagation de la foi, quand il a rempli les conditions indiquées 77
- Quand on a la faveur de l'autel privilégié 2, 3, 4 ou 5 fois par semaine, faut-il déterminer les jours irrévocablement et les faire viser

et approuver par l'Ordinaire.	77
Visite décanale. — Est-ce le curé ou la fabrique qui doit supporter les frais de la visite décanale.	150
Visite des églises. — Y a-t-il des grâces spéciales attachées à la première visite à une église	267
Visite des malades. — Est-ce prudent, pour un curé, d'insister pour visiter un malade qui l'a refusé	558
Vocatifs des noms propres en « tuis ». — Comment prononcer les vocatifs des noms propres en <i>tuis</i>	606
Vocation. — Le vicaire peut-il donner à ses pénitents des conseils et des décisions sur la vocation, à l'insu de son curé	618

Vœux de religion. — Les vœux de religion sont-ils valides dans un Institut qui n'a encore que l'approbation de l'évêque.	41
Voile. — Le voile doit-il couvrir les mains du prêtre qui donne la bénédiction du Saint-Sacrement	592
— Doit-on, pendant le temps de la Passion, voiler la croix de l'autel où la messe est dite	362
— Est-il obligatoire de voiler l'ostensoir dès qu'il ne renferme plus la Sainte-Hostie	435
Vote. — Les paroissiens votant pour les ennemis de la religion peuvent-ils être absous et admis aux pâques.	628

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Accès de l'église. — Le maire peut-il empêcher l'accès de l'église en tenant fermé le cimetière qui l'entoure	210
Actes. — Un notaire administrateur d'un Bureau de bienfaisance peut-il recevoir un acte concernant cet établissement	534
Action judiciaire. — Dans une action judiciaire les pièces peuvent-elles porter la simple signature : <i>la Fabrique ou le bureau des marguilliers</i>	402
Adjoint (Instituteur). — Un instituteur public révoqué peut-il exercer les fonctions d'adjoint dans une école libre de la commune où il exerçait à l'époque de sa révocation	634
Affichage. — Quelles sont les lois sur l'affichage aux portes des églises.	94
— L'objet proposé aux délibérations du Conseil municipal convoqué doit-il être affiché pendant trois jours francs... Peut-on afficher les motifs désobligeants exprimés dans les délibérations.	415
— Un curé, ou un fabricant, peut-il, sans autorisation du maire, afficher un avis intéressant la paroisse	608
Affouage. — Le curé peut-il réclamer en justice la coupe affouagère régulièrement attribuée au presbytère	475
Alignement. — Peut-on, en vertu d'un arrêté d'alignement, s'emparer sans indemnité d'un terrain appartenant au presbytère... et dans ce cas le curé peut-il le clore d'une palissade mobile	569
Arbres. — Le curé peut-il s'opposer à ce que le conseil municipal fasse abattre des arbres du presbytère, et peut-il exiger que le prix lui en soit rendu	484
Articles organiques. — Note du cardinal Caprara contenant la protestation du Saint-Siège contre les articles organiques	170
Asile. — Qu'entend-on par asile... que faut-il pour le local	82
Assurances contre l'incendie. — Y a-t-il quelque loi obligeant les établissements publics à s'assurer contre l'incendie	186
Aumônerie militaire. — Quelle est la date de la loi qui a supprimé l'aumônerie militaire	140
Aumônes. — Le curé institué par legs distributeur d'aumônes est-il tenu de rendre compte au bureau de bienfaisance.	140

Autel (Construction d'). — Modèle de marché pour la construction d'un autel	116
Bancs. — La location des bancs d'église doit-elle être dressée sur papier timbré	19
Bâtiment scolaire. — La commune est-elle tenue de payer les honoraires d'un inspecteur député par le préfet pour contrôler les constructions déjà reçues d'un bâtiment scolaire	152
Biens de cure (Administration des). — Texte du décret du 7 novembre 1813 sur l'administration des biens de cure	117
Biens de cure non concordataires. — Sens de l'article 167 de la loi municipale du 5 avril 1884, limites dans lesquelles il peut être appliqué. Solution de quelques cas spéciaux	582
Binage. — Une indemnité est accordée par l'Etat pour le binage : comment peut-on en obtenir la délivrance quand la mauvaise volonté du maire refuse le certificat	20
Bois. — Comment le curé usufruitier d'un bois peut-il l'exploiter	70
Budget. — Le sous-préfet peut-il réclamer à la fabrique un boni du compte précédent dont il est fait emploi dans le budget courant.	70
— Quelle est la date de la circulaire du ministre des cultes indiquant la manière de dresser désormais les comptes et budgets des fabriques	140
Bureau de bienfaisance. — Le bureau de bienfaisance peut-il demander un compte détaillé et nominatif à un curé institué par legs distributeur d'aumônes.	140
— Quelle est la date de la loi qui a exclu les curés des bureaux de bienfaisance	140
— Le bureau de bienfaisance peut-il exiger que le curé lui remette le produit d'une quête faite par lui pour les pauvres, à la suite d'un concert religieux organisé par lui	223
— Le bureau de bienfaisance doit-il supporter les frais de transport des indigents au cimetière	270
— Peut-on par testament instituer un bureau de bienfaisance dont l'héritier et le curé doivent être administrateurs	271
— Peut-on léguer au bureau de bienfaisance une somme à charge de faire acquitter des services religieux.	570

Caisse d'épargne. — Des frères peuvent-ils, au refus de l'un d'eux, retirer de la Caisse d'épargne une somme placée par leur père mort depuis	44
Casier judiciaire. — Peut-on demander sur papier libre l'extrait du casier judiciaire exigé par la loi du 30 octobre 1886.	55
Casuel. — Les dettes dites de « casuel » sont-elles prescriptibles... qui a mission et droit de les recouvrer, pour la fabrique, pour les employés de l'église, pour le curé	22
— Pour frustrer le curé et la fabrique de leur casuel, le maire peut-il délivrer des certificats d'indigence à des personnes à l'aise... faire des détournements de fonds et de revenus... A qui s'adresser contre cet abus quand le préfet et le parquet ferment les yeux	222
Catéchisme. — Décret du 4 avril 1806 prescrivant l'unification des catéchismes	343
— La fabrique désirant établir une salle de catéchismes peut-elle réclamer pour cette usage une ancienne sacristie	486
Centimes additionnels. — Un conseil municipal peut-il et dans quelles conditions établir des centimes additionnels pour une école non obligatoire.	58
Cercueils des indigents. — Qui doit les fournir	548
Cérémonies extérieures. — Une cérémonie religieuse qui aurait lieu sous le porche ouvert d'une église serait-elle considérée comme une cérémonie extérieure du culte	142
— Quelle est la date de la loi qui autorise les maires à les interdire à leur gré.	140
Certificat. — Faut-il un certificat de la mairie pour marier deux personnes unies civilement depuis longtemps... Le faut-il pour toute réhabilitation... Pourquoi exigé-t-on qu'il soit sur papier timbré	141
Certificat d'aptitude. — Quelle est la législation actuelle relativement aux examens que doivent subir les adjoints et adjointes des écoles privées qui poursuivent le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales, des écoles primaires supérieures, le certificat d'aptitude pédagogique	632
Certificats d'indigence. — Des certificats d'indigence peuvent-ils être délivrés par le maire à des personnes ayant des ressources suffisantes	222
Chaire. — La fabrique peut-elle sans en référer au conseil municipal, déplacer la chaire de l'église.	402
Chaises. — Le curé peut-il de son chef faire mettre des chaises au lieu de bancs dans une église neuve	211, 321
Chanoines de Carthage. — Quels sont, pour le costume, les privilèges des chanoines de Carthage non résidents	31
Chanoines de Lorette. — Faut-il une autorisation du gouvernement pour porter la petite croix des chanoines de Lorette.	32
Chanoine honoraire. — Un vicaire général honoraire, et par cela même chanoine honoraire, cesse-t-il d'être chanoine en cessant d'être vicaire général	189
— Un neveu succède-t-il à son oncle bienfaiteur d'une église, dans le droit à une chapelle de l'église	320
— Quels sont les droits du curé sur la chapelle domestique d'un établissement thermal dont il est l'aumônier. Peut-il y faire des quêtes pour les âmes du Purgatoire. Le directeur peut-il en faire pour l'entretien de la chapelle	597
— Le curé peut-il, à ses frais, compléter et em-	

bellir une chapelle	353
— Une chapelle rurale peut-elle être administrée en dehors du conseil de fabrique par une commission.	211
Chantre (Traitement du). — Le maire peut-il, de son autorité, retrancher quelque chose du traitement du chantre voté au budget de la commune et approuvé par le préfet	246
Chauffage de la sacristie. — La fabrique est-elle obligée d'y pourvoir	81
Chemin de ronde. — La fabrique peut-elle, malgré le conseil municipal, réserver un chemin de ronde et le clore d'une grille	413
— Quelle est la législation relative aux chemins de ronde, et le maire (ou la commune) a-t-il des droits sur eux.	631
Chiens des curés. — En quelle catégorie doivent être placés les chiens des curés	424
Cierges. — Quels sont les droits du curé et de la fabrique sur les cierges d'enterrement, de première communion	93
Cimetière. — Comment obtenir une ordonnance qui permette de transporter dans le nouveau cimetière la terre de l'ancien	21
— Date de la loi qui a laïcisé les cimetières	140
— Le cimetière étant autour de l'église, le curé peut-il accepter du maire une clef du cimetière. Le maire pourrait-il en tenant le cimetière fermé interdire l'entrée de l'église	210
— Faut-il au maire une autorisation pour ouvrir dans le mur du cimetière un accès à son caveau de famille.	246
— Le curé ou la fabrique ont-ils le droit d'avoir une clef du cimetière où se trouve une chapelle publique	269
— Quelles sont les formalités à suivre pour la translation du cimetière	271
— La fabrique peut-elle contraindre le conseil municipal à prendre une délibération au sujet d'un cimetière à créer, dont l'urgence est patente	607
Cimetière (Ancien). — La fabrique peut-elle construire sur un ancien cimetière, abandonné depuis trente ans, une salle de catéchisme et une maison d'école	283
— La fabrique peut-elle faire enlever sur un ancien cimetière les déblais qui gênent les murs de l'église	413
— Y a-t-il un texte qui attribue aux communes la propriété des anciens cimetières autour de l'église	401
Classe enfantine. — Peut-on établir une classe enfantine ouverte aux deux sexes dans une école primaire libre qui comprend un pensionnat ou un orphelinat... ouverte seulement aux petites filles dans une école comprenant un pensionnat et un orphelinat de filles	634
Clef du presbytère. — Un curé quittant la paroisse peut-il laisser la clef du presbytère au président de la fabrique, parce qu'il se défie de la probité du maire	400
Clocher. — Le conseil municipal peut-il, sans l'avis du conseil de fabrique, placer une horloge dans le clocher, démolir et reconstruire en partie le clocher	619
Coadjuteur. — Quelle est la situation des évêques coadjuteurs au point de vue de la loi civile. Sont-ils présentés ou nommés par le gouvernement. Sont-ils rétribués par le trésor public	201

Colportage. — A-t-on besoin d'autorisation pour vendre ou distribuer des écrits religieux à la porte de l'église... Si oui, que faire si l'administration civile refuse de délivrer un récépissé de déclaration... La déclaration doit-elle être faite sur papier timbré.	608	municipal à reprendre au curé ce qui n'est pas concordataire. Peut-on en vertu de cet article, reprendre la rente constituée en faveur du curé avec l'indemnité d'une expropriation de terrain appartenant à la cure... pourrait-on reprendre ce qui reste de la propriété... exiger une redevance du curé pour cette parcelle... la vendre, la livrer à d'autres... créer pour cela une servitude sur le presbytère... enlever au curé un passage utile sur cette propriété. Le curé pourrait-il faire opposition	582
Comptes des fabriques. — Comment se jugent les débats sur les comptes des fabriques	500	Dettes. — Les dettes pour services religieux sont-elles prescriptibles... qui doit en procurer la rentrée... Faut-il la signature du trésorier	22
Concordat. — Le Concordat serait-il formellement violé par la loi projetée sur le service militaire des clercs	320	Donation. — Une donation pour une école congréganiste devenant caduque par la laïcisation de l'école, le conseil municipal peut-il faire retourner la somme à la maison-mère de la congrégation	81
Conseil de fabrique. — Par qui doit se faire remplacer au conseil de fabrique un maire protestant.	296	— Dans quelles conditions les ministres de la religion peuvent-ils et ne peuvent-ils pas recevoir des donations	128
— Une paroisse ayant été privée de service religieux, le conseil de fabrique existe-t-il encore... Le curé, domicilié dans l'annexe, en fait-il encore partie... peut-il être délégué par l'évêque pour y prendre place	414	Dons manuels. — Qu'entend-on par dons manuels... Comment doivent-ils être faits... Peuvent-ils être faits par la main d'un tiers... En droit canonique, valent-ils avant la tradition de l'objet... L'autorisation du gouvernement est-elle requise... Peut-on employer le don manuel pour une fondation perpétuelle... Les dons manuels sont-ils sujets au droit de mutation.	233
— L'adjoint peut-il être nommé membre et président du conseil de fabrique	416	— Le curé qui a accepté d'une personne une somme pour célébrer des messes après sa mort, peut-il être condamné à rendre la somme aux héritiers.	610
Conseil départemental. — L'avocat qui assiste l'instituteur devant le conseil départemental a-t-il le droit d'assister à l'interrogatoire de son client	621	Drap mortuaire. — La couleur du drap mortuaire pour les souverains était-elle le violet	69
Contravention. — Le curé est-il en contravention s'il fait l'inhumation dans un cimetière autre que celui de la commune du décès, le maire de cette commune ayant délivré le permis d'inhumer.	483	Ecole. — Un père de famille peut-il retenir son enfant une demi-heure après l'ouverture de l'école sans encourir aucune pénalité	115
Contributions. — Doit-on les contributions pour un loyer qu'on a quitté au cours de l'année. Comment réclamer si on les a payées indûment	285	— L'instituteur peut-il fermer à clef la porte de la classe cinq minutes après l'ouverture de l'école.	115
— Le curé qui dessert une succursale vacante peut-il être soumis à la contribution des portes et fenêtres pour les deux presbytères.	476	— N'y a-t-il pas un texte de loi ou de règlement interdisant d'ouvrir la porte de la classe aux enfants qui sont en retard	142
Corde de cloche. — La corde d'une cloche s'étant rompue la veille du 14 juillet, est-ce au maire à la remplacer s'il veut faire sonner ce jour-là	534	— La commune est-elle tenue de payer 500 francs d'honoraires à un inspecteur député par le préfet pour contrôler les constructions déjà reçues d'un bâtiment scolaire.	152
Costume canonial. — Pour porter leur costume canonial au chœur, en ville, les chanoines de Carthage, de Lorette, d'Aquin, d'Anagni, ont-ils besoin de l'autorisation de l'évêque... de l'Etat.	31	— Comment sauver l'existence d'une école congréganiste de filles dans une commune de moins de 401 habitants. La commune est-elle tenue de restituer à l'Etat les subventions antérieurement reçues	152
Costume ecclésiastique. — Existe-t-il un ouvrage qui traite du costume ecclésiastique.	69	— Une institutrice brevetée du brevet supérieur et dans les conditions prévues par l'art 192 du décret du 18 janvier 1887, peut-elle conserver à son établissement la dénomination d'école primaire supérieure	153
Cote mobilière. — Est-il juste que la cote mobilière de la cure soit portée à 40 francs pour le curé et 20 francs pour son père habitant avec lui	319	— Une institutrice non brevetée, mais bénéficiant des équivalences admises par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1887, peut-elle continuer à diriger une école primaire privée avec cours complémentaire d'enseignement primaire su, érieur.	154
Cote personnelle. — La sœur d'un curé habitant avec lui est-elle soumise à l'impôt de la cote personnelle	211	— Les personnes qui ont fait des libéralités aux communes à charge d'entretenir une école	
Curé créancier de la fabrique. — Comment doit s'y prendre un curé créancier de la fabrique pour se faire rembourser	532		
Décret de 1809. — Quelle différence entre le décret de 1809 et l'ordonnance du 12 janvier 1825.	19		
Délégations cantonales. — Circulaire ministérielle relative à l'organisation des délégations cantonales et aux attributions des délégués cantonaux	259		
Délibérations municipales. — Doit-on notifier à l'avance tous les objets sur lesquels le conseil municipal est appelé à délibérer... Peut-on afficher les motifs désobligeants exprimés dans ses délibérations	415		
Démission. — Comment obtenir la démission d'un fabrien devenu idiot	426		
Désaffectation. — Peut-on craindre la désaffectation d'une église bâtie en 1784 sur l'initiative du curé	282		
— Quel est le sens de la loi qui autorise le conseil			

- congréganiste peuvent-elles dès maintenant exercer une action contre ces communes sans attendre l'arrêté de laïcisation 154
- Dispositions du décret du 18 janvier 1887 sur l'exercice des fonctions d'enseignement dans les écoles privées et sur la condition des étrangers 155
- L'instituteur qui veut ouvrir une école doit-il remettre à l'inspecteur d'académie les récépissés de ses déclarations 212
- En attendant l'ouverture d'une école libre, les parents sont-ils tenus d'envoyer leurs enfants à l'école officielle 212
- Quel est le point de départ des deux ans pour les réclamations motivées par la laïcisation des écoles 222
- Une école peut-elle être construite par la fabrique sur le terrain d'un ancien cimetière 283
- La sœur directrice d'école est-elle obligée de faire elle-même la classe... Une sœur non brevetée peut-elle assister, dans sa classe, la sœur brevetée... Une sœur non brevetée peut-elle avoir une garderie d'enfants de moins de six ans 306
- Une institutrice communale peut-elle démissionner pour ouvrir une école libre 569
- L'école communale ou libre a-t-elle droit à des places gratuites dans l'église paroissiale 474
- Ecole enfantine.** — Qu'entend-on par école enfantine... que faut-il pour le local 82
- Ecoles libres.** — Comment s'y prendre pour constituer une société civile des écoles chrétiennes libres, étant admis qu'une société de ce genre est ce qu'il y a de plus sûr et de plus pratique 448
- Ecole maternelle.** — Qu'entend-on par école maternelle... que faut-il pour le local 82
- Circulaire ministérielle relative aux écoles maternelles 257
- Une commune de moins de 1200 âmes qui veut conserver à sa charge son école maternelle est-elle obligée de faire sanctionner par le Conseil départemental le maintien de cette école 377
- Ecoles primaires supérieures.** — Des titres de capacité obligatoires pour les écoles primaires supérieures privées 54
- Eglise.** — Le curé peut-il, en raison des temps, garder provisoirement la propriété d'une église qu'il a fait construire... L'évêque peut-il interdire l'ancienne église... La fabrique peut-elle se réserver l'usage de l'ancienne sacristie pour se faire une salle de catéchisme 486
- Employés d'église.** — A qui appartient-il de nommer et de révoquer les employés d'église 269
- Comment distinguer une paroisse urbaine d'une paroisse rurale, en vue de la nomination des employés d'église 558
- Emprunt.** — Une fabrique peut-elle, pour un emprunt, être autorisée à hypothéquer les immeubles qui lui appartiennent 560
- Engagement décennal.** — Un instituteur peut-il achever dans l'enseignement libre son engagement décennal commencé dans l'enseignement public 212
- Un instituteur primaire peut-il achever dans l'enseignement privé secondaire l'engagement décennal commencé dans l'enseignement primaire 222
- Enterrement.** — Les cierges fournis par les familles pour un enterrement restent-ils la propriété de celles-ci 93
- Le curé est-il obligé d'accompagner les cadavres jusqu'à un cimetière nouveau qu'une section de sa paroisse a établi fort loin de l'église 284
- Enterrements civils.** — La commune peut-elle employer aux enterrements civils un brancard qu'elle a acheté pour l'usage de la fabrique 222
- Entretien et embellissement des églises.** — Quels sont les droits et les charges de la fabrique quand il s'agit d'entretenir ou d'embellir les bâtiments de l'église 619
- Envoi en possession.** — Comment une fabrique peut-elle obtenir d'être mise en possession d'une propriété qui lui a autrefois appartenu 246
- L'église paroissiale étant légataire, la fabrique est-elle dispensée des formalités ordinaires pour l'autorisation et la mise en possession 318
- Equivalences.** — Peut-on encore invoquer les équivalences admises par la loi du 16 juin 1831... Une institutrice adjointe qui n'exerçait pas au 1^{er} janvier ou au 16 juin 1881 peut-elle bénéficier de ces équivalences 55, 56
- Expropriation.** — En cas d'expropriation de tout ou partie du presbytère, la fabrique a-t-elle droit à une indemnité 463
- L'expropriation régulière est-elle préalablement nécessaire pour que l'on puisse s'emparer du jardin du presbytère à fin de travaux d'utilité publique 464
- Fabricien.** — L'administrateur d'une paroisse vacante peut-il figurer comme membre de la fabrique 413
- Le père et le fils peuvent-ils être en même temps fabriciens dans la même paroisse 474
- Fabriques.** — Questions diverses relatives aux droits, devoirs, charges, actes, etc., des fabriques, dans divers cas donnés, 19, 22, 44, 70, 79, 80, 93, 140, 186, 211, 234, 246, 270, 272, 283, 296, 308, 318, 319, 353, 388, 389, 400, 402, 413, 414, 416, 423, 426, 463, 486, 509, 532, 534, 558, 570, 583, 597, 607, 608, 619, 620
- Fonctionnaires publics.** — Les fabriciens sont-ils fonctionnaires publics au sens de l'art. 197 du Code pénal 509
- Fondation.** — Peut-on employer le don manuel pour une fondation perpétuelle 234
- Comment placer un capital à charge de services religieux. Quelles sont les formalités à remplir par le trésorier de la fabrique 198
- Toutes les libéralités qui ont pour but d'instituer des fondations perpétuelles doivent être constatées par acte notarié 80
- Est-il prudent de faire des fondations de messes 115
- Garderie.** — Peut-on établir une garderie dans une commune où existe une école maternelle 569
- Gymnase.** — Un gymnase pour les enfants de l'école peut-il être établi contre les murs de l'église 485
- Hangar.** — Un voisin pourrait-il appuyer un hangar sur un mur mitoyen entre lui et le presbytère 211
- Héritage.** — Une fille à qui son père a légué le tiers de sa fortune peut-elle encore partager au reste de l'héritage 44
- Héritiers (Réclamations d').** — Les héritiers peuvent-ils exiger que le curé leur rende une somme qu'il a reçue de la main à la main de la personne dont ils héritent pour des messes qu'elle deman-

dait après sa mort.	610	communés à charge d'entretenir une école congréganiste peuvent-elles dès maintenant exercer une action contre ces communes sans attendre l'arrêté de laïcisation.	151
Honoraires. — La commune est-elle tenue de payer 500 francs d'honoraires à un inspecteur député par le préfet pour contrôler les constructions déjà requises d'un bâtiment scolaire.	152	— En cas de laïcisation <i>non imputable à la commune</i> , les héritiers peuvent-ils réclamer l'immeuble donné pour une école congréganiste par le testateur qui pourtant n'avait pas fait seul tous les frais de la construction.	595
Horloge. — Le conseil municipal peut-il, sans l'avis du conseil de fabrique, placer une horloge dans le clocher.	619	— Dans quel délai doivent être laïcisées les écoles de filles dans un département où il existe une école normale depuis plus de quatre ans.	142
Hypothèques. — Une fabrique peut-elle hypothéquer ses immeubles pour un emprunt.	560	— En cas de laïcisation d'une école congréganiste les donations faites à celle-ci peuvent-elles être remises à la maison-mère de la congrégation.	81
Impôt. — Le curé bineur qui a loué le presbytère de la succursale vacante qu'il dessert est-il tenu de payer l'impôt de ce presbytère si son locataire est indigent... Doit-il l'impôt pour les parties non habitées.	296	— La nomination d'un adjoint laïque dans une école congréganiste équivaut-elle à la laïcisation.	57
— La sœur d'un curé habitant avec son frère peut-elle être soumise à l'impôt de la cote personnelle.	211	— Quel est le point de départ des deux ans pour les réclamations motivées par la laïcisation des écoles.	222
Indemnité. — Comment amener la commune à payer une indemnité consentie par elle en retour de la vente d'un champ dont le curé avait la jouissance.	80	Lampe du Saint-Sacrement. — L'entretien de la lampe du Saint-Sacrement est-il une charge obligatoire pour la fabrique.	620
— Une indemnité est-elle due à la fabrique en cas d'expropriation de tout ou partie du presbytère.	463	Legs. — Comment doit faire un curé pour entrer en jouissance d'un legs dont les rentes doivent être par lui distribuées aux pauvres.	245
— Le curé a-t-il droit à une indemnité pour le dommage causé à un champ de luzerne du presbytère par des exercices militaires.	476	— Comment faire pour léguer une maison destinée à une école libre... pour assurer l'emploi de sommes léguées à des œuvres catholiques.	70
Indemnité de binage. — Comment se faire payer une indemnité de binage, le maire refusant de la mandater et de donner le certificat nécessaire pour recevoir celle qu'assure l'Etat.	20	— Pour amener la délivrance d'un legs fait à la fabrique par un mourant, le trésorier de la fabrique peut-il pratiquer saisie-arrêt sur les débiteurs de la succession.	534
Indigents. — Est-ce la fabrique ou le bureau de bienfaisance, qui doit supporter les frais de transport des indigents au cimetière.	270	— Que penser d'un legs fait au bureau de bienfaisance à charge de services religieux : est-il illégal.	309
Inhumations. — Le curé est-il en contravention s'il fait l'inhumation dans un cimetière autre que celui de la commune du décès, le maire de cette commune ayant délivré le permis d'inhumer.	483	— L'église paroissiale étant légataire, la fabrique est-elle dispensée des formalités ordinaires pour l'autorisation et la mise en possession.	318
Inspecteurs. — Quels sont les droits des inspecteurs dans les écoles primaires libres.	486	— Une commune dont l'école est laïcisée est-elle obligée de déférer à la demande en revendication des dons et legs qu'elle a reçus pour cette école... L'école privée ouverte à la suite peut-elle bénéficier de ces dons et legs.	56
Institutrices. — Différentes questions relatives aux institutrices libres.	152 à 156	— Une fabrique peut-elle accepter un legs dont le revenu est insuffisant pour les charges, puis faire réduire les charges par l'évêque.	570
— Une institutrice communale peut-elle démissionner pour ouvrir une école libre.	569	— Peut-on léguer au bureau de bienfaisance une somme à charge de faire acquitter des services religieux.	570
Intérêts. — Une fabrique peut-elle réclamer les intérêts d'une somme léguée qui ne lui a pas été délivrée en son temps.	319	— Une fabrique peut-elle réclamer les intérêts d'une somme léguée qui ne lui a pas été délivrée en son temps. . Peut-elle demander devant les tribunaux la délivrance du legs.	319
Interrogatoire. — L'avocat qui assiste l'instituteur devant le conseil départemental a-t-il le droit d'assister à l'interrogatoire de son client.	621	— Une société civile fondée pour une école libre peut-elle recevoir des dons et legs.	620
Inventaire. — Quelles sont l'importance et l'utilité de l'inventaire du mobilier des églises et de son recensement annuel.	44	— Un père ayant légué le tiers de sa fortune à l'une de ses deux filles, celle-ci doit-elle n'avoir que ce tiers sans partager au reste.	44
Jardin du presbytère. — Un curé peut-il abattre un noyer du jardin du presbytère qui le gêne... le maire le peut-il de son autorité.	22	Libéralités. — Voir le mot <i>Donations</i>	128
— Une redevance consentie en faveur du curé pour la cession d'une portion du jardin du presbytère à l'instituteur n'ayant pas été payée, ne peut-on pas rentrer en possession de ce jardin.	20	Libéralités privées. — Un conseil municipal peut-il accepter des libéralités privées avec clause d'affectation à l'entretien d'une école publique dont les dépenses cessent d'être obligatoires pour la commune.	58
Jésuites. — Quelle est la date du dernier décret qui a déclaré dissoute la Compagnie de Jésus en France.	140	Libération (du service militaire). — Quelle est la	
Laïcisation. — Comment parer aux laïcisations préparées par l'art. 11 de la loi du 30 octobre 1886.	152		
— Les personnes qui ont fait des libéralités aux			

- pratique relativement à la libération du service militaire pour les séminaristes 139
- Loyer.** — Doit-on la taxe pour le loyer de deux petites pièces de terre appartenant à la confrérie du Rosaire 388
- Comment s'opposer à ce que le maire loue au profit de la commune le champ tenant au presbytère 389
- Maire protestant.** — Par qui doit se faire remplacer au conseil de fabrique un maire protestant 296
- Mariage des prêtres.** — Est-il vrai que la magistrature française s'accorde maintenant à déclarer valide le scandaleux mariage des prêtres 544
- Ministres protestants.** — Quels sont leurs traitements 94
- Mobilier des églises.** — Quelles sont l'importance et l'utilité de l'inventaire du mobilier des églises et de son recollement annuel 44
- Mur de l'église.** — Le maire peut-il établir contre le mur de l'église un gymnase pour les enfants de l'école 485
- Mur mitoyen.** — Un voisin a-t-il le droit d'appuyer un hangar sur un mur mitoyen entre lui et le presbytère 211
- Mutation (Droit de).** — Les droits de mutation sont-ils dus pour les dons manuels 234
- Notaire administrateur.** — Un notaire administrateur d'un bureau de bienfaisance peut-il recevoir un acte concernant cet établissement 534
- Ordonnance du 12 janvier 1825.** — Quelle différence entre l'ordonnance du 12 janvier 1825 et le décret de 1809 19
- Orgues.** — Conseils pratiques sur les orgues à acheter, recevoir, placer, accorder, entretenir, et sur l'organiste 102
- Le curé qui veut faire abandonner un facteur d'orgue pour en faire adopter un autre, peut-il refuser obstinément de fixer la place de l'orgue jusqu'à ce qu'on ait acquiescé à son désir 583
- Orphelinat.** — Un directeur d'orphelinat peut-il considérer les enfants qu'il y recueille comme élevés dans la famille et se borner à y faire donner un enseignement privé 379
- Les lois scolaires s'appliquent-elles aux orphelinats 610
- Papier timbré.** — Le papier timbré est-il exigé pour le procès-verbal de location des places des bancs 19
- Paroisse interdite.** — L'interdiction d'une paroisse entraîne-t-elle la suppression du conseil de fabrique 414
- Paroisse urbaine.** — Comment distinguer une paroisse urbaine d'une paroisse rurale en vue de la nomination des employés d'église 558
- Passage.** — Un particulier peut-il fermer sur sa propriété un passage ouvert de temps immémorial 501
- Personnalité civile.** — Quelle est la date de l'avis du Conseil d'Etat refusant aux diocèses la personnalité civile 140
- Pierre tombale.** — A-t-on besoin d'une autorisation pour placer une pierre tombale sur une sépulture 285
- Planches.** — Le maire avait-il le droit de s'emparer d'un reliquat de planches faites avec des arbres concédés par la commune pour la réparation d'une chapelle publique, étant donné que la vente de ces planches devait couvrir les avances faites par le curé pour cette réparation 607
- Placements.** — Comment placer un capital à charge de services religieux. Quelles formalités sont à remplir par le trésorier 198
- Comment placer mille francs laissés pour fondation de messes à perpétuité, pour lesquels on n'a encore demandé aucune autorisation
- Places de bancs.** — Doit-on dresser procès-verbal, sur papier timbré, de la location des places de bancs 19
- Le locataire d'une stalle qu'on fait disparaître a-t-il un recours contre la fabrique qui lui offre la stalle voisine, étant donné que, d'après le cahier des charges, la fabrique s'est réservé le droit d'enlever les stalles 597
- Peut-on louer une place dans l'église à un protestant 607
- Pour une location de place de bancs, l'intervention du notaire est-elle nécessaire 607
- La remise à l'évêque, pour les prêtres infirmes, du sixième des places de bancs, est-elle obligatoire, ou le curé peut-il garder une partie de ce sixième pour payer les dettes de la fabrique 609
- Places d'église.** — Une école communale de filles a-t-elle droit à des places gratuites dans son église paroissiale 474
- Police de l'église.** — L'administrateur d'une paroisse vacante a-t-il la police de l'église 413
- Prélature.** — Qu'entend-on par « les honneurs de la prélature » 31
- Première communion.** — Les cierges que portent les premiers communicants sont-ils des cierges d'offerte qui deviennent ainsi la propriété du curé 93
- Presbytère.** — Comment amener le maire à faire à une chambre du presbytère les réparations que lui-même juge nécessaires 82
- La commune peut-elle s'emparer d'une pièce d'un presbytère sous prétexte qu'elle est superflue 269
- Dans une succursale vacante, le curé bineur peut-il de lui-même louer le presbytère... Doit-il l'impôt pour les parties non habitées... Si le locataire est indigent, le curé est-il tenu de payer l'impôt 296
- En cas de grosses réparations au presbytère, faut-il l'avis et le consentement du conseil municipal si on ne lui demande aucun secours 353
- L'expropriation de tout ou partie du presbytère donne-t-elle droit à une indemnité pour la fabrique 463
- Une commune peut-elle, sans les formalités d'expropriation, pour des travaux d'utilité commune, envahir le jardin du presbytère appartenant soit à la fabrique soit à la commune 464
- La commune est-elle tenue de construire un presbytère pour l'habitation du curé. Peut-elle abandonner la construction commencée si la fabrique a fourni une subvention 482
- Le curé peut-il s'opposer à ce que le conseil municipal fasse abattre des arbres du presbytère plantés depuis 40 ans, sous prétexte qu'ils gênent le voisin. Peut-il se faire rendre le prix d'un peuplier abattu par ordre du maire 484
- Un maire a-t-il le droit d'entrer à tout propos dans le presbytère et d'y faire des visites domiciliaires 559
- Peut-on, en vertu d'un arrêté d'alignement, s'emparer sans indemnité d'un terrain appar-

- tenant au presbytère. 569
- Prescription.** — Les dettes pour services religieux sont-elles prescriptibles. 22
- Prestations.** — Le curé qui acquitte ses prestations en nature peut-il quitter le travail pour un devoir de son ministère. 297
- Privilèges prélétics.** — L'Ordinaire a-t-il autorité pour permettre ou interdire à un prélat curé d'user de ses privilèges prélétics relativement au costume de ville, etc. 31
- Processions.** — L'interdiction des processions sur la voie publique s'étend-elle au port du viatique. 570
- Quelle est la date de la circulaire ministérielle interdisant aux magistrats d'assister officiellement aux processions.
- Punitions scolaires.** — L'instituteur peut-il infliger une punition au servant de messe qui entre après le commencement de la classe. 535
- Questions relatives aux presbytères.** — 22, 82, 269, 296, 308, 319, 389, 401, 438, 464, 476, 482, 484, 559, 569, 582.
- Questions scolaires.** — Questions diverses relatives aux écoles, aux maîtres et maîtresses d'écoles et aux laïcisations. 54-58, 70, 81, 82, 115, 142, 152, 153, 154, 155, 212, 257, 259, 283, 296, 306, 448, 474, 485, 486, 535, 569, 595, 610, 620, 621, 632, 634.
- Quêtes.** — Le produit d'une quête faite par le curé à la suite d'un concert de bienfaisance organisé par lui peut-il être réclamé par le bureau de bienfaisance. 223
- Le curé peut-il ne pas inscrire aux recettes de la fabrique le produit d'une quête faite par lui pour une fin spéciale. 353
- Dans une chapelle privée, d'établissement thermal, le curé-aumônier peut-il quêter pour les âmes du Purgatoire, le directeur peut-il quêter pour l'entretien de la chapelle. 597
- Rabat blanc.** — Les prêtres peuvent-ils porter le rabat blanc en signe de deuil. 69
- Recouvrements.** — Comment assurer la rentrée des frais d'enterrement. 271
- Comment faire solder une rente consentie par la commune en retour de la cession à l'instituteur d'une dépendance du presbytère quand le préfet la biffe sur le budget de la commune. 401
- Religieuses expulsées.** — Des religieuses chassées de leur demeure peuvent-elles réunir des orphelins dans un autre local. 610
- Remboursements.** — Comment doit s'y prendre un curé qui veut obtenir le remboursement d'une créance qu'il a sur la fabrique. 532
- Rente testamentaire.** — Comment assurer aux curés successifs la jouissance d'une rente perpétuelle de 300 francs qu'on veut leur donner. 21
- Réparations.** — Comment amener le maire à faire à une chambre du presbytère les réparations que lui-même juge nécessaires. 82
- Les seules réparations qu'un curé peut faire sans autorisation, même avec ses propres ressources, sont celles dites *locatives* et pour le presbytère seulement. 308
- Une fabrique ayant construit à ses frais, et avec toutes les autorisations nécessaires, une nouvelle église livrée au culte, est, par l'influence du maire, reléguée dans l'ancienne église dont on veut lui imposer les réparations : que doit faire cette fabrique. 423
- Le curé est-il obligé de payer la main d'œuvre pour la réparation de la toiture du presbytère qui était en mauvais état à son arrivée. 438
- Peut-on empêcher de réparer la façade d'une maison qui n'est qu'à trois mètres de l'entrée de l'église. 501
- A qui incombent les frais de réparations et d'embellissements dans les églises. 619
- Réparations (Grosses).** — Est-on tenu de prendre l'avis du conseil municipal pour les grosses réparations de l'église et du presbytère si on ne lui demande aucun secours. 353
- Repos dominical.** — Quelle est la date de la loi abrogeant celle du 18 novembre 1814 sur le repos du dimanche. 140
- Responsabilité civile.** — Le directeur d'un établissement de bains de vapeur peut-il être rendu civilement responsable de la mort d'un baigneur brûlé par la vapeur. 81
- Restitution.** — Peut-on exiger une restitution de la part d'un curé qui a réparé une chape avec l'étoffe d'une dalmatique, la dépense ayant été plus tard approuvée par la fabrique. 596
- Retrait.** — Comment établir une caisse commune purement privée entre plusieurs ecclésiastiques dans le but de s'assurer une petite retraite à un âge donné. 198
- Revendication.** — Une commune dont l'école est laïcisée est-elle obligée de déferer à la demande en revendication des dons et legs qu'elle a reçus pour cette école. 56
- Les héritiers du testateur peuvent-ils réclamer l'immeuble légué à une commune pour une école congréganiste si le testateur n'a pas seul contribué à la construction de la maison, et que le départ des sœurs ne soit pas imputable à la commune. 595
- Sacristie.** — Le curé peut-il, sans autorisation du conseil municipal et du conseil de fabrique, relever un mur de sacristie à l'aide de dons. 308
- Saisie-arrêt.** — Le trésorier de la fabrique peut-il pratiquer une saisie-arrêt sur le débiteur d'une succession afin d'amener la délivrance d'un legs à la fabrique. 534
- Salaire.** — La fabrique et son trésorier sont-ils responsables envers les employés de l'église du salaire dû à ceux-ci. 199
- Les ouvriers employés à une construction d'église peuvent-ils être soldés les premiers sur les sommes dues à l'entrepreneur insolvable. 414
- Secours (Demande de).** — Le conseil municipal doit-il répondre par écrit à une demande de secours faite par la fabrique. 353
- Séminaristes.** — Formalités que doivent suivre les séminaristes pour obtenir le certificat constatant qu'ils sont dégagés de leurs obligations militaires. 139
- Servant de messe.** — L'instituteur peut-il punir le servant de messe qui entre après le commencement de la classe, ou l'empêcher de sortir pour assister le curé. 535
- Service militaire.** — Le service militaire imposé aux clercs serait-il contraire au Concordat. 320
- Servitudes.** — Quelles sont les servitudes qui grèvent les propriétés voisines des cimetières. 200
- Un propriétaire peut-il fermer un passage ouvert sur sa propriété de temps immémorial. 501
- Société civile.** — Comment s'y prendre pour constituer une société civile des écoles chrétiennes libres. 448
- Sonnerie.** — Le maire peut-il empêcher les sonneries pour les sermons de carême et pour le mois de mai

sous prétexte qu'elles ne sont pas exprimées dans le règlement concerté entre le préfet et l'évêque.	269	Transport des corps. — Est-ce au maire à autoriser le transport d'un mort dans une autre commune	532
Sonnerie du 14 juillet. — Le maire qui veut faire sonner le 14 juillet est-il obligé de faire remplacer une corde de cloche qui s'est rompue la veille, ou peut-il l'exiger de la fabrique.	534	Traitements. — Quels sont les traitements des ministres et évêques protestants.	94
Souscription. — Quelle formule peut rendre une souscription volontaire exigible par voie de justice	414	— Quelle est la date de l'avis du Conseil d'Etat prétendant que le gouvernement a droit de suspendre et de supprimer les traitements ecclésiastiques.	140
Stalle. — Le locataire d'une stalle qu'on fait disparaître a-t-il un recours contre la fabrique qui lui offre la stalle voisine, étant donné que, d'après le cahier des charges, la fabrique s'est réservé le droit d'enlever les stalles	597	Travaux d'entretien et d'embellissement (à l'église) — La pose de vitraux, l'élargissement des fenêtres, sont-ils travaux d'entretien, d'appropriation, d'embellissement, que la fabrique peut faire exécuter avec la seule approbation de l'évêque et sans l'assentiment du maire	619
Subvention (de la commune à la fabrique). — Comment venir à bout de la résistance d'un maire qui, ayant contre lui la majorité du conseil municipal, lève la séance aussitôt que celui-ci propose une subvention aux besoins de la fabrique	222	— La fabrique peut-elle obliger la commune à fermer les gouttières de l'église	619
Succession (Portion disponible de la). — De quelle portion de la succession peut disposer le père de famille, au profit de ses petits enfants, pour les protéger contre leur père prodigue	224	Troncs (Produit des). — Le curé peut-il ne pas inscrire aux recettes de la fabrique le produit d'un tronc qu'il a placé dans l'église pour une œuvre déterminée... Peut-il employer à l'embellissement d'une chapelle donnée à la fabrique les aumônes déposées dans le tronc de cette chapelle	353
Succursales (Suppression des). — Quelle est la date de l'avis du Conseil d'Etat prétendant que le gouvernement a le droit de supprimer les succursales malgré les évêques.	140	Usufruit. — La fabrique peut-elle se réserver l'usufruit d'une ancienne sacristie pour une salle de catéchisme	486
Taxe. — Doit-on la taxe pour le loyer de deux petites pièces de terre appartenant à la Confrérie du Rosaire	388	Usufruitier. — Le curé usufruitier d'un bois appartenant à la cure peut-il l'exploiter sans autorisation	70
Taxe affouagère. — Un conseil municipal peut-il, et dans quelles conditions, créer ou majorer une taxe affouagère pour l'entretien d'une école non obligatoire	58	— Quelles sont les obligations de l'usufruitier relativement à l'immeuble qu'il occupe... L'usufruit du curé est-il régi par des lois spéciales	438
Testament. — Un père de famille peut-il par testament imposer à son fils prodigue la charge de transmettre ses biens à son petit-fils	224	Utilité publique (Travaux d'). — Le jardin du presbytère peut-il être envahi pour des travaux d'utilité publique sans qu'au préalable aient été accomplies les formalités d'expropriation	464
— Un testament est-il valide s'il est fait sur deux feuilles de timbre séparées avec mention après la signature indiquant cette particularité	271	Viatique. — L'interdiction des processions sur la voie publique s'étend-elle au port du Viatique	570
Timbre. — Le compte de la fabrique est-il assujéti au timbre de dimension.	199	Vicaire général honoraire. — Un vicaire général honoraire, et par cela même chanoine honoraire, cesse-t-il d'être chanoine en cessant d'être vicaire général.	189
— Les déclarations de colportage doivent-elles être écrites sur timbre	608	Vicaire général. — L'évêque peut-il se contenter d'un seul vicaire général, ou s'en donner plus de deux	363
Titres de capacité. — Quels sont les titres de capacité obligatoires pour les directeurs et adjoints des écoles primaires supérieures privées.	54	Vitraux. — Le curé peut-il, à ses frais, remplacer les vitres de l'église par des vitraux	353
Titres disparus. — Quelles sont les formalités à remplir par une fabrique pour remplacer des titres au porteur disparus	560	Voierie. — Peut-on empêcher de réparer la façade d'une maison qui n'est qu'à trois mètres de l'entrée de l'église.	501

HISTOIRE & VARIÉTÉS

Anticipation des Matines (Horaire pour l'). — Comment dresser l'horaire pour l'anticipation à la veille des Matines du lendemain, suivant qu'on se base sur la latitude ou de Paris, ou de Perpignan, ou d'Arras	175
Bréviaire. — Le <i>Bréviaire romain commenté</i> , par M. le chanoine Maugère, professeur de liturgie.	128
Catéchisme. — Importance des écoles de catéchisme en face de la laïcisation, et moyen légal et facile de les constituer	487
Cloches. — Notions sur les cloches : leur origine,	

leur composition, leur forme et leur fabrication, précautions à prendre quand on commande des cloches, quand on les reçoit, quand on les sonne, leur burinage (pour obtenir l'accord), leur soudage (quand elles sont fêlées), le beffroi, etc.	33, 45
Concordat. — De la dénonciation du Concordat	519
Croix (Vive la). — Sixième pèlerinage de pénitence à Jérusalem. Les <i>Souvenirs d'un voyage en Terre-Sainte</i> par J.-T. de Belloc.	105
Divorce. — Quelle conduite doit tenir le curé envers les époux divorcés qui n'ont pas l'intention	

de contracter un second mariage civil . . .	427
— Quelle conduite à tenir envers ceux qui ont contracté une seconde union après le divorce.	427
— Et quels sont les devoirs de ceux-ci par rapport à : La cohabitation	425
La réparation de justice due aux enfants légitimes	439
— Quand un divorcé a contracté un mariage civil	

avec une personne libre, et que la mort de l'époux légitime lui rend sa liberté, peut-il contracter un mariage valide avec la personne qui lui est unie civilement.	440
Question romaine. — La question romaine dans le présent et dans l'avenir : auteur, fin, nécessité du pouvoir temporel ; réponse aux objections . . .	355, 364
Scapulaire. — Le décret du 27 avril 1887 au sujet des scapulaires. Texte et commentaire . . .	389, 403

COURRIER DE L'UTILE

Arbres. — Empailage des jeunes arbres, remplaçant avantageusement l'épilage et la peinture au coaltar.	96
— Utilité du déchaussement des arbres fruitiers et manière de le faire	214
— Les arbres fruitiers d'appartement, cultivés en potiches	214
Altises. — Moyen de les éloigner des plantes . . .	357
Argentierie. — Nécessité et moyen d'entretenir et de nettoyer l'argenterie	156
Argenture. — Liquides pour argenter les objets de cuivre et de métal blanc.	381
Arrosage. — Utilité, pour les légumes et les arbres fruitiers, de l'arrosage au sulfate de fer.	214
Asperges. — La manière de conserver les asperges . .	214
Asphyxie. — Ses causes, ses espèces, son traitement général, son traitement spécial suivant qu'elle vient du charbon, des gaz d'égouts, des gaz d'éclairage, des fleurs, de la strangulation, de la noyade, de la peinture, du froid, de la chaleur, de la foudre, de l'ivresse	368
Baromètre. — Manière de le régler et de le lire. 143, 189	
— L'araignée étudiée comme baromètre de jardin	530
Beurre. — Moyen de garder le beurre frais indéfiniment	586
Bière. — Conservation de la bière.	202
— Moyen de guérir un fût de bière aigri	274
Blanchiment du papier sali. — Peut-on blanchir le papier d'un livre, d'une carte, d'une gravure, terni ou taché, et cela bien entendu sans attaquer l'encre d'imprimerie	572
Blé germé. — Peut-on, et alors avec quels mélanges et additions, obtenir du bon pain avec du blé germé	572
Boiseries tachées. — Moyen d'empêcher les taches de thérébenthine qui se produisent après la peinture, sur les boiseries de sapin	238
Bouquets. — Conservation des bouquets sous l'eau .	514
Bronzage. — Bronzage des bas-reliefs, médaillons, statuettes, etc	430
Burettes d'huile. — Moyen de les nettoyer	48
Cafards. — Moyen de les détruire	274
Café. — Boisson de café non torréfié	38
Calque. — Peut-on et comment obtenir des calques sur un papier épais et non transparent.	574
Carillon. — Nouveau carillon actionné par l'électricité	598
Cataplasme. — Utilité du cataplasme délayé dans du vinaigre contre les érysipèles, les névralgies, les maux de dents et fluxions	322
Chapeaux de paille. — Nettoyage des chapeaux de paille	190

Chambres de malades. — Est-il bon de placer et laisser des plantes dans les chambres des malades. 225	
Champignons. — Les champignons vénéneux ; moyen de les rendre inoffensifs	285
Chartreuse. — Conseil intéressant aux amateurs de la liqueur de la Chartreuse : ne pas l'acheter en litre	36
Chenilles. — Destruction des chenilles.	310, 550
Chou. — Propriétés médicinales de la feuille de chou et son mode d'emploi.	417
Cidre. — Les maladies du cidre, le moyen de les prévenir, de les enrayer et de les guérir	561
Cierges et Bougies. — Fabrication économique des cierges et bougies. Moyens pour constater les fraudes des ciriers. Moyen de constater la présence de la cire pure dans les cierges. 83, 95, 119, 131, 155	
Ciment. — Le ciment au sucre pour recoller solidement les porcelaines, les terres cuites, les verres brisés, etc.	72
Coquelicot. — Le coquelicot comme remède : application et dose, surtout dans les rhumes	310
Colle forte. — Mélange donnant une colle forte insensible à l'humidité.	573
Consanguinité. — Raisons médicales justifiant, s'il en était besoin, les empêchements de consanguinité établis par l'Eglise pour le mariage	585
Conservation des matières textiles. — Moyen de prolonger la durée des cordes, toiles, stores, bâches exposés à l'air	273
Corridors. — Pourquoi les corridors pavés sont-ils, en général, si malsains	48
Couleurs (Les) et la lumière. — Durée des différentes couleurs exposées à la lumière	225
Courtilières. — Moyen de les détruire	598
Croissance des plantes. — De l'action électrique sur la croissance des plantes, et moyen de forcer les légumes par ce moyen	226
Guisson des légumes. — Moyen de faire cuire les légumes dans les eaux chargées de sels de chaux .	273
Dentifrice. — Recette économique pour préparer un bon dentifrice	48
Désinfectants. — Les principaux désinfectants, leur mode d'emploi, leur prix de revient	490
Désinfection. — Moyen de désinfecter les fosses d'aisances au moment des grandes chaleurs	297
— Désinfection de la chambre, des déjections, des vêtements, etc., d'un typhoïque	489
Diabète sucré. — Le diabète sucré et la mixture antidiabétique de Ph. Martin	429
Digestibilité des aliments. — Le temps que demande la digestion de différents aliments.	226

- Eau.** — La gelée purifie-t-elle les eaux potables . . . 584
- Ebène imité.** — Avec quels bois et par quels moyens peut-on faire de l'ébène imité. 274
- Écllosion artificielle des œufs.** — Fabrication des poulets ou écloison artificielle des œufs 202
- Escargots.** — Moyen de les éloigner des plantes . . . 357
- Extinction de voix.** — Potion efficace contre l'extinction de voix 478
- Falsifications d'écritures.** — A-t-on des moyens scientifiques matériels et sûrs, et quels sont-ils, de reconnaître si des actes, des lettres, ont été falsifiés, raturés, surchargés par une autre plume, une autre encre, sinon par une autre main, que celle qui les avait d'abord écrits 574
- Flambeaux dorés.** — Nettoyage des taches de bougie sur les flambeaux en bronze doré 238
- Fleurs.** — Comment on peut raffraîchir les fleurs fanées. 214
— Pousse artificielle et rapide des fleurs. 226
- Fluatation.** — Les pierres même les plus tendres rendues insensibles aux influences atmosphériques et spécialement à la gelée par la fluatation . . . 501
- Foudre.** — Précautions à prendre pendant l'orage . 357
— Les *pourquoi* scientifiques de la foudre, des éclairs et du tonnerre; conseils pratiques et raisonnés 391, 405
- Fruits.** — Conservation des fruits par le collodion . 490
— id. par le coton 593
- Fraises.** — Les meilleures, la manière de les préparer, leurs qualités hygiéniques 334
- Fourmis.** — Contre les invasions de fourmis. . . 357, 382
- Galée des jeunes poisses.** — Comment on peut défendre les pousses de la vigne, des espaliers, des pois et des haricots, contre les gelées du printemps 213
- Glaces.** — Réparation du tain des glaces. 573
- Grillons.** — Moyen de les détruire. 274
- Guêpes.** — Destruction des guêpes. 430
- Herbe.** — Moyen de détruire l'herbe dans les cours . 598
- Homéopathie.** — *L'Art de guérir; Vade-mecum des missionnaires, des prêtres de campagne, des institutions et des familles*, par le Dr Soenens . 249, 261
- Hoquet.** — Moyen de se débarrasser rapidement du hoquet. 598
- Horloge de Flore.** — Moyen de connaître l'heure par les fleurs. 178
- Horloge ornithologique.** — Moyen de connaître l'heure par le chant des oiseaux 584
- Huile de ricin.** — Moyen de la prendre sans dégoût. 586
- Humeurs cancéreuses.** — Leur traitement par l'onguent de bourdaine 322
- Humidité.** — Soins à prendre contre l'humidité . 35
- Hygiène.** — Que faut-il faire pour se bien porter et vivre longtemps 261
- Ivoire.** — Moyen de nettoyer et blanchir l'ivoire. . 24
- Incombustibilité.** — Moyens de mettre les bois et les tissus à l'abri de l'incendie 238, 526
- Lait de beurre.** — Le lait de beurre, boisson hygiénique 478
- Lampes.** — Recette pour empêcher le suintement des lampes à huile de pétrole. 273
- Légumes herbacés.** — De l'usage des légumes herbacés : artichauts, épinards, oseille, céleri, persil, cerfeuil, etc. 297
- Limaçon.** — Le limaçon comme remède. 322
- Limonade vineuse.** — Recette pour la faire . . . 358
- Luzerne.** — Les racines de luzerne peuvent-elles remplacer la saponaire 573
- Maladies de la vigne et des céréales.** — Un remède à toutes ces maladies. 513
- Marbre.** — Remplacement des éclats perdus d'un marbre cassé. 430
- Margarine.** — Moyen de la reconnaître dans le beurre falsifié 586
- Matelas.** — Le matelas cloisonné 309
- Médailles et monnaies.** — Moyen de les nettoyer sans les abîmer. 381
- Mesures anciennes.** — Tableaux de conversion des mesures anciennes en mesures métriques. . . . 441
- Métallisation des fleurs.** — Peut-on, et comment, métalliser des fleurs naturelles 381
- Météorologie.** — Règle météorologique du maréchal Bugeaud pour la prévision du temps 584
- Migraines.** — Traitement. 298
- Mildew.** — Moyens pratiques de le reconnaître et de le combattre 236
— Traitement du mildew par l'ammoniaque de cuivre. 297
- Monnaies étrangères.** — Principales monnaies étrangères et leur valeur en francs 442
- Montre.** — Comment on peut, sans voir clair, sans entendre, connaître l'heure par une montre ordinaire. 550
- Mouches.** — Moyen de se débarrasser des mouches . 382
- Moulage.** — Etude pratique des moyens permettant de reproduire toutes sortes d'objets par le moulage 524, 536
- Myopie.** — La myopie est plutôt une habitude acquise qu'une affection congénitale, et le surmenage intellectuel des enfants augmente sensiblement le nombre des myopes 58
- Névralgies.** — Remède contre les névralgies . . . 178
— Traitement. 298
- Noix.** — Dangers du mouillage des noix pour les conserver plus pleines et plus fraîches 202
- Œufs.** — Moyen de connaître les œufs frais. . . . 322
- Oiseaux.** — Services rendus à l'agriculture par les oiseaux, insectes que chacun de ceux-ci détruit. . 212
- Orgues.** — Les orgues électriques 11
— Les orgues à cylindre à l'église. 108
— Tuyaux d'orgue en papier. 381
- Or terni.** — Nettoyage de l'or terni. 238
- Orties.** — Peut-on sans danger manger des orties . 502
- Peintures.** — Nettoyage des surfaces peintes : murs, boiserie, portes, etc. 238
- Peinture sur ciment.** — Peinture au fromage sur ciment frais. 96
— Comment faire tenir la peinture sur ciment . 573
- Pierres gélives.** — Moyen de les reconnaître. . . 48
- Pigeons.** — Moyen de reconnaître et d'appareiller des couples de pigeons 118
- Planchers.** — Les planchers cirés sont-ils réellement plus froids que les planchers bruts 48
- Plumes.** — Moyen facile d'empêcher les plumes de s'oxyder 156
- Plume et porte-plume.** — L'hygiène dans le choix de la plume et du porte-plume 72
- Poêles mobiles.** — Sont-ils vraiment dangereux . 504
- Pommes de terre.** — Un moyen de les conserver. . 502
- Ponte des poules.** — Comment l'augmenter et la forcer 573
- Raisins.** — Moyen pour conserver les raisins frais . 478
- Régime.** — La question du régime dans la santé . 261
- Rhumes.** — Looch contre le rhume. 322
- Rouille.** — Comment préserver de la rouille les tubes conducteurs de l'eau ou du gaz placés sous terre . 572
- Sciure de bois.** — La sciure de bois comme subs-

tance à pansements	310	Velours. — Moyen de nettoyer le velours des cols, calottes, etc.	24
Sel. — De l'usage du sel, son utilité et sa mesure	201	Verrues. — Emploi de la chélidoine contre les verrues.	358
Semences. — Moyen d'améliorer ou de maintenir en bon état de production les espèces végétales	274	Vers blancs. — Moyen de les détruire.	598
Suffocation. — Moyen à prendre pour éviter la suffocation quand on se trouve au milieu d'une épaisse fumée	84	Vers de terre. — Moyen de les détruire.	274
Sureau (Fleur de). — Son utilité dans le traitement des érysypèles, des névralgies, des maux de dent, des fluxions	322	Vins. — Moyen de reconnaître si un vin a été falsifié par de mauvais alcools et la teinture de fuschine	144
Taches d'huile. — Moyen d'enlever les taches d'huile sur les vêtements, les parquets, les mosaïques, les livres	23, 156	— Traitement des vins filant	156
Tapis. — Moyen de nettoyer et rafraîchir les tapis	23	— Les vins de seconde cuvée... comment les obtient-on et que valent-ils	453
Taupes. — Moyen de les détruire	598	— Les maladies du vin, le moyen de les prévenir, de les enrayer et de les guérir.	561
		Vin plâtré. — Effet du vin plâtré sur l'organisme	310, 466

Erratum

Dans le présent volume, il faut passer de la page 490 à la page 493. Les pages 491 et 492 manquent parce qu'elles ont été, par erreur, attribuées à un feuillet consacré à la *Revue littéraire* et qui, comme tel, ne devait pas entrer et compter dans la pagination courante.





GTU Library

3 2400 00252 6626

DATE DUE

Temporarily circulated from
Pacific School of Religion

GAYLORD

PRINTED IN U.S.A.

L'Ami du clergé

v.9
1887

СВРАС

v.9
1887

41201

GRADUATE THEOLOGICAL UNION LIBRARY
BERKELEY, CA 94709

